Strasbourg.eu
eurométropole

1

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

Désignation du déontologue.

Numéro E-2026-511

La loi du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, dite loi 3DS, a offert à chaque élu la possibilité de consulter « un référent déontologue » avec une mise en œuvre effective au 1er juin 2023.

L'Eurométropole de Strasbourg s'est engagée depuis plusieurs années dans la transparence et l'intégrité des élu·es de son assemblée. Ainsi, cet engagement s'est traduit dans la charte de déontologie annexée au règlement intérieur qui dans son article 7 institue une fonction de déontologue ; les conditions de nomination et le champ de compétences sont définis dans ce même article.

La création de cette fonction vise à témoigner collectivement et individuellement de la volonté des élus du Conseil d'exercer leur mandat en faisant prévaloir en toutes circonstances la transparence de leurs actions, qui constitue la meilleure garantie du respect des dispositions légales et de l'éthique républicaine.

Le déontologue est ainsi chargé *« d'examiner d'éventuels conflits d'intérêts entre le mandat d'élu local et les autres activités et plus généralement de veiller au respect de la charte de déontologie du Conseil eurométropolitain de Strasbourg »*.

Cette charte stipule par ailleurs que « le déontologue est nommé pour la durée du mandat. Il continue d'exercer ses fonctions jusqu'à approbation par le Conseil de la désignation de son successeur dans un délai de trois mois au plus tard après le renouvellement de l'assemblée délibérante »

Lors du mandat précédent, M. Patrick WACHSMANN avait assuré cette mission puis a été relayé par le Centre de Gestion jusqu'à la fin du mandat.

Pour ce nouveau mandat, Il est proposé de réengager le processus de désignation d'un déontologue. Sa nomination, sur proposition de l'exécutif, intervient à l'issue d'une procédure garantissant un choix collectif par un vote de l'assemblée délibérante, après avis des président·es de groupes politiques. A l'issue de ce processus, il est proposé de

désigner Monsieur Etienne MULLER dans ces fonctions et jusqu'à la fin du mandat.

Sa nomination est aujourd'hui soumise à la ratification de l'assemblée délibérante, à laquelle il est proposé d'adopter une règle de vote à la majorité d'au moins trois cinquième des voix.

Le vote est précédé d'un exposé oral de Monsieur Etienne MULLER, suivi d'un débat.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'article 7 de la charte de déontologie annexée au règlement intérieur
après avoir auditionné le candidat
par vote à la majorité d'au moins trois cinquième des voix
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

désigne

Monsieur Etienne MULLER par X voix sur X votants aux fonctions de déontologue du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg.

Le mandat de Monsieur Etienne MULLER s'achèvera dans un délai de trois mois au plus tard après le renouvellement de l'assemblée délibérante.

2

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

Désignation du/de la conseiller·ère chargé·e de présider au vote du compte financier unique 2025 de l'Eurométropole de Strasbourg.

Numéro E-2026-432

En application du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil vérifie les comptes sous la présidence d'un·e de ses membres qu'il nomme à cet effet.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

désigne

M. XXX pour présider au vote du compte financier unique 2025 de l'Eurométropole de Strasbourg.

3

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

Règlement budgétaire et financier de l'Eurométropole de Strasbourg.

Numéro E-2026-319

Valable pour la durée de la mandature, le règlement budgétaire et financier (RBF) doit être adopté par la nouvelle assemblée délibérante. Il est alors actualisé suite à l'évolution des dispositions législatives et réglementaires prévues par l'instruction budgétaire et comptable M57.

A caractère obligatoire, ce règlement permet de regrouper dans un document unique les règles fondamentales auxquelles sont soumis l'ensemble des acteurs intervenant dans le cycle budgétaire.

Le règlement budgétaire et financier de l'Eurométropole de Strasbourg poursuit également un double objectif de définition d'un cadre normatif partagé et de développement d'une pédagogie autour de la gestion financière et budgétaire métropolitaine. Le présent règlement assure également la permanence des méthodes et la sécurisation des procédures.

En 2026, il est actualisé en précisant les règles de clôture des autorisations de programme suite aux recommandations de la Chambre Régionale des Comptes, ainsi qu'en introduisant le compte financier unique en tant que compte commun à l'ordonnateur et au comptable public se substituant au compte administratif et au compte de gestion.

Il se compose de cinq chapitres :
1. Les principes budgétaires
2. Les modalités de présentation et d'adoption du budget
3. L'exécution budgétaire et comptable du budget
4. La clôture de l'exercice budgétaire
5. La gestion patrimoniale.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière

après en avoir délibéré

approuve

le règlement budgétaire et financier de l'Eurométropole de Strasbourg joint en annexe à la présente délibération.

RÈGLEMENT BUDGÉTAIRE ET FINANCIER DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

LÉGISLATION EN VIGUEUR **4**

ARTICLE 1 – LES PRINCIPES BUDGÉTAIRES **5**
1.1 Le cadre normatif et règlementaire 5
1.2 Les grands principes budgétaires 5
1.2.1 Le principe de l'annualité 5
1.2.2 Le principe de l'antériorité 5
1.2.3 Le principe de l'universalité 6
1.2.4 Le principe de la spécialisation des dépenses 6
1.2.5 La règle d'équilibre du budget 6
1.2.6 Le principe de l'unité du budget 7
1.3 Le budget principal et les budgets annexes 7

ARTICLE 2 – LES MODALITÉS DE PRÉSENTATION ET D'ADOPTION DU BUDGET **8**
2.1 Les dispositions générales 8
2.1.1 Le vote du budget par nature 8
2.1.2 Le vote du budget par autorisations de programme et crédits de paiement 8
2.1.3 Les autorisations d'engagement 9
2.2 La préparation et le vote du budget primitif 10
2.2.1 Le DOB 10
2.2.2 Les autres documents à présenter préalablement au débat sur le projet de budget 10
2.2.3 Le vote du budget primitif 11
2.3 Les documents budgétaires et leur contenu 11

ARTICLE 3 – L'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE ET COMPTABLE DU BUDGET **13**
3.1 Les différentes étapes budgétaires infra-annuelles 13
3.1.1 Les virements de crédits 13
3.1.2 Les décisions modificatives 13
3.1.3 Le budget supplémentaire 13
3.2 Les actes d'exécution comptable du budget 13
3.2.1 L'engagement 13
3.2.1.1 L'engagement comptable 13
3.2.1.2 L'engagement juridique 13
3.2.2 La liquidation et l'ordonnancement 14
3.2.2.1 La liquidation 14
3.2.2.2 L'ordonnancement 14
3.2.3 Le paiement 14
3.3 Les provisions 14

ARTICLE 4 – LA CLÔTURE DE L'EXERCICE BUDGÉTAIRE **16**
4.1 Les rattachements 16
4.2 Les restes à réaliser 16
4.3 Les reports 16
4.4 Le compte financier unique 17

ARTICLE 5 – LA GESTION PATRIMONIALE **18**
5.1 Le suivi des immobilisations 18
5.1.1 L'inventaire 18
5.1.2 L'état de l'actif 18

5.2 Le traitement comptable des frais d'études et des travaux en cours 18
5.2.1 Les frais d'étude 18
5.2.2 Les avances versées pour des opérations de travaux en cours 19
5.3 L'amortissement 19
5.3.1 Le champ d'application 19
5.3.2 La durée 20
5.3.3 Les modalités 20

LÉGISLATION EN VIGUEUR

Principe constitutionnel de sincérité et de régularité des comptes publics (article 47-2 de la Constitution).

Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L5217.10 et par renvoi les articles L2122-22, L2321-1, L2321-3, L2312-1, L2312-2, L2312-3, L2543-1 et L5211-1.

Décret n° 2012-1247 du 7 novembre 2012 portant adaptation de divers textes aux nouvelles règles de la gestion budgétaire et comptable publique.

Arrêté du 26 avril 1996 relatif à la comptabilité de l'engagement des dépenses des communes, des départements, des régions et de leurs établissements publics pris pour l'application des articles L2342-2, L3341-1 et L4341-1 du code général des collectivités territoriales.

Instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux métropoles (budget principal et budget annexe service public administratif).

ARTICLE 1 : LES PRINCIPES BUDGÉTAIRES

1.1 Le cadre normatif et réglementaire

Conformément à l'article 72-2 de la Constitution, les collectivités territoriales bénéficient de ressources dont elles peuvent disposer librement dans les conditions fixées par la loi.

Le cadre budgétaire et comptable de la métropole est régi par les règles suivantes :
- le principe de séparation de l'ordonnateur et du comptable : celui qui ordonne de payer (l'ordonnateur) n'est pas celui qui paye (le comptable public), seul le comptable public étant autorisé à manipuler les fonds publics ;
- le budget est un acte de prévision et d'autorisation, il est voté pour un exercice (une année civile), il doit être présenté et voté en équilibre, par section, l'investissement et le fonctionnement étant clairement séparés ;
- la comptabilité est tenue en partie double par le comptable public, conformément au plan comptable général.

1.2 Les grands principes budgétaires

1.2.1 Le principe de l'annualité

Le budget est prévu et voté chaque année pour la durée d'un exercice qui commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre.

En section de fonctionnement, les ouvertures de crédits ont une portée strictement annuelle : un crédit non engagé au cours de l'exercice considéré s'annule ; en revanche, les dépenses engagées correspondant à des services faits avant le 31 décembre et les produits liquidés mais non recouvrés font l'objet, à compter d'un certain seuil, **d'un rattachement à l'exercice** *(cf. 4.1)*.

En section de fonctionnement et en section d'investissement, pour les crédits annuels, les dépenses engagées et non mandatées ainsi que les recettes juridiquement certaines qui n'ont pas donné lieu à l'émission d'un titre font l'objet, de **restes à réaliser** *(cf. 4.2)*.

1.2.2 Le principe de l'antériorité

Le budget de la collectivité est en principe voté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique.
Il peut être voté jusqu'au 15 avril (si interviennent, après le 1er janvier, des communications des services de l'État), voire jusqu'au 30 avril l'année où l'assemblée délibérante est renouvelée.

Au-delà de ces limites, si le budget n'est pas voté, le représentant de l'État peut saisir la Chambre régionale des comptes qui, dans un délai d'un mois et par avis public, formule des propositions pour le règlement du budget. À la vue de cet avis, le représentant de l'État règle le budget et le rend exécutoire.

La présidente peut engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement (hors autorisation de programme), sous réserve de l'autorisation de l'entité précisant le montant et l'affectation des crédits, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent et à l'exception des crédits afférents au remboursement de la dette.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel comprises dans une autorisation de programme ou dans une autorisation d'engagement, la présidente peut, jusqu'à l'adoption du budget, en cas de non-adoption du budget, liquider et mandater les dépenses d'investissement et les dépenses de fonctionnement correspondant aux autorisations ouvertes au cours des exercices antérieurs, dans la limite d'un montant de crédits de paiement par chapitre, égal au tiers des autorisations ouvertes au cours de l'exercice précédent. Les crédits correspondants sont inscrits au budget lors de son adoption.

1.2.3 Le principe d'universalité

Le budget de la collectivité doit comprendre l'ensemble des recettes et des dépenses.
Cette règle suppose donc à la fois la non contraction entre les recettes et les dépenses (chacune d'entre elles doit donc figurer au budget pour son montant intégral) et la non affectation d'une recette à une dépense (les recettes doivent être rassemblées en une masse unique et indifférenciée couvrant indistinctement l'ensemble des dépenses).

Ce principe d'universalité connaît de nombreuses exceptions :
- les taxes ou redevances affectées, du fait des textes, à des dépenses particulières ;
- les subventions d'équipement reçues par la collectivité et affectées à un équipement ou à une catégorie d'équipements particuliers ;
- les recettes finançant une opération pour compte de tiers, affectées à cette opération.

1.2.4 Le principe de la spécialisation des dépenses

Les dépenses sont classées par nature, au sein d'un chapitre, et leur montant est limitativement énoncé.

La spécialisation des crédits exclut que des crédits ouverts au titre d'un chapitre déterminé puissent être utilisés pour une dépense prévue à un autre chapitre

Cette présentation par nature doit être complétée par une présentation fonctionnelle, afin de mieux rendre compte de l'orientation de la politique métropolitaine et de son exécution.

1.2.5 La règle d'équilibre du budget

Cette règle, spécifique aux collectivités territoriales, s'apprécie par le respect des conditions suivantes :
- chacune des deux sections est elle-même votée en équilibre
- la section d'investissement doit comprendre un autofinancement (prélèvement sur recettes de fonctionnement, recettes propres de la section d'investissement et recettes de dotations aux comptes d'amortissement et de provisions), couvrant au minimum le remboursement en capital des annuités de la dette de l'exercice.

L'évaluation des dépenses et recettes doit être sincère, ces dernières ne doivent respectivement pas être volontairement sous-évaluées ni surévaluées.

Lors de l'arrêté des comptes, le solde budgétaire s'entend comme la somme algébrique des soldes des sections de fonctionnement et d'investissement du compte financier unique principal, majorée du solde global du ou des comptes financiers uniques annexes.

1.2.6 Le principe de l'unité du budget

L'ensemble des dépenses et des recettes de l'exercice doit figurer dans un document unique.
Cette règle comprend deux exceptions :
- le budget principal peut être assorti de budgets annexes (*cf. 1.3*) ;
- le budget peut être modifié au cours de l'exercice, par d'autres décisions budgétaires, qui sont des décisions modificatives.

1.3 Le budget principal et les budgets annexes

Par exception au principe d'unité budgétaire, les budgets annexes ont pour objet de regrouper les opérations de service ayant une organisation dotée d'une autonomie relative et dont l'activité tend à produire ou à rendre un service.
Les services gérés en budget annexe font l'objet d'un budget et d'une comptabilité distincts.

Les services publics gérés obligatoirement sous forme de budget annexe sont les suivants :

- Les budgets annexes relatifs aux services publics industriels et commerciaux (SPIC)
- Les budgets annexes relatifs aux opérations d'aménagement
- Les services relevant du secteur social et médico-social
- Les prestations de services réalisées par un EPCI pour le compte d'une collectivité, d'un autre EPCI ou d'un syndicat mixte.

Conformément à l'article L2224-2 du CGCT, le suivi des services publics industriels et commerciaux gérés par les communes et leurs établissements publics est individualisé dans un budget annexe. Le Conseil de l'Eurométropole peut cependant décider d'une prise en charge par le budget principal lorsque les exigences de service public conduisent la collectivité à imposer des contraintes particulières de fonctionnement ou lorsque le fonctionnement du service public exige la réalisation d'investissements qui, en raison de leur importance et eu égard au nombre d'usagers, ne peuvent être financés sans augmentation excessive des tarifs.

Les opérations relatives aux lotissements ou d'aménagement de zone sont individualisées au sein d'un budget annexe afin de ne pas bouleverser l'économie du budget de la collectivité et d'individualiser les risques financiers propres à ces opérations.

Par exception, les services et activités à caractère administratif assujettis à la TVA font l'objet d'un suivi dans le budget principal.

ARTICLE 2 : LES MODALITÉS DE PRÉSENTATION ET D'ADOPTION DU BUDGET DE LA COLLECTIVITÉ

2.1 Les dispositions générales

Le budget est l'acte par lequel sont prévues et autorisées les recettes et les dépenses annuelles de la collectivité. Il comporte deux sections : la section de fonctionnement et la section d'investissement. Dans chacune des sections, les dépenses et les recettes sont classées par chapitre et par article.

2.1.1 Le vote du budget par nature

Le budget est voté par nature, avec une présentation fonctionnelle, ventilée selon la classification la plus fine de l'instruction budgétaire et comptable M57.

Le vote est effectué au niveau du chapitre budgétaire. La répartition par article est faite à titre indicatif et sa modification ne fait pas l'objet d'une notification spéciale au comptable. Cette répartition est retracée dans le compte financier unique.

2.1.2 Le vote par autorisations de programme et crédits de paiement

Le budget d'investissement comprend des autorisations de programme (« AP ») et des crédits de paiement (« CP ») afin de permettre le financement des programmes pluriannuels.
Cette gestion en AP/CP permet une plus grande lisibilité du budget de la collectivité en :

- présentant les conséquences financières pluriannuelles des opérations décidées par l'exécutif local
- permettant de définir un volume maximum d'autorisations de programme pour limiter l'engagement pluriannuel de la collectivité
- limitant les ouvertures de crédits de paiement aux seuls besoins de mandatement de l'année.

La procédure des AP est réservée aux opérations d'équipement et aux opérations financières qui présentent un caractère pluriannuel. Ces crédits pluriannuels sont votés par chapitre et par AP.

Chaque AP comporte la répartition prévisionnelle par exercice des crédits de paiement correspondants. Les AP, leurs révisions éventuelles et leur clôture sont présentées au conseil par la présidente. Elles sont votées par le conseil eurométropolitain, par délibération distincte, lors de l'adoption du budget primitif de l'exercice puis au sein de la délibération budgétaire lors des étapes suivantes (budget supplémentaire, décision modificative).

Si le vote du budget primitif de l'exercice intervient après le 31 décembre N-1, la liquidation et le mandatement des crédits d'investissement sur AP est limité par chapitre au tiers des crédits ouverts sur l'exercice N-1, jusqu'à l'adoption du budget primitif.

Lors du vote du compte financier unique, le bilan de la gestion pluriannuelle est présenté. Il précise le taux de couverture des AP. Il est assorti de l'état relatif à la situation des AP et des crédits de paiement.

Les crédits annuels sont votés par chapitre budgétaire. Il s'agit de crédits d'équipement récurrents ou de crédits financiers (dette, amortissement, écritures d'ordre…).

Qu'ils soient annuels ou pluriannuels, tous les crédits d'investissement sont codifiés par un numéro de programme qui permet d'identifier clairement chaque opération ou type d'opérations budgétées.

Les AP peuvent être individualisées ou globalisées :
- les AP individualisées correspondent aux grands projets de la collectivité qui nécessitent un affichage particulier. Elles sont relatives à une seule opération physique et perdurent jusqu'à l'achèvement du projet sans limitation de durée.
- les AP globalisées regroupent des opérations relatives à une même action (en identifiant un ensemble de chantiers cohérents) ou à la mise en œuvre d'une politique contractualisée. Elles portent sur plusieurs opérations physiques. Leur montant est égal à la somme du coût des différentes opérations qui les composent. Elles sont en général millésimées sur 3 ans.

La clôture des AP intervient avec l'accord des services opérationnels au moment du budget supplémentaire, dès lors que les AP n'ont donné lieu à aucun crédit de paiement lors de l'exercice en cours et de l'exercice antérieur et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune inscription budgétaire pour l'exercice suivant.

S'il s'agit d'AP individualisées, la clôture s'applique à l'ensemble des programmes.
S'il s'agit d'AP globalisées, la clôture peut s'effectuer pour chaque programme indépendamment des autres.

Après la clôture de chaque exercice, les crédits non consommés sont automatiquement rephasés sur le dernier exercice ouvert de l'AP.

2.1.3 Les autorisations d'engagement

Les autorisations d'engagement (AE) constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des dépenses de fonctionnement précitées. Elles demeurent valables sans limitation de durée, jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées. Les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement correspondantes.

Les modalités de vote et d'affectation des AE sont soumises aux mêmes règles que celles afférentes aux AP (cf. ci-dessus). Concernant la section de fonctionnement, le dispositif prévu pour les dépenses imprévues s'applique dans les mêmes conditions que pour les AP. L'équilibre budgétaire de la section de fonctionnement s'apprécie en tenant compte des seuls crédits de paiement

2.2 La préparation et le vote du budget primitif

2.2.1 Le DOB

Le débat d'orientation budgétaire (DOB) a lieu dans les deux mois précédant l'examen du budget primitif.

Le DOB porte sur les orientations générales à retenir pour l'exercice, ainsi que sur les engagements pluriannuels envisagés.

Le débat d'orientation budgétaire est l'occasion de détailler le contexte dans lequel le projet de budget de l'année N+1 est élaboré et de présenter les différents scenarii de choix budgétaires, analysés à l'aune de ratios fixés par la collectivité, notamment le ratio d'équilibre du budget, celui de la capacité d'autofinancement nette et celui de la capacité de désendettement.

Le débat s'appuie sur une note explicative de synthèse détaillant :
- l'évolution du contexte socio-économique national et local ;
- les tendances des finances locales, en présentant l'évolution des différents agrégats ;
- les perspectives budgétaires ;
- la prospective budgétaire.

L'article L2312-1 du CGCT y prévoit également, d'une part, la présentation de la structure et de l'évolution des dépenses, des effectifs ainsi que l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, rémunérations, avantages en nature et du temps de travail et, d'autre part, la présentation de la structure et la gestion de la dette.

Le DOB ne doit pas faire l'objet d'un vote, les élus prenant toutefois acte via une délibération que le débat s'est bel et bien tenu.

2.2.2 Les autres documents à présenter préalablement au débat sur le projet de budget

L'article L2311-1-1 du CGCT prévoit la présentation par le maire d'une commune de plus de 50 000 habitants d'un rapport sur la situation en matière de développement durable intéressant le fonctionnement de la collectivité, les politiques qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation.

L'article L2311-1-2 du CGCT prévoit également la présentation par le maire d'une commune de plus de 20 000 habitants d'un rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant le fonctionnement de la commune, les politiques qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation.

Enfin, l'article L1111-2 du CGCT prévoit que dans les établissements publics de coopération intercommunale ayant conclu un contrat de ville défini à l'article 6 de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, le président de l'établissement public de coopération intercommunale présente à son assemblée délibérante respective un rapport sur la situation de la collectivité au regard de la politique de la ville, les actions qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation. Les données de ce rapport sont présentées par sexe. Ce rapport est débattu au sein du conseil communautaire. Lorsque la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale est également tenu de présenter le rapport prévu au deuxième alinéa du présent

article, ce dernier rapport est inclus dans le rapport prévu au présent alinéa. Le contenu et les modalités d'élaboration du rapport prévu au présent alinéa sont fixés par décret.

Les éléments du rapport prévu au troisième alinéa font l'objet d'une consultation préalable des conseils citoyens présents sur le territoire. Le conseil municipal et le conseil communautaire sont informés du résultat de cette consultation lors de la présentation du rapport.

Les communes, les départements et les régions constituent le cadre institutionnel de la participation des citoyens à la vie locale et garantissent l'expression de sa diversité.

2.2.3 Le vote du budget primitif

Le projet de budget est présenté au Conseil (et détaillé de façon approfondie en Commission) qui l'examine, l'amende le cas échéant, puis le vote.

Le budget doit être voté en équilibre des dépenses et des recettes, dans chacune des sections (de fonctionnement et d'investissement).

2.3 Les documents budgétaires et leur contenu

Les documents budgétaires comportent :

- **Les documents réglementaires**, élaborés conformément aux dispositions de la M57 (et M4 pour les services publics industriels et commerciaux) et transmis à la préfecture pour le contrôle de légalité et budgétaire, qui comprennent :

  - les information générales :
    - les informations statistiques, fiscales et financières,
    - les modalités de vote du budget,
    - l'exécution du budget de l'exercice précédent (dont un bilan et un compte de résultat synthétique)

  - la présentation générale du budget :
    - vote et reports
    - présentation des autorisations de programmes votées
    - équilibre financier
    - balance générale

  - le vote du budget :
    - pour la section d'investissement : vue d'ensemble, détail par article en dépenses et recettes, opérations d'équipement
    - pour la section de fonctionnement : vue d'ensemble, détail par article en dépenses et recettes
    - s'agissant du compte financier unique : le bilan, le compte de résultat et la balance des comptes

- les annexes (plus fournies au compte financier unique que pour le budget primitif, le budget supplémentaire ou une décision modificative) :
  - présentation croisée nature –fonction
  - annexes patrimoniales : états de la dette, méthode utilisée pour les amortissements et les provisions, état des emprunts garantis, état des subventions versées, état du personnel
  - annexes budgétaires : équilibre budgétaire en dépenses et recettes
  - autres éléments d'information : état des recettes grevées d'affectation spéciale, décisions en matière de taux, états de répartition de la TEOM, etc.

- arrêté et signatures.

ARTICLE 3 : L'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE ET COMPTABLE DU BUDGET

3.1 Les différentes étapes budgétaires infra-annuelles

3.1.1 Les virements de crédits

En cours d'année, des mouvements de crédits au sein d'un même chapitre sont possibles sous forme de virement, sans vote du Conseil.
Lorsqu'une ligne de crédit n'a pas été prévue, ou que les crédits sur cette ligne sont insuffisants, des crédits peuvent être transférés d'un compte à l'autre, au sein d'un même chapitre.

3.1.2 Les décisions modificatives

L'ajustement des prévisions budgétaires en cours d'année s'opère au travers de décisions modificatives, élaborées en respectant les principes relatifs à la préparation, au vote et à la clôture du budget.
Les décisions modificatives sont formellement approuvées par l'assemblée délibérante.

Une décision modificative est également impérative pour le transfert des crédits disponibles d'un chapitre à un autre (et non au sein d'un même chapitre). Dans une limite fixée à l'occasion du vote du budget et ne pouvant dépasser 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections, le conseil de la métropole peut déléguer à son président la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre**, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel**. Dans ce cas, la présidente de l'Eurométropole informe l'assemblée délibérante de ces mouvements de crédits lors de sa plus proche séance. L'adoption du règlement budgétaire et financier par délibération permet de recourir à cette possibilité. Toutefois, cette pratique doit rester exceptionnelle.

3.1.3 Le budget supplémentaire

Le budget supplémentaire est une décision modificative particulière, qui reprend le résultat de l'exercice budgétaire précédent, tel que constaté dans le compte financier unique. Le budget supplémentaire est voté en Conseil une fois par an.

3.2 Les actes d'exécution comptable du budget

3.2.1 L'engagement

La présidente tient la comptabilité de l'engagement des dépenses.

3.2.1.1 L'engagement comptable

L'engagement comptable correspond à une réservation de crédits. Cet engagement est :
- provisionnel, pour toutes les dépenses dont le montant peut être estimé au 1er janvier de l'exercice (contrats signés ou en cours d'élaboration…) ou en cours d'exercice ;
- ponctuel, pour toutes les autres dépenses.

3.2.1.2 L'engagement juridique

L'engagement juridique est l'acte par lequel la collectivité crée ou constate à son encontre une obligation de laquelle résultera une charge. L'engagement doit rester dans la limite des

autorisations données par l'assemblée délibérante (budget et autorisations de programme) et demeurer subordonné aux autorisations, avis et visas prévus par les lois et règlements.

L'engagement juridique d'une dépense peut résulter :
- de l'application de dispositions législatives ou règlementaires ;
- d'actes individuels accomplis par l'ordonnateur (passation d'un marché, d'un bail, commande d'une fourniture, acquisition immobilière…) ;
- de la combinaison de lois, règlements et décisions individuelles (dépenses de personnel) ;
- d'une décision juridictionnelle (dommages et intérêts, expropriation).

L'engagement comptable doit être préalable, ou concomitant, à l'engagement juridique.

3.2.2 La liquidation et l'ordonnancement

En sa qualité d'ordonnateur du budget de l'Eurométropole de Strasbourg, la présidente est chargée de liquider et d'ordonnancer les dépenses.

3.2.2.1 La liquidation

La liquidation est, après constatation du service fait, le calcul du montant exigible. La liquidation permet de vérifier la réalité de la prestation et d'arrêter le montant de la dépense au vu des pièces justificatives.

3.2.2.2 L'ordonnancement

L'ordonnancement est l'acte administratif donnant, conformément aux résultats de la liquidation, l'ordre de payer la dette de la collectivité. Il donne lieu à l'émission d'un mandat de paiement, au bénéfice du créancier de l'Eurométropole de Strasbourg.

3.2.3 Le paiement

Le paiement est l'acte par lequel la collectivité se libère de sa dette. Il est réalisé par le comptable public, au vu des éléments de l'ordonnancement.
Le délai global de paiement est réglementairement fixé à 30 jours (20 jours pour l'ordonnateur et 10 jours pour le comptable public) par le décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018.

3.3 Les provisions

Le provisionnement est une technique comptable permettant de constater une dépréciation ou un risque. Les provisions sont semi-budgétaires.

Conformément à l'article L2321-2 du CGCT, les dotations aux provisions constituent une dépense obligatoire.

Une provision pour risques et charges doit être constatée lorsque la collectivité a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain que cette obligation entraînera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue.

Les autres provisions obligatoires doivent être constituées par délibération de l'assemblée délibérante dans les cas suivants (article R2321-2 du CGCT) :

- dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la collectivité, à hauteur du montant estimé par la collectivité de la charge qui pourrait en résulter en fonction du risque financier encouru (compte 1511 « provisions pour litiges »).
- dès l'ouverture d'une procédure collective prévue au livre VI du code de commerce, pour les garanties d'emprunts, les prêts et créances, les avances de trésorerie et les participations en capital accordées par la collectivité à l'organisme faisant l'objet de la procédure collective, à hauteur du risque d'irrécouvrabilité ou de dépréciation de la créance ou de la participation estimé par la collectivité (compte 1517 « provisions pour garanties d'emprunts»).
- lorsque le recouvrement des restes à recouvrer sur compte de tiers est compromis malgré les diligences faites par le comptable public, à hauteur du risque d'irrécouvrabilité estimé par la collectivité (compte 49 « provisions pour dépréciation des comptes de tiers »).

Le montant des provisions est ajusté annuellement en fonction de l'évolution du risque.

ARTICLE 4 : LA CLÔTURE DE L'EXERCICE BUDGÉTAIRE

4.1 Les rattachements

L'instruction budgétaire et comptable M57 permet le respect de la règle de l'annualité budgétaire en introduisant l'obligation de rattachement des charges et des produits à l'exercice auquel ils se rapportent, dès lors que leur montant peut avoir un effet significatif sur le résultat. Le rattachement ne vise que la section de fonctionnement.

Concrètement, la procédure de rattachement consiste à intégrer dans le résultat d'une année N toutes les charges correspondant à des services faits et tous les produits correspondant à des droits acquis au cours de l'exercice N et qui n'ont pu être comptabilisés dans l'exercice, en raison – notamment pour les dépenses – de la non réception par l'ordonnateur de la pièce justificative.

Conformément à la M57, qui impose de « conserver chaque année une procédure identique, pour ne pas nuire à la lisibilité des comptes », la collectivité décide d'exclure du champ d'application des rattachements les charges et produits d'un montant inférieur à **3000 €**. En deçà de ce seuil, les dépenses et recettes sont imputées sur le budget de l'année N+1.

4.2 Les restes à réaliser

Les résultats d'un exercice budgétaire sont constitués du déficit ou de l'excédent réalisé de chacune des deux sections, mais aussi des restes à réaliser, en dépenses et en recettes (article R2311-11 du CGCT).

En section de fonctionnement, en raison de l'obligation du rattachement des charges et des produits, les restes à réaliser correspondent aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées ainsi qu'aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées. Ils sont reportés au budget de l'exercice suivant.

En section d'investissement, les restes à réaliser correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31 décembre de l'exercice et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre. Seuls les crédits annuels sont concernés. Les restes à réaliser sont pris en compte dans l'affectation des résultats.

L'état des restes à réaliser est établi au 31 décembre de l'exercice puis arrêté en toutes lettres et visé par la présidente.

4.3 Les reports

Des reports sur l'exercice suivant sont effectués pour les dépenses et recettes éligibles aux restes à réaliser. Les reports sont identifiés dans le document règlementaire du budget supplémentaire de l'année N+1.

4.4 Le compte financier unique (CFU)

Le compte financier unique (CFU) est un compte commun à l'ordonnateur et au comptable public qui se substitue au compte administratif, produit par l'ordonnateur, et au compte de gestion, produit par le comptable public.

Obligatoire pour toutes les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics à compter de l'exercice 2026, le CFU poursuit plusieurs objectifs :

- favoriser la transparence et la lisibilité de l'information financière, puisque les données d'exécution budgétaires et les informations patrimoniales sont présentes au sein d'un même document
- simplifier les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable, le contenu du compte ayant été revu afin de disposer de données clés et d'informations pertinentes
- aboutir à une confection complètement dématérialisée sur l'ensemble de la chaîne budgétaire et comptable.

Par conséquent, en mettant davantage en exergue les données comptables à côté des données budgétaires, le CFU permettra de mieux éclairer l'assemblée délibérante et pourra ainsi contribuer à enrichir le débat démocratique sur les finances locales.

Le CFU d'une année N, qui arrête les comptes de la collectivité pour l'exercice N, est voté avant le 30 juin de l'année N+1. Il retrace les recettes réellement recouvrées et les crédits réellement consommés durant l'exercice budgétaire de l'année N.

Il constate également le résultat de l'exercice ; ce résultat est repris en budget supplémentaire de l'année N+1.

ARTICLE 5 : LA GESTION PATRIMONIALE

5.1 Le suivi des immobilisations

Les immobilisations comprennent tous les biens et valeurs destinés à rester durablement sous la même forme dans le patrimoine de la collectivité.
Leur suivi est assuré conjointement par l'ordonnateur et le comptable public. Ce suivi conjoint doit permettre d'obtenir un résultat identique, régulier et sincère.

5.1.1 L'inventaire

La gestion de l'inventaire, registre justifiant la réalité physique des biens, est de la responsabilité de l'ordonnateur, chargé de recenser les biens et de les identifier.

L'obligation de tenir un inventaire, découlant de l'instruction budgétaire et comptable M57, porte sur les biens acquis à compter du 1er janvier 1997. Elle concerne :
- les biens corporels ;
- les biens incorporels ;
- les immobilisations non financières (destinées à servir de façon durable l'activité de la collectivité).

Les informations concernant les entrées et les sorties des biens de l'inventaire figurent en annexe du compte financier unique.

5.1.2 L'état de l'actif

Le comptable public est responsable de l'enregistrement des biens et de leur suivi à l'actif du bilan. A ce titre, le comptable public tient l'état de l'actif ainsi que le fichier des immobilisations, documents comptables justifiant les soldes des comptes apparaissant à la balance et au bilan.

L'inventaire et l'état de l'actif doivent correspondre.

5.2 Le traitement comptable des frais d'études et des travaux en cours

5.2.1 Frais d'étude

Lorsque les frais d'études contribuent effectivement à la réalisation d'un projet d'investissement futur, ils sont imputés directement au compte 2031 (« Frais d'études ») en section d'investissement.
Lors du lancement des travaux, ces frais d'études sont basculés sur des comptes 23 « Immobilisations en cours » par opération d'ordre budgétaire (ils peuvent être basculés sur des comptes 21 « Immobilisations corporelles » lorsque les travaux sont achevés dans l'année).
Une fois l'opération de travaux achevée, l'ensemble des dépenses effectuées sur l'opération doivent être transférées à la subdivision des comptes 20 ou 21 correspondant à celle du bien.
Ce transfert se fait par l'intermédiaire d'opérations d'ordre non budgétaires, réalisées par le comptable public.
Les études non suivies de réalisation **dans un délai maximum de 3 ans** sont amortissables sur une période qui ne peut dépasser 5 ans.

Lorsqu'ils ne contribuent pas à la réalisation d'un projet d'investissement futur, les frais d'études sont imputés au compte 617 (« Etudes et recherches ») en section de fonctionnement.

5.2.2 Avances versées pour des opérations de travaux en cours

Les avances à mandataires dans le cadre d'opérations d'investissement sont enregistrées sur les comptes dédiés (237 pour les immobilisations incorporelles, 238 pour les immobilisations corporelles et les avances sur marchés).
Chaque année, des avances sont transférées vers des comptes 231 et 232 au vu des justificatifs transmis par les mandataires certifiant de l'emploi de l'avance pour l'exécution des travaux.
Une fois les travaux achevés, l'ensemble des dépenses des comptes 231/232 sont intégrées à la subdivision des comptes 20 et 21 correspondant au bien sur lequel les travaux ont porté, par opération d'ordre non budgétaire réalisée par le comptable public.

5.3 L'amortissement

Les amortissements sont la constatation d'un amoindrissement de la valeur d'un élément d'actif résultant de l'usage, du temps ou de l'évolution des techniques. Les amortissements permettent d'obtenir une meilleure appréciation du coût des biens amortis, tout en assurant une partie du financement de leur renouvellement au terme de la période d'utilisation. L'obligation de sincérité des comptes exige que cette dépréciation soit constatée.

La nomenclature M57 pose le principe du calcul de l'amortissement au *prorata temporis* de la durée d'amortissement entre la date de mise service du bien et la date de fin d'exercice au 31/12/N. L'amortissement débute donc à la date de début de consommation des avantages économiques ou du potentiel de service qui lui sont rattachés. Par mesure de simplification, il est proposé de retenir la date du dernier mandat d'acquisition de l'immobilisation comme date de mise en service du bien, sauf cas particuliers, car le mandat suit le service fait. La date de début d'amortissement d'un bien acquis par deux mandats successifs sera celle du dernier mandat.

La nomenclature M57 pose le principe de la comptabilisation des immobilisations par composant lorsque les enjeux le justifient. Si dès l'origine, un ou plusieurs éléments significatifs ont une utilisation différente, chaque élément (structure et composant) est comptabilisé séparément dès l'origine puis lors des remplacements (plan d'amortissement et numéro d'inventaire propre à chaque composant). Au contraire lorsque des éléments d'un actif sont exploités de façon indissociable, un plan d'amortissement est retenu pour l'ensemble de ces éléments. Ainsi l'amortissement par composant ne s'impose que lorsqu'un composant représente une forte valeur significative par rapport au coût de l'actif total et que sa durée d'utilisation est manifestement différente de sa structure principale.

5.3.1 Champ d'application

Les dotations aux amortissements des immobilisations sont obligatoires pour les communes ou les groupements de communes dont la population est égale ou supérieure à 3 500 habitants (article L2321-2 du CGCT).

La collectivité fixe par délibération les catégories de biens amortissables à l'exception :
- Des frais d'études, de recherches et de développement et d'insertion suivis de réalisation
- Des terrains (autres que les terrains de gisement)

- Des œuvres d'art
- Des immobilisations remises en affectation ou à disposition
- Des réseaux et installations de voirie (amortissables sur option)

Les durées d'amortissement sont fixées librement par l'assemblée délibérante (conformément à l'article R2321.1 du CGCT) pour chaque catégorie de biens, à l'exception :

- Des frais relatifs aux documents d'urbanismes qui sont amortis sur une durée maximale de 10 ans
- Des frais d'études, de recherche et de développement et d'insertion non suivis de réalisation qui sont amortis sur une durée maximale de 5 ans
- Des subventions d'équipement versées qui sont normalement amorties sur la durée de vie du bien subventionné. En l'absence de cette information les subventions sont amorties sur :
    - 5 ans lorsque la subvention finance des biens mobiliers, du matériel ou des études
    - 30 ans lorsqu'elle finance des biens immobiliers ou des constructions
    - 40 ans lorsqu'elle finance des projets d'infrastructure d'intérêt national

Pour les autres catégories de dépenses, les durées d'amortissement correspondent à la durée probable d'utilisation

Conformément à l'article D4321-3 du CGCT, la collectivité se réserve la possibilité de neutraliser budgétairement l'amortissement des bâtiments publics et l'amortissement des subventions d'équipement

5.3.2 Durées

Les durées d'amortissement des immobilisations sont fixées pour chaque bien ou catégorie de biens par l'assemblée délibérante (article R2321-1 du CGCT).
Ce tableau figure également en annexe du budget.

L'assemblée délibérante fixe par délibération un seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations qui ont peu de valeur ou dont la consommation est très rapide s'amortissent en un an.

5.3.3 Modalités

Les dotations aux amortissements de ces biens sont liquidées sur la base du coût historique de l'immobilisation et de la méthode linéaire au prorata temporis.

L'amortissement se traduit par une dépense de fonctionnement (compte 6811 « Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles ») et une recette d'investissement (subdivisions du compte 28 « Amortissement des immobilisations »).
Au bilan, les amortissements sont présentés en déduction des valeurs d'origine, de façon à faire apparaître la valeur nette comptable des immobilisations.

Strasbourg.eu
eurométropole

4

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

Approbation du compte financier unique 2025 de l'Eurométropole de Strasbourg.

Numéro E-2026-434

Le Conseil est appelé à approuver le compte financier unique de l'Eurométropole de Strasbourg pour l'exercice 2025. Ce document a été établi sur la base des budgets et des pièces comptables de l'ordonnateur et du comptable public.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

le compte financier unique de l'Eurométropole de Strasbourg pour l'exercice 2025 tel que figurant dans les documents budgétaires et dont les résultats sont détaillés dans les documents en annexe à la présente délibération.

Annexe : présentation par chapitre du compte financier unique Eurométropole de Strasbourg 2025

0 - Budget principal

Section de fonctionnement

Dépenses

Chapitre	*Libellé chapitre*	*Réalisation*
011	*Charges à caractère général*	*125 514 924,33*
012	*Charges de personnel et frais assimilés*	*383 102 089,84*
014	*Atténuation de produits*	*100 571 872,27*
042	*Opération d'ordre de transfert entre sections*	*81 162 227,10*
65	*Autres charges de gestion courante*	*136 358 328,77*
6586	*Frais de fonctionnement des groupes d'élus*	*243 060,88*
66	*Charges financières*	*17 386 389,26*
67	*Charges spécifiques*	*171 456,10*
68	*Dotations aux amortissements et provisions*	*6 271 101,69*
	Somme :	***850 781 450,24***

Recettes

Chapitre	*Libellé chapitre*	*Réalisation*
013	*Atténuation de charges*	*2 484 124,57*
042	*Opération d'ordre de transfert entre sections*	*8 564 480,87*
70	*Produits des services, du domaine et ventes diverses*	*288 870 241,18*
73	*Impôts et taxes*	*182 097 861,00*
731	*Fiscalité locale*	*216 575 071,84*
74	*Dotations et participations*	*132 139 479,16*
75	*Autres produits de gestion courante*	*37 526 938,15*
76	*Produits financiers*	*1 017 754,18*
77	*Produits spécifiques*	*20 305 286,61*
78	*Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions*	*7 140 000,00*
	Somme :	***896 721 237,56***

Résultat

Résultat de l'exercice	*45 939 787,32*
Résultat reporté	*157 461,63*
Résultat cumulé	*46 097 248,95*
Restes à réaliser dépense	*0,00*
Restes à réaliser recette	*0,00*

Section d'investissement

Dépenses

Chapitre	Libellé chapitre	Réalisation
040	Opération d'ordre de transfert entre sections	8 564 480,87
041	Opérations patrimoniales	57 433 186,82
10	Dotations, fonds divers et réserves	2 618 510,22
13	Subventions d'investissement	48 943,00
16	Emprunts et dettes assimilées	76 817 773,72
20	Immobilisations incorporelles	16 513 624,62
204	Subventions d'équipement versées	42 175 068,58
21	Immobilisations corporelles	68 814 498,49
23	Immobilisations en cours	151 079 417,97
26	Créances et participations rattachées à des participations	1 668 546,00
27	Autres immobilisations financières	8 719 598,96
4541116	Compte de tiers - Aménagements de voirie	215 601,90
4541117	Compte de tiers - Tvx voirie fouilles gestionnaires reseaux	115 970,56
4541122	Restauration cours d'eau&zones humides-Rétabt continuité éco	548 706,39
4541123	Restauration cours eau non domaniaux terrains privés&communa	424,80
4541125	Lutte contre ruissellements non urbain terrains privés&comm	109 061,40
4541126	Déviations de réseaux - bouclage sud BHNS gare-Etoile	357 048,96
4541129	Déviations de réseaux - Tram koenigshoffen 2e phase	1 696 513,61
4541130	Réhabilitation thermique - Région	79 000,00
4541133	Fludification de l'accessibilité de la Zone commerciale Sud	234 282,08
4541135	Réaménagement de la placette pomme d'Or Schiltigheim	45 124,80
458114	PAPS-PCPI	4 141 646,61
458122	Démolition pour aménagement de la rue du Péage	979,38
458123	Travaux SINGRIST	12 080,20
458125	Espex Rotterdam	720 667,93
458126	Espex Schiltigheim	1 001 083,30
458127	NPNRU - Ecrivains Communes Nord	28 967,83
	Somme :	**443 760 809**

Recettes

Chapitre	*Libellé chapitre*	*Réalisation*
040	*Opération d'ordre de transfert entre sections*	*81 162 227,10*
041	*Opérations patrimoniales*	*57 410 981,72*
10	*Dotations, fonds divers et réserves*	*58 604 038,06*
13	*Subventions d'investissement*	*68 907 636,51*
16	*Emprunts et dettes assimilées*	*173 498 633,40*
20	*Immobilisations incorporelles*	*25 900,00*
204	*Subventions d'équipement versées*	*75 262,41*
21	*Immobilisations corporelles*	*100 134,13*
23	*Immobilisations en cours*	*263 719,47*
27	*Autres immobilisations financières*	*5 025 951,88*
4541213	*Déviations de réseaux - Extension tram E Robertsau*	*48 488,15*
4541216	*Compte de tiers - Aménagements de voirie*	*273 776,21*
4541217	*Compte de tiers - Tvx voirie fouilles gestionnaires reseaux*	*145 107,83*
4541222	*Restauration cours d'eau&zones humides-Rétabt continuité éco*	*113 029,14*
4541224	*Lutte contre coulées eaux boueuses terrains privés&communaux*	*1 189,00*
4541226	*Déviations de réseaux - bouclage sud BHNS gare-Etoile*	*352 643,56*
458225	*Espex Rotterdam*	*749 000,00*
458226	*Espex Schiltigheim*	*681 765,00*
	Somme :	***447 439 483,57***

Résultat

Résultat de l'exercice	*3 678 674,57*
Résultat reporté	*-53 963 384,99*
Résultat cumulé	*-50 284 710,42*
Restes à réaliser dépense	*5 505 525,39*
Restes à réaliser recette	*10 000 000,00*

1 - budget annexe de l'eau

Section d'exploitation

Dépenses

Chapitre	*Libellé chapitre*	*Réalisation*
011	*Charges à caractère général*	*16 331 534,25*
012	*Charges de personnel et frais assimilés*	*8 300 000,00*
014	*Atténuation de produits*	*12 363 000,00*
042	*Opération d'ordre de transfert entre sections*	*8 804 736,11*
65	*Autres charges de gestion courante*	*256 016,75*
66	*Charges financières*	*6 228,77*
67	*Charges exceptionnelles*	*383 971,68*
68	*Dotations aux amortis.,aux dépréciations et aux provisions*	*147 101,18*
	Somme :	***46 592 588,74***

Recettes

Chapitre	*Libellé chapitre*	*Réalisation*
013	*Atténuation de charges*	*35 581,76*
042	*Opération d'ordre de transfert entre sections*	*859 061,91*
70	*Vente de prod. fab. prest. serv. marchandises*	*49 814 605,82*
74	*Subventions d'exploitation*	*98 001,53*
75	*Autres produits de gestion courante*	*14 692,01*
77	*Produits exceptionnels*	*113 409,96*
	Somme :	***50 935 352,99***

Résultat

Résultat de l'exercice	*4 342 764,25*
Résultat reporté	*12 234 980,07*
Résultat cumulé	*16 577 744,32*
Restes à réaliser dépense	*0,00*
Restes à réaliser recette	*0,00*

Section d'investissement

Dépenses

Chapitre	Libellé chapitre		Réalisation
040	Opération d'ordre de transfert entre sections		859 061,91
041	Opérations patrimoniales		1 478 333,71
16	Emprunts et dettes assimilées		23 958,40
20	Immobilisations incorporelles		461 811,61
21	Immobilisations corporelles		3 610 929,92
23	Immobilisations en cours		12 219 399,20
		Somme :	**18 653 494,75**

Recettes

Chapitre	Libellé chapitre		Réalisation
040	Opération d'ordre de transfert entre sections		8 804 736,11
041	Opérations patrimoniales		1 478 333,71
10	Dotations, fonds divers et réserves		14 527 231,99
13	Subventions d'investissement		514 062,24
23			22 563,66
		Somme :	**25 346 927,71**

Résultat

Résultat de l'exercice	6 693 432,96
Résultat reporté	-14 400 695,00
Résultat cumulé	-7 707 262,04
Restes à réaliser dépense	687 370,91
Restes à réaliser recette	0,00

2 - budget annexe de l'assainissement

Section d'exploitation

Dépenses

Chapitre	*Libellé chapitre*	*Réalisation*
011	*Charges à caractère général*	*36 090 517,86*
012	*Charges de personnel et frais assimilés*	*7 706 137,87*
042	*Opération d'ordre de transfert entre sections*	*9 199 773,64*
65	*Autres charges de gestion courante*	*384 003,31*
66	*Charges financières*	*5 991,32*
67	*Charges exceptionnelles*	*329 222,60*
68	*Dotations aux amortis., aux dépréciations et aux provisions*	*104 850,48*
	Somme :	***53 820 497,08***

Recettes

Chapitre	*Libellé chapitre*	*Réalisation*
013	*Atténuation de charges*	*104 966,50*
042	*Opération d'ordre de transfert entre sections*	*874 303,93*
70	*Vente de prod. fab. prest. serv. marchandises*	*51 839 092,89*
74	*Subventions d'exploitation*	*144 620,67*
75	*Autres produits de gestion courante*	*34 493,59*
76	*Produits financiers*	*617 700,00*
77	*Produits exceptionnels*	*14 351,89*
	Somme :	***53 629 529,47***

Résultat

Résultat de l'exercice	*-190 967,61*
Résultat reporté	*0,00*
Résultat cumulé	*-190 967,61*
Restes à réaliser dépense	*0,00*
Restes à réaliser recette	*0,00*

Section d'investissement

Dépenses

Chapitre	Libellé chapitre		Réalisation
040	Opération d'ordre de transfert entre sections		874 303,93
041	Opérations patrimoniales		3 518 601,07
13	Subventions d'investissement		2 346,58
16	Emprunts et dettes assimilées		78 976,21
20	Immobilisations incorporelles		441 226,10
21	Immobilisations corporelles		19 170 827,20
23	Immobilisations en cours		34 369 929,97
		Somme :	**58 456 211,06**

Recettes

Chapitre	Libellé chapitre		Réalisation
040	Opération d'ordre de transfert entre sections		9 199 773,64
041	Opérations patrimoniales		3 518 601,07
10	Dotations, fonds divers et réserves		24 360 803,44
13	Subventions d'investissement		1 656 202,73
16	Emprunts et dettes assimilées		30 000 000,00
23	Immobilisations en cours		86 340,21
27	Autres immobilisations financières		5 834,00
		Somme :	**68 827 555,09**

Résultat

Résultat de l'exercice	10 371 344,03
Résultat reporté	-23 495 774,92
Résultat cumulé	-13 124 430,89
Restes à réaliser dépense	174 655,95
Restes à réaliser recette	10 000 000,00

4 - budget annexe des zones d'aménagement immobilier

Section de fonctionnement

Dépenses

Chapitre	*Libellé chapitre*	*Réalisation*
011	*Chagres à caractère général*	*1 946 545,60*
042	*Opération d'ordre de transfert entre sections*	*3 159 410,60*
	Somme :	***5 105 956,2***

Recettes

Chapitre	*Libellé chapitre*	*Réalisation*
042	*Opération d'ordre de transfert entre sections*	*3 893 091,20*
70	*Produits des services, du domaine et ventes diverses*	*1 212 865,00*
	Somme :	***5 105 956,2***

Résultat

Résultat de l'exercice	*0*
Résultat reporté	*0,00*
Résultat cumulé	*0*
Restes à réaliser dépense	*0,00*
Restes à réaliser recette	*0,00*

Section d'investissement

Dépenses

Chapitre	Libellé chapitre		Réalisation
040	Opération d'ordre de transfert entre sections		3 893 091,20
		Somme :	**3 893 091,2**

Recettes

Chapitre	Libellé chapitre		Réalisation
040	Opération d'ordre de transfert entre sections		3 159 410,60
		Somme :	**3 159 410,6**

Résultat

Résultat de l'exercice	-733 680,6
Résultat reporté	2 890 787,14
Résultat cumulé	2 157 106,54
Restes à réaliser dépense	0,00
Restes à réaliser recette	0,00

5 - budget annexe des mobilités actives

Section de fonctionnement

Dépenses

Chapitre	*Libellé chapitre*	*Réalisation*
011	*Charges à caractère général*	*3 629 045,89*
012	*Charges de personnel et frais assimilés*	*2 403 083,34*
014	*Atténuation de produits*	*83 212,20*
042	*Opération d'ordre de transfert entre sections*	*8 680 926,17*
65	*Autres charges de gestion courante*	*189 631 226,76*
	Somme :	***204 427 494,36***

Recettes

Chapitre	*Libellé chapitre*	*Réalisation*
042	*Opération d'ordre de transfert entre sections*	*1 567 920,22*
70	*Produits des services, du domaine et ventes diverses*	*2 956 087,65*
731	*Impôts locaux*	*136 391 688,62*
74	*Dotations et participations*	*3 299 058,91*
75	*Autres produits de gestion courante*	*49 151 978,10*
77	*Produits spécifiques*	*12 251 014,13*
78	*Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions*	*4 500 000,00*
	Somme :	***210 117 747,63***

Résultat

Résultat de l'exercice	*5 690 253,27*
Résultat reporté	*0,00*
Résultat cumulé	*5 690 253,27*
Restes à réaliser dépense	*0,00*
Restes à réaliser recette	*0,00*

Section d'investissement

Dépenses

Chapitre	Libellé chapitre		Réalisation
040	Opération d'ordre de transfert entre sections		1 567 920,22
041	Opérations patrimoniales		704 994,39
20	Immobilisations incorporelles		454 953,69
204	Subventions d'équipement versées		8 115 360,08
21	Immobilisations corporelles		402 778,83
23	Immobilisations en cours		10 908 859,05
27	Autres immobilisations financières		156,09
		Somme :	**22 155 022,35**

Recettes

Chapitre	Libellé chapitre		Réalisation
040	Opération d'ordre de transfert entre sections		8 680 926,17
041	Opérations patrimoniales		704 994,39
10	Dotations, fonds divers et réserves		4 906 399,61
13	Subventions d'investissement		1 989 840,42
16	Emprunts et dettes assimilées		10 000 000,00
204	Subventions d'équipement versées		2 343,76
		Somme :	**26 284 504,35**

Résultat

Résultat de l'exercice	4 129 482
Résultat reporté	-6 682 253,37
Résultat cumulé	-2 552 771,37
Restes à réaliser dépense	27 621,00
Restes à réaliser recette	0,00

Strasbourg.eu
eurométropole

COMPTE FINANCIER UNIQUE

Eurométropole de Strasbourg

NOTE DE PRÉSENTATION



Si le budget primitif est un état de prévisions, le compte financier unique se présente comme un document à caractère définitif, faisant le relevé exhaustif des opérations comptables de l'ordonnateur et du comptable public, en recettes et en dépenses, réalisées au cours de l'exercice comptable.

À compter de l'exercice 2025, il se substitue aux comptes administratif et de gestion, qui retraçaient respectivement les opérations de l'ordonnateur et du comptable public.

SOMMAIRE

SOMMAIRE **4**

I LES EQUILIBRES FINANCIERS **5**
A Les indicateurs de gestion 6
B Les résultats de l'exercice 2025 9

II LES COMPTES 2025 ..... **11**
A LE FONCTIONNEMENT 13
B L'INVESTISSEMENT 31

III LE CFU ET L'ANALYSE DE L'INDICE DE PERFORMANCE COMPTABLE 2025 ..... **41**

IV LES COMPTES LUS AUTREMENT **46**

V LA DETTE **63**
A LA DETTE PROPRE 64
B LA DETTE DES BUDGETS ANNEXES 74
C LA DETTE GARANTIE 75

VI LES BUDGETS ANNEXES **77**
A BUDGET ANNEXE DE L'EAU 78
B BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT 80
C BUDGET ANNEXE DES ZONES D'AMENAGEMENT IMMOBILIER 83
D BUDGET ANNEXE DES MOBILITES ACTIVES 85

VII LES PARTICIPATIONS DANS LES SEM ET SPL **89**

VIII LES RATIOS FINANCIERS OBLIGATOIRES **91**

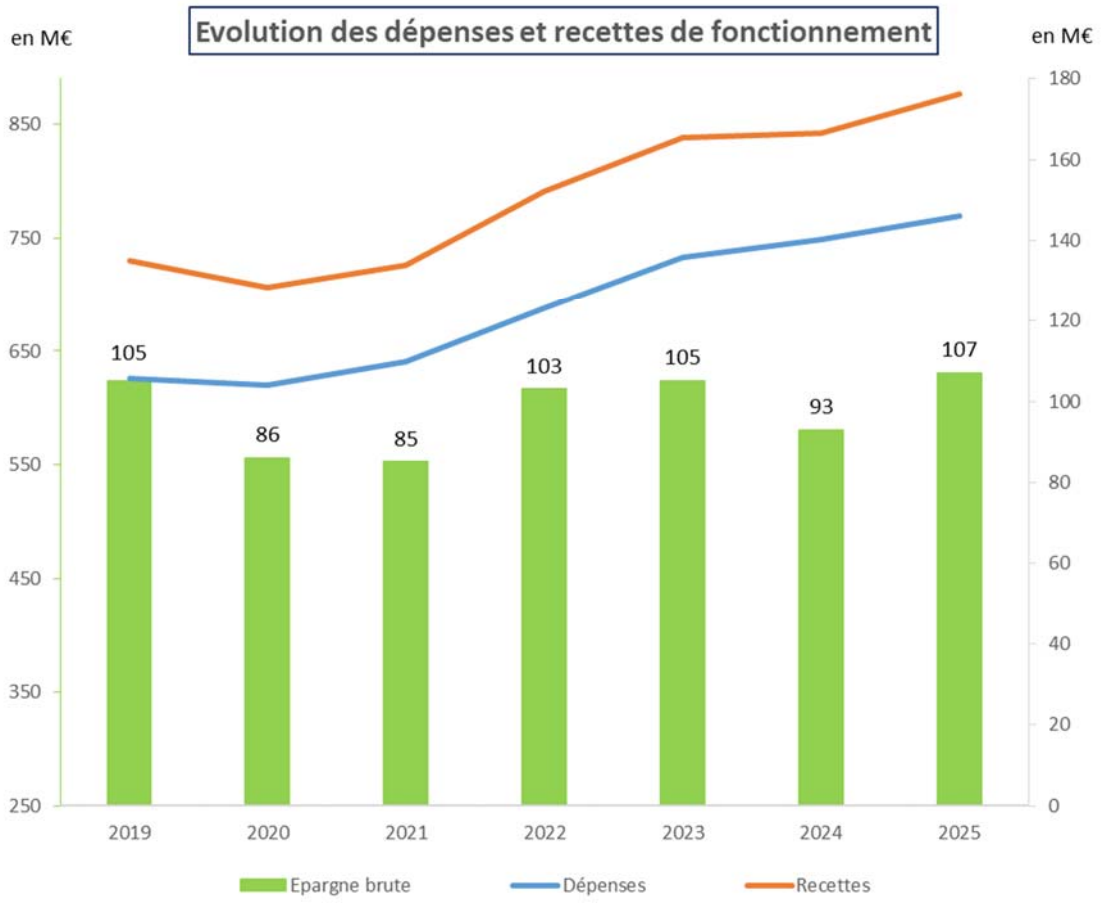
I LES EQUILIBRES FINANCIERS

A Les indicateurs de gestion

Les recettes réelles de fonctionnement - hors cessions et résultat reporté - se montent à 876,2 M€ et sont en hausse de 4,1 % en 2025 par rapport aux recettes de 2024.

Les dépenses réelles de fonctionnement, s'élevant à 769,6 M€, ont quant à elles enregistré une augmentation de 2,8 %.

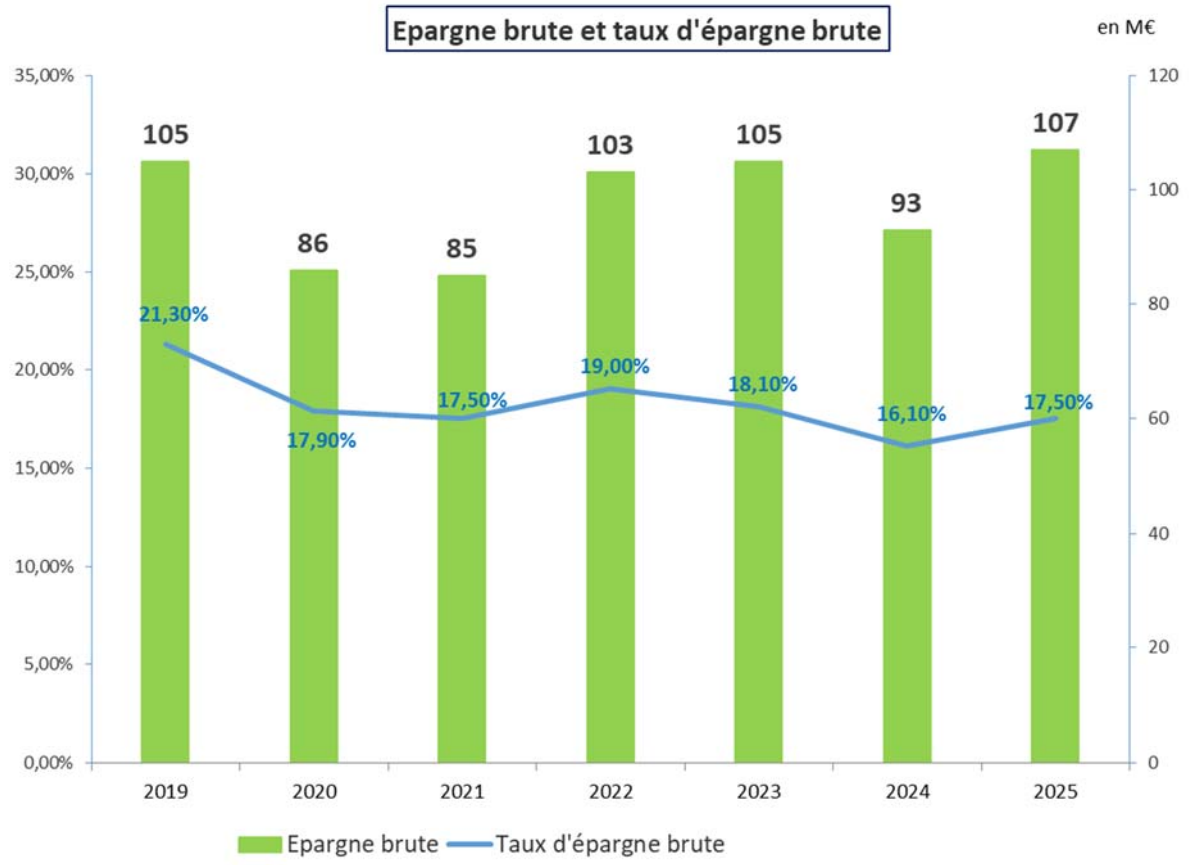
Le graphique ci-dessous présente un historique de l'évolution des dépenses et des recettes réelles de fonctionnement (hors cessions).



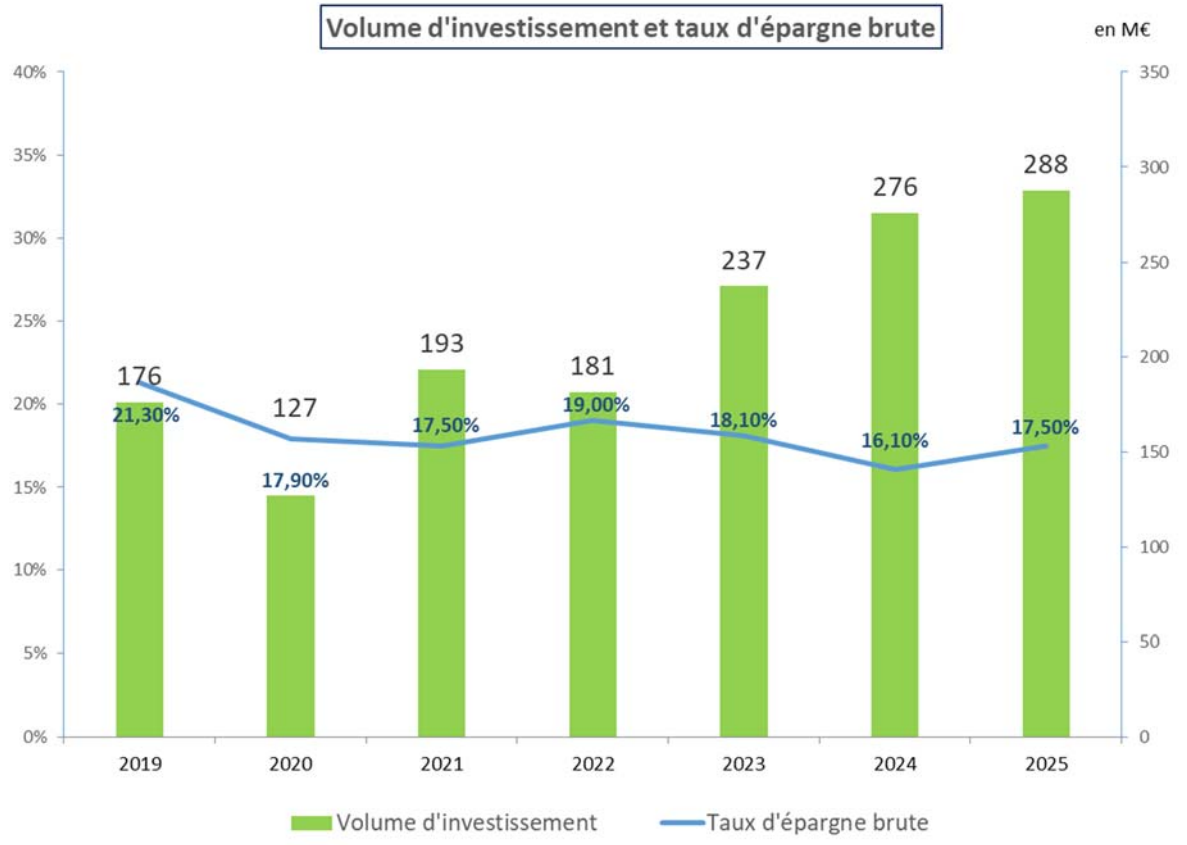
Épargne brute et taux d'épargne brute

L'épargne brute mesure la capacité de la collectivité à dégager des recettes pour le financement de ses investissements une fois assurées ses dépenses de fonctionnement.
L'épargne brute correspond à la différence entre les recettes réelles de fonctionnement (hors cessions) et les dépenses réelles de fonctionnement ; elle contribue au financement du budget d'investissement.

Le taux d'épargne brute (rapport entre épargne brute et recettes réelles de fonctionnement) exprime la part des ressources courantes qui ne sont pas mobilisées par la couverture des charges courantes et qui sont ainsi disponibles pour rembourser la dette et pour investir.
Il est à noter qu'afin de ne pas faire peser la mutualisation des charges de personnel entre l'Eurométropole, la ville de Strasbourg et d'autres partenaires sur ce ratio, les recettes réelles de fonctionnement ne comprennent pas les remboursements de charges de personnel.



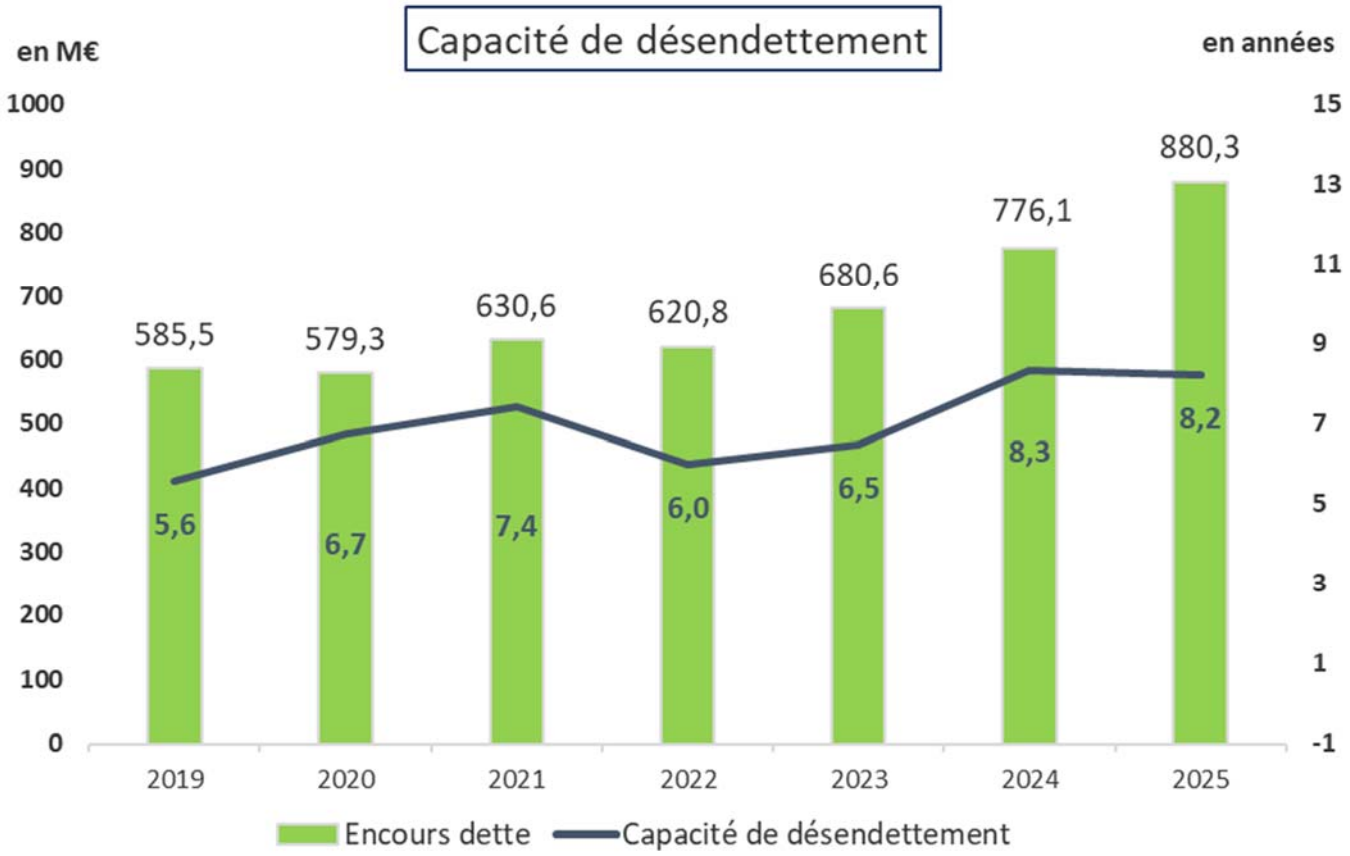
Avec **107 M€** et **17,5 %**, l'épargne brute et le taux d'épargne brute 2025 sont en augmentation par rapport à 2024, toujours au-delà du ratio de gestion fixé à 10 %. L'épargne brute vient financer des dépenses d'investissement opérationnel de 288 M€, en progression de 4,3 %.



Capacité de désendettement

Principal ratio d'analyse du poids de la dette d'une collectivité locale, la capacité de désendettement indique la durée théorique nécessaire à une collectivité pour rembourser l'intégralité de sa dette par son épargne brute. La capacité de désendettement est égale au rapport entre l'encours de dette au 31 décembre et l'épargne brute dégagée sur l'année et s'exprime en nombre d'années.

La durée de désendettement est en légère diminution, passant de 8,3 à 8,2 ans au 31 décembre 2025, tout en demeurant en deçà des seuils d'alerte.



B Les résultats de l'exercice 2025

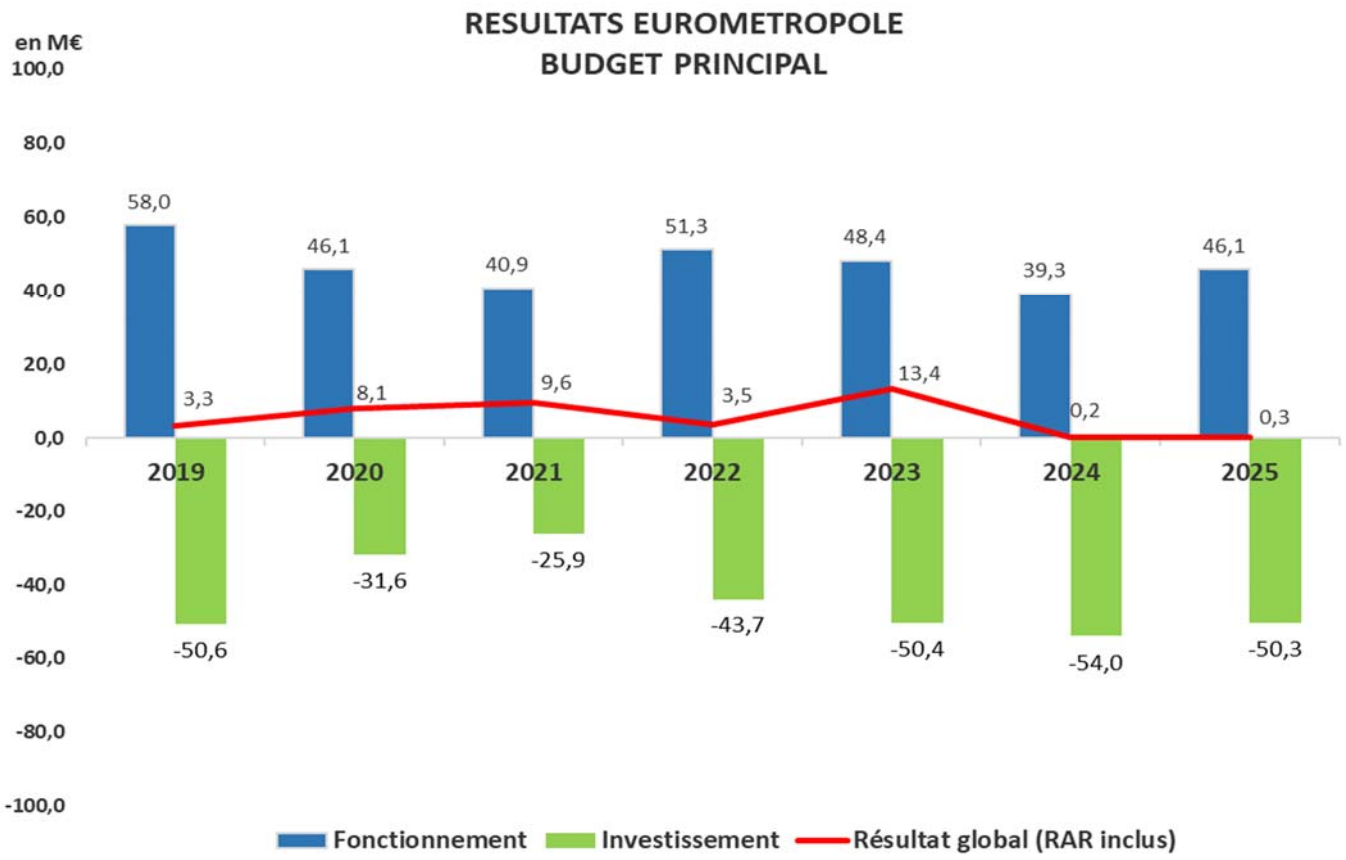
SECTION DE FONCTIONNEMENT

	DEPENSES	RECETTES
Prévu	**880 100 000,00**	**880 100 000,00**
Mandats et titres émis	**850 781 450,24**	**896 721 237,56**
Résultat de l'exercice		*45 939 787,32*
Résultat reporté		**157 461,63**
Total réalisé	**850 781 450,24**	**896 878 699,19**
Taux de réalisation	*96,67 %*	*101,91 %*
Résultat cumulé		**46 097 248,95**
Reste à réaliser		

SECTION D'INVESTISSEMENT

	DEPENSES	RECETTES
Prévu	**618 400 000,00**	**618 400 000,00**
Mandats et titres émis	**443 760 809,00**	**447 461 688,67**
Résultat de l'exercice		*3 700 879,67*
Résultat reporté	**53 963 384,99**	
Total réalisé	**497 724 193,99**	**447 461 688,67**
Taux de réalisation	*80,49 %*	*72,36 %*
Résultat cumulé	**50 262 505,32**	
Reste à réaliser	**5 505 525,39**	**10 000 000,00**

Le résultat global, hors restes à réaliser (RAR), s'établit à -4,2 M€, issu d'un résultat de fonctionnement de **46,1 M€** et d'un besoin de financement de la section d'investissement de **50,3 M€**. En incluant les restes à réaliser, le résultat global final est de **0,3 M€**.



La décomposition de ces résultats, entre résultats reportés et résultats de l'exercice, est détaillée dans les tableaux ci-après :

En M€	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**
Résultat reporté	0	7,4	8,1	9,5	4,9	13,4	0,2
Résultat de l'exercice	58	38,7	32,8	41,8	43,5	25,9	45,9
Résultat de fonctionnement	**58**	**46,1**	**40,9**	**51,3**	**48,4**	**39,3**	**46,1**

En M€	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**
Résultat reporté	-43,7	-50,6	-31,6	-25,9	-43,7	-50,4	-54
Résultat de l'exercice	-6,9	19	5,7	-17,8	-6,7	-3,6	3,7
Restes à réaliser	-4,1	-6,4	-5,4	-4,1	15,4	14,9	4,5
Résultat d'investissement	**-54,7**	**-38**	**-31,3**	**-47.8**	**-35**	**-39,1**	**-45,8**

Concernant la section d'investissement, le besoin de financement diminue entre 2024 et 2025 (de 54 M€ à 50,3 M€).

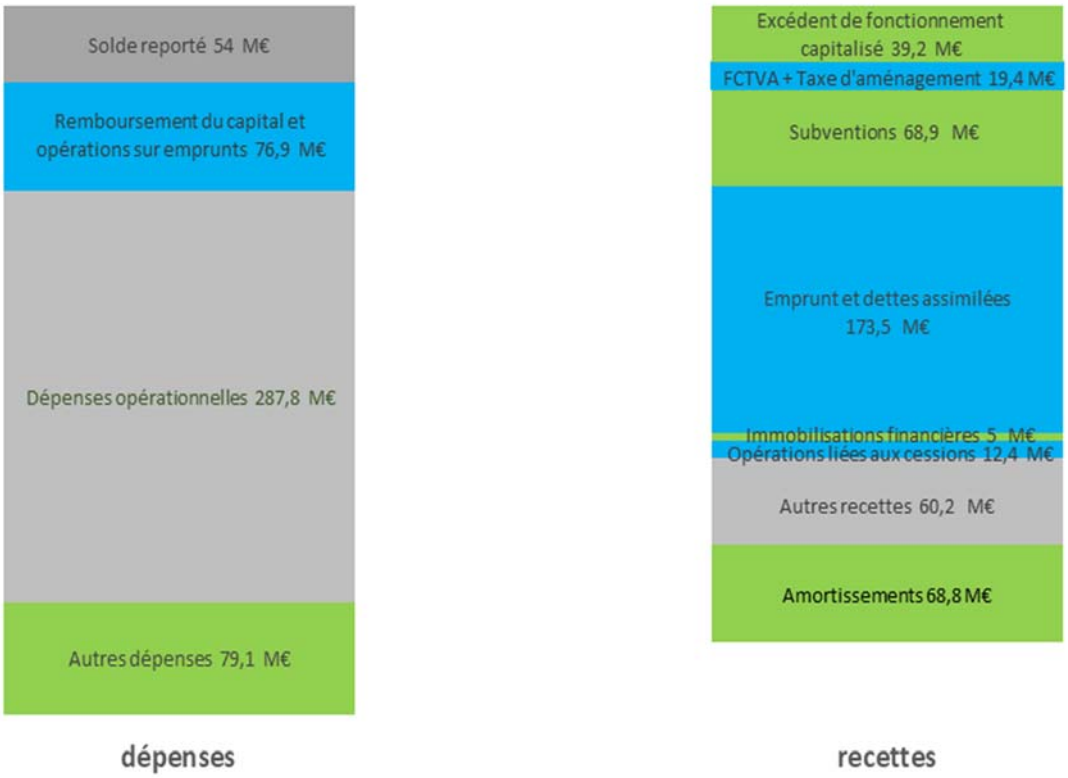
Consolidé avec les budgets annexes de l'eau, de l'assainissement, des zones d'aménagement et des mobilités actives, le résultat global, restes à réaliser inclus, de l'Eurométropole de Strasbourg, est en excédent de **+10,3 M€**.

II LES COMPTES 2025

FONCTIONNEMENT



INVESTISSEMENT



A LE FONCTIONNEMENT

La particularité des modalités de gestion de l'Eurométropole de Strasbourg et de la ville de Strasbourg exige d'apporter quelques précisions aux montants documentés dans le compte financier unique, afin d'obtenir l'image réelle des dépenses supportées par l'Eurométropole de Strasbourg.

En effet, par délibération des Conseils de la Ville et de la Communauté urbaine de Strasbourg, les administrations des deux collectivités ont été fusionnées à partir de 1972. La convention de gestion passée à cet effet prévoit l'inscription de la totalité des dépenses liées à la gestion commune au budget de l'Eurométropole de Strasbourg avec un remboursement par la ville de Strasbourg.

- Il est donc nécessaire d'opérer un retraitement de l'ensemble des dépenses qui font l'objet d'un remboursement par les budgets de la ville de Strasbourg, de l'Œuvre Notre-Dame, du Centre communal d'action sociale (CCAS), de la Caisse des écoles, de la Haute école des arts du Rhin (HEAR) et de l'Orchestre philharmonique.
- Il faut également tenir compte des participations des budgets annexes de l'eau, de l'assainissement, des mobilités actives:
  - aux frais de personnel
  - aux frais de gestion des bâtiments et de l'administration générale (frais généraux).

Ventilées par nature, les dépenses ainsi remboursées par le budget de la ville de Strasbourg, les établissements publics assimilés et les budgets annexes s'établissent comme suit :

	DEPENSES DE PERSONNEL	CHARGES DE GESTION GENERALE	TOTAL
DEPENSES TOTALES EUROMETROPOLE	**383 102 089,84**	**125 514 924,33**	**508 617 014,17**
VILLE	219 251 794,5	13 962 881,97	233 214 676,47
OEUVRE NOTRE-DAME	1 790 723,22		1 790 723,22
CCAS	4 508 245,47		
CAISSE DES ECOLES	501 802,04	11 649,7	513 451,74
HAUTE ECOLE DES ARTS DU RHIN	987 630,58		987 630,58
AMICALE	444 216,37		444 216,37
Autres organismes	355 949,76		355 949,76
Sous-total	***227 840 361,94***	***13 974 531,67***	***249 099 795,22***
EAU	8 422 749,79	3 319 149,67	11 741 899,46
ASSAINISSEMENT	7 853 119,72	3 007 679,89	10 860 799,61
TRANSPORT	2 403 083,34	958 072,05	3 361 155,39
Sous-total	***18 678 952,85***	***7 284 901,61***	***18 678 952,85***
TOTAL REMBOURSEMENTS	**246 519 314,79**	**21 259 433,28**	**267 778 748,07**
DEPENSES PROPRES AU BUDGET PRINCIPAL DE L'EUROMETROPOLE	**136 582 775,05**	**104 255 491,05**	**240 838 266,1**

Le montant des dépenses remboursées - sur un total de dépenses de fonctionnement de 850,8 M€ - étant de 267,8 M€, la part totale des dépenses de fonctionnement propres au budget principal de l'Eurométropole de Strasbourg est donc ramenée à 583 M€ dont 136,6 M€ pour les charges de personnel soit 23,4 %.
La part totale des recettes de fonctionnement propres au budget principal de l'Eurométropole de Strasbourg est, elle, ramenée à 628,9 M€.

1 Les dépenses de fonctionnement

COMPTE FINANCIER UNIQUE - EUROMETROPOLE DE STRASBOURG - Exercice 2025			
SECTION DE FONCTIONNEMENT			
NATURE DES DEPENSES	PREVISIONS	REALISATIONS	%
-1- Charges de gestion générale	133 532 892	125 514 924	94,00%
> Achats et variation de stocks	25 743 249	24 816 952	96,40%
* Energie	16 753 998	16 641 506	99,33%
* Eau	888 086	824 988	92,90%
* Fournitures	8 081 012	7 331 470	90,72%
* Autres	20 153	18 989	94,23%
> Autres charges et charges externes	101 565 171	94 731 331	93,27%
* Entretien et réparations	19 645 022	18 137 122	92,32%
* Services extérieurs (hors entretien et réparations)	60 804 923	58 036 944	95,45%
- Contrat de prestations DSP UVE	13 532 519	13 113 494	96,90%
- Sous traitance informatique	10 171 118,69	9 957 461	97,90%
- Autres	37 101 286	34 965 989	94,24%
* Autres services extérieurs	21 115 226	18 557 265	87,89%
> Impôts, taxes et versements assimilés (hors personnel)	6 224 472	5 966 641	95,86%
-2- Charges de personnel	383 380 200	383 102 090	99,93%
> Dépenses du personnel	376 258 850	375 981 398	99,93%
> Impôts, taxes & versés assimilés s/rémunérations	7 121 350	7 120 692,3	99,99%
Remboursement Ville, budgets annexes, OND, CCAS, Caisse des Ecoles, Amicale, associations et HEAR	-250 411 138	-246 519 315	98,45%
Charge réelle du budget principal de l'Eurométropole	132 969 062	136 582 775	102,72%
-3- Autres charges de gestion courante	138 569 798	136 358 329	98,40%
> Subventions	37 632 468	36 260 529	96,35%
* Subventions de fonctionnement aux organismes publics	10 047 829	9 667 460	96,21%
* Subventions de fonctionnement aux associations et autres organismes	27 584 639	26 593 069	96,41%
> Contributions	94 716 836	94 594 964	99,87%
* Contribution au SIS67	31 182 505	31 182 505	100,00%
* Versement au budget de l'assainissement (eaux pluviales)	4 627 461	4 627 461	100,00%
* Versement au budget annexe des mobilités actives	48 500 000	48 500 000	100,00%
* Contributions au FSL, au FAJ, et à la prévention spécialisée	8 533 000	8 411 128	98,57%
* Autres contributions	1 873 870	1 873 870	100,00%
> Autres	6 220 494	5 502 836	88,46%
-4- Frais de fonctionnement des groupes d'élus	370 000	243 061	65,69%
-5- Charges financières	21 406 000	17 386 389	81,22%
> Intérêts des emprunts et dettes	21 389 000	17 369 625	81,21%
> Autres charges financières	17 000	16 764	98,61%
-6- Charges exceptionnelles (Hors cessions)	300 000	171 456	57,15%
> Titres annulés (sur exercice antérieur)	300 000	171 456	57,15%
-7- Dotations aux provisions	6 271 102	6 271 102	100,00%
-8- Atténuation de produits	100 770 008	100 571 872	99,80%
> Attribution de compensation	73 777 570	73 777 570	100,00%
> Dotation de solidarité communautaire	14 692 811	14 692 814	100,00%
> Fonds de péréquation des recettes fiscales intercommunales et communales	856 970	856 970	100,00%
> Dispositif de lissage conjoncturel (DILICO)	10 472 657	10 472 657	100,00%
> Autres reversements	970 000	771 861	79,57%
-9- Ecritures liées aux cessions		12 377 485	
-10- Financement de la section d'investissement	95 500 000	68 784 742	72,03%
> Amortissements	73 000 000	68 784 742	94,23%
> Virement à la section d'investissement	22 500 000		
Total des dépenses de fonctionnement	880 100 000	850 781 450	96,67%

Les dépenses globales de la section de fonctionnement s'élèvent à **850,8 M€ en 2025**. Leur taux de réalisation est de 96,7 %.

Les dépenses réelles de fonctionnement, d'un montant de 769,6 M€, augmentent de 2,8 % par rapport à 2024.

Le tableau ci-après retrace la comparaison du réalisé, par rapport à l'année précédente, chapitre par chapitre, afin de mieux mesurer les évolutions de 2025 par rapport à 2024.

COMPTE FINANCIER UNIQUE - EUROMETROPOLE DE STRASBOURG - Exercice 2025			
SECTION DE FONCTIONNEMENT			
NATURE DES DEPENSES	Réalisé 2024	Réalisé 2025	Evolution
-1- Charges de gestion générale	**113 278 469**	**125 514 924**	**10,80%**
> Achats et variation de stocks	25 056 683	24 816 952	-0,96%
** Energie*	*16 701 600*	*16 641 506*	*-0,36%*
** Eau*	*934 828*	*824 988*	*-11,75%*
** Fournitures*	*7 413 763*	*7 331 470*	*-1,11%*
** Autres*	*6 492*	*18 989*	*192,51%*
> Autres charges et charges externes	84 034 914	94 731 331	12,73%
** Entretien et réparations*	*17 003 262*	*18 137 122*	*6,67%*
** Services extérieurs (hors entretien et réparations)*	*50 232 473*	*58 036 944*	*15,54%*
- Contrat de prestations DSP UVE	13 468 723	13 113 494	-2,64%
- Sous traitance informatique	8 506 132	9 957 461	17,06%
- Autres	28 257 618	34 965 989	23,74%
** Autres services extérieurs*	*16 799 179*	*18 557 265*	*10,47%*
> Impôts, taxes et versements assimilés (hors personnel)	4 186 872	5 957 679	42,29%
-2- Charges de personnel	**373 433 291**	**383 102 090**	**2,59%**
> Dépenses du personnel	366 420 332	375 981 398	2,61%
> Impôts, taxes & versés assimilés s/rémunérations	7 012 959	7 120 692,3	1,54%
Remboursement Ville, budgets annexes, OND, CCAS, Caisse des Ecoles, Amicale, associations et HEAR	*-243 303 454*	*-246 519 315*	*1,32%*
Charge réelle du budget principal de l'Eurométropole	*130 129 837*	*136 582 775*	*4,96%*
-3- Autres charges de gestion courante	**143 478 498**	**136 358 329**	**-4,96%**
> Subventions	36 508 765	36 260 529	-0,68%
** Subventions de fonctionnement aux organismes publics*	*9 740 491*	*9 667 460*	*-0,75%*
** Subventions de fonctionnement aux associations et autres organismes*	*26 768 274*	*26 593 069*	*-0,65%*
> Contributions	100 874 139	94 594 964	-6,22%
** Contribution au SIS67*	*30 867 330*	*31 182 505*	*1,02%*
** Versement au budget de l'assainissement*	*4 391 556*	*4 627 461*	*5,37%*
** Versement au budget annexe des mobilités actives*	*55 600 000*	*48 500 000*	*-12,77%*
** Contributions au FSL, au FAJ, et à la prévention spécialisée*	*8 097 705*	*8 411 128*	*3,87%*
** Autres contributions*	*1 917 548*	*1 873 870*	*-2,28%*
> Autres	6 095 593	5 502 836	-9,72%
-4- Frais de fonctionnement des groupes d'élus	**263 290**	**243 061**	**-7,68%**
-5- Charges financières	**21 179 668**	**17 386 389**	**-17,91%**
> Intérêts des emprunts et dettes	21 179 668	17 369 625	-17,99%
> Autres charges financières	0	16 764	
-6- Charges exceptionnelles (Hors cessions)	**117 267**	**171 456**	**46,21%**
> Titres annulés (sur exercice antérieur)	117 267	171 456	46,21%
-7- Provisions	**5 649 822**	**6 271 102**	**11,00%**
-8- Atténuation de produits	**91 162 926**	**100 571 872**	**10,32%**
> Attribution de compensation	73 777 570	73 777 570	0,00%
> Dotation de solidarité communautaire	14 774 683	14 692 814	-0,55%
> Fonds de péréquation des recettes fiscales communales et intercommunales	711 305	856 970	20,48%
> Dispositif de lissage conjoncturel (DILICO)		10 472 657	
> Autres reversements	1 899 368	771 861	-59,36%
-9- Cessions	**2 744 277**	**12 377 485**	**351,03%**
-10- Amortissements	**72 829 764**	**68 784 742**	**-5,55%**
-11- Amortissements des charges à répartir	**799 390**	**0**	**-100,00%**
Total des dépenses de fonctionnement	**824 936 661**	**850 781 450**	**3,13%**

Les charges de gestion générale

Les charges de gestion générale (chapitre globalisé 011) portent sur un total de **125,5 M€**. Ces charges de gestion générale sont affectées au fonctionnement quotidien des services centraux et des équipements publics gérés en régie ainsi qu'au financement des services confiés à des prestataires extérieurs par le biais de marchés, de contrats de concessions ou de délégations de service public ; ce chapitre couvre également la location et l'entretien des bâtiments, l'entretien des voies et réseaux, la maintenance, les études, la formation, les impôts et taxes.

Les charges de gestion générale sont en hausse de 10,8 % de 2024 à 2025 (+12,2 M€). Les principales augmentations sont les suivantes :

- +1,1 M€ pour l'entretien et les réparations,

- +7,8 M€ pour les services extérieurs - incluant les contrats de prestations de service pour l'exécution d'un service public - dont notamment :
  - +2,8 M€ pour la propreté et la gestion des déchets, dont +1 M€ pour les filières autres que les déchets ménagers (incluant notamment les bio-déchets, +0,9 M€ pour la collecte des déchets et +0,8 M€ pour la propreté urbaine),
  - +2,8 M€ pour l'assurance du chantier du stade de la Meinau,
  - +2,3 M€ pour les dépenses liées au numérique,
  - +0,7 M€ pour la gestion des espaces publics, notamment lié au transfert des routes nationales.

- +1,7 M€ pour les autres services extérieurs dont :
  - +0,9 M€ pour l'organisation des assises européennes de la transition écologique,
  - +0,6 M€ pour les frais de gardiennage.

- +1,8 M€ correspondant à l'acquittement de taxes foncières, notamment lié à un reliquat suite à un litige avec l'administration fiscale concernant le Zénith.

Il convient de préciser que la ville de Strasbourg, la Caisse des écoles et la HEAR remboursent **14 M€** de charges générales et les budgets annexes **7,2 M€** de telle sorte que le montant net supporté par **le budget principal de l'Eurométropole de Strasbourg est de 104,3 M€, en augmentation de +10,5 M€ par rapport à 2024.**

Les dépenses de personnel

En vertu de la **convention du 3 mars 1972**, la Communauté urbaine de Strasbourg devenue Eurométropole assure la gestion de l'ensemble du personnel municipal (ville de Strasbourg) et communautaire et prend à sa charge la totalité des rémunérations, soit **383,1 M€**.
La Ville assure le remboursement de sa quote-part (**219,3 M€**) calculée sur la base des salaires et charges effectivement payés et des répartitions entre les deux collectivités validées par la Commission mixte paritaire qui s'est réunie le 29 janvier 2026.

Le pourcentage de répartition des dépenses de personnel de l'Eurométropole de Strasbourg à la charge de la ville de Strasbourg et des établissements publics rattachés (Œuvre Notre-Dame et Caisse des écoles) est de **57,73 % au titre de 2025** contre 58,64 % en 2024. Ce pourcentage est appliqué à la masse salariale totale, charges comprises, ainsi qu'aux autres dépenses liées à la gestion du personnel.

La Ville supporte en revanche la totalité des frais de pensions du régime local, l'Eurométropole de Strasbourg assurant le remboursement de sa quote-part qui représente un montant de 0,3 M€ en 2025.

L'augmentation des charges globales de personnel est de 2,6% en 2025 (+9,7 M€), due aux évolutions suivantes :

- +6,2 M€ d'impact de l'augmentation du taux de la CNRACL et des cotisations maladie,
- +3,2 M€ du au GVT (glissement vieillesse technicité),
- +1,6 M€ pour l'adhésion au CNAS (centre national d'action sociale) en année pleine,

-1,3 M€ d'économies dans les services, provenant principalement des moyens non permanents alloués aux services.

Par ailleurs, sont remboursés à l'Eurométropole de Strasbourg :

- **1,8 M€** par l'Œuvre Notre-Dame
- **0,5 M€** par la Caisse des écoles,
- **4,5 M€** par le CCAS,
- **1 M€** par la Haute école des arts du Rhin (HEAR),
- **0,4 M€** par l'Amicale du personnel,
- **0,4 M€** par les associations et autres organismes.

Ainsi, **la part nette de l'Eurométropole de Strasbourg est de 155,3 M€** (136,6 M€ pour le budget principal, 8,4 M€ pour le budget annexe de l'eau, 7,9 M€ pour le budget annexe de l'assainissement, et 2,4 M€ pour le budget annexe des mobilités actives), en augmentation de +4,9% par rapport à 2024.

Les autres charges de gestion courante

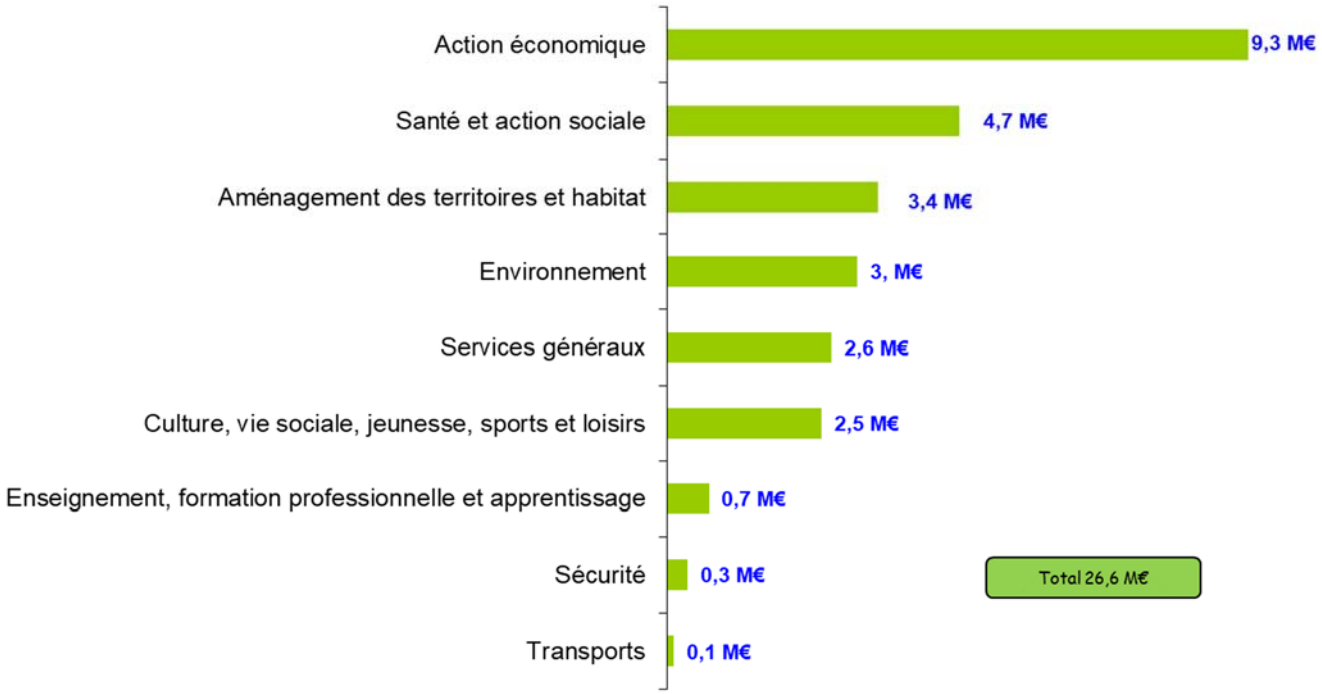
Ce poste de dépense comprend les subventions, les contributions, et les autres charges.

Les subventions

Les subventions versées en 2025 se montent à **36,3 M€**, en diminution de 0,7% par rapport à 2024 (soit -0,2 M€), et comprennent :

- +0,7 M€ pour les solidarités, notamment le CCAS et le dispositif « logement d'abord »,
- +0,6 M€ pour le climat, notamment pour l'éducation en faveur du développement durable,
- -0,3 M€ pour l'urbanisme, notamment les études,
- -1 M€ pour l'Amicale de l'Eurométropole suite à l'adhésion au CNAS.

Le graphique ci-dessous retrace la répartition par thématique des subventions au seul secteur associatif (hors subventions aux organismes de droit public) pour 26,6 M€ :



L'état annexe au document réglementaire du compte financier unique présente, outre les avantages en nature consentis par la collectivité, la liste de l'ensemble des bénéficiaires de subventions de l'Eurométropole ainsi que les montants alloués.

Les contributions

Les **94,6 M€** mandatés sur ce poste en 2025 comprennent principalement :

- la contribution au service d'incendie et de secours (SIS) pour 31,2 M€,
- la contribution au budget annexe des mobilités actives pour 48,5 M€, en baisse de - 7,1 M€ compte tenu de la régularisation d'un trop perçu de la CTS,
- des versements pour 8,4 M€ dédiés à l'exercice des compétences relatives au fonds de solidarité pour le logement (FSL), le fonds d'aide aux jeunes (FAJ) et la prévention spécialisée sur le territoire métropolitain, couvertes en partie par la dotation de compensation versée par la Collectivité européenne d'Alsace (figée depuis le transfert de compétence intervenu en 2017),
- la contribution au budget annexe de l'assainissement pour le traitement des eaux pluviales (4,6 M€).
- des contributions à l'Opéra national du Rhin (0,65 M€), à l'Orchestre (0,5 M€), à l'Eurodistrict (0,33 M€) et au SCOTERS (0,29 M€).

Les autres charges de gestion courante

Ces dépenses se montent à **5,5 M€**, et comprennent notamment :

- les indemnités des élu·es pour 2,6 M€,
- des indemnités pour le délégataire de l'unité de valorisation énergétique (1,5 M€),
- les aides au personnel pour 0,9 M€,
- les remboursements des pass médiathèques aux communes pour 0,3 M€,
- la constatation des créances irrécouvrables pour 0,2 M€.

Les charges financières

Les charges financières de l'Eurométropole de Strasbourg s'élèvent à **17,4 M€**, en baisse de 17,9% (-3,8 M€) entre 2024 et 2025, dans un contexte de baisse des taux.

Dans cette catégorie de dépenses figurent, outre les frais financiers divers, les intérêts dus au titre des emprunts et des lignes de trésorerie (20,14 M€), ainsi que le montant de la variation des intérêts courus non échus (ICNE) (-2,77 M€).

Les charges exceptionnelles

Sont retracées dans ce poste les dépenses liées à l'annulation de recettes sur exercices antérieurs pour un montant total de 0,2 M€.

Les dotations aux provisions

Les dotations aux provisions sont destinées à couvrir un risque futur. Opérations d'ordre semi-budgétaires, elles comprennent l'inscription et le mandatement d'une dépense en section de fonctionnement.
En 2025 ont été constituées :

- une provision de 5 M€ en prévision des mesures nationales visant à la participation des collectivités territoriales à l'effort de redressement des finances publiques,
- une provision de 1 M€ pour faire face à un déficit de certaines opérations devant être clôturées du budget annexe des zones d'aménagement,
- des provisions pour litiges pour 0,1 M€,
- des provisions pour créances douteuses pour 0,1 M€.

Les atténuations de produits

Ce chapitre comprend les mécanismes de solidarité communautaire (liés à la mise en place de la fiscalité professionnelle unique) à savoir l'attribution de compensation versée aux communes pour un montant inchangé de **73,8 M€** en 2025 et la dotation de solidarité communautaire (DSC) à hauteur de **14,7 M€**.
Il comprend aussi le reversement au fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales à hauteur de **0,9 M€,** et comptabilise également la taxe additionnelle à la taxe de séjour reversée à la Collectivité européenne d'Alsace (**0,7 M€**).

Par ailleurs, pour la 1ère année, est comptabilisé, sous ce chapitre, le dispositif de lissage conjoncturel des recettes des collectivités territoriales (Dilico) pour un montant de **10,5 M€**. Il s'agit d'une contribution obligatoire des collectivités pour participer au redressement des finances publiques.

La comptabilisation des immobilisations cédées

Les opérations liées aux cessions d'immobilisations (opérations d'ordre d'un montant total de 12,4 M€) sont décrites dans la partie portant sur les recettes de fonctionnement.

Le financement de la section d'investissement

Les dotations aux amortissements

Elles sont constituées **de l'amortissement des immobilisations (68,8 M€).**
Il a été procédé à des écritures d'amortissement des biens acquis pour 45,7 M€ et d'amortissement des subventions d'équipement versées pour 23,1 M€.
Obligation budgétaire et comptable, les amortissements représentent la contre-valeur de la dépréciation physique des biens qui servent à l'exercice du service public, du moins ceux qui sont réglementairement renouvelables. L'amortissement permet d'obtenir une meilleure appréciation du coût tout en assurant une partie du financement du renouvellement des biens au terme de la période d'utilisation.
Il s'agit d'une opération d'ordre faisant l'objet d'une exécution budgétaire et comptable, l'amortissement des immobilisations se traduisant à la fois par une dépense de fonctionnement et par une recette d'investissement.

2 Les recettes de fonctionnement

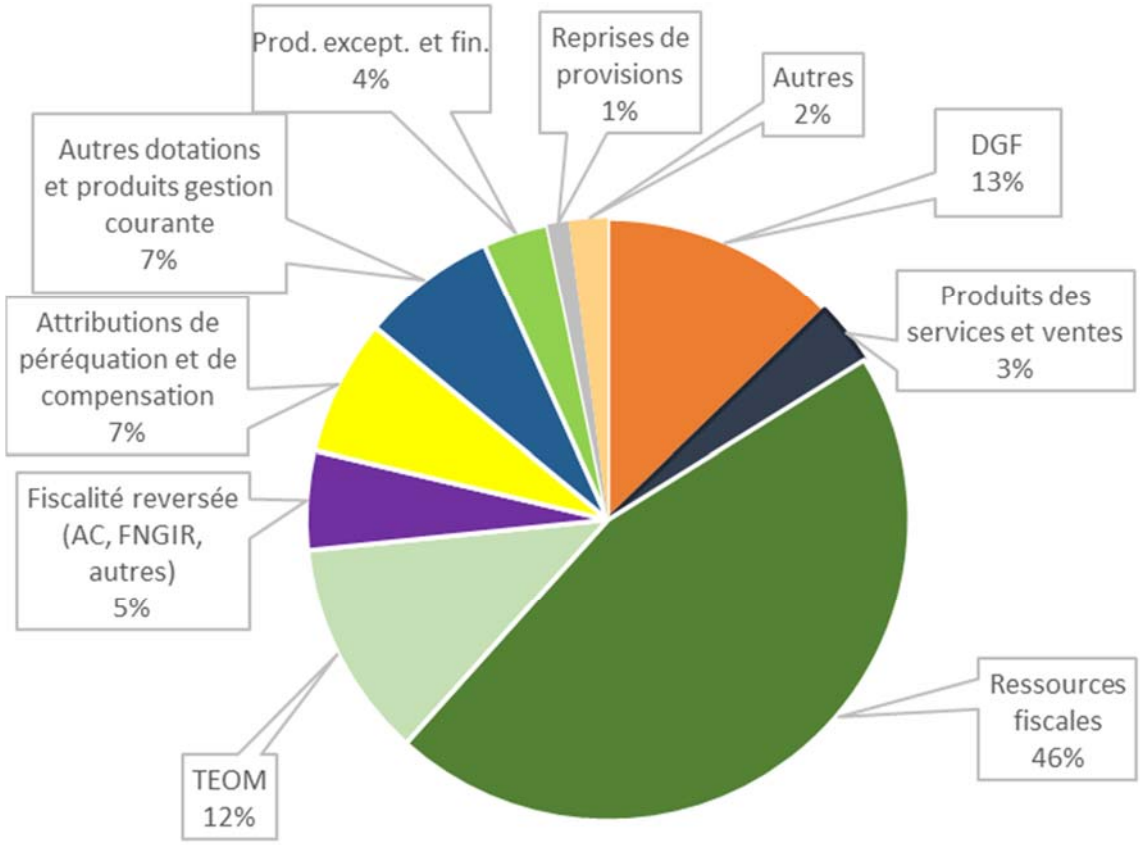
COMPTE ADMINISTRATIF - EUROMETROPOLE DE STRASBOURG - Exercice 2025			
SECTION DE FONCTIONNEMENT			
NATURE DES RECETTES	PREVISIONS	REALISATIONS	%
1- Produits des services du domaine et ventes diverses	291 466 213	288 870 241	99,11%
REMBOURSEMENTS	270 861 138	267 778 748	98,86%
> Mise à disposition de personnel facturée	250 411 138	246 519 315	98,45%
* *Aux budgets annexes eau, assainissement et mobilités actives*	*18 606 138*	*18 678 953*	*100,39%*
* *A la Ville, OND, CCAS, Orchestre, Caisse des Ecoles, Amicale, associations, HEAR*	*250 411 138*	*246 519 315*	*98,45%*
> Recouvrement frais de gestion s/Ville, Caisse des Ecoles et HEAR	13 000 000	13 974 532	107,50%
> Recouvrement frais de gestion s/ budgets annexes eau, ass. et mobilités actives	7 450 000	7 284 902	97,78%
RECETTES DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES (HORS REMBOURSEMENTS)	20 605 075,46	21 091 493	102,36%
> Droits de stationnement et de location sur la voie publique	3 515 588	4 184 967	119,04%
> Autres redevances et recettes diverses	256 549	252 516	98,43%
> Travaux	115 000	130 807	113,75%
> Redevance spéciale d'enlèvement des ordures	10 981 000	11 040 529	100,54%
> Redevances et droits des services à caractère culturel	291 814	234 137	80,24%
> Redevances et droits des services à caractère sportif et de loisirs	4 188 000	3 671 220	87,66%
> Autres prestations de services	205 000	242 200	118,15%
> Autres produits d'activités annexes (abonnements et vente d'ouvrages)	419 500	501 410	119,53%
> Autres produits	632 624	833 707	131,79%
2- Impôts et taxes	396 637 955	398 672 933	100,51%
> Ressources fiscales	281 077 379	282 741 652	100,59%
> Fiscalité reversée	32 926 983	32 926 982	100,00%
* *FNGIR*	*24 354 204*	*24 354 204*	*100,00%*
* *Attribution de compensation*	*2 492 710*	*2 492 709*	*100,00%*
* *Autres reversements de fiscalité*	*6 080 069*	*6 080 069*	*100,00%*
> Taxe d'enlèvement des ordures ménagères	72 730 702	72 603 889	99,83%
> Taxe de séjour	8 730 000	9 207 089	105,46%
> Autres taxes	1 172 891	1 193 321	101,74%
3- Dotations et participations	133 350 646	132 139 479	99,09%
> D.G.F.	79 100 554	79 100 554	100,00%
> Dotation générale de décentralisation	147 775	319 282	216,06%
> Participations	7 559 142	6 311 877	83,50%
> FCTVA	900 000	1 054 473	117,16%
> Attributions de péréquation et de compensation	45 634 082	45 342 304	99,36%
* *Dotations et compensations relatives à la TP*	*7 748 330*	*7 748 330*	*100,00%*
* *Allocations compensatrices*	*20 273 848*	*19 982 069*	*98,56%*
* *Attribution de compensation de la CEA*	*17 611 904*	*17 611 905*	*100,00%*
> *Autres attributions et compensations*	*9 093*	*10 989*	*120,85%*
4- Autres produits de gestion courante	30 655 921	37 526 938	122,41%
> Revenus des immeubles	3 156 236	3 886 209	123,13%
> Redevances versées par les fermiers concessionnaires	8 860 350	8 619 599	97,28%
> Produits divers de gestion courante	18 639 336	25 021 130	134,24%
5- Produits financiers	999 097	1 017 754	101,87%
> Produits des participations	995 097	996 130	100,10%
> Produits des autres immobilisations financières	4 000	21 624	540,59%
6- Produits exceptionnels	9 077 300	8 318 637	91,64%
> Mandats annulés (sur les exercices antérieurs) ou atteint par la déchéance	9 077 300	8 318 637	91,64%
7- Cessions		12 377 485	
8- Reprises sur amortissements et provisions	7 140 000	7 140 000	100,00%
9- Atténuation de charges	2 215 405	2 484 125	112,13%
10- Quote-part des subventions virées au compte de résultat	8 400 000	8 173 646	97,31%
11- Excédent du résultat de fonctionnement reporté	157 462	157 461,63	
Total des recettes de fonctionnement	880 100 000	896 878 699	101,91%

Les titres émis en 2025 s'élèvent à **896,9 M€**, ce qui représente **un taux d'exécution – hors reprise du résultat - de 101,9 %** par rapport à la prévision (880,1 M€). Ce taux, retraité des cessions, passe à 100,5 %.

Sur ces **896,7 M€** de recettes, **267,8 M€ proviennent de remboursements** de frais de personnel et de fonctionnement de la part de la Ville, de l'Œuvre Notre-Dame, du CCAS, de la Caisse des écoles, de la Haute école des arts du Rhin, de l'Orchestre et des budgets annexes de l'Eurométropole de Strasbourg.

Les recettes d'ordre représentent quant à elles 8,6 M€.

Ainsi, les recettes réelles nettes totales s'élèvent à 620,3 M€. Ces recettes sont détaillées dans le graphique ci-après :



COMPTE FINANCIER UNIQUE - EUROMETROPOLE DE STRASBOURG - Exercice 2025			
SECTION DE FONCTIONNEMENT			
NATURE DES RECETTES	Réalisé 2024	Réalisé 2025	Evolution
-1- Produits des services du domaine et ventes diverses	**282 583 746**	**288 870 241**	**2,22%**
REMBOURSEMENTS	**262 810 279**	**267 778 748**	**1,89%**
> Mise à disposition de personnel facturée	243 303 454	246 519 315	1,32%
** Aux budgets annexes eau, assainissement, mobilités actives*	*17 696 197*	*18 678 953*	*5,55%*
** A la Ville, OND, Orchestre, CCAS, Caisse des Ecoles, Amicale, associations, HEAR,*	*225 607 257*	*227 840 362*	*0,99%*
> Remboursement des frais de gestion par la Ville et la HEAR	12 261 625	13 974 532	13,97%
> Remboursement des frais de gestion par les budgets annexes eau, ass. et mobilités actives	7 245 200	7 284 902	0,55%
RECETTES DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES (HORS REMBOURSEMENTS)	**19 773 467**	**21 091 493**	**6,67%**
> Droits de stationnement et de location sur la voie publique	4 234 262	4 184 967	-1,16%
> Autres redevances et recettes diverses	20 941	252 516	1 105,84%
> Travaux	173 216	130 807	-24,48%
> Redevance spéciale d'enlèvement des ordures	10 425 023	11 040 529	5,90%
> Redevances et droits des services à caractère culturel	288 853	234 137	-18,94%
> Redevances et droits des services à caractère sportif et de loisirs	3 872 763	3 671 220	-5,20%
> Autres prestations de services	64 349	242 200	276,38%
> Autres produits d'activités annexes (abonnements et vente d'ouvrages)	383 227	501 410	30,84%
> Autres produits	310 833	833 707	168,22%
-2- Impôts et taxes	**394 868 765**	**398 672 933**	**0,96%**
> Ressources fiscales	280 738 467	282 348 152	0,57%
> Fiscalité reversée	33 238 840	32 926 982	-0,94%
** FNGIR*	*24 354 204*	*24 354 204*	*0,00%*
** Attribution de compensation*	*2 492 709*	*2 492 709*	*0,00%*
** Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales (FPIC)*	*6 391 927*	*6 080 069*	*-4,88%*
> Taxe d'enlèvement des ordures ménagères	71 152 851	72 603 889	2,04%
> Taxe de séjour	8 598 634	9 207 089	7,08%
> Autres taxes	1 139 973	1 586 821	39,20%
-3- Dotations et participations	**135 865 653**	**132 139 479**	**-2,74%**
> D.G.F.	80 424 776	79 100 554	-1,65%
> Dotation générale de décentralisation	34 554	319 282	824,01%
> Participations	5 491 335	6 311 877	14,94%
> FCTVA	1 276 938	1 054 473	-17,42%
> Attributions de péréquation et de compensation	48 638 050	45 342 304	-6,78%
** Dotations et compensations relatives à la Taxe Professionnelle*	*12 534 098*	*7 748 330*	*-38,18%*
** Allocations compensatrices*	*19 263 504*	*19 982 069*	*3,73%*
** Dotation de compensation de la Collectivité européenne d'Alsace*	*11 198 008*	*11 198 008*	*0,00%*
** Dotation de compensation de l'Etat (transfert M35)*	*5 642 440*	*6 413 897*	*13,67%*
> Autres attributions et participations	0	10 989	
-4- Autres produits de gestion courante	**23 286 379**	**37 526 938**	**61,15%**
> Revenus des immeubles	3 142 498	3 886 209	23,67%
> Redevances versées par les fermiers concessionnaires	8 043 841	8 619 599	7,16%
> Produits divers de gestion courante	12 100 040	25 021 130	106,79%
-5- Produits financiers	**1 024 100**	**1 017 754**	**-0,62%**
> Produits des participations	620 104	996 130	60,64%
> Autres produits financiers	403 996	21 624	-94,65%
-6- Produits exceptionnels (hors cessions)	**609 577**	**8 318 637**	**1 264,66%**
> Mandats annulés (sur les exercices antérieurs) ou atteint par la déchéance	609 577	8 318 637	1 264,66%
-7- Cessions	**2 744 277**	**12 377 485**	**351,03%**
-8- Reprises sur amortissements et provisions	**488 058**	**7 140 000**	**1 362,94%**
-9- Atténuation de charges	**3 217 170**	**2 484 125**	**-22,79%**
-10- Quote-part des subventions virées au compte de résultat	**6 166 127**	**8 173 646**	**32,56%**
-11- Opérations d'ordre de section à section			
Total des recettes de fonctionnement	**850 857 733**	**896 721 238**	**5,39%**

Les produits des services et du domaine

Les produits des services et du domaine (hors remboursement de frais de personnel et d'administration générale) représentent un montant de **21,1 M€**, soit essentiellement :

- 15,2 M€ correspondant aux prestations de services, principalement les prestations à caractère sportif et de loisir (3,7 M€ pour les droits d'entrée dans les piscines et des recettes de la patinoire et 0,2 M€ issus des médiathèques) et les recettes provenant de la redevance spéciale d'enlèvement des ordures (11 M€).
- 0,5 M€ d'abonnements et de ventes diverses.
- 4,2 M€ issus de l'occupation du domaine public.

Les impôts et taxes

Les impôts directs locaux et la fiscalité reversée

Le panier fiscal de l'EMS a été bouleversé par la suppression, en 2021, de la taxe d'habitation sur les résidences principales, puis en 2023 par la suppression de la CVAE. Désormais, la fiscalité de l'EMS est composée :

- des taxes foncières bâties et non bâties,
- de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS),
- de l'intégralité de la cotisation foncière des entreprises (CFE), dont les bases des établissements industriels ont été réduites de moitié en 2021,
- d'une fraction de la TVA nationale en compensation de la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales,
- d'une fraction de la TVA nationale en compensation de la suppression de la de la CVAE,
- de la taxe sur les surfaces commerciales,
- des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseau.

A ce panier fiscal s'ajoutent des dispositifs de compensation mis en place lors de la suppression de la taxe professionnelle (dotation de compensation de réforme de la taxe professionnelle et fonds national de garantie individuelle des ressources).

Les impôts directs de l'Eurométropole se sont élevés à 282,35 M€ (contre 280,62 M€ en 2024) en hausse limitée de 0,6%. Il s'agit d'une hausse moins élevée que l'inflation, qui sous-tend le coefficient de revalorisation des bases ménages 2025 (+1,7%).

La fiscalité reversée aux communes

Les mécanismes de solidarité communautaire sont les suivants :

- **L'attribution de compensation (AC)** qui est soit positive (de la métropole vers la commune), soit négative (de la commune vers la métropole).

Depuis 2002 et la mise en place de la taxe professionnelle unique, un mécanisme compensatoire assure la neutralité budgétaire pour l'ensemble des partenaires, Eurométropole et communes membres.
Une attribution de compensation est ainsi versée par l'Eurométropole aux communes dont les ressources fiscales, dans le régime de TPU (depuis 2010 FPU – fiscalité professionnelle unique), étaient inférieures en 2001 à celles qu'elles tiraient de la fiscalité à quatre taxes. Au contraire, lorsque le produit des impôts ménages était supérieur au produit des quatre taxes obtenues en 2001, les communes versent une attribution de compensation à l'Eurométropole.
Cette attribution, calculée en 2002, n'est modifiée qu'en cas de transfert de compétence, entre les communes et l'Eurométropole de Strasbourg.

C'est ainsi que des attributions de compensation ont été versées à 19 communes pour un montant total de 73,8 M€ et que l'Eurométropole a enregistré un reversement de 2,5 M€ de la part des 14 autres communes. La part nette de ces attributions est donc de 71,3 M€. Ces attributions ne sont réglementairement ni actualisées ni indexées, sauf en cas de transfert de compétences.

- **La dotation de solidarité communautaire (DSC),** dont le montant attribué en 2025 s'est élevé à 14,69 M€.

Le tableau suivant en détaille les montants par commune (en €) :

Commune	Attribution de compensation	Dotation de solidarité Communautaire
ACHENHEIM	345 375	59 765
BISCHHEIM	549 695	628 618
BLAESHEIM	95 445	30 875
BREUSCHWICKERSHEIM	135 917	34 102
ECKBOLSHEIM	40 632	199 355
ECKWERSHEIM	-59 957	54 043
ENTZHEIM	127 179	50 596
ESCHAU	-57 662	217 920
FEGERSHEIM	521 624	89 490
GEISPOLSHEIM	511 178	100 873
HANGENBIETEN	284 153	40 967
HOENHEIM	-406 997	350 281
HOLTZHEIM	-79 861	107 330
ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	5 272 360	406 857
KOLBSHEIM	99 349	26 940
LAMPERTHEIM	-107 358	105 039
LINGOLSHEIM	-674 707	687 683
LIPSHEIM	-19 128	66 740
MITTELHAUSBERGEN	-222 016	66 076
MUNDOLSHEIM	628 141	64 061
NIEDERHAUSBERGEN	-69 265	75 864
OBERHAUSBERGEN	538 272	130 215
OBERSCHAEFFOLSHEIM	-98 627	79 143
OSTHOFFEN	61 785	20 715
OSTWALD	-224 694	397 560
PLOBSHEIM	-234 798	131 785
REICHSTETT	234 779	84 469
SCHILTIGHEIM	3 365 277	1 053 021
SOUFFELWEYERSHEIM	-195 379	216 536
STRASBOURG	60 117 452	8 718 936
VENDENHEIM	537 268	82 630
LA WANTZENAU	311 689	196 488
WOLFISHEIM	-42 260	117 841
Total	71 284 860	14 692 8112

Remarque : les attributions de compensation précédées du signe moins sont versées par les communes à l'Eurométropole.

Les bases d'impositions définitives, sur lesquelles sont assis les impôts locaux, évoluent comme suit (montants exprimés en M€) :

Années	TH /THRS à compter de 2021	TFPB	TFPNB	CFE	TOTAL	Variation
2019	696,70	716,83	2,65	279,10	1 695,28	2,36%
2020	715,74	730,77	2,64	288,93	1 738,08	2,52%
2021	25,90	705,19	2,64	249,16	982,89	-43,45%
2022	23,58	730,32	2,81	257,29	1 014,00	3,16%
2023	54,63	775,00	2,92	275,55	1 108,10	9,28%
2024	39,22	806,84	3,07	289,59	1 138,72	2,80%
2025	19,34	819,15	2,67	296,69	1 137,85	-0,08%

Les bases ont subi une baisse en 2025 sous l'effet conjugué d'une mise à jour des locaux du Port autonome de Strasbourg et de dégrèvements prononcés en matière de THRS à la charge de la collectivité.

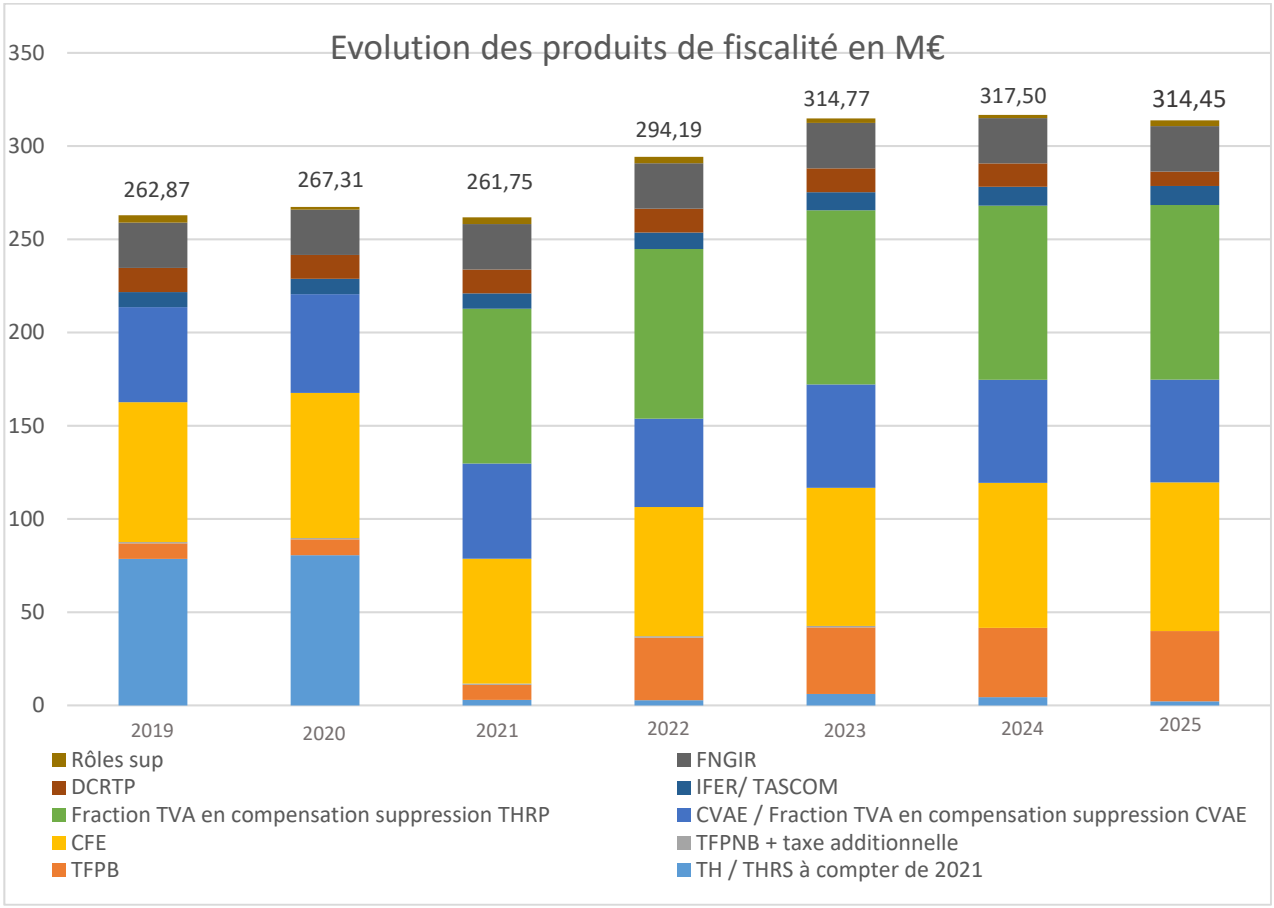
Aux bases d'imposition s'appliquent des taux fixés chaque année par le Conseil eurométropolitain en fonction du produit attendu de la fiscalité directe locale. Les taux sont restés stables en 2025.

Taux d'imposition

Années	TH/THRS à compter de 2021	Taxe foncière sur les propriétés bâties	Taxe foncière sur les propriétés non bâties	CFE
2019	11,25%	1,15%	4,94%	26,83%
2020	11,25%	1,15%	4,94%	26,83%
2021	11,25%	1,15%	4,94%	26,83%
2022	11,25%	4,60%	4,94%	26,83%
2023	11,25%	4,60%	4,94%	26,83%
2024	11,25%	4,60%	4,94%	26,83%
2025	11,25%	4,60%	4,94%	26,83%

Produits des taxes et compensations notifiés par l'État (données en M€) :

Années	TH/THRS à compter de 2021	TFPB.	TFPNB Taxe add.	CFE.	Fraction de TVA en compensation supp THRP	CVAE/Fraction TVA à compter de 2023	IFER/ TASCOM	DCRTP	FNGIR	Rôles sup	Produit des taxes	Variation
2019	78,59	8,27	0,71	74,99	0,00	51,02	8,10	12,92	24,34	3,93	262,87	3,28%
2020	80,55	8,45	0,70	77,90	0,00	52,94	8,20	12,79	24,35	1,43	267,31	1,69%
2021	2,90	8,15	0,68	66,89	83,00	51,10	8,25	12,79	24,35	3,64	261,75	-2,08%
2022	2,74	33,62	0,77	69,21	90,96	47,45	8,85	12,79	24,35	3,45	294,19	12,39%
2023	6,16	35,66	0,78	74,07	93,44	55,43	9,70	12,79	24,35	2,39	314,77	7,00%
2024	4,42	37,12	0,83	77,77	93,42	55,27	10,12	12,53	24,35	1,67	317,50	0,87%
2025	2,18	37,68	0,71	79,75	93,67	55,11	10,17	7,75	24,35	3,08	314,45	-0,96%



Les taxes indirectes et autres impôts

Le produit des taxes indirectes et autres impôts est de **83 M€** (soit +2,6 % par rapport à 2024) et représente 13,4 % du total des recettes réelles nettes (hors résultat antérieur et remboursements par la Ville, l'OND, le CCAS, la Caisse des écoles, la Haute école des arts du Rhin, l'Orchestre et les budgets annexes).

La quasi-totalité de cette ressource provient de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères avec un montant total de **72,60 M€.**

La taxe d'enlèvement des ordures ménagères, adossée à la taxe foncière sur les propriétés bâties, est modulée en fonction du coût et de la qualité du service rendu à l'intérieur de trois zones où se répartissent les 33 communes de l'Eurométropole de Strasbourg. Depuis 2023, les communes de Achenheim, Breuschwickersheim, Hangenbieten, Kolbsheim et Osthoffen sont soumises au régime de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères en zone 3.

Taux de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) :

Années	1ère zone	2ème zone	3ème zone
2019	11,71%	6,19%	
2020	11,59%	6,13%	
2021	11,59%	6,13%	
2022	11,59%	6,13%	
2023	11,59%	6,13%	7,54%
2024	11,59%	6,13%	7,54%
2025	11,59%	6,13%	7,54%

Figure également dans la catégorie des taxes indirectes la taxe de séjour perçue par l'Eurométropole sur l'ensemble du territoire communautaire ; elle a représenté **9,21 M€ en 2025** (contre 8,6 M€ en 2024).

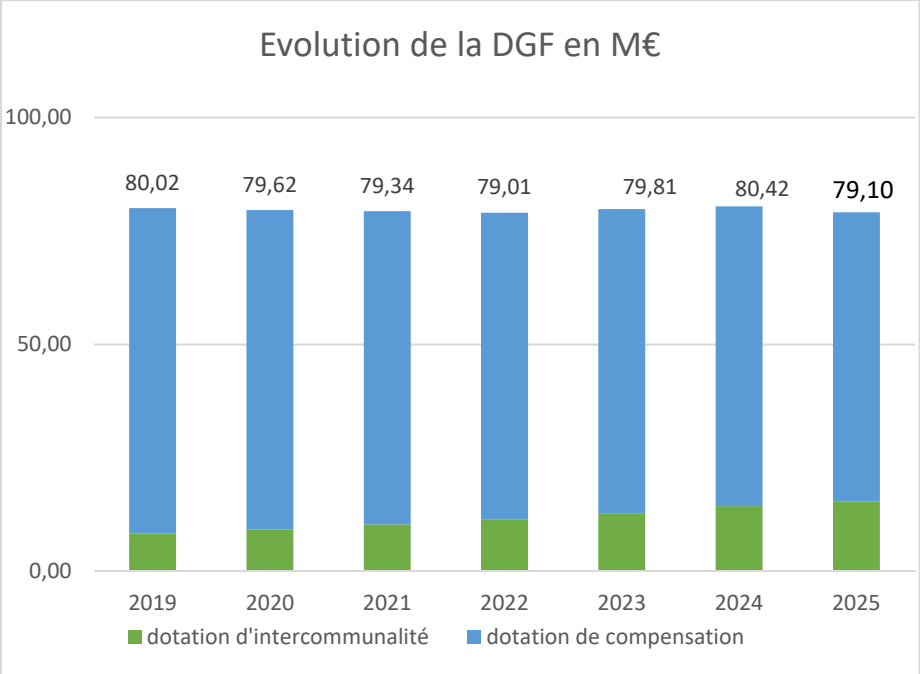
Les dotations et participations

Les concours de l'État

Les concours de l'État ont été versés à hauteur de **135,47 M€.**

La dotation globale de fonctionnement (**DGF**) constitue la part la plus importante de ce poste : avec un montant de **79,10 M€**, elle correspond à 12,8 % du total des recettes réelles de la section de fonctionnement (hors remboursement des frais de personnel et de fonctionnement). Par rapport à 2024, la DGF (dont l'enveloppe fut stable au niveau national), a baissé de 1,3 M€ pour l'Eurométropole.

La DGF se décompose en une dotation d'intercommunalité (pour 15,38 M€) et une dotation de compensation (pour 63,72 M€).



Les concours de l'État comprennent par ailleurs :

- l**e fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR)** à hauteur de **24,35 M€**, issu de la suppression de la taxe professionnelle en 2010 ;
- l**a dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle** (**DCRTP**) d'un montant de **7,75 M€,** destinée à assurer la neutralité financière de la suppression de la taxe professionnelle, et qui a été baissée de -38% en un an au titre de l'effort de redressement des finances publiques demandé par l'État ;
- **les compensations de l'État** au titre des exonérations en matière d'impôts directs qui s'élèvent à **19,98 M€**, incluant la compensation de la réduction des bases des établissements industriels prévue en loi de finances pour 2025, autre mesure de redressement des finances étatiques ;
- le remboursement du **FCTVA sur les dépenses de fonctionnement**, à hauteur de **1,05 M€ ;**
- **le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales** (FPIC) d'un montant de 6,08 M€. L'Eurométropole est bénéficiaire du FPIC depuis 2023 ;

➢ **la dotation de l'État et de la Collectivité européenne d'Alsace (17,61 M€)** pour le transfert du réseau routier principalement.

Les autres participations

Les recettes de ce poste **(6,91 M€)** sont constituées de diverses subventions ou participations parmi lesquelles on retrouve notamment des participations de l'État, de la Région, de la Collectivité européenne d'Alsace et de l'Europe.

Les autres produits de gestion courante

Les autres produits de gestion courante représentent **37,5 M€,** constitués notamment des loyers des immeubles (3,9 M€) et des recettes d'affermages et concessions (8,6 M€). Ces dernières se décomposent principalement comme suit :

- 5,3 M€ pour l'exploitation des parkings ;
- 1,3 M€ liés aux redevances des concessions d'énergie ;
- 1,1 M€ pour l'exploitation du Zénith ;
- 0,4 M€ liés à l'exploitation de l'unité de valorisation énergétique ;
- 0,4 M€ pour la DSP du PEX/PMC.

Par ailleurs, ont été réalisés 25 M€ de produits divers, comprenant notamment :

- des recettes liées à la gestion des déchets (10,7 M€), dont 7,1 M€ correspondant au soutien versé par CITEO pour la valorisation matière et énergie,
- des remboursements de charges dans le cadre de la gestion locative (0,6 M€),
- des recettes à caractère exceptionnel, à savoir :
  - 3,6 M€ pour une confusion de bail entre l'Eurométropole et Ophéa ;
  - 2,4 M€ de remboursement dans le cadre du protocole transactionnel concernant le CARDO ;
  - des recettes diverses dans le cadre de l'exécution de la DSP de l'unité de valorisation énergétique pour 2,2 M€ ;
  - une recette de 1,2 M€ dans le cadre de la clôture de la concession d'aménagement « ZAC Etoile » ;
  - des indemnisations suite à des contentieux ou des sinistres pour 0,8 M€ ;
  - 0,7 M€ de recettes liées à l'organisation des assises de la transition énergétique ;
  - 0,6 M€ correspondant aux produits de métaux issus de la crémation funéraire ;
  - 0,2 M€ de droits d'entrée des délégataires des réseaux de chaleur.

Les produits financiers

Les produits financiers ont été réalisés à hauteur de **1 M€**, issus de dividendes perçus dans le cadre de participations dans des sociétés (dont Strasbourg Événements pour 0,8 M€ et la SERS pour 0,2 M€).

Les produits exceptionnels

Les produits exceptionnels inscrits au chapitre 77 (hors produits de cessions d'immobilisations et quote-part des subventions d'investissement et transférées au compte de résultat) ont été réalisés à hauteur de **8,3 M€**, correspondant à des annulations de mandats d'exercices antérieurs (dont 8 M€ concernant l'UVE qui ont finalement été affectés à la section d'investissement).

N.B. : en opération d'ordre, la quote-part des subventions d'investissement transférée au compte de résultat représente 8,2 M€. Ce point est explicité en recette d'investissement.

Les produits de cessions d'immobilisation

Les opérations liées aux cessions des immobilisations représentent **12,4 M€**, correspondant aux opérations réelles (imputées au compte 775) ayant donné lieu à encaissement.

Les cessions d'immobilisations sont budgétées uniquement en recettes de la section d'investissement (nature 024) mais font l'objet d'une exécution en sections de fonctionnement et d'investissement
En section de fonctionnement figurent les écritures réelles et d'ordre équilibrées :

- en recettes : le produit de la cession (nature 775 (*), ou 75888 pour les échanges fonciers - réels), ainsi que les moins-values (nature 776 - ordre)
- en dépenses : la valeur nette comptable des immobilisations cédées (nature 675 - ordre) ainsi que les plus-values réalisées (nature 676 - ordre).

Les principales cessions d'immobilisations réalisées en 2025 sont :

- la cession d'un complexe immobilier situé à Illkirch-Graffenstaden pour 3 M€ ;
- la cession du bâtiment Lyautey à Strasbourg pour 1,3 M€ ;
- la cession d'un terrain situé à Hoenheim pour 1M€ ;
- la cession d'une maison située à Souffelweyersheim pour 0,9 M€ ;
- la cession d'un terrain situé à Strasbourg pour 0,7 M€.

(*) Le compte 775 correspond au titrage et à l'encaissement réel du produit de la cession.

Les reprises sur provision et amortissements

En 2025, les reprises sur provision et amortissements ont été enregistrées pour un montant de 7,14 M€, dont 6 M€ concernant l'usine de valorisation énergétique, le risque d'un détournement de déchets à moyen terme ayant été levé.

Les atténuations de charges

Ce poste se monte à 2,5 M€ et retrace notamment des remboursements de charges salariales.

B L'INVESTISSEMENT

Le tableau ci-dessous indique comment se sont exécutées les prévisions inscrites au budget d'investissement de 2025, par chapitre, et en distinguant les opérations réelles et d'ordre.

Chap.	Libellés	DEPENSES en €		RECETTES en €	
		INSCRIPTIONS BUDGETAIRES	REALISATIONS	INSCRIPTIONS BUDGETAIRES	REALISATIONS
	OPERATIONS REELLES	**521 557 898,08**	**431 726 526,30**	**434 457 898,08**	**308 866 274,75**
	Crédits d'équipement	***358 408 967,09***	***287 889 769,41***	***7 524 175,08***	***2 830 014,90***
20	Immobilisations incorporelles	23 573 699,68	16 513 624,62	-	25 900,00
21	Immobilisations corporelles	94 345 940,81	68 814 498,49	86 211,97	100 134,13
23	Immobilisations en cours	175 786 326,87	151 079 417,97	256 982,46	263 719,47
204	***Subventions d'équipement versées***	***49 902 760,13***	***42 175 068,58***	***66 262,41***	***75 262,41***
45	***Opérations pour le compte de tiers***	***14 800 239,60***	***9 307 159,75***	***7 114 718,24***	***2 364 998,89***
	Mouvements financiers	***163 148 930,99***	***143 836 756,89***	***426 933 723,00***	***306 036 259,85***
024	Produit des cessions d'immobilisations	-	-	15 729 919,00	-
10	Dotations et fonds divers	3 150 000,00	2 618 510,22	21 300 000,00	19 448 304,84
1068	Excédent de fonctionnement capitalisé	-	-	39 155 733,22	39 155 733,22
13	Subventions d'investissement	200 000,00	48 943,00	60 117 131,11	68 907 636,51
16	Emprunts et dettes assimilées	93 205 000,00	76 817 773,72	284 259 486,64	173 498 633,40
26	Participations	1 938 546,00	1 668 546,00	-	-
27	Immobilisations financières	10 692 000,00	8 719 598,96	6 371 453,03	5 025 951,88
020	***Dépenses imprévues***	**-**	**-**	**-**	**-**
001	***Résultat antérieur reporté (pour info)***	***53 963 384,99***	***53 963 384,99***	**-**	**-**
	OPERATIONS D'ORDRE	***96 842 101,92***	***65 997 667,69***	***183 942 101,92***	***138 573 208,82***
021	Virement de la section de fonctionnement	-	-	22 500 000,00	-
040	Opération de transfert entre sections	8 400 000,00	8 564 480,87	73 000 000,00	81 162 227,10
041	Opérations patrimoniales	88 442 101,92	57 433 186,82	88 442 101,92	57 410 981,72
	TOTAL	**618 400 000,00**	**497 724 193,99**	**618 400 000,00**	**447 439 483,57**

- En dépenses, les prévisions s'élèvent à 618,4 M€. Le réalisé de **497,7 M€** représente donc un taux d'exécution de 80,5 %.

S'agissant des **dépenses d'investissement opérationnel**, elles se sont élevées à 287,9 M€ sur une prévision de 358,4 M€, soit **un taux de réalisation de 80,3 %** (contre 78,1 % en 2024).

- En recettes, abstraction faite du résultat de fonctionnement affecté en section d'investissement au titre de l'autofinancement (39,2 M€), du produit prévisionnel des cessions d'immobilisations (15,7 M€) et du virement de la section de fonctionnement (22,5 M€) qui ne donnent pas lieu à réalisation, les prévisions s'élevaient à 541 M€. Les titres émis s'élèvent quant à eux à **447,4 M€**, ce qui représente **un taux de réalisation de 82,7 %**.

Le compte 1068 « dotations et fonds divers » représente une partie de l'autofinancement de l'Eurométropole de Strasbourg, à savoir l'excédent de fonctionnement de l'exercice 2024 qui a été affecté à la section d'investissement lors du vote du budget supplémentaire 2025, soit 39,2 M€.

Le présent chapitre présente une analyse des réalisations en investissement au cours de l'exercice 2025, en distinguant :

- Les opérations réelles, comprenant les crédits d'équipement, les mouvements financiers et les dépenses imprévues,

- Les opérations d'ordre, qui correspondent aux mouvements budgétaires entre les sections de fonctionnement et d'investissement ainsi qu'à l'ensemble des mouvements budgétaires à l'intérieur de la seule section d'investissement (opérations patrimoniales).

1 Les dépenses d'investissement

Les dépenses réelles d'investissement

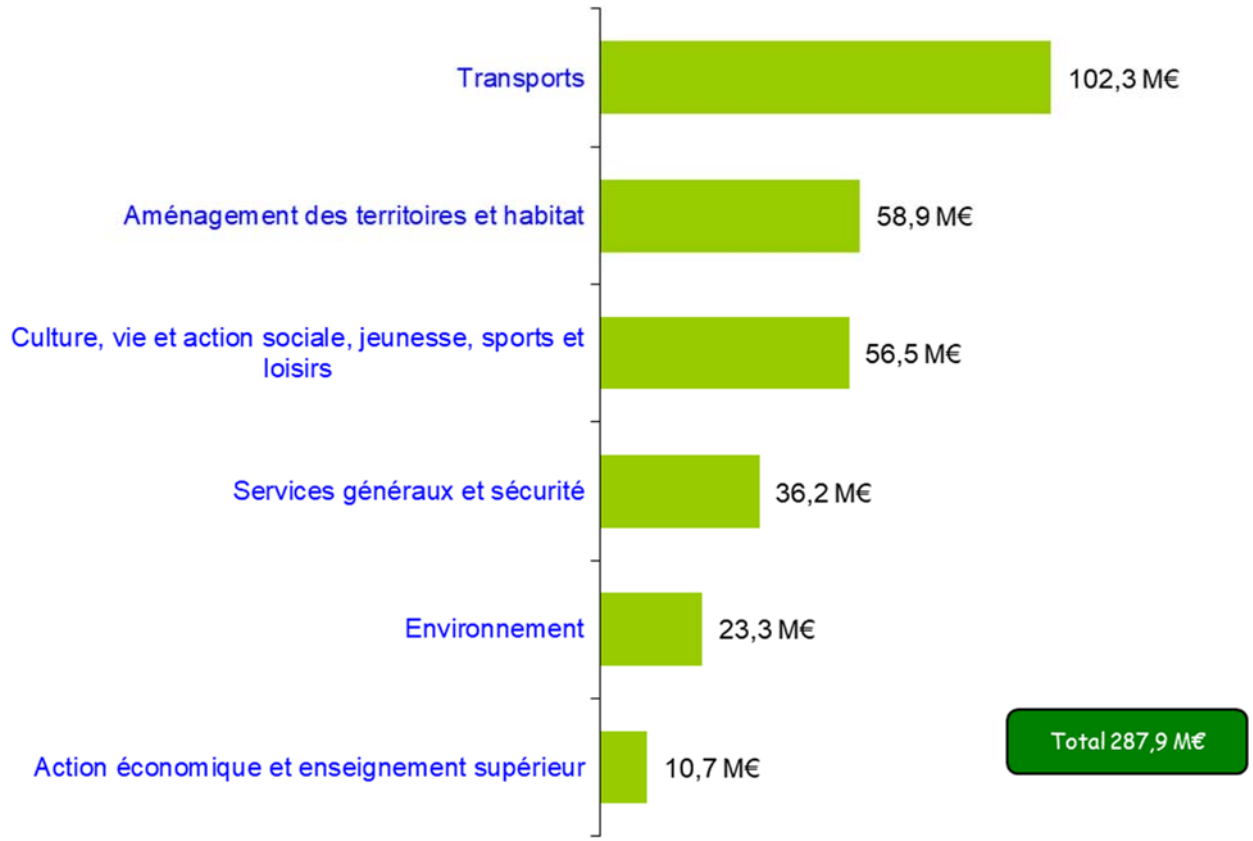
Composées des crédits d'équipement et des mouvements financiers, les dépenses réelles d'investissement s'élèvent en réalisation à **431,7 M€**.

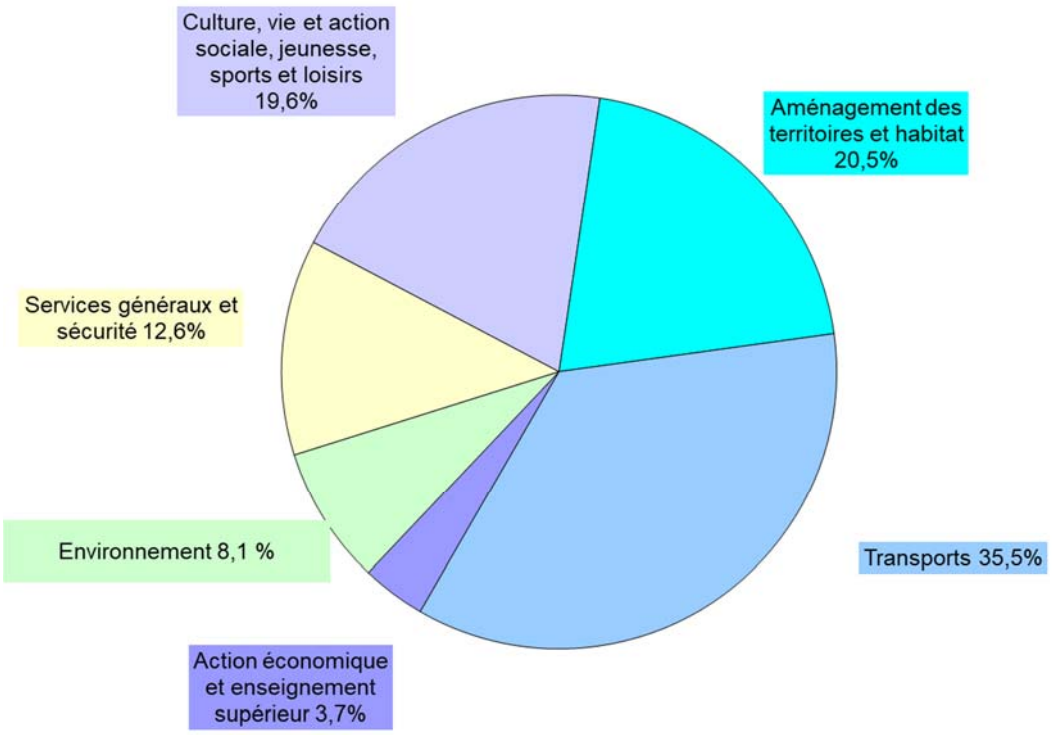
Les dépenses d'investissement opérationnel

Les **dépenses opérationnelles** d'équipement, d'un montant de **287,9 M€**, représentent 66,7 % des dépenses réelles de la section d'investissement. Elles présentent un taux de réalisation de **80,3 %** par rapport à la prévision. En 2024, ces dépenses d'investissement opérationnelles s'élevaient à 275,9 M€ et représentaient 66,7 % des dépenses réelles de la section d'investissement, pour une réalisation de 78,1 % par rapport à la prévision.

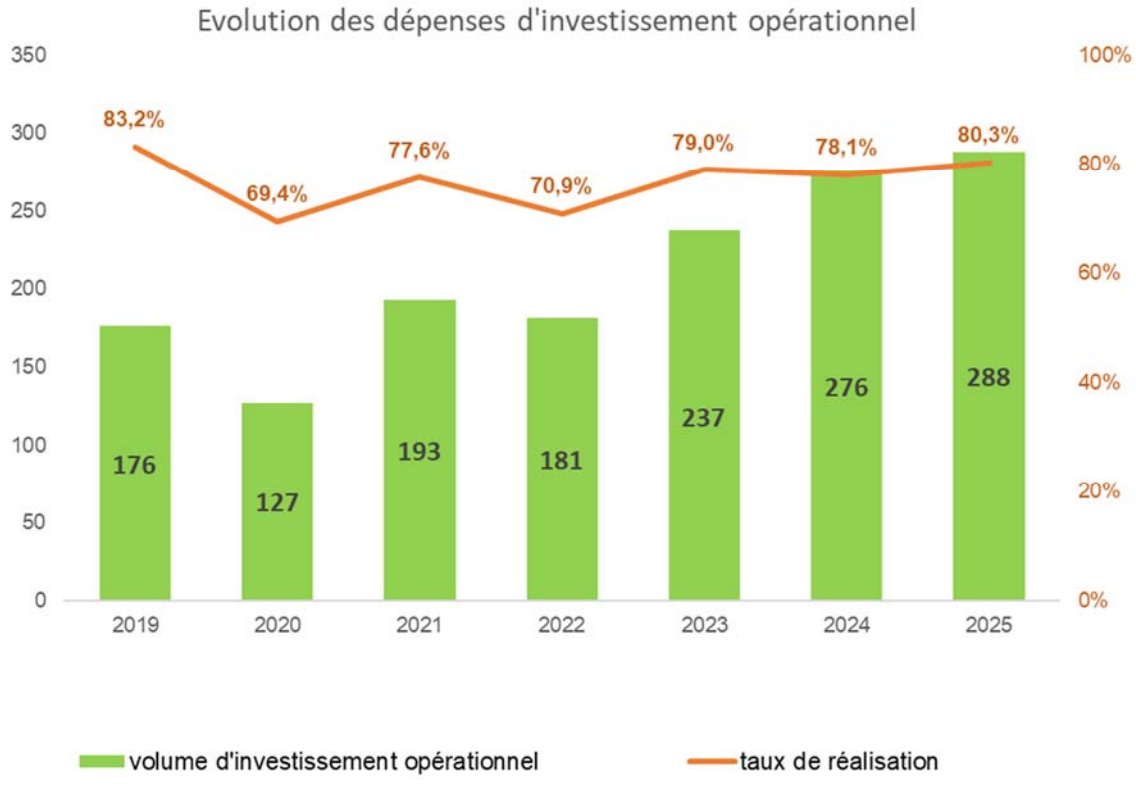
Ces dépenses concernent :
- Les immobilisations incorporelles pour **16,5 M€**. Il s'agit principalement d'achat de licences informatiques et d'études ;
- Les subventions d'équipement versées, à hauteur de **42,2 M€** ;
- Les immobilisations corporelles pour **68,8 M€** ;
- Les immobilisations en cours pour **151,1 M€** ;
- Les travaux pour compte de tiers pour un montant total de **9,3 M€**.

Les tableaux ci-dessous ventilent les dépenses d'investissement opérationnel par politique publique.





L'évolution et le taux de réalisation des dépenses opérationnelles sont retracés dans le graphique ci-dessous :



Le secteur des transports à 102,3 M€ 35,5 %

Ce domaine est réparti entre le budget principal et le budget annexe des mobilités actives.

Pour la partie transports, s'agissant du budget principal, on retrouve, outre les dépenses de transports hors contrat de concession, les investissements effectués dans le cadre des extensions de tramway et bus qui ont vocation à rester dans le patrimoine de la collectivité. Il s'agit des acquisitions foncières et des déviations de réseaux, payées directement par l'Eurométropole, ainsi que de la voirie et des ouvrages d'art, payés par la CTS dans le cadre des projets d'extension. Les ouvrages d'art font l'objet d'avances de trésorerie à la CTS de la part de l'Eurométropole, conformément aux stipulations du contrat de concession.

Les dépenses relatives aux mobilités dans le budget principal s'élèvent à **46,6 M€** pour la partie voirie et correspondent aux éléments suivants :

- **26,2 M€** pour les opérations de voirie et les pistes cyclables attenantes dans les communes de l'Eurométropole, dont 8,7 M€ pour le schéma directeur vélo,
- **6 M€** pour le projet de transport en site propre Ouest (TSPO) sur la M351,
- **5,8 M€** pour la réhabilitation des routes transférées, départementales (2,9 M€) et nationales (2,9 M€),
- **3,1 M€** pour la requalification de la M35,
- **2,5 M€** pour les aménagements des abords du stade de la Meinau,
- **1,7 M€** pour la rénovation urbaine, dont 0,8 M€ pour le quartier du Neuhof, 0,3 M€ pour Cronenbourg, 0,2 M€ pour le quartier des écrivains, 0,2 M€ pour l'Elsau, et 0,2 M€ pour Hautepierre.
- **1,3 M€** pour l'accompagnement de l'accessibilité de l'arc ouest.

Dans le domaine de la circulation, de la signalisation et des déplacements, les dépenses se montent à **19,4 M€**, réparties principalement comme suit :

- **5,8 M€** pour les aides liées à la mise en place de la ZFE-m,
- **4,6 M€** pour le développement et l'entretien des ouvrages d'art,
- **1,7 M€** pour le SIRAC,
- **1,6 M€** de crédits annuels pour les voies publiques,
- **1,6 M€** pour les pôles d'échanges multimodaux.
- **1,5 M€** pour les travaux sur l'avenue du Rhin,
- **0,7 M€** pour les réseaux express métropolitains et régionaux,
- **0,6 M€** pour des créations de parkings,
- **0,5 M€** pour les travaux de terrassement,
- **0,3 M€** pour les ponts.

Concernant le transport collectif, les dépenses s'élèvent à **36,3 M€** et se répartissent principalement entre :

- **2,9 M€** pour le bouclage sud du BHNS,
- **6,2 M€** pour l'extension du tram Nord, comprenant 4,8 M€ d'avances à la CTS et des études pour 0,8 M€,
- **8,6 M€** pour l'aménagement de la gare routière et de la gare basse,
- **18,5 M€** pour le tram Ouest.

Les autres dépenses relatives aux mobilités actives sont intégrées au budget annexe éponyme et sont décrites *infra*.

Le secteur aménagement des territoires et habitat à 58,9 M€ 20,5 %

Les dépenses relatives à ce domaine sont notamment composées de :

- **21,1 M€** d'aides au logement, se répartissant principalement entre la part concernant l'habitat privé (12,1 M€), celle de l'Eurométropole de Strasbourg (2,8 M€), celle de l'État (2,2 M€), celle liée à la rénovation urbaine (3 M€ dont 2,2 M€ proviennent de l'aide à l'habitat public), l'accompagnement à la réhabilitation thermique des logements (0,7 M€) et l'accompagnement des travaux sur les espaces extérieurs des logements sociaux (0,3 M€),

- **10,2 M€** d'acquisitions foncières et immobilières, dont 0,6 M€ pour l'acquisition de logements sociaux,

- **17,6 M€** d'aménagements urbains, comprenant :
  - 5,6 M€ pour la zone commerciale Sud,
  - 5,5 M€ pour la ZAC des Deux Rives,
  - 1,2 M€ pour la zone commerciale Nord,
  - 1,6 M€ pour les accompagnements voirie des opérations d'aménagement et des programmes immobiliers,
  - 1,4 M€ pour le projet Wacken Europe,
  - 0,8 M€ pour l'aménagement de la porte des Romains,
  - 0,2 M€ pour la ZAC du parc d'innovation d'Illkirch.

- **4,2 M€** pour les programmes de rénovations des espaces extérieurs des logements sociaux,

- **1,6 M€** pour la transformation écologique du territoire, dont 1,5 M€ pour le patrimoine arboré,

- **3,6 M€** pour des opérations de rénovation urbaine,

- **0,6 M€** pour les aires d'accueil des gens du voyage.

Le poste culture, vie et action sociale, jeunesse, sports et loisirs à 56,5 M€ 19,6 %

Les dépenses consacrées aux équipements sportifs se sont montées à **54,4 M€** dont :

- **52,4 M€** pour le stade de la Meinau,
- **0,9 M€** pour les piscines et plans d'eau métropolitains,
- **0,4 M€** pour la patinoire,
- **0,4 M€** pour les gymnases,
- **0,2 M€** pour le hall Rhénus.

Les dépenses consacrées à la culture se sont élevées à **2,1 M€**, dont notamment 0,9 M€ de soutien à la production audiovisuelle, 0,6 M€ pour le Zénith, et 0,3 M€ pour le solde de financement de la médiathèque Nord.

Les services généraux et la sécurité à 36,2 M€ 12,6 %

Les dépenses du secteur administration – sécurité comprennent notamment :

- **15,3 M€** de travaux et entretien sur les bâtiments, dont 2,5 M€ pour la rénovation thermique et énergétique,
- **12,9 M€** pour l'informatique,
- **3,9 M€** pour le parc des véhicules et ateliers, dont 2,8 M€ d'acquisitions de véhicules et d'engins et 0,5 M€ pour de grosses réparations,
- **1,3 M€** pour la sécurité, dont 0,8 M€ pour la vidéosurveillance et 0,5 M€ pour la protection contre l'incendie.
- **1,2 M€** pour les fonds européens (FEDER et FSE),
- **0,9 M€** pour l'extension des cimetières, dont 0,3 M€ pour le cimetière d'Illkirch et 0,3 M€ pour le cimetière de Lampertheim,
- **0,4 M€** pour la géomatique et connaissance du territoire,
- **0,3 M€** pour le renouvellement du parc machines de l'imprimerie.

Le secteur de l'environnement à 23,3 M€ 8,1 %

Ont notamment été réalisés au sein de cette thématique :

- **15,5 M€** pour l'unité de valorisation énergétique, dont 12,1 M€ de travaux de désamiantage et 2,1 M€ de travaux de mise aux normes,
- **2,4 M€** pour la collecte et la valorisation des déchets, dont 1,2 M€ d'acquisition de bacs, conteneurs, et poubelles,
- **2,6 M€** pour le développement des bio-déchets,
- **1,6 M€** pour la gestion et la prévention de risques environnementaux, dont 0,6 M€ pour les travaux de restauration des cours d'eau et

0,6 M€ pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI)
- **0,2 M€** pour l'aide individuelle pour le renouvellement des appareils de chauffage au bois,
- **0,2 M€** pour l'extension des réseaux électriques,
- **0,2 M€** pour les études en matière d'énergie.

L'action économique et l'enseignement supérieur à 10,7 M€ 3,7 %

Les dépenses les plus importantes de ce poste ont été de :

- **7,6 M€** pour l'enseignement supérieur, avec notamment :
  - 4,1 M€ pour des travaux complémentaires au CARDO,
  - 2,3 M€ pour les contrats de projet Etat-Région,
  - 0,6 € pour le contrat triennal,
  - 0,4 M€ pour les projets de recherche,
- **0,6 M€** pour l'aéroport, avec 0,4 M€ dans le cadre du contrat triennal, et 0,2 M€ de compensation de baisse de taxe.
- **0,3 M€** pour le Parc des expositions,
- **0,5 M€** pour l'aménagement numérique des communes,
- **0,5 M€** pour la promotion de l'artisanat,
- **0,5 M€** pour l'équipement des pôles de compétitivité.

Les mouvements financiers

Les mouvements financiers réels en dépenses s'élèvent à **89,8 M€** et concernent les dotations et fonds divers, les emprunts et dettes assimilées (chapitre 16), les participations (chapitre 26) ainsi que les immobilisations financières (chapitre 27).
Un chapitre est consacré à la dette (page 63 et suivantes).

Les mandatements les plus importants relatifs aux mouvements financiers concernent :

- le remboursement d'emprunts contractés par l'Eurométropole de Strasbourg à hauteur de **76,8 M€** dont 54,2 M€ d'amortissement de capital effectivement versés aux établissements prêteurs, 15 M€ de remboursement de tirage de trésorerie dans le cadre d'emprunt revolving équilibré par le même montant en recettes.

  Enfin, 7,6 M€ correspondent à des provisions réalisées pour emprunts obligataires remboursés *in fine*.

- le reversement de 50 % du produit de taxe d'aménagement aux communes membres concernées pour **2,6 M€.**

- les participations et autres créances à hauteur de **10,4 M€,** dont notamment 7 M€ pour la ZAC des 2 rives, 1,7 M€ pour la concession Technoparc, 1,1 M€ de participation au capital de la SPL énergies renouvelables, et 0,5 M€ de participation au fonds Mutuelles impact dans le cadre du projet « Territoires de santé de demain ».

Les opérations d'ordre

Les opérations d'ordre en dépenses retracent, pour un montant total de **66 M€,** les opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'investissement (opérations patrimoniales – chapitre globalisé 041) et les opérations de transfert entre sections (chapitre globalisé 040).

En 2025, les opérations patrimoniales (**57,4 M€**) étaient relatives à :

- un transfert de droit à déduction de TVA pour 4,1 M€,
- des régularisations d'avance sur des immobilisations pour 48,7 M€,
- des intégrations de frais d'étude à des immobilisations pour 2,4 M€,
- la constatation pour 2,2 M€ de la valeur d'immobilisations cédées à l'euro symbolique.

Les opérations de transfert **(8,6 M€)** entre sections concernent en 2025 :

- des subventions d'investissements reçues transférables au compte de résultat. Il s'agit d'un amortissement des subventions reçues finançant des équipements amortissables se traduisant par une dépense d'investissement et une recette de fonctionnement. La reprise au compte de résultat permet d'atténuer la charge de la dotation aux amortissements (dépense de fonctionnement) des biens acquis ou réalisés, en partie financés par ces subventions pour un montant total de 8,2 M€.
- des différences sur réalisations des immobilisations pour 0,4 M€.

2 Les recettes d'investissement

Les recettes réelles d'investissement

D'un montant de **308,9 M€**, les recettes réelles d'investissement sont principalement composées de l'excédent de fonctionnement capitalisé (39,2 M€), des emprunts et dettes assimilées (173,5 M€), des subventions diverses (68,9 M€), des dotations et fonds divers (19,4 M€) et d'immobilisations financières (5 M€).

Les dotations et fonds divers

D'un montant total de **19,4 M€**, les dotations perçues par l'Eurométropole de Strasbourg se décomposent comme suit :

- **le remboursement du FCTVA : 16,8 M€** de remboursement calculé sur les dépenses d'investissement réalisées par le budget principal en 2023.

- **la taxe d'aménagement : 2,6 M€** perçue sur toute opération de construction, reconstruction et d'agrandissement des bâtiments, dont 50 % du produit est reversé aux communes sur laquelle le permis de construire a été déposé, ce produit étant en baisse importante notamment suite au ralentissement du marché de l'immobilier mais aussi aux nouvelles modalités de liquidation.

L'excédent de fonctionnement capitalisé

Les réserves inscrites au compte 1068 pour un montant de **39,2 M€** représentent la part du résultat 2024 excédentaire de la section de fonctionnement, qui a été affectée par l'assemblée délibérante au financement la section d'investissement lors du vote du budget supplémentaire 2025.

Les subventions d'investissement perçues

En 2025, l'Eurométropole a perçu **68,9 M€** de subventions d'investissement, soit un taux de couverture de 23,9 % des dépenses d'investissement opérationnel.

Les subventions reçues proviennent de divers partenaires. Parmi les principaux, on retrouve :

- **l'État** qui a subventionné la collectivité à hauteur de **29,5 M€** dont principalement 9,3 M€ de l'ANAH, 7,2 M€ pour le tram Ouest, 4,6 M€ versés dans le cadre des aides à la pierre, 1,4 M€ de l'ADEME pour la collecte séparative, 1,1 M€ pour l'aménagement multimodal de la M351, 0,9 M€ de l'ANRU, 0,8 M€ pour le PEX et 0,5 M€ pour les pôles d'échanges multimodaux ;

- **la ville de Strasbourg** qui a versé **11 M€** correspondant au remboursement de dépenses informatiques, de mobilier et de travaux au centre administratif pour 7,9 M€, mais aussi à la participation aux travaux du stade de la Meinau pour 3,1 M€ ;

- **la Région** qui a versé **9,2 M€** dont 6,3 M€ pour l'extension du stade de la Meinau, 1,6 M€ de fonds FEDER, 0,7 M€ pour l'aménagement multimodal de la M351 et 0,5 M€ pour celui du secteur des Halles ;

- **la Collectivité européenne d'Alsace** qui a versé **7 M€** dont 6 M€ pour l'extension du stade de la Meinau et 1 M€ pour la médiathèque Nord ;

- le Racing club de Strasbourg, qui a versé 3,2 M€ pour l'extension du stade de la Meinau ;

- Bouygues immobilier, qui a versé 1,1 M€ dans le cadre d'une convention de projet urbain partenarial ;

- le Port autonome de Strasbourg pour 0,4 M€ ;

- l'AERM pour 0,3 M€ ;

- par ailleurs, les **fonds affectés à l'équipement** s'élèvent à **6,8 M€** dont 5,7 M€ correspondant au produit des amendes de police et 1,1 M€ de reversement des montants prélevés sur les communes membres, dans le cadre de la loi SRU.

Les emprunts

L'Eurométropole de Strasbourg a réalisé de nouveaux emprunts à hauteur de 158,4 M€ durant l'exercice 2025. Un chapitre consacré à la dette se trouve ci-après (page 63 et suivantes).

Les autres recettes réelles d'investissement

Parmi les autres recettes réelles d'investissement, on retrouve, entre autres, les immobilisations financières (chapitre 27) et les produits d'aliénation (comptes 20, 21 et 23), ainsi que les travaux pour compte de tiers (comptabilité distincte rattachée).

Les immobilisations financières s'élèvent à **5 M€**, comprenant des recettes de transfert de droit à déduction de TVA (4,1 M€) concernant l'UVE, ainsi que 0,6 M€ pour des déconsignations immobilières, et 0,3 M€ de remboursements de prêts et d'avances.

Les recettes relatives aux immobilisations incorporelles et corporelles s'élèvent à **0,5 M€**. Les recettes perçues dans le cadre des travaux pour compte de tiers représentent un montant total de **2,4 M€** ; sont notamment concernés : le réaménagement des espaces extérieurs (1,5 M€), les déviations de réseaux pour le bouclage sud du BHNS (0,4 M€) et des travaux de voirie pour tiers (0,3 M€).

Les recettes d'ordre

Les recettes d'ordre retracent, pour un montant total de **138,6 M€**, trois types d'opérations regroupées dans des chapitres globalisés particuliers :

- chapitre 040 : les opérations d'ordre de transfert entre les sections de fonctionnement et d'investissement,
- chapitre 041 : les opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'investissement (opérations patrimoniales),
- chapitre 021 : le virement de la section de fonctionnement.

Les opérations d'ordre de transfert entre les sections de fonctionnement et d'investissement

D'un montant total de 81,2 M€, les opérations de transfert entre sections regroupent les écritures relatives :
- aux cessions (13,4 M€) : ces écritures, passées sur les comptes 19, 20 et 21, enregistrent les mouvements relatifs aux écritures de cessions d'immobilisations. 3,3 M€ correspondent aux plus-values de cessions d'immeubles, 9,1 M€ représentant les valeurs nettes comptables des biens cédés.
- aux amortissements (72,1 M€), dont 23,1 M€ relatifs aux subventions.

Les opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'investissement (opérations patrimoniales)

D'un montant total de **57,4 M€**, ces opérations ont notamment concerné en 2025 les régularisations d'avances sur immobilisations (48,7 M€), la comptabilisation de transfert de droit à déduction de TVA (4,1 M€), la constatation de la valeur d'immobilisations cédées à l'euro symbolique (2,2 M€), et l'intégration des frais d'études sur des immobilisations en cours (2,4 M€).

III LE CFU ET L'ANALYSE DE L'INDICE DE PERFORMANCE COMPTABLE 2025

Le compte financier unique (CFU) est un document partagé qui constitue également un levier de travail collaboratif simplifié entre les services de la collectivité et le comptable public.

Il se substitue à la fois au compte administratif, produit par l'ordonnateur (la collectivité), et au compte de gestion, produit par le comptable public. **Le CFU fusionne en un document co-produit de manière dématérialisée toutes les informations auparavant contenues dans deux documents.**

Une expérimentation s'était déroulée de 2021 à 2023 avec des collectivités volontaires. Compte tenu du succès de l'expérimentation et sur la base des propositions du bilan final du Gouvernement remis au Parlement, sa généralisation a été prévue par le législateur au plus tard au titre de l'exercice 2026 pour toutes les entités publiques locales.

La mise en place du CFU vise plusieurs objectifs :

- **favoriser la transparence et la lisibilité de l'information financière** ; les données d'exécution budgétaire et les informations patrimoniales sont présentes au sein d'un même document;
- **simplifier les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable** ; le contenu du compte a été revu afin de disposer de données clés et d'informations pertinentes (nouveaux ratios, rappel des taux d'impositions, bilan et compte de résultat synthétiques déjà présents au compte de gestion) ;
- **aboutir à une confection 100 % dématérialisée sur l'ensemble de la chaîne** ; des contrôles automatisés de cohérence sont réalisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable de la DGFiP, ce qui simplifie les travaux d'ajustement en fin de gestion et améliore la qualité des comptes.

Au-delà de la vision purement ordonnateur des mouvements 2025 apportée auparavant par le compte administratif, le CFU vient apporter les informations auparavant contenues dans le compte de gestion, c'est-à-dire ;

- **une vision de stock sur tous les comptes de bilan,** ceux de capitaux reflétant l'actif (comptes de classe 2) et le passif de la collectivité (comptes 16), ceux de la trésorerie ou encore ceux pour compte de tiers retraçant les mouvements réalisés chez l'ordonnateur mais non pris encore en compte sur le comptable public ou les mouvements décaissés ou encaissés et non comptabilisés chez l'ordonnateur ;

- **une vision en comptabilité double** débit / crédit, des comptes M57 et M4 mouvementés.

La comptabilité est **un système d'information** avant tout et, s'agissant de l'utilisation des derniers publics, il s'agit de garantir la transparence et l'information de leur utilisation pour un exercice donné.

Ainsi, ce nouveau document contribue à la fiabilité et à la qualité des comptes. Lors de son édition, à la clôture de l'exercice, un **état des anomalies des contrôles comptables** est dressé. Il convient de souligner que la collectivité et le comptable public travaillent de concert afin de corriger les anomalies et d'en prévenir l'apparition.

Au-delà du compte financier unique, l'ordonnateur et le comptable disposent d'un **indicateur de suivi partagé**, l'indicateur de **pilotage des comptes (IPC)**. Cet indicateur repose sur des contrôles comptables automatisés (CCA) et fait l'objet de nombreux échanges entre les services de l'ordonnateur et du comptable tout au long de l'année.

A l'occasion de la mise en place de la maquette budgétaire et comptable conjointement élaborée

du CFU, il est proposé de **mettre en lumière cet indicateur, également fruit d'un travail conjoint, et plus appréhendable que la somme de chiffres contenue dans le CFU**, reflétant l'esprit de cette notice explicative facultative, ayant vocation à éclairer la maquette du CFU.

I/ Qu'est-ce que l'IPC ?

C'est l'indicateur de la qualité comptable du secteur public local. Il est également un indicateur de performance de la direction générale des finances publiques.
L'IPC repose sur les contrôles comptables automatisés issus de l'application comptable Hélios du comptable public qui signalent les anomalies contrevenant à la réglementation. La réglementation ressort des différentes instructions budgétaires et comptables dont la M57.
L'IPC vérifie la conformité des mouvements comptables avec la réglementation : contrôle de la régularité des schémas comptables pratiqués, délais d'apurement de certains comptes transitoires, cohérence des soldes comptables, des résultats budgétaires…
Sa finalité est de délivrer une information fiable et comparative aux décideurs locaux.

L'IPC permet un pilotage contemporain de la qualité comptable lissé sur l'année en travaillant régulièrement à la correction des anomalies détectées.
C'est un outil qui a vocation à être partagé entre le comptable et l'ordonnateur afin de cibler les actions en vue d'améliorer la qualité comptable.

Il donne un éclairage sur la comptabilité de chaque budget en mettant en évidence un certain nombre de points forts et faibles pour voir les marges de progression et suivre les améliorations apportées sur des opérations comptables de base (provisions, amortissements, intégrations d'immobilisation, apurement des comptes d'imputation provisoire…) C'est un indice tangible sur la bonne tenue de la comptabilité locale.

Ses résultats doivent être appréciés au regard des éléments de contexte locaux dans le cadre du dialogue de performance du comptable et de leur présentation à l'ordonnateur.

II/ Les limites de l'IPC

L'IPC ne se prononce pas sur la qualité de la gestion d'une collectivité. Il ne se prononce pas sur la qualité de son financement ou sa solidité financière. Il n'est pas à lui seul une évaluation de la qualité des comptes. Il n'est qu'un levier en matière de qualité comptable, un outil intermédiaire dans la conduite des actions de fiabilisation des comptes

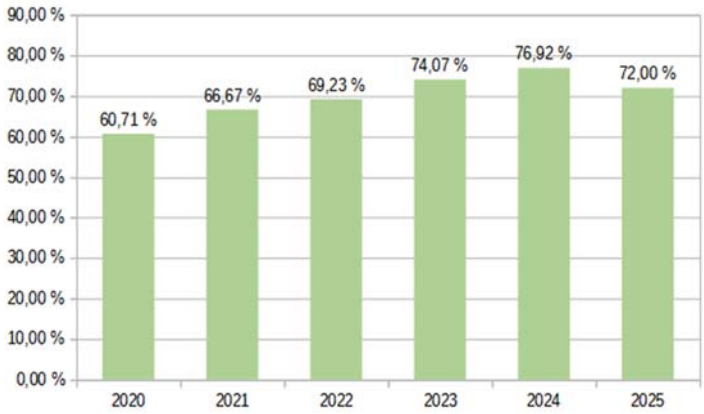
III/ Son mode de calcul

Les 33 CCA sont répartis en 7 thématiques : immobilisations (9), provisions et dépréciations (4), fonds propres et subventions reçues (5), stocks (5), trésorerie (1), comptes de tiers (5), produits et charges (4).

Il prend la forme d'une note sur 100 correspondant au rapport entre le nombre d'items validés (sans anomalie) et le nombre d'item présent. Les items ont tous la même pondération.
Il est calculé au visa du compte de financier unique accepté par la Direction régionale des finances publiques ou si le compte n'est pas visé au 30/06/N+1 sur la base des derniers CCA demandés.
Il est connu la semaine suivant l'acceptation du visa du compte financier unique dans Hélios. En l'absence de visa au 30/06, l'IPC est connu au mois de juillet N+1 pour l'exercice N.
Depuis 2023, l'IPC est disponible pour l'ordonnateur dans le « tableau de bord financier ».

IV/ L'évolution de l'IPC entre 2020 et 2025 et situation comparative

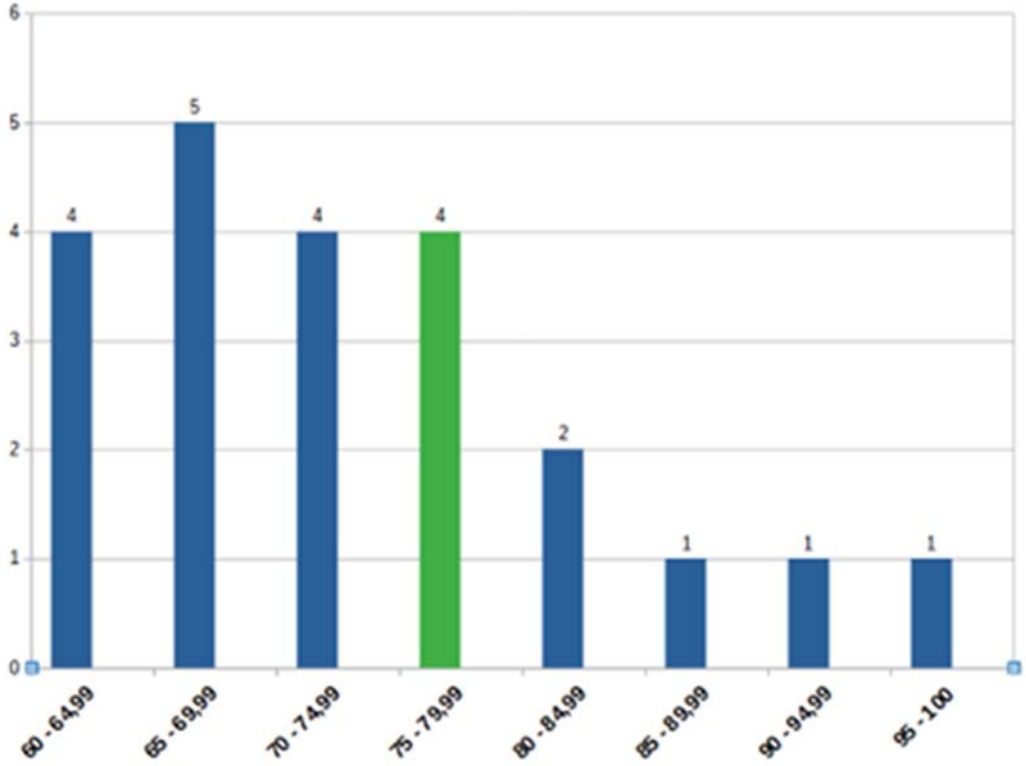
Pour l'Eurométropole, une progression importante est à noter jusqu'en 2024, la non obtention de certains items a freiné la progression en 2025.



Thème	2025	2024	2020
Immobilisations	5/8	5/8	5/9
Provisions et dépréciations	3/3	4/4	3/4
Fond propres et subventions reçues	4/5	5/5	4/5
Trésorerie	1/1	1/1	1/1
Comptes de tiers	2/5	2/5	1/5
Produits et charges	3/3	3/3	3/4

À fin avril, les comptes de la collectivité n'ayant pas encore été arrêtés, l'IPC de l'Eurométropole de Strasbourg est dit « provisoire ». Par ailleurs, avant juillet, les données des autres collectivités territoriales de 2025 ne sont pas mises à disposition pour effectuer des comparaisons.

Les dernières données définitives sont celles de 2024 :
Sur les 42 collectivités de la taille de l'Eurométropole de Strasbourg, le score de la collectivité est dans les 12 premiers.



Sur les 22 métropoles, l'EMS est dans les 9 premiers.

V/ Les items non validés : les chantiers à mener pour l'exercice 2026

Pour l'Eurométropole, 7 items ne sont pas validés (à date) :

- contrôle de l'existence d'amortissement obligatoire
Les anomalies concernent des biens imputés sur des comptes devenus amortissables suite à un changement de nomenclature. Les biens acquis antérieurement sont restés non-amortissables, mais l'anomalie n'est pas en mesure de le détecter.

- contrôle de l'apurement des immobilisations en cours
Le compte d'immobilisation en cours présente des fiches de travaux en cours (comptes 23x) non mouvementés depuis plus de 3 ans. L'objectif est de s'assurer de l'apurement régulier des comptes d'immobilisations en cours qui doit intervenir au fur et à mesure de l'achèvement des travaux (cela coïncide généralement avec la mise en service du bien). Le stock à régulariser est conséquent et trouve son origine dans des certificats administratifs de bascule non produits par l'ordonnateur ou non comptabilisés par le SGC par le passé. Les travaux de régularisation se poursuivent grâce à une collaboration quotidienne entre l'ordonnateur et le comptable.

- contrôle de l'apurement de certaines immobilisations incorporelles
Le compte d'immobilisation incorporelle en cours (ici le 2031 frais d'études) présente des fiches de travaux en cours (comptes 23x) non mouvementés depuis plus de 3 ans. L'objectif est de s'assurer de l'apurement régulier des comptes d'immobilisations en cours qui doit intervenir au fur et à mesure de l'achèvement des travaux (cela coïncide généralement avec la mise en service du bien).

- contrôle de l'existence de reprise des subventions et fonds affectés transférables
Il s'agit du contrôle des opérations pour le compte de tiers n'ayant fait l'objet d'aucun mouvement depuis au moins deux exercices comptables. L'item vise à s'assurer que le compte est subdivisé conformément à la réglementation et que les opérations pour le compte de tiers qui apparaissent comme « en cours » dans les comptes ne sont pas achevées. 19 opérations ont pu être régularisées depuis 2023, les 7 qui demeurent en anomalie alors que les travaux sont terminés et nécessitent des recherches approfondies.

- vérification des sens des soldes des comptes de classe 4
Il s'agit de la vérification des sens des soldes des comptes de classe 4 et des comptes dont le solde doit être à zéro en fin d'exercice. Certains comptes dont l'état n'est pas conforme à la réglementation en fin d'exercice 2025 sont régularisés sur l'exercice 2026.

- opérations pour le compte de tiers sans mouvement depuis au moins deux exercices complets :
Il s'agit du contrôle des opérations pour le compte de tiers n'ayant fait l'objet d'aucun mouvement depuis au moins deux exercices comptables. L'item vise à s'assurer que le compte est subdivisé conformément à la réglementation et que les opérations pour le compte de tiers qui apparaissent comme « en cours » dans les comptes ne sont pas achevées. 19 opérations ont pu être régularisées depuis 2023, les 7 qui demeurent en anomalie alors que les travaux sont terminés et nécessitent des recherches approfondies.

- contrôle de l'apurement des comptes d'imputation provisoire de recettes :
Il vise à s'assurer que les pièces présentes en balance de sortie des comptes d'imputation provisoire de recette ont une ancienneté inférieure à 6 mois. Plusieurs comptes sont concernés, dont les encaissements ont fait l'objet d'une absence de titrage, dont les recettes perçues avant émission de titres.

IV LES COMPTES LUS AUTREMENT

L'objectif de cette lecture différente du compte financier unique est de permettre d'appréhender les dépenses de fonctionnement et d'investissement opérationnel à travers plusieurs prismes :

- **l'annexe verte** apporte un éclairage sur le CFU d'un point de vue de l'atténuation au changement climatique et de la biodiversité. Elle reprend l'analyse menée dans le cadre du budget vert avec la méthode I4CE et la complète avec l'ajout d'une analyse concernant la biodiversité.
- **les objectifs de développement durables** permettent de classer les différentes dépenses en fonction des 18 objectifs définis par l'ONU.

L'ANALYSE DES DÉPENSES SELON LA METHODE I4CE

L'évaluation climat du budget : une méthode innovante

I4CE (*Institute for Climate Economics*) est un *think tank* français spécialisé dans la finance verte. Elle a lancé en septembre 2019 un projet sur l'évaluation climat du budget des collectivités, en partenariat avec cinq collectivités (Eurométropole de Strasbourg, Ville et métropole européenne de Lille, Ville de Paris, Grand Lyon), l'Ademe, EIT Climate-KIC, France Urbaine et l'Association des Maires de France.
Cette méthode est désormais publique et accessible sur un site dédié : https://www.i4ce.org/publication/evaluation-climat-des-budgets-des-collectivites-territoriales-guide-methodologique/

À quoi sert la méthode de l'évaluation climat du budget ?

Une évaluation climat du budget vise à qualifier les impacts sur le climat de chacune des dépenses inclues dans le budget d'une collectivité. Il s'agit d'une analyse ligne à ligne du budget, se basant sur une liste – ou taxonomie – d'actions considérées comme favorables, neutres ou défavorables pour le climat. Ses résultats permettent de mieux comprendre la cohérence des dépenses avec l'atteinte des objectifs climatiques afin d'éclairer les arbitrages budgétaires.

La méthode appliquée à l'Eurométropole de Strasbourg s'appuie essentiellement sur le volet « **Atténuation du changement climatique** » et vise à répondre à une seule question : est-ce que la dépense inscrite sur cette ligne va permettre de faire baisser les émissions de gaz à effet de serre ? Et si oui, de façon significative, c'est-à-dire conforme à la Stratégie Nationale Bas Carbone.

Cette méthode a été testée sur les comptes administratifs 2019 de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg (investissement et fonctionnement) lors du travail exploratoire en 2020 puis lors de la présentation de la section investissement des BP 2022 de la Ville et de l'Eurométropole. Ici, la méthode a été appliquée aux comptes 2025 des deux collectivités, pour la section d'investissement et pour la section de fonctionnement.

Section de fonctionnement

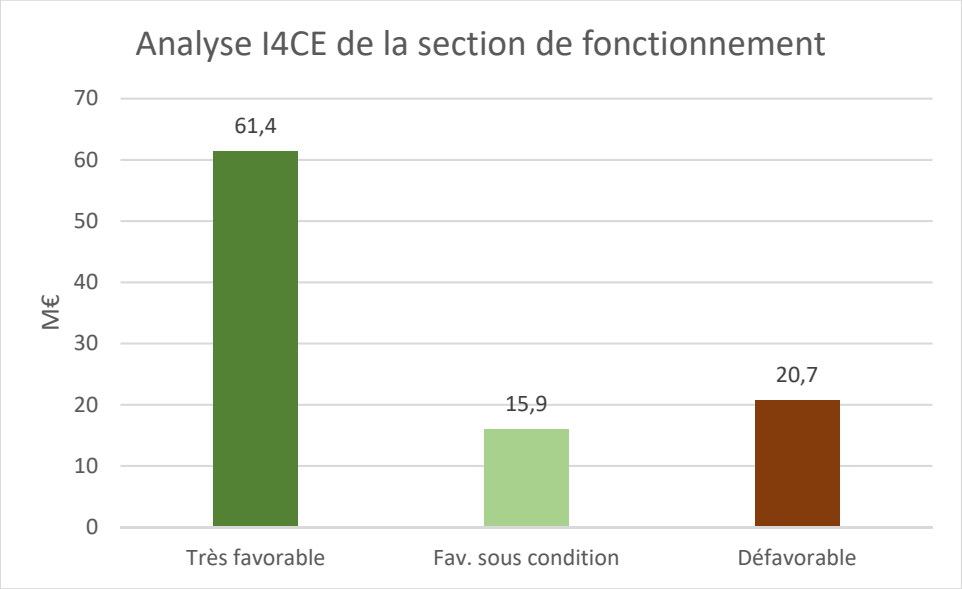
En appliquant la méthode I4CE, il convient de sortir de l'analyse les dépenses correspondant soit à des dépenses de ressources humaines (y compris indemnités, cotisations, retraites, frais de déplacements, etc.), soit à diverses écritures comptables.
Le total des dépenses prises en compte est ainsi de **250,6 M€**.

- L'analyse fait ressortir un montant de dépenses considérées **neutres de 152,5 M€, soit 60,9 % du total**. Il s'agit des dépenses correspondant aux grandes politiques publiques de compétence métropolitaine (propreté urbaine, patrimoine public, prévention, urbanisme, économie sociale et solidaire, sport, etc.).
  S'il est légitime d'estimer que la neutralité en matière de climat n'existe jamais tout à fait, ces dépenses sont considérées comme « neutres » dans la mesure où elles n'ont pas un impact sur le climat suffisamment significatif pour pouvoir être classées en défavorables ou en favorables.

- Les dépenses considérées comme **très favorables s'élèvent à 61,4 M€, soit 24,5 % du total**. Il s'agit principalement du financement du budget annexe des mobilités actives sur les politiques de transport en commun et de vélo. Cela intègre également les dépenses d'électricité qui sont certifiées 100 % d'origine renouvelable et la part électrique du chauffage urbain. Ces dépenses sont compatibles avec la neutralité carbone.

- Les dépenses considérées comme **favorables sous conditions s'élèvent à 15,9 M€, soit 6,4 % du total**. Elles concernent la collecte, le tri et la réduction des déchets, les arbres d'alignement ainsi que le soutien aux filières de recyclage-réemploi, le changement des pratiques agricoles et alimentaires et l'écologie du territoire.
  Bien que favorables au climat en ce qu'elles permettent de réduire les émissions à court terme, ces dépenses demeurent insuffisantes pour mettre le territoire sur une trajectoire de neutralité carbone.

- Les dépenses considérées comme **défavorables s'élèvent à 20,7 M€, soit 8,3 % du total**. Elles concernent majoritairement les achats d'énergie fossile, les poubelles bleues pour la part non valorisable des ordures ménagères, la gestion des routes, autoroutes (transfert État), parkings, la subvention à l'office de tourisme et à l'aéroport, ainsi que diverses dépenses comme la communication (imprimerie, journaux, serveurs…) et la logistique.
  Ces dépenses favorisent l'émission de gaz à effet de serre et vont à l'encontre de la stratégie nationale bas carbone (SNBC).



**hors dépenses neutres*

Section d'investissement

L'investissement opérationnel réalisé au CFU 2025 représente **287,9 M€**. La ventilation au prisme de la méthode I4CE donne les résultats suivants :

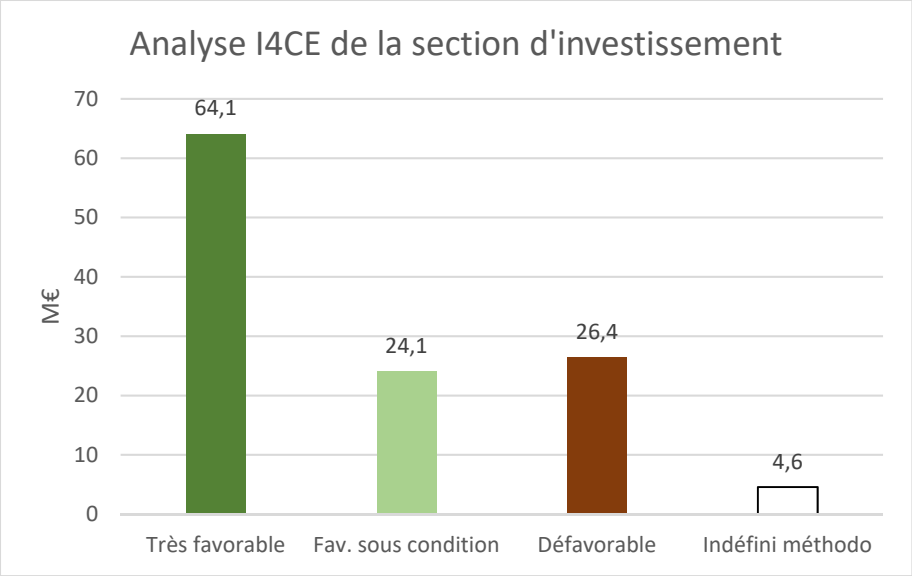
- Les dépenses considérées comme **neutres s'élèvent à 168,7 M€, soit 58,6 % du total** des investissements. Il s'agit de la majorité des dépenses d'investissements de l'Eurométropole. Elles concernent par exemple les projets de construction ou d'amélioration fonctionnelle des bâtiments (stade de la Meinau, mise aux normes de l'UVE), les réserves foncières et l'entretien et la maintenance des bâtiments.
  De manière similaire à la section de fonctionnement, ces investissements n'ont pas un impact parfaitement nul sur le climat mais celui-ci n'est pas suffisamment significatif. Il s'agit d'opérations qui ne contribuent ni activement au dérèglement climatique ni à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

- Les dépenses considérées comme **très favorables s'élèvent à 64,1 M€, soit 22,3 % du total** des investissements. Elles concernent en premier lieu les mobilités avec les travaux du tram Ouest, de la gare routière des Halles, les études du tram nord et le schéma directeur vélo. Vient ensuite la rénovation énergétique du patrimoine métropolitain. Ces dépenses permettent de réduire significativement les émissions de gaz à effet de serre.

- Les dépenses considérées comme **favorables sous conditions s'élèvent à 24,1 M€, soit 8,4 % du total** des investissements. Elles correspondent notamment au projet de transport en site propre de l'ouest strasbourgeois (TSPO), à la mise en place de points de collecte des bio-déchets, au réaménagement et à la végétalisation des espaces extérieurs des logements sociaux (projet Espex) ou encore aux aides aux particuliers dans le cadre de la ZFE.

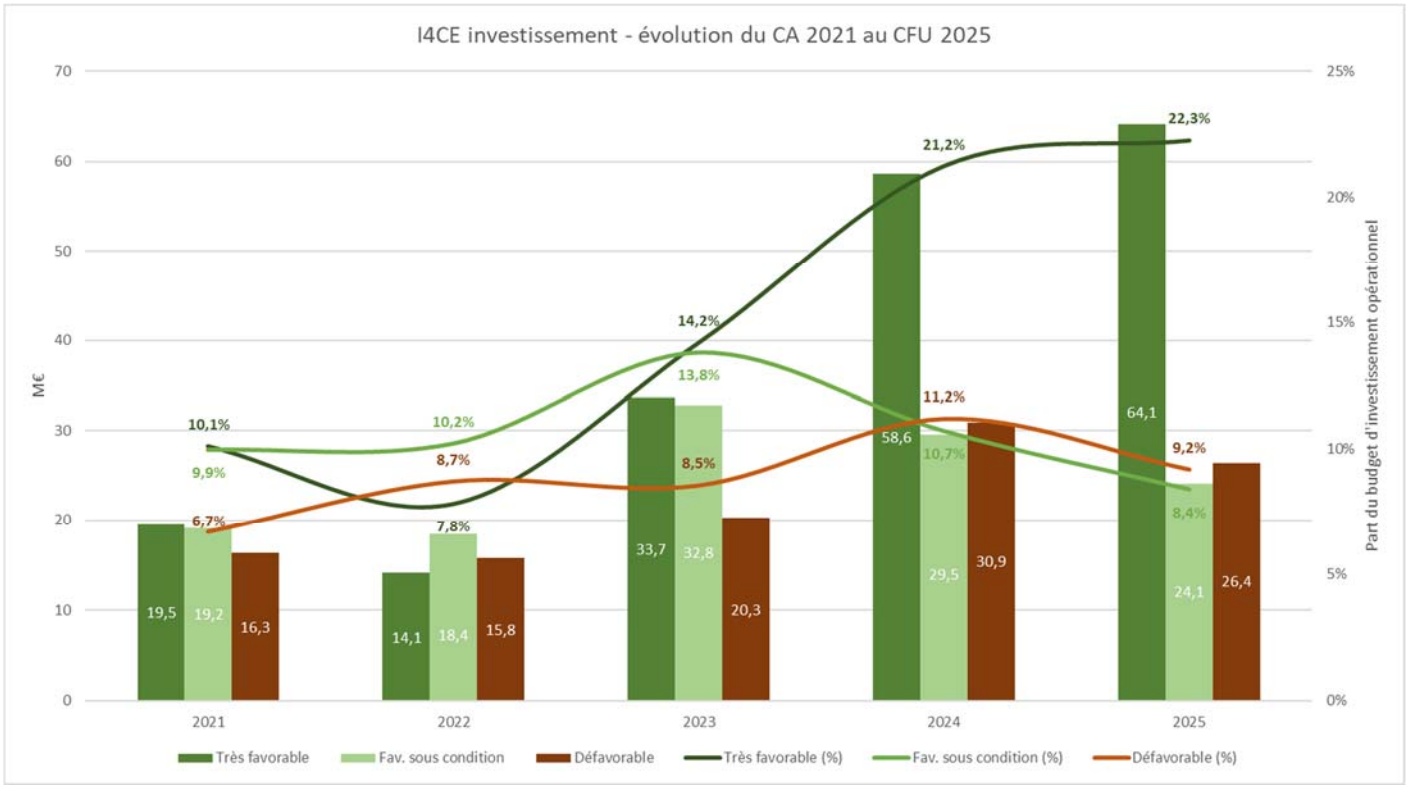
- Les dépenses considérées comme **défavorables s'élèvent à 26,4 M€, soit 9,2 % du total** des investissements. Elles concernent majoritairement les projets de voirie et l'acquisition de véhicules thermiques. Les projets numériques et les poubelles bleues (pour la partie non valorisable des ordures ménagères) complètent cette section. Ces dépenses sont incompatibles avec l'objectif de neutralité carbone car elles contribuent à émettre des gaz à effet de serre de manière significative.

- Les dépenses considérées comme **indéfinies s'élèvent à 4,6 M€, soit 1,6 % du total** des investissements. Ces dépenses ont *a priori* un impact sur le climat mais qui n'est pas évaluable en l'état des connaissances du fait de la persistance de controverses scientifiques. Il s'agit par exemple des dépenses d'infrastructures informatiques et des opérations globales de renouvellement urbain.



**hors dépenses neutres*

En 2025, les dépenses favorables sous conditions baissent du fait du projet de TSPO qui arrive à son terme ainsi qu'un moindre niveau d'aides versées dans le cadre de la ZFE. Les dépenses défavorables baissent également, notamment en raison d'une baisse des projets liés à la voirie.


I4CE investissement - évolution du CA 2021 au CFU 2025
M€
Part du budget d'investissement opérationnel
2021
2022
2023
2024
2025
19,5
19,2
16,3
14,1
18,4
15,8
33,7
32,8
20,3
58,6
29,5
30,9
64,1
24,1
26,4
10,1%
9,9%
6,7%
10,2%
7,8%
8,7%
14,2%
13,8%
8,5%
21,2%
10,7%
11,2%
22,3%
8,4%
9,2%
Très favorable
Fav. sous condition
Défavorable
Très favorable (%)
Fav. sous condition (%)
Défavorable (%)

Focus sur l'analyse des dépenses de travaux bâtimentaires

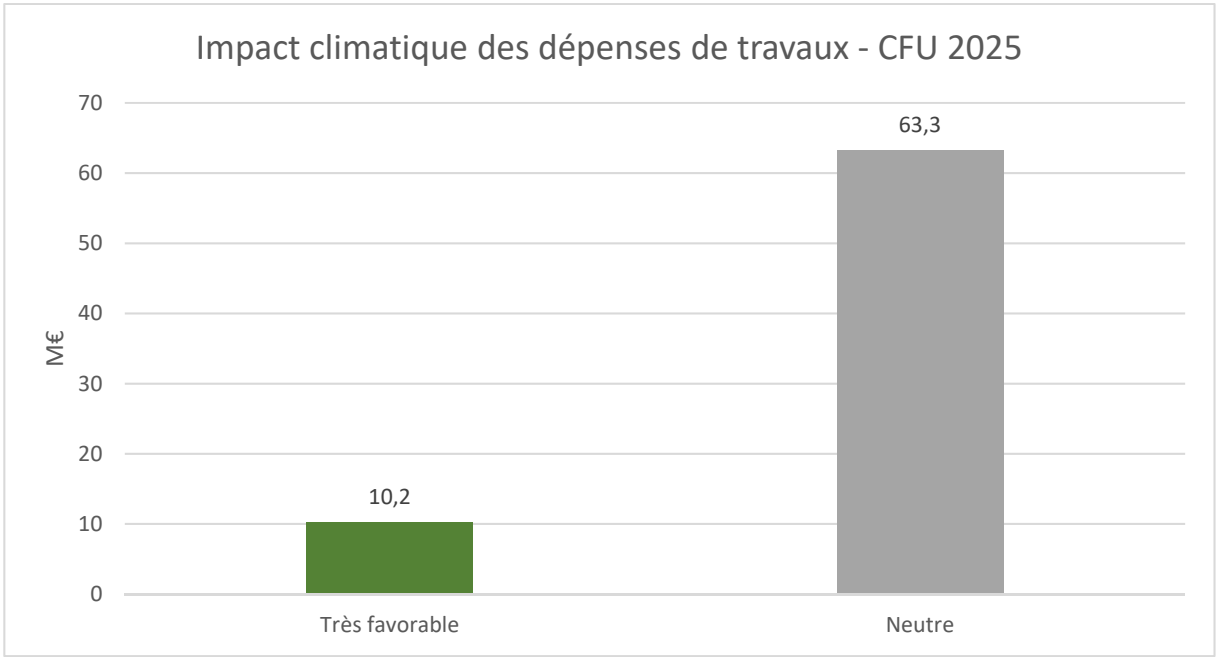
Les différents types de travaux sont répartis selon les catégories suivantes :
- Neuf
- RG : restructuration globale (énergie, accessibilité, sécurité)
- RGX : rénovation globale avec extension
- RE : rénovation énergétique
- RP : rénovation patrimoniale
- DR : démolition reconstruction
- RH : rénovation dans les bâtiments historiques
- Autres : rénovation multiples, mises aux normes

En lien avec la direction de l'architecture et du patrimoine, une évaluation I4CE de chaque type de travaux a pu être réalisée. Il a été décidé d'attribuer à chacun un pourcentage de dépenses considérées comme « neutres » et « très favorables » :

Type de travaux	**Très favorable**	**Neutre**
Neuf	10 - 20%	80 - 90%
RG	30 - 50%	50 - 70%
RGX	30%	70%
RE	90%	10%
RP	30 - 50%	50 - 70%
DR	30%	70%
RH	30%	70%

Cette cotation comporte des plages car indépendamment du type de travaux, une analyse au cas par cas vient préciser l'impact climatique de la dépense considérée.

Au global, les dépenses de travaux représentent **63,3 M€ de dépenses considérées comme neutres** et **10,2 M€ de dépenses très favorables**.

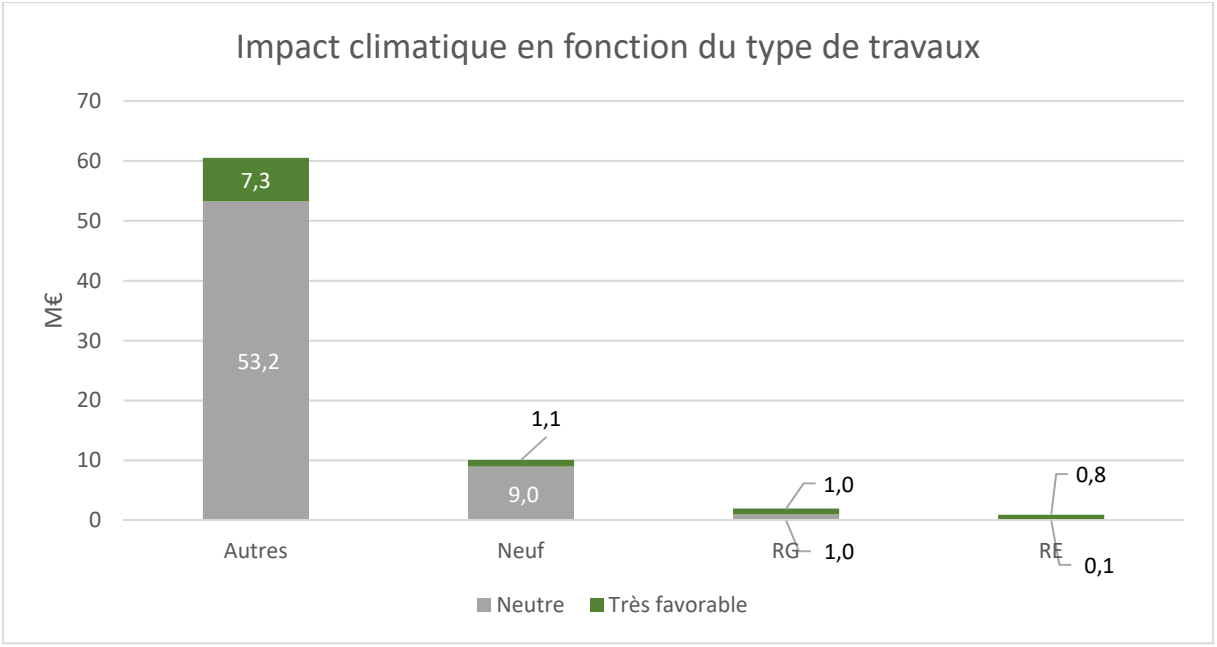


Les travaux considérés comme « autres » représentent la majorité des crédits avec **60,5 M€** (82,3 %) dont une **faible part -en proportion- de dépenses très favorables** (7,3 M€). Cette prépondérance s'explique par les travaux d'agrandissement du stade de la Meinau (52,1 M€) qui est une opération de vaste ampleur difficile à entrer dans une seule catégorie : il ne s'agit pas d'une construction neuve ni d'une restructuration classique. On retrouve également les travaux de mise aux normes de l'unité de valorisation énergétique dans cette catégorie. Ces travaux ont un impact globalement neutre avec une part très favorable liée à l'isolation des constructions nouvelles et aux déchets dans le cas de l'UVE.

La construction de bâtiments neufs représente **10,1 M€** (13,7 %) avec une **faible part de dépenses très favorables** (1,1 M€). Celle-ci correspond aux standards élevés d'isolation des nouveaux bâtiments qui permettent des économies d'énergie. C'est le cas par exemple du Cardo, de l'aménagement de l'accueil du centre administratif ou encore de la restructuration du site de la Fédération.

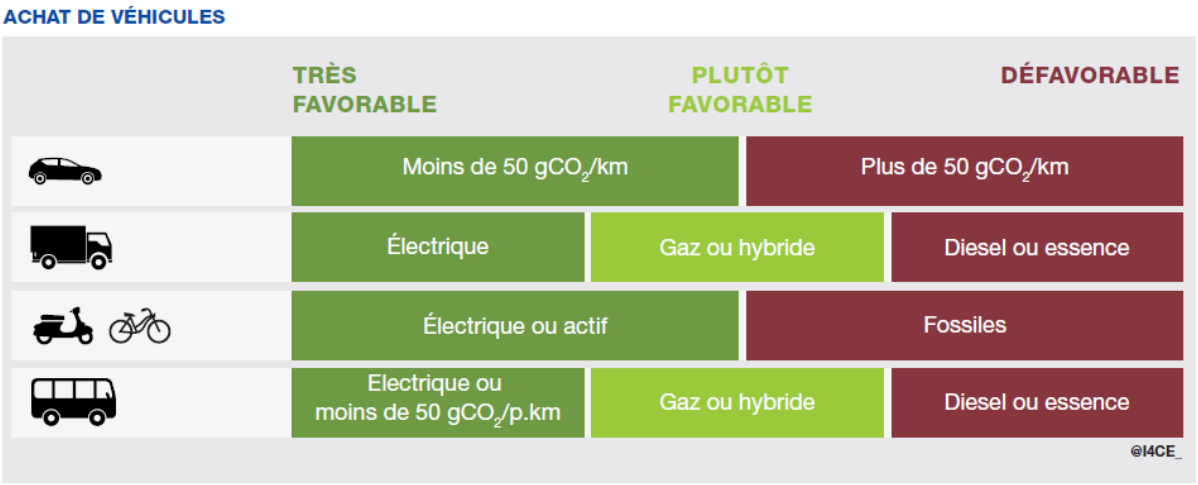
Des restructurations globales sont prévues à hauteur de **2,0 M€** (2,7 %) dont **la moitié (1,0 M€) de dépenses très favorables**. Cela concerne les travaux mixtes combinant restructuration fonctionnelle, réfection et rénovation thermique comme par exemple ceux réalisés au centre administratif.

Les travaux de rénovation énergétique du patrimoine métropolitain s'élèvent à **0,9 M€** (1,3 %) avec une **part importante de dépenses très favorables** (0,8 M€). Par nature, ce type de travaux vise à améliorer la performance énergétique des bâtiments même s'il nécessite des ressources, ce qui explique qu'une petite partie soit classée en neutre.



Focus sur les programmes d'acquisition de véhicules

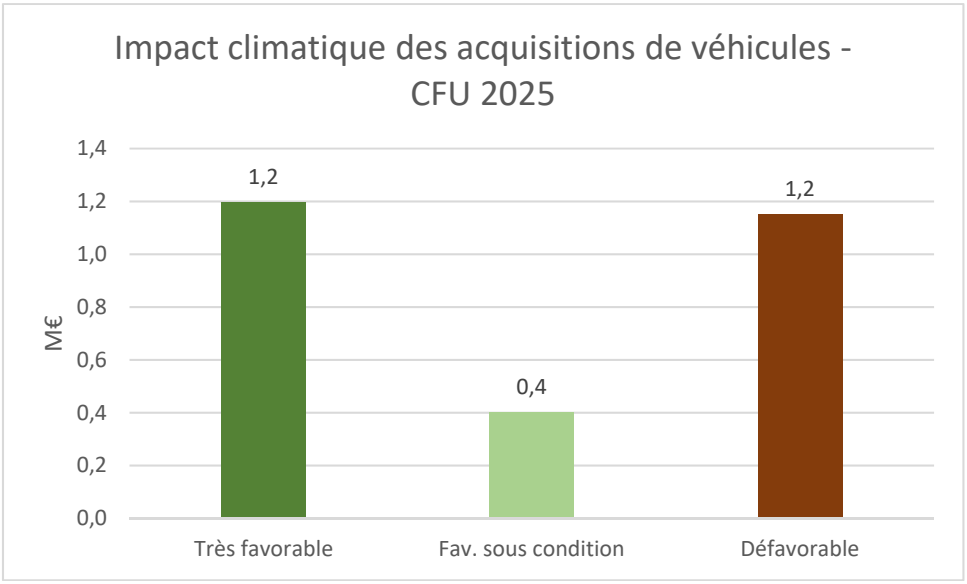
La catégorisation I4CE des dépenses liées à l'acquisition de véhicules est synthétisée dans l'infographie suivante :



Source : infographie I4CE

Les acquisitions de véhicules se sont élevées à **2,8 M€** en 2025 et se répartissent ainsi :

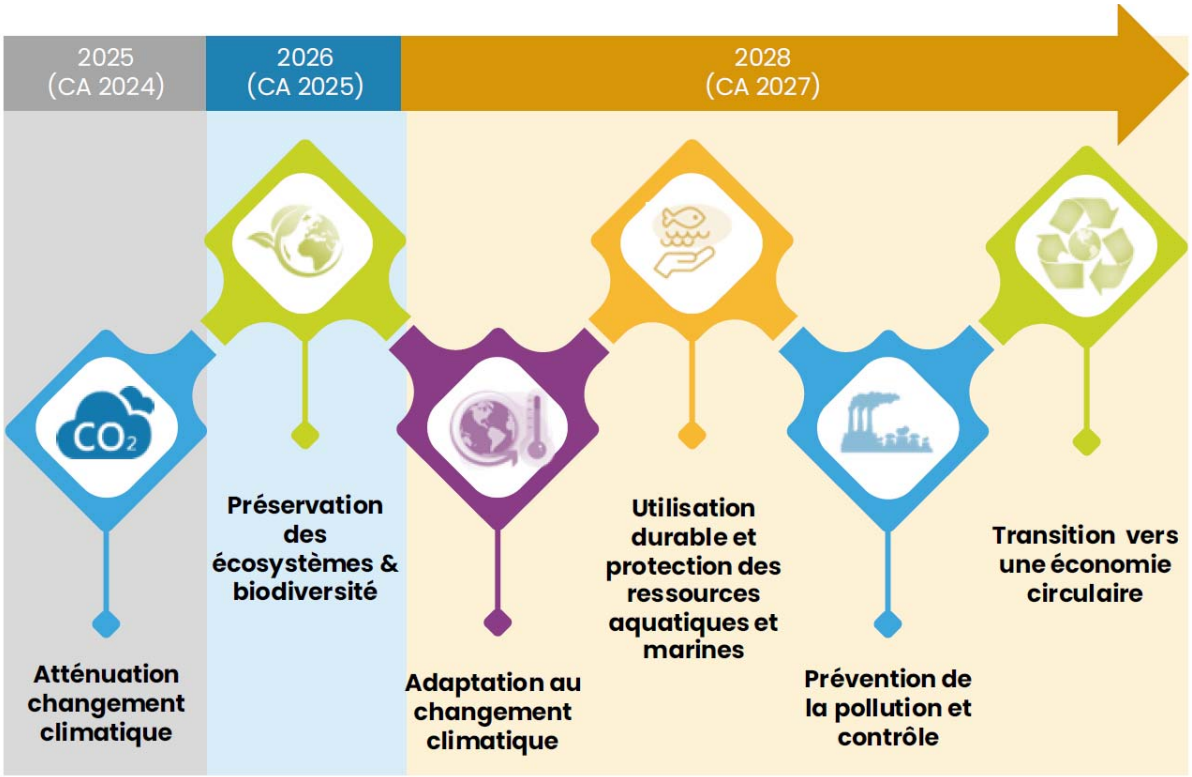
- Les dépenses considérées comme **très favorables s'élèvent à 1,2 M€ (44%)** et concernent l'achat de véhicules électriques (voitures, camions, vélos).
- Les dépenses considérées comme **favorables sous conditions s'élèvent à 0,4 M€ (15%)** et concernent l'acquisition de poids lourds roulant au gaz.
- Les dépenses considérées comme **défavorables s'élèvent à 1,2 M€ (42%)** et concernent l'achat de véhicules thermiques.



L'ANNEXE VERTE - IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

L'article 191 de la loi de finances pour 2024 introduit un nouvel état annexé au compte financier unique afin de favoriser l'impact des budgets locaux sur la transition écologique. Cette annexe, dénommée **« Impact du budget pour la transition écologique »** ou plus couramment « annexe verte », permet de valoriser les choix d'investissement réalisés par les collectivités qui ont un impact positif sur l'environnement et ainsi, de faciliter la planification écologique à l'échelle du territoire national.

Le décret du 16 juillet 2024 vient préciser les modalités d'application de cette nouvelle obligation. Il est notamment prévu une mise en œuvre progressive basée sur les six axes de la **taxonomie européenne**. L'axe atténuation est obligatoire depuis le CA 2024 et pour le CFU 2025, l'axe biodiversité vient s'ajouter. D'ici le CFU 2027, quatre autres axes d'analyse devront être mise en œuvre : l'adaptation au changement climatique, l'utilisation durable et la protection des ressources aquatiques et marines, la prévention et le contrôle de la pollution et la transition vers l'économie circulaire.



Source : infographie France urbaine

L'axe atténuation

La méthodologie retenue pour l'évaluation de l'axe atténuation est celle déjà utilisée dans le cadre du budget vert, à savoir la méthodologie d'I4CE. Le périmètre est différent puisque seule est concernée la section d'investissement. Toutefois, l'ensemble des dépenses réelles d'investissement hors emprunts sont concernées là où dans le budget vert, l'analyse se limitait aux dépenses opérationnelles.

Les dépenses concernées par le périmètre de l'annexe verte s'élèvent ainsi à **300,9 M€**.

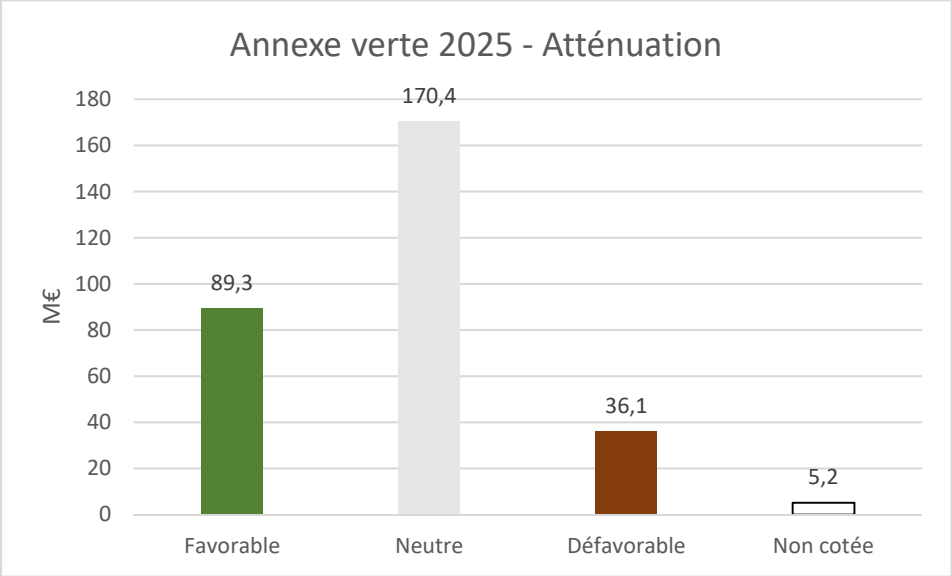
Par ailleurs, l'annexe verte ne distingue pas les dépenses « Très favorables » et « Favorables sous conditions » qui sont regroupées dans une unique catégorie « Favorable ». Dans la même logique, les dépenses « indéfinies » entre dans la catégorie « non cotée ».

Par construction, le résultat de l'axe atténuation est très proche -*modulo* les évolutions de périmètre- de l'analyse proposée plus haut.

Les dépenses favorables représentent environ 30% de l'investissement de l'Eurométropole en 2025 tandis que la part des dépenses défavorables s'établit à 12%.

La majorité (57%) des investissements est considérée comme neutre.

L'ensemble de l'analyse détaillée plus haut concernant le budget vert et la méthode I4CE demeure valable pour l'axe atténuation.



L'axe biodiversité

Mis en œuvre pour la première fois, l'axe biodiversité vient compléter l'analyse en prenant en compte la préservation de la biodiversité et la protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

La méthodologie a fait l'objet d'une élaboration conjointe entre services de l'État, collectivités volontaires et associations d'élus et s'appuie notamment sur l'expertise de CDC Biodiversité et les recommandations de la Stratégie nationale biodiversité (SNB). Elle est disponible sur la page du gouvernement dédiée à l'annexe verte : https://www.collectivites-locales.gouv.fr/gerer-les-finances-publiques-locales/budget/budget-vert-des-collectivites

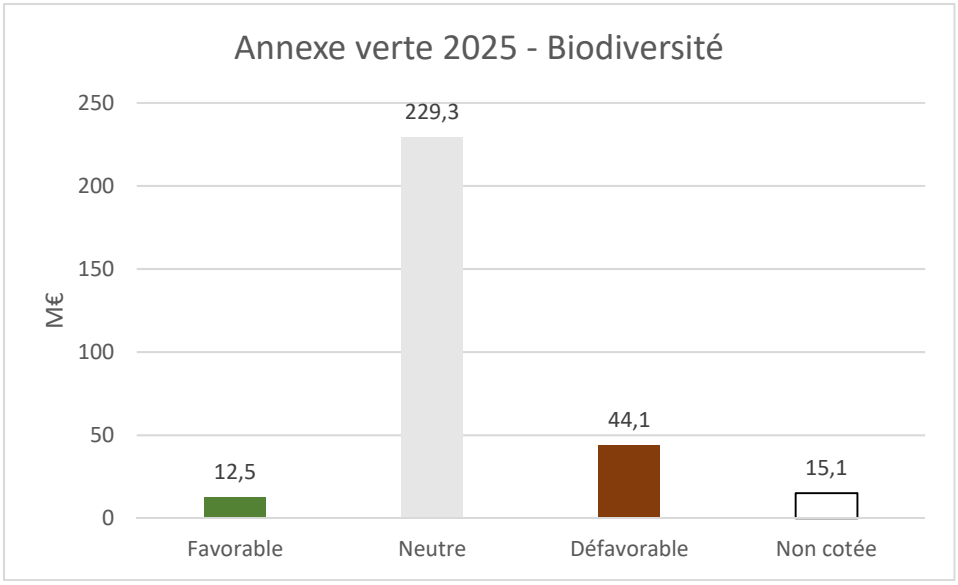
Une action est considérée comme ayant un préjudice important sur cet axe lorsqu'elle impacte significativement le bon état et la résilience d'écosystèmes ou l'état de conservation des habitats et des espèces. À l'inverse, une action est considérée comme positive quand elle contribue de manière substantielle à la protection et à la restauration de la biodiversité.

- Les investissements favorables à la biodiversité représentent **12,5 M€** (4%). Cela concerne l'extension et le renouvellement du patrimoine arboré, la déminéralisation de la voirie et les travaux de restauration des cours d'eau. Est ensuite valorisée une petite partie (entre 5 et 10%) des grandes opérations de travaux qui s'accompagnent d'actions de végétalisation ou de mesures de protection des espèces. C'est le cas pour le stade de la Meinau, les travaux du tram Ouest ou encore l'aménagement de la gare routière des Halles. Ces dépenses sont compatibles avec la Stratégie nationale biodiversité et visent à réduire les pressions exercées sur la biodiversité.

- Les investissements défavorables à la biodiversité s'élèvent à **44,1 M€** (15%). Il y a tout d'abord les opérations qui ont pour conséquence l'artificialisation des sols. C'est le cas des opérations de voirie et d'aménagement des zones commerciales, de la zone d'aménagement concertée des Deux Rives et également d'une partie (environ la moitié) des travaux liés au tram et aux pistes cyclables. Cela concerne également des projets pour lesquels une dérogation a dû être accordée du fait de la présence d'au moins une espèce protégée. C'est par exemple le cas de l'extension du stade de la Meinau.

- Les dépenses neutres vis-à-vis de la biodiversité représentent **229,3 M€**, soit 76% des investissements. Il s'agit des opérations en zones déjà construites qui ne portent pas de mesures volontaristes en faveur de la biodiversité. Cela concerne la plupart des travaux patrimoniaux, l'autre moitié des dépenses liées au tram et aux pistes cyclables, les dépenses informatiques, les acquisitions de véhicules, *etc*.

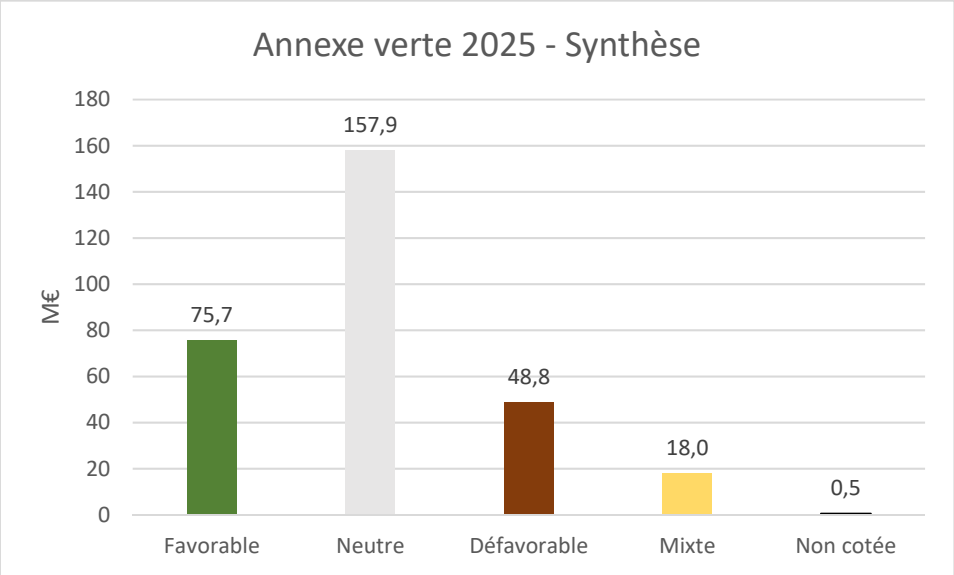
- Les dépenses non cotées s'élèvent à **15,1 M€** (5%). Il s'agit majoritairement d'opérations dont la finalité précise n'est pas connue telles que les aides au logement et à l'habitat ainsi que la taxe d'aménagement reversée aux communes.



La cotation synthétique

L'annexe verte prévoit une cotation synthétique entre les différents axes. Pour être favorable, une dépense doit présenter au moins un axe en favorable et le reste en neutre. De la même manière, une opération sera défavorable si elle cotée en défavorable sur un moins un axe et que les autres axes sont neutres. Une dépense qui présenterait à la fois un axe favorable et un axe défavorable entre dans la catégorie « mixte ».

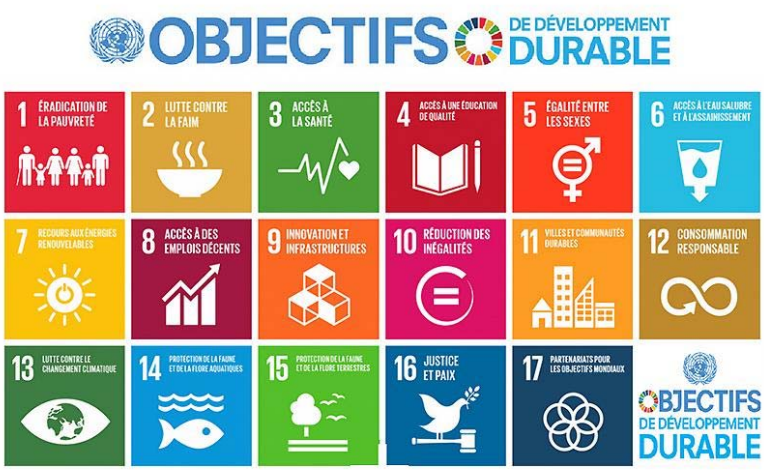
Les dépenses mixtes représentent **18,0 M€** (6%). Cela concerne majoritairement des opérations favorables à l'atténuation et défavorables à la biodiversité telles que le tram ouest, le TSPO ou encore le schéma directeur vélo.



L'ajout futur de nouveaux axes aura pour conséquence la hausse des dépenses mixtes. Au-delà des chiffres consolidés, l'annexe verte permet d'avoir une analyse multi-critères par projet d'investissement et a été rendue obligatoire par le législateur pour toutes les collectivités de plus de 3500 habitants.

REPARTION DES DEPENSES PAR OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE

En septembre 2015, les 193 états membres de l'ONU ont adopté 17 Objectifs de Développement Durable qui fixent un cadre d'action commun, multi-acteur et multi-échelles. C'est un agenda à l'horizon 2030 pour les populations, pour la planète, pour la prospérité, pour la paix et par les partenariats. Ces 17 objectifs de développement durable (ODD) forment un cadre de suivi universel décliné en 169 cibles et associées à près de 240 indicateurs de suivi.



La France a adopté sa propre feuille de route le 20 septembre 2019 pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030[3]. Elle distingue 6 priorités :

1. Agir pour une société juste en éradiquant la pauvreté, en luttant contre toutes les discriminations et inégalités et en garantissant les mêmes droits, opportunités et libertés à toutes et à tous
2. Transformer les modèles de sociétés par la sobriété carbone et l'économie des ressources naturelles, pour agir en faveur du climat, de la planète et de sa biodiversité
3. S'appuyer sur l'éducation et la formation tout au long de la vie pour permettre une évolution des comportements et modes de vie adaptés au monde à construire et aux défis du développement durable
4. Agir pour la santé et le bien-être de toutes et tous, notamment via une alimentation et une agriculture saine et durable
5. Rendre effective la participation citoyenne à l'atteinte des ODD, et concrétiser la transformation des pratiques à travers le renforcement de l'expérimentation et de l'innovation territoriale
6. Œuvrer au plan européen et international en faveur de la transformation durable des sociétés, de la paix et de la solidarité

Un premier « État des Lieux de la France 2020 – Transformer la société par les Objectifs de Développement Durable » a été publié le 1er décembre 2023.[4] Il révèle les questions prioritaires pour la société dans le but de dresser un portrait systémique de la situation de la France, sous le prisme des ODD.

L'Eurométropole de Strasbourg s'inscrit dans cette dynamique depuis 2018 et a décidé de territorialiser ce cadre des ODD, convaincue d'une part de la nécessité d'une approche transversale

[3] https://www.agenda-2030.fr/a-la-une/actualites-a-la-une/article/feuille-de-route-de-la-france-pour-l-agenda-2030
[4] https://side.developpement-durable.gouv.fr/Default/doc/SYRACUSE/797293/etat-des-lieux-de-le-france-2020-transformer-la-societe-par-les-objectifs-de-developpement-durable?_lg=fr-FR

large pour construire la métropole de demain et consciente d'autre part que l'action locale est décisive pour contribuer à l'atteinte des objectifs globaux telle que l'urgence climatique. Le principal levier de l'action, constitué par le budget, a fait l'objet d'un développement méthodologique interne unique mais remarqué au niveau national et international. Elle a donné lieu à une fiche de bonne pratique sélectionnée par l'ONU[5] et est citée en exemple dans un rapport remis le 22 février 2025 à la ministre de la transition écologique.

Cette méthode nécessite au préalable d'avoir défini une cartographie de l'action propre à chaque territoire en ne retenant parmi les 169 cibles onusiennes que celles qui sont actionnées par la collectivité. Ainsi, à l'Eurométropole de Strasbourg, ce sont 125 cibles qui sont mises en œuvre, soit 74% des cibles internationales. Parfois celles-ci peuvent être réécrites en fonction des objectifs politiques locaux. Ensuite, cette base a été complétée par des cibles dites « locales » car politiquement importantes pour le territoire mais aussi exemplaires au regard des enjeux globaux. Elles sont insérées dans un objectif, numérotées en fin de liste des cibles numéraires :

- ✓ 3.10 : « Lutter contre les nuisances sonores »
- ✓ 3.11 : « Développer l'activité physique pour favoriser l'épanouissement des jeunes, le bien-être de tous et l'espérance de vie des personnes fragiles ou en rémission de maladie »
- ✓ 8.11 : « Favoriser le rayonnement européen et international de Strasbourg et de son territoire »
- ✓ 11.10 : « Développer les mobilités actives »
- ✓ 16.11 : « Assurer la sécurité publique et civile »

Enfin, soutenant la revendication internationale pour la création d'un ODD dédié à la Culture et au regard de l'importance de cet enjeu, à Strasbourg comme en France, le 18ème ODD "Accès à la culture" a été créé.

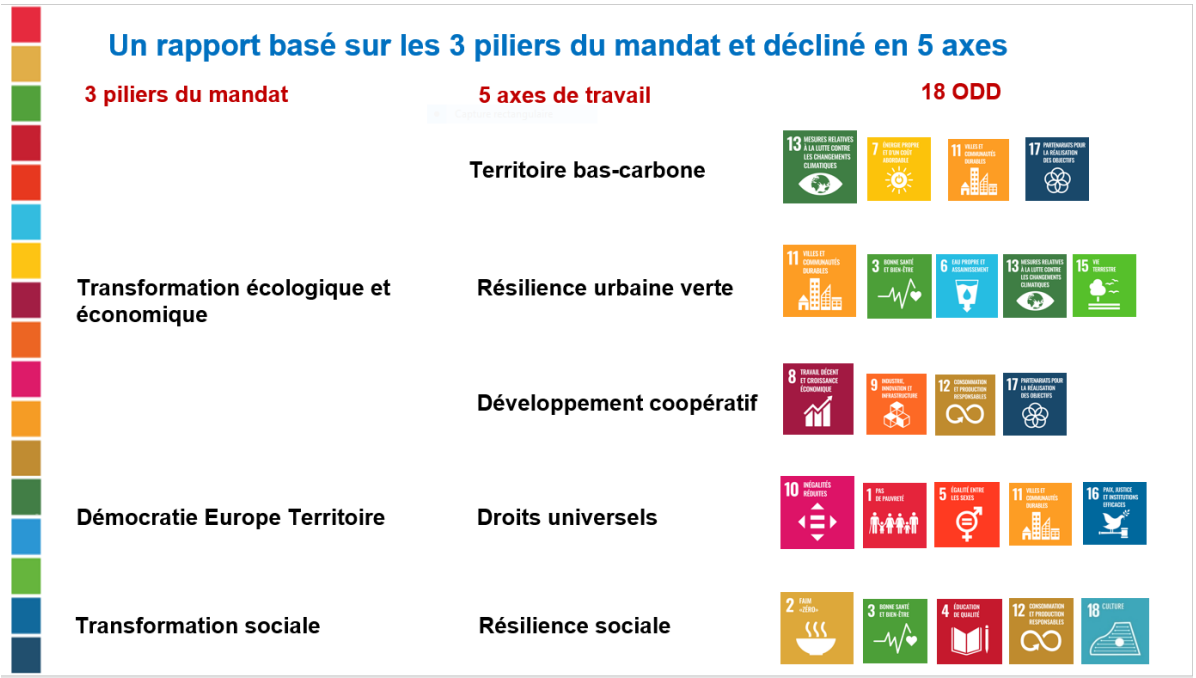
La cartographie budgétaire ODD du territoire s'appuie sur cet état de l'action, pour transposer les investissements et le budget de fonctionnement annuels vers les 138 cibles d'action locale et leurs 18 ODD de la manière suivante :

1. Relier la dépense aux cibles : sur la base de la liste des inscriptions, chaque ligne de crédit est reliée à 1, 2 ou 3 cibles correspondantes. La première cible est dite « cible principale », les autres sont des « cibles secondaires ». La cible principale est déterminée en fonction de la vocation finale de l'opération. Les cibles secondaires sont déterminées en fonction d'un ou deux impacts complémentaires de la dépense sur d'autres cibles, identifiés effectivement par la nature du projet.
2. Affecter les montants : le montant de la ligne de crédit est réparti de manière proportionnelle aux ODD ciblés. Il s'agit bien d'une répartition non comptable des crédits mais proportionnelle avec prime majoritaire selon une des règles les plus appliquée en politique, la Loi d'Hondt. Ainsi, la première cible, dite principale, se voit affectée de 50% du montant de la ligne de crédit. Les 50% restants sont répartis entre l'ensemble des cibles impactées (y compris la cible principale). Cela donne la répartition proportionnelle suivante :

Nb de cibles liées	Cible principale	Cibles secondaire 1	Cible secondaire 2
1	100%		
2	75%	25%	
3	66,66%	16,67%	16,67%

Depuis le rapport de développement durable 2022, les 18 ODD sont regroupés en 5 axes eux-mêmes reliés aux 3 piliers du mandat. Il est à noter que les dépenses de fonctionnement liées à la Direction des ressources humaines (administration des ressources humaines et paie) et à la Direction des finances (coordination des opérations comptables ; gestion de la dette, de la dette garantie et de trésorerie) n'ont pas été intégrées à l'analyse.

[5] https://sdgs.un.org/partnerships/analyse-des-budgets-dinvestissement-selon-les-odd



ODD	Fonctionnement	Investissement
PILIER TRANSFORMATION ECOLOGIQUE ET ECONOMIQUE	**170,4 M€**	**236,9 M€**
AXE TERRITOIRE BAS CARBONE	70,1 M€	116,9 M€
07 - Recours aux énergies renouvelables	11,7 M€	4,2 M€
11 - Villes et communautés durables	54,0 M€	103,7 M€
13 - Lutte contre le changement climatique	4,4 M€	9,0 M€
AXE RESILIENCE URBAINE VERTE	16,6 M€	51,8 M€
03 - Accès à la santé	0,6 M€	12,7 M€
06 - Accès à l'eau salubre et à l'assainissement	1,7 M€	0,7 M€
11 - Villes et communautés durables	13,1 M€	38,1 M€
15 - Protection de la faune et de la flore terrestre	1,1 M€	0,2 M€
AXE DEVELOPPEMENT COOPERATIF	83,7 M€	68,3 M€
08 - Travail décent et croissance économique	10,5 M€	44,8 M€
09 - Industrie, innovation et infrastructures	31,6 M€	18,1 M€
12 - Modes de consommation et de production durables	41,0 M€	5,4 M€
17 - Partenariat pour des objectifs mondiaux	0,6 M€	0,0 M€
PILIER DEMOCRATIE TERRITOIRE EUROPE	**71,8 M€**	**41,9 M€**
AXE DROITS UNIVERSELS	71,8 M€	41,9 M€
01 - Éradication de la pauvreté	2,4 M€	4,3 M€
05 - Égalité des sexes	0,2 M€	0,0 M€
10 - Réduction des inégalités	15,2 M€	14,5 M€
11 - Villes et communautés durables	0,7 M€	0,2 M€
16 - Justice et paix	47,5 M€	21,0 M€
18 - Culture	5,8 M€	2,0 M€
PILIER TRANSFORMATION SOCIALE	**8,4 M€**	**9,1 M€**
AXE RESILIENCE SOCIALE	8,4 M€	9,1 M€
02 - Lutte contre la faim	0,4 M€	0,0 M€
03 - Accès à la santé	3,0 M€	0,3 M€
04 - Accès à une éducation de qualité	4,6 M€	8,8 M€
12 - Modes de consommation et de production durables	0,4 M€	0,0 M€
TOTAL	**250,6 M€**	**287,9 M€**

➢ **Pilier Transformation écologique et économique du territoire**

1. Fonctionnement

Ce pilier représente **170,4 M€**, soit deux tiers des crédits de fonctionnement répondant à un ODD.

L'axe **développement coopératif** est le plus investi avec 83,7 M€ principalement du fait de l'ODD 12 *Modes de consommation et de production durables* (41,0 M€) qui intègre la politique de collecte et de traitement des déchets et de l'ODD 9 *Industrie, innovation et infrastructures* (31,6 M€) correspondant aux dépenses informatiques et à l'entretien des routes.

L'axe **territoire bas carbone** représente 70,1 M€ dont 54,0 M€ au titre de l'ODD 11 *Villes et communautés durables* du fait de la contribution au budget annexe des mobilités actives et 11,7 M€ pour l'ODD 7 *Recours aux énergies renouvelables* prenant en compte les achats énergétiques de la collectivité.

L'axe **résilience urbaine verte** s'élève à 16,6 M€ dont 13,1 M€ pour l'ODD 11 *Villes et communautés durables* intégrant les opérations de propreté urbaine et la subvention à l'agence d'urbanisme de Strasbourg Rhin supérieur (ADEUS).

2. Investissement

Ce pilier représente la majorité des investissements avec **236,9 M€**, soit 82% du total.

L'axe **territoire bas carbone** s'élève à 116,9 M€ avec très majoritairement l'ODD 11 *Villes et communautés durables* (103,7 M€) au sein duquel on retrouve les investissements de transport (tram ouest, schéma directeur vélo) ainsi que les aides à l'habitat.

L'axe **résilience urbaine verte** affiche 51,8 M€ dont 38,1 M€ pour l'ODD 11 *Villes et communautés durables* qui prend en compte l'aménagement de la ZAC des Deux Rives et l'opération de fluidification de la zone commerciale sud.

L'axe **développement coopératif** représente 68,3 M€ dont la majorité (44,8 M€) relève de l'ODD 8 *Travail décent et croissance économique* où l'on retrouve les grandes opérations de construction dont très largement le stade de la Meinau. L'axe est complété par l'ODD 9 *Industrie, innovation et infrastructures* (18,1 M€) qui comprend les travaux de désamiantage de l'unité de valorisation énergétique.

➢ **Pilier Démocratie, territoire et Europe**

1. Fonctionnement

Ce pilier bénéficie de **71,8 M€** en fonctionnement, soit 29% du budget de fonctionnement répondant à un ODD, et correspond à l'axe **droits universels**. L'ODD 16 *Justice et paix* apparaît très largement comme le plus investi avec 47,5 M€ dédiés notamment à la subvention au service d'incendie et de secours (SIS 67). Vient ensuite l'ODD 10 *Réduction des inégalités* (15,2 M€) correspondant aux politiques de lutte contre l'exclusion et à la prévention spécialisée.

2. Investissement

Ce pilier représente **41,9 M€** soit 15% du budget global. Ces sommes sont principalement réparties entre l'ODD 16 *Justice et paix* (21,0 M€), qui intègre les travaux de maintenance du patrimoine métropolitain et les projets informatiques, et l'ODD 10 *Réduction des inégalités* (14,5 M€) avec une partie du projet de restructuration de stade de la Meinau.

➢ **Pilier Transformation sociale**

1. Fonctionnement

Ce pilier correspond à l'axe **résilience sociale** et représente **8,4 M€** de crédits de fonctionnement, soit 3% du budget de fonctionnement correspondant à un ODD. Il se compose entre autres de l'ODD 4 *Accès à une éducation de qualité* (4,6 M€) avec les financements fléchés vers l'économie sociale et solidaire et l'acquisition de documents par les médiathèques.

2. Investissement

Ce pilier représente **9,1 M€** d'investissements, soit 3% budget d'investissement répondant à un ODD. L'ODD 4 *Accès à une éducation de qualité* y est très largement majoritaire avec 8,8 M€, correspondant notamment au bâtiment du Cardo et au contrat de plan État-région pour la recherche.

V LA DETTE

A LA DETTE PROPRE

Le contexte du financement des collectivités territoriales en 2025

L'année 2025 a été une année pour les marchés financiers très contrastée. Outre les tensions géopolitiques qui perdurent et s'amplifient, c'est aussi une année où est constatée **une baisse de l'inflation** en zone euro et de façon plus importante en France.

Cette évolution a conduit la Banque Centrale Européenne à pratiquer 4 baisses de 25 points de base de ses taux directeurs au cours du 1er semestre de l'année, ce qui a permis une détente des EURIBOR et donc des taux d'intérêt variables des collectivités locales.

Mais c'est aussi une année **très volatile** avec l'arrivée de M. TRUMP à la présidence des États-Unis et ses annonces de la mise en place de droits de douane dont les taux ne sont toujours pas consolidés.

C'est aussi **pour la France,** au cours du second semestre, une période de **forte instabilité politiqu**e avec un vote très tardif du projet de loi de finances qui a conduit encore à une aggravation de la situation financière de la France, illustrée notamment par la dégradation des notes souveraines et par une hausse du taux des obligations à 10 ans de l'Etat français, en comparaison des autres États souverains de la zone euro.

La conséquence a été immédiate pour les collectivités qui ont subi directement cette hausse des taux via les conditions de financement des banques françaises qui se financent plus cher sur les marchés et via le niveau de risque des collectivités qui est assimilé à celui de l'Etat français.

Les taux courts tels que les EURIBOR 12 mois, sont ainsi passés de 2,46 % en janvier 2025 à 2,25 % à fin 2025 et l'Euribor 3 mois de 2,71 % à 2,03 %. Sur la même période, le taux 10 ans de l'Etat français, la référence pour les taux fixes des collectivités passait de 3,22 % à 3,61% (en comparaison le Bund allemand passait de 2,37 % à 2,90 %).

D'après l'observatoire de la dette 2025 de Finance Active (données citées dans un article de la *Gazette des communes* du 20/03/2026 et qui représente un panel de 1 131 collectivités), les collectivités ont souscrit pour 14 milliards d'emprunts nouveaux contre 12,2 milliards d'euros en 2024, soit une progression de près de 15 %.

Elles ont emprunté pour un taux moyen égal à 3,02 % contre 3,54 % en 2024 et 3,79 % en 2023. Elles ont sollicité des taux indexés pour 60 % et des taux fixes pour 40 %. La part des indexés sur le livret A a progressé de 14 % à 25 %.

Les collectivités ont emprunté pour 49 % de leurs besoins auprès des banques dont la part parmi les sources de financement est la même qu'en 2024. Le marché obligataire est en baisse de 26 à 17 % de part de marché en 2025. Le recours à des financements dits « alternatifs » (Agence France Locale, Banque des Territoires, Banque européenne d'investissement) est en hausse avec notamment la Banque des Territoires et son offre sur le livret A dont la part de marché passe de 12 % à 21 %.

2025 a été une **année de recours important à l'endettement** pour financer des dépenses d'investissement au plus haut. Le recours à l'emprunt a été d'autant plus important que les autres sources de financement, comme les subventions ou l'épargne nette, ont diminué.

L'encours de la dette

L'endettement fin 2025

Au 31 décembre 2025, l'encours de la dette du budget principal de l'Eurométropole s'élevait à 880 M€ contre 776 M€ à la clôture de l'exercice 2024.

L'augmentation de 104 M€ de la dette au cours de l'exercice 2025 résulte de la différence entre les mouvements suivants :

En dépense :

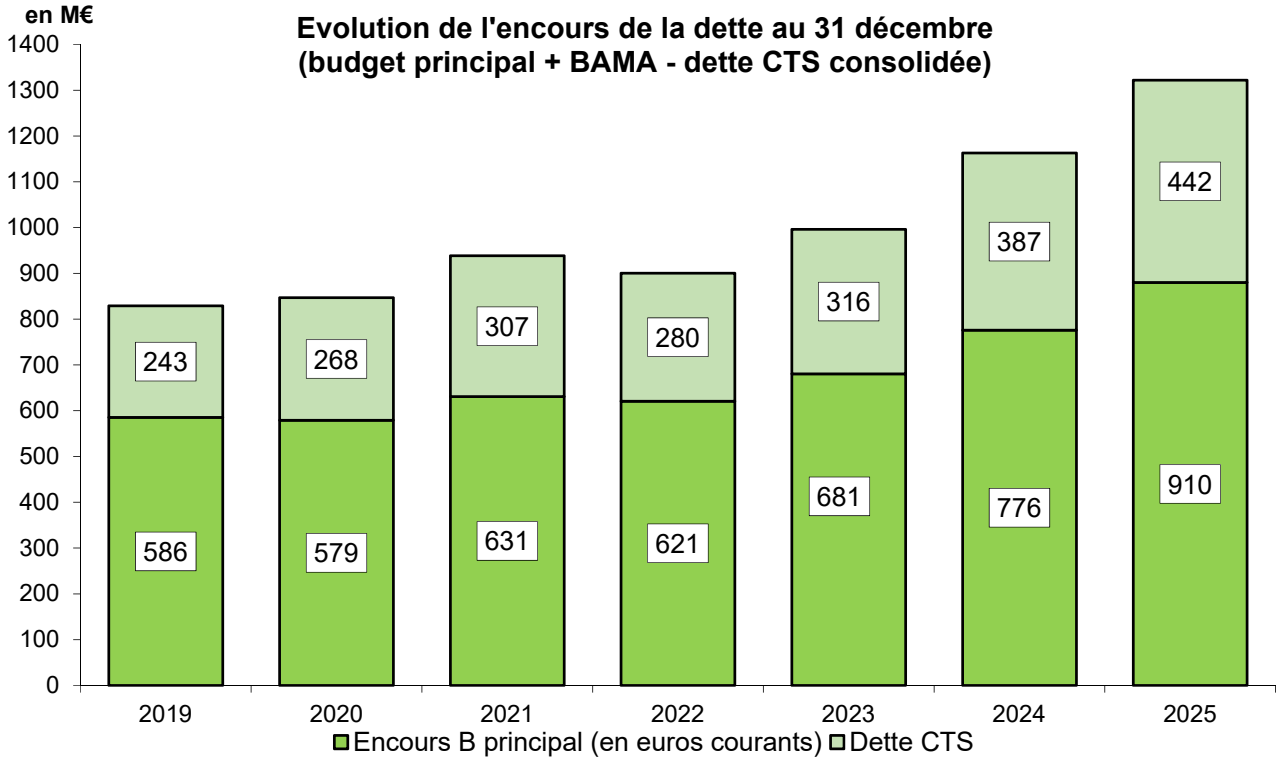
- les amortissements contractuels en capital de l'exercice 2025 à hauteur de **54 M€**, versés aux établissements prêteurs.

En recettes :

- la réalisation de **158,4 M€** d'emprunts nouveaux à long terme. Ces emprunts ont été contractés dans les conditions suivantes :
  - **30 M€** souscrits auprès de la Banque Postale au taux d'intérêt indexé égal à EURIBOR 12 mois + marge de 0,86 %, soit 2,946 % pour le 1ère échéance, pour une durée de 20 ans,
  - **30 M€** souscrits auprès de la Banque Internationale à Luxembourg au taux d'intérêt indexé égal à EURIBOR 12 mois + marge de 0,73 %, soit 2,859 % pour la 1ère échéance, pour une durée de 20 ans,
  - **10,8 M€** souscrits auprès de la Banque des Territoires au taux d'intérêt indexé égal à livret A + marge de 0,40 %, soit 2,10 % pour la 1ère échéance, pour une durée de 25 ans,
  - **20,6 M€** souscrits auprès de la Banque des Territoires au taux d'intérêt indexé égal à livret A + marge de 0,40 %, soit 2,10 % pour la 1ère échéance, pour une durée de 25 ans,
  - **10 M€** souscrits auprès de la Caisse d'Épargne au taux d'intérêt indexé égal à EURIBOR 3 mois + marge de 0,96 %, soit 2,96 % pour la 1ère échéance, pour une durée de 20 ans,
  - **15 M€** souscrits auprès du Crédit Mutuel au taux d'intérêt fixe égal à 3,50 %, pour une durée de 20 ans,
  - **42 M€** souscrits auprès de la Banque européenne d'investissement (2ème versement sur une enveloppe de 120 M€ destinée au financement des mobilités) au taux d'intérêt fixe à 3,41 %, pour une durée de 20 ans.

.

La dette par habitant est passée de 1 485 € par habitant au 31 décembre 2024 à 1 725 € par habitant au 31 décembre 2025 (budget principal et budget annexe des mobilités actives, hors dette CTS, qui s'élève à 442 M€ au 31 décembre 2025). Le graphique suivant présente l'endettement agrégé de la collectivité et de son opérateur de transports.

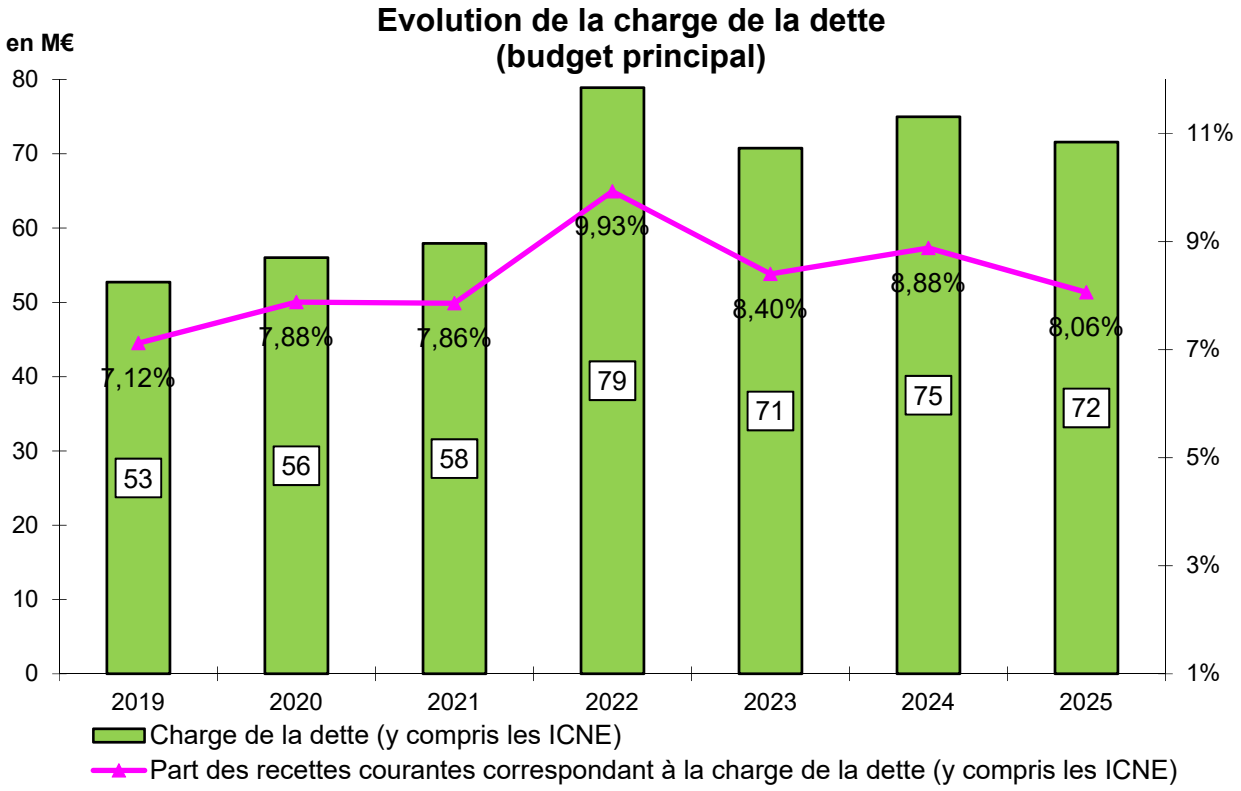


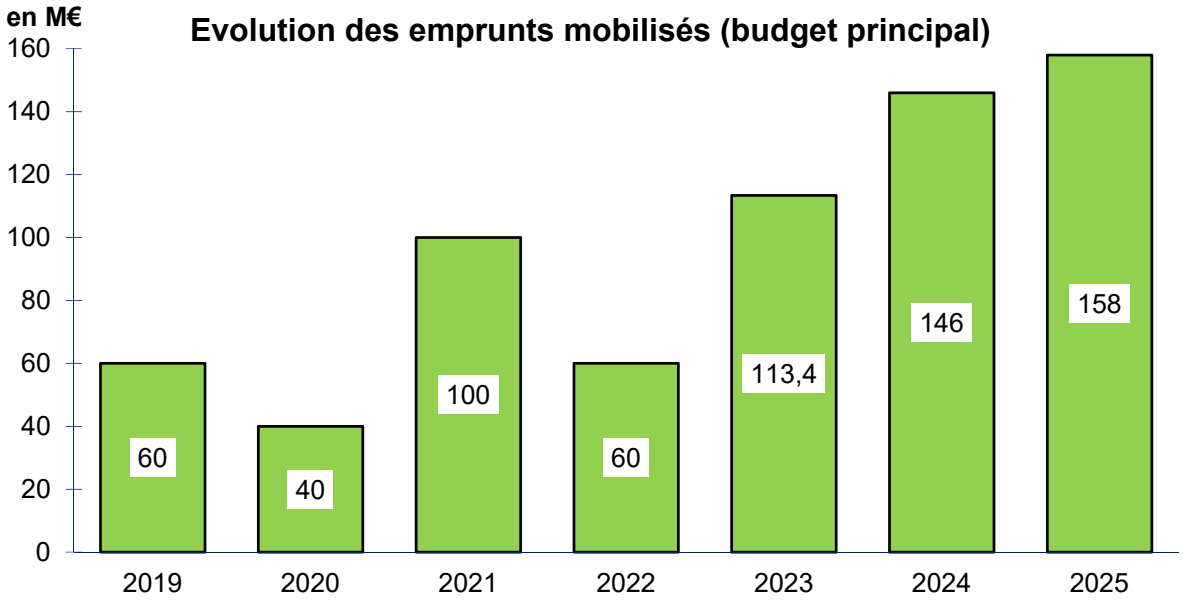
Le service de la dette

En terme de charge de la dette, les annuités et frais versés en 2025 par le budget principal aux organismes prêteurs, se sont élevés à **71,6 M€**, dont **20,2 M€** d'intérêts réglés à l'échéance et **-2,8 M€** d'intérêts courus non échus (ICNE). En effet, les ICNE 2024 ont été supérieurs de 2,8 M€ aux ICNE rattachés en 2025, ce qui explique son montant négatif au CFU 2025.

La charge ramenée au contribuable métropolitain s'établit à 136 € par habitant.

Ainsi qu'il apparaît dans l'annexe consacrée aux ratios (ratio D1), la charge totale de la dette du budget principal, y compris la comptabilisation des intérêts courus non échus, représente **8,06 %** des recettes réelles de fonctionnement (cessions incluses) contre 8,88 % au compte administratif 2024.


Evolution de la charge de la dette
(budget principal)
en M€
80
70
60
50
40
30
20
10
0
11%
9%
7%
5%
3%
1%
7,12%
7,88%
7,86%
9,93%
8,40%
8,88%
8,06%
53
56
58
79
71
75
72
2019
2020
2021
2022
2023
2024
2025
Charge de la dette (y compris les ICNE)
Part des recettes courantes correspondant à la charge de la dette (y compris les ICNE)


Evolution des emprunts mobilisés (budget principal)
en M€
160
140
120
100
80
60
40
20
0
60
40
100
60
113,4
146
158
2019
2020
2021
2022
2023
2024
2025

La gestion de la dette

Les types de prêts

Suite à la crise de 2008 et au constat que des collectivités se sont retrouvées exposées à des risques élevés de variations de taux ou de devises, a été mise en place la Charte Gissler.

Les établissements bancaires signataires de cette Charte de bonne conduite se sont engagés à ne plus fournir aux collectivités de produits les exposant à des risques de taux élevés et à communiquer les risques sur les produits proposés.

Les collectivités sont tenues de communiquer davantage à leur assemblée sur leur politique d'emprunts et de gestion de dette. Par ailleurs, les collectivités se sont engagées à détailler leurs encours de dette selon la classification des risques suivante :

	Indices sous-jacents
1	Indices zone euro.
2	Indices inflation française ou inflation zone euro ou écart entre ces indices.
3	Ecarts d'indice zone euro.
4	Indices zone euro. Ecart d'indices dont l'un est un indice zone euro.
5	Ecart d'indices hors zone euro.
6	Autres indices.

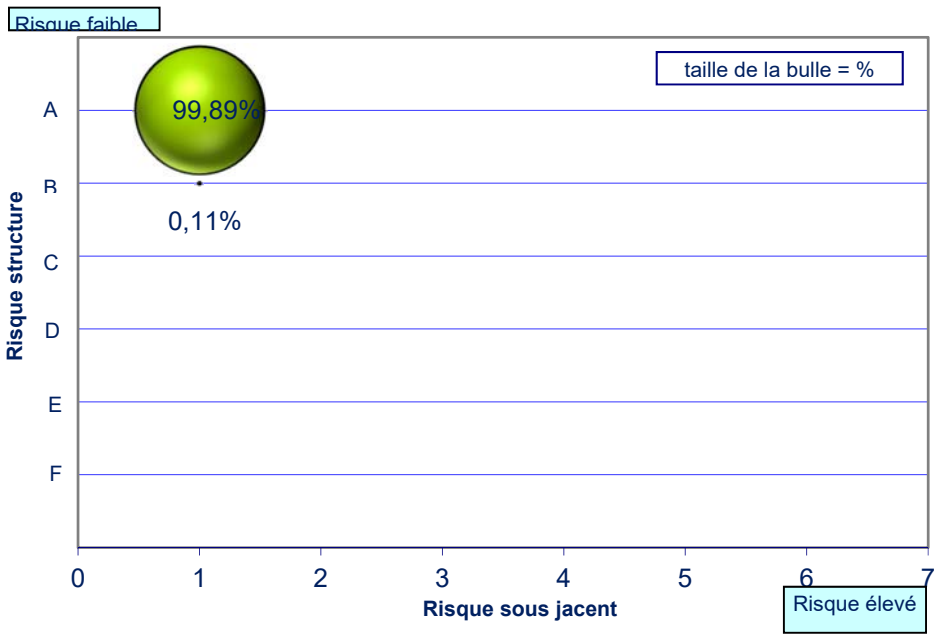
	Structures
A	Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel).
B	Barrière simple. Pas d'effet de levier.
C	Option d'échange (swaption).
D	Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé.
E	Multiplicateur jusqu'à 5.
F	Autres types de structures.

Cette classification distingue 2 risques :

- un risque sur les indices c'est-à-dire la référence sur laquelle est adossé l'emprunt. Les prêts sont classés selon le degré de risque allant de 1 à 6, 1 représentant le risque le plus faible,
- un risque sur la structure c'est-à-dire la construction du prêt. Les prêts sont aussi classés selon le degré de risque allant de A à F, A représentant le risque le plus faible.

Le portefeuille de la dette de l'Eurométropole (budget principal) est constitué à **46 % de taux fixes et 54 % de taux indexés.**

La classification pour l'Eurométropole de Strasbourg (budget principal) peut être représentée par le graphique suivant au 31 décembre 2025 :



L'Eurométropole de Strasbourg dispose de :

- 77 contrats, soit **99,9 %** de l'encours, classés en risque A1 : dans cette catégorie figurent tous les prêts indexés et fixes,
- 1 contrat, soit **0,1 %** de l'encours, classés en risque B1 : cette catégorie regroupe tous les prêts à barrière désactivante sur de l'EURIBOR 3 ou 12 mois.

L'Eurométropole de Strasbourg n'a dans son portefeuille aucun emprunt dit "toxique". Elle bénéficie **d'un taux moyen de 2,66 % au 31/12/2025**, contre un taux moyen de 3,16 % fin 2024, sachant que 86 % de son encours a un taux inférieur à 3,50 % et que 14 % de son encours a un taux supérieur ou égal à 3,50 %.

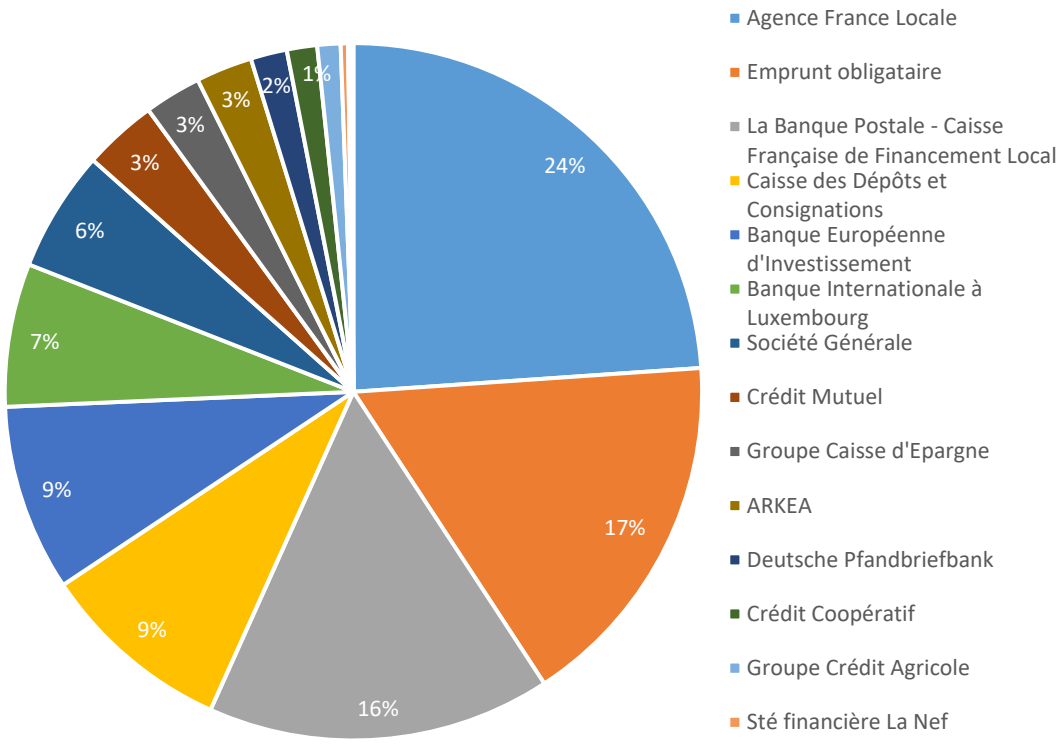
Les conditions de chacun des prêts souscrits sont détaillées dans le tableau suivant :

N°	Année	Prêteur	Durée	Indice	Marge (%)	Taux d'intérêt	Période	Risque charte Gissler	Valorisation Market to market au 31/12/2025	Capital	Encours au 31/12/2025	Intérêt	Amortissement	Annuité
3394	2011	Caisse des Dépôts	15	LIVRET A	1,00	2,70	A	A1	-1 356,70	10 000 000,00	666 666,48	36 893,20	666 666,68	703 559,88
3396	2013	Caisse des Dépôts	15	LIVRET A	0,60	3,60	A	A1	-2 185,25	9 023 433,00	2 406 248,80	108 281,20	601 562,20	709 843,40
3397	2014	Caisse des Dépôts	20	LIVRET A	1,00	4,00	A	A1	-301 624,06	33 300 000,00	16 650 000,00	732 600,00	1 665 000,00	2 397 600,00
3398	2014	Caisse des Dépôts	20	LIVRET A	1,00	4,00	A	A1	-134 960,92	14 900 000,00	7 450 000,00	327 800,00	745 000,00	1 072 800,00
3402	2025	Caisse des Dépôts	25	LIVRET A	0,40	2,10	A	A1	60 111,02	20 561 255,00	20 561 255,00	92 695,70	0,00	92 695,70
3403	2025	Caisse des Dépôts	25	LIVRET A	0,40	2,10	A	A1	20 477,40	10 819 307,00	10 819 307,00	51 870,86	0,00	51 870,86
200	2011	BNP Paribas	15	EURIBOR 3M	0,74	2,772	T	A1	-316,15	10 000 000,00	333 333,14	25 725,00	666 666,68	692 391,68
320	2021	ARKEA	15	EURIBOR 12M	0,28	3,051	A	A1	-104 583,71	10 000 000,00	7 333 333,32	247 470,00	666 666,67	914 136,67
321	2021	ARKEA	15	EURIBOR 3M	0,20	2,232	T	A1	-50 930,48	7 000 000,00	5 133 333,28	134 743,26	466 666,68	601 409,94
322	2021	ARKEA	15	EURIBOR 3M	0,20	2,166	T	A1	-17 248,32	3 000 000,00	2 200 000,00	56 477,58	200 000,00	256 477,58
323	2022	ARKEA	20	EURIBOR 3M	0,47	2,531	T	A1	-288 651,82	10 000 000,00	8 375 000,00	250 218,81	500 000,00	750 218,81
400	2013	Pfandbriefbank	15	EURIBOR 3M	1,26	3,326	T	A1	-117 959,11	30 000 000,00	6 000 000,00	260 441,32	2 000 000,00	2 260 441,32
401	2017	Pfandbriefbank	15	EURIBOR 3M	0,35	2,35	T	A1	-93 564,16	20 000 000,00	8 824 556,36	255 940,12	1 344 552,97	1 600 493,09
103	2015	Crédit Agricole CIB	15	EURIBOR 3M	0,72	2,72	T	A1	-84 530,96	10 000 000,00	4 000 000,00	133 542,76	666 666,67	800 209,43
108	2018	Crédit Agricole CIB	15	EURIBOR 3M	0,26	2,26	T	A1	-54 636,53	10 000 000,00	5 499 999,91	151 152,82	666 666,68	817 819,50
700	2016	Banque Postale (CFFIL)	15	EURIBOR 12M	0,22	2,674	A	A1	-57 402,16	20 000 000,00	9 415 404,64	410 449,01	1 333 273,24	1 743 722,25
701	2017	Banque Postale	15	EURIBOR 3M	0,41	2,424	T	A1	-60 051,79	10 000 000,00	4 529 705,57	138 405,31	666 917,41	805 322,72
705	2022	Banque Postale (CFFIL)	20	EURIBOR 12M	0,41	3,468	A	A1	-443 487,23	20 000 000,00	17 000 000,00	632 910,00	1 000 000,00	1 632 910,00
706	2023	Banque Postale	20	EURIBOR 12M	0,56	2,981	A	A1	-889 250,19	20 000 000,00	20 000 000,00	0,00	0,00	0,00
708	2024	Banque Postale	20	EURIBOR 12M	0,64	2,847	A	A1	-1 071 562,39	20 000 000,00	20 000 000,00	386 826,55	0,00	386 826,55
709	2025	Banque Postale	20	EURIBOR 12M	0,86	2,87	A	A1	-2 663 718,01	30 000 000,00	30 000 000,00	286 568,61	0,00	286 568,61
1096	2025	Crédit Foncier	20	EURIBOR 3M	0,96	2,96	T	A1	-1 847 067,26	10 000 000,00	10 000 000,00	0,00	0,00	0,00
10001	2025	Bque interna à Luxembourg	20	EURIBOR 12M	0,73	2,859	A	A1	0,00	30 000 000,00	30 000 000,00	0,00	0,00	0,00
19004	2017	Société Générale	15	EURIBOR 3M	0,37	2,373	A	A1	-67 520,78	10 000 000,00	5 437 095,59	166 489,89	659 640,86	826 130,75
19005	2020	Société Générale	15	EURIBOR 3M	0,35	2,36	T	A1	-107 094,80	10 000 000,00	6 666 666,60	202 681,61	666 666,68	869 348,29
19006	2021	Société Générale	15	EURIBOR 3M	0,35	2,365	T	A1	-124 265,92	10 000 000,00	7 333 333,28	230 223,26	666 666,68	896 889,94
19007	2021	Société Générale	20	EURIBOR 3M	0,30	2,320	T	A1	-274 734,45	16 000 000,00	13 000 000,00	393 016,46	800 000,00	1 193 016,46
19008	2021	Société Générale	20	EURIBOR 3M	0,23	2,28	T	A1	-287 188,84	20 000 000,00	17 000 000,00	482 141,36	1 000 000,00	1 482 141,36
TOTAL : Emprunts indexés									**-9 065 303,57**	**434 603 995,00**	**296 635 238,97**	**6 195 564,69**	**17 649 280,10**	**23 844 844,79**
600	2015	Agence France Locale	15	EURIBOR 12M	0,76	4,36	A	A1	-175 254,93	30 000 000,00	10 000 000,00	530 466,67	2 000 000,00	2 530 466,67
601	2015	Agence France Locale	15	EURIBOR 3M	0,50	2,529	T	A1	-40 671,25	10 000 000,00	3 333 333,20	108 627,80	666 666,68	775 294,48
603	2016	Agence France Locale	15	EURIBOR 3M	0,46	2,489	T	A1	-106 562,43	20 000 000,00	8 000 000,12	252 074,02	1 333 333,32	1 585 407,34
604	2018	Agence France Locale	15	EURIBOR 3M	0,30	2,329	T	A1	-63 654,52	10 000 000,00	5 499 999,91	158 998,42	666 666,68	825 665,10
605	2019	Agence France Locale	15	EURIBOR 3M	0,41	2,439	T	A1	-207 209,59	20 000 000,00	12 000 000,04	359 161,19	1 333 333,36	1 692 494,55
609	2023	Agence France Locale	20	EURIBOR 3M	0,41	2,439	T	A1	-546 532,69	20 000 000,00	17 500 000,00	506 496,58	1 000 000,00	1 506 496,58
610	2022	Agence France Locale	20	EURIBOR 3M	0,44	2,470	T	A1	-1 134 867,98	40 000 000,00	34 500 000,00	1 035 606,73	2 000 000,00	3 035 606,73
611	2023	Agence France Locale	20	EURIBOR 3M	0,69	2,714	T	A1	-1 409 155,78	30 000 000,00	26 625 000,00	906 911,93	1 500 000,00	2 406 911,93
612	2023	Agence France Locale	20	EURIBOR 3M	0,70	2,729	T	A1	-988 349,54	20 000 000,00	18 000 000,00	575 502,86	1 000 000,00	1 575 502,86
613	2024	Agence France Locale	20	EURIBOR 3M	0,89	2,919	T	A1	-1 318 392,75	20 000 000,00	18 500 000,00	627 970,39	1 000 000,00	1 627 970,39
614	2024	Agence France Locale	20	EURIBOR 3M	0,72	2,749	T	A1	-1 064 991,49	20 000 000,00	18 500 000,00	594 828,65	1 000 000,00	1 594 828,65
6000	2005	HSBC	20	EURIBOR 12M	0,03	2,459	A	A1	0,00	20 000 000,00	0,00	25 068,13	1 000 000,00	1 025 068,13
6003	2007	HSBC	20	EURIBOR 12M	0,05	2,524	A	A1	-242,26	10 000 000,00	1 000 000,00	38 596,16	500 000,00	538 596,16
6004	2008	HSBC	20	EURIBOR 12M	1,00	3,474	A	A1	-27 852,52	10 000 000,00	1 500 000,00	70 445,00	500 000,00	570 445,00
TOTAL : Emprunts obligataires et Agence France Locale									**-7 083 737,72**	**280 000 000,00**	**174 958 333,27**	**5 790 754,53**	**15 500 000,04**	**21 290 754,57**
9104	2009	CFFIL (ex DEXIA)	15	EURIBOR 1M	0,49	3,620	M	A1	0,00	10 000 000,00	0,00	535,91	177 204,25	177 740,16
1095	2011	Caisse d'Epargne	15	EURIBOR 12M	0,52	2,546	A	A1	-138,03	10 000 000,00	333 333,33	25 829,17	666 666,66	692 495,83
TOTAL : Emprunts multi-index									**-138,03**	**20 000 000,00**	**333 333,33**	**26 365,08**	**843 870,91**	**870 235,99**
TOTAL : Emprunts indexés									**-16 149 179,32**	**734 603 995,00**	**471 926 905,57**	**12 012 684,30**	**33 993 151,05**	**46 005 835,35**

N°	Année	Prêteur	Durée	Indice	Marge (%)	Taux d'intérêt	Période	Risque charte Gissler	Valorisation Market to market au 31/12/2025	Capital	Encours au 31/12/2025	Intérêt	Amortissement	Annuité
6002	2006	HSBC	20	5,5% sur EUR12M	0,00	3,25	A	B1	171,04	20 000 000,00	1 000 000,00	66 318,77	1 000 000,00	1 066 318,77
TOTAL : Emprunts à taux fixe à barrière									**171,04**	**20 000 000,00**	**1 000 000,00**	**66 318,77**	**1 000 000,00**	**1 066 318,77**
201	2012	BNP Paribas	15	TAUX FIXE	0,00	4,95	T	A1	-13 066,23	4 000 000,00	545 214,02	37 626,12	341 754,12	379 380,24
250	2021	Sté financière La Nef	15	TAUX FIXE	0,00	0,65	A	A1	275 860,22	4 000 000,00	2 933 333,32	20 800,00	266 666,67	287 466,67
300	2012	SAAR LB	15	TAUX FIXE	0,00	3,03	S	A1	-8 735,79	10 000 000,00	1 333 333,42	55 550,00	666 666,66	722 216,66
702	2019	Banque Postale (CFFIL)	15	TAUX FIXE	0,00	0,30	T	A1	534 737,25	10 000 000,00	6 166 666,59	20 023,62	666 666,68	686 690,30
703	2019	Banque Postale (CFFIL)	16	TAUX FIXE	0,00	0,15	A	A1	49 524,99	10 000 000,00	6 666 666,65	11 183,33	666 666,67	677 850,00
704	2020	Banque Postale (CFFIL)	15	TAUX FIXE	0,00	0,38	T	A1	640 378,11	10 000 000,00	6 833 333,27	27 931,76	666 666,68	694 598,44
707	2024	Banque Postale	20	TAUX FIXE	0,00	3,49	T	A1	-1 331 470,84	20 000 000,00	19 750 000,00	573 448,94	250 000,00	823 448,94
800	2019	Crédit Coopératif	15	TAUX FIXE	0,00	0,50	T	A1	951 642,87	20 000 000,00	12 333 333,41	65 833,33	1 333 333,32	1 399 166,65
900	2024	Bque européenne d'investis	20	TAUX FIXE	0,00	2,98	T	A1	-872 958,56	36 000 000,00	34 200 000,00	1 052 685,02	1 800 000,00	2 852 685,02
901	2025	Bque européenne d'investis	20	TAUX FIXE	0,00	3,41	T	A1	0,00	42 000 000,00	42 000 000,00	0,00	0,00	0,00
10000	2024	Bque interna à Luxembourg	20	TAUX FIXE	0,00	2,905	A	A1	-6 360,59	30 000 000,00	28 500 000,00	871 500,00	1 500 000,00	2 371 500,00
1089	2011	Caisse d'Epargne	15	TAUX FIXE	0,00	4,31	T	A1	-7 825,61	10 000 000,00	666 666,48	46 691,65	666 666,68	713 358,33
1090	2012	Caisse d'Epargne	15	TAUX FIXE	0,00	5,21	T	A1	54 495,78	3 000 000,00	300 000,00	22 142,50	200 000,00	222 142,50
1092	2015	Caisse d'Epargne	15	TAUX FIXE	0,00	1,50	T	A1	358 170,98	10 000 000,00	3 333 333,20	56 250,00	666 666,68	722 916,68
1093	2016	Caisse d'Epargne	15	TAUX FIXE	0,00	0,82	T	A1	-11 439,41	20 000 000,00	8 632 913,19	77 668,06	1 340 710,34	1 418 378,40
3395	2012	Caisse des Dépôts	15	TAUX FIXE	0,00	3,60	T	A1	1 689 025,96	15 000 000,00	1 250 000,00	66 607,43	1 000 000,00	1 066 607,43
3399	2016	Caisse des Dépôts	20	TAUX FIXE	0,00	0,00	A	A1	737 347,19	22 397 086,00	13 438 251,60	0,00	1 119 854,30	1 119 854,30
3400	2017	Caisse des Dépôts	20	TAUX FIXE	0,00	0,00	A	A1	-367 022,49	8 955 353,00	5 373 211,80	0,00	447 767,65	447 767,65
13014	2011	Crédit Mutuel	15	TAUX FIXE	0,00	4,25	T	A1	-6 074,48	10 000 000,00	666 666,48	46 041,65	666 666,68	712 708,33
13020	2023	Crédit Mutuel	20	TAUX FIXE	0,00	1,60	T	A1	862 069,56	13 400 000,00	11 390 000,00	188 940,00	670 000,00	858 940,00
13021	2024	Crédit Mutuel (reprise SERS)	12,25	TAUX FIXE	0,00	3,47	T	A1	-170 565,15	3 248 937,22	2 983 475,60	108 172,15	213 282,49	321 454,64
13022	2025	Crédit Mutuel	20	TAUX FIXE	0,00	3,50	T	A1	0,00	15 000 000,00	15 000 000,00	20 136,99	0,00	20 136,99
TOTAL : Emprunts à taux fixe simple									**3 357 733,76**	**327 001 376,22**	**224 296 399,03**	**3 369 232,55**	**15 150 035,62**	**18 519 268,17**
13019	2017	Crédit Mutuel	10	TAUX FIXE	0,00	4,00	M	A1	-637,66	379 015,26	54 942,29	3 113,70	42 020,94	45 134,64
TOTAL : Emprunts repris de la Communauté de Communes des Châteaux									**-637,66**	**379 015,26**	**54 942,29**	**3 113,70**	**42 020,94**	**45 134,64**
202	2014	BNP Paribas (EMTN)	20	TAUX FIXE	0,00	2,81	A	A1	-761 716,50	50 000 000,00	50 000 000,00	1 405 000,00	0,00	1 405 000,00
500	2014	Natixis (EMTN)	16	TAUX FIXE	0,00	2,70	A	A1	-439 056,58	30 000 000,00	30 000 000,00	810 000,00	0,00	810 000,00
602	2015	Agence France Locale	15	TAUX FIXE	0,00	1,38	A	A1	66 500,21	10 000 000,00	3 333 333,20	52 740,28	666 666,68	719 406,96
606	2020	Agence France Locale	15	TAUX FIXE	0,00	0,34	T	A1	1 230 548,84	20 000 000,00	13 000 000,07	47 939,99	1 333 333,32	1 381 273,31
607	2021	Agence France Locale	15	TAUX FIXE	0,00	0,47	T	A1	673 295,47	10 000 000,00	6 999 999,94	35 530,69	666 666,68	702 197,37
608	2021	Agence France Locale	15	TAUX FIXE	0,00	0,495	T	A1	1 466 335,81	20 000 000,00	14 666 666,72	78 205,41	1 333 333,32	1 411 538,73
6006	2013	HSBC (EMTN)	20	TAUX FIXE	0,00	3,50	A	A1	-4 193 961,63	65 000 000,00	65 000 000,00	2 275 000,00	0,00	2 275 000,00
TOTAL : Emprunts obligataires et Agence France Locale									**-1 958 054,38**	**205 000 000,00**	**182 999 999,93**	**4 704 416,37**	**4 000 000,00**	**8 704 416,37**
TOTAL : Emprunts à taux fixe									**1 399 212,76**	**552 380 391,48**	**408 351 341,25**	**8 143 081,39**	**20 192 056,56**	**28 335 137,95**
TOTAL GENERAL									**-14 749 966,56**	**1 286 984 386,48**	**880 278 246,82**	**20 155 765,69**	**54 185 207,61**	**74 340 973,30**

Répartition de la dette par prêteurs

Prêteurs	Encours au 31/12/2025	%	Nbre de contrats
Agence France Locale	210 458 333,21	23,91%	15
Emprunt obligataire	148 500 000,00	16,87%	8
La Banque Postale - Caisse Française de Financement Local	140 361 776,72	15,95%	11
Caisse des Dépôts et Consignations	78 614 940,68	8,93%	10
Banque Européenne d'Investissement	76 200 000,00	8,66%	2
Banque Internationale à Luxembourg	58 500 000,00	6,65%	2
Société Générale	49 437 095,47	5,62%	5
Crédit Mutuel	30 095 084,36	3,42%	7
Groupe Caisse d'Epargne	23 266 246,20	2,64%	4
ARKEA	23 041 666,60	2,62%	4
Deutsche Pfandbriefbank	14 824 556,36	1,68%	2
Crédit Coopératif	12 333 333,41	1,40%	1
Groupe Crédit Agricole	9 499 999,91	1,08%	3
Sté financière La Nef	2 933 333,32	0,33%	1
SAAR LB	1 333 333,42	0,15%	1
BNP Paribas	878 547,16	0,10%	2
TOTAL budget principal	**880 278 246,82**		**78**



La gestion de la dette de l'Eurométropole de Strasbourg repose sur deux principes :

- la diversification, en recourant à plus d'une dizaine d'établissements de crédits et en diversifiant la structure de la dette (taux fixes, taux variables, produits structurés) afin d'atténuer l'exposition aux risques,
- la clarté, en mobilisant des produits simples et visibles à long terme.

Le contrat d'échange de taux d'intérêts (swap)

Pour couvrir une partie de l'encours obligataire indexé sur EURIBOR, il a été décidé en 2009 de procéder à un contrat d'échange de taux (swap) avec le Crédit Agricole CIB.

Ce swap dont l'encours actuel est de 3 M€ après le paiement de l'échéance de décembre 2025 présente les caractéristiques suivantes :

- conditions initiales : taux d'intérêt = EURIBOR 12 mois préfixé + 0,03 %
- conditions souscrites avec le swap :
  - taux d'intérêt = EURIBOR 12 mois pré fixé – 0,30 % pour la 1ère échéance de décembre 2009,
  - taux d'intérêt = 3,25 % fixe si EURIBOR 12 mois post fixé <= 5,50 %, sinon taux d'intérêt = EURIBOR 12 mois post fixé – 0,10 %, pour les échéances suivantes.

Ce mécanisme de swap implique de continuer à payer l'échéance initiale à HSBC, tout en recevant du Crédit Agricole CIB en parallèle le montant correspondant à l'échéance calculée sur la base de l'EURIBOR 12 mois, et en lui payant les intérêts avec les nouvelles conditions.

Le taux EURIBOR 12 mois de l'échéance de décembre (2,421 %) étant inférieur au taux fixe de 3,25 %, l'échéance contractuelle est assortie d'une dépense de 16 764 €. Ce montant correspond au coût de la couverture du risque tout en ayant un taux sécurisé sur la durée résiduelle. Il conviendra d'évaluer le bilan de l'opération à l'échéance finale du prêt, c'est-à-dire en 2026.

.

L'Agence France Locale

L'Agence France Locale (AFL) a été créée par la loi du n°2013-672 du 26 juillet 2013 afin de permettre aux collectivités de se doter d'un outil de financement né de leurs volontés, piloté par elles et au service exclusif de leurs investissements.

L'Eurométropole est membre et actionnaire de l'Agence depuis le 28 novembre 2014.

En 2025, **226 nouveaux membres** ont rejoint l'AFL.

L'AFL compte au 31/12025 **1 271 membres** dont 19 départements, 992 communes, 15 métropoles, 80 communautés de communes, 5 régions, 58 communautés d'agglomération, 10 communautés urbaines, 6 établissements publics territoriaux 2 collectivités d'Outre-mer et 84 syndicats intercommunaux ou régies.

Près de **11 milliards d'euros** ont été prêtés par l'Agence à ses membres depuis sa création, ce qui représente 26 % de la dette des collectivités. C'est le 3ème prêteur des collectivités françaises en 2025.

L'Agence France Locale poursuit son développement avec une croissance constante de son activité en 2025, des fonds propres qui augmentent encore avec l'arrivée des nouveaux membres et des résultats qui continuent à progresser.

B LA DETTE DES BUDGETS ANNEXES

L'endettement du **budget annexe de l'eau (208 K€)** résulte de l'entrée en vigueur de l'Eurométropole de Strasbourg le 1er janvier 2015, ce qui a induit la reprise de 2 emprunts provenant de 2 syndicats des eaux, du fait de l'exercice de plein droit de la compétence de l'eau sur l'ensemble des communes membres de l'Eurométropole. L'un des prêts a été remboursé depuis.

À cela s'est rajouté en 2017, la reprise d'un prêt initialement contracté par un syndicat des eaux sur le territoire de l'ex-Communauté de Communes des Châteaux.

L'endettement du **budget de l'assainissement (30,1 M€)** comprend des emprunts intégrés suite à la fusion avec la Communauté de Communes des Châteaux et au transfert de 3 emprunts initialement contractés par celle-ci pour son budget annexe épuration, dont une avance auprès de l'Agence de l'eau à taux zéro. En 2025, afin de financer ses investissements, un prêt de **30 M€** a été souscrit auprès de la Banque Postale au taux indexé égal à EURIBOR 12 mois + une marge de 0,84 %, soit un taux de 3,10 % pour la 1ère échéance et une durée de 20 ans.

Concernant le **budget mobilités actives**, un prêt de **10 M€** a été mis en place auprès de la Banque des territoires (1ère tranche d'un prêt de 44 M€) au taux indexé égal à livret A + marge de 0,40%, soit 2,10 % pour la 1ère échéance pour une durée de 25 ans.

La dette du **budget annexe zone d'aménagement immobilier (ZAI)** correspond à une avance de 25 M€ du budget principal de l'Eurométropole lors de la création du budget annexe ZAI en 1999. Cette avance est remboursée au budget principal au fur et à mesure de la clôture des zones concernées. Cette communication figure, outre dans le budget principal, dans l'état de la dette du budget annexe ZAI pour 20,3 M€.

Les conditions de chacun des prêts souscrits par les budgets annexes sont détaillées dans le tableau suivant :

Etat de la dette de l'Eurométropole de Strasbourg au 31/12/2025 - Budgets annexes

N°	Année	Prêteur	Durée	Type taux	Marge (%)	Taux d'intérêt	Période	Risque charte Gissler	Capital	Encours au 31/12/2025	Intérêt	Amortissement	Annuité
1091	2015	Caisse d'Epargne	19,5	TAUX FIXE	0,00	3,15	T	A1	382 200,00	171 500,00	5 788,13	19 600,00	25 388,13
1094	2018	Caisse d'Epargne	18,5	TAUX FIXE	0,00	1,75	T	A1	70 801,71	36 355,07	544,29	3 828,40	4 372,69
TOTAL : Emprunts du budget Eau									**453 001,71**	**207 855,07**	**6 332,42**	**23 428,40**	**29 760,82**
711	2025	Banque Postale	20	ESTER	1,17	3,102	M	A1	30 000 000,00	30 000 000,00	25 810,00	0,00	25 810,00
13016	2017	Crédit Mutuel	10	TAUX FIXE	0,00	4,00	M	A1	568 522,83	82 413,44	4 670,55	63 031,42	67 701,97
13017	2017	Crédit Mutuel	10	TAUX FIXE	0,00	4,20	M	A1	118 009,13	24 810,10	1 320,77	12 174,79	13 495,56
12417	2017	Agence de l'eau	9	TAUX FIXE	0,00	0,00	A	A1	33 930,00	0,00	0,00	3 770,00	3 770,00
TOTAL : Emprunts du budget Assainissement									**30 720 461,96**	**30 107 223,54**	**31 801,32**	**78 976,21**	**110 777,53**
3401	2025	Caisse des Dépôts	25	LIVRET A	0,4	2,1	T	A1	10 000 000,00	10 000 000,00	17 036,30	0,00	17 036,30
TOTAL : Emprunts du budget Mobilités actives									**10 000 000,00**	**10 000 000,00**	**17 036,30**	**0,00**	**17 036,30**
	1999	Avance B principal						A1	25 044 103,45	20 300 978,78	0,00	0,00	0,00
TOTAL : Emprunts du budget Zone d'amémagement immobilier									**25 044 103,45**	**20 300 978,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL									**66 217 567,12**	**60 616 057,39**	**55 170,04**	**102 404,61**	**157 574,65**

L'endettement global du budget consolidé de l'Eurométropole au 31/12/2025 est décrit dans le tableau suivant :

	Capital	Encours au 31/12/2025	Intérêt	Amortissement	Annuité
Budget principal	1 286 984 386,48	880 278 246,82	20 155 765,69	54 185 207,61	74 340 973,30
Budget eau	453 001,71	207 855,07	6 332,42	23 428,40	29 760,82
Budget assainissement	30 720 461,96	30 107 223,54	31 801,32	78 976,21	110 777,53
Budget Mobilités actives	10 000 000,00	10 000 000,00	17 036,30	0,00	17 036,30
Budget ZAI (avance budget principal)	25 044 103,45	20 300 978,78	0,00	0,00	0,00
Budget consolidé	**1 353 201 953,60**	**940 894 304,21**	**20 210 935,73**	**54 287 612,22**	**74 498 547,95**

C LA DETTE GARANTIE

Outre sa dette propre, l'Eurométropole a contracté des engagements au bénéfice de tiers, se traduisant par une dette garantie dont l'encours s'élève à **2 364 M€ au 31 décembre 2025** contre 2 235 M€ au 31 décembre 2024, correspondant à une annuité de **157 M€** versée par les débiteurs en 2025.

L'essentiel de cet encours (environ 90 %) provient des organismes de logement social, bénéficiant de financement aidés par l'État.
L'encours garanti est réparti entre 41 bénéficiaires, parmi lesquels cinq organismes représentent 2/3 du total garanti :

OPHEA (ex CUS Habitat)	633,7 M€
Habitation Moderne	385,5 M€
CTS	227,3 M€
DOMIAL ESH	189,9 M€
Habitat de l'Ill	172,1 M€

Les conditions dans lesquelles l'Eurométropole a pu accorder ces garanties sont définies par des ratios prudentiels fixés par la loi Galland, dont la principale limite à 50 % des recettes réelles de fonctionnement le montant des annuités de la dette propre additionné aux annuités de la dette garantie.

Pour l'Eurométropole, ce ratio ressort à **12,2 %** pour 2025, en baisse par rapport à 2024, où il s'élevait à 12,9 %, mais toujours très loin du seuil de 50 %.

Hormis les logeurs sociaux dont les emprunts peuvent être garantis à 100 %, d'autres bénéficiaires ont une garantie plafonnée. Il s'agit notamment de :

- la CTS pour laquelle la garantie a été limitée à 50 % du montant des emprunts contractés pour le tramway, conformément à la règle de division des risques,
- la SPL Deux Rives ou la SAMINS dont les emprunts sont garantis à hauteur de 80 %, conformément à la règle du partage des risques.

Aucune garantie n'a été mise en jeu en 2025.

Etat récapitulatif de la dette garantie par l'Eurométropole de Strasbourg
du 01/01/2025 au 31/12/2025

Organisme bénéficiaire	Montant de l'emprunt	Encours au 31/12/2025	Intérêt	Amortissement	Annuité
SAMINS	2 121 900,00	1 375 790,52	21 323,80	84 696,61	106 020,41
C.T.S (Bus)	60 150 000,00	42 144 186,67	709 347,09	4 071 673,33	4 781 020,42
C.T.S (Tram)	282 772 500,00	185 176 792,83	3 809 380,20	13 472 648,81	17 282 029,01
S.E.R.S	3 699 650,33	1 443 618,48	55 247,42	164 941,19	220 188,61
GIP ICANS (IRCAL)	21 401 577,50	14 598 684,27	640 509,91	848 178,12	1 488 688,03
SPL Deux Rives	53 200 000,00	23 560 381,40	305 349,68	7 454 846,04	7 760 195,72
SEM Pôle Funéraire	250 000,00	22 965,10	960,44	45 240,65	46 201,09
Fondation Home Protestant	155 797,98	68 054,39	2 193,53	3 977,68	6 171,21
SA d'HLM I.C.F Habitat Nord Est	29 941 344,77	20 367 549,64	653 149,68	901 828,23	1 554 977,91
SEDES (ex SOCOLOPO)	45 868 249,25	27 116 063,42	800 869,78	1 154 395,92	1 955 265,70
Société Coopérative Habitat de l'Ill	204 266 842,40	172 131 616,12	4 532 055,88	2 252 126,21	6 784 182,09
SA d'HLM NLE (CDC Habitat)	116 805 742,49	91 675 228,34	3 073 304,94	1 092 442,41	4 165 747,35
CDC Habitat Social (ex SNI)	24 225 820,00	23 668 434,66	606 303,86	105 914,21	712 218,07
ADOMA	27 235 776,79	20 583 847,50	239 929,12	496 000,76	735 929,88
SA d'HLM Batigère Nord-Est	130 668 249,01	108 441 042,82	3 868 649,80	1 325 753,67	5 194 403,47
SA d'HLM 3F Grand Est	89 232 680,64	65 266 339,06	9 119 522,86	1 343 699,51	10 463 222,37
Fondation Saint-Thomas	2 371 605,19	1 881 704,26	53 525,26	36 532,52	90 057,78
SCI Maison Universitaire Internationale	5 679 000,00	4 453 294,75	170 675,72	140 080,60	310 756,32
SAEML Habitation Moderne	493 162 949,56	385 476 156,79	14 409 895,64	8 495 233,23	22 905 128,87
Habitat Moderne de Reichstett	1 085 749,16	811 254,40	25 069,72	13 872,26	38 941,98
Asso de gestion des équipements sociaux	1 700 000,00	0,00	6 263,68	173 991,03	38 941,98
Résidences sociales de France	1 212 929,90	1 051 497,14	29 494,78	1 887,81	31 382,59
OPHEA (ex CUS Habitat)	813 618 183,41	633 660 040,94	25 082 024,93	16 434 574,11	41 516 599,04
DOMIAL ESH	233 420 644,88	189 946 702,48	5 985 010,65	7 772 168,62	13 757 179,27
VILOGIA	86 453 095,72	82 849 738,44	1 561 480,61	395 125,16	1 956 605,77
Association Arts et Industries	13 400 000,00	8 598 673,45	333 491,81	413 311,24	746 803,05
Fondation Vincent de Paul (transfert Emmaüs)	601 804,05	99 891,12	4 647,00	22 398,41	27 045,41
Foyer Moderne de Schiltigheim	65 395 078,25	53 978 280,90	1 435 754,85	881 427,55	2 317 182,40
Association Amitel	6 768 773,02	5 064 879,90	163 744,85	117 585,17	281 330,02
Etab des Diaconesses (Maison Bethlehem)	2 309 000,00	305 011,96	17 463,79	143 462,21	160 926,00
Société Foncière Habitat et Humanisme	3 964 637,00	3 445 393,80	101 809,76	22 204,93	124 014,69
Fédération de charité CARITAS	1 090 000,00	256 796,87	10 347,89	56 371,51	66 719,40
Société Mulhousienne des Cités Ouvrières	59 309 616,77	49 650 650,68	1 802 810,11	546 875,61	2 349 685,72
NEOLIA	141 003 037,93	116 708 850,16	2 681 882,75	1 672 581,31	4 354 464,06
PROCIVIS Habitat Alsace	440 000,00	0,00	2 963,95	398 447,63	401 411,58
Batigère Habitat Social	2 102 334,00	1 968 587,52	51 217,59	2 454,97	53 672,56
S.C.I Strasbourg Eurométropole Accession	5 283 896,00	5 283 896,00	53 400,12	0,00	53 400,12
Alsace Habitat (ex SIBAR)	32 097 636,33	15 277 644,53	477 661,44	1 181 020,19	1 658 681,63
OPIDIA	3 461 130,00	3 461 130,00	82 728,24	0,00	82 728,24
OFS La Coopérative foncière	939 665,00	938 022,94	12 822,60	835,55	13 658,15
Office Foncier Solidaire Alsace	1 260 000,00	1 260 000,00	0,00	0,00	0,00
Association Entraide Le Relais	250 000,00	247 338,89	2 045,29	2 661,11	4 706,40
TOTAL GENERAL	**3 070 376 897,33**	**2 364 316 033,14**	**82 996 331,02**	**73 743 466,08**	**156 598 484,37**

VI LES BUDGETS ANNEXES

A BUDGET ANNEXE DE L'EAU

SECTION D'EXPLOITATION

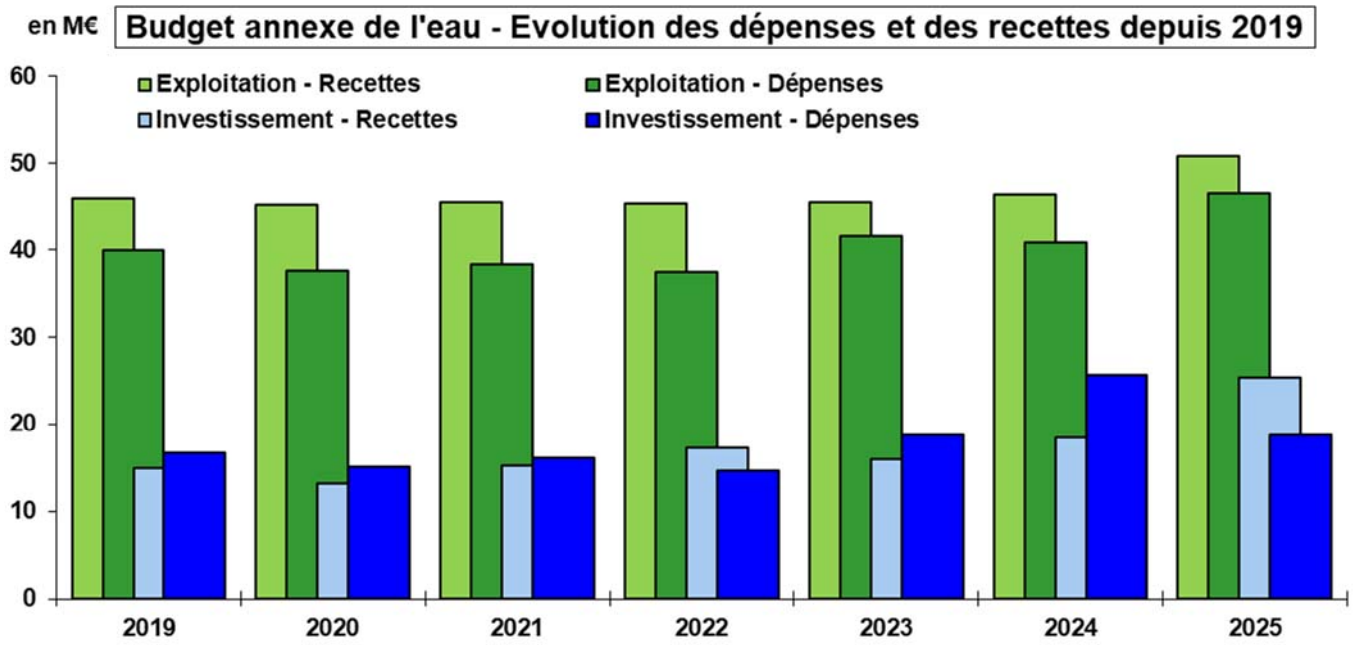
	DEPENSES	RECETTES
Prévu	**65 600 000,00**	**65 600 000,00**
Mandats et titres émis	**46 592 588,74**	**50 935 352,99**
Résultat de l'exercice		*4 342 764,25*
Résultat reporté		**12 234 980,07**
Total réalisé	**46 592 588,74**	**63 170 333,06**
Taux de réalisation	*71,03 %*	*96,30 %*
Résultat cumulé		**16 577 744,32**
Reste à réaliser		

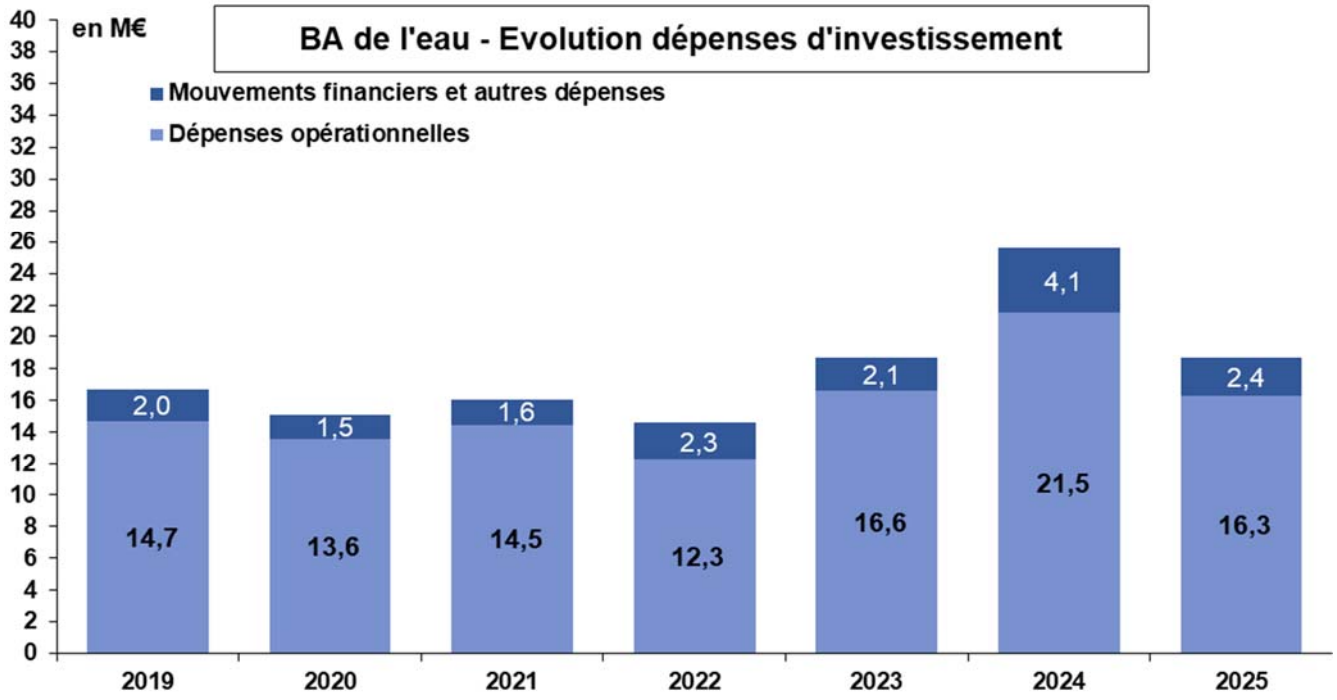
SECTION D'INVESTISSEMENT

	DEPENSES	RECETTES
Prévu	**45 300 000,00**	**45 300 000,00**
Mandats et titres émis	**18 653 494,75**	**25 346 927,71**
Résultat de l'exercice		*6 693 432,96*
Résultat reporté	**14 400 695**	
Total réalisé	**33 054 189,75**	**25 346 927,71**
Taux de réalisation	*72,97 %*	*55,95 %*
Résultat cumulé	**7 707 262,04**	
Reste à réaliser	**687 370,91**	

Budget annexe de l'eau - Evolution des dépenses et des recettes

	Fonctionnement			Investissement		
	Recettes	Dépenses	Résultat de l'exercice	Recettes	Dépenses	Résultat de l'exercice
2019	46,0	39,9	6,1	14,9	16,7	-1,8
2020	45,2	37,6	7,6	13,1	15,1	-2,0
2021	45,5	38,4	7,1	15,2	16,1	-0,9
2022	45,4	37,4	8,0	17,3	14,6	2,7
2023	45,6	41,5	4,1	15,9	18,7	-2,8
2024	46,4	40,8	5,6	18,5	25,6	-7,1
2025	50,9	46,6	4,3	25,4	18,7	6,7





L'emploi des excédents ainsi cumulés et la pérennité d'une capacité d'autofinancement conséquente permettent un financement des projets d'investissements à moyen terme du budget annexe de l'eau, sans recours à l'emprunt, ou avec un endettement modéré.

Sur les 16,3 M€ de dépenses d'investissement opérationnelles, les principales sont :

- 10,2 M€ pour l'amélioration et l'extension du réseau d'adduction d'eau dans les communes,
- 2,4 M€ pour l'amélioration et l'entretien de réseaux existants,
- 0,9 M€ pour la sécurisation des installations de production,
- 0,6 M€ pour le déplacement des conduites d'eau dans le cadre des extensions de tramway,
- 0,6 M€ pour le champ captant de Plobsheim,
- 0,5 M€ pour les projets informatiques,
- 0,3 M€ pour l'acquisition de véhicules et engins d'exploitation.

B BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT

SECTION D'EXPLOITATION

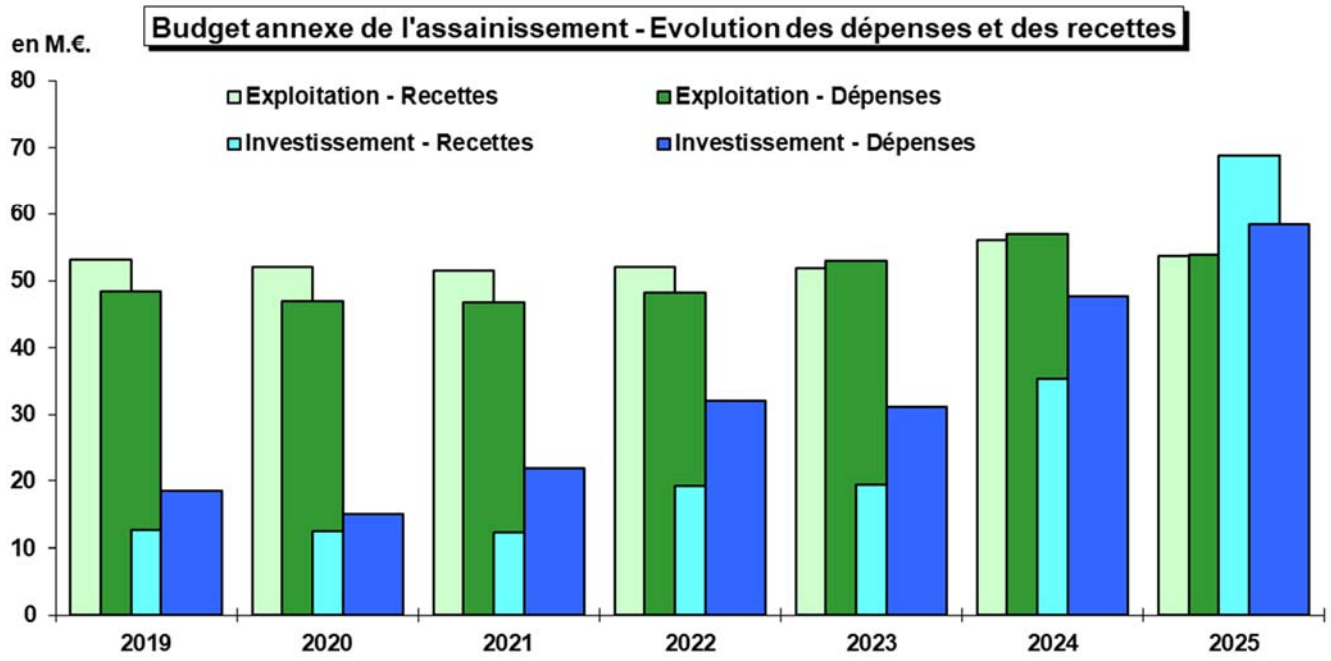
	DEPENSES	RECETTES
Prévu	**55 300 000,00**	**55 300 000,00**
Mandats et titres émis	**53 820 497,08**	**53 629 529,47**
Résultat de l'exercice	*190 967,61*	
Résultat reporté		
Total réalisé	**53 820 497,08**	**53 629 529,47**
Taux de réalisation	*97,32 %*	*96,98 %*
Résultat cumulé	**190 967,61**	
Reste à réaliser		

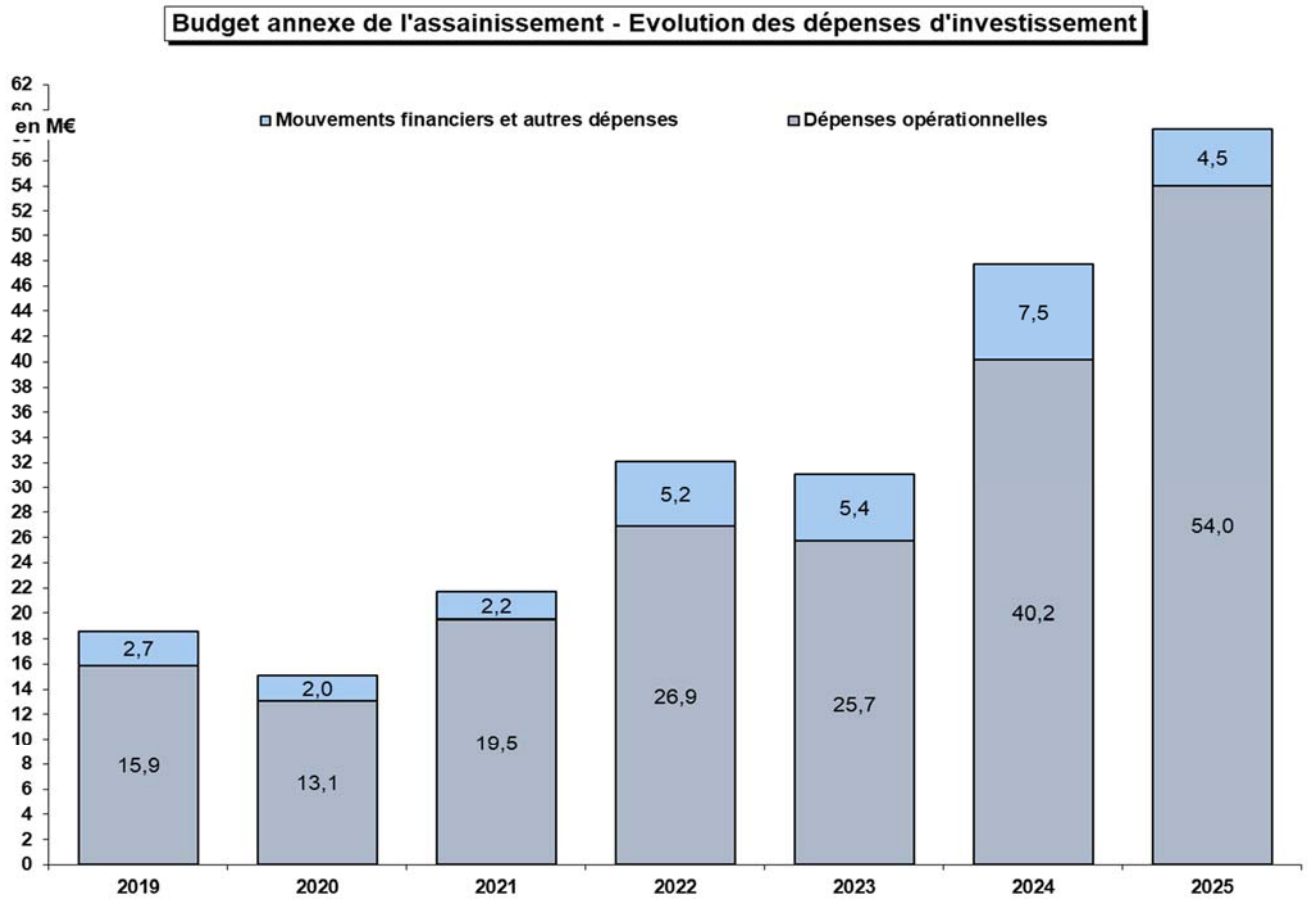
SECTION D'INVESTISSEMENT

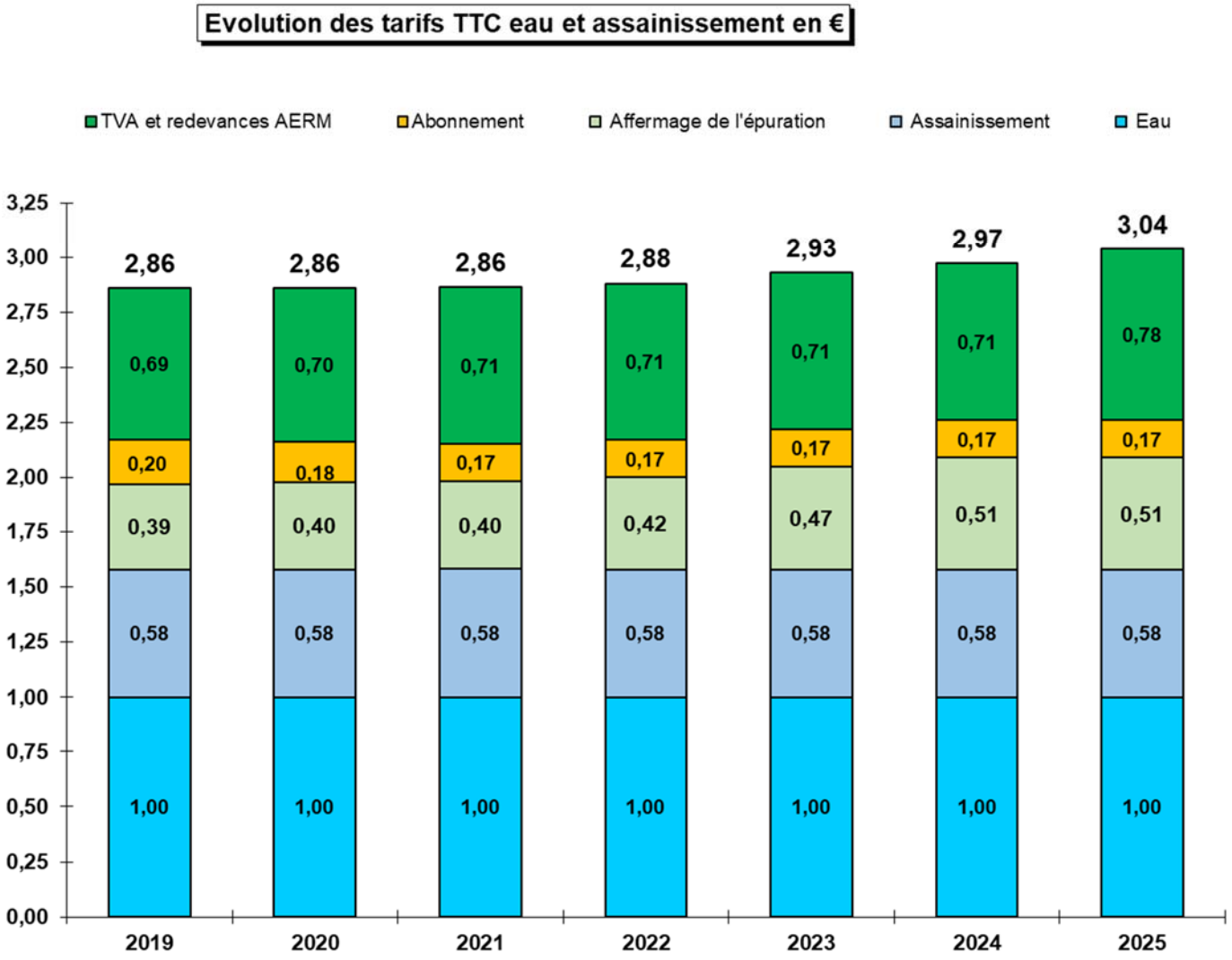
	DEPENSES	RECETTES
Prévu	**88 300 000,00**	**88 300 000,00**
Mandats et titres émis	**58 456 211,06**	**68 827 555,09**
Résultat de l'exercice		*10 371 344,03*
Résultat reporté	**23 495 775,12**	
Total réalisé	**81 951 986,18**	**68 827 555,09**
Taux de réalisation	*92,81 %*	*77,95 %*
Résultat cumulé	**13 124 431,09**	
Reste à réaliser	**174 655,95**	**10 000 000,00**

Budget annexe de l'assainissement - Evolution des dépenses et des recettes

	Fonctionnement			Investissement		
	Recettes	Dépenses	Résultat de l'exercice	Recettes	Dépenses	Résultat de l'exercice
2019	53,1	48,4	**4,6**	12,7	18,6	**-5,9**
2020	52,0	46,9	**5,1**	12,5	15,1	**-2,6**
2021	51,5	46,8	**4,7**	12,3	21,7	**-9,5**
2022	52,1	48,1	**4,0**	19,3	32,1	**-12,8**
2023	51,8	52,9	**-1,1**	19,4	31,1	**-11,7**
2024	56,0	57,0	**-1,0**	35,4	47,7	**-12,3**
2025	53,6	53,8	**-0,2**	68,8	58,4	**10,4**


Budget annexe de l'assainissement - Evolution des dépenses et des recettes
en M.€.
Exploitation - Recettes
Exploitation - Dépenses
Investissement - Recettes
Investissement - Dépenses
80
70
60
50
40
30
20
10
0
2019
2020
2021
2022
2023
2024
2025


Budget annexe de l'assainissement - Evolution des dépenses d'investissement
en M€
Mouvements financiers et autres dépenses
Dépenses opérationnelles
2,7
15,9
2,0
13,1
2,2
19,5
5,2
26,9
5,4
25,7
7,5
40,2
4,5
54,0
2019
2020
2021
2022
2023
2024
2025



Pour les particuliers, le prix de l'eau comprend plusieurs éléments détaillés dans le graphique ci-dessus. La part variable du prix TTC comprend :

- la consommation de l'eau potable (prix en € par m^3),
- la redevance d'assainissement, des redevances pollution (eau potable) et modernisation (assainissement), prélevées au profit de l'Agence de l'eau en application de la loi sur l'eau du 31/12/2006,
- la redevance d'épuration versée à l'exploitant SOVEES pour l'exploitation de la station d'épuration.

Le résultat global – incluant les restes à réaliser – reste déficitaire à -3,3 M€ (-3,7 M€ en 2024). L'investissement opérationnel (54 M€) continue en effet à s'accélérer (+10,8 M€ par rapport à 2024) traduisant la politique d'investissement, les principales dépenses étant :
- les travaux du schéma directeur (21,4 M€),
- la construction du four à la station d'épuration de la Wantzenau (16,7 M€),
- la réhabilitation de collecteurs à Strasbourg (6,6 M€),
- l'amélioration et l'extension du réseau d'assainissement dans les communes (3,5 M€),
- le plan annuel d'amélioration du réseau (2 M€).

C BUDGET ANNEXE DES ZONES D'AMENAGEMENT IMMOBILIER

SECTION DE FONCTIONNEMENT

	DEPENSES	RECETTES
Prévu	**15 294 574,28**	**15 294 574,28**
Mandats et titres émis	**5 105 956,2**	**5 105 956,2**
Résultat de l'exercice		
Résultat reporté		
Total réalisé	**5 105 956,2**	**5 105 956,2**
Taux de réalisation	*33,38 %*	*33,38 %*
Résultat cumulé		
Reste à réaliser		

SECTION D'INVESTISSEMENT

	DEPENSES	RECETTES
Prévu	**12 123 574,28**	**12 123 574,28**
Mandats et titres émis	**3 893 091,2**	**3 159 410,6**
Résultat de l'exercice	*733 680,6*	
Résultat reporté		**2 890 787,14**
Total réalisé	**3 893 091,2**	**6 050 197,74**
Taux de réalisation	*32,11 %*	*49,90 %*
Résultat cumulé		**2 157 106,54**
Reste à réaliser		

Le budget annexe des zones d'aménagement a été mis en place en 1999. Les dispositions légales imposent la tenue des comptes sur un budget annexe pour les opérations d'aménagement de terrains assujettis à la TVA.

Ci-dessous les dépenses réelles d'investissement réalisées en 2025 dans les différentes zones :

Zones d'activités	Réalisé (en euros)
Zone d'activités Plaine des Bouchers	1 253 099
ZA Fegersheim	413 035
Zone d'activités Extension Quadrant 2 à Entzheim (hors ZAC)	105 693
Zone d'activités d'Eschau	80 086
Zone d'activités Holtzheim - Extension Est	60 278
Extension de la ZA Eckbolsheim	27 007
La Redoute à Niederhausbergen-Mundolsheim	7 348
TOTAL	**1 946 546**

Les biens produits par l'activité d'aménageur de l'Eurométropole de Strasbourg et destinés à la revente n'ont pas vocation à être intégrés dans le patrimoine de la collectivité.

Ces opérations sont en conséquence décrites dans une comptabilité de stocks, tenue selon le système de l'inventaire permanent simplifié.

Ce système consiste à enregistrer directement en section d'investissement toutes les acquisitions de terrains nus ainsi que le coût des travaux d'aménagement. Lorsque les terrains sont entièrement équipés, les dépenses (achat de terrains et travaux) sont comptabilisées au compte de stocks de la section d'investissement « terrains aménagés ».

À la vente, le produit est constaté en section de fonctionnement. Une écriture d'ordre ajuste ensuite le compte de stocks « terrains aménagés » de la section d'investissement.

D BUDGET ANNEXE DES MOBILITES ACTIVES

SECTION DE FONCTIONNEMENT

	DEPENSES	RECETTES
Prévu	**208 700 000,00**	**208 700 000,00**
Mandats et titres émis	**204 427 494,36**	**210 117 747,63**
Résultat de l'exercice		*5 690 253,27*
Résultat reporté		
Total réalisé	**204 427 494,36**	**210 117 747,63**
Taux de réalisation	*97,95 %*	*100,68 %*
Résultat cumulé		**5 690 253,27**
Reste à réaliser		

SECTION D'INVESTISSEMENT

	DEPENSES	RECETTES
Prévu	**33 100 000,00**	**33 100 000,00**
Mandats et titres émis	**22 155 022,35**	**26 284 504,35**
Résultat de l'exercice		*4 129 482*
Résultat reporté	**6 682 253,37**	
Total réalisé	**28 837 275,72**	**26 284 504,35**
Taux de réalisation	*87,12 %*	*79,41 %*
Résultat cumulé	**2 552 771,37**	
Reste à réaliser	**27 621,00**	

Le budget annexe des mobilités actives (BAMA) a été créé au 1er janvier 2021. Il a ainsi succédé au budget annexe des transports en commun, en élargissant le périmètre au champ de toutes les mobilités « actives », en application de la loi d'orientation des mobilités du 24 décembre 2019.

Le périmètre du BAMA inclut l'ensemble des transports collectifs (bus, tramway et transport des personnes à mobilité réduite) mais également la politique vélo ou piétonne.

Le BAMA reprend l'ensemble des charges liées aux mobilités actives, nécessairement équilibrées par des recettes équivalentes (notamment le produit du versement mobilité et différentes redevances et participations) et complétées par une subvention d'équilibre, qui apparaît comme une dépense au budget principal.

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses de fonctionnement du BAMA s'élèvent en 2025 à 204,4 M€, en augmentation par rapport à 2024 (+4,1 M€).

BAMA - SECTION DE FONCTIONNEMENT			
NATURE DES DEPENSES	PREVISIONS	REALISATIONS	%
-1- Charges de gestion générale	**4 657 061**	**3 629 046**	**77,93%**
> Achats et variation de stocks	98 267	9 458	9,62%
> Autres charges et charges externes	4 558 794	3 619 588	79,40%
** Contrat de prestations de service*	*1 395 007*	1 141 703	*81,84%*
-2- Charges de personnel	**2 600 000**	**2 403 083**	**92,43%**
-3- Autres charges de gestion courante	**192 522 939**	**189 631 227**	**98,50%**
> Subventions	191 407 003	188 924 865	98,70%
> Autres charges de gestion courante	1 115 936	706 362	63,30%
-4- Atténuation de produits	**220 000**	**83 212**	**37,82%**
-5- Financement de la section d'investissement	**8 700 000**	**8 680 926**	**99,78%**
> Amortissements	8 700 000	8 680 926	99,78%
Total des dépenses de fonctionnement	**208 700 000**	**204 427 494**	**97,95%**

Les dépenses de fonctionnement concernent principalement des subventions versées (189,6 M€), dont notamment :

- la contribution forfaitaire d'exploitation à la CTS de 175,2 M€,
- la subvention de 8,7 M€ à la Région Grand Est pour la contribution au REME ferroviaire.
- la contribution à la DSP Vél'Hop pour 2,6 M€,
- la subvention de 0,7 M€ à la Région Grand Est pour la compensation de l'intégration tarifaire sur les TER.

Les charges de gestion générale (3,6 M€) sont constituées des frais liés à la conduite des projets de transports, en particulier les dépenses pour les contrats de prestations de services de transport des personnes à mobilité réduite (0,6 M€) et du remboursement au budget principal des frais d'administration générale (1 M€).

Les charges de personnel s'établissent à 2,4 M€ de remboursements au budget principal.

Les amortissements contribuent à hauteur de 8,7 M€ au financement de la section d'investissement.

BAMA - SECTION DE FONCTIONNEMENT			
NATURE DES RECETTES	PREVISIONS	REALISATIONS	%
-1- Fiscalité locale	**135 500 000**	**136 391 689**	**100,66%**
> Versement mobilité (VM)	135 500 000	136 391 689	100,66%
-2- Dotations et participations	**3 067 880**	**3 299 059**	**107,54%**
> Dotation générale de décentralisation	1 913 208	1 913 208	100,00%
> Participations	532 672	763 859	143,40%
> Compensation relèvement seuil personnes VM	622 000	621 992	100,00%
-3- Produits et autres produits de gestion courante	**51 671 000**	**52 108 066**	**100,85%**
> Reversement forfait post-stationnement	3 000 000	3 235 696	107,86%
> Contribution du budget principal	48 500 000	48 500 000	100,00%
> Autres	171 000	372 370	217,76%
-4- Produits exceptionnels	**12 261 120**	**12 251 014**	**99,92%**
> Mandats annulés (sur les exercices antérieurs) ou atteint par la déchéance	12 261 120	12 251 014	99,92%
-5- Quote-part des subventions virées au compte de résultat	**1 700 000**	**1 567 920**	**92,23%**
-6- Reprises sur amortissements et provisions	**4 500 000**	**4 500 000**	**100,00%**
Total des recettes de fonctionnement	**208 700 000**	**210 117 748**	**100,68%**

Les recettes de fonctionnement du budget annexe mobilités actives s'élèvent à 210,1 M€, en hausse de 8,2 M€ par rapport à 2024.

Les recettes de fonctionnement, réalisées à 100,7 %, se décomposent notamment en :
- 136,4 M€ de versement mobilité,
- 48,5 M€ de participation du budget principal,
- 4,5 M€ de reprise de provision,
- 3,2 M€ de reversement par la Ville de forfait post-stationnement,
- 1,9 M€ de dotation générale de décentralisation,
- 12,3 M€ d'annulation de mandat sur exercice antérieur, correspondant à une régularisation de la contribution à la CTS,
- 0,6 M€ de compensation suite au relèvement de seuil des salariés (passé de 9 à 11 depuis 2016) pour que les employeurs contribuent au versement mobilité.

Le versement mobilité

Le produit du versement mobilité 2025 est de **136,4 M€** contre 134,3 M€ en 2024, en hausse de 1,6 %. Il est perçu depuis le 1er janvier 2011 au taux de 2,00 % de la masse salariale déplafonnée des entreprises de plus de 11 salariés (seuil relevé depuis le 1er janvier 2016). Le produit du versement mobilité est affecté à la couverture des dépenses réalisées dans le cadre des transports en commun de l'agglomération strasbourgeoise, principalement le financement de la construction de lignes de tramway, et la prise en charge d'une partie de l'exploitation des lignes de bus urbaines et interurbaines. Depuis 2021, il finance également de manière plus large les mobilités actives, dont la politique vélo et marche active.

SECTION D'INVESTISSEMENT

Les dépenses réelles en section d'investissement du budget annexe s'élèvent à 19,9 M€.
Les principales dépenses opérationnelles concernent :
- les investissements en faveur du vélo pour 10,2 M€,
- la subvention pour le renouvellement bus et tramway pour 4 M€,
- la subvention d'équipement à la CTS pour le tram Ouest pour 3,5 M€,
- les subventions aux vélos à assistance électrique (VAE) pour 0,6 M€,
- le schéma bus pour 0,6 M€,

- des études pour 0,5 M€.

Les recettes réelles en section d'investissement du budget annexe des mobilités actives s'élèvent à 12,3 M€, incluant un emprunt pour 10 M€.

VII LES PARTICIPATIONS DANS LES SEM ET SPL

SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE Objet social	Type	Capital social	% détenu par l'EMS	Valeur nominale de la participation
ECONOMIE				
LOCUSEM la réalisation d'études, d'opérations d'aménagement, construction, rénovation, restauration, gestion immobilière, entretien d'immeubles et d'équipements et réalisation d'actions dans les quartiers dans le domaine immobilier	SEM	14 261 257 €	48,46%	6 910 685 €
SAMINS la gestion du Marché d'intérêt national qui regroupe les opérateurs grossistes, producteurs, prestataires de services et acheteurs des secteurs alimentaires et horticoles	SEM	1 184 730 €	30,22%	358 025 €
STRASBOURG EVENEMENTS la gestion, l'animation et la promotion d'équipements publics locaux, ainsi que la conception, l'organisation, la participation, le financement direct ou en partenariat, de toute manifestation	SEM	1 460 279 €	33,32%	486 565 €
DEPLACEMENT-STATIONNEMENT				
CTS l'organisation, exploitation et développement de tous les services publics et accessoirement privés de transports de voyageurs et de marchandises	SPL	5 000 000 €	80,00%	4 000 000 €
CTBR	SPL	500 000 €	20,00%	100 000 €
PARCUS l'étude, la construction et l'exploitation, à l'intérieur du territoire de la Communauté urbaine de Strasbourg, de parcs de stationnement et de toutes les installations commerciales, administratives ou autres, qui pourraient y être rattachées	SEM	2 800 000 €	50%	1 400 000 €
SPL Parkings et mobilités gestion des parkings en ouvrage et des services de mobilité (hors champ des transports collectifs), la SPL « Parkings et mobilités »	SPL	900 000 €	95%	855 000 €
SPL voirie organisation du stationnement sur voirie et d'autres services ou équipements en lien avec la mobilité et l'espace public,	SPL	900 000 €	5%	45 000 €
AMENAGEMENT LOGEMENT				
SERS la réalisation d'opérations d'aménagement et d'équipement foncier, économique et social, d'activités de gestion, de prestations ou d'exploitation de services ou biens, de toutes les opérations de constructions nécessaires à la vie économique sociale	SEM	8 068 800 €	12,26%	989 235 €
SPL des deux Rives aménagement de la ZAC 2 rives opération BV	SEM	5 000 000 €	50%	2 500 000 €
HABITATION MODERNE la construction et la gestion - pour son compte ou pour le compte de tiers - d'immeubles de toute nature, en France et à l'étranger	SEM	1 500 000 €	9%	128 927,94 €
SERVICES FUNERAIRES				
POLE FUNERAIRE PUBLIC DE STRASBOURG la création et la gestion d'équipements funéraires, le conseil aux communes et autres collectivités territoriales dans le domaine funéraire, participation à la création d'un réseau national de SEM Funéraires	SEM	1 102 000 €	84,85%	935 047 €
ENVIRONNEMENT				
Strasbourg centre énergie Exploitation de la DSP Strasbourg centre	SEMOP	1 500 000 €	34%	510 000 €
Calorie Kehl Strasbourg Conception création et exploitation d'un tuyau relié à l'aciérie BSW et permettant d'alimenter en chaleur fatale les réseaux de chaleur de l'EMS et de Kehl	SEM	4 161 867 €	46,75%	1 945 673 €
BIOGENERE Injection de biogaz issu de la STEP dans le réseau de gaz	SEM	50 000 €	60,00%	30 000 €
SPL Infra participer au développement des infrastructures de transport ferroviaires et aux infrastructures associées sur tout ou partie du territoire de, et exclusivement pour le compte de, ses actionnaires.	SPL	50 000 €	2,00%	1 000 €
Sun'stett étude, développement, financement, installation, production, exploitation, vente d'électricité et la maintenance d'un système de production d'énergies renouvelables à partir de l'énergie solaire à Reichstett	SAS	1 000 €	39,00%	390 €
SPL Energies RENOUVELABLES la conception, au financement, à la réalisation, à l'exploitation, à la gestion, et à la maintenance d'installations de production et de distribution d'énergie visées à l'article L2224-32 du Code général des collectivités territoriales sur le domaine public ou privé de ses actionnaires (hydroélectricité, micro-réseaux de chaleur,etc),	SPL	1 900 000 €	60,00%	1 140 000 €
	Total participations EMS au 31-12-2025			22 335 548 €

VIII LES RATIOS FINANCIERS OBLIGATOIRES

Un des principaux objectifs des ratios des collectivités de strate identique est de permettre de comparer les données de l'Eurométropole de Strasbourg à celles d'autres collectivités, ou à une moyenne nationale.

Cette comparaison, pour intéressante qu'elle soit, peut toutefois dans certains cas conduire à des interprétations peu conformes à la réalité.

En effet, si les métropoles font l'objet de ratios propres spécifiques – tout comme leurs communes membres – le périmètre de compétence de l'EPCI varie considérablement d'une métropole/communauté urbaine à une autre.

En outre, l'Eurométropole présente une spécificité notoire : celle d'être l'employeur unique en ayant mutualisé son administration avec la ville-centre. Il en résulte un ratio (6) « Part des dépenses de fonctionnement affectées aux dépenses de personnel », à 49,78 %, soit deux fois plus élevé que la moyenne nationale. Dès lors qu'aucun retraitement du dénominateur n'est possible, la comparaison à la moyenne nationale est faussée.
Si les remboursements étaient retraités, le ratio des dépenses de fonctionnement consacrées aux ressources humaines serait de 17,7 % des dépenses réelles de fonctionnement.
L'Eurométropole de Strasbourg, créée de plein droit en application de la loi du 31 décembre 1966, a en effet pour mission de gérer dans les 33 communes qui la composent un certain nombre de compétences soit transférées obligatoirement à sa charge, tels l'urbanisme, la voirie, les ordures ménagères, l'eau et l'assainissement, soit acceptées par délibération, tels les piscines, les médiathèques d'intérêt communautaire, la patinoire, le hall Rhénus Sport, le Zénith, le stade de la Meinau ou l'organisation de grandes manifestations.

De leur côté, les communes membres conservent les compétences générales relevant notamment du domaine scolaire, culturel, sportif et social.

Un certain nombre de ratios peut présenter par ailleurs des différences avec des données contenues dans ce rapport de présentation, chiffres en valeur absolue ou en pourcentage.

Ceci procède en fait des modalités de calcul très strictes des ratios, élaborées par le Ministère de l'Intérieur et énumérant de façon précise les dépenses et les recettes à prendre en compte aux numérateurs et dénominateurs des fractions.

RATIOS FINANCIERS OBLIGATOIRES
EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

RATIOS N°	DEFINITION	DETERMINATION	2022	2023	2024	2025
Ratio 1	Evaluation de la charge totale de fonctionnement par habitant	Dépenses réelles de fonctionnement / Population	1 347 €	1 417 €	1 439 €	1 458 €
Ratio 2	Evaluation des ressources courantes totales par habitant	Recettes réelles de fonctionnement / Population	1 557 €	1 629 €	1 624 €	1 683 €
Ratio 3	Evaluation de l'effort d'équipement par habitant	Dépenses d'équipement brut / Population	301 €	396 €	440 €	466 €
Ratio 4	Evaluation de l'endettement total par habitant	Dette totale (au 31/12) / Population	1 195 €	1 309 €	1 492 €	1 668 €
Ratio 5	Produit de la dotation globale de fonctionnement, en euros par habitant	Dotation globale de fonctionnement / Population	155 €	154 €	155 €	150 €
Ratio 6	Part des dépenses de fonctionnement affectées aux frais de personnel	Frais de personnel / Dépenses réelles de fonctionnement	51,1%	49,5%	49,9%	49,8%
Ratio 7	Marge d'autofinancement courant	Dépenses réelles de fonctionnement + Remboursement de la dette (capital) / Recettes réelles de fonctionnement	96,53%	94,30%	102,31%	95,30%
Ratio 8	Taux d'épargne brute : part des recettes de fonctionnement hors cessions affectées à la couverture des dépenses d'investissement	Epargne brute / Recettes réelles de fonctionnement	13,0%	12,6%	11,1%	12,2%
Ratio 9	Taux d'épargne nette : idem ratio 8, déduction faite du montant annuel du remboursement du capital de la dette	((Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement)	3,0%	5,3%	-2,6%	3,4%
Ratio 10	Importance relative de l'encours de la dette (capital restant dû)	Dette totale au 31/12 / Recettes réelles de fonctionnement	78,1%	80,8%	91,9%	99,1%
Ratio 11	Capacité de désendettement, en nombre d'années nécessaires au remboursement de la dette	Dette totale au 31/12 / Epargne brute	6,0	6,5	8,3	8,3

Strasbourg.eu
eurométropole

Compte financier unique



Document réglementaire

2025

REPUBLIQUE FRANÇAISE

: EUROMETROPOLE STRASBOURG (1)

(2) RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE

Numéro SIRET : 24670048800017

POSTE COMPTABLE :

M. 57

Compte financier unique

Voté par nature

BUDGET : EUROMETROPOLE STRASBOURG (3)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) Libellée du budget principal s'il s'agit d'un budget annexe

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales et synthétiques

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B1 - Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble 5
B2 - Résultats d'exécution du budget principal et du budget des services non personnalisés 6
B3.1 - Liste des organismes de regroupement 8
B3.2 - Liste des établissements publics créés 9
B3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 10
C1 - Détail des restes à réaliser - Dépenses 11
C2 - Détail des restes à réaliser - Recettes 12
D - Bilan synthétique 13
E - Compte de résultat synthétique 14
F - Taux des contributions et produits afférents en N 16

II - Exécution budgétaire

A - Modalités de vote du budget 17

Vue d'ensemble

A1.1 - Dépenses d'investissement 18
A1.2 - Recettes d'investissement 19
A2.1 - Dépenses de fonctionnement 20
A2.2 - Recettes de fonctionnement 21

Vue détaillée

B1 - Dépenses d'investissement 22
B2 - Recettes d'investissement 28
C1 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 34
D1 - Dépenses de fonctionnement 35
D2 - Recettes de fonctionnement 42

III - Etats financiers

A - Bilan 47
B - Compte de résultat 51
C - Annexe (uniquement pour les collectivités certifiables) 54
D - Balance des comptes 55

IV - Etats annexés

A - Présentation croisée et agrégée

A1 - Présentation croisée, section d'investissement - Vue d'ensemble 101
A2 - Présentation croisée, section de fonctionnement - Vue d'ensemble 103
A3 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes 105

B - Etats annexés patrimoniaux

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 108
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 109
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 119
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 121
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 122
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'emprunts avec refinancement 124
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N 125
B1.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 126
B1.9 - Etat de la dette - Autres dettes 127
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 128
B3 - Etat des provisions 130
B4 - Etat des charges transférées 132
B5 - Détail des opérations pour comptes de tiers 133
B6 - Prêts 147
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés 150
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus 151
B7.3 - Etat des emprunts garantis 152
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 357
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail 358
B7.6 - Etat des marchés de partenariat 359
B7.7 - Etat des recettes grevées d'une affectation spéciale 360
B7.8 - Autres engagements donnés 363

B7.9 - Autres engagements reçus 364
B8 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions 365
B9 - Etat du personnel 434
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier 465
B11.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement 467
B11.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement 468

C - Etats annexés budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 469
C1.2- Equilibre budgétaire - Dépenses 470
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 471
C2.1 - Situation des AP 474
C2.2 - Situation des AE 481

IV - Annexes

C - Etats annexés budgétaires

C3.1 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature 482
C3.2 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par fonction 489

IV - Etats annexés

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 496
D2 - Gestion des fonds européens Sans Objet
D3 - Actions de formation des élus 497
D4 - Etat relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes 498
D5 - Identification des flux croisés 499
D6.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement 500
D6.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement 502
D7.1- Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (1) Sans Objet
D7.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
D8.1 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Etat de synthèse 505
D8.2 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Détail 506
E - État des Contrôles du Compte Financier 508

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 509

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	522670.0

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	698.57

	Ratios de niveau	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	1472.0
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	1700.0
3	Dépenses d'équipement brut / population	470.0
4	Encours de dette / population (2)(3)	1684.0
5	DGF / population	151.0
	Ratios de structure et d'analyse financière	**Valeurs**
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	49.8%
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	95.3%
8	Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (4)	17,5%
9	Taux d'épargne nette ((Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement)	3.4%
10	Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3) (4)	99.1%
11	Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3) (4)	8,2

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — B1

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	618 400 000,00	879 942 538,37	1 498 342 538,37
	Recettes réalisées (1)	B	447 439 483,57	896 721 237,56	1 344 160 721,13
	Restes à réaliser	C	10 000 000,00	0,00	10 000 000,00
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	564 436 615,01	880 100 000,00	1 444 536 615,01
	Dépenses réalisées (1)	E	443 760 809,00	850 781 450,24	1 294 542 259,24
	Restes à réaliser	F	5 505 525,39	0,00	5 505 525,39
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	3 678 674,57	45 939 787,32	49 618 461,89
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	-53 963 384,99	157 461,63	-53 805 923,36
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	-50 284 710,42	46 097 248,95	-4 187 461,47
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	4 494 474,61	0,00	4 494 474,61
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	-45 790 235,81	46 097 248,95	307 013,14

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	**B2**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	**B2**

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Investissement	-53 963 384,99	0,00	3 678 674,57	0,00	-50 284 710,42
Fonctionnement	39 313 194,85	39 155 733,22	45 939 787,32	0,00	46 097 248,95
TOTAL I	**-14 650 190,14**	**39 155 733,22**	**49 618 461,89**	**0,00**	**-4 187 461,47**
II - Budgets des services à caractère administratif	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
61171-EUROMET ZAI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	2 890 787,14	0,00	-733 680,60	0,00	2 157 106,54
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous-Total	2 890 787,14	0,00	-733 680,60	0,00	2 157 106,54
61191-EUROMET MOBILITES ACTIVES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	-6 682 253,37	0,00	4 129 482,00	0,00	-2 552 771,37
Fonctionnement	4 644 455,57	4 644 455,57	5 690 253,27	0,00	5 690 253,27
Sous-Total	-2 037 797,80	4 644 455,57	9 819 735,27	0,00	3 137 481,90
TOTAL II	**852 989,34**	**4 644 455,57**	**9 086 054,67**	**0,00**	**5 294 588,44**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
61121-EUROMET EAU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	-14 400 695,00	0,00	6 693 432,96	0,00	-7 707 262,04
Fonctionnement	26 762 212,06	14 527 231,99	4 342 764,25	0,00	16 577 744,32
Sous-Total	12 361 517,06	14 527 231,99	11 036 197,21	0,00	8 870 482,28
61131-EUROMET ASSAINISSEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	-23 495 774,92	0,00	10 371 344,03	0,00	-13 124 430,89
Fonctionnement	19 816 327,25	19 816 327,25	-190 967,61	0,00	-190 967,61
Sous-Total	-3 679 447,67	19 816 327,25	10 180 376,42	0,00	-13 315 398,50
TOTAL III	**8 682 069,39**	**34 343 559,24**	**21 216 573,63**	**0,00**	**-4 444 916,22**
TOTAL I + II + III	**-5 115 131,41**	**78 143 748,03**	**79 921 090,19**	**0,00**	**-3 337 789,25**

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHÈRE LA COLLÉCTIVITE — B3.1

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
Schéma de Cohérence Territorial de la Région de Strasbourg	25/03/1999	Subvention	292 357,00
EPCI			
Autres organismes de regroupement			
GECT - Eurodistrict Strasbourg Ortenau	28/01/2010	Participation	328 956,00
Pôle Métropolitain Strasbourg - Mulhouse	01/01/2012	Participation	104 007,20

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS CRÉÉS	B3.2

Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISÉS DANS UN BUDGET ANNEXE	B3.3

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
SPIC	Service de l'eau			24670048800033	Distribution d'eau potable	oui
SPIC	Service de l'assainissement			24670048800074	Gestion des réseaux d'assainissement et de la station d'épuration	non
SPA	Zones d'aménagement immobilier			24670048800058	Opérations d'aménagement	oui
SPA	Mobilités actives			24670048800090	Transport collectif de personnes	non

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) **5 505 525,39**
018	**RSA**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement (3)**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**688 151,35**
204	**Subventions d'équipement versées (3) (5)**	**3 600,00**
21	**Immobilisations corporelles (3)**	**4 702 697,48**
22	**Immobilisations reçues en affectation (3)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)**	**104 004,67**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières (3)**	**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**7 071,89**
4541116	Compte de tiers - Aménagements de voirie	3 891,89
4541123	Restauration cours eau non domaniaux terrains privés&communa	3 180,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) **0,00**
011	**Charges à caractère général (4)**	**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés (4)**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante (4)**	**0,00**
6586	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges spécifiques (4)**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	10 000 000,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		10 000 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	D

ACTIF NET (1)	Total
ACTIF IMMOBILISÉ	**0,00**
Immobilisations incorporelles (nettes)	**0,00**
Subventions d'investissement versées	312 011,66
Autres immobilisations incorporelles	51 535,42
Immobilisations corporelles (nettes)	**0,00**
Terrains	306 977,25
Constructions	702 685,57
Réseaux et installations de voirie	1 707 745,79
Réseaux divers	24 642,12
Installations techniques, agencements et matériel	32 158,92
Immobilisations mises en concessions ou affermées	25 272,00
Autres	66 738,45
Immobilisations corporelles en cours	**1 403 590,28**
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés	**125 332,03**
Immobilisations financières (nettes)	**99 175,56**
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	**4 857 865,05**
ACTIF CIRCULANT	**0,00**
Stocks	0,00
Créances	341 165,15
Charges constatées d'avance	0,00
Trésorerie	96 745,23
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**437 910,37**
Comptes de régularisation (III)	5,37
Écarts de conversion actif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**5 295 780,80**

FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
FONDS PROPRES	**0,00**
Apports et subventions d'investissement	2 078 166,38
Neutralisations et régularisations	100 130,48
Réserves	1 977 706,97
Report à nouveau	157,46
Résultat de l'exercice	45 939,79
Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	12 736,49
TOTAL FONDS PROPRES (I)	**4 214 837,58**
PASSIF	**0,00**
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)	**16 495,00**
DETTES FINANCIÈRES	**0,00**
Emprunts obligataires	358 958,33
Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	521 319,91
Dettes financières et autres emprunts	3 251,66
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)	**883 529,91**
DETTES NON FINANCIÈRES	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	32 627,63
Autres dettes non financières	132 370,67
Produits constatés d'avance	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)	**164 998,30**
TOTAL TRÉSORERIE (4)	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)	**1 065 023,21**
Comptes de régularisation (III)	15 920,01
Écarts de conversion passif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**5 295 780,80**

[1] Déduction faite des amortissements et des dépréciations

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**E**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état	80 474,31	81 736,27
Participations	6 311,88	5 491,33
Compensations, autres attributions et autres participations	45 353,29	48 638,05
Dons et legs	0,00	0,00
Impôts et taxes	298 101,06	303 705,84
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services	288 870,24	282 583,75
Produits des cessions d'actifs	11 986,65	2 710,27
Autres produits de gestion	45 845,57	23 899,84
Production stockée et immobilisée	0,00	0,00
AUTRES PRODUITS	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges	7 140,00	488,06
Reprises du financement rattaché à un actif	8 173,65	6 166,13
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession	390,84	34,01
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**792 647,49**	**755 453,54**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes	120 301,45	109 412,86
Charges de personnel	372 744,11	362 880,55
Indemnités des élus (et membres du CESR)	2 592,78	2 455,86
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	55 312,35	62 990,66
Impôts et taxes	13 087,33	11 199,83
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	75 055,84	79 278,98
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés	9 033,84	2 485,70
Neutralisation des dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des plus-values de cession	3 343,64	258,58

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**651 471,35**	**630 963,02**
CHARGES D'INTERVENTION	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre	68 357,26	68 217,82
Autres charges	10 510,46	10 194,72
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)	**78 867,72**	**78 412,54**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	**62 308,42**	**46 077,98**
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	**1 017,75**	**1 024,10**
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)	**17 386,39**	**21 179,67**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)	**-16 368,64**	**-20 155,57**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	**45 939,79**	**25 922,41**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

TAUX DES CONTRIBUTIONS ET PRODUITS AFFERENTS EN N — F

Libellés		Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit N	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources					
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources					
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources					
TFPB		4,60	0,00	37 683 984,00	1,50
TFPNB		4,94	0,00	131 895,00	-13,20
CFE		26,83	0,00	79 663 018,00	0,20
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		11,25	0,00	2 175 991,00	-50,70
TOTAL				**119 654 888,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7,5%
- Investissement : 7,5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du ...

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

DEPENSES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	23 573 699,68	16 513 624,62	70,05	688 151,35
204	Subventions d'équipement versées (6)	49 902 760,13	42 175 068,58	84,51	3 600,00
21	Immobilisations corporelles	94 345 940,81	68 814 498,49	72,94	4 702 697,48
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	175 786 326,87	151 079 417,97	85,94	104 004,67
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**343 608 727,49**	**278 582 609,66**	**81,08**	**5 498 453,50**
10	Dotations, fonds divers et réserves	3 150 000,00	2 618 510,22	83,13	0,00
13	Subventions d'investissement	200 000,00	48 943,00	24,47	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	93 205 000,00	76 817 773,72	82,42	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	1 938 546,00	1 668 546,00	86,07	0,00
27	Autres immobilisations financières	10 692 000,00	8 719 598,96	81,55	0,00
Total des dépenses financières		**109 185 546,00**	**89 873 371,90**	**82,31**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	14 800 239,60	9 307 159,75	62,89	7 071,89
Total des dépenses réelles d'investissement		**467 594 513,09**	**377 763 141,31**	**80,79**	**5 505 525,39**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*8 400 000,00*	*8 564 480,87*	*101,96*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*88 442 101,92*	*57 433 186,82*	*64,94*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		**96 842 101,92**	**65 997 667,69**	**68,15**	**0,00**
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**564 436 615,01**	**443 760 809,00**	**78,62**	**5 505 525,39**
001 Solde d'exécution négatif reporté		**53 963 384,99**			
Total des dépenses de la section d'investissement		**618 400 000,00**	**443 760 809,00**		**5 505 525,39**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) *DI 041 = RI 041*

(6) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	60 117 131,11	68 907 636,51	114,62	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	284 259 486,64	173 498 633,40	61,04	10 000 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	25 900,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(8)	66 262,41	75 262,41	113,58	0,00
21	Immobilisations corporelles	86 211,97	100 134,13	116,15	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	256 982,46	263 719,47	102,62	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	60 455 733,22	58 604 038,06	96,94	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	6 371 453,03	5 025 951,88	78,88	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	15 729 919,00			
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	7 114 718,24	2 364 998,89	33,24	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**434 457 898,08**	**308 866 274,75**	**71,09**	**10 000 000,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement (3)*	*22 500 000,00*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*73 000 000,00*	*81 162 227,10*	*111,18*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*88 442 101,92*	*57 410 981,72*	*64,91*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		**183 942 101,92**	**138 573 208,82**	**75,34**	**0,00**
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**618 400 000,00**	**447 439 483,57**	**72,35**	**10 000 000,00**
001 Solde d'exécution positif reporté		**0,00**			
Total des recettes de la section d'investissement		**618 400 000,00**	**447 439 483,57**		**10 000 000,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) *DI 041 = RI 041*

(8) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324

II – EXECUTION BUDGETAIRE

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
011	Charges à caractère général (3)	133 532 892,15	107 944 285,77	17 570 638,56	125 514 924,33	94,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	383 380 200,00	382 806 589,84	295 500,00	383 102 089,84	99,93	0,00
014	Atténuations de produits	100 770 008,00	100 571 872,27	0,00	100 571 872,27	99,80	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	138 569 798,16	136 151 988,43	206 340,34	136 358 328,77	98,40	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	370 000,00	243 060,88	0,00	243 060,88	65,69	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**756 622 898,31**	**727 717 797,19**	**18 072 478,90**	**745 790 276,09**	**98,57**	**0,00**
66	Charges financières	21 406 000,00	14 993 923,25	2 392 466,01	17 386 389,26	81,22	0,00
67	Charges spécifiques	300 000,00	171 456,10	0,00	171 456,10	57,15	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)	6 271 101,69	6 271 101,69	0,00	6 271 101,69	100,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**784 600 000,00**	**749 154 278,23**	**20 464 944,91**	**769 619 223,14**	**98,09**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*22 500 000,00*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*73 000 000,00*	*81 162 227,10*	*0,00*	*81 162 227,10*	*111,18*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)		**95 500 000,00**	**81 162 227,10**	**0,00**	**81 162 227,10**	**84,99**	**0,00**
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**880 100 000,00**	**830 316 505,33**	**20 464 944,91**	**850 781 450,24**	**96,67**	**0,00**
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**880 100 000,00**	**830 316 505,33**	**20 464 944,91**	**850 781 450,24**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
013	Atténuations de charges	2 215 405,16	2 452 124,57	32 000,00	2 484 124,57	112,13	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	291 466 213,33	257 842 945,30	31 027 295,88	288 870 241,18	99,11	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	181 704 362,00	182 097 861,00	0,00	182 097 861,00	100,22	0,00
731	Fiscalité locale	214 933 593,24	216 575 071,84	0,00	216 575 071,84	100,76	0,00
74	Dotations et participations	133 350 646,33	131 542 483,51	596 995,65	132 139 479,16	99,09	0,00
75	Autres produits de gestion courante	30 655 921,01	33 703 842,15	3 823 096,00	37 526 938,15	122,41	0,00
Total des recettes de gestion des services		**854 326 141,07**	**824 214 328,37**	**35 479 387,53**	**859 693 715,90**	**100,63**	**0,00**
76	Produits financiers	999 097,02	1 017 754,18	0,00	1 017 754,18	101,87	0,00
77	Produits spécifiques	9 077 300,28	20 305 286,61	0,00	20 305 286,61	223,69	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	7 140 000,00	7 140 000,00	0,00	7 140 000,00	100,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**871 542 538,37**	**852 677 369,16**	**35 479 387,53**	**888 156 756,69**	**101,91**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*8 400 000,00*	*8 564 480,87*	*0,00*	*8 564 480,87*	*101,96*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre (3)		**8 400 000,00**	**8 564 480,87**	**0,00**	**8 564 480,87**	**101,96**	**0,00**
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**879 942 538,37**	**861 241 850,03**	**35 479 387,53**	**896 721 237,56**	**101,91**	**0,00**
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**157 461,63**					
Total des recettes de la section de fonctionnement		**880 100 000,00**	**861 241 850,03**	**35 479 387,53**	**896 721 237,56**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) *RF 042 = DI 040*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
202	Frais d'études, d'élaboration, de modifications et de révisions des documents d'urbanisme	0,00	381 922,21	0,00	381 922,21	0,00
2031	Frais d'études	0,00	5 685 856,16	0,00	5 685 856,16	0,00
2032	Frais de recherche et de développement	0,00	181 721,44	0,00	181 721,44	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	6 249,60	0,00	6 249,60	0,00
2051	Concessions et droits similaires	0,00	9 199 384,86	0,00	9 199 384,86	0,00
2088	Autres immobilisations incorporelles	0,00	1 058 490,35	0,00	1 058 490,35	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	23 573 699,68	16 513 624,62	0,00	16 513 624,62	7 060 075,06
204111	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00	0,00
204113	Projets d'infrastructures d'intérêt national	0,00	486 395,30	0,00	486 395,30	0,00
204122	Bâtiments et installations	0,00	389 731,00	0,00	389 731,00	0,00
2041412	Bâtiments et installations	0,00	601 387,01	2 626,50	598 760,51	0,00
2041511	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	76 552,00	0,00	76 552,00	0,00
204181	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	220 160,00	0,00	220 160,00	0,00
204182	Bâtiments et installations	0,00	8 616 092,26	0,00	8 616 092,26	0,00
20421	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	9 481 029,13	2 000,00	9 479 029,13	0,00
20422	Bâtiments et installations	0,00	22 437 949,64	144 601,26	22 293 348,38	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	49 902 760,13	42 324 296,34	149 227,76	42 175 068,58	7 727 691,55
2111	Terrains nus	0,00	3 893 646,57	154,00	3 893 492,57	0,00
2112	Terrains de voirie	0,00	151 022,11	0,00	151 022,11	0,00
2115	Terrains bâtis	0,00	1 676 815,83	0,00	1 676 815,83	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	1 481 608,13	0,00	1 481 608,13	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	2 211 371,26	0,00	2 211 371,26	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
21318	Autres bâtiments publics	0,00	15 642,16	0,00	15 642,16	0,00
21321	Immeubles de rapport	0,00	6 562 280,90	0,00	6 562 280,90	0,00
21351	Bâtiments publics	0,00	17 847 673,81	0,00	17 847 673,81	0,00
2138	Autres constructions	0,00	400 480,48	0,00	400 480,48	0,00
2151	Réseaux de voirie	0,00	12 080 818,90	0,00	12 080 818,90	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	4 345 971,49	0,00	4 345 971,49	0,00
21534	Réseaux d'électrification	0,00	1 198,60	0,00	1 198,60	0,00
21538	Autres réseaux	0,00	518 150,04	0,00	518 150,04	0,00
21568	Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	0,00	212 908,99	0,00	212 908,99	0,00
215738	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	370 115,61	0,00	370 115,61	0,00
21578	Autre matériel technique	0,00	1 590,84	0,00	1 590,84	0,00
2158	Autres installations, matériel et outillage techniques	0,00	6 190 800,79	0,00	6 190 800,79	0,00
21621	Biens sous-jacents	0,00	5 457,50	0,00	5 457,50	0,00
2181	Installations générales, agencements et aménagements divers	0,00	1 486 127,46	0,00	1 486 127,46	0,00
21828	Autres matériels de transport	0,00	3 762 644,83	8 000,00	3 754 644,83	0,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	4 103 838,27	0,00	4 103 838,27	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	668 554,98	0,00	668 554,98	0,00
2185	Matériel de téléphonie	0,00	212 669,28	0,00	212 669,28	0,00
2188	Autres	0,00	621 263,66	0,00	621 263,66	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	94 345 940,81	68 822 652,49	8 154,00	68 814 498,49	25 531 442,32
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	12 544 470,93	29 123,77	12 515 347,16	0,00
2313	Constructions	0,00	68 589 820,73	1 038 404,48	67 551 416,25	0,00
2315	Installations, matériel et outillage techniques	0,00	38 560 165,63	0,00	38 560 165,63	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
2316	Restauration des biens historiques et culturels	0,00	6 036,00	0,00	6 036,00	0,00
2318	Autres immobilisations corporelles	0,00	133 343,09	0,00	133 343,09	0,00
237	Avances versées sur commandes d'immobilisations incorporelles	0,00	6 052,00	0,00	6 052,00	0,00
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	0,00	32 307 057,84	0,00	32 307 057,84	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	175 786 326,87	152 146 946,22	1 067 528,25	151 079 417,97	24 706 908,90
Total des dépenses d'équipement		**343 608 727,49**	**279 807 519,67**	**1 224 910,01**	**278 582 609,66**	**65 026 117,83**
10226	Taxe d'aménagement	0,00	2 618 510,22	0,00	2 618 510,22	0,00
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	3 150 000,00	2 618 510,22	0,00	2 618 510,22	531 489,78
1311	État et établissements nationaux	0,00	48 943,00	0,00	48 943,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	200 000,00	48 943,00	0,00	48 943,00	151 057,00
16311	Emprunts obligataires remboursables in fine	0,00	7 625 000,00	0,00	7 625 000,00	0,00
16318	Autres emprunts obligataires	0,00	20 500 000,04	0,00	20 500 000,04	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	33 685 207,57	0,00	33 685 207,57	0,00
16449	Opérations afférentes à l'option de tirage sur ligne de trésorerie	0,00	15 000 000,00	0,00	15 000 000,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	7 566,11	0,00	7 566,11	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	93 205 000,00	76 817 773,72	0,00	76 817 773,72	16 387 226,28
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	0,00	1 668 546,00	0,00	1 668 546,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	1 938 546,00	1 668 546,00	0,00	1 668 546,00	270 000,00
2743	Prêts au personnel	0,00	598,96	0,00	598,96	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	45 000,00	0,00	45 000,00	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
2764	Créances sur des particuliers et autres personnes de droit privé	0,00	8 674 000,00	0,00	8 674 000,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	10 692 000,00	8 719 598,96	0,00	8 719 598,96	1 972 401,04
Total des dépenses financières		**109 185 546,00**	**89 873 371,90**	**0,00**	**89 873 371,90**	**19 312 174,10**
4541116	Opération pour compte tiers n° 4541116	406 694,91	215 601,90	0,00	215 601,90	191 093,01
4541117	Opération pour compte tiers n° 4541117	380 598,25	115 970,56	0,00	115 970,56	264 627,69
4541122	Opération pour compte tiers n° 4541122	1 643 130,00	548 706,39	0,00	548 706,39	1 094 423,61
4541123	Opération pour compte tiers n° 4541123	49 206,60	424,80	0,00	424,80	48 781,80
4541124	Opération pour compte tiers n° 4541124	120 000,00	0,00	0,00	0,00	120 000,00
4541125	Opération pour compte tiers n° 4541125	582 400,00	109 061,40	0,00	109 061,40	473 338,60
4541126	Opération pour compte tiers n° 4541126	401 906,69	357 048,96	0,00	357 048,96	44 857,73
4541129	Opération pour compte tiers n° 4541129	1 745 825,00	1 696 513,61	0,00	1 696 513,61	49 311,39
4541130	Opération pour compte tiers n° 4541130	800 000,00	79 000,00	0,00	79 000,00	721 000,00
4541131	Opération pour compte tiers n° 4541131	500 000,00	0,00	0,00	0,00	500 000,00
4541133	Opération pour compte tiers n° 4541133	345 181,98	234 282,08	0,00	234 282,08	110 899,90
4541135	Opération pour compte tiers n° 4541135	50 000,00	45 124,80	0,00	45 124,80	4 875,20
458114	Opération pour compte tiers n° 458114	4 309 391,71	4 141 646,61	0,00	4 141 646,61	167 745,10
458122	Opération pour compte tiers n° 458122	54 401,04	979,38	0,00	979,38	53 421,66
458123	Opération pour compte tiers n° 458123	21 943,75	12 080,20	0,00	12 080,20	9 863,55
458124	Opération pour compte tiers n° 458124	340 000,00	0,00	0,00	0,00	340 000,00
458125	Opération pour compte tiers n° 458125	1 400 000,00	720 667,93	0,00	720 667,93	679 332,07
458126	Opération pour compte tiers n° 458126	1 299 999,67	1 001 083,30	0,00	1 001 083,30	298 916,37
458127	Opération pour compte tiers n° 458127	349 560,00	28 967,83	0,00	28 967,83	320 592,17
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	14 800 239,60	9 307 159,75	0,00	9 307 159,75	5 493 079,85
Total des dépenses réelles d'investissement		**467 594 513,09**	**378 988 051,32**	**1 224 910,01**	**377 763 141,31**	**89 831 371,78**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
13911	*État et établissements nationaux*	*0,00*	*3 347 593,88*	*0,00*	*3 347 593,88*	*0,00*
13912	*Régions*	*0,00*	*353 524,99*	*0,00*	*353 524,99*	*0,00*
13913	*Départements*	*0,00*	*170 057,76*	*0,00*	*170 057,76*	*0,00*
139141	*Communes membres du GFP*	*0,00*	*3 802 150,84*	*0,00*	*3 802 150,84*	*0,00*
139151	*GFP de rattachement*	*0,00*	*42 500,00*	*0,00*	*42 500,00*	*0,00*
139172	*FEDER*	*0,00*	*328 581,16*	*0,00*	*328 581,16*	*0,00*
13918	*Autres*	*0,00*	*129 237,24*	*0,00*	*129 237,24*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations*	*0,00*	*390 835,00*	*0,00*	*390 835,00*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*8 790 835,00*	*8 564 480,87*	*0,00*	*8 564 480,87*	*226 354,13*
202	*Frais d'études, d'élaboration, de modifications et de révisions des documents d'urbanisme*	*0,00*	*7 262,40*	*0,00*	*7 262,40*	*0,00*
2031	*Frais d'études*	*0,00*	*1 680,00*	*0,00*	*1 680,00*	*0,00*
204422	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*2 188 000,00*	*0,00*	*2 188 000,00*	*0,00*
2128	*Autres agencements et aménagements*	*0,00*	*63 498,65*	*0,00*	*63 498,65*	*0,00*
21351	*Bâtiments publics*	*0,00*	*62 585,06*	*0,00*	*62 585,06*	*0,00*
2152	*Installations de voirie*	*0,00*	*71 105,04*	*0,00*	*71 105,04*	*0,00*
21828	*Autres matériels de transport*	*0,00*	*48 251,66*	*0,00*	*48 251,66*	*0,00*
2312	*Agencements et aménagements de terrains*	*0,00*	*946 835,49*	*0,00*	*946 835,49*	*0,00*
2313	*Constructions*	*0,00*	*17 633 487,77*	*0,00*	*17 633 487,77*	*0,00*
2315	*Installations, matériel et outillage techniques*	*0,00*	*32 322 661,56*	*0,00*	*32 322 661,56*	*0,00*
2762	*Créances sur transfert de droits à déduction de T.V.A.*	*0,00*	*4 087 819,19*	*0,00*	*4 087 819,19*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*88 442 101,92*	*57 433 186,82*	*0,00*	*57 433 186,82*	*31 008 915,10*
Total des dépenses d'ordre en investissement		***97 232 936,92***	***65 997 667,69***	***0,00***	***65 997 667,69***	***31 235 269,23***

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		564 827 450,01	444 985 719,01	1 224 910,01	443 760 809,00	121 066 641,01
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		53 963 384,99	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de la section d'investissement		618 790 835,00	444 985 719,01	1 224 910,01	443 760 809,00	175 030 026,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1311	État et établissements nationaux	0,00	17 249 107,37	0,00	17 249 107,37	0,00
1312	Régions	0,00	6 277 844,80	0,00	6 277 844,80	0,00
1313	Départements	0,00	7 028 779,00	0,00	7 028 779,00	0,00
13141	Communes membres du GFP	0,00	10 960 105,89	0,00	10 960 105,89	0,00
13172	FEDER	0,00	1 657 879,50	0,00	1 657 879,50	0,00
1318	Autres	0,00	4 732 429,05	0,00	4 732 429,05	0,00
1321	État et établissements nationaux	0,00	12 828 512,64	1 150 000,00	11 678 512,64	0,00
1322	Régions	0,00	1 277 486,70	0,00	1 277 486,70	0,00
1328	Autres	0,00	576 847,79	0,00	576 847,79	0,00
13362	Dotation de soutien à l'investissement local	0,00	636 485,34	0,00	636 485,34	0,00
1345	Amendes de radars automatiques et amendes de police	0,00	5 671 203,00	0,00	5 671 203,00	0,00
1348	Autres	0,00	1 138 750,03	0,00	1 138 750,03	0,00
1381	État et établissements nationaux	0,00	22 205,40	0,00	22 205,40	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	60 117 131,11	70 057 636,51	1 150 000,00	68 907 636,51	-8 790 505,40
1641	Emprunts en euros	0,00	128 380 562,00	0,00	128 380 562,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	30 000 000,00	0,00	30 000 000,00	0,00
16449	Opérations afférentes à l'option de tirage sur ligne de trésorerie	0,00	15 000 000,00	0,00	15 000 000,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	118 071,40	0,00	118 071,40	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	284 259 486,64	173 498 633,40	0,00	173 498 633,40	110 760 853,24
2051	Concessions et droits similaires	0,00	25 900,00	0,00	25 900,00	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	25 900,00	0,00	25 900,00	-25 900,00
20421	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	61 577,41	3 000,00	58 577,41	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
20422	Bâtiments et installations	0,00	16 685,00	0,00	16 685,00	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	66 262,41	78 262,41	3 000,00	75 262,41	-9 000,00
2111	Terrains nus	0,00	179 058,22	85 000,00	94 058,22	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	6 048,00	0,00	6 048,00	0,00
2188	Autres	0,00	27,91	0,00	27,91	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	86 211,97	185 134,13	85 000,00	100 134,13	-13 922,16
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installations, matériel et outillage techniques	0,00	15 568,92	0,00	15 568,92	0,00
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	0,00	248 150,55	0,00	248 150,55	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	256 982,46	263 719,47	0,00	263 719,47	-6 737,01
10222	F.C.T.V.A.	0,00	19 616 779,07	2 788 680,00	16 828 099,07	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	2 620 385,77	180,00	2 620 205,77	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	39 155 733,22	0,00	39 155 733,22	0,00
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	60 455 733,22	61 392 898,06	2 788 860,00	58 604 038,06	1 851 695,16
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2743	Prêts au personnel	0,00	37 804,39	323,77	37 480,62	0,00
2748	Autres prêts	0,00	135 832,69	0,00	135 832,69	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	718 051,99	107 751,84	610 300,15	0,00
2762	Créances sur transfert de droits à déduction de T.V.A.	0,00	4 087 819,19	0,00	4 087 819,19	0,00
27632	Régions	0,00	154 519,23	0,00	154 519,23	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	6 371 453,03	5 134 027,49	108 075,61	5 025 951,88	1 345 501,15
total chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	3 743 269,03	0,00	0,00	0,00	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
4541213	Opération pour compte tiers n° 4541213	0,00	48 488,15	0,00	48 488,15	-48 488,15
4541216	Opération pour compte tiers n° 4541216	400 000,00	285 695,07	11 918,86	273 776,21	126 223,79
4541217	Opération pour compte tiers n° 4541217	300 000,00	145 107,83	0,00	145 107,83	154 892,17
4541222	Opération pour compte tiers n° 4541222	1 272 400,00	113 029,14	0,00	113 029,14	1 159 370,86
4541224	Opération pour compte tiers n° 4541224	65 000,00	1 189,00	0,00	1 189,00	63 811,00
4541225	Opération pour compte tiers n° 4541225	124 720,00	0,00	0,00	0,00	124 720,00
4541226	Opération pour compte tiers n° 4541226	401 906,69	352 643,56	0,00	352 643,56	49 263,13
4541229	Opération pour compte tiers n° 4541229	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00
4541230	Opération pour compte tiers n° 4541230	200 000,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
4541231	Opération pour compte tiers n° 4541231	500 000,00	0,00	0,00	0,00	500 000,00
458214	Opération pour compte tiers n° 458214	487 313,55	0,00	0,00	0,00	487 313,55
458223	Opération pour compte tiers n° 458223	612 613,00	0,00	0,00	0,00	612 613,00
458225	Opération pour compte tiers n° 458225	749 000,00	749 000,00	0,00	749 000,00	0,00
458226	Opération pour compte tiers n° 458226	681 765,00	681 765,00	0,00	681 765,00	0,00
458227	Opération pour compte tiers n° 458227	320 000,00	0,00	0,00	0,00	320 000,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	7 114 718,24	2 376 917,75	11 918,86	2 364 998,89	4 749 719,35
Total des recettes réelles d'investissement		**422 471 248,11**	**313 013 129,22**	**4 146 854,47**	**308 866 274,75**	**113 604 973,36**
total chapitre 021	*Virement de la section de fonctionnement*	*22 500 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations*	*0,00*	*3 343 640,89*	*0,00*	*3 343 640,89*	*0,00*
2111	*Terrains nus*	*0,00*	*3 871 458,62*	*0,00*	*3 871 458,62*	*0,00*
2115	*Terrains bâtis*	*0,00*	*188 382,66*	*0,00*	*188 382,66*	*0,00*
21321	*Immeubles de rapport*	*0,00*	*4 883 318,31*	*0,00*	*4 883 318,31*	*0,00*
215731	*Matériel roulant*	*0,00*	*44 142,91*	*0,00*	*44 142,91*	*0,00*
21828	*Autres matériels de transport*	*0,00*	*29 986,12*	*0,00*	*29 986,12*	*0,00*
2188	*Autres*	*0,00*	*16 555,46*	*0,00*	*16 555,46*	*0,00*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
2802	*Frais d'études, d'élaboration, de modifications et de révisions des documents d'urbanisme*	*0,00*	*408 974,91*	*0,00*	*408 974,91*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*0,00*	*1 802 403,23*	*0,00*	*1 802 403,23*	*0,00*
28032	*Frais de recherche et de développement*	*0,00*	*305 932,46*	*0,00*	*305 932,46*	*0,00*
28033	*Frais d'insertion*	*0,00*	*10 782,84*	*0,00*	*10 782,84*	*0,00*
2804111	*Biens mobiliers, matériel et études*	*0,00*	*22 900,00*	*0,00*	*22 900,00*	*0,00*
2804112	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*417 958,01*	*0,00*	*417 958,01*	*0,00*
2804113	*Projets d'infrastructures d'intérêt national*	*0,00*	*473 406,78*	*0,00*	*473 406,78*	*0,00*
2804121	*Biens mobiliers, matériel et études*	*0,00*	*12 411,53*	*0,00*	*12 411,53*	*0,00*
2804122	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*416 432,57*	*0,00*	*416 432,57*	*0,00*
2804133	*Projets d'infrastructures d'intérêt national*	*0,00*	*16 666,66*	*0,00*	*16 666,66*	*0,00*
28041412	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*326 618,03*	*0,00*	*326 618,03*	*0,00*
28041413	*Projets d'infrastructures d'intérêt national*	*0,00*	*33 704,60*	*0,00*	*33 704,60*	*0,00*
28041482	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*37 481,85*	*0,00*	*37 481,85*	*0,00*
28041511	*Biens mobiliers, matériel et études*	*0,00*	*235 500,00*	*0,00*	*235 500,00*	*0,00*
280415342	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*21 352,66*	*0,00*	*21 352,66*	*0,00*
28041722	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*1 833,33*	*0,00*	*1 833,33*	*0,00*
2804181	*Biens mobiliers, matériel et études*	*0,00*	*380 231,15*	*0,00*	*380 231,15*	*0,00*
2804182	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*3 168 718,97*	*0,00*	*3 168 718,97*	*0,00*
2804183	*Projets d'infrastructures d'intérêt national*	*0,00*	*3 351 023,47*	*0,00*	*3 351 023,47*	*0,00*
280421	*Biens mobiliers, matériel et études*	*0,00*	*6 359 645,46*	*0,00*	*6 359 645,46*	*0,00*
280422	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*7 371 133,71*	*0,00*	*7 371 133,71*	*0,00*
2804412	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*412 591,12*	*0,00*	*412 591,12*	*0,00*
2804422	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*15 779,26*	*0,00*	*15 779,26*	*0,00*
2805	*Concessions, brevets, licences, droits et valeurs similaires*	*0,00*	*4 664 286,52*	*0,00*	*4 664 286,52*	*0,00*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*0,00*	*493 140,48*	*0,00*	*493 140,48*	*0,00*
28128	*Autres agencements et aménagements*	*0,00*	*3 948 474,76*	*0,00*	*3 948 474,76*	*0,00*
281311	*Bâtiments administratifs*	*0,00*	*335 699,77*	*0,00*	*335 699,77*	*0,00*
281312	*Bâtiments scolaires*	*0,00*	*75 343,35*	*0,00*	*75 343,35*	*0,00*
281314	*Bâtiments culturels et sportifs*	*0,00*	*2 328 959,97*	*0,00*	*2 328 959,97*	*0,00*
281316	*Équipements du cimetière*	*0,00*	*49 456,06*	*0,00*	*49 456,06*	*0,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*0,00*	*129 424,37*	*0,00*	*129 424,37*	*0,00*
281321	*Immeubles de rapport*	*0,00*	*1 541 105,51*	*0,00*	*1 541 105,51*	*0,00*
281328	*Autres bâtiments privés*	*0,00*	*62 688,13*	*0,00*	*62 688,13*	*0,00*
281351	*Bâtiments publics*	*0,00*	*13 085 090,66*	*0,00*	*13 085 090,66*	*0,00*
281352	*Bâtiments privés*	*0,00*	*77 302,26*	*0,00*	*77 302,26*	*0,00*
28138	*Autres constructions*	*0,00*	*494 455,78*	*0,00*	*494 455,78*	*0,00*
281568	*Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile*	*0,00*	*113 757,60*	*0,00*	*113 757,60*	*0,00*
281571	*Matériel ferroviaire*	*0,00*	*3 069,02*	*0,00*	*3 069,02*	*0,00*
2815731	*Matériel roulant*	*0,00*	*15 809,72*	*0,00*	*15 809,72*	*0,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*0,00*	*1 376 186,71*	*0,00*	*1 376 186,71*	*0,00*
281578	*Autre matériel technique*	*0,00*	*8 260,23*	*0,00*	*8 260,23*	*0,00*
28158	*Autres installations, matériel et outillage techniques*	*0,00*	*3 823 313,56*	*0,00*	*3 823 313,56*	*0,00*
28161	*Biens historiques et culturels immobiliers*	*0,00*	*3 568,64*	*0,00*	*3 568,64*	*0,00*
28162	*Biens historiques et culturels mobiliers*	*0,00*	*330,57*	*0,00*	*330,57*	*0,00*
281748	*Constructions sur sol d'autrui - Autres constructions*	*0,00*	*476,88*	*0,00*	*476,88*	*0,00*
281788	*Autres*	*0,00*	*1 989,96*	*0,00*	*1 989,96*	*0,00*
28181	*Installations générales, agencements et aménagements divers*	*0,00*	*767 126,76*	*0,00*	*767 126,76*	*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*0,00*	*6 508 605,76*	*0,00*	*6 508 605,76*	*0,00*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
281838	*Autre matériel informatique*	*0,00*	*1 838 518,31*	*0,00*	*1 838 518,31*	*0,00*
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaires*	*0,00*	*363,46*	*0,00*	*363,46*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*0,00*	*455 257,03*	*0,00*	*455 257,03*	*0,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*0,00*	*281 368,25*	*0,00*	*281 368,25*	*0,00*
28188	*Autres*	*0,00*	*697 829,45*	*0,00*	*697 829,45*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*85 377 484,97*	*81 162 227,10*	*0,00*	*81 162 227,10*	*4 215 257,87*
2031	*Frais d'études*	*0,00*	*2 398 688,19*	*0,00*	*2 398 688,19*	*0,00*
2111	*Terrains nus*	*0,00*	*2 188 000,00*	*0,00*	*2 188 000,00*	*0,00*
21351	*Bâtiments publics*	*0,00*	*4 087 819,19*	*0,00*	*4 087 819,19*	*0,00*
237	*Avances versées sur commandes d'immobilisations incorporelles*	*0,00*	*6 052,00*	*0,00*	*6 052,00*	*0,00*
238	*Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles*	*0,00*	*48 730 422,34*	*0,00*	*48 730 422,34*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*88 442 101,92*	*57 410 981,72*	*0,00*	*57 410 981,72*	*31 031 120,20*
Total des recettes d'ordre en investissement		***196 319 586,89***	***138 573 208,82***	***0,00***	***138 573 208,82***	***57 746 378,07***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**618 790 835,00**	**451 586 338,04**	**4 146 854,47**	**447 439 483,57**	**171 351 351,43**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section d'investissement		**618 790 835,00**	**451 586 338,04**	**4 146 854,47**	**447 439 483,57**	**171 351 351,43**

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

Cet état ne contient pas d'information.

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6042	Achats de prestations de services (autres que terrains à aménager)	0,00	18 988,83	0,00	18 988,83	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	1 086 952,46	261 964,57	824 987,89	0,00
60612	Énergie - Électricité	0,00	14 734 510,23	3 104 741,90	11 629 768,33	0,00
60613	Chauffage urbain	0,00	2 942 137,44	650 679,65	2 291 457,79	0,00
60621	Combustibles	0,00	30 364,64	0,00	30 364,64	0,00
60622	Carburants	0,00	2 855 913,86	165 998,67	2 689 915,19	0,00
60623	Alimentation	0,00	102 316,27	6 898,91	95 417,36	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	430 412,69	85 880,68	344 532,01	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	181 879,41	5 582,81	176 296,60	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	3 122 745,84	216 183,97	2 906 561,87	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	670 340,81	19 180,07	651 160,74	0,00
60636	Habillement et Vêtements de travail	0,00	901 902,52	14 394,34	887 508,18	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	223 062,33	5 205,60	217 856,73	0,00
6065	Livres, disques, cassettes ... (bibliothèques et médiathèques)	0,00	688 073,62	32 821,40	655 252,22	0,00
6068	Autres matières et fournitures.	0,00	1 442 582,73	45 698,74	1 396 883,99	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	54 724 789,97	8 064 403,11	46 660 386,86	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	2 394 509,95	303 783,94	2 090 726,01	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	201 978,02	21 675,20	180 302,82	0,00
61358	Autres	0,00	1 026 417,34	182 265,38	844 151,96	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	1 073 960,62	58 870,96	1 015 089,66	0,00
61521	Terrains	0,00	2 026 204,26	429 187,06	1 597 017,20	0,00
615221	Bâtiments publics	0,00	1 269 599,82	124 312,34	1 145 287,48	0,00
615228	Autres bâtiments	0,00	602 489,77	116 156,01	486 333,76	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
615231	Voiries	0,00	7 400 285,16	1 123 142,32	6 277 142,84	0,00
615232	Réseaux	0,00	85 506,76	25 681,20	59 825,56	0,00
61524	Bois et forêts	0,00	19 937,29	3 510,00	16 427,29	0,00
61551	Matériel roulant	0,00	344 776,77	0,00	344 776,77	0,00
61558	Autres biens mobiliers	0,00	278 006,69	35 716,27	242 290,42	0,00
6156	Maintenance	0,00	8 676 618,21	708 597,64	7 968 020,57	0,00
6161	Multirisques	0,00	1 587 861,02	0,00	1 587 861,02	0,00
6162	Assurance obligatoire dommage-construction	0,00	2 804 384,00	0,00	2 804 384,00	0,00
6168	Autres	0,00	3 154,14	0,00	3 154,14	0,00
617	Études et recherches	0,00	1 719 298,42	548 099,86	1 171 198,56	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	354 151,81	15 766,28	338 385,53	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	1 825 912,45	522 351,09	1 303 561,36	0,00
6185	Frais de colloques et séminaires	0,00	31 938,66	0,00	31 938,66	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	5 803,26	0,00	5 803,26	0,00
62268	Autres honoraires, conseils...	0,00	3 591 344,45	396 648,14	3 194 696,31	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	377 560,19	0,00	377 560,19	0,00
6228	Divers	0,00	2 788 754,69	461 679,34	2 327 075,35	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	479 280,81	60 077,84	419 202,97	0,00
6234	Réceptions	0,00	941 520,35	66 764,37	874 755,98	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	493 728,12	7 512,96	486 215,16	0,00
6238	Divers	0,00	1 220 706,23	98 835,24	1 121 870,99	0,00
6241	Transports de biens	0,00	33 332,39	5 757,92	27 574,47	0,00
6245	Transports de personnes extérieures à la collectivité	0,00	3 000,00	3 000,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs du personnel	0,00	147 878,90	0,00	147 878,90	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	454 572,20	37 390,70	417 181,50	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6261	Frais d'affranchissement	0,00	442 889,26	77 012,38	365 876,88	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	1 346 266,24	143 911,08	1 202 355,16	0,00
627	Services bancaires et assimilés.	0,00	192 240,17	0,00	192 240,17	0,00
6281	Concours divers (cotisations...)	0,00	769 422,23	20 081,00	749 341,23	0,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	1 590 523,53	0,00	1 590 523,53	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	3 174 883,28	245 878,95	2 929 004,33	0,00
6284	Redevance pour services rendus	0,00	20 556,44	0,00	20 556,44	0,00
62875	Aux communes membres du GFP	0,00	153 099,10	47 147,38	105 951,72	0,00
62878	A des tiers	0,00	223 738,93	49 109,76	174 629,17	0,00
6288	Autres	0,00	2 129 836,25	297 061,70	1 832 774,55	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	5 840 892,40	24 680,40	5 816 212,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	0,00	140 406,00	0,00	140 406,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	1 060,60	0,00	1 060,60	0,00
6378	Autres impôts, taxes et versements assimilés	0,00	8 962,63	0,00	8 962,63	0,00
total chapitre 011	Charges à caractère général	133 532 892,15	144 456 223,46	18 941 299,13	125 514 924,33	8 017 967,82
6215	Personnel affecté par la commune membre du GFP	0,00	281 362,91	4 431,36	276 931,55	0,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	609 463,51	110 000,00	499 463,51	0,00
631	Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts)	0,00	1 473,30	0,00	1 473,30	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	4 069 100,00	0,00	4 069 100,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	1 017 278,00	0,00	1 017 278,00	0,00
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction publique territoriale	0,00	2 032 841,00	0,00	2 032 841,00	0,00
64111	Rémunération principale	0,00	156 454 808,65	6 732,15	156 448 076,50	0,00
64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	0,00	3 385 830,02	0,00	3 385 830,02	0,00
64113	NBI	0,00	2 036 776,45	0,00	2 036 776,45	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
64118	Autres indemnités.	0,00	53 853 602,35	6 000,00	53 847 602,35	0,00
64131	Rémunérations	0,00	30 764 676,53	4 772,17	30 759 904,36	0,00
64132	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	0,00	682 313,01	0,00	682 313,01	0,00
64136	Indemnités liées à la perte d'emploi	0,00	249 772,85	0,00	249 772,85	0,00
64138	Primes et autres indemnités	0,00	9 564 807,86	0,00	9 564 807,86	0,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	7 055 564,36	1 339,01	7 054 225,35	0,00
64168	Autres emplois aidés	0,00	480 003,84	0,00	480 003,84	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	1 067 369,25	2 117,15	1 065 252,10	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	38 613 773,00	0,00	38 613 773,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraite	0,00	57 800 893,90	7 500,00	57 793 393,90	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	514 170,40	0,00	514 170,40	0,00
6456	Versement au F.N.C du supplément familial	0,00	286 029,00	0,00	286 029,00	0,00
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux.	0,00	6 753 279,02	0,04	6 753 278,98	0,00
64731	Versées directement	0,00	689 408,82	0,00	689 408,82	0,00
64732	Versées aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	1 926 548,00	0,00	1 926 548,00	0,00
6474	Versements aux oeuvres sociales	0,00	1 647 426,00	0,00	1 647 426,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	388 412,69	30,00	388 382,69	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	963 185,86	76 000,00	887 185,86	0,00
6488	Autres	0,00	130 841,14	0,00	130 841,14	0,00
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	383 380 200,00	383 321 011,72	218 921,88	383 102 089,84	278 110,16
7391118	Autres restitutions au titre des dégrèvements sur contributions directes	0,00	26 781,12	0,00	26 781,12	0,00
739211	Attribution de compensation	0,00	73 777 570,00	0,00	73 777 570,00	0,00
739212	Dotation de solidarité communautaire	0,00	14 692 814,00	0,00	14 692 814,00	0,00
739218	Autres prélèvements pour reversements de fiscalité entre collectivités locales	0,00	10 472 657,00	0,00	10 472 657,00	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
7392221	Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales	0,00	856 970,00	0,00	856 970,00	0,00
7398	Reversements, restitutions et prélèvements divers	0,00	745 080,15	0,00	745 080,15	0,00
total chapitre 014	Atténuations de produits	100 770 008,00	100 571 872,27	0,00	100 571 872,27	198 135,73
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65131	Bourses	0,00	54 500,00	0,00	54 500,00	0,00
65132	Prix	0,00	345,00	0,00	345,00	0,00
65133	Secours d'urgence	0,00	859 379,45	0,00	859 379,45	0,00
65311	Indemnités de fonction	0,00	1 856 895,28	0,00	1 856 895,28	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	0,00	37 923,64	662,44	37 261,20	0,00
65313	Cotisations de retraite	0,00	202 037,60	0,00	202 037,60	0,00
65314	Cotisations de sécurité sociale - part patronale	0,00	467 555,00	0,00	467 555,00	0,00
65315	Formation	0,00	27 454,00	0,00	27 454,00	0,00
653172	Cotisations au fonds de financement de l'allocation de fin de mandat	0,00	1 573,51	0,00	1 573,51	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	122 874,89	0,00	122 874,89	0,00
6542	Créances éteintes	0,00	41 667,26	0,00	41 667,26	0,00
6553	Service d'incendie	0,00	31 182 504,85	0,00	31 182 504,85	0,00
65568	Autres contributions	0,00	8 411 128,00	0,00	8 411 128,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	628 745,01	0,00	628 745,01	0,00
6568	Autres participations	0,00	1 450 624,00	0,00	1 450 624,00	0,00
65733	Départements	0,00	33 190,00	0,00	33 190,00	0,00
657341	Communes membres du GFP	0,00	5 784 883,68	0,00	5 784 883,68	0,00
657363	CCAS/CIAS	0,00	2 594 906,00	0,00	2 594 906,00	0,00
657381	Autres établissements publics locaux	0,00	292 167,28	0,00	292 167,28	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
657382	Organismes publics divers	0,00	962 313,17	0,00	962 313,17	0,00
65741	Ménages	0,00	1 800,00	0,00	1 800,00	0,00
65748	Autres personnes de droit privé	0,00	26 628 308,00	37 039,11	26 591 268,89	0,00
6577	Remises gracieuses	0,00	19 963,54	0,00	19 963,54	0,00
65811	Droits d'utilisation - informatique en nuage	0,00	19 416,01	0,00	19 416,01	0,00
65818	Autres	0,00	106 891,22	22 703,33	84 187,89	0,00
65821	Déficit des budgets annexes à caractère administratif	0,00	48 500 000,00	0,00	48 500 000,00	0,00
6583	Pénalités sur marchés	0,00	4 782,91	0,00	4 782,91	0,00
6584	Amendes fiscales et pénales	0,00	2 510,60	0,00	2 510,60	0,00
6585	Intérêts moratoires	0,00	71 143,12	0,00	71 143,12	0,00
65883	Déficits sur opérations de gestion	0,00	255,66	0,00	255,66	0,00
65888	Autres	0,00	7 128 725,69	1 077 730,72	6 050 994,97	0,00
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	138 569 798,16	137 496 464,37	1 138 135,60	136 358 328,77	2 211 469,39
65861	Frais de personnel	0,00	243 060,88	0,00	243 060,88	0,00
total chapitre 6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus (1)	370 000,00	243 060,88	0,00	243 060,88	126 939,12
Total des dépenses de gestion des services		**756 622 898,31**	**766 088 632,70**	**20 298 356,61**	**745 790 276,09**	**10 832 622,22**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	20 139 001,47	0,00	20 139 001,47	0,00
66112	Intérêts - rattachement des ICNE	0,00	2 392 466,01	5 161 842,44	-2 769 376,43	0,00
6688	Autres	0,00	16 764,22	0,00	16 764,22	0,00
total chapitre 66	Charges financières	21 406 000,00	22 548 231,70	5 161 842,44	17 386 389,26	4 019 610,74
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	171 456,10	0,00	171 456,10	0,00
total chapitre 67	Charges spécifiques	300 000,00	171 456,10	0,00	171 456,10	128 543,90
6815	Dotations aux provisions pour risques et charges de fonctionnement	0,00	6 145 000,00	0,00	6 145 000,00	0,00
6817	Dotations aux dépréciations des actifs circulants	0,00	126 101,69	0,00	126 101,69	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 68	Dotations aux provisions	6 271 101,69	6 271 101,69	0,00	6 271 101,69	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**784 600 000,00**	**795 079 422,19**	**25 460 199,05**	**769 619 223,14**	**14 980 776,86**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*22 500 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
675	*Valeurs comptables des immobilisations cédées*	*0,00*	*9 033 844,08*	*0,00*	*9 033 844,08*	*0,00*
6761	*Différences sur réalisations (positives) transférées en investissement*	*0,00*	*3 343 640,89*	*0,00*	*3 343 640,89*	*0,00*
6811	*Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles*	*0,00*	*68 784 742,13*	*0,00*	*68 784 742,13*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*85 377 484,97*	*81 162 227,10*	*0,00*	*81 162 227,10*	*4 215 257,87*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***107 877 484,97***	***81 162 227,10***	***0,00***	***81 162 227,10***	***26 715 257,87***
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**892 477 484,97**	**876 241 649,29**	**25 460 199,05**	**850 781 450,24**	**41 696 034,73**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**892 477 484,97**	**876 241 649,29**	**25 460 199,05**	**850 781 450,24**	**41 696 034,73**

(1) Collectivités de plus de 100 000 habitants

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6091	de matières premières (et fournitures)	0,00	1 171,33	0,00	1 171,33	0,00
6094	d'études, prestations de services	0,00	22 060,56	0,00	22 060,56	0,00
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	0,00	2 046 558,69	500,00	2 046 058,69	0,00
6459	Remboursements sur charges de Sécurité Sociale et de prévoyance.	0,00	414 833,99	0,00	414 833,99	0,00
total chapitre 013	Atténuations de charges	2 215 405,16	2 484 624,57	500,00	2 484 124,57	-268 719,41
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7022	Coupes de bois	0,00	3 272,73	0,00	3 272,73	0,00
70321	Droits de stationnement et de location sur la voie publique	0,00	426 189,16	0,00	426 189,16	0,00
70323	Redevance d'occupation du domaine public	0,00	606 686,67	0,00	606 686,67	0,00
70328	Autres droits de stationnement et de location	0,00	3 156 777,73	4 686,80	3 152 090,93	0,00
7035	Locations de droits de chasse et de pêche	0,00	966,69	0,00	966,69	0,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	251 549,00	0,00	251 549,00	0,00
704	Travaux	0,00	130 807,13	0,00	130 807,13	0,00
70612	Redevance spéciale d'enlèvement des ordures	0,00	21 387 301,66	10 846 389,18	10 540 912,48	0,00
70613	Abonnement ou redevance pour enlèvement des déchets industriels et commerciaux	0,00	512 361,83	12 745,42	499 616,41	0,00
7062	Redevances et droits des services à caractère culturel	0,00	234 219,29	82,00	234 137,29	0,00
70631	A caractère sportif	0,00	3 382 962,60	2 190,10	3 380 772,50	0,00
70632	A caractère de loisirs	0,00	290 447,30	0,00	290 447,30	0,00
706888	Autres	0,00	245 663,21	3 462,90	242 200,31	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	541 493,24	116,00	541 377,24	0,00
708421	non dotés de la personnalité morale	0,00	18 678 952,85	0,00	18 678 952,85	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
70843	au CCAS/CIAS	0,00	4 508 245,47	0,00	4 508 245,47	0,00
70844	à la caisses des écoles	0,00	501 802,04	0,00	501 802,04	0,00
70845	aux communes membres du GFP	0,00	219 251 794,50	0,00	219 251 794,50	0,00
70848	aux autres organismes	0,00	3 990 885,23	412 365,30	3 578 519,93	0,00
708721	non dotés de la personnalité morale	0,00	7 284 901,61	0,00	7 284 901,61	0,00
70874	par la caisses des écoles	0,00	11 649,70	0,00	11 649,70	0,00
70875	par les communes membres du GFP	0,00	14 086 951,67	0,00	14 086 951,67	0,00
70878	par des tiers	0,00	164 987,48	0,00	164 987,48	0,00
7088	Autres produits d'activités annexes (abonnements et vente d'ouvrages...)	0,00	528 861,73	27 451,64	501 410,09	0,00
total chapitre 70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	291 466 213,33	300 179 730,52	11 309 489,34	288 870 241,18	2 595 972,15
73211	Attribution de compensation	0,00	2 492 709,00	0,00	2 492 709,00	0,00
73221	FNGIR	0,00	24 354 204,00	0,00	24 354 204,00	0,00
732221	Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales	0,00	6 080 069,00	0,00	6 080 069,00	0,00
7351	Fraction compensatoire de la TFPB et de la taxe d'habitation sur les résidences principales	0,00	93 668 325,00	0,00	93 668 325,00	0,00
7352	Fraction compensatoire de la CVAE	0,00	55 109 054,00	0,00	55 109 054,00	0,00
7358	Autres	0,00	393 500,00	0,00	393 500,00	0,00
total chapitre 73	Impôts et taxes (sauf 731)	181 704 362,00	182 097 861,00	0,00	182 097 861,00	-393 499,00
73111	Impôts directs locaux	0,00	120 317 776,00	0,00	120 317 776,00	0,00
73113	Taxe sur les surfaces commerciales	0,00	6 858 228,00	0,00	6 858 228,00	0,00
73114	Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux	0,00	3 315 754,00	0,00	3 315 754,00	0,00
73118	Autres contributions directes	0,00	3 079 015,00	0,00	3 079 015,00	0,00
73133	Taxe d'enlèvement des ordures ménagères et assimilées	0,00	72 603 889,00	0,00	72 603 889,00	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
73141	Accise sur lélectricité	0,00	272 798,24	0,00	272 798,24	0,00
73143	Redevance des mines	0,00	350,00	0,00	350,00	0,00
731721	Taxe de séjour	0,00	9 207 264,01	174,78	9 207 089,23	0,00
7318	Autres	0,00	920 189,94	17,57	920 172,37	0,00
total chapitre 731	Fiscalité locale	214 933 593,24	216 575 264,19	192,35	216 575 071,84	-1 641 478,60
741124	Dotation d'intercommunalité des EPCI	0,00	15 383 616,00	0,00	15 383 616,00	0,00
741126	Dotation de compensation des EPCI	0,00	63 716 938,00	0,00	63 716 938,00	0,00
744	FCTVA	0,00	1 060 553,18	6 079,75	1 054 473,43	0,00
74611	DGD	0,00	319 282,00	0,00	319 282,00	0,00
74718	Autres	0,00	2 033 579,09	88 346,12	1 945 232,97	0,00
7472	Régions	0,00	935 617,78	0,00	935 617,78	0,00
7473	Départements	0,00	112 862,49	0,00	112 862,49	0,00
74771	Fonds social européen	0,00	1 675 220,73	0,00	1 675 220,73	0,00
74772	FEDER	0,00	17 160,45	0,00	17 160,45	0,00
74778	Autres fonds européens	0,00	131 726,78	15 170,13	116 556,65	0,00
747818	Autres	0,00	50 000,00	40 000,00	10 000,00	0,00
747888	Autres	0,00	2 335 215,76	835 990,00	1 499 225,76	0,00
748312	D.C.R.T.P.	0,00	7 748 330,00	0,00	7 748 330,00	0,00
74832	État - Compensation au titre de la Contribution Économique Territoriale (CVAE et CFE)	0,00	18 541 028,00	0,00	18 541 028,00	0,00
74833	État - Compensation au titre des exonérations de taxes foncières	0,00	849 904,00	0,00	849 904,00	0,00
74834	État - compensation au titre des exonérations de taxe d'habitation	0,00	591 137,00	0,00	591 137,00	0,00
748388	Autres	0,00	17 611 904,90	0,00	17 611 904,90	0,00
74888	Autres	0,00	10 989,00	0,00	10 989,00	0,00
total chapitre 74	Dotations et participations	133 350 646,33	133 125 065,16	985 586,00	132 139 479,16	1 211 167,17

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
752	Revenus des immeubles	0,00	4 147 112,02	260 903,19	3 886 208,83	0,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	425 510,08	269 256,00	156 254,08	0,00
7574	Subventions de fonctionnement des personnes, associations et autres organismes privés	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00
75813	Redevances versées par les fermiers et concessionnaires	0,00	8 763 412,11	143 813,00	8 619 599,11	0,00
7584	Recouvrement sur créances admises en non valeur	0,00	48 439,82	0,00	48 439,82	0,00
75888	Autres	0,00	26 926 092,75	2 119 656,44	24 806 436,31	0,00
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	30 655 921,01	40 320 566,78	2 793 628,63	37 526 938,15	-6 871 017,14
Total des recettes de gestion des services		**854 326 141,07**	**874 783 112,22**	**15 089 396,32**	**859 693 715,90**	**-5 367 574,83**
761	Produits de participations	0,00	996 130,44	0,00	996 130,44	0,00
7621	Produits des autres immobilisations financières - encaissés à l'échéance	0,00	4 085,84	31,34	4 054,50	0,00
764	Revenus des valeurs mobilières de placement	0,00	2,06	0,00	2,06	0,00
7688	Autres	0,00	17 567,18	0,00	17 567,18	0,00
total chapitre 76	Produits financiers	999 097,02	1 017 785,52	31,34	1 017 754,18	-18 657,16
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale	0,00	8 318 636,64	0,00	8 318 636,64	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	11 986 649,97	0,00	11 986 649,97	0,00
total chapitre 77	Produits spécifiques	21 063 950,25	20 305 286,61	0,00	20 305 286,61	758 663,64
7815	Reprises sur provisions pour risques et charges de fonctionnement courant	0,00	7 140 000,00	0,00	7 140 000,00	0,00
total chapitre 78	Reprises sur provisions	7 140 000,00	7 140 000,00	0,00	7 140 000,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**883 529 188,34**	**903 246 184,35**	**15 089 427,66**	**888 156 756,69**	**-4 627 568,35**
7761	*Différences sur réalisations (négatives) reprises au compte de résultat*	*0,00*	*390 835,00*	*0,00*	*390 835,00*	*0,00*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
777	*Recettes et quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat*	*0,00*	*8 173 645,87*	*0,00*	*8 173 645,87*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*8 790 835,00*	*8 564 480,87*	*0,00*	*8 564 480,87*	*226 354,13*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***8 790 835,00***	***8 564 480,87***	***0,00***	***8 564 480,87***	***226 354,13***
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**892 320 023,34**	**911 810 665,22**	**15 089 427,66**	**896 721 237,56**	**-4 401 214,22**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**157 461,63**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section de fonctionnement		**892 477 484,97**	**911 810 665,22**	**15 089 427,66**	**896 721 237,56**	**-4 243 752,59**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Subventions d'investissement versées		484 713 686,78	172 702 030,33	312 011 656,45	290 799 239,44
Autres immobilisations incorporelles		172 757 764,05	121 222 348,12	51 535 415,93	44 629 817,06
Immobilisations incorporelles en cours		0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains		339 771 151,77	32 793 897,99	306 977 253,78	307 345 242,88
Constructions		801 891 294,19	99 205 724,82	702 685 569,37	704 946 387,74
Réseaux et installations de voirie		1 707 746 115,74	325,00	1 707 745 790,74	1 691 242 751,55
Réseaux divers		24 903 100,15	260 981,05	24 642 119,10	24 122 770,46
Installations techniques, agencements et matériel		114 818 345,15	82 659 427,01	32 158 918,14	30 747 821,43
Immobilisations mises en concessions ou affermées		25 272 004,41	0,00	25 272 004,41	25 272 004,41
Autres		245 587 552,26	178 849 103,10	66 738 449,16	66 411 208,08
Immobilisations corporelles en cours		1 403 590 278,48	0,00	1 403 590 278,48	1 250 614 872,72
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS		125 332 029,23	0,00	125 332 029,23	125 332 029,23
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		99 175 562,24	0,00	99 175 562,24	89 725 549,97
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**5 545 558 884,45**	**687 693 837,42**	**4 857 865 047,03**	**4 651 189 694,97**
ACTIF CIRCULANT		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
STOCKS		0,00	0,00	0,00	0,00
CRÉANCES		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		71 569 257,46	0,00	71 569 257,46	54 943 050,48
Créances sur les redevables et comptes rattachés		25 419 401,26	362 854,45	25 056 546,81	35 041 128,33
Avances et acomptes versés par la collectivité		60 000,00	0,00	60 000,00	66 000,00
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers		229 683 159,21	0,00	229 683 159,21	221 762 967,76
Créances sur budgets annexes		0,00	0,00	0,00	37 948 043,49
Créances sur les autres débiteurs		14 892 973,87	96 788,91	14 796 184,96	6 448 631,36

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**341 624 791,80**	**459 643,36**	**341 165 148,44**	**356 209 821,42**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT		0,00	0,00	0,00	0,00
DISPONIBILITÉS		96 745 226,12	0,00	96 745 226,12	115 695 934,95
AUTRES		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (III)		**96 745 226,12**	**0,00**	**96 745 226,12**	**115 695 934,95**
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)		5 374,08	0,00	5 374,08	238 720,31
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**5 983 934 276,45**	**688 153 480,78**	**5 295 780 795,67**	**5 123 334 171,65**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		**0,00**	**0,00**
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ		0,00	0,00
Dotations		931 913 664,14	934 170 654,92
Fonds globalisés		454 552 703,83	437 722 909,21
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		0,00	0,00
Rattachées à un actif amortissable		213 369 004,82	173 048 962,74
Rattachées à un actif non amortissable		478 331 010,11	457 966 004,55
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS		100 130 475,55	97 177 669,66
RÉSERVES		1 977 706 974,92	1 938 551 241,70
REPORT A NOUVEAU		157 461,63	13 390 784,22
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		45 939 787,32	25 922 410,63
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT		2 057 596,63	2 057 596,63
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT		10 678 897,65	10 678 897,65
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**4 214 837 576,60**	**4 090 687 131,91**
PASSIF		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES		16 495 000,00	17 490 000,00
PROVISIONS POUR CHARGES		0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)		**16 495 000,00**	**17 490 000,00**
DETTES FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
EMPRUNTS OBLIGATAIRES		358 958 333,20	379 458 333,24
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		521 319 913,61	393 375 621,96
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS		3 251 659,98	5 910 531,12
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)		**883 529 906,79**	**778 744 486,32**
DETTES NON FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		32 627 632,35	59 859 572,36
Dettes fiscales et sociales		1 404 028,33	919 595,10
Avances et acomptes reçus		0,00	0,00
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers		74 501 430,24	73 547 806,07

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
Fonds gérés par la collectivité		0,00	0,00
Dettes sur budgets annexes		48 295 099,44	20 023 446,20
Autres dettes non financières		8 170 109,12	62 901 956,95
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE		0,00	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**164 998 299,48**	**217 252 376,68**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE		0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (4)		**0,00**	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**1 065 023 206,27**	**1 013 486 863,00**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)		15 920 012,80	19 160 176,74
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)		0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		**5 295 780 795,67**	**5 123 334 171,65**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état		80 474 309,43	81 736 268,28	-1 261 958,85
Participations		6 311 876,83	5 491 334,61	820 542,22
Compensations, autres attributions et autres participations		45 353 292,90	48 638 049,90	-3 284 757,00
Dons et legs		0,00	0,00	0,00
Impôts et taxes		298 101 060,57	303 705 839,16	-5 604 778,59
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services		288 870 241,18	282 583 746,24	6 286 494,94
Produits des cessions d'actifs		11 986 649,97	2 710 269,32	9 276 380,65
Autres produits de gestion		45 845 574,79	23 899 835,74	21 945 739,05
Production stockée et immobilisée		0,00	0,00	0,00
AUTRES PRODUITS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		7 140 000,00	488 057,63	6 651 942,37
Reprises du financement rattaché à un actif		8 173 645,87	6 166 127,28	2 007 518,59
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession		390 835,00	34 007,95	356 827,05
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**792 647 486,54**	**755 453 536,11**	**37 193 950,43**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes		120 301 446,27	109 412 864,96	10 888 581,31
Charges de personnel		372 744 109,80	362 880 554,39	9 863 555,41
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses		*263 659 347,14*	*261 978 591,58*	*1 680 755,56*
Dont charges sociales		*109 084 762,66*	*100 901 962,81*	*8 182 799,85*
Indemnités des élus (et membres du CESR)		2 592 776,59	2 455 858,56	136 918,03
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		55 312 350,29	62 990 656,72	-7 678 306,43
Impôts et taxes		13 087 333,53	11 199 830,55	1 887 502,98
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		75 055 843,82	79 278 976,03	-4 223 132,21
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		9 033 844,08	2 485 698,94	6 548 145,14

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Neutralisation des dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des plus-values de cession		3 343 640,89	258 578,33	3 085 062,56
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**651 471 345,27**	**630 963 018,48**	**20 508 326,79**
CHARGES D'INTERVENTION		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre		68 357 258,32	68 217 815,03	139 443,29
Dont ménages		*916 024,45*	*845 499,79*	*70 524,66*
Dont personnes morales de droit privé		*26 591 268,89*	*26 764 494,38*	*-173 225,49*
Dont collectivités territoriales		*5 818 073,68*	*6 013 840,23*	*-195 766,55*
Dont autres organismes publics		*35 031 891,30*	*34 593 980,63*	*437 910,67*
Dont établissements d'enseignement		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité		0,00	0,00	0,00
Autres charges		10 510 460,55	10 194 724,15	315 736,40
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		**78 867 718,87**	**78 412 539,18**	**455 179,69**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**62 308 422,40**	**46 077 978,45**	**16 230 443,95**
PRODUITS FINANCIERS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Produits des participations et des prêts		996 130,44	620 103,77	376 026,67
Produits des valeurs mobilières de placement		2,06	2,25	-0,19
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres produits financiers		21 621,68	403 994,06	-382 372,38
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges		0,00	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		**1 017 754,18**	**1 024 100,08**	**-6 345,90**
CHARGES FINANCIERES		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges d'intérêts		17 369 625,04	21 179 667,90	-3 810 042,86
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres charges financières		16 764,22	0,00	16 764,22
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		**17 386 389,26**	**21 179 667,90**	**-3 793 278,64**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		**-16 368 635,08**	**-20 155 567,82**	**3 786 932,74**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		45 939 787,32	25 922 410,63	20 017 376,69

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Annexe	**C**

L’annexe est une pièce jointe au compte financier unique pour les collectivités ayant recours à la certification des comptes.

Pour les autres collectivités, cet état est SANS OBJET.

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotations	0,00	934 139 294,92	3 248 937,22	991 946,44	0,00	0,00	3 248 937,22	935 131 241,36	0,00	931 882 304,14
10222	F.C.T.V.A.	0,00	364 373 025,45	0,00	0,00	2 788 680,00	19 616 779,07	2 788 680,00	383 989 804,52	0,00	381 201 124,52
10226	Taxe d'aménagement	0,00	47 635 265,73	0,00	0,00	2 618 690,22	2 620 385,77	2 618 690,22	50 255 651,50	0,00	47 636 961,28
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	25 714 618,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 714 618,03	0,00	25 714 618,03
	Sous Total compte 1022	**0,00**	**437 722 909,21**	**0,00**	**0,00**	**5 407 370,22**	**22 237 164,84**	**5 407 370,22**	**459 960 074,05**	**0,00**	**454 552 703,83**
10251	Dons et legs en capital	0,00	31 360,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 360,00	0,00	31 360,00
	Sous Total compte 1025	**0,00**	**31 360,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**31 360,00**	**0,00**	**31 360,00**
	Sous Total compte 102	**0,00**	**1 371 893 564,13**	**3 248 937,22**	**991 946,44**	**5 407 370,22**	**22 237 164,84**	**8 656 307,44**	**1 395 122 675,41**	**0,00**	**1 386 466 367,97**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	1 938 551 241,70	0,00	0,00	0,00	39 155 733,22	0,00	1 977 706 974,92	0,00	1 977 706 974,92
	Sous Total compte 106	**0,00**	**1 938 551 241,70**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**39 155 733,22**	**0,00**	**1 977 706 974,92**	**0,00**	**1 977 706 974,92**
	Sous Total compte 10	**0,00**	**3 310 444 805,83**	**3 248 937,22**	**991 946,44**	**5 407 370,22**	**61 392 898,06**	**8 656 307,44**	**3 372 829 650,33**	**0,00**	**3 364 173 342,89**
110	Report à nouveau (solde créditeur)	0,00	13 390 784,22	39 155 733,22	25 922 410,63	0,00	0,00	39 155 733,22	39 313 194,85	0,00	157 461,63
	Sous Total compte 11	**0,00**	**13 390 784,22**	**39 155 733,22**	**25 922 410,63**	**0,00**	**0,00**	**39 155 733,22**	**39 313 194,85**	**0,00**	**157 461,63**
12	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Excédentaire ou	0,00	25 922 410,63	25 922 410,63	0,00	0,00	0,00	25 922 410,63	25 922 410,63	0,00	0,00
	Sous Total compte 12	**0,00**	**25 922 410,63**	**25 922 410,63**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 922 410,63**	**25 922 410,63**	**0,00**	**0,00**
1311	État et établissements nationaux	0,00	151 876 537,29	0,00	0,00	48 943,00	17 249 107,37	48 943,00	169 125 644,66	0,00	169 076 701,66
1312	Régions	0,00	31 298 308,51	0,00	0,00	0,00	6 277 844,80	0,00	37 576 153,31	0,00	37 576 153,31
1313	Départements	0,00	33 808 945,73	0,00	0,00	0,00	7 028 779,00	0,00	40 837 724,73	0,00	40 837 724,73
13141	Communes membres du GFP	0,00	101 169 126,00	0,00	0,00	0,00	10 960 105,89	0,00	112 129 231,89	0,00	112 129 231,89
	Sous Total compte 1314	**0,00**	**101 169 126,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 960 105,89**	**0,00**	**112 129 231,89**	**0,00**	**112 129 231,89**
13151	GFP de rattachement	0,00	212 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	212 500,00	0,00	212 500,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 1315	**0,00**	**212 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**212 500,00**	**0,00**	**212 500,00**
13172	FEDER	0,00	9 909 854,10	0,00	0,00	0,00	1 657 879,50	0,00	11 567 733,60	0,00	11 567 733,60
	Sous Total compte 1317	**0,00**	**9 909 854,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 657 879,50**	**0,00**	**11 567 733,60**	**0,00**	**11 567 733,60**
1318	Autres	0,00	5 359 350,77	0,00	0,00	0,00	4 732 429,05	0,00	10 091 779,82	0,00	10 091 779,82
	Sous Total compte 131	**0,00**	**333 634 622,40**	**0,00**	**0,00**	**48 943,00**	**47 906 145,61**	**48 943,00**	**381 540 768,01**	**0,00**	**381 491 825,01**
1321	État et établissements nationaux	0,00	120 716 713,02	0,00	0,00	1 150 000,00	12 828 512,64	1 150 000,00	133 545 225,66	0,00	132 395 225,66
1322	Régions	0,00	35 617 181,80	0,00	0,00	0,00	1 277 486,70	0,00	36 894 668,50	0,00	36 894 668,50
1323	Départements	0,00	83 793 106,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	83 793 106,16	0,00	83 793 106,16
13241	Communes membres du GFP	0,00	34 326 400,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 326 400,44	0,00	34 326 400,44
	Sous Total compte 1324	**0,00**	**34 326 400,44**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**34 326 400,44**	**0,00**	**34 326 400,44**
13251	GFP de rattachement	0,00	88 391,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	88 391,90	0,00	88 391,90
13258	Autres groupements	0,00	32 718,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 718,38	0,00	32 718,38
	Sous Total compte 1325	**0,00**	**121 110,28**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**121 110,28**	**0,00**	**121 110,28**
1326	Autres établissements publics locaux	0,00	1 749 235,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 749 235,11	0,00	1 749 235,11
13271	Fonds social européen	0,00	228 295,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	228 295,23	0,00	228 295,23
13272	FEDER	0,00	241 056,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	241 056,65	0,00	241 056,65
13278	Autres fonds européens	0,00	3 876 605,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 876 605,63	0,00	3 876 605,63
	Sous Total compte 1327	**0,00**	**4 345 957,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 345 957,51**	**0,00**	**4 345 957,51**
1328	Autres	0,00	16 221 660,18	0,00	0,00	0,00	576 847,79	0,00	16 798 507,97	0,00	16 798 507,97
	Sous Total compte 132	**0,00**	**296 891 364,50**	**0,00**	**0,00**	**1 150 000,00**	**14 682 847,13**	**1 150 000,00**	**311 574 211,63**	**0,00**	**310 424 211,63**
13362	Dotation de soutien à l'investissement I	0,00	1 228 798,83	0,00	0,00	0,00	636 485,34	0,00	1 865 284,17	0,00	1 865 284,17
	Sous Total compte 1336	**0,00**	**1 228 798,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**636 485,34**	**0,00**	**1 865 284,17**	**0,00**	**1 865 284,17**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 133	**0,00**	**1 228 798,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**636 485,34**	**0,00**	**1 865 284,17**	**0,00**	**1 865 284,17**
1345	Amendes de radars automatiques et amende	0,00	140 631 580,70	0,00	0,00	0,00	5 671 203,00	0,00	146 302 783,70	0,00	146 302 783,70
1348	Autres	0,00	11 927 160,93	0,00	0,00	0,00	1 138 750,03	0,00	13 065 910,96	0,00	13 065 910,96
	Sous Total compte 134	**0,00**	**152 558 741,63**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 809 953,03**	**0,00**	**159 368 694,66**	**0,00**	**159 368 694,66**
1381	État et établissements nationaux	0,00	1 108 590,66	0,00	0,00	0,00	22 205,40	0,00	1 130 796,06	0,00	1 130 796,06
1388	Autres	0,00	7 407 307,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 407 307,76	0,00	7 407 307,76
	Sous Total compte 138	**0,00**	**8 515 898,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 205,40**	**0,00**	**8 538 103,82**	**0,00**	**8 538 103,82**
13911	État et établissements nationaux	79 117 849,17	0,00	0,00	0,00	3 347 593,88	0,00	82 465 443,05	0,00	82 465 443,05	0,00
13912	Régions	5 680 063,58	0,00	0,00	0,00	353 524,99	0,00	6 033 588,57	0,00	6 033 588,57	0,00
13913	Départements	13 997 437,88	0,00	0,00	0,00	170 057,76	0,00	14 167 495,64	0,00	14 167 495,64	0,00
139141	Communes membres du GFP	61 627 335,08	0,00	0,00	0,00	3 802 150,84	0,00	65 429 485,92	0,00	65 429 485,92	0,00
	Sous Total compte 13914	**61 627 335,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 802 150,84**	**0,00**	**65 429 485,92**	**0,00**	**65 429 485,92**	**0,00**
139151	GFP de rattachement	75 777,78	0,00	0,00	0,00	42 500,00	0,00	118 277,78	0,00	118 277,78	0,00
	Sous Total compte 13915	**75 777,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**42 500,00**	**0,00**	**118 277,78**	**0,00**	**118 277,78**	**0,00**
139172	FEDER	873 064,86	0,00	0,00	0,00	328 581,16	0,00	1 201 646,02	0,00	1 201 646,02	0,00
	Sous Total compte 13917	**873 064,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**328 581,16**	**0,00**	**1 201 646,02**	**0,00**	**1 201 646,02**	**0,00**
13918	Autres	442 930,14	0,00	0,00	0,00	129 237,24	0,00	572 167,38	0,00	572 167,38	0,00
	Sous Total compte 1391	**161 814 458,49**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 173 645,87**	**0,00**	**169 988 104,36**	**0,00**	**169 988 104,36**	**0,00**
	Sous Total compte 139	**161 814 458,49**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 173 645,87**	**0,00**	**169 988 104,36**	**0,00**	**169 988 104,36**	**0,00**
	Sous Total compte 13	**161 814 458,49**	**792 829 425,78**	**0,00**	**0,00**	**9 372 588,87**	**70 057 636,51**	**171 187 047,36**	**862 887 062,29**	**0,00**	**691 700 014,93**
15111	Provisions pour litiges et contentieux (	0,00	2 080 000,00	200 000,00	145 000,00	0,00	0,00	200 000,00	2 225 000,00	0,00	2 025 000,00
	Sous Total compte 1511	**0,00**	**2 080 000,00**	**200 000,00**	**145 000,00**	**0,00**	**0,00**	**200 000,00**	**2 225 000,00**	**0,00**	**2 025 000,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
15181	Autres provisions pour risques (non budg	0,00	15 410 000,00	6 940 000,00	6 000 000,00	0,00	0,00	6 940 000,00	21 410 000,00	0,00	14 470 000,00
	Sous Total compte 1518	**0,00**	**15 410 000,00**	**6 940 000,00**	**6 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**6 940 000,00**	**21 410 000,00**	**0,00**	**14 470 000,00**
	Sous Total compte 151	**0,00**	**17 490 000,00**	**7 140 000,00**	**6 145 000,00**	**0,00**	**0,00**	**7 140 000,00**	**23 635 000,00**	**0,00**	**16 495 000,00**
	Sous Total compte 15	**0,00**	**17 490 000,00**	**7 140 000,00**	**6 145 000,00**	**0,00**	**0,00**	**7 140 000,00**	**23 635 000,00**	**0,00**	**16 495 000,00**
16311	Emprunts obligataires remboursables in f	0,00	65 500 000,00	0,00	0,00	7 625 000,00	0,00	7 625 000,00	65 500 000,00	0,00	57 875 000,00
16318	Autres emprunts obligataires	0,00	234 458 333,24	0,00	0,00	20 500 000,04	0,00	20 500 000,04	234 458 333,24	0,00	213 958 333,20
	Sous Total compte 1631	**0,00**	**299 958 333,24**	**0,00**	**0,00**	**28 125 000,04**	**0,00**	**28 125 000,04**	**299 958 333,24**	**0,00**	**271 833 333,20**
1632	Opérations sur capital non échu des empr	0,00	79 500 000,00	0,00	7 625 000,00	0,00	0,00	0,00	87 125 000,00	0,00	87 125 000,00
	Sous Total compte 163	**0,00**	**379 458 333,24**	**0,00**	**7 625 000,00**	**28 125 000,04**	**0,00**	**28 125 000,04**	**387 083 333,24**	**0,00**	**358 958 333,20**
1641	Emprunts en euros	0,00	353 375 621,96	0,00	73 248 937,22	33 685 207,57	128 380 562,00	33 685 207,57	555 005 121,18	0,00	521 319 913,61
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	40 000 000,00	70 000 000,00	0,00	0,00	30 000 000,00	70 000 000,00	70 000 000,00	0,00	0,00
16449	Opérations afférentes à l'option de tira	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000 000,00	15 000 000,00	15 000 000,00	15 000 000,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 1644	**0,00**	**40 000 000,00**	**70 000 000,00**	**0,00**	**15 000 000,00**	**45 000 000,00**	**85 000 000,00**	**85 000 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 164	**0,00**	**393 375 621,96**	**70 000 000,00**	**73 248 937,22**	**48 685 207,57**	**173 380 562,00**	**118 685 207,57**	**640 005 121,18**	**0,00**	**521 319 913,61**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	53 710,32	0,00	0,00	7 566,11	118 071,40	7 566,11	171 781,72	0,00	164 215,61
16812	Entreprises non financières	0,00	694 978,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	694 978,36	0,00	694 978,36
	Sous Total compte 1681	**0,00**	**694 978,36**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**694 978,36**	**0,00**	**694 978,36**
16888	Intérêts sur autres emprunts et dettes a	0,00	5 161 842,44	5 161 842,44	2 392 466,01	0,00	0,00	5 161 842,44	7 554 308,45	0,00	2 392 466,01
	Sous Total compte 1688	**0,00**	**5 161 842,44**	**5 161 842,44**	**2 392 466,01**	**0,00**	**0,00**	**5 161 842,44**	**7 554 308,45**	**0,00**	**2 392 466,01**
	Sous Total compte 168	**0,00**	**5 856 820,80**	**5 161 842,44**	**2 392 466,01**	**0,00**	**0,00**	**5 161 842,44**	**8 249 286,81**	**0,00**	**3 087 444,37**
	Sous Total compte 16	**0,00**	**778 744 486,32**	**75 161 842,44**	**83 266 403,23**	**76 817 773,72**	**173 498 633,40**	**151 979 616,16**	**1 035 509 522,95**	**0,00**	**883 529 906,79**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
181	Compte de liaison : affectation à... (bu	22 034 063,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 034 063,22	0,00	22 034 063,22	0,00
	Sous Total compte 18	**22 034 063,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 034 063,22**	**0,00**	**22 034 063,22**	**0,00**
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immo	0,00	92 931 565,45	0,00	0,00	390 835,00	3 343 640,89	390 835,00	96 275 206,34	0,00	95 884 371,34
193	Autres neutralisations et régularisation	0,00	4 246 104,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 246 104,21	0,00	4 246 104,21
	Sous Total compte 19	**0,00**	**97 177 669,66**	**0,00**	**0,00**	**390 835,00**	**3 343 640,89**	**390 835,00**	**100 521 310,55**	**0,00**	**100 130 475,55**
	Total classe 1	**183 848 521,71**	**5 035 999 582,44**	**150 628 923,51**	**116 325 760,30**	**91 988 567,81**	**308 292 808,86**	**426 466 013,03**	**5 460 618 151,60**	**192 022 167,58**	**5 226 174 306,15**
202	Frais d'études, d'élaboration, de modifi	4 158 559,55	0,00	0,00	0,00	389 184,61	0,00	4 547 744,16	0,00	4 547 744,16	0,00
2031	Frais d'études	31 254 837,04	0,00	0,00	6 441 708,04	5 687 536,16	2 398 688,19	36 942 373,20	8 840 396,23	28 101 976,97	0,00
2032	Frais de recherche et de développement	1 553 685,62	0,00	0,00	327 685,21	181 721,44	0,00	1 735 407,06	327 685,21	1 407 721,85	0,00
2033	Frais d'insertion	75 791,18	0,00	0,00	37 587,52	6 249,60	0,00	82 040,78	37 587,52	44 453,26	0,00
	Sous Total compte 203	**32 884 313,84**	**0,00**	**0,00**	**6 806 980,77**	**5 875 507,20**	**2 398 688,19**	**38 759 821,04**	**9 205 668,96**	**29 554 152,08**	**0,00**
204111	Biens mobiliers, matériel et études	113 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	128 000,00	0,00	128 000,00	0,00
204112	Bâtiments et installations	8 148 234,98	0,00	0,00	2 039,09	0,00	0,00	8 148 234,98	2 039,09	8 146 195,89	0,00
204113	Projets d'infrastructures d'intérêt nati	12 979 803,25	0,00	0,00	0,00	486 395,30	0,00	13 466 198,55	0,00	13 466 198,55	0,00
	Sous Total compte 20411	**21 241 038,23**	**0,00**	**0,00**	**2 039,09**	**501 395,30**	**0,00**	**21 742 433,53**	**2 039,09**	**21 740 394,44**	**0,00**
204121	Biens mobiliers, matériel et études	541 723,55	0,00	0,00	541 723,55	0,00	0,00	541 723,55	541 723,55	0,00	0,00
204122	Bâtiments et installations	14 283 272,41	0,00	0,00	0,00	389 731,00	0,00	14 673 003,41	0,00	14 673 003,41	0,00
	Sous Total compte 20412	**14 824 995,96**	**0,00**	**0,00**	**541 723,55**	**389 731,00**	**0,00**	**15 214 726,96**	**541 723,55**	**14 673 003,41**	**0,00**
204133	Projets d'infrastructures d'intérêt nati	250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250 000,00	0,00	250 000,00	0,00
	Sous Total compte 20413	**250 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**250 000,00**	**0,00**	**250 000,00**	**0,00**
2041411	Biens mobiliers, matériel et études	24 203,13	0,00	0,00	20 869,80	0,00	0,00	24 203,13	20 869,80	3 333,33	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2041412	Bâtiments et installations	8 157 796,06	0,00	0,00	55 660,25	601 387,01	2 626,50	8 759 183,07	58 286,75	8 700 896,32	0,00
2041413	Projets d'infrastructures d'intérêt nati	3 316 609,63	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00	3 316 609,63	100 000,00	3 216 609,63	0,00
	Sous Total compte 204141	**11 498 608,82**	**0,00**	**0,00**	**176 530,05**	**601 387,01**	**2 626,50**	**12 099 995,83**	**179 156,55**	**11 920 839,28**	**0,00**
2041482	Bâtiments et installations	1 124 456,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 124 456,00	0,00	1 124 456,00	0,00
	Sous Total compte 204148	**1 124 456,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 124 456,00**	**0,00**	**1 124 456,00**	**0,00**
	Sous Total compte 20414	**12 623 064,82**	**0,00**	**0,00**	**176 530,05**	**601 387,01**	**2 626,50**	**13 224 451,83**	**179 156,55**	**13 045 295,28**	**0,00**
2041511	Biens mobiliers, matériel et études	1 177 500,00	0,00	0,00	965 000,00	76 552,00	0,00	1 254 052,00	965 000,00	289 052,00	0,00
	Sous Total compte 204151	**1 177 500,00**	**0,00**	**0,00**	**965 000,00**	**76 552,00**	**0,00**	**1 254 052,00**	**965 000,00**	**289 052,00**	**0,00**
20415342	Bâtiments et installations	640 580,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	640 580,06	0,00	640 580,06	0,00
	Sous Total compte 2041534	**640 580,06**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**640 580,06**	**0,00**	**640 580,06**	**0,00**
	Sous Total compte 204153	**640 580,06**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**640 580,06**	**0,00**	**640 580,06**	**0,00**
	Sous Total compte 20415	**1 818 080,06**	**0,00**	**0,00**	**965 000,00**	**76 552,00**	**0,00**	**1 894 632,06**	**965 000,00**	**929 632,06**	**0,00**
2041722	Bâtiments et installations	55 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 000,00	0,00	55 000,00	0,00
	Sous Total compte 204172	**55 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**55 000,00**	**0,00**	**55 000,00**	**0,00**
	Sous Total compte 20417	**55 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**55 000,00**	**0,00**	**55 000,00**	**0,00**
204181	Biens mobiliers, matériel et études	6 361 153,26	0,00	0,00	2 988 095,66	220 160,00	0,00	6 581 313,26	2 988 095,66	3 593 217,60	0,00
204182	Bâtiments et installations	79 913 512,82	0,00	0,00	0,00	8 616 092,26	0,00	88 529 605,08	0,00	88 529 605,08	0,00
204183	Projets d'infrastructures d'intérêt nati	64 224 005,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64 224 005,96	0,00	64 224 005,96	0,00
	Sous Total compte 20418	**150 498 672,04**	**0,00**	**0,00**	**2 988 095,66**	**8 836 252,26**	**0,00**	**159 334 924,30**	**2 988 095,66**	**156 346 828,64**	**0,00**
	Sous Total compte 2041	**201 310 851,11**	**0,00**	**0,00**	**4 673 388,35**	**10 405 317,57**	**2 626,50**	**211 716 168,68**	**4 676 014,85**	**207 040 153,83**	**0,00**
20421	Biens mobiliers, matériel et études	46 033 455,63	0,00	0,00	9 204 723,45	9 484 029,13	63 577,41	55 517 484,76	9 268 300,86	46 249 183,90	0,00
20422	Bâtiments et installations	213 419 199,64	0,00	0,00	19 310 626,05	22 437 949,64	161 286,26	235 857 149,28	19 471 912,31	216 385 236,97	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 2042	**259 452 655,27**	**0,00**	**0,00**	**28 515 349,50**	**31 921 978,77**	**224 863,67**	**291 374 634,04**	**28 740 213,17**	**262 634 420,87**	**0,00**
204412	Bâtiments et installations	12 377 734,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 377 734,08	0,00	12 377 734,08	0,00
	Sous Total compte 20441	**12 377 734,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 377 734,08**	**0,00**	**12 377 734,08**	**0,00**
204422	Bâtiments et installations	473 378,00	0,00	0,00	0,00	2 188 000,00	0,00	2 661 378,00	0,00	2 661 378,00	0,00
	Sous Total compte 20442	**473 378,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 188 000,00**	**0,00**	**2 661 378,00**	**0,00**	**2 661 378,00**	**0,00**
	Sous Total compte 2044	**12 851 112,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 188 000,00**	**0,00**	**15 039 112,08**	**0,00**	**15 039 112,08**	**0,00**
	Sous Total compte 204	**473 614 618,46**	**0,00**	**0,00**	**33 188 737,85**	**44 515 296,34**	**227 490,17**	**518 129 914,80**	**33 416 228,02**	**484 713 686,78**	**0,00**
2051	Concessions et droits similaires	116 219 555,97	0,00	0,00	0,00	9 199 384,86	25 900,00	125 418 940,83	25 900,00	125 393 040,83	0,00
	Sous Total compte 205	**116 219 555,97**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 199 384,86**	**25 900,00**	**125 418 940,83**	**25 900,00**	**125 393 040,83**	**0,00**
2088	Autres immobilisations incorporelles	12 204 336,63	0,00	0,00	0,00	1 058 490,35	0,00	13 262 826,98	0,00	13 262 826,98	0,00
	Sous Total compte 208	**12 204 336,63**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 058 490,35**	**0,00**	**13 262 826,98**	**0,00**	**13 262 826,98**	**0,00**
	Sous Total compte 20	**639 081 384,45**	**0,00**	**0,00**	**39 995 718,62**	**61 037 863,36**	**2 652 078,36**	**700 119 247,81**	**42 647 796,98**	**657 471 450,83**	**0,00**
2111	Terrains nus	175 405 344,59	0,00	943 765,09	0,00	3 978 646,57	6 238 670,84	180 327 756,25	6 238 670,84	174 089 085,41	0,00
2112	Terrains de voirie	24 208 103,30	0,00	0,00	0,00	151 022,11	0,00	24 359 125,41	0,00	24 359 125,41	0,00
2113	Terrains aménagés autres que voirie	535 133,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	535 133,41	0,00	535 133,41	0,00
2115	Terrains bâtis	8 567 658,44	0,00	0,00	0,00	1 676 815,83	188 382,66	10 244 474,27	188 382,66	10 056 091,61	0,00
2117	Bois et forêts	849,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	849,00	0,00	849,00	0,00
2118	Autres terrains	479 070,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	479 070,17	0,00	479 070,17	0,00
	Sous Total compte 211	**209 196 158,91**	**0,00**	**943 765,09**	**0,00**	**5 806 484,51**	**6 427 053,50**	**215 946 408,51**	**6 427 053,50**	**209 519 355,01**	**0,00**
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	12 150 186,23	0,00	0,00	0,00	1 481 608,13	0,00	13 631 794,36	0,00	13 631 794,36	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	114 351 180,49	0,00	0,00	0,00	2 274 869,91	6 048,00	116 626 050,40	6 048,00	116 620 002,40	0,00
	Sous Total compte 212	**126 501 366,72**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 756 478,04**	**6 048,00**	**130 257 844,76**	**6 048,00**	**130 251 796,76**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
21311	Bâtiments administratifs	16 800 726,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 800 726,87	0,00	16 800 726,87	0,00
21312	Bâtiments scolaires	3 776 580,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 776 580,21	0,00	3 776 580,21	0,00
21314	Bâtiments culturels et sportifs	116 406 847,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	116 406 847,41	0,00	116 406 847,41	0,00
21316	Équipements du cimetière	6 709 313,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 709 313,90	0,00	6 709 313,90	0,00
21318	Autres bâtiments publics	165 387 388,67	0,00	0,00	0,00	15 642,16	0,00	165 403 030,83	0,00	165 403 030,83	0,00
	Sous Total compte 2131	**309 080 857,06**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 642,16**	**0,00**	**309 096 499,22**	**0,00**	**309 096 499,22**	**0,00**
21321	Immeubles de rapport	136 738 040,43	0,00	0,00	285 562,61	6 562 280,90	4 883 318,31	143 300 321,33	5 168 880,92	138 131 440,41	0,00
21328	Autres bâtiments privés	3 139 553,58	0,00	0,00	50 230,24	0,00	0,00	3 139 553,58	50 230,24	3 089 323,34	0,00
	Sous Total compte 2132	**139 877 594,01**	**0,00**	**0,00**	**335 792,85**	**6 562 280,90**	**4 883 318,31**	**146 439 874,91**	**5 219 111,16**	**141 220 763,75**	**0,00**
21351	Bâtiments publics	229 805 183,47	0,00	1 659,46	0,00	17 910 258,87	4 087 819,19	247 717 101,80	4 087 819,19	243 629 282,61	0,00
21352	Bâtiments privés	843 066,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	843 066,50	0,00	843 066,50	0,00
	Sous Total compte 2135	**230 648 249,97**	**0,00**	**1 659,46**	**0,00**	**17 910 258,87**	**4 087 819,19**	**248 560 168,30**	**4 087 819,19**	**244 472 349,11**	**0,00**
2138	Autres constructions	100 342 193,22	0,00	0,00	0,00	400 480,48	0,00	100 742 673,70	0,00	100 742 673,70	0,00
	Sous Total compte 213	**779 948 894,26**	**0,00**	**1 659,46**	**335 792,85**	**24 888 662,41**	**8 971 137,50**	**804 839 216,13**	**9 306 930,35**	**795 532 285,78**	**0,00**
2151	Réseaux de voirie	1 542 703 512,25	0,00	5 143,76	0,00	12 080 818,90	0,00	1 554 789 474,91	0,00	1 554 789 474,91	0,00
2152	Installations de voirie	148 533 417,04	0,00	0,00	0,00	4 417 076,53	0,00	152 950 493,57	0,00	152 950 493,57	0,00
21533	Réseaux câblés	2 095 173,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 095 173,24	0,00	2 095 173,24	0,00
21534	Réseaux d'électrification	663 905,86	0,00	0,00	0,00	1 198,60	0,00	665 104,46	0,00	665 104,46	0,00
21538	Autres réseaux	21 523 846,79	0,00	0,00	0,00	518 150,04	0,00	22 041 996,83	0,00	22 041 996,83	0,00
	Sous Total compte 2153	**24 282 925,89**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**519 348,64**	**0,00**	**24 802 274,53**	**0,00**	**24 802 274,53**	**0,00**
2154	Voies navigables	2 067,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 067,26	0,00	2 067,26	0,00
21561	Matériel roulant	14 296,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 296,47	0,00	14 296,47	0,00
21568	Autre matériel et outillage d'incendie e	3 433 598,96	0,00	0,00	0,00	212 908,99	0,00	3 646 507,95	0,00	3 646 507,95	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 2156	**3 447 895,43**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**212 908,99**	**0,00**	**3 660 804,42**	**0,00**	**3 660 804,42**	**0,00**
21571	Matériel ferroviaire	86 536,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	86 536,76	0,00	86 536,76	0,00
215731	Matériel roulant	719 026,01	0,00	20 220,23	15 948,32	0,00	44 142,91	739 246,24	60 091,23	679 155,01	0,00
215738	Autre matériel et outillage de voirie	29 230 182,47	0,00	0,00	0,00	370 115,61	0,00	29 600 298,08	0,00	29 600 298,08	0,00
	Sous Total compte 21573	**29 949 208,48**	**0,00**	**20 220,23**	**15 948,32**	**370 115,61**	**44 142,91**	**30 339 544,32**	**60 091,23**	**30 279 453,09**	**0,00**
21578	Autre matériel technique	149 290,65	0,00	0,00	0,00	1 590,84	0,00	150 881,49	0,00	150 881,49	0,00
	Sous Total compte 2157	**30 185 035,89**	**0,00**	**20 220,23**	**15 948,32**	**371 706,45**	**44 142,91**	**30 576 962,57**	**60 091,23**	**30 516 871,34**	**0,00**
2158	Autres installations, matériel et outill	74 444 840,45	0,00	0,00	0,00	6 190 800,79	0,00	80 635 641,24	0,00	80 635 641,24	0,00
	Sous Total compte 215	**1 823 599 694,21**	**0,00**	**25 363,99**	**15 948,32**	**23 792 660,30**	**44 142,91**	**1 847 417 718,50**	**60 091,23**	**1 847 357 627,27**	**0,00**
21611	Biens sous-jacents	277 342,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	277 342,53	0,00	277 342,53	0,00
21612	Dépenses ultérieures immobilisées	77 393,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	77 393,88	0,00	77 393,88	0,00
	Sous Total compte 2161	**354 736,41**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**354 736,41**	**0,00**	**354 736,41**	**0,00**
21621	Biens sous-jacents	255 185,45	0,00	0,00	0,00	5 457,50	0,00	260 642,95	0,00	260 642,95	0,00
21622	Dépenses ultérieures immobilisées	62 699,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62 699,61	0,00	62 699,61	0,00
	Sous Total compte 2162	**317 885,06**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 457,50**	**0,00**	**323 342,56**	**0,00**	**323 342,56**	**0,00**
	Sous Total compte 216	**672 621,47**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 457,50**	**0,00**	**678 078,97**	**0,00**	**678 078,97**	**0,00**
217311	Bâtiments administratifs	6 304 950,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 304 950,20	0,00	6 304 950,20	0,00
	Sous Total compte 21731	**6 304 950,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 304 950,20**	**0,00**	**6 304 950,20**	**0,00**
	Sous Total compte 2173	**6 304 950,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 304 950,20**	**0,00**	**6 304 950,20**	**0,00**
21748	Constructions sur sol d'autrui - Autres	23 844,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 844,00	0,00	23 844,00	0,00
	Sous Total compte 2174	**23 844,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**23 844,00**	**0,00**	**23 844,00**	**0,00**
21752	Installations de voirie	4 080,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 080,00	0,00	4 080,00	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 2175	**4 080,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 080,00**	**0,00**	**4 080,00**	**0,00**
21788	Autres	39 799,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 799,39	0,00	39 799,39	0,00
	Sous Total compte 2178	**39 799,39**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**39 799,39**	**0,00**	**39 799,39**	**0,00**
	Sous Total compte 217	**6 372 673,59**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 372 673,59**	**0,00**	**6 372 673,59**	**0,00**
2181	Installations générales, agencements et	2 711 432,30	0,00	0,00	0,00	1 486 127,46	0,00	4 197 559,76	0,00	4 197 559,76	0,00
21828	Autres matériels de transport	102 159 879,54	0,00	27 961,12	2 036 449,94	3 810 896,49	37 986,12	105 998 737,15	2 074 436,06	103 924 301,09	0,00
	Sous Total compte 2182	**102 159 879,54**	**0,00**	**27 961,12**	**2 036 449,94**	**3 810 896,49**	**37 986,12**	**105 998 737,15**	**2 074 436,06**	**103 924 301,09**	**0,00**
21838	Autre matériel informatique	81 019 698,52	0,00	0,00	0,00	4 103 838,27	0,00	85 123 536,79	0,00	85 123 536,79	0,00
	Sous Total compte 2183	**81 019 698,52**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 103 838,27**	**0,00**	**85 123 536,79**	**0,00**	**85 123 536,79**	**0,00**
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	4 225,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 225,36	0,00	4 225,36	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	15 867 503,65	0,00	0,00	0,00	668 554,98	0,00	16 536 058,63	0,00	16 536 058,63	0,00
	Sous Total compte 2184	**15 871 729,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**668 554,98**	**0,00**	**16 540 283,99**	**0,00**	**16 540 283,99**	**0,00**
2185	Matériel de téléphonie	1 385 574,23	0,00	0,00	0,00	212 669,28	0,00	1 598 243,51	0,00	1 598 243,51	0,00
2188	Autres	32 761 609,82	0,00	0,00	3 444,54	621 263,66	16 583,37	33 382 873,48	20 027,91	33 362 845,57	0,00
	Sous Total compte 218	**235 909 923,42**	**0,00**	**27 961,12**	**2 039 894,48**	**10 903 350,14**	**54 569,49**	**246 841 234,68**	**2 094 463,97**	**244 746 770,71**	**0,00**
	Sous Total compte 21	**3 182 201 332,58**	**0,00**	**998 749,66**	**2 391 635,65**	**69 153 092,90**	**15 502 951,40**	**3 252 353 175,14**	**17 894 587,05**	**3 234 458 588,09**	**0,00**
2235	Installations générales, agencements, am	30 214,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 214,21	0,00	30 214,21	0,00
	Sous Total compte 223	**30 214,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 214,21**	**0,00**	**30 214,21**	**0,00**
22538	Autres réseaux	100 825,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 825,62	0,00	100 825,62	0,00
	Sous Total compte 2253	**100 825,62**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**100 825,62**	**0,00**	**100 825,62**	**0,00**
2258	Autres installations, matériel et outill	5 028,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 028,15	0,00	5 028,15	0,00
	Sous Total compte 225	**105 853,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**105 853,77**	**0,00**	**105 853,77**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
22828	Autres matériels de transport	34 084,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 084,50	0,00	34 084,50	0,00
	Sous Total compte 2282	**34 084,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**34 084,50**	**0,00**	**34 084,50**	**0,00**
22838	Autre matériel informatique	37 871,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 871,84	0,00	37 871,84	0,00
	Sous Total compte 2283	**37 871,84**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**37 871,84**	**0,00**	**37 871,84**	**0,00**
22848	Autres matériels de bureau et mobiliers	25 066,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 066,39	0,00	25 066,39	0,00
	Sous Total compte 2284	**25 066,39**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 066,39**	**0,00**	**25 066,39**	**0,00**
2288	Autres	25 880,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 880,46	0,00	25 880,46	0,00
	Sous Total compte 228	**122 903,19**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**122 903,19**	**0,00**	**122 903,19**	**0,00**
2295	EPCI	114 891,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	114 891,42	0,00	114 891,42	0,00
	Sous Total compte 229	**114 891,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**114 891,42**	**0,00**	**114 891,42**	**0,00**
	Sous Total compte 22	**373 862,59**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**373 862,59**	**0,00**	**373 862,59**	**0,00**
2312	Agencements et aménagements de terrains	116 106 387,52	0,00	0,00	0,00	13 491 306,42	29 123,77	129 597 693,94	29 123,77	129 568 570,17	0,00
2313	Constructions	614 932 398,15	0,00	0,00	1 659,46	86 223 308,50	1 038 404,48	701 155 706,65	1 040 063,94	700 115 642,71	0,00
2315	Installations, matériel et outillage tec	471 066 080,18	0,00	0,00	5 143,76	70 882 827,19	15 568,92	541 948 907,37	20 712,68	541 928 194,69	0,00
2316	Restauration des biens historiques et cu	19 563,62	0,00	0,00	0,00	6 036,00	0,00	25 599,62	0,00	25 599,62	0,00
2317	Immobilisations reçues au titre d'une mi	1 759 285,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 759 285,50	0,00	1 759 285,50	0,00
2318	Autres immobilisations corporelles	686 594,66	0,00	0,00	0,00	133 343,09	0,00	819 937,75	0,00	819 937,75	0,00
	Sous Total compte 231	**1 204 570 309,63**	**0,00**	**0,00**	**6 803,22**	**170 736 821,20**	**1 083 097,17**	**1 375 307 130,83**	**1 089 900,39**	**1 374 217 230,44**	**0,00**
237	Avances versées sur commandes d'immobili	0,00	0,00	0,00	0,00	6 052,00	6 052,00	6 052,00	6 052,00	0,00	0,00
238	Avances versées sur commandes d'immobili	46 044 563,09	0,00	0,00	0,00	32 307 057,84	48 978 572,89	78 351 620,93	48 978 572,89	29 373 048,04	0,00
	Sous Total compte 23	**1 250 614 872,72**	**0,00**	**0,00**	**6 803,22**	**203 049 931,04**	**50 067 722,06**	**1 453 664 803,76**	**50 074 525,28**	**1 403 590 278,48**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2411	Réseaux	10 296 445,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 296 445,66	0,00	10 296 445,66	0,00
2418	Autres mises en concession	14 975 558,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 975 558,75	0,00	14 975 558,75	0,00
	Sous Total compte 241	**25 272 004,41**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 272 004,41**	**0,00**	**25 272 004,41**	**0,00**
243	Mises en affectation à une régie dotée d	103 297 966,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	103 297 966,01	0,00	103 297 966,01	0,00
2491	Mises en concession ou en affermage	0,00	2 057 596,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 057 596,63	0,00	2 057 596,63
2493	Mises en affectation à une régie dotée d	0,00	10 793 789,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 793 789,07	0,00	10 793 789,07
	Sous Total compte 249	**0,00**	**12 851 385,70**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 851 385,70**	**0,00**	**12 851 385,70**
	Sous Total compte 24	**128 569 970,42**	**12 851 385,70**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**128 569 970,42**	**12 851 385,70**	**115 718 584,72**	**0,00**
261	Titres de participation	27 264 969,77	0,00	0,00	0,00	1 668 546,00	0,00	28 933 515,77	0,00	28 933 515,77	0,00
266	Autres formes de participation	175 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	175 500,00	0,00	175 500,00	0,00
	Sous Total compte 26	**27 440 469,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 668 546,00**	**0,00**	**29 109 015,77**	**0,00**	**29 109 015,77**	**0,00**
271	Titres immobilisés (droits de propriété)	10 019,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 019,45	0,00	10 019,45	0,00
272	Titres immobilisés (droits de créance)	2 682 506,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 682 506,09	0,00	2 682 506,09	0,00
2743	Prêts au personnel	639 404,74	0,00	0,00	0,00	922,73	37 804,39	640 327,47	37 804,39	602 523,08	0,00
2745	Avances remboursables	2 050 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 050 000,00	0,00	2 050 000,00	0,00
2748	Autres prêts	342 922,59	0,00	0,00	0,00	0,00	135 832,69	342 922,59	135 832,69	207 089,90	0,00
	Sous Total compte 274	**3 032 327,33**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**922,73**	**173 637,08**	**3 033 250,06**	**173 637,08**	**2 859 612,98**	**0,00**
275	Dépôts et cautionnements versés	652 615,97	0,00	0,00	0,00	152 751,84	718 051,99	805 367,81	718 051,99	87 315,82	0,00
2762	Créances sur transfert de droits à déduc	0,00	0,00	0,00	0,00	4 087 819,19	4 087 819,19	4 087 819,19	4 087 819,19	0,00	0,00
27632	Régions	512 412,50	0,00	0,00	0,00	0,00	154 519,23	512 412,50	154 519,23	357 893,27	0,00
27633	Départements	634 854,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	634 854,83	0,00	634 854,83	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
276348	Autres communes	298 245,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	298 245,86	0,00	298 245,86	0,00
	Sous Total compte 27634	**298 245,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**298 245,86**	**0,00**	**298 245,86**	**0,00**
276351	GFP de rattachement	18 318 649,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 318 649,41	0,00	18 318 649,41	0,00
276358	Autres groupements	1 711 883,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 711 883,88	0,00	1 711 883,88	0,00
	Sous Total compte 27635	**20 030 533,29**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 030 533,29**	**0,00**	**20 030 533,29**	**0,00**
	Sous Total compte 2763	**21 476 046,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**154 519,23**	**21 476 046,48**	**154 519,23**	**21 321 527,25**	**0,00**
2764	Créances sur des particuliers et autres	34 431 564,88	0,00	0,00	0,00	8 674 000,00	0,00	43 105 564,88	0,00	43 105 564,88	0,00
	Sous Total compte 276	**55 907 611,36**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 761 819,19**	**4 242 338,42**	**68 669 430,55**	**4 242 338,42**	**64 427 092,13**	**0,00**
	Sous Total compte 27	**62 285 080,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 915 493,76**	**5 134 027,49**	**75 200 573,96**	**5 134 027,49**	**70 066 546,47**	**0,00**
2802	Frais d'études, d'élaboration, de modifi	0,00	1 830 750,56	0,00	0,00	0,00	408 974,91	0,00	2 239 725,47	0,00	2 239 725,47
28031	Frais d'études	0,00	9 795 149,16	6 441 708,04	0,00	0,00	1 802 403,23	6 441 708,04	11 597 552,39	0,00	5 155 844,35
28032	Frais de recherche et de développement	0,00	749 846,57	327 685,21	0,00	0,00	305 932,46	327 685,21	1 055 779,03	0,00	728 093,82
28033	Frais d'insertion	0,00	51 658,69	37 587,52	0,00	0,00	10 782,84	37 587,52	62 441,53	0,00	24 854,01
	Sous Total compte 2803	**0,00**	**10 596 654,42**	**6 806 980,77**	**0,00**	**0,00**	**2 119 118,53**	**6 806 980,77**	**12 715 772,95**	**0,00**	**5 908 792,18**
2804111	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	45 200,00	0,00	0,00	0,00	22 900,00	0,00	68 100,00	0,00	68 100,00
2804112	Bâtiments et installations	0,00	4 013 129,24	2 039,09	0,00	0,00	417 958,01	2 039,09	4 431 087,25	0,00	4 429 048,16
2804113	Projets d'infrastructures d'intérêt nati	0,00	4 638 957,98	0,00	0,00	0,00	473 406,78	0,00	5 112 364,76	0,00	5 112 364,76
	Sous Total compte 280411	**0,00**	**8 697 287,22**	**2 039,09**	**0,00**	**0,00**	**914 264,79**	**2 039,09**	**9 611 552,01**	**0,00**	**9 609 512,92**
2804121	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	529 312,02	541 723,55	0,00	0,00	12 411,53	541 723,55	541 723,55	0,00	0,00
2804122	Bâtiments et installations	0,00	3 749 490,91	0,00	0,00	0,00	416 432,57	0,00	4 165 923,48	0,00	4 165 923,48
	Sous Total compte 280412	**0,00**	**4 278 802,93**	**541 723,55**	**0,00**	**0,00**	**428 844,10**	**541 723,55**	**4 707 647,03**	**0,00**	**4 165 923,48**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2804133	Projets d'infrastructures d'intérêt nati	0,00	199 999,92	0,00	0,00	0,00	16 666,66	0,00	216 666,58	0,00	216 666,58
	Sous Total compte 280413	**0,00**	**199 999,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 666,66**	**0,00**	**216 666,58**	**0,00**	**216 666,58**
28041411	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	24 203,13	20 869,80	0,00	0,00	0,00	20 869,80	24 203,13	0,00	3 333,33
28041412	Bâtiments et installations	0,00	1 870 155,12	55 660,25	0,00	0,00	326 618,03	55 660,25	2 196 773,15	0,00	2 141 112,90
28041413	Projets d'infrastructures d'intérêt nati	0,00	2 791 779,16	100 000,00	0,00	0,00	33 704,60	100 000,00	2 825 483,76	0,00	2 725 483,76
	Sous Total compte 2804141	**0,00**	**4 686 137,41**	**176 530,05**	**0,00**	**0,00**	**360 322,63**	**176 530,05**	**5 046 460,04**	**0,00**	**4 869 929,99**
28041482	Bâtiments et installations	0,00	275 910,42	0,00	0,00	0,00	37 481,85	0,00	313 392,27	0,00	313 392,27
	Sous Total compte 2804148	**0,00**	**275 910,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**37 481,85**	**0,00**	**313 392,27**	**0,00**	**313 392,27**
	Sous Total compte 280414	**0,00**	**4 962 047,83**	**176 530,05**	**0,00**	**0,00**	**397 804,48**	**176 530,05**	**5 359 852,31**	**0,00**	**5 183 322,26**
28041511	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	849 631,95	965 000,00	0,00	0,00	235 500,00	965 000,00	1 085 131,95	0,00	120 131,95
	Sous Total compte 2804151	**0,00**	**849 631,95**	**965 000,00**	**0,00**	**0,00**	**235 500,00**	**965 000,00**	**1 085 131,95**	**0,00**	**120 131,95**
280415342	Bâtiments et installations	0,00	135 705,32	0,00	0,00	0,00	21 352,66	0,00	157 057,98	0,00	157 057,98
	Sous Total compte 28041534	**0,00**	**135 705,32**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 352,66**	**0,00**	**157 057,98**	**0,00**	**157 057,98**
	Sous Total compte 2804153	**0,00**	**135 705,32**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 352,66**	**0,00**	**157 057,98**	**0,00**	**157 057,98**
	Sous Total compte 280415	**0,00**	**985 337,27**	**965 000,00**	**0,00**	**0,00**	**256 852,66**	**965 000,00**	**1 242 189,93**	**0,00**	**277 189,93**
28041722	Bâtiments et installations	0,00	10 999,98	0,00	0,00	0,00	1 833,33	0,00	12 833,31	0,00	12 833,31
	Sous Total compte 2804172	**0,00**	**10 999,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 833,33**	**0,00**	**12 833,31**	**0,00**	**12 833,31**
	Sous Total compte 280417	**0,00**	**10 999,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 833,33**	**0,00**	**12 833,31**	**0,00**	**12 833,31**
2804181	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	5 157 053,15	2 988 095,66	0,00	0,00	380 231,15	2 988 095,66	5 537 284,30	0,00	2 549 188,64
2804182	Bâtiments et installations	0,00	30 230 190,11	0,00	0,00	0,00	3 168 718,97	0,00	33 398 909,08	0,00	33 398 909,08
2804183	Projets d'infrastructures d'intérêt nati	0,00	40 403 547,01	0,00	0,00	0,00	3 351 023,47	0,00	43 754 570,48	0,00	43 754 570,48

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 280418	**0,00**	**75 790 790,27**	**2 988 095,66**	**0,00**	**0,00**	**6 899 973,59**	**2 988 095,66**	**82 690 763,86**	**0,00**	**79 702 668,20**
	Sous Total compte 28041	**0,00**	**94 925 265,42**	**4 673 388,35**	**0,00**	**0,00**	**8 916 239,61**	**4 673 388,35**	**103 841 505,03**	**0,00**	**99 168 116,68**
280421	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	25 227 297,35	9 204 723,45	0,00	0,00	6 359 645,46	9 204 723,45	31 586 942,81	0,00	22 382 219,36
280422	Bâtiments et installations	0,00	59 528 389,63	19 310 626,05	0,00	0,00	7 371 133,71	19 310 626,05	66 899 523,34	0,00	47 588 897,29
	Sous Total compte 28042	**0,00**	**84 755 686,98**	**28 515 349,50**	**0,00**	**0,00**	**13 730 779,17**	**28 515 349,50**	**98 486 466,15**	**0,00**	**69 971 116,65**
2804412	Bâtiments et installations	0,00	3 124 707,74	0,00	0,00	0,00	412 591,12	0,00	3 537 298,86	0,00	3 537 298,86
	Sous Total compte 280441	**0,00**	**3 124 707,74**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**412 591,12**	**0,00**	**3 537 298,86**	**0,00**	**3 537 298,86**
2804422	Bâtiments et installations	0,00	9 718,88	0,00	0,00	0,00	15 779,26	0,00	25 498,14	0,00	25 498,14
	Sous Total compte 280442	**0,00**	**9 718,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 779,26**	**0,00**	**25 498,14**	**0,00**	**25 498,14**
	Sous Total compte 28044	**0,00**	**3 134 426,62**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**428 370,38**	**0,00**	**3 562 797,00**	**0,00**	**3 562 797,00**
	Sous Total compte 2804	**0,00**	**182 815 379,02**	**33 188 737,85**	**0,00**	**0,00**	**23 075 389,16**	**33 188 737,85**	**205 890 768,18**	**0,00**	**172 702 030,33**
2805	Concessions, brevets, licences, droits e	0,00	96 205 207,32	0,00	0,00	0,00	4 664 286,52	0,00	100 869 493,84	0,00	100 869 493,84
28088	Autres immobilisations incorporelles	0,00	12 204 336,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 204 336,63	0,00	12 204 336,63
	Sous Total compte 2808	**0,00**	**12 204 336,63**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 204 336,63**	**0,00**	**12 204 336,63**
	Sous Total compte 280	**0,00**	**303 652 327,95**	**39 995 718,62**	**0,00**	**0,00**	**30 267 769,12**	**39 995 718,62**	**333 920 097,07**	**0,00**	**293 924 378,45**
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	4 999 624,50	0,00	0,00	0,00	493 140,48	0,00	5 492 764,98	0,00	5 492 764,98
28128	Autres agencements et aménagements	0,00	23 352 658,25	0,00	0,00	0,00	3 948 474,76	0,00	27 301 133,01	0,00	27 301 133,01
	Sous Total compte 2812	**0,00**	**28 352 282,75**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 441 615,24**	**0,00**	**32 793 897,99**	**0,00**	**32 793 897,99**
281311	Bâtiments administratifs	0,00	2 138 073,16	0,00	0,00	0,00	335 699,77	0,00	2 473 772,93	0,00	2 473 772,93
281312	Bâtiments scolaires	0,00	536 595,16	0,00	0,00	0,00	75 343,35	0,00	611 938,51	0,00	611 938,51
281314	Bâtiments culturels et sportifs	0,00	9 401 335,45	0,00	0,00	0,00	2 328 959,97	0,00	11 730 295,42	0,00	11 730 295,42
281316	Équipements du cimetière	0,00	341 852,37	0,00	0,00	0,00	49 456,06	0,00	391 308,43	0,00	391 308,43

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
281318	Autres bâtiments publics	0,00	651 457,87	0,00	0,00	0,00	129 424,37	0,00	780 882,24	0,00	780 882,24
	Sous Total compte 28131	**0,00**	**13 069 314,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 918 883,52**	**0,00**	**15 988 197,53**	**0,00**	**15 988 197,53**
281321	Immeubles de rapport	0,00	4 052 642,40	285 562,61	0,00	0,00	1 541 105,51	285 562,61	5 593 747,91	0,00	5 308 185,30
281328	Autres bâtiments privés	0,00	414 284,58	50 230,24	0,00	0,00	62 688,13	50 230,24	476 972,71	0,00	426 742,47
	Sous Total compte 28132	**0,00**	**4 466 926,98**	**335 792,85**	**0,00**	**0,00**	**1 603 793,64**	**335 792,85**	**6 070 720,62**	**0,00**	**5 734 927,77**
281351	Bâtiments publics	0,00	61 201 406,87	0,00	0,00	0,00	13 085 090,66	0,00	74 286 497,53	0,00	74 286 497,53
281352	Bâtiments privés	0,00	505 821,88	0,00	0,00	0,00	77 302,26	0,00	583 124,14	0,00	583 124,14
	Sous Total compte 28135	**0,00**	**61 707 228,75**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 162 392,92**	**0,00**	**74 869 621,67**	**0,00**	**74 869 621,67**
28138	Autres constructions	0,00	2 084 492,82	0,00	0,00	0,00	494 455,78	0,00	2 578 948,60	0,00	2 578 948,60
	Sous Total compte 2813	**0,00**	**81 327 962,56**	**335 792,85**	**0,00**	**0,00**	**18 179 525,86**	**335 792,85**	**99 507 488,42**	**0,00**	**99 171 695,57**
28151	Réseaux de voirie	0,00	325,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	325,00	0,00	325,00
281533	Réseaux câblés	0,00	38 661,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 661,08	0,00	38 661,08
281538	Autres réseaux	0,00	121 494,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	121 494,35	0,00	121 494,35
	Sous Total compte 28153	**0,00**	**160 155,43**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**160 155,43**	**0,00**	**160 155,43**
281561	Matériel roulant	0,00	14 296,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 296,47	0,00	14 296,47
281568	Autre matériel et outillage d'incendie e	0,00	1 584 849,91	0,00	0,00	0,00	113 757,60	0,00	1 698 607,51	0,00	1 698 607,51
	Sous Total compte 28156	**0,00**	**1 599 146,38**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**113 757,60**	**0,00**	**1 712 903,98**	**0,00**	**1 712 903,98**
281571	Matériel ferroviaire	0,00	78 036,95	0,00	0,00	0,00	3 069,02	0,00	81 105,97	0,00	81 105,97
2815731	Matériel roulant	0,00	525 354,70	15 948,32	0,00	0,00	15 809,72	15 948,32	541 164,42	0,00	525 216,10
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	20 862 481,57	0,00	0,00	0,00	1 376 186,71	0,00	22 238 668,28	0,00	22 238 668,28
	Sous Total compte 281573	**0,00**	**21 387 836,27**	**15 948,32**	**0,00**	**0,00**	**1 391 996,43**	**15 948,32**	**22 779 832,70**	**0,00**	**22 763 884,38**
281578	Autre matériel technique	0,00	35 485,14	0,00	0,00	0,00	8 260,23	0,00	43 745,37	0,00	43 745,37

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 28157	**0,00**	**21 501 358,36**	**15 948,32**	**0,00**	**0,00**	**1 403 325,68**	**15 948,32**	**22 904 684,04**	**0,00**	**22 888 735,72**
28158	Autres installations, matériel et outill	0,00	54 229 445,60	0,00	0,00	0,00	3 823 313,56	0,00	58 052 759,16	0,00	58 052 759,16
	Sous Total compte 2815	**0,00**	**77 490 430,77**	**15 948,32**	**0,00**	**0,00**	**5 340 396,84**	**15 948,32**	**82 830 827,61**	**0,00**	**82 814 879,29**
28161	Biens historiques et culturels immobilie	0,00	30 656,17	0,00	0,00	0,00	3 568,64	0,00	34 224,81	0,00	34 224,81
28162	Biens historiques et culturels mobiliers	0,00	62 369,04	0,00	0,00	0,00	330,57	0,00	62 699,61	0,00	62 699,61
	Sous Total compte 2816	**0,00**	**93 025,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 899,21**	**0,00**	**96 924,42**	**0,00**	**96 924,42**
281748	Constructions sur sol d'autrui - Autres	0,00	3 338,16	0,00	0,00	0,00	476,88	0,00	3 815,04	0,00	3 815,04
	Sous Total compte 28174	**0,00**	**3 338,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**476,88**	**0,00**	**3 815,04**	**0,00**	**3 815,04**
281788	Autres	0,00	15 919,68	0,00	0,00	0,00	1 989,96	0,00	17 909,64	0,00	17 909,64
	Sous Total compte 28178	**0,00**	**15 919,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 989,96**	**0,00**	**17 909,64**	**0,00**	**17 909,64**
	Sous Total compte 2817	**0,00**	**19 257,84**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 466,84**	**0,00**	**21 724,68**	**0,00**	**21 724,68**
28181	Installations générales, agencements et	0,00	1 200 230,78	0,00	0,00	0,00	767 126,76	0,00	1 967 357,54	0,00	1 967 357,54
281828	Autres matériels de transport	0,00	74 248 554,73	2 036 449,94	0,00	0,00	6 508 605,76	2 036 449,94	80 757 160,49	0,00	78 720 710,55
	Sous Total compte 28182	**0,00**	**74 248 554,73**	**2 036 449,94**	**0,00**	**0,00**	**6 508 605,76**	**2 036 449,94**	**80 757 160,49**	**0,00**	**78 720 710,55**
281838	Autre matériel informatique	0,00	64 526 197,01	0,00	0,00	0,00	1 838 518,31	0,00	66 364 715,32	0,00	66 364 715,32
	Sous Total compte 28183	**0,00**	**64 526 197,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 838 518,31**	**0,00**	**66 364 715,32**	**0,00**	**66 364 715,32**
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	0,00	1 139,91	0,00	0,00	0,00	363,46	0,00	1 503,37	0,00	1 503,37
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	13 830 312,09	0,00	0,00	0,00	455 257,03	0,00	14 285 569,12	0,00	14 285 569,12
	Sous Total compte 28184	**0,00**	**13 831 452,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**455 620,49**	**0,00**	**14 287 072,49**	**0,00**	**14 287 072,49**
28185	Matériel de téléphonie	0,00	464 842,05	0,00	0,00	0,00	281 368,25	0,00	746 210,30	0,00	746 210,30
28188	Autres	0,00	15 830 914,74	3 444,54	0,00	0,00	697 829,45	3 444,54	16 528 744,19	0,00	16 525 299,65

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 2818	**0,00**	**170 102 191,31**	**2 039 894,48**	**0,00**	**0,00**	**10 549 069,02**	**2 039 894,48**	**180 651 260,33**	**0,00**	**178 611 365,85**
	Sous Total compte 281	**0,00**	**357 385 150,44**	**2 391 635,65**	**0,00**	**0,00**	**38 516 973,01**	**2 391 635,65**	**395 902 123,45**	**0,00**	**393 510 487,80**
28235	Installations générales, agencements, am	0,00	30 214,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 214,21	0,00	30 214,21
	Sous Total compte 2823	**0,00**	**30 214,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 214,21**	**0,00**	**30 214,21**
282538	Autres réseaux	0,00	100 825,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 825,62	0,00	100 825,62
	Sous Total compte 28253	**0,00**	**100 825,62**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**100 825,62**	**0,00**	**100 825,62**
28258	Autres installations, matériel et outill	0,00	5 028,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 028,15	0,00	5 028,15
	Sous Total compte 2825	**0,00**	**105 853,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**105 853,77**	**0,00**	**105 853,77**
282828	Autres matériels de transport	0,00	34 084,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 084,50	0,00	34 084,50
	Sous Total compte 28282	**0,00**	**34 084,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**34 084,50**	**0,00**	**34 084,50**
282838	Autre matériel informatique	0,00	37 871,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 871,84	0,00	37 871,84
	Sous Total compte 28283	**0,00**	**37 871,84**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**37 871,84**	**0,00**	**37 871,84**
282848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	25 066,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 066,39	0,00	25 066,39
	Sous Total compte 28284	**0,00**	**25 066,39**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 066,39**	**0,00**	**25 066,39**
28288	Autres	0,00	25 880,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 880,46	0,00	25 880,46
	Sous Total compte 2828	**0,00**	**122 903,19**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**122 903,19**	**0,00**	**122 903,19**
	Sous Total compte 282	**0,00**	**258 971,17**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**258 971,17**	**0,00**	**258 971,17**
	Sous Total compte 28	**0,00**	**661 296 449,56**	**42 387 354,27**	**0,00**	**0,00**	**68 784 742,13**	**42 387 354,27**	**730 081 191,69**	**0,00**	**687 693 837,42**
	Total classe 2	**5 290 566 972,73**	**674 147 835,26**	**43 386 103,93**	**42 394 157,49**	**347 824 927,06**	**142 141 521,44**	**5 681 778 003,72**	**858 683 514,19**	**5 523 639 712,65**	**700 545 223,12**
4011	Fournisseurs	0,00	6 135 499,56	117 422 618,55	114 900 472,69	0,00	0,00	117 422 618,55	121 035 972,25	0,00	3 613 353,70
40171	Fournisseurs - Retenues de garantie	0,00	21 109,68	702,24	20 550,48	0,00	0,00	702,24	41 660,16	0,00	40 957,92
40172	Fournisseurs - Cessions, oppositions	0,00	0,00	4 854 012,79	4 997 311,14	0,00	0,00	4 854 012,79	4 997 311,14	0,00	143 298,35

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
40174	Fournisseurs Intérêts moratoires	0,00	0,00	389,95	389,95	0,00	0,00	389,95	389,95	0,00	0,00
	Sous Total compte 4017	**0,00**	**21 109,68**	**4 855 104,98**	**5 018 251,57**	**0,00**	**0,00**	**4 855 104,98**	**5 039 361,25**	**0,00**	**184 256,27**
	Sous Total compte 401	**0,00**	**6 156 609,24**	**122 277 723,53**	**119 918 724,26**	**0,00**	**0,00**	**122 277 723,53**	**126 075 333,50**	**0,00**	**3 797 609,97**
4041	Fournisseurs d'immobilisations	0,00	32 809 384,86	290 807 658,60	267 826 936,56	0,00	0,00	290 807 658,60	300 636 321,42	0,00	9 828 662,82
40471	Fournisseurs d'immobilisations - Retenue	0,00	1 133 764,11	514 550,55	559 023,62	0,00	0,00	514 550,55	1 692 787,73	0,00	1 178 237,18
40472	Fournisseurs d'immobilisations - Cession	0,00	817 512,14	8 207 436,89	7 513 795,79	0,00	0,00	8 207 436,89	8 331 307,93	0,00	123 871,04
40474	Fournisseurs dimmobilisations Intérêt	0,00	0,00	68 335,19	70 284,23	0,00	0,00	68 335,19	70 284,23	0,00	1 949,04
	Sous Total compte 4047	**0,00**	**1 951 276,25**	**8 790 322,63**	**8 143 103,64**	**0,00**	**0,00**	**8 790 322,63**	**10 094 379,89**	**0,00**	**1 304 057,26**
	Sous Total compte 404	**0,00**	**34 760 661,11**	**299 597 981,23**	**275 970 040,20**	**0,00**	**0,00**	**299 597 981,23**	**310 730 701,31**	**0,00**	**11 132 720,08**
408	Fournisseurs - Factures non parvenues	0,00	18 942 302,01	18 942 302,01	17 697 302,30	0,00	0,00	18 942 302,01	36 639 604,31	0,00	17 697 302,30
4091	Fournisseurs - Avances versées sur comma	66 000,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	66 000,00	6 000,00	60 000,00	0,00
40971	Fournisseurs - Avoirs - Amiable	19 499,73	0,00	23 177,89	42 677,62	0,00	0,00	42 677,62	42 677,62	0,00	0,00
40976	Fournisseurs - Avoirs - Contentieux	5 853,84	0,00	578,09	5 732,24	0,00	0,00	6 431,93	5 732,24	699,69	0,00
	Sous Total compte 4097	**25 353,57**	**0,00**	**23 755,98**	**48 409,86**	**0,00**	**0,00**	**49 109,55**	**48 409,86**	**699,69**	**0,00**
	Sous Total compte 409	**91 353,57**	**0,00**	**23 755,98**	**54 409,86**	**0,00**	**0,00**	**115 109,55**	**54 409,86**	**60 699,69**	**0,00**
	Sous Total compte 40	**91 353,57**	**59 859 572,36**	**440 841 762,75**	**413 640 476,62**	**0,00**	**0,00**	**440 933 116,32**	**473 500 048,98**	**0,00**	**32 566 932,66**
411	Redevables	21 634 704,24	0,00	33 804 027,29	45 626 888,65	0,00	0,00	55 438 731,53	45 626 888,65	9 811 842,88	0,00
414	Locataires-acquéreurs et locataires	985 292,36	0,00	4 149 307,66	4 201 943,63	0,00	0,00	5 134 600,02	4 201 943,63	932 656,39	0,00
415	Traites de coupe de bois (régime foresti	120,00	0,00	3 600,00	3 720,00	0,00	0,00	3 720,00	3 720,00	0,00	0,00
4161	Créances douteuses	2 173 066,42	0,00	4 392 560,33	2 612 392,89	0,00	0,00	6 565 626,75	2 612 392,89	3 953 233,86	0,00
	Sous Total compte 416	**2 173 066,42**	**0,00**	**4 392 560,33**	**2 612 392,89**	**0,00**	**0,00**	**6 565 626,75**	**2 612 392,89**	**3 953 233,86**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4181	Redevables - Produits non encore facturé	10 500 000,00	0,00	10 721 668,13	10 500 000,00	0,00	0,00	21 221 668,13	10 500 000,00	10 721 668,13	0,00
	Sous Total compte 418	**10 500 000,00**	**0,00**	**10 721 668,13**	**10 500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**21 221 668,13**	**10 500 000,00**	**10 721 668,13**	**0,00**
	Sous Total compte 41	**35 293 183,02**	**0,00**	**53 071 163,41**	**62 944 945,17**	**0,00**	**0,00**	**88 364 346,43**	**62 944 945,17**	**25 419 401,26**	**0,00**
421	Personnel - Rémunérations dues	0,00	1 670,84	257 669 140,50	257 667 517,06	0,00	0,00	257 669 140,50	257 669 187,90	0,00	47,40
427	Personnel - Oppositions	0,00	0,00	423 231,44	423 231,44	0,00	0,00	423 231,44	423 231,44	0,00	0,00
4286	Autres charges à payer	0,00	0,00	0,00	80 500,00	0,00	0,00	0,00	80 500,00	0,00	80 500,00
	Sous Total compte 428	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**80 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**80 500,00**	**0,00**	**80 500,00**
	Sous Total compte 42	**0,00**	**1 670,84**	**258 092 371,94**	**258 171 248,50**	**0,00**	**0,00**	**258 092 371,94**	**258 172 919,34**	**0,00**	**80 547,40**
431	Sécurité sociale	0,00	2 972,90	103 417 450,57	103 414 477,67	0,00	0,00	103 417 450,57	103 417 450,57	0,00	0,00
437	Autres organismes sociaux	0,00	1 083,50	4 779 389,82	4 788 546,81	0,00	0,00	4 779 389,82	4 789 630,31	0,00	10 240,49
4386	Autres charges à payer	0,00	83 500,00	83 500,00	0,00	0,00	0,00	83 500,00	83 500,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 438	**0,00**	**83 500,00**	**83 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**83 500,00**	**83 500,00**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 43	**0,00**	**87 556,40**	**108 280 340,39**	**108 203 024,48**	**0,00**	**0,00**	**108 280 340,39**	**108 290 580,88**	**0,00**	**10 240,49**
4411	Subventions à recevoir - Amiable	4 510 376,90	0,00	43 987 636,15	38 300 239,26	0,00	0,00	48 498 013,05	38 300 239,26	10 197 773,79	0,00
4416	Subventions à recevoir - Contentieux	537 475,04	0,00	2 025 151,74	1 856 897,77	0,00	0,00	2 562 626,78	1 856 897,77	705 729,01	0,00
	Sous Total compte 441	**5 047 851,94**	**0,00**	**46 012 787,89**	**40 157 137,03**	**0,00**	**0,00**	**51 060 639,83**	**40 157 137,03**	**10 903 502,80**	**0,00**
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r	0,00	0,00	8 969 862,89	8 969 862,89	0,00	0,00	8 969 862,89	8 969 862,89	0,00	0,00
	Sous Total compte 442	**0,00**	**0,00**	**8 969 862,89**	**8 969 862,89**	**0,00**	**0,00**	**8 969 862,89**	**8 969 862,89**	**0,00**	**0,00**
44311	Dépenses	0,00	0,00	2 688 463,44	2 688 472,51	0,00	0,00	2 688 463,44	2 688 472,51	0,00	9,07
44312	Recettes - Amiable	583 445,38	0,00	38 584 921,34	37 945 005,85	0,00	0,00	39 168 366,72	37 945 005,85	1 223 360,87	0,00
44316	Recettes - Contentieux	61 130,36	0,00	6 196 010,42	5 712 574,55	0,00	0,00	6 257 140,78	5 712 574,55	544 566,23	0,00
	Sous Total compte 4431	**644 575,74**	**0,00**	**47 469 395,20**	**46 346 052,91**	**0,00**	**0,00**	**48 113 970,94**	**46 346 052,91**	**1 767 918,03**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
44321	Dépenses	0,00	0,00	468 546,88	482 816,74	0,00	0,00	468 546,88	482 816,74	0,00	14 269,86
44322	Recettes - Amiable	0,00	0,00	24 706,21	0,00	0,00	0,00	24 706,21	0,00	24 706,21	0,00
44326	Recettes - Contentieux	317 090,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	317 090,72	0,00	317 090,72	0,00
	Sous Total compte 4432	**317 090,72**	**0,00**	**493 253,09**	**482 816,74**	**0,00**	**0,00**	**810 343,81**	**482 816,74**	**327 527,07**	**0,00**
44331	Dépenses	0,00	0,00	15 775 974,65	16 169 132,50	0,00	0,00	15 775 974,65	16 169 132,50	0,00	393 157,85
44332	Recettes - Amiable	0,00	0,00	18 680 924,02	0,00	0,00	0,00	18 680 924,02	0,00	18 680 924,02	0,00
	Sous Total compte 4433	**0,00**	**0,00**	**34 456 898,67**	**16 169 132,50**	**0,00**	**0,00**	**34 456 898,67**	**16 169 132,50**	**18 287 766,17**	**0,00**
44341	Dépenses	0,00	840 988,60	44 365 973,27	43 982 198,64	0,00	0,00	44 365 973,27	44 823 187,24	0,00	457 213,97
44342	Recettes - Amiable	35 623 340,18	0,00	216 887 253,05	242 203 811,93	0,00	0,00	252 510 593,23	242 203 811,93	10 306 781,30	0,00
44346	Recettes - Contentieux	56 260,10	0,00	604 383,05	660 643,15	0,00	0,00	660 643,15	660 643,15	0,00	0,00
	Sous Total compte 4434	**35 679 600,28**	**840 988,60**	**261 857 609,37**	**286 846 653,72**	**0,00**	**0,00**	**297 537 209,65**	**287 687 642,32**	**9 849 567,33**	**0,00**
44351	Dépenses	0,00	0,00	51 725 477,95	51 805 492,84	0,00	0,00	51 725 477,95	51 805 492,84	0,00	80 014,89
44352	Recettes - Amiable	306 137,87	0,00	8 986 670,84	9 243 014,62	0,00	0,00	9 292 808,71	9 243 014,62	49 794,09	0,00
44356	Recettes - Contentieux	0,00	0,00	20 098,99	4 619,08	0,00	0,00	20 098,99	4 619,08	15 479,91	0,00
	Sous Total compte 4435	**306 137,87**	**0,00**	**60 732 247,78**	**61 053 126,54**	**0,00**	**0,00**	**61 038 385,65**	**61 053 126,54**	**0,00**	**14 740,89**
44361	Dépenses	0,00	19 757,10	114 395,97	94 978,17	0,00	0,00	114 395,97	114 735,27	0,00	339,30
44362	Recettes - Amiable	21 303,18	0,00	513 451,74	396 659,55	0,00	0,00	534 754,92	396 659,55	138 095,37	0,00
44366	Recettes - Contentieux	2 909,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 909,85	0,00	2 909,85	0,00
	Sous Total compte 4436	**24 213,03**	**19 757,10**	**627 847,71**	**491 637,72**	**0,00**	**0,00**	**652 060,74**	**511 394,82**	**140 665,92**	**0,00**
44371	Dépenses	0,00	2 366 000,00	2 734 501,35	2 963 407,35	0,00	0,00	2 734 501,35	5 329 407,35	0,00	2 594 906,00
44372	Recettes - Amiable	4 461 058,48	0,00	4 508 245,47	4 460 153,62	0,00	0,00	8 969 303,95	4 460 153,62	4 509 150,33	0,00
	Sous Total compte 4437	**4 461 058,48**	**2 366 000,00**	**7 242 746,82**	**7 423 560,97**	**0,00**	**0,00**	**11 703 805,30**	**9 789 560,97**	**1 914 244,33**	**0,00**
44381	Dépenses	0,00	55 735 138,65	81 147 488,63	26 064 849,98	0,00	0,00	81 147 488,63	81 799 988,63	0,00	652 500,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
44382	Recettes - Amiable	414 031,75	0,00	920 209,44	1 334 241,19	0,00	0,00	1 334 241,19	1 334 241,19	0,00	0,00
	Sous Total compte 4438	**414 031,75**	**55 735 138,65**	**82 067 698,07**	**27 399 091,17**	**0,00**	**0,00**	**82 481 729,82**	**83 134 229,82**	**0,00**	**652 500,00**
	Sous Total compte 443	**41 846 707,87**	**58 961 884,35**	**494 947 696,71**	**446 212 072,27**	**0,00**	**0,00**	**536 794 404,58**	**505 173 956,62**	**31 620 447,96**	**0,00**
4452	TVA due intracommunautaire	0,00	2 662,97	491 663,79	594 612,05	0,00	0,00	491 663,79	597 275,02	0,00	105 611,23
44551	T.V.A. à décaisser	0,00	142 534,00	481 608,00	436 081,00	0,00	0,00	481 608,00	578 615,00	0,00	97 007,00
	Sous Total compte 4455	**0,00**	**142 534,00**	**481 608,00**	**436 081,00**	**0,00**	**0,00**	**481 608,00**	**578 615,00**	**0,00**	**97 007,00**
44562	T.V.A. sur immobilisations	2 735 422,04	0,00	15 010 441,15	17 412 872,39	0,00	0,00	17 745 863,19	17 412 872,39	332 990,80	0,00
44566	T.V.A. sur autres biens et services	636 613,33	0,00	881 889,57	811 801,55	0,00	0,00	1 518 502,90	811 801,55	706 701,35	0,00
44567	Crédit de T.V.A. à reporter	1 848 183,30	0,00	20 960 717,00	20 692 794,00	0,00	0,00	22 808 900,30	20 692 794,00	2 116 106,30	0,00
	Sous Total compte 4456	**5 220 218,67**	**0,00**	**36 853 047,72**	**38 917 467,94**	**0,00**	**0,00**	**42 073 266,39**	**38 917 467,94**	**3 155 798,45**	**0,00**
44571	T.V.A. collectée	0,00	623 963,21	4 339 764,75	4 802 423,75	0,00	0,00	4 339 764,75	5 426 386,96	0,00	1 086 622,21
	Sous Total compte 4457	**0,00**	**623 963,21**	**4 339 764,75**	**4 802 423,75**	**0,00**	**0,00**	**4 339 764,75**	**5 426 386,96**	**0,00**	**1 086 622,21**
44583	Remboursement de taxes sur le chiffre d'	1 601 547,00	0,00	14 071 895,00	14 921 731,00	0,00	0,00	15 673 442,00	14 921 731,00	751 711,00	0,00
	Sous Total compte 4458	**1 601 547,00**	**0,00**	**14 071 895,00**	**14 921 731,00**	**0,00**	**0,00**	**15 673 442,00**	**14 921 731,00**	**751 711,00**	**0,00**
	Sous Total compte 445	**6 821 765,67**	**769 160,18**	**56 237 979,26**	**59 672 315,74**	**0,00**	**0,00**	**63 059 744,93**	**60 441 475,92**	**2 618 269,01**	**0,00**
447	Autres impôts, taxes et versements assim	0,00	527,28	8 545 864,89	8 545 337,61	0,00	0,00	8 545 864,89	8 545 864,89	0,00	0,00
4486	Autres charges à payer	0,00	60 680,40	60 680,40	24 000,00	0,00	0,00	60 680,40	84 680,40	0,00	24 000,00
4487	Produits à recevoir	1 226 725,00	0,00	20 945 386,31	1 226 725,00	0,00	0,00	22 172 111,31	1 226 725,00	20 945 386,31	0,00
	Sous Total compte 448	**1 226 725,00**	**60 680,40**	**21 006 066,71**	**1 250 725,00**	**0,00**	**0,00**	**22 232 791,71**	**1 311 405,40**	**20 921 386,31**	**0,00**
	Sous Total compte 44	**54 943 050,48**	**59 792 252,21**	**635 720 258,35**	**564 807 450,54**	**0,00**	**0,00**	**690 663 308,83**	**624 599 702,75**	**66 063 606,08**	**0,00**
451001	Compte de rattachement avec... (à subdiv	0,00	17 321 980,80	83 719 976,81	82 122 316,98	0,00	0,00	83 719 976,81	99 444 297,78	0,00	15 724 320,97
451002	Compte de rattachement avec... (à subdiv	3 454 028,88	0,00	82 466 847,02	96 151 182,43	0,00	0,00	85 920 875,90	96 151 182,43	0,00	10 230 306,53

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
451004	Compte de rattachement avec... (à subdiv	0,00	2 701 465,40	2 145 688,09	1 221 666,00	0,00	0,00	2 145 688,09	3 923 131,40	0,00	1 777 443,31
451005	Compte de rattachement avec... (à subdiv	34 494 014,61	0,00	213 706 961,55	268 764 004,79	0,00	0,00	248 200 976,16	268 764 004,79	0,00	20 563 028,63
	Sous Total compte 451	**37 948 043,49**	**20 023 446,20**	**382 039 473,47**	**448 259 170,20**	**0,00**	**0,00**	**419 987 516,96**	**468 282 616,40**	**0,00**	**48 295 099,44**
4541101	Dépenses	1 304 140,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 304 140,43	0,00	1 304 140,43	0,00
4541108	Dépenses	1 853 644,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 853 644,05	0,00	1 853 644,05	0,00
454111	Dépenses	131 267 755,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	131 267 755,40	0,00	131 267 755,40	0,00
4541113	Dépenses	572 582,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	572 582,10	0,00	572 582,10	0,00
4541115	Dépenses	62 277,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62 277,12	0,00	62 277,12	0,00
4541116	Dépenses	1 635 956,62	0,00	0,00	0,00	215 601,90	0,00	1 851 558,52	0,00	1 851 558,52	0,00
4541117	Dépenses	1 557 410,58	0,00	0,00	0,00	115 970,56	0,00	1 673 381,14	0,00	1 673 381,14	0,00
4541119	Dépenses	1 328 418,97	0,00	0,00	1 328 418,97	0,00	0,00	1 328 418,97	1 328 418,97	0,00	0,00
4541120	Dépenses	58 549,33	0,00	0,00	58 549,33	0,00	0,00	58 549,33	58 549,33	0,00	0,00
4541122	Dépenses	2 562 512,83	0,00	0,00	0,00	548 706,39	0,00	3 111 219,22	0,00	3 111 219,22	0,00
4541123	Dépenses	79 955,46	0,00	0,00	0,00	424,80	0,00	80 380,26	0,00	80 380,26	0,00
4541124	Dépenses	105 164,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	105 164,79	0,00	105 164,79	0,00
4541125	Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00	109 061,40	0,00	109 061,40	0,00	109 061,40	0,00
4541126	Dépenses	216 102,31	0,00	0,00	0,00	357 048,96	0,00	573 151,27	0,00	573 151,27	0,00
4541127	Dépenses	834 935,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	834 935,05	0,00	834 935,05	0,00
4541129	Dépenses	66 865,90	0,00	0,00	0,00	1 696 513,61	0,00	1 763 379,51	0,00	1 763 379,51	0,00
4541130	Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00	79 000,00	0,00	79 000,00	0,00	79 000,00	0,00
4541132	Dépenses	7 423,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 423,57	0,00	7 423,57	0,00
4541133	Dépenses	54 818,02	0,00	0,00	0,00	234 282,08	0,00	289 100,10	0,00	289 100,10	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4541135	Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00	45 124,80	0,00	45 124,80	0,00	45 124,80	0,00
454115	Dépenses	62 277,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62 277,12	0,00	62 277,12	0,00
	Sous Total compte 45411	**143 630 789,65**	**0,00**	**0,00**	**1 386 968,30**	**3 401 734,50**	**0,00**	**147 032 524,15**	**1 386 968,30**	**145 645 555,85**	**0,00**
4541201	Recettes	0,00	1 048 485,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 048 485,14	0,00	1 048 485,14
4541208	Recettes	0,00	1 768 389,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 768 389,05	0,00	1 768 389,05
454121	Recettes	0,00	22 968 050,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 968 050,98	0,00	22 968 050,98
4541213	Recettes	0,00	572 582,10	0,00	0,00	0,00	48 488,15	0,00	621 070,25	0,00	621 070,25
4541215	Recettes	0,00	62 277,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62 277,12	0,00	62 277,12
4541216	Recettes	0,00	1 577 782,28	0,00	0,00	11 918,86	285 695,07	11 918,86	1 863 477,35	0,00	1 851 558,49
4541217	Recettes	0,00	1 528 273,33	0,00	0,00	0,00	145 107,83	0,00	1 673 381,16	0,00	1 673 381,16
4541219	Recettes	0,00	1 328 418,97	1 328 418,97	0,00	0,00	0,00	1 328 418,97	1 328 418,97	0,00	0,00
4541220	Recettes	0,00	58 549,33	58 549,33	0,00	0,00	0,00	58 549,33	58 549,33	0,00	0,00
4541222	Recettes	0,00	1 402 871,65	0,00	0,00	0,00	113 029,14	0,00	1 515 900,79	0,00	1 515 900,79
4541224	Recettes	0,00	104 604,14	0,00	0,00	0,00	1 189,00	0,00	105 793,14	0,00	105 793,14
4541226	Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	352 643,56	0,00	352 643,56	0,00	352 643,56
4541227	Recettes	0,00	834 935,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	834 935,05	0,00	834 935,05
4541230	Recettes	0,00	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500 000,00	0,00	500 000,00
	Sous Total compte 45412	**0,00**	**33 755 219,14**	**1 386 968,30**	**0,00**	**11 918,86**	**946 152,75**	**1 398 887,16**	**34 701 371,89**	**0,00**	**33 302 484,73**
	Sous Total compte 4541	**143 630 789,65**	**33 755 219,14**	**1 386 968,30**	**1 386 968,30**	**3 413 653,36**	**946 152,75**	**148 431 411,31**	**36 088 340,19**	**112 343 071,12**	**0,00**
	Sous Total compte 454	**143 630 789,65**	**33 755 219,14**	**1 386 968,30**	**1 386 968,30**	**3 413 653,36**	**946 152,75**	**148 431 411,31**	**36 088 340,19**	**112 343 071,12**	**0,00**
455101	Dépenses	691 309,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	691 309,30	0,00	691 309,30	0,00
455102	Dépenses	300,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300,77	0,00	300,77	0,00
	Sous Total compte 4551	**691 610,07**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**691 610,07**	**0,00**	**691 610,07**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
455201	Recettes	0,00	723 549,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	723 549,74	0,00	723 549,74
455202	Recettes	0,00	43 931,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 931,64	0,00	43 931,64
	Sous Total compte 4552	**0,00**	**767 481,38**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**767 481,38**	**0,00**	**767 481,38**
	Sous Total compte 455	**691 610,07**	**767 481,38**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**691 610,07**	**767 481,38**	**0,00**	**75 871,31**
4561	Redevables sur rôle pour le compte de ti	7 132,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 132,33	0,00	7 132,33	0,00
	Sous Total compte 456	**7 132,33**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 132,33**	**0,00**	**7 132,33**	**0,00**
458109	Dépenses (à subdiviser par mandat)	43 439,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 439,69	0,00	43 439,69	0,00
458114	Dépenses (à subdiviser par mandat)	75 192 327,86	0,00	0,00	0,00	4 141 646,61	0,00	79 333 974,47	0,00	79 333 974,47	0,00
458122	Dépenses (à subdiviser par mandat)	986 172,43	0,00	0,00	0,00	979,38	0,00	987 151,81	0,00	987 151,81	0,00
458123	Dépenses (à subdiviser par mandat)	1 125 641,75	0,00	0,00	0,00	12 080,20	0,00	1 137 721,95	0,00	1 137 721,95	0,00
458125	Dépenses (à subdiviser par mandat)	16 094,20	0,00	0,00	0,00	720 667,93	0,00	736 762,13	0,00	736 762,13	0,00
458126	Dépenses (à subdiviser par mandat)	66 998,49	0,00	0,00	0,00	1 001 083,30	0,00	1 068 081,79	0,00	1 068 081,79	0,00
458127	Dépenses (à subdiviser par mandat)	9 893,62	0,00	0,00	0,00	28 967,83	0,00	38 861,45	0,00	38 861,45	0,00
	Sous Total compte 4581	**77 440 568,04**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 905 425,25**	**0,00**	**83 345 993,29**	**0,00**	**83 345 993,29**	**0,00**
458209	Recettes (à subdiviser par mandat)	0,00	43 439,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 439,69	0,00	43 439,69
458214	Recettes (à subdiviser par mandat)	0,00	38 517 556,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 517 556,59	0,00	38 517 556,59
458225	Recettes (à subdiviser par mandat)	0,00	214 000,00	0,00	0,00	0,00	749 000,00	0,00	963 000,00	0,00	963 000,00
458226	Recettes (à subdiviser par mandat)	0,00	235 000,00	0,00	0,00	0,00	681 765,00	0,00	916 765,00	0,00	916 765,00
	Sous Total compte 4582	**0,00**	**39 009 996,28**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 430 765,00**	**0,00**	**40 440 761,28**	**0,00**	**40 440 761,28**
	Sous Total compte 458	**77 440 568,04**	**39 009 996,28**	**0,00**	**0,00**	**5 905 425,25**	**1 430 765,00**	**83 345 993,29**	**40 440 761,28**	**42 905 232,01**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 45	**259 718 143,58**	**93 556 143,00**	**383 426 441,77**	**449 646 138,50**	**9 319 078,61**	**2 376 917,75**	**652 463 663,96**	**545 579 199,25**	**106 884 464,71**	**0,00**
4621	Créances sur cessions d'immobilisations	1 261,32	0,00	12 302 365,97	11 980 855,54	0,00	0,00	12 303 627,29	11 980 855,54	322 771,75	0,00
4626	Créances sur cessions d'immobilisations	0,00	0,00	235,00	219,44	0,00	0,00	235,00	219,44	15,56	0,00
	Sous Total compte 462	**1 261,32**	**0,00**	**12 302 600,97**	**11 981 074,98**	**0,00**	**0,00**	**12 303 862,29**	**11 981 074,98**	**322 787,31**	**0,00**
4633	Titres amortis (ou capital) à rembourser	0,00	0,00	20 500 000,04	20 500 000,04	0,00	0,00	20 500 000,04	20 500 000,04	0,00	0,00
	Sous Total compte 463	**0,00**	**0,00**	**20 500 000,04**	**20 500 000,04**	**0,00**	**0,00**	**20 500 000,04**	**20 500 000,04**	**0,00**	**0,00**
4648	Opérations pour le compte de tiers	0,00	22 241,60	150 373,70	125 967,28	0,00	0,00	150 373,70	148 208,88	2 164,82	0,00
	Sous Total compte 464	**0,00**	**22 241,60**	**150 373,70**	**125 967,28**	**0,00**	**0,00**	**150 373,70**	**148 208,88**	**2 164,82**	**0,00**
466	Excédents de versement	0,00	35 668,39	533 832,60	3 361 269,79	0,00	0,00	533 832,60	3 396 938,18	0,00	2 863 105,58
46711	Autres comptes créditeurs	0,00	2 320 507,83	208 046 016,79	206 593 722,87	0,00	0,00	208 046 016,79	208 914 230,70	0,00	868 213,91
46717	Autres comptes créditeurs - Cessions, op	0,00	0,00	450 000,00	450 000,00	0,00	0,00	450 000,00	450 000,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4671	**0,00**	**2 320 507,83**	**208 496 016,79**	**207 043 722,87**	**0,00**	**0,00**	**208 496 016,79**	**209 364 230,70**	**0,00**	**868 213,91**
46721	Débiteurs divers - Amiable	3 362 750,20	0,00	201 830 752,30	200 297 279,76	0,00	0,00	205 193 502,50	200 297 279,76	4 896 222,74	0,00
46726	Débiteurs divers - Contentieux	692 755,17	0,00	504 937,52	363 598,41	0,00	0,00	1 197 692,69	363 598,41	834 094,28	0,00
	Sous Total compte 4672	**4 055 505,37**	**0,00**	**202 335 689,82**	**200 660 878,17**	**0,00**	**0,00**	**206 391 195,19**	**200 660 878,17**	**5 730 317,02**	**0,00**
46751	Opérations avec des gérants d'immeubles	495 395,30	0,00	0,00	489 395,30	0,00	0,00	495 395,30	489 395,30	6 000,00	0,00
46752	Mandataire - Opérations déléguées - Rece	6 224,02	0,00	5 703 157,22	688 594,17	0,00	0,00	5 709 381,24	688 594,17	5 020 787,07	0,00
	Sous Total compte 4675	**501 619,32**	**0,00**	**5 703 157,22**	**1 177 989,47**	**0,00**	**0,00**	**6 204 776,54**	**1 177 989,47**	**5 026 787,07**	**0,00**
4678	Déficits sur opérations de gestion	0,00	0,00	201,60	151,91	0,00	0,00	201,60	151,91	49,69	0,00
	Sous Total compte 467	**4 557 124,69**	**2 320 507,83**	**416 535 065,43**	**408 882 742,42**	**0,00**	**0,00**	**421 092 190,12**	**411 203 250,25**	**9 888 939,87**	**0,00**
4686	Charges à payer	0,00	1 127 256,40	1 127 256,40	270 676,60	0,00	0,00	1 127 256,40	1 397 933,00	0,00	270 676,60

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4687	Produits à recevoir	1 946 378,76	0,00	3 812 333,09	1 946 378,76	0,00	0,00	5 758 711,85	1 946 378,76	3 812 333,09	0,00
	Sous Total compte 468	**1 946 378,76**	**1 127 256,40**	**4 939 589,49**	**2 217 055,36**	**0,00**	**0,00**	**6 885 968,25**	**3 344 311,76**	**3 541 656,49**	**0,00**
	Sous Total compte 46	**6 504 764,77**	**3 505 674,22**	**454 961 462,23**	**447 068 109,87**	**0,00**	**0,00**	**461 466 227,00**	**450 573 784,09**	**10 892 442,91**	**0,00**
4711	Versements des régisseurs	176 614,42	0,00	4 295 988,84	4 297 102,44	0,00	0,00	4 472 603,26	4 297 102,44	175 500,82	0,00
4712	Virements réimputés	0,00	26 186,37	205 108,82	216 767,81	0,00	0,00	205 108,82	242 954,18	0,00	37 845,36
47131	Versements sur contributions directes	0,00	0,00	361 201 961,68	362 514 652,68	0,00	0,00	361 201 961,68	362 514 652,68	0,00	1 312 691,00
47132	Versements sur dotation globale de fonct	0,00	0,00	120 219 828,00	120 219 828,00	0,00	0,00	120 219 828,00	120 219 828,00	0,00	0,00
47133	Fonds d'emprunt	0,00	0,00	42 023 112,00	42 023 112,00	0,00	0,00	42 023 112,00	42 023 112,00	0,00	0,00
47134	Subventions	0,00	3 309 006,13	20 151 361,74	17 513 658,24	0,00	0,00	20 151 361,74	20 822 664,37	0,00	671 302,63
47138	Autres	0,00	10 922 261,83	120 656 000,72	118 426 197,07	0,00	0,00	120 656 000,72	129 348 458,90	0,00	8 692 458,18
	Sous Total compte 4713	**0,00**	**14 231 267,96**	**664 252 264,14**	**660 697 447,99**	**0,00**	**0,00**	**664 252 264,14**	**674 928 715,95**	**0,00**	**10 676 451,81**
471411	Excédent à réimputer - Personnes physiqu	0,00	16 576,23	380 149,57	518 266,10	0,00	0,00	380 149,57	534 842,33	0,00	154 692,76
471412	Excédent à réimputer - Personnes morales	0,00	351 885,15	5 852 182,66	5 923 609,29	0,00	0,00	5 852 182,66	6 275 494,44	0,00	423 311,78
	Sous Total compte 47141	**0,00**	**368 461,38**	**6 232 332,23**	**6 441 875,39**	**0,00**	**0,00**	**6 232 332,23**	**6 810 336,77**	**0,00**	**578 004,54**
47143	Flux d'encaissements à réimputer	0,00	3 825,54	10 361 305,04	10 432 784,87	0,00	0,00	10 361 305,04	10 436 610,41	0,00	75 305,37
	Sous Total compte 4714	**0,00**	**372 286,92**	**16 593 637,27**	**16 874 660,26**	**0,00**	**0,00**	**16 593 637,27**	**17 246 947,18**	**0,00**	**653 309,91**
4716	Versements des mandataires	0,00	607 068,03	1 161 458,81	667 748,33	0,00	0,00	1 161 458,81	1 274 816,36	0,00	113 357,55
47171	Recettes relevé BDF - hors Héra	0,00	32 848,70	62 132,26	112 566,02	0,00	0,00	62 132,26	145 414,72	0,00	83 282,46
	Sous Total compte 4717	**0,00**	**32 848,70**	**62 132,26**	**112 566,02**	**0,00**	**0,00**	**62 132,26**	**145 414,72**	**0,00**	**83 282,46**
4718	Autres recettes à régulariser	0,00	225 468,47	49 042 231,90	49 025 427,36	0,00	0,00	49 042 231,90	49 250 895,83	0,00	208 663,93
	Sous Total compte 471	**176 614,42**	**15 495 126,45**	**735 612 822,04**	**731 891 720,21**	**0,00**	**0,00**	**735 789 436,46**	**747 386 846,66**	**0,00**	**11 597 410,20**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
47211	Remboursement d'annuités d'emprunt	238 255,65	0,00	8 789 177,28	9 024 432,93	0,00	0,00	9 027 432,93	9 024 432,93	3 000,00	0,00
47218	Autres dépenses	0,00	0,00	11 375 050,94	11 374 357,29	0,00	0,00	11 375 050,94	11 374 357,29	693,65	0,00
	Sous Total compte 4721	**238 255,65**	**0,00**	**20 164 228,22**	**20 398 790,22**	**0,00**	**0,00**	**20 402 483,87**	**20 398 790,22**	**3 693,65**	**0,00**
4722	Commissions bancaires en instance de man	0,00	0,00	11 965,08	11 965,08	0,00	0,00	11 965,08	11 965,08	0,00	0,00
4725	Allocations et secours	0,00	0,00	22 158,00	22 158,00	0,00	0,00	22 158,00	22 158,00	0,00	0,00
4728	Autres dépenses à régulariser	361,60	0,00	39 667 984,35	39 667 078,63	0,00	0,00	39 668 345,95	39 667 078,63	1 267,32	0,00
	Sous Total compte 472	**238 617,25**	**0,00**	**59 866 335,65**	**60 099 991,93**	**0,00**	**0,00**	**60 104 952,90**	**60 099 991,93**	**4 960,97**	**0,00**
4751	Redevables sur rôle	83 900,83	0,00	18 333 895,18	18 333 895,18	0,00	0,00	18 417 796,01	18 333 895,18	83 900,83	0,00
4757	Produits sur rôle	0,00	4 382 205,52	18 333 895,18	18 333 895,18	0,00	0,00	18 333 895,18	22 716 100,70	0,00	4 382 205,52
	Sous Total compte 475	**83 900,83**	**4 382 205,52**	**36 667 790,36**	**36 667 790,36**	**0,00**	**0,00**	**36 751 691,19**	**41 049 995,88**	**0,00**	**4 298 304,69**
4781	Frais de poursuite rattachés	0,00	0,00	332,67	22,50	0,00	0,00	332,67	22,50	310,17	0,00
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	103,06	0,00	16,42	16,54	0,00	0,00	119,48	16,54	102,94	0,00
	Sous Total compte 478	**103,06**	**0,00**	**349,09**	**39,04**	**0,00**	**0,00**	**452,15**	**39,04**	**413,11**	**0,00**
	Sous Total compte 47	**499 235,56**	**19 877 331,97**	**832 147 297,14**	**828 659 541,54**	**0,00**	**0,00**	**832 646 532,70**	**848 536 873,51**	**0,00**	**15 890 340,81**
4911	Dépréciations des comptes de redevables	0,00	252 054,69	0,00	110 799,76	0,00	0,00	0,00	362 854,45	0,00	362 854,45
	Sous Total compte 491	**0,00**	**252 054,69**	**0,00**	**110 799,76**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**362 854,45**	**0,00**	**362 854,45**
4961	Dépréciations des comptes de débiteurs d	0,00	81 486,98	0,00	15 301,93	0,00	0,00	0,00	96 788,91	0,00	96 788,91
	Sous Total compte 496	**0,00**	**81 486,98**	**0,00**	**15 301,93**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**96 788,91**	**0,00**	**96 788,91**
	Sous Total compte 49	**0,00**	**333 541,67**	**0,00**	**126 101,69**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**459 643,36**	**0,00**	**459 643,36**
	Total classe 4	**357 049 730,98**	**237 013 742,67**	**3 166 541 097,98**	**3 133 267 036,91**	**9 319 078,61**	**2 376 917,75**	**3 532 909 907,57**	**3 372 657 697,33**	**341 898 864,68**	**181 646 654,44**
5115	Cartes bancaires à l'encaissement	0,00	0,00	2 190 667,21	2 190 667,21	0,00	0,00	2 190 667,21	2 190 667,21	0,00	0,00
5116	T.I.P. à l'encaissement	0,00	0,00	7 950 580,72	7 950 580,72	0,00	0,00	7 950 580,72	7 950 580,72	0,00	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
51172	Chèques impayés	2 613,27	0,00	9 451,31	12 064,58	0,00	0,00	12 064,58	12 064,58	0,00	0,00
51176	T.I.P. impayés	20 116,78	0,00	94 160,61	114 277,39	0,00	0,00	114 277,39	114 277,39	0,00	0,00
51178	Autres valeurs impayées	458,06	0,00	8 028,02	8 486,08	0,00	0,00	8 486,08	8 486,08	0,00	0,00
	Sous Total compte 5117	**23 188,11**	**0,00**	**111 639,94**	**134 828,05**	**0,00**	**0,00**	**134 828,05**	**134 828,05**	**0,00**	**0,00**
5118	Autres valeurs à l'encaissement	5 424,32	0,00	583 406,03	583 406,03	0,00	0,00	588 830,35	583 406,03	5 424,32	0,00
	Sous Total compte 511	**28 612,43**	**0,00**	**10 836 293,90**	**10 859 482,01**	**0,00**	**0,00**	**10 864 906,33**	**10 859 482,01**	**5 424,32**	**0,00**
515	Compte au Trésor	115 572 967,27	0,00	1 439 417 488,40	1 458 294 023,94	0,00	0,00	1 554 990 455,67	1 458 294 023,94	96 696 431,73	0,00
51932	Lignes de crédit de trésorerie liées à u	0,00	0,00	45 000 000,00	45 000 000,00	0,00	0,00	45 000 000,00	45 000 000,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 5193	**0,00**	**0,00**	**45 000 000,00**	**45 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**45 000 000,00**	**45 000 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 519	**0,00**	**0,00**	**45 000 000,00**	**45 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**45 000 000,00**	**45 000 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 51	**115 601 579,70**	**0,00**	**1 495 253 782,30**	**1 514 153 505,95**	**0,00**	**0,00**	**1 610 855 362,00**	**1 514 153 505,95**	**96 701 856,05**	**0,00**
5411	Régisseurs d'avances (avances)	500,00	0,00	0,00	250,00	0,00	0,00	500,00	250,00	250,00	0,00
5412	Régisseurs de recettes (fonds de caisse)	16 568,01	0,00	1 900,00	1 550,00	0,00	0,00	18 468,01	1 550,00	16 918,01	0,00
	Sous Total compte 541	**17 068,01**	**0,00**	**1 900,00**	**1 800,00**	**0,00**	**0,00**	**18 968,01**	**1 800,00**	**17 168,01**	**0,00**
5428	Disponibilités chez d'autres tiers	77 287,24	0,00	0,00	51 085,18	0,00	0,00	77 287,24	51 085,18	26 202,06	0,00
	Sous Total compte 542	**77 287,24**	**0,00**	**0,00**	**51 085,18**	**0,00**	**0,00**	**77 287,24**	**51 085,18**	**26 202,06**	**0,00**
	Sous Total compte 54	**94 355,25**	**0,00**	**1 900,00**	**52 885,18**	**0,00**	**0,00**	**96 255,25**	**52 885,18**	**43 370,07**	**0,00**
580	Opérations d'ordre budgétaires	0,00	0,00	149 938 996,51	149 938 996,51	0,00	0,00	149 938 996,51	149 938 996,51	0,00	0,00
584	Encaissement par lecture optique	0,00	0,00	10 817 321,66	10 817 321,66	0,00	0,00	10 817 321,66	10 817 321,66	0,00	0,00
586	Opérations financières entre le budget p	0,00	0,00	160 904 717,26	160 904 717,26	0,00	0,00	160 904 717,26	160 904 717,26	0,00	0,00
5872	Compte pivot - Admission en non valeur e	0,00	0,00	164 542,15	164 542,15	0,00	0,00	164 542,15	164 542,15	0,00	0,00
	Sous Total compte 587	**0,00**	**0,00**	**164 542,15**	**164 542,15**	**0,00**	**0,00**	**164 542,15**	**164 542,15**	**0,00**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
588	Autres virements internes	0,00	0,00	42 077 686,86	42 077 686,86	0,00	0,00	42 077 686,86	42 077 686,86	0,00	0,00
	Sous Total compte 58	**0,00**	**0,00**	**363 903 264,44**	**363 903 264,44**	**0,00**	**0,00**	**363 903 264,44**	**363 903 264,44**	**0,00**	**0,00**
	Total classe 5	**115 695 934,95**	**0,00**	**1 859 158 946,74**	**1 878 109 655,57**	**0,00**	**0,00**	**1 974 854 881,69**	**1 878 109 655,57**	**96 745 226,12**	**0,00**
6042	Achats de prestations de services (autre	0,00	0,00	0,00	0,00	18 988,83	0,00	18 988,83	0,00	18 988,83	0,00
	Sous Total compte 604	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 988,83**	**0,00**	**18 988,83**	**0,00**	**18 988,83**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	1 086 952,46	261 964,57	1 086 952,46	261 964,57	824 987,89	0,00
60612	Énergie - Électricité	0,00	0,00	0,00	0,00	14 734 510,23	3 104 741,90	14 734 510,23	3 104 741,90	11 629 768,33	0,00
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00	0,00	2 942 137,44	650 679,65	2 942 137,44	650 679,65	2 291 457,79	0,00
	Sous Total compte 6061	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 763 600,13**	**4 017 386,12**	**18 763 600,13**	**4 017 386,12**	**14 746 214,01**	**0,00**
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	30 364,64	0,00	30 364,64	0,00	30 364,64	0,00
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	2 855 913,86	165 998,67	2 855 913,86	165 998,67	2 689 915,19	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	102 316,27	6 898,91	102 316,27	6 898,91	95 417,36	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	430 412,69	85 880,68	430 412,69	85 880,68	344 532,01	0,00
	Sous Total compte 6062	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 419 007,46**	**258 778,26**	**3 419 007,46**	**258 778,26**	**3 160 229,20**	**0,00**
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	181 879,41	5 582,81	181 879,41	5 582,81	176 296,60	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	3 122 745,84	216 183,97	3 122 745,84	216 183,97	2 906 561,87	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	670 340,81	19 180,07	670 340,81	19 180,07	651 160,74	0,00
60636	Habillement et Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	901 902,52	14 394,34	901 902,52	14 394,34	887 508,18	0,00
	Sous Total compte 6063	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 876 868,58**	**255 341,19**	**4 876 868,58**	**255 341,19**	**4 621 527,39**	**0,00**
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	223 062,33	5 205,60	223 062,33	5 205,60	217 856,73	0,00
6065	Livres, disques, cassettes ... (biblioth	0,00	0,00	0,00	0,00	688 073,62	32 821,40	688 073,62	32 821,40	655 252,22	0,00
6068	Autres matières et fournitures.	0,00	0,00	0,00	0,00	1 442 582,73	45 698,74	1 442 582,73	45 698,74	1 396 883,99	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 606	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**29 413 194,85**	**4 615 231,31**	**29 413 194,85**	**4 615 231,31**	**24 797 963,54**	**0,00**
6091	de matières premières (et fournitures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 171,33	0,00	1 171,33	0,00	1 171,33
6094	d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 060,56	0,00	22 060,56	0,00	22 060,56
	Sous Total compte 609	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**23 231,89**	**0,00**	**23 231,89**	**0,00**	**23 231,89**
	Sous Total compte 60	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**29 432 183,68**	**4 638 463,20**	**29 432 183,68**	**4 638 463,20**	**24 793 720,48**	**0,00**
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	54 724 789,97	8 064 403,11	54 724 789,97	8 064 403,11	46 660 386,86	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	2 394 509,95	303 783,94	2 394 509,95	303 783,94	2 090 726,01	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	201 978,02	21 675,20	201 978,02	21 675,20	180 302,82	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	1 026 417,34	182 265,38	1 026 417,34	182 265,38	844 151,96	0,00
	Sous Total compte 6135	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 228 395,36**	**203 940,58**	**1 228 395,36**	**203 940,58**	**1 024 454,78**	**0,00**
	Sous Total compte 613	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 622 905,31**	**507 724,52**	**3 622 905,31**	**507 724,52**	**3 115 180,79**	**0,00**
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	1 073 960,62	58 870,96	1 073 960,62	58 870,96	1 015 089,66	0,00
61521	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	2 026 204,26	429 187,06	2 026 204,26	429 187,06	1 597 017,20	0,00
615221	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	1 269 599,82	124 312,34	1 269 599,82	124 312,34	1 145 287,48	0,00
615228	Autres bâtiments	0,00	0,00	0,00	0,00	602 489,77	116 156,01	602 489,77	116 156,01	486 333,76	0,00
	Sous Total compte 61522	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 872 089,59**	**240 468,35**	**1 872 089,59**	**240 468,35**	**1 631 621,24**	**0,00**
615231	Voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	7 400 285,16	1 123 142,32	7 400 285,16	1 123 142,32	6 277 142,84	0,00
615232	Réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	85 506,76	25 681,20	85 506,76	25 681,20	59 825,56	0,00
	Sous Total compte 61523	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 485 791,92**	**1 148 823,52**	**7 485 791,92**	**1 148 823,52**	**6 336 968,40**	**0,00**
61524	Bois et forêts	0,00	0,00	0,00	0,00	19 937,29	3 510,00	19 937,29	3 510,00	16 427,29	0,00
	Sous Total compte 6152	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 404 023,06**	**1 821 988,93**	**11 404 023,06**	**1 821 988,93**	**9 582 034,13**	**0,00**
61551	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	344 776,77	0,00	344 776,77	0,00	344 776,77	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
61558	Autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	278 006,69	35 716,27	278 006,69	35 716,27	242 290,42	0,00
	Sous Total compte 6155	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**622 783,46**	**35 716,27**	**622 783,46**	**35 716,27**	**587 067,19**	**0,00**
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	8 676 618,21	708 597,64	8 676 618,21	708 597,64	7 968 020,57	0,00
	Sous Total compte 615	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 703 424,73**	**2 566 302,84**	**20 703 424,73**	**2 566 302,84**	**18 137 121,89**	**0,00**
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	1 587 861,02	0,00	1 587 861,02	0,00	1 587 861,02	0,00
6162	Assurance obligatoire dommage-constructi	0,00	0,00	0,00	0,00	2 804 384,00	0,00	2 804 384,00	0,00	2 804 384,00	0,00
6168	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	3 154,14	0,00	3 154,14	0,00	3 154,14	0,00
	Sous Total compte 616	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 395 399,16**	**0,00**	**4 395 399,16**	**0,00**	**4 395 399,16**	**0,00**
617	Études et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	1 719 298,42	548 099,86	1 719 298,42	548 099,86	1 171 198,56	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	354 151,81	15 766,28	354 151,81	15 766,28	338 385,53	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	1 825 912,45	522 351,09	1 825 912,45	522 351,09	1 303 561,36	0,00
6185	Frais de colloques et séminaires	0,00	0,00	0,00	0,00	31 938,66	0,00	31 938,66	0,00	31 938,66	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	5 803,26	0,00	5 803,26	0,00	5 803,26	0,00
	Sous Total compte 618	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 217 806,18**	**538 117,37**	**2 217 806,18**	**538 117,37**	**1 679 688,81**	**0,00**
	Sous Total compte 61	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**88 457 584,39**	**12 283 518,66**	**88 457 584,39**	**12 283 518,66**	**76 174 065,73**	**0,00**
6215	Personnel affecté par la collectivité me	0,00	0,00	0,00	0,00	281 362,91	4 431,36	281 362,91	4 431,36	276 931,55	0,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	609 463,51	110 000,00	609 463,51	110 000,00	499 463,51	0,00
	Sous Total compte 621	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**890 826,42**	**114 431,36**	**890 826,42**	**114 431,36**	**776 395,06**	**0,00**
62268	Autres honoraires, conseils...	0,00	0,00	0,00	0,00	3 591 344,45	396 648,14	3 591 344,45	396 648,14	3 194 696,31	0,00
	Sous Total compte 6226	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 591 344,45**	**396 648,14**	**3 591 344,45**	**396 648,14**	**3 194 696,31**	**0,00**
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00	0,00	0,00	377 560,19	0,00	377 560,19	0,00	377 560,19	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	2 788 754,69	461 679,34	2 788 754,69	461 679,34	2 327 075,35	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 622	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 757 659,33**	**858 327,48**	**6 757 659,33**	**858 327,48**	**5 899 331,85**	**0,00**
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	479 280,81	60 077,84	479 280,81	60 077,84	419 202,97	0,00
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	941 520,35	66 764,37	941 520,35	66 764,37	874 755,98	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	493 728,12	7 512,96	493 728,12	7 512,96	486 215,16	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	1 220 706,23	98 835,24	1 220 706,23	98 835,24	1 121 870,99	0,00
	Sous Total compte 623	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 135 235,51**	**233 190,41**	**3 135 235,51**	**233 190,41**	**2 902 045,10**	**0,00**
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	33 332,39	5 757,92	33 332,39	5 757,92	27 574,47	0,00
6245	Transports de personnes extérieures à la	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	3 000,00	3 000,00	3 000,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	147 878,90	0,00	147 878,90	0,00	147 878,90	0,00
	Sous Total compte 624	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**184 211,29**	**8 757,92**	**184 211,29**	**8 757,92**	**175 453,37**	**0,00**
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	454 572,20	37 390,70	454 572,20	37 390,70	417 181,50	0,00
	Sous Total compte 625	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**454 572,20**	**37 390,70**	**454 572,20**	**37 390,70**	**417 181,50**	**0,00**
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	442 889,26	77 012,38	442 889,26	77 012,38	365 876,88	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	1 346 266,24	143 911,08	1 346 266,24	143 911,08	1 202 355,16	0,00
	Sous Total compte 626	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 789 155,50**	**220 923,46**	**1 789 155,50**	**220 923,46**	**1 568 232,04**	**0,00**
627	Services bancaires et assimilés.	0,00	0,00	0,00	0,00	192 240,17	0,00	192 240,17	0,00	192 240,17	0,00
6281	Concours divers (cotisations...)	0,00	0,00	0,00	0,00	769 422,23	20 081,00	769 422,23	20 081,00	749 341,23	0,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00	0,00	0,00	1 590 523,53	0,00	1 590 523,53	0,00	1 590 523,53	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	3 174 883,28	245 878,95	3 174 883,28	245 878,95	2 929 004,33	0,00
6284	Redevance pour services rendus	0,00	0,00	0,00	0,00	20 556,44	0,00	20 556,44	0,00	20 556,44	0,00
62875	Aux communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	153 099,10	47 147,38	153 099,10	47 147,38	105 951,72	0,00
62878	A des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	223 738,93	49 109,76	223 738,93	49 109,76	174 629,17	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 6287	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**376 838,03**	**96 257,14**	**376 838,03**	**96 257,14**	**280 580,89**	**0,00**
6288	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	2 129 836,25	297 061,70	2 129 836,25	297 061,70	1 832 774,55	0,00
	Sous Total compte 628	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 062 059,76**	**659 278,79**	**8 062 059,76**	**659 278,79**	**7 402 780,97**	**0,00**
	Sous Total compte 62	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 465 960,18**	**2 132 300,12**	**21 465 960,18**	**2 132 300,12**	**19 333 660,06**	**0,00**
631	Impôts, taxes et versements assimilés su	0,00	0,00	0,00	0,00	1 473,30	0,00	1 473,30	0,00	1 473,30	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	4 069 100,00	0,00	4 069 100,00	0,00	4 069 100,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	1 017 278,00	0,00	1 017 278,00	0,00	1 017 278,00	0,00
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de ges	0,00	0,00	0,00	0,00	2 032 841,00	0,00	2 032 841,00	0,00	2 032 841,00	0,00
	Sous Total compte 633	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 119 219,00**	**0,00**	**7 119 219,00**	**0,00**	**7 119 219,00**	**0,00**
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	5 840 892,40	24 680,40	5 840 892,40	24 680,40	5 816 212,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	140 406,00	0,00	140 406,00	0,00	140 406,00	0,00
	Sous Total compte 6351	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 981 298,40**	**24 680,40**	**5 981 298,40**	**24 680,40**	**5 956 618,00**	**0,00**
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00	0,00	0,00	1 060,60	0,00	1 060,60	0,00	1 060,60	0,00
	Sous Total compte 635	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 982 359,00**	**24 680,40**	**5 982 359,00**	**24 680,40**	**5 957 678,60**	**0,00**
6378	Autres impôts, taxes et versements assim	0,00	0,00	0,00	0,00	8 962,63	0,00	8 962,63	0,00	8 962,63	0,00
	Sous Total compte 637	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 962,63**	**0,00**	**8 962,63**	**0,00**	**8 962,63**	**0,00**
	Sous Total compte 63	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 112 013,93**	**24 680,40**	**13 112 013,93**	**24 680,40**	**13 087 333,53**	**0,00**
64111	Rémunération principale	0,00	0,00	0,00	0,00	156 454 808,65	6 732,15	156 454 808,65	6 732,15	156 448 076,50	0,00
64112	Supplément familial de traitement et ind	0,00	0,00	0,00	0,00	3 385 830,02	0,00	3 385 830,02	0,00	3 385 830,02	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	2 036 776,45	0,00	2 036 776,45	0,00	2 036 776,45	0,00
64118	Autres indemnités.	0,00	0,00	0,00	0,00	53 853 602,35	6 000,00	53 853 602,35	6 000,00	53 847 602,35	0,00
	Sous Total compte 6411	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**215 731 017,47**	**12 732,15**	**215 731 017,47**	**12 732,15**	**215 718 285,32**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	30 764 676,53	4 772,17	30 764 676,53	4 772,17	30 759 904,36	0,00
64132	Supplément familial de traitement et ind	0,00	0,00	0,00	0,00	682 313,01	0,00	682 313,01	0,00	682 313,01	0,00
64136	Indemnités liées à la perte d'emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	249 772,85	0,00	249 772,85	0,00	249 772,85	0,00
64138	Primes et autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	9 564 807,86	0,00	9 564 807,86	0,00	9 564 807,86	0,00
	Sous Total compte 6413	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**41 261 570,25**	**4 772,17**	**41 261 570,25**	**4 772,17**	**41 256 798,08**	**0,00**
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	0,00	0,00	0,00	7 055 564,36	1 339,01	7 055 564,36	1 339,01	7 054 225,35	0,00
64168	Autres emplois aidés	0,00	0,00	0,00	0,00	480 003,84	0,00	480 003,84	0,00	480 003,84	0,00
	Sous Total compte 6416	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**480 003,84**	**0,00**	**480 003,84**	**0,00**	**480 003,84**	**0,00**
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	1 067 369,25	2 117,15	1 067 369,25	2 117,15	1 065 252,10	0,00
6419	Remboursements sur rémunérations du pers	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	2 046 558,69	500,00	2 046 558,69	0,00	2 046 058,69
	Sous Total compte 641	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**265 596 025,17**	**2 067 519,17**	**265 596 025,17**	**2 067 519,17**	**263 528 506,00**	**0,00**
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	38 613 773,00	0,00	38 613 773,00	0,00	38 613 773,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	57 800 893,90	7 500,00	57 800 893,90	7 500,00	57 793 393,90	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	514 170,40	0,00	514 170,40	0,00	514 170,40	0,00
6456	Versement au F.N.C du supplément familia	0,00	0,00	0,00	0,00	286 029,00	0,00	286 029,00	0,00	286 029,00	0,00
6458	Cotisations aux autres organismes sociau	0,00	0,00	0,00	0,00	6 753 279,02	0,04	6 753 279,02	0,04	6 753 278,98	0,00
6459	Remboursements sur charges de Sécurité S	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	414 833,99	0,00	414 833,99	0,00	414 833,99
	Sous Total compte 645	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**103 968 145,32**	**422 334,03**	**103 968 145,32**	**422 334,03**	**103 545 811,29**	**0,00**
64731	Versées directement	0,00	0,00	0,00	0,00	689 408,82	0,00	689 408,82	0,00	689 408,82	0,00
64732	Versées aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	1 926 548,00	0,00	1 926 548,00	0,00	1 926 548,00	0,00
	Sous Total compte 6473	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 615 956,82**	**0,00**	**2 615 956,82**	**0,00**	**2 615 956,82**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6474	Versements aux oeuvres sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	1 647 426,00	0,00	1 647 426,00	0,00	1 647 426,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	0,00	0,00	388 412,69	30,00	388 412,69	30,00	388 382,69	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	963 185,86	76 000,00	963 185,86	76 000,00	887 185,86	0,00
	Sous Total compte 647	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 614 981,37**	**76 030,00**	**5 614 981,37**	**76 030,00**	**5 538 951,37**	**0,00**
6488	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	130 841,14	0,00	130 841,14	0,00	130 841,14	0,00
	Sous Total compte 648	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**130 841,14**	**0,00**	**130 841,14**	**0,00**	**130 841,14**	**0,00**
	Sous Total compte 64	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**375 309 993,00**	**2 565 883,20**	**375 309 993,00**	**2 565 883,20**	**372 744 109,80**	**0,00**
65131	Bourses	0,00	0,00	0,00	0,00	54 500,00	0,00	54 500,00	0,00	54 500,00	0,00
65132	Prix	0,00	0,00	0,00	0,00	345,00	0,00	345,00	0,00	345,00	0,00
65133	Secours d'urgence	0,00	0,00	0,00	0,00	859 379,45	0,00	859 379,45	0,00	859 379,45	0,00
	Sous Total compte 6513	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**914 224,45**	**0,00**	**914 224,45**	**0,00**	**914 224,45**	**0,00**
	Sous Total compte 651	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**914 224,45**	**0,00**	**914 224,45**	**0,00**	**914 224,45**	**0,00**
65311	Indemnités de fonction	0,00	0,00	0,00	0,00	1 856 895,28	0,00	1 856 895,28	0,00	1 856 895,28	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	0,00	0,00	0,00	0,00	37 923,64	662,44	37 923,64	662,44	37 261,20	0,00
65313	Cotisations de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	202 037,60	0,00	202 037,60	0,00	202 037,60	0,00
65314	Cotisations de sécurité sociale - part p	0,00	0,00	0,00	0,00	467 555,00	0,00	467 555,00	0,00	467 555,00	0,00
65315	Formation	0,00	0,00	0,00	0,00	27 454,00	0,00	27 454,00	0,00	27 454,00	0,00
653172	Cotisations au fonds de financement de l	0,00	0,00	0,00	0,00	1 573,51	0,00	1 573,51	0,00	1 573,51	0,00
	Sous Total compte 65317	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 573,51**	**0,00**	**1 573,51**	**0,00**	**1 573,51**	**0,00**
	Sous Total compte 6531	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 593 439,03**	**662,44**	**2 593 439,03**	**662,44**	**2 592 776,59**	**0,00**
	Sous Total compte 653	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 593 439,03**	**662,44**	**2 593 439,03**	**662,44**	**2 592 776,59**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	122 874,89	0,00	122 874,89	0,00	122 874,89	0,00
6542	Créances éteintes	0,00	0,00	0,00	0,00	41 667,26	0,00	41 667,26	0,00	41 667,26	0,00
	Sous Total compte 654	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**164 542,15**	**0,00**	**164 542,15**	**0,00**	**164 542,15**	**0,00**
6553	Service d'incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	31 182 504,85	0,00	31 182 504,85	0,00	31 182 504,85	0,00
65568	Autres contributions	0,00	0,00	0,00	0,00	8 411 128,00	0,00	8 411 128,00	0,00	8 411 128,00	0,00
	Sous Total compte 6556	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 411 128,00**	**0,00**	**8 411 128,00**	**0,00**	**8 411 128,00**	**0,00**
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	628 745,01	0,00	628 745,01	0,00	628 745,01	0,00
	Sous Total compte 655	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 222 377,86**	**0,00**	**40 222 377,86**	**0,00**	**40 222 377,86**	**0,00**
6568	Autres participations	0,00	0,00	0,00	0,00	1 450 624,00	0,00	1 450 624,00	0,00	1 450 624,00	0,00
	Sous Total compte 656	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 450 624,00**	**0,00**	**1 450 624,00**	**0,00**	**1 450 624,00**	**0,00**
65733	Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	33 190,00	0,00	33 190,00	0,00	33 190,00	0,00
657341	Communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	5 784 883,68	0,00	5 784 883,68	0,00	5 784 883,68	0,00
	Sous Total compte 65734	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 784 883,68**	**0,00**	**5 784 883,68**	**0,00**	**5 784 883,68**	**0,00**
657363	CCAS/CIAS	0,00	0,00	0,00	0,00	2 594 906,00	0,00	2 594 906,00	0,00	2 594 906,00	0,00
	Sous Total compte 65736	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 594 906,00**	**0,00**	**2 594 906,00**	**0,00**	**2 594 906,00**	**0,00**
657381	Autres établissements publics locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	292 167,28	0,00	292 167,28	0,00	292 167,28	0,00
657382	Organismes publics divers	0,00	0,00	0,00	0,00	962 313,17	0,00	962 313,17	0,00	962 313,17	0,00
	Sous Total compte 65738	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 254 480,45**	**0,00**	**1 254 480,45**	**0,00**	**1 254 480,45**	**0,00**
	Sous Total compte 6573	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 667 460,13**	**0,00**	**9 667 460,13**	**0,00**	**9 667 460,13**	**0,00**
65741	Ménages	0,00	0,00	0,00	0,00	1 800,00	0,00	1 800,00	0,00	1 800,00	0,00
65748	Autres personnes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	26 628 308,00	37 039,11	26 628 308,00	37 039,11	26 591 268,89	0,00
	Sous Total compte 6574	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**26 630 108,00**	**37 039,11**	**26 630 108,00**	**37 039,11**	**26 593 068,89**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6577	Remises gracieuses	0,00	0,00	0,00	0,00	19 963,54	0,00	19 963,54	0,00	19 963,54	0,00
	Sous Total compte 657	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**36 317 531,67**	**37 039,11**	**36 317 531,67**	**37 039,11**	**36 280 492,56**	**0,00**
65811	Droits d'utilisation - informatique en n	0,00	0,00	0,00	0,00	19 416,01	0,00	19 416,01	0,00	19 416,01	0,00
65818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	106 891,22	22 703,33	106 891,22	22 703,33	84 187,89	0,00
	Sous Total compte 6581	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**126 307,23**	**22 703,33**	**126 307,23**	**22 703,33**	**103 603,90**	**0,00**
65821	Déficit des budgets annexes à caractère	0,00	0,00	0,00	0,00	48 500 000,00	0,00	48 500 000,00	0,00	48 500 000,00	0,00
	Sous Total compte 6582	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**48 500 000,00**	**0,00**	**48 500 000,00**	**0,00**	**48 500 000,00**	**0,00**
6583	Pénalités sur marchés	0,00	0,00	0,00	0,00	4 782,91	0,00	4 782,91	0,00	4 782,91	0,00
6584	Amendes fiscales et pénales	0,00	0,00	0,00	0,00	2 510,60	0,00	2 510,60	0,00	2 510,60	0,00
6585	Intérêts moratoires	0,00	0,00	0,00	0,00	71 143,12	0,00	71 143,12	0,00	71 143,12	0,00
65861	Frais de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	243 060,88	0,00	243 060,88	0,00	243 060,88	0,00
	Sous Total compte 6586	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**243 060,88**	**0,00**	**243 060,88**	**0,00**	**243 060,88**	**0,00**
65883	Déficits sur opérations de gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	255,66	0,00	255,66	0,00	255,66	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	7 128 725,69	1 077 730,72	7 128 725,69	1 077 730,72	6 050 994,97	0,00
	Sous Total compte 6588	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 128 981,35**	**1 077 730,72**	**7 128 981,35**	**1 077 730,72**	**6 051 250,63**	**0,00**
	Sous Total compte 658	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**56 076 786,09**	**1 100 434,05**	**56 076 786,09**	**1 100 434,05**	**54 976 352,04**	**0,00**
	Sous Total compte 65	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**137 739 525,25**	**1 138 135,60**	**137 739 525,25**	**1 138 135,60**	**136 601 389,65**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	0,00	0,00	0,00	20 139 001,47	0,00	20 139 001,47	0,00	20 139 001,47	0,00
66112	Intérêts - rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00	0,00	2 392 466,01	5 161 842,44	2 392 466,01	5 161 842,44	0,00	2 769 376,43
	Sous Total compte 6611	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 531 467,48**	**5 161 842,44**	**22 531 467,48**	**5 161 842,44**	**17 369 625,04**	**0,00**
	Sous Total compte 661	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 531 467,48**	**5 161 842,44**	**22 531 467,48**	**5 161 842,44**	**17 369 625,04**	**0,00**
6688	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	16 764,22	0,00	16 764,22	0,00	16 764,22	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 668	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 764,22**	**0,00**	**16 764,22**	**0,00**	**16 764,22**	**0,00**
	Sous Total compte 66	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 548 231,70**	**5 161 842,44**	**22 548 231,70**	**5 161 842,44**	**17 386 389,26**	**0,00**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	171 456,10	0,00	171 456,10	0,00	171 456,10	0,00
675	Valeurs comptables des immobilisations c	0,00	0,00	0,00	0,00	9 033 844,08	0,00	9 033 844,08	0,00	9 033 844,08	0,00
6761	Différences sur réalisations (positives)	0,00	0,00	0,00	0,00	3 343 640,89	0,00	3 343 640,89	0,00	3 343 640,89	0,00
	Sous Total compte 676	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 343 640,89**	**0,00**	**3 343 640,89**	**0,00**	**3 343 640,89**	**0,00**
	Sous Total compte 67	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 548 941,07**	**0,00**	**12 548 941,07**	**0,00**	**12 548 941,07**	**0,00**
6811	Dotations aux amortissements des immobil	0,00	0,00	0,00	0,00	68 784 742,13	0,00	68 784 742,13	0,00	68 784 742,13	0,00
6815	Dotations aux provisions pour risques et	0,00	0,00	0,00	0,00	6 145 000,00	0,00	6 145 000,00	0,00	6 145 000,00	0,00
6817	Dotations aux dépréciations des actifs c	0,00	0,00	0,00	0,00	126 101,69	0,00	126 101,69	0,00	126 101,69	0,00
	Sous Total compte 681	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**75 055 843,82**	**0,00**	**75 055 843,82**	**0,00**	**75 055 843,82**	**0,00**
	Sous Total compte 68	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**75 055 843,82**	**0,00**	**75 055 843,82**	**0,00**	**75 055 843,82**	**0,00**
	Total classe 6	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**775 670 277,02**	**27 944 823,62**	**775 670 277,02**	**27 944 823,62**	**752 978 954,40**	**5 253 501,00**
7022	Coupes de bois	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 272,73	0,00	3 272,73	0,00	3 272,73
	Sous Total compte 702	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 272,73**	**0,00**	**3 272,73**	**0,00**	**3 272,73**
70321	Droits de stationnement et de location s	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	426 189,16	0,00	426 189,16	0,00	426 189,16
70323	Redevance d'occupation du domaine public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	606 686,67	0,00	606 686,67	0,00	606 686,67
70328	Autres droits de stationnement et de loc	0,00	0,00	0,00	0,00	4 686,80	3 156 777,73	4 686,80	3 156 777,73	0,00	3 152 090,93
	Sous Total compte 7032	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 686,80**	**4 189 653,56**	**4 686,80**	**4 189 653,56**	**0,00**	**4 184 966,76**
7035	Locations de droits de chasse et de pêch	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	966,69	0,00	966,69	0,00	966,69

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	251 549,00	0,00	251 549,00	0,00	251 549,00
	Sous Total compte 7038	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**251 549,00**	**0,00**	**251 549,00**	**0,00**	**251 549,00**
	Sous Total compte 703	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 686,80**	**4 442 169,25**	**4 686,80**	**4 442 169,25**	**0,00**	**4 437 482,45**
704	Travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	130 807,13	0,00	130 807,13	0,00	130 807,13
70612	Redevance spéciale d'enlèvement des ordu	0,00	0,00	0,00	0,00	10 846 389,18	21 387 301,66	10 846 389,18	21 387 301,66	0,00	10 540 912,48
70613	Abonnement ou redevance pour enlèvement	0,00	0,00	0,00	0,00	12 745,42	512 361,83	12 745,42	512 361,83	0,00	499 616,41
	Sous Total compte 7061	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 859 134,60**	**21 899 663,49**	**10 859 134,60**	**21 899 663,49**	**0,00**	**11 040 528,89**
7062	Redevances et droits des services à cara	0,00	0,00	0,00	0,00	82,00	234 219,29	82,00	234 219,29	0,00	234 137,29
70631	A caractère sportif	0,00	0,00	0,00	0,00	2 190,10	3 382 962,60	2 190,10	3 382 962,60	0,00	3 380 772,50
70632	A caractère de loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	290 447,30	0,00	290 447,30	0,00	290 447,30
	Sous Total compte 7063	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 190,10**	**3 673 409,90**	**2 190,10**	**3 673 409,90**	**0,00**	**3 671 219,80**
706888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	3 462,90	245 663,21	3 462,90	245 663,21	0,00	242 200,31
	Sous Total compte 70688	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 462,90**	**245 663,21**	**3 462,90**	**245 663,21**	**0,00**	**242 200,31**
	Sous Total compte 7068	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 462,90**	**245 663,21**	**3 462,90**	**245 663,21**	**0,00**	**242 200,31**
	Sous Total compte 706	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 864 869,60**	**26 052 955,89**	**10 864 869,60**	**26 052 955,89**	**0,00**	**15 188 086,29**
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	0,00	0,00	0,00	116,00	541 493,24	116,00	541 493,24	0,00	541 377,24
708421	non dotés de la personnalité morale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 678 952,85	0,00	18 678 952,85	0,00	18 678 952,85
	Sous Total compte 70842	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 678 952,85**	**0,00**	**18 678 952,85**	**0,00**	**18 678 952,85**
70843	au CCAS/CIAS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 508 245,47	0,00	4 508 245,47	0,00	4 508 245,47
70844	à la caisses des écoles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	501 802,04	0,00	501 802,04	0,00	501 802,04
70845	aux communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	219 251 794,50	0,00	219 251 794,50	0,00	219 251 794,50

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
70848	aux autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	412 365,30	3 990 885,23	412 365,30	3 990 885,23	0,00	3 578 519,93
	Sous Total compte 7084	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**412 365,30**	**246 931 680,09**	**412 365,30**	**246 931 680,09**	**0,00**	**246 519 314,79**
708721	non dotés de la personnalité morale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 284 901,61	0,00	7 284 901,61	0,00	7 284 901,61
	Sous Total compte 70872	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 284 901,61**	**0,00**	**7 284 901,61**	**0,00**	**7 284 901,61**
70874	par la caisses des écoles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 649,70	0,00	11 649,70	0,00	11 649,70
70875	par les communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 086 951,67	0,00	14 086 951,67	0,00	14 086 951,67
70878	par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	164 987,48	0,00	164 987,48	0,00	164 987,48
	Sous Total compte 7087	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 548 490,46**	**0,00**	**21 548 490,46**	**0,00**	**21 548 490,46**
7088	Autres produits d'activités annexes (abo	0,00	0,00	0,00	0,00	27 451,64	528 861,73	27 451,64	528 861,73	0,00	501 410,09
	Sous Total compte 708	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**439 932,94**	**269 550 525,52**	**439 932,94**	**269 550 525,52**	**0,00**	**269 110 592,58**
	Sous Total compte 70	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 309 489,34**	**300 179 730,52**	**11 309 489,34**	**300 179 730,52**	**0,00**	**288 870 241,18**
73111	Impôts directs locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	120 317 776,00	0,00	120 317 776,00	0,00	120 317 776,00
73113	Taxe sur les surfaces commerciales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 858 228,00	0,00	6 858 228,00	0,00	6 858 228,00
73114	Imposition forfaitaire sur les entrepris	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 315 754,00	0,00	3 315 754,00	0,00	3 315 754,00
73118	Autres contributions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 079 015,00	0,00	3 079 015,00	0,00	3 079 015,00
	Sous Total compte 7311	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**133 570 773,00**	**0,00**	**133 570 773,00**	**0,00**	**133 570 773,00**
73133	Taxe d'enlèvement des ordures ménagères	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	72 603 889,00	0,00	72 603 889,00	0,00	72 603 889,00
	Sous Total compte 7313	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**72 603 889,00**	**0,00**	**72 603 889,00**	**0,00**	**72 603 889,00**
73141	Accise sur lélectricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	272 798,24	0,00	272 798,24	0,00	272 798,24
73143	Redevance des mines	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	350,00	0,00	350,00	0,00	350,00
	Sous Total compte 7314	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**273 148,24**	**0,00**	**273 148,24**	**0,00**	**273 148,24**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
731721	Taxe de séjour	0,00	0,00	0,00	0,00	174,78	9 207 264,01	174,78	9 207 264,01	0,00	9 207 089,23
	Sous Total compte 73172	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**174,78**	**9 207 264,01**	**174,78**	**9 207 264,01**	**0,00**	**9 207 089,23**
	Sous Total compte 7317	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**174,78**	**9 207 264,01**	**174,78**	**9 207 264,01**	**0,00**	**9 207 089,23**
7318	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	17,57	920 189,94	17,57	920 189,94	0,00	920 172,37
	Sous Total compte 731	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**192,35**	**216 575 264,19**	**192,35**	**216 575 264,19**	**0,00**	**216 575 071,84**
73211	Attribution de compensation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 492 709,00	0,00	2 492 709,00	0,00	2 492 709,00
	Sous Total compte 7321	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 492 709,00**	**0,00**	**2 492 709,00**	**0,00**	**2 492 709,00**
73221	FNGIR	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 354 204,00	0,00	24 354 204,00	0,00	24 354 204,00
732221	Fonds de péréquation des ressources comm	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 080 069,00	0,00	6 080 069,00	0,00	6 080 069,00
	Sous Total compte 73222	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 080 069,00**	**0,00**	**6 080 069,00**	**0,00**	**6 080 069,00**
	Sous Total compte 7322	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 434 273,00**	**0,00**	**30 434 273,00**	**0,00**	**30 434 273,00**
	Sous Total compte 732	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**32 926 982,00**	**0,00**	**32 926 982,00**	**0,00**	**32 926 982,00**
7351	Fraction compensatoire de la TFPB et de	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	93 668 325,00	0,00	93 668 325,00	0,00	93 668 325,00
7352	Fraction compensatoire de la CVAE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 109 054,00	0,00	55 109 054,00	0,00	55 109 054,00
7358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	393 500,00	0,00	393 500,00	0,00	393 500,00
	Sous Total compte 735	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**149 170 879,00**	**0,00**	**149 170 879,00**	**0,00**	**149 170 879,00**
7391118	Autres restitutions au titre des dégrève	0,00	0,00	0,00	0,00	26 781,12	0,00	26 781,12	0,00	26 781,12	0,00
	Sous Total compte 739111	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**26 781,12**	**0,00**	**26 781,12**	**0,00**	**26 781,12**	**0,00**
	Sous Total compte 73911	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**26 781,12**	**0,00**	**26 781,12**	**0,00**	**26 781,12**	**0,00**
	Sous Total compte 7391	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**26 781,12**	**0,00**	**26 781,12**	**0,00**	**26 781,12**	**0,00**
739211	Attribution de compensation	0,00	0,00	0,00	0,00	73 777 570,00	0,00	73 777 570,00	0,00	73 777 570,00	0,00
739212	Dotation de solidarité communautaire	0,00	0,00	0,00	0,00	14 692 814,00	0,00	14 692 814,00	0,00	14 692 814,00	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
739218	Autres prélèvements pour reversements de	0,00	0,00	0,00	0,00	10 472 657,00	0,00	10 472 657,00	0,00	10 472 657,00	0,00
	Sous Total compte 73921	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**98 943 041,00**	**0,00**	**98 943 041,00**	**0,00**	**98 943 041,00**	**0,00**
7392221	Fonds de péréquation des ressources comm	0,00	0,00	0,00	0,00	856 970,00	0,00	856 970,00	0,00	856 970,00	0,00
	Sous Total compte 739222	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**856 970,00**	**0,00**	**856 970,00**	**0,00**	**856 970,00**	**0,00**
	Sous Total compte 73922	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**856 970,00**	**0,00**	**856 970,00**	**0,00**	**856 970,00**	**0,00**
	Sous Total compte 7392	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**99 800 011,00**	**0,00**	**99 800 011,00**	**0,00**	**99 800 011,00**	**0,00**
7398	Reversements, restitutions et prélèvemen	0,00	0,00	0,00	0,00	745 080,15	0,00	745 080,15	0,00	745 080,15	0,00
	Sous Total compte 739	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**100 571 872,27**	**0,00**	**100 571 872,27**	**0,00**	**100 571 872,27**	**0,00**
	Sous Total compte 73	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**100 572 064,62**	**398 673 125,19**	**100 572 064,62**	**398 673 125,19**	**0,00**	**298 101 060,57**
741124	Dotation d'intercommunalité des EPCI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 383 616,00	0,00	15 383 616,00	0,00	15 383 616,00
741126	Dotation de compensation des EPCI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	63 716 938,00	0,00	63 716 938,00	0,00	63 716 938,00
	Sous Total compte 74112	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**79 100 554,00**	**0,00**	**79 100 554,00**	**0,00**	**79 100 554,00**
	Sous Total compte 7411	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**79 100 554,00**	**0,00**	**79 100 554,00**	**0,00**	**79 100 554,00**
	Sous Total compte 741	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**79 100 554,00**	**0,00**	**79 100 554,00**	**0,00**	**79 100 554,00**
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	6 079,75	1 060 553,18	6 079,75	1 060 553,18	0,00	1 054 473,43
74611	DGD	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	319 282,00	0,00	319 282,00	0,00	319 282,00
	Sous Total compte 7461	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**319 282,00**	**0,00**	**319 282,00**	**0,00**	**319 282,00**
	Sous Total compte 746	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**319 282,00**	**0,00**	**319 282,00**	**0,00**	**319 282,00**
74718	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	88 346,12	2 033 579,09	88 346,12	2 033 579,09	0,00	1 945 232,97
	Sous Total compte 7471	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**88 346,12**	**2 033 579,09**	**88 346,12**	**2 033 579,09**	**0,00**	**1 945 232,97**
7472	Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	935 617,78	0,00	935 617,78	0,00	935 617,78
7473	Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	112 862,49	0,00	112 862,49	0,00	112 862,49

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
74771	Fonds social européen	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 675 220,73	0,00	1 675 220,73	0,00	1 675 220,73
74772	FEDER	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 160,45	0,00	17 160,45	0,00	17 160,45
74778	Autres fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	15 170,13	131 726,78	15 170,13	131 726,78	0,00	116 556,65
	Sous Total compte 7477	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 170,13**	**1 824 107,96**	**15 170,13**	**1 824 107,96**	**0,00**	**1 808 937,83**
747818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	50 000,00	40 000,00	50 000,00	0,00	10 000,00
	Sous Total compte 74781	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 000,00**	**50 000,00**	**40 000,00**	**50 000,00**	**0,00**	**10 000,00**
747888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	835 990,00	2 335 215,76	835 990,00	2 335 215,76	0,00	1 499 225,76
	Sous Total compte 74788	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**835 990,00**	**2 335 215,76**	**835 990,00**	**2 335 215,76**	**0,00**	**1 499 225,76**
	Sous Total compte 7478	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**875 990,00**	**2 385 215,76**	**875 990,00**	**2 385 215,76**	**0,00**	**1 509 225,76**
	Sous Total compte 747	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**979 506,25**	**7 291 383,08**	**979 506,25**	**7 291 383,08**	**0,00**	**6 311 876,83**
748312	D.C.R.T.P.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 748 330,00	0,00	7 748 330,00	0,00	7 748 330,00
	Sous Total compte 74831	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 748 330,00**	**0,00**	**7 748 330,00**	**0,00**	**7 748 330,00**
74832	État - Compensation au titre de la Contr	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 541 028,00	0,00	18 541 028,00	0,00	18 541 028,00
74833	État - Compensation au titre des exonéra	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	849 904,00	0,00	849 904,00	0,00	849 904,00
74834	État - compensation au titre des exonéra	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	591 137,00	0,00	591 137,00	0,00	591 137,00
748388	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 611 904,90	0,00	17 611 904,90	0,00	17 611 904,90
	Sous Total compte 74838	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 611 904,90**	**0,00**	**17 611 904,90**	**0,00**	**17 611 904,90**
	Sous Total compte 7483	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**45 342 303,90**	**0,00**	**45 342 303,90**	**0,00**	**45 342 303,90**
74888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 989,00	0,00	10 989,00	0,00	10 989,00
	Sous Total compte 7488	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 989,00**	**0,00**	**10 989,00**	**0,00**	**10 989,00**
	Sous Total compte 748	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**45 353 292,90**	**0,00**	**45 353 292,90**	**0,00**	**45 353 292,90**
	Sous Total compte 74	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**985 586,00**	**133 125 065,16**	**985 586,00**	**133 125 065,16**	**0,00**	**132 139 479,16**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	260 903,19	4 147 112,02	260 903,19	4 147 112,02	0,00	3 886 208,83
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	269 256,00	425 510,08	269 256,00	425 510,08	0,00	156 254,08
7574	Subventions de fonctionnement des person	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
	Sous Total compte 757	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**	**0,00**	**10 000,00**	**0,00**	**10 000,00**
75813	Redevances versées par les fermiers et c	0,00	0,00	0,00	0,00	143 813,00	8 763 412,11	143 813,00	8 763 412,11	0,00	8 619 599,11
	Sous Total compte 7581	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**143 813,00**	**8 763 412,11**	**143 813,00**	**8 763 412,11**	**0,00**	**8 619 599,11**
7584	Recouvrement sur créances admises en non	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 439,82	0,00	48 439,82	0,00	48 439,82
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	2 119 656,44	26 926 092,75	2 119 656,44	26 926 092,75	0,00	24 806 436,31
	Sous Total compte 7588	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 119 656,44**	**26 926 092,75**	**2 119 656,44**	**26 926 092,75**	**0,00**	**24 806 436,31**
	Sous Total compte 758	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 263 469,44**	**35 737 944,68**	**2 263 469,44**	**35 737 944,68**	**0,00**	**33 474 475,24**
	Sous Total compte 75	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 793 628,63**	**40 320 566,78**	**2 793 628,63**	**40 320 566,78**	**0,00**	**37 526 938,15**
761	Produits de participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	996 130,44	0,00	996 130,44	0,00	996 130,44
7621	Produits des autres immobilisations fina	0,00	0,00	0,00	0,00	31,34	4 085,84	31,34	4 085,84	0,00	4 054,50
	Sous Total compte 762	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**31,34**	**4 085,84**	**31,34**	**4 085,84**	**0,00**	**4 054,50**
764	Revenus des valeurs mobilières de placem	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,06	0,00	2,06	0,00	2,06
7688	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 567,18	0,00	17 567,18	0,00	17 567,18
	Sous Total compte 768	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 567,18**	**0,00**	**17 567,18**	**0,00**	**17 567,18**
	Sous Total compte 76	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**31,34**	**1 017 785,52**	**31,34**	**1 017 785,52**	**0,00**	**1 017 754,18**
773	Mandats annulés (sur exercices antérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 318 636,64	0,00	8 318 636,64	0,00	8 318 636,64
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 986 649,97	0,00	11 986 649,97	0,00	11 986 649,97
7761	Différences sur réalisations (négatives)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	390 835,00	0,00	390 835,00	0,00	390 835,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 776	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**390 835,00**	**0,00**	**390 835,00**	**0,00**	**390 835,00**
777	Recettes et quote-part des subventions d	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 173 645,87	0,00	8 173 645,87	0,00	8 173 645,87
	Sous Total compte 77	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**28 869 767,48**	**0,00**	**28 869 767,48**	**0,00**	**28 869 767,48**
7815	Reprises sur provisions pour risques et	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 140 000,00	0,00	7 140 000,00	0,00	7 140 000,00
	Sous Total compte 781	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 140 000,00**	**0,00**	**7 140 000,00**	**0,00**	**7 140 000,00**
	Sous Total compte 78	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 140 000,00**	**0,00**	**7 140 000,00**	**0,00**	**7 140 000,00**
	Total classe 7	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**115 660 799,93**	**909 326 040,65**	**115 660 799,93**	**909 326 040,65**	**100 571 872,27**	**894 237 112,99**
	Total général	**5 947 161 160,37**	**5 947 161 160,37**	**5 219 715 072,16**	**5 170 096 610,27**	**1 340 463 650,43**	**1 390 082 112,32**	**12 507 339 882,96**	**12 507 339 882,96**	**7 007 856 797,70**	**7 007 856 797,70**

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**89 824 428,90**	**33 789 990,18**	**1 208 269,73**	**1 254 649,04**	**7 639 955,95**	**56 498 445,69**	**24 480,29**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	2 618 510,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	48 943,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	76 817 773,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	9 249 142,32	0,00	48 152,02	0,00	936 275,52	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	85 002,45	1 208 269,73	0,00	3 341 700,00	601 758,06	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	11 983 028,94	0,00	1 206 497,02	551,66	1 212 828,69	24 480,29	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	12 423 873,47	0,00	0,00	156 057,68	53 747 583,42	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	1 668 546,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	8 719 598,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	4 141 646,61	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**79 909 016,77**	**172 633 485,54**	**1 630 691,15**	**0,00**	**636 485,34**	**19 914 915,64**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	58 604 038,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	1 160 955,43	14 102 290,16	1 630 691,15	0,00	636 485,34	19 886 568,23	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	15 118 071,40	158 380 562,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 900,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	6 048,00	0,00	0,00	0,00	27,91	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	144 585,38	0,00	0,00	0,00	2 419,50	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	5 025 951,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRESENTATION CROISEE , SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**58 901 564,54**	**3 085 182,50**	**23 276 180,31**	**102 259 994,18**		**377 763 141,31**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		2 618 510,22
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		48 943,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		76 817 773,72
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	1 769 020,65	61 201,94	1 294 933,09	3 154 899,08		16 513 624,62
204	Subventions d'équipement versées	27 185 163,42	2 482 956,30	254 441,40	7 015 777,22		42 175 068,58
21	Immobilisations corporelles	12 525 211,89	431 588,69	19 619 714,73	21 810 596,58		68 814 498,49
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	15 375 055,07	109 435,57	1 448 898,50	67 818 514,26		151 079 417,97
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		1 668 546,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		8 719 598,96
45	Opérations pour compte de tiers	2 047 113,51	0,00	658 192,59	2 460 207,04		9 307 159,75
RECETTES		**18 197 110,39**	**808 479,24**	**1 586 779,14**	**13 549 311,54**		**308 866 274,75**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		58 604 038,06
13	Subventions d'investissement	16 751 776,33	808 479,24	1 469 261,00	12 461 129,63		68 907 636,51
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		173 498 633,40
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		25 900,00
204	Subventions d'équipement versées	13 385,00	0,00	3 300,00	58 577,41		75 262,41
21	Immobilisations corporelles	1 184,06	0,00	0,00	92 874,16		100 134,13
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	116 714,59		263 719,47
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		5 025 951,88
45	Opérations pour compte de tiers	1 430 765,00	0,00	114 218,14	820 015,75		2 364 998,89

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**124 096 439,87**	**152 400 178,65**	**869 232,03**	**53 080 268,42**	**72 962 486,28**	**83 128 113,65**	**48 586 281,52**	**0,00**
011	Charges à caractère général	182 621,45	64 175 300,23	0,00	813 823,08	50 779,57	7 305 468,31	907 261,99	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	81 967 968,37	0,00	20 746 757,13	72 039 457,39	67 370 607,00	31 346 314,28	0,00
014	Atténuations de produits	99 826 792,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	258 079,25	6 013 849,17	869 232,03	31 519 688,21	872 249,32	8 452 038,34	16 332 705,25	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	243 060,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	17 386 389,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	171 456,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	6 271 101,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**535 928 370,62**	**256 971 116,25**	**1 675 220,73**	**93 241,01**	**0,00**	**6 557 214,46**	**1 775 294,35**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	1 574 087,46	0,00	0,00	0,00	22 211,18	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	21 259 433,28	247 327 914,97	0,00	0,00	0,00	4 135 130,19	16 544,65	0,00
73	Impôts et taxes	182 097 861,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	206 445 999,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	125 531 885,33	175 508,01	1 675 220,73	76 700,00	0,00	80 948,45	1 086 359,89	0,00
75	Autres produits de gestion courante	48 439,82	5 968 796,57	0,00	16 541,01	0,00	2 072 649,43	672 389,81	0,00
76	Produits financiers	17 569,14	984 809,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	327 183,05	0,00	0,00	0,00	0,00	246 275,21	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	200 000,00	940 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**52 658 907,76**	**16 306 102,03**	**105 370 299,84**	**60 160 913,09**		**769 619 223,14**
011	Charges à caractère général	0,00	4 425 153,46	1 615 821,20	38 182 178,39	7 856 516,65		125 514 924,33
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	44 471 595,91	3 945 278,52	57 528 410,14	3 685 701,10		383 102 089,84
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	745 080,15	0,00	0,00		100 571 872,27
65	Autres charges de gestion courante	0,00	3 762 158,39	9 999 922,16	9 659 711,31	48 618 695,34		136 358 328,77
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		243 060,88
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		17 386 389,26
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		171 456,10
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		6 271 101,69
RECETTES		**0,00**	**19 373 332,58**	**11 852 716,71**	**44 439 296,39**	**9 490 953,59**		**888 156 756,69**
013	Atténuations de charges	0,00	476 538,70	0,00	411 287,23	0,00		2 484 124,57
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	441 845,10	0,00	12 294 838,55	3 394 534,44		288 870 241,18
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		182 097 861,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	10 127 261,60	1 811,24	0,00		216 575 071,84
74	Dotations et participations	0,00	732 057,63	840 600,76	1 721 495,76	218 702,60		132 139 479,16
75	Autres produits de gestion courante	0,00	6 049 443,66	884 854,35	15 996 400,95	5 817 422,55		37 526 938,15
76	Produits financiers	0,00	0,80	0,00	0,00	15 375,00		1 017 754,18
77	Produits spécifiques	0,00	11 673 446,69	0,00	8 013 462,66	44 919,00		20 305 286,61
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	6 000 000,00	0,00		7 140 000,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	A3

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	618 400 000,00	497 724 193,99	5 505 525,39	115 170 280,62
RECETTES	618 400 000,00	447 439 483,57	10 000 000,00	160 960 516,43
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	880 100 000,00	850 781 450,24	0,00	29 318 549,76
RECETTES	880 100 000,00	896 878 699,19	0,00	-16 778 699,19

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget)

BUDGET EUROMET EAU/ N°SIRET : 24670048800033

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	45 150 000,00	33 054 189,75	687 370,91	11 408 439,34
RECETTES	45 300 000,00	25 346 927,71	0,00	19 953 072,29
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	65 600 000,00	46 592 588,74	0,00	19 007 411,26
RECETTES	65 600 000,00	63 170 333,06	0,00	2 429 666,94

BUDGET EUROMET ASSAINISSEMENT/ N°SIRET : 24670048800074

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	88 300 000,00	81 951 985,98	174 655,95	6 173 358,07
RECETTES	88 300 000,00	68 827 555,09	10 000 000,00	9 472 444,91
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	55 300 000,00	53 820 497,08	0,00	1 479 502,92
RECETTES	55 300 000,00	53 629 529,47	0,00	1 670 470,53

BUDGET EUROMET ZAI/ N°SIRET : 24670048800058

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	12 123 574,28	3 893 091,20	0,00	8 230 483,08
RECETTES	12 123 574,28	6 050 197,74	0,00	6 073 376,54
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	15 294 574,28	5 105 956,20	0,00	10 188 618,08
RECETTES	15 294 574,28	5 105 956,20	0,00	10 188 618,08

BUDGET EUROMET MOBILITES ACTIVES/ N°SIRET : 24670048800090				
SECTION	**Prévisions**	**Réalisations – mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits sans emploi**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	33 100 000,00	28 837 275,72	27 621,00	4 235 103,28
RECETTES	33 100 000,00	26 284 504,35	0,00	6 815 495,65
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	208 700 000,00	204 427 494,36	0,00	4 272 505,64
RECETTES	208 700 000,00	210 117 747,63	0,00	-1 417 747,63

(1) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	797 073 574,28	645 460 736,64	6 395 173,25	145 217 664,39
RECETTES	797 223 574,28	573 948 668,46	20 000 000,00	203 274 905,82
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	1 224 994 574,28	1 160 727 986,62	0,00	64 266 587,66
RECETTES	1 224 994 574,28	1 228 902 265,55	0,00	-3 907 691,27

(1) Y compris les rattachements.

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (cf. liste des principales opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	797 073 574,28	645 460 736,64	6 395 173,25	145 217 664,39
RECETTES	797 223 574,28	573 948 668,46	20 000 000,00	203 274 905,82
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	1 224 994 574,28	1 160 727 986,62	0,00	64 266 587,66
RECETTES	1 224 994 574,28	1 228 902 265,55	0,00	-3 907 691,27
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**2 022 068 148,56**	**1 806 188 723,26**	**6 395 173,25**	**209 484 252,05**
TOTAL GENERAL DES RECETTES	**2 022 218 148,56**	**1 802 850 934,01**	**20 000 000,00**	**199 367 214,55**

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
MIN554274EUR (709)	15/07/2020	30 000 000,00	45 000 000,00	286 568,61	45 000 000,00	0,00
MIN554313EUR (710)	15/07/2020	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
MIN552556UR (708)	28/06/2024	20 000 000,00	0,00	386 826,55	20 000 000,00	0,00
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**50 000 000,00**	**45 000 000,00**	**673 395,16**	**65 000 000,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**505 000 000,00**									
067 - 602 (602)	Agence France Locale	16/10/2015	2015-12-20	20/03/2016	10 000 000,00	F	FIXE	1,380	1,424		T	C	O	A-1
1190-1192 - 605 (605)	Agence France Locale	05/11/2019	2019-12-20	20/03/2020	20 000 000,00	F	FIXE	0,240	1,364		T	C	O	A-1
1508 - 606 (606)	Agence France Locale	05/10/2020	2020-10-20	20/12/2020	20 000 000,00	F	FIXE	0,340	0,345		T	C	O	A-1
1820 - 607 (607)	Agence France Locale	09/07/2021	2021-07-26	20/09/2021	10 000 000,00	F	FIXE	0,470	0,478		T	C	O	A-1
202 (202)	EMPRUNT OBLIGATAIRE	22/07/2014	2014-07-24	24/07/2034	50 000 000,00	F	FIXE	2,810	2,809		X	F	O	A-1
220/0048662 - 603 (603)	Agence France Locale	25/11/2016	2016-12-20	20/03/2017	20 000 000,00	V	EURIBOR03M	0,460	0,469		T	C	O	A-1
2225-2226 - 609 (609)	Agence France Locale	29/06/2022	2023-06-20	20/09/2023	20 000 000,00	V	EURIBOR03M	0,340	4,457		T	C	O	A-1
500 (500)	EMPRUNT OBLIGATAIRE	25/07/2014	2014-07-29	29/07/2030	30 000 000,00	F	FIXE	2,700	2,698		X	F	O	A-1
600 (600)	Agence France Locale	16/06/2015	2015-06-20	20/06/2016	30 000 000,00	V	EURIBOR12M	0,732	0,792		A	C	O	A-1
6006 (6006)	EMPRUNT OBLIGATAIRE	16/07/2013	2013-07-18	18/07/2033	65 000 000,00	F	FIXE	3,500	3,498		X	F	O	A-1
608 (608)	Agence France Locale	01/12/2021	2021-12-20	20/03/2022	20 000 000,00	F	FIXE	0,495	0,503		T	C	N	A-1
610 (610)	Agence France Locale	04/11/2022	2022-12-29	20/05/2023	40 000 000,00	V	EURIBOR03M	1,998	3,326		T	C	N	A-1
611 (611)	Agence France Locale	06/07/2023	2023-07-20	20/10/2023	30 000 000,00	V	EURIBOR03M	4,330	3,483		T	C	O	A-1
612-3114/0048862 (612)	Agence France Locale	16/11/2023	2023-12-20	20/03/2024	20 000 000,00	V	EURIBOR03M	4,673	3,230		T	C	O	A-1
613-3229-3232 (613)	Agence France Locale	12/12/2023	2024-06-20	20/09/2024	20 000 000,00	V	EURIBOR03M	4,828	3,860		T	C	O	A-1
614-3616 (614)	Agence France Locale	25/06/2024	2024-07-05	20/09/2024	20 000 000,00	V	EURIBOR03M	5,145	3,681		T	C	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
68 - 601 (601)	Agence France Locale	16/10/2015	2015-12-20	20/03/2016	10 000 000,00	V	EURIBOR03M	0,265	0,514		T	C	O	A-1
780.134/00014 - 6000 (6000)	EMPRUNT OBLIGATAIRE	03/11/2005	2005-12-13	13/12/2006	20 000 000,00	V	EURIBOR12M	3,931	1,913		A	C	O	A-1
787/795-604 (604)	Agence France Locale	21/11/2018	2018-12-28	20/06/2019	10 000 000,00	V	EONIA	-0,156	0,161		T	C	O	A-1
909.676/00013 - 6002 (6002)	EMPRUNT OBLIGATAIRE	08/11/2006	2006-12-15	15/12/2007	20 000 000,00	V	EURIBOR12M	4,910	1,869		A	C	O	A-1
914.396/00012 - 6003 (6003)	EMPRUNT OBLIGATAIRE	28/11/2007	2007-12-20	20/12/2008	10 000 000,00	V	EURIBOR12M	3,307	1,377		A	C	O	A-1
915.188/00022 - 6004 (6004)	EMPRUNT OBLIGATAIRE	01/12/2008	2008-12-19	19/12/2009	10 000 000,00	V	EURIBOR12M	2,240	2,112		A	C	O	A-1
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**832 484 386,43**									
1641 Emprunts en euros (total)					777 484 386,43									
(10000)	Banque internationale à Luxembourg	31/12/1899	2024-12-18	18/12/2025	30 000 000,00	F	FIXE	2,905	2,917		A	C	O	A-1
(10001)	Banque internationale à Luxembourg	29/08/2025	2025-09-02	02/09/2026	30 000 000,00	V	EURIBOR12M	2,859	3,680		A	C	O	A-1
(250)	SOCIETE FINANCIERE DE LA NEF	15/07/2021	2021-07-27	27/07/2022	4 000 000,00	F	FIXE	0,650	0,660		A	C	O	A-1
(900)	Banque Européenne d'Investissement	28/10/2024	2024-11-12	12/02/2025	36 000 000,00	F	FIXE	2,980	3,014		T	C	O	A-1
(901)	Banque Européenne d'Investissement	31/12/1899	2025-12-01	01/03/2026	42 000 000,00	F	FIXE	3,410	3,454		T	C	O	A-1
0031662M-C 701578-1089 (1089)	Crédit Foncier	24/10/2011	2011-10-31	31/01/2012	10 000 000,00	F	FIXE	4,310	4,386		T	C	O	A-1
0102120101000202-13019 (13019)	Crédit Mutuel	03/04/2007	2016-12-31	31/01/2017	379 015,26	F	FIXE	4,000	4,076		M	P	O	A-1
042 2713348 01 (321)	ARKEA BANQUES ENTREPRISES	10/12/2021	2021-12-29	30/03/2022	7 000 000,00	V	EURIBOR03M	-0,358	2,527		T	C	N	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
10278 01021 00020101001 (13021	Crédit Mutuel	12/12/2024	2024-12-31	31/12/2024	3 248 937,22	F	FIXE	3,470	3,676		T	P	O	A-1
102780016000034302008 (13022)	Crédit Mutuel	20/11/2025	2025-12-17	31/03/2026	15 000 000,00	F	FIXE	3,500	3,560		T	C	O	A-1
1259115 - 3396 (3396)	Caisse des Dépôts et Consignation	10/12/2013	2014-01-01	01/01/2015	9 023 433,00	V	LIVRETA	1,850	1,449		A	C	O	A-1
13020 (13020)	Crédit Mutuel	24/08/2022	2023-01-06	31/01/2023	13 400 000,00	F	FIXE	1,600	1,617		T	C	O	A-1
139401-13014 (13014)	Crédit Mutuel	26/10/2011	2011-10-31	31/01/2012	10 000 000,00	F	FIXE	4,250	4,298		T	C	O	A-1
19006 (19006)	Société Générale	20/10/2020	2021-10-01	01/01/2022	10 000 000,00	V	EURIBOR03M	-0,158	2,504		T	C	O	A-1
19007 (19007)	Société Générale	24/08/2021	2021-12-29	07/04/2022	16 000 000,00	V	EURIBOR03M	-0,249	2,860		T	C	O	A-1
19008 (19008)	Société Générale	13/12/2021	2022-11-02	02/02/2023	20 000 000,00	V	EURIBOR03M	-0,334	3,075		T	C	N	A-1
200 (200)	BNP Paribas	11/04/2011	2011-04-18	18/07/2011	10 000 000,00	V	EURIBOR03M	2,348	0,879		T	C	O	A-1
201 (201)	BNP Paribas	15/06/2012	2012-06-29	29/09/2012	4 000 000,00	F	FIXE	4,950	5,036		T	P	O	A-1
2013-2028 - 400 (400)	Deutsche Pfandbriefbank Aktiengesellschaft	18/12/2013	2013-12-30	30/03/2014	30 000 000,00	V	EURIBOR03M	1,570	1,071		T	C	O	A-1
2016-2032 - 401 (401)	Deutsche Pfandbriefbank Aktiengesellschaft	08/12/2016	2017-03-31	30/06/2017	20 000 000,00	V	EURIBOR03M	0,019	0,356		T	P	O	A-1
2669/103/100 - 19005 (19005)	Société Générale	14/10/2020	2020-11-02	02/02/2021	10 000 000,00	V	EURIBOR03M	-0,158	2,376		T	C	O	A-1
286660 - 3394 (3394)	Caisse des Dépôts et Consignation	19/12/2011	2011-12-19	01/03/2012	10 000 000,00	V	LIVRETA	3,250	2,090		T	C	O	A-1
286660 - 3395 (3395)	Caisse des Dépôts et Consignation	19/12/2011	2012-03-01	01/06/2012	15 000 000,00	F	FIXE	3,600	3,599		T	C	O	A-1
320 (320)	ARKEA BANQUES ENTREPRISES	15/10/2020	2021-09-30	30/09/2022	10 000 000,00	V	EURIBOR12M	-0,183	2,910		A	C	O	A-1
322 (322)	ARKEA BANQUES ENTREPRISES	10/12/2021	2021-12-29	30/03/2022	3 000 000,00	V	EURIBOR03M	-0,418	2,821		T	C	N	A-1
5068321 - 3397 (3397)	Caisse des Dépôts et Consignation	19/12/2014	2015-01-01	01/01/2016	33 300 000,00	V	LIVRETA	2,000	1,777		A	C	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
5068332 - 3398 (3398)	Caisse des Dépôts et Consignation	19/12/2014	2015-01-01	01/01/2016	14 900 000,00	V	LIVRETA	2,000	1,777		A	C	O	A-1
5171845 - 3399 (3399)	Caisse des Dépôts et Consignation	22/12/2016	2017-01-01	01/01/2018	22 397 086,00	F	FIXE	0,000	0,000		A	C	O	A-1
5187768 - 3400 (3400)	Caisse des Dépôts et Consignation	15/05/2017	2017-07-01	01/07/2018	8 955 353,00	F	FIXE	0,000	0,000		A	C	O	A-1
5504300-1095 (1095-48006-)	Caisse d'Epargne	02/01/2018	2018-01-02	02/04/2018	5 499 999,95	V	EURIBOR03M	0,192	1,022		T	C	O	A-1
5612798 (3402-TIR-1)	Caisse des Dépôts et Consignation	28/07/2025	2025-10-14	31/07/2027	20 561 255,00	V	LIVRETA	2,100	1,955		X	F	O	A-1
5612927 (3403-TIR-1)	Caisse des Dépôts et Consignation	28/07/2025	2025-10-09	31/07/2027	10 819 307,00	V	LIVRETA	2,100	1,956		X	F	O	A-1
6042993181 - 300 (300)	Landesbank Saar	25/07/2012	2012-08-09	09/02/2013	10 000 000,00	F	FIXE	3,030	3,052		S	C	O	A-1
9040973-1090 (1090)	Caisse d'Epargne	15/06/2012	2012-06-30	30/09/2012	3 000 000,00	F	FIXE	5,210	5,317		T	C	O	A-1
9451817-1092 (1092)	Caisse d'Epargne	02/11/2015	2015-11-30	29/02/2016	10 000 000,00	F	FIXE	1,500	1,508		T	C	O	A-1
9846826-C711108-1093 (1093)	Crédit Foncier	12/12/2016	2017-01-31	30/04/2017	20 000 000,00	F	FIXE	0,820	0,833		T	P	O	A-1
C732369-GEE25056 (1096)	Crédit Foncier	10/11/2025	2025-11-21	21/02/2026	10 000 000,00	V	EURIBOR03M	2,960	3,023		T	C	O	A-1
CO8812-103 (103)	CACIB	02/11/2015	2016-12-30	31/03/2017	10 000 000,00	V	EURIBOR03M	0,391	1,791		T	C	O	A-1
CP0237-108 (108)	CACIB	18/12/2018	2019-03-29	30/06/2019	10 000 000,00	V	EURIBOR03M	-0,085	1,729		T	C	O	A-1
DD20298522 (323)	ARKEA BANQUES ENTREPRISES	29/07/2022	2022-08-30	30/11/2022	10 000 000,00	V	EURIBOR03M	0,400	3,443		T	C	O	A-1
J4220458-800 (800)	Crédit Coopératif	23/12/2019	2019-12-27	01/04/2020	20 000 000,00	F	FIXE	0,500	0,514		T	C	O	A-1
LBP-00002919 - 701 (701)	La Banque Postale	31/08/2017	2017-09-15	15/12/2017	10 000 000,00	V	EURIBOR03M	0,081	0,417		T	P	O	A-1
MIN529474EUR - 704 (704)	Caisse Française de Financement Local	08/11/2019	2020-12-11	01/04/2021	10 000 000,00	F	FIXE	0,380	0,386		T	C	O	A-1
MIN552556UR (708-TIR-2)	Caisse Française de Financement Local	04/07/2024	2025-08-01	01/08/2026	20 000 000,00	V	EURIBOR12M	4,162	3,363		A	C	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
MIN552558EUR (707-TIR-2)	Caisse Française de Financement Local	04/07/2024	2025-08-01	01/11/2025	20 000 000,00	F	FIXE	3,490	3,595		T	C	O	A-1
MIN554226EUR (TIR-2-706)	Caisse Française de Financement Local	04/12/2023	2024-12-14	01/01/2026	20 000 000,00	V	EURIBOR12M	4,288	3,508		A	C	O	A-1
MIN554274EUR (709-TIR-2)	Caisse Française de Financement Local	05/12/2024	2025-12-23	01/01/2027	30 000 000,00	V	EURIBOR12M	0,860	3,816		A	C	O	A-1
MIS266847EUR - 9104 (9104)	Caisse Française de Financement Local	19/11/2009	2009-12-09	01/04/2010	10 000 000,00	V	EURIBOR03M	0,980	0,772		T	P	O	A-1
MON514231EUR - 700 (700)	Caisse Française de Financement Local	29/11/2016	2017-01-01	01/01/2018	20 000 000,00	V	EURIBOR12M	0,034	1,341		A	P	O	A-1
MON532054EUR- 702 (702)	Caisse Française de Financement Local	08/11/2019	2019-11-08	01/04/2020	10 000 000,00	F	FIXE	0,300	0,301		T	C	O	A-1
MON545510eur - 705 (705)	Caisse Française de Financement Local	07/07/2022	2022-08-17	01/09/2023	20 000 000,00	V	EURIBOR12M	1,329	3,392		A	C	O	A-1
MPH532496EUR - 703 (703)	Caisse Française de Financement Local	08/11/2019	2019-12-11	01/01/2021	10 000 000,00	F	FIXE	0,150	0,933		A	C	O	A-1
ONE-9483769/9483776 - 19004 (1	Société Générale	04/08/2017	2017-08-11	11/11/2017	10 000 000,00	V	EURIBOR03M	0,041	1,690		T	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					55 000 000,00									
MIN5482228UR (708-TIR-1)	La Banque Postale	04/07/2024	2024-12-12	31/07/2025	20 000 000,00	V	ESTER	4,582	-99,977		X	F	O	A-1
MIN548239EUR (707-TIR-1)	La Banque Postale	04/07/2024	2024-12-27	31/07/2025	20 000 000,00	V	ESTER	4,652	-99,988		X	F	O	A-1
MIN549812EUR (709-TIR-1)	La Banque Postale	05/12/2024	2025-05-07	23/12/2025	15 000 000,00	V	ESTER	4,732	3,450		X	F	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de travaux et de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)(9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**1 337 484 386,43**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle, B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**1 000 000,00**		**358 958 333,20**					**20 500 000,04**	**10 561 489,67**	**0,00**	**2 492 890,09**
067 - 602 (602)	N	0,00	A-1	3 333 333,20	4,97	F	FIXE	1,380	666 666,68	52 740,28	0,00	1 277,78
1190-1192 - 605 (605)	N	0,00	A-1	12 000 000,04	8,97	F	EURIBOR03M	2,740	1 333 333,36	359 161,19	0,00	8 150,00
1508 - 606 (606)	N	0,00	A-1	13 000 000,07	9,72	F	FIXE	0,340	1 333 333,32	47 939,99	0,00	1 227,78
1820 - 607 (607)	N	0,00	A-1	6 999 999,94	10,47	F	FIXE	0,470	666 666,68	35 530,69	0,00	913,89
202 (202)	N	0,00	A-1	50 000 000,00	8,57	F	FIXE	2,810	0,00	1 405 000,00	0,00	619 739,73
220/0048662 - 603 (603)	N	0,00	A-1	8 000 000,12	5,98	V	EURIBOR03M	2,790	1 333 333,32	252 074,02	0,00	5 544,44
2225-2226 - 609 (609)	N	0,00	A-1	17 500 000,00	17,48	V	EURIBOR03M	2,740	1 000 000,00	506 496,58	0,00	11 885,42
500 (500)	N	0,00	A-1	30 000 000,00	4,58	F	FIXE	2,700	0,00	810 000,00	0,00	346 191,78
600 (600)	N	0,00	A-1	10 000 000,00	4,47	V	EURIBOR12M	4,360	2 000 000,00	530 466,67	0,00	154 862,50
6006 (6006)	N	0,00	A-1	65 000 000,00	7,55	F	FIXE	3,500	0,00	2 275 000,00	0,00	1 040 890,41
608 (608)	N	0,00	A-1	14 666 666,72	10,98	F	FIXE	0,495	1 333 333,32	78 205,41	0,00	2 016,67
610 (610)	N	0,00	A-1	34 500 000,00	17,14	V	EURIBOR03M	2,853	2 000 000,00	1 035 606,73	0,00	100 262,75
611 (611)	N	0,00	A-1	26 625 000,00	17,56	V	EURIBOR03M	3,246	1 500 000,00	906 911,93	0,00	145 447,94
612-3114/0048862 (612)	N	0,00	A-1	18 000 000,00	17,97	V	EURIBOR03M	3,030	1 000 000,00	575 502,86	0,00	16 045,33
613-3229-3232 (613)	N	0,00	A-1	18 500 000,00	18,47	V	EURIBOR03M	3,220	1 000 000,00	627 970,39	0,00	15 031,25
614-3616 (614)	N	0,00	A-1	18 500 000,00	18,47	V	EURIBOR03M	3,050	1 000 000,00	594 828,65	0,00	14 157,64
68 - 601 (601)	N	0,00	A-1	3 333 333,20	4,97	V	EURIBOR03M	2,830	666 666,68	108 627,80	0,00	2 347,22
780.134/00014 - 6000 (6000)	N	0,00	A-1	0,00	0,00	V	EURIBOR12M	2,459	1 000 000,00	25 068,13	0,00	0,00
787/795-604 (604)	N	0,00	A-1	5 499 999,91	8,22	V	EURIBOR03M	2,630	666 666,68	158 998,42	0,00	3 210,63
909.676/00013 - 6002 (6002)	O	1 000 000,00	B-1	1 000 000,00	0,96	V	TAUX STRUCTURES	3,250	1 000 000,00	66 318,77	0,00	1 261,52
914.396/00012 - 6003 (6003)	N	0,00	A-1	1 000 000,00	1,97	V	EURIBOR12M	2,524	500 000,00	38 596,16	0,00	642,78
915.188/00022 - 6004 (6004)	N	0,00	A-1	1 500 000,00	2,97	V	EURIBOR12M	3,474	500 000,00	70 445,00	0,00	1 782,63
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**521 319 913,62**					**33 685 207,57**	**9 594 276,02**	**0,00**	**3 573 968,45**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		521 319 913,62					33 685 207,57	8 525 809,70	0,00	3 573 968,45
(10000)	N	0,00	A-1	28 500 000,00	18,97	F	FIXE	2,905	1 500 000,00	871 500,00	0,00	31 756,03

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
(10001)	N	0,00	A-1	30 000 000,00	19,67	V	EURIBOR12M	2,859	0,00	0,00	0,00	287 274,17
(250)	N	0,00	A-1	2 933 333,32	10,58	F	FIXE	0,650	266 666,67	20 800,00	0,00	8 223,81
(900)	N	0,00	A-1	34 200 000,00	18,87	F	FIXE	2,980	1 800 000,00	1 052 685,02	0,00	138 472,83
(901)	N	0,00	A-1	42 000 000,00	19,92	F	FIXE	3,410	0,00	0,00	0,00	123 328,33
0031662M-C 701578-1089 (1089)	N	0,00	A-1	666 666,48	0,84	F	FIXE	4,310	666 666,68	46 691,65	0,00	4 737,94
0102120101000202-13019 (13019)	N	0,00	A-1	54 942,29	1,25	F	FIXE	4,000	42 020,94	3 113,70	0,00	5,91
042 2713348 01 (321)	N	0,00	A-1	5 133 333,28	11,00	V	EURIBOR03M	2,446	466 666,68	134 743,26	0,00	632,83
10278 01021 00020101001 (13021	N	0,00	A-1	2 983 475,60	11,25	F	FIXE	3,470	213 282,49	108 172,15	0,00	287,57
102780016000034302008 (13022)	N	0,00	A-1	15 000 000,00	20,00	F	FIXE	3,500	0,00	20 136,99	0,00	1 458,33
1259115 - 3396 (3396)	N	0,00	A-1	2 406 248,80	3,00	V	LIVRETA	3,600	601 562,20	108 281,20	0,00	86 624,96
13020 (13020)	N	0,00	A-1	11 390 000,00	16,83	F	FIXE	1,600	670 000,00	188 940,00	0,00	30 050,21
139401-13014 (13014)	N	0,00	A-1	666 666,48	0,83	F	FIXE	4,250	666 666,68	46 041,65	0,00	4 773,55
19006 (19006)	N	0,00	A-1	7 333 333,28	10,75	V	EURIBOR03M	2,918	666 666,68	230 223,26	0,00	44 340,59
19007 (19007)	N	0,00	A-1	13 000 000,00	16,02	V	EURIBOR03M	2,865	800 000,00	393 016,46	0,00	72 048,89
19008 (19008)	N	0,00	A-1	17 000 000,00	16,84	V	EURIBOR03M	2,695	1 000 000,00	482 141,36	0,00	64 600,00
200 (200)	N	0,00	A-1	333 333,14	0,30	V	EURIBOR03M	3,308	666 666,68	25 725,00	0,00	1 883,15
201 (201)	N	0,00	A-1	545 214,02	1,50	F	FIXE	4,950	341 754,12	37 626,12	0,00	224,90
2013-2028 - 400 (400)	N	0,00	A-1	6 000 000,00	3,00	V	EURIBOR03M	3,523	2 000 000,00	260 441,32	0,00	1 092,67
2016-2032 - 401 (401)	N	0,00	A-1	8 824 556,36	6,25	V	EURIBOR03M	2,605	1 344 552,97	255 940,12	0,00	580,70
2669/103/100 - 19005 (19005)	N	0,00	A-1	6 666 666,60	9,84	V	EURIBOR03M	2,815	666 666,68	202 681,61	0,00	26 666,67
286660 - 3394 (3394)	N	0,00	A-1	666 666,48	0,92	V	LIVRETA	3,375	666 666,68	36 893,20	0,00	1 534,55
286660 - 3395 (3395)	N	0,00	A-1	1 250 000,00	1,17	F	FIXE	3,600	1 000 000,00	66 607,43	0,00	3 823,76
320 (320)	N	0,00	A-1	7 333 333,32	10,75	V	EURIBOR12M	3,051	666 666,67	247 470,00	0,00	52 532,94
322 (322)	N	0,00	A-1	2 200 000,00	11,00	V	EURIBOR03M	2,392	200 000,00	56 477,58	0,00	263,88
5068321 - 3397 (3397)	N	0,00	A-1	16 650 000,00	9,00	V	LIVRETA	4,000	1 665 000,00	732 600,00	0,00	666 000,00
5068332 - 3398 (3398)	N	0,00	A-1	7 450 000,00	9,00	V	LIVRETA	4,000	745 000,00	327 800,00	0,00	298 000,00
5171845 - 3399 (3399)	N	0,00	A-1	13 438 251,60	11,00	F	FIXE	0,000	1 119 854,30	0,00	0,00	0,00
5187768 - 3400 (3400)	N	0,00	A-1	5 373 211,80	11,50	F	FIXE	0,000	447 767,65	0,00	0,00	0,00
5504300-1095 (1095-48006-)	N	0,00	A-1	333 333,33	0,26	V	EURIBOR03M	3,317	666 666,66	25 829,17	0,00	2 093,66
5612798 (3402-TIR-1)	N	0,00	A-1	20 561 255,00	1,58	V	LIVRETA	2,100	0,00	92 695,70	0,00	1 173,73
5612927 (3403-TIR-1)	N	0,00	A-1	10 819 307,00	1,58	V	LIVRETA	2,100	0,00	51 870,86	0,00	617,62
6042993181 - 300 (300)	N	0,00	A-1	1 333 333,42	1,61	F	FIXE	3,030	666 666,66	55 550,00	0,00	15 918,48
9040973-1090 (1090)	N	0,00	A-1	300 000,00	1,50	F	FIXE	5,210	200 000,00	22 142,50	0,00	43,42

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
9451817-1092 (1092)	N	0,00	A-1	3 333 333,20	4,92	F	FIXE	1,500	666 666,68	56 250,00	0,00	4 444,44
9846826-C711108-1093 (1093)	N	0,00	A-1	8 632 913,19	6,08	F	FIXE	0,820	1 340 710,34	77 668,06	0,00	11 926,56
C732369-GEE25056 (1096)	N	0,00	A-1	10 000 000,00	19,89	V	EURIBOR03M	2,960	0,00	0,00	0,00	33 711,11
CO8812-103 (103)	N	0,00	A-1	4 000 000,00	6,00	V	EURIBOR03M	2,975	666 666,67	133 542,76	0,00	304,33
CP0237-108 (108)	N	0,00	A-1	5 499 999,91	8,25	V	EURIBOR03M	2,515	666 666,68	151 152,82	0,00	348,18
DD20298522 (323)	N	0,00	A-1	8 375 000,00	16,66	V	EURIBOR03M	2,839	500 000,00	250 218,81	0,00	19 791,69
J4220458-800 (800)	N	0,00	A-1	12 333 333,41	9,00	F	FIXE	0,500	1 333 333,32	65 833,33	0,00	15 416,67
LBP-00002919 - 701 (701)	N	0,00	A-1	4 529 705,57	6,71	V	EURIBOR03M	2,754	666 917,41	138 405,31	0,00	5 368,96
MIN529474EUR - 704 (704)	N	0,00	A-1	6 833 333,27	10,00	F	FIXE	0,380	666 666,68	27 931,76	0,00	6 635,93
MIN552556UR (708-TIR-2)	N	0,00	A-1	20 000 000,00	19,59	V	EURIBOR12M	4,162	0,00	0,00	0,00	234 260,00
MIN552558EUR (707-TIR-2)	N	0,00	A-1	19 750 000,00	19,59	F	FIXE	3,490	250 000,00	178 377,78	0,00	116 793,82
MIN554226EUR (TIR-2-706)	N	0,00	A-1	20 000 000,00	19,00	V	EURIBOR12M	4,288	0,00	0,00	0,00	637 653,33
MIN554274EUR (709-TIR-2)	N	0,00	A-1	30 000 000,00	20,00	V	EURIBOR12M	0,860	0,00	0,00	0,00	23 445,00
MIS266847EUR - 9104 (9104)	N	0,00	A-1	0,00	0,00	V	EURIBOR01M	3,512	177 204,25	535,91	0,00	0,00
MON514231EUR - 700 (700)	N	0,00	A-1	9 415 404,64	6,00	V	EURIBOR12M	3,756	1 333 273,24	410 449,01	0,00	255 264,70
MON532054EUR- 702 (702)	N	0,00	A-1	6 166 666,59	9,00	F	FIXE	0,300	666 666,68	20 023,62	0,00	4 727,78
MON545510eur - 705 (705)	N	0,00	A-1	17 000 000,00	16,67	V	EURIBOR12M	3,468	1 000 000,00	632 910,00	0,00	204 346,61
MPH532496EUR - 703 (703)	N	0,00	A-1	6 666 666,65	9,00	F	FIXE	0,150	666 666,67	11 183,33	0,00	10 138,89
ONE-9483769/9483776 - 19004 (1	N	0,00	A-1	5 437 095,59	6,61	V	EURIBOR03M	2,795	659 640,86	166 489,89	0,00	18 324,37
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	1 068 466,32	0,00	0,00
MIN5482228UR (708-TIR-1)	N	0,00	A-1	0,00	0,00	V	ESTER	3,288	0,00	386 826,55	0,00	0,00
MIN548239EUR (707-TIR-1)	N	0,00	A-1	0,00	0,00	V	ESTER	3,358	0,00	395 071,16	0,00	0,00
MIN549812EUR (709-TIR-1)	N	0,00	A-1	0,00	0,00	V	ESTER	3,332	0,00	286 568,61	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)(10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**1 000 000,00**		**880 278 246,82**					**54 185 207,61**	**20 155 765,69**	**0,00**	**6 066 858,54**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver- ture éventu- elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Barrière simple (B)														
909.676/00013 - 6002 (6002)	EMPRUNT OBLIGATAIRE	1 000 000,00 19 000 000,00	1 000 000,00 0,00	1	20,00		EURIBOR12M+0,0295	EURIBOR12M+0,0295	0,00	EURIBOR12M	3,250	66 318,77	0,00	0,11
TOTAL (B)		**20 000 000,00**	**1 000 000,00**						**0,00**			**66 318,77**	**0,00**	**0,11**
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL		**20 000 000,00**	**1 000 000,00**						**0,00**			**66 318,77**	**0,00**	**0,11**

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS — B1.4

TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	77	0	0	0	0	
	% de l'encours	99,88	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	879 278 246,82	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	1	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,11	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE — B1.5

DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture								Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Taux variable simple (total)		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Taux complexe (total) (2)		**1 000 000,00**					**1 000 000,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
2675351C / P21359OBAR (6002)	909.676/00013 - 6002 (6002)	1 000 000,00	15/12/2026	CACIB	SWAP	Taux	1 000 000,00	15/12/2008	15/12/2026	A	0,00	0,00	0,00
Total		**1 000 000,00**					**1 000 000,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						3 891 995,77	70 286,34		
2675351C / P21359OBAR (6002)	909.676/00013 - 6002 (6002)	TAUX STRUCTURES	3,250	EURIBOR12M	2,420	3 891 995,77	70 286,34	A-1	B-1
Total						3 891 995,77	70 286,34		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT — B1.6

REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					**0,00**	**0,00**							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					**0,00**	**0,00**								**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N — B1.7

EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.8

DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 31/12/N	Annuité payée au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.9

AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS — B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 1524.49 €		08-nov.-1996
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	Etudes non suivies de réalisation travaux	5	08/01/1996
L	Logiciels bureautiques	5	08/11/1996
L	Autres applicatifs informatiques	5	08/11/1996
L	Voitures	5	08/11/1996
L	Camions et véhicules industriels	8	08/11/1996
L	Mobilier	10	08/11/1996
L	Matériel de bureau électrique ou électronique	5	08/11/1996
L	Matériel informatique	5	08/11/1996
L	Matériel classique	10	08/11/1996
L	Coffre-fort	20	08/11/1996
L	Installations et appareils de chauffage	10	08/11/1996
L	Appareils de levage-ascenseurs	20	08/11/1996
L	Appareils de laboratoire	5	08/11/1996
L	Equipements de garages et ateliers	10	08/11/1996
L	Equipements des cuisines	10	08/11/1996
L	Equipements sportifs	10	08/11/1996
L	Plantations	20	08/11/1996
L	Autres agencements et aménagements de terrains	20	08/11/1996
L	Bâtiments légers, abris	10	08/11/1996
L	Agencements et aménagements de bâtiments, installations électriques, téléphoniques et agen. divers	10	08/11/1996
L	Etudes / Participations	10	05/11/1999
L	Subv. d'équipement < à 10.000? (aux organismes de droit public et privé)	1	20/04/2012
L	Immeubles de rapport	50	26/06/2015
L	Bâtiments publics	50	18/12/2015
L	Subv. d'équipement > à 10.000? - Bien mobilier, matériel et études	5	29/12/2015
L	Subv. d'équipement > à 10.000? - Bâtiment et installations	30	29/12/2015
L	Subv. d'équipement > à 10.000? - Projets d'infrastructures d'intérêt national	40	29/12/2015
L	Mise aux normes et mise en sécurité des bâtiments industriels	5	18/12/2019
L	Subvention d?équipement - Mise aux normes et mise en sécurité des bâtiments industriels	5	18/12/2019
L	Dépenses ultérieurs immobilisées des biens historiques et culturels	20	01/01/2021

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	Bornes de recharges électriques	10	25/03/2022
L	2 roues électriques (vélos, biporteurs, trottinette)	5	16/12/2022
L	installations et panneaux photovoltaiques	20	16/12/2022
L	Agencement et aménagement de matériel et outillage	20	28/06/2023
L	Conteneur, bac, bac poubelle, bac à ordures, bac à composts et à biodéchets, benne	10	28/06/2023

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES — B3

PROVISIONS CONSTITUEES AU 31/12/N

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		**17 490 000,00**	**6 145 000,00**	**7 140 000,00**	**16 495 000,00**
Provisions pour litiges		**2 080 000,00**	**145 000,00**	**200 000,00**	**2 025 000,00**
Contentieux electricité construction PAPS PCI - CTX 2016-128	18/05/2018	450 000,00	0,00	0,00	450 000,00
Contentieux infiltrations gare - CTX 2018-246	24/09/2021	400 000,00	0,00	0,00	400 000,00
Contentieux marché construction PAPS PCPI - CTX 2018-052	24/09/2021	350 000,00	0,00	0,00	350 000,00
Contentieux marché Profil Armor	28/06/2022	200 000,00	0,00	0,00	200 000,00
Contentieux indemnitaire emprise canalisation - CTX 201-036 MOYEN	28/06/2022	110 000,00	0,00	0,00	110 000,00
Contentieux idemnitaire Société Felix Lewi CTX 2021-022	28/06/2023	100 000,00	0,00	100 000,00	0,00
Contentieux indemnitaire Sarl Lipsky & Rollet - CTX 2021-079	28/06/2023	100 000,00	0,00	100 000,00	0,00
PAPS PCPI - Garantie 1ère demande de l'assureur - liquidation judiciaire société - 2104622	28/06/2024	300 000,00	0,00	0,00	300 000,00
Recours indemnitaire - Travaux en septembre 2022 -Perte du chiffre d'affaire d'un commerce - 2304044	28/06/2024	70 000,00	0,00	0,00	70 000,00
Affaires RH 2308862 et 2405021	27/06/2025	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
indemnités Travaux 2500039 et 25NC00039	27/06/2025	0,00	45 000,00	0,00	45 000,00
Réparation préjudice 2408289	27/06/2025	0,00	70 000,00	0,00	70 000,00
Provisions pour pertes de change		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques		**15 410 000,00**	**6 000 000,00**	**6 940 000,00**	**14 470 000,00**
Sinistre piscine de Hautepierre	20/12/2013	810 000,00	0,00	0,00	810 000,00
Risques DSP	12/06/2020	1 600 000,00	0,00	940 000,00	660 000,00
Dépenses exceptionnelles UVE	28/06/2023	12 000 000,00	0,00	6 000 000,00	6 000 000,00
Déficit du budget annexe des zones d'aménagement	08/11/2024	1 000 000,00	1 000 000,00	0,00	2 000 000,00
Effort de redressement aux finances publiques	07/11/2025	0,00	5 000 000,00	0,00	5 000 000,00
Dépréciations (3)		**333 541,67**	**126 101,69**	**0,00**	**459 643,36**
- des immobilisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers		**333 541,67**	**126 101,69**	**0,00**	**459 643,36**

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
Créances irrécouvrables	24/11/2017	333 541,67	126 101,69	0,00	459 643,36
- des comptes financiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions semi-budgétaires		**17 823 541,67**	**6 271 101,69**	**7 140 000,00**	**16 954 643,36**
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour litiges		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour pertes de change		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des immobilisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes financiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions budgétaires		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS		**17 823 541,67**	**6 271 101,69**	**7 140 000,00**	**16 954 643,36**

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 401 — **Intitulé de l'opération : Ext. réseau tram - rembourst déviations réseaux p/les conces** — **Date de la délibération :**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**18 384 559,30**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 384 559,30**
4541101 Ext. réseau tram - rembourst déviations réseaux p/les conces (2)	18 384 559,30	0,00	0,00	0,00	0,00	18 384 559,30
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**18 384 559,30**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 384 559,30**
RECETTES (b)	**19 098 214,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 098 214,71**
4541201 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	19 098 214,71	0,00	0,00	0,00	0,00	19 098 214,71
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**19 098 214,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 098 214,71**

N° opération : 408 — **Intitulé de l'opération : BHNS - Déviations de réseaux** — **Date de la délibération :**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**1 853 644,05**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 853 644,05**
4541108 BHNS - Déviations de réseaux (2)	1 853 644,05	0,00	0,00	0,00	0,00	1 853 644,05
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**1 853 644,05**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 853 644,05**
RECETTES (b)	**1 768 389,05**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 768 389,05**
4541208 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	1 768 389,05	0,00	0,00	0,00	0,00	1 768 389,05
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 408	Intitulé de l'opération : BHNS - Déviations de réseaux					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**1 768 389,05**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 768 389,05**

N° opération : 413	Intitulé de l'opération : Déviations de réseaux - Extension tram E Robertsau					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**572 582,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**572 582,10**
4541113 Déviations de réseaux - Extension tram E Robertsau (2)	572 582,10	0,00	0,00	0,00	0,00	572 582,10
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**572 582,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**572 582,10**
RECETTES (b)	**572 582,10**	**0,00**	**48 488,15**	**0,00**	**-48 488,15**	**621 070,25**
4541213 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	572 582,10	0,00	48 488,15	0,00	-48 488,15	621 070,25
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**572 582,10**	**0,00**	**48 488,15**	**0,00**	**-48 488,15**	**621 070,25**

N° opération : 415	Intitulé de l'opération : Aménagement des abords du Tribunal					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**124 554,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**124 554,24**
4541115 Aménagement des abords du Tribunal (2)	124 554,24	0,00	0,00	0,00	0,00	124 554,24
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**124 554,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**124 554,24**
RECETTES (b)	**62 277,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**62 277,12**

N° opération : 415	Intitulé de l'opération : Aménagement des abords du Tribunal					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
4541215 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	62 277,12	0,00	0,00	0,00	0,00	62 277,12
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**62 277,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**62 277,12**

N° opération : 416	Intitulé de l'opération : Compte de tiers - Aménagements de voirie					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**1 635 956,62**	**406 694,91**	**215 601,90**	**6 694,91**	**184 398,10**	**1 851 558,52**
4541116 Compte de tiers - Aménagements de voirie (2)	1 635 956,62	406 694,91	215 601,90	6 694,91	184 398,10	1 851 558,52
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**1 635 956,62**	**406 694,91**	**215 601,90**	**6 694,91**	**184 398,10**	**1 851 558,52**
RECETTES (b)	**1 577 782,28**	**400 000,00**	**273 776,21**	**0,00**	**126 223,79**	**1 851 558,49**
4541216 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	1 577 782,28	400 000,00	273 776,21	0,00	126 223,79	1 851 558,49
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**1 577 782,28**	**400 000,00**	**273 776,21**	**0,00**	**126 223,79**	**1 851 558,49**

N° opération : 417	Intitulé de l'opération : Compte de tiers - Tvx voirie fouilles gestionnaires reseaux					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**1 557 410,58**	**380 598,25**	**115 970,56**	**80 598,25**	**184 029,44**	**1 673 381,14**
4541117 Compte de tiers - Tvx voirie fouilles gestionnaires reseaux (2)	1 557 410,58	380 598,25	115 970,56	80 598,25	184 029,44	1 673 381,14
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 417	Intitulé de l'opération : Compte de tiers - Tvx voirie fouilles gestionnaires reseaux					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
Dépenses nettes (a – c)	**1 557 410,58**	**380 598,25**	**115 970,56**	**80 598,25**	**184 029,44**	**1 673 381,14**
RECETTES (b)	**1 528 273,33**	**300 000,00**	**145 107,83**	**0,00**	**154 892,17**	**1 673 381,16**
4541217 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	1 528 273,33	300 000,00	145 107,83	0,00	154 892,17	1 673 381,16
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**1 528 273,33**	**300 000,00**	**145 107,83**	**0,00**	**154 892,17**	**1 673 381,16**

N° opération : 422	Intitulé de l'opération : Restauration cours d'eau&zones humides-Rétabt continuité éco					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**2 562 512,83**	**1 643 130,00**	**548 706,39**	**0,00**	**1 094 423,61**	**3 111 219,22**
4541122 Restauration cours d'eau&zones humides-Rétabt continuité éco (2)	2 562 512,83	1 643 130,00	548 706,39	0,00	1 094 423,61	3 111 219,22
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**2 562 512,83**	**1 643 130,00**	**548 706,39**	**0,00**	**1 094 423,61**	**3 111 219,22**
RECETTES (b)	**1 402 871,65**	**1 272 400,00**	**113 029,14**	**0,00**	**1 159 370,86**	**1 515 900,79**
4541222 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	1 402 871,65	1 272 400,00	113 029,14	0,00	1 159 370,86	1 515 900,79
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**1 402 871,65**	**1 272 400,00**	**113 029,14**	**0,00**	**1 159 370,86**	**1 515 900,79**

N° opération : 423	Intitulé de l'opération : Restauration cours eau non domaniaux terrains privés&communa					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**79 955,46**	**45 000,00**	**424,80**	**4 206,60**	**40 368,60**	**80 380,26**
4541123 Restauration cours eau non domaniaux terrains privés&communa (2)	79 955,46	45 000,00	424,80	4 206,60	40 368,60	80 380,26
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 423	Intitulé de l'opération : Restauration cours eau non domaniaux terrains privés&communa					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**79 955,46**	**45 000,00**	**424,80**	**4 206,60**	**40 368,60**	**80 380,26**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541223 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 424	Intitulé de l'opération : Lutte contre coulées eaux boueuses terrains privés&communaux					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**105 164,79**	**120 000,00**	**0,00**	**0,00**	**120 000,00**	**105 164,79**
4541124 Lutte contre coulées eaux boueuses terrains privés&communaux (2)	105 164,79	120 000,00	0,00	0,00	120 000,00	105 164,79
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**105 164,79**	**120 000,00**	**0,00**	**0,00**	**120 000,00**	**105 164,79**
RECETTES (b)	**104 604,14**	**65 000,00**	**1 189,00**	**0,00**	**63 811,00**	**105 793,14**
4541224 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	104 604,14	65 000,00	1 189,00	0,00	63 811,00	105 793,14
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**104 604,14**	**65 000,00**	**1 189,00**	**0,00**	**63 811,00**	**105 793,14**

N° opération : 425	Intitulé de l'opération : Lutte contre ruissellements non urbain terrains privés&comm					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**0,00**	**582 400,00**	**109 061,40**	**0,00**	**473 338,60**	**109 061,40**

N° opération : 425	Intitulé de l'opération : Lutte contre ruissellements non urbain terrains privés&comm					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
4541125 Lutte contre ruissellements non urbain terrains privés&comm (2)	0,00	582 400,00	109 061,40	0,00	473 338,60	109 061,40
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**582 400,00**	**109 061,40**	**0,00**	**473 338,60**	**109 061,40**
RECETTES (b)	**0,00**	**124 720,00**	**0,00**	**0,00**	**124 720,00**	**0,00**
4541225 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	124 720,00	0,00	0,00	124 720,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**124 720,00**	**0,00**	**0,00**	**124 720,00**	**0,00**

N° opération : 426	Intitulé de l'opération : Déviations de réseaux - bouclage sud BHNS gare-Etoile					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**216 102,31**	**401 906,69**	**357 048,96**	**0,00**	**44 857,73**	**573 151,27**
4541126 Déviations de réseaux - bouclage sud BHNS gare-Etoile (2)	216 102,31	401 906,69	357 048,96	0,00	44 857,73	573 151,27
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**216 102,31**	**401 906,69**	**357 048,96**	**0,00**	**44 857,73**	**573 151,27**
RECETTES (b)	**0,00**	**401 906,69**	**352 643,56**	**0,00**	**49 263,13**	**352 643,56**
4541226 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	401 906,69	352 643,56	0,00	49 263,13	352 643,56
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**401 906,69**	**352 643,56**	**0,00**	**49 263,13**	**352 643,56**

N° opération : 427	Intitulé de l'opération : Déviations de réseaux - Tram Schiltigheim					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au
		Crédits ouverts	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans	

	l'exercice	(BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	emploi	31/12/N
DEPENSES (a)	**834 935,05**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**834 935,05**
4541127 Déviations de réseaux - Tram Schiltigheim (2)	834 935,05	0,00	0,00	0,00	0,00	834 935,05
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**834 935,05**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**834 935,05**
RECETTES (b)	**834 935,05**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**834 935,05**
4541227 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	834 935,05	0,00	0,00	0,00	0,00	834 935,05
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**834 935,05**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**834 935,05**

N° opération : 429	**Intitulé de l'opération : Déviations de réseaux - Tram koenigshoffen 2e phase**				**Date de la délibération :**
	Cumul des réalisations avant l'exercice	**Sur l'exercice**			**Cumul des réalisations au 31/12/N**
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Crédits sans emploi**	
DEPENSES (a)	**66 865,90**	**1 745 825,00**	**1 696 513,61**	**0,00**	**49 311,39**	**1 763 379,51**
4541129 Déviations de réseaux - Tram koenigshoffen 2e phase (2)	66 865,90	1 745 825,00	1 696 513,61	0,00	49 311,39	1 763 379,51
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**66 865,90**	**1 745 825,00**	**1 696 513,61**	**0,00**	**49 311,39**	**1 763 379,51**
RECETTES (b)	**0,00**	**1 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**1 000 000,00**	**0,00**
4541229 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	1 000 000,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**1 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**1 000 000,00**	**0,00**

N° opération : 430	**Intitulé de l'opération : Réhabilitation thermique - Région**		**Date de la délibération :**
	Cumul des	**Sur l'exercice**	**Cumul des**

DEPENSES (a)	**0,00**	**800 000,00**	**79 000,00**	**0,00**	**721 000,00**	**79 000,00**
4541130 Réhabilitation thermique - Région (2)	0,00	800 000,00	79 000,00	0,00	721 000,00	79 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**800 000,00**	**79 000,00**	**0,00**	**721 000,00**	**79 000,00**
RECETTES (b)	**500 000,00**	**200 000,00**	**0,00**	**0,00**	**200 000,00**	**500 000,00**
4541230 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	500 000,00	200 000,00	0,00	0,00	200 000,00	500 000,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**500 000,00**	**200 000,00**	**0,00**	**0,00**	**200 000,00**	**500 000,00**

N° opération : 431	**Intitulé de l'opération : Travaux paysagers gare routière des Halles et gare basse**				**Date de la délibération :**
	Cumul des réalisations avant l'exercice	**Sur l'exercice**			**Cumul des réalisations au 31/12/N**
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Crédits sans emploi**	
DEPENSES (a)	**0,00**	**500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**500 000,00**	**0,00**
4541131 Travaux paysagers gare routière des Halles et gare basse (2)	0,00	500 000,00	0,00	0,00	500 000,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**500 000,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**500 000,00**	**0,00**
4541231 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	500 000,00	0,00	0,00	500 000,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**500 000,00**	**0,00**

N° opération : 432	**Intitulé de l'opération : Zone de manoeuvre Fédération**		**Date de la délibération :**
	Cumul des	**Sur l'exercice**	**Cumul des**

DEPENSES (a)	**7 423,57**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 423,57**
4541132 Zone de manoeuvre Fédération (2)	7 423,57	0,00	0,00	0,00	0,00	7 423,57
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**7 423,57**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 423,57**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541232 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 433	**Intitulé de l'opération : Fluidification de l'accéssibilité de la Zone commerciale Sud**					**Date de la délibération :**
	Cumul des réalisations avant l'exercice	**Sur l'exercice**				**Cumul des réalisations au 31/12/N**
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Crédits sans emploi**	
DEPENSES (a)	**54 818,02**	**345 181,98**	**234 282,08**	**0,00**	**110 899,90**	**289 100,10**
4541133 Fluidification de l'accéssibilité de la Zone commerciale Sud (2)	54 818,02	345 181,98	234 282,08	0,00	110 899,90	289 100,10
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**54 818,02**	**345 181,98**	**234 282,08**	**0,00**	**110 899,90**	**289 100,10**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541233 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 435	**Intitulé de l'opération : Réaménagement de la placette pomme d'Or Schiltigheim**					**Date de la délibération :**
	Cumul des	**Sur l'exercice**				**Cumul des**

DEPENSES (a)	**0,00**	**50 000,00**	**45 124,80**	**0,00**	**4 875,20**	**45 124,80**
4541135 Réaménagement de la placette pomme d'Or Schiltigheim (2)	0,00	50 000,00	45 124,80	0,00	4 875,20	45 124,80
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**50 000,00**	**45 124,80**	**0,00**	**4 875,20**	**45 124,80**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 814 **Intitulé de l'opération : Pôle de compétence en propriété intellectuelle Pôle d'Administration Publique de Strasbourg (PAPS) PAPS-PCPI** **Date de la délibération :**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	**Sur l'exercice**				**Cumul des réalisations au 31/12/N**
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Crédits sans emploi**	
DEPENSES (a)	**75 234 103,00**	**4 309 391,71**	**4 141 646,61**	**0,00**	**167 745,10**	**79 375 749,61**
458110 Pôle de compétence en propriété intellectuelle (2)	3 396,86	0,00	0,00	0,00	0,00	3 396,86
458113 Pôle d'Administration Publique de Strasbourg (PAPS) (2)	38 378,28	0,00	0,00	0,00	0,00	38 378,28
458114 PAPS-PCPI (2)	75 192 327,86	4 309 391,71	4 141 646,61	0,00	167 745,10	79 333 974,47
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**75 234 103,00**	**4 309 391,71**	**4 141 646,61**	**0,00**	**167 745,10**	**79 375 749,61**
RECETTES (b)	**38 559 331,73**	**487 313,55**	**0,00**	**0,00**	**487 313,55**	**38 559 331,73**
458210 458213 458214 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	38 559 331,73	487 313,55	0,00	0,00	487 313,55	38 559 331,73
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**38 559 331,73**	**487 313,55**	**0,00**	**0,00**	**487 313,55**	**38 559 331,73**

N° opération : 822	Intitulé de l'opération : Démolition pour aménagement de la rue du Péage					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**986 172,43**	**54 401,04**	**979,38**	**0,00**	**53 421,66**	**987 151,81**
458122 Démolition pour aménagement de la rue du Péage (2)	986 172,43	54 401,04	979,38	0,00	53 421,66	987 151,81
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**986 172,43**	**54 401,04**	**979,38**	**0,00**	**53 421,66**	**987 151,81**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458222 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 823	Intitulé de l'opération : Travaux SINGRIST					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**1 125 641,75**	**21 943,75**	**12 080,20**	**0,00**	**9 863,55**	**1 137 721,95**
458123 Travaux SINGRIST (2)	1 125 641,75	21 943,75	12 080,20	0,00	9 863,55	1 137 721,95
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**1 125 641,75**	**21 943,75**	**12 080,20**	**0,00**	**9 863,55**	**1 137 721,95**
RECETTES (b)	**0,00**	**612 613,00**	**0,00**	**0,00**	**612 613,00**	**0,00**
458223 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	612 613,00	0,00	0,00	612 613,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**612 613,00**	**0,00**	**0,00**	**612 613,00**	**0,00**

N° opération : 824	Intitulé de l'opération : Projet Wacken Europe - Travaux éclairage et espaces verts	Date de la délibération :

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**0,00**	**340 000,00**	**0,00**	**0,00**	**340 000,00**	**0,00**
458124 Projet Wacken Europe - Travaux éclairage et espaces verts (2)	0,00	340 000,00	0,00	0,00	340 000,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**340 000,00**	**0,00**	**0,00**	**340 000,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458224 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 825	**Intitulé de l'opération : Espex Rotterdam**					**Date de la délibération :**
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**16 094,20**	**1 400 000,00**	**720 667,93**	**0,00**	**679 332,07**	**736 762,13**
458125 Espex Rotterdam (2)	16 094,20	1 400 000,00	720 667,93	0,00	679 332,07	736 762,13
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**16 094,20**	**1 400 000,00**	**720 667,93**	**0,00**	**679 332,07**	**736 762,13**
RECETTES (b)	**214 000,00**	**749 000,00**	**749 000,00**	**0,00**	**0,00**	**963 000,00**
458225 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	214 000,00	749 000,00	749 000,00	0,00	0,00	963 000,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**214 000,00**	**749 000,00**	**749 000,00**	**0,00**	**0,00**	**963 000,00**

N° opération : 826	Intitulé de l'opération : Espex Schiltigheim					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**66 998,49**	**1 299 999,67**	**1 001 083,30**	**0,00**	**298 916,37**	**1 068 081,79**
458126 Espex Schiltigheim (2)	66 998,49	1 299 999,67	1 001 083,30	0,00	298 916,37	1 068 081,79
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**66 998,49**	**1 299 999,67**	**1 001 083,30**	**0,00**	**298 916,37**	**1 068 081,79**
RECETTES (b)	**235 000,00**	**681 765,00**	**681 765,00**	**0,00**	**0,00**	**916 765,00**
458226 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	235 000,00	681 765,00	681 765,00	0,00	0,00	916 765,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**235 000,00**	**681 765,00**	**681 765,00**	**0,00**	**0,00**	**916 765,00**

N° opération : 827	Intitulé de l'opération : NPNRU - Ecrivains Communes Nord					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**9 893,62**	**349 560,00**	**28 967,83**	**0,00**	**320 592,17**	**38 861,45**
458127 NPNRU - Ecrivains Communes Nord (2)	9 893,62	349 560,00	28 967,83	0,00	320 592,17	38 861,45
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**9 893,62**	**349 560,00**	**28 967,83**	**0,00**	**320 592,17**	**38 861,45**
RECETTES (b)	**0,00**	**320 000,00**	**0,00**	**0,00**	**320 000,00**	**0,00**
458227 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	320 000,00	0,00	0,00	320 000,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**320 000,00**	**0,00**	**0,00**	**320 000,00**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PRETS — B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/N	Montant de l'annuité recouvré		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		**117 539,22**	**35 875,69**	**4 085,84**	**0,00**
ALVIANI JACKY	01/07/2011	2 880,69	474,65	94,15	0,00
BENATIA Ali	01/10/2009	2 156,52	535,31	73,45	0,00
BENDADA KOUIDER	01/07/2008	1 464,43	555,74	53,02	0,00
BENTZ THOMAS	01/01/2010	2 291,86	531,32	77,44	0,00
BERGANTZ JEAN-NICOLAS	01/04/2007	745,92	576,95	31,81	0,00
BERLING MICKAEL	01/10/2011	1 605,67	252,09	52,23	0,00
BERROU Isabelle	01/01/2007	598,96	581,29	27,47	0,00
BILGER CHRISTOPHE	01/07/2010	2 559,51	523,41	85,35	0,00
BODEMER MAGALI	01/07/2006	301,73	590,06	18,70	0,00
BOUGAUD KARINE	01/07/2006	301,73	590,06	18,70	0,00
BOUSSALA Nathalie	01/01/2007	598,96	581,29	27,47	0,00
BRIK Fettouma	01/10/2012	3 715,51	489,29	119,47	0,00
CAPUTO DINO	01/07/2008	1 464,43	555,74	53,02	0,00
CASABIANCA MARIE-ROSE	01/10/2015	0,00	785,07	9,81	0,00
CHERCHI FRANCK	01/04/2005	0,00	151,42	0,77	0,00
DELAY Sylvain	01/07/2008	1 464,43	555,74	53,02	0,00
DEROO CELINE	01/10/2009	2 156,52	535,31	73,45	0,00
DIEM NATHALIE	01/07/2008	1 464,43	555,74	53,02	0,00
DOILLON Virginie	01/07/2013	4 083,85	478,42	130,34	0,00
DRAPIER BENEDICTE	01/07/2008	878,68	333,44	31,84	0,00
DUBAR OLIVIER	01/01/2006	0,00	299,46	4,86	0,00
ECKERT ANITA	01/07/2007	891,79	572,64	36,12	0,00
EL FARISSI NADIA	01/10/2008	1 604,93	551,59	57,17	0,00
FALCHER ANNICK	01/10/2006	450,90	585,66	23,10	0,00
FARAGO JULIETTE	01/04/2008	1 322,87	559,92	48,84	0,00
FUCHS NATHALIE	01/01/2007	598,96	581,29	27,47	0,00
GOETZ LUC	01/10/2007	1 036,56	568,37	40,39	0,00
GRATHENAUER ISABELLE	01/10/2008	1 604,93	551,59	57,17	0,00
GRIMOUILLE BARBARA	01/01/2006	0,00	299,46	4,86	0,00
GRISANTI FABIENNE	01/07/2005	0,00	301,73	2,65	0,00
GRUNEWALD Sandrine ex MORLE	01/01/2011	1 411,56	257,82	46,50	0,00
GUITTER FABRICE	01/01/2012	745,83	723,81	34,23	0,00
HAAG CORINNE	01/04/2013	3 961,99	482,02	126,74	0,00
HART MARTINE	01/10/2011	3 211,34	504,17	104,59	0,00
HOFFMANN CAROLINE	01/04/2012	3 465,31	496,68	112,08	0,00
HUNSINGER MARC	01/07/2008	1 171,55	444,59	42,37	0,00

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/N	Montant de l'annuité recouvré		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
ISMAILI ALAA	01/07/2007	891,79	572,64	36,12	0,00
JUNG PATRICE	01/10/2008	1 361,63	467,97	48,51	0,00
JUNG SEBASTIEN	01/10/2010	0,00	561,45	7,08	0,00
KARAM Ilham	01/01/2007	598,96	581,29	27,47	0,00
KOUIDRI Elodie MILLET	01/04/2012	3 465,31	496,68	112,08	0,00
KRAUSS VINCENT	01/01/2015	4 796,17	457,39	151,37	0,00
LAMBIASE ALFONSO	01/10/2006	225,45	292,83	11,49	0,00
LAZARUS CHRISTOPHE	01/07/2005	0,00	301,73	2,65	0,00
LELIEVRE Stéphanie CONTE	01/10/2007	518,28	284,18	20,14	0,00
LEPORINI ELISABETH	01/04/2006	151,42	594,50	14,26	0,00
LEVY CHRISTINE	01/10/2011	3 211,34	504,17	104,59	0,00
LITTEL Déborah	01/04/2011	1 476,76	255,89	48,43	0,00
LUTZ SEBASTIEN	01/10/2005	0,00	450,90	5,67	0,00
MAGNE ESTELLE	01/04/2010	0,00	188,56	0,95	0,00
MAIO SERGE	01/01/2013	3 467,30	519,67	112,49	0,00
MANGIN NATHALIE	01/04/2005	0,00	151,42	0,77	0,00
MAZROUI SAID	01/01/2013	1 919,59	242,82	61,50	0,00
MEHL STEPHANE	01/07/2012	3 590,88	492,97	115,79	0,00
MERLIN Véronique	01/10/2014	4 679,65	460,83	147,93	0,00
MESSANG PEGGY	01/04/2012	1 732,65	248,34	55,98	0,00
MONTARULI GIOVANNI	01/07/2005	0,00	301,73	2,65	0,00
MULLER JONATHAN	01/04/2008	1 322,87	559,92	48,84	0,00
NAHY CINDY	01/04/2012	3 465,31	496,68	112,08	0,00
NDIAYE Leyti	01/10/2014	4 679,65	460,83	147,93	0,00
PARMENTIER STEVE	01/10/2005	0,00	450,90	5,67	0,00
PASQUA ELISABETH	01/07/2005	0,00	301,73	2,65	0,00
RABAHI-KHEDIRI-BOLLEA ALAIN	01/04/2012	3 465,31	496,68	112,08	0,00
ROSIN SERGE	01/10/2009	2 156,52	535,31	73,45	0,00
RUDLER NATHALIE	01/04/2011	2 953,53	511,78	96,98	0,00
SAUMANDE MICHELE	01/10/2005	0,00	392,69	4,93	0,00
SCHAAL YVES	01/10/2008	1 604,93	551,59	57,17	0,00
SCHNEIDER Sabine	01/01/2006	0,00	299,46	4,86	0,00
SCHNITZLER Philippe	01/01/2008	1 180,25	564,13	44,63	0,00
SCHOENENBERGER SYLVAIN	01/01/2006	0,00	598,96	9,80	0,00
SORROCHE ISABEL	01/10/2005	0,00	225,45	2,79	0,00
TARI BENJAMIN	01/01/2011	2 823,18	515,63	93,13	0,00
URBAN Claire	01/04/2005	0,00	60,57	0,30	0,00
VAUCOULON Maxime	01/10/2011	3 211,34	504,17	104,59	0,00
VETTER-LOUCHET DANIELE	01/07/2012	3 590,88	492,97	115,79	0,00
WAGNER ALEXANDRE	01/01/2006	0,00	299,46	4,86	0,00
WAGNER CÉLINE	01/01/2006	0,00	299,46	4,86	0,00
WETZEL VIRGINIE	01/10/2011	1 605,67	252,09	52,23	0,00
ZIMMERLIN FRÉDÉRIQUE	01/01/2008	1 180,25	564,13	44,63	0,00

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/N	Montant de l'annuité recouvré		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Non assortis d'intérêts (total)		**342 922,59**	**95 165,99**		
ALSABAIL	21/02/2014	55 000,03	18 333,33		
ALSABAIL	21/02/2014	31 256,00	10 416,00		
ALSABAIL	01/09/2015	75 000,00	25 000,00		
ALSABAIL	18/12/2012	181 666,56	41 416,66		

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	3 070 376 897,33	2 364 316 033,15	156 739 797,15
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	300 000 000,00	210 458 333,20	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		-765 700 997,35	765 700 997,35
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 31/12/N correspond au reste à employer au 31/12/N, l'annuité reçue au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**405 395 977,50**	**252 528 800,80**											**5 437 989,89**	**25 827 283,57**
C.T.S.(Bus)	2013	X	61156//Financement ligne BHNS (tranche B du pret)	B Postale	3 500 000,00	658 770,00	7,93	S	F		4,324	F		4,217	A-1	EUR	32 117,67	123 340,00
C.T.S.(Bus)	2017	C	61165//Financ. acquisition 13 bus	B Populaire	2 500 000,00	625 000,00	2,35	T	F		0,650	F		0,650	A-1	EUR	5 078,13	250 000,00
C.T.S.(Bus)	2020	C	61170/DD15037089/Financ. 12 bus electriques de type BHNS	ARKEA	3 000 000,00	1 275 000,00	4,24	T	F		0,000	F		0,110	A-1	EUR	1 608,75	300 000,00
C.T.S.(Bus)	2020	C	61171/LBP-00006991/Financ. infrastructures ligne H BHNS	B Postale	2 000 000,00	850 000,00	4,04	T	F		0,000	F		0,150	A-1	EUR	1 462,50	200 000,00
C.T.S.(Bus)	2021	C	61172//Financement 49 bus electriques	B.N.P	12 100 000,00	6 352 500,00	5,00	T	V	EURIBOR03M	0,000	V	EURIBOR03M	2,371	A-1	EUR	213 682,98	1 210 000,00
C.T.S.(Bus)	2023	C	61176/LBP-00016634/Financ. 43 bus articules	B Postale	10 000 000,00	7 250 000,00	7,12	T	F		0,000	F		2,250	A-1	EUR	179 625,00	1 000 000,00
C.T.S.(Bus)	2023	C	61177//Financ. bus BHNS ligne G	BECM	2 000 000,00	1 450 000,00	7,08	T	F		0,000	F		2,300	A-1	EUR	36 220,28	200 000,00
C.T.S.(Bus)	2023	C	61179//Financ. renouv bornes infos mise en accessibilite	BECM	2 000 000,00	1 450 000,00	7,08	T	F		0,000	F		2,300	A-1	EUR	36 220,28	200 000,00
C.T.S.(Bus)	2024	C	61181/06104392/Financ. 12 bus electriques	B Populaire	3 050 000,00	2 516 250,00	8,00	T	V	EURIBOR03M	0,000	V	EURIBOR03M	2,587	A-1	EUR	88 875,68	305 000,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
C.T.S.(Bus)	2025	C	61187/11899001000002806773/Financ. 32 bus electriques	BECM	8 500 000,00	8 216 666,67	14,32	T	V	EURIBOR03M	0,000	V	EURIBOR03M	2,576	A-1	EUR	114 455,84	283 333,33
C.T.S.(Tram)	2007	X	61154/20070118/Financ. des extensions 2006/2008 & rÃ©alisation Gal	C.D.C.	39 150 000,00	9 513 450,00	2,75	T	F		4,890	F		4,800	A-1	EUR	551 727,97	3 171 150,00
C.T.S.(Tram)	2008	C	61155/5049551/Financement extensions 2006/2008 du tram	C Epargne	12 000 000,00	499 999,91	0,75	T	F		4,580	F		4,500	A-1	EUR	41 250,00	666 666,67
C.T.S.(Tram)	2013	X	61157//Financement extensions ligne A et ligne D (tr A)	B Postale	12 500 000,00	3 445 500,00	12,93	S	F		4,324	F		4,217	A-1	EUR	160 041,64	397 250,00
C.T.S.(Tram)	2015	C	61158/061046C/Financ. extension ligne D du tram	Credit CoopÃ©ratif	5 000 000,00	2 249 999,95	6,57	T	F		1,499	F		1,490	A-1	EUR	36 629,17	333 333,34
C.T.S.(Tram)	2015	C	61159//Financ. extension Ligne A du Tram	Credit Lyonnais	5 500 000,00	1 666 666,73	6,04	T	F		1,770	F		1,760	A-1	EUR	32 266,67	266 666,66
C.T.S.(Tram)	2016	C	61160//Financ. acquisition 12 rames de tram	Credit Lyonnais	10 000 000,00	6 413 043,55	14,53	T	F		2,280	F		2,260	A-1	EUR	151 076,09	434 782,60
C.T.S.(Tram)	2016	C	61161/1297967/Financ. extension ligne D du Tram	C.D.C.	3 000 000,00	2 040 000,00	16,41	A	V	LIVRET A	1,500	V	LIVRET A	3,750	A-1	EUR	81 000,00	120 000,00
C.T.S.(Tram)	2016	C	61162/1281549/Financ. extension ligne A du Tram	C.D.C.	5 250 000,00	3 360 000,00	15,66	A	V	LIVRET A	1,500	V	LIVRET A	3,750	A-1	EUR	133 875,00	210 000,00
C.T.S.(Tram)	2016	C	61163/1305956/Financ. acquisition 12 rames de tram	C.D.C.	9 672 500,00	7 004 224,12	20,90	A	V	LIVRET A	1,500	V	LIVRET A	3,750	A-1	EUR	275 165,95	333 534,49
C.T.S.(Tram)	2017	C	61164//Financement du renouvellement billetique	B Populaire	5 200 000,00	1 430 000,00	2,61	T	F		0,650	F		0,650	A-1	EUR	11 407,50	520 000,00
C.T.S.(Tram)	2017	C	61166/LBP-00000520/Financ. acquis. 10 rames de tramway	B Postale	14 300 000,00	9 295 000,00	12,74	T	V	EURIBOR03M	0,870	V	EURIBOR03M	2,787	A-1	EUR	339 067,15	715 000,00
C.T.S.(Tram)	2017	C	61167/86290309748/Financ. extension ligne E vers Robertsau	C Agricole	4 250 000,00	2 549 999,96	8,91	T	V	E03M-MOY	0,340	V	E03M-MOY	2,382	A-1	EUR	69 470,20	283 333,34
C.T.S.(Tram)	2019	C	61168/86290309548/Financ. extension ligne F vers Koenigshoffen	C Agricole	5 000 000,00	3 416 666,64	10,08	T	V	E03M-MOY	0,000	V	E03M-MOY	2,474	A-1	EUR	98 911,61	333 333,34
C.T.S.(Tram)	2019	C	61169/0947324/Financ. extension ligne F vers Koenigshoffen	C Epargne	5 000 000,00	3 249 999,97	9,49	T	V	EURIBOR03M	0,000	V	EURIBOR03M	2,561	A-1	EUR	109 928,59	333 333,34
C.T.S.(Tram)	2020	C	61173/LBP-00011434/Financement 27 rames de tramway	B Postale	8 000 000,00	6 933 333,36	25,98	T	F		0,000	F		1,026	A-1	EUR	73 890,89	266 666,66
C.T.S.(Tram)	2020	C	61174/LBP-00011437/Refinancement remboursement prÃªt PPU nÂ°61150	B Postale	18 950 000,00	9 475 000,00	4,99	T	F		0,000	F		0,502	A-1	EUR	54 243,35	1 895 000,00
C.T.S.(Tram)	2021	C	61175//Financement 17 rames de tramway	Societe Generale	20 000 000,00	16 800 000,00	20,74	T	F		0,000	F		1,120	A-1	EUR	196 448,00	800 000,00
C.T.S.(Tram)	2023	C	61178//Financ. renouvellement infrastructures tram	BECM	4 250 000,00	3 081 250,00	7,08	T	F		0,000	F		2,300	A-1	EUR	76 968,08	425 000,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
C.T.S.(Tram)	2024	P	61180/86291562056/Financ. renouvellement infrastructures tramway	C Agricole	4 500 000,00	3 834 237,59	8,08	T	F		0,000	F		3,940	A-1	EUR	160 621,28	386 019,43
C.T.S.(Tram)	2023	C	61182/DD22186086/Financ. extension ligne F du tramway	ARKEA	15 000 000,00	13 500 000,00	17,90	T	F		0,000	F		3,830	A-1	EUR	535 003,13	750 000,00
C.T.S.(Tram)	2024	C	61183/LBP-00018371/Financ. extension ligne F du tramway	B Postale	8 000 000,00	7 600 000,00	18,74	T	V	EURIBOR03M	0,000	V	EURIBOR03M	3,139	A-1	EUR	335 070,56	400 000,00
C.T.S.(Tram)	2024	C	61184/5555580/Financ. 12 rames de tramway	C.D.C.	34 000 000,00	34 000 000,00	29,98	T	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
C.T.S.(Tram)	2025	C	61186/5662113/Financ. partiel 27 rames de tramway	C.D.C.	11 250 000,00	11 250 000,00	32,81	T	V	LIVRET A	2,100	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
C.T.S.(Tram)	2025	C	61188/06125987/Renouvellement systÃ¨me aide Ã l'exploitation	B Populaire	5 000 000,00	4 868 421,06	9,08	T	V	EURIBOR03M	0,000	V	EURIBOR03M	2,667	A-1	EUR	110 436,12	131 578,95
C.T.S.(Tram)	2025	C	61191/90125330/Financ. 27 rames de tramway	Credit Lyonnais	15 000 000,00	14 850 000,00	24,53	T	F		0,000	F		3,360	A-1	EUR	126 000,00	150 000,00
GIP ICANS (IRCAL)	2015	C	62710/0026700J/Construction de l'Institut RÃ©gional du Cancer	Credit Foncier	14 229 302,50	9 434 646,27	15,00	T	F		4,550	F		4,470	A-1	EUR	445 100,45	618 665,32
GIP ICANS (IRCAL)	2015	C	62711/1353982/Construction de l'Institut RÃ©gional du Cancer	C.D.C.	7 172 275,00	5 164 038,00	22,23	T	V	LIVRET A	3,870	V	LIVRET A	3,430	A-1	EUR	195 409,46	229 512,80
S.A.M.I.N.S.	2005	P	61211/63003452647/Const. d'1 nouvel entrepÃ´t	C Agricole	386 400,00	0,00	0,00	T	V	E03M-MOY	1,750	V	E03M-MOY	2,940	A-1	EUR	41,86	5 483,65
S.A.M.I.N.S.	2019	P	61212//Financ. plan investissement immobilier 2019-2021	C Agricole	1 735 500,00	1 375 790,52	15,32	M	F		0,000	F		1,500	A-1	EUR	21 281,94	79 212,96
SEM PÃ´le FunÃ©raire	2016	P	62950/15158940-15158941/Financ. remplcement fours crÃ©mation	Credit CoopÃ©ratif	250 000,00	22 965,10	0,42	M	F		2,039	F		2,020	A-1	EUR	960,44	45 240,65
SPL Deux Rives	2015	X	63000//Acquis. fonciÃ¨res ZAC deux Rives Ã Strasbourg	PBB	8 000 000,00	1 427 048,16	1,00	T	F		1,726	F		1,690	A-1	EUR	39 261,34	1 388 179,36
SPL Deux Rives	2017	C	63001/A0A1502T/Financ. acquis. fonc. et travaux d'Ã©quipts publics	C Epargne	9 200 000,00	1 533 333,28	1,00	T	F		1,290	F		1,560	A-1	EUR	38 870,00	1 533 333,34
SPL Deux Rives	2017	C	63002/A0A17045/Financ. acquis. fonc. et travaux d'Ã©quipts publics	C Epargne	8 000 000,00	2 999 999,96	2,25	T	F		1,290	F		1,390	A-1	EUR	53 978,34	1 333 333,34
SPL Deux Rives	2019	C	63003/LBP-00002612/Financ. acquis. fonc. et travaux d'Ã©qupts publics	B Postale	16 000 000,00	5 600 000,00	1,62	T	F		1,348	F		1,340	A-1	EUR	101 840,00	3 200 000,00
SPL Deux Rives	2021	F	63004//Financ. acquis. fonc et tvx Ã©quipement ZAC Deux Ri	C Epargne	6 000 000,00	6 000 000,00	1,91	A	F		0,000	F		0,400	A-1	EUR	24 000,00	0,00
SPL Deux Rives	2020	F	63005//Financ. acquis. fonc et tvx Ã©quipement ZAC Deux Ri	C Agricole	6 000 000,00	6 000 000,00	2,16	T	F		0,000	F		0,790	A-1	EUR	47 400,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					**2 664 980 919,83**	**2 111 787 232,35**											**77 558 341,15**	**47 916 182,54**
3F GRAND EST	2011	X	10000/1205180/Acquis.VEFA 14 logts.col. rte de la Wantzenau rue	C.D.C.	536 662,96	424 755,79	27,65	A	V	LIVRET A	1,390	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	15 440,01	4 133,36
3F GRAND EST	2011	X	10001/1205191/Chrge fonc.acquis.VEFA 6 logts.col. rte de la	C.D.C.	232 606,73	191 678,26	37,64	A	V	LIVRET A	0,581	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	5 388,14	755,17
3F GRAND EST	2011	X	10002/1205184/Acquis.VEFA 6 logts.col. rte de la Wantenau	C.D.C.	363 735,43	276 223,77	27,65	A	V	LIVRET A	0,588	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	7 835,14	3 602,46
3F GRAND EST	2013	X	10003/1233162/Chrge fonc.acquis.VEFA 24 logts.col. rue de Rothau	C.D.C.	869 782,91	760 301,10	38,56	A	V	LIVRET A	1,361	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	26 440,44	0,00
3F GRAND EST	2013	X	10004/1233161/Acquis.en VEFA 24 logts.col. rue de Rothau	C.D.C.	1 637 856,62	1 337 335,58	28,56	A	V	LIVRET A	1,364	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	48 486,55	9 513,03
3F GRAND EST	2013	X	10005/1233164/Chrge fonc.acquis.VEFA 13 logts.col. rue de Rothau	C.D.C.	470 521,25	397 677,04	38,56	A	V	LIVRET A	0,561	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	11 156,08	754,46
3F GRAND EST	2013	X	10006/1233163/Acquis. en VEFA 13 logts.col. rue de Rothau	C.D.C.	769 414,22	604 654,32	28,56	A	V	LIVRET A	0,563	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	17 107,77	6 337,35
3F GRAND EST	2013	X	10007/5015567/Constr.Parc social public 34 logts.rue des Fleurs	C.D.C.	541 415,93	412 926,76	24,31	A	V	LIVRET A	0,565	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	11 760,88	7 104,86
3F GRAND EST	2013	X	10008/5015568/Constr.Parc social public 34 logts.rue des Fleurs	C.D.C.	220 593,52	188 317,86	39,30	A	V	LIVRET A	0,560	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	5 286,99	502,95
3F GRAND EST	2013	X	10009/5015565/Constr.Parc social public 34 logts.rue des Fleurs	C.D.C.	1 555 314,91	1 232 228,81	24,31	A	V	LIVRET A	1,370	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	44 910,32	15 280,21
3F GRAND EST	2013	X	10010/5015566/Constr.Parc social public 34 logts.rue des Fleurs	C.D.C.	612 822,63	540 107,06	39,30	A	V	LIVRET A	1,361	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	19 254,08	0,00
3F GRAND EST	2014	X	10011/5000838/Mise aux normes Ã©lectriques 176 logts. PALULOS Ã	C.D.C.	530 000,00	120 532,35	2,83	A	V	LIVRET A	1,403	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	5 636,48	36 036,62
3F GRAND EST	2015	X	10012/5103176/Constr.de 20 logts."Les portes du Kochersberg" Ã	C.D.C.	323 459,31	275 207,32	31,14	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	7 762,35	2 019,79
3F GRAND EST	2015	X	10013/5103177/Constr.de 20 logts."Les portes du Kochersberg" Ã	C.D.C.	108 142,34	100 223,34	51,13	A	V	LIVRET A	1,140	V	LIVRET A	3,390	A-1	EUR	2 756,78	0,00
3F GRAND EST	2015	X	10014/5103174/Constr.de 20 logts."Les portes du Kochersberg" Ã	C.D.C.	1 175 708,89	1 028 436,99	31,14	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	37 172,89	4 143,24
3F GRAND EST	2015	X	10015/5103175/Constr.de 20 logts."Les portes du Kochersberg" Ã	C.D.C.	301 551,84	279 469,93	51,13	A	V	LIVRET A	1,140	V	LIVRET A	3,390	A-1	EUR	7 687,21	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2015	X	10016/5103327/Acquisition en VEFA de 11 logts. rte de Lyon Ã	C.D.C.	219 772,17	187 737,89	31,14	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	5 288,19	1 126,11
3F GRAND EST	2015	X	10017/5103328/Acquisition en VEFA de 11 logts. rte de Lyon Ã	C.D.C.	91 272,01	84 736,51	51,13	A	V	LIVRET A	1,150	V	LIVRET A	3,400	A-1	EUR	2 210,41	0,00
3F GRAND EST	2015	X	10018/5103326/Acquisition en VEFA de 11 logts. rte de Lyon Ã	C.D.C.	540 314,99	472 633,91	31,14	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	17 083,37	1 904,09
3F GRAND EST	2015	X	10019/5103325/Acquisition en VEFA de 11 logts. rte de Lyon Ã	C.D.C.	221 081,10	204 940,17	51,13	A	V	LIVRET A	1,150	V	LIVRET A	3,400	A-1	EUR	5 650,59	0,00
3F GRAND EST	2017	X	10020/5109155/Acquis. Amel. 7 logts rue Jacques Peirotes/rue	C.D.C.	81 508,21	69 627,48	31,39	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 961,26	417,65
3F GRAND EST	2017	X	10021/5109156/Acquis. AmÃ©l. 7 logts rue Jacques Peirotes/rue	C.D.C.	37 240,07	34 614,33	51,38	A	V	LIVRET A	1,200	V	LIVRET A	3,450	A-1	EUR	914,00	0,00
3F GRAND EST	2017	X	10022/5109153/Acquis. Amel. 7 logts rue Jacques Peirotes/rue	C.D.C.	281 040,17	246 894,54	31,39	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	8 911,30	641,48
3F GRAND EST	2017	X	10023/5109154/Acquis. Amel. 7 logts rue Jacques Peirotes/rue	C.D.C.	180 527,02	167 798,34	51,38	A	V	LIVRET A	1,200	V	LIVRET A	3,450	A-1	EUR	4 430,76	0,00
3F GRAND EST	2017	X	10024/5108720/Acquis. AmÃ©l. 6 logts 5 rue Maire Kuss/1 rue	C.D.C.	22 262,75	19 017,70	31,39	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	535,69	114,07
3F GRAND EST	2017	X	10025/5108721/Acquis. AmÃ©l. 6 logts 5 rue Maire Kuss/1 rue	C.D.C.	13 475,86	12 498,99	51,38	A	V	LIVRET A	1,110	V	LIVRET A	3,360	A-1	EUR	322,87	0,00
3F GRAND EST	2017	X	10026/5108718/Acquis. AmÃ©l. 6 logts 5 rue Maire Kuss/1 rue	C.D.C.	80 563,68	70 775,39	31,39	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	2 554,53	183,89
3F GRAND EST	2017	X	10027/5108719/Acquis. AmÃ©l. 6 logts 5 rue Maire Kuss/1 rue	C.D.C.	31 972,14	29 654,49	51,38	A	V	LIVRET A	1,110	V	LIVRET A	3,360	A-1	EUR	766,02	0,00
3F GRAND EST	2017	X	10028/5106428/Acquis.en VEFA 9 logts 24, rue du Gal de Gaulle Ã	C.D.C.	287 563,06	245 647,52	31,39	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	6 919,39	1 473,47
3F GRAND EST	2017	X	10029/5106429/Acquis.en VEFA 9 logts 24, rue du Gal de Gaulle Ã	C.D.C.	121 972,58	113 049,18	51,38	A	V	LIVRET A	1,080	V	LIVRET A	3,330	A-1	EUR	2 898,81	0,00
3F GRAND EST	2017	X	10030/5106426/Acquis.en VEFA 9 logts 24, rue du Gal de Gaulle Ã	C.D.C.	350 407,10	307 833,58	31,39	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	11 110,81	799,81
3F GRAND EST	2017	X	10031/5106427/Acquis.en VEFA 9 logts 24, rue du Gal de Gaulle Ã	C.D.C.	242 513,10	224 771,06	51,38	A	V	LIVRET A	1,080	V	LIVRET A	3,330	A-1	EUR	5 763,59	0,00
3F GRAND EST	2016	X	10032/5039833/Construction de 5 logts.rue Aristide Briand Ã	C.D.C.	333 966,69	277 108,21	30,23	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	7 813,18	1 933,99
3F GRAND EST	2016	X	10033/5039834/Construction de 5 logts.rue Aristide Briand Ã	C.D.C.	123 631,04	108 311,66	40,22	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 963,66	0,00
3F GRAND EST	2015	X	10034/5078840/Construction de 21 logts.rue de Plobsheim Ã	C.D.C.	678 203,00	544 479,60	29,23	A	V	LIVRET A	0,556	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	15 388,18	5 098,25

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2015	X	10035/5078841/Construction de 21 logts.rue de Plobsheim a	C.D.C.	101 055,00	91 138,79	49,22	A	V	LIVRET A	1,125	V	LIVRET A	3,370	A-1	EUR	2 560,07	0,00
3F GRAND EST	2015	X	10036/5078839/Construction de 21 logts.rue de Plobsheim a	C.D.C.	251 269,00	226 612,74	49,22	A	V	LIVRET A	1,125	V	LIVRET A	3,370	A-1	EUR	6 365,50	0,00
3F GRAND EST	2015	X	10037/5078838/Construction de 21 logts.rue de Plobsheim Ã	C.D.C.	780 584,00	648 828,60	29,23	A	V	LIVRET A	1,356	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	23 498,34	3 902,89
3F GRAND EST	2017	X	10038/5154447/Rehabilitat? 28 logts. PALULOS 3, rue de Rotterdam	C.D.C.	600 000,00	282 210,80	6,66	T	F		1,101	F		0,274	A-1	EUR	3 366,29	40 064,79
3F GRAND EST	2017	X	10039/5154446/RÃ©habilitatÂ° 28 logts. PALULOS 3, rue de Rotterdam	C.D.C.	392 000,00	191 736,10	6,16	A	V	LIVRET A	0,040	V	LIVRET A	2,250	A-1	EUR	4 821,86	22 569,01
3F GRAND EST	2015	X	10044/5078812/Acquis.en VEFA 12 logts rue des Vosges a	C.D.C.	390 135,78	326 925,85	30,81	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	9 217,81	2 281,67
3F GRAND EST	2015	X	10045/5078811/Acquis.en VEFA 12 logts rue des Vosges Ã	C.D.C.	148 419,50	137 047,74	50,80	A	V	LIVRET A	1,090	V	LIVRET A	3,340	A-1	EUR	3 571,76	0,00
3F GRAND EST	2015	X	10046/5078810/Acquis.en VEFA 12 logts rue des Vosges a	C.D.C.	415 504,50	359 325,00	30,81	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	12 981,80	1 280,40
3F GRAND EST	2015	X	10047/5078809/Acquis.en VEFA 12 logts rue des Vosges Ã	C.D.C.	310 893,34	287 073,00	50,80	A	V	LIVRET A	1,090	V	LIVRET A	3,340	A-1	EUR	7 481,74	0,00
3F GRAND EST	2017	C	10048/5188847/Acceleration du programme d'investissement Haut de	C.D.C.	340 000,00	340 000,00	31,48	A	V	LIVRET A	0,480	V	LIVRET A	3,000	A-1	EUR	10 200,00	0,00
3F GRAND EST	2018	X	10049/5278338/RÃ©habilitation de 13 logts. 22, rue du Gal RAPP Ã	C.D.C.	70 000,00	44 021,03	8,16	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	2,250	A-1	EUR	1 076,31	3 814,92
3F GRAND EST	2018	X	10050/5227978/RÃ©habilitation 51 logts. 4/6/8, rue Henry Frenay Ã	C.D.C.	190 000,00	110 849,41	7,08	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	4 363,11	10 348,00
3F GRAND EST	2019	X	10051/5278339/RÃ©habilitation de 7 logts. 21, rue du Saint DiÃ© Ã	C.D.C.	63 000,00	39 618,93	8,16	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	2,250	A-1	EUR	968,67	3 433,43
3F GRAND EST	2020	X	10052/5278340/RÃ©habilitation de 7 logts. 21, rue du Saint DiÃ© Ã	C.D.C.	44 000,00	28 690,15	8,16	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	1 115,34	2 291,48
3F GRAND EST	2018	X	10053/5240553/Acquis.en VEFA 10 logts rue des Muguets a Geispo	C.D.C.	201 407,50	124 372,70	33,73	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 497,10	523,62
3F GRAND EST	2018	X	10054/5240554/Acquis.en VEFA 10 logts rue des Muguets a Geispo	C.D.C.	123 699,27	118 611,65	54,21	A	V	LIVRET A	1,060	V	LIVRET A	3,280	A-1	EUR	2 715,50	0,00
3F GRAND EST	2018	X	10055/5240555/Acquis.en VEFA 10 logts rue des Muguets a Geispo	C.D.C.	173 398,77	160 675,09	34,23	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	5 575,42	0,00
3F GRAND EST	2018	X	10056/5240556/Acquis.en VEFA 10 logts rue des Muguets a Geispo	C.D.C.	189 335,83	181 548,66	54,21	A	V	LIVRET A	1,030	V	LIVRET A	3,280	A-1	EUR	4 156,39	0,00
3F GRAND EST	2018	X	10057/5236527/Acquis.en VEFA 17 logts rue des Fusiliers Marins	C.D.C.	160 768,59	149 475,38	34,23	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 194,03	311,23

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2018	X	10058/5236530/Acquis.en VEFA 17 logts rue des Fusiliers Marins	C.D.C.	247 692,88	237 773,29	54,21	A	V	LIVRET A	1,070	V	LIVRET A	3,320	A-1	EUR	5 501,80	0,00
3F GRAND EST	2018	X	10059/5236529/Acquis.en VEFA 17 logts rue des Fusiliers Marins	C.D.C.	454 048,40	424 955,06	34,23	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	14 745,92	0,00
3F GRAND EST	2018	X	10060/5236528/Acquis.en VEFA 17 logts rue des Fusiliers Marins	C.D.C.	457 722,44	439 391,58	54,21	A	V	LIVRET A	1,070	V	LIVRET A	3,320	A-1	EUR	10 167,02	0,00
3F GRAND EST	2018	C	10061/5254123/Acceleration du programme d'investissement Haut de	C.D.C.	184 000,00	184 000,00	32,73	A	V	LIVRET A	0,480	V	LIVRET A	3,000	A-1	EUR	5 520,00	0,00
3F GRAND EST	2018	X	10062/5202048/RÃ©habilitation de 6 logts. 2, rue de l'avenir Ã	C.D.C.	84 000,00	44 800,00	7,41	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	2,250	A-1	EUR	269,47	5 600,00
3F GRAND EST	2018	P	10063/5253651/Rehabilitation de 14 logts.31/33 rue de Perigueux	C.D.C.	100 000,00	55 462,35	7,66	A	F		0,000	F		1,150	A-1	EUR	713,52	6 582,84
3F GRAND EST	2018	X	10064/5253650/Rehabilitation de 14 logts.31/33 rue de Perigueux	C.D.C.	126 000,00	67 200,00	7,66	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	2,250	A-1	EUR	492,03	8 400,00
3F GRAND EST	2018	X	10065/5253645/RÃ©habilitation de33 logts. 13/15 rue Fritz	C.D.C.	247 000,00	139 449,61	7,91	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	2,250	A-1	EUR	3 452,14	13 979,06
3F GRAND EST	2018	X	10066/5248270/Rehabilitation de 9 logts. 9 rue des roses a	C.D.C.	108 000,00	60 973,92	7,91	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	2,250	A-1	EUR	1 509,44	6 112,30
3F GRAND EST	2018	X	10067/5253698/Rehabilitation de 21 logts. 14/15/18 rue Gerlinde	C.D.C.	252 000,00	142 272,50	7,83	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	2,250	A-1	EUR	3 522,03	14 262,03
3F GRAND EST	2019	X	10068/5278337/RÃ©habilitation de 6 logts. 2 rue de l'Avenir Ã	C.D.C.	84 000,00	52 825,25	8,16	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	2,250	A-1	EUR	1 291,57	4 577,90
3F GRAND EST	2019	X	10069/5278339/RÃ©habilitation de 7 logts. 21 A rue Saint DiÃ© Ã S	C.D.C.	63 000,00	39 618,93	8,16	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	2,250	A-1	EUR	968,67	3 433,43
3F GRAND EST	2019	X	10070/5278340/RÃ©habilitation de 7 logts. 21 A rue Saint DiÃ© Ã	C.D.C.	44 000,00	28 690,15	8,16	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	1 115,34	2 291,48
3F GRAND EST	2019	X	10071/5278338/RÃ©habilitation de 13 logts. 22 rue du GÃ©nÃ©ral RAPP	C.D.C.	70 000,00	44 021,03	8,16	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	2,250	A-1	EUR	1 076,31	3 814,92
3F GRAND EST	2019	X	10072/5279885/Const. 30 logts. ZAC Danube 29, Av du Rhin Ilot G	C.D.C.	1 401 034,26	1 316 677,67	34,81	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	36 943,73	2 741,55
3F GRAND EST	2019	X	10073/5279886/Const. 30 logts. ZAC Danube 29, Av du Rhin Ilot G	C.D.C.	572 686,01	557 631,46	54,80	A	V	LIVRET A	1,040	V	LIVRET A	3,290	A-1	EUR	12 813,55	0,00
3F GRAND EST	2019	X	10074/5279884/Const. 30 logts. ZAC Danube 29, Av du Rhin Ilot G	C.D.C.	1 527 646,84	1 456 092,05	34,81	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	50 526,31	0,00
3F GRAND EST	2019	X	10075/5279883/Const. 30 logts. ZAC Danube 29, Av du Rhin Ilot G	C.D.C.	930 897,17	906 426,11	54,80	A	V	LIVRET A	1,040	V	LIVRET A	3,290	A-1	EUR	20 828,35	0,00
3F GRAND EST	2020	X	10076/5375284/RÃ©hab. Thermique 8 logts 7 rue du Nord Ã Bischheim	C.D.C.	72 000,00	50 309,76	9,49	A	V	LIVRET A	1,040	V	LIVRET A	2,250	A-1	EUR	1 217,77	3 813,21

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2020	C	10077/5331997/PrÃªt Haut de Bilan CDC Action Logement	C.D.C.	46 000,00	46 000,00	33,98	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	3,000	A-1	EUR	1 380,00	0,00
3F GRAND EST	2019	C	10078/5324012/RÃ©hab. 15 logts rue des Muguets Ã Geispolsheim	C.D.C.	65 000,00	65 000,00	33,89	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	3,000	A-1	EUR	1 950,00	0,00
3F GRAND EST	2021	X	10079/5446486/Cst. VEFA 10 logts sociaux, 101 Av. Gal. de Gaulle	C.D.C.	151 652,76	151 652,76	37,14	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 232,38	0,00
3F GRAND EST	2021	X	10080/5446487/Cst. VEFA 10 logts sociaux, 101 Av. Gal. de Gaulle	C.D.C.	133 825,25	133 825,25	57,13	A	V	LIVRET A	0,790	V	LIVRET A	3,290	A-1	EUR	2 950,36	0,00
3F GRAND EST	2021	X	10081/5446488/Cst. VEFA 10 logts sociaux, 101 Av. Gal. de Gaulle	C.D.C.	388 777,27	388 777,27	37,14	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	12 670,66	0,00
3F GRAND EST	2021	X	10082/5446489/Cst. VEFA 10 logts sociaux, 101 Av. Gal. de Gaulle	C.D.C.	216 342,21	216 342,21	57,13	A	V	LIVRET A	0,790	V	LIVRET A	3,290	A-1	EUR	4 769,56	0,00
3F GRAND EST	2021	C	10083/5446495/Cst. VEFA 10 logts sociaux, 101 Av. Gal. de Gaulle	C.D.C.	65 000,00	65 000,00	35,64	A	V	LIVRET A	0,370	F		3,000	A-1	EUR	1 950,00	0,00
3F GRAND EST	2021	X	10084/5449565/Acq. VEFA 22 logts sociaux, Av. Mendes France	C.D.C.	378 148,61	378 148,61	37,22	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	10 553,50	0,00
3F GRAND EST	2021	X	10085/5449564/Acq. VEFA 22 logts sociaux, Av. Mendes France	C.D.C.	314 752,16	314 752,16	57,21	A	V	LIVRET A	1,320	V	LIVRET A	3,320	A-1	EUR	6 997,33	0,00
3F GRAND EST	2021	X	10086/5449567/Acq. VEFA 22 logts sociaux, Av. Mendes France	C.D.C.	913 600,52	913 600,52	37,22	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	33 027,60	0,00
3F GRAND EST	2021	X	10087/5449566/Acq. VEFA 22 logts sociaux, Av. Mendes France	C.D.C.	578 711,78	578 711,78	57,21	A	V	LIVRET A	1,320	V	LIVRET A	3,320	A-1	EUR	12 865,48	0,00
3F GRAND EST	2021	C	10088/5532278/Acq. VEFA 22 logts sociaux, Av. Mendes France	C.D.C.	143 000,00	143 000,00	36,47	A	F		0,370	F		0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2024	X	10089/5573680/Acq. VEFA 10 logts soc, 70 av du GÃ©nÃ©ral de Gaulle	C.D.C.	181 730,32	181 730,32	39,64	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2024	X	10090/5573679/Acq. VEFA 10 logts soc, 70 av du GÃ©nÃ©ral de Gaulle	C.D.C.	165 374,52	165 374,52	59,63	A	V	LIVRET A	3,130	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2024	X	10091/5573682/Acq. VEFA 10 logts soc, 70 av du GÃ©nÃ©ral de Gaulle	C.D.C.	351 677,60	351 677,60	39,64	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2025	X	10092/5573681/Acq. VEFA 10 logts soc, 70 av du GÃ©nÃ©ral de Gaulle	C.D.C.	189 382,56	189 382,56	59,63	A	V	LIVRET A	3,130	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2024	X	10093/5573637/Acq. VEFA 16 logts soc, 11 rue des Lys	C.D.C.	199 054,90	199 054,90	39,64	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2024	X	10094/5573636/Acq. VEFA 16 logts soc, 11 rue des Lys	C.D.C.	223 294,23	223 294,23	59,63	A	V	LIVRET A	3,180	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2024	X	10095/5573639/Acq. VEFA 16 logts soc, 11 rue des Lys	C.D.C.	554 280,89	554 280,89	39,64	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2024	X	10096/5573638/Acq. VEFA 16 logts soc, 11 rue des Lys	C.D.C.	304 281,20	304 281,20	59,63	A	V	LIVRET A	3,180	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	1997	X	61402/1354825/Const.56 logts.ZAC du Canal	C.D.C.	1 306 834,84	697 241,80	6,08	T	V	LIVRET A	3,720	V	LIVRET A	4,030	A-1	EUR	30 088,81	96 433,71
3F GRAND EST	1997	X	61403/1145861/Const.6 logts.ZAC du Canal	C.D.C.	248 312,01	34 954,03	3,00	A	V	LIVRET A	3,216	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	1 634,64	8 063,02
3F GRAND EST	1997	X	61404/1354827/Constr.31 logts Mont Verte	C.D.C.	778 108,69	473 518,67	8,08	T	V	LIVRET A	3,590	V	LIVRET A	4,030	A-1	EUR	19 883,71	43 296,91
3F GRAND EST	1997	X	61405/1145863/Const.4 Logts.Route Schirmeck	C.D.C.	213 703,36	36 758,95	4,50	A	V	LIVRET A	3,082	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	1 650,54	6 676,23
3F GRAND EST	1997	X	61406/1354826/Const.22 Logts.r.Petit.Fermes	C.D.C.	739 062,13	389 058,24	8,08	T	V	LIVRET A	3,590	V	LIVRET A	4,030	A-1	EUR	16 422,88	39 111,96
3F GRAND EST	1997	X	61407/1145862/Const.2 Logts.r.Petit.Fermes	C.D.C.	90 769,97	15 613,28	4,50	A	V	LIVRET A	3,082	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	701,06	2 835,71
3F GRAND EST	1997	X	61408/1354828/Acqu.Amel.Logts.rue la Course	C.D.C.	114 363,08	65 601,09	7,08	T	V	LIVRET A	3,680	V	LIVRET A	4,030	A-1	EUR	2 795,74	7 661,94
3F GRAND EST	1997	X	61409/1145864/Acqu.Amel.Logts.rue la Course	C.D.C.	135 679,63	19 055,03	3,50	A	V	LIVRET A	3,199	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	891,12	4 395,52
3F GRAND EST	1998	X	61410/1145867/Acq.Logts.rue Ban de la Roche	C.D.C.	364 815,68	62 598,35	4,33	A	V	LIVRET A	2,884	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	2 810,77	11 369,23
3F GRAND EST	1998	X	61411/1145866/Acq. 8 Logts.rue Bastian	C.D.C.	233 860,15	40 127,81	4,33	A	V	LIVRET A	2,884	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	1 801,81	7 288,09
3F GRAND EST	1998	X	61412/1354829/Const.Logts.rue des Glacieres	C.D.C.	754 983,97	433 074,81	7,08	T	V	LIVRET A	3,330	V	LIVRET A	4,030	A-1	EUR	18 456,59	50 581,33
3F GRAND EST	1998	X	61413/1145865/Const.Logts.rue des Glacieres	C.D.C.	151 982,22	26 078,49	4,33	A	V	LIVRET A	2,884	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	1 170,97	4 736,42
3F GRAND EST	1998	X	61414/1145869/Constr.de 5 logts rue des Capu	C.D.C.	225 170,25	41 866,58	4,83	A	V	LIVRET A	2,900	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	1 875,04	7 476,55
3F GRAND EST	1998	X	61415/1145913/Constr. 45 logts rue des Capuc	C.D.C.	2 930 699,24	1 200 169,32	4,83	S	V	IPC FR XT	3,510	V	IPC FR XT	117,110	A-2	EUR	1 136 477,06	0,00
3F GRAND EST	1998	X	61416/1354830/Const. 22 logts rue Kagenek	C.D.C.	394 275,78	220 041,86	8,08	T	V	LIVRET A	2,770	V	LIVRET A	4,030	A-1	EUR	9 288,40	22 120,76
3F GRAND EST	1998	X	61417/1145868/Const. 2 logts rue Kagenek	C.D.C.	112 304,92	10 440,58	4,83	A	V	LIVRET A	3,062	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	467,59	1 864,49
3F GRAND EST	1999	X	61418/1354831/Const.11 logts et 7 pav.r.Fran	C.D.C.	645 884,71	412 288,16	9,08	T	V	LIVRET A	3,240	V	LIVRET A	4,030	A-1	EUR	17 272,69	36 202,23
3F GRAND EST	1999	X	61419/1145870/Const.6 logts et 1 pav.r.Fran	C.D.C.	340 885,61	74 887,12	5,49	A	V	LIVRET A	2,818	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	3 261,11	10 931,62

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	1999	X	61420/1354832/Const.18 logts 3,r.Ste-Marie	C.D.C.	713 509,03	459 423,00	9,08	T	V	LIVRET A	3,120	V	LIVRET A	4,030	A-1	EUR	19 209,50	38 781,72
3F GRAND EST	1999	X	61421/1145871/Const.8 logts r.Ste Marie aux	C.D.C.	362 509,28	89 029,70	5,83	A	V	LIVRET A	2,695	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	3 861,93	12 599,98
3F GRAND EST	2000	X	61422/1354833/Acq.amelio 7 logts Strasbourg - Neudorf	C.D.C.	284 414,77	189 079,17	10,08	T	V	LIVRET A	3,440	V	LIVRET A	4,030	A-1	EUR	7 873,23	14 671,25
3F GRAND EST	2000	X	61423/1145872/Acquis. amelio.3 logts Strasbrg-Neudorf	C.D.C.	111 739,79	31 177,58	6,41	A	V	LIVRET A	2,745	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	1 324,92	3 688,72
3F GRAND EST	2000	X	61424/1145873/Acquis-amelio 5 logts 20 bd, de Lyon	C.D.C.	310 081,30	77 695,11	6,91	A	V	LIVRET A	2,701	V	LIVRET A	3,700	A-1	EUR	3 228,91	9 572,71
3F GRAND EST	2000	X	61425/1145927/Acquis-amelio. 13 logts 20, bd de Lyon	C.D.C.	848 640,57	319 607,90	6,91	S	V	INF FR XT	3,280	V	INF FR XT	2,396	A-2	EUR	16 604,69	35 627,92
3F GRAND EST	2001	X	61426/1356982/Const.65 logts Prog 3541L 40, r.du Ban de la Roche	C.D.C.	2 370 250,73	1 549 358,66	10,24	A	V	LIVRET A	3,200	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	66 466,52	112 304,18
3F GRAND EST	2001	X	61427/1356983/Acquis. amelio 13 logts 22, r. du General Rapp	C.D.C.	155 813,49	103 696,91	10,41	A	V	LIVRET A	3,000	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	4 424,10	6 905,79
3F GRAND EST	2001	X	61428/1356984/Chrge fonc. acquis. 13 logts 22,r. General Rapp	C.D.C.	491 195,27	419 687,31	25,40	A	V	LIVRET A	2,840	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	17 065,35	6 946,49
3F GRAND EST	2001	X	61429/1356989/Acquis. amelio. 4 logts 36, rue St-Die a Strasbrg	C.D.C.	155 608,41	114 937,69	12,32	A	V	LIVRET A	2,980	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	4 841,61	6 102,50
3F GRAND EST	2001	X	61430/1356990/Chrge fonc. 4 logts 36, rue St-Die a Strasbourg	C.D.C.	64 404,50	57 039,22	27,31	A	V	LIVRET A	2,810	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	2 313,57	799,89
3F GRAND EST	2001	X	61431/1356987/Acquis. amelio. 23 logts 1, r. des Vosges a Schilt	C.D.C.	613 727,81	453 320,32	12,32	A	V	LIVRET A	2,980	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	19 095,56	24 068,60
3F GRAND EST	2001	X	61432/1356988/Chrge fonc. 23 logts 1, r. des Vosges a Schiltighe	C.D.C.	178 967,15	158 500,49	27,31	A	V	LIVRET A	2,810	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	6 428,93	2 222,74
3F GRAND EST	2001	X	61433/1356985/Const. 27 logts ZAC Bon Pasteur a Strasbourg	C.D.C.	787 402,79	581 602,58	12,32	A	V	LIVRET A	2,980	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	24 499,29	30 879,62
3F GRAND EST	2001	X	61434/1356986/Chrge fonc. 27 logts ZAC Bon Pasteut a Strasbourg	C.D.C.	417 124,58	369 422,24	27,31	A	V	LIVRET A	2,810	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	14 984,11	5 180,62
3F GRAND EST	2002	X	61435/1356991/Chrge fonc. 6 logts 14A, r. Massenet a Strasbourg	C.D.C.	69 386,44	61 613,08	28,07	A	V	LIVRET A	2,630	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	2 500,33	895,02
3F GRAND EST	2003	X	61436/1145917/Const. 3 logts 1, rue des Freres a Souffelweyershe	C.D.C.	140 980,14	88 848,05	13,83	S	V	IPC FR XT	3,150	V	IPC FR XT	117,110	A-2	EUR	84 132,94	0,00
3F GRAND EST	2003	X	61437/1145920/Chrge fonciere 3 logts 1, rue des Freres a Souffel	C.D.C.	46 785,05	37 711,02	28,82	S	V	IPC FR XT	3,110	V	IPC FR XT	117,110	A-2	EUR	35 709,72	0,00
3F GRAND EST	2003	X	61438/1145915/Const. 26 logts rue de Selestat a Schiltigheim	C.D.C.	1 549 477,00	845 906,57	13,83	S	V	INF FR XT	3,240	V	INF FR XT	0,871	A-2	EUR	15 431,73	52 920,59

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2003	X	61439/1145914/Const. 26 logts en VEFA rue de Selestat a Schiltig	C.D.C.	420 007,12	338 546,59	28,82	S	V	IPC FR XT	3,120	V	IPC FR XT	117,110	A-2	EUR	320 580,12	0,00
3F GRAND EST	2003	X	61440/1145884/Const. d'1 logt en VEFA rue de Selestat a Schiltig	C.D.C.	70 500,00	35 463,82	13,83	A	V	LIVRET A	2,283	V	LIVRET A	3,700	A-1	EUR	1 382,77	1 908,40
3F GRAND EST	2003	X	61441/1145885/Chrge fonc. d'1 logt en VEFA rue de Selestat a Sch	C.D.C.	17 900,00	12 851,57	28,82	A	V	LIVRET A	2,093	V	LIVRET A	3,700	A-1	EUR	484,59	245,47
3F GRAND EST	2003	X	61442/1145922/Const. 27 logts rte de Wasselonne a Eckbolsheim	C.D.C.	1 607 108,82	1 012 826,88	13,83	S	V	IPC FR XT	3,300	V	IPC FR XT	117,110	A-2	EUR	959 076,78	0,00
3F GRAND EST	2003	X	61443/1145924/Chrge fonc. 27 logts rte de Wasselonne a Eckbolshe	C.D.C.	365 237,01	293 288,76	28,98	S	V	IPC FR XT	3,050	V	IPC FR XT	117,110	A-2	EUR	277 724,10	0,00
3F GRAND EST	2003	X	61444/1145886/Acquis. amelio. 1 logt rte de Bischwiller a Souffe	C.D.C.	13 820,00	10 017,55	28,90	A	V	LIVRET A	2,069	V	LIVRET A	3,700	A-1	EUR	375,93	142,85
3F GRAND EST	2003	X	61445/1356993/Acquis. amelio. 7 logts 9, rue des Roses a Strasbo	C.D.C.	94 093,34	72 310,17	14,15	A	V	LIVRET A	2,750	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	3 021,78	3 234,25
3F GRAND EST	2003	X	61446/1356992/Chrge fonc. 7 logts 9, rue des Roses a Strasbourg	C.D.C.	154 251,81	137 720,29	29,14	A	V	LIVRET A	2,570	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	5 583,13	1 858,07
3F GRAND EST	2003	X	61447/1145888/Acquis. amelio. 2 logts 9, rue des Roses a Strasbo	C.D.C.	45 000,00	24 258,58	14,15	A	V	LIVRET A	2,233	V	LIVRET A	3,700	A-1	EUR	937,79	1 086,93
3F GRAND EST	2003	X	61448/1145887/Chrge fonc. 2 logts 9, rue des Roses a Strasbourg	C.D.C.	45 000,00	33 538,27	29,14	A	V	LIVRET A	2,052	V	LIVRET A	3,700	A-1	EUR	1 257,30	442,76
3F GRAND EST	2004	X	61449/1145925/Acquis. 5 logts 26,rue de Bale a Strasbourg	C.D.C.	277 660,83	223 237,36	29,56	S	V	IPC FR XT	3,090	V	IPC FR XT	117,110	A-2	EUR	211 390,28	0,00
3F GRAND EST	2004	X	61450/1145916/Const. 21 logts rue des Perdrix a Eckbolsheim	C.D.C.	1 033 296,42	652 789,13	14,57	S	V	IPC FR XT	3,190	V	IPC FR XT	117,110	A-2	EUR	618 146,00	0,00
3F GRAND EST	2004	X	61451/1145926/Chrge fonc. 21 logts rue des Perdrix a Eckbolsheim	C.D.C.	485 906,45	372 081,91	29,56	S	V	INF FR XT	3,090	V	INF FR XT	0,871	A-2	EUR	6 605,85	9 372,35
3F GRAND EST	2004	X	61452/1145918/Acquis. amelio. 21 logts rue Gerlinde a Strasbourg	C.D.C.	688 864,28	446 150,11	14,83	S	V	IPC FR XT	3,190	V	IPC FR XT	117,110	A-2	EUR	422 473,20	0,00
3F GRAND EST	2004	X	61453/1145923/Chrge fonc. 21 logts rue Gerlinde a Strasbourg	C.D.C.	753 650,83	612 980,92	29,82	S	V	IPC FR XT	3,180	V	IPC FR XT	117,110	A-2	EUR	580 450,40	0,00
3F GRAND EST	2004	X	61454/1145921/Const. 9 logts en VEFA rue Moser a Schiltigheim	C.D.C.	246 022,96	159 339,32	14,83	S	V	IPC FR XT	3,190	V	IPC FR XT	117,110	A-2	EUR	150 883,28	0,00
3F GRAND EST	2007	X	61455/1145919/Chrge fonc. 9 logts en VEFA rue Moser Ã Schiltighe	C.D.C.	283 610,71	230 674,40	26,31	S	V	IPC FR XT	0,000	V	IPC FR XT	117,110	A-2	EUR	62 663,56	0,00
3F GRAND EST	2005	X	61456/1356995/Acquis. amelio. 12 logts 10, rue de Bitche a Stras	C.D.C.	194 117,69	147 120,67	15,74	A	V	LIVRET A	2,630	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	6 122,85	5 950,62
3F GRAND EST	2004	X	61457/1356994/Charge fonc. 12 logts 10, rue de Bitche a Strasbou	C.D.C.	648 637,84	573 591,13	30,73	A	V	LIVRET A	2,460	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	23 223,58	6 998,26

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2006	X	61458/1354821/Acquis. amelio. 3 logts rue de la Republique a Hoe	C.D.C.	39 255,16	30 212,80	16,82	A	V	LIVRET A	2,370	V	LIVRET A	3,900	A-1	EUR	1 221,95	1 119,23
3F GRAND EST	2006	X	61459/1354822/Chrge fonc. 3 logts rue de la Republique a Hoenhei	C.D.C.	77 546,79	68 818,67	31,81	A	V	LIVRET A	2,220	V	LIVRET A	3,900	A-1	EUR	2 714,22	776,93
3F GRAND EST	2007	X	61460/1354823/Acquis. amelio. 3 logts rue de la Briqueterie a So	C.D.C.	69 536,83	53 519,18	16,91	A	V	LIVRET A	2,370	V	LIVRET A	3,900	A-1	EUR	2 164,57	1 982,61
3F GRAND EST	2007	X	61461/1354824/Chrge fonc. 3 logts rue de la Briqueterie a Souffe	C.D.C.	115 874,45	102 832,44	31,90	A	V	LIVRET A	2,220	V	LIVRET A	3,900	A-1	EUR	4 055,74	1 160,92
3F GRAND EST	2007	X	61462/1145897/Acquis. amelio. 1 logt rue de la Briqueterie a Sou	C.D.C.	15 000,00	8 838,38	16,66	A	V	LIVRET A	1,857	V	LIVRET A	3,500	A-1	EUR	321,13	336,73
3F GRAND EST	2007	X	61463/1145898/Chrge fonc. 1 logt rue de la Briqueterie a Souffel	C.D.C.	24 000,00	18 469,70	31,65	A	V	LIVRET A	1,705	V	LIVRET A	3,500	A-1	EUR	654,18	221,15
3F GRAND EST	2008	X	61464/1354846/Acquis. amelio. 3 logts 3, rue des 7 Arpents a Sou	C.D.C.	123 237,22	99 517,40	17,08	A	V	LIVRET A	2,440	V	LIVRET A	3,900	A-1	EUR	4 007,03	3 226,88
3F GRAND EST	2008	X	61465/1354847/Chrge fonc. 3 logts rue des 7 Arpents a Souffelwey	C.D.C.	9 968,93	9 051,79	32,07	A	V	LIVRET A	2,340	V	LIVRET A	3,900	A-1	EUR	356,12	79,59
3F GRAND EST	2006	X	61466/1354848/Acquis. amelio. 8 logts rte de Mittelhausbergen a	C.D.C.	170 763,67	137 099,32	17,32	A	V	LIVRET A	2,400	V	LIVRET A	3,900	A-1	EUR	5 536,20	4 854,54
3F GRAND EST	2006	X	61467/1354849/Chrge fonc. 8 logts rte de Mittelhausbergen a Stra	C.D.C.	459 731,13	414 726,11	32,31	A	V	LIVRET A	2,300	V	LIVRET A	3,900	A-1	EUR	16 369,57	5 006,50
3F GRAND EST	2007	X	61468/1145899/Const. 48 logts rue des 7 Arpents a Souffelweyersh	C.D.C.	4 387 000,00	2 536 822,63	16,66	S	V	IPC FR XT	2,550	V	IPC FR XT	116,690	A-2	EUR	2 394 960,48	0,00
3F GRAND EST	2007	X	61469/1145900/Const. 2 logts 3, rue des 7 Arpents a Souffelweyes	C.D.C.	100 000,00	56 076,13	16,66	A	V	LIVRET A	1,343	V	LIVRET A	3,000	A-1	EUR	1 754,85	2 419,00
3F GRAND EST	2007	X	61470/1145901/Chrge fonc. 2 logts 3, rue des 7 Arpents a Souffel	C.D.C.	35 175,00	25 822,33	31,65	A	V	LIVRET A	1,189	V	LIVRET A	3,000	A-1	EUR	787,75	436,04
3F GRAND EST	2007	X	61471/1354839/Acqui. amelio. 8 logts rue du gal de Gaulle a Mund	C.D.C.	435 276,21	340 285,26	18,15	A	V	LIVRET A	2,290	V	LIVRET A	3,900	A-1	EUR	13 625,15	9 077,52
3F GRAND EST	2007	X	61472/1354840/Chrge fonc. 8 logts 2, rue du Gal de Gaulle a Mund	C.D.C.	366 327,69	322 963,27	31,65	A	V	LIVRET A	2,170	V	LIVRET A	3,900	A-1	EUR	12 779,60	4 718,97
3F GRAND EST	2008	X	61473/1160126/Acquis. amÃ©lio. 7 logts rue de la RÃ©publique Ã Hoe	C.D.C.	79 000,00	50 107,87	18,74	A	V	LIVRET A	1,849	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	1 971,70	1 778,91
3F GRAND EST	2008	X	61474/1160127/Chrge fonc. 7 logts rue de la Republique a Hoenhei	C.D.C.	488 000,00	383 736,94	33,73	A	V	LIVRET A	1,775	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	14 791,03	5 500,59
3F GRAND EST	2008	X	61475/1160128/Acquis. amelio. 1 logts rue de la Republique a Hoe	C.D.C.	21 000,00	11 983,81	17,24	A	V	LIVRET A	1,070	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	349,74	506,92
3F GRAND EST	2008	X	61476/1160129/Chrge fonc. 1 logt rue de la Republique a Hoenheim	C.D.C.	12 000,00	8 740,26	32,23	A	V	LIVRET A	0,932	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	249,20	160,04

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2008	X	61477/1156225/Acquis. amelio. 8 logts 5, rue de Haguenau a Schil	C.D.C.	367 000,00	232 779,58	18,82	A	V	LIVRET A	1,849	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	9 159,66	8 264,07
3F GRAND EST	2008	X	61478/1156226/Chrge fonc. 8 logts 5, rue de Haguenau a Schiltigh	C.D.C.	358 000,00	281 511,91	33,81	A	V	LIVRET A	1,775	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	10 850,79	4 035,27
3F GRAND EST	2009	X	61479/1170642/Acquis. amelio. 1 logt rte de Brumath a Souffel	C.D.C.	70 000,00	48 183,33	17,99	A	V	LIVRET A	0,510	V	LIVRET A	2,300	A-1	EUR	1 154,32	2 004,58
3F GRAND EST	2008	X	61480/117646/Chrge fonc. 1 logt rte de Brumath Ã Souffelweyersh	C.D.C.	70 000,00	50 152,57	32,98	A	V	LIVRET A	0,380	V	LIVRET A	2,300	A-1	EUR	1 175,74	966,58
3F GRAND EST	2009	X	61481/1142615/Acquis. amelio. 20 logts rue J Peirotes a Strasbou	C.D.C.	2 200 000,00	1 433 679,91	18,66	A	V	LIVRET A	1,644	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	52 950,07	37 155,40
3F GRAND EST	2009	X	61482/1142616/Chrge fonc. 20 logts rue J Peirotes a Strasbourg	C.D.C.	400 000,00	324 901,92	33,65	A	V	LIVRET A	1,570	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	11 739,72	1 201,43
3F GRAND EST	2009	X	61483/1149225/Acquis. en VEFA 62 logts imp Dimbstahl rue du Peti	C.D.C.	3 778 374,00	2 461 222,82	18,90	A	V	LIVRET A	1,648	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	90 904,89	63 912,91
3F GRAND EST	2009	X	61484/1149226/Chrge fonc. 62 logts imp Dimstahl & rue du Petit M	C.D.C.	1 608 568,00	1 305 973,62	33,89	A	V	LIVRET A	1,573	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	47 191,47	4 900,78
3F GRAND EST	2009	X	61485/1149228/Acquis. en VEFA 62 logts iml Dimbstahl & rue du Pe	C.D.C.	277 912,00	171 173,53	18,90	A	V	LIVRET A	0,835	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 934,27	5 050,44
3F GRAND EST	2009	X	61486/1149229/Charge fonc. 62 logts imp Dimstahl & rue de Petit	C.D.C.	115 945,00	89 332,33	33,89	A	V	LIVRET A	0,759	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 518,65	619,24
3F GRAND EST	2009	X	61487/1149227/Surcout label THPE 62 logts imp Dimsthal & rue du	C.D.C.	654 983,00	400 469,63	18,90	A	V	LIVRET A	0,734	V	LIVRET A	2,700	A-1	EUR	11 136,67	11 999,79
3F GRAND EST	2009	X	61488/1149230/Surcout label THPE 62 logts imp Dimsthal & rue du	C.D.C.	41 643,00	25 461,36	18,90	A	V	LIVRET A	0,734	V	LIVRET A	2,700	A-1	EUR	708,06	762,93
3F GRAND EST	2010	X	61489/1167653/Acquis. amelio. 4 logts rue des Fleurs a Souffelw	C.D.C.	43 894,00	28 399,74	19,57	A	V	LIVRET A	0,784	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	814,49	688,93
3F GRAND EST	2010	X	61490/1167654/Chrge fonc. 4 logts rue des Fleurs a Souffelweyers	C.D.C.	528 106,00	414 776,38	34,56	A	V	LIVRET A	0,720	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	11 684,80	2 538,02
3F GRAND EST	2010	X	61491/1171213/Acquis. en VEFA 25 logts allee des Colombes a Holt	C.D.C.	1 574 859,47	1 139 461,74	21,23	A	V	LIVRET A	1,541	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	41 802,38	21 715,50
3F GRAND EST	2010	X	61492/1171214/Chrge fonc. 25 logts allee des Colombes a Holtzhei	C.D.C.	812 632,64	689 531,68	36,22	A	V	LIVRET A	1,491	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	24 860,61	1 040,93
3F GRAND EST	2010	X	61493/1171219/Acquis. en VEFA 11 logts allee des Colombes a Holz	C.D.C.	594 744,87	411 184,25	21,23	A	V	LIVRET A	0,733	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	11 772,36	9 257,11
3F GRAND EST	2010	X	61494/1171220/Chrge fonc. 11 logts allee des Colombes a Holtzhei	C.D.C.	329 760,68	268 129,27	36,22	A	V	LIVRET A	0,682	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	7 542,35	1 240,49
3F GRAND EST	2011	X	61495/1205297/Chrge fonc.acquis.VEFA 5 logts col. rte d'Entzheim	C.D.C.	189 802,67	162 736,38	37,64	A	V	LIVRET A	1,383	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	5 863,45	137,25

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2011	X	61496/1205296/Acquis.en VEFA 5 logts col. rte d'Entzheim a	C.D.C.	292 176,55	217 336,89	22,65	A	V	LIVRET A	1,395	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	7 958,39	3 729,40
3F GRAND EST	2011	X	61497/1205302/Chrge fonc.acquis.VEFA 2 logts col. rte d'Entzheim	C.D.C.	73 013,13	60 166,05	37,64	A	V	LIVRET A	0,581	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 691,29	237,04
3F GRAND EST	2011	X	61498/1205300/Acquis.en VEFA 2 logts col. rte d'Entzheim	C.D.C.	112 122,79	79 956,07	22,65	A	V	LIVRET A	0,594	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 284,86	1 646,27
3F GRAND EST	2011	X	61499/1205182/Chrge fonc.acquis.VEFA 14 logts.col. rte de la	C.D.C.	333 133,62	285 628,06	37,64	A	V	LIVRET A	1,383	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	10 291,28	240,90
3F GRAND EST	2012	X	61500/1229447/Chrge fonc.acquis.VEFA 15 logts.chemin de	C.D.C.	648 632,01	566 987,04	38,56	A	V	LIVRET A	1,361	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	19 717,70	0,00
3F GRAND EST	2012	X	61501/1229446/Acquis. en VEFA 15 logts.chemin de l'Anguille	C.D.C.	1 051 657,14	858 694,53	28,56	A	V	LIVRET A	1,364	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	31 132,90	6 108,26
3F GRAND EST	2012	X	61502/1229451/Chrge fonc.acquis.VEFA 6 logts.chemin de	C.D.C.	245 169,61	207 213,41	38,56	A	V	LIVRET A	0,561	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	5 812,98	393,12
3F GRAND EST	2012	X	61503/1229449/Acquis. en VEFA 6 logts.chemin de l'Anguille	C.D.C.	386 516,79	303 749,30	28,56	A	V	LIVRET A	0,563	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	8 594,12	3 183,58
3F GRAND EST	2012	X	61504/1226059/Chrge fonc.acquis.VEFA 26 logts. l'ile aux jardins	C.D.C.	962 621,78	841 454,11	38,56	A	V	LIVRET A	1,361	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	29 262,64	0,00
3F GRAND EST	2012	X	61505/1226058/Acquis. en VEFA 26 logts. col. l'ile aux jardins	C.D.C.	2 092 714,50	1 708 734,15	28,56	A	V	LIVRET A	1,364	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	61 952,01	12 154,94
3F GRAND EST	2012	X	61506/1226061/Chrge fonc.acquis.VEFA 11 logts.l'ile aux jardins	C.D.C.	319 235,21	269 812,47	38,56	A	V	LIVRET A	0,561	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	7 569,08	511,88
3F GRAND EST	2012	X	61507/1226060/Acquis. en VEFA 11 logts.col. l'ile aux jardins	C.D.C.	699 171,97	549 453,55	28,56	A	V	LIVRET A	0,563	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	15 545,94	5 758,80
3F GRAND EST	2015	X	61508/5098950/Construction de 14 logts. Place du Gal de Gaulle Ã	C.D.C.	1 215 665,02	1 067 965,05	31,14	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	38 546,64	2 774,79
3F GRAND EST	2015	X	61509/5098951/Construction de 14 logts. Place du Gal de Gaulle a	C.D.C.	262 009,82	244 379,29	51,13	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	6 690,39	0,00
3F GRAND EST	2007	X	61511/1354834/Emprunt CDC nÂ°1145911	C.D.C.	61 615,78	34 074,37	6,08	T	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	4,030	A-1	EUR	1 460,45	4 297,40
3F GRAND EST	2007	X	61512/1354835/Emprunt CDC nÂ° 1145912	C.D.C.	782 625,97	432 802,57	6,08	T	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	4,030	A-1	EUR	18 550,17	54 584,42
3F GRAND EST	2009	X	61513/1170641/Emprunt CDC nÂ° 1170641	C.D.C.	27 318,00	16 001,76	17,99	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	2,300	A-1	EUR	378,70	463,50
3F Residences Sociales de Fr	2015	X	4000/1372029/Const. en VEFA de 124 logts. 6, rue de Rothau a	C.D.C.	184 943,20	152 844,29	30,40	A	V	LIVRET A	0,590	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 315,24	1 271,44
3F Residences Sociales de Fr	2015	X	4001/1372030/Const. en VEFA de 124 logts. 6, rue de Rothau a	C.D.C.	1 027 986,70	898 652,85	40,39	A	V	LIVRET A	0,560	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	25 179,54	616,37

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
ADOMA	1988	X	50102/268340/Amel.7 logts rue Welsch 1e tr	C.D.C.	537 125,30	0,00	0,00	A	V	LIVRET A	3,877	V	LIVRET A	3,520	A-1	EUR	915,90	26 019,92
ADOMA	1988	X	50103/268339/Acq.amel.10 logts r.Welsch	C.D.C.	609 796,07	0,00	0,00	A	V	LIVRET A	3,876	V	LIVRET A	3,520	A-1	EUR	1 039,82	29 540,30
ADOMA	1990	X	50104/1375877/Rehab.11 logts r.Welsch 2e tr	C.D.C.	824 822,36	86 037,67	1,00	A	V	LIVRET A	4,670	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	4 569,79	40 900,91
ADOMA	1995	X	50107/1375884/Const.57 logts rue Welsch	C.D.C.	1 145 830,11	278 433,07	5,08	A	V	LIVRET A	3,800	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	11 507,54	41 220,81
ADOMA	1996	X	50108/1306467/Achat Ex Hotel"A la Couronne"	C.D.C.	415 914,95	116 313,24	2,58	A	V	LIVRET A	3,180	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	5 478,01	35 853,78
ADOMA	2000	X	50110/1306539/AmÃ©lio 93 logts Foyer du CÃ©lib	C.D.C.	195 475,57	93 244,93	6,25	A	V	LIVRET A	2,803	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	3 761,22	11 233,40
ADOMA	2001	X	50111/1375895/Acquis. amelio. 24 logts Foyer du Celibataire	C.D.C.	14 406,43	5 063,45	10,74	A	V	LIVRET A	2,610	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	195,71	372,96
ADOMA	2003	X	50112/1375905/Const. 205 logts 300 avenue de Colmar a Strasbourg	C.D.C.	30 490,00	10 284,69	9,33	A	V	LIVRET A	2,480	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	400,79	848,35
ADOMA	2010	X	50113/1172085/Const. 25 logts 26, rue du Fbrg de Saverne a Stras	C.D.C.	611 005,00	430 944,27	24,82	A	V	LIVRET A	0,786	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	12 274,06	7 414,86
ADOMA	2014	X	50114/5067545/Acquis.AmÃ©lioration de 165 logts.24,rue de MÃ¢con Ã	C.D.C.	1 399 447,00	1 142 506,30	28,98	A	V	LIVRET A	0,557	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	32 665,74	24 127,28
ADOMA	2014	X	50115/5067546/Acquis.Amelioration de 165 logts.24,rue de Macon a	C.D.C.	1 240 048,00	1 067 568,85	38,98	A	V	LIVRET A	0,556	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	30 295,38	14 408,92
ADOMA	2015	X	50116/5072160/Const. rÃ©sid. soc. 295 logts foyer Ziegelwas 50	C.D.C.	5 000,00	3 922,05	29,31	A	V	LIVRET A	0,554	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	112,13	82,83
ADOMA	2016	X	50117/5101972/Const. resid. soc. 271 logts 64 rue des petites	C.D.C.	5 000,00	3 934,26	29,73	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	112,49	83,08
ADOMA	2016	X	50118/5140115/RÃ©hab. d'1 rÃ©s.sociale 235 ch. 1av. Gal de Gaull	C.D.C.	1 147 365,00	652 261,45	10,41	A	V	LIVRET A	0,303	V	LIVRET A	2,550	A-1	EUR	17 928,59	50 820,52
ADOMA	2013	P	50120/15409267017/Const. 271 logts foyer 64 rue des Petites Fernes Ã	CARSAT	1 573 000,00	786 500,00	9,83	A	F		0,000	F		0,000	A-1	EUR	0,00	78 650,00
ADOMA	2015	P	50125/14407167021/Const. rÃ©sid. sociale 295 logts 50 rue de Soultz Ã	CARSAT	1 422 071,00	711 041,00	9,83	A	F		0,000	F		0,000	A-1	EUR	0,00	71 103,00
ADOMA	2021	X	50130/5444153/Constr. De 135 logts. 18, rue Welsch Ã Strasbourg.	C.D.C.	4 047 482,00	3 323 329,16	35,64	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	94 542,00	53 170,74
ADOMA	2021	X	50131/5444150/Constr. de 26 logts. 18, rue Welsch Ã Strasbourg.	C.D.C.	773 384,00	634 349,11	35,64	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	18 045,95	10 149,10
ADOMA	2021	C	50132/5444149/Constr. de 26 logts. 18, rue Welsch Ã Strasbourg.	C.D.C.	169 000,00	169 000,00	35,64	A	V	LIVRET A	0,370	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	6 084,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
ADOMA	2025	X	50133/5654285/Acquis amÃ©l. de 71 logts 1 avenue du GÃ©n de gaulle	C.D.C.	4 149 540,00	4 149 540,00	40,56	A	V	LIVRET A	2,000	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
ADOMA	2025	X	50134/5674946/Acquis amÃ©l. de 129 logts 1 av du GÃ©n de gaulle	C.D.C.	5 507 825,00	5 507 825,00	40,56	A	V	LIVRET A	2,000	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
ADOMA	2025	X	50135/5674959/Acquis amÃ©l. de 25 logts 1 avenue du GÃ©n de gaulle	C.D.C.	1 411 749,00	1 411 749,00	40,64	A	V	LIVRET A	2,000	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Alsace Habitat (ex SIBAR)	1991	X	50209/251985/Ext.Foyer de l'Ill a Schilig.	C.D.C.	1 677 931,89	156 003,98	1,67	A	V	LIVRET A	4,317	V	LIVRET A	4,300	A-1	EUR	9 830,70	72 617,05
Alsace Habitat (ex SIBAR)	1989	X	50212/227849/Operation PORTE OUEST BECCO	C.D.C.	1 668 851,77	89 407,55	0,29	A	V	LIVRET A	4,578	V	LIVRET A	4,300	A-1	EUR	7 511,25	85 272,65
Alsace Habitat (ex SIBAR)	1989	X	50213/227873/Operation PORTE OUEST BECCO	C.D.C.	1 683 997,58	90 647,25	0,76	A	V	LIVRET A	4,555	V	LIVRET A	4,300	A-1	EUR	7 615,40	86 455,02
Alsace Habitat (ex SIBAR)	1991	X	50222/0251983/Constr.35 logts.2e tr.Romains	C.D.C.	2 175 194,26	202 236,46	1,67	A	V	LIVRET A	4,268	V	LIVRET A	4,300	A-1	EUR	12 744,08	94 137,41
Alsace Habitat (ex SIBAR)	1991	X	50223/0251984/Constr.22 logts rte Romains	C.D.C.	1 453 166,58	135 106,65	1,67	A	V	LIVRET A	4,303	V	LIVRET A	4,300	A-1	EUR	8 513,84	62 889,72
Alsace Habitat (ex SIBAR)	1991	X	50225/1352110/Constr.22 logts rte Romains	C.D.C.	28 911,53	8 286,19	2,33	A	V	LIVRET A	4,210	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	433,05	2 540,20
Alsace Habitat (ex SIBAR)	1991	X	50226/1352109/Constr.51 logts Foyer Ill	C.D.C.	37 047,16	10 617,92	2,33	A	V	LIVRET A	4,200	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	554,92	3 255,00
Alsace Habitat (ex SIBAR)	1993	X	50236/417553/Constr.109 logts Resid.etud.	C.D.C.	2 885 298,39	613 673,33	4,08	A	V	LIVRET A	3,968	V	LIVRET A	4,300	A-1	EUR	30 947,47	106 035,32
Alsace Habitat (ex SIBAR)	1996	X	50283/1352112/Const.57 Logts.Koenigshoffen	C.D.C.	1 811 347,20	964 717,79	7,24	A	V	LIVRET A	3,520	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	42 561,64	99 323,19
Alsace Habitat (ex SIBAR)	1996	P	50284/1363201/Const.6 Logts.Koenigshoffen	C.D.C.	166 341,30	94 137,08	8,83	A	F		3,000	F		0,420	A-1	EUR	438,39	10 242,16
Alsace Habitat (ex SIBAR)	2000	X	50291/1352116/Const. 28 logts rte des Romains	C.D.C.	1 020 234,49	710 847,15	11,08	A	V	LIVRET A	3,030	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	30 253,44	45 488,87
Alsace Habitat (ex SIBAR)	2003	X	50294/1352129/Acquis. amelio. 5 logts 1, pl. de Savoie a Schilti	C.D.C.	96 804,59	71 606,15	12,83	A	V	LIVRET A	2,810	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	3 020,56	3 907,77
Alsace Habitat (ex SIBAR)	2003	P	50295/1363233/Acquis. amelio. 2 logts 1, pl. de Savoie a Schilti	C.D.C.	74 824,47	53 232,50	13,83	A	F		2,310	F		0,550	A-1	EUR	312,84	3 648,19
Alsace Habitat (ex SIBAR)	2009	P	50297/1363287/Acquis. amelio. 3 logts rue Drusus a Strasbourg	C.D.C.	97 007,64	79 173,12	23,82	A	F		1,770	F		0,690	A-1	EUR	567,16	3 023,75
Alsace Habitat (ex SIBAR)	2011	P	50298/1363349/Rehab. 133 logts rues Galcieres & Petits Champs a	C.D.C.	1 938 485,11	1 177 683,52	8,83	A	F		1,710	F		0,420	A-1	EUR	5 484,43	128 132,58
Alsace Habitat (ex SIBAR)	2012	X	50299/1204509/Rehab. foyer de l'Ill 1, place de Savoie a Schilti	C.D.C.	2 150 000,00	1 519 690,46	25,90	A	V	LIVRET A	0,714	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	43 462,03	32 524,95

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Alsace Habitat (ex SIBAR)	2012	X	50300/1231659/Rehab. foyer de l'Ill 1, place de Savoie a Schilti	C.D.C.	550 000,00	400 108,96	26,90	A	V	LIVRET A	0,653	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	11 427,51	8 016,48
Alsace Habitat (ex SIBAR)	2012	X	50301/1363383/Acquist? en VEFA de 10 logts. col. rue de la Tour	C.D.C.	955 443,91	842 655,91	26,82	T	V	LIVRET A	1,460	V	LIVRET A	3,610	A-1	EUR	30 335,66	14 230,47
Alsace Habitat (ex SIBAR)	2016	P	50302/1363437/Rehab. 128 logts rue Migneret, Coulaux cour Kratz	C.D.C.	2 959 880,62	2 105 752,98	13,83	A	F		1,350	F		0,550	A-1	EUR	12 375,37	144 313,73
Alsace Habitat (ex SIBAR)	2016	X	50303/5133986/Constr. 36 logts rue Migneret, Coulaux	C.D.C.	3 800 000,00	3 254 180,51	30,31	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	117 567,95	11 595,82
Alsace Habitat (ex SIBAR)	1980	P	50688/0173835/O.P.U.S. 67	C.D.C.	30 748,97	0,00	0,00	A	F		0,910	F		0,998	A-1	EUR	8,77	882,99
Alsace Habitat (ex SIBAR)	2001	P	51509/855721700/70/Financ. reprise 369 logts gr. Habiter Alsace	C Epargne	1 143 367,63	42 132,06	0,33	A	V	TAM	4,470	V	TAM	0,000	A-1	EUR	0,00	42 132,06
Alsace Habitat (ex SIBAR)	2001	X	51510/1334383/Acquis.274 logts gr. Habiter Alsace	C.D.C.	853 000,37	530 830,56	10,32	A	V	LIVRET A	3,460	V	LIVRET A	4,200	A-1	EUR	23 865,02	37 384,16
Alsace Habitat (ex SIBAR)	2002	X	51513/1290149/Acquis-amelio.19 logts rte de Bischwiller a Bischh	C.D.C.	308 441,81	189 045,06	12,56	S	V	INF FR XT	2,570	V	INF FR XT	0,890	A-2	EUR	1 769,82	13 659,87
Alsace Habitat (ex SIBAR)	2002	X	51514/1350939/Chrge fonc.19 logts rte de Bischwiller a Bischheim	C.D.C.	217 240,00	159 570,45	26,73	A	V	LIVRET A	2,730	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	6 424,50	1 041,93
Alsace Habitat (ex SIBAR)	2003	X	51516/1290153/Acquis. amelio. 5 logts 18, r. du Fosse Neuh a Bis	C.D.C.	90 890,52	57 484,33	13,56	S	V	INF FR XT	2,560	V	INF FR XT	0,890	A-2	EUR	536,07	3 839,59
Alsace Habitat (ex SIBAR)	2005	X	51520/1289160/Acquis. amÃ©lio. 11 logts rue du Schwendi Ã Strasbo	C.D.C.	302 500,00	162 470,65	14,55	S	V	INF FR XT	2,360	V	INF FR XT	0,890	A-2	EUR	1 509,99	10 082,79
Alsace Habitat (ex SIBAR)	2005	X	51522/1334385/RÃ©hab. 84 logts rue des Tilleuls Ã Lingolsheim	C.D.C.	66 703,39	29 908,99	4,50	A	V	LIVRET A	2,730	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	1 265,92	5 255,52
Alsace Habitat (ex SIBAR)	2008	X	51524/1351006/Acquis. amelio. 23 logts 11, bd de Nancy a Strasbo	C.D.C.	634 881,74	451 653,07	12,57	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	19 110,89	26 119,33
Alsace Habitat (ex SIBAR)	2008	P	51525/1319845/Chrge fonc. 23 logts 11, bd de Nancy a Strasbourg	C.D.C.	928 905,01	857 538,80	32,56	A	V	LIVRET A	2,440	V	LIVRET A	4,380	A-1	EUR	38 066,17	11 551,85
Alsace Habitat (ex SIBAR)	2003	X	61535/1352125/Const. 4 logts rue du Travail a Lingolsheim	C.D.C.	290 188,40	217 245,10	13,41	A	V	LIVRET A	2,770	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	9 146,60	11 419,77
Asso de gestion Ã©quipts sociau	2015	X	62960/5083709/Rachat resid. pers. agees 80 logts 10 rue de Bilst	C.D.C.	1 700 000,00	0,00	0,00	A	V	LIVRET A	1,398	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	6 263,68	173 991,03
Association "Home Protestant"	1996	X	60651/0456137/Achat amel.8 Logts.Strasbourg	C.D.C.	80 797,98	14 462,05	3,75	A	V	LIVRET A	3,080	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	671,18	3 200,49
Association "Home Protestant"	2010	X	60652/1159414/Const. 3 logts 13b, rue des Foulons a Strasbourg	C.D.C.	75 000,00	53 592,34	24,23	A	V	LIVRET A	0,791	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 522,35	777,19

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Association Amitel	2004	X	61750/1036395/Acquis. amelio. 2 imm. rue de Soleure a Strasbourg	C.D.C.	531 719,00	301 820,43	15,15	A	V	LIVRET A	2,170	V	LIVRET A	3,700	A-1	EUR	11 622,96	12 313,47
Association Amitel	2004	X	61751/1033859/Acquis. amelio. 2 imm rue de Soleure a Strasbourg	C.D.C.	1 161 015,00	843 212,27	28,48	A	V	LIVRET A	2,080	V	LIVRET A	3,700	A-1	EUR	31 643,74	12 024,07
Association Amitel	2005	X	61752/1047803/Const. 36 logts 2 eme tr rue de Soleure a Strasbou	C.D.C.	533 664,00	308 910,04	15,66	A	V	LIVRET A	2,164	V	LIVRET A	3,700	A-1	EUR	11 879,32	12 152,71
Association Amitel	2013	X	61753/1256894/Chr.Fonc.Constr.Res.Jeunes Travailleurs r Lucerne,	C.D.C.	850 610,00	700 940,43	37,81	A	V	LIVRET A	0,580	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	19 703,66	2 761,55
Association Amitel	2013	X	61754/1256893/Constr.RÃ©s.Jeunes Travailleurs r Lucerne,de	C.D.C.	884 359,00	575 967,93	17,82	A	V	LIVRET A	0,600	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	16 648,90	18 635,55
Association Amitel	2015	X	61756/5095145/Constr. FJT Jacques Ellul angle rue Lucerne et de	C.D.C.	580 000,00	418 144,42	19,57	A	V	LIVRET A	0,562	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	12 007,64	10 700,08
Association Amitel	2018	X	61757/5203719/Constr. de 5 logts ZAC Danube-Passage Gosseline	C.D.C.	156 648,66	148 114,02	34,39	A	V	LIVRET A	0,560	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	5 821,92	0,00
Association Amitel	2018	X	61758/5203717/Constr. de 5 logts ZAC Danube-Passage Gosseline	C.D.C.	296 441,06	280 290,16	34,39	A	V	LIVRET A	0,560	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	11 017,38	0,00
Association Amitel	2018	X	61759/5203718/Constr. de 5 logts ZAC Danube-Passage Gosseline	C.D.C.	174 046,30	167 094,92	44,39	A	V	LIVRET A	0,560	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	5 603,31	0,00
Association Amitel	2019	X	61761/5317656/RÃ©hab. foyer de jeunes travailleurs 71 logts 1 rue	C.D.C.	1 278 000,00	1 054 242,79	19,15	A	V	LIVRET A	0,580	V	LIVRET A	2,750	A-1	EUR	30 068,72	39 165,23
Association Amitel	2020	X	61762/5317879/Extens. 12 logts foyer jeunes travailleurs	C.D.C.	322 270,00	266 142,49	19,15	A	V	LIVRET A	0,580	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	7 727,30	9 832,51
Association Arts et Industries	2012	P	62500//RÃ©alisatÂ° logts.Ã©tudiants Maison de l'ingÃ©nieur et	Societe Generale	8 480 000,00	5 619 670,35	14,91	T	V	LIVRET A	2,050	V	LIVRET A	4,120	A-1	EUR	238 467,32	268 493,29
Association Arts et Industries	2012	P	62501//RÃ©alisatÂ° logts.Ã©tudiants Maison de l'ingÃ©nieur et	Societe Generale	2 120 000,00	768 639,32	11,21	T	F		0,000	F		2,990	A-1	EUR	24 045,19	56 665,13
Association Arts et Industries	2019	P	62502/10278001400002025860/Const. 45 logts Ã©tudiants par suÃ©lÃ©vation bÃ¢t Ilot	B.F.C.M.	1 500 000,00	1 200 056,12	18,40	M	F		0,000	F		4,110	A-1	EUR	50 279,58	42 731,22
Association Arts et Industries	2019	P	62503/10278018200020267709/Const. 45 logts Ã©tudiants par suÃ©lÃ©vation bÃ¢t Ilot	B.F.C.M.	1 300 000,00	1 010 307,66	18,20	M	F		0,000	F		2,000	A-1	EUR	20 699,72	45 421,60
Association ENTRAIDE LE RELAIS	2024	X	2000/5593332/Acquis amÃ©l. 9 logts 24 rue Saint-Louis Ã Strasbou	C.D.C.	250 000,00	247 338,89	34,39	T	V	LIVRET A	2,580	V	LIVRET A	1,300	A-1	EUR	2 045,29	2 661,11
Batigere Habitats Solidaires	2014	X	62143/1345967/Acq.Amel. pr creation CHRS Chateau d'Eau 52 chambr	C.D.C.	250 424,00	197 876,61	28,65	A	V	LIVRET A	0,560	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	5 591,13	1 806,59
Batigere Habitats Solidaires	2014	X	62144/1345968/Acq.Amel. pr creation CHRS Chateau d'Eau 52 chambr	C.D.C.	231 472,00	191 923,09	34,64	A	V	LIVRET A	0,560	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	5 392,00	648,38
Batigere Habitats Solidaires	2021	X	62206/5451450/RÃ©sidence accueil St Charles Ã Schiltigheir	C.D.C.	1 242 193,00	1 207 300,33	35,81	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	32 417,13	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Batigere Habitats Solidaires	2021	X	62207/5451451/RÃ©sidence accueil St Charles Ã Schiltigheir	C.D.C.	378 245,00	371 487,49	45,80	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	7 817,33	0,00
C.T.S.(Bus)	2025	C	61185/5555604/Restructuration dÃ©pÃ´t de la Kibitzenau	C.D.C.	11 500 000,00	11 500 000,00	19,99	T	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
C.T.S.(Tram)	2025	C	61190/HY9529/Remplac. ascenseurs escalators Ã la galerie envers	C Agricole	3 000 000,00	2 850 000,00	9,49	T	F		0,000	F		3,300	A-1	EUR	48 881,25	150 000,00
CDC Habitat Social	2018	X	40500/5254089/RÃ©hab. thermique 37 logts.19 r Marais Kageneck	C.D.C.	928 602,00	861 823,03	29,40	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	31 124,96	2 759,03
CDC Habitat Social	2018	X	40501/5254090/RÃ©hab. thermique 37 logts.19 r Marais Kageneck	C.D.C.	666 000,00	565 985,56	19,40	A	V	LIVRET A	0,250	V	LIVRET A	2,750	A-1	EUR	15 925,47	13 122,54
CDC Habitat Social	2020	P	40502/5375161/RÃ©hab. thermique 37 logts.19 r Marais Kageneck	C.D.C.	326 755,00	280 020,50	24,48	A	F		0,250	F		1,190	A-1	EUR	3 446,12	9 569,34
CDC Habitat Social	2021	X	40503/5425687/Acquis.en VEFA 10 logts 282 route de la Wantzenau	C.D.C.	77 401,00	73 778,50	35,39	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 068,50	96,63
CDC Habitat Social	2021	X	40504/5425688/Acquis.en VEFA 10 logts 282 route de la Wantzenau	C.D.C.	132 437,00	129 089,01	45,39	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 419,14	0,00
CDC Habitat Social	2021	P	40505/5427166/Acquis.en VEFA 10 logts 282 route de la Wantzenau	C.D.C.	265 126,00	257 833,94	35,39	A	V	INF FR XT	0,210	V	INF FR XT	3,310	A-1	EUR	8 656,95	3 705,39
CDC Habitat Social	2021	X	40506/5425686/Acquis.en VEFA 10 logts 282 route de la Wantzenau	C.D.C.	183 581,00	180 376,31	45,39	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	4 123,70	0,00
CDC Habitat Social	2021	C	40507/5425689/Acquis.en VEFA 10 logts 282 route de la Wantzenau	C.D.C.	65 000,00	65 000,00	35,39	A	F		0,370	F		3,000	A-1	EUR	1 950,00	0,00
CDC Habitat Social	2021	C	40508/5425778/Acquis.en VEFA 18 logts 31 rue de la Klebsau	C.D.C.	117 000,00	117 000,00	35,39	A	F		0,370	F		3,000	A-1	EUR	3 510,00	0,00
CDC Habitat Social	2022	X	40509/5387402/Acquis.en VEFA 8 logts situÃ©e impasse des Bleuets	C.D.C.	96 000,00	92 661,11	35,56	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 597,91	121,36
CDC Habitat Social	2022	X	40510/5387403/Acquis.en VEFA 8 logts situÃ©e impasse des Bleuets	C.D.C.	111 088,00	109 551,39	45,55	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 054,03	0,00
CDC Habitat Social	2022	X	40511/5387744/Acquis.en VEFA 8 logts situÃ©e impasse des Bleuets	C.D.C.	480 412,00	449 661,05	35,56	A	V	INF FR XT	0,300	V	INF FR XT	3,240	A-1	EUR	14 781,52	6 558,82
CDC Habitat Social	2022	X	40512/5387404/Acquis.en VEFA 8 logts situÃ©e impasse des Bleuets	C.D.C.	358 303,00	354 822,40	45,55	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	8 148,82	0,00
CDC Habitat Social	2022	C	40513/5387401/Acquis.en VEFA 8 logts situÃ©e impasse des Bleuets	C.D.C.	52 000,00	52 000,00	35,56	A	F		0,300	F		3,000	A-1	EUR	1 560,00	0,00
CDC Habitat Social	2022	X	40514/5423317/Cstr. de 66 logts rue du Rhin NapolÃ©on Ilot Bois	C.D.C.	1 251 154,00	1 189 089,38	35,98	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	33 594,17	10 702,44
CDC Habitat Social	2022	X	40515/5423318/Cstr. de 66 logts rue du Rhin NapolÃ©on Ilot Bois	C.D.C.	395 816,00	387 627,73	45,97	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	7 017,34	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CDC Habitat Social	2022	X	40516/5424480/Cstr. de 66 logts rue du Rhin NapolÃ©on Ilot Bois	C.D.C.	4 668 143,00	4 520 238,02	35,98	A	V	INFLATION	0,300	V	INFLATION	6,150	A-1	EUR	279 983,06	32 332,03
CDC Habitat Social	2022	X	40517/5423315/Cstr. de 66 logts rue du Rhin NapolÃ©on Ilot Bois	C.D.C.	962 074,00	946 108,04	45,98	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	3,240	A-1	EUR	19 140,98	0,00
CDC Habitat Social	2022	C	40518/5423316/Cstr. de 66 logts rue du Rhin NapolÃ©on Ilot Bois	C.D.C.	429 000,00	429 000,00	35,98	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	3,000	A-1	EUR	12 870,00	0,00
CDC Habitat Social	2022	F	40519/LPB-00015927/PSLA opÃ©ratÂ° 18 logts ZAC DANUBE A3,4 AllÃ©e Crabbe	B Postale	3 236 353,00	3 236 353,00	1,87	T	F		2,380	F		2,380	A-1	EUR	77 025,20	0,00
CDC Habitat Social	2023	X	40520/5494191/Cstr. de 55 logts rue de Molsheim	C.D.C.	1 889 220,00	1 836 060,69	37,56	A	V	LIVRET A	2,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	52 164,21	26 946,63
CDC Habitat Social	2023	C	40521/5494190/Cstr. de 55 logts rue de Molsheim	C.D.C.	357 500,00	357 500,00	37,56	A	F		1,100	F		3,600	A-1	EUR	0,00	0,00
CDC Habitat Social	2023	C	40522/5552696/Acq VEFA 34 logts rue de Lattre de Tassigny	C.D.C.	221 000,00	221 000,00	37,81	A	F		1,100	F		0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
CDC Habitat Social	2023	X	40523/5520732/Acquis.en VEFA 5 logts 20 rue Grimling	C.D.C.	173 597,00	173 597,00	37,14	A	V	LIVRET A	4,110	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	7 134,84	0,00
CDC Habitat Social	2023	X	40524/5520730/Acquis.en VEFA 5 logts 20 rue Grimling	C.D.C.	188 064,00	188 064,00	37,14	A	V	LIVRET A	4,110	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	7 729,43	0,00
CDC Habitat Social	2023	X	40525/5520731/Acquis.en VEFA 5 logts 20 rue Grimling	C.D.C.	180 830,00	180 830,00	47,13	A	V	LIVRET A	4,110	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	7 277,51	0,00
CDC Habitat Social	2025	X	40526/5658521/Const de 4 logts 67 rue de la Charmille	C.D.C.	161 147,00	161 147,00	39,30	A	V	LIVRET A	3,510	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
CDC Habitat Social	2025	X	40527/5658520/Const de 4 logts 67 rue de la Charmille	C.D.C.	203 706,00	203 706,00	39,30	A	V	LIVRET A	3,510	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
CDC Habitat Social	2025	X	40528/5658519/Const de 4 logts 67 rue de la Charmille	C.D.C.	138 730,00	138 730,00	49,30	A	V	LIVRET A	3,510	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
CDC Habitat Social	2025	X	40529/5658552/OpÃ©r acquis.amÃ©l de 96 logts 3 rue Rembrandt	C.D.C.	930 083,00	930 083,00	24,31	A	V	LIVRET A	2,150	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
CDC Habitat Social	2025	X	40530/5658550/OpÃ©r acquis.amÃ©l de 96 logts 3 rue Rembrandt	C.D.C.	2 411 000,00	2 411 000,00	39,30	A	V	LIVRET A	3,510	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
CDC Habitat Social	2025	X	40531/5658545/OpÃ©r acquis.amÃ©l de 96 logts 3 rue Rembrandt	C.D.C.	1 951 198,00	1 951 198,00	49,30	A	V	LIVRET A	3,510	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
CDC Habitat Social	2025	C	40532/5658551/OpÃ©r acquis.amÃ©l de 96 logts 3 rue Rembrandt	C.D.C.	617 500,00	617 500,00	39,30	A	V	LIVRET A	0,930	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2015	X	4500/5101999/Construction de 30 logts. rue du Rhin Tortu a	C.D.C.	1 668 908,00	1 394 218,64	24,99	A	V	LIVRET A	2,150	V	LIVRET A	4,400	A-1	EUR	61 733,99	8 826,64
DOMIAL ESH	2015	X	4501/5102000/Construction de 30 logts. rue du Rhin Tortu a	C.D.C.	961 779,00	876 797,08	39,98	A	V	LIVRET A	2,150	V	LIVRET A	4,400	A-1	EUR	32 613,38	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2015	X	4502/5102580/Acq. AmÃ©l. de 8 logts. 6, rue Schutzenberger Ã	C.D.C.	390 327,00	319 925,98	29,98	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	9 020,44	2 232,82
DOMIAL ESH	2015	X	4503/5102581/Acq. Amel. de 8 logts. 6, rue Schutzenberger a	C.D.C.	270 139,00	234 070,31	39,98	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	6 396,81	0,00
DOMIAL ESH	2015	X	4504/1339982/Const. 30 logts.Av. FranÃ§ois Mitterrand Ã Strasbou	C.D.C.	633 380,00	569 607,06	29,98	A	V	LIVRET A	2,150	V	LIVRET A	4,400	A-1	EUR	25 075,35	287,33
DOMIAL ESH	2015	X	4505/5103489/Const. 30 logts.Av. FranÃ§ois Mitterrand Ã Strasbou	C.D.C.	997 877,00	931 038,83	39,98	A	V	LIVRET A	2,150	V	LIVRET A	4,400	A-1	EUR	34 630,95	0,00
DOMIAL ESH	2015	X	4506/5088577/RÃ©hab. Thermique de 38 logts.AllÃ©e RenÃ© Cassin Ã	C.D.C.	532 000,00	373 013,24	14,83	A	V	LIVRET A	0,501	V	LIVRET A	2,750	A-1	EUR	10 689,54	15 697,35
DOMIAL ESH	2015	X	4507/5086321/Const. 28 logts.32 rue Stoskopf Ã Strasbourg	C.D.C.	947 381,00	795 489,04	29,48	A	V	LIVRET A	0,533	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	22 482,25	7 448,58
DOMIAL ESH	2015	X	4508/5086322/Const. 28 logts.32 rue Stoskopf Ã Strasbourg	C.D.C.	563 041,00	498 910,87	39,47	A	V	LIVRET A	0,545	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	13 987,33	636,74
DOMIAL ESH	2015	X	4509/5086323/Const. 28 logts.32 rue Stoskopf Ã Strasbourg	C.D.C.	475 723,00	410 761,25	29,48	A	V	LIVRET A	1,299	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	14 876,35	2 470,85
DOMIAL ESH	2015	X	4510/5086324/Const. 28 logts.32 rue Stoskopf Ã Strasbourg	C.D.C.	355 498,00	322 190,35	39,47	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	11 015,43	0,00
DOMIAL ESH	2015	X	4511/5086031/OpÃ©ratÂ° en VEFA de 22 logts.rue MÃ©lina Marcouri Ã	C.D.C.	609 148,00	525 966,55	29,48	A	V	LIVRET A	1,299	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	19 048,70	3 163,84
DOMIAL ESH	2015	X	4512/5086032/OpÃ©ratÂ° en VEFA de 22 logts.rue MÃ©lina Marcouri Ã	C.D.C.	402 492,00	364 781,31	39,47	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	12 471,58	0,00
DOMIAL ESH	2015	X	4513/5086033/OpÃ©ratÂ° en VEFA de 22 logts.rue MÃ©lina Marcouri Ã	C.D.C.	501 360,00	420 977,82	29,48	A	V	LIVRET A	0,544	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	11 897,75	3 941,84
DOMIAL ESH	2015	X	4514/5086034/OpÃ©ratÂ° en VEFA de 22 logts.rue MÃ©lina Marcouri Ã	C.D.C.	356 297,00	315 714,89	39,47	A	V	LIVRET A	0,545	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	8 851,30	402,93
DOMIAL ESH	2015	X	4515/1339985/OAcquisitÂ° de 22 logts. 146/148 rte des Romains Ã	C.D.C.	222 040,00	186 678,83	24,82	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	6 794,36	2 053,44
DOMIAL ESH	2015	X	4516/1339986/OAcquisitÂ° de 22 logts. 146/148 rte des Romains Ã	C.D.C.	1 200 000,00	1 050 800,13	29,82	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	38 002,58	4 827,18
DOMIAL ESH	2016	X	4517/5102640/Terrain sÃ©dentarisatÂ° gens voyage-Polygone RHI	C.D.C.	882 600,00	723 410,54	29,98	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	20 396,86	5 048,81
DOMIAL ESH	2016	X	4518/5102641/Terrain sÃ©dentarisatÂ° gens voyage-Polygone RHI	C.D.C.	1 186 400,00	1 027 993,09	39,98	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	28 093,59	0,00
DOMIAL ESH	2016	X	4519/5141331/AcquisitÂ° en VEFA 33 logts. 82 rue du GÃ©n. Leclerc	C.D.C.	874 057,00	746 653,38	31,07	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	21 031,70	4 478,66
DOMIAL ESH	2016	X	4520/5141332/AcquisitÂ° en VEFA 33 logts. 82 rue du GÃ©n. Leclerc	C.D.C.	618 576,00	553 073,42	41,06	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	14 828,46	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2016	X	4521/5141329/AcquisitÂ° en VEFA 33 logts. 82 rue du GÃ©n. Leclerc	C.D.C.	817 848,00	718 481,70	31,07	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	25 932,55	1 866,76
DOMIAL ESH	2016	X	4522/5141330/AcquisitÂ° en VEFA 33 logts. 82 rue du GÃ©n. Leclerc	C.D.C.	560 812,00	560 812,00	41,06	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	18 473,09	0,00
DOMIAL ESH	2017	X	4523/5137341/Acq.AmÃ©l. 42 logts. 3-5-7-9 et 11, rue d'Andlau	C.D.C.	1 208 228,00	1 090 343,49	30,98	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	39 354,35	2 832,94
DOMIAL ESH	2016	X	4524/5115357/Acq. VEFA 44 logts. rue Maria Callas Ã	C.D.C.	1 333 989,00	1 158 984,56	30,14	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	32 678,05	8 088,75
DOMIAL ESH	2016	X	4525/5115355/Acq. VEFA 44 logts. rue Maria Callas Ã	C.D.C.	809 446,00	734 833,31	40,14	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	20 106,78	0,00
DOMIAL ESH	2016	X	4526/5115354/Acq. VEFA 44 logts. rue Maria Callas Ã	C.D.C.	1 196 157,00	1 065 133,83	30,14	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	38 481,45	3 795,46
DOMIAL ESH	2016	X	4527/5115356/Acq. VEFA 44 logts. rue Maria Callas Ã	C.D.C.	741 804,00	685 165,75	40,14	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	22 055,91	0,00
DOMIAL ESH	2016	X	4528/5117137/AcquisitÂ° en VEFA de 7 logts. 8 rue des Fusiliers	C.D.C.	320 829,00	278 739,82	30,40	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	7 859,19	1 945,37
DOMIAL ESH	2016	X	4529/5117138/AcquisitÂ° en VEFA de 7 logts. 8 rue des Fusiliers	C.D.C.	215 927,00	196 023,40	40,39	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	5 363,66	0,00
DOMIAL ESH	2016	X	4530/5117135/AcquisitÂ° en VEFA de 7 logts. 8 rue des Fusiliers	C.D.C.	233 742,00	208 138,67	30,40	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	7 519,70	741,67
DOMIAL ESH	2016	X	4531/5117136/AcquisitÂ° en VEFA de 7 logts. 8 rue des Fusiliers	C.D.C.	165 747,00	153 091,87	40,39	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	4 928,12	0,00
DOMIAL ESH	2016	X	4532/1339983/Acq. 24 logts. 18/18Arue Oberlin Ã Bischheim	C.D.C.	1 592 900,00	1 429 390,84	30,40	A	V	LIVRET A	1,620	V	LIVRET A	3,870	A-1	EUR	55 455,28	3 562,02
DOMIAL ESH	2017	X	4533/5151495/Construction de 34 logts. 45, rte du Rhin Ã	C.D.C.	1 103 993,00	943 073,63	31,23	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	26 564,45	5 656,85
DOMIAL ESH	2017	X	4534/5151496/Construction de 34 logts. 45, rte du Rhin a	C.D.C.	313 785,00	280 557,53	41,22	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	7 522,03	0,00
DOMIAL ESH	2017	X	4535/5151479/Construction de 34 logts. 45, rte du Rhin Ã	C.D.C.	1 131 969,00	994 437,84	31,23	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	35 892,78	2 583,75
DOMIAL ESH	2017	X	4536/5151494/Construction de 34 logts. 45, rte du Rhin Ã	C.D.C.	304 355,00	277 783,69	41,22	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	8 791,89	0,00
DOMIAL ESH	2015	X	4537/5073421/Acq. de l'usufruit locatif 22 rue de Bouxwiller	C.D.C.	170 500,00	54 218,25	3,16	A	V	LIVRET A	1,381	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	2 374,03	11 727,02
DOMIAL ESH	2017	X	4538/5137340/AcquisitÂ° AmÃ©lioratÂ° de7 logts. 8 Blv.de Metz	C.D.C.	388 452,00	349 306,77	30,81	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	12 619,85	1 244,71
DOMIAL ESH	2017	X	4539/5137342/AcquisitÂ° AmÃ©lioratÂ° 71 logts. 4A Ã 4I r. Hohwald	C.D.C.	517 334,00	465 201,05	30,81	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	16 806,91	1 657,68

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2017	X	4540/5137343/Acquisit? Ameliorat? 71 logts. 4A a 4I r. Hohwald	C.D.C.	2 015 690,00	1 768 627,58	30,81	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	49 867,20	12 343,55
DOMIAL ESH	2017	X	4541/5157828/AcquisitÂ° en VEFA de 30 logts. 5 rue des Magasins	C.D.C.	486 494,00	444 404,62	31,48	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	16 040,14	1 154,65
DOMIAL ESH	2017	X	4542/5157829/AcquisitÂ° en VEFA de 30 logts. 5 rue des Magasins	C.D.C.	639 212,00	600 495,06	41,47	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	19 005,75	0,00
DOMIAL ESH	2017	X	4543/5153515/Construction de 17 logts. rue de la Lauter a	C.D.C.	524 469,00	469 113,88	31,48	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	13 213,98	2 813,89
DOMIAL ESH	2017	X	4544/5153516/Construction de 17 logts. rue de la Lauter Ã	C.D.C.	213 801,00	198 085,51	41,47	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	5 310,87	0,00
DOMIAL ESH	2017	X	4545/5153513/Construction de 17 logts. rue de la Lauter Ã	C.D.C.	638 454,00	583 217,69	31,48	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	21 050,39	1 515,32
DOMIAL ESH	2017	X	4546/5153514/Construction de 17 logts. rue de la Lauter Ã	C.D.C.	251 536,00	236 300,52	41,47	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	7 478,94	0,00
DOMIAL ESH	2017	X	4547/5155184/Acquis. AmÃ©l. 8 logts 3-5-6-7 rue d'Andlau Ã	C.D.C.	116 500,00	105 237,78	31,65	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 964,33	631,25
DOMIAL ESH	2017	X	4548/5155185/Acquis. AmÃ©l. 8 logts 3-5-6-7 rue d'Andlau Ã	C.D.C.	143 100,00	132 006,21	31,65	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	4 764,57	342,98
DOMIAL ESH	2017	X	4549/5155182/Acq. AmÃ©l. 47 logts Cour de Mutzig r Wasselone,	C.D.C.	778 504,00	703 244,84	31,73	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	19 808,97	4 218,28
DOMIAL ESH	2018	X	4550/5155181/Acq. AmÃ©l. 47 logts Cour de Mutzig r Wasselone,	C.D.C.	324 312,00	299 169,80	31,73	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	10 798,10	777,30
DOMIAL ESH	2017	X	4551/5155183/Acquis. AmÃ©l.26 logts22, 24, 26 r FossÃ© des Treize	C.D.C.	882 683,00	814 253,22	31,65	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	29 389,27	2 115,60
DOMIAL ESH	2017	C	4552/LBP-00002256/AcquisitÂ° en VEFA de 30 logts. 5 rue des Magasins	B Postale	639 212,00	552 652,02	41,30	T	V	LIVRET A	1,860	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	22 709,01	13 316,92
DOMIAL ESH	2017	C	4553/LBP-00002259/AcquisitÂ° en VEFA de 30 logts. 5 rue des Magasins	B Postale	681 494,00	564 922,74	31,31	T	V	LIVRET A	1,860	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	23 322,56	17 934,04
DOMIAL ESH	2017	X	4554/5132049/Constr.18 logts terrain sÃ©dentarisation gens du	C.D.C.	801 492,00	716 898,47	31,48	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	20 193,56	4 300,18
DOMIAL ESH	2017	X	4555/5132050/Constr.18 logts terrain sÃ©dentarisation gens du	C.D.C.	285 272,00	264 303,03	41,47	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	7 086,23	0,00
DOMIAL ESH	2018	X	4556/5194662/RÃ©hab.27 logts 14,20 et 28 rue du FossÃ© des Treize	C.D.C.	324 000,00	256 568,20	16,74	A	V	LIVRET A	0,500	V	LIVRET A	2,750	A-1	EUR	7 289,14	8 491,29
DOMIAL ESH	2018	X	4557/5194663/RÃ©hab.27 logts 14,20 et 28 rue du FossÃ© des Treize	C.D.C.	159 022,00	128 909,17	16,74	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	4 776,13	3 761,00
DOMIAL ESH	2018	X	4558/5188616/AcquisitÂ° VEFA 24 logts. Rte Vienne IlÃ´t St Urbain	C.D.C.	605 957,00	547 378,22	31,73	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	15 418,53	3 283,34

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2017	X	4559/5188617/AcquisitÂ° VEFA 24 logts. Rte Vienne IlÃ´t St Urbain	C.D.C.	520 721,00	487 231,45	41,72	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	13 063,17	0,00
DOMIAL ESH	2018	X	4560/5188614/AcquisitÂ° VEFA 24 logts. Rte Vienne IlÃ´t St Urbain	C.D.C.	587 253,00	541 726,37	31,73	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	19 552,82	1 407,52
DOMIAL ESH	2017	X	4561/5188615/AcquisitÂ° VEFA 24 logts. Rte Vienne IlÃ´t St Urbain	C.D.C.	456 083,00	432 675,26	41,72	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	13 694,23	0,00
DOMIAL ESH	2018	X	4562/5196650/RÃ©hab. de 16 logts 6, rue Paul Janet Ã Strasbourg	C.D.C.	434 079,00	351 880,63	16,74	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	13 037,29	10 266,33
DOMIAL ESH	2017	X	4563/5196649/RÃ©hab. de 16 logts 6, rue Paul Janet Ã Strasbourg	C.D.C.	192 000,00	152 040,41	16,74	A	V	LIVRET A	0,500	V	LIVRET A	2,750	A-1	EUR	4 319,49	5 031,88
DOMIAL ESH	2018	X	4564/5182621/AcquisitÂ° en VEFA de 9 logts. rue du Petit Magmod	C.D.C.	171 285,00	154 726,62	31,73	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 358,33	928,10
DOMIAL ESH	2017	X	4565/5182622/AcquisitÂ° en VEFA de 9 logts. rue du Petit Magmod	C.D.C.	128 263,00	120 013,93	41,72	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 217,69	0,00
DOMIAL ESH	2018	X	4566/5182619/AcquisitÂ° en VEFA de 9 logts. rue du Petit Magmod	C.D.C.	192 061,00	177 171,51	31,73	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	6 394,74	460,33
DOMIAL ESH	2017	X	4567/5182620/AcquisitÂ° en VEFA de 9 logts. rue du Petit Magmod	C.D.C.	166 313,00	157 777,25	41,72	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	4 993,67	0,00
DOMIAL ESH	2017	X	4568/5192953/Constr. de 9 logts 24 rue du Gal de Gaulle Ã	C.D.C.	139 151,00	125 699,06	31,81	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 540,69	753,98
DOMIAL ESH	2017	X	4569/5192954/Constr. de 9 logts 24 rue du Gal de Gaulle Ã	C.D.C.	126 980,00	118 813,43	41,81	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 185,51	0,00
DOMIAL ESH	2017	X	4570/5192951/Constr. de 9 logts 24 rue du Gal de Gaulle Ã	C.D.C.	369 503,00	340 857,37	31,81	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	12 302,74	885,62
DOMIAL ESH	2017	X	4571/5192952/Constr. de 9 logts 24 rue du Gal de Gaulle Ã	C.D.C.	147 642,00	140 064,52	41,81	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	4 433,06	0,00
DOMIAL ESH	2017	X	4572/5192961/AcquistÂ° de 6 logts 24 rue du Gal de Gaulle Ã	C.D.C.	81 651,00	73 757,67	31,81	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 077,60	442,42
DOMIAL ESH	2017	X	4573/5192962/AcquistÂ° de 6 logts 24 rue du Gal de Gaulle Ã	C.D.C.	51 562,00	48 245,84	41,81	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 293,52	0,00
DOMIAL ESH	2017	X	4574/5192959/AcquistÂ° de 6 logts 24 rue du Gal de Gaulle Ã	C.D.C.	131 294,00	121 115,48	31,81	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	4 371,49	314,68
DOMIAL ESH	2017	X	4575/5192960/AcquistÂ° de 6 logts 24 rue du Gal de Gaulle Ã	C.D.C.	127 567,00	121 019,84	41,81	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	3 830,29	0,00
DOMIAL ESH	2017	X	4576/5202189/Acq. Amel. de 8 logts. 6, rue Schutzenberger a	C.D.C.	86 146,00	77 818,13	31,90	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 191,97	466,78
DOMIAL ESH	2018	X	4578/5189517/RÃ©hab. 53 logts Cour de Mutzig-rue Wasselonne, Pl.	C.D.C.	477 000,00	377 725,39	16,74	A	V	LIVRET A	0,500	V	LIVRET A	2,750	A-1	EUR	10 731,23	12 501,07

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2018	X	4579/5189516/RÃ©hab. 53 logts Cour de Mutzig-rue Wasselonne, Pl.	C.D.C.	1 075 861,00	872 133,05	16,74	A	V	LIVRET A	0,500	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	32 312,81	25 445,02
DOMIAL ESH	2018	X	4580/5196415/AcquisitÂ° en VEFA de 9 logts. rue du Gal de Gaulle	C.D.C.	477 019,00	440 038,22	31,73	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	15 882,53	1 143,31
DOMIAL ESH	2018	X	4581/5196416/AcquisitÂ° en VEFA de 9 logts. rue du Gal de Gaulle	C.D.C.	362 578,00	343 969,27	41,72	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	10 886,67	0,00
DOMIAL ESH	2018	X	4582/5181914/AcquisitÂ° VEFA de 21 logts. 2 Av. du Gal de Gaulle	C.D.C.	603 521,00	545 177,73	31,73	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	15 356,54	3 270,15
DOMIAL ESH	2018	X	4583/5181915/AcquisitÂ° VEFA de 21 logts. 2 Av. du Gal de Gaulle	C.D.C.	450 289,00	421 329,20	41,72	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	11 296,26	0,00
DOMIAL ESH	2018	X	4584/5181912/AcquisitÂ° VEFA de 21 logts. 2 Av. du Gal de Gaulle	C.D.C.	660 822,00	609 591,95	31,73	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	22 002,33	1 583,84
DOMIAL ESH	2018	X	4585/5181913/AcquisitÂ° VEFA de 21 logts. 2 Av. du Gal de Gaulle	C.D.C.	397 572,00	377 167,25	41,72	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	11 937,39	0,00
DOMIAL ESH	2018	X	4586/5235954/AcquisitÂ° amÃ©l. de 4 logts 8, rue de l'AbbÃ© Lemire	C.D.C.	134 214,00	123 471,32	32,48	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 474,75	626,87
DOMIAL ESH	2018	X	4587/5160085/AcquisitÂ° AmÃ©l. de 32 logts.11, r des Corroyeurs	C.D.C.	552 655,00	508 419,72	32,23	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	14 308,03	2 581,27
DOMIAL ESH	2018	X	4588/5160086/AcquisitÂ° AmÃ©l. de 32 logts.11, r des Corroyeurs	C.D.C.	378 258,00	357 478,41	42,22	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	9 396,06	0,00
DOMIAL ESH	2018	X	4589/5160083/AcquisitÂ° AmÃ©l. de 32 logts.11, r des Corroyeurs	C.D.C.	777 215,00	727 628,06	32,23	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	26 238,95	1 231,44
DOMIAL ESH	2018	X	4590/5160084/AcquisitÂ° AmÃ©l. de 32 logts.11, r des Corroyeurs	C.D.C.	403 743,00	385 575,66	42,22	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	12 004,64	0,00
DOMIAL ESH	2018	X	4591/5231654/Acquisit? VEFA de 6 logts.rue d'Or a la Wantzenau	C.D.C.	61 639,00	57 267,89	32,81	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 611,64	290,75
DOMIAL ESH	2018	X	4592/5231651/Acquisit? VEFA de 6 logts.rue d'Or a la Wantzenau	C.D.C.	66 694,00	63 655,46	42,81	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 673,14	0,00
DOMIAL ESH	2018	X	4593/5231652/Acquisit? VEFA de 6 logts.rue d'Or a la Wantzenau	C.D.C.	88 459,00	83 630,34	32,81	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	3 015,78	141,54
DOMIAL ESH	2018	X	4594/5231653/Acquisit? VEFA de 6 logts.rue d'Or a la Wantzenau	C.D.C.	155 777,00	150 231,70	42,81	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	4 677,37	0,00
DOMIAL ESH	2019	P	4595/LPB-00004784/AcquisitÂ° VEFA de 6 logts.rue d'Olwisheim Ã	B Postale	298 137,00	273 141,28	43,30	T	V	LIVRET A	1,850	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	9 793,07	4 044,43
DOMIAL ESH	2019	P	4596/LPB-00004786/AcquisitÂ° VEFA de 6 logts.rue d'Olwisheim Ã	B Postale	205 653,00	181 701,33	33,31	T	V	LIVRET A	1,850	V	LIVRET A	1,100	A-1	EUR	2 017,11	3 875,50
DOMIAL ESH	2019	X	4597/5235895/Acquisit? en VEFA de 7 logts. rue de Wolfisheim a	C.D.C.	76 724,00	71 645,03	32,98	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 014,51	301,63

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2019	X	4598/5235896/Acquisit? en VEFA de 7 logts. rue de Wolfisheim a	C.D.C.	159 584,00	152 313,46	42,97	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 915,82	0,00
DOMIAL ESH	2019	X	4599/5235897/Acquisit? en VEFA de 7 logts. rue de Wolfisheim a	C.D.C.	168 962,00	160 009,34	32,98	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	5 765,17	134,53
DOMIAL ESH	2019	X	4600/5235898/Acquisit? en VEFA de 7 logts. rue de Wolfisheim a	C.D.C.	165 696,00	159 797,63	42,97	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	4 867,14	0,00
DOMIAL ESH	2019	X	4601/5258382/Constr. Residence personnes agees de 67 logts.	C.D.C.	5 015 757,00	4 568 091,86	32,98	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	164 589,57	3 840,56
DOMIAL ESH	2019	X	4602/5258381/Constr. Residence personnes agees de 67 logts.	C.D.C.	1 418 530,00	1 352 693,99	52,97	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	35 784,46	0,00
DOMIAL ESH	2018	X	4603/5244837/Constr. 9 logts terrain sedentarisat? gens voyage	C.D.C.	971 960,00	860 175,58	32,81	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	24 207,20	4 367,15
DOMIAL ESH	2018	X	4604/5244836/Constr. 9 logts terrain sedentarisat? gens voyage	C.D.C.	35 751,00	32 842,09	42,81	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	863,23	0,00
DOMIAL ESH	2019	X	4612/5250659/AcquisitÂ° AmÃ©lioratÂ° de 4 logts. 28, rue de Barr	C.D.C.	144 047,00	130 048,47	33,07	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 656,69	547,52
DOMIAL ESH	2019	X	4613/5250662/AcquisitÂ° AmÃ©lioratÂ° de 4 logts. 28, rue de Barr	C.D.C.	91 238,00	84 837,81	43,06	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 187,17	0,00
DOMIAL ESH	2019	X	4614/5250661/AcquisitÂ° AmÃ©lioratÂ° de 4 logts. 28, rue de Barr	C.D.C.	185 616,00	171 119,84	33,07	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	6 165,49	143,87
DOMIAL ESH	2019	X	4615/5250660/AcquisitÂ° AmÃ©lioratÂ° de 4 logts. 28, rue de Barr	C.D.C.	101 475,00	95 665,93	43,06	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	2 931,36	0,00
DOMIAL ESH	2019	X	4616/5300731/Acquisition en ULSd'un logt 1 rue de Reims Ã	C.D.C.	52 158,00	32 711,46	7,58	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	1 287,54	3 053,68
DOMIAL ESH	2019	P	4617//Acquisition en ULSde 3 logts 1 rue de Reims Ã	B.F.C.M.	170 155,00	106 817,79	8,84	M	F		1,860	F		1,860	A-1	EUR	2 096,92	10 911,44
DOMIAL ESH	2019	X	4618/5230917/AcquisitÂ° en VEFA de 8 logts rue Jean Mentelin Ã	C.D.C.	173 790,00	164 481,16	33,39	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 624,87	692,48
DOMIAL ESH	2019	X	4619/5230914/AcquisitÂ° en VEFA de 8 logts rue Jean Mentelin Ã	C.D.C.	158 285,00	152 689,90	43,39	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 936,43	0,00
DOMIAL ESH	2019	X	4620/5230915/AcquisitÂ° en VEFA de 8 logts rue Jean Mentelin Ã	C.D.C.	149 079,00	143 058,12	33,39	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	5 154,43	120,27
DOMIAL ESH	2019	X	4621/5230916/AcquisitÂ° en VEFA de 8 logts rue Jean Mentelin Ã	C.D.C.	125 802,00	122 195,74	43,39	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	3 744,28	0,00
DOMIAL ESH	2019	X	4622/5277217/Construction de 28 logts 14, rue de l'Artisanat Ã	C.D.C.	674 074,00	637 968,09	33,48	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	17 938,31	2 685,92
DOMIAL ESH	2019	X	4623/5277218/Construction de 28 logts 14, rue de l'Artisanat Ã	C.D.C.	424 097,00	413 603,67	53,46	A	V	LIVRET A	0,950	V	LIVRET A	3,200	A-1	EUR	9 988,80	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2019	X	4624/5277215/Construction de 28 logts 14, rue de l'Artisanat Ã	C.D.C.	869 615,00	834 493,68	33,48	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	30 067,03	701,59
DOMIAL ESH	2019	X	4625/5277216/Construction de 28 logts 14, rue de l'Artisanat Ã	C.D.C.	429 040,00	418 424,38	53,46	A	V	LIVRET A	0,950	V	LIVRET A	3,200	A-1	EUR	10 105,23	0,00
DOMIAL ESH	2019	X	4626/5304682/AcquisitÂ° de 42 logts. 11, rue d'Andlau Ã	C.D.C.	630 000,00	610 506,43	33,56	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	21 996,71	513,27
DOMIAL ESH	2019	X	4627/5296943/Acquis AmÃ©l 26 logts. 22-24 et 26, r.FossÃ© Treize	C.D.C.	330 000,00	319 789,07	33,56	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	11 522,08	268,86
DOMIAL ESH	2019	X	4628/5296942/RÃ©hab. 28 logts. rue du .FossÃ© des Treize	C.D.C.	342 000,00	306 239,78	18,57	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	11 280,27	7 100,97
DOMIAL ESH	2020	X	4629/5374143/OpÃ©ratÂ° usufruit loc.soc. 2-3-4-5 Cour Bain des	C.D.C.	1 776 211,00	1 262 726,17	8,74	A	V	LIVRET A	1,550	V	LIVRET A	4,050	A-1	EUR	55 042,85	96 356,46
DOMIAL ESH	2020	X	4630/5374142/OpÃ©ratÂ° usufruit loc.soc. 2-3-4-5 Cour Bain des	C.D.C.	2 314 240,00	1 645 216,37	8,74	A	V	LIVRET A	1,550	V	LIVRET A	4,050	A-1	EUR	71 715,78	125 543,63
DOMIAL ESH	2020	X	4631/5374141/OpÃ©ratÂ° usufruit loc.soc. 2-3-4-5 Cour Bain des	C.D.C.	152 032,00	106 977,34	8,74	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	4 153,45	8 396,21
DOMIAL ESH	2020	X	4632/5367047/Acquisition AmÃ©lioration 3 logts.68,rue Principale	C.D.C.	148 471,00	147 723,12	34,73	A	V	LIVRET A	1,550	V	LIVRET A	4,050	A-1	EUR	5 539,22	0,00
DOMIAL ESH	2020	X	4633/5367050/Acquisition AmÃ©lioration 3 logts.68,rue Principale	C.D.C.	145 818,00	145 083,49	34,73	A	V	LIVRET A	1,550	V	LIVRET A	4,050	A-1	EUR	5 440,25	0,00
DOMIAL ESH	2020	X	4634/5367049/Acquisition AmÃ©lioration 3 logts.68,rue Principale	C.D.C.	174 981,00	174 981,00	74,70	A	V	LIVRET A	1,550	V	LIVRET A	4,050	A-1	EUR	4 135,33	0,00
DOMIAL ESH	2020	P	4635/5367048/Acquisition AmÃ©lioration 3 logts.68,rue Principale	C.D.C.	45 000,00	30 387,26	9,74	A	F		1,550	F		0,520	A-1	EUR	173,37	2 952,94
DOMIAL ESH	2020	P	4636/5367046/Acquisition AmÃ©lioration 3 logts.68,rue Principale	C.D.C.	19 500,00	19 500,00	24,73	A	V	LIVRET A	0,230	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	702,00	0,00
DOMIAL ESH	2019	X	4637/1355181/Emprunt CDC nÂ° 1355181	C.D.C.	2 787 046,00	2 398 442,82	31,39	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	67 471,33	11 247,51
DOMIAL ESH	2019	X	4638/1355182/Emprunt CDC nÂ° 1355182	C.D.C.	640 270,00	593 302,70	41,39	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	15 141,36	0,00
DOMIAL ESH	2022	X	4639/5368846/AcquisitÂ° VEFA 16 logts. ZAC des Vergers St Michel	C.D.C.	394 397,00	393 653,19	35,23	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	11 036,73	515,57
DOMIAL ESH	2022	X	4640/5368847/AcquisitÂ° VEFA 16 logts. ZAC des Vergers St Michel	C.D.C.	333 331,00	333 331,00	75,20	A	V	LIVRET A	0,770	V	LIVRET A	3,270	A-1	EUR	5 986,80	0,00
DOMIAL ESH	2022	X	4641/5368844/AcquisitÂ° VEFA 16 logts. ZAC des Vergers St Michel	C.D.C.	583 980,00	583 980,00	35,23	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	19 831,63	0,00
DOMIAL ESH	2022	X	4642/5368845/AcquisitÂ° VEFA 16 logts. ZAC des Vergers St Michel	C.D.C.	463 117,00	463 117,00	75,20	A	V	LIVRET A	0,770	V	LIVRET A	3,270	A-1	EUR	8 317,82	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2021	C	4643/5368849/AcquisitÂ° VEFA 16 logts. ZAC des Vergers St Michel	C.D.C.	104 000,00	104 000,00	35,23	A	V	LIVRET A	0,370	F		3,000	A-1	EUR	3 120,00	0,00
DOMIAL ESH	2021	C	4644/5368848/AcquisitÂ° VEFA 16 logts. ZAC des Vergers St Michel	C.D.C.	240 000,00	240 000,00	55,21	A	V	LIVRET A	1,000	F		3,000	A-1	EUR	7 200,00	0,00
DOMIAL ESH	2021	X	4645/5427440/RÃ©hab. Thermique de 16 logts, 6 Paul Janet Ã Stras	C.D.C.	127 140,00	123 183,24	20,48	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	4 509,90	2 091,60
DOMIAL ESH	2021	X	4646/5377769/RÃ©hab. Thermique de 18 logts, 17 rue de Montreux Ã	C.D.C.	473 440,00	403 655,57	20,32	A	F		0,770	F		0,770	A-1	EUR	3 244,03	17 647,35
DOMIAL ESH	2021	X	4647/5377770/RÃ©hab. Thermique de 18 logts, 17 rue de Montreux Ã	C.D.C.	342 000,00	328 841,73	20,32	A	V	LIVRET A	0,250	V	LIVRET A	2,750	A-1	EUR	9 231,84	6 861,50
DOMIAL ESH	2021	X	4648/5377765/RÃ©hab. Thermique de 18 logts, 2 rue de l'Avenir Ã	C.D.C.	432 970,00	369 150,80	20,32	A	F		0,770	F		0,770	A-1	EUR	2 966,73	16 138,84
DOMIAL ESH	2021	X	4649/5377766/RÃ©hab. Thermique de 18 logts, 2 rue de l'Avenir Ã	C.D.C.	315 000,00	302 880,54	20,32	A	V	LIVRET A	0,250	V	LIVRET A	2,750	A-1	EUR	8 503,01	6 319,80
DOMIAL ESH	2021	X	4650/5377767/RÃ©hab. Thermique de 18 logts, 4 rue de l'Avenir Ã	C.D.C.	456 055,00	388 833,10	20,32	A	F		0,770	F		0,770	A-1	EUR	3 124,91	16 999,33
DOMIAL ESH	2021	X	4651/5377768/RÃ©hab. Thermique de 18 logts, 4 rue de l'Avenir Ã	C.D.C.	315 000,00	302 880,54	20,32	A	V	LIVRET A	0,250	V	LIVRET A	2,750	A-1	EUR	8 503,01	6 319,80
DOMIAL ESH	2022	X	4652/5451143/AcquisitÂ° en VEFA de 4 logts. 5, rue de Mulhouse l	C.D.C.	410 785,00	410 785,00	35,73	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	13 950,03	0,00
DOMIAL ESH	2022	X	4653/5451144/AcquisitÂ° en VEFA de 4 logts. 5, rue de Mulhouse l	C.D.C.	263 480,00	263 480,00	75,70	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	5 302,07	0,00
DOMIAL ESH	2021	C	4654/5451146/AcquisitÂ° en VEFA de 4 logts. 5, rue de Mulhouse l	C.D.C.	26 000,00	26 000,00	35,73	A	F		0,360	F		3,000	A-1	EUR	780,00	0,00
DOMIAL ESH	2022	C	4655/5451145/AcquisitÂ° en VEFA de 4 logts. 5, rue de Mulhouse l	C.D.C.	60 000,00	60 000,00	55,71	A	F		1,010	F		3,000	A-1	EUR	1 800,00	0,00
DOMIAL ESH	2022	X	4656/5449944/Acquis. AmÃ©l.7 logts 20, rue de la Montagne Verte	C.D.C.	282 440,00	282 283,02	36,06	A	V	LIVRET A	0,360	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	7 908,32	156,98
DOMIAL ESH	2022	X	4657/5450407/Acquis. AmÃ©l.5 logts 11, rue de Salm Ã Strasbourg	C.D.C.	148 355,00	148 355,00	35,73	A	V	LIVRET A	1,550	V	LIVRET A	4,050	A-1	EUR	5 454,33	0,00
DOMIAL ESH	2022	X	4658/5450405/Acquis. AmÃ©l.5 logts 11, rue de Salm Ã Strasbourg	C.D.C.	127 116,00	127 116,00	35,73	A	V	LIVRET A	1,550	V	LIVRET A	4,050	A-1	EUR	4 673,47	0,00
DOMIAL ESH	2022	X	4659/5450406/Acquis. AmÃ©l.5 logts 11, rue de Salm Ã Strasbourg	C.D.C.	186 535,00	186 535,00	75,70	A	V	LIVRET A	1,550	V	LIVRET A	4,050	A-1	EUR	4 344,21	0,00
DOMIAL ESH	2022	X	4660/5450404/Acquis. AmÃ©l.5 logts 11, rue de Salm Ã Strasbourg	C.D.C.	53 431,00	53 431,00	35,73	A	V	LIVRET A	1,550	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	1 814,49	0,00
DOMIAL ESH	2022	X	4661/5450403/Acquis. AmÃ©l.5 logts 11, rue de Salm Ã Strasbourg	C.D.C.	61 137,00	61 137,00	75,70	A	V	LIVRET A	1,550	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	1 873,76	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2021	X	4662/5457548/Acquis. AmÃ©l.10 logts 3, rue St joseph Ã Strasbour	C.D.C.	288 337,00	288 337,00	35,89	A	V	LIVRET A	1,510	V	LIVRET A	4,010	A-1	EUR	10 527,42	0,00
DOMIAL ESH	2021	X	4663/5457550/Acquis. AmÃ©l.10 logts 3, rue St joseph Ã Strasbour	C.D.C.	330 145,00	330 145,00	35,89	A	V	LIVRET A	1,510	V	LIVRET A	4,010	A-1	EUR	12 053,87	0,00
DOMIAL ESH	2021	X	4664/5457551/Acquis. AmÃ©l.10 logts 3, rue St joseph Ã Strasbour	C.D.C.	471 635,00	471 635,00	75,87	A	V	LIVRET A	1,510	V	LIVRET A	4,010	A-1	EUR	10 846,60	0,00
DOMIAL ESH	2021	C	4665/5457547/Acquis. AmÃ©l.10 logts 3, rue St joseph Ã Strasbour	C.D.C.	65 000,00	65 000,00	35,89	A	V	LIVRET A	0,370	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	2 340,00	0,00
DOMIAL ESH	2021	C	4666/5457549/Acquis. AmÃ©l.10 logts 3, rue St joseph Ã Strasbour	C.D.C.	150 000,00	150 000,00	55,88	A	V	LIVRET A	1,110	V	LIVRET A	3,000	A-1	EUR	4 500,00	0,00
DOMIAL ESH	2022	C	4667/5450408/Acquis. AmÃ©l.5 logts 11, rue de Salm Ã Strasbourg.	C.D.C.	75 000,00	75 000,00	55,71	A	F		0,370	F		3,000	A-1	EUR	2 250,00	0,00
DOMIAL ESH	2022	C	4668/5450409/Acquis. AmÃ©l.5 logts 11, rue de Salm Ã Strasbourg.	C.D.C.	32 500,00	32 500,00	35,73	A	F		0,370	F		3,000	A-1	EUR	975,00	0,00
DOMIAL ESH	2022	F	4669/LBP-00014713/RÃ©al. de 23 logts. Quartier du Parc Ã Mundolsheim.	B Postale	5 500 000,00	0,00	0,00	T	F		0,370	F		0,620	A-1	EUR	17 050,00	5 500 000,00
DOMIAL ESH	2023	X	4670/5466125/AcquisitÂ° en VEFA de 13 logts. 192 rue Mar. Foch	C.D.C.	180 071,00	179 489,36	36,22	A	V	LIVRET A	0,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	5 041,99	581,64
DOMIAL ESH	2023	X	4671/5466126/AcquisitÂ° en VEFA de 13 logts. 192 rue Mar. Foch	C.D.C.	197 976,00	197 976,00	76,20	A	V	LIVRET A	1,330	V	LIVRET A	3,330	A-1	EUR	4 174,56	0,00
DOMIAL ESH	2023	X	4672/5466123/AcquisitÂ° en VEFA de 13 logts. 192 rue Mar. Foch	C.D.C.	466 259,00	466 125,81	36,22	A	V	LIVRET A	1,530	V	LIVRET A	3,530	A-1	EUR	16 458,95	133,19
DOMIAL ESH	2023	X	4673/5466124/AcquisitÂ° en VEFA de 13 logts. 192 rue Mar. Foch	C.D.C.	381 166,00	381 166,00	76,20	A	V	LIVRET A	1,330	V	LIVRET A	3,330	A-1	EUR	8 037,34	0,00
DOMIAL ESH	2023	C	4674/5466128/AcquisitÂ° en VEFA de 13 logts. 192 rue Mar. Foch	C.D.C.	84 500,00	84 500,00	36,22	A	F		0,520	F		3,000	A-1	EUR	2 535,00	0,00
DOMIAL ESH	2023	C	4675/5466127/AcquisitÂ° en VEFA de 13 logts. 192 rue Mar. Foch	C.D.C.	195 000,00	195 000,00	56,21	A	F		1,530	F		3,000	A-1	EUR	5 850,00	0,00
DOMIAL ESH	2022	X	4676/5444601/Acquis. AmÃ©l.16 logts 3 et 4 rue de Roppenheim Ã	C.D.C.	667 985,00	667 985,00	36,56	A	V	LIVRET A	2,110	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	26 236,94	0,00
DOMIAL ESH	2022	X	4677/5444600/Acquis. AmÃ©l.16 logts 3 et 4 rue de Roppenheim Ã	C.D.C.	882 214,00	882 214,00	36,56	A	V	LIVRET A	2,110	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	34 651,37	0,00
DOMIAL ESH	2022	X	4678/5444599/Acquis. AmÃ©l.16 logts 3 et 4 rue de Roppenheim Ã	C.D.C.	1 058 657,00	1 058 657,00	78,53	A	V	LIVRET A	2,110	V	LIVRET A	2,110	A-1	EUR	4 065,46	0,00
DOMIAL ESH	2022	C	4679/5444602/Acquis. AmÃ©l.16 logts 3 et 4 rue de Roppenheim Ã	C.D.C.	240 000,00	240 000,00	56,54	A	F		2,110	F		3,100	A-1	EUR	7 440,00	0,00
DOMIAL ESH	2023	X	4680/5552251/RÃ©hab. Therm de 66 logts, 69 rue de la gare	C.D.C.	324 349,00	324 349,00	22,82	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	11 676,56	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2023	X	4681/5551128/Acquis 15 logts 10-16 rue Drusus	C.D.C.	4 249 000,00	4 160 075,13	37,81	A	V	LIVRET A	4,110	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	172 843,29	45 357,74
DOMIAL ESH	2023	X	4682/5559590/RÃ©hab. Therm de 96 logts, 69 rue de GenevÃ¨ve	C.D.C.	5 986 429,00	5 986 429,00	22,82	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	215 511,44	0,00
DOMIAL ESH	2023	X	4683/5559584/RÃ©hab. Therm de 96 logts, 69 rue de GenevÃ¨ve	C.D.C.	1 728 000,00	1 728 000,00	22,82	A	V	LIVRET A	2,750	V	LIVRET A	2,750	A-1	EUR	47 520,00	0,00
DOMIAL ESH	2023	X	4684/5559408/AcquisitÂ° AmÃ©l. de 10 logts 5 rue des Dahlias	C.D.C.	157 774,00	157 774,00	37,81	A	V	LIVRET A	2,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 417,67	0,00
DOMIAL ESH	2023	X	4685/5559409/AcquisitÂ° AmÃ©l. de 10 logts 5 rue des Dahlias	C.D.C.	201 056,00	201 056,00	77,78	A	V	LIVRET A	3,290	V	LIVRET A	3,290	A-1	EUR	6 614,74	0,00
DOMIAL ESH	2023	X	4686/5559406/AcquisitÂ° AmÃ©l. de 10 logts 5 rue des Dahlias	C.D.C.	455 346,00	455 346,00	37,81	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	16 392,46	0,00
DOMIAL ESH	2023	X	4687/5559407/AcquisitÂ° AmÃ©l. de 10 logts 5 rue des Dahlias	C.D.C.	309 852,00	309 852,00	77,78	A	V	LIVRET A	3,290	V	LIVRET A	3,290	A-1	EUR	10 194,13	0,00
DOMIAL ESH	2024	X	4688/5586054/AcquisitÂ° en VEFA de 16 logts. 1 rue de la Musau	C.D.C.	373 041,00	373 041,00	38,14	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	2,600	A-1	EUR	2 830,02	0,00
DOMIAL ESH	2024	X	4689/5586053/AcquisitÂ° en VEFA de 16 logts. 1 rue de la Musau	C.D.C.	263 092,00	263 092,00	78,11	A	V	LIVRET A	3,300	V	LIVRET A	3,300	A-1	EUR	2 527,16	0,00
DOMIAL ESH	2024	X	4690/5586055/AcquisitÂ° en VEFA de 16 logts. 1 rue de la Musau	C.D.C.	1 146 654,00	1 146 654,00	39,14	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2024	X	4691/5586056/AcquisitÂ° en VEFA de 16 logts. 1 rue de la Musau	C.D.C.	601 206,00	601 206,00	78,11	A	V	LIVRET A	3,300	V	LIVRET A	3,300	A-1	EUR	5 774,96	0,00
DOMIAL ESH	2024	X	4692/5542161/Acquis. AmÃ©l. 8 logts 172 route des Romains Ã Stra	C.D.C.	651 458,00	651 458,00	38,14	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	2,600	A-1	EUR	4 006,84	0,00
DOMIAL ESH	2024	X	4693/5542160/Acquis. AmÃ©l. 8 logts 172 route des Romains Ã Stra	C.D.C.	431 767,00	431 767,00	78,11	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	2,600	A-1	EUR	2 655,62	0,00
DOMIAL ESH	2024	C	4694/5549521/Acquis. AmÃ©l. 8 logts 172 route des Romains Ã Stra	C.D.C.	52 000,00	52 000,00	38,14	A	F		1,100	F		0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2023	X	4695/5501856/Acquis.VEFA 22 logts lotiss Les Terres du Sud	C.D.C.	830 967,00	830 967,00	37,06	A	V	LIVRET A	3,110	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	34 152,74	0,00
DOMIAL ESH	2023	X	4696/5501855/Acquis.VEFA 22 logts lotiss Les Terres du Sud	C.D.C.	731 129,00	731 129,00	37,06	A	V	LIVRET A	4,110	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	30 049,40	0,00
DOMIAL ESH	2023	X	4697/5501857/Acquis.VEFA 22 logts lotiss Les Terres du Sud	C.D.C.	1 044 469,00	1 044 469,00	77,03	A	V	LIVRET A	3,110	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	42 927,68	0,00
DOMIAL ESH	2023	C	4698/5501858/Acquis.VEFA 22 logts lotiss Les Terres du Sud	C.D.C.	143 000,00	143 000,00	37,06	A	V	LIVRET A	3,110	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2023	X	4699/5535350/RÃ©hab. Therm de 32 logts 2 et 4 rue Hans Arp	C.D.C.	512 000,00	512 000,00	22,32	A	V	LIVRET A	2,750	V	LIVRET A	2,750	A-1	EUR	14 080,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2023	X	4700/5535351/RÃ©hab. Therm de 32 logts 2 et 4 rue Hans Arp	C.D.C.	461 691,00	438 180,96	22,32	A	V	LIVRET A	3,700	V	LIVRET A	3,700	A-1	EUR	16 655,53	11 968,54
DOMIAL ESH	2024	X	4701/5605055/Const 57 logts 14 rue du Faubourg-de-Pierre	C.D.C.	3 486 265,00	3 486 265,00	38,81	A	V	LIVRET A	3,110	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	62 176,39	0,00
DOMIAL ESH	2024	X	4702/5605056/Const 57 logts 14 rue du Faubourg-de-Pierre	C.D.C.	1 227 678,00	1 227 678,00	38,81	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	19 204,99	0,00
DOMIAL ESH	2025	X	4703/5632087/Rachat patrim 32 logts 3-5-7 et 9 rue Georges Bras	C.D.C.	4 050 914,00	4 050 914,00	34,14	A	V	LIVRET A	3,640	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2005	X	50731/1339771/Const. 10 logts Les Jardins de l'Ehn a Geispolshei	C.D.C.	246 149,17	206 009,46	25,57	A	V	LIVRET A	2,630	V	LIVRET A	4,150	A-1	EUR	8 716,75	4 032,67
DOMIAL ESH	2005	X	50732/1221463/Chrge fonc. 10 logts Les Jardins de l'Ehn a Geispo	C.D.C.	492 777,00	386 862,76	30,56	A	V	LIVRET A	2,463	V	LIVRET A	4,150	A-1	EUR	16 280,63	5 441,79
DOMIAL ESH	2005	X	50733/1339772/Const. d'1 logt Les Jardins de l'Ehn a Geispolshei	C.D.C.	13 892,21	11 433,86	24,57	A	V	LIVRET A	2,230	V	LIVRET A	3,700	A-1	EUR	431,26	221,71
DOMIAL ESH	2005	X	50734/1221465/Chrge fonc. 1 logt Les jardins de l'Ehn a Geispols	C.D.C.	54 206,00	41 322,26	29,56	A	V	LIVRET A	2,050	V	LIVRET A	3,700	A-1	EUR	1 549,11	545,52
DOMIAL ESH	2008	X	50740/1339774/Acquis. amÃ©lio. 5 logts 13, rue des Foulons Ã Stra	C.D.C.	93 104,52	81 498,73	31,98	A	V	LIVRET A	2,150	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	3 143,73	1 230,93
DOMIAL ESH	2008	X	50741/1221469/Chrge fonc. 5 logts 13, rue des Foulons Ã Schiltig	C.D.C.	403 000,00	316 965,24	31,98	A	V	LIVRET A	2,050	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	12 226,60	4 787,35
DOMIAL ESH	2008	X	50755/1221470/Aquis.amÃ©lio.16 logts 2,rue Hans Harp Ã Wolfisheim	C.D.C.	1 200 000,00	934 469,52	33,81	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	33 975,83	9 303,49
DOMIAL ESH	2009	X	50760/1221472/Acquis. amelio. 2 logts rue Hans Harp a Woflfishei	C.D.C.	160 000,00	119 952,48	33,23	A	V	LIVRET A	0,820	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 406,56	1 710,42
DOMIAL ESH	2009	X	50761/1221471/Acquis. amelio. 14 logts rue Hans Harp a Wolfishei	C.D.C.	980 860,00	773 019,70	33,23	A	V	LIVRET A	1,636	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	28 148,67	8 887,84
DOMIAL ESH	2009	X	50772/1221473/Chrge fonc. 14 logts rue Hans Harp Ã Wolfisheim	C.D.C.	119 140,00	99 644,98	33,81	A	V	LIVRET A	1,558	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	3 401,94	0,00
DOMIAL ESH	2016	X	50950/5134023/Cst. FJT Secteur AthÃ©na Ilot A1-rue A.Calmette et	C.D.C.	642 709,58	574 651,42	41,39	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	15 406,99	0,00
DOMIAL ESH	2016	X	50951/5134022/Cst. FJT Secteur AthÃ©na Ilot A1-rue A.Calmette et	C.D.C.	2 796 737,11	2 389 081,28	31,39	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	67 295,53	14 330,45
DOMIAL ESH	1994	X	51100/1339574/Const.8 logts rue Sengenwald	C.D.C.	80 021,07	43 724,10	11,58	A	V	LIVRET A	3,930	V	LIVRET A	4,300	A-1	EUR	1 971,84	2 563,75
DOMIAL ESH	2004	X	51102/1339671/Const. 17 logts rue des Tuileries a Strasbourg	C.D.C.	345 413,56	285 987,85	23,65	A	V	LIVRET A	2,690	V	LIVRET A	4,200	A-1	EUR	12 241,42	5 474,46
DOMIAL ESH	2004	X	51103/1034098/Chrge fonc. 17 logts rue des Tuileries a Strasbour	C.D.C.	300 000,00	228 425,66	28,65	A	V	LIVRET A	2,615	V	LIVRET A	4,200	A-1	EUR	9 714,56	2 873,42

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2007	X	51104/1339711/Acquis. amelio. 15 logts 87, avenue de Colmar a St	C.D.C.	72 661,86	60 444,13	21,74	A	V	LIVRET A	2,760	V	LIVRET A	4,380	A-1	EUR	2 685,79	875,28
DOMIAL ESH	2007	X	51105/1094046/Chrge fonc. 15 logts 87, avenue de Colmar a Strasb	C.D.C.	1 644 988,00	1 355 214,62	31,73	A	V	LIVRET A	2,614	V	LIVRET A	4,380	A-1	EUR	59 426,60	1 557,14
DOMIAL ESH	2008	X	51106/1121488/Chrge fonc. 4 logts 74, r Gal.de Gaulle Oberschaef	C.D.C.	317 400,00	247 702,11	32,90	A	V	LIVRET A	1,705	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	9 057,32	3 889,98
DOMIAL ESH	2008	X	51107/1121485/Acq.Amel. 4 logts 74, r Gal.de Gaulle Oberschaef	C.D.C.	250 000,00	172 727,79	22,90	A	V	LIVRET A	1,774	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	6 390,28	4 780,04
DOMIAL ESH	2008	X	51108/1121466/Chrg.fonc. 10 logts 16, r Bastian a Strasbourg	C.D.C.	619 569,00	483 517,81	32,90	A	V	LIVRET A	1,705	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	17 680,00	7 593,29
DOMIAL ESH	2008	X	51109/1121464/Acquis. amelio. 10 logts 16, rue Bastian a Strasbo	C.D.C.	40 000,00	27 636,44	22,90	A	V	LIVRET A	1,774	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	1 022,44	764,81
DOMIAL ESH	2009	X	51110/1124602/Acquis. amelio. 32 logts rue de Hoenbourg a Hoenhe	C.D.C.	1 180 000,00	815 483,46	22,99	A	V	LIVRET A	1,780	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	30 120,49	21 196,76
DOMIAL ESH	2009	X	51111/1124604/Chrge fonc. 32 logts rue de Hoenbourg a Hoenheim	C.D.C.	1 602 586,00	1 247 358,46	32,98	A	V	LIVRET A	1,709	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	45 575,07	18 615,81
DOMIAL ESH	2016	P	51112/1319903/Const 26 logts Foyer rue de l'Ile aux Pecheurs a O	C.D.C.	1 856 129,26	1 445 304,28	14,08	T	V	LIVRET A	2,460	V	LIVRET A	4,130	A-1	EUR	62 306,77	67 844,89
DOMIAL ESH	2010	X	51113/1155068/Acquis. amelio. 40 logts rue Waldeck a Hoenheim	C.D.C.	1 562 926,00	1 182 663,63	24,07	A	V	LIVRET A	1,597	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	43 164,51	16 350,57
DOMIAL ESH	2010	X	51114/1155072/Chrge fonc. 40 logts rue Waldeck a Hoenheim	C.D.C.	1 746 253,00	1 460 777,48	34,06	A	V	LIVRET A	1,556	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	52 743,68	4 324,94
DOMIAL ESH	2010	X	51115/1166505/Acquis. amelio. 8 logts rue de la Charmille a Stra	C.D.C.	466 000,00	401 676,68	34,64	A	V	LIVRET A	2,088	V	LIVRET A	4,130	A-1	EUR	16 424,50	0,00
DOMIAL ESH	2011	X	51116/1181428/Acquis. en VEFA 10 logts av. F Mitterrand a Strasb	C.D.C.	718 000,00	549 989,82	25,15	A	V	LIVRET A	1,578	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	20 102,31	8 407,67
DOMIAL ESH	2011	X	51117/1181431/Chrge fonc. 10 logts av. F Mitterrand Ã Strasbourg	C.D.C.	162 000,00	135 647,06	35,14	A	V	LIVRET A	1,540	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	4 909,09	716,43
DOMIAL ESH	2012	X	51118/1205752/Const. compl. EHPAD 8 places 12 rue Berlioz a Vend	C.D.C.	640 000,00	488 894,65	25,98	A	V	LIVRET A	1,547	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	17 768,43	4 672,93
DOMIAL ESH	2011	X	51119/1202505/Acquis. Amel. 11 logts.loc. AA 7 rue, Mal Juin a	C.D.C.	510 000,00	372 821,34	25,73	A	V	LIVRET A	0,682	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	10 662,42	7 979,25
DOMIAL ESH	2011	X	51120/1202506/Chrg.fonc.Acquis. Amel. 11 logts. 7 r, Mal Juin	C.D.C.	181 000,00	144 861,44	35,73	A	V	LIVRET A	0,665	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 101,68	1 627,38
DOMIAL ESH	2012	X	51121/1339756/Rachat 96 logts PLUS Perspective Habitat rue de	C.D.C.	7 049 978,72	6 059 475,67	30,73	A	V	LIVRET A	1,530	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	220 880,28	76 087,67
DOMIAL ESH	2012	X	51122/1202899/Rachat logts PLUS,PLAI Ã Perspective Habitat	C.D.C.	230 000,00	154 823,26	20,74	A	V	LIVRET A	1,239	V	LIVRET A	3,300	A-1	EUR	5 253,05	4 360,25

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2012	X	51123/1339755/Rachat 10 logts PLUS Perspective Habitat 18 r des	C.D.C.	43 628,73	37 498,99	30,73	A	V	LIVRET A	1,560	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	1 366,91	470,87
DOMIAL ESH	2011	X	51124/1339754/Rachat 5 logts PLUS Perspective Habitat 13 r des	C.D.C.	130 886,17	112 496,99	30,73	A	V	LIVRET A	1,500	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	4 100,75	1 412,60
DOMIAL ESH	2012	X	51125/1203041/Rachat logts PLUS,PLAI Ã Perspective Habitat	C.D.C.	640 000,00	437 102,94	20,74	A	V	LIVRET A	1,488	V	LIVRET A	3,550	A-1	EUR	15 938,66	11 873,44
DOMIAL ESH	2012	X	51126/1219286/Chrges.fonc.acquis.amel. 5 logts 54 rue St. Aloise	C.D.C.	139 404,00	111 009,40	36,39	A	V	LIVRET A	0,672	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 140,99	1 168,83
DOMIAL ESH	2012	X	51127/1219278/Acquis.amel. 5 logts 54, rue St. Aloise	C.D.C.	115 276,00	83 858,77	26,40	A	V	LIVRET A	0,699	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 395,09	1 680,17
DOMIAL ESH	2012	X	51128/1213419/Const. 50 logts 45, rue de l'aeropostale terrain	C.D.C.	2 833 000,00	1 426 343,02	26,15	A	V	LIVRET A	0,753	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	40 737,78	28 577,83
DOMIAL ESH	2012	X	51129/1213983/Chrge fonc acquis amÃ©l 20 logts 5 rte de Lyon	C.D.C.	240 000,00	203 229,44	36,14	A	V	LIVRET A	1,486	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	7 373,36	1 586,29
DOMIAL ESH	2012	X	51130/1213977/Acquis amel 20 logts 5 rte de Lyon(Rose des Vents)	C.D.C.	769 730,00	602 449,90	26,15	A	V	LIVRET A	1,488	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	22 056,59	10 233,09
DOMIAL ESH	2012	X	51131/1214006/Chrge fonc acquis amÃ©l 20 logts 5 rte de Lyon	C.D.C.	245 000,00	200 156,59	36,14	A	V	LIVRET A	0,677	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	5 663,40	2 107,46
DOMIAL ESH	2012	X	51132/1214004/Acquis amel 20 logts 5 rte de Lyon(Rose des Vents)	C.D.C.	1 247 830,00	940 600,39	26,15	A	V	LIVRET A	0,687	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	26 864,49	18 845,62
DOMIAL ESH	2013	X	51133/1234555/Chrge fonc acquis amÃ©l 3 logts 5 rte de Lyon	C.D.C.	71 129,00	59 749,22	37,14	A	V	LIVRET A	0,611	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 684,40	408,01
DOMIAL ESH	2013	X	51134/1234554/Acquis amÃ©l 3 logts 5 rte de Lyon(Rose des Vents)	C.D.C.	170 969,00	133 751,78	27,15	A	V	LIVRET A	0,616	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 804,42	2 120,11
DOMIAL ESH	2012	X	51135/1213654/Acquis. amelio. 23 logts 13-16 quai des Bateliers	C.D.C.	883 430,00	665 919,73	26,07	A	V	LIVRET A	0,663	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	19 019,33	13 342,19
DOMIAL ESH	2012	X	51136/1213675/Chrge fonc. 23 logts 13-16, quai des Bateliers a S	C.D.C.	622 899,00	508 887,12	36,06	A	V	LIVRET A	0,643	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	14 398,87	5 358,11
DOMIAL ESH	2013	X	51137/1226332/Const.44 logts terrain des sedentaires Strg.Neuhof	C.D.C.	2 369 000,00	1 723 378,56	26,73	A	V	LIVRET A	0,611	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	49 221,42	34 529,15
DOMIAL ESH	2014	X	51138/5002065/Acqui. en VEFA 21 logts Eco quartier les Tanneries	C.D.C.	474 638,00	365 144,98	27,98	A	V	LIVRET A	0,585	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	10 345,18	4 325,66
DOMIAL ESH	2014	X	51139/5002066/Chrge. fonc. acqui. en VEFA 21 logts Eco quartier	C.D.C.	338 417,00	279 969,34	37,98	A	V	LIVRET A	0,578	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	7 864,92	920,76
DOMIAL ESH	2014	X	51140/5002063/Acqui. en VEFA 21 logts Eco quartier les Tanneries	C.D.C.	267 758,00	213 986,28	27,98	A	V	LIVRET A	1,386	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	7 769,44	1 831,37
DOMIAL ESH	2014	X	51141/5002064/Chrge. fonc. acqui. en VEFA 21 logts Eco quartier	C.D.C.	394 064,00	338 154,60	37,98	A	V	LIVRET A	1,380	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	12 176,16	71,92

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2017	P	51142/0300000000012633/Chrge. fonc. acqui. en VEFA 21 logts Eco quartier	B.F.C.M.	1 259 162,00	645 172,31	6,08	A	V	LIVRET A	1,930	V	LIVRET A	3,110	A-1	EUR	22 509,62	76 631,99
DOMIAL ESH	2014	X	51143/5032749/Constr. CHRS de 19 logts 8, rue AbbÃ© Lemire	C.D.C.	24 320,00	20 314,74	36,73	A	V	LIVRET A	0,559	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	570,66	65,83
DOMIAL ESH	2014	X	51144/5023027/Const.14 logts.col. 17, rue du Gen. Leclerc a	C.D.C.	217 820,00	182 176,39	38,47	A	V	LIVRET A	0,578	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	5 117,71	599,14
DOMIAL ESH	2015	X	51145/5023026/Const.14 logts.col. 17, rue du Gen. Leclerc a	C.D.C.	377 561,00	293 655,43	28,48	A	V	LIVRET A	0,572	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	8 319,75	3 478,77
DOMIAL ESH	2014	X	51146/5023025/Const.14 logts.col. 17, rue du Gen. Leclerc a	C.D.C.	153 324,00	132 962,19	38,47	A	V	LIVRET A	1,374	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	4 816,77	0,00
DOMIAL ESH	2015	X	51147/5023024/Const.14 logts.col. 17, rue du GÃ©n. Leclerc Ã	C.D.C.	217 126,00	175 398,25	28,48	A	V	LIVRET A	1,371	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	6 368,38	1 501,12
DOMIAL ESH	2014	X	51148/5023287/Const.14 logts.col. 17, rue du Gen. Leclerc a	C.D.C.	219 467,00	183 553,88	38,47	A	V	LIVRET A	0,579	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	5 156,41	603,67
DOMIAL ESH	2015	X	51149/5023286/Const.14 logts.col. 17, rue du Gen. Leclerc a	C.D.C.	447 875,00	348 343,48	28,48	A	V	LIVRET A	0,572	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	9 869,17	4 126,62
DOMIAL ESH	2014	X	51150/5023285/Const.14 logts.col. 17, rue du Gen. Leclerc a	C.D.C.	220 395,00	191 126,04	38,47	A	V	LIVRET A	1,376	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	6 923,85	0,00
DOMIAL ESH	2015	X	51151/5023284/Const.14 logts.col. 17, rue du Gen. Leclerc a	C.D.C.	300 342,00	242 621,60	28,48	A	V	LIVRET A	1,371	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	8 809,13	2 076,44
DOMIAL ESH	2014	X	51152/5060619/Acquis. amÃ©l. 4 logts. 8, rue l'AbbÃ© Lemire	C.D.C.	20 797,00	16 514,89	28,98	A	V	LIVRET A	0,527	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	466,74	154,64
DOMIAL ESH	2014	X	51153/5060618/Acquis. amÃ©l. 4 logts. 8, rue l'AbbÃ© Lemire	C.D.C.	47 484,00	40 208,86	38,98	A	V	LIVRET A	0,532	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 127,28	51,32
DOMIAL ESH	2015	X	51154/5053441/Const.36 logts.col. Maille AthÃ©na, Av. Racine Ã	C.D.C.	1 200 235,00	963 580,99	29,23	A	V	LIVRET A	0,542	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	27 232,90	9 022,51
DOMIAL ESH	2015	X	51155/5053440/Const.36 logts.col. Maille AthÃ©na, Av. Racine Ã	C.D.C.	335 239,00	286 988,02	39,22	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	8 045,92	366,27
DOMIAL ESH	2015	X	51156/5053443/Const.36 logts.col. Maille AthÃ©na, Av. Racine Ã	C.D.C.	1 024 134,00	851 269,58	29,23	A	V	LIVRET A	1,299	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	30 830,05	5 120,63
DOMIAL ESH	2015	X	51157/5053442/Const.36 logts.col. Maille AthÃ©na, Av. Racine Ã	C.D.C.	297 527,00	262 223,39	39,22	A	V	LIVRET A	1,335	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	8 965,21	0,00
DOMIAL ESH	2014	X	51158/5023940/Acquisition 24 logts.en VEFA rue des Platanes	C.D.C.	451 463,00	381 569,28	38,64	A	V	LIVRET A	0,558	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	10 704,21	723,90
DOMIAL ESH	2014	X	51159/5023939/Acquisition 24 logts.en VEFA rue des Platanes	C.D.C.	608 414,00	478 130,13	28,65	A	V	LIVRET A	0,560	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	13 527,96	5 011,26
DOMIAL ESH	2014	X	51160/5023938/Acquisition 24 logts.en VEFA rue des Platanes	C.D.C.	498 263,00	435 545,37	38,64	A	V	LIVRET A	1,358	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	15 146,65	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2015	X	51161/5023937/Acquisition 24 logts.en VEFA rue des Platanes	C.D.C.	717 615,00	585 943,89	28,65	A	V	LIVRET A	1,354	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	21 244,03	4 168,07
DOMIAL ESH	2014	X	51162/5040764/Acquis. 27 logts.VEFA ZAC "Rives du Bohrie"	C.D.C.	491 109,00	415 077,48	38,64	A	V	LIVRET A	0,558	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	11 644,22	787,47
DOMIAL ESH	2015	X	51163/5040763/Acquis. 27 logts.VEFA ZAC "Rives du Bohrie"	C.D.C.	690 921,00	542 969,40	28,65	A	V	LIVRET A	0,558	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	15 362,48	5 690,84
DOMIAL ESH	2014	X	51164/5040762/Acquis. 27 logts.VEFA ZAC "Rives du Bohrie"	C.D.C.	480 432,00	419 958,77	38,64	A	V	LIVRET A	1,358	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	14 604,60	0,00
DOMIAL ESH	2015	X	51165/5040761/Acquis. 27 logts.VEFA ZAC "Rives du Bohrie"	C.D.C.	631 009,00	515 228,71	28,65	A	V	LIVRET A	1,355	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	18 680,17	3 665,04
DOMIAL ESH	2014	X	51166/5032748/Constr. CHRS de 19 logts 8, rue Abbe Lemire	C.D.C.	487 692,00	383 259,21	28,73	A	V	LIVRET A	0,561	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	10 843,73	4 016,92
DOMIAL ESH	2023	X	51167/5517286/RÃ©hab. Thermique de 72 logts, 2 Ã 14 rue Mozart	C.D.C.	1 225 000,00	1 225 000,00	22,07	A	V	LIVRET A	1,750	V	LIVRET A	2,750	A-1	EUR	33 687,50	0,00
DOMIAL ESH	2023	X	51168/5517287/RÃ©hab. Thermique de 72 logts, 2 Ã 14 rue Mozart	C.D.C.	2 124 068,00	2 013 801,54	22,07	A	V	LIVRET A	3,550	V	LIVRET A	3,550	A-1	EUR	73 481,31	56 094,78
DOMIAL ESH	2024	X	51169/5546515/Rachat de patrimoine de 95 logts Ã REICHSTETT	C.D.C.	3 087 832,00	3 041 974,79	33,23	A	V	LIVRET A	3,550	V	LIVRET A	3,550	A-1	EUR	47 335,81	45 857,21
DOMIAL ESH	2024	X	51170/5583733/Acquis. amÃ©lioration de 6 logts. 7 rte d'Oberhausb	C.D.C.	879 561,00	879 561,00	38,14	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	9 381,95	0,00
DOMIAL ESH	2024	X	51171/5583732/Acquis. amÃ©lioration de 6 logts. 7 rte d'Oberhausb	C.D.C.	486 240,00	486 240,00	78,11	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	5 186,54	0,00
DOMIAL ESH	2024	C	51172/5583731/Acquis. amÃ©lioration de 6 logts. 7 rte d'Oberhausb	C.D.C.	39 000,00	39 000,00	38,14	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2024	X	51173/5578703/Acquis. amÃ©lioration de 15 logts. 8 rue Drusus	C.D.C.	233 508,00	233 508,00	38,39	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	2,600	A-1	EUR	3 624,01	0,00
DOMIAL ESH	2024	X	51174/5578702/Acquis. amÃ©lioration de 15 logts. 8 rue Drusus	C.D.C.	241 550,00	241 550,00	78,36	A	V	LIVRET A	3,310	V	LIVRET A	3,310	A-1	EUR	4 765,91	0,00
DOMIAL ESH	2024	X	51175/5578705/Acquis. amÃ©lioration de 15 logts. 8 rue Drusus	C.D.C.	781 050,00	781 050,00	38,39	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	16 751,21	0,00
DOMIAL ESH	2024	X	51176/5578704/Acquis. amÃ©lioration de 15 logts. 8 rue Drusus	C.D.C.	590 135,00	590 135,00	78,36	A	V	LIVRET A	3,310	V	LIVRET A	3,310	A-1	EUR	11 643,67	0,00
DOMIAL ESH	2024	X	51177/5583680/Acquis. amÃ©lioration de 1 logt . 8 rue Mozart	C.D.C.	47 341,00	47 341,00	38,22	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	646,19	0,00
DOMIAL ESH	2025	X	51178/5652239/Acquis. En VEFA de 8 logts. 4 rue des serruriers	C.D.C.	256 205,00	256 205,00	39,14	A	V	LIVRET A	3,510	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2025	X	51179/5652242/Acquis. En VEFA de 8 logts. 4 rue des serruriers	C.D.C.	162 061,00	162 061,00	39,14	A	V	LIVRET A	3,510	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2025	X	51180/5652243/Acquis. En VEFA de 8 logts. 4 rue des serruriers	C.D.C.	214 672,00	214 672,00	79,11	A	V	LIVRET A	3,510	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2025	X	51181/5652241/Acquis. En VEFA de 8 logts. 4 rue des serruriers	C.D.C.	299 137,00	299 137,00	39,14	A	V	LIVRET A	3,000	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2025	X	51182/5652240/Acquis. En VEFA de 8 logts. 4 rue des serruriers	C.D.C.	175 072,00	175 072,00	79,11	A	V	LIVRET A	3,000	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2025	X	51183/5652249/Acquis. En VEFA de 7 logts. 5 rue des serruriers	C.D.C.	301 229,00	301 229,00	39,14	A	V	LIVRET A	2,000	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2025	X	51184/5652248/Acquis. En VEFA de 7 logts. 5 rue des serruriers	C.D.C.	241 135,00	241 135,00	79,11	A	V	LIVRET A	2,260	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2025	X	51185/5652247/Acquis. En VEFA de 7 logts. 5 rue des serruriers	C.D.C.	170 278,00	170 278,00	39,14	A	V	LIVRET A	3,000	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2025	X	51186/5652246/Acquis. En VEFA de 7 logts. 5 rue des serruriers	C.D.C.	84 582,00	84 582,00	79,11	A	V	LIVRET A	2,260	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2025	X	51187/5656760/Acquis. En VEFA de 6 logts 191 rue du MarÃ©chal Foc	C.D.C.	118 710,00	118 710,00	40,81	A	V	LIVRET A	1,300	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2025	X	51188/5656759/Acquis. En VEFA de 6 logts 191 rue du MarÃ©chal Foc	C.D.C.	100 422,00	100 422,00	80,78	A	V	LIVRET A	1,920	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2025	X	51189/5656762/Acquis. En VEFA de 6 logts 191 rue du MarÃ©chal Foc	C.D.C.	276 552,00	276 552,00	40,81	A	V	LIVRET A	2,300	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2025	X	51190/5656761/Acquis. En VEFA de 6 logts 191 rue du MarÃ©chal Foc	C.D.C.	276 552,00	276 552,00	80,78	A	V	LIVRET A	1,920	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2011	X	52371/1221474/Acquis. amelio. 5 logts 13, rue des Foulons a Stra	C.D.C.	241 045,00	181 657,07	25,23	A	V	LIVRET A	1,570	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	6 629,55	2 497,18
DOMIAL ESH	2006	X	60209/1339773/Acquis. amelio. 10 logts rue des Foulons a Strasbo	C.D.C.	197 331,80	161 517,91	25,31	A	V	LIVRET A	2,490	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	6 559,58	2 471,62
DOMIAL ESH	2006	X	60210/1221467/Chrge fonc. 10 logts rue des Foulons a Strasbourg	C.D.C.	578 227,00	405 322,29	30,31	A	V	LIVRET A	2,753	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	16 394,85	4 548,85
DOMIAL ESH	1991	X	60404/1339553/Amel.9 logts rue Bouclier Str	C.D.C.	95 481,54	42 909,90	8,08	A	V	LIVRET A	4,500	V	LIVRET A	4,300	A-1	EUR	844,74	5 183,39
DOMIAL ESH	1991	X	60405/1339552/Amel.14 logts Grand Rue Stras	C.D.C.	202 928,40	99 969,92	8,08	A	V	LIVRET A	4,510	V	LIVRET A	4,300	A-1	EUR	4 654,85	8 504,15
DOMIAL ESH	1992	X	60414/1339566/Acquis. amelio. 121 logts Bld Lyon	C.D.C.	1 550 760,08	791 929,19	9,83	A	V	LIVRET A	4,350	V	LIVRET A	4,300	A-1	EUR	36 426,85	58 960,77
DOMIAL ESH	1997	X	60416/1339599/Achat-Amelio. 2 logts a Strasb.	C.D.C.	16 545,61	10 901,15	13,32	A	V	LIVRET A	3,190	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	436,97	597,98
DOMIAL ESH	1998	X	60417/863368/Constr.21 Logts Bishheim	C.D.C.	1 067 143,12	142 209,90	5,75	A	V	LIVRET A	3,427	V	LIVRET A	4,300	A-1	EUR	6 992,29	20 401,47

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	1998	X	60418/863385/Const. 2 Logts Bishheim	C.D.C.	90 707,17	16 630,47	5,76	A	V	LIVRET A	2,775	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	724,21	2 427,63
DOMIAL ESH	1998	P	60419/5.766.534w/Constr 35 Logts Bishheim	Credit Foncier	1 295 816,65	0,00	0,00	A	F		6,550	F		6,550	A-1	EUR	6 560,89	100 163,99
DOMIAL ESH	2001	X	60423/1339633/Const.10 logts 26, r. du Houblon Lampertheim	C.D.C.	289 841,62	238 065,48	20,99	A	V	LIVRET A	2,950	V	LIVRET A	4,200	A-1	EUR	10 209,96	5 028,92
DOMIAL ESH	2001	X	60424/1339642/Const. 64 logts rues Walliser & H Loux a Strasbrg	C.D.C.	1 316 718,05	1 061 458,18	21,82	A	V	LIVRET A	2,980	V	LIVRET A	4,200	A-1	EUR	45 591,38	24 050,77
DOMIAL ESH	2001	X	60425/944421/Chrge fonc. 64 logts r. Walliser & H Loux a Stras	C.D.C.	744 316,21	531 957,39	26,82	A	V	LIVRET A	2,750	V	LIVRET A	4,200	A-1	EUR	22 747,36	9 646,51
DOMIAL ESH	2004	X	60426/1339672/Acquis. amelio. 2 logts 37, r. de La Plaine des Bo	C.D.C.	118 566,98	96 635,51	23,57	A	V	LIVRET A	2,240	V	LIVRET A	3,700	A-1	EUR	3 650,44	2 024,95
DOMIAL ESH	2004	X	60427/1034584/Chrge fonc. 2 logts 37, r. de la Plaine des Bouch	C.D.C.	40 000,00	29 408,65	28,56	A	V	LIVRET A	2,083	V	LIVRET A	3,700	A-1	EUR	1 103,64	419,36
DOMIAL ESH	2004	X	60428/1339666/Acquis. en VEFA 10 logts 27, rue des Maleries a Sc	C.D.C.	390 141,76	329 323,31	23,23	A	V	LIVRET A	2,810	V	LIVRET A	4,200	A-1	EUR	14 096,35	6 304,00
DOMIAL ESH	2004	X	60429/1022188/Acquis. en VEFA 10 logts 27, rue des Malteries a S	C.D.C.	74 000,00	55 869,55	28,23	A	V	LIVRET A	2,627	V	LIVRET A	4,200	A-1	EUR	2 376,04	702,80
DOMIAL ESH	2006	X	60430/1066190/Const. d'1 EHPAD allee des Colombes a Holtzheim	C.D.C.	3 064 303,84	1 920 232,10	16,99	A	V	LIVRET A	2,373	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	79 571,21	69 048,26
DOMIAL ESH	2006	X	60431/1066188/Const. d'1 EHPAD rue de l'Ile des Pecheurs a Ostwa	C.D.C.	3 824 031,72	2 396 312,16	16,99	A	V	LIVRET A	2,373	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	99 299,18	86 167,28
DOMIAL ESH	2008	X	60432/1104737/Acquis. amelio. 18 logts 4, rue du Kirchfeld a Ost	C.D.C.	325 000,00	222 224,64	22,15	A	V	LIVRET A	2,052	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	8 672,19	5 990,83
DOMIAL ESH	2008	X	60433/1104738/Chrge fonc. 18 logts 4, rue Kirchfeld a Ostwald	C.D.C.	875 000,00	681 244,91	32,14	A	V	LIVRET A	1,972	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	26 278,30	10 289,32
DOMIAL ESH	2008	X	60434/1104741/Const d'1 EHPAD rue Berlioz a Vendenheim	C.D.C.	4 654 608,09	2 899 654,71	18,66	A	V	LIVRET A	1,887	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	120 016,55	100 759,15
DOMIAL ESH	2014	X	60435/5000688/Acquis. amÃ©lio. 55 logts 1, rue de la Chapelle Ã	C.D.C.	2 659 037,00	2 104 563,56	27,90	A	V	LIVRET A	1,384	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	76 501,56	20 479,82
DOMIAL ESH	2013	X	60436/5000689/Acquis. amelio. 55 logts 1, rue de la Chapelle a	C.D.C.	1 660 301,00	1 423 538,47	37,89	A	V	LIVRET A	1,382	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	51 290,61	1 200,62
DOMIAL ESH	2003	X	61530/1339659/Const. 11 logts rue des Tuiles a La Wantzenau	C.D.C.	315 674,14	251 880,88	23,40	A	V	LIVRET A	2,770	V	LIVRET A	4,200	A-1	EUR	10 832,17	6 027,91
DOMIAL ESH	2005	X	61531/1339686/Const. 10 logts rue des Moissons a La Wantzenau	C.D.C.	320 746,58	270 987,91	25,90	A	V	LIVRET A	2,630	V	LIVRET A	4,150	A-1	EUR	11 412,37	4 009,09
DOMIAL ESH	2002	P	61601/903815137G/Acquis. ens immo. rue Mozart Ã Lingolsheim	Credit Foncier	1 122 817,66	63 445,42	0,33	A	V	EURIBOR12M	3,747	V	EURIBOR12M	4,377	A-1	EUR	5 533,80	61 250,17

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2001	P	61602/MON142340EUR/Acquis.50 logts 6-8-10, rue de Touraine Ã Lingo	SFIL CFFL	902 574,41	27 898,16	0,42	T	F		3,300	F		3,770	A-1	EUR	2 226,21	48 402,96
DOMIAL ESH	2001	P	61603/MON142342EUR/Acquis.72 logts 2 Ã 14, rue Mozart Ã Lingolsheim	SFIL CFFL	687 087,72	19 463,54	0,42	T	F		3,440	F		3,770	A-1	EUR	1 639,80	37 385,28
DOMIAL ESH	2002	X	61604/1339646/Acquis. amelio. 8 logts rue Bastian a Strasbourg	C.D.C.	93 535,50	74 735,92	22,48	A	V	LIVRET A	2,890	V	LIVRET A	4,200	A-1	EUR	3 204,26	1 556,00
DOMIAL ESH	2002	X	61605/1008050/Chrge fonc. 8 logts rue Bastian a Strabourg	C.D.C.	234 067,00	167 496,17	26,48	A	V	LIVRET A	2,771	V	LIVRET A	4,200	A-1	EUR	7 139,61	2 494,62
DOMIAL ESH	2001	X	61606/939357/Rachat 35 logts rue V. Schoelcher a Schiltigheim	C.D.C.	728 401,41	11 140,76	0,42	A	V	LIVRET A	3,643	V	LIVRET A	4,200	A-1	EUR	916,96	10 691,71
DOMIAL ESH	2001	X	61607/939360/Rachat 50 logts rue Tourraine a Lingolsheim	C.D.C.	545 691,26	4 775,76	0,42	A	V	LIVRET A	3,692	V	LIVRET A	4,200	A-1	EUR	393,08	4 583,26
DOMIAL ESH	2003	X	61608/1014365/Chrge fonc. 49 logts Nouvelle Cite a Lingolsheim	C.D.C.	1 141 900,00	827 987,84	27,15	A	V	LIVRET A	2,716	V	LIVRET A	4,200	A-1	EUR	35 423,10	15 419,17
DOMIAL ESH	2003	X	61609/1339655/Acquis. amelio. 49 logts Nouvelle Cite a Lingolshe	C.D.C.	804 363,34	655 636,60	23,07	A	V	LIVRET A	2,815	V	LIVRET A	4,200	A-1	EUR	28 063,86	12 550,38
DOMIAL ESH	2005	X	61610/1339670/Acquis. amelio. 7 logts rue de Lauterbourg a Schil	C.D.C.	56 360,64	47 992,39	24,15	A	V	LIVRET A	2,750	V	LIVRET A	4,200	A-1	EUR	2 051,17	844,94
DOMIAL ESH	2004	X	61611/1032353/Acquis. amelio. 7 logts rue de Lauterbourg a Sc	C.D.C.	320 666,00	241 188,97	28,48	A	V	LIVRET A	2,588	V	LIVRET A	4,200	A-1	EUR	10 257,36	3 033,98
DOMIAL ESH	2006	X	61612/1339690/Acquis. amelio. 2 logts 10, rue de Sarrebourg a Sc	C.D.C.	15 388,93	13 181,73	25,48	A	V	LIVRET A	2,430	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	535,33	201,40
DOMIAL ESH	2007	X	61613/1339700/Const. 2 logts 69, rue de la Gare a Schiltigheim	C.D.C.	105 444,29	88 588,84	26,65	A	V	LIVRET A	2,370	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	3 610,11	1 663,89
DOMIAL ESH	2007	X	61614/1083490/Chrge fonc. 2 logts 69, rue de la Gare a Schiltigh	C.D.C.	41 231,00	32 094,07	31,14	A	V	LIVRET A	2,268	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	1 301,27	437,63
DOMIAL ESH	2007	X	61615/1339684/Acquis. amelio. 6 logts 69, rue de la Gare a Schil	C.D.C.	273 386,37	233 730,09	26,15	A	V	LIVRET A	2,410	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	9 524,80	4 389,95
DOMIAL ESH	2006	X	61616/1054997/Acquis. amelio. 2 logts 10, rue de Sarrebourg a Sc	C.D.C.	156 751,00	122 692,94	30,23	A	V	LIVRET A	2,310	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	4 962,80	1 376,96
DOMIAL ESH	2007	X	61617/1339701/Acquis. amelio. 5 logts rue de Touirs a Bischheim	C.D.C.	42 457,98	36 919,67	31,56	A	V	LIVRET A	2,310	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	1 496,93	503,43
DOMIAL ESH	2007	X	61618/1087364/Chrge fonc. 5 logts rue de Tours a Bischheim	C.D.C.	290 967,00	226 038,94	31,31	A	V	LIVRET A	2,221	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	9 164,85	3 082,24
DOMIAL ESH	2008	X	61619/1339714/Acquis. amelio. 10 logts 44, bd Wilson a Strasbrg	C.D.C.	702 306,05	600 980,29	22,32	A	V	LIVRET A	2,825	V	LIVRET A	4,500	A-1	EUR	27 372,69	7 301,70
DOMIAL ESH	2008	X	61620/1121837/Charges fonc. 6 logts 7, Av. Perigueux a Bischheim	C.D.C.	398 798,00	306 832,27	32,90	A	V	LIVRET A	1,707	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	11 219,43	4 818,58

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2008	X	61621/1121835/Acq.Amel. 6 logts 7, Av. Perigueux a Bischheim	C.D.C.	147 515,00	99 575,15	22,90	A	V	LIVRET A	1,778	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	3 683,90	2 755,63
DOMIAL ESH	2011	X	61622/1181519/Mise en conformite 3 ascenseurs pour 45 logts a Sc	C.D.C.	60 000,00	3 313,15	0,16	A	V	LIVRET A	1,929	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	232,10	3 134,07
DOMIAL ESH	2013	X	61623/1251261/Charges fonc. acquis.amel.7 logts rue Ban de la	C.D.C.	118 699,00	104 551,17	37,98	A	V	LIVRET A	1,383	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	3 764,64	22,24
DOMIAL ESH	2013	X	61624/1251260/Acquis.amÃ©l.7 logts rue du Ban de la Roche Ã	C.D.C.	140 000,00	115 996,68	27,98	A	V	LIVRET A	1,390	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	4 211,62	992,74
DOMIAL ESH	2013	X	61625/1251267/Charges fonc. acquis.amÃ©l.23 logts rue Ban de la	C.D.C.	560 688,00	479 088,40	37,98	A	V	LIVRET A	0,581	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	13 458,59	1 575,62
DOMIAL ESH	2014	X	61626/1251266/Acquis.amÃ©l.23 logts rue du Ban de la Roche Ã	C.D.C.	750 000,00	602 123,99	27,98	A	V	LIVRET A	0,583	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	17 059,20	7 133,01
DOMIAL ESH	2013	X	61627/1251259/Charges fonc. acquis.amel.23 logts rue la Broque	C.D.C.	278 656,00	245 442,71	37,98	A	V	LIVRET A	1,383	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	8 837,82	52,20
DOMIAL ESH	2014	X	61628/1251258/Acquis.amÃ©l.23 logts rue de la Broque Ã	C.D.C.	1 100 000,00	911 402,62	27,98	A	V	LIVRET A	1,376	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	33 091,30	7 800,11
DOMIAL ESH	2014	X	61629/5017357/Acquis.amel.23 logts rue de la Broque a	C.D.C.	3 336 300,00	2 434 839,60	23,15	A	V	LIVRET A	1,471	V	LIVRET A	3,680	A-1	EUR	90 954,84	36 759,26
DOMIAL ESH	2014	X	61630/5001322/Construct?.15 logts rue du Gal de Gaulle a	C.D.C.	595 092,00	477 758,89	27,98	A	V	LIVRET A	0,575	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	13 535,72	5 659,73
DOMIAL ESH	2014	X	61631/5001323/ConstructÂ°.15 logts rue du Gal de Gaulle Ã	C.D.C.	49 950,00	42 680,51	37,98	A	V	LIVRET A	0,573	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 198,98	140,37
DOMIAL ESH	2014	X	61632/5001320/ConstructÂ°.15 logts rue du Gal de Gaulle Ã	C.D.C.	200 492,00	166 117,23	27,98	A	V	LIVRET A	1,379	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	6 031,40	1 421,69
DOMIAL ESH	2014	X	61633/5001321/ConstructÂ°.15 logts rue du Gal de Gaulle Ã	C.D.C.	205 703,00	181 185,04	37,98	A	V	LIVRET A	1,374	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	6 524,05	38,54
DOMIAL ESH	2014	P	61634/2000000000272604/AcquistÂ°en usufruit loc.social de 8 logts.rue de	B.F.C.M.	653 000,00	272 216,97	5,58	A	V	LIVRET A	2,030	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	12 688,33	36 501,51
DOMIAL ESH	2014	X	61635/5066010/Construct?.resid. personnes agees rue Paul Eluard	C.D.C.	830 173,00	726 262,31	38,64	A	V	LIVRET A	0,558	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	20 373,93	1 377,84
DOMIAL ESH	2014	X	61636/5066011/ConstructÂ°.rÃ©sid. personnes Ã¢gÃ©es rue Paul Eluard	C.D.C.	1 506 219,00	1 238 005,72	28,65	A	V	LIVRET A	0,560	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	35 027,47	12 975,48
DOMIAL ESH	2014	X	61637/5066013/ConstructÂ°.rÃ©sid. personnes Ã¢gÃ©es rue Paul Eluard	C.D.C.	1 056 503,00	949 676,62	38,64	A	V	LIVRET A	1,358	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	33 026,22	0,00
DOMIAL ESH	2015	X	61638/5066012/ConstructÂ°.rÃ©sid. personnes Ã¢gÃ©es rue Paul Eluard	C.D.C.	1 764 533,00	1 496 646,61	28,65	A	V	LIVRET A	1,355	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	54 262,54	10 646,28
DOMIAL ESH	2015	X	61639/5065902/Construct?.24 logts.pr pers.en perte d'autonomie	C.D.C.	1 824 582,00	1 560 778,95	28,82	A	V	LIVRET A	1,354	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	56 428,37	6 675,84

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2014	X	61640/5065901/Construct?.24 logts.pr pers.en perte d'autonomie	C.D.C.	786 893,00	707 327,77	38,81	A	V	LIVRET A	1,360	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	24 598,23	0,00
E Diaconesses (asso Bethlehem)	2007	P	61770//RÃ©hab. Foyer rÃ©sidence 13, rte d'Oberhausbergen Ã	CCM du Grand Cronenbourg	990 000,00	139 064,99	2,00	T	F		4,165	F		4,100	A-1	EUR	7 385,87	65 391,77
E Diaconesses (asso Bethlehem)	2007	P	61771/63016557138/Acquis. amÃ©lio. 55 logts rte d'Oberhausbergen Ã St	C Agricole	1 319 000,00	165 946,97	1,83	A	V	LIVRET A	2,680	V	LIVRET A	4,130	A-1	EUR	10 077,92	78 070,44
Federation de charite CARITAS	2009	X	61900/1144036/Acquis. amelio. resid. etudiants rue de l'Arc en C	C.D.C.	390 000,00	97 733,50	3,75	A	V	LIVRET A	2,340	V	LIVRET A	4,130	A-1	EUR	4 903,72	21 000,53
Federation de charite CARITAS	2009	X	61901/1142916/Acquis. amelio. Foyer J Travailleurs rue de l'Arc	C.D.C.	700 000,00	159 063,37	3,75	A	V	LIVRET A	1,000	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	5 444,17	35 370,98
Fondation Saint Thomas	2011	P	61835/200554-02/Acquis. en VEFA de 3 logts.rue de NÃ©el Ã	B.F.C.M.	370 000,00	12 902,83	0,41	M	V	LIVRET A	2,530	V	LIVRET A	2,790	A-1	EUR	1 021,28	30 191,94
Fondation Saint Thomas	2019	X	61836/5230189/Const. rÃ©sid. sociale 38 logts Lot du Parc Ã Mundo	C.D.C.	2 001 605,19	1 868 801,43	34,56	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	52 503,98	6 340,58
Fondation Vincent de Paul	1996	X	61520/1355174/Acquis-Amelio 33 logts Res Soc	C.D.C.	601 804,05	99 891,12	3,75	A	V	LIVRET A	3,080	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	4 647,00	22 398,41
Foyer Moderne de Schiltigheim	2017	X	61641/5190576/RÃ©hab. Thermique 20 logts. 7-9 rue de SÃ©lestat Ã	C.D.C.	320 000,00	221 898,53	12,66	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,550	A-1	EUR	5 951,12	11 478,60
Foyer Moderne de Schiltigheim	2017	X	61642/5190577/RÃ©hab. Thermique 20 logts. 7-9 rue de SÃ©lestat Ã	C.D.C.	560 000,00	401 911,47	12,66	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	15 144,59	18 771,58
Foyer Moderne de Schiltigheim	2017	X	61643/5182726/RÃ©hab. Therm. 60 logts.9,11,13,15,19 rue de KlÃ©ber	C.D.C.	1 480 000,00	1 062 194,62	12,66	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	40 024,99	49 610,60
Foyer Moderne de Schiltigheim	2017	X	61644/5182725/RÃ©hab. Therm. 60 logts.9,11,13,15,19 rue de KlÃ©ber	C.D.C.	960 000,00	665 695,62	12,66	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,550	A-1	EUR	17 853,35	34 435,80
Foyer Moderne de Schiltigheim	2017	X	61645/5153950/Acquis. amelio. de 4 logts 2 rue du Bouleau a	C.D.C.	300 000,00	265 497,21	32,73	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	7 471,67	1 347,94
Foyer Moderne de Schiltigheim	2017	X	61646/5153951/Acquis. amelio. de 4 logts 2 rue du Bouleau a	C.D.C.	90 000,00	82 677,13	42,72	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 173,11	0,00
Foyer Moderne de Schiltigheim	2004	X	61700/1310501/Acquis. amelio. 6 logts 10, rue de Cronembourg a S	C.D.C.	378 655,50	263 466,82	16,99	S	V	INF FR XT	2,990	V	INF FR XT	0,509	A-1	EUR	2 785,09	13 688,35
Foyer Moderne de Schiltigheim	2004	X	61701/1310502/Acquis. amelio. 2 logts 10, rue Cronembourg a Schi	C.D.C.	118 542,08	82 481,06	16,99	S	V	INF FR XT	2,700	V	INF FR XT	0,509	A-1	EUR	871,90	4 285,28
Foyer Moderne de Schiltigheim	2005	X	61702/1047998/Acquis. amelio. 4 logts rue de la Mairie a Schilti	C.D.C.	180 000,00	112 099,54	16,66	A	V	LIVRET A	2,525	V	LIVRET A	4,150	A-1	EUR	4 810,13	3 807,28
Foyer Moderne de Schiltigheim	2005	X	61703/1047997/Chrge fonc. 4 logts rue de la Mairie a Schiltighei	C.D.C.	70 000,00	56 663,00	31,65	A	V	LIVRET A	2,378	V	LIVRET A	4,150	A-1	EUR	2 370,83	465,33
Foyer Moderne de Schiltigheim	2005	X	61704/1048003/Acquis. amelio. 1 logt rue de la Mairie a Schiltig	C.D.C.	90 000,00	54 298,05	16,66	A	V	LIVRET A	2,060	V	LIVRET A	3,700	A-1	EUR	2 080,96	1 944,14

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Foyer Moderne de Schiltigheim	2005	X	61705/1047999/Chrge fonc. 1 logt rue de la Mairie a Schiltigheim	C.D.C.	30 000,00	23 621,89	31,65	A	V	LIVRET A	1,911	V	LIVRET A	3,700	A-1	EUR	882,49	229,28
Foyer Moderne de Schiltigheim	2005	X	61706/1047988/Acquis. amelio. 6 logts rue des Chasseurs a Schilt	C.D.C.	178 464,00	111 142,95	16,66	A	V	LIVRET A	2,520	V	LIVRET A	4,150	A-1	EUR	4 769,09	3 774,79
Foyer Moderne de Schiltigheim	2005	X	61707/1047989/Chrge fonc. 6 logts rue des Chasseurs a Schiltighe	C.D.C.	111 540,00	90 288,48	31,65	A	V	LIVRET A	2,380	V	LIVRET A	4,150	A-1	EUR	3 777,75	741,47
Foyer Moderne de Schiltigheim	2005	X	61708/1310518/Const. 17 logts rue du Gal de Gaulle a Schiltighei	C.D.C.	873 642,58	623 136,09	17,15	S	V	INF FR XT	2,880	V	INF FR XT	2,320	A-1	EUR	14 869,76	28 609,36
Foyer Moderne de Schiltigheim	2005	X	61709/1048017/Chrge fonc. 17 logts rue du gal de Gaulle a Schill	C.D.C.	580 000,00	459 738,04	30,14	A	V	LIVRET A	2,460	V	LIVRET A	4,150	A-1	EUR	19 253,14	4 193,13
Foyer Moderne de Schiltigheim	2006	X	61710/1061367/Const. 24 logts Buisson Ardent rue d'Adelshoffen a	C.D.C.	2 800 000,00	1 673 757,32	15,74	A	V	LIVRET A	2,470	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	69 598,70	66 210,19
Foyer Moderne de Schiltigheim	2006	X	61711/1061371/Chrge fonc. 24 logts Buisson Ardent rue d'Adelshof	C.D.C.	600 000,00	472 022,65	30,73	A	V	LIVRET A	2,310	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	19 092,80	5 297,42
Foyer Moderne de Schiltigheim	2008	X	61712/1101259/Const. 13 logts 22, rue de la Mairie a Schiltighei	C.D.C.	1 073 552,69	715 357,59	18,99	A	V	LIVRET A	1,850	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	27 797,76	16 162,54
Foyer Moderne de Schiltigheim	2008	X	61713/1101260/Chrge fonc. 13 logts 22, rue de la Mairie a Schilt	C.D.C.	268 388,17	217 522,70	33,98	A	V	LIVRET A	1,775	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	8 284,31	485,45
Foyer Moderne de Schiltigheim	2008	X	61714/1101283/Acquis. amelio. 4 logts 7, bd Wilson a Strasbourg	C.D.C.	161 032,90	107 303,63	18,99	A	V	LIVRET A	1,849	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	4 169,66	2 424,38
Foyer Moderne de Schiltigheim	2008	X	61715/1101284/Chrge fonc. 4 logts 7, bd Wilson a Strasbourg	C.D.C.	429 421,07	348 036,28	33,98	A	V	LIVRET A	1,780	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	13 254,89	776,73
Foyer Moderne de Schiltigheim	2008	X	61716/1101254/Acquis. amelio. 2 logts 2 & 4, rue Principale a Sc	C.D.C.	189 501,16	118 460,21	18,99	A	V	LIVRET A	0,830	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 406,25	3 191,36
Foyer Moderne de Schiltigheim	2008	X	61717/1101255/Chrge fonc. 2 logts 2 & 4, rue Principale a Schilt	C.D.C.	126 334,11	96 537,89	33,98	A	V	LIVRET A	0,760	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 719,60	590,72
Foyer Moderne de Schiltigheim	2008	X	61718/1101272/Acquis. amelio. 3 logts 42, rue d'Adelshoffen a Sc	C.D.C.	161 032,90	107 303,63	18,99	A	V	LIVRET A	1,850	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	4 169,66	2 424,38
Foyer Moderne de Schiltigheim	2008	X	61719/1101275/Chrge fonc. 3 logts 42, rue d'Adelshoffen a Schilt	C.D.C.	214 710,54	174 018,17	33,98	A	V	LIVRET A	1,775	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	6 627,45	388,36
Foyer Moderne de Schiltigheim	2008	X	61720/1120447/Chrge fonc. 3 logts 14, rue Louise a Schiltigheim	C.D.C.	360 000,00	277 375,90	32,81	A	V	LIVRET A	1,620	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	10 142,34	4 355,99
Foyer Moderne de Schiltigheim	2008	X	61721/1120446/Acquis.Amel. 3 logts 14, rue Louise a Schiltigheim	C.D.C.	140 000,00	85 547,94	17,82	A	V	LIVRET A	1,812	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	3 199,96	3 339,90
Foyer Moderne de Schiltigheim	2008	X	61722/1121711/Chrge fonc. 4 logts 15, rue des chasseurs Schilig.	C.D.C.	534 266,11	415 397,59	33,89	A	V	LIVRET A	1,549	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	15 177,49	6 199,47
Foyer Moderne de Schiltigheim	2008	X	61723/1121710/Acquis.Amel. 4 logts 15, rue des chasseurs Schilig	C.D.C.	102 743,48	64 338,10	18,90	A	V	LIVRET A	1,616	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	2 400,18	2 333,45

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Foyer Moderne de Schiltigheim	2008	X	61724/1121709/Chrge fonc. 2 logts 11, rue des chasseurs Schilig.	C.D.C.	200 349,79	160 010,90	33,89	A	V	LIVRET A	1,549	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	5 782,01	600,45
Foyer Moderne de Schiltigheim	2008	X	61725/1121708/Acquis.Amel. 2 logts 11, rue des chasseurs Schilig	C.D.C.	154 115,22	98 880,60	18,90	A	V	LIVRET A	1,616	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	3 652,14	2 567,73
Foyer Moderne de Schiltigheim	2009	X	61726/1127273/Acquis. amelio. 1 logt 91, rte de Bischwiller a Sc	C.D.C.	140 000,00	90 159,58	17,99	A	V	LIVRET A	1,800	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	3 330,03	2 341,26
Foyer Moderne de Schiltigheim	2009	X	61727/1127278/Chrge fonc. 1 logt 91, rte de Bischwiller a Schilt	C.D.C.	140 000,00	109 562,40	32,98	A	V	LIVRET A	1,679	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	4 003,11	1 635,13
Foyer Moderne de Schiltigheim	2010	X	61728/1310561/Const. 15 logts 36, rue des Vosges a Schiltigheim	C.D.C.	1 085 017,76	799 409,79	19,82	T	V	LIVRET A	1,400	V	LIVRET A	3,400	A-1	EUR	27 347,08	24 012,87
Foyer Moderne de Schiltigheim	2010	X	61729/1310562/Chrge fonc. 15 logts rue des Vosges a Schiltigheim	C.D.C.	730 580,21	642 106,69	34,81	T	V	LIVRET A	1,550	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	22 853,74	1 901,09
Foyer Moderne de Schiltigheim	2010	C	61730/1172345/Extension du service Accueil de jour Pers Handicap	C.D.C.	650 000,00	162 500,00	4,75	T	F		3,344	F		0,822	A-1	EUR	6 013,08	32 500,00
Foyer Moderne de Schiltigheim	2011	X	61731/1179794/Acquis. en VEFA 59 logts 127, rte du Gal de Gaulle	C.D.C.	4 700 000,00	3 466 261,81	25,07	A	V	LIVRET A	1,370	V	LIVRET A	3,400	A-1	EUR	119 746,01	55 679,58
Foyer Moderne de Schiltigheim	2011	X	61732/1179795/Chrge fonc. 59 logts 127, rte du Gal de Gaulle Ã S	C.D.C.	2 850 000,00	2 346 076,96	35,06	A	V	LIVRET A	1,530	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	84 904,84	12 390,99
Foyer Moderne de Schiltigheim	2011	X	61733/1179796/Acquis. en VEFA 7 logts 127, rte du gal de Gaulle	C.D.C.	800 000,00	567 248,50	25,07	A	V	LIVRET A	1,279	V	LIVRET A	2,600	A-1	EUR	14 969,46	8 499,86
Foyer Moderne de Schiltigheim	2011	X	61734/1179797/Chrge fonc. 7 logts 127, rte du gal de Gaulle a Sc	C.D.C.	450 000,00	354 278,56	35,06	A	V	LIVRET A	0,700	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	10 001,38	2 913,53
Foyer Moderne de Schiltigheim	2012	X	61735/1216155/Chrge fonc.aquis.amel. 3 logts aa 1 rue du Parc	C.D.C.	179 000,00	148 507,04	36,22	A	V	LIVRET A	1,480	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	5 387,98	1 159,16
Foyer Moderne de Schiltigheim	2012	X	61736/1216154/Aquis.amÃ©l. 3 logts AA 1 rue du Parc	C.D.C.	301 000,00	228 649,54	26,23	A	V	LIVRET A	1,509	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	8 371,20	3 883,80
Foyer Moderne de Schiltigheim	2011	P	61737/770843492B/Const. 26 logts rues Urmatt & Ehrhardt Ã Schiltigh	Credit Foncier	1 503 000,00	928 056,57	15,23	A	V	LIVRET A	2,220	V	LIVRET A	2,150	A-1	EUR	20 989,03	48 177,28
Foyer Moderne de Schiltigheim	2011	P	61738/770838892T/Const. 26 logts rues Urmatt & Ehrhardt Ã Schiltigh	Credit Foncier	547 000,00	450 976,68	35,22	A	V	LIVRET A	2,110	V	LIVRET A	2,150	A-1	EUR	9 873,35	8 248,77
Foyer Moderne de Schiltigheim	2014	X	61739/1246877/Chrge fonc.aquis.en VEFA 31 logts 1070 ADELSHOFFEN	C.D.C.	820 000,00	706 812,63	38,39	A	V	LIVRET A	1,380	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	25 529,78	2 347,89
Foyer Moderne de Schiltigheim	2014	X	61740/1246869/Aquis.en VEFA 31 logts 1070 ADELSHOFFEN rte. de	C.D.C.	3 733 000,00	2 997 839,52	28,40	A	V	LIVRET A	1,390	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	109 166,62	34 566,76
Foyer Moderne de Schiltigheim	2014	X	61741/1246881/Chrge fonc.aquis.en VEFA 17 logts 1070 ADELSHOFFEN	C.D.C.	379 000,00	333 364,05	38,39	A	V	LIVRET A	1,900	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	13 724,63	568,58
Foyer Moderne de Schiltigheim	2014	X	61742/1246880/Aquis.en VEFA 17 logts 1070 ADELSHOFFEN rte. de	C.D.C.	1 220 000,00	1 001 340,50	28,40	A	V	LIVRET A	1,900	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	41 554,39	9 715,40

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Foyer Moderne de Schiltigheim	2014	X	61743/1246886/Aquis.en VEFA 17 logts 1070 ADELSHOFFEN rte. de	C.D.C.	727 000,00	595 492,24	28,40	A	V	LIVRET A	1,900	V	LIVRET A	4,040	A-1	EUR	24 286,63	5 661,88
Foyer Moderne de Schiltigheim	2014	X	61744/5003834/Operation de rehab. de 60 logts.12 rue Vauban	C.D.C.	870 000,00	415 989,49	8,16	A	V	LIVRET A	0,440	V	LIVRET A	2,550	A-1	EUR	11 572,50	37 834,35
Foyer Moderne de Schiltigheim	2014	X	61745/1310580/Operation de rehab. de 60 logts.12 rue Vauban	C.D.C.	560 861,59	391 679,77	17,15	S	V	INF FR XT	2,180	V	INF FR XT	1,220	A-1	EUR	4 946,36	19 969,52
Foyer Moderne de Schiltigheim	2014	X	61746/1310582/Constr. de 6 logts. rue des Faisans a	C.D.C.	194 900,78	176 125,53	39,81	T	V	LIVRET A	1,870	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	6 539,50	0,00
Foyer Moderne de Schiltigheim	2014	X	61747/1310581/Constr. de 6 logts. rue des Faisans a	C.D.C.	426 730,12	367 142,92	29,82	T	V	LIVRET A	1,878	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	14 901,34	1 491,03
Foyer Moderne de Schiltigheim	2015	X	61748/5075220/Acq. et AmÃ©l. de 3 logts. 14, rue de Sarrebourg Ã	C.D.C.	420 000,00	363 849,55	30,73	A	V	LIVRET A	1,860	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	14 999,86	1 110,49
Foyer Moderne de Schiltigheim	2015	X	61749/5075221/Acq. et AmÃ©l. de 3 logts. 14, rue de Sarrebourg Ã	C.D.C.	80 000,00	72 440,45	40,72	A	V	LIVRET A	1,860	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	2 681,51	0,00
Foyer Moderne de Schiltigheim	2019	X	63100/5316708/Acquis.VEFA 37 logts Quartier Fischer-TR 2 rte	C.D.C.	793 066,00	761 477,81	35,64	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	21 377,26	1 995,95
Foyer Moderne de Schiltigheim	2019	X	63101/5316709/Acquis.VEFA 37 logts Quartier Fischer-TR 2 rte	C.D.C.	502 042,00	489 295,64	45,64	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	12 152,34	0,00
Foyer Moderne de Schiltigheim	2019	X	63102/5316706/Acquis.VEFA 37 logts Quartier Fischer-TR 2 rte	C.D.C.	2 457 437,00	2 386 576,98	35,64	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	84 322,16	0,00
Foyer Moderne de Schiltigheim	2019	X	63103/5316707/Acquis.VEFA 37 logts Quartier Fischer-TR 2 rte	C.D.C.	1 330 180,00	1 305 038,07	45,64	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	38 785,36	0,00
Foyer Moderne de Schiltigheim	2019	C	63104/5316705/Acquis.VEFA 37 logts Quartier Fischer-TR 2 rte	C.D.C.	555 000,00	555 000,00	43,64	A	F		1,350	F		1,040	A-1	EUR	5 772,00	0,00
Foyer Moderne de Schiltigheim	2020	X	63105/5297322/RÃ©hab. 72 logts rue Joffre Ã Schiltigheim	C.D.C.	1 116 000,00	884 849,74	14,49	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	2,550	A-1	EUR	23 475,32	35 750,90
Foyer Moderne de Schiltigheim	2020	X	63106/5297323/RÃ©hab. 72 logts rue Joffre Ã Schiltigheim	C.D.C.	950 000,00	732 969,82	14,49	A	F		0,000	F		1,180	A-1	EUR	9 173,32	44 430,35
Foyer Moderne de Schiltigheim	2020	X	63107/5297329/RÃ©hab. 40 logts rue du 23 novembre Ã Schiltigheim	C.D.C.	520 000,00	401 204,51	14,49	A	F		0,000	F		1,180	A-1	EUR	5 021,19	24 319,77
Foyer Moderne de Schiltigheim	2020	X	63108/5297695/RÃ©hab. 40 logts rue du 23 novembre Ã Schiltigheim	C.D.C.	620 000,00	491 583,18	14,49	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	2,550	A-1	EUR	13 041,84	19 861,61
Foyer Moderne de Schiltigheim	2021	X	63109/5397463/RÃ©hab. 74 logts 8a,47/49 rue Principale Ã Schilig	C.D.C.	700 000,00	603 585,00	15,49	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	22 410,79	18 936,89
Foyer Moderne de Schiltigheim	2020	X	63110/5305033/RÃ©hab. 190 logts rue L. Pasteur / Provence/Poitou	C.D.C.	1 200 000,00	984 815,86	14,66	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	36 708,71	34 870,68
Foyer Moderne de Schiltigheim	2021	X	63111/5401729/RÃ©hab. 11 logts 13 rue Neuve Ã Schiltigheim	C.D.C.	270 000,00	235 102,81	15,57	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	8 729,24	7 376,12

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Foyer Moderne de Schiltigheim	2019	X	63112/5288981/Acquis. VEFA 30 logts quartier Fischer	C.D.C.	1 079 757,00	1 030 609,86	35,39	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	28 894,87	1 349,80
Foyer Moderne de Schiltigheim	2019	X	63113/5288982/Acquis. 30 logts VEFA quartier Fischer	C.D.C.	594 000,00	573 994,95	45,39	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	13 506,73	0,00
Foyer Moderne de Schiltigheim	2019	X	63114/5288984/Acqsuis. VEFA 30 logts quartier Fischer	C.D.C.	1 100 000,00	1 059 379,50	35,39	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	35 975,93	0,00
Foyer Moderne de Schiltigheim	2019	X	63115/5288983/Acquis. 30 logts VEFA quartier Fischer	C.D.C.	862 000,00	837 464,45	45,39	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	24 889,20	0,00
Foyer Moderne de Schiltigheim	2022	X	63116/5485352/Acquis. 30 logts VEFA quartier Fischer	C.D.C.	560 000,00	527 082,29	17,40	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	2,550	A-1	EUR	13 873,16	16 962,97
Foyer Moderne de Schiltigheim	2022	X	63117/5485353/Acquis. 30 logts VEFA quartier Fischer	C.D.C.	349 000,00	319 320,78	17,40	A	F		0,000	F		1,760	A-1	EUR	5 883,50	14 969,06
Foyer Moderne de Schiltigheim	2022	X	63118/5500056/RÃ©hab. 8 logts 7/9 et 14 rue de la Lune Ã Schilig	C.D.C.	254 000,00	235 934,45	21,65	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	8 692,53	5 524,87
Foyer Moderne de Schiltigheim	2022	X	63119/5503711/RÃ©hab.5 logts 31 rue Principale Ã Schiltigheim	C.D.C.	122 000,00	113 322,84	21,65	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	4 175,15	2 653,68
Foyer Moderne de Schiltigheim	2022	X	63120/5503710/RÃ©hab.6 logts 22 rue Principale Ã Schiltigheim	C.D.C.	164 000,00	152 335,63	21,65	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	5 612,50	3 567,24
Foyer Moderne de Schiltigheim	2022	X	63121/5486496/RÃ©hab.6 logts 22 rue Principale Ã Schiltigheim	C.D.C.	418 000,00	355 770,47	11,58	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	13 503,17	19 317,39
Foyer Moderne de Schiltigheim	2024	X	63122/5583628/RÃ©hab. 25 logts 6 rue Jean Monnet Ã Schiltigheim	C.D.C.	416 631,91	416 631,91	19,15	A	V	LIVRET A	2,550	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Foyer Moderne de Schiltigheim	2024	X	63123/5583627/RÃ©hab. 25 logts 6 rue Jean Monnet Ã Schiltigheim	C.D.C.	453 695,28	453 695,28	19,15	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Foyer Moderne de Schiltigheim	2024	X	63124/5583621/RÃ©hab. 67 logts 15 chemin des PÃ¢querettes	C.D.C.	202 292,79	202 292,79	19,15	A	F		3,620	F		0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Foyer Moderne de Schiltigheim	2024	X	63125/5583620/RÃ©hab. 67 logts 15 chemin des PÃ¢querettes	C.D.C.	1 116 573,51	1 116 573,51	19,15	A	V	LIVRET A	2,550	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Foyer Moderne de Schiltigheim	2024	X	63126/5541643/RÃ©hab. 27 logts 2/2A et 7 rue de la Bonde	C.D.C.	520 000,00	501 800,40	18,24	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	18 720,00	18 199,60
Foyer Moderne de Schiltigheim	2022	P	63127/5492796/Acquis bien 19 rue Saint Julien	C.D.C.	800 000,00	800 000,00	1,83	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	28 800,00	0,00
Foyer Moderne de Schiltigheim	2025	X	63128/5638521/RÃ©hab 130 logts 1 Ã 14 rue Rapp	C.D.C.	1 755 000,00	1 755 000,00	19,66	A	V	LIVRET A	1,250	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Foyer Moderne de Schiltigheim	2025	X	63129/5638522/RÃ©hab 130 logts 1 Ã 14 rue Rapp	C.D.C.	6 271 020,00	6 271 020,00	19,66	A	V	LIVRET A	2,300	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2013	X	40851/1247685/Construction de 28 logts.rue Aristide Briand a	C.D.C.	2 789 693,72	2 318 819,06	29,14	A	V	LIVRET A	1,364	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	83 979,63	13 948,37

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2013	X	40852/1247688/Chrges.fonc.pr.const. 8 logts.rue Aristide Briand	C.D.C.	137 391,39	117 616,64	39,14	A	V	LIVRET A	0,561	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 297,47	150,11
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2013	X	40853/1247687/Construction de 8 logts.rue Aristide Briand a	C.D.C.	602 205,97	483 467,16	29,14	A	V	LIVRET A	0,563	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	13 663,83	4 526,96
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2014	X	40854/5019879/Reconstruction 6 logts.r Montesquieu Maille Karine	C.D.C.	316 759,00	236 276,03	27,98	A	V	LIVRET A	1,390	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	8 554,07	1 337,00
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2014	X	40855/5019880/Reconstruction 6 logts.r Montesquieu Maille Karine	C.D.C.	20 708,00	17 914,90	37,98	A	V	LIVRET A	1,378	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	594,81	0,00
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2014	X	40856/5030098/Residentialisat? 126 logts.Maille Karine I et II	C.D.C.	119 974,00	60 322,27	8,00	A	V	LIVRET A	1,414	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	2 344,97	4 815,68
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2014	X	40857/5030088/Residentialisat? 126 logts.Maille Karine I et II	C.D.C.	136 084,00	68 422,29	8,00	A	V	LIVRET A	1,414	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	2 659,84	5 462,33
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2014	X	40858/5019881/Reconstruction 6 logts.r Marie Hart Maille Karine	C.D.C.	289 751,00	225 303,41	27,98	A	V	LIVRET A	1,385	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	8 156,82	1 274,91
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2014	X	40859/5019882/Reconstruction 6 logts.r Marie Hart Maille Karine	C.D.C.	14 700,00	12 717,25	37,98	A	V	LIVRET A	1,378	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	422,24	0,00
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2014	X	40860/5000299/Acquisit? en VEFA de 21 logts.route de Schirmeck	C.D.C.	1 323 621,88	1 043 835,12	29,90	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	37 749,27	4 755,72
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2015	X	40861/5000300/Acquisit? en VEFA de 21 logts.route de Schirmeck	C.D.C.	916 132,40	763 719,12	39,89	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	24 988,51	0,00
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2014	X	40862/5019371/Construction de 21 logts.rue des Forgerons a	C.D.C.	552 789,37	449 530,71	29,90	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	12 687,69	3 601,24
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2014	X	40863/5019372/Construction de 21 logts.rue des Forgerons a	C.D.C.	117 169,65	101 534,27	39,89	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 835,44	0,00
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2014	X	40864/5019369/Construction de 21 logts.rue des Forgerons Ã	C.D.C.	1 140 803,89	960 939,40	29,90	A	V	LIVRET A	1,347	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	34 752,20	4 399,46
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2014	X	40865/5019370/Construction de 21 logts.rue des Forgerons Ã	C.D.C.	357 401,25	318 335,69	39,89	A	V	LIVRET A	1,347	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	10 422,93	0,00
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2014	X	40866/5020565/AcquisitÂ° en VEFA de 15 logts.rue Clairvivre Ã	C.D.C.	967 110,53	828 420,37	30,40	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	29 928,27	2 920,57
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2014	X	40867/5020566/AcquisitÂ° en VEFA de 15 logts.rue Clairvivre Ã	C.D.C.	601 233,71	539 632,89	40,39	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	17 350,47	0,00
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2012	X	40868/1204763/AcquisitÂ° en VEFA de 6 logts.rue Paul Verlaine Ã	C.D.C.	299 582,59	131 410,63	37,98	A	V	LIVRET A	1,383	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	4 761,65	857,48
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2012	X	40869/1204762/Acquisit? en VEFA de 6 logts.rue Paul Verlaine a	C.D.C.	495 656,08	202 920,10	27,98	A	V	LIVRET A	1,390	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	7 367,65	1 736,66
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2012	X	40870/1204765/Acquisit? en VEFA de 2 logts.rue Paul Verlaine a	C.D.C.	58 554,73	22 804,03	37,98	A	V	LIVRET A	0,581	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	640,61	75,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2012	X	40871/1204764/Acquisit? en VEFA de 2 logts.rue Paul Verlaine a	C.D.C.	136 716,72	51 856,85	27,98	A	V	LIVRET A	0,588	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 469,19	614,32
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2014	X	40872/5056191/Construction neuve de 23 logts col. Les Portes	C.D.C.	585 090,81	490 343,92	30,65	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	13 825,25	3 415,09
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2014	X	40873/5056192/Construction neuve de 23 logts col. Les Portes	C.D.C.	143 323,21	126 818,77	40,64	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 468,25	0,00
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2014	X	40874/5056189/Construction neuve de 23 logts col. Les Portes	C.D.C.	1 142 595,17	988 372,60	30,65	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	35 706,85	3 484,48
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2014	X	40875/5056190/Construction neuve de 23 logts col. Les Portes	C.D.C.	467 620,03	423 839,91	40,64	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	13 627,45	0,00
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2014	X	40876/5035258/Const. parc social public de 11 logts.rue M.Hart,	C.D.C.	292 516,00	230 003,88	28,23	A	V	LIVRET A	0,571	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	6 498,91	2 099,90
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2014	X	40877/5035257/Const. parc social public de 11 logts.rue M.Hart,	C.D.C.	81 690,00	69 088,83	38,22	A	V	LIVRET A	0,567	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 941,96	30,14
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2014	X	40878/5035256/Const. parc social public de 11 logts.rue M.Hart,	C.D.C.	287 988,00	235 424,25	28,23	A	V	LIVRET A	1,371	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	8 523,23	1 332,18
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2014	X	40879/5035259/Const. parc social public de 11 logts.rue M.Hart,	C.D.C.	179 041,00	146 362,35	28,23	A	V	LIVRET A	1,371	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	5 298,86	828,21
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2014	X	40880/5035255/Const. parc social public de 11 logts.rue M.Hart,	C.D.C.	78 646,00	68 637,33	38,22	A	V	LIVRET A	1,368	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	2 286,66	0,00
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2014	X	40881/5035260/Const. parc social public de 11 logts.rue M.Hart,	C.D.C.	49 867,00	43 520,80	38,22	A	V	LIVRET A	1,368	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	1 449,90	0,00
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2015	X	40882/5077615/Acquis.en VEFA 3 logts rue du Gal. Leclerc Ã	C.D.C.	1 688 449,00	1 421 899,38	29,56	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	51 423,53	6 531,94
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2015	X	40883/5077616/Acquis.en VEFA 3 logts rue du Gal. Leclerc a	C.D.C.	991 049,00	882 531,86	39,56	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	28 909,61	0,00
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2015	X	40884/5087699/Acquis.en VEFA 30 logts Eco-quartier Tanneries Ã	C.D.C.	633 041,93	530 476,26	30,73	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	14 957,00	3 702,28
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2015	X	40885/5087700/Acquis.en VEFA 30 logts Eco-quartier Tanneries a	C.D.C.	271 284,49	240 026,87	40,72	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	6 567,70	0,00
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2015	X	40886/5087697/Acquis.en VEFA 30 logts Eco-quartier Tanneries Ã	C.D.C.	981 619,64	848 896,85	30,73	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	30 669,18	3 024,93
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2015	X	40887/5087698/Acquis.en VEFA 30 logts Eco-quartier Tanneries Ã	C.D.C.	854 225,65	774 095,40	40,72	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	24 918,61	0,00
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2015	X	40888/5111738/Acquis.en VEFA 66 logts "Le Quartz"rte Bischwiller	C.D.C.	1 683 613,00	1 461 187,81	31,98	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	41 120,97	7 418,52
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2015	X	40889/5111739/Acquis.en VEFA 66 logts "Le Quartz"rte Bischwiller	C.D.C.	820 369,00	740 774,79	41,97	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	19 426,22	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2015	X	40890/5111737/Acquis.en VEFA 66 logts "Le Quartz"rte Bischwiller	C.D.C.	1 932 501,00	1 718 871,53	31,98	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	61 984,10	2 909,03
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2015	X	40891/5111736/Acquis.en VEFA 66 logts "Le Quartz"rte Bischwiller	C.D.C.	1 976 108,00	1 821 338,27	41,97	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	56 393,65	0,00
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2015	X	40892/5105790/Acquis. en VEFA de 48 logts. Rue du Marais Ã	C.D.C.	353 958,00	305 364,29	31,73	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	8 601,49	1 831,67
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2015	X	40893/5105789/Acquis. en VEFA de 48 logts. Rue du Marais a	C.D.C.	151 696,00	136 978,10	41,72	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 672,52	0,00
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2015	X	40894/5105792/Acquis. en VEFA de 48 logts. Rue du Marais Ã	C.D.C.	2 158 892,00	1 915 259,73	31,73	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	69 128,49	4 976,24
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2015	X	40895/5105791/Acquis. en VEFA de 48 logts. Rue du Marais a	C.D.C.	1 694 096,00	1 561 413,62	41,72	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	49 418,95	0,00
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2016	X	40896/5127259/Acquis. en VEFA de 210 logts. Av. de Colmar Ã	C.D.C.	1 566 984,00	1 376 745,47	32,31	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	38 744,59	6 989,80
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2016	X	40897/5127257/Acquis. en VEFA de 210 logts. Av. de Colmar Ã	C.D.C.	734 480,00	669 866,73	42,30	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	17 606,96	0,00
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2016	X	40898/5127256/Acquis. en VEFA de 210 logts. Av. de Colmar Ã	C.D.C.	1 719 914,00	1 548 520,78	32,31	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	55 841,10	2 620,73
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2016	X	40899/5127258/Acquis. en VEFA de 210 logts. Av. de Colmar Ã	C.D.C.	1 860 477,00	1 726 198,22	42,30	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	53 744,05	0,00
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2016	X	40900/5127265/Cstr.8 logts. rue Paul Verlaine "Jardin des Poetes	C.D.C.	60 348,00	51 551,59	31,31	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 452,11	309,22
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2016	X	40901/5127264/Cstr.8 logts. rue Paul Verlaine "Jardin des Poetes	C.D.C.	28 221,00	25 232,61	41,30	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	676,51	0,00
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2016	X	40902/5127260/Cstr.8 logts. rue Paul Verlaine "Jardin des PoÃ¨tes	C.D.C.	267 831,00	235 290,26	31,31	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	8 492,46	611,33
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2016	X	40903/5127261/Cstr.8 logts. rue Paul Verlaine "Jardin des Poetes	C.D.C.	91 645,00	83 644,06	41,30	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	2 647,35	0,00
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2016	X	40904/5124132/Acquis. VEFA 40 logts. SÃ©niors rue du Lavoir	C.D.C.	628 774,00	557 918,71	32,56	A	V	LIVRET A	0,490	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	15 701,03	2 832,58
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2016	X	40905/5124133/Acquis. VEFA 40 logts. SÃ©niors rue du Lavoir	C.D.C.	300 000,00	276 322,92	42,55	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	7 262,95	0,00
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2016	X	40906/1377549/Acquis. VEFA 40 logts. SÃ©niors rue du Lavoir	C.D.C.	206 994,00	189 321,99	32,56	A	V	LIVRET A	1,640	V	LIVRET A	4,050	A-1	EUR	7 730,00	0,00
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2016	X	40907/5124135/Acquis. VEFA 40 logts. SÃ©niors rue du Lavoir	C.D.C.	189 480,00	179 243,67	42,55	A	V	LIVRET A	1,860	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	6 179,09	0,00
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2016	X	40908/5124130/Acquis. VEFA 40 logts. SÃ©niors rue du Lavoir	C.D.C.	1 572 691,00	1 429 905,56	32,56	A	V	LIVRET A	1,200	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	51 563,72	2 419,99

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2016	X	40909/5124131/Acquis. VEFA 40 logts. SÃ©niors rue du Lavoir	C.D.C.	1 003 094,00	939 856,71	42,55	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	29 261,82	0,00
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2016	X	40910/5160877/Acquis. VEFA 20 logts. Pl. Haguenau, rue J; kablÃ©	C.D.C.	398 655,00	353 731,36	32,90	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	9 954,76	1 795,91
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2016	X	40911/5160878/Acquis. VEFA 20 logts. Pl. Haguenau, rue J; kablÃ©	C.D.C.	190 299,00	175 279,92	42,89	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 607,11	0,00
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2016	X	40912/5160875/Acquis. VEFA 20 logts. Pl. Haguenau, rue J; kablÃ©	C.D.C.	462 619,00	420 617,58	32,90	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	15 167,86	711,86
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2016	X	40913/5160876/Acquis. VEFA 20 logts. Pl. Haguenau, rue J; kablÃ©	C.D.C.	500 246,00	468 709,36	42,89	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	14 592,96	0,00
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2016	X	40914/5156047/Constr. 31 logts. ZAC Danube Lot A1 Ã Strasbourg	C.D.C.	637 594,00	565 744,80	32,90	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	15 921,28	2 872,31
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2016	X	40915/5156046/Constr. 31 logts. ZAC Danube Lot A1 Ã Strasbourg	C.D.C.	243 486,00	224 269,23	42,89	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	5 894,75	0,00
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2016	X	40916/5156045/Constr. 31 logts. ZAC Danube Lot A1 Ã Strasbourg	C.D.C.	1 292 630,00	1 175 271,46	32,90	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	42 381,38	1 989,04
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2016	X	40917/5156044/Constr. 31 logts. ZAC Danube Lot A1 Ã Strasbourg	C.D.C.	800 000,00	749 566,21	42,89	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	23 337,25	0,00
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2016	X	40918/5155172/Constr. Foyer pers. Handicapees ZAC Danube ilot A	C.D.C.	614 139,00	544 932,87	32,73	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	15 335,59	2 766,65
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2016	X	40919/5160003/Acquis. VEFA 29 logts. 210, av.Colmar La grde	C.D.C.	676 143,00	599 949,78	32,90	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	16 883,88	3 045,97
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2016	X	40920/5160004/Acquis. VEFA 29 logts. 210, av.Colmar La grde	C.D.C.	316 118,00	291 168,84	42,89	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	7 653,16	0,00
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2016	X	40921/5160001/Acquis. VEFA 29 logts. 210, av.Colmar La grde	C.D.C.	1 111 130,00	1 010 249,95	32,90	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	36 430,55	1 709,76
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2016	X	40922/5160002/Acquis. VEFA 29 logts. 210, av.Colmar La grde	C.D.C.	875 942,00	820 720,66	42,89	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	25 552,60	0,00
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2017	X	40925/5185719/Acquis. en VEFA de 40 logts. rue des Champs Ã	C.D.C.	1 200 692,00	1 084 008,36	33,31	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	30 480,02	4 563,80
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2017	X	40926/5185718/Acquis. en VEFA de 40 logts. rue des Champs Ã	C.D.C.	548 650,00	510 163,17	43,30	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	13 152,29	0,00
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2017	X	40927/5185717/Acquis. en VEFA de 40 logts. rue des Champs Ã	C.D.C.	799 206,00	700 645,83	33,31	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	25 244,45	589,06
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2017	X	40928/5185716/Acquis. en VEFA de 40 logts. rue des Champs Ã	C.D.C.	936 178,00	882 585,38	43,30	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	27 043,86	0,00
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2016	X	40929/5160873/Construction de17 logts Rives du Bohrie Ilot G4 Ã	C.D.C.	167 716,00	151 417,31	33,07	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 257,54	637,48

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2016	X	40930/5160874/Construction de17 logts Rives du Bohrie Ilot G4 Ã	C.D.C.	112 830,00	104 915,17	43,06	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 704,77	0,00
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2016	X	40931/5160871/Construction de17 logts Rives du Bohrie Ilot G4 Ã	C.D.C.	1 011 796,00	932 777,18	33,07	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	33 608,21	784,22
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2016	X	40932/5160872/Construction de17 logts Rives du Bohrie Ilot G4 Ã	C.D.C.	575 752,00	542 792,39	43,06	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	16 632,05	0,00
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2017	X	40933/5165321/Acquis. VEFA 9 logts. rue Clairvivre "Tempo 2" Ã	C.D.C.	249 741,00	227 741,07	32,23	A	V	LIVRET A	1,760	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	9 309,37	0,00
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2017	X	40934/5162205/Acquis. VEFA 9 logts. rue Clairvivre "Tempo 2" Ã	C.D.C.	368 533,00	336 068,54	32,23	A	V	LIVRET A	1,860	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	13 737,47	0,00
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2017	X	40935/5162206/Acquis. VEFA 9 logts. rue Clairvivre "Tempo 2" Ã	C.D.C.	380 688,00	356 629,39	42,22	A	V	LIVRET A	1,860	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	12 294,13	0,00
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2016	X	40936/5149823/Constr. de 25 logts. Rives du Borie G1 Ã	C.D.C.	328 362,00	295 902,43	32,56	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	8 305,90	736,88
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2016	X	40937/5149825/Constr. de 25 logts. Rives du Borie G1 Ã	C.D.C.	1 386 834,00	1 278 512,41	32,56	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	44 700,21	0,00
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2016	X	40938/5149826/Constr. de 25 logts. Rives du Borie G1 Ã	C.D.C.	764 908,00	725 097,81	42,55	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	20 517,30	0,00
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2016	X	40939/5149824/Constr. de 25 logts. Rives du Borie G1 Ã	C.D.C.	226 909,00	211 186,36	42,55	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	5 011,49	0,00
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2018	X	40940/5235577/Acquis. VEFA de 35 logts. ZAC Rives du Bohrie	C.D.C.	816 202,00	759 523,35	34,31	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	21 310,93	1 581,46
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2018	X	40941/5235578/Acquis. VEFA de 35 logts. ZAC Rives du Bohrie	C.D.C.	447 630,00	424 727,91	44,30	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	10 192,04	0,00
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2018	X	40942/5235575/Acquis. VEFA de 35 logts. ZAC Rives du Bohrie	C.D.C.	888 323,00	795 964,04	34,31	A	V	INF FR XT	2,120	V	INF FR XT	0,720	A-1	EUR	5 874,47	19 934,40
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2018	X	40943/5235576/Acquis. VEFA de 35 logts. ZAC Rives du Bohrie	C.D.C.	1 002 841,00	961 616,57	44,30	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	27 629,79	0,00
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2018	X	40944/5266257/Acquis.VEFA 34 logts. Rue de Lattre de Tassigny	C.D.C.	1 002 231,00	941 886,45	34,89	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	26 427,73	1 961,17
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2018	X	40945/5266258/Acquis.VEFA 34 logts. Rue de Lattre de Tassigny	C.D.C.	536 959,00	514 541,01	44,89	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	12 347,26	0,00
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2018	X	40946/5266261/Acquis.VEFA 34 logts. Rue de Lattre de Tassigny	C.D.C.	982 048,00	862 698,83	34,89	A	V	INF FR XT	0,550	V	INF FR XT	0,160	A-1	EUR	1 418,63	23 946,22
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2018	X	40947/5266260/Acquis.VEFA 34 logts. Rue de Lattre de Tassigny	C.D.C.	1 133 644,00	1 097 741,79	44,89	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	31 541,03	0,00
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2019	C	40948/5266259/Acquis.VEFA 34 logts. Rue de Lattre de Tassigny	C.D.C.	238 000,00	238 000,00	42,89	A	V	LIVRET A	1,690	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	8 568,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2019	X	40949/5266552/Acquis. en VEFA de 184 logts. Rue de la Klebsau Ã	C.D.C.	401 797,00	378 390,95	34,98	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	10 608,82	495,58
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2019	X	40950/5266553/Acquis. en VEFA de 184 logts. Rue de la Klebsau Ã	C.D.C.	232 414,00	222 710,73	44,97	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	5 214,34	0,00
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2019	X	40951/5266550/Acquis. en VEFA de 184 logts. Rue de la Klebsau Ã	C.D.C.	416 352,00	375 904,67	34,98	A	V	INF FR XT	1,350	V	INF FR XT	0,160	A-1	EUR	617,67	10 136,09
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2019	X	40952/5266551/Acquis. en VEFA de 184 logts. Rue de la Klebsau Ã	C.D.C.	497 517,00	481 760,77	44,97	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	13 508,23	0,00
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2019	C	40953/5273175/Acquis. en VEFA de 184 logts. Rue de la Klebsau Ã	C.D.C.	126 000,00	126 000,00	42,97	A	F		1,710	F		1,910	A-1	EUR	2 406,60	0,00
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	1990	X	50001/1337322/Const. 32 logts a Oberhausbergen	C.D.C.	1 084 272,10	674 949,37	15,82	A	V	LIVRET A	4,330	V	LIVRET A	4,200	A-1	EUR	29 210,41	26 440,70
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	1993	X	50002/0362364/Residence etudiants Illkirch	C.D.C.	4 517 270,18	798 259,45	3,00	A	V	LIVRET A	4,150	V	LIVRET A	4,300	A-1	EUR	41 928,67	176 825,97
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	1982	X	50006/1337326/Constr.53 logts Les Castelets	C.D.C.	390 712,73	236 409,80	8,41	A	V	LIVRET A	6,160	V	LIVRET A	4,200	A-1	EUR	10 778,66	20 224,88
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	1991	X	50007/0252361/Constr.24 logts. Bischheim	C.D.C.	1 186 053,35	328 298,02	6,66	A	V	LIVRET A	4,231	V	LIVRET A	4,300	A-1	EUR	15 682,32	37 943,97
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	1989	X	50008/1337321/Cons.30 logts Les Etangs HOEN	C.D.C.	602 159,97	460 815,31	15,15	A	V	LIVRET A	4,540	V	LIVRET A	4,200	A-1	EUR	19 943,13	18 052,14
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	1989	X	50009/1259452/Constr.70 logts a Hoenheim	C.D.C.	50 670,10	0,00	0,00	A	V	LIVRET A	5,594	V	LIVRET A	4,200	A-1	EUR	144,56	3 441,90
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	1998	X	50010/1259453/Acqu.ter.cons.80 logts Murhof	C.D.C.	140 280,34	0,00	0,00	A	V	LIVRET A	3,486	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	149,31	0,00
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	1987	X	50012/1033133/Constr.25 logts Parc Murhof	C.D.C.	845 102,80	128 182,07	3,09	A	V	LIVRET A	3,941	V	LIVRET A	3,520	A-1	EUR	5 524,72	28 770,26
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	1987	X	50014/1033132/Constr.15 logts 2e tr Murhof	C.D.C.	733 239,68	112 466,01	3,09	A	V	LIVRET A	3,949	V	LIVRET A	3,520	A-1	EUR	4 847,35	25 242,82
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	1999	X	50017/1259450/Reajust.pret cons.68 logts	C.D.C.	168 924,26	0,00	0,00	A	V	LIVRET A	3,850	V	LIVRET A	4,200	A-1	EUR	623,13	14 836,33
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	1992	X	50019/1337324/Constr.70 logts Le Ried	C.D.C.	393 133,11	195 069,23	6,66	A	V	LIVRET A	4,870	V	LIVRET A	4,200	A-1	EUR	9 146,17	22 696,83
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	1999	X	50021/1337325/RÃ©aj.prÃªt constr.123 logts Ka	C.D.C.	619 533,66	307 407,22	6,66	A	V	LIVRET A	3,790	V	LIVRET A	4,200	A-1	EUR	14 413,34	35 767,65
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	1994	X	50022/1337316/Acquis. amelio. 88 logts r. He	C.D.C.	1 771 346,34	1 245 458,27	18,99	A	V	LIVRET A	3,890	V	LIVRET A	4,200	A-1	EUR	53 717,03	33 518,76
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	1994	X	50023/1337320/Acq.Aml.22Logts Koenigshoffen	C.D.C.	382 821,55	288 454,62	17,99	A	V	LIVRET A	4,050	V	LIVRET A	4,200	A-1	EUR	12 471,16	8 477,69

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	1994	X	50024/1337317/Const.111 logts Maille Karine	C.D.C.	1 308 546,34	916 447,47	18,99	A	V	LIVRET A	3,890	V	LIVRET A	4,200	A-1	EUR	39 526,69	24 664,16
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	1994	X	50025/1259382/Const.15 Logts Maille Karine	C.D.C.	232 693,18	103 426,20	8,00	A	V	LIVRET A	4,052	V	LIVRET A	4,200	A-1	EUR	4 715,52	8 848,12
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	1994	X	50026/1337318/Const.94 Logts.Geispolsheim	C.D.C.	1 793 373,25	1 289 227,68	19,32	A	V	LIVRET A	3,710	V	LIVRET A	4,200	A-1	EUR	55 604,83	34 696,71
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	1992	X	50027/1337323/Const.30 Logts.Hienheim	C.D.C.	990 650,46	711 045,03	17,15	A	V	LIVRET A	4,050	V	LIVRET A	4,200	A-1	EUR	30 423,36	23 338,76
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	1994	X	50028/1337319/Ach.Amel.16 Logts.Cronenbourg	C.D.C.	385 591,95	285 911,97	18,90	A	V	LIVRET A	3,880	V	LIVRET A	4,200	A-1	EUR	12 361,22	8 402,97
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	1993	X	50029/1337315/Const.52 Logts.Geispolsheim	C.D.C.	1 971 902,68	1 372 943,40	18,74	A	V	LIVRET A	3,870	V	LIVRET A	4,200	A-1	EUR	59 358,36	40 350,87
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	1996	X	50033/1337265/Const.38 Logts.Col.Wolfisheim	C.D.C.	1 139 004,48	844 967,52	18,49	A	V	LIVRET A	3,570	V	LIVRET A	4,200	A-1	EUR	36 531,65	24 833,63
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	1996	X	50034/0459853/Const.4 Logts.Wolfisheim	C.D.C.	208 723,36	61 997,25	8,49	A	V	LIVRET A	3,073	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	2 561,83	5 419,29
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	1996	X	50035/1337268/Const.34 Logts.Schiltigheim	C.D.C.	1 007 142,32	707 484,30	18,90	A	V	LIVRET A	3,490	V	LIVRET A	4,200	A-1	EUR	30 587,65	20 792,99
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	1996	X	50036/0463888/Const.3 Logts.Schiltigheim	C.D.C.	187 134,33	55 311,71	8,91	A	V	LIVRET A	2,999	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	2 285,57	4 834,90
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2000	X	50038/1337276/Const.7 logts r. Musauweg	C.D.C.	224 307,51	163 994,75	22,57	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	6 370,67	3 654,41
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2000	X	50039/0923728/Const.6 logts r. Musauweg	C.D.C.	95 479,66	41 300,11	12,57	A	V	LIVRET A	3,070	V	LIVRET A	4,200	A-1	EUR	1 825,76	2 170,28
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2003	X	50040/1018355/Acquis. 28 logts rue de l'Aimant a Strasbourg	C.D.C.	207 049,00	62 770,64	7,49	A	V	LEP	3,783	V	LEP	2,400	A-1	EUR	1 697,67	7 965,55
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2003	P	50041/885912100.02/Acquis. 28 logts rue de l'Aimant Ã Strasbourg	C Epargne	500 000,00	206 968,88	7,24	A	F		4,790	F		4,790	A-1	EUR	10 912,01	20 839,27
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2003	X	50042/1376864/Acquis. amelio. 6 logts 65, rue du Lazaret a Stras	C.D.C.	387 819,00	297 008,53	27,48	A	V	LIVRET A	2,620	V	LIVRET A	4,050	A-1	EUR	12 217,51	4 658,57
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2007	X	50043/1337280/Acquisit? Ameliorat? 7 logts rue Boecklin	C.D.C.	322 950,24	281 046,98	26,40	A	V	LIVRET A	2,260	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	11 433,60	4 792,99
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2007	X	50044/1377025/Chrge fonc. 7 logts rue Boecklin a Strasbourg	C.D.C.	264 294,00	209 760,16	31,39	A	V	LIVRET A	2,220	V	LIVRET A	3,900	A-1	EUR	8 299,88	3 057,15
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2010	X	50047/1160897/Acquis. en VEFA 21 logts allÃ©e des Colombes Ã Holt	C.D.C.	1 488 035,00	1 106 227,79	24,31	A	V	LIVRET A	1,511	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	40 668,75	23 459,74
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2010	X	50048/1160898/Chrge fonc. 21 logts allee des Colomes a Holtzheim	C.D.C.	565 627,00	476 019,78	34,31	A	V	LIVRET A	1,560	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	17 149,79	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2010	X	50049/1160900/Acquis. en VEFA 2 logts allÃ©e des Colombes Ã Holzh	C.D.C.	130 887,00	92 337,63	24,31	A	V	LIVRET A	0,732	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 648,26	2 243,04
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2010	X	50050/1160901/Chrge fonc. 2 logts allÃ©e des Colombes Ã Holtzheim	C.D.C.	38 853,00	31 084,06	34,31	A	V	LIVRET A	0,747	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	873,29	105,02
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2010	X	50051/1160902/Surcout THPE 23 logts allee des Colombes a Holtzhe	C.D.C.	263 367,00	186 875,08	24,31	A	V	LIVRET A	0,688	V	LIVRET A	2,700	A-1	EUR	5 121,14	2 796,75
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2010	X	50052/1160948/Acquis. en VEFA 23 logts rue de Lingolsheim a Ostw	C.D.C.	1 002 275,00	766 125,88	25,31	A	V	LIVRET A	1,577	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	28 125,86	15 148,11
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2010	X	50053/1160949/Chrge fonc. 21 logts rue de Lingolsheim a Ostwald	C.D.C.	705 860,00	594 036,92	34,31	A	V	LIVRET A	1,559	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	21 401,65	0,00
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2010	X	50054/1160952/Acquis. en VEFA 2 logts rue de Lingolsheim a Ostwa	C.D.C.	102 414,00	74 560,24	25,31	A	V	LIVRET A	0,766	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 135,33	1 701,42
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2010	X	50055/1160955/Chrge fonc. 2 logts rue de Lingolsheim a Ostwald	C.D.C.	57 330,00	45 866,48	34,31	A	V	LIVRET A	0,747	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 288,60	154,95
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2010	X	50056/1160981/Surcout THPE 23 logts rue de Lingolsheim a Ostwald	C.D.C.	215 453,00	157 855,34	25,31	A	V	LIVRET A	0,669	V	LIVRET A	2,700	A-1	EUR	4 319,49	2 125,70
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2010	X	50057/1161008/Acquis. en VEFA 25 logts rue de la ChÃªnaie Ã Eckbo	C.D.C.	1 321 830,00	1 010 446,95	25,82	A	V	LIVRET A	1,516	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	37 095,33	19 978,91
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2010	X	50058/1161011/Chrge fonc. 25 logts rue de la Chenaie a Ecbolshei	C.D.C.	865 454,00	728 347,89	34,31	A	V	LIVRET A	1,559	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	26 240,53	0,00
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2010	X	50059/1161012/Acquis. en VEFA 6 logts rue de la Chenaie a Eckbol	C.D.C.	310 444,00	226 000,56	25,82	A	V	LIVRET A	0,715	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	6 472,42	5 157,20
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2010	X	50060/1161013/Chrge fonc. 6 logts rue de la Chenaie a Eckbolshei	C.D.C.	140 439,00	112 357,24	34,31	A	V	LIVRET A	0,746	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 156,63	379,58
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2010	X	50061/1161017/Surcout THPE 31 logts rue de la Chenaie a Eckbolsh	C.D.C.	302 611,00	222 252,70	25,82	A	V	LIVRET A	0,635	V	LIVRET A	2,700	A-1	EUR	6 081,63	2 992,89
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2010	X	50062/1163301/Acquis. 15 logts rue J-G Pick Les Jardins de Flore	C.D.C.	1 019 485,81	779 325,88	25,65	A	V	LIVRET A	1,491	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	28 610,46	15 409,10
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2010	X	50063/1163303/Chrge fonc. 15 logts rue J-G Pick Le Jardin a Stra	C.D.C.	309 502,56	265 197,06	35,64	A	V	LIVRET A	1,511	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	9 360,03	0,00
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2010	X	50064/1163305/Acquis. en VEFA 3 logts Les Jardins rue J-G Pick a	C.D.C.	231 646,66	168 636,78	25,65	A	V	LIVRET A	0,698	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 829,58	3 848,19
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2010	X	50065/1163308/Chrge fonc. 3 logts Les Jardins rue J-G Pick a Str	C.D.C.	51 817,02	42 419,28	35,64	A	V	LIVRET A	0,701	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 190,84	110,57
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2010	X	50066/1163313/Surcout THPE 18 logts Les Jardins rue J-G Pick a S	C.D.C.	195 380,49	143 497,23	25,65	A	V	LIVRET A	0,635	V	LIVRET A	2,700	A-1	EUR	3 926,60	1 932,35
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2010	X	50067/1171369/Acquis. en VEFA 13 logts 104, rue du Gal de Gaulle	C.D.C.	77 371,86	58 370,54	26,23	A	V	LIVRET A	0,711	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 653,36	678,06

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2010	X	50068/1171367/Chrge fonc. 13 logts 104, rue du Deneral de Gaulle	C.D.C.	344 969,68	297 112,65	36,22	A	V	LIVRET A	1,490	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	10 280,15	0,00
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2010	X	50069/1171362/Acquis. en VEFA 13 logts 104, rue du General de Ga	C.D.C.	1 032 760,76	815 776,45	26,23	A	V	LIVRET A	1,519	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	29 606,19	6 617,61
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2010	X	50070/1171373/Chrge fonc. 13 logts 104, rue du GÃ©nÃ©ral de Gaulle	C.D.C.	20 019,01	16 552,21	36,22	A	V	LIVRET A	0,681	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	464,33	31,07
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2011	X	50071/1179242/Acquis. en VEFA 34 logts rue de Beethoven a Souffe	C.D.C.	2 971 387,50	2 311 910,55	26,98	A	V	LIVRET A	1,268	V	LIVRET A	3,400	A-1	EUR	79 428,81	24 231,04
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2011	X	50072/1179241/Chrge fonc. 34 logts rue de Beethoven a Souffelwey	C.D.C.	675 400,49	574 966,64	36,98	A	V	LIVRET A	1,448	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	20 715,10	452,93
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2011	X	50073/1179243/Acquis. en VEFA 8 logts rue de Beethoven a Souffel	C.D.C.	779 475,67	581 184,65	26,98	A	V	LIVRET A	0,462	V	LIVRET A	2,600	A-1	EUR	15 320,82	8 077,68
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2011	X	50074/1179244/Chrge fonc. 8 logts rue de Beethoven a Souffelweye	C.D.C.	132 983,60	108 792,08	36,98	A	V	LIVRET A	0,642	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 058,09	425,42
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2011	X	50075/1337296/RÃ©hab.249 logts. Maille Karine Hautepierre	C.D.C.	318 050,77	258 141,74	20,32	A	V	LIVRET A	1,700	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	9 502,25	5 809,80
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2011	X	50076/1337297/RÃ©amÃ©n.silo parking Maille Karine Hautepierre	C.D.C.	210 360,09	170 736,02	20,32	A	V	LIVRET A	1,700	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	6 284,84	3 842,62
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2011	X	50077/1202137/Chrges.fonc.acquis.amel.5 logts.16,rue Thiergarden	C.D.C.	212 151,00	175 852,22	35,81	A	V	LIVRET A	1,513	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	6 363,65	915,90
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2011	X	50078/1202136/Acquis.amel.5 logts.16,rue Thiergarden	C.D.C.	381 019,00	286 138,21	25,82	A	V	LIVRET A	1,547	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	10 457,73	4 354,23
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2011	X	50079/1202139/Chrges.fonc.acquis.amel.1 logts.16,rue Thiergarden	C.D.C.	11 209,00	8 883,21	35,81	A	V	LIVRET A	0,704	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	250,76	72,65
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2011	X	50080/1202138/Chrges.fonc.acquis.amel.1 logts.16,rue Thiergarden	C.D.C.	26 156,00	18 736,71	25,82	A	V	LIVRET A	0,739	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	534,31	345,92
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2012	X	50081/1217699/Chrges.fonc.pr.const.5 logts.9, r.de Molsheim res.	C.D.C.	100 653,88	83 705,71	38,47	A	V	LIVRET A	0,581	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 358,15	513,99
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2012	X	50082/1217697/Const.5 logts.9, r.de Molsheim rÃ©s. Storkenkopf	C.D.C.	345 729,10	267 427,38	28,48	A	V	LIVRET A	0,588	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	7 597,43	3 909,44
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2012	X	50083/1217695/Chrges.fonc.pr.const.13 logts.9, r.de Molsheim res	C.D.C.	383 874,34	330 936,01	38,47	A	V	LIVRET A	1,383	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	11 952,39	1 074,71
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2012	X	50084/1217693/Const.13 logts.9, r.de Molsheim res. Storkenkopf	C.D.C.	853 004,77	685 113,88	28,48	A	V	LIVRET A	1,390	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	24 946,75	7 851,28
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2012	X	50085/1217704/Chrges.fonc.acquis.amÃ©l.3 logts.9, r.de Molsheim	C.D.C.	93 916,00	78 710,29	36,47	A	V	LIVRET A	1,470	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	2 846,37	355,55
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2012	X	50086/1217703/Chrges.fonc.acquis.amel.3 logts.9, r.de Molsheim	C.D.C.	352 840,00	192 639,97	26,48	A	V	LIVRET A	0,006	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	7 031,22	2 671,70

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2012	X	50087/1220145/Chrges.fonc.acq.en VEFA 21 logts.rue de la Kurvau	C.D.C.	831 550,37	719 305,23	38,64	A	V	LIVRET A	1,360	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	25 979,08	2 335,94
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2012	X	50088/1220144/Acq.en VEFA 21 logts.rue de la Kurvau rte.du Rhin	C.D.C.	1 088 139,00	877 018,12	28,56	A	V	LIVRET A	1,360	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	31 934,47	10 050,47
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2012	X	50089/1220148/Chrges.fonc.acq.en VEFA 10 logts.rue de la Kurvau	C.D.C.	343 644,78	286 771,89	38,64	A	V	LIVRET A	0,560	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	8 078,91	1 760,90
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2012	X	50090/1220147/Acq.en VEFA 10 logts.rue de la Kurvau rte du Rhin	C.D.C.	801 789,34	622 393,06	28,65	A	V	LIVRET A	0,560	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	17 681,77	9 098,57
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2012	X	50091/1226750/Acquis. amelio. 17 logts 1, rue des Forgerons a St	C.D.C.	869 570,00	248 647,70	28,15	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	7 063,91	3 634,91
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2012	X	50092/1226755/Chrge fonc. 17 logts 1 rue des Forgerons a Strasbo	C.D.C.	122 302,00	101 708,74	38,14	A	V	LIVRET A	0,581	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 865,33	624,53
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2012	X	50093/1227533/Chrge fonc.acquis.en VEFA 10 logts res.East-Side	C.D.C.	327 179,66	283 935,07	38,98	A	V	LIVRET A	1,360	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	10 248,89	756,19
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2012	X	50094/1227532/Acquis.en VEFA 10 logts rÃ©s.East-Side	C.D.C.	450 458,71	363 060,66	28,82	A	V	LIVRET A	1,360	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	13 219,97	4 160,61
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2015	X	50095/1245077/Chrge fonc.acquis.en VEFA 13 logts rue du Gal	C.D.C.	554 498,01	492 328,08	39,56	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	17 524,13	0,00
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2015	X	50096/1245076/Acquis.en VEFA 13 logts rue du Gal. Leclec Ã	C.D.C.	766 555,59	640 116,45	29,56	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	23 214,98	4 744,31
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2015	X	50097/1245079/Chrge fonc.acquis.en VEFA 3 logts rue du Gal	C.D.C.	82 005,89	70 531,35	39,56	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 980,09	186,29
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2015	X	50098/1245078/Acquis.en VEFA 3 logts rue du Gal. Leclerc Ã	C.D.C.	191 370,41	154 369,14	29,56	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 368,60	1 652,12
H.L.M. NLE (CDC Habitat)	2013	X	50099/1247686/Chrges.fonc.pr.const.28 logts.rue Aristide Briand	C.D.C.	598 445,93	527 436,25	39,14	A	V	LIVRET A	1,361	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	18 773,79	0,00
HABITAT DE L'ILL	2016	X	3300/5153875/AcquisitÂ° amÃ©lioratÂ° 6 logts. 2b rue GÃ©n.de Gaulle	C.D.C.	232 400,00	214 510,37	41,89	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	6 485,32	0,00
HABITAT DE L'ILL	2017	X	3301/5165560/Acq. AmÃ©l.15 logts.r.FossÃ© Communal LA GENDARMIRIE	C.D.C.	198 000,00	177 041,67	32,98	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 971,54	513,44
HABITAT DE L'ILL	2017	X	3302/5165561/Acq. AmÃ©l.15 logts.r.FossÃ© Communal LA GENDARMIRIE	C.D.C.	93 700,00	86 304,85	42,97	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 218,81	0,00
HABITAT DE L'ILL	2017	X	3303/5165557/Acq. AmÃ©l.15 logts.r.FossÃ© Communal LA GENDARMIRIE	C.D.C.	789 000,00	718 580,35	32,98	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	25 890,64	604,14
HABITAT DE L'ILL	2017	X	3304/5165558/Acq. AmÃ©l.15 logts.r.FossÃ© Communal LA GENDARMIRIE	C.D.C.	376 700,00	353 467,87	42,97	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	10 248,21	0,00
HABITAT DE L'ILL	2017	X	3305/5165564/Acq. AmÃ©l.13 logts.r.FossÃ© Communal LA GENDARMIRIE	C.D.C.	457 000,00	408 626,46	32,98	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	11 474,73	1 185,06

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
HABITAT DE L'ILL	2017	X	3306/5165565/Acq. AmÃ©l.13 logts.r.FossÃ© Communal LA GENDARMIRIE	C.D.C.	101 400,00	93 520,96	42,97	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 280,24	0,00
HABITAT DE L'ILL	2017	X	3307/5165562/Acq. AmÃ©l.13 logts.r.FossÃ© Communal LA GENDARMIRIE	C.D.C.	584 000,00	533 076,14	32,98	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	18 888,74	0,00
HABITAT DE L'ILL	2017	X	3308/5165563/Acq. AmÃ©l.13 logts.r.FossÃ© Communal LA GENDARMIRIE	C.D.C.	313 400,00	294 071,76	42,97	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	8 526,12	0,00
HABITAT DE L'ILL	2015	X	3309/5090440/Constr. rÃ©sidence personnes Ã¢gÃ©es non dÃ©pendantes	C.D.C.	266 400,00	241 410,46	40,81	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	7 771,15	0,00
HABITAT DE L'ILL	2015	X	3310/5090439/Constr. rÃ©sidence personnes Ã¢gÃ©es non dÃ©pendantes	C.D.C.	505 000,00	436 720,01	30,81	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	15 777,94	1 556,19
HABITAT DE L'ILL	2017	X	3311/5196409/Constr. rÃ©sidence personnes Ã¢gÃ©es non dÃ©pendantes	C.D.C.	109 400,00	100 831,75	41,81	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	3 191,34	0,00
HABITAT DE L'ILL	2017	X	3312/5196408/Constr. rÃ©sidence personnes Ã¢gÃ©es non dÃ©pendantes	C.D.C.	235 000,00	208 480,11	31,81	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	7 524,79	541,67
HABITAT DE L'ILL	2017	C	3313/16153990/RÃ©habilitation de 319 logts.2Ã 30 rue des Roseaux	Credit CoopÃ©ratif	1 422 094,00	592 539,05	6,15	T	F		1,121	F		1,100	A-1	EUR	7 169,72	94 806,28
HABITAT DE L'ILL	2017	P	3314/DD09247739/Refinancement des emprunts NÂ° 51617-51612-50568	ARKEA	1 874 552,14	1 227 440,77	14,13	T	F		1,337	F		1,320	A-1	EUR	16 845,03	77 787,73
HABITAT DE L'ILL	2017	P	3315/DD092247864/"Refin. emprunts NÂ° 51602-51609-50570-50573-50576	ARKEA	9 750 688,86	7 335 157,97	21,15	T	F		1,330	F		1,470	A-1	EUR	110 514,62	292 013,78
HABITAT DE L'ILL	2017	X	3316/5165570/Acq. amÃ©l. de 3 logts.12 rue du GÃ©n. Leclerc	C.D.C.	81 400,00	74 975,63	42,97	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 927,55	0,00
HABITAT DE L'ILL	2017	X	3317/5165571/Acq. amÃ©l. de 3 logts.12 rue du GÃ©n. Leclerc	C.D.C.	164 000,00	146 257,98	32,98	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 112,47	615,76
HABITAT DE L'ILL	2017	X	3318/5165572/Acq. amÃ©l. de 3 logts.12 rue du GÃ©n. Leclerc	C.D.C.	92 800,00	86 949,68	42,97	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	2 648,33	0,00
HABITAT DE L'ILL	2017	X	3319/5165573/Acq. amÃ©l. de 3 logts.12 rue du GÃ©n. Leclerc	C.D.C.	61 000,00	55 555,62	32,98	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	2 001,68	46,71
HABITAT DE L'ILL	2017	X	3320/5165574/Acq. amÃ©l. de 3 logts.12 rue du GÃ©n. Leclerc	C.D.C.	48 000,00	29 816,10	8,00	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	2,250	A-1	EUR	729,00	2 583,90
HABITAT DE L'ILL	2017	X	3321/5165566/Construction. de 5 logts.12 rue du GÃ©n. Leclerc	C.D.C.	235 200,00	216 637,18	42,97	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	5 569,52	0,00
HABITAT DE L'ILL	2017	X	3322/5165567/Construction. de 5 logts.12 rue du GÃ©n. Leclerc	C.D.C.	399 000,00	355 834,92	32,98	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	10 005,32	1 498,11
HABITAT DE L'ILL	2017	X	3323/5165568/Construction de 5 logts.12 rue du GÃ©n. Leclerc	C.D.C.	415 300,00	389 118,57	42,97	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	11 851,84	0,00
HABITAT DE L'ILL	2017	X	3324/5165569/Construction de 5 logts.12 rue du GÃ©n. Leclerc	C.D.C.	190 000,00	173 042,16	32,98	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	6 234,76	145,48

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
HABITAT DE L'ILL	2017	X	3327/5201804/Acquis. En VEFA de 165 logts rue de la Niederbourg	C.D.C.	554 000,00	505 124,03	33,81	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	14 203,02	2 126,63
HABITAT DE L'ILL	2017	X	3328/5201803/Acquis. En VEFA de 165 logts rue de la Niederbourg	C.D.C.	276 000,00	259 185,12	43,81	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	6 681,94	0,00
HABITAT DE L'ILL	2017	X	3329/5201802/Acquis. En VEFA de 165 logts rue de la Niederbourg	C.D.C.	940 000,00	875 117,68	33,81	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	31 530,73	735,74
HABITAT DE L'ILL	2017	X	3330/5201805/Acquis. En VEFA de 165 logts rue de la Niederbourg	C.D.C.	585 600,00	557 510,47	43,81	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	17 083,03	0,00
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3332/5208308/Const. 12 logts impasse LignÃ©e/Chemin Rural Ã	C.D.C.	529 000,00	484 360,27	33,98	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	13 608,10	1 643,37
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3333/5208305/Const. 12 logts impasse LignÃ©e/Chemin Rural Ã	C.D.C.	170 800,00	160 394,27	43,97	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 044,55	0,00
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3334/5208306/Const. 12 logts impasse Lignee/Chemin Rural a	C.D.C.	1 044 000,00	972 756,37	33,98	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	35 020,57	37,50
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3335/5208307/Const. 12 logts impasse LignÃ©e/Chemin Rural Ã	C.D.C.	369 600,00	351 871,36	43,97	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	10 547,75	0,00
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3336/5217578/Const.16 logts r. Fusiliers Marins Domaine FrÃªnaie	C.D.C.	662 400,00	606 503,32	33,98	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	17 039,71	2 057,78
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3337/5217576/Const.16 logts r. Fusiliers Marins Domaine FrÃªnaie	C.D.C.	292 000,00	274 210,34	43,97	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	6 914,57	0,00
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3338/5217577/Const.16 logts r. Fusiliers Marins Domaine Frenaie	C.D.C.	1 085 300,00	1 011 238,00	33,98	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	36 405,97	38,98
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3339/5217579/Const.16 logts r. Fusiliers Marins Domaine FrÃªnaie	C.D.C.	602 100,00	573 219,01	43,97	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	17 182,90	0,00
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3340/5216193/Acquis.VEFA de 8 logts 28 rue des Jardins "Les	C.D.C.	310 000,00	282 650,63	33,89	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	7 947,54	1 189,99
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3341/5216191/Acquis.VEFA de 8 logts 28 rue des Jardins "Les	C.D.C.	162 900,00	152 975,56	43,89	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 943,79	0,00
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3342/5216192/Acquis.VEFA de 8 logts 28 rue des Jardins "Les	C.D.C.	374 000,00	348 185,13	33,89	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	12 545,20	292,73
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3343/5216194/Acquis.VEFA de 8 logts 28 rue des Jardins "Les	C.D.C.	290 100,00	276 184,75	43,89	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	8 462,75	0,00
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3344/5218880/Const. 40 logts Allee Rene Dumont "Les Prairies du	C.D.C.	1 458 000,00	1 334 966,52	33,98	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	37 505,88	4 529,36
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3345/5218881/Const. 40 logts AllÃ©e RenÃ© Dumont "Les Prairies du	C.D.C.	702 200,00	659 419,51	43,97	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	16 628,11	0,00
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3346/5218878/Const. 40 logts Allee Rene Dumont "Les Prairies du	C.D.C.	2 828 000,00	2 635 014,34	33,98	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	94 864,17	101,57

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3347/5218879/Const. 40 logts AllÃ©e RenÃ© Dumont "Les Prairies du	C.D.C.	1 566 500,00	1 491 359,52	43,97	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	44 705,23	0,00
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3348/5216663/Acquis. en VEFA de 5 logts 9 Av. de Strasbourg Ã I	C.D.C.	87 000,00	79 658,50	33,98	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 238,01	270,27
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3349/5216661/Acquis. en VEFA de 5 logts 9 Av. de Strasbourg Ã I	C.D.C.	48 600,00	45 639,12	43,97	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 150,85	0,00
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3350/5216662/Acquis. en VEFA de 5 logts 9 Av. de Strasbourg a	C.D.C.	177 000,00	164 921,33	33,98	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	5 937,39	6,36
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3351/5216664/Acquis. en VEFA de 5 logts 9 Av. de Strasbourg a	C.D.C.	107 900,00	102 724,36	43,97	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	3 079,28	0,00
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3352/5216658/Acquis. en VEFA de 7 logts 74 Av. de Strasbourg Ã	C.D.C.	80 000,00	73 249,21	33,98	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 057,94	248,52
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3353/5216657/Acquis. en VEFA de 7 logts 74 Av. de Strasbourg Ã	C.D.C.	47 700,00	44 793,95	43,97	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 129,54	0,00
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3354/5216659/Acquis. en VEFA de 7 logts 74 Av. de Strasbourg Ã	C.D.C.	336 000,00	313 071,02	33,98	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	11 270,99	12,07
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3355/5216660/Acquis. en VEFA de 7 logts 74 Av. de Strasbourg Ã	C.D.C.	207 300,00	197 356,42	43,97	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	5 915,99	0,00
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3356/5211143/Acquis. en VEFA de 3 logts 76 Av. de Strasbourg Ã	C.D.C.	127 000,00	119 305,24	33,98	A	V	LIVRET A	1,860	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	4 677,18	0,00
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3357/5211144/Acquis. en VEFA de 3 logts 76 Av. de Strasbourg Ã	C.D.C.	96 000,00	90 183,49	33,98	A	V	LIVRET A	1,860	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	3 535,50	0,00
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3358/5211145/Acquis. en VEFA de 3 logts 76 Av. de Strasbourg Ã	C.D.C.	115 700,00	110 998,18	43,97	A	V	LIVRET A	1,860	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	3 691,57	0,00
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3359/5244834/Acquis. VEFA de 9 logts 41-43 rue Gal de Gaulle	C.D.C.	143 000,00	134 389,94	34,73	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 770,76	279,82
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3360/5244833/Acquis. VEFA de 9 logts 41-43 rue Gal de Gaulle	C.D.C.	112 000,00	107 324,01	44,72	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 575,42	0,00
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3361/5244832/Acquis. VEFA de 9 logts 41-43 rue Gal de Gaulle	C.D.C.	667 500,00	636 234,38	34,73	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	22 077,30	0,00
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3362/5244835/Acquis. VEFA de 9 logts 41-43 rue Gal de Gaulle	C.D.C.	383 000,00	370 870,50	44,72	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	10 656,09	0,00
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3363/5254075/Acquis. Amel. 5 logts 4 r. Markstein a Reichstett	C.D.C.	381 000,00	354 542,62	34,23	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	9 947,86	738,22
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3364/5254074/Acquis. Amel. 5 logts 4 r. Markstein a Reichstett	C.D.C.	191 200,00	181 417,64	44,22	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 353,41	0,00
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3365/5254073/Acquis. Amel. 5 logts 4 r. Markstein a Reichstett	C.D.C.	506 000,00	477 598,25	34,23	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	16 572,63	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3366/5254076/Acquis. Amel. 5 logts 4 r. Markstein a Reichstett	C.D.C.	287 600,00	275 777,44	44,22	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	7 923,82	0,00
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3367/5254068/Constr. de 7 logts 27,29 et 31 rue de Verdun a	C.D.C.	164 000,00	154 125,51	34,73	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 324,50	320,92
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3368/5254065/Constr. de 7 logts 27,29 et 31 rue de Verdun a	C.D.C.	124 400,00	119 206,30	44,72	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 860,55	0,00
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3369/5254066/Constr. de 7 logts 27,29 et 31 rue de Verdun a	C.D.C.	486 000,00	463 235,82	34,73	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	16 074,26	0,00
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3370/5254067/Constr. de 7 logts 27,29 et 31 rue de Verdun a	C.D.C.	285 900,00	276 845,61	44,72	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	7 954,51	0,00
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3371/5254087/Constr.9 logts 15, rue des Vosges et 6, rue Klem	C.D.C.	252 000,00	236 837,04	34,73	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	6 645,15	489,79
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3372/5254086/Constr.9 logts 15, rue des Vosges et 6, rue Klem	C.D.C.	147 900,00	141 727,21	44,72	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 398,99	0,00
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3373/5254085/Constr.9 logts 15, rue des Vosges et 6, rue Klem	C.D.C.	356 000,00	339 330,25	34,73	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	11 769,69	0,00
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3374/5254088/Constr.9 logts 15, rue des Vosges et 6, rue Klem	C.D.C.	273 500,00	264 842,55	44,72	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	7 605,49	0,00
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3375/5255206/Acquis.VEFA 8 logts rue Tuilerie Domaine Canotiers	C.D.C.	748 000,00	702 962,74	34,73	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	19 723,94	1 463,69
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3376/5255205/Acquis.VEFA 8 logts rue Tuilerie Domaine Canotiers	C.D.C.	210 800,00	201 999,12	44,72	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 847,30	0,00
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3377/5255208/Acquis.VEFA 8 logts rue Tuilerie Domaine Canotiers	C.D.C.	690 000,00	657 680,49	34,73	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	22 821,48	0,00
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3378/5255207/Acquis.VEFA 8 logts rue Tuilerie Domaine Canotiers	C.D.C.	210 500,00	203 833,52	44,72	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	5 856,68	0,00
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3379/5247089/Acquis.VEFA 10 logts r.Tuilerie Domaine Canotiers	C.D.C.	569 000,00	545 711,81	34,73	A	V	LIVRET A	1,860	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	20 671,39	0,00
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3380/5247088/Acquis.VEFA 10 logts r.Tuilerie Domaine Canotiers	C.D.C.	316 900,00	308 485,16	44,72	A	V	LIVRET A	1,860	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	9 881,73	0,00
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3381/5254072/Constr. 28logts 11 Chemin du Routoir Les Amandiers	C.D.C.	1 285 000,00	1 207 629,86	34,73	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	33 884,04	2 514,49
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3382/5254069/Constr. 28logts 11 Chemin du Routoir Les Amandiers	C.D.C.	320 100,00	306 735,85	44,72	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	7 360,63	0,00
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3383/5254070/Constr. 28logts 11 Chemin du Routoir Les Amandiers	C.D.C.	1 748 000,00	1 666 123,90	34,73	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	57 814,40	0,00
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3384/5254071/Constr. 28logts 11 Chemin du Routoir Les Amandiers	C.D.C.	561 300,00	543 523,78	44,72	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	15 616,88	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3385/5256502/Acquis. en VEFA de 9 logts.29-31 rte du Rhin	C.D.C.	721 000,00	674 933,02	34,89	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	18 962,25	2 289,95
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3386/5256501/Acquis. en VEFA de 9 logts.29-31 rte du Rhin	C.D.C.	344 000,00	329 200,51	44,89	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	8 328,24	0,00
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3387/5256500/Acquis. en VEFA de 9 logts.29-31 rte du Rhin	C.D.C.	740 000,00	704 336,57	34,89	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	25 401,51	0,00
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3388/5256499/Acquis. en VEFA de 9 logts.29-31 rte du Rhin	C.D.C.	366 500,00	354 371,64	44,89	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	10 691,59	0,00
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3389/5255512/Acquis. en VEFA de 9 logts.29-31 rte du Rhin	C.D.C.	313 000,00	299 742,74	34,89	A	V	LIVRET A	1,860	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	11 782,00	0,00
HABITAT DE L'ILL	2018	X	3390/5255513/Acquis. en VEFA de 9 logts.29-31 rte du Rhin	C.D.C.	375 800,00	365 466,73	44,89	A	V	LIVRET A	1,860	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	12 255,46	0,00
HABITAT DE L'ILL	2019	X	3391/5299220/Const. 18 logts impasse LignÃ©e/Chemin Rural Ã	C.D.C.	35 400,00	32 812,65	34,06	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	921,87	111,33
HABITAT DE L'ILL	2019	X	3392/5299219/Const. 18 logts impasse LignÃ©e/Chemin Rural Ã	C.D.C.	109 200,00	102 924,20	34,06	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	3 711,90	0,00
HABITAT DE L'ILL	2019	X	3393/5284912/Constr.16 logts rue des Fusiliers Marins "Domaine	C.D.C.	89 600,00	83 377,99	34,14	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 339,44	173,61
HABITAT DE L'ILL	2019	X	3394/5284911/Constr.16 logts rue des Fusiliers Marins "Domaine	C.D.C.	133 700,00	126 195,43	34,14	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	4 378,97	0,00
HABITAT DE L'ILL	2019	X	3395/5319538/Constr. de 8 logts rue Foehn "Le Phare du Bohrie"	C.D.C.	278 000,00	268 331,10	35,73	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	7 523,11	351,44
HABITAT DE L'ILL	2019	X	3396/5319539/Constr. de 8 logts rue Foehn "Le Phare du Bohrie"	C.D.C.	184 500,00	181 074,31	95,69	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 256,88	0,00
HABITAT DE L'ILL	2019	X	3397/5319541/Constr. de 8 logts rue Foehn "Le Phare du Bohrie"	C.D.C.	690 000,00	671 063,71	35,73	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	23 709,92	0,00
HABITAT DE L'ILL	2019	X	3398/5319542/Constr. de 8 logts rue Foehn "Le Phare du Bohrie"	C.D.C.	380 300,00	373 664,49	45,72	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	11 105,20	0,00
HABITAT DE L'ILL	2019	P	3399/5319540/Constr. de 8 logts rue Foehn "Le Phare du Bohrie"	C.D.C.	180 000,00	120 389,31	9,74	A	F		0,130	F		0,130	A-1	EUR	172,05	11 953,13
HABITAT DE L'ILL	2019	X	3400/5319528/Constr.7 logts rue Neuve et de la CitÃ© "Terrasses	C.D.C.	141 000,00	135 561,93	35,73	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 805,68	355,33
HABITAT DE L'ILL	2019	X	3401/5319529/Constr.7 logts rue Neuve et de la CitÃ© "Terrasses	C.D.C.	123 600,00	120 622,44	45,72	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 995,83	0,00
HABITAT DE L'ILL	2019	X	3402/5319531/Constr.7 logts rue Neuve et de la CitÃ© "Terrasses	C.D.C.	563 000,00	547 549,08	35,73	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	19 345,92	0,00
HABITAT DE L'ILL	2019	X	3403/5319532/Constr.7 logts rue Neuve et de la CitÃ© "Terrasses	C.D.C.	359 500,00	353 227,41	45,72	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	10 497,82	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
HABITAT DE L'ILL	2019	X	3404/5319530/Constr.7 logts rue Neuve et de la CitÃ© "Terrasses	C.D.C.	150 000,00	100 324,41	9,74	A	F		0,130	F		0,130	A-1	EUR	143,37	9 960,95
HABITAT DE L'ILL	2020	X	3407/5385375/Acquis. en VEFA de 26 logts.3 rue du Travail Ã	C.D.C.	439 000,00	434 861,91	36,89	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	12 232,41	202,57
HABITAT DE L'ILL	2020	X	3408/5385376/Acquis. en VEFA de 26 logts.3 rue du Travail Ã	C.D.C.	409 900,00	408 305,51	46,89	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	9 425,56	0,00
HABITAT DE L'ILL	2020	X	3409/5385373/Acquis. en VEFA de 26 logts.3 rue du Travail Ã	C.D.C.	930 000,00	924 887,23	36,89	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	30 759,38	0,00
HABITAT DE L'ILL	2020	X	3410/5385374/Acquis. en VEFA de 26 logts.3 rue du Travail Ã	C.D.C.	659 100,00	658 773,02	46,89	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	18 337,94	0,00
HABITAT DE L'ILL	2020	X	3411/5385372/Acquis. en VEFA de 26 logts.3 rue du Travail Ã	C.D.C.	390 000,00	287 480,72	10,91	A	F		0,260	F		0,260	A-1	EUR	814,35	25 729,73
HABITAT DE L'ILL	2020	X	3412/5385363/Acquis. en VEFA de 3 logts.3 rue du Travail Ã	C.D.C.	89 000,00	88 671,28	36,89	A	V	LIVRET A	1,560	V	LIVRET A	4,060	A-1	EUR	3 204,23	0,00
HABITAT DE L'ILL	2020	X	3413/5385362/Acquis. en VEFA de 3 logts.3 rue du Travail Ã	C.D.C.	111 700,00	111 700,00	46,89	A	V	LIVRET A	1,560	V	LIVRET A	4,060	A-1	EUR	3 445,24	0,00
HABITAT DE L'ILL	2020	X	3414/5385361/Acquis. en VEFA de 3 logts.3 rue du Travail Ã	C.D.C.	45 000,00	33 170,85	10,91	A	F		1,560	F		0,260	A-1	EUR	93,97	2 968,81
HABITAT DE L'ILL	2020	X	3415/5385392/Acquis. en VEFA de 12 logts.1 route du Neuhof Ã	C.D.C.	168 000,00	166 416,40	36,89	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 681,20	77,52
HABITAT DE L'ILL	2020	X	3416/5385391/Acquis. en VEFA de 12 logts.1 route du Neuhof Ã	C.D.C.	172 000,00	171 330,93	46,89	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 955,10	0,00
HABITAT DE L'ILL	2020	X	3417/5385390/Acquis. en VEFA de 12 logts.1 route du Neuhof Ã	C.D.C.	416 000,00	413 713,00	36,89	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	13 759,03	0,00
HABITAT DE L'ILL	2020	X	3418/5385389/Acquis. en VEFA de 12 logts.1 route du Neuhof Ã	C.D.C.	315 000,00	314 843,73	46,89	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	8 764,15	0,00
HABITAT DE L'ILL	2020	X	3419/5385393/Acquis. en VEFA de 12 logts.1 route du Neuhof Ã	C.D.C.	180 000,00	120 777,29	9,91	A	F		1,100	F		0,260	A-1	EUR	344,98	11 906,13
HABITAT DE L'ILL	2020	X	3420/5385385/Acquis. en VEFA de 2 logts.1 route du Neuhof Ã	C.D.C.	49 900,00	49 715,70	36,89	A	V	LIVRET A	1,560	V	LIVRET A	4,060	A-1	EUR	1 796,53	0,00
HABITAT DE L'ILL	2020	X	3421/5385383/Acquis. en VEFA de 2 logts.1 route du Neuhof Ã	C.D.C.	60 000,00	59 778,39	36,89	A	V	LIVRET A	1,560	V	LIVRET A	4,060	A-1	EUR	2 160,15	0,00
HABITAT DE L'ILL	2020	X	3422/5385384/Acquis. en VEFA de 2 logts.1 route du Neuhof Ã	C.D.C.	76 000,00	76 000,00	46,89	A	V	LIVRET A	1,560	V	LIVRET A	4,060	A-1	EUR	2 344,12	0,00
HABITAT DE L'ILL	2020	X	3423/5385386/Acquis. en VEFA de 2 logts.1 route du Neuhof Ã	C.D.C.	30 000,00	22 113,90	10,91	A	F		0,260	F		0,260	A-1	EUR	62,64	1 979,21
HABITAT DE L'ILL	2020	X	3424/5385409/Acquis. en VEFA de 10 logts.17-19 rte du Rhin Ã	C.D.C.	60 000,00	59 434,43	36,89	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 671,85	27,69

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
HABITAT DE L'ILL	2020	X	3425/5385410/Acquis. en VEFA de 10 logts.17-19 rte du Rhin Ã	C.D.C.	139 200,00	138 658,52	46,89	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 200,87	0,00
HABITAT DE L'ILL	2020	X	3426/5385407/Acquis. en VEFA de 10 logts.17-19 rte du Rhin Ã	C.D.C.	182 000,00	180 999,44	36,89	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	6 019,58	0,00
HABITAT DE L'ILL	2020	X	3427/5385408/Acquis. en VEFA de 10 logts.17-19 rte du Rhin Ã	C.D.C.	115 400,00	115 342,75	46,89	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	3 210,74	0,00
HABITAT DE L'ILL	2020	X	3428/5385406/Acquis. en VEFA de 10 logts.17-19 rte du Rhin Ã	C.D.C.	150 000,00	110 569,51	10,91	A	F		0,260	F		0,260	A-1	EUR	313,21	9 896,05
HABITAT DE L'ILL	2020	X	3429/5385412/Acquis. en VEFA de 2 logts.17-19 route du Rhin Ã	C.D.C.	66 000,00	65 756,23	36,89	A	V	LIVRET A	1,560	V	LIVRET A	4,060	A-1	EUR	2 376,17	0,00
HABITAT DE L'ILL	2020	X	3430/5385413/Acquis. en VEFA de 2 logts.17-19 route du Rhin Ã	C.D.C.	83 300,00	83 300,00	46,89	A	V	LIVRET A	1,560	V	LIVRET A	4,060	A-1	EUR	2 569,28	0,00
HABITAT DE L'ILL	2020	X	3431/5385414/Acquis. en VEFA de 2 logts.17-19 route du Rhin Ã	C.D.C.	30 000,00	22 113,90	10,91	A	F		0,260	F		0,260	A-1	EUR	62,64	1 979,21
HABITAT DE L'ILL	2020	X	3432/5385419/Acquis. en VEFA de 8 logts.17-19 rte du Rhin Ã	C.D.C.	356 000,00	354 042,86	36,89	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	11 774,56	0,00
HABITAT DE L'ILL	2020	X	3433/5385420/Acquis. en VEFA de 8 logts.17-19 rte du Rhin Ã	C.D.C.	296 100,00	295 953,10	46,89	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	8 238,30	0,00
HABITAT DE L'ILL	2020	X	3434/5385421/Acquis. en VEFA de 8 logts.17-19 rte du Rhin Ã	C.D.C.	120 000,00	88 455,61	10,91	A	F		0,260	F		0,260	A-1	EUR	250,57	7 916,84
HABITAT DE L'ILL	2021	X	3435/5397927/Acquis.VEFA 10 logts r.Tuilerie Domaine Canotiers	C.D.C.	175 000,00	167 739,57	34,98	A	V	LIVRET A	1,560	V	LIVRET A	4,060	A-1	EUR	6 149,09	0,00
HABITAT DE L'ILL	2021	X	3436/5403647/Acquis. en VEFA de 74 logts. 156 rte de Lyon Ã	C.D.C.	1 158 725,00	1 148 337,32	36,98	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	32 023,51	0,00
HABITAT DE L'ILL	2021	X	3437/5403648/Acquis. en VEFA de 74 logts. 156 rte de Lyon Ã	C.D.C.	1 181 123,00	1 176 528,48	46,97	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	26 499,17	0,00
HABITAT DE L'ILL	2021	X	3438/5403645/Acquis. en VEFA de 74 logts. 156 rte de Lyon Ã	C.D.C.	2 308 230,00	2 295 540,28	36,98	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	74 501,52	0,00
HABITAT DE L'ILL	2021	X	3439/5403646/Acquis. en VEFA de 74 logts. 156 rte de Lyon Ã	C.D.C.	1 877 068,00	1 876 136,79	46,97	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	50 964,83	0,00
HABITAT DE L'ILL	2021	X	3440/5403649/Acquis. en VEFA de 74 logts. 156 rte de Lyon Ã	C.D.C.	1 110 000,00	1 007 321,82	25,98	A	F		0,570	F		0,570	A-1	EUR	5 937,93	34 420,78
HABITAT DE L'ILL	2021	X	3441/5403623/Acquis. en VEFA de 10 logts. 156 rte de Lyon Ã	C.D.C.	268 690,00	267 697,60	36,98	A	V	LIVRET A	1,560	V	LIVRET A	4,060	A-1	EUR	9 441,13	0,00
HABITAT DE L'ILL	2021	X	3442/5403625/Acquis. en VEFA de 10 logts. 156 rte de Lyon Ã	C.D.C.	371 013,00	369 642,68	36,98	A	V	LIVRET A	1,560	V	LIVRET A	4,060	A-1	EUR	13 036,52	0,00
HABITAT DE L'ILL	2021	X	3443/5403626/Acquis. en VEFA de 10 logts. 156 rte de Lyon Ã	C.D.C.	450 113,00	450 113,00	46,97	A	V	LIVRET A	1,560	V	LIVRET A	4,060	A-1	EUR	13 549,61	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
HABITAT DE L'ILL	2021	X	3444/5403624/Acquis. en VEFA de 10 logts. 156 rte de Lyon Ã	C.D.C.	150 000,00	136 124,57	25,98	A	F		0,570	F		0,570	A-1	EUR	802,42	4 651,46
HABITAT DE L'ILL	2021	X	3445/5432701/Acquis.VEFA 20 logts. 21-23 rt Rhin, 2-4 r Talus	C.D.C.	298 000,00	298 000,00	37,39	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	8 316,68	0,00
HABITAT DE L'ILL	2021	X	3446/5432702/Acquis.VEFA 20 logts. 21-23 rt Rhin, 2-4 r Talus	C.D.C.	246 600,00	246 600,00	47,38	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	5 586,96	0,00
HABITAT DE L'ILL	2021	X	3447/5432698/Acquis.VEFA 20 logts. 21-23 rt Rhin, 2-4 r Talus	C.D.C.	879 000,00	879 000,00	37,39	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	28 647,54	0,00
HABITAT DE L'ILL	2021	X	3448/5432699/Acquis.VEFA 20 logts. 21-23 rt Rhin, 2-4 r Talus	C.D.C.	571 200,00	571 200,00	47,38	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	15 659,98	0,00
HABITAT DE L'ILL	2021	P	3449/5432700/Acquis.VEFA 20 logts. 21-23 rt Rhin, 2-4 r Talus	C.D.C.	300 000,00	241 852,47	11,41	A	F		0,520	F		0,520	A-1	EUR	1 358,95	19 483,12
HABITAT DE L'ILL	2021	X	3450/5432703/Acquis.VEFA 10 logts.78 Av.Strasbourg, 6 r LisiÃ¨re	C.D.C.	622 000,00	622 000,00	37,39	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	20 271,64	0,00
HABITAT DE L'ILL	2021	X	3451/5432704/Acquis.VEFA 10 logts.78 Av.Strasbourg, 6 r LisiÃ¨re	C.D.C.	423 500,00	423 500,00	47,38	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	11 610,65	0,00
HABITAT DE L'ILL	2021	X	3452/5432705/Acquis.VEFA 10 logts.78 Av.Strasbourg, 6 r LisiÃ¨re	C.D.C.	150 000,00	120 926,24	11,41	A	F		0,520	F		0,520	A-1	EUR	679,47	9 741,56
HABITAT DE L'ILL	2022	X	3453/5459668/Const. de 11 logts 28 route du Neuhof Ã Illkirch	C.D.C.	315 000,00	315 000,00	37,98	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	8 577,33	0,00
HABITAT DE L'ILL	2022	X	3454/5459669/Const. de 11 logts 28 route du Neuhof Ã Illkirch	C.D.C.	128 400,00	128 400,00	47,97	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 838,28	0,00
HABITAT DE L'ILL	2022	X	3455/5459665/Const. de 11 logts 28 route du Neuhof Ã Illkirch	C.D.C.	395 000,00	395 000,00	37,98	A	V	LIVRET A	1,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	12 562,81	0,00
HABITAT DE L'ILL	2022	X	3456/5459666/Const. de 11 logts 28 route du Neuhof Ã Illkirch	C.D.C.	104 100,00	104 100,00	47,97	A	V	LIVRET A	1,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	2 785,13	0,00
HABITAT DE L'ILL	2022	X	3457/5459667/Const. de 11 logts 28 route du Neuhof Ã Illkirch	C.D.C.	165 000,00	143 706,66	11,99	A	F		0,500	F		0,500	A-1	EUR	771,90	10 673,22
HABITAT DE L'ILL	2022	X	3458/5459661/Const. de 7 logts 28 route du Neuhof Ã Illkirch	C.D.C.	482 000,00	482 000,00	37,98	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	15 329,81	0,00
HABITAT DE L'ILL	2022	X	3459/5459662/Const. de 7 logts 28 route du Neuhof Ã Illkirch	C.D.C.	157 400,00	157 400,00	47,98	A	V	LIVRET A	1,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	4 211,13	0,00
HABITAT DE L'ILL	2022	X	3460/5459663/Const. de 7 logts 28 route du Neuhof Ã Illkirch	C.D.C.	105 000,00	91 449,69	11,99	A	F		0,500	F		0,500	A-1	EUR	491,21	6 792,05
HABITAT DE L'ILL	2022	X	3461/5461596/Const. de 2 logts 28 route du Neuhof Ã Illkirch	C.D.C.	9 500,00	9 500,00	37,98	A	V	LIVRET A	2,010	V	LIVRET A	4,010	A-1	EUR	325,97	0,00
HABITAT DE L'ILL	2022	X	3462/5461594/Const. de 2 logts 28 route du Neuhof Ã Illkirch	C.D.C.	84 000,00	84 000,00	37,98	A	V	LIVRET A	2,010	V	LIVRET A	4,010	A-1	EUR	2 882,28	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
HABITAT DE L'ILL	2022	X	3463/5461595/Const. de 2 logts 28 route du Neuhof Ã Illkirch	C.D.C.	33 300,00	33 300,00	47,97	A	V	LIVRET A	2,010	V	LIVRET A	4,010	A-1	EUR	977,02	0,00
HABITAT DE L'ILL	2022	X	3464/5461597/Const. de 2 logts 28 route du Neuhof Ã Illkirch	C.D.C.	30 000,00	26 128,49	12,00	A	F		0,500	F		0,500	A-1	EUR	140,35	1 940,58
HABITAT DE L'ILL	2022	X	3465//Const .10 logts Hab. part.senior 23 rue LunÃ©ville	CARSAT	385 500,00	327 675,00	16,82	A	F		0,500	F		0,000	A-1	EUR	0,00	19 275,00
HABITAT DE L'ILL	2022	X	3466/5468184/Const. de 60 logts 5 rue du EugÃ©nie Brazier	C.D.C.	1 622 500,00	1 578 764,73	36,39	A	V	LIVRET A	0,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	44 348,66	5 116,02
HABITAT DE L'ILL	2022	X	3467/5468183/Const. de 60 logts 5 rue du EugÃ©nie Brazier	C.D.C.	344 800,00	339 164,31	46,38	A	V	LIVRET A	0,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	8 730,49	0,00
HABITAT DE L'ILL	2022	X	3468/5500633/Const. de 7 logts 3 rue des Gaulois Ã Geispolsheim	C.D.C.	60 000,00	57 973,65	36,64	A	V	LIVRET A	1,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 637,60	512,03
HABITAT DE L'ILL	2022	X	3469/5500635/Const. de 7 logts 3 rue des Gaulois Ã Geispolsheim	C.D.C.	77 600,00	76 137,49	46,64	A	V	LIVRET A	1,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 139,17	261,49
HABITAT DE L'ILL	2022	X	3470/5500632/Const. de 7 logts 3 rue des Gaulois Ã Geispolsheim	C.D.C.	441 000,00	429 749,72	36,64	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	15 563,06	2 557,56
HABITAT DE L'ILL	2022	X	3471/5500634/Const. de 7 logts 3 rue des Gaulois Ã Geispolsheim	C.D.C.	242 100,00	239 384,87	46,64	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	8 624,95	197,17
HABITAT DE L'ILL	2022	X	3472/5500968/Const. 5 logts 8 rue Gal Wurmser ,1 rue du Serin	C.D.C.	136 000,00	134 962,00	38,64	A	V	LIVRET A	1,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 808,00	1 038,00
HABITAT DE L'ILL	2022	X	3473/5500970/Const. 5 logts 8 rue Gal Wurmser ,1 rue du Serin	C.D.C.	85 300,00	85 061,19	48,64	A	V	LIVRET A	1,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 388,40	238,81
HABITAT DE L'ILL	2022	X	3474/5500967/Const. 5 logts 8 rue Gal Wurmser ,1 rue du Serin	C.D.C.	292 000,00	290 567,78	38,64	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	10 512,00	1 432,22
HABITAT DE L'ILL	2022	X	3475/5500969/Const. 5 logts 8 rue Gal Wurmser ,1 rue du Serin	C.D.C.	149 500,00	149 452,66	48,64	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	5 382,00	47,34
HABITAT DE L'ILL	2022	X	3476/5503490/Acquis. en VEFA de 28 logts.rte de Lyon Ã Illkirch	C.D.C.	950 000,00	942 749,25	38,64	A	V	LIVRET A	1,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	26 600,00	7 250,75
HABITAT DE L'ILL	2022	X	3477/5503491/Acquis. en VEFA de 28 logts.rte de Lyon Ã Illkirch	C.D.C.	683 500,00	681 586,44	48,64	A	V	LIVRET A	1,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	19 138,00	1 913,56
HABITAT DE L'ILL	2022	X	3478/5503489/Acquis. en VEFA de 28 logts.rte de Lyon Ã Illkirch	C.D.C.	936 000,00	931 409,06	38,64	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	33 696,00	4 590,94
HABITAT DE L'ILL	2022	X	3479/5503488/Acquis. en VEFA de 28 logts.rte de Lyon Ã Illkirch	C.D.C.	459 800,00	459 654,40	48,64	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	16 552,80	145,60
HABITAT DE L'ILL	2022	X	3480/5500585/Acquis. VEFA 11 logts.78 Av. de Strg, rue LisiÃ¨re	C.D.C.	341 000,00	331 808,18	36,64	A	V	LIVRET A	0,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	9 320,74	1 075,23
HABITAT DE L'ILL	2022	X	3481/5500586/Acquis. VEFA 11 logts.78 Av. de Strg, rue LisiÃ¨re	C.D.C.	253 100,00	248 963,13	46,64	A	V	LIVRET A	0,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	6 408,61	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
HABITAT DE L'ILL	2022	X	3482/5500583/Acquis. VEFA 11 logts.78 Av. de Strg, rue LisiÃ¨re	C.D.C.	307 000,00	301 461,59	36,64	A	V	LIVRET A	1,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	10 865,89	0,00
HABITAT DE L'ILL	2022	X	3483/5500584/Acquis. VEFA 11 logts.78 Av. de Strg, rue LisiÃ¨re	C.D.C.	147 600,00	145 650,67	46,64	A	V	LIVRET A	1,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	4 482,32	0,00
HABITAT DE L'ILL	2022	X	3484/5504112/Acquis. en VEFA de 20 logts.2 route de Lyon	C.D.C.	730 566,00	728 109,78	38,64	A	V	LIVRET A	3,110	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	30 026,26	2 456,22
HABITAT DE L'ILL	2022	X	3485/5504110/Acquis. en VEFA de 20 logts.2 route de Lyon	C.D.C.	661 114,00	658 891,29	38,64	A	V	LIVRET A	3,110	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	27 171,79	2 222,71
HABITAT DE L'ILL	2022	X	3486/5504111/Acquis. en VEFA de 20 logts.2 route de Lyon	C.D.C.	850 500,00	850 500,00	48,64	A	V	LIVRET A	3,110	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	34 076,11	0,00
HABITAT DE L'ILL	2022	X	3487/5504123/Acquis. en VEFA de 8 logts.2 route de Lyon Ã	C.D.C.	484 855,00	482 476,86	38,64	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	17 454,78	2 378,14
HABITAT DE L'ILL	2022	X	3488/5504124/Acquis. en VEFA de 8 logts.2 route de Lyon Ã	C.D.C.	362 300,00	362 185,28	48,64	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	13 042,80	114,72
HABITAT DE L'ILL	2022	F	3489/M110574007/RÃ©al. de 7 logts. Rue de Pfulgriesheim Ã Lamperthe	ARKEA	1 353 880,00	1 353 880,00	2,41	T	V	EURIBOR03M	0,400	V	EURIBOR03M	1,112	A-1	EUR	14 992,76	0,00
HABITAT DE L'ILL	2022	F	3490/M1109000012/RÃ©al. de 7 logts. Rue de Pfulgriesheim Ã Lamperthe	ARKEA	2 300 000,00	2 300 000,00	2,41	T	V	EURIBOR03M	0,400	V	EURIBOR03M	1,112	A-1	EUR	25 470,04	0,00
HABITAT DE L'ILL	2022	F	3491//RÃ©al. de 7 logts. Rue du coin des LiÃ¨vres Ã	ARKEA	1 283 000,00	1 283 000,00	2,41	T	V	EURIBOR03M	0,400	V	EURIBOR03M	2,404	A-1	EUR	30 569,12	0,00
HABITAT DE L'ILL	2023	X	3492/5510288/Const. 8 logts 13 rue des Erables Ã Eschau	C.D.C.	134 007,00	132 984,21	38,22	A	V	LIVRET A	2,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 752,20	1 022,79
HABITAT DE L'ILL	2023	X	3493/5510289/Const. 8 logts 13 rue des Erables Ã Eschau	C.D.C.	60 000,00	59 832,02	48,22	A	V	LIVRET A	2,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 680,00	167,98
HABITAT DE L'ILL	2023	X	3494/5510290/Const. 8 logts 13 rue des Erables Ã Eschau	C.D.C.	549 693,00	546 996,84	38,22	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	19 788,95	2 696,16
HABITAT DE L'ILL	2023	X	3495/5510291/Const. 8 logts 13 rue des Erables Ã Eschau	C.D.C.	201 000,00	200 936,35	48,22	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	7 236,00	63,65
HABITAT DE L'ILL	2023	X	3496/5514936/Acquis. Amel. 8 logts 4 r. Markstein Ã Reichstett	C.D.C.	6 000,00	5 847,59	36,98	A	V	LIVRET A	1,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	165,09	48,70
HABITAT DE L'ILL	2023	X	3497/5514935/Acquis. Amel. 8 logts 4 r. Markstein Ã Reichstett	C.D.C.	133 000,00	130 348,35	36,98	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	4 718,53	721,82
HABITAT DE L'ILL	2024	X	3498/5533927/Const 6 logts 1 rue du MarÃ©chal Foch Ã Blaesheim	C.D.C.	185 000,00	185 000,00	38,98	A	V	LIVRET A	2,800	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
HABITAT DE L'ILL	2024	X	3499/5533929/Const 6 logts 1 rue du MarÃ©chal Foch Ã Blaesheim	C.D.C.	76 300,00	76 300,00	48,97	A	V	LIVRET A	2,800	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
HABITAT DE L'ILL	2024	X	4010/5533926/Const 6 logts 1 rue du MarÃ©chal Foch Ã Blaesheim	C.D.C.	433 000,00	433 000,00	38,98	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
HABITAT DE L'ILL	2024	X	4011/5533928/Const 6 logts 1 rue du MarÃ©chal Foch Ã Blaesheim	C.D.C.	155 100,00	155 100,00	48,97	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
HABITAT DE L'ILL	2024	P	4012/5533935/Acquis en VEFA 2 logts 15 rue des Pierres	C.D.C.	82 000,00	81 159,21	38,39	A	V	LIVRET A	4,110	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	3 370,20	840,79
HABITAT DE L'ILL	2024	X	4013/5533934/Acquis en VEFA 2 logts 15 rue des Pierres	C.D.C.	51 000,00	50 477,07	37,98	A	V	LIVRET A	4,110	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	2 096,10	522,93
HABITAT DE L'ILL	2024	X	4014/5533933/Acquis en VEFA 2 logts 15 rue des Pierres	C.D.C.	72 500,00	72 041,04	48,38	A	V	LIVRET A	4,110	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	2 979,75	458,96
HABITAT DE L'ILL	2023	X	4015/5560545/Acquis en VEFA 18 logts rue des artisans	C.D.C.	424 242,00	418 355,70	38,72	A	V	LIVRET A	2,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	11 878,78	5 886,30
HABITAT DE L'ILL	2023	X	4016/5560544/Acquis en VEFA 18 logts rue des artisans	C.D.C.	265 700,00	263 201,74	48,72	A	V	LIVRET A	2,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	7 439,60	2 498,26
HABITAT DE L'ILL	2023	X	4017/5560543/Acquis en VEFA 18 logts rue des artisans	C.D.C.	992 758,00	981 285,42	38,72	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	35 739,28	11 472,58
HABITAT DE L'ILL	2023	X	4018/5560542/Acquis en VEFA 18 logts rue des artisans	C.D.C.	519 400,00	515 553,56	48,72	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	18 698,40	3 846,44
HABITAT DE L'ILL	2023	X	4019/5539626/Acquis en VEFA 2 logts rue Albert Camus	C.D.C.	103 133,00	102 075,53	38,64	A	V	LIVRET A	4,110	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	4 238,77	1 057,47
HABITAT DE L'ILL	2023	X	4020/5539625/Acquis en VEFA 2 logts rue Albert Camus	C.D.C.	79 190,00	78 378,03	38,89	A	V	LIVRET A	4,110	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	3 254,71	811,97
HABITAT DE L'ILL	2023	X	4021/5539624/Acquis en VEFA 2 logts rue Albert Camus	C.D.C.	90 000,00	89 430,26	48,88	A	V	LIVRET A	4,110	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	3 699,00	569,74
HABITAT DE L'ILL	2023	X	4022/5540663/Acquis en VEFA 13 logts rue Albert Camus	C.D.C.	294 286,00	290 202,82	38,89	A	V	LIVRET A	2,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	8 240,01	4 083,18
HABITAT DE L'ILL	2023	X	4023/5540664/Acquis en VEFA 13 logts rue Albert Camus	C.D.C.	248 000,00	245 668,17	48,88	A	V	LIVRET A	2,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	6 944,00	2 331,83
HABITAT DE L'ILL	2023	X	4024/5540661/Acquis en VEFA 13 logts rue Albert Camus	C.D.C.	580 475,00	573 766,88	38,89	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	20 897,10	6 708,12
HABITAT DE L'ILL	2023	X	4025/5540662/Acquis en VEFA 13 logts rue Albert Camus	C.D.C.	300 128,00	297 905,39	48,88	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	10 804,61	2 222,61
HABITAT DE L'ILL	2024	X	4026/5572517/Acquis en VEFA 2 logts 15 rue des Pierres	C.D.C.	87 500,00	86 230,37	37,98	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	2,600	A-1	EUR	2 275,00	1 269,63
HABITAT DE L'ILL	2024	X	4027/5572518/Acquis en VEFA 2 logts 15 rue des Pierres	C.D.C.	69 000,00	68 312,34	47,97	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	2,600	A-1	EUR	1 794,00	687,66
HABITAT DE L'ILL	2024	X	4028/5536784/Acquis Amel 1 logt 1 rue de la BruyÃ¨re	C.D.C.	169 000,00	165 463,10	37,89	A	V	LIVRET A	4,110	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	6 874,68	1 804,06
HABITAT DE L'ILL	2024	X	4029/5536782/Acquis Amel 1 logt 1 rue de la BruyÃ¨re	C.D.C.	104 000,00	101 823,45	37,89	A	V	LIVRET A	4,110	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	4 230,57	1 110,19

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
HABITAT DE L'ILL	2024	X	4030/5536783/Acquis Amel 1 logt 1 rue de la BruyÃ¨re	C.D.C.	149 000,00	147 074,75	47,89	A	V	LIVRET A	4,110	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	6 085,13	982,01
HABITAT DE L'ILL	2024	X	4031/5562881/Const de 10 logts 23 rue de LunÃ©ville Ã Strasbourg	C.D.C.	84 489,00	83 263,06	38,56	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	2,600	A-1	EUR	2 196,71	1 225,94
HABITAT DE L'ILL	2024	X	4032/5562882/Const de 10 logts 23 rue de LunÃ©ville Ã Strasbourg	C.D.C.	21 500,00	21 261,25	45,55	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	2,600	A-1	EUR	559,00	238,75
HABITAT DE L'ILL	2024	X	4033/5562884/Const de 10 logts 23 rue de LunÃ©ville Ã Strasbourg	C.D.C.	131 113,00	129 768,63	38,56	A	V	LIVRET A	4,110	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	5 388,74	1 344,37
HABITAT DE L'ILL	2024	X	4034/5562883/Const de 10 logts 23 rue de LunÃ©ville Ã Strasbourg	C.D.C.	14 500,00	14 394,33	45,55	A	V	LIVRET A	4,110	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	595,95	105,67
HABITAT DE L'ILL	2024	X	4035/5562885/Const de 10 logts 23 rue de LunÃ©ville Ã Strasbourg	C.D.C.	274 798,00	271 622,36	38,56	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	9 892,73	3 175,64
HABITAT DE L'ILL	2024	X	4036/5562886/Const de 10 logts 23 rue de LunÃ©ville Ã Strasbourg	C.D.C.	37 000,00	36 688,14	45,55	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	1 332,00	311,86
HABITAT DE L'ILL	2024	X	4037/5605187/Const de 16 logts 1 rue des Artisans Ã Vendenheim	C.D.C.	229 372,00	229 372,00	39,56	A	V	LIVRET A	4,110	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
HABITAT DE L'ILL	2024	X	4038/5605184/Const de 16 logts 1 rue des Artisans Ã Vendenheim	C.D.C.	365 566,00	365 566,00	39,56	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
HABITAT DE L'ILL	2024	X	4039/5605183/Const de 16 logts 1 rue des Artisans Ã Vendenheim	C.D.C.	231 500,00	231 500,00	49,55	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
HABITAT DE L'ILL	2024	X	4040/5605182/Const de 16 logts 1 rue des Artisans Ã Vendenheim	C.D.C.	141 677,00	141 677,00	39,56	A	V	LIVRET A	4,110	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
HABITAT DE L'ILL	2024	X	4041/5605181/Const de 16 logts 1 rue des Artisans Ã Vendenheim	C.D.C.	167 000,00	167 000,00	49,55	A	V	LIVRET A	4,110	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
HABITAT DE L'ILL	2024	X	4042/5605186/Const de 16 logts 1 rue des Artisans Ã Vendenheim	C.D.C.	628 122,00	628 122,00	39,56	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
HABITAT DE L'ILL	2024	X	4043/5605185/Const de 16 logts 1 rue des Artisans Ã Vendenheim	C.D.C.	307 000,00	307 000,00	49,55	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
HABITAT DE L'ILL	2024	X	4044/5615251/Acquis. amel. de 9 logt. 2 rue du PresbytÃ¨re	C.D.C.	378 047,00	378 047,00	39,39	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
HABITAT DE L'ILL	2024	X	4045/5615250/Acquis. amel. de 9 logt. 2 rue du PresbytÃ¨re	C.D.C.	48 884,00	48 884,00	45,39	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
HABITAT DE L'ILL	2024	X	4046/5615252/Acquis. amel. de 9 logt. 2 rue du PresbytÃ¨re	C.D.C.	916 372,00	916 372,00	39,39	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
HABITAT DE L'ILL	2024	X	4047/5615253/Acquis. amel. de 9 logt. 2 rue du PresbytÃ¨re	C.D.C.	104 034,00	104 034,00	45,39	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
HABITAT DE L'ILL	2024	X	4048/5605133/Acquis. en VEFA de 7 logts 1 rue Albert Camus	C.D.C.	583 000,00	583 000,00	39,56	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
HABITAT DE L'ILL	2024	X	4049/5605132/Acquis. en VEFA de 7 logts 1 rue Albert Camus	C.D.C.	318 000,00	318 000,00	49,55	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
HABITAT DE L'ILL	2022	P	4050/C711936/Accession sociale "Le Panoramik" rue du Cerf Ã Sre	Credit CoopÃ©ratif	3 780 000,00	3 375 993,85	0,75	T	F		0,000	F		0,650	A-1	EUR	22 417,09	116 368,95
HABITAT DE L'ILL	2024	X	4051/5614520/Const. de 5 logts 10 rue de Reims Ã Geispolsheim	C.D.C.	208 135,66	206 785,00	39,72	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
HABITAT DE L'ILL	2024	X	4052/5614519/Const. de 5 logts 10 rue de Reims Ã Geispolsheim	C.D.C.	113 738,08	113 000,00	49,46	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
HABITAT DE L'ILL	2024	X	4053/5614522/Const. de 5 logts 10 rue de Reims Ã Geispolsheim	C.D.C.	211 872,21	211 615,00	39,47	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
HABITAT DE L'ILL	2024	X	4054/5614521/Const. de 5 logts 10 rue de Reims Ã Geispolsheim	C.D.C.	173 210,28	173 000,00	49,46	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
HABITAT DE L'ILL	2024	X	4055/5618552/Const. de 9 logts 77 avenue de Strasbourg	C.D.C.	239 530,00	239 530,00	39,98	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
HABITAT DE L'ILL	2024	X	4056/5618551/Const. de 9 logts 77 avenue de Strasbourg	C.D.C.	163 000,00	163 000,00	49,97	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
HABITAT DE L'ILL	2024	X	4057/5618553/Const. de 9 logts 77 avenue de Strasbourg	C.D.C.	651 589,00	651 589,00	39,98	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
HABITAT DE L'ILL	2024	X	4058/5618554/Const. de 9 logts 77 avenue de Strasbourg	C.D.C.	367 000,00	367 000,00	49,97	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
HABITAT DE L'ILL	2025	X	4059/5664577/Const de 12 logts 9 rue du Trissermatt	C.D.C.	364 000,00	364 000,00	40,47	A	V	LIVRET A	2,200	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
HABITAT DE L'ILL	2025	X	4060/5664576/Const de 12 logts 9 rue du Trissermatt	C.D.C.	115 600,00	115 600,00	50,46	A	V	LIVRET A	2,200	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
HABITAT DE L'ILL	2025	X	4061/5664579/Const de 12 logts 9 rue du Trissermatt	C.D.C.	1 043 000,00	1 043 000,00	40,47	A	V	LIVRET A	3,000	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
HABITAT DE L'ILL	2025	X	4062/5664578/Const de 12 logts 9 rue du Trissermatt	C.D.C.	299 200,00	299 200,00	50,46	A	V	LIVRET A	3,000	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
HABITAT DE L'ILL	2025	X	4063/5664539/Const de 7 logts 30 rue du Trissermatt	C.D.C.	88 200,00	88 200,00	39,47	A	V	LIVRET A	3,510	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
HABITAT DE L'ILL	2025	X	4064/5664536/Const de 7 logts 30 rue du Trissermatt	C.D.C.	260 000,00	260 000,00	40,47	A	V	LIVRET A	2,200	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
HABITAT DE L'ILL	2025	X	4065/5664535/Const de 7 logts 30 rue du Trissermatt	C.D.C.	86 100,00	86 100,00	50,46	A	V	LIVRET A	2,200	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
HABITAT DE L'ILL	2025	X	4066/5664534/Const de 7 logts 30 rue du Trissermatt	C.D.C.	82 000,00	82 000,00	39,47	A	V	LIVRET A	3,510	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
HABITAT DE L'ILL	2025	X	4067/5664533/Const de 7 logts 30 rue du Trissermatt	C.D.C.	49 800,00	82 000,00	49,46	A	V	LIVRET A	3,510	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
HABITAT DE L'ILL	2025	X	4068/5664538/Const de 7 logts 30 rue du Trissermatt	C.D.C.	440 000,00	440 000,00	40,47	A	V	LIVRET A	3,000	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
HABITAT DE L'ILL	2025	X	4069/5664537/Const de 7 logts 30 rue du Trissermatt	C.D.C.	132 100,00	132 100,00	50,46	A	V	LIVRET A	3,000	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
HABITAT DE L'ILL	2025	X	4070/5682934/Const de 5 logts 82 rue du gÃ©nÃ©ral de Gaulle	C.D.C.	143 000,00	143 000,00	40,72	A	V	LIVRET A	1,500	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
HABITAT DE L'ILL	2025	X	4071/5682933/Const de 5 logts 82 rue du gÃ©nÃ©ral de Gaulle	C.D.C.	62 000,00	62 000,00	500,41	A	V	LIVRET A	1,500	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
HABITAT DE L'ILL	2025	X	4072/5682936/Const de 5 logts 82 rue du gÃ©nÃ©ral de Gaulle	C.D.C.	375 000,00	375 000,00	40,72	A	V	LIVRET A	2,300	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
HABITAT DE L'ILL	2025	X	4073/5682935/Const de 5 logts 82 rue du gÃ©nÃ©ral de Gaulle	C.D.C.	158 900,00	158 900,00	50,72	A	V	LIVRET A	2,300	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
HABITAT DE L'ILL	2001	X	50562/1358640/Const.14 logts 21, r. de l'Esperance a Illkirch-G	C.D.C.	408 615,55	310 624,79	13,99	A	F		1,920	F		0,550	A-1	EUR	1 817,41	19 813,73
HABITAT DE L'ILL	2001	X	50563/935813/Rehab. 3 logts 17, r. de l'Esperance a Illkirch	C.D.C.	95 737,98	4 865,70	0,33	A	V	LIVRET A	2,429	V	LIVRET A	3,000	A-1	EUR	283,80	4 594,31
HABITAT DE L'ILL	2001	X	50564/1358639/Const. 30 pav rte d'Eschau Le Nouv. Hoetzel	C.D.C.	699 899,26	532 055,23	13,99	A	F		2,290	F		0,550	A-1	EUR	3 112,96	33 938,06
HABITAT DE L'ILL	2001	X	50565/1358638/Const.30 pav. rte d'Eschau Ã Illkirch	C.D.C.	136 440,57	122 925,40	27,98	T	V	LIVRET A	1,990	V	LIVRET A	3,000	A-1	EUR	3 668,13	1 123,36
HABITAT DE L'ILL	2006	P	50585/1358643/Acquis. amelio. 2 logts rue Louis Pasteur a Illkir	C.D.C.	21 576,53	17 527,89	18,99	A	F		1,920	F		0,630	A-1	EUR	115,59	819,93
HABITAT DE L'ILL	2006	X	50586/1056833/Chrge fonc. 2 logts rue Louis Pasteur a Illkirch	C.D.C.	194 000,00	145 081,25	30,31	A	V	LIVRET A	1,758	V	LIVRET A	3,500	A-1	EUR	5 143,37	1 871,97
HABITAT DE L'ILL	2006	P	50591/1358644/Const. 1 logt 5, rue du Dragon a Illkirch-Graff	C.D.C.	56 597,17	45 977,26	18,99	A	F		2,850	F		0,630	A-1	EUR	303,21	2 150,74
HABITAT DE L'ILL	2006	X	50592/1059253/Chrge fonc. 1 logt 5, rue du Dragon a Illkirch-Gra	C.D.C.	52 000,00	40 558,04	30,98	A	V	LIVRET A	2,820	V	LIVRET A	3,500	A-1	EUR	1 423,79	121,79
HABITAT DE L'ILL	2007	X	51600/1087203/Const. 1 logt rue de la Digue a Illkirch-Graff	C.D.C.	80 000,00	52 131,34	21,99	A	V	LIVRET A	2,110	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 489,68	1 071,27
HABITAT DE L'ILL	2007	X	51601/1087210/Chrge fonc. 1 logt rue de la Digue a Illkirch-Graf	C.D.C.	53 400,00	39 845,77	31,98	A	V	LIVRET A	2,100	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 124,33	308,95
HABITAT DE L'ILL	2007	X	51604/1087178/Acquis. amelio. 1 logt rue de la Poste a Illkirch	C.D.C.	145 000,00	105 343,19	31,31	A	V	LIVRET A	1,687	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 983,51	1 210,84
HABITAT DE L'ILL	2007	X	51605/1087191/Acquis. amelio. 1 logts rue de la Digue a Illkirch	C.D.C.	54 000,00	33 897,48	21,74	A	V	LIVRET A	1,400	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	975,80	952,45
HABITAT DE L'ILL	2007	X	51606/1087196/Chrge fonc. 1 logt rue de la Digue a Illkirch-Gra	C.D.C.	70 750,00	51 516,44	31,73	A	V	LIVRET A	1,340	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 463,33	745,42

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
HABITAT DE L'ILL	2008	X	51608/1101018/Const. 44 logts rte de Lyon rue de l'Industrie a I	C.D.C.	402 000,00	262 917,87	23,82	A	V	LIVRET A	1,070	V	LIVRET A	2,700	A-1	EUR	7 285,58	6 918,29
HABITAT DE L'ILL	2008	X	51614/1358645/Surcout trav. label THPE 28 logts rue du Rivage a	C.D.C.	209 211,77	179 551,33	24,99	T	V	LIVRET A	1,460	V	LIVRET A	2,700	A-1	EUR	4 864,12	3 840,72
HABITAT DE L'ILL	2008	X	51615/1114815/Acquis. amelio. 14 logts 10, rue du 23 novembre a	C.D.C.	110 000,00	70 275,17	22,82	A	V	LIVRET A	1,320	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 027,98	2 152,46
HABITAT DE L'ILL	2008	X	51616/1114819/Chrge fonc. 14 logts 10, rue du 23 novembre a Illk	C.D.C.	30 000,00	21 922,22	32,81	A	V	LIVRET A	1,270	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	625,02	399,83
HABITAT DE L'ILL	2008	X	51619/1114863/Surcout label Minergie 2 maisons rue Quintenz a Il	C.D.C.	41 000,00	26 659,38	23,57	A	V	LIVRET A	1,073	V	LIVRET A	2,700	A-1	EUR	740,89	780,99
HABITAT DE L'ILL	2009	X	51620/1358647/Const. 1 logt 2, rue Lefebvre a Geispolsh	C.D.C.	161 143,09	140 344,79	24,99	T	V	LIVRET A	1,960	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	5 050,52	2 905,30
HABITAT DE L'ILL	2009	X	51621/1127624/Chrge fonc. 3 logts 2, rue Lefebvre a Geispolsheim	C.D.C.	156 000,00	124 406,42	34,06	A	V	LIVRET A	2,360	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	4 526,04	1 316,87
HABITAT DE L'ILL	2009	X	51622/1127631/Acqui. amelio; 1 logt 2, rue Lefebvre a Geispolshe	C.D.C.	70 000,00	45 701,56	23,90	A	V	LIVRET A	0,670	V	LIVRET A	2,300	A-1	EUR	1 070,59	845,57
HABITAT DE L'ILL	2009	X	51623/1127632/Chrge fonc. 1 logt 2, rue Lefebvre a Geispolsheim	C.D.C.	178 000,00	135 149,57	72,87	A	V	LIVRET A	0,650	V	LIVRET A	2,300	A-1	EUR	1 919,97	0,00
HABITAT DE L'ILL	2009	X	51624/1358649/Prets complementaires ope acquis. amelio. & const	C.D.C.	243 223,70	213 009,52	24,99	T	V	LIVRET A	1,460	V	LIVRET A	2,300	A-1	EUR	4 900,56	2 984,27
HABITAT DE L'ILL	2009	P	51625/1358648/Prets complementaires ope. acquis. amelio. logts	C.D.C.	805 715,42	682 701,94	23,99	A	F		2,760	F		0,690	A-1	EUR	4 882,74	24 942,21
HABITAT DE L'ILL	2010	X	51626/1358653/Const. 8 logts 33-55, rue de l'Esperance a Illkirc	C.D.C.	483 269,82	444 663,44	25,98	T	V	LIVRET A	2,390	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	15 835,59	1 697,66
HABITAT DE L'ILL	2010	X	51627/1149764/Chrge fonc. 8 logts 33-55, rue de l'Esperance a Il	C.D.C.	289 400,00	248 724,32	35,23	A	V	LIVRET A	2,382	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	7 466,55	0,00
HABITAT DE L'ILL	2010	X	51628/1358654/Const. 4 logts 33-55, rue de l'Esperance a Illkirh	C.D.C.	256 332,54	230 804,93	25,98	T	V	LIVRET A	1,590	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	6 426,91	1 760,12
HABITAT DE L'ILL	2010	X	51629/1149769/Chrge fonc. 4 logts 33-55, rue de l'Esperance a Il	C.D.C.	123 200,00	101 567,53	35,23	A	V	LIVRET A	1,580	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 610,42	0,00
HABITAT DE L'ILL	2010	X	51630/1358655/Surcout THPE 12 logts 33-55, rue de l'Esperance a	C.D.C.	77 805,99	69 858,58	25,98	T	V	LIVRET A	1,490	V	LIVRET A	2,700	A-1	EUR	1 877,05	567,62
HABITAT DE L'ILL	2010	X	51631/1358658/Acquis. amelio. 3 logts 29, rue Mal Foch a Oswald	C.D.C.	21 519,90	19 661,38	24,99	T	V	LIVRET A	2,360	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	700,83	103,73
HABITAT DE L'ILL	2010	X	51632/1157939/Chrge fonc. 3 logts 29, rue du Mal Foch a Ostwald	C.D.C.	207 700,00	175 746,71	34,39	A	V	LIVRET A	2,360	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	5 409,07	0,00
HABITAT DE L'ILL	2010	X	51633/1157940/Acquis. amelio. 3 logts 29, rue du Mal Foch a Ostw	C.D.C.	468 000,00	378 544,64	34,39	A	V	LIVRET A	1,559	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	10 014,86	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
HABITAT DE L'ILL	2010	X	51634/1358659/Acquis. amelio. 1 logt 66, rte Burckel a Illkirch-	C.D.C.	23 354,45	20 880,16	24,99	T	V	LIVRET A	1,560	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	581,95	189,78
HABITAT DE L'ILL	2010	X	51635/1160622/Chrge fonc. 1 logt 66, rte de Burckel a Illkirch-G	C.D.C.	109 600,00	88 650,62	34,48	A	V	LIVRET A	1,559	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 345,36	0,00
HABITAT DE L'ILL	2010	X	51636/1358660/Const. 4 logts 66, route Burckel a Illkirch-Graff	C.D.C.	187 977,18	169 256,95	25,98	T	V	LIVRET A	1,590	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 713,08	1 290,74
HABITAT DE L'ILL	2010	X	51637/1160687/Chrge fonc. 4 logts 66, route Burckel a Illkirch-G	C.D.C.	108 900,00	89 778,44	35,31	A	V	LIVRET A	1,580	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 307,42	0,00
HABITAT DE L'ILL	2010	X	51638/1358661/Acquis. en VEFA 15 logts rte de Strasbourh a Entzh	C.D.C.	544 776,90	501 257,02	25,98	T	V	LIVRET A	2,390	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	17 851,05	1 913,72
HABITAT DE L'ILL	2010	X	51639/1161305/Chrge fonc. 15 logts route de Strasbourg a Entzhei	C.D.C.	220 200,00	189 250,50	35,31	A	V	LIVRET A	2,382	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	5 681,18	0,00
HABITAT DE L'ILL	2010	X	51640/1358662/Acquis. en VEFA 12 logts route de Strasbourg a Ent	C.D.C.	1 119 318,74	1 007 848,18	25,98	T	V	LIVRET A	1,590	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	28 064,24	7 685,82
HABITAT DE L'ILL	2010	X	51641/1161314/Chrge fonc. 12 logts route de Strasbourg a Entzhei	C.D.C.	218 500,00	180 133,98	35,31	A	V	LIVRET A	1,580	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 629,68	0,00
HABITAT DE L'ILL	2010	X	51642/1358663/Surcout THPE 27 logts route de Strasbourg a Entzhe	C.D.C.	239 376,83	214 926,11	25,98	T	V	LIVRET A	1,490	V	LIVRET A	2,700	A-1	EUR	5 774,93	1 746,31
HABITAT DE L'ILL	2010	X	51643/1358667/Surcout THPE 3 logts rue Lefebvre a Geispolsheim	C.D.C.	32 177,98	29 126,79	25,98	T	V	LIVRET A	1,490	V	LIVRET A	2,700	A-1	EUR	782,62	236,65
HABITAT DE L'ILL	2010	X	51644/1358664/Const. 6 logts rue de la Retraite a Plobsheim	C.D.C.	139 553,21	128 957,91	25,98	T	V	LIVRET A	2,850	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	4 588,99	333,65
HABITAT DE L'ILL	2010	X	51645/1163238/Chrge fonc. 6 logts 10, rue de la Retraite a Plobs	C.D.C.	134 200,00	115 860,41	35,98	A	V	LIVRET A	2,850	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	3 081,68	0,00
HABITAT DE L'ILL	2010	X	51646/1358665/Const. 4 logts 10, rue de la Retraite a Plobsheim	C.D.C.	356 204,29	322 021,20	25,98	T	V	LIVRET A	2,050	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	8 960,47	2 082,74
HABITAT DE L'ILL	2010	X	51647/1163245/Chrge fonc. 4 logts 10, rue de la retraite a Plobs	C.D.C.	125 500,00	103 947,71	35,98	A	V	LIVRET A	2,050	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 353,00	0,00
HABITAT DE L'ILL	2010	X	51648/1358666/Surcout THPE 10 logts 10, rue de la Retraite a Plo	C.D.C.	78 580,34	70 835,27	25,98	T	V	LIVRET A	1,950	V	LIVRET A	2,700	A-1	EUR	1 901,96	494,15
HABITAT DE L'ILL	2010	X	51649/1358668/Acquis. amelio. 3 logts 10, rue de la Retraite a	C.D.C.	212 026,36	191 679,24	25,98	T	V	LIVRET A	2,050	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	5 333,60	1 239,73
HABITAT DE L'ILL	2010	X	51650/1167557/Chrge fonc. 3 logts 10, rue de la Retraite a Plobs	C.D.C.	67 900,00	56 239,45	35,98	A	V	LIVRET A	2,050	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 273,06	0,00
HABITAT DE L'ILL	2011	X	51651/1183874/Chrge fonc. 3 logts 2, rue Rathsamhausen	C.D.C.	141 500,00	115 215,83	35,32	A	V	LIVRET A	1,580	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 232,13	0,00
HABITAT DE L'ILL	2011	X	51652/1358674/Acqui.amel.3 logts.indv.2, rue Rathsamhausen	C.D.C.	270 090,38	241 138,45	25,98	T	V	LIVRET A	1,590	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	6 724,87	2 428,74

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
HABITAT DE L'ILL	2011	X	51653/1183858/Chrg.fonc.acquis.amel.3 logts.2,rue Rathsamhausen	C.D.C.	156 800,00	132 548,70	35,31	A	V	LIVRET A	2,384	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	4 319,87	0,00
HABITAT DE L'ILL	2011	X	51654/1358673/Acquis.amel.3 logts.indv.2,rue Rathsamhausen	C.D.C.	112 715,37	102 775,98	25,98	T	V	LIVRET A	2,390	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	3 666,02	658,79
HABITAT DE L'ILL	2013	X	51655/1183495/Chrg.fonc.Acquis.en Vefa de 30 PLUS Le Bruckhof	C.D.C.	1 149 000,00	989 060,95	37,06	A	V	LIVRET A	2,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	30 867,35	0,00
HABITAT DE L'ILL	2013	X	51656/1358671/Acquis.en Vefa de 30 PLUS Le Bruckhof	C.D.C.	1 418 315,45	1 303 187,90	27,98	T	V	LIVRET A	2,150	V	LIVRET A	3,400	A-1	EUR	43 886,59	6 105,72
HABITAT DE L'ILL	2013	X	51657/1183498/Chrg.fonc.Acquis.en Vefa de 13 PLAI Le Bruckhof	C.D.C.	451 000,00	375 321,12	37,06	A	V	LIVRET A	1,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	10 007,33	0,00
HABITAT DE L'ILL	2013	X	51658/1358672/Acquis.en Vefa de 13 PLAI Le Bruckhof	C.D.C.	902 763,20	811 842,87	27,98	T	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	2,600	A-1	EUR	21 016,94	6 829,29
HABITAT DE L'ILL	2013	X	51659/1191829/Chrges.fonc.construct? de 28 logts.loc.r Kageneck	C.D.C.	433 800,00	372 283,86	37,14	A	V	LIVRET A	2,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	12 116,96	0,00
HABITAT DE L'ILL	2013	X	51660/1358675/Construction de 28 logts.loc.rue Kageneck	C.D.C.	1 593 136,46	1 457 092,73	27,98	T	V	LIVRET A	2,150	V	LIVRET A	3,400	A-1	EUR	49 109,81	8 748,53
HABITAT DE L'ILL	2013	X	51661/1191833/Chrges.fonc.construct? de 16 logts.loc.r Kageneck	C.D.C.	215 600,00	178 928,93	37,14	A	V	LIVRET A	1,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 990,06	0,00
HABITAT DE L'ILL	2013	X	51662/1358676/Construction de 16 logts.loc.rue Kageneck	C.D.C.	1 053 183,52	943 049,94	27,98	T	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	2,600	A-1	EUR	24 432,42	9 102,24
HABITAT DE L'ILL	2012	X	51664/1358677/Construction 3 logts.loc.19 sentier des pecheurs	C.D.C.	208 721,22	185 742,20	26,98	T	V	LIVRET A	1,370	V	LIVRET A	2,600	A-1	EUR	4 816,00	2 028,03
HABITAT DE L'ILL	2012	X	51665/1192463/Chrges.fonc.construct? 3 logts.col.19 sentier des	C.D.C.	59 300,00	48 601,76	36,47	A	V	LIVRET A	1,594	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 368,10	20,66
HABITAT DE L'ILL	2014	X	51667/1204454/Chrges.fonc.constr. 24 logts.Le Tanagra Parc des	C.D.C.	543 700,00	468 052,55	37,98	A	V	LIVRET A	1,850	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	15 558,47	0,00
HABITAT DE L'ILL	2014	X	51668/1204453/Construct? 24 logts.Le Tanagra Parc des Poteries	C.D.C.	1 545 000,00	1 241 783,18	27,98	A	V	LIVRET A	1,850	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	44 958,84	7 073,60
HABITAT DE L'ILL	2014	X	51669/1204456/Chrges.fonc.constr. 16 logts.Le Tanagra Parc des	C.D.C.	359 100,00	298 714,20	37,98	A	V	LIVRET A	1,050	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	8 368,55	162,56
HABITAT DE L'ILL	2014	X	51670/1358680/Construct? 16 logts.Le Tanagra Parc des Poteries	C.D.C.	1 245 196,06	1 110 787,78	27,98	T	V	LIVRET A	1,050	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	31 002,15	12 634,71
HABITAT DE L'ILL	2013	X	51671/1204379/Chrges.fonc.acq.amel 6 logts.15 rte du Neuhof	C.D.C.	296 600,00	253 763,79	37,14	A	V	LIVRET A	2,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	8 606,13	0,00
HABITAT DE L'ILL	2013	X	51672/1204378/Acquis.amel. 6 logts. 15 rte du Neuhof a	C.D.C.	306 000,00	242 861,93	27,15	A	V	LIVRET A	2,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	8 802,60	1 654,82
HABITAT DE L'ILL	2013	X	51673/1204381/Chrges.fonc.acq.amel 4 logts.15 rte du Neuhof	C.D.C.	111 800,00	92 370,80	37,14	A	V	LIVRET A	1,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 589,38	107,08

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
HABITAT DE L'ILL	2013	X	51674/1358679/Acquisit?.amel 4 logts.15 rte du Neuhof	C.D.C.	214 089,64	191 897,07	27,98	T	V	LIVRET A	1,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	5 351,29	1 918,04
HABITAT DE L'ILL	2013	X	51675/1204370/Chrges.fonc.acq.amel 3 logts. col. 6 blv.de Lyon	C.D.C.	160 800,00	137 576,61	37,14	A	V	LIVRET A	2,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	4 665,77	0,00
HABITAT DE L'ILL	2013	X	51676/1204369/Acq. amel 3 logts. col. 6 blv.de Lyon	C.D.C.	161 200,00	127 939,02	27,15	A	V	LIVRET A	2,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	4 637,18	871,76
HABITAT DE L'ILL	2013	X	51677/1204372/Chrges.fonc.acq.amel 3 logts.col.6 Blv. de Lyon	C.D.C.	134 700,00	111 291,11	37,14	A	V	LIVRET A	1,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 119,76	129,02
HABITAT DE L'ILL	2013	X	51678/1358678/Acq.amel 3 logts.col.6 Blv. de Lyon	C.D.C.	265 088,23	237 609,07	27,98	T	V	LIVRET A	1,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	6 626,02	2 374,94
HABITAT DE L'ILL	2013	X	51679/1204494/Chrges.fonc.acq.amel 6 logts. 19,rue de Wasselonne	C.D.C.	260 800,00	223 134,18	37,14	A	V	LIVRET A	2,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	7 567,36	0,00
HABITAT DE L'ILL	2013	X	51680/1204493/Acq.amel 6 logts. 19,rue de Wasselonne	C.D.C.	243 000,00	192 860,97	27,15	A	V	LIVRET A	2,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	6 990,31	1 314,12
HABITAT DE L'ILL	2013	X	51681/1204499/Chrges.fonc.acq.amel 5 logts.19, rue de Wasselonne	C.D.C.	155 000,00	128 063,32	37,14	A	V	LIVRET A	1,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 589,93	148,46
HABITAT DE L'ILL	2013	X	51682/1358681/Acq.amel 5 logts.19, rue de Wasselonne	C.D.C.	301 117,94	269 903,95	27,98	T	V	LIVRET A	1,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	7 526,61	2 697,73
HABITAT DE L'ILL	2014	P	51683/1205722/Rehab.319 logts. 2 a 30 rue des Roseaux a	C.D.C.	5 104 000,00	1 504 868,53	3,00	A	F		1,900	F		1,900	A-1	EUR	35 410,56	358 845,05
HABITAT DE L'ILL	2014	X	51684/1210052/Chrges.fonc.acq.en VEFA 15 logts. La Roseliere	C.D.C.	738 400,00	641 286,09	38,22	A	V	LIVRET A	1,850	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	21 388,77	0,00
HABITAT DE L'ILL	2014	X	51685/1210049/Acq.en VEFA 15 logts. La Roseliere	C.D.C.	885 700,00	720 593,88	28,23	A	V	LIVRET A	1,850	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	26 089,15	4 104,73
HABITAT DE L'ILL	2014	X	51686/1210055/Chrges.fonc.acq.en VEFA 9 logts. La Roseliere	C.D.C.	420 200,00	353 852,13	38,22	A	V	LIVRET A	1,050	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	9 941,09	164,73
HABITAT DE L'ILL	2014	X	51687/1358684/Acq.en VEFA 9 logts. La Roseliere	C.D.C.	878 702,06	792 076,28	28,98	T	V	LIVRET A	1,050	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	22 072,33	7 015,77
HABITAT DE L'ILL	2014	X	51688/1223206/Chrges.fonc.acq.en VEFA 17 logts. ecoquartier	C.D.C.	775 900,00	679 238,81	38,64	A	V	LIVRET A	1,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	22 654,61	0,00
HABITAT DE L'ILL	2014	X	51689/1223205/Acq.en VEFA 17 logts. ecoquartier des Tanneries	C.D.C.	970 500,00	795 796,99	28,65	A	V	LIVRET A	1,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	28 811,88	4 533,12
HABITAT DE L'ILL	2014	X	51690/1223208/Chrges.fonc.acq.en VEFA 9 logts. ecoquartier	C.D.C.	427 400,00	358 247,24	38,64	A	V	LIVRET A	0,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	10 077,70	1 670,61
HABITAT DE L'ILL	2014	X	51691/1358687/Acq.en VEFA 9 logts. ecoquartier des Tanneries	C.D.C.	876 395,13	786 326,01	28,98	T	V	LIVRET A	0,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	21 930,28	8 018,77
HABITAT DE L'ILL	2014	X	51692/1223141/Chrges.fonc.acq.en VEFA 6 logts. rue du chateau a	C.D.C.	279 800,00	242 641,91	38,31	A	V	LIVRET A	1,850	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	8 770,09	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
HABITAT DE L'ILL	2014	X	51693/1223139/Acq.en VEFA 6 logts. rue du chateau a	C.D.C.	444 300,00	361 476,61	28,31	A	V	LIVRET A	1,850	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	13 087,28	2 059,09
HABITAT DE L'ILL	2014	X	51694/1223144/Chrges.fonc.acq.en VEFA 3 logts. rue du chateau a	C.D.C.	126 800,00	106 062,83	38,31	A	V	LIVRET A	1,050	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 979,35	342,75
HABITAT DE L'ILL	2014	X	51695/1358686/Acq.en VEFA 3 logts. rue du chateau a	C.D.C.	258 975,55	233 444,70	28,98	T	V	LIVRET A	1,050	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	6 505,26	2 067,73
HABITAT DE L'ILL	2015	X	51696/1249609/Chrges.fonc.acq.en VEFA 7 logts. "ECO Tann2" Parc	C.D.C.	330 700,00	291 477,37	39,47	A	V	LIVRET A	1,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	9 948,87	0,00
HABITAT DE L'ILL	2015	X	51697/1249608/Acq.en VEFA 7 logts. "ECO Tann2" Parc des	C.D.C.	381 600,00	318 543,42	29,48	A	V	LIVRET A	1,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	11 520,24	1 463,33
HABITAT DE L'ILL	2015	X	51698/1249611/Chrges.fonc.acq.en VEFA 6 logts. "ECO Tann2" Parc	C.D.C.	194 219,72	163 953,17	39,47	A	V	LIVRET A	0,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 596,40	203,99
HABITAT DE L'ILL	2015	X	51699/1249610/Acq.en VEFA 6 logts. "ECO Tann2" Parc des	C.D.C.	436 900,00	350 788,04	29,48	A	V	LIVRET A	0,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	9 913,72	3 273,55
HABITAT DE L'ILL	2012	X	51700/1209762/Chrges.fonc.const.5 logts. rte.d'Altenheim a	C.D.C.	190 000,00	162 559,40	37,39	A	V	LIVRET A	2,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	5 513,03	0,00
HABITAT DE L'ILL	2012	X	51701/1209759/Const.5 logts. rte.d'Altenheim a	C.D.C.	274 400,00	217 782,07	27,40	A	V	LIVRET A	2,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	7 893,58	1 483,93
HABITAT DE L'ILL	2012	X	51702/1209768/Chrges.fonc.const.5 logts. rte.d'Altenheim a	C.D.C.	129 100,00	106 670,87	37,39	A	V	LIVRET A	1,553	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 990,18	121,48
HABITAT DE L'ILL	2012	X	51703/1358683/Construction 5 logts. route d'Altenheim a	C.D.C.	240 459,22	215 548,35	27,98	T	V	LIVRET A	1,370	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	6 010,75	2 150,05
HABITAT DE L'ILL	2013	X	51708/1253225/Chrges.fonc.acq.en VEFA 20 logts. Citizen 2	C.D.C.	860 100,00	757 487,42	39,81	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	27 344,21	2 073,95
HABITAT DE L'ILL	2013	X	51709/1253224/Acq.en VEFA 20 logts. Citizen 2 Av. de Colmar a	C.D.C.	735 280,00	619 203,90	29,82	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	22 393,74	2 844,51
HABITAT DE L'ILL	2013	X	51710/1253227/Chrges.fonc.acq.en VEFA 13 logts. Citizen 2	C.D.C.	510 350,00	435 093,59	39,81	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	12 250,56	2 426,44
HABITAT DE L'ILL	2013	X	51711/1253226/Acq.en VEFA 13 logts. Citizen 2 Av. de Colmar a	C.D.C.	1 180 800,00	944 443,09	29,82	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	26 802,87	12 802,27
HABITAT DE L'ILL	2013	X	51712/5011320/Acquis. AmÃ©l. 3 logts.5 rue LignÃ©e Ã	C.D.C.	94 000,00	76 441,31	29,90	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 157,50	612,35
HABITAT DE L'ILL	2013	X	51713/5011321/Acquis. AmÃ©l. 3 logts.5 rue LignÃ©e Ã	C.D.C.	41 400,00	35 876,24	39,89	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 001,14	0,00
HABITAT DE L'ILL	2013	X	51714/5011318/Acquis. AmÃ©l. 3 logts.5 rue LignÃ©e Ã	C.D.C.	64 000,00	53 913,06	29,90	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	1 949,71	245,63
HABITAT DE L'ILL	2013	X	51715/5011319/Acquis. AmÃ©l. 3 logts.5 rue LignÃ©e Ã	C.D.C.	86 300,00	76 868,81	39,89	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	2 515,11	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
HABITAT DE L'ILL	2013	X	51716/5011375/Acquis. AmÃ©l. 8 logts.5 rue LignÃ©e Ã	C.D.C.	281 000,00	228 510,40	29,90	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	6 449,55	1 830,62
HABITAT DE L'ILL	2013	X	51717/5011376/Acquis. AmÃ©l. 8 logts.5 rue LignÃ©e Ã	C.D.C.	91 300,00	79 116,72	39,89	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 209,41	0,00
HABITAT DE L'ILL	2013	X	51718/5011373/Acquis. AmÃ©l. 8 logts.5 rue LignÃ©e Ã	C.D.C.	231 000,00	194 592,46	29,90	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	7 037,24	886,57
HABITAT DE L'ILL	2013	X	51719/5011374/Acquis. AmÃ©l. 8 logts.5 rue LignÃ©e Ã	C.D.C.	108 800,00	96 907,74	39,89	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	3 172,90	0,00
HABITAT DE L'ILL	2013	X	51720/1082/5010923/Acquis. en VEFA 20 logts.lotissemt.Schlossgarten Ã	C.D.C.	335 000,00	272 423,78	29,90	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	7 688,97	2 182,30
HABITAT DE L'ILL	2013	X	51721/5010924/Acquis. en VEFA 20 logts.lotissemt.Schlossgarten Ã	C.D.C.	230 700,00	199 914,95	39,89	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	5 582,72	0,00
HABITAT DE L'ILL	2013	X	51722/5010921/Acquis. en VEFA 20 logts.lotissemt.Schlossgarten Ã	C.D.C.	584 000,00	491 956,69	29,90	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	17 791,13	2 241,36
HABITAT DE L'ILL	2013	X	51723/5010922/Acquis. en VEFA 20 logts.lotissemt.Schlossgarten Ã	C.D.C.	460 600,00	410 263,88	39,89	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	13 423,63	0,00
HABITAT DE L'ILL	2013	X	51724/5015916/Const.Parc social public de 1 logt.19A r.chasseurs	C.D.C.	62 000,00	50 931,32	28,82	A	V	LIVRET A	1,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	1 843,90	288,20
HABITAT DE L'ILL	2013	X	51725/5015915/Const.Parc social public de 1 logt.19A r.chasseurs	C.D.C.	106 200,00	93 137,47	38,81	A	V	LIVRET A	1,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	3 102,88	0,00
HABITAT DE L'ILL	2013	X	51726/5015254/Const.Parc social public 3 logts.4sentier pÃªcheurs	C.D.C.	232 600,00	185 470,68	28,98	A	V	LIVRET A	0,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	5 234,78	1 485,83
HABITAT DE L'ILL	2013	X	51727/5015255/Const.Parc social public 3 logts.4sentier pÃªcheurs	C.D.C.	41 700,00	35 456,62	38,98	A	V	LIVRET A	0,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	989,48	0,00
HABITAT DE L'ILL	2013	X	51728/5015252/Const.Parc social public 3 logts.4sentier pÃªcheurs	C.D.C.	19 600,00	16 191,96	28,98	A	V	LIVRET A	1,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	585,57	73,77
HABITAT DE L'ILL	2013	X	51729/5015253/Const.Parc social public 3 logts.4sentier pÃªcheurs	C.D.C.	10 700,00	9 383,91	38,98	A	V	LIVRET A	1,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	305,82	0,00
HABITAT DE L'ILL	2013	X	51730/1358688/RÃ©hab.Parc social public 16 logts.2Ã 4 rue Kageneck	C.D.C.	193 901,80	132 622,50	10,00	T	V	LIVRET A	0,500	V	LIVRET A	2,550	A-1	EUR	3 503,77	9 675,76
HABITAT DE L'ILL	2013	P	51731/1358689/RÃ©hab.Parc social public 16 logts.2Ã 4 rue Kageneck	C.D.C.	239 572,67	194 619,11	18,99	A	F		1,350	F		0,630	A-1	EUR	1 283,46	9 103,99
HABITAT DE L'ILL	2013	P	51732/1358692/RÃ©hab.Parc social public 36 logts.1Ã 16 r. Kageneck	C.D.C.	499 827,85	406 039,77	18,99	A	F		1,350	F		0,630	A-1	EUR	2 677,71	18 993,96
HABITAT DE L'ILL	2013	X	51733/1358691/RÃ©hab.Parc social public 36 logts.1Ã 16 r. Kageneck	C.D.C.	373 260,97	255 298,34	10,00	T	V	LIVRET A	0,500	V	LIVRET A	2,550	A-1	EUR	6 744,76	18 625,84
HABITAT DE L'ILL	2013	X	51734/1358690/RÃ©hab.Parc social public 332 logts.r.Liebermann,	C.D.C.	698 943,00	473 026,41	9,00	T	V	LIVRET A	1,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	17 632,82	37 043,56

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
HABITAT DE L'ILL	2015	X	51735/5046591/Const.Parc social public 4 logts.9 rue Chopin	C.D.C.	74 000,00	59 409,77	29,48	A	V	LIVRET A	0,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 679,04	556,09
HABITAT DE L'ILL	2015	X	51736/5046592/Const.Parc social public 4 logts.9 rue Chopin	C.D.C.	19 400,00	16 663,01	39,47	A	V	LIVRET A	0,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	465,57	0,00
HABITAT DE L'ILL	2015	X	51737/5046589/Const.Parc social public 4 logts.9 rue Chopin	C.D.C.	187 000,00	156 099,62	29,48	A	V	LIVRET A	1,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	5 645,40	717,09
HABITAT DE L'ILL	2015	X	51738/5046590/Const.Parc social public 4 logts.9 rue Chopin	C.D.C.	65 500,00	57 728,17	39,47	A	V	LIVRET A	1,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	1 973,47	0,00
HABITAT DE L'ILL	2016	X	51739/5048918/Const.Parc social public 19 logts.Av. Schanzmatt	C.D.C.	551 000,00	462 118,92	30,56	A	V	LIVRET A	0,549	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	13 026,21	3 102,77
HABITAT DE L'ILL	2016	X	51740/5048919/Const.Parc social public 19 logts.Av. Schanzmatt	C.D.C.	261 900,00	231 740,77	40,56	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	6 337,70	0,00
HABITAT DE L'ILL	2016	X	51741/5048916/Const.Parc social public 19 logts.Av. Schanzmatt	C.D.C.	540 000,00	467 112,91	30,56	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	16 875,35	1 646,86
HABITAT DE L'ILL	2016	X	51742/5048917/Const.Parc social public 19 logts.Av. Schanzmatt	C.D.C.	561 600,00	509 021,08	40,56	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	16 366,31	0,00
HABITAT DE L'ILL	2016	X	51743/5048026/Acqis.Parc social public 48 logts. rue des Pierres	C.D.C.	1 379 000,00	1 155 691,14	30,56	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	32 584,73	8 049,03
HABITAT DE L'ILL	2016	X	51744/5048027/Acqis.Parc social public 48 logts. rue des Pierres	C.D.C.	610 600,00	540 286,05	40,56	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	14 775,86	0,00
HABITAT DE L'ILL	2014	X	51745/5048024/Acqis.Parc social public 48 logts. rue des Pierres	C.D.C.	1 485 000,00	1 284 561,17	30,56	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	46 407,24	4 528,65
HABITAT DE L'ILL	2016	X	51746/5048025/Acqis.Parc social public 48 logts. rue des Pierres	C.D.C.	1 313 700,00	1 190 707,08	40,56	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	38 284,04	0,00
HABITAT DE L'ILL	2016	X	51747/5070658/Acqis.Parc social public 16 logts.rue du Menuisier	C.D.C.	516 000,00	432 397,48	30,56	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	12 191,62	3 017,78
HABITAT DE L'ILL	2016	X	51748/5070659/Acqis.Parc social public 16 logts.rue du Menuisier	C.D.C.	225 600,00	199 606,20	40,56	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	5 461,70	0,00
HABITAT DE L'ILL	2016	X	51749/5070656/Acqis.Parc social public 16 logts.rue du Menuisier	C.D.C.	460 000,00	397 804,34	30,56	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	14 371,99	1 417,52
HABITAT DE L'ILL	2016	X	51750/5070657/Acqis.Parc social public 16 logts.rue du Menuisier	C.D.C.	458 200,00	415 218,77	40,56	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	13 366,15	0,00
HABITAT DE L'ILL	2015	P	51751/LBP-00000434/Cours de l'Illiade Illkirch (substitution 17 prÃªts	B Postale	378 132,10	42 544,33	1,12	T	F		1,487	F		1,460	A-1	EUR	927,23	33 482,05
HABITAT DE L'ILL	2015	P	51752/LBP-00000433/EspaliÃ¨re Illkirch/Fontaine Holtzheim (RA 17 prÃªts	B Postale	893 910,38	453 194,22	9,12	T	F		1,810	F		1,790	A-1	EUR	8 612,90	44 658,34
HABITAT DE L'ILL	2015	P	51753/LBP-00000431/Le Faidherbe Illkirch (substitution de 17 prÃªts	B Postale	1 186 804,97	636 035,28	10,12	T	F		1,850	F		1,830	A-1	EUR	12 280,43	55 914,81

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
HABITAT DE L'ILL	2015	P	51754/LBP-00000432/Vignes T1-2-3-4 Illkirch (substitution de 17 prÃªts	B Postale	6 858 957,23	0,00	0,00	T	F		1,260	F		1,230	A-1	EUR	559,32	181 939,56
HABITAT DE L'ILL	2015	P	51755/LBP-00000435/EspÃ©rance Illkirch/Entzheim Geispolsh (RA 17 prÃªts	B Postale	650 837,67	365 844,85	11,12	T	F		1,880	F		1,860	A-1	EUR	7 142,31	28 973,45
HABITAT DE L'ILL	2015	P	51756/LBP-00000436/Substitution de 17 prÃªts en 6 prÃªts pour un	B Postale	1 980 620,79	1 245 679,23	14,12	T	F		2,010	F		1,960	A-1	EUR	25 337,13	75 066,75
HABITAT DE L'ILL	2015	X	51757/5081083/Const. 32 logts. rue du Port Gentil "La Courtine"	C.D.C.	1 212 000,00	810 801,87	30,98	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	22 869,07	5 950,59
HABITAT DE L'ILL	2015	X	51758/5081084/Const. 32 logts. rue du Port Gentil "La Courtine"	C.D.C.	295 700,00	261 240,67	40,97	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	7 315,64	32,36
HABITAT DE L'ILL	2015	X	51759/5081081/Const. 32 logts. rue du Port Gentil "La Courtine"	C.D.C.	1 236 500,00	1 070 063,81	30,98	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	38 677,49	4 310,94
HABITAT DE L'ILL	2015	X	51760/5081082/Const. 32 logts. rue du Port Gentil "La Courtine"	C.D.C.	458 200,00	414 600,62	40,97	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	13 674,01	0,00
HABITAT DE L'ILL	2015	X	51761/5107805/Acquis.en VEFA de 16 logts. Rte d'Oberhausberge	C.D.C.	780 000,00	672 916,41	31,73	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	18 954,68	4 036,36
HABITAT DE L'ILL	2015	X	51762/5107804/Acquis.en VEFA de 16 logts. Rte d'Oberhausberge	C.D.C.	348 900,00	315 048,86	41,72	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	8 446,78	0,00
HABITAT DE L'ILL	2015	X	51763/5107803/Acquis.en VEFA de 16 logts. Rte d'Oberhausberge	C.D.C.	911 000,00	808 193,12	31,73	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	29 170,55	2 099,85
HABITAT DE L'ILL	2015	X	51764/5107802/Acquis.en VEFA de 16 logts. Rte d'Oberhausberge	C.D.C.	712 100,00	656 327,97	41,72	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	20 772,87	0,00
HABITAT DE L'ILL	2015	X	51765/5107885/Acqui.en VEFA 15 logts. Rue de Saales-Marcot Nord-	C.D.C.	689 800,00	595 099,68	31,73	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	16 762,74	3 569,59
HABITAT DE L'ILL	2015	X	51766/5107884/Acqui.en VEFA 15 logts. Rue de Saales-Marcot Nord-	C.D.C.	311 000,00	280 826,03	41,72	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	7 529,23	0,00
HABITAT DE L'ILL	2015	X	51767/5107883/Acqui.en VEFA 15 logts. Rue de Saales-Marcot Nord-	C.D.C.	710 000,00	629 876,08	31,73	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	22 734,45	1 636,55
HABITAT DE L'ILL	2015	X	51768/5107882/Acqui.en VEFA 15 logts. Rue de Saales-Marcot Nord-	C.D.C.	606 500,00	558 998,62	41,72	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	17 692,38	0,00
HABITAT DE L'ILL	2015	P	51770/DD05062834/Refin. des opÃ©rations des cyclades et du 73 rte de	ARKEA	912 067,74	593 849,66	14,40	A	F		1,751	F		1,750	A-1	EUR	10 993,72	34 362,97
HABITAT DE L'ILL	2015	P	51771/DD05063013/Refin.opÃ©ratÂ° villas Renouard r BuissiÃ¨re,Daymos	ARKEA	338 906,53	231 742,35	16,40	A	F		1,781	F		1,780	A-1	EUR	4 331,26	11 587,06
HABITAT DE L'ILL	2015	P	51772/DD05063035/Refin.opÃ©ratÂ° des acacias 36-38 rue du Routoir	ARKEA	1 758 421,69	1 251 589,47	18,40	A	F		1,801	F		1,800	A-1	EUR	23 515,87	54 847,80
HABITAT DE L'ILL	2015	P	51773/DD05062928/Refin.opÃ©ration 5 rue de Dragon	ARKEA	30 659,32	20 495,60	15,40	A	F		1,781	F		1,780	A-1	EUR	384,38	1 098,95

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
HABITAT DE L'ILL	2016	X	51774/5119688/Const. 15 logts. Impasse Quinta Florentina Ã	C.D.C.	571 000,00	466 534,33	32,23	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	13 129,28	2 368,62
HABITAT DE L'ILL	2016	X	51775/5119686/Const. 15 logts. Impasse Quinta Florentina Ã	C.D.C.	86 600,00	78 981,68	42,22	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 075,98	0,00
HABITAT DE L'ILL	2016	X	51776/5119685/Const. 15 logts. Impasse Quinta Florentina Ã	C.D.C.	930 000,00	754 491,44	32,23	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	27 207,66	1 276,91
HABITAT DE L'ILL	2016	X	51777/5119687/Const. 15 logts. Impasse Quinta Florentina a	C.D.C.	174 400,00	161 812,78	42,14	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	5 037,93	0,00
HABITAT DE L'ILL	2016	X	51778/5133653/Const. 13 logts. rue de la Victoire "l'origine des	C.D.C.	385 000,00	338 259,36	32,23	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	9 519,35	1 717,36
HABITAT DE L'ILL	2016	X	51779/5133656/Const. 13 logts. rue de la Victoire "l'origine des	C.D.C.	102 000,00	93 026,90	42,22	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 445,14	0,00
HABITAT DE L'ILL	2016	X	51780/5133655/Const. 13 logts. rue de la Victoire "l'origine des	C.D.C.	578 000,00	520 401,04	32,23	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	18 766,15	880,73
HABITAT DE L'ILL	2016	X	51781/5133654/Const. 13 logts. rue de la Victoire "l'origine des	C.D.C.	233 800,00	216 925,63	42,22	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	6 753,84	0,00
HABITAT DE L'ILL	2016	P	51782/1358693/Rehab. De 22 logts. 46 a et b rte de Burkel a	C.D.C.	350 459,74	284 699,20	18,99	A	F		1,350	F		0,630	A-1	EUR	1 877,51	13 317,82
HABITAT DE L'ILL	2016	X	51783/5123455/RÃ©hab. De 22 logts. 46 a et b rte de Burkel Ã	C.D.C.	361 000,00	174 410,36	6,00	A	V	LIVRET A	0,040	V	LIVRET A	2,250	A-1	EUR	4 386,15	20 529,62
HABITAT DE L'ILL	2016	X	51784/5139463/AcqustÂ° en VEFA 35 logts.rue du Corbusier Ã	C.D.C.	1 848 000,00	1 487 462,60	32,48	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	41 860,41	7 551,91
HABITAT DE L'ILL	2016	X	51785/5139465/AcqustÂ° en VEFA 35 logts.rue du Corbusier Ã	C.D.C.	813 600,00	742 026,42	42,47	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	19 503,63	0,00
HABITAT DE L'ILL	2016	X	51786/5139464/AcqustÂ° en VEFA 35 logts.rue du Corbusier Ã	C.D.C.	1 667 000,00	1 500 879,78	32,48	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	54 123,12	2 540,10
HABITAT DE L'ILL	2016	X	51787/5139466/AcqustÂ° en VEFA 35 logts.rue du Corbusier Ã	C.D.C.	1 421 800,00	1 319 182,47	42,47	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	41 071,88	0,00
HABITAT DE L'ILL	2013	X	51788/5005356/Constr. de logts "Le Safran" allÃ©e Bohrie Ã	C.D.C.	1 210 000,00	1 019 293,81	29,82	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	36 861,76	4 643,92
HABITAT DE L'ILL	2013	X	51789/5005357/Constr. de logts "Le Safran" allee Bohrie a	C.D.C.	524 000,00	466 735,27	39,81	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	15 271,35	0,00
HABITAT DE L'ILL	2013	X	51790/5005366/Constr. de logts "Le Safran" allee Bohrie a	C.D.C.	747 000,00	607 463,63	29,82	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	17 145,24	4 866,45
HABITAT DE L'ILL	2013	X	51791/5005367/Constr. de logts "Le Safran" allÃ©e Bohrie Ã	C.D.C.	213 300,00	184 836,78	39,81	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	5 161,73	0,00
HABITAT DE L'ILL	2016	P	51792/5134056/Portage foncier 12 a et b rue de la Glaciere a	C.D.C.	590 000,00	590 000,00	5,49	A	V	LIVRET A	1,355	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	21 240,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
HABITAT DE L'ILL	2016	X	51793/5153871/AcquisitÂ° VEFA de 4 logts.14 ter rue d'Or Ã la	C.D.C.	112 000,00	98 402,72	32,39	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 769,27	499,59
HABITAT DE L'ILL	2016	X	51794/5153872/AcquisitÂ° VEFA de 4 logts.14 ter rue d'Or Ã la	C.D.C.	60 300,00	54 995,32	42,39	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 445,51	0,00
HABITAT DE L'ILL	2016	X	51795/5153869/AcquisitÂ° VEFA de 4 logts.14 ter rue d'Or Ã la	C.D.C.	171 000,00	153 959,46	32,39	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	5 551,92	260,56
HABITAT DE L'ILL	2016	X	51796/5153870/AcquisitÂ° VEFA de 4 logts.14 ter rue d'Or Ã la	C.D.C.	151 200,00	140 287,23	42,39	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	4 367,75	0,00
HABITAT DE L'ILL	2016	X	51797/5153874/AcquisitÂ° amÃ©lioratÂ° 6 logts. 2b rue GÃ©n.de Gaulle	C.D.C.	178 000,00	153 562,98	31,90	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 325,55	921,12
HABITAT DE L'ILL	2016	X	51798/5153876/AcquisitÂ° amÃ©lioratÂ° 6 logts. 2b rue GÃ©n.de Gaulle	C.D.C.	111 400,00	100 591,69	41,89	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 696,96	0,00
HABITAT DE L'ILL	2016	X	51799/5153873/AcquisitÂ° amÃ©lioratÂ° 6 logts. 2b rue GÃ©n.de Gaulle	C.D.C.	422 000,00	374 377,04	31,90	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	13 512,59	972,71
Habitat Moderne de Reichstett	2011	X	63400/1193237/Acquis. Amel. d'1 logt. rue des Muguets	C.D.C.	80 000,00	26 272,92	5,58	A	V	LIVRET A	0,870	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	842,50	3 816,29
Habitat Moderne de Reichstett	2012	X	63401/1222499/Chrges.fonc.Acquis. Amel. 3 logt. 16 r Mundolsheim	C.D.C.	108 656,41	91 551,25	37,47	A	V	LIVRET A	1,430	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	3 319,48	656,43
Habitat Moderne de Reichstett	2012	X	63402/1222496/Acquis. Amel. 3 logt. 16 rue de Mundolsheim	C.D.C.	194 194,78	151 182,53	27,48	A	V	LIVRET A	1,440	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	5 528,31	2 381,65
Habitat Moderne de Reichstett	2012	X	63403/1222455/Chrges.fonc.construction 5 logt. 16 r Mundolsheim	C.D.C.	214 313,13	174 824,85	37,47	A	V	LIVRET A	0,620	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 928,52	1 193,83
Habitat Moderne de Reichstett	2013	X	63404/1222453/Construction 5 logt. 16 rue de Mundolsheim	C.D.C.	488 584,84	367 422,85	27,48	A	V	LIVRET A	0,640	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	10 450,91	5 824,06
Habitation Moderne	2010	P	51800/1165203/Rehab. 110 logts rues Tacite, Tite Live, Virgile a	C.D.C.	2 000 000,00	0,00	0,00	A	F		1,901	F		1,900	A-1	EUR	2 880,56	151 608,40
Habitation Moderne	2010	X	51801/1348156/Acquis. amÃ©lio. 9 logts 2, rue de Thann Ã Strasbou	C.D.C.	590 420,84	537 863,97	34,48	A	V	LIVRET A	2,050	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	21 564,72	1 254,00
Habitation Moderne	2010	X	51802/1348157/Acquis. amelio. 9 logts 2, rue de Thann a Strasbou	C.D.C.	446 535,18	390 375,05	26,48	T	V	LIVRET A	1,560	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	13 942,55	3 311,27
Habitation Moderne	2011	X	51803/1348158/Const. 14 logts 92-94, rte du Polygone a Strasbour	C.D.C.	1 018 602,18	904 289,65	26,98	T	V	LIVRET A	2,380	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	32 284,11	7 074,21
Habitation Moderne	2011	X	51804/1176020/Chrge fonc. 14 logts 92-94, rte du Polygone a Stra	C.D.C.	610 000,00	513 557,90	34,98	A	V	LIVRET A	2,373	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	18 118,94	0,00
Habitation Moderne	2011	X	51805/1348159/Acquis. amelio. 52 logts 305, rte de Schirmeck a S	C.D.C.	4 740 000,00	3 717 298,16	27,31	T	V	LIVRET A	2,380	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	132 684,83	27 888,59
Habitation Moderne	2011	X	51806/1176042/Chrge fonc. 52 logts rte de Shirmeck a Strasbourg	C.D.C.	1 220 000,00	1 020 698,17	34,98	A	V	LIVRET A	2,373	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	36 011,45	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Habitation Moderne	2011	P	51807/1179245/Rehab. 100 logts 21-39, rue de Westhoffen a Strasb	C.D.C.	1 250 000,00	94 755,13	0,09	A	F		1,901	F		1,900	A-1	EUR	3 567,13	92 988,42
Habitation Moderne	2011	X	51808/1184814/Acquis.Amel. 2 logts.col.route d'Altenheim a	C.D.C.	200 000,00	144 424,23	25,23	A	V	LIVRET A	1,540	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 096,52	1 880,12
Habitation Moderne	2011	X	51809/1184819/Ch.fonc. acquis.amel. 2 logts.col.rte d'Altenheim	C.D.C.	43 000,00	34 363,86	35,23	A	V	LIVRET A	1,582	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	964,71	90,07
Habitation Moderne	2011	X	51810/1348160/Acquis.Amel. 10 logts.col.route d'Altenheim a	C.D.C.	687 084,94	614 606,44	27,23	T	V	LIVRET A	2,380	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	21 937,70	4 611,01
Habitation Moderne	2011	X	51811/1184744/Ch.fonc.acquis.amel. 10 logts.col.rte d'Altenheim	C.D.C.	220 000,00	183 607,74	35,23	A	V	LIVRET A	2,374	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	6 487,20	0,00
Habitation Moderne	2011	X	51812/1183314/Acquis.Amel.1 CHRS 6 logts.col.route de Schirmeck	C.D.C.	235 000,00	172 425,52	25,23	A	V	LIVRET A	1,573	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 890,77	2 244,64
Habitation Moderne	2011	X	51813/1183583/Acquis.Amel. 17 logts. route de Schirmeck a	C.D.C.	1 580 000,00	1 159 286,56	25,23	A	V	LIVRET A	1,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	32 882,59	15 091,65
Habitation Moderne	2011	X	51814/1183595/Chrge fonc.Acquis.Amel. 17 logts. rte de Schirmeck	C.D.C.	340 000,00	274 725,06	35,23	A	V	LIVRET A	1,576	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	7 712,47	720,09
Habitation Moderne	2011	X	51815/1185702/Construction de 16 logts.col. rue des Canonniers	C.D.C.	1 800 000,00	1 187 038,15	25,31	A	V	LIVRET A	2,120	V	LIVRET A	3,400	A-1	EUR	40 833,02	13 933,10
Habitation Moderne	2011	X	51816/1183697/Chrge fonc.const. 8 logts. Le Clos Luce Robertsau	C.D.C.	150 000,00	119 873,91	35,23	A	V	LIVRET A	1,583	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 365,26	314,21
Habitation Moderne	2011	X	51817/1183696/Const. 8 logts. Le Clos Luce Robertsau	C.D.C.	920 000,00	655 965,16	25,23	A	V	LIVRET A	1,346	V	LIVRET A	2,600	A-1	EUR	17 292,89	9 145,98
Habitation Moderne	2011	X	51818/1183507/Chrge.Fonc.Const. 4 logts.Le Carre Vinci Robertsau	C.D.C.	60 000,00	47 949,56	35,23	A	V	LIVRET A	1,576	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 346,11	125,68
Habitation Moderne	2011	X	51819/1183419/Const. 4 logts. col.Le Carre Vinci Robertsau	C.D.C.	420 000,00	299 462,34	25,23	A	V	LIVRET A	1,382	V	LIVRET A	2,600	A-1	EUR	7 894,58	4 175,34
Habitation Moderne	2012	X	51820/1197814/Const. 8 logts. col. 204 route de Schirmeck	C.D.C.	760 000,00	542 492,90	25,73	A	V	LIVRET A	1,388	V	LIVRET A	2,600	A-1	EUR	14 319,84	8 270,16
Habitation Moderne	2012	X	51821/1197815/Chrgs fonc. pr const. 8 logts. col. 204 route de	C.D.C.	140 000,00	112 001,86	35,73	A	V	LIVRET A	1,588	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 148,46	442,98
Habitation Moderne	2012	X	51822/1197776/Const. 10 logts. col. 204 route de Schirmeck	C.D.C.	980 000,00	734 541,31	25,73	A	V	LIVRET A	2,192	V	LIVRET A	3,400	A-1	EUR	25 267,54	8 621,83
Habitation Moderne	2012	X	51823/1197810/Chrgs fonc. pr const. 10 logts. col. 204 route de	C.D.C.	200 000,00	167 442,61	35,73	A	V	LIVRET A	2,388	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	6 032,25	119,99
Habitation Moderne	2012	X	51824/1194561/Const. 25 logts. sociaux. 36-38-40 rte du Polygone	C.D.C.	2 280 000,00	1 499 063,85	25,65	A	V	LIVRET A	2,186	V	LIVRET A	3,400	A-1	EUR	51 566,42	17 595,57
Habitation Moderne	2012	X	51825/1194647/Chrgs fonc. pr const. 10 logts. sociaux 36-38-40-	C.D.C.	600 000,00	502 327,75	35,64	A	V	LIVRET A	2,384	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	18 096,76	359,96

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Habitation Moderne	2011	X	51826/1194574/Const. 6 logts. sociaux. 36-38-40 rte du Polygone	C.D.C.	560 000,00	399 731,65	25,65	A	V	LIVRET A	1,397	V	LIVRET A	2,600	A-1	EUR	10 551,47	6 093,80
Habitation Moderne	2011	X	51827/1194575/Chrgs fonc. pr const. 10 logts. sociaux 36-38-40-	C.D.C.	130 000,00	104 001,73	35,64	A	V	LIVRET A	1,589	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 923,57	411,34
Habitation Moderne	2011	X	51828/1348164/Acquis.Amel.4 logts.loc.34 rue de Benfeld	C.D.C.	420 567,09	372 524,03	27,65	T	V	LIVRET A	2,410	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	13 294,20	2 677,58
Habitation Moderne	2011	X	51829/1194696/Chrges.fonc.pr.acquis.Amel.4 logts.loc.34 rue de	C.D.C.	184 000,00	154 047,16	35,64	A	V	LIVRET A	2,398	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	5 549,67	110,39
Habitation Moderne	2012	X	51830/1194763/Acquis.en VEFA 20 logts.loc.240 rte de Schirmeck	C.D.C.	1 710 000,00	1 281 699,56	25,65	A	V	LIVRET A	2,188	V	LIVRET A	3,400	A-1	EUR	44 089,29	15 044,21
Habitation Moderne	2012	X	51831/1196124/Chrges.fonc.acquis.en VEFA 20 logts.loc.240	C.D.C.	350 000,00	293 024,52	35,64	A	V	LIVRET A	2,382	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	10 556,44	209,98
Habitation Moderne	2012	X	51832/1194781/Chrges.fonc.acquis.en VEFA 6 logts.loc.240	C.D.C.	110 000,00	88 696,93	35,64	A	V	LIVRET A	2,050	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 486,82	117,85
Habitation Moderne	2012	X	51833/1194778/Acquis.en VEFA 20 logts.loc.240 rte de Schirmeck	C.D.C.	600 000,00	428 283,87	25,65	A	V	LIVRET A	1,386	V	LIVRET A	2,600	A-1	EUR	11 305,13	6 529,08
Habitation Moderne	2011	X	51834/1187588/Acquis.amelio.3 logts.loc.184 rte de Schirmeck	C.D.C.	330 000,00	214 768,79	25,48	A	V	LIVRET A	1,584	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	6 099,75	3 079,38
Habitation Moderne	2011	X	51835/1187602/Acquis.en VEFA 20 logts.loc.240 rte de Schirmeck	C.D.C.	70 000,00	55 544,91	35,47	A	V	LIVRET A	1,577	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 561,41	219,69
Habitation Moderne	2012	P	51836/1190719/Rehab.energetique de 334 logts.col. Hohberg T2	C.D.C.	4 175 000,00	1 461 657,81	5,49	A	F		2,351	F		2,350	A-1	EUR	39 622,63	224 411,63
Habitation Moderne	2011	X	51837/1191722/Acquis.en VEFA de 5 logts.loc. rue de l'Ile aux	C.D.C.	553 000,00	391 626,67	25,48	A	V	LIVRET A	1,379	V	LIVRET A	2,600	A-1	EUR	10 337,52	5 970,25
Habitation Moderne	2012	X	51838/1190905/Const.30 logts.loc.rue de l'usine et St.Gothard	C.D.C.	2 540 000,00	1 888 058,00	25,48	A	V	LIVRET A	2,174	V	LIVRET A	3,400	A-1	EUR	64 947,46	22 161,46
Habitation Moderne	2011	X	51839/1190923/Chrges.fonc.const.30 logts.loc.rue de l'usine et	C.D.C.	750 000,00	624 707,59	35,47	A	V	LIVRET A	2,828	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	21 227,11	0,00
Habitation Moderne	2011	X	51840/1190959/Const.5 logts.loc.rue de l'usine et St.Gothard	C.D.C.	580 000,00	368 256,54	25,48	A	V	LIVRET A	1,362	V	LIVRET A	2,600	A-1	EUR	9 720,64	5 613,97
Habitation Moderne	2011	X	51841/1191084/Chrges.fonc.const.5 logts.loc.rue de l'usine et	C.D.C.	130 000,00	87 284,87	35,47	A	V	LIVRET A	1,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 453,65	345,22
Habitation Moderne	2011	X	51842/1348163/Acquis.en VEFA de studios res.CROUS rte du Rhin	C.D.C.	972 756,62	846 827,72	25,57	A	V	LIVRET A	2,820	V	LIVRET A	3,900	A-1	EUR	33 375,52	8 954,76
Habitation Moderne	2011	X	51843/1348162/Crges fonc.acquis. VEFA res.CROUS rte du Rhin	C.D.C.	542 925,13	502 627,12	35,56	A	V	LIVRET A	2,870	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	20 049,52	0,00
Habitation Moderne	2012	X	51844/1348161/Acquis.en VEFA de studios res.CROUS rte du Rhin	C.D.C.	981 054,20	853 307,14	25,57	A	V	LIVRET A	2,860	V	LIVRET A	3,900	A-1	EUR	33 640,61	9 272,42

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Habitation Moderne	2012	X	51845/1191072/Acquis.en VEFA de studios res.CROUS rte du Rhin	C.D.C.	2 140 000,00	1 600 091,83	25,57	A	V	LIVRET A	2,161	V	LIVRET A	3,400	A-1	EUR	55 041,69	18 781,40
Habitation Moderne	2011	X	51846/1191078/Chrge fonc. acquis. VEFA res.CROUS rte du Rhin	C.D.C.	460 000,00	381 786,76	35,47	A	V	LIVRET A	2,375	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	13 754,17	273,58
Habitation Moderne	2011	X	51847/1348166/Acquis.amel.6 logts.8,bld. de la Marne a	C.D.C.	175 236,29	160 906,48	28,31	T	V	LIVRET A	2,405	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	5 722,95	287,77
Habitation Moderne	2011	X	51848/1348223/Acquis.amel.6 logts.8,bld. de la Marne a	C.D.C.	312 731,77	235 580,46	16,41	T	V	LIVRET A	2,100	V	LIVRET A	3,900	A-1	EUR	9 255,95	8 245,08
Habitation Moderne	2011	X	51849/1348165/Chrges. fonc. acquis.amel.6 logts.8,bld. Marne a	C.D.C.	189 228,08	175 150,35	35,64	A	V	LIVRET A	2,940	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	7 017,54	0,00
Habitation Moderne	2012	X	51850/1192011/Acquis.en VEFA 11 logts.loc.30, r de la ville a	C.D.C.	1 180 000,00	835 659,09	25,48	A	V	LIVRET A	1,377	V	LIVRET A	2,600	A-1	EUR	22 058,36	12 739,40
Habitation Moderne	2012	X	51851/1192016/Chrges. fonc. acquis.en VEFA 11 logts.rue	C.D.C.	170 000,00	134 894,78	35,47	A	V	LIVRET A	1,572	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 791,99	533,53
Habitation Moderne	2012	X	51852/1191971/Acquis.en VEFA 24 logts.loc.30, r de la ville a	C.D.C.	2 400 000,00	1 783 991,82	25,48	A	V	LIVRET A	2,174	V	LIVRET A	3,400	A-1	EUR	61 367,68	20 939,97
Habitation Moderne	2011	X	51853/1191985/Chrges. fonc. acquis.en VEFA 24 logts.rue	C.D.C.	350 000,00	290 489,92	35,47	A	V	LIVRET A	2,369	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	10 465,13	208,16
Habitation Moderne	2012	X	51854/1191708/Const. 21 logts.col.rue des Corps de Garde a	C.D.C.	1 840 000,00	1 367 727,07	25,48	A	V	LIVRET A	2,180	V	LIVRET A	3,400	A-1	EUR	47 048,56	16 053,97
Habitation Moderne	2012	X	51855/1191734/Chrges.fonc.const. 21 logts.col.rue des Corps de	C.D.C.	540 000,00	448 184,43	35,47	A	V	LIVRET A	2,370	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	16 146,20	321,16
Habitation Moderne	2011	X	51856/1191737/Const. 5 logts.col.rue des Corps de Garde a	C.D.C.	520 000,00	373 773,10	25,48	A	V	LIVRET A	2,290	V	LIVRET A	2,600	A-1	EUR	9 817,49	3 822,57
Habitation Moderne	2012	X	51857/1191792/Chrges.fonc.const. 5 logts.col.rue des Corps de	C.D.C.	130 000,00	103 154,84	35,47	A	V	LIVRET A	1,572	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 899,76	407,99
Habitation Moderne	2012	X	51858/1191824/Const. 10 logts.indvl.41a59 rue de Westhoffen a	C.D.C.	1 338 000,00	952 728,71	25,57	A	V	LIVRET A	1,375	V	LIVRET A	2,600	A-1	EUR	25 148,57	14 524,10
Habitation Moderne	2012	X	51859/1192912/Acquis.en VEFA de 15 logts.10 rue de Nomeny a	C.D.C.	1 400 000,00	1 049 344,73	25,65	A	V	LIVRET A	2,190	V	LIVRET A	3,400	A-1	EUR	36 096,49	12 316,90
Habitation Moderne	2011	X	51860/1192818/Chrges.fonc.acquis.en VEFA de 15 logts.10 rue de	C.D.C.	269 000,00	225 210,29	35,64	A	V	LIVRET A	2,398	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	8 113,38	161,38
Habitation Moderne	2011	C	51861/1192665/Const.structure multiservices pr. handicapes 55 rt	C.D.C.	3 063 783,00	1 816 385,88	20,65	T	F		3,543	F		0,881	A-1	EUR	65 922,06	87 536,64
Habitation Moderne	2012	X	51865/1348167/Acquis.en VEFA de 16 logts.7-9 rue des Seigneurs	C.D.C.	1 246 797,98	1 144 842,23	28,31	T	V	LIVRET A	2,360	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	40 718,54	2 047,48
Habitation Moderne	2012	X	51866/1206800/Chrg.fonc.Acquis.VEFA 16 logts.7-9 rue Seigneurs	C.D.C.	460 000,00	386 487,71	36,06	A	V	LIVRET A	2,342	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	13 934,16	572,07

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Habitation Moderne	2012	X	51867/1206880/Acquis.en VEFA de 3 logts.7-9 rue des Seigneurs	C.D.C.	210 000,00	154 503,42	26,07	A	V	LIVRET A	1,487	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 387,96	2 209,30
Habitation Moderne	2012	X	51868/1206879/Chrg.fonc.Acquis.VEFA 3 logts.7-9 rue Seigneurs	C.D.C.	50 000,00	40 561,23	36,06	A	V	LIVRET A	2,050	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 137,86	76,71
Habitation Moderne	2012	X	51869/1348179/Acquis.en VEFA de 18 logts. r des Fusiliers Marins	C.D.C.	1 512 723,41	1 389 021,87	28,31	T	V	LIVRET A	2,360	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	49 403,28	2 484,17
Habitation Moderne	2012	X	51870/1209543/C.F.Acquis.VEFA 18 logts. r des Fusiliers Marins	C.D.C.	300 000,00	253 006,55	36,14	A	V	LIVRET A	2,850	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	8 763,54	0,00
Habitation Moderne	2012	X	51871/1209606/Acquis.en VEFA de 4 logts. r des Fusiliers Marins	C.D.C.	500 000,00	367 865,34	26,15	A	V	LIVRET A	1,562	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	10 447,51	5 260,25
Habitation Moderne	2012	X	51872/1209610/Acquis.en VEFA de 4 logts. r des Fusiliers Marins	C.D.C.	70 000,00	56 403,42	36,14	A	V	LIVRET A	1,558	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 586,56	259,39
Habitation Moderne	2012	P	51873/1222986/Rehabilitation de 1735 logts. Cite de l'Ill	C.D.C.	13 000 000,00	1 952 533,66	1,58	A	F		1,902	F		1,900	A-1	EUR	55 130,04	949 047,64
Habitation Moderne	2013	X	51874/1348188/Acqui. Amel. 4 logts. col. 15 quai des Bateliers	C.D.C.	170 868,49	149 113,89	26,57	A	V	LIVRET A	2,870	V	LIVRET A	3,900	A-1	EUR	5 879,31	1 637,61
Habitation Moderne	2013	X	51875/1348189/Chrges. fonc. acqui. amel. 4 logts. col. 15 quai	C.D.C.	366 008,50	339 035,32	36,56	A	V	LIVRET A	2,870	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	13 570,86	236,14
Habitation Moderne	2013	X	51876/1276324/Rehab.334 logts.cite Hohberg tr.1 ph.2 a	C.D.C.	5 535 318,04	3 116 954,87	6,91	S	V	IPC FR XT	1,452	V	IPC FR XT	116,200	A-2	EUR	2 932 269,70	0,00
Habitation Moderne	1992	P	51877/1276303/Acq.amelior.6 Logts r.Humann	C.D.C.	107 025,08	7 614,58	0,67	T	F		4,548	F		0,668	A-1	EUR	369,80	9 918,72
Habitation Moderne	1994	P	51878/1276304/Constr.20 logts rue Mouettes	C.D.C.	753 827,40	58 707,49	0,67	T	F		4,252	F		0,668	A-1	EUR	2 851,19	76 473,93
Habitation Moderne	2006	X	51879/1348227/Acquis. amelio. 10 logts rue d'Adelshoffen a SCHIL	C.D.C.	300 793,21	246 180,07	21,99	T	V	LIVRET A	1,900	V	LIVRET A	3,900	A-1	EUR	9 578,79	4 742,23
Habitation Moderne	2006	X	51880/1348169/Chrge fonc. 10 logts rue d'Adelshoffen a Schiltigh	C.D.C.	522 297,11	471 013,31	31,48	A	V	LIVRET A	2,900	V	LIVRET A	3,900	A-1	EUR	18 404,81	904,84
Habitation Moderne	2012	X	51881/1217444/Acquis. en VEFA 2 logts rue du Gal Leclerc Ã Plobs	C.D.C.	127 507,76	92 451,22	25,98	A	V	LIVRET A	1,380	V	LIVRET A	2,600	A-1	EUR	2 446,94	1 661,86
Habitation Moderne	2010	X	51882/1207132/Chrge fonc. 2 logts rue du Gal Leclerc a Plobsheim	C.D.C.	73 018,00	59 581,36	34,98	A	V	LIVRET A	1,571	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 668,33	1,98
Habitation Moderne	2011	X	51883/1348185/Acquis. amÃ©lio. 5 logts 83, avenue des Vosges Ã St	C.D.C.	274 183,01	250 085,45	27,31	T	V	LIVRET A	2,390	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	8 901,68	755,52
Habitation Moderne	2011	X	51884/1348187/Acquis. amÃ©lio. 4 logts 5, rue des Bateliers Ã Str	C.D.C.	40 563,46	36 998,38	27,31	T	V	LIVRET A	2,390	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	1 316,94	111,77
Habitation Moderne	2011	X	51885/1348186/Acquis. amÃ©lio. 11 logts 71, rue Ste Aloyse Ã Stra	C.D.C.	265 921,01	242 549,62	27,31	T	V	LIVRET A	2,390	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	8 633,43	732,76

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Habitation Moderne	2011	X	51886/1348182/Const. 5 logts 4A, rue de la Chapelle Ã Wolfisheim	C.D.C.	171 420,27	156 354,38	27,31	T	V	LIVRET A	2,390	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	5 565,37	472,35
Habitation Moderne	2011	X	51887/1348183/Const. 1 logt 4, rue de la Chapelle Ã Wolfisheim	C.D.C.	52 250,89	47 658,64	27,31	T	V	LIVRET A	2,390	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	1 696,38	143,98
Habitation Moderne	2011	X	51888/1348184/Const. 7 logts 25, rue du Moulin Ã Wolfisheim	C.D.C.	302 068,20	275 519,91	27,31	T	V	LIVRET A	2,390	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	9 807,01	832,35
Habitation Moderne	2011	X	51889/1218326/Const. 1 logt 18, rue de Mundolsheim Ã Lampertheim	C.D.C.	66 000,00	48 067,64	25,31	A	V	LIVRET A	1,390	V	LIVRET A	2,600	A-1	EUR	1 273,91	928,71
Habitation Moderne	2011	X	51890/1218327/Chrge fonc. 1 logt 18, rue de Mundolsheim Ã Lamper	C.D.C.	12 919,00	10 448,77	35,31	A	V	LIVRET A	2,030	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	294,54	70,35
Habitation Moderne	2012	X	51891/1187640/Const. 10 logts 18, rue de Mundolsheim a Lamperthe	C.D.C.	920 000,00	712 154,82	26,31	A	V	LIVRET A	2,178	V	LIVRET A	3,400	A-1	EUR	24 397,00	5 403,91
Habitation Moderne	2011	X	51892/1218325/Chrge fonc. 10 logts 18, rue de Mundolsheim Ã Lamp	C.D.C.	214 342,00	180 360,44	35,31	A	V	LIVRET A	2,380	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	6 516,79	661,43
Habitation Moderne	1990	P	51914/1276224/Constr.22 logts Gentilhome	C.D.C.	733 772,08	57 145,40	0,67	A	F		4,515	F		0,668	A-1	EUR	2 775,33	74 439,39
Habitation Moderne	1994	P	51919/1276241/Const.84 Logts.Oberhausbergen	C.D.C.	2 499 689,98	187 090,81	0,67	T	F		3,990	F		0,668	A-1	EUR	9 086,25	243 709,31
Habitation Moderne	2000	P	51942/1348200/Const. 19 logts lot Gentil-Home	C.D.C.	666 939,55	414 506,36	8,33	A	F		3,250	F		1,210	A-1	EUR	5 540,03	43 347,31
Habitation Moderne	2002	X	51948/1348201/Acquis.amelio. 18 logts 20, rue Ste Madeleine Krut	C.D.C.	425 330,39	310 063,79	14,41	T	V	LIVRET A	2,380	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	12 544,21	13 025,01
Habitation Moderne	2002	X	51949/1276250/Acquis. amelio. 2 logts 20, rue Ste Madeleine Krut	C.D.C.	123 725,20	81 159,44	13,91	T	F		3,286	F		0,805	A-1	EUR	2 705,41	4 519,55
Habitation Moderne	2002	P	51953/1276251/Const. 11 logts rue Kamm a Strasbourg	C.D.C.	652 667,68	428 127,68	13,91	A	F		3,263	F		0,805	A-1	EUR	14 271,38	23 841,26
Habitation Moderne	2003	X	51956/1348122/Acquis. amelio. 5 logts 36, rue Saint-Florent a St	C.D.C.	161 523,00	118 235,12	12,32	A	V	LIVRET A	2,850	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	5 002,91	6 837,60
Habitation Moderne	2003	X	51957/1348202/Acqui. amelio. 18 logts 52, rue Melanie a Strasbou	C.D.C.	642 013,36	457 586,98	12,99	T	V	LIVRET A	2,800	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	18 583,70	22 091,34
Habitation Moderne	2003	X	51958/1348121/Const. 3 logts 14-16, rue des Roses a Lipsheim	C.D.C.	51 549,92	37 734,63	12,32	A	V	LIVRET A	2,850	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	1 596,68	2 182,21
Habitation Moderne	2003	X	51959/1348124/Chrge fonciere 3 logts 14-16, rue des Roses a Lips	C.D.C.	34 036,88	29 210,16	27,48	A	V	LIVRET A	2,660	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	1 190,89	562,10
Habitation Moderne	2003	X	51960/1348120/Acquis. amelio. 6 logts 14-16, rue des Roses a Lip	C.D.C.	86 603,81	63 394,15	12,32	A	V	LIVRET A	2,850	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	2 682,41	3 666,12
Habitation Moderne	2003	X	51961/1348123/Chrge fonciere acquis.6 logts 14-16, r. des Roses	C.D.C.	264 636,78	227 109,11	27,48	A	V	LIVRET A	2,630	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	9 259,17	4 370,32

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Habitation Moderne	2003	X	51964/1348204/Acquis. amelio. 10 logts rue de Marlenheim a Stras	C.D.C.	438 273,00	312 373,61	12,99	T	V	LIVRET A	2,870	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	12 686,24	15 080,74
Habitation Moderne	2003	X	51965/1276255/Acquis. amelio. 2 logts rue de Marlenheim a Strasb	C.D.C.	88 756,04	58 220,93	13,91	T	F		3,088	F		0,805	A-1	EUR	1 940,76	3 242,16
Habitation Moderne	2003	P	51966/1348203/Const. 9 logts r. de la 1ere Division Blindee a Es	C.D.C.	702 695,08	436 728,58	8,33	A	F		3,150	F		1,210	A-1	EUR	5 837,04	45 671,22
Habitation Moderne	2003	X	51967/1348206/Const. 12 logts rue Paul Gauguin a Fegersheim	C.D.C.	552 155,00	393 541,54	12,99	T	V	LIVRET A	2,870	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	15 982,66	18 999,36
Habitation Moderne	2003	X	51968/1348126/Chrge fonc. 12 logts rue Paul Gauguin a Fegersheim	C.D.C.	155 909,46	137 413,15	27,82	A	V	LIVRET A	3,200	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	5 548,02	1 287,29
Habitation Moderne	2003	X	51969/1348205/Const. 20 logts rue Salvador Dali a Fegersheim	C.D.C.	924 859,60	659 182,09	12,99	T	V	LIVRET A	2,890	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	26 770,96	31 823,93
Habitation Moderne	2003	X	51970/1348125/Chrge fonc. 20 logts rue Salvador Dali a Fegershei	C.D.C.	164 571,10	145 047,24	27,82	A	V	LIVRET A	3,200	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	5 856,25	1 358,80
Habitation Moderne	2004	X	51971/1348209/Acquis. amelio. 13 logts 20, rue de l'Argonne a St	C.D.C.	579 045,46	422 121,37	14,41	T	V	LIVRET A	2,650	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	17 077,72	17 732,26
Habitation Moderne	2004	X	51972/1348207/Acquis. amelio. 6 logts rue Frederic Piton a Stras	C.D.C.	398 093,77	290 208,44	14,41	T	V	LIVRET A	2,660	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	11 740,94	12 190,93
Habitation Moderne	2004	X	51973/1348208/Const. 6 logts 29, rue de la Rotonde a Strasbourg	C.D.C.	231 618,19	168 848,55	14,41	T	V	LIVRET A	2,660	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	6 831,09	7 092,91
Habitation Moderne	2004	X	51974/1348127/Chrge fonc.6 logts rue de la Rotonde a Strasbourg	C.D.C.	78 436,81	69 104,38	28,48	A	V	LIVRET A	3,120	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	2 786,88	567,74
Habitation Moderne	2004	P	51975/1348210/Const. 15 logts rue J Holterbach a Strasbourg	C.D.C.	964 436,78	599 402,40	8,24	A	F		3,170	F		1,210	A-1	EUR	8 011,23	62 682,96
Habitation Moderne	2004	P	51976/1348211/Acquis. en VEFA 22 logts rue Marcel Pagnol a Oberh	C.D.C.	1 350 211,41	839 163,30	8,33	A	F		3,220	F		1,210	A-1	EUR	11 215,73	87 756,13
Habitation Moderne	2004	X	51977/1276262/Const-demo. 70 logts rue du Rivage a Ostwald	C.D.C.	4 216 487,41	2 554 914,77	16,41	T	V	LIVRET A	1,794	V	LIVRET A	3,250	A-1	EUR	84 066,99	100 291,29
Habitation Moderne	2005	X	51978/1037242/Chrge fonc. 70 logts rue du Rivage a Ostwald	C.D.C.	605 342,38	461 861,48	30,90	A	V	LIVRET A	2,221	V	LIVRET A	3,250	A-1	EUR	15 085,74	2 315,23
Habitation Moderne	2005	X	51979/1276266/Acquis. amelio. 3 logts rue de la Liberation a Feg	C.D.C.	83 309,90	54 648,66	13,91	T	F		3,290	F		0,805	A-1	EUR	1 821,67	3 043,21
Habitation Moderne	2005	X	51980/1276265/Acquis. amelio. 2 logts rue de l'Eglise a Fegershe	C.D.C.	69 278,79	45 444,33	13,91	T	F		3,292	F		0,805	A-1	EUR	1 514,86	2 530,70
Habitation Moderne	2005	X	51981/1276268/Const. 28 logts rue Paul Cezanne a Fegersheim	C.D.C.	1 753 893,22	1 150 494,06	13,91	T	F		3,240	F		0,805	A-1	EUR	38 351,01	64 067,87
Habitation Moderne	2005	X	51982/1348128/Chrge fonc. 28 logts rue Paul Cezanne a Fegersheim	C.D.C.	282 385,74	250 509,24	29,40	A	V	LIVRET A	3,100	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	10 088,90	1 713,13

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Habitation Moderne	2005	X	51983/1276270/Const. 5 logts rte de La Wantzenau a Strasbourg	C.D.C.	510 345,07	272 111,62	10,00	T	V	LIVRET A	3,064	V	LIVRET A	4,450	A-1	EUR	12 396,83	17 555,78
Habitation Moderne	2005	X	51986/1276269/Acquis. amelio. 7 logts rue de la Grossau a Strasb	C.D.C.	488 393,19	320 369,28	13,91	T	F		3,277	F		0,805	A-1	EUR	10 679,32	17 840,48
Habitation Moderne	2006	X	51987/1348215/Const. 21 logts rte du Neuhof & rue des Linottes a	C.D.C.	1 417 602,10	1 148 535,62	20,99	T	V	LIVRET A	2,290	V	LIVRET A	3,900	A-1	EUR	44 745,08	24 436,24
Habitation Moderne	2006	X	51988/1348130/Chrge fonc. 21 logts rte du Neuhof & rue des Linot	C.D.C.	488 350,23	438 240,06	30,56	A	V	LIVRET A	2,940	V	LIVRET A	3,900	A-1	EUR	17 192,07	2 582,29
Habitation Moderne	2006	X	51989/1276275/Const. espace multi-accueil rue de la Grossau a St	C.D.C.	389 212,77	207 671,21	5,91	S	V	IPC FR XT	2,415	V	IPC FR XT	116,200	A-2	EUR	195 366,32	0,00
Habitation Moderne	1991	P	51993/1276299/Const.71 logts.Koenigshoffen	C.D.C.	2 302 428,58	165 646,55	0,67	T	F		4,640	F		0,668	A-1	EUR	8 044,80	215 776,00
Habitation Moderne	1997	X	51994/1276305/Const. Logts.r.Geroldseck	C.D.C.	189 544,69	93 104,34	4,91	S	V	IPC FR XT	3,092	V	IPC FR XT	116,200	A-2	EUR	87 587,74	0,00
Habitation Moderne	1997	P	51999/1348224/Const.58 Logts.r.Geroldseck	C.D.C.	1 333 750,35	828 932,71	8,33	A	F		3,490	F		1,210	A-1	EUR	11 078,99	86 686,25
Habitation Moderne	1993	P	52001/1207052/Const. res. pers. agees Elsau	C.D.C.	35 185,23	2 343,83	7,56	A	F		1,001	F		1,000	A-1	EUR	26,60	279,90
Habitation Moderne	2003	X	52004/1348225/Acquis. 9 logts 61, rue du Gal de Gaulle a Eckbols	C.D.C.	112 007,71	81 653,11	14,41	T	V	LIVRET A	2,950	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	3 303,44	3 430,04
Habitation Moderne	2003	X	52005/1348168/Chrge fonc. 9 logts 61, rue du Gal de Gaulle a Eck	C.D.C.	257 611,50	228 574,43	28,73	A	V	LIVRET A	3,210	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	9 218,09	1 877,89
Habitation Moderne	2003	X	52006/1276313/Acquis. 1 logt 61, rue du Gal de Gaulle a Eckbolsh	C.D.C.	12 642,76	8 293,17	13,91	T	F		3,291	F		0,805	A-1	EUR	276,45	461,83
Habitation Moderne	2003	X	52007/1207069/Chrge fonc. 1 logt 61, rue du Gal de Gaulle a Eckb	C.D.C.	28 894,00	21 601,07	28,73	A	V	LIVRET A	2,700	V	LIVRET A	3,700	A-1	EUR	805,75	175,88
Habitation Moderne	2005	P	52008/1276314/Const.21 logts "Les Magnolias" a Lipsheim	C.D.C.	1 119 549,04	722 054,58	13,91	T	F		3,440	F		0,805	A-1	EUR	24 069,25	40 209,23
Habitation Moderne	2005	X	52009/1348226/Const. 21 logts "Les Magnolias" a Lipsheim	C.D.C.	468 020,46	405 721,66	29,98	T	V	LIVRET A	2,690	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	16 070,73	3 190,53
Habitation Moderne	2005	X	52010/1276316/Const. 21 logts "Les Magnolias" a Lipsheim	C.D.C.	53 226,94	32 828,84	15,41	T	V	LIVRET A	2,257	V	LIVRET A	3,700	A-1	EUR	1 227,72	1 285,34
Habitation Moderne	2005	X	52011/1207073/Const. 21 logts "Les Magnolias" a Lipsheim	C.D.C.	27 020,83	20 451,73	29,40	A	V	LIVRET A	2,956	V	LIVRET A	3,700	A-1	EUR	759,88	85,69
Habitation Moderne	2006	X	52012/1207074/Chrge fonc. 1 maison rue F. Villon a Strasbourg	C.D.C.	120 000,00	93 081,23	30,48	A	V	LIVRET A	2,474	V	LIVRET A	3,500	A-1	EUR	3 268,78	312,50
Habitation Moderne	2007	X	52013/1348228/Acquis. amelio. 3 logts rue Humann a Strasbourg	C.D.C.	122 086,91	99 920,34	21,99	T	V	LIVRET A	2,270	V	LIVRET A	3,900	A-1	EUR	3 887,89	1 924,78

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Habitation Moderne	2007	P	52016/1355882/Acquis. amelio. 2 logts 1, rue de Mundolsheim a La	C.D.C.	144 803,64	123 652,32	23,99	A	F		2,100	F		1,030	A-1	EUR	1 318,09	4 317,40
Habitation Moderne	2008	X	52017/1207082/Acquis. amelio. 1 logt 6, rue Rabelais a Strasbour	C.D.C.	193 000,00	144 132,85	31,98	A	V	LIVRET A	1,700	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 072,43	1 311,00
Habitation Moderne	2008	P	52018/1355883/Acquis. amelio. 1 logt 11, rue de Lucerne a Strasb	C.D.C.	60 643,75	51 785,59	23,99	A	F		2,160	F		1,030	A-1	EUR	552,02	1 808,12
Habitation Moderne	2008	X	52019/1207083/Acquis. amelio. 11 logts 71, rue Ste Aloyse a Stra	C.D.C.	1 255 169,00	1 000 505,48	32,14	A	V	LIVRET A	2,682	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	38 217,92	5 229,14
Habitation Moderne	2008	P	52020/1355867/Const. 5 logts 4, rue de la Chapelle a Wolfisheim	C.D.C.	395 738,73	337 897,12	23,99	A	F		2,610	F		1,030	A-1	EUR	3 601,86	11 797,90
Habitation Moderne	2008	X	52021/1207085/Chrge fonc. 5 logts 4, rue de la Chapelle a Wolfis	C.D.C.	159 014,14	126 903,01	33,23	A	V	LIVRET A	2,597	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	4 858,44	950,60
Habitation Moderne	2008	X	52022/1355869/Acquis. amelio. 1 maison 4, rue de la Chapelle a W	C.D.C.	27 157,26	22 053,72	23,99	A	F		2,610	F		1,030	A-1	EUR	235,08	770,02
Habitation Moderne	2008	X	52023/1207089/Chrge fonc. 1 maison 4, rue de la Chapelle a Wolfi	C.D.C.	172 602,35	137 747,22	33,23	A	V	LIVRET A	2,597	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	5 273,61	1 031,83
Habitation Moderne	2008	X	52024/1207092/Acquis. amelio. 1 logt rue du Mouliln a Wolfisheim	C.D.C.	4 142,00	2 678,44	22,23	A	V	LIVRET A	1,706	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	76,85	65,99
Habitation Moderne	2008	X	52025/1207093/Chrge fonc. 1 logt rue du Moulin a Wolfisheim	C.D.C.	23 369,00	17 298,84	32,23	A	V	LIVRET A	1,679	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	490,16	206,87
Habitation Moderne	2008	P	52026/1355870/Acquis. amelio. 1 logt 25, rue du Moulin a Wolfish	C.D.C.	65 023,28	52 891,38	23,99	A	F		2,610	F		1,030	A-1	EUR	563,80	1 846,74
Habitation Moderne	2008	X	52027/1207091/Chrge fonc. 1 logts 25, rue du Moulin a Wolfisheim	C.D.C.	221 546,55	177 865,87	33,23	A	V	LIVRET A	2,597	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	6 789,31	800,09
Habitation Moderne	2008	P	52028/1355868/Const. 7 maisons 25, rue du moulin a Wolfisheim	C.D.C.	402 167,80	332 638,48	23,99	A	F		2,610	F		1,030	A-1	EUR	3 545,80	11 614,30
Habitation Moderne	2008	X	52029/1207087/Chrge fonc. 7 maisons 25 , rue du moulin a Wolfish	C.D.C.	404 539,64	322 847,31	33,23	A	V	LIVRET A	2,597	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	12 360,10	2 418,37
Habitation Moderne	2008	X	52030/1207096/Chrge fonc.acquis.amel.4 logts col.5 rue Bateliers	C.D.C.	288 739,01	233 482,18	33,81	A	V	LIVRET A	2,370	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	7 979,46	0,00
Habitation Moderne	2008	X	52031/1348170/Acquis.amel.4 logts.collect.5 rue Bateliers Strg.	C.D.C.	68 934,95	60 247,02	26,31	T	V	LIVRET A	2,370	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	2 146,26	261,88
Habitation Moderne	2008	X	52032/1207094/Aquis.amel.2 logts 5 rue des Fermes a Eckbolsheim	C.D.C.	259 168,00	200 813,47	32,81	A	V	LIVRET A	2,486	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	7 317,05	2 438,08
Habitation Moderne	2009	X	52033/1207097/Acquis. amelio. 5 logts 83, av des Vosges a Strasb	C.D.C.	850 000,00	682 483,52	33,23	A	V	LIVRET A	2,408	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	24 623,25	1 495,80
Habitation Moderne	2009	X	52034/1348171/Const. 5 logts 6, rue du Kochersberg a Strasbourg	C.D.C.	328 970,87	295 654,58	25,31	T	V	LIVRET A	2,410	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	10 541,93	1 707,94

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Habitation Moderne	2009	X	52035/1207099/Chrge fonc. 5 logts 6, rue du Kochersberg a Strasb	C.D.C.	220 950,00	177 405,59	33,23	A	V	LIVRET A	2,405	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	6 400,60	388,82
Habitation Moderne	2009	X	52036/1207100/Acquis. amelio. 5 logts 29, rue de Makstein a Stra	C.D.C.	389 000,00	323 848,29	33,56	A	V	LIVRET A	2,397	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	11 052,22	0,00
Habitation Moderne	2009	X	52037/1355871/Chrge fonc. 31 logts rue des Orpailleurs a Strasbo	C.D.C.	1 582 299,18	1 498 307,37	33,98	T	V	LIVRET A	2,370	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	50 252,54	0,00
Habitation Moderne	2009	X	52038/1207102/Chrge fonc. 3 logts rue des Orpailleurs a Strasbou	C.D.C.	154 000,00	122 441,61	33,65	A	V	LIVRET A	1,570	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 433,93	198,73
Habitation Moderne	2009	X	52039/1207104/Acquis. amelio. 1 logt 5, rue St Gothard a Strasbo	C.D.C.	43 000,00	21 204,63	23,82	A	V	LIVRET A	1,570	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	600,32	235,13
Habitation Moderne	2009	X	52040/1348173/Const. 5 logts 6, rue du Kochesberg a Strasbourg	C.D.C.	155 320,71	140 662,01	26,31	T	V	LIVRET A	2,360	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	5 010,95	611,45
Habitation Moderne	2009	X	52041/1207105/Const. 3 logts rue des Orpailleurs a Strasbourg	C.D.C.	200 000,00	141 364,10	23,82	A	V	LIVRET A	1,539	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 002,09	1 567,56
Habitation Moderne	2009	X	52042/1207106/Chrge fonc. 3 logts rue des Orpailleurs a Strasbou	C.D.C.	1 143,00	913,13	33,81	A	V	LIVRET A	1,536	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	24,89	0,00
Habitation Moderne	2009	X	52043/1348172/Const. 31 logts rue des Orpailleurs a Strasbourg	C.D.C.	1 269 141,41	1 149 363,72	26,31	T	V	LIVRET A	2,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	40 945,19	4 996,11
Habitation Moderne	2010	P	52044/1152319/Mise aux normes 58 ascenseurs Ã Strasbourg	C.D.C.	440 000,00	0,00	0,00	A	V	LIVRET A	2,346	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	2 464,56	68 460,04
Habitation Moderne	2010	X	52045/1207115/Acquis. 5 logts 2, place de la Bique a Vendenheim	C.D.C.	459 398,00	364 781,88	33,98	A	V	LIVRET A	2,349	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	11 158,09	0,00
Habitation Moderne	2010	X	52046/1348174/Acquis. en VEFA 8 logts rte d'Oberhausbergen a Str	C.D.C.	621 528,16	558 054,54	27,31	T	V	LIVRET A	1,590	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	19 863,70	1 685,91
Habitation Moderne	2010	X	52047/1207109/Chrge fonc. 8 logts rte d'Oberhausbergen a Strasbo	C.D.C.	145 493,84	123 342,52	34,98	A	V	LIVRET A	1,551	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	4 346,92	0,00
Habitation Moderne	2010	X	52048/1207112/Acquis. en VEFA 2 logts rte d'Oberhausbergen a Sa	C.D.C.	184 265,21	134 566,24	24,99	A	V	LIVRET A	0,781	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 816,86	1 749,84
Habitation Moderne	2010	X	52049/1207113/Chrge fonc. 2 logts rte d'Oberhausbergen Ã Strasbo	C.D.C.	30 294,82	24 498,80	34,98	A	V	LIVRET A	0,739	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	687,75	63,86
Habitation Moderne	2010	X	52050/1207114/SurcoÃ»t THPE 10 logts rte d'Oberhausbergen Ã Stras	C.D.C.	116 160,63	84 275,60	24,99	A	V	LIVRET A	0,680	V	LIVRET A	2,700	A-1	EUR	2 306,08	1 134,87
Habitation Moderne	2010	X	52051/1207116/Surcout THPE 34 logts rue des Orpailleurs a Strasb	C.D.C.	400 000,00	292 345,01	24,40	A	V	LIVRET A	0,688	V	LIVRET A	2,700	A-1	EUR	8 011,45	4 375,20
Habitation Moderne	2010	X	52052/1348177/Const. 10 logts 28, rue de la Gare Ã Lipsheim	C.D.C.	330 647,49	301 587,38	27,31	T	V	LIVRET A	1,570	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	10 734,88	911,10
Habitation Moderne	2010	X	52053/1207117/Chrge fonc. 10 logts 28, rue de la Gare Ã Lipsheim	C.D.C.	550 000,00	468 262,62	34,56	A	V	LIVRET A	1,534	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	16 870,32	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Habitation Moderne	2010	X	52054/1207118/Const. 1 logt 28, rue de la Gare a Lipsheim	C.D.C.	120 000,00	88 238,64	24,57	A	V	LIVRET A	0,758	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 506,51	1 279,62
Habitation Moderne	2010	X	52055/1207119/Chrge fonc. 1 logt 28, rue de la Gare a Lipsheim	C.D.C.	15 000,00	12 221,23	34,56	A	V	LIVRET A	0,720	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	343,35	41,29
Habitation Moderne	2010	X	52056/1348175/Const. 7 logts 7, rue de la 1ere DB a Eschau	C.D.C.	695 003,15	633 920,29	27,31	T	V	LIVRET A	1,570	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	22 564,12	1 915,10
Habitation Moderne	2010	X	52057/1207121/Chrge fonc. 7 logts rue de la 1ere DB a Eschau	C.D.C.	135 200,00	115 107,48	34,56	A	V	LIVRET A	1,534	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	4 147,03	0,00
Habitation Moderne	2010	X	52058/1348176/Const. 3 logts rue de la Liberte a Eschau	C.D.C.	234 282,54	213 691,76	27,31	T	V	LIVRET A	1,570	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	7 606,25	645,58
Habitation Moderne	2010	X	52059/1207124/Chrge fonc. 3 logts rue de la Liberte a Eschau	C.D.C.	209 445,00	179 731,93	34,56	A	V	LIVRET A	2,816	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	5 094,99	0,00
Habitation Moderne	2010	X	52060/1348178/Const. 1 logts 25 , rue du Moulin a Wolfisheim	C.D.C.	135 172,25	123 292,13	27,31	T	V	LIVRET A	2,410	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	4 388,53	372,47
Habitation Moderne	2010	X	52061/1348180/Const. 9 logts 8, rue des Fusiliers Marins Ã Escha	C.D.C.	741 726,75	664 480,03	28,31	T	V	LIVRET A	2,400	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	23 633,53	1 188,39
Habitation Moderne	2010	X	52062/1207126/Chrge fonc. 9 logts 8, rue des Fusilers Marins a E	C.D.C.	611 712,00	518 189,84	34,89	A	V	LIVRET A	2,394	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	17 275,59	0,00
Habitation Moderne	2010	X	52063/1207127/Const. 2 logts 8, rue des Fusiliers Marins a Escha	C.D.C.	180 740,00	131 522,81	24,90	A	V	LIVRET A	1,540	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 726,56	1 568,45
Habitation Moderne	2010	X	52064/1207128/Chrge fonc. 2 logts 8, rue des Fusiliers Marins a	C.D.C.	62 188,00	50 402,24	34,89	A	V	LIVRET A	1,591	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 412,40	40,60
Habitation Moderne	2010	X	52065/1348181/Acquis. en VEFA 35 logts 104 av. du Gal de Gaulle	C.D.C.	2 573 260,13	2 302 564,26	28,31	T	V	LIVRET A	2,400	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	81 895,21	4 117,99
Habitation Moderne	2010	X	52066/1207129/Chrge fonc. 35 logts 104, av. du Gal de Gaulle a E	C.D.C.	1 550 000,00	1 299 423,00	34,89	A	V	LIVRET A	2,394	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	43 320,61	0,00
Habitation Moderne	2010	X	52067/1217442/Acquis. en VEFA 8 logts 104, av du Gal de Gaulle Ã	C.D.C.	726 680,91	527 886,20	25,90	A	V	LIVRET A	1,600	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	15 012,61	8 278,25
Habitation Moderne	2010	X	52068/1207130/Chrge fonc. 8 logts 104, av. du Gal de Gaulle a Ec	C.D.C.	218 811,00	175 496,61	34,89	A	V	LIVRET A	1,591	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 917,86	141,36
Habitation Moderne	2011	X	52069/1217443/Acquis. en VEFA 7 logts rue du Gal Leclerc Ã Plobs	C.D.C.	491 409,66	377 188,94	25,98	A	V	LIVRET A	2,180	V	LIVRET A	3,400	A-1	EUR	12 939,71	3 390,68
Habitation Moderne	2010	X	52070/1207131/Chrge fonc. 7 logts rue du Gal Leclerc a Plobsheim	C.D.C.	354 348,00	300 173,21	34,98	A	V	LIVRET A	2,372	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	9 741,23	0,00
Habitation Moderne	2006	X	52072/1348214/Const. 13 logts allee des Tilleuls a Souffelweyers	C.D.C.	826 934,57	669 979,13	20,99	T	V	LIVRET A	2,360	V	LIVRET A	3,900	A-1	EUR	26 101,31	14 254,47
Habitation Moderne	2006	X	52073/1348129/Chrge fonc. 13 logts allee des Tilleuls a Souffelw	C.D.C.	337 405,61	302 784,03	30,65	A	V	LIVRET A	2,970	V	LIVRET A	3,900	A-1	EUR	11 878,16	1 784,13

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Habitation Moderne	2006	P	52074/1348216/Acquis. amelio. 7 logts rue Sainte-Helene a Strasb	C.D.C.	198 336,53	143 839,16	13,32	A	F		2,370	F		1,230	A-1	EUR	1 884,38	9 362,74
Habitation Moderne	2006	X	52075/1348132/Chrge fonc. 7 logts rue Sainte-Helene a Strasbourg	C.D.C.	239 735,56	215 136,01	30,65	A	V	LIVRET A	2,970	V	LIVRET A	3,900	A-1	EUR	8 439,74	1 267,67
Habitation Moderne	2006	P	52076/1348217/Acqui. amelio. 11 logts rue du Chemin Bleu a Stras	C.D.C.	648 407,86	470 243,42	13,32	A	F		2,340	F		1,230	A-1	EUR	6 160,48	30 608,94
Habitation Moderne	2006	X	52077/1348131/Chrge fonc. 11 logts rue du Chemin Bleu a Strasbou	C.D.C.	408 438,37	366 528,03	30,65	A	V	LIVRET A	2,930	V	LIVRET A	3,900	A-1	EUR	14 378,83	2 159,73
Habitation Moderne	2006	X	52078/1348212/Const. 19 logts rue du General Leclerc a Plobsheim	C.D.C.	905 690,25	733 786,67	20,99	T	V	LIVRET A	2,340	V	LIVRET A	3,900	A-1	EUR	28 587,14	15 612,04
Habitation Moderne	2006	X	52079/1348213/Chrge fonc. 19 logts rue du General Leclerc a Plob	C.D.C.	757 456,14	660 381,50	30,98	T	V	LIVRET A	2,340	V	LIVRET A	3,900	A-1	EUR	25 500,69	4 675,79
Habitation Moderne	2006	P	52080/1348218/Const. 25 logts 35, rue de la Doller a Strasbourg	C.D.C.	1 510 408,96	1 095 390,60	13,32	A	F		2,400	F		1,230	A-1	EUR	14 350,30	71 300,82
Habitation Moderne	2006	X	52081/1348133/Chrge fonc. 25 logts 35, rue de la Doller a Strasb	C.D.C.	266 372,83	239 040,00	30,73	A	V	LIVRET A	2,970	V	LIVRET A	3,900	A-1	EUR	9 377,49	1 408,52
Habitation Moderne	2006	X	52082/1276284/Rehab. 49 logts & local rue de la Doller a Strasbo	C.D.C.	964 893,79	514 835,77	5,91	S	V	IPC FR XT	2,169	V	IPC FR XT	116,200	A-1	EUR	484 330,82	0,00
Habitation Moderne	2006	X	52083/1348219/Const. 12 logts Le Calinet rue de Wolsheim a Stras	C.D.C.	787 556,70	638 075,32	20,99	T	V	LIVRET A	2,300	V	LIVRET A	3,900	A-1	EUR	24 858,39	13 575,68
Habitation Moderne	2006	X	52084/1348134/Chrge fonc. 12 logts rue de Wolsheim a Strasbourg	C.D.C.	297 449,69	266 928,02	30,73	A	V	LIVRET A	2,970	V	LIVRET A	3,900	A-1	EUR	10 471,53	1 572,85
Habitation Moderne	2006	X	52087/1276285/Const. 10 logts 7, rue du Chemin Bleu a Strasbourg	C.D.C.	924 431,59	514 384,57	11,00	T	V	LIVRET A	2,940	V	LIVRET A	4,400	A-1	EUR	23 063,95	29 112,12
Habitation Moderne	2007	P	52088/1355877/Acquis. amelio. 12 logts 15, rue Vauban a Strasbou	C.D.C.	191 654,81	163 660,00	23,99	A	F		2,030	F		1,030	A-1	EUR	1 744,56	5 714,29
Habitation Moderne	2007	X	52089/1276286/Chrge fonc. 12 logts 15, rue Vauban a Strasbourg	C.D.C.	1 039 975,32	806 777,45	31,98	T	V	LIVRET A	2,009	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	30 352,25	5 129,10
Habitation Moderne	2007	X	52090/1348220/Const. 17 logts en VEFA rue de Steinbourg a Strasb	C.D.C.	1 187 278,04	971 711,36	21,99	T	V	LIVRET A	2,220	V	LIVRET A	3,900	A-1	EUR	37 808,99	18 718,33
Habitation Moderne	2007	X	52091/1348221/Chrge fonc. 17 logts en VEFA rue de Steinbourg a S	C.D.C.	419 366,42	367 417,95	31,98	T	V	LIVRET A	2,210	V	LIVRET A	3,900	A-1	EUR	14 179,69	2 263,63
Habitation Moderne	2007	P	52092/1355878/Const. 3 logts Resid. Cadet Roussel Vieux Chemin a	C.D.C.	213 928,19	182 679,92	23,99	A	F		2,000	F		1,030	A-1	EUR	1 947,30	6 378,39
Habitation Moderne	2007	X	52093/1093232/Chrge fonc. 3 logts Resid. Cadet Roussel Vieux Che	C.D.C.	200 000,00	157 181,41	31,65	A	V	LIVRET A	2,659	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	6 019,08	1 215,63
Habitation Moderne	2007	X	52094/1348222/Const. 12 logts 10b, rue Deserte a Strasbourg	C.D.C.	791 518,70	647 807,55	21,99	T	V	LIVRET A	2,340	V	LIVRET A	3,900	A-1	EUR	25 206,00	12 478,88

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Habitation Moderne	2007	X	52095/1348136/Chrge fonc. 12 logts 10b, rue Deserte a Strasbourg	C.D.C.	433 635,07	386 128,39	31,81	A	V	LIVRET A	2,940	V	LIVRET A	3,900	A-1	EUR	15 203,44	3 703,51
Habitation Moderne	2007	X	52096/1276292/Acquis. amelio. 4 logts 2, place Gal Leclerc a Lip	C.D.C.	295 756,45	194 677,71	17,40	T	V	LIVRET A	1,379	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	7 438,04	6 072,68
Habitation Moderne	2007	X	52097/1348137/Rehab. 80 logts Cite Westhoffen a Strasbourg	C.D.C.	1 416 599,25	880 423,72	8,33	A	F		2,390	F		1,210	A-1	EUR	11 767,19	92 070,96
Habitation Moderne	2007	X	52098/1348135/Rehab. 68 logts Cite Westhoffen a Strasbourg	C.D.C.	1 287 817,52	800 385,19	8,33	A	F		2,410	F		1,210	A-1	EUR	10 697,44	83 700,88
Habitation Moderne	2008	P	52099/1355879/Acquis. amelio. 15 logts rue de la Petite Course a	C.D.C.	274 128,15	234 086,55	23,99	A	F		1,950	F		1,030	A-1	EUR	2 495,28	8 173,28
Habitation Moderne	2008	X	52100/1101042/Chrge fonc. 15 logts rue de la petite Course a Str	C.D.C.	1 100 000,00	877 154,78	32,07	A	V	LIVRET A	2,666	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	33 612,61	7 387,53
Habitation Moderne	2008	X	52101/1101041/Acquis. amelio. 7 logts 10a, rue Deserte a Strasbo	C.D.C.	900 000,00	717 672,09	32,07	A	V	LIVRET A	2,666	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	27 501,23	6 044,34
Habitation Moderne	2008	X	52102/1100736/Acquis. 10 logts 17, rue Dadelsen a Strasbourg	C.D.C.	1 100 000,00	877 154,78	32,07	A	V	LIVRET A	2,657	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	33 612,61	7 387,53
Habitation Moderne	2008	X	52103/1276294/Const. 23 logts Resid. Le Durenberg a Strasbourg	C.D.C.	2 072 204,08	1 391 166,70	18,40	T	V	LIVRET A	1,912	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	53 054,96	39 267,75
Habitation Moderne	2008	X	52104/1103735/Chrge fonc. 23 logts Resid. le Durenberg a Strasbo	C.D.C.	440 000,00	350 861,92	32,07	A	V	LIVRET A	2,649	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	13 445,05	2 955,01
Habitation Moderne	2008	P	52106/1355880/Acquis. amelio. 5 logts 7, rue d'Erstein a Strasbo	C.D.C.	93 986,78	80 258,23	23,99	A	F		1,860	F		1,030	A-1	EUR	855,52	2 802,27
Habitation Moderne	2008	X	52107/1109594/Chrge fonc. 5 logts 7, rue d'Erstein Ã Strasbourg	C.D.C.	380 000,00	299 027,25	32,48	A	V	LIVRET A	1,934	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	11 534,66	4 516,42
Habitation Moderne	2008	X	52108/1348138/Const. 10 logts Domaine du Parc a Ostwald	C.D.C.	296 179,58	210 325,99	12,57	A	V	LIVRET A	2,420	V	LIVRET A	3,900	A-1	EUR	8 631,48	10 993,91
Habitation Moderne	2008	X	52109/1348139/Chrge fonc. 10 logts Domaine du parc a Ostwald	C.D.C.	423 969,66	381 759,92	32,56	A	V	LIVRET A	2,150	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	15 378,37	2 699,42
Habitation Moderne	2008	P	52110/1355881/Acquis. amelio. 4 logts 44, rue du Jeu des Enfants	C.D.C.	62 704,97	53 545,73	23,99	A	F		1,950	F		1,030	A-1	EUR	570,78	1 869,58
Habitation Moderne	2008	X	52111/1109609/Chrge fonc. 4 logts 44, rue du jeu des Enfants Ã S	C.D.C.	400 000,00	315 526,59	32,56	A	V	LIVRET A	1,886	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	12 171,10	4 765,62
Habitation Moderne	2015	X	52112/1348230/RÃ©hab. 160 logts Hohberg Koenigshoffen Ã Strasbour	C.D.C.	1 371 940,84	852 668,24	8,33	A	F		0,000	F		1,210	A-1	EUR	11 396,22	89 168,43
Habitation Moderne	2009	X	52113/1348140/Acquis. amelio. 6 logts rte d'Oberhausbergen a Str	C.D.C.	487 778,69	437 824,41	25,07	T	V	LIVRET A	1,700	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	15 614,86	2 693,49
Habitation Moderne	2009	X	52114/1126890/Chrge fonc. 6 logts rte d'Oberhausbergen a Strasbo	C.D.C.	330 000,00	262 478,00	33,07	A	V	LIVRET A	1,703	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	9 590,23	3 917,27

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Habitation Moderne	2015	X	52115/1276627/Residens. 226 logts rues salluste & Horace Ã Stras	C.D.C.	1 119 833,03	337 277,93	3,83	T	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	3,250	A-1	EUR	12 308,07	73 100,65
Habitation Moderne	2015	X	52116/1348229/RÃ©hab. 100 logts rue de Westhoffen Ã Strasbourg	C.D.C.	1 032 224,44	641 532,80	8,33	A	F		0,000	F		1,210	A-1	EUR	8 574,32	67 088,77
Habitation Moderne	2009	X	52117/1348141/Acquis. amelio. 16 logts 6-8, rue de Geispolsheim	C.D.C.	421 953,87	371 931,89	25,23	T	V	LIVRET A	1,640	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	13 298,52	3 810,41
Habitation Moderne	2009	X	52118/1132933/Chrge fonc. 16 logts 6-8, rue de Geispolsheim a St	C.D.C.	1 270 000,00	1 016 850,28	33,23	A	V	LIVRET A	1,634	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	37 030,62	11 778,05
Habitation Moderne	2009	X	52119/1348144/Acquis. amelio. 8 logts 48, rte du Polygone a Stra	C.D.C.	365 182,04	329 529,52	25,57	T	V	LIVRET A	1,630	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	11 747,06	1 782,40
Habitation Moderne	2009	X	52120/1135880/Chrge fonc. 8 logts 48, rte du Polygone a Strasbou	C.D.C.	350 000,00	285 510,37	33,56	A	V	LIVRET A	1,586	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	10 348,19	1 939,26
Habitation Moderne	2009	X	52121/1348143/Acquis. en VEFA 5 logts rue de la Lisiere a Strasb	C.D.C.	399 961,24	360 913,24	25,57	T	V	LIVRET A	1,590	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	12 865,83	1 952,14
Habitation Moderne	2009	X	52122/1134981/Chrge fonc. 5 logts rue de la lisiÃ¨re Ã Strasbourg	C.D.C.	285 000,00	232 487,02	33,56	A	V	LIVRET A	1,586	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	8 426,38	1 579,11
Habitation Moderne	2009	X	52123/1348142/Acquis. en VEFA 26 logts rue de la Lisiere a Stras	C.D.C.	2 086 754,39	1 883 025,84	25,57	T	V	LIVRET A	2,360	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	67 126,12	10 185,06
Habitation Moderne	2009	X	52124/1134925/Chrge fonc. 26 logts rue de la Lisiere a Strasbour	C.D.C.	800 000,00	664 363,67	33,56	A	V	LIVRET A	2,384	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	23 937,20	558,55
Habitation Moderne	2009	X	52125/1139225/Acquis. amelio. 10 logts 54, rue des Capucins a St	C.D.C.	840 000,00	689 653,21	33,65	A	V	LIVRET A	1,569	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	24 996,15	4 684,30
Habitation Moderne	2009	X	52126/1348145/Const. 23 logts rue Camille Claudel Ã Fegersheim	C.D.C.	1 375 863,01	1 199 630,69	25,65	T	V	LIVRET A	1,610	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	42 883,23	11 850,63
Habitation Moderne	2009	X	52127/1138788/Chrge fonc. 23 logts rue Camille Claudel a Fegersh	C.D.C.	230 000,00	110 893,23	33,65	A	V	LIVRET A	1,633	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	4 019,27	753,22
Habitation Moderne	2009	X	52128/1138798/Surcout 23 logts rue Camille Claudel a Fegersheim	C.D.C.	174 000,00	118 474,03	23,65	A	V	LIVRET A	1,473	V	LIVRET A	2,700	A-1	EUR	3 251,91	1 966,96
Habitation Moderne	2009	X	52129/1348146/Const. 14 logts rue de Rochechouart a La Wantzenau	C.D.C.	909 309,28	792 837,16	25,65	T	V	LIVRET A	2,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	28 341,58	7 832,09
Habitation Moderne	2009	X	52130/1138822/Chrge fonc. 14 logts rue de Rochechouart a La Want	C.D.C.	530 000,00	439 500,83	33,65	A	V	LIVRET A	2,370	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	15 835,34	369,50
Habitation Moderne	2009	X	52131/1139208/Surcout 14 logts rue de Rochechouart a La Wantzena	C.D.C.	140 000,00	97 335,58	23,65	A	V	LIVRET A	1,473	V	LIVRET A	2,700	A-1	EUR	2 671,70	1 616,01
Habitation Moderne	2009	X	52132/1143711/Const. 4 logts rue Salluste a Strasbourg	C.D.C.	474 000,00	329 197,98	23,82	A	V	LIVRET A	0,770	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	9 391,08	6 197,81
Habitation Moderne	2009	X	52133/1143724/Chrge fonc. 4 logts rue Sallustre a Strasbourg	C.D.C.	120 000,00	93 894,11	33,81	A	V	LIVRET A	0,757	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 647,25	650,87

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Habitation Moderne	2009	X	52134/1348147/Const. 30 logts rue Sallustre a Strasbourg	C.D.C.	1 816 028,00	1 640 732,27	25,82	T	V	LIVRET A	1,610	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	58 475,56	8 282,51
Habitation Moderne	2009	X	52135/1143701/Chrge fonc. 30 logts rue Sallustre a Strasbourg	C.D.C.	600 000,00	493 211,88	33,81	A	V	LIVRET A	1,569	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	17 822,26	1 850,82
Habitation Moderne	2009	X	52136/1143727/Surcout travaux 34 logts rue Sallustre a Strasbour	C.D.C.	240 000,00	168 123,64	23,82	A	V	LIVRET A	1,450	V	LIVRET A	2,700	A-1	EUR	4 603,13	2 362,62
Habitation Moderne	2009	X	52137/1145195/Acquis. amelio. 18 logts rue Thomas Mann a Strasbo	C.D.C.	300 000,00	161 361,87	13,83	A	V	LIVRET A	1,580	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 710,30	6 863,08
Habitation Moderne	2009	X	52138/1145015/Acquis. amelio. 17 chbres rue Thomas Mann a Strasb	C.D.C.	70 000,00	37 651,12	13,83	A	V	LIVRET A	1,580	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 099,07	1 601,39
Habitation Moderne	2009	X	52139/1147640/Acquis. amelio. 3 logts rte de Schirmeck a Strasbo	C.D.C.	431 000,00	304 212,37	23,90	A	V	LIVRET A	0,795	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	8 678,31	5 727,41
Habitation Moderne	2009	X	52140/1147379/Acquis. amelio.4 logts 196, rte de Schirmeck a S	C.D.C.	504 000,00	355 737,94	23,90	A	V	LIVRET A	0,798	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	10 148,19	6 697,48
Habitation Moderne	2009	X	52141/1348231/Const. 124 chbres Pole Gerontologie a Strasbourg	C.D.C.	6 273 113,48	4 707 666,57	15,57	A	V	LIVRET A	2,120	V	LIVRET A	3,900	A-1	EUR	191 760,78	209 276,47
Habitation Moderne	2010	X	52142/1348148/Const. 12 logts residence Auguste Renoir a Fegersh	C.D.C.	1 231 345,82	1 113 822,47	26,07	T	V	LIVRET A	1,560	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	39 687,74	5 228,39
Habitation Moderne	2010	X	52143/1153740/Chrge fonc. 12 logts Residence Auguste Renoir a Fe	C.D.C.	120 000,00	100 104,01	34,06	A	V	LIVRET A	1,560	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	3 614,41	296,38
Habitation Moderne	2010	X	52144/1158004/Creation d'1 Foyer Aide Medicalise Chemin du Mouli	C.D.C.	2 405 816,46	319 780,41	20,74	T	F		3,582	F		0,883	A-1	EUR	11 521,83	10 110,93
Habitation Moderne	2010	X	52145/1158002/Creation d'1 EHPAD Chemin du Moulin a Porcelaine a	C.D.C.	2 034 875,60	1 500 934,77	20,74	T	F		3,582	F		0,883	A-1	EUR	54 079,28	47 457,16
Habitation Moderne	2010	X	52146/1348149/Const. 44 logts 114-152, rue du Gal Leclerc a Ostw	C.D.C.	2 637 834,14	2 337 236,08	26,15	T	V	LIVRET A	1,540	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	83 512,04	21 425,41
Habitation Moderne	2010	X	52147/1155988/Chrge fonc. 44 logts 114-152, rue du Gal Leclerc a	C.D.C.	1 950 000,00	1 631 216,15	34,14	A	V	LIVRET A	1,500	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	58 897,64	4 829,56
Habitation Moderne	2010	X	52148/1155994/Surcout THPE 44 logts rue du Gal leclerc a Ostwald	C.D.C.	450 000,00	323 634,02	24,15	A	V	LIVRET A	0,684	V	LIVRET A	2,700	A-1	EUR	8 892,34	5 712,18
Habitation Moderne	2010	X	52149/1348150/Acquis. amelio. 9 logts 9, rue du Moulin a Eschau	C.D.C.	696 457,84	618 582,13	26,23	T	V	LIVRET A	1,570	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	22 097,85	5 456,74
Habitation Moderne	2010	X	52150/1157537/Chrge fonc. 9 logts 9, rue du Moulin a Eschau	C.D.C.	220 000,00	184 034,62	34,23	A	V	LIVRET A	1,552	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	6 644,86	544,87
Habitation Moderne	2010	X	52151/1157544/Acquis. amelio. 1 logt 9, rue du moulin a Eschau	C.D.C.	110 000,00	79 581,57	24,23	A	V	LIVRET A	0,755	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 266,62	1 369,29
Habitation Moderne	2010	X	52152/1157965/Const. 2 logts 4, rue de la Cite a Vendenheim	C.D.C.	236 000,00	170 738,67	24,23	A	V	LIVRET A	0,755	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 862,94	2 937,75

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Habitation Moderne	2010	X	52153/1157999/Chrge fonc. 2 logts 4, rue de la CitÃ© Ã Vendenheim	C.D.C.	90 000,00	72 117,57	34,23	A	V	LIVRET A	0,747	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 031,65	441,29
Habitation Moderne	2010	X	52154/1348152/Const. 13 logts 4, rue de la Cite a Vendenheim	C.D.C.	827 043,71	734 566,27	26,23	T	V	LIVRET A	1,570	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	26 241,20	6 479,87
Habitation Moderne	2010	X	52155/1157957/Chrge fonc. 13 logts 4, rue de la Cite a Vendenhei	C.D.C.	500 000,00	418 260,54	34,23	A	V	LIVRET A	1,560	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	15 101,96	1 238,35
Habitation Moderne	2010	X	52156/1158001/Surcout THPE 15 logts 4, rue de la Cite a Vendenhe	C.D.C.	150 000,00	107 877,98	24,23	A	V	LIVRET A	0,712	V	LIVRET A	2,700	A-1	EUR	2 964,11	1 904,06
Habitation Moderne	2010	X	52157/1348151/Const. 15 logts 20, rue du Gal de Gaulle a Vendenh	C.D.C.	965 464,69	857 509,44	26,23	T	V	LIVRET A	1,560	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	30 633,13	7 564,41
Habitation Moderne	2010	X	52158/1157845/Chrge fonc. 15 logts 20, rue du gal de Gaulle Ã Ve	C.D.C.	550 000,00	460 086,61	34,23	A	V	LIVRET A	1,560	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	16 612,16	1 362,18
Habitation Moderne	2010	X	52159/1348153/Const. 39 logts 9, rue du Gal de Gaulle a Oberhaus	C.D.C.	2 006 669,23	1 782 289,75	26,23	T	V	LIVRET A	1,570	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	63 669,42	15 722,23
Habitation Moderne	2010	X	52160/1158629/Chrge fonc. 39 logts 9, rue du Gal de Gaulle a Obe	C.D.C.	2 460 000,00	2 057 841,91	34,23	A	V	LIVRET A	1,560	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	74 301,65	6 092,67
Habitation Moderne	2010	X	52161/1158639/Surcout THPE 39 logts 9, rue du Gal de Gaulle a Ob	C.D.C.	500 000,00	359 593,36	24,40	A	V	LIVRET A	0,688	V	LIVRET A	2,700	A-1	EUR	9 880,39	6 346,86
Habitation Moderne	2010	P	52162/1355866/Const. 30 logts rue de la Renaissance Lot 4 a Stra	C.D.C.	1 883 002,62	1 607 954,33	23,99	A	F		0,720	F		1,030	A-1	EUR	17 140,20	56 142,80
Habitation Moderne	2010	X	52163/1165478/Chrge fonc. 30 logts rue dela Renaissance a Strasb	C.D.C.	340 000,00	283 627,98	34,48	A	V	LIVRET A	1,560	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	10 240,84	839,74
Habitation Moderne	2010	P	52164/1355865/Const. 44 logts lot 1 rue de la Renaissance a Stra	C.D.C.	3 080 691,75	2 630 698,20	23,99	A	F		0,980	F		1,030	A-1	EUR	28 042,27	91 852,59
Habitation Moderne	2010	X	52165/1165511/Chrge fonc. 44 logts rue de la Renaissance a Stras	C.D.C.	670 000,00	560 448,44	34,56	A	V	LIVRET A	1,524	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	20 235,87	1 659,33
Habitation Moderne	2010	X	52166/1348155/Acquis. amÃ©lio. 8 logts 5, rue de la RÃ©publique Ã	C.D.C.	559 631,05	489 247,01	26,48	T	V	LIVRET A	1,580	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	17 473,85	4 149,93
Habitation Moderne	2010	X	52167/1165063/Chrge fonc. 8 logts 5, rue de la Republique a Hoen	C.D.C.	180 000,00	150 156,01	34,48	A	V	LIVRET A	1,560	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	5 421,62	444,57
Habitation Moderne	2010	X	52168/1165176/Acquis. amÃ©lio. 1 logts 5, rue de la rÃ©publique Ã	C.D.C.	110 000,00	79 031,45	24,48	A	V	LIVRET A	0,790	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 250,96	1 359,82
Habitation Moderne	2010	X	52169/1348154/Const. 10 logts Domaine du Parc rue de Lingolsheim	C.D.C.	267 921,10	234 225,03	26,48	T	V	LIVRET A	1,610	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	8 365,53	1 986,76
Habitation Moderne	2010	P	52170/1165074/Rehab. 110 logts Cite Westhoffen a Strasbourg	C.D.C.	1 320 000,00	0,00	0,00	A	F		1,901	F		1,900	A-1	EUR	1 901,17	100 061,44
Habitation Moderne	2012	P	52171/1276325/Rehab. 110 logts Cite Westhoffen rue de Westhoffen	C.D.C.	1 771 688,97	137 977,58	0,67	T	F		2,562	F		0,668	A-1	EUR	6 701,03	179 733,49

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Habitation Moderne	2013	X	52172/1246589/Chrge.fonc. pr acquis.amÃ©lio.de 5 logts.2,rue des	C.D.C.	215 000,00	175 385,19	37,39	A	V	LIVRET A	0,616	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 944,32	1 197,65
Habitation Moderne	2013	X	52173/1246588/Acquis.amelio.de 5 logts.2,rue des Mineurs a	C.D.C.	780 000,00	586 571,26	27,40	A	V	LIVRET A	0,638	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	16 684,33	9 297,80
Habitation Moderne	2013	X	52174/1246587/Chrge.fonc. pr acquis.amelio.de 10 logts.2,rue	C.D.C.	372 000,00	315 465,18	37,39	A	V	LIVRET A	1,423	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	11 401,48	1 242,47
Habitation Moderne	2013	X	52175/1348190/Acquis.amelio.de 10 logts.2,rue des Mineurs a	C.D.C.	1 080 981,59	1 001 135,36	30,31	T	V	LIVRET A	1,430	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	35 249,04	0,00
Habitation Moderne	2013	X	52176/1348192/Chrge.fonc. pr acquis.amelio.de 12 logts.2,rue	C.D.C.	465 713,80	427 219,13	37,39	A	V	LIVRET A	1,900	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	17 141,74	1 324,17
Habitation Moderne	2013	X	52177/1348191/Acquis.amelio.de 12 logts.2,rue des Mineurs a	C.D.C.	314 516,22	272 911,64	27,40	A	V	LIVRET A	1,900	V	LIVRET A	3,900	A-1	EUR	10 778,03	3 448,08
Habitation Moderne	2013	P	52178/1276326/Acquis.de logts."les Ambassades"rue Boussingault	C.D.C.	320 844,37	24 987,04	0,67	T	F		2,467	F		0,668	A-1	EUR	1 213,52	32 548,88
Habitation Moderne	2013	X	52179/1246744/Acquis.de logts."les Ambassades"rue Boussingault	C.D.C.	430 000,00	71 078,50	1,42	A	V	LIVRET A	2,053	V	LIVRET A	4,070	A-1	EUR	4 228,70	32 820,83
Habitation Moderne	2013	X	52180/1252715/Chrge.fonc. pr acquis.en vefa de 6 logts.1,pl. de	C.D.C.	170 000,00	139 151,83	37,56	A	V	LIVRET A	0,602	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 922,85	950,23
Habitation Moderne	2013	X	52181/1252714/Acquis.en vefa de 6 logts.1,pl. de Haguenau a	C.D.C.	610 000,00	460 335,85	27,56	A	V	LIVRET A	0,614	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	13 093,72	7 296,83
Habitation Moderne	2013	X	52182/1252713/Chrge.fonc. pr acquis.en vefa de 24 logts.1,pl. de	C.D.C.	680 000,00	578 574,12	37,56	A	V	LIVRET A	1,405	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	20 910,70	2 278,74
Habitation Moderne	2013	X	52183/1348193/Acquis.en vefa de 24 logts.1,pl. de Haguenau a	C.D.C.	1 782 798,98	1 651 113,30	30,31	T	V	LIVRET A	1,420	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	58 134,16	0,00
Habitation Moderne	2014	X	52184/1256299/Chrge.fonc. pr constr.3 logts.Villa NovÃ© r.Gal.De	C.D.C.	90 000,00	74 164,00	37,81	A	V	LIVRET A	0,566	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 084,77	292,19
Habitation Moderne	2014	X	52185/1256298/Constr.3 logts.Parc a Cigognes Villa Nove r.Gal.	C.D.C.	320 000,00	243 010,72	27,82	A	V	LIVRET A	0,570	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	6 893,04	3 169,31
Habitation Moderne	2014	X	52186/1256297/Chrge.fonc. pr constr.9 logts.Villa Nove r.Gal.De	C.D.C.	280 000,00	240 071,38	37,81	A	V	LIVRET A	1,367	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	8 649,86	202,48
Habitation Moderne	2014	X	52187/1348197/Constr.9 logts.Parc a Cigognes Villa Nove r.Gal.	C.D.C.	787 327,45	729 171,86	30,31	T	V	LIVRET A	1,370	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	25 673,45	0,00
Habitation Moderne	2013	X	52188/1256328/Chr.fonc. acquis.amÃ©l.9 logts.Villa NovÃ© r.Gal.De	C.D.C.	160 000,00	137 183,65	37,81	A	V	LIVRET A	1,381	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	4 942,78	115,70
Habitation Moderne	2013	X	52189/1348198/Acquis.amel.9 logts.Parc a Cigognes Villa Nove	C.D.C.	226 243,52	209 532,15	30,31	T	V	LIVRET A	1,390	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	7 377,43	0,00
Habitation Moderne	2014	X	52190/1256163/Chr.fonc.acquis.en VEFA 6 logts.CarrÃ© Europa r de	C.D.C.	170 000,00	140 087,58	37,81	A	V	LIVRET A	0,576	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 937,90	551,92

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Habitation Moderne	2014	X	52191/1256162/Acquis.en VEFA 6 logts.Carre Europa r de	C.D.C.	490 000,00	372 110,17	27,82	A	V	LIVRET A	0,582	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	10 554,97	4 853,00
Habitation Moderne	2014	X	52192/1256161/Chr.fonc.acquis.en VEFA 10 logts.Carre Europa rue	C.D.C.	260 000,00	222 923,43	37,81	A	V	LIVRET A	1,378	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	8 032,01	188,02
Habitation Moderne	2014	X	52193/1348194/Acquis.en VEFA 10 logts.Carre Europa rue	C.D.C.	588 233,17	544 783,59	30,31	T	V	LIVRET A	1,380	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	19 181,32	0,00
Habitation Moderne	2014	X	52194/1256208/Chr.fonc.acquis.VEFA 25 logts.Eco Quart. Tanneries	C.D.C.	540 000,00	462 994,82	37,81	A	V	LIVRET A	1,374	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	16 681,87	390,49
Habitation Moderne	2014	X	52195/1348196/Acquis.VEFA 25 logts.Eco Quart. Tanneries	C.D.C.	2 027 141,97	1 877 408,04	30,31	T	V	LIVRET A	1,380	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	66 101,78	0,00
Habitation Moderne	2014	X	52196/1256210/Chr.fonc.acquis.VEFA 23 logts.Eco Quart. Tanneries	C.D.C.	450 000,00	370 819,96	37,81	A	V	LIVRET A	0,573	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	10 423,87	1 460,95
Habitation Moderne	2014	X	52197/1256209/Chr.fonc.acquis.VEFA 23 logts.Eco Quart. Tanneries	C.D.C.	2 210 000,00	1 678 292,74	27,82	A	V	LIVRET A	0,582	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	47 605,06	21 888,01
Habitation Moderne	2014	X	52198/1256193/Chr.fonc.constr.5 logts.Terrazza Verde-Ilot E1 ZAC	C.D.C.	100 000,00	82 404,46	37,81	A	V	LIVRET A	0,568	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 316,41	324,66
Habitation Moderne	2014	X	52199/1256192/Constr.5 logts.Terrazza Verde-Ilot E1 ZAC	C.D.C.	400 000,00	303 763,41	27,82	A	V	LIVRET A	0,572	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	8 616,30	3 961,63
Habitation Moderne	2014	X	52200/1256191/Chr.fonc.constr.20 logts.Terrazza Verde-Ilot E1	C.D.C.	350 000,00	300 089,25	37,81	A	V	LIVRET A	1,369	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	10 812,32	253,10
Habitation Moderne	2014	X	52201/1348195/Constr.20 logts.Terrazza Verde-Ilot E1 ZAC	C.D.C.	1 737 550,26	1 609 206,87	30,31	T	V	LIVRET A	1,370	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	56 658,67	0,00
Habitation Moderne	2014	X	52202/1256349/Chr.fonc.acquis.en VEFA 18 logts.Res.Allees du	C.D.C.	360 000,00	308 663,20	37,81	A	V	LIVRET A	1,367	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	11 121,25	260,33
Habitation Moderne	2014	X	52203/1348199/Acquis.en VEFA 18 logts.RÃ©s.AllÃ©es du	C.D.C.	1 683 251,81	1 558 919,18	30,31	T	V	LIVRET A	1,370	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	54 888,10	0,00
Habitation Moderne	2014	X	52204/1256351/Chr.fonc.acquis.en VEFA 9 logts.Res.Allees du	C.D.C.	180 000,00	148 327,99	37,81	A	V	LIVRET A	0,566	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 169,55	584,38
Habitation Moderne	2014	X	52205/1256350/Acquis.en VEFA 9 logts.Res.Allees du	C.D.C.	880 000,00	668 279,44	27,82	A	V	LIVRET A	0,570	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	18 955,86	8 715,59
Habitation Moderne	2014	X	52206/1348233/Const.parc social public de 8 logts.26 rue des	C.D.C.	678 730,58	628 596,45	30,31	T	V	LIVRET A	1,390	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	22 132,30	0,00
Habitation Moderne	2014	X	52207/5002015/Crge fonc const.parc social pub. 8 logts.26 r.des	C.D.C.	320 000,00	274 598,67	37,98	A	V	LIVRET A	1,380	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	9 887,65	58,41
Habitation Moderne	2014	X	52208/5029953/Acquis.en VEFA 12 logts.rue des Erables Ã	C.D.C.	1 120 000,00	904 755,93	28,23	A	V	LIVRET A	1,386	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	32 849,97	7 743,23
Habitation Moderne	2014	X	52209/5029954/Acquis.en VEFA 12 logts.rue des Erables Ã	C.D.C.	220 000,00	190 783,52	38,22	A	V	LIVRET A	1,380	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	6 911,44	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Habitation Moderne	2015	X	52210/5032363/Acquis.en VEFA 25 logts.11c Eco-quartier Tanneries	C.D.C.	960 000,00	746 658,68	28,23	A	V	LIVRET A	0,569	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	21 154,11	8 845,23
Habitation Moderne	2015	X	52211/5032364/Acquis.en VEFA 25 logts.11c Eco-quartier Tanneries	C.D.C.	160 000,00	133 817,91	38,22	A	V	LIVRET A	0,565	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 759,22	440,10
Habitation Moderne	2015	X	52212/1355885/Acquis.en VEFA 25 logts.11c Eco-quartier Tanneries	C.D.C.	1 176 466,31	1 073 917,74	28,98	T	V	LIVRET A	1,370	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	38 350,29	8 889,86
Habitation Moderne	2015	X	52213/5032362/Acquis.en VEFA 25 logts.11c Eco-quartier Tanneries	C.D.C.	230 000,00	199 455,50	38,22	A	V	LIVRET A	1,370	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	7 225,60	0,00
Habitation Moderne	2015	X	52214/5019367/Acquis.en VEFA 23 logts.11d Eco-quartier Tanneries	C.D.C.	1 030 000,00	801 102,55	28,23	A	V	LIVRET A	0,569	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	22 696,60	9 490,20
Habitation Moderne	2015	X	52215/5019368/Acquis.en VEFA 23 logts.11d Eco-quartier Tanneries	C.D.C.	150 000,00	125 454,29	38,22	A	V	LIVRET A	0,565	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 524,27	412,59
Habitation Moderne	2015	X	52216/5019365/Acquis.en VEFA 23 logts.11d Eco-quartier Tanneries	C.D.C.	1 180 000,00	953 225,02	28,23	A	V	LIVRET A	1,370	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	34 609,79	8 158,04
Habitation Moderne	2015	X	52217/5019366/Acquis.en VEFA 23 logts.11d Eco-quartier Tanneries	C.D.C.	180 000,00	156 095,61	38,22	A	V	LIVRET A	1,366	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	5 654,81	0,00
Habitation Moderne	2014	P	52218//Constr. 52 logts.r.Schulstrase & Srassburgerstrase	C Epargne	1 395 000,00	999 819,91	15,23	T	F		3,855	F		3,800	A-1	EUR	39 127,99	47 557,52
Habitation Moderne	2014	P	52219//Constr. 52 logts.r.Schulstrase & Srassburgerstrase	Sparkasse Hanauerland	1 395 000,00	999 819,91	15,23	T	F		3,855	F		3,800	A-1	EUR	39 127,99	47 557,52
Habitation Moderne	2014	X	52220/1258294/Construct? 18 logts.rue de Westhoffen a	C.D.C.	1 540 000,00	1 184 741,36	27,98	A	V	LIVRET A	0,572	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	33 565,73	14 034,95
Habitation Moderne	2014	X	52221/5023187/Acquis. AmÃ©l. 7 logts. rte des Romains Ã	C.D.C.	200 000,00	165 458,16	37,98	A	V	LIVRET A	0,572	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 648,06	544,16
Habitation Moderne	2014	X	52222/5023186/Acquis. AmÃ©l. 7 logts. rte des Romains Ã	C.D.C.	300 000,00	230 793,78	27,98	A	V	LIVRET A	0,578	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	6 538,78	2 734,08
Habitation Moderne	2014	X	52223/5009628/Construction 63 logts. 2 Av. de l'Europe	C.D.C.	1 100 000,00	943 933,04	37,98	A	V	LIVRET A	1,370	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	33 988,82	200,77
Habitation Moderne	2014	X	52224/1348234/Construction 63 logts. 2 Av. de l'Europe	C.D.C.	3 719 443,52	3 444 708,46	30,31	T	V	LIVRET A	1,370	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	121 284,96	0,00
Habitation Moderne	2014	X	52225/5009630/Construction 63 logts. 2 Av. de l'Europe	C.D.C.	500 000,00	413 645,47	37,98	A	V	LIVRET A	0,572	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	11 620,16	1 360,39
Habitation Moderne	2014	X	52226/5009629/Construction 63 logts. 2 Av. de l'Europe	C.D.C.	1 990 000,00	1 530 931,97	27,98	A	V	LIVRET A	0,570	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	43 373,90	18 136,07
Habitation Moderne	2014	X	52227/5035835/Rehab. Renov. Thermique 605 logts. a Strasbourg	C.D.C.	5 794 460,00	2 740 069,83	8,00	A	V	LIVRET A	0,354	V	LIVRET A	2,550	A-1	EUR	76 266,31	250 765,60
Habitation Moderne	2015	X	52228/5069110/Acquis. en VEFA de 25 logts.lot 16 lotissement	C.D.C.	590 000,00	415 454,84	28,90	A	V	LIVRET A	0,772	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	11 857,37	8 022,89

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Habitation Moderne	2015	X	52229/5069111/Acquis. en VEFA de 25 logts.lot 16 lotissement	C.D.C.	170 000,00	128 186,56	38,89	A	V	LIVRET A	0,777	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 628,83	1 414,39
Habitation Moderne	2015	X	52230/1355889/Acquis. en VEFA de 25 logts.lot 16 lotissement	C.D.C.	1 762 167,68	1 546 701,14	28,98	T	V	LIVRET A	1,590	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	55 326,09	16 978,59
Habitation Moderne	2015	X	52231/5069109/Acquis. en VEFA de 25 logts.lot 16 lotissement	C.D.C.	580 000,00	449 159,54	38,89	A	V	LIVRET A	1,575	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	16 308,24	3 847,07
Habitation Moderne	2015	X	52232/1348236/Acquis. En VEFA de 54 logts. "Le BruckhÃ¶f"	C.D.C.	49 341,46	39 854,97	18,74	A	V	LIVRET A	1,860	V	LIVRET A	3,900	A-1	EUR	1 592,30	973,23
Habitation Moderne	2015	X	52233/1348237/Rehabilitation lourde et thermique 278 logts. Cite	C.D.C.	2 584 629,00	2 340 699,58	26,31	T	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	83 385,62	10 174,65
Habitation Moderne	2015	X	52234/5070628/Rehabilitation lourde et thermique 278 logts. Cite	C.D.C.	4 401 000,00	1 920 860,19	8,83	A	V	LIVRET A	0,503	V	LIVRET A	2,550	A-1	EUR	53 767,68	187 676,46
Habitation Moderne	2014	X	52235/1355884/Acquis. VEFA 22 logts. 6 rue de l'Europe "L'OrÃ©e	C.D.C.	1 420 809,33	1 296 962,18	28,98	T	V	LIVRET A	1,370	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	46 315,34	10 736,23
Habitation Moderne	2014	X	52236/5024897/Acquis. VEFA 22 logts. 6 rue de l'Europe "L'OrÃ©e	C.D.C.	450 000,00	390 238,99	38,14	A	V	LIVRET A	1,372	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	14 137,03	0,00
Habitation Moderne	2014	X	52237/5024898/Acquis. VEFA 22 logts. 6 rue de l'Europe "L'Oree	C.D.C.	690 000,00	536 660,92	28,15	A	V	LIVRET A	0,573	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	15 204,52	6 357,51
Habitation Moderne	2014	X	52238/5024899/Acquis. VEFA 22 logts. 6 rue de l'Europe "L'OrÃ©e	C.D.C.	170 000,00	142 181,57	38,14	A	V	LIVRET A	0,571	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 994,18	467,60
Habitation Moderne	2014	X	52239/5014993/Acquis. VEFA 15 logts.rue Sarlat Cite Lyautey	C.D.C.	1 650 000,00	1 283 319,65	28,15	A	V	LIVRET A	0,573	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	36 358,62	15 202,75
Habitation Moderne	2015	X	52240/5058036/Acquis. VEFA 14 logts. "Les Villas Baccata"rue des	C.D.C.	930 000,00	751 270,57	28,48	A	V	LIVRET A	1,373	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	27 277,21	6 429,64
Habitation Moderne	2015	X	52241/5058037/Acquis. VEFA 14 logts. "Les Villas Baccata"rue des	C.D.C.	370 000,00	320 863,15	38,47	A	V	LIVRET A	1,369	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	11 623,78	0,00
Habitation Moderne	2015	X	52242/5058038/Acquis. VEFA 14 logts. "Les Villas Baccata"rue des	C.D.C.	430 000,00	334 440,90	28,48	A	V	LIVRET A	0,572	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	9 475,28	3 961,93
Habitation Moderne	2015	X	52243/5058039/Acquis. VEFA 14 logts. "Les Villas Baccata"rue des	C.D.C.	130 000,00	108 727,06	38,47	A	V	LIVRET A	0,568	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 054,37	357,58
Habitation Moderne	2015	X	52244/5032494/Acquis. VEFA 24 logts.rue des Platanes "Le Square"	C.D.C.	160 000,00	133 817,91	38,22	A	V	LIVRET A	0,570	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 759,22	440,10
Habitation Moderne	2015	X	52245/5032493/Acquis. VEFA 24 logts.rue des Platanes "Le Square"	C.D.C.	690 000,00	536 660,92	28,23	A	V	LIVRET A	0,569	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	15 204,52	6 357,51
Habitation Moderne	2015	X	52246/5032492/Acquis. VEFA 24 logts.rue des Platanes "Le Square"	C.D.C.	390 000,00	338 207,11	38,22	A	V	LIVRET A	1,366	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	12 252,10	0,00
Habitation Moderne	2015	X	52247/1355886/Acquis. VEFA 24 logts.rue des Platanes "Le Square"	C.D.C.	1 330 311,93	1 214 353,17	28,98	T	V	LIVRET A	1,370	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	43 365,32	10 052,39

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Habitation Moderne	2015	X	52248/5060014/Constr. 21 logts. rue du collÃ¨ge "L'Ile au FrÃªnes"	C.D.C.	760 000,00	552 224,87	29,31	A	V	LIVRET A	0,554	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	15 744,06	10 063,01
Habitation Moderne	2015	X	52249/5060015/Constr. 21 logts. rue du collÃ¨ge "L'Ile au FrÃªnes"	C.D.C.	200 000,00	154 352,29	39,30	A	V	LIVRET A	0,554	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 367,01	1 612,20
Habitation Moderne	2015	X	52250/5060012/Constr. 21 logts. rue du college "L'Ile au Frenes"	C.D.C.	920 000,00	686 972,96	29,31	A	V	LIVRET A	1,348	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	25 112,85	10 606,21
Habitation Moderne	2015	X	52251/5060013/Constr. 21 logts. rue du college "L'Ile au Frenes"	C.D.C.	270 000,00	213 463,00	39,22	A	V	LIVRET A	1,348	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	7 746,22	1 709,73
Habitation Moderne	2015	X	52252/5080792/Constr. Res.Laury Munch pour pers. agees 14 Av.	C.D.C.	440 000,00	319 709,13	29,40	A	V	LIVRET A	0,562	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	9 114,99	5 825,95
Habitation Moderne	2015	X	52253/5080793/Constr. RÃ©s.Laury Munch pour pers. agÃ©es 14 Av.	C.D.C.	50 000,00	38 588,08	39,39	A	V	LIVRET A	0,560	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 091,75	403,05
Habitation Moderne	2015	X	52254/5080794/Constr. Res.Laury Munch pour pers. agees 14 Av.	C.D.C.	140 000,00	106 182,58	29,40	A	V	LIVRET A	1,880	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	4 424,47	1 468,76
Habitation Moderne	2015	X	52255/5080795/Constr. RÃ©s.Laury Munch pour pers. agÃ©es 14 Av.	C.D.C.	30 000,00	24 034,67	39,39	A	V	LIVRET A	1,873	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	994,40	160,05
Habitation Moderne	2015	X	52256/5094189/Constr. Res.Les Jonquilles de 14 logts. 8, rue des	C.D.C.	330 000,00	239 781,84	29,40	A	V	LIVRET A	0,561	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	6 836,23	4 369,47
Habitation Moderne	2015	X	52257/5094190/Constr. RÃ©s.Les Jonquilles de 14 logts. 8, rue des	C.D.C.	120 000,00	92 611,37	39,39	A	V	LIVRET A	0,559	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 620,21	967,32
Habitation Moderne	2015	X	52258/5094187/Constr. Res.Les Jonquilles de 14 logts. 8, rue des	C.D.C.	680 000,00	507 762,64	29,40	A	V	LIVRET A	1,361	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	18 561,67	7 839,37
Habitation Moderne	2015	X	52259/5094188/Constr. Res.Les Jonquilles de 14 logts. 8, rue des	C.D.C.	310 000,00	245 087,15	39,39	A	V	LIVRET A	1,359	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	8 893,81	1 963,03
Habitation Moderne	2015	X	52260/5094711/Constr. 42 logts. Echo quariter du Kochersberg a	C.D.C.	830 000,00	603 087,69	29,40	A	V	LIVRET A	0,560	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	17 194,17	10 989,87
Habitation Moderne	2015	X	52261/5094712/Constr. 42 logts. Echo quariter du Kochersberg a	C.D.C.	190 000,00	146 634,67	39,39	A	V	LIVRET A	0,558	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 148,66	1 531,59
Habitation Moderne	2015	X	52262/1355896/Constr. 42 logts. Echo quariter du Kochersberg a	C.D.C.	2 678 992,74	2 363 511,60	29,98	T	V	LIVRET A	1,360	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	84 487,66	23 434,52
Habitation Moderne	2015	X	52263/5094710/Constr. 42 logts. Echo quariter du Kochersberg a	C.D.C.	670 000,00	529 704,49	39,39	A	V	LIVRET A	1,360	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	19 222,09	4 242,68
Habitation Moderne	2014	X	52264/5038210/Acquis. VEFA 32 logts. "Eco quartier Tanneries" a	C.D.C.	180 000,00	150 545,16	38,39	A	V	LIVRET A	0,576	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 229,13	495,11
Habitation Moderne	2015	X	52265/5038209/Acquis. VEFA 32 logts. "Eco quartier Tanneries" a	C.D.C.	900 000,00	699 992,50	28,40	A	V	LIVRET A	0,571	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	19 831,97	8 292,41
Habitation Moderne	2014	X	52266/5038208/Acquis. VEFA 32 logts. "Eco quartier Tanneries" a	C.D.C.	420 000,00	364 223,03	38,39	A	V	LIVRET A	1,380	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	13 194,56	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Habitation Moderne	2015	X	52267/1355887/Acquis. VEFA 32 logts. "Eco quartier Tanneries" a	C.D.C.	1 945 694,30	1 776 094,73	28,98	T	V	LIVRET A	1,370	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	63 425,46	14 702,48
Habitation Moderne	2015	X	52268/5090115/Construction de 21 logts. Rue A. Wenger a Wolfishe	C.D.C.	140 000,00	119 849,75	39,30	A	V	LIVRET A	0,561	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 360,08	152,96
Habitation Moderne	2015	X	52269/5090116/Construction de 21 logts. Rue A. Wenger Ã Wolfishe	C.D.C.	620 000,00	497 752,68	29,31	A	V	LIVRET A	0,564	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	14 067,57	4 660,72
Habitation Moderne	2015	X	52270/5090113/Construction de 21 logts. Rue A. Wenger Ã Wolfishe	C.D.C.	320 000,00	282 029,83	39,30	A	V	LIVRET A	1,362	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	9 642,37	0,00
Habitation Moderne	2015	X	52271/1355895/Construction de 21 logts. Rue A. Wenger Ã Wolfishe	C.D.C.	1 144 879,44	1 055 965,07	29,98	T	V	LIVRET A	1,360	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	37 649,87	6 074,24
Habitation Moderne	2016	X	52272/1348239/RÃ©hab. thermique de 160 logts. Hohberg 3 Ã	C.D.C.	1 473 850,98	1 344 316,32	27,31	T	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	47 850,33	4 061,24
Habitation Moderne	2016	P	52273/1348238/Rehab. thermique de 160 logts. Hohberg 3 a	C.D.C.	2 165 260,56	1 570 307,24	13,32	A	F		0,500	F		1,230	A-1	EUR	20 572,01	102 213,93
Habitation Moderne	2016	P	52274/1348240/RÃ©hab. thermique de 160 logts. Hohberg 3 Ã	C.D.C.	4 417 768,76	3 203 888,85	13,32	A	F		1,350	F		1,230	A-1	EUR	41 972,95	208 546,51
Habitation Moderne	2016	X	52275/5080876/Demol.Reconstr. 46 logts. Hohberg 9/11 rue Ciceron	C.D.C.	100 000,00	76 399,94	29,65	A	V	LIVRET A	1,860	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	3 183,47	1 056,80
Habitation Moderne	2016	X	52276/5080874/Demol.Reconstr. 46 logts. Hohberg 9/11 rue Ciceron	C.D.C.	400 000,00	305 599,85	29,65	A	V	LIVRET A	1,860	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	12 733,89	4 227,19
Habitation Moderne	2016	X	52277/5080875/DÃ©mol.Reconstr. 46 logts. Hohberg 9/11 rue CicÃ©ron	C.D.C.	70 000,00	56 491,45	39,64	A	V	LIVRET A	1,860	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	2 337,26	376,18
Habitation Moderne	2016	X	52278/1355893/Demol.Reconstr. 46 logts. Hohberg 9/11 rue Ciceron	C.D.C.	3 607 299,98	3 182 500,34	29,98	T	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	113 763,75	31 554,92
Habitation Moderne	2016	X	52279/5080873/DÃ©mol.Reconstr. 46 logts. Hohberg 9/11 rue CicÃ©ron	C.D.C.	370 000,00	294 675,68	39,64	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	10 693,29	2 360,21
Habitation Moderne	2016	X	52280/1355897/Constr. 35 logts. rue de Sarlat-L'horiz'home-ZAC	C.D.C.	2 796 938,69	2 489 836,73	29,98	T	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	88 919,91	20 918,12
Habitation Moderne	2016	X	52281/5107397/Constr. 35 logts. rue de Sarlat-L'horiz'home-ZAC	C.D.C.	760 000,00	615 967,76	39,72	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	22 314,40	3 876,58
Habitation Moderne	2016	X	52282/5101587/Acquis. en VEFA de 16 logts. 212 av. de Colmar	C.D.C.	410 000,00	300 120,04	29,65	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	8 556,49	5 468,99
Habitation Moderne	2016	X	52283/5101588/Acquis. en VEFA de 16 logts. 212 av. de Colmar	C.D.C.	80 000,00	62 198,77	39,64	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 759,76	649,66
Habitation Moderne	2016	X	52284/5101585/Acquis. en VEFA de 16 logts. 212 av. de Colmar	C.D.C.	1 110 000,00	834 946,19	29,65	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	30 522,14	12 890,77
Habitation Moderne	2016	X	52285/5101586/Acquis. en VEFA de 16 logts. 212 av. de Colmar	C.D.C.	240 000,00	191 140,98	39,64	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	6 936,19	1 530,95

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Habitation Moderne	2016	X	52286/5108441/Acquis. AmÃ©lioration de 6 logts. Rte de Schirmeck	C.D.C.	190 000,00	134 761,44	24,82	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 860,35	3 108,18
Habitation Moderne	2016	X	52287/5108442/Acquis. Amelioration de 6 logts. Rte de Schirmeck	C.D.C.	84 000,00	59 578,74	24,82	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 706,68	1 374,14
Habitation Moderne	2016	X	52288/1348241/Acquis. Amelioration de 6 logts. Rte de Schirmeck	C.D.C.	335 164,98	305 707,80	27,31	T	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	10 881,54	923,55
Habitation Moderne	2016	X	52289/1348242/Acquis. AmÃ©lioration de 6 logts. Rte de Schirmeck	C.D.C.	165 770,78	151 201,44	27,31	T	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	5 381,94	456,79
Habitation Moderne	2016	X	52290/5099122/Construction de 6 logts. Grand'rue de l'Eglise	C.D.C.	760 000,00	567 499,42	29,48	A	V	LIVRET A	1,355	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	20 745,40	8 761,65
Habitation Moderne	2016	X	52291/5099123/Construction de 6 logts. Grand'rue de l'Eglise	C.D.C.	130 000,00	102 778,50	39,47	A	V	LIVRET A	1,355	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	3 729,66	823,21
Habitation Moderne	2015	P	52292/1348244/Rehab. 80 logts. blv. Leblois et rue Schoch a	C.D.C.	810 090,36	503 475,32	8,33	A	F		0,300	F		1,210	A-1	EUR	6 729,13	52 651,31
Habitation Moderne	2015	P	52293/1348243/Rehab. 80 logts. blv. Leblois et rue Schoch a	C.D.C.	2 555 277,82	1 853 158,62	13,32	A	F		1,350	F		1,230	A-1	EUR	24 277,54	120 625,20
Habitation Moderne	2011	X	52294/1276323/Habitation Moderne	C.D.C.	337 196,46	26 260,60	0,67	T	F		2,604	F		0,668	A-1	EUR	1 275,36	34 207,76
Habitation Moderne	2015	X	52295/5092596/Acquis. en VEFA 9 logts route de Strasbourg Ã Entz	C.D.C.	660 000,00	492 828,44	29,31	A	V	LIVRET A	1,321	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	18 015,74	7 608,80
Habitation Moderne	2015	X	52296/5092597/Acquis. en VEFA 9 logts route de Strasbourg a Entz	C.D.C.	130 000,00	102 778,50	39,30	A	V	LIVRET A	1,326	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	3 729,66	823,21
Habitation Moderne	2015	X	52297/5092598/Acquis. en VEFA 9 logts route de Strasbourg a Entz	C.D.C.	180 000,00	130 790,12	29,31	A	V	LIVRET A	0,544	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 728,85	2 383,35
Habitation Moderne	2015	X	52298/5092599/Acquis. en VEFA 9 logts route de Strasbourg a Entz	C.D.C.	40 000,00	30 870,47	39,30	A	V	LIVRET A	0,545	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	873,40	322,44
Habitation Moderne	2016	X	52299/5124575/Construction de 8 logts 26, rue du chateau d'eau Ã	C.D.C.	190 000,00	145 382,99	30,14	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 134,47	2 276,73
Habitation Moderne	2016	X	52300/5124576/Construction de 8 logts 26, rue du chateau d'eau Ã	C.D.C.	40 500,00	32 688,29	40,14	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	922,84	270,18
Habitation Moderne	2016	X	52301/5124573/Construction de 8 logts 26, rue du chateau d'eau Ã	C.D.C.	570 000,00	447 296,05	30,14	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	16 309,29	5 739,84
Habitation Moderne	2016	X	52302/5124574/Construction de 8 logts 26, rue du chateau d'eau a	C.D.C.	130 050,00	107 364,76	40,14	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	3 887,39	618,27
Habitation Moderne	2016	X	52303/5124545/Construction de10 logts rue Brigade Alsace	C.D.C.	340 000,00	260 159,00	30,23	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	7 398,53	4 074,15
Habitation Moderne	2016	X	52304/5124547/Construction de 10 logts rue Brigade Alsace	C.D.C.	110 000,00	88 783,03	40,22	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 506,47	733,83

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Habitation Moderne	2016	X	52305/5124546/Construction de10 logts rue Brigade Alsace	C.D.C.	670 000,00	525 769,03	30,23	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	19 170,57	6 746,83
Habitation Moderne	2016	X	52306/5124544/Construction de10 logts rue Brigade Alsace	C.D.C.	280 000,00	231 158,27	40,22	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	8 369,62	1 331,15
Habitation Moderne	2015	X	52307/1355892/Constr. Res.Laury Munch pour pers. agees 14 Av.	C.D.C.	1 794 836,72	1 583 474,75	29,98	T	V	LIVRET A	1,360	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	56 603,93	15 700,37
Habitation Moderne	2015	X	52308/5080791/Constr. RÃ©s.Laury Munch pour pers. agÃ©es 14 Av.	C.D.C.	240 000,00	189 744,92	39,39	A	V	LIVRET A	1,360	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	6 885,53	1 519,76
Habitation Moderne	2015	X	52309/5080885/DÃ©mol.reconst. 24 logts 10/12 rue SÃ©nÃ¨que Ã Strg.	C.D.C.	40 000,00	31 083,68	29,90	A	V	LIVRET A	1,863	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	1 293,08	378,22
Habitation Moderne	2015	X	52310/5080883/DÃ©mol.reconst. 24 logts 10/12 rue SÃ©nÃ¨que Ã Strg.	C.D.C.	160 000,00	102 251,11	29,98	A	V	LIVRET A	1,860	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	4 249,60	1 145,67
Habitation Moderne	2015	X	52311/5080884/DÃ©mol.reconst. 24 logts 10/12 rue SÃ©nÃ¨que Ã Strg.	C.D.C.	30 000,00	24 774,80	39,98	A	V	LIVRET A	1,880	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	1 022,70	108,30
Habitation Moderne	2015	X	52312/1355894/Demol.reconst. 24 logts 10/12 rue Seneque a Strg.	C.D.C.	1 509 458,99	1 343 721,42	29,98	T	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	47 988,53	11 289,14
Habitation Moderne	2015	X	52313/5080882/DÃ©mol.reconst. 24 logts 10/12 rue SÃ©nÃ¨que Ã Strg.	C.D.C.	220 000,00	179 428,61	39,98	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	6 496,63	1 033,26
Habitation Moderne	2016	X	52315/5140810/Constr. 62 logts."Le Domino" rte d'Oberhausbergen	C.D.C.	1 800 000,00	1 498 405,56	32,56	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	42 534,62	20 688,09
Habitation Moderne	2016	X	52316/5140811/Constr. 62 logts."Le Domino" rte d'Oberhausbergen	C.D.C.	450 000,00	374 601,38	32,56	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	10 633,66	5 172,02
Habitation Moderne	2016	X	52317/1355898/Constr. 62 logts."Le Domino" rte d'Oberhausbergen	C.D.C.	3 352 081,24	3 025 274,77	32,98	T	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	107 852,15	16 915,87
Habitation Moderne	2016	X	52318/5140809/Constr. 62 logts."Le Domino" rte d'Oberhausbergen	C.D.C.	1 170 000,00	992 911,98	32,56	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	36 139,65	10 967,16
Habitation Moderne	2016	X	52319/5163244/Rehab.thermique de 90 logts 1/3 rue Jacobi-1/1B/3	C.D.C.	1 740 000,00	1 087 278,00	11,91	T	F		1,051	F		0,261	A-1	EUR	11 925,50	84 604,02
Habitation Moderne	2016	X	52320/5163243/RÃ©hab.thermique de 90 logts 1/3 rue Jacobi-1/1B/3	C.D.C.	1 242 000,00	812 319,94	12,91	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,550	A-1	EUR	21 958,81	48 809,72
Habitation Moderne	2016	X	52321/5159294/AcquisitÂ° amÃ©l.55 logts Av.Mitterrand/r Salluste	C.D.C.	1 610 000,00	1 358 744,86	32,98	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	38 538,10	17 615,71
Habitation Moderne	2016	X	52322/5159292/AcquisitÂ° amÃ©l.55 logts Av.Mitterrand/r Salluste	C.D.C.	5 250 000,00	4 504 585,86	32,98	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	163 825,04	46 109,96
Habitation Moderne	2017	X	52323/5150610/AcquisitÂ° amÃ©l.9 logts 130 Grand'rue Ã Strasbourg	C.D.C.	187 500,00	155 791,04	31,56	A	V	LIVRET A	1,860	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	6 469,00	1 605,65
Habitation Moderne	2017	X	52324/5150608/AcquisitÂ° amÃ©l.9 logts 130 Grand'rue Ã Strasbourg	C.D.C.	372 500,00	309 504,89	31,56	A	V	LIVRET A	1,860	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	12 851,76	3 189,89

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Habitation Moderne	2017	X	52325/5150609/AcquisitÂ° amÃ©l.9 logts 130 Grand'rue Ã Strasbourg	C.D.C.	190 000,00	157 868,26	31,56	A	V	LIVRET A	1,860	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	6 555,26	1 627,06
Habitation Moderne	2016	X	52326/5160890/AcquisitÂ° en VEFA de 89 logts. 270 Av. de Colmar Ã	C.D.C.	2 750 000,00	2 206 680,06	31,56	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	62 695,53	32 445,87
Habitation Moderne	2016	X	52327/5160889/AcquisitÂ° en VEFA de 89 logts. 270 Av. de Colmar Ã	C.D.C.	1 020 000,00	857 058,71	41,56	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	24 183,11	6 623,52
Habitation Moderne	2016	X	52328/5160888/AcquisitÂ° en VEFA de 89 logts. 270 Av. de Colmar Ã	C.D.C.	5 300 000,00	4 547 486,68	32,98	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	165 385,29	46 549,10
Habitation Moderne	2016	X	52329/5160887/AcquisitÂ° en VEFA de 89 logts. 270 Av. de Colmar Ã	C.D.C.	2 080 000,00	1 782 781,64	41,56	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	64 517,21	9 363,15
Habitation Moderne	2017	X	52330/5160804/AcquisitÂ° en VEFA de 13 logts. rue des Saules Ã	C.D.C.	585 000,00	482 198,09	32,07	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	13 687,96	6 657,58
Habitation Moderne	2017	X	52331/5160803/AcquisitÂ° en VEFA de 13 logts. rue des Saules Ã	C.D.C.	140 000,00	120 006,75	42,06	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 384,44	866,14
Habitation Moderne	2017	X	52332/5160802/AcquisitÂ° en VEFA de 13 logts. rue des Saules Ã	C.D.C.	610 000,00	512 626,51	32,07	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	18 658,39	5 662,19
Habitation Moderne	2017	X	52333/5160801/AcquisitÂ° en VEFA de 13 logts. rue des Saules Ã	C.D.C.	180 000,00	156 987,31	42,06	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	5 678,51	749,08
Habitation Moderne	2017	X	52334/5184447/Constr.17 logts.r.de la Victoire Jardin des Source	C.D.C.	630 000,00	518 815,39	27,98	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	14 785,10	9 223,79
Habitation Moderne	2017	X	52335/5184446/Constr.17 logts.r.de la Victoire Jardin des Source	C.D.C.	1 000 000,00	838 008,86	27,98	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	30 617,30	12 471,72
Habitation Moderne	2017	C	52336/5183847/Pret haut de bilan bonifie	C.D.C.	4 855 971,00	4 855 971,00	21,23	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,000	A-1	EUR	145 679,13	0,00
Habitation Moderne	2017	X	52337/5206596/Rehab. 214 logts 5,7,8,10 rue des freres Quartier	C.D.C.	610 514,00	381 734,69	8,83	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	14 960,12	33 824,13
Habitation Moderne	2017	X	52338/5206595/Rehab. 214 logts 5,7,8,10 rue des freres Quartier	C.D.C.	2 154 236,00	1 128 054,59	7,33	T	F		1,270	F		0,316	A-1	EUR	15 386,09	142 500,47
Habitation Moderne	2017	X	52339/5206594/RÃ©hab. 214 logts 5,7,8,10 rue des frÃ¨res Quartier	C.D.C.	2 996 000,00	1 766 691,51	8,00	A	V	LIVRET A	0,030	V	LIVRET A	2,250	A-1	EUR	43 588,25	170 564,35
Habitation Moderne	2016	X	52340/5125153/Cstr. 20 logts. Imp. Duppigheim "Les Kyanites"	C.D.C.	990 283,00	868 142,84	33,14	A	V	LIVRET A	1,860	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	35 990,49	7 538,34
Habitation Moderne	2016	X	52341/5125151/Cstr. 20 logts. Imp. Duppigheim "Les Kyanites"	C.D.C.	1 199 717,00	1 051 745,55	33,14	A	V	LIVRET A	1,860	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	43 602,09	9 132,61
Habitation Moderne	2016	X	52342/5125152/Cstr. 20 logts. Imp. Duppigheim "Les Kyanites"	C.D.C.	510 000,00	460 519,65	43,13	A	V	LIVRET A	1,860	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	18 984,06	1 379,73
Habitation Moderne	2018	X	52343/5224902/Rehabilitation thermique de 367 logts.	C.D.C.	4 755 500,00	3 756 298,79	14,32	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,550	A-1	EUR	99 781,23	156 690,77

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Habitation Moderne	2018	P	52344/86290445855/Contr.logts neufs r ChÃ¢teau d'Eau,Poteries,Opaline	C Agricole	5 360 000,00	4 343 993,23	22,86	T	F		0,300	F		1,720	A-1	EUR	76 361,98	152 722,94
Habitation Moderne	2018	P	52345/LBP-00004171/AquisitÂ° AmÃ©l.124 logts 4-6 r Stockolm, 11 r Oslo	B Postale	4 568 943,00	3 684 558,36	22,52	T	F		0,300	F		1,850	A-1	EUR	69 660,87	129 132,37
Habitation Moderne	2019	X	52346/5242665/Constr. de 80 logts rue Cerf Berr Zac des Poteries	C.D.C.	1 855 000,00	1 641 657,76	32,56	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	46 199,79	8 334,77
Habitation Moderne	2019	X	52347/5242668/Constr. de 80 logts rue Cerf Berr Zac des Poteries	C.D.C.	427 100,00	392 348,86	42,55	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	10 312,61	0,00
Habitation Moderne	2019	X	52348/5242667/Constr. de 80 logts rue Cerf Berr Zac des Poteries	C.D.C.	2 572 850,00	2 332 630,04	32,56	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	84 116,81	3 947,76
Habitation Moderne	2019	X	52349/5242666/Constr. de 80 logts rue Cerf Berr Zac des Poteries	C.D.C.	955 050,00	892 218,40	42,55	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	27 778,63	0,00
Habitation Moderne	2019	X	52350/5288993/AcquisitÂ° VEFA 5 logts.9 A r.Notre Dame "Cour Notr	C.D.C.	151 400,00	138 460,37	33,23	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 883,19	224,73
Habitation Moderne	2019	X	52351/5288994/AcquisitÂ° VEFA 5 logts.9 A r.Notre Dame "Cour Notr	C.D.C.	78 600,00	73 658,20	43,22	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 710,35	0,00
Habitation Moderne	2019	X	52352/5288991/AcquisitÂ° VEFA 5 logts.9 A r.Notre Dame "Cour Notr	C.D.C.	125 100,00	116 416,54	33,23	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	3 973,04	0,00
Habitation Moderne	2019	X	52353/5288992/AcquisitÂ° VEFA 5 logts.9 A r.Notre Dame "Cour Notr	C.D.C.	124 900,00	118 785,42	43,22	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	3 301,06	0,00
Habitation Moderne	2019	X	52354/5287660/Constr. de 22 logts. rue Rosa Bonheur Ã Fegersheim	C.D.C.	771 100,00	705 196,76	33,23	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	19 777,56	1 144,60
Habitation Moderne	2019	X	52355/5287661/Constr. de 22 logts. rue Rosa Bonheur Ã Fegersheim	C.D.C.	208 900,00	195 765,88	43,22	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 545,69	0,00
Habitation Moderne	2019	X	52356/5287658/Constr. de 22 logts. rue Rosa Bonheur Ã Fegersheim	C.D.C.	577 400,00	537 321,40	33,23	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	18 337,58	0,00
Habitation Moderne	2019	X	52357/5287659/Constr. de 22 logts. rue Rosa Bonheur Ã Fegersheim	C.D.C.	382 600,00	363 869,49	43,22	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	10 111,98	0,00
Habitation Moderne	2019	X	52358/5298447/AcquisitÂ° VEFA 6 logts.Floralie II 72, r.GÃ©n.	C.D.C.	213 200,00	194 978,54	33,31	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	5 468,26	316,47
Habitation Moderne	2019	X	52359/5298448/AcquisitÂ° VEFA 6 logts.Floralie II 72, r.GÃ©n.	C.D.C.	136 800,00	131 021,30	53,30	A	V	LIVRET A	0,940	V	LIVRET A	3,190	A-1	EUR	2 790,13	0,00
Habitation Moderne	2019	X	52360/5298446/AcquisitÂ° VEFA 6 logts.Floralie II 72, r.GÃ©n.	C.D.C.	168 900,00	157 176,28	33,31	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	5 364,08	0,00
Habitation Moderne	2019	X	52361/5298445/AcquisitÂ° VEFA 6 logts.Floralie II 72, r.GÃ©n.	C.D.C.	131 100,00	125 562,08	53,30	A	V	LIVRET A	0,940	V	LIVRET A	3,190	A-1	EUR	3 388,56	0,00
Habitation Moderne	2019	C	52362/5298455/AcquisitÂ° VEFA 6 logts.Floralie II 72, r.GÃ©n.	C.D.C.	39 000,00	39 000,00	33,31	A	F		0,440	F		0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Habitation Moderne	2020	X	52363/5293410/Constr.19 logts. rue Rosa Bonheur Ã Fegersheim 2T	C.D.C.	570 000,00	521 284,08	33,23	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	14 619,65	846,09
Habitation Moderne	2020	X	52364/5293411/Constr.19 logts. rue Rosa Bonheur Ã Fegersheim 2T	C.D.C.	393 186,00	368 465,29	43,22	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	8 555,78	0,00
Habitation Moderne	2020	X	52365/5293408/Constr.19 logts. rue Rosa Bonheur Ã Fegersheim 2T	C.D.C.	309 564,00	288 076,48	33,23	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	9 831,41	0,00
Habitation Moderne	2020	X	52366/5293409/Constr.19 logts. rue Rosa Bonheur Ã Fegersheim 2T	C.D.C.	597 250,00	568 011,11	43,22	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	15 785,11	0,00
Habitation Moderne	2020	X	52367/5293396/Constr.34 logts.4 imp. Duppigheim "Les Opalines"	C.D.C.	793 640,00	725 810,33	33,23	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	20 355,67	1 178,06
Habitation Moderne	2020	X	52368/5293397/Constr.34 logts.4 imp. Duppigheim "Les Opalines"	C.D.C.	276 843,00	259 437,12	43,22	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	6 024,14	0,00
Habitation Moderne	2020	X	52369/5293394/Constr.34 logts.4 imp. Duppigheim "Les Opalines"	C.D.C.	1 116 618,00	1 039 111,10	33,23	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	35 462,55	0,00
Habitation Moderne	2020	X	52370/5293395/Constr.34 logts.4 imp. Duppigheim "Les Opalines"	C.D.C.	675 571,00	642 497,83	43,22	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	17 855,10	0,00
Habitation Moderne	2019	X	52372/5319277/quisitÂ° en VEFA de 14 logts.Impasse des Violettes	C.D.C.	237 295,00	230 061,62	35,73	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	6 453,88	0,00
Habitation Moderne	2019	X	52373/5319278/quisitÂ° en VEFA de 14 logts.Impasse des Violettes	C.D.C.	182 078,00	178 385,90	45,72	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 971,51	0,00
Habitation Moderne	2019	X	52374/5319276/quisitÂ° en VEFA de 14 logts.Impasse des Violettes	C.D.C.	455 944,00	445 323,95	35,73	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	14 513,46	0,00
Habitation Moderne	2019	X	52375/5319275/quisitÂ° en VEFA de 14 logts.Impasse des Violettes	C.D.C.	560 763,00	553 096,65	45,72	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	14 854,73	0,00
Habitation Moderne	2019	C	52376/5319279/Aquis. en VEFA de 14 logts.Impasse des Violettes	C.D.C.	91 000,00	91 000,00	33,73	A	F		0,440	F		0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Habitation Moderne	2019	X	52377/5315504/AcquisitÂ° en VEFA de 16 logts.rue Fritz Kiener	C.D.C.	110 409,00	101 974,44	33,73	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 859,92	165,51
Habitation Moderne	2019	X	52378/5315503/AcquisitÂ° en VEFA de 16 logts.rue Fritz Kiener	C.D.C.	163 563,00	158 232,17	53,71	A	V	LIVRET A	0,830	V	LIVRET A	3,330	A-1	EUR	3 506,79	0,00
Habitation Moderne	2019	X	52379/5315505/AcquisitÂ° en VEFA de 16 logts.rue Fritz Kiener	C.D.C.	215 736,00	202 737,29	33,73	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	6 918,97	0,00
Habitation Moderne	2019	X	52380/5315506/AcquisitÂ° en VEFA de 16 logts.rue Fritz Kiener	C.D.C.	314 262,00	304 019,58	53,71	A	V	LIVRET A	0,830	V	LIVRET A	3,330	A-1	EUR	6 737,77	0,00
Habitation Moderne	2019	C	52381/5315502/AcquisitÂ° en VEFA de 16 logts.rue Fritz Kiener	C.D.C.	286 000,00	286 000,00	33,73	A	F		0,440	F		0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Habitation Moderne	2020	P	52382/20256005/Const. en VEFA 28 logts 1-3 rue Fritz Kiener Ã Str	B.F.C.M.	820 000,00	771 196,22	44,13	M	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	2,810	A-1	EUR	26 195,64	7 498,34

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Habitation Moderne	2020	P	52383/20256006/Const. en VEFA 28 logts 1-3 rue Fritz Kiener Ã Str	B.F.C.M.	632 600,00	577 603,21	34,14	M	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	2,810	A-1	EUR	19 684,76	8 880,84
Habitation Moderne	2020	P	52384/11041109/Const. en VEFA 28 logts 1-3 rue Fritz Kiener Ã Str	B.F.C.M.	600 000,00	538 608,72	25,08	A	F		0,000	F		1,950	A-1	EUR	10 810,88	15 795,24
Habitation Moderne	2019	X	52385/5333996/Constr. de 10 logts. 24 rue de Wolfisheim Ã	C.D.C.	126 740,00	122 876,63	35,89	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 447,04	0,00
Habitation Moderne	2019	X	52386/5333997/Constr. de 10 logts. 24 rue de Wolfisheim Ã	C.D.C.	147 890,00	144 891,15	45,89	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 225,80	0,00
Habitation Moderne	2019	X	52387/5333994/Constr. de 10 logts. 24 rue de Wolfisheim Ã	C.D.C.	279 590,00	273 077,67	35,89	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	8 899,82	0,00
Habitation Moderne	2019	X	52388/5333995/Constr. de 10 logts. 24 rue de Wolfisheim Ã	C.D.C.	326 260,00	321 799,61	45,89	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	8 642,70	0,00
Habitation Moderne	2019	X	52389/5333993/Constr. de 10 logts. 24 rue de Wolfisheim Ã	C.D.C.	150 000,00	128 032,16	24,90	A	F		0,550	F		1,010	A-1	EUR	1 338,40	4 482,31
Habitation Moderne	2020	X	52390/5376805/Constr. 17 logts. Les Portes du Kochersberg Ã	C.D.C.	379 695,00	365 404,48	35,06	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	9 811,45	0,00
Habitation Moderne	2020	X	52391/5376804/Constr. 17 logts. Les Portes du Kochersberg Ã	C.D.C.	166 001,00	161 433,80	45,06	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 397,10	0,00
Habitation Moderne	2020	X	52392/5376803/Constr. 17 logts. Les Portes du Kochersberg Ã	C.D.C.	1 206 438,00	1 170 006,99	35,06	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	36 596,43	0,00
Habitation Moderne	2020	X	52393/5376802/Constr. 17 logts. Les Portes du Kochersberg Ã	C.D.C.	442 844,00	433 966,57	45,06	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	11 056,65	0,00
Habitation Moderne	2020	X	52394/5376801/Constr. 17 logts. Les Portes du Kochersberg Ã	C.D.C.	255 000,00	225 234,13	25,07	A	F		1,000	F		1,000	A-1	EUR	2 327,87	7 552,90
Habitation Moderne	2020	X	52395/5348294/AcquisitÂ° VEFA 8 logts.4, rue Fusiliers Marins	C.D.C.	371 432,00	364 952,30	36,14	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	9 977,90	0,00
Habitation Moderne	2020	X	52396/5348295/AcquisitÂ° VEFA 8 logts.4, rue Fusiliers Marins	C.D.C.	230 300,00	228 645,23	56,13	A	V	LIVRET A	0,700	V	LIVRET A	3,200	A-1	EUR	4 663,81	0,00
Habitation Moderne	2020	X	52397/5348298/AcquisitÂ° VEFA 8 logts.4, rue Fusiliers Marins	C.D.C.	247 432,00	244 019,27	36,14	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	7 779,80	0,00
Habitation Moderne	2020	X	52398/5348297/AcquisitÂ° VEFA 8 logts.4, rue Fusiliers Marins	C.D.C.	230 300,00	228 645,23	56,13	A	V	LIVRET A	0,700	V	LIVRET A	3,200	A-1	EUR	4 663,81	0,00
Habitation Moderne	2020	C	52399/5348296/AcquisitÂ° VEFA 8 logts.rue des Fusiliers Marins	C.D.C.	52 000,00	52 000,00	34,14	A	F		0,440	F		0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Habitation Moderne	2021	P	52400/20256003/OpÃ©ratÂ° usufruit locatif social de 20 logts. Av.de	B.F.C.M.	639 700,00	511 954,20	10,74	M	V	LIVRET A	1,690	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	21 706,59	29 697,45
Habitation Moderne	2021	P	52401/20256004/AcquisitÂ° en VEFA de 12 logts.Av. la Marseillaise	B.F.C.M.	478 400,00	451 981,85	35,72	M	V	LIVRET A	1,690	V	LIVRET A	2,810	A-1	EUR	15 393,38	6 436,26

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Habitation Moderne	2020	X	52402/5373775/Constr. de 8 logts. 12B Av. Jean JaurÃ¨s Ã Strg	C.D.C.	336 264,00	330 778,87	35,98	A	V	LIVRET A	1,610	V	LIVRET A	4,167	A-1	EUR	11 269,58	0,00
Habitation Moderne	2020	X	52403/5373773/Constr. de 8 logts. 12B Av. Jean JaurÃ¨s Ã Strg	C.D.C.	360 118,00	354 243,76	35,98	A	V	LIVRET A	1,610	V	LIVRET A	4,167	A-1	EUR	12 069,02	0,00
Habitation Moderne	2020	X	52404/5373774/Constr. de 8 logts. 12B Av. Jean JaurÃ¨s Ã Strg	C.D.C.	288 798,00	286 078,82	55,96	A	V	LIVRET A	1,000	V	LIVRET A	3,549	A-1	EUR	6 056,04	0,00
Habitation Moderne	2020	P	52405/5373772/Constr. de 8 logts. 12B Av. Jean JaurÃ¨s Ã Strg	C.D.C.	120 000,00	106 351,17	25,48	A	F		1,190	F		1,190	A-1	EUR	1 306,91	3 472,99
Habitation Moderne	2020	X	52406/5373829/Constr. de 16 logts. rue de Geispolsheim Ã Strg	C.D.C.	374 504,00	364 010,48	35,98	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,839	A-1	EUR	9 623,63	0,00
Habitation Moderne	2020	X	52407/5373830/Constr. de 16 logts. rue de Geispolsheim Ã Strg	C.D.C.	201 608,00	199 582,99	55,96	A	V	LIVRET A	0,860	V	LIVRET A	3,407	A-1	EUR	4 055,38	0,00
Habitation Moderne	2020	X	52408/5373827/Constr. de 16 logts. rue de Geispolsheim Ã Strg	C.D.C.	1 082 935,00	1 060 616,82	35,98	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,650	A-1	EUR	32 835,89	0,00
Habitation Moderne	2020	X	52409/5373828/Constr. de 16 logts. rue de Geispolsheim Ã Strg	C.D.C.	470 868,00	466 138,46	55,96	A	V	LIVRET A	0,860	V	LIVRET A	3,407	A-1	EUR	9 471,59	0,00
Habitation Moderne	2020	P	52410/5373826/Constr. de 16 logts. rue de Geispolsheim Ã Strg	C.D.C.	240 000,00	212 702,38	25,48	A	F		1,190	F		1,190	A-1	EUR	2 613,82	6 945,97
Habitation Moderne	2020	X	52411/5373804/Constr. de 31 logts. 12B Av. Jean JaurÃ¨s Ã Strg	C.D.C.	681 310,00	662 219,85	35,98	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,839	A-1	EUR	17 507,62	0,00
Habitation Moderne	2020	X	52412/5373805/Constr. de 31 logts. 12B Av. Jean JaurÃ¨s Ã Strg	C.D.C.	358 512,00	355 136,42	55,96	A	V	LIVRET A	1,000	V	LIVRET A	3,549	A-1	EUR	7 517,93	0,00
Habitation Moderne	2020	X	52413/5373807/Constr. de 31 logts. 12B Av. Jean JaurÃ¨s Ã Strg	C.D.C.	1 513 350,00	1 482 161,42	35,98	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,650	A-1	EUR	45 886,60	0,00
Habitation Moderne	2020	X	52414/5373806/Constr. de 31 logts. 12B Av. Jean JaurÃ¨s Ã Strg	C.D.C.	801 573,00	798 030,28	56,05	A	V	LIVRET A	1,000	V	LIVRET A	3,549	A-1	EUR	17 056,20	0,00
Habitation Moderne	2020	P	52415/5373803/Constr. de 31 logts. 12B Av. Jean JaurÃ¨s Ã Strg	C.D.C.	465 000,00	412 110,84	25,48	A	F		1,190	F		1,190	A-1	EUR	5 064,27	13 457,83
Habitation Moderne	2020	X	52416/5376730/AcquisitÂ° AmÃ©lio. 18 logts.5 Av.de la Marseillaise	C.D.C.	279 813,00	278 001,52	36,56	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,839	A-1	EUR	7 321,67	0,00
Habitation Moderne	2020	X	52417/5376731/AcquisitÂ° AmÃ©lio. 18 logts.5 Av.de la Marseillaise	C.D.C.	244 756,00	244 756,00	56,54	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,839	A-1	EUR	4 200,30	0,00
Habitation Moderne	2020	P	52418/5376732/AcquisitÂ° AmÃ©lio. 18 logts.5 Av.de la Marseillaise	C.D.C.	270 000,00	238 483,20	25,57	A	F		0,300	F		1,000	A-1	EUR	2 464,80	7 997,19
Habitation Moderne	2020	C	52419/5376733/AcquisitÂ° AmÃ©lio. 18 logts.5 Av.de la Marseillaise	C.D.C.	117 000,00	117 000,00	34,56	A	F		0,440	F		0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Habitation Moderne	2021	P	52420/202256002/AcquisitÂ° en VEFA de 12 logts.Av. la Marseillaise	B.F.C.M.	510 000,00	490 269,13	45,55	M	V	LIVRET A	1,690	V	LIVRET A	2,810	A-1	EUR	16 647,60	4 486,04

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Habitation Moderne	2020	P	52421/5382983/RÃ©hab. de 60 logts. Rue Humann et Stenger Bachmann	B.F.C.M.	360 000,00	293 825,08	19,74	A	F		0,830	F		0,830	A-1	EUR	2 550,42	13 454,68
Habitation Moderne	2020	X	52422/5382088/RÃ©hab. de 60 logts. Rue Humann et Stenger Bachmann	B.F.C.M.	615 000,00	511 816,07	19,74	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	1,100	A-1	EUR	5 864,94	21 360,30
Habitation Moderne	2021	X	52424/5434445/Constr. de 14 logts.5/7 rte d'Altenheim Ã Strasbou	C.D.C.	311 600,00	302 869,03	35,89	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,839	A-1	EUR	8 244,86	0,00
Habitation Moderne	2021	X	52425/5432712/Constr. de 14 logts.5/7 rte d'Altenheim Ã Strasbou	C.D.C.	148 900,00	147 237,21	55,88	A	V	LIVRET A	0,620	V	LIVRET A	3,163	A-1	EUR	2 866,71	0,00
Habitation Moderne	2021	X	52426/5434444/Constr. de 14 logts.5/7 rte d'Altenheim Ã Strasbou	C.D.C.	267 600,00	262 116,05	35,89	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,650	A-1	EUR	8 273,21	0,00
Habitation Moderne	2021	X	52427/5432711/Constr. de 14 logts.5/7 rte d'Altenheim Ã Strasbou	C.D.C.	100 200,00	99 081,05	55,88	A	V	LIVRET A	0,620	V	LIVRET A	3,163	A-1	EUR	1 906,38	0,00
Habitation Moderne	2021	P	52428/5432713/Constr. de 14 logts.5/7 rte d'Altenheim Ã Strasbou	C.D.C.	210 000,00	192 624,43	35,89	A	F		1,020	F		1,020	A-1	EUR	2 009,75	4 410,24
Habitation Moderne	2021	X	52429/5437627/AcquisitÂ° VEFA 6 logts.83 rue 1Ã¨re Div. BlindÃ©e	C.D.C.	103 000,00	100 113,96	35,98	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,839	A-1	EUR	2 646,79	0,00
Habitation Moderne	2021	X	52430/5437628/AcquisitÂ° VEFA 6 logts.83 rue 1Ã¨re Div. BlindÃ©e	C.D.C.	121 900,00	120 658,87	55,96	A	V	LIVRET A	0,830	V	LIVRET A	3,376	A-1	EUR	2 430,06	0,00
Habitation Moderne	2021	X	52431/5437625/AcquisitÂ° VEFA 6 logts.83 rue 1Ã¨re Div. BlindÃ©e	C.D.C.	260 100,00	254 769,75	35,98	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,650	A-1	EUR	7 808,25	0,00
Habitation Moderne	2021	X	52432/5437626/AcquisitÂ° VEFA 6 logts.83 rue 1Ã¨re Div. BlindÃ©e	C.D.C.	243 800,00	241 317,74	55,96	A	V	LIVRET A	0,830	V	LIVRET A	3,376	A-1	EUR	4 794,69	0,00
Habitation Moderne	2021	X	52433/5437629/AcquisitÂ° VEFA 6 logts.83 rue 1Ã¨re Div. BlindÃ©e	C.D.C.	90 000,00	84 486,96	35,98	A	F		1,060	F		1,060	A-1	EUR	915,25	1 857,09
Habitation Moderne	2021	X	52434/5442717/Constr. de 12 logts.9 rue du Chanoine Straub Ã	C.D.C.	453 800,00	446 433,25	36,14	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,839	A-1	EUR	11 810,25	0,00
Habitation Moderne	2021	X	52435/5442718/Constr. de 12 logts.9 rue du Chanoine Straub Ã	C.D.C.	197 000,00	195 870,30	56,13	A	V	LIVRET A	0,730	V	LIVRET A	3,275	A-1	EUR	3 848,53	0,00
Habitation Moderne	2021	X	52436/5442715/Constr. de 12 logts.9 rue du Chanoine Straub Ã	C.D.C.	557 800,00	550 850,42	36,14	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,650	A-1	EUR	16 993,11	0,00
Habitation Moderne	2021	X	52437/5442716/Constr. de 12 logts.9 rue du Chanoine Straub Ã	C.D.C.	230 400,00	229 078,77	56,13	A	V	LIVRET A	0,730	V	LIVRET A	3,275	A-1	EUR	4 464,13	0,00
Habitation Moderne	2021	X	52438/5442714/Constr. de 12 logts.9 rue du Chanoine Straub Ã	C.D.C.	180 000,00	168 466,58	36,14	A	F		0,830	F		0,830	A-1	EUR	1 430,45	3 876,29
Habitation Moderne	2021	C	52439/5424505/Soutien Ã la reprise des chantiers suite COVID	C.D.C.	914 500,00	914 500,00	35,23	A	F		0,830	F		3,000	A-1	EUR	27 435,00	0,00
Habitation Moderne	2021	C	52440/5432714/Constr. de 14 logts.5/7 rte d'Altenheim Ã Strasbou	C.D.C.	91 000,00	91 000,00	35,39	A	F		1,020	F		0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Habitation Moderne	2022	X	52441/5477926/AcquisitÂ° en VEFA de 12 logts. rue du Moulin Ã	C.D.C.	342 900,00	342 900,00	37,14	A	V	LIVRET A	0,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	9 567,19	0,00
Habitation Moderne	2022	X	52442/5477927/AcquisitÂ° en VEFA de 12 logts. rue du Moulin Ã	C.D.C.	173 000,00	173 000,00	57,13	A	V	LIVRET A	1,330	V	LIVRET A	3,330	A-1	EUR	3 852,59	0,00
Habitation Moderne	2022	X	52443/5477924/AcquisitÂ° en VEFA de 12 logts. rue du Moulin Ã	C.D.C.	801 700,00	801 700,00	37,14	A	V	LIVRET A	1,530	V	LIVRET A	3,530	A-1	EUR	25 763,46	0,00
Habitation Moderne	2022	X	52444/5477925/AcquisitÂ° en VEFA de 12 logts. rue du Moulin Ã	C.D.C.	348 900,00	348 900,00	57,13	A	V	LIVRET A	1,330	V	LIVRET A	3,330	A-1	EUR	7 769,76	0,00
Habitation Moderne	2022	X	52445/5477929/AcquisitÂ° en VEFA de 12 logts. rue du Moulin Ã	C.D.C.	180 000,00	172 892,59	37,14	A	F		1,330	F		1,200	A-1	EUR	2 117,61	3 574,90
Habitation Moderne	2022	C	52446/5477928/AcquisitÂ° en VEFA de 12 logts. rue du Moulin Ã	C.D.C.	36 000,00	36 000,00	36,14	A	V	LIVRET A	0,520	F		3,000	A-1	EUR	1 080,00	0,00
Habitation Moderne	2022	P	52447/5455279/Const. 21 logts 8 rue de Spesbourg Ã Mundolsheim	C.D.C.	315 000,00	295 704,39	36,31	A	F		0,000	F		1,060	A-1	EUR	3 203,36	6 499,81
Habitation Moderne	2022	X	52448/5455280/Const. 21 logts 8 rue de Spesbourg Ã Mundolsheim	C.D.C.	426 800,00	419 871,55	36,31	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	10 973,79	0,00
Habitation Moderne	2022	X	52449/5455281/Const. 21 logts 8 rue de Spesbourg Ã Mundolsheim	C.D.C.	215 200,00	214 114,05	56,29	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	3,380	A-1	EUR	4 301,92	0,00
Habitation Moderne	2022	X	52450/5455282/Const. 21 logts 8 rue de Spesbourg Ã Mundolsheim	C.D.C.	1 249 700,00	1 234 130,09	36,31	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	37 720,15	0,00
Habitation Moderne	2022	X	52451/5455283/Const. 21 logts 8 rue de Spesbourg Ã Mundolsheim	C.D.C.	569 000,00	566 128,69	56,29	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	3,380	A-1	EUR	11 374,49	0,00
Habitation Moderne	2022	X	52452/5486276/AcquisitÂ° VEFA 11 logts.15 r de la Briqueterie	C.D.C.	164 700,00	161 607,28	36,31	A	V	LIVRET A	0,800	V	LIVRET A	2,839	A-1	EUR	4 638,50	14,10
Habitation Moderne	2022	X	52453/5486275/AcquisitÂ° VEFA 11 logts.15 r de la Briqueterie	C.D.C.	119 600,00	118 661,66	56,29	A	V	LIVRET A	1,370	V	LIVRET A	3,370	A-1	EUR	2 706,41	0,00
Habitation Moderne	2022	X	52454/5486278/AcquisitÂ° VEFA 11 logts.15 r de la Briqueterie	C.D.C.	457 100,00	450 036,59	36,31	A	V	LIVRET A	1,530	V	LIVRET A	3,530	A-1	EUR	14 762,83	0,00
Habitation Moderne	2022	X	52455/5486277/AcquisitÂ° VEFA 11 logts.15 r de la Briqueterie	C.D.C.	298 700,00	296 356,49	56,29	A	V	LIVRET A	1,370	V	LIVRET A	3,370	A-1	EUR	6 759,24	0,00
Habitation Moderne	2022	P	52456/5486279/AcquisitÂ° VEFA 11 logts.15 r de la Briqueterie	C.D.C.	165 000,00	156 217,03	36,31	A	F		1,760	F		1,760	A-1	EUR	2 801,85	2 978,88
Habitation Moderne	2022	X	52457/5489042/AcquisitÂ° AmÃ©lio. de 6 logts.18 rue Doller CitÃ© de	C.D.C.	200 000,00	188 508,96	21,40	A	V	LIVRET A	1,530	V	LIVRET A	3,530	A-1	EUR	6 755,30	2 859,20
Habitation Moderne	2022	X	52458/5489041/AcquisitÂ° AmÃ©lio. de 6 logts.18 rue Doller CitÃ© de	C.D.C.	90 000,00	81 155,20	21,40	A	F		1,760	F		1,760	A-1	EUR	1 481,13	2 999,85
Habitation Moderne	2022	X	52459/5456795/Const. 39 logts 28 Av. FranÃ§ois Mitterrand Ã Strg	C.D.C.	195 100,00	191 754,15	35,81	A	V	LIVRET A	0,800	V	LIVRET A	4,010	A-1	EUR	6 464,01	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Habitation Moderne	2022	X	52460/5456789/Const. 39 logts 28 Av. FranÃ§ois Mitterrand Ã Strg	C.D.C.	190 700,00	185 343,32	35,81	A	V	LIVRET A	0,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 976,64	0,00
Habitation Moderne	2022	X	52461/5456790/Const. 39 logts 28 Av. FranÃ§ois Mitterrand Ã Strg	C.D.C.	74 800,00	74 157,26	55,80	A	V	LIVRET A	0,800	V	LIVRET A	3,690	A-1	EUR	1 658,02	0,00
Habitation Moderne	2022	X	52462/5456793/Const. 39 logts 28 Av. FranÃ§ois Mitterrand Ã Strg	C.D.C.	614 100,00	603 568,54	35,81	A	V	LIVRET A	0,800	V	LIVRET A	4,010	A-1	EUR	20 346,22	0,00
Habitation Moderne	2022	X	52463/5456794/Const. 39 logts 28 Av. FranÃ§ois Mitterrand Ã Strg	C.D.C.	263 600,00	261 334,93	55,80	A	V	LIVRET A	0,800	V	LIVRET A	3,690	A-1	EUR	5 842,98	0,00
Habitation Moderne	2022	X	52464/5456792/Const. 39 logts 28 Av. FranÃ§ois Mitterrand Ã Strg	C.D.C.	1 302 800,00	1 275 894,75	35,81	A	V	LIVRET A	0,800	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	39 908,47	0,00
Habitation Moderne	2022	X	52465/5456791/Const. 39 logts 28 Av. FranÃ§ois Mitterrand Ã Strg	C.D.C.	471 900,00	467 845,04	55,80	A	V	LIVRET A	0,800	V	LIVRET A	3,690	A-1	EUR	10 460,18	0,00
Habitation Moderne	2022	X	52466/5456788/Const. 39 logts 28 Av. FranÃ§ois Mitterrand Ã Strg	C.D.C.	585 000,00	536 966,24	35,81	A	F		0,800	F		1,060	A-1	EUR	5 821,15	12 199,03
Habitation Moderne	2022	C	52467/5456787/Const. 39 logts 28 Av. FranÃ§ois Mitterrand Ã Strg	C.D.C.	120 000,00	120 000,00	35,81	A	F		0,800	F		3,000	A-1	EUR	3 600,00	0,00
Habitation Moderne	2021	X	52468/5455280/Const. 15 logts 8 rue du Spesbourg Ã Mundolsheim.	C.D.C.	426 800,00	408 699,23	35,81	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	10 973,95	0,00
Habitation Moderne	2021	X	52469/5455281/Const. 15 logts 8 rue du Spesbourg Ã Mundolsheim.	C.D.C.	215 200,00	210 877,07	55,80	A	V	LIVRET A	0,880	V	LIVRET A	3,380	A-1	EUR	4 302,10	0,00
Habitation Moderne	2021	X	52470/5455282/Const. 15 logts 8 rue du Spesbourg Ã Mundolsheim.	C.D.C.	1 249 700,00	1 205 998,21	35,81	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	37 722,19	0,00
Habitation Moderne	2021	X	52471/5455283/Const. 15 logts 8 rue du Spesbourg Ã Mundolsheim.	C.D.C.	569 000,00	557 569,97	55,80	A	V	LIVRET A	0,880	V	LIVRET A	3,380	A-1	EUR	11 374,99	0,00
Habitation Moderne	2021	X	52472/5455279/Const. 15 logts 8 rue du Spesbourg Ã Mundolsheim.	C.D.C.	315 000,00	288 231,67	35,81	A	F		1,060	F		0,880	A-1	EUR	2 596,10	6 780,29
Habitation Moderne	2023	X	52473/5521820/Const. 23 logts Quartier du Parc rue Marcelle Cahn	C.D.C.	665 500,00	652 478,92	37,06	A	V	LIVRET A	1,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	18 366,76	3 476,71
Habitation Moderne	2023	X	52474/5521819/Const. 23 logts Quartier du Parc rue Marcelle Cahn	C.D.C.	222 300,00	221 377,29	57,29	A	V	LIVRET A	2,400	V	LIVRET A	3,400	A-1	EUR	6 350,62	0,00
Habitation Moderne	2023	X	52475/5521822/Const. 23 logts Quartier du Parc rue Marcelle Cahn	C.D.C.	2 223 200,00	2 192 974,47	37,06	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	79 129,37	5 063,43
Habitation Moderne	2023	X	52476/5521821/Const. 23 logts Quartier du Parc rue Marcelle Cahn	C.D.C.	665 700,00	662 936,85	57,05	A	V	LIVRET A	2,400	V	LIVRET A	3,400	A-1	EUR	19 017,57	0,00
Habitation Moderne	2023	C	52477/5521823/Const. 23 logts Quartier du Parc rue Marcelle Cahn	C.D.C.	149 500,00	149 500,00	37,06	A	V	LIVRET A	0,820	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Habitation Moderne	2023	X	52478/5495653/Rehab. 330 logts Quartier LizÃ© - rue de MÃ¢con Ã	C.D.C.	4 710 000,00	4 710 000,00	23,99	A	V	LIVRET A	1,750	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Habitation Moderne	2023	C	52479/5495654/Rehab. 330 logts Quartier LizÃ© - rue de MÃ¢con Ã	C.D.C.	2 305 000,00	2 305 000,00	26,98	A	F		0,530	F		0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Habitation Moderne	2024	X	52480/5583889/AcquisitÂ° VEFA 17 logts. 12 route de Brumath	C.D.C.	325 700,00	322 013,74	38,22	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	2,600	A-1	EUR	5 833,96	3 686,26
Habitation Moderne	2024	X	52481/5583890/AcquisitÂ° VEFA 17 logts. 12 route de Brumath	C.D.C.	255 700,00	255 224,13	58,21	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	3,220	A-1	EUR	5 666,98	475,87
Habitation Moderne	2024	X	52482/5583887/AcquisitÂ° VEFA 17 logts. 12 route de Brumath	C.D.C.	796 400,00	789 968,97	38,22	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	19 721,99	6 431,03
Habitation Moderne	2024	X	52483/5583888/AcquisitÂ° VEFA 17 logts. 12 route de Brumath	C.D.C.	413 000,00	412 231,39	58,21	A	V	LIVRET A	3,220	V	LIVRET A	3,220	A-1	EUR	9 153,17	768,61
Habitation Moderne	2024	X	52484/5583877/Const. 27 logts 12 route des Romains Ã Strasbourg	C.D.C.	870 100,00	860 252,24	38,22	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	2,600	A-1	EUR	15 585,28	9 847,76
Habitation Moderne	2024	X	52485/5583876/Const. 27 logts 12 route des Romains Ã Strasbourg	C.D.C.	272 000,00	271 507,20	58,21	A	V	LIVRET A	3,240	V	LIVRET A	3,240	A-1	EUR	6 065,50	492,80
Habitation Moderne	2024	X	52486/5583875/Const. 27 logts 12 route des Romains Ã Strasbourg	C.D.C.	1 842 900,00	1 828 018,36	38,22	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	45 637,45	14 881,64
Habitation Moderne	2024	X	52487/5583874/Const. 27 logts 12 route des Romains Ã Strasbourg	C.D.C.	477 000,00	476 135,79	58,21	A	V	LIVRET A	3,240	V	LIVRET A	3,240	A-1	EUR	10 636,92	864,21
Habitation Moderne	2024	X	52488/5592614/Const. 21 logts 1 rue AmÃ©lie de Berckheim	C.D.C.	1 814 100,00	1 793 568,08	38,31	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	2,600	A-1	EUR	17 023,45	20 531,92
Habitation Moderne	2024	X	52489/5592612/Const. 21 logts 1 rue AmÃ©lie de Berckheim	C.D.C.	323 800,00	322 653,08	58,29	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	2,600	A-1	EUR	3 038,53	1 146,92
Habitation Moderne	2024	C	52490/5592613/Const. 21 logts 1 rue AmÃ©lie de Berckheim	C.D.C.	60 000,00	60 000,00	38,31	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Habitation Moderne	2024	X	52491/5599652/Op. usufruit loc soc 11 logts. 48 rue de Tivoli	C.D.C.	130 700,00	123 969,25	12,49	A	V	LIVRET A	4,120	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	895,06	6 730,75
Habitation Moderne	2024	X	52492/5599649/Op. usufruit loc soc 11 logts. 48 rue de Tivoli	C.D.C.	195 700,00	185 621,90	12,49	A	V	LIVRET A	4,120	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	1 340,19	10 078,10
Habitation Moderne	2024	X	52493/5599651/Op. usufruit loc soc 11 logts. 48 rue de Tivoli	C.D.C.	95 100,00	90 013,80	12,49	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	571,62	5 086,20
Habitation Moderne	2024	X	52494/5602223/Const. 14 logts 34a route d'Entzheim	C.D.C.	379 200,00	379 200,00	39,56	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Habitation Moderne	2024	X	52495/5602222/Const. 14 logts 34a route d'Entzheim	C.D.C.	178 700,00	178 700,00	59,54	A	V	LIVRET A	3,340	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Habitation Moderne	2024	X	52496/5602225/Const. 14 logts 34a route d'Entzheim	C.D.C.	1 217 100,00	1 217 100,00	39,56	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Habitation Moderne	2024	X	52497/5602224/Const. 14 logts 34a route d'Entzheim	C.D.C.	496 700,00	496 700,00	59,54	A	V	LIVRET A	3,340	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Habitation Moderne	2024	C	52498/5602221/Const. 14 logts 34a route d'Entzheim	C.D.C.	91 000,00	91 000,00	39,56	A	F		1,100	F		0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Habitation Moderne	2024	C	52499/5583873/Const. 27 logts 12 route des Romains Ã Strasbourg	C.D.C.	175 500,00	175 500,00	38,22	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Habitation Moderne	2024	X	52500/5609255/Const. 4 logts 21 rue Principale Ã Lampertheim	C.D.C.	162 000,00	160 166,49	38,81	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	2,600	A-1	EUR	694,51	1 833,51
Habitation Moderne	2024	X	52501/5609254/Const. 4 logts 21 rue Principale Ã Lampertheim	C.D.C.	81 700,00	81 571,75	58,80	A	V	LIVRET A	3,340	V	LIVRET A	3,340	A-1	EUR	448,59	128,25
Habitation Moderne	2024	X	52502/5609257/Const. 4 logts 21 rue Principale Ã Lampertheim	C.D.C.	502 100,00	498 045,48	38,81	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	2 968,38	4 054,52
Habitation Moderne	2024	X	52503/5609256/Const. 4 logts 21 rue Principale Ã Lampertheim	C.D.C.	232 900,00	232 534,41	58,80	A	V	LIVRET A	3,340	V	LIVRET A	3,340	A-1	EUR	1 278,79	365,59
Habitation Moderne	2024	C	52504/5609253/Const. 4 logts 21 rue Principale Ã Lampertheim	C.D.C.	26 000,00	26 000,00	38,81	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Habitation Moderne	2024	X	52505/5601552/Acq. en VEFA de 38 logts 24 rue du Commerce Ã	C.D.C.	708 300,00	860 252,24	38,22	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	2,600	A-1	EUR	15 585,28	9 847,76
Habitation Moderne	2024	X	52506/5601551/Acq. en VEFA de 38 logts 24 rue du Commerce Ã	C.D.C.	478 100,00	477 292,09	58,54	A	V	LIVRET A	3,290	V	LIVRET A	3,290	A-1	EUR	15 729,49	807,91
Habitation Moderne	2024	X	52507/5601554/Acq. en VEFA de 38 logts 24 rue du Commerce Ã	C.D.C.	2 188 600,00	2 170 926,79	38,56	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	78 789,60	17 673,21
Habitation Moderne	2024	X	52508/5601553/Acq. en VEFA de 38 logts 24 rue du Commerce Ã	C.D.C.	1 067 500,00	1 065 696,10	58,54	A	V	LIVRET A	3,290	V	LIVRET A	3,290	A-1	EUR	35 120,75	1 803,90
Habitation Moderne	2025	X	52509/5614896/Const 62 logts 6 8 10 rue de la Filature	C.D.C.	1 709 100,00	1 689 756,47	38,89	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	2,600	A-1	EUR	7 327,12	19 343,53
Habitation Moderne	2025	X	52510/5614897/Const 62 logts 6 8 10 rue de la Filature	C.D.C.	454 100,00	453 376,34	58,88	A	V	LIVRET A	3,330	V	LIVRET A	3,330	A-1	EUR	2 485,98	723,66
Habitation Moderne	2025	X	52511/5614899/Const 62 logts 6 8 10 rue de la Filature	C.D.C.	5 287 500,00	5 244 802,79	38,89	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	31 259,33	42 697,21
Habitation Moderne	2025	X	52512/5614898/Const 62 logts 6 8 10 rue de la Filature	C.D.C.	1 254 500,00	1 252 500,80	58,88	A	V	LIVRET A	3,330	V	LIVRET A	3,330	A-1	EUR	6 867,79	1 999,20
Habitation Moderne	2025	C	52513/5614895/Const 62 logts 6 8 10 rue de la Filature	C.D.C.	286 000,00	286 000,00	38,98	A	V	LIVRET A	1,110	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Habitation Moderne	2024	X	52514/5608424/Const 71 logts 34 36 38 40 AllÃ©e du Bohrie	C.D.C.	1 039 800,00	1 032 900,37	38,81	A	V	LIVRET A	4,110	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	7 003,63	6 899,63
Habitation Moderne	2024	X	52515/5608421/Const 71 logts 34 36 38 40 AllÃ©e du Bohrie	C.D.C.	1 983 500,00	1 961 050,82	38,81	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	2,600	A-1	EUR	8 503,51	22 449,18
Habitation Moderne	2024	X	52516/5608420/Const 71 logts 34 36 38 40 AllÃ©e du Bohrie	C.D.C.	501 100,00	500 477,08	58,80	A	V	LIVRET A	3,480	V	LIVRET A	3,480	A-1	EUR	2 865,11	622,92

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Habitation Moderne	2024	X	52517/5608418/Const 71 logts 34 36 38 40 AllÃ©e du Bohrie	C.D.C.	1 172 100,00	1 164 322,49	38,81	A	V	LIVRET A	4,110	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	7 894,75	7 777,51
Habitation Moderne	2024	X	52518/5608417/Const 71 logts 34 36 38 40 AllÃ©e du Bohrie	C.D.C.	472 700,00	472 112,38	58,80	A	V	LIVRET A	3,480	V	LIVRET A	3,480	A-1	EUR	2 702,73	587,62
Habitation Moderne	2024	X	52519/5608423/Const 71 logts 34 36 38 40 AllÃ©e du Bohrie	C.D.C.	5 341 800,00	5 298 664,31	38,81	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	31 580,35	43 135,69
Habitation Moderne	2024	X	52520/5608422/Const 71 logts 34 36 38 40 AllÃ©e du Bohrie	C.D.C.	1 199 200,00	1 197 709,27	58,80	A	V	LIVRET A	3,480	V	LIVRET A	3,480	A-1	EUR	6 856,60	1 490,73
Habitation Moderne	2024	C	52521/5608419/Const 71 logts 34 36 38 40 AllÃ©e du Bohrie	C.D.C.	180 000,00	180 000,00	38,81	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Habitation Moderne	2024	X	52522/5604134/RÃ©hab 40 logts 9 11 13 15 rue de Stosswihr	C.D.C.	570 000,00	555 504,36	23,57	A	V	LIVRET A	2,750	V	LIVRET A	2,750	A-1	EUR	15 675,00	14 495,64
Habitation Moderne	2024	X	52523/5604135/RÃ©hab 40 logts 9 11 13 15 rue de Stosswihr	C.D.C.	671 000,00	654 887,97	23,57	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	22 980,61	16 112,03
Habitation Moderne	2025	X	52524/5638472/Acquis amÃ©l. 10 logts Route d'Altenheim	C.D.C.	247 600,00	247 600,00	39,22	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Habitation Moderne	2025	X	52525/5638471/Acquis amÃ©l. 10 logts Route d'Altenheim	C.D.C.	192 100,00	192 100,00	59,21	A	V	LIVRET A	3,270	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Habitation Moderne	2025	X	52526/5638474/Acquis amÃ©l. 10 logts Route d'Altenheim	C.D.C.	551 500,00	551 500,00	39,22	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Habitation Moderne	2025	X	52527/5638473/Acquis amÃ©l. 10 logts Route d'Altenheim	C.D.C.	395 000,00	395 000,00	59,21	A	V	LIVRET A	3,270	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Habitation Moderne	2025	X	52528/5669978/Const 55 logts 4 rue CassiopÃ©e Ã Strasbourg	C.D.C.	423 200,00	423 200,00	39,47	A	V	LIVRET A	3,510	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Habitation Moderne	2025	X	52529/5669975/Const 55 logts 4 rue CassiopÃ©e Ã Strasbourg	C.D.C.	1 697 900,00	1 697 900,00	39,47	A	V	LIVRET A	2,200	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Habitation Moderne	2025	X	52530/5669974/Const 55 logts 4 rue CassiopÃ©e Ã Strasbourg	C.D.C.	530 300,00	530 300,00	59,46	A	V	LIVRET A	2,700	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Habitation Moderne	2025	X	52531/5669973/Const 55 logts 4 rue CassiopÃ©e Ã Strasbourg	C.D.C.	580 800,00	580 800,00	39,47	A	V	LIVRET A	3,510	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Habitation Moderne	2025	X	52532/5669972/Const 55 logts 4 rue CassiopÃ©e Ã Strasbourg	C.D.C.	190 200,00	190 200,00	59,46	A	V	LIVRET A	2,700	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Habitation Moderne	2025	X	52533/5669977/Const 55 logts 4 rue CassiopÃ©e Ã Strasbourg	C.D.C.	3 084 300,00	3 084 300,00	39,47	A	V	LIVRET A	3,000	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Habitation Moderne	2025	X	52534/5669976/Const 55 logts 4 rue CassiopÃ©e Ã Strasbourg	C.D.C.	744 400,00	744 400,00	59,46	A	V	LIVRET A	2,700	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
I.C.F HABITAT (Nord-Est)	1981	P	60304/1285266/Acqu.& amel.27 logts Schiltig	C.D.C.	150 287,50	89 453,12	9,66	T	F		5,441	F		0,607	A-1	EUR	2 294,07	8 036,93

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
I.C.F HABITAT (Nord-Est)	1981	P	60305/1285267/Acqu. & amel.76 logts Schilt.	C.D.C.	399 086,71	237 541,14	9,66	T	F		2,442	F		0,607	A-1	EUR	6 091,87	21 342,05
I.C.F HABITAT (Nord-Est)	1982	P	60306/1285269/Acqu.& amel.76 logts.Schiltig	C.D.C.	21 187,60	12 611,07	9,66	T	F		5,424	F		0,607	A-1	EUR	323,42	1 133,06
I.C.F HABITAT (Nord-Est)	1982	P	60307/1285268/Acqu.& amÃ©l.27 logts.Schiltig	C.D.C.	34 503,30	20 536,93	9,66	T	F		5,401	F		0,607	A-1	EUR	526,67	1 845,13
I.C.F HABITAT (Nord-Est)	1987	X	60308/1285265/Rehab.27 logts.collec.Schilti	C.D.C.	87 935,26	52 340,31	9,66	T	F		3,862	F		0,607	A-1	EUR	1 342,29	4 702,51
I.C.F HABITAT (Nord-Est)	1986	X	60313/1285264/Constr.64 logts r.Mag.Schilt.	C.D.C.	587 113,97	349 457,52	9,66	T	F		3,626	F		0,607	A-1	EUR	8 962,00	31 397,20
I.C.F HABITAT (Nord-Est)	2004	P	60332/1285271/Const. 30 logts 198, route des Romains a Strasbour	C.D.C.	1 303 732,93	746 158,47	9,66	T	F		3,336	F		0,607	A-1	EUR	19 135,60	67 039,04
I.C.F HABITAT (Nord-Est)	2003	P	60333/1285270/Const. 29 logts en VEFA av. F Mitterrand Ã Strasbo	C.D.C.	1 703 947,08	1 014 209,94	9,66	T	F		3,122	F		0,607	A-1	EUR	26 009,91	91 122,33
I.C.F HABITAT (Nord-Est)	2004	X	60334/1365593/Const. 26 logts 198, rte des Romains a Strasbourg	C.D.C.	1 321 409,68	739 384,79	14,57	A	V	LIVRET A	2,730	V	LIVRET A	3,900	A-1	EUR	30 154,76	33 814,31
I.C.F HABITAT (Nord-Est)	2004	X	60335/1365594/Const. 26 logts 198, rte des Romains a Strasbourg	C.D.C.	329 818,43	254 722,44	29,56	A	V	LIVRET A	2,560	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	10 326,36	3 436,61
I.C.F HABITAT (Nord-Est)	2007	X	60337/1365636/Const. 1 logt rue Henri Lang a Bischheim	C.D.C.	77 160,86	49 510,06	17,82	A	V	LIVRET A	2,240	V	LIVRET A	3,900	A-1	EUR	1 990,54	1 529,50
I.C.F HABITAT (Nord-Est)	2007	X	60338/1062018/Const. 3 logts rue Henri Lang a Bischheim	C.D.C.	287 290,53	178 776,98	17,82	A	V	LIVRET A	1,732	V	LIVRET A	3,500	A-1	EUR	6 457,37	5 719,27
I.C.F HABITAT (Nord-Est)	2007	X	60339/1285272/Rehab. 269 logts rues Alsace Doubs a Bischheim	C.D.C.	1 362 778,32	811 142,15	9,66	T	F		2,727	F		0,607	A-1	EUR	20 802,14	72 877,58
I.C.F HABITAT (Nord-Est)	2008	X	60340/1285273/Rehab. 103 logts Cite des Cheminots Mittelfeld a S	C.D.C.	734 676,67	437 288,58	9,66	T	F		2,622	F		0,607	A-1	EUR	11 214,48	39 288,44
I.C.F HABITAT (Nord-Est)	2012	P	60341/1219185/RÃ©hab. 140 logts rue du RÃ©seau et rue du Rail Ã	C.D.C.	2 030 000,00	304 895,60	1,50	A	F		1,905	F		1,900	A-1	EUR	8 608,77	148 197,44
I.C.F HABITAT (Nord-Est)	2012	X	60342/1285274/Rehab. 140 logts rue du Reseau et rue du Rail a	C.D.C.	2 177 614,18	1 296 142,41	9,66	T	F		2,405	F		0,607	A-1	EUR	33 240,21	116 452,71
I.C.F HABITAT (Nord-Est)	2012	X	60343/1224511/Acquis. amÃ©lio. 15 logts CitÃ© des Cheminots Ã Stra	C.D.C.	544 963,00	386 288,27	21,74	A	V	LIVRET A	1,484	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	14 252,81	9 623,00
I.C.F HABITAT (Nord-Est)	2012	X	60344/1224515/Acquis. amelio. 3 logts Cite ces Cheminots a Stras	C.D.C.	191 294,00	129 689,78	21,74	A	V	LIVRET A	0,678	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 733,50	3 649,61
I.C.F HABITAT (Nord-Est)	2012	X	60345/1224518/Const. 1 logt PMR CitÃ© des Cheminots Ã Strasbourg	C.D.C.	148 779,00	100 866,27	21,74	A	V	LIVRET A	0,678	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 903,73	2 838,49
I.C.F HABITAT (Nord-Est)	2014	X	60346/1285275/Rehab. de 64 logts.32 a 38 rue Leo Lagrange	C.D.C.	1 409 761,47	839 107,27	9,66	T	F		2,257	F		0,607	A-1	EUR	21 519,32	75 390,08

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
I.C.F HABITAT (Nord-Est)	2014	X	60347/5014177/Acquis. amÃ©lio. 7 logts 19, rue de la Charmille Ã	C.D.C.	509 599,00	389 752,20	23,15	A	V	LIVRET A	1,396	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	14 247,46	6 010,68
I.C.F HABITAT (Nord-Est)	2013	X	60348/1242030/Const. 34 logts rue Saint Joseph a	C.D.C.	2 517 210,00	1 853 465,37	22,15	A	V	LIVRET A	1,419	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	68 063,02	37 173,86
I.C.F HABITAT (Nord-Est)	2013	X	60349/1242031/Const. 34 logts rue Saint Joseph a	C.D.C.	811 600,00	573 224,21	22,15	A	V	LIVRET A	0,617	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	16 425,31	13 394,01
I.C.F HABITAT (Nord-Est)	2013	X	60350/1365725/Const. 34 logts rue Saint Joseph Ã	C.D.C.	449 899,00	308 394,56	17,15	A	V	LIVRET A	1,900	V	LIVRET A	3,900	A-1	EUR	12 404,84	9 678,28
I.C.F HABITAT (Nord-Est)	2013	X	60351/5000787/Const. en VEFA 28 logts rue de la Fontaine a	C.D.C.	1 482 615,00	1 121 774,49	22,99	A	V	LIVRET A	1,395	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	41 006,67	17 299,77
I.C.F HABITAT (Nord-Est)	2013	X	60352/5000788/Const. en VEFA 28 logts rue de la Fontaine a	C.D.C.	759 724,00	552 922,96	22,99	A	V	LIVRET A	0,594	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	15 773,32	10 409,88
I.C.F HABITAT (Nord-Est)	2014	X	60353/5041128/Acquis. en VEFA 22 logts 233, rte de Schirmeck a	C.D.C.	2 402 179,00	1 837 237,82	23,40	A	V	LIVRET A	1,382	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	67 160,57	28 333,49
I.C.F HABITAT (Nord-Est)	2014	X	60354/5041127/Acquis. en VEFA 22 logts 233, rte de Schirmeck Ã	C.D.C.	550 586,00	405 124,06	23,40	A	V	LIVRET A	0,581	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	11 557,04	7 627,27
I.C.F HABITAT (Nord-Est)	2015	P	60355/7 735 466W/Acquis. en VEFA 14 logts av des Celtes Ã Wolfisheim	Credit Foncier	579 265,28	352 329,84	11,57	A	F		2,360	F		2,360	A-1	EUR	8 908,49	25 148,63
I.C.F HABITAT (Nord-Est)	2019	X	60356/5318056/Acquis. amÃ©lio 4 logts 17 rue St Junien Ã Schiltigheim	C.D.C.	153 386,00	139 253,83	28,90	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	5 041,70	793,23
I.C.F HABITAT (Nord-Est)	2019	X	60357/5318057/Acquis. amÃ©lio 4 logts 17 rue St Junien Ã Schiltigheim	C.D.C.	126 997,00	112 880,21	28,90	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 189,55	1 032,21
I.C.F HABITAT (Nord-Est)	2019	X	60358/5318043/Acquis. amÃ©lio 2 logts 17 rue St Junien Ã Schiltigheim	C.D.C.	124 409,00	110 226,41	23,90	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	4,010	A-1	EUR	4 468,29	1 202,26
I.C.F HABITAT (Nord-Est)	2019	X	60359/5318044/Acquis. amÃ©lio 2 logts 17 rue St Junien Ã Schiltigheim	C.D.C.	35 414,00	31 376,82	23,90	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	4,010	A-1	EUR	1 271,94	342,23
I.C.F HABITAT (Nord-Est)	2021	X	60360/5451783/Const. 18 logts. 11, route de Brumath Ã Vendenheim	C.D.C.	599 589,00	598 606,11	32,81	A	V	LIVRET A	0,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	16 781,98	750,44
I.C.F HABITAT (Nord-Est)	2021	X	60361/5451784/Const. 18 logts. 11, route de Brumath Ã Vendenheim	C.D.C.	1 279 627,00	1 279 627,00	32,81	A	V	LIVRET A	1,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	46 066,57	0,00
I.C.F HABITAT (Nord-Est)	2022	X	60362/5454640/Const. 3 logts. 11, route de Brumath Ã Vendenheim	C.D.C.	55 745,00	55 698,12	27,82	A	V	LIVRET A	2,010	V	LIVRET A	4,010	A-1	EUR	2 245,23	46,88
I.C.F HABITAT (Nord-Est)	2021	X	60363/5454634/Const. 3 logts. 11, route de Brumath Ã Vendenheim	C.D.C.	249 686,00	249 476,02	27,82	A	V	LIVRET A	2,010	V	LIVRET A	4,010	A-1	EUR	10 056,58	209,98
I.C.F HABITAT (Nord-Est)	2022	X	60364/5488162/Acquis. en VEFA 7 logts rue des frÃ¨res Stoeffler Ã	C.D.C.	65 020,00	64 832,48	33,39	A	V	LIVRET A	0,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 820,56	187,52
I.C.F HABITAT (Nord-Est)	2022	X	60365/5488163/Acquis. en VEFA 7 logts rue des frÃ¨res Stoeffler Ã	C.D.C.	404 476,00	404 476,00	33,39	A	V	LIVRET A	1,530	V	LIVRET A	3,530	A-1	EUR	14 153,77	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
I.C.F HABITAT (Nord-Est)	2022	X	60366/5490453/Acquis. en VEFA 2 logts rue des frÃ¨res Stoeffler Ã	C.D.C.	35 060,00	34 900,36	28,40	A	V	LIVRET A	1,530	V	LIVRET A	3,530	A-1	EUR	1 237,62	159,64
I.C.F HABITAT (Nord-Est)	2022	X	60367/5490452/Acquis. en VEFA 2 logts rue des frÃ¨res Stoeffler Ã	C.D.C.	149 121,00	148 441,99	28,40	A	V	LIVRET A	1,530	V	LIVRET A	3,530	A-1	EUR	5 263,97	679,01
I.C.F HABITAT (Nord-Est)	2022	X	60368/5494597/Acquis. en VEFA 20 logts 2 Av. Schumann Ã Lingol.	C.D.C.	512 353,00	508 961,68	32,48	A	V	LIVRET A	0,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	14 304,51	1 913,67
I.C.F HABITAT (Nord-Est)	2022	X	60369/5494598/Acquis. en VEFA 20 logts 2 Av. Schumann Ã Lingol.	C.D.C.	1 184 444,00	1 184 444,00	33,48	A	V	LIVRET A	1,530	V	LIVRET A	3,530	A-1	EUR	41 810,87	0,00
NEOLIA	1993	P	50801/1332422/Achat 84 logts CitÃ© Spach rue Edel	C.D.C.	1 768 188,27	42 145,16	0,18	T	V	EURIBOR03M	4,570	V	EURIBOR03M	4,820	A-1	EUR	7 124,20	165 467,09
NEOLIA	1993	P	50903/1332425/Const.44 logts rue du Routoir	C.D.C.	1 352 642,32	0,00	0,00	A	F		4,344	F		3,270	A-1	EUR	1 494,46	92 276,69
NEOLIA	1993	P	50905/1332426/Acquis. amÃ©lio. 11 logts rue Heidenberg	C.D.C.	180 780,51	0,00	0,00	T	F		4,340	F		0,808	A-1	EUR	111,04	9 164,64
NEOLIA	1994	P	50908/1332418/RÃ©sidence RenÃ© Cassin "LE WIRHEL"	C.D.C.	2 130 830,85	300 911,68	1,67	T	V	EURIBOR03M	4,090	V	EURIBOR03M	4,960	A-1	EUR	20 329,93	165 013,65
NEOLIA	1994	P	50910/1332416/Const.28 logts rue Gresswiller	C.D.C.	977 554,98	45 759,84	0,42	T	V	EURIBOR03M	4,250	V	EURIBOR03M	4,456	A-1	EUR	4 691,71	89 493,44
NEOLIA	1994	P	50912/1332417/Const. 27 logts Chemin Ganzau	C.D.C.	1 002 954,43	104 859,34	1,16	T	V	EURIBOR03M	4,140	V	EURIBOR03M	4,446	A-1	EUR	7 148,86	81 112,03
NEOLIA	1994	P	50922/1332415/Const. 10 logts rue Gresswiller	C.D.C.	414 915,21	66 862,83	1,92	T	V	EURIBOR03M	3,980	V	EURIBOR03M	4,446	A-1	EUR	3 717,33	31 962,14
NEOLIA	1995	P	50923/1332419/Acquis. AmÃ©lio.4 logts rue de Rosheim	C.D.C.	109 037,14	20 433,78	2,41	T	V	EURIBOR03M	3,880	V	EURIBOR03M	4,446	A-1	EUR	1 118,65	7 755,47
NEOLIA	1995	X	50924/1332429/Acquis. amÃ©lio.4 logts rue de Rosheim	C.D.C.	56 495,29	15 139,98	2,00	A	V	LIVRET A	3,360	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	714,82	4 716,26
NEOLIA	1996	P	50925/1332420/Const. 26 logts rÃ©s. des celtes	C.D.C.	1 127 829,48	283 397,61	3,41	T	V	EURIBOR03M	3,740	V	EURIBOR03M	4,446	A-1	EUR	15 161,21	75 672,97
NEOLIA	1996	P	50926/1332421/Const. 28 logts rÃ©s. des celtes	C.D.C.	1 126 295,50	282 666,03	3,41	T	V	EURIBOR03M	3,740	V	EURIBOR03M	4,446	A-1	EUR	15 122,09	75 477,64
NEOLIA	1996	X	50927/1332437/Const. 3 logts rÃ©s. des celtes	C.D.C.	118 613,57	35 317,25	3,58	A	V	LIVRET A	3,070	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	1 559,52	8 002,59
NEOLIA	1996	X	50928/1332436/Const. 2 logts rÃ©s. des celtes	C.D.C.	70 257,00	19 578,62	3,58	A	V	LIVRET A	3,070	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	864,54	4 436,35
NEOLIA	2001	X	50929/1381152/Acquis.amÃ©lio. 10 logts r. du Jeu des Enfants	C.D.C.	251 634,71	162 984,36	11,32	A	V	LIVRET A	2,920	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	6 253,09	10 712,59
NEOLIA	2001	X	50930/1352064/Charge fonc. sur 10 logts r. du Jeu des Enfants	C.D.C.	87 492,82	75 518,00	26,31	A	V	LIVRET A	2,670	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	2 777,75	1 641,71

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2004	X	50931/1352065/Acquis. amÃ©lio. 9 logts rte de Saverne Ã Oberhausb	C.D.C.	148 907,20	114 082,58	14,99	A	V	LIVRET A	2,620	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	4 290,81	5 106,70
NEOLIA	2004	X	50932/1332433/Chrge fonc. 9 logts rte de Saverne Ã Oberhausberge	C.D.C.	353 582,96	301 788,65	29,98	A	V	LIVRET A	2,420	V	LIVRET A	1,480	A-1	EUR	4 553,83	4 960,89
NEOLIA	2005	X	50933/1352066/Const. 4 logts rue Gal de Lattre de Tassi Ã Eschau	C.D.C.	113 417,67	84 769,47	15,57	A	V	LIVRET A	2,540	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	3 187,39	3 769,22
NEOLIA	2005	X	50934/1352067/Chrge fonc. 4 logts r. du Gal de Tassigny Ã Eschau	C.D.C.	69 319,39	59 680,73	30,56	A	V	LIVRET A	2,340	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	2 183,12	961,39
NEOLIA	2011	X	50935/1332410/Acquis. amÃ©lio.1logt rue de Rosheim	C.D.C.	51 615,00	34 429,00	25,82	A	V	LIVRET A	0,750	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	984,65	736,86
NEOLIA	2014	X	50936/1332412/Chrge fonc.acquis.VEFA 20 logts r. du Loess"Les	C.D.C.	185 000,00	158 618,59	37,72	A	V	LIVRET A	1,373	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	5 715,09	133,78
NEOLIA	2014	X	50937/1332411/Acquis.VEFA 20 logts r. du Loess"Les portes de	C.D.C.	1 534 952,00	1 214 877,44	27,73	A	V	LIVRET A	1,380	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	44 161,19	11 822,15
NEOLIA	2014	X	50938/1332414/Chrge fonc.acquis.VEFA 8 logts r. du Loess"Les	C.D.C.	78 000,00	64 275,51	37,72	A	V	LIVRET A	0,572	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 806,81	253,23
NEOLIA	2014	X	50939/1332413/Acquis.VEFA 8 logts r. du Loess"Les portes de	C.D.C.	780 000,00	592 338,59	27,73	A	V	LIVRET A	0,577	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	16 801,79	7 725,18
NEOLIA	2015	X	50940/1332438/Constr. 31 logts.Parc des Tanneries Ã	C.D.C.	2 432 935,00	2 016 446,29	29,07	A	V	LIVRET A	1,360	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	73 134,01	15 053,84
NEOLIA	2015	X	50941/1332439/Chrges. fonc.constr. 31 logts.Parc des Tanneries Ã	C.D.C.	859 273,00	757 314,43	39,06	A	V	LIVRET A	1,360	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	26 997,22	0,00
NEOLIA	2014	P	50942/1332440/RÃ©hab. 9 logts 83, rte de Saverne Ã	C.D.C.	108 034,00	30 643,81	3,16	A	F		0,500	F		2,250	A-1	EUR	845,00	6 911,95
NEOLIA	2013	X	50943/1332428/RÃ©hab. 90 logts.rue de Touraine Ã	C.D.C.	459 102,00	96 829,73	2,83	A	V	LIVRET A	0,100	V	LIVRET A	2,250	A-1	EUR	2 848,08	29 751,79
NEOLIA	2016	X	50944/1332441/Constr. 29 logts.Parc des Tanneries Ã	C.D.C.	2 107 555,61	1 781 710,85	30,48	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	50 302,90	14 821,19
NEOLIA	2016	X	50945/1332442/Constr. 29 logts.Parc des Tanneries Ã	C.D.C.	681 190,72	606 052,00	40,47	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	16 981,09	415,68
NEOLIA	2016	X	50946/1332445/Acquis.VEFA 18 logts.128 rte de Mittelhausbergen	C.D.C.	454 009,07	389 175,33	30,65	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	10 972,96	2 716,12
NEOLIA	2016	X	50947/1332446/Acquis.VEFA 18 logts.128 rte de Mittelhausbergen	C.D.C.	197 574,09	177 910,51	40,64	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 868,05	0,00
NEOLIA	2016	X	50948/1332443/Acquis.VEFA 18 logts.128 rte de Mittelhausbergen	C.D.C.	469 996,86	414 329,67	30,65	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	14 969,02	1 476,41
NEOLIA	2016	X	50949/1332444/Acquis.VEFA 18 logts.128 rte de Mittelhausbergen	C.D.C.	431 527,61	396 654,42	40,64	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	12 768,55	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2010	X	61850/1163789/Const. 29 logts rue Richshoffer a Strasbourg	C.D.C.	1 589 137,00	1 169 538,58	24,40	A	V	LIVRET A	1,603	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	42 685,48	16 169,11
NEOLIA	2010	X	61851/1163794/Chrge fonc. 29 logts rue Richoshoffer a Strasbourg	C.D.C.	954 725,00	784 508,60	34,39	A	V	LIVRET A	1,561	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	28 325,93	2 322,70
NEOLIA	2010	X	61852/1172905/Acquis. amelio. 26 logts rue A Malraux a Hoenheim	C.D.C.	2 363 183,00	1 723 371,91	24,73	A	V	LIVRET A	1,574	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	63 080,34	28 859,91
NEOLIA	2010	X	61853/1172916/Chrge fonc. 26 logts rue A Malraux a Hoenheim	C.D.C.	579 677,00	471 567,29	34,73	A	V	LIVRET A	1,536	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	17 078,52	2 836,08
NEOLIA	2010	X	61854/1172919/Acquis. amelio. 6 logts rue A Malarux a Hoenheim	C.D.C.	311 760,00	216 208,22	24,73	A	V	LIVRET A	0,781	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	6 174,88	4 323,04
NEOLIA	2010	X	61855/1172923/Chrge fonc. 6 logts rue A Malraux a Hoenheim	C.D.C.	68 435,00	53 078,68	34,73	A	V	LIVRET A	0,739	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 499,56	476,79
NEOLIA	2011	X	61856/1184951/Chrge fonc.acq.amel.6 logts r vieil Armand-col du	C.D.C.	93 050,00	73 437,26	35,23	A	V	LIVRET A	0,734	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 073,15	603,94
NEOLIA	2011	X	61857/1184950/Acquist? amel.6 logts r vieil Armand-col du	C.D.C.	423 895,00	302 408,91	25,23	A	V	LIVRET A	0,776	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	8 624,15	5 596,34
NEOLIA	2011	X	61858/1184945/Chrg fonc.acq.amel.24 logts r vieil Armand-col du	C.D.C.	518 179,00	427 599,01	35,23	A	V	LIVRET A	1,461	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	15 474,86	2 258,40
NEOLIA	2011	X	61859/1184943/Acq.amel.24 logts r vieil Armand-col du Linge	C.D.C.	1 960 594,00	1 465 894,20	25,23	A	V	LIVRET A	1,483	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	53 578,91	22 409,06
NEOLIA	2011	X	61860/1194848/Chrge. fonc. acq. amel.48 logts 17,19,19A et 21	C.D.C.	844 377,00	693 986,60	35,64	A	V	LIVRET A	1,496	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	25 155,02	4 763,79
NEOLIA	2011	X	61861/1194833/Acq. amel.48 logts 17,19,19A et 21	C.D.C.	3 178 616,00	2 368 027,14	25,65	A	V	LIVRET A	1,527	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	86 680,33	39 759,84
NEOLIA	2011	X	61862/1194856/Chrge. fonc. acq. amel.48 logts 17,19,19A et 21	C.D.C.	157 113,00	123 547,21	35,64	A	V	LIVRET A	0,704	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 492,92	1 199,88
NEOLIA	2011	X	61863/1194852/Acq. amel.48 logts 17,19,19A et 21	C.D.C.	583 754,00	415 066,27	25,65	A	V	LIVRET A	0,738	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	11 853,62	8 277,07
NEOLIA	2011	X	61864/1190669/Chrge. fonc. acq. amel.21 logts 3 et 5 rue paul	C.D.C.	615 105,00	504 280,71	35,47	A	V	LIVRET A	1,522	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	18 278,72	3 461,58
NEOLIA	2011	X	61865/1190667/Acq. amel.21 logts 3 et 5 rue paul	C.D.C.	2 155 722,00	1 601 887,75	25,48	A	V	LIVRET A	1,558	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	58 636,22	26 896,14
NEOLIA	2011	X	61866/1190676/Chrge. fonc. acq. amel. 6 logts 3 et 5 rue paul	C.D.C.	160 775,00	126 119,91	35,47	A	V	LIVRET A	0,734	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 565,66	1 224,86
NEOLIA	2011	X	61867/1190670/Acq. amel. 6 logts 3 et 5 rue Paul Collomp	C.D.C.	678 829,00	481 476,41	25,48	A	V	LIVRET A	0,774	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	13 750,18	9 601,40
NEOLIA	2011	X	61872/1202289/Chrge fonc. acquis.en VEFA 13 logts.4,r.du chateau	C.D.C.	588 438,00	487 756,92	35,73	A	V	LIVRET A	1,498	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	17 650,70	2 540,41

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2011	X	61873/1202283/Acquis.en VEFA 13 logts.4,r.du chateau	C.D.C.	1 057 373,00	794 067,57	25,73	A	V	LIVRET A	1,509	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	29 021,44	12 083,52
NEOLIA	2011	X	61874/1202292/Chrge fonc. acquis.en VEFA 6 logts.4,r.du chateau	C.D.C.	150 542,00	119 305,27	35,73	A	V	LIVRET A	0,682	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 367,86	975,74
NEOLIA	2011	X	61875/1202290/Acquis.en VEFA 6 logts.4,r.du chateau	C.D.C.	274 833,00	196 875,42	25,73	A	V	LIVRET A	0,711	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	5 614,28	3 634,71
NEOLIA	2012	X	61876/1211050/Chrge fonc. acquis. amel. 32 logts.col.R Benfeld-	C.D.C.	1 543 307,00	1 280 401,98	36,14	A	V	LIVRET A	1,442	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	46 454,25	9 994,05
NEOLIA	2012	X	61877/1211049/Acquis. amel. 32 logts.col.R Benfeld-Scherwiller-	C.D.C.	3 226 051,00	2 450 615,17	26,15	A	V	LIVRET A	1,461	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	89 720,67	41 625,66
NEOLIA	2012	X	61878/1211052/Chrge fonc. acquis. amel. 32 logts.col.R Benfeld-	C.D.C.	1 393 930,00	1 110 006,28	36,14	A	V	LIVRET A	0,685	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	31 407,42	11 687,34
NEOLIA	2012	X	61879/1211051/Acquis. amel. 32 logts.col.R Benfeld-Scherwiller-	C.D.C.	3 252 503,00	2 366 068,55	26,15	A	V	LIVRET A	0,716	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	67 577,28	47 405,92
NEOLIA	2012	X	61880/1295209/Chrge fonc. acquis. amel. 35 logts.col.R Benfeld-	C.D.C.	1 574 750,45	1 402 242,81	36,14	A	V	LIVRET A	1,863	V	LIVRET A	2,080	A-1	EUR	29 555,78	15 632,27
NEOLIA	2012	X	61881/1352047/Acquis. amÃ©l. 35 logts.col.R Benfeld-Scherwiller-	C.D.C.	2 722 708,14	2 357 507,15	26,15	A	V	LIVRET A	1,850	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	86 578,77	47 458,55
NEOLIA	2013	X	61882/1221168/Chrge fonc. acquis. amel. 25 logts.cl.Bethesda 1,	C.D.C.	1 041 538,00	874 366,75	36,64	A	V	LIVRET A	1,399	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	31 619,39	3 949,70
NEOLIA	2013	X	61883/1221166/Acquis. amel. 25 logts.cl.Bethesda 1, blv.	C.D.C.	1 214 176,00	932 679,49	26,65	A	V	LIVRET A	1,410	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	34 042,13	12 935,24
NEOLIA	2012	X	61884/1221172/Chrge fonc. acquis. amel. 4 logts.cl.Bethesda 1,	C.D.C.	161 840,00	130 276,99	36,64	A	V	LIVRET A	0,644	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 674,97	972,05
NEOLIA	2012	X	61885/1221170/Acquis. amÃ©l. 4 logts.cl.Bethesda 1, blv.	C.D.C.	377 628,00	277 571,40	26,65	A	V	LIVRET A	0,665	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	7 904,78	4 742,20
NEOLIA	2012	C	61886/7717326 B/Chrge fonc. construction 13 logts.cl.Bethesda 1,	Credit Foncier	637 382,00	553 684,98	37,80	A	V	LIVRET A	1,905	V	LIVRET A	4,070	A-1	EUR	22 864,25	8 090,14
NEOLIA	2012	C	61887/7717325 A/Construction 13 logts.cl.Bethesda 1, blv.J.Preiss	Credit Foncier	1 172 509,00	944 999,62	27,81	A	V	LIVRET A	1,903	V	LIVRET A	3,470	A-1	EUR	35 488,52	21 991,02
NEOLIA	2012	X	61888/7715200 G/Construction 13 logts.cl.Bethesda 1, blv.J.Preiss	Credit Foncier	440 930,00	362 186,38	37,80	A	V	LIVRET A	1,919	V	LIVRET A	3,470	A-1	EUR	13 371,14	2 149,97
NEOLIA	2012	X	61889/7715201 H/Construction 13 logts.cl.Bethesda 1, blv.J.Preiss	Credit Foncier	328 836,00	251 559,52	27,81	A	V	LIVRET A	1,913	V	LIVRET A	4,070	A-1	EUR	10 344,42	2 603,06
NEOLIA	2012	X	61890/1208410/Chrge fonc. constr. 56 logts.1,rue Marcel Proust a	C.D.C.	741 907,00	618 170,55	35,98	A	V	LIVRET A	1,465	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	22 354,67	2 792,41
NEOLIA	2012	X	61891/1208409/Construction de 56 logts.1,rue Marcel Proust a	C.D.C.	3 186 901,00	2 429 723,29	25,98	A	V	LIVRET A	1,490	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	88 683,15	33 697,58

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2012	X	61892/1208412/Chrge fonc. constr. 56 logts.1,rue Marcel Proust a	C.D.C.	260 709,00	208 303,00	35,98	A	V	LIVRET A	0,701	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	5 876,00	1 554,23
NEOLIA	2012	X	61893/1208411/Construction de 56 logts.1,rue Marcel Proust a	C.D.C.	1 229 977,00	897 355,35	25,98	A	V	LIVRET A	0,736	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	25 555,21	15 330,96
NEOLIA	2012	X	61894/1381151/Chrge fonc. constr. 56 logts.1,rue Marcel Proust a	C.D.C.	224 221,40	198 149,78	35,98	A	V	LIVRET A	1,880	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	7 187,02	1 489,51
NEOLIA	2012	X	61895/1352046/Construction de 56 logts.1,rue Marcel Proust a	C.D.C.	400 763,29	346 045,97	25,98	A	V	LIVRET A	1,870	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	12 665,86	5 783,65
NEOLIA	2014	X	61896/5001262/Construction de 21 logts.rue du Brassin a	C.D.C.	359 289,00	276 405,51	27,98	A	V	LIVRET A	0,570	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	7 831,03	3 274,42
NEOLIA	2014	X	61897/5001263/Construction de 21 logts.rue du Brassin Ã	C.D.C.	142 020,00	117 491,86	37,98	A	V	LIVRET A	0,570	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 300,59	386,41
NEOLIA	2014	X	61898/5001260/Construction de 21 logts.rue du Brassin a	C.D.C.	923 198,00	737 799,36	27,98	A	V	LIVRET A	1,370	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	26 788,10	6 314,35
NEOLIA	2014	X	61899/5001261/Construction de 21 logts.rue du Brassin Ã	C.D.C.	547 454,00	469 781,74	37,98	A	V	LIVRET A	1,366	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	16 915,74	99,92
NEOLIA	2014	X	62800/5032259/Acquis. en VEFA 27 logts.parc de Lamper Ã	C.D.C.	299 579,00	233 003,39	28,48	A	V	LIVRET A	0,586	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	6 601,38	2 760,26
NEOLIA	2014	X	62801/5032260/Acquis. en VEFA 27 logts.parc de Lamper a	C.D.C.	129 667,00	108 448,55	38,47	A	V	LIVRET A	0,580	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 046,55	356,66
NEOLIA	2014	X	62802/1381163/Acquis. en VEFA 27 logts.parc de Lamper a	C.D.C.	168 815,00	143 813,25	30,48	A	V	LIVRET A	1,860	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	5 226,49	1 366,93
NEOLIA	2014	X	62803/1381164/Acquis. en VEFA 27 logts.parc de Lamper a	C.D.C.	221 482,00	199 162,28	40,47	A	V	LIVRET A	1,860	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	7 185,96	447,87
NEOLIA	2014	X	62804/5032257/Acquis. en VEFA 27 logts.parc de Lamper a	C.D.C.	1 343 877,00	1 142 614,92	30,48	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	41 399,24	7 364,05
NEOLIA	2014	X	62805/5032258/Acquis. en VEFA 27 logts.parc de Lamper a	C.D.C.	782 409,00	701 059,76	40,47	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	24 606,37	0,00
NEOLIA	2015	X	62806/5055693/Acquis. amÃ©lioratÂ° logts. 1 & 1A rte de Strasbourg	C.D.C.	196 049,00	167 831,65	39,30	A	V	LIVRET A	0,561	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 705,28	214,20
NEOLIA	2015	X	62807/5055692/Acquis. ameliorat? logts. 1 & 1A rte de Strasbourg	C.D.C.	588 145,00	472 178,66	29,31	A	V	LIVRET A	0,564	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	13 344,79	4 421,26
NEOLIA	2016	X	62808/5055695/Acquis. amÃ©lioratÂ° logts. 1 & 1A rte de Strasbourg	C.D.C.	263 980,00	232 656,97	39,30	A	V	LIVRET A	1,353	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	7 954,35	0,00
NEOLIA	2016	X	62809/5055694/Acquis. amÃ©lioratÂ° logts. 1 & 1A rte de Strasbourg	C.D.C.	659 940,00	548 548,20	29,31	A	V	LIVRET A	1,354	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	19 866,52	3 299,68
NEOLIA	2016	X	62810/5092614/Acquis. en VEFA de 11 logts.45 rue du Moulin Ã	C.D.C.	147 731,00	123 609,41	29,98	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 476,27	542,95

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2016	X	62811/5092615/Acquis. en VEFA de 11 logts.45 rue du Moulin a	C.D.C.	63 313,00	58 826,25	49,97	A	V	LIVRET A	1,130	V	LIVRET A	3,380	A-1	EUR	1 367,14	0,00
NEOLIA	2015	X	62812/5092612/Acquis. en VEFA de 11 logts.45 rue du Moulin Ã	C.D.C.	206 349,00	179 233,87	31,98	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	6 482,42	833,29
NEOLIA	2015	X	62813/5092613/Acquis. en VEFA de 11 logts.45 rue du Moulin Ã	C.D.C.	163 781,00	150 168,34	51,97	A	V	LIVRET A	1,130	V	LIVRET A	3,380	A-1	EUR	4 283,42	0,00
NEOLIA	2016	X	62814/5087642/Acquis. AmÃ©lioratÂ° 12 logts.195 rte d'Oberhausberg	C.D.C.	602 290,00	510 163,47	30,14	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	14 347,32	2 240,89
NEOLIA	2016	X	62815/5087643/Acquis. AmÃ©lioratÂ° 12 logts.195 rte d'Oberhausberg	C.D.C.	258 124,00	240 055,28	50,13	A	V	LIVRET A	1,080	V	LIVRET A	3,330	A-1	EUR	5 562,71	0,00
NEOLIA	2016	X	62816/5087640/Acquis. AmÃ©lioratÂ° 12 logts.195 rte d'Oberhausberg	C.D.C.	639 809,00	562 536,09	32,14	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	20 345,45	2 615,33
NEOLIA	2016	X	62817/5087641/Acquis. AmÃ©lioratÂ° 12 logts.195 rte d'Oberhausberg	C.D.C.	500 675,00	461 702,38	52,13	A	V	LIVRET A	1,080	V	LIVRET A	3,330	A-1	EUR	13 087,30	0,00
NEOLIA	2016	X	62818/5073316/Constr. VEFA 16 logts."Les terrasses du Neudorf"	C.D.C.	339 535,00	287 599,60	30,07	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	8 088,16	1 263,28
NEOLIA	2016	X	62819/5073317/Constr. VEFA 16 logts."Les terrasses du Neudorf"	C.D.C.	140 876,00	131 296,30	50,05	A	V	LIVRET A	1,150	V	LIVRET A	3,400	A-1	EUR	3 096,73	0,00
NEOLIA	2016	X	62820/5073314/Constr. VEFA 16 logts."Les terrasses du Neudorf"	C.D.C.	717 372,00	630 731,43	32,07	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	22 811,90	2 932,38
NEOLIA	2016	X	62821/5073315/Constr. VEFA 16 logts."Les terrasses du Neudorf"	C.D.C.	420 617,00	388 346,96	52,05	A	V	LIVRET A	1,150	V	LIVRET A	3,400	A-1	EUR	11 192,03	0,00
NEOLIA	2016	X	62822/5118268/Acquis.amÃ©l. 24 logts.r Brezouard, r Vieil Armand,	C.D.C.	503 071,00	418 256,16	30,14	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	15 155,09	2 718,50
NEOLIA	2017	X	62823/5128954/Acquis. ameliorat? logts. 1 & 1A rte de Strasbourg	C.D.C.	80 645,00	67 048,73	30,31	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	2 429,44	435,79
NEOLIA	2016	X	62824/5128955/Acquis. amÃ©lioratÂ° logts. 1 & 1A rte de Strasbourg	C.D.C.	253 650,00	214 851,59	30,31	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	6 042,27	943,73
NEOLIA	2016	X	62825/5154004/Acquis. en VEFA de 9 logts.45 rue Carpe Haute a	C.D.C.	234 001,00	203 533,52	31,07	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	5 718,38	694,39
NEOLIA	2016	X	62826/5154005/Acquis. en VEFA de 9 logts.45 rue Carpe Haute Ã	C.D.C.	106 715,00	100 472,28	51,05	A	V	LIVRET A	1,130	V	LIVRET A	3,380	A-1	EUR	2 320,99	0,00
NEOLIA	2016	X	62827/5154003/Acquis. en VEFA de 9 logts.45 rue Carpe Haute Ã	C.D.C.	228 018,00	205 882,58	33,07	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	7 440,00	783,99
NEOLIA	2016	X	62828/5154002/Acquis. en VEFA de 9 logts.45 rue Carpe Haute Ã	C.D.C.	274 412,00	257 385,28	53,05	A	V	LIVRET A	1,130	V	LIVRET A	3,380	A-1	EUR	7 301,31	0,00
NEOLIA	2017	X	62829/5179876/ConstructÂ° de 12 logts. 9 rue de Niederhausbergen	C.D.C.	438 303,00	381 234,91	31,39	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	10 711,00	1 300,64

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2017	X	62830/5179875/ConstructÂ° de 12 logts. 9 rue de Niederhausbergen	C.D.C.	156 408,00	147 181,04	51,38	A	V	LIVRET A	1,110	V	LIVRET A	3,360	A-1	EUR	3 382,58	0,00
NEOLIA	2017	X	62831/5179878/ConstructÂ° de 12 logts. 9 rue de Niederhausbergen	C.D.C.	682 957,00	616 657,26	33,45	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	22 284,19	2 348,20
NEOLIA	2017	X	62832/5179877/Construct? de 12 logts. 9 rue de Niederhausbergen	C.D.C.	370 805,00	347 701,30	53,38	A	V	LIVRET A	1,110	V	LIVRET A	3,360	A-1	EUR	9 816,04	0,00
NEOLIA	2017	X	62833/5179889/Acq. Amel. de 8 logts. 9 rue de Niederhausbergen	C.D.C.	439 846,00	406 244,50	33,73	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	11 393,31	659,37
NEOLIA	2017	X	62834/5179888/Acq. Amel. de 8 logts. 9 rue de Niederhausbergen	C.D.C.	175 908,00	169 668,00	53,71	A	V	LIVRET A	0,860	V	LIVRET A	3,110	A-1	EUR	3 540,13	0,00
NEOLIA	2017	X	62835/5179887/Acq. Amel. de 8 logts. 9 rue de Niederhausbergen	C.D.C.	118 384,00	107 943,67	33,73	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	3 900,77	411,04
NEOLIA	2017	X	62836/5179886/Acq. Amel. de 8 logts. 9 rue de Niederhausbergen	C.D.C.	109 619,00	103 435,27	53,71	A	V	LIVRET A	0,860	V	LIVRET A	3,110	A-1	EUR	2 747,37	0,00
NEOLIA	2017	X	62837/5134260/Construction de 14 logts. 15 rue du Gal de Gaulle	C.D.C.	135 539,00	127 295,43	50,97	A	V	LIVRET A	1,130	V	LIVRET A	3,380	A-1	EUR	2 912,18	0,00
NEOLIA	2017	X	62838/5134259/Construction de 14 logts. 15 rue du Gal de Gaulle	C.D.C.	355 959,00	305 840,09	30,98	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	8 592,74	1 043,42
NEOLIA	2017	X	62839/5134261/Construction de 14 logts. 15 rue du Gal de Gaulle	C.D.C.	619 510,00	552 607,10	32,98	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	19 969,61	2 104,30
NEOLIA	2017	X	62840/5134262/Construction de 14 logts. 15 rue du Gal de Gaulle	C.D.C.	365 968,00	341 106,09	52,97	A	V	LIVRET A	1,130	V	LIVRET A	3,380	A-1	EUR	9 619,38	0,00
NEOLIA	2017	X	62841/5160885/Acquis. en VEFA 7 logts.123 Av. du Gal. de Gaulle	C.D.C.	158 421,00	139 161,22	31,65	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 909,81	474,77
NEOLIA	2017	X	62842/5160886/Acquis. en VEFA 7 logts.123 Av. du Gal. de Gaulle	C.D.C.	88 981,00	84 332,73	51,63	A	V	LIVRET A	1,070	V	LIVRET A	3,320	A-1	EUR	1 921,41	0,00
NEOLIA	2017	X	62843/5160883/Acquis. en VEFA 7 logts.123 Av. du Gal. de Gaulle	C.D.C.	134 031,00	122 210,74	33,65	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	4 416,34	465,37
NEOLIA	2017	X	62844/5160884/Acquis. en VEFA 7 logts.123 Av. du Gal. de Gaulle	C.D.C.	166 749,00	157 814,77	53,63	A	V	LIVRET A	1,070	V	LIVRET A	3,320	A-1	EUR	4 412,56	0,00
NEOLIA	2017	X	62845/5197861/Acquis. en VEFA de 8 logts. 2 impasse Rose Eck Ã	C.D.C.	263 793,00	231 722,79	31,81	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	6 510,37	790,56
NEOLIA	2017	X	62846/5197862/Acquis. en VEFA de 8 logts. 2 impasse Rose Eck Ã	C.D.C.	132 385,00	125 132,48	51,80	A	V	LIVRET A	0,950	V	LIVRET A	3,200	A-1	EUR	2 762,06	0,00
NEOLIA	2017	X	62847/5197860/Acquis. en VEFA de 8 logts. 2 impasse Rose Eck a	C.D.C.	33 082,00	30 164,48	33,81	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	1 090,06	114,86
NEOLIA	2017	X	62848/5197859/Acquis. en VEFA de 8 logts. 2 impasse Rose Eck a	C.D.C.	133 514,00	126 146,76	53,80	A	V	LIVRET A	0,950	V	LIVRET A	3,200	A-1	EUR	3 425,65	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2017	X	62849/5183570/Acquis. en VEFA de 6 logts. 7 rue de l'Ã©glese Ã	C.D.C.	127 525,00	112 021,34	31,81	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 147,30	382,18
NEOLIA	2017	X	62850/5183571/Acquis. en VEFA de 6 logts. 7 rue de l'Ã©glese Ã	C.D.C.	71 408,00	67 752,18	51,80	A	V	LIVRET A	1,120	V	LIVRET A	3,370	A-1	EUR	1 563,97	0,00
NEOLIA	2017	X	62851/5183568/Acquis. en VEFA de 6 logts. 7 rue de l'eglese a	C.D.C.	179 750,00	163 897,78	33,81	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	5 922,79	624,11
NEOLIA	2017	X	62852/5183569/Acquis. en VEFA de 6 logts. 7 rue de l'eglese a	C.D.C.	173 784,00	164 586,33	53,80	A	V	LIVRET A	1,120	V	LIVRET A	3,370	A-1	EUR	4 657,66	0,00
NEOLIA	2017	X	62853/5175495/Acquis.ameliorat? d'1 logt. 1-1A av.de Strasbourg	C.D.C.	64 121,00	59 318,68	33,98	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 662,26	47,78
NEOLIA	2020	X	62854/5206781/Acquis.ameliorat? 6 logt. Route d'Oberhausbergen	C.D.C.	205 287,00	188 330,99	29,31	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	5 301,95	1 024,28
NEOLIA	2018	X	62855/5206782/Acquis.ameliorat? 6 logt. Route d'Oberhausbergen	C.D.C.	460 234,00	417 986,01	29,31	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	15 160,65	3 143,26
NEOLIA	2018	X	62856/5228720/Acquis. en VEFA de 18 logts. Rue de la source a	C.D.C.	437 236,00	413 540,58	34,89	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	11 588,46	333,09
NEOLIA	2018	X	62857/5228719/Acquis. en VEFA de 18 logts. Rue de la source a	C.D.C.	215 766,00	210 783,81	54,88	A	V	LIVRET A	1,090	V	LIVRET A	3,340	A-1	EUR	4 616,10	0,00
NEOLIA	2018	X	62858/5228718/Acquis. en VEFA de 18 logts. Rue de la source a	C.D.C.	420 448,00	393 371,64	34,89	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	14 204,09	1 186,53
NEOLIA	2018	X	62859/5228717/Acquis. en VEFA de 18 logts. Rue de la source a	C.D.C.	434 406,00	417 858,17	54,88	A	V	LIVRET A	1,090	V	LIVRET A	3,340	A-1	EUR	11 612,25	0,00
NEOLIA	2019	X	62860/5281695/Acquis. VEFA de 8 logts. 9, rue du pont Schuhanse	C.D.C.	112 974,00	108 454,32	35,31	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 042,45	0,00
NEOLIA	2019	X	62861/5281694/Acquis. VEFA de 8 logts. 9, rue du pont Schuhanse	C.D.C.	90 215,00	88 561,10	55,29	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	3,330	A-1	EUR	1 901,00	0,00
NEOLIA	2019	X	62862/5281692/Acquis. VEFA de 8 logts. 9, rue du pont Schuhanse	C.D.C.	181 248,00	172 594,49	35,31	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	6 227,50	391,81
NEOLIA	2019	X	62863/5281693/Acquis. VEFA de 8 logts. 9, rue du pont Schuhanse	C.D.C.	180 802,00	175 355,99	55,29	A	V	LIVRET A	1,080	V	LIVRET A	3,330	A-1	EUR	4 809,54	0,00
NEOLIA	2019	X	62864/5248922/Acquis. en VEFA de 20 logts. rue des Saules Ã	C.D.C.	466 171,00	451 960,89	35,73	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	12 678,77	0,00
NEOLIA	2019	X	62865/5248919/Acquis. en VEFA de 20 logts. rue des Saules Ã	C.D.C.	227 988,00	225 372,48	55,71	A	V	LIVRET A	1,090	V	LIVRET A	3,340	A-1	EUR	4 865,34	0,00
NEOLIA	2019	X	62866/5248920/Acquis. en VEFA de 20 logts. rue des Saules Ã	C.D.C.	236 019,00	226 962,62	35,73	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	8 189,20	515,23
NEOLIA	2019	X	62867/5248921/Acquis. en VEFA de 20 logts. rue des Saules Ã	C.D.C.	480 760,00	470 912,47	55,71	A	V	LIVRET A	1,090	V	LIVRET A	3,340	A-1	EUR	12 947,95	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2019	X	62868/5326916/Acquis. en VEFA de 3 logts. 57 rue de la Mairie Ã	C.D.C.	35 533,00	34 449,86	35,81	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	966,42	0,00
NEOLIA	2019	X	62869/5326923/Acquis. en VEFA de 3 logts. 57 rue de la Mairie Ã	C.D.C.	31 044,00	30 846,14	75,78	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	3,580	A-1	EUR	572,45	0,00
NEOLIA	2019	X	62870/5326919/Acquis. en VEFA de 3 logts. 57 rue de la Mairie Ã	C.D.C.	93 572,00	89 981,50	35,81	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	3 246,68	204,27
NEOLIA	2019	X	62871/5326924/Acquis. en VEFA de 3 logts. 57 rue de la Mairie Ã	C.D.C.	74 324,00	73 358,45	75,78	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,580	A-1	EUR	1 842,53	0,00
NEOLIA	2019	X	62872/5326918/Acquis. en VEFA de 3 logts. 57 rue de la Mairie Ã	C.D.C.	45 000,00	38 226,68	24,65	A	F		0,800	F		0,800	A-1	EUR	316,82	1 376,34
NEOLIA	2019	C	62873/5326922/Acquis. en VEFA de 3 logts. 57 rue de la Mairie Ã	C.D.C.	19 500,00	19 500,00	33,81	A	V	LIVRET A	0,800	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2019	X	62874/5326925/Acquis. en VEFA d'un logt. 57 rue de la Mairie Ã	C.D.C.	33 024,00	29 718,23	35,81	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	4,010	A-1	EUR	1 214,17	560,48
NEOLIA	2019	X	62875/5326929/Acquis. en VEFA d'un logt. 57 rue de la Mairie Ã	C.D.C.	42 467,00	39 433,04	75,78	A	V	LIVRET A	1,510	V	LIVRET A	3,580	A-1	EUR	1 426,03	400,32
NEOLIA	2019	X	62876/5326930/Acquis. en VEFA d'un logt. 57 rue de la Mairie Ã	C.D.C.	15 000,00	12 742,21	24,65	A	F		0,550	F		0,800	A-1	EUR	105,61	458,78
NEOLIA	2019	C	62877/5326931/Acquis. en VEFA d'un logt. 57 rue de la Mairie Ã	C.D.C.	6 500,00	6 500,00	33,81	A	F		0,440	F		0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2021	X	62878/5334176/RÃ©hab.123 logts 16/18 r Edel,CitÃ©Spach r Flandre	C.D.C.	2 337 000,00	2 253 376,14	21,99	A	V	LIVRET A	0,250	V	LIVRET A	2,750	A-1	EUR	62 853,92	32 221,10
NEOLIA	2021	X	62879/5364672/RÃ©hab.123 logts 16/18 r Edel,CitÃ©Spach r Flandre	C.D.C.	738 000,00	653 845,38	20,99	A	F		0,460	F		0,460	A-1	EUR	3 137,32	28 180,38
NEOLIA	2021	C	62880/5364668/RÃ©hab.123 logts 16/18 r Edel,CitÃ©Spach r Flandre	C.D.C.	615 000,00	615 000,00	24,99	A	V	LIVRET A	0,440	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2021	P	62881/5351263/Acquis. en VEFA de 8 logts. 2 impasse Rose Eck Ã	C.D.C.	45 000,00	39 559,27	25,23	A	F		0,740	F		0,740	A-1	EUR	302,92	1 375,26
NEOLIA	2020	X	62882/5343765/Acquis. en VEFA de 21 logts. rue de la Klebsau Ã	C.D.C.	537 850,00	528 467,11	36,31	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	14 448,44	0,00
NEOLIA	2020	X	62883/5343768/Acquis. en VEFA de 21 logts. rue de la Klebsau Ã	C.D.C.	327 139,00	326 348,05	76,28	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	3,340	A-1	EUR	5 461,73	0,00
NEOLIA	2020	X	62884/5343764/Acquis. en VEFA de 21 logts. rue de la Klebsau Ã	C.D.C.	851 577,00	832 858,08	36,31	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	30 029,83	1 303,97
NEOLIA	2020	X	62885/5343767/Acquis. en VEFA de 21 logts. rue de la Klebsau Ã	C.D.C.	673 747,00	667 832,57	76,28	A	V	LIVRET A	0,840	V	LIVRET A	3,340	A-1	EUR	15 459,45	0,00
NEOLIA	2023	X	62887/5384475/Acquis.amÃ©lioratÂ° de 30 logts. 2 rue Claude Chappe	C.D.C.	998 703,00	998 703,00	37,14	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	25 423,94	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2023	X	62888/5384476/Acquis.amÃ©lioratÂ° de 30 logts. 2 rue Claude Chappe	C.D.C.	536 393,00	536 393,00	77,11	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	6 555,60	0,00
NEOLIA	2023	X	62889/5384422/Acquis.amÃ©lioratÂ° de 30 logts. 2 rue Claude Chappe	C.D.C.	798 962,00	798 962,00	37,14	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	20 339,14	0,00
NEOLIA	2023	X	62890/5384423/Acquis.amÃ©lioratÂ° de 30 logts. 2 rue Claude Chappe	C.D.C.	429 115,00	429 115,00	77,11	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	5 244,49	0,00
NEOLIA	2021	C	62891/5428909/Acquis en VEFA 8 logts 9 rue Pont Schuhansen Ã Str	C.D.C.	52 000,00	52 000,00	35,31	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2021	X	62892/5398902/Acquis. En VEFA 18 logts 1, rue d'Oberhausbergen Ã	C.D.C.	274 597,00	274 597,00	37,47	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	6 990,40	0,00
NEOLIA	2023	X	62893/5398903/Acquis. En VEFA 18 logts 1, rue d'Oberhausbergen Ã	C.D.C.	90 802,00	90 802,00	77,45	A	V	LIVRET A	0,870	V	LIVRET A	3,370	A-1	EUR	1 392,12	0,00
NEOLIA	2023	X	62894/5398900/Acquis. En VEFA 18 logts 1, rue d'Oberhausbergen Ã	C.D.C.	576 821,00	576 821,00	37,47	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	20 442,38	0,00
NEOLIA	2023	X	62895/5398901/Acquis. En VEFA 18 logts 1, rue d'Oberhausbergen Ã	C.D.C.	223 030,00	223 030,00	77,45	A	V	LIVRET A	1,370	V	LIVRET A	3,370	A-1	EUR	4 800,31	0,00
NEOLIA	2021	X	62896/5398904/Acquis. En VEFA 18 logts 1, rue d'Oberhausbergen Ã	C.D.C.	270 000,00	246 678,75	26,48	A	F		1,060	F		1,060	A-1	EUR	2 698,07	7 855,86
NEOLIA	2022	X	62897/5422233/Const. de 11 logts 28, rue Antoine Heitzmann Ã	C.D.C.	198 610,00	198 610,00	38,14	A	V	LIVRET A	0,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	5 406,54	0,00
NEOLIA	2022	X	62898/5422234/Const. de 11 logts 28, rue Antoine Heitzmann Ã	C.D.C.	98 137,00	98 137,00	78,11	A	V	LIVRET A	1,330	V	LIVRET A	3,330	A-1	EUR	1 722,89	0,00
NEOLIA	2022	X	62899/5422236/Const. de 11 logts 28, rue Antoine Heitzmann Ã	C.D.C.	372 632,00	371 867,56	38,14	A	V	LIVRET A	1,530	V	LIVRET A	3,530	A-1	EUR	13 153,91	764,44
NEOLIA	2022	X	62900/5422232/Const. de 11 logts 28, rue Antoine Heitzmann Ã	C.D.C.	188 842,00	188 842,00	78,11	A	V	LIVRET A	1,330	V	LIVRET A	3,330	A-1	EUR	4 592,77	0,00
NEOLIA	2022	P	62901/5422235/Const. de 11 logts 28, rue Antoine Heitzmann Ã	C.D.C.	165 005,39	158 490,06	37,14	A	F		1,530	F		1,200	A-1	EUR	1 941,21	3 277,09
NEOLIA	2021	X	62902/5351264/Acquis. amiÃ©lio. 3 logts 2 impasse Rose Eck Ã Vend	C.D.C.	16 848,00	16 543,27	36,22	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	597,04	0,00
NEOLIA	2021	X	62903/5351265/Acquis. amÃ©lio. 3 logts 2 impasse Rose Eck Ã Vend	C.D.C.	36 489,00	36 198,35	76,20	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	3,080	A-1	EUR	712,02	0,00
NEOLIA	2021	X	62904/5351266/Acquis. amÃ©lio. 3 logts 2 impasse Rose Eck Ã Vende	C.D.C.	87 333,00	85 915,28	36,22	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 245,49	0,00
NEOLIA	2021	X	62905/5351267/Acquis. amÃ©lio. 3 logts 2 impasse Rose Eck Ã Vende	C.D.C.	66 212,00	66 063,94	76,20	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	3,080	A-1	EUR	915,69	0,00
NEOLIA	2022	X	62906/5463353/Acquis. en VEFA 22 logts rue Albert Camus Ã	C.D.C.	208 964,00	208 964,00	38,14	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	5 688,39	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2022	X	62907/5463354/Acquis. en VEFA 22 logts rue Albert Camus Ã	C.D.C.	378 410,00	378 410,00	78,11	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	3,300	A-1	EUR	6 572,51	0,00
NEOLIA	2022	X	62908/5463351/Acquis. en VEFA 22 logts rue Albert Camus Ã	C.D.C.	542 062,00	540 949,98	38,14	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	3,530	A-1	EUR	19 134,79	1 112,02
NEOLIA	2022	X	62909/5463352/Acquis. en VEFA 22 logts rue Albert Camus Ã	C.D.C.	646 681,00	646 681,00	78,11	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	3,300	A-1	EUR	15 583,29	0,00
NEOLIA	2022	X	62910/5463355/Acquis. en VEFA 22 logts rue Albert Camus Ã	C.D.C.	330 000,00	316 969,76	37,14	A	F		0,000	F		1,200	A-1	EUR	3 882,28	6 553,98
NEOLIA	2022	X	62911/5456684/Acquis. amÃ©lio. 10 logts 67 rue de l'Unterelsau Ã	C.D.C.	368 091,00	367 948,30	33,31	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	10 306,55	142,70
NEOLIA	2022	X	62912/5456685/Acquis. amÃ©lio. 10 logts 67 rue de l'Unterelsau Ã	C.D.C.	232 398,00	232 398,00	78,28	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	3,120	A-1	EUR	3 139,00	0,00
NEOLIA	2022	X	62913/5456681/Acquis. amÃ©lio. 10 logts 67 rue de l'Unterelsau Ã	C.D.C.	220 688,00	220 175,58	33,31	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	7 944,76	512,42
NEOLIA	2022	X	62914/5456682/Acquis. amÃ©lio. 10 logts 67 rue de l'Unterelsau Ã	C.D.C.	154 647,00	154 647,00	78,28	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	3,120	A-1	EUR	3 000,55	0,00
NEOLIA	2022	C	62915/5456683/Acquis. amÃ©lio. 10 logts 67 rue de l'Unterelsau Ã	C.D.C.	65 000,00	65 000,00	36,31	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2022	X	62916/5404930/Construction de 6 logts. 17 rue des Jardins Ã	C.D.C.	42 220,00	42 220,00	38,14	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 149,31	0,00
NEOLIA	2022	X	62917/5404931/Construction de 6 logts. 17 rue des Jardins Ã	C.D.C.	56 104,00	56 104,00	78,11	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	3,480	A-1	EUR	1 038,43	0,00
NEOLIA	2022	X	62918/5404928/Construction de 6 logts. 17 rue des Jardins Ã	C.D.C.	269 356,00	268 803,43	38,14	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	3,530	A-1	EUR	9 508,27	552,57
NEOLIA	2022	X	62919/5404929/Construction de 6 logts. 17 rue des Jardins Ã	C.D.C.	316 022,00	316 022,00	78,11	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	3,480	A-1	EUR	8 043,39	0,00
NEOLIA	2022	X	62920/5404932/Construction de 6 logts. 17 rue des Jardins Ã	C.D.C.	90 000,00	86 446,31	37,31	A	F		0,000	F		1,200	A-1	EUR	1 058,81	1 787,44
NEOLIA	2022	C	62921/5404933/Construction de 6 logts. 17 rue des Jardins Ã	C.D.C.	39 000,00	39 000,00	36,14	A	V	LIVRET A	0,000	F		0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2022	X	62922/5398907/Constr. de 12 logts. 8a, 8b et 8c rue de la Poste	C.D.C.	161 959,00	161 959,00	38,06	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 002,70	0,00
NEOLIA	2022	X	62923/5398908/Constr. de 12 logts. 8a, 8b et 8c rue de la Poste	C.D.C.	224 640,00	224 640,00	78,03	A	V	LIVRET A	0,740	V	LIVRET A	3,240	A-1	EUR	3 180,56	0,00
NEOLIA	2022	X	62924/5398905/Constr. de 12 logts. 8a, 8b et 8c rue de la Poste	C.D.C.	302 851,00	302 812,48	38,06	A	V	LIVRET A	0,740	V	LIVRET A	3,240	A-1	EUR	9 812,37	38,52
NEOLIA	2022	X	62925/5398906/Constr. de 12 logts. 8a, 8b et 8c rue de la Poste	C.D.C.	463 272,00	463 272,00	78,03	A	V	LIVRET A	0,740	V	LIVRET A	3,240	A-1	EUR	9 363,54	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2022	X	62926/5398909/Constr. de 12 logts. 8a, 8b et 8c rue de la Poste	C.D.C.	180 000,00	172 717,59	37,06	A	F		0,000	F		1,080	A-1	EUR	1 904,89	3 660,76
NEOLIA	2022	X	62927/5404935/Acquis. amÃ©lio. 2 logts 17 rue des Jardins Ã	C.D.C.	73 746,00	73 746,00	38,14	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 007,51	0,00
NEOLIA	2022	X	62928/5404936/Acquis. amÃ©lio. 2 logts 17 rue des Jardins Ã	C.D.C.	91 101,00	91 101,00	78,11	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 313,80	0,00
NEOLIA	2022	X	62929/5404938/Acquis. amÃ©lio. 2 logts 17 rue des Jardins Ã	C.D.C.	30 000,00	28 815,44	37,14	A	F		0,000	F		1,200	A-1	EUR	352,94	595,81
NEOLIA	2022	C	62930/5404937/Acquis. amÃ©lio. 2 logts 17 rue des Jardins Ã	C.D.C.	13 000,00	13 000,00	36,14	A	F		0,000	F		0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2022	X	62932/5456657/RÃ©hab.44 logts 1/3/5 chemin du routoir Ã Illkirch	C.D.C.	396 000,00	385 697,01	18,74	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,550	A-1	EUR	10 098,00	10 302,99
NEOLIA	2022	X	62933/5472268/RÃ©hab. de 60 logts 306 Ã 316 Av. de Colmar Ã Strr	C.D.C.	840 000,00	818 145,18	18,74	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,550	A-1	EUR	21 420,00	21 854,82
NEOLIA	2022	X	62934/5472269/RÃ©hab. de 60 logts 306 Ã 316 Av. de Colmar Ã Strr	C.D.C.	1 265 458,00	1 157 842,51	17,74	A	F		1,760	F		1,760	A-1	EUR	21 333,31	54 277,12
NEOLIA	2022	C	62935/5463356/Acquis. en VEFA 22 logts rue Albert Camus Ã	C.D.C.	143 000,00	143 000,00	36,14	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	X	62936/5509406/Constr. de 67 logts. 20 rue des champs Ã Eckbo	C.D.C.	1 036 250,00	1 036 250,00	39,06	A	V	LIVRET A	1,800	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	X	62937/5509405/Constr. de 67 logts. 20 rue des champs Ã Eckbo	C.D.C.	845 147,00	845 147,00	79,03	A	V	LIVRET A	2,350	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	X	62938/5509408/Constr. de 67 logts. 20 rue des champs Ã Eckbo	C.D.C.	3 203 971,00	3 203 971,00	39,06	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	X	62939/5509407/Constr. de 67 logts. 20 rue des champs Ã Eckbo	C.D.C.	1 886 935,00	1 886 935,00	79,03	A	V	LIVRET A	2,350	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	C	62940/5509409/Constr. de 67 logts. 20 rue des champs Ã Eckbo	C.D.C.	435 500,00	435 500,00	38,06	A	F		0,820	F		0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	X	62941/5519285/RÃ©hab. therm 45 logts 5,7 et 9 rue de Touraine	C.D.C.	405 000,00	405 000,00	19,15	A	V	LIVRET A	1,950	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	X	62942/5519292/RÃ©hab. therm 45 logts 5,7 et 9 rue de Touraine	C.D.C.	495 000,00	495 000,00	19,15	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2022	X	62943/5441742/Acquis en VEFA 18 logts 10 rte de Brumath	C.D.C.	65 640,00	65 640,00	38,47	A	V	LIVRET A	0,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 786,84	0,00
NEOLIA	2022	X	62944/5441743/Acquis en VEFA 18 logts 10 rte de Brumath	C.D.C.	242 602,00	242 602,00	78,44	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	3,360	A-1	EUR	4 304,80	0,00
NEOLIA	2022	X	62945/5441744/Acquis en VEFA 18 logts 10 rte de Brumath	C.D.C.	403 705,00	402 876,82	38,47	A	V	LIVRET A	1,530	V	LIVRET A	3,530	A-1	EUR	14 250,79	828,18

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2022	X	62946/5441745/Acquis en VEFA 18 logts 10 rte de Brumath	C.D.C.	555 100,00	555 100,00	78,44	A	V	LIVRET A	1,360	V	LIVRET A	3,360	A-1	EUR	13 624,96	0,00
NEOLIA	2023	P	62947/5441747/Acquis en VEFA 18 logts 10 rte de Brumath	C.D.C.	270 000,00	256 059,80	27,48	A	F		1,760	F		1,760	A-1	EUR	4 630,40	7 030,90
NEOLIA	2022	C	62948/5441746/Acquis en VEFA 18 logts 10 rte de Brumath	C.D.C.	117 000,00	117 000,00	36,47	A	F		0,520	F		0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	X	62949/5519116/RÃ©hab. therm de 11 logts 75 rue Heidenberg	C.D.C.	176 000,00	176 000,00	19,40	A	V	LIVRET A	2,550	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	X	63500/5515546/RÃ©hab. therm de 27 logts 3-5 rue Paul Collomp	C.D.C.	243 000,00	243 000,00	19,40	A	V	LIVRET A	2,550	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	X	63501/5510701/Acquis en VEFA de 8 logts 100 rue de la Ganzau	C.D.C.	139 944,00	139 944,00	39,47	A	V	LIVRET A	2,800	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	X	63502/5510702/Acquis en VEFA de 8 logts 100 rue de la Ganzau	C.D.C.	113 264,00	113 264,00	79,44	A	V	LIVRET A	3,320	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	X	63503/5510699/Acquis en VEFA de 8 logts 100 rue de la Ganzau	C.D.C.	325 833,00	325 833,00	39,47	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	X	63504/5510700/Acquis en VEFA de 8 logts 100 rue de la Ganzau	C.D.C.	207 002,00	207 002,00	79,44	A	V	LIVRET A	3,320	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	X	63505/5515532/RÃ©hab. therm de 4 logts 17 rue des Carmes	C.D.C.	54 000,00	54 000,00	19,40	A	V	LIVRET A	2,550	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	X	63506/5527414/Acquis en VEFA de 39 logt rue de la Paix	C.D.C.	406 178,00	406 178,00	39,39	A	V	LIVRET A	4,110	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	X	63507/5527415/Acquis en VEFA de 39 logt rue de la Paix	C.D.C.	92 182,00	92 182,00	39,39	A	V	LIVRET A	2,800	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	X	63508/5527416/Acquis en VEFA de 39 logt rue de la Paix	C.D.C.	83 164,00	83 164,00	79,36	A	V	LIVRET A	3,690	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	X	63509/5527420/Acquis en VEFA de 39 logt rue de la Paix	C.D.C.	293 444,00	293 444,00	39,39	A	V	LIVRET A	4,110	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	X	63510/5527419/Acquis en VEFA de 39 logt rue de la Paix	C.D.C.	365 516,00	365 516,00	79,36	A	V	LIVRET A	3,690	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	X	63511/5527417/Acquis en VEFA de 39 logt rue de la Paix	C.D.C.	1 581 451,00	1 581 451,00	39,39	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	X	63512/5527418/Acquis en VEFA de 39 logt rue de la Paix	C.D.C.	898 323,00	898 323,00	79,36	A	V	LIVRET A	3,690	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	X	63513/5510334/Acquis en VEFA de 6 logts 87 route de Strasbourg	C.D.C.	95 280,00	95 280,00	39,81	A	V	LIVRET A	2,800	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	X	63514/5510335/Acquis en VEFA de 6 logts 87 route de Strasbourg	C.D.C.	76 742,00	76 742,00	79,78	A	V	LIVRET A	3,390	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2023	X	63515/5510332/Acquis en VEFA de 6 logts 87 route de Strasbourg	C.D.C.	359 509,00	359 509,00	39,81	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	X	63516/5510333/Acquis en VEFA de 6 logts 87 route de Strasbourg	C.D.C.	217 011,00	217 011,00	79,78	A	V	LIVRET A	3,390	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	X	63517/5576680/RÃ©hab therm de 45 logts 3-11-13 rue de Touraine	C.D.C.	867 916,00	867 916,00	24,23	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	X	63518/5576679/RÃ©hab therm de 45 logts 3-11-13 rue de Touraine	C.D.C.	540 000,00	540 000,00	24,23	A	V	LIVRET A	2,750	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	X	63519/5576339/RÃ©hab therm de 9 logts 24a rue de Molsheim	C.D.C.	220 500,00	220 500,00	24,15	A	V	LIVRET A	2,750	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2025	X	63520/5624243/Constr 22 logts 4/6 AllÃ©e Anna Maria Sibylla Meria	C.D.C.	920 595,00	920 595,00	40,06	A	V	LIVRET A	4,120	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2025	X	63521/5624246/Constr 22 logts 4/6 AllÃ©e Anna Maria Sibylla Meria	C.D.C.	928 858,00	928 858,00	40,06	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2025	X	63522/5624247/Constr 22 logts 4/6 AllÃ©e Anna Maria Sibylla Meria	C.D.C.	308 188,00	308 188,00	80,03	A	V	LIVRET A	3,620	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2025	X	63523/5624244/Constr 22 logts 4/6 AllÃ©e Anna Maria Sibylla Meria	C.D.C.	1 609 387,00	1 609 387,00	40,06	A	V	LIVRET A	4,120	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2025	X	63524/5624245/Constr 22 logts 4/6 AllÃ©e Anna Maria Sibylla Meria	C.D.C.	632 651,00	632 651,00	80,03	A	V	LIVRET A	3,620	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2025	X	63525/5636693/Rachat patr de 80 logts 49-55 rue du Dr Schaffner	C.D.C.	8 348 768,00	8 348 768,00	34,23	A	V	LIVRET A	3,010	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2025	X	63526/5658928/Rachat patr de 80 logts 49-55 rue du Dr Schaffner	C.D.C.	1 331 731,00	1 331 731,00	25,23	A	V	LIVRET A	3,000	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2025	X	63527/5640912/Acquis. amÃ©l. de 2 logts 28 route de Saverne	C.D.C.	231 930,00	231 930,00	40,81	A	V	LIVRET A	2,300	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2025	X	63528/5640911/Acquis. amÃ©l. de 2 logts 28 route de Saverne	C.D.C.	140 957,00	140 957,00	80,78	A	V	LIVRET A	2,300	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
OFS La Cooperative Fonciere	2023	X	10350/5527484/BSR 25 logts 28 route du Neuhof Ã Illkirch	C.D.C.	356 990,00	355 347,94	77,78	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	12 822,60	835,55
OFS La Cooperative Fonciere	2025	X	10351/5606691/BRS 15 A rue des Fusiliers Marins Ã Eschau	C.D.C.	395 375,00	395 375,00	79,03	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
OFS La Cooperative Fonciere	2025	X	10352/5606692/BRS 11 rue du Trissermatt Ã LA WANTZENAU	C.D.C.	187 300,00	187 300,00	79,03	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
OPIDIA	2022	F	10250/86291333629/Cstr. de 13 logts. rue FrÃ©land Ã Strasbourg	C Agricole	1 900 000,00	1 900 000,00	2,00	T	F		0,000	F		2,300	A-1	EUR	43 700,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPIDIA	2023	F	10251/86291405480/Cstr. de 10 logts 4/6 AllÃ©e Publius Rufrenus et	C Agricole	1 561 130,00	1 561 130,00	2,24	T	F		2,540	F		2,500	A-1	EUR	39 028,24	0,00
Office Foncier Solidaire Alsac	2023	P	10300/1080511/BRS 13 logts 7 allÃ©e des Sources Ã Mittelhausberge	Action Logement Services	195 000,00	195 000,00	37,47	T	F		0,000	F		0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Office Foncier Solidaire Alsac	2024	P	10301/1080518/BRS secteur Starlette ZAC 2 rives Ã Strasbourg	Action Logement Services	510 000,00	510 000,00	38,15	T	F		0,000	F		0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Office Foncier Solidaire Alsac	2023	P	10302/1083651/BRSrue Jean Wenger Valentin Ã Strasbourg	Action Logement Services	450 000,00	450 000,00	37,47	T	F		0,000	F		0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Office Foncier Solidaire Alsac	2024	P	10303/1083654/BRS rue Katia Krafft Ã Mundolsheim	Action Logement Services	105 000,00	105 000,00	38,15	T	F		0,000	F		0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	1978	C	152/1314416/C LINGOLSHEIM FOYER PA 3653100	C.D.C.	93 163,87	55 898,27	11,81	T	V	LIVRET A	1,040	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	2 317,90	4 658,20
Ophea - (C.U.S. Habitat)	1981	P	153/0151631/C LINGOLSHEIM FOYER PA 3653100	C.D.C.	2 347,71	0,00	0,00	A	F		1,038	F		1,200	A-1	EUR	0,84	70,65
Ophea - (C.U.S. Habitat)	1981	C	154/1314417/C LINGOLSHEIM FOYER PA 3653100	C.D.C.	13 717,18	8 230,46	11,81	T	V	LIVRET A	1,120	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	341,30	685,84
Ophea - (C.U.S. Habitat)	1988	X	159/1278380/C RUE DU RIETH 4155101	C.D.C.	32 725,33	0,00	0,00	A	V	LIVRET A	3,882	V	LIVRET A	3,520	A-1	EUR	115,12	3 270,48
Ophea - (C.U.S. Habitat)	1988	X	176/1278383/C RUE DE LA MASSUE 4158700	C.D.C.	24 795,96	0,00	0,00	A	V	LIVRET A	3,857	V	LIVRET A	3,520	A-1	EUR	87,22	2 478,05
Ophea - (C.U.S. Habitat)	1988	X	183/1278381/C FOYER AVEUGLE MEINAU 3660101	C.D.C.	608 256,33	0,00	0,00	A	V	LIVRET A	3,947	V	LIVRET A	3,520	A-1	EUR	1 032,23	29 324,52
Ophea - (C.U.S. Habitat)	1988	X	206/1278376/C GEISPLOSHEIM 3174100	C.D.C.	229 294,90	0,00	0,00	A	V	LIVRET A	3,854	V	LIVRET A	3,520	A-1	EUR	806,61	22 915,14
Ophea - (C.U.S. Habitat)	1988	X	207/1278379/C GEISPLOSHEIM 8 HLM 3174100	C.D.C.	212 054,15	0,00	0,00	A	V	LIVRET A	3,911	V	LIVRET A	3,520	A-1	EUR	753,31	21 400,89
Ophea - (C.U.S. Habitat)	1988	X	209/1278378/AA RUE THIERGARTEN 3175100	C.D.C.	61 164,42	0,00	0,00	A	V	LIVRET A	3,854	V	LIVRET A	3,520	A-1	EUR	215,17	6 112,61
Ophea - (C.U.S. Habitat)	1988	X	210/1278377/AA RUE THIERGARTEN 3175100	C.D.C.	79 760,16	0,00	0,00	A	V	LIVRET A	3,854	V	LIVRET A	3,520	A-1	EUR	280,58	7 971,02
Ophea - (C.U.S. Habitat)	1988	X	211/1278382/AA RUE THIERGARTEN 3175100	C.D.C.	210 737,13	0,00	0,00	A	V	LIVRET A	3,940	V	LIVRET A	3,520	A-1	EUR	741,33	21 060,52
Ophea - (C.U.S. Habitat)	1989	X	330/1278361/C RUE JACOB MAYER 3182100	C.D.C.	1 330 393,05	638 837,06	5,66	S	V	IPC FR XT	4,618	V	IPC FR XT	116,210	A-2	EUR	601 028,26	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Ophea - (C.U.S. Habitat)	1989	X	331/1278359/C RUE M.SCHONGAUER 3141200	C.D.C.	474 087,52	227 121,81	5,66	S	V	IPC FR XT	4,626	V	IPC FR XT	116,210	A-2	EUR	213 679,88	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	1990	X	339/1278384/C RUE DE ROTHAU 3168100	C.D.C.	29 286,47	4 970,07	1,33	A	V	LIVRET A	3,668	V	LIVRET A	3,520	A-1	EUR	257,23	2 337,80
Ophea - (C.U.S. Habitat)	1990	X	345/0268357/AA RUE DU THIERGARTEN 3175100	C.D.C.	16 145,57	1 496,27	1,75	A	V	LIVRET A	3,695	V	LIVRET A	3,520	A-1	EUR	77,47	704,55
Ophea - (C.U.S. Habitat)	1992	X	346/1278362/C RTE DE MITTELHAUSB. 3135300	C.D.C.	99 885,29	53 031,81	5,66	S	V	IPC FR XT	4,373	V	IPC FR XT	116,210	A-2	EUR	49 893,18	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	1990	X	351/1278363/C QUAI DES JONCS 4165100	C.D.C.	1 930 184,36	915 495,38	5,66	S	V	IPC FR XT	4,425	V	IPC FR XT	116,210	A-2	EUR	861 312,90	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	1991	X	359/1278364/AA 73 GRAND RUE 4162200	C.D.C.	101 596,60	35 655,96	5,66	S	V	INF FR XT	4,340	V	INF FR XT	0,424	A-2	EUR	339,16	5 768,58
Ophea - (C.U.S. Habitat)	1991	X	362/1278385/C RUE DE FRIEDOLSHEIM 3180100I	C.D.C.	1 416 887,73	666 292,47	5,66	S	V	IPC FR XT	4,396	V	IPC FR XT	116,210	A-2	EUR	626 858,76	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	1991	X	367/1278387/C NIEVES BISCHHEIM 3179100	C.D.C.	135 359,15	47 667,82	5,66	S	V	INF FR XT	4,220	V	INF FR XT	0,424	A-2	EUR	453,42	7 711,92
Ophea - (C.U.S. Habitat)	1993	X	369/1278386/AA NIEVES BISCHHEIM 3179100	C.D.C.	501 278,87	266 142,46	5,66	S	V	IPC FR XT	4,217	V	IPC FR XT	116,210	A-2	EUR	250 391,14	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	1991	X	370/1278388/AA 57 GRAND RUE 4162300	C.D.C.	61 033,24	21 760,78	5,66	S	V	INF FR XT	4,210	V	INF FR XT	0,424	A-2	EUR	206,99	3 520,57
Ophea - (C.U.S. Habitat)	1991	X	372/1278389/AA 59 61 GRAND RUE 4162100	C.D.C.	185 517,59	66 069,37	5,66	S	V	INFLATION	4,210	V	INFLATION	0,424	A-2	EUR	628,44	10 689,04
Ophea - (C.U.S. Habitat)	1992	X	389/1278390/C CANONNIERS 10 LOGTS 3144200	C.D.C.	422 204,52	193 735,88	5,66	S	V	IPC FR XT	4,215	V	IPC FR XT	116,210	A-2	EUR	182 269,86	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	1992	X	397/1278392/C LES COQUELICOTS 3174200	C.D.C.	1 032 186,28	483 162,96	5,66	S	V	IPC FR XT	4,049	V	IPC FR XT	116,210	A-2	EUR	454 567,54	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	1992	X	398/1278391/AA LES BATELIERS 3176100	C.D.C.	362 612,26	169 747,42	5,66	S	V	IPC FR XT	4,028	V	IPC FR XT	116,210	A-2	EUR	159 701,12	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	1993	X	400/1278395/C LA GROSSMATT 3178200	C.D.C.	1 540 405,18	560 657,22	5,66	S	V	INF FR XT	0,000	V	INF FR XT	0,424	A-2	EUR	5 332,94	90 705,80
Ophea - (C.U.S. Habitat)	1993	X	401/1278394/C LA GROSSMATT 3178300	C.D.C.	525 669,80	253 707,22	5,66	S	V	IPC FR XT	4,031	V	IPC FR XT	116,210	A-2	EUR	238 691,86	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	1993	P	402/1278396/C LES COQUELICOTS 3174200	C.D.C.	35 407,17	18 360,83	10,49	A	F		3,929	F		2,200	A-1	EUR	421,14	1 499,66
Ophea - (C.U.S. Habitat)	1993	X	403/1278393/C LES FLORENTINS 3165200	C.D.C.	3 058 017,34	1 468 069,38	5,66	S	V	IPC FR XT	4,042	V	IPC FR XT	116,210	A-2	EUR	1 381 183,48	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	1993	X	415/1344521/C FOYER HANDICAPES PHYSIQUES	C.D.C.	361 751,11	187 117,52	9,24	A	V	LIVRET A	4,040	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	5 006,05	18 711,75

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Ophea - (C.U.S. Habitat)	1994	P	423/1278397/C RUE DU RIETH 4155200	C.D.C.	3 089 662,86	1 659 568,45	10,41	A	F		3,570	F		0,546	A-1	EUR	38 116,18	139 164,14
Ophea - (C.U.S. Habitat)	1995	X	462/1278399/C JULES SIEGFRIED 3101200	C.D.C.	1 227 421,05	651 670,96	5,66	S	V	IPC FR XT	3,552	V	IPC FR XT	116,210	A-2	EUR	613 102,60	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2015	X	463/1348712/R Jules Siegfried 3401200	C.D.C.	81 985,21	44 662,61	5,66	T	V	LIVRET A	1,340	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	1 815,23	5 992,87
Ophea - (C.U.S. Habitat)	1996	X	479/1278403/C RUE DES ZOUAVES 4158900	C.D.C.	74 456,42	39 530,93	5,66	S	V	IPC FR XT	3,494	V	IPC FR XT	116,210	A-2	EUR	37 191,34	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	1995	X	480/1278402/C RUE DES ZOUAVES 4158900	C.D.C.	50 627,73	26 879,61	5,66	S	V	IPC FR XT	3,367	V	IPC FR XT	116,210	A-2	EUR	25 288,78	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	1996	X	481/1278404/C RUE DES GOUJONS 3165300	C.D.C.	352 282,35	187 036,20	5,66	S	V	IPC FR XT	3,448	V	IPC FR XT	116,210	A-2	EUR	175 966,68	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	1998	P	482/1278411/C RTE DE MITTELHAUSBERGEN	C.D.C.	300 716,86	174 072,81	10,41	A	F		3,009	F		0,546	A-1	EUR	3 998,02	14 596,98
Ophea - (C.U.S. Habitat)	1997	P	483/1278409/C HAUTEPIERRE SUD 3139400	C.D.C.	1 866 882,41	1 080 662,48	10,41	A	F		3,530	F		0,546	A-1	EUR	24 820,16	90 619,60
Ophea - (C.U.S. Habitat)	1997	P	484/1278406/C PORTE DE L HOPITAL 4102300	C.D.C.	494 162,45	286 050,41	10,41	A	F		3,490	F		0,546	A-1	EUR	6 569,87	23 986,97
Ophea - (C.U.S. Habitat)	1996	X	485/452493/C RUE DES ZOUAVES 4158900	C.D.C.	127 660,81	17 625,80	2,83	A	V	LIVRET A	3,108	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	872,48	5 334,29
Ophea - (C.U.S. Habitat)	1996	X	486/1278405/C RUE DES GOUJONS 3165300	C.D.C.	42 479,35	24 589,74	10,41	T	F		3,040	F		0,546	A-1	EUR	564,77	2 061,95
Ophea - (C.U.S. Habitat)	1997	X	487/1348716/C RTE DE MITTELHAUSBERGEN	C.D.C.	81 994,59	44 667,71	5,66	T	V	LIVRET A	3,040	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	1 815,44	5 993,55
Ophea - (C.U.S. Habitat)	1997	X	488/1348714/C HAUTEPIERRE SUD 3139400	C.D.C.	155 452,64	84 685,04	5,66	T	V	LIVRET A	3,070	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	3 441,87	11 363,12
Ophea - (C.U.S. Habitat)	1996	X	489/1348713/C PORTE DE L HOPITAL 4102300	C.D.C.	180 325,00	98 234,60	5,66	T	V	LIVRET A	2,850	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	3 992,57	13 181,21
Ophea - (C.U.S. Habitat)	1999	X	498/1348719/MUNDOLSHEIM 3117010	C.D.C.	112 693,17	61 391,22	5,66	T	V	LIVRET A	2,830	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	2 495,14	8 237,52
Ophea - (C.U.S. Habitat)	1994	P	519/1278398/C RUE DE FLANDRES 4100200	C.D.C.	29 392,07	17 013,84	10,41	A	F		4,054	F		0,546	A-1	EUR	390,78	1 426,70
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2000	P	541/1278418/01C RUE DU TRAVAIL	C.D.C.	390 104,33	225 815,62	10,41	A	F		3,338	F		0,546	A-1	EUR	5 186,42	18 935,90
Ophea - (C.U.S. Habitat)	1999	X	548/1348718/C RUE DU TRAVAIL	C.D.C.	134 140,47	73 074,93	5,66	T	V	LIVRET A	2,770	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	2 970,00	9 805,26
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2000	P	549/1278425/C OBERSCHAEFFOLSHEIM	C.D.C.	263 081,95	152 287,33	10,41	A	F		3,338	F		0,546	A-1	EUR	3 497,67	12 770,17

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Ophea - (C.U.S. Habitat)	1998	P	550/1278410/C RUE DES TUILERIES	C.D.C.	1 309 573,33	758 058,75	10,41	A	F		2,992	F		0,546	A-1	EUR	17 410,73	63 567,51
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2000	P	551/1278421/C MUNDOLSHEIM 3117010	C.D.C.	102 743,40	59 473,94	10,41	A	F		3,293	F		0,546	A-1	EUR	1 365,97	4 987,23
Ophea - (C.U.S. Habitat)	1999	X	552/1278426/C OBERSCHAEFFOLSHEIM	C.D.C.	36 607,09	21 190,12	10,41	T	F		2,966	F		0,546	A-1	EUR	486,69	1 776,95
Ophea - (C.U.S. Habitat)	1997	X	553/1348715/C RUE DE LA TUILERIE 3118200	C.D.C.	119 765,10	65 243,75	5,66	T	V	LIVRET A	3,040	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	2 651,71	8 754,47
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2000	X	554/1278428/RUE HIMMERICH	C.D.C.	74 902,82	43 358,41	10,41	T	F		2,934	F		0,546	A-1	EUR	995,83	3 635,81
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2001	P	557/1278427/RUE HIMMERICH	C.D.C.	830 246,52	480 595,77	10,41	A	F		3,259	F		0,546	A-1	EUR	11 038,10	40 300,70
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2000	P	558/1278424/C OBERSCHAEFFOLSHEIM	C.D.C.	44 884,58	25 981,70	10,41	A	F		3,338	F		0,546	A-1	EUR	596,73	2 178,75
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2000	P	573/1278422/RTE D'OBERHAUSBERGEN	C.D.C.	393 618,81	227 850,05	10,41	A	F		3,338	F		0,546	A-1	EUR	5 233,16	19 106,48
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2001	P	574/1278434/VENDENHEIM LES BATELIERS	C.D.C.	638 651,19	369 689,32	10,41	A	F		3,259	F		0,546	A-1	EUR	8 490,85	31 000,51
Ophea - (C.U.S. Habitat)	1999	X	575/1278423/RTE D'OBERHAUSBERGEN	C.D.C.	95 891,20	55 507,58	10,41	T	F		2,976	F		0,546	A-1	EUR	1 274,87	4 654,61
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2000	X	576/1278435/VENDENHEIM LES BATELIERS	C.D.C.	139 992,13	81 035,94	10,41	T	F		2,934	F		0,546	A-1	EUR	1 861,19	6 795,29
Ophea - (C.U.S. Habitat)	1999	P	579/1278414/ROBERTSAU AUBEPINE 51 LOGTS	C.D.C.	1 283 250,89	742 821,94	10,41	A	F		3,304	F		0,546	A-1	EUR	17 060,79	62 289,77
Ophea - (C.U.S. Habitat)	1999	P	580/1278415/RUE DES CAPUCINS 6 LOGTS	C.D.C.	172 920,33	100 096,46	10,41	A	F		3,350	F		0,546	A-1	EUR	2 298,98	8 393,66
Ophea - (C.U.S. Habitat)	1999	P	581/1278416/RUE LECLERC 36 LOGTS	C.D.C.	1 183 139,10	684 870,93	10,41	A	F		3,382	F		0,546	A-1	EUR	15 729,80	57 430,32
Ophea - (C.U.S. Habitat)	1999	X	582/1348717/ROBERTSAU AUBEPINE 5 LOGTS	C.D.C.	110 713,17	60 312,58	5,66	T	V	LIVRET A	2,900	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	2 451,30	8 092,80
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2000	X	585/879936/CHEMIN LONG	C.D.C.	70 888,79	17 268,69	5,66	A	V	LIVRET A	2,948	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	749,98	2 467,80
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2000	X	588/1344533/7 LOGTS R CHEMIN LONG	C.D.C.	207 205,81	138 643,64	12,32	A	V	LIVRET A	3,550	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	5 851,65	7 647,74
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2001	P	596/1278436/Acquis-amelio.10 logts 12-14, rue de l'Engelbreit	C.D.C.	249 846,40	171 490,41	15,41	T	F		3,054	F		0,582	A-1	EUR	4 127,66	9 085,54
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2001	X	597/1278437/Acquis.amelio. 1 logt 12-14 r. de l'Engelbreit	C.D.C.	43 280,52	25 053,29	10,41	T	F		2,696	F		0,546	A-1	EUR	575,41	2 100,87

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2002	P	598/1278442/Acquis.amelio. 8 logts 39-41 r. des Bouchers a Str	C.D.C.	265 244,21	182 059,22	15,41	T	F		3,018	F		0,582	A-1	EUR	4 382,04	9 645,48
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2002	X	599/1278441/Acquis.amelio. 1 logt 39-41, r. des Bouchers a Str	C.D.C.	47 713,21	27 619,39	10,41	T	F		2,718	F		0,546	A-1	EUR	634,34	2 316,02
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2002	P	600/1278439/Acquis.amelio. 6 logts 6, r.de Soultz a Strasbourg	C.D.C.	79 498,96	54 566,81	15,41	T	F		3,018	F		0,582	A-1	EUR	1 313,39	2 890,93
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2002	X	601/1278438/Acquis. amelio. 1 logt 6, rue de Soultz a Strasbrg	C.D.C.	31 574,94	18 277,63	10,41	T	F		2,731	F		0,546	A-1	EUR	419,80	1 532,64
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2002	P	602/1278440/Const. 23 logts rue Franck a Strasbourg	C.D.C.	1 077 230,88	739 393,70	15,41	T	F		3,006	F		0,582	A-1	EUR	17 796,70	39 172,94
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2002	X	603/1278443/Const. 1 logt rue Franck a Strasbourg	C.D.C.	39 293,28	22 745,28	10,41	T	F		2,762	F		0,546	A-1	EUR	522,39	1 907,33
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2002	P	606/1278445/Acquis. amelio. 87 logts rue de Bale a Strasbourg	C.D.C.	4 093 825,25	2 809 935,19	15,41	T	F		3,020	F		0,582	A-1	EUR	67 633,22	148 869,78
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2002	P	607/1278447/Acquis. amelio. 45 logts 15-21 r.de Krembs a Stras	C.D.C.	1 965 166,92	1 348 858,63	15,41	T	F		2,965	F		0,582	A-1	EUR	32 466,11	71 462,25
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2003	X	609/1278444/Const. 26 logts 48, rte de Bischwiller a Schiltigh	C.D.C.	1 098 920,99	754 281,47	15,41	T	F		2,972	F		0,582	A-1	EUR	18 155,03	39 961,69
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2003	P	610/1278446/Const. 6 logts rue Sayet a Strasbourg	C.D.C.	231 586,61	158 957,27	15,41	T	F		2,928	F		0,582	A-1	EUR	3 825,99	8 421,53
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2003	P	612/1278449/Const. 9 logts rue de Ribeauville a Strasbourg	C.D.C.	331 293,47	227 394,66	15,41	T	F		2,969	F		0,582	A-1	EUR	5 473,22	12 047,30
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2003	P	613/1278450/Acquis. amelio. 5 logts 7, rue des Lilas a Mundols	C.D.C.	146 394,45	100 482,63	15,41	T	F		2,969	F		0,582	A-1	EUR	2 418,55	5 323,57
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2003	P	614/1278451/Acquis. amelio.4 logts rue de la 8eme Legion a Str	C.D.C.	170 683,51	117 154,40	15,41	T	F		2,966	F		0,582	A-1	EUR	2 819,83	6 206,81
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2003	P	615/1278455/Const. 45 logts r. Gunsbach & G Michel a Illkirch	C.D.C.	2 155 047,03	1 479 189,47	15,41	T	F		2,926	F		0,582	A-1	EUR	35 603,08	78 367,12
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2003	P	616/1278457/Acquis. amelio.6 logts 14, rue du Gal Leclerc a Ec	C.D.C.	135 616,25	93 084,99	15,41	T	F		2,969	F		0,582	A-1	EUR	2 240,48	4 931,60
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2003	X	617/1344538/Acquis. amelio. 6 logts 14, r. du Gal Leclerc a Ec	C.D.C.	111 328,52	98 701,70	32,65	A	V	LIVRET A	2,900	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	4 005,28	1 430,41
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2003	P	618/1278452/Acquis. amelio. 10 logts 12A, avenue Jean Jaures a	C.D.C.	345 386,10	237 067,32	15,41	T	F		2,928	F		0,582	A-1	EUR	5 706,05	12 559,79
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2003	X	620/1278461/Acquis. amelio. 8 logts 24, rue de la Tour a Stras	C.D.C.	186 208,19	127 810,15	15,41	T	F		2,969	F		0,582	A-1	EUR	3 076,30	6 771,38
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2003	X	623/1344539/Acquis. amelio. 4 logts 1, rue Kuhn a Strasbourg	C.D.C.	22 537,86	19 981,60	32,65	A	V	LIVRET A	2,900	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	810,85	289,58

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2003	P	624/1278458/Acquis. amelio. 4 logts rue Kuhn a Strasbourg	C.D.C.	80 278,99	55 102,32	15,41	T	F		2,969	F		0,582	A-1	EUR	1 326,27	2 919,29
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2003	P	625/1278460/Acquis. amelio. 4 logts rue Deserte a Strasbourg	C.D.C.	71 009,69	48 739,99	15,41	T	F		2,931	F		0,582	A-1	EUR	1 173,14	2 582,22
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2003	X	626/1344540/Acquis. amÃ©lio. 4 logts rue DÃ©serte Ã Strasbourg	C.D.C.	92 987,50	82 758,24	32,48	A	V	LIVRET A	3,160	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	3 346,06	893,28
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2003	P	627/1278448/Const. 6 logts rue de Ste-Marie-aux-Mines a Strasb	C.D.C.	189 057,54	129 766,00	15,41	T	F		2,972	F		0,582	A-1	EUR	3 123,37	6 874,99
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2003	X	628/1344537/Chrgr fonc. 6 logts rue de Ste-Marie-aux-Mines a S	C.D.C.	26 859,24	24 052,19	32,81	A	V	LIVRET A	2,880	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	971,18	227,33
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2003	P	629/1278456/Const. 5 logts r. Gunsbach & C Michel a Illkirch	C.D.C.	213 436,07	146 498,88	15,41	A	F		2,655	F		0,582	A-1	EUR	3 526,13	7 761,51
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2003	X	630/1015540/Acquis. amelio. 6 logts r. du Gal Leclerc a Eckbol	C.D.C.	18 627,00	8 123,62	10,66	A	V	LIVRET A	2,550	V	LIVRET A	3,700	A-1	EUR	321,50	565,81
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2003	X	631/1015541/Acqui. amelio. 6 logts rue du Gal Leclerc a Eckbol	C.D.C.	13 894,00	10 040,69	28,65	A	V	LIVRET A	2,387	V	LIVRET A	3,700	A-1	EUR	377,37	158,57
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2003	X	633/1015560/Acquis. amelio. 8 logts 24, rue de La Tour a Stras	C.D.C.	29 500,00	12 865,56	10,66	A	V	LIVRET A	2,550	V	LIVRET A	3,700	A-1	EUR	509,18	896,08
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2003	X	634/1278459/Acquis. amelio. 4 logts 1, rue Kuhn a Strasbourg	C.D.C.	24 948,16	17 123,92	15,41	A	F		2,676	F		0,582	A-1	EUR	412,16	907,24
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2003	X	635/1015549/Acquis. amelio. 4 logts rue Kuhn a Strasbourg	C.D.C.	8 378,00	6 054,46	28,65	A	V	LIVRET A	2,387	V	LIVRET A	3,700	A-1	EUR	227,55	95,62
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2003	X	636/1015557/Acquis. amelio. 4 logts rue Deserte a Strasbourg	C.D.C.	27 800,00	12 098,53	10,49	A	V	LIVRET A	2,722	V	LIVRET A	3,700	A-1	EUR	477,53	807,54
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2003	X	637/1015558/Acquis. amelio. 4 logts rue Deserte a Strasbourg	C.D.C.	32 900,00	23 761,18	28,48	A	V	LIVRET A	2,649	V	LIVRET A	3,700	A-1	EUR	890,26	299,92
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2003	P	638/1278453/Acquis. amelio. 14 logts rue V nessler a Strasbour	C.D.C.	554 281,95	320 851,20	10,41	T	F		3,264	F		0,546	A-1	EUR	7 369,16	26 905,20
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2003	P	639/1278454/Acquis. amelio. 10 logts rue Kuhn a Strasbourg	C.D.C.	382 896,35	221 642,95	10,41	T	F		3,234	F		0,546	A-1	EUR	5 090,60	18 586,04
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2004	X	643/1278466/Acquis. amelio. 7 logts rue du Fosse Neuf a Bischh	C.D.C.	175 392,12	132 415,51	15,99	S	V	IPC FR XT	2,600	V	IPC FR XT	116,360	A-2	EUR	124 713,72	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2004	X	644/1344543/Chrge fonc. 7 logts rue du Fosse Neuf a Bischheim	C.D.C.	144 979,04	132 297,13	32,98	A	V	LIVRET A	4,150	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	5 304,22	308,45
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2005	X	645/1278467/Acquis. amelio. 4 logts rue de Soultz a Strasbourg	C.D.C.	72 309,11	54 675,17	15,99	S	V	IPC FR XT	2,505	V	IPC FR XT	116,360	A-2	EUR	51 495,06	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2004	X	646/1344544/Chrge Fonc. 4 logts rue de Soultz a Strasbourg	C.D.C.	131 430,17	116 959,46	32,39	A	V	LIVRET A	3,140	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	4 728,87	1 262,44

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2004	X	647/1278468/Const. 15 logts rte d'Oberhausbergen a Strasbourg	C.D.C.	550 211,18	416 035,58	15,99	S	V	IPC FR XT	2,504	V	IPC FR XT	116,360	A-2	EUR	391 837,36	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2004	X	648/1344545/Chrge fonc. 15 logts rte d'Oberhausbergen a Strasb	C.D.C.	444 843,16	399 609,74	32,90	A	V	LIVRET A	2,860	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	16 109,50	3 127,58
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2004	X	649/1278469/Acquis. amelio. 49 logts rue de la 1ere Armee a St	C.D.C.	675 043,19	510 425,83	15,99	S	V	IPC FR XT	2,583	V	IPC FR XT	116,360	A-2	EUR	480 737,50	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2004	X	650/1344546/Chrge fonc. 49 logts rue de la 1ere Armee a Strasb	C.D.C.	622 347,36	559 064,63	32,81	A	V	LIVRET A	2,860	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	22 537,61	4 375,57
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2004	X	651/1278462/Const. 5 logts rue au Rempart a Vendenheim	C.D.C.	287 552,06	240 564,16	15,91	S	V	IPC FR XT	2,513	V	IPC FR XT	116,360	A-2	EUR	226 572,02	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2004	X	652/1278463/Acquis. amelio. 4 logts rue du Lavoir a Vendenheim	C.D.C.	176 102,35	133 141,57	15,99	S	V	IPC FR XT	2,497	V	IPC FR XT	116,360	A-2	EUR	125 397,54	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2004	X	653/1344542/Const. 16 logts rue des Floralies Ã Mundolsheim	C.D.C.	763 658,38	618 312,92	19,82	A	V	LIVRET A	2,980	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	25 379,38	16 171,54
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2004	X	654/1278464/Const. 10 pav r. d'Eschau & de Mulhouse a OStwald	C.D.C.	814 902,77	616 037,02	15,99	S	V	IPC FR XT	2,471	V	IPC FR XT	116,360	A-2	EUR	580 205,94	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2004	P	655/1344635/Const. 10 pav rue Helene Boucher a Strasbourg	C.D.C.	461 637,54	368 843,04	18,08	A	F		2,250	F		1,800	A-1	EUR	6 930,12	16 163,63
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2004	C	658/1314430/Amenag. Foyer ARPALE 5, rue des Hirondelles a Ling	C.D.C.	197 772,52	0,00	0,00	T	V	LIVRET A	3,290	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	3 726,96	7 416,48
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2004	X	659/1278470/Acquis. en VEFA 9 logts rte d'Altenheim a Strasbou	C.D.C.	263 782,07	199 476,26	15,99	S	V	IPC FR XT	2,514	V	IPC FR XT	116,360	A-2	EUR	187 873,96	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2005	X	660/1348720/Const. 6 logts rue Rene Fonk a Strasbourg	C.D.C.	358 246,83	291 472,40	16,15	T	V	LIVRET A	2,110	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	10 533,63	7 974,65
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2005	X	661/1325537/Acquis. amelio. 28 logts rue Paul Reiss a Strasbou	C.D.C.	940 205,85	707 496,96	19,66	A	V	LIVRET A	2,710	V	LIVRET A	4,150	A-1	EUR	30 120,93	18 308,64
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2005	X	662/1344554/Chrge fonc. 28 logts rue Paul Reiss a Strasbourg	C.D.C.	585 309,28	524 133,73	32,65	A	V	LIVRET A	2,810	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	21 163,61	4 956,35
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2005	X	663/1325536/Acquis. amelio. 49 logts rue de la 1ere Armee a St	C.D.C.	1 209 301,48	946 353,97	20,32	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	4,150	A-1	EUR	40 201,90	22 366,60
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2006	X	665/1348721/Acquis. amelio. 14 logts rue Thiergaten a Strasbou	C.D.C.	195 495,17	161 786,81	16,15	T	V	LIVRET A	2,180	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	6 473,48	3 870,68
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2006	X	666/1344556/Chrge fonc. 14 logts rue Thiergaten a Strasbourg	C.D.C.	427 461,37	390 307,37	33,07	A	V	LIVRET A	2,930	V	LIVRET A	3,900	A-1	EUR	15 333,93	2 870,29
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2006	X	667/1325538/Acquis. amelio. 32 logts r. de la Paix a Oberhausb	C.D.C.	1 086 721,93	824 925,79	20,74	A	V	LIVRET A	2,500	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	33 795,23	19 954,98
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2006	P	670/5032798/Acquis. 90 logts rue de la Division Leclerc Ã Stra	C Epargne	3 500 000,00	1 013 309,17	5,41	T	F		3,340	F		2,570	A-1	EUR	28 771,49	169 384,39

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2006	P	671/1278477/Acquis. 90 logts rue de la Division Leclerc a Stra	C.D.C.	4 022 115,46	2 760 714,85	15,41	A	F		2,803	F		0,582	A-1	EUR	66 448,52	146 262,08
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2006	X	672/1348722/Acquis. amelio. 12 logts 24, rue de Molsheim a Str	C.D.C.	297 426,50	246 142,50	16,15	T	V	LIVRET A	2,250	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	9 848,73	5 888,88
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2006	X	673/1344558/Chrge fonc. 12 logts 24, rue de Molsheim a Strasbo	C.D.C.	627 381,95	557 663,45	32,39	A	V	LIVRET A	2,890	V	LIVRET A	3,900	A-1	EUR	21 975,99	5 823,32
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2006	X	674/1348723/Acquis. amelio. 8 logts 4, rue de Fouday a Strasbo	C.D.C.	245 415,99	203 099,95	16,15	T	V	LIVRET A	2,250	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	8 126,50	4 859,10
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2006	X	675/1344559/Chrge fonc. 8 logts 4, rue Fouday a Strasbourg	C.D.C.	335 257,04	298 001,25	32,39	A	V	LIVRET A	2,890	V	LIVRET A	3,900	A-1	EUR	11 743,41	3 111,84
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2006	X	676/1325540/Const. 25 logts rue de la Paix a Oberhausbergen	C.D.C.	1 331 016,70	1 059 571,33	22,40	A	V	LIVRET A	2,260	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	43 242,86	21 500,27
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2006	X	677/1344560/Chrge fonc. 25 logts rue de la Paix a Oberhausberg	C.D.C.	247 957,49	220 402,95	32,39	A	V	LIVRET A	2,850	V	LIVRET A	3,900	A-1	EUR	8 685,47	2 301,53
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2006	X	678/1325539/Const. 28 logts rue de Lampertheim a Vendenheim	C.D.C.	1 452 614,16	1 156 370,41	22,40	A	V	LIVRET A	2,260	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	47 193,39	23 464,47
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2006	P	679/1344636/Const. 16 pav Cite des Aviateurs a Strasbourg	C.D.C.	881 408,09	704 234,86	18,08	A	F		1,820	F		1,800	A-1	EUR	13 231,73	30 861,34
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2007	X	684/1325541/Const. 10 logts 91, rue de l'Unterelsau a Strasbrg	C.D.C.	480 458,41	382 474,52	22,07	A	V	LIVRET A	2,310	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	15 609,42	7 760,97
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2007	X	685/1344562/Chrge fonc. 10 logts rue de l'Unterelsau a Strasbo	C.D.C.	195 043,96	176 342,20	33,07	A	V	LIVRET A	2,880	V	LIVRET A	3,900	A-1	EUR	6 962,07	2 172,49
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2007	X	686/1325542/Const. 13 logts Ch du Doernebruck a Strasbourg	C.D.C.	670 273,66	533 496,61	22,32	A	V	LIVRET A	2,260	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	21 772,88	10 825,44
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2007	X	687/1344563/Chrge fonc. 13 logts Ch du Doernebruck a Strasbour	C.D.C.	269 772,96	238 176,88	32,31	A	V	LIVRET A	2,850	V	LIVRET A	3,900	A-1	EUR	9 416,96	3 283,57
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2007	P	688/1344567/Acquis. amelio. 4 logts rte de Mittelhausbergen a	C.D.C.	54 425,79	43 485,57	18,08	A	F		2,670	F		1,800	A-1	EUR	817,04	1 905,65
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2007	X	689/1344566/Chrge fonc. 4 logts rte de Mittelhausbergen a Stra	C.D.C.	189 795,77	168 415,02	32,90	A	V	LIVRET A	2,570	V	LIVRET A	3,900	A-1	EUR	6 654,20	2 205,46
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2007	X	690/1325543/Acquis. amelio. 19 logts rue de la 1ere Armee a St	C.D.C.	716 742,16	550 630,83	21,82	A	V	LIVRET A	2,400	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	22 513,07	12 195,90
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2007	X	691/1344568/Chrge fonc. 19 logts rue de la 1ere Armee a Strasb	C.D.C.	796 364,47	706 652,91	32,81	A	V	LIVRET A	2,570	V	LIVRET A	3,900	A-1	EUR	27 920,37	9 253,91
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2007	X	692/1344564/Acquis. amelio. 3 logts rue des Seigneurs a Wolfis	C.D.C.	149 191,78	132 204,08	32,56	A	V	LIVRET A	2,570	V	LIVRET A	3,900	A-1	EUR	5 227,04	1 822,60
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2007	P	693/1344565/Acquis. amÃ©lio. 3 logts rue des Seigneurs Ã Wolfis	C.D.C.	84 306,35	67 359,76	18,08	A	F		0,000	F		1,800	A-1	EUR	1 265,61	2 951,88

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2007	X	694/1081959/Acquis. amelio. 25 logts Resid Sociale a Mundolshe	C.D.C.	819 604,00	462 241,17	16,24	A	V	LIVRET A	1,847	V	LIVRET A	3,000	A-1	EUR	14 385,03	17 259,74
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2007	X	699/1093205/Const. 54 pavillons Cite des Aviateurs a Strasbrg	C.D.C.	4 500 000,00	2 867 987,89	21,74	A	V	LIVRET A	1,477	V	LIVRET A	3,000	A-1	EUR	88 385,55	78 197,35
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2008	X	701/1105904/Const. 1 logt 11, rue du Canal a Vendenheim	C.D.C.	110 000,00	70 921,54	22,74	A	V	LIVRET A	1,316	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 040,70	1 960,81
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2008	X	702/1348724/Rehab. 232 logts Goupe Blum Bourgeois a Strasbourg	C.D.C.	387 410,31	211 047,29	5,66	T	V	LIVRET A	1,960	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	8 577,66	28 318,51
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2008	X	703/1105571/Rehab. 232 logts Groupe Blum Bourgeois a Strasbour	C.D.C.	700 000,00	124 506,79	2,33	A	V	LIVRET A	2,256	V	LIVRET A	3,450	A-1	EUR	5 604,33	37 937,63
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2008	X	704/1105436/Const. 10 logts rue des Cigognes a Geispolsheim	C.D.C.	634 308,94	445 547,50	23,32	A	V	LIVRET A	2,561	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	17 303,70	9 813,02
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2008	X	705/1104796/Chrge fonc. 10 logts rue des Cigognes a Geispolshe	C.D.C.	388 770,00	314 517,40	33,31	A	V	LIVRET A	2,560	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	11 979,15	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2008	X	708/1119968/Acq.AmÃ©l. d'1 logt. 14 r des chanps Vendenheim	C.D.C.	146 905,00	113 777,73	32,90	A	V	LIVRET A	2,095	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	4 160,32	1 786,80
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2008	X	709/1119788/Acq.Amel. 4 logts. 14 rte d'Oberhausbergen Strasb	C.D.C.	214 300,00	171 463,15	33,31	A	V	LIVRET A	2,304	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	6 177,86	144,16
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2008	X	710/1278489/Reconst. 48 logts.r de Provence Ilot 5 Meinau Strg	C.D.C.	2 729 671,14	1 778 854,48	17,82	A	V	LIVRET A	1,512	V	LIVRET A	3,250	A-1	EUR	59 906,85	64 433,26
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2008	P	711/1344578/Reamen. Ex Maison des sport r Geneve a Strasbourg	C.D.C.	66 207,61	41 275,90	8,08	A	F		2,270	F		1,320	A-1	EUR	601,51	4 292,69
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2008	X	712/1119685/Chrge fonc. 3 logts 5 rue Kuhn a Strasbourg	C.D.C.	174 000,00	135 502,09	33,07	A	V	LIVRET A	2,396	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	4 950,15	2 002,03
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2008	X	713/1119686/Acq.Amel. 3 logts 5 rue Kuhn a Strasbourg	C.D.C.	110 000,00	76 036,94	23,07	A	V	LIVRET A	2,404	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	2 808,10	1 965,82
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2008	X	714/1119790/Chrge fonc. 8 logts 7-9 rue Kuhn a Strasbourg	C.D.C.	381 628,00	297 191,82	33,07	A	V	LIVRET A	2,396	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	10 856,98	4 390,97
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2008	X	715/1119792/Acq.Amel. 8 logts 7-9 rue Kuhn a Strasbourg	C.D.C.	226 546,00	156 598,79	23,07	A	V	LIVRET A	2,404	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	5 783,30	4 048,62
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2008	X	716/1119782/Const. 2 logts CN 2 rue DU Gal de Gaulle a Eschau	C.D.C.	199 995,00	134 492,17	22,82	A	V	LIVRET A	2,140	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	4 975,71	3 721,91
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2008	X	717/1119779/Chrge fonc. 2 logts CN 2 r Gal de Gaulle a Eschau	C.D.C.	61 377,00	47 033,60	32,81	A	V	LIVRET A	2,093	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	1 719,80	738,63
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2008	X	718/1119776/Acqu.Amel. 2 logts AA 2 r Gal de Gaulle a Eschau	C.D.C.	197 630,00	132 901,77	22,82	A	V	LIVRET A	2,140	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	4 916,87	3 677,90
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2008	X	719/1119773/Chrge fonc. 2 logts AA 2 r Gal de Gaulle a Eschau	C.D.C.	171 444,00	131 378,69	32,81	A	V	LIVRET A	2,093	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	4 803,90	2 063,21

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2008	X	722/1348725/ProductÂ°.eau chaude solaire Elsau-Htp.Mail.Cath.	C.D.C.	548 346,43	296 138,52	5,66	T	V	LIVRET A	2,160	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	11 423,07	40 301,30
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2008	X	723/1120665/Product?.eau chaude solaire Elsau-Htp.Mail.Cath.	C.D.C.	999 879,00	173 349,31	2,92	A	V	LIVRET A	2,003	V	LIVRET A	3,250	A-1	EUR	7 394,84	54 184,20
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2008	X	726/1348703/Rehab.133 logts.Lois Loucheur Port du Rhin Strbg.	C.D.C.	1 089 137,38	672 307,90	8,66	A	F		2,000	F		0,970	A-1	EUR	7 211,63	71 158,87
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2008	X	728/1348704/Resid.505 logts.8a16 r Guirbaden a Bischheim	C.D.C.	1 254 643,22	691 704,80	7,83	A	F		1,980	F		0,970	A-1	EUR	7 512,38	82 767,34
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2008	X	729/1120977/Resid.136 logts.34a38 r Charmille Koenigsh.Strg.	C.D.C.	1 400 000,00	242 718,41	2,92	A	V	LIVRET A	2,003	V	LIVRET A	3,250	A-1	EUR	10 354,03	75 867,06
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2009	X	730/1129072/Acquis. amelio. 5 logts rte de l'Ile aux Epis a St	C.D.C.	136 571,00	94 685,99	22,99	A	V	LIVRET A	2,886	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	3 486,09	2 149,82
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2009	X	731/1129069/Chrge fonc. 5 logts rte de l'Ile aux Epis a Strasb	C.D.C.	319 511,00	249 551,29	32,98	A	V	LIVRET A	2,880	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	9 086,40	2 848,73
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2009	X	732/1128990/Acquis. amelio. 2 logts allee de l'Orphelinat a St	C.D.C.	135 000,00	93 596,80	22,99	A	V	LIVRET A	2,886	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	3 445,99	2 125,09
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2009	X	733/1325517/Mise en place compteurs eau froide et eau chaude Ã	C.D.C.	633 546,30	248 432,63	3,00	A	V	LIVRET A	3,380	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	10 878,01	53 734,19
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2009	X	734/1348727/Mise en place production eau chaude solaire a Stra	C.D.C.	1 702 318,91	919 349,83	5,66	T	V	LIVRET A	2,120	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	35 462,45	125 113,72
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2009	X	735/1348726/Mise en conformite des ascenseurs a Strasbourg	C.D.C.	1 386 530,78	748 806,13	5,66	T	V	LIVRET A	2,080	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	28 884,00	101 904,54
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2009	X	737/1129506/Const. 17 logts Ballersdorf ilot 3 a Strasbourg	C.D.C.	1 536 639,00	1 015 193,96	23,15	A	V	LIVRET A	1,099	V	LIVRET A	2,300	A-1	EUR	24 072,66	31 443,10
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2009	X	738/1129097/Const. 32 logts Ballersdorf ilot 2 a Strasbourg	C.D.C.	1 625 398,00	1 176 375,41	23,15	A	V	LIVRET A	2,422	V	LIVRET A	3,250	A-1	EUR	38 670,88	13 497,98
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2009	X	739/1129086/Chrge fonc. 32 logts Ballersdorf ilot 3 a Strasbou	C.D.C.	393 436,00	318 201,81	33,14	A	V	LIVRET A	2,434	V	LIVRET A	3,250	A-1	EUR	10 225,29	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2009	X	740/1130818/Const. 17 logts Ballersdorf rue de la Klebsau a St	C.D.C.	1 638 000,00	940 736,22	18,15	A	V	LIVRET A	1,110	V	LIVRET A	2,300	A-1	EUR	22 537,10	39 137,64
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2009	X	741/1132422/Const 22 logts Ballersdorf rue de la Klebsau a Str	C.D.C.	1 771 209,00	1 139 918,07	23,23	A	V	LIVRET A	1,112	V	LIVRET A	2,300	A-1	EUR	26 834,30	26 790,90
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2009	X	742/1132425/Chrge fonc. 22 logts Balerdorf rue de la Klebsau a	C.D.C.	418 730,00	305 817,05	33,23	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	2,300	A-1	EUR	7 107,15	3 189,14
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2009	X	743/1130695/Acquis. amelio. 12 logts 19, rue Kuhn a Strasbourg	C.D.C.	844 572,00	583 806,21	23,15	A	V	LIVRET A	2,404	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	21 560,39	15 093,39
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2009	X	744/1130699/Chrge fonc. 12 logts 19, rue Kuhn a Strasbourg	C.D.C.	377 031,00	293 611,96	33,14	A	V	LIVRET A	2,396	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	10 726,20	4 338,08

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2009	X	745/1129048/Rehab. 46 logts Tour 99, rte du Neuhof a Strasbour	C.D.C.	1 524 040,00	383 397,36	3,25	A	V	LIVRET A	2,041	V	LIVRET A	3,250	A-1	EUR	15 217,83	84 843,37
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2009	P	748/1353686/Const. 26 logts lot Les Emailleries a Hoenheim	C.D.C.	1 657 834,01	1 409 916,43	23,99	A	F		3,800	F		0,850	A-1	EUR	12 412,91	50 426,41
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2009	X	749/1133162/Chrge fonc. 26 logts Lot Les Emailleries a Hoenhei	C.D.C.	459 187,00	372 346,36	33,23	A	V	LIVRET A	2,390	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	13 474,33	1 940,72
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2009	X	758/1138561/Acquis. en VEFA 6 logts Les Fedinoises a Vendenhei	C.D.C.	510 000,00	369 649,03	23,73	A	V	LIVRET A	1,960	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	13 475,10	4 659,41
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2009	X	759/1138566/Chrge fonc. 6 logts Les Fedinoises a Vendenheim	C.D.C.	123 930,00	101 501,64	33,73	A	V	LIVRET A	1,943	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	3 657,13	85,34
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2009	X	760/1142552/Surcout const. 106 logts av. Schuman a Lingols	C.D.C.	1 022 777,00	690 949,27	23,65	A	V	LIVRET A	1,072	V	LIVRET A	2,700	A-1	EUR	19 014,93	13 307,63
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2009	X	761/1142516/Const. 53 logts av. Schuman a Lingolsheim	C.D.C.	4 359 004,00	3 189 483,87	23,65	A	V	LIVRET A	1,626	V	LIVRET A	3,250	A-1	EUR	105 121,33	45 018,75
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2009	X	762/1142473/Chrge fonc. 53 logts av. Schuman a Lingolsheim	C.D.C.	692 666,00	567 610,59	33,65	A	V	LIVRET A	1,606	V	LIVRET A	3,250	A-1	EUR	18 489,16	1 286,38
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2009	P	763/1353696/Const. 53 logts av. Schuman a Lingolsheim	C.D.C.	2 044 589,13	1 738 835,05	23,99	A	F		1,980	F		0,850	A-1	EUR	15 308,72	62 190,34
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2009	X	764/1142420/Chrge fonc. 53 logts av. Schuman a Lingolsheim	C.D.C.	971 530,00	804 983,97	33,65	A	V	LIVRET A	1,959	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	29 087,75	3 009,01
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2009	X	766/1148297/Acquis. amelio. 6 logts 40-42, rue de Molsheim a S	C.D.C.	654 296,00	488 790,56	23,90	A	V	LIVRET A	1,980	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	17 818,26	6 161,18
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2009	X	767/1148298/Chrge fonc. 6 logts 40-42, rue de Molsheim a Stras	C.D.C.	205 704,00	171 931,79	33,89	A	V	LIVRET A	1,959	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	6 194,75	144,55
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2009	X	768/1148277/Acquis. amelio. 10 logts 35, rue de la Course a St	C.D.C.	633 479,00	473 239,22	23,90	A	V	LIVRET A	1,980	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	17 251,35	5 965,16
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2009	X	769/1148296/Chrge fonc. 10 logts 35, rue de la Course a Strasb	C.D.C.	236 040,00	197 287,29	33,89	A	V	LIVRET A	1,959	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	7 108,31	165,87
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2009	X	770/1148229/Acquis. en VEFA 24 logts rue du Loess a Strasbourg	C.D.C.	2 748 836,00	1 902 495,90	23,90	A	V	LIVRET A	1,980	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	69 353,17	23 980,86
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2009	X	771/1148231/Chrge fonc. 24 logts rue du Loess a Strasbourg	C.D.C.	411 164,00	343 659,65	33,89	A	V	LIVRET A	1,959	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	12 382,15	288,93
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2010	X	772/1151896/Const. 13 logts r. de Picardie & av. Normandie a S	C.D.C.	820 000,00	599 226,99	24,07	A	V	LIVRET A	2,005	V	LIVRET A	3,250	A-1	EUR	19 666,86	5 907,17
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2010	X	773/1151924/Chrge fonc. 13 logts r. de la Picardie & av. de N	C.D.C.	193 845,00	157 905,95	34,06	A	V	LIVRET A	2,004	V	LIVRET A	3,250	A-1	EUR	4 949,17	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2010	X	774/1151881/Acquis. amelio. 2 logts 14, rue des Poules a Stras	C.D.C.	33 762,00	0,00	0,00	A	V	LIVRET A	2,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	94,50	2 624,96

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2010	X	775/1151975/Relocalisation agence CUS Habitat Meinau a Strasbo	C.D.C.	638 635,00	0,00	0,00	A	V	LIVRET A	2,005	V	LIVRET A	3,250	A-1	EUR	-2 439,14	45 038,86
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2010	X	776/1344580/Acquis. en VEFA 20 logts route du Rhin a Strasbour	C.D.C.	1 042 310,93	925 727,18	27,31	A	V	LIVRET A	2,370	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	33 463,22	3 806,57
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2010	X	777/1158902/Chrge fonc. 20 logts route du Rhin a Strasbourg	C.D.C.	406 250,00	336 974,83	34,31	A	V	LIVRET A	2,364	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	11 250,48	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2010	X	778/1344581/Acquis. en VEFA 27 logts rue du Rieth a Strasbourg	C.D.C.	2 156 764,83	1 915 528,05	27,48	A	V	LIVRET A	2,370	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	69 242,57	7 876,62
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2010	X	779/1163259/Chrge fonc. 27 logts rue du Rieth a Strasbourg	C.D.C.	519 412,00	438 604,95	34,48	A	V	LIVRET A	2,365	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	14 643,57	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2010	X	780/1162878/Surcout THPE 27 logts rue du Rieth a Strasbourg	C.D.C.	285 278,00	208 084,93	24,48	A	V	LIVRET A	1,465	V	LIVRET A	2,700	A-1	EUR	5 688,14	2 586,58
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2010	X	781/1165530/Acquis. amelio. 2 logts 50, rue du Gal de Gaulle a	C.D.C.	70 000,00	43 873,72	14,49	A	V	LIVRET A	2,363	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	1 633,29	1 495,63
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2010	X	782/1165517/Chrge fonc. 2 logts 50, rue du Gal de Gaulle a Rei	C.D.C.	88 000,00	74 309,47	34,48	A	V	LIVRET A	2,359	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	2 480,95	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2010	X	783/1344582/Const. 4 logts 50, rue du gal de Gaulle a Reichste	C.D.C.	263 052,08	233 629,37	27,48	A	V	LIVRET A	2,360	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	8 445,24	960,68
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2010	X	784/1165778/Chrge fonc. 4 logts 50, rue du Gal de Gaulle a Rei	C.D.C.	94 452,00	79 757,70	34,48	A	V	LIVRET A	2,359	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	2 662,85	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2010	X	785/1167076/Financ. compl contrat n?1130283 Tour 99 a Strasbou	C.D.C.	396 000,00	0,00	0,00	A	V	LIVRET A	1,734	V	LIVRET A	3,250	A-1	EUR	-2 564,59	31 782,80
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2010	X	786/1167075/Rehab. & resident 46 logts Tour 99 99, rte du Neuh	C.D.C.	396 000,00	0,00	0,00	A	V	LIVRET A	1,734	V	LIVRET A	3,250	A-1	EUR	977,85	30 087,72
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2010	X	787/1166869/Rehab. 192 logts rues Gribeauval & Canonniers a St	C.D.C.	800 000,00	0,00	0,00	A	V	LIVRET A	1,734	V	LIVRET A	3,250	A-1	EUR	1 975,46	60 783,28
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2010	X	789/1325519/Resident. 535 logts rues Ampere & Wattwiller a Str	C.D.C.	1 150 142,87	707 513,71	9,74	A	V	LIVRET A	1,630	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	27 265,46	49 860,21
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2010	X	790/1348728/Rehab. 535 logts rues Ampere & Watwiller a Strasbo	C.D.C.	1 839 296,92	993 325,78	5,66	T	V	LIVRET A	1,920	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	38 315,94	135 181,07
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2010	X	791/13445583/Rachat 568 logts Armee gr. Pranard quai des Belges	C.D.C.	6 300 000,00	4 835 519,08	27,73	A	V	LIVRET A	1,950	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	175 522,05	40 093,30
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2010	X	792/1344585/Const. 12 logts rue Schulmeister a Strasbourg	C.D.C.	795 782,96	713 730,09	27,82	A	V	LIVRET A	1,980	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	25 799,93	2 934,85
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2010	X	793/1175330/Chrge fonc. 12 logts rue Schulmeister a Strasbourg	C.D.C.	61 981,00	51 762,47	34,81	A	V	LIVRET A	1,961	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	1 868,94	152,49
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2010	X	794/1344586/Const. 10 logts rue Schulmeister Ã Strasbourg	C.D.C.	813 467,03	729 590,78	27,82	A	V	LIVRET A	1,590	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	26 373,27	3 000,06

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2010	X	795/1175369/Chrge fonc. 10 logts rue Schulmeister a Strasbourg	C.D.C.	56 596,00	47 265,23	34,81	A	V	LIVRET A	1,552	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	1 706,56	139,25
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2010	X	796/1325520/Rehab. 432 logts rue du Champ de Manoeuvre a Stras	C.D.C.	6 463 257,56	4 664 375,06	14,83	A	V	LIVRET A	1,700	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	174 322,32	177 911,49
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2010	X	797/1348729/Resident. 432 logts rue du Champ de Manoeuvre a St	C.D.C.	635 770,39	343 352,46	5,66	T	V	LIVRET A	1,760	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	13 244,28	46 726,61
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2010	P	798/5063660/Travaux amÃ©lio. chauffage plusieurs ens. immobilie	C Epargne	1 000 000,00	0,00	0,00	A	F		3,230	F		2,000	A-1	EUR	1 602,15	80 109,19
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2010	X	799/1175551/Travaux amelio. chauffage logts a Strasbourg	C.D.C.	515 000,00	0,00	0,00	A	V	LIVRET A	1,877	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	1 301,88	36 163,29
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2010	X	800/1176964/Const. 12 logts Cours de la Foret rue Auriol a Str	C.D.C.	793 846,00	598 253,68	24,90	A	V	LIVRET A	2,184	V	LIVRET A	3,400	A-1	EUR	20 581,67	7 089,44
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2010	X	801/1344587/Const. 14 logts Cours de la Foret rue Auriol a Str	C.D.C.	818 908,43	734 471,13	27,90	A	V	LIVRET A	1,980	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	26 549,69	3 020,13
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2010	X	802/1176968/Chrge fonc. 14 logts Cours de la Foret rue Auriol	C.D.C.	96 487,00	80 579,58	34,89	A	V	LIVRET A	1,961	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	2 909,41	237,39
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2011	X	803/1344589/Const. 38 logts Ã®lot Ballersdorf Ã Strasbourg	C.D.C.	2 866 959,86	2 581 922,12	27,98	A	V	LIVRET A	2,826	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	93 220,98	7 549,39
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2011	X	804/1344590/Acqui. amÃ©lio. 8 logts 20, rue de Molsheim Ã Stras	C.D.C.	1 105 254,14	995 368,00	27,98	A	V	LIVRET A	2,830	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	35 938,02	2 910,40
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2011	X	805/1177238/Chrge fonc. 8 logts 20, rue de Molsheim a Strasbou	C.D.C.	339 000,00	286 194,87	34,98	A	V	LIVRET A	2,830	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	9 305,70	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2011	X	806/1177308/Acquis. amelio. 3 logts 20, rue de Molsheim	C.D.C.	350 000,00	259 858,19	24,99	A	V	LIVRET A	2,026	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	7 352,19	2 719,92
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2011	X	807/1177268/Chrge fonc. 3 logts 20, rue de Molsheim a Strasbou	C.D.C.	58 000,00	47 180,33	34,98	A	V	LIVRET A	2,030	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 321,15	3,37
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2011	X	808/1325521/RÃ©hab. 128 logts ilÃ´t Weydmann Ã Strasbourg	C.D.C.	1 396 223,94	912 158,21	10,00	A	V	LIVRET A	2,810	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	35 000,13	60 067,70
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2010	P	810/1344588/Travaux sur ascenseurs diverses adresses a Strasbo	C.D.C.	1 006 017,07	627 182,97	8,08	A	F		2,800	F		1,320	A-1	EUR	9 139,81	65 226,92
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2010	X	812/1178258/Chrge fonc. 38 logts ilot Ballersdorf a Strasbourg	C.D.C.	314 883,00	261 344,46	34,98	A	V	LIVRET A	2,826	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	8 497,68	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2011	X	813/1344591/Rehab. 140 logts Cite Loucheur T2 a Strasbourg	C.D.C.	1 871 867,49	1 166 981,51	8,08	A	F		2,400	F		1,320	A-1	EUR	17 006,19	121 365,89
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2011	X	814/1344592/Const. 39 logts rue Hoepffner Ã Strasbourg	C.D.C.	2 330 396,58	2 124 387,35	28,07	A	V	LIVRET A	2,378	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	76 701,56	6 211,59
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2011	X	815/1181505/Chrge fonc. 39 logts rue Hoepffner a Strasbourg	C.D.C.	94 000,00	78 259,43	35,06	A	V	LIVRET A	2,373	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	2 765,05	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2011	X	816/1325523/RÃ©hab. 182 logts Ã la Meinau T3 Ã Strasbourg	C.D.C.	2 987 288,00	1 972 916,45	10,08	A	V	LIVRET A	2,400	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	75 702,15	129 921,05
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2011	P	817/1181296/RÃ©hab. 535 logts rues AmpÃ¨re & Watwwiller Ã Strasb	C.D.C.	7 990 041,00	2 797 294,90	5,08	A	F		2,350	F		2,350	A-1	EUR	75 829,09	429 474,99
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2011	X	818/1344600/Construction 15 logts col. cours de la ForÃªt rue	C.D.C.	963 799,59	870 389,64	28,65	A	V	LIVRET A	1,959	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	31 425,65	2 544,97
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2011	X	819/1199924/Chrge.fonc.Const. 15 logts col. cours de la Foret	C.D.C.	239 720,00	198 898,65	35,64	A	V	LIVRET A	1,941	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	7 186,91	737,67
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2011	X	820/1344601/Construction 17 logts col. cours de la ForÃªt rue	C.D.C.	657 136,08	593 447,49	28,65	A	V	LIVRET A	1,959	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	21 426,57	1 735,21
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2011	X	821/1199957/Chrge.fonc.Const. 17 logts col. cours de la Foret	C.D.C.	109 620,00	90 953,08	35,64	A	V	LIVRET A	1,941	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	3 286,46	337,32
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2011	X	822/1344598/Construction en VEFA de 39 logts col. le Bruckhof	C.D.C.	2 803 780,66	2 532 042,64	28,65	A	V	LIVRET A	1,959	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	91 420,06	7 403,55
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2011	X	823/1199798/Chrge.fonc.Const. 39 logts col. VEFA le Bruckhof a	C.D.C.	604 575,00	501 623,28	35,64	A	V	LIVRET A	1,941	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	18 125,42	1 860,40
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2011	X	824/1344596/Acquis.amÃ©lio.de 11 logts. rue Krutenau Ã	C.D.C.	830 349,11	749 872,97	28,56	A	V	LIVRET A	1,940	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	27 074,36	2 192,59
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2011	X	825/1194407/Chge.fonc.acqui.amelio. 11 logts rue Krutenau	C.D.C.	300 000,00	248 308,61	35,56	A	V	LIVRET A	1,922	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	8 972,26	920,92
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2011	X	826/1344599/Construction de 80 logts col. Ilot Louis Loucheur	C.D.C.	4 902 300,10	4 427 176,86	28,65	A	V	LIVRET A	1,959	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	159 844,38	12 944,82
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2011	X	827/1199828/Chrge. fonc. const. 80 logts col. Ilot Louis	C.D.C.	286 985,00	238 114,96	35,64	A	V	LIVRET A	1,941	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	8 603,93	883,11
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2011	X	828/1344597/Construction en VEFA de 8 pavillons indv. rue	C.D.C.	657 136,08	593 447,49	28,73	A	V	LIVRET A	1,962	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	21 426,57	1 735,21
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2011	X	829/1201577/Chrge. fonc. const. en VEFA 8 pav. r.Maryse Bastie	C.D.C.	109 450,00	90 081,69	35,73	A	V	LIVRET A	1,944	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	3 259,97	473,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2011	X	830/1348730/ChResidentialisation de 182 logts.secteur Corse	C.D.C.	346 216,45	186 976,72	5,66	T	V	LIVRET A	1,730	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	7 212,33	25 445,54
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2011	X	831/1195159/Const. de 35 logts.Ilot Bombardie rte de l'hopital	C.D.C.	3 100 000,00	2 303 987,27	25,65	A	V	LIVRET A	1,760	V	LIVRET A	3,400	A-1	EUR	79 477,67	33 591,45
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2011	X	832/1195354/Chrges.fonc. pr const. de 35 logts.Ilot Bombardie	C.D.C.	556 000,00	461 320,02	35,64	A	V	LIVRET A	1,943	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	16 669,11	1 710,93
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2011	X	833/1195355/Const. de 8 logts.chemin Doernelbruck a	C.D.C.	614 481,00	456 695,59	25,65	A	V	LIVRET A	1,760	V	LIVRET A	3,400	A-1	EUR	15 754,03	6 658,49
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2011	X	834/1195462/Chrges.fonc. pr const. de 8 logts.chemin	C.D.C.	118 852,00	98 612,96	35,64	A	V	LIVRET A	1,943	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	3 563,24	365,73

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2011	X	835/1195471/Const. de 4 logts.chemin Doernelbruck a	C.D.C.	344 481,00	243 935,78	25,65	A	V	LIVRET A	0,955	V	LIVRET A	2,600	A-1	EUR	6 456,15	4 377,53
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2011	X	836/1195476/Chrges.fonc. pr const. de 4 logts.chemin	C.D.C.	52 186,00	41 401,85	35,64	A	V	LIVRET A	1,137	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 167,08	279,42
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2012	X	837/1196221/Const. de 45 logts.col. 7, rue des Hirondelles a	C.D.C.	3 500 000,00	2 601 275,91	25,82	A	V	LIVRET A	1,748	V	LIVRET A	3,400	A-1	EUR	89 732,86	37 925,83
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2012	X	838/1196223/Chrges.fonc.pr.const. de 45 logts.col. 7, rue des	C.D.C.	249 415,00	206 942,67	35,81	A	V	LIVRET A	1,934	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	7 477,57	767,50
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2011	X	839/1195926/Acquis.en VEFAde 7 logts.rte du Rhin le Bruckhof	C.D.C.	500 000,00	371 610,85	25,65	A	V	LIVRET A	1,758	V	LIVRET A	3,400	A-1	EUR	12 818,98	5 417,98
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2011	X	840/1196012/Chrges.fonc.pr.l'racquis.en VEFAde 7 logts.rte du	C.D.C.	96 000,00	79 652,36	35,64	A	V	LIVRET A	1,942	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	2 878,12	295,41
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2011	X	841/1196024/Acquis.en VEFAde 18 logts.rte du Rhin le Bruckhof	C.D.C.	1 400 000,00	991 375,64	25,65	A	V	LIVRET A	0,953	V	LIVRET A	2,600	A-1	EUR	26 238,33	17 790,67
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2011	X	842/1196178/Chrges.fonc.pr.l'racquis.en VEFA 18 logts.rte du	C.D.C.	226 500,00	179 694,09	35,64	A	V	LIVRET A	1,136	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	5 065,40	1 212,75
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2011	X	843/1197347/Const.de 17 logts.col. rue Beckerel a	C.D.C.	1 597 561,18	1 241 206,33	27,82	A	V	LIVRET A	1,650	V	LIVRET A	3,400	A-1	EUR	42 767,40	16 658,44
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2011	X	844/1197364/Chrges.fonc.const.de 17 logts.col. rue Beckerel a	C.D.C.	75 766,18	64 365,76	37,81	A	V	LIVRET A	1,850	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	2 326,22	251,51
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2011	X	845/1197365/Const.de 12 logts.col. rue Beckerel a	C.D.C.	968 882,42	724 780,29	27,82	A	V	LIVRET A	0,850	V	LIVRET A	2,600	A-1	EUR	19 132,08	11 069,20
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2011	X	846/1197368/Chrges.fonc.const.de 12 logts.col. rue Beckerel a	C.D.C.	42 334,63	34 739,10	37,81	A	V	LIVRET A	1,050	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	977,89	185,66
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2011	X	847/1197390/Acquis.en VEFA de 2 logts.rue du Travail a	C.D.C.	120 000,00	89 186,60	25,65	A	V	LIVRET A	1,760	V	LIVRET A	3,400	A-1	EUR	3 076,56	1 300,31
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2011	X	848/1197502/Chrges.fonc. pr. l'acquis. en VEFA de 2 logts.	C.D.C.	30 100,00	24 974,34	35,64	A	V	LIVRET A	1,943	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	902,41	92,62
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2011	X	849/1197263/Acquis.en VEFA de 2 logts.rue du Travail a	C.D.C.	2 700 000,00	2 006 698,57	25,65	A	V	LIVRET A	1,760	V	LIVRET A	3,400	A-1	EUR	69 222,49	29 257,07
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2011	X	850/1197308/Chrges.fonc. pr. l'acquis. en VEFA de 2 logts.	C.D.C.	477 600,00	396 270,57	35,64	A	V	LIVRET A	1,943	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	14 318,65	1 469,67
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2011	X	851/1191404/Acquis.en VEFA de 30 logts.rue du Lac a	C.D.C.	2 000 000,00	1 486 659,84	25,48	A	V	LIVRET A	2,182	V	LIVRET A	3,400	A-1	EUR	51 139,73	17 449,97
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2011	X	852/1191477/Chrges.fonc. pr. l'acquis. en VEFA de 30 logts.	C.D.C.	435 800,00	361 701,47	35,47	A	V	LIVRET A	2,390	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	13 030,58	259,19
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2011	X	853/1191639/Acquis.en VEFA de 20 logts.rue du Lac a	C.D.C.	1 800 000,00	1 337 993,85	25,48	A	V	LIVRET A	2,181	V	LIVRET A	3,400	A-1	EUR	46 025,76	15 704,97

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2011	X	854/1191674/Chrges.fonc. pr. l'acquis. en VEFA de 20 logts.	C.D.C.	340 300,00	282 439,18	35,47	A	V	LIVRET A	2,390	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	10 175,10	202,39
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2011	X	855/1191212/Const.de 16 logts.col. rue Alberti a	C.D.C.	1 410 000,00	1 048 095,18	25,48	A	V	LIVRET A	2,182	V	LIVRET A	3,400	A-1	EUR	36 053,51	12 302,23
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2011	X	856/1191321/Chrges. fonc.const.de 16 logts.col. rue Alberti	C.D.C.	90 310,00	74 954,72	35,47	A	V	LIVRET A	2,376	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	2 700,30	53,71
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2012	X	860/1344602/Rehab. 119 logts Cite Loucheur T3 a Strasbourg	C.D.C.	620 732,67	386 984,46	8,08	A	F		2,410	F		1,320	A-1	EUR	5 639,45	40 246,31
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2012	C	862/1314434/Resid. du Foyer ARPALE a Lingolsheim	C.D.C.	30 584,44	18 350,52	11,81	T	V	LIVRET A	2,490	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	760,93	1 529,24
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2012	X	863/1209239/Acquis.en VEFA 6 logts.col.ZF5 Bouygues rue	C.D.C.	700 000,00	515 011,47	26,07	A	V	LIVRET A	1,555	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	14 626,53	7 364,34
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2012	X	864/1209240/Chrge.fonc acquis.VEFA 6 logts.col.ZF5 Bouygues	C.D.C.	115 168,00	92 798,14	36,06	A	V	LIVRET A	1,554	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 610,30	426,76
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2012	X	865/1344603/Acquis.en VEFA 13 logts.col.ZF5 Bouygues rue	C.D.C.	1 220 641,36	1 119 091,03	29,07	A	V	LIVRET A	2,345	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	40 360,42	2 031,69
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2012	X	866/1209234/Chrge.fonc acquis.VEFA 13 logts.col.ZF5 Bouygues	C.D.C.	249 532,00	209 654,48	36,06	A	V	LIVRET A	2,346	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	7 558,73	310,33
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2011	P	867/8919342/Tr. de mise aux normes, crÃ©atÃ°de locaux divers et	C Epargne	1 500 000,00	119 652,39	0,83	T	F		3,118	F		2,190	A-1	EUR	4 227,13	117 067,71
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2011	P	868/8919145/Tr. de mise aux normes Ã©quipemt. de chauffage et	C Epargne	2 500 000,00	199 421,00	0,83	T	F		3,118	F		2,190	A-1	EUR	7 045,22	195 112,82
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2012	X	869/1348734/RÃ©hab. 92 logts. rue de la Division Leclerc	C.D.C.	707 348,55	382 008,76	5,66	T	V	LIVRET A	1,540	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	14 735,37	51 987,33
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2012	X	870/1348731/Tr. installat? gardes corps protection sur toiture	C.D.C.	675 196,36	364 644,73	5,66	T	V	LIVRET A	1,590	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	14 065,58	49 624,27
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2012	X	871/1344606/Const. 2 pavillons 2,rue GalilÃ©e Ã	C.D.C.	187 477,75	168 744,33	29,31	A	V	LIVRET A	2,370	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	6 085,83	306,35
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2012	X	872/1219330/Charges.fonc.const. 2 pavillons 2,rue Galilee a	C.D.C.	63 240,00	53 133,67	36,31	A	V	LIVRET A	2,370	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	1 915,64	78,65
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2012	X	873/1344605/Const. 27 logts. rue St. ExupÃ©ry Ã	C.D.C.	1 874 777,47	1 687 443,31	29,31	A	V	LIVRET A	2,369	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	60 858,25	3 063,53
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2012	X	874/1219396/Chrges.fonc.pr.const. 27 logts. rue St. Exupery a	C.D.C.	330 000,00	277 262,94	36,31	A	V	LIVRET A	2,366	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	9 996,24	410,40
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2012	X	875/1219327/Const. 12 pavillons. rue St. Exupery a	C.D.C.	900 000,00	662 157,60	26,31	A	V	LIVRET A	1,568	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	18 805,53	9 468,44
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2012	X	876/1219328/Chrges.fonc.const. 12 pavillons. rue St. Exupery a	C.D.C.	142 816,00	115 075,86	36,31	A	V	LIVRET A	1,565	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 236,94	529,21

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2012	X	877/1348732/Rehab. 219 logts.Maille Jacqueline Bld Dostoievski	C.D.C.	257 217,66	138 912,29	5,66	T	V	LIVRET A	1,590	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	5 358,33	18 904,48
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2012	X	878/1348733/Rehab. 153 logts.Maille Jacqueline Bld Dostoievski	C.D.C.	450 130,91	243 096,50	5,66	T	V	LIVRET A	1,590	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	9 377,04	33 082,85
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2012	P	879/1219097/Rehab. 219 logts.Maille Jacqueline Bld Dostoievski	C.D.C.	3 066 000,00	460 497,60	1,33	A	F		1,904	F		1,900	A-1	EUR	13 002,21	223 829,23
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2012	P	880/1219181/Rehab. 153 logts.Maille Jacqueline Bld Dostoievski	C.D.C.	2 142 000,00	321 717,53	1,33	A	F		1,905	F		1,900	A-1	EUR	9 083,74	156 373,84
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2012	P	881/1223763/Rehab. 218 logts.Maille Karine Bld Musset-Ronsard	C.D.C.	3 052 000,00	458 394,84	1,58	A	F		1,904	F		1,900	A-1	EUR	12 942,84	222 807,18
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2012	X	882/1230445/Chrge.fonc acquis.VEFA 42 logts.col.Strg.Cityzen	C.D.C.	835 000,00	698 444,72	36,81	A	V	LIVRET A	1,898	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	25 258,66	3 184,84
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2012	X	883/1344611/Acquis.VEFA 42 logts.col.Strg.Cityzen Euromaster	C.D.C.	4 135 574,51	3 758 970,90	29,82	A	V	LIVRET A	1,908	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	135 568,63	6 824,36
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2012	X	884/1230459/Chrge.fonc acquis.VEFA 32 logts.col.Res.Jardin 2	C.D.C.	586 000,00	490 166,01	36,81	A	V	LIVRET A	1,898	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	17 726,44	2 235,11
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2012	X	885/1344612/Acquis.VEFA 32 logts.col.RÃ©s.Jardin des 2 Rives	C.D.C.	2 934 923,86	2 667 656,77	29,82	A	V	LIVRET A	1,908	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	96 209,99	4 843,10
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2012	X	886/1230402/Chrge.fonc acquis.VEFA 32 logts.col.Res.Rives du	C.D.C.	543 000,00	454 198,20	36,81	A	V	LIVRET A	1,898	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	16 425,69	2 071,10
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2012	X	887/1344610/Acquis.VEFA 32 logts.col.RÃ©s.Rives du Heyritz	C.D.C.	2 712 581,13	2 465 561,56	29,82	A	V	LIVRET A	1,910	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	88 921,36	4 476,19
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2012	X	888/1228437/Rachat patrimoine de 568 logts.a l'etat (armee)	C.D.C.	6 300 000,00	4 498 671,19	21,65	A	V	LIVRET A	1,914	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	165 501,23	98 585,23
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2012	X	889/1348735/Travaux d'amelioration du chauffage patrimoine	C.D.C.	1 140 777,29	616 085,13	5,66	T	V	LIVRET A	1,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	23 764,49	83 842,64
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2012	X	890/1348736/Travaux d'amelioration des ascenseurs patrimoine	C.D.C.	1 422 767,20	768 375,88	5,66	T	V	LIVRET A	1,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	29 638,86	104 567,78
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2013	P	891/1344627/RÃ©habilition 48 logts Ã la Meinau Av. de Normandie	C.D.C.	482 138,29	300 580,30	8,08	A	F		1,450	F		1,320	A-1	EUR	4 380,30	31 260,30
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2013	X	892/1251872/Rachat patrimoine de 568 logts.a l'etat (armee)	C.D.C.	6 300 000,00	4 686 479,14	22,65	A	V	LIVRET A	1,854	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	171 605,92	80 352,15
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2013	X	893/1251621/Rehab. 146 logts.Maille Karine Bld Musset-Ronsard	C.D.C.	484 000,00	106 630,14	2,58	A	V	LIVRET A	1,318	V	LIVRET A	3,000	A-1	EUR	4 166,91	32 266,96
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2013	X	894/1254028/Chrge.fonc acquis.VEFA 11 logts.Res.Rives du	C.D.C.	173 000,00	143 156,00	37,72	A	V	LIVRET A	0,811	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 018,58	364,71
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2013	X	895/1254014/Acquis.VEFA 11 logts.Res.Rives du Heyritz a	C.D.C.	1 100 000,00	838 748,68	27,73	A	V	LIVRET A	0,814	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	23 759,15	9 792,58

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2013	X	896/1325526/Resid. 40 logts rue Rhin Tortu & Cite Loucheur T4	C.D.C.	235 448,24	70 361,69	2,58	A	V	LIVRET A	1,950	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	3 298,60	21 266,16
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2013	X	897/1325527/RÃ©sid. 96 logts rue Schulmeister & CitÃ© Loucheur	C.D.C.	2 104 629,66	1 424 775,29	12,57	A	V	LIVRET A	1,900	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	53 973,54	74 489,72
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2013	X	898/1254084/Chrge.fonc acquis.VEFA 15 logts.rue Bibliotheque	C.D.C.	313 000,00	269 055,39	37,72	A	V	LIVRET A	1,612	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	9 521,94	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2013	X	899/1344630/Acquis.VEFA 15 logts.rue BibliothÃ¨que Ã	C.D.C.	1 583 704,66	1 448 264,83	30,73	A	V	LIVRET A	1,614	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	52 457,19	849,02
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2013	X	900/1251152/Chrge.fonc constr. 36 logts.ilot Ballersdorf a	C.D.C.	535 000,00	459 480,32	37,56	A	V	LIVRET A	1,874	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	16 554,99	380,71
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2013	X	901/1344629/Constr. 36 logts.Ã®lot Ballersdorf Ã	C.D.C.	3 082 435,42	2 818 822,78	30,56	A	V	LIVRET A	1,880	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	102 099,78	1 652,49
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2013	X	902/1348737/Raccordement quartier Pranard au chauffage urbain	C.D.C.	824 083,17	445 052,16	5,66	T	V	LIVRET A	1,440	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	17 167,17	60 566,86
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2013	X	903/1348738/Creation d'une nouvelle chaufferie av.de Normandie	C.D.C.	618 062,38	333 789,09	5,66	T	V	LIVRET A	1,440	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	12 875,39	45 425,14
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2013	X	904/1252146/Chrge.fonc constr. 14 logts.rue de Hochfelden a	C.D.C.	215 000,00	185 086,06	37,64	A	V	LIVRET A	1,850	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	6 289,01	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2013	X	905/1344628/Constr. 14 logts.rue de Hochfelden Ã	C.D.C.	1 040 720,19	951 716,85	30,65	A	V	LIVRET A	1,850	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	34 471,87	557,93
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2013	X	906/1348740/Rehab. 48 logts a la Meinau T7 Av.de Normandie a	C.D.C.	342 612,25	185 030,26	5,66	T	V	LIVRET A	1,400	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	7 137,25	25 180,65
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2013	X	907/1348739/Rehab. 72 logts a la Meinau T6 rue Hoepffner a	C.D.C.	1 285 689,81	1 026 297,89	15,99	T	V	LIVRET A	1,510	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	37 190,28	32 639,32
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2013	X	908/1348741/Rehab. 255 logts secteur Risler quai tuileries,	C.D.C.	1 252 295,25	1 018 877,17	16,15	T	V	LIVRET A	1,510	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	36 821,60	27 876,33
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2013	X	909/1256286/Chr.fonc.acquis.en VEFA de 14 logts.Strg.Citizen	C.D.C.	220 000,00	182 048,08	37,72	A	V	LIVRET A	0,810	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	5 110,34	463,79
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2013	X	910/1256285/Acquis.en VEFA de 14 logts.Strg.Citizen av.Colmar	C.D.C.	1 450 000,00	1 105 623,28	27,73	A	V	LIVRET A	0,812	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	31 318,88	12 908,40
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2013	X	912/1348742/Tr. d'amel. sur ascenseurs Strasbourg patrimoine	C.D.C.	616 702,02	333 054,45	5,66	T	V	LIVRET A	1,420	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	12 847,04	45 325,17
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2013	X	915/1256289/Acquis.en VEFA de 19 logts.ECO II CITADEO 43 rte	C.D.C.	319 500,00	274 642,85	37,98	A	V	LIVRET A	1,612	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	9 531,99	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2013	X	916/1344631/Acquis.en VEFA de 19 logts.ECO II CITADEO 43 rte	C.D.C.	995 471,48	910 871,52	30,98	A	V	LIVRET A	1,614	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	32 615,98	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2013	X	917/1257567/Chrg.fonc.constr. de 15 logts. Brasserie A2 rte de	C.D.C.	310 000,00	266 476,57	37,98	A	V	LIVRET A	1,612	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	9 248,56	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2013	X	918/1344632/Constr. de 15 logts. Brasserie A2 rte de	C.D.C.	723 979,28	662 452,05	30,98	A	V	LIVRET A	1,614	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	23 720,71	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2013	X	919/1257575/Chrg.fonc.constr. de 10 logts. Brasserie A2 rte de	C.D.C.	229 000,00	189 978,29	37,98	A	V	LIVRET A	0,811	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	5 329,47	359,77
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2013	X	920/1257573/Constr. de 10 logts. Brasserie A2 rte de	C.D.C.	800 000,00	617 120,92	27,98	A	V	LIVRET A	0,814	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	17 460,43	6 465,95
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2013	X	921/1257672/Chrge.fonc constr. 42 logts.ilot Hochfelden-CN	C.D.C.	579 000,00	497 709,54	37,98	A	V	LIVRET A	1,612	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	17 273,93	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2013	X	922/1344633/Chrge.fonc constr. 42 logts.ilot Hochfelden-CN	C.D.C.	2 714 922,26	2 484 195,12	30,98	A	V	LIVRET A	1,614	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	88 952,66	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	X	923/1257450/Chrg.fonc.constr. de 6 logts. Brasserie C2 rte de	C.D.C.	130 000,00	112 736,13	38,22	A	V	LIVRET A	1,612	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	3 920,14	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	X	924/1257449/Constr. de 6 logts. Brasserie C2 rte de	C.D.C.	400 000,00	324 060,61	28,23	A	V	LIVRET A	1,614	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	11 749,13	2 304,04
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	X	925/1257443/Chrg.fonc.constr. de 7 logts. Brasserie C2 rte de	C.D.C.	150 000,00	125 804,79	38,22	A	V	LIVRET A	0,811	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 529,20	238,25
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	X	926/1257381/Constr. de 7 logts. Brasserie C2 rte de	C.D.C.	520 000,00	405 539,50	28,23	A	V	LIVRET A	0,814	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	11 474,08	4 249,08
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	X	927/5057760/Acquis. VEFA 11 logts.Allee des Chuchotements	C.D.C.	910 000,00	717 986,85	28,65	A	V	LIVRET A	0,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	20 287,47	6 565,51
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	X	928/5057761/Acquis. VEFA 11 logts.Allee des Chuchotements	C.D.C.	403 000,00	341 995,57	38,64	A	V	LIVRET A	0,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	9 607,99	159,21
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	X	929/5057826/Acquis. VEFA 5 logts.rue de la Bibliotheque	C.D.C.	480 000,00	378 718,31	28,65	A	V	LIVRET A	0,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	10 701,08	3 463,13
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	X	930/5057825/Acquis. VEFA 5 logts.rue de la Bibliotheque	C.D.C.	218 000,00	185 000,09	38,64	A	V	LIVRET A	0,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	5 197,38	86,12
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	X	931/5057818/Acquis. VEFA 11 logts.rue Neel et Loess	C.D.C.	280 000,00	220 919,02	28,65	A	V	LIVRET A	0,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	6 242,29	2 020,16
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	X	932/5057817/Acquis. VEFA 11 logts.rue Neel et Loess	C.D.C.	45 000,00	38 188,11	38,64	A	V	LIVRET A	0,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 072,85	17,78
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	X	933/5057815/Acquis. VEFA 11 logts.rue Neel et Loess	C.D.C.	500 000,00	409 993,31	28,65	A	V	LIVRET A	1,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	14 843,84	2 335,45
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	X	934/5057816/Acquis. VEFA 11 logts.rue Neel et Loess	C.D.C.	142 000,00	124 309,72	38,64	A	V	LIVRET A	1,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	4 146,09	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	X	935/1325547/RÃ©hab. parc social public de 146 logts. Ã Strg.	C.D.C.	905 957,08	655 943,00	13,49	A	V	LIVRET A	1,620	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	24 656,35	28 955,50
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	X	936/1325545/RÃ©hab. parc social public de 181 logts. Ã Strg.	C.D.C.	1 894 273,90	1 371 517,21	13,49	A	V	LIVRET A	1,620	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	51 554,18	60 543,32

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	X	937/1325546/RÃ©hab. parc social public de 184 logts. Ã Strg.	C.D.C.	2 058 993,37	1 490 779,57	13,49	A	V	LIVRET A	1,620	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	56 037,15	65 807,96
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	X	938/1325544/RÃ©hab. parc social public de 178 logts. Ã Strg.	C.D.C.	2 506 869,51	1 988 324,98	18,49	A	V	LIVRET A	1,620	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	73 438,48	51 632,72
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	X	939/5046308/Acquis. de 20 logts. rue de la Baronne d'Oberkirch	C.D.C.	1 850 000,00	1 498 780,32	28,48	A	V	LIVRET A	1,613	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	54 339,71	10 656,18
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	X	940/5046309/Acquis. de 20 logts. rue de la Baronne d'Oberkirch	C.D.C.	344 000,00	298 317,13	38,47	A	V	LIVRET A	1,611	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	10 373,31	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	X	942/5043530/Rachat patrimoine de 568 logts.a l'etat (armee)	C.D.C.	6 300 000,00	4 831 962,39	23,48	A	V	LIVRET A	1,616	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	176 385,67	67 639,31
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	X	943/5046307/Acquis. VEFA 12 logts."Marignan" Allee de l'Euro a	C.D.C.	650 000,00	526 598,51	28,48	A	V	LIVRET A	1,613	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	19 092,33	3 744,06
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	X	944/5046306/Acquis. VEFA 12 logts."Marignan" Allee de l'Euro a	C.D.C.	199 950,00	173 396,84	38,47	A	V	LIVRET A	1,611	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	6 029,48	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2011	X	945/1199689/Rachat patrimoine de 568 logts.a l'etat (armee)	C.D.C.	6 300 000,00	4 378 985,46	20,65	A	V	LIVRET A	1,972	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	161 197,56	98 724,71
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2012	X	946/1217790/Constr. de 8 logts. rue Hochfelden a	C.D.C.	1 000 000,00	735 730,64	26,31	A	V	LIVRET A	1,578	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	20 895,03	10 520,49
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2012	X	947/1217791/Constr. de 8 logts. rue Hochfelden a	C.D.C.	209 075,00	168 464,91	36,31	A	V	LIVRET A	1,573	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 738,71	774,74
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2012	X	948/1217765/Constr. de 14 logts. rue Hochfelden a	C.D.C.	1 200 000,00	882 876,77	26,31	A	V	LIVRET A	1,578	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	25 074,04	12 624,59
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2012	X	949/1217777/Constr. de 14 logts. rue Hochfelden a	C.D.C.	246 875,00	198 922,78	36,31	A	V	LIVRET A	1,573	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	5 595,45	914,81
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	P	951/5074575/RÃ©habilitation 58 logts. rue St. ExupÃ©ry Ã	C.D.C.	812 000,00	282 978,49	4,00	A	V	LIVRET A	0,500	V	LIVRET A	2,250	A-1	EUR	7 509,56	50 779,72
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2015	P	952/5075416/Rehab.334 logts.rue Ar.Brian,J.Jaures,Tuilerie cte	C.D.C.	3 006 000,00	1 850 557,52	14,08	A	V	LIVRET A	0,507	V	LIVRET A	2,750	A-1	EUR	54 149,56	118 517,37
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2015	P	953/5079880/Rehab.351 logts.cite Pranard	C.D.C.	616 000,00	379 222,71	14,08	A	V	LIVRET A	0,510	V	LIVRET A	2,750	A-1	EUR	11 096,52	24 286,99
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2015	P	954/5080155/Rehab.351 logts.cite Pranard	C.D.C.	288 000,00	177 298,89	14,08	A	V	LIVRET A	0,510	V	LIVRET A	2,750	A-1	EUR	5 187,98	11 354,96
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	P	955/5074569/Rehabilitation 55 logts. rue dCommandant Francois	C.D.C.	770 000,00	268 341,66	4,00	A	V	LIVRET A	0,500	V	LIVRET A	2,250	A-1	EUR	7 121,13	48 153,19
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	X	956/5059405/Construction de 10 logts. rue Dachthein a	C.D.C.	495 000,00	433 333,17	38,64	A	V	LIVRET A	1,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	14 452,93	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	X	957/5059404/Construction de 10 logts. rue Dachthein a	C.D.C.	850 000,00	696 988,63	28,65	A	V	LIVRET A	1,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	25 234,52	3 970,27

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	X	958/5059406/Construction de 8 logts. rue Dachthein a	C.D.C.	272 000,00	230 825,83	38,64	A	V	LIVRET A	0,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	6 484,80	107,46
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	X	959/5059407/Construction de 8 logts. rue Dachthein a	C.D.C.	450 000,00	355 048,44	28,65	A	V	LIVRET A	0,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	10 032,26	3 246,68
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2015	X	960/1325552/RÃ©hab. de 46 logts.2,4,6,8,10 rue de Eyzies Ã	C.D.C.	958 963,12	720 218,88	19,24	A	V	LIVRET A	1,370	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	26 732,09	22 339,19
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2015	X	961/5088399/Residentialisat? 46 logts.2,4,6,8,10 rue Eyzies a	C.D.C.	60 000,00	0,00	0,00	A	V	LIVRET A	1,391	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	215,84	5 995,40
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	X	962/5058121/Const. 26 logts en VEFA sur le site "Tanneries" Ã	C.D.C.	715 000,00	625 001,11	38,72	A	V	LIVRET A	1,362	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	21 735,21	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	X	963/5058122/Const. 26 logts en VEFA sur le site "Tanneries" a	C.D.C.	2 080 000,00	1 698 352,58	28,73	A	V	LIVRET A	1,364	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	61 575,61	12 081,10
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	X	964/5058124/Const. 26 logts en VEFA sur le site "Tanneries" a	C.D.C.	195 000,00	164 810,87	38,72	A	V	LIVRET A	0,561	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 623,46	312,67
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	X	965/5058123/Const. 26 logts en VEFA sur le site "Tanneries" Ã	C.D.C.	1 505 000,00	1 182 724,08	28,73	A	V	LIVRET A	0,564	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	33 463,36	12 396,08
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	X	966/5058287/Acquis. amelio. 7 logts rue de Wasselonne a Strg.	C.D.C.	260 000,00	227 273,10	38,72	A	V	LIVRET A	1,362	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	7 903,71	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	X	967/5058288/Acquis. amÃ©lio. 7 logts rue de Wasselonne Ã Strg.	C.D.C.	620 000,00	506 239,70	28,73	A	V	LIVRET A	1,364	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	18 354,26	3 601,10
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	X	968/5058290/Acquis. amÃ©lio. 7 logts rue de Wasselonne Ã Strg.	C.D.C.	69 000,00	58 317,70	38,72	A	V	LIVRET A	0,561	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 635,99	110,64
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	X	969/5058289/Acquis. amelio. 7 logts rue de Wasselonne a Strg.	C.D.C.	240 000,00	188 607,14	28,73	A	V	LIVRET A	0,564	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	5 336,35	1 976,78
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	X	970/5058450/AcquistÂ° en VEFA 19 logts.ECO II CITADEO 43 rte du	C.D.C.	590 000,00	498 658,54	38,72	A	V	LIVRET A	0,561	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	13 988,93	946,04
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	X	971/5058451/AcquistÂ° en VEFA 19 logts.ECO II CITADEO 43 rte du	C.D.C.	1 300 000,00	1 021 622,14	28,73	A	V	LIVRET A	0,564	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	28 905,24	10 707,57
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	X	972/5061436/Const. 6 logts Brasserie Cronenbourg IlÃ´t D3 Strg	C.D.C.	226 000,00	197 552,78	38,72	A	V	LIVRET A	1,362	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	6 870,15	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	X	973/5061437/Const. 6 logts Brasserie Cronenbourg IlÃ´t D3 Strg	C.D.C.	500 000,00	408 257,82	28,73	A	V	LIVRET A	1,364	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	14 801,83	2 904,11
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	X	975/5058583/Const. 8 logts en VEFA "Baronne Oberkirch" a Strg	C.D.C.	332 000,00	280 601,11	38,72	A	V	LIVRET A	0,561	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	7 871,74	532,35
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	X	976/5058582/Const. 8 logts en VEFA "Baronne Oberkirch" a Strg	C.D.C.	715 000,00	561 892,18	28,73	A	V	LIVRET A	0,564	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	15 897,87	5 889,17
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2015	X	977/5058517/Const.11 logts Thiergarten emplacemt Coop. Ã Lingo	C.D.C.	442 000,00	386 364,33	38,72	A	V	LIVRET A	1,357	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	13 436,31	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2015	X	978/5058516/Const.11 logts Thiergarten emplacemt Coop. a Lingo	C.D.C.	660 000,00	538 900,32	28,73	A	V	LIVRET A	1,358	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	19 538,42	3 833,42
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2015	X	979/5058518/Const.4 logts Thiergarten emplacemt Coop. Ã Lingo	C.D.C.	170 000,00	143 681,27	38,72	A	V	LIVRET A	0,557	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 030,71	272,59
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2015	X	980/5058519/Const.4 logts Thiergarten emplacemt Coop. Ã Lingo	C.D.C.	360 000,00	282 910,75	28,73	A	V	LIVRET A	0,558	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	8 004,53	2 965,17
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	X	981/1325551/Rehab. 5 logts Quai des Alpes a Strasbourg	C.D.C.	307 359,34	113 530,79	3,75	A	V	LIVRET A	1,400	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	4 971,12	24 555,89
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	P	983/1348758/RÃ©hab. 5 logts Quai des Alpes Ã Strasbourg	C.D.C.	1 039 888,94	641 907,61	8,66	A	F		1,380	F		0,970	A-1	EUR	6 885,53	67 941,22
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	X	986/1325549/Residence MEINAU T4/T5/T6/T7 a	C.D.C.	486 056,61	179 537,02	3,75	A	V	LIVRET A	1,400	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	7 861,30	38 832,57
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2015	X	987/5059146/45 allÃ©e Reuss Ã Strasbourg	C.D.C.	75 000,00	55 755,74	23,73	A	V	LIVRET A	0,555	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 588,43	974,13
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2015	X	988/5059187/CN rue d'Eschau a Ostwald	C.D.C.	110 000,00	86 444,92	28,73	A	V	LIVRET A	0,553	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 445,82	906,03
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2015	X	989/5059186/CN rue d'Eschau Ã Ostwald	C.D.C.	590 000,00	481 744,22	28,73	A	V	LIVRET A	1,353	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	17 466,16	3 426,85
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2015	X	990/1325550/Tr. d'amÃ©lioratÂ° rÃ©sidence Buchner Ã Strasbourg	C.D.C.	142 957,82	52 805,01	3,75	A	V	LIVRET A	1,360	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	2 312,15	11 421,34
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	X	991/1325548/Tr. rehab.129 logts. Maille Catherine -Jacqueline	C.D.C.	1 346 861,07	1 048 262,36	18,74	A	V	LIVRET A	1,370	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	38 664,60	25 754,30
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2015	X	992/5058586/AA Charmille 1 PLAI Ã Strasbourg Koenigshoffen	C.D.C.	30 000,00	14 643,58	8,74	A	V	LIVRET A	0,558	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	444,96	1 247,88
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2015	X	993/5058467/CN Ã Bischheim	C.D.C.	180 000,00	157 342,94	38,72	A	V	LIVRET A	1,352	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	5 471,80	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2015	X	994/5058466/CN a Bischheim	C.D.C.	670 000,00	547 065,47	28,73	A	V	LIVRET A	1,353	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	19 834,45	3 891,51
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2015	X	995/5058468/CN a Bischheim	C.D.C.	73 000,00	61 698,42	38,72	A	V	LIVRET A	0,552	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 730,84	117,05
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2015	X	996/5058469/CN Ã Bischheim	C.D.C.	300 000,00	235 758,95	28,73	A	V	LIVRET A	0,553	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	6 670,44	2 470,98
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2015	X	997/5059542/Const. 4 logts Terrain "Chasseurs" Ã Strasbourg	C.D.C.	159 500,00	139 423,33	38,72	A	V	LIVRET A	1,352	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	4 848,62	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2015	X	998/5059541/Const. 4 logts Terrain "Chasseurs" a Strasbourg	C.D.C.	230 000,00	187 798,57	28,73	A	V	LIVRET A	1,353	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	6 808,84	1 335,89
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2015	X	999/5059543/Const. 2 logts Terrain "Chasseurs" Ã Strasbourg	C.D.C.	105 000,00	88 744,34	38,72	A	V	LIVRET A	0,552	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 489,56	168,36

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2015	X	1000/5059544/Const. 2 logts Terrain "Chasseurs" a Strasbourg	C.D.C.	210 000,00	165 031,30	28,73	A	V	LIVRET A	0,553	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 669,30	1 729,69
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	X	1001/5059420/Const. logts en VEFA rue Poitou a Lingolsheim	C.D.C.	484 000,00	423 077,65	38,72	A	V	LIVRET A	1,360	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	14 713,07	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	X	1002/5059419/Const. logts en VEFA rue Poitou Ã Lingolsheim	C.D.C.	860 000,00	702 203,47	28,73	A	V	LIVRET A	1,362	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	25 459,15	4 995,07
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	X	1003/5059421/Const. logts en VEFA rue Poitou a Lingolsheim	C.D.C.	156 000,00	131 848,69	38,72	A	V	LIVRET A	0,559	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 698,77	250,14
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	X	1004/5059422/Const. logts en VEFA rue Poitou Ã Lingolsheim	C.D.C.	330 000,00	259 334,83	28,73	A	V	LIVRET A	0,562	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	7 337,48	2 718,08
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	X	1005/5059414/CN de 12 logts le Murhof a Strasbourg	C.D.C.	167 000,00	145 979,27	38,72	A	V	LIVRET A	1,362	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	5 076,62	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	X	1006/5059415/CN de 12 logts le Murhof a Strasbourg	C.D.C.	870 000,00	710 368,64	28,73	A	V	LIVRET A	1,364	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	25 755,19	5 053,15
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	X	1007/5059417/CN de 12 logts le Murhof a Strasbourg	C.D.C.	47 500,00	40 146,26	38,72	A	V	LIVRET A	0,561	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 126,23	76,16
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	X	1008/5059416/CN de 12 logts le Murhof Ã Strasbourg	C.D.C.	270 000,00	212 183,08	28,73	A	V	LIVRET A	0,564	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	6 003,40	2 223,88
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	X	1009/5059384/Les jardins de Lea - Wantzenau	C.D.C.	102 000,00	89 160,99	38,72	A	V	LIVRET A	1,362	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	3 100,69	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	X	1010/5059385/Les jardins de Lea - Wantzenau	C.D.C.	170 000,00	138 807,69	28,73	A	V	LIVRET A	1,364	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	5 032,62	987,40
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	X	1011/5059387/Les jardins de LÃ©a - Wantzenau	C.D.C.	38 000,00	32 116,99	38,72	A	V	LIVRET A	0,561	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	900,98	60,93
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	X	1012/5059386/Les jardins de LÃ©a - Wantzenau	C.D.C.	75 000,00	58 939,74	28,73	A	V	LIVRET A	0,564	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 667,61	617,74
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	X	1013/5059354/Const. 42 logts. Rue du Kritt Strasbourg Baggersee	C.D.C.	45 000,00	39 335,74	38,72	A	V	LIVRET A	1,362	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	1 367,95	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2014	X	1014/5059355/Const. 42 logts. Rue du Kritt Strasbourg Baggersee	C.D.C.	260 000,00	212 294,05	28,73	A	V	LIVRET A	1,364	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	7 696,95	1 510,14
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2015	X	1015/5068747/RÃ©habilitation de 3 logts.7, rue du Kronthal Ã Str	C.D.C.	36 000,00	17 382,38	8,83	A	V	LIVRET A	0,505	V	LIVRET A	2,550	A-1	EUR	482,69	1 546,76
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2015	P	1016/5088200/Rehab.technique quartier cite Pranard	C.D.C.	1 238 000,00	762 139,14	14,08	A	V	LIVRET A	0,510	V	LIVRET A	2,750	A-1	EUR	22 301,12	48 810,54
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1017/5101772/Construction de 38 logts. rue Salm et Elmersforst	C.D.C.	1 300 000,00	858 327,00	29,65	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	24 717,03	24 424,25
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1018/5101771/Construction de 38 logts. rue Salm et Elmersforst	C.D.C.	49 000,00	32 352,33	29,65	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	931,64	920,61

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1019/5101770/Construction de 38 logts. rue Salm et Elmersforst	C.D.C.	1 550 000,00	1 045 250,82	29,65	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	38 615,27	27 395,32
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1020/5101769/Construction de 38 logts. rue Salm et Elmersforst	C.D.C.	63 000,00	42 484,40	29,65	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	1 569,52	1 113,49
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2015	X	1021/1325557/RÃ©habilitatÂ° 58 logts. 6, rue Antoine St ExupÃ©ry	C.D.C.	385 239,86	214 475,28	9,66	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	8 356,79	17 657,99
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2015	X	1022/1325559/RÃ©habilitatÂ° 113 logts. 6, rue Antoine St ExupÃ©ry	C.D.C.	237 325,70	91 866,50	4,67	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	3 902,78	16 544,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2015	X	1023/1325558/Rehabilitation 55 logts. rue dCommandant Francois	C.D.C.	513 653,15	285 967,06	9,66	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	11 142,40	23 543,98
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2015	X	1024/5106980/RÃ©habilitation 16 logts. 101 103 rue DU Neuhof Ã	C.D.C.	400 000,00	0,00	0,00	A	V	LIVRET A	1,352	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	1 431,45	39 762,77
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2015	X	1025/5107006/RÃ©habilitation 16 logts. 101 103 rue DU Neuhof Ã	C.D.C.	60 000,00	0,00	0,00	A	V	LIVRET A	1,352	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	214,72	5 964,41
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1026/5106657/Const. 42 logts. Rue du Kritt Strasbourg Meinau	C.D.C.	1 200 000,00	926 963,45	24,82	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	26 331,75	13 456,05
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1027/5106656/Const. 42 logts. Rue du Kritt Strasbourg Meinau	C.D.C.	190 000,00	164 196,69	39,81	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 587,67	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1028/5106655/Const. 42 logts. Rue du Kritt Strasbourg Meinau	C.D.C.	1 840 000,00	1 545 179,69	29,82	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	55 882,00	7 098,27
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1029/5106654/Const. 42 logts. Rue du Kritt Strasbourg Meinau	C.D.C.	373 000,00	331 193,49	39,81	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	10 849,10	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2015	X	1030/5114847/RÃ©hab.504 logts.3Ã 16 r Guirbaden Ã Bischheim	C.D.C.	520 000,00	319 126,73	14,91	A	V	LIVRET A	0,501	V	LIVRET A	2,750	A-1	EUR	9 181,95	14 762,38
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2015	X	1031/5114849/RÃ©hab.504 logts.3Ã 16 r Guirbaden Ã Bischheim	C.D.C.	7 308 000,00	4 484 957,98	14,91	A	V	LIVRET A	0,501	V	LIVRET A	2,750	A-1	EUR	129 041,72	207 468,16
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2015	X	1032/1325554/RÃ©hab. 163 logts Mailles Catherine et Jaqueline	C.D.C.	1 743 569,33	1 309 488,90	19,32	A	V	LIVRET A	1,330	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	48 603,80	40 616,71
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2015	X	1033/5091895/Const. 25 logts rue de la Charmille Ã Strasbourg	C.D.C.	1 450 000,00	1 205 253,32	29,31	A	V	LIVRET A	1,340	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	43 650,12	7 249,95
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2015	X	1034/5091896/Const. 25 logts rue de la Charmille Ã Strasbourg	C.D.C.	328 000,00	289 080,58	39,30	A	V	LIVRET A	1,342	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	9 883,43	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2015	X	1035/5091897/Const. 25 logts rue de la Charmille Ã Strasbourg	C.D.C.	360 000,00	289 017,70	29,31	A	V	LIVRET A	0,523	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	8 168,27	2 706,22
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2015	X	1036/5091898/Const. 25 logts rue de la Charmille a Strasbourg	C.D.C.	68 000,00	58 212,75	39,30	A	V	LIVRET A	0,552	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 632,04	74,29
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2015	X	1037/5090296/Const.en VEFA 5 logts 14b rte de Brumath Ã	C.D.C.	370 000,00	307 547,39	29,23	A	V	LIVRET A	1,357	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	11 138,30	1 849,99

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2015	X	1038/5090297/Const.en VEFA 5 logts 14b rte de Brumath Ã	C.D.C.	194 000,00	170 980,57	39,22	A	V	LIVRET A	1,355	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	5 845,69	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2015	X	1039/5090298/Const.en VEFA 5 logts 14b rte de Brumath Ã	C.D.C.	65 000,00	52 183,75	29,23	A	V	LIVRET A	0,557	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 474,83	488,62
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2015	X	1040/5090299/Const.en VEFA 5 logts 14b rte de Brumath a	C.D.C.	30 000,00	25 682,11	39,22	A	V	LIVRET A	0,555	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	720,01	32,78
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2015	X	1041/5097553/Const.en VEFA 6 logts rue du Meunier a	C.D.C.	300 000,00	249 362,76	29,48	A	V	LIVRET A	1,360	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	9 031,06	1 499,99
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2015	X	1042/5097554/Const.en VEFA 6 logts rue du Meunier Ã	C.D.C.	190 790,00	168 151,46	39,47	A	V	LIVRET A	1,358	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	5 748,96	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2015	X	1043/5097555/Const.en VEFA 6 logts rue du Meunier a	C.D.C.	130 000,00	104 367,50	29,48	A	V	LIVRET A	0,560	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 949,65	977,25
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2015	X	1044/5097556/Const.en VEFA 6 logts rue du Meunier a	C.D.C.	57 600,00	49 309,60	39,47	A	V	LIVRET A	0,558	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 382,43	62,93
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2015	X	1045/5098961/Const.en VEFA 11 logts allee de l'euro a	C.D.C.	850 000,00	597 661,38	29,48	A	V	LIVRET A	0,562	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	17 093,98	12 837,89
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2015	X	1046/5098962/Const.en VEFA 11 logts allee de l'euro a	C.D.C.	374 000,00	278 765,73	39,47	A	V	LIVRET A	0,560	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	7 913,78	3 869,37
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2015	X	1047/1325556/RÃ©hab.91 logts. rue BrantÃ´me et rue Thiviers Ã	C.D.C.	1 885 605,49	1 519 960,18	19,49	A	V	LIVRET A	1,370	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	55 923,93	33 482,44
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2015	X	1048/1325555/RÃ©hab.91 logts. rue BrantÃ´me et rue Thiviers Ã	C.D.C.	285 915,65	129 860,00	4,50	A	V	LIVRET A	1,390	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	5 458,79	21 773,06
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1049/5120896/RÃ©hab.656 logts.rue Paracelses, Fresnel, Becquerel	C.D.C.	1 994 000,00	1 363 773,24	15,08	A	V	LIVRET A	0,501	V	LIVRET A	2,750	A-1	EUR	38 879,42	50 024,09
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	P	1050/1348759/RÃ©hab.656 logts.rue Paracelses, Fresnel, Becquerel	C.D.C.	11 301 362,38	8 950 082,72	18,66	A	F		1,350	F		1,460	A-1	EUR	136 601,96	406 216,10
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1051/5120897/RÃ©hab.656 logts.rue Paracelses, Fresnel, Becquerel	C.D.C.	494 109,00	51 788,55	0,09	A	V	LIVRET A	0,040	V	LIVRET A	2,250	A-1	EUR	2 279,20	49 509,35
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1052/5139161/RÃ©hab. 5 logts. 7 rue des Lilas Ã Mundolsheim	C.D.C.	60 000,00	6 288,71	0,42	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	2,250	A-1	EUR	276,76	6 011,96
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1053/1325564/RÃ©hab. 5 logts. 7 rue des Lilas Ã Mundolsheim	C.D.C.	135 240,29	90 382,39	10,41	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	3 449,86	5 447,13
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1054/1325563/RÃ©hab. 36 logts. 1,3,5 rue des Lilas Ã Mundolsheim	C.D.C.	658 376,98	500 632,31	15,41	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	18 612,72	16 387,55
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1055/5135977/Construction en VEFA de 3 logts rÃ©sidence Lys Ã la	C.D.C.	250 000,00	214 090,86	30,40	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	7 734,74	762,88
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1056/5135976/Construction en VEFA de 3 logts rÃ©sidence Lys Ã la	C.D.C.	136 000,00	122 041,39	40,39	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	3 928,59	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1057/5135979/Construction en VEFA de 1 logts rÃ©sidence Lys Ã la	C.D.C.	101 535,00	84 248,47	30,40	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 375,43	587,98
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1058/5135978/Construction en VEFA de 1 logts residence Lys a la	C.D.C.	46 465,00	40 707,41	40,39	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 113,85	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2015	X	1059/5089933/Rehab.105 logts 21, rue Lavoisiera Strasbourg	C.D.C.	1 050 000,00	672 988,38	14,24	A	V	LIVRET A	0,513	V	LIVRET A	2,750	A-1	EUR	19 311,06	29 232,09
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2015	X	1060/1325553/AmÃ©lio..129 logts Maille Jacqueline Ã	C.D.C.	1 307 676,99	982 116,67	19,32	A	V	LIVRET A	1,370	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	36 452,85	30 462,53
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1061/1325568/Rehab. 78 logts Pranard 2. 14 -16 r Jura.1-3 r Mt	C.D.C.	422 733,69	265 096,41	10,66	A	V	LIVRET A	1,351	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	10 215,57	18 669,47
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1062/1325569/RÃ©hab. 47 logts Pranard 3. 6 r Jura.5,r NeuchÃ¢tel	C.D.C.	723 344,32	453 609,46	10,66	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	17 479,98	31 945,54
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1063/1325567/RÃ©hab. 226 logts Pranard 1. r Jura;NeuchÃ¢tel;Mt	C.D.C.	2 415 260,40	1 889 215,57	20,65	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	69 967,77	54 333,68
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	P	1064/1344656/RÃ©hab. 163 logts Catherine Blv.Balzac Pl.Stendhal	C.D.C.	219 499,60	136 842,99	8,08	A	F		1,350	F		1,320	A-1	EUR	1 994,19	14 231,65
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1065/1325565/RÃ©hab. 181 logts Catherine Blv.Balzac Pl.Stendhal	C.D.C.	328 792,87	211 574,97	10,58	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	8 075,74	12 751,12
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1066/5149385/Acquisition en VEFA de 14 logts ZAC ETOILE "Green	C.D.C.	450 000,00	366 970,41	30,65	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	10 451,85	6 309,99
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1067/5149384/Acquisition en VEFA de 14 logts ZAC ETOILE "Green	C.D.C.	256 000,00	220 615,96	40,64	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	6 238,24	2 178,32
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1068/5149382/Acquisition en VEFA de 14 logts ZAC ETOILE "Green	C.D.C.	500 000,00	432 396,00	30,65	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	15 621,73	1 540,78
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1069/5149383/Acquisition en VEFA de 14 logts ZAC ETOILE "Green	C.D.C.	319 000,00	289 076,32	40,64	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	9 305,55	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1070/5149310/Acquisition en VEFA de 2 logts ZAC ETOILE "Green	C.D.C.	45 000,00	37 709,09	30,65	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 063,22	263,18
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1071/5149309/Acquisition en VEFA de 2 logts ZAC ETOILE "Green	C.D.C.	25 000,00	22 119,49	40,64	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	605,24	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1072/5149307/Acquisition en VEFA de 2 logts ZAC ETOILE "Green	C.D.C.	25 000,00	21 619,82	30,65	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	781,09	77,04
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1073/5149308/Acquisition en VEFA de 2 logts ZAC ETOILE "Green	C.D.C.	26 000,00	23 561,08	40,64	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	758,45	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2017	X	1074/1325566/Rehab. 270 logts 1a20 rue Lavoisier a	C.D.C.	5 313 572,88	4 156 274,27	20,57	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	153 929,10	119 534,10
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	P	1075/1344658/RÃ©hab. 129 logts Pl. Byron Bld.DostoÃ¯evski Maille	C.D.C.	219 499,60	136 842,99	8,08	A	F		1,350	F		1,320	A-1	EUR	1 994,19	14 231,65

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	P	1076/1344657/RÃ©hab. 219 logts Pl. Buchner Bld.DostoÃ¯evski M.	C.D.C.	175 599,68	109 474,41	8,08	A	F		1,350	F		1,320	A-1	EUR	1 595,35	11 385,32
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1077/5148025/Construction 10 logts 89 rue de l'Unterelsau	C.D.C.	275 150,00	224 382,00	30,65	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	6 390,72	3 858,21
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1078/5148024/Construction 10 logts 89 rue de l'Unterelsau	C.D.C.	43 850,00	37 789,10	40,64	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 068,54	373,12
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1079/5148023/Construction 10 logts 89 rue de l'Unterelsau	C.D.C.	669 850,00	579 280,95	30,65	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	20 928,42	2 064,19
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1080/5148022/Construction 10 logts 89 rue de l'Unterelsau	C.D.C.	113 150,00	102 536,02	40,64	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	3 300,70	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1081/5150034/RÃ©hab. 3 logts. rue Martin Ã Strasbourg	C.D.C.	38 675,00	3 997,20	0,67	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	2,250	A-1	EUR	177,47	3 890,61
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1082/5150033/RÃ©hab. 3 logts. rue Martin Ã Strasbourg	C.D.C.	42 000,00	4 340,85	0,67	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	2,250	A-1	EUR	192,73	4 225,10
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2017	X	1083/1325570/RÃ©hab. 3 logts. rue Martin Ã Strasbourg	C.D.C.	149 477,74	69 486,92	5,66	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	2 862,52	10 027,25
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2017	P	1084/1344655/RÃ©hab. 184 logts Pl. Byron Bld.DostoÃ¯evski Maille	C.D.C.	175 599,68	109 474,41	8,08	A	F		1,350	F		1,320	A-1	EUR	1 595,35	11 385,32
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1085/5124581/RÃ©hab.3 logts 114 rte de Mittelhausbergen Ã	C.D.C.	30 000,00	3 085,39	0,16	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	2,250	A-1	EUR	136,99	3 003,12
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1086/5124582/RÃ©hab.3 logts 114 rte de Mittelhausbergen Ã	C.D.C.	42 000,00	4 319,56	0,16	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	2,250	A-1	EUR	191,79	4 204,36
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1087/1325560/RÃ©hab.3 logts 114 rte de Mittelhausbergen Ã	C.D.C.	113 481,40	56 183,66	5,16	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	2 314,48	8 107,54
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2017	X	1088/5131179/AcquistÂ° en VEFA 59 logts. Rte d'Oberhausbergen Ã	C.D.C.	1 450 000,00	1 109 501,64	30,23	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	31 552,55	17 375,04
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2017	X	1089/5131178/Acquist? en VEFA 59 logts. Rte d'Oberhausbergen a	C.D.C.	639 000,00	515 748,65	40,22	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	14 560,33	4 262,89
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2017	X	1090/5131181/AcquistÂ° en VEFA 59 logts. Rte d'Oberhausbergen Ã	C.D.C.	3 400 000,00	2 668 081,72	30,23	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	97 283,49	34 237,63
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2017	X	1091/5131180/Acquist? en VEFA 59 logts. Rte d'Oberhausbergen a	C.D.C.	2 140 000,00	1 766 709,61	40,22	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	63 967,80	10 173,81
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1092/1325562/RÃ©hab. 142 logts. r. Amsterdam; Haye; PÃ©ronne-CitÃ©	C.D.C.	838 575,65	687 148,23	20,32	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	25 191,16	12 606,21
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1093/5136816/RÃ©hab. 142 logts. r. Amsterdam; Haye; PÃ©ronne-CitÃ©	C.D.C.	89 904,00	9 423,02	0,33	A	V	LIVRET A	0,040	V	LIVRET A	2,250	A-1	EUR	414,71	9 008,31
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1094/5136813/RÃ©hab. 142 logts. r. Amsterdam; Haye; PÃ©ronne-CitÃ©	C.D.C.	1 830 000,00	1 251 607,33	15,32	A	V	LIVRET A	0,501	V	LIVRET A	2,750	A-1	EUR	35 681,72	45 909,77

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1095/5136814/Rehab. 142 logts. r. Amsterdam; Haye; Peronne-Cite	C.D.C.	4 060 000,00	2 761 281,88	15,82	T	F		1,431	F		0,356	A-1	EUR	40 635,64	152 632,24
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1096/5135268/Construction de 14 logts.3 Ã 5 rue Hoenheim Ã	C.D.C.	1 550 000,00	1 216 331,37	30,31	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	44 349,83	15 608,33
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1097/5135267/Construction de 14 logts.3 a 5 rue Hoenheim a	C.D.C.	286 000,00	236 111,65	40,30	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	8 548,97	1 359,68
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2015	X	1098/5107963/ConstructÂ° de 20 logts. rue Salm et Elmersforst Ã	C.D.C.	355 000,00	277 389,96	39,81	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	10 084,71	2 740,72
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2015	X	1099/5107964/Construct? de 20 logts. rue Salm et Elmersforst a	C.D.C.	1 200 000,00	886 659,16	29,82	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	32 468,67	15 248,37
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2015	X	1100/5107965/ConstructÂ° de 20 logts. rue Salm et Elmersforst Ã	C.D.C.	130 442,00	99 646,45	39,81	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 824,10	1 213,96
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2015	X	1101/5107966/Construct? de 20 logts. rue Salm et Elmersforst a	C.D.C.	534 558,00	346 075,07	29,82	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	9 882,68	6 877,75
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2017	X	1102/5110618/Acq. en VEFA de 16 logts. 27 Av. Colmar ZAC Etoile	C.D.C.	500 000,00	397 190,18	30,73	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	11 261,58	5 008,98
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2017	X	1103/5110617/Acq. en VEFA de 16 logts. 27 Av. Colmar ZAC Etoile	C.D.C.	255 000,00	213 948,95	40,72	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	6 021,07	1 089,40
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2017	X	1104/5110616/Acq. en VEFA de 16 logts. 27 Av. Colmar ZAC Etoile	C.D.C.	700 000,00	571 379,83	30,73	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	20 766,91	5 478,96
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2017	X	1105/5110615/Acq. en VEFA de 16 logts. 27 Av. Colmar ZAC Etoile	C.D.C.	430 000,00	369 907,80	40,72	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	13 347,81	864,51
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1106/5143731/Rehab. /residen. 63 logts. Av. Charles de Gaulle	C.D.C.	300 000,00	129 970,80	6,00	T	F		0,912	F		0,227	A-1	EUR	1 292,89	20 120,95
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1107/5143732/RÃ©hab. /rÃ©siden. 63 logts. Av. Charles de Gaulle	C.D.C.	976 500,00	379 299,08	5,49	A	V	LIVRET A	0,040	V	LIVRET A	2,250	A-1	EUR	9 825,31	57 381,31
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1108/5143733/Rehab. /residen. 63 logts. Av. Charles de Gaulle	C.D.C.	45 000,00	55,26	0,50	A	V	LIVRET A	0,040	V	LIVRET A	2,250	A-1	EUR	2,45	53,80
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2017	X	1109/5124577/Constr. 2 logts. Villa RAPP Maison ARAN r.Schwanau	C.D.C.	220 000,00	168 338,17	30,48	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 787,29	2 636,21
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2017	X	1110/5124578/Constr. 2 logts. Villa RAPP Maison ARAN r.Schwanau	C.D.C.	13 200,00	10 653,95	40,47	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	300,78	88,06
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2017	X	1111/5124580/Constr. 2 logts. Villa RAPP Maison ARAN r.Schwanau	C.D.C.	180 000,00	141 251,40	30,48	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	5 150,30	1 812,58
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2017	X	1112/5124579/Constr. 2 logts. Villa RAPP Maison ARAN r.Schwanau	C.D.C.	14 700,00	12 135,81	40,47	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	439,40	69,89
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2017	X	1113/5147163/Rehab. 328 logts. r. Mulhouse, r. Eschau-Kirchfeld	C.D.C.	1 950 000,00	1 332 552,51	16,08	T	F		1,200	F		0,299	A-1	EUR	16 471,55	73 870,65

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2017	X	1114/5140139/RÃ©hab. 328 logts. r. Mulhouse, r. Eschau-Kirchfeld	C.D.C.	1 540 000,00	841 449,61	10,58	A	V	LIVRET A	0,304	V	LIVRET A	2,550	A-1	EUR	23 040,40	62 095,31
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2017	X	1115/5147214/Rehab. 328 logts. r. Mulhouse, r. Eschau-Kirchfeld	C.D.C.	1 300 000,00	888 368,44	16,08	T	F		1,200	F		0,299	A-1	EUR	10 981,04	49 247,08
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2017	X	1116/5140143/RÃ©hab. 328 logts. r. Mulhouse, r. Eschau-Kirchfeld	C.D.C.	1 540 000,00	841 449,61	10,58	A	V	LIVRET A	0,304	V	LIVRET A	2,550	A-1	EUR	23 040,40	62 095,31
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2017	X	1117/5140146/RÃ©hab. 328 logts. r. Mulhouse, r. Eschau-Kirchfeld	C.D.C.	1 512 000,00	826 150,51	10,58	A	V	LIVRET A	0,304	V	LIVRET A	2,550	A-1	EUR	22 621,48	60 966,31
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2017	X	1118/5147248/Rehab. 328 logts. r. Mulhouse, r. Eschau-Kirchfeld	C.D.C.	1 400 000,00	956 704,23	16,08	T	F		1,200	F		0,299	A-1	EUR	11 825,72	53 035,36
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2017	X	1119/5157217/Acq. VEFA 66 logts. r Jacob Netter Parc des Forges	C.D.C.	4 711 770,00	3 733 859,27	30,81	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	136 143,83	47 914,01
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2017	X	1120/5157216/Acq. VEFA 66 logts. r Jacob Netter Parc des Forges	C.D.C.	3 193 230,00	2 662 166,71	40,81	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	96 389,90	15 330,41
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1121/5127540/Rehab. et resid. 48 logts. 35 a 45 av.Normandie	C.D.C.	69 924,00	44 307,15	15,15	A	V	LIVRET A	0,502	V	LIVRET A	2,750	A-1	EUR	1 273,39	1 997,72
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1122/5127541/RÃ©hab. et rÃ©sid. 48 logts. 35 Ã 45 av.Normandie	C.D.C.	672 000,00	425 810,82	15,15	A	V	LIVRET A	0,502	V	LIVRET A	2,750	A-1	EUR	12 237,77	19 198,96
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1123/1325561/RÃ©hab. et rÃ©sid. 48 logts. 35 Ã 45 av.Normandie	C.D.C.	627 317,05	448 010,31	15,15	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	16 797,23	18 579,23
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2017	P	1124/9800138/RÃ©hab. 530 lgts.r.Yser;Rotterdam;Bruxelle; Albert1	C Epargne	5 600 000,00	3 464 569,96	11,74	T	F		1,320	F		1,300	A-1	EUR	47 246,33	271 181,43
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1125/5161954/ConstructÂ° 18 logts.rue de la Thumenau ZAC ETOILE	C.D.C.	535 200,00	448 486,70	30,90	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	12 645,26	3 130,07
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1126/5161953/Construct? 18 logts.rue de la Thumenau ZAC ETOILE	C.D.C.	145 800,00	129 000,79	40,89	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 529,77	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1127/5161952/ConstructÂ° 18 logts.rue de la Thumenau ZAC ETOILE	C.D.C.	1 042 200,00	901 286,30	30,90	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	32 561,92	3 211,61
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1128/5161951/ConstructÂ° 18 logts.rue de la Thumenau ZAC ETOILE	C.D.C.	347 800,00	315 174,76	40,89	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	10 145,67	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1129/1325572/RÃ©sidensialisatÂ° de 105 logts. 21 rue Lavoisier Ã	C.D.C.	226 481,42	107 943,60	5,91	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	4 405,96	14 444,19
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	P	1130/1344660/RÃ©sid.179 logts 10Ã 15 blv. Balzac 16Ã 18 pl.Flauber	C.D.C.	201 939,64	125 895,57	8,08	A	F		1,350	F		1,320	A-1	EUR	1 834,65	13 093,12
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1131/5158069/Acq. VEFA 24 logts. r Jacob Netter Parc des Forges	C.D.C.	2 187 012,00	1 832 671,55	30,90	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	51 672,94	12 790,53
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1132/5158068/Acq. VEFA 24 logts. r Jacob Netter Parc des Forges	C.D.C.	1 005 988,00	890 077,29	40,89	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	24 354,62	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	P	1133/1344659/RÃ©sid.146 logts Karine 6E T1 1 4 5 6 r.Ronsard	C.D.C.	175 599,68	109 474,41	8,08	A	F		1,350	F		1,320	A-1	EUR	1 595,35	11 385,32
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	P	1134/1344661/RÃ©sid.187 logts 30 Ã 35 Blv. Balzac 26,27,29 pl.	C.D.C.	175 599,68	109 474,41	8,08	A	F		1,350	F		1,320	A-1	EUR	1 595,35	11 385,32
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2017	X	1135/5162799/Construct de 12 logts Zac Etoile Tr2 -r Thumenau	C.D.C.	579 000,00	488 576,44	30,98	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	13 762,20	2 930,63
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2017	X	1136/5162798/Construct de 12 logts Zac Etoile Tr2 -r Thumenau	C.D.C.	446 000,00	387 071,66	30,98	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	13 970,79	1 005,69
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2017	X	1137/5162836/Construct de 18 logts rue Thumenau	C.D.C.	720 000,00	607 556,18	30,98	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	17 113,61	3 644,31
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2017	X	1138/5162835/Construct de 18 logts rue Thumenau	C.D.C.	780 000,00	676 941,41	30,98	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	24 433,21	1 758,83
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1139/5160987/RÃ©hab. 91 logts. r Wissembourg,Magasins,Bouxwiler	C.D.C.	73 385,00	7 204,65	0,92	A	V	LIVRET A	0,040	V	LIVRET A	2,250	A-1	EUR	319,89	7 012,81
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1140/5160981/RÃ©hab. 91 logts. r Wissembourg,Magasins,Bouxwiler	C.D.C.	1 329 000,00	850 475,43	15,91	A	V	LIVRET A	0,501	V	LIVRET A	2,750	A-1	EUR	24 442,59	38 346,25
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2017	X	1141/5160980/Rehab. 91 logts. r Wissembourg,Magasins,Bouxwiler	C.D.C.	2 155 000,00	1 293 797,01	11,41	T	F		1,051	F		0,261	A-1	EUR	14 221,13	105 331,23
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2017	P	1142/LBP-00001518/Tr. AmÃ©lioration divers sur patrimoine locatif.	B Postale	4 200 000,00	1 891 270,15	6,37	T	F		0,924	F		0,920	A-1	EUR	19 017,68	281 067,92
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2017	X	1143/5170537/Reab.195 logts. 5 rte Schirmeck ,r. Henri Sellier	C.D.C.	6 526 504,00	4 634 986,77	16,49	T	F		1,500	F		0,373	A-1	EUR	71 395,92	241 839,24
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2017	X	1144/5170535/RÃ©ab.195 logts. 5 rte Schirmeck ,r. Henri Sellier	C.D.C.	2 564 000,00	1 835 986,09	15,99	A	V	LIVRET A	0,501	V	LIVRET A	2,750	A-1	EUR	52 160,61	60 763,17
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2017	X	1145/5170536/RÃ©ab.195 logts. 5 rte Schirmeck ,r. Henri Sellier	C.D.C.	163 572,00	117 127,90	15,99	A	V	LIVRET A	0,501	V	LIVRET A	2,750	A-1	EUR	3 327,61	3 876,43
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2017	X	1146/1325573/RÃ©ab.334 logts. Av. r.Briand, J.JaurÃ¨s Qu.Tuilerie	C.D.C.	2 705 091,65	2 241 881,22	21,15	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	82 019,77	36 445,91
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2017	X	1147/5163197/Rehab. de 40 logts. 32 a 36 a rue des Vosges a	C.D.C.	1 238 367,00	857 369,81	16,41	T	F		1,180	F		0,294	A-1	EUR	10 416,78	46 819,90
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1148/5181467/Acq. en VEFA de 20 logts r.des Forgerons r.Kurvau	C.D.C.	350 000,00	298 983,56	31,23	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	8 421,75	1 793,40
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1149/5181466/Acq. en VEFA de 20 logts r.des Forgerons r.Kurvau	C.D.C.	190 780,00	170 577,82	41,22	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 573,36	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1150/5181465/Acq. en VEFA de 20 logts r.des Forgerons r.Kurvau	C.D.C.	1 200 000,00	1 054 203,27	31,23	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	38 049,92	2 739,04
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1151/5181464/Acq. en VEFA de 20 logts r.des Forgerons r.Kurvau	C.D.C.	620 073,00	565 938,33	41,22	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	17 912,02	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1152/5185016/Construction de 58 logts. Rue du PresbytÃ¨re Ã	C.D.C.	90 000,00	76 881,49	31,23	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 165,59	461,16
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1153/5185015/Construction de 58 logts. Rue du PresbytÃ¨re Ã	C.D.C.	33 182,00	29 668,27	41,22	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	795,44	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1154/5185014/Construction de 58 logts. Rue du PresbytÃ¨re Ã	C.D.C.	75 000,00	65 887,70	31,23	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	2 378,12	171,19
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1155/5185013/Construction de 58 logts. Rue du PresbytÃ¨re Ã	C.D.C.	31 954,00	29 164,29	41,22	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	923,05	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1156/5185188/Construction de 58 logts. Rue du PresbytÃ¨re Ã	C.D.C.	400 000,00	341 695,50	31,23	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	9 624,86	2 049,60
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1157/5185187/Construction de 58 logts. Rue du PresbytÃ¨re Ã	C.D.C.	203 448,00	181 904,37	41,22	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 877,04	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1158/5185186/Construction de 58 logts. Rue du PresbytÃ¨re Ã	C.D.C.	150 000,00	131 775,41	31,23	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	4 756,24	342,38
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1159/5185185/Construction de 58 logts. Rue du PresbytÃ¨re Ã	C.D.C.	110 631,00	100 972,51	41,22	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	3 195,79	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1160/5184500/AcquisitÂ° en VEFA de 10 logts route de Strasbourg	C.D.C.	75 000,00	64 067,87	31,23	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 804,66	384,30
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1161/5184499/AcquisitÂ° en VEFA de 10 logts route de Strasbourg	C.D.C.	41 043,00	36 696,83	41,22	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	983,88	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1162/5184498/Acquisit) en VEFA de 10 logts route de StrasbourG	C.D.C.	85 000,00	74 672,74	31,23	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	2 695,20	194,02
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1163/5184497/Acquisit) en VEFA de 10 logts route de StrasbourG	C.D.C.	48 626,00	44 380,76	41,22	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	1 404,66	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1164/5184897/AcquisitÂ° en VEFA de 10 logts route de Strasbourg	C.D.C.	350 000,00	298 983,56	31,23	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	8 421,75	1 793,40
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1165/5184896/AcquisitÂ° en VEFA de 10 logts route de Strasbourg	C.D.C.	166 756,00	149 097,77	41,22	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 997,46	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1166/5184895/Acquisit) en VEFA de 10 logts route de StrasbourG	C.D.C.	300 000,00	263 550,83	31,23	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	9 512,48	684,76
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1167/5184894/Acquisit) en VEFA de 10 logts route de StrasbourG	C.D.C.	193 934,00	177 002,84	41,22	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	5 602,16	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2017	C	1168/5182269/Programme d'investissement Haut de Bilan	C.D.C.	11 000 000,00	11 000 000,00	31,23	A	V	LIVRET A	0,445	V	LIVRET A	3,000	A-1	EUR	330 000,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2017	X	1169/5168285/RÃ©hab.de 15 log. 6 rue abreuvoir	C.D.C.	196 500,00	94 935,29	6,00	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	2,250	A-1	EUR	2 387,47	11 174,71
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2017	X	1170/5168286/Rehab. De 15 logts. 6-8 rue de l'abreuvoir a	C.D.C.	344 769,00	162 416,56	6,49	T	F		1,406	F		0,284	A-1	EUR	2 007,25	23 022,23

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2017	X	1171/5168284/RÃ©hab. De 15 logts. 6-8 rue de l'abreuvoir Ã	C.D.C.	21 949,00	4 544,68	1,00	A	V	LIVRET A	7,090	V	LIVRET A	2,250	A-1	EUR	150,01	2 122,33
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1172/5163198/RÃ©hab. 40 logts 32-36 rue des Vosges Ã Ostwald	C.D.C.	554 000,00	234 580,25	5,91	A	V	LIVRET A	0,040	V	LIVRET A	2,250	A-1	EUR	6 022,23	33 074,48
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1173/5163199/RÃ©hab. 40 logts 32-36 rue des Vosges Ã Ostwald	C.D.C.	66 200,00	7 007,76	0,92	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	2,250	A-1	EUR	308,41	6 699,36
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1174/5205670/RÃ©hab. RÃ©s. 90 logts. Rue Edel, blv Leblois, av	C.D.C.	1 176 000,00	860 945,80	16,74	A	V	LIVRET A	0,500	V	LIVRET A	2,750	A-1	EUR	24 459,58	28 493,57
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2017	X	1175/5205672/Rehab. Res. 90 logts. Rue Edel, blv Leblois, av	C.D.C.	2 546 089,00	1 894 496,08	17,24	T	F		1,750	F		0,435	A-1	EUR	33 938,60	91 854,64
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1176/5205671/RÃ©hab. RÃ©s. 90 logts. Rue Edel, blv Leblois, av	C.D.C.	200 000,00	103 783,94	6,75	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	4 149,78	11 487,85
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1177/5205673/RÃ©hab. RÃ©s. 90 logts. Rue Edel, blv Leblois, av	C.D.C.	223 485,00	163 612,64	16,74	A	V	LIVRET A	0,500	V	LIVRET A	2,750	A-1	EUR	4 648,25	5 414,87
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2017	P	1178/86290307639/Tr. AmÃ©lioratÂ°, mise normes Ã©quipemts chauffage	C Agricole	1 900 000,00	922 131,60	6,83	T	F		1,020	F		1,000	A-1	EUR	10 013,23	126 548,81
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1179/5150744/Acquisit. en VEFA de 17 logts rue du Gal de Gaulle	C.D.C.	417 797,00	376 687,24	31,73	A	V	LIVRET A	1,860	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	15 592,54	133,61
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1180/5150743/Acquisit. en VEFA de 17 logts rue du Gal de Gaulle	C.D.C.	883 409,00	796 484,68	31,73	A	V	LIVRET A	1,860	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	32 969,59	282,50
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1181/5150742/Acquisit. en VEFA de 17 logts rue du Gal de Gaulle	C.D.C.	749 194,00	698 505,83	41,72	A	V	LIVRET A	1,860	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	24 431,48	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2017	X	1182/5209956/RÃ©hab.143 logts rue Edel, Leblois, GuÃ©rin, Vauban	C.D.C.	4 300 000,00	3 022 396,41	16,82	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	112 933,99	114 658,81
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2017	X	1183/5209959/RÃ©hab.143 logts rue Edel, Leblois, GuÃ©rin, Vauban	C.D.C.	223 239,00	163 432,53	16,82	A	V	LIVRET A	0,500	V	LIVRET A	2,750	A-1	EUR	4 643,14	5 408,91
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2017	X	1184/5209957/RÃ©hab.143 logts rue Edel, Leblois, GuÃ©rin, Vauban	C.D.C.	240 000,00	116 391,71	6,83	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	4 691,06	13 915,57
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2017	X	1185/5209958/RÃ©hab.143 logts rue Edel, Leblois, GuÃ©rin, Vauban	C.D.C.	2 145 000,00	1 570 347,55	16,82	A	V	LIVRET A	0,500	V	LIVRET A	2,750	A-1	EUR	44 613,78	51 971,69
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1186/5226980/ConstructÂ° de 25 logts. rue de Mulhouse Ã Ostwald	C.D.C.	683 000,00	600 080,88	32,07	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	16 887,57	3 046,64
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1187/5226979/ConstructÂ° de 25 logts. rue de Mulhouse Ã Ostwald	C.D.C.	17 000,00	15 504,48	42,06	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	407,52	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1188/5226978/ConstructÂ° de 25 logts. rue de Mulhouse Ã Ostwald	C.D.C.	1 500 000,00	1 350 521,70	32,07	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	48 701,06	2 285,64
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1189/5226981/ConstructÂ° de 25 logts. rue de Mulhouse Ã Ostwald	C.D.C.	38 000,00	35 257,38	42,06	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	1 097,72	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2017	X	1190/5211139/ConstructÂ° 34 logts.rue Maria Callas "Eco quartier	C.D.C.	2 850 000,00	2 349 170,19	32,39	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	66 684,93	32 434,37
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2017	X	1191/5211142/ConstructÂ° 34 logts.rue Maria Callas "Eco quartier	C.D.C.	678 000,00	581 175,51	42,39	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	16 390,37	4 194,60
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2017	X	1192/5211141/ConstructÂ° 34 logts.rue Maria Callas "Eco quartier	C.D.C.	2 800 000,00	2 353 039,77	32,39	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	85 645,08	25 990,38
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2017	X	1193/5211140/ConstructÂ° 34 logts.rue Maria Callas "Eco quartier	C.D.C.	717 000,00	625 332,87	42,39	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	22 619,40	2 983,84
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1194/5211169/AcquisitÂ° VEFA de 30 logts Eco Quartier Tanneries	C.D.C.	695 000,00	578 551,03	32,56	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	16 423,09	7 987,90
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1195/5211168/AcquisitÂ° VEFA de 30 logts Eco Quartier Tanneries	C.D.C.	405 000,00	350 606,43	42,55	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	9 887,84	2 530,48
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1196/5211167/AcquisitÂ° VEFA de 30 logts Eco Quartier Tanneries	C.D.C.	1 240 000,00	1 052 316,98	32,56	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	38 301,85	11 623,31
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1197/5211166/AcquisitÂ° VEFA de 30 logts Eco Quartier Tanneries	C.D.C.	960 000,00	845 506,58	42,55	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	30 583,48	4 034,42
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1198/5168239/Acquisit? Ameliorat? de 9 logts rues Adenauer et	C.D.C.	151 525,00	136 615,49	31,73	A	V	LIVRET A	1,860	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	5 655,04	48,46
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1199/5168238/Acquisit? Ameliorat? de 9 logts rues Adenauer et	C.D.C.	608 475,00	548 603,21	31,73	A	V	LIVRET A	1,860	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	22 708,82	194,58
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1200/5202095/RÃ©hab. thermique 60 logts.Foyer pers.agÃ©es ARPALE	C.D.C.	726 130,00	465 481,60	11,74	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,550	A-1	EUR	12 558,09	26 992,60
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1201/5236361/Rehab. 230 logts conseil des XV	C.D.C.	9 757 576,07	7 869 794,45	19,24	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	291 668,41	232 105,79
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1202/5236360/Rehab. 230 logts conseil des XV	C.D.C.	1 687 729,19	1 361 180,32	19,24	A	V	LIVRET A	0,500	V	LIVRET A	2,750	A-1	EUR	38 665,14	44 825,05
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	C	1203/5247475/Mise en place 2eme tr du pret haut bilan bonifie	C.D.C.	960 000,00	960 000,00	32,56	A	V	LIVRET A	0,440	V	LIVRET A	3,000	A-1	EUR	28 800,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1204/5242669/Residensialisat 48 logts 35 a 45 av. Normandie	C.D.C.	300 000,00	195 614,63	8,41	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	7 604,58	15 623,71
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1205/5244136/Acquisition VEFA de 13 logts rte de la Wantzenau	C.D.C.	271 067,00	254 746,01	34,64	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	7 147,74	530,42
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1206/5244139/Acquisition VEFA de 13 logts rte de la Wantzenau	C.D.C.	158 933,00	154 845,26	54,63	A	V	LIVRET A	1,110	V	LIVRET A	3,360	A-1	EUR	3 625,80	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1207/5244138/Acquisition VEFA de 13 logts rte de la Wantzenau	C.D.C.	465 645,00	443 834,24	34,64	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	15 401,02	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1208/5244137/Acquisition VEFA de 13 logts rte de la Wantzenau	C.D.C.	364 355,00	354 925,17	54,63	A	V	LIVRET A	1,110	V	LIVRET A	3,360	A-1	EUR	8 299,99	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1209/5245707/Residensialisation 712 Conseil des XV	C.D.C.	900 000,00	395 237,64	3,67	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	17 284,32	84 882,27
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1210/5245706/Rehabilitation de 205 logts. Conseil des XV	C.D.C.	2 200 000,00	1 833 465,00	18,66	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	67 535,24	42 513,68
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1211/5245705/Rehabilitation de 325 logts. Conseil des XV	C.D.C.	3 000 000,00	2 500 179,55	18,66	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	92 093,50	57 973,20
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1212/5249877/Residensialisation 270 logts. 1 a 20 rue Lavoisier	C.D.C.	750 000,00	248 669,82	2,67	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	11 599,50	73 538,47
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1213/5262848/Rehab. de 16 logts 5 a 7 rue Arthur Weeber Strg	C.D.C.	1 003 723,50	940 711,01	29,82	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	33 974,02	3 011,58
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1214/5215093/Rehab.128 logts rue Arthur Weeber rue Schulmeister	C.D.C.	1 344 018,37	1 142 184,70	19,07	A	V	LIVRET A	0,250	V	LIVRET A	2,750	A-1	EUR	32 138,33	26 481,87
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1215/5215092/Rehab.128 logts rue Arthur Weeber rue Schulmeister	C.D.C.	956 070,06	812 495,29	19,07	A	V	LIVRET A	0,250	V	LIVRET A	2,750	A-1	EUR	22 861,67	18 837,93
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1216/5215091/Rehab.128 logts rue Arthur Weeber rue Schulmeister	C.D.C.	6 000 220,44	5 568 723,88	29,07	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	201 115,85	17 827,67
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1217/5264761/Cstr. 65 logts rue Peronne, Cite Rotterrdam	C.D.C.	1 794 059,92	1 635 781,18	33,89	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	45 994,71	6 886,82
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1218/5264760/Cstr. 65 logts rue Peronne, Cite Rotterrdam	C.D.C.	175 999,29	165 276,79	43,89	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 260,93	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1219/5264759/Cstr. 65 logts rue Peronne, Cite Rotterrdam	C.D.C.	4 398 690,19	4 095 076,13	33,89	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	147 546,68	3 442,88
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1220/5264758/Cstr. 65 logts rue Peronne, Cite Rotterrdam	C.D.C.	421 663,98	401 437,98	43,89	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	12 300,72	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1221/5262103/Cstr.6 logts rue Jacob Eco quartier des Brasseries	C.D.C.	244 772,00	217 189,12	32,81	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	6 112,17	1 102,68
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1222/5262102/Cstr.6 logts rue Jacob Eco quartier des Brasseries	C.D.C.	55 228,00	50 869,19	42,81	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 337,06	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1223/5262101/Cstr.6 logts rue Jacob Eco quartier des Brasseries	C.D.C.	298 030,00	270 971,70	32,81	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	9 771,50	458,59
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1224/5262100/Cstr.6 logts rue Jacob Eco quartier des Brasseries	C.D.C.	81 970,00	76 802,45	42,81	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	2 391,19	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	X	1225/5277488/Rehab. de 5 pavillons 11 a 19 rue d'Istanbul a	C.D.C.	62 500,43	54 885,52	19,99	A	V	LIVRET A	0,500	V	LIVRET A	2,750	A-1	EUR	1 540,85	1 145,22
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	X	1226/5277492/Rehab. de 5 pavillons 11 a 19 rue d'Istanbul a	C.D.C.	339 438,34	282 487,40	18,99	A	F		1,700	F		1,700	A-1	EUR	5 002,50	11 777,40
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	X	1227/5277456/Rehab. 738 logts r.Nicoise,Ankara,Palerme,Istanbul	C.D.C.	10 332 070,68	9 073 234,72	19,99	A	V	LIVRET A	0,500	V	LIVRET A	2,750	A-1	EUR	254 720,23	189 319,07

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	X	1228/5277457/Rehab. 738 logts r.Nicoise,Ankara,Palerme,Istanbul	C.D.C.	27 826 903,71	23 158 108,38	18,99	A	F		1,700	F		1,700	A-1	EUR	410 101,38	965 502,35
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	X	1229/5293790/RÃ©hab.102 logts rue Soultz, Gerstheim et Maquis	C.D.C.	600 026,74	498 709,07	19,24	A	F		1,640	F		1,640	A-1	EUR	8 522,05	20 928,09
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	X	1230/5293791/RÃ©hab.102 logts rue Soultz, Gerstheim et Maquis	C.D.C.	1 428 009,77	1 272 664,83	20,24	A	V	LIVRET A	0,500	V	LIVRET A	2,750	A-1	EUR	35 728,54	26 555,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1231/5267492/RÃ©hb.338 logts r Marschallhof,CarrÃ© Malber,Klebsau	C.D.C.	13 001 186,83	10 355 717,63	18,90	A	F		1,640	F		1,680	A-1	EUR	181 695,28	459 477,79
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1232/5267491/RÃ©hb.338 logts r Marschallhof,CarrÃ© Malber,Klebsau	C.D.C.	4 307 298,29	3 696 795,63	19,90	A	V	LIVRET A	0,500	V	LIVRET A	2,750	A-1	EUR	104 018,94	85 711,25
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	X	1233/5261761/Cstr. 16 logts rue Ernest Rickert,Jacob,Quartier	C.D.C.	721 251,00	639 974,67	32,90	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	18 010,27	3 249,18
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	X	1234/5261762/Cstr. 16 logts rue Ernest Rickert,Jacob,Quartier	C.D.C.	173 749,00	160 036,12	42,89	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 206,43	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	X	1235/5261763/Cstr. 16 logts rue Ernest Rickert,Jacob,Quartier	C.D.C.	439 740,00	399 815,76	32,90	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	14 417,73	676,65
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	X	1236/5261764/Cstr. 16 logts rue Ernest Rickert,Jacob,Quartier	C.D.C.	105 260,00	98 624,19	42,89	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	3 070,60	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1237/5232150/RÃ©hab. de 32 logts 2,4,6,8 rue Imbs Ã Strasbourg	C.D.C.	452 407,85	362 983,91	19,15	A	V	LIVRET A	0,500	V	LIVRET A	2,750	A-1	EUR	10 310,77	11 953,43
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2018	X	1238/5232152/RÃ©hab. de 32 logts 2,4,6,8 rue Imbs Ã Strasbourg	C.D.C.	2 054 036,88	1 760 105,80	29,14	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	64 239,57	24 326,78
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	X	1239/5302278/Construction de 23 logts 1 Ã 7 Chemin Long Ã	C.D.C.	864 000,00	802 907,99	33,39	A	V	LIVRET A	1,790	V	LIVRET A	4,040	A-1	EUR	31 808,79	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	X	1240/5302279/Construction de 23 logts 1 Ã 7 Chemin Long Ã	C.D.C.	1 379 000,00	1 281 493,20	33,39	A	V	LIVRET A	1,790	V	LIVRET A	4,040	A-1	EUR	50 768,88	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	X	1241/5302280/Construction de 23 logts 1 Ã 7 Chemin Long Ã	C.D.C.	782 000,00	742 193,81	43,39	A	V	LIVRET A	1,790	V	LIVRET A	4,040	A-1	EUR	24 879,38	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	X	1242/5306091/Construction de 13 logts AllÃ©e Jacqueline Auriol Ã	C.D.C.	326 351,00	303 275,26	33,48	A	V	LIVRET A	1,790	V	LIVRET A	4,040	A-1	EUR	12 014,85	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	X	1243/5306090/Construction de 13 logts AllÃ©e Jacqueline Auriol Ã	C.D.C.	712 000,00	661 655,66	33,48	A	V	LIVRET A	1,790	V	LIVRET A	4,040	A-1	EUR	26 212,80	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	X	1244/5306089/Construction de 13 logts AllÃ©e Jacqueline Auriol Ã	C.D.C.	57 149,00	54 239,93	43,47	A	V	LIVRET A	1,790	V	LIVRET A	4,040	A-1	EUR	1 818,20	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	X	1245/5300195/Acq. VEFA 33 logts rte Rhin ZAC Danube Ilot I3	C.D.C.	753 514,23	697 935,74	34,39	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	19 582,89	1 453,22
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	X	1246/5300193/Acq. VEFA 33 logts rte Rhin ZAC Danube Ilot I3	C.D.C.	436 033,57	411 805,41	44,39	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	9 881,95	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	X	1247/5300194/Acq. VEFA 33 logts rte Rhin ZAC Danube Ilot I3	C.D.C.	1 012 707,75	943 954,93	34,39	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	32 755,18	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	X	1248/5300192/Acq. VEFA 33 logts rte Rhin ZAC Danube Ilot I3	C.D.C.	1 005 618,80	952 265,72	44,39	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	27 361,12	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	C	1249/5302904/Mise en place 32eme tr du pret haut bilan bonifie	C.D.C.	5 240 000,00	5 240 000,00	33,39	A	V	LIVRET A	0,440	V	LIVRET A	3,000	A-1	EUR	157 200,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	P	1250/LBP-00005942/Acq. VEFA 43 logts r. Foyer Ã Holtzheim 55 logts	B Postale	3 000 000,00	2 497 493,14	23,73	T	F		1,420	F		1,420	A-1	EUR	36 235,64	86 746,84
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	P	1251/LBP-00005946/RÃ©s. de 338, 65 et230 logts Ã Strasbourg	B Postale	2 000 000,00	1 233 628,24	8,75	T	F		0,950	F		0,940	A-1	EUR	12 365,14	130 745,38
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	P	1252/LBP-00005944/RÃ©hab. 185, 338 et 98 logts Ã Strasbourg Mont.Vert	B Postale	5 000 000,00	3 947 838,43	18,74	T	F		1,340	F		1,340	A-1	EUR	54 421,77	181 276,87
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2020	P	1253/FI8042/Acq. RÃ©hab.AmÃ©l. de 50 et 313 logts Ã Lingolsheim	C Agricole	4 000 000,00	3 365 755,81	23,99	T	F		1,510	F		1,500	A-1	EUR	51 559,56	114 261,88
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	C	1254/5306092/Construction de 13 logts AllÃ©e Jacqueline Auriol Ã	C.D.C.	84 500,00	84 500,00	33,48	A	V	LIVRET A	1,790	V	LIVRET A	3,000	A-1	EUR	2 535,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	X	1255/5310996/Cst. de 36 logts rue l'Ile aux PÃªcheurs Ã Ostwald	C.D.C.	2 161 186,00	1 970 517,97	33,65	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	55 406,79	8 296,11
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	X	1256/5310995/Cst. de 36 logts rue l'Ile aux PÃªcheurs Ã Ostwald	C.D.C.	138 814,00	130 356,96	43,64	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 360,67	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	X	1257/5310994/Cst. de 36 logts rue l'Ile aux PÃªcheurs Ã Ostwald	C.D.C.	1 804 928,00	1 680 345,10	33,65	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	60 543,28	1 412,73
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	X	1258/5310993/Cst. de 36 logts rue l'Ile aux PÃªcheurs Ã Ostwald	C.D.C.	145 072,00	138 113,31	43,72	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	4 232,02	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	X	1259/5317398/RÃ©hab.98 logts 22 Ã 33 r.FranÃ§ois Mauriac Hoenheim	C.D.C.	1 429 509,78	1 281 714,53	20,65	A	V	LIVRET A	0,500	V	LIVRET A	2,750	A-1	EUR	36 028,65	28 418,05
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	X	1260/5317400/RÃ©hab.98 logts 22 Ã 33 r.FranÃ§ois Mauriac Hoenheim	C.D.C.	600 702,25	458 071,35	14,66	A	F		0,500	F		0,680	A-1	EUR	3 311,50	28 914,13
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2016	X	1261/1278360/Reprise Emprunt CDC nÂ°1278360	C.D.C.	29 299,23	11 765,02	5,66	S	V	INF FR XT	0,000	V	INF FR XT	0,424	A-1	EUR	111,91	1 903,39
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	X	1262/5335674/Acq. en VEFA de 3 logts 6, rue des Ablettes	C.D.C.	81 000,00	73 853,88	33,89	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 076,62	310,93
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	X	1263/5335673/Acq. en VEFA de 3 logts 6, rue des Ablettes	C.D.C.	59 000,00	55 405,51	43,89	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 428,38	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	X	1264/5335672/Acq. en VEFA de 3 logts 6, rue des Ablettes	C.D.C.	169 000,00	157 334,99	33,89	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	5 668,82	132,28
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	X	1265/5335671/Acq. en VEFA de 3 logts 6, rue des Ablettes	C.D.C.	122 000,00	116 148,01	43,89	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	3 558,97	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	X	1266/5335675/Acq. en VEFA de 3 logts 6, rue des Ablettes	C.D.C.	45 000,00	32 152,83	13,91	A	F		0,700	F		0,700	A-1	EUR	240,32	2 178,71
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	X	1267/5335669/Acq. en VEFA de 45 logts 6, rue des Ablettes	C.D.C.	687 000,00	626 390,26	33,89	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	17 612,77	2 637,17
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	X	1268/5335668/Acq. en VEFA de 45 logts 6, rue des Ablettes	C.D.C.	631 000,00	592 557,27	43,89	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	15 276,45	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	X	1269/5335667/Acq. en VEFA de 45 logts 6, rue des Ablettes	C.D.C.	1 542 000,00	1 435 565,40	33,89	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	51 723,81	1 206,93
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	X	1270/5335666/Acq. en VEFA de 45 logts 6, rue des Ablettes	C.D.C.	1 416 000,00	1 348 078,57	43,89	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	41 307,34	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	X	1271/5335670/Acq. en VEFA de 45 logts 6, rue des Ablettes	C.D.C.	675 000,00	482 292,67	13,91	A	F		0,700	F		0,700	A-1	EUR	3 604,81	32 680,59
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	X	1272/5333172/AcquisitÂ° AmÃ©l. 50 logts 12 rue de la Faisanderie	C.D.C.	444 000,00	403 768,17	33,89	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	11 353,11	1 699,91
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	X	1273/5333170/AcquisitÂ° AmÃ©l. 50 logts 12 rue de la Faisanderie	C.D.C.	1 032 000,00	966 554,37	43,89	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	24 918,31	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	X	1274/5333171/AcquisitÂ° AmÃ©l. 50 logts 12 rue de la Faisanderie	C.D.C.	543 000,00	504 082,48	33,89	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	18 162,23	423,80
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	X	1275/5333169/AcquisitÂ° AmÃ©l. 50 logts 12 rue de la Faisanderie	C.D.C.	1 265 000,00	1 200 779,64	43,89	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	36 793,85	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	X	1276/5333173/AcquisitÂ° AmÃ©l. 50 logts 12 rue de la Faisanderie	C.D.C.	750 000,00	584 361,55	18,90	A	F		0,860	F		0,860	A-1	EUR	5 268,04	28 200,76
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	X	1277/5333179/AcquisitÂ° AmÃ©l. 10 logts 12 rue de la Faisanderie	C.D.C.	133 000,00	120 948,55	33,89	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 400,81	509,21
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	X	1278/5333177/AcquisitÂ° AmÃ©l. 10 logts 12 rue de la Faisanderie	C.D.C.	104 000,00	97 404,70	43,89	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 511,15	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	X	1279/5333178/AcquisitÂ° AmÃ©l. 10 logts 12 rue de la Faisanderie	C.D.C.	363 000,00	336 983,33	33,89	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	12 141,60	283,31
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	X	1280/5333176/AcquisitÂ° AmÃ©l. 10 logts 12 rue de la Faisanderie	C.D.C.	285 000,00	270 531,38	43,89	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	8 289,52	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	X	1281/5333180/AcquisitÂ° AmÃ©l. 10 logts 12 rue de la Faisanderie	C.D.C.	150 000,00	116 872,32	18,90	A	F		0,860	F		0,860	A-1	EUR	1 053,61	5 640,15
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	X	1282/5324830/Acq. en VEFA de 10 logts 53a rue du Chemin de fer	C.D.C.	149 517,00	136 326,04	33,81	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 833,20	573,95
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	X	1283/5324829/Acq. en VEFA de 10 logts 53a rue du Chemin de fer	C.D.C.	122 962,00	115 470,74	43,81	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 976,90	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	X	1284/5324832/Acq. en VEFA de 10 logts 53a rue du Chemin de fer	C.D.C.	470 902,00	438 398,59	33,81	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	15 795,62	368,58

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	X	1285/5324831/Acq. en VEFA de 10 logts 53a rue du Chemin de fer	C.D.C.	320 788,00	305 400,74	43,81	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	9 357,98	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	X	1286/5324840/Acq. en VEFA de 10 logts 53a rue du Chemin de fer	C.D.C.	150 000,00	122 797,85	23,82	A	F		0,860	F		0,800	A-1	EUR	1 019,38	4 624,48
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	X	1287/5335339/Acq. en VEFA de 22 logts IlÃ´t St Urbain	C.D.C.	365 000,00	332 798,32	33,89	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	9 357,58	1 401,12
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	X	1288/5335338/Acq. en VEFA de 22 logts IlÃ´t St Urbain	C.D.C.	292 000,00	274 210,34	43,89	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	7 069,29	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	X	1289/5335341/Acq. en VEFA de 22 logts IlÃ´t St Urbain	C.D.C.	838 000,00	780 158,09	33,89	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	28 109,30	655,91
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	X	1290/5335340/Acq. en VEFA de 22 logts IlÃ´t St Urbain	C.D.C.	670 000,00	637 862,04	43,89	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	19 545,14	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	X	1291/5335342/Acq. en VEFA de 22 logts IlÃ´t St Urbain	C.D.C.	330 000,00	257 119,10	18,90	A	F		0,860	F		0,860	A-1	EUR	2 317,94	12 408,33
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2020	X	1292/5371073/Acq. en VEFA de 43 logts rue du Foyer	C.D.C.	194 570,00	181 058,69	34,48	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	5 080,20	376,99
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2020	X	1293/5371072/Acq. en VEFA de 43 logts rue du Foyer	C.D.C.	576 384,00	546 894,48	44,47	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	13 123,63	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2020	X	1294/5371075/Acq. en VEFA de 43 logts rue du Foyer	C.D.C.	963 971,00	909 863,36	34,48	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	31 572,21	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2020	X	1295/5371074/Acq. en VEFA de 43 logts rue du Foyer	C.D.C.	1 333 384,00	1 278 571,72	44,47	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	36 736,75	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2020	X	1296/5371076/Acq. en VEFA de 43 logts rue du Foyer	C.D.C.	645 000,00	553 477,04	24,48	A	F		0,860	F		1,250	A-1	EUR	7 152,99	18 762,17
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2020	X	1297/5373906/Acq. en VEFA de 10 logts 3 rue des Ciriers Les	C.D.C.	197 000,00	183 319,94	34,48	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	5 143,65	381,70
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2020	X	1298/5373905/Acq. en VEFA de 10 logts 3 rue des Ciriers Les	C.D.C.	148 000,00	140 427,88	44,47	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 369,80	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2020	X	1299/5373904/Acq. en VEFA de 10 logts 3 rue des Ciriers Les	C.D.C.	502 000,00	473 822,77	34,48	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	16 441,62	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2020	X	1300/5373903/Acq. en VEFA de 10 logts 3 rue des Ciriers Les	C.D.C.	303 000,00	290 544,37	44,47	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	8 348,11	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2020	C	1301/5374939/Acq. VEFA de 10 logts 3 rue des Ciriers - Les	C.D.C.	65 000,00	65 000,00	34,48	A	V	LIVRET A	0,370	V	LIVRET A	3,000	A-1	EUR	1 950,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2020	X	1302/5373223/Acq. en VEFA de 30 logts rue des Postiers	C.D.C.	1 434 150,00	1 366 974,59	34,64	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	47 433,94	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2020	X	1303/5373222/Acq. en VEFA de 30 logts rue des Postiers	C.D.C.	1 184 640,00	1 147 122,76	44,64	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	32 959,87	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2020	X	1304/5373224/Acq. en VEFA de 30 logts rue des Postiers	C.D.C.	450 000,00	383 316,46	24,65	A	F		1,100	F		0,920	A-1	EUR	3 651,47	13 582,09
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2020	X	1305/5385325/Acq. en VEFA de 30 logts rue des Postiers	C.D.C.	869 965,00	817 584,22	34,73	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	22 940,02	1 702,35
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2020	X	1306/5385326/Acq. en VEFA de 30 logts rue des Postiers	C.D.C.	642 840,00	616 001,48	44,72	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	14 781,97	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2020	X	1307/5385327/Acq. en VEFA de 30 logts rue des Postiers	C.D.C.	480 000,00	409 241,46	24,73	A	F		0,960	F		0,960	A-1	EUR	4 067,18	14 423,41
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2020	X	1308/5383657/Acq. en VEFA Foyer Jeunes Travailleurs	C.D.C.	415 808,00	390 772,11	34,73	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	10 964,40	813,65
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2020	X	1309/5383656/Acq. en VEFA Foyer Jeunes Travailleurs	C.D.C.	210 346,00	201 564,07	44,72	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 836,86	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2020	X	1310/5389788/Acq. en VEFA de 37 logts rue des Floralies Ã	C.D.C.	418 000,00	392 832,12	34,81	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	11 022,20	817,94
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2020	X	1311/5389787/Acq. en VEFA de 37 logts rue des Floralies Ã	C.D.C.	468 000,00	448 461,04	44,80	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	10 761,56	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2020	X	1312/5389790/Acq. en VEFA de 37 logts rue des Floralies Ã	C.D.C.	1 694 000,00	1 614 653,24	34,81	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	56 028,38	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2020	X	1313/5389789/Acq. en VEFA de 37 logts rue des Floralies Ã	C.D.C.	1 207 000,00	1 168 774,63	44,80	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	33 581,99	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2020	X	1314/5389792/Acq. en VEFA de 37 logts rue des Floralies Ã	C.D.C.	555 000,00	470 592,57	24,82	A	F		0,720	F		0,720	A-1	EUR	3 511,57	17 124,57
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2020	X	1315/5389196/Acq. en VEFA de 16 logts 137 te de la Wantzenau	C.D.C.	211 800,00	199 047,48	34,81	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	5 584,93	414,45
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2020	X	1316/5389197/Acq. en VEFA de 16 logts 137 te de la Wantzenau	C.D.C.	176 900,00	169 514,43	44,80	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 067,78	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2020	X	1317/5389198/Acq. en VEFA de 16 logts 137 te de la Wantzenau	C.D.C.	785 900,00	749 088,54	34,81	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	25 993,33	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2020	X	1318/5389199/Acq. en VEFA de 16 logts 137 te de la Wantzenau	C.D.C.	460 200,00	445 625,59	44,80	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	12 804,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2020	C	1319/5389200/Acq. VEFA de 60 logts 317 rte de la Wantzenau	C.D.C.	104 000,00	104 000,00	34,81	A	V	LIVRET A	0,370	V	LIVRET A	3,000	A-1	EUR	3 120,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2021	C	1320/5410395/Soutien Ã la reprise des chantiers dans le secteur	C.D.C.	4 516 000,00	4 516 000,00	35,14	A	V	LIVRET A	0,370	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2019	X	1321/1344583/CDC N 1344583	C.D.C.	5 474 454,94	4 909 986,05	27,73	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	177 486,33	20 189,78
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2020	C	1322/5389791/Acq. en VEFA de 37 logts rue des Floralies Ã	C.D.C.	240 500,00	240 500,00	34,81	A	V	LIVRET A	0,720	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	8 658,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2021	X	1323/5432725/Cst.40 logts Av.FranÃ§ois Mitterrand ZAC Poteries	C.D.C.	802 675,00	767 147,23	35,39	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	21 508,25	1 004,74
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2021	X	1324/5432724/Cst.40 logts Av.FranÃ§ois Mitterrand ZAC Poteries	C.D.C.	224 500,00	217 228,25	45,39	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	5 111,62	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2021	X	1325/5432723/Cst.40 logts Av.FranÃ§ois Mitterrand ZAC Poteries	C.D.C.	2 419 155,00	2 333 158,14	35,39	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	79 232,74	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2021	X	1326/5432722/Cst.40 logts Av.FranÃ§ois Mitterrand ZAC Poteries	C.D.C.	554 200,00	540 018,95	45,39	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	15 269,05	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2021	X	1327/5432726/Cst.40 logts Av.FranÃ§ois Mitterrand ZAC Poteries	C.D.C.	600 000,00	550 355,54	35,39	A	F		1,020	F		1,020	A-1	EUR	5 742,15	12 600,68
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2021	X	1328/5437613/Acq. en VEFA de 5 logts 7 rue des Jardins Ã Entzhe	C.D.C.	123 570,00	118 100,58	35,47	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 311,14	154,68
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2021	X	1329/5437612/Acq. en VEFA de 5 logts 7 rue des Jardins Ã Entzhe	C.D.C.	95 540,00	92 445,38	45,47	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 175,34	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2021	X	1330/5437615/Acq. en VEFA de 5 logts 7 rue des Jardins Ã Entzhe	C.D.C.	305 650,00	294 784,66	35,47	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	10 010,72	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2021	X	1331/5437614/Acq. en VEFA de 5 logts 7 rue des Jardins Ã Entzhe	C.D.C.	188 260,00	183 442,74	45,47	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	5 186,85	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2021	X	1332/5437616/Acq. en VEFA de 5 logts 7 rue des Jardins Ã Entzhe	C.D.C.	75 000,00	68 841,83	35,47	A	F		1,060	F		1,060	A-1	EUR	746,30	1 563,98
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2021	X	1333/5447338/Acq. en VEFA de 14 logts rue Himmerich Ã Strasbo	C.D.C.	151 440,00	146 172,90	35,73	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 098,21	191,44
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2021	X	1334/5447339/Acq. en VEFA de 14 logts rue Himmerich Ã Strasbo	C.D.C.	158 760,00	155 141,61	45,72	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 650,65	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2021	X	1335/5447336/Acq. en VEFA de 14 logts rue Himmerich Ã Strasbo	C.D.C.	729 420,00	710 414,47	35,73	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	24 125,28	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2021	X	1336/5447337/Acq. en VEFA de 14 logts rue Himmerich Ã Strasbo	C.D.C.	502 480,00	494 441,50	45,72	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	13 980,35	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2022	X	1337/5447340/Acq. en VEFA de 14 logts rue Himmerich Ã Strasbo	C.D.C.	210 000,00	192 086,60	35,73	A	F		0,860	F		0,860	A-1	EUR	1 690,95	4 536,04
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2022	X	1338/5462332/Acq. AmÃ©l. de 3 logts 32, rue des officiers Ã	C.D.C.	111 200,00	107 528,42	35,98	A	V	LIVRET A	0,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 010,99	6,83
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2022	X	1339/5462331/Acq. AmÃ©l. de 3 logts 32, rue des officiers Ã	C.D.C.	70 400,00	68 795,47	45,97	A	V	LIVRET A	0,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 245,42	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2022	X	1340/5462330/Acq. AmÃ©l. de 3 logts 32, rue des officiers Ã	C.D.C.	223 300,00	217 481,77	35,98	A	V	LIVRET A	1,600	V	LIVRET A	4,100	A-1	EUR	5 557,43	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2022	X	1341/5462329/Acq. AmÃ©l. de 3 logts 32, rue des officiers Ã	C.D.C.	124 100,00	122 114,69	45,97	A	V	LIVRET A	1,600	V	LIVRET A	4,100	A-1	EUR	2 410,06	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2022	C	1342/5462328/Acq. AmÃ©l. de 3 logts 32, rue des officiers Ã	C.D.C.	19 500,00	19 500,00	35,98	A	V	LIVRET A	1,600	V	LIVRET A	3,000	A-1	EUR	585,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2022	X	1343/5472360/Cst. de 10 logts 111, rue de la Ganzau Ã Strasbour	C.D.C.	79 000,00	76 870,52	36,14	A	V	LIVRET A	0,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 159,35	249,10
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2022	X	1344/5472359/Cst. de 10 logts 111, rue de la Ganzau Ã Strasbour	C.D.C.	121 000,00	119 022,28	46,13	A	V	LIVRET A	0,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 063,77	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2022	X	1345/5472358/Cst. de 10 logts 111, rue de la Ganzau Ã Strasbour	C.D.C.	358 000,00	351 444,86	36,14	A	V	LIVRET A	1,530	V	LIVRET A	3,530	A-1	EUR	12 511,25	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2022	X	1346/5472357/Cst. de 10 logts 111, rue de la Ganzau Ã Strasbour	C.D.C.	302 000,00	297 934,65	46,13	A	V	LIVRET A	1,530	V	LIVRET A	3,530	A-1	EUR	9 031,52	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2022	P	1347/5472362/Cst. de 10 logts 111, rue de la Ganzau Ã Strasbour	C.D.C.	150 000,00	141 062,32	36,14	A	F		1,200	F		1,200	A-1	EUR	1 728,93	3 014,83
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2022	C	1348/5472361/Cst. de 10 logts 111, rue de la Ganzau Ã Strasbour	C.D.C.	65 000,00	65 000,00	36,14	A	V	LIVRET A	0,520	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	2 340,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2022	X	1349/5472366/Cst. de 12 logts 33, Route du Polygone Ã Strasbour	C.D.C.	48 000,00	46 706,13	36,14	A	V	LIVRET A	0,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 312,01	151,35
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2022	X	1350/5472365/Cst. de 12 logts 33, Route du Polygone Ã Strasbour	C.D.C.	116 000,00	114 104,00	46,13	A	V	LIVRET A	0,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 937,17	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2022	X	1351/5472364/Cst. de 12 logts 33, Route du Polygone Ã Strasbour	C.D.C.	302 000,00	296 470,25	36,14	A	V	LIVRET A	1,530	V	LIVRET A	3,530	A-1	EUR	10 554,19	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2022	X	1352/5472363/Cst. de 12 logts 33, Route du Polygone Ã Strasbour	C.D.C.	283 000,00	279 190,42	46,13	A	V	LIVRET A	1,530	V	LIVRET A	3,530	A-1	EUR	8 463,32	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2022	X	1353/5472368/Cst. de 12 logts 33, Route du Polygone Ã Strasbour	C.D.C.	180 000,00	169 274,79	36,14	A	F		1,200	F		1,200	A-1	EUR	2 074,71	3 617,80
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2022	C	1354/5472367/Cst. de 12 logts 33, Route du Polygone Ã Strasbour	C.D.C.	78 000,00	78 000,00	36,14	A	V	LIVRET A	0,520	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	2 808,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2022	X	1355/5441873/Acq. en VEFA de 23 logts 5 rue de la Musau	C.D.C.	231 200,00	223 158,82	35,56	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	6 256,63	292,27
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2022	X	1356/5441874/Acq. en VEFA de 23 logts 5 rue de la Musau	C.D.C.	284 500,00	278 015,79	45,55	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	6 542,02	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2022	X	1357/5441871/Acq. en VEFA de 23 logts 5 rue de la Musau	C.D.C.	1 057 400,00	1 029 848,73	35,56	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	34 973,08	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2022	X	1358/5441872/Acq. en VEFA de 23 logts 5 rue de la Musau	C.D.C.	779 600,00	767 128,22	45,55	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	21 690,57	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2022	P	1359/5441875/Acq. en VEFA de 23 logts 5 rue de la Musau	C.D.C.	345 000,00	316 889,20	35,56	A	F		1,100	F		1,100	A-1	EUR	3 564,36	7 143,44
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2022	C	1360/5442500/Acq. en VEFA de 23 logts 5 rue de la Musau	C.D.C.	149 500,00	149 500,00	35,56	A	F		0,370	F		3,000	A-1	EUR	4 485,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2022	X	1361/5447333/Acq. AmÃ©l. de 8 logts 5, rue Robert Kieffer Ã Bich	C.D.C.	164 600,00	158 875,17	35,73	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 454,33	208,08
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2022	X	1362/5447334/Acq. AmÃ©l. de 8 logts 5, rue Robert Kieffer Ã Bich	C.D.C.	131 770,00	128 766,75	45,72	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 030,02	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2022	X	1363/5447331/Acq. AmÃ©l. de 8 logts 5, rue Robert Kieffer Ã Bich	C.D.C.	351 590,00	342 429,08	35,73	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	11 628,70	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2022	X	1364/5447332/Acq. AmÃ©l. de 8 logts 5, rue Robert Kieffer Ã Bich	C.D.C.	237 300,00	233 503,76	45,72	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	6 602,33	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2022	X	1365/5447335/Acq. AmÃ©l. de 8 logts 5, rue Robert Kieffer Ã Bich	C.D.C.	120 000,00	109 763,77	35,73	A	F		0,300	F		0,860	A-1	EUR	966,26	2 592,02
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2023	X	1366/5480408/Acq. en VEFA de 15 logts 41 rue de Mulhouse Ã St	C.D.C.	222 000,00	216 015,89	36,22	A	V	LIVRET A	0,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	6 068,05	700,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2023	X	1367/5480409/Acq. en VEFA de 15 logts 41 rue de Mulhouse Ã St	C.D.C.	228 000,00	224 273,39	46,22	A	V	LIVRET A	0,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	5 773,06	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2023	X	1368/5480410/Acq. en VEFA de 15 logts 41 rue de Mulhouse Ã St	C.D.C.	557 000,00	546 801,09	36,22	A	V	LIVRET A	1,530	V	LIVRET A	3,530	A-1	EUR	19 465,83	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2023	X	1369/5480411/Acq. en VEFA de 15 logts 41 rue de Mulhouse Ã St	C.D.C.	403 000,00	397 575,04	46,22	A	V	LIVRET A	1,530	V	LIVRET A	3,530	A-1	EUR	12 052,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2023	P	1370/5480407/Acq. en VEFA de 15 logts 41 rue de Mulhouse Ã St	C.D.C.	225 000,00	212 551,43	36,22	A	F		1,570	F		1,570	A-1	EUR	3 403,22	4 214,33
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2023	X	1371/5480780/Acq. en VEFA de 41 logts rue Albert Camus Ã Ober	C.D.C.	2 410 000,00	2 365 871,85	36,22	A	V	LIVRET A	1,530	V	LIVRET A	3,530	A-1	EUR	84 223,81	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2023	X	1372/5480779/Acq. en VEFA de 41 logts rue Albert Camus Ã Ober	C.D.C.	1 860 000,00	1 834 961,74	46,22	A	V	LIVRET A	1,530	V	LIVRET A	3,530	A-1	EUR	55 624,62	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2023	X	1373/5480778/Acq. en VEFA de 41 logts rue Albert Camus Ã Ober	C.D.C.	615 000,00	580 973,96	36,22	A	F		1,570	F		1,570	A-1	EUR	9 302,14	11 519,15
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2023	X	1374/5480771/Acq. en VEFA de 21 logts rue Albert Camus Ã Ober	C.D.C.	829 000,00	806 653,91	36,22	A	V	LIVRET A	0,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	22 659,50	2 613,98
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2023	X	1375/5480772/Acq. en VEFA de 21 logts rue Albert Camus Ã Ober	C.D.C.	775 900,00	763 218,07	46,22	A	V	LIVRET A	0,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	19 646,13	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2023	X	1376/5480770/Acq. en VEFA de 21 logts rue Albert Camus Ã Ober	C.D.C.	315 000,00	297 572,01	36,22	A	F		1,570	F		1,570	A-1	EUR	4 764,51	5 900,06
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2022	X	1377/5499204/Acq. en VEFA de 13 logts 1 rue du Gal. Picquart Ã	C.D.C.	36 000,00	34 772,55	36,22	A	V	LIVRET A	0,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	982,40	312,97
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2022	X	1378/5499203/Acq. en VEFA de 13 logts 1 rue du Gal. Picquart Ã	C.D.C.	94 000,00	92 196,13	46,22	A	V	LIVRET A	0,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 590,81	332,80
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2022	X	1379/5499202/Acq. en VEFA de 13 logts 1 rue du Gal. Picquart Ã	C.D.C.	507 000,00	493 839,03	36,64	A	V	LIVRET A	0,800	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	17 888,10	3 052,79

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2022	X	1380/5499201/Acq. en VEFA de 13 logts 1 rue du Gal. Picquart Ã	C.D.C.	363 000,00	358 754,62	46,64	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	12 928,93	382,50
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2022	X	1381/5499200/Acq. en VEFA de 13 logts 1 rue du Gal. Picquart Ã	C.D.C.	195 000,00	186 581,84	36,22	A	F		0,800	F		2,760	A-1	EUR	5 229,22	2 882,79
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2021	X	1382/5456036/RÃ©hab. 69 logts. CitÃ© Siegfried Strasbourg Neudorf	C.D.C.	886 000,00	809 898,61	20,90	A	V	LIVRET A	0,800	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	29 651,41	13 751,77
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2021	P	1383/5457088/RÃ©hab. 69 logts. CitÃ© Siegfried Strasbourg Neudorf	C.D.C.	414 000,00	366 588,11	25,90	A	F		0,800	F		1,140	A-1	EUR	4 316,53	12 055,27
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2021	X	1384/5456035/RÃ©hab. 313 logts. CitÃ© Siegfried Strg Neudorf	C.D.C.	1 622 000,00	1 482 681,21	20,90	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	54 282,84	25 175,36
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2021	P	1385/5457086/RÃ©hab. 31 logts. CitÃ© Siegfried Strasbourg Neudorf	C.D.C.	1 878 000,00	1 662 928,66	25,90	A	F		1,140	F		1,140	A-1	EUR	19 580,80	54 685,49
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2021	X	1386/5455481/AAcq. VEFA 55 logts 3 allÃ©e St Sauveur Le Vicomte	C.D.C.	138 900,00	134 069,04	35,89	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 758,85	175,59
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2021	X	1387/5455480/AAcq. VEFA 55 logts 3 allÃ©e St Sauveur Le Vicomte	C.D.C.	588 000,00	574 598,55	45,89	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	13 520,93	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2021	X	1388/5455483/AAcq. VEFA 55 logts 3 allÃ©e St Sauveur Le Vicomte	C.D.C.	963 800,00	938 687,55	35,89	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	31 877,30	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2021	X	1389/5455482/AAcq. VEFA 55 logts 3 allÃ©e St Sauveur Le Vicomte	C.D.C.	1 480 800,00	1 457 110,66	45,89	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	41 199,84	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2021	X	1390/5455484/AAcq. VEFA 55 logts 3 allÃ©e St Sauveur Le Vicomte	C.D.C.	825 000,00	756 999,82	35,89	A	F		1,040	F		1,040	A-1	EUR	8 052,35	17 264,78
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2021	X	1391/5455493/AAcq. VEFA 2 logts 3 allÃ©e St Sauveur Le Vicomte	C.D.C.	117 800,00	114 730,64	35,89	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	3 896,19	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2021	X	1392/5455494/AAcq. VEFA 2 logts 3 allÃ©e St Sauveur Le Vicomte	C.D.C.	84 700,00	83 345,00	45,89	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	2 356,58	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2021	X	1393/5455495/AAcq. VEFA 2 logts 3 allÃ©e St Sauveur Le Vicomte	C.D.C.	30 000,00	27 527,27	35,89	A	F		1,040	F		1,040	A-1	EUR	292,81	627,81
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2022	X	1394/5495906/Acq. en VEFA de 14 logts rue de Wolfisheim Ã	C.D.C.	119 680,00	116 453,97	36,47	A	V	LIVRET A	0,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 271,28	377,37
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2022	X	1395/5495905/Acq. en VEFA de 14 logts rue de Wolfisheim Ã	C.D.C.	145 000,00	142 630,00	46,47	A	V	LIVRET A	0,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 671,46	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2022	X	1396/5495904/Acq. en VEFA de 14 logts rue de Wolfisheim Ã	C.D.C.	665 320,00	653 137,70	36,47	A	V	LIVRET A	1,530	V	LIVRET A	3,530	A-1	EUR	23 251,36	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2022	X	1397/5495903/Acq. en VEFA de 14 logts rue de Wolfisheim Ã	C.D.C.	480 000,00	476 176,99	46,47	A	V	LIVRET A	1,530	V	LIVRET A	3,530	A-1	EUR	14 354,74	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2022	X	1398/5495907/Acq. en VEFA de 14 logts rue de Wolfisheim Ã	C.D.C.	210 000,00	198 821,68	36,47	A	F		1,530	F		1,760	A-1	EUR	3 565,99	3 791,30

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2022	X	1399/5489084/RÃ©hab. de 13 logts. 13-15 rue Sellier Ã Strasbourg	C.D.C.	910 476,00	820 998,44	21,40	A	V	LIVRET A	1,760	V	LIVRET A	1,760	A-1	EUR	14 983,69	30 347,71
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2022	X	1400/5489085/RÃ©hab. de 13 logts. 13-15 rue Sellier Ã Strasbourg	C.D.C.	169 000,00	156 375,29	21,40	A	V	LIVRET A	0,750	V	LIVRET A	2,750	A-1	EUR	4 392,31	3 344,75
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2022	C	1401/5489083/RÃ©hab. de 13 logts. 13-15 rue Sellier Ã Strasbourg	C.D.C.	130 000,00	130 000,00	26,40	A	F		0,340	F		0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2022	X	1402/5502692/RÃ©hab. de 13 logts. 13-15 rue Sellier Ã Strasbourg	C.D.C.	126 000,00	115 846,75	21,74	A	V	LIVRET A	1,750	V	LIVRET A	2,750	A-1	EUR	3 271,54	3 118,15
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2022	X	1403/5502693/RÃ©hab. de 13 logts. 13-15 rue Sellier Ã Strasbourg	C.D.C.	674 000,00	639 775,46	26,73	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	23 387,76	9 884,49
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2022	X	1404/5503176/RÃ©hab.Thermique 54 logts. rue de Berne et GenÃ¨ve	C.D.C.	1 228 000,00	1 165 644,31	26,73	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	42 611,52	18 009,14
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2022	X	1405/5503175/RÃ©hab.Thermique 54 logts. rue de Berne et GenÃ¨ve	C.D.C.	972 000,00	893 674,95	21,74	A	V	LIVRET A	1,750	V	LIVRET A	2,750	A-1	EUR	25 237,55	24 054,32
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2022	X	1406/5502945/RÃ©sidentialisatÂ° 54 logts. rue de Berne et GenÃ¨ve	C.D.C.	140 000,00	103 696,58	6,83	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	4 173,03	12 220,92
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2023	X	1407/5514513/AcquisitÂ° AmÃ©l. 2 logts 7a rue de Mundolsheim	C.D.C.	220 000,00	215 613,81	36,98	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	7 805,08	1 193,99
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2023	X	1408/5514512/AcquisitÂ° AmÃ©l. 2 logts 7a rue de Mundolsheim	C.D.C.	160 000,00	158 864,91	56,96	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	5 346,70	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2023	C	1409/5514783/AcquisitÂ° AmÃ©l. 2 logts 7a rue de Mundolsheim	C.D.C.	13 000,00	13 000,00	36,98	A	V	LIVRET A	0,820	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2023	X	1410/5516166/AcquisitÂ° AmÃ©l. 3 logts 7a rue de Mundolsheim	C.D.C.	166 000,00	161 783,25	36,98	A	V	LIVRET A	1,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 567,65	1 347,32
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2023	X	1411/5516165/AcquisitÂ° AmÃ©l. 3 logts 7a rue de Mundolsheim	C.D.C.	59 000,00	58 496,86	56,96	A	V	LIVRET A	2,080	V	LIVRET A	3,080	A-1	EUR	1 747,30	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2023	X	1412/5516167/AcquisitÂ° AmÃ©l. 3 logts 7a rue de Mundolsheim	C.D.C.	102 000,00	99 966,40	36,98	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	3 618,72	553,58
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2023	X	1413/5516168/AcquisitÂ° AmÃ©l. 3 logts 7a rue de Mundolsheim	C.D.C.	31 000,00	30 735,64	56,96	A	V	LIVRET A	2,080	V	LIVRET A	3,080	A-1	EUR	918,07	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2023	C	1414/5516169/AcquisitÂ° AmÃ©l. 3 logts 7a rue de Mundolsheim	C.D.C.	19 500,00	19 500,00	37,06	A	F		0,820	F		0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2023	X	1415/5512846/RÃ©habiliatation 61 logts rue Lauth, Wacken	C.D.C.	1 403 000,00	1 324 664,78	22,07	A	V	LIVRET A	1,750	V	LIVRET A	2,750	A-1	EUR	37 339,01	33 117,21
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2023	X	1416/5512847/RÃ©habiliatation 61 logts rue Lauth, Wacken	C.D.C.	1 197 000,00	1 153 772,95	27,07	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	42 126,01	16 393,95
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2023	X	1417/5526675/Acq. en VEFA de 20 logts rue de la Musau/rue	C.D.C.	362 000,00	356 977,30	38,06	A	V	LIVRET A	2,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	5 201,98	5 022,70

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2023	X	1418/5526674/Acq. en VEFA de 20 logts rue de la Musau/rue	C.D.C.	253 000,00	250 621,16	48,13	A	V	LIVRET A	2,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 635,53	2 378,84
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2023	X	1419/5526673/Acq. en VEFA de 20 logts rue de la Musau/rue	C.D.C.	1 155 000,00	1 141 652,51	38,14	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	21 299,35	13 347,49
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2023	X	1420/5526672/Acq. en VEFA de 20 logts rue de la Musau/rue	C.D.C.	643 000,00	633 305,04	47,13	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	22 976,58	4 933,19
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2023	X	1421/5509503/RÃ©habiliatation de 3 logts 7/9 rue des Seigneurs	C.D.C.	150 000,00	134 690,71	16,91	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	5 024,51	4 878,95
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2023	X	1422/5509506/RÃ©sidentialisation de 63 logts 25 rue Kepler	C.D.C.	188 000,00	159 012,01	11,91	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	6 067,44	9 528,19
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2023	X	1423/5509514/RÃ©habilitation de 63 logts 25 rue Kepler	C.D.C.	800 000,00	743 100,64	21,90	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	27 378,06	17 401,16
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2024	X	1424/5530405/RÃ©hab.Therm 29 logts. 13 rue de Robert Kieffer	C.D.C.	460 000,00	446 963,61	22,99	A	V	LIVRET A	2,750	V	LIVRET A	2,750	A-1	EUR	2 084,57	13 036,39
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2024	X	1425/5530404/RÃ©hab.Therm 29 logts. 13 rue de Robert Kieffer	C.D.C.	1 140 000,00	1 111 118,83	22,99	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	6 739,60	28 881,17
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2023	X	1426/5530906/Const. 18 logts rue du stade Ã Mundolsheim	C.D.C.	115 000,00	111 764,10	37,47	A	V	LIVRET A	2,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 175,32	1 640,29
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2023	X	1427/5530905/Const. 18 logts rue du stade Ã Mundolsheim	C.D.C.	109 000,00	106 921,55	47,47	A	V	LIVRET A	2,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 023,31	1 053,57
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2023	X	1428/5530904/Const. 18 logts rue du stade Ã Mundolsheim	C.D.C.	564 000,00	550 729,90	37,47	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	20 069,36	6 752,37
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2023	X	1429/5530903/Const. 18 logts rue du stade Ã Mundolsheim	C.D.C.	296 000,00	291 537,00	47,47	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	10 577,08	2 270,96
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2023	X	1430/5550605/Acq. en VEFA de 41 logts Route du Petit Rhin	C.D.C.	2 960 000,00	2 925 793,45	38,72	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	48 372,42	34 206,55
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2023	X	1431/5550604/Acq. en VEFA de 41 logts Route du Petit Rhin	C.D.C.	1 903 000,00	1 893 676,72	58,71	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	31 098,89	9 323,28
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2023	X	1432/5551692/Acq. en VEFA de 17 logts rue des Fleurs	C.D.C.	146 000,00	141 891,82	37,72	A	V	LIVRET A	2,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 031,28	2 082,45
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2023	X	1433/5551691/Acq. en VEFA de 17 logts rue des Fleurs	C.D.C.	157 000,00	155 312,53	57,71	A	V	LIVRET A	3,400	V	LIVRET A	3,400	A-1	EUR	5 309,79	857,84
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2023	X	1434/5551694/Acq. en VEFA de 17 logts rue des Fleurs	C.D.C.	785 000,00	775 928,33	38,72	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	12 828,50	9 071,67
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2023	X	1435/5551693/Acq. en VEFA de 17 logts rue des Fleurs	C.D.C.	475 000,00	469 894,58	57,71	A	V	LIVRET A	3,400	V	LIVRET A	3,400	A-1	EUR	16 064,66	2 595,38
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2024	X	1436/5574571/Acq. en VEFA de 56 logts rue du Kriegacker	C.D.C.	544 122,00	536 226,78	37,98	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	2,600	A-1	EUR	14 147,17	7 895,22

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2024	X	1437/5574570/Acq. en VEFA de 56 logts rue du Kriegacker	C.D.C.	580 000,00	576 841,63	57,96	A	V	LIVRET A	3,320	V	LIVRET A	3,320	A-1	EUR	19 256,00	3 158,37
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2024	X	1438/5574572/Acq. en VEFA de 56 logts rue du Kriegacker	C.D.C.	2 355 878,00	2 328 652,85	37,98	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	84 811,61	27 225,15
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2024	X	1439/5574573/Acq. en VEFA de 56 logts rue du Kriegacker	C.D.C.	1 470 000,00	1 461 995,17	57,96	A	V	LIVRET A	3,320	V	LIVRET A	3,320	A-1	EUR	48 804,00	8 004,83
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2024	C	1440/5574575/Acq. en VEFA de 56 logts rue du Kriegacker	C.D.C.	110 500,00	107 737,50	37,98	A	F		1,100	F		1,100	A-1	EUR	1 215,50	2 762,50
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2023	X	1441/5561179/Acq. en VEFA de 8 logts rue des Vergers	C.D.C.	350 000,00	340 151,62	37,81	A	V	LIVRET A	2,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	9 664,02	4 992,18
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2023	X	1442/5561178/Acq. en VEFA de 8 logts rue des Vergers	C.D.C.	305 000,00	300 918,27	57,80	A	V	LIVRET A	2,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	8 483,65	2 069,04
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2023	X	1443/5560668/Acq. en VEFA de 16 logts rue des Vergers	C.D.C.	1 450 000,00	1 415 883,59	37,81	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	51 596,77	17 359,82
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2023	X	1444/5560669/Acq. en VEFA de 16 logts rue des Vergers	C.D.C.	845 000,00	836 571,22	57,80	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	30 270,96	4 288,91
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2023	X	1445/5550535/Acq. en VEFA de 24 logts route du Petit-Rhin	C.D.C.	804 000,00	781 376,87	37,72	A	V	LIVRET A	2,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	22 199,65	11 467,74
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2023	X	1446/5550534/Acq. en VEFA de 24 logts route du Petit-Rhin	C.D.C.	766 000,00	755 748,84	57,71	A	V	LIVRET A	2,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	21 306,47	5 196,35
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2023	C	1447/5552669/Acq. en VEFA de 24 logts route du Petit-Rhin	C.D.C.	156 000,00	156 000,00	37,72	A	F		2,800	F		0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2023	X	1448/5541948/Constr. de 30 logts chemin du Beulenwoerth	C.D.C.	548 000,00	532 580,25	37,56	A	V	LIVRET A	2,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	15 131,11	7 816,32
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2023	X	1449/5541947/Constr. de 30 logts chemin du Beulenwoerth	C.D.C.	343 000,00	339 272,08	57,54	A	V	LIVRET A	3,370	V	LIVRET A	3,370	A-1	EUR	11 497,32	1 894,85
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2023	X	1450/5541946/Constr. de 30 logts chemin du Beulenwoerth	C.D.C.	1 657 000,00	1 618 013,18	37,56	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	58 962,64	19 838,09
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2023	X	1451/5541945/Constr. de 30 logts chemin du Beulenwoerth	C.D.C.	869 000,00	859 555,20	57,54	A	V	LIVRET A	3,370	V	LIVRET A	3,370	A-1	EUR	29 128,80	4 800,65
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2024	X	1452/5577977/Acq. en VEFA de 16 logts allÃ©e AdÃ¨le Klein	C.D.C.	281 000,00	276 922,68	38,14	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	2,600	A-1	EUR	4 259,37	4 077,32
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2024	X	1453/5577976/Acq. en VEFA de 16 logts allÃ©e AdÃ¨le Klein	C.D.C.	259 000,00	257 546,79	58,12	A	V	LIVRET A	3,240	V	LIVRET A	3,240	A-1	EUR	4 885,93	1 453,21
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2024	X	1454/5577979/Acq. en VEFA de 16 logts allÃ©e AdÃ¨le Klein	C.D.C.	610 000,00	602 950,68	38,14	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	12 776,70	7 049,32
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2024	X	1455/5577978/Acq. en VEFA de 16 logts allÃ©e AdÃ¨le Klein	C.D.C.	467 000,00	464 379,74	58,12	A	V	LIVRET A	3,240	V	LIVRET A	3,240	A-1	EUR	8 809,76	2 620,26

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2023	X	1456/5544433/RÃ©hab therm. de 90 logts 2 rue Mathias GrÃ¼newald	C.D.C.	1 530 000,00	1 442 087,28	22,74	A	V	LIVRET A	2,750	V	LIVRET A	2,750	A-1	EUR	40 882,60	44 552,56
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2024	X	1457/5591571/Acq. en VEFA de 9 logts 8a rue du Pivert	C.D.C.	154 000,00	154 000,00	39,30	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2024	X	1458/5591570/Acq. en VEFA de 9 logts 8a rue du Pivert	C.D.C.	125 000,00	124 309,05	58,29	A	V	LIVRET A	3,280	V	LIVRET A	3,280	A-1	EUR	707,98	690,95
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2024	X	1459/5591573/Acq. en VEFA de 9 logts 8a rue du Pivert	C.D.C.	305 000,00	301 475,34	38,31	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	1 893,58	3 524,66
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2024	X	1460/5591572/Acq. en VEFA de 9 logts 8a rue du Pivert	C.D.C.	183 000,00	183 000,00	59,29	A	V	LIVRET A	3,280	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2024	X	1461/5606279/Acq. en VEFA de 21 logts 21-21A rue MÃ©diane	C.D.C.	144 000,00	144 000,00	39,47	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2024	X	1462/5606278/Acq. en VEFA de 21 logts 21-21A rue MÃ©diane	C.D.C.	256 000,00	256 000,00	59,46	A	V	LIVRET A	3,360	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2024	X	1463/5606277/Acq. en VEFA de 21 logts 21-21A rue MÃ©diane	C.D.C.	844 000,00	844 000,00	39,47	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2024	X	1464/5606276/Acq. en VEFA de 21 logts 21-21A rue MÃ©diane	C.D.C.	798 000,00	798 000,00	59,46	A	V	LIVRET A	3,360	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2024	C	1465/5606282/Acq. en VEFA de 21 logts 21-21A rue MÃ©diane	C.D.C.	39 000,00	39 000,00	39,47	A	F		1,100	F		0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2024	X	1466/5603337/Acq. en VEFA de 47 logts route du Petit Rhin	C.D.C.	999 000,00	999 000,00	39,47	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2024	X	1467/5603336/Acq. en VEFA de 47 logts route du Petit Rhin	C.D.C.	364 000,00	364 000,00	59,46	A	V	LIVRET A	3,310	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2024	X	1468/5603339/Acq. en VEFA de 47 logts route du Petit Rhin	C.D.C.	2 984 000,00	2 984 000,00	39,47	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2024	X	1469/5603338/Acq. en VEFA de 47 logts route du Petit Rhin	C.D.C.	870 000,00	870 000,00	59,46	A	V	LIVRET A	3,310	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2024	X	1470/5597173/Acq. en VEFA de 18 logts 2 rue Louise Weber	C.D.C.	278 000,00	273 966,21	38,47	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	2,600	A-1	EUR	1 211,73	4 033,79
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2024	X	1471/5597172/Acq. en VEFA de 18 logts 2 rue Louise Weber	C.D.C.	237 000,00	235 689,95	58,46	A	V	LIVRET A	3,380	V	LIVRET A	3,280	A-1	EUR	1 299,60	1 310,05
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2024	X	1472/5597175/Acq. en VEFA de 18 logts 2 rue Louise Weber	C.D.C.	805 000,00	795 697,21	38,47	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	4 838,66	9 302,79
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2024	X	1473/5597174/Acq. en VEFA de 18 logts 2 rue Louise Weber	C.D.C.	504 000,00	501 214,08	58,46	A	V	LIVRET A	3,380	V	LIVRET A	3,280	A-1	EUR	2 763,71	2 785,92
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2024	X	1474/5624510/OpÃ©r Reconstitution 54 logts 180 rue de la Ganzau	C.D.C.	750 000,00	739 117,48	38,89	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	2,600	A-1	EUR	6 444,47	10 882,52

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2024	X	1475/5624511/OpÃ©r Reconstitution 54 logts 180 rue de la Ganzau	C.D.C.	1 065 000,00	1 058 934,69	58,88	A	V	LIVRET A	3,200	V	LIVRET A	3,200	A-1	EUR	11 240,94	6 065,31
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2024	X	1476/5624508/OpÃ©r Reconstitution 54 logts 180 rue de la Ganzau	C.D.C.	2 065 000,00	2 041 136,31	38,89	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	24 488,45	23 863,69
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2024	X	1477/5624509/OpÃ©r Reconstitution 54 logts 180 rue de la Ganzau	C.D.C.	1 595 000,00	1 585 916,27	58,88	A	V	LIVRET A	3,200	V	LIVRET A	3,200	A-1	EUR	16 835,02	9 083,73
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2024	C	1478/5624512/OpÃ©r Reconstitution 54 logts 180 rue de la Ganzau	C.D.C.	351 000,00	351 000,00	38,89	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2025	X	1479/5662953/Constr. 22 logts rue Madeleine BrÃ¨s et Langevin	C.D.C.	1 320 000,00	1 320 000,00	39,30	A	V	LIVRET A	3,510	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2025	X	1480/5662949/Constr. 22 logts rue Madeleine BrÃ¨s et Langevin	C.D.C.	2 400 000,00	2 400 000,00	39,30	A	V	LIVRET A	3,510	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2025	X	1481/5664392/Constr. de 17 logts 3 rue du Hohl Ã Vendenheim	C.D.C.	617 000,00	617 000,00	39,30	A	V	LIVRET A	2,200	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2025	X	1482/5664391/Constr. de 17 logts 3 rue du Hohl Ã Vendenheim	C.D.C.	377 000,00	377 000,00	59,29	A	V	LIVRET A	2,710	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2025	X	1483/5664394/Constr. de 17 logts 3 rue du Hohl Ã Vendenheim	C.D.C.	1 279 000,00	1 279 000,00	39,30	A	V	LIVRET A	3,000	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2025	X	1484/5664393/Constr. de 17 logts 3 rue du Hohl Ã Vendenheim	C.D.C.	665 000,00	665 000,00	59,29	A	V	LIVRET A	2,710	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2025	X	1485/5641117/Oper. RÃ©hab. de 9 logts 39/14 rue des Boucher	C.D.C.	1 150 000,00	1 150 000,00	24,23	A	V	LIVRET A	3,000	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2025	X	1486/5662691/Reconstitution de 19 logts rue Sainte CÃ©cile	C.D.C.	223 500,00	223 500,00	39,39	A	V	LIVRET A	2,200	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2025	X	1487/5662690/Reconstitution de 19 logts rue Sainte CÃ©cile	C.D.C.	254 000,00	254 000,00	59,38	A	V	LIVRET A	2,750	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2025	X	1488/5662693/Reconstitution de 19 logts rue Sainte CÃ©cile	C.D.C.	682 500,00	682 500,00	39,39	A	V	LIVRET A	3,000	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2025	X	1489/5662692/Reconstitution de 19 logts rue Sainte CÃ©cile	C.D.C.	557 000,00	557 000,00	59,38	A	V	LIVRET A	2,750	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2025	X	1490/5659184/Reconstitution de 10 logts rue du NÃ©nuphar	C.D.C.	113 000,00	113 000,00	39,22	A	V	LIVRET A	2,200	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2025	X	1491/5659183/Reconstitution de 10 logts rue du NÃ©nuphar	C.D.C.	142 000,00	142 000,00	59,21	A	V	LIVRET A	2,720	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2025	X	1492/5659186/Reconstitution de 10 logts rue du NÃ©nuphar	C.D.C.	339 000,00	339 000,00	39,22	A	V	LIVRET A	3,000	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2025	X	1493/5659185/Reconstitution de 10 logts rue du NÃ©nuphar	C.D.C.	260 000,00	260 000,00	59,21	A	V	LIVRET A	2,720	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2025	X	1494/5678716/Acq. en VEFA de 20 logts chemin de l'Anguille	C.D.C.	285 000,00	285 000,00	39,56	A	V	LIVRET A	2,200	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2025	X	1495/5678715/Acq. en VEFA de 20 logts chemin de l'Anguille	C.D.C.	361 000,00	361 000,00	59,54	A	V	LIVRET A	2,710	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2025	X	1496/5678719/Acq. en VEFA de 20 logts chemin de l'Anguille	C.D.C.	765 000,00	765 000,00	39,56	A	V	LIVRET A	3,000	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2025	X	1497/5678717/Acq. en VEFA de 20 logts chemin de l'Anguille	C.D.C.	645 000,00	645 000,00	59,54	A	V	LIVRET A	2,710	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2025	C	1498/5678781/Acq. en VEFA de 20 logts chemin de l'Anguille	C.D.C.	130 000,00	765 000,00	39,56	A	V	LIVRET A	0,930	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2025	X	1499/5669296/Acq. en VEFA de 6 logts 5 rue de l'Oberelsau	C.D.C.	42 000,00	42 000,00	39,47	A	V	LIVRET A	2,200	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2025	X	1500/5669295/Acq. en VEFA de 6 logts 5 rue de l'Oberelsau	C.D.C.	69 000,00	69 000,00	59,46	A	V	LIVRET A	2,780	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2025	X	1501/5669298/Acq. en VEFA de 6 logts 5 rue de l'Oberelsau	C.D.C.	210 000,00	210 000,00	39,47	A	V	LIVRET A	3,000	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2025	X	1502/5669297/Acq. en VEFA de 6 logts 5 rue de l'Oberelsau	C.D.C.	184 000,00	184 000,00	59,46	A	V	LIVRET A	2,780	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2025	X	1503/5678817/Reconstition en VEFA 12 logts 86-88 rue mÃ©lanie	C.D.C.	180 000,00	180 000,00	39,64	A	V	LIVRET A	1,500	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2025	X	1504/5678816/Reconstition en VEFA 12 logts 86-88 rue mÃ©lanie	C.D.C.	231 000,00	231 000,00	59,63	A	V	LIVRET A	2,000	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2025	X	1505/5678819/Reconstition en VEFA 12 logts 86-88 rue mÃ©lanie	C.D.C.	435 000,00	435 000,00	39,64	A	V	LIVRET A	2,300	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2025	X	1506/5678818/Reconstition en VEFA 12 logts 86-88 rue mÃ©lanie	C.D.C.	378 000,00	378 000,00	59,63	A	V	LIVRET A	2,000	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2025	X	1507/5682296/Acquis amÃ©l 6 logts 24 route de l'Ile aux Epis	C.D.C.	207 000,00	207 000,00	39,64	A	V	LIVRET A	2,810	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2025	X	1508/5682295/Acquis amÃ©l 6 logts 24 route de l'Ile aux Epis	C.D.C.	325 000,00	325 000,00	39,64	A	V	LIVRET A	2,810	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2025	X	1509/5683702/Op rÃ©sidentialisation 263 logts 5-17 rue Tarade et	C.D.C.	1 630 000,00	1 630 000,00	9,66	A	V	LIVRET A	2,300	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2025	X	1510/5690998/Acq. en VEFA de 7 logts 12A rue du Moulin	C.D.C.	182 000,00	182 000,00	39,81	A	V	LIVRET A	1,300	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2025	X	1511/5690997/Acq. en VEFA de 7 logts 12A rue du Moulin	C.D.C.	148 000,00	148 000,00	59,79	A	V	LIVRET A	1,820	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2025	X	1512/5690384/Acq. en VEFA de 7 logts 12A rue du Moulin	C.D.C.	239 000,00	239 000,00	39,81	A	V	LIVRET A	2,300	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2025	X	1513/5690383/Acq. en VEFA de 7 logts 12A rue du Moulin	C.D.C.	163 000,00	163 000,00	59,79	A	V	LIVRET A	1,820	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2025	X	1514/5690903/Acq. en VEFA de 7 logts 6A rue du Notariat	C.D.C.	96 000,00	182 000,00	39,81	A	V	LIVRET A	1,300	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2025	X	1515/5690902/Acq. en VEFA de 7 logts 6A rue du Notariat	C.D.C.	102 000,00	102 000,00	59,79	A	V	LIVRET A	1,950	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2025	X	1516/5690436/Acq. en VEFA de 7 logts 6A rue du Notariat	C.D.C.	291 000,00	291 000,00	40,81	A	V	LIVRET A	2,300	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2025	X	1517/5690435/Acq. en VEFA de 7 logts 6A rue du Notariat	C.D.C.	188 000,00	188 000,00	40,81	A	V	LIVRET A	1,950	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2025	X	1518/5684341/RÃ©habil de 263 logts 5-17 rue Tarade et 12-27	C.D.C.	9 000 000,00	9 000 000,00	35,64	A	V	LIVRET A	2,300	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2025	X	1519/5684342/RÃ©habil de 263 logts 5-17 rue Tarade et 12-27	C.D.C.	451 000,00	451 000,00	30,65	A	V	LIVRET A	1,450	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2025	X	1520/5684340/RÃ©habil de 263 logts 5-17 rue Tarade et 12-27	C.D.C.	6 072 500,00	6 072 500,00	30,65	A	V	LIVRET A	1,450	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2025	X	1521/5686751/RÃ©hab therm de 16 logts 83 route du Rhin	C.D.C.	530 000,00	451 000,00	30,65	A	V	LIVRET A	2,300	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
Ophea - (C.U.S. Habitat)	2025	X	1522/5686752/RÃ©hab therm de 16 logts 83 route du Rhin	C.D.C.	440 000,00	440 000,00	25,73	A	V	LIVRET A	1,450	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
PROCIVIS Habitat Alsace	2019	P	62991/a9219044/Const. 2 logts 65, rue des Chasseurs Ã Strasbourg	Credit CoopÃ©ratif	440 000,00	0,00	0,00	T	F		0,000	F		1,000	A-1	EUR	2 963,95	398 447,63
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	1994	X	61302/1329417/Achat-Amel.Immeubl.a Schilig.	C.D.C.	27 498,31	16 563,10	10,91	A	V	LIVRET A	4,060	V	LIVRET A	4,150	A-1	EUR	734,41	1 133,52
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2000	P	61314/565790955 98F/Const.20 logts r. A Kastler	Credit Foncier	1 234 837,04	0,00	0,00	T	F		5,403	F		5,300	A-1	EUR	872,34	43 839,14
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2004	X	61326/1329419/Const. 9 logts en VEFA rue de la Fontaine Ã Hoenhe	C.D.C.	497 592,89	418 523,47	23,32	A	V	LIVRET A	2,964	V	LIVRET A	4,300	A-1	EUR	18 392,01	9 197,62
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2005	X	61336/1329356/Const. 2 logts 117, rte de Schirmeck Ã Strasbourg	C.D.C.	43 847,61	36 824,86	24,48	A	V	LIVRET A	2,190	V	LIVRET A	3,700	A-1	EUR	1 388,94	714,07
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2007	X	61337/1329360/Acquis. amelio. 7 logts rue du Marais Vert a Stra	C.D.C.	118 038,05	101 557,30	26,40	A	V	LIVRET A	2,360	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	4 125,55	1 581,55

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2007	X	61338/1057310/Chrge fonc. 7 logts rue du Marais Vert a Strasbour	C.D.C.	350 000,00	275 703,19	31,39	A	V	LIVRET A	2,218	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	11 141,91	2 844,45
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2006	X	61339/1329363/Acquis. amelio. 80 logts rue du Champ de Manoeuvre	C.D.C.	2 122 761,10	1 753 574,58	30,73	A	V	LIVRET A	2,460	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	70 930,18	19 680,03
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2006	X	61340/1061083/Chrge fonc. 80 logts rue du Champ de Manoeuvre a S	C.D.C.	2 130 000,00	1 514 748,29	30,73	A	V	LIVRET A	2,365	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	61 269,92	16 999,73
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2006	X	61341/1329364/Acqui. amelio. 9 logts 62, rte de Brumath a Souffe	C.D.C.	637 522,14	512 547,06	27,40	A	V	LIVRET A	2,250	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	20 862,55	9 016,59
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2006	X	61342/1064776/Chrge fonc. 9 logts rte de Brumath a Souffelweyers	C.D.C.	400 000,00	307 751,16	30,90	A	V	LIVRET A	2,306	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	12 488,78	4 468,45
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2007	X	61344/1329369/Acquis. amÃ©lio. 170 logts rue du Champ de Manoeuvr	C.D.C.	5 140 980,69	4 533 854,72	31,48	A	V	LIVRET A	2,310	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	183 827,11	61 823,07
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2007	X	61345/1089718/Chrge fonc. 170 logts rue du Champ de Manoeuvre a	C.D.C.	4 775 000,00	3 709 478,54	31,48	A	V	LIVRET A	2,226	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	150 402,42	50 581,98
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2007	X	61346/1329370/Const. 28 logts ZAC des 7 Arpents Ã Souffelweyersh	C.D.C.	1 550 001,59	1 246 906,73	26,57	A	V	LIVRET A	2,340	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	50 647,89	19 290,60
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2007	X	61347/1089878/Chrge fonc. 28 logts ZAC des 7 Arpents a Souffelwe	C.D.C.	559 981,00	403 501,48	31,56	A	V	LIVRET A	2,202	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	16 304,87	4 120,38
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2008	X	61348/1102759/Acquis. amelio. 13 logts rue Sellenick a Strasbour	C.D.C.	1 530 000,00	1 207 490,32	31,98	A	V	LIVRET A	2,014	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	46 418,59	14 051,73
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2008	X	61349/1102838/Acquis. amelio. 3 logts rue du Mal Foch a Ostwald	C.D.C.	392 000,00	309 370,08	31,98	A	V	LIVRET A	2,014	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	11 892,87	3 600,18
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2008	X	61350/1295559/Acqui. amelio. 7 logts 67, rue du Fb de Pierre a S	C.D.C.	677 943,07	593 331,20	31,98	A	V	LIVRET A	2,564	V	LIVRET A	4,300	A-1	EUR	25 784,97	6 319,30
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2008	X	61353/1295560/Acquis. amelio. 3 logts 47, rue du Gal Conrad a St	C.D.C.	445 770,77	390 135,57	31,98	A	V	LIVRET A	2,564	V	LIVRET A	4,300	A-1	EUR	16 954,50	4 155,15

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2008	X	61354/1329382/Acquis. amÃ©lio. 4 logts 11, rue des Chargeurs Ã St	C.D.C.	45 847,24	40 575,14	32,07	A	V	LIVRET A	2,010	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	1 559,80	472,18
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2008	X	61355/1101231/Chrge fonc. 4 logts 11, rue des Chargeurs a Stras	C.D.C.	287 000,00	224 787,79	32,07	A	V	LIVRET A	1,939	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	8 641,34	2 615,89
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2008	X	61356/1101232/Acquis. amelio. 4 logts 5, rue Grimling a Strasbou	C.D.C.	438 000,00	343 055,95	32,07	A	V	LIVRET A	1,939	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	13 187,83	3 992,19
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2007	X	61359/1329393/Contrat de compactage de 12 prÃªts	C.D.C.	10 194 772,43	9 059 542,00	31,35	A	V	LIVRET A	2,450	V	LIVRET A	4,160	A-1	EUR	381 155,47	102 849,22
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2007	X	61360/1329392/Contrat de compactage de 3 prÃªts	C.D.C.	1 758 985,54	1 383 772,44	17,24	A	V	LIVRET A	2,850	V	LIVRET A	4,300	A-1	EUR	61 475,79	45 897,06
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2007	X	61361/1110653/Contrat de compactage de 2 prets	C.D.C.	822 793,32	442 305,33	11,42	A	V	LEP	3,010	V	LEP	6,020	A-1	EUR	27 868,73	20 630,31
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2007	P	61362/1108969/Contrat de compactage de 3 prets	C.D.C.	2 215 030,80	529 437,49	2,34	A	F		5,947	F		5,940	A-1	EUR	40 670,42	155 249,70
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2007	X	61363/1329391/Contrat de compactage de 4 prÃªts	C.D.C.	2 659 385,29	2 129 197,14	20,65	A	V	LIVRET A	2,780	V	LIVRET A	4,300	A-1	EUR	93 912,44	54 813,01
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2007	X	61364/1329389/Contrat de compactage de 8 prÃªts	C.D.C.	1 309 415,05	1 079 769,83	22,33	A	V	LIVRET A	2,190	V	LIVRET A	3,790	A-1	EUR	41 880,74	25 642,80
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2008	X	61365/1295618/Acqui. amelio. 14 logts 21, rue Brulee a Strasbour	C.D.C.	833 180,45	718 650,12	32,23	A	V	LIVRET A	2,520	V	LIVRET A	4,300	A-1	EUR	31 324,90	9 836,00
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2009	X	61370/1329423/Const. 19 logts rue de la Demi Lune & Mesange Ã Pl	C.D.C.	387 483,76	323 773,34	23,15	A	V	LIVRET A	2,190	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	13 238,92	7 199,61
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2009	X	61371/1295621/Chrge fonc. 19 logts rues de la Demi Lune & Mesang	C.D.C.	1 021 315,57	882 175,09	33,14	A	V	LIVRET A	2,068	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	35 683,06	9 901,49
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2009	X	61372/1133865/Acquis. amelio. 8 logts 4, rue Adler a Strasbourg	C.D.C.	82 000,00	57 662,16	23,32	A	V	LIVRET A	1,692	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	2 116,82	1 138,33

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2009	X	61373/1133864/Chrge fonc. 8 logts 4, rue Adler a Strasbourg	C.D.C.	895 336,00	710 147,32	33,31	A	V	LIVRET A	1,636	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	25 776,91	5 877,91
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2010	X	61375/1159863/Acquis. amelio. 16 logts 47, rue du Faubrg Nationa	C.D.C.	1 260 389,79	1 085 538,14	36,22	A	V	LIVRET A	1,490	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	37 559,80	0,00
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2010	X	61376/1295623/Acquis. amelio. 3 logts 8, rue de Selestat a Schil	C.D.C.	339 373,27	301 049,93	34,23	A	V	LIVRET A	1,988	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	11 826,81	0,00
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2010	X	61377/1167133/Financ. compl. 250 logts rue du Champ de Manoeuvre	C.D.C.	1 000 000,00	753 560,93	24,48	A	V	LIVRET A	1,596	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	27 425,59	8 260,95
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2010	X	61378/1167136/Financ. compl 250 logts rue du Champ de Manoeuvre	C.D.C.	430 000,00	361 878,95	34,48	A	V	LIVRET A	1,555	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	13 037,58	0,00
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2010	X	61387/1295626/Acquis. amelio. 30 logts 5 a 9, rue de Singrist a	C.D.C.	1 134 966,12	945 287,82	24,65	A	V	LIVRET A	2,010	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	38 174,09	9 064,40
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2010	X	61388/1295625/Chrge fonc. 30 logts rue Singrist a Strasbourg	C.D.C.	1 548 551,18	1 386 900,38	34,64	A	V	LIVRET A	1,996	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	54 722,82	0,00
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2010	X	61389/1168391/Acquis. amelio. 5 logts 4, quai des Bateliers a St	C.D.C.	810 000,00	686 678,10	34,73	A	V	LIVRET A	1,547	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	24 739,27	0,00
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2010	X	61390/1169647/Const. 16 logts rue de la Fontaine a Souffelweyers	C.D.C.	1 200 000,00	910 904,67	24,73	A	V	LIVRET A	1,581	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	33 152,06	9 985,84
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2010	X	61391/1169650/Chrge fonc. 16 logts rue de la Fontaine a Souffelw	C.D.C.	390 000,00	330 622,78	34,73	A	V	LIVRET A	1,542	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	11 911,50	0,00
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2010	P	61392/1169655/Acquis. fonc. const. 16 logts rue de la Fontaine a	C.D.C.	308 000,00	203 427,71	34,73	A	V	LIVRET A	0,621	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	7 427,34	2 887,41
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2010	X	61393/1178807/Const. 17 logts ZAC Etoile Ã Strasbourg	C.D.C.	850 000,00	640 027,30	24,99	A	V	LIVRET A	1,595	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	23 324,40	7 872,60
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2011	X	61394/1178808/Chrge fonc. 17 logts ZAC Etoile a Strasbourg	C.D.C.	1 070 000,00	889 983,54	34,98	A	V	LIVRET A	1,554	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	32 108,58	1 921,54

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2011	X	61395/1181298/Acquis. amÃ©lio. 10 logts 27, bd d'Anvers Ã Strasbo	C.D.C.	915 000,00	693 045,76	25,07	A	V	LIVRET A	1,566	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	25 256,54	8 524,75
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2011	X	61396/1181299/Chrge fonc. 10 logts 27, bd d'Anvers a Strasbourg	C.D.C.	1 020 000,00	853 363,51	35,06	A	V	LIVRET A	1,525	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	30 787,42	1 842,47
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2011	X	61397/1295631/Acquis. amelio. 2 logts 24, rue des Bouchers a Str	C.D.C.	235 264,83	208 145,96	35,31	A	V	LIVRET A	1,920	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	8 353,23	684,87
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2011	X	61398/1295632/Acquis. amelio. 2 logts 24, rue des Bouchers a Str	C.D.C.	98 078,95	80 904,17	25,31	A	V	LIVRET A	1,920	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	3 276,62	1 011,45
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2011	X	61399/1295629/Acquis. amelio. 20 logts 8-10, rue de Kirchheim a	C.D.C.	979 469,92	866 566,87	35,23	A	V	LIVRET A	1,984	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	34 776,72	2 851,30
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2011	X	62100/1295630/Acquis. amÃ©lio. 20 logts 8-10, rue de Kirchheim Ã	C.D.C.	935 953,41	772 057,09	25,23	A	V	LIVRET A	2,000	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	31 268,37	9 652,09
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2011	X	62101/1189173/Acquis. amÃ©lio. 49 logts 44, rue de Soultz Ã	C.D.C.	700 000,00	527 536,13	25,48	A	V	LIVRET A	1,559	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	19 252,37	7 251,86
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2011	X	62102/1189175/Chrge.fonc. acquis. amelio. 49 logts 44, rue de	C.D.C.	2 600 000,00	2 163 502,57	35,47	A	V	LIVRET A	1,544	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	78 171,72	7 934,18
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2011	X	62103/1202527/Acquis. amelio. 4 logts 15C, rue du chemin de fer	C.D.C.	217 000,00	162 963,00	25,82	A	V	LIVRET A	1,542	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	5 955,94	2 479,85
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2011	X	62104/1202528/Chrge.fonc. acquis. amÃ©lio. 4 logts 15C, rue du	C.D.C.	145 000,00	120 190,68	35,81	A	V	LIVRET A	1,509	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	4 349,40	625,99
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2011	X	62105/1202532/Chrge.fonc. acquis. amÃ©lio. 4 logts 15C, rue du	C.D.C.	105 000,00	83 213,03	35,81	A	V	LIVRET A	0,702	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 349,02	680,56
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2011	X	62106/1202530/Acquis. amÃ©lio. 4 logts 15C, rue du chemin de fer	C.D.C.	231 000,00	165 475,84	25,82	A	V	LIVRET A	0,736	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 718,86	3 055,02
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2011	X	62107/7.707.537 X/Acquis. amÃ©lio. 7 logts loc.53, rue Rathsamhausen	Credit Foncier	638 000,00	376 855,26	15,65	T	V	LIVRET A	2,210	V	LIVRET A	3,550	A-1	EUR	15 005,21	15 251,11

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2012	X	62108/7.708.584 Z/Acquis. amÃ©lio. 8 logts loc.7, Quai St. Jean	Credit Foncier	1 570 000,00	1 243 347,02	36,06	A	V	LIVRET A	2,080	V	LIVRET A	3,550	A-1	EUR	51 803,89	4 996,20
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2012	X	62109/1216172/Chrge.fonc. acquis. amelio. 2 logts AA,24B rue des	C.D.C.	65 000,00	52 246,64	36,22	A	V	LIVRET A	0,675	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 473,82	389,83
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2012	X	62110/1216171/Acquis. amelio. 2 logts AA,24B rue des Bouchers	C.D.C.	141 000,00	103 491,34	26,23	A	V	LIVRET A	0,704	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 947,26	1 768,11
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2012	X	62111/1222790/Chrge.fonc. const. 14 logts rue du Mal Foch a	C.D.C.	630 934,97	524 697,83	38,47	A	V	LIVRET A	0,580	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	14 781,75	3 221,86
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2012	X	62112/1222789/Const. 14 logts rue du Mal Foch a	C.D.C.	1 022 102,62	790 613,82	28,48	A	V	LIVRET A	0,590	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	22 460,80	11 557,75
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2012	X	62113/1222788/Chrge.fonc. const. 49 logts rue du Mal Foch Ã	C.D.C.	2 630 590,19	2 267 817,76	38,47	A	V	LIVRET A	1,383	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	81 906,57	7 364,72
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2012	X	62114/1222755/Const. 49 logts rue du Mal Foch a	C.D.C.	4 512 556,46	3 624 381,96	28,48	A	V	LIVRET A	1,390	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	131 973,00	41 534,77
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2012	X	62115/1227596/Chrge.fonc. acquis. amelio. 5 logts 15 rue de	C.D.C.	171 000,00	143 553,78	36,81	A	V	LIVRET A	1,446	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	5 191,28	648,46
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2012	X	62116/1227595/Acquis. amelio. 5 logts 15 rue de Mulhouse	C.D.C.	163 000,00	125 209,83	26,82	A	V	LIVRET A	1,468	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	4 570,07	1 736,52
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2012	X	62117/1227599/Chrge.fonc. acquis. amelio. 5 logts 15 rue de	C.D.C.	151 000,00	121 551,10	36,81	A	V	LIVRET A	0,640	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 428,83	906,94
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2012	X	62118/1227597/Acquis. amelio. 5 logts 15 rue de Mulhouse	C.D.C.	318 000,00	233 742,49	26,82	A	V	LIVRET A	0,662	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	6 656,60	3 993,40
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2013	X	62119/1235202/Acquis. amelio. 2 logts 10 rue du Gazon AA	C.D.C.	150 000,00	112 139,59	26,98	A	V	LIVRET A	0,654	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 189,54	1 772,59
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2013	X	62120/1235204/Chrge.fonc.pr acquis. amelio. 2 logts 10 rue du	C.D.C.	126 000,00	102 183,52	36,98	A	V	LIVRET A	0,634	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 880,55	693,11

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2013	X	62122/1245418/Chrge.fonc.pr construct? 4 logts.ind. rue Mesange	C.D.C.	300 000,00	256 881,70	37,31	A	V	LIVRET A	1,410	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	9 255,03	202,35
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2013	X	62123/1245415/Construct? 4 logts.individuels rue Mesange	C.D.C.	500 000,00	395 236,68	27,31	A	V	LIVRET A	1,419	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	14 366,22	3 824,97
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2013	X	62124/1245318/Chrge.fonc.pr acquis. amelio. 2 logts 10 rue des	C.D.C.	30 000,00	24 690,20	37,31	A	V	LIVRET A	0,619	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	694,03	96,55
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2013	X	62125/1245316/Acquis. amelio. 2 logts 10 rue des Juifs	C.D.C.	54 000,00	40 957,41	27,31	A	V	LIVRET A	0,635	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 161,73	532,98
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2013	X	62126/1245291/Chrge.fonc.pr acquis. amelio. 6 logts 10 rue des	C.D.C.	197 600,00	169 199,41	37,31	A	V	LIVRET A	1,423	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	6 095,98	133,29
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2013	X	62127/1245265/Acquis. amelio. 6 logts 10 rue des Juifs a	C.D.C.	380 000,00	300 379,88	27,31	A	V	LIVRET A	1,439	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	10 918,32	2 906,98
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2013	X	62128/1250150/ConstructÃ° 17 logts. rue MÃ©sange & Demi Lune	C.D.C.	270 000,00	217 799,76	27,90	A	V	LIVRET A	1,796	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	8 783,41	1 785,38
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2013	X	62129/7.717.314 M/Acquis.AmÃ©l. 17 logts. 9, blv. d'Anvers Ã	Credit Foncier	939 000,00	768 547,52	37,39	A	V	LIVRET A	1,878	V	LIVRET A	3,470	A-1	EUR	30 229,88	2 622,78
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2013	X	62130/7.720.269 Z/Acquis.AmÃ©l. 17 logts. 9, blv. d'Anvers Ã	Credit Foncier	1 228 000,00	932 243,14	27,39	A	V	LIVRET A	1,900	V	LIVRET A	3,470	A-1	EUR	36 978,12	11 076,18
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2013	X	62131/5001171/Acquis.AmÃ©l. 3 logts. 15, rue des Hirondelles Ã	C.D.C.	64 800,00	51 298,71	27,82	A	V	LIVRET A	1,390	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	1 864,63	496,45
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2013	X	62132/5001172/Acquis.AmÃ©l. 3 logts. 15, rue des Hirondelles Ã	C.D.C.	60 000,00	51 455,51	37,81	A	V	LIVRET A	1,380	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	1 853,86	40,53
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2013	X	62133/5001173/Acquis.AmÃ©l. 3 logts. 15, rue des Hirondelles Ã	C.D.C.	153 700,00	116 734,47	27,82	A	V	LIVRET A	0,590	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 311,10	1 519,07
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2013	X	62134/5001174/Acquis.AmÃ©l. 3 logts. 15, rue des Hirondelles Ã	C.D.C.	113 000,00	93 128,05	37,81	A	V	LIVRET A	0,580	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 617,78	364,17

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2013	P	62135/7717315N/Acquis.AmÃ©l. 5 logts. 7, rue des Couples Ã	Credit Foncier	215 000,00	183 451,31	37,64	A	V	LIVRET A	1,880	V	LIVRET A	3,470	A-1	EUR	6 926,81	283,69
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2013	P	62136/7720270A/Acquis.AmÃ©l. 5 logts. 7, rue des Couples Ã	Credit Foncier	167 000,00	132 196,62	27,64	A	V	LIVRET A	1,900	V	LIVRET A	3,470	A-1	EUR	5 034,44	1 343,11
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2013	X	62137/5019330/Constr. parc social de 11 logts.rue Courbee a	C.D.C.	166 535,55	134 324,54	29,82	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 801,45	1 441,47
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2013	X	62138/5019331/Constr. parc social de 11 logts.rue CourbÃ©e Ã	C.D.C.	117 079,54	100 688,47	39,81	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 826,81	268,91
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2013	X	62139/5019328/Constr. parc social de 11 logts.rue CourbÃ©e Ã	C.D.C.	345 195,53	288 210,95	29,82	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	10 453,05	2 151,65
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2013	X	62140/5019329/Constr. parc social de 11 logts.rue CourbÃ©e Ã	C.D.C.	425 032,48	377 356,79	39,81	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	13 452,25	0,00
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2014	X	62141/5014951/Constr. parc social 16 logts.rue du Jeu de Paume Ã	C.D.C.	937 611,05	772 773,90	30,23	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	21 847,31	7 487,15
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2014	X	62142/5014952/Constr. parc social 16 logts.rue du Jeu de Paume Ã	C.D.C.	544 938,87	475 049,11	40,22	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	13 329,09	989,68
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2015	X	62145/5069884/Construction de 17 logts. 4, rue du Chevreuil Ã	C.D.C.	230 000,00	184 650,20	29,31	A	V	LIVRET A	0,557	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	5 218,62	1 728,97
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2015	X	62146/5069885/Construction de 17 logts. 4, rue du Chevreuil Ã	C.D.C.	294 000,00	251 684,57	39,30	A	V	LIVRET A	0,558	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	7 056,16	321,22
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2015	X	62147/5069882/Construction de 17 logts. 4, rue du Chevreuil a	C.D.C.	331 200,00	275 296,49	29,31	A	V	LIVRET A	1,356	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	9 970,29	1 655,99
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2015	X	62148/5069883/Construction de 17 logts. 4, rue du Chevreuil Ã	C.D.C.	423 800,00	373 513,25	39,30	A	V	LIVRET A	1,358	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	12 770,12	0,00
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2016	X	62149/5015450/Acquis.en VEFA de 31 logts.Maille Athena av. de	C.D.C.	659 646,96	574 146,45	30,23	A	V	LIVRET A	1,790	V	LIVRET A	4,040	A-1	EUR	23 236,95	1 025,47

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2014	X	62150/5015448/Acquis.en VEFA de 31 logts.Maille Athena av. de	C.D.C.	1 032 160,46	900 576,79	30,23	A	V	LIVRET A	1,860	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	37 069,93	1 368,02
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2014	X	62151/5015449/Acquis.en VEFA de 31 logts.Maille Athena av. de	C.D.C.	1 218 147,14	1 108 286,95	40,22	A	V	LIVRET A	1,860	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	39 288,45	0,00
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2015	X	62152/5096569/Construct. 36 logts. ZAC Danube-rue Rosa Bonheur Ã	C.D.C.	619 223,37	526 850,78	31,48	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	14 860,09	3 866,63
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2016	X	62153/5096568/Construct. 36 logts. ZAC Danube-rue Rosa Bonheur Ã	C.D.C.	250 000,00	214 017,48	39,47	A	V	LIVRET A	0,553	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	6 000,14	273,14
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2015	X	62154/5096567/Construct. 36 logts. ZAC Danube-rue Rosa Bonheur a	C.D.C.	1 543 512,00	1 350 168,26	31,48	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	48 801,88	5 439,38
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2016	X	62155/5096566/Construct. 36 logts. ZAC Danube-rue Rosa Bonheur Ã	C.D.C.	846 000,00	745 616,34	39,47	A	V	LIVRET A	1,353	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	25 492,02	0,00
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2015	X	62156/5100354/Acquis.Amel.3 logts. route de Brumath a	C.D.C.	73 000,00	59 187,75	29,56	A	V	LIVRET A	0,538	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 672,77	554,21
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2015	X	62157/5100353/Acquis.AmÃ©l.3 logts. route de Brumath Ã	C.D.C.	149 000,00	128 819,84	39,56	A	V	LIVRET A	0,540	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 611,56	164,41
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2016	P	62158/MON284075EUR/RÃ©amÃ©nagement de plusieurs prÃªts DEXIA	Rivage Investment	12 234 147,82	10 826 533,13	26,82	A	F		2,590	F		2,550	A-1	EUR	284 787,27	188 607,07
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2016	X	62159/5129154/Construction de 27 logts. 59 rte de Bischwiller Ã	C.D.C.	1 340 000,00	1 202 466,59	40,14	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	38 708,15	0,00
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2016	X	62160/5129155/Construction de 27 logts. 59 rte de Bischwiller Ã	C.D.C.	607 722,63	547 161,74	32,14	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	19 731,16	926,02
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2016	X	62161/5129157/Construction de 27 logts. 59 rte de Bischwiller Ã	C.D.C.	341 000,00	298 745,96	40,14	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	8 174,40	0,00
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2016	X	62162/5129156/Construction de 27 logts. 59 rte de Bischwiller Ã	C.D.C.	502 621,90	441 601,47	32,14	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	12 427,62	2 242,03

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2017	X	62163/5172321/Cst.de 31 logts. Portes du Kochersberg Lt.1-2	C.D.C.	716 358,06	626 752,21	32,98	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	17 671,23	4 363,04
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2017	X	62164/5172322/Cst.de 31 logts. Portes du Kochersberg Lt.1-2	C.D.C.	348 000,00	313 395,82	50,97	A	V	LIVRET A	1,080	V	LIVRET A	3,330	A-1	EUR	8 941,29	0,00
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2017	X	62165/5172319/Cst.de 31 logts. Portes du Kochersberg Lt.1-2	C.D.C.	1 038 780,57	926 599,27	32,98	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	33 484,60	3 528,44
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2017	X	62166/5172320/Cst.de 31 logts. Portes du Kochersberg Lt.1-2	C.D.C.	693 000,00	624 089,97	50,97	A	V	LIVRET A	1,080	V	LIVRET A	3,330	A-1	EUR	17 805,50	0,00
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2017	X	62167/5172218/Cst.de 22 logts. Les Rives du Bohrie Ponton G2	C.D.C.	497 128,55	434 945,07	32,98	A	V	LIVRET A	0,551	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	12 263,24	3 027,81
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2017	X	62168/5172219/Cst.de 22 logts. Les Rives du Bohrie Ponton G2	C.D.C.	388 000,00	348 813,18	50,97	A	V	LIVRET A	1,010	V	LIVRET A	3,260	A-1	EUR	9 791,65	0,00
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2017	X	62169/5172216/Cst.de 22 logts. Les Rives du Bohrie Ponton G2	C.D.C.	506 486,49	451 789,36	32,98	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	16 326,35	1 720,39
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2017	X	62170/5172217/Cst.de 22 logts. Les Rives du Bohrie Ponton G2	C.D.C.	536 000,00	481 865,65	50,97	A	V	LIVRET A	1,010	V	LIVRET A	3,260	A-1	EUR	13 526,61	0,00
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2017	X	62171/5206770/Cst.de 23 logts. Les Rives du Bohrie Ponton G3	C.D.C.	236 619,40	211 654,31	33,81	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	5 967,58	1 473,40
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2017	X	62172/5206767/Cst.de 23 logts. Les Rives du Bohrie Ponton G3	C.D.C.	207 000,00	190 106,37	51,80	A	V	LIVRET A	1,210	V	LIVRET A	3,460	A-1	EUR	5 618,85	0,00
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2017	X	62173/5206768/Cst.de 23 logts. Les Rives du Bohrie Ponton G3	C.D.C.	876 474,77	799 178,08	33,81	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	28 879,97	3 043,22
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2017	X	62174/5206769/Cst.de 23 logts. Les Rives du Bohrie Ponton G3	C.D.C.	949 000,00	871 550,45	51,80	A	V	LIVRET A	1,210	V	LIVRET A	3,460	A-1	EUR	25 759,84	0,00
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2017	X	62175/5206778/Cst.de 11 logts. 7,7a,7b rue Sundgau Ã	C.D.C.	69 587,28	62 245,31	33,81	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 755,00	433,31

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2018	X	62176/5206775/Cst.de 11 logts. 7,7a,7b rue Sundgau Ã	C.D.C.	103 700,00	91 588,76	41,81	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 568,47	142,35
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2017	X	62177/5206776/Cst.de 11 logts. 7,7a,7b rue Sundgau Ã	C.D.C.	30 584,25	27 887,03	33,81	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	1 007,76	106,19
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2018	X	62178/5206777/Cst.de 11 logts. 7,7a,7b rue Sundgau Ã	C.D.C.	757 100,00	682 863,42	41,81	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	23 648,06	0,00
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2017	X	62179/5206774/Cst.de 14 logts. 7,7a,7b rue Sundgau a	C.D.C.	442 883,98	396 156,45	33,81	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	11 169,60	2 757,78
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2018	X	62180/5206771/Cst.de 14 logts. 7,7a,7b rue Sundgau Ã	C.D.C.	283 100,00	250 036,47	41,81	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	7 011,90	388,63
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2017	X	62181/5206772/Cst.de 14logts. 7,7a,7b rue Sundgau a	C.D.C.	213 296,84	194 486,09	33,81	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	7 028,16	740,59
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2018	X	62182/5206773/Cst.de 14 logts. 7,7a,7b rue Sundgau Ã	C.D.C.	473 600,00	427 161,70	41,81	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	14 792,92	0,00
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2018	X	62183/5206766/RÃ©hab. de 120 logts 20/22 rue des Alouetees Ã	C.D.C.	2 100 000,00	1 632 432,00	16,99	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	60 296,36	42 466,87
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2018	X	62184/5222392/RÃ©hab. de 120 logts 20/22 rue des Alouettes Ã	C.D.C.	270 000,00	87 576,02	2,00	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	4 085,09	25 898,63
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2018	X	62185/5206780/Acquis.amel. de 4 logts. 62 rue des petites fermes	C.D.C.	431 467,10	392 658,04	34,48	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	14 178,33	1 184,37
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2018	X	62186/5206779/Acquis.amÃ©l. de 4 logts. 62 rue des petites fermes	C.D.C.	319 500,00	290 987,80	42,47	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	9 931,99	0,00
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2020	X	62187/5369917/Construction de 15 logts. 8 rue de SÃ©lestat Ã	C.D.C.	138 569,94	135 915,39	36,39	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 823,22	63,31
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2020	X	62188/5369918/Construction de 15 logts. 8 rue de SÃ©lestat Ã	C.D.C.	189 000,00	182 555,07	54,38	A	V	LIVRET A	0,850	V	LIVRET A	3,350	A-1	EUR	4 257,82	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2020	X	62189/5369915/Construction de 15 logts. 8 rue de SÃ©lestat Ã	C.D.C.	422 747,96	416 326,17	36,39	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	13 845,94	0,00
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2020	X	62190/5369916/Construction de 15 logts. 8 rue de SÃ©lestat Ã	C.D.C.	411 000,00	396 984,86	54,38	A	V	LIVRET A	0,850	V	LIVRET A	3,350	A-1	EUR	9 259,06	0,00
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2020	C	62191/5370296/Construction de 15 logts. 8 rue de SÃ©lestat Ã	C.D.C.	225 000,00	225 000,00	54,38	A	F		1,180	F		1,240	A-1	EUR	2 790,00	0,00
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2020	X	62192/5354454/Construction de36 logts.Les Vergers St Michel Ã	C.D.C.	389 464,35	382 003,46	36,47	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	10 745,53	177,95
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2020	X	62193/5354455/Construction de36 logts.Les Vergers St Michel Ã	C.D.C.	500 000,00	489 018,63	74,45	A	V	LIVRET A	0,830	V	LIVRET A	3,330	A-1	EUR	9 053,25	0,00
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2020	X	62194/5354452/Construction de36 logts.Les Vergers St Michel Ã	C.D.C.	1 043 658,20	1 027 804,40	36,47	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	34 182,14	0,00
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2020	X	62195/5354453/Construction de36 logts.Les Vergers St Michel Ã	C.D.C.	988 000,00	966 300,79	74,45	A	V	LIVRET A	0,830	V	LIVRET A	3,330	A-1	EUR	17 889,22	0,00
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2020	P	62196/5354456/Construction de36 logts.Les Vergers St Michel Ã	C.D.C.	540 000,00	443 077,55	19,49	A	F		1,060	F		1,060	A-1	EUR	4 906,45	19 795,42
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2021	X	62197/5425459/RÃ©hab. Thermique 48 logts 13/15317 r.des champs	C.D.C.	696 000,00	649 020,10	21,23	A	V	LIVRET A	0,250	V	LIVRET A	2,750	A-1	EUR	18 182,83	12 173,65
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2021	P	62198/5425460/RÃ©hab. Thermique 48 logts 13/15317 r.des champs	C.D.C.	426 000,00	379 087,19	21,23	A	F		0,770	F		0,770	A-1	EUR	3 040,31	15 757,70
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2021	X	62199/5417677/Constr. de 34 logts.Village St Charles Ã Schilig	C.D.C.	947 414,55	947 414,55	37,31	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	30 877,24	0,00
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2021	X	62200/5417678/Constr. de 34 logts.Village St Charles Ã Schilig	C.D.C.	1 594 000,00	1 563 691,85	55,29	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	38 445,05	0,00
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2021	P	62201/5417676/Constr. de 34 logts.Village St Charles Ã Schilig	C.D.C.	510 000,00	434 826,65	20,32	A	F		0,770	F		0,770	A-1	EUR	3 494,54	19 010,12

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2021	X	62202/5429879/Acquis.amÃ©l. 3 logts. 62 rte de Brumath Ã Souffel	C.D.C.	52 000,00	51 210,09	36,22	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	1 703,12	0,00
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2021	X	62203/5429880/Acquis.amÃ©l. 3 logts. 62 rte de Brumath Ã Souffel	C.D.C.	174 000,00	172 096,32	75,36	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	3 463,14	0,00
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2021	C	62204/5429878/Acquis.amÃ©l. 3 logts. 62 rte de Brumath Ã Souffel	C.D.C.	45 000,00	45 000,00	35,39	A	F		1,100	F		1,090	A-1	EUR	490,50	0,00
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2021	C	62205/5429881/Acquis.amÃ©l. 3 logts. 62 rte de Brumath Ã Souffel	C.D.C.	19 500,00	19 500,00	35,39	A	F		1,100	F		0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2023	X	62208/5529913/Acquis.amÃ©l. 15 logts 9 rue Georges Wodli Ã Strasg	C.D.C.	587 000,00	574 715,01	37,22	A	V	LIVRET A	4,110	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	23 878,33	6 266,18
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2023	X	62209/5529911/Acquis.amÃ©l. 15 logts 9 rue Georges Wodli Ã Strasg	C.D.C.	901 000,00	882 143,49	37,22	A	V	LIVRET A	4,110	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	36 651,40	9 618,10
S.A H.L.M Batigere Nord-Est	2023	X	62210/5529912/Acquis.amÃ©l. 15 logts 9 rue Georges Wodli Ã Strasg	C.D.C.	1 081 000,00	1 077 234,66	77,20	A	V	LIVRET A	4,110	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	44 353,28	1 920,58
S.E.R.S.	2000	P	60118/5815288w/Const. foyer d'hÃ©b. pr handicapÃ©s	Credit Foncier	1 845 852,70	135 984,41	1,00	T	F		5,959	F		5,850	A-1	EUR	12 680,52	128 311,28
S.E.R.S.	2001	X	60121/932763/Const. foyer d'heberg. pr handicapes Cronembourg	C.D.C.	146 428,96	41 314,71	7,16	A	V	LIVRET A	2,721	V	LIVRET A	3,700	A-1	EUR	1 690,35	4 370,25
S.E.R.S.	2002	X	60122/1009935/Const. 8 logts 44, rue du Grand Couronne a Strasb	C.D.C.	399 874,00	185 455,87	11,91	A	V	LIVRET A	2,966	V	LIVRET A	4,200	A-1	EUR	8 280,96	11 709,76
S.E.R.S.	2002	X	60123/1011514/Const. 8 logts 44, rue du Grand Couronne a Strasbo	C.D.C.	103 207,99	73 521,81	26,90	A	V	LIVRET A	2,840	V	LIVRET A	4,200	A-1	EUR	3 149,02	1 454,89
S.E.R.S.	2016	X	60127/5139862/Const. 24 logts Danube Ã Strasbourg	C.D.C.	1 102 876,55	920 486,02	31,90	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	26 268,05	17 658,53
S.E.R.S.	2016	X	60128/5139861/Const. 24 logts Danube Ã Strasbourg	C.D.C.	101 410,13	86 855,66	31,90	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	3 178,52	1 436,48
SCI Maison Universit.Internat.	2015	C	3000/5079964/Acquis.VEFA 128 logts Tr Seegmuller-Presqu'ile Mal	C.D.C.	5 300 121,00	4 140 719,40	30,98	T	V	LIVRET A	1,864	V	LIVRET A	3,510	A-1	EUR	158 750,62	132 503,04
SCI Maison Universit.Internat.	2015	C	3001/5079965/Acquis.VEFA 128 logts Tr Seegmuller-Presqu'ile Mal	C.D.C.	378 879,00	312 575,35	40,97	T	V	LIVRET A	1,860	V	LIVRET A	3,510	A-1	EUR	11 925,10	7 577,56
SCI Stras Eurométropole Accession	2022	F	62986//RÃ©al. 7 logts. OpÃ©ration bulled'O sise ZAC vergers	C Epargne	1 255 450,00	1 255 450,00	1,50	T	V	EURIBOR03M	0,000	V	EURIBOR03M	0,884	A-1	EUR	11 098,16	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SCI Stras Euromet Accession	2022	F	62987//RÃ©al. de 13 logts rue de FrÃ©land Ã Strasbourg	C Epargne	1 900 000,00	1 900 000,00	1,25	T	V	EURIBOR03M	0,000	V	EURIBOR03M	0,346	A-1	EUR	6 574,00	0,00
SCI Stras Euromet Accession	2022	F	62988//RÃ©al. De 6 logts. 8/10 allÃ©e Publius Rufrenus Ã	C Agricole	872 996,00	872 996,00	1,25	T	F		0,900	F		0,900	A-1	EUR	7 856,96	0,00
SCI Stras Euromet Accession	2022	F	62989//RÃ©al. de 7 logts. ZAC des Vergers St. Michel Ã	C Epargne	1 255 450,00	1 255 450,00	1,25	T	V	EURIBOR03M	1,060	V	EURIBOR03M	2,220	A-1	EUR	27 871,00	0,00
SEDES (SOCOLOPO)	1993	X	50402/0414236/Constr.19 logts Cite Spach	C.D.C.	658 057,20	31 923,12	0,84	A	V	LIVRET A	4,085	V	LIVRET A	4,300	A-1	EUR	2 681,90	30 446,74
SEDES (SOCOLOPO)	1994	X	50428/0435539/Const. 186 logts a Strasbourg	C.D.C.	2 872 885,60	390 640,00	2,16	A	V	LIVRET A	3,860	V	LIVRET A	4,300	A-1	EUR	21 883,80	118 285,67
SEDES (SOCOLOPO)	1997	X	50429/0469778/Const. 46 logts Hautepierre sud	C.D.C.	3 189 785,45	575 007,11	4,83	A	V	LIVRET A	3,520	V	LIVRET A	4,300	A-1	EUR	29 151,19	102 927,54
SEDES (SOCOLOPO)	2002	X	50436/1003655/Rehab. 156 logts Cite Stockfeld (1e tr) Strasbourg	C.D.C.	1 676 939,00	173 158,60	1,16	A	V	LIVRET A	1,932	V	LIVRET A	3,000	A-1	EUR	7 679,21	82 815,35
SEDES (SOCOLOPO)	2003	X	50437/1018763/Rehab. 156 logts Cite du stockfeld a Strasbourg	C.D.C.	1 676 939,00	264 085,28	2,58	A	V	LIVRET A	2,180	V	LIVRET A	3,250	A-1	EUR	11 265,51	82 545,75
SEDES (SOCOLOPO)	2004	X	50438/1029541/Rehab. 158 logts Cite du Stockfeld 3eme tr a Stras	C.D.C.	1 676 939,00	350 377,99	3,25	A	V	LIVRET A	1,941	V	LIVRET A	3,250	A-1	EUR	13 960,51	79 176,22
SEDES (SOCOLOPO)	2008	P	50439/20002701/Acquis. 23 logts allÃ©e des Tilleuls Ã Souffelweyer	B.F.C.M.	2 800 000,00	1 288 084,15	9,99	A	V	LIVRET A	2,840	V	LIVRET A	4,490	A-1	EUR	62 341,37	100 365,16
SEDES (SOCOLOPO)	2008	P	50440/20002702/Acquis. 19 logts rue Sallustre Ã Strasbourg	B.F.C.M.	1 700 000,00	838 174,87	10,15	A	V	LIVRET A	2,940	V	LIVRET A	4,490	A-1	EUR	40 237,56	57 984,62
SEDES (SOCOLOPO)	2008	X	50441/1100092/Acquis. amelio. 2 logts rue du Canal a Obershaeffo	C.D.C.	280 000,00	218 562,62	31,98	A	V	LIVRET A	2,026	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	8 430,83	3 301,10
SEDES (SOCOLOPO)	2008	X	50442/1102155/Acquis. amelio. 4 logts 17, rue Kampmann a Strasbo	C.D.C.	258 364,00	179 054,95	21,99	A	V	LIVRET A	2,111	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	6 987,52	4 827,04
SEDES (SOCOLOPO)	2008	X	50443/1102163/Chrge fonc. 4 logts 17, rue Kampmann a Strasbourg	C.D.C.	245 336,00	192 848,02	31,98	A	V	LIVRET A	2,030	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	7 438,91	2 912,72
SEDES (SOCOLOPO)	2008	X	50444/1105362/Const. 11 logts rue de Paris a Geispolsheim	C.D.C.	934 762,00	643 190,55	22,07	A	V	LIVRET A	2,009	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	25 100,14	17 339,41
SEDES (SOCOLOPO)	2008	X	50445/1105331/Const. 10 logts 14a, rue des Champs a Eckbolsheim	C.D.C.	510 000,00	350 920,54	22,07	A	V	LIVRET A	1,976	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	13 694,47	9 460,27
SEDES (SOCOLOPO)	2008	X	50446/1105344/Chrge fonc. 10 logts 14a, rue des Champs a Eckbols	C.D.C.	340 000,00	265 291,52	32,07	A	V	LIVRET A	1,908	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	10 233,34	4 006,88
SEDES (SOCOLOPO)	2009	X	50447/1126007/Const. 7 logts 2, fbrg de la Paix a Illkirch-Graff	C.D.C.	400 000,00	278 979,71	22,99	A	V	LIVRET A	1,793	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	10 304,33	7 251,48

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SEDES (SOCOLOPO)	2009	X	50448/1126009/Chrge fonc. 7 logts 2, fbrg de la Paix a Illkirch-	C.D.C.	398 000,00	311 470,30	32,98	A	V	LIVRET A	1,727	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	11 380,28	4 648,44
SEDES (SOCOLOPO)	2010	X	50449/1160539/Const. 9 logts 52, rue Welsh Ã Strasbourg	C.D.C.	800 000,00	611 495,91	24,23	A	V	LIVRET A	1,594	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	22 255,18	6 703,56
SEDES (SOCOLOPO)	2010	X	50450/1160540/Chrge fonc. 9 logts 52, rue Welsh a Strasbourg	C.D.C.	200 000,00	169 883,76	34,23	A	V	LIVRET A	1,540	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	6 120,46	0,00
SEDES (SOCOLOPO)	2012	X	50451/1210723/Chrge fonc. acquis.amel.4 logts.26,rue du chateau	C.D.C.	188 350,00	156 264,24	36,14	A	V	LIVRET A	1,492	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	5 669,43	1 219,70
SEDES (SOCOLOPO)	2012	X	50452/1210721/Acquis.amÃ©l.4 logts.26,rue du chÃ¢teau (RÃ©s.Hill)	C.D.C.	416 700,00	316 539,12	26,15	A	V	LIVRET A	1,521	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	11 588,97	5 376,67
SEDES (SOCOLOPO)	2012	X	50453/1210725/Chrge fonc. acquis.amel.2 logts.26,rue du chateau	C.D.C.	66 694,00	53 109,38	36,14	A	V	LIVRET A	0,683	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 502,72	559,19
SEDES (SOCOLOPO)	2012	X	50454/1210724/Acquis.amÃ©l.2 logts.26,rue du chÃ¢teau	C.D.C.	219 388,00	159 596,18	26,15	A	V	LIVRET A	0,713	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 558,22	3 197,63
SEDES (SOCOLOPO)	2012	X	50455/1217124/Chrge fonc. acquis.amel.3 logts.La Wantzenau AA	C.D.C.	95 040,00	78 849,78	36,31	A	V	LIVRET A	1,492	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	2 860,75	615,45
SEDES (SOCOLOPO)	2012	X	50456/1217121/Chrge fonc. acquis.amÃ©l.3 logts.La Wantzenau AA	C.D.C.	371 521,00	282 219,66	26,31	A	V	LIVRET A	1,521	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	10 332,48	4 793,73
SEDES (SOCOLOPO)	2012	X	50457/1221444/Chrge fonc. acquis.en VEFA 30 logts.lot.Schloss-	C.D.C.	1 123 708,00	932 282,40	36,47	A	V	LIVRET A	1,492	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	33 824,13	7 276,84
SEDES (SOCOLOPO)	2012	X	50458/1221443/Acquis.en VEFA 30 logts.lot.Schlossgarten a	C.D.C.	2 702 617,00	2 052 997,33	26,48	A	V	LIVRET A	1,522	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	75 163,29	34 871,81
SEDES (SOCOLOPO)	2012	X	50459/1221447/Chrges fonc.acquis.en VEFA 8 logts.lot.Schloss-	C.D.C.	156 747,00	124 819,85	36,47	A	V	LIVRET A	0,665	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 531,75	1 314,24
SEDES (SOCOLOPO)	2012	X	50460/1221445/Acquis.en VEFA 8 logts.lot.Schlossgarten Ã	C.D.C.	730 294,00	531 260,30	26,48	A	V	LIVRET A	0,691	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	15 173,33	10 644,19
SEDES (SOCOLOPO)	2012	X	50461/1221130/Chrges fonc.const.15 logts.l'Oree du Bois r.de la	C.D.C.	199 490,00	167 067,10	36,56	A	V	LIVRET A	1,400	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	6 061,36	1 304,02
SEDES (SOCOLOPO)	2012	X	50462/1221129/Construction 15 logts.l'Oree du Bois r.de la	C.D.C.	1 568 480,00	1 208 183,89	26,57	A	V	LIVRET A	1,411	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	44 233,41	20 521,97
SEDES (SOCOLOPO)	2012	X	50463/1221132/Chrges fonc.const.4 logts.l'Oree du Bois r.de la	C.D.C.	59 990,00	48 333,14	36,56	A	V	LIVRET A	0,610	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 367,58	508,90
SEDES (SOCOLOPO)	2012	X	50464/1221131/Const.4 logts.l'Oree du Bois r.de la Rdoute a	C.D.C.	477 030,00	352 803,31	26,57	A	V	LIVRET A	0,623	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	10 076,42	7 068,67
SEDES (SOCOLOPO)	2013	X	50466/1252380/RÃ©hab. de 93 logts.Blv. de Lyon-rue Saales-Urmatt	C.D.C.	2 331 299,00	1 375 346,21	12,66	A	V	LIVRET A	1,420	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	51 961,78	68 036,46
SEDES (SOCOLOPO)	2013	X	50467/1252544/Chrg.fc.acquis VEFA5 logts."Les Menestels"rue Dr.	C.D.C.	234 808,00	201 323,89	37,64	A	V	LIVRET A	1,385	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	7 253,77	169,80

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SEDES (SOCOLOPO)	2013	X	50468/1252543/Acquis VEFA5 logts."Les Menestels"rue Dr.Pierre	C.D.C.	606 776,00	480 248,57	27,65	A	V	LIVRET A	1,390	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	17 457,19	4 673,37
SEDES (SOCOLOPO)	2013	X	50469/1252548/Chrg.fc.acquis VEFA1 logt."Les Menestels"rue Dr.	C.D.C.	43 220,00	35 615,21	37,64	A	V	LIVRET A	0,582	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 001,15	140,32
SEDES (SOCOLOPO)	2013	X	50470/1252547/Acquis VEFA d'1 logt."Les Menestels"rue Dr.	C.D.C.	110 422,00	83 855,41	27,65	A	V	LIVRET A	0,590	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 378,57	1 093,63
SEDES (SOCOLOPO)	2014	X	50471/5029943/RÃ©hab. de 91 logts.Blv. de Lyon-rue Saales-Urmatt	C.D.C.	2 331 298,00	1 459 116,63	13,16	A	V	LIVRET A	1,409	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	54 846,97	64 410,25
SEDES (SOCOLOPO)	2014	X	50472/5029944/Rehab. de 254 logts.Blv. de Lyon	C.D.C.	2 331 298,00	1 474 241,45	13,66	A	V	LIVRET A	1,371	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	55 341,83	63 031,72
SEDES (SOCOLOPO)	2017	C	50473/5197745/Mise en place du pret haut de bilan bonifie	C.D.C.	950 000,00	950 000,00	21,57	A	V	LIVRET A	0,290	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
SEDES (SOCOLOPO)	2022	X	50474/5440567/Tr. rÃ©hab.95 logts. 76-78-80-82-84-86 Av. ForÃªt	C.D.C.	1 462 950,00	1 082 302,42	6,00	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	43 220,66	118 271,43
SEDES (SOCOLOPO)	2022	X	50475/5440566/Tr. rÃ©hab.95 logts. 76-78-80-82-84-86 Av. ForÃªt	C.D.C.	1 177 740,00	1 082 156,95	20,99	A	V	LIVRET A	0,250	V	LIVRET A	2,750	A-1	EUR	30 317,51	20 297,98
SEDES (SOCOLOPO)	2025	X	50476/5598434/Const neuve 18 logts 52 Route de Brumath	C.D.C.	763 888,00	763 888,00	39,22	A	V	LIVRET A	3,260	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
SEDES (SOCOLOPO)	2025	X	50477/5598431/Const neuve 18 logts 52 Route de Brumath	C.D.C.	425 908,00	425 908,00	39,22	A	V	LIVRET A	2,200	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
SEDES (SOCOLOPO)	2025	X	50478/5598430/Const neuve 18 logts 52 Route de Brumath	C.D.C.	278 719,00	278 719,00	49,22	A	V	LIVRET A	2,200	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
SEDES (SOCOLOPO)	2025	X	50479/5598433/Const neuve 18 logts 52 Route de Brumath	C.D.C.	470 977,00	470 977,00	39,22	A	V	LIVRET A	3,260	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
SEDES (SOCOLOPO)	2025	X	50480/5598432/Const neuve 18 logts 52 Route de Brumath	C.D.C.	622 108,00	622 108,00	49,22	A	V	LIVRET A	3,260	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
SEDES (SOCOLOPO)	2025	X	50481/5598210/Acquis. en VEFA 21 logts 6 rue du MarÃ©chal-Ferrant	C.D.C.	141 660,00	141 660,00	39,22	A	V	LIVRET A	3,510	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
SEDES (SOCOLOPO)	2025	X	50482/5598205/Acquis. en VEFA 21 logts 6 rue du MarÃ©chal-Ferrant	C.D.C.	505 962,00	505 962,00	39,22	A	V	LIVRET A	2,200	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
SEDES (SOCOLOPO)	2025	X	50483/5598204/Acquis. en VEFA 21 logts 6 rue du MarÃ©chal-Ferrant	C.D.C.	327 030,00	327 030,00	49,22	A	V	LIVRET A	2,200	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
SEDES (SOCOLOPO)	2025	X	50484/5598209/Acquis. en VEFA 21 logts 6 rue du MarÃ©chal-Ferrant	C.D.C.	80 290,00	80 290,00	39,22	A	V	LIVRET A	3,510	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
SEDES (SOCOLOPO)	2025	X	50485/5598208/Acquis. en VEFA 21 logts 6 rue du MarÃ©chal-Ferrant	C.D.C.	104 958,00	104 958,00	49,22	A	V	LIVRET A	3,510	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
SEDES (SOCOLOPO)	2025	X	50486/5598207/Acquis. en VEFA 21 logts 6 rue du MarÃ©chal-Ferrant	C.D.C.	1 044 229,00	1 044 229,00	39,22	A	V	LIVRET A	3,000	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SEDES (SOCOLOPO)	2025	X	50487/5598206/Acquis. en VEFA 21 logts 6 rue du MarÃ©chal-Ferrant	C.D.C.	528 653,00	528 653,00	49,22	A	V	LIVRET A	3,000	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
SOMCO (Ste Mulhous Cites Ouvr)	2012	P	61955/201289-03/Acqus.amÃ©l.53 logts.22-24 R.Scotto,12 R.Lixenbuhl	B.F.C.M.	1 193 846,00	997 114,76	36,06	A	V	LIVRET A	1,990	V	LIVRET A	3,090	A-1	EUR	31 254,15	14 346,33
SOMCO (Ste Mulhous Cites Ouvr)	2012	P	61956/201289-02/Acqus.amÃ©l.53 logts.22-24 R.Scotto,12 R.Lixenbuhl	B.F.C.M.	2 785 643,00	2 096 038,61	25,48	A	V	LIVRET A	2,000	V	LIVRET A	4,090	A-1	EUR	87 563,15	44 869,59
SOMCO (Ste Mulhous Cites Ouvr)	2012	P	61957/201289-04/Acqus.amÃ©l.2 logts.20 rue d'Oslo Ã	B.F.C.M.	229 949,00	174 680,41	25,48	A	V	LIVRET A	2,000	V	LIVRET A	4,090	A-1	EUR	7 262,82	2 894,75
SOMCO (Ste Mulhous Cites Ouvr)	2012	P	61958/201289-05/Acqus.amÃ©l.2 logts.20 rue d'Oslo Ã	B.F.C.M.	98 550,00	82 310,16	36,06	A	V	LIVRET A	2,020	V	LIVRET A	3,090	A-1	EUR	2 579,98	1 184,26
SOMCO (Ste Mulhous Cites Ouvr)	2012	P	61959/201289 - 06/Acqus.amÃ©l.5 logts.64/68 Av.Gal.de Gaulle Ã	B.F.C.M.	277 514,00	210 813,09	25,48	A	V	LIVRET A	1,990	V	LIVRET A	4,090	A-1	EUR	8 765,14	3 493,53
SOMCO (Ste Mulhous Cites Ouvr)	2012	X	61960/201289 - 07/Acqus.amÃ©l.5 logts.64/68 Av.Gal.de Gaulle Ã	B.F.C.M.	118 935,00	99 335,98	36,06	A	V	LIVRET A	2,015	V	LIVRET A	3,090	A-1	EUR	3 113,65	1 429,23
SOMCO (Ste Mulhous Cites Ouvr)	2011	X	61961/1202349/Acqus.amÃ©l.5 logts.64/68 Av.Gal.de Gaulle Ã	C.D.C.	277 514,00	205 452,77	25,82	A	V	LIVRET A	1,432	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	7 531,78	3 763,41
SOMCO (Ste Mulhous Cites Ouvr)	2011	X	61962/1202353/Acqus.amel.5 logts.64/68 Av.Gal.de Gaulle a	C.D.C.	118 935,00	97 102,94	35,81	A	V	LIVRET A	1,420	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	3 525,35	823,35
SOMCO (Ste Mulhous Cites Ouvr)	2011	X	61963/1202355/Acqus.amel.6 logts.64/68 Av.Gal.de Gaulle a	C.D.C.	142 722,00	111 535,35	35,81	A	V	LIVRET A	0,640	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	3 158,07	1 252,99
SOMCO (Ste Mulhous Cites Ouvr)	2011	X	61964/1202354/Acqus.amÃ©l.6 logts.64/68 Av.Gal.de Gaulle Ã	C.D.C.	333 016,00	235 386,63	25,82	A	V	LIVRET A	0,659	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	6 731,88	5 037,83
SOMCO (Ste Mulhous Cites Ouvr)	2011	X	61965/1202358/Acqus.amÃ©l.92 logts.22-24 R.Scotto,12 R.Lixenbuhl	C.D.C.	2 072 337,00	1 691 933,00	35,81	A	V	LIVRET A	1,418	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	61 426,05	14 346,19
SOMCO (Ste Mulhous Cites Ouvr)	2011	X	61966/1202357/Acqus.amel.92 logts.22-24 R.Scotto,12 R.Lixenbuhl	C.D.C.	4 835 453,00	3 579 845,24	25,82	A	V	LIVRET A	1,432	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	131 235,10	65 574,29

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOMCO (Ste Mulhous Cites Ouvr)	2011	X	61967/1202360/Acqus.amel.48 logts.22-24 R.Scotto,12 R.Lixenbuhl	C.D.C.	1 081 219,00	844 958,24	35,81	A	V	LIVRET A	0,640	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	23 924,62	9 492,28
SOMCO (Ste Mulhous Cites Ouvr)	2011	X	61968/1202359/Acqus.amel.48 logts.22-24 R.Scotto,12 R.Lixenbuhl	C.D.C.	2 522 845,00	1 783 229,56	25,82	A	V	LIVRET A	0,659	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	50 999,06	38 165,30
SOMCO (Ste Mulhous Cites Ouvr)	2012	X	61969/1202494/Chrges fonc. acqus.amel.3 logts.20 rue d'Oslo a	C.D.C.	147 825,00	120 689,86	35,89	A	V	LIVRET A	1,472	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	4 381,68	1 023,35
SOMCO (Ste Mulhous Cites Ouvr)	2012	X	61970/1202492/ Acqus.amel.3 logts.20 rue d'Oslo a	C.D.C.	344 923,00	255 357,91	25,90	A	V	LIVRET A	1,498	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	9 361,28	4 677,55
SOMCO (Ste Mulhous Cites Ouvr)	2012	X	61971/1335228/ Acqus.amel.60 logts.56 rue Melanie a	C.D.C.	2 944 129,59	2 585 847,74	31,14	A	V	LIVRET A	1,500	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	94 173,34	30 078,44
SOMCO (Ste Mulhous Cites Ouvr)	2012	X	61972/1335230/Acqus.amÃ©l.32 logts.11 13 r Schach-22 24 r Ingold	C.D.C.	1 367 539,49	1 201 118,60	31,14	A	V	LIVRET A	1,500	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	43 743,23	13 971,35
SOMCO (Ste Mulhous Cites Ouvr)	2012	X	61973/1335229/Acqus.amÃ©l.80 logts.1 Ã 9 rue Schach Ã	C.D.C.	3 441 435,86	3 023 465,60	31,14	A	V	LIVRET A	1,506	V	LIVRET A	3,610	A-1	EUR	110 413,00	35 066,37
SOMCO (Ste Mulhous Cites Ouvr)	2012	X	61974/1335227/Acqus.amÃ©l.40 logts.12 Ã 18 rue d'Auvergne Ã	C.D.C.	2 756 587,74	2 434 280,01	31,14	A	V	LIVRET A	1,700	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	93 516,86	26 690,15
SOMCO (Ste Mulhous Cites Ouvr)	2012	X	61975/1213279/Acqus.amel.25 logts.1A,B,C rue Pierre Large a	C.D.C.	853 000,00	663 212,38	26,15	A	V	LIVRET A	1,949	V	LIVRET A	4,070	A-1	EUR	27 406,63	10 169,14
SOMCO (Ste Mulhous Cites Ouvr)	2012	X	61976/1213278/Acqus.amÃ©l.25 logts.1A,B,C rue Pierre Large Ã	C.D.C.	1 150 000,00	974 726,58	36,14	A	V	LIVRET A	1,927	V	LIVRET A	4,070	A-1	EUR	39 924,41	6 217,16
SOMCO (Ste Mulhous Cites Ouvr)	2012	X	61977/1213280/Acqus.amel.25 logts.1A,B,C rue Pierre Large a	C.D.C.	1 515 000,00	1 173 964,64	26,15	A	V	LIVRET A	1,877	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	47 689,87	18 282,11
SOMCO (Ste Mulhous Cites Ouvr)	2012	X	61978/1215021/Ch.Fonc.Acqus.amÃ©l.20 logts.patr.SIPMEA 32-34 rue	C.D.C.	312 000,00	264 447,57	36,22	A	V	LIVRET A	1,926	V	LIVRET A	4,070	A-1	EUR	10 831,67	1 686,74
SOMCO (Ste Mulhous Cites Ouvr)	2012	X	61979/1215024/Acqus.amel.20 logts.patr.SIPMEA 32-34 rue Virgile	C.D.C.	728 000,00	566 024,15	26,23	A	V	LIVRET A	1,946	V	LIVRET A	4,070	A-1	EUR	23 390,41	8 678,94

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOMCO (Ste Mulhous Cites Ouvr)	2012	X	61980/1215029/Acqus.amel.20 logts.patr.SIPMEA 32-34 rue Virgile	C.D.C.	990 000,00	767 145,25	26,23	A	V	LIVRET A	1,874	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	31 163,68	11 946,72
SOMCO (Ste Mulhous Cites Ouvr)	2012	X	61981/1217551/Ch.Fonc.Acqus.amel.80 logts.patr.SIPMEA 32-34 rue	C.D.C.	795 000,00	673 832,69	36,39	A	V	LIVRET A	1,959	V	LIVRET A	4,070	A-1	EUR	27 599,92	4 297,95
SOMCO (Ste Mulhous Cites Ouvr)	2012	X	61982/1217558/Acqus.amÃ©l.80 logts.patr.SIPMEA 32-34 rue	C.D.C.	1 855 000,00	1 442 273,07	26,40	A	V	LIVRET A	1,983	V	LIVRET A	4,070	A-1	EUR	59 600,58	22 114,60
SOMCO (Ste Mulhous Cites Ouvr)	2012	X	61983/1217560/Acqus.amel.80 logts.patr.SIPMEA 32-34 rue	C.D.C.	2 540 000,00	1 968 231,23	26,40	A	V	LIVRET A	1,910	V	LIVRET A	4,000	A-1	EUR	79 955,30	30 651,19
SOMCO (Ste Mulhous Cites Ouvr)	2013	X	61984/1236112/Ch.Fonc.Acqus.23 logts.18r Bilstein 40 r Menagerie	C.D.C.	910 000,00	788 771,60	37,14	A	V	LIVRET A	1,910	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	32 493,14	1 815,76
SOMCO (Ste Mulhous Cites Ouvr)	2013	X	61985/1236108/Acqus.23 logts.18r Bilstein 40 r MÃ©nagerie	C.D.C.	750 000,00	601 484,23	27,15	A	V	LIVRET A	1,920	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	24 988,97	6 519,86
SOMCO (Ste Mulhous Cites Ouvr)	2013	X	61986/1236129/Acqus.23 logts.18r Bilstein 40 r Menagerie	C.D.C.	1 100 000,00	879 409,67	27,15	A	V	LIVRET A	1,849	V	LIVRET A	4,040	A-1	EUR	35 922,02	9 749,37
SOMCO (Ste Mulhous Cites Ouvr)	2013	X	61987/1335232/Acqus.116 logts.20 Ã 24 r.KÃ©pler Patr.CUS Habitat	C.D.C.	5 575 701,09	4 823 569,00	31,73	A	V	LIVRET A	1,423	V	LIVRET A	3,610	A-1	EUR	176 150,43	55 944,09
SOMCO (Ste Mulhous Cites Ouvr)	2013	X	61988/1335231/Acqus.26 logts.21 r.KlÃ©ber Patrimoine CUS Habitat	C.D.C.	3 960 000,00	3 085 428,12	31,73	A	V	LIVRET A	1,610	V	LIVRET A	3,800	A-1	EUR	118 531,79	33 829,52
SOMCO (Ste Mulhous Cites Ouvr)	2020	X	61989/5337618/ConstructÃ° de 45 logts. rue schach Ã Strasbourg	C.D.C.	1 060 001,00	1 050 009,23	36,56	A	V	LIVRET A	3,000	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	29 536,15	489,13
SOMCO (Ste Mulhous Cites Ouvr)	2020	X	61990/5337619/ConstructÃ° de 45 logts. rue schach Ã Strasbourg	C.D.C.	394 946,00	393 409,68	46,55	A	V	LIVRET A	3,000	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	9 081,70	0,00
SOMCO (Ste Mulhous Cites Ouvr)	2020	X	61991/5337621/ConstructÃ° de 45 logts. rue schach Ã Strasbourg	C.D.C.	3 458 785,00	3 439 769,99	36,56	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	114 397,94	0,00
SOMCO (Ste Mulhous Cites Ouvr)	2020	X	61992/5337622/ConstructÃ° de 45 logts. rue schach Ã Strasbourg	C.D.C.	1 042 268,00	1 041 750,93	46,55	A	V	LIVRET A	1,100	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	28 998,70	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOMCO (Ste Mulhous Cites Ouvr)	2020	C	61993/5337620/ConstructÂ° de 45 logts. rue schach Ã Strasbourg	C.D.C.	315 000,00	315 000,00	44,55	A	F		1,030	F		0,990	A-1	EUR	3 118,50	0,00
SOMCO (Ste Mulhous Cites Ouvr)	2022	X	61994/5483468/AcquisitÂ° VEFA de 26 logts AllÃ©e du Bohrie-IlÃ´t D	C.D.C.	146 879,00	145 757,97	38,72	A	V	LIVRET A	1,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 112,62	1 121,03
SOMCO (Ste Mulhous Cites Ouvr)	2022	X	61995/5483469/AcquisitÂ° VEFA de 26 logts AllÃ©e du Bohrie-IlÃ´t D	C.D.C.	297 275,00	297 275,00	58,71	A	V	LIVRET A	2,410	V	LIVRET A	3,410	A-1	EUR	9 513,59	0,00
SOMCO (Ste Mulhous Cites Ouvr)	2022	X	61996/5483466/AcquisitÂ° VEFA de 26 logts AllÃ©e du Bohrie-IlÃ´t D	C.D.C.	1 056 455,00	1 051 273,24	38,72	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	38 032,38	5 181,76
SOMCO (Ste Mulhous Cites Ouvr)	2022	X	61997/5483467/AcquisitÂ° VEFA de 26 logts AllÃ©e du Bohrie-IlÃ´t D	C.D.C.	978 388,00	978 388,00	58,71	A	V	LIVRET A	2,410	V	LIVRET A	3,410	A-1	EUR	31 311,02	0,00
SOMCO (Ste Mulhous Cites Ouvr)	2022	C	61998/5483470/AcquisitÂ° VEFA de 26 logts AllÃ©e du Bohrie-IlÃ´t D	C.D.C.	435 000,00	435 000,00	56,71	A	F		2,410	F		3,310	A-1	EUR	14 398,50	0,00
Ste fonc Habitat & Humanisme	2009	X	61800/1124472/Acquis. amelio. 13 logts 161, rue Gal Leclerc a Os	C.D.C.	256 000,00	176 918,43	22,99	A	V	LIVRET A	1,800	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	6 534,61	4 598,62
Ste fonc Habitat & Humanisme	2009	X	61801/1124270/Acquis. amelio. 8 logts 161, rue Gal Leclerc a Ost	C.D.C.	324 000,00	205 628,17	22,99	A	V	LIVRET A	0,460	V	LIVRET A	2,300	A-1	EUR	4 875,93	6 368,82
Ste fonc Habitat & Humanisme	2016	X	61802/5086350/Constr. 2 logts. 15, rue des Ducs "Making Hof" Ã	C.D.C.	115 000,00	93 507,69	29,82	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 639,23	750,45
Ste fonc Habitat & Humanisme	2017	X	61803/5186099/Acquis.en VEFA 3 logts rue de la Fontaine Ã Souffe	C.D.C.	180 000,00	153 762,99	31,39	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 331,19	922,32
Ste fonc Habitat & Humanisme	2018	X	61804/5237164/AmÃ©l. de 3 logts 26, rue Himmerich Ã Strasbourg	C.D.C.	200 000,00	167 494,88	22,32	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	6 116,35	2 403,70
Ste fonc Habitat & Humanisme	2019	X	61805/5274054/Cstr. RÃ©s. IntergÃ©nÃ©ration 45 logts r CarmÃ©lites	C.D.C.	84 134,00	78 209,38	33,14	A	V	LIVRET A	1,810	V	LIVRET A	4,060	A-1	EUR	3 108,51	0,00
Ste fonc Habitat & Humanisme	2019	X	61806/5274055/Cstr. RÃ©s. IntergÃ©nÃ©ration 45 logts r CarmÃ©lites	C.D.C.	1 833 922,00	1 655 700,86	33,14	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	46 554,80	6 970,69
Ste fonc Habitat & Humanisme	2019	X	61807/5274056/Cstr. RÃ©s. IntergÃ©nÃ©ration 45 logts r CarmÃ©lites	C.D.C.	322 782,00	306 035,26	53,13	A	V	LIVRET A	0,840	V	LIVRET A	3,090	A-1	EUR	7 183,31	0,00
Ste fonc Habitat & Humanisme	2019	X	61808/5274052/Cstr. RÃ©s. IntergÃ©nÃ©ration 45 logts r CarmÃ©lites	C.D.C.	378 847,00	352 168,96	33,14	A	V	LIVRET A	1,810	V	LIVRET A	4,060	A-1	EUR	13 997,29	0,00
Ste fonc Habitat & Humanisme	2019	X	61809/5274053/Cstr. RÃ©s. IntergÃ©nÃ©ration 45 logts r CarmÃ©lites	C.D.C.	90 675,00	85 970,55	53,13	A	V	LIVRET A	0,840	V	LIVRET A	3,090	A-1	EUR	2 017,91	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Ste fonc Habitat & Humanisme	2020	X	61810/5389765/Acquis.en VEFA 2 logts 10 rue CourbÃ©e Ã Reichstett	C.D.C.	97 267,00	91 410,54	34,81	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	2 564,83	190,33
Ste fonc Habitat & Humanisme	2020	X	61811/5389766/Acquis.en VEFA 2 logts 10 rue CourbÃ©e Ã Reichstett	C.D.C.	82 010,00	78 586,09	44,80	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	1 885,80	0,00
VILOGIA	2014	X	62552/1329305/Acquis.de 51 logts.22/24 rue de la Niederbourg	C.D.C.	7 248 482,89	6 080 512,90	23,65	T	V	LIVRET A	1,880	V	LIVRET A	3,300	A-1	EUR	209 924,69	123 358,74
VILOGIA	2018	X	62553/5254128/Acq. VEFA 34 logts. Parc tanneries lots 18-rue	C.D.C.	795 041,22	734 999,66	34,39	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	20 649,82	2 493,75
VILOGIA	2018	X	62554/5254127/Acq. VEFA 34 logts. Parc tanneries lots 18-rue	C.D.C.	408 349,90	391 004,27	54,38	A	V	LIVRET A	1,130	V	LIVRET A	3,380	A-1	EUR	10 357,43	0,00
VILOGIA	2018	X	62555/5254130/Acq. VEFA 34 logts. Parc tanneries lots 18-rue	C.D.C.	1 674 762,58	1 574 008,35	34,39	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	56 765,74	0,00
VILOGIA	2018	X	62556/5254129/Acq. VEFA 34 logts. Parc tanneries lots 18-rue	C.D.C.	1 055 758,19	1 006 034,35	54,38	A	V	LIVRET A	1,350	V	LIVRET A	3,380	A-1	EUR	28 231,82	0,00
VILOGIA	2019	X	62557/5272098/Const.d'1 res.sociale jeunes actifs IZIDOM 28 logt	C.D.C.	1 278 136,29	1 181 611,35	34,06	A	V	LIVRET A	0,300	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	33 197,37	4 009,04
VILOGIA	2019	X	62558/5272099/Const.d'1 res.sociale jeunes actifs IZIDOM 28 logt	C.D.C.	460 783,29	429 347,44	54,05	A	V	LIVRET A	0,550	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	12 032,79	395,02
VILOGIA	2020	X	62559/5378447/Acquis.amÃ©l. de 154 logts. Ãtudiants rue Simonis	C.D.C.	2 903 053,16	2 892 221,15	36,56	A	V	LIVRET A	1,550	V	LIVRET A	4,050	A-1	EUR	104 328,27	0,00
VILOGIA	2020	X	62560/5378446/Acquis.amÃ©l. de 154 logts. Ãtudiants rue Simonis	C.D.C.	3 880 408,16	3 865 929,40	36,56	A	V	LIVRET A	1,550	V	LIVRET A	4,050	A-1	EUR	139 451,90	0,00
VILOGIA	2020	X	62561/5378445/Acquis.amÃ©l. de 154 logts. Ãtudiants rue Simonis	C.D.C.	4 656 489,59	4 656 489,59	56,54	A	V	LIVRET A	1,550	V	LIVRET A	4,050	A-1	EUR	127 596,30	0,00
VILOGIA	2020	C	62562/5378448/Acquis.amÃ©l. de 154 logts. Ãtudiants rue Simonis	C.D.C.	1 771 000,00	1 771 000,00	34,56	A	F		0,370	F		0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2020	C	62563/5378444/Acquis.amÃ©l. de 154 logts. Ãtudiants rue Simonis	C.D.C.	2 310 000,00	2 310 000,00	44,55	A	F		1,030	F		0,990	A-1	EUR	22 869,00	0,00
VILOGIA	2020	P	62564/MX1570987INS/Refinanc. 131 logts rÃ©sidence Ã©tudiante Bruckof	ARKEA	5 938 406,03	5 106 875,01	24,07	A	F		0,000	F		1,350	A-1	EUR	72 436,04	170 796,07
VILOGIA	2022	X	62565/5471062/Acq. VEFA 9 logts.114, rue du Gal de Gaulle Ã Eckb	C.D.C.	71 656,27	71 656,27	37,72	A	V	LIVRET A	1,530	V	LIVRET A	3,530	A-1	EUR	2 504,22	0,00
VILOGIA	2022	X	62566/5471067/Acq. VEFA 9 logts.114, rue du Gal de Gaulle Ã Eckb	C.D.C.	163 057,24	162 334,36	37,72	A	V	LIVRET A	1,530	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	4 556,96	414,12
VILOGIA	2022	X	62567/5471066/Acq. VEFA 9 logts.114, rue du Gal de Gaulle Ã Eckb	C.D.C.	132 274,63	132 274,63	77,70	A	V	LIVRET A	1,450	V	LIVRET A	3,450	A-1	EUR	2 916,18	0,00
VILOGIA	2022	X	62568/5471064/Acq. VEFA 9 logts.114, rue du Gal de Gaulle Ã Eckb	C.D.C.	86 415,04	86 415,04	37,72	A	V	LIVRET A	1,530	V	LIVRET A	3,530	A-1	EUR	3 020,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
VILOGIA	2022	X	62569/5471065/Acq. VEFA 9 logts.114, rue du Gal de Gaulle Ã Eckb	C.D.C.	93 487,66	93 487,66	77,70	A	V	LIVRET A	1,530	V	LIVRET A	3,450	A-1	EUR	2 061,07	0,00
VILOGIA	2022	X	62570/5471069/Acq. VEFA 9 logts.114, rue du Gal de Gaulle Ã Eckb	C.D.C.	276 844,88	276 844,88	37,72	A	V	LIVRET A	1,530	V	LIVRET A	3,530	A-1	EUR	9 675,07	0,00
VILOGIA	2023	X	62571/5471068/Acq. VEFA 9 logts.114, rue du Gal de Gaulle Ã Eckb	C.D.C.	172 979,85	172 979,85	77,70	A	V	LIVRET A	1,450	V	LIVRET A	3,450	A-1	EUR	3 813,58	0,00
VILOGIA	2022	X	62572/5485030/Acq.VEFA 71 logts.114, r Malteries friche Fischer	C.D.C.	232 645,30	232 645,30	38,31	A	V	LIVRET A	1,450	V	LIVRET A	3,530	A-1	EUR	7 973,34	0,00
VILOGIA	2022	X	62573/5485034/Acq.VEFA 71 logts.114, r Malteries friche Fischer	C.D.C.	1 599 255,46	1 596 227,14	38,31	A	V	LIVRET A	1,450	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	44 779,15	3 028,32
VILOGIA	2022	X	62574/5485035/Acq.VEFA 71 logts.114, r Malteries friche Fischer	C.D.C.	1 324 081,03	1 324 081,03	78,28	A	V	LIVRET A	1,450	V	LIVRET A	3,320	A-1	EUR	27 430,61	0,00
VILOGIA	2022	X	62575/5485032/Acq.VEFA 71 logts.114, r Malteries friche Fischer	C.D.C.	356 098,14	356 098,14	38,31	A	V	LIVRET A	1,450	V	LIVRET A	3,530	A-1	EUR	12 204,38	0,00
VILOGIA	2022	X	62576/5485033/Acq.VEFA 71 logts.114, r Malteries friche Fischer	C.D.C.	345 946,56	345 946,56	78,28	A	V	LIVRET A	1,450	V	LIVRET A	3,320	A-1	EUR	7 166,88	0,00
VILOGIA	2022	X	62577/5485036/Acq.VEFA 71 logts.114, r Malteries friche Fischer	C.D.C.	2 548 590,63	2 548 590,63	38,31	A	V	LIVRET A	1,450	V	LIVRET A	3,530	A-1	EUR	87 346,61	0,00
VILOGIA	2022	X	62578/5485037/Acq.VEFA 71 logts.114, r Malteries friche Fischer	C.D.C.	1 508 438,43	1 508 438,43	78,28	A	V	LIVRET A	1,450	V	LIVRET A	3,320	A-1	EUR	31 249,88	0,00
VILOGIA	2022	C	62579/5485038/Acq.VEFA 71 logts.114, r Malteries friche Fischer	C.D.C.	461 500,00	461 500,00	36,31	A	F		1,450	F		0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2023	C	62580/5485031/Acq.VEFA 71 logts.114, r Malteries friche Fischer	C.D.C.	1 065 000,00	1 065 000,00	56,29	A	F		1,530	F		1,500	A-1	EUR	15 975,00	0,00
VILOGIA	2022	X	62581/5472278/Constr.17 logts.65 rte de Saverne Ã Oberhausbergen	C.D.C.	221 518,62	221 518,62	37,81	A	V	LIVRET A	1,450	V	LIVRET A	3,530	A-1	EUR	7 741,55	0,00
VILOGIA	2022	X	62582/5472271/Constr.17 logts.65 rte de Saverne Ã Oberhausbergen	C.D.C.	519 136,76	516 835,26	37,81	A	V	LIVRET A	1,450	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	14 508,30	1 318,47
VILOGIA	2022	X	62583/5472270/Constr.17 logts.65 rte de Saverne Ã Oberhausbergen	C.D.C.	262 191,20	262 191,20	77,78	A	V	LIVRET A	1,450	V	LIVRET A	3,460	A-1	EUR	5 799,16	0,00
VILOGIA	2022	X	62584/5472275/Constr.17 logts.65 rte de Saverne Ã Oberhausbergen	C.D.C.	262 466,37	262 466,37	37,81	A	V	LIVRET A	1,450	V	LIVRET A	3,530	A-1	EUR	9 172,58	0,00
VILOGIA	2022	X	62585/5472274/Constr.17 logts.65 rte de Saverne Ã Oberhausbergen	C.D.C.	199 477,99	199 477,99	77,78	A	V	LIVRET A	1,450	V	LIVRET A	3,460	A-1	EUR	4 412,07	0,00
VILOGIA	2022	X	62586/5472273/Constr.17 logts.65 rte de Saverne Ã Oberhausbergen	C.D.C.	790 484,36	790 484,36	37,81	A	V	LIVRET A	1,450	V	LIVRET A	3,530	A-1	EUR	27 625,56	0,00
VILOGIA	2022	X	62587/5472272/Constr.17 logts.65 rte de Saverne Ã Oberhausbergen	C.D.C.	319 578,37	319 578,37	77,78	A	V	LIVRET A	1,450	V	LIVRET A	3,460	A-1	EUR	7 068,45	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
VILOGIA	2022	C	62588/5472277/Constr.17 logts.65 rte de Saverne Ã Oberhausbergen	C.D.C.	110 500,00	110 500,00	36,31	A	F		1,450	F		0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2023	C	62589/5472276/Constr.17 logts.65 rte de Saverne Ã Oberhausbergen	C.D.C.	255 000,00	255 000,00	56,29	A	F		1,450	F		1,500	A-1	EUR	3 825,00	0,00
VILOGIA	2022	X	62590/5498618/Acq. VEFA 9 logts. 54 A rte de Brumath Ã Souffelwe	C.D.C.	81 263,04	81 263,04	37,64	A	V	LIVRET A	2,110	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	3 148,03	0,00
VILOGIA	2022	X	62591/5498620/Acq. VEFA 9 logts. 54 A rte de Brumath Ã Souffelwe	C.D.C.	240 299,64	239 234,31	37,64	A	V	LIVRET A	0,800	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	6 715,65	610,30
VILOGIA	2022	X	62592/5498619/Acq. VEFA 9 logts. 54 A rte de Brumath Ã Souffelwe	C.D.C.	148 353,39	148 353,39	77,62	A	V	LIVRET A	1,420	V	LIVRET A	3,420	A-1	EUR	3 238,87	0,00
VILOGIA	2022	X	62593/5498625/Acq. VEFA 9 logts. 54 A rte de Brumath Ã Souffelwe	C.D.C.	53 723,27	53 723,27	37,64	A	V	LIVRET A	2,110	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	2 081,17	0,00
VILOGIA	2022	X	62594/5498626/Acq. VEFA 9 logts. 54 A rte de Brumath Ã Souffelwe	C.D.C.	69 145,01	69 145,01	77,62	A	V	LIVRET A	1,420	V	LIVRET A	3,420	A-1	EUR	1 509,58	0,00
VILOGIA	2022	X	62595/5498624/Acq. VEFA 9 logts. 54 A rte de Brumath Ã Souffelwe	C.D.C.	508 833,53	508 833,53	37,64	A	V	LIVRET A	1,600	V	LIVRET A	3,600	A-1	EUR	18 009,54	0,00
VILOGIA	2022	X	62596/5498623/Acq. VEFA 9 logts. 54 A rte de Brumath Ã Souffelwe	C.D.C.	256 340,05	256 340,05	77,62	A	V	LIVRET A	1,420	V	LIVRET A	3,420	A-1	EUR	5 596,45	0,00
VILOGIA	2022	C	62597/5498622/Acq. VEFA 9 logts. 54 A rte de Brumath Ã Souffelwe	C.D.C.	58 500,00	58 500,00	36,64	A	F		1,420	F		0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2022	X	62598/5447995/Construction rÃ©sidence Ã©tudiante de 165 logts Ã	C.D.C.	94 031,34	93 715,20	38,64	A	V	LIVRET A	1,420	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	3 864,69	316,14
VILOGIA	2022	X	62599/5447993/Construction rÃ©sidence Ã©tudiante de 165 logts Ã	C.D.C.	3 304 248,60	3 293 139,48	38,64	A	V	LIVRET A	1,420	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	135 804,62	11 109,12
VILOGIA	2022	X	62600/5447994/Construction rÃ©sidence Ã©tudiante de 165 logts Ã	C.D.C.	2 403 421,16	2 403 421,16	58,63	A	V	LIVRET A	1,420	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	89 761,70	0,00
VILOGIA	2022	C	62601/5447996/Construction rÃ©sidence Ã©tudiante de 165 logts Ã	C.D.C.	1 897 500,00	1 897 500,00	36,64	A	V	LIVRET A	1,420	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2022	C	62602/5447992/Const. rÃ©sidence Ã©tudiants 165 logts rue de Lisbon	C.D.C.	2 475 000,00	2 475 000,00	56,63	A	V	LIVRET A	1,420	V	LIVRET A	2,800	A-1	EUR	69 300,00	0,00
VILOGIA	2023	C	62603/5471063/Acq. VEFA 9 logts.114, rue du Gal de Gaulle Ã Eckb	C.D.C.	135 000,00	135 000,00	56,21	A	F		1,480	F		1,480	A-1	EUR	1 998,00	0,00
VILOGIA	2023	C	62604/5471070/Acq. VEFA 9 logts.114, rue du Gal de Gaulle Ã Eckb	C.D.C.	58 500,00	58 500,00	36,22	A	V	LIVRET A	0,000	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2023	X	62605/5549496/Acq. VEFA de 7 logts 24 rue d Altenheim	C.D.C.	466 992,45	466 992,45	39,06	A	V	LIVRET A	4,110	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2023	X	62606/5549498/Acq. VEFA de 7 logts 24 rue d Altenheim	C.D.C.	271 454,24	271 454,24	39,06	A	V	LIVRET A	4,110	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
VILOGIA	2023	X	62607/5549497/Acq. VEFA de 7 logts 24 rue d Altenheim	C.D.C.	387 792,80	387 792,80	79,03	A	V	LIVRET A	4,110	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2023	X	62608/5549493/Acq. VEFA 23 logts 2 rue de l'Arc en Ciel	C.D.C.	581 111,00	581 111,00	39,06	A	V	LIVRET A	2,800	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2023	X	62609/5549492/Acq. VEFA 23 logts 2 rue de l'Arc en Ciel	C.D.C.	355 609,77	355 609,77	79,03	A	V	LIVRET A	2,800	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2023	X	62610/5549495/Acq. VEFA 23 logts 2 rue de l'Arc en Ciel	C.D.C.	1 570 873,60	1 570 873,60	39,06	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2023	X	62611/5549494/Acq. VEFA 23 logts 2 rue de l'Arc en Ciel	C.D.C.	733 865,20	733 865,20	79,03	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2023	X	62612/5550988/Acq. VEFA 9 logts 9 rue de l Afrique	C.D.C.	103 576,88	103 576,88	39,22	A	V	LIVRET A	4,110	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2023	X	62613/5550987/Acq. VEFA 9 logts 9 rue de l Afrique	C.D.C.	112 078,16	112 078,16	39,22	A	V	LIVRET A	2,800	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2023	X	62614/5550986/Acq. VEFA 9 logts 9 rue de l Afrique	C.D.C.	74 125,55	74 125,55	79,20	A	V	LIVRET A	2,800	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2023	X	62615/5550984/Acq. VEFA 9 logts 9 rue de l Afrique	C.D.C.	60 457,28	60 457,28	39,22	A	V	LIVRET A	4,110	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2023	X	62616/5550985/Acq. VEFA 9 logts 9 rue de l Afrique	C.D.C.	74 626,81	74 626,81	79,20	A	V	LIVRET A	3,530	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2023	X	62617/5550983/Acq. VEFA 9 logts 9 rue de l Afrique	C.D.C.	302 094,03	302 094,03	39,22	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2023	X	62618/5550982/Acq. VEFA 9 logts 9 rue de l Afrique	C.D.C.	142 791,19	142 791,19	79,20	A	V	LIVRET A	3,530	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2024	X	62619/5572870/Acq. VEFA 8 logts. 3,5,7,9 rue de la LibÃ©ration	C.D.C.	86 885,16	82 391,00	39,98	A	V	LIVRET A	4,110	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2024	X	62620/5572864/Acq. VEFA 8 logts. 3,5,7,9 rue de la LibÃ©ration	C.D.C.	120 910,39	117 246,00	39,98	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2024	X	62621/5572865/Acq. VEFA 8 logts. 3,5,7,9 rue de la LibÃ©ration	C.D.C.	112 723,58	108 033,00	79,95	A	V	LIVRET A	3,390	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2024	X	62622/5572869/Acq. VEFA 8 logts. 3,5,7,9 rue de la LibÃ©ration	C.D.C.	58 758,29	55 719,00	39,98	A	V	LIVRET A	4,110	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2024	X	62623/5591147/Acq. amÃ©l. de 22 logts. 19 rue Thiergarten	C.D.C.	744 836,00	737 198,82	38,31	A	V	LIVRET A	4,110	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	5 268,61	7 637,18
VILOGIA	2024	X	62624/5591145/Acq. amÃ©l. de 22 logts. 19 rue Thiergarten	C.D.C.	425 621,00	421 256,89	38,31	A	V	LIVRET A	4,110	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	3 010,64	4 364,11
VILOGIA	2024	X	62625/5591146/Acq. amÃ©l. de 22 logts. 19 rue Thiergarten	C.D.C.	744 836,00	743 564,91	78,28	A	V	LIVRET A	4,110	V	LIVRET A	4,110	A-1	EUR	5 268,61	1 271,09

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
VILOGIA	2024	X	62626/5589934/Acquis.amÃ©l. de 51 logts. 1 rue Jacob Mayer	C.D.C.	2 528 322,00	2 491 636,00	38,22	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	2,600	A-1	EUR	11 020,27	36 686,00
VILOGIA	2024	X	62627/5589933/Acquis.amÃ©l. de 51 logts. 1 rue Jacob Mayer	C.D.C.	1 361 404,00	1 356 194,43	78,20	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	2,600	A-1	EUR	5 933,99	5 209,57
VILOGIA	2024	X	62628/5598717/Acquis.amÃ©l. de33 logts. 1 rue Jacob Mayer	C.D.C.	1 293 772,00	1 274 999,34	38,39	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	2,600	A-1	EUR	5 546,56	18 772,66
VILOGIA	2024	X	62629/5598716/Acquis.amÃ©l. de33 logts. 1 rue Jacob Mayer	C.D.C.	871 647,00	868 311,54	78,36	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	2,600	A-1	EUR	3 736,86	3 335,46
VILOGIA	2024	X	62630/5590526/RÃ©hab de 20 logts 6 rue des Balayeurs	C.D.C.	817 564,21	817 564,21	24,23	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2024	X	62631/5590525/RÃ©hab de 20 logts 6 rue des Balayeurs	C.D.C.	330 019,23	330 019,23	24,23	A	V	LIVRET A	2,750	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2024	X	62632/5584364/Acq. VEFA 3 logts 33 rue du GÃ©nÃ©ral Leclerc	C.D.C.	31 194,69	31 194,69	39,56	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2024	X	62633/5584363/Acq. VEFA 3 logts 33 rue du GÃ©nÃ©ral Leclerc	C.D.C.	24 401,83	24 401,83	79,53	A	V	LIVRET A	3,370	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2024	X	62634/5584362/Acq. VEFA 3 logts 33 rue du GÃ©nÃ©ral Leclerc	C.D.C.	177 895,41	177 895,41	39,56	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2024	X	62635/5584361/Acq. VEFA 3 logts 33 rue du GÃ©nÃ©ral Leclerc	C.D.C.	81 443,10	81 443,10	79,53	A	V	LIVRET A	3,370	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2024	X	62636/5608772/Acq. VEFA 4 logts 7 rue stade Saint Paul	C.D.C.	64 308,00	64 308,00	39,06	A	V	LIVRET A	4,110	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2024	X	62637/5608769/Acq. VEFA 4 logts 7 rue stade Saint Paul	C.D.C.	57 835,00	57 835,00	39,06	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2024	X	62638/5608768/Acq. VEFA 4 logts 7 rue stade Saint Paul	C.D.C.	36 144,00	36 144,00	79,03	A	V	LIVRET A	3,540	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2024	X	62639/5608767/Acq. VEFA 4 logts 7 rue stade Saint Paul	C.D.C.	48 754,00	48 754,00	39,06	A	V	LIVRET A	4,110	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2024	X	62640/5608766/Acq. VEFA 4 logts 7 rue stade Saint Paul	C.D.C.	52 048,00	52 048,00	79,03	A	V	LIVRET A	3,540	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2024	X	62641/5608771/Acq. VEFA 4 logts 7 rue stade Saint Paul	C.D.C.	145 351,00	145 351,00	39,06	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2024	X	62642/5608770/Acq. VEFA 4 logts 7 rue stade Saint Paul	C.D.C.	71 183,00	71 183,00	79,03	A	V	LIVRET A	3,540	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2025	X	62643/5572866/Acq. VEFA 8 logts. 3,5,7,9 rue de la LibÃ©ration	C.D.C.	287 893,18	275 059,00	39,98	A	V	LIVRET A	4,110	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2025	X	62644/5572867/Acq. VEFA 8 logts. 3,5,7,9 rue de la LibÃ©ration	C.D.C.	169 199,62	162 159,00	79,95	A	V	LIVRET A	4,110	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
VILOGIA	2025	X	62645/5572868/Acq. VEFA 8 logts. 3,5,7,9 rue de la LibÃ©ration	C.D.C.	75 149,06	72 022,00	79,95	A	V	LIVRET A	4,110	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2024	X	70000/5579539/Const et Acq. AmÃ©l. 22 logts. 2a rue du milieu	C.D.C.	423 996,00	423 996,00	39,56	A	V	LIVRET A	4,110	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2024	X	70001/5579536/Const et Acq. AmÃ©l. 22 logts. 2a rue du milieu	C.D.C.	767 350,00	423 996,00	39,56	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2024	X	70002/5579535/Const et Acq. AmÃ©l. 22 logts. 2a rue du milieu	C.D.C.	259 650,00	259 650,00	79,53	A	V	LIVRET A	3,460	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2024	X	70003/5579534/Const et Acq. AmÃ©l. 22 logts. 2a rue du milieu	C.D.C.	503 176,00	503 176,00	39,56	A	V	LIVRET A	4,110	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2024	X	70004/5579533/Const et Acq. AmÃ©l. 22 logts. 2a rue du milieu	C.D.C.	275 061,00	275 061,00	79,53	A	V	LIVRET A	3,460	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2024	X	70005/5579538/Const et Acq. AmÃ©l. 22 logts. 2a rue du milieu	C.D.C.	1 087 586,00	1 087 586,00	39,56	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2024	X	70006/5579537/Const et Acq. AmÃ©l. 22 logts. 2a rue du milieu	C.D.C.	333 217,00	333 217,00	79,53	A	V	LIVRET A	3,460	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2024	C	70007/5585029/Const et Acq. AmÃ©l. 22 logts. 2a rue du milieu	C.D.C.	136 500,00	136 500,00	39,56	A	F		1,100	F		0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2024	X	70008/5591835/Acquis en VEFA 9 logts 11 rue du Canal	C.D.C.	152 841,00	152 841,00	39,81	A	V	LIVRET A	4,110	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2024	X	70009/5591832/Acquis en VEFA 9 logts 11 rue du Canal	C.D.C.	197 828,00	152 841,00	39,81	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2024	X	70010/5591831/Acquis en VEFA 9 logts 11 rue du Canal	C.D.C.	130 479,00	152 841,00	39,81	A	V	LIVRET A	3,450	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2024	X	70011/5591830/Acquis en VEFA 9 logts 11 rue du Canal	C.D.C.	118 117,00	152 841,00	39,81	A	V	LIVRET A	4,110	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2024	X	70012/5591829/Acquis en VEFA 9 logts 11 rue du Canal	C.D.C.	121 290,00	152 841,00	39,81	A	V	LIVRET A	3,450	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2024	X	70013/5591834/Acquis en VEFA 9 logts 11 rue du Canal	C.D.C.	382 012,00	197 828,00	39,81	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2024	X	70014/5591833/Acquis en VEFA 9 logts 11 rue du Canal	C.D.C.	202 512,00	197 828,00	39,81	A	V	LIVRET A	3,450	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2024	X	70015/5618567/Acquis en VEFA 8 logts 50 route de Brumath	C.D.C.	266 079,00	197 828,00	39,81	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2024	X	70016/5618566/Acquis en VEFA 8 logts 50 route de Brumath	C.D.C.	162 936,00	197 828,00	39,81	A	V	LIVRET A	3,230	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2024	X	70017/5618565/Acquis en VEFA 8 logts 50 route de Brumath	C.D.C.	539 101,00	197 828,00	39,81	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
VILOGIA	2024	X	70018/5618564/Acquis en VEFA 8 logts 50 route de Brumath	C.D.C.	274 826,00	197 828,00	79,78	A	V	LIVRET A	3,230	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2024	X	70019/5567028/Acquis amÃ©l. 5 logts 18 rue du CÃ©sar Julien	C.D.C.	756 350,76	756 350,76	39,81	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2024	X	70020/5567027/Acquis amÃ©l. 5 logts 18 rue du CÃ©sar Julien	C.D.C.	489 587,32	489 587,32	79,78	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2024	X	70021/5619467/Acquis amÃ©l. 8 logts 52A 54 54A route de Brumath	C.D.C.	116 613,00	116 613,00	39,81	A	V	LIVRET A	4,110	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2024	X	70022/5619469/Acquis amÃ©l. 8 logts 52A 54 54A route de Brumath	C.D.C.	384 237,00	384 237,00	39,81	A	V	LIVRET A	2,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2024	X	70023/5619468/Acquis amÃ©l. 8 logts 52A 54 54A route de Brumath	C.D.C.	220 376,00	220 376,00	79,78	A	V	LIVRET A	3,240	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2024	X	70024/5619471/Acquis amÃ©l. 8 logts 52A 54 54A route de Brumath	C.D.C.	104 057,00	104 057,00	39,81	A	V	LIVRET A	4,110	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2024	X	70025/5619470/Acquis amÃ©l. 8 logts 52A 54 54A route de Brumath	C.D.C.	108 735,00	108 735,00	79,78	A	V	LIVRET A	3,240	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2024	X	70026/5619465/Acquis amÃ©l. 8 logts 52A 54 54A route de Brumath	C.D.C.	264 299,00	116 613,00	39,81	A	V	LIVRET A	3,600	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2024	X	70027/5619466/Acquis amÃ©l. 8 logts 52A 54 54A route de Brumath	C.D.C.	135 217,00	135 217,00	79,78	A	V	LIVRET A	3,240	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2024	C	70028/5619481/Acquis amÃ©l. 8 logts 52A 54 54A route de Brumath	C.D.C.	52 000,00	52 000,00	38,81	A	V	LIVRET A	1,110	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2025	X	70029/5629628/Acquis amÃ©l. 7 logts 24 rue TraversiÃ¨re	C.D.C.	196 760,79	196 749,00	40,14	A	V	LIVRET A	2,000	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2025	X	70030/5629627/Acquis amÃ©l. 7 logts 24 rue TraversiÃ¨re	C.D.C.	150 820,66	150 806,00	80,11	A	V	LIVRET A	2,690	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2025	X	70031/5629630/Acquis amÃ©l. 7 logts 24 rue TraversiÃ¨re	C.D.C.	553 964,08	553 901,00	40,14	A	V	LIVRET A	3,000	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2025	X	70032/5629629/Acquis amÃ©l. 7 logts 24 rue TraversiÃ¨re	C.D.C.	332 066,28	332 034,00	80,11	A	V	LIVRET A	2,690	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2025	X	70033/5623218/Acquis en VEFA 8 logts 4 rue Jeanne Barret	C.D.C.	185 484,00	185 484,00	39,22	A	V	LIVRET A	3,510	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2025	X	70034/5623217/Acquis en VEFA 8 logts 4 rue Jeanne Barret	C.D.C.	103 770,00	103 770,00	39,22	A	V	LIVRET A	3,510	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2025	X	70035/5623216/Acquis en VEFA 8 logts 4 rue Jeanne Barret	C.D.C.	181 599,00	181 599,00	79,20	A	V	LIVRET A	3,510	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
VILOGIA	2025	X	70036/5623216/Acquis en VEFA 8 logts 4 rue Jeanne Barret	C.D.C.	181 599,00	181 599,00	79,20	A	V	LIVRET A	3,510	V	LIVRET A	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
TOTAL GENERAL					3 070 376 897,33	2 364 316 033,15											82 996 331,04	73 743 466,11

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DES RATIOS D'ENDETTEMENT RELATIFS AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	31 265 273,39
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	3 102 531,85
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	74 340 973,30
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**108 708 778,54**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**888 156 756,69**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**12,24**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.5

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exer- cice d'ori- gine du con- trat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.6

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 31/12/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 31/12/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Taxe de séjour	-176 086 481,60	9 207 089,23	7 740 609,87	-174 620 002,24
Amendes de police	-433 119 434,18	5 671 203,00	99 799 787,14	-527 248 018,32
Fonds européens	-83 643,45	1 630 691,15	1 208 269,73	338 777,97
Taxe d'aménagement	-156 411 438,12	2 620 205,77	29 267 472,74	-183 058 705,09
Total	**-765 700 997,35**	**19 129 189,15**	**138 016 139,48**	**-884 587 947,68**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Taxe de séjour

Reste à employer au 01/01/N	**-176 086 481,60**

Recettes

Article	Libellé article	Montant
731721	Taxe de séjour	9 207 089,23
	Total	**9 207 089,23**

Dépenses

Article	Libellé article	Montant
204122	Bâtiments et installations	708 620,00
20421	Biens mobiliers, matériel et études	175 000,00
21351	Bâtiments publics	294 187,79
2312	Agencements et aménagements de terrains	1 401 153,98
2313	Constructions	54 029,63
617	Etudes et recherches	133 262,00
6185	Fras de colloques et séminaires	3 084,28
62268	Autres honoraires, conseils?	1 920,00
6228	Divers	43 188,24
6234	Réceptions	7 565,95
6238	Divers	12 072,00
6247	Transports collectifs du personnel	66 380,00
64111	Rémunération	262 500,00
65748	Autres personnes de droit privé	3 812 200,00
65888	Autres	20 365,85
7398	Reversements, restitutions et prélèvements divers	745 080,15
	Total	**7 740 609,87**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**-174 620 002,24**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Amendes de police

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Amendes de police	
Reste à employer au 01/01/N	**-433 119 434,18**

Recettes

Article	Libellé article	Montant
1345	Amendes de radars automatiques et amendes de police	5 671 203,00
	Total	**5 671 203,00**

Dépenses

Article	Libellé article	Montant
2031	Frais d'études	2 573 010,76
204113	Projets d'infrastructures d'intérêt national	486 395,30
20421	Biens mobiliers, matériel et études	6 529 381,92
2051	Concessions et droits similaires	581 888,32
2111	Terrains nus	2 085 023,37
2115	Terrains bâtis	12 084,00
2128	Autres agencements et aménagements	618 498,98
21351	Bâtiments publics	350 820,94
2138	Autres constructions	397 924,48
2151	Réseaux de voirie	12 070 950,77
2152	Installations de voirie	4 004 874,11
21534	Réseaux d'électrification	1 198,60
215738	Autre matériel et outillage de voirie	370 115,61
2158	Autres installations, matériel et outillage techniques	8 203,63
2181	Installations générales, agencements et aménagements divers	1 464 452,06
21828	Autres matériels de transport	5 169,97
21838	Autre matériel informatique	275 000,56
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	46 206,93
2188	Autres	100 072,57
2312	Agencements et aménagements de terrains	797 655,71
2315	Installations, matériel et outillage techniques	37 436 106,10
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	29 584 752,45
	Total	**99 799 787,14**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**-527 248 018,32**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Fonds européens	
Reste à employer au 01/01/N	**-83 643,45**

Recettes

Article	Libellé article	Montant
13172	FEDER	1 630 691,15
	Total	**1 630 691,15**

Dépenses

Article	Libellé article	Montant
20422	Bâtiments et installations	1 208 269,73

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Fonds européens	
Total	**1 208 269,73**
Reste à employer au 31/12/N (3)	**338 777,97**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Taxe d'aménagement		
	Reste à employer au 01/01/N	**-156 411 438,12**
Recettes		
Article	**Libellé article**	**Montant**
10226	Taxe d'aménagement	2 620 205,77
	Total	**2 620 205,77**
Dépenses		
Article	**Libellé article**	**Montant**
10226	Taxe d'aménagement	2 618 510,22
2031	Frais d'études	1 240 244,05
204182	Bâtiments et installations	6 991 923,66
20422	Bâtiments et installations	1 899 416,93
2111	Terrains nus	854 220,58
2112	Terrains de voirie	151 022,11
2128	Autres agencements et aménagements	6 864,54
21321	Immeubles de rapport	567 054,07
2158	Autres installations, matériel et outillage techniques	191 845,41
2312	Agencements et aménagements de terrains	11 046 614,66
2313	Constructions	2 126 763,11
2315	Installations, matériel et outillage techniques	1 124 059,53
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	448 933,87
	Total	**29 267 472,74**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**-183 058 705,09**

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
TOTAL					**300 000 000,00**	**210 458 333,20**	**0,00**
8017 Subventions à verser en annuités					**0,00**	**0,00**	**0,00**
8018 Autres engagements donnés					**300 000 000,00**	**210 458 333,20**	**0,00**
Au profit d'organismes publics					**0,00**	**0,00**	**0,00**
Au profit d'organismes privés (1)					**300 000 000,00**	**210 458 333,20**	**0,00**
2015	Financement des investissements 2015	Agence France Locale	15	A	30 000 000,00	10 000 000,00	0,00
2015	Financement des investissements 2015	Agence France Locale	15	T	10 000 000,00	3 333 333,20	0,00
2015	Financement des investissements 2015	Agence France Locale	15	T	10 000 000,00	3 333 333,20	0,00
2016	Financement des investissements 2016	Agence France Locale	15	T	20 000 000,00	8 000 000,12	0,00
2018	Financement des investissements 2018	Agence France Locale	15	T	10 000 000,00	5 499 999,91	0,00
2019	Financement des investissements 2019	Agence France Locale	15	T	20 000 000,00	12 000 000,04	0,00
2020	programme 2020	Agence France Locale	15	T	20 000 000,00	13 000 000,07	0,00
2021	Programme 2021	Agence France Locale	15	T	10 000 000,00	6 999 999,94	0,00
2021	programme 2021	Agence France Locale	15	T	20 000 000,00	14 666 666,72	0,00
2022	programme 2022	Agence France Locale	20	T	40 000 000,00	34 500 000,00	0,00
2023	programme 2023	Agence France Locale	20	T	20 000 000,00	17 500 000,00	0,00
2023	programme 2023	Agence France Locale	20	T	30 000 000,00	26 625 000,00	0,00
2023	programme 2023	Agence France Locale	20	T	20 000 000,00	18 000 000,00	0,00
2024	programme 2024	Agence France Locale	20	T	20 000 000,00	18 500 000,00	0,00
2024	programme 2024	Agence France Locale	20	T	20 000 000,00	18 500 000,00	0,00
Engagements liés à des délégations de service public					**0,00**	**0,00**	**0,00**
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B –ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B8

LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TOTAL GENERAL	**78 640 828,01**	
Personnes de droit privé	**55 522 620,15**	
Associations	**21 347 499,62**	
60000 REBONDS GRAND EST	10 000,00	
ACADEMIE EUROPEENNE DES SPORTS CENTRE COMMERCIAL AUCHAN	1 000,00	
ACCRO	0,00	Prestation de service
ACTION DEVELOPP CREATIF ORGANISATIONS ACCRO	81 000,00	
ACTION DEVELOPP CREATIF ORGANISATIONS ACCRO	54 000,00	
ACTIONS CITOYENNES INTERCULTURELLES ASTU	3 350,00	
ADFI ALSACE	5 000,00	
ADIQ	0,00	Mise à dispo de locaux
ADIRA L AGENCE DEVELOPPEMENT D ALSACE	193 381,80	
ADIRA L AGENCE DEVELOPPEMENT D ALSACE	128 921,20	
AEROPARC D ENTZHEIM DEVELOPPEMENT	922,00	
AEROPARC D ENTZHEIM DEVELOPPEMENT	2 800,00	
AEROPARC D ENTZHEIM DEVELOPPEMENT	3 500,00	
AEROPARC D ENTZHEIM DEVELOPPEMENT	4 200,00	
AFGES LES ETUDIANTS E S D ALSACE AFGES	20 000,00	
AFGES LES ETUDIANTS E S D ALSACE AFGES	15 000,00	
AFL67	0,00	Locaux
AFL67	0,00	Locaux
AGENCE DEV URB AGGLOM STRASBOURGEOISE	1 675 392,00	
AGIR MIEUX ENSEMBLE	1 500,00	
AGIR MIEUX ENSEMBLE	2 000,00	
AGIR MIEUX ENSEMBLE	1 000,00	
AJAM	0,00	Prestation de service
AJF HAUTEPIERRE	2 200,00	
AJF HAUTEPIERRE	27 500,00	
ALRS	0,00	Prestation de service
ALSACE ECO SERVICES	8 000,00	
ALSACE NATURE REGION EST	39 675,00	
ALSACE NATURE REGION EST	16 000,00	
ALTER ALSACE ENERGIES	55 800,00	
ALTER ALSACE ENERGIES	37 200,00	
AMICALE COMMERCANTS DETAIL ARTIS NEUDOACDAN	1 441,57	
AMICALE PERSONNEL VILLE ET EUROMETROPO	135 660,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
AMICALE PERSONNEL VILLE ET EUROMETROPO	180 880,00	
AMICALE PERSONNEL VILLE ET EUROMETROPO	587 860,00	
AMICALE SPORTIVE EUROMETROPOLE	34 512,00	
AMICALE SPORTIVE EUROMETROPOLE	51 768,00	
APCA CHOUCROUTERIE	70 000,00	
APDL	0,00	Prestation de service
AQUANOVA POLE EAU DE LA LOIRE AU RHIN	52 200,00	
AQUANOVA POLE EAU DE LA LOIRE AU RHIN	34 800,00	
ARSEA	0,00	Locaux
ARSEA	0,00	Locaux
ARSEA	5 000,00	
ARSEA	5 000,00	
ARSEA	1 300,00	
ARSEA	25 000,00	
ARSEA	16 500,00	
ARSEA	35 600,00	
ARSEA	600,00	
ARSEA	13 757,00	
ARSEA	19 400,00	
ARSEA	30 760,00	
ARSEA ARSEA OPI	1 800,00	
ARSEA ARSEA OPI	15 500,00	
ART BOHRIE CULTURE ABC	2 000,00	
ART BOHRIE CULTURE ABC	6 000,00	
ARTEFACT PRL	80 000,00	
ASCPA ACTIV SPORT CULTUREL PLEIN AIR	2 000,00	
ASPTT STRASBOURG	2 400,00	
ASPTT STRASBOURG	1 000,00	
ASPTT STRASBOURG	1 000,00	
ASPTT STRASBOURG	2 000,00	
ASPTT STRASBOURG	4 000,00	
ASPTT STRASBOURG	9 600,00	
ASPTT STRASBOURG	4 000,00	
ASPTT STRASBOURG	4 000,00	
ASS ACCESS DROIT POUR ENFANTS ET JEUNETHEMIS	136 000,00	
ASS ACCESS DROIT POUR ENFANTS ET JEUNETHEMIS	10 000,00	
ASS ACCUEIL HEBERGEMENT JEUNES	642 500,00	
ASS BAS RHIN CHOMEURS DEMANDEURS EMPLO	14 000,00	
ASS CENTRE SOCIO CULTUREL MARAIS CTRE SOCIO CULTUREL DU MARAIS A SORGUS	3 500,00	
ASS CENTRE SOCIO CULTUREL MARAIS CTRE SOCIO CULTUREL DU MARAIS A SORGUS	2 500,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ASS CENTRE SOCIO CULTUREL MARAIS CTRE SOCIO CULTUREL DU MARAIS A SORGUS	3 350,00	
ASS DE GYMNASTIQUE ALSATIA BISCHHEIM AG ALSATIA BISCHHEIM	1 000,00	
ASS DECIDER ENSEMBLE	11 050,00	
ASS DEP DES FRANCAS DU BAS RHIN	68 560,00	
ASS FONDATION ETUDIANTE POUR LA VILLE	10 000,00	
ASS FONDATION ETUDIANTE POUR LA VILLE	16 000,00	
ASS FONDATION ETUDIANTE POUR LA VILLE	5 000,20	
ASS FONDATION ETUDIANTE POUR LA VILLE	16 000,00	
ASS FONDATION ETUDIANTE POUR LA VILLE	5 000,20	
ASS GESTION MAISON DES ASSOCIATIONS	15 000,00	
ASS LIBRE OBJET CREATIONS DANS LA CITE	6 000,00	
ASS MIGRATION SOLIDARITE ECHANGE DEVEL	0,00	Mise à dispo de locaux
ASS MIGRATION SOLIDARITE ECHANGE DEVELAMSED	33 500,00	
ASS MIGRATION SOLIDARITE ECHANGE DEVELAMSED	10 000,00	
ASS MIGRATION SOLIDARITE ECHANGE DEVELAMSED	4 000,00	
ASS MIGRATION SOLIDARITE ECHANGE DEVELAMSED	3 350,00	
ASS MIGRATION SOLIDARITE ECHANGE DEVELAMSED	24 000,00	
ASS MIGRATION SOLIDARITE ECHANGE DEVELAMSED	15 000,00	
ASS MIGRATION SOLIDARITE ECHANGE DEVELAMSED	34 721,54	
ASS MIGRATION SOLIDARITE ECHANGE DEVELAMSED	46 137,14	
ASS POUR ACCOMPAG MAINTIEN A DOMICILE A P A M A D	96 449,94	
ASS POUR DROIT A L INITIATIVE ECONOMIQADIE	25 000,00	
ASS PREVENTION POLLUTION ATMOSPHERIQUEPNEUMOLOGIE HUS	9 000,00	
ASS PREVENTION POLLUTION ATMOSPHERIQUEPNEUMOLOGIE HUS	6 000,00	
ASS PREVENTION POLLUTION ATMOSPHERIQUEPNEUMOLOGIE HUS	8 000,00	
ASS PROMOTION ARTS DU CIRQUE EN ALSACEAPACA	1 500,00	
ASS PROSPECTIVE RHENANE AUJOURD HUI 92APR	3 000,00	
ASS RECHER ACTION SOCIALE COMMUNAUTAIRARASC	22 000,00	
ASS SOS FEMMES SOLIDARITE MAISON RELAIS	3 000,00	
ASS SPORT CULT STRASBOURG SUD HANDBALLLA FAMILLE	1 500,00	
ASSOC DES CONCILIATEURS DE JUSTICE DE LA COUR D APPEL DE COLMAR	1 400,00	
ASSOC DES RESIDENTS DE L ESPLANADE ARES	3 000,00	
ASSOC DES RESIDENTS DE L ESPLANADE ARES	1 000,00	
ASSOC DES RESIDENTS DE L ESPLANADE ARES	2 792,00	
ASSOC PREVENTION EXTREMISME VIOLENT PREVA NET	5 000,00	
ASSOCIATION ABRIBUS	0,00	Prestation de service
ASSOCIATION ABRIBUS	0,00	Prestation de service
ASSOCIATION ABRIBUS	0,00	Prestation de service
ASSOCIATION ACCUEIL SANS FRONTIERES 67	100 610,00	
ASSOCIATION ACCUEIL SANS FRONTIERES 67	463 800,00	
ASSOCIATION ANTENNE	8 000,00	
ASSOCIATION ANTENNE	186 660,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ASSOCIATION ANTENNE	10 000,00	
ASSOCIATION ASALEE	37 500,00	
ASSOCIATION CONTACT ET PROMOTION	2 500,00	
ASSOCIATION CONTACT ET PROMOTION	66 000,00	
ASSOCIATION CONTACT ET PROMOTION	3 350,00	
ASSOCIATION DES ENTREPRISES DE LA ZONED ACTIVITE D ECKBOLSHEIM	1 000,00	
ASSOCIATION EVI DENCE	4 750,00	
ASSOCIATION FRENCH TECH EAST	30 000,00	
ASSOCIATION FRENCH TECH EAST	20 000,00	
ASSOCIATION GENERALE DES INTERVENANTS RETRAITES ABCD AGIR ABCD	2 000,00	
ASSOCIATION HORIZOME	5 000,00	
ASSOCIATION HORIZOME	6 000,00	
ASSOCIATION HORIZOME	4 518,60	
ASSOCIATION HORIZOME	2 512,00	
ASSOCIATION L ATELIER	12 000,00	
ASSOCIATION L ATELIER	8 000,00	
ASSOCIATION L ATELIER	8 000,00	
ASSOCIATION L EVEIL MEINAU ASS CULTURELLE	1 500,00	
ASSOCIATION L EVEIL MEINAU ASS CULTURELLE	1 395,00	
ASSOCIATION LE KAFTEUR	70 000,00	
ASSOCIATION LES SONS D LA RUE	1 000,00	
ASSOCIATION LES SONS D LA RUE	3 350,00	
ASSOCIATION LIVRES	2 000,00	
ASSOCIATION LUTTE POUR UNE VIE NORMALE	5 000,00	
ASSOCIATION LUTTE POUR UNE VIE NORMALE	8 000,00	
ASSOCIATION LUTTE POUR UNE VIE NORMALE	1 500,00	
ASSOCIATION LUTTE POUR UNE VIE NORMALE	3 350,00	
ASSOCIATION PAS SAGES	4 500,00	
ASSOCIATION SOLIDARITE CULTURELLE	2 700,00	
ASSOCIATION SOLIDARITE CULTURELLE	2 000,00	
ASSOCIATION SOLIDARITE CULTURELLE	3 350,00	
ASSOCIATION SONYA	3 000,00	
ASSOCIATION SPORT SOLIDARITE JEUNESSE	2 000,00	
ASSOCIATION SPORTIVE HOENHEIM SPORTS	2 000,00	
ASSOCIATION SPORTIVE HOENHEIM SPORTS	2 000,00	
ASSOCIATION UNIS CITE	1 300,00	
ASSOCIATION UNIS CITE	8 000,00	
ASTU	0,00	Prestation de service
ATELIER CIRCULR	9 000,00	
ATELIER CIRCULR	5 700,00	
ATELIER NA	5 190,00	
ATMO GRAND EST	9 000,00	
ATMO GRAND EST	6 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ATMO GRAND EST	106 851,00	
ATMO GRAND EST	78 337,00	
AU BOUT DU FIL ARTS ET EVENEMENTS	4 400,00	
AVA HABITAT	0,00	Locaux
AVA HABITAT	0,00	Locaux
AVA HABITAT	0,00	Locaux
AVIRON STRASBOURG 1881	1 000,00	
Accélérateur de Particules	0,00	Prestation de service
Amicale des personnels	0,00	Locaux
Amicale des personnels	0,00	Prestation de service
Amicale des personnels	0,00	Prestation de service
Amicale des personnels	0,00	Prestation de service
Amicale des personnels	0,00	Matériel
Amicale sportive	0,00	Locaux
Amis du Musée Vodou	0,00	Prestation de service
Association CHARCOT-MARIE-TOOTH FRANCE (CMT-FRANCE)	0,00	prestation de service
Aéroclub d'Alsace	0,00	Locaux
BALLADE PAPYROS	1 000,00	
BALLADE PAPYROS	12 000,00	
BALLADE PAPYROS	3 350,00	
BALLET NAUTIQUE DE STRASBOURG	5 000,00	
BALLET NAUTIQUE DE STRASBOURG	20 000,00	
BALLET NAUTIQUE DE STRASBOURG	4 000,00	
BANQUE ALIMENTAIRE DU BAS RHIN	10 340,28	
BANQUE ALIMENTAIRE DU BAS RHIN	5 000,00	
BANQUE ALIMENTAIRE DU BAS-RHIN	0,00	Prestation de service
BANQUE ALIMENTAIRE DU BAS-RHIN	0,00	Prestation de service
BARTISCHGHUT	71 087,50	
BASKET CLUB SOUFFELWEYERSHEIM	4 000,00	
BEAT BURST EVENTS	4 000,00	
BGE ALSACE LORRAINE	6 500,00	
BIO EN GRAND EST	5 000,00	
BIOVALLEY FRANCE	93 000,00	
BIOVALLEY FRANCE	62 000,00	
BISCHHEIM STRASBOURG SKATING CHEZ MME STEPHANIE GOETSCHY	1 000,00	
BRETZ SELLE	8 800,00	
BRETZ SELLE	3 900,00	
BRETZ SELLE	2 500,00	
Ballet Nautique de Strasbourg	0,00	Prestation de service
Ballet Nautique de Strasbourg	0,00	Prestation de service
CAPITALE DEV EPITECH STRASBOURG	22 500,00	
CARDEK	4 000,00	
CECIM	6 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
CELLULE ECON REG CONSTRUCTION GD EST CERECO CERC GRAND EST	6 500,00	
CENTRAL VAPEUR GARAGE COOP	16 200,00	
CENTRAL VAPEUR GARAGE COOP	10 800,00	
CENTRE D ETUDES JAPONAISES D ALSACE CEJA	6 000,00	
CENTRE D ETUDES JAPONAISES D ALSACE CEJA	4 000,00	
CENTRE EUROPEEN DE LA CONSOMMATION	26 730,00	
CENTRE EUROPEEN DE LA CONSOMMATION	26 730,00	
CENTRE EUROPEEN ETUDE DU DIABETE CEED	40 000,00	
CENTRE EXPOSITION PERMANENTE CEP	39 948,80	
CENTRE EXPOSITION PERMANENTE CEP	60 590,00	
CENTRE INFORMATION INSTITUTIONS EUROPECIIE	75 000,00	
CENTRE INFORMATION INSTITUTIONS EUROPECIIE	25 000,00	
CENTRE SOCIAL CULTUREL HAUTEPIERRE	3 000,00	
CENTRE SOCIO CULTUREL DE NEUDORF	8 000,00	
CENTRE SOCIO CULTUREL DE NEUDORF	3 350,00	
CENTRE SOCIO CULTUREL L ALBATROS	3 000,00	
CENTRE SOCIO CULTUREL L ALBATROS	1 000,00	
CENTRE SOCIO CULTUREL L ALBATROS	4 000,00	
CENTRE SOCIO CULTUREL ROBERTSAU L ESCALE	10 000,00	
CENTRE SOCIO CULTUREL ROBERTSAU L ESCALE	2 000,00	
CENTRE SOCIO CULTUREL ROBERTSAU L ESCALE	3 350,00	
CENTRE SOCIOCULTUREL DE LA MEINAU	7 000,00	
CENTRE SOCIOCULTUREL DE LA MEINAU	4 080,00	
CENTRE SOCIOCULTUREL DE LA MEINAU	2 470,00	
CENTRE SOCIOCULTUREL DE LA MEINAU	6 000,00	
CEPA	0,00	Locaux
CERCLE D ESCRIME DE STRASBOURG GYMNASE ARISTIDE BRIAND	1 000,00	
CERCLE DE L AVIRON DE STRASBOURG ILE WEILER	3 500,00	
CERCLE GUTENBERG	5 000,00	
CERCLE GUTENBERG	60 000,00	
CERCLE JEAN SEBASTIEN	6 000,00	
CERCLE SPORTIF DU NEUHOF STADE MICHEL WALTER	500,00	
CGT COMMUNAUTE URBAINE DE STRASBOURG	6 400,00	
CHAMBRE DE CONSOMMATION D ALSACE	70 000,00	
CHAMBRE DE CONSOMMATION D ALSACE	16 000,00	
CHAMBRE DE CONSOMMATION D ALSACE	35 500,00	
CHAMBRE REGIONALE DE L ECONOMIE SOCIALET SOLIDAIRE GRAND EST	85 000,00	
CHAMBRE REGIONALE DE L ECONOMIE SOCIALET SOLIDAIRE GRAND EST	3 000,00	
CHAMBRE REGIONALE DE L ECONOMIE SOCIALET SOLIDAIRE GRAND EST	5 000,00	
CHANTIER D INSERT EMMAUS MUNDOLSHEIM	0,00	Mise à dispo de locaux
CHANTIER D INSERT EMMAUS MUNDOLSHEIM	20 344,48	
CHANTIER D INSERT EMMAUS MUNDOLSHEIM	10 000,00	
CHANTIER D INSERT EMMAUS MUNDOLSHEIM	59 400,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
CHANTIER D INSERT EMMAUS MUNDOLSHEIM	39 600,00	
CHANTIER D INSERT EMMAUS MUNDOLSHEIM	18 743,76	
CIDFF CENTRE D INFORMATION SUR LE DROITS DES FEMMES	14 500,00	
CIDFF CENTRE D INFORMATION SUR LE DROITS DES FEMMES	10 000,00	
CITOYENS ET SOLIDAIRES CS	1 500,00	
CLUB D ECHECS DE MUNDOLSHEIM	1 000,00	
CLUB DES JEUNES L ETAGE	294 000,00	
CLUB DES JEUNES L ETAGE	120 000,00	
CLUB DES JEUNES L ETAGE	211 000,00	
CLUB DES JEUNES L ETAGE	453 000,00	
CLUB RUGBY D ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	1 360,00	
CLUB RUGBY D ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	5 440,00	
CLUB RUGBY D ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	2 000,00	
CLUB SPORTIF DE REICHSTETT CSR CSR	6 000,00	
CLUB SPORTIF HAUTEPIERRE	3 350,00	
COLLECT ACCUEIL SOLLICIT ASILE STRASBOCASAS	40 000,00	
COLLECT ACCUEIL SOLLICIT ASILE STRASBOCASAS	40 000,00	
COLLECTIF POUR LA PROMOTION DU COMMERC	0,00	Mise à dispo de locaux
COLLECTIF POUR UNE ECONOMIE SOLIDAIRE	20 000,00	
COLORS URBAN ART	4 000,00	
COLORS URBAN ART	10 000,00	
COMITE DEP BAS-RHIN FED FRANC NATATION	23 000,00	
COMMUNE DE STRASBOURG	0,00	Mise à dispo de locaux
COMMUNE DE STRASBOURG	0,00	Mise à dispo de locaux
COMPAGNIE 12 21	13 992,46	
COMPAGNIE LES GLADIATEURS LA FABRIQUE DE THEATRE	6 000,00	
COMPAGNIE SECOND SOUFFLE	7 000,00	
CONSEIL DEP ASS FAMILIALES LAIQUES	8 500,00	
CONSEIL DEP ASS FAMILIALES LAIQUES	26 000,00	
CONSERVATOIRE DES SITES ALSACIENS	12 375,00	
CONTACT ET PROMOTION	0,00	Locaux
CONTACT ET PROMOTION	0,00	Locaux
COORDINATION ALSACIENNE DE L IMMIGRATION MAGHREBINE	3 000,00	
COORDINATION ALSACIENNE DE L IMMIGRATION MAGHREBINE	5 862,00	
COUREURS OBERSCHAEFFOLSHEIM WOLFISHEIM	2 000,00	
CREACITE	18 000,00	
CREACITE	12 000,00	
CREATIVE VINTAGE	44 600,00	
CROIX ROUGE FRANCAISE	0,00	Mise à dispo de locaux
CROIX ROUGE FRANCAISE UNITE LOCALE DE STRASBOURG	4 000,00	
CSC NEUHOF	0,00	Mise à dispo de locaux
CTE DES FETES DE FEGERSHEIM	4 000,00	
CTRE EUROPEEN FORMATION PROFESS HOTELIER CEFPPA	250 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
CTRE SOCIAL ET CULTUREL MONTAGNE VERTECENTRE SOCIAL ET CULTUREL	1 500,00	
CTRE SOCIAL ET CULTUREL MONTAGNE VERTECENTRE SOCIAL ET CULTUREL	8 500,00	
CTRE SOCIAL ET CULTUREL MONTAGNE VERTECENTRE SOCIAL ET CULTUREL	2 000,00	
CTRE SOCIAL ET CULTUREL V SCHOELCHER	37 500,00	
CTRE SOCIAL ET CULTUREL V SCHOELCHER	5 000,00	
CTRE SOCIAL ET CULTUREL V SCHOELCHER	5 000,00	
CTRE SOCIAL ET CULTUREL V SCHOELCHER	4 000,00	
CTRE SOCIAL ET CULTUREL V SCHOELCHER	36 656,01	
CTRE SOCIAL ET CULTUREL V SCHOELCHER	2 000,00	
CULTURELLE DES FOSSES DES TREIZE	3 350,00	
CULTURELLE MERVEILLES DE LA MONTAGNE	0,00	Mise à dispo de locaux
CYBERGRANGE	0,00	Locaux
CYBERGRANGE	14 470,00	
CYBERGRANGE	22 000,00	
CYBERGRANGE	8 000,00	
CYBERGRANGE	15 000,00	
CYBERGRANGE	30 000,00	
CYBERGRANGE EMMAUS LIGUE DE L ENS DU	0,00	Mise à dispo de locaux
Club aéronautique de Strasbourg	0,00	Locaux
Club planeurs strasbourg	0,00	Locaux
DBSP STOP AU SEXISME	5 000,00	
DEPARTEMENTALE INFORMATION LOGEMEN	55 000,00	
DEPARTEMENTALE INFORMATION LOGEMEN	75 000,00	
DES COURSES DE STRASBOURG EUROPE	66 000,00	
DES COURSES DE STRASBOURG EUROPE	52 800,00	
DIMENSION CULTUR LOISIR INSERT	5 000,00	
DIMENSION CULTUR LOISIR INSERT	5 584,00	
DIOCESSE	0,00	Prestation de service
DIRTY8	15 000,00	
EAST GAMES	7 500,00	
ECO CONSEIL	0,00	Prestation de service
ECO MANIFESTATIONS ALSACE	20 000,00	
ECO MANIFESTATIONS ALSACE	30 000,00	
ECO-Conseil, Institut européen pour le conseil en environnement	0,00	prestation de service
EDIFIS	3 000,00	
EDIFIS	2 000,00	
EDIFIS	8 000,00	
EDIFIS	6 307,00	
EDIFIS	104 617,28	
ELSAU NET	105 488,20	
EMMAUS CONNECT FONDATEUR ABBE PIERRE	7 000,00	
EMMAUS CONNECT FONDATEUR ABBE PIERRE	7 000,00	
EMMAUS CONNECT FONDATEUR ABBE PIERRE	50 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
EMMAUS CONNECT FONDATEUR ABBE PIERRE	7 050,00	
ENACTUS FRANCE	18 000,00	
ENTR NOUVELLE VERS INSERT ECONOMIQUE ENVIE	7 748,40	
ENTRAID ADDICT DU BAS RHIN MAISON MULTIASSOCIATIVE	6 650,00	
ENTRAIDE LE RELAIS	0,00	Mise à dispo de locaux
ENTRAIDE LE RELAIS	52 200,00	
ENTRAIDE LE RELAIS	72 144,00	
ENTRAIDE LE RELAIS	18 000,00	
ENTREPRENDRE POUR APPRENDRE GRAND EST	7 000,00	
ESPACE DJANGO STRASBOURG NEUHOF	10 000,00	
ESPACE DJANGO STRASBOURG NEUHOF	70 000,00	
ESPACE DJANGO STRASBOURG NEUHOF	3 350,00	
ESPACE EUROPEEN GUTENBERG CONSERVATOIR	0,00	Mise à dispo de locaux
ESPACE EUROPEEN GUTENBERG CONSERVATOIRET ATELIER DE L IMPRIMERIE ET DES ARTS	39 000,00	
ESPACE EUROPEEN GUTENBERG CONSERVATOIRET ATELIER DE L IMPRIMERIE ET DES ARTS	26 000,00	
ETHOSPH R	7 500,00	
EURADIO	24 750,00	
EURL Aéroneuhof	0,00	Locaux
EUROMETROPOLE STRASBOURG SCHILTIGHEIM ALSACE HAND BALL ESSAHB	4 000,00	
EUROMETROPOLE STRASBOURG SCHILTIGHEIM ALSACE HAND BALL ESSAHB	2 000,00	
EUROMETROPOLE STRASBOURG TAEKWONDO ESTKD	1 000,00	
EUROMETROPOLE STRASBOURG TAEKWONDO ESTKD	1 500,00	
EUROMETROPOLE STRASBOURG TAEKWONDO ESTKD	4 000,00	
EUROPEAN MATERIALS RESEARCH SOCIETY (E-MRS)	0,00	prestation de service
Ensemble Musical Rhinwagges	0,00	Prestation de service
Europe Cameroun	0,00	Prestation de service
European Hematology Association Pays-Bas	0,00	prestation de service
FACE ALSACE MULHOUSE	12 800,00	
FACE ALSACE MULHOUSE	10 000,00	
FACE ALSACE MULHOUSE	30 000,00	
FACE ALSACE MULHOUSE	16 000,00	
FACE ALSACE MULHOUSE	3 350,00	
FED MALADES HAND UNION DEP BAS RHIN	0,00	Mise à dispo de locaux
FED REG DES METIERS D ART D ALSACE FREMAA	50 000,00	
FED REG DES METIERS D ART D ALSACE FREMAA	9 000,00	
FEDER CENTRES SOCIO CULTURELS BAS RHIN	3 000,00	
FEDERATION CNL DU BAS RHIN	27 000,00	
FEDERATION DE CHARITE CARITAS ALSACE	4 200,00	
FEDERATION DE CHARITE CARITAS ALSACE	18 500,00	
FEDERATION DE CHARITE CARITAS ALSACE	155 566,00	
FEDERATION DE CHARITE CARITAS ALSACE	354 800,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
FEDERATION DU CLUB VOSGIEN	1 200,00	
FEMMES D ICI ET D AILLEURS	1 500,00	
FONDATION APPRENTIS D AUTEUIL POLE INSERTION FORMATION SAINT NICOLAS	47 500,00	
FOOTBALL CLUB OLYMPIQUE STRASBOURG KOENIGHSHOFFEN 1906 FCOSK06	2 000,00	
FOOTBALL CLUB OLYMPIQUE STRASBOURG KOENIGSHOFFEN 1906 FCOSK 06	3 350,00	
FORUM EUROPEEN POUR LA BIOETHIQUE	13 250,00	
FORUM EUROPEEN POUR LA BIOETHIQUE	39 750,00	
FOYER DE L ETUDIANT CATHOLIQUE	29 000,00	
FOYER DE L ETUDIANT CATHOLIQUE	48 000,00	
FRANCAS	0,00	Locaux
FRANCAS	0,00	Locaux
FRANCE ACTIVE ALSACE	10 500,00	
FRANCE ACTIVE ALSACE	140 000,00	
FRANCE ACTIVE ALSACE	3 000,00	
FRANCE ACTIVE ALSACE	25 000,00	
Festival des musiques sacrées du monde	0,00	Prestation de service
GARE DEBOUT	0,00	Mise à dispo de locaux
GEPROMED	0,00	prestation de service
GEPROMED	450 000,00	
GESCOD	0,00	Mise à dispo de locaux
GESCOD IRCOD	27 000,00	
GESCOD IRCOD	18 000,00	
GRAND EST DEVELOPPEMENT	36 000,00	
GRAND EST DEVELOPPEMENT	24 000,00	
GROUPE ETUDES PROTECT MAMMIFERES ALSAC	5 300,00	
GROUPE ETUDES PROTECT MAMMIFERES ALSAC	6 000,00	
GROUPEMENT DES USAGERS DES PORTS DE STRASBOURG	29 400,00	
GROUPEMENT DES USAGERS DES PORTS DE STRASBOURG	3 500,00	
GROUPEMENT DES USAGERS DES PORTS DE STRASBOURG	19 600,00	
GROUPEMENT ENTREPRISES DE LA MEINAU GEM	3 500,00	
HAIES VIVES D ALSACE	5 300,00	
HANDBALL ASSOCIATION D ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	1 000,00	
HANDBALL ASSOCIATION D ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	2 000,00	
HANDBALL ASSOCIATION D ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	2 000,00	
HANDBALL CLUB ECKBOLSHEIM	2 000,00	
HOME PROTESTANT	250 000,00	
HORIZON AMITIE	0,00	Mise à dispo de locaux
HORIZON AMITIE	114 700,00	
HORIZON AMITIE	16 839,18	
HORIZON AMITIE	19 781,57	
HUMANIS	18 000,00	
HUMANIS	12 000,00	
HUMANIS	25 446,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
HUMEUR AQUEUSE	4 000,00	
ILL TENNIS CLUB	2 000,00	
INDUST RECHERCH PROCEDES APLLICAT LASER IREPA LASER	120 000,00	
INITIATIVES DURABLES	27 000,00	
INITIATIVES DURABLES	32 400,00	
INITIATIVES DURABLES	21 600,00	
INITIATIVES DURABLES	15 000,00	
INSTITUT CONSEIL ENVIRONNEMENT ECO CONSEIL	39 600,00	
INSTITUT CONSEIL ENVIRONNEMENT ECO CONSEIL	26 400,00	
INSTITUT CONSEIL ENVIRONNEMENT ECO CONSEIL	36 000,00	
INSTITUT SIEL BLEU	42 962,00	
INTERNAT HUMAN FRONTIER SCIENCE PROGRA	333 000,00	
INTERNATIONAL SPACE UNIVERSITY ISU	42 000,00	
INTERNATIONAL SPACE UNIVERSITY ISU	16 667,00	
INTERNATIONAL SPACE UNIVERSITY ISU	249 000,00	
INTERNATIONAL SPACE UNIVERSITY ISU	28 000,00	
INTERNATIONAL SPACE UNIVERSITY ISU	106 095,00	
INTERNATIONAUX DE STRASBOURG	0,00	Prestation de service
INTERNATIONAUX DE STRASBOURG	0,00	prestation de service
INTERNATIONAUX DE STRASBOURG	0,00	prestation de service
INTERNATIONAUX DE STRASBOURG	0,00	Matériel
INTERNATIONAUX DE STRASBOURG	0,00	prestation de service
INTERNATIONAUX DE STRASBOURG	0,00	prestation de service
ITHAQUE	6 500,00	
ITHAQUE	42 500,00	
JEUNES EQUIPES D EDUCATION POPULAIRE JEEP	7 500,00	
JEUNES EQUIPES D EDUCATION POPULAIRE JEEP	8 900,00	
Jeune Chambre Economique de Strasbourg	0,00	prestation de service
KARATE SPORTS ET LOISIRS DE PLOBSHEIM	1 000,00	
L ETOILE CYCLISTE DE L EST	1 000,00	
L ILOT	64 500,00	
L ILOT	212 900,00	
L INFORMATIQUE SOLIDAIRE	4 000,00	
L INFORMATIQUE SOLIDAIRE	20 078,80	
LA FERME EDUCATIVE DE LA GANZAU	7 000,00	
LA FRESQUE DE L ALIMENTATION	6 500,00	
LA GOGUETTE CLANDESTINE	3 000,00	
LA GRENZE	20 000,00	
LA GRENZE	4 600,00	
LA GRENZE	4 300,00	
LA LIGNE VERTE TERRE DE PAIX	10 000,00	
LA MAISON DU COMPOST	260,40	
LA MAISON DU COMPOST	72 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
LA MAISON DU COMPOST	48 000,00	
LA PLAGE DIGITALE	9 000,00	
LA RUEE VERT LE FUTUR	10 000,00	
LABFILMS	10 500,00	
LABO DES PARTENARIATS	21 000,00	
LABO DES PARTENARIATS	2 500,00	
LABO DES PARTENARIATS	14 000,00	
LABO DES PARTENARIATS	5 000,00	
LE GEANT	2 000,00	
LE MINOTAURE	5 000,00	
LE PARCOURS	14 000,00	
LE TROISIEME SOUFFLE	50 000,00	
LEO LAGRANGE CENTRE EST ERLL	1 000,00	
LES ATELIERS ECLAIRES	27 000,00	
LES ATELIERS ECLAIRES	18 000,00	
LES COLS VERTS STRASBOURG	8 000,00	
LES COMPOSTIERS DU LANDSBERG	580,00	
LES COMPOSTIERS DU LANDSBERG	890,00	
LES DEFRICHEURS	6 000,00	
LES DEFRICHEURS	5 000,00	
LES DISCIPLES	3 000,00	
LES DISCIPLES	6 142,00	
LES ENSEMBLES 2 2 MDAS	10 850,00	
LES FOUS FURIEUX DU CANAL DE L ILL FFCI	1 000,00	
LES JARDINS DE LA MONTAGNE VERTE JMV	3 000,00	
LES JARDINS DE LA MONTAGNE VERTE JMV	6 300,00	
LES JARDINS DE LA MONTAGNE VERTE JMV	4 200,00	
LES JARDINS DE LA MONTAGNE VERTE JMV	15 000,00	
LES PETITES ROUES	0,00	Mise à dispo de locaux
LES PETITES ROUES	30 000,00	
LES RESTAURANTS DU COEUR	0,00	Mise à dispo de locaux
LES RETOQUES CONSERVERIE DE STRASBOURG	6 000,00	
LES RETOQUES CONSERVERIE DE STRASBOURG	15 000,00	
LES RETOQUES CONSERVERIE DE STRASBOURG	10 000,00	
LES RETOQUES CONSERVERIE DE STRASBOURG	5 000,00	
LES RETOQUES CONSERVERIE DE STRASBOURG	4 000,00	
LES SAINTS BERNARD 67	0,00	Locaux
LES SAINTS BERNARD 67	0,00	Mise à disposition de véhicules
LES SAINTS BERNARD 67	2 000,00	
LIANES	0,00	Mise à dispo de locaux
LIFE TIME PROJECTS	2 500,00	
LIFE TIME PROJECTS	3 350,00	
LIGUE DE L ENSEIGNEMENT 67 FEDERATION DES OEUVRES LAIQUES	4 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
LIGUE DE L ENSEIGNEMENT 67 FEDERATION DES OEUVRES LAIQUES	15 250,00	
LIGUE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX ALSACE LPO	31 050,00	
LIGUE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX ALSACE LPO	7 400,00	
LOGISERVICES	0,00	Mise à dispo de locaux
LOGISERVICES	26 641,10	
LUDI WOLFI	800,00	
Le Stück	0,00	Prestation de service
Les Improvisateurs	0,00	mise à disposition de locaux
MAILLON	80 000,00	
MAISON EUR ARCHITECTURE RHIN	10 000,00	
MEINAU ET ILLKIRCH SERVICES REGIE DE	0,00	Mise à dispo de locaux
MEINAU ET ILLKIRCH SERVICES REGIE DE QUARTIERS	1 000,00	
MISSION LOCALE ET RELAIS EMPLOI	23 400,00	
MISSION LOCALE ET RELAIS EMPLOI	15 600,00	
MISSION LOCALE ET RELAIS EMPLOI	63 513,00	
MISSION LOCALE ET RELAIS EMPLOI	42 342,00	
MISSION LOCALE POUR L EMPLOI	283 200,00	
MISSION LOCALE POUR L EMPLOI	188 800,00	
MISSION OPERATIONNELLE TRANSFRONTALIERE	7 500,00	
MISSION OPERATIONNELLE TRANSFRONTALIERE	7 500,00	
MOBILEX	72 161,98	
MOUVEMENT EUROPEEN ALSACE	6 000,00	
Maison Européenne de l'Architecture	0,00	Prestation de service
Maison de l'image	0,00	Prestation de service
Mutualité Française Grand EST	0,00	Prestation de service
NEUHOF FUTSAL N F	3 350,00	
NOUVELLE LIGNE	3 000,00	
NOUVELLE LIGNE	12 000,00	
OBELLA EDITIONS	4 200,00	
OBELLA EDITIONS	6 000,00	
OBELLA EDITIONS	4 900,00	
OBSERVATOIRE REGIONAL DE LA SANTE DU GRAND EST ORS GRAND EST ORS GE	15 300,00	
OBSERVATOIRE REGIONAL DE LA SANTE DU GRAND EST ORS GRAND EST ORS GE	20 000,00	
OBSERVATOIRE REGIONAL DE LA SANTE DU GRAND EST ORS GRAND EST ORS GE	10 200,00	
ODONAT	19 200,00	
OFFICE EUROMETROPOLITAIN DE TOURISME DES LOISIRS ET DES CONGRES DE STRG	1 940 820,00	
OFFICE EUROMETROPOLITAIN DE TOURISME DES LOISIRS ET DES CONGRES DE STRG	1 293 880,00	
OFFICE MUN SPORTS ARTS LOISIRS CULTURE	3 000,00	
OFFICE MUN SPORTS ARTS LOISIRS CULTURE	3 000,00	
OLYMPIA LUTTE SCHILTIGHEIM	3 600,00	
OLYMPIA LUTTE SCHILTIGHEIM	14 400,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
OSCAL OFFICE DES SPORTS CULTURE ARTS ET LOIS	10 000,00	
Orchestre Philharmonique de Strasbourg	0,00	mise à disposition de locaux
PAPIER GACHETTE	0,00	Mise à dispo de locaux
PAR ENCHANTEMENT	26 400,00	
PAR ENCHANTEMENT	6 500,00	
PAR ENCHANTEMENT	1 500,00	
PAR ENCHANTEMENT	6 700,00	
PEACE PRODUCTIONS	2 200,00	
PELPASS ET CIE	0,00	Mise à dispo de locaux
PELPASS ET CIE	0,00	Mise à dispo de locaux
PLATEFORME D ORIENTATION DES NOUVEAUX	0,00	Mise à dispo de locaux
PLURIELLES	10 300,00	
PLURIELLES	4 500,00	
POLE ALIMENTATION DURABLE	0,00	Mise à dispo de locaux
POLE SUD	80 000,00	
POLE VEHICULE DU FUTUR	20 700,00	
POLE VEHICULE DU FUTUR	13 800,00	
POPULAIRE JOIE ET SANTE	4 000,00	
POPULAIRE JOIE ET SANTE	6 000,00	
POPULAIRE JOIE ET SANTE	2 000,00	
POPULAIRE JOIE ET SANTE	1 117,00	
Polygone 67	0,00	Locaux
RACING CLUB DE STRASBOURG ALSACE	12 000,00	
RACING CLUB DE STRASBOURG ALSACE	540 000,00	
RACING CLUB DE STRASBOURG ALSACE	60 000,00	
RACING CLUB DE STRASBOURG ALSACE	48 000,00	
RACING CLUB STRASBOURG OMNISPORT AMATE	1 000,00	
RANDOM BAZAR	4 200,00	
RANDOM BAZAR	6 300,00	
RELAIS CHANTIERS	70 000,00	
RELAIS CHANTIERS	12 000,00	
RELAIS CHANTIERS	57 000,00	
RELAIS EMPLOI SANTE INSERTION	15 000,00	
RESEAU EST CINEMA IMAGE TRANSMISSION LE RECIT	4 000,00	
RESU RENCONTRE ECOUTE SOLIDARITE UNITE	3 350,00	
RETRAVAILLER ALSACE	5 601,95	
RETRAVAILLER ALSACE	20 707,42	
RU ELLES	2 500,00	
Rythme et Dance	0,00	Prestation de service
SACPA	0,00	Mise à dispo de locaux
SAVOIR ET COMPETENCES EMPLOI ABI ATLAS	5 000,00	
SECOURS POPULAIRE FRANCAIS FEDERATION DU BAS RHIN	1 500,00	
SIG AMATEURS	12 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
SIG AMATEURS	48 000,00	
SIKLE LES COMPOSTEURS DE STRASBOURG	20 317,86	
SIKLE LES COMPOSTEURS DE STRASBOURG	16 000,00	
SINE STRASBOURG INITIATION NATURE ENVIRONNE	101 400,00	
SINE STRASBOURG INITIATION NATURE ENVIRONNE	4 000,00	
SINE STRASBOURG INITIATION NATURE ENVIRONNE	2 000,00	
SINE STRASBOURG INITIATION NATURE ENVIRONNE	2 188,80	
SINE STRASBOURG INITIATION NATURE ENVIRONNE	67 600,00	
SINE STRASBOURG INITIATION NATURE ENVIRONNE	1 459,20	
SINE STRASBOURG INITIATION NATURE ENVIRONNE	8 000,00	
SOC AMIS UNIVERSITE STRASBOURG	1 500,00	
SOC ATHLETIQUE KOENIGHSOFFEN	0,00	Mise à dispo de locaux
SOC GYMNASTIQUE CONCORDIA SCHILTIGHEIM	1 000,00	
SOC GYMNASTIQUE VOGESIA DE HOLTZHEIM	4 000,00	
SOC MEILLEURS OUVRIERSNMOFS DE FRANCE SNMOF	40 000,00	
SOCIETE DE BIOLOGIE DE STRASBOURG	1 000,00	
SOCIETE HIPPIQUE URBAINE D ECKWERSHEIM	1 000,00	
SOCIETE PUBLIQUE LOCALE DEUX RIVES	0,00	Mise à dispo de locaux
SOLIDARITEAM	2 000,00	
SOS FRANCE VICTIMES 67	105 230,00	
SOS FRANCE VICTIMES 67	3 350,00	
SOUFFELWEYERSHEIM ESCRIME CLUB	1 000,00	
SOUFFELWEYERSHEIM ESCRIME CLUB	4 000,00	
SPORTING CLUB DE SCHILTIGHEIM	1 200,00	
SPORTING STRASBOURG FUTSAL	5 000,00	
SPRINTERS PISTARDS ECKBOLSHEIM	3 000,00	
STADE UNIONISTE SCHILTIGHEIM TENNIS TAGYMNASE EXEN	2 600,00	
STADE UNIONISTE SCHILTIGHEIM TENNIS TAGYMNASE EXEN	10 400,00	
STADE UNIONISTE SCHILTIGHEIM TENNIS TAGYMNASE EXEN	8 000,00	
STAMTISH TOUR DU SCHLOESSEL	10 000,00	
STEP VELO CLUB	1 000,00	
STRASBOURG ACHENHEIM TRUCHTERSHEIM HANDBALL	9 000,00	
STRASBOURG ACHENHEIM TRUCHTERSHEIM HANDBALL	40 000,00	
STRASBOURG ACHENHEIM TRUCHTERSHEIM HANDBALL	3 000,00	
STRASBOURG AGGLOMERATION ATHLETISME	1 000,00	
STRASBOURG AGGLOMERATION ATHLETISME	4 000,00	
STRASBOURG ALSACE RUGBY	2 000,00	
STRASBOURG EAUX VIVES SEV	2 800,00	
STRASBOURG EAUX VIVES SEV	5 700,00	
STRASBOURG EAUX VIVES SEV	11 200,00	
STRASBOURG G R S	1 000,00	
STRASBOURG G R S	4 000,00	
STRASBOURG HANDISPORT PASSION AVENTURE	1 500,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
STRASBOURG HANDISPORT PASSION AVENTURE	12 000,00	
STRASBOURG INITIATION NATURE ENVIRONNEMENT	0,00	Locaux
STRASBOURG UNIVERSITE CLUB	1 800,00	
STRASBOURG UNIVERSITE CLUB	900,00	
STRASBOURG UNIVERSITE CLUB	1 000,00	
STRASBOURG UNIVERSITE CLUB	1 000,00	
STRASBOURG UNIVERSITE CLUB	2 000,00	
STRASBOURG UNIVERSITE CLUB	4 000,00	
STRASBOURG UNIVERSITE CLUB	3 600,00	
STRASBOURG UNIVERSITE CLUB	7 200,00	
STRASCROSS	6 000,00	
SYND PERSONNELS TERRITORIAUX BAS RHIN SPT 67	1 600,00	
SYND UNSA TERRIT AGENT COMMU URBAINE	1 600,00	
SYNDICAT COMMERCANTS DES MARCHES	0,00	Mise à dispo de locaux
SYNDICAT FA FPT CUS	1 600,00	
Société Française de Rhumatologie	0,00	prestation de service
Société nationale des Meilleurs Ouvriers de France Alsace	0,00	prestation de service
Strasbourg Achenheim Truchtersheim Handball (SATH)	0,00	Locaux
Strasbourg Achenheim Truchtersheim Handball (SATH)	0,00	Prestation de service
Strass en Strass	0,00	Prestation de service
TEAM STRASBOURG SNS ASPTT PCS	14 600,00	
TEAM STRASBOURG SNS ASPTT PCS	1 000,00	
TEAM STRASBOURG SNS ASPTT PCS	58 400,00	
TEAM STRASBOURG SNS ASPTT PCS	4 000,00	
TENNIS CLUB D OBERHAUSBERGEN TC OBER	3 000,00	
TENNIS CLUB DE STRASBOURG	1 400,00	
TENNIS CLUB DE STRASBOURG	5 600,00	
TENNIS CLUB REICHSTETT	1 400,00	
TENNIS CLUB REICHSTETT	4 000,00	
TERRE DE LIENS ALSACE	5 400,00	
TESSLAB	5 000,00	
TESSLAB	5 000,00	
TESSLAB	15 000,00	
THE THREE CRAZY MONKEY S PRODUCTION	500,00	
TJP	80 000,00	
TOC TOC	3 000,00	
TOT OU T ART	12 000,00	
TOT OU T ART	3 000,00	
TROC SAVOIRS	6 142,00	
TWIRLING BATON CLUB DE PLOBSHEIM	1 000,00	
UFC QUE CHOISIR	4 000,00	
UNI VERS ABEILLE	15 000,00	
UNION CORPORATIONS ARTISANALES 67 ESPACE EUROPEEN DE L'ENTREPRISE	11 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
UNION CORPORATIONS ARTISANALES 67 ESPACE EUROPEEN DE L'ENTREPRISE	5 000,00	
UNION DEP CONSO LGMT CADRE VIE 67	11 000,00	
UNION DEPART CSF APFS DU BAS RHIN	1 460,00	
UNION DEPART CSF APFS DU BAS RHIN	3 500,00	
UNION DEPART CSF APFS DU BAS RHIN	10 000,00	
UNION DEPART CSF APFS DU BAS RHIN	1 500,00	
UNION REGIONALE DES SCOP GRAND EST	36 000,00	
UNION REGIONALE DES SCOP GRAND EST	24 000,00	
UNIS VERS LE SPORT	10 000,00	
UNIS VERS LE SPORT	10 050,00	
UNIS VERS LE SPORT	40 000,00	
Université Populaire de la Krutenau	0,00	Prestation de service
VELO CLUB 1922 ECKWERSHEIM	2 000,00	
VETIS	7 500,00	
VIADUQ 67	0,00	Mise à dispo de locaux
VIADUQ 67	107 655,00	
VIADUQ 67	50 000,00	
VIADUQ 67	3 350,00	
VIVRE	3 000,00	
VIVRE	3 000,00	
VIVRE	2 000,00	
VIVRE	3 350,00	
VOISINMALIN	7 000,00	
VOLLEY BALL CLUB STRASBOURG	4 000,00	
VOLLEY BALL CLUB STRASBOURG	4 000,00	
VUE ENSEMBLE ASS DES AMIS MALVOYANTS NON VOYANTS ET VOYANTS EST DE FRANCE	3 000,00	
Vue d'ensemble	0,00	Prestation de service
WOLFI JAZZ FORT KLEBER	30 000,00	
WONDER WIZ ART	880,00	
ZERO DECHET STRASBOURG	5 000,00	
ZERO DECHET STRASBOURG	11 000,00	
ZERO DECHET STRASBOURG	21 000,00	
ZERO DECHET STRASBOURG	4 000,00	
accro	0,00	prestation de service
accro	0,00	prestation de service
accro	0,00	prestation de service
Entreprises	**24 473 456,76**	
1 AVENIR POUR TOUS	1 500,00	
43B	43 036,00	
A L'OUEST DE L'EST	2 600,00	
ACCES EDITIONS	1 331,00	
ACMES	1 250,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ACTIV'ACTION	3 386,25	
ACTIV'ACTION	17 000,00	
ACTIV'ACTION	14 000,00	
ACTIV'ACTION	85 000,00	
ACTIV'ACTION	30 338,50	
ADOMA	115 000,00	
AEROPORT DE STRASBOURG ENTZHEIM	128 106,00	
AEROPORT DE STRASBOURG ENTZHEIM	261 625,00	
AEROPORT DE STRASBOURG ENTZHEIM	175 000,00	
AEROPORT DE STRASBOURG ENTZHEIM	400 000,00	
AGENCE DEV URB AGGLOM STRASBOURGEOISE	1 116 928,00	
AGENCE DU CLIMAT LE GUICHET DES SOLUTIONS	38 896,93	
AGENCE DU CLIMAT LE GUICHET DES SOLUTIONS	1 000,00	
AGENCE DU CLIMAT LE GUICHET DES SOLUTIONS	849 960,00	
AGENCE DU CLIMAT LE GUICHET DES SOLUTIONS	566 640,00	
AGENCE IMMOBILIERER CHRISTOPHE MARTINOAMC	353,60	
AGENCE STRASBOURG IMMOBILIERE	19 500,00	
AGENCE STRASBOURG IMMOBILIERE	9 000,00	
AGENCE STRASBOURG IMMOBILIERE	750,00	
ALSACE DIGITALE	70 000,00	
ALSACE DIGITALE	5 000,00	
ALSACE HABITAT	81 900,00	
ALSACE HABITAT	558,60	
ALSACE HABITAT	45 000,00	
ALSACE HABITAT	229,23	
ALSACE HABITAT	10 000,00	
ALSACE HABITAT	70 630,85	
ALSACE HABITAT	57 050,00	
ALSACE HABITAT	127 680,00	
ALSACE TECH	18 000,00	
ALSACE TECH	12 000,00	
AMOPIX	4 500,00	
ANA FILMS	3 600,00	
ANDRE MICHEL CAROLINE SARL LE PTIT CAPRICE	30 000,00	
ANTEA FRANCE	8 100,00	
ANTEA FRANCE	8 730,00	
ANTEA FRANCE	2 250,00	
ANTEA FRANCE	1 080,00	
ANTIGONE	4 518,00	
ANTIGONE	20 000,00	
ANTIGONE	8 800,00	
ANTIGONE SCOP SARL	5 500,00	
ANTIGONE SCOP SARL	8 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ARENA IMMOBILIER	2 000,00	
ARENA IMMOBILIER	2 000,00	
ARKEALE	3 000,00	
ARKEALE	24 000,00	
ARKEALE	1 500,00	
ARSEA ESPERANCE	34 900,00	
ART DE LA SALLE DE BAIN ASB	2 000,00	
ARTENREEL	6 000,00	
ARTENREEL	30 000,00	
ASSOC PRODUCTEURS AUDIVISUELS D'ALSACEAPAA	5 000,00	
ASSOCIATION CECIFOOT SCHILTIGHEIM	4 800,00	
ASSOCIATION DE LA COHABITATION ET DU LOGEMENT INTERGENERATIONNEL ALSACE	13 600,00	
ASSOCIATION ILA	6 000,00	
ASSOCIATION INTER ENTREPRISES DU VALPARC STRASBOURG OUEST INTER VAL	3 500,00	
ASSOCIATION L APESTE	8 000,00	
ASSOCIATION NATIONALE DES VISITEURS DE PERSONNES SOUS MAIN DE JUSTICE ANVP	3 500,00	
ASSOCIATION PARACHUTES	6 000,00	
ASSOCIATION POUR LES RENCONTRES PHILOSOPHIE PSYCHANALYSE A STRASBOURG	1 500,00	
ASSOCIATION REGIONALES DES INDUSTRIES ALIMENTAIRES D ALSACE ARIA ALSACE	3 000,00	
ASSOCIATION SPORTIVE DE STRASBOURG	4 000,00	
ATELIER PANDORE	10 500,00	
AU DELA DES PONTS	4 500,00	
AU DELA DES PONTS	1 500,00	
AU DELA DES PONTS	2 500,00	
AU DELA DES PONTS	3 350,00	
AU FIL DU RHIN	3 000,00	
AUDIT AMO STRASBOURG	1 500,00	
AUTOMOBILE KOCHER	150 147,38	
AVA HABITAT ET NOMADISME	37 380,00	
BATIGERE HABITAT	41 400,00	
BATIGERE HABITATS SOLIDAIRES	34 500,00	
BIO EN GRAND EST	30 000,00	
BIORENGAZ	3 000,00	
BIORENGAZ	2 000,00	
BLACKLEAF	234,98	
BLACKLEAF	704,95	
BUFO	5 300,00	
CAMILLE BECHT	3 000,00	
CARACOL	6 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
CARSAT ALSACE MOSELLE	133 192,00	
CARSAT ALSACE MOSELLE	335 384,00	
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	33 600,00	
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	16 500,00	
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	7 200,00	
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	12 600,00	
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	3 000,00	
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	2 000,00	
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	12 600,00	
CDC HABITAT SOCIAL SA HLM	4 500,00	
CENTRE DE PREVENTION ET DE PROMOTION DE LA SANTE CPPS	124 320,00	
CERCLE D ESCRIME DE GEISPOLSHEIM	1 000,00	
CERCLE D'ECHECS DE STRASBOURG	1 000,00	
CERIGO FILMS	5 000,00	
CHAMBRE REGIONALE DE L ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE GRAND EST	4 000,00	
CIRCULAR IMPACT	1 125,00	
CLUB D ECHECS DE BISCHHEIM	1 000,00	
CLUB DE LA PRESSE SPORTIVE D ALSACE	2 500,00	
COM PROF TERRITORIALE DE SANTE SUD ET OUEST EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	60 180,00	
COMMUNAUTE DE SANTE EUROMETROPOLE NORD CPTS EUROMETROPOLE NORD COSEN	69 153,00	
CONTINUUM PLUS SANTE	30 000,00	
COOBATIR	15 000,00	
COOPENATES	15 000,00	
COOPRODUCTION	105 000,00	
COPR L ANNEXION	9 340,00	
COPR L ANNEXION	1 920,00	
COPRO 10 RUE BEETHOVEN	1 656,00	
COPRO 11 RUE DU BOUCLIER	189 058,00	
COPRO LES SORBIERS	7 200,00	
COPROPRI DOMAINE DU CHATEAU C O CITYA RUHL SEGESCA 6034	1 380,00	
COPROPRI JARDINS DES ROSES C O CITYA RUHL SEGESCA 6537	10 370,00	
COPROPRIETE 114D AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	2 688,75	
COPROPRIETE 114D AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	24 983,00	
COPROPRIETE 114D AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	6 245,00	
COPROPRIETE 3 RUE DE BISCHEIM	16 168,00	
COPROPRIETE 3 RUE DE BISCHEIM	3 000,00	
COPROPRIETE 9 RUE DE SOUFFLENHEIM	2 700,00	
COPROPRIETE 9 RUE DE SOUFFLENHEIM	675,00	
COPROPRIETE 9 RUE DE SOUFFLENHEIM	4 080,00	
COPROPRIETE 9 RUE DE SOUFFLENHEIM	16 306,00	
COPROPRIETE LE STADE	550 339,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
COPROPRIETE LE STADE	24 000,00	
COPROPRIETE LE STADE	10 500,00	
COPROPRIETE LES MARGUERITES	40 754,00	
COPROPRIETE SPENDER	83 151,00	
COSMOS FOR HUMANITY FRANCE C4H	5 000,00	
CTRE INTERNAT RECH FRONTIERES CHIMIE CIRFC	100 000,00	
CTRE INTERNAT RECH FRONTIERES CHIMIE CIRFC	150 000,00	
CTRE INTERNAT RECH FRONTIERES CHIMIE CIRFC	50 000,00	
DACIP	60 000,00	
DACIP	1 000,00	
DACIP	14 517,00	
DELTAFORMS	25 000,00	
DEOTEXTIL	750,00	
DOMIAL	72 000,00	
DOMIAL	22 500,00	
DOMIAL	156 000,00	
DOMIAL	48 000,00	
DOMIAL	12 000,00	
DOMIAL	36 000,00	
DOMIAL	36 000,00	
DOMIAL	27 000,00	
DOMIAL	30 000,00	
DOMIAL	9 000,00	
DOMIAL	26 000,00	
DU COEUR A L EMPLOI	17 500,00	
EBS LE RELAIS EST	19 010,88	
EBS LE RELAIS EST	12 426,00	
ECKBO TEAM	2 000,00	
ECKBOLSHEIM BASKET BALL	2 000,00	
ECO QUARTIER STRASBOURG	20 000,00	
ECO QUARTIER STRASBOURG	5 000,00	
ECOCE EXPERTISE COMPTABLE CONSEIL ENTREP	3 000,00	
ECOTERRE	1 469,00	
EG TECH	16 000,00	
EHRITHAJ ERITHAJ CHOCOLAT	26 655,34	
EHRITHAJ ERITHAJ CHOCOLAT	6 445,82	
EHRITHAJ ERITHAJ CHOCOLAT	172 225,29	
ELECTRIC OASIS	16 000,00	
ELECTRICIENS SANS FRONTIERES L'ENERGIE DU DEVELOPPEMENT	10 000,00	
ENTREPRISES FLUVIALES DE FRANCE	20 000,00	
ENVIE 2E ALSACE	175 038,25	
ENVIE 2E ALSACE	21 252,78	
EURO INSTITUT	40 903,40	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
EURO INSTITUT	3 000,00	
EUROP A CUP	20 000,00	
FEMMES ET SCIENCES	2 000,00	
FENSCH TOAST	9 100,00	
FIZIMED	1 500,00	
FLEXHORIZON	6 000,00	
FONCIERE D HABITAT ET HUMANISME	321 356,00	
FONCIERE D HABITAT ET HUMANISME	62 643,00	
FONDATION UNIVERSITE DE STRASBOURG	30 000,00	
FONDATION UNIVERSITE DE STRASBOURG	20 000,00	
FONDATION VINCENT DE PAUL ESCALE SAINT VINCENT FVDP	25 000,00	
FONDS DE SOLIDARITE CFDT INTERCO BAS RHIN	4 800,00	
GESTION SANTE	137 348,35	
GESTION SANTE	15 020,03	
GIE EURASANTE	50 000,00	
GRAINE ET COMPAGNIE	3 000,00	
GREEN PHOENIX	16 000,00	
GREEN PHOENIX	1 138,00	
GREEN PHOENIX	4 200,00	
GREEN PHOENIX	2 800,00	
GROUPE D ETUDE ET DE RECHERCHE EN LIPIDOMIQUE GERLI	1 500,00	
GROUPE EGE	84 101,70	
GROUPE EGE	20 700,00	
HABITATION MODERNE	9 000,00	
HABITATION MODERNE	11 000,00	
HABITATION MODERNE	135 000,00	
HABITATION MODERNE	47 250,00	
HABITATION MODERNE	8 100,00	
HABITATION MODERNE	38 000,00	
HABITATION MODERNE	51 300,00	
HABITATION MODERNE	89 250,00	
HABITATION MODERNE	9 000,00	
HABITATION MODERNE	28 200,00	
HABITATION MODERNE	7 500,00	
HABITATION MODERNE	21 000,00	
HABITATION MODERNE	20 000,00	
HABITATION MODERNE	31 000,00	
HABITATION MODERNE	79 500,00	
HABITATION MODERNE	13 800,00	
HABITATION MODERNE	22 200,00	
HABITATION MODERNE	15 000,00	
HABITATION MODERNE	10 500,00	
HABITATION MODERNE	10 800,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
HABITATION MODERNE	225 000,00	
HABITATION MODERNE	81 000,00	
HABITATION MODERNE	6 000,00	
HABITATION MODERNE	10 800,00	
HABITATION MODERNE	1 500,00	
HABITATION MODERNE	47 250,00	
HABITATION MODERNE	133 232,01	
HABITATION MODERNE	76 800,00	
HABITATION MODERNE	52 500,00	
HABITATION MODERNE	27 000,00	
HABITATION MODERNE	7 500,00	
HABITATION MODERNE	14 100,00	
HALTE A L OBSOLESCENCE PROGRAMMEE HOP	10 000,00	
HH GESTION ALSACE	45 000,00	
HIVY AGENCY	3 000,00	
HORIZON AMITIE SOLIBAT	9 500,00	
HORIZON AMITIE SOLIBAT	9 000,00	
HORIZON AMITIE SOLIBAT	6 000,00	
IDEE INNOVATION DESIGN ET EXPERIENCES	9 000,00	
IDEE INNOVATION DESIGN ET EXPERIENCES	6 000,00	
IMMALA	5 840,00	
IMMEUBLE 30 WANTZENAU	29 654,00	
IMMEUBLE 30 WANTZENAU	900,00	
IMMO 4	483,60	
IMMOBILIERE 3F GRAND EST	54 000,00	
IMMOBILIERE 3F GRAND EST	32 000,00	
IMMOBILIERE 3F GRAND EST	64 800,00	
IMMOBILIERE 3F GRAND EST	56 000,00	
IMMOBILIERE 3F GRAND EST	30 000,00	
INCOGNITA TELEVISION	20 000,00	
INCOGNITA TELEVISION	10 000,00	
INDIVISION CASSEL DOPPLER	2 500,00	
INDIVISION JABLON JABLON SAMUEL ALEXANDRE ET PIERRE ELIE	2 500,00	
INDIVISION JM/PH JUNG	2 000,00	
INDIVISION JM/PH JUNG	2 500,00	
INDIVISION LENIG	2 000,00	
INDIVISION LENIG	2 000,00	
INDIVISION SIMON	2 000,00	
INFINITY WORLD	2 750,00	
INFOBEST KEHL STRG	15 400,00	
INFOBEST KEHL STRG	6 000,00	
INITIATIVE STRASBOURG	45 000,00	
INITIATIVE STRASBOURG	11 250,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
INNERVISION	11 200,00	
INSTANT BOOK TECHNOLOGY	14 000,00	
INSTANT BOOK TECHNOLOGY	4 200,00	
INSTANT BOOK TECHNOLOGY	2 800,00	
ISOFRANCE	17 128,00	
ISOFRANCE	4 509,00	
JABU JABU	5 400,00	
JEUNES EUROPEENS FEDERALISTES YOUNG EUROPEAN FEDERALISTS	7 500,00	
JOBTASTE	6 000,00	
KABUBU - L'AMITIE PAR LE SPORT KABUBU	10 000,00	
KALEIDOSCOOP	5 800,00	
KALEIDOSCOOP	25 790,00	
KALEIDOSCOOP	60 000,00	
KARTAL PROPRETE	3 000,00	
KUSTER	14 784,23	
L ATELIER DE PRODUCTION	15 000,00	
L INDEPENDANTE	3 729,50	
L UNIVERS DE L EXTENSION	2 500,00	
LA BOUQUINETTE	11 410,08	
LA CABANNE DES CREATEURS	2 000,00	
LA CABANNE DES CREATEURS	4 900,00	
LA CABANNE DES CREATEURS	2 000,00	
LA CITE DES LIONNES	5 000,00	
LA CONCIERGERIE SOLIDAIRE D ALSACE	3 350,00	
LA CURIEUSE FABRIQUE	6 000,00	
LA MANUFACTURE	3 386,06	
LA MANUFACTURE	34 612,75	
LA PLACE DES DELICES BOULANGERIE PATISSERIE HOFF GRASSER	10 474,00	
LA RENOUVELLE	5 640,00	
LA RENOUVELLE	4 200,00	
LA RENOUVELLE	9 900,00	
LA RENOUVELLE	6 600,00	
LA RENOUVELLE	2 440,00	
LCM	1 500,00	
LCM	15 000,00	
LE FOYER MODERNE DE SCHILTIGHIEM	85 500,00	
LE FOYER MODERNE DE SCHILTIGHIEM	90 000,00	
LE FOYER MODERNE DE SCHILTIGHIEM	81 000,00	
LE FOYER MODERNE DE SCHILTIGHIEM	37 500,00	
LE GEANT CHEERLEADING	1 000,00	
LE HERON BLANC	7 085,00	
LE STUDIO INDEPENDANT	6 000,00	
LERYNE AU CYGNE D ABONDANCE	11 623,63	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
LES CHABOTS	10 850,00	
LES FILMS DU TONNERRE	3 600,00	
LES OUCHS L AUTHENTIQUE BOULANGER	30 000,00	
LES POIRES SECOUEES	6 679,00	
LES SECRETS DU CHOCOLAT	1 500,00	
LOCUSEM SAIEM DE LA CUS	129 252,63	
MAISON DE L EMPLOI ET DE LA FORMATION DU BASSIN D'EMPLOI DE STRASBOURG	207 000,00	
MAISON DE L EMPLOI ET DE LA FORMATION DU BASSIN D'EMPLOI DE STRASBOURG	11 505,00	
MAISON DE L EMPLOI ET DE LA FORMATION DU BASSIN D'EMPLOI DE STRASBOURG	138 000,00	
MAISON DE L EMPLOI ET DE LA FORMATION DU BASSIN D'EMPLOI DE STRASBOURG	6 000,00	
MAISON DE L EMPLOI ET DE LA FORMATION DU BASSIN D'EMPLOI DE STRASBOURG	7 670,00	
MAISON DE L EMPLOI ET DE LA FORMATION DU BASSIN D'EMPLOI DE STRASBOURG	42 930,00	
MAISON DE LA SANTE MENTALE DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	50 000,00	
MAISON TARI	36 179,88	
MAISON YLLA	2 500,00	
MANIVELLE	3 000,00	
MELIA MELIA	4 200,00	
MELIA MELIA	2 800,00	
MOBILEX	20 000,00	
MOBILEX	10 000,00	
MOUBATAT ULTIMA	16 155,77	
NEOLIA	57 000,00	
NEOLIA	27 000,00	
NEOLIA	79 350,00	
NEOLIA	3 000,00	
NEOLIA	7 600,00	
NEOLIA	32 500,00	
NEOLIA	21 000,00	
NEOLIA	3 000,00	
NEOLIA	12 000,00	
NEOLIA	31 000,00	
NEOLIA	10 500,00	
NEOLIA	7 200,00	
NEOLIA	4 800,00	
NEOLIA	31 500,00	
NEOLIA	45 000,00	
NEOLIA	9 000,00	
NOON	40 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
NQT	10 000,00	
OHM ET WATT	18 000,00	
OPALION	4 500,00	
OPALION	9 100,00	
OPENCARE LAB	25 000,00	
OPENCARE LAB	30 000,00	
OPTIIVE	3 000,00	
OPTIIVE	2 000,00	
OREE 85	15 000,00	
OREE 85	4 200,00	
OREE 85	10 000,00	
OREE 85	2 800,00	
OREE 85	5 000,00	
ORMAES	4 200,00	
ORMAES	2 380,00	
ORNITHOLOGIQUE DU REFUGE NORD ALSACE	17 250,00	
PAGEO PARTNERS AU POULET DE MA GRAND MERE	3 000,00	
PARCO CYCLES	10 000,00	
PASSIONS CROISEES	11 000,00	
PATISSERIE CHOCOLATERIE HELTERLE	7 112,35	
PILOT GROUPE	3 000,00	
POLE ALIMENTATION DURABLE	15 000,00	
POLE ALIMENTATION DURABLE	20 000,00	
POUR UNE POIGNEE DE PIXELS	9 800,00	
POUR UNE SECURITE SOCIALE DE L ALIMENTATION ALSACE	3 000,00	
POUR UNE SECURITE SOCIALE DE L ALIMENTATION ALSACE	25 000,00	
QUEST FOR CHANGE	135 000,00	
QUEST FOR CHANGE	90 000,00	
RACING CLUB DE STRASBOURG ALSACE	4 000,00	
RE FOR ME REGROUPEMENT FORMATION EMPLOI	2 530,80	
REFLET	12 600,00	
RELAIS 2D	42 000,00	
RELAIS 2D	28 000,00	
REMEDY	4 200,00	
REMEDY	2 800,00	
RESEAU DES COLLECTIVITES TERRITORIALES POUR UNE ECONOMIE SOLIDAIRE	10 000,00	
RESEAU ENTREPRENDRE ALSACE	3 000,00	
RESIDENCE CRONENBOURG SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES	480 799,00	
RIZA	22 925,00	
RIZA	36 510,00	
ROAD MO VIE VITRUVE CONCEPT	3 000,00	
ROCWETS	5 000,00	
SCI ESPACE II	20 204,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
SCI ESPACE II	34 434,00	
SCI FD IMMO	36 213,00	
SCI LES COQS SCHREIBER	24 574,00	
SCI LES COQS SCHREIBER	31 138,00	
SCI MARCHADA	2 000,00	
SCI MARCHADA	2 000,00	
SCI MARCHADA	2 000,00	
SCI MIRABELLE	2 000,00	
SCI MIRABELLE	2 000,00	
SCI MIRABELLE	2 000,00	
SCOOP HOME	3 000,00	
SCOOP HOME	2 000,00	
SDC 10 RUE SAINT LAURENT	768,00	
SDC 13 15 RUE DU LANDSBERG	45 064,00	
SDC 15 RUE DES LENTILLLES	10 440,00	
SDC 30 RUE DE BELFORT	14 570,00	
SDC 30 RUE DE BELFORT	3 000,00	
SDC 30 RUE DE BELFORT	900,00	
SDC 6 RUE DE GRAFFENSTADEN	10 395,00	
SDC 6 RUE DE GRAFFENSTADEN	31 183,00	
SDC 6 RUE DE GRAFFENSTADEN	540,00	
SDC 6 RUE DES DAHLIAS	630,00	
SDC 6 RUE DES DAHLIAS	10 096,00	
SDC 6 RUE STOEBER M JACQUILLARD ET M MONOT	7 607,00	
SDC 6 RUE STOEBER M JACQUILLARD ET M MONOT	3 000,00	
SDC 63 ROUTE DE L HOPITAL	118 597,00	
SDC ELEONORE 2 S C DE CG IMMOBILIER	39 169,00	
SDC LE CLOS DES FACULTES	115 148,00	
SDC LES MARGUERITES	3 034,00	
SDC LES VIGNES 2	36 888,00	
SDC LES VIGNES 2	36 629,00	
SDC PARC D OBER	17 129,00	
SDC PARC D OBER	17 543,00	
SEALION	7 000,00	
SEPPIA	7 000,00	
SEPPIA	4 500,00	
SIEL BLEU DEVELOPPEMENT	12 000,00	
SIG STRASBOURG	325 800,00	
SIG STRASBOURG	36 200,00	
SILIA STUDIO	1 250,00	
SINGA STRASBOURG	10 000,00	
SINGA STRASBOURG	20 000,00	
SINGA STRASBOURG	20 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
SKILLCAMP STRASBOURG ESPORT	2 500,00	
SKILLS AND CO	2 750,00	
SKYPIC	7 000,00	
SKYPIC	3 600,00	
SNCF RESEAU	374 000,00	
SNCF RESEAU	374 000,00	
SOC COOP HABITATION LOYER MODERE HABITAT DE L ILL	6 000,00	
SOC COOP HABITATION LOYER MODERE HABITAT DE L ILL	45 000,00	
SOC COOP HABITATION LOYER MODERE HABITAT DE L ILL	7 477,78	
SOC COOP HABITATION LOYER MODERE HABITAT DE L ILL	43 500,00	
SOC COOP HABITATION LOYER MODERE HABITAT DE L ILL	36 000,00	
SOC COOP HABITATION LOYER MODERE HABITAT DE L ILL	10 500,00	
SOC COOP HABITATION LOYER MODERE HABITAT DE L ILL	3 900,00	
SOC COOP HABITATION LOYER MODERE HABITAT DE L ILL	12 000,00	
SOC COOP HABITATION LOYER MODERE HABITAT DE L ILL	18 000,00	
SOC COOP HABITATION LOYER MODERE HABITAT DE L ILL	33 643,00	
SOC COOP HABITATION LOYER MODERE HABITAT DE L ILL	12 800,00	
SOC COOP HABITATION LOYER MODERE HABITAT DE L ILL	12 800,00	
SOC COOP HABITATION LOYER MODERE HABITAT DE L ILL	5 400,00	
SOC COOP HABITATION LOYER MODERE HABITAT DE L ILL	2 080,00	
SOC COOP HABITATION LOYER MODERE HABITAT DE L ILL	25 200,00	
SOC COOP HABITATION LOYER MODERE HABITAT DE L ILL	15 000,00	
SOC COOP HABITATION LOYER MODERE HABITAT DE L ILL	26 281,71	
SOCIETE PUBLIQUE LOCALE DEUX RIVES SPL DEUX RIVES	5 514 255,00	
SOMCO	39 000,00	
SOMCO	142 500,00	
SOMCO	81 650,80	
SOUS LE SIGNE DU CAPRICORNE	319,00	
STRAS AU TRESOR	7 500,00	
STRASBOURG EUROMETROPOLE ACCESSION	14 000,00	
STRIM MOBILITY	4 000,00	
SYND COPRO 6 RUE DU VIEIL ARMAND 67116 REICHSTETT	74 598,00	
SYND COPRO 6 RUE DU VIEIL ARMAND 67116 REICHSTETT	8 451,52	
SYND COPRO 6 RUE DU VIEIL ARMAND 67116 REICHSTETT	17 200,00	
SYND DES COPROPRIETAIRE COPROPRIETE COTE SAPIN VERT BISCHHEIM	33 821,00	
SYND DES COPROPRIETAIRE COPROPRIETE COTE SAPIN VERT BISCHHEIM	3 000,00	
SYND DES COPROPRIETAIRE COPROPRIETE COTE SAPIN VERT BISCHHEIM	4 500,00	
SYNDI DES COPRO 31 RUE SAINT ALOISE	15 832,00	
SYNDIC 6 RUE DE PLOBSHEIM	5 760,00	
SYNDIC COPRO 32 RUE DE LIEPVRE	15 829,00	
SYNDIC DE COPROPRIETE 12 RUE DES JARDINIERS	137,90	
SYNDIC DES COPRO 22 RUE DE BELFORT	64 988,00	
SYNDICAT COPRO LEONARD DE VINCI	2 057,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
SYNDICAT DE COPROPRIETAIRES 4 6 8 AVENUE DE L EUROPE	162 411,00	
SYNDICAT DE COPROPRIETAIRES LE HERRENSTEIN	53 960,00	
SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES C47O	9 518,00	
SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES PLEIADES	9 000,00	
SYNDICAT DES COPROPRIETES SPENDER	88 502,00	
SYNDICAT DES COPROPRIETES SPENDER	22 210,00	
TEMPO	40 000,00	
TENNIS CLUB LA SOUFFEL TCS	1 000,00	
THE GAME CORP	6 000,00	
THE GAME CORP	7 000,00	
THE LITTLE RED DOOR	10 500,00	
TIERS LIEUX EN GRAND EST	15 000,00	
TRADIGESTION IMMOBILIER SYNCHRO	398,64	
TRION CLIMATE E V	15 000,00	
TRIRHENATECH E V	6 000,00	
TROISIEME OEIL STORY	10 000,00	
UN FILM A LA PATTE	5 400,00	
UN FILM A LA PATTE	11 200,00	
URBANIS	10 320,00	
URBANIS	10 320,00	
URBANIS	10 320,00	
URBANIS	17 207,26	
URBANIS	10 320,00	
URBANIS	10 320,00	
URBANIS	10 320,00	
URBANIS	10 320,00	
URBANIS	10 320,00	
VELOS-RACINE	6 000,00	
VILOGIA SA D HLM	42 300,00	
VILOGIA SA D HLM	16 200,00	
VILOGIA SA D HLM	43 200,00	
VILOGIA SA D HLM	14 400,00	
VILOGIA SA D HLM	8 800,00	
VILOGIA SA D HLM	36 000,00	
VILOGIA SA D HLM	18 000,00	
VILOGIA SA D HLM	57 600,00	
VILOGIA SA D HLM	6 400,00	
VILOGIA SA D HLM	23 200,00	
VOISINMALIN	9 000,00	
VRAC VERS UN RESEAU D ACHAT EN COMMUN STRASBOURG-EUROMETROPOLE	2 800,00	
VRAC VERS UN RESEAU D ACHAT EN COMMUN STRASBOURG-EUROMETROPOLE	6 100,00	
VRAC VERS UN RESEAU D ACHAT EN COMMUN STRASBOURG-EUROMETROPOLE	2 000,00	
VRAC VERS UN RESEAU D ACHAT EN COMMUN STRASBOURG-EUROMETROPOLE	10 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
WEEWIO	6 000,00	
WOOZWI	6 000,00	
WOOZWI	12 600,00	
YA DIFFUSION L ETRE BOEUF	3 000,00	
ZCN AMENAGEMENT	1 200 500,00	
Personnes physiques	**9 541 663,77**	
ABITBOL MARIE	14 000,00	
ACAR MEHMET	854,00	
ACAR MEHMET	3 983,00	
ACINIK HACI ALI	3 177,00	
ACINIK HACI ALI	794,00	
ACKEY ENYOHALE	6 462,00	
ACKEY ENYOHALE	1 616,00	
ADICEAM EMILE	13 574,00	
ADIL RAHIMI MOSTAFA	1 000,00	
ADIMOURTTY X	10 049,00	
ADIMOURTTY X	2 153,00	
ADONETH DORIS	14 733,00	
ADONETH DORIS	11 457,00	
ADONETH DORIS	4 322,00	
ADONETH DORIS	4 235,00	
AEBY GABRIELLE	2 000,00	
AEBY GILBERT	2 000,00	
AEBY GILBERT	2 000,00	
AGBULUT MUSTAFA	44 586,00	
AGBULUT MUSTAFA	5 323,00	
AGOVIC ADELA	4 600,00	
AGUINET CYRILLE LUDOVIC	8 900,00	
AHMADIAN SINA	7 748,00	
AIT HAMMOU KAMEL	6 029,00	
AIT HAMMOU KAMEL	1 229,00	
AIT TABASSIR ISMAEL PAUL	14 290,00	
AIT TABASSIR ISMAEL PAUL	3 402,00	
AIT TABASSIR KAHINA	4 500,00	
AJOUAOU ABDOU	1 600,00	
AJOUAOU ABDOU	31 122,00	
AJOUAOU ABDOU	7 000,00	
AKOPIAN LILIT	14 669,00	
AKTAY CUMALI	18 900,00	
AKTAY CUMALI	7 000,00	
ALEGRE CRISTINA	1 000,00	
ALLAGAPEN ESTELLE	2 200,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ALLAIS BLANDINE	20 487,00	
AMANN MICHELE	1 000,00	
AMBROISE JULIE	40,00	
AMIR THAMASSEB ELEONORE NILOUFAR	2 000,00	
AMMERICH ALAIN	1 000,00	
AMRANI MOHAMED	4 600,00	
AMRANI MOHAMED	65 000,00	
AMRANI MOHAMED	7 000,00	
AMRICH ALI	19 230,00	
AMRICH ALI	6 900,00	
AMRICH ALI	44 870,00	
ANACHAD MAGALI	40,00	
ANTONI JOFFREY	1 000,00	
ARSLAN AHMET	20 224,00	
ATAOURIRTI KAMAL	64 707,00	
ATAOURIRTI KAMAL	7 190,00	
ATAOURIRTI KAMAL	2 850,00	
AU APPAVOU MONG THU	4 600,00	
AU APPAVOU MONG THU	2 500,00	
AU APPAVOU MONG THU	17 821,00	
AU APPAVOU MONG THU	6 378,00	
AUBERT MARIE-CHRISTINE	40,00	
AUCAGNE MARIE CHARLOTTE	1 000,00	
AUCLAIR GHISLAIN	1 000,00	
AUCLAIR ROSE MARIE	4 600,00	
AVCI MAXENCE	19 500,00	
AVCI MAXENCE	7 000,00	
AVCI MAXENCE	4 600,00	
AVETISYAN TSORIK	19 500,00	
AYDIN VELI	3 767,00	
AYDIN VELI	538,00	
AZAGOUAGHE NAOUAL	18 239,00	
AZAGOUAGHE NAOUAL	9 396,00	
AZAGOUAGHE NAOUAL	3 204,00	
AZUELOS ARIANE	60,00	
BACH BRIGITTE	3 416,00	
BACH BRIGITTE	1 366,00	
BAGHIANI OUSSAMA	16 170,00	
BAGHIANI OUSSAMA	32 830,00	
BAGHIANI OUSSAMA	3 500,00	
BAGRATYAN MANVEL	19 500,00	
BAGRATYAN MANVEL	45 500,00	
BAGRATYAN MANVEL	7 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
BAKTER FADI	7 000,00	
BAKTER FADI	65 000,00	
BALESTRERI DOMINIQUE	40,00	
BALMER MONIQUE	6 847,00	
BALMER MONIQUE	2 739,00	
BALTACI HASAN ET OZLEM	18 254,00	
BALTACI HASAN ET OZLEM	5 268,00	
BALTANAS GREGORY	4 600,00	
BALTANAS GREGORY	65 000,00	
BALTANAS GREGORY	7 000,00	
BALVA DENIS	1 000,00	
BALY JEAN EUDES	40,00	
BALZER MENAD SARA ALICE	4 000,00	
BANGRATZ FRANCOISE	40,00	
BAQUE SANDRINE	1 000,00	
BARABINOT CEDRIC	1 000,00	
BARRIER GWENDOLINE	60,00	
BASSO CHRISTIANE	40,00	
BASTIER REBECCA	1 000,00	
BAUER HENRI	4 202,00	
BAUER HENRI	1 681,00	
BAUSSON JOHANNA	40,00	
BAVOIS PIERRE	1 000,00	
BAYAM TAHAR	33 669,00	
BAYAM TAHAR	3 959,00	
BAYANDINA ANASTATSIA	4 000,00	
BECKERS NICOLAS	1 000,00	
BEGGA NATAN	2 000,00	
BELAATIK MOHAMED	13 533,00	
BELHADJ HAROUN	2 700,00	
BELHADJ HAROUN	13 886,00	
BELHADJ HAROUN	11 108,00	
BELHADJ HAROUN	19 887,00	
BELHADJ HAROUN	3 206,00	
BELHADJ HAROUN	1 800,00	
BEN HARRATH MOHAMED	34 500,00	
BEN HARRATH MOHAMED	5 000,00	
BENAACHIR MOUNIR	11 078,00	
BENAACHIR MOUNIR	11 448,00	
BENAACHIR MOUNIR	14 402,00	
BENAACHIR MOUNIR	2 523,00	
BENAACHIR MOUNIR	4 900,00	
BENAMROUZ SAYAH RABAH	2 500,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
BENBAKHTA SAMIRA	7 622,00	
BENEDICK MICHAL	15 915,00	
BENSALEM NADIR	45 500,00	
BENSALEM NADIR	7 000,00	
BENSALEM NADIR	19 500,00	
BENSAOUD HALLED	11 400,00	
BENSAOUD HALLED	15 200,00	
BENSAOUD HALLED	11 400,00	
BENSAOUD HALLED	4 000,00	
BENTZ MATTHIEU	11 450,00	
BENTZ MATTHIEU	2 612,00	
BENTZ MATTHIEU	1 650,00	
BEREAU HUBER MARIE JOSEE	3 862,00	
BEREAU HUBER MARIE JOSEE	1 545,00	
BERGER JACQUES	500,00	
BERGER JACQUES	2 000,00	
BERKANE NOURA	3 868,58	
BERNHARD ROLAND	5 546,00	
BERNHARD ROLAND	1 189,00	
BERTHELOT EMMELINE	40,00	
BERTIN CLAUDE	2 000,00	
BEY TOFIC	167,00	
BEY TOFIC	36,00	
BEYER ELODIE	34,89	
BIBI CHAFIA	2 978,00	
BIBI CHAFIA	1 542,00	
BIBI HOUSSINE	2 528,00	
BIBI HOUSSINE	1 384,00	
BICER FEYZI	22 997,00	
BICER FEYZI	7 000,00	
BIEDERMANN MARIE JOSEE	1 000,00	
BIHL JEAN-PIERRE	32 981,00	
BILDSTEIN FRANCOISE	1 278,00	
BILGER RENE	5 093,00	
BILGER RENE	1 137,00	
BINGOL MEHMET	18 911,00	
BINGOL MEHMET	7 000,00	
BIRGEL STEVE	5 320,00	
BISCH GWENDAL	2 000,00	
BISCH RENEE	3 720,00	
BISCH RENEE	1 488,00	
BISONE SARA	40,00	
BLAESS CECILE	39,95	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
BLANSCHE ANTOINE	1 000,00	
BLEUSET MAGDALENA	5 200,00	
BOATENG CARLEEN	40,00	
BOCK ALBERT	4 036,00	
BOCK ALBERT	736,00	
BOEGLIN MATHILDE	1 000,00	
BOEHM CLAUDINE	101,00	
BOENISCH GILLES	40,00	
BOGNER FRANCIS	3 500,00	
BOGNER FRANCIS	8 610,00	
BOHRER NICOLAS	2 000,00	
BOISSY FABIEN	1 200,00	
BOKATA W EKILA BONSOMBE	2 264,00	
BONSET VANESSA	40,00	
BOOS ROBERT	1 981,00	
BOOS ROBERT	792,00	
BORECKA SYLWIA	1 000,00	
BOSCADAS DAVID	40,00	
BOUABOUT STEPHANE	5 200,00	
BOUDHAN MOHAMED	1 959,00	
BOUDHAN MOHAMED	490,00	
BOUFFARD SOLENE	40,00	
BOUGHACHICHE EL HADDI	1 683,00	
BOUGHACHICHE EL HADDI	7 855,00	
BOUHAJRA MOHAMED	7 000,00	
BOUHAJRA MOHAMED	19 350,00	
BOUHAJRA MOHAMED	4 600,00	
BOUHAJRA MOHAMED	45 500,00	
BOUKAZZA ABDELLATIF	1 800,00	
BOUKAZZA ABDELLATIF	11 138,00	
BOUKAZZA ABDELLATIF	2 261,00	
BOULAARAB SARAH	40,00	
BOULKROUNE ANNE LISE	9 254,00	
BOULKROUNE ANNE LISE	1 854,00	
BOURSIN NICOLAS	36,48	
BOUSSERIA AMEL	10 592,00	
BOUSSERIA AMEL	4 590,00	
BOUSSERIA AMEL	9 534,00	
BOUSSERIA AMEL	10 257,00	
BOUSSERIA AMEL	3 886,00	
BOUTEILLET MICHEL	1 000,00	
BOUZAGLAOUI KADDOUR	19 500,00	
BOZKURT KENAN	19 500,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
BOZKURT KENAN	7 000,00	
BRAHMIA AHMED	12 124,00	
BRAHMIA AHMED	1 347,00	
BRAU ARNAUTY DIDIER	1 000,00	
BRAUN VIOLETTE	2 000,00	
BREISTROFF SARAH	60,00	
BRIVADY SYLVAIN	24 053,00	
BRIVADY SYLVAIN	7 000,00	
BRIVADY SYLVAIN	4 600,00	
BRODT VILAIN MYRIAM	40,00	
BRONES ROMAIN	60,00	
BRONNER CHRISTIAN	40,00	
BROWN ELODIE	17 506,00	
BROWN ELODIE	23 341,00	
BRUDER MADELEINE	16 849,00	
BRUDER MADELEINE	1 404,00	
BUCHER CLAUDE	1 000,00	
BUCHHOLZER ALAIN	1 880,00	
BUCHHOLZER ALAIN	752,00	
BUHLER JEAN MARIE	1 000,00	
BULEN MEHMET	6 022,00	
BULEN MEHMET	1 506,00	
BUND SEBASTIEN	4 600,00	
BUR CLARISSE	2 500,00	
BURCK MARIE LOUISE	9 600,00	
BURCK MARIE LOUISE	22 398,00	
BURCK MARIE LOUISE	4 000,00	
BURCKEL MARTIAL	1 000,00	
BURGER ANTOINE	4 600,00	
BURGI JEAN LOUIS	2 000,00	
BURGI JEAN LOUIS	2 000,00	
BURIDON JADE	2 000,00	
BUSCH JEAN-MARIE	27 595,00	
BUSCH JEAN-MARIE	18 469,00	
CABLE RAYMONDE	4 133,00	
CABLE RAYMONDE	1 033,00	
CAILLE JULIEN	40,00	
CAILLET JULIAN	40,00	
CALLOT CELINE	4 988,00	
CALLOT CELINE	453,00	
CAN NESRIN	142,00	
CANEVET YANN	2 000,00	
CARLIEZ NATHALIE	40,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
CARMELO CIULLO	3 231,00	
CARMELO CIULLO	1 089,00	
CASPAR THIERRY	1 000,00	
CASSEL PHILIPPE	48 841,00	
CASSEL PHILIPPE	5 264,00	
CASTAING FREDERIC	1 000,00	
CAUSSE ESTELLE	2 000,00	
CAYET MAURICETTE	10 205,00	
CAYET MAURICETTE	2 187,00	
CEVHER NESLI	3 980,00	
CEVHER NESLI	995,00	
CEVLIK ERKAN	15 750,00	
CEVLIK ERKAN	1 750,00	
CHABASSIER JULIE	1 000,00	
CHABRIER RENAUD	14 000,00	
CHAIRAT SAMIR	40,00	
CHALL FRANCINE	3 808,00	
CHALL FRANCINE	1 523,00	
CHAREUF BILAL	2 000,00	
CHARGUI MOHAMED	2 500,00	
CHARGUI MOHAMED	2 000,00	
CHARGUI NOURDINE	30 240,00	
CHARGUI NOURDINE	7 000,00	
CHARGUI NOURDINE	4 600,00	
CHARGUI NOURDINE	32 760,00	
CHARRAULT ALAIN	4 250,00	
CHARRIER FARID KARIM	2 000,00	
CHARRIER FARID KARIM	2 500,00	
CHAUVIN FLORIAN	40,00	
CHEKATT LAKHDAR	8 220,00	
CHEKATT LAKHDAR	2 864,00	
CHEKATT RABAH	2 500,00	
CHEKKAT NOUREDDINE	50 221,00	
CHEKKAT NOUREDDINE	3 473,00	
CHEKKAT NOUREDDINE	4 900,00	
CHESSARI LEONARD ET ANGELE	10 581,00	
CHESSARI LEONARD ET ANGELE	2 413,00	
CHETTOUH KANIA	7 182,00	
CHETTOUH KANIA	958,00	
CHEVAUX FLORIAN	1 023,00	
CHIESA GIOVANNA	60,00	
CHOUKRI TAOUFIK	4 600,00	
CHOUKRI TAOUFIK	15 196,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
CHOUKRI TAOUFIK	6 049,00	
CHRISTMANN BECKER MARYLINE	60,00	
CHRISTMANN CLEMENT	60,00	
CHRISTOPHEL VALENTIN	2 000,00	
CHUNG ROBERT	9 600,00	
CHUNG ROBERT	4 000,00	
CHUNG ROBERT	22 400,00	
CINTAS MORGANE	2 000,00	
CIRITCI OMER	15 180,00	
CLAIR JEANNE	2 000,00	
CLAUDE JEAN-PIERRE	40,00	
CLAUDEL THIERRY	5 500,00	
CLAUSS ERIC	40,00	
CLEMENT ET MARCHESE JEAN FRANCOIS ET SABINE	14 939,00	
CLEMENT ET MARCHESE JEAN FRANCOIS ET SABINE	3 443,00	
CLEMENT ET MARCHESE JEAN FRANCOIS ET SABINE	4 900,00	
CLEMENT HELENE	60,00	
COLIN ALEXANDRE	40,00	
COLLIN CYRILLE	2 000,00	
COLLIN FREDERIQUE	1 000,00	
CONILH NOBLAT CELINE	2 000,00	
CONILH NOBLAT CELINE	2 500,00	
CORNU JOHANN	40,00	
CORVO CAROLE	40,00	
COSTE LOUIS	2 000,00	
COSTE LOUIS	2 500,00	
COSTE LOUIS	2 000,00	
COUCHOUD AUGUSTIN	1 500,00	
COUCHOUD AUGUSTIN	12 000,00	
COUE PATRICE	40,00	
COUPEZ ETIENNE	5 200,00	
CRISMARI ALEXANDRE	18 900,00	
CUBY MAXIME	20 090,00	
CUBY MAXIME	3 500,00	
CUBY MAXIME	5 100,00	
CULLEN PASCAL	40,00	
CURPEN SOOMADEEREN	5 160,00	
CURPEN SOOMADEEREN	2 064,00	
DABURON HERVE PIERRE	1 000,00	
DADAEV ASHAB	2 000,00	
DAFRI AZIZ	2 538,00	
DAFRI AZIZ	1 015,00	
DAG BILGIN	8 283,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
DAG BILGIN	2 071,00	
DAG OZCAN	10 518,00	
DALIPI ENIS	18 900,00	
DALIPI ENIS	18 900,00	
DAMPIERRE FREDERIC	9 949,00	
DAMPIERRE FREDERIC	2 132,00	
DANY MARIE	60,00	
DAO MATHIEU	1 000,00	
DAOUADJI FATMA	2 935,00	
DAYDAY OTHAMANE	4 900,00	
DAYDAY OTHAMANE	13 249,00	
DAYDAY OTHAMANE	3 052,00	
DE JONGE NATHALIE	40,00	
DE KRAUSE SOLVEIG	3 715,00	
DE KRAUSE SOLVEIG	1 486,00	
DE VITRY D AVAUCOURT LUC	40,00	
DEBABECHE SARA	3 000,00	
DEBIEN SALAH TATIANA	2 000,00	
DEBIEN SALAH TATIANA	2 000,00	
DECKERT WURTZ PATRICK	2 500,00	
DEGANO DENISE	7 958,00	
DEGANO DENISE	1 705,00	
DEMUMIEUX SYLVIE	500,00	
DENNY BERNARD	3 676,00	
DENNY BERNARD	1 470,00	
DESCHAMPS OLIVIER	40,00	
DESCLOZEAUX THOMAS	40,00	
DEUTSCH RENEE	5 853,00	
DEUTSCH RENEE	1 254,00	
DIAZ MARIA	5 558,00	
DIAZ MARIA	2 223,00	
DIDAUX CYRIAQUE	34 450,00	
DIEAC ADRIANA ANCUTA	18 071,00	
DIEBOLD MARC	27,99	
DIEBOLD RICHARD	4 600,00	
DIEBOLD ROBERT	6 203,00	
DIEBOLD ROBERT	2 481,00	
DIETENBECK SOPHIE	40,00	
DIETRICH OU FINCK MAXIME OU EMILY	1 000,00	
DIETRICH VIVIANE	2 361,00	
DIETRICH VIVIANE	506,00	
DING YUEHUA	19 500,00	
DJENIDI MALEK	40 005,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
DJENIDI MALEK	7 000,00	
DJENIDI MALEK	6 800,00	
DJOUDI LAURA	1 500,00	
DOBRENEL SEBASTIEN OU ANNE SOPHIE	1 000,00	
DONATELLI ZOPITO	6 669,00	
DONATELLI ZOPITO	1 429,00	
DREHER FRANCK	1 950,00	
DUBOIS MARGAUX	40,00	
DUCARME WOLF MARIE ANNICK	1 000,00	
DUCARME WOLF MARIE ANNICK	1 000,00	
DUCARME WOLF MARIE ANNICK	2 500,00	
DUCARME WOLF MARIE ANNICK	2 500,00	
DUCHENE RICHARD	26,90	
DUMAS SOLENE	23 573,00	
DUMAS SOLENE	2 619,00	
DURAND GUILLAUME	40,00	
DUS PIERRE CHRISTOPHE	2 640,00	
DZEMAIL ARMANDO	2 306,00	
EBER ARNAUD	1 000,00	
EBER MARIE	2 500,00	
EBRAN SAMUEL	17 917,00	
EBRAN SAMUEL	1 600,00	
EBRAN SAMUEL	3 266,00	
ECHEVERRIA JAVIER	1 500,00	
EDGAR FATMA	3 436,00	
EDGAR FATMA	1 612,00	
EHLES JACQUES	2 541,00	
EHRET GUILLAUME	40,00	
EHRHARD BENOIT	40,00	
EIBEL LAURENT	40,00	
EKUE AYELE ELDA CHRISTINE	8 428,00	
EKUE AYELE ELDA CHRISTINE	1 405,00	
EL BOUAJAJI MOUSTAFA	5 200,00	
EL BOURIMI MOHAMED	18 538,00	
EL BOURIMI MOHAMED	3 418,00	
EL FAIK RACHAD	19 500,00	
EL FAIK RACHAD	45 500,00	
EL FAIK RACHAD	7 000,00	
EL FAIK RACHAD	4 600,00	
EL HAYANI HASSAN	3 600,00	
EL JAMAI ABDELALI	405,00	
EL RAOUSTI MOHAMED	1 750,00	
EL RAOUSTI MOHAMED	17 250,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
EL YAAKOUBI SOUFIANE	37 800,00	
EL YAAKOUBI SOUFIANE	19 560,00	
EL YAAKOUBI SOUFIANE	7 000,00	
EL YAAKOUBI SOUFIANE	5 640,00	
ELMNAOUAR BADIA	8 283,00	
ELMNAOUAR BADIA	3 589,00	
ENNABIH YULIYA	15 354,00	
EP DIDIER	10 605,00	
EP DIDIER	2 273,00	
ERDEM IHSAN	1 430,04	
ERYURT CENNET	10 692,00	
ESRAEL DAVID	825,00	
ESRAEL DAVID	9 076,00	
ESRAEL DAVID	4 500,00	
ESRAEL DAVID	23 103,00	
ESRAEL DAVID	2 750,00	
ETIENNE ALBAN	13 087,00	
ETIENNE ALBAN	9 835,00	
FABRE DIDIER	17 000,00	
FABRE DIDIER	1 500,00	
FANTONI JOHANN	1 000,00	
FARESS RACHIDA	3 895,00	
FARHAT SABRINA	40,00	
FARISSIER JEAN PIERRE	40,00	
FASSLER BEATRICE	6 547,00	
FASSLER BEATRICE	1 403,00	
FAUCHER PIERRE	4 600,00	
FAVROT THIBAUT	4 000,00	
FENDENHEIM TIPHANIE	20 984,00	
FENDENHEIM TIPHANIE	48 943,00	
FENDENHEIM TIPHANIE	7 547,00	
FENDENHEIM TIPHANIE	4 600,00	
FEORD CASHIN KARAN EVA	500,00	
FEORD CASHIN KARAN EVA	3 000,00	
FEORD CASHIN KARAN EVA	2 000,00	
FERRAZ BEDRA	2 848,00	
FERRAZ BEDRA	1 266,00	
FETAIMIA SEBTI	18 900,00	
FETAIMIA SEBTI	10 710,00	
FEUCHT NATHALIE	2 500,00	
FEUERMANN MICHELE	40,00	
FIDDI HAMMOU	2 138,00	
FIDDI HAMMOU	1 273,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
FIJALKOWSKI ANNE CATHERINE	40,00	
FILLGRAFF VINCENT	2 000,00	
FILLGRAFF VINCENT	3 000,00	
FILLGRAFF VINCENT	2 500,00	
FILLGRAFF VINCENT	2 500,00	
FISCHER CELINE	4 600,00	
FISCHER DREHER JENNY	60,00	
FISCHER GUILLAUME	1 000,00	
FISCHER MARIE	4 784,00	
FISCHER MARIE	1 025,00	
FLEURENCE ALICE	18 444,00	
FLEURENCE ALICE	7 855,00	
FLEURENCE ALICE	3 700,00	
FLUCK MARIE	8 965,00	
FLUCK MARIE	1 921,00	
FLURY MARIE AURELIE	4 466,00	
FLURY MARIE AURELIE	957,00	
FOFANA MAH	4 000,00	
FOND SERGE	4 815,00	
FOND SERGE	1 032,00	
FONTAINE DANIELE	14 342,00	
FOTI VITTORIO	2 500,00	
FRAIZE GREGORY	40,00	
FRANCOIS A OU MOREL C OU ESCHBACH B TAESCH E	2 000,00	
FRANCOIS A OU MOREL C OU ESCHBACH B TAESCH E	2 000,00	
FRANCOIS A OU MOREL C OU ESCHBACH B TAESCH E	2 000,00	
FRANCOIS A OU MOREL C OU ESCHBACH B TAESCH E	2 000,00	
FRANCOIS A OU MOREL C OU ESCHBACH B TAESCH E	2 000,00	
FRANCOIS A OU MOREL C OU ESCHBACH B TAESCH E	2 000,00	
FRANCOIS A OU MOREL C OU ESCHBACH B TAESCH E	2 000,00	
FRANCOIS A OU MOREL C OU ESCHBACH B TAESCH E	2 000,00	
FRANCOIS A OU MOREL C OU ESCHBACH B TAESCH E	2 000,00	
FRANCOIS SIFFERT ALBAN	2 000,00	
FRANTZ WIDMAIER THIMOTHEE	600,00	
FRENKEL SEBASTIEN	5 100,00	
FRERE YVES	2 500,00	
FRIEDMANN RAYMOND	34,89	
FRITZ ANNETTE	2 000,00	
FRITZ ANNETTE	2 000,00	
FRITZ ANNETTE	2 000,00	
FRITZ MYRIAM	8 325,00	
FRITZ MYRIAM	3 500,00	
FRITZ VINCENT	3 983,69	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
FRUHAUF ELISE	2 417,00	
FRUHAUF ELISE	483,00	
GACHOT-NEVEU HELENE	1 000,00	
GALMICHE NICOLAS	39,90	
GARDON THIBAUT	2 000,00	
GARNIER VALENTIN	10 500,00	
GAUER MARION	40,00	
GEISLER GABRIEL	40,00	
GENARD EVA	37,90	
GEORGES DANIELLE	3 604,00	
GEORGES DANIELLE	1 441,00	
GERBER RENE	40,00	
GHANEM IBRAHIM	2 000,00	
GILGER JEAN PHILIPPE ET SYLVIE	42 248,00	
GILGER JEAN PHILIPPE ET SYLVIE	28 280,00	
GILLIARD CHRISTOPHE	40,00	
GINDER NATHALIE	323,00	
GINDER NATHALIE	157,00	
GIRAUD SEBASTIEN	40,00	
GLADY MATTHIEU	39,99	
GLADY MATTHIEU	5 800,00	
GLEREN BASTIEN	5 000,00	
GLINTZBECK MONIQUE	1 000,00	
GOESTER CATHY	500,00	
GOETZ RENE	2 058,00	
GOMEZ DUSSANS JULIA	489,00	
GONCALVES ELISABETH	19 474,00	
GONCALVES ELISABETH	3 688,00	
GONCALVES ELISABETH	24 786,00	
GONCALVES MARIA	28 362,00	
GONCALVES MARIA	2 026,00	
GORIAUX RENAN	40,00	
GORNET ADELE	40,00	
GOTTIE JEAN-MARC	1 000,00	
GOURLAY ETIENNE	40,00	
GRASSER SUZANNE	39,99	
GREULICH SANDRA	40,00	
GROSS JEROME	1 000,00	
GROSS LUIS	40,00	
GROSS MICHEL	1 000,00	
GRUBER MARIE MADELEINE	2 205,00	
GRUBER MARIE MADELEINE	5 512,00	
GRUSSENMEYER ADRIEN	40,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
GSTALTER DENISE	38,14	
GUEDJ LUCIEN ET GAELLE	7 034,00	
GUEDJ LUCIEN ET GAELLE	639,00	
GUEDJ SCHMOUEL	11 280,00	
GUEDJ SCHMOUEL	4 000,00	
GUEDJ SCHMOUEL	26 320,00	
GUERBER MARION	60,00	
GUERSING AMANDINE	1 061,00	
GUIDEMANN CHRISTOPHE	40,00	
GUIHAL VALENTIN	500,00	
GUILHERME MANUEL	8 803,00	
GUILHERME MANUEL	1 886,00	
GUILLAUME VIOLETTE	3 000,00	
GUILLAUME VIOLETTE	10 057,00	
GUILLAUME VIOLETTE	7 433,00	
GUILLAUME VIOLETTE	13 118,00	
GUILLAUME VIOLETTE	13 089,00	
GUILLAUME VIOLETTE	3 641,00	
GUILLAUME VIOLETTE	2 000,00	
GUILLEUX BERNARD	34,50	
GUILLOCHON MARYLINE	1 000,00	
GUILLOU SYLVIANE	29 027,00	
HAAG ROMUALD	25 920,00	
HAAG ROMUALD	5 500,00	
HAESSIG DOMINIQUE	1 000,00	
HAJEJ NAJAH	175,00	
HALBWACHS FRANCIS	2 500,00	
HALBWAX JOANNE	1 000,00	
HALIMI BARDHYL	21 285,00	
HALIMI BARDHYL	7 000,00	
HAMIDI AKRAM	2 000,00	
HAMM LAURIE	60,00	
HAMMOUDI NOUR DIN	30 617,00	
HAMMOUDI NOUR DIN	6 804,00	
HAMMOUDI NOUR DIN	4 600,00	
HAMPELE BETTY	16 729,00	
HARELLE TANGUY	21 110,00	
HARELLE TANGUY	1 759,00	
HARROUCHE MOHAMED	12 909,00	
HARROUCHE MOHAMED	29 962,00	
HARROUCHE MOHAMED	5 359,00	
HASSIBOUT CHIFAA	205,00	
HAUDY ARTHUR	6 600,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
HAUSS DANIELE	14 850,00	
HAUSS TILLIA	2 000,00	
HAUSSER CYRILLE	2 000,00	
HECKMANN MATHIAS	2 500,00	
HEIDEYER ALAIN	3 850,00	
HEINRICH FLORENT	40,00	
HEINRICH VERONIQUE OU JEAN FRANCOIS	93,00	
HEINTZ MICHELE	1 000,00	
HEMMERT JEROME	40,00	
HEMMERTER SYLVIE	41 286,00	
HEMMERTER SYLVIE	6 902,00	
HENRIET LUCAS	46 926,00	
HENRIET LUCAS	2 972,00	
HERLITZ BERNARD	2 000,00	
HERLITZ BERNARD	2 000,00	
HERRMANN JULES	6 200,00	
HERRMANN JULIE	250,00	
HETZEL SYLVIE	2 000,00	
HEZLA CHEYMA	9 744,00	
HEZLA CHEYMA	4 413,00	
HEZLA CHEYMA	4 600,00	
HICHAMI MEHLA	1 139,00	
HICHAMI MEHLA	717,00	
HIERONIMUS CLAUDE	1 750,00	
HIRT CELINE	22,03	
HIRT PIERRE	40,00	
HOFFBECK CLAUDINE	40,00	
HOFFMANN BEATRICE	3 505,00	
HOFFMANN BEATRICE	1 402,00	
HOLWECK GERARD	40,00	
HOMMEL JACQUELINE	10 204,00	
HOMMEL JACQUELINE	2 058,00	
HUBER MAEIE-LOUISE	14 051,00	
HUBER MAEIE-LOUISE	15 844,00	
HUBRECHT LAURENT	28 361,00	
HUBRECHT LAURENT	4 746,00	
HUBRECHT ROGER	1 844,00	
HUBRECHT ROGER	395,00	
HUBSCHER CHRISTIAN	23 126,00	
HUCK SEBASTIEN	39 690,00	
HUCKEL DANIEL	21 000,00	
HUCKEL DANIEL	1 750,00	
HUCKERT JOSEPH	4 443,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
HUCKERT JOSEPH	1 777,00	
HUCTEAU OU LIETZ ELYSE OU DAVID	500,00	
HUET MELODIE	40,00	
HUGEL ET WEBER JEAN PAUL ET CHRISTIANE	134,90	
HUGEL ET WEBER JEAN PAUL ET CHRISTIANE	5,10	
HUMBERT HENRIETTE	7 783,00	
HUMBERT HENRIETTE	1 668,00	
HUONG THI	2 385,00	
HUONG THI	511,00	
HURSTEL LAURA	1 000,00	
HUTT LAURENCE	40,00	
HUYNH TRI THAI	40,00	
IACOB CALMAN	63 000,00	
IACOB CALMAN	7 000,00	
IACOB CALMAN	4 600,00	
IASAKOVA SANIAT	470,00	
IBIS FAHRI	4 600,00	
ILDAN SELIM	13 182,00	
ILDAN SELIM	7 030,00	
ILDAN SELIM	5 492,00	
ILDAN SELIM	23 727,00	
IMANI FAOUZIA	4 535,00	
IMANI FAOUZIA	972,00	
IOUSSAIDENE TAHAR	21 166,00	
IOUSSAIDENE TAHAR	1 639,00	
JACQUET CLAIRE	40,00	
JACQUIN FRANCOIS	40,00	
JACQUOT THOMAS	5 200,00	
JAEGER THOMAS	40,00	
JANAMI SATAR	20 133,00	
JANBOCUS RASHEEDA BIBI	8 859,00	
JANBOCUS RASHEEDA BIBI	1 898,00	
JARDIN MORGANE	60,00	
JEANNINGROS LUCIE	1 000,00	
JENN MATHILDE	6 200,00	
JEROU ZOHAIR	9 924,00	
JEROU ZOHAIR	14 886,00	
JESSEL JULIA	14 700,00	
JODER CHRISTIAN	40,00	
JOECKLE LIONEL	37,50	
JULLY DENIS	22 500,00	
JULLY DENIS	3 000,00	
JUNG GERARD	14 245,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
JUNG GERARD	23 522,00	
JUNG GERARD	2 698,00	
JUNG JEAN FRANCOIS	2 500,00	
JUNG PHILIPPE	2 000,00	
JUNG PHILIPPE	2 500,00	
JUNGMANN FLORIAN	40,00	
JUSTINI MARIE-JOSEE	5 342,00	
JUSTINI MARIE-JOSEE	1 145,00	
KAERCHER SERGE	1 000,00	
KAISER MICHEL	40,00	
KAPLAN BAHIDE	25 283,00	
KAPLAN BAHIDE	1 692,00	
KARADAG SINAN	28 398,00	
KARCHER MYLENE	1 000,00	
KARER ERKAN	9 991,00	
KARER ERKAN	21 203,00	
KARER ERKAN	3 649,00	
KAVAK AHMET	65 000,00	
KAVAK AHMET	7 000,00	
KAYGIN DEMIREL	4 600,00	
KAYGIN ISMAIL	62 601,00	
KAYGIN ISMAIL	6 733,00	
KELLER ANA	5 700,00	
KELLER ANA	24 663,00	
KELLER ANA	3 141,00	
KELLER BENJAMIN	40,00	
KELLER YVAN	1 000,00	
KERN MARCEL	1 000,00	
KERN REGIS CONSTANT	5 310,00	
KHAMAKHEM ESSIA	810,00	
KHAMAKHEM ESSIA	360,00	
KHAN NADEJDA	3 268,00	
KHAN NADEJDA	817,00	
KHENSOUS ABDELKADER	10 380,00	
KHUTSISHVILI ANNA	2 000,00	
KIENTZ PATRICK	2 500,00	
KIFFER ELISE	3 916,00	
KIFFER ELISE	839,00	
KISTNER JEAN PAUL	35 179,00	
KLEIN MARC	1 000,00	
KLIPFEL CEDRIC	4 600,00	
KLOPP SYLVIE	13 065,00	
KLOPP SYLVIE	3 255,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
KLOS AGNES	40,00	
KNITTEL LAURENT	40,00	
KNOBLOCH MAXIME	19 500,00	
KOBIBI ZIHAR	175,00	
KODAT ESRA	7 048,00	
KODAT ESRA	4 209,00	
KOEGLER STEPHANE	40,00	
KOENIG SYLVIE	1 000,00	
KOERCKEL MARIE LOUISE	2 000,00	
KOERCKEL MARIE LOUISE	2 000,00	
KOERCKEL MARIE LOUISE	2 000,00	
KOLBECHER JEREMY	15 400,00	
KOLBECHER JEREMY	3 300,00	
KOSLOW NICOLAS	38 739,00	
KOSLOW NICOLAS	15 354,00	
KOSLOW NICOLAS	1 500,00	
KOSLOW NICOLAS	4 082,00	
KOUJIL AHMED	17 694,00	
KRAUTH FABIENNE	1 000,00	
KRAUTH PATRICK	2 000,00	
KRAUTH PATRICK	2 000,00	
KREUTZER ANDRE	5 409,00	
KREUTZER ANDRE	2 163,00	
KRIEGER PIERRE	30 250,00	
KRIEGER PIERRE	6 500,00	
KRIEGER PIERRE	4 600,00	
KRITEL ALBERT	40,00	
KUHN ANTOINE	779,00	
KULAKSIZ ISA	19 941,00	
KULAKSIZ ISA	3 074,00	
KUMMER ESTELLE	2 000,00	
KUSCU ALI	10 240,00	
LABER SIDI MOHAMMED	26 943,00	
LABER SIDI MOHAMMED	2 245,00	
LABER SIDI MOHAMMED	12,00	
LACOSTE JEANNE	3 733,00	
LACOSTE JEANNE	800,00	
LAGHRANI NABIL	20 180,00	
LAGHRANI NABIL	7 000,00	
LAGHRANI NABIL	4 600,00	
LAGTIY CHAOUDAR ANAS	4 000,00	
LAHAYE TIMOTHEE	5 850,00	
LALUET BAUER ANNE-SOPHIE	65 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
LALUET BAUER ANNE-SOPHIE	7 000,00	
LAMARE FLORENT	1 350,00	
LAMBALIEU PHILIPPE	1 000,00	
LAMY THI KEO	3 055,00	
LAMY THI KEO	777,00	
LANDAUER VICTORINE	1 133,00	
LANDAUER VICTORINE	714,00	
LANDIER ANNABELLE	2 100,00	
LANDY NATHALIE	40,00	
LANG JULIEN	1 800,00	
LANG PREMA	8 790,00	
LANG PREMA	1 724,00	
LANIER ALEX	4 000,00	
LAURELLI PIERRE- LOUIS	9 360,00	
LAURELLI PIERRE- LOUIS	2 340,00	
LAUSTRIAT DAVID	2 854,00	
LAUSTRIAT DAVID	612,00	
LAUSTRIAT VIVIANE	39,95	
LAVIALLE ANAIS	40,00	
LE FOLL LAURENT	1 000,00	
LE GUELLEC POL	39,99	
LE LIBOUX CEDRIC	40,00	
LE MEUR MELINA	40,00	
LE MOUEL LEA	1 000,00	
LEBRUN CATHERINE	40,00	
LECAILLIER PATRICIA	5 311,00	
LECAILLIER PATRICIA	24 898,00	
LECAILLIER PATRICIA	4 600,00	
LECOCQ MARIE ANNICK	39,95	
LEFEVRE PIERRE	2 000,00	
LEGHENCHIN VLADIMIR	34 883,00	
LEGHENCHIN VLADIMIR	13 953,00	
LEGOUX NICOLAS	1 000,00	
LEH PIERRE	60,00	
LEICHT HUGUETTE	4 280,00	
LEICHT HUGUETTE	1 712,00	
LELEUX IRENE	40,00	
LEMNAWAR YOUNES	11 621,00	
LEMNAWAR YOUNES	2 712,00	
LEOPOLDES LUDOVIC	2 500,00	
LEPAGNEZ CYRIL	40,00	
LESPRIT MARIE LAURENCE	2 500,00	
LETAILLEUR PATRICK	4 600,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
LETAILLEUR PATRICK	13 200,00	
LETAILLEUR PATRICK	5 500,00	
LETZ VIRGINIE	2 440,00	
LETZ VIRGINIE	2 760,00	
LEVASSEUR CLAUDE	1 000,00	
LEVASSEUR-MAURER MYRIAM	117,00	
LEVER PIERRE YVES	40,00	
LEVY MONIQUE	40,00	
LHOMME FRANCOISE	40,00	
LIBOT ELEONORE	2 000,00	
LICINA ADELA	9 600,00	
LICINA ADELA	22 400,00	
LICINA ADELA	4 000,00	
LINGNER FRANK	11 140,00	
LINGNER FRANK	2 387,00	
LITTEL ALAIN	2 000,00	
LOPES ANTHONY	18 699,00	
LORTH MANFRED	11 037,00	
LORTH MANFRED	2 365,00	
LOTFI AOUATIF	37 165,00	
LOTFI AOUATIF	20 906,00	
LOTFI AOUATIF	6 230,00	
LOUE PATRICK	34,48	
LUCAS ANNETTE	40,00	
LUTZ OLIVIER	1 000,00	
LUTZING GENEVIEVE	1 000,00	
LUX MAGALI	1 539,05	
LUX MICHEL	40,00	
MACHOLT MATHILDE	1 750,00	
MAECHLING PIA	118,86	
MALLAMACI PATRICK	40,00	
MANICOT ANNA KARINE	40,00	
MARCANTONIO FELICE	840,00	
MARCANTONIO FELICE	6 896,00	
MARCHADOUR THIBAUD	60,00	
MARCHAND MANON	60,00	
MARCLET WETTLING NICOLE	40,00	
MARCOVITZ CATALINA	40,00	
MARQUARDT MADELEINE	2 500,00	
MARSCHAL BERNARD	29,98	
MARTICOU YANN	885,00	
MARTIN CAROLINE	5 200,00	
MARTIN CHRISTOPHE	18 992,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
MARTIN JACQUELINE	1 647,00	
MARTIN JACQUELINE	353,00	
MARTIN MARCEL	3 335,00	
MARTIN MARCEL	547,00	
MARTIN PIERRE	1 000,00	
MARTIN RACHEL	34,50	
MARTIN RAPHAELLE	28 141,00	
MARTIN RAPHAELLE	4 901,00	
MARTIN ROBERT	1 000,00	
MARTINET AGATHE	40,00	
MARTINEZ RAPHAEL	34,89	
MARTZ CATHERINE	2 000,00	
MARX AMELIE	60,00	
MARZIALI LOU SALOME	33,95	
MASCHINO OU VERSAUT GREGORY OU ISABELLE	500,00	
MAST FLORIANE	40,00	
MATHIEU JEAN BAPTISTE	40,00	
MATT MARIE THERESE	34,99	
MATTER CATHIE	40,00	
MATTER RAYMONDE	4 744,00	
MATTER RAYMONDE	1 017,00	
MATUSZYNSKI FREDERIC	12 376,00	
MATZINGER CHRISTIAN	40,00	
MAUNOURY SARAH	1 000,00	
MCGARRY CLAIRE	40,00	
MEBS PHILIPPE	12 003,00	
MEBS PHILIPPE	2 800,00	
MEBS PHILIPPE	25 206,00	
MEBS PHILIPPE	5 001,00	
MEBS PHILIPPE	4 600,00	
MEHL ALBERT	1 000,00	
MEINECKE MARIE CHANTAL	1 000,00	
MEJJATI ALAMI-DELLINGER LEILA MARIE CLAIRE	2 500,00	
MERTZ JULIEN	40,00	
MESSMER JENNY	40,00	
METZ CAROLE	32 000,00	
METZ CAROLE	4 000,00	
MEUNIER PIERRICK	2 520,00	
MEUNIER PIERRICK	3 780,00	
MEYER CAMILLE	60,00	
MEYER DI ROSA MELODY	40,00	
MEYER JEAN-CHRISTOPHE	16 660,00	
MEYER JEAN-CHRISTOPHE	11 760,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
MEYER MARC	40,00	
MEYER MICHEL	12 077,00	
MEYER NICOLAS	40,00	
MEYER RAYMOND	5 024,00	
MEYER RAYMOND	2 010,00	
MICHAUD AMANDINE	40,00	
MICHEL MARK	1 000,00	
MIELCAREK DOMINIQUE	39,95	
MIHAND SI MOHAMED	124,00	
MILLOZZI JODY	14 700,00	
MILLOZZI JODY	3 500,00	
MILLOZZI JODY	6 000,00	
MIN JISOOK	3 000,00	
MIRAFI HASSAN	3 220,00	
MIRIC BRICE	1 000,00	
MISCHEL JEREMY	500,00	
MISME ISABELLE	9 138,00	
MISME ISABELLE	6 059,00	
MLADIN STOIA	65 000,00	
MLADIN STOIA	7 000,00	
MOEBS CLAUDINE	40,00	
MOGNOT DAVID	1 000,00	
MOITRIER VINCENT	2 950,00	
MOLON KELLY LAURA CHRISTINE	3 000,00	
MONATH PHILIPPE	40,00	
MONTASSAR HADHUM	9 458,00	
MONTASSAR HADHUM	3 284,00	
MOR SEFKAN	21 840,00	
MORAISIN ISABELLE	39,95	
MORATH ELISA	40,00	
MORGENSTERN CHRISTIANE	1 000,00	
MORIN CAMILLE	10 500,00	
MOSER THIERRY	7 898,00	
MOSER THIERRY	1 975,00	
MOUQUIN ANTONY	29,99	
MOURI ANTONIO	39 162,00	
MUCKENSTURM CLAUDE	19 600,00	
MUCKENSTURM CLAUDE	3 500,00	
MUCKENSTURM CLAUDE	6 600,00	
MUHL CHRISTIAN	2 500,00	
MULLER AMANDINE	2 000,00	
MULLER ARNAUD	28 764,00	
MULLER ARNAUD	2 397,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
MULLER ARNAUD	4 500,00	
MULLER MURIEL	7 305,00	
MULLER MURIEL	2 922,00	
MUNCH JEAN FRANCOIS	2 500,00	
MUNCH ROLAND	40,00	
MUTI MANON	60,00	
MUTSCHLER REMI	40,00	
MUTZ FABIEN	4 850,00	
N DIAYE BAKARI	31 360,00	
NAHLOVSKY MICHEL	1 000,00	
NAJJAR MIMOUN	17 986,00	
NAKOVA MILKA	2 000,00	
NAKOVA MILKA	12 240,00	
NAPIWOCKI MARCEL	8 325,00	
NAPIWOCKI MARCEL	3 500,00	
NARAYANAN DEANNA	1 000,00	
NAUTASCHER L	1 000,00	
NGUYEN CECILE	40,00	
NGUYEN MINH TAM	19 500,00	
NOEL GEORGES	3 000,00	
NOEL GEORGES	2 500,00	
NOEL STEPHANE	40,00	
NOUTCHA SARAH	4 000,00	
NOVAC RUSLAN	4 600,00	
NOVAC RUSLAN	12 421,00	
NOVAC RUSLAN	13 200,00	
NOVAC RUSLAN	5 500,00	
NOWAK JULIEN	19 500,00	
NOWAK JULIEN	7 000,00	
NOWAK JULIEN	4 600,00	
NUSS CHRISTIAN	2 500,00	
NUSS JOSIANE	2 500,00	
NUSS MARIE JOSEE	16 138,00	
NUSS MARIE JOSEE	1 153,00	
OBRITIN MARION	40,00	
OGUR YUSUF	52 492,00	
OGUR YUSUF	5 610,00	
OGUR YUSUF	4 600,00	
OHREL ANDRE	7 096,00	
OHREL ANDRE	2 838,00	
OLLAND FRANCIS	51 500,00	
OLLAND FRANCIS	5 500,00	
ONMAZ HAMZA	9 600,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
OPPE FRANCIS	40,00	
ORIGAS SOPHIE	40,00	
OUAHID CHARLOTTE	40,00	
OUAZZA MOHAMED	5 200,00	
OUHAB AICHA	11 458,00	
OWCARZ GREGORY	30,00	
OZEN SEKER	5 200,00	
PACE RENATO	2 500,00	
PACHOD JACQUES	40,00	
PANCASARI ROSY OKTAVIA	2 000,00	
PATRICE AURORE	2 000,00	
PATRICE JEAN PHILIPPE	4 000,00	
PATRICE SEBASTIEN	4 000,00	
PAULI RENEE	1 195,00	
PAULI RENEE	751,00	
PELLEGRINI KEVIN	40,00	
PEREA SOPHIE	2 500,00	
PERON MARJORIE	1 000,00	
PETCH JESSICA	60,00	
PETER ANNE	40,00	
PETIT JEAN ANNIE	1 778,00	
PETIT JEAN ANNIE	5 500,00	
PETIT JEAN ANNIE	2 911,00	
PETRONI CARINE	39,95	
PEYRON CHRISTINE	40,00	
PFLAUM BRYAN	1 000,00	
PFLAUM BRYAN	2 500,00	
PHAM MINH BAO	4 320,00	
PHAM MINH BAO	926,00	
PHAM PHUONG ANH	4 070,00	
PHAM TUAN KIET	14 007,00	
PHAM TUAN KIET	3 001,00	
PHILIPPI OLIVIER	1 000,00	
PINARD BERTRAND	18 762,00	
PIREYN CATHY ANNE	21 612,00	
PIREYN CATHY ANNE	2 702,00	
PIREYN CATHY ANNE	4 600,00	
PIRRA PATRICK	1 000,00	
PLANCHON JOHAN	500,00	
POIREL ERIC	2 000,00	
POIREL ERIC	2 000,00	
POLH DANIEL	2 000,00	
POLI JACKY	5 200,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
POLLIAND THOMAS	40,00	
PONS PHILIPPE OU FABIA	1 800,00	
QIAN HUI	3 600,00	
QUENDERFF HAEHNEL MICHELE	1 000,00	
QUOIRIN ETIENNE	40,00	
RACHEDI TAHAR	18 900,00	
RACHEDI TAHAR	7 000,00	
RACHEDI TAHAR	4 600,00	
RACHEDI TAHAR	8 190,00	
RAGGAM LAMRI	5 136,00	
RAGGAM LAMRI	2 054,00	
RAHMANI KOUADRI HAMED	14 379,00	
RAHMANI KOUADRI HAMED	13 351,00	
RAHMANI KOUADRI JAMEL	30 800,00	
RAJOUH NAJAT	3 243,00	
RAJOUH NAJAT	695,00	
RAMANANJATOVO JOHNY	2 152,00	
RAMANANJATOVO JOHNY	1 923,00	
RAMEAU JEAN-PIERRE	1 000,00	
RAPP VERONIQUE	39,95	
RATENET PHILIPPE	18 999,00	
REBANI SABRINA	5 000,00	
REBANI SABRINA	13 912,00	
REBANI SABRINA	4 700,00	
REBER CARINE	600,00	
REBER MARIE LOUISE	3 207,00	
REGGUEM MALIKA	5 834,00	
REGGUEM MALIKA	1 250,00	
REMEN ALINE CHRISTELLE	1 500,00	
RENANE KAMLA	29 246,00	
RENEAU MARIE ELISABETH	1 000,00	
REUTENAUER RENE	9 737,00	
REUTENAUER RENE	1 947,00	
REVEL FLORENT	60,00	
RHINN MARIE JEANNE	2 884,00	
RHINN MARIE JEANNE	618,00	
RIBSTEIN JULES	4 000,00	
RICATTE OLIVIER	1 000,00	
RICH MARIE	40,00	
RICHER LEA	40,00	
RICIPUTI NATHALIE	2 500,00	
RIEBER OLIVIER	1 000,00	
RIGGIO MATHIEU	4 600,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
RIMMELSPACHER ELOI	40,00	
RIST JUSTINE	1 500,00	
RITTY IRENE	4 755,00	
RITTY IRENE	1 902,00	
RIVAL YVES	40,00	
ROCCHI MARIE CLAIRE	11 689,00	
ROCCHI MARIE CLAIRE	2 376,00	
ROCHE APOLLINE	60,00	
RODRIGUES CORINNE	1 000,00	
RODRIGUES CORINNE	1 000,00	
RODRIGUES CORINNE	2 500,00	
RODRIGUES CORINNE	2 500,00	
ROHMER FABIEN	40,00	
ROLAND ALAIN	1 000,00	
ROMANUS PASCAL	9 794,00	
ROMANUS PASCAL	6 340,00	
RONCARI MARTHE	5 761,00	
RONCARI MARTHE	1 440,00	
ROSE MURIEL	40,00	
ROSER DAMIEN	5 525,00	
ROULLET MARION	116,99	
ROUTHIEAU VINCENT	19 110,00	
ROUTHIEAU VINCENT	3 500,00	
ROUTHIEAU VINCENT	6 600,00	
ROUX SYLVIE	40,00	
RUCH HUBERT	40,00	
RUDER PASCAL	22,99	
RUESZ CHRISTIANE	63 000,00	
RUESZ CHRISTIANE	7 000,00	
RUIU CYRIL	2 500,00	
RUMMEL NADEGE	40,00	
RYMASZ HAMADBACHIR FAUSEL	2 000,00	
SABOU ALINA MARCELA	1 600,00	
SADEG BRAHIM	18 900,00	
SADEG BRAHIM	7 000,00	
SAGOU ZAHRA	4 956,00	
SAGOU ZAHRA	991,00	
SAHIN YASIN	65 000,00	
SAHIN YASIN	7 000,00	
SALAUN MAXIME	39,00	
SALGUT MAXIME	51 567,00	
SALGUT MAXIME	5 507,00	
SALLAOUI MOHAMED	25 159,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
SALLAOUI MOHAMED	2 097,00	
SANDER PIERRE	13 875,00	
SANDER PIERRE	4 917,00	
SARTER MARIA	60,00	
SAVEY NATHALIE	22 400,00	
SAVEY NATHALIE	4 000,00	
SAVIO PATRICIA	13 435,00	
SAVIO PATRICIA	4 754,00	
SCHAAL CLAUDE	7 696,00	
SCHAAL CLAUDE	2 655,00	
SCHAAL LAURENCE	60,00	
SCHAERER NOUI	49 214,00	
SCHAERER NOUI	3 401,00	
SCHALL BRICE	40,00	
SCHATZ MELANIE	500,00	
SCHAUPP ANNE	24 615,00	
SCHAUPP ANNE	3 077,00	
SCHAUPP ANNE	1 500,00	
SCHINDLER OU SCHMOLL CARINE ANNE OU OLIVIER	1 000,00	
SCHLENCKER ROGER	4 100,00	
SCHLENCKER ROGER	750,00	
SCHLEWER SCHNEBLE PATRICIA	40,00	
SCHLOEGEL AURELIA ET SEBASTIEN	2 000,00	
SCHMIDT DANIEL	3 000,00	
SCHMIDT DANIEL	2 000,00	
SCHMITT FREDERIQUE	40,00	
SCHMITTER CHRISTIANE	14 045,00	
SCHNEIDER ANTOINETTE	1 000,00	
SCHNEIDER HUBERT	40,00	
SCHNEIDER JEAN CLAUDE	40,00	
SCHNEIDER JEAN LAURENT	40,00	
SCHNEIDER LAURA	18 446,00	
SCHNEIDER LAURA	2 750,00	
SCHNEIDER LAURA	400,00	
SCHNEIDER LAURA	15 439,00	
SCHNEIDER LAURA	6 215,00	
SCHNEIDER NICOLAS	172,00	
SCHNORR MELODIE	15 655,00	
SCHOENAHL NELLY	2 000,00	
SCHOETTEL JEAN MARIE	3 362,00	
SCHOETTEL JEAN MARIE	2 418,00	
SCHOETTEL JEAN MARIE	2 079,00	
SCHUH CELINE	1 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
SCHULTZ SERGE	4 600,00	
SCHUMACHER RENE	4 157,00	
SCHUMACHER RENE	891,00	
SCHUTT FLORENCE	45 088,00	
SCHWALLER GILBERT	24 247,00	
SCHWARTZ FABIEN	39,88	
SCHWENTZEL FREDERIC	6 755,00	
SCHWENTZEL FREDERIC	2 462,00	
SCHWIMMER DAN	60,00	
SCHWOB MELISSANDRE	1 619,00	
SCHWOB MELISSANDRE	347,00	
SCHWOEBEL JACKY	2 500,00	
SCHWOEBEL JACKY	5 932,00	
SEFIL VEYSEL	18 620,00	
SEFIL VEYSEL	4 600,00	
SEFIL VEYSEL	14 700,00	
SEFIL VEYSEL	3 500,00	
SEHIBI RICHARD	13 135,00	
SEHIBI RICHARD	28 376,00	
SEHIBI RICHARD	2 851,00	
SEKER AHMET	27 021,00	
SEKER AHMET	35 124,00	
SEKER AHMET	6 683,00	
SEKER AHMET	4 600,00	
SEKER HALIL	12 600,00	
SELVA ALEXANDRE	40,00	
SENART PIERRE	4 033,00	
SENART PIERRE	2 240,00	
SEVIN CHRISTOPHE	2 500,00	
SEVIN CHRISTOPHE	2 000,00	
SEWASTIANOW ANASTASIA	40,00	
SHAKEEL AHMAD	21 000,00	
SHAKEEL AHMAD	3 500,00	
SIAH AHCENE	25 342,00	
SIAH AHCENE	2 518,00	
SIAH AHCENE	5 500,00	
SIAH AHCENE	11 054,00	
SIEHL TANIA	40,00	
SIMON BAPTISTE	17 453,00	
SIMON JESUS CARMELLE	23 946,00	
SIMONIN JEAN CHARLES	40,00	
SINIVASSANE SENDIL	3 600,00	
SINIVASSANE SENDIL	5 686,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
SINIVASSANE SENDIL	53 178,00	
SITTLER MAURICE	39,99	
SMITH REUBEN	500,00	
SMITH REUBEN	500,00	
SOBINE TATIANA	934,61	
SOLD MARIE MADELEINE	5 929,00	
SOLD MARIE MADELEINE	2 372,00	
SOLMA ELIANE	18 900,00	
SOLMA ELIANE	18 900,00	
SOMMER JOCELYNE	40,00	
SOMMER MAGALIE	40,00	
SOMMER MATTHIEU	40,00	
SONET DAMIEN	40,00	
SOYLEMEZ CELALETTIN	12 379,00	
SOYLEMEZ CELALETTIN	3 439,00	
SOYLEMEZ CELALETTIN	4 500,00	
SOYLEMEZ CELALETTIN	28 884,00	
SOYSAL EMREHAN	16 480,00	
SPADA ROBERTO	1 500,00	
SPECHT LAURA	14 721,00	
SPECHT LAURA	5 230,00	
SPEISSER MARIE LOUISE	3 710,00	
SPEISSER MARIE LOUISE	3 116,00	
SPETTEL FRANCOISE GEORGETTE ALBERTINE	3 000,00	
SPETTEL FRANCOISE GEORGETTE ALBERTINE	3 000,00	
SPIELMANN JOSIANE	40,00	
STAWARZ BENJAMIN	60,00	
STEVANN JASEK	1 000,00	
STEYER ALAIN	4 500,00	
STEYER ALAIN	18 707,00	
STEYER ALAIN	2 265,00	
STIEBER JACKY	43 123,00	
STIEBER JACKY	4 569,00	
STIEVENARD CHARLOTTE	169,00	
STIRN MATTHIEU OU ADELINE	1 800,00	
STOCK ANTOINETTE	4 766,00	
STRECKER JULIEN	6 700,00	
STROH JULIEN	39,88	
STUTZMANN MADELINE	40,00	
SUSIN MARGAUX	15 180,00	
SUSIN MARGAUX	5 500,00	
SUSIN MARGAUX	35 420,00	
SUSIN MARGAUX	3 500,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
SUTTER AMBRE	19,90	
TA ALEX	22 940,00	
TA ALEX	5 286,00	
TA ALEX	4 600,00	
TA ALEX	19 348,00	
TAHBOUL HIBA	60,00	
TAIR KHEIRA	5 769,00	
TAIR KHEIRA	2 307,00	
TALBOT JEAN LUC	1 000,00	
TAQUARD VICTOR	40,00	
TARI MOHAMMED	12 261,00	
TAUSIG MICHELINE	40,00	
TAVERNITI VALERIO	44 100,00	
TAVERNITI VALERIO	7 000,00	
TAVERNITI VALERIO	6 700,00	
TAVERNITI VALERIO	18 900,00	
TEMIME JULIEN	5 072,00	
TEMIME JULIEN	1 497,00	
TETOT VINCENT	5 200,00	
THALJAOUI LASSAAD	15 305,00	
THALJAOUI LASSAAD	1 275,00	
TIRAS ZILAN	60,00	
TOHAMI KARIMA	17 252,00	
TOMAR HUSEYIN	17 385,00	
TOMAR HUSEYIN	12 170,00	
TORBEY ANTOINE	40,00	
TORI TOSCANE	4 000,00	
TOUR MOUNIA	2 589,00	
TOUR MOUNIA	1 546,00	
TRAGIN JEAN PAUL	19 260,00	
TRAIKIA MESSAOUDA	18 900,00	
TRAIKIA MESSAOUDA	25 200,00	
TRAN MARGOT	2 000,00	
TRESER CAROLE	40,00	
TRIJASSON FLORIAN	29 400,00	
TRIJASSON FLORIAN	3 500,00	
TROG SABINE	34,99	
TROLLIET JONAS	60,00	
TROMBINI MARCADELLA DAMIEN	4 600,00	
TUMAY JACKY	3 340,00	
TUNCBILEK ALI	3 401,00	
TUNCBILEK ALI	7 936,00	
TUNCBILEK ALI	2 429,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TURK SERKAN HALIL	16 852,00	
TURK SERKAN HALIL	39 322,00	
TURK SERKAN HALIL	6 019,00	
TURK SERKAN HALIL	4 600,00	
TURUDU ABDULLAH	6 400,00	
TURUDU SUKRU	6 400,00	
TURUDU VEYSEL	6 400,00	
UNAL KUBRA	20 768,00	
UTTNER JULIEN	40,00	
UVEZ DAVID	12 116,00	
VAILLANT FREDERIC	44 389,00	
VAILLANT FREDERIC	4 710,00	
VALLAR GAELLE	40,00	
VALLOMY ROSANNE	40,00	
VALOJITCH AURORE	12 600,00	
VAUTRAIN LAURENT	1 000,00	
VAYSSADE PIERRE	5 100,00	
VAYSSADE PIERRE	18 976,00	
VAYSSADE PIERRE	4 000,00	
VAYSSADE PIERRE	9 600,00	
VENEZIANO ALFIO	5 200,00	
VERCLEYEN HOEHN CORINNE	5 200,00	
VERREAUX JORDAN BRUNO MICHEL	5 200,00	
VERSCHAEVE NICOLAS	14 000,00	
VETTER CORENTIN	14 195,00	
VETTER CORENTIN	8 909,00	
VIALAR THIBAULT	40,00	
VINCENT FRANCOIS	17 360,00	
VINCENT SIMON	40,00	
VIX KLEFFER GABRIELLE	5 600,00	
VIX KLEFFER GABRIELLE	36 157,00	
VIX KLEFFER GABRIELLE	4 372,00	
VOGT SCHILB ANNE MARIE	2 500,00	
VOIRIOT EMMANUEL	1 000,00	
VUKSANOVIC GABRIEL	4 049,00	
WAECHTER AMANDINE	19 463,00	
WAGNER YANN	2 000,00	
WALTER AURELIEN	1 600,00	
WALTHER HELIER MARTINE	2 000,00	
WALTHER HELIER MARTINE	2 000,00	
WALTHER HELIER MARTINE	2 000,00	
WARTH NOEMIE	1 000,00	
WEBER LILIANE	4 500,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
WEBER LILIANE	15 458,00	
WEBER LILIANE	2 788,00	
WEBER MARCELLE	4 448,00	
WEBER MARCELLE	953,00	
WEBER PIERRE	21 549,00	
WEIL AMELIA	1 000,00	
WEISS RAPHAEL	15 323,00	
WELLY CHRISTOPHE	40,00	
WENDLING MARIE LOUISE	4 439,00	
WENDLING MARIE LOUISE	993,00	
WERMELINGER LEA	7 894,00	
WERMELINGER LEA	1 053,00	
WILD HUBERT	5 611,00	
WILD HUBERT	1 202,00	
WILLEGGER YANNICK	2 000,00	
WILLIG THIERRY	23 898,00	
WILLIG THIERRY	1 858,00	
WILLIG THIERRY	3 900,00	
WINDGASSEN SARA	27,95	
WINDSTEIN JOAN	3 480,00	
WINTZ EMILIE	60,00	
WITZ IGOR	40,00	
WITZEL AUDE	7 521,00	
WITZEL AUDE	5 381,00	
WOINET JUSTINE	40,00	
WOLFF ADELE	1 786,00	
WOLFF AUDREY	39,00	
WOLFF CHRISTINE	1 000,00	
WOLLJUNG ROBERT	1 000,00	
WOOCK SPIESS HELENE	30,90	
WYDRA ALEXIS	1 000,00	
XAVIER DUBOIS YVETTE	13 200,00	
YANKACAR TIMUR	18 900,00	
YERLIKAYA AZIZ	10 200,00	
YERLIKAYA AZIZ	23 800,00	
YERLIKAYA AZIZ	4 000,00	
YIGIT BILGIN	4 600,00	
YILMAZ AYHAN	14 892,00	
YILMAZ AYHAN	13 899,00	
YUMA MARIE	500,00	
ZAARI YOUNES	18 900,00	
ZAARI YOUNES	2 288,00	
ZEISSLOFF PATRICE	39,95	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ZEMZEMI HICHEM	25 011,00	
ZEMZEMI IBTISSAM	5 200,00	
ZENNOU AICHA	5 372,00	
ZENNOU AICHA	1 151,00	
ZERAOUI NASRINE	17 405,00	
ZINGER JOEL	82 390,00	
ZINS ALEXANDRA	60,00	
ZIRNHELD CEDRIC	5 200,00	
ZOBEL CAROLE	17 223,00	
Autres	**160 000,00**	
CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES BAS RHIN	160 000,00	
Personnes de droit public	**23 118 207,86**	
Etat	**3 656 229,30**	
ACTION CULTURELLE EN MILIEU SCOLAIRE D ALSACE ACMISA	7 000,00	
CHAMBRE D AGRICULTURE DE REGION ALSACE	90 000,00	
CHAMBRE DE COMMERCE ET D INDUSTRIE TERRITORIALE ALSACE EUROMETROPOLE	21 000,00	
CHAMBRE DE COMMERCE ET D INDUSTRIE TERRITORIALE ALSACE EUROMETROPOLE	27 000,00	
CHAMBRE DE COMMERCE ET D INDUSTRIE TERRITORIALE ALSACE EUROMETROPOLE	13 500,00	
CHAMBRE DE COMMERCE ET D INDUSTRIE TERRITORIALE ALSACE EUROMETROPOLE	20 000,00	
CTRE NAT DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE CNRS MOY1000 ALSACE	15 000,00	
CTRE NAT DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE CNRS MOY1000 ALSACE	160 000,00	
CTRE NAT DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE CNRS MOY1000 ALSACE	105 000,00	
CTRE NAT DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE CNRS MOY1000 ALSACE	125 000,00	
CTRE NAT DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE CNRS MOY1000 ALSACE	425 000,00	
CTRE NAT DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE CNRS MOY1000 ALSACE	40 000,00	
DIRECTION SPECIALISEE DES FINANCES PUBLIQUES POUR L ETRANGER DSFIP	15 000,00	
DRFIP GRAND EST ET DEP BAS RHIN DIRECTION DU BAS RHIN	486 395,30	
ECOLE NAT GENIE EAU ET ENVIRONNEMENT DE STRASBOURG ENGEES	5 000,00	
ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE STRASBOURG	5 000,00	
GIP FORMATION CONTINUE ET INSERTION PRGIP FCIP	19 528,00	
INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE MEDICALE	10 000,00	
INSTITUT NATIONAL SCIENCES APPLIQUEES INSA	125 000,00	
INSTITUT NATIONAL SCIENCES APPLIQUEES INSA	5 000,00	
INSTITUT NATIONAL SCIENCES APPLIQUEES INSA	2 656,00	
INSTITUT NATIONAL SCIENCES APPLIQUEES INSA	12 000,00	
INSTITUT NATIONAL SCIENCES APPLIQUEES INSA	19 800,00	
UNIVERSITE DE HAUTE ALSACE	8 000,00	
UNIVERSITE DE STRASBOURG	100 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
UNIVERSITE DE STRASBOURG	300 000,00	
UNIVERSITE DE STRASBOURG	20 000,00	
UNIVERSITE DE STRASBOURG	187 500,00	
UNIVERSITE DE STRASBOURG	100 000,00	
UNIVERSITE DE STRASBOURG	487 000,00	
UNIVERSITE DE STRASBOURG	200 000,00	
UNIVERSITE DE STRASBOURG	100 000,00	
UNIVERSITE DE STRASBOURG	200,00	
UNIVERSITE DE STRASBOURG	70 000,00	
UNIVERSITE DE STRASBOURG	100 000,00	
UNIVERSITE DE STRASBOURG	15 000,00	
UNIVERSITE DE STRASBOURG	28 500,00	
UNIVERSITE DE STRASBOURG	55 000,00	
UNIVERSITE DE STRASBOURG	18 000,00	
UNIVERSITE DE STRASBOURG	1 500,00	
UNIVERSITE DE STRASBOURG	5 250,00	
UNIVERSITE DE STRASBOURG	1 500,00	
UNIVERSITE DE STRASBOURG	10 000,00	
UNIVERSITE DE STRASBOURG	5 000,00	
UNIVERSITE DE STRASBOURG	27 000,00	
UNIVERSITE DE STRASBOURG	8 400,00	
UNIVERSITE DE STRASBOURG	9 000,00	
UNIVERSITE DE STRASBOURG	3 000,00	
UNIVERSITE DE STRASBOURG	22 500,00	
UNIVERSITE DE STRASBOURG ECOLE MANAGEMENT STRASBOURG	15 000,00	
UNIVERSITE GUSTAVE EIFFEL	5 000,00	
Régions	**578 240,00**	
CHAMBRE DE METIERS D ALSACE	240 000,00	
CHAMBRE DE METIERS D ALSACE	12 000,00	
CHAMBRE DE METIERS D ALSACE	5 000,00	
CHAMBRE DE METIERS D ALSACE	4 000,00	
CHAMBRE DE METIERS D ALSACE	16 500,00	
CHAMBRE DE METIERS D ALSACE	27 720,00	
CHAMBRE DE METIERS D ALSACE	18 480,00	
CHAMBRE DE METIERS D ALSACE	10 500,00	
CONSEIL PRESBYTERAL EGLISE LUTHERIENNE - PAROISSE DE MUNDOLSHEIM	40,00	
LYCEE POLYVALENT LE CORBUSIER GRETA STRASBOURG EUROPE	5 000,00	
REGION GRAND EST	108 000,00	
REGION GRAND EST	100 000,00	
REGION GRAND EST	27 000,00	
REGION GRAND EST	4 000,00	
Départements	**123 367,00**	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
COLLECTIVITE EUROPEENNE D ALSACE	76 552,00	
COLLECTIVITE EUROPEENNE D ALSACE	29 190,00	
COLLECTIVITE EUROPEENNE D ALSACE	3 125,00	
COLLECTIVITE EUROPEENNE D ALSACE	12 500,00	
COLLEGE ROUGET DE LISLE	2 000,00	
Communes	**6 642 330,26**	
COMMUNE D ECKBOLSHEIM MAIRIE	10 538,08	
COMMUNE D ECKBOLSHEIM MAIRIE	61 233,20	
COMMUNE D ECKBOLSHEIM MAIRIE	11 015,57	
COMMUNE D ECKWERSHEIM	2 713,64	
COMMUNE D ECKWERSHEIM	33 678,26	
COMMUNE D ESCHAU	19 670,92	
COMMUNE D ESCHAU	54 672,50	
COMMUNE D ESCHAU	10 719,85	
COMMUNE D OBERHAUSBERGEN	24 895,15	
COMMUNE D OBERHAUSBERGEN	70 000,00	
COMMUNE D OBERHAUSBERGEN	19 074,00	
COMMUNE D OBERSCHAEFFOLSHEIM	39 364,20	
COMMUNE D OBERSCHAEFFOLSHEIM	1 825,00	
COMMUNE D OSTWALD	9 758,76	
COMMUNE D OSTWALD	80 000,00	
COMMUNE D OSTWALD	6 870,00	
COMMUNE DE ACHENHEIM MAIRIE	7 000,00	
COMMUNE DE ACHENHEIM MAIRIE	6 513,49	
COMMUNE DE ACHENHEIM MAIRIE	38 926,82	
COMMUNE DE ACHENHEIM MAIRIE	2 291,83	
COMMUNE DE BISCHHEIM MAIRIE	339 434,56	
COMMUNE DE BISCHHEIM MAIRIE	5 750,00	
COMMUNE DE BISCHHEIM MAIRIE	5 750,00	
COMMUNE DE BISCHHEIM MAIRIE	44 213,00	
COMMUNE DE BISCHHEIM MAIRIE	36 071,68	
COMMUNE DE BISCHHEIM MAIRIE	23 805,00	
COMMUNE DE BISCHHEIM MAIRIE	6 870,00	
COMMUNE DE BISCHHEIM MAIRIE	70 000,00	
COMMUNE DE BISCHHEIM MAIRIE	44 212,00	
COMMUNE DE BISCHHEIM MAIRIE	2 100,00	
COMMUNE DE BLAESHEIM	12 000,00	
COMMUNE DE BLAESHEIM	8 509,52	
COMMUNE DE BLAESHEIM	33 240,88	
COMMUNE DE BLAESHEIM	2 070,04	
COMMUNE DE BLAESHEIM	8 438,67	
COMMUNE DE BREUSCHWICKERSHEIM MAIRIE	33 240,88	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
COMMUNE DE BREUSCHWICKERSHEIM MAIRIE	797,92	
COMMUNE DE ENTZHEIM MAIRIE	38 926,82	
COMMUNE DE ENTZHEIM MAIRIE	9 464,83	
COMMUNE DE FEGERSHEIM MAIRIE	16 708,11	
COMMUNE DE FEGERSHEIM MAIRIE	54 235,12	
COMMUNE DE FEGERSHEIM MAIRIE	2 563,77	
COMMUNE DE FEGERSHEIM MAIRIE	9 684,83	
COMMUNE DE FEGERSHEIM MAIRIE	6 000,00	
COMMUNE DE GEISPOLSHEIM	12 346,31	
COMMUNE DE GEISPOLSHEIM	70 000,00	
COMMUNE DE GEISPOLSHEIM	63 857,48	
COMMUNE DE GEISPOLSHEIM	2 835,83	
COMMUNE DE HANGENBIETEN	2 291,83	
COMMUNE DE HANGENBIETEN	8 867,25	
COMMUNE DE HANGENBIETEN	35 427,78	
COMMUNE DE HANGENBIETEN	2 882,45	
COMMUNE DE HOENHEIM MAIRIE	12 945,00	
COMMUNE DE HOLTZHEIM MAIRIE	40 706,89	
COMMUNE DE HOLTZHEIM MAIRIE	45 487,52	
COMMUNE DE ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	7 000,00	
COMMUNE DE ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	80 000,00	
COMMUNE DE ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	18 320,00	
COMMUNE DE ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	33 712,08	
COMMUNE DE KOLBSHEIM MAIRIE	31 491,36	
COMMUNE DE LA WANTZENAU MAIRIE	15 117,56	
COMMUNE DE LA WANTZENAU MAIRIE	55 109,88	
COMMUNE DE LA WANTZENAU MAIRIE	10 000,00	
COMMUNE DE LA WANTZENAU MAIRIE	17 891,06	
COMMUNE DE LAMPERTHEIM	15 324,70	
COMMUNE DE LAMPERTHEIM	43 300,62	
COMMUNE DE LAMPERTHEIM	4 990,00	
COMMUNE DE LINGOLSHEIM	31 166,04	
COMMUNE DE LINGOLSHEIM	6 870,00	
COMMUNE DE LINGOLSHEIM	20 626,47	
COMMUNE DE LINGOLSHEIM	27 000,00	
COMMUNE DE LIPSHEIM	739,30	
COMMUNE DE LIPSHEIM	8 599,21	
COMMUNE DE LIPSHEIM	39 364,20	
COMMUNE DE LIPSHEIM	559,15	
COMMUNE DE MITTELHAUSBERGEN	36 739,92	
COMMUNE DE MUNDOLSHEIM MAIRIE	13 455,26	
COMMUNE DE MUNDOLSHEIM MAIRIE	10 295,64	
COMMUNE DE MUNDOLSHEIM MAIRIE	51 610,84	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
COMMUNE DE MUNDOLSHEIM MAIRIE	10 000,00	
COMMUNE DE OSTHOFFEN	30 616,60	
COMMUNE DE OSTHOFFEN	1 507,04	
COMMUNE DE PLOBSHEIM	6 058,49	
COMMUNE DE REICHSTETT MAIRIE	67 475,00	
COMMUNE DE REICHSTETT MAIRIE	67 475,00	
COMMUNE DE REICHSTETT MAIRIE	5 800,00	
COMMUNE DE REICHSTETT MAIRIE	13 700,51	
COMMUNE DE REICHSTETT MAIRIE	48 549,18	
COMMUNE DE REICHSTETT MAIRIE	2 654,37	
COMMUNE DE REICHSTETT MAIRIE	5 800,00	
COMMUNE DE SCHILTIGHEIM MAIRIE	13 740,00	
COMMUNE DE SCHILTIGHEIM MAIRIE	22 308,00	
COMMUNE DE SCHILTIGHEIM MAIRIE	80 000,00	
COMMUNE DE SOUFFELWEYERSHEIM MAIRIE	9 349,66	
COMMUNE DE SOUFFELWEYERSHEIM MAIRIE	65 607,00	
COMMUNE DE SOUFFELWEYERSHEIM MAIRIE	10 350,20	
COMMUNE DE STRASBOURG ECOLE MATERNELLE LEZAY MARNESIA	320,33	
COMMUNE DE STRASBOURG ECOLE PRIMAIRE CRONENBOURG C HIRTZ	547,20	
COMMUNE DE STRASBOURG MAIRIE	4 500,00	
COMMUNE DE STRASBOURG MAIRIE	85 002,45	
COMMUNE DE STRASBOURG MAIRIE	50 000,00	
COMMUNE DE STRASBOURG MAIRIE	2 452 931,54	
COMMUNE DE STRASBOURG MAIRIE	272 506,00	
COMMUNE DE STRASBOURG MAIRIE	260 000,00	
COMMUNE DE STRASBOURG MAIRIE	155 720,00	
COMMUNE DE STRASBOURG MAIRIE	80 000,00	
COMMUNE DE STRASBOURG MAIRIE	50 000,00	
COMMUNE DE STRASBOURG MAIRIE	60 000,00	
COMMUNE DE STRASBOURG MAIRIE	30 000,00	
COMMUNE DE STRASBOURG MAIRIE	34 800,00	
COMMUNE DE STRASBOURG MAIRIE	30 000,00	
COMMUNE DE VENDENHEIM MAIRIE	8 132,30	
COMMUNE DE VENDENHEIM MAIRIE	29 652,49	
COMMUNE DE VENDENHEIM MAIRIE	55 547,26	
COMMUNE DE VENDENHEIM MAIRIE	2 600,84	
COMMUNE DE VENDENHEIM MAIRIE	70 000,00	
COMMUNE DE WOLFISHEIM	12 345,59	
COMMUNE DE WOLFISHEIM	46 799,66	
COMMUNE DE WOLFISHEIM	10 000,00	
COMMUNE DE WOLFISHEIM	9 906,62	
COMMUNE NIEDERHAUSBERGEN	2 796,67	
COMMUNE NIEDERHAUSBERGEN	34 990,40	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
COMMUNE NIEDERHAUSBERGEN	3 333,33	
INSTITUT NATIONAL DU SERVICE PUBLIC INSP	10 000,00	
MAISON SPORT SANTE DE STRASBOURG	48 890,00	
MAISON SPORT SANTE DE STRASBOURG	8 236,00	
MAISON SPORT SANTE DE STRASBOURG	60 000,00	
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)	**9 323 438,13**	
CROUS CENTRE REGIONAL OEUVRES UNIV SCOLAIRES	60 000,00	
EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	78 623,00	
MAISON DES ADOLESCENTS	120 000,00	
MAISON DES ADOLESCENTS	10 000,00	
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	79 636,70	
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	8 460,00	
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	274 000,00	
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	14 400,00	
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	21 600,00	
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	36 000,00	
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	16 200,00	
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	36 000,00	
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	21 600,00	
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	21 600,00	
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	36 000,00	
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	37 800,00	
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	36 000,00	
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	18 000,00	
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	14 400,00	
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	8 100,00	
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	24 628,10	
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	30 620,10	
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	57 600,00	
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	66 115,50	
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	33 168,60	
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	30 000,00	
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	28 500,00	
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	48 000,00	
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	6 000,00	
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	534 140,00	
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	42 768,26	
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	42 000,00	
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	28 465,46	
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	25 500,00	
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	40 800,00	
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	93 600,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	39 931,60	
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	10 143,00	
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	12 000,00	
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	16 584,30	
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	409 425,40	
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	16 800,00	
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	206 267,40	
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	7 255,60	
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	5 400,00	
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	36 000,00	
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	14 776,86	
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	51 595,50	
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	71 040,00	
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	308 875,00	
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	9 600,00	
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	44 160,00	
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	4 500,00	
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	24 600,00	
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	19 200,00	
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	7 200,00	
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	53 640,00	
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	9 600,00	
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	10 200,00	
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	10 500,00	
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	12 069,96	
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	5 740,13	
OPH EUROMETROPOLE DE STRASBOURG OPHEA	14 993,79	
OPUS 67	9 631,95	
PORT AUTONOME DE STRASBOURG	20 000,00	
ZFE AIDE A LA CONVERSION PARTICULIERS	228 700,00	
ZFE AIDE A LA CONVERSION PARTICULIERS	188 000,00	
ZFE AIDE A LA CONVERSION PARTICULIERS	180 043,01	
ZFE AIDE A LA CONVERSION PARTICULIERS	140 920,00	
ZFE AIDE A LA CONVERSION PARTICULIERS	181 000,00	
ZFE AIDE A LA CONVERSION PARTICULIERS	208 640,00	
ZFE AIDE A LA CONVERSION PARTICULIERS	131 760,00	
ZFE AIDE A LA CONVERSION PARTICULIERS	180 992,00	
ZFE AIDE A LA CONVERSION PARTICULIERS	154 960,00	
ZFE AIDE A LA CONVERSION PARTICULIERS	20 000,00	
ZFE AIDE A LA CONVERSION PARTICULIERS	146 000,00	
ZFE AIDE A LA CONVERSION PARTICULIERS	187 680,00	
ZFE AIDE A LA CONVERSION PARTICULIERS	168 720,00	
ZFE AIDE A LA CONVERSION PARTICULIERS	133 800,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ZFE AIDE A LA CONVERSION PARTICULIERS	59 160,00	
ZFE AIDE A LA CONVERSION PARTICULIERS	599 560,00	
ZFE AIDE A LA CONVERSION PARTICULIERS	978 545,86	
ZFE AIDE A LA CONVERSION PARTICULIERS	597 452,00	
ZFE AIDE A LA CONVERSION PARTICULIERS	118 000,00	
ZFE AIDE A LA CONVERSION PARTICULIERS	877 107,64	
ZFE AIDE A LA CONVERSION PARTICULIERS	188 841,41	
ZFE AIDE A LA CONVERSION POUR LES PROFESSIONNELS	1 000,00	
ZFE AIDE A LA CONVERSION POUR LES PROFESSIONNELS	1 500,00	
ZFE AIDE A LA CONVERSION POUR LES PROFESSIONNELS	8 000,00	
ZFE AIDE A LA CONVERSION POUR LES PROFESSIONNELS	4 000,00	
ZFE AIDE A LA CONVERSION POUR LES PROFESSIONNELS	5 500,00	
ZFE AIDE A LA CONVERSION POUR LES PROFESSIONNELS	1 500,00	
ZFE AIDE A LA CONVERSION POUR LES PROFESSIONNELS	4 000,00	
ZFE AIDE A LA CONVERSION POUR LES PROFESSIONNELS	9 500,00	
ZFE AIDE A LA CONVERSION POUR LES PROFESSIONNELS	1 500,00	
ZFE AIDE A LA CONVERSION POUR LES PROFESSIONNELS	75 000,00	
Autres	**2 794 603,17**	
CENTRE COMMUNAL D ACTION SOCIALE CCAS	2 559 906,00	
CENTRE COMMUNAL D ACTION SOCIALE CCAS	35 000,00	
HOPITAUX UNIVERSITAIRES STRASBOURG HUS HOPITAL CIVIL	199 697,17	

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**7,00**	**0,00**	**7,00**	**6,00**	**0,00**	**6,00**
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général adjoint des services	A	6,00	0,00	6,00	5,00	0,00	5,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**1 846,00**	**3,20**	**1 849,20**	**1 295,40**	**348,40**	**1 643,80**
Adjoint administratif pal 1 cl	C	0,00	0,00	0,00	325,80	0,00	325,80
Adjoint administratif pal 2 cl	C	9,00	0,00	9,00	82,60	5,00	87,60
Adjoint administratif terr.	C	297,00	0,70	297,70	90,40	11,00	101,40
Administrateur	A	23,00	0,00	23,00	11,00	2,00	13,00
Administrateur hors classe	A	0,00	0,00	0,00	6,80	3,00	9,80
Attaché	A	622,00	0,50	622,50	216,40	160,60	377,00
Attaché hors classe	A	4,00	0,00	4,00	23,00	0,00	23,00
Attaché principal	A	68,00	0,00	68,00	176,70	27,00	203,70
Directeur territorial	A	0,00	0,00	0,00	12,90	3,00	15,90
Rédacteur	B	816,00	2,00	818,00	122,20	121,80	244,00
Rédacteur principal 1 cl	B	0,00	0,00	0,00	152,10	3,00	155,10
Rédacteur principal 2 cl	B	7,00	0,00	7,00	75,50	12,00	87,50
FILIERE TECHNIQUE (c)		**3 291,00**	**57,85**	**3 348,85**	**2 778,19**	**305,70**	**3 083,89**
Adjoint technique pal 1 cl	C	0,00	0,00	0,00	787,52	2,00	789,52
Adjoint technique pal 2 cl	C	1,00	0,00	1,00	234,07	3,00	237,07
Adjoint technique territorial	C	1 924,00	57,85	1 981,85	549,00	53,40	602,40
Agent de maîtrise	C	318,00	0,00	318,00	160,60	20,00	180,60
Agent de maîtrise principal	C	0,00	0,00	0,00	431,40	6,00	437,40
Ingénieur	A	495,00	0,00	495,00	118,90	97,30	216,20
Ingénieur en chef	A	12,00	0,00	12,00	17,00	0,00	17,00
Ingénieur en chef hors classe	A	0,00	0,00	0,00	9,00	1,00	10,00
Ingénieur général	A	0,00	0,00	0,00	1,00	0,00	1,00
Ingénieur hors classe	A	0,00	0,00	0,00	6,00	1,00	7,00

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
Ingénieur principal	A	36,00	0,00	36,00	192,70	18,00	210,70
Technicien	B	248,00	0,00	248,00	52,80	19,00	71,80
Technicien principal de 1 cl	B	0,00	0,00	0,00	114,00	4,60	118,60
Technicien principal de 2 cl	B	257,00	0,00	257,00	104,20	80,40	184,60
FILIERE SOCIALE (d)		**771,00**	**0,50**	**771,50**	**605,60**	**155,40**	**761,00**
Agent social	C	37,00	0,00	37,00	26,60	7,00	33,60
Agent social principal 1 cl	C	0,00	0,00	0,00	16,00	0,00	16,00
Agent social principal 2 cl	C	0,00	0,00	0,00	12,00	1,00	13,00
Agent spéc pal écoles mat 1 cl	C	70,00	0,50	70,50	239,70	1,00	240,70
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	385,00	0,00	385,00	116,30	85,00	201,30
Assistant socio-éducatif	A	174,00	0,00	174,00	43,60	47,40	91,00
Assistant socio-éducatif cl ex	A	0,00	0,00	0,00	74,50	0,00	74,50
Conseiller socio-éducatif	A	31,00	0,00	31,00	0,00	1,00	1,00
Conseiller supérieur socio-édu	A	0,00	0,00	0,00	2,00	0,00	2,00
Educateur de jeunes enf. cl ex	A	0,00	0,00	0,00	62,80	0,00	62,80
Educateur ter. jeunes enfants	A	66,00	0,00	66,00	12,10	12,00	24,10
Moniteur-éducateur et interven	B	8,00	0,00	8,00	0,00	1,00	1,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**161,00**	**1,55**	**162,55**	**104,06**	**21,70**	**125,76**
Auxiliaire de soins pal 2 cl	C	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00
Auxiliaire puériculture cl. nl	B	48,00	0,00	48,00	8,70	11,80	20,50
Auxiliaire puériculture cl.sup	B	0,00	0,00	0,00	29,00	0,00	29,00
Cadre de santé	A	16,00	0,00	16,00	3,00	0,00	3,00
Infirmier de classe normale	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Infirmier en soins généraux	A	13,00	0,00	13,00	6,80	0,00	6,80
Infirmier soins gén hors class	A	0,00	0,00	0,00	10,80	0,00	10,80
Médecin 1cl.	A	1,00	0,00	1,00	6,70	1,50	8,20
Médecin 2cl.	A	19,00	1,00	20,00	2,00	3,10	5,10
Médecin Hcl.	A	0,00	0,00	0,00	3,80	1,00	4,80
Psychologue Hcl.	A	0,00	0,00	0,00	4,26	0,00	4,26
Psychologue cl.N	A	8,00	0,55	8,55	2,00	1,00	3,00
Puéricultrice	A	0,00	0,00	0,00	13,00	1,30	14,30
Puéricultrice classe normale	A	52,00	0,00	52,00	0,00	0,00	0,00
Puéricultrice hors classe	A	0,00	0,00	0,00	11,20	0,00	11,20
Sage-femme de classe normale	A	3,00	0,00	3,00	0,00	1,00	1,00
Sage-femme hors classe	A	0,00	0,00	0,00	2,80	0,00	2,80
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**2,00**	**0,00**	**2,00**	**0,00**	**2,00**	**2,00**
Pédicures-pod,ergothé. h cl	A	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00
Pédicures-pod,ergothérapeutes	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Tech paramédical classe norm	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
FILIERE SPORTIVE (g)		**122,00**	**0,00**	**122,00**	**93,30**	**12,80**	**106,10**
Conseiller ter A.P.S principal	A	0,00	0,00	0,00	2,00	0,00	2,00
Conseiller territorial A.P.S.	A	17,00	0,00	17,00	3,00	0,00	3,00
Educateur A.P.S pal 1er cl	B	0,00	0,00	0,00	55,90	0,00	55,90
Educateur A.P.S pal 2cl	B	1,00	0,00	1,00	9,90	0,00	9,90
Educateur territorial A.P.S	B	104,00	0,00	104,00	18,50	12,80	31,30
Opérateur A.P.S. principal	C	0,00	0,00	0,00	4,00	0,00	4,00
FILIERE CULTURELLE (h)		**577,25**	**29,49**	**606,74**	**489,86**	**54,50**	**544,36**
Adjoint du patrimoine pal 1 cl	C	0,00	0,00	0,00	110,20	0,00	110,20
Adjoint du patrimoine pal 2 cl	C	5,00	0,00	5,00	38,55	1,50	40,05
Adjoint territorial patrimoine	C	214,00	13,00	227,00	52,30	9,40	61,70
Assistant conservation pal 1c	B	8,00	0,00	8,00	63,60	0,00	63,60
Assistant conservation pal 2c	B	0,00	0,00	0,00	38,70	1,00	39,70
Assistant de conservation	B	126,00	0,00	126,00	24,40	5,00	29,40
Assistant ens. art. pal 1er cl	B	0,00	0,00	0,00	19,15	1,50	20,65
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	28,00	1,70	29,70	6,30	10,10	16,40
Assistant ens. artistique	B	12,00	4,05	16,05	2,85	3,00	5,85
Attaché cons.	A	38,00	2,86	40,86	14,59	8,50	23,09
Attaché principal conservation	A	0,00	0,00	0,00	14,09	0,00	14,09
Bibliothécaire principal	A	0,00	0,00	0,00	11,70	0,00	11,70
Bibliothécaire territorial	A	30,00	0,00	30,00	7,70	1,00	8,70
Conservateur (bibliothèque)	A	11,00	0,00	11,00	4,00	0,00	4,00
Conservateur (patrimoine)	A	17,00	0,00	17,00	3,00	2,00	5,00
Conservateur en chef (biblio)	A	0,00	0,00	0,00	7,00	0,00	7,00
Conservateur en chef (pat)	A	0,00	0,00	0,00	11,00	0,00	11,00
Directeur étab ens art 1ca	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Professeur de musique	A	0,00	0,00	0,00	0,00	3,00	3,00
Professeur ens. art. Hcl.	A	0,00	0,00	0,00	48,00	5,50	53,50
Professeur ens. art. cl.N	A	87,25	7,88	95,13	11,73	3,00	14,73
FILIERE ANIMATION (i)		**153,00**	**53,36**	**206,36**	**245,49**	**28,16**	**273,65**
Adjoint d'animation pal 1 cl	C	0,00	0,00	0,00	31,26	0,00	31,26
Adjoint d'animation pal 2 cl	C	2,00	0,00	2,00	82,39	0,00	82,39
Adjoint territorial animation	C	142,00	53,36	195,36	105,44	20,16	125,60
Animateur	B	9,00	0,00	9,00	14,40	6,00	20,40
Animateur principal de 1ère cl	B	0,00	0,00	0,00	3,00	0,00	3,00
Animateur principal de 2ème cl	B	0,00	0,00	0,00	9,00	2,00	11,00
FILIERE POLICE (j)		**157,00**	**0,00**	**157,00**	**133,80**	**0,00**	**133,80**
Brigadier (appellation)	**C**	**12,00**	**0,00**	**12,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Brigadier-chef principal	**C**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**108,80**	**0,00**	**108,80**

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
Chef de police municipale	C	0,00	0,00	0,00	1,00	0,00	1,00
Chef de service de police	B	11,00	0,00	11,00	5,00	0,00	5,00
Chef service de police pal 1cl	B	0,00	0,00	0,00	3,00	0,00	3,00
Directeur de police municipale	A	2,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00
Gardien-brigadier	C	132,00	0,00	132,00	16,00	0,00	16,00
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		7 080,25	145,95	7 226,20	5 745,70	928,66	6 674,36

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**508 975,98**		
Adjoint administratif pal 2 cl	C	ADM	394	0,00	332-13	CDD
Adjoint administratif pal 2 cl	C	ADM	371	0,00	332-13	CDD
Adjoint administratif pal 2 cl	C	ADM	386	0,00	332-14	CDD
Adjoint administratif pal 2 cl	C	ADM	374	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint administratif pal 2 cl	C	ADM	446	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	370	0,00	332-13	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	432	0,00	332-13	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	381	0,00	332-13	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	368	0,00	332-13	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	368	0,00	332-13	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	370	0,00	332-13	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	378	0,00	332-13	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint du patrimoine pal 2 cl	C	CULT	400	0,00	326_352	CDD
Adjoint du patrimoine pal 2 cl	C	CULT	461	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint technique pal 1 cl	C	TECH	525	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique pal 1 cl	C	TECH	447	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique pal 2 cl	C	TECH	374	0,00	326_352	CDD
Adjoint technique pal 2 cl	C	TECH	430	0,00	332-10	CDI
Adjoint technique pal 2 cl	C	TECH	472	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	368	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	368	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	368	0,00	332-13	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	368	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	368	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	368	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	368	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	386	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	368	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	370	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	368	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	368	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	368	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	370	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	368	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	400	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	386	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	368	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	368	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	371	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	381	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	368	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	374	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	370	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	386	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	371	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial patrimoine	C	CULT	397	0,00	332-10	CDI
Adjoint territorial patrimoine	C	CULT	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint territorial patrimoine	C	CULT	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint territorial patrimoine	C	CULT	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint territorial patrimoine	C	CULT	371	0,00	332-13	CDD
Adjoint territorial patrimoine	C	CULT	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint territorial patrimoine	C	CULT	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint territorial patrimoine	C	CULT	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint territorial patrimoine	C	CULT	371	0,00	332-13	CDD
Adjoint territorial patrimoine	C	CULT	367	0,00	332-14	CDD
Administrateur	A	ADM	635	0,00	332-8-2°	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Administrateur	A	ADM	635	0,00	332-8-2°	CDD
Administrateur hors classe	A	ADM	0	52 634,40	332-10	CDI
Administrateur hors classe	A	ADM	0	54 642,84	332-10	CDI
Administrateur hors classe	A	ADM	0	61 731,60	332-10	CDI
Agent de maîtrise	C	TECH	378	0,00	326_352	CDD
Agent de maîtrise	C	TECH	413	0,00	332-14	CDD
Agent de maîtrise	C	TECH	465	0,00	332-14	CDD
Agent de maîtrise	C	TECH	371	0,00	332-14	CDD
Agent de maîtrise	C	TECH	562	0,00	332-14	CDD
Agent de maîtrise	C	TECH	465	0,00	332-14	CDD
Agent de maîtrise	C	TECH	371	0,00	332-14	CDD
Agent de maîtrise	C	TECH	437	0,00	332-14	CDD
Agent de maîtrise	C	TECH	413	0,00	332-8-2°	CDD
Agent de maîtrise	C	TECH	499	0,00	332-8-2°	CDD
Agent de maîtrise	C	TECH	499	0,00	332-8-2°	CDD
Agent de maîtrise	C	TECH	437	0,00	332-8-2°	CDD
Agent de maîtrise	C	TECH	397	0,00	332-8-2°	CDD
Agent de maîtrise	C	TECH	413	0,00	332-8-2°	CDD
Agent de maîtrise	C	TECH	562	0,00	332-8-2°	CDD
Agent de maîtrise	C	TECH	499	0,00	332-8-2°	CDD
Agent de maîtrise	C	TECH	449	0,00	332-8-2°	CDD
Agent de maîtrise	C	TECH	499	0,00	332-8-2°	CDD
Agent de maîtrise	C	TECH	413	0,00	332-8-2°	CDD
Agent de maîtrise	C	TECH	499	0,00	332-8-2°	CDD
Agent de maîtrise principal	C	TECH	552	0,00	332-10	CDI
Agent de maîtrise principal	C	TECH	529	0,00	332-10	CDI
Agent de maîtrise principal	C	TECH	563	0,00	332-14	CDD
Agent de maîtrise principal	C	TECH	597	0,00	332-8-2°	CDD
Agent de maîtrise principal	C	TECH	563	0,00	332-8-2°	CDD
Agent de maîtrise principal	C	TECH	420	0,00	332-8-2°	CDD
Agent social	C	S	374	0,00	332-13	CDD
Agent social	C	S	381	0,00	332-13	CDD
Agent social	C	S	368	0,00	332-13	CDD
Agent social	C	S	386	0,00	332-13	CDD
Agent social	C	S	400	0,00	332-13	CDD
Agent social	C	S	371	0,00	332-13	CDD
Agent social	C	S	386	0,00	332-14	CDD
Agent social principal 2 cl	C	S	368	0,00	332-13	CDD
Agent spéc pal écoles mat 1 cl	C	S	447	0,00	332-13	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	371	0,00	326_352	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	424	0,00	332-10	CDI
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	441	0,00	332-10	CDI
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	423	0,00	332-10	CDI

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	368	0,00	332-13	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	371	0,00	332-13	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	461	0,00	332-13	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	394	0,00	332-13	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	371	0,00	332-13	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	400	0,00	332-13	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	386	0,00	332-13	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	368	0,00	332-13	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	374	0,00	332-13	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	368	0,00	332-13	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	371	0,00	332-13	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	368	0,00	332-13	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	368	0,00	332-13	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	368	0,00	332-13	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	368	0,00	332-13	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	368	0,00	332-13	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	371	0,00	332-13	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	368	0,00	332-13	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	461	0,00	332-13	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	368	0,00	332-13	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	368	0,00	332-13	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	368	0,00	332-13	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	368	0,00	332-13	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	368	0,00	332-13	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	368	0,00	332-13	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	368	0,00	332-13	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	368	0,00	332-13	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	368	0,00	332-13	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	368	0,00	332-13	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	394	0,00	332-13	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	368	0,00	332-13	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	413	0,00	332-13	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	413	0,00	332-13	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	368	0,00	332-13	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	368	0,00	332-13	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	368	0,00	332-13	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	368	0,00	332-13	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	368	0,00	332-13	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	368	0,00	332-13	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	371	0,00	332-14	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	371	0,00	332-14	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	371	0,00	332-14	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	368	0,00	332-14	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	400	0,00	332-14	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	368	0,00	332-14	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	371	0,00	332-14	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	368	0,00	332-14	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	374	0,00	332-14	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	368	0,00	332-14	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	368	0,00	332-14	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	368	0,00	332-14	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	368	0,00	332-14	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	371	0,00	332-14	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	368	0,00	332-14	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	368	0,00	332-14	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	400	0,00	332-14	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	400	0,00	332-14	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	371	0,00	332-8-2°	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	422	0,00	332-8-2°	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	422	0,00	332-8-2°	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	413	0,00	332-8-2°	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	371	0,00	332-8-2°	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	422	0,00	332-8-2°	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	371	0,00	332-8-2°	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	427	0,00	332-8-2°	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	386	0,00	332-8-2°	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	424	0,00	332-8-2°	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	457	0,00	332-8-2°	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	430	0,00	332-8-2°	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	422	0,00	332-8-2°	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	371	0,00	332-8-2°	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	394	0,00	332-8-2°	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	371	0,00	332-8-2°	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	485	0,00	332-8-2°	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	430	0,00	332-8-2°	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	400	0,00	332-8-2°	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	394	0,00	332-8-2°	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	485	0,00	332-8-2°	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	461	0,00	332-8-2°	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	386	0,00	332-8-2°	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	430	0,00	332-8-2°	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	371	0,00	332-8-2°	CDD
Animateur	B	ANIM	397	0,00	332-14	CDD
Animateur	B	ANIM	451	0,00	332-14	CDD
Animateur	B	ANIM	400	0,00	332-8-2°	CDD
Animateur	B	ANIM	394	0,00	332-8-2°	CDD
Animateur	B	ANIM	394	0,00	332-8-2°	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Animateur	B	ANIM	400	0,00	332-8-2°	CDD
Animateur principal de 2ème cl	B	ANIM	427	0,00	332-8-2°	CDD
Animateur principal de 2ème cl	B	ANIM	427	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant conservation pal 2c	B	CULT	413	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant de conservation	B	CULT	431	0,00	332-13	CDD
Assistant de conservation	B	CULT	386	0,00	332-14	CDD
Assistant de conservation	B	CULT	399	0,00	332-14	CDD
Assistant de conservation	B	CULT	413	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant de conservation	B	CULT	394	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant ens. art. pal 1er cl	B	CULT	638	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant ens. art. pal 1er cl	B	CULT	638	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	400	0,00	332-14	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	542	0,00	332-14	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	528	0,00	332-14	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	567	0,00	332-14	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	479	0,00	332-14	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	458	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	400	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	437	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	427	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	638	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant ens. art. pal 2è cl	B	CULT	528	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant ens. artistique	B	CULT	588	0,00	332-10	CDI
Assistant ens. artistique	B	CULT	573	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant ens. artistique	B	CULT	434	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	477	0,00	326_352	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	499	0,00	332-10	CDI
Assistant socio-éducatif	A	S	528	0,00	332-13	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	547	0,00	332-14	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	461	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	511	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	477	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	477	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	592	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	461	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	483	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	483	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	483	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	461	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	443	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	461	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	461	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	551	0,00	332-8-2°	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Assistant socio-éducatif	A	S	551	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	483	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	461	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	461	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	461	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	443	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	443	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	511	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	623	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	596	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	443	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	443	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	443	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	443	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	528	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	443	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	494	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	443	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	494	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	443	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	443	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	443	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	443	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	528	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	511	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	477	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	443	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	494	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	443	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	732	0,00	326_352	CDD
Attaché	A	ADM	499	0,00	326_352	CDD
Attaché	A	ADM	653	0,00	326_352	CDD
Attaché	A	ADM	796	0,00	332-10	CDI
Attaché	A	ADM	782	0,00	332-10	CDI
Attaché	A	ADM	675	0,00	332-10	CDI
Attaché	A	ADM	549	0,00	332-10	CDI
Attaché	A	ADM	707	0,00	332-10	CDI
Attaché	A	ADM	567	0,00	332-10	CDI
Attaché	A	ADM	653	0,00	332-10	CDI
Attaché	A	ADM	737	0,00	332-10	CDI
Attaché	A	ADM	733	0,00	332-10	CDI
Attaché	A	ADM	602	0,00	332-10	CDI

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Attaché	A	ADM	530	0,00	332-10	CDI
Attaché	A	ADM	556	0,00	332-10	CDI
Attaché	A	ADM	649	0,00	332-10	CDI
Attaché	A	ADM	736	0,00	332-10	CDI
Attaché	A	ADM	932	0,00	332-10	CDI
Attaché	A	ADM	649	0,00	332-10	CDI
Attaché	A	ADM	560	0,00	332-10	CDI
Attaché	A	ADM	821	0,00	332-10	CDI
Attaché	A	ADM	653	0,00	332-10	CDI
Attaché	A	ADM	611	0,00	332-10	CDI
Attaché	A	ADM	777	0,00	332-10	CDI
Attaché	A	ADM	469	0,00	332-13	CDD
Attaché	A	ADM	653	0,00	332-13	CDD
Attaché	A	ADM	443	0,00	332-13	CDD
Attaché	A	ADM	469	0,00	332-13	CDD
Attaché	A	ADM	386	0,00	332-13	CDD
Attaché	A	ADM	611	0,00	332-13	CDD
Attaché	A	ADM	443	0,00	332-13	CDD
Attaché	A	ADM	499	0,00	332-13	CDD
Attaché	A	ADM	567	0,00	332-13	CDD
Attaché	A	ADM	738	0,00	332-14	CDD
Attaché	A	ADM	653	0,00	332-14	CDD
Attaché	A	ADM	525	0,00	332-14	CDD
Attaché	A	ADM	443	0,00	332-14	CDD
Attaché	A	ADM	443	0,00	332-14	CDD
Attaché	A	ADM	653	0,00	332-14	CDD
Attaché	A	ADM	469	0,00	332-14	CDD
Attaché	A	ADM	692	0,00	332-14	CDD
Attaché	A	ADM	444	0,00	332-14	CDD
Attaché	A	ADM	469	0,00	332-14	CDD
Attaché	A	ADM	525	0,00	332-14	CDD
Attaché	A	ADM	443	0,00	332-14	CDD
Attaché	A	ADM	778	0,00	332-14	CDD
Attaché	A	ADM	443	0,00	332-14	CDD
Attaché	A	ADM	443	0,00	332-14	CDD
Attaché	A	ADM	443	0,00	332-14	CDD
Attaché	A	ADM	443	0,00	332-14	CDD
Attaché	A	ADM	443	0,00	332-14	CDD
Attaché	A	ADM	778	0,00	332-14	CDD
Attaché	A	ADM	567	0,00	332-14	CDD
Attaché	A	ADM	692	0,00	332-14	CDD
Attaché	A	ADM	560	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	593	0,00	332-8-2°	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Attaché	A	ADM	593	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	528	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	777	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	653	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	525	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	611	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	530	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	611	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	525	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	530	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	611	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	502	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	499	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	530	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	499	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	469	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	530	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	469	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	514	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	602	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	777	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	499	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	560	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	560	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	499	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	472	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	525	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	732	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	472	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	560	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	499	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	502	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	499	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	649	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	502	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	732	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	653	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	653	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	653	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	694	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	653	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	611	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	560	0,00	332-8-2°	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Attaché	A	ADM	502	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	443	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	469	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	472	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	778	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	469	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	734	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	443	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	444	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	567	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	567	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	777	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	567	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	525	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	499	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	502	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	543	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	611	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	443	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	692	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	653	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	499	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	443	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	692	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	499	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	525	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	653	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	443	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	499	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	469	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	469	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	567	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	469	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	821	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	567	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	443	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	469	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	469	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	653	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	499	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	443	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	443	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	567	0,00	332-8-2°	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Attaché	A	ADM	499	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	469	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	499	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	611	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	611	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	611	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	499	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	443	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	525	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	469	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	653	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	732	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	443	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	567	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	821	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	692	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	525	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	611	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	499	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	653	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	443	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché cons.	A	CULT	956	0,00	332-10	CDI
Attaché cons.	A	CULT	719	0,00	332-10	CDI
Attaché cons.	A	CULT	622	0,00	332-10	CDI
Attaché cons.	A	CULT	763	0,00	332-10	CDI
Attaché cons.	A	CULT	715	0,00	332-10	CDI
Attaché cons.	A	CULT	525	0,00	332-14	CDD
Attaché cons.	A	CULT	560	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché cons.	A	CULT	469	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché cons.	A	CULT	525	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché principal	A	ADM	984	0,00	332-10	CDI
Attaché principal	A	ADM	989	0,00	332-10	CDI
Attaché principal	A	ADM	907	0,00	332-10	CDI
Attaché principal	A	ADM	1015	0,00	332-10	CDI
Attaché principal	A	ADM	855	0,00	332-10	CDI
Attaché principal	A	ADM	932	0,00	332-10	CDI
Attaché principal	A	ADM	873	0,00	332-10	CDI
Attaché principal	A	ADM	1025	0,00	332-10	CDI
Attaché principal	A	ADM	961	0,00	332-10	CDI
Attaché principal	A	ADM	905	0,00	332-10	CDI
Attaché principal	A	ADM	962	0,00	332-10	CDI
Attaché principal	A	ADM	790	0,00	332-10	CDI
Attaché principal	A	ADM	870	0,00	332-10	CDI

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Attaché principal	A	ADM	692	0,00	332-10	CDI
Attaché principal	A	ADM	790	0,00	332-10	CDI
Attaché principal	A	ADM	955	0,00	332-14	CDD
Attaché principal	A	ADM	1015	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché principal	A	ADM	1015	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché principal	A	ADM	824	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché principal	A	ADM	946	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché principal	A	ADM	895	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché principal	A	ADM	895	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché principal	A	ADM	838	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché principal	A	ADM	836	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché principal	A	ADM	896	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché principal	A	ADM	639	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché principal	A	ADM	896	0,00	332-8-2°	CDD
Auxiliaire de soins pal 2 cl	C	MS	413	0,00	332-8-2°	CDD
Auxiliaire puériculture cl. nl	B	MS	434	0,00	332-13	CDD
Auxiliaire puériculture cl. nl	B	MS	386	0,00	332-13	CDD
Auxiliaire puériculture cl. nl	B	MS	386	0,00	332-13	CDD
Auxiliaire puériculture cl. nl	B	MS	386	0,00	332-13	CDD
Auxiliaire puériculture cl. nl	B	MS	386	0,00	332-14	CDD
Auxiliaire puériculture cl. nl	B	MS	510	0,00	332-14	CDD
Auxiliaire puériculture cl. nl	B	MS	386	0,00	332-8-2°	CDD
Auxiliaire puériculture cl. nl	B	MS	413	0,00	332-8-2°	CDD
Auxiliaire puériculture cl. nl	B	MS	397	0,00	332-8-2°	CDD
Auxiliaire puériculture cl. nl	B	MS	468	0,00	332-8-2°	CDD
Auxiliaire puériculture cl. nl	B	MS	397	0,00	332-8-2°	CDD
Auxiliaire puériculture cl. nl	B	MS	468	0,00	332-8-2°	CDD
Bibliothécaire territorial	A	CULT	653	0,00	332-14	CDD
Conseiller socio-éducatif	A	S	547	0,00	332-8-2°	CDD
Conservateur (patrimoine)	A	CULT	850	0,00	332-10	CDI
Conservateur (patrimoine)	A	CULT	673	0,00	332-8-2°	CDD
Directeur territorial	A	ADM	1020	0,00	332-10	CDI
Directeur territorial	A	ADM	1020	0,00	332-8-2°	CDD
Directeur territorial	A	ADM	1020	0,00	332-8-2°	CDD
Educateur ter. jeunes enfants	A	S	498	0,00	332-10	CDI
Educateur ter. jeunes enfants	A	S	443	0,00	332-13	CDD
Educateur ter. jeunes enfants	A	S	443	0,00	332-13	CDD
Educateur ter. jeunes enfants	A	S	461	0,00	332-13	CDD
Educateur ter. jeunes enfants	A	S	443	0,00	332-14	CDD
Educateur ter. jeunes enfants	A	S	461	0,00	332-8-2°	CDD
Educateur ter. jeunes enfants	A	S	443	0,00	332-8-2°	CDD
Educateur ter. jeunes enfants	A	S	528	0,00	332-8-2°	CDD
Educateur ter. jeunes enfants	A	S	461	0,00	332-8-2°	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Educateur ter. jeunes enfants	A	S	654	0,00	332-8-2°	CDD
Educateur ter. jeunes enfants	A	S	511	0,00	332-8-2°	CDD
Educateur ter. jeunes enfants	A	S	461	0,00	332-8-2°	CDD
Educateur territorial A.P.S	B	SP	431	0,00	332-10	CDI
Educateur territorial A.P.S	B	SP	437	0,00	332-10	CDI
Educateur territorial A.P.S	B	SP	434	0,00	332-10	CDI
Educateur territorial A.P.S	B	SP	430	0,00	332-10	CDI
Educateur territorial A.P.S	B	SP	430	0,00	332-10	CDI
Educateur territorial A.P.S	B	SP	394	0,00	332-14	CDD
Educateur territorial A.P.S	B	SP	413	0,00	332-14	CDD
Educateur territorial A.P.S	B	SP	449	0,00	332-8-2°	CDD
Educateur territorial A.P.S	B	SP	394	0,00	332-8-2°	CDD
Educateur territorial A.P.S	B	SP	397	0,00	332-8-2°	CDD
Educateur territorial A.P.S	B	SP	394	0,00	332-8-2°	CDD
Educateur territorial A.P.S	B	SP	397	0,00	332-8-2°	CDD
Educateur territorial A.P.S	B	SP	394	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	574	0,00	332-10	CDI
Ingénieur	A	TECH	717	0,00	332-10	CDI
Ingénieur	A	TECH	690	0,00	332-10	CDI
Ingénieur	A	TECH	734	0,00	332-10	CDI
Ingénieur	A	TECH	518	0,00	332-10	CDI
Ingénieur	A	TECH	742	0,00	332-10	CDI
Ingénieur	A	TECH	742	0,00	332-10	CDI
Ingénieur	A	TECH	690	0,00	332-10	CDI
Ingénieur	A	TECH	808	0,00	332-10	CDI
Ingénieur	A	TECH	815	0,00	332-10	CDI
Ingénieur	A	TECH	518	0,00	332-13	CDD
Ingénieur	A	TECH	518	0,00	332-13	CDD
Ingénieur	A	TECH	646	0,00	332-13	CDD
Ingénieur	A	TECH	611	0,00	332-14	CDD
Ingénieur	A	TECH	443	0,00	332-14	CDD
Ingénieur	A	TECH	564	0,00	332-14	CDD
Ingénieur	A	TECH	646	0,00	332-14	CDD
Ingénieur	A	TECH	443	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	738	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	690	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	602	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	518	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	602	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	742	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	484	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	518	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	602	0,00	332-8-2°	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Ingénieur	A	TECH	611	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	646	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	742	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	564	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	518	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	651	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	651	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	443	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	742	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	690	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	443	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	518	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	556	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	484	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	484	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	646	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	484	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	484	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	564	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	696	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	696	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	518	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	611	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	443	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	696	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	518	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	484	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	646	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	484	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	821	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	611	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	484	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	564	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	443	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	646	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	443	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	564	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	611	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	484	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	518	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	518	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	484	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	484	0,00	332-8-2°	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Ingénieur	A	TECH	611	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	646	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	564	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	484	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	774	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	611	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	611	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	484	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	518	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	821	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	518	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	484	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	443	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	696	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	518	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	564	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	646	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	518	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	518	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	443	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	564	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	443	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	518	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	484	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	646	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	696	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	696	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	696	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur en chef hors classe	A	TECH	0	66 693,87	332-10	CDI
Ingénieur hors classe	A	TECH	0	49 503,48	332-10	CDI
Ingénieur principal	A	TECH	854	0,00	332-10	CDI
Ingénieur principal	A	TECH	900	0,00	332-10	CDI
Ingénieur principal	A	TECH	1015	0,00	332-10	CDI
Ingénieur principal	A	TECH	921	0,00	332-10	CDI
Ingénieur principal	A	TECH	854	0,00	332-10	CDI
Ingénieur principal	A	TECH	880	0,00	332-10	CDI
Ingénieur principal	A	TECH	873	0,00	332-10	CDI
Ingénieur principal	A	TECH	992	0,00	332-10	CDI
Ingénieur principal	A	TECH	1015	0,00	332-10	CDI
Ingénieur principal	A	TECH	1015	0,00	332-10	CDI
Ingénieur principal	A	TECH	1027	0,00	332-10	CDI
Ingénieur principal	A	TECH	868	0,00	332-14	CDD
Ingénieur principal	A	TECH	824	0,00	332-8-2°	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Ingénieur principal	A	TECH	1008	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur principal	A	TECH	875	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur principal	A	TECH	824	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur principal	A	TECH	836	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur principal	A	TECH	946	0,00	332-8-2°	CDD
Moniteur-éducateur et interven	B	S	500	0,00	332-8-2°	CDD
Médecin 1cl.	A	MS	0	54 879,12	332-8-2°	CDD
Médecin 1cl.	A	MS	0	52 575,24	332-8-2°	CDD
Médecin 2cl.	A	MS	0	49 621,56	332-10	CDI
Médecin 2cl.	A	MS	542	0,00	332-14	CDD
Médecin 2cl.	A	MS	580	0,00	332-8-2°	CDD
Médecin 2cl.	A	MS	713	0,00	332-8-2°	CDD
Médecin Hcl.	A	MS	0	66 693,87	332-8-2°	CDD
Professeur de musique	A	CULT	558	0,00	332-14	CDD
Professeur de musique	A	CULT	558	0,00	332-14	CDD
Professeur de musique	A	CULT	488	0,00	332-8-2°	CDD
Professeur ens. art. Hcl.	A	CULT	869	0,00	332-10	CDI
Professeur ens. art. Hcl.	A	CULT	1015	0,00	332-10	CDI
Professeur ens. art. Hcl.	A	CULT	940	0,00	332-10	CDI
Professeur ens. art. Hcl.	A	CULT	1002	0,00	332-10	CDI
Professeur ens. art. Hcl.	A	CULT	1008	0,00	332-8-2°	CDD
Professeur ens. art. Hcl.	A	CULT	977	0,00	332-8-2°	CDD
Professeur ens. art. Hcl.	A	CULT	1008	0,00	332-8-2°	CDD
Professeur ens. art. cl.N	A	CULT	853	0,00	332-10	CDI
Professeur ens. art. cl.N	A	CULT	668	0,00	332-8-2°	CDD
Professeur ens. art. cl.N	A	CULT	488	0,00	332-8-2°	CDD
Professeur ens. art. cl.N	A	CULT	718	0,00	332-8-2°	CDD
Psychologue cl.N	A	MS	443	0,00	332-8-2°	CDD
Puéricultrice	A	MS	558	0,00	326_352	CDD
Puéricultrice	A	MS	594	0,00	332-13	CDD
Pédicures-pod,ergothé. h cl	A	MT	836	0,00	332-10	CDI
Pédicures-pod,ergothérapeutes	A	MT	611	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	394	0,00	326_352	CDD
Rédacteur	B	ADM	426	0,00	332-10	CDI
Rédacteur	B	ADM	498	0,00	332-10	CDI
Rédacteur	B	ADM	451	0,00	332-10	CDI
Rédacteur	B	ADM	431	0,00	332-10	CDI
Rédacteur	B	ADM	597	0,00	332-13	CDD
Rédacteur	B	ADM	386	0,00	332-13	CDD
Rédacteur	B	ADM	477	0,00	332-13	CDD
Rédacteur	B	ADM	563	0,00	332-13	CDD
Rédacteur	B	ADM	400	0,00	332-13	CDD
Rédacteur	B	ADM	513	0,00	332-13	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Rédacteur	B	ADM	413	0,00	332-13	CDD
Rédacteur	B	ADM	477	0,00	332-13	CDD
Rédacteur	B	ADM	451	0,00	332-14	CDD
Rédacteur	B	ADM	386	0,00	332-14	CDD
Rédacteur	B	ADM	500	0,00	332-14	CDD
Rédacteur	B	ADM	563	0,00	332-14	CDD
Rédacteur	B	ADM	477	0,00	332-14	CDD
Rédacteur	B	ADM	386	0,00	332-14	CDD
Rédacteur	B	ADM	477	0,00	332-14	CDD
Rédacteur	B	ADM	563	0,00	332-14	CDD
Rédacteur	B	ADM	386	0,00	332-14	CDD
Rédacteur	B	ADM	386	0,00	332-14	CDD
Rédacteur	B	ADM	397	0,00	332-14	CDD
Rédacteur	B	ADM	394	0,00	332-14	CDD
Rédacteur	B	ADM	386	0,00	332-14	CDD
Rédacteur	B	ADM	536	0,00	332-14	CDD
Rédacteur	B	ADM	451	0,00	332-14	CDD
Rédacteur	B	ADM	394	0,00	332-14	CDD
Rédacteur	B	ADM	597	0,00	332-14	CDD
Rédacteur	B	ADM	386	0,00	332-14	CDD
Rédacteur	B	ADM	413	0,00	332-14	CDD
Rédacteur	B	ADM	386	0,00	332-14	CDD
Rédacteur	B	ADM	431	0,00	332-14	CDD
Rédacteur	B	ADM	386	0,00	332-14	CDD
Rédacteur	B	ADM	386	0,00	332-14	CDD
Rédacteur	B	ADM	386	0,00	332-14	CDD
Rédacteur	B	ADM	451	0,00	332-14	CDD
Rédacteur	B	ADM	413	0,00	332-14	CDD
Rédacteur	B	ADM	513	0,00	332-14	CDD
Rédacteur	B	ADM	500	0,00	332-14	CDD
Rédacteur	B	ADM	412	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	400	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	400	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	400	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	397	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	386	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	513	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	397	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	500	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	386	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	477	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	477	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	563	0,00	332-8-2°	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Rédacteur	B	ADM	431	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	477	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	397	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	477	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	386	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	536	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	451	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	394	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	397	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	394	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	513	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	477	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	397	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	477	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	397	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	397	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	394	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	397	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	397	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	397	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	597	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	477	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	431	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	451	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	397	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	397	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	563	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	413	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	563	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	563	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	431	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	394	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	536	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	597	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	431	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	394	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	513	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	451	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	420	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	513	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	431	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	386	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	400	0,00	332-8-2°	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Rédacteur	B	ADM	400	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	451	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	394	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	386	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	513	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	400	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	431	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	397	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	394	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	400	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	386	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	431	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	513	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	477	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	431	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	394	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	431	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	513	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	397	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	500	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	394	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	500	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	431	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	500	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	563	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	563	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur principal 1 cl	B	ADM	707	0,00	332-14	CDD
Rédacteur principal 1 cl	B	ADM	684	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur principal 1 cl	B	ADM	638	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur principal 2 cl	B	ADM	460	0,00	332-10	CDI
Rédacteur principal 2 cl	B	ADM	638	0,00	332-14	CDD
Rédacteur principal 2 cl	B	ADM	598	0,00	332-14	CDD
Rédacteur principal 2 cl	B	ADM	413	0,00	332-14	CDD
Rédacteur principal 2 cl	B	ADM	427	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur principal 2 cl	B	ADM	638	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur principal 2 cl	B	ADM	427	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur principal 2 cl	B	ADM	429	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur principal 2 cl	B	ADM	413	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur principal 2 cl	B	ADM	542	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur principal 2 cl	B	ADM	528	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur principal 2 cl	B	ADM	598	0,00	332-8-2°	CDD
Sage-femme de classe normale	A	MS	541	0,00	332-13	CDD
Technicien	B	TECH	394	0,00	332-14	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Technicien	B	TECH	477	0,00	332-14	CDD
Technicien	B	TECH	500	0,00	332-14	CDD
Technicien	B	TECH	498	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien	B	TECH	386	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien	B	TECH	394	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien	B	TECH	397	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien	B	TECH	394	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien	B	TECH	500	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien	B	TECH	477	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien	B	TECH	413	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien	B	TECH	397	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien	B	TECH	563	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien	B	TECH	431	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien	B	TECH	394	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien	B	TECH	513	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien	B	TECH	413	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien	B	TECH	477	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien	B	TECH	400	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 1 cl	B	TECH	699	0,00	332-10	CDI
Technicien principal de 1 cl	B	TECH	638	0,00	332-10	CDI
Technicien principal de 1 cl	B	TECH	707	0,00	332-13	CDD
Technicien principal de 1 cl	B	TECH	664	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 1 cl	B	TECH	638	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	438	0,00	332-10	CDI
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	447	0,00	332-10	CDI
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	400	0,00	332-13	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	400	0,00	332-14	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	542	0,00	332-14	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	400	0,00	332-14	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	443	0,00	332-14	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	400	0,00	332-14	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	443	0,00	332-14	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	400	0,00	332-14	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	400	0,00	332-14	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	400	0,00	332-14	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	528	0,00	332-14	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	443	0,00	332-14	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	638	0,00	332-14	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	528	0,00	332-14	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	598	0,00	332-14	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	400	0,00	332-14	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	400	0,00	332-14	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	413	0,00	332-8-2°	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	528	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	413	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	427	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	443	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	458	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	528	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	443	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	427	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	542	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	437	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	567	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	501	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	528	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	438	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	528	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	567	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	479	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	564	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	528	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	506	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	567	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	413	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	413	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	427	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	413	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	400	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	458	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	413	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	413	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	528	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	638	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	443	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	528	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	598	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	413	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	400	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	506	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	427	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	542	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	458	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	400	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	443	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	413	0,00	332-8-2°	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	413	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	506	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	598	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	506	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	598	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	413	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	542	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	413	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	443	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	598	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	528	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	542	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	567	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	413	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	506	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	427	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	567	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	479	0,00	332-8-2°	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**357 630,02**		
Adjoint administratif pal 2 cl	C	ADM	374	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint administratif pal 2 cl	C	ADM	368	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	371	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	413	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	400	0,00	332-24	CDD
Adjoint du patrimoine pal 2 cl	C	CULT	430	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique pal 2 cl	C	TECH	386	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	368	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	413	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	368	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	386	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	413	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	400	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	391	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-23-1°	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Adjoint technique territorial	C	TECH	381	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	371	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	400	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	381	0,00	332-24	CDD
Adjoint territorial patrimoine	C	CULT	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial patrimoine	C	CULT	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial patrimoine	C	CULT	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial patrimoine	C	CULT	367	0,00	332-23-1°	CDD
Administrateur hors classe	A	ADM	0	58 777,92	332-23-1°	CDD
Agent de maîtrise principal	C	TECH	597	0,00	332-23-1°	CDD
Agent social	C	S	367	0,00	332-23-1°	CDD
Agent social	C	S	386	0,00	332-23-1°	CDD
Agent social	C	S	378	0,00	332-23-1°	CDD
Agent social	C	S	368	0,00	332-23-1°	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	371	0,00	332-23-1°	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	368	0,00	332-23-1°	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	368	0,00	332-23-1°	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	371	0,00	332-23-1°	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	368	0,00	332-23-1°	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	368	0,00	332-23-1°	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	368	0,00	332-23-1°	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	368	0,00	332-23-1°	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	368	0,00	332-23-1°	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	368	0,00	332-23-1°	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	413	0,00	332-23-1°	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	368	0,00	332-23-1°	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	368	0,00	332-23-1°	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	368	0,00	332-23-1°	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	368	0,00	332-23-1°	CDD
Animateur	B	ANIM	386	0,00	332-23-1°	CDD
Animateur	B	ANIM	426	0,00	332-24	CDD
Animateur	B	ANIM	397	0,00	332-24	CDD
Assistant de conservation	B	CULT	400	0,00	332-23-1°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	461	0,00	332-23-1°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	461	0,00	332-23-1°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	494	0,00	332-23-1°	CDD
Assistant socio-éducatif	A	S	528	0,00	332-24	CDD
Assistant socio-éducatif cl ex	A	S	761	0,00	332-24	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Attaché	A	ADM	780	0,00	332-23-1°	CDD
Attaché	A	ADM	443	0,00	332-23-1°	CDD
Attaché	A	ADM	469	0,00	332-23-1°	CDD
Attaché	A	ADM	469	0,00	332-23-1°	CDD
Attaché	A	ADM	443	0,00	332-23-1°	CDD
Attaché	A	ADM	443	0,00	332-23-1°	CDD
Attaché	A	ADM	469	0,00	332-23-1°	CDD
Attaché	A	ADM	443	0,00	332-23-1°	CDD
Attaché	A	ADM	469	0,00	332-23-1°	CDD
Attaché	A	ADM	469	0,00	332-23-1°	CDD
Attaché	A	ADM	443	0,00	332-24	CDD
Attaché	A	ADM	443	0,00	332-24	CDD
Attaché	A	ADM	469	0,00	332-24	CDD
Attaché	A	ADM	653	0,00	332-24	CDD
Attaché	A	ADM	525	0,00	333-12	CDD
Attaché	A	ADM	653	0,00	333-12	CDD
Attaché hors classe	A	ADM	0	51 393,84	332-23-1°	CDD
Attaché principal conservation	A	CULT	469	0,00	332-24	CDD
Collaborateur de cabinet		OTR	845	0,00	333-1_333-10	CDD
Collaborateur de cabinet		OTR	0	50 921,16	333-1_333-10	CDD
Collaborateur de cabinet		OTR	775	0,00	333-1_333-10	CDD
Collaborateur de cabinet		OTR	981	0,00	333-1_333-10	CDD
Collaborateur de cabinet		OTR	0	61 731,60	333-1_333-10	CDD
Collaborateur de cabinet		OTR	762	0,00	333-1_333-10	CDD
Collaborateur de cabinet		OTR	884	0,00	333-1_333-10	CDD
Directeur cabinet		OTR	0	68 111,63	333-1_333-10	CDD
Educateur ter. jeunes enfants	A	S	443	0,00	332-23-1°	CDD
Educateur territorial A.P.S	B	SP	400	0,00	332-23-1°	CDD
Infirmier en soins généraux	A	MS	611	0,00	332-23-1°	CDD
Infirmier en soins généraux	A	MS	653	0,00	332-24	CDD
Ingénieur	A	TECH	564	0,00	332-23-1°	CDD
Ingénieur	A	TECH	484	0,00	332-23-1°	CDD
Ingénieur	A	TECH	646	0,00	332-23-1°	CDD
Ingénieur	A	TECH	564	0,00	332-24	CDD
Ingénieur	A	TECH	443	0,00	332-24	CDD
Ingénieur en chef hors classe	A	TECH	0	66 693,87	332-23-1°	CDD
Ingénieur principal	A	TECH	1015	0,00	332-23-1°	CDD
Ingénieur principal	A	TECH	1015	0,00	332-23-1°	CDD
Ingénieur principal	A	TECH	1015	0,00	332-23-1°	CDD
Ingénieur principal	A	TECH	821	0,00	332-24	CDD
Médecin 2cl.	A	MS	600	0,00	332-23-1°	CDD
Puéricultrice	A	MS	594	0,00	332-24	CDD
Rédacteur	B	ADM	431	0,00	332-23-1°	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Rédacteur	B	ADM	400	0,00	332-23-1°	CDD
Rédacteur	B	ADM	394	0,00	332-23-1°	CDD
Rédacteur	B	ADM	386	0,00	332-23-1°	CDD
Rédacteur	B	ADM	386	0,00	332-23-1°	CDD
Rédacteur	B	ADM	386	0,00	332-23-1°	CDD
Rédacteur	B	ADM	597	0,00	332-23-1°	CDD
Rédacteur	B	ADM	597	0,00	332-23-1°	CDD
Rédacteur	B	ADM	394	0,00	332-23-1°	CDD
Rédacteur	B	ADM	451	0,00	332-23-1°	CDD
Rédacteur	B	ADM	420	0,00	332-23-1°	CDD
Rédacteur	B	ADM	397	0,00	332-23-1°	CDD
Rédacteur	B	ADM	451	0,00	332-23-1°	CDD
Rédacteur	B	ADM	386	0,00	332-23-1°	CDD
Rédacteur	B	ADM	477	0,00	332-23-1°	CDD
Rédacteur	B	ADM	386	0,00	332-23-1°	CDD
Rédacteur	B	ADM	386	0,00	332-23-1°	CDD
Rédacteur	B	ADM	536	0,00	332-23-1°	CDD
Rédacteur	B	ADM	477	0,00	332-23-1°	CDD
Rédacteur	B	ADM	394	0,00	332-23-1°	CDD
Rédacteur	B	ADM	536	0,00	332-23-1°	CDD
Rédacteur	B	ADM	386	0,00	332-23-1°	CDD
Rédacteur	B	ADM	597	0,00	332-23-1°	CDD
Rédacteur	B	ADM	400	0,00	332-23-1°	CDD
Rédacteur	B	ADM	397	0,00	332-23-1°	CDD
Rédacteur	B	ADM	431	0,00	332-23-1°	CDD
Rédacteur	B	ADM	386	0,00	332-23-1°	CDD
Rédacteur	B	ADM	451	0,00	332-23-1°	CDD
Rédacteur	B	ADM	563	0,00	332-23-1°	CDD
Rédacteur	B	ADM	451	0,00	332-24	CDD
Rédacteur	B	ADM	400	0,00	332-24	CDD
Rédacteur	B	ADM	386	0,00	332-24	CDD
Rédacteur	B	ADM	477	0,00	332-24	CDD
Rédacteur	B	ADM	394	0,00	332-24	CDD
Rédacteur	B	ADM	563	0,00	332-24	CDD
Rédacteur	B	ADM	563	0,00	332-24	CDD
Rédacteur	B	ADM	431	0,00	333-12	CDD
Rédacteur principal 2 cl	B	ADM	400	0,00	332-23-1°	CDD
Rédacteur principal 2 cl	B	ADM	479	0,00	333-12	CDD
Rédacteur principal 2 cl	B	ADM	598	0,00	333-12	CDD
Rédacteur principal 2 cl	B	ADM	429	0,00	333-12	CDD
Rédacteur principal 2 cl	B	ADM	479	0,00	333-12	CDD
Rédacteur principal 2 cl	B	ADM	506	0,00	333-12	CDD
Sage-femme de classe normale	A	MS	732	0,00	332-24	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Sage-femme de classe normale	A	MS	577	0,00	332-24	CDD
Technicien	B	TECH	397	0,00	332-23-1°	CDD
Technicien principal de 2 cl	B	TECH	638	0,00	332-23-1°	CDD
TOTAL GENERAL				**866 606,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
-	CTS	Transports collectifs urbains	SPL	4 000 000,00
-	CTBR	Transports collectifs interurbains	SPL	100 000,00
-	PARCUS	Etude, construction et exploitation de parcs de stationnement	SEM	1 400 000,00
-	SERS	Réalisation d?opérations d?aménagement et d?équipement	SEM	989 235,00
-	SPL des Deux Rives	Aménagement et équipement de la ZAC Deux Rives	SEM	2 500 000,00
-	LOCUSEM	Développement des petites entreprises, de l?économie sociale et solidaire	SEM	6 910 685,00
-	SAMINS	Aménagement et gestion du Marché Gare	SEM	358 025,00
-	STRASBOURG EVENEMENTS	Gest. d?équip. pub contribuant au rayonnement de l?Eurométropole	SEM	486 565,00
-	Pôle funéraire public de Strasbourg	Création et gestion d?équipements funéraires	SEM	935 047,00
-	Habitation Moderne	Construction et gestion d'immeubles	SEM	128 927,94
-	Strasbourg centre énergie	Exploitation du réseau de chaleur-Strasbourg centre	SEMOP	510 000,00
-	Calorie Kehl Strasbourg	Alimentation echaleur fatale des réseaux de chaleur de l'EMS et Kehl	SEM	1 945 673,00
-	Biogénère	Injection de biogaz issu de la STEP dans le réseau de gaz	SEM	30 000,00
-	SPL Energies RENOUVELABLES	Exploitation d'installations de production et de distribution d'énergie (art L2224-32 du CGCT)	SPL	1 140 000,00
-	SPL Parkings et mobilités	Gestion des prakings en ouvrage et de services de mobilité (hors champs des transports collectifs)	SPL	855 000,00

Nature de l’engagement (2)	Nom de l’organisme	Raison sociale de l’organisme	Nature juridique de l’organisme	Montant de l’engagement
-	SPL Voirie	Organisation du stationnement sur voirie et d'autres services ou équipements liés à la mobilité	SPL	45 000,00
-	AFL Sté territoriale	Financement des collectivités territoriales	SA	2 437 053,00
Garantie ou cautionnement d’un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l’organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l’exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l’objet d’une reprise dans l’état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION DE FONCTIONNEMENT	B11.1

B11.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	Charges financières	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		0,00
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION D'INVESTISSEMENT	B11.2

B11.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
018	RSA	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-53 963 384,99**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-53 963 384,99**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**39 155 733,22**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-53 963 384,99**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**-14 807 651,77**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**74 275 000,00**	**72 602 363,70**	**5 505 525,39**	**78 107 889,09**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**138 936 372,03**	**93 281 204,25**	**10 000 000,00**	**103 281 204,25**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**64 661 372,03**	**20 678 840,55**	**4 494 474,61**	**25 173 315,16**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-53 963 384,99**			**-53 963 384,99**
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**39 155 733,22**	**39 155 733,22**		**39 155 733,22**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**-14 807 651,77**			**-14 807 651,77**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**10 365 663,39**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**74 275 000,00**	**I**	**72 602 363,70**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**62 725 000,00**		**61 810 207,61**
1631	Emprunts obligataires	28 525 000,00		28 125 000,04
1641	Emprunts en euros	34 200 000,00		33 685 207,57
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**11 550 000,00**		**10 792 156,09**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
10226	Taxe d'aménagement	3 150 000,00		2 618 510,22
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*8 400 000,00*		*8 173 645,87*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**138 936 372,03**	**III** **93 281 204,25**
Ressources propres externes de l'année (a)		**27 706 453,03**	**24 496 462,12**
10222	FCTVA	17 000 000,00	16 828 099,07
10226	Taxe d'aménagement (2)	4 300 000,00	2 620 205,77
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	35 000,00	22 205,40
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
2743	Prêts au personnel	40 000,00	37 480,62
2748	Autres prêts	135 833,03	135 832,69
275	Dépôts et cautionnements versés	2 107 800,00	610 300,15
2762	Créances transf. droit déduction TVA	4 087 820,00	4 087 819,19
27632	Créance Régions	0,00	154 519,23
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**111 229 919,00**	**68 784 742,13**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*400 000,00*	*408 974,91*
28031	*Frais d'études*	*2 000 000,00*	*1 802 403,23*
28032	*Frais de recherche et de développement*	*300 000,00*	*305 932,46*
28033	*Frais d'insertion*	*20 000,00*	*10 782,84*
2804111	*Subv. Etat : Bien mobilier, matériel*	*30 000,00*	*22 900,00*
2804112	*Subv. Etat : Bâtiments, installations*	*420 000,00*	*417 958,01*
2804113	*Subv. Etat : Projet infrastructure*	*480 000,00*	*473 406,78*

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
2804121	Subv.Régions : Bien mobilier, matériel	110 000,00	12 411,53
2804122	Subv. Régions : Bâtiments, installations	390 000,00	416 432,57
2804131	Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel	200 000,00	0,00
2804133	Subv. Dpt : Projet infrastructure	50 000,00	16 666,66
28041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	400 000,00	326 618,03
28041413	Subv.Cne GFP : Projet infrastructure	50 000,00	33 704,60
28041482	Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations	50 000,00	37 481,85
28041511	Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel	250 000,00	235 500,00
280415342	IC : Bâtiments, installations	50 000,00	21 352,66
28041722	SNCF Réseau : Bâtiments, installations	50 000,00	1 833,33
2804181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	300 000,00	380 231,15
2804182	Autres org pub - Bât. et installations	2 400 000,00	3 168 718,97
2804183	Autres org pub-Proj infrastruct int nat.	3 400 000,00	3 351 023,47
280421	Privé - Biens mob., matériel et études	2 400 000,00	6 359 645,46
280422	Privé - Bâtiments et installations	8 700 000,00	7 371 133,71
2804412	Sub nat org pub - Bât. et installations	450 000,00	412 591,12
2804422	Sub nat privé - Bât. et installations	0,00	15 779,26
2805	Licences, logiciels, droits similaires	6 900 000,00	4 664 286,52
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	500 000,00	493 140,48
28128	Autres aménagements de terrains	3 700 000,00	3 948 474,76
281311	Bâtiments administratifs	400 000,00	335 699,77
281312	Bâtiments scolaires	100 000,00	75 343,35
281314	Bâtiments culturels et sportifs	1 500 000,00	2 328 959,97
281316	Equipements de cimetière	100 000,00	49 456,06
281318	Autres bâtiments publics	150 000,00	129 424,37
281321	Immeubles de rapport	1 000 000,00	1 541 105,51
281328	Autres bâtiments privés	70 000,00	62 688,13
281351	Bâtiments publics	18 000 000,00	13 085 090,66
281352	Bâtiments privés	80 000,00	77 302,26
28138	Autres constructions	400 000,00	494 455,78
281568	Autre matériel, outillage incendie	100 000,00	113 757,60
281571	Matériel ferroviaire	50 000,00	3 069,02
2815731	Matériel roulant	50 000,00	15 809,72
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	1 500 000,00	1 376 186,71
281578	Autre matériel technique	50 000,00	8 260,23
28158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	3 300 000,00	3 823 313,56
28161	Biens historiques et culturels immo.	0,00	3 568,64
28162	Biens historiques et culturels mobiliers	50 000,00	330,57

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
281748	*Sol autrui - Autres construct° (mad)*	*50 000,00*	*476,88*
281788	*Autres immo. corporelles (m. à dispo)*	*50 000,00*	*1 989,96*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*100 000,00*	*767 126,76*
281828	*Autres matériels de transport*	*4 700 000,00*	*6 508 605,76*
281838	*Autre matériel informatique*	*5 900 000,00*	*1 838 518,31*
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaire*	*0,00*	*363,46*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*400 000,00*	*455 257,03*
28185	*Matériel de téléphonie*	*100 000,00*	*281 368,25*
28188	*Autres immo. corporelles*	*800 000,00*	*697 829,45*
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (4)*		
33…	*En-cours de production de biens (4)*		
35…	*Stocks de produits (4)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	15 729 919,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*22 500 000,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS DE PROGRAMME — C2.1

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
AP0115	ANRU Cronenbourg Centre commercial Einstein	23	0,00	0,00	850 013,40	92 543,49	0,00	942 556,89	157 390,06	785 166,83
AP0347	Accompagnement accessibilité Arc ouest	20, 21, 23	0,00	0,00	9 640 320,00	2 620 165,17	2 592 320,00	9 668 165,17	1 309 280,63	8 358 884,54
AP0135	Accompagnement des programmes immobiliers 2008-2011	23	0,00	0,00	445 792,76	143 942,60	0,00	589 735,36	0,00	589 735,36
AP0348	Accès sud Ligne Fret PAS	204	0,00	0,00	892 000,00	11 463,30	0,00	903 463,30	0,00	903 463,30
AP0117	Aide au logement	204, 45	0,00	0,00	180 590 955,14	2 318 833,70	0,00	182 909 788,84	17 808 917,83	165 100 871,01
AP0336	Alimentation réseaux de chaleur - BSW	21	0,00	0,00	0,00	450 000,00	0,00	450 000,00	0,00	450 000,00
AP0303	Amélioration des piscines 2018-2020	23	0,00	0,00	294 683,66	0,00	94 929,16	199 754,50	47 109,71	152 644,79
AP0161	Amélioration et rénovation des piscines 2010-2012	23	0,00	0,00	691 457,29	2 574,72	0,00	694 032,01	9 600,00	684 432,01
AP0332	Aménag baignade naturel.&milieu urbain,création ilots fraich	23	0,00	0,00	7 880 000,00	120 000,00	0,00	8 000 000,00	0,00	8 000 000,00
AP0390	Aménagement de couloirs de bus RD63 et RD41	23	0,00	4 826 000,00	0,00	4 826 000,00	0,00	4 826 000,00	0,00	4 826 000,00
AP0319	Aménagement des abords Stade de la Meinau	21, 23	0,00	0,00	15 919 812,09	310 672,06	0,00	16 230 484,15	2 505 743,24	13 724 740,91
AP0311	Aménagement gares routières	20, 204, 21, 23, 45	0,00	0,00	14 023 428,00	6 053 540,00	507 000,00	19 569 968,00	8 585 240,90	10 984 727,10
AP0333	Amérioration et rénovation des piscines 2021 - 2023	23	0,00	0,00	6 055 673,00	3 944 327,20	0,00	10 000 000,20	115 741,21	9 884 258,99
AP0323	Arbres d'alignement	21	0,00	0,00	4 340 587,21	105 950,71	0,00	4 446 537,92	1 495 566,83	2 950 971,09
AP0370	Autopartage	21	0,00	0,00	25 000,00	44 056,66	0,00	69 056,66	5 312,04	63 744,62
AP0362	Avenue du Rhin	21, 23	0,00	0,00	534 045,87	1 574 521,48	3 465,88	2 105 101,47	1 456 179,74	648 921,73
AP0187	Aérodrome du Polygone	23	0,00	0,00	9 195 292,55	0,00	0,00	9 195 292,55	0,00	9 195 292,55
AP0330	Biodiverstié,préventionrisques,renfor. résilience territoire	23	0,00	0,00	4 367 510,40	159 614,34	0,00	4 527 124,74	36 985,59	4 490 139,15
AP0275	Bouclage sud BHNS Gare-Etoile	20, 23, 45	0,00	0,00	3 039 409,07	306 603,75	23 546,40	3 322 466,42	2 855 997,11	466 469,31

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
AP0149	CARDO - EX PAPS-PCPI	45	0,00	0,00	7 609 391,71	1 206 611,45	0,00	8 816 003,16	4 141 646,61	4 674 356,55
AP0373	CPE Patinoire	23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP0344	CPER 2021-2027/Triennal 2021-2023	204	0,00	0,00	26 491 300,00	150 200,00	0,00	26 641 500,00	2 901 700,00	23 739 800,00
AP0354	Capitalisation au fonds Mutuelles Impact	26	0,00	0,00	1 777 307,18	163 610,00	0,00	1 940 917,18	490 000,00	1 450 917,18
AP0337	Centre d'éducation routière à Schiltigheim	23	0,00	0,00	370 000,00	20 000,00	0,00	390 000,00	0,00	390 000,00
AP0142	Constr. et équip. de médiathèques communautaires	21, 23	0,00	0,00	708 225,61	727 279,92	0,00	1 435 505,53	313 178,32	1 122 327,21
AP0046	Construction d'un bâtiment d'archives Ville/CUS	21	0,00	0,00	864,77	0,00	0,00	864,77	0,00	864,77
AP0143	Construction et rénovation des gymnases 2009-2011	23	0,00	0,00	931 363,92	114 165,62	0,00	1 045 529,54	1 083,24	1 044 446,30
AP0246	Contrat plan Etat-Région 2014-2020	204	0,00	0,00	175 000,00	50 000,00	0,00	225 000,00	0,00	225 000,00
AP0120	Contrat triennal 2006-2008	204, 21, 23	0,00	0,00	18 414 291,85	132 083,87	0,00	18 546 375,72	799 953,94	17 746 421,78
AP0293	Contrat triennal 2018-2020	204	0,00	0,00	1 038 836,00	667 382,00	0,00	1 706 218,00	389 731,00	1 316 487,00
AP0244	Contrats performance des pôles de compétitivité	204	0,00	0,00	2 278 396,20	126 671,39	0,00	2 405 067,59	450 000,00	1 955 067,59
AP0364	Covoiturage	21	0,00	0,00	100 000,00	99 714,16	0,00	199 714,16	0,00	199 714,16
AP0312	Création Parkings Communes	23	0,00	0,00	1 422 703,44	0,00	1 137 355,00	285 348,44	172 554,54	112 793,90
AP0030	Création de lieux de stationnement pour les gens du voyage	23	0,00	0,00	0,00	963 319,43	0,00	963 319,43	721,46	962 597,97
AP0350	Création lieux de stationnement gens du voyage 2022-2026	23	0,00	0,00	14 207 778,09	2 754 454,65	0,00	16 962 232,74	417 701,69	16 544 531,05
AP0264	Création, ext. & restruct. cimetières communautaires 2016-19	21	0,00	0,00	33 432,28	105 699,99	0,00	139 132,27	46 128,16	93 004,11
AP0106	Création, ext. et restruc. des cimetières communautaires	23	0,00	0,00	65 454,56	602 987,91	0,00	668 442,47	346 718,49	321 723,98
AP0343	Création, ext.&restruct. cimetières communautaires 2022-2025	21	0,00	0,00	700 677,63	938 890,54	0,00	1 639 568,17	479 335,54	1 160 232,63
AP0355	Démonstrateur Ville Durable Citadelle quartier bas carbone	20, 204	0,00	0,00	202 120,00	93 860,00	0,00	295 980,00	939,93	295 040,07
AP0211	Déploiement de toilettes automatiques	23	0,00	0,00	2 000 000,00	0,00	50 000,00	1 950 000,00	6 281,12	1 943 718,88
AP0327	Développement du vélo dans l'agglomération 2021-2026	23	0,00	0,00	57 649 353,67	1 325 252,22	0,00	58 974 605,89	8 685 292,51	50 289 313,38
AP0279	Déviations réseaux nouv. extensions de transports en commun	21	0,00	0,00	5 640 894,92	1 400 000,00	0,00	7 040 894,92	68 964,00	6 971 930,92
AP0169	Enseignement supérieur et recherche	204, 23	0,00	0,00	1 503 560,16	285 500,00	372 131,43	1 416 928,73	381 057,68	1 035 871,05

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
AP0357	Entretien des ouvrages d'art sur le territoire de l'EMS	20, 21, 23	0,00	0,00	11 835 264,34	1 828 875,08	0,00	13 664 139,42	4 862 989,88	8 801 149,54
AP0338	Entretien des voiries du Port Autonome de Strasbourg	21	0,00	0,00	8 601 316,91	441,76	0,00	8 601 758,67	335 790,82	8 265 967,85
AP0272	Espace public et multimodalité 2017-2021	21, 23	0,00	0,00	13 100 761,29	1 142 277,32	0,00	14 243 038,61	1 810 382,94	12 432 655,67
AP0239	Extension des réseaux électriques	21	0,00	0,00	384 294,73	298 944,90	0,00	683 239,63	81 690,25	601 549,38
AP0356	Extension des réseaux électriques 2023-2030	21	0,00	0,00	649 512,27	494 369,13	0,00	1 143 881,40	96 756,69	1 047 124,71
AP0366	Extension du stationnement payant - travaux de marquage	21	0,00	0,00	0,00	171 659,68	0,00	171 659,68	107 866,75	63 792,93
AP0223	Extension tram E Robertsau	23	0,00	0,00	107 180,00	21 450,00	0,00	128 630,00	70 440,04	58 189,96
AP0292	Feuille de route digitale	20, 21	0,00	0,00	2 117 037,07	344 385,30	0,00	2 461 422,37	98 528,96	2 362 893,41
AP0281	Fonds d'investissement Espaces extérieurs&grands ensembles	20, 204, 21, 23, 45	0,00	0,00	17 976 551,76	5 593 018,25	555 279,00	23 014 291,01	4 491 448,53	18 522 842,48
AP0195	Fonds de concours projets routiers	204	0,00	0,00	7 000 000,00	0,00	0,00	7 000 000,00	0,00	7 000 000,00
AP0288	Fonds de concours équipements transférés	204	0,00	0,00	12 835 000,00	169 435,00	0,00	13 004 435,00	339 434,56	12 665 000,44
AP0286	Fonds de soutien à la production audiovisuelle horizon 2020	20	0,00	0,00	1 075 800,30	915 600,00	0,00	1 991 400,30	874 500,00	1 116 900,30
AP0245	Fonds européens FEDER	204	0,00	0,00	6 703 459,37	32 062,05	0,00	6 735 521,42	1 208 269,73	5 527 251,69
AP0306	GEMAPI	20, 21, 23	0,00	0,00	11 040 881,58	13 618 290,96	0,00	24 659 172,54	683 678,37	23 975 494,17
AP0358	Innovation ? Économie culturelle et créative	204	0,00	0,00	804 000,00	236 400,00	0,00	1 040 400,00	359 000,00	681 400,00
AP0282	Installation et rénovation de toilettes publiques	21	0,00	0,00	395 550,71	68 288,54	0,00	463 839,25	15 642,16	448 197,09
AP0361	Intervention sur l'Espace public en lien avec ouvrages mixte	23	0,00	0,00	7 999 600,00	400,00	0,00	8 000 000,00	0,00	8 000 000,00
AP0277	Inventaire historique urbain	20	0,00	0,00	352 416,00	0,00	18 073,70	334 342,30	142 076,67	192 265,63
AP0299	Liaison Gare de Strasbourg-Wacken	23	0,00	0,00	27 664,00	0,00	27 664,00	0,00	0,00	0,00
AP0334	Maîtrise d'ouvrage déléguée/Gestion patrimoine EMS 2021-2026	23	0,00	0,00	2 464 370,00	15 630,00	0,00	2 480 000,00	980 000,00	1 500 000,00
AP0218	Mise aux normes accessibilité Zénith	23	0,00	0,00	2 561 281,89	42 754,27	0,00	2 604 036,16	419 032,30	2 185 003,86
AP0378	Mise en ?uvre du SERM	204	0,00	0,00	1 869 500,00	11 730 500,00	0,00	13 600 000,00	748 000,00	12 852 000,00
AP0241	Mise en sécurité de l'ancienne décharge des Tanneries	21	0,00	0,00	23 022,41	52 103,42	0,00	75 125,83	22 896,84	52 228,99
AP0049	Mise en sécurité des bâtiments	23	0,00	0,00	56 715 544,26	131 365,33	0,00	56 846 909,59	1 973 797,44	54 873 112,15

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
AP0296	Mise à niveau de la défense extérieure contre l'incendie	21	0,00	0,00	375 120,59	9 597,86	0,00	384 718,45	77 908,99	306 809,46
AP0321	Mobilier de propreté à compaction solaire	21	0,00	0,00	85 502,00	20 000,00	0,00	105 502,00	0,00	105 502,00
AP0374	Mobilier urbain pour tri sur l'espace public	21	0,00	0,00	275 000,00	100 000,00	0,00	375 000,00	0,00	375 000,00
AP0280	Next Med - Technoparc	27	0,00	0,00	13 392 000,00	0,00	0,00	13 392 000,00	1 674 000,00	11 718 000,00
AP0271	Nouv projets de transport - Conduite de projet et études	20	0,00	0,00	411 815,40	374 520,00	0,00	786 335,40	57 762,00	728 573,40
AP0301	Nouveau Parc des Expositions	23	0,00	0,00	0,00	2 192 553,03	0,00	2 192 553,03	28 450,43	2 164 102,60
AP0294	Nouveau programme de rénovation urbaine 2018-2030 (NPNRU)	20, 204, 23, 45	0,00	0,00	105 875 798,96	10 586 539,33	0,00	116 462 338,29	7 458 977,52	109 003 360,77
AP0360	OPAH RU	20, 204	0,00	0,00	3 236 032,00	294 152,24	0,00	3 530 184,24	370 906,29	3 159 277,95
AP0200	Optimisation des déchets	20, 21, 23	0,00	0,00	5 621 350,72	5 527 063,54	268 482,24	10 879 932,02	3 067 923,78	7 812 008,24
AP0342	Opérations connexes Tram	23	0,00	0,00	52 619 815,00	0,00	359 285,80	52 260 529,20	68 746,20	52 191 783,00
AP0391	PUP Stellantis	204	0,00	1 446 691,00	0,00	1 446 691,00	0,00	1 446 691,00	0,00	1 446 691,00
AP0257	Parc Naturel Urbain	21	0,00	0,00	3 072 936,41	201 817,25	0,00	3 274 753,66	6 252,39	3 268 501,27
AP0340	Parkings	20, 21	0,00	0,00	30 000,00	1 069 021,24	0,00	1 099 021,24	427 990,48	671 030,76
AP0315	Patinoire	23	0,00	0,00	1 476,25	601 881,42	0,00	603 357,67	365 337,96	238 019,71
AP0214	Plan campus	204	0,00	0,00	70 000,00	167,00	0,00	70 167,00	0,00	70 167,00
AP0376	Plateforme logistique de Vendenheim	20, 204, 23	0,00	0,00	350 000,00	67 000,00	0,00	417 000,00	0,00	417 000,00
AP0183	Porte des Romains	23	0,00	0,00	1 100 000,00	524 191,07	0,00	1 624 191,07	756 347,10	867 843,97
AP0379	Programme maintenance et travaux Pôle Etoile 2025-2029	21	0,00	2 975 000,00	0,00	2 975 000,00	0,00	2 975 000,00	462 818,98	2 512 181,02
AP0237	Programme voirie 2015-2020 - Communes	23	0,00	0,00	499 868,62	9 838,01	0,00	509 706,63	210 089,42	299 617,21
AP0238	Programme voirie 2015-2020 - Strasbourg	204, 23	0,00	0,00	2 332 300,26	0,00	1 673 577,94	658 722,32	36 304,76	622 417,56
AP0325	Programme voirie 2021-2026 : Communes	20, 204, 21, 23, 45	0,00	0,00	31 674 732,76	4 608 240,58	0,00	36 282 973,34	9 058 480,24	27 224 493,10
AP0326	Programme voirie 2021-2026 : Strasbourg	20, 21, 23	0,00	0,00	32 200 222,98	2 033 131,79	0,00	34 233 354,77	6 698 075,86	27 535 278,91
AP0226	Projet SMARTCITY	20, 21	0,00	0,00	1 342 747,06	109 114,80	0,00	1 451 861,86	282 669,48	1 169 192,38
AP0175	Projet Wacken Europe	23, 45	0,00	0,00	17 911 307,41	1 366 835,79	0,00	19 278 143,20	1 426 733,18	17 851 410,02
AP0192	Projets Arc Centre	23	0,00	0,00	0,00	15 237,06	0,00	15 237,06	0,00	15 237,06

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
AP0191	Projets d'aménagement 2012-2014	23	0,00	0,00	3 376 533,35	0,00	2 040 156,15	1 336 377,20	56 073,72	1 280 303,48
AP0247	Projets d'aménagement 2015-2017	23	0,00	0,00	10 664 204,90	342 372,29	0,00	11 006 577,19	1 553 403,72	9 453 173,47
AP8002	Projets espace public Communes	23	0,00	0,00	73 175,10	0,00	27 041,07	46 134,03	7 494,60	38 639,43
AP8001	Projets espace public Strasbourg	204, 23	0,00	0,00	2 434 955,61	352 005,82	0,00	2 786 961,43	464 034,98	2 322 926,45
AP0310	Prolongement ligne C Neuhof (Reuss à Stockfeld)	20	0,00	0,00	601 728,00	0,00	0,00	601 728,00	0,00	601 728,00
AP0322	Prévention érosion des sols et ruissellement non urbains	20, 45	0,00	0,00	1 805 041,40	891 615,01	322 440,00	2 374 216,41	109 061,40	2 265 155,01
AP0155	Pépinières d'entreprises	23	0,00	0,00	2 342 000,00	0,00	0,00	2 342 000,00	0,00	2 342 000,00
AP0189	Relocalisation du district Nord-Est "Rue Lauth"	23	0,00	0,00	2 493 743,41	0,00	2 164 634,83	329 108,58	40 168,36	288 940,22
AP0305	Remboursement travaux immeuble de la bourse	204	0,00	0,00	774 144,32	112 822,40	0,00	886 966,72	85 002,45	801 964,27
AP0377	Renouv. parc véhicules et engins dans cadre ZFE - 2025-2029	21	0,00	0,00	300 000,00	4 185 000,00	0,00	4 485 000,00	69 654,99	4 415 345,01
AP0309	Renouvel parc véhicules et engins ZFE-acquisitions 2020-2024	21	0,00	0,00	6 456 811,34	259 940,64	0,00	6 716 751,98	2 681 338,78	4 035 413,20
AP0307	Renouvellement des appareils de chauffage au bois	204	0,00	0,00	613 200,00	38 500,00	0,00	651 700,00	154 600,00	497 100,00
AP0313	Renouvellement du parc machines 2020-2023	21	0,00	0,00	3 691 000,00	82 280,86	0,00	3 773 280,86	257 235,78	3 516 045,08
AP0243	Requalification de l'A35-CPER 2014-2020	23	0,00	0,00	15 623 363,07	10 233 127,15	0,00	25 856 490,22	3 070 031,27	22 786 458,95
AP0314	Restaurations cours eau&zones humides-Rétab.Continuités éco.	20, 45	0,00	0,00	345 876,23	5 762 944,50	0,00	6 108 820,73	560 826,39	5 547 994,34
AP0302	Restructuration du Stade de la Meinau	23	0,00	0,00	68 079 449,28	9 007 581,13	0,00	77 087 030,41	52 396 180,71	24 690 849,70
AP0316	Rhénus Sport	204, 23	0,00	0,00	6 650 000,00	314 799,13	0,00	6 964 799,13	163 402,08	6 801 397,05
AP0273	Routes départementales	21	0,00	0,00	7 055 936,38	37,82	0,00	7 055 974,20	2 944 473,16	4 111 501,04
AP0201	Rue du péage	23, 45	0,00	0,00	688 589,25	328 407,33	0,00	1 016 996,58	156 238,48	860 758,10
AP0345	Réaménagements voiries pour REM interurbain	20, 23	0,00	0,00	1 200 000,00	700 000,00	0,00	1 900 000,00	0,00	1 900 000,00
AP0335	Réfection bâtiment Archives Communautaires 2021-2026	23	0,00	0,00	7 248 273,97	20 728,00	0,00	7 269 001,97	84 500,40	7 184 501,57
AP0365	Réfection de fouilles	21	0,00	0,00	1 369 579,17	795,42	0,00	1 370 374,59	544 783,46	825 591,13
AP0351	Réhab. et humanisation Fritz Kiener - hébergement urgence	204	0,00	0,00	4 000 000,00	0,00	0,00	4 000 000,00	0,00	4 000 000,00
AP0131	Schéma directeur des systèmes d'information 2009-2012	20, 21	0,00	0,00	649 963,43	535 822,43	510 977,43	674 808,43	0,00	674 808,43

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
AP0308	Schéma directeur des systèmes d'information 2020-2026	20, 21	0,00	0,00	30 936 766,17	4 041 570,03	0,00	34 978 336,20	6 484 803,43	28 493 532,77
AP0232	Schéma directeur des systèmes d¿information 2015-2020	20, 21	0,00	0,00	456 920,94	147 621,69	1 576,84	602 965,79	104 042,11	498 923,68
AP0331	Structur. filières locales-projets alimentaires territoriaux	20, 23	0,00	0,00	389 710,20	48 362,78	0,00	438 072,98	55 763,42	382 309,56
AP0154	Système de collecte enterrée	21	0,00	0,00	1 554 037,07	2 713 800,36	0,00	4 267 837,43	551 714,08	3 716 123,35
AP0290	Sécurisation des espaces publics	21	0,00	0,00	2 246 264,67	693 350,80	0,00	2 939 615,47	65 284,26	2 874 331,21
AP0346	Sécurisation passages piétons	21	0,00	0,00	758 096,68	21 729,73	0,00	779 826,41	273 438,04	506 388,37
AP0341	TSD/Territoire Santé de Demain	204	0,00	0,00	1 108 575,00	0,00	176 869,00	931 706,00	76 552,00	855 154,00
AP0320	TSPO - A351	204, 21, 23	0,00	0,00	35 211 156,54	10 013 515,46	0,00	45 224 672,00	5 958 031,87	39 266 640,13
AP0298	Tram Nord	20, 21, 23, 45	0,00	0,00	52 823 081,84	3 446 298,22	1 563 011,48	54 706 368,58	6 178 394,75	48 527 973,83
AP0300	Tram Ouest	20, 23, 45	0,00	0,00	33 959 746,05	1 241 593,42	0,00	35 201 339,47	16 144 904,54	19 056 434,93
AP0234	Tramway Koenigshoffen	21	0,00	0,00	4 810 732,48	4 381 584,32	0,00	9 192 316,80	2 316 092,69	6 876 224,11
AP0367	Transactions Immobilières 2024-2026	21	0,00	0,00	15 350 000,00	2 994 933,59	0,00	18 344 933,59	10 186 504,04	8 158 429,55
AP0324	Transfert Réseau Routier National	20, 21, 23	0,00	0,00	9 106 543,13	184 396,85	0,00	9 290 939,98	2 870 133,40	6 420 806,58
AP0375	Travaux abords de la Laiterie	20, 23	0,00	0,00	1 402 000,00	1 638 416,00	0,00	3 040 416,00	66 276,99	2 974 139,01
AP0262	Travaux au Centre Administratif 2016-2019	23	0,00	0,00	118 452 754,02	1 715 992,53	0,00	120 168 746,55	4 472 130,22	115 696 616,33
AP0240	Travaux de consolidation des cavités souterraines	21	0,00	0,00	1 894 984,00	84 510,80	0,00	1 979 494,80	14 196,00	1 965 298,80
AP0268	Travaux de désamiantage de l'UVE	21, 23	0,00	0,00	22 331,43	12 643 820,00	0,00	12 666 151,43	12 101 281,85	564 869,58
AP0368	Travaux de mise aux normes UVE	20, 21, 23	0,00	0,00	20 847 216,39	14 297 939,44	409 496,22	34 735 659,61	3 402 427,70	31 333 231,91
AP0291	Travaux de réaménagement des aires d'accueil	23	0,00	0,00	1 835 289,80	625 000,00	0,00	2 460 289,80	15 220,80	2 445 069,00
AP0389	Travaux sur bâtiments d'exploitation	23	0,00	2 000 000,00	0,00	2 000 000,00	0,00	2 000 000,00	864,00	1 999 136,00
AP0304	Tvx/Rénovation dans les immeubles communautaires 2019-2023	23	0,00	0,00	5 241 736,25	4 076 723,55	0,00	9 318 459,80	795 527,35	8 522 932,45
AP0372	Tvx/Rénovation dans les immeubles métropolitains 2024-2026	23	0,00	0,00	6 508 000,00	142 000,00	0,00	6 650 000,00	767 780,72	5 882 219,28
AP0287	Tvx/Rénovation sur immeubles métropolitains 2018-2020	20, 23	0,00	0,00	3 763 284,21	754 565,46	0,00	4 517 849,67	2 881 500,64	1 636 349,03
AP0171	VLIO	23	0,00	0,00	54 013 705,62	0,00	50 674 535,00	3 339 170,62	0,00	3 339 170,62
AP0297	Vidéo verbalisation	21	0,00	0,00	280 690,56	37 291,30	0,00	317 981,86	24 610,10	293 371,76

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
AP0276	Vidéosurveillance	21	0,00	0,00	2 708 744,94	389 482,83	0,00	3 098 227,77	617 242,71	2 480 985,06
AP0352	ZAC Parc d'innovation d'Illkirch	23	0,00	0,00	846 000,00	51 579,20	0,00	897 579,20	199 884,00	697 695,20
AP0349	ZAC des 2 Rives	204, 23, 27	0,00	0,00	33 442 208,00	0,00	0,00	33 442 208,00	10 820 660,01	22 621 547,99
AP0031	ZAC des Poteries	23	0,00	0,00	15 510,92	0,00	15 510,92	0,00	0,00	0,00
AP0193	Zone commerciale sud	20, 204, 23, 45	0,00	0,00	14 733 178,51	1 673 923,88	0,00	16 407 102,39	6 898 544,15	9 508 558,24
AP0371	Zone de manoeuvre Fédération	23, 45	0,00	0,00	355 000,00	1 401 576,43	0,00	1 756 576,43	0,00	1 756 576,43
AP0329	Zone à Faible Emission	204, 21	0,00	0,00	17 592 800,25	237 616,63	0,00	17 830 416,88	5 782 469,55	12 047 947,33
AP0017	Zones d'aménagement concédées	23	0,00	0,00	18 000,00	78 900,97	0,00	96 900,97	51 811,13	45 089,84
AP0369	Études sur restructuration de sites à vocation économique	20, 23	0,00	0,00	1 972 000,00	2 438 000,00	0,00	4 410 000,00	323 190,96	4 086 809,04
TOTAL			**0,00**	**11 247 691,00**	**1 464 419 601,62**	**213 438 212,53**	**65 589 359,49**	**1 612 268 454,66**	**274 639 833,35**	**1 337 628 621,31**

* Le détail par programme n'est à renseigner qu'à compter des AP votées en 2005.

(1) Il s'agit des AP affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AP votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AP non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AP affectées (6) / (5)	**10,40**	**8,06**	**5,84**	**4,87**

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT	C2.2

SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION D'ENGAGEMENT *		Chapitre (s)	Stocks AE votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AE affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par engagement n'est à renseigner qu'à compter des AE votées en 2005.

(1) Il s'agit des AE affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AE votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AE non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AE affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE	C3.1

Présentation agrégée par nature

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	42 175 068,59	10 666 580,54	0,00	4 173 955,96	27 334 532,09	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	19 132 134,84	1 670 183,96	0,00	5 837 661,56	11 624 289,32	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	6 052,00	0,00	0,00	0,00	6 052,00	0,00
A120	Terrains	9 414 309,92	2 333 191,05	0,00	262 731,86	6 818 387,01	0,00
A125	Constructions	24 826 077,35	72 977,87	0,00	522 160,82	24 230 938,66	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	16 426 790,39	34 689,73	0,00	2 449 367,22	13 942 733,44	0,00
A135	Réseaux divers	519 348,64	247 472,00	0,00	0,00	271 876,64	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	6 775 416,24	3 360 494,04	0,00	648 961,25	2 765 960,95	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	10 852 555,98	1 693 220,54	0,00	3 963 882,85	5 195 452,59	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	151 073 366,05	49 912 088,96	17 491 422,78	23 935 220,93	59 734 633,38	0,00
A165	Immobilisations financières	10 388 144,96	1 141 000,00	530 000,00	6 507 500,00	1 719 598,96	490 046,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	9 307 159,75	4 530 068,37	0,00	495 988,16	4 281 103,22	0,00
	TOTAL	**300 896 424,71**	**75 661 967,06**	**18 021 422,78**	**48 797 430,61**	**157 925 558,26**	**490 046,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	42 175 068,59	10 053 380,04	1 870 604,96	30 251 083,59	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	19 132 134,84	1 670 183,96	5 837 661,56	8 495 049,11	3 129 240,21
A115	Immobilisations incorporelles en cours	6 052,00	0,00	0,00	6 052,00	0,00
A120	Terrains	9 414 309,92	1 949 795,98	0,00	7 464 513,94	0,00
A125	Constructions	24 826 077,35	72 977,87	495 746,80	24 256 594,03	758,65
A130	Réseaux et installations de voirie	16 426 790,39	34 689,73	2 439 065,15	13 953 035,51	0,00
A135	Réseaux divers	519 348,64	247 472,00	0,00	173 347,68	98 528,96
A140	Installations techniques, agencements et matériel	6 775 416,24	3 360 494,04	648 961,25	2 465 007,69	300 953,26
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	10 852 555,98	1 693 220,54	3 963 882,85	4 372 412,52	823 040,07
A155	Immobilisations corporelles en cours	151 073 366,05	65 196 562,52	13 289 445,07	72 369 400,36	217 958,10
A165	Immobilisations financières	10 388 144,96	1 141 000,00	7 037 500,00	1 674 000,00	535 644,96
A225	Opérations pour le compte de tiers	9 307 159,75	3 923 509,70	495 988,16	4 887 661,89	0,00
	TOTAL	**300 896 424,71**	**89 343 286,38**	**36 078 855,80**	**170 368 158,32**	**5 106 124,21**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	42 175 068,59	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	19 132 134,84	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	6 052,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	9 414 309,92	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	24 826 077,35	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	16 426 790,39	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	519 348,64	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	6 775 416,24	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	10 852 555,98	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	151 073 366,05	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	10 388 144,96	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	9 307 159,75	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**300 896 424,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	42 175 068,59	613 200,50	2 789 746,30	28 981 234,10	9 790 887,69
A110	Autres immobilisations incorporelles	19 132 134,84	0,00	0,00	16 513 624,62	2 618 510,22
A115	Immobilisations incorporelles en cours	6 052,00	0,00	0,00	6 052,00	0,00
A120	Terrains	9 414 309,92	1 865 003,20	262 731,86	7 286 574,86	0,00
A125	Constructions	24 826 077,35	0,00	423 216,46	24 402 860,89	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	16 426 790,39	0,00	10 302,07	16 416 488,32	0,00
A135	Réseaux divers	519 348,64	0,00	0,00	519 348,64	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	6 775 416,24	0,00	0,00	6 775 416,24	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	10 852 555,98	0,00	0,00	10 852 555,98	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	151 073 366,05	8 501 098,61	35 366 162,19	106 226 105,25	980 000,00
A165	Immobilisations financières	10 388 144,96	530 000,00	4 770 000,00	3 419 598,96	1 668 546,00
A225	Opérations pour compte de tiers	9 307 159,75	953 324,96	449 883,98	7 903 950,81	0,00
	TOTAL	**300 896 424,71**	**12 462 627,27**	**44 072 042,86**	**229 303 810,67**	**15 057 943,91**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR FONCTION	C3.2

Présentation agrégée par fonction

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	46 796 645,41	7 095 398,91	530 000,00	16 084 385,00	22 547 872,50	538 989,00
0-5	Fonds européens	1 208 269,73	0,00	0,00	1 208 269,73	0,00	0,00
1	Sécurité	1 254 649,04	0,00	0,00	0,00	1 254 649,04	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	7 639 955,95	492 193,50	0,00	0,00	7 147 762,45	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs	56 498 445,71	5 678 767,39	0,00	10 521 634,89	40 298 043,43	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI	24 480,29	0,00	0,00	0,00	24 480,29	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisation des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	58 901 564,55	11 083 001,19	576 795,27	9 257 084,41	37 984 683,68	0,00
6	Action économique	3 085 182,50	332 523,73	0,00	214 334,92	2 538 323,85	0,00
7	Environnement	23 276 180,32	5 708 474,96	0,00	407 815,25	17 159 890,11	0,00
8	Transports	102 259 994,21	45 271 607,38	16 914 627,51	11 103 906,41	28 969 852,91	0,00
TOTAL		**300 945 367,71**	**75 661 967,06**	**18 021 422,78**	**48 797 430,61**	**157 925 558,26**	**538 989,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	**Services généraux**	46 796 645,41	6 590 652,37	16 178 293,89	19 865 402,49	4 162 296,66
0-5	**Fonds européens**	1 208 269,73	0,00	1 208 269,73	0,00	0,00
1	**Sécurité**	1 254 649,04	0,00	0,00	1 254 649,04	0,00
2	**Enseignement, formation professionnelle et apprentissage**	7 639 955,95	492 193,50	0,00	7 147 762,45	0,00
3	**Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs**	56 498 445,71	5 678 767,39	0,00	50 819 678,32	0,00
4	**Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)**	24 480,29	0,00	0,00	24 480,29	0,00
4-3	**APA**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	**RSA – Régularisations des RMI**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	**Aménagement des territoires et habitat**	58 901 564,55	9 487 712,97	7 481 139,52	41 204 617,44	728 094,62
6	**Action économique**	3 085 182,50	332 523,73	175 939,93	2 478 189,88	98 528,96
7	**Environnement**	23 276 180,32	5 104 813,07	372 379,74	17 798 987,51	0,00
8	**Transports**	102 259 994,21	61 656 623,35	10 662 832,99	29 774 390,90	166 146,97
	TOTAL	**300 945 367,71**	**89 343 286,38**	**36 078 855,80**	**170 368 158,32**	**5 155 067,21**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	46 796 645,41	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	1 208 269,73	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	1 254 649,04	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	7 639 955,95	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	56 498 445,71	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	24 480,29	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	58 901 564,55	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	3 085 182,50	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	23 276 180,32	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	102 259 994,21	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**300 945 367,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	**Services généraux**	46 796 645,41	1 086 754,31	5 206 091,11	35 187 800,77	5 315 999,22
0-5	**Fonds européens**	1 208 269,73	0,00	0,00	0,00	1 208 269,73
1	**Sécurité**	1 254 649,04	0,00	0,00	1 254 649,04	0,00
2	**Enseignement, formation professionnelle et apprentissage**	7 639 955,95	0,00	0,00	6 395 455,95	1 244 500,00
3	**Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs**	56 498 445,71	2 624 520,01	10 521 634,89	42 864 532,75	487 758,06
4	**Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)**	24 480,29	0,00	0,00	24 480,29	0,00
4-3	**APA**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	**RSA – Régularisations des RMI**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	**Aménagement des territoires et habitat**	58 901 564,55	4 466 672,83	9 100 947,85	38 483 583,97	6 850 359,90
6	**Action économique**	3 085 182,50	58 250,98	38 394,99	2 988 536,53	0,00
7	**Environnement**	23 276 180,32	603 661,89	35 435,51	22 637 082,92	0,00
8	**Transports**	102 259 994,21	3 622 767,25	19 169 538,51	79 467 688,45	0,00
	TOTAL	**300 945 367,71**	**12 462 627,27**	**44 072 042,86**	**229 303 810,67**	**15 106 886,91**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)
	VALORISATION DES DECHETS			SPA
	TRAMWAY			SPA
	LOCATION DE GARAGES			SPA
	INFORMATION GEOGRAPHIQUE			SPA
	CUS MAGAZINE			SPA
	VELOCATION			SPA
	INTERVENTIONS POUR LE SDIS			SPA
	INFRASTRUCTURES TELECOM			SPA
	LOCATION IMMEUBLES NUS			SPA
	LOCATIONS DE SALLES			SPA
	INCINERATION DES DECHETS			SPA
	PEPINIERE DE HAUTEPIERRE			SPA
	VENTES IMMEUBLES			SPA
	GESTION ZENITH			SPA
	CAMPING DE LA MONTAGNE VERTE			SPA
	STADE DE LA MEINAU			SPA
	ZA PORTE DES ROMAINS			SPA
	ZA ENTREE SUD DE SCHILTIGHEIM			SPA
	REFECTION VOIRIE FOUILLES			SPA
	COLLECTE DECHETS NON DANGEREUX			SPA
	LOCAUX COMMERCIAUX			SPA
	MESURES COMPENSATOIRES GCO			SPA
	STATIONNEMENT PAYANT			SPA
	VENTE BIENS MEUBLES CORPORELS			SPA
	DISTRIBUTION DE CHALEUR			SPA
	MISE A DISPOSITION DE MATERIEL ET DE PERSONNEL			SPA
	FOIRES ET CONGRES			SPA

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N	D3

ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N

ELUS BENEFICIAIRES DES ACTIONS DE FORMATION	NOM DE L'ORGANISME DE FORMATION	COÛT DE LA FORMATION	DATE ET LIEU DE LA FORMATION	ACTIONS DE FORMATION FINANCEES PAR LA COLLECTIVITE OU L'ETABLISSEMENT
Abdelkarim RAMDANE	Ecole du Renouvellement Urbain à PANTIN	1 990,00	du 29 janvier au 1er février 2025 Naple en Italie	Séminaire d'études Autrement Ailleurs - Naples (Elus Villes)
BROLLY Suzanne	Ecole du Renouvellement Urbain à PANTIN	1 990,00	du 29 janvier au 1er février 2025 Naple en Italie	Séminaire d'études Autrement Ailleurs - Naples (Elus Villes)
BUCHMANN Andrée	L'instant d'après	55,00	du 11 au 12 octobre 2025 CLUNY	Les rencontres de la pensée écologiste de Cluny
CHADLI Yasmina, TURAN Hulliya, SPLET Antoine	CIDEFE	6 060,00	année 2025	CONVENTION annuelle CIDEFE
DELATTRE Cécile	Ecole Nationale de Stratégie et de l?Action Publique	3 600,00	du 12, 19 et 26 avril & 3 mai 2025 en distanciel	Animation de réunions publiques
DUPRESSOIR Sophie	FUB	355,00	27 et 28 février PARIS	2ème congrès de la FUB : le pouvoir du vélo
DUPRESSOIR Sophie	ONEL	1 190,00	du 1 au 2 février Paris	Crise écologique, crise démocratique, crise des inégalités : quelles réponses au niveau local ?
FROEHLY Claude	la Gazette des Communes	834,00	14/11/25 à distance	La RSO : levier d'attractivité et de performance pour les collectivités
FROEHLY Claude	la Gazette des Communes	912,00	16/12/25 A PARIS	Révolutionner la gestion financière de sa collectivité avec l'IA - Code GFI24
HOFFSESS, JUND, JAMPOC-BERTRAND, BRASSAC, SCHAETZEL, STEFFEN, OZENNE, JEAN, DRICI, DUBOIS	CIDIS	9 000,00	18 au 21 août 2025 Manufacture à Tabac - STRASBOURG	Université d'été CEDIS : Préparer l'avenir des CT face aux défis écologiques, économiques et sociaux
Lucette TISSERAND	Ecole du Renouvellement Urbain à PANTIN	1 990,00	du 29 janvier au 1er février 2025 Naple en Italie	Séminaire d'études Autrement Ailleurs - Naples (Elus Villes)
Nathalie JAMPOC-BERTRAND	Ecole du Renouvellement Urbain à PANTIN	1 990,00	du 29 janvier au 1er février 2025 Naple en Italie	Séminaire d'études Autrement Ailleurs - Naples (Elus Villes)
RAMDANE Abdelkarim	SOS France VICTIMES 67	0,00	05 au 06 juin 2025 au Parlement Européen de Strasbourg	38ème Assises Nationales de l'Aide aux Victimes
TURAN Hülliya	CIDEFE	0,00	du 17 au 18 juillet 2025 Mairie annexe Avignon Nord - Avignon	Les Politiques culturelles au c?ur des enjeux d'émancipation (convention CIDEFE)
TURAN Hülliya	CIDEFE	0,00	30/10/25 A DISTANCE	improviser une allocution dans l'excercice du mandat (dans le cadre de la convention CIDEFE)

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT RELATIF AUX RESSOURCES ET DEPENSES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES – Annexe à l'article D. 4312-7	D4

Evolution des dépenses associées à la formation professionnelle des jeunes

	APPRENTISSAGE			ENS PRO ss statut scolaire			FORMATIONS CONTINUES en alternance			TOTAL		
	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%
Montant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Etat des ressources de l'apprentissage

RESSOURCES	MONTANT		
	Année n	Année n-1	%
1ère section FNDMA	0,00	0,00	0,00
2ème section FNDMA	0,00	0,00	0,00
Dotations décentralisation (1)	0,00	0,00	0,00
Dotation indemnité comp. forfaitaire	0,00	0,00	0,00
Contribution additionnelle (2)	0,00	0,00	0,00
FSE	0,00	0,00	0,00
FEDER	0,00	0,00	0,00
FEOGA	0,00	0,00	0,00
Reversement excédent de ressources CFA (3)	0,00	0,00	0,00
Autres ressources	0,00	0,00	0,00
Total ressources externes	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Effort propre de la collectivité	0,00	0,00	0,00
Total ressources	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Dotations au titre des lois du 7 janvier 1983 et du 23 juillet 1987.
(2) Article 37 de la loi de finances initiale pour 2005.
(3) Article R. 116-17 du code du travail.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – IDENTIFICATION DES FLUX CROISES (1)	D5

1 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET LES COMMUNES (cf. la liste des opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00

2 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET DES COMMUNES (après neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cet état doit être rempli uniquement par les groupements à fiscalité propre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ÉTATS DE RÉPARTITION DE LA TEOM – INVESTISSEMENT	D6.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Acquisitions d'immobilisations		**22 235 491,43**
2031	Frais d'étude	562 723,38
20421	Biens mobiliers, matériel et études	12 784,47
2128	Autres agencements et aménagements	50 611,52
21351	Bâtiments publics	13 991 678,41
2151	Réseaux de voirie	5 674,13
2152	Installations de voirie	69 189,26
21578	Autre matériel technique	1 590,84
2158	Autres installations, matériel et outillage techniques	4 402 924,02
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	2 017 890,25
2188	Autres	13 155,08
2313	Constructions	910 498,87
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	196 771,20
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		**0,00**
Autres dépenses éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des dépenses réelles		**22 235 491,43**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***1 381 345,77***
13911	*Etat et établissement nationaux*	*1 381 345,77*
041	***Opérations patrimoniales***	***4 087 819,19***
2762	*Créances sur transfert de dropit à déduction*	4 087 819,19
Total des dépenses d'ordre		***5 469 164,96***
TOTAL GENERAL		**27 704 656,39**

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Dotations et subventions reçues		**0,00**
Autres recettes éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des recettes réelles		**5 524 368,24**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***5 771 993,49***
28031	*Frais d'étude*	*2 106,00*
280421	*Biens mobiliers, matériel et études*	*24 258,10*
280422	*Bâtiments et installations*	*88 293,35*
28051	*Concessions et droits similaires, brevets, licences, droits et valeurs similaires*	*43 093,20*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*215,28*
28128	*Autres agencements et aménagements*	*400,67*
281318	*Autres bâtiments publics*	*3 124,24*
281351	*Bâtiments publics*	*1 374 089,94*
28138	*Autres constructions*	*21 071,00*
281578	*Autre matériel technique*	*5 504,34*
28158	*Autres installations, matériel et outillage techniques*	*2 109 040,12*
281748	*Autres constructions*	*476,88*
281828	*Autres matériels de transport*	*2 065 414,32*
281838	*Autre matériel informatique*	*4 079,76*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*2 303,06*
28188	*Autres*	*28 523,23*
041	***Opérations patrimoniales***	***4 087 819,19***
21351	*Bâtiments publics*	4 087 819,19
Total des recettes d'ordre		***9 859 812,68***
TOTAL GENERAL		**15 384 180,92**

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ÉTATS DE RÉPARTITION DE LA TEOM - FONCTIONNEMENT	D6.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**36 918 903,15**
60621	Combustibles	51 547,70
60622	Carburants	2 757 903,33
60623	Alimentation	8 763,36
60628	Autres fournitures non stockées	237 149,68
60631	Fournitures d'entretien	11 564,17
60632	Fourniture de petits équipement	64 872,30
60636	Habillement et vêtement de travail	223 766,32
6064	Fournitures administratives	4 889,10
6068	Autres matières et fournitures	9 654,99
611	Contrat de prestations de services	31 912 008,05
6132	Locations immobilières	85 406,00
61351	Matériel roulant	21 819,19
61358	Autres	396,00
61521	Terrains	17 941,49
615221	Bâtiment	26 221,76
615232	Réseaux	17 145,16
61558	Autres biens mobiliers	77 872,34
6156	Maintenance	45 654,47
617	Etudes	162 498,96
62268	Honoraires divers	53 923,10
6231	Annonces et insertions	30 325,42
6234	Réceptions	13 879,90
6236	Catalogues, imprimés et publications	135 016,67
6238	Divers	55 121,34
6251	Voyages, déplacements, missions	1 984,87
6262	Frais de télécommunications	424 792,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	47 804,54
63512	Taxes foncières	418 980,94
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**37 795 966,07**

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
6217	Personnel affecté par la commune membre du GFP	1 093 018,93
64111	Rémunération principale	36 702 947,14
65	**Autres charges de gestion courante**	**16 542 428,13**
65741	Ménages	1 800,00
65748	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux organismes de droit privé	380 401,39
65818	Autres	50 935,87
65888	Autres	16 109 290,87
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations (3)**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**91 257 297,35**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***5 771 993,49***
6811	*Dotations aux amortissements*	*5 771 993,49*
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***5 771 993,49***
TOTAL GENERAL		**97 029 290,84**

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Recettes issues de la TEOM		**72 603 889,00**
73133	Taxe d'enlèvement des ordures ménagères	72 603 889,00
Dotations et participations reçues		**0,00**
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		**35 950 987,84**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**10 835 684,38**
70328	Autres droits de stationnement et de location	85 668,66
70612	Redevance spéciale d'enlèvement des ordures ménagères	10 540 912,48
70688	Autres prestations de services	209 103,24
75	**Autres produits de gestion courante**	**11 075 991,09**
755	Dédits et pénalités perçus	78 483,47
75813	Redevances versées par les fermiers et concessionnaires	453 815,63
75888	Autres produits exceptionnels	10 543 691,99

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits spécifiques**	**8 013 462,66**
773	Mandats annulés (sur exercice antérieur) ou atteints par déchéance quadriennale	8 013 462,66
78	**Reprises amort., dépréciations, prov. (3)**	**6 000 000,00**
7815	Reprises sur provision pour risques et charges de fonctionnement courant	6 000 000,00
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**108 554 876,84**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***1 381 345,77***
777	*Recettes et quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat*	*1 381 345,77*
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***1 381 345,77***
TOTAL GENERAL		**109 936 222,61**

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par service.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NPNRU — D8.1

ETAT DE SYNTHESE PAR CONVENTION

CONVENTION N° C0656				
Nature de l'opération (selon la nomenclature)	**Cumul des engagements juridiques (1)**	**Dont engagements juridiques de l'année N (2)**	**Cumul des réalisations (3)**	**Dont réalisations de l'année N (4)**
DEPENSES	**167 439 034,58**	**19 471 385,79**	**41 681 965,34**	**7 146 745,51**
14	17 262 419,70	2 155 384,25	10 509 330,57	1 307 349,85
15	200 000,00	0,00	0,00	0,00
21	10 117 358,64	1 405 560,53	3 053 250,36	58 067,89
22	6 957 478,36	839 616,06	3 043 903,57	404 465,82
24	83 285 600,68	7 736 168,11	4 915 821,18	2 232 269,57
31	12 623 700,00	4 127 700,00	3 431 580,00	897 970,00
33	16 615 935,00	0,00	3 950 900,00	168 000,00
34	3 978 254,20	237 150,00	396 499,51	42 867,85
37	15 420 048,00	2 949 828,04	11 936 411,10	2 016 482,76
41	412 800,00	0,00	412 800,00	0,00
42	565 440,00	19 978,80	31 469,05	19 271,77
RECETTES	**25 045 358,53**	**6 318 507,34**	**9 224 415,79**	**1 353 955,69**
14	6 688 885,21	827 343,39	4 170 693,83	694 843,39
22	1 000 000,00	0,00	199 630,00	0,00
24	13 698 450,93	5 105 894,80	2 822 091,96	568 112,30
37	3 358 222,39	385 269,15	1 850 000,00	0,00
41	182 000,00	0,00	182 000,00	91 000,00
42	117 800,00	0,00	0,00	0,00

NOMENCLATURE :

14-Etudes et conduite de projet
15-Relogement des ménages avec minoration de loyer
21-Démolition de logements locatifs sociaux
22-Recyclage de copropriétés dégradées
23-Recyclage de l'habitat ancien dégradé
24-Aménagement d'ensemble
31-Reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux
32-Production d'une offre de relogement temporaire
33-Requalification de logements locatifs sociaux
34-Résidentialisation de logements
35-Actions de portage massif en copropriétés dégradées
36-Accession à la propriété
37-Equipement public de proximité
38-Immobilier à vocation économique
39-Autres investissements
41-Quartiers Fertiles-Opérations d'ingénierie et dépenses de personnel
42-Quartiers Fertiles-Opérations d'investissement

(1) Ensemble des AP et AE ouverts sur l'opération, tous exercices confondus
(2) Ensemble des AP et AE engagés sur l'opération, sur l'exercice courant
(3) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés pour l'opération, tous exercices cumulés
(4) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés sur l'exercice budgétaire N pour la mise en œuvre de l'opération

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NPNRU	D8.2

DETAIL PAR CONVENTION ET OPERATION
Deuxième programme de renouvellement urbain de l?Eurométropole de Strasbourg

Numéro de convention NPNRU :	C0656
Nature de l'opération (selon la nomenclature) :	14 24 37 41 42 15 21 31 33 34 22
IDTOP (identifiant de l'opération) :	C0656-14-0052 C0656-14-0053 C0656-14-0054 C0656-14-0055 C0656-14-0056 C0656-14-0060 C0656-14-0061 C0656-14-0062 C0656-14-0360 C0656-24-0163 C0656-24-0164 C0656-24-0165 C0656-24-0166 C0656-24-0167 C0656-24-0176 C0656-24-0366 C0656-24-0168 C0656-24-0169 C0656-24-0170 C0656-24-0171 C0656-24-0172 C0656-24-0173 C0656-24-0174 C0656-24-0175 C0656-24-0178 C0656-24-0179 C0656-24-0180 C0656-24-0181 C0656-24-0183 C0656-24-0184 C0656-24-0185 C0656-24-0186 C0656-24-0187 C0656-24-0188 C0656-24-0189 C0656-24-0191 - C0656-37-0153 C0656-37-0154 C0656-37-0155 C0656-41-0364 C0656-42-0422
Intitulé de l'opération :	4 postes de directeur projet et 5 postes de chefs de projet renouvellement urbain Etudes et assistances à maîtrise d'ouvrage pour le pilotage opérationnel Mission d'AMO OPC urbain multisite - Phase protocole AMO maîtrise d'oeuvre urbaine PRIR Elsau Libermann - Phase protocole Actions de concertation et de mémoire AMO OPC.U tous QPV Autres AMO tous QPV Poste animateur développement économique AMO Eau & QPV OAE Lyautey OAE Neuhof / Marschallhof-Reuss OAE Hautefort OAE Neuhof / Elan OAE Lizé-Mâcon Neuhof / Réaménagement de la rue de l'Aéropostale OAE Neuhof / Moulin Clainchard OAE Ilot équipements sportifs Sud - Aménagement du Parc des Sports du Baggersee OAE / Meinau / Weeber Sud / Aménagement de l'îlot Weeber-Imbs-Schulmeister OAE Maille Brigitte - Hautepierre OAE Hautepierre / Maille Eléonore Centre OAE Hautepierre / Maille Eléonore Racine Calmette OAE Quartiers Ouest / Ecrivains OAE Elsau / Secteur Watteau Grünewald OAE Secteur Schongauer Cronenbourg / Prolongement de la rue de Hochfelden (rue Marie-Jeanne de Lalande) Cronenbourg / Prolongement rue Jeanne Barret / Jean-Pierre Clause Cronenbourg / Réaménagement du parvis Hochfelden sud Cronenbourg / Réaménagement du parc Képler Cronenbourg / Travaux de démolition sous futures voiries Cronenbourg / Réaménagement rue Képler - rue des Charmes Cronenbourg / Réaménagement rue Képler / Somco Cronenbourg / Réaménagement du parvis Hochfelden nord Cronenbourg / Réaménagement de la place Arago Cronenbourg / Réaménagement du chemin Exes est Cronenbourg / Aménagement d'un cheminement au travers du groupe scolaire Langevin Libermann / Requalification des voiries Voiries Marschallhof Prolongement rue Paul Bourson Réaménagement rue Michel Ange Equipement / Neuhof / Lyautey-Ziegelwasser / Maison du projet Equipement / Neuhof / Cours de la Forêt / MIDE : restructuration et plateforme emploi.insertion Equipement / Hautepierre / Piscine : création d'un espace enfance et petite enfance Cités Fertiles - Poste cheffe de projet et ingénierie et études Cités Fertiles / Proto-aménagements et projets d?agriculture urbaine par site Relogement avec minoration de loyer Déconstructions Constructions neuves Requalifications Résidentialisations OPAH CD Accompagnement de 1 064 logements
Maitrise d'ouvrage (1) :	Eurométropole de Strasbourg
Communes (2) :	Bischheim - Illkirch Graffenstaden - Schiltigheim - Strasbourg Illkirch Graffenstaden - Strasbourg Strasbourg Bischheim - Schiltigheim Illkirch Graffenstaden 21 communes sur l?EPCI : Strasbourg, 7 en 1ère couronne, 13 en 2ème couronne / 2 communes hors EPCI
Quartier prioritaire de la ville (3) :	Neuhof - Meinau - Hautepierre - Ecrivains - Elsau - Libermann - Cronenbourg Elsau - Libermann Neuhof Meinau Hautepierre Ecrivains Elsau Cronenbourg Libermann Neuhof - Elsau - Cité de l'Ill Neuhof - Meinau - Hautepierre - Ecrivains - Elsau - Libermann Meinau - Hautepierre - Ecrivains - Elsau - Cronenbourg - Koenigshoffen

DEPENSES				
Chapitre	Montant TTC			
	Cumul des engagements juridiques (4)	Dont engagements juridiques de l'année N (5)	Cumul des réalisations (6)	Dont réalisations de l'année N (7)
.012	7 860 000,00	872 916,66	6 219 166,66	572 916,66
20	13 747 865,06	1 835 819,45	7 398 307,53	972 141,78
204	47 125 520,84	6 076 653,53	11 212 258,87	1 352 934,74
23	60 394 849,58	10 414 032,05	16 813 370,83	4 219 784,50
4581	0,00	271 964,10	38 861,45	28 967,83
Total	**167 439 034,58**	**19 471 385,79**	**41 681 965,34**	**7 146 745,51**

RECETTES				
Chapitre	Montant TTC			
	Cumul des engagements juridiques (4)	Dont engagements juridiques de l'année N (5)	Cumul des réalisations (6)	Dont réalisations de l'année N (7)
.013	3 840 000,00	476 458,34	2 979 583,34	466 458,34
13	14 753 536,32	5 842 049,00	6 244 832,45	874 997,35
4582	0,00	0,00	0,00	12 500,00
Total	**25 045 358,53**	**6 318 507,34**	**9 224 415,79**	**1 353 955,69**

NOMENCLATURE :

14-Etudes et conduite de projet
15-Relogement des ménages avec minoration de loyer
21-Démolition de logements locatifs sociaux
22-Recyclage de copropriétés dégradées
23-Recyclage de l'habitat ancien dégradé
24-Aménagement d'ensemble
31-Reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux
32-Production d'une offre de relogement temporaire
33-Requalification de logements locatifs sociaux
34-Résidentialisation de logements
35-Actions de portage massif en copropriétés dégradées
36-Accession à la propriété
37-Equipement public de proximité
38-Immobilier à vocation économique
39-Autres investissements
41-Quartiers Fertiles-Opérations d'ingénierie et dépenses de personnel
42-Quartiers Fertiles-Opérations d'investissement

(1) Identification du ou des maitres d'ouvrage
(2) Identification du ou des communes concernée(s) par l'opération
(3) Identification des quartiers prioritaires de la ville concernés par l'opération
(4) Ensemble des AP et AE ouverts sur l'opération, tous exercices confondus
(5) Ensemble des AP et AE engagés sur l'opération, sur l'exercice courant
(6) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés pour l'opération, tous exercices cumulés
(7) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés sur l'exercice budgétaire N pour la mise en œuvre de l'opération

État des Contrôles du Compte Financier

L’état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d’anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l’exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Date d'édition : 13/05/2026

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
Mme Marie-José GOUTAUDIER	du 01/01/2025	au	13/05/2026

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

GUILLON Francois (1031447421-0), Inspecteur divisionnaire FiP classe normale **A DRFiP D'ALSACE ET DU BAS-RHIN, le 15/05/2026**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

A , le

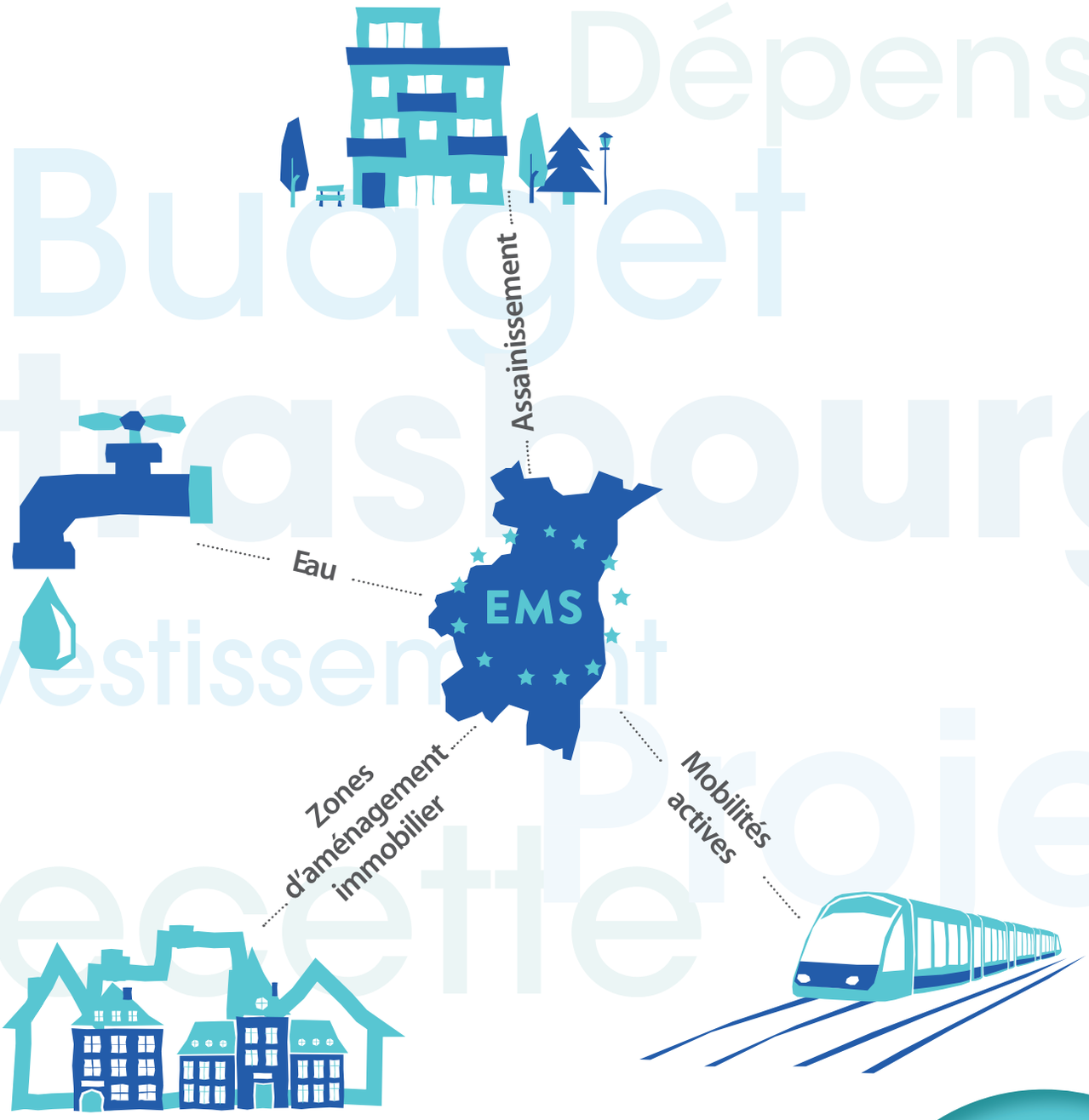
Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

Strasbourg.eu
eurométropole

Compte financier unique

Budgets annexes



Document réglementaire

2025

REPUBLIQUE FRANÇAISE

: EUROMETROPOLE STRASBOURG (1)

(2) RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE

Numéro SIRET : 24670048800033

POSTE COMPTABLE : STRASBOURG MUNICIPALE ET EUROMETROPOLE

M. 49(4)

Compte financier unique

Voté par nature

BUDGET : EUROMET EAU (3)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) Libellée du budget principal s'il s'agit d'un budget annexe

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

(4) Préciser le plan de comptes : M4, M41, M43 ou M49

Sommaire

I - Informations générales et synthétiques

A - Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble 4
B - Résultats d'exécution du budget principal et du budget des services non personnalisés 5
C - Liste des services individualisés dans un budget annexe (1) Sans Objet
D1 - Détail des restes à réaliser - Dépenses 6
D2 - Détail des restes à réaliser - Recettes 7
E - Bilan synthétique 8
F - Compte de résultat synthétique 9

II - Exécution budgétaire

A - Modalités de vote du budget 10

Vue d'ensemble

A1.1 - Dépenses d'exploitation 11
A1.2 - Recettes d'exploitation 12
A2.1 - Dépenses d'investissement 13
A2.2 - Recettes d'investissement 14

Vue détaillée

B1 - Dépenses d'exploitation 15
B2 - Recettes d'exploitation 18
C1 - Dépenses d'investissement 20
C2 - Recettes d'investissement 23
D - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 25

III - États financiers

A - Bilan 26
B - Compte de résultat 31

III - Etats financiers

C - Balance des comptes 34

IV - États annexés

A - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes (1) Sans Objet

B. États annexés patrimoniaux

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 50
B1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 54
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
B1.8 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 55
B3 - Etat des provisions et des dépréciations 56
B4 - Etat des charges transférées Sans Objet
B5 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet
B6.1 - Etat des emprunts garantis Sans Objet
B6.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis Sans Objet
B7.1- Subventions versées dans le cadre du vote du budget 57
B8.1- Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B8.2 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B8.3 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B8.4 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B9.1 - Etat du personnel Sans Objet
B9.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet

C. États annexés budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 59
C1.2 - Équilibre budgétaire - Dépenses 60
C1.3 - Équilibre budgétaire - Recettes 61
C2.1 - Situation des autorisations de programme 62
C2.2 - Situation des autorisations dengagement Sans Objet

IV - Annexes

C. États annexés budgétaires

C3 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature 63

IV - États annexés

D. Autres éléments d'information

D1.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (3) Sans Objet
D1.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (3) Sans Objet
D1.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (3) Sans Objet
D1.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (3) Sans Objet
E - État des Contrôles du Compte Financier 70

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 71

(1) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

(2) Cet état n'est obligatoire que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leur établissements publics.

(3) Ces états ne sont obligatoire que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES | I

PRÉSENTATION GÉNÉRALES DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE | A

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	**Exploitation**	**Total cumulé**
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	**45 300 000,00**	**53 365 019,93**	**98 665 019,93**
	Recettes réalisées (1)	B	**25 346 927,71**	**50 935 352,99**	**76 282 280,70**
	Restes à réaliser	C	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	**30 899 305,00**	**65 600 000,00**	**96 499 305,00**
	Dépenses réalisées (1)	E	**18 653 494,75**	**46 592 588,74**	**65 246 083,49**
	Restes à réaliser	F	**687 370,91**	**0,00**	**687 370,91**
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B - E	**6 693 432,96**	**4 342 764,25**	**11 036 197,21**
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	**-14 400 695,00**	**12 234 980,07**	**-2 165 714,93**
Solde (investissement) ou résultat de clôture (exploitation)	Excédent /déficit	G + H	**-7 707 262,04**	**16 577 744,32**	**8 870 482,28**
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C – F	**-687 370,91**	**0,00**	**-687 370,91**
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	**-8 394 632,95**	**16 577 744,32**	**8 183 111,37**

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	B

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Résultat de clôture de l'exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL I	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
II - Budgets des services à caractère administratif	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL II	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EUROMET EAU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	-14 400 695,00	0,00	6 693 432,96	0,00	-7 707 262,04
Fonctionnement	26 762 212,06	14 527 231,99	4 342 764,25	0,00	16 577 744,32
Sous-Total	12 361 517,06	14 527 231,99	11 036 197,21	0,00	8 870 482,28
TOTAL III	**12 361 517,06**	**14 527 231,99**	**11 036 197,21**	**0,00**	**8 870 482,28**
TOTAL I + II + III	**12 361 517,06**	**14 527 231,99**	**11 036 197,21**	**0,00**	**8 870 482,28**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER – RAR DEPENSES	D1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		**(I) 687 370,91**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**687 370,91**
21311	Bâtiments d'exploitation	134,28
21531	Réseaux d'adduction d'eau	627 672,36
2154	Matériel industriel	773,70
21561	Service de distribution d'eau	42 084,10
2182	Matériel de transport	13 542,20
2183	Matériel de bureau et informatique	1 953,15
2184	Mobilier	1 211,12
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**0,00**
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		**(II) 0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER - RAR RECETTES	D2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		(IV) 0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00
73	Produits issus de la fiscalité	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	**E**

ACTIF NET (1)	Total	PASSIF	Total
Immobilisations incorporelles (nettes)	**564,79**	Dotations	19 426,28
Terrains	172,05	Fonds globalisés	8 433,75
Constructions	13 043,13	Réserves	267 159,77
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers	134 423,30	Différences sur réalisation d'immobilisations	0,00
Immobilisations corporelles en cours	164 081,57	Report à nouveau (1)	12 234,98
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	4 342,76
Autres immobilisations corporelles	15 525,82	Subventions transférables	20 076,46
Total immobilisations corporelles (nettes)	**327 245,87**	Subventions non transférables	0,00
Immobilisations financières	**0,40**	Droits de l'affectant, du concédant, de l'affermant et du remettant	3 132,55
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**327 811,07**	Provisions réglementées	0,00
Stocks	0,00	**TOTAL FONDS PROPRES**	**334 806,56**
Créances	37 895,51	**PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**	**0,00**
Valeurs mobilières de placement	0,00	**Dettes financières à long terme**	**1 875,90**
Disponibilités	379,62	Fournisseurs (2)	8 155,38
Autres actifs circulant	0,00	Autres dettes à court terme	15 794,85
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**38 275,13**	**Total des dettes à court terme**	**23 950,24**
Comptes de régularisation	**0,33**	**TOTAL DETTES**	**25 826,14**
		Comptes de régularisation	**5 453,83**
TOTAL ACTIF	**366 086,53**	**TOTAL PASSIF**	**366 086,53**

(1)Déduction faite des amortissements et dépréciations
(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice N+1

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**F**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Impôts et taxes perçus	0,00	0,00
Dotations et subventions reçues	98,00	260,04
Produits des services	37 451,61	33 037,98
Autres produits	195,62	1 580,10
Transferts de charges	0,00	0,00
Produits courants non financiers	37 745,23	34 878,12
Traitements, salaires, charges sociales	-35,58	0,00
Achats et charges externes	19 698,00	18 955,99
Participations et interventions	256,02	215,09
Dotations aux amortissements et provisions	8 951,84	8 620,43
Autres charges	4 933,53	1 967,77
Charges courantes non financières	33 803,81	29 759,28
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	**3 941,42**	**5 118,84**
Produits courants financiers	0,00	0,00
Charges courantes financières	6,23	6,98
RESULTAT COURANT FINANCIER	**-6,23**	**-6,98**
RESULTAT COURANT	**3 935,19**	**5 111,86**
Produits exceptionnels	791,54	701,10
Charges exceptionnelles	383,97	262,65
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**407,57**	**438,44**
RESULTAT DE L'EXERCICE	**4 342,76**	**5 550,31**

II – EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'exploitation ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état D1.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires ;
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

DÉPENSES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 011	Charges à caractère général	18 005 911,00	9 399 610,79	6 931 923,46	16 331 534,25	90,70	0,00
Chapitre 012	Charges de personnel, frais assimilés	8 300 000,00	8 300 000,00	0,00	8 300 000,00	100,00	0,00
Chapitre 014	Atténuations de produits	12 363 000,00	2 520 929,77	9 842 070,23	12 363 000,00	100,00	0,00
Chapitre 65	Autres charges de gestion courante	299 100,00	256 016,75	0,00	256 016,75	85,60	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**38 968 011,00**	**20 476 557,31**	**16 773 993,69**	**37 250 551,00**	**95,59**	**0,00**
Chapitre 66	Charges financières	6 500,00	5 314,33	914,44	6 228,77	95,83	0,00
Chapitre 67	Charges exceptionnelles	500 000,00	383 971,68	0,00	383 971,68	76,79	0,00
Chapitre 68	Dotations aux provisions et dépréciat°	147 101,18	147 101,18	0,00	147 101,18	100,00	0,00
Chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 022	Dépenses imprévues	278 387,82					
Total des dépenses réelles d'exploitation		**39 900 000,00**	**21 012 944,50**	**16 774 908,13**	**37 787 852,63**	***94,71***	**0,00**
Chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*16 700 000,00*					
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*9 000 000,00*	*8 804 736,11*	*0,00*	*8 804 736,11*	*97,83*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section (3)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***25 700 000,00***	***8 804 736,11***	***0,00***	***8 804 736,11***	***34,26***	***0,00***
Total des dépenses d'exploitation de l'exercice		**65 600 000,00**	**29 817 680,61**	**16 774 908,13**	**46 592 588,74**	**71,03**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,00**					
Total des dépenses de la section d'exploitation		**65 600 000,00**	**29 817 680,61**	**16 774 908,13**	**46 592 588,74**		**0,00**

(1) dépenses engagées non mandatées

(2) ce chapitre n'existe pas en M49

(3) DE 042 = RI 040 ; DE 043 = RE 043

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

RECETTES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	35 581,76	0,00	35 581,76	0,00	0,00
Chapitre 70	Ventes produits fabriqués, prestations	52 067 666,00	49 814 605,82	0,00	49 814 605,82	95,67	0,00
Chapitre 73	Produits issus de la fiscalité(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 74	Subventions d'exploitation	0,00	98 001,53	0,00	98 001,53	0,00	0,00
Chapitre 75	Autres produits de gestion courante	14 200,00	14 692,01	0,00	14 692,01	103,46	0,00
Total des recettes de gestion courante		**52 081 866,00**	**49 962 881,12**	**0,00**	**49 962 881,12**	**95,93**	**0,00**
Chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 77	Produits exceptionnels	83 153,93	113 409,96	0,00	113 409,96	136,39	0,00
Chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**52 165 019,93**	**50 076 291,08**	**0,00**	**50 076 291,08**	**96,00**	**0,00**
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*1 200 000,00*	*859 061,91*	*0,00*	*859 061,91*	*71,59*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***1 200 000,00***	***859 061,91***	***0,00***	***859 061,91***	***71,59***	***0,00***
Total des recettes d'exploitation de l'exercice		**53 365 019,93**	**50 935 352,99**	**0,00**	**50 935 352,99**	**95,45**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**12 234 980,07**					
Total des recettes de la section d'exploitation		**65 600 000,00**	**50 935 352,99**	**0,00**	**50 935 352,99**		**0,00**

(1) recettes justifiées non titrées

(2) ce chapitre existe uniquement en M4, M41 et M43

(3) RE 042 = DI 040

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

DÉPENSESD'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	640 000,00	461 811,61	72,16	0,00
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	7 066 713,88	3 610 929,92	51,10	687 370,91
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	16 368 588,00	12 219 399,20	74,65	0,00
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**24 075 301,88**	**16 292 140,73**	**67,67**	**687 370,91**
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	33 900,00	23 958,40	70,67	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 020	Dépenses imprévues	1 120 337,67			
Total des dépenses financières		**1 154 237,67**	**23 958,40**	**2,08**	**0,00**
Total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**25 229 539,55**	**16 316 099,13**	**64,67**	**687 370,91**
Chapitre *040*	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*1 200 000,00*	*859 061,91*	*71,59*	*0,00*
Chapitre *041*	*Opérations patrimoniales (6)*	*4 469 765,45*	*1 478 333,71*	*33,07*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***5 669 765,45***	***2 337 395,62***	***41,23***	***0,00***
TOTAL DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**30 899 305,00**	**18 653 494,75**	**60,37**	**687 370,91**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**14 400 695,00**			
TOTAL DES DÉPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		**45 300 000,00**	**18 653 494,75**		**687 370,91**

(1) dépenses engagées non mandatées
(2) voir l'état II-D1 pour le détail des opérations d'équipement
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.
(4) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 13	Subventions d'investissement	587 305,61	514 062,24	87,53	0,00
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	15 696,95	22 563,66	143,75	0,00
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	14 527 231,99	14 527 231,99	100,00	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**15 130 234,55**	**15 063 857,89**	**99,56**	**0,00**
Chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*16 700 000,00*			
Chapitre 040	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*9 000 000,00*	*8 804 736,11*	*97,83*	*0,00*
Chapitre 041	*Opérations patrimoniales (6)*	*4 469 765,45*	*1 478 333,71*	*33,07*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***30 169 765,45***	***10 283 069,82***	***34,08***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**45 300 000,00**	**25 346 927,71**	**55,95**	**0,00**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**0,00**			
TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		**45 300 000,00**	**25 346 927,71**		**0,00**

(1) recettes justifiées non titrées
(2) A servir uniquement, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(3) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(4) pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation)
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'exploitation - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
605	Achats d'eau	0,00	1 561 548,55	474 000,00	1 087 548,55	0,00
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie ...)	0,00	1 691 259,11	441 444,05	1 249 815,06	0,00
6062	Produits de traitement	0,00	73 709,00	0,00	73 709,00	0,00
6063	Autres fournitures d'entretien et de petit équipement	0,00	90 750,23	11 940,22	78 810,01	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	3 232,94	0,00	3 232,94	0,00
6066	Carburants	0,00	109 965,95	4 545,00	105 420,95	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	897 673,41	112 283,87	785 389,54	0,00
611	Sous-traitance générale	0,00	1 079 181,59	121 583,65	957 597,94	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	31 583,48	6 051,74	25 531,74	0,00
61521	Bâtiments publics	0,00	29 450,48	0,00	29 450,48	0,00
61523	Reseaux	0,00	450 221,69	4 685,20	445 536,49	0,00
61528	Autres	0,00	143 533,98	4 040,62	139 493,36	0,00
61551	Matériel roulant	0,00	13 307,83	0,00	13 307,83	0,00
61558	Autres biens mobiliers	0,00	9 699,04	0,00	9 699,04	0,00
6156	Maintenance	0,00	335 558,10	9 981,87	325 576,23	0,00
6161	Multirisques	0,00	35 878,72	16 500,00	19 378,72	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	1 272 601,95	191 862,33	1 080 739,62	0,00
618	Divers	0,00	1 882,15	0,00	1 882,15	0,00
6226	Honoraires	0,00	13 008,75	0,00	13 008,75	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	3 396,98	0,00	3 396,98	0,00
6238	Divers	0,00	32 604,00	0,00	32 604,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	66,30	0,00	66,30	0,00
6256	Missions	0,00	7 039,08	33,32	7 005,76	0,00
6257	Réceptions	0,00	2 449,71	0,00	2 449,71	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'exploitation - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6281	Concours divers -cotisations	0,00	98 949,66	32 000,00	66 949,66	0,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	86 097,17	6 665,68	79 431,49	0,00
62876	au GFP de rattachement	0,00	3 319 149,67	0,00	3 319 149,67	0,00
62878	à des tiers	0,00	1 549 094,85	120 300,00	1 428 794,85	0,00
6288	Autres	0,00	13 024,07	0,00	13 024,07	0,00
6358	Autres droits	0,00	3 142,04	0,00	3 142,04	0,00
63711	Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau	0,00	4 832 942,03	2 030 000,00	2 802 942,03	0,00
63712	Redevance pour la performance des réseaux deau potable	0,00	2 092 200,00	0,00	2 092 200,00	0,00
6378	Autres impôts taxes et versements assimilés	0,00	35 249,29	0,00	35 249,29	0,00
total chapitre 011	Charges à caractère général	18 005 911,00	19 919 451,80	3 587 917,55	16 331 534,25	1 674 376,75
6215	Personnel affecté par la collectivité de rattachement	0,00	8 300 000,00	0,00	8 300 000,00	0,00
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	8 300 000,00	8 300 000,00	0,00	8 300 000,00	0,00
701249	Reversement aux agences de l'eau - redevance pour pollution d'origine domestique	0,00	10 230 752,23	10 230 752,23	0,00	0,00
701269	Reversement à lagence de leau Redevance sur la consommation deau potable	0,00	12 363 000,00	0,00	12 363 000,00	0,00
total chapitre 014	Atténuations de produits	12 363 000,00	22 593 752,23	10 230 752,23	12 363 000,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	200 595,67	0,00	200 595,67	0,00
6542	Créances éteintes	0,00	54 294,50	0,00	54 294,50	0,00
6588	Autres charges diverses de gestion courante	0,00	1 126,58	0,00	1 126,58	0,00
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante	299 100,00	256 016,75	0,00	256 016,75	43 083,25
Total des dépenses de gestion courante		**38 968 011,00**	**51 069 220,78**	**13 818 669,78**	**37 250 551,00**	**1 717 460,00**
66111	Intérêts réglés à l'écheance	0,00	5 788,13	0,00	5 788,13	0,00
66112	Intérêts - rattachement des icne	0,00	914,44	1 018,09	-103,65	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'exploitation - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6688	Autres	0,00	544,29	0,00	544,29	0,00
total chapitre 66	Charges financières	6 500,00	7 246,86	1 018,09	6 228,77	271,23
6714	Intérêts moratoires	0,00	2 742,88	0,00	2 742,88	0,00
673	Titres annulés exercices antérieurs	0,00	6 660,75	0,00	6 660,75	0,00
6743	Subventions exceptionnelles de fonctionnement	0,00	181 164,84	0,00	181 164,84	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	193 496,36	93,15	193 403,21	0,00
total chapitre 67	Charges exceptionnelles	500 000,00	384 064,83	93,15	383 971,68	116 028,32
6817	Dotations aux dépréciations des actifs circulants	0,00	147 101,18	0,00	147 101,18	0,00
total chapitre 68	Dotations aux provisions et aux dépréciations (semi-budgétaires)	147 101,18	147 101,18	0,00	147 101,18	0,00
total chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 022	Dépenses imprévues	278 387,82	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**39 900 000,00**	**51 607 633,65**	**13 819 781,02**	**37 787 852,63**	**2 112 147,37**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*16 700 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
6811	*Dotations aux Amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles*	*0,00*	*8 804 736,11*	*0,00*	*8 804 736,11*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*9 000 000,00*	*8 804 736,11*	*0,00*	*8 804 736,11*	*195 263,89*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***25 700 000,00***	***8 804 736,11***	***0,00***	***8 804 736,11***	***16 895 263,89***
Total des dépenses d'exploitation de l'exercice		**65 600 000,00**	**60 412 369,76**	**13 819 781,02**	**46 592 588,74**	**19 007 411,26**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section d'exploitation		**65 600 000,00**	**60 412 369,76**	**13 819 781,02**	**46 592 588,74**	**19 007 411,26**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'exploitation - Vue détaillée	**B2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
64198	Autres remboursements	0,00	35 581,76	0,00	35 581,76	0,00
total chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	35 581,76	0,00	35 581,76	-35 581,76
70111	Ventes d'eau aux abonnés	0,00	34 288 911,37	66 725,03	34 222 186,34	0,00
70118	Autres ventes d'eau	0,00	167 363,98	0,00	167 363,98	0,00
701241	Recouvrement de la redevance pour pollution d'origine domestique	0,00	5 773,95	0,00	5 773,95	0,00
701261	Redevance sur la consommation deau potable	0,00	12 044 357,52	23 555,99	12 020 801,53	0,00
704	Travaux	0,00	1 224 427,85	38 249,37	1 186 178,48	0,00
7064	Locations de compteurs	0,00	1 921 348,16	851,97	1 920 496,19	0,00
7068	Autres prestations de service	0,00	279 821,35	16,00	279 805,35	0,00
70878	par des tiers	0,00	12 000,00	0,00	12 000,00	0,00
total chapitre 70	Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises	52 067 666,00	49 944 004,18	129 398,36	49 814 605,82	2 253 060,18
total chapitre 73	Produits issus de la fiscalité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres subventions d'exploitation	0,00	98 001,53	0,00	98 001,53	0,00
total chapitre 74	Subventions d'exploitation	0,00	98 001,53	0,00	98 001,53	-98 001,53
752	Revenus des immeubles non affectés à des activités professionnelles	0,00	207,64	0,00	207,64	0,00
7588	Autres	0,00	14 484,37	0,00	14 484,37	0,00
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	14 200,00	14 692,01	0,00	14 692,01	-492,01
Total des recettes de gestion courante		**52 081 866,00**	**50 092 279,48**	**129 398,36**	**49 962 881,12**	**2 118 984,88**
total chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7714	Recouvrement sur créances admises en non valeur	0,00	3 984,89	372,01	3 612,88	0,00
7718	Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	0,00	308,11	0,00	308,11	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'exploitation - Vue détaillée	**B2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
775	Produits des cessions d'éléments d'actif	0,00	84 295,81	0,00	84 295,81	0,00
778	Autres produits exceptionnels	0,00	25 193,16	0,00	25 193,16	0,00
total chapitre 77	Produits exceptionnels	83 153,93	113 781,97	372,01	113 409,96	-30 256,03
total chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**52 165 019,93**	**50 206 061,45**	**129 770,37**	**50 076 291,08**	**2 088 728,85**
722	*Immobilisations corporelles*	*0,00*	*180 927,00*	*0,00*	*180 927,00*	*0,00*
777	*Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice*	*0,00*	*678 134,91*	*0,00*	*678 134,91*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*1 200 000,00*	*859 061,91*	*0,00*	*859 061,91*	*340 938,09*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***1 200 000,00***	***859 061,91***	***0,00***	***859 061,91***	***340 938,09***
Total des recettes d'exploitation de l'exercice		**53 365 019,93**	**51 065 123,36**	**129 770,37**	**50 935 352,99**	**2 429 666,94**
002 Résultat d'exploitation reporté		**12 234 980,07**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section d'exploitation		**65 600 000,00**	**51 065 123,36**	**129 770,37**	**50 935 352,99**	**14 664 647,01**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	C1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
2051	Concessions et droits assimilés	0,00	461 811,61	0,00	461 811,61	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles	640 000,00	461 811,61	0,00	461 811,61	178 188,39
21311	Batiments d'exploitation	0,00	470 672,52	0,00	470 672,52	0,00
2151	Installations complexes specialisées	0,00	401 988,69	0,00	401 988,69	0,00
21531	Réseaux d'adduction d'eau	0,00	1 958 960,57	0,00	1 958 960,57	0,00
2154	Matériel industriel	0,00	52 762,14	0,00	52 762,14	0,00
21561	Service de distribution d'eau	0,00	419 324,74	0,00	419 324,74	0,00
2182	Matériel de transport	0,00	280 598,28	1 666,66	278 931,62	0,00
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	0,00	28 289,64	0,00	28 289,64	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	7 066 713,88	3 612 596,58	1 666,66	3 610 929,92	3 455 783,96
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installations matériels et outillage techniques	0,00	10 550 958,81	0,00	10 550 958,81	0,00
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	0,00	1 668 440,39	0,00	1 668 440,39	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours	16 368 588,00	12 219 399,20	0,00	12 219 399,20	4 149 188,80
Total des dépenses d'équipement		**24 075 301,88**	**16 293 807,39**	**1 666,66**	**16 292 140,73**	**7 783 161,15**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	19 600,00	0,00	19 600,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	530,00	0,00	530,00	0,00
16878	Remboursement des autres dettes	0,00	3 828,40	0,00	3 828,40	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	33 900,00	23 958,40	0,00	23 958,40	9 941,60
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	C1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 020	Dépenses imprévues	1 120 337,67	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**1 154 237,67**	**23 958,40**	**0,00**	**23 958,40**	**1 130 279,27**
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**25 229 539,55**	**16 317 765,79**	**1 666,66**	**16 316 099,13**	**8 913 440,42**
139111	*Agence de l'eau*	*0,00*	*638 069,38*	*0,00*	*638 069,38*	*0,00*
139118	*Autres*	*0,00*	*967,92*	*0,00*	*967,92*	*0,00*
13912	*Subvention équipement transférées au compte de résultat - Région*	*0,00*	*12 966,84*	*0,00*	*12 966,84*	*0,00*
13913	*Subvention d'équipement transférées au compte de résultat - Département*	*0,00*	*3 203,44*	*0,00*	*3 203,44*	*0,00*
13915	*Subventions d'équipement transférées au compte de résultat - groupement de collectivités*	*0,00*	*9 783,45*	*0,00*	*9 783,45*	*0,00*
139188	*des tiers*	*0,00*	*13 143,88*	*0,00*	*13 143,88*	*0,00*
21531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*0,00*	*180 927,00*	*0,00*	*180 927,00*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*1 200 000,00*	*859 061,91*	*0,00*	*859 061,91*	*340 938,09*
2151	*Installations complexes specialisées*	*0,00*	*21 045,64*	*0,00*	*21 045,64*	*0,00*
2315	*Installations matériels et outillage techniques*	*0,00*	*1 457 288,07*	*0,00*	*1 457 288,07*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*4 469 765,45*	*1 478 333,71*	*0,00*	*1 478 333,71*	*2 991 431,74*
Total des dépenses d'ordre en investissement		***5 669 765,45***	***2 337 395,62***	***0,00***	***2 337 395,62***	***3 332 369,83***
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**30 899 305,00**	**18 655 161,41**	**1 666,66**	**18 653 494,75**	**12 245 810,25**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	C1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		14 400 695,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de la section d'investissement		45 300 000,00	18 655 161,41	1 666,66	18 653 494,75	26 646 505,25

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	**C2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
13118	Autres	0,00	13 404,30	0,00	13 404,30	0,00
1315	Groupements de Collectivités	0,00	500 657,94	0,00	500 657,94	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	587 305,61	514 062,24	0,00	514 062,24	73 243,37
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installations matériels et outillage techniques	0,00	20 808,66	0,00	20 808,66	0,00
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	0,00	1 755,00	0,00	1 755,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours	15 696,95	22 563,66	0,00	22 563,66	-6 866,71
1068	Autres réserves	0,00	14 527 231,99	0,00	14 527 231,99	0,00
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	14 527 231,99	14 527 231,99	0,00	14 527 231,99	0,00
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**15 130 234,55**	**15 063 857,89**	**0,00**	**15 063 857,89**	**66 376,66**
total chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation*	*16 700 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires*	*0,00*	*61 519,06*	*0,00*	*61 519,06*	*0,00*
28128	*Autres terrains*	*0,00*	*375,14*	*0,00*	*375,14*	*0,00*
28131	*Bâtiments*	*0,00*	*405 023,58*	*0,00*	*405 023,58*	*0,00*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	C2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
28135	*Installations générales agencements aménagements des constructions*	*0,00*	*78 402,32*	*0,00*	*78 402,32*	*0,00*
28151	*Installations complexes specialisées*	*0,00*	*375 940,01*	*0,00*	*375 940,01*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*0,00*	*6 049 830,58*	*0,00*	*6 049 830,58*	*0,00*
28154	*Matériel industriel*	*0,00*	*99 177,47*	*0,00*	*99 177,47*	*0,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*0,00*	*692 909,08*	*0,00*	*692 909,08*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*0,00*	*490 191,59*	*0,00*	*490 191,59*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et matériel informatique*	*0,00*	*43 684,81*	*0,00*	*43 684,81*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*0,00*	*3 949,85*	*0,00*	*3 949,85*	*0,00*
28188	*Amortissements autres*	*0,00*	*503 732,62*	*0,00*	*503 732,62*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*9 000 000,00*	*8 804 736,11*	*0,00*	*8 804 736,11*	*195 263,89*
238	*Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles*	*0,00*	*1 478 333,71*	*0,00*	*1 478 333,71*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*4 469 765,45*	*1 478 333,71*	*0,00*	*1 478 333,71*	*2 991 431,74*
Total des recettes d'ordre en investissement		***30 169 765,45***	***10 283 069,82***	***0,00***	***10 283 069,82***	***19 886 695,63***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**45 300 000,00**	**25 346 927,71**	**0,00**	**25 346 927,71**	**19 953 072,29**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section d'investissement		**45 300 000,00**	**25 346 927,71**	**0,00**	**25 346 927,71**	**19 953 072,29**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT - DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	D

Cet état ne contient pas d'information.

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Immobilisations incorporelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais d'études, de R et D	0,00	0,00	0,00	0,00
Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	2 253 731,39	1 688 938,43	564 792,96	164 500,41
Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1) En toute propriété	0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains	179 749,87	7 700,48	172 049,39	172 424,53
Constructions	28 087 710,35	15 044 576,07	13 043 134,28	13 055 887,66
Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00
Installations, matériels et outillage techniques	290 460 216,34	156 036 915,99	134 423 300,35	138 606 148,71
Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	27 719 093,27	12 193 275,06	15 525 818,21	16 259 155,81
Immobilisations corporelles en cours	164 081 566,59	0,00	164 081 566,59	151 905 776,70
Immobilisations affectées à un service non personnalisé	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00
2) Reçues au titre d'une mise à disposition	0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00
Installations, matériels et outillage techniques	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
3) Reçues en affectation ou en concession	0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00
Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Participations et créances rattachées à des participations	404,34	0,00	404,34	404,34
Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00
Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL I	**512 782 472,15**	**184 971 406,03**	**327 811 066,12**	**320 164 298,16**
ACTIF CIRCULANT	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Stocks et en cours	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Matières premières et autres approvisionnements	0,00	0,00	0,00	0,00
En cours de production (biens et services)	0,00	0,00	0,00	0,00
Produits intermédiaires et finis	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00
Avances	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Créances	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Créances d'exploitation	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Clients et comptes rattachés	22 194 989,12	441 664,66	21 753 324,46	29 436 666,89
Créances irrécouvrables admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres	218 860,99	0,00	218 860,99	587 081,91

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	**A**

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
Créances diverses	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Créances sur l'état et les collectivités publiques	26 041,00	0,00	26 041,00	26 041,00
Créances sur les budgets annexes ou le budget principal	15 724 320,97	0,00	15 724 320,97	17 321 980,80
Opérations pour le compte de tiers (créances)	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres créances	192 929,18	19 969,79	172 959,39	231 761,82
Valeurs mobilières de placement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Disponibilités	**379 622,69**	**0,00**	**379 622,69**	**369 167,17**
Avances de trésorerie	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges constatées d'avance	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL II	**38 736 763,95**	**461 634,45**	**38 275 129,50**	**47 972 699,59**
COMPTES DE RÉGULARISATION	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges à répartir sur plusieurs exercices	0,00	0,00	0,00	0,00
Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses à classer et à régulariser	333,14	0,00	333,14	28 864,19
Écarts de conversion - Actif	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL III	**333,14**	**0,00**	**333,14**	**28 864,19**
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	**551 519 569,24**	**185 433 040,48**	**366 086 528,76**	**368 165 861,94**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES	**0,00**	**0,00**
Fonds internes	**0,00**	**0,00**
Dotations	19 426 280,91	19 425 280,91
Mise à disposition (chez le bénéficiaire)	0,00	0,00
Affectation (par la collectivité de rattachement)	3 132 554,18	3 132 554,18
Écarts de réévaluation	0,00	0,00
Réserves	267 159 771,54	252 632 539,55
Report à nouveau (1)	12 234 980,07	21 211 906,30
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	4 342 764,25	5 550 305,76
Subventions d'investissement	20 076 462,58	20 240 535,25
Provisions réglementées	0,00	0,00
Autres fonds	**0,00**	**0,00**
Fonds globalisés	8 433 746,92	8 433 746,92
Droits de l'affectant	0,00	0,00
TOTAL I	**334 806 560,45**	**330 626 868,87**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**0,00**	**0,00**
Provisions pour risques	0,00	0,00
Provisions pour charges	0,00	0,00
TOTAL II	**0,00**	**0,00**
DETTES	**0,00**	**0,00**
Dettes financières	**0,00**	**0,00**
Emprunts obligataires	0,00	0,00
Emprunts auprès des établissements de crédit	171 500,00	191 100,00
Emprunts et dettes financières divers	1 704 402,39	1 708 864,44
Crédits et lignes de trésorerie	0,00	0,00
Avances	**0,00**	**0,00**
Dettes d'exploitation	**0,00**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Fournisseurs et comptes rattachés	1 829 155,69	12 045 979,61
Dettes fiscales et sociales	5 128 396,64	2 065 867,15
Autres	0,00	0,00
Dettes diverses	**0,00**	**0,00**
Fournisseurs d'immobilisations	1 197 831,68	1 829 628,56
Dettes envers l'État et les collectivités publiques	9 137 000,00	349 386,67
Dettes envers les budgets annexes ou le budget principal	0,00	0,00
Opérations pour le compte de tiers (dettes)	-3 264 368,85	4 159 534,18
Autres dettes	9 922 223,30	164 830,74
Produits constatés d'avance	**0,00**	**0,00**
TOTAL III	**25 826 140,85**	**22 515 191,35**
COMPTES DE RÉGULARISATION	**0,00**	**0,00**
Recettes à classer ou à régulariser	5 453 827,46	15 023 801,72
Écart de conversion - Passif	0,00	0,00
TOTAL IV	**5 453 827,46**	**15 023 801,72**
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**366 086 528,76**	**368 165 861,94**

(1) Précédé du signe moins en cas de déficit
(2) Égal au résultat de l'exercice apparaissant en section d'exploitation (tableau I-B)

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION	**0,00**	**0,00**
Ventes de marchandises	0,00	0,00
Production vendue	0,00	0,00
Prestations de services	*2 200 301,54*	*2 044 646,83*
Divers	*35 251 304,28*	*30 993 337,22*
Production stockée	0,00	0,00
Production immobilisée	180 927,00	221 847,00
Subventions d'exploitation	98 001,53	260 038,20
Reprises sur dépréciations et provisions	0,00	1 354 054,80
Transferts de charges	0,00	0,00
Autres produits	14 692,01	4 197,32
TOTAL I	**37 745 226,36**	**34 878 121,37**
CHARGES D'EXPLOITATION	**0,00**	**0,00**
Achats de marchandises	0,00	0,00
Variation de stock	0,00	0,00
Achat de matières premières et autres approvisionnements	0,00	0,00
Variation de stock	0,00	0,00
Autres achats et charges externes	19 698 000,89	18 955 989,10
Impôts, taxes, et versements assimilés	0,00	0,00
Sur rémunérations	*0,00*	*0,00*
Autres	*4 933 533,36*	*1 967 769,28*
Salaires et traitements	-35 581,76	0,00
Charges sociales	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0,00	0,00
Dotations aux amortissements sur immobilisations	*8 804 736,11*	*8 600 029,04*

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	**B**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Dotations aux dépréciations des immobilisations	*0,00*	*0,00*
Dotations aux dépréciations des actifs circulants	*147 101,18*	*20 401,01*
Dotations aux provisions pour risques et charges	*0,00*	*0,00*
Autres charges	256 016,75	215 090,09
TOTAL II	**33 803 806,53**	**29 759 278,52**
A - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	**3 941 419,83**	**5 118 842,85**
PRODUITS FINANCIERS	**0,00**	**0,00**
Valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	0,00	0,00
Autres intérêts et produits assimilés	0,00	0,00
Reprises sur dépréciations et provisions	0,00	0,00
Transferts de charges	0,00	0,00
Gains de change	0,00	0,00
Produits net sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
TOTAL III	**0,00**	**0,00**
CHARGES FINANCIÈRES	**0,00**	**0,00**
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0,00	0,00
Intérêts et charges assimilées	6 228,77	6 979,50
Pertes de change	0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
TOTAL IV	**6 228,77**	**6 979,50**
B - RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)	**-6 228,77**	**-6 979,50**
A + B - RÉSULTAT COURANT	**3 935 191,06**	**5 111 863,35**
PRODUITS EXCEPTIONNELS	**0,00**	**0,00**
Sur opérations de gestion	0,00	0,00
Subventions exceptionnelles	*0,00*	*0,00*
Autres opérations	*3 920,99*	*6 402,19*
Sur opérations en capital	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	**B**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Produits des cessions d'immobilisations	*84 295,81*	*11 634,95*
Autres opérations	*703 328,07*	*683 059,66*
Reprises sur dépréciations et provisions	0,00	0,00
Transferts de charges	0,00	0,00
TOTAL V	**791 544,87**	**701 096,80**
CHARGES EXCEPTIONNELLES	**0,00**	**0,00**
Sur opérations de gestion	0,00	0,00
Subventions exceptionnelles	*181 164,84*	*61 094,22*
Autres opérations	*9 403,63*	*6 375,41*
Sur opérations en capital	0,00	0,00
Valeur comptable des immobilisations cédées	*0,00*	*0,00*
Autres opérations	*193 403,21*	*195 184,76*
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0,00	0,00
TOTAL VI	**383 971,68**	**262 654,39**
C - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	**407 573,19**	**438 442,41**
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	**38 536 771,23**	**35 579 218,17**
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII)	**34 194 006,98**	**30 028 912,41**
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	**4 342 764,25**	**5 550 305,76**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotation	0,00	19 425 280,91	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	19 426 280,91	0,00	19 426 280,91
10222	FCTVA	0,00	8 007 770,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 007 770,86	0,00	8 007 770,86
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	425 976,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	425 976,06	0,00	425 976,06
	Sous Total compte 1022	**0,00**	**8 433 746,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 433 746,92**	**0,00**	**8 433 746,92**
	Sous Total compte 102	**0,00**	**27 859 027,83**	**0,00**	**1 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**27 860 027,83**	**0,00**	**27 860 027,83**
1068	Autres réserves	0,00	252 632 539,55	0,00	0,00	0,00	14 527 231,99	0,00	267 159 771,54	0,00	267 159 771,54
	Sous Total compte 106	**0,00**	**252 632 539,55**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 527 231,99**	**0,00**	**267 159 771,54**	**0,00**	**267 159 771,54**
	Sous Total compte 10	**0,00**	**280 491 567,38**	**0,00**	**1 000,00**	**0,00**	**14 527 231,99**	**0,00**	**295 019 799,37**	**0,00**	**295 019 799,37**
110	Report à nouveau solde créditeur	0,00	21 211 906,30	14 527 231,99	5 550 305,76	0,00	0,00	14 527 231,99	26 762 212,06	0,00	12 234 980,07
	Sous Total compte 11	**0,00**	**21 211 906,30**	**14 527 231,99**	**5 550 305,76**	**0,00**	**0,00**	**14 527 231,99**	**26 762 212,06**	**0,00**	**12 234 980,07**
12	Résultat exercice bénef ou perte	0,00	5 550 305,76	5 550 305,76	0,00	0,00	0,00	5 550 305,76	5 550 305,76	0,00	0,00
	Sous Total compte 12	**0,00**	**5 550 305,76**	**5 550 305,76**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 550 305,76**	**5 550 305,76**	**0,00**	**0,00**
13111	Agence de l'eau	0,00	28 236 985,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 236 985,41	0,00	28 236 985,41
13118	Autres	0,00	331 473,51	0,00	0,00	0,00	13 404,30	0,00	344 877,81	0,00	344 877,81
	Sous Total compte 1311	**0,00**	**28 568 458,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 404,30**	**0,00**	**28 581 863,22**	**0,00**	**28 581 863,22**
1312	Région	0,00	821 751,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	821 751,56	0,00	821 751,56
1313	Dépt	0,00	127 606,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	127 606,00	0,00	127 606,00
1315	Grp coll	0,00	440 255,40	0,00	0,00	0,00	500 657,94	0,00	940 913,34	0,00	940 913,34
1316	Autres EPL	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
13188	des tiers	0,00	571 601,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	571 601,47	0,00	571 601,47
	Sous Total compte 1318	**0,00**	**571 601,47**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**571 601,47**	**0,00**	**571 601,47**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 131	**0,00**	**30 532 673,35**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**514 062,24**	**0,00**	**31 046 735,59**	**0,00**	**31 046 735,59**
139111	Agence de l'eau	9 456 618,06	0,00	0,00	0,00	638 069,38	0,00	10 094 687,44	0,00	10 094 687,44	0,00
139118	Autres	24 830,83	0,00	0,00	0,00	967,92	0,00	25 798,75	0,00	25 798,75	0,00
	Sous Total compte 13911	**9 481 448,89**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**639 037,30**	**0,00**	**10 120 486,19**	**0,00**	**10 120 486,19**	**0,00**
13912	Subv équipt transf - Région	496 925,72	0,00	0,00	0,00	12 966,84	0,00	509 892,56	0,00	509 892,56	0,00
13913	Subv équipt transf - Dépt	81 604,38	0,00	0,00	0,00	3 203,44	0,00	84 807,82	0,00	84 807,82	0,00
13915	Subv équipt transf - Grp coll	64 465,65	0,00	0,00	0,00	9 783,45	0,00	74 249,10	0,00	74 249,10	0,00
13916	Subv équipt transf - autres EPL	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00	0,00
139188	des tiers	164 693,46	0,00	0,00	0,00	13 143,88	0,00	177 837,34	0,00	177 837,34	0,00
	Sous Total compte 13918	**164 693,46**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 143,88**	**0,00**	**177 837,34**	**0,00**	**177 837,34**	**0,00**
	Sous Total compte 1391	**10 292 138,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**678 134,91**	**0,00**	**10 970 273,01**	**0,00**	**10 970 273,01**	**0,00**
	Sous Total compte 139	**10 292 138,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**678 134,91**	**0,00**	**10 970 273,01**	**0,00**	**10 970 273,01**	**0,00**
	Sous Total compte 13	**10 292 138,10**	**30 532 673,35**	**0,00**	**0,00**	**678 134,91**	**514 062,24**	**10 970 273,01**	**31 046 735,59**	**0,00**	**20 076 462,58**
1641	Emprunts en euros	0,00	191 100,00	0,00	0,00	19 600,00	0,00	19 600,00	191 100,00	0,00	171 500,00
	Sous Total compte 164	**0,00**	**191 100,00**	**0,00**	**0,00**	**19 600,00**	**0,00**	**19 600,00**	**191 100,00**	**0,00**	**171 500,00**
165	Dép et caution reçus	0,00	58 208,67	0,00	0,00	530,00	0,00	530,00	58 208,67	0,00	57 678,67
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	1 609 454,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 609 454,21	0,00	1 609 454,21
	Sous Total compte 167	**0,00**	**1 609 454,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 609 454,21**	**0,00**	**1 609 454,21**
16878	Remboursement des autres dettes	0,00	40 183,47	0,00	0,00	3 828,40	0,00	3 828,40	40 183,47	0,00	36 355,07
	Sous Total compte 1687	**0,00**	**40 183,47**	**0,00**	**0,00**	**3 828,40**	**0,00**	**3 828,40**	**40 183,47**	**0,00**	**36 355,07**
16888	Int courus aut empts dettes assimil	0,00	1 018,09	1 018,09	914,44	0,00	0,00	1 018,09	1 932,53	0,00	914,44
	Sous Total compte 1688	**0,00**	**1 018,09**	**1 018,09**	**914,44**	**0,00**	**0,00**	**1 018,09**	**1 932,53**	**0,00**	**914,44**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 168	**0,00**	**41 201,56**	**1 018,09**	**914,44**	**3 828,40**	**0,00**	**4 846,49**	**42 116,00**	**0,00**	**37 269,51**
	Sous Total compte 16	**0,00**	**1 899 964,44**	**1 018,09**	**914,44**	**23 958,40**	**0,00**	**24 976,49**	**1 900 878,88**	**0,00**	**1 875 902,39**
181	Cpte liaison : affectation	0,00	3 132 554,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 132 554,18	0,00	3 132 554,18
	Sous Total compte 18	**0,00**	**3 132 554,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 132 554,18**	**0,00**	**3 132 554,18**
	Total classe 1	**10 292 138,10**	**342 818 971,41**	**20 078 555,84**	**5 552 220,20**	**702 093,31**	**15 041 294,23**	**31 072 787,25**	**363 412 485,84**	**10 970 273,01**	**343 309 971,60**
2051	Concessions et droits assimilés	1 791 919,78	0,00	0,00	0,00	461 811,61	0,00	2 253 731,39	0,00	2 253 731,39	0,00
	Sous Total compte 205	**1 791 919,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**461 811,61**	**0,00**	**2 253 731,39**	**0,00**	**2 253 731,39**	**0,00**
	Sous Total compte 20	**1 791 919,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**461 811,61**	**0,00**	**2 253 731,39**	**0,00**	**2 253 731,39**	**0,00**
2111	Terrains nus	121 050,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	121 050,99	0,00	121 050,99	0,00
2115	Terrains bâtis	41 123,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 123,66	0,00	41 123,66	0,00
2118	Autres terrains	9 874,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 874,74	0,00	9 874,74	0,00
	Sous Total compte 211	**172 049,39**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**172 049,39**	**0,00**	**172 049,39**	**0,00**
2125	Terrains bâtis	198,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	198,18	0,00	198,18	0,00
2128	Autres terrains	7 502,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 502,30	0,00	7 502,30	0,00
	Sous Total compte 212	**7 700,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 700,48**	**0,00**	**7 700,48**	**0,00**
21311	Batiments exploitation	25 024 773,47	0,00	0,00	0,00	470 672,52	0,00	25 495 445,99	0,00	25 495 445,99	0,00
	Sous Total compte 2131	**25 024 773,47**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**470 672,52**	**0,00**	**25 495 445,99**	**0,00**	**25 495 445,99**	**0,00**
21351	Batiments exploitation	2 366 633,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 366 633,84	0,00	2 366 633,84	0,00
21355	Batiments administratifs	225 630,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	225 630,52	0,00	225 630,52	0,00
	Sous Total compte 2135	**2 592 264,36**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 592 264,36**	**0,00**	**2 592 264,36**	**0,00**
	Sous Total compte 213	**27 617 037,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**470 672,52**	**0,00**	**28 087 710,35**	**0,00**	**28 087 710,35**	**0,00**
2151	Instal complexes spécial	6 234 271,87	0,00	0,00	0,00	423 034,33	0,00	6 657 306,20	0,00	6 657 306,20	0,00
21531	Réseaux adduction eau	254 419 286,48	0,00	0,00	0,00	2 139 887,57	0,00	256 559 174,05	0,00	256 559 174,05	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 2153	**254 419 286,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 139 887,57**	**0,00**	**256 559 174,05**	**0,00**	**256 559 174,05**	**0,00**
2154	Mat indust	5 488 394,67	0,00	0,00	0,00	52 762,14	0,00	5 541 156,81	0,00	5 541 156,81	0,00
2155	Outillage industriel	42 975,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 975,49	0,00	42 975,49	0,00
21561	Serv distribution eau	21 240 279,05	0,00	0,00	0,00	419 324,74	0,00	21 659 603,79	0,00	21 659 603,79	0,00
	Sous Total compte 2156	**21 240 279,05**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**419 324,74**	**0,00**	**21 659 603,79**	**0,00**	**21 659 603,79**	**0,00**
	Sous Total compte 215	**287 425 207,56**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 035 008,78**	**0,00**	**290 460 216,34**	**0,00**	**290 460 216,34**	**0,00**
2182	Mat de transport	7 721 042,70	0,00	1 000,00	0,00	280 598,28	1 666,66	8 002 640,98	1 666,66	8 000 974,32	0,00
2183	Mat bureau mat informatique	1 691 413,05	0,00	0,00	0,00	28 289,64	0,00	1 719 702,69	0,00	1 719 702,69	0,00
2184	Mobilier	404 654,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	404 654,46	0,00	404 654,46	0,00
2188	Autres	17 593 761,79	0,00	0,01	0,00	0,00	0,00	17 593 761,80	0,00	17 593 761,80	0,00
	Sous Total compte 218	**27 410 872,00**	**0,00**	**1 000,01**	**0,00**	**308 887,92**	**1 666,66**	**27 720 759,93**	**1 666,66**	**27 719 093,27**	**0,00**
	Sous Total compte 21	**342 632 867,26**	**0,00**	**1 000,01**	**0,00**	**3 814 569,22**	**1 666,66**	**346 448 436,49**	**1 666,66**	**346 446 769,83**	**0,00**
2313	Constructions	1 118 133,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 118 133,80	0,00	1 118 133,80	0,00
2315	Instal mat outil techn	132 015 812,42	0,00	0,00	0,00	12 008 246,88	20 808,66	144 024 059,30	20 808,66	144 003 250,64	0,00
2318	Autres immobilisat corporelles en cours	18 471 407,15	0,00	0,00	0,01	0,00	0,00	18 471 407,15	0,01	18 471 407,14	0,00
	Sous Total compte 231	**151 605 353,37**	**0,00**	**0,00**	**0,01**	**12 008 246,88**	**20 808,66**	**163 613 600,25**	**20 808,67**	**163 592 791,58**	**0,00**
238	Avances versées sur commandes d'immobili	300 423,33	0,00	0,00	0,00	1 668 440,39	1 480 088,71	1 968 863,72	1 480 088,71	488 775,01	0,00
	Sous Total compte 23	**151 905 776,70**	**0,00**	**0,00**	**0,01**	**13 676 687,27**	**1 500 897,37**	**165 582 463,97**	**1 500 897,38**	**164 081 566,59**	**0,00**
266	Autres formes de participation	404,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	404,34	0,00	404,34	0,00
	Sous Total compte 26	**404,34**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**404,34**	**0,00**	**404,34**	**0,00**
2805	Concessions, brevets, licences, marques,	0,00	1 627 419,37	0,00	0,00	0,00	61 519,06	0,00	1 688 938,43	0,00	1 688 938,43
	Sous Total compte 280	**0,00**	**1 627 419,37**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**61 519,06**	**0,00**	**1 688 938,43**	**0,00**	**1 688 938,43**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28125	Amort terrains bâtis	0,00	198,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	198,18	0,00	198,18
28128	Autres terrains	0,00	7 127,16	0,00	0,00	0,00	375,14	0,00	7 502,30	0,00	7 502,30
	Sous Total compte 2812	**0,00**	**7 325,34**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**375,14**	**0,00**	**7 700,48**	**0,00**	**7 700,48**
28131	Bâtiments	0,00	13 548 199,76	0,00	0,00	0,00	405 023,58	0,00	13 953 223,34	0,00	13 953 223,34
28135	Igaac constructions	0,00	1 012 950,41	0,00	0,00	0,00	78 402,32	0,00	1 091 352,73	0,00	1 091 352,73
	Sous Total compte 2813	**0,00**	**14 561 150,17**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**483 425,90**	**0,00**	**15 044 576,07**	**0,00**	**15 044 576,07**
28151	Instal complexes spécial	0,00	2 323 980,89	0,00	0,00	0,00	375 940,01	0,00	2 699 920,90	0,00	2 699 920,90
28153	Installations à caractère spécifique	0,00	125 081 930,60	0,00	0,00	0,00	6 049 830,58	0,00	131 131 761,18	0,00	131 131 761,18
28154	Mat indust	0,00	4 924 033,14	0,00	0,00	0,00	99 177,47	0,00	5 023 210,61	0,00	5 023 210,61
28155	Outillage industriel	0,00	42 975,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 975,49	0,00	42 975,49
28156	Mat spécif exploit	0,00	16 446 138,73	0,00	0,00	0,00	692 909,08	0,00	17 139 047,81	0,00	17 139 047,81
	Sous Total compte 2815	**0,00**	**148 819 058,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 217 857,14**	**0,00**	**156 036 915,99**	**0,00**	**156 036 915,99**
28182	Mat de transport	0,00	5 101 235,25	0,00	0,00	0,00	490 191,59	0,00	5 591 426,84	0,00	5 591 426,84
28183	Mat bureau mat informatique	0,00	1 572 702,54	0,00	0,00	0,00	43 684,81	0,00	1 616 387,35	0,00	1 616 387,35
28184	Mobilier	0,00	371 185,99	0,00	0,00	0,00	3 949,85	0,00	375 135,84	0,00	375 135,84
28188	Amort autres	0,00	4 106 592,41	0,00	0,00	0,00	503 732,62	0,00	4 610 325,03	0,00	4 610 325,03
	Sous Total compte 2818	**0,00**	**11 151 716,19**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 041 558,87**	**0,00**	**12 193 275,06**	**0,00**	**12 193 275,06**
	Sous Total compte 281	**0,00**	**174 539 250,55**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 743 217,05**	**0,00**	**183 282 467,60**	**0,00**	**183 282 467,60**
	Sous Total compte 28	**0,00**	**176 166 669,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 804 736,11**	**0,00**	**184 971 406,03**	**0,00**	**184 971 406,03**
	Total classe 2	**496 330 968,08**	**176 166 669,92**	**1 000,01**	**0,01**	**17 953 068,10**	**10 307 300,14**	**514 285 036,19**	**186 473 970,07**	**512 782 472,15**	**184 971 406,03**
4011	Fournisseurs	0,00	250 973,91	6 881 412,90	6 631 211,79	0,00	0,00	6 881 412,90	6 882 185,70	0,00	772,80
40171	Fournisseurs - retenues de garantie	0,00	10 793,93	4 553,16	15 878,69	0,00	0,00	4 553,16	26 672,62	0,00	22 119,46

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 4017	**0,00**	**10 793,93**	**4 553,16**	**15 878,69**	**0,00**	**0,00**	**4 553,16**	**26 672,62**	**0,00**	**22 119,46**
	Sous Total compte 401	**0,00**	**261 767,84**	**6 885 966,06**	**6 647 090,48**	**0,00**	**0,00**	**6 885 966,06**	**6 908 858,32**	**0,00**	**22 892,26**
4041	Fournis immob	0,00	1 651 851,07	21 340 547,68	20 772 068,59	0,00	0,00	21 340 547,68	22 423 919,66	0,00	1 083 371,98
40471	Fournis immob - Retenues de garantie	0,00	123 257,24	46 949,99	38 152,45	0,00	0,00	46 949,99	161 409,69	0,00	114 459,70
40472	Fournisseurs d'immobilisations - Cession	0,00	54 520,25	1 313 522,49	1 259 002,24	0,00	0,00	1 313 522,49	1 313 522,49	0,00	0,00
40473	Fournis immob pénal retard exéc marchés	0,00	0,00	14 000,00	14 000,00	0,00	0,00	14 000,00	14 000,00	0,00	0,00
40474	Fournisseurs dimmobilisations Intérêt	0,00	0,00	2 742,88	2 742,88	0,00	0,00	2 742,88	2 742,88	0,00	0,00
	Sous Total compte 4047	**0,00**	**177 777,49**	**1 377 215,36**	**1 313 897,57**	**0,00**	**0,00**	**1 377 215,36**	**1 491 675,06**	**0,00**	**114 459,70**
	Sous Total compte 404	**0,00**	**1 829 628,56**	**22 717 763,04**	**22 085 966,16**	**0,00**	**0,00**	**22 717 763,04**	**23 915 594,72**	**0,00**	**1 197 831,68**
408	Fournis factures non parvenues	0,00	11 784 211,77	11 784 211,77	1 806 263,43	0,00	0,00	11 784 211,77	13 590 475,20	0,00	1 806 263,43
40971	Fournis autres avoirs amiable	120,00	0,00	0,00	120,00	0,00	0,00	120,00	120,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4097	**120,00**	**0,00**	**0,00**	**120,00**	**0,00**	**0,00**	**120,00**	**120,00**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 409	**120,00**	**0,00**	**0,00**	**120,00**	**0,00**	**0,00**	**120,00**	**120,00**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 40	**120,00**	**13 875 608,17**	**41 387 940,87**	**30 539 440,07**	**0,00**	**0,00**	**41 388 060,87**	**44 415 048,24**	**0,00**	**3 026 987,37**
411	Clients	21 230 802,37	0,00	40 096 471,95	47 506 894,23	0,00	0,00	61 327 274,32	47 506 894,23	13 820 380,09	0,00
4121	Clients - Redevance pour pollution d'ori	5 732 964,37	0,00	5 773,95	5 460 904,15	0,00	0,00	5 738 738,32	5 460 904,15	277 834,17	0,00
4124	Clients Redevance sur la consommation	0,00	0,00	12 706 776,11	8 807 956,20	0,00	0,00	12 706 776,11	8 807 956,20	3 898 819,91	0,00
	Sous Total compte 412	**5 732 964,37**	**0,00**	**12 712 550,06**	**14 268 860,35**	**0,00**	**0,00**	**18 445 514,43**	**14 268 860,35**	**4 176 654,08**	**0,00**
4161	Créances douteuses	2 778 891,90	0,00	3 759 205,71	2 340 142,66	0,00	0,00	6 538 097,61	2 340 142,66	4 197 954,95	0,00
	Sous Total compte 416	**2 778 891,90**	**0,00**	**3 759 205,71**	**2 340 142,66**	**0,00**	**0,00**	**6 538 097,61**	**2 340 142,66**	**4 197 954,95**	**0,00**
	Sous Total compte 41	**29 742 658,64**	**0,00**	**56 568 227,72**	**64 115 897,24**	**0,00**	**0,00**	**86 310 886,36**	**64 115 897,24**	**22 194 989,12**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
425	Personnel - acomptes	0,00	0,00	520,45	520,45	0,00	0,00	520,45	520,45	0,00	0,00
	Sous Total compte 42	**0,00**	**0,00**	**520,45**	**520,45**	**0,00**	**0,00**	**520,45**	**520,45**	**0,00**	**0,00**
4411	Etat aut coll publ subv à recev amiable	0,00	0,00	600 789,53	600 789,53	0,00	0,00	600 789,53	600 789,53	0,00	0,00
4416	Etat aut col pub sub à recev contentieux	26 017,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 017,00	0,00	26 017,00	0,00
	Sous Total compte 441	**26 017,00**	**0,00**	**600 789,53**	**600 789,53**	**0,00**	**0,00**	**626 806,53**	**600 789,53**	**26 017,00**	**0,00**
4431	Opér particul avec Etat dépenses	0,00	330 828,18	4 165 652,19	12 134 824,01	0,00	0,00	4 165 652,19	12 465 652,19	0,00	8 300 000,00
4436	Opér particul Etat recettes contentieux	24,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24,00	0,00	24,00	0,00
	Sous Total compte 443	**24,00**	**330 828,18**	**4 165 652,19**	**12 134 824,01**	**0,00**	**0,00**	**4 165 676,19**	**12 465 652,19**	**0,00**	**8 299 976,00**
44551	Etat - TVA à décaisser	0,00	0,00	435 590,00	435 590,00	0,00	0,00	435 590,00	435 590,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4455	**0,00**	**0,00**	**435 590,00**	**435 590,00**	**0,00**	**0,00**	**435 590,00**	**435 590,00**	**0,00**	**0,00**
44562	Etat - TVA déduct sur immobilisations	303 507,17	0,00	3 537 533,54	3 657 422,40	0,00	0,00	3 841 040,71	3 657 422,40	183 618,31	0,00
44566	TVA déduct sur autres biens et services	93 442,36	0,00	1 237 334,38	1 320 537,44	0,00	0,00	1 330 776,74	1 320 537,44	10 239,30	0,00
44567	Etat - crédit de TVA à reporter	184 626,00	0,00	2 552 618,00	2 717 627,00	0,00	0,00	2 737 244,00	2 717 627,00	19 617,00	0,00
	Sous Total compte 4456	**581 575,53**	**0,00**	**7 327 485,92**	**7 695 586,84**	**0,00**	**0,00**	**7 909 061,45**	**7 695 586,84**	**213 474,61**	**0,00**
44571	Etat - TVA collectée	0,00	6 846,73	3 374 196,46	3 370 086,34	0,00	0,00	3 374 196,46	3 376 933,07	0,00	2 736,61
	Sous Total compte 4457	**0,00**	**6 846,73**	**3 374 196,46**	**3 370 086,34**	**0,00**	**0,00**	**3 374 196,46**	**3 376 933,07**	**0,00**	**2 736,61**
44583	Rembst taxes sur chiffre affaire demandé	4 731,00	0,00	2 215 821,00	2 215 821,00	0,00	0,00	2 220 552,00	2 215 821,00	4 731,00	0,00
44585	TVA à régulariser - retenue de garantie	551,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	551,38	0,00	551,38	0,00
445888	Taxes chiffre d'aff à régul ou attente	104,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	104,00	0,00	104,00	0,00
	Sous Total compte 44588	**104,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**104,00**	**0,00**	**104,00**	**0,00**
	Sous Total compte 4458	**5 386,38**	**0,00**	**2 215 821,00**	**2 215 821,00**	**0,00**	**0,00**	**2 221 207,38**	**2 215 821,00**	**5 386,38**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 445	**586 961,91**	**6 846,73**	**13 353 093,38**	**13 717 084,18**	**0,00**	**0,00**	**13 940 055,29**	**13 723 930,91**	**216 124,38**	**0,00**
446	Agences de l'eau	0,00	18 558,49	13 733 403,79	14 551 845,30	0,00	0,00	13 733 403,79	14 570 403,79	0,00	837 000,00
447	Autres impôts taxes verSEMents assimilés	0,00	29 020,42	65 628,45	36 608,03	0,00	0,00	65 628,45	65 628,45	0,00	0,00
4486	Etat - autres charges à payer	0,00	2 030 000,00	2 030 000,00	5 125 660,03	0,00	0,00	2 030 000,00	7 155 660,03	0,00	5 125 660,03
	Sous Total compte 448	**0,00**	**2 030 000,00**	**2 030 000,00**	**5 125 660,03**	**0,00**	**0,00**	**2 030 000,00**	**7 155 660,03**	**0,00**	**5 125 660,03**
	Sous Total compte 44	**613 002,91**	**2 415 253,82**	**33 948 567,34**	**46 166 811,08**	**0,00**	**0,00**	**34 561 570,25**	**48 582 064,90**	**0,00**	**14 020 494,65**
451001	Cpte rattach avec à subdiv par budg ann	17 321 980,80	0,00	82 122 316,98	83 719 976,81	0,00	0,00	99 444 297,78	83 719 976,81	15 724 320,97	0,00
	Sous Total compte 451	**17 321 980,80**	**0,00**	**82 122 316,98**	**83 719 976,81**	**0,00**	**0,00**	**99 444 297,78**	**83 719 976,81**	**15 724 320,97**	**0,00**
4551	Redevables sur rôle pour compte de tiers	6 186 095,31	0,00	37 572 899,44	37 810 533,49	0,00	0,00	43 758 994,75	37 810 533,49	5 948 461,26	0,00
4557	Produits sur rôle pour compte de tiers	0,00	19 125 897,02	47 063 737,67	37 572 899,44	0,00	0,00	47 063 737,67	56 698 796,46	0,00	9 635 058,79
45591	Verst sur rôle pour compte tiers - prod	8 780 267,53	0,00	45 234 436,52	47 063 737,67	0,00	0,00	54 014 704,05	47 063 737,67	6 950 966,38	0,00
	Sous Total compte 4559	**8 780 267,53**	**0,00**	**45 234 436,52**	**47 063 737,67**	**0,00**	**0,00**	**54 014 704,05**	**47 063 737,67**	**6 950 966,38**	**0,00**
	Sous Total compte 455	**14 966 362,84**	**19 125 897,02**	**129 871 073,63**	**122 447 170,60**	**0,00**	**0,00**	**144 837 436,47**	**141 573 067,62**	**3 264 368,85**	**0,00**
	Sous Total compte 45	**32 288 343,64**	**19 125 897,02**	**211 993 390,61**	**206 167 147,41**	**0,00**	**0,00**	**244 281 734,25**	**225 293 044,43**	**18 988 689,82**	**0,00**
4621	Créances cess immob - amiable	1 000,00	0,00	84 295,81	85 295,81	0,00	0,00	85 295,81	85 295,81	0,00	0,00
	Sous Total compte 462	**1 000,00**	**0,00**	**84 295,81**	**85 295,81**	**0,00**	**0,00**	**85 295,81**	**85 295,81**	**0,00**	**0,00**
466	Excédt de verSEMent	0,00	17 960,42	304 075,46	361 895,42	0,00	0,00	304 075,46	379 855,84	0,00	75 780,38
46711	Autres comptes créditeurs	0,00	146 870,32	566 062,84	423 565,21	0,00	0,00	566 062,84	570 435,53	0,00	4 372,69
	Sous Total compte 4671	**0,00**	**146 870,32**	**566 062,84**	**423 565,21**	**0,00**	**0,00**	**566 062,84**	**570 435,53**	**0,00**	**4 372,69**
46721	Débiteurs divers - amiable	98 063,31	0,00	57 386,06	97 084,23	0,00	0,00	155 449,37	97 084,23	58 365,14	0,00
46726	Débiteurs divers - contentieux	141 240,03	0,00	38 265,98	44 941,97	0,00	0,00	179 506,01	44 941,97	134 564,04	0,00
	Sous Total compte 4672	**239 303,34**	**0,00**	**95 652,04**	**142 026,20**	**0,00**	**0,00**	**334 955,38**	**142 026,20**	**192 929,18**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 467	**239 303,34**	**146 870,32**	**661 714,88**	**565 591,41**	**0,00**	**0,00**	**901 018,22**	**712 461,73**	**188 556,49**	**0,00**
4686	Divers - charges à payer	0,00	0,00	0,00	9 842 070,23	0,00	0,00	0,00	9 842 070,23	0,00	9 842 070,23
	Sous Total compte 468	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 842 070,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 842 070,23**	**0,00**	**9 842 070,23**
	Sous Total compte 46	**240 303,34**	**164 830,74**	**1 050 086,15**	**10 854 852,87**	**0,00**	**0,00**	**1 290 389,49**	**11 019 683,61**	**0,00**	**9 729 294,12**
4712	Viremts réimputés	0,00	0,00	9 998,32	9 998,32	0,00	0,00	9 998,32	9 998,32	0,00	0,00
4713	Recettes percues avant émission titres	0,00	36 305,62	612 244,10	585 985,06	0,00	0,00	612 244,10	622 290,68	0,00	10 046,58
471411	Excédent à réimputer - pers physiques	0,00	15 909,71	63 355,68	76 972,84	0,00	0,00	63 355,68	92 882,55	0,00	29 526,87
471412	Excédent à réimputer - personnes morales	0,00	171 093,14	572 430,47	853 513,28	0,00	0,00	572 430,47	1 024 606,42	0,00	452 175,95
	Sous Total compte 47141	**0,00**	**187 002,85**	**635 786,15**	**930 486,12**	**0,00**	**0,00**	**635 786,15**	**1 117 488,97**	**0,00**	**481 702,82**
	Sous Total compte 4714	**0,00**	**187 002,85**	**635 786,15**	**930 486,12**	**0,00**	**0,00**	**635 786,15**	**1 117 488,97**	**0,00**	**481 702,82**
47171	Recettes relevé BdF - Hors Héra	0,00	533 015,52	533 519,52	3 150,48	0,00	0,00	533 519,52	536 166,00	0,00	2 646,48
	Sous Total compte 4717	**0,00**	**533 015,52**	**533 519,52**	**3 150,48**	**0,00**	**0,00**	**533 519,52**	**536 166,00**	**0,00**	**2 646,48**
4718	Autres recettes à régulariser	0,00	12 196,84	394 404,49	393 413,38	0,00	0,00	394 404,49	405 610,22	0,00	11 205,73
	Sous Total compte 471	**0,00**	**768 520,83**	**2 185 952,58**	**1 923 033,36**	**0,00**	**0,00**	**2 185 952,58**	**2 691 554,19**	**0,00**	**505 601,61**
4721	Dép sans mandatement préalable	28 864,19	0,00	1 900 668,41	1 929 532,60	0,00	0,00	1 929 532,60	1 929 532,60	0,00	0,00
4722	DACR commission carte bancaire	0,00	0,00	467,49	467,49	0,00	0,00	467,49	467,49	0,00	0,00
4728	DACR - autres dépenses à régul	0,00	0,00	1 827 967,90	1 827 967,90	0,00	0,00	1 827 967,90	1 827 967,90	0,00	0,00
	Sous Total compte 472	**28 864,19**	**0,00**	**3 729 103,80**	**3 757 967,99**	**0,00**	**0,00**	**3 757 967,99**	**3 757 967,99**	**0,00**	**0,00**
4751	Redevables sur rôle	7 144 079,21	0,00	94 754 882,84	93 950 123,17	0,00	0,00	101 898 962,05	93 950 123,17	7 948 838,88	0,00
4757	Produits sur rôle	0,00	20 282 850,30	55 199 953,58	47 141 332,85	0,00	0,00	55 199 953,58	67 424 183,15	0,00	12 224 229,57
4758	TVA sur rôle	0,00	1 116 507,73	3 039 183,79	2 595 510,57	0,00	0,00	3 039 183,79	3 712 018,30	0,00	672 834,51
	Sous Total compte 475	**7 144 079,21**	**21 399 358,03**	**152 994 020,21**	**143 686 966,59**	**0,00**	**0,00**	**160 138 099,42**	**165 086 324,62**	**0,00**	**4 948 225,20**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4781	Frais de poursuites rattachés	0,00	0,00	714,09	380,95	0,00	0,00	714,09	380,95	333,14	0,00
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	0,00	2,07	3,51	2,09	0,00	0,00	3,51	4,16	0,00	0,65
	Sous Total compte 478	**0,00**	**2,07**	**717,60**	**383,04**	**0,00**	**0,00**	**717,60**	**385,11**	**332,49**	**0,00**
	Sous Total compte 47	**7 172 943,40**	**22 167 880,93**	**158 909 794,19**	**149 368 350,98**	**0,00**	**0,00**	**166 082 737,59**	**171 536 231,91**	**0,00**	**5 453 494,32**
491	Dépréciat comptes de clients	0,00	305 991,75	0,00	135 672,91	0,00	0,00	0,00	441 664,66	0,00	441 664,66
496	Dépréciat comptes de débiteurs divers	0,00	8 541,52	0,00	11 428,27	0,00	0,00	0,00	19 969,79	0,00	19 969,79
	Sous Total compte 49	**0,00**	**314 533,27**	**0,00**	**147 101,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**461 634,45**	**0,00**	**461 634,45**
	Total classe 4	**70 057 371,93**	**58 064 003,95**	**503 858 527,33**	**507 360 121,28**	**0,00**	**0,00**	**573 915 899,26**	**565 424 125,23**	**59 205 740,92**	**50 713 966,89**
51172	Chèques impayés	156,28	0,00	2 657,42	2 657,38	0,00	0,00	2 813,70	2 657,38	156,32	0,00
51176	TIP impayés	377,70	0,00	11 760,73	12 138,43	0,00	0,00	12 138,43	12 138,43	0,00	0,00
51178	Autres valeurs impayées	748,88	0,00	167 147,46	166 646,10	0,00	0,00	167 896,34	166 646,10	1 250,24	0,00
	Sous Total compte 5117	**1 282,86**	**0,00**	**181 565,61**	**181 441,91**	**0,00**	**0,00**	**182 848,47**	**181 441,91**	**1 406,56**	**0,00**
5118	Autres valeurs à l'encaisSEMent	367 884,31	0,00	11 102 412,43	11 092 080,61	0,00	0,00	11 470 296,74	11 092 080,61	378 216,13	0,00
	Sous Total compte 511	**369 167,17**	**0,00**	**11 283 978,04**	**11 273 522,52**	**0,00**	**0,00**	**11 653 145,21**	**11 273 522,52**	**379 622,69**	**0,00**
	Sous Total compte 51	**369 167,17**	**0,00**	**11 283 978,04**	**11 273 522,52**	**0,00**	**0,00**	**11 653 145,21**	**11 273 522,52**	**379 622,69**	**0,00**
580	Opérations d'ordre budgétaires	0,00	0,00	11 440 071,14	11 440 071,14	0,00	0,00	11 440 071,14	11 440 071,14	0,00	0,00
5872	Compte pivot - Admission en non valeur e	0,00	0,00	254 890,17	254 890,17	0,00	0,00	254 890,17	254 890,17	0,00	0,00
	Sous Total compte 587	**0,00**	**0,00**	**254 890,17**	**254 890,17**	**0,00**	**0,00**	**254 890,17**	**254 890,17**	**0,00**	**0,00**
588	Autres virements internes	0,00	0,00	35 978,27	35 978,27	0,00	0,00	35 978,27	35 978,27	0,00	0,00
	Sous Total compte 58	**0,00**	**0,00**	**11 730 939,58**	**11 730 939,58**	**0,00**	**0,00**	**11 730 939,58**	**11 730 939,58**	**0,00**	**0,00**
	Total classe 5	**369 167,17**	**0,00**	**23 014 917,62**	**23 004 462,10**	**0,00**	**0,00**	**23 384 084,79**	**23 004 462,10**	**379 622,69**	**0,00**
605	Achats d'eau	0,00	0,00	0,00	0,00	1 561 548,55	474 000,00	1 561 548,55	474 000,00	1 087 548,55	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6061	Fournitures non stockables (eau,énergie)	0,00	0,00	0,00	0,00	1 691 259,11	441 444,05	1 691 259,11	441 444,05	1 249 815,06	0,00
6062	Produits de traitement	0,00	0,00	0,00	0,00	73 709,00	0,00	73 709,00	0,00	73 709,00	0,00
6063	Autres fournit entretien et petit équipt	0,00	0,00	0,00	0,00	90 750,23	11 940,22	90 750,23	11 940,22	78 810,01	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	3 232,94	0,00	3 232,94	0,00	3 232,94	0,00
6066	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	109 965,95	4 545,00	109 965,95	4 545,00	105 420,95	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	897 673,41	112 283,87	897 673,41	112 283,87	785 389,54	0,00
	Sous Total compte 606	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 866 590,64**	**570 213,14**	**2 866 590,64**	**570 213,14**	**2 296 377,50**	**0,00**
	Sous Total compte 60	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 428 139,19**	**1 044 213,14**	**4 428 139,19**	**1 044 213,14**	**3 383 926,05**	**0,00**
611	Sous-traitance générale	0,00	0,00	0,00	0,00	1 079 181,59	121 583,65	1 079 181,59	121 583,65	957 597,94	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	31 583,48	6 051,74	31 583,48	6 051,74	25 531,74	0,00
	Sous Total compte 613	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**31 583,48**	**6 051,74**	**31 583,48**	**6 051,74**	**25 531,74**	**0,00**
61521	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	29 450,48	0,00	29 450,48	0,00	29 450,48	0,00
61523	Reseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	450 221,69	4 685,20	450 221,69	4 685,20	445 536,49	0,00
61528	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	143 533,98	4 040,62	143 533,98	4 040,62	139 493,36	0,00
	Sous Total compte 6152	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**623 206,15**	**8 725,82**	**623 206,15**	**8 725,82**	**614 480,33**	**0,00**
61551	Mat roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	13 307,83	0,00	13 307,83	0,00	13 307,83	0,00
61558	Autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	9 699,04	0,00	9 699,04	0,00	9 699,04	0,00
	Sous Total compte 6155	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**23 006,87**	**0,00**	**23 006,87**	**0,00**	**23 006,87**	**0,00**
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	335 558,10	9 981,87	335 558,10	9 981,87	325 576,23	0,00
	Sous Total compte 615	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**981 771,12**	**18 707,69**	**981 771,12**	**18 707,69**	**963 063,43**	**0,00**
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	35 878,72	16 500,00	35 878,72	16 500,00	19 378,72	0,00
	Sous Total compte 616	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**35 878,72**	**16 500,00**	**35 878,72**	**16 500,00**	**19 378,72**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	1 272 601,95	191 862,33	1 272 601,95	191 862,33	1 080 739,62	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	1 882,15	0,00	1 882,15	0,00	1 882,15	0,00
	Sous Total compte 61	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 402 899,01**	**354 705,41**	**3 402 899,01**	**354 705,41**	**3 048 193,60**	**0,00**
6215	Persel affecté par collectivité rattacht	0,00	0,00	0,00	0,00	8 300 000,00	0,00	8 300 000,00	0,00	8 300 000,00	0,00
	Sous Total compte 621	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 300 000,00**	**0,00**	**8 300 000,00**	**0,00**	**8 300 000,00**	**0,00**
6226	Honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	13 008,75	0,00	13 008,75	0,00	13 008,75	0,00
	Sous Total compte 622	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 008,75**	**0,00**	**13 008,75**	**0,00**	**13 008,75**	**0,00**
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	3 396,98	0,00	3 396,98	0,00	3 396,98	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	32 604,00	0,00	32 604,00	0,00	32 604,00	0,00
	Sous Total compte 623	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**36 000,98**	**0,00**	**36 000,98**	**0,00**	**36 000,98**	**0,00**
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	0,00	66,30	0,00	66,30	0,00	66,30	0,00
6256	Missions	0,00	0,00	0,00	0,00	7 039,08	33,32	7 039,08	33,32	7 005,76	0,00
6257	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	2 449,71	0,00	2 449,71	0,00	2 449,71	0,00
	Sous Total compte 625	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 555,09**	**33,32**	**9 555,09**	**33,32**	**9 521,77**	**0,00**
6281	Concours divers -cotisations	0,00	0,00	0,00	0,00	98 949,66	32 000,00	98 949,66	32 000,00	66 949,66	0,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00	0,00	0,00	86 097,17	6 665,68	86 097,17	6 665,68	79 431,49	0,00
62876	au GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	3 319 149,67	0,00	3 319 149,67	0,00	3 319 149,67	0,00
62878	à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	1 549 094,85	120 300,00	1 549 094,85	120 300,00	1 428 794,85	0,00
	Sous Total compte 6287	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 868 244,52**	**120 300,00**	**4 868 244,52**	**120 300,00**	**4 747 944,52**	**0,00**
6288	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	13 024,07	0,00	13 024,07	0,00	13 024,07	0,00
	Sous Total compte 628	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 066 315,42**	**158 965,68**	**5 066 315,42**	**158 965,68**	**4 907 349,74**	**0,00**
	Sous Total compte 62	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 424 880,24**	**158 999,00**	**13 424 880,24**	**158 999,00**	**13 265 881,24**	**0,00**
6358	Autres droits	0,00	0,00	0,00	0,00	3 142,04	0,00	3 142,04	0,00	3 142,04	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 635	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 142,04**	**0,00**	**3 142,04**	**0,00**	**3 142,04**	**0,00**
63711	Redevance pour prélèvement sur la ressou	0,00	0,00	0,00	0,00	4 832 942,03	2 030 000,00	4 832 942,03	2 030 000,00	2 802 942,03	0,00
63712	Redevance pour la performance des réseau	0,00	0,00	0,00	0,00	2 092 200,00	0,00	2 092 200,00	0,00	2 092 200,00	0,00
	Sous Total compte 6371	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 925 142,03**	**2 030 000,00**	**6 925 142,03**	**2 030 000,00**	**4 895 142,03**	**0,00**
6378	Autres impôts taxes verst assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	35 249,29	0,00	35 249,29	0,00	35 249,29	0,00
	Sous Total compte 637	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 960 391,32**	**2 030 000,00**	**6 960 391,32**	**2 030 000,00**	**4 930 391,32**	**0,00**
	Sous Total compte 63	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 963 533,36**	**2 030 000,00**	**6 963 533,36**	**2 030 000,00**	**4 933 533,36**	**0,00**
64198	Autres remboursements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 581,76	0,00	35 581,76	0,00	35 581,76
	Sous Total compte 6419	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**35 581,76**	**0,00**	**35 581,76**	**0,00**	**35 581,76**
	Sous Total compte 641	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**35 581,76**	**0,00**	**35 581,76**	**0,00**	**35 581,76**
	Sous Total compte 64	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**35 581,76**	**0,00**	**35 581,76**	**0,00**	**35 581,76**
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	200 595,67	0,00	200 595,67	0,00	200 595,67	0,00
6542	Créances éteintes	0,00	0,00	0,00	0,00	54 294,50	0,00	54 294,50	0,00	54 294,50	0,00
	Sous Total compte 654	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**254 890,17**	**0,00**	**254 890,17**	**0,00**	**254 890,17**	**0,00**
6588	Autres charges diverses de gestion coura	0,00	0,00	0,00	0,00	1 126,58	0,00	1 126,58	0,00	1 126,58	0,00
	Sous Total compte 658	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 126,58**	**0,00**	**1 126,58**	**0,00**	**1 126,58**	**0,00**
	Sous Total compte 65	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**256 016,75**	**0,00**	**256 016,75**	**0,00**	**256 016,75**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'écheance	0,00	0,00	0,00	0,00	5 788,13	0,00	5 788,13	0,00	5 788,13	0,00
66112	Intérêts - rattachement des icne	0,00	0,00	0,00	0,00	914,44	1 018,09	914,44	1 018,09	0,00	103,65
	Sous Total compte 6611	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 702,57**	**1 018,09**	**6 702,57**	**1 018,09**	**5 684,48**	**0,00**
	Sous Total compte 661	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 702,57**	**1 018,09**	**6 702,57**	**1 018,09**	**5 684,48**	**0,00**
6688	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	544,29	0,00	544,29	0,00	544,29	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 668	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**544,29**	**0,00**	**544,29**	**0,00**	**544,29**	**0,00**
	Sous Total compte 66	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 246,86**	**1 018,09**	**7 246,86**	**1 018,09**	**6 228,77**	**0,00**
6714	Intérêts moratoires	0,00	0,00	0,00	0,00	2 742,88	0,00	2 742,88	0,00	2 742,88	0,00
	Sous Total compte 671	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 742,88**	**0,00**	**2 742,88**	**0,00**	**2 742,88**	**0,00**
673	Titres annulés exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	6 660,75	0,00	6 660,75	0,00	6 660,75	0,00
6743	Subv except fonct	0,00	0,00	0,00	0,00	181 164,84	0,00	181 164,84	0,00	181 164,84	0,00
	Sous Total compte 674	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**181 164,84**	**0,00**	**181 164,84**	**0,00**	**181 164,84**	**0,00**
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	193 496,36	93,15	193 496,36	93,15	193 403,21	0,00
	Sous Total compte 67	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**384 064,83**	**93,15**	**384 064,83**	**93,15**	**383 971,68**	**0,00**
6811	DA - immob corpo et incorpo	0,00	0,00	0,00	0,00	8 804 736,11	0,00	8 804 736,11	0,00	8 804 736,11	0,00
6817	Dot dépréciat actifs circulants	0,00	0,00	0,00	0,00	147 101,18	0,00	147 101,18	0,00	147 101,18	0,00
	Sous Total compte 681	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 951 837,29**	**0,00**	**8 951 837,29**	**0,00**	**8 951 837,29**	**0,00**
	Sous Total compte 68	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 951 837,29**	**0,00**	**8 951 837,29**	**0,00**	**8 951 837,29**	**0,00**
	Total classe 6	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**37 818 617,53**	**3 624 610,55**	**37 818 617,53**	**3 624 610,55**	**34 229 692,39**	**35 685,41**
70111	Ventes d'eau aux abonnés	0,00	0,00	0,00	0,00	66 725,03	34 288 911,37	66 725,03	34 288 911,37	0,00	34 222 186,34
70118	Autres ventes d'eau	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	167 363,98	0,00	167 363,98	0,00	167 363,98
	Sous Total compte 7011	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**66 725,03**	**34 456 275,35**	**66 725,03**	**34 456 275,35**	**0,00**	**34 389 550,32**
701241	Recouvt redev pollution domestique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 773,95	0,00	5 773,95	0,00	5 773,95
701249	Reverst redev pollution domestique	0,00	0,00	0,00	0,00	10 230 752,23	10 230 752,23	10 230 752,23	10 230 752,23	0,00	0,00
	Sous Total compte 70124	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 230 752,23**	**10 236 526,18**	**10 230 752,23**	**10 236 526,18**	**0,00**	**5 773,95**
701261	Redevance sur la consommation deau pota	0,00	0,00	0,00	0,00	23 555,99	12 044 357,52	23 555,99	12 044 357,52	0,00	12 020 801,53
701269	Reversement à lagence de leau Redeva	0,00	0,00	0,00	0,00	12 363 000,00	0,00	12 363 000,00	0,00	12 363 000,00	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 70126	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 386 555,99**	**12 044 357,52**	**12 386 555,99**	**12 044 357,52**	**342 198,47**	**0,00**
	Sous Total compte 7012	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 617 308,22**	**22 280 883,70**	**22 617 308,22**	**22 280 883,70**	**336 424,52**	**0,00**
	Sous Total compte 701	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 684 033,25**	**56 737 159,05**	**22 684 033,25**	**56 737 159,05**	**0,00**	**34 053 125,80**
704	Travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	38 249,37	1 224 427,85	38 249,37	1 224 427,85	0,00	1 186 178,48
7064	Locations de compteurs	0,00	0,00	0,00	0,00	851,97	1 921 348,16	851,97	1 921 348,16	0,00	1 920 496,19
7068	Autres prestations de service	0,00	0,00	0,00	0,00	16,00	279 821,35	16,00	279 821,35	0,00	279 805,35
	Sous Total compte 706	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**867,97**	**2 201 169,51**	**867,97**	**2 201 169,51**	**0,00**	**2 200 301,54**
70878	par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00	0,00	12 000,00	0,00	12 000,00
	Sous Total compte 7087	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 000,00**	**0,00**	**12 000,00**	**0,00**	**12 000,00**
	Sous Total compte 708	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 000,00**	**0,00**	**12 000,00**	**0,00**	**12 000,00**
	Sous Total compte 70	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 723 150,59**	**60 174 756,41**	**22 723 150,59**	**60 174 756,41**	**0,00**	**37 451 605,82**
722	Immob corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180 927,00	0,00	180 927,00	0,00	180 927,00
	Sous Total compte 72	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**180 927,00**	**0,00**	**180 927,00**	**0,00**	**180 927,00**
748	Autres subv exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	98 001,53	0,00	98 001,53	0,00	98 001,53
	Sous Total compte 74	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**98 001,53**	**0,00**	**98 001,53**	**0,00**	**98 001,53**
752	Revenus immeubles non aff a activ profes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	207,64	0,00	207,64	0,00	207,64
7588	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 484,37	0,00	14 484,37	0,00	14 484,37
	Sous Total compte 758	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 484,37**	**0,00**	**14 484,37**	**0,00**	**14 484,37**
	Sous Total compte 75	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 692,01**	**0,00**	**14 692,01**	**0,00**	**14 692,01**
7714	Recouvrement sur créances admises en nv	0,00	0,00	0,00	0,00	372,01	3 984,89	372,01	3 984,89	0,00	3 612,88
7718	Autres prod except sur opé gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	308,11	0,00	308,11	0,00	308,11
	Sous Total compte 771	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**372,01**	**4 293,00**	**372,01**	**4 293,00**	**0,00**	**3 920,99**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	**C**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
775	Produits cessions éléments actif	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	84 295,81	0,00	84 295,81	0,00	84 295,81
777	Quote part subv invest virée au résult	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	678 134,91	0,00	678 134,91	0,00	678 134,91
778	Autres produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 193,16	0,00	25 193,16	0,00	25 193,16
	Sous Total compte 77	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**372,01**	**791 916,88**	**372,01**	**791 916,88**	**0,00**	**791 544,87**
	Total classe 7	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 723 522,60**	**61 260 293,83**	**22 723 522,60**	**61 260 293,83**	**12 363 000,00**	**50 899 771,23**
	Total général	**577 049 645,28**	**577 049 645,28**	**546 953 000,80**	**535 916 803,59**	**79 197 301,54**	**90 233 498,75**	**1 203 199 947,62**	**1 203 199 947,62**	**629 930 801,16**	**629 930 801,16**

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					**0,00**									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**70 801,71**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					70 801,71									
9566784 (1094)	Caisse d'Epargne	15/06/2015	2017-01-01	30/03/2017	70 801,71	F	FIXE	1,750	1,763		T	C	O	A-1
Total général					**70 801,71**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00	-	0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**36 355,07**					**3 828,40**	**544,29**	**0,00**	**3,53**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		36 355,07					3 828,40	544,29	0,00	3,53
9566784 (1094)	N	0,00	A-1	36 355,07	9,50	F	FIXE	1,750	3 828,40	544,29	0,00	3,53
Total général		**0,00**		**36 355,07**					**3 828,40**	**544,29**	**0,00**	**3,53**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA RÉPARTITION DE L'ENCOURS (1) — B1.4

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	1	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	36 355,07	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – MÉTHODES UTILISÉES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €		
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	Autres immobilisations corporelles	5	19/12/2005
L	Concessions brevets licences	1	19/12/2005
L	Constrc. bâtiments d'exploitation (IGAAC)	35	19/12/2005
L	Construc. bâtiments administratifs	35	19/12/2005
L	Engins motorisés	5	19/12/2005
L	Equipement radio-téléphone	5	19/12/2005
L	Frais d'études	1	19/12/2005
L	Mat. de bureau et informatique	5	19/12/2005
L	Matériel industriel	10	19/12/2005
L	Matériel spécifique d'exploitation (eau)	15	19/12/2005
L	Mobilier	10	19/12/2005
L	Réseaux d'adduction d'eau	45	19/12/2005
L	Véhicules spécifiques	7	19/12/2005
L	Installations complexes spécialisées	15	31/12/2005
L	Autres terrains	20	01/01/2015
L	Concessions, brevets, licences	5	01/01/2015
L	Concessions, brevets, licences	2	01/01/2015
L	Outillage industriel	15	01/01/2015
L	Logiciels bureautiques	5	19/12/2015

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	B3

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL BUDGETAIRES	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions. pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**147 101,18**		**314 533,27**	**461 634,45**	**0,00**	**461 634,45**
Créances irrécouvrables	147 101,18	24/11/2017	314 533,27	461 634,45	0,00	461 634,45
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	**147 101,18**		**314 533,27**	**461 634,45**	**0,00**	**461 634,45**

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès … ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – SUBVENTIONS VERSÉES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET — B7.1

B7.1 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
6743.00	SUBVENTION PSE AGRICULTEU	SBO PAIEMENT 24 ANNEE 2 SELON CONVENTION ET SIMULATION 2024 EN PJ ANNEE 2 POUR DU BRUEHL EARL	EARL DU BRUEHL	Entreprises	12 157,73
6743.00	SUBVENTION PSE AGRICULTEU	SBO PAIEMENT 24 ANNEE 2 SELON CONVENTION ET SIMULATION 2024 EN PJ ANNEE 2 POUR HISS EARL	EARL HISS OLIVIER	Entreprises	3 905,22
6743.00	SUBVENTION PSE AGRICULTEU	SBO PAIEMENT 24 ANNEE 2 SELON CONVENTION ET SIMULATION 2024 EN PJ ANNEE 2 POUR TILLEULS EARL HUCK	EARL DES TILLEULS	Entreprises	3 691,90
6743.00	SUBVENTION PSE AGRICULTEU	SBO PAIEMENT 25 ANNEE 1 SELON CONVENTION ET SIMULATION 2025 EN PJ ANNEE 1 POUR BAPST GREGORY EI	BAPST GREGORY MATHIEU	Personne physique	14 151,62
6743.00	SUBVENTION PSE AGRICULTEU	SBO PAIEMENT 25 ANNEE 1 SELON CONVENTION ET SIMULATION 2025 EN PJ ANNEE 1 FERME DU LOEB EARL ROHMER	EARL FERME DU LOEB	Entreprises	6 598,03
6743.00	SUBVENTION PSE AGRICULTEU	SBO PAIEMENT 25 ANNEE 3 SELON CONVENTION ET SIMULATION 2025 EN PJ ANNEE 3 POUR KELLER EARL	EARL KELLER	Entreprises	8 905,23
6743.00	SUBVENTION PSE AGRICULTEU	SBO PAIEMENT 25 ANNEE 3 SELON CONVENTION ET SIMULATION 2025 EN PJ ANNEE 3 POUR SCHOETTEL EARL	EARL SCHOETTEL	Entreprises	2 325,88
6743.00	SUBVENTION PSE AGRICULTEU	SBO PAIEMENT 25 ANNEE 2 SELON CONVENTION ET SIMULATION 2025 EN PJ ANNEE AU JARDIN DES FRAISES SCEA	SCEA AU JARDIN DES FRAISES	Entreprises	2 995,46
6743.00	SUBVENTION PSE AGRICULTEU	SBO PAIEMENT 25 ANNEE 3 SELON CONVENTION ET SIMULATION 2025 EN PJ ANNEE 3 POUR GRINNER THIERRY	GRINNER THIERRY	Personne physique	1 623,70
6743.00	SBO MISE EN PAIEMENT 2 AN	SBO MISE EN PAIEMENT 2 AN SELON CONVENTION ET SIMULATION EN PJ ANNEE 2024 ANNEE 2	SCEA DU REEBACKER	Entreprises	1 204,77
6743.00	SUBVENTION PSE AGRICULTEU	SBO PAIEMENT 24 ANNEE 1 SELON CONVENTION ET SIMULATION 2024 EN PJ ANNEE 1 POUR IMBS EARL	EARL IMBS DANIEL	Entreprises	9 995,59
6743.00	SUBVENTION PSE AGRICULTEU	SBO PAIEMENTS 24 ET R 23 CONVENTION ET SIMULATIONS POUR AM WEGEL	AM WEGEL	Entreprises	7 572,77
6743.00	SUBVENTION PSE AGRICULTEU	SBO PAIEMENT 24 ANNEE 2 SELON CONVENTION ET SIMULATION 2024 EN PJ ANNEE 2 POUR ROTH EARL	EARL ROTH	Entreprises	2 899,85
6743.00	SUBVENTION PSE AGRICULTEU	SBO PAIEMENT 24 ET REG 23 SELON CONV ET SIMUL EN PJ ANNEE 24 PR 2894.84 E ET REGU 23 PR 45.82 E	EARL SCHOETTEL	Entreprises	2 940,66
6743.00	SUBVENTION PSE AGRICULTEU	SBO PAIEMENT 24 ANNEE 2 SELON CONVENTION ET SIMULATION 2024 EN PJ ANNEE 2 POUR VOECKEL EARL	EARL VOELCKEL	Entreprises	5 494,23
6743.00	SUBVENTION PSE AGRICULTEU	SBO PAIEMENT 24 ANNEE 2 SELON CONVENTION ET SIMULATION 2024 EN PJ ANNEE 2 POUR SCHULER EARL	SCHULER	Entreprises	4 373,49
6743.00	SUBVENTION PSE AGRICULTEU	SBO PAIEMENT 24 ANNEE 2 SELON CONVENTION ET SIMULATION EN PJ ANNEE 2 POUR ALTNEUMATT CLAUSS EARL	ALTNEUMATT	Entreprises	5 783,33
6743.00	SUBVENTION PSE AGRICULTEU	SBO PAIEMENT 24 ANNEE 2 SELON CONV ET SIMUL 2024 EN PJ ANNEE 2 POUR EXPLOITATION GRINNER THIERRY	GRINNER THIERRY	Personne physique	1 561,61
6743.00	SUBVENTION PSE AGRICULTEU	SBO PAIEMENT 24 ANNEE 1 SELON NOUVELLE CONVENTION ET SIMULATION EN PJ ANNEE 2024 ANNEE 1	SCEA AU JARDIN DES FRAISES	Entreprises	4 202,02

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
6743.00	SUBVENTION PSE AGRICULTEU	SBO PAIEMENT 24 REGU 23 SELON CONVET SIMULATION EN PJ REGU 2023 ET 2024 ANNEE 2 POUR DU GIESSEN EARL	EARL DU GIESSEN	Entreprises	2 074,00
6743.00	SUBVENTION PSE AGRICULTEU	SBO PAIEMENT 24 ANNEE 2 SELON CONVENTION ET SIMULATION EN PJ ANNEE 2024 ANNEE 2 POUR EHRHARDT EARL	EHRHARDT PIERRE	Entreprises	11 607,39
6743.00	SUBVENTION PSE AGRICULTEU	SBO PAIEMENT 24 ANNEE 2 SELON CONVENTION ET SIMULATION 2024 EN PJ ANNEE 2 POUR HOHWILLER EARL	HOHWILLER	Entreprises	14 790,05
6743.00	SUBVENTION PSE AGRICULTEU	SBO PAIEMENT 24 ANNEE 2 SELON CONVENTION ET SIMULATION 2024 EN PJ ANNEE 2 POUR MONTAG SCEA	SCEA MONTAG	Entreprises	2 611,91
6743.00	SUBVENTION PSE AGRICULTEU	SBO PAIEMENT 24 ANNEE 2 SELON CONVENTION ET SIMULATION 2024 EN PJ ANNEE 2 POUR MUHL SARL	SARL MUHL	Entreprises	10 326,85
6743.01	DERE SUBVENTION 2025-251	DERE SUBVENTION PROMOTION PROTEC EAU POTABLE RENOUVEL PARTENARIAT AVC CCA DELIB 2025-251 - 28/03/25	CHAMBRE DE CONSOMMATION D ALSACE	Association	12 000,00
6743.05	AV SF20243R6715200006821	CONSOMMATION EAU REMISE GRACIEUSE ESPACE VERT HELIOS 1138263902 202402	THIERRY MULLER ESPACE VERT JARDINS RIETSCH	Entreprises	765,95
6743.05	AV SF20243R6715200006821	LUTTE POLLUTION REMISE GRACIEUSE ESPACE VERT HELIOS 1138263902	THIERRY MULLER ESPACE VERT JARDINS RIETSCH	Entreprises	249,55
6743.06	PREMIER VERSEMENT SUBVENT	SUVENTION FONDS EAU 2024 70ù DE 34870 E SOIT 24409 EUROS SUIVIE PAR YDA	PADEM	Association	24 409,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versé la subvention.

IV – ANNEXES	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-14 400 695,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-14 400 695,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 106 (C)	**14 527 231,99**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-14 400 695,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**126 536,99**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**1 844 237,67**	**701 563,31**	**687 370,91**	**1 388 934,22**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**25 700 000,00**	**8 804 736,11**	**0,00**	**8 804 736,11**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**23 855 762,33**	**8 103 172,80**	**-687 370,91**	**7 415 801,89**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-14 400 695,00**			**-14 400 695,00**
Affectation au 106 (C)	**14 527 231,99**	**14 527 231,99**		**14 527 231,99**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**126 536,99**			**126 536,99**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**7 542 338,88**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES – DÉPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**1 844 237,67**	**I 701 563,31**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**23 900,00**	**23 428,40**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	20 000,00	19 600,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	3 900,00	3 828,40
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**1 820 337,67**	**678 134,91**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*700 000,00*	*678 134,91*
020	Dépenses imprévues	1 120 337,67	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**25 700 000,00**	**III 8 804 736,11**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**25 700 000,00**	**8 804 736,11**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*100 000,00*	*61 519,06*
28128	*Aménagement Autres terrains*	*0,00*	*375,14*
28131	*Bâtiments*	*400 000,00*	*405 023,58*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*100 000,00*	*78 402,32*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*400 000,00*	*375 940,01*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*6 200 000,00*	*6 049 830,58*
28154	*Matériel industriel*	*100 000,00*	*99 177,47*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*700 000,00*	*692 909,08*
28182	*Matériel de transport*	*400 000,00*	*490 191,59*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*100 000,00*	*43 684,81*
28184	*Mobilier*	*0,00*	*3 949,85*
28188	*Autres*	*500 000,00*	*503 732,62*
29…	*Dépréciation des immobilisations*		
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*		
021	*Virement de la section d'exploitation*	*16 700 000,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

C2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de l'exercice N (3)	CP réalisés durant l'exercice N
AP0202 Acquistions de véhicules et d'engins 2013/2016	7 537 494,97	1 260 286,00	8 797 780,97	3 795 301,20	1 565 914,00	4 733 086,96	269 392,81
AP0284 Extension du réseau d'eau	491 846,02	0,00	491 846,02	443 417,17	0,00	48 428,85	0,00
AP0230 Ouvrages et mesures	27 372 411,57	-10 448 761,57	16 923 650,00	10 556 129,55	2 013 962,11	5 296 776,24	1 070 744,21
AP0231 Projets informatiques eau-assainissement 2015-2020	3 818 636,80	1 935 000,20	5 753 637,00	1 189 889,40	730 000,00	4 075 371,82	488 375,78
AP0255 Réseaux d'eau	74 136 394,82	25 536 500,10	99 672 894,92	56 165 359,82	10 257 730,00	33 299 627,49	10 207 907,61
AP0083 Schéma directeur de l'alimentation en eau potable	95 836 345,36	-2 432 930,38	93 403 414,98	78 222 618,64	4 848 312,78	14 383 631,33	797 165,01
AP0209 Sécurisation de réservoirs d'eau potable	527 006,81	0,00	527 006,81	527 006,81	0,00	0,00	0,00
AP0102 Travaux de déplacement du réseau d'eau - tram	16 086 429,45	-6 461 004,34	9 625 425,11	8 225 425,11	642 270,00	758 176,09	641 823,91
AP0295 Travaux d¿eau potable connexes au schéma directeur d¿asst	10 753 882,90	1 506 381,40	12 260 264,30	5 841 668,78	516 926,00	5 953 589,30	465 006,22
AP0229 Travaux sur bâtiments d'exploitation	2 162 008,89	0,00	2 162 008,89	2 068 508,82	70 000,00	59 907,59	33 592,48

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE	C3

Présentation agrégée par nature

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	269 608,07	0,00	0,00	0,00	269 608,07	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	171 618,03	0,00	0,00	0,00	171 618,03	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	7 615,00	0,00	0,00	0,00	7 615,00	0,00
A125	Constructions	14 869 442,91	14 424 587,20	0,00	154 750,68	290 105,03	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	2 513 178,57	0,00	0,00	0,00	2 513 178,57	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	34 369 929,98	5 592 972,66	0,00	22 218 464,90	6 558 492,42	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	1 753 967,54	0,00	0,00	1 718 113,87	35 853,67	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**53 955 360,10**	**20 017 559,86**	**0,00**	**24 091 329,45**	**9 846 470,79**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	269 608,07	0,00	0,00	269 608,07	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	171 618,03	0,00	0,00	0,00	171 618,03
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	7 615,00	0,00	0,00	7 615,00	0,00
A125	Constructions	14 869 442,91	14 407 392,68	0,00	462 050,23	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	2 513 178,57	0,00	0,00	2 513 178,57	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	34 369 929,98	3 124 254,34	0,00	31 245 675,64	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	1 753 967,54	0,00	1 718 113,87	90,60	35 763,07
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**53 955 360,10**	**17 531 647,02**	**1 718 113,87**	**34 498 218,11**	**207 381,10**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	269 608,07	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	171 618,03	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	7 615,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	14 869 442,91	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	2 513 178,57	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	34 369 929,98	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	1 753 967,54	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**53 955 360,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	269 608,07	0,00	0,00	269 608,07	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	171 618,03	0,00	0,00	171 618,03	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	7 615,00	0,00	0,00	7 615,00	0,00
A125	Constructions	14 869 442,91	17 194,52	154 750,68	14 697 497,71	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	2 513 178,57	0,00	0,00	2 513 178,57	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	34 369 929,98	2 468 718,32	22 218 464,90	9 682 746,76	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	1 753 967,54	0,00	0,00	1 753 967,54	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**53 955 360,10**	**2 485 912,84**	**22 373 215,58**	**29 096 231,68**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;

Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;

Axe 3° gestion des ressources en eau ;

Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;

Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;

Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

État des Contrôles du Compte Financier

L’état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d’anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l’exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Date d'édition : 12/05/2026

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
Mme Marie-José GOUTAUDIER	du 01/01/2025	au	12/05/2026

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

GUILLON Francois (1031447421-0), Inspecteur divisionnaire FiP classe normale **A DRFiP D'ALSACE ET DU BAS-RHIN, le 13/05/2026**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

A , le

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

REPUBLIQUE FRANÇAISE

: EUROMETROPOLE STRASBOURG (1)

(2) RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE

Numéro SIRET : 24670048800074

POSTE COMPTABLE : STRASBOURG MUNICIPALE ET EUROMETROPOLE

M. 49(4)

Compte financier unique

Voté par nature

BUDGET : EUROMET ASSAINISSEMENT (3)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) Libellée du budget principal s'il s'agit d'un budget annexe

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

(4) Préciser le plan de comptes : M4, M41, M43 ou M49

Sommaire

I - Informations générales et synthétiques

A - Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble 4
B - Résultats d'exécution du budget principal et du budget des services non personnalisés 5
C - Liste des services individualisés dans un budget annexe (1) Sans Objet
D1 - Détail des restes à réaliser - Dépenses 6
D2 - Détail des restes à réaliser - Recettes 7
E - Bilan synthétique 8
F - Compte de résultat synthétique 9

II - Exécution budgétaire

A - Modalités de vote du budget 10

Vue d'ensemble

A1.1 - Dépenses d'exploitation 11
A1.2 - Recettes d'exploitation 12
A2.1 - Dépenses d'investissement 13
A2.2 - Recettes d'investissement 14

Vue détaillée

B1 - Dépenses d'exploitation 15
B2 - Recettes d'exploitation 18
C1 - Dépenses d'investissement 20
C2 - Recettes d'investissement 23
D - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 25

III - États financiers

A - Bilan 26
B - Compte de résultat 31

III - Etats financiers

C - Balance des comptes 34

IV - États annexés

A - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes (1) Sans Objet

B. États annexés patrimoniaux

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 48
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 49
B1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 53
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
B1.8 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 54
B3 - Etat des provisions et des dépréciations 55
B4 - Etat des charges transférées Sans Objet
B5 - Détail des opérations pour le compte de tiers 56
B6.1 - Etat des emprunts garantis Sans Objet
B6.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis Sans Objet
B7.1- Subventions versées dans le cadre du vote du budget 58
B8.1- Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B8.2 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B8.3 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B8.4 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B9.1 - Etat du personnel Sans Objet
B9.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet

C. États annexés budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 59
C1.2 - Équilibre budgétaire - Dépenses 60
C1.3 - Équilibre budgétaire - Recettes 61
C2.1 - Situation des autorisations de programme 62
C2.2 - Situation des autorisations dengagement Sans Objet

IV - Annexes

C. États annexés budgétaires

C3 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature 63

IV - États annexés

D. Autres éléments d'information

D1.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (3) Sans Objet
D1.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (3) Sans Objet
D1.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (3) Sans Objet
D1.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (3) Sans Objet
E - État des Contrôles du Compte Financier 70

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 71

(1) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

(2) Cet état n'est obligatoire que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leur établissements publics.

(3) Ces états ne sont obligatoire que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
PRÉSENTATION GÉNÉRALES DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE	A

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	**Exploitation**	**Total cumulé**
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	**88 300 000,00**	**55 300 000,00**	**143 600 000,00**
	Recettes réalisées (1)	B	**68 827 555,09**	**53 629 529,47**	**122 457 084,56**
	Restes à réaliser	C	**10 000 000,00**	**0,00**	**10 000 000,00**
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	**64 804 224,88**	**55 300 000,00**	**120 104 224,88**
	Dépenses réalisées (1)	E	**58 456 211,06**	**53 820 497,08**	**112 276 708,14**
	Restes à réaliser	F	**174 655,95**	**0,00**	**174 655,95**
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B - E	**10 371 344,03**	**-190 967,61**	**10 180 376,42**
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	**-23 495 774,92**	**0,00**	**-23 495 774,92**
Solde (investissement) ou résultat de clôture (exploitation)	Excédent /déficit	G + H	**-13 124 430,89**	**-190 967,61**	**-13 315 398,50**
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C – F	**9 825 344,05**	**0,00**	**9 825 344,05**
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	**-3 299 086,84**	**-190 967,61**	**-3 490 054,45**

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	B

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Résultat de clôture de l'exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL I	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
II - Budgets des services à caractère administratif	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL II	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EUROMET ASSAINISSEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	-23 495 774,92	0,00	10 371 344,03	0,00	-13 124 430,89
Fonctionnement	19 816 327,25	19 816 327,25	-190 967,61	0,00	-190 967,61
Sous-Total	-3 679 447,67	19 816 327,25	10 180 376,42	0,00	-13 315 398,50
TOTAL III	**-3 679 447,67**	**19 816 327,25**	**10 180 376,42**	**0,00**	**-13 315 398,50**
TOTAL I + II + III	**-3 679 447,67**	**19 816 327,25**	**10 180 376,42**	**0,00**	**-13 315 398,50**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER – RAR DEPENSES	D1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) **174 655,95**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**174 655,95**
21351	Aménagement Bâtiments d'exploitation	28 284,60
21532	Réseaux d'assainissement	127 594,59
2154	Matériel industriel	18 776,76
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**0,00**
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		(II) **0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER - RAR RECETTES	D2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) **10 000 000,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**10 000 000,00**
1641	Emprunts en euros	10 000 000,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**0,00**
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		(IV) **0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**0,00**
73	**Produits issus de la fiscalité**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	**E**

ACTIF NET (1)	Total	PASSIF	Total
Immobilisations incorporelles (nettes)	**1 405,56**	Dotations	10 152,02
Terrains	185,17	Fonds globalisés	81 907,46
Constructions	59 011,17	Réserves	260 398,73
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers	94 866,41	Différences sur réalisation d'immobilisations	0,00
Immobilisations corporelles en cours	228 724,34	Report à nouveau (1)	0,00
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées	29 240,66	Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	-190,97
Autres immobilisations corporelles	3 886,84	Subventions transférables	17 638,12
Total immobilisations corporelles (nettes)	**415 914,60**	Subventions non transférables	0,00
Immobilisations financières	**3 068,48**	Droits de l'affectant, du concédant, de l'affermant et du remettant	4 378,83
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**420 388,65**	Provisions réglementées	0,00
Stocks	0,00	**TOTAL FONDS PROPRES**	**374 284,19**
Créances	26 406,50	**PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**	**0,00**
Valeurs mobilières de placement	0,00	**Dettes financières à long terme**	**32 789,06**
Disponibilités	88,01	Fournisseurs (2)	25 827,95
Autres actifs circulant	0,00	Autres dettes à court terme	9 959,73
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**26 494,50**	**Total des dettes à court terme**	**35 787,69**
Comptes de régularisation	**0,21**	**TOTAL DETTES**	**68 576,75**
		Comptes de régularisation	**4 022,43**
TOTAL ACTIF	**446 883,37**	**TOTAL PASSIF**	**446 883,37**

(1)Déduction faite des amortissements et dépréciations
(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice N+1

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**F**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Impôts et taxes perçus	0,00	0,00
Dotations et subventions reçues	144,62	180,63
Produits des services	51 839,09	46 582,83
Autres produits	34,49	882,42
Transferts de charges	0,00	0,00
Produits courants non financiers	52 018,21	47 645,88
Traitements, salaires, charges sociales	-104,97	-10,02
Achats et charges externes	39 050,96	40 432,97
Participations et interventions	384,00	171,68
Dotations aux amortissements et provisions	9 304,62	8 858,89
Autres charges	4 745,69	314,26
Charges courantes non financières	53 380,32	49 767,78
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	**-1 362,11**	**-2 121,90**
Produits courants financiers	617,70	461,40
Charges courantes financières	5,99	8,96
RESULTAT COURANT FINANCIER	**611,71**	**452,44**
RESULTAT COURANT	**-750,40**	**-1 669,46**
Produits exceptionnels	888,66	937,35
Charges exceptionnelles	329,22	352,74
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**559,43**	**584,61**
RESULTAT DE L'EXERCICE	**-190,97**	**-1 084,85**

II – EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'exploitation ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état D1.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires ;
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

DÉPENSES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 011	Charges à caractère général	36 604 908,30	16 301 409,35	19 789 108,51	36 090 517,86	98,59	0,00
Chapitre 012	Charges de personnel, frais assimilés	7 706 137,87	7 706 137,87	0,00	7 706 137,87	100,00	0,00
Chapitre 014	Atténuations de produits	0,00	-2 406 684,00	2 406 684,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 65	Autres charges de gestion courante	410 800,00	304 108,82	79 894,49	384 003,31	93,48	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**44 721 846,17**	**21 904 972,04**	**22 275 687,00**	**44 180 659,04**	**98,79**	**0,00**
Chapitre 66	Charges financières	6 000,00	5 991,32	0,00	5 991,32	99,86	0,00
Chapitre 67	Charges exceptionnelles	458 500,00	329 222,60	0,00	329 222,60	71,80	0,00
Chapitre 68	Dotations aux provisions et dépréciat°	104 850,48	104 850,48	0,00	104 850,48	100,00	0,00
Chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 022	Dépenses imprévues	108 803,35					
Total des dépenses réelles d'exploitation		**45 400 000,00**	**22 345 036,44**	**22 275 687,00**	**44 620 723,44**	***98,28***	**0,00**
Chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*700 000,00*					
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*9 200 000,00*	*9 199 773,64*	*0,00*	*9 199 773,64*	*100,00*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section (3)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***9 900 000,00***	***9 199 773,64***	***0,00***	***9 199 773,64***	***92,93***	***0,00***
Total des dépenses d'exploitation de l'exercice		**55 300 000,00**	**31 544 810,08**	**22 275 687,00**	**53 820 497,08**	**97,32**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,00**					
Total des dépenses de la section d'exploitation		**55 300 000,00**	**31 544 810,08**	**22 275 687,00**	**53 820 497,08**		**0,00**

(1) dépenses engagées non mandatées

(2) ce chapitre n'existe pas en M49

(3) DE 042 = RI 040 ; DE 043 = RE 043

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

RECETTES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 013	Atténuations de charges	60 350,00	104 966,50	0,00	104 966,50	173,93	0,00
Chapitre 70	Ventes produits fabriqués, prestations	53 365 816,00	51 839 092,89	0,00	51 839 092,89	97,14	0,00
Chapitre 73	Produits issus de la fiscalité(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 74	Subventions d'exploitation	134 350,00	144 620,67	0,00	144 620,67	107,64	0,00
Chapitre 75	Autres produits de gestion courante	32 250,00	34 493,59	0,00	34 493,59	106,96	0,00
Total des recettes de gestion courante		**53 592 766,00**	**52 123 173,65**	**0,00**	**52 123 173,65**	**97,26**	**0,00**
Chapitre 76	Produits financiers	617 000,00	617 700,00	0,00	617 700,00	100,11	0,00
Chapitre 77	Produits exceptionnels	90 234,00	14 351,89	0,00	14 351,89	15,91	0,00
Chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**54 300 000,00**	**52 755 225,54**	**0,00**	**52 755 225,54**	**97,16**	**0,00**
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*1 000 000,00*	*874 303,93*	*0,00*	*874 303,93*	*87,43*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***1 000 000,00***	***874 303,93***	***0,00***	***874 303,93***	***87,43***	***0,00***
Total des recettes d'exploitation de l'exercice		**55 300 000,00**	**53 629 529,47**	**0,00**	**53 629 529,47**	**96,98**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,00**					
Total des recettes de la section d'exploitation		**55 300 000,00**	**53 629 529,47**	**0,00**	**53 629 529,47**		**0,00**

(1) recettes justifiées non titrées

(2) ce chapitre existe uniquement en M4, M41 et M43

(3) RE 042 = DI 040

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

DÉPENSESD'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	768 218,88	441 226,10	57,43	0,00
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	20 754 167,90	19 170 827,20	92,37	174 655,95
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	35 552 888,34	34 369 929,97	96,67	0,00
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**57 075 275,12**	**53 981 983,27**	**94,58**	**174 655,95**
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 13	Subventions d'investissement	220 411,00	2 346,58	1,06	0,00
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	79 300,00	78 976,21	99,59	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 020	Dépenses imprévues	274 341,04			
Total des dépenses financières		**574 052,04**	**81 322,79**	**14,17**	**0,00**
Total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**57 649 327,16**	**54 063 306,06**	**93,78**	**174 655,95**
Chapitre *040*	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*1 000 000,00*	*874 303,93*	*87,43*	*0,00*
Chapitre *041*	*Opérations patrimoniales (6)*	*6 154 897,72*	*3 518 601,07*	*57,17*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***7 154 897,72***	***4 392 905,00***	***61,40***	***0,00***
TOTAL DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**64 804 224,88**	**58 456 211,06**	**90,20**	**174 655,95**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**23 495 774,92**			
TOTAL DES DÉPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		**88 299 999,80**	**58 456 211,06**		**174 655,95**

(1) dépenses engagées non mandatées
(2) voir l'état II-D1 pour le détail des opérations d'équipement
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.
(4) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 13	Subventions d'investissement	5 670 441,83	1 656 202,73	29,21	0,00
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	42 205 813,18	30 000 000,00	71,08	10 000 000,00
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	84 598,02	86 340,21	102,06	0,00
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	23 616 327,25	24 360 803,44	103,15	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	5 834,00	0,00	0,00
Total	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)**	**667 922,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**72 245 102,28**	**56 109 180,38**	**77,67**	**10 000 000,00**
Chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*700 000,00*			
Chapitre 040	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*9 200 000,00*	*9 199 773,64*	*100,00*	*0,00*
Chapitre 041	*Opérations patrimoniales (6)*	*6 154 897,72*	*3 518 601,07*	*57,17*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***16 054 897,72***	***12 718 374,71***	***79,22***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**88 300 000,00**	**68 827 555,09**	**77,95**	**10 000 000,00**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**0,00**			
TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		**88 300 000,00**	**68 827 555,09**		**10 000 000,00**

(1) recettes justifiées non titrées
(2) A servir uniquement, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(3) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(4) pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation)
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'exploitation - Vue détaillée	**B1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie ...)	0,00	1 311 434,60	229 543,11	1 081 891,49	0,00
6062	Produits de traitement	0,00	57 740,67	4 430,40	53 310,27	0,00
6063	Autres fournitures d'entretien et de petit équipement	0,00	26 935,13	0,00	26 935,13	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	2 413,11	0,00	2 413,11	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	269 260,35	0,00	269 260,35	0,00
611	Sous-traitance générale	0,00	29 643 264,14	6 599 392,90	23 043 871,24	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	58 385,15	0,00	58 385,15	0,00
61521	Bâtiments publics	0,00	37 176,21	0,00	37 176,21	0,00
61523	Reseaux	0,00	788 442,10	37 735,20	750 706,90	0,00
61528	Autres	0,00	21 796,98	0,00	21 796,98	0,00
61551	Matériel roulant	0,00	20 523,91	0,00	20 523,91	0,00
6156	Maintenance	0,00	242 180,31	7 944,00	234 236,31	0,00
6161	Multirisques	0,00	34 023,00	13 600,00	20 423,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	481 168,20	99 186,89	381 981,31	0,00
618	Divers	0,00	2 046,37	0,00	2 046,37	0,00
6226	Honoraires	0,00	14 016,00	0,00	14 016,00	0,00
6233	Foires et expositions	0,00	42 747,60	0,00	42 747,60	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	12 830,64	0,00	12 830,64	0,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	757,60	0,00	757,60	0,00
6256	Missions	0,00	3 827,60	0,00	3 827,60	0,00
6257	Réceptions	0,00	6 435,79	0,00	6 435,79	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	1 750,00	0,00	1 750,00	0,00
6281	Concours divers -cotisations	0,00	21 918,93	0,00	21 918,93	0,00
62876	au GFP de rattachement	0,00	3 007 679,89	0,00	3 007 679,89	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'exploitation - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
62878	à des tiers	0,00	2 520 392,18	303 571,99	2 216 820,19	0,00
6288	Autres	0,00	11 085,08	0,00	11 085,08	0,00
6358	Autres droits	0,00	513,04	0,00	513,04	0,00
63713	Redevances pour la performance des systèmes dassainissement collectif	0,00	4 730 640,00	0,00	4 730 640,00	0,00
6378	Autres impôts taxes et versements assimilés	0,00	14 537,77	0,00	14 537,77	0,00
total chapitre 011	Charges à caractère général	36 604 908,30	43 385 922,35	7 295 404,49	36 090 517,86	514 390,44
6215	Personnel affecté par la collectivité de rattachement	0,00	7 706 137,87	0,00	7 706 137,87	0,00
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	7 706 137,87	7 706 137,87	0,00	7 706 137,87	0,00
706129	Reversement aux agences de l'eau -redevance pour la modernisation des reseaux de collecte	0,00	6 111 505,00	6 111 505,00	0,00	0,00
total chapitre 014	Atténuations de produits	0,00	6 111 505,00	6 111 505,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	255 204,93	0,00	255 204,93	0,00
6542	Créances éteintes	0,00	43 788,12	0,00	43 788,12	0,00
6588	Autres charges diverses de gestion courante	0,00	85 010,26	0,00	85 010,26	0,00
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante	410 800,00	384 003,31	0,00	384 003,31	26 796,69
Total des dépenses de gestion courante		**44 721 846,17**	**57 587 568,53**	**13 406 909,49**	**44 180 659,04**	**541 187,13**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	5 991,32	0,00	5 991,32	0,00
total chapitre 66	Charges financières	6 000,00	5 991,32	0,00	5 991,32	8,68
6711	Pénalités sur marchés	0,00	177,93	0,00	177,93	0,00
6714	Intérêts moratoires	0,00	1 133,26	0,00	1 133,26	0,00
673	Titres annulés exercices antérieurs	0,00	47 222,10	0,00	47 222,10	0,00
6743	Subventions exceptionnelles de fonctionnement	0,00	37 267,26	0,00	37 267,26	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	243 517,24	95,19	243 422,05	0,00
total chapitre 67	Charges exceptionnelles	458 500,00	329 317,79	95,19	329 222,60	129 277,40
6817	Dotations aux dépréciations des actifs circulants	0,00	104 850,48	0,00	104 850,48	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'exploitation - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 68	Dotations aux provisions et aux dépréciations (semi-budgétaires)	104 850,48	104 850,48	0,00	104 850,48	0,00
total chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 022	Dépenses imprévues	108 803,35	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**45 400 000,00**	**58 027 728,12**	**13 407 004,68**	**44 620 723,44**	**779 276,56**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*700 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
6811	*Dotations aux Amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles*	*0,00*	*9 199 773,64*	*0,00*	*9 199 773,64*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*9 200 000,00*	*9 199 773,64*	*0,00*	*9 199 773,64*	*226,36*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***9 900 000,00***	***9 199 773,64***	***0,00***	***9 199 773,64***	***700 226,36***
Total des dépenses d'exploitation de l'exercice		**55 300 000,00**	**67 227 501,76**	**13 407 004,68**	**53 820 497,08**	**1 479 502,92**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section d'exploitation		**55 300 000,00**	**67 227 501,76**	**13 407 004,68**	**53 820 497,08**	**1 479 502,92**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'exploitation - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
64198	Autres remboursements	0,00	104 966,50	0,00	104 966,50	0,00
total chapitre 013	Atténuations de charges	60 350,00	104 966,50	0,00	104 966,50	-44 616,50
704	Travaux	0,00	2 006 542,74	11 210,04	1 995 332,70	0,00
70611	Redevances d'assainissement collectif	0,00	45 137 257,36	104 281,47	45 032 975,89	0,00
706121	Recouvrement de la redevance pour la modernisation des réseaux de collecte	0,00	3 843,80	0,00	3 843,80	0,00
7062	Redevances d'assainissement non collectif	0,00	10 642,00	230,00	10 412,00	0,00
7063	Contributions des Communes ou de l'établissement public de coopération intercommunale (eaux pluviales)	0,00	4 627 460,88	0,00	4 627 460,88	0,00
7068	Autres prestations de service	0,00	120 958,78	2 811,50	118 147,28	0,00
70878	par des tiers	0,00	50 920,34	0,00	50 920,34	0,00
total chapitre 70	Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises	53 365 816,00	51 957 625,90	118 533,01	51 839 092,89	1 526 723,11
total chapitre 73	Produits issus de la fiscalité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres subventions d'exploitation	0,00	144 620,67	0,00	144 620,67	0,00
total chapitre 74	Subventions d'exploitation	134 350,00	144 620,67	0,00	144 620,67	-10 270,67
7581	FCTVA	0,00	34 493,59	0,00	34 493,59	0,00
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	32 250,00	34 493,59	0,00	34 493,59	-2 243,59
Total des recettes de gestion courante		**53 592 766,00**	**52 241 706,66**	**118 533,01**	**52 123 173,65**	**1 469 592,35**
761	Produits de participations	0,00	617 700,00	0,00	617 700,00	0,00
total chapitre 76	Produits financiers	617 000,00	617 700,00	0,00	617 700,00	-700,00
7714	Recouvrement sur créances admises en non valeur	0,00	2 790,70	0,00	2 790,70	0,00
7718	Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	0,00	20,51	0,00	20,51	0,00
778	Autres produits exceptionnels	0,00	11 540,68	0,00	11 540,68	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d’exploitation - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 77	Produits exceptionnels	90 234,00	14 351,89	0,00	14 351,89	75 882,11
total chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**54 300 000,00**	**52 873 758,55**	**118 533,01**	**52 755 225,54**	**1 544 774,46**
777	*Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice*	*0,00*	*874 303,93*	*0,00*	*874 303,93*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*1 000 000,00*	*874 303,93*	*0,00*	*874 303,93*	*125 696,07*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***1 000 000,00***	***874 303,93***	***0,00***	***874 303,93***	***125 696,07***
Total des recettes d'exploitation de l'exercice		**55 300 000,00**	**53 748 062,48**	**118 533,01**	**53 629 529,47**	**1 670 470,53**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section d'exploitation		**55 300 000,00**	**53 748 062,48**	**118 533,01**	**53 629 529,47**	**1 670 470,53**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	C1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
2031	Frais d'études	0,00	269 608,07	0,00	269 608,07	0,00
2051	Concessions et droits assimilés	0,00	171 618,03	0,00	171 618,03	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles	768 218,88	441 226,10	0,00	441 226,10	326 992,78
2111	Terrains nus	0,00	7 615,00	0,00	7 615,00	0,00
21351	Batiments d'exploitation	0,00	14 869 443,39	0,48	14 869 442,91	0,00
21532	Réseaux d'assainissement	0,00	1 076 566,97	0,00	1 076 566,97	0,00
2154	Matériel industriel	0,00	912 261,01	0,00	912 261,01	0,00
21562	Service d'assainissement	0,00	524 350,59	0,00	524 350,59	0,00
2182	Matériel de transport	0,00	1 750 737,05	6 000,00	1 744 737,05	0,00
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	0,00	35 853,67	0,00	35 853,67	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	20 754 167,90	19 176 827,68	6 000,48	19 170 827,20	1 583 340,70
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	2 276 549,24	0,00	2 276 549,24	0,00
2315	Installations matériels et outillage techniques	0,00	29 159 371,35	44 283,47	29 115 087,88	0,00
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	0,00	2 978 292,85	0,00	2 978 292,85	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours	35 552 888,34	34 414 213,44	44 283,47	34 369 929,97	1 182 958,37
Total des dépenses d'équipement		**57 075 275,12**	**54 032 267,22**	**50 283,95**	**53 981 983,27**	**3 093 291,85**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13111	Agence de l'eau	0,00	2 346,58	0,00	2 346,58	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	220 411,00	2 346,58	0,00	2 346,58	218 064,42
1641	Emprunts en euros	0,00	75 206,22	0,01	75 206,21	0,00
1678	Autres emprunts et dettes assortis de conditions particulières	0,00	3 770,00	0,00	3 770,00	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	C1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	79 300,00	78 976,22	0,01	78 976,21	323,79
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 020	Dépenses imprévues	274 341,04	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**574 052,04**	**81 322,80**	**0,01**	**81 322,79**	**492 729,25**
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**57 649 327,16**	**54 113 590,02**	**50 283,96**	**54 063 306,06**	**3 586 021,10**
139111	*Agence de l'eau*	*0,00*	*505 928,86*	*0,00*	*505 928,86*	*0,00*
139118	*Autres*	*0,00*	*166 701,11*	*0,00*	*166 701,11*	*0,00*
13912	*Subvention équipement transférées au compte de résultat - Région*	*0,00*	*12 622,57*	*0,00*	*12 622,57*	*0,00*
13913	*Subvention d'équipement transférées au compte de résultat - Département*	*0,00*	*148 799,75*	*0,00*	*148 799,75*	*0,00*
13915	*Subventions d'équipement transférées au compte de résultat - groupement de collectivités*	*0,00*	*19 880,61*	*0,00*	*19 880,61*	*0,00*
139188	*des tiers*	*0,00*	*20 371,03*	*0,00*	*20 371,03*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*1 000 000,00*	*874 303,93*	*0,00*	*874 303,93*	*125 696,07*
21351	*Batiments d'exploitation*	*0,00*	*166 887,63*	*0,00*	*166 887,63*	*0,00*
2315	*Installations matériels et outillage techniques*	*0,00*	*3 351 713,44*	*0,00*	*3 351 713,44*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*6 154 897,72*	*3 518 601,07*	*0,00*	*3 518 601,07*	*2 636 296,65*
Total des dépenses d'ordre en investissement		***7 154 897,72***	***4 392 905,00***	***0,00***	***4 392 905,00***	***2 761 992,72***
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**64 804 224,88**	**58 506 495,02**	**50 283,96**	**58 456 211,06**	**6 348 013,82**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	C1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		23 495 775,12	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de la section d'investissement		88 300 000,00	58 506 495,02	50 283,96	58 456 211,06	29 843 788,94

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	C2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
13111	Agence de l'eau	0,00	1 656 202,73	0,00	1 656 202,73	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	5 670 441,83	1 656 202,73	0,00	1 656 202,73	4 014 239,10
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	30 000 000,00	0,00	30 000 000,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	42 205 813,18	30 000 000,00	0,00	30 000 000,00	12 205 813,18
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installations matériels et outillage techniques	0,00	86 340,21	0,00	86 340,21	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours	84 598,02	86 340,21	0,00	86 340,21	-1 742,19
10222	Fonds compensation taxe valeur ajoutee (FCTVA)	0,00	4 544 476,19	0,00	4 544 476,19	0,00
1068	Autres réserves	0,00	19 816 327,25	0,00	19 816 327,25	0,00
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	23 616 327,25	24 360 803,44	0,00	24 360 803,44	-744 476,19
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2763	Créances sur collectivités publiques	0,00	5 834,00	0,00	5 834,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	5 834,00	0,00	5 834,00	-5 834,00
458222	Opération pour compte tiers n° 458222	667 922,00	0,00	0,00	0,00	667 922,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	667 922,00	0,00	0,00	0,00	667 922,00
Total des recettes réelles d'investissement		**72 245 102,28**	**56 109 180,38**	**0,00**	**56 109 180,38**	**16 135 921,90**
total chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation*	*700 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Amortissements frais d'études*	*0,00*	*284 367,88*	*0,00*	*284 367,88*	*0,00*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	C2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
2805	*Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires*	*0,00*	*22 062,64*	*0,00*	*22 062,64*	*0,00*
28131	*Bâtiments*	*0,00*	*367 730,76*	*0,00*	*367 730,76*	*0,00*
28135	*Installations générales agencements aménagements des constructions*	*0,00*	*571 435,17*	*0,00*	*571 435,17*	*0,00*
28151	*Installations complexes specialisées*	*0,00*	*316,94*	*0,00*	*316,94*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*0,00*	*6 319 555,36*	*0,00*	*6 319 555,36*	*0,00*
28154	*Matériel industriel*	*0,00*	*643 759,48*	*0,00*	*643 759,48*	*0,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*0,00*	*329 758,07*	*0,00*	*329 758,07*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*0,00*	*630 871,15*	*0,00*	*630 871,15*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et matériel informatique*	*0,00*	*25 784,94*	*0,00*	*25 784,94*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*0,00*	*4 131,25*	*0,00*	*4 131,25*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*9 200 000,00*	*9 199 773,64*	*0,00*	*9 199 773,64*	*226,36*
238	*Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles*	*0,00*	*3 518 601,07*	*0,00*	*3 518 601,07*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*6 154 897,72*	*3 518 601,07*	*0,00*	*3 518 601,07*	*2 636 296,65*
Total des recettes d'ordre en investissement		***16 054 897,72***	***12 718 374,71***	***0,00***	***12 718 374,71***	***3 336 523,01***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**88 300 000,00**	**68 827 555,09**	**0,00**	**68 827 555,09**	**19 472 444,91**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section d'investissement		**88 300 000,00**	**68 827 555,09**	**0,00**	**68 827 555,09**	**19 472 444,91**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT - DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	D

Cet état ne contient pas d'information.

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Immobilisations incorporelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais d'études, de R et D	2 475 584,85	1 257 991,12	1 217 593,73	1 232 353,54
Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	1 440 447,31	1 252 478,82	187 968,49	38 413,10
Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1) En toute propriété	0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains	185 166,17	0,00	185 166,17	177 551,17
Constructions	129 247 713,30	70 236 540,30	59 011 173,00	44 914 008,39
Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00
Installations, matériels et outillage techniques	259 799 132,61	164 932 718,29	94 866 414,32	99 646 625,60
Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	15 198 351,43	11 311 507,73	3 886 843,70	2 767 040,32
Immobilisations corporelles en cours	228 724 342,56	0,00	228 724 342,56	194 607 640,43
Immobilisations affectées à un service non personnalisé	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	29 240 660,64	0,00	29 240 660,64	29 240 660,64
2) Reçues au titre d'une mise à disposition	0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00
Installations, matériels et outillage techniques	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
3) Reçues en affectation ou en concession	0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00
Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Participations et créances rattachées à des participations	1 752 106,93	0,00	1 752 106,93	1 752 106,93
Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00
Prêts	1 260 558,56	0,00	1 260 558,56	1 260 558,56
Autres créances	55 819,47	0,00	55 819,47	61 653,47
TOTAL I	**669 379 883,83**	**248 991 236,26**	**420 388 647,57**	**375 698 612,15**
ACTIF CIRCULANT	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Stocks et en cours	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Matières premières et autres approvisionnements	0,00	0,00	0,00	0,00
En cours de production (biens et services)	0,00	0,00	0,00	0,00
Produits intermédiaires et finis	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00
Avances	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Créances	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Créances d'exploitation	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Clients et comptes rattachés	16 435 380,99	355 055,68	16 080 325,31	19 558 032,07
Créances irrécouvrables admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres	78 986,00	0,00	78 986,00	78 986,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
Créances diverses	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Créances sur l'état et les collectivités publiques	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur les budgets annexes ou le budget principal	10 230 306,53	0,00	10 230 306,53	0,00
Opérations pour le compte de tiers (créances)	0,00	0,00	0,00	266 716,28
Autres créances	16 967,05	88,03	16 879,02	588,29
Valeurs mobilières de placement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Disponibilités	**88 007,35**	**0,00**	**88 007,35**	**55 422,06**
Avances de trésorerie	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges constatées d'avance	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL II	**26 849 647,92**	**355 143,71**	**26 494 504,21**	**19 959 744,70**
COMPTES DE RÉGULARISATION	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges à répartir sur plusieurs exercices	0,00	0,00	0,00	0,00
Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses à classer et à régulariser	214,45	0,00	214,45	786,09
Écarts de conversion - Actif	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL III	**214,45**	**0,00**	**214,45**	**786,09**
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	**696 229 746,20**	**249 346 379,97**	**446 883 366,23**	**395 659 142,94**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES	**0,00**	**0,00**
Fonds internes	**0,00**	**0,00**
Dotations	10 152 023,41	10 152 023,41
Mise à disposition (chez le bénéficiaire)	0,00	0,00
Affectation (par la collectivité de rattachement)	4 378 829,85	4 378 829,85
Écarts de réévaluation	0,00	0,00
Réserves	260 398 730,00	240 582 402,75
Report à nouveau (1)	0,00	20 901 177,13
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	-190 967,61	-1 084 849,88
Subventions d'investissement	17 638 116,77	16 858 564,55
Provisions réglementées	0,00	0,00
Autres fonds	**0,00**	**0,00**
Fonds globalisés	81 907 457,49	77 362 981,30
Droits de l'affectant	0,00	0,00
TOTAL I	**374 284 189,91**	**369 151 129,11**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**0,00**	**0,00**
Provisions pour risques	0,00	0,00
Provisions pour charges	0,00	0,00
TOTAL II	**0,00**	**0,00**
DETTES	**0,00**	**0,00**
Dettes financières	**0,00**	**0,00**
Emprunts obligataires	0,00	0,00
Emprunts auprès des établissements de crédit	30 107 223,55	182 429,76
Emprunts et dettes financières divers	2 681 835,61	2 685 605,61
Crédits et lignes de trésorerie	0,00	0,00
Avances	**0,00**	**0,00**
Dettes d'exploitation	**0,00**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Fournisseurs et comptes rattachés	15 167 235,30	13 700 157,44
Dettes fiscales et sociales	4 730 780,00	2 881,14
Autres	0,00	0,00
Dettes diverses	**0,00**	**0,00**
Fournisseurs d'immobilisations	5 929 937,94	6 300 881,45
Dettes envers l'État et les collectivités publiques	7 400 000,00	0,00
Dettes envers les budgets annexes ou le budget principal	0,00	3 454 028,88
Opérations pour le compte de tiers (dettes)	0,00	266 716,28
Autres dettes	2 559 734,33	130 463,71
Produits constatés d'avance	**0,00**	**0,00**
TOTAL III	**68 576 746,73**	**26 723 164,27**
COMPTES DE RÉGULARISATION	**0,00**	**0,00**
Recettes à classer ou à régulariser	4 022 429,59	-215 150,44
Écart de conversion - Passif	0,00	0,00
TOTAL IV	**4 022 429,59**	**-215 150,44**
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**446 883 366,23**	**395 659 142,94**

(1) Précédé du signe moins en cas de déficit
(2) Égal au résultat de l'exercice apparaissant en section d'exploitation (tableau I-B)

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION	**0,00**	**0,00**
Ventes de marchandises	0,00	0,00
Production vendue	0,00	0,00
Prestations de services	*49 792 839,85*	*44 268 841,49*
Divers	*2 046 253,04*	*2 313 993,03*
Production stockée	0,00	0,00
Production immobilisée	0,00	0,00
Subventions d'exploitation	144 620,67	180 625,72
Reprises sur dépréciations et provisions	0,00	827 963,35
Transferts de charges	0,00	0,00
Autres produits	34 493,59	54 458,32
TOTAL I	**52 018 207,15**	**47 645 881,91**
CHARGES D'EXPLOITATION	**0,00**	**0,00**
Achats de marchandises	0,00	0,00
Variation de stock	0,00	0,00
Achat de matières premières et autres approvisionnements	0,00	0,00
Variation de stock	0,00	0,00
Autres achats et charges externes	39 050 964,92	40 432 967,89
Impôts, taxes, et versements assimilés	0,00	0,00
Sur rémunérations	*0,00*	*0,00*
Autres	*4 745 690,81*	*314 263,39*
Salaires et traitements	-104 966,50	-10 017,00
Charges sociales	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0,00	0,00
Dotations aux amortissements sur immobilisations	*9 199 773,64*	*8 830 470,78*

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	**B**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Dotations aux dépréciations des immobilisations	*0,00*	*0,00*
Dotations aux dépréciations des actifs circulants	*104 850,48*	*28 419,97*
Dotations aux provisions pour risques et charges	*0,00*	*0,00*
Autres charges	384 003,31	171 675,60
TOTAL II	**53 380 316,66**	**49 767 780,63**
A - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	**-1 362 109,51**	**-2 121 898,72**
PRODUITS FINANCIERS	**0,00**	**0,00**
Valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	617 700,00	461 400,00
Autres intérêts et produits assimilés	0,00	0,00
Reprises sur dépréciations et provisions	0,00	0,00
Transferts de charges	0,00	0,00
Gains de change	0,00	0,00
Produits net sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
TOTAL III	**617 700,00**	**461 400,00**
CHARGES FINANCIÈRES	**0,00**	**0,00**
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0,00	0,00
Intérêts et charges assimilées	5 991,32	8 958,70
Pertes de change	0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
TOTAL IV	**5 991,32**	**8 958,70**
B - RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)	**611 708,68**	**452 441,30**
A + B - RÉSULTAT COURANT	**-750 400,83**	**-1 669 457,42**
PRODUITS EXCEPTIONNELS	**0,00**	**0,00**
Sur opérations de gestion	0,00	0,00
Subventions exceptionnelles	*0,00*	*0,00*
Autres opérations	*2 811,21*	*31 060,94*
Sur opérations en capital	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	**B**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Produits des cessions d'immobilisations	*0,00*	*28 584,50*
Autres opérations	*885 844,61*	*877 706,83*
Reprises sur dépréciations et provisions	0,00	0,00
Transferts de charges	0,00	0,00
TOTAL V	**888 655,82**	**937 352,27**
CHARGES EXCEPTIONNELLES	**0,00**	**0,00**
Sur opérations de gestion	0,00	0,00
Subventions exceptionnelles	*37 267,26*	*59 512,12*
Autres opérations	*48 533,29*	*30 056,48*
Sur opérations en capital	0,00	0,00
Valeur comptable des immobilisations cédées	*0,00*	*0,00*
Autres opérations	*243 422,05*	*263 176,13*
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0,00	0,00
TOTAL VI	**329 222,60**	**352 744,73**
C - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	**559 433,22**	**584 607,54**
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	**53 524 562,97**	**49 044 634,18**
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII)	**53 715 530,58**	**50 129 484,06**
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	**-190 967,61**	**-1 084 849,88**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotation	0,00	10 152 023,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 152 023,41	0,00	10 152 023,41
10222	FCTVA	0,00	77 326 019,05	0,00	0,00	0,00	4 544 476,19	0,00	81 870 495,24	0,00	81 870 495,24
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	36 962,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 962,25	0,00	36 962,25
	Sous Total compte 1022	**0,00**	**77 362 981,30**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 544 476,19**	**0,00**	**81 907 457,49**	**0,00**	**81 907 457,49**
	Sous Total compte 102	**0,00**	**87 515 004,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 544 476,19**	**0,00**	**92 059 480,90**	**0,00**	**92 059 480,90**
1068	Autres réserves	0,00	240 582 402,75	0,00	0,00	0,00	19 816 327,25	0,00	260 398 730,00	0,00	260 398 730,00
	Sous Total compte 106	**0,00**	**240 582 402,75**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 816 327,25**	**0,00**	**260 398 730,00**	**0,00**	**260 398 730,00**
	Sous Total compte 10	**0,00**	**328 097 407,46**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**24 360 803,44**	**0,00**	**352 458 210,90**	**0,00**	**352 458 210,90**
110	Report à nouveau solde créditeur	0,00	20 901 177,13	20 901 177,13	0,00	0,00	0,00	20 901 177,13	20 901 177,13	0,00	0,00
	Sous Total compte 11	**0,00**	**20 901 177,13**	**20 901 177,13**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 901 177,13**	**20 901 177,13**	**0,00**	**0,00**
12	Résultat exercice bénef ou perte	1 084 849,88	0,00	0,00	1 084 849,88	0,00	0,00	1 084 849,88	1 084 849,88	0,00	0,00
	Sous Total compte 12	**1 084 849,88**	**0,00**	**0,00**	**1 084 849,88**	**0,00**	**0,00**	**1 084 849,88**	**1 084 849,88**	**0,00**	**0,00**
13111	Agence de l'eau	0,00	55 161 600,43	0,00	0,00	2 346,58	1 656 202,73	2 346,58	56 817 803,16	0,00	56 815 456,58
13118	Autres	0,00	7 693 646,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 693 646,00	0,00	7 693 646,00
	Sous Total compte 1311	**0,00**	**62 855 246,43**	**0,00**	**0,00**	**2 346,58**	**1 656 202,73**	**2 346,58**	**64 511 449,16**	**0,00**	**64 509 102,58**
1312	Région	0,00	134 515,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	134 515,50	0,00	134 515,50
1313	Dépt	0,00	1 407 494,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 407 494,64	0,00	1 407 494,64
1315	Grp coll	0,00	894 627,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	894 627,64	0,00	894 627,64
13188	des tiers	0,00	980 287,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	980 287,50	0,00	980 287,50
	Sous Total compte 1318	**0,00**	**980 287,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**980 287,50**	**0,00**	**980 287,50**
	Sous Total compte 131	**0,00**	**66 272 171,71**	**0,00**	**0,00**	**2 346,58**	**1 656 202,73**	**2 346,58**	**67 928 374,44**	**0,00**	**67 926 027,86**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
139111	Agence de l'eau	38 728 010,94	0,00	0,00	0,00	505 928,86	0,00	39 233 939,80	0,00	39 233 939,80	0,00
139118	Autres	4 998 438,44	0,00	0,00	0,00	166 701,11	0,00	5 165 139,55	0,00	5 165 139,55	0,00
	Sous Total compte 13911	**43 726 449,38**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**672 629,97**	**0,00**	**44 399 079,35**	**0,00**	**44 399 079,35**	**0,00**
13912	Subv équipt transf - Région	450 056,26	0,00	0,00	0,00	12 622,57	0,00	462 678,83	0,00	462 678,83	0,00
13913	Subv équipt transf - Dépt	4 538 810,92	0,00	0,00	0,00	148 799,75	0,00	4 687 610,67	0,00	4 687 610,67	0,00
13915	Subv équipt transf - Grp coll	198 806,10	0,00	0,00	0,00	19 880,61	0,00	218 686,71	0,00	218 686,71	0,00
139188	des tiers	499 484,50	0,00	0,00	0,00	20 371,03	0,00	519 855,53	0,00	519 855,53	0,00
	Sous Total compte 13918	**499 484,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 371,03**	**0,00**	**519 855,53**	**0,00**	**519 855,53**	**0,00**
	Sous Total compte 1391	**49 413 607,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**874 303,93**	**0,00**	**50 287 911,09**	**0,00**	**50 287 911,09**	**0,00**
	Sous Total compte 139	**49 413 607,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**874 303,93**	**0,00**	**50 287 911,09**	**0,00**	**50 287 911,09**	**0,00**
	Sous Total compte 13	**49 413 607,16**	**66 272 171,71**	**0,00**	**0,00**	**876 650,51**	**1 656 202,73**	**50 290 257,67**	**67 928 374,44**	**0,00**	**17 638 116,77**
1641	Emprunts en euros	0,00	182 429,76	0,00	0,00	75 206,22	0,01	75 206,22	182 429,77	0,00	107 223,55
16441	Opér afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000 000,00	0,00	30 000 000,00	0,00	30 000 000,00
	Sous Total compte 1644	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 000 000,00**	**0,00**	**30 000 000,00**	**0,00**	**30 000 000,00**
	Sous Total compte 164	**0,00**	**182 429,76**	**0,00**	**0,00**	**75 206,22**	**30 000 000,01**	**75 206,22**	**30 182 429,77**	**0,00**	**30 107 223,55**
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	2 668 060,48	0,00	0,00	3 770,00	0,00	3 770,00	2 668 060,48	0,00	2 664 290,48
	Sous Total compte 167	**0,00**	**2 668 060,48**	**0,00**	**0,00**	**3 770,00**	**0,00**	**3 770,00**	**2 668 060,48**	**0,00**	**2 664 290,48**
1681	Autres emprunts	0,00	17 545,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 545,13	0,00	17 545,13
	Sous Total compte 168	**0,00**	**17 545,13**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 545,13**	**0,00**	**17 545,13**
	Sous Total compte 16	**0,00**	**2 868 035,37**	**0,00**	**0,00**	**78 976,22**	**30 000 000,01**	**78 976,22**	**32 868 035,38**	**0,00**	**32 789 059,16**
181	Cpte liaison : affectation	0,00	4 378 829,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 378 829,85	0,00	4 378 829,85
	Sous Total compte 18	**0,00**	**4 378 829,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 378 829,85**	**0,00**	**4 378 829,85**
	Total classe 1	**50 498 457,04**	**422 517 621,52**	**20 901 177,13**	**1 084 849,88**	**955 626,73**	**56 017 006,18**	**72 355 260,90**	**479 619 477,58**	**50 287 911,09**	**457 552 127,77**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2031	Frais d'études	2 589 655,66	0,00	0,00	383 678,88	269 608,07	0,00	2 859 263,73	383 678,88	2 475 584,85	0,00
	Sous Total compte 203	**2 589 655,66**	**0,00**	**0,00**	**383 678,88**	**269 608,07**	**0,00**	**2 859 263,73**	**383 678,88**	**2 475 584,85**	**0,00**
2051	Concessions et droits assimilés	1 268 829,28	0,00	0,00	0,00	171 618,03	0,00	1 440 447,31	0,00	1 440 447,31	0,00
	Sous Total compte 205	**1 268 829,28**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**171 618,03**	**0,00**	**1 440 447,31**	**0,00**	**1 440 447,31**	**0,00**
	Sous Total compte 20	**3 858 484,94**	**0,00**	**0,00**	**383 678,88**	**441 226,10**	**0,00**	**4 299 711,04**	**383 678,88**	**3 916 032,16**	**0,00**
2111	Terrains nus	176 210,84	0,00	0,00	0,00	7 615,00	0,00	183 825,84	0,00	183 825,84	0,00
2115	Terrains bâtis	1 340,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 340,33	0,00	1 340,33	0,00
	Sous Total compte 211	**177 551,17**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 615,00**	**0,00**	**185 166,17**	**0,00**	**185 166,17**	**0,00**
21311	Batiments exploitation	95 871 585,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	95 871 585,68	0,00	95 871 585,68	0,00
	Sous Total compte 2131	**95 871 585,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**95 871 585,68**	**0,00**	**95 871 585,68**	**0,00**
21351	Batiments exploitation	18 339 797,08	0,00	0,00	0,00	15 036 331,02	0,48	33 376 128,10	0,48	33 376 127,62	0,00
	Sous Total compte 2135	**18 339 797,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 036 331,02**	**0,48**	**33 376 128,10**	**0,48**	**33 376 127,62**	**0,00**
	Sous Total compte 213	**114 211 382,76**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 036 331,02**	**0,48**	**129 247 713,78**	**0,48**	**129 247 713,30**	**0,00**
2151	Instal complexes spécial	17 054,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 054,89	0,00	17 054,89	0,00
21532	Réseaux assainissement	237 667 718,52	0,00	0,00	0,00	1 076 566,97	0,00	238 744 285,49	0,00	238 744 285,49	0,00
	Sous Total compte 2153	**237 667 718,52**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 076 566,97**	**0,00**	**238 744 285,49**	**0,00**	**238 744 285,49**	**0,00**
2154	Mat indust	12 620 085,95	0,00	0,00	0,00	912 261,01	0,00	13 532 346,96	0,00	13 532 346,96	0,00
2155	Outillage industriel	79 777,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	79 777,47	0,00	79 777,47	0,00
21562	Service d'assainisSEMent	6 901 317,21	0,00	0,00	0,00	524 350,59	0,00	7 425 667,80	0,00	7 425 667,80	0,00
	Sous Total compte 2156	**6 901 317,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**524 350,59**	**0,00**	**7 425 667,80**	**0,00**	**7 425 667,80**	**0,00**
	Sous Total compte 215	**257 285 954,04**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 513 178,57**	**0,00**	**259 799 132,61**	**0,00**	**259 799 132,61**	**0,00**
2181	Instal gales agenct amngts divers	22 867,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 867,35	0,00	22 867,35	0,00
2182	Mat de transport	11 654 839,98	0,00	0,00	0,00	1 750 737,05	6 000,00	13 405 577,03	6 000,00	13 399 577,03	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2183	Mat bureau mat informatique	1 422 994,18	0,00	0,00	0,00	35 853,67	0,00	1 458 847,85	0,00	1 458 847,85	0,00
2184	Mobilier	300 564,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 564,00	0,00	300 564,00	0,00
2188	Autres	16 495,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 495,20	0,00	16 495,20	0,00
	Sous Total compte 218	**13 417 760,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 786 590,72**	**6 000,00**	**15 204 351,43**	**6 000,00**	**15 198 351,43**	**0,00**
	Sous Total compte 21	**385 092 648,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 343 715,31**	**6 000,48**	**404 436 363,99**	**6 000,48**	**404 430 363,51**	**0,00**
2313	Constructions	738 273,12	0,00	0,00	0,00	2 276 549,24	0,00	3 014 822,36	0,00	3 014 822,36	0,00
2315	Instal mat outil techn	189 098 636,29	0,00	0,00	0,00	32 511 084,79	130 623,68	221 609 721,08	130 623,68	221 479 097,40	0,00
2318	Autres immobilisat corporelles en cours	285 067,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	285 067,99	0,00	285 067,99	0,00
	Sous Total compte 231	**190 121 977,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**34 787 634,03**	**130 623,68**	**224 909 611,43**	**130 623,68**	**224 778 987,75**	**0,00**
238	Avances versées sur commandes d'immobili	4 485 663,03	0,00	0,00	0,00	2 978 292,85	3 518 601,07	7 463 955,88	3 518 601,07	3 945 354,81	0,00
	Sous Total compte 23	**194 607 640,43**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**37 765 926,88**	**3 649 224,75**	**232 373 567,31**	**3 649 224,75**	**228 724 342,56**	**0,00**
241	Mises en concession ou en affermage	51 938 607,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 938 607,06	0,00	51 938 607,06	0,00
2491	Mises en concession ou en affermage	0,00	22 697 946,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 697 946,42	0,00	22 697 946,42
	Sous Total compte 249	**0,00**	**22 697 946,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 697 946,42**	**0,00**	**22 697 946,42**
	Sous Total compte 24	**51 938 607,06**	**22 697 946,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**51 938 607,06**	**22 697 946,42**	**29 240 660,64**	**0,00**
261	Titres de participation	1 752 106,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 752 106,93	0,00	1 752 106,93	0,00
	Sous Total compte 26	**1 752 106,93**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 752 106,93**	**0,00**	**1 752 106,93**	**0,00**
274	Prêts	1 260 558,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 260 558,56	0,00	1 260 558,56	0,00
2762	Créances transf droits déduction TVA	20 823,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 823,47	0,00	20 823,47	0,00
2763	Créances sur collectivités publiques	40 830,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 834,00	40 830,00	5 834,00	34 996,00	0,00
	Sous Total compte 276	**61 653,47**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 834,00**	**61 653,47**	**5 834,00**	**55 819,47**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 27	**1 322 212,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 834,00**	**1 322 212,03**	**5 834,00**	**1 316 378,03**	**0,00**
28031	Amort frais études	0,00	1 357 302,12	383 678,88	0,00	0,00	284 367,88	383 678,88	1 641 670,00	0,00	1 257 991,12
	Sous Total compte 2803	**0,00**	**1 357 302,12**	**383 678,88**	**0,00**	**0,00**	**284 367,88**	**383 678,88**	**1 641 670,00**	**0,00**	**1 257 991,12**
2805	Concessions, brevets, licences, marques,	0,00	1 230 416,18	0,00	0,00	0,00	22 062,64	0,00	1 252 478,82	0,00	1 252 478,82
	Sous Total compte 280	**0,00**	**2 587 718,30**	**383 678,88**	**0,00**	**0,00**	**306 430,52**	**383 678,88**	**2 894 148,82**	**0,00**	**2 510 469,94**
28131	Bâtiments	0,00	63 752 074,26	0,00	0,00	0,00	367 730,76	0,00	64 119 805,02	0,00	64 119 805,02
28135	Igaac constructions	0,00	5 545 300,11	0,00	0,00	0,00	571 435,17	0,00	6 116 735,28	0,00	6 116 735,28
	Sous Total compte 2813	**0,00**	**69 297 374,37**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**939 165,93**	**0,00**	**70 236 540,30**	**0,00**	**70 236 540,30**
28151	Instal complexes spécial	0,00	7 546,34	0,00	0,00	0,00	316,94	0,00	7 863,28	0,00	7 863,28
28153	Installations à caractère spécifique	0,00	144 881 820,45	0,00	0,00	0,00	6 319 555,36	0,00	151 201 375,81	0,00	151 201 375,81
28154	Mat indust	0,00	9 224 872,29	0,00	0,00	0,00	643 759,48	0,00	9 868 631,77	0,00	9 868 631,77
28155	Outillage industriel	0,00	79 777,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	79 777,47	0,00	79 777,47
28156	Mat spécif exploit	0,00	3 445 311,89	0,00	0,00	0,00	329 758,07	0,00	3 775 069,96	0,00	3 775 069,96
	Sous Total compte 2815	**0,00**	**157 639 328,44**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 293 389,85**	**0,00**	**164 932 718,29**	**0,00**	**164 932 718,29**
28181	Instal gales agenct amngts divers	0,00	22 867,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 867,35	0,00	22 867,35
28182	Mat de transport	0,00	9 010 486,37	0,00	0,00	0,00	630 871,15	0,00	9 641 357,52	0,00	9 641 357,52
28183	Mat bureau mat informatique	0,00	1 317 001,40	0,00	0,00	0,00	25 784,94	0,00	1 342 786,34	0,00	1 342 786,34
28184	Mobilier	0,00	283 870,07	0,00	0,00	0,00	4 131,25	0,00	288 001,32	0,00	288 001,32
28188	Amort autres	0,00	16 495,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 495,20	0,00	16 495,20
	Sous Total compte 2818	**0,00**	**10 650 720,39**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**660 787,34**	**0,00**	**11 311 507,73**	**0,00**	**11 311 507,73**
	Sous Total compte 281	**0,00**	**237 587 423,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 893 343,12**	**0,00**	**246 480 766,32**	**0,00**	**246 480 766,32**
	Sous Total compte 28	**0,00**	**240 175 141,50**	**383 678,88**	**0,00**	**0,00**	**9 199 773,64**	**383 678,88**	**249 374 915,14**	**0,00**	**248 991 236,26**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Total classe 2	**638 571 700,07**	**262 873 087,92**	**383 678,88**	**383 678,88**	**57 550 868,29**	**12 860 832,87**	**696 506 247,24**	**276 117 599,67**	**692 077 830,25**	**271 689 182,68**
4011	Fournisseurs	0,00	269 533,61	18 233 380,37	18 014 136,76	0,00	0,00	18 233 380,37	18 283 670,37	0,00	50 290,00
40171	Fournisseurs - retenues de garantie	0,00	28 007,30	8 046,95	37 809,11	0,00	0,00	8 046,95	65 816,41	0,00	57 769,46
40173	Fournisseurs pénal retard exé march pub	0,00	0,00	0,00	707,33	0,00	0,00	0,00	707,33	0,00	707,33
	Sous Total compte 4017	**0,00**	**28 007,30**	**8 046,95**	**38 516,44**	**0,00**	**0,00**	**8 046,95**	**66 523,74**	**0,00**	**58 476,79**
	Sous Total compte 401	**0,00**	**297 540,91**	**18 241 427,32**	**18 052 653,20**	**0,00**	**0,00**	**18 241 427,32**	**18 350 194,11**	**0,00**	**108 766,79**
4041	Fournis immob	0,00	6 073 733,37	58 217 197,85	57 593 357,73	0,00	0,00	58 217 197,85	63 667 091,10	0,00	5 449 893,25
40471	Fournis immob - Retenues de garantie	0,00	183 691,70	126 658,44	78 924,75	0,00	0,00	126 658,44	262 616,45	0,00	135 958,01
40472	Fournisseurs d'immobilisations - Cession	0,00	43 456,38	3 265 714,55	3 566 344,85	0,00	0,00	3 265 714,55	3 609 801,23	0,00	344 086,68
40474	Fournisseurs dimmobilisations Intérêt	0,00	0,00	1 012,78	1 012,78	0,00	0,00	1 012,78	1 012,78	0,00	0,00
	Sous Total compte 4047	**0,00**	**227 148,08**	**3 393 385,77**	**3 646 282,38**	**0,00**	**0,00**	**3 393 385,77**	**3 873 430,46**	**0,00**	**480 044,69**
	Sous Total compte 404	**0,00**	**6 300 881,45**	**61 610 583,62**	**61 239 640,11**	**0,00**	**0,00**	**61 610 583,62**	**67 540 521,56**	**0,00**	**5 929 937,94**
408	Fournis factures non parvenues	0,00	13 402 616,53	13 402 616,53	15 058 468,51	0,00	0,00	13 402 616,53	28 461 085,04	0,00	15 058 468,51
	Sous Total compte 40	**0,00**	**20 001 038,89**	**93 254 627,47**	**94 350 761,82**	**0,00**	**0,00**	**93 254 627,47**	**114 351 800,71**	**0,00**	**21 097 173,24**
411	Clients	15 100 277,89	0,00	47 339 163,89	49 584 401,29	0,00	0,00	62 439 441,78	49 584 401,29	12 855 040,49	0,00
4122	Clients - Redevance pour modernisation d	2 368 607,40	0,00	3 843,80	2 181 695,75	0,00	0,00	2 372 451,20	2 181 695,75	190 755,45	0,00
	Sous Total compte 412	**2 368 607,40**	**0,00**	**3 843,80**	**2 181 695,75**	**0,00**	**0,00**	**2 372 451,20**	**2 181 695,75**	**190 755,45**	**0,00**
4161	Créances douteuses	2 339 440,00	0,00	3 473 650,58	2 423 505,53	0,00	0,00	5 813 090,58	2 423 505,53	3 389 585,05	0,00
	Sous Total compte 416	**2 339 440,00**	**0,00**	**3 473 650,58**	**2 423 505,53**	**0,00**	**0,00**	**5 813 090,58**	**2 423 505,53**	**3 389 585,05**	**0,00**
	Sous Total compte 41	**19 808 325,29**	**0,00**	**50 816 658,27**	**54 189 602,57**	**0,00**	**0,00**	**70 624 983,56**	**54 189 602,57**	**16 435 380,99**	**0,00**
4431	Opér particul avec Etat dépenses	0,00	0,00	4 940 487,17	12 340 487,17	0,00	0,00	4 940 487,17	12 340 487,17	0,00	7 400 000,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4432	Opér particul avec Etat rec amiable	0,00	0,00	4 627 460,88	4 627 460,88	0,00	0,00	4 627 460,88	4 627 460,88	0,00	0,00
	Sous Total compte 443	**0,00**	**0,00**	**9 567 948,05**	**16 967 948,05**	**0,00**	**0,00**	**9 567 948,05**	**16 967 948,05**	**0,00**	**7 400 000,00**
4452	Etat - TVA intra-communautaire due	0,00	0,00	9 794,21	9 794,21	0,00	0,00	9 794,21	9 794,21	0,00	0,00
44551	Etat - TVA à décaisser	0,00	2 600,00	19 476,00	17 016,00	0,00	0,00	19 476,00	19 616,00	0,00	140,00
	Sous Total compte 4455	**0,00**	**2 600,00**	**19 476,00**	**17 016,00**	**0,00**	**0,00**	**19 476,00**	**19 616,00**	**0,00**	**140,00**
44567	Etat - crédit de TVA à reporter	78 986,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	78 986,00	0,00	78 986,00	0,00
	Sous Total compte 4456	**78 986,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**78 986,00**	**0,00**	**78 986,00**	**0,00**
44571	Etat - TVA collectée	0,00	0,00	17 016,07	17 016,07	0,00	0,00	17 016,07	17 016,07	0,00	0,00
	Sous Total compte 4457	**0,00**	**0,00**	**17 016,07**	**17 016,07**	**0,00**	**0,00**	**17 016,07**	**17 016,07**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 445	**78 986,00**	**2 600,00**	**46 286,28**	**43 826,28**	**0,00**	**0,00**	**125 272,28**	**46 426,28**	**78 846,00**	**0,00**
446	Agences de l'eau	0,00	0,00	3 708 224,58	3 708 224,58	0,00	0,00	3 708 224,58	3 708 224,58	0,00	0,00
447	Autres impôts taxes verSEMents assimilés	0,00	281,14	14 274,95	13 993,81	0,00	0,00	14 274,95	14 274,95	0,00	0,00
4486	Etat - autres charges à payer	0,00	0,00	0,00	4 730 640,00	0,00	0,00	0,00	4 730 640,00	0,00	4 730 640,00
	Sous Total compte 448	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 730 640,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 730 640,00**	**0,00**	**4 730 640,00**
	Sous Total compte 44	**78 986,00**	**2 881,14**	**13 336 733,86**	**25 464 632,72**	**0,00**	**0,00**	**13 415 719,86**	**25 467 513,86**	**0,00**	**12 051 794,00**
451002	Cpte rattach avec à subdiv par budg ann	0,00	3 454 028,88	96 151 182,43	82 466 847,02	0,00	0,00	96 151 182,43	85 920 875,90	10 230 306,53	0,00
	Sous Total compte 451	**0,00**	**3 454 028,88**	**96 151 182,43**	**82 466 847,02**	**0,00**	**0,00**	**96 151 182,43**	**85 920 875,90**	**10 230 306,53**	**0,00**
458121	Opér pour cpte de tiers - dépenses	266 716,28	0,00	0,00	266 716,28	0,00	0,00	266 716,28	266 716,28	0,00	0,00
	Sous Total compte 4581	**266 716,28**	**0,00**	**0,00**	**266 716,28**	**0,00**	**0,00**	**266 716,28**	**266 716,28**	**0,00**	**0,00**
458221	Opérations pour cpte de tiers - recettes	0,00	266 716,28	266 716,28	0,00	0,00	0,00	266 716,28	266 716,28	0,00	0,00
	Sous Total compte 4582	**0,00**	**266 716,28**	**266 716,28**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**266 716,28**	**266 716,28**	**0,00**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 458	**266 716,28**	**266 716,28**	**266 716,28**	**266 716,28**	**0,00**	**0,00**	**533 432,56**	**533 432,56**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 45	**266 716,28**	**3 720 745,16**	**96 417 898,71**	**82 733 563,30**	**0,00**	**0,00**	**96 684 614,99**	**86 454 308,46**	**10 230 306,53**	**0,00**
466	Excédt de verSEMent	0,00	732,66	45 133,77	108 308,47	0,00	0,00	45 133,77	109 041,13	0,00	63 907,36
46711	Autres comptes créditeurs	0,00	129 731,05	495 365,78	374 883,21	0,00	0,00	495 365,78	504 614,26	0,00	9 248,48
	Sous Total compte 4671	**0,00**	**129 731,05**	**495 365,78**	**374 883,21**	**0,00**	**0,00**	**495 365,78**	**504 614,26**	**0,00**	**9 248,48**
46721	Débiteurs divers - amiable	588,25	0,00	30 201 327,07	30 184 948,32	0,00	0,00	30 201 915,32	30 184 948,32	16 967,00	0,00
46726	Débiteurs divers - contentieux	0,05	0,00	6 420,80	6 420,80	0,00	0,00	6 420,85	6 420,80	0,05	0,00
	Sous Total compte 4672	**588,30**	**0,00**	**30 207 747,87**	**30 191 369,12**	**0,00**	**0,00**	**30 208 336,17**	**30 191 369,12**	**16 967,05**	**0,00**
	Sous Total compte 467	**588,30**	**129 731,05**	**30 703 113,65**	**30 566 252,33**	**0,00**	**0,00**	**30 703 701,95**	**30 695 983,38**	**7 718,57**	**0,00**
4686	Divers - charges à payer	0,00	0,00	0,00	2 486 578,49	0,00	0,00	0,00	2 486 578,49	0,00	2 486 578,49
	Sous Total compte 468	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 486 578,49**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 486 578,49**	**0,00**	**2 486 578,49**
	Sous Total compte 46	**588,30**	**130 463,71**	**30 748 247,42**	**33 161 139,29**	**0,00**	**0,00**	**30 748 835,72**	**33 291 603,00**	**0,00**	**2 542 767,28**
4712	Viremts réimputés	0,00	349,82	5 719,81	5 369,99	0,00	0,00	5 719,81	5 719,81	0,00	0,00
4713	Recettes percues avant émission titres	323 342,38	0,00	4 007 575,22	4 340 294,61	0,00	0,00	4 330 917,60	4 340 294,61	0,00	9 377,01
471411	Excédent à réimputer - pers physiques	0,00	7 045,35	34 584,81	44 066,70	0,00	0,00	34 584,81	51 112,05	0,00	16 527,24
471412	Excédent à réimputer - personnes morales	0,00	39 397,61	158 255,02	193 914,47	0,00	0,00	158 255,02	233 312,08	0,00	75 057,06
	Sous Total compte 47141	**0,00**	**46 442,96**	**192 839,83**	**237 981,17**	**0,00**	**0,00**	**192 839,83**	**284 424,13**	**0,00**	**91 584,30**
	Sous Total compte 4714	**0,00**	**46 442,96**	**192 839,83**	**237 981,17**	**0,00**	**0,00**	**192 839,83**	**284 424,13**	**0,00**	**91 584,30**
4718	Autres recettes à régulariser	0,00	0,00	3 650 377,20	3 659 813,32	0,00	0,00	3 650 377,20	3 659 813,32	0,00	9 436,12
	Sous Total compte 471	**323 342,38**	**46 792,78**	**7 856 512,06**	**8 243 459,09**	**0,00**	**0,00**	**8 179 854,44**	**8 290 251,87**	**0,00**	**110 397,43**
4721	Dép sans mandatement préalable	786,09	0,00	931 339,65	932 125,74	0,00	0,00	932 125,74	932 125,74	0,00	0,00
4728	DACR - autres dépenses à régul	0,00	0,00	687 331,69	687 331,69	0,00	0,00	687 331,69	687 331,69	0,00	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 472	**786,09**	**0,00**	**1 618 671,34**	**1 619 457,43**	**0,00**	**0,00**	**1 619 457,43**	**1 619 457,43**	**0,00**	**0,00**
4751	Redevables sur rôle	8 868 118,66	0,00	75 320 992,91	81 823 349,85	0,00	0,00	84 189 111,57	81 823 349,85	2 365 761,72	0,00
4757	Produits sur rôle	0,00	8 926 242,67	47 213 203,51	44 561 480,22	0,00	0,00	47 213 203,51	53 487 722,89	0,00	6 274 519,38
4758	TVA sur rôle	0,00	3 274,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 274,50	0,00	3 274,50
4759	Verst du tiers en charge du rôle	0,00	0,00	34 448 003,35	34 448 003,35	0,00	0,00	34 448 003,35	34 448 003,35	0,00	0,00
	Sous Total compte 475	**8 868 118,66**	**8 929 517,17**	**156 982 199,77**	**160 832 833,42**	**0,00**	**0,00**	**165 850 318,43**	**169 762 350,59**	**0,00**	**3 912 032,16**
4781	Frais de poursuites rattachés	0,00	0,00	371,37	157,06	0,00	0,00	371,37	157,06	214,31	0,00
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	0,00	0,65	1,06	0,27	0,00	0,00	1,06	0,92	0,14	0,00
	Sous Total compte 478	**0,00**	**0,65**	**372,43**	**157,33**	**0,00**	**0,00**	**372,43**	**157,98**	**214,45**	**0,00**
	Sous Total compte 47	**9 192 247,13**	**8 976 310,60**	**166 457 755,60**	**170 695 907,27**	**0,00**	**0,00**	**175 650 002,73**	**179 672 217,87**	**0,00**	**4 022 215,14**
491	Dépréciat comptes de clients	0,00	250 293,22	0,00	104 762,46	0,00	0,00	0,00	355 055,68	0,00	355 055,68
496	Dépréciat comptes de débiteurs divers	0,00	0,01	0,00	88,02	0,00	0,00	0,00	88,03	0,00	88,03
	Sous Total compte 49	**0,00**	**250 293,23**	**0,00**	**104 850,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**355 143,71**	**0,00**	**355 143,71**
	Total classe 4	**29 346 863,00**	**33 081 732,73**	**451 031 921,33**	**460 700 457,45**	**0,00**	**0,00**	**480 378 784,33**	**493 782 190,18**	**29 127 616,74**	**42 531 022,59**
51172	Chèques impayés	0,00	0,00	375,76	375,46	0,00	0,00	375,76	375,46	0,30	0,00
51178	Autres valeurs impayées	10,26	0,00	0,00	10,26	0,00	0,00	10,26	10,26	0,00	0,00
	Sous Total compte 5117	**10,26**	**0,00**	**375,76**	**385,72**	**0,00**	**0,00**	**386,02**	**385,72**	**0,30**	**0,00**
5118	Autres valeurs à l'encaisSEMent	55 411,80	0,00	224 903,23	192 307,98	0,00	0,00	280 315,03	192 307,98	88 007,05	0,00
	Sous Total compte 511	**55 422,06**	**0,00**	**225 278,99**	**192 693,70**	**0,00**	**0,00**	**280 701,05**	**192 693,70**	**88 007,35**	**0,00**
	Sous Total compte 51	**55 422,06**	**0,00**	**225 278,99**	**192 693,70**	**0,00**	**0,00**	**280 701,05**	**192 693,70**	**88 007,35**	**0,00**
580	Opérations d'ordre budgétaires	0,00	0,00	13 603 560,98	13 603 560,98	0,00	0,00	13 603 560,98	13 603 560,98	0,00	0,00
5872	Compte pivot - Admission en non valeur e	0,00	0,00	298 993,05	298 993,05	0,00	0,00	298 993,05	298 993,05	0,00	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 587	**0,00**	**0,00**	**298 993,05**	**298 993,05**	**0,00**	**0,00**	**298 993,05**	**298 993,05**	**0,00**	**0,00**
588	Autres virements internes	0,00	0,00	38 279,96	38 279,96	0,00	0,00	38 279,96	38 279,96	0,00	0,00
	Sous Total compte 58	**0,00**	**0,00**	**13 940 833,99**	**13 940 833,99**	**0,00**	**0,00**	**13 940 833,99**	**13 940 833,99**	**0,00**	**0,00**
	Total classe 5	**55 422,06**	**0,00**	**14 166 112,98**	**14 133 527,69**	**0,00**	**0,00**	**14 221 535,04**	**14 133 527,69**	**88 007,35**	**0,00**
6061	Fournitures non stockables (eau,énergie)	0,00	0,00	0,00	0,00	1 311 434,60	229 543,11	1 311 434,60	229 543,11	1 081 891,49	0,00
6062	Produits de traitement	0,00	0,00	0,00	0,00	57 740,67	4 430,40	57 740,67	4 430,40	53 310,27	0,00
6063	Autres fournit entretien et petit équipt	0,00	0,00	0,00	0,00	26 935,13	0,00	26 935,13	0,00	26 935,13	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	2 413,11	0,00	2 413,11	0,00	2 413,11	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	269 260,35	0,00	269 260,35	0,00	269 260,35	0,00
	Sous Total compte 606	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 667 783,86**	**233 973,51**	**1 667 783,86**	**233 973,51**	**1 433 810,35**	**0,00**
	Sous Total compte 60	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 667 783,86**	**233 973,51**	**1 667 783,86**	**233 973,51**	**1 433 810,35**	**0,00**
611	Sous-traitance générale	0,00	0,00	0,00	0,00	29 643 264,14	6 599 392,90	29 643 264,14	6 599 392,90	23 043 871,24	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	58 385,15	0,00	58 385,15	0,00	58 385,15	0,00
	Sous Total compte 613	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**58 385,15**	**0,00**	**58 385,15**	**0,00**	**58 385,15**	**0,00**
61521	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	37 176,21	0,00	37 176,21	0,00	37 176,21	0,00
61523	Reseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	788 442,10	37 735,20	788 442,10	37 735,20	750 706,90	0,00
61528	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	21 796,98	0,00	21 796,98	0,00	21 796,98	0,00
	Sous Total compte 6152	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**847 415,29**	**37 735,20**	**847 415,29**	**37 735,20**	**809 680,09**	**0,00**
61551	Mat roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	20 523,91	0,00	20 523,91	0,00	20 523,91	0,00
	Sous Total compte 6155	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 523,91**	**0,00**	**20 523,91**	**0,00**	**20 523,91**	**0,00**
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	242 180,31	7 944,00	242 180,31	7 944,00	234 236,31	0,00
	Sous Total compte 615	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 110 119,51**	**45 679,20**	**1 110 119,51**	**45 679,20**	**1 064 440,31**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	**C**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	34 023,00	13 600,00	34 023,00	13 600,00	20 423,00	0,00
	Sous Total compte 616	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**34 023,00**	**13 600,00**	**34 023,00**	**13 600,00**	**20 423,00**	**0,00**
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	481 168,20	99 186,89	481 168,20	99 186,89	381 981,31	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	2 046,37	0,00	2 046,37	0,00	2 046,37	0,00
	Sous Total compte 61	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**31 329 006,37**	**6 757 858,99**	**31 329 006,37**	**6 757 858,99**	**24 571 147,38**	**0,00**
6215	Persel affecté par collectivité rattacht	0,00	0,00	0,00	0,00	7 706 137,87	0,00	7 706 137,87	0,00	7 706 137,87	0,00
	Sous Total compte 621	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 706 137,87**	**0,00**	**7 706 137,87**	**0,00**	**7 706 137,87**	**0,00**
6226	Honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	14 016,00	0,00	14 016,00	0,00	14 016,00	0,00
	Sous Total compte 622	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 016,00**	**0,00**	**14 016,00**	**0,00**	**14 016,00**	**0,00**
6233	Foires et expositions	0,00	0,00	0,00	0,00	42 747,60	0,00	42 747,60	0,00	42 747,60	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	12 830,64	0,00	12 830,64	0,00	12 830,64	0,00
	Sous Total compte 623	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**55 578,24**	**0,00**	**55 578,24**	**0,00**	**55 578,24**	**0,00**
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	0,00	757,60	0,00	757,60	0,00	757,60	0,00
6256	Missions	0,00	0,00	0,00	0,00	3 827,60	0,00	3 827,60	0,00	3 827,60	0,00
6257	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	6 435,79	0,00	6 435,79	0,00	6 435,79	0,00
	Sous Total compte 625	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 020,99**	**0,00**	**11 020,99**	**0,00**	**11 020,99**	**0,00**
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	1 750,00	0,00	1 750,00	0,00	1 750,00	0,00
6281	Concours divers -cotisations	0,00	0,00	0,00	0,00	21 918,93	0,00	21 918,93	0,00	21 918,93	0,00
62876	au GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	3 007 679,89	0,00	3 007 679,89	0,00	3 007 679,89	0,00
62878	à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	2 520 392,18	303 571,99	2 520 392,18	303 571,99	2 216 820,19	0,00
	Sous Total compte 6287	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 528 072,07**	**303 571,99**	**5 528 072,07**	**303 571,99**	**5 224 500,08**	**0,00**
6288	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	11 085,08	0,00	11 085,08	0,00	11 085,08	0,00
	Sous Total compte 628	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 561 076,08**	**303 571,99**	**5 561 076,08**	**303 571,99**	**5 257 504,09**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 62	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 349 579,18**	**303 571,99**	**13 349 579,18**	**303 571,99**	**13 046 007,19**	**0,00**
6358	Autres droits	0,00	0,00	0,00	0,00	513,04	0,00	513,04	0,00	513,04	0,00
	Sous Total compte 635	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**513,04**	**0,00**	**513,04**	**0,00**	**513,04**	**0,00**
63713	Redevances pour la performance des systè	0,00	0,00	0,00	0,00	4 730 640,00	0,00	4 730 640,00	0,00	4 730 640,00	0,00
	Sous Total compte 6371	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 730 640,00**	**0,00**	**4 730 640,00**	**0,00**	**4 730 640,00**	**0,00**
6378	Autres impôts taxes verst assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	14 537,77	0,00	14 537,77	0,00	14 537,77	0,00
	Sous Total compte 637	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 745 177,77**	**0,00**	**4 745 177,77**	**0,00**	**4 745 177,77**	**0,00**
	Sous Total compte 63	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 745 690,81**	**0,00**	**4 745 690,81**	**0,00**	**4 745 690,81**	**0,00**
64198	Autres remboursements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	104 966,50	0,00	104 966,50	0,00	104 966,50
	Sous Total compte 6419	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**104 966,50**	**0,00**	**104 966,50**	**0,00**	**104 966,50**
	Sous Total compte 641	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**104 966,50**	**0,00**	**104 966,50**	**0,00**	**104 966,50**
	Sous Total compte 64	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**104 966,50**	**0,00**	**104 966,50**	**0,00**	**104 966,50**
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	255 204,93	0,00	255 204,93	0,00	255 204,93	0,00
6542	Créances éteintes	0,00	0,00	0,00	0,00	43 788,12	0,00	43 788,12	0,00	43 788,12	0,00
	Sous Total compte 654	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**298 993,05**	**0,00**	**298 993,05**	**0,00**	**298 993,05**	**0,00**
6588	Autres charges diverses de gestion coura	0,00	0,00	0,00	0,00	85 010,26	0,00	85 010,26	0,00	85 010,26	0,00
	Sous Total compte 658	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**85 010,26**	**0,00**	**85 010,26**	**0,00**	**85 010,26**	**0,00**
	Sous Total compte 65	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**384 003,31**	**0,00**	**384 003,31**	**0,00**	**384 003,31**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'écheance	0,00	0,00	0,00	0,00	5 991,32	0,00	5 991,32	0,00	5 991,32	0,00
	Sous Total compte 6611	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 991,32**	**0,00**	**5 991,32**	**0,00**	**5 991,32**	**0,00**
	Sous Total compte 661	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 991,32**	**0,00**	**5 991,32**	**0,00**	**5 991,32**	**0,00**
	Sous Total compte 66	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 991,32**	**0,00**	**5 991,32**	**0,00**	**5 991,32**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6711	Pénalités sur marchés	0,00	0,00	0,00	0,00	177,93	0,00	177,93	0,00	177,93	0,00
6714	Intérêts moratoires	0,00	0,00	0,00	0,00	1 133,26	0,00	1 133,26	0,00	1 133,26	0,00
	Sous Total compte 671	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 311,19**	**0,00**	**1 311,19**	**0,00**	**1 311,19**	**0,00**
673	Titres annulés exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	47 222,10	0,00	47 222,10	0,00	47 222,10	0,00
6743	Subv except fonct	0,00	0,00	0,00	0,00	37 267,26	0,00	37 267,26	0,00	37 267,26	0,00
	Sous Total compte 674	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**37 267,26**	**0,00**	**37 267,26**	**0,00**	**37 267,26**	**0,00**
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	243 517,24	95,19	243 517,24	95,19	243 422,05	0,00
	Sous Total compte 67	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**329 317,79**	**95,19**	**329 317,79**	**95,19**	**329 222,60**	**0,00**
6811	DA - immob corpo et incorpo	0,00	0,00	0,00	0,00	9 199 773,64	0,00	9 199 773,64	0,00	9 199 773,64	0,00
6817	Dot dépréciat actifs circulants	0,00	0,00	0,00	0,00	104 850,48	0,00	104 850,48	0,00	104 850,48	0,00
	Sous Total compte 681	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 304 624,12**	**0,00**	**9 304 624,12**	**0,00**	**9 304 624,12**	**0,00**
	Sous Total compte 68	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 304 624,12**	**0,00**	**9 304 624,12**	**0,00**	**9 304 624,12**	**0,00**
	Total classe 6	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**61 115 996,76**	**7 400 466,18**	**61 115 996,76**	**7 400 466,18**	**53 820 497,08**	**104 966,50**
704	Travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	11 210,04	2 006 542,74	11 210,04	2 006 542,74	0,00	1 995 332,70
70611	Redevances assainisSEMent collectif	0,00	0,00	0,00	0,00	104 281,47	45 137 257,36	104 281,47	45 137 257,36	0,00	45 032 975,89
706121	Recouvt redev modernisa réseaux collec	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 843,80	0,00	3 843,80	0,00	3 843,80
706129	Reverset agence eau - moderni reseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	6 111 505,00	6 111 505,00	6 111 505,00	6 111 505,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 70612	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 111 505,00**	**6 115 348,80**	**6 111 505,00**	**6 115 348,80**	**0,00**	**3 843,80**
	Sous Total compte 7061	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 215 786,47**	**51 252 606,16**	**6 215 786,47**	**51 252 606,16**	**0,00**	**45 036 819,69**
7062	Redevance d'assainisSEMent non collectif	0,00	0,00	0,00	0,00	230,00	10 642,00	230,00	10 642,00	0,00	10 412,00
7063	Contributions des Communes ou de l'établ	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 627 460,88	0,00	4 627 460,88	0,00	4 627 460,88

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	**C**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7068	Autres prestations de service	0,00	0,00	0,00	0,00	2 811,50	120 958,78	2 811,50	120 958,78	0,00	118 147,28
	Sous Total compte 706	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 218 827,97**	**56 011 667,82**	**6 218 827,97**	**56 011 667,82**	**0,00**	**49 792 839,85**
70878	par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 920,34	0,00	50 920,34	0,00	50 920,34
	Sous Total compte 7087	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 920,34**	**0,00**	**50 920,34**	**0,00**	**50 920,34**
	Sous Total compte 708	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 920,34**	**0,00**	**50 920,34**	**0,00**	**50 920,34**
	Sous Total compte 70	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 230 038,01**	**58 069 130,90**	**6 230 038,01**	**58 069 130,90**	**0,00**	**51 839 092,89**
748	Autres subv exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	144 620,67	0,00	144 620,67	0,00	144 620,67
	Sous Total compte 74	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**144 620,67**	**0,00**	**144 620,67**	**0,00**	**144 620,67**
7581	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 493,59	0,00	34 493,59	0,00	34 493,59
	Sous Total compte 758	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**34 493,59**	**0,00**	**34 493,59**	**0,00**	**34 493,59**
	Sous Total compte 75	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**34 493,59**	**0,00**	**34 493,59**	**0,00**	**34 493,59**
761	Produits de participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	617 700,00	0,00	617 700,00	0,00	617 700,00
	Sous Total compte 76	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**617 700,00**	**0,00**	**617 700,00**	**0,00**	**617 700,00**
7714	Recouvrement sur créances admises en nv	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 790,70	0,00	2 790,70	0,00	2 790,70
7718	Autres prod except sur opé gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20,51	0,00	20,51	0,00	20,51
	Sous Total compte 771	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 811,21**	**0,00**	**2 811,21**	**0,00**	**2 811,21**
777	Quote part subv invest virée au résult	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	874 303,93	0,00	874 303,93	0,00	874 303,93
778	Autres produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 540,68	0,00	11 540,68	0,00	11 540,68
	Sous Total compte 77	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**888 655,82**	**0,00**	**888 655,82**	**0,00**	**888 655,82**
	Total classe 7	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 230 038,01**	**59 754 600,98**	**6 230 038,01**	**59 754 600,98**	**0,00**	**53 524 562,97**
	Total général	**718 472 442,17**	**718 472 442,17**	**486 482 890,32**	**476 302 513,90**	**125 852 529,79**	**136 032 906,21**	**1 330 807 862,28**	**1 330 807 862,28**	**825 401 862,51**	**825 401 862,51**

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – DÉTAIL DES CRÉDITS DE TRÉSORERIE — B1.1

DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
MIN553241EUR (711)	15/07/2020	0,00	30 000 000,00	25 810,00	0,00	30 000 000,00
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**30 000 000,00**	**25 810,00**	**0,00**	**30 000 000,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – RÉPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**30 686 531,96**									
1641 Emprunts en euros (total)					686 531,96									
000201010 003-13016 (13016)	Crédit Mutuel	03/04/2007	2017-01-01	31/01/2017	568 522,83	F	FIXE	4,000	4,079		M	P	O	A-1
00020101004-13017 (13017)	Crédit Mutuel	03/11/2011	2017-01-01	31/01/2017	118 009,13	F	FIXE	4,200	4,286		M	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					30 000 000,00									
MIN553241EUR (711-TIR-1)	La Banque Postale	10/11/2025	2025-12-22	01/06/2026	30 000 000,00	V	ESTER	3,093	3,307		X	F	O	A-1
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					**0,00**									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**30 686 531,96**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**30 107 223,54**					**75 206,21**	**31 801,32**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		107 223,54					75 206,21	5 991,32	0,00	0,00
000201010 003-13016 (13016)	N	0,00	A-1	82 413,44	1,25	F	FIXE	4,000	63 031,42	4 670,55	0,00	0,00
00020101004-13017 (13017)	N	0,00	A-1	24 810,10	1,92	F	FIXE	4,200	12 174,79	1 320,77	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		30 000 000,00					0,00	25 810,00	0,00	0,00
MIN553241EUR (711-TIR-1)	N	0,00	A-1	30 000 000,00	0,42	V	ESTER	3,098	0,00	25 810,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00	-	0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**30 107 223,54**					**75 206,21**	**31 801,32**	**0,00**	**0,00**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA RÉPARTITION DE L'ENCOURS (1) — B1.4

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	3	0	0	0	0	
	% de l'encours	99,99	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	30 107 223,54	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – MÉTHODES UTILISÉES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €		
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	Bât. exploit. Station d'épuration	40	19/12/2005
L	Concessions brevets licences	1	19/12/2005
L	Construc. bât. d'exploitation	35	19/12/2005
L	Construc. bât. d'exploitation	35	19/12/2005
L	Engins motorisés	5	19/12/2005
L	Mat. de bureau et informatique	5	19/12/2005
L	Mat. et outillage industriel	10	19/12/2005
L	Matériel spécifique d'exploitation (assainissement)	15	19/12/2005
L	Mobilier	10	19/12/2005
L	Réseaux d'assainissement	45	19/12/2005
L	Station d'épuration biologique	40	19/12/2005
L	Véhicules	7	19/12/2005
L	Frais d'études non suivi de réalisation	5	01/01/2006
L	Installations complexes spécialisées	50	01/01/2017
L	Outillage industriel	10	22/12/2017

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	B3

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL BUDGETAIRES	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions. pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**104 850,48**		**250 293,23**	**355 143,71**	**0,00**	**355 143,71**
Créances irrécouvrables	104 850,48	24/11/2017	250 293,23	355 143,71	0,00	355 143,71
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	**104 850,48**		**250 293,23**	**355 143,71**	**0,00**	**355 143,71**

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès … ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – DÉTAIL DES OPÉRATIONS POUR COMPTE DE TIERS (1) — B5

N° opération : 821 — **Intitulé de l'opération : Accompagnement à la réhabilitation ANC** — **Date de la délibération :**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**266 716,28**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**266 716,28**
458121 Accompagnement à la réhabilitation ANC (2)	266 716,28	0,00	0,00	0,00	0,00	266 716,28
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**266 716,28**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**266 716,28**
RECETTES (b)	**266 716,28**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**266 716,28**
458221 Financement par le tiers (4)	266 716,28	0,00	0,00	0,00	0,00	266 716,28
Financement par d'autres tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**266 716,28**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**266 716,28**

N° opération : 822 — **Intitulé de l'opération : Projet Lumieau** — **Date de la délibération :**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**764 611,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**764 611,00**
458122 Projet Lumieau (2)	764 611,00	0,00	0,00	0,00	0,00	764 611,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**764 611,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**764 611,00**
RECETTES (b)	**764 611,00**	**667 922,00**	**0,00**	**0,00**	**667 922,00**	**764 611,00**

N° opération : 822	Intitulé de l'opération : Projet Lumieau				Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
458222 Financement par le tiers (4)	764 611,00	667 922,00	0,00	0,00	667 922,00	764 611,00
Financement par d'autres tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**764 611,00**	**667 922,00**	**0,00**	**0,00**	**667 922,00**	**764 611,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – SUBVENTIONS VERSÉES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET	B7.1

B7.1 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
6743.02	MZE - SUBVENTION DECONNEX	MZE - SUBVENTION DECONNEX CHOUISSA ANTOINE	CHOUISSA ANTOINE	Personne physique	2 700,00
6743.02	SUBVENTION DECONNEXION	SVU - SUB DECONNEXION EP Marc-Antoine LAURENT GUY	LAURENT GUY MARC ANTOINE	Personne physique	1 800,00
6743.02	DECONNEXTION EP	SUBV ELISABETH BIEBER	BIEBER ELISABETH	Personne physique	900,00
6743.02	MZE - SUBV DECONNEXION EP	POISSON QUINTON PAULINE REGUL MANDAT REJETE 1394 INCOHERENCE DOSSIER / RIB	POISSON QUINTON PAULINE	Personne physique	1 300,00
6743.02	SUBVENTION DECONNEXION	DOSSER BERG LAURENT	BERG JEAN LAURENT	Personne physique	1 700,00
6743.04	SUBVENTION ANC	SVU - FEDERAT REG GRAVIER	FEDERATION REGIONALE POUR L'ORGANISATION DE LA GRAVIERE DU FORT	Entreprises	7 200,00
6743.04	SUBVENTION ANC	AAPPMA 1897	ASS AGREE DE PECHE ET DE PROTECTION DUMILIEU AQUATIQUE DE STRASBOURG	Entreprises	7 200,00
6743.05	AV SF20243R6715200006821	REDV ASSNT PART EMS REMISE GRACIEUSE ESPACE VERT HELIOS 1138263902	THIERRY MULLER ESPACE VERT JARDINS RIETSCH	Entreprises	830,50
6743.05	AV SF20243R6715200006821	REDV ASSNT PART SOVEES REMISE GRACIEUSE ESPACE VERT HELIOS 1138263902	THIERRY MULLER ESPACE VERT JARDINS RIETSCH	Entreprises	804,50
6743.05	AV SF20243R6715200006821	MODERNISATION DES RESEAUX REMISE GRACIEUSE ESPACE VERT HELIOS 1138263902	THIERRY MULLER ESPACE VERT JARDINS RIETSCH	Entreprises	332,26

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versé la subvention.

IV – ANNEXES	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-23 495 774,92**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-23 495 774,92**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 106 (C)	**19 816 327,25**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-23 495 774,92**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**-3 679 447,67**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**1 353 641,04**	**953 280,14**	**174 655,95**	**1 127 936,09**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**13 700 000,00**	**13 750 083,83**	**10 000 000,00**	**23 750 083,83**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**12 346 358,96**	**12 796 803,69**	**9 825 344,05**	**22 622 147,74**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-23 495 774,92**			**-23 495 774,92**
Affectation au 106 (C)	**19 816 327,25**	**19 816 327,25**		**19 816 327,25**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**-3 679 447,67**			**-3 679 447,67**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**18 942 700,07**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES – DÉPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**1 353 641,04**	**I 953 280,14**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**79 300,00**	**78 976,21**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	75 500,00	75 206,21
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	3 800,00	3 770,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**1 274 341,04**	**874 303,93**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*1 000 000,00*	*874 303,93*
020	Dépenses imprévues	274 341,04	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**13 700 000,00**	**III 13 750 083,83**
Ressources propres externes de l'année (a)		**3 800 000,00**	**4 550 310,19**
10222	FCTVA	3 800 000,00	4 544 476,19
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
2763	Créances sur collectivités et établ. pub	0,00	5 834,00
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**9 900 000,00**	**9 199 773,64**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
28031	*Frais d'études*	*300 000,00*	*284 367,88*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*0,00*	*22 062,64*
28131	*Bâtiments*	*600 000,00*	*367 730,76*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*400 000,00*	*571 435,17*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*0,00*	*316,94*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*6 300 000,00*	*6 319 555,36*
28154	*Matériel industriel*	*600 000,00*	*643 759,48*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*300 000,00*	*329 758,07*
28182	*Matériel de transport*	*600 000,00*	*630 871,15*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*100 000,00*	*25 784,94*
28184	*Mobilier*	*0,00*	*4 131,25*
29…	*Dépréciation des immobilisations*		
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*		
021	*Virement de la section d'exploitation*	*700 000,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME — C2.1

C2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de l'exercice N (3)	CP réalisés durant l'exercice N
AP0203 Acquistions de véhicules et d'engins	13 800 067,46	338 627,32	14 138 694,78	6 215 548,57	1 954 518,89	6 205 032,34	1 718 113,87
AP0184 Autosurveillance DO	671 054,42	210 411,00	881 465,42	671 054,42	210 411,00	210 411,00	0,00
AP0253 Ouvrages sur réseau	804 772,16	595 200,00	1 399 972,16	804 772,16	152 400,00	556 659,30	38 540,70
AP0251 Pojet Lumieau	483 935,59	0,00	483 935,59	483 935,59	0,00	0,00	0,00
AP0231 Projets informatiques eau-assainissement 2015-2020	3 728 509,31	590 000,00	4 318 509,31	1 114 462,05	470 000,00	2 996 666,16	207 381,10
AP0256 Réseaux d'assainissement	86 306 147,10	23 604 188,06	109 910 335,16	61 909 398,15	10 113 000,00	37 949 605,04	10 051 331,97
AP0127 Schéma directeur assainissement	202 263 025,44	2 259 488,09	204 522 513,53	70 944 865,28	22 329 888,00	112 171 222,16	21 418 426,09
AP0101 Travaux de déplac. conduites d'assain. (projet tramway)	13 424 532,75	0,00	13 424 532,75	4 274 908,23	1 000 000,00	8 301 919,42	847 705,10
AP0204 Travaux stations d'épuration	93 309 754,72	14 950 566,91	108 260 321,63	9 880 021,21	17 880 000,00	81 524 413,30	16 855 887,12

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE	C3

Présentation agrégée par nature

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	269 608,07	0,00	0,00	0,00	269 608,07	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	171 618,03	0,00	0,00	0,00	171 618,03	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	7 615,00	0,00	0,00	0,00	7 615,00	0,00
A125	Constructions	14 869 442,91	14 424 587,20	0,00	154 750,68	290 105,03	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	2 513 178,57	0,00	0,00	0,00	2 513 178,57	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	34 369 929,98	5 592 972,66	0,00	22 218 464,90	6 558 492,42	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	1 753 967,54	0,00	0,00	1 718 113,87	35 853,67	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**53 955 360,10**	**20 017 559,86**	**0,00**	**24 091 329,45**	**9 846 470,79**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	269 608,07	0,00	0,00	269 608,07	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	171 618,03	0,00	0,00	0,00	171 618,03
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	7 615,00	0,00	0,00	7 615,00	0,00
A125	Constructions	14 869 442,91	14 407 392,68	0,00	462 050,23	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	2 513 178,57	0,00	0,00	2 513 178,57	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	34 369 929,98	3 124 254,34	0,00	31 245 675,64	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	1 753 967,54	0,00	1 718 113,87	90,60	35 763,07
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**53 955 360,10**	**17 531 647,02**	**1 718 113,87**	**34 498 218,11**	**207 381,10**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	269 608,07	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	171 618,03	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	7 615,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	14 869 442,91	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	2 513 178,57	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	34 369 929,98	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	1 753 967,54	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**53 955 360,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense		Total des dépenses (mandatées) (2)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A110	Frais d'études, de recherche et de développement	269 608,07	0,00	0,00	269 608,07	0,00
A110	Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	171 618,03	0,00	0,00	171 618,03	0,00
A110	Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	7 615,00	0,00	0,00	7 615,00	0,00
A125	Constructions	14 869 442,91	17 194,52	154 750,68	14 697 497,71	0,00
A125	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations, matériels et outillage technique	2 513 178,57	0,00	0,00	2 513 178,57	0,00
A150	Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	34 369 929,98	2 468 718,32	22 218 464,90	9 682 746,76	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	1 753 967,54	0,00	0,00	1 753 967,54	0,00
A165	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**53 955 360,10**	**2 485 912,84**	**22 373 215,58**	**29 096 231,68**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;

Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;

Axe 3° gestion des ressources en eau ;

Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;

Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;

Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

État des Contrôles du Compte Financier

L’état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d’anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l’exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Date d'édition : 12/05/2026

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
Mme Marie-José GOUTAUDIER	du 01/01/2025	au 12/05/2026	

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

GUILLON Francois (1031447421-0), Inspecteur divisionnaire FiP classe normale **A DRFiP D'ALSACE ET DU BAS-RHIN, le 13/05/2026**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

A , le

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

REPUBLIQUE FRANÇAISE

: EUROMETROPOLE STRASBOURG (1)

(2) RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE

Numéro SIRET : 24670048800058

POSTE COMPTABLE : STRASBOURG MUNICIPALE ET EUROMETROPOLE

M. 57

Compte financier unique

Voté par nature

BUDGET : EUROMET ZAI (3)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) Libellée du budget principal s'il s'agit d'un budget annexe

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales et synthétiques

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B1 - Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble 5
B2 - Résultats d'exécution du budget principal et du budget des services non personnalisés 6
B3.1 - Liste des organismes de regroupement Sans Objet
B3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
B3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
C1 - Détail des restes à réaliser - Dépenses 7
C2 - Détail des restes à réaliser - Recettes 8
D - Bilan synthétique 9
E - Compte de résultat synthétique 10
F - Taux des contributions et produits afférents en N Sans Objet

II - Exécution budgétaire

A - Modalités de vote du budget 12

Vue d'ensemble

A1.1 - Dépenses d'investissement 13
A1.2 - Recettes d'investissement 14
A2.1 - Dépenses de fonctionnement 15
A2.2 - Recettes de fonctionnement 16

Vue détaillée

B1 - Dépenses d'investissement 17
B2 - Recettes d'investissement 19
C1 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 21
D1 - Dépenses de fonctionnement 22
D2 - Recettes de fonctionnement 24

III - Etats financiers

A - Bilan 26
B - Compte de résultat 30
C - Annexe (uniquement pour les collectivités certifiables) 33
D - Balance des comptes 34

IV - Etats annexés

A - Présentation croisée et agrégée

A1 - Présentation croisée, section d'investissement - Vue d'ensemble 38
A2 - Présentation croisée, section de fonctionnement - Vue d'ensemble 40
A3 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes Sans Objet

B - Etats annexés patrimoniaux

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 42
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 44
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'emprunts avec refinancement Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
B1.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
B1.9 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
B3 - Etat des provisions Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées Sans Objet
B5 - Détail des opérations pour comptes de tiers Sans Objet
B6 - Prêts Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus Sans Objet

B8 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions Sans Objet
B9 - Etat du personnel Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier Sans Objet
B11.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
B11.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet

C - Etats annexés budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 45
C1.2- Equilibre budgétaire - Dépenses 46
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 47
C2.1 - Situation des AP Sans Objet
C2.2 - Situation des AE 49

IV - Annexes

C - Etats annexés budgétaires

C3.1 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature 50
C3.2 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par fonction 57

IV - Etats annexés

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet
D2 - Gestion des fonds européens Sans Objet
D3 - Actions de formation des élus Sans Objet
D4 - Etat relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes Sans Objet
D5 - Identification des flux croisés Sans Objet
D6.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement Sans Objet
D6.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement Sans Objet
D7.1- Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (1) Sans Objet
D7.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
D8.1 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Etat de synthèse Sans Objet
D8.2 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Détail Sans Objet
E - État des Contrôles du Compte Financier 64

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 65

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	

	Ratios de niveau	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	
3	Dépenses d'équipement brut / population	
4	Encours de dette / population (2)(3)	
5	DGF / population	
	Ratios de structure et d'analyse financière	**Valeurs**
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	
8	Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (4)	
9	Taux d'épargne nette ((Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement)	
10	Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3) (4)	
11	Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — B1

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	9 232 787,14	15 294 574,28	24 527 361,42
	Recettes réalisées (1)	B	3 159 410,60	5 105 956,20	8 265 366,80
	Restes à réaliser	C	0,00	0,00	0,00
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	12 123 574,28	15 294 574,28	27 418 148,56
	Dépenses réalisées (1)	E	3 893 091,20	5 105 956,20	8 999 047,40
	Restes à réaliser	F	0,00	0,00	0,00
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	-733 680,60	0,00	-733 680,60
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	2 890 787,14	0,00	2 890 787,14
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	2 157 106,54	0,00	2 157 106,54
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	0,00	0,00	0,00
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	2 157 106,54	0,00	2 157 106,54

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES | I

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés | B2

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL I	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
II - Budgets des services à caractère administratif	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EUROMET ZAI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	2 890 787,14	0,00	-733 680,60	0,00	2 157 106,54
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous-Total	2 890 787,14	0,00	-733 680,60	0,00	2 157 106,54
TOTAL II	**2 890 787,14**	**0,00**	**-733 680,60**	**0,00**	**2 157 106,54**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL III	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL I + II + III	**2 890 787,14**	**0,00**	**-733 680,60**	**0,00**	**2 157 106,54**

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	**D**

ACTIF NET (1)	Total
ACTIF IMMOBILISÉ	**0,00**
Immobilisations incorporelles (nettes)	**0,00**
Subventions d'investissement versées	0,00
Autres immobilisations incorporelles	0,00
Immobilisations corporelles (nettes)	**0,00**
Terrains	0,00
Constructions	0,00
Réseaux et installations de voirie	0,00
Réseaux divers	0,00
Installations techniques, agencements et matériel	0,00
Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00
Autres	0,00
Immobilisations corporelles en cours	**0,00**
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés	**0,00**
Immobilisations financières (nettes)	**0,00**
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	**0,00**
ACTIF CIRCULANT	**0,00**
Stocks	18 145,03
Créances	2 255,09
Charges constatées d'avance	0,00
Trésorerie	0,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**20 400,12**
Comptes de régularisation (III)	0,00
Écarts de conversion actif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**20 400,12**

FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
FONDS PROPRES	**0,00**
Apports et subventions d'investissement	0,00
Neutralisations et régularisations	0,00
Réserves	1,15
Report à nouveau	0,00
Résultat de l'exercice	0,00
Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	0,00
TOTAL FONDS PROPRES (I)	**1,15**
PASSIF	**0,00**
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)	**0,00**
DETTES FINANCIÈRES	**0,00**
Emprunts obligataires	0,00
Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	0,00
Dettes financières et autres emprunts	20 300,98
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)	**20 300,98**
DETTES NON FINANCIÈRES	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	97,98
Autres dettes non financières	0,00
Produits constatés d'avance	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)	**97,98**
TOTAL TRÉSORERIE (4)	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)	**20 398,96**
Comptes de régularisation (III)	0,01
Écarts de conversion passif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**20 400,12**

[1] Déduction faite des amortissements et des dépréciations

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**E**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état	0,00	0,00
Participations	0,00	0,00
Compensations, autres attributions et autres participations	0,00	0,00
Dons et legs	0,00	0,00
Impôts et taxes	0,00	0,00
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services	1 212,87	1 148,78
Produits des cessions d'actifs	0,00	0,00
Autres produits de gestion	0,00	0,65
Production stockée et immobilisée	733,68	-883,60
AUTRES PRODUITS	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges	0,00	0,00
Reprises du financement rattaché à un actif	0,00	0,00
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**1 946,55**	**265,83**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes	1 946,55	265,83
Charges de personnel	0,00	0,00
Indemnités des élus (et membres du CESR)	0,00	0,00
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	0,00	0,00
Impôts et taxes	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	0,00	0,00
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés	0,00	0,00
Neutralisation des dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des plus-values de cession	0,00	0,00

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**1 946,55**	**265,83**
CHARGES D'INTERVENTION	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre	0,00	0,00
Autres charges	0,00	0,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	**0,00**	**0,00**
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	**0,00**	**0,00**
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)	**0,00**	**0,00**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	**0,00**	**0,00**

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7,5%
- Investissement : 7,5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;

- budgétaire par délibération N°… du ...

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

DEPENSES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*12 123 574,28*	*3 893 091,20*	*32,11*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		**12 123 574,28**	**3 893 091,20**	**32,11**	**0,00**
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**12 123 574,28**	**3 893 091,20**	**32,11**	**0,00**
001 Solde d'exécution négatif reporté		**0,00**			
Total des dépenses de la section d'investissement		**12 123 574,28**	**3 893 091,20**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) *DI 041 = RI 041*

(6) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(8)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00			
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement (3)*	*0,00*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*9 232 787,14*	*3 159 410,60*	*34,22*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		**9 232 787,14**	**3 159 410,60**	**34,22**	**0,00**
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**9 232 787,14**	**3 159 410,60**	**34,22**	**0,00**
001 Solde d'exécution positif reporté		**2 890 787,14**			
Total des recettes de la section d'investissement		**12 123 574,28**	**3 159 410,60**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) *DI 041 = RI 041*

(8) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324

II – EXECUTION BUDGETAIRE

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
011	Charges à caractère général (3)	6 061 787,14	1 946 545,60	0,00	1 946 545,60	32,11	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**6 061 787,14**	**1 946 545,60**	**0,00**	**1 946 545,60**	**32,11**	**0,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**6 061 787,14**	**1 946 545,60**	**0,00**	**1 946 545,60**	**32,11**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*9 232 787,14*	*3 159 410,60*	*0,00*	*3 159 410,60*	*34,22*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)		**9 232 787,14**	**3 159 410,60**	**0,00**	**3 159 410,60**	**34,22**	**0,00**
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**15 294 574,28**	**5 105 956,20**	**0,00**	**5 105 956,20**	**33,38**	**0,00**
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**15 294 574,28**	**5 105 956,20**	**0,00**	**5 105 956,20**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043

II – EXECUTION BUDGETAIRE

RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	3 171 000,00	1 212 865,00	0,00	1 212 865,00	38,25	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**3 171 000,00**	**1 212 865,00**	**0,00**	**1 212 865,00**	**38,25**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**3 171 000,00**	**1 212 865,00**	**0,00**	**1 212 865,00**	**38,25**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*12 123 574,28*	*3 893 091,20*	*0,00*	*3 893 091,20*	*32,11*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre (3)		**12 123 574,28**	**3 893 091,20**	**0,00**	**3 893 091,20**	**32,11**	**0,00**
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**15 294 574,28**	**5 105 956,20**	**0,00**	**5 105 956,20**	**33,38**	**0,00**
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des recettes de la section de fonctionnement		**15 294 574,28**	**5 105 956,20**	**0,00**	**5 105 956,20**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) *RF 042 = DI 040*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	**B1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
3351	*Terrains*	*0,00*	*1 588 327,42*	*0,00*	*1 588 327,42*	*0,00*
3354	*Études et prestations de services*	*0,00*	*48 087,59*	*0,00*	*48 087,59*	*0,00*
3355	*Travaux*	*0,00*	*310 130,59*	*0,00*	*310 130,59*	*0,00*
3555	*Terrains aménagés*	*0,00*	*1 946 545,60*	*0,00*	*1 946 545,60*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*12 123 574,28*	*3 893 091,20*	*0,00*	*3 893 091,20*	*8 230 483,08*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		***12 123 574,28***	***3 893 091,20***	***0,00***	***3 893 091,20***	***8 230 483,08***
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**12 123 574,28**	**3 893 091,20**	**0,00**	**3 893 091,20**	**8 230 483,08**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section d'investissement		**12 123 574,28**	**3 893 091,20**	**0,00**	**3 893 091,20**	**8 230 483,08**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	**B2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
total chapitre 021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
3351	*Terrains*	*0,00*	*1 588 327,42*	*0,00*	*1 588 327,42*	*0,00*
3354	*Études et prestations de services*	*0,00*	*48 087,59*	*0,00*	*48 087,59*	*0,00*
3355	*Travaux*	*0,00*	*310 130,59*	*0,00*	*310 130,59*	*0,00*
3555	*Terrains aménagés*	*0,00*	*1 212 865,00*	*0,00*	*1 212 865,00*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*9 232 787,14*	*3 159 410,60*	*0,00*	*3 159 410,60*	*6 073 376,54*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des recettes d'ordre en investissement		***9 232 787,14***	***3 159 410,60***	***0,00***	***3 159 410,60***	***6 073 376,54***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**9 232 787,14**	**3 159 410,60**	**0,00**	**3 159 410,60**	**6 073 376,54**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**2 890 787,14**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section d'investissement		**12 123 574,28**	**3 159 410,60**	**0,00**	**3 159 410,60**	**8 964 163,68**

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

Cet état ne contient pas d'information.

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	**D1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6015	Terrains à aménager	0,00	1 588 327,42	0,00	1 588 327,42	0,00
6045	Achats d'études et de prestations de services (terrains à aménager)	0,00	48 087,59	0,00	48 087,59	0,00
605	Achats de matériel, équipements et travaux	0,00	315 758,59	5 628,00	310 130,59	0,00
total chapitre 011	Charges à caractère général	6 061 787,14	1 952 173,60	5 628,00	1 946 545,60	4 115 241,54
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**6 061 787,14**	**1 952 173,60**	**5 628,00**	**1 946 545,60**	**4 115 241,54**
total chapitre 66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 68	Dotations aux provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**6 061 787,14**	**1 952 173,60**	**5 628,00**	**1 946 545,60**	**4 115 241,54**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
7133	*Variation des en-cours de production de biens.*	*0,00*	*1 946 545,60*	*0,00*	*1 946 545,60*	*0,00*
71355	*Variation des stocks de terrains aménagés*	*0,00*	*1 212 865,00*	*0,00*	*1 212 865,00*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*9 232 787,14*	*3 159 410,60*	*0,00*	*3 159 410,60*	*6 073 376,54*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***9 232 787,14***	***3 159 410,60***	***0,00***	***3 159 410,60***	***6 073 376,54***

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**15 294 574,28**	**5 111 584,20**	**5 628,00**	**5 105 956,20**	**10 188 618,08**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**15 294 574,28**	**5 111 584,20**	**5 628,00**	**5 105 956,20**	**10 188 618,08**

(1) Collectivités de plus de 100 000 habitants

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	**D2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7015	Ventes de terrains aménagés	0,00	1 212 865,00	0,00	1 212 865,00	0,00
total chapitre 70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	3 171 000,00	1 212 865,00	0,00	1 212 865,00	1 958 135,00
total chapitre 73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**3 171 000,00**	**1 212 865,00**	**0,00**	**1 212 865,00**	**1 958 135,00**
total chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 78	Reprises sur provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**3 171 000,00**	**1 212 865,00**	**0,00**	**1 212 865,00**	**1 958 135,00**
7133	*Variation des en-cours de production de biens.*	*0,00*	*1 946 545,60*	*0,00*	*1 946 545,60*	*0,00*
71355	*Variation des stocks de terrains aménagés*	*0,00*	*1 946 545,60*	*0,00*	*1 946 545,60*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*12 123 574,28*	*3 893 091,20*	*0,00*	*3 893 091,20*	*8 230 483,08*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***12 123 574,28***	***3 893 091,20***	***0,00***	***3 893 091,20***	***8 230 483,08***
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**15 294 574,28**	**5 105 956,20**	**0,00**	**5 105 956,20**	**10 188 618,08**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
002 Résultat de fonctionnement reporté		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de la section de fonctionnement		15 294 574,28	5 105 956,20	0,00	5 105 956,20	10 188 618,08

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Subventions d'investissement versées		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles		0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations incorporelles en cours		0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains		0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions		0,00	0,00	0,00	0,00
Réseaux et installations de voirie		0,00	0,00	0,00	0,00
Réseaux divers		0,00	0,00	0,00	0,00
Installations techniques, agencements et matériel		0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations mises en concessions ou affermées		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres		0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles en cours		0,00	0,00	0,00	0,00
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS		0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
ACTIF CIRCULANT		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
STOCKS		18 145 026,04	0,00	18 145 026,04	17 411 345,44
CRÉANCES		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		27 772,80	0,00	27 772,80	15 677,20
Créances sur les redevables et comptes rattachés		233 772,13	0,00	233 772,13	0,13
Avances et acomptes versés par la collectivité		207 535,00	0,00	207 535,00	207 535,00
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur budgets annexes		1 777 443,31	0,00	1 777 443,31	2 701 465,40
Créances sur les autres débiteurs		8 568,45	0,00	8 568,45	0,45

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**20 400 117,73**	**0,00**	**20 400 117,73**	**20 336 023,62**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT		0,00	0,00	0,00	0,00
DISPONIBILITÉS		0,00	0,00	0,00	0,00
AUTRES		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (III)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)		0,00	0,00	0,00	0,00
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**20 400 117,73**	**0,00**	**20 400 117,73**	**20 336 023,62**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		**0,00**	**0,00**
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ		0,00	0,00
Dotations		0,00	0,00
Fonds globalisés		0,00	0,00
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		0,00	0,00
Rattachées à un actif amortissable		0,00	0,00
Rattachées à un actif non amortissable		0,00	0,00
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS		0,00	0,00
RÉSERVES		1 153,80	1 153,80
REPORT A NOUVEAU		0,00	0,00
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		0,00	0,00
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT		0,00	0,00
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT		0,00	0,00
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**1 153,80**	**1 153,80**
PASSIF		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES		0,00	0,00
PROVISIONS POUR CHARGES		0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)		**0,00**	**0,00**
DETTES FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
EMPRUNTS OBLIGATAIRES		0,00	0,00
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		0,00	0,00
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS		20 300 978,78	20 300 978,78
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)		**20 300 978,78**	**20 300 978,78**
DETTES NON FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		97 978,80	33 885,61
Dettes fiscales et sociales		0,00	0,00
Avances et acomptes reçus		0,00	0,00
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers		0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
Fonds gérés par la collectivité		0,00	0,00
Dettes sur budgets annexes		0,00	0,00
Autres dettes non financières		0,00	0,00
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE		0,00	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**97 978,80**	**33 885,61**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE		0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (4)		**0,00**	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**20 398 957,58**	**20 334 864,39**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)		6,35	5,43
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)		0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		**20 400 117,73**	**20 336 023,62**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	**B**

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état		0,00	0,00	0,00
Participations		0,00	0,00	0,00
Compensations, autres attributions et autres participations		0,00	0,00	0,00
Dons et legs		0,00	0,00	0,00
Impôts et taxes		0,00	0,00	0,00
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services		1 212 865,00	1 148 784,00	64 081,00
Produits des cessions d'actifs		0,00	0,00	0,00
Autres produits de gestion		0,00	652,56	-652,56
Production stockée et immobilisée		733 680,60	-883 604,28	1 617 284,88
AUTRES PRODUITS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		0,00	0,00	0,00
Reprises du financement rattaché à un actif		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession		0,00	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**1 946 545,60**	**265 832,28**	**1 680 713,32**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes		1 946 545,60	265 832,28	1 680 713,32
Charges de personnel		0,00	0,00	0,00
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont charges sociales		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Indemnités des élus (et membres du CESR)		0,00	0,00	0,00
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		0,00	0,00	0,00
Impôts et taxes		0,00	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		0,00	0,00	0,00
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		0,00	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Neutralisation des dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des plus-values de cession		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**1 946 545,60**	**265 832,28**	**1 680 713,32**
CHARGES D'INTERVENTION		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre		0,00	0,00	0,00
Dont ménages		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont personnes morales de droit privé		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont collectivités territoriales		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont autres organismes publics		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont établissements d'enseignement		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité		0,00	0,00	0,00
Autres charges		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS FINANCIERS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Produits des participations et des prêts		0,00	0,00	0,00
Produits des valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres produits financiers		0,00	0,00	0,00
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges		0,00	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
CHARGES FINANCIERES		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges d'intérêts		0,00	0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres charges financières		0,00	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		**0,00**	**0,00**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		0,00	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Annexe	**C**

L’annexe est une pièce jointe au compte financier unique pour les collectivités ayant recours à la certification des comptes.

Pour les autres collectivités, cet état est SANS OBJET.

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	1 153,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 153,80	0,00	1 153,80
	Sous Total compte 106	**0,00**	**1 153,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 153,80**	**0,00**	**1 153,80**
	Sous Total compte 10	**0,00**	**1 153,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 153,80**	**0,00**	**1 153,80**
168751	GFP de rattachement	0,00	20 300 978,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 300 978,78	0,00	20 300 978,78
	Sous Total compte 16875	**0,00**	**20 300 978,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 300 978,78**	**0,00**	**20 300 978,78**
	Sous Total compte 1687	**0,00**	**20 300 978,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 300 978,78**	**0,00**	**20 300 978,78**
	Sous Total compte 168	**0,00**	**20 300 978,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 300 978,78**	**0,00**	**20 300 978,78**
	Sous Total compte 16	**0,00**	**20 300 978,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 300 978,78**	**0,00**	**20 300 978,78**
	Total classe 1	**0,00**	**20 302 132,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 302 132,58**	**0,00**	**20 302 132,58**
3351	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	1 588 327,42	1 588 327,42	1 588 327,42	1 588 327,42	0,00	0,00
3354	Études et prestations de services	5 370,00	0,00	0,00	0,00	48 087,59	48 087,59	53 457,59	48 087,59	5 370,00	0,00
3355	Travaux	4 144,53	0,00	0,00	0,00	310 130,59	310 130,59	314 275,12	310 130,59	4 144,53	0,00
33586	Frais financiers	0,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,06	0,00	0,06	0,00
	Sous Total compte 3358	**0,06**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,06**	**0,00**	**0,06**	**0,00**
	Sous Total compte 335	**9 514,59**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 946 545,60**	**1 946 545,60**	**1 956 060,19**	**1 946 545,60**	**9 514,59**	**0,00**
	Sous Total compte 33	**9 514,59**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 946 545,60**	**1 946 545,60**	**1 956 060,19**	**1 946 545,60**	**9 514,59**	**0,00**
3555	Terrains aménagés	17 401 830,85	0,00	0,00	0,00	1 946 545,60	1 212 865,00	19 348 376,45	1 212 865,00	18 135 511,45	0,00
	Sous Total compte 355	**17 401 830,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 946 545,60**	**1 212 865,00**	**19 348 376,45**	**1 212 865,00**	**18 135 511,45**	**0,00**
	Sous Total compte 35	**17 401 830,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 946 545,60**	**1 212 865,00**	**19 348 376,45**	**1 212 865,00**	**18 135 511,45**	**0,00**
	Total classe 3	**17 411 345,44**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 893 091,20**	**3 159 410,60**	**21 304 436,64**	**3 159 410,60**	**18 145 026,04**	**0,00**
4011	Fournisseurs	0,00	33 885,61	1 967 882,09	2 031 975,28	0,00	0,00	1 967 882,09	2 065 860,89	0,00	97 978,80

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 401	**0,00**	**33 885,61**	**1 967 882,09**	**2 031 975,28**	**0,00**	**0,00**	**1 967 882,09**	**2 065 860,89**	**0,00**	**97 978,80**
4093	Mandat - Avance de fonds ou remboursemen	207 535,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	207 535,00	0,00	207 535,00	0,00
	Sous Total compte 409	**207 535,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**207 535,00**	**0,00**	**207 535,00**	**0,00**
	Sous Total compte 40	**207 535,00**	**33 885,61**	**1 967 882,09**	**2 031 975,28**	**0,00**	**0,00**	**2 175 417,09**	**2 065 860,89**	**109 556,20**	**0,00**
412	Acquéreurs de terrains aménagés stockés	0,12	0,00	233 772,00	0,00	0,00	0,00	233 772,12	0,00	233 772,12	0,00
4161	Créances douteuses	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	0,00	0,01	0,00
	Sous Total compte 416	**0,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,01**	**0,00**	**0,01**	**0,00**
	Sous Total compte 41	**0,13**	**0,00**	**233 772,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**233 772,13**	**0,00**	**233 772,13**	**0,00**
44551	T.V.A. à décaisser	0,00	0,00	177 806,00	177 806,00	0,00	0,00	177 806,00	177 806,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4455	**0,00**	**0,00**	**177 806,00**	**177 806,00**	**0,00**	**0,00**	**177 806,00**	**177 806,00**	**0,00**	**0,00**
44566	T.V.A. sur autres biens et services	4 854,20	0,00	79 803,57	71 267,97	0,00	0,00	84 657,77	71 267,97	13 389,80	0,00
44567	Crédit de T.V.A. à reporter	10 223,00	0,00	137 244,00	133 684,00	0,00	0,00	147 467,00	133 684,00	13 783,00	0,00
	Sous Total compte 4456	**15 077,20**	**0,00**	**217 047,57**	**204 951,97**	**0,00**	**0,00**	**232 124,77**	**204 951,97**	**27 172,80**	**0,00**
44571	T.V.A. collectée	0,00	0,00	242 573,00	242 573,00	0,00	0,00	242 573,00	242 573,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4457	**0,00**	**0,00**	**242 573,00**	**242 573,00**	**0,00**	**0,00**	**242 573,00**	**242 573,00**	**0,00**	**0,00**
44583	Remboursement de taxes sur le chiffre d'	600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600,00	0,00	600,00	0,00
	Sous Total compte 4458	**600,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**600,00**	**0,00**	**600,00**	**0,00**
	Sous Total compte 445	**15 677,20**	**0,00**	**637 426,57**	**625 330,97**	**0,00**	**0,00**	**653 103,77**	**625 330,97**	**27 772,80**	**0,00**
	Sous Total compte 44	**15 677,20**	**0,00**	**637 426,57**	**625 330,97**	**0,00**	**0,00**	**653 103,77**	**625 330,97**	**27 772,80**	**0,00**
451004	Compte de rattachement avec... (à subdiv	2 701 465,40	0,00	1 221 666,00	2 145 688,09	0,00	0,00	3 923 131,40	2 145 688,09	1 777 443,31	0,00
	Sous Total compte 451	**2 701 465,40**	**0,00**	**1 221 666,00**	**2 145 688,09**	**0,00**	**0,00**	**3 923 131,40**	**2 145 688,09**	**1 777 443,31**	**0,00**
	Sous Total compte 45	**2 701 465,40**	**0,00**	**1 221 666,00**	**2 145 688,09**	**0,00**	**0,00**	**3 923 131,40**	**2 145 688,09**	**1 777 443,31**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
46721	Débiteurs divers - Amiable	0,45	0,00	17 136,00	8 568,00	0,00	0,00	17 136,45	8 568,00	8 568,45	0,00
	Sous Total compte 4672	**0,45**	**0,00**	**17 136,00**	**8 568,00**	**0,00**	**0,00**	**17 136,45**	**8 568,00**	**8 568,45**	**0,00**
	Sous Total compte 467	**0,45**	**0,00**	**17 136,00**	**8 568,00**	**0,00**	**0,00**	**17 136,45**	**8 568,00**	**8 568,45**	**0,00**
	Sous Total compte 46	**0,45**	**0,00**	**17 136,00**	**8 568,00**	**0,00**	**0,00**	**17 136,45**	**8 568,00**	**8 568,45**	**0,00**
47138	Autres	0,00	0,00	1 221 666,00	1 221 666,00	0,00	0,00	1 221 666,00	1 221 666,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4713	**0,00**	**0,00**	**1 221 666,00**	**1 221 666,00**	**0,00**	**0,00**	**1 221 666,00**	**1 221 666,00**	**0,00**	**0,00**
4718	Autres recettes à régulariser	0,00	0,00	1 221 666,00	1 221 666,00	0,00	0,00	1 221 666,00	1 221 666,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 471	**0,00**	**0,00**	**2 443 332,00**	**2 443 332,00**	**0,00**	**0,00**	**2 443 332,00**	**2 443 332,00**	**0,00**	**0,00**
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	0,00	5,43	0,97	1,89	0,00	0,00	0,97	7,32	0,00	6,35
	Sous Total compte 478	**0,00**	**5,43**	**0,97**	**1,89**	**0,00**	**0,00**	**0,97**	**7,32**	**0,00**	**6,35**
	Sous Total compte 47	**0,00**	**5,43**	**2 443 332,97**	**2 443 333,89**	**0,00**	**0,00**	**2 443 332,97**	**2 443 339,32**	**0,00**	**6,35**
	Total classe 4	**2 924 678,18**	**33 891,04**	**6 521 215,63**	**7 254 896,23**	**0,00**	**0,00**	**9 445 893,81**	**7 288 787,27**	**2 255 091,69**	**97 985,15**
580	Opérations d'ordre budgétaires	0,00	0,00	7 052 501,80	7 052 501,80	0,00	0,00	7 052 501,80	7 052 501,80	0,00	0,00
	Sous Total compte 58	**0,00**	**0,00**	**7 052 501,80**	**7 052 501,80**	**0,00**	**0,00**	**7 052 501,80**	**7 052 501,80**	**0,00**	**0,00**
	Total classe 5	**0,00**	**0,00**	**7 052 501,80**	**7 052 501,80**	**0,00**	**0,00**	**7 052 501,80**	**7 052 501,80**	**0,00**	**0,00**
6015	Terrains à aménager	0,00	0,00	0,00	0,00	1 588 327,42	0,00	1 588 327,42	0,00	1 588 327,42	0,00
	Sous Total compte 601	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 588 327,42**	**0,00**	**1 588 327,42**	**0,00**	**1 588 327,42**	**0,00**
6045	Achats d'études et de prestations de ser	0,00	0,00	0,00	0,00	48 087,59	0,00	48 087,59	0,00	48 087,59	0,00
	Sous Total compte 604	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**48 087,59**	**0,00**	**48 087,59**	**0,00**	**48 087,59**	**0,00**
605	Achats de matériel, équipements et trava	0,00	0,00	0,00	0,00	315 758,59	5 628,00	315 758,59	5 628,00	310 130,59	0,00
	Sous Total compte 60	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 952 173,60**	**5 628,00**	**1 952 173,60**	**5 628,00**	**1 946 545,60**	**0,00**
	Total classe 6	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 952 173,60**	**5 628,00**	**1 952 173,60**	**5 628,00**	**1 946 545,60**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	**D**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7015	Ventes de terrains aménagés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 212 865,00	0,00	1 212 865,00	0,00	1 212 865,00
	Sous Total compte 701	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 212 865,00**	**0,00**	**1 212 865,00**	**0,00**	**1 212 865,00**
	Sous Total compte 70	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 212 865,00**	**0,00**	**1 212 865,00**	**0,00**	**1 212 865,00**
7133	Variation des en-cours de production de	0,00	0,00	0,00	0,00	1 946 545,60	1 946 545,60	1 946 545,60	1 946 545,60	0,00	0,00
71355	Variation des stocks de terrains aménagé	0,00	0,00	0,00	0,00	1 212 865,00	1 946 545,60	1 212 865,00	1 946 545,60	0,00	733 680,60
	Sous Total compte 7135	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 212 865,00**	**1 946 545,60**	**1 212 865,00**	**1 946 545,60**	**0,00**	**733 680,60**
	Sous Total compte 713	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 159 410,60**	**3 893 091,20**	**3 159 410,60**	**3 893 091,20**	**0,00**	**733 680,60**
	Sous Total compte 71	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 159 410,60**	**3 893 091,20**	**3 159 410,60**	**3 893 091,20**	**0,00**	**733 680,60**
	Total classe 7	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 159 410,60**	**5 105 956,20**	**3 159 410,60**	**5 105 956,20**	**0,00**	**1 946 545,60**
	Total général	**20 336 023,62**	**20 336 023,62**	**13 573 717,43**	**14 307 398,03**	**9 004 675,40**	**8 270 994,80**	**42 914 416,45**	**42 914 416,45**	**22 346 663,33**	**22 346 663,33**

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRESENTATION CROISEE , SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**1 946 545,60**	**0,00**	**0,00**		**1 946 545,60**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	1 946 545,60	0,00	0,00		1 946 545,60
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**1 212 865,00**	**0,00**	**0,00**		**1 212 865,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	1 212 865,00	0,00	0,00		1 212 865,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS — B1.4

TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	1	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	20 300 978,78	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**2 890 787,14**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**2 890 787,14**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**2 890 787,14**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**2 890 787,14**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**2 890 787,14**			**2 890 787,14**
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**0,00**	**0,00**		**0,00**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**2 890 787,14**			**2 890 787,14**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**2 890 787,14**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES — C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**0,00**	**I**	**0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**		**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	0,00		0,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**		**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*		*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**0,00**	**III** **0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (2)	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (4)*		
33…	*En-cours de production de biens (4)*		
35…	*Stocks de produits (4)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT — C2.2

SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION D'ENGAGEMENT *		Chapitre (s)	Stocks AE votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AE affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
AE0007	Extension de la ZA Eckbolsheim	60	0,00	0,00	2 897 876,45	3 102 985,72	0,00	6 000 862,17	27 007,14	5 973 855,03
AE0006	La Redoute à Niederhausbergen-Mundolsheim	60	0,00	0,00	5 647 803,61	893 356,80	0,00	6 541 160,41	7 348,04	6 533 812,37
AE0005	Parc d'activités du Sury à Vendenheim	60	0,00	0,00	102 522,10	36 283,43	0,00	138 805,53	0,00	138 805,53
AE0004	Zone d'activités Extension Quadrant 2 à Entzheim (hors ZAC)	60	0,00	0,00	483 828,12	20 365,99	0,00	504 194,11	105 692,70	398 501,41
AE0002	Zone d'activités Holtzheim - Extension Est	60	0,00	0,00	1 146 724,79	104 646,78	0,00	1 251 371,57	60 277,54	1 191 094,03
AE0008	Zone d'activités Parc des Tanneries	60	0,00	0,00	221 429,00	20 000,00	0,00	241 429,00	0,00	241 429,00
AE0010	Zone d'activités Plaine des Bouchers	60	0,00	0,00	172 000,00	5 759 000,00	0,00	5 931 000,00	1 253 099,08	4 677 900,92
AE0001	Zone d'activités d'Eschau	60	0,00	0,00	81 598,79	116 004,00	0,00	197 602,79	80 085,91	117 516,88
AE0009	Zone d'activités de Fegersheim	60	0,00	0,00	80 000,00	18 780 225,00	0,00	18 860 225,00	413 035,19	18 447 189,81
AE0003	Zone d'activités de la Vigie 2 à Ostwald	60	0,00	0,00	0,00	258 000,00	0,00	258 000,00	0,00	258 000,00
TOTAL			**0,00**	**0,00**	**10 833 782,86**	**29 090 867,72**	**0,00**	**39 924 650,58**	**1 946 545,60**	**37 978 104,98**

* Le détail par engagement n'est à renseigner qu'à compter des AE votées en 2005.

(1) Il s'agit des AE affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AE votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AE non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AE affectées (6) / (5)	**0,00**	**62,43**	**59,16**	**19,51**

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE	C3.1

Présentation agrégée par nature

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR FONCTION	C3.2

Présentation agrégée par fonction

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisation des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

État des Contrôles du Compte Financier

L’état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d’anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l’exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Date d'édition : 12/05/2026

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
Mme Marie-José GOUTAUDIER	du 01/01/2025	au 12/05/2026	

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

GUILLON Francois (1031447421-0), Inspecteur divisionnaire FiP classe normale **A DRFiP D'ALSACE ET DU BAS-RHIN, le 13/05/2026**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

A , le

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

REPUBLIQUE FRANÇAISE

: EUROMETROPOLE STRASBOURG (1)

(2) RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE

Numéro SIRET : 24670048800090

POSTE COMPTABLE : STRASBOURG MUNICIPALE ET EUROMETROPOLE

M. 57

Compte financier unique

Voté par nature

BUDGET : EUROMET MOBILITES ACTIVES (3)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) Libellée du budget principal s'il s'agit d'un budget annexe

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales et synthétiques

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B1 - Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble 5
B2 - Résultats d'exécution du budget principal et du budget des services non personnalisés 6
B3.1 - Liste des organismes de regroupement Sans Objet
B3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
B3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
C1 - Détail des restes à réaliser - Dépenses 7
C2 - Détail des restes à réaliser - Recettes 8
D - Bilan synthétique 9
E - Compte de résultat synthétique 10
F - Taux des contributions et produits afférents en N Sans Objet

II - Exécution budgétaire

A - Modalités de vote du budget 12

Vue d'ensemble

A1.1 - Dépenses d'investissement 13
A1.2 - Recettes d'investissement 14
A2.1 - Dépenses de fonctionnement 15
A2.2 - Recettes de fonctionnement 16

Vue détaillée

B1 - Dépenses d'investissement 17
B2 - Recettes d'investissement 19
C1 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 21
D1 - Dépenses de fonctionnement 22
D2 - Recettes de fonctionnement 25

III - Etats financiers

A - Bilan 27
B - Compte de résultat 31
C - Annexe (uniquement pour les collectivités certifiables) 34
D - Balance des comptes 35

IV - Etats annexés

A - Présentation croisée et agrégée

A1 - Présentation croisée, section d'investissement - Vue d'ensemble 49
A2 - Présentation croisée, section de fonctionnement - Vue d'ensemble 51
A3 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes Sans Objet

B - Etats annexés patrimoniaux

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 53
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 57
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'emprunts avec refinancement Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
B1.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
B1.9 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 58
B3 - Etat des provisions 60
B4 - Etat des charges transférées Sans Objet
B5 - Détail des opérations pour comptes de tiers 62
B6 - Prêts Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus 64
B7.3 - Etat des emprunts garantis Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'une affectation spéciale 65
B7.8 - Autres engagements donnés Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus Sans Objet

B8 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions 66
B9 - Etat du personnel Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier Sans Objet
B11.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
B11.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet

C - Etats annexés budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 69
C1.2- Equilibre budgétaire - Dépenses 70
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 71
C2.1 - Situation des AP 73
C2.2 - Situation des AE 74

IV - Annexes

C - Etats annexés budgétaires

C3.1 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature 75
C3.2 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par fonction 82

IV - Etats annexés

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 89
D2 - Gestion des fonds européens Sans Objet
D3 - Actions de formation des élus Sans Objet
D4 - Etat relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes Sans Objet
D5 - Identification des flux croisés Sans Objet
D6.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement Sans Objet
D6.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement Sans Objet
D7.1- Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (1) Sans Objet
D7.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
D8.1 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Etat de synthèse Sans Objet
D8.2 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Détail Sans Objet
E - État des Contrôles du Compte Financier 90

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 91

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	

	Ratios de niveau	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	
3	Dépenses d'équipement brut / population	
4	Encours de dette / population (2)(3)	
5	DGF / population	
	Ratios de structure et d'analyse financière	**Valeurs**
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	
8	Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (4)	
9	Taux d'épargne nette ((Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement)	
10	Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3) (4)	
11	Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — B1

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N

			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	33 100 000,00	208 700 000,00	241 800 000,00
	Recettes réalisées (1)	B	26 284 504,35	210 117 747,63	236 402 251,98
	Restes à réaliser	C	0,00	0,00	0,00
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	26 417 746,63	208 700 000,00	235 117 746,63
	Dépenses réalisées (1)	E	22 155 022,35	204 427 494,36	226 582 516,71
	Restes à réaliser	F	27 621,00	0,00	27 621,00
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	4 129 482,00	5 690 253,27	9 819 735,27
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	-6 682 253,37	0,00	-6 682 253,37
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	-2 552 771,37	5 690 253,27	3 137 481,90
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	-27 621,00	0,00	-27 621,00
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	-2 580 392,37	5 690 253,27	3 109 860,90

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	**B2**

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL I	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
II - Budgets des services à caractère administratif	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EUROMET MOBILITES ACTIVES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	-6 682 253,37	0,00	4 129 482,00	0,00	-2 552 771,37
Fonctionnement	4 644 455,57	4 644 455,57	5 690 253,27	0,00	5 690 253,27
Sous-Total	-2 037 797,80	4 644 455,57	9 819 735,27	0,00	3 137 481,90
TOTAL II	**-2 037 797,80**	**4 644 455,57**	**9 819 735,27**	**0,00**	**3 137 481,90**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL III	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL I + II + III	**-2 037 797,80**	**4 644 455,57**	**9 819 735,27**	**0,00**	**3 137 481,90**

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 27 621,00
018	RSA	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	27 621,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général (4)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	**D**

ACTIF NET (1)	Total
ACTIF IMMOBILISÉ	**0,00**
Immobilisations incorporelles (nettes)	**0,00**
Subventions d'investissement versées	43 868,30
Autres immobilisations incorporelles	2 867,05
Immobilisations corporelles (nettes)	**0,00**
Terrains	0,00
Constructions	0,00
Réseaux et installations de voirie	3 913,11
Réseaux divers	0,00
Installations techniques, agencements et matériel	40,99
Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00
Autres	7,12
Immobilisations corporelles en cours	**29 050,28**
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés	**0,00**
Immobilisations financières (nettes)	**1,69**
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	**79 748,54**
ACTIF CIRCULANT	**0,00**
Stocks	0,00
Créances	32 268,01
Charges constatées d'avance	0,00
Trésorerie	10,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**32 278,01**
Comptes de régularisation (III)	0,00
Écarts de conversion actif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**112 026,55**

FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
FONDS PROPRES	**0,00**
Apports et subventions d'investissement	18 244,21
Neutralisations et régularisations	0,00
Réserves	34 428,88
Report à nouveau	0,00
Résultat de l'exercice	5 690,25
Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	14 522,68
TOTAL FONDS PROPRES (I)	**72 886,02**
PASSIF	**0,00**
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)	**24 500,00**
DETTES FINANCIÈRES	**0,00**
Emprunts obligataires	0,00
Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	10 000,00
Dettes financières et autres emprunts	0,00
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)	**10 000,00**
DETTES NON FINANCIÈRES	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 497,25
Autres dettes non financières	2 403,08
Produits constatés d'avance	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)	**3 900,33**
TOTAL TRÉSORERIE (4)	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)	**38 400,33**
Comptes de régularisation (III)	740,19
Écarts de conversion passif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**112 026,55**

[1] Déduction faite des amortissements et des dépréciations

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**E**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état	1 913,21	1 913,21
Participations	763,86	128,64
Compensations, autres attributions et autres participations	621,99	631,99
Dons et legs	0,00	0,00
Impôts et taxes	136 308,48	134 057,21
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services	2 956,09	3 082,13
Produits des cessions d'actifs	0,00	0,00
Autres produits de gestion	61 402,99	60 261,65
Production stockée et immobilisée	0,00	0,00
AUTRES PRODUITS	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges	4 500,00	0,00
Reprises du financement rattaché à un actif	1 567,92	1 555,38
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**210 034,54**	**201 630,22**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes	6 032,13	6 653,74
Charges de personnel	0,00	0,00
Indemnités des élus (et membres du CESR)	0,00	0,00
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	538,32	763,82
Impôts et taxes	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	8 680,93	8 034,33
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés	0,00	0,00
Neutralisation des dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des plus-values de cession	0,00	0,00

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**15 251,38**	**15 451,89**
CHARGES D'INTERVENTION	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre	189 092,91	184 625,18
Autres charges	0,00	0,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)	**189 092,91**	**184 625,18**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	**5 690,25**	**1 553,15**
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	**0,00**	**0,00**
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)	**0,00**	**0,00**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	**5 690,25**	**1 553,15**

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7,5%
- Investissement : 7,5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du ...

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

DEPENSES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	1 692 903,40	454 953,69	26,87	27 621,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	8 286 000,00	8 115 360,08	97,94	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 265 000,00	402 778,83	31,84	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	12 639 500,00	10 908 859,05	86,31	0,00
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**23 883 403,40**	**19 881 951,65**	**83,25**	**27 621,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	157,00	156,09	99,42	0,00
Total des dépenses financières		**157,00**	**156,09**	**99,42**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	50 500,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**23 934 060,40**	**19 882 107,74**	**83,07**	**27 621,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*1 700 000,00*	*1 567 920,22*	*92,23*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*783 686,23*	*704 994,39*	*89,96*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		**2 483 686,23**	**2 272 914,61**	**91,51**	**0,00**
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**26 417 746,63**	**22 155 022,35**	**83,86**	**27 621,00**
001 Solde d'exécution négatif reporté		**6 682 253,37**			
Total des dépenses de la section d'investissement		**33 100 000,00**	**22 155 022,35**		**27 621,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) *DI 041 = RI 041*

(6) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	3 995 000,16	1 989 840,42	49,81	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	14 526 358,04	10 000 000,00	68,84	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(8)	0,00	2 343,76	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	4 844 455,57	4 906 399,61	101,28	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00			
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	250 500,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**23 616 313,77**	**16 898 583,79**	**71,55**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement (3)*	*0,00*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*8 700 000,00*	*8 680 926,17*	*99,78*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*783 686,23*	*704 994,39*	*89,96*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		**9 483 686,23**	**9 385 920,56**	**98,97**	**0,00**
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**33 100 000,00**	**26 284 504,35**	**79,41**	**0,00**
001 Solde d'exécution positif reporté		**0,00**			
Total des recettes de la section d'investissement		**33 100 000,00**	**26 284 504,35**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) *DI 041 = RI 041*

(8) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
011	Charges à caractère général (3)	4 657 061,00	3 342 934,59	286 111,30	3 629 045,89	77,93	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	2 600 000,00	2 403 083,34	0,00	2 403 083,34	92,43	0,00
014	Atténuations de produits	220 000,00	83 212,20	0,00	83 212,20	37,82	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	192 497 939,00	189 631 226,76	0,00	189 631 226,76	98,51	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**199 975 000,00**	**195 460 456,89**	**286 111,30**	**195 746 568,19**	**97,89**	**0,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**200 000 000,00**	**195 460 456,89**	**286 111,30**	**195 746 568,19**	**97,87**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*8 700 000,00*	*8 680 926,17*	*0,00*	*8 680 926,17*	*99,78*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)		**8 700 000,00**	**8 680 926,17**	**0,00**	**8 680 926,17**	**99,78**	**0,00**
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**208 700 000,00**	**204 141 383,06**	**286 111,30**	**204 427 494,36**	**97,95**	**0,00**
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**208 700 000,00**	**204 141 383,06**	**286 111,30**	**204 427 494,36**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043

II – EXECUTION BUDGETAIRE

RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	3 056 000,00	-51 057,35	3 007 145,00	2 956 087,65	96,73	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	135 500 000,00	135 986 688,62	405 000,00	136 391 688,62	100,66	0,00
74	Dotations et participations	3 067 880,00	2 569 058,91	730 000,00	3 299 058,91	107,54	0,00
75	Autres produits de gestion courante	48 615 000,00	49 151 978,10	0,00	49 151 978,10	101,10	0,00
Total des recettes de gestion des services		**190 238 880,00**	**187 656 668,28**	**4 142 145,00**	**191 798 813,28**	**100,82**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	12 261 120,00	12 251 014,13	0,00	12 251 014,13	99,92	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	4 500 000,00	4 500 000,00	0,00	4 500 000,00	100,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**207 000 000,00**	**204 407 682,41**	**4 142 145,00**	**208 549 827,41**	**100,75**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*1 700 000,00*	*1 567 920,22*	*0,00*	*1 567 920,22*	*92,23*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre (3)		**1 700 000,00**	**1 567 920,22**	**0,00**	**1 567 920,22**	**92,23**	**0,00**
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**208 700 000,00**	**205 975 602,63**	**4 142 145,00**	**210 117 747,63**	**100,68**	**0,00**
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des recettes de la section de fonctionnement		**208 700 000,00**	**205 975 602,63**	**4 142 145,00**	**210 117 747,63**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) *RF 042 = DI 040*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	454 953,69	0,00	454 953,69	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	1 692 903,40	454 953,69	0,00	454 953,69	1 237 949,71
204121	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	51 419,79	0,00	51 419,79	0,00
204182	Bâtiments et installations	0,00	18 680,79	0,00	18 680,79	0,00
20421	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	4 595 259,50	0,00	4 595 259,50	0,00
20422	Bâtiments et installations	0,00	3 450 000,00	0,00	3 450 000,00	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	8 286 000,00	8 115 360,08	0,00	8 115 360,08	170 639,92
2151	Réseaux de voirie	0,00	193 401,55	0,00	193 401,55	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	209 377,28	0,00	209 377,28	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	1 265 000,00	402 778,83	0,00	402 778,83	862 221,17
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	7 822 667,84	0,00	7 822 667,84	0,00
2315	Installations, matériel et outillage techniques	0,00	1 154 685,52	0,00	1 154 685,52	0,00
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	0,00	1 931 505,69	0,00	1 931 505,69	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	12 639 500,00	10 908 859,05	0,00	10 908 859,05	1 730 640,95
Total des dépenses d'équipement		**23 883 403,40**	**19 881 951,65**	**0,00**	**19 881 951,65**	**4 001 451,75**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	156,09	0,00	156,09	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	157,00	156,09	0,00	156,09	0,91
Total des dépenses financières		**157,00**	**156,09**	**0,00**	**156,09**	**0,91**
4541134	Opération pour compte tiers n° 4541134	50 500,00	0,00	0,00	0,00	50 500,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	50 500,00	0,00	0,00	0,00	50 500,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**23 934 060,40**	**19 882 107,74**	**0,00**	**19 882 107,74**	**4 051 952,66**
13911	*État et établissements nationaux*	*0,00*	*1 207 969,19*	*0,00*	*1 207 969,19*	*0,00*
13912	*Régions*	*0,00*	*98 184,00*	*0,00*	*98 184,00*	*0,00*
13913	*Départements*	*0,00*	*206 088,30*	*0,00*	*206 088,30*	*0,00*
13918	*Autres*	*0,00*	*55 678,73*	*0,00*	*55 678,73*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*1 700 000,00*	*1 567 920,22*	*0,00*	*1 567 920,22*	*132 079,78*
2312	*Agencements et aménagements de terrains*	*0,00*	*495 574,27*	*0,00*	*495 574,27*	*0,00*
2315	*Installations, matériel et outillage techniques*	*0,00*	*209 420,12*	*0,00*	*209 420,12*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*783 686,23*	*704 994,39*	*0,00*	*704 994,39*	*78 691,84*
Total des dépenses d'ordre en investissement		***2 483 686,23***	***2 272 914,61***	***0,00***	***2 272 914,61***	***210 771,62***
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**26 417 746,63**	**22 155 022,35**	**0,00**	**22 155 022,35**	**4 262 724,28**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**6 682 253,37**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section d'investissement		**33 100 000,00**	**22 155 022,35**	**0,00**	**22 155 022,35**	**10 944 977,65**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1311	État et établissements nationaux	0,00	1 892 080,11	0,00	1 892 080,11	0,00
1312	Régions	0,00	23 250,00	0,00	23 250,00	0,00
1321	État et établissements nationaux	0,00	74 510,31	0,00	74 510,31	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	3 995 000,16	1 989 840,42	0,00	1 989 840,42	2 005 159,74
1641	Emprunts en euros	0,00	10 000 000,00	0,00	10 000 000,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	14 526 358,04	10 000 000,00	0,00	10 000 000,00	4 526 358,04
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	2 343,76	0,00	2 343,76	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	2 343,76	0,00	2 343,76	-2 343,76
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10222	F.C.T.V.A.	0,00	261 944,04	0,00	261 944,04	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	4 644 455,57	0,00	4 644 455,57	0,00
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	4 844 455,57	4 906 399,61	0,00	4 906 399,61	-61 944,04
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4541230	Opération pour compte tiers n° 4541230	200 000,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
4541234	Opération pour compte tiers n° 4541234	50 500,00	0,00	0,00	0,00	50 500,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	250 500,00	0,00	0,00	0,00	250 500,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des recettes réelles d'investissement		**23 616 313,77**	**16 898 583,79**	**0,00**	**16 898 583,79**	**6 717 729,98**
total chapitre 021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*0,00*	*36 483,79*	*0,00*	*36 483,79*	*0,00*
2804121	*Biens mobiliers, matériel et études*	*0,00*	*27 021,08*	*0,00*	*27 021,08*	*0,00*
2804132	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*2 220,60*	*0,00*	*2 220,60*	*0,00*
28041482	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*12 773,33*	*0,00*	*12 773,33*	*0,00*
2804182	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*8 169,04*	*0,00*	*8 169,04*	*0,00*
280421	*Biens mobiliers, matériel et études*	*0,00*	*6 168 639,60*	*0,00*	*6 168 639,60*	*0,00*
280422	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*2 415 999,96*	*0,00*	*2 415 999,96*	*0,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*0,00*	*204,00*	*0,00*	*204,00*	*0,00*
281578	*Autre matériel technique*	*0,00*	*3 742,20*	*0,00*	*3 742,20*	*0,00*
28181	*Installations générales, agencements et aménagements divers*	*0,00*	*1 944,00*	*0,00*	*1 944,00*	*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*0,00*	*3 728,57*	*0,00*	*3 728,57*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*8 700 000,00*	*8 680 926,17*	*0,00*	*8 680 926,17*	*19 073,83*
238	*Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles*	*0,00*	*704 994,39*	*0,00*	*704 994,39*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*783 686,23*	*704 994,39*	*0,00*	*704 994,39*	*78 691,84*
Total des recettes d'ordre en investissement		***9 483 686,23***	***9 385 920,56***	***0,00***	***9 385 920,56***	***97 765,67***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**33 100 000,00**	**26 284 504,35**	**0,00**	**26 284 504,35**	**6 815 495,65**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section d'investissement		**33 100 000,00**	**26 284 504,35**	**0,00**	**26 284 504,35**	**6 815 495,65**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

Cet état ne contient pas d'information.

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
60623	Alimentation	0,00	299,43	0,00	299,43	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	8 575,00	3 775,00	4 800,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	413,35	0,00	413,35	0,00
6068	Autres matières et fournitures.	0,00	3 945,18	0,00	3 945,18	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	1 531 461,17	389 758,20	1 141 702,97	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	43 434,19	0,00	43 434,19	0,00
61358	Autres	0,00	175 964,42	42 222,64	133 741,78	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	811,78	0,00	811,78	0,00
617	Études et recherches	0,00	474 769,80	78 738,00	396 031,80	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	679,99	0,00	679,99	0,00
6185	Frais de colloques et séminaires	0,00	12 225,34	7 546,50	4 678,84	0,00
62268	Autres honoraires, conseils...	0,00	163 562,51	80 440,40	83 122,11	0,00
6228	Divers	0,00	1 356,00	0,00	1 356,00	0,00
6234	Réceptions	0,00	45 291,24	0,00	45 291,24	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	161 632,14	0,00	161 632,14	0,00
6238	Divers	0,00	71 992,18	11 649,00	60 343,18	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	11 303,20	0,00	11 303,20	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	1 709,93	0,00	1 709,93	0,00
62871	A la collectivité de rattachement 4	0,00	958 072,05	0,00	958 072,05	0,00
62875	Aux communes membres du GFP	0,00	36 905,03	16 200,00	20 705,03	0,00
6288	Autres	0,00	571 860,56	16 888,86	554 971,70	0,00
total chapitre 011	Charges à caractère général	4 657 061,00	4 276 264,49	647 218,60	3 629 045,89	1 028 015,11
6211	Personnel affecté par la collectivité de rattachement	0,00	2 403 083,34	0,00	2 403 083,34	0,00
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	2 600 000,00	2 403 083,34	0,00	2 403 083,34	196 916,66

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
739156	Reversement sur taxe de versement mobilité	0,00	176 998,81	93 786,61	83 212,20	0,00
total chapitre 014	Atténuations de produits	220 000,00	176 998,81	93 786,61	83 212,20	136 787,80
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65188	Autres	0,00	168 040,51	0,00	168 040,51	0,00
65732	Régions	0,00	9 460 078,04	0,00	9 460 078,04	0,00
657382	Organismes publics divers	0,00	76 005,36	0,00	76 005,36	0,00
65742	Entreprises	0,00	196 674,86	0,00	196 674,86	0,00
65748	Autres personnes de droit privé	0,00	179 192 107,15	0,00	179 192 107,15	0,00
6585	Intérêts moratoires	0,00	10 933,49	0,00	10 933,49	0,00
65888	Autres	0,00	527 387,35	0,00	527 387,35	0,00
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	192 497 939,00	189 631 226,76	0,00	189 631 226,76	2 866 712,24
total chapitre 6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**199 975 000,00**	**196 487 573,40**	**741 005,21**	**195 746 568,19**	**4 228 431,81**
total chapitre 66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 67	Charges spécifiques	25 000,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
total chapitre 68	Dotations aux provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**200 000 000,00**	**196 487 573,40**	**741 005,21**	**195 746 568,19**	**4 253 431,81**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
6811	*Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles*	*0,00*	*8 680 926,17*	*0,00*	*8 680 926,17*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*8 700 000,00*	*8 680 926,17*	*0,00*	*8 680 926,17*	*19 073,83*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***8 700 000,00***	***8 680 926,17***	***0,00***	***8 680 926,17***	***19 073,83***
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**208 700 000,00**	**205 168 499,57**	**741 005,21**	**204 427 494,36**	**4 272 505,64**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**208 700 000,00**	**205 168 499,57**	**741 005,21**	**204 427 494,36**	**4 272 505,64**

(1) Collectivités de plus de 100 000 habitants

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	**D2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70384	Forfait de post-stationnement	0,00	6 191 783,65	3 235 696,00	2 956 087,65	0,00
total chapitre 70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	3 056 000,00	6 191 783,65	3 235 696,00	2 956 087,65	99 912,35
total chapitre 73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73156	Versement mobilité	0,00	136 756 688,62	365 000,00	136 391 688,62	0,00
total chapitre 731	Fiscalité locale	135 500 000,00	136 756 688,62	365 000,00	136 391 688,62	-891 688,62
74611	DGD	0,00	1 913 208,00	0,00	1 913 208,00	0,00
74718	Autres	0,00	260 020,33	0,00	260 020,33	0,00
7472	Régions	0,00	465 864,00	0,00	465 864,00	0,00
7473	Départements	0,00	38 122,25	38 122,25	0,00	0,00
74778	Autres fonds européens	0,00	37 974,74	0,00	37 974,74	0,00
748381	Compensation liée au relèvement du seuil des personnes assujetties au versement mobilité	0,00	1 241 991,84	620 000,00	621 991,84	0,00
total chapitre 74	Dotations et participations	3 067 880,00	3 957 181,16	658 122,25	3 299 058,91	-231 178,91
75813	Redevances versées par les fermiers et concessionnaires	0,00	37 316,67	0,00	37 316,67	0,00
75822	Prise en charge du déficit du budget annexe à caractère administratif par le budget principal	0,00	48 500 000,00	0,00	48 500 000,00	0,00
75888	Autres	0,00	614 661,43	0,00	614 661,43	0,00
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	48 615 000,00	49 151 978,10	0,00	49 151 978,10	-536 978,10
Total des recettes de gestion des services		**190 238 880,00**	**196 057 631,53**	**4 258 818,25**	**191 798 813,28**	**-1 559 933,28**
total chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale	0,00	12 251 014,13	0,00	12 251 014,13	0,00
total chapitre 77	Produits spécifiques	12 261 120,00	12 251 014,13	0,00	12 251 014,13	10 105,87
7815	Reprises sur provisions pour risques et charges de fonctionnement courant	0,00	4 500 000,00	0,00	4 500 000,00	0,00
total chapitre 78	Reprises sur provisions	4 500 000,00	4 500 000,00	0,00	4 500 000,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**207 000 000,00**	**212 808 645,66**	**4 258 818,25**	**208 549 827,41**	**-1 549 827,41**
777	*Recettes et quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat*	*0,00*	*1 567 920,22*	*0,00*	*1 567 920,22*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*1 700 000,00*	*1 567 920,22*	*0,00*	*1 567 920,22*	*132 079,78*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***1 700 000,00***	***1 567 920,22***	***0,00***	***1 567 920,22***	***132 079,78***
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**208 700 000,00**	**214 376 565,88**	**4 258 818,25**	**210 117 747,63**	**-1 417 747,63**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section de fonctionnement		**208 700 000,00**	**214 376 565,88**	**4 258 818,25**	**210 117 747,63**	**-1 417 747,63**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Subventions d'investissement versées		98 340 113,76	54 471 818,07	43 868 295,69	44 390 102,98
Autres immobilisations incorporelles		2 999 903,81	132 851,29	2 867 052,52	2 448 582,62
Immobilisations incorporelles en cours		0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains		0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions		0,00	0,00	0,00	0,00
Réseaux et installations de voirie		3 913 109,37	0,00	3 913 109,37	3 510 330,54
Réseaux divers		0,00	0,00	0,00	0,00
Installations techniques, agencements et matériel		78 924,00	37 937,67	40 986,33	44 932,53
Immobilisations mises en concessions ou affermées		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres		22 530,90	15 409,88	7 121,02	12 793,59
Immobilisations corporelles en cours		29 050 284,23	0,00	29 050 284,23	18 141 425,18
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS		0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		1 690,09	0,00	1 690,09	1 534,00
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**134 406 556,16**	**54 658 016,91**	**79 748 539,25**	**68 549 701,44**
ACTIF CIRCULANT		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
STOCKS		0,00	0,00	0,00	0,00
CRÉANCES		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		5 959 843,11	0,00	5 959 843,11	1 207 764,98
Créances sur les redevables et comptes rattachés		1 500,00	225,00	1 275,00	6 487 147,00
Avances et acomptes versés par la collectivité		93 122,36	0,00	93 122,36	6 040,87
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur budgets annexes		20 563 028,63	0,00	20 563 028,63	0,00
Créances sur les autres débiteurs		5 650 740,25	0,00	5 650 740,25	55 601 274,60

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**32 268 234,35**	**225,00**	**32 268 009,35**	**63 302 227,45**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT		0,00	0,00	0,00	0,00
DISPONIBILITÉS		10 000,00	0,00	10 000,00	0,00
AUTRES		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (III)		**10 000,00**	**0,00**	**10 000,00**	**0,00**
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)		0,56	0,00	0,56	0,83
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**166 684 791,07**	**54 658 241,91**	**112 026 549,16**	**131 851 929,72**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		**0,00**	**0,00**
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ		0,00	0,00
Dotations		0,00	0,00
Fonds globalisés		517 967,23	256 023,19
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		0,00	0,00
Rattachées à un actif amortissable		17 469 733,21	17 122 323,32
Rattachées à un actif non amortissable		256 512,77	182 002,46
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS		0,00	0,00
RÉSERVES		34 428 875,48	29 784 419,91
REPORT A NOUVEAU		0,00	3 091 308,41
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		5 690 253,27	1 553 147,16
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT		0,00	0,00
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT		14 522 679,19	14 522 679,19
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**72 886 021,15**	**66 511 903,64**
PASSIF		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES		24 500 000,00	29 000 000,00
PROVISIONS POUR CHARGES		0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)		**24 500 000,00**	**29 000 000,00**
DETTES FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
EMPRUNTS OBLIGATAIRES		0,00	0,00
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		10 000 000,00	0,00
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS		0,00	0,00
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)		**10 000 000,00**	**0,00**
DETTES NON FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 497 249,87	1 465 810,42
Dettes fiscales et sociales		0,00	93 786,61
Avances et acomptes reçus		0,00	0,00
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers		0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
Fonds gérés par la collectivité		0,00	0,00
Dettes sur budgets annexes		0,00	34 494 014,61
Autres dettes non financières		2 403 083,34	217 277,35
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE		0,00	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**3 900 333,21**	**36 270 888,99**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE		0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (4)		**0,00**	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**38 400 333,21**	**65 270 888,99**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)		740 194,80	69 137,09
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)		0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		**112 026 549,16**	**131 851 929,72**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état		1 913 208,00	1 913 208,00	0,00
Participations		763 859,07	128 641,95	635 217,12
Compensations, autres attributions et autres participations		621 991,84	631 991,84	-10 000,00
Dons et legs		0,00	0,00	0,00
Impôts et taxes		136 308 476,42	134 057 210,01	2 251 266,41
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services		2 956 087,65	3 082 126,09	-126 038,44
Produits des cessions d'actifs		0,00	0,00	0,00
Autres produits de gestion		61 402 992,23	60 261 654,53	1 141 337,70
Production stockée et immobilisée		0,00	0,00	0,00
AUTRES PRODUITS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		4 500 000,00	0,00	4 500 000,00
Reprises du financement rattaché à un actif		1 567 920,22	1 555 383,13	12 537,09
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession		0,00	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**210 034 535,43**	**201 630 215,55**	**8 404 319,88**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes		6 032 129,23	6 653 737,81	-621 608,58
Charges de personnel		0,00	0,00	0,00
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont charges sociales		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Indemnités des élus (et membres du CESR)		0,00	0,00	0,00
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		538 320,84	763 824,95	-225 504,11
Impôts et taxes		0,00	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		8 680 926,17	8 034 325,09	646 601,08
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		0,00	0,00	0,00

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Neutralisation des dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des plus-values de cession		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**15 251 376,24**	**15 451 887,85**	**-200 511,61**
CHARGES D'INTERVENTION		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre		189 092 905,92	184 625 180,54	4 467 725,38
Dont ménages		*168 040,51*	*89 202,38*	*78 838,13*
Dont personnes morales de droit privé		*179 388 782,01*	*174 306 322,03*	*5 082 459,98*
Dont collectivités territoriales		*9 460 078,04*	*10 154 960,05*	*-694 882,01*
Dont autres organismes publics		*76 005,36*	*74 696,08*	*1 309,28*
Dont établissements d'enseignement		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité		0,00	0,00	0,00
Autres charges		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		**189 092 905,92**	**184 625 180,54**	**4 467 725,38**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**5 690 253,27**	**1 553 147,16**	**4 137 106,11**
PRODUITS FINANCIERS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Produits des participations et des prêts		0,00	0,00	0,00
Produits des valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres produits financiers		0,00	0,00	0,00
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges		0,00	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
CHARGES FINANCIERES		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges d'intérêts		0,00	0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres charges financières		0,00	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		**0,00**	**0,00**	**0,00**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		5 690 253,27	1 553 147,16	4 137 106,11

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Annexe	**C**

L’annexe est une pièce jointe au compte financier unique pour les collectivités ayant recours à la certification des comptes.

Pour les autres collectivités, cet état est SANS OBJET.

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
10222	F.C.T.V.A.	0,00	256 023,19	0,00	0,00	0,00	261 944,04	0,00	517 967,23	0,00	517 967,23
	Sous Total compte 1022	**0,00**	**256 023,19**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**261 944,04**	**0,00**	**517 967,23**	**0,00**	**517 967,23**
	Sous Total compte 102	**0,00**	**256 023,19**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**261 944,04**	**0,00**	**517 967,23**	**0,00**	**517 967,23**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	29 784 419,91	0,00	0,00	0,00	4 644 455,57	0,00	34 428 875,48	0,00	34 428 875,48
	Sous Total compte 106	**0,00**	**29 784 419,91**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 644 455,57**	**0,00**	**34 428 875,48**	**0,00**	**34 428 875,48**
	Sous Total compte 10	**0,00**	**30 040 443,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 906 399,61**	**0,00**	**34 946 842,71**	**0,00**	**34 946 842,71**
110	Report à nouveau (solde créditeur)	0,00	3 091 308,41	4 644 455,57	1 553 147,16	0,00	0,00	4 644 455,57	4 644 455,57	0,00	0,00
	Sous Total compte 11	**0,00**	**3 091 308,41**	**4 644 455,57**	**1 553 147,16**	**0,00**	**0,00**	**4 644 455,57**	**4 644 455,57**	**0,00**	**0,00**
12	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Excédentaire ou	0,00	1 553 147,16	1 553 147,16	0,00	0,00	0,00	1 553 147,16	1 553 147,16	0,00	0,00
	Sous Total compte 12	**0,00**	**1 553 147,16**	**1 553 147,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 553 147,16**	**1 553 147,16**	**0,00**	**0,00**
1311	État et établissements nationaux	0,00	23 033 955,81	0,00	0,00	0,00	1 892 080,11	0,00	24 926 035,92	0,00	24 926 035,92
1312	Régions	0,00	2 945 520,00	0,00	0,00	0,00	23 250,00	0,00	2 968 770,00	0,00	2 968 770,00
1313	Départements	0,00	13 977 469,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 977 469,61	0,00	13 977 469,61
1318	Autres	0,00	1 218 426,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 218 426,01	0,00	1 218 426,01
	Sous Total compte 131	**0,00**	**41 175 371,43**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 915 330,11**	**0,00**	**43 090 701,54**	**0,00**	**43 090 701,54**
1321	État et établissements nationaux	0,00	84 044,39	0,00	0,00	0,00	74 510,31	0,00	158 554,70	0,00	158 554,70
13278	Autres fonds européens	0,00	97 958,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	97 958,07	0,00	97 958,07
	Sous Total compte 1327	**0,00**	**97 958,07**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**97 958,07**	**0,00**	**97 958,07**
	Sous Total compte 132	**0,00**	**182 002,46**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**74 510,31**	**0,00**	**256 512,77**	**0,00**	**256 512,77**
13911	État et établissements nationaux	11 066 163,57	0,00	0,00	0,00	1 207 969,19	0,00	12 274 132,76	0,00	12 274 132,76	0,00
13912	Régions	467 114,62	0,00	0,00	0,00	98 184,00	0,00	565 298,62	0,00	565 298,62	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
13913	Départements	11 928 842,04	0,00	0,00	0,00	206 088,30	0,00	12 134 930,34	0,00	12 134 930,34	0,00
13918	Autres	590 927,88	0,00	0,00	0,00	55 678,73	0,00	646 606,61	0,00	646 606,61	0,00
	Sous Total compte 1391	**24 053 048,11**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 567 920,22**	**0,00**	**25 620 968,33**	**0,00**	**25 620 968,33**	**0,00**
	Sous Total compte 139	**24 053 048,11**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 567 920,22**	**0,00**	**25 620 968,33**	**0,00**	**25 620 968,33**	**0,00**
	Sous Total compte 13	**24 053 048,11**	**41 357 373,89**	**0,00**	**0,00**	**1 567 920,22**	**1 989 840,42**	**25 620 968,33**	**43 347 214,31**	**0,00**	**17 726 245,98**
15181	Autres provisions pour risques (non budg	0,00	29 000 000,00	4 500 000,00	0,00	0,00	0,00	4 500 000,00	29 000 000,00	0,00	24 500 000,00
	Sous Total compte 1518	**0,00**	**29 000 000,00**	**4 500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 500 000,00**	**29 000 000,00**	**0,00**	**24 500 000,00**
	Sous Total compte 151	**0,00**	**29 000 000,00**	**4 500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 500 000,00**	**29 000 000,00**	**0,00**	**24 500 000,00**
	Sous Total compte 15	**0,00**	**29 000 000,00**	**4 500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 500 000,00**	**29 000 000,00**	**0,00**	**24 500 000,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000 000,00	0,00	10 000 000,00	0,00	10 000 000,00
	Sous Total compte 164	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000 000,00**	**0,00**	**10 000 000,00**	**0,00**	**10 000 000,00**
	Sous Total compte 16	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000 000,00**	**0,00**	**10 000 000,00**	**0,00**	**10 000 000,00**
181	Compte de liaison : affectation à... (bu	0,00	14 522 679,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 522 679,19	0,00	14 522 679,19
	Sous Total compte 18	**0,00**	**14 522 679,19**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 522 679,19**	**0,00**	**14 522 679,19**
	Total classe 1	**24 053 048,11**	**119 564 951,75**	**10 697 602,73**	**1 553 147,16**	**1 567 920,22**	**16 896 240,03**	**36 318 571,06**	**138 014 338,94**	**25 620 968,33**	**127 316 736,21**
2031	Frais d'études	2 536 029,22	0,00	0,00	372,80	454 953,69	0,00	2 990 982,91	372,80	2 990 610,11	0,00
	Sous Total compte 203	**2 536 029,22**	**0,00**	**0,00**	**372,80**	**454 953,69**	**0,00**	**2 990 982,91**	**372,80**	**2 990 610,11**	**0,00**
204121	Biens mobiliers, matériel et études	119 393,86	0,00	0,00	0,00	51 419,79	0,00	170 813,65	0,00	170 813,65	0,00
	Sous Total compte 20412	**119 393,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**51 419,79**	**0,00**	**170 813,65**	**0,00**	**170 813,65**	**0,00**
204132	Bâtiments et installations	66 618,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	66 618,02	0,00	66 618,02	0,00
	Sous Total compte 20413	**66 618,02**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**66 618,02**	**0,00**	**66 618,02**	**0,00**
2041482	Bâtiments et installations	383 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	383 200,00	0,00	383 200,00	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 204148	**383 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**383 200,00**	**0,00**	**383 200,00**	**0,00**
	Sous Total compte 20414	**383 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**383 200,00**	**0,00**	**383 200,00**	**0,00**
204182	Bâtiments et installations	241 802,20	0,00	0,00	0,00	18 680,79	0,00	260 482,99	0,00	260 482,99	0,00
	Sous Total compte 20418	**241 802,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 680,79**	**0,00**	**260 482,99**	**0,00**	**260 482,99**	**0,00**
	Sous Total compte 2041	**811 014,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**70 100,58**	**0,00**	**881 114,66**	**0,00**	**881 114,66**	**0,00**
20421	Biens mobiliers, matériel et études	57 061 083,36	0,00	0,00	375 000,00	4 595 259,50	2 343,76	61 656 342,86	377 343,76	61 278 999,10	0,00
20422	Bâtiments et installations	50 610 645,00	0,00	0,00	17 880 645,00	3 450 000,00	0,00	54 060 645,00	17 880 645,00	36 180 000,00	0,00
	Sous Total compte 2042	**107 671 728,36**	**0,00**	**0,00**	**18 255 645,00**	**8 045 259,50**	**2 343,76**	**115 716 987,86**	**18 257 988,76**	**97 458 999,10**	**0,00**
	Sous Total compte 204	**108 482 742,44**	**0,00**	**0,00**	**18 255 645,00**	**8 115 360,08**	**2 343,76**	**116 598 102,52**	**18 257 988,76**	**98 340 113,76**	**0,00**
2051	Concessions et droits similaires	9 293,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 293,70	0,00	9 293,70	0,00
	Sous Total compte 205	**9 293,70**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 293,70**	**0,00**	**9 293,70**	**0,00**
	Sous Total compte 20	**111 028 065,36**	**0,00**	**0,00**	**18 256 017,80**	**8 570 313,77**	**2 343,76**	**119 598 379,13**	**18 258 361,56**	**101 340 017,57**	**0,00**
2151	Réseaux de voirie	2 661 262,36	0,00	0,00	0,00	193 401,55	0,00	2 854 663,91	0,00	2 854 663,91	0,00
2152	Installations de voirie	849 068,18	0,00	0,00	0,00	209 377,28	0,00	1 058 445,46	0,00	1 058 445,46	0,00
215738	Autre matériel et outillage de voirie	4 080,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 080,00	0,00	4 080,00	0,00
	Sous Total compte 21573	**4 080,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 080,00**	**0,00**	**4 080,00**	**0,00**
21578	Autre matériel technique	74 844,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	74 844,00	0,00	74 844,00	0,00
	Sous Total compte 2157	**78 924,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**78 924,00**	**0,00**	**78 924,00**	**0,00**
	Sous Total compte 215	**3 589 254,54**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**402 778,83**	**0,00**	**3 992 033,37**	**0,00**	**3 992 033,37**	**0,00**
2181	Installations générales, agencements et	3 888,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 888,00	0,00	3 888,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	18 642,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 642,90	0,00	18 642,90	0,00
	Sous Total compte 2182	**18 642,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 642,90**	**0,00**	**18 642,90**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 218	**22 530,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 530,90**	**0,00**	**22 530,90**	**0,00**
	Sous Total compte 21	**3 611 785,44**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**402 778,83**	**0,00**	**4 014 564,27**	**0,00**	**4 014 564,27**	**0,00**
2312	Agencements et aménagements de terrains	3 624 120,98	0,00	0,00	0,00	8 318 242,11	0,00	11 942 363,09	0,00	11 942 363,09	0,00
2315	Installations, matériel et outillage tec	14 294 018,25	0,00	0,00	0,00	1 364 105,64	0,00	15 658 123,89	0,00	15 658 123,89	0,00
	Sous Total compte 231	**17 918 139,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 682 347,75**	**0,00**	**27 600 486,98**	**0,00**	**27 600 486,98**	**0,00**
238	Avances versées sur commandes d'immobili	223 285,95	0,00	0,00	0,00	1 931 505,69	704 994,39	2 154 791,64	704 994,39	1 449 797,25	0,00
	Sous Total compte 23	**18 141 425,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 613 853,44**	**704 994,39**	**29 755 278,62**	**704 994,39**	**29 050 284,23**	**0,00**
275	Dépôts et cautionnements versés	1 534,00	0,00	0,00	0,00	156,09	0,00	1 690,09	0,00	1 690,09	0,00
	Sous Total compte 27	**1 534,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**156,09**	**0,00**	**1 690,09**	**0,00**	**1 690,09**	**0,00**
28031	Frais d'études	0,00	87 446,60	372,80	0,00	0,00	36 483,79	372,80	123 930,39	0,00	123 557,59
	Sous Total compte 2803	**0,00**	**87 446,60**	**372,80**	**0,00**	**0,00**	**36 483,79**	**372,80**	**123 930,39**	**0,00**	**123 557,59**
2804121	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	33 573,15	0,00	0,00	0,00	27 021,08	0,00	60 594,23	0,00	60 594,23
	Sous Total compte 280412	**0,00**	**33 573,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**27 021,08**	**0,00**	**60 594,23**	**0,00**	**60 594,23**
2804132	Bâtiments et installations	0,00	22 206,00	0,00	0,00	0,00	2 220,60	0,00	24 426,60	0,00	24 426,60
	Sous Total compte 280413	**0,00**	**22 206,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 220,60**	**0,00**	**24 426,60**	**0,00**	**24 426,60**
28041482	Bâtiments et installations	0,00	89 413,31	0,00	0,00	0,00	12 773,33	0,00	102 186,64	0,00	102 186,64
	Sous Total compte 2804148	**0,00**	**89 413,31**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 773,33**	**0,00**	**102 186,64**	**0,00**	**102 186,64**
	Sous Total compte 280414	**0,00**	**89 413,31**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 773,33**	**0,00**	**102 186,64**	**0,00**	**102 186,64**
2804182	Bâtiments et installations	0,00	604,51	0,00	0,00	0,00	8 169,04	0,00	8 773,55	0,00	8 773,55
	Sous Total compte 280418	**0,00**	**604,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 169,04**	**0,00**	**8 773,55**	**0,00**	**8 773,55**
	Sous Total compte 28041	**0,00**	**145 796,97**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 184,05**	**0,00**	**195 981,02**	**0,00**	**195 981,02**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
280421	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	30 613 097,81	375 000,00	0,00	0,00	6 168 639,60	375 000,00	36 781 737,41	0,00	36 406 737,41
280422	Bâtiments et installations	0,00	33 333 744,68	17 880 645,00	0,00	0,00	2 415 999,96	17 880 645,00	35 749 744,64	0,00	17 869 099,64
	Sous Total compte 28042	**0,00**	**63 946 842,49**	**18 255 645,00**	**0,00**	**0,00**	**8 584 639,56**	**18 255 645,00**	**72 531 482,05**	**0,00**	**54 275 837,05**
	Sous Total compte 2804	**0,00**	**64 092 639,46**	**18 255 645,00**	**0,00**	**0,00**	**8 634 823,61**	**18 255 645,00**	**72 727 463,07**	**0,00**	**54 471 818,07**
2805	Concessions, brevets, licences, droits e	0,00	9 293,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 293,70	0,00	9 293,70
	Sous Total compte 280	**0,00**	**64 189 379,76**	**18 256 017,80**	**0,00**	**0,00**	**8 671 307,40**	**18 256 017,80**	**72 860 687,16**	**0,00**	**54 604 669,36**
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	311,67	0,00	0,00	0,00	204,00	0,00	515,67	0,00	515,67
	Sous Total compte 281573	**0,00**	**311,67**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**204,00**	**0,00**	**515,67**	**0,00**	**515,67**
281578	Autre matériel technique	0,00	33 679,80	0,00	0,00	0,00	3 742,20	0,00	37 422,00	0,00	37 422,00
	Sous Total compte 28157	**0,00**	**33 991,47**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 946,20**	**0,00**	**37 937,67**	**0,00**	**37 937,67**
	Sous Total compte 2815	**0,00**	**33 991,47**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 946,20**	**0,00**	**37 937,67**	**0,00**	**37 937,67**
28181	Installations générales, agencements et	0,00	183,60	0,00	0,00	0,00	1 944,00	0,00	2 127,60	0,00	2 127,60
281828	Autres matériels de transport	0,00	9 553,71	0,00	0,00	0,00	3 728,57	0,00	13 282,28	0,00	13 282,28
	Sous Total compte 28182	**0,00**	**9 553,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 728,57**	**0,00**	**13 282,28**	**0,00**	**13 282,28**
	Sous Total compte 2818	**0,00**	**9 737,31**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 672,57**	**0,00**	**15 409,88**	**0,00**	**15 409,88**
	Sous Total compte 281	**0,00**	**43 728,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 618,77**	**0,00**	**53 347,55**	**0,00**	**53 347,55**
	Sous Total compte 28	**0,00**	**64 233 108,54**	**18 256 017,80**	**0,00**	**0,00**	**8 680 926,17**	**18 256 017,80**	**72 914 034,71**	**0,00**	**54 658 016,91**
	Total classe 2	**132 782 809,98**	**64 233 108,54**	**18 256 017,80**	**18 256 017,80**	**20 587 102,13**	**9 388 264,32**	**171 625 929,91**	**91 877 390,66**	**134 406 556,16**	**54 658 016,91**
4011	Fournisseurs	0,00	283 035,48	3 473 939,85	3 193 307,37	0,00	0,00	3 473 939,85	3 476 342,85	0,00	2 403,00
40172	Fournisseurs - Cessions, oppositions	0,00	0,00	600,00	600,00	0,00	0,00	600,00	600,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4017	**0,00**	**0,00**	**600,00**	**600,00**	**0,00**	**0,00**	**600,00**	**600,00**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 401	**0,00**	**283 035,48**	**3 474 539,85**	**3 193 907,37**	**0,00**	**0,00**	**3 474 539,85**	**3 476 942,85**	**0,00**	**2 403,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4041	Fournisseurs d'immobilisations	0,00	535 204,63	11 124 731,82	11 766 747,66	0,00	0,00	11 124 731,82	12 301 952,29	0,00	1 177 220,47
40471	Fournisseurs d'immobilisations - Retenue	0,00	351,71	0,00	31 163,39	0,00	0,00	0,00	31 515,10	0,00	31 515,10
40474	Fournisseurs dimmobilisations Intérêt	0,00	0,00	10 933,49	10 933,49	0,00	0,00	10 933,49	10 933,49	0,00	0,00
	Sous Total compte 4047	**0,00**	**351,71**	**10 933,49**	**42 096,88**	**0,00**	**0,00**	**10 933,49**	**42 448,59**	**0,00**	**31 515,10**
	Sous Total compte 404	**0,00**	**535 556,34**	**11 135 665,31**	**11 808 844,54**	**0,00**	**0,00**	**11 135 665,31**	**12 344 400,88**	**0,00**	**1 208 735,57**
408	Fournisseurs - Factures non parvenues	0,00	647 218,60	647 218,60	286 111,30	0,00	0,00	647 218,60	933 329,90	0,00	286 111,30
4091	Fournisseurs - Avances versées sur comma	6 040,87	0,00	0,00	6 040,87	0,00	0,00	6 040,87	6 040,87	0,00	0,00
4093	Mandat - Avance de fonds ou remboursemen	0,00	0,00	228 288,60	135 166,24	0,00	0,00	228 288,60	135 166,24	93 122,36	0,00
	Sous Total compte 409	**6 040,87**	**0,00**	**228 288,60**	**141 207,11**	**0,00**	**0,00**	**234 329,47**	**141 207,11**	**93 122,36**	**0,00**
	Sous Total compte 40	**6 040,87**	**1 465 810,42**	**15 485 712,36**	**15 430 070,32**	**0,00**	**0,00**	**15 491 753,23**	**16 895 880,74**	**0,00**	**1 404 127,51**
411	Redevables	2 885 176,00	0,00	37 316,67	2 922 492,67	0,00	0,00	2 922 492,67	2 922 492,67	0,00	0,00
4161	Créances douteuses	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00	0,00
	Sous Total compte 416	**1 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 500,00**	**0,00**	**1 500,00**	**0,00**
4181	Redevables - Produits non encore facturé	3 600 696,00	0,00	0,00	3 600 696,00	0,00	0,00	3 600 696,00	3 600 696,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 418	**3 600 696,00**	**0,00**	**0,00**	**3 600 696,00**	**0,00**	**0,00**	**3 600 696,00**	**3 600 696,00**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 41	**6 487 372,00**	**0,00**	**37 316,67**	**6 523 188,67**	**0,00**	**0,00**	**6 524 688,67**	**6 523 188,67**	**1 500,00**	**0,00**
4411	Subventions à recevoir - Amiable	451 666,73	0,00	1 725 687,42	526 177,04	0,00	0,00	2 177 354,15	526 177,04	1 651 177,11	0,00
4416	Subventions à recevoir - Contentieux	0,00	0,00	451 666,73	451 666,73	0,00	0,00	451 666,73	451 666,73	0,00	0,00
	Sous Total compte 441	**451 666,73**	**0,00**	**2 177 354,15**	**977 843,77**	**0,00**	**0,00**	**2 629 020,88**	**977 843,77**	**1 651 177,11**	**0,00**
44311	Dépenses	0,00	1 786,62	178 785,43	176 998,81	0,00	0,00	178 785,43	178 785,43	0,00	0,00
44312	Recettes - Amiable	0,00	0,00	280,00	280,00	0,00	0,00	280,00	280,00	0,00	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 4431	**0,00**	**1 786,62**	**179 065,43**	**177 278,81**	**0,00**	**0,00**	**179 065,43**	**179 065,43**	**0,00**	**0,00**
44321	Dépenses	0,00	0,00	10 233 829,83	12 636 913,17	0,00	0,00	10 233 829,83	12 636 913,17	0,00	2 403 083,34
44322	Recettes - Amiable	0,00	0,00	465 864,00	465 864,00	0,00	0,00	465 864,00	465 864,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4432	**0,00**	**0,00**	**10 699 693,83**	**13 102 777,17**	**0,00**	**0,00**	**10 699 693,83**	**13 102 777,17**	**0,00**	**2 403 083,34**
44331	Dépenses	0,00	0,00	4 025,49	4 025,49	0,00	0,00	4 025,49	4 025,49	0,00	0,00
44332	Recettes - Amiable	0,00	0,00	38 122,25	38 122,25	0,00	0,00	38 122,25	38 122,25	0,00	0,00
	Sous Total compte 4433	**0,00**	**0,00**	**42 147,74**	**42 147,74**	**0,00**	**0,00**	**42 147,74**	**42 147,74**	**0,00**	**0,00**
44341	Dépenses	0,00	0,00	36 905,03	36 905,03	0,00	0,00	36 905,03	36 905,03	0,00	0,00
	Sous Total compte 4434	**0,00**	**0,00**	**36 905,03**	**36 905,03**	**0,00**	**0,00**	**36 905,03**	**36 905,03**	**0,00**	**0,00**
44351	Dépenses	0,00	0,00	996 564,21	996 564,21	0,00	0,00	996 564,21	996 564,21	0,00	0,00
	Sous Total compte 4435	**0,00**	**0,00**	**996 564,21**	**996 564,21**	**0,00**	**0,00**	**996 564,21**	**996 564,21**	**0,00**	**0,00**
44361	Dépenses	0,00	0,00	5 284,00	5 284,00	0,00	0,00	5 284,00	5 284,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4436	**0,00**	**0,00**	**5 284,00**	**5 284,00**	**0,00**	**0,00**	**5 284,00**	**5 284,00**	**0,00**	**0,00**
44371	Dépenses	0,00	0,00	42 089,87	42 089,87	0,00	0,00	42 089,87	42 089,87	0,00	0,00
	Sous Total compte 4437	**0,00**	**0,00**	**42 089,87**	**42 089,87**	**0,00**	**0,00**	**42 089,87**	**42 089,87**	**0,00**	**0,00**
44381	Dépenses	0,00	0,00	94 686,15	94 686,15	0,00	0,00	94 686,15	94 686,15	0,00	0,00
	Sous Total compte 4438	**0,00**	**0,00**	**94 686,15**	**94 686,15**	**0,00**	**0,00**	**94 686,15**	**94 686,15**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 443	**0,00**	**1 786,62**	**12 096 436,26**	**14 497 732,98**	**0,00**	**0,00**	**12 096 436,26**	**14 499 519,60**	**0,00**	**2 403 083,34**
44566	T.V.A. sur autres biens et services	0,00	0,00	78 056,00	78 056,00	0,00	0,00	78 056,00	78 056,00	0,00	0,00
44567	Crédit de T.V.A. à reporter	97 976,00	0,00	1 764 722,00	1 696 177,00	0,00	0,00	1 862 698,00	1 696 177,00	166 521,00	0,00
	Sous Total compte 4456	**97 976,00**	**0,00**	**1 842 778,00**	**1 774 233,00**	**0,00**	**0,00**	**1 940 754,00**	**1 774 233,00**	**166 521,00**	**0,00**
44571	T.V.A. collectée	0,00	0,00	9 511,22	9 511,22	0,00	0,00	9 511,22	9 511,22	0,00	0,00
	Sous Total compte 4457	**0,00**	**0,00**	**9 511,22**	**9 511,22**	**0,00**	**0,00**	**9 511,22**	**9 511,22**	**0,00**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 445	**97 976,00**	**0,00**	**1 852 289,22**	**1 783 744,22**	**0,00**	**0,00**	**1 950 265,22**	**1 783 744,22**	**166 521,00**	**0,00**
4486	Autres charges à payer	0,00	93 786,61	93 786,61	0,00	0,00	0,00	93 786,61	93 786,61	0,00	0,00
4487	Produits à recevoir	658 122,25	0,00	4 142 145,00	658 122,25	0,00	0,00	4 800 267,25	658 122,25	4 142 145,00	0,00
	Sous Total compte 448	**658 122,25**	**93 786,61**	**4 235 931,61**	**658 122,25**	**0,00**	**0,00**	**4 894 053,86**	**751 908,86**	**4 142 145,00**	**0,00**
	Sous Total compte 44	**1 207 764,98**	**95 573,23**	**20 362 011,24**	**17 917 443,22**	**0,00**	**0,00**	**21 569 776,22**	**18 013 016,45**	**3 556 759,77**	**0,00**
451005	Compte de rattachement avec... (à subdiv	0,00	34 494 014,61	268 764 004,79	213 706 961,55	0,00	0,00	268 764 004,79	248 200 976,16	20 563 028,63	0,00
	Sous Total compte 451	**0,00**	**34 494 014,61**	**268 764 004,79**	**213 706 961,55**	**0,00**	**0,00**	**268 764 004,79**	**248 200 976,16**	**20 563 028,63**	**0,00**
	Sous Total compte 45	**0,00**	**34 494 014,61**	**268 764 004,79**	**213 706 961,55**	**0,00**	**0,00**	**268 764 004,79**	**248 200 976,16**	**20 563 028,63**	**0,00**
466	Excédents de versement	0,00	0,01	57 030,31	57 030,30	0,00	0,00	57 030,31	57 030,31	0,00	0,00
46711	Autres comptes créditeurs	0,00	215 131,12	198 699 142,82	198 484 011,70	0,00	0,00	198 699 142,82	198 699 142,82	0,00	0,00
	Sous Total compte 4671	**0,00**	**215 131,12**	**198 699 142,82**	**198 484 011,70**	**0,00**	**0,00**	**198 699 142,82**	**198 699 142,82**	**0,00**	**0,00**
46721	Débiteurs divers - Amiable	55 601 274,60	0,00	74 562 168,74	124 513 977,69	0,00	0,00	130 163 443,34	124 513 977,69	5 649 465,65	0,00
46726	Débiteurs divers - Contentieux	0,00	0,00	1 274,60	0,00	0,00	0,00	1 274,60	0,00	1 274,60	0,00
	Sous Total compte 4672	**55 601 274,60**	**0,00**	**74 563 443,34**	**124 513 977,69**	**0,00**	**0,00**	**130 164 717,94**	**124 513 977,69**	**5 650 740,25**	**0,00**
	Sous Total compte 467	**55 601 274,60**	**215 131,12**	**273 262 586,16**	**322 997 989,39**	**0,00**	**0,00**	**328 863 860,76**	**323 213 120,51**	**5 650 740,25**	**0,00**
	Sous Total compte 46	**55 601 274,60**	**215 131,13**	**273 319 616,47**	**323 055 019,69**	**0,00**	**0,00**	**328 920 891,07**	**323 270 150,82**	**5 650 740,25**	**0,00**
4712	Virements réimputés	0,00	359,60	8 558,86	8 199,26	0,00	0,00	8 558,86	8 558,86	0,00	0,00
47134	Subventions	0,00	0,00	2 177 361,00	2 177 361,00	0,00	0,00	2 177 361,00	2 177 361,00	0,00	0,00
47138	Autres	0,00	0,00	147 501 706,99	147 501 706,99	0,00	0,00	147 501 706,99	147 501 706,99	0,00	0,00
	Sous Total compte 4713	**0,00**	**0,00**	**149 679 067,99**	**149 679 067,99**	**0,00**	**0,00**	**149 679 067,99**	**149 679 067,99**	**0,00**	**0,00**
471412	Excédent à réimputer - Personnes morales	0,00	57 030,30	57 030,30	0,00	0,00	0,00	57 030,30	57 030,30	0,00	0,00
	Sous Total compte 47141	**0,00**	**57 030,30**	**57 030,30**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**57 030,30**	**57 030,30**	**0,00**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 4714	**0,00**	**57 030,30**	**57 030,30**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**57 030,30**	**57 030,30**	**0,00**	**0,00**
4718	Autres recettes à régulariser	0,00	12 106,79	1 053 387,74	1 781 475,75	0,00	0,00	1 053 387,74	1 793 582,54	0,00	740 194,80
	Sous Total compte 471	**0,00**	**69 496,69**	**150 798 044,89**	**151 468 743,00**	**0,00**	**0,00**	**150 798 044,89**	**151 538 239,69**	**0,00**	**740 194,80**
4728	Autres dépenses à régulariser	0,00	0,00	500,00	500,00	0,00	0,00	500,00	500,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 472	**0,00**	**0,00**	**500,00**	**500,00**	**0,00**	**0,00**	**500,00**	**500,00**	**0,00**	**0,00**
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	0,83	0,00	0,29	0,56	0,00	0,00	1,12	0,56	0,56	0,00
	Sous Total compte 478	**0,83**	**0,00**	**0,29**	**0,56**	**0,00**	**0,00**	**1,12**	**0,56**	**0,56**	**0,00**
	Sous Total compte 47	**0,83**	**69 496,69**	**150 798 545,18**	**151 469 243,56**	**0,00**	**0,00**	**150 798 546,01**	**151 538 740,25**	**0,00**	**740 194,24**
4911	Dépréciations des comptes de redevables	0,00	225,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	225,00	0,00	225,00
	Sous Total compte 491	**0,00**	**225,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**225,00**	**0,00**	**225,00**
	Sous Total compte 49	**0,00**	**225,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**225,00**	**0,00**	**225,00**
	Total classe 4	**63 302 453,28**	**36 340 251,08**	**728 767 206,71**	**728 101 927,01**	**0,00**	**0,00**	**792 069 659,99**	**764 442 178,09**	**32 268 234,91**	**4 640 753,01**
5428	Disponibilités chez d'autres tiers	0,00	0,00	29 381,72	19 381,72	0,00	0,00	29 381,72	19 381,72	10 000,00	0,00
	Sous Total compte 542	**0,00**	**0,00**	**29 381,72**	**19 381,72**	**0,00**	**0,00**	**29 381,72**	**19 381,72**	**10 000,00**	**0,00**
	Sous Total compte 54	**0,00**	**0,00**	**29 381,72**	**19 381,72**	**0,00**	**0,00**	**29 381,72**	**19 381,72**	**10 000,00**	**0,00**
580	Opérations d'ordre budgétaires	0,00	0,00	10 953 840,78	10 953 840,78	0,00	0,00	10 953 840,78	10 953 840,78	0,00	0,00
588	Autres virements internes	0,00	0,00	500,01	500,01	0,00	0,00	500,01	500,01	0,00	0,00
	Sous Total compte 58	**0,00**	**0,00**	**10 954 340,79**	**10 954 340,79**	**0,00**	**0,00**	**10 954 340,79**	**10 954 340,79**	**0,00**	**0,00**
	Total classe 5	**0,00**	**0,00**	**10 983 722,51**	**10 973 722,51**	**0,00**	**0,00**	**10 983 722,51**	**10 973 722,51**	**10 000,00**	**0,00**
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	299,43	0,00	299,43	0,00	299,43	0,00
	Sous Total compte 6062	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**299,43**	**0,00**	**299,43**	**0,00**	**299,43**	**0,00**
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	8 575,00	3 775,00	8 575,00	3 775,00	4 800,00	0,00
	Sous Total compte 6063	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 575,00**	**3 775,00**	**8 575,00**	**3 775,00**	**4 800,00**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	413,35	0,00	413,35	0,00	413,35	0,00
6068	Autres matières et fournitures.	0,00	0,00	0,00	0,00	3 945,18	0,00	3 945,18	0,00	3 945,18	0,00
	Sous Total compte 606	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 232,96**	**3 775,00**	**13 232,96**	**3 775,00**	**9 457,96**	**0,00**
	Sous Total compte 60	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 232,96**	**3 775,00**	**13 232,96**	**3 775,00**	**9 457,96**	**0,00**
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	1 531 461,17	389 758,20	1 531 461,17	389 758,20	1 141 702,97	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	43 434,19	0,00	43 434,19	0,00	43 434,19	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	175 964,42	42 222,64	175 964,42	42 222,64	133 741,78	0,00
	Sous Total compte 6135	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**175 964,42**	**42 222,64**	**175 964,42**	**42 222,64**	**133 741,78**	**0,00**
	Sous Total compte 613	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**219 398,61**	**42 222,64**	**219 398,61**	**42 222,64**	**177 175,97**	**0,00**
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	811,78	0,00	811,78	0,00	811,78	0,00
617	Études et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	474 769,80	78 738,00	474 769,80	78 738,00	396 031,80	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	679,99	0,00	679,99	0,00	679,99	0,00
6185	Frais de colloques et séminaires	0,00	0,00	0,00	0,00	12 225,34	7 546,50	12 225,34	7 546,50	4 678,84	0,00
	Sous Total compte 618	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 905,33**	**7 546,50**	**12 905,33**	**7 546,50**	**5 358,83**	**0,00**
	Sous Total compte 61	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 239 346,69**	**518 265,34**	**2 239 346,69**	**518 265,34**	**1 721 081,35**	**0,00**
6211	Personnel affecté par la collectivité de	0,00	0,00	0,00	0,00	2 403 083,34	0,00	2 403 083,34	0,00	2 403 083,34	0,00
	Sous Total compte 621	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 403 083,34**	**0,00**	**2 403 083,34**	**0,00**	**2 403 083,34**	**0,00**
62268	Autres honoraires, conseils...	0,00	0,00	0,00	0,00	163 562,51	80 440,40	163 562,51	80 440,40	83 122,11	0,00
	Sous Total compte 6226	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**163 562,51**	**80 440,40**	**163 562,51**	**80 440,40**	**83 122,11**	**0,00**
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	1 356,00	0,00	1 356,00	0,00	1 356,00	0,00
	Sous Total compte 622	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**164 918,51**	**80 440,40**	**164 918,51**	**80 440,40**	**84 478,11**	**0,00**
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	45 291,24	0,00	45 291,24	0,00	45 291,24	0,00

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	161 632,14	0,00	161 632,14	0,00	161 632,14	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	71 992,18	11 649,00	71 992,18	11 649,00	60 343,18	0,00
	Sous Total compte 623	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**278 915,56**	**11 649,00**	**278 915,56**	**11 649,00**	**267 266,56**	**0,00**
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	11 303,20	0,00	11 303,20	0,00	11 303,20	0,00
	Sous Total compte 625	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 303,20**	**0,00**	**11 303,20**	**0,00**	**11 303,20**	**0,00**
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	1 709,93	0,00	1 709,93	0,00	1 709,93	0,00
62871	A la collectivité de rattachement 4	0,00	0,00	0,00	0,00	958 072,05	0,00	958 072,05	0,00	958 072,05	0,00
62875	Aux communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	36 905,03	16 200,00	36 905,03	16 200,00	20 705,03	0,00
	Sous Total compte 6287	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**994 977,08**	**16 200,00**	**994 977,08**	**16 200,00**	**978 777,08**	**0,00**
6288	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	571 860,56	16 888,86	571 860,56	16 888,86	554 971,70	0,00
	Sous Total compte 628	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 568 547,57**	**33 088,86**	**1 568 547,57**	**33 088,86**	**1 535 458,71**	**0,00**
	Sous Total compte 62	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 426 768,18**	**125 178,26**	**4 426 768,18**	**125 178,26**	**4 301 589,92**	**0,00**
65188	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	168 040,51	0,00	168 040,51	0,00	168 040,51	0,00
	Sous Total compte 6518	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**168 040,51**	**0,00**	**168 040,51**	**0,00**	**168 040,51**	**0,00**
	Sous Total compte 651	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**168 040,51**	**0,00**	**168 040,51**	**0,00**	**168 040,51**	**0,00**
65732	Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	9 460 078,04	0,00	9 460 078,04	0,00	9 460 078,04	0,00
657382	Organismes publics divers	0,00	0,00	0,00	0,00	76 005,36	0,00	76 005,36	0,00	76 005,36	0,00
	Sous Total compte 65738	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**76 005,36**	**0,00**	**76 005,36**	**0,00**	**76 005,36**	**0,00**
	Sous Total compte 6573	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 536 083,40**	**0,00**	**9 536 083,40**	**0,00**	**9 536 083,40**	**0,00**
65742	Entreprises	0,00	0,00	0,00	0,00	196 674,86	0,00	196 674,86	0,00	196 674,86	0,00
65748	Autres personnes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	179 192 107,15	0,00	179 192 107,15	0,00	179 192 107,15	0,00
	Sous Total compte 6574	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**179 388 782,01**	**0,00**	**179 388 782,01**	**0,00**	**179 388 782,01**	**0,00**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 657	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**188 924 865,41**	**0,00**	**188 924 865,41**	**0,00**	**188 924 865,41**	**0,00**
6585	Intérêts moratoires	0,00	0,00	0,00	0,00	10 933,49	0,00	10 933,49	0,00	10 933,49	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	527 387,35	0,00	527 387,35	0,00	527 387,35	0,00
	Sous Total compte 6588	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**527 387,35**	**0,00**	**527 387,35**	**0,00**	**527 387,35**	**0,00**
	Sous Total compte 658	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**538 320,84**	**0,00**	**538 320,84**	**0,00**	**538 320,84**	**0,00**
	Sous Total compte 65	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**189 631 226,76**	**0,00**	**189 631 226,76**	**0,00**	**189 631 226,76**	**0,00**
6811	Dotations aux amortissements des immobil	0,00	0,00	0,00	0,00	8 680 926,17	0,00	8 680 926,17	0,00	8 680 926,17	0,00
	Sous Total compte 681	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 680 926,17**	**0,00**	**8 680 926,17**	**0,00**	**8 680 926,17**	**0,00**
	Sous Total compte 68	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 680 926,17**	**0,00**	**8 680 926,17**	**0,00**	**8 680 926,17**	**0,00**
	Total classe 6	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**204 991 500,76**	**647 218,60**	**204 991 500,76**	**647 218,60**	**204 344 282,16**	**0,00**
70384	Forfait de post-stationnement	0,00	0,00	0,00	0,00	3 235 696,00	6 191 783,65	3 235 696,00	6 191 783,65	0,00	2 956 087,65
	Sous Total compte 7038	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 235 696,00**	**6 191 783,65**	**3 235 696,00**	**6 191 783,65**	**0,00**	**2 956 087,65**
	Sous Total compte 703	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 235 696,00**	**6 191 783,65**	**3 235 696,00**	**6 191 783,65**	**0,00**	**2 956 087,65**
	Sous Total compte 70	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 235 696,00**	**6 191 783,65**	**3 235 696,00**	**6 191 783,65**	**0,00**	**2 956 087,65**
73156	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	365 000,00	136 756 688,62	365 000,00	136 756 688,62	0,00	136 391 688,62
	Sous Total compte 7315	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**365 000,00**	**136 756 688,62**	**365 000,00**	**136 756 688,62**	**0,00**	**136 391 688,62**
	Sous Total compte 731	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**365 000,00**	**136 756 688,62**	**365 000,00**	**136 756 688,62**	**0,00**	**136 391 688,62**
739156	Reversement sur taxe de versement mobili	0,00	0,00	0,00	0,00	176 998,81	93 786,61	176 998,81	93 786,61	83 212,20	0,00
	Sous Total compte 73915	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**176 998,81**	**93 786,61**	**176 998,81**	**93 786,61**	**83 212,20**	**0,00**
	Sous Total compte 7391	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**176 998,81**	**93 786,61**	**176 998,81**	**93 786,61**	**83 212,20**	**0,00**
	Sous Total compte 739	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**176 998,81**	**93 786,61**	**176 998,81**	**93 786,61**	**83 212,20**	**0,00**
	Sous Total compte 73	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**541 998,81**	**136 850 475,23**	**541 998,81**	**136 850 475,23**	**0,00**	**136 308 476,42**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
74611	DGD	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 913 208,00	0,00	1 913 208,00	0,00	1 913 208,00
	Sous Total compte 7461	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 913 208,00**	**0,00**	**1 913 208,00**	**0,00**	**1 913 208,00**
	Sous Total compte 746	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 913 208,00**	**0,00**	**1 913 208,00**	**0,00**	**1 913 208,00**
74718	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	260 020,33	0,00	260 020,33	0,00	260 020,33
	Sous Total compte 7471	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**260 020,33**	**0,00**	**260 020,33**	**0,00**	**260 020,33**
7472	Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	465 864,00	0,00	465 864,00	0,00	465 864,00
7473	Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	38 122,25	38 122,25	38 122,25	38 122,25	0,00	0,00
74778	Autres fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 974,74	0,00	37 974,74	0,00	37 974,74
	Sous Total compte 7477	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**37 974,74**	**0,00**	**37 974,74**	**0,00**	**37 974,74**
	Sous Total compte 747	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**38 122,25**	**801 981,32**	**38 122,25**	**801 981,32**	**0,00**	**763 859,07**
748381	Compensation liée au relèvement du seuil	0,00	0,00	0,00	0,00	620 000,00	1 241 991,84	620 000,00	1 241 991,84	0,00	621 991,84
	Sous Total compte 74838	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**620 000,00**	**1 241 991,84**	**620 000,00**	**1 241 991,84**	**0,00**	**621 991,84**
	Sous Total compte 7483	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**620 000,00**	**1 241 991,84**	**620 000,00**	**1 241 991,84**	**0,00**	**621 991,84**
	Sous Total compte 748	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**620 000,00**	**1 241 991,84**	**620 000,00**	**1 241 991,84**	**0,00**	**621 991,84**
	Sous Total compte 74	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**658 122,25**	**3 957 181,16**	**658 122,25**	**3 957 181,16**	**0,00**	**3 299 058,91**
75813	Redevances versées par les fermiers et c	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 316,67	0,00	37 316,67	0,00	37 316,67
	Sous Total compte 7581	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**37 316,67**	**0,00**	**37 316,67**	**0,00**	**37 316,67**
75822	Prise en charge du déficit du budget ann	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 500 000,00	0,00	48 500 000,00	0,00	48 500 000,00
	Sous Total compte 7582	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**48 500 000,00**	**0,00**	**48 500 000,00**	**0,00**	**48 500 000,00**
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	614 661,43	0,00	614 661,43	0,00	614 661,43
	Sous Total compte 7588	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**614 661,43**	**0,00**	**614 661,43**	**0,00**	**614 661,43**
	Sous Total compte 758	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**49 151 978,10**	**0,00**	**49 151 978,10**	**0,00**	**49 151 978,10**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	**D**

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 75	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**49 151 978,10**	**0,00**	**49 151 978,10**	**0,00**	**49 151 978,10**
773	Mandats annulés (sur exercices antérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 251 014,13	0,00	12 251 014,13	0,00	12 251 014,13
777	Recettes et quote-part des subventions d	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 567 920,22	0,00	1 567 920,22	0,00	1 567 920,22
	Sous Total compte 77	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 818 934,35**	**0,00**	**13 818 934,35**	**0,00**	**13 818 934,35**
7815	Reprises sur provisions pour risques et	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 500 000,00	0,00	4 500 000,00	0,00	4 500 000,00
	Sous Total compte 781	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 500 000,00**	**0,00**	**4 500 000,00**	**0,00**	**4 500 000,00**
	Sous Total compte 78	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 500 000,00**	**0,00**	**4 500 000,00**	**0,00**	**4 500 000,00**
	Total classe 7	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 435 817,06**	**214 470 352,49**	**4 435 817,06**	**214 470 352,49**	**83 212,20**	**210 117 747,63**
	Total général	**220 138 311,37**	**220 138 311,37**	**768 704 549,75**	**758 884 814,48**	**231 582 340,17**	**241 402 075,44**	**1 220 425 201,29**	**1 220 425 201,29**	**396 733 253,76**	**396 733 253,76**

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**156,09**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	156,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**4 906 399,61**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	4 906 399,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE , SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 881 951,65**		**19 882 107,74**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	454 953,69		454 953,69
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	8 115 360,08		8 115 360,08
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	402 778,83		402 778,83
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	10 908 859,05		10 908 859,05
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		156,09
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 992 184,18**		**16 898 583,79**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		4 906 399,61
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	1 989 840,42		1 989 840,42
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	10 000 000,00		10 000 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	2 343,76		2 343,76
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**10 933,49**	**3 399 277,64**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	958 072,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	2 403 083,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	10 933,49	38 122,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**192 336 357,06**		**195 746 568,19**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	2 670 973,84		3 629 045,89
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		2 403 083,34
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	83 212,20		83 212,20
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	189 582 171,02		189 631 226,76
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**208 549 827,25**		**208 549 827,41**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	2 956 087,65		2 956 087,65
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	136 391 688,62		136 391 688,62
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	3 299 058,91		3 299 058,91
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	49 151 977,94		49 151 978,10
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	12 251 014,13		12 251 014,13
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	4 500 000,00		4 500 000,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**10 000 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					10 000 000,00									
5611297 (3401-TIR-1)	Caisse des Dépôts et Consignation	28/07/2025	2025-12-29	31/07/2027	10 000 000,00	V	LIVRETA	2,100	2,104		X	F	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1675 Dettes afférentes aux marchés de travaux et de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)(9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**10 000 000,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle, B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**10 000 000,00**					**0,00**	**1 708,30**	**0,00**	**570,85**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		10 000 000,00					0,00	1 708,30	0,00	570,85
5611297 (3401-TIR-1)	N	0,00	A-1	10 000 000,00	1,58	V	LIVRETA	2,100	0,00	1 708,30	0,00	570,85
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)(10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
Total général		**0,00**		**10 000 000,00**					**0,00**	**1 708,30**	**0,00**	**570,85**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS — B1.4

TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	1	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	10 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS — B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €		
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	Etudes non suivies de réalisation travaux	5	08/01/1996
L	Logiciels bureautiques	5	08/11/1996
L	Autres applicatifs informatiques	5	08/11/1996
L	Voitures	5	08/11/1996
L	Camions et véhicules industriels	8	08/11/1996
L	Mobilier	10	08/11/1996
L	Matériel de bureau électrique ou électronique	5	08/11/1996
L	Matériel informatique	5	08/11/1996
L	Matériel classique	10	08/11/1996
L	Coffre-fort	20	08/11/1996
L	Installations et appareils de chauffage	10	08/11/1996
L	Appareils de levage-ascenseurs	20	08/11/1996
L	Appareils de laboratoire	5	08/11/1996
L	Equipements de garages et ateliers	10	08/11/1996
L	Equipements des cuisines	10	08/11/1996
L	Equipements sportifs	10	08/11/1996
L	Plantations	20	08/11/1996
L	Autres agencements et aménagements de terrains	20	08/11/1996
L	Bâtiments légers, abris	10	08/11/1996
L	Agencements et aménagements de bâtiments, installations électriques, téléphoniques et agen. divers	10	08/11/1996
L	Etudes / Participations	10	05/11/1999
L	Subv. d'équipement < à 10.000? (aux organismes de droit public et privé)	1	20/04/2012
L	Immeubles de rapport	50	26/06/2015
L	Bâtiments publics	50	18/12/2015
L	Subv. d'équipement > à 10.000? - Bien mobilier, matériel et études	5	29/12/2015
L	Subv. d'équipement > à 10.000? - Bâtiment et installations	30	29/12/2015
L	Subv. d'équipement > à 10.000? - Projets d'infrastructures d'intérêt national	40	29/12/2015
L	Mise aux normes et mise en sécurité des bâtiments industriels	5	18/12/2019
L	Subvention d?équipement - Mise aux normes et mise en sécurité des bâtiments industriels	5	18/12/2019
L	Dépenses ultérieurs immobilisées des biens historiques et culturels	20	01/01/2021

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	Bornes de recharges électriques	10	25/03/2022
L	2 roues électriques (vélos, biporteurs, trottinette)	5	16/12/2022
L	installations et panneaux photovoltaiques	20	16/12/2022
L	Agencement et aménagement de matériel et outillage	20	28/06/2023
L	Conteneur, bac, bac poubelle, bac à ordures, bac à composts et à biodéchets, benne	10	28/06/2023

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES — B3

PROVISIONS CONSTITUEES AU 31/12/N

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		**29 000 000,00**	**0,00**	**4 500 000,00**	**24 500 000,00**
Provisions pour litiges		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour pertes de change		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques		**29 000 000,00**	**0,00**	**4 500 000,00**	**24 500 000,00**
Provision pour perte d'exploitation	24/09/2021	29 000 000,00	0,00	4 500 000,00	24 500 000,00
Dépréciations (3)		**225,00**	**0,00**	**0,00**	**225,00**
- des immobilisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers		**225,00**	**0,00**	**0,00**	**225,00**
Créances irrécouvrables	08/11/2024	225,00	0,00	0,00	225,00
- des comptes financiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions semi-budgétaires		**29 000 225,00**	**0,00**	**4 500 000,00**	**24 500 225,00**
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour litiges		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour pertes de change		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des immobilisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
- des comptes de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes financiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions budgétaires		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS		**29 000 225,00**	**0,00**	**4 500 000,00**	**24 500 225,00**

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS — B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 430 — **Intitulé de l'opération : Mandat vélo** — **Date de la délibération :**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541130 Mandat vélo (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**200 000,00**	**0,00**	**0,00**	**200 000,00**	**0,00**
4541230 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	200 000,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**200 000,00**	**0,00**	**0,00**	**200 000,00**	**0,00**

N° opération : 434 — **Intitulé de l'opération : Travaux de déviation de réseau fibre** — **Date de la délibération :**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**0,00**	**50 500,00**	**0,00**	**0,00**	**50 500,00**	**0,00**
4541134 Travaux de déviation de réseau fibre (2)	0,00	50 500,00	0,00	0,00	50 500,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**50 500,00**	**0,00**	**0,00**	**50 500,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**50 500,00**	**0,00**	**0,00**	**50 500,00**	**0,00**
4541234 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	50 500,00	0,00	0,00	50 500,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 434	Intitulé de l'opération : Travaux de déviation de réseau fibre					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**50 500,00**	**0,00**	**0,00**	**50 500,00**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		-168 853 157,72	168 853 157,72
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 31/12/N correspond au reste à employer au 31/12/N, l'annuité reçue au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Versement Mobilité	-168 853 157,72	148 642 702,75	175 247 980,08	-195 458 435,05
Total	**-168 853 157,72**	**148 642 702,75**	**175 247 980,08**	**-195 458 435,05**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Versement Mobilité

	Reste à employer au 01/01/N	**-168 853 157,72**
Recettes		
Article	**Libellé article**	**Montant**
73156	Versement mobilité	136 391 688,62
773	Mdts annulés (s. exer. antérieur) ou atteints par dech. quadrien	12 251 014,13
	Total	**148 642 702,75**
Dépenses		
Article	**Libellé article**	**Montant**
65748	aux fermiers et aux concessionnaires	175 247 980,08
	Total	**175 247 980,08**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**-195 458 435,05**

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B –ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B8

LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TOTAL GENERAL	**197 040 225,49**	
Personnes de droit privé	**186 914 787,37**	
Associations	**240 500,00**	
A CRO DU VELO	3 500,00	
BRETZ SELLE	15 000,00	
BRETZ SELLE	10 000,00	
BRETZ SELLE	3 000,00	
COMITE D ACTION DEUX ROUES CADR 67 MAISON DES CYCLIST	15 000,00	
COMITE D ACTION DEUX ROUES CADR 67 MAISON DES CYCLIST	87 000,00	
COMITE D ACTION DEUX ROUES CADR 67 MAISON DES CYCLIST	10 000,00	
COMITE D ACTION DEUX ROUES CADR 67 MAISON DES CYCLIST	58 000,00	
LA SCHILYCLETTE	4 000,00	
USAGERS DES TRANSPORTS URBAINS STRASBGRESIDENCE DE L ORTENBOURG	15 000,00	
VELOSTATION	9 000,00	
VELOSTATION	5 000,00	
VELOSTATION	6 000,00	
Entreprises	**186 674 287,37**	
AFRI CAN DELA STRASBOURG	4 000,00	
ASSOCIATION GARE DEBOUT	3 000,00	
CIE TRANSPORTS STRASBOURGEOIS	4 000 000,00	
CIE TRANSPORTS STRASBOURGEOIS	3 450 000,00	
CIE TRANSPORTS STRASBOURGEOIS	14 602 800,00	
CIE TRANSPORTS STRASBOURGEOIS	14 602 800,00	
CIE TRANSPORTS STRASBOURGEOIS	14 458 626,52	
CIE TRANSPORTS STRASBOURGEOIS	2 715,05	
CIE TRANSPORTS STRASBOURGEOIS	155 838,51	
CIE TRANSPORTS STRASBOURGEOIS	14 602 800,00	
CIE TRANSPORTS STRASBOURGEOIS	14 602 800,00	
CIE TRANSPORTS STRASBOURGEOIS	14 602 800,00	
CIE TRANSPORTS STRASBOURGEOIS	14 602 800,00	
CIE TRANSPORTS STRASBOURGEOIS	14 602 800,00	
CIE TRANSPORTS STRASBOURGEOIS	14 602 800,00	
CIE TRANSPORTS STRASBOURGEOIS	14 602 800,00	
CIE TRANSPORTS STRASBOURGEOIS	14 602 800,00	
COMPAGNIE DES TRANSPORTS DU BAS RHIN CTBR	304 029,25	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
COMPAGNIE DES TRANSPORTS DU BAS RHIN CTBR	781 291,82	
KAROS FRANCE	27 338,84	
KAROS FRANCE	23 710,96	
KAROS FRANCE	19 855,57	
KAROS FRANCE	20 014,59	
KAROS FRANCE	24 213,33	
KAROS FRANCE	26 869,52	
KAROS FRANCE	25 827,12	
KAROS FRANCE	28 844,93	
SNCF GARES ET CONNEXIONS	76 005,36	
STRASBOURG MOBILITES VELO SMV	196 301,00	
STRASBOURG MOBILITES VELO SMV	221 668,00	
STRASBOURG MOBILITES VELO SMV	186 667,00	
STRASBOURG MOBILITES VELO SMV	186 667,00	
STRASBOURG MOBILITES VELO SMV	186 663,00	
STRASBOURG MOBILITES VELO SMV	186 667,00	
STRASBOURG MOBILITES VELO SMV	186 667,00	
STRASBOURG MOBILITES VELO SMV	186 667,00	
STRASBOURG MOBILITES VELO SMV	186 667,00	
STRASBOURG MOBILITES VELO SMV	221 668,00	
STRASBOURG MOBILITES VELO SMV	221 668,00	
STRASBOURG MOBILITES VELO SMV	221 668,00	
STRASBOURG MOBILITES VELO SMV	221 668,00	
Personnes physiques	**0,00**	
Autres	**0,00**	
Personnes de droit public	**10 125 438,12**	
Etat	**0,00**	
Régions	**9 511 497,83**	
REGION GRAND EST	51 419,79	
REGION GRAND EST	8 684 080,00	
REGION GRAND EST	22 905,04	
REGION GRAND EST	753 093,00	
Départements	**0,00**	
Communes	**0,00**	
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)	**613 940,29**	
PORT AUTONOME DE STRASBOURG	18 680,79	
VAE AIDE FINANCIERE A L ACQUISITION D UN VELO A ASSISTANCE ELECTRIQUE	14 048,00	
VAE AIDE FINANCIERE A L ACQUISITION D UN VELO A ASSISTANCE ELECTRIQUE	13 299,00	
VAE AIDE FINANCIERE A L ACQUISITION D UN VELO A ASSISTANCE ELECTRIQUE	10 241,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
VAE AIDE FINANCIERE A L ACQUISITION D UN VELO A ASSISTANCE ELECTRIQUE	7 100,00	
VAE AIDE FINANCIERE A L ACQUISITION D UN VELO A ASSISTANCE ELECTRIQUE	41 658,00	
VAE AIDE FINANCIERE A L ACQUISITION D UN VELO A ASSISTANCE ELECTRIQUE	23 502,50	
VAE AIDE FINANCIERE A L ACQUISITION D UN VELO A ASSISTANCE ELECTRIQUE	39 583,60	
VAE AIDE FINANCIERE A L ACQUISITION D UN VELO A ASSISTANCE ELECTRIQUE	50 344,21	
VAE AIDE FINANCIERE A L ACQUISITION D UN VELO A ASSISTANCE ELECTRIQUE	27 050,01	
VAE AIDE FINANCIERE A L ACQUISITION D UN VELO A ASSISTANCE ELECTRIQUE	21 824,00	
VAE AIDE FINANCIERE A L ACQUISITION D UN VELO A ASSISTANCE ELECTRIQUE	34 644,48	
VAE AIDE FINANCIERE A L ACQUISITION D UN VELO A ASSISTANCE ELECTRIQUE	18 249,50	
VAE AIDE FINANCIERE A L ACQUISITION D UN VELO A ASSISTANCE ELECTRIQUE	28 269,50	
VAE AIDE FINANCIERE A L ACQUISITION D UN VELO A ASSISTANCE ELECTRIQUE	17 399,50	
VAE AIDE FINANCIERE A L ACQUISITION D UN VELO A ASSISTANCE ELECTRIQUE	16 344,50	
VAE AIDE FINANCIERE A L ACQUISITION D UN VELO A ASSISTANCE ELECTRIQUE	21 869,00	
VAE AIDE FINANCIERE A L ACQUISITION D UN VELO A ASSISTANCE ELECTRIQUE	30 923,70	
VAE AIDE FINANCIERE A L ACQUISITION D UN VELO A ASSISTANCE ELECTRIQUE	17 324,50	
VAE AIDE FINANCIERE A L ACQUISITION D UN VELO A ASSISTANCE ELECTRIQUE	11 900,00	
VAE AIDE FINANCIERE A L ACQUISITION D UN VELO A ASSISTANCE ELECTRIQUE	17 235,00	
VAE AIDE FINANCIERE A L ACQUISITION D UN VELO A ASSISTANCE ELECTRIQUE	32 640,00	
VAE AIDE FINANCIERE A L ACQUISITION D UN VELO A ASSISTANCE ELECTRIQUE	43 499,50	
VAE AIDE FINANCIERE A L ACQUISITION D UN VELO A ASSISTANCE ELECTRIQUE	29 644,00	
VAE AIDE FINANCIERE A L ACQUISITION D UN VELO A ASSISTANCE ELECTRIQUE	26 666,00	
Autres	**0,00**	

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-6 682 253,37**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-6 682 253,37**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**4 644 455,57**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-6 682 253,37**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**-2 037 797,80**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**1 700 000,00**	**1 567 920,22**	**27 621,00**	**1 595 541,22**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**8 900 000,00**	**8 942 870,21**	**0,00**	**8 942 870,21**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**7 200 000,00**	**7 374 949,99**	**-27 621,00**	**7 347 328,99**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-6 682 253,37**			**-6 682 253,37**
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**4 644 455,57**	**4 644 455,57**		**4 644 455,57**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**-2 037 797,80**			**-2 037 797,80**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**5 309 531,19**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**1 700 000,00**	**I**	**1 567 920,22**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**		**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	0,00		0,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**1 700 000,00**		**1 567 920,22**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*1 700 000,00*		*1 567 920,22*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**8 900 000,00**	**III** **8 942 870,21**
Ressources propres externes de l'année (a)		**200 000,00**	**261 944,04**
10222	FCTVA	200 000,00	261 944,04
10226	Taxe d'aménagement (2)	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**8 700 000,00**	**8 680 926,17**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
28031	*Frais d'études*	*49 999,80*	*36 483,79*
2804121	*Subv.Régions : Bien mobilier, matériel*	*31 360,40*	*27 021,08*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*2 220,60*	*2 220,60*
28041482	*Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations*	*14 100,80*	*12 773,33*
2804182	*Autres org pub - Bât. et installations*	*8 060,07*	*8 169,04*
280421	*Privé - Biens mob., matériel et études*	*6 168 639,60*	*6 168 639,60*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*2 415 999,96*	*2 415 999,96*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*204,00*	*204,00*
281578	*Autre matériel technique*	*3 742,20*	*3 742,20*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*1 944,00*	*1 944,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*3 728,57*	*3 728,57*

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (4)*		
33…	*En-cours de production de biens (4)*		
35…	*Stocks de produits (4)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS DE PROGRAMME — C2.1

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
AP0197	Autorité Organisatrice des transports	20, 204, 21, 23	0,00	0,00	18 960 788,95	166 163,97	2 292 476,04	16 834 476,88	5 302 550,66	11 531 926,22
AP0327	Développement du vélo dans l'agglomération 2021-2026	20, 204, 21, 23, 45	0,00	0,00	46 235 825,94	6 670 754,04	149 500,00	52 757 079,98	10 850 353,98	41 906 726,00
AP0328	Multimodalité 2021-2026	20, 204	0,00	0,00	2 478 800,22	607 625,78	0,00	3 086 426,00	254 018,61	2 832 407,39
AP0298	Tram Nord	204	0,00	0,00	14 021 538,00	0,00	0,00	14 021 538,00	0,00	14 021 538,00
AP0300	Tram Ouest	204	0,00	0,00	3 450 000,00	0,00	0,00	3 450 000,00	3 450 000,00	0,00
AP0329	Zone à Faible Emission	20, 204, 23	0,00	0,00	1 250 000,00	770 000,00	770 000,00	1 250 000,00	0,00	1 250 000,00
TOTAL			**0,00**	**0,00**	**86 396 953,11**	**8 214 543,79**	**3 211 976,04**	**91 399 520,86**	**19 856 923,25**	**71 542 597,61**

* Le détail par programme n'est à renseigner qu'à compter des AP votées en 2005.

(1) Il s'agit des AP affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AP votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AP non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AP affectées (6) / (5)	**20,28**	**14,43**	**7,22**	**3,60**

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT — C2.2

SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION D'ENGAGEMENT *		Chapitre (s)	Stocks AE votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AE affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par engagement n'est à renseigner qu'à compter des AE votées en 2005.

(1) Il s'agit des AE affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AE votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AE non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AE affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE	C3.1

Présentation agrégée par nature

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	8 115 360,09	6 553 519,69	1 561 840,40	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	454 953,69	454 953,69	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	402 778,84	306 078,06	96 700,78	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	10 908 859,09	5 933 686,15	4 975 172,94	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	156,09	156,09	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**19 882 107,80**	**13 248 393,68**	**6 633 714,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	8 115 360,09	8 115 360,09	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	454 953,69	454 953,69	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	402 778,84	402 778,84	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	10 908 859,09	10 908 859,09	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	156,09	156,09	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**19 882 107,80**	**19 882 107,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	8 115 360,09	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	454 953,69	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	402 778,84	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	10 908 859,09	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	156,09	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**19 882 107,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	8 115 360,09	345 000,00	1 561 840,40	6 208 519,69	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	454 953,69	0,00	0,00	454 953,69	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	402 778,84	0,00	96 700,78	306 078,06	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	10 908 859,09	0,00	4 975 172,94	5 933 686,15	0,00
A165	Immobilisations financières	156,09	0,00	0,00	156,09	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**19 882 107,80**	**345 000,00**	**6 633 714,12**	**12 903 393,68**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR FONCTION	C3.2

Présentation agrégée par fonction

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisation des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	19 882 107,80	13 248 393,68	6 633 714,12	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**19 882 107,80**	**13 248 393,68**	**6 633 714,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	19 882 107,80	19 882 107,80	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**19 882 107,80**	**19 882 107,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	19 882 107,80	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**19 882 107,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	19 882 107,80	345 000,00	6 633 714,12	12 903 393,68	0,00
	TOTAL	**19 882 107,80**	**345 000,00**	**6 633 714,12**	**12 903 393,68**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)
	TRANSPORT DE PERSONNES A MOBILITE REDUITE			SPA

État des Contrôles du Compte Financier

L’état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d’anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l’exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Date d'édition : 12/05/2026

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
Mme Marie-José GOUTAUDIER	du 01/01/2025	au	12/05/2026

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

GUILLON Francois (1031447421-0), Inspecteur divisionnaire FiP classe normale **A DRFiP D'ALSACE ET DU BAS-RHIN, le 13/05/2026**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

A , le

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

5

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

Dérogation permettant d'affecter des jeunes mineurs âgés d'au moins 15 ans et de moins de 18 ans en formation professionnelle au sein de la collectivité à la réalisation de travaux dits " réglementés ".

Numéro E-2026-508

Dans le cadre de leur formation professionnelle, des jeunes de moins de 18 ans peuvent être amenés à effectuer des stages ou apprentissages au sein des services de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg. Certains de ces jeunes peuvent être affectés à des postes comportant des travaux dits « réglementés » en raison des risques particuliers qu'ils présentent pour la santé ou la sécurité (manutention de charges, utilisation d'outils dangereux, etc.).

La formation professionnelle dans la fonction publique territoriale permet aux jeunes d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une collectivité territoriale ou dans un établissement public. Ceci présente un intérêt tant pour les jeunes accueillis que pour les services accueillants, compte tenu des diplômes préparés par les postulants et des qualifications requises pour ces diplômes.

Si l'article L. 4153-8 du Code du travail, applicable à la fonction publique, pose le principe de l'interdiction d'emploi des jeunes travailleurs de moins de 18 ans à certaines catégories de travaux les exposant à des risques pour leur santé, leur sécurité, leur moralité ou excédant leurs forces, l'article L. 4153-9 du même code prévoit la possibilité de déroger à cette interdiction en affectant des travailleurs de moins de 18 ans à certaines catégories de travaux, sous réserve de respecter les conditions déterminées par décret.

Le Décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et prévention dans la fonction publique territoriale modifié par le décret n°2016-1070 du 3 août 2016 prévoit la possibilité dans la fonction publique territoriale, à travers notamment une délibération de dérogation, d'affecter des travailleurs âgés d'au moins 15 ans et de moins de 18 ans en formation professionnelle, à effectuer certains des travaux dits « réglementés ».

Il appartient au conseil de l'Eurométropole de Strasbourg d'autoriser des jeunes âgés

d’au moins 15 ans et de moins de 18 ans en formation professionnelle à effectuer certains des travaux dits « réglementés » listés en annexes 1 et 2, en vue de les accueillir à compter de la date de la présente délibération et de leur permettre ainsi de découvrir pleinement les métiers visés.

Ces dérogations s’effectuent dans le cadre de l’évaluation des risques pour la santé et la sécurité des agents de la Ville et de l’Eurométropole de Strasbourg qui est consignée dans son document unique d’évaluation des risques professionnels. Les actions de prévention décrites sont mises en œuvre, conformément aux articles L. 4121-3 et suivants du Code du travail ainsi que les autres obligations visées à l’article R. 4153-40 du même code.

La présente délibération vise à autoriser, sous conditions strictes, l’accueil de personnes mineures âgées d’au moins 15 ans et de moins de 18 ans, en formation professionnelle, à participer à certains travaux réglementés, conformément aux articles L. 4153-8 à L. 4153-10 du Code du travail et à la circulaire du 7 septembre 2016, dans le respect des règles de prévention et d’encadrement.

L’accueil de mineurs pour l’accomplissement de travaux réglementés est conditionné à une mise à jour préalable du document unique d’évaluation des risques professionnels (DUERP) du service d’accueil, conformément à l’article R. 4153-40 du Code du travail. Conformément à la circulaire interministérielle DGT/CT1/2016/309 du 7 septembre 2016, la présente délibération précise les conditions dans lesquelles l’Eurométropole de Strasbourg accueille des mineurs en formation professionnelle dans les services identifiés, pour des travaux dits réglementés. Elle formalise les mesures de prévention, d'encadrement et de suivi mises en œuvre, en lien avec les mises à jour du document unique d’évaluation des risques. Les jeunes ne peuvent être affectés à ces travaux qu’en l’absence de solution pédagogique professionnelle alternative, sous le strict contrôle de l’encadrant désigné et dans les conditions mentionnées en annexe.

La présente délibération de dérogation constitue une décision initiale.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu le Code Général des Collectivités Territoriales
vu le Code du travail et notamment les articles L. 4121-3, L. 4153-8 à 9, D. 4153-15 à 37, R. 4153-40 et R. 4443-2
vu l’instruction interministérielle n° DGT/CT1/DGEFP/DPJJ/DGESCO/DGCS/DGER/ DAFSL/2016/273 du 7 septembre 2016 relative à la mise en œuvre des dérogations aux travaux interdits pour les jeunes âgés de quinze ans au moins et de moins de dix-huit ans
vu la note d’information de la Direction générale des collectivités territoriales n° ARCB1616385N relative à la mise en œuvre de la procédure de dérogation permettant aux jeunes âgés d’au moins quinze ans et de moins de dix-huit ans en situation de formation professionnelle dans la fonction publique territoriale d’effectuer des travaux dits « réglementés »
vu le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l’hygiène et à la sécurité au travail ainsi qu’à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique

territoriale
vu le décret n°2016-1070 du 3 août 2016 relatif à la procédure de dérogation permettant aux jeunes âgés d'au moins quinze ans et de moins de dix-huit ans en situation de formation professionnelle dans la fonction publique territoriale d'effectuer des travaux dits « réglementés »
vu l'évaluation ou l'actualisation des risques consignés dans le document unique d'évaluation des risques professionnels de la collectivité mis à jour ;
vu la note d'information transmise au Comité social territorial (CST)
considérant que la collectivité accueille régulièrement des jeunes mineurs dans le cadre de contrats d'apprentissage ou de périodes de formation en milieu professionnel ;
considérant que les besoins ont été identifiés au sein des directions de l'Eurométropole en matière d'accueil de jeunes de moins de 18 ans en formation professionnelle, et la nature des missions confiées pouvant impliquer la réalisation de certains travaux réglementés
considérant que certains des postes auxquels ces jeunes sont affectés impliquent des travaux susceptibles d'entrer dans la liste des travaux réglementés (exemples : port de charges lourdes, travail avec des machines à lames, exposition à des agents chimiques)
considérant que l'article R. 4153-40 du Code du travail permet à l'autorité administrative, sur demande motivée, d'autoriser l'affectation à de tels travaux sous condition de formation, d'encadrement et de prévention adaptés
considérant qu'il convient, à cette fin, d'habiliter l'autorité territoriale à engager les procédures de demande de dérogation auprès de la DREETS
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *la présente autorisation est valable pour une durée de trois ans, renouvelable pour la même durée, à compter de son adoption. Elle fera l'objet d'un suivi annuel et d'une réévaluation à son terme ;*

- *les travaux sur lesquels porte la délibération de dérogation, les formations professionnelles concernées, les lieux de formation connus et les qualités et fonctions des personnes chargées d'encadrer les jeunes pendant ces travaux figurent en Annexe 1 et le détail des travaux concernés par la délibération figure en annexe 2 de la présente délibération ;*

- *la présente délibération de dérogation sera transmise pour information aux membres du CST (Comité Social Territorial) et adressée, concomitamment, par tout moyen permettant d'établir la date de réception, à l'Agent Chargé des Fonctions d'Inspection (ACFI) compétent ;*

- *les informations relatives à chaque jeune mineur accueilli et affecté à des travaux « réglementés » seront indiquées au moment de l'accueil dans le document figurant en annexe 3 par le service concerné et mis à la disposition de l'Agent Chargé d'assurer les Fonctions d'Inspection (ACFI) ;*

autorise

- *le recours aux jeunes âgés d'au moins 15 ans et de moins de 18 ans en formation professionnelle pour effectuer des travaux dits « réglementés » à compter de la date de la présente délibération,*

- *la Présidente, son représentant ou sa représentante, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération, y compris la signature et la transmission des documents relatifs aux demandes de dérogation.*

ANNEXE 1 :
TRAVAUX RÉGLEMENTÉS SOUMIS À LA DÉCLARATION DE DÉROGATION

☒ Demande initiale

☐ Modification au cours des 3 ans

☐ Renouvellement tous les 3 ans (à adresser 3 mois avant la date d'expiration de la dérogation en cours)

Directions et services d'accueil	**Intitulé des formations professionnelles ou des métiers concernés par les travaux réglementés**	**Fonction des personnes encadrant les jeunes pendant l'exécution des travaux réglementés***
Direction Espaces Publics et Naturels, service Voies Publiques, département Ouvrages d'art	Tailleur de pierre Menuisier Serrurier	Tailleur de pierre Menuisier Serrurier Responsable entretien courant
Direction Espaces Publics et Naturels, service Espaces verts et de nature, département Espace Verts Urbains	Menuisier Horticulteur – Floriculteur (CAP Agricole Horticulture) Jardinier	Chef menuisier Menuisiers spécialisés Chef d'équipe production Adjoint au Chef d'équipe production Horticulteurs – Floriculteurs Chef d'équipe Adjoint au Chef d'équipe Jardinier
Direction des Sports, Service Patrimoine Sportif, Département Technique Piscine	Électromécanicien Électricien bâtiment	Responsable technique
Direction Eau et risques environnementaux, Service Eau et assainissement	Terrassier-monteur, terrassier-paveur, agent de maintenance réseau, agent d'opérations sur le réseau, monteur de compteur	Chef de chantiers, chef d'équipe, chargé de maintenance réseau, chargé des opérations sur le réseau, chargé du remplacement des compteurs
Direction de la Culture, Fondation de l'œuvre Notre Dame	Tailleur de pierre	Restaurateur d'édifice en pierre de taille, Appareilleur, Responsable des études

Cette annexe a pour vocation d'encadrer les travaux règlementés pouvant être donnés aux apprentis mineurs, néanmoins chaque service peut par le biais d'une note interne, déterminer des missions plus restreintes.

***** Les informations relatives à chaque encadrant seront indiquées au moment de l'accueil de l'apprenti mineur dans le document figurant en Annexe 3 par le service concerné.

	Source du risque	Travaux réglementés soumis à la demande de dérogation pour l'ensemble de l'Eurométropole de Strasbourg	Travaux réalisés	Lieux de formation connus		
				Locaux de l'administration	Chantier extérieur	Si locaux différents, préciser l'adresse
1	Activité	**D. 4153-17 -** travaux impliquant la préparation, l'emploi, la manipulation ou l'exposition à des agents chimiques dangereux définis aux articles R. 4412-3 et R. 4412-60.	☒	X	X	
2	Activité	**D. 4153-18** - opérations susceptibles de générer une exposition à un niveau d'empoussièrement de fibres d'amiante de niveau 1 ou 2 tel que défini à l'article R. 4412-98.	☐			
3	Équipement de travail	**D. 4153-21** – exposition aux rayonnements ionisants de catégorie B au sens de l'article R. 4451-46.	☐			
4	Équipement de travail	**D. 4153-22** – exposition à des rayonnements optiques artificiels et pour lesquels les résultats de l'évaluation des risques mettent en évidence la moindre possibilité de dépassement des valeurs limites d'exposition (définies aux articles R. 4452-5 et R. 4452-6).	☐			
5	Milieu de travail	**D. 4153-23** – interventions en milieu hyperbare de classe I, II, III (au sens de l'article R. 4461-1).	☐			
6	Équipement de travail	**D.4153-27** – conduite d'équipements de travail mobiles automoteurs et d'équipements de travail servant au levage.	☒	X		
7	Équipement de travail	**D. 4153-28** - travaux impliquant l'utilisation ou l'entretien : « 1° des machines mentionnées à l'article R. 4313-78, quelle que soit la date de mise en service ; « 2° des machines comportant des éléments mobiles concourant à l'exécution du travail qui ne peuvent pas être rendus inaccessibles durant leur fonctionnement	☒	X	X	X (Sous-sol, cave, regard)
8	Équipement de travail	**D. 4153-29** - travaux de maintenance lorsque ceux-ci ne peuvent être effectués à l'arrêt, sans possibilité de remise en marche inopinée des transmissions, mécanismes et équipements de travail en cause	☒	X		
9	Équipement de travail	**D. 4153-30** - travaux en hauteur nécessitant l'utilisation d'équipements de protection individuelle	☒		X	
10	Équipement de travail	**D. 4153-31** – montage et démontage d'échafaudages	☐			
11	Équipement de travail	**D. 4153-33** - travaux impliquant les opérations de manipulation, de surveillance, de contrôle et d'intervention sur des appareils à pression soumis à suivi en service	☒	X		
12	Milieu de travail	**D. 4153-34** - Affectation des jeunes : 1° à la visite, l'entretien et le nettoyage de l'intérieur des cuves, citernes, bassins, réservoirs ; 2° à des travaux impliquant les opérations dans un milieu confiné notamment dans les puits, conduites de gaz, canaux de fumée, égouts, fosses et galeries.	☒	X	X	
13	Activité	**D. 4153-35** - travaux de coulée de verre ou de métaux en fusion et de les admettre de manière habituelle dans les locaux affectés à ces travaux.	☐			

ANNEXE 2 :
LISTE DU MATÉRIEL ET ACTIVITÉS CONCERNES PAR LA DÉROGATION

Fiches métiers

Tailleur de pierre 4
Menuisier 5
Horticulteur – Floriculteur 6
Jardinier 7
Électromécanicien, Électricien 8
Terrassier-monteur 9
Terrassier-paveur 11
Agent de maintenance réseau 12
Agent d'opérations sur le réseau 14
Monteur de compteur 16

Tailleur de pierre

	Équipements de travail concernés par la déclaration		
	Nature des travaux nécessaires aux formations professionnelles	Nom des équipements de travail	Observations éventuelles
1	Levage des blocs de pierre	Palan manuel	Utilisable dès remise en conformité
2	Affûtage des outils liés à la taille de la pierre ou de bois	Affûteuse à meule transparente	
3		Touret à affuter	
4	Taille de pierre	Marteau pneumatique	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
5		Disqueuse filaire / portative	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
6		Carotteuse portative	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
7		Perceuse	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
8		Perceuse à percussion	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
9	Assemblage d'éléments	Visseuse	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
10	Incendie	Extincteurs	
11	Découpe de bois	Scie sauteuse	

	Activités impliquant l'exposition à des Agents Chimiques Dangereux (ACD)		
	Nature des interventions nécessaires aux formations professionnelles	Nom des agents chimiques dangereux	Observations
1	Affûtage des outils liés à la taille du bois	Poussières carbure de tungstène	
2		Poussières d'acier forgé	
3	Taille de pierre	Poussière de grès : quartz, cristobalite, tridymite, silice cristalline	
4	Fixation d'éléments dans le sol	Ciment	
5	Découpe de bois	Poussières de bois	
6	Jointer et reboucher des pores, des fissures, coller des pierres cassées	Colle GRANIDUR 205 liquide / épaisse	
7	Travaux de peinture	Peintures à base de solvant	
8		Dissolvants	

* L'article D4153-20 du Code du travail interdit d'affecter les jeunes à des travaux les exposant à un niveau de vibration supérieur aux valeurs d'exposition journalière définies à l'article R. 4443-2, c'est-à-dire 2,5 m/s2 pour les vibrations transmises aux mains et aux bras et 0,5 m / s2 pour les vibrations transmises à l'ensemble du corps.

Menuisier

	Équipements de travail concernés par la déclaration		
	Nature des travaux nécessaires aux formations professionnelles	Nom des équipements de travail	Observations éventuelles
1	Découpe du bois	Scie circulaire fixe et portative	
2		Scie à ruban	
3		Scie à format	
4		Scie à onglet	
5		Scie sauteuse	
6		Scie sabre	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
7	Façonnage du bois	Dégauchisseuse	
8		Défonceuse portative	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
9		Toupie à axe vertical	
10		Fraise à lamelle	
11		Raboteuse	
12		Ponceuse excentrique et à bande	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
13		Meuleuse et Meuleuse d'angle	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
14	Perçage du bois	Perforateur sans fil	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
15		Perceuse à colonne fixe	
16		Perceuse portative	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
17	Assemblage d'éléments	Visseuse portative	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
18		Clé à choc	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
19		Cloueur pneumatique et à gaz	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
20	Nettoyage et entretien de matériel	Compresseur	
21	Affûtage des outils liés à la taille du bois	Touret à meuler	

* L'article D4153-20 du Code du travail interdit d'affecter les jeunes à des travaux les exposant à un niveau de vibration supérieur aux valeurs d'exposition journalière définies à l'article R. 4443-2, c'est-à-dire 2,5 m/s2 pour les vibrations transmises aux mains et aux bras et 0,5 m / s2 pour les vibrations transmises à l'ensemble du corps.

	Activités impliquant l'exposition à des Agents Chimiques Dangereux (ACD)		
	Nature des interventions nécessaires aux formations professionnelles	Nom des agents chimiques dangereux	Observations
1	Travail du bois	Poussières de bois	
2	Entretien du matériel	Poussières d'acier forgé	
3	Collage	Diverses colles : à bois, polyuréthane, pour encolleuse	
4	Peinturage	Peintures	
5	Nettoyage de la peinture	Solvant de nettoyage	
6	Vernissage du bois	Vernis	

Horticulteur – Floriculteur

	Équipements de travail concernés par la déclaration		
	Nature des travaux nécessaires aux formations professionnelles	Nom des équipements de travail	Observations éventuelles
1	Déplacement de charges	Transpalette électrique et gerbeur électrique	
2	Nettoyage et entretien de matériel	Compresseur	
3	Entretien matériel / Maintenance	Perceuse	
4		Visseuse	
5	Travail du sol	Motobineuse	
6	Débroussaillage	Débrousailleuse portative	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
7	Rempotage ou remplissage de conteneurs	Rempoteuse	
8	Extinction d'incendie	Extincteur	

* L'article D4153-20 du Code du travail interdit d'affecter les jeunes à des travaux les exposant à un niveau de vibration supérieur aux valeurs d'exposition journalière définies à l'article R. 4443-2, c'est-à-dire 2,5 m/s2 pour les vibrations transmises aux mains et aux bras et 0,5 m / s2 pour les vibrations transmises à l'ensemble du corps.

Jardinier

	Équipements de travail concernés par la déclaration		
	Nature des travaux nécessaires aux formations professionnelles	Nom des équipements de travail	Observations éventuelles
1	Entretien matériel / Maintenance	Perceuse	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
2		Visseuse	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
3	Travail du sol	Motobineuse	
4		Motoculteur	
5		Aérateur de gazon	
6		Scarificateur à moteur thermique	
7	Tonte	Tondeuse et faucheuse autoportée avec plateau de coupe	
8		Tondeuse autotractée	
9	Débroussaillage	Débrousailleuse portative et réciprocator	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
10	Entretien des massifs ou d'allées	Coupe bordure portatif	
13	Pose de clôture	Tarière / Tarière thermique à deux personnes	
15	Taille	Tailles haies	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
16	Maçonnerie	Bétonnière	
17	Semis et plantation	Accessoire distributeur d'engrais	
18		Accessoire engazonneuse	
19	Nettoyage et entretien de matériel	Compresseur d'air	
20	Incendie	Extincteur	
21	Aménagement	Perforateur	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
22		Marteau piqueur	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
23		Burineur	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
24	Travaux de compactage	Plaque vibrante	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*

	Activités impliquant l'exposition à des Agents Chimiques Dangereux (ACD)		
	Nature des interventions nécessaires aux formations professionnelles	Nom des agents chimiques dangereux	Observations
1	Taille d'arbre	Poussières de bois	
2	Nettoyage de graffiti	Décapant graffiti - DETRIL GVA	
3	Fixation d'élément dans le sol	Ciment	

Électromécanicien, Électricien

	Équipements de travail concernés par la déclaration		
	Nature des travaux nécessaires aux formations professionnelles	Nom des équipements de travail	Observations éventuelles
1	Maintenance ou réparation des installations techniques	Perforateur	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
2		Meuleuse	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
3		Perceuse/visseuse	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
4		Déboucheur électrique	
5		Scie sauteuse	
6		Scie circulaire	
7		Disqueuse	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
8		Burineur	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
9		Palan manuel	
10	Nettoyage et entretien de matériel	Compresseur à air	

	Activités impliquant l'exposition à des Agents Chimiques Dangereux (ACD)		
	Nature des interventions nécessaires aux formations professionnelles	Nom des agents chimiques dangereux	Observations
1	Traitement de l'eau des bassins : équilibrage des pH	Acide sulfurique 37%	
2		Base (PH Plus-liquide)	
3	Traitement de l'eau des bassins : anti-algues	Algicide	
4	Traitement de l'eau des bassins : hivernage	Algicide et anti-calcaire	
5	Maintenance ou réparation des installations techniques	Fines particules de métaux	
6		Poussière de béton	
7	Entretien et/ou de la réparation d'éléments appartenant aux bâtis des piscines	Scellement chimique, dégrippant, silicone, solvant	

* L'article D4153-20 du Code du travail interdit d'affecter les jeunes à des travaux les exposant à un niveau de vibration supérieur aux valeurs d'exposition journalière définies à l'article R. 4443-2, c'est-à-dire 2,5 m/s2 pour les vibrations transmises aux mains et aux bras et 0,5 m / s2 pour les vibrations transmises à l'ensemble du corps.

Terrassier-monteur

	Équipements de travail concernés par la déclaration		
	Nature des travaux nécessaires aux formations professionnelles	Nom des équipements de travail	Observations éventuelles
1	Démontage et montage des pièces du réseau (vanne, robinetterie, conduite, poteau d'incendie…)	Meuleuse	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
2		Perceuse	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
3		Boulonneuse à choc	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
4	Pose / échange / dépose des compteurs d'eau potable en intérieur (sous-sol, cave...) ou en extérieur (fosse à compteur), des clapets anti-retour, des robinets d'arrêt, des supports de compteur.	Meuleuse	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
5		Perceuse	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
6		Boulonneuse à choc	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
7		Perforateur-burineur	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
8	Découpe de bordures, coupe de pavés	Disqueuse	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
9	Découpe de pièces en bois	Scie circulaire	
10		Scie sauteuse	
11		Scie sabre	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
12		Scie à main	
13	Compactage de la fouille après remblai	Pilonneuse	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*

	Activités impliquant l'exposition à des Agents Chimiques Dangereux (ACD)		
	Nature des interventions nécessaires aux formations professionnelles	Nom des agents chimiques dangereux	Observations
1	Utilisation d'outillage thermique	Essence	
2	Désinfection des pièces du réseau d'eau potable	Produits de désinfection	
3	Entretien, maintenance des pièces du réseau d'eau potable	Dégraissant	
4		Décapant	
5		Dégrippant	
6		Graisse	
7		Huile	
8		Colle	
9		Peinture	
10	Découpe de bordures, coupe de pavés	Poussières de silice	
11	Pavage, préparation béton, mortier	Poussières de silice	
12	Découpe de pièces en bois	Poussières de bois	

	Milieux de travail concernés par la déclaration		
	Nature des interventions nécessaires aux formations professionnelles	Identification des milieux de travail	Observations éventuelles
1	Interventions dans les espaces confinés relevant de l'eau potable	Fosses à compteur, chambre de vannes : interventions sur les appareils du réseau d'eau (vanne, ventouse, compteur d'eau,…).	
2	Intervention dans les espaces confinés relevant de l'eau potable	Utilisation d'un harnais de sécurité, d'un trépied et d'un système antichute	

* L'article D4153-20 du Code du travail interdit d'affecter les jeunes à des travaux les exposant à un niveau de vibration supérieur aux valeurs d'exposition journalière définies à l'article R. 4443-2, c'est-à-dire 2,5 m/s2 pour les vibrations transmises aux mains et aux bras et 0,5 m / s2 pour les vibrations transmises à l'ensemble du corps.

Terrassier-paveur

	Équipements de travail concernés par la déclaration		
	Nature des travaux nécessaires aux formations professionnelles	Nom des équipements de travail	Observations éventuelles
1	Découpe de bordures, coupe de pavés	Disqueuse	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
2	Découpe de pièces en bois	Scie circulaire	
3		Scie sauteuse	
4		Scie sabre	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
5		Scie à main	
6	Compactage de la fouille après remblai	Pilonneuse	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*

	Activités impliquant l'exposition à des Agents Chimiques Dangereux (ACD)		
	Nature des interventions nécessaires aux formations professionnelles	Nom des agents chimiques dangereux	Observations
1	Utilisation d'outillage thermique	Essence	
2	Entretien, maintenance des pièces du réseau d'eau potable	Dégraissant	
3		Décapant	
4		Dégrippant	
5		Graisse	
6		Huile	
7		Colle	
8		Peinture	
9	Découpe de bordures, coupe de pavés	Poussières de silice	
10	Pavage, préparation béton, mortier	Poussières de silice	
11	Découpe de pièces en bois	Poussières de bois	

* L'article D4153-20 du Code du travail interdit d'affecter les jeunes à des travaux les exposant à un niveau de vibration supérieur aux valeurs d'exposition journalière définies à l'article R. 4443-2, c'est-à-dire 2,5 m/s2 pour les vibrations transmises aux mains et aux bras et 0,5 m / s2 pour les vibrations transmises à l'ensemble du corps.

Agent de maintenance réseau

	Équipements de travail concernés par la déclaration		
	Nature des travaux nécessaires aux formations professionnelles	Nom des équipements de travail	Observations éventuelles
1	Démontage et montage des pièces du réseau (vanne, robinetterie, conduite, poteau d'incendie…)	Meuleuse	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
2		Perceuse	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
3		Boulonneuse à choc	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
4	Pose / échange / dépose des compteurs d'eau potable en intérieur (sous-sol, cave...) ou en extérieur (fosse à compteur), des clapets anti-retour, des robinets d'arrêt, des supports de compteur.	Meuleuse	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
5		Perceuse	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
6		Boulonneuse à choc	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
7		Perforateur-burineur	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
8	Découpe de pièces en bois	Scie circulaire	
9		Scie sauteuse	
10		Scie sabre	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
11		Scie à main	

	Activités impliquant l'exposition à des Agents Chimiques Dangereux (ACD)		
	Nature des interventions nécessaires aux formations professionnelles	Nom des agents chimiques dangereux	Observations
1	Utilisation d'outillage thermique	Essence	
2	Désinfection des pièces du réseau d'eau potable	Produits de désinfection	
3	Entretien, maintenance des pièces du réseau d'eau potable	Dégraissant	
4		Décapant	
5		Dégrippant	
6		Graisse	
7		Huile	
8		Colle	
9		Peinture	
10	Pavage, préparation béton, mortier	Poussières de silice	
11	Découpe de pièces en bois	Poussières de bois	

* L'article D4153-20 du Code du travail interdit d'affecter les jeunes à des travaux les exposant à un niveau de vibration supérieur aux valeurs d'exposition journalière définies à l'article R. 4443-2, c'est-à-dire 2,5 m/s2 pour les vibrations transmises aux mains et aux bras et 0,5 m / s2 pour les vibrations transmises à l'ensemble du corps.

	Milieux de travail concernés par la déclaration		
	Nature des interventions nécessaires aux formations professionnelles	Identification des milieux de travail	Observations éventuelles
1	Interventions dans les espaces confinés relevant de l'eau potable	Fosses à compteur, chambre de vannes : interventions sur les appareils du réseau d'eau (vanne, ventouse, compteur d'eau,…).	
2	Intervention dans les espaces confinés relevant de l'eau potable	Utilisation d'un harnais de sécurité, d'un trépied et d'un système antichute	

Agent d'opérations sur le réseau

	Équipements de travail concernés par la déclaration		
	Nature des travaux nécessaires aux formations professionnelles	Nom des équipements de travail	Observations éventuelles
1	Démontage et montage des pièces du réseau (vanne, robinetterie, conduite, poteau d'incendie…)	Meuleuse	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
2		Perceuse	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
3		Boulonneuse à choc	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
4	Pose / échange / dépose des compteurs d'eau potable en intérieur (sous-sol, cave...) ou en extérieur (fosse à compteur), des clapets anti-retour, des robinets d'arrêt, des supports de compteur.	Meuleuse	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
5		Perceuse	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
6		Boulonneuse à choc	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
7		Perforateur-burineur	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
8	Découpe de bordures, coupe de pavés	Disqueuse	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
9	Découpe de pièces en bois	Scie circulaire	
10		Scie sauteuse	
11		Scie sabre	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
12		Scie à main	
13	Compactage de la fouille après remblai	Pilonneuse	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*

	Activités impliquant l'exposition à des Agents Chimiques Dangereux (ACD)		
	Nature des interventions nécessaires aux formations professionnelles	Nom des agents chimiques dangereux	Observations
1	Utilisation d'outillage thermique	Essence	
2	Désinfection des pièces du réseau d'eau potable	Produits de désinfection	
3	Entretien, maintenance des pièces du réseau d'eau potable	Dégraissant	
4		Décapant	
5		Dégrippant	
6		Graisse	
7		Huile	
8		Colle	
9		Peinture	
10	Découpe de bordures, coupe de pavés	Poussières de silice	
11	Pavage, préparation béton, mortier	Poussières de silice	
12	Découpe de pièces en bois	Poussières de bois	

* L'article D4153-20 du Code du travail interdit d'affecter les jeunes à des travaux les exposant à un niveau de vibration supérieur aux valeurs d'exposition journalière définies à l'article R. 4443-2, c'est-à-dire 2,5 m/s2 pour les vibrations transmises aux mains et aux bras et 0,5 m / s2 pour les vibrations transmises à l'ensemble du corps.

	Milieux de travail concernés par la déclaration		
	Nature des interventions nécessaires aux formations professionnelles	Identification des milieux de travail	Observations éventuelles
1	Interventions dans les espaces confinés relevant de l'eau potable	Fosses à compteur, chambre de vannes : interventions sur les appareils du réseau d'eau (vanne, ventouse, compteur d'eau,…).	
2	Intervention dans les espaces confinés relevant de l'eau potable	Utilisation d'un harnais de sécurité, d'un trépied et d'un système antichute	

Monteur de compteur

	Équipements de travail concernés par la déclaration		
	Nature des travaux nécessaires aux formations professionnelles	Nom des équipements de travail	Observations éventuelles
1	Démontage et montage des pièces du réseau (vanne, robinetterie, conduite, poteau d'incendie…)	Meuleuse	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
2		Perceuse	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
3		Boulonneuse à choc	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
4	Pose / échange / dépose des compteurs d'eau potable en intérieur (sous-sol, cave...) ou en extérieur (fosse à compteur), des clapets anti-retour, des robinets d'arrêt, des supports de compteur.	Meuleuse	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
5		Perceuse	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
6		Boulonneuse à choc	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
7		Perforateur-burineur	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
8	Découpe de pièces en bois	Scie circulaire	
9		Scie sauteuse	
10		Scie sabre	Conforme à la règlementation liée aux vibrations*
11		Scie à main	

	Activités impliquant l'exposition à des Agents Chimiques Dangereux (ACD)		
	Nature des interventions nécessaires aux formations professionnelles	Nom des agents chimiques dangereux	Observations
1	Désinfection des pièces du réseau d'eau potable	Produits de désinfection	
2	Entretien, maintenance des pièces du réseau d'eau potable	Dégraissant	
3		Décapant	
4		Dégrippant	
5		Graisse	
6		Huile	
7		Colle	
8		Peinture	
9	Pavage, préparation béton, mortier	Poussières de silice	
10	Découpe de pièces en bois	Poussières de bois	

* L'article D4153-20 du Code du travail interdit d'affecter les jeunes à des travaux les exposant à un niveau de vibration supérieur aux valeurs d'exposition journalière définies à l'article R. 4443-2, c'est-à-dire 2,5 m/s2 pour les vibrations transmises aux mains et aux bras et 0,5 m / s2 pour les vibrations transmises à l'ensemble du corps.

	Milieux de travail concernés par la déclaration		
	Nature des interventions nécessaires aux formations professionnelles	Identification des milieux de travail	Observations éventuelles
1	Interventions dans les espaces confinés relevant de l'eau potable	Fosses à compteur, chambre de vannes : interventions sur les appareils du réseau d'eau (vanne, ventouse, compteur d'eau,…).	
2	Intervention dans les espaces confinés relevant de l'eau potable	Utilisation d'un harnais de sécurité, d'un trépied et d'un système antichute	

ANNEXE 3 :
INFORMATIONS À COMPLÉTER POUR CHAQUE JEUNE MINEUR ACCUEILLI EN FORMATION PROFESSIONNELLE

Information initiale ☐ Actualisation des informations ☐ Direction d'accueil : Métier concerné (une fiche par métier) :

	Mineurs affectés aux travaux réglementés		Avis médical d'aptitude				Informations sur la formation			Lieux de formation connus	Formation à la sécurité		Personne(s) chargée(s) de l'encadrement des travaux réglementés
	Nom / Prénom	Date de naissance	Date de l'avis médical	Favorable	Favorable avec réserves	Défavorable	Intitulé du diplôme ou métier préparé	Établissement de formation	Durée de présence	Emplacement des locaux	Date de formation	Nom / Prénom	Nom / Prénom Qualité / Fonction
1													
2													
3													
4													
5													
6													
7													
8													
9													
10													

Strasbourg.eu
eurométropole

6

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

Création d'emplois non permanents (accroissement temporaire d'activité) et remplacements d'agents momentanément absents au titre de l'année 2026.

Numéro E-2026-502

Afin de faire face à des besoins temporaires, il apparait opportun de pouvoir recourir au recrutement d'agent·es contractuel·les au sein des services de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg au titre de l'année 2026.

Le Code Général de la Fonction Publique dans son article L 332-23 offre la possibilité aux collectivités de recruter temporairement des agent·es contractuel·les sur des emplois non permanents pour faire face à :
- un accroissement temporaire d'activité, pour une durée maximale de douze mois,
- un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.

Le contrat peut être renouvelé dans la limite de sa durée maximale au cours d'une période de dix-huit mois consécutifs s'il est conclu au titre du 1° et de douze mois consécutifs s'il est conclu au titre du 2° dudit article. La rémunération afférente à ces contrats sera composée d'un traitement en référence à une grille indiciaire de la fonction publique, des primes délibérées dans le cadre de la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg.

Le tableau annexé à cette délibération récapitule les effectifs maximums autorisés par cadre d'emplois pour les recrutements sur des emplois non permanents au motif d'un accroissement temporaire d'activité.

Par ailleurs, dans l'objectif de la continuité du service public, il est nécessaire de pouvoir remplacer les agent·es public·ques absent·es, en application de l'article L332-13, placé·es dans l'une des situations suivantes notamment : autorisation à exercer leurs fonctions à temps partiel, détachement de courte durée, disponibilité de courte durée prononcée d'office de droit ou sur demande pour raisons familiales, détachement pour l'accomplissement d'un stage ou d'une période de scolarité préalable à la titularisation dans un corps ou un cadre d'emplois de fonctionnaires ou pour suivre un cycle de préparation à un concours donnant accès à un corps ou un cadre d'emplois, congé régulièrement accordé en application du présent Code ou de tout autre congé

régulièrement octroyé en application des dispositions réglementaires applicables aux agent·es contractuel·les territoriaux·ales…
Le contrat est conclu pour une durée déterminée. Il peut prendre effet avant le départ de l'agent·e faisant l'objet du remplacement. Le contrat peut être renouvelé par décision expresse, dans la limite de la durée de l'absence de l'agent·e public·que à remplacer.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu les articles L332-13 et L332-23 du Code Général de la Fonction Publique
vu la Convention du 3 mars 1972 entre la CUS et la ville de Strasbourg
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

autorise

le remplacement temporaire des fonctionnaires ou agents et agentes contractuel·les selon l'article L332-13 et à prélever les sommes nécessaires à cette dépense sur les codes nature et fonction réservés au personnel,

décide

des créations d'emplois non permanents au motif d'un accroissement temporaire d'activité présentée en annexe à la présente délibération, selon les effectifs maximums autorisés au titre de l'année 2026, et à prélever les sommes nécessaires à cette dépense sur les codes nature et fonction réservés au personnel.

ANNEXE - MAXIMUM AUTORISE POUR LA CREATION D'EMPLOIS NON PERMANENTS POUR ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITÉ (art. L323-23 1°)

Catégorie statutaire (L)	CADRE D'EMPLOIS TERRITORIAUX	EFFECTIFS MAXIMUMS AUTORISES	NIVEAU DE REMUNERATION
	FILIÈRE ADMINISTRATIVE		
Catégorie C	ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRITORIAUX	56	Du premier au dernier échelon du cadre d'emplois
Catégorie B	RÉDACTEURS TERRITORIAUX	89	Du premier au dernier échelon du cadre d'emplois
Catégorie A	ATTACHÉS TERRITORIAUX	59	Du premier au dernier échelon du cadre d'emplois
	FILIÈRE ANIMATION		
Catégorie C	ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	31	Du premier au dernier échelon du cadre d'emplois
Catégorie B	ANIMATEURS TERRITORIAUX	9	Du premier au dernier échelon du cadre d'emplois
	FILIÈRE CULTURELLE		
Catégorie C	ADJOINTS TERRITORIAUX DU PATRIMOINE	26	Du premier au dernier échelon du cadre d'emplois
Catégorie B	ASSISTANTS TERRITORIAUX DE CONSERVATION DU PATRIMOINE ET DES BIBLIOTHÈQUES	9	Du premier au dernier échelon du cadre d'emplois
Catégorie A	ATTACHÉS TERRITORIAUX DE CONSERVATION DU PATRIMOINE	4	Du premier au dernier échelon du cadre d'emplois
	FILIÈRE MÉDICO-SOCIALE		
Catégorie C	AGENTS SOCIAUX TERRITORIAUX	39	Du premier au dernier échelon du cadre d'emplois
Catégorie C	AGENTS TERRITORIAUX SPÉCIALISÉS DES ÉCOLES MATERNELLES	51	Du premier au dernier échelon du cadre d'emplois
Catégorie B	AUXILIAIRES DE PUÉRICULTURE TERRITORIAUX	4	Du premier au dernier échelon du cadre d'emplois
Catégorie A	ASSISTANTS TERRITORIAUX SOCIO-ÉDUCATIFS	16	Du premier au dernier échelon du cadre d'emplois
Catégorie A	EDUCATEURS TERRITORIAUX DE JEUNES ENFANTS	11	Du premier au dernier échelon du cadre d'emplois
Catégorie A	INFIRMIERS TERRITORIAUX EN SOINS GÉNÉRAUX	4	Du premier au dernier échelon du cadre d'emplois
Catégorie A	MÉDECINS TERRITORIAUX	6	Du premier au dernier échelon du cadre d'emplois
	FILIÈRE SPORTIVE		
Catégorie C	OPÉRATEURS TERRITORIAUX A.P.S	4	Du premier au dernier échelon du cadre d'emplois
Catégorie B	EDUCATEURS TERRITORIAUX A.P.S	11	Du premier au dernier échelon du cadre d'emplois
	FILIÈRE TECHNIQUE		
Catégorie C	ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	79	Du premier au dernier échelon du cadre d'emplois
Catégorie C	AGENTS DE MAÎTRISE TERRITORIAUX	11	Du premier au dernier échelon du cadre d'emplois
Catégorie B	TECHNICIENS TERRITORIAUX	19	Du premier au dernier échelon du cadre d'emplois
Catégorie A	INGÉNIEURS TERRITORIAUX	26	Du premier au dernier échelon du cadre d'emplois
	TOTAL	564	

Strasbourg.eu
eurométropole

7

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

Ajustement du tableau des emplois.

Numéro E-2026-171

La délibération qui vous est soumise porte, d'une part, sur des suppressions, créations et des transformations d'emplois, et, d'autre part, sur l'autorisation le cas échéant de pouvoir recruter sur la base de l'article L 332-8 2° sur certains emplois.

- au titre de la Ville *(cf. annexes 1, 3 et 5)* : la suppression de 5 emplois, la création d'un emploi permanent, et la transformation d'emplois créés précédemment,
- au titre de l'Eurométropole de Strasbourg *(cf. annexes 2 et 4)* : la suppression de 3 emplois, et la transformation d'emplois créés précédemment,
- l'autorisation le cas échéant de pouvoir recruter sur la base de l'article L 332-8 2° sur les emplois présentés *(cf. annexe 6)* : en l'absence de candidats titulaires ou de lauréats correspondant au profil, le Conseil autorise la Présidente à recruter, sur la base de l'article L 332-8 2° du Code Général de la Fonction Publique, sur les emplois listés en annexe.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu les articles L 313-1 et L 332-8 2° du Code Général de la Fonction Publique
vu la Convention du 3 mars 1972 entre la CUS et la ville de Strasbourg
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

après avis du CST, des suppressions, de la création et transformations d'emplois présentées en annexe,

autorise

le recrutement le cas échéant sur la base de l'article L 332-8 2° sur les emplois listés en annexe compte tenu du caractère déterminant des compétences et expériences requises.

Annexe 1 à la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 26 juin 2026 relative à la création d'emplois permanents au titre de la Ville

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	Service	Intitulé du poste	Nature des fonctions	Durée hebdo de travail	Cadre d'emplois	Fourchette de grades	
Solidarités, santé et jeunesse	Action sociale de proximité	1 responsable ressources humaines	Garantir la qualité, la sécurisation et la fluidité des processus RH. Contribuer à l'attractivité du service et accompagner les managers dans la gestion des situations individuelles et collectives.	Temps complet	Attaché	Attaché à Attaché principal	Suppression/Création dans le cadre de l'organisation des ressources humaines de la direction

Annexe 2 à la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 26 juin 2026 relative à la suppression d'emplois au titre de l'Eurométropole.

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	Service	Intitulé du poste	Nature des fonctions	Durée hebdo de travail	Cadre d'emplois	Fourchette de grades	
Propreté et gestion des déchets	Propreté urbaine	2 gardiens des toilettes publiques	Entretenir les toilettes publiques. Accueillir les usagers.	Temps complet	Adjoint technique	Adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe	Suppression dans le cadre du projet de réorganisation de la direction Propreté et gestion des déchets présenté en CST du 22/01/26
Propreté et gestion des déchets	Propreté urbaine	1 balayeur-conducteur	Assurer l'entretien des voies publiques par les moyens manuels ou mécanisés	Temps complet	Adjoint technique	Adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe	Suppression dans le cadre du projet de réorganisation de la direction Propreté et gestion des déchets présenté en CST du 22/01/26

Annexe 3 à la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 26 juin 2026 relative à la suppression d'emplois au titre de la Ville

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	Service	Intitulé du poste	Nature des fonctions	Durée hebdo de travail	Cadre d'emplois	Fourchette de grades	
Culture	Musées	2 agents d'entretien	Nettoyer et entretenir les locaux. Participer au nettoyage des objets exposés.	Temps complet	Adjoint technique	Adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe	Suite externalisation partielle des activités
Culture	Musées	1 régisseur - responsable des caissiers	Gérer la régie des recettes. Assurer la gestion informatique des ventes. Encadrer l'équipe des caissiers. Editer les statistiques. Gérer les stocks.	Temps complet	Rédacteur Assistant de conservation	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe Assistant de conservation à assistant de conservation principal de 1ère classe	Suite CST 15/09/2021 suppression du poste au départ en retraite de l'agent
Culture	Musées	1 aide logistique	Participer aux travaux d'impression et de diffusion des documents. Participer à l'organisation des réceptions. Remplacer les agents d'accueil et de surveillance absents.	Temps complet	Adjoint technique	Adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe	Suite CST 15/09/2021 suppression du poste au départ de l'agent en immersion
Solidarités, santé et jeunesse	Action sociale de proximité	1 assistant social de secteur volant	Participer à la mise en œuvre de la politique sociale de la collectivité. Assurer les missions de polyvalence sociale de secteur.	Temps complet	Assistant socio-éducatifs	Assistant socio-éducatif à assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle	Suppression/Création dans le cadre de l'organisation des ressources humaines de la direction

Annexe 4 à la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 26 juin 2026 relative à la transformation d'emplois au titre de l'Eurométropole

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	Service	Intitulé du poste	Nature des fonctions	Durée hebdo de travail	Cadre d'emplois	Fourchette de grades	
Transformations suite à réorganisations présentées en CST							
Communication	-	1 responsable de département	Être garant de la relation de la Ville et de l'EMS avec les médias. Encadrer l'équipe presse pour assurer la diffusion de l'information auprès de l'ensemble des médias.	Temps complet	Attaché	Attaché à directeur	Modification de l'intitulé (avant responsable du service de presse) et la nature des fonctions. CST du 22/01/2026
Communication	-	1 responsable de département	Encadrer et animer l'équipe. Elaborer des stratégies de communication externe. Coordonner et suivre les projets. Gérer en propre des dossiers de communication.	Temps complet	Attaché	Attaché à directeur	Modification de l'intitulé (avant responsable de la communication externe). CST du 22/01/2026
Communication	-	1 responsable de département	Encadrer et animer l'équipe. Elaborer des stratégies de communication interne. Piloter et coordonner des opérations de communication interne. Organiser et animer les sessions d'intégration des nouveaux agents. Administrer le site intranet.	Temps complet	Attaché	Attaché à directeur	Modification de l'intitulé (avant responsable de la communication interne). CST du 22/01/2026
Communication	-	7 chargés de communication	Piloter et coordonner les opérations de communication complexes dans les champs de compétence de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, au vu des enjeux et des objectifs définis. Assurer l'optimisation des plans de communication et une bonne articulation entre les outils, on et off line.	Temps complet	Attaché	Attaché à attaché principal	Modification de la nature des fonctions.CST du 22/01/2026
Communication	-	1 chargé de communication graphique	Assurer la prise en charge du processus graphique depuis la conception, réalisation et la production de documents de communication pour la collectivité. S'assurer du maintien de l'orientation artistique et de la cohérence d'image des supports d'information et de communication de la Ville et de l'EMS.	Temps complet	Attaché Ingénieur	Attaché à attaché principal Ingénieur à ingénieur principal	Modification de la nature des fonctions. CST du 22/01/2026
Communication	-	1 chargé de veille media	Réaliser et diffuser la revue de presse quotidienne pour la Ville et l'EMS. Participer au développement d'une veille media générale et stratégique. Effectuer des recherches.	Temps complet	Attaché	Attaché à attaché principal	Modification de la nature des fonctions. CST du 22/01/2026
Communication	-	3 attachés de presse	Assurer les relations médias de la Ville et de l'EMS par l'écriture des communications presse, l'organisation des conférences de presse et l'établissement d'une relation de confiance avec les journalistes, notamment locaux.	Temps complet	Attaché	Attaché à attaché principal	Modification de la nature des fonctions. CST du 22/01/2026
Communication	-	1 assistant de communication	Participer quotidiennement à l'organisation pratique du département et apporte son aide à l'ensemble de l'équipe	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal 1ère classe	Modification de la nature des fonctions. CST du 22/01/2026
Communication	-	1 responsable de département	Être garant de la stratégie de la Ville et de l'EMS en matière de communication digitale. Encadrer l'équipe afin d'élaborer, animer et organiser l'information municipale et eurométropolitaine diffusée sur les supports numériques.	Temps complet	Attaché Ingénieur	Attaché à directeur Ingénieur à ingénieur principal	Modification de l'intitulé du poste (avant responsable multimédia) et de la nature des fonctions. CST du 22/01/2026
Communication	-	1 chef de projets numériques	Piloter la réalisation et la refonte de sites internet, d'applications mobiles et de différentes fonctionnalités numériques.	Temps complet	Attaché	Attaché à attaché principal	Modification de l'intitulé du poste (avant chef de projet internet) et de la nature des fonctions. CST du 22/01/2026
Communication	-	1 webmaster	Garantir l'accessibilité de l'information de la Ville et de l'EMS par la gestion technique et l'assurance qualité des sites internet et des services mobiles, selon une approche inclusive et protectrice des données personnelles des utilisateurs et utilisatrices.	Temps complet	Attaché	Attaché à attaché principal	Modification de la nature des fonctions. CST du 22/01/2026
Communication	-	1 gestionnaire de services en ligne	Assurer la gestion des téléservices proposés par la Ville et l'EMS dans un objectif de facilitation de la vie quotidienne des usagers	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal 1ère classe	Modification de l'intitulé du poste (avant assistant administrateur portail) et de la nature des fonctions. CST du 22/01/2026
Communication	-	1 assistant webmaster	Participer à la gestion des sites internet de la Ville et de l'EMS en les actualisant quotidiennement et en secondant le webmaster dans ses activités	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal 1ère classe	Modification de l'intitulé du poste (avant assistant webmestre) et de la nature des fonctions. CST du 22/01/2026
Communication	-	1 responsable de département	Assurer les missions de Rédacteur en chef des publications de la Ville et de l'EMS à travers leur magazine respectif, les réseaux sociaux et les sites internet. A ce titre, garantir le respect de la ligne éditoriale par ses équipes	Temps complet	Attaché	Attaché à directeur	Modification de l'intitulé du poste (avant rédacteur en chef) et de la nature des fonctions. CST du 22/01/2026

Annexe 4 à la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 26 juin 2026 relative à la transformation d'emplois au titre de l'Eurométropole

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	Service	Intitulé du poste	Nature des fonctions	Durée hebdo de travail	Cadre d'emplois	Fourchette de grades	
Communication	-	3 journalistes	Rédiger les articles publiés dans les magazines de la Ville et de l'EMS, sur le site internet et les posts pour les réseaux sociaux. Pour ce faire, collecter et mettre en forme l'information	Temps complet	Attaché	Attaché à attaché principal	Modification de l'intitulé du poste (avant attaché à l'information) et de la nature des fonctions. CST du 22/01/2026
Communication	-	1 social media manager	Garantir la gestion éditoriale des réseaux sociaux de la collectivité et produire leurs contenus (posts, stories, vidéos…).	Temps complet	Attaché	Attaché à attaché principal	Modification de l'intitulé du poste (avant chargé de l'information numérique) et de la nature des fonctions. CST du 22/01/2026
Communication	-	1 chef d'édition	Assurer la supervision des publications d'actualité sur les supports numériques, contribuer à l'édition des magazines (relecture et correction des articles). Assurer la rédaction en chef du magazine interne à la collectivité, Tribune	Temps complet	Attaché	Attaché à attaché principal	Modification de l'intitulé du poste (avant rédacteur en chef adjoint) et de la nature des fonctions. CST du 22/01/2026
Communication	-	1 photographe	Réaliser directement ou indirectement les prises de vue et assurer la mémoire photographique des deux collectivités.	Temps complet	Technicien	Technicien à technicien principal 1ère classe	Modification de la nature des fonctions. CST du 22/01/2026
Communication	-	1 assistant de communication numérique	Assurer la mise en ligne des actualités sur les sites internet et les réseaux sociaux de la Ville et de l'EMS.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal 1ère classe	Modification de l'intitulé du poste (avant chargé de communication réseaux sociaux, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant attaché à attaché principal). CST du 22/01/2026
Communication	-	1 chargé de communication interne	Piloter et organiser des opérations de communication interne. Concevoir des contenus pour les supports de communication.	Temps complet	Attaché	Attaché à attaché principal	Modification de l'intitulé du poste (avant responsable de la communication), de la nature des fonctions. CST du 22/01/2026
Culture	Médiathèques	1 assistant de bibliothèque	Assurer la coordination de la médiation numérique ludique. Assurer la gestion du gametisch (espace de jeux vidéo) en lien avec le responsable du département Sciences & Loisirs. Accueillir, renseigner le public et mettre en œuvre des outils de médiation et de promotion des collections de jeux vidéo.	Temps complet	Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques	Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques à assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé du poste, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant agent de bibliothèque, calibré adjoint du patrimoine à adjoint du patrimoine principal de 1ère classe). CST du 22/01/2026
Culture	Médiathèques	1 responsable de pôle	Encadrer une équipe d'agents. Définir, préparer et réaliser des manifestations culturelles avec les partenaires locaux. Mettre en œuvre la politique de lecture publique à destination de la jeunesse. Accueillir et renseigner le public.	Temps complet	Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques	Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques à assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé du poste et de la nature des fonctions (avant assistant de bibliothèque). CST du 22/01/2026
Culture	Médiathèques	1 responsable de pôle	Encadrer une équipe d'agents. Mettre en œuvre la politique de lecture publique à destination des publics éloignés. Assurer les missions de communication pour la médiathèque. Accueillir et renseigner le public.	Temps complet	Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques	Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques à assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé du poste et de la nature des fonctions (avant assistant de bibliothèque). CST du 22/01/2026
Culture	Médiathèques	1 responsable de pôle	Encadrer une équipe d'agents. Mettre en œuvre et suivre les aspects de la politique documentaire de la médiathèque. Superviser les réaménagements des espaces de la médiathèque Accueillir et renseigner le public.	Temps complet	Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques	Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques à assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé du poste et de la nature des fonctions (avant assistant de bibliothèque). CST du 22/01/2026
Culture	Médiathèques	1 responsable de pôle	Assurer l'accueil et encourager le développement des publics. Contribuer au développement de la médiation. Gérer et valoriser les collections. Piloter et encadrer le pôle en lien avec l'autre assistant.	Temps complet	Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques	Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques à assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé du poste et de la nature des fonctions (avant assistant de bibliothèque). CST du 22/01/2026
Culture	Médiathèques	1 responsable de pôle	Assurer l'accueil et encourager le développement des publics. Contribuer au développement de la médiation. Gérer et valoriser les collections. Piloter et encadrer le pôle en lien avec l'autre assistant.	Temps complet	Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques	Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques à assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé du poste et de la nature des fonctions (avant assistant de bibliothèque). CST du 22/01/2026
Culture	Médiathèques	1 responsable de pôle	Assurer l'accueil et encourager le développement des publics. Contribuer au développement de la médiation. Gérer et valoriser les collections. Piloter et encadrer le pôle en lien avec l'autre assistant.	Temps complet	Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques	Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques à assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé du poste et de la nature des fonctions (avant assistant de bibliothèque). CST du 22/01/2026
Espaces publics et naturels	Aménagements structurants et hydrauliques	1 chef de projets aménagements structurants - adjoint au responsable de département	Piloter et suivre des projets d'infrastructures structurants, Seconder et remplacer le responsable de département en son absence.	Temps complet	Ingénieur Attaché	Ingénieur à Ingénieur principal Attaché à attaché principal	Modification de l'intitulé, de la nature des fonction et de la fourchette de grade (avant Chef de projets grade uniquement ingénieur) suite au CST du 14/12/2023.

Annexe 4 à la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 26 juin 2026 relative à la transformation d'emplois au titre de l'Eurométropole

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	Service	Intitulé du poste	Nature des fonctions	Durée hebdo de travail	Cadre d'emplois	Fourchette de grades	
Espaces publics et naturels	Voies publiques	1 technicien éclairage	Piloter les travaux d'amélioration et modernisation des installations d'éclairage. Gérer les travaux d'illumination. Traiter les plaintes.	Temps complet	Technicien	Technicien principal de 2ème classe à technicien principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant dessinateur-projeteur calibré d'agent de maitrise à technicien) suite au CST du 25/09/25.
			Transformations avec incidence financière à la hausse				
Architecture et patrimoine	Gestion et inventaire du patrimoine bâti	1 technicien référent patrimoine	Piloter le plan de rénovation des logements de service de la collectivité, piloter des projets en maitrise d'œuvre interne ou externe, être le conseiller technique dans l'usage des nouveaux bâtiments acquis	Temps complet	Technicien territorial	Technicien principal de 2ème classe à technicien principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grade (avant surveillant de bâtiment calibré d'agent de maitrise à technicien).
Ressources humaines	Pilotage RH	1 responsable du département SIRH	Encadrer et animer le département SIRH. Assurer le pilotage des outils SIRH, garantir leur bon fonctionnement et leur optimisation et contribuer à l'évolution et à la mise en place des futurs outils RH.	Temps complet	Ingénieur Attaché	Ingénieur à Ingénieur principal Attaché à attaché principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant Chef de projet SIRH)
			Transformations sans incidence financière				
Propreté et gestion des déchets	-	1 directeur de projet "Avenir de l'unité de valorisation énergétique"	Piloter le projet sur l'avenir de l'UVE (construction ou restructuration), de la définition du besoin jusqu'à la livraison finale. Contribuer à la définition, à la conception et au déploiement de la stratégie déchets.	Temps complet	Ingénieur Ingénieur en chef	Ingénieur principal à ingénieur en chef hors classe	Modification de l'intitulé du poste, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant Préfigurateur SPL EnR calibré attaché principal à attaché hors classe ou ingénieur principal à ingénieur en chef hors classe).
Ressources logistiques	Parc véhicules et ateliers	1 agent de maintenance cycle	Mettre à disposition des utilisateurs les véhicules et vélos du pool et en assurer l'entretien et le nettoyage	Temps complet	Adjoint technique Agent de maîtrise	Adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe Agent de maîtrise à Agent de maîtrise principal	Modification de la fourchette de grade (avant adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe)
Ressources logistiques	Parc véhicules et ateliers	1 responsable flotte de prêt et sinistralité	Superviser la sinistralité du parc automobile. Prendre en charge la satisfaction des besoins des services en matière de prêts véhicules et matériels.	Temps complet	Technicien	Technicien principal 2ème classe à technicien principal 1ère classe	Modification de l'intitulé du poste, de la nature des fonctions (avant Responsable des prestations aux services)
Ressources logistiques	Parc véhicules et ateliers	1 responsable études stocks	Produire les données de gestion nécessaires à l'analyse de l'activité du magasin et constituer des dossiers de marchés publics	Temps complet	Rédacteur Technicien	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe Technicien à technicien principal 1ère classe	Modification de l'intitulé du poste, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant gestionnaire travaux extérieur, calibré adjoint administratif principal 1ère classe à rédacteur ou agent de maîtrise à technicien).
Ressources humaines	Prévention et qualité de vie au travail	1 gestionnaire cellule handicap et travail	Assurer la gestion administrative et comptable de la convention avec le Fonds pour l'insertion des personnes handicapées	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé du poste et de la nature des fonctions (avant assistant médical).
Communication	Presse	1 attaché de presse	Assurer les relations médias de la Ville et de l'EMS par l'écriture des communications presse, l'organisation des conférences de presse et l'établissement d'une relation de confiance avec les journalistes, notamment locaux.	Temps complet	Attaché	Attaché à attaché principal	Modification de l'intitulé du poste et de la nature des fonctions (avant chargé d'information)
Architecture et patrimoine	Administration générale et ressources	1 assistant RH et prévention	Assister le responsable ressources humaines en matière de gestion RH. Assurer la gestion administrative des agents en lien avec les services de la DRH. Veiller à la mise en œuvre des règles d'hygiène et de sécurité.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé du poste et de la nature des fonctions (avant assistant RH)
Ressources humaines	Social du travail	1 chef de service	Encadrer et animer le service. Intervenir auprès de l'agent dans le cadre de sa vie professionnelle ou privée. Instruire les dossiers de prestations sociales. Participer à la définition de la politique sociale de la collectivité.	Temps complet	Conseiller socio-éducatif	Conseiller socio-éducatif à conseiller supérieur socio-éducatif assistant socio-éducatif à assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle	Modification du calibrage du poste (avant calibré de conseiller socio-éducatif à conseiller supérieur socio-éducatif)
Ressources logistiques	Administration générale et ressources	1 assistant de prévention	Réaliser des diagnostics. Élaborer et suivre la mise en œuvre des plans d'action de prévention. Concevoir et animer des actions de communication et de formation auprès des agents. Assurer la gestion des effets d'habillement.	Temps complet	Technicien	Technicien principal 2ème classe à technicien principal 1ère classe	Modification de l'intitulé du poste, de la nature des fonctions et de la fourchette de grade (avant Gestionnaire de prestations calibré rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe)
Espaces publics et naturels	Espaces verts et de nature	1 adjoint chef d'équipe gestion des milieux naturels	Seconder et remplacer le chef d'équipe en son absence. Effectuer des travaux liés à la gestion et à la restauration des espaces naturels.	Temps complet	Adjoint technique Agent de maîtrise	Adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe Agent de maîtrise à Agent de maîtrise principal	Remise à niveau de la fourchette de grade (avant adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe)

Annexe 4 à la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 26 juin 2026 relative à la transformation d'emplois au titre de l'Eurométropole

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	Service	Intitulé du poste	Nature des fonctions	Durée hebdo de travail	Cadre d'emplois	Fourchette de grades	
Ressources humaines	Administration des ressources humaines	1 chargé de mission RH en charge des politiques du temps de travail	Assurer le suivi des règles du temps de travail. Conseiller les services et le réseau RH sur les modalités de mise en œuvre. Piloter ou participer à des projets.	Temps complet	Attaché	Attaché à attaché principal	Modification de l'intitulé (avant Chargé du suivi temps de travail)
Ressources humaines	Social du travail	1 chef de service	Encadrer et animer le service. Intervenir auprès de l'agent dans le cadre de sa vie professionnelle ou privée. Instruire les dossiers de prestations sociales. Participer à la définition de la politique sociale de la collectivité.	Temps complet	Conseiller socio-éducatif Assistant socio-éducatif Attaché	Conseiller socio-éducatif à conseiller supérieur socio-éducatif Assistant socio-éducatif à assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle Attaché à attaché principal	Modification du calibrage du poste (avant calibré de conseiller socio-éducatif à conseiller supérieur socio-éducatif et d'assistant socio-éducatif à assistant socio-éducatif exceptionnel)
Ressources logistiques	Parc véhicules et ateliers	1 préparateur de véhicules	Entretenir et mettre à disposition des utilisateurs, les véhicules et vélos du parc mutualisé du pool	Temps complet	Adjoint technique	Adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions (avant Agent Vel'auto)
Architecture et patrimoine	Maintenance bâtiment	1 chargé d'affaires de maintenance	Coordonner les interventions des différents corps de métier du bâtiment . Réaliser les études et les dossiers de consultation.	Temps complet	Technicien	Technicien principal de 2ème classe à 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant chargé d'affaires de maintenance (bâti))
Architecture et patrimoine	Maintenance bâtiment	1 chargé d'accueil - SVP	Gérer les demandes d'interventions et de travaux en les affectant à la structure en charge du traitement. Participer à des activités de logistique.	Temps complet	Adjoint technique Agent de maîtrise	Adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe Agent de maîtrise à Agent de maîtrise principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant chef d'équipe)
Architecture et patrimoine	Administration générale et ressources	1 responsable de l'exécution des marchés publics	Garantir la qualité de l'exécution des contrats du département des marchés publics. Assurer l'interface entre le département des marchés publics et le département budget et comptabilité. Participer au suivi de la vie des contrats. Améliorer le processus et mettre en place des indicateurs d'activité et de qualité.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur principal de 2ème classe à rédacteur principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grade (avant assistant juridique calibré de rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe).
Sports	Aqua-glisse	1 assistant administratif créneaux - communication digitale	Assurer le suivi administratif de la contractualisation des créneaux alloués aux utilisateurs. Animer les réseaux sociaux du service et participer à la ligne éditoriale et à la création de contenus.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal 1ère classe	Modification de l'intitule et de la nature des fonctions (avant responsable des plannings d'occupation des équipements nautiques)
Ressources humaines	Pilotage RH	1 gestionnaire du système d'information RH	Participer aux projets liés au système d'information RH. Participer aux études et aux tests. Apporter une expertise en matière technique et réglementaire et assister les utilisateurs.	Temps complet	Rédacteur Technicien	Rédacteur à rédacteur principal 1ère classe Technicien à technicien principal 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grade (avant technicien - technicien à technicien principal de 1ère classe).
Architecture et patrimoine	Ingenierie de la construction	1 chargé d'études de programmation	Réaliser des études de faisabilité et de programmation architecturale, des expertises et documents d'aide à la décision.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à Ingénieur principal	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions (avant Ingénieur économiste de la construction).
Numérique et systèmes d'information	Pilotage et coordination	1 responsable qualité	Piloter, mettre en œuvre, suivre et animer la politique qualité.	Temps complet	Ingénieur Attaché	Ingénieur à Ingénieur principal Attaché à attaché principal	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grade (avant coordinateur changements, sécurité et qualité calibré d'ingénieur à ingénieur principal)
Sports	Mission transversale	1 référent communication	Participer à la mise en œuvre et à la conception du plan de communication de la direction.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1e classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant référent qualité, prévention et communication)
Ressources Logistiques	Moyens Généraux	1 agent logistique	Assurer les missions de logistique pour l'ensemble des services, des associations, et des communes de l'Eurométropole et de la Ville de Strasbourg .	Temps complet	Adjoint technique	Adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions (avant Conducteur-manutentionnaire). Dans le cadre du CST du 04/12/2025.
Urbanisme et territoire	Politique de la ville	1 chargé de mission contrat de ville	Gérer et animer le dispositif projet Politique de la Ville	Temps complet	Attaché Conseiller socio-éducatif	Attaché à attaché principal Ingénieur à ingénieur principal	Modification de l'intitulé (avant chef de projet agriculture urbaine), et de la nature des fonctions
Sécurités et de la prévention	SIRAC	1 chargé d'opérations	Piloter, coordonner et assurer le suivi des interventions techniques liées à la maintenance et à l'optimisation des équipements dynamiques et connectés d'exploitation des routes.	Temps complet	Technicien principal	Technicien principal 1ère classe à technicien principal 2ème classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant chargé d'affaires)

Annexe 4 à la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 26 juin 2026 relative à la transformation d'emplois au titre de l'Eurométropole

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	Service	Intitulé du poste	Nature des fonctions	Durée hebdo de travail	Cadre d'emplois	Fourchette de grades	
Sécurités et de la prévention	SIRAC	1 chargé d'opérations	Piloter, coordonner et assurer le suivi des interventions techniques liées à la maintenance et à l'optimisation des équipements dynamiques et connectés d'exploitation des routes.	Temps complet	Technicien principal	Technicien principal 1ière classe à technicien principal 2ème classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant Technicien en maintenance électronique)
Numérique et systèmes d'informations	Innovation et transformation numérique	1 chef de projet transformation numérique	Élaborer et mettre en place une démarche d'inclusion numérique territoriale. Proposer une méthodologie pour accompagner les démarches de transformation. Suivre le marché de prestation du Shadock et contribuer à l'organisation de la SENR	Temps complet	Attaché	Attaché à attaché principal	Modification de l'intitulé (avant chef de projet transformation)
Ressources Logistiques	Moyens généraux	2 agents logistique	Assurer les missions de logistique pour l'ensemble des services, des associations, et des communes de l'Eurométropole et de la Ville de Strasbourg .	Temps complet	Adjoint technique	Adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions (avant Conducteur-manutentionnaire). Dans le cadre du CST du 04/12/2025.
Eaux et risques environnementaux	Pilotage, programmation et relation à l'usager	1 instrumentiste en charge de la maintenance des capteurs	Installer et entretenir les instrumentations des réseaux de mesure. Assurer l'étalonnage. Participer à la télégestion des ouvrages électromécaniques.	Temps complet	Agent de maîtrise Technicien	Agent de maîtrise à agent de maitrise principal Technicien	Modification de l'intitulé du poste (avant instrumentiste)
Architecture et patrimoine	-	1 responsable de la mission stratégie immobilière	Définir et piloter la stratégie immobilière du patrimoine privé, coordonner et animer la stratégie immobilière.	Temps complet	Attaché Ingénieur	Attaché à attaché principal Ingénieur à ingénieur principal	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grade (avant adjoint chef de service - ingénieur à ingénieur principal) suite à l'intersyndicale du 14/04/2026
Architecture et patrimoine	-	1 technicien référent patrimoine	Assurer une vision technique et prospective du patrimoine bâti privé.	Temps complet	Technicien	Technicien principal de 2ème classe à technicien principal de 1ère classe	Modification de la nature des fonctions suite à l'intersyndicale du 14/04/2026
Architecture et patrimoine	-	1 chargé de mission stratégie immobilière	Contribuer à la définition et au pilotage de la stratégie immobilière du patrimoine privé.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à ingénieur principal	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions (avant responsable de la valorisation du patrimoine privé) suite a l'intersyndicale du 14/04/2026
Architecture et patrimoine	Maintenance bâtiment	1 agent de maintenance préventive	Réaliser l'état des lieux en termes de maintenance préventive des bâtiments, renseigner la base de données patrimoniales, contribuer à l'élaboration d'un plan de maintenance préventive,	Temps complet	Adjoint technique Agent de maitrise	Adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe Agent de maitrise à agent de maitrise principal	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grade (avant Agent de maintenance préventive, adjoint chef d'équipe calibré agent de maitrise à agent de maitrise principal) suite a l'intersyndicale du 14/04/2026
-	Cabinet	2 assistants d'élu	Assurer le secrétariat (accueil, frappe, gestion d'agenda, classement). Instruire et suivre des courriers. Préparer et suivre des dossiers spécifiques.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal 1ère classe	Modification de l'intitulé du poste et de la nature des fonction (avant assistant de direction et assistant d'adjoint de quartier)
			Transformations avec incidence financière à la baisse				
DGA Transformation sociale et sociétale	-	1 chargé de mission politique mémorielle	Assurer un rôle d'interface entre les élus, les directions et les partenaires externes. Contribuer à la définition, à la mise en œuvre et à l'évaluation de la politique mémorielle. Assurer le pilotage de projets transversaux.	Temps complet	Attaché Administrateur Ingénieur	Attaché à administrateur Ingénieur à ingénieur en chef	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant chargé de mission projets stratégiques calibré attaché à attaché hors classe).
Ressources humaines	Prévention et qualité de vie au travail	1 chargé de mission handicap	Piloter et animer la politique handicap de la collectivité. Coordonner et mettre en œuvre des actions en matière d'emploi et de maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap et des bénéficiaires de l'obligation d'emploi. Assurer la gestion	Temps complet	Attaché	Attaché à attaché principal	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grade (avant médecin du travail calibré médecin de 2e classe à médecin hors classe)
-	Cabinet	1 assistant d'élu	Assurer le secrétariat (accueil, frappe, gestion d'agenda, classement). Instruire et suivre des courriers. Préparer et suivre des dossiers spécifiques.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal 1ère classe	Modification de l'intitulé du poste et de la nature des fonction (avant Assistante d'élu - coordinateur d'équipe)

Annexe 5 à la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 26 juin 2026 relative à la transformation d'emplois au titre de la Ville

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Transformations sans incidence financière							
Culture	Conservatoire	1 musicien accompagnateur	Assurer l'accompagnement musical des cours de danse. Participer aux activités pédagogiques.	Temps complet	Assistant d'enseignement artistique	Assistant d'enseignement artistique à assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe	Modification de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant calibré assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe à principal 1ère classe)
Culture	Conservatoire	1 responsable technique	Encadrer et animer les équipes du département. Définir la stratégie bâtimentaire du service. Planifier et budgéter les travaux. Être garant de la sécurité, de la sûreté et du déroulé des évènements.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à ingénieur principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant Directeur technique)
Sécurités et prévention	SIRAC	3 techniciens régulation trafic	Assurer l'exploitation et la régulation des équipements de gestion du trafic sur un secteur géographique de l'EMS	Temps complet	Technicien	Technicien à technicien principal de 1ère classe	Modification de la fourchette de grade (avant technicien principal 2ième classe à technicien principal 1ère classe)
Réglementation urbaine	Réglementation de la circulation	1 instructeur des arrêtés et des autorisations de circulation et de stationnement	Délivrer les autorisations de circulation et de stationnement ainsi que celles relatives aux manifestions festives ou autres sur la voie publique	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal 1ère classe	(Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant agent d'accompagnement à l'éducation de l'enfant)
Sécurité	Surveillance de la voie publique	1 agent de surveillance de la voie publique	Participer à la régulation du stationnement et à la surveillance de la voie publique	Temps complet	Adjoint technique	Adjoint technique à adjoint technique principal de 1ière classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant agent de surveillance de la voie publique- adjoint au chef)
Solidarités santé jeunesse	-	1 directeur de la Maison des adolescents	Assurer la mise en œuvre et le suivi du projet de l'établissement. Construire et développer le réseau avec les partenaires institutionnels et associatifs. Animer les équipes.	Temps complet	Attaché Conseiller socio-éducatif	Attaché à attaché hors classe ou Conseiller socio-éducatif à conseiller socio-éducatif hors classe	Modification de la fourchette de grades (avant attaché à directeur).
Culture	Musées	1 régisseur adjoint des collections	Coordonner, aux plans physique, documentaire, administratif, juridique et financier, les mouvements internes et externes des collections.	Temps complet	Attaché Attaché de conservation	Attaché à attaché principal Attaché de conservation à attaché de conservation principal	Modification du cadre d'emploi (avant attaché de conservation)
Enfance et éducation	Famille et petite enfance	1 accueillant petite enfance	Prendre en charge les enfants. Animer les activités d'éveil. Assurer la sécurité physique et affective des enfants. Contribuer à l'éducation, à la socialisation et à l'épanouissement des enfants.	Temps complet	Agent social	Agent social à agent social principal de 1ère classe	Modification de la fourchette de grades (avant ATSEM à ATSEM principal de 1ère classe et agent social à agent social principal de 1ère classe)
Culture	Musées	1 adjoint au responsable du musée	Assurer la conservation et la documentation des collections. Préparer et suivre des expositions. Seconder et remplacer le conservateur.	Temps complet	Attaché de conservation	Attaché de conservation à attaché de conservation principal	Modification de l'intitulé (avant adjoint au conservateur du Musée alsacien)
Population, des élections et des cultes	Accueil de la population	6 chargés d'accueil et d'orientation des usagers	Accueillir, renseigner et orienter les usagers. Les accompagner dans leurs démarches en ligne. Participer à la délivrance de prestations.	Temps complet	Adjoint administratif ou rédacteur	Adjoint administratif principal de 2ème classe à rédacteur	Modification de la fourchette de grade (avant adjoint administratif principal de 1ère classe à rédacteur)
Enfance et éducation	Inscriptions et scolarité	3 agents en charge des inscriptions et de l'accueil	Assurer l'accueil physique et téléphonique du public. Procéder aux inscriptions scolaires et périscolaires.	Temps complet	Adjoint administratif	Adjoint administratif à adjoint administratif principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé (avant agent d'accueil et d'inscription)
Enfance et éducation	Inscriptions et scolarité	2 gestionnaires des inscriptions scolaires et périscolaires	Effectuer les inscriptions scolaires et périscolaires. Assurer le rôle de référent pour toutes questions complexes ou spécifiques liées aux inscriptions scolaires.	Temps complet	Adjoint administratif ou rédacteur	Adjoint administratif principal de 2ème classe à rédacteur	Modification de l'intitulé (avant gestionnaire référent des inscriptions scolaires et périscolaires)

Annexe 5 à la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 26 juin 2026 relative à la transformation d'emplois au titre de la Ville

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Enfance et éducation	Inscriptions et scolarité	1 assistant inscriptions scolaires et périscolaires	Assurer l'assistance administrative des inscriptions scolaires et périscolaires. Suivre certains dossiers spécifiques.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant assistant administratif)
Enfance et éducation	Inscriptions et scolarité	1 responsable du département inscriptions scolaires et périscolaires	Assurer l'encadrement du département. Instruire et gérer les demandes de dérogations. Suivre les inscriptions scolaires et périscolaires.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant assistant de gestion administrative)
Enfance et éducation	Inscriptions et scolarité	1 travailleur social "instruction à domicile et contrôle de l'obligation scolaire"	Réaliser les enquêtes sociales liées à l'instruction à domicile. Mener des actions partenariales et de suivi dans le cadre du contrôle de l'obligation scolaire. Mettre en œuvre les dispositifs d'accompagnement des familles et de protection de l'enfance.	Temps complet	Assistant socio-éducatif	Assistant socio-éducatif à assistant socio-éducatif de classe exceptionnel	Modification de l'intitulé (avant travailleur social "instruction à domicile")
Solidarités, santé et jeunesse	Administration générale et ressources	1 responsable ressources humaines et adjoint au chef de service	Piloter en lien avec le chef de service AGR la stratégie RH de la direction, l'accompagnement des services et la gestion des situations individuelles complexes. Décliner les orientations de la DRH, Organiser et coordonner l'ensemble des activités RH. Animer le réseau des référents-es RH des services.	Temps complet	Attaché	Attaché à directeur	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grade (avant responsable financier, calibré attaché à attaché principal)
Enfance et éducation	Famille et petite enfance	1 accueillant petite enfance	Prendre en charge les enfants. Animer les activités d'éveil. Assurer la sécurité physique et affective des enfants. Contribuer à l'éducation, à la socialisation et à l'épanouissement des enfants.	Temps complet	Agent social	Agent social à agent social principal de 1ère classe	Modification de la fourchette de grades (avant ATSEM à ATSEM principal de 1ère classe et agent social à agent social principal de 1ère classe)
Enfance et éducation	Famille et petite enfance	1 accueillant petite enfance	Prendre en charge les enfants. Animer les activités d'éveil. Assurer la sécurité physique et affective des enfants. Contribuer à l'éducation, à la socialisation et à l'épanouissement des enfants.	Temps complet	Agent social	Agent social à agent social principal de 1ère classe	Modification de la fourchette de grades (avant ATSEM à ATSEM principal de 1ère classe et agent social à agent social principal de 1ère classe)
Transformations suite à réorganisations présentées en CST							
Culture	Musées	2 agents de maintenance	Assurer l'entretien technique et la maintenance préventive et curative pour les bâtiments et équipements	Temps complet	Adjoint technique ou agent de maîtrise	Adjoint technique à agent de maîtrise principal	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant agent d'entretien calibré d'adjoint technique à adjoint technique principal 1ère classe ; opérateur technique des musées calibré d'adjoint technique à agent de maîtrise principal) CST du 17/10/2025
Culture	Musées	1 responsable mission production et patrimoine bâti	Encadrer et coordonner les équipes des départements. Piloter la production des expositions et manifestations, la gestion et le suivi du patrimoine bâti. Planifier et contrôler les travaux. Veiller à la sûreté et à la sécurité de l'ensemble des musées. Assurer la transition écologique des pratiques.	Temps complet	Ingénieur Attaché de conservation	Ingénieur à ingénieur principal Attaché de conservation à attaché principal de conservation	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant responsable de département) CST du 17/10/2025
Culture	Musées	1 coordinateur et régisseur des expositions	Contribuer aux activités de régie des expositions. Assurer la gestion et le suivi administratif, financier et technique des activités. Participer au montage et au démontage des expositions.	Temps complet	Assistant de conservation Technicien	Rédacteur à rédacteur principal 1ère classe Assistant de conservation à assistant de conservation principal 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant opérateur technique des musées, calibré d'adjoint technique à agent de maîtrise principal), suite au CST du 17/10/2025.
Culture	Médiathèques	1 responsable de pôle	Être responsable du pôle Développement des publics et inclusion. Définir, préparer et réaliser des actions culturelles participatives destinées au développement et à la diversification des publics. Développer des partenariats de proximité. Accueillir et renseigner le public.	Temps complet	Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques	Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques à assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé du poste et de la nature des fonctions (avant assistant de bibliothèque). CST du 22/01/2026
Solidarités, santé et jeunesse	Lutte contre l'exclusion - CCAS	1 adjoint au chef de service - secrétaire général du CCAS	Impulser et coordonner les dossiers traités en conseil d'administration du CCAS. Suivre la réalisation des décisions du conseil. Animer un partenariat avec les associations caritatives. Assurer la responsabilité fonctionnelle de la cellule d'appui Insertion.	Temps complet	Attaché ou conseiller socio-éducatif	Attaché à Directeur Conseiller socio-éducatif à Conseiller supérieur socio-éducatif	Modification de l'intitulé du poste et de la nature des fonctions (avant secrétaire général du CCAS). CST du 22/01/2026

Annexe 5 à la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 26 juin 2026 relative à la transformation d'emplois au titre de la Ville

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	Service	Intitulé du poste	Nature des fonctions	Durée hebdo de travail	Cadre d'emplois	Fourchette de grades	
Solidarités, santé et jeunesse	Lutte contre l'exclusion - CCAS	1 travailleur social auprès des personnes non logées	Accueillir, orienter et accompagner les familles non logées. Participer au dispositif d'accueil et d'hébergement d'urgence.	Temps complet	Assistant socio-éducatif	Assistant socio-éducatif à Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle	Modification de l'intitulé du poste (avant Chargé de projet insertion sociale et professionnelle), de la nature des fonctions et de la fourchette de grade (avant Attaché à Attaché principal, Conseiller socio-éducatif).
Solidarités, santé et jeunesse	Lutte contre l'exclusion - CCAS	1 chef de projet	Piloter et suivre des projets. Mobiliser et fédérer acteurs et partenaires. Élaborer et mettre en œuvre des actions.	Temps complet	Attaché	Attaché à attaché principal	Modification de l'intitulé du poste et de la nature des fonctions (avant Chef de projet aide alimentaire).CST du 22/01/2026
Solidarités, santé et jeunesse	Lutte contre l'exclusion - CCAS	1 responsable du pôle Accueil et accompagnement social	Encadrer et animer le pôle. Organiser les interventions sociales et porter des dossiers spécifiques . Contribuer à l'élaboration d'un diagnostic social et à l'analyse des besoins sociaux. Évaluer les actions menées. Participer aux relations avec les partenaires.	Temps complet	Attaché ou conseiller socio-éducatif	Attaché à Directeur Conseiller socio-éducatif à Conseiller supérieur socio-éducatif	Modification de la nature des fonctions.CST du 22/01/2026
Solidarités, santé et jeunesse	Lutte contre l'exclusion - CCAS	2 référents aides sociales	Assurer l'instruction et le suivi administratif des demandes d'aide sociale. Traiter les décisions. Préparer et participer aux commissions. Réaliser des opérations comptables.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé de poste (avant gestionnaire aides sociales), de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant adjoint administratif principal de 2e classe à rédacteur). CST du 22/01/2026
Solidarités, santé et jeunesse	Lutte contre l'exclusion - CCAS	2 intervenants social - coordinateur	Participer à l'accueil et à l'accompagnement des personnes hébergées. Participer à la mise en œuvre du dispositif d'accueil et d'hébergement d'urgence. Assurer la coordination des pratiques professionnelles notamment en lien avec l'outil métier et le management des accompagnants sociaux de structure.	Temps complet	Moniteur-éducateur et intervenant familial ou rédacteur ou animateur	Moniteur-éducateur et intervenant familial à moniteur-éducateur et intervenant familial principal ou Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe ou Animateur à animateur principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé de poste et de la nature des fonctions. (avant intervenant social). CST du 22/01/2026
Solidarités, santé et jeunesse	Lutte contre l'exclusion - CCAS	1 référent prévention-sécurité et logistique	Assurer la prévention et la sécurité du site. Prendre en charge les prestations logistiques délivrées dans la structure. Réaliser la formation en 1ers secours et lutte contre l'incendie. Contribuer à l'accueil du public en grande précarité.	Temps complet	Moniteur-éducateur et intervenant familial ou rédacteur	Moniteur-éducateur et intervenant familial à moniteur-éducateur et intervenant familial principal ou Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé de poste (avant chargé d'accueil et de la logistique), de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant adjoint administratif principal de 2e classe à rédacteur). CST du 22/01/2026
Espaces publics et naturels	Espaces verts et de nature	1 géomaticien	Concevoir, constituer, actualiser, gérer et exploiter les données du SIG	Temps complet	Technicien	Technicien à technicien principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la fourchette de grade et de la nature des fonctions (avant chargé de données patrimoniales calibré d'agent de maîtrise à technicien). Dans le cadre du projet de service suite au CST du 05/06/25

Annexe 5 à la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 26 juin 2026 relative à la transformation d'emplois au titre de la Ville

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Transformations avec incidence financière à la hausse							
Territoires	DT Cronenbourg, Hautepierre, Poteries, Hohberg	1 chef de projet renouvellement urbain	Concevoir, piloter et mettre en œuvre le projet de rénovation urbaine sur un territoire en coordination avec les partenaires internes et externes (études, contractualisations, concertations et suivi technique).	Temps complet	Attaché ou ingénieur	Attaché à attaché principal Ingénieur à ingénieur principal	Modification du groupe de fonction de rattachement (avant A5)
Solidarités Santé Jeunesse	Santé autonomie	2 assistants dentaires	Apporter une assistance permanente au chirurgien-dentiste dans le cadre des activités de soins. Contribuer à la qualité et la sécurité des soins en prenant en charge les procédures de désinfection et de stérilisation des instruments utilisés pour les soins et pour les dépistages dentaires. Participer au fonctionnement administratif et logistique du Centre de santé dentaire.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Modification de la fourchette de grades (avant adjoint administratif à adjoint administratif principal de 1ère classe)
Solidarités Santé Jeunesse	Santé autonomie	1 assistant dentaire	Apporter une assistance permanente au chirurgien-dentiste dans le cadre des activités de soins. Contribuer à la qualité et la sécurité des soins en prenant en charge les procédures de désinfection et de stérilisation des instruments utilisés pour les soins et pour les dépistages dentaires. Participer au fonctionnement administratif et logistique du Centre de santé dentaire.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Modification de la fourchette de grades (avant adjoint administratif à adjoint administratif principal de 1ère classe)
Enfance et éducation	Patrimoine pour l'enfance et l'éducation	1 assistant ressources humaines	Assurer la gestion quotidienne du personnel et établir des tableaux de bord. Informer et conseiller les agents. Encadrer l'équipe volante des agents de restauration.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal 1ère classe	Modification de la nature des fonctions
Territoire	Cronenbourg, Hautepierre, Poteries, Hohberg	1 coordinateur de projets renouvellement urbain	Piloter la mise en œuvre du projet de renouvellement urbain (PRU) des quartiers Hautepierre et Cronenbourg; contribuer plus largement à la définition et la conduite du projet de territoire dans ses différents aspects; porter le management hiérarchique d'une partie de l'équipe	Temps complet	Attaché ou ingénieur	Attaché à directeur Ingénieur à ingénieur principal	Modification de l'intitulé du poste (avant chef de projet renouvellement urbain) et de la nature des fonctions
Transformations avec incidence financière à la baisse							
Population élection et cultes	Funéraire	1 agent de conservation des cimetières	Réaliser l'entretien général des sites (espaces verts, bâtiments...) . Assurer l'accueil et la police des opérations funéraires . Réaliser des exhumations administratives.	Temps complet	Adjoint technique	Adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé du poste (avant agent de conservation des cimetières - chargé de suivi technique calibré adjoint technique à agent de maîtrise principal) et de la nature des fonctions

Annexe 6 à la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 26 juin 2026 relative aux emplois pouvant être pourvus le cas échéant sur la base de l'article L. 332-8 2° du CGFP

Descriptif de l'emploi				Motivation du recours à l'article L. 332-8 2°		
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Créé par délibération du**	**Motifs**	**Niveau et type de diplôme**	**Expérience professionnelle requise**
Eau et risques environnementaux	Pilotage Programmation et Relation à l'Usager	1 chef de service	19/12/2025	Nature des fonctions très spécialisées: expertise du domaine des eaux, potable et usée.	Diplôme d'ingénieur dans le domaine de l'environnement, de l'eau et assainissement ou équivalent.	Expérience en encadrement et en pilotage stratégique requérant une expertise dans la thématique de l'eau ou de l'environnement et dans le pilotage de projets complexes.
Eau et risques environnementaux	Eau et assainissement	1 chef de projets structurants	07/11/2025	Besoins de service : forts enjeux de portage de projets structurants eau et assainissement de grande envergure.	Diplôme d'ingénieur ou Bac+5 dans le domaine des projets d'infrastructure ou Eau et assainissement	Expérience confirmée dans la conduite de projets de construction ou de processus industriels requérant une expertise de la gestion de projets et des procédures réglementaires, une maîtrise des secteurs de l'eau, de l'assainissement et de l'énergie. des capacités à manager une équipe projet et à communiquer efficacement, une aptitude à coordonner les actions avec rigueur et organisation.
Architecture et patrimoine	Maintenance bâtiment	1 chargé d'accueil SVP	27/10/2000	Besoins du service : forts enjeux sur ce métier contribuant au bon fonctionnement du service.	CAP métiers polyvalents du bâtiment	Expérience similaire requérant une connaissance des métiers du bâtiment
Architecture et du patrimoine	Constructions culturelles sociales et administratives	1 assistant administratif	28/06/22	Besoins du service : forts enjeux sur ce métier en tension contribuant au bon fonctionnement du service.	Bac à bac+2 assistanat de direction, gestion, ou équivalent.	Expérience confirmée en assistanat administratif et/ou de direction et/ou à la conduite de projets requérant une expertise des techniques de secrétariat, une maîtrise de la gestion administrative et des logiciels de bureautique.
Prévention et gestion des déchets	-	1 directeur de projet "Avenir de l'unité de valorisation énergétique"	20/12/2023	Besoins du service : forts enjeux liés au projet de construction d'une nouvelle unité de valorisation énergétique.	Dimplôme d'ingénieur en construction, travaux publics, génie civil, industrie, ou équivalent.	Expérience confirmée dans la conduite de projet de construction ou de processus industriel requérant une expertise en techniques et économie de la construction, en règlementation relative à la sécurité et accessibilité d'un ERP, ainsi qu'une capacité à appliquer la règlementation des marchés publics et à fédérer, mobiliser les équipes/acteurs autour d'un projet et gérer des situations sensibles.
Ressources humaines	Emploi et développement des compétences	1 responsable emploi	27/10/2000	Besoins du service : forts enjeux en matière d'évolution des effectifs et d'optimisation des ressources humaines.	Bac+5 en ressources humaines, psychologie du travail, droit, sciences politiques, ou équivalent.	Expérience confirmée dans des fonctions similaires requérant une expertise des techniques d'entretien et de la détection de potentiels, des fondamentaux RH, ainsi qu'une maîtrise en accompagnement des parcours professionnels et/ou des projets de service, des concepts de la GRH et de la GPEC, et de la culture administrative, juridique et statutaire des collectivités territoriales.
Culture	Musées	1 responsable de la cellule aménagements muséographiques	27/10/2000	Nature des fonctions très spécialisées : technicité spécifique dans le domaine de la muséographie.	Bac à bac+2 métiers du bois ou du bâtiment, ou équivalent.	Expérience similaire au sein d'un musée requérant une expertise des techniques de travail du bois et du bâtiment (menuiserie, métallerie, peinture) dans le cadre de la présentation des collections et une maîtrise de la conservation préventive des œuvres.
Culture	Conservatoire	1 musicien accompagnateur	28/03/2013	Nature des fonctions très spécialisées : assurer un accompagnement musical spécifique dans sa discipline.	Diplôme d'Etat (DE) dans sa spécialité ou diplôme équivalent.	Expérience d'interprète de haut niveau requérant une expertise artistique et en accompagnement dans sa discipline à différents niveaux, ainsi qu'une capacité à se produire en public.
Numérique et systèmes d'informations	Relations aux utilisateurs	1 responsable des demandes utilisateurs et du suivi des usages	27/10/2000	Besoins du service: forts enjeux sur ce métier en tension contribuant au bon fonctionnement du service.	Diplôme d'ingénieur en informatique ou équivalent	Expérience confirmée dans un service de support et de production informatique requérant une expertise de l'analyse et du traitement des demandes informatiques, une maitrise des environnements Windows, Unix, Oracle, réseaux et télécoms ainsi qu'une maitrise du référentiel ITIL.
Solidarités santé et jeunesse	Santé et autonomie	1 médecin de protection maternelle et infantile	01/06/2012	Nature des fonctions très spécialisées : expertise en pédiatrie et périnatalité.	Docteur en médecine	Maîtrise des dispositions législatives, de l'organisation et du fonctionnement des institutions intervenant en matière de PMI. Maîtrise des dispositions relatives à la protection de l'enfance.
Solidarités santé et jeunesse	Lutte contre l'exclusion - CCAS	1 travailleur social auprès des personnes non logées	27/10/2000	Besoins du service : forts enjeux sur ce métier en tension contribuant à la mise en œuvre de la politique sociale de la collectivité.	Bac + 3 Assistant de service social ou éducateur spécialisé	Maîtrise des dispositifs et acteurs du domaine social, des techniques d'accueil et d'accompagnement des publics concernés, ainsi que de la législation sociale et des dispositifs réglementaires de lutte contre les exclusions.

998

Annexe 6 à la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 26 juin 2026 relative aux emplois pouvant être pourvus le cas échéant sur la base de l'article L. 332-8 2° du CGFP

Descriptif de l'emploi				Motivation du recours à l'article L. 332-8 2°		
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Créé par délibération du**	**Motifs**	**Niveau et type de diplôme**	**Expérience professionnelle requise**
Communication	Presse	1 attaché de presse	27/10/2000	Nature des fonctions très spécialisées : expertise en relations presse	Bac+3 à bac+5 en communication, relations presse, sciences politiques, ou équivalent	Expérience dans la gestion des relations avec la presse requérant la maîtrise des techniques de communication ainsi que des capacités rédactionnelles et de synthèse avérées.
Communication	Presse	1 attaché de presse	09/07/2004	Nature des fonctions très spécialisées : expertise en relations presse	Bac+ 3 à bac+5 en communication, relations presse, sciences politiques, ou équivalent	Expérience dans la gestion des relations avec la presse requérant la maîtrise des techniques de communication ainsi que des capacités rédactionnelles et de synthèse avérées.
Communication	Presse	1 attaché de presse	27/10/2000	Nature des fonctions très spécialisées : expertise en relations presse	Bac+ 3 à bac+5 en communication, relations presse, sciences politiques, ou équivalent	Expérience dans la gestion des relations avec la presse requérant la maîtrise des techniques de communication ainsi que des capacités rédactionnelles et de synthèse avérées.
Communication	Communication numérique	1 responsable de la communication numérique	27/10/2000	Nature des fonctions très spécialisées : expertise en communication digitale tous supports	Bac+3 à bac+5 en direction de projets numériques ou équivalent	Expérience confirmée dans la communication numérique requérant la maîtrise des différents outils, des techniques de management d'équipe de la conduite de projets
Communication	Actualités	1 social media manager	27/10/2000	Nature des fonctions très spécialisées : expertise dans la gestion éditoriale des réseaux sociaux	Bac+3 à bac+5 dans la communications, en sciences politiques ou équivalent	Expérience confirmée dans la gestion éditoriale des réseaux sociaux requérant la maîtrise de la conception de stratégie de communication en ligne, des usages liés à la communication numérique et des techniques de rédaction adaptées aux réseaux sociaux
Communication	Communication numérique	1 chef de projet numérique	28/03/2013	Nature des fonctions très spécialisées : expertise en gestion de projets internet.	Bac+3 à bac+5 en gestion de projets multimédia, communication ou équivalent	Expérience requérant une expertise dans la gestion de projets internet, l'élaboration de cahiers des charges fonctionnels et techniques, la connaissance des usages des domaines liés à la communication numérique et la conception de sites et applications mobiles. Maîtrise du fonctionnement des outils de gestion de contenu, des principales normes et technologies web et cartographiques
Culture	Conservatoire	1 responsable technique	18/03/2024	Nature des fonctions très spécialisées : expertise en gestion bâtimentaire dans le domaine culturel	Diplôme d'ingénieur ou équivalent	Expérience confirmée en management et régie générale requérant une expertise en gestion bâtimentaire, en réglementation des ERP et des structures culturelles ainsi qu'une maîtrise des techniques de spectacle vivant.
Ressources logistiques	Parc véhicules et ateliers	1 responsable flotte de prêt et sinistralité	27/10/2000	Besoins du service: forts enjeux sur ce métier en tension contribuant au bon fonctionnement du service.	Bac à Bac+2 en logistique ou équivalent	Expérience en management et coordination d'activité requérant une expertise des moyens logistiques qu'une maîtrise de l'optimisation de l'exploitation d'un parc de véhicules et matériels de prêt
Culture	Musées	1 assistant communication	27/10/2000	Nature des fonctions spécialisées : technicité en communication culturelle et/ou institutionnelle.	Bac à bac+2 en communication ou équivalent	Expérience exigée en communication culturelle et/ou institutionnelle requérant un intérêt pour la matière culturelle et muséale, une maîtrise des techniques de communication et de la chaîne graphique.
Espaces Publics et Naturels	Aménagements Structurants et Hydrauliques	1 responsable de la cellule travaux d'entretien	27/10/2000	Nature des fonctions très spécialisées : expertise sur les réseaux eau et assainissement.	Bac+2 dans le domaine de la gestion et maitrise de l'eau	Expérience en conduite d'opérations requérant une maitrise en matière d'eau et assainissement,
Architecture et patrimoine	Administration générale et ressources	1 assistant RH et prévention	28/03/2024	Besoins du service : forts enjeux sur ce métier en tension contribuant à la bonne gestion du service.	Bac à bac+2 en gestion administrative, RH, ou équivalent.	Expérience confirmée en gestion des ressources humaines et dans l'analyse des situations de travail requérant une maitrise des règles, outils et procédures RH ainsi que dans le domaine de l'hygiène et de la sécurité,

Annexe 6 à la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 26 juin 2026 relative aux emplois pouvant être pourvus le cas échéant sur la base de l'article L. 332-8 2° du CGFP

Descriptif de l'emploi				Motivation du recours à l'article L. 332-8 2°		
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Créé par délibération du**	**Motifs**	**Niveau et type de diplôme**	**Expérience professionnelle requise**
Développement économique et attractivité	Enseignement supérieur, recherche et innovation	1 chargé de mission développement du réemploi	27/10/2000	Besoins du service : forts enjeux sur ce métier en tension contribuant à la bonne gestion du service.	Diplôme d'ingénieur Gestion et Valorisation des Déchets, Bac +5 environnement, gestion des territoires & développement durable ou équivalent	Expérience requérant des compétences en économie circulaire et en gestion de projet territorial, des compétences transversales en ingénierie de projet, en gestion de contraintes opérationnelles et institutionnelles, et en animation partenariale.
Ressources humaines	Prévention et qualité de vie au travail	1 gestionnaire cellule handicap et travail	20/12/2013	Besoins du service: forts enjeux sur ce métier contribuant à l'organisation de la politique handicap et travail de la collectivité.	Bac à bac+2 en ressources humaines ou équivalent.	Expérience en gestion des ressources humaines requérant une maitrise en matière de politique handicap et travail dans la fonction publique.
Ressources humaines	Social du travail	1 chef de service	27/10/2000	Besoins du service: forts enjeux pour ce métier en tension contribuant au bon fonctionnement du service et au suivi des agents concernés.	Diplôme d'Etat d'assistant de service social.	Expérience confirmée en encadrement d'équipe requérant une capacité à gérer des sujets complexes ainsi que d'une expérience confirmée en travail social requérant une expertise du cadre spécifique de l'intervention en service social du travail, une maîtrise de la législation sociale en droit de la famille et de la santé, des techniques d'écoute, une connaissance du statut de la FPT, ainsi qu'une capacité à adapter sa communication à des interlocuteurs variés et à établir une relation d'aide.
Culture	Œuvre Notre Dame	1 restaurateur d'édifice en pierre de taille - Référent	27/10/2000	Nature des fonctions très spécialisées : expertise dans les procédés de ferronerie, serrurerie et forge	CAP/BEP à Bac+2 en serrurerie, forge ou équivalent	Expérience confirmée dans la restauration d'éléments anciens requérant une expertise des procédés de ferronerie, serrurerie, forge et trempe d'outillage de tailleurs de pierre, ainsi qu'une maîtrise de la conception de plans.
Propreté et gestion des déchets	Réduction des déchets et relations aux usagers	1 chef de service	06/02/2026	Besoins du service : forts enjeux environnementaux liés à la réduction des déchets.	Bac+5 en environnement, gestion des déchets, développement durable, urbanisme, aménagement, ou équivalent	Expérience confirmée en management requérant une expertise des techniques de communication, une maitrise du management participatif et de projet, des finances publiques, ainsi qu'une capacité à animer des réunions, à être force de proposition, et à conduire le changement.
Propreté et gestion des déchets	Traitement et valorisation des déchets	1 chef de service	06/02/2026	Besoins du service : forts enjeux environnementaux liés au traitement et à la valorisation des déchets.	Ingénieur en environnement, ou équivalent	Expérience confirmée dans le management requérant une maîtrise technique et juridique territoriale, du terrain et des dispositifs de collecte, de la règlementation sur l'hygiène, la prévention et la sécurité, du management participatif et de projet, ainsi qu'une capacité à animer des réunions, à être force de proposition, à conduire le changement et à analyser l'incidence des évolutions.
Propreté et gestion des déchets	Etudes et appui opérationnel	1 chef de service	06/02/2026	Nature des fonctions très spécialisées : expertise dans la gestion de projets dans la thématique des déchets.	Ingénieur en environnement, ou équivalent	Expérience confirmée dans le domaine de l'environnement, en particulier des déchets requérant une expertise en gestion de projet dans la thématique des déchets, une maitrise du management participatif et de projet, des outils bureautiques, ainsi qu'une capacité à animer des réunions, à être force de proposition, et à conduire le changement.
Enfance et éducation	Caisse des écoles	4 coordinateurs réussite éducative	07/07/2006 07/07/2006 07/07/2006 30/09/2016	Besoins du service: forts enjeux sur ce métier en tension contribuant au projet de réussite éducative.	Bac + 3 à bac + 5 dans le domaine de l'éducation, du développement local, social ou équivalent	Expérience confirmée dans le domaine éducatif, social ou dans l'animation requérant une maitrise de la conduite de projet, une maitrise des techniques de communications face à un public varié ainsi que d'une capacité à animer des réunions pluridisciplinaires.
Espaces publics et naturels	aménagements structurants et hydrauliques	1 chef de projets aménagements structurants - adjoint au responsable de département	31/03/17	Nature des fonctions très spécialisées : expertise en conduite d'aménagements urbains.	Bac+3 à +5 ou ingénieur dans le domaine de l'aménagement urbain ou équivalent	Expérience en conduite de projet d'infrastructure requérant une maîtrise de l'aménagement urbain ainsi que des règles de la commande publique
Espaces publics et naturels	Voies publiques	1 maçon spécialisé	27/10/2000	Nature des fonctions très spécialisées : expertise en maçonnerie et génie civil.	CAP et BEP en maçonnerie, ou équivalent	Expérience confirmée en maçonnerie et génie civil requérant une capacité à réaliser des éléments d'ouvrages d'art relatifs aux maçonneries et bétonnages.
Solidarités santé jeunesse	-	1 directeur de la Maison des adolescents	05/02/2010	Nature des fonctions très spécialisées : expertise en pilotage stratégique et opérationnel d'un dispositif équivalent.	Bac+3 à bac+5 dans le domaine social, sciences humaines et sociales, ou équivalent.	Expérience confirmée de direction et management d'un dispositif équivalent requérant une connaissance de la législation et des dispositifs règlementaires dans le domaine de l'adolescence, de politique jeunesse et de santé mentale, une connaissance des problématiques médicales, psychologiques et sociales liées à l'adolescence, ainsi qu'une capacité à conduire des projets.

Annexe 6 à la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 26 juin 2026 relative aux emplois pouvant être pourvus le cas échéant sur la base de l'article L. 332-8 2° du CGFP

Descriptif de l'emploi				Motivation du recours à l'article L. 332-8 2°		
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Créé par délibération du**	**Motifs**	**Niveau et type de diplôme**	**Expérience professionnelle requise**
Ressources logistiques	Approvisionnement, énergies et qualité	1 responsable département approvisionnement et énergie	27/10/2000	Besoins du service: fort enjeux sur ce métier en tension contribuant au bon fonctionnement du service.	Diplôme d'ingénieur ou bac+3 à bac+5 en management, qualité, organisation et méthodes, ou équivalent	Expérience dans le management d'équipe requérant une expertise dans le domaine de la qualité ainsi qu'une maitrise des règles d'hygiène des bâtiments, santé au travail, mais également une capacité à gérer des relations avec des prestataires du secteur privé.
Ressources humaines	Administration des ressources humaines	1 chargé de mission RH en charge des politiques du temps de travail	25/09/2015	Nature des fonctions très spécialisée: expertise en matière de réglementation du temps de travail	Bac +3 à bac+5 en droit public, ressources humaines ou équivalent.	Expérience en matière de réglementation du temps de travail et de télétravail requérant une maitrise de la législation et des règles statutaires ainsi que d'une capacité à mener des projets transversaux et à conseiller et orienter les directions et services.
Communication	-	1 assistant de communication	27/10/2000	Besoins de service : forts enjeux sur ce métier contribuant à la bonne gestion des relations presse de la collectivité	Bac à bac +2 en communication, ou équivalent	Expérience similaire démontrant une maîtrise des enjeux liés aux relations presse et à la communication institutionnelle; ainsi que des outils bureautiques
Communication	-	1 assistant de communication numérique	27/10/2000	Besoins de service : forts enjeux sur ce métier contribuant à consolider la politique interne en matière de communication sur les réseaux sociaux	Bac à bac +2 en communication, ou équivalent	Expérience similaire démontrant une maîtrise de l'environnement des médias numériques ainsi que des enjeux de la communication numérique institutionnelle.
Sécurités et de la prévention	Mission sécurité civile	1 assistant de direction	27/10/2000	Besoins de service: fort enjeux sur ce métier en tension contribuant au bon fonctionnement du service.	Bac à Bac+2 en assistanat de direction	Expérience similaire requérant une maitrise des procédures administratives, de l'organisation, de l'accueil, de la gestion et du suivi de dossiers en lien avec la sécurité civile.
Architecture et patrimoine	Gestion et inventaire du patrimoine bâti	1 technicien référent patrimoine	27/10/2000	Besoins du service : forts enjeux sur ce métier en tension contribuant à rénovation et au pilotage du patrimoine public	Bac+2 dans le domaine du bâtiment, de l'économie de la construction, des travaux publics ou équivalent	Expérience dans la conduite de projet de bâtiment requérant une expertise des techniques et économie de construction
Architecture et patrimoine	Administration générale et ressources	1 responsable de l'exécution des marchés publics	20/12/2013	Nature des fonctions très spécialisées : expertise en marchés publics.	Bac+2 en droit ou équivalent.	Expérience en marchés publics requérant une expertise de la règlementation des marchés publics ainsi qu'une capacité à l'appliquer et à expliquer les modalités d'exécution des marchés publics.
Espaces publics et naturels	Voies publiques	4 techniciens éclairage	27/10/2000	Besoins du service : forts enjeux sur ce métier en tension requérant une expertise évolutive.	Bac+2 en électricité, électrotechnique, ou équivalent.	Expérience en matière d'électricité, d'électronique dans les travaux publics ou le génie civil requérant une maitrise des logiciels de cartographie ainsi qu'une capacité à piloter des travaux..
Espaces publics et naturels	Voies publiques	1 ingénieur maitrise d'ouvrage	29/09/2017	Nature des fonctions : forts enjeux sur ce métier en tension contribuant au pilotage et à la mise en œuvre de projets de voirie.	Ingénieur en travaux publics, génie civil, ou équivalent.	Expérience requérant une maitrise en travaux publics et génie civil ainsi qu'une maitrise de la gestion de projets.
Espaces publics et naturels	Voies publiques	1 agent d'exploitation	29/01/2021	Besoins du service : métier en tension avec difficultés de recrutement pour assurer la continuité du service d'entretien courant des routes, en particulier à chaussées séparées.	CAP en travaux publics ou équivalent.	Expérience similaire en entretien et sécurisation des voies et dépendances vertes.
Espaces Publics et Naturels	Administration Générale des Ressources	1 responsable du département Ressources humaines	27/10/2000	Besoins du service : forts enjeux sur ce métier en tension contribuant à la bonne gestion de la direction et à l'accompagnement de projets complexes.	Bac+3 à bac +5 en ressources humaines, ou équivalent.	Expérience confirmée requérant une expertise des concepts fondamentaux en GRH, une maîtrise des enjeux RH, de la culture administrative, juridique et statutaire des collectivités territoriales, ainsi qu'une capacité à accompagner des projets complexes.

Annexe 6 à la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 26 juin 2026 relative aux emplois pouvant être pourvus le cas échéant sur la base de l'article L. 332-8 2° du CGFP

Descriptif de l'emploi				Motivation du recours à l'article L. 332-8 2°		
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Créé par délibération du**	**Motifs**	**Niveau et type de diplôme**	**Expérience professionnelle requise**
Architecture et patrimoine	Maintenance bâtiment	3 chargés d'affaires de maintenance	2710/00	Nature des fonctions très spécialisées : expertise en génie électrique.	Bac+2 dans le domaine technique, électrotechnique, ou équivalent.	Expérience en suivi d'affaires de travaux neufs ou de maintenance dans le domaine technique, électricité, électrotechnique, électronique, automatisme requérant une expertise des techniques du génie électrique, une maîtrise des matériels et matériaux électriques utilisés ainsi que des règles et techniques de conception et de mise en œuvre dans le bâtiment.
Solidarités santé jeunesse	Action sociale de proximité	1 assistant finances et logistiques	27/10/2000	Besoins du service : forts enjeux sur ce métier en tension	Bac à bac +2 dans le domaine administratif, financier et/ou logistique	Expérience dans les finances publiques requérant une connaissance des budgets et marchés publics, ainsi qu'une capacité assurer le suivi logistique bâtimentaire.
Culture	Conservatoire	1 assistant ressources humaines	27/10/2000	Besoins du service : fort enjeux sur ce métier en tension contribuant au bon fonctionnement du service.	Bac à bac +2 en ressources humaines, gestion administrative ou équivalent	Expérience confirmée en gestion des ressources humaines requérant une expertise dans la gestion et le traitement des paies, ainsi qu'une maitrise des règles, outils et procédures RH et une connaissance de l'éducation artistique.
Architecture et du patrimoine	Ingénierie de la construction	1 chargé d'études de programmation	27/10/00	Besoins du service : forts enjeux sur ce métier en tension contribuant aux études préalables de faisabilité des projets de construction.	Ingénieur dans le domaine de la construction, architecte, ou équivalent	Expérience dans le domaine de la construction de bâtiments requérant une expertise dans le pilotage d'études de faisabilité, ainsi qu'une maîtrise technique, architecturale et environnementale du bâtiment.
Numérique et système d'informations	Infrastructures des usages du SI	1 architecte technique - adjoint au chef service	27/10/2000	Besoins du service : expertise en architecture technique complexe.	Ingénieur en informatique ou équivalent	Expérience confirmée dans un contexte technique multi-domaines avec modélisation d'un système d'information et conception d'une architecture technique.
Numérique et système d'informations	Pilotage et coordination	1 responsable qualité	20/05/2022	Besoins du service: forts enjeux sur ce métier en tension contribuant au bon fonctionnement de la direction.	Bac + 3 à bac + 5 dans le domaine de la qualité, informatique ou équivalent	Expérience confirmée requérant une maitrise du système qualité sectoriel (normes et réglementation), des techniques d'analyse de risque, des méthodologies de qualité ainsi que d'une capacité à porter la stratégie du service.
Numérique et système d'informations	Infrastructures des usages du SI	1 responsable du département production	27/10/2000	Besoins du service : forts enjeux en matière de maintien en conditions opérationnelles de l'infrastructure du système d'information.	Ingénieur en informatique, ou équivalent.	Expérience confirmée en encadrement dans le domaine informatique et dans la gestion d'un centre d'exploitation et de production informatiques requérant une expertise de l'architecture technique et fonctionnelle des systèmes d'information, une maîtrise des matériels et des logiciels de production et d'exploitation informatiques, ainsi que des normes et des procédures de sécurité informatique.
Ressources humaines	Pilotage RH	1 responsable du département SIRH	24/03/2021	Besoins du service: forts enjeux en matière de pilotage et de maintien en conditions des outils RH	Bac + 3 à bac + 5 en informatique ou équivalent.	Expérience confirmée dans l'administration, la démarche d'amélioration continue et l'urbanisation des logiciels métiers, une maitrise du fonctionnement des collectivités territoriales ainsi que d'une capacité à manager une équipe.
-	Protocole	1 responsable technique	20/12/2013	Besoins du service : fort enjeux sur ce métier en tension contribuant au bon fonctionnement du service.	Diplôme d'ingénieur ou équivalent dans le domaine de la qualité hygiène sécurité et environnement	Expérience confirmée en management d'équipe requérant une expertise en sécurité, gestion des ERP (établissements recevant du public), gestion des travaux bâtimentaires
Culture	Conservatoire	1 professeur de musique	27/10/2000	Nature des fonctions très spécialisées : dispenser un enseignement artistique spécifique et de renom dans sa discipline auprès d'élèves allant jusqu'aux classes supérieures.	Certificat d'aptitude (CA) dans sa spécialité ou diplôme équivalent.	Expérience d'interprète de haut niveau. Expérience pédagogique diversifiée, y compris à un niveau supérieur. Pratique de plusieurs langues étrangères.
Culture	Musées	1 régisseur adjoint des collections	27/10/2000	Nature des fonctions très spécialisées : expertise en conservation préventive, en organisation et gestion des mouvements de collections d'œuvres	Bac+5 en régie des collections, management culturel ou équivalent.	Expérience confirmée en régie des collections requérant une expertise du cadre réglementaire, administratif, financier et technique des mouvements de collections, des prêts/emprunts, des restaurations des collections.

Annexe 6 à la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 26 juin 2026 relative aux emplois pouvant être pourvus le cas échéant sur la base de l'article L. 332-8 2° du CGFP

Descriptif de l'emploi				Motivation du recours à l'article L. 332-8 2°		
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Créé par délibération du**	**Motifs**	**Niveau et type de diplôme**	**Expérience professionnelle requise**
Sécurités et de la prévention	SIRAC	1 responsable du bureau d'études	19/12/2003	Nature des fonctions spécialisées : expertise en SIG	Bac+3 à Bac +5 en Géomatique, Systèmes d'Information Géographique (SIG), Informatique, Data Science, Big Data, Aménagement du territoire, Mobilités intelligentes, ou Génie civil avec spécialisation en gestion des données	Expérience dans un poste similaire requérant une expertise en gestion des données géospatiales et en utilisation avancée des logiciels SIG, une connaissance des bases de données géographiques, et des formats standards, ainsi qu'une connaissance des logiciels de DAO
Urbanisme et territoire	Habitat	1 coordinateur de la cellule instruction du financement du logement aidé	09/04/2010	Besoins du service: fort enjeux sur ce métier en tension contribuant à la continuité du service public	Bac +3 à bac +5 en habitat, immobilier, construction, sciences politiques	Expérience en matière de pilotage de cellule d'instruction, en coordination partenariale avec les services de l'État et les bailleurs sociaux, et en sécurisation juridique et financière des actes administratifs. Experience requérant une expertise en matière de politiques publiques de l'habitat et en financement du logement social ou privé, incluant la maîtrise de la réglementation relative aux aides à la pierre parc public ou privé, des dispositifs de financement (PLAI, PLUS, PLS, PSLA), ainsi que des procédures d'agrément et de contrôle interne.
Urbanisme et territoire	Habitat	1 coordinateur de la cellule instruction du département habitat prrivé	18/12/2014	Besoins du service: fort enjeux sur ce métier en tension contribuant à la continuité du service public	Bac +3 à bac +5 en habitat, immobilier, construction, sciences politiques	Expérience en matière de pilotage de cellule d'instruction, en coordination partenariale avec les services de l'État et les bailleurs sociaux, et en sécurisation juridique et financière des actes administratifs. Experience requérant une expertise en matière de politiques publiques de l'habitat et en financement du logement social ou privé, incluant la maîtrise de la réglementation relative aux aides à la pierre parc public ou privé, des dispositifs de financement (PLAI, PLUS, PLS, PSLA), ainsi que des procédures d'agrément et de contrôle interne.
Urbanisme et territoire	Conduite de projets d'aménagement	1 chef de projet aménagement	27/10/2000	Besoins du service: fort enjeux sur ce métier en tension contribuant au bon fonctionnement du service	Bac +5 en géographie, urbanisme, ingénieur, aménagement, architecture, droit, économie, immobilier.	Experience requérant une expertise en matière de droit de l'urbanisme, de la construction, de la connaissance des sols industriels pollués, en sociologie, en diagnostic de l' "expertise d'usages" et en négociation avec les partenaires et co-contractants de niveau national.
Commande publique responsable	Achats et commande publique	1 gestionnaire des systèmes d'information	27/10/2000	Besoins du service : fort enjeux sur ce métier en tension contribuant au bon fonctionnement du service.	Bac à Bac + 2 en systèmes d'information, en marchés publics ou équivalent.	Expérience en marchés publics et en dispense de formations requérant une maitrise des outils bureautiques et des systèmes d'information liés à la commande publique, des nouvelles technologies ainsi que des relations avec les fournisseurs d'applications.
Ressources humaines	Prévention et qualité de vie au travail	1 chargé de mission handicap	27/10/2000	Nature des fonctions très spécialisée: expertise en matière de réglementation handicap.	Bac +3 à bac+5 en droit public, ressources humaines ou équivalent.	Expérience requérant une expertise du statut de la fonction publique, de la réglementation de la politique handicap, des aides FIPHFP ainsi qu'une connaissance des marchés et des finances publics.
Solidarités, santé et jeunesse	Action sociale de proximité	1 responsable ressources humaines	27/10/2000	Besoin de service : fort enjeux sur ce métier en tension contribuant à la stratégie RH du service.	Bac+3 à bac+5 dans le domaine des ressources humaines, psychologie du travail, droit, sciences politiques ou équivalent	Expérience confirmée requérant une expertise des concepts fondamentaux en GRH, une maîtrise des enjeux RH, de la culture administrative, juridique et statutaire des collectivités territoriales, ainsi qu'une connaissance dans le champs social.
Solidarités, santé et jeunesse	AGR	1 responsable ressources humaines et adjoint au chef de service AGR	27/10/2000	Besoins du service : forts enjeux sur ce métier en tension contribuant à la bonne gestion de la direction en matière de ressources humaines.	Bac+3 à bac+5 dans le domaine des ressources humaines, psychologie du travail, droit, sciences politiques ou équivalent	Expérience confirmée requérant une expertise des concepts fondamentaux en GRH, une maîtrise des enjeux RH, de la culture administrative, juridique et statutaire des collectivités territoriales.
Architecture et patrimoine	-	1 responsable de la mission stratégie immobilière	27/10/2000	Nature des fonctions très spécialisées : expertise en stratégie patrimoniale.	Ingénieur du bâtiment, architecte, bac+5 en gestion immobilière, ou équivalent.	Expérience similaire requérant une expertise des politiques immobilières publiques et de la gestion patrimoniale.
Architecture et patrimoine	-	1 technicien référent patrimoine	27/10/2000	Besoins du service : fort enjeux sur ce métier contribuant à la stratégie patrimoniale de la collectivité	Bac+2 dans le domaine du bâtiment, des travaux publics ou équivalent	Expérience similaire requérant une maitrise des techniques bâtiment, des outils de planification et de la gestion et suivi des contrats.
Architecture et patrimoine	-	1 chargé de mission stratégie immobilière	14/02/2020	Besoins du service : fort enjeux sur ce métier contribuant à la stratégie patrimoniale de la collectivité	Ingénieur dans le domaine du bâtiment, de l'immobilier ou équivalent	Expérience dans la gestion immobilière requérant une expertise des techniques du bâtiment et de la gestion énergétique ainsi qu'une maitrise du cadre juridique (droit immobilier, réglementation ERP, droit de l'urbanisme)

Annexe 6 à la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 26 juin 2026 relative aux emplois pouvant être pourvus le cas échéant sur la base de l'article L. 332-8 2° du CGFP

Descriptif de l'emploi				Motivation du recours à l'article L. 332-8 2°		
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Créé par délibération du**	**Motifs**	**Niveau et type de diplôme**	**Expérience professionnelle requise**
Architecture et patrimoine	Maintenance bâtiment	1 chargé d'accueil - SVP	27/10/2000	Besoins du service : fort enjeux sur ce métier contribuant au bon fonctionnement du service	CAP métiers polyvalents bâtiment ou équivalent	Expérience en gestion des demandes d'intervention requérant une maitrise des métiers du bâtiment
Sports	Vie sportive	1 éducateur sportif	27/10/2000	Nature des missions spécialisées: expérience dans le domaine sportif nécessaire	BPJEPS ou équivalent.	Expérience similaire requérant une maîtrise d'une ou plusieurs disciplines sportives, ainsi qu'une capacité à animer un groupe.
Numérique et systèmes d'information	SI Métiers	1 chef de projet transformation numérique	28/03/24	Nature des fonctions très spécialisées: Connaissance de l'inclusion numérique, des questions énergétiques, des politiques d'innovation et du numérique.	Bac+ 3 en management de projet ou équivalent	Expérience confirmée requérant une expertise en conduite de projet et des méthodes de conception de projet informatique, ainsi qu'une capacité à coordonner une équipe pluridisciplinaire
Urbanisme et Territoires	Politique de la ville	1 chargé de mission contrat de ville	24/03/2021	Besoins du service: forts enjeux de continuité d'un service public obligatoire lié à la mise en œuvre du contrat de ville et NPNRU	Diplôme d'ingénieur, Bac +5 en aménagement du territoire, urbanisme, science politique ou équivalent	Expérience en matière de règlementation du contrat de ville et de ses articulations avec le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain ainsi qu'en coordination interservices et en animation partenariale. Maitrise des règles de gestion financière publique et des dispositifs de subvention, ainsi que de l'environnement juridique des collectivités territoriales.
Ressources humaines	Emploi et développement des compétences	1 assistant de direction	27/10/2000	Besoins du service : forts enjeux sur ce métier en tension contribuant au bon fonctionnement du service.	Bac à bac+2 assistanat de direction ou équivalent	Expérience confirmée en assistanat de direction requérant une expertise des techniques de secrétariat et une maîtrise des logiciels de bureautique.
Ressources humaines	Prévention et qualité de vie au travail	1 assistant de direction	27/10/2000	Besoins du service : forts enjeux sur ce métier en tension contribuant au bon fonctionnement du service.	Bac à bac+2 assistanat de direction ou équivalent	Expérience confirmée en assistanat de direction requérant une expertise des techniques de secrétariat et une maîtrise des logiciels de bureautique.
Solidarités, de la santé et de la jeunesse	Lutte contre l'exclusion - CCAS	2 intervenants social-coordinateur	19/11/2021	Besoins du service : forts enjeux en matière d'accompagnement social et d'animation de projets dans les structures d'hébergement et d'accueil.	DE de moniteur-éducateur ou bac à bac+2 dans le domaine social, éducatif, animation, médiation, ou équivalent.	Expérience confirmée dans l'encadrement des équipes et avec du public en rupture requérant une maîtrise de l'accompagnement social, du montage et de l'animation de projets collectifs et individuels, ainsi que des capacités de médiation, de travail au sein d'équipes pluridisciplinaires et en autonomie.
Eau et Risques Environnementaux	Eau exploitation et assainissement	1 technicien télégestion	27/10/2000	Nature des fonctions très spécialisées : piloter la télégestion des stations de pompages, d'épuration et des autres ouvrages électromécaniques des réseaux d'assainissement et pluviaux	Bac+2 dans le domaine du contrôle industriel, de l'automatisme, du génie électrique ou équivalent	Expérience dans le domaine de la maintenance et de l'exploitation d'un système automatisé requérant des connaissances en électrotechnique, électronique et mesure adaptées au fonctionnement des réseaux d'assainissement
Espace public et naturel	Espaces verts et de nature	1 géomaticien	27/10/2000	Besoins du service : forts enjeux sur ce métier en tension contribuant au bon fonctionnement et à la modernisation du service.	Bac+2 en géographie, aménagement urbain avec une spécialité en cartographie / SIG ou équivalent.	Expérience en cartographie requérant une expertise de l'outil SIG.
Culture	Médiathèque (département Collections MAM)	1 adjoint au responsable du pôle patrimoine et illustrations	27/09/2007	Nature des fonctions très spécialisées : coordonner la numérisation des collections, le suivi des coopérations numériques ainsi que le traitement des signalements sur le portail et sur les réseaux nationaux.	Bac+3 à Bac+5 en information/documentation ou équivalent.	Expérience en gestion de projets, impliquant une maîtrise des outils informatiques, de la réglementation, ainsi que de la gestion administrative, financière et de la médiation.
Communication	-	1 chargé de communication audiovisuelle	12/07/2013	Nature des fonctions très spécialisées : expertise en production audiovisuelle orientée web	Bac+3 à bac+5 en communication avec techniques et activités de l'image et du son, ou équivalent	Expérience requérant une expertise dans les techniques de tournage, d'écriture, de montage et de traitement vidéo, dans les normes et technologies multimédia, dans la création et mise en œuvre des démarches et outils de communication, une maîtrise des techniques de prise de son et d'illustration musicale et sonore.

Annexe 6 à la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 26 juin 2026 relative aux emplois pouvant être pourvus le cas échéant sur la base de l'article L. 332-8 2° du CGFP

Descriptif de l'emploi				Motivation du recours à l'article L. 332-8 2°		
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Créé par délibération du**	**Motifs**	**Niveau et type de diplôme**	**Expérience professionnelle requise**
Cabinet	Secrétariat des élus	2 assistants d'élu(s)	27/10/2000	Besoins du service : forts enjeux sur ce métier en tension contribuant au bon fonctionnement du Cabinet	Bac à bac+2 assistanat de direction, ou équivalent.	Expérience confirmée en assistanat de direction requérant une expertise des techniques de secrétariat, une maîtrise des logiciels de bureautique ainsi qu'une capacité à anticiper et planifier
Communication	-	1 directeur de la communication	28/08/2020	Nature des fonctions très spécialisées : management stratégique dans le domaine de la communication publique	Bac + 5 dans le domaine de la communication, ou équivalent	Expérience confirmée en management d'équipes dans le domaine de la communication publique requérant la maîtrise des enjeux de la communication institutionnelle et des relations avec l'exécutif ainsi qu'une capacité à fédérer et animer un réseau dans un environnement complexe.

Strasbourg.eu
eurométropole

8

Communication au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

Rapport social unique 2025 - communication.

Numéro E-2026-504

La loi de transformation de la fonction publique du 6 août 2019 a institué un Rapport Social Unique (RSU). Cette évolution est entrée en vigueur le 1er janvier 2021.

Le RSU a vocation à rassembler en un seul document divers rapports, notamment le rapport sur l'état annuel de la collectivité, aussi appelé « bilan social », et le rapport de situation comparée entre les femmes et les hommes institué par la loi n°2012-347 du 12 mars 2012.

Ce RSU est établi annuellement selon l'article 6 du décret n°2020-1493 du 30 novembre 2020 qui fixe les conditions et les modalités de sa mise en œuvre.

Il est transmis aux membres du comité social territorial avant sa présentation et donne lieu à un débat sur l'évolution des politiques des ressources humaines. Il est ensuite présenté à l'assemblée délibérante.

Conformément à la règlementation, le RSU est par ailleurs rendu public via le site internet de la collectivité dans le délai de soixante jours à compter de sa présentation au comité social territorial.

Cette communication est donc complétée de l'intégralité du rapport social unique 2025.

Parmi les données marquantes de ce RSU, il peut être relevé que l'Eurométropole de Strasbourg et la ville de Strasbourg comptent 6 794 agent·es auxquels s'ajoutent un personnel non permanent de 1 532 agent·es.

Au total, les femmes représentent 53,56 % des effectifs, avec une représentation par filière encore très genrée puisque respectivement 36 % et 23 % d'entre elles occupent un poste en filière administrative et sanitaire et sociale, tandis que 73 % des hommes travaillent dans la filière technique. L'index égalité professionnelle de la collectivité, pour l'année 2025, n'est pour l'heure pas établi.

L’âge moyen, de 46 ans et 3 mois, est similaire à la moyenne nationale de la fonction publique territoriale. En 2025, 12 % des agent·es avaient plus de 30 ans d’ancienneté dans la collectivité, tandis que 26 % en avaient moins de 5. 135 agent·es ont fait valoir leur droit à retraite, avec un âge moyen de 62 ans lors du départ.

Le taux d’absence pour maladie ordinaire s’établit à 4,5 %, soit 0,8 point de moins qu’en 2024.

La dynamique d’évolution des catégories d’emploi se poursuit avec une hausse du taux de la catégorie A (+ 0,48 point) principalement au détriment de la catégorie C. Celle-ci reste néanmoins majoritaire en représentant 57,32 % des effectifs. La catégorie B reste relativement stable (- 0,06 point).

En matière d’insertion on recensait, en 2025, 62 salariés en contrat aidé présents sur l’année ainsi que 66 contrats d’apprentissage.

Le nombre d’agent·es reconnus en situation de handicap s’élève à 550 en 2025, soit un taux d’emploi de 7,31 %, toujours largement supérieur au taux légal.

En matière de dépenses publiques, le RSU reprend notamment les données financières suivantes : la masse salariale aura représenté 383,1 M€ en 2025. 11,6 M€ auront été consacrés à l’action sociale, dont 1,6 M€ au CNAS et 6,2 M€ dédiés à la mutuelle et à la prévoyance. Enfin la dépense consolidée dédiée à la formation a été de 7,1 M€ avec près de 20 000 jours de formations réalisés.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la commission plénière
et après avis du Comité Social Territorial (CST)
vu l’article L 231-1 du Code Général de la Fonction Publique
vu le décret n° 2020-1493 du 30 novembre 2020
relatif à la base de données sociales et au rapport social unique
dans la fonction publique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

est informé

du contenu du Rapport Social Unique (RSU) au titre de l’année 2025.

RAPPORT SOCIAL UNIQUE

Eurométropole de Strasbourg



Strasbourg.eu
eurométropole

Le rapport social unique 2025 retrace les données sociales pour l'administration de l'Eurométropole de Strasbourg, employeur unique de l'ensemble du personnel de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg.

Table des matières

1 ÉGALITE PROFESSIONNELLE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES 11

1.1 Conditions générales d'emploi 11

1.1.1 Effectifs 11

1.1.1.1 Effectifs physiques des titulaires et contractuel·les par catégorie hiérarchique, par filière et pour les contractuel·les par type de contrat 11

1.1.1.2 Âge moyen et médian par statut, par filière et par catégorie hiérarchique 15

1.1.2 Durée et organisation du travail 17

1.1.3 Comptes épargne-temps 18

1.1.4 Embauches et départs (agent·es permanent·es) 18

1.1.4.1 Répartition des agent·es recruté·es selon le statut par motif de recrutement et par catégorie hiérarchique 18

1.1.4.2 Part d'embauche de travailleur·ses en situation de handicap 18

1.1.4.3 Répartition des départs par catégorie hiérarchique et selon le statut par motif : retraite, démission, fin de contrat de travail à durée déterminée, inaptitude définitive, décès. 19

1.1.4.4 Effectif d'agent·es titulaires dont la pension est entrée en paiement au cours de l'année 2025 ; âge moyen d'entrée en paiement de la pension (catégories sédentaires et actives) 19

1.1.5 Positionnement 20

1.1.5.1 Répartition des effectifs des emplois supérieurs et dirigeants 20

1.1.5.2 Flux annuels de nominations aux emplois supérieurs et dirigeants (loi du 12 mars 2012) 20

1.1.6 Promotions 20

1.1.6.1 Nombre d'agent·es ayant bénéficié d'un avancement de grade par catégorie 20

1.1.6.2 Répartition des agent·es ayant bénéficié d'une promotion interne par catégorie 21

1.2 Rémunérations 22

1.2.1. Rémunérations annuelles des fonctionnaires et des contractuel·les occupant un emploi permanent ayant travaillé au moins un jour durant l'année 2025 22

1.2.2 Nombre de contractuel·les ayant bénéficié d'une indemnité de fin de contrat 23

1.2.3. Nombre de fonctionnaires et de contractuel·les occupant un emploi permanent en équivalent temps plein rémunéré (ETPR) 24

1.2.4. Écarts des rémunérations annuelles brutes versées aux fonctionnaires et aux personnels contractuels sur emploi permanent rémunérés au moins un jour dans l'année par sexe, par catégorie et par filière. 26

1.2.5. Publication du montant global et de la répartition entre femmes et hommes des dix rémunérations les plus élevées des agent·es de la Ville & de l'Eurométropole : 27

1.2.6. Part du régime indemnitaire dans la rémunération globale par catégorie hiérarchique 27

1.3 Formation 28

1.3.1. Nombre de jours de formations statutaires (suite à concours ou changement de cadre d'emploi), formations professionnelles par Catégorie hiérarchique 28

1.3.2. Nombre d'agent·es bénéficiant de congés de formations professionnelles et formations suite à concours interne ou changement de cadre d'emploi 28

1.4 Conditions de travail 28

1.5 Congés 29

1.5.1 Congé de paternité et d'accueil de l'enfant par catégorie hiérarchique : nombre d'agents ayant pris ce type de congé 29

1.5.2 Nombre d'agent·es ayant des congés d'une durée égale ou supérieure à six mois : congé parental, adoption et autres congés liés à la famille, mise en disponibilité par motif (accompagnement personnes en fin de vie ou en situation de dépendance, convenance personnelle) 30

1.5.2.1 Nombre d'agent·es ayant des congés d'une durée égale ou supérieure à six mois : pour congé parental et autres congés liés à la famille (art 24) 30

1.5.2.2 Nombre d'agent·es comptant au moins une absence pour motif familial sur l'année 2025 31

1.6 Organisation du temps de travail 31

1.6.1 Organisation 31

1.6.1.1 Télétravail 31

1.6.2 Temps partiel qui n'est pas de droit 31

1.6.2.1 Nombre d'agent·es sur des postes à temps complet bénéficiant d'un travail à temps partiel à leur demande par catégorie hiérarchique 31

1.6.2.2 Demande de retour à temps plein par catégorie hiérarchique des agent·es à temps partiel 32

2 L'EMPLOI 33

2.1 Effectifs permanents 33

2.1.1 Évolution et répartition des effectifs et des postes 33

2.1.1.1 Évolution des effectifs de 2016 à 2025 33

2.1.1.2 Postes budgétaires 34

2.1.1.3 Répartition du personnel permanent en 2025 35

2.1.2 Mouvements 53

2.1.2.1 Entrées et sorties par mois 53

2.1.2.2 Entrées et sorties par motif et par catégorie 54

2.1.2.3 Comparaison des entrées et sorties sur 5 ans 55

2.1.3 Positions statutaires particulières au 31/12/2025 57

2.1.3.1 Agents, hors positions d'activité, originaires de l'Eurométropole de Strasbourg 57

2.1.3.2 Agent·es en activité originaires d'une autre structure 57

2.1.4 Temps partiel et temps non complet 58

2.1.4.1 Agent·es titulaires et contractuel·les à temps partiel 58

2.1.4.2 Temps non complet 59

2.1.5 Carrières 60

2.1.5.1 Titularisations 60

2.1.5.2 Avancements d'échelon 60

2.1.5.3 Avancements de grade 60

2.1.5.4 Promotions internes 61

2.2 Effectifs non permanents 62

2.2.1 Les intermittent·es du spectacle 62

2.2.2 Les saisonniers 63

2.2.2.1 Nombre de saisonniers par service 63

2.2.2.2 Dépenses globales 64
2.2.3 Les emplois d'insertion en 2025 64
2.2.3.1 Effectif présent par type de contrat sur un an 64
2.2.3.2 Recrutements réalisés au cours de l'année 64
2.2.3.3 Répartition de l'effectif des contrats d'insertion en 2025 65
2.2.3.4 Accompagnement Formation 65
2.2.3.5 Suites de contrat 66
2.2.4 Les apprenti·es 67
2.2.4.1 Répartition des effectifs à la rentrée 2025/2026 67
2.2.4.2 Niveau de diplômes préparés 68
2.2.5 Les stagiaires 69
2.2.5.1 Evolution de l'effectif des stagiaires accueilli·es depuis 2019 69
2.2.5.2 Répartition des stagiaires par direction en 2025 69
2.2.5.3 Répartition par niveau de diplôme en 2025 70
2.2.5.4 Répartition par type de stage 70
2.2.6 Le service civique 71

3 LA MASSE SALARIALE ET LA RÉMUNÉRATION 73

3.1 Evolution des dépenses de fonctionnement 73

3.2 Evolution de la masse salariale 74
3.2.1 Évolution de 2016 à 2025 74
3.2.2 Coût de la Nouvelle bonification indiciaire (NBI) 76

3.3 Evolution des heures supplémentaires 76

3.4 Evolution des pensions du régime local 77

3.5 Allocations retour à l'emploi 78

4 L'ABSENTEISME 79

4.1 L'absentéisme en 2025 79
4.1.1 Répartition des jours d'absence par motif 79
4.1.2 Évolution depuis 2016 des jours d'absence 80

4.2 Etude spécifique sur la maladie ordinaire en 2025 81
4.2.1 Définition 81
4.2.2 Taux d'absentéisme global au titre de la maladie ordinaire 81
4.2.3 Taux d'absentéisme maladie ordinaire par direction 82

5 LA FORMATION 83

5.1 Budget de la formation 83
5.1.1 Budget formation 2025 83
5.1.2 Évolution du budget de la formation depuis 2016 83

5.2 Formations en jours et en effectifs 84
5.2.1 Journées de formation suivies au cours de l'année 2025 84
5.2.2 Consommation des heures DIF/CPF 87
5.2.3 Journées de formations suivies depuis 2016 par organisme 85
5.2.4 Effectifs des agents en formation 86

5.2.4.1 Nombre de participations à des formations en 2025 86
5.2.4.2 Agent·es parti·es en formation depuis 2016 87
5.2.5 Demandes formation continue/congés formation 88

6 LES ACCIDENTS DU TRAVAIL 89

6.1 Statistiques des accidents de travail en 2025 89
6.1.1 Répartition des accidents 89
6.1.2 Répartition des jours d'arrêts de travail 89
6.1.3 Taux de fréquence et taux de gravité 90
6.1.3.1 Taux de fréquence (TFRAC) 90
6.1.3.2 Taux de gravité (TGRAC) 90
6.1.4 Répartition des accidents selon divers critères 91
6.1.4.1 Répartition des accidents suivant le personnel concerné 91
6.1.4.2 Répartition des accidents suivant le nombre de jours d'arrêt 91
6.1.4.3 Répartition des accidents suivant l'âge 92
6.1.4.4 Répartition des accidents avec arrêts suivant les causes 93
6.1.4.5 Répartition des accidents avec arrêts suivant les lieux 94
6.1.4.6 Répartition des accidents avec arrêts suivant la nature des lésions 94
6.1.4.7 Répartition des accidents avec arrêts suivant le siège des lésions 95

6.2 Actions de prévention 2025 96
6.2.1 Actions de formation 96
6.2.2 Mesures diverses : 98
6.2.2.1 Mesures techniques 98
6.2.2.2 Mesures organisationnelles 98
6.2.2.3 Actions spécifiques conduites par le service médecine professionnelle (voir l'indicateur 9.2.2 dans la partie L'activité Médicale) 98
6.2.2.4 Autres actions de prévention des risques professionnels internes ou externes 98

6.3 Evolution des accidents du travail 99
6.3.1 Évolution des accidents de travail sur 10 ans 99
6.3.2 Évolution des accidents de trajet sur 10 ans 100

7 TRAVAILLEUR·EUSES EN SITUATION DE HANDICAP 101

7.1 Stock et Répartition des travailleur·euses en situation de handicap 101

7.2 Répartition des bénéficiaires de l'obligation d'emploi 101

7.3 Les accompagnements 102

7.4 L'employabilité des personnes en situation de handicap 102

7.5 les crédits handicaps 2025 103

8 LE RECLASSEMENT 105

8.1 Le dispositif de prévention de l'inaptitude et de reclassement 105

8.2 Les effectifs concernés 105

8.3 Les formations dans le cadre des parcours de reclassement 106

8.4 Les formations dans le cadre des parcours de reclassement (suite) 107

9 L'ACTIVITE MEDICALE 109

9.1 L'activité médicale clinique 109
9.1.1 Examens cliniques 2025 109
9.1.2 Évolution du nombre de visites médicales depuis 2016 110

9.2 Autres activités 112
9.2.1 Bilan infirmier - Urgences 112
9.2.2 Actions spécifiques 113

10 CELLULE D'ALERTE ET D'ECOUTE 115

10.1 saisines et alertes 115
10.1.1 Répartition des saisines au titre de la recevabilité et de la qualité des alertant-es pour les motifs prévus par le décret 115
10.1.2 Répartition des alertes recevables pour les motifs prévus par le décret par genre, âge, catégorie d'emploi et statut 115

10.2 répartition des alertes recevables par motif invoqué pour les motifs prévus par le décret 116
10.2.1 Répartition générale par genre et catégorie d'emploi 116
10.2.2 Répartition des alertes par critères de discrimination 117
10.2.3 Répartition des alertes pour discrimination par contexte professionnel 117

10.3 Nombre d'actes de violence physique ou sexuelle, discrimination, harcèlement sexuel, harcèlement moral, agissement sexiste, menaces ou tout autre acte d'intimidation recensés ventilés par type de suite donnée 118

11 LES ACTIVITES SOCIALES 119

11.1 Dépenses sociales 119

11.2 Evolution des dépenses sociales 119
11.2.1 Évolution de la participation financière aux agent·es adhérent·es à la santé et la prévoyance .. 120
11.2.2 Évolution de la subvention totale versée à l'amicale du personnel 121
11.2.3 Évolution de la participation aux frais de repas 121
11.2.4 Évolution du coût annuel du remboursement transport 122

12 LES RELATIONS AVEC LES PARTENAIRES SOCIAUX 125

12.1 Composition possible des postes de permanent syndical : principe de fongibilité 125
12.1.1 Les Décharges d'activité à titre syndical des articles R.214-24 et R.214-26 125
12.1.2 Les Autorisations spéciales d'absences de l'article R. 214-43 125
12.1.3 Les heures de représentativité, une disposition eurométropolitaine 126
12.1.4 Nombre possible de postes de permanent syndical 126

12.2 Réunions des organes directeurs locaux 127

12.3 Les heures dites de terrain 127

12.4 Autorisations spéciales d'absence 128

12.5 Formation syndicale 128

12.6 Conflits du travail 129
12.7 Réunions avec les représentants du personnel et les organisations syndicales 131
12.7.1 Nombre de réunions en 2025 131
12.7.1.1 Commissions administratives paritaires 131
12.7.1.2 Commissions consultatives paritaires 131
12.7.1.3 Comité social territorial 131
12.7.1.4 Formation spécialisée en matière de santé, sécurité et conditions de travail 132
12.7.2 Comparaison depuis 2016 132
12.8 Réunions intersyndicales 2025 133
13 Sanctions disciplinaires 135

Chiffres clés

		2025	Pour mémoire 2024
Effectif total :		8 326	8 414
Effectif permanent :		6 794	6 761
ETP		6 612,92	6 588,92
Effectif non permanent * :		1 532	1 653
Postes budgétaires		7 389	7 327
Les effectifs sont arrêtés au 31/12/2025			
Femmes		53,56 %	53,39 %
Hommes		46,44 %	46,61 %
Coût moyen annuel d'1 ETP		A : 70 000 €	A : 71 027 €
		B : 51 975 €	B : 51 481 €
		C : 46 180 €	C : 45 335 €
Catégories statutaires	A :	24,12 %	23,64 %
	B :	18,56 %	18,62 %
	C :	57,32 %	57,74 %
Age moyen		46 ans et 3 mois	46 ans et 2 mois
Absentéisme maladie ordinaire :		4,5 %	5,3 %
Dépenses de personnel :		392,1 M€	383,5 M€
Masse salariale :		383,1 M€	373,4 M€
Formation : donnée arrêtée au 31/12/2025			
Journées :		19 576 jours	20 490 jours
Coût :		7 147 063 €	7 386 448 €
Coût moyen d'une journée		365 €	361 €

** L'effectif non permanent au 31/12/2025 totalise 1 258 vacataires et 114 agent·es occasionnel·les, 28 intermittent·es du spectacle, 25 personnes en emplois aidés (CAE, emplois d'avenir), 62 apprenti·es, 29 contrats de projet, 8 collaborateur·trices de cabinet et 8 collaborateur·trices de groupe d'élu·es*

1 ÉGALITE PROFESSIONNELLE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

1.1 CONDITIONS GÉNÉRALES D'EMPLOI

1.1.1 Effectifs

1.1.1.1 Effectifs physiques des titulaires et contractuel·les par catégorie hiérarchique, par filière et pour les contractuel·les par type de contrat

NB : Les contractuel·les sont classés par type de contrat selon la typologie Eurométropole de Strasbourg puis selon le Livre I (droits, obligations et protection) du Code général de la fonction publique qui encadre les contractuel·les.

Table des correspondances :

Article L.332-13	**Article L.332-14**	**Article L. 332-8 1°**	**Article L. 332-8 2°**	**Autres contractuel·les (articles L352-4 et suivants, L343-1 ...)**
Remplaçant·es	Affecté·es sur un poste vacant	Pas de cadre d'emploi existant	Catégorie A selon les fonctions ou pour besoins de service	
CONTRACT REMPLAC. TITULAIRE	CONTRACT SUR POSTE VACANT	CONTRACT ABS CADRE D'EMPLOI CONTRACT ABS CADRE D'EMPLOI CDI	CONTRACT BESOIN DE SERVICE CONTRACT C.D.I.	CONTRACT PERSONNES HANDICAPEES CONTRACT EMPLOIS DE DIRECTION

Abréviations :

BDS = besoin de service
ABS = absence
Contract = contractuel·le
Rempl. = remplaçant·e
Tit. = titulaire

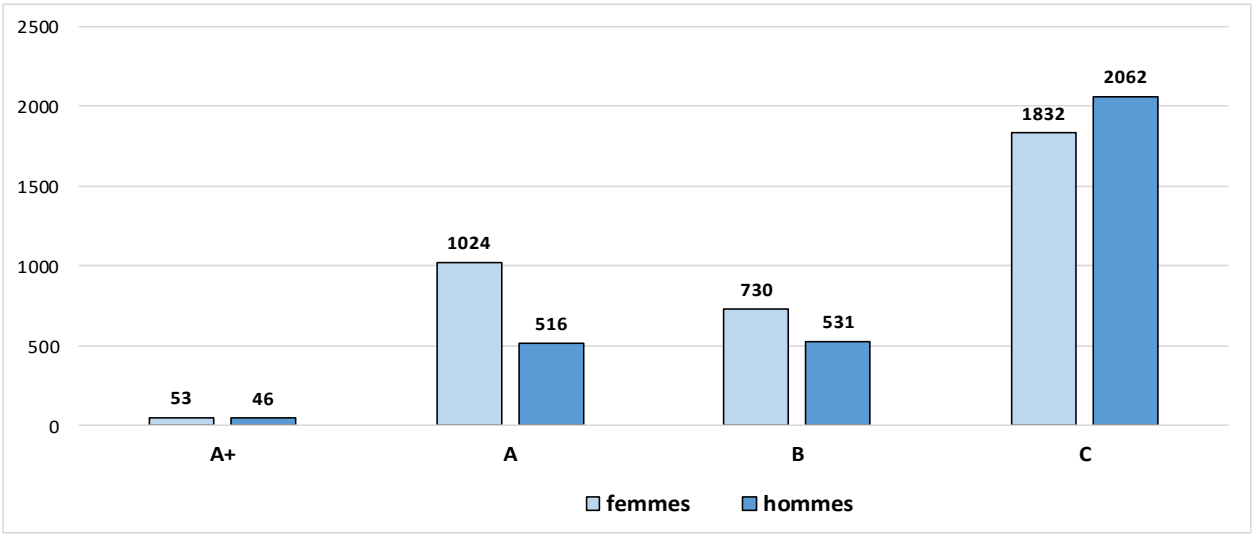
Détail des grades, par filière, constituant la catégorie A+

Filière administrative	Filière Technique	Filière culturelle	Filière Sanitaire et sociale
Administrateur-trice hors classe	Ingénieur-e en chef hors classe	Conservateur-trice en chef de bibliothèque	Médecin hors classe
Administrateur-trice	Ingénieur-e en chef	Conservateur-trice de bibliothèque	Médecin 1ére cl
		Conservateur-trice en chef de patrimoine	Médecin 2è cl
		Conservateur-trice de patrimoine	
		Directeur-trice 1ère cat. Etab. Art*	

*A considérer comme A+, même si son grade ne figure pas dans la liste généralement retenue, sa mission le porte à ce niveau

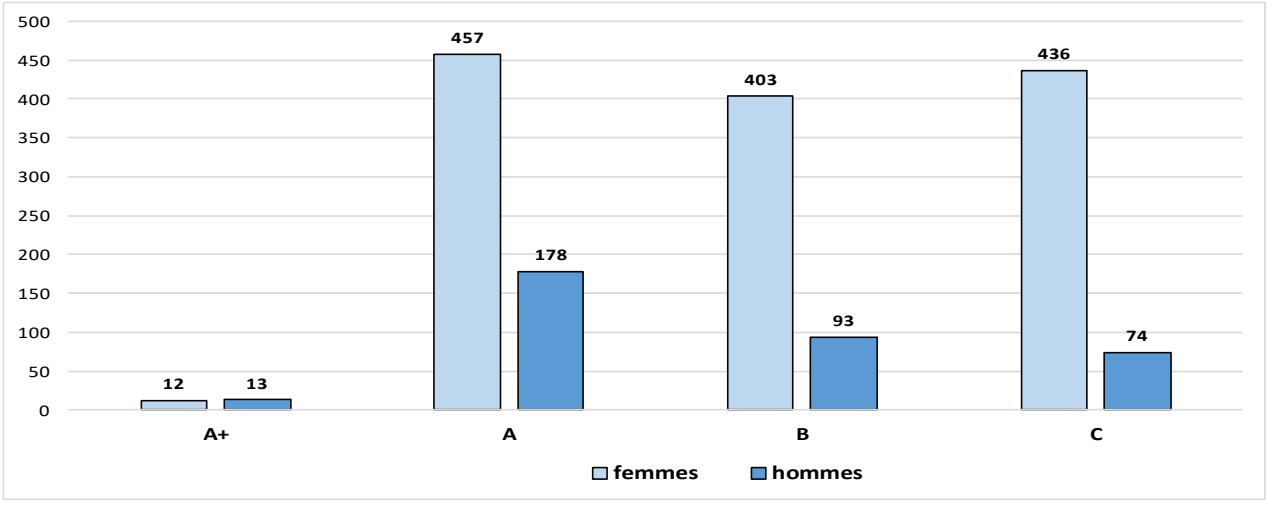
1.1.1.1.1 Toutes filières – en nombre d'agent·es

	Femmes							Hommes						
	Titulaires	Contractuel·le par type de contrat					Total	Titulaires	Contractuel·le par type de contrat					Total
		Art 352-4	BDS	CDI	rempl tit.	poste vacant			Art 352-4	BDS	CDI	rempl tit.	poste vacant	
		Autres contract	cat A selon les fonct° ou pour BDS		rempl tit.	poste vacant			Autres contract	cat A et B selon les fonct°		rempl tit.	poste vacant	
A+	43		4	4	1	1	53	39		1	6			46
A	753	2	186	50	14	19	1024	371		96	36	4	9	516
B	559	3	115	7	12	34	730	377		110	10	4	30	531
C	1654	3	30	6	102	37	1832	1999	1	14	3	31	14	2062
Total	3009	8	335	67	129	91	3639	2786	1	221	55	39	53	3155



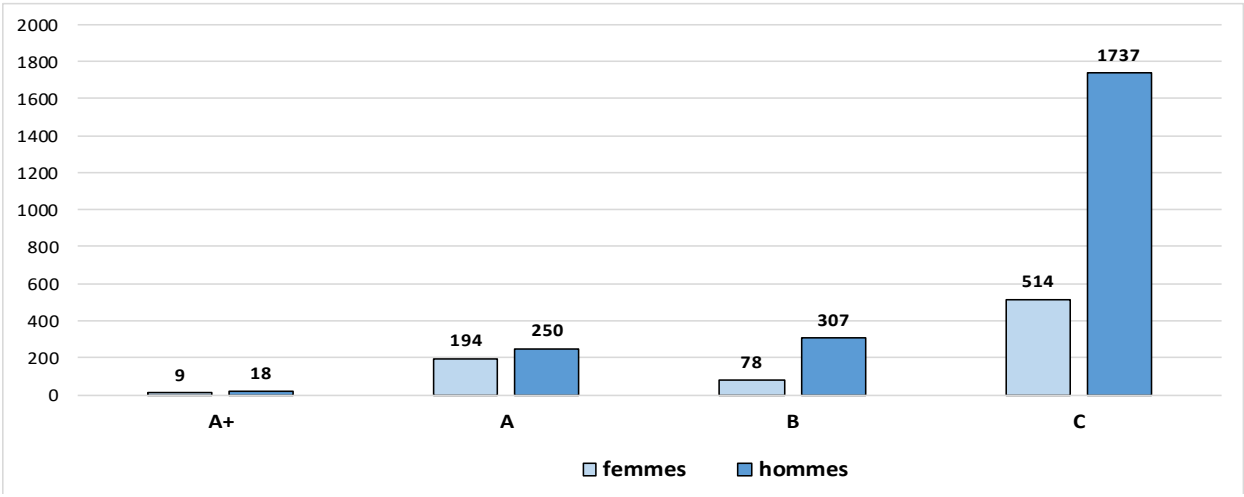
1.1.1.1.2 Filière administrative – en nombre d'agent·es

	Femmes							Hommes						
	Titulaires	Contractuel·le par type de contrat					Total	Titulaires	Contractuel·le par type de contrat					Total
		Art 352-4	BDS	CDI	rempl tit.	poste vacant			Art 352-4	BDS	CDI	rempl tit.	poste vacant	
		Autres contract	cat A selon les fonct° ou pour BDS		rempl tit.	poste vacant			Autres contract	cat A et B selon les fonct°		rempl tit.	poste vacant	
A+	11		1				12	8		1	4			13
A	314		93	31	6	13	457	123		32	16	3	4	178
B	296	3	70	4	8	22	403	54		27	2	4	6	93
C	430		2		3	1	436	73				1		74
Total	1051	3	166	35	17	36	1308	258	0	60	22	8	10	358



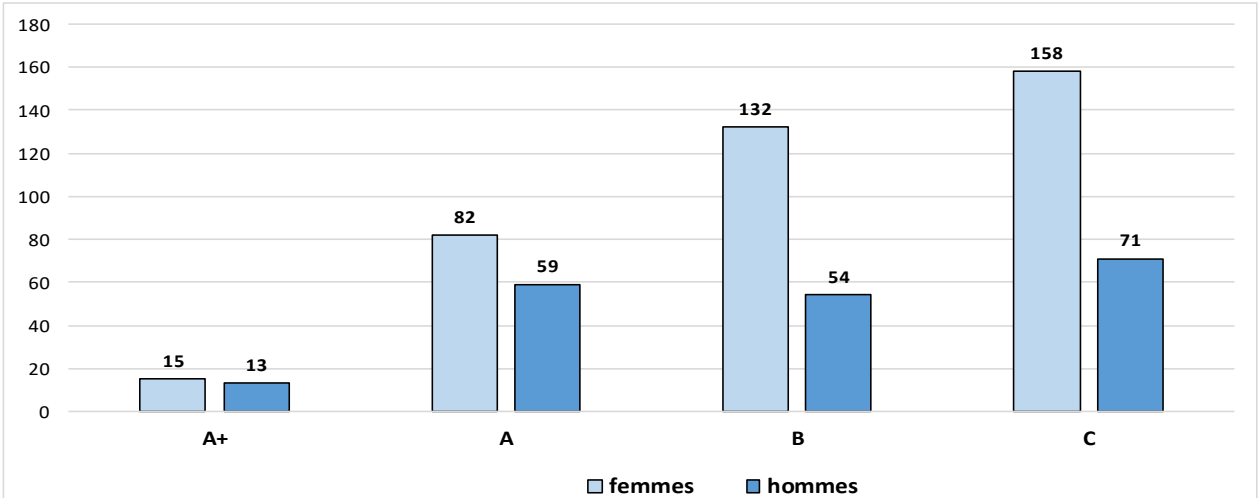
1.1.1.1.3 Filière technique - en nombre d'agent·es

	Femmes							Hommes						
	Titulaires	Contractuel·le par type de contrat					Total	Titulaires	Contractuel·le par type de contrat					Total
		Art 352-4	BDS	CDI	rempl tit.	poste vacant			Art 352-4	BDS	CDI	rempl tit.	poste vacant	
		Autres contract	cat A selon les fonct° ou pour BDS		rempl tit.	poste vacant			Autres contract	cat A et B selon les fonct°		rempl tit.	poste vacant	
A+	9						9	16			2			18
A	135		43	12	3	1	194	182		50	14	1	3	250
B	56		20			2	78	212		72	4		19	307
C	467	1	2		35	9	514	1687	1	13	3	19	14	1737
Total	667	1	65	12	38	12	795	2097	1	135	23	20	36	2312



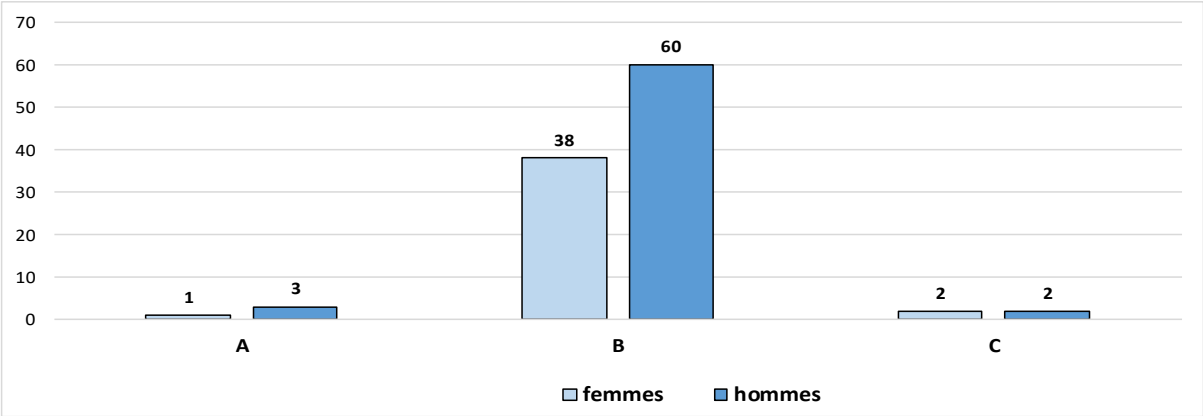
1.1.1.1.4 Filière culturelle - en nombre d'agent·es

	Femmes							Hommes						
	Titulaires	Contractuel·le par type de contrat					Total	Titulaires	Contractuel·le par type de contrat					Total
		Art 352-4	BDS	CDI	rempl tit.	poste vacant			Art 352-4	BDS	CDI	rempl tit.	poste vacant	
		Autres contract	cat A selon les fonct° ou pour BDS		rempl tit.	poste vacant			Autres contract	cat A et B selon les fonct°		rempl tit.	poste vacant	
A+	13		1	1			15	13						13
A	72		3	4		3	82	45		7	6		1	59
B	114		12		1	5	132	47		3	2		2	54
C	151	1		1	4	1	158	66		1		4		71
Total	350	1	16	6	5	9	387	171	0	11	8	4	3	197



1.1.1.1.5 Filière sportive - en nombre d'agent·es

	Femmes							Hommes						
	Titulaires	Contractuel·le par type de contrat					Total	Titulaires	Contractuel·le par type de contrat					Total
		Art 352-4	BDS	CDI	rempl tit.	poste vacant			Art 352-4	BDS	CDI	rempl tit.	poste vacant	
		Autres contract	cat A selon les fonct° ou pour BDS		rempl tit.	poste vacant			Autres contract	cat A et B selon les fonct°		rempl tit.	poste vacant	
A	1						1	3						3
B	32		2	3		1	38	52		4	2		2	60
C	2						2	2						2
Total	35	0	2	3	0	1	41	57	0	4	2	0	2	65



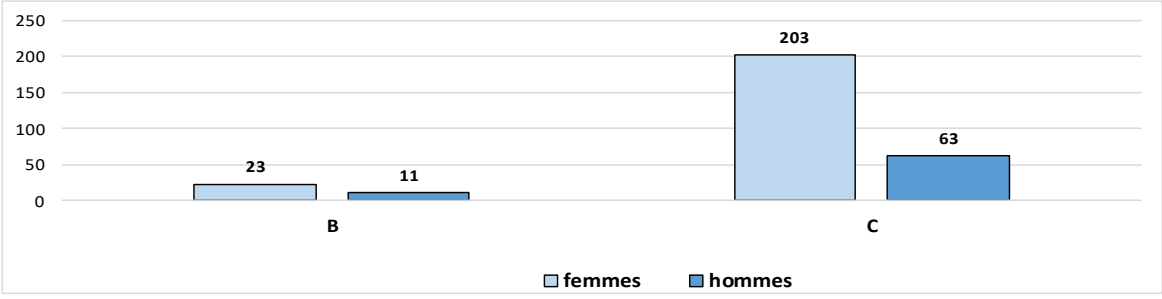
1.1.1.1.6 Filière sécurité - en nombre d'agent·es

	Titulaire	
	femmes	hommes
A		
B	3	6
C	38	90
Total	41	96



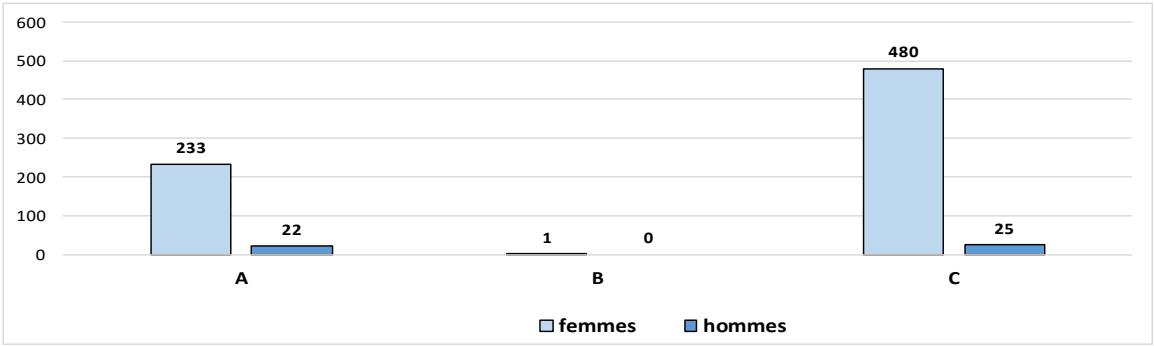
1.1.1.1.7 Filière animation - en nombre d'agent·es

	Femmes							Hommes						
	Titulaires	Contractuel·le par type de contrat					Total	Titulaires	Contractuel·le par type de contrat					Total
		Art 352-4	BDS	CDI	rempl tit.	poste vacant			Art 352-4	BDS	CDI	rempl tit.	poste vacant	
		Autres contract	cat A selon les fonct° ou pour BDS		rempl tit.	poste vacant			Autres contract	cat A et B selon les fonct°		rempl tit.	poste vacant	
B	19		3			1	23	6		4			1	11
C	186				15	2	203	58				5		63
Total	205	0	3	0	15	3	226	64	0	4	0	5	1	74



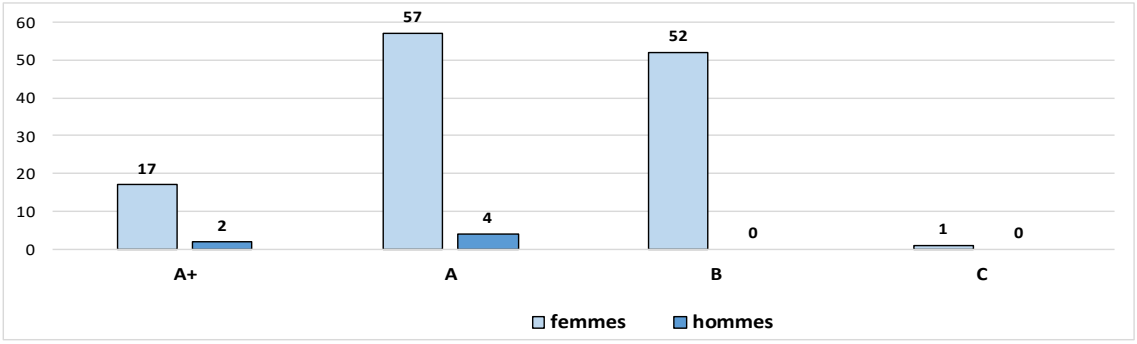
1.1.1.1.8 Filière sociale - en nombre d'agent·es

	Femmes							Hommes						
	Titulaires	Contractuel·le par type de contrat					Total	Titulaires	Contractuel·le par type de contrat					Total
		Art 352-4	BDS	CDI	rempl tit.	poste vacant			Art 352-4	BDS	CDI	rempl tit.	poste vacant	
		Autres contract	cat A selon les fonct° ou pour BDS		rempl tit.	poste vacant			Autres contract	cat A et B selon les fonct°		rempl tit.	poste vacant	
A	179	1	45	2	4	2	233	14		7			1	22
B			1				1							0
C	380	1	25	5	45	24	480	23				2		25
Total	559	2	71	7	49	26	714	37	0	7	0	2	1	47



1.1.1.1.9 Filière médico-sociale et médico-technique - en nombre d'agent·es

	Femmes							Hommes						
	Titulaires	Contractuel·le par type de contrat					Total	Titulaires	Contractuel·le par type de contrat					Total
		Art 352-4	BDS	CDI	rempl tit.	poste vacant			Art 352-4	BDS	CDI	rempl tit.	poste vacant	
		Autres contract	cat A selon les fonct° ou pour BDS		rempl tit.	poste vacant			Autres contract	cat A et B selon les fonct°		rempl tit.	poste vacant	
A+	10		2	3	1	1	17	2						2
A	52	1	2	1	1		57	4						4
B	39		7		3	3	52							0
C			1				1							0
Total	101	1	12	4	5	4	127	6	0	0	0	0	0	6



1.1.1.2 Âge moyen et médian par statut, par filière et par catégorie hiérarchique

1.1.1.2.1 Filière administrative

	Age moyen			
	Fonctionnaires		Contractuels	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Catégorie A+	45	49	43	54
Catégorie A	48	50	38	41
Catégorie B	50	49	39	37
Catégorie C	49	46	35	35
Total	**49**	**49**	**38**	**40**

	Age médian			
	Fonctionnaires		Contractuels	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Catégorie A+	46	46	43	55
Catégorie A	48	51	37	39
Catégorie B	51	49	37	35
Catégorie C	50	48	34	35
Total	**49**	**49**	**37**	**38**

1.1.1.2.2 Filière technique

	Age moyen			
	Fonctionnaires		Contractuels	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Catégorie A+	49	51		62
Catégorie A	46	49	39	41
Catégorie B	45	49	33	37
Catégorie C	49	47	44	42
Total	**48**	**47**	**40**	**40**

	Age médian			
	Fonctionnaires		Contractuels	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Catégorie A+	48	53		62
Catégorie A	44	51	37	41
Catégorie B	46	50	31	36
Catégorie C	51	48	42	43
Total	**50**	**49**	**39**	**39**

1.1.1.2.3 Filière culturelle

	Age moyen			
	Fonctionnaires		Contractuels	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Catégorie A+	48	48	49	
Catégorie A	50	54	43	50
Catégorie B	47	49	36	46
Catégorie C	50	50	39	35
Total	**49**	**51**	**39**	**46**

	Age médian			
	Fonctionnaires		Contractuels	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Catégorie A+	48	48	49	
Catégorie A	51	55	43	51
Catégorie B	47	49	35	50
Catégorie C	52	52	38	28
Total	**50**	**52**	**38**	**50**

1.1.1.2.4 Filière sportive

	Age moyen			
	Fonctionnaires		Contractuels	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Catégorie A	54	47		
Catégorie B	47	50	31	34
Catégorie C	47	52		
Total	**48**	**50**	**31**	**34**

	Age médian			
	Fonctionnaires		Contractuels	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Catégorie A	54	51		
Catégorie B	49	52	30	30
Catégorie C	47	52		
Total	**48**	**52**	**30**	**30**

1.1.1.2.5 Filière animation

	Age moyen			
	Fonctionnaires		Contractuels	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Catégorie B	48	53	34	34
Catégorie C	42	40	39	39
Total	**43**	**41**	**38**	**36**

	Age médian			
	Fonctionnaires		Contractuels	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Catégorie B	49	51	35	29
Catégorie C	42	39	40	48
Total	**43**	**40**	**36**	**32**

1.1.1.2.6 Filière sociale

	Age moyen			
	Fonctionnaires		Contractuels	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Catégorie A	48	53	35	36
Catégorie B			49	
Catégorie C	46	48	36	32
Total	**46**	**50**	**36**	**35**

	Age médian			
	Fonctionnaires		Contractuels	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Catégorie A	49	55	32	33
Catégorie B			49	
Catégorie C	46	53	37	32
Total	**46**	**53**	**35**	**32**

1.1.1.2.7 Filière médico-sociale

	Age moyen			
	Fonctionnaires		Contractuels	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Catégorie A+	52	53	41	
Catégorie A	47	45	39	
Catégorie B	49		35	
Catégorie C			32	
Total	**48**	**47**	**37**	**-**

	Age médian			
	Fonctionnaires		Contractuels	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Catégorie A+	55	53	32	
Catégorie A	48	49	37	
Catégorie B	52		29	
Catégorie C			32	
Total	**48**	**49**	**34**	**-**

1.1.1.2.8 Filière sécurité

	Age moyen	
	Fonctionnaires	
	Femmes	Hommes
Catégorie B	52	50
Catégorie C	43	48
Total	**44**	**48**

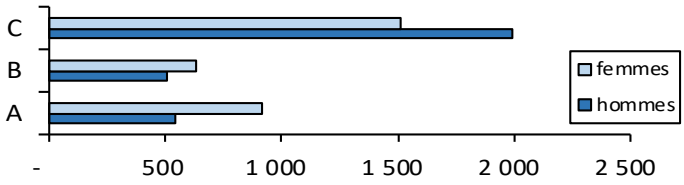
	Age médian	
	Fonctionnaires	
	Femmes	Hommes
Catégorie B	51	51
Catégorie C	46	49
Total	**46**	**49**

1.1.2 Durée et organisation du travail

Répartition des effectifs selon la durée du travail : temps complet, temps partiel, temps non complet

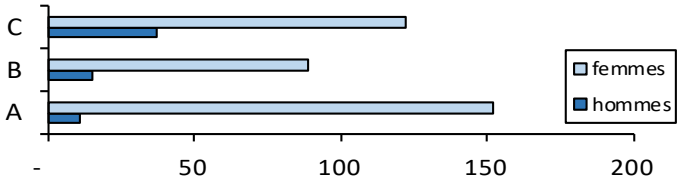
Temps complet

	femmes	hommes	Total
A	918	541	1 459
B	633	512	1 145
C	1 509	1 992	3 501
Total	3 060	3 045	6 105



Temps partiel

	femmes	hommes	Total
A	152	11	163
B	89	15	104
C	122	37	159
Total	363	63	426

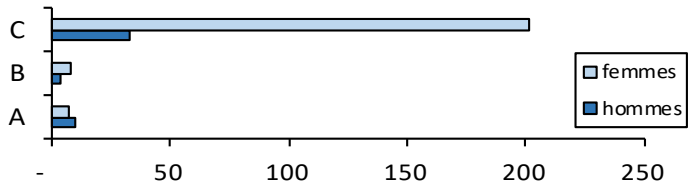


Évolution du nombre d'agent·es à temps partiel depuis 2018 :

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Femmes	521	483	483	475	433	410	367	363
Hommes	51	56	56	57	54	44	60	63
Total	572	539	539	532	487	454	427	426

Temps non complet

	femmes	hommes	Total
A	7	10	17
B	8	4	12
C	201	33	234
Total	216	47	263



Évolution du nombre d'agent·es à temps non complet depuis 2018 :

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Femmes	270	275	283	277	267	293	273	216
Hommes	66	70	63	62	66	74	68	47
Total	336	345	346	339	333	367	341	263

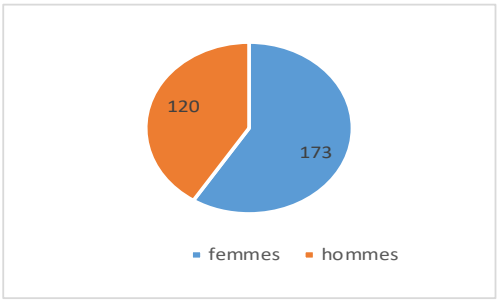
1.1.3 Comptes épargne-temps

Nombre d'agent·es ayant ouvert un CET en 2025 ; nombre de jours épargnés ; nombre de jours utilisés

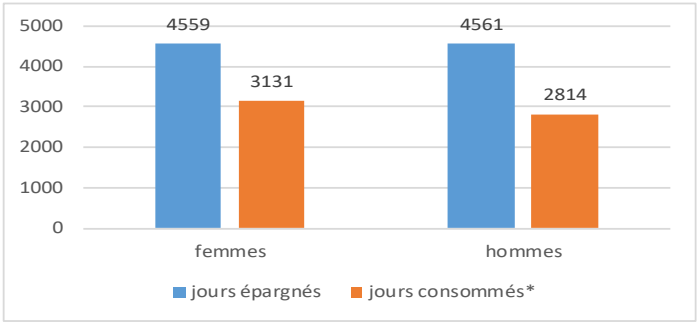
Nombre en 2025	femmes	hommes	total
CET AU 31/12/2025	2854	2561	5415
CET ouverts en 2025	173	120	293
jours épargnés	4559	4561	9120
jours consommés*	3131	2814	5945

** dont 12 dons solidaires (23 jours pour les femmes et 11 jours pour les hommes)*

Nombre de CET ouverts en 2025



Nombre de jours épargnés et consommés en 2025



1.1.4 Embauches et départs (agent·es permanent·es)

1.1.4.1 Répartition des agent·es recruté·es selon le statut par motif de recrutement et par catégorie hiérarchique

Motifs	A+		A		B		C		Total
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	
Concours		1	2		3	1	4	1	**12**
Détachement	1		11	3	5	2		12	**34**
Mutation		1	12	3	10	5	8	20	**59**
Recrutement	4		58	32	60	48	150	106	**458**
Réintégration			19	3	10	5	17	10	**64**
Total	**5**	**2**	**102**	**41**	**88**	**61**	**179**	**149**	**627**

***** *Les recrutements se décomposent comme suit en 2025 : 328 contractuel·les, 130 statutaires (recrutements directs).*

1.1.4.2 Part d'embauche de travailleur·ses en situation de handicap

La mobilisation de dispositifs favorisant cette employabilité s'est poursuivie en 2025.

Ont ainsi été recrutés :

- 7 agents non permanents (3 apprentis, 2 contrats ATA et 2 contrats CUI)
- 6 contractuels engagés au titre de l'article 352-4 du Code Général de la Fonction Publique (recrutement dérogatoire offrant une perspective de titularisation si l'aptitude professionnelle est confirmée).

Chez les 11 personnes ainsi recrutées en 2024, on note en 2025, 9 titularisations, 1 prorogation de contrat et 1 démission.

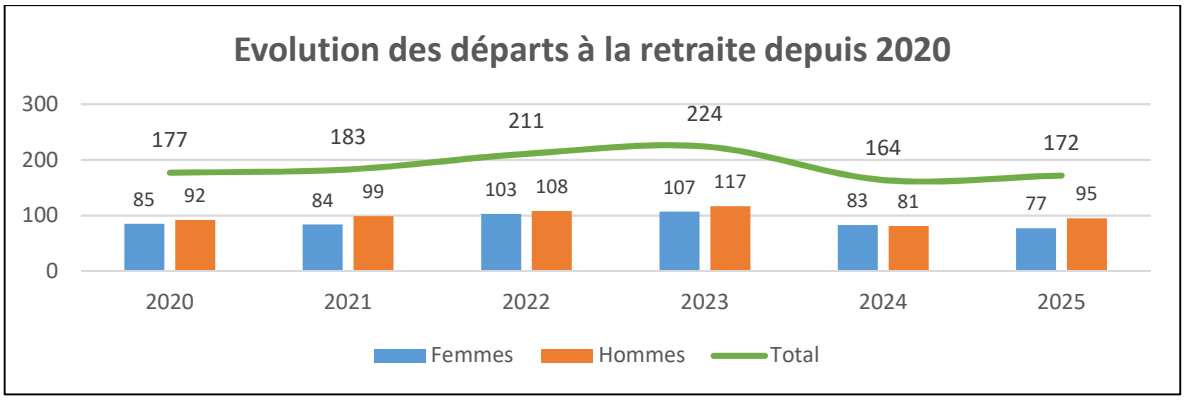
9,46% des 370 agents promus en 2025 sont en situation de handicap (30 avancements de grade et 5 promotions internes).
Par ailleurs, 7 personnes ont choisi l'Eurométropole pour réaliser une immersion professionnelle inclusive dans le cadre du Duoday 2025. Organisé lors de la semaine européenne pour l'emploi des personnes handicapées (SEEPH), ce dispositif vise à lever le principal frein à l'emploi des personnes handicapées : les préjugés.

1.1.4.3 Répartition des départs par catégorie hiérarchique et selon le statut par motif : retraite, démission, fin de contrat de travail à durée déterminée, inaptitude définitive, décès.

Motifs	A+		A		B		C		Total
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	
Sorties définitives	**4**	**2**	**75**	**36**	**61**	**46**	**107**	**107**	**438**
Décès				1	1	1	2	2	**7**
Démission	1	1	19	7	12	9	9	14	**72**
Fin de Contrat	1		25	4	27	11	50	11	**129**
Fin de détachement			1					2	**3**
Licenciement				1	2	2	3		**8**
Mutation	1		13	8	7	6	12	16	**63**
Rupture conventionnelle			2			1		3	**6**
Radiation des cadres				1	1		5	8	**15**
Retraite	1	1	15	14	11	16	26	51	**135**
Sorties provisoires	**0**	**0**	**32**	**6**	**14**	**10**	**54**	**40**	**156**
Congé parental			12		4		15		**31**
Congé de présence parentale			1						**1**
Autres congés			1	1	2	1	2	1	**8**
Détachement			5	1	1	1	4	3	**15**
Disponibilité			13	3	7	8	33	31	**95**
Suspension/Exclusion				1				5	**6**
Total	**4**	**2**	**107**	**42**	**75**	**56**	**161**	**147**	**594**

1.1.4.4 Effectif d'agent·es titulaires dont la pension est entrée en paiement au cours de l'année 2025 ; âge moyen d'entrée en paiement de la pension (catégories sédentaires et actives)

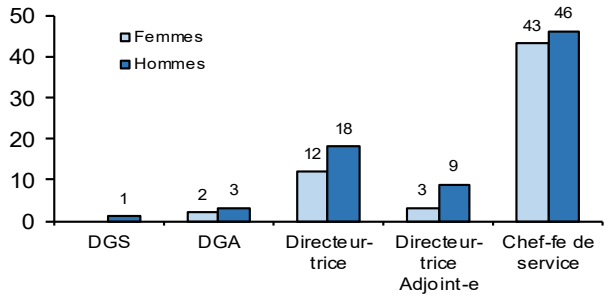
	femmes		hommes	
Catégories	sédentaires	actives	sédentaires	actives
nbre d'agent·es dont la pension est entrée en paiement en 2025	77	0	87	8
Sous-Total	77		95	
Total	172			
âge moyen	62	0	62	62
Total	62		62	



1.1.5 Positionnement

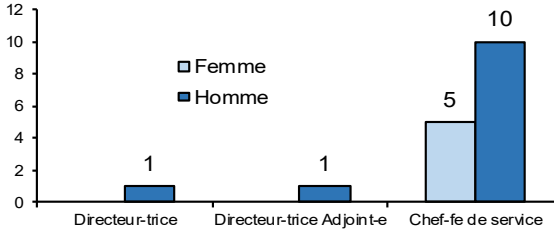
1.1.5.1 Répartition des effectifs des emplois supérieurs et dirigeants

	Femmes	Hommes	Total
DGS		1	1
DGA	2	3	5
Directeur-trice	12	18	30
Directeur-trice Adjoint-e	3	9	12
Chef-fe de service	43	46	89
Total	60	77	137



1.1.5.2 Flux annuels de nominations aux emplois supérieurs et dirigeants (loi du 12 mars 2012)

	Femme	Homme	Total
Directeur-trice		1	1
Directeur-trice Adjoint-e		1	1
Chef-fe de service	5	10	15
Total	5	12	17

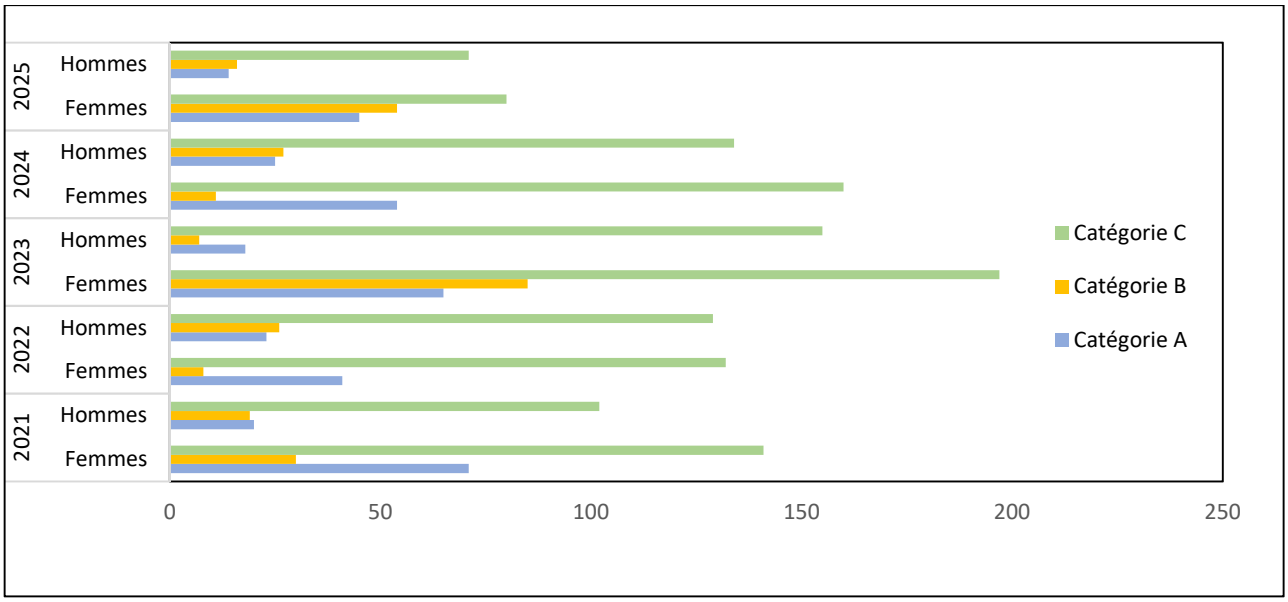


1.1.6 Promotions

1.1.6.1 Nombre d'agent·es ayant bénéficié d'un avancement de grade par catégorie

	2021		2022		2023		2024		2025	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Catégorie A	71	20	41	23	71	20	41	23	45	14
Catégorie B	30	19	8	26	30	19	8	26	54	16
Catégorie C	141	102	132	129	141	102	132	129	80	71
Total	**383**		**359**		**527**		**411**		**280**	

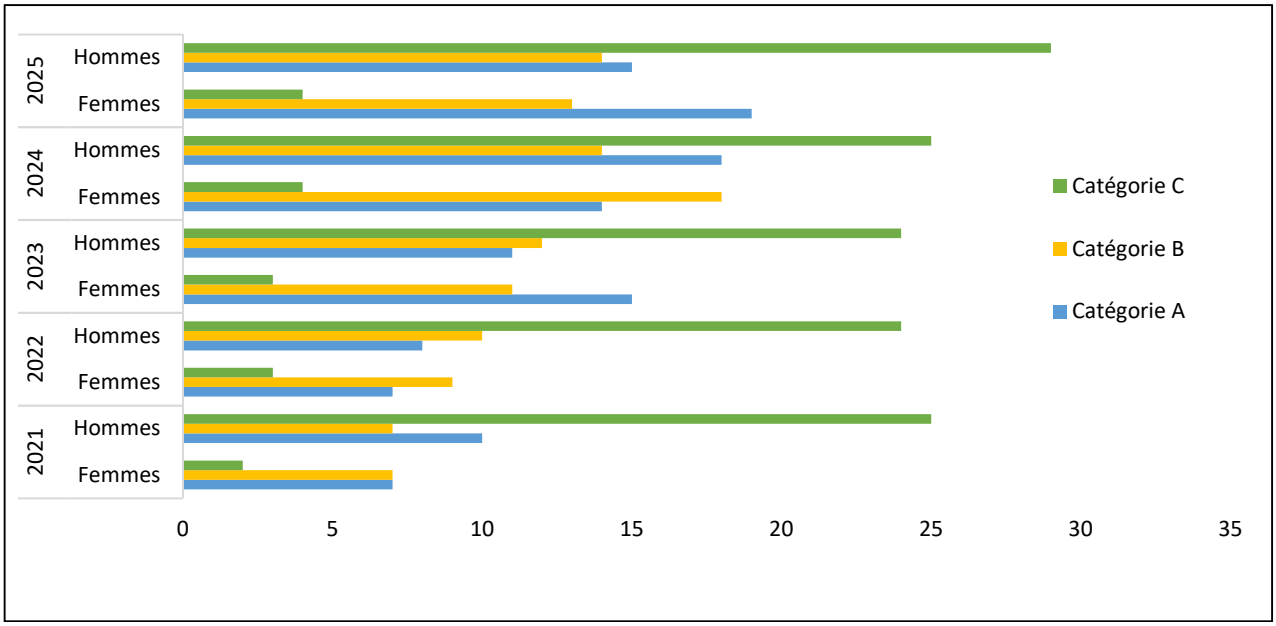
Le nombre d'agent·es ayant bénéficié d'un avancement de grade en 2025 est de 280/724 (soit 38,67% de promus)



1.1.6.2 Répartition des agent·es ayant bénéficié d'une promotion interne par catégorie

	2021		2022		2023		2024		2025	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Catégorie A	10	7	8	15	11	15	18	14	15	19
Catégorie B	7	9	10	11	12	11	14	18	14	13
Catégorie C	25	3	24	3	24	3	25	4	29	4
Total	**58**		**61**		**76**		**93**		**94**	

Le nombre d'agent·es ayant bénéficié d'une promotion interne en 2024 est de 94/4092 (soit 2,30% de promu·es)



1.2 RÉMUNÉRATIONS

1.2.1. Rémunérations annuelles des fonctionnaires et des contractuel·les occupant un emploi permanent ayant travaillé au moins un jour durant l'année 2025

FONCTIONNAIRES SUR EMPLOI PERMANENT	Montant total des rémunérations annuelles brutes (hors charges patronales)		dont primes et indemnités soumises à délibération (IFSE, CIA, autres primes et indemnités)		dont IFSE		dont nouvelle bonification indiciaire (NBI)		dont complément de traitement indiciaire (CTI)		dont heures supplémentaires ou complémentaires		dont SFT		dont IR	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
FILIERE ADMINISTRATIVE	11 888 425	41 266 602	2 943 408	9 186 452	1 967 928	5 490 742	123 340	334 179	0	6 355	25 572	166 869	91 853	289 946	84 947	302 363
Catégorie A	7 447 300	16 511 208	2 019 029	4 247 695	1 529 424	3 104 591	86 848	160 145	0	6 355	0	1 419	62 330	112 109	51 993	116 927
Catégorie B	2 016 220	10 984 050	442 755	2 295 481	232 628	1 194 319	12 421	55 528	0	0	4 888	94 520	9 449	73 504	14 769	81 428
Catégorie C	2 424 905	13 771 344	481 624	2 643 276	205 876	1 191 832	24 071	118 506	0	0	20 684	70 930	20 074	104 333	18 185	104 008
FILIERE TECHNIQUE	80 096 645	23 481 631	17 915 360	5 147 799	10 545 951	3 089 235	364 294	175 595	0	0	2 123 425	138 560	785 229	151 532	561 536	172 751
Catégorie A	11 395 031	7 672 408	3 309 669	2 228 655	2 580 576	1 748 511	27 698	19 389	0	0	119	395	89 115	60 991	76 277	51 166
Catégorie B	8 683 400	2 115 777	2 006 825	483 661	1 240 957	296 649	50 202	6 961	0	0	122 595	10 483	66 678	11 435	60 489	15 363
Catégorie C	60 018 214	13 693 446	12 598 866	2 435 483	6 724 418	1 044 075	286 394	149 245	0	0	2 000 711	127 682	629 436	79 106	424 770	106 222
FILIERE CULTURELLE	6 538 048	12 792 231	1 268 587	2 596 832	609 404	1 284 763	63 148	154 064	0	0	13 646	30 637	29 163	55 406	50 428	97 809
Catégorie A	2 943 729	4 153 535	571 624	930 896	322 195	537 246	15 470	19 162	0	0	0	185	9 740	30 441	22 779	30 990
Catégorie B	1 647 456	4 142 485	327 626	831 993	145 782	430 630	14 355	56 142	0	0	797	5 829	6 812	13 556	12 549	31 413
Catégorie C	1 946 863	4 496 211	369 337	833 943	141 427	316 887	33 323	78 760	0	0	12 849	24 623	12 611	11 409	15 100	35 406
FILIERE SPORTIVE	2 325 105	1 330 409	545 990	302 488	280 980	154 473	44 800	20 851	0	0	2 485	3 406	18 693	13 619	17 042	9 676
Catégorie A	132 704	58 227	32 168	13 216	23 382	9 000	0	1 329	0	0	0	0	0	0	943	428
Catégorie B	2 121 854	1 197 256	496 567	272 131	249 727	137 400	44 800	19 522	0	0	2 485	3 406	18 693	11 281	15 585	8 732
Catégorie C	70 547	74 926	17 255	17 141	7 871	8 073	0	0	0	0	0	0	0	2 338	514	516
FILIERE SOCIALE	1 546 856	19 338 547	349 041	3 452 623	125 884	1 748 861	33 993	379 277	83 820	273 303	0	160	21 854	187 508	10 381	149 799
Catégorie A	675 106	7 750 105	122 825	1 567 915	79 726	1 032 251	20 153	189 026	32 892	258 253	0	0	5 484	57 730	4 934	57 230
Catégorie B	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie C	871 750	11 588 442	226 216	1 884 708	46 158	716 610	13 840	190 251	50 928	15 050	0	160	16 370	129 778	5 447	92 569
FILIERE MEDICO-SOCIALE	346 417	4 645 382	94 478	1 088 996	60 338	663 235	6 716	74 709	8 684	90 657	0	0	1 439	40 667	2 476	33 204
Catégorie A	346 417	3 318 133	94 478	812 782	60 338	512 387	6 716	57 212	8 684	90 657	0	0	1 439	34 149	2 476	23 151
Catégorie B	0	1 327 249	0	276 214	0	150 848	0	17 497	0	0	0	0	0	6 518	0	10 053
Catégorie C	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
FILIERE POLICE MUNICIPALE	4 841 664	1 865 476	1 482 484	578 150	1 098 334	441 371	73 660	28 132	0	0	634 124	206 739	33 259	8 146	25 936	10 512
Catégorie A	0	41 897	0	10 518	0	12 772	0	709	0	0	0	0	0	0	0	235
Catégorie B	312 434	184 079	95 394	61 008	70 901	48 308	354	0	0	0	26 654	17 089	5 013	41	1 664	996
Catégorie C	4 529 230	1 639 500	1 387 090	506 624	1 027 433	380 291	73 306	27 423	0	0	607 470	189 650	28 246	8 105	24 272	9 281
FILIERE ANIMATION	1 691 296	5 237 172	304 719	909 258	131 623	403 645	27 926	107 322	0	0	2 950	8 985	18 024	24 821	12 867	41 050
Catégorie B	228 678	693 441	50 979	148 583	27 378	84 528	3 375	19 776	0	0	60	6 331	6 785	8 545	1 615	4 971
Catégorie C	1 462 618	4 543 731	253 740	760 675	104 245	319 117	24 551	87 546	0	0	2 890	2 654	11 239	16 276	11 252	36 079
Total	109 274 456	109 957 450	24 904 067	23 262 598	14 820 442	13 276 325	737 877	1 274 129	92 504	370 315	2 802 202	555 356	999 514	771 645	765 613	817 164

CONTRACTUELS SUR EMPLOI PERMANENT	Montant total des rémunérations annuelles brutes (hors charges patronales)		dont primes et indemnités soumises à délibération (IFSE, CIA, autres primes et indemnités)		dont IFSE		dont complément de traitement indiciaire (CTI)		dont heures supplémentaires ou complémentaires	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
FILIERE ADMINISTRATIVE	4 260 015	9 726 810	1 081 675	2 393 021	739 341	1 578 284	0	0	5 495	18 065
Catégorie A	2 991 398	6 112 409	799 553	1 624 811	601 956	1 201 901	0	0	321	164
Catégorie B	1 240 281	3 347 035	276 694	719 894	135 032	361 074	0	0	5 174	13 386
Catégorie C	28 336	267 366	5 428	48 316	2 353	15 309	0	0	0	4 515
FILIERE TECHNIQUE	7 544 261	4 400 557	1 839 750	1 085 697	1 271 242	750 692	0	0	42 608	4 035
Catégorie A	3 299 148	2 602 026	954 047	764 097	748 502	589 602	0	0	217	0
Catégorie B	2 746 255	708 860	606 679	159 678	374 100	97 776	0	0	11 315	4 035
Catégorie C	1 498 858	1 089 671	279 024	161 922	148 640	63 314	0	0	31 076	0
FILIERE CULTURELLE	843 536	1 137 912	140 758	222 095	38 913	123 384	0	0	1 352	1 382
Catégorie A	557 131	473 873	96 587	112 568	23 551	81 445	0	0	0	0
Catégorie B	177 090	439 964	25 787	71 819	8 328	27 715	0	0	508	484
Catégorie C	109 315	224 075	18 384	37 708	7 034	14 224	0	0	844	898
FILIERE SPORTIVE	223 738	152 820	55 218	32 030	26 878	16 559	0	0	0	557
Catégorie A	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie B	223 738	152 820	55 218	32 030	26 878	16 559	0	0	0	557
Catégorie C										
FILIERE SOCIALE	327 789	4 597 255	71 321	855 459	41 800	465 876	19 802	117 221	0	271
Catégorie A	265 295	1 970 792	56 403	437 270	38 885	301 502	17 865	111 410	0	0
Catégorie B		39 100	0	8 420	0	3 420	0	2 906	0	0
Catégorie C	62 494	2 587 363	14 918	409 769	2 915	160 954	1 937	2 905	0	271
FILIERE MEDICO-SOCIALE	23 155	922 387	9 372	275 881	5 482	178 746	0	8 572	0	0
Catégorie A	23 155	569 388	9 372	205 955	5 482	140 207	0	8 572	0	0
Catégorie B		322 916	0	62 003	0	36 022	0	0	0	0
Catégorie C		30 083	0	7 923	0	2 517	0	0	0	0
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE	0	88 371	0	17 302	0	10 800	0	0	0	0
Catégorie A		88 371	0	17 302	0	10 800	0	0	0	0
Catégorie B	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Catégorie C	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
FILIERE ANIMATION	232 632	401 001	43 694	59 579	24 029	27 569	0	0	0	69
Catégorie B	150 581	86 166	33 154	18 250	20 069	11 153	0	0	0	69
Catégorie C	82 051	314 835	10 540	41 329	3 960	16 416	0	0	0	0
Total	13 455 126	21 427 113	3 241 788	4 941 064	2 147 685	3 151 910	19 802	125 793	49 455	24 379

1.2.2 Nombre de contractuel·les ayant bénéficié d'une indemnité de fin de contrat

CADRE D'EMPLOIS	Fondement du recrutement				Total du nombre de contractuels	Dont Hommes	Dont Femmes
		Article L332-13	Article L332-14	Article L332-8,2°			
	Accroissement temporaire d'activité	Remplaçants	Affectés sur un poste vacant	Les besoins des services			
Attachés	10	2	3		15	4	11
Rédacteurs	22	3	3		28	7	21
Adjoints administratifs	14	6		1	21	4	17
FILIERE ADMINISTRATIVE	46	11	6	1	64	15	49
Ingénieurs			1		1		1
Techniciens	3	2	3	1	9	5	4
Agents de maîtrise	1		1		2	2	
Adjoints techniques	19	31			50	10	40
FILIERE TECHNIQUE	23	33	5	1	62	17	45
Attachés territoriaux de conservation du patrimoine	1				1		1
Assistants territoriaux d'enseignement artistique			1		1		1
Assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques	1				1	1	
Adjoints territoriaux du patrimoine	3	2			5		5
FILIERE CULTURELLE	5	2	1	0	8	1	7
Opérateurs des APS	1				1	1	
FILIERE SPORTIVE	1	0	0	0	1	1	0
Assistants socio-éducatifs			1		1		1
Educateurs de jeunes enfants	1	1			2		2
Agents spécialisés des écoles maternelles (ASEM)	2	7			9		9
Agents sociaux territoriaux	1				1		1
FILIERE SOCIALE	4	8	1	0	13	0	13
Adjoints d'animation	2	3			5	2	3
FILIERE ANIMATION	2	3	0	0	5	2	3
TOTAL	81	57	13	2	153	36	117

1.2.3. Nombre de fonctionnaires et de contractuel·les occupant un emploi permanent en équivalent temps plein rémunéré (ETPR)

Fonctionnaires	Hommes	Femmes
FILIERE ADMINISTRATIVE	259,55	1 038,91
Catégorie A	131,09	320,92
Catégorie B	53,67	290,85
Catégorie C	74,79	427,14
FILIERE TECHNIQUE	2 117,63	646,05
Catégorie A	201,90	143,61
Catégorie B	214,36	56,78
Catégorie C	1 701,37	445,66
FILIERE CULTURELLE	162,22	341,26
Catégorie A	55,13	82,35
Catégorie B	45,20	114,16
Catégorie C	61,89	144,75
FILIERE SPORTIVE	58,54	33,74
Catégorie A	3,00	1,00
Catégorie B	53,54	30,74
Catégorie C	2,00	2,00
FILIERE SOCIALE	37,89	559,23
Catégorie A	14,39	177,83
Catégorie B		
Catégorie C	23,50	381,40
FILIERE MEDICO-SOCIALE	6,00	99,54
Catégorie A	6,00	60,53
Catégorie B		39,01
Catégorie C		
FILIERE POLICE MUNICIPALE	97,63	41,06
Catégorie A		0,75
Catégorie B	6,00	3,50
Catégorie C	91,63	36,81
FILIERE ANIMATION	56,68	180,72
Catégorie B	5,90	18,75
Catégorie C	50,78	161,97
TOTAL	**2 796,14**	**2 940,51**

Contractuels permanents	Hommes	Femmes
FILIERE ADMINISTRATIVE	99,75	258,98
Catégorie A	60,60	144,46
Catégorie B	38,15	104,60
Catégorie C	1,00	9,92
FILIERE TECHNIQUE	192,36	119,67
Catégorie A	66,22	57,17
Catégorie B	79,49	21,58
Catégorie C	46,65	40,92
FILIERE CULTURELLE	21,13	34,91
Catégorie A	11,50	11,09
Catégorie B	5,62	15,48
Catégorie C	4,01	8,34
FILIERE SPORTIVE	7,33	5,27
Catégorie A		
Catégorie B	7,33	5,27
Catégorie C		
FILIERE SOCIALE	9,24	155,18
Catégorie A	7,17	55,15
Catégorie B		1,00
Catégorie C	2,07	99,03
FILIERE MEDICO-SOCIALE	0,25	21,68
Catégorie A	0,25	9,17
Catégorie B		11,51
Catégorie C		1,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE	0,00	2,00
Catégorie A		2,00
Catégorie B		
Catégorie C		
FILIERE ANIMATION	8,69	16,61
Catégorie B	5,00	3,17
Catégorie C	3,69	13,44
TOTAL	**338,75**	**614,30**

1.2.4. Écarts des rémunérations annuelles brutes versées aux fonctionnaires et aux personnels contractuels sur emploi permanent rémunérés au moins un jour dans l'année par sexe, par catégorie et par filière.

Fonctionnaires	Salaire brut moyen des hommes (en ETPR)	Salaire brut moyen des femmes (en ETPR)	Ecart (en %)
FILIERE ADMINISTRATIVE	45 804	39 721	13,28
Catégorie A	56 811	51 450	9,44
Catégorie B	37 567	37 765	-0,53
Catégorie C	32 423	32 241	0,56
FILIERE TECHNIQUE	37 824	36 346	3,91
Catégorie A	56 439	53 425	5,34
Catégorie B	40 508	37 263	8,01
Catégorie C	35 276	30 726	12,90
FILIERE CULTURELLE	40 304	37 485	6,99
Catégorie A	53 396	50 438	5,54
Catégorie B	36 448	36 287	0,44
Catégorie C	31 457	31 062	1,26
FILIERE SPORTIVE	39 718	39 431	0,72
Catégorie A	44 235	58 227	-31,63
Catégorie B	39 631	38 948	1,72
Catégorie C	35 274	37 463	-6,21
FILIERE SOCIALE	40 825	34 581	15,29
Catégorie A	46 915	43 582	7,10
Catégorie B			
Catégorie C	37 096	30 384	18,09
FILIERE MEDICO-SOCIALE	57 736	46 668	19,17
Catégorie A	57 736	54 818	5,05
Catégorie B		34 023	
Catégorie C			
FILIERE POLICE MUNICIPALE	49 592	45 433	8,39
Catégorie A		55 863	
Catégorie B	52 072	52 594	-1,00
Catégorie C	49 430	44 540	9,89
FILIERE ANIMATION	29 839	28 979	2,88
Catégorie B	38 759	36 984	4,58
Catégorie C	28 803	28 053	2,60
Total	39 080	37 394	4,31

Contractuels sur emploi permanent	Salaire brut moyen des hommes(en ETPR)	Salaire brut moyen des femmes(en ETPR)	Ecart (en %)
FILIERE ADMINISTRATIVE	42 707	37 558	12,06
Catégorie A	49 363	42 312	14,28
Catégorie B	32 511	31 998	1,58
Catégorie C	28 336	26 952	4,88
FILIERE TECHNIQUE	39 219	36 772	6,24
Catégorie A	49 821	45 514	8,64
Catégorie B	34 548	32 848	4,92
Catégorie C	32 130	26 629	17,12
FILIERE CULTURELLE	39 921	32 596	18,35
Catégorie A	48 446	42 730	11,80
Catégorie B	31 511	28 421	9,81

Catégorie C	27 261	26 868	1,44
FILIERE SPORTIVE	30 524	28 998	5,00
Catégorie A			
Catégorie B	30 524	28 998	5,00
Catégorie C			
FILIERE SOCIALE	35 475	29 625	16,49
Catégorie A	37 001	35 735	3,42
Catégorie B		39 100	
Catégorie C	30 190	26 127	13,46
FILIERE MEDICO-SOCIALE	92 620	42 546	54,06
Catégorie A	92 620	62 092	32,96
Catégorie B		28 055	
Catégorie C		30 083	
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE		44 186	
Catégorie A		44 186	
Catégorie B			
Catégorie C			
FILIERE ANIMATION	26 770	24 142	9,82
Catégorie B	30 116	27 182	9,74
Catégorie C	22 236	23 425	-5,35
Total	39 720	34 881	12,18

1.2.5. Publication du montant global et de la répartition entre femmes et hommes des dix rémunérations les plus élevées des agent·es de la Ville & de l'Eurométropole :

Siren	Dénomination de l'employeur	Année	Somme des 10 plus hautes rémunérations brutes en euros	Nombre de femmes bénéficiaires	Nombre d'hommes bénéficiaires
24670048800017	Eurométropole & Ville de Strasbourg	2025	1 179 090,62	3	7
24670048800017	Eurométropole & Ville de Strasbourg	2024	1 160 353,38	1	9
24670048800017	Eurométropole & Ville de Strasbourg	2023	1 109 916,24	2	8
24670048800017	Eurométropole & Ville de Strasbourg	2022	1 107 674,34	2	8
24670048800017	Eurométropole & Ville de Strasbourg	2021	1 090 518,86	3	7

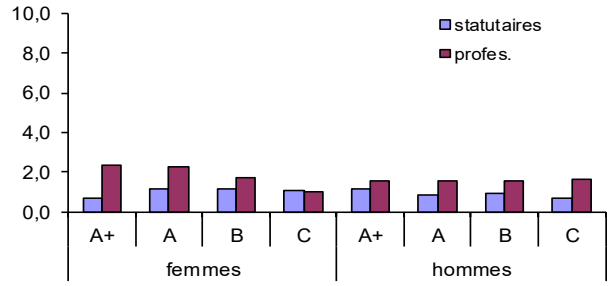
1.2.6. Part du régime indemnitaire dans la rémunération globale par catégorie hiérarchique

	Femmes	Hommes	**Total**
A+	30%	32%	**31%**
A	18%	19%	**18%**
B	16%	17%	**16%**
C	12%	16%	**14%**
Total	**15%**	**17%**	**16%**

1.3 FORMATION

1.3.1. Nombre de jours de formations statutaires (suite à concours ou changement de cadre d'emploi), formations professionnelles par Catégorie hiérarchique

	en nombre de jours moyen							
	femmes				hommes			
	A+	A	B	C	A+	A	B	C
formations statutaires	0,7	1,2	1,2	1,1	1,2	0,9	1,0	0,7
formations professionnelles	2,4	2,2	1,7	1,0	1,6	1,6	1,6	1,7

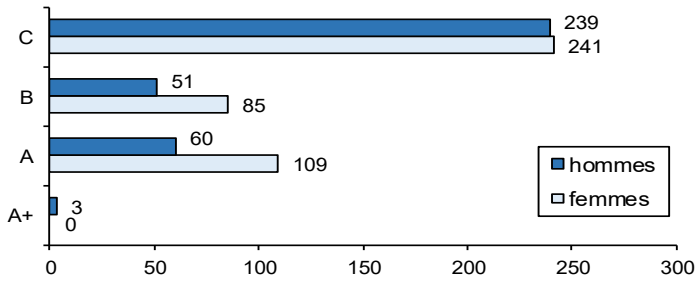


1.3.2. Nombre d'agent·es bénéficiant de congés de formations professionnelles et formations suite à concours interne ou changement de cadre d'emploi

- 1 homme a bénéficié de congés de formation en 2025

	en nombre d'agents							
	femmes				hommes			
	A+	A	B	C	A+	A	B	C
formations statutaires	0	52	44	103	1	30	26	114
formations professionnelles	0	57	41	138	2	30	25	125

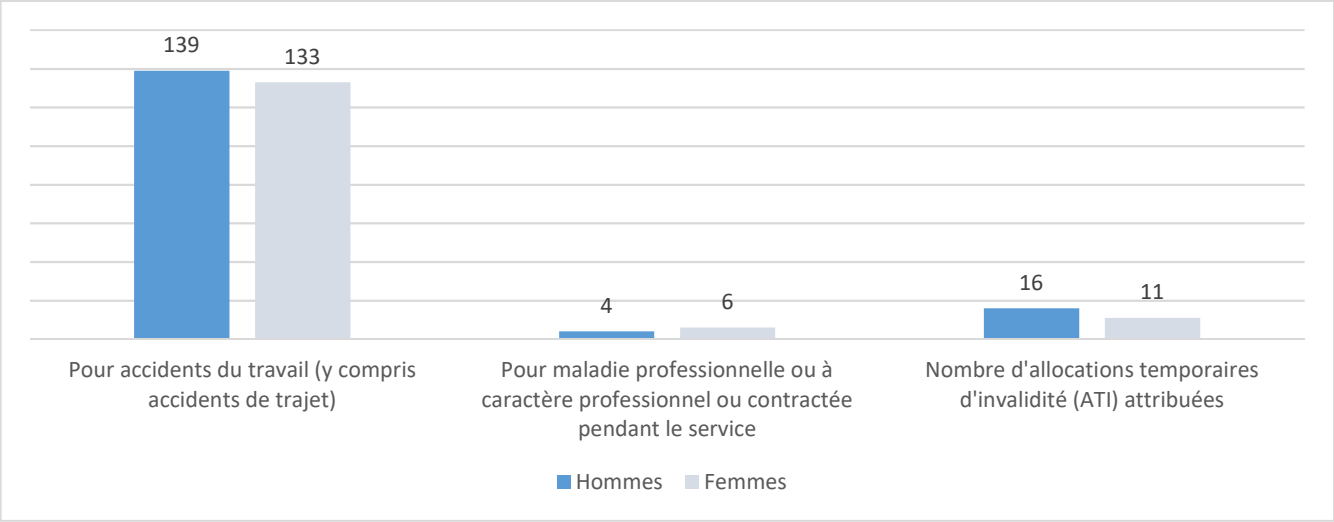
Nombre d'agent·es bénéficiant de formation suite à concours interne ou changement de cadre d'emploi.



1.4 CONDITIONS DE TRAVAIL

Nombre d'accidents de travail au cours de l'année 2025 ; nombre de maladies professionnelles ; nombre d'allocations temporaires pour invalidité (ATI)

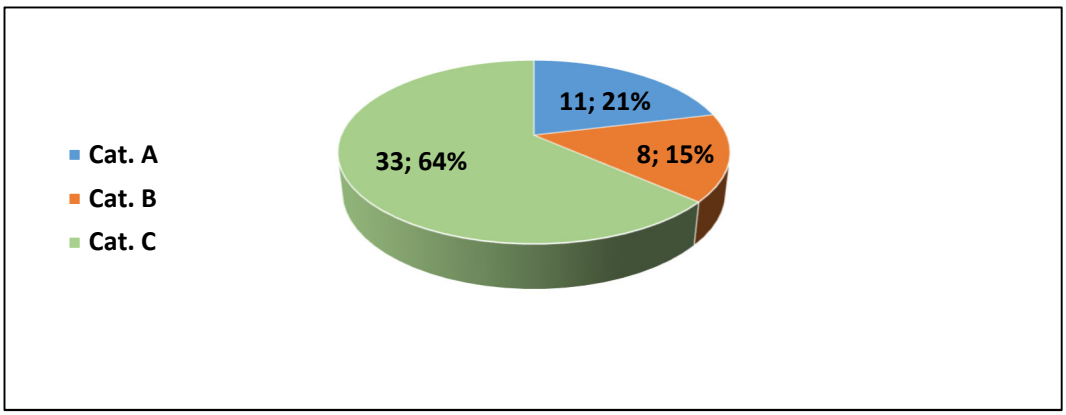
	Agents permanents		Total
	Hommes	Femmes	
Pour accidents du travail (y compris accidents de trajet)	139	133	272
Pour maladie professionnelle ou à caractère professionnel ou contractée pendant le service	4	6	10
Nombre d'allocations temporaires d'invalidité (ATI) attribuées	16	11	27

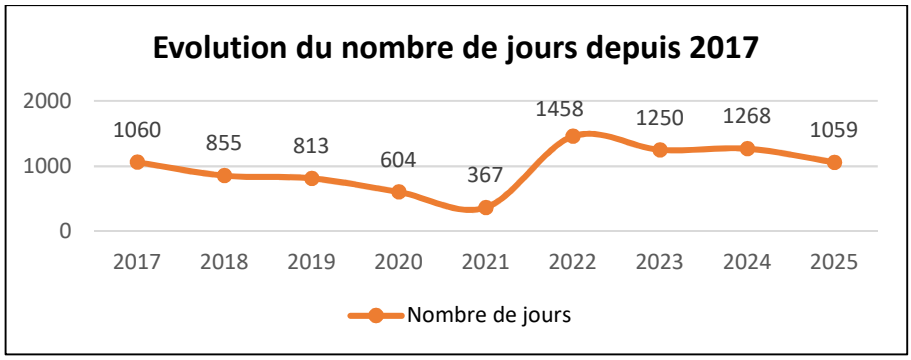


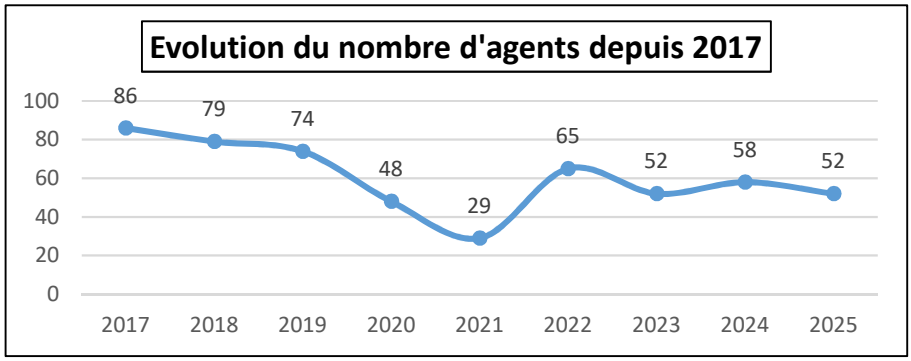
1.5 CONGÉS

1.5.1 Congé de paternité et d'accueil de l'enfant par catégorie hiérarchique : nombre d'agents ayant pris ce type de congé

	A	B	C	Total
Nombre d'agents	11	8	33	52
Nombre de jours d'absences	212	157	690	1 059



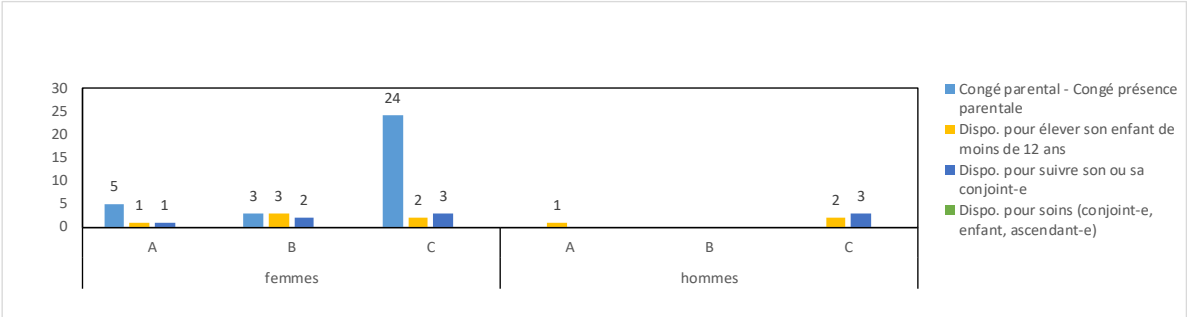




1.5.2 Nombre d'agent·es ayant des congés d'une durée égale ou supérieure à six mois : congé parental, adoption et autres congés liés à la famille, mise en disponibilité par motif (accompagnement personnes en fin de vie ou en situation de dépendance, convenance personnelle).

1.5.2.1 Nombre d'agent·es ayant des congés d'une durée égale ou supérieure à six mois : pour congé parental et autres congés liés à la famille (art 24)

	femmes					hommes				
	A+	A	B	C	total	A+	A	B	C	total
Congé parental - Congé présence parentale		5	3	24	32		1			1
Dispo. pour élever son enfant de moins de 12 ans		1	3	2	6		1		2	3
Dispo. pour suivre son ou sa conjoint-e		1	2	3	6				3	3
Dispo. pour soins (conjoint-e, enfant, ascendant-e)					0					0
total	0	7	8	29	44	0	2	0	5	7



1.5.2.2 Nombre d'agent·es comptant au moins une absence pour motif familial sur l'année 2025

	Femmes					Hommes				
	A+	A	B	C	Total	A+	A	B	C	Total
Congé de présence parentale		2	2	4	8				1	1
Congé parental		14	7	31	52		1			1
Dispo pour élever son enfant		1	3	8	12		1	1	3	5
Dispo pour suivre son conjoint		5	4	10	19				3	3
Dispo pour soins				2	2				1	1
Total	**0**	**22**	**16**	**55**	**93**	**0**	**2**	**1**	**8**	**11**

1.6 ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL

1.6.1 Organisation

1.6.1.1 Télétravail

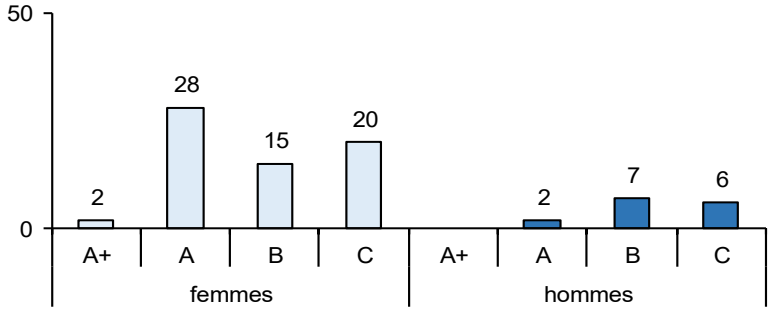
	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C	Hors catégorie	Total
Nombre de femmes exerçant leurs fonctions dans le cadre du télétravail	799	507	347	36	1 686
Nombre d'hommes exerçant leurs fonctions dans le cadre du télétravail	358	293	157	22	828
	1 157	800	504	58	2 514

1.6.2 Temps partiel qui n'est pas de droit

	Hommes	Femmes	Total
Nombre de demandes présentées	15	65	80
Nombre de demandes acceptées	15	65	80
Nombre de premières demandes satisfaites	15	65	80
Nombre de modifications de quotités	0	3	3
Nombre de retours au temps plein	7	46	53

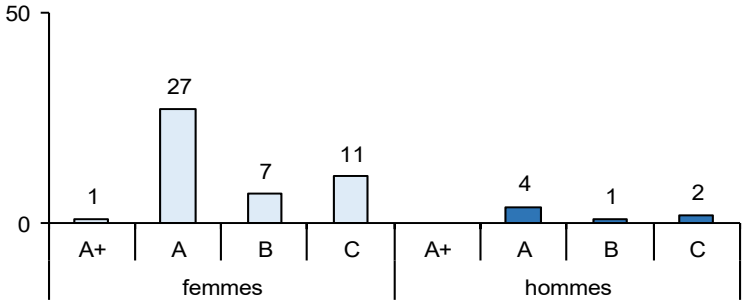
1.6.2.1 Nombre d'agent·es sur des postes à temps complet bénéficiant d'un travail à temps partiel à leur demande par catégorie hiérarchique

en nombre d'agent·es							
femmes				hommes			
A+	A	B	C	A+	A	B	C
2	28	15	20		2	7	6



1.6.2.2 Demande de retour à temps plein par catégorie hiérarchique des agent·es à temps partiel

en nombre d'agent·es							
femmes				hommes			
A+	A	B	C	A+	A	B	C
1	27	7	11		4	1	2



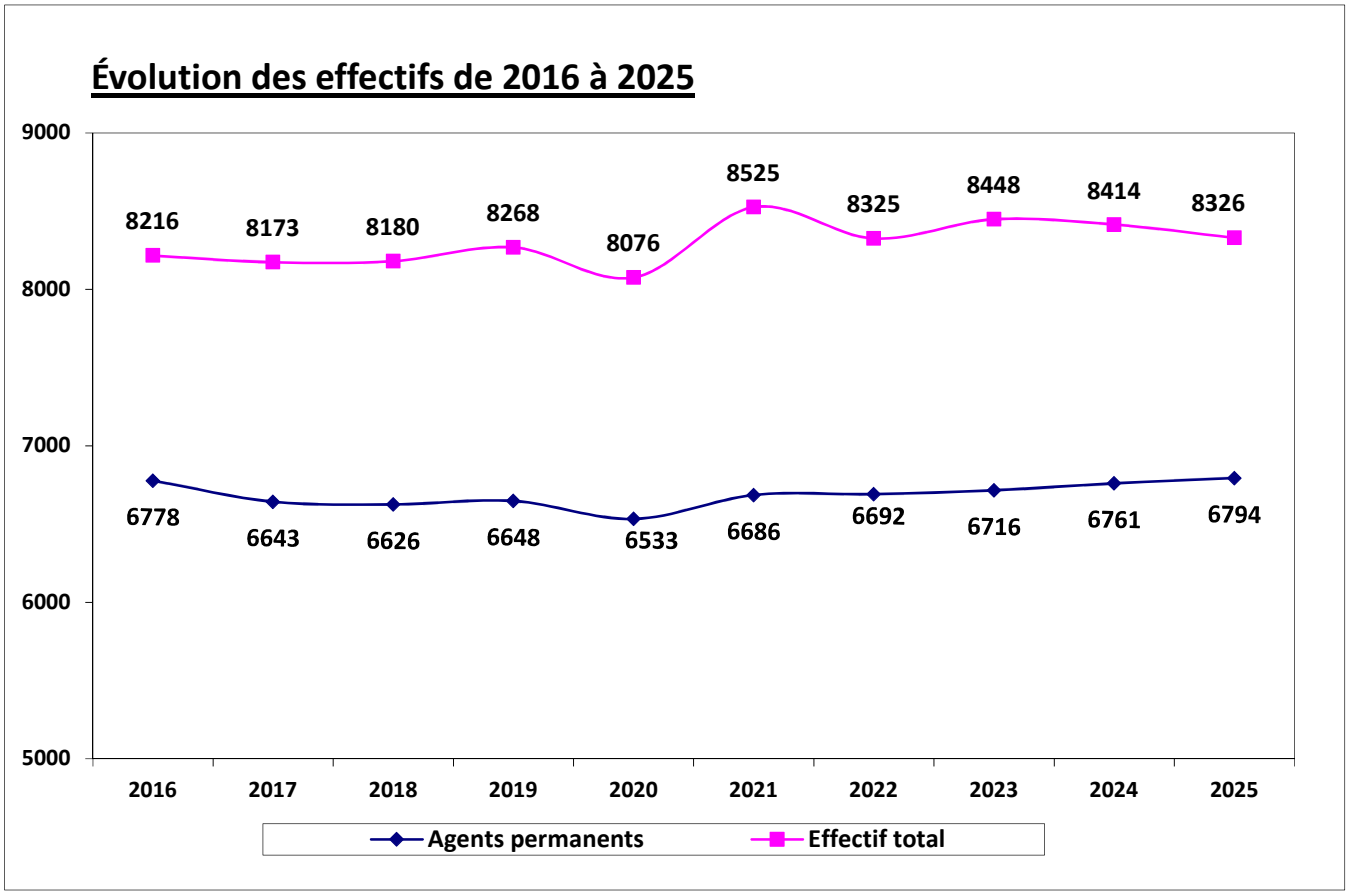
2 L'EMPLOI

2.1 EFFECTIFS PERMANENTS

2.1.1 Évolution et répartition des effectifs et des postes

2.1.1.1 Évolution des effectifs de 2016 à 2025

L'effectif permanent de l'Eurométropole de Strasbourg rémunéré au 31/12/2025 est de 6 794 agents. Cet effectif se compose de fonctionnaires titulaires et stagiaires (5 795), de contractuel·les en contrat à durée déterminée (877) et de contractuel·les en contrat à durée indéterminée (122).



L'effectif total cumule les agent·es permanent·es (6 794) et non permanent·es avec les vacataires (1 258), les surcroîts occasionnels (114), les intermittents (28), les emplois aidés comme les emplois d'avenir et contrats uniques d'insertion (25), ainsi que les apprenti·es (62), les contrats de projet (29), les collaborateur·trices de cabinet (8) et les collaborateur·trices de groupe d'élu·es (8).

2.1.1.2 Postes budgétaires

Au 31 décembre 2025, on pouvait compter 7 389 postes budgétaires au sein de l'Eurométropole.

DG - DGA	Direction	Nombre de postes
DGA Accompagnement Humain Ressources et Patrimoine	DGA Accompagnement Humain Ressources et Patrimoine	7
	Direction accompagnement projets innovation équipe	18
	Direction architecture patrimoine	226
	Direction commande publique responsable	33
	Direction communication	38
	Direction finances	38
	Direction numérique systèmes informations	137
	Direction ressources humaines	159
	Direction ressources logistiques	333
	SAGR AHTI	19
DGA Transformation Démocratique Europe Territoire et Prévention	DGA Transformation Démocratique Europe TerritoireP	4
	Direction intercommunalité	7
	Direction participation citoyenne	14
	Direction réglementation urbaine	61
	Direction relations européennes internationales	30
	Direction sécurités prévention**	317
	Direction territoires	67
	SAGR TDETP	20
DGA Transformation Écologique et Économique	DGA Transformation Écologique et Économique	5
	Direction développement économique et attractivité	56
	Direction eau et risques environnementaux	328
	Direction espaces publics naturels	642
	Direction mobilités	63
	Direction propreté et gestion des déchets	867
	Direction transitions énergie climat	38
	Direction urbanisme territoires	220
DGA Transformation Sociale et Sociétale	DGA Transformation Sociale et Sociétale	6
	Direction culture	903
	Direction enfance éducation	1 474
	Direction évènements vie associative	54
	Direction population élections cultes	189
	Direction solidarités santé jeunesse	544
	Direction sports	331
	Mission droits des femmes égalité de genres	3
Direction générale des services	Direction générale des Services	1
	Secrétariat général	30
	Service protocole	22
	Administration direction générale	8
	Affectations périphériques	5
	Affectations périphériques DRH*	16
	Cabinet eurométropole	56
	Total général	**7 389**

** Correspond à des postes sans affectation (chargés de mission, GIP Maison Sport Santé de Strasbourg)*

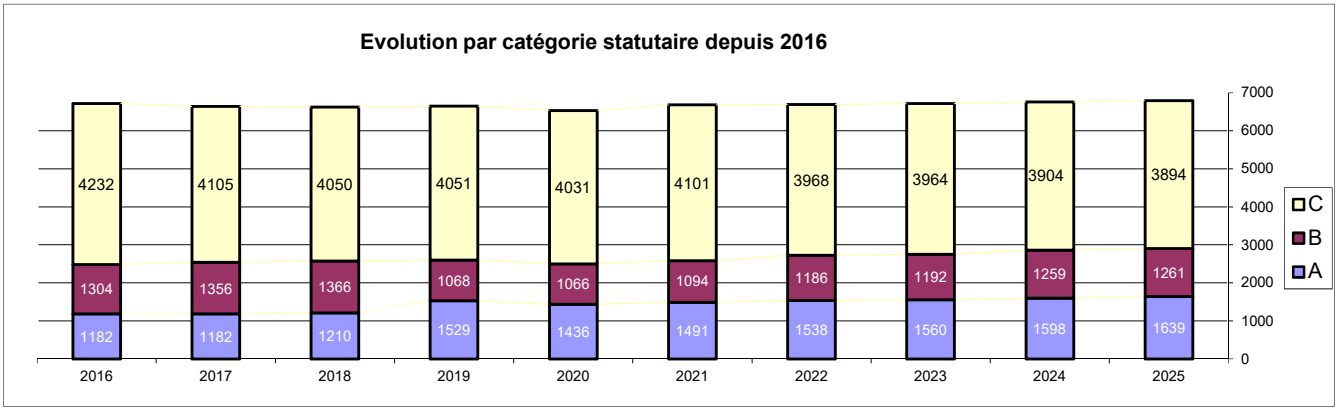
***La direction sécurités prévention regroupe depuis 2025 la direction sécurité, le service prévention urbaine et le SIRAC*

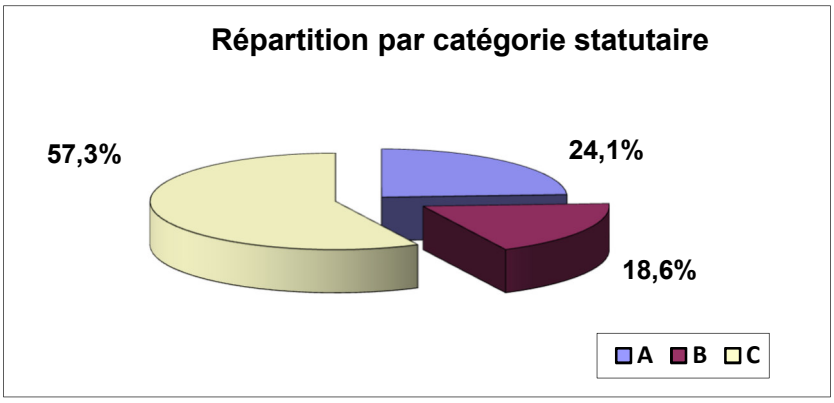
2.1.1.3 Répartition du personnel permanent en 2025

2.1.1.3.1 Répartition par catégorie hiérarchique

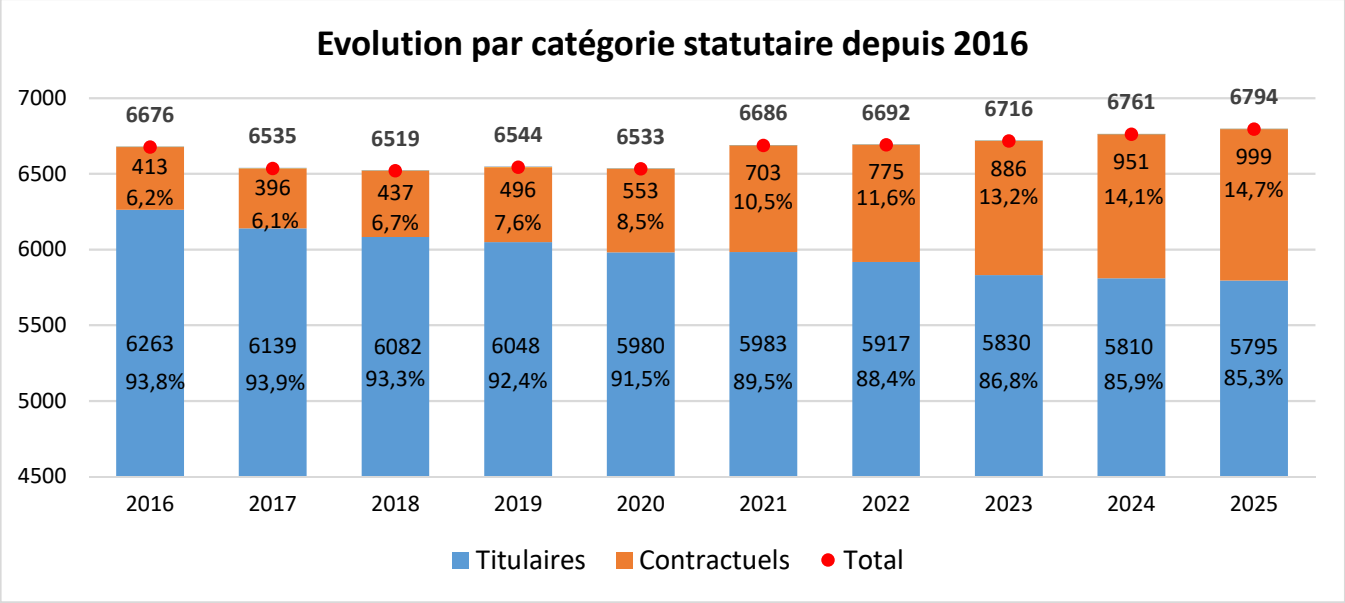
2.1.1.3.1.1 Répartition par catégorie hiérarchique et statut

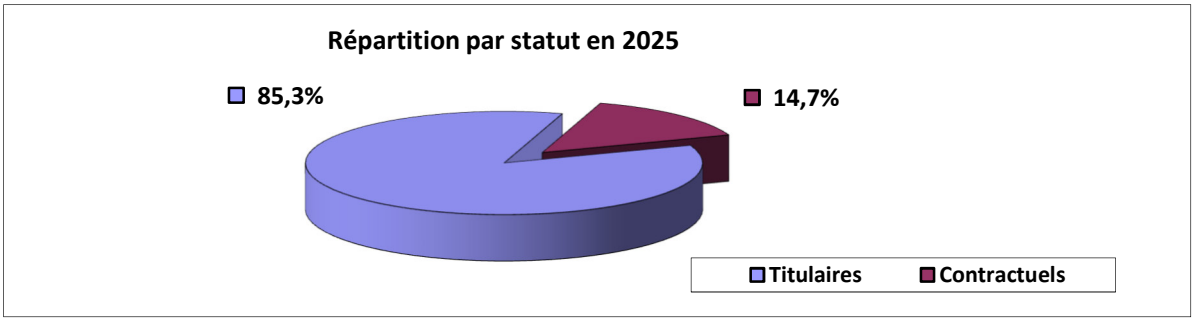
Catégorie	Titulaire	Contractuel·le	dont VTE	dont BDS	dont CDI	Total	soit en %
A	1 206	433	29	287	96	1 639	24,12%
B	936	325	64	225	17	1 261	18,56%
C	3 653	241	51	44	9	3 894	57,32%
Total	5 795	999	144	556	122	6 794	100%
Soit en %	*85,30*	*14,70*	*2,12*	*8,18*	*1,80*	*100,00*	
Soit Equivalent temps plein	*5 639,16*	*973,26*	*139,68*	*548,10*	*119,40*	*6 612,42*	

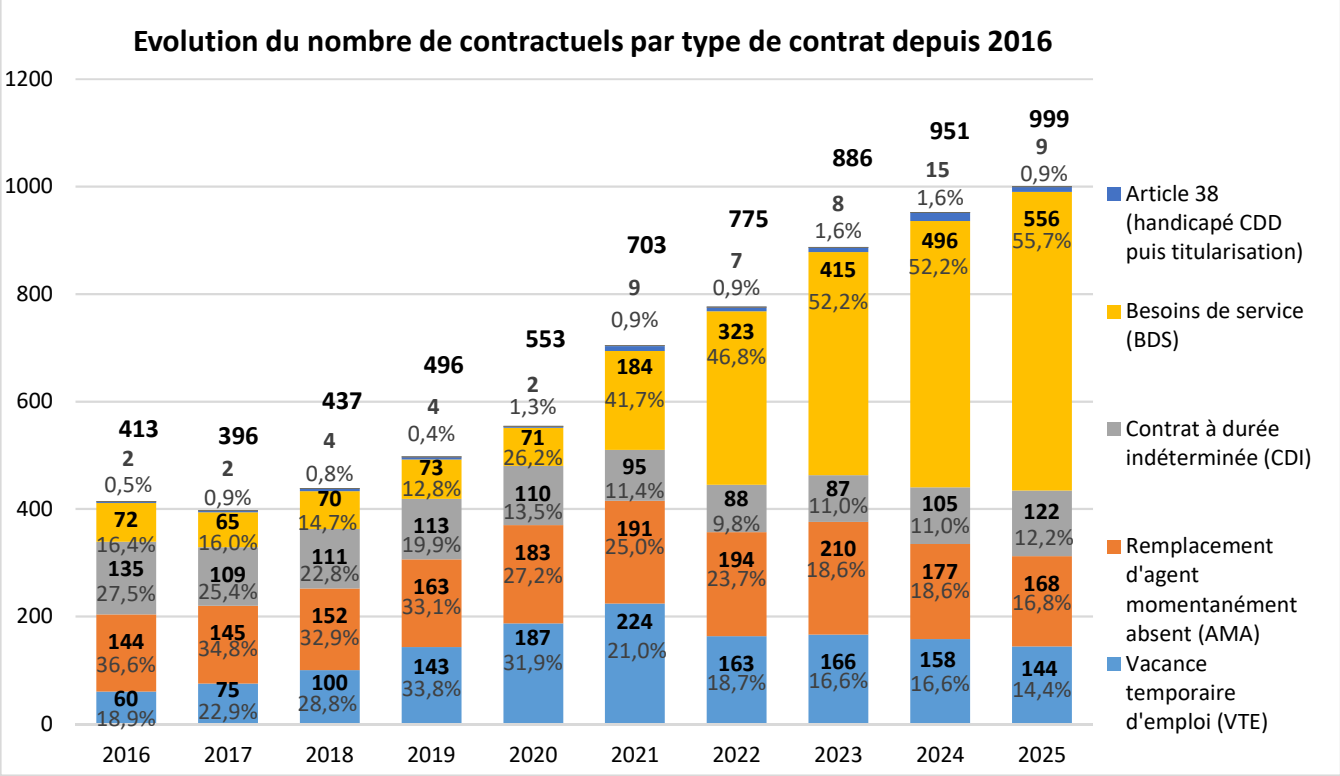




Nombre d'agent·es permanent·es	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Titulaires	6263	6139	6082	6048	5980	5983	5917	5830	5810	5795
Contractuels	413	396	437	496	553	703	775	886	951	999
Total	**6676**	**6535**	**6519**	**6544**	**6533**	**6686**	**6692**	**6716**	**6761**	**6794**


Evolution par catégorie statutaire depuis 2016
7000
6500
6000
5500
5000
4500
6676
413
6,2%
6263
93,8%
6535
396
6,1%
6139
93,9%
6519
437
6,7%
6082
93,3%
6544
496
7,6%
6048
92,4%
6533
553
8,5%
5980
91,5%
6686
703
10,5%
5983
89,5%
6692
775
11,6%
5917
88,4%
6716
886
13,2%
5830
86,8%
6761
951
14,1%
5810
85,9%
6794
999
14,7%
5795
85,3%
2016
2017
2018
2019
2020
2021
2022
2023
2024
2025
Titulaires
Contractuels
Total


Répartition par statut en 2025
85,3%
14,7%
Titulaires
Contractuels


Evolution du nombre de contractuels par type de contrat depuis 2016
1200
1000
800
600
400
200
0
2016
413
2
0,5%
72
16,4%
135
27,5%
144
36,6%
60
18,9%
2017
396
2
0,9%
65
16,0%
109
25,4%
145
34,8%
75
22,9%
2018
437
4
0,8%
70
14,7%
111
22,8%
152
32,9%
100
28,8%
2019
496
4
0,4%
73
12,8%
113
19,9%
163
33,1%
143
33,8%
2020
553
2
1,3%
71
26,2%
110
13,5%
183
27,2%
187
31,9%
2021
703
9
0,9%
184
41,7%
95
11,4%
191
25,0%
224
21,0%
2022
775
7
0,9%
323
46,8%
88
9,8%
194
23,7%
163
18,7%
2023
886
8
1,6%
415
52,2%
87
11,0%
210
18,6%
166
16,6%
2024
951
15
1,6%
496
52,2%
105
11,0%
177
18,6%
158
16,6%
2025
999
9
0,9%
556
55,7%
122
12,2%
168
16,8%
144
14,4%
Article 38 (handicapé CDD puis titularisation)
Besoins de service (BDS)
Contrat à durée indéterminée (CDI)
Remplacement d'agent momentanément absent (AMA)
Vacance temporaire d'emploi (VTE)

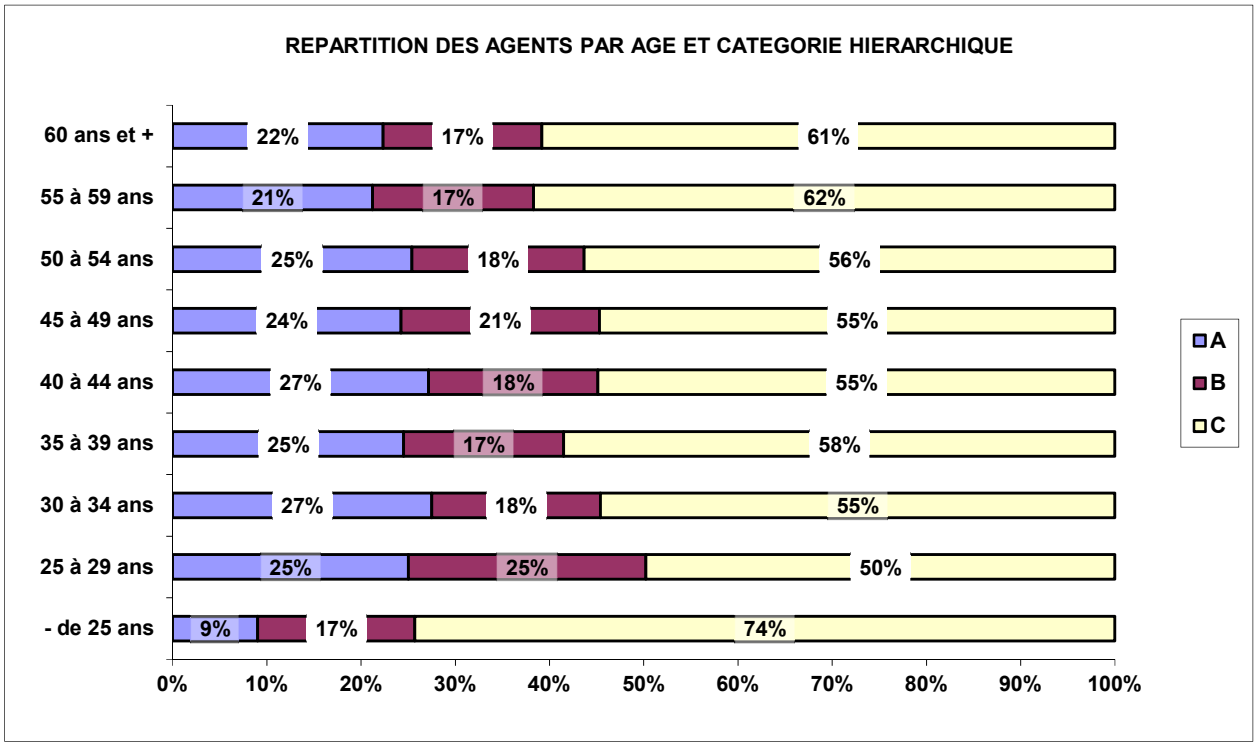
2.1.1.3.1.2 Répartition par catégorie hiérarchique et par âge

Age	A	B	C	Total	Total
- de 25 ans	13	24	107	144	2,1%
25 à 29 ans	113	114	225	452	6,7%
30 à 34 ans	146	95	290	531	7,8%
35 à 39 ans	192	133	458	783	11,5%
40 à 44 ans	237	157	479	873	12,8%
45 à 49 ans	245	213	553	1 011	14,9%
50 à 54 ans	296	213	657	1 166	17,2%
55 à 59 ans	234	189	681	1 104	16,2%
60 ans et +	163	123	444	730	10,7%
TOTAL AGENTS	1 639	1261	3894	6794	100%

L'âge moyen dans l'administration en 2025 est de 46 ans et 3 mois. Il était de 46 ans et 2 mois en 2024. L'âge médian est de 47 ans en 2025 (47 ans en 2024).

Les moyennes par catégorie hiérarchique s'établissent ainsi :

Agent·es de catégorie A = 46 ans et 1 mois
Agent·es de catégorie B = 45 ans et 8 mois
Agent·es de catégorie C = 46 ans et 7 mois



2.1.1.3.2 Répartition par filière

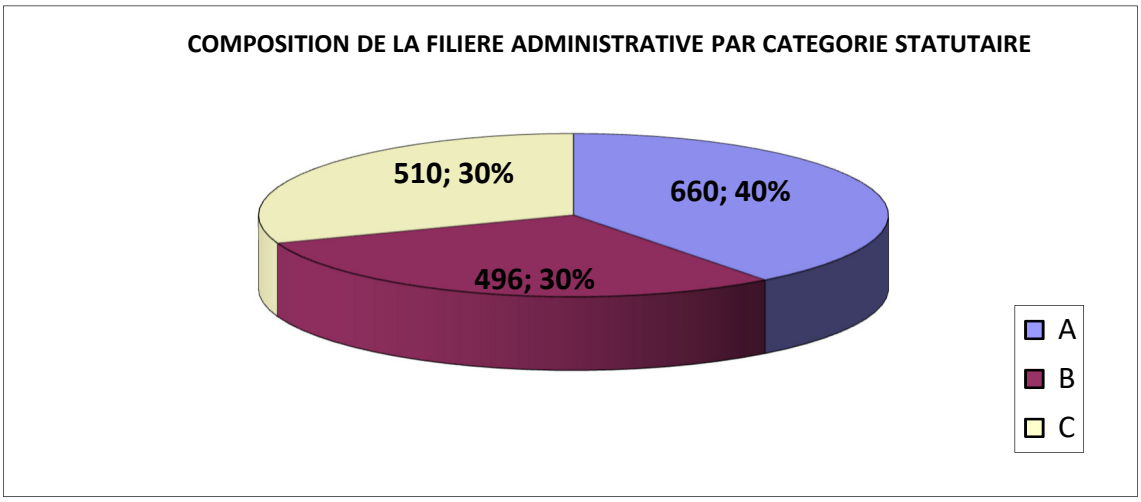
2.1.1.3.2.1 Répartition par filière, par catégorie hiérarchique et par grade

2.1.1.3.2.1.1 Filière administrative

	Filière administrative	*Titulaire*	*Contractuel·le*	*Total*	*Femme*	*Homme*	*% **
A	Directeur général	1		1		1	0,1%
	Directeur général adjoint	5		5	2	3	0,3%
	Administrateur hors classe	4	4	8	3	5	0,5%
	Administrateur	9	2	11	7	4	0,7%
	Attaché Hors classe	22	1	23	11	12	1,4%
	Directeur Territorial	13	3	16	7	9	1,0%
	Attaché principal	177	30	207	137	70	12,4%
	Attaché Territorial	225	164	389	302	87	23,3%
	Total A en nombre d'agent·es	456	204	660	469	191	39,6%
	Total A en ETP	450,20	202,20	652,40	461,70	190,70	39,76%
B	Rédacteur Principal 1ère cl	151	3	154	130	24	9,2%
	Rédacteur Principal 2ème cl.	73	10	83	68	15	5,0%
	Rédacteur Territorial	126	133	259	205	54	15,5%
	Total B en nombre d'agent·es	350	146	496	403	93	29,8%
	Total B en ETP	344,40	144,50	488,90	396,00	92,90	29,80%
C	Adjoint adm principal 1ère cl	325		325	283	42	19,5%
	Adjoint adm principal 2ème cl	85	3	88	74	14	5,3%
	Adjoint administratif	93	4	97	79	18	5,8%
	Total C en nombre d'agent·es	503	7	510	436	74	30,6%
	Total C en ETP	492,40	7,00	499,40	426,50	72,90	30,44%
	Total Administrative en nombre d'agent·es	1309	357	1666	1308	358	100%
	Total ETP	1287,00	353,7	1640,7	1284,2	356,5	100%

- *Pourcentage par rapport au nombre total d'agent·es présent·es dans la filière*

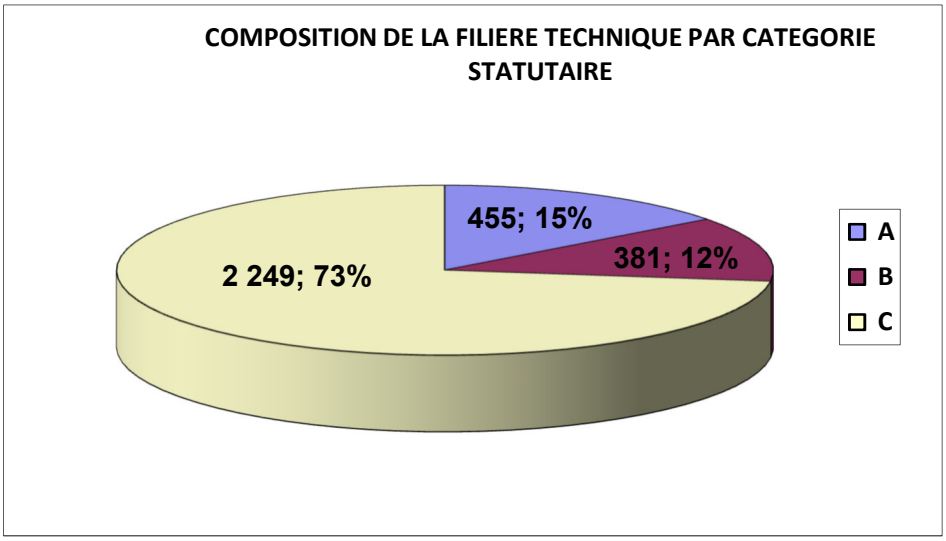
À noter, les effectifs de contractuel·les mentionnés intègrent les agent·es en CDI.



2.1.1.3.2.1.2 Filière technique

	Filière technique	Titulaire	Contractuel·le	Total	Femme	Homme	% *
A	Ingénieur général	1		1		1	0,0%
	Ingénieur chef hors classe	8	2	10	1	9	0,3%
	Ingénieur en chef	16		16	8	8	0,5%
	Ingénieur hors classe	6	1	7	3	4	0,2%
	Ingénieur principal	193	22	215	93	122	6,9%
	Ingénieur	118	104	222	98	124	7,1%
	Total A en nombre d'agent·es	342	129	471	203	268	15,2%
	Total A en ETP	336,70	127,80	464,50	197,70	266,80	15,28%
B	Technicien principal 1è Cl	113	4	117	26	91	3,8%
	Technicien principal 2è Cl	102	84	186	42	144	6,0%
	Technicien territorial	53	29	82	10	72	2,6%
	Total B en nombre d'agent·es	268	117	385	78	307	12,4%
	Total B en ETP	266,00	116,50	382,50	77,30	305,20	12,6%
C	Agent de maîtrise principal	424	6	430	31	399	13,8%
	Agent de maîtrise	156	19	175	23	152	5,6%
	Adjoint techn. princ 1è cl	762	3	765	191	574	24,6%
	Adjoint techn. princ 2è cl	226	3	229	78	151	7,4%
	Adjoint technique	586	66	652	191	461	21,0%
	Total C en nombre d'agents	2 154	97	2 251	514	1737	72,4%
	Total C en ETP	2103,89	88,20	2 192,09	462,69	1729,40	72,13%
	Total Technique en nombre d'agent·es	2 764	343	3 107	795	2 312	100%
	Total ETP	2 706,59	332,50	3 039,09	737,69	2 301,40	100%

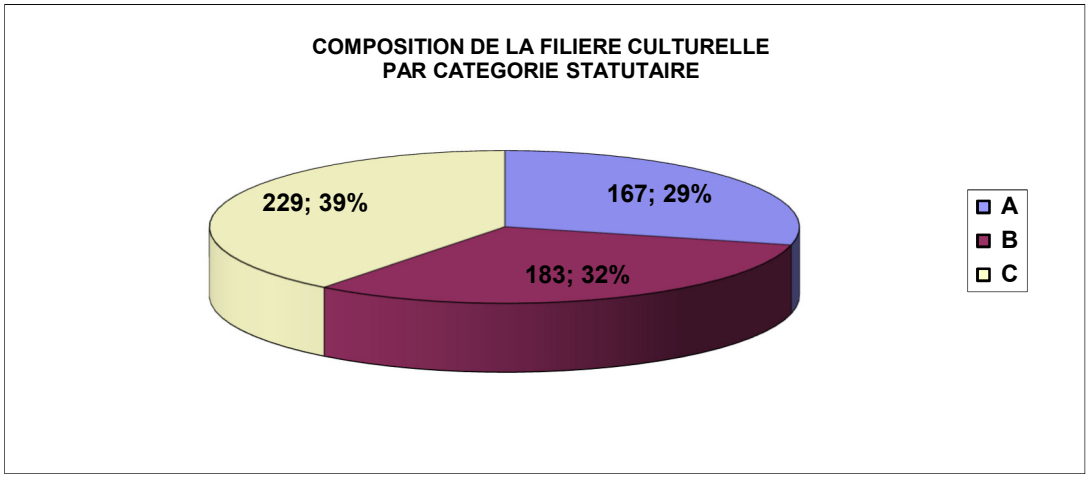
* *Pourcentage par rapport au nombre total d'agent·es présent·es dans la filière*



2.1.1.3.2.1.3 Filière culturelle

	Filière culturelle	Titulaire	Contractuel·le	Total	Femme	Homme	% *
A	Conservateur en Chef Patrim.	11		11	6	5	1,9%
	Conservateur du patrimoine	3	2	5	3	2	0,9%
	Conservateur Bibl. Chef	7		7	4	3	1,2%
	Conservateur Bibli.	4		4	2	2	0,7%
	Attaché Conservat. Ppal Patrimoine	15		15	10	5	2,6%
	Attaché Conservat. Patrimoine	15	9	24	17	7	4,1%
	Bibliothécaire principal	12		12	11	1	2,1%
	Bibliothécaire Territorial	8	1	9	9		1,5%
	Directeur d'établissement d'enseignement artistique de 1ère catégorie	1		1		1	0,2%
	Professeur Enseig. Art. H. Cl.	52	7	59	25	34	10,1%
	Professeur Enseig. Art. Cl. N.	15	7	22	10	12	3,8%
	Total A en nombre d'agent·es	143	26	169	97	72	28,9%
	Total A en ETP	137,56	23	160,56	93,82	66,74	29,14%
B	Assist. Conserv princ. 1ere cl.	67		67	52	15	11,5%
	Assist. Conserv princ. 2eme cl.	38	1	39	31	8	6,7%
	Assistant de conservation	25	6	31	22	9	5,3%
	Assistants Ens Art princ.1ere cl.	20	3	23	14	9	3,9%
	Assistants Ens Art princ.2eme cl.	7	12	19	10	9	3,3%
	Assistants Ens Art	4	3	7	3	4	1,2%
	Total B en nombre d'agent·es	161	25	186	132	54	31,8%
	Total B en ETP	154,45	23,60	178,05	126,10	51,95	32,313%
C	Adjoint pat principal 1ère cl	115		115	81	34	19,7%
	Adjoint pat principal 2ème cl	42	2	44	31	13	7,5%
	Adjoint patrimoine	60	10	70	46	24	12,0%
	Total C en nombre d'agent·es	217	12	229	158	71	39,2%
	Total C en ETP	202,30	10,10	212,40	147,40	65,00	38,55%
	Total Culturel en nombre d'agent·es	521	63	584	387	197	100%
	Total ETP	494,31	56,70	551,01	367,32	183,69	100%

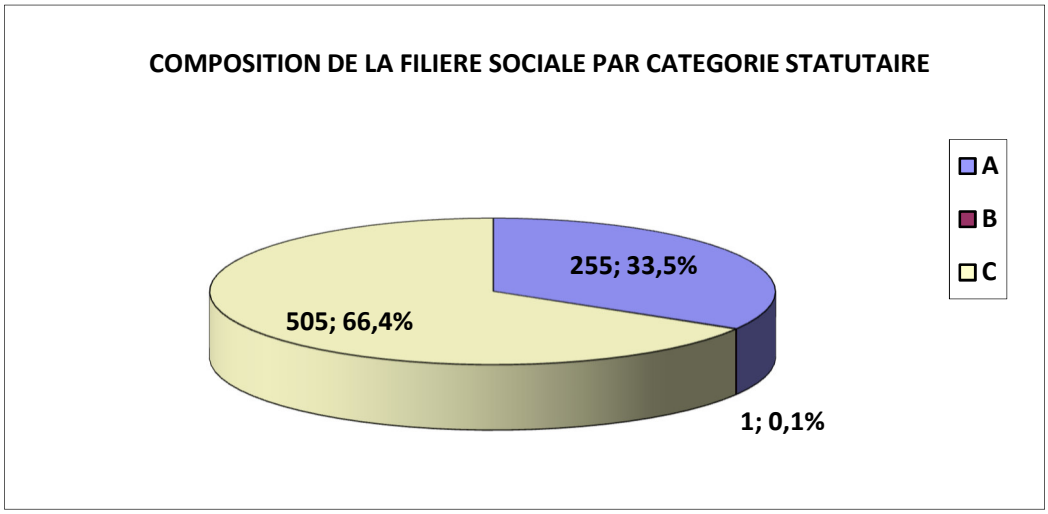
** Pourcentage par rapport au nombre total d'agent·es présent·es dans la filière*



2.1.1.3.2.1.4 Filière sociale

	Filière sanitaire-sociale	*Titulaire*	*Contractuel·le*	*Total*	*Femme*	*Homme*	*% **
A	Conseiller supérieur socio-éd	2		2	2		0,3%
	Conseiller socio-éducatif		3	3	2	1	0,4%
	Educateur jnes enfts cl exc A	62		62	61	1	8,1%
	Educateur jeunes enfants	13	11	24	22	2	3,2%
	Assistant socio-éd cl except A	73	1	74	64	10	9,7%
	Assistant socio-éducatif	43	47	90	82	8	11,8%
	Total A en nombre d'agent·es	193	62	255	233	22	33,5%
	Total A en ETP	186,40	61,60	248,00	226,30	21,70	33,24%
B	Moniteur éduc interv fam princ			0			0,0%
	Moniteur éduc interv familial		1	1	1		0,1%
	Total B en nombre d'agent·es	0	1	1	1	0	0,1%
	Total B en ETP	0,00	1,00	1,00	1,00	0,00	0,1%
C	ATSEM principal 1ère classe	233	1	234	234		30,7%
	ATSEM principal 2ème classe	117	93	210	206	4	27,6%
	Agent social principal 1è cl	17		17	6	11	2,2%
	Agent social principal 2ème cl	11	1	12	9	3	1,6%
	Agent social	25	7	32	25	7	4,2%
	Total C en nombre d'agent·es	403	102	505	480	25	66,4%
	Total C en ETP	395,00	102,00	497,00	472,00	25,00	66,6%
	Total Sanitaire Sociale nombre d'agent·es	596	165	761	714	47	100,0%
	Total ETP	581,40	164,60	746,00	699,30	46,70	100,0%

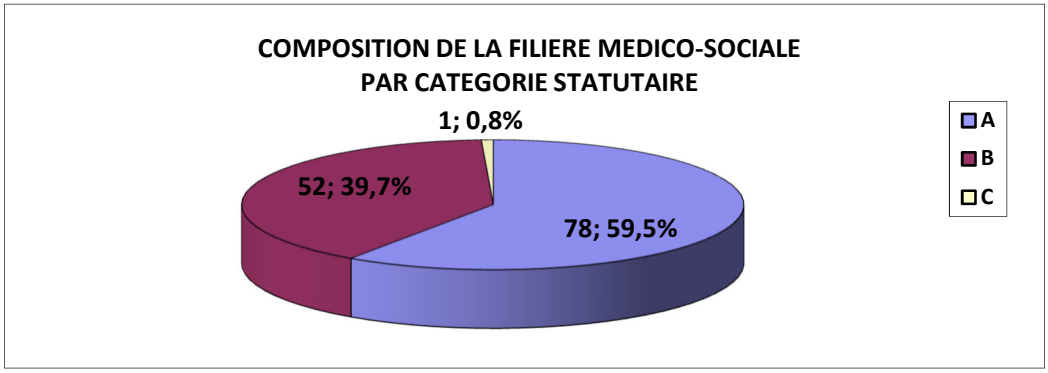
* *Pourcentage par rapport au nombre total d'agent·es présent·es dans la filière*



2.1.1.3.2.1.5 Filière médico-sociale

	Filière sanitaire-sociale	*Titulaire*	*Contractuel·le*	*Total*	*Femme*	*Homme*	*% **
A	Médecin Hors classe	4		4	4		3,1%
	Médecin de 1ère classe	6	3	9	6	2	6,9%
	Médecin 2ème Classe	3	3	6	7		4,6%
	Psychologue Hors classe	5		5	4		3,8%
	Psychologue	2	1	3	3		2,3%
	Sage-femme hors classe	3		3	3		2,3%
	Cadre de santé	2		2	3		1,5%
	Puéricultrice hors classe	10		10	12		7,6%
	Puéricultrice	16	2	18	15	1	13,7%
	Infirmier soins gx hors classe	11		11	9	2	8,4%
	Infirmier soins gx	6	1	7	6	1	5,3%
	Total A en nombre d'agent·es	68	10	78	72	6	59,5%
	Total A en ETP	64,36	9,00	73,36	67,36	6,00	59,18%
B	Auxiliaire de puériculture classe sup.	31		31	31		23,7%
	Auxiliaire de puériculture classe norm.	8	13	21	21		16,0%
	Total B en nombre d'agent·es	39	13	52	52	0	39,7%
	Total B en ETP	36,80	12,80	49,60	49,60	0,00	40,0%
	Auxiliaire de soins principal de 2ème		1	1	1		0,8%
	Total C en nombre d'agent·es	0,00	1,00	1,00	1,00	0,00	0,8%
	Total C en ETP	0,00	1,00	1,00	1,00	0,00	0,8%
	Total Sanitaire Sociale nombre d'agent·es	286	23	131	124	6	100,0%
	Total ETP	101,16	22,80	123,96	117,96	6,00	100,0%

** Pourcentage par rapport au nombre total d'agent·es présent·es dans la filière*



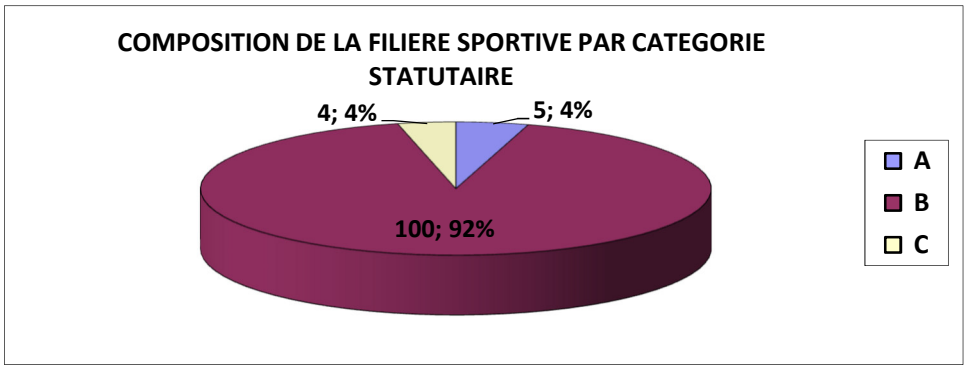
2.1.1.3.2.1.6 Filière médico-technique

	Filière médico-technique	*Titulaire*	*Contractuel·le*	*Total*	*F*	*H*	% *
A	Pédicures pod ergothérapeutes psychomotricien orthoptiste tech labo manip. h cl	-	1	1	1	-	100,0%
	Pédicures pod ergothérapeutes psychomotricien orthoptiste tech labo manip prép	-	1	1	1	-	100,0%
	Total Médico_tech en nombre d'agent·es	0	2	2	2	0	100,0%
	Total ETP	0	2,00	2,00	2,00	0,00	100,00%

2.1.1.3.2.1.7 Filière sportive

	Filière Sportive	Titulaire	Contractuel·le	Total	Femme	Homme	% *
A	Conseiller Territorial APS ppal	1		1	1		0,9%
	Conseiller Territorial APS	3		3		3	2,8%
	Total A en nombre d'agent·es	4	0	4	1	3	3,8%
	Total A en ETP	4,00	0,00	4,00	1,00	3,00	3,81%
B	Éducateur APS ppal 1ere cl	55		55	20	35	51,9%
	Éducateur APS ppal 2eme cl	10		10	4	6	9,4%
	Éducateur APS	19	14	33	14	19	31,1%
	Total B en nombre d'agent·es	84	14	98	38	60	92,5%
	Total B en ETP	83,30	13,80	97,10	37,10	60,00	92,39%
C	Opérateur Act. Sportives Ppal	4		4	2	2	3,8%
	Total C en nombre d'agent·es	4	0	4	2	2	3,8%
	Total C en ETP	4,00	0,00	4,00	2,00	2,00	3,81%
	Total Activité Phys. Sport. nbre agent·es	92	14	106	41	65	100%
	Total ETP	91,30	13,80	105,10	40,10	65,00	100%

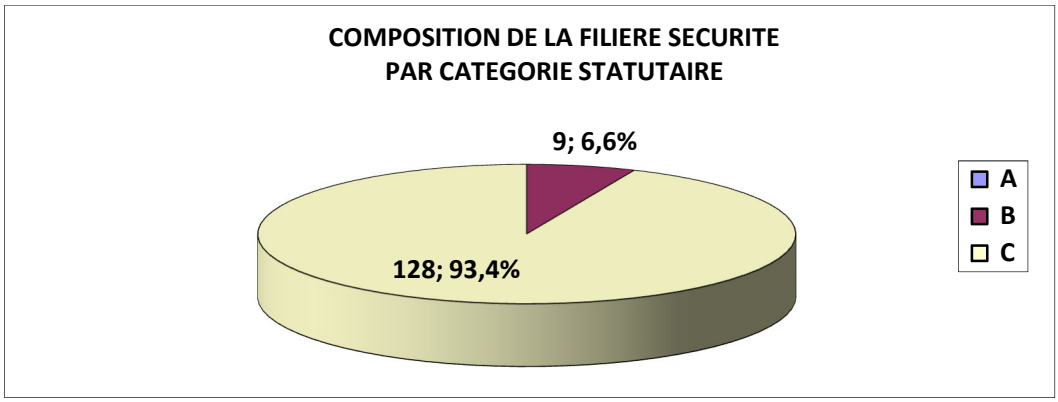
** Pourcentage par rapport au nombre total d'agent·es présent·es dans la filière*



2.1.1.3.2.1.8 Filière sécurité

	Filière sécurité	Titulaire	Contractuel·le	Total	Femme	Homme	% *
A	Directeur principal police municipale			0			0,0%
	Total A en nombre d'agent·es	0	0	0	0	0	0,0%
	Total A en ETP	0	0	0	0	0	0,0%
B	Chef serv. Principal 1ère cl	3		3	2	1	2,2%
	Chef de service police municipale	6		6	1	5	4,4%
	Total B en nombre d'agent·es	9	0	9	3	6	6,6%
	Total B en ETP	9	0	9	3	6	6,58%
	Chef police municipale (prov)	1		1		1	0,7%
C	Brigadier chef principal	109		109	30	79	79,6%
	Gardien-brigadier	18		18	8	10	13,1%
	Total C en nombre d'agent·es	128	0	128	38	90	93,4%
	Total C en ETP	127,80		127,80	37,80	90,00	93,4%
	Total Police Municipale nombre d'agent·es	137	0	137	41	96	100%
	Total ETP	136,80	0,00	136,80	40,80	96,00	100%

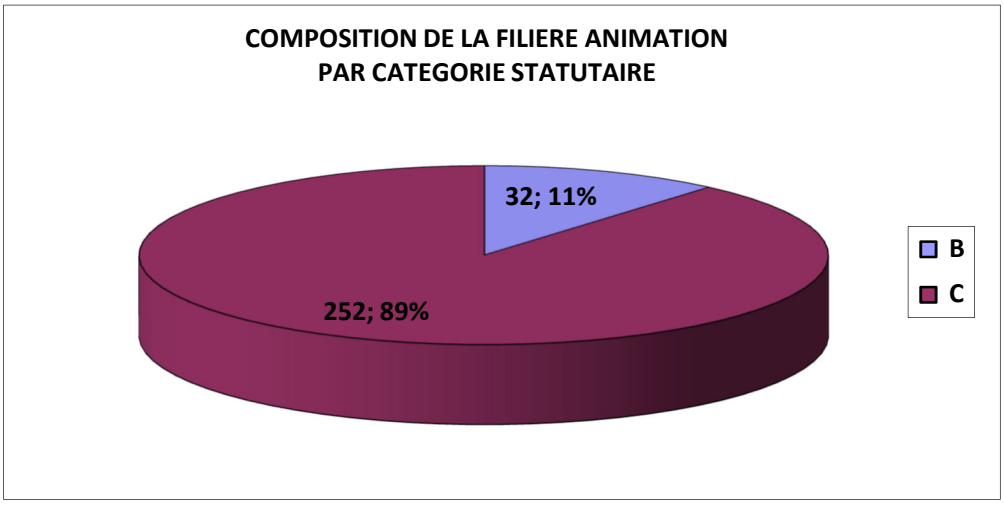
** Pourcentage par rapport au nombre total d'agent·es présent·es dans la filière*



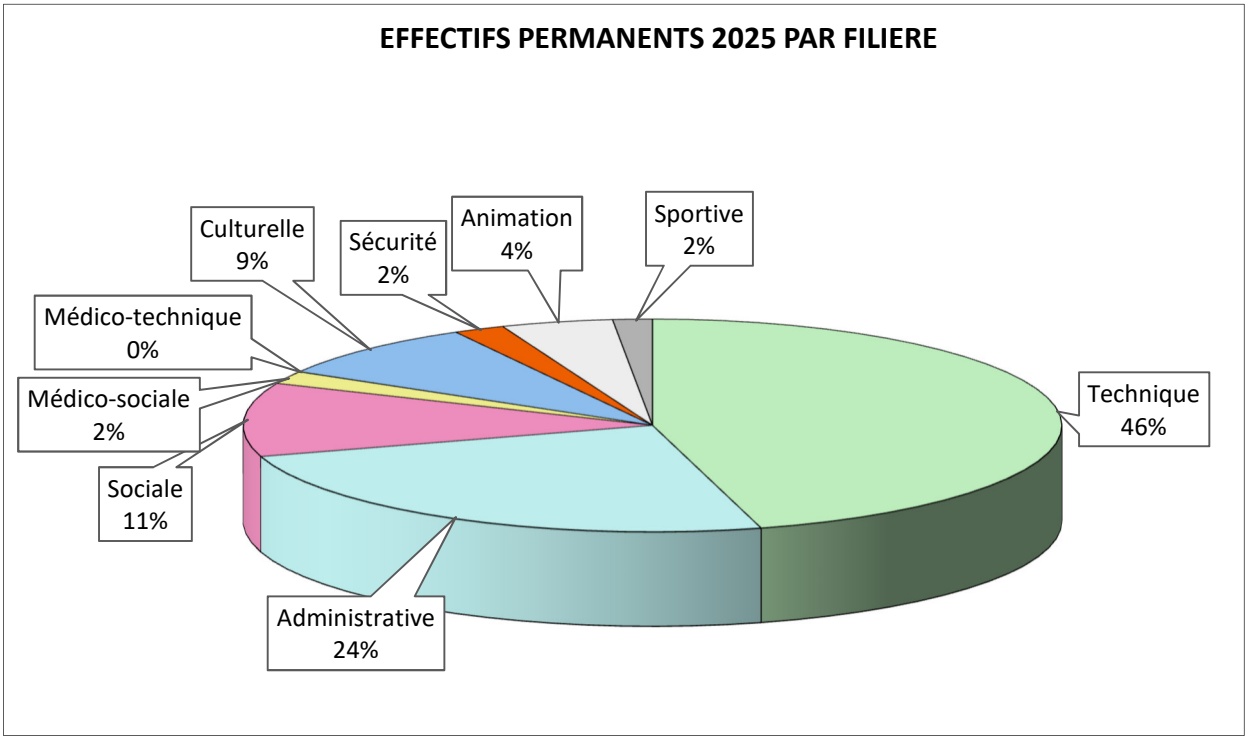
2.1.1.3.2.1.9 Filière animation

	Filière animation	*Titulaire*	*Contractuel·le*	*Total*	*Femme*	*Homme*	*% **
B	Animateur Principal 1ère cl	3		3	1	2	1,0%
	Animateur Principal 2ème cl	8	2	10	7	3	3,3%
	Animateur	14	7	21	15	6	7,0%
	Total B en nombre d'agent·es	25	9	34	23	11	11,3%
	Total B en ETP	24,40	9,00	33,40	22,60	10,80	12,5%
C	Adjoint anim principal 1ère cl	32		32	21	11	10,7%
	Adjoint anim principal 2ème cl	92		92	73	19	30,7%
	Adjoint animation	120	22	142	109	33	47,3%
	Total C en nombre d'agent·es	244	22	266	203	63	88,7%
	Total C en ETP	216,20	18,16	234,36	176,88	57,48	87,5%
	Total Animation en nombre d'agent·es	269	31	300	226	74	100%
	Total ETP	240,60	27,16	267,76	199,48	68,28	100%

** Pourcentage par rapport au nombre total d'agent·es présent·es dans la filière*



2.1.1.3.2.1.10 Bilan synthétique



Évolution du nombre d'agent·es

Filière	Nombre d'agent·es permanent·es 2024	soit en %	Nombre d'agent·es permanent·es 2025	soit en %	F en %	H en %	Écart du nombre d'agent·es 2024-2025
Technique	3 085	45,63%	3 107	45,73%	25,43%	74,39%	22
Administrative	1 646	24,35%	1 666	24,52%	78,19%	21,81%	20
Sociale	784	11,60%	761	11,20%	94,52%	5,48%	-23
Médico-sociale	129	1,91%	131	1,93%	94,57%	5,43%	2
Médico-technique	1	0,01%	2	0,03%	100,00%	0,00%	1
Culturelle	578	8,55%	584	8,60%	64,88%	35,12%	6
Sécurité	145	2,14%	137	2,02%	28,97%	71,03%	-8
Animation	284	4,20%	300	4,42%	75,35%	24,65%	16
Sportive	109	1,61%	106	1,56%	34,86%	65,14%	-3
TOTAL	6 761	100,00%	6 794	100,00%	53,14%	46,38%	33

Évolution du nombre d'ETP

Filière	Nombre d'ETP en 2024	soit en %	Nombre d'ETP en 2025	soit en %	F en %	H en %	Écart d'ETP 2024-2025
Technique	3 035,69	46,07	3 039,09	45,96	24,68%	75,32%	3,40
Administrative	1 621,10	24,60	1 640,70	24,81	77,95%	22,05%	19,60
Sociale	768,90	11,67	746,00	11,28	94,45%	5,55%	-22,90
Médico-sociale	121,46	1,84	123,96	1,87	94,48%	5,52%	2,50
Médico-technique	1,00	0,02	2,00	0,01	100,00%	0,00%	1,00
Culturelle	547,51	8,31	551,01	8,33	65,22%	34,78%	3,50
Sécurité	144,80	2,20	136,80	2,07	28,87%	71,13%	-8,00
Animation	240,76	3,65	267,76	4,05	74,16%	25,84%	27,00
Sportive	107,70	1,63	105,10	1,59	34,26%	65,74%	-2,60
TOTAL	6 588,92	100,00	6 612,42	100,00	52,46%	47,18%	23,50

2.1.1.3.3 Répartition par genre et par filière

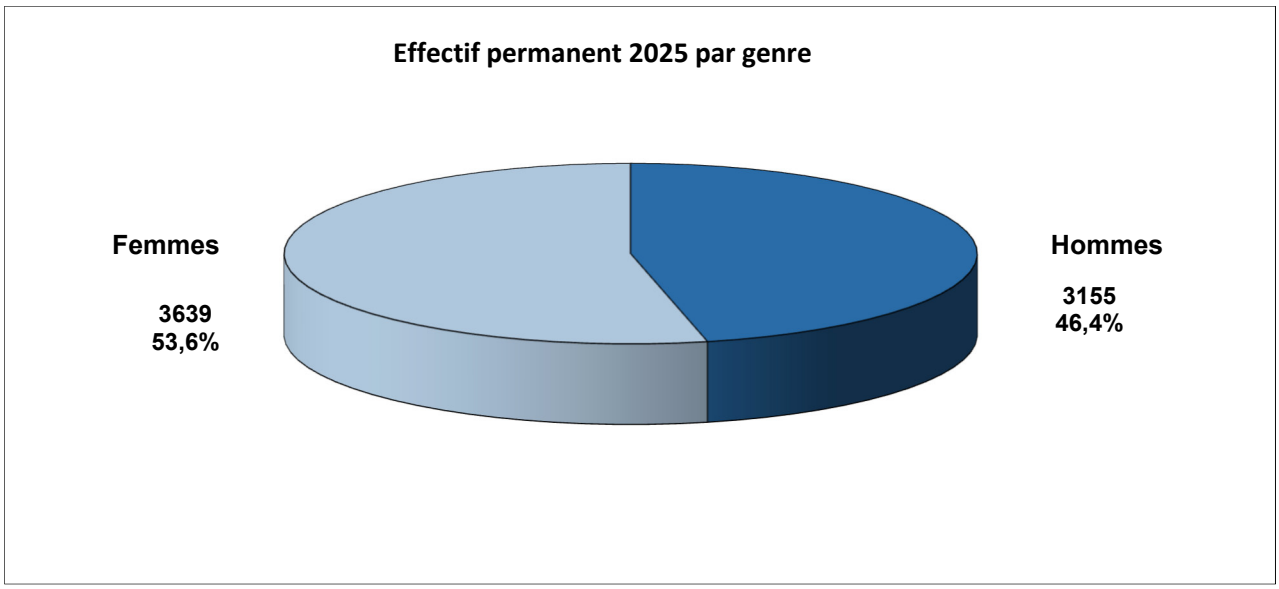
- Les filières les plus féminisées sont :
  1) La filière sociale = 94,52%
  2) La filière médico-sociale = 94,57%
  3) La filière administrative = 78,19%
  4) La filière animation = 75,35%
  5) La filière culturelle = 64,88%
- Les filières les plus masculinisées sont :
  1) La filière technique = 74,39%
  2) La filière sécurité = 71,03%
  3) La filière sportive = 65,14%

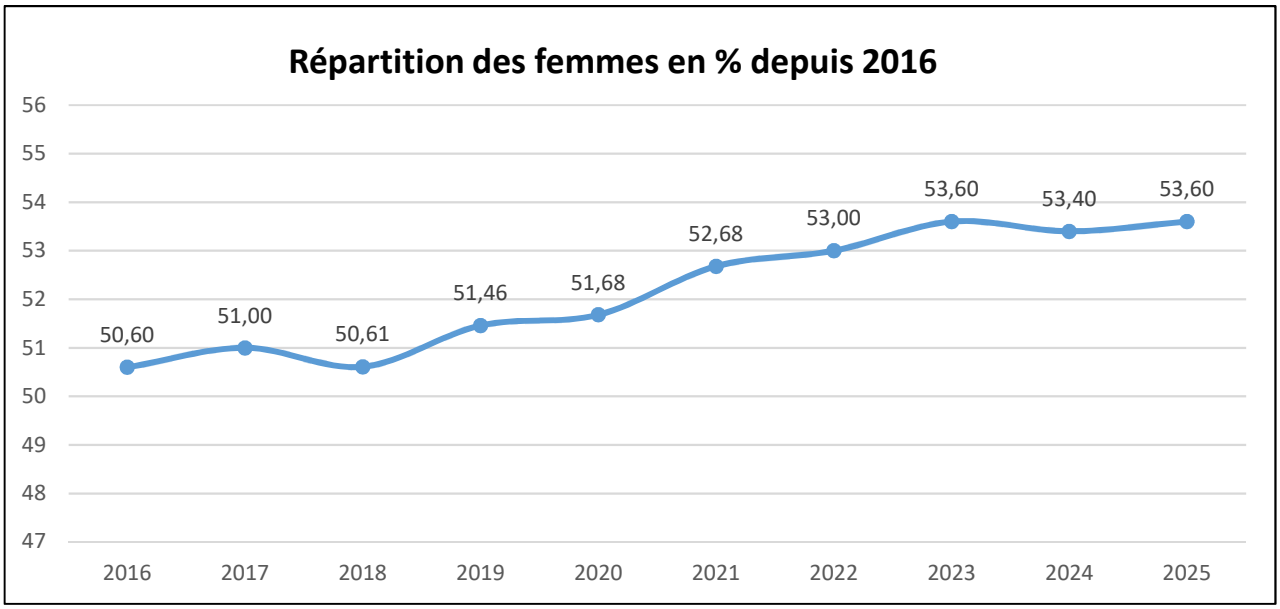
Tableau synthétique par filière, par catégorie hiérarchique et par genre (en %)

	A		B		C	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Administrative	71,1	28,9	81,3	18,8	85,5	14,5
Technique	43,1	56,9	20,3	79,7	22,8	77,2
Culturelle	57,4	42,6	71,0	29,0	69,0	31,0
Sociale	91,4	8,6	100,0	0,0	95,0	5,0
Médico-sociale	92,3	7,7	100,0	0,0	100,0	0,0
Médico-technique	100,00	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sportive	25,0	75,0	38,8	61,2	50,0	50,0
Sécurité	0,0	0,0	33,3	66,7	29,7	70,3
Animation	0,0	0,0	67,6	32,4	76,3	23,7
Total	**65,7**	**34,3**	**57,9**	**42,1**	**47,0**	**53,0**

2.1.1.3.4 Répartition par genre et par âge

Le personnel féminin représente **53,6 %** de l'effectif global permanent (6 794) en 2025.

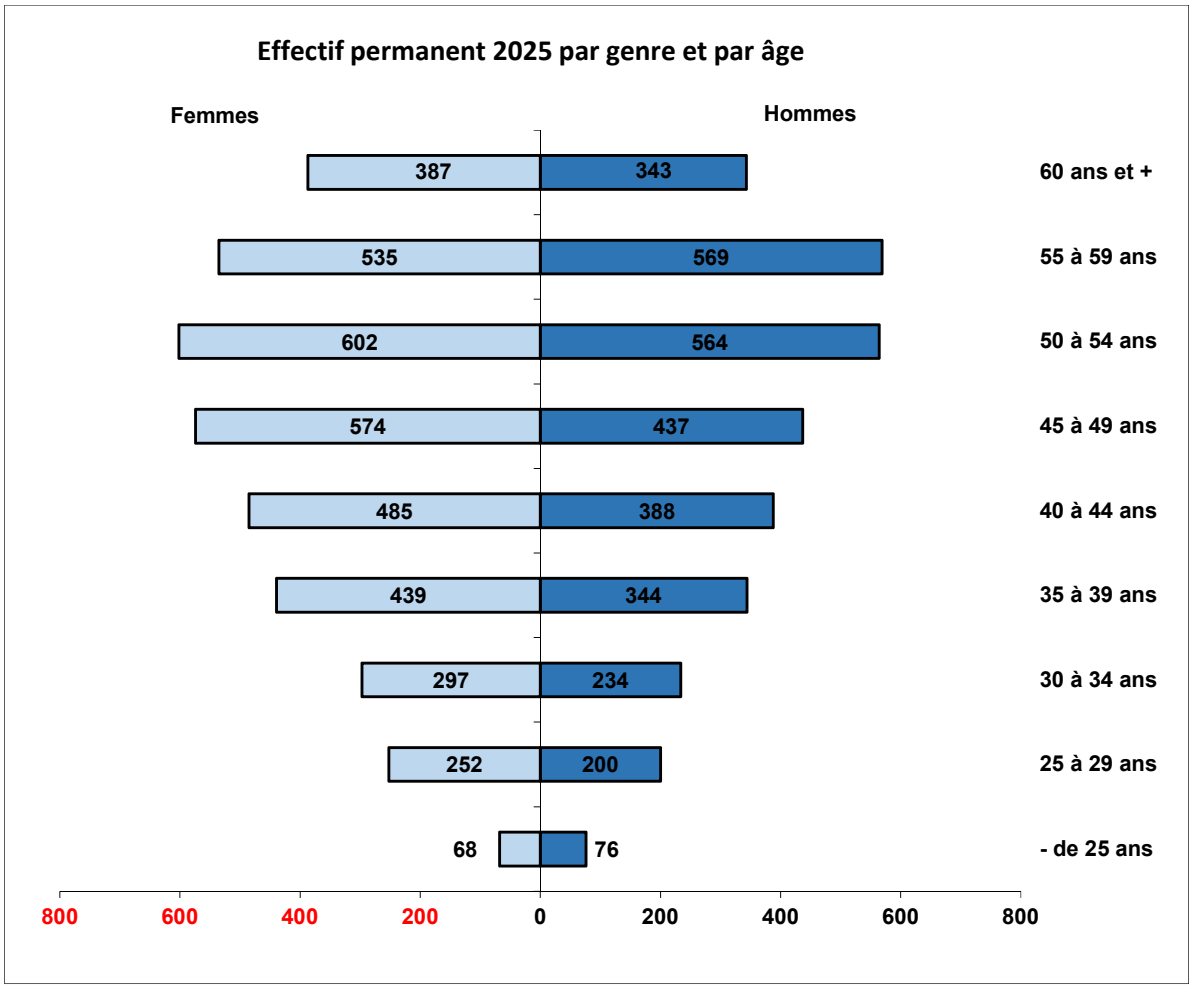




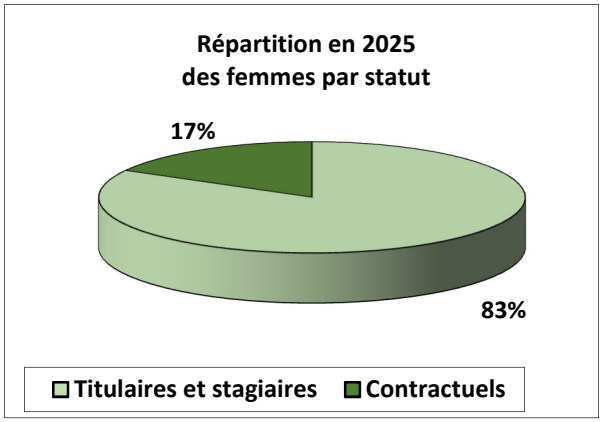
L'âge moyen en 2025 est de 46 ans et 3 mois.

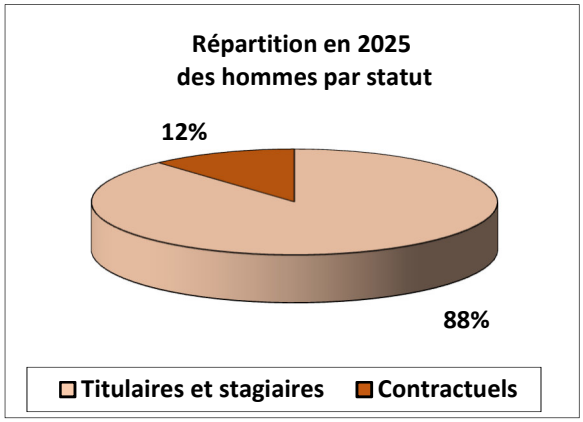
L'âge moyen des hommes est de 46 ans et 8 mois et celui des femmes de 45 ans et 11 mois.

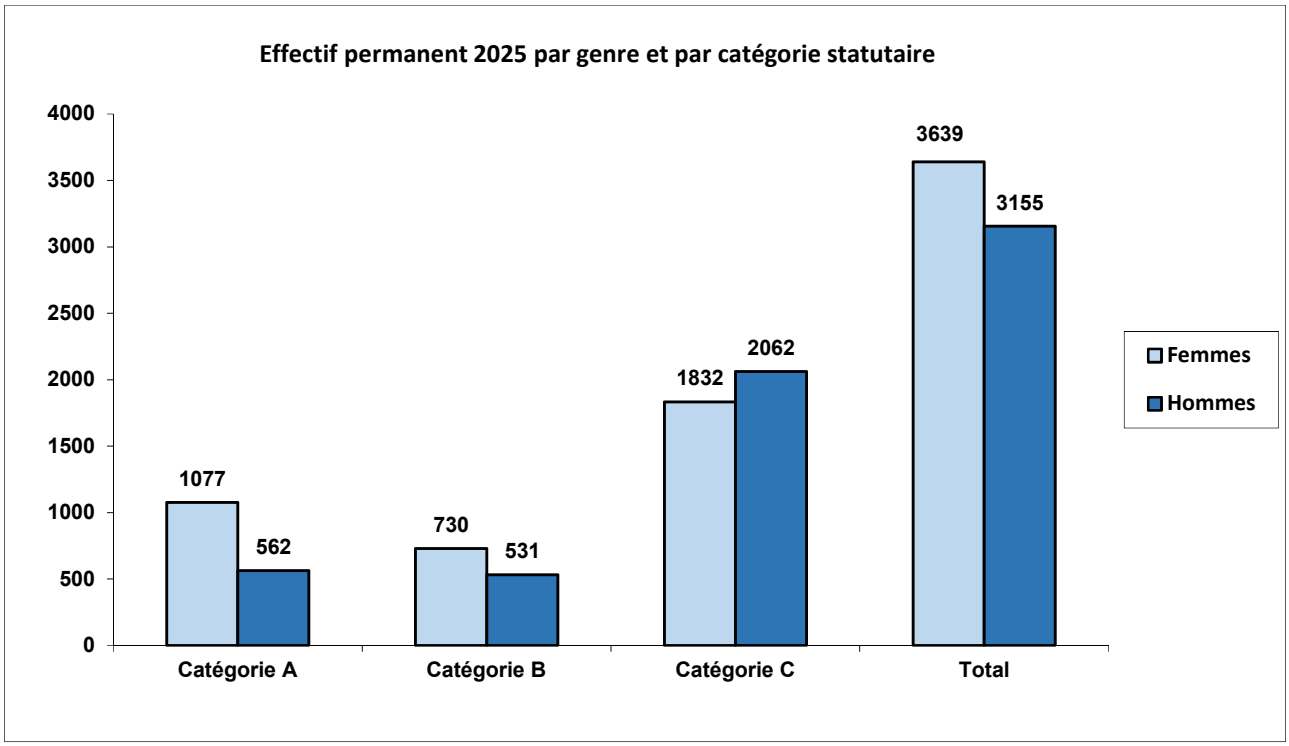
En 2024 : l'âge moyen des hommes était de 46 ans et 9 mois et celui des femmes de 45 ans et 8 mois.



2.1.1.3.4.1 Répartition par genre, par statut et par catégorie hiérarchique

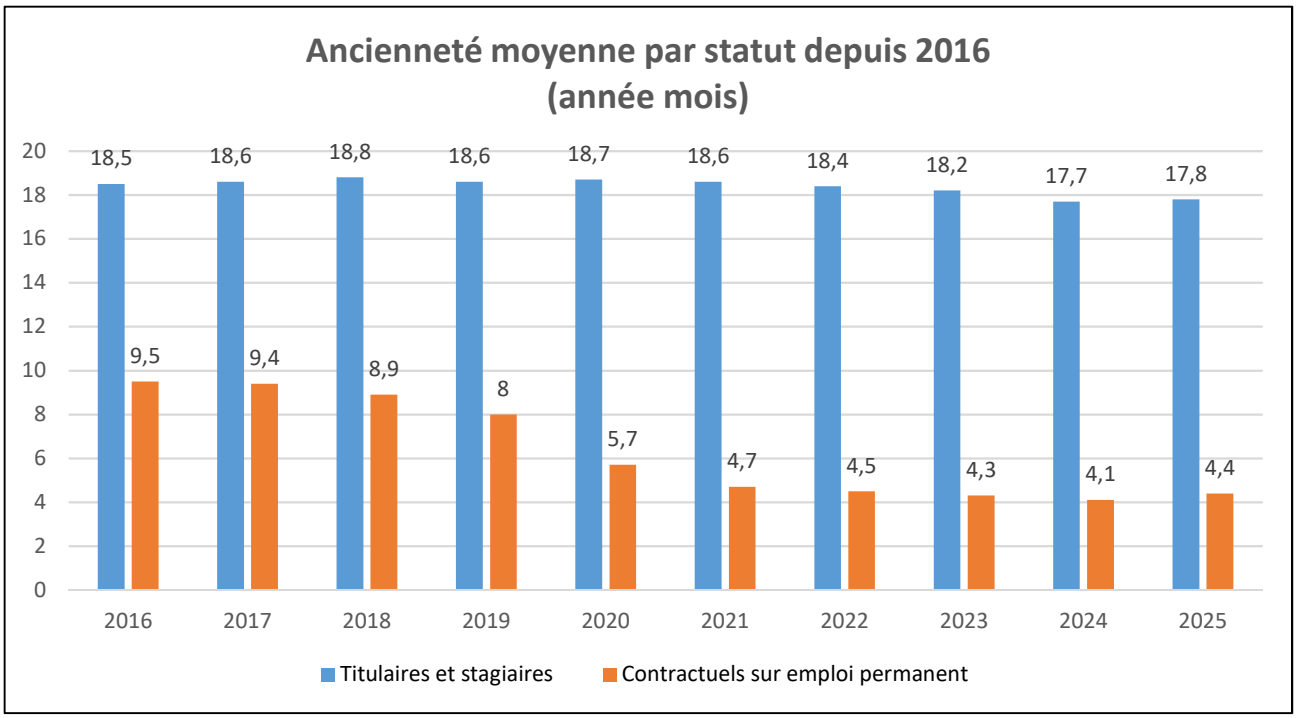






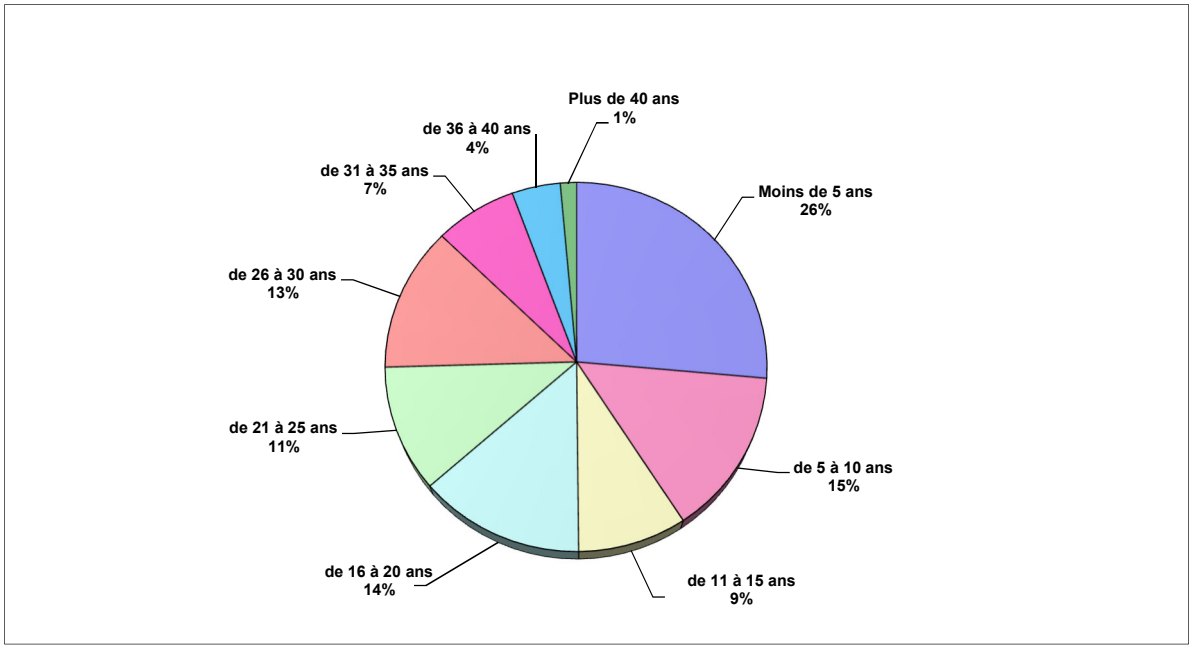
2.1.1.3.5 Ancienneté moyenne à l'Eurométropole de Strasbourg

2.1.1.3.5.1 Ancienneté moyenne par statut

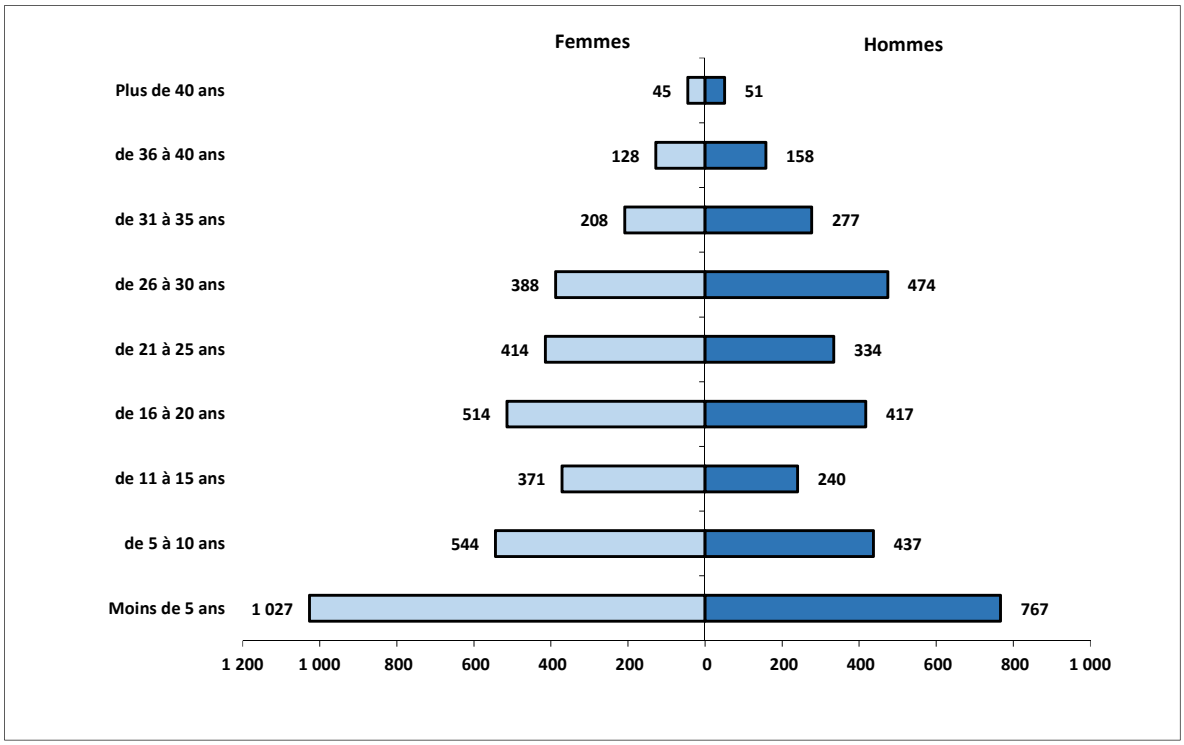


2.1.1.3.5.2 Répartition par ancienneté

En 2025, 36,46% des effectifs sont présents dans l'effectif depuis plus de 20 ans



2.1.1.3.5.3 Répartition par ancienneté et par genre



L'ancienneté moyenne des hommes est de 16 ans et 9 mois celle des femmes est de 14 ans et 8 mois.
28,22 % des femmes ont une ancienneté inférieure à 5 ans (hommes 24,31 %).
41,01 % des hommes sont présents depuis plus de 20 ans contre 32,51 % des femmes.

2.1.1.3.6 Répartition des agent·es par direction

DIRECTIONS	Cadres A	Cadres B	Cadres C	Total 2025	% Effect.	ETP 2025	Total 2024	Évol. Effect. 2024/2025
Affectations Périphériques	5	7	9	21	0,31%	20,68	19	2
Cabinet	2	27	23	52	0,77%	51,3	53	-1
DGA Accompagnement Humain Ressources et Patrimoine	11	10	4	25	0,37%	24,9	26	-1
DGA Transformation Démocratique Europe Territoire Prévention	8	10	7	25	0,37%	24,9	123	-98
DGA Transformation Écologique et Économique	2	1		3	0,04%	3	3	0
DGA Transformation Sociale et Sociétale	4	2		6	0,09%	6	5	1
Direction Accompagnement Projet Innov Équipe	13	1	1	15	0,22%	15	15	0
Direction architecture patrimoine	85	55	71	211	3,11%	209,2	209	2
Direction Commande Publique Responsable	13	10	4	27	0,40%	25,9	31	-4
Direction Communication	28	4	1	33	0,49%	32,8	34	-1
Direction de la Culture	220	258	341	819	12,05%	783,51	826	-7
Direction des finances	14	7	13	34	0,50%	33,7	35	-1
Direction Développement Économique et Attractivité	49	4	2	55	0,81%	54,4	54	1
Direction Eau et Risques Environnementaux	45	43	192	280	4,12%	277,3	273	7
Direction Enfance et Education	165	114	1 164	1443	21,24%	1344,43	1 434	9
Direction Espaces publics et naturels	112	153	318	583	8,58%	577,8	572	11
Direction Évènements Vie Associative	9	4	31	44	0,65%	43,8	42	2
Direction Générale des Services	2	2	1	5	0,07%	4,5	5	0
Direction intercommunalité	3	1		4	0,06%	4	4	0
Direction Mobilités	37	10	8	55	0,81%	53,8	60	-5
Direction numérique systèmes informations	58	26	6	90	1,32%	89,4	82	8
Direction participation citoyenne	14	1		15	0,22%	15	12	3
Direction Population Élections Culte	14	20	132	166	2,44%	165,3	177	-11
Direction Propreté et Gestion des Déchets	38	39	731	808	11,89%	805,1	813	-5
Direction Réglementation Urbaine	15	20	22	57	0,84%	56,6	57	0
Direction Relations européennes et internationales	16	10	3	29	0,43%	28,1	31	-2
Direction ressources humaines	60	60	36	156	2,30%	153,2	149	7
Direction ressources logistiques	33	31	235	299	4,40%	295,1	278	21
Direction Sécurité	20	30	225	275	4,05%	273	179	96
Direction solidarités santé jeunesse	297	86	113	496	7,30%	484,9	494	2
Direction Sports	38	129	143	310	4,56%	308,3	314	-4
Direction Territoires	43	12	8	63	0,93%	62,8	62	1
Direction transitions énergie climat	30	3	2	35	0,52%	34,5	35	0
Direction Urbanisme et Territoires	116	65	30	211	3,11%	207,9	210	1
Secrétariat Général	17		9	26	0,38%	24,3	24	2
Service Protocole	3	6	9	18	0,26%	18	21	-3
TOTAL GENERAL	1 639	1 261	3 894	6 794	100,00%	6612,42	6 761	33

2.1.1.3.7 Répartition par direction, par catégorie hiérarchique et par genre

(Les pourcentages représentent les parts respectives de femmes et d'hommes, par catégorie hiérarchique et direction)

Directions	Catégorie A		Catégorie B		Catégorie C		Total Femme	Total Homme
	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme		
Affectations périphériques	60,00%	40,00%	71,43%	28,57%	77,78%	22,22%	71,43%	28,57%
Cabinet eurométropole	50,00%	50,00%	100,00%	0,00%	82,61%	17,39%	90,38%	9,62%
DGA Accompagnement Humain Ressources et Patrimoine	63,64%	36,36%	100,00%	0,00%	75,00%	25,00%	80,00%	20,00%
DGA Transformation Démocratique Europe Territoire Prévention	87,50%	12,50%	90,00%	10,00%	71,43%	28,57%	84,00%	16,00%
DGA Transformation Écologique et Économique	100,00%	0,00%	100,00%	0,00%	0,00%	0,00%	100,00%	0,00%
DGA Transformation Sociale et Sociétale	75,00%	25,00%	100,00%	0,00%	0,00%	0,00%	83,33%	16,67%
Direction accompagnement projets innovation équipe	76,92%	23,08%	100,00%	0,00%	100,00%	0,00%	80,00%	20,00%
Direction architecture patrimoine	48,24%	51,76%	49,09%	50,91%	21,13%	78,87%	39,34%	60,66%
Direction commande publique responsable	69,23%	30,77%	50,00%	50,00%	100,00%	0,00%	66,67%	33,33%
Direction communication	82,14%	17,86%	50,00%	50,00%	100,00%	0,00%	78,79%	21,21%
Direction culture	63,18%	36,82%	68,22%	31,78%	61,88%	38,12%	64,22%	35,78%
Direction des finances	50,00%	50,00%	85,71%	14,29%	84,62%	15,38%	70,59%	29,41%
Direction développement économique et attractivité	67,35%	32,65%	100,00%	0,00%	100,00%	0,00%	70,91%	29,09%
Direction eau et risques environnementaux	33,33%	66,67%	25,58%	74,42%	10,42%	89,58%	16,43%	83,57%
Direction enfance éducation	88,48%	11,52%	77,19%	22,81%	86,94%	13,06%	86,35%	13,65%
Direction espaces publics naturels	41,07%	58,93%	32,03%	67,97%	15,41%	84,59%	24,70%	75,30%
Direction évènements vie associative	66,67%	33,33%	50,00%	50,00%	22,58%	77,42%	34,09%	65,91%
Direction générale des services	0,00%	100,00%	100,00%	0,00%	100,00%	0,00%	60,00%	40,00%
Direction intercommunalité	33,33%	66,67%	100,00%	0,00%	#DIV/0!	0,00%	50,00%	50,00%
Direction mobilités	45,95%	54,05%	40,00%	60,00%	75,00%	25,00%	49,09%	50,91%
Direction numérique systèmes informations	43,10%	56,90%	15,38%	84,62%	33,33%	66,67%	34,44%	65,56%
Direction participation citoyenne	64,29%	35,71%	100,00%	0,00%	0,00%	0,00%	66,67%	33,33%
Direction population élections cultes	64,29%	35,71%	70,00%	30,00%	65,91%	34,09%	66,27%	33,73%
Direction propreté et gestion des déchets	68,42%	31,58%	53,85%	46,15%	6,02%	93,98%	11,26%	88,74%
Direction réglementation urbaine	53,33%	46,67%	45,00%	55,00%	31,82%	68,18%	42,11%	57,89%
Direction relations européennes internationales	75,00%	25,00%	80,00%	20,00%	66,67%	33,33%	75,86%	24,14%
Direction ressources humaines	83,33%	16,67%	85,00%	15,00%	97,22%	2,78%	87,18%	12,82%
Direction ressources logistiques	63,64%	36,36%	41,94%	58,06%	28,94%	71,06%	34,11%	65,89%
Direction sécurité	35,00%	65,00%	30,00%	70,00%	30,67%	69,33%	30,91%	69,09%
Direction solidarités santé jeunesse	84,85%	15,15%	79,07%	20,93%	54,87%	45,13%	77,02%	22,98%
Direction sports	36,84%	63,16%	37,21%	62,79%	30,07%	69,93%	33,87%	66,13%
Direction territoires	65,12%	34,88%	58,33%	41,67%	87,50%	12,50%	66,67%	33,33%
Direction transitions énergie climat	60,00%	40,00%	100,00%	0,00%	100,00%	0,00%	65,71%	34,29%
Direction urbanisme territoires	60,34%	39,66%	55,38%	44,62%	63,33%	36,67%	59,24%	40,76%
Secrétariat général	64,71%	35,29%	0,00%	0,00%	100,00%	0,00%	76,92%	23,08%
Service protocole	33,33%	66,67%	100,00%	0,00%	22,22%	77,78%	50,00%	50,00%
Total	65,71%	34,29%	57,89%	42,11%	47,05%	69,23%	53,56%	46,44%

2.1.2 Mouvements

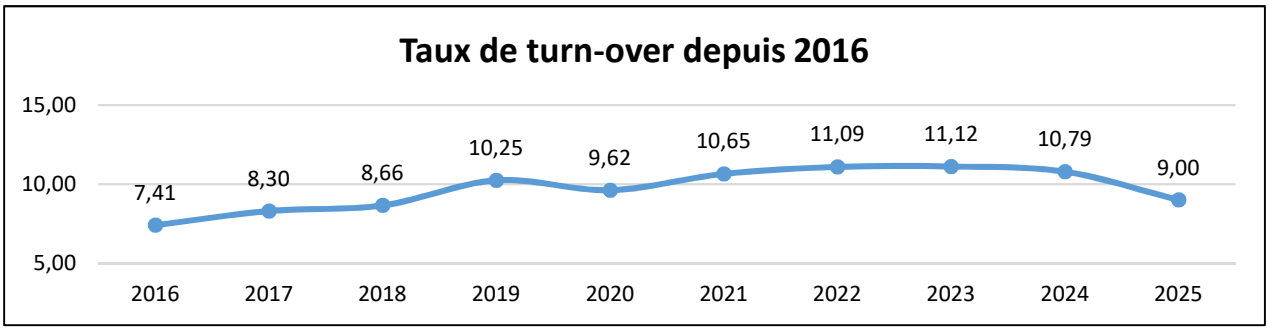
2.1.2.1 Entrées et sorties par mois

L'année 2025 comptabilise :

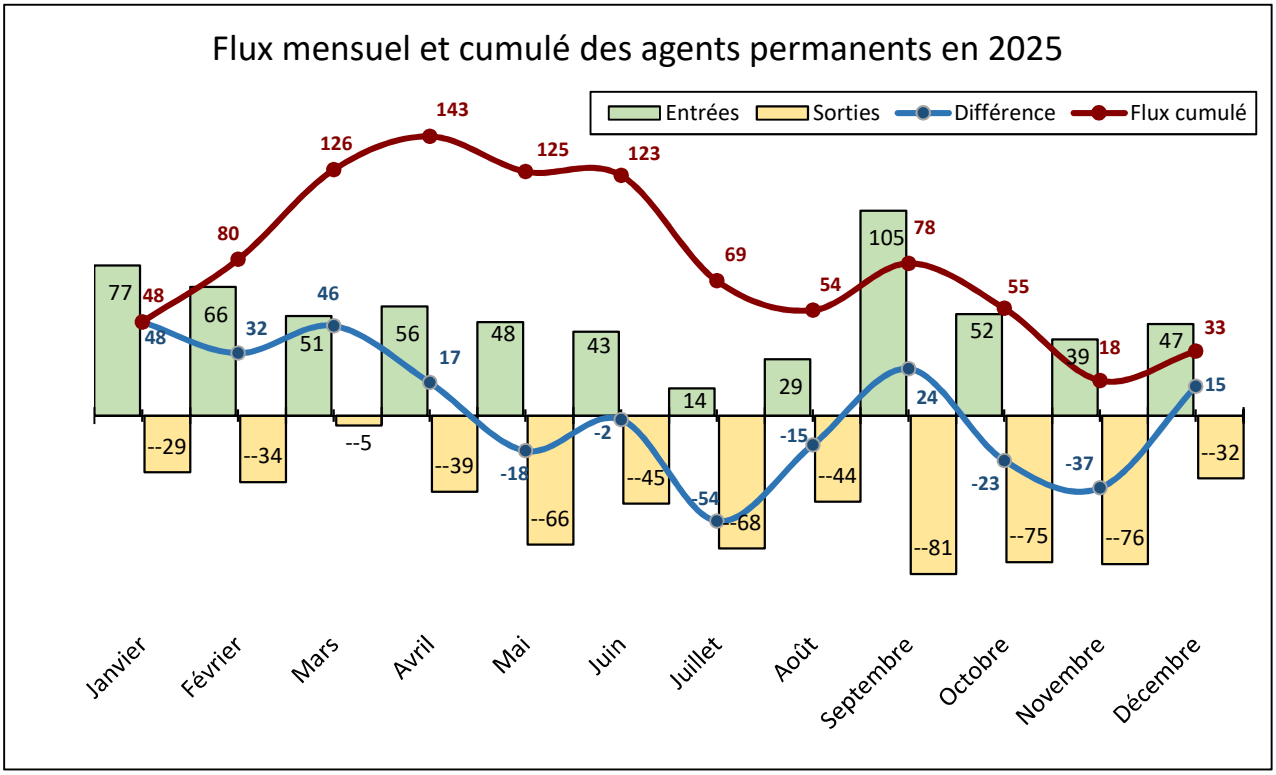
- 627 entrées
- 594 sorties

Soit un solde positif de 33 agent·es permanent·es

Le turn-over ((entrées + sorties) x 100 / effectifs /2), qui mesure le rythme selon lequel une organisation renouvelle ses effectifs, est de 9,00 %.



Mensuellement et en flux cumulé ces mouvements se chiffrent ainsi :



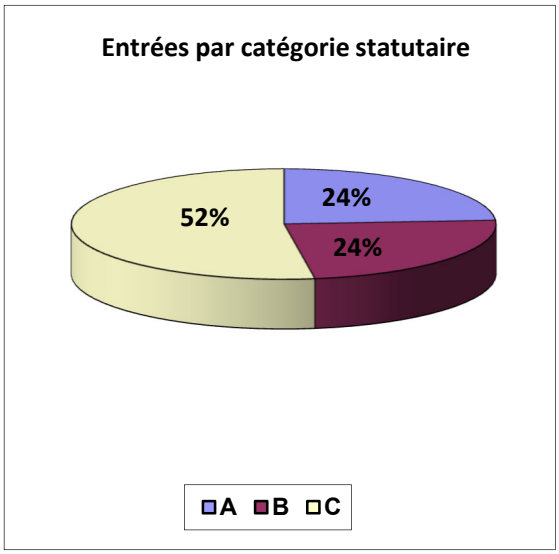
2.1.2.2 Entrées et sorties par motif et par catégorie

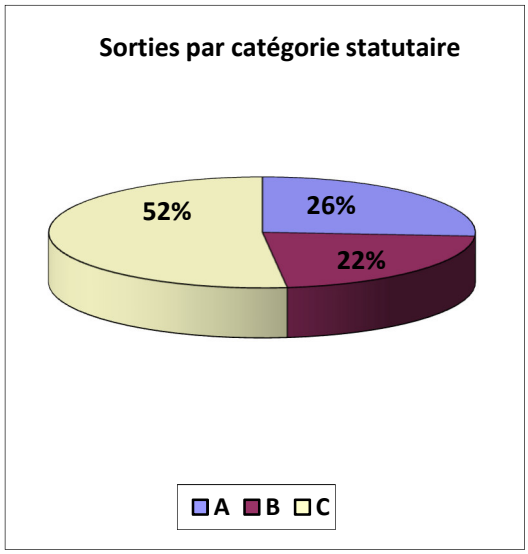
ENTREES					
Motifs	**A**	**B**	**C**	**Total**	**%**
Concours	3	4	5	12	2%
Détachement	15	7	12	34	5%
Mutation	16	15	28	59	9%
Recrutement*	94	108	256	458	73%
Réintégration	22	15	27	64	10%
Total Entrées	**150**	**149**	**328**	**627**	**100%**
SORTIES					
Sorties définitives	**117**	**107**	**214**	**438**	**74%**
Décès	1	2	4	7	1%
Démission	28	21	23	72	12%
Fin de Contrat	30	38	61	129	22%
Fin de détachement	1		2	3	1%
Licenciement	1	4	3	8	1%
Mutation	22	13	28	63	11%
Rupture conventionnelle**	2	1	3	6	1%
Radiation des cadres	1	1	13	15	3%
Retraite	31	27	77	135	23%
Sorties provisoires	**38**	**24**	**94**	**156**	**26%**
Congé parental	12	4	15	31	5%
Congé de présence parentale	1			1	0%
Autres congés	2	3	3	8	1%
Détachement/mise à disposition	6	2	7	15	3%
Disponibilité	16	15	64	95	16%
Suspension/Exclusion	1		5	6	1%
Total Sorties	**155**	**131**	**308**	**594**	**100%**
Flux Entrées-Sorties	**-5**	**18**	**20**	**33**	

**Les recrutements se décomposent comme suit en 2024 : 328 contractuel·les, 130 statutaires (recrutements directs).*

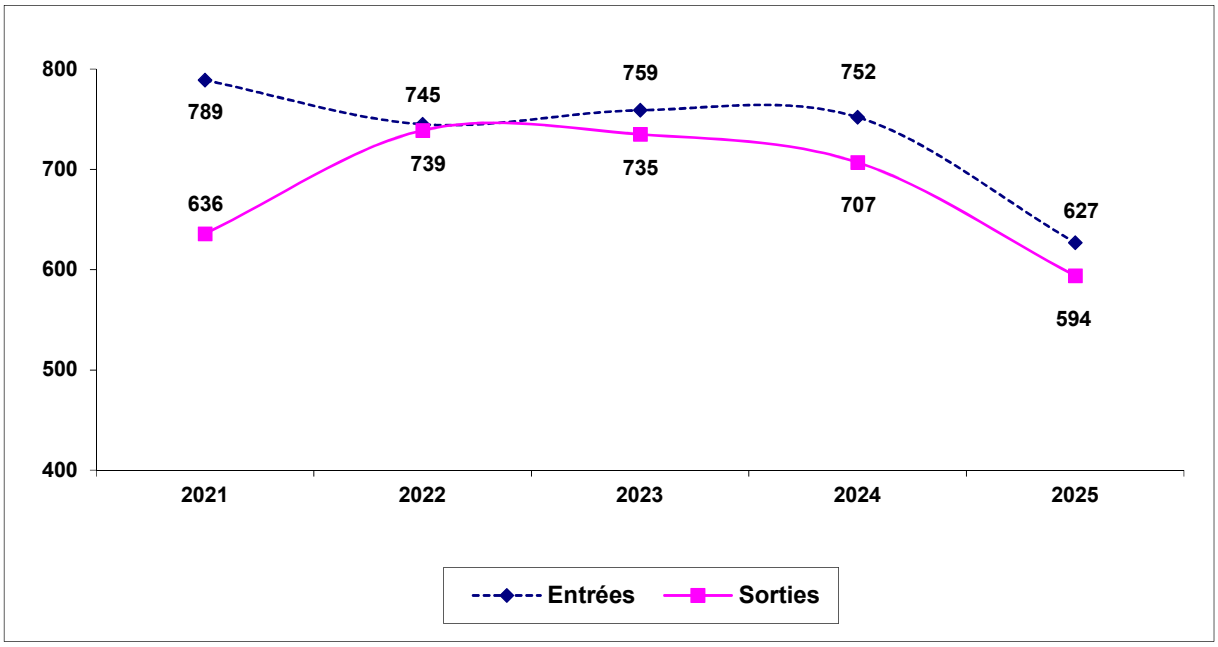
*** La rupture conventionnelle a été instaurée en 2022 à l'EMS.*

2.1.2.2.1 Entrées et sorties par catégorie statutaire





2.1.2.3 Comparaison des entrées et sorties sur 5 ans



2.1.2.3.1 Flux et motifs des entrées et sorties sur 5 ans

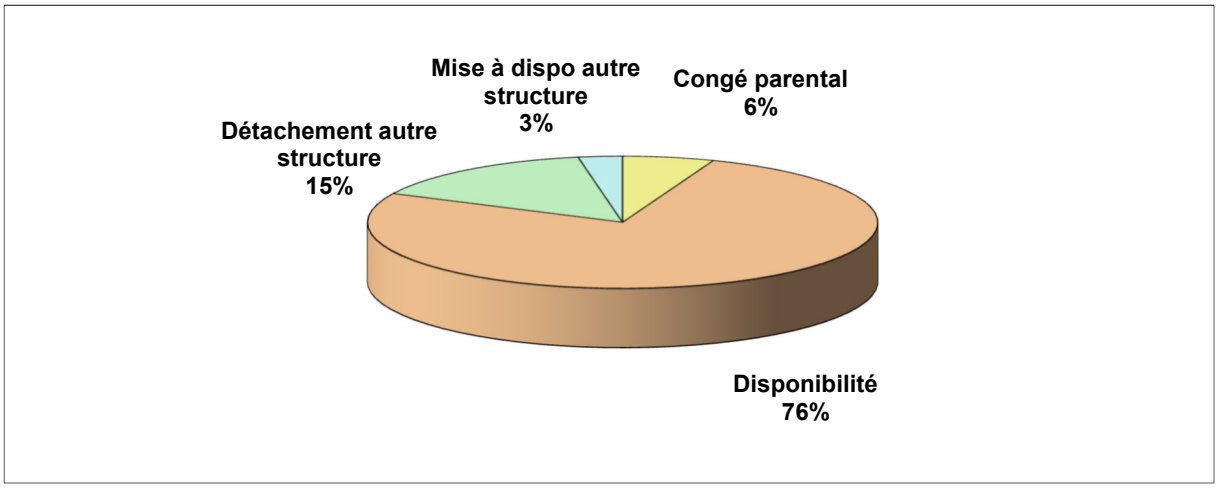
ENTREES					
MOTIFS	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**
Concours	23	24	17	12	12
Détachement	45	35	40	51	34
Mutation	84	75	60	51	59
Recrutements*	565	533	552	510	458
Réintégration	72	78	90	128	64
Total	**789**	**745**	**759**	**752**	**627**
SORTIES					
DEFINITIVES	**489**	**550**	**555**	**514**	**438**
Décès	10	12	9	8	7
Démission	44	71	76	79	72
Fin de contrat	186	188	152	142	129
Fin de détachement	8	9	11	10	3
Licenciement	6	3	10	11	8
Mutation	59	59	77	70	63
Rupture conventionnelle		6	9	13	6
Radiation	6	6	7	17	15
Retraite	170	197	204	164	135
PROVISOIRES	**147**	**198**	**180**	**193**	**156**
Congé parental/sans solde	31	35	31	43	40
Détachement/mise à dispo.	26	19	27	31	15
Disponibilité	84	134	122	119	95
Suspension/exclusion	6	1	0	0	6
Total	**636**	**739**	**735**	**707**	**594**
ECART ENTREES/SORTIES	**153**	**6**	**24**	**45**	**33**

**Les recrutements se décomposent comme suit en 2025 : 328 contractuel·les, 130 statutaires (recrutements directs et intégrations).*

2.1.3 Positions statutaires particulières au 31/12/2025

2.1.3.1 Agents, hors positions d'activité, originaires de l'Eurométropole de Strasbourg

	Femmes	Hommes	Nombre d'agents	soit en % sur l'effectif permanent
Congé parental	26	1	27	0,40
Disponibilité	210	145	355	5,23
Détachement dans une autre structure	47	23	70	1,03
- Fonction publique de l'Etat	21	11	32	0,47
- Fonction publique Hospitalière	11		11	0,16
- Autres	15	12	27	0,40
Mise à disposition dans une autre structure	8	5	13	0,19
TOTAL	**291**	**174**	**465**	**6,84**



2.1.3.2 Agent·es en activité originaires d'une autre structure

	Femmes	Hommes	**Total**	Soit en % de l'effectif permanent
Fonction publique d'État	22	21	**43**	0,63%
Fonction publique Hospitalière	8	5	**13**	0,19%
Autres	26	25	**51**	0,75%
Total	**56**	**51**	**107**	**1,57%**

2.1.4 Temps partiel et temps non complet

2.1.4.1 Agent·es titulaires et contractuel·les à temps partiel

2.1.4.1.1 Répartition par catégorie statutaire et genre

Les agent·es titulaires à temps partiel (396) représentent 5,83 % de l'ensemble des effectifs permanents (6 794) et 6,83 % de l'ensemble des agent·es titulaires (5 795).

Les agent·es contractuel·les à temps partiel (30) représentent 0,44 % de l'ensemble des effectifs permanents et 3 % de l'ensemble des agent·es contractuel·les (999).

	Hommes		Femmes		**Total**
Catégorie A	11	2,58%	152	35,68%	163
Catégorie B	15	3,52%	89	20,89%	104
Catégorie C	37	8,69%	122	28,64%	159
Total	**63**	**14,79%**	**363**	**85,21%**	**426**

Les femmes représentent 85,21 % de l'ensemble des agent·es à temps partiel.

Pour mémoire : 85,95 % en 2024.

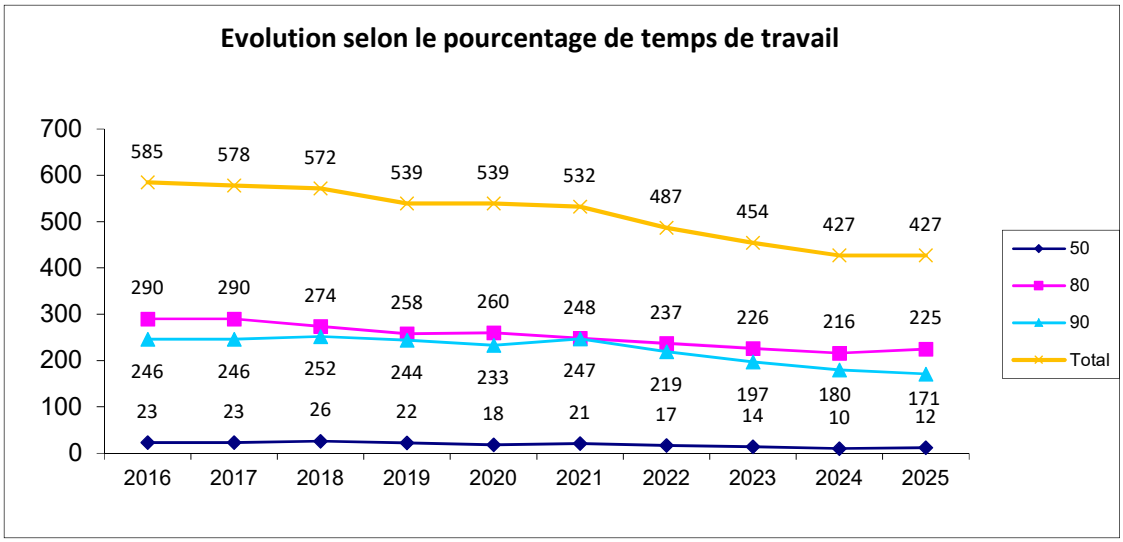
2.1.4.1.2 Répartition selon le pourcentage du temps de travail

Les tranches de 80 % et 90% rassemblent 93 % de l'ensemble des temps partiels des agent·es titulaires et contractuel·les.

Taux	**A**		**B**		**C**		**Total**
	Hommes	**Femmes**	**Hommes**	**Femmes**	**Hommes**	**Femmes**	
50%	2	1		1	2	6	12
60%		3		1	3	2	9
70%	1	4		2		2	9
80%	5	74	11	37	27	71	225
90%	3	70	4	48	5	41	171
Total	11	152	15	89	37	122	426

Les temps partiels de droit, compris dans les chiffres ci-dessus, regroupent les agent·es exerçant à temps partiel sous les formes particulières :

- Raison familiale (élever un enfant, donner des soins à son conjoint, enfant ou ascendant à charge atteint d'un handicap) ;
- Certains travailleurs handicapés.

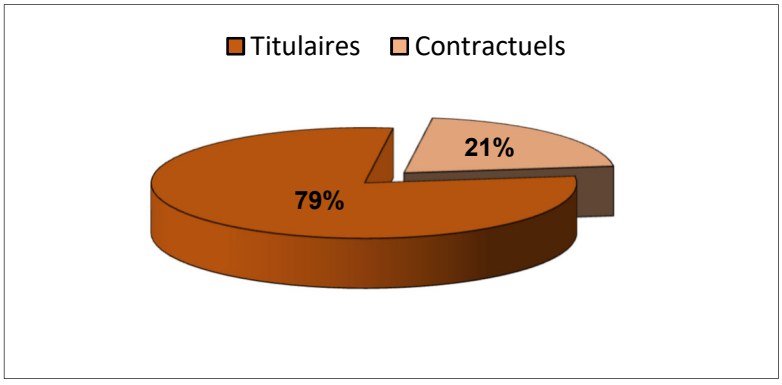


2.1.4.2 Temps non complet

2.1.4.2.1 Répartition par catégorie statutaire et statut

Les agent·es à temps non complet représentent 3,87 % de l'ensemble des effectifs permanents (6 794).

	Titulaires	Contractuel·les	Total
Catégorie A	10	7	**17**
Catégorie B	7	5	**12**
Catégorie C	191	43	**234**
Total	**208**	**55**	**263**



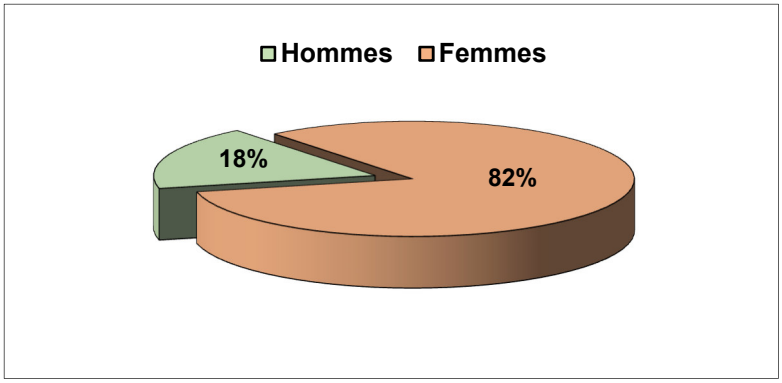
Pour mémoire 2024 : titulaires 82 % - contractuel·les 18 %

Les agent·es titulaires à temps non complet représentent 3,59 % de l'ensemble des agent·es titulaires (5 795).

Les agent·es contractuel·les à temps non complet représentent 5,51 % de l'ensemble des agent·es contractuel·les (999).

2.1.4.2.2 Répartition par catégorie statutaire et par genre

	Hommes	Femmes	Total
Catégorie A	10	7	**17**
Catégorie B	4	8	**12**
Catégorie C	33	201	**234**
Total	**47**	**216**	**263**



2.1.5 Carrières

2.1.5.1 Titularisations

Le nombre d'agent·es titularisés à l'issue de leur stage en 2025 est de 276 :

	2017		2018		2019		2020		2021		2022		2023		2024		2025	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Catégorie A	12	9	42	19	18	25	24	13	23	17	25	12	28	20	27	8	34	27
Catégorie B	26	9	23	7	22	11	15	23	22	7	14	17	29	25	14	18	27	18
Catégorie C	42	21	20	30	50	48	42	64	42	55	50	80	67	46	63	85	81	89
Total	**119**		**141**		**174**		**181**		**166**		**198**		**215**		**215**		**276**	

2.1.5.2 Avancements d'échelon

Le nombre d'agent·es qui ont bénéficié d'un avancement d'échelon en 2025 est de 2 359 :

	2017		2018		2019		2020		2021		2022		2023		2024		2025	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Catégorie A	125	71	208	135	247	143	281	146	239	124	219	133	266	120	255	128	325	153
Catégorie B	403	220	312	146	207	151	199	145	247	143	109	99	265	181	208	143	221	124
Catégorie C	744	835	932	971	657	778	846	822	686	797	665	731	894	920	761	825	754	782
Total	**2398**		**2704**		**2183**		**2439**		**2236**		**1956**		**2646**		**2320**		**2359**	

2.1.5.3 Avancements de grade

Le nombre d'agent·es ayant bénéficié d'un avancement de grade en 2025 est de 280 :

	2017		2018		2019		2020		2021		2022		2023		2024		2025	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Catégorie A	48	23	18	10	22	10	188	25	71	20	41	23	65	18	54	25	45	14
Catégorie B	58	24	24	35	69	16	9	23	30	19	8	26	85	7	11	27	54	16
Catégorie C	176	230	425	295	309	231	143	121	141	102	132	129	197	155	160	134	80	71
Total	**559**		**807**		**657**		**509**		**383**		**359**		**527**		**411**		**280**	

2.1.5.4 Promotions internes

Le total des agent·es promu·es en 2025 est de 94 agent·es qui se répartissent comme suit :

	2017		2018		2019		2020		2021		2022		2023		2024		2025	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Catégorie A	7	6	10	6	6	11	6	5	7	10	7	8	15	11	14	18	19	15
Catégorie B	8	7	8	5	7	5	5	9	7	7	9	10	11	12	18	14	13	14
Catégorie C	2	31	4	34	4	32	4	42	2	25	3	24	3	24	4	25	4	29
Total	**61**		**67**		**65**		**71**		**58**		**61**		**76**		**93**		**94**	

RAPPROCHEMENT AVEC L'ENSEMBLE DES AGENT·ES TITULAIRES POUR 2025

Catégorie	Effectif	Nombre d'avancements d'échelon	% catégorie	Nombre d'avancements de grade	% catégorie	Nombre de Promotions internes	% catégorie
A	1206	478	39,64	59	4,89	34	2,82
B	936	345	36,86	70	7,48	27	2,88
C	3653	1536	42,05	151	4,13	33	0,90
Total	5795	2359	40,71	280	4,83	94	1,62

2.2 EFFECTIFS NON PERMANENTS

L'effectif non permanent de l'Eurométropole de Strasbourg au 31/12/2025 est de 1 532 agent·es

Cet effectif comprend :

- Les agent·es vacataires : 1 258
- Les agent·es contractuel·les surcroîts occasionnels : 114
- Les intermittent·es du spectacle : 28
- Les contrats de projet : 29

Et les personnes en contrat de droit privé :

- Les CUI CEC (Contrats Emploi Compétences) : 25
- Les apprenti·es : 62

Ainsi que :

- Les collaborateur·trices de cabinet : 8
- Les collaborateur·trices de groupes d'élu·es : 8

2.2.1 Les intermittent·es du spectacle

Au 31 décembre 2025, l'Eurométropole de Strasbourg employait 28 intermittents du spectacle mais au cours de l'année ce sont au total 311 intermittent·es du spectacle qui ont été employés.

Ci-dessous la répartition des intermittent·es par « structure employeuse ».

Structures	DC / Direction	DC / Capitale mondiale du livre	DC / Conservatoire	DC / Développement culturel et artistique	DC / Médiathèques	DC / Musées	DC / TAPS	Direction Eau et risques environnementaux	Direction Evénements et vie associative	Direction Relations européennes et internationales	Direction Transitions énergie climat	Service Protocole	Nombre d'intervenants
TOTAUX	1	2	90	16	42	37	30	1	31	22	1	38	311
Nombre d'hommes	1	2	67	15	28	24	21	1	19	15	1	31	225
Nombre de femmes	0	0	23	1	14	13	9	0	12	7	0	7	86

Le coût employeur total des interventions pour l'année 2025 est de 627 679,32 €.

2.2.2 Les saisonniers

2.2.2.1 Nombre de saisonniers par service

Chaque année l'Eurométropole de Strasbourg a recours à des emplois saisonniers pour mettre en place des activités estivales (ouvertures des centres de loisirs, des piscines et des plans d'eau) et pour les absences liées aux congés d'été.

La Direction des Ressources Humaines a enregistré pour la saison 2025 :

- 4 046 candidatures
- 24 désistements
- 2 démissions

Aucune fin de contrat après période d'essai.

Ce sont au final 435 collaborateur·trices occasionnel·les qui ont travaillé dans les services suivants :

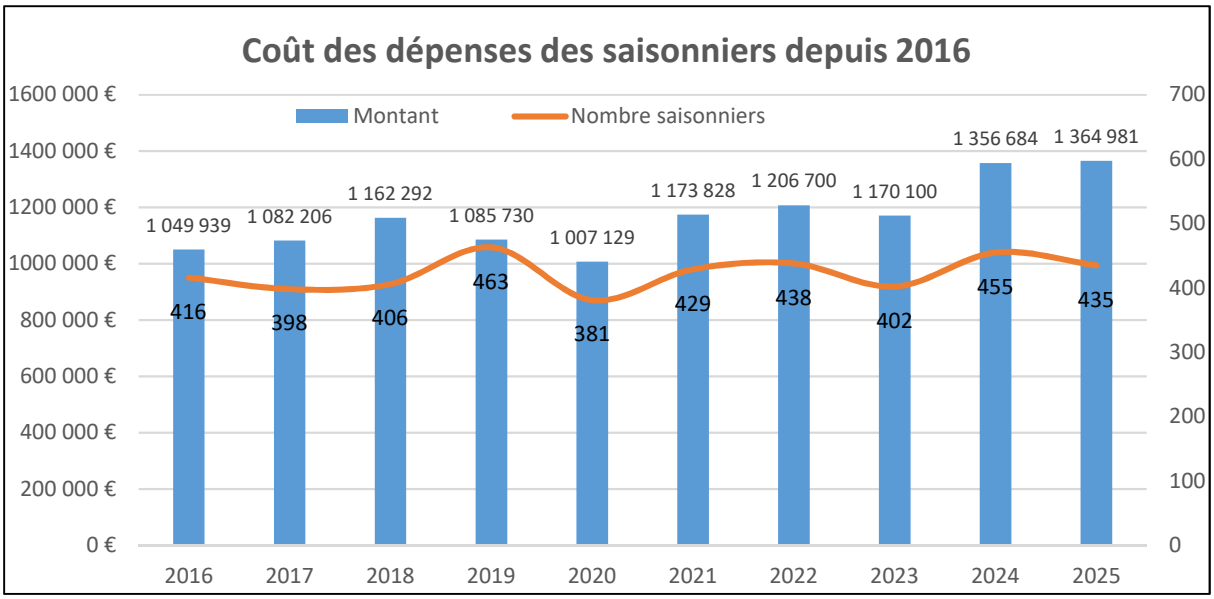
Services	Nbre de saisonniers	Fonctions
Périscolaire et éducatif Famille petite enfance Patrimoine pour l'enfance et l'éducation	51	- Animateur périscolaire - Aide à l'entretien - Aide au responsable technique de site - Surveillant des cours d'école
Collecte et valorisation des déchets	72	- Éboueur - Agent déchèterie
Propreté urbaine	40	- Balayeur - Gardien de toilettes publics
Musées	38	- Agent d'accueil et de surveillance
Administration générale et ressources Aquaglisse Vie sportive	199	- Maitre-nageur sauveteur - Surveillant sauveteur aquatique - Médiateur - Agent administratif - Agent d'accueil et d'entretien - Animateur - Éducateur
Santé et autonomie	1	- Agent canicule
Évènements et vie associative	23	- Agent d'accueil - Agent logistique et technique
Funéraire	11	- Aide à l'entretien des cimetières
TOTAL	**435**	

Pour mémoire: en 2024, le nombre de saisonniers était de 455.

Tous les saisonniers n'effectuent pas un mois de travail complet, mais certains travaillent deux mois.

2.2.2.2 Dépenses globales

Le coût total 2025 des dépenses de saisonniers est de 1 364 981 €.



2.2.3 Les emplois d'insertion en 2025

Sous cette dénomination sont aujourd'hui concernés les contrats uniques d'insertion dits Contrats Emploi Compétences (CUI-CEC).

2.2.3.1 Effectif présent par type de contrat sur un an

	CUI CEC
Salariés en insertion présents au cours de l'année 2025	62
Hommes	36
Femmes	26

** sur les deux années scolaires*

Rappel : 74 salarié·es présent·es en 2024 en CUI CAE.

La diminution constante des effectifs observée ces dernières années s'explique par la réduction progressive des quotas de contrats fixés par l'État.

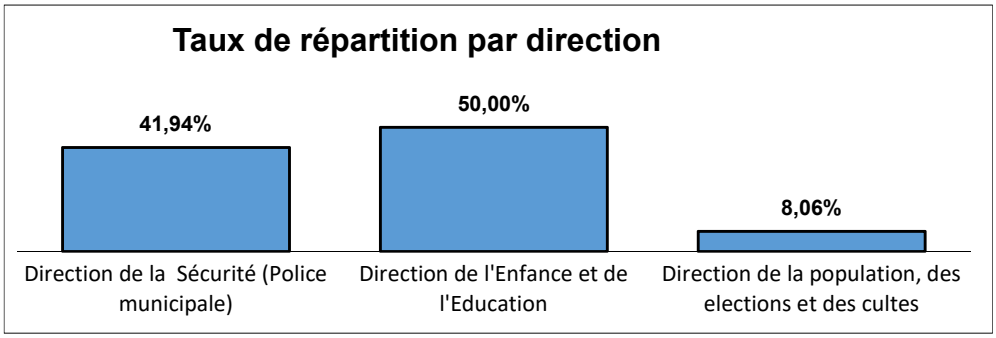
2.2.3.2 Recrutements réalisés au cours de l'année

16 (12 hommes – 4 femmes) contrats CUI-CEC signés en cours d'année en 2025 (renouvellements non compris).
Rappel : 31 contrats signés en cours d'année 2024.

2.2.3.3 Répartition de l'effectif des contrats d'insertion en 2025

Les effectifs se répartissent prioritairement entre la Direction de l'Enfance et de l'Education et la Police Municipale de la façon suivante :

DEE : 31 CUI CEC
PMS : 26 CUI/CEC
Soit près de 92 % des salarié·es en contrat CUI CEC présent·es dans ces 2 directions.



2.2.3.4 Accompagnement Formation

Budget de formation alloué aux emplois d'insertion

Le budget total de formation consacré aux contrats d'insertion était de **9 559 € (hors cotisation au CNFPT à hauteur de 0,2% pour les CUI-CEC).**

Les salarié·es en insertion ont bénéficié de **59 actions de formation** (56 par prestataires externes et 3 stages pratiques BAFA en interne EMS).

La formation a représenté 156 jours de formations.
79 inscriptions initiées mais 13 n'ont pas été réalisées soit pour absence maladie, annulation de l'organisme, désistement. De plus, l'inscription en formation est rendue difficile par le décalage entre la durée plus courte des contrats et la programmation des formations ainsi que par la réduction de l'offre du CNFPT en présentiel à Strasbourg (sessions dans d'autres villes du Grand Est difficiles pour les publics en CEC)

2 immersions ont aussi été mises en place afin de confirmer un projet professionnel, de découvrir un métier, un autre domaine d'activités ou afin de développer de nouvelles compétences ou initier un recrutement.

Rappel en 2024 :

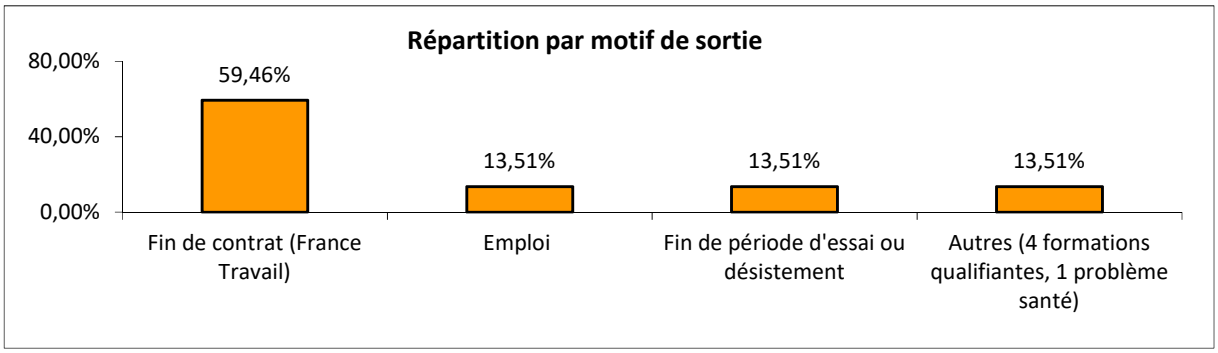
Les salarié·es en insertion ont bénéficié de **36 actions de formation (34 externes et 2 stages pratiques BAFA en interne EMS).**
La formation a représenté 102 jours de formations (externes + internes).

En 2024, il y a eu une diminution des formations pour des raisons diverses : sessions complètes ou en décalage par rapport au déroulement du contrat des salarié·es, absence et renouvellement de marchés formation, absence de la personne en charge de l'accompagnement sur le 1er semestre.

	CEC et CEC modulables	Total
Formations	Actions de formation	Total Nb de jours
Externes	56	114
Internes	3	42
Total	**59**	**156**

Type de formation	Nb d'actions	%
qualifiante	10	16,95%
d'adaptation	11	18,64%
Prépa concours	0	0,00%
Remise à niveau	0	0,00%
Français langues étrangères	5	8,47%
Technique de recherche d'emploi	1	1,69%
SST/1er secours	24	40,68%
prestation d'orientation professionnelle	8	13,56%
Total	**59**	**100,00%**

2.2.3.5 Suites de contrat



La répartition de l'effectif des contrats d'insertion en 2025 (à l'issue du contrat)

Motif de sortie	Nb de salarié·es	en %
Fin de contrat (France Travail)	22	59,46%
Emploi	5	13,51%
Fin de période d'essai	5	13,51%
Autres (4 formations qualifiantes, 1 problème santé)	5	13,51%
Total	37	100,00%

Rappel : 24 sorties CUI-CAE ou CUI-CEC en 2024.

La répartition de l'effectif des contrats d'insertion par motif de sortie positive en 2025 en CUI-CEC

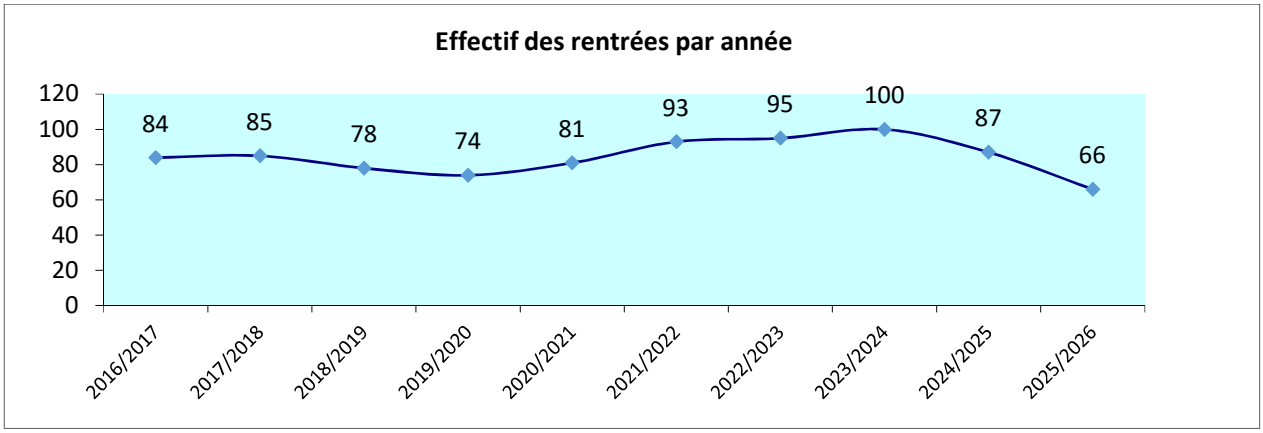
Motif de sortie 2025	Nb salarié-es	% CUI-CEC
Emplois internes : Emploi CDD / recruté stagiaire	3	33,33%
Emplois externes	1	11,11%
Qualification en cours d'emploi	4	44,44%
Maternité -Retraite -Apprentissage-Réussite concours	1	11,11%
	9	**100,00%**

Rappel : 7 sorties positives en 2024 (sur 24 sorties au total) dont 2 internes, 4 externes et 1 autre

Par comparaison, les sorties pour emplois internes étaient de 28,57% en 2024 et de 57,14% pour les emplois externes.
Il convient de noter que les règles de renouvellement de contrat sont désormais moins favorables à des parcours qualifiants menant plus régulièrement à l'emploi.

2.2.4 Les apprenti·es

2.2.4.1 Répartition des effectifs à la rentrée 2025/2026

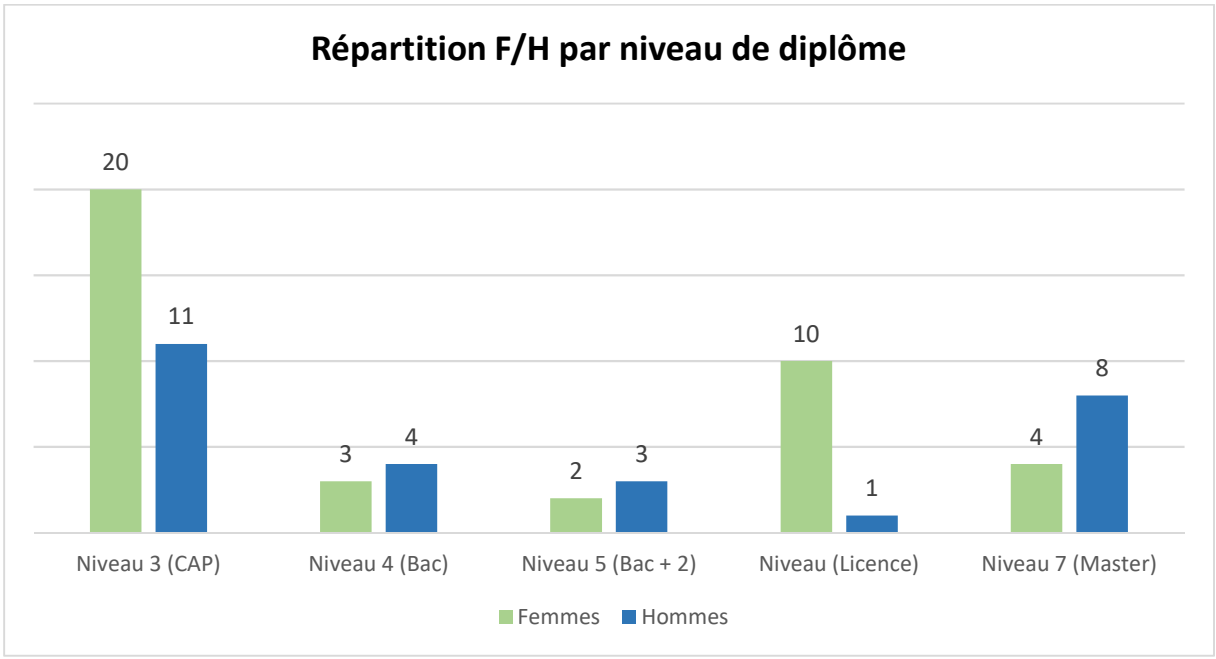


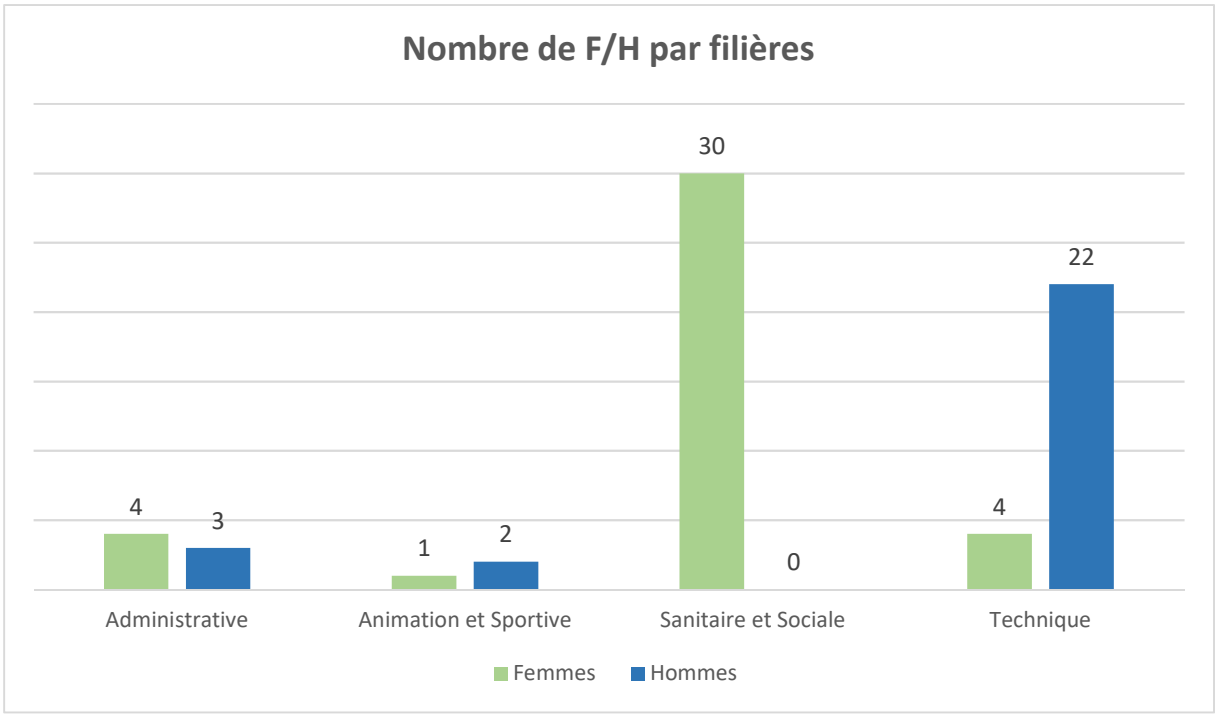
13 formations n'ont pas pu être pourvues faute de candidat·es ou de candidat·es au profil adéquat.

Direction d'affectation	Apprentis-es			%		
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total
Direction générale des services	1	0	1	2,56	0,00	1,52
Direction architecture et patrimoine	0	1	1	0,00	3,70	1,52
Direction de la Culture	2	2	4	5,13	7,41	6,06
Direction de l'Enfance et de l'Education	26	2	28	66,67	7,41	42,42
Direction des ressources logistique	1	1	2	2,56	3,70	3,03
Direction des Sports	0	4	4	0,00	14,81	6,06
Direction Espaces Publics et Naturels	1	5	6	2,56	18,52	9,09
Direction des Mobilités	0	1	1	0,00	3,70	1,52
Direction Solidarités santé jeunesse	5	0	5	12,82	0,00	7,58
Direction Urbanismes et Territoires	1	0	1	2,56	0,00	1,52
Direction de Territoires	0	0	0	0,00	0,00	0,00
Direction des ressources humaines	0	1	1	0,00	3,70	1,52
Direction du numérique et des systèmes d'informations	1	3	4	2,56	11,11	6,06
Direction de l'Eau et des risques environnementaux	1	5	6	2,56	18,52	9,09
Direction Propreté et gestion des déchets	0	1	1	0,00	3,70	1,52
DM Terre	0	1	1	0,00	3,70	1,52
Total	**39**	**27**	**66**	**100**	**100**	**100**

2.2.4.2 Niveau de diplômes préparés

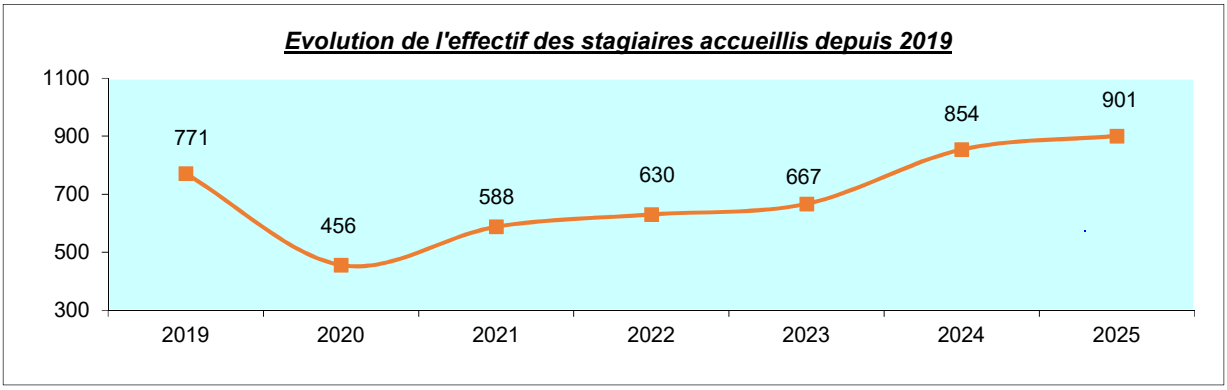
Niveaux de diplômes	Niveau	2018/2019		2019/2020		2020/2021		2021/2022		2022/2023		2023/2024		2024/2025		2025/2026	
		F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H
C.A.P., B.E.P., C.T.M., B.E.P.A., C.A.P.A.	3	19	6	18	4	21	6	21	10	22	9	25	9	22	11	20	11
BAC PRO, B.E., B.P., B.T.M., MC	4	3	14	4	11	3	8	1	7	6	14	10	6	7	4	3	4
B.T.S., B.T.S.A., D.U.T., C.S., D.E.	5	17	3	20	3	18	3	18	5	7	3	6	5	2	6	2	3
Licence professionnelle	6	2	1	1	1	1	3	4	6	6	5	10	3	14	3	10	1
Master 1 et 2, Ingénieur	7	5	8	7	5	8	10	11	10	15	8	12	14	8	10	4	8
Total		78		74		81		93		95		100		87		66	





2.2.5 Les stagiaires

2.2.5.1 Evolution de l'effectif des stagiaires accueilli·es depuis 2019

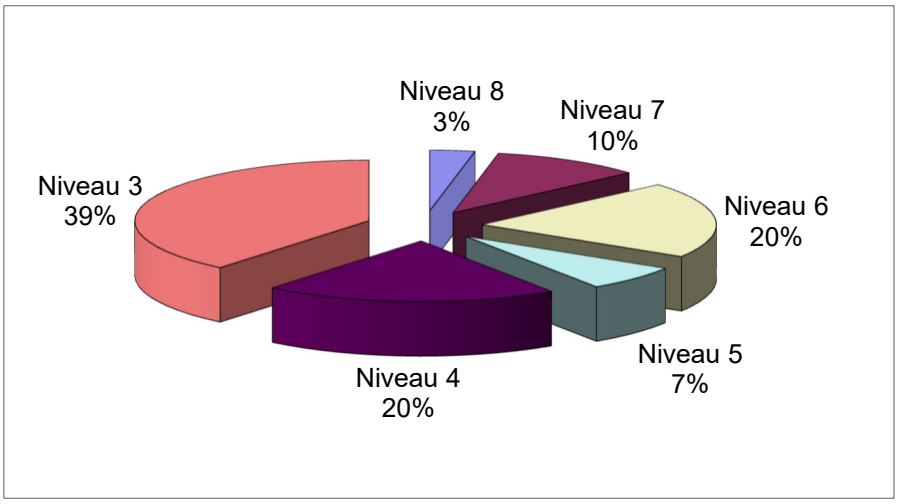


2.2.5.2 Répartition des stagiaires par direction en 2025

Direction	Total
Cabinet	9
Secrétariat Général / Service Juridique	9
Groupe Politique	5
Direction de l'Accomp. des Projets, Innov. et Équipes	1
Direction de l'Enfance et de l'Éducation	185
Direction de la Commande Publique	2
Direction de la Communication	6
Direction Architecture et Patrimoine	18
Direction de la Culture	252
Direction des Ressources Humaines	6
Direction des Solidarités, de la Santé et Jeunesse	98
Direction des Sports	66
Direction des Territoires	20
Direction Dév Eco et Attractivité	9
Direction Eau et Risques Environnementaux	13
Direction Espaces Publics et Nature	45
Direction Evènements et Vie Associative	0
Direction Finances Programmation	1
Direction Generale des Services	13
Direcrtion Mobilité	2
Direction Numérique et Systèmes d'Information	11
Direction Participation Citoyenne	5
Direction Population Élections Cultes	20
Direction Propreté et Gestion des Déchets	4
Direction Réglementation Urbaine	5
Direction Rel Européennes, Internat. et Transfrontalières	8
Direction Ressources Logistiques	24
Direction Sécurité, Prévention	15
Direction Transitions Énergi Climat	7
Direction Urbanisme et Territoires	33
Protocole	3
Administration Générale et Ressources - DUT/DDEA-DTEC	6
Total	**901**

2.2.5.3 Répartition par niveau de diplôme en 2025

Niveaux de diplômes ou type de stages	Hommes	Femmes	Total	%
Doctorat, habilitation à diriger des recherches (Niveau 8)	13	15	28	3%
Master, diplôme d'études approfondies, diplôme d'études supérieures spécialisées, diplôme d'ingénieur (Niveau 7)	22	72	94	10%
Licence, licence professionnelle, BUT, maîtrise, master 1 (Niveau 6)	49	134	183	20%
DEUG, BTS, DUT, DEUST (Niveau 5)	21	40	61	7%
Baccalauréat (Niveau 4)	55	128	183	20%
CAP, BEP (Niveau 3)	146	206	352	39%
Total	**306**	**595**	**901**	**100%**



2.2.5.4 Répartition par type de stage

Type de stage	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Stage Étudiant	233	280	409	364	310	336	280	304	311	314
Stage Collège	150	120	96	79	52	34	112	80	173	220
Stage Lycée	168	176	166	157	34	83	84	95	183	166
BAFA	26	42	42	40	11	57	56	53	50	40
Découverte évaluation	26	24	19	29	10	37	20	71	24	37
Toutes formations professionnelles	201	172	102	91	21	30	67	50	89	95
Toutes formations fonction publique	9	18	23	11	18	11	11	14	24	29
TOTAL	**813**	**832**	**857**	**771**	**456**	**588**	**630**	**667**	**854**	**901**

62 stagiaires (46 femmes, 16 hommes) ont été indemnisé·es en 2025, ce qui représente 162 710 € (81%) du budget alloué aux directions 0,57% par rapport à 2024.

2.2.6 Le service civique

Le service civique est un engagement volontaire au service de l'intérêt général, ouvert à tous les jeunes de 16 à 25 ans, sans condition de diplôme : seuls comptent les savoir-être et la motivation. Le service civique peut être effectué auprès de collectivités territoriales sur une période de 6 à 12 mois, pour une mission d'au moins 24h par semaine. Un engagement de service civique n'est pas incompatible avec une poursuite d'études ou un emploi à temps partiel par ailleurs.

Par délibération du Conseil de Communauté le 28 janvier 2011 et par délibération au Conseil Municipal le 22 juin 2015, notre administration est mobilisée pour l'accueil de jeunes en service civique au sein des services. Depuis des avenants ont complété et/ou modifié ces agréments triennaux.

Les jeunes bénéficient au cours de leur contrat d'une formation PSC1 (secourisme) et d'une formation civique modulable. Elles et ils obtiennent une attestation de compétences à l'issue de leur engagement.

En 2025, 83 volontaires (comprenant plus de 60% de femmes) de service civique dont 3 en Corps européen de solidarité et 2 volontaires de solidarité (hors Europe) ont été présent·es au sein des services de l'Eurométropole de Strasbourg. Les 30 missions agréées se sont déroulées sur une période de 6 à 10 mois.

Les directions d'accueil sont celles au contact du public pour des actions de sensibilisation, de médiation essentiellement. Pour les missions de 2025 les directions concernées sont toujours les DEE, DUT, DS, DSSJ, DRU, DTEC et Culture.

3 LA MASSE SALARIALE ET LA RÉMUNÉRATION

3.1 EVOLUTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

La gestion de l'Eurométropole de Strasbourg et de la Ville de Strasbourg connaît une particularité.

En effet, par délibération des Conseils de la Ville et de la Communauté Urbaine de Strasbourg, les administrations des deux collectivités ont été fusionnées à partir de 1972. La convention de gestion, du 3 mars 1972, passée à cet effet prévoit l'inscription de la totalité des dépenses liées à la gestion commune au budget de l'ex CUS avec un remboursement proportionnel par la Ville. En vertu de cette convention, l'Eurométropole de Strasbourg prend en charge la totalité des rémunérations du personnel municipal et communautaire. La Ville assure le remboursement de sa quote-part, calculée mensuellement sur la base des salaires et charges effectivement payés et des répartitions des temps de travail des personnels entre les deux collectivités.

La Ville a, par contre, en totalité la charge des frais de pensions du régime local et c'est l'EMS qui assure le reversement de sa quote-part qui représente pour l'exercice 2025 un montant de : 265 569 €

Les dépenses totales de fonctionnement de l'EMS s'élèvent, pour l'année 2025, à : 769 912 157 €
Les dépenses totales de la DRH s'élèvent, pour l'année 2025, à : 392 068 624 €
Les dépenses de charges salariales (012) s'élèvent, pour l'année 2025, à : 383 102 090 €

Les dépenses totales de fonctionnement de la ville s'élèvent, pour l'année 2025, à : 430 810 995 €
Les dépenses de charges salariales (012) s'élèvent, pour l'année 2025, à : 222 879 799 €

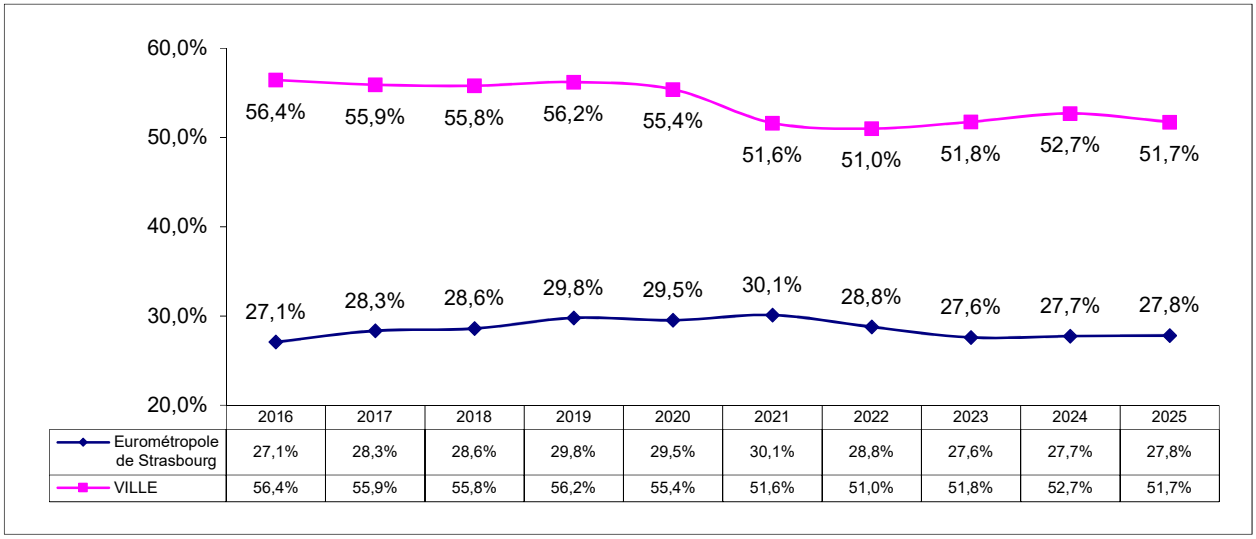
Le total du remboursement se monte à **246 539 314 €** dont :

pour la Ville	**219 251 795 €**
pour le budget annexe de l'Eau	**8 442 750 €**
pour le budget annexe de l'assainissement	**7 853 120 €**
pour le CCAS	**4 508 245 €**
pour le budget annexe Transport	**2 403 083 €**
pour l'Œuvre Notre Dame	**1 790 723 €**
pour la HEAR (EPCC)	**987 631 €**
pour la Caisse des Écoles	**501 802 €**
pour les frais de personnel de l'amicale	**444 216 €**
pour les frais de personnel autres	**258 545 €**
pour les frais de personnel de l'EPLE	**97 405 €**

Ainsi la part de l'Eurométropole de Strasbourg est de **145 529 310 €.**

Le ratio légal depuis 2016 évolue selon le graphique ci-dessous

Ratio = Dépenses de personnel / Dépenses réelles de fonctionnement



	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Eurométropole de Strasbourg	27,1%	28,3%	28,6%	29,8%	29,5%	30,1%	28,8%	27,6%	27,7%	27,8%
VILLE	56,4%	55,9%	55,8%	56,2%	55,4%	51,6%	51,0%	51,8%	52,7%	51,7%

3.2 EVOLUTION DE LA MASSE SALARIALE

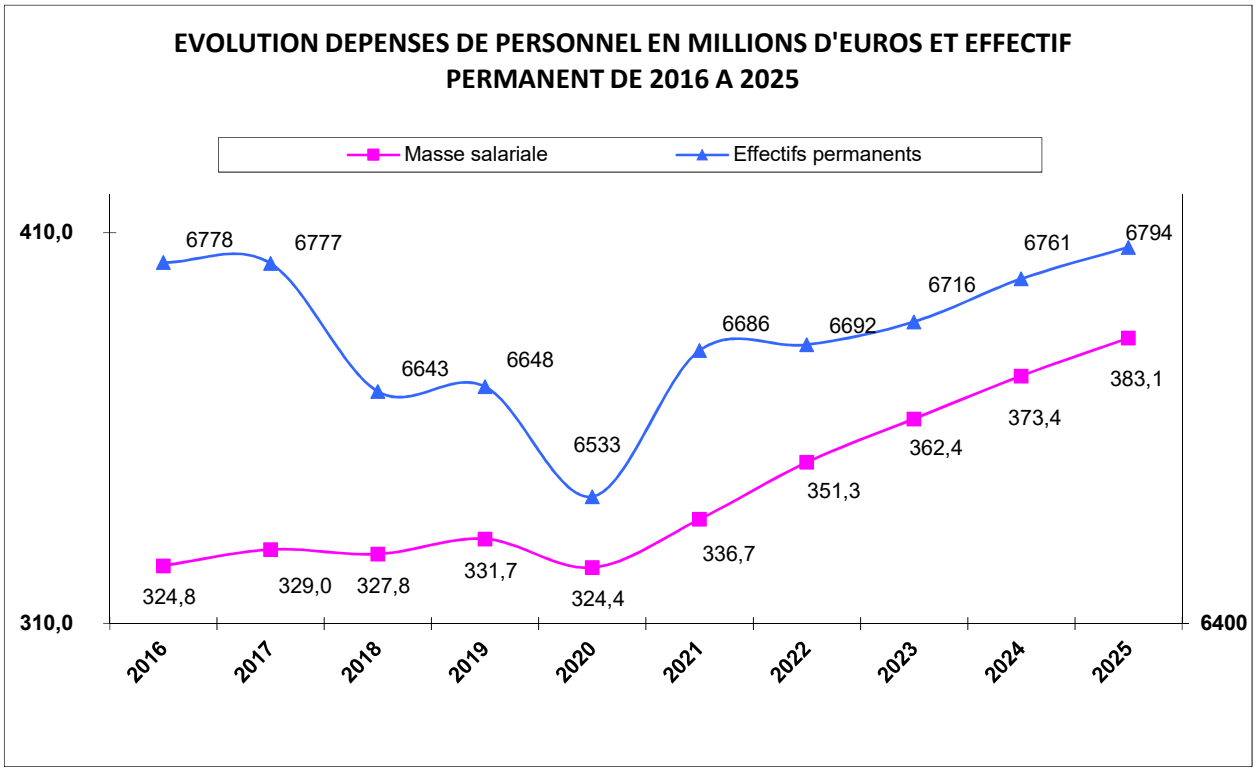
3.2.1 Évolution de 2016 à 2025

Afin de pouvoir analyser les chiffres de la masse salariale sur 10 ans, le graphique ci-dessous prend en compte les éléments suivants :

- les rémunérations, le traitement brut indiciaire ;
- les heures supplémentaires ;
- le régime indemnitaire, la prime de fin d'année ;
- les charges patronales.

Elle porte sur l'ensemble des statuts (titulaire, contractuel, non permanent et emplois d'insertion).

Ce qui porte le montant total de cet agrégat à **383 102 090 €** en 2025.



Les facteurs d'évolution de la réalisation de la masse salariale 2025 concernent plus particulièrement :

* Facteurs exogènes :

⇒ + 4,8 M€ au titre de la CNRACL. En effet, pour réduire le déficit de la CNRACL, le gouvernement a augmenté de 3 points le taux de cotisation employeur au 01/01/2025. Cette mesure de hausse de 3 points est reconduite pour chacune des années 2026/2027/2028 ;

⇒ + 2 M€ au titre des versements à l'URSSAF

- Augmentation du taux de la cotisation URSSAF maladie – maternité qui est revenu à 9,88 % au 01/01/2025 (au lieu de 8,88%) pour sa part patronale.
- Augmentation du taux AT/MP pour l'EMS, qui s'établit à 1,21% depuis le 01/05/2025 contre 0,90% auparavant.

* Facteurs endogènes :

⇒ + 1,65 M€ : adhésion au CNAS en date du 01/01/2025;

⇒ + 1 M€ : 1ère phase du RIFSEEP 3 (1ère tranche de la revalorisation de la prime d'avril et heures atypiques) ;

⇒ + 0,5 M€ : augmentation des effectifs globaux (baisse des moyens non permanents, hausse des moyens permanents).

3.2.2 Coût de la Nouvelle bonification indiciaire (NBI)

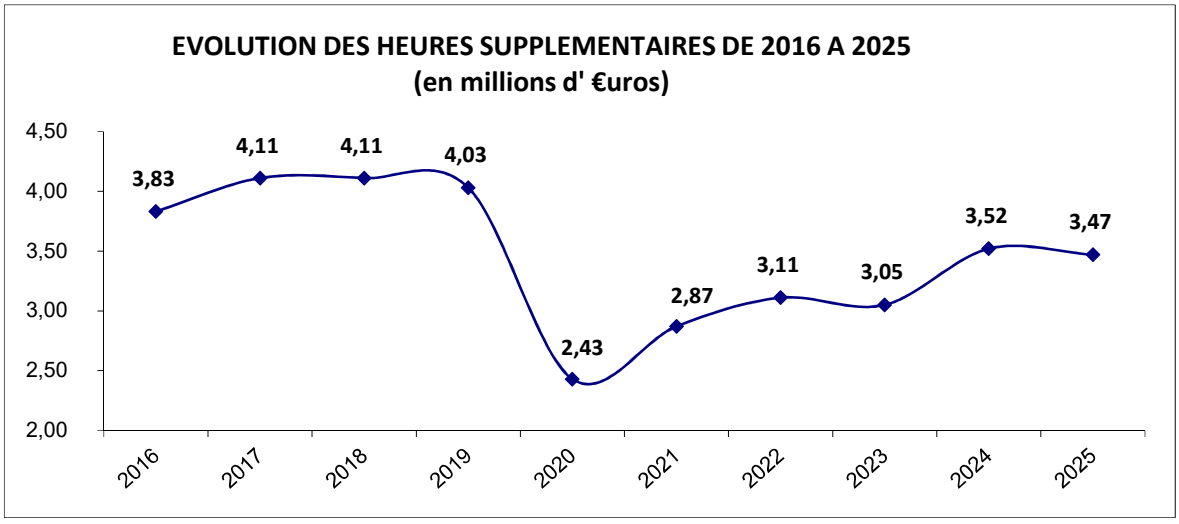
En 2025, 2 826 agent·es ont bénéficié d'une nouvelle bonification indiciaire pour un coût total de 2 035 395 €.

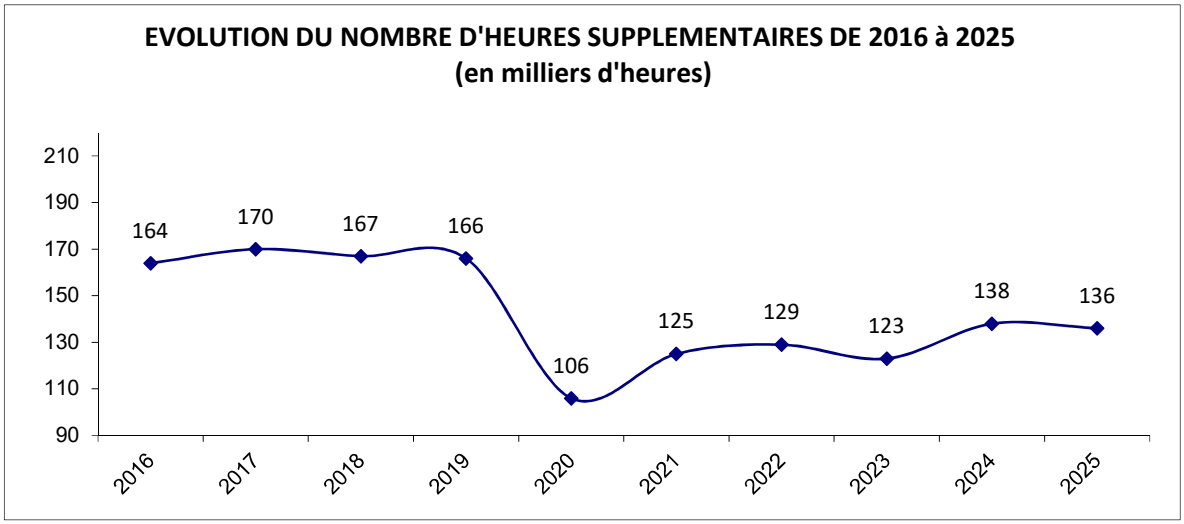
3.3 EVOLUTION DES HEURES SUPPLÉMENTAIRES

Évolution depuis 2016

Sont prises en compte toutes les heures supplémentaires payées au cours de l'année, aussi bien en montant qu'en volume.

Populations concernées : statutaires, contractuels et agents non permanents.





3.4 EVOLUTION DES PENSIONS DU RÉGIME LOCAL

Évolution de 2016 à 2025

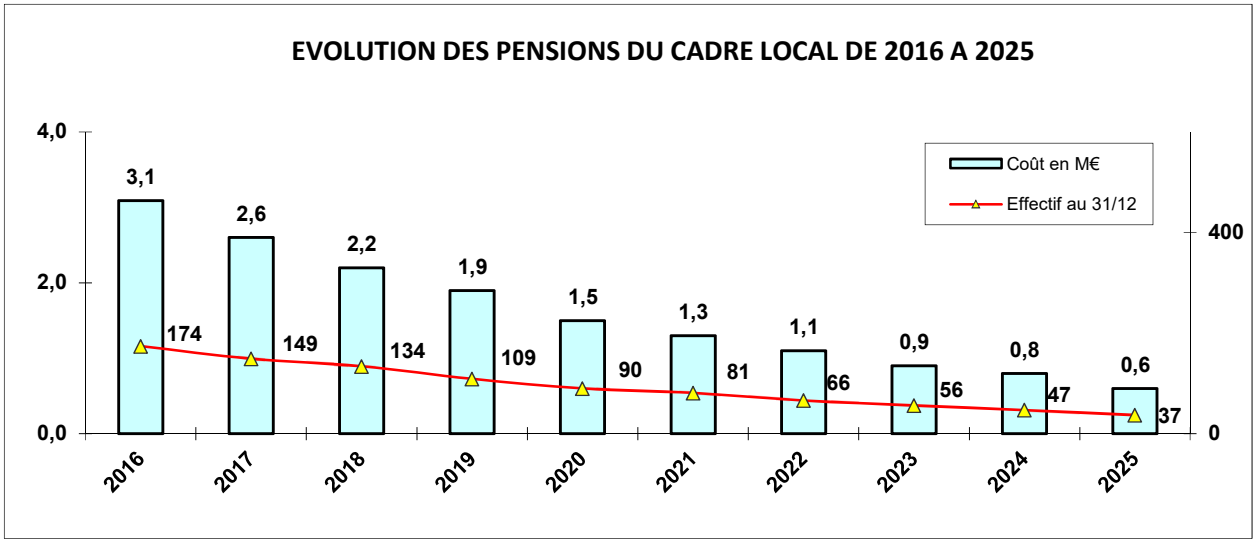
Le régime du cadre local a été instauré par la Ville de Strasbourg en 1935, pour les employés municipaux et en 1937, pour les ouvriers municipaux, afin de leur garantir la couverture retraite au moment de leur départ.

Suite à la création de la CNRACL en 1947, ces personnels pouvaient choisir, en 1953, soit de conserver le bénéfice du statut local, soit de relever du régime de la CNRACL.

Compte tenu des avantages liés à ce statut particulier, rares ont été ceux qui, à l'époque, ont fait le choix de la retraite auprès de la CNRACL.

Début 2025, 41 ancien·es agent·es de la Collectivité (retraités ou réversion aux veuves) bénéficient d'une pension de retraite versée directement par la Ville pour un coût total annuel de 0,6 M€ (l'Eurométropole rembourse une partie de ces retraites à la Ville).

	Coût en M€	Effectif au 31/12
2016	3,1	174
2017	2,6	149
2018	2,2	134
2019	1,9	109
2020	1,5	90
2021	1,3	81
2022	1,1	66
2023	0,9	56
2024	0,8	47
2025	0,6	37



3.5 ALLOCATIONS RETOUR À L'EMPLOI

L'Eurométropole de Strasbourg a adhéré à l'URSSAF depuis le 1er janvier 2022. Après une période de « carence » de 6 mois, France Travail assure désormais depuis le 1er juillet 2022 l'indemnisation des nouveaux·nouvelles agent·es contractuel·les en fin de contrat.

Elle indemnise tout titulaire entrant dans le dispositif ainsi que les ancien·nes contractuel·les en fin de contrat avant le 1er juillet 2022.

Répartition depuis l'année 2017 par nombre d'agents et par budget

Année	Nombre d'agents concernés	Budget (en €)
2017	607	2 802 714
2018	634	2 782 710
2019	608	2 475 320
2020	559	2 453 359
2021	511	2 530 478
2022	484	2 148 629
2023	337	1 512 669
2024	226	1 033 585
2025	144	690 051

Répartition par qualité administrative des agents indemnisés par l'EMS

Année	Stagiaires/Titulaires	Contractuels
2017	20	587
2018	12	622
2019	13	595
2020	9	550
2021	10	501
2022	28	456
2023	33	304
2024	19	207
2025	22	122

Pour information la Ville de Strasbourg n'a pas adhéré à l'URSSAF. Elle assure elle-même l'indemnisation de ses ancien·nes agent·es contractuel·les.

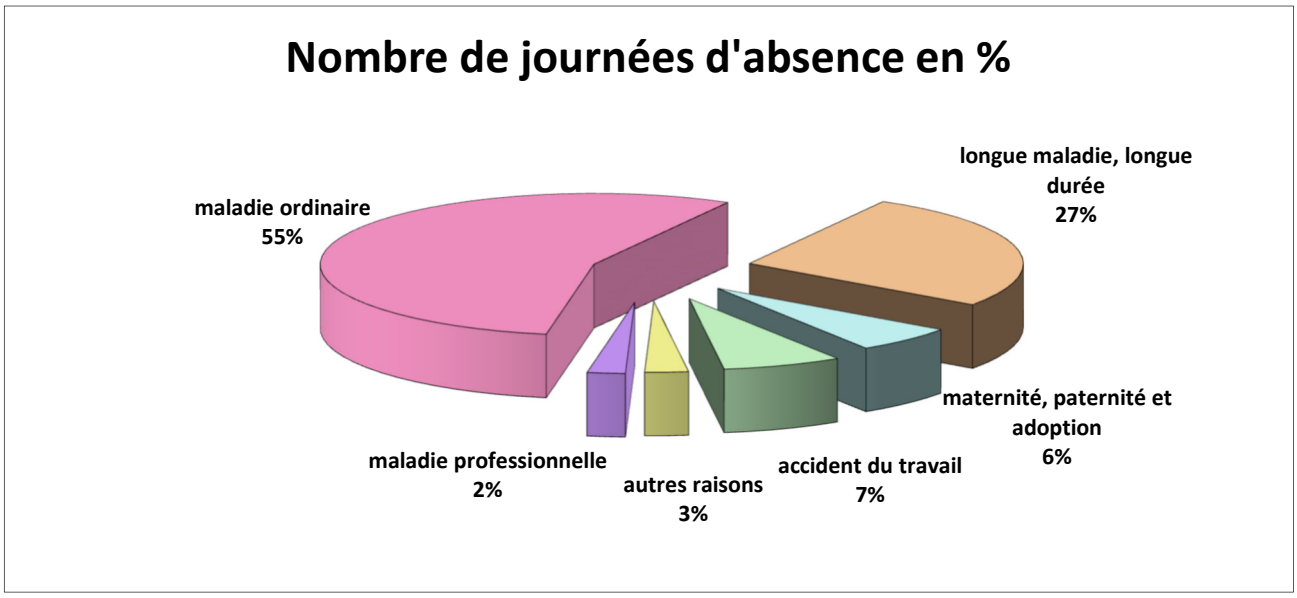
4 L'ABSENTEISME

Les chiffres de ce chapitre ne concernent que les agent·es permanent·es.

4.1 L'ABSENTÉISME EN 2025

4.1.1 Répartition des jours d'absence par motif

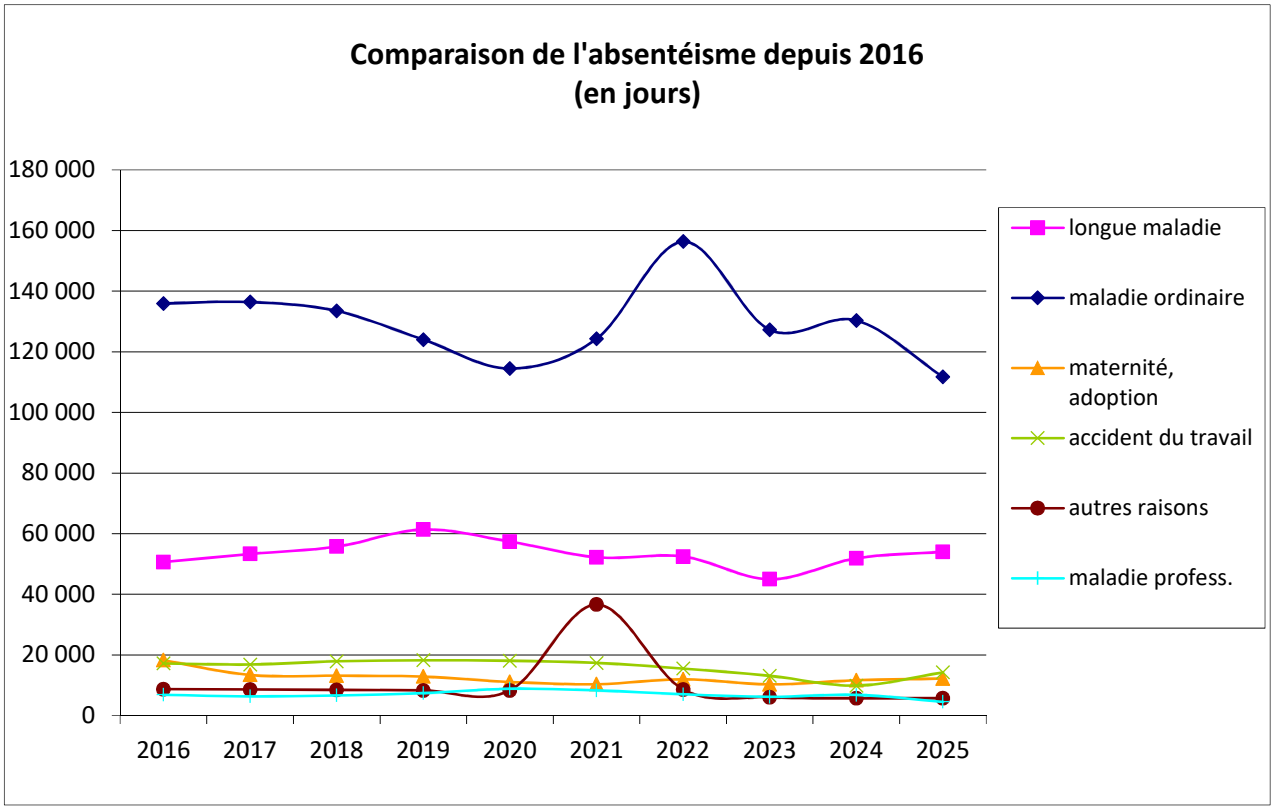
Nombre de journées d'absence en 2025	Titulaires et stagiaires		Contractuels sur emploi permanent		Total	soit en %	ETP
	Homme	Femme	Homme	Femme			
maladie ordinaire	47 918	55 220	1 134	7 471	111 743	55,36%	306,15
longue maladie, maladie de longue durée et grave maladie	18 514	34 157	702	627	54 000	26,75%	147,95
accident du travail (y compris accident de trajet)	8 873	4 383	245	733	14 234	7,05%	39,00
maladie professionnelle, maladie imputable au service ou à caractère professionnel	2 441	2 085			4 526	2,24%	12,40
maternité, paternité et adoption	893	8 941	103	2 254	12 191	6,04%	33,40
autres raisons (formation personnelle, autorisation d'absence pour évènements familiaux, pour fonctions électives, œuvres sociales, …)	2 635	1 859	227	451	5 171	2,56%	14,17
TOTAL	**81 274**	**106 645**	**2 411**	**11 536**	**201 865**	**100**	**553,05**



4.1.2 Évolution depuis 2016 des jours d'absence

Nombre de journées d'absence	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
maladie ordinaire	135 904	136 392	133 468	124 002	114 468	124 257	156 331	127 240	130 336	111 743
longue maladie, maladie de longue durée et grave maladie	50 639	53 297	55 728	61 361	57 400	55 222	52 441	44 967	51 867	54 000
accident du travail (y compris accident de trajet)	17 190	16 853	17 907	18 260	18 093	17 385	15 517	13 116	9 890	14 234
maladie professionnelle, maladie imputable au service ou à caractère professionnel	6 869	6 340	6 661	7 429	8 858	8 319	7 027	6 198	6 827	4 526
Taux d'absentéisme (MO, LM, MLD, GM, AT, MP)	8,5%	8,8%	8,8%	8,7%	8,3%	8,3%	9,5%	7,8%	8,1%	7,4%
maternité, paternité et adoption	18 259	13 387	13 151	12 866	11 097	10 355	11 945	10 308	11 671	12 191
autres raisons* (formation personnelle, autorisation d'absence pour évènements familiaux, pour fonctions électives, COVID, etc.)	8 720	8 604	8 486	8 310	5 032	37 274	8 622	6 050	5 741	5 171
TOTAL	**237 581**	**234 873**	**235 401**	**232 228**	**214 948**	**249 812**	**251 883**	**207 879**	**216 332**	**201 865**

**Prise en compte de l'ASA COVID en 2021 ce qui explique l'explosion du nombre de jours d'absence en 2021*



4.2 FOCUS SUR LA MALADIE ORDINAIRE EN 2025

4.2.1 Définition

La maladie ordinaire prend en compte les congés suivants :

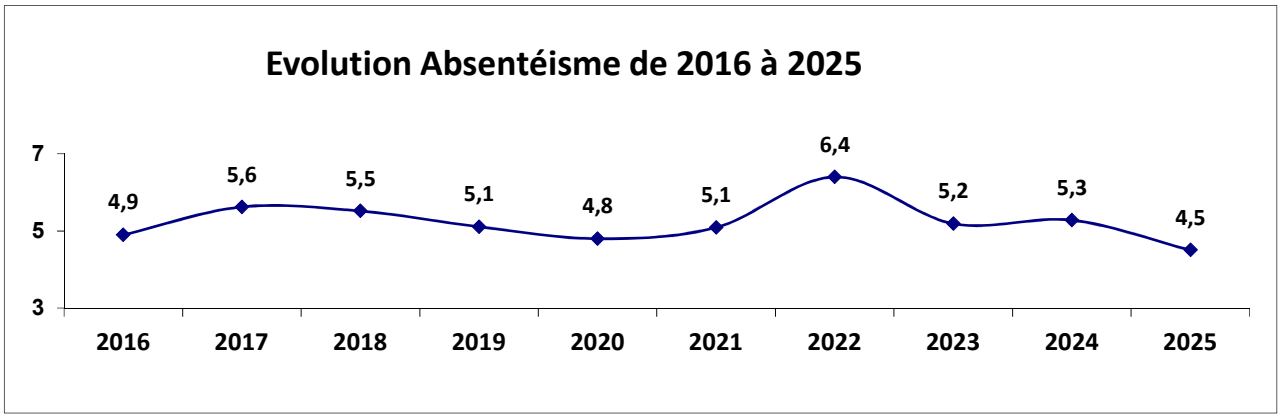
- Congés de maladie ordinaire
- Congés de maladie ordinaire suite à décision du comité médical départemental
- Cures
- Hospitalisations

4.2.2 Absentéisme global au titre de la maladie ordinaire

Année	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Nombre de jours de maladie ordinaire	135 904	136 392	133 468	124 002	114 468	124 257	156 331	127 240	130 336	111 743
Effectif permanent au 31/12	6 778	6 643	6 626	6 648	6 533	6 686	6 692	6716	6761	6 794
Taux d'absentéisme	5,5%	5,6%	5,5%	5,1%	4,8%	5,1%	6,4%	5,2%	5,3%	4,5%
Absentéisme en E.T.P.	372,3	373,7	365,7	339,7	313,6	340,4	428,3	348,6	357,1	306,1
Nombre d'agents malades	4 633	4 557	3 890	3 774	3 339	3 753	4 859	3 724	3 760	3 199
Ratio du nombre de jours de maladies ordinaires / nombre d'agents permanents	20,05	20,53	20,14	18,65	17,52	18,58	23,36	18,95	19,28	16,45
Ratio du nombre de jours maladies ordinaires / nombre agent malade	29,33	29,93	34,31	32,86	34,28	33,11	32,17	34,17	34,83	34,93

Taux d'absentéisme = nombre de jours d'absence * 100 / effectif permanent au 31/12 * 365

Équivalent temps plein = nombre de jours d'absence / 365



4.2.3 Absentéisme maladie ordinaire par direction

Direction	Effectif	Nombre Agents malades	Nombre de jours maladie ordinaire	Nombre de jours maladie ordinaire par agent	Nombre de jours maladie ordinaire par agent malade	Taux d'absentéisme
Cabinet eurométropole	52	16	420	8,08	26,25	2,21%
DGA Accompagnement Humain Ressources et Patrimoine	25	4	123	4,92	30,75	1,35%
DGA Transformation Démocratique Europe Territoire Prévention	25	15	474	18,96	31,60	5,19%
DGA Transformation Écologique et Économique	3	2	22	7,33	0,00	2,01%
DGA Transformation Sociale et Sociétale	6	3	90	15,00	30,00	4,11%
Direction accompagnement projets innovation équipe	15	6	205	13,67	34,17	3,74%
Direction architecture patrimoine	211	72	2459	11,65	34,15	3,19%
Direction commande publique responsable	27	8	427	15,81	53,38	4,33%
Direction communication	33	12	369	11,18	30,75	3,06%
Direction culture	819	370	11 577	14,14	31,29	3,87%
Direction développement économique et attractivité	55	14	484	8,80	34,57	2,41%
Direction eau et risques environnementaux	280	122	4569	16,32	37,45	4,47%
Direction enfance éducation	1445	827	26 606	18,41	32,17	5,04%
Direction espaces publics naturels	584	233	7 158	12,26	30,72	3,36%
Direction évènements vie associative	44	19	237	5,39	12,47	1,48%
Direction finances	34	9	69	2,03	7,67	0,56%
Direction générale des services	39	3	11	0,28	3,67	0,08%
Direction intercommunalité	4	2	38	9,50	19,00	2,60%
Direction mobilités	55	19	318	5,78	16,74	1,58%
Direction numérique systèmes informations	90	16	318	3,53	19,88	0,97%
Direction participation citoyenne	15	3	108	7,20	36,00	1,97%
Direction population élections cultes	166	107	5748	34,63	53,72	9,49%
Direction propreté et gestion des déchets	808	486	19863	24,58	40,87	6,74%
Direction réglementation urbaine	57	23	469	8,23	20,39	2,25%
Direction relations européennes internationales	29	11	261	9,00	23,73	2,47%
Direction ressources humaines	157	69	2 864	18,24	41,51	5,00%
Direction ressources logistiques	299	127	6 011	20,10	47,33	5,51%
Direction sécurités prévention	276	122	4464	16,17	36,59	4,43%
Direction solidarités santé jeunesse	496	238	7696	15,52	32,34	4,25%
Direction sports	310	141	5469	17,64	38,79	4,83%
Direction territoires	63	28	651	10,33	23,25	2,83%
Direction transitions énergie climat	35	10	258	7,37	25,80	2,02%
Direction urbanisme territoires	211	60	1789	8,48	29,82	2,32%
Secrétariat général	26	11	118	4,54	10,73	1,24%
TOTAL GENERAL	**6 794**	**3 199**	**111 743**	**16,45**	**34,93**	4,51%

5 LA FORMATION

5.1 BUDGET DE LA FORMATION

5.1.1 Budget formation 2025

Montant de la cotisation CNFPT	**2 040 336 €**
Coût des actions de formation prises en charge par l'Eurométropole de Strasbourg	**1 174 204 €**
Frais de déplacement et d'hébergement	**156 931 €**
Total	**3 371 471 €**

Ce total représente :

1,65 % de la masse salariale servant à calculer le montant de la cotisation obligatoire CNFPT

(204 267 447 €)

5.1.2 Évolution du budget de la formation depuis 2016

	Cotisations CNFPT[1]	Formations commandées à d'autres organismes	Frais hébergement	Montant des salaires des agents en formation[2]	Montant des salaires service formation[3]	Total
2016	**1 551 593 €**	1 273 999 €	148 246 €	4 037 311 €	736 971 €	**7 748 120 €**
2017	**1 581 154 €**	1 365 468 €	91 030 €	3 664 894 €	655 252 €	**7 357 798 €**
2018	**1 587 082 €**	1 228 745 €	93 363 €	3 959 058 €	679 349 €	**7 547 595 €**
2019	**1 589 126 €**	1 329 806 €	77 978 €	3 304 087 €	616 173 €	**6 917 170 €**
2020	**1 275 114 €**	1 009 049 €	41 180 €	1 806 062 €	641 718 €	**4 773 123 €**
2021	**1 631 028 €**	1 337 270 €	62 792 €	2 683 777 €	742 910 €	**6 457 778 €**
2022	**1 694 957 €**	1 286 562 €	90 145 €	2 590 750 €	772 723 €	**6 435 137 €**
2023	**1 736 982 €**	1 288 798 €	95 800 €	3 199 242 €	509 554 €	**6 830 376 €**
2024	**2 019 589 €**	1 330 600 €	215 874 €	3 185 463 €	634 922 €	**7 386 448 €**
2025	**2 040 336 €**	1 174 204 €	156 931 €	3 143 828 €	631 764 €	**7 147 063 €**

[1] Le montant de la cotisation annuelle versé correspondant à 0,9 % de la masse salariale

[2] Salaires stagiaires : concernent les salaires des agents partis en formation

[3] Salaires département formation : concerne les salaires des agents du département formation qui gèrent le dispositif de formation

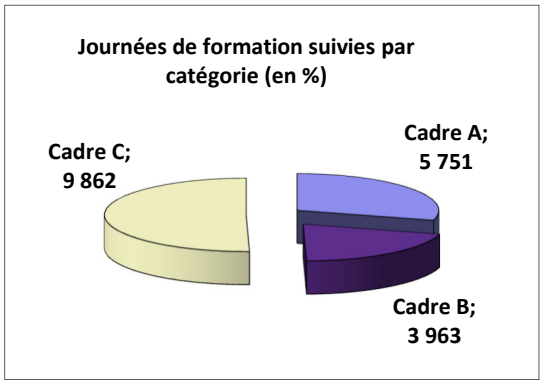
Chiffres 2025 arrêtés au 31/12/2025.

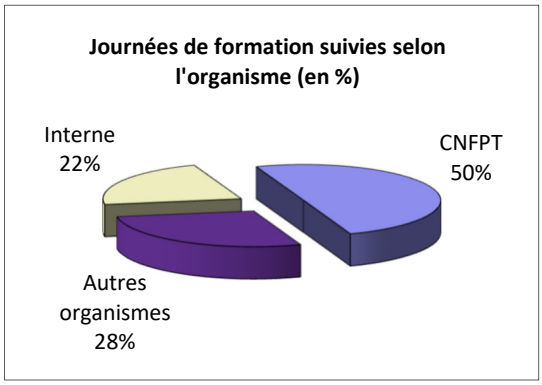
5.2 FORMATIONS EN JOURS ET EN EFFECTIFS

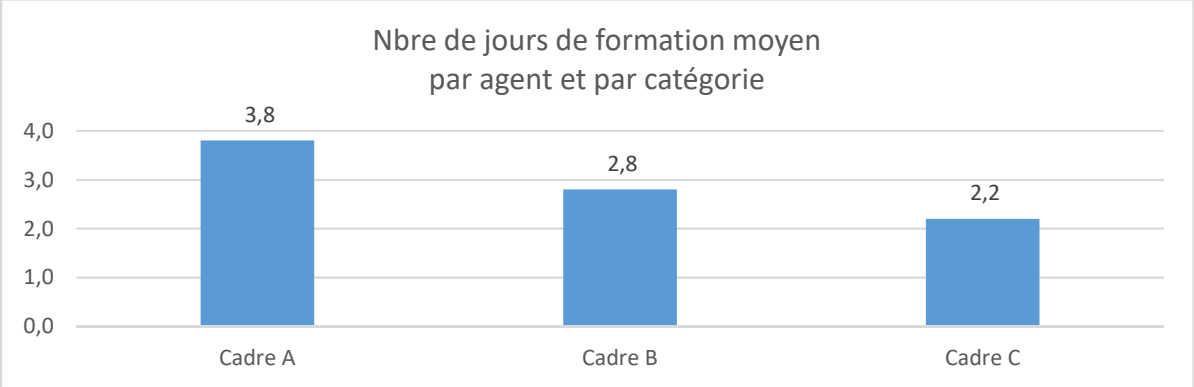
5.2.1 Journées de formation suivies au cours de l'année 2025

Ces chiffres concernent les agent·es titulaires, stagiaires et contractuel·les

	Type formation	Autres organismes	CNFPT Cotisation obligatoire	CNFPT Partenariat	Collectivité	**Total**
A	Formation de perfectionnement	1 274	944	95	1 405	3 718
	Formation intégration & professionnalisation	57	1 472	132	310	1 971
	Formation personnelle	38	-	-	3	41
	Formation Statuts Particuliers	-	-	-	-	-
	Préparations Concours & Examens	-	21	-	-	21
Total A		**1 369**	**2 437**	**228**	**1 717**	**5 751**
B	Formation de perfectionnement	697	505	56	804	2 063
	Formation intégration & professionnalisation	45	1 165	66	276	1 551
	Formation personnelle	4	-	-	17	21
	Formation Statuts Particuliers	-	4	-	1	5
	Préparations Concours & Examens	-	324	-	-	324
Total B		**746**	**1 997**	**122**	**1 098**	**3 963**
C	Formation de perfectionnement	3 180	917	249	1 245	5 591
	Formation intégration & professionnalisation	127	2 889	297	249	3 562
	Formation personnelle	43	2	-	-	45
	Formation Statuts Particuliers	-	261	100	3	364
	Préparations Concours & Examens	-	300	-	-	300
Total C		**3 351**	**4 369**	**646**	**1 497**	**9 862**
Total		**5 466**	**8 803**	**995**	**4 312**	**19 576**

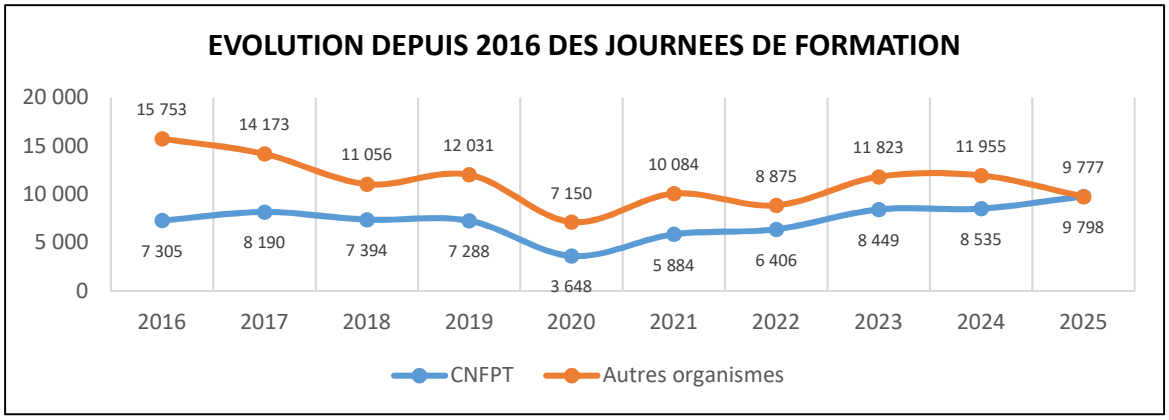






5.2.2 Journées de formations suivies depuis 2016 par organisme

	Nombre total de journées de formation			En pourcentage	
	CNFPT	Autres organismes	Total	CNFPT	Autres organismes
2016	7 305	15 759	23 064	31,67	68,33
2017	8 190	14 173	22 363	36,62	63,38
2018	7 394	11 056	18 450	40,08	59,92
2019	7 288	12 031	19 318	37,72	62,28
2020	3 648	7 150	10 797	33,78	66,22
2021	5 884	10 084	15 967	36,85	63,15
2022	6 406	8 875	15 281	41,92	58,08
2023	8 449	11 823	20 272	41,68	58,32
2024	8 535	11 955	20 490	41,65	58,35
2025	9 798	9 777	19 576	50,05	49,95



5.2.3 Effectifs des agents en formation

5.2.3.1 Nombre de participations à des formations en 2025

Ces chiffres concernent les agent·es titulaires, stagiaires et contractuel·les sur postes permanents.

Un agent est comptabilisé à chaque fois qu'il effectue une formation de l'un ou l'autre type (à noter : un·e agent·e peut donc être compté·e plusieurs fois)

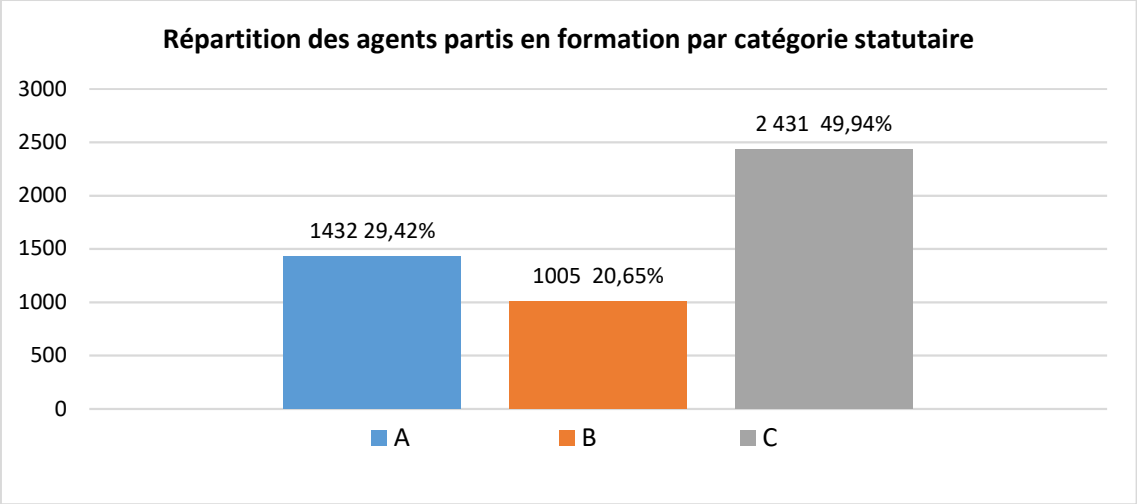
Type de formation	Femmes	Hommes	Total
Formation de perfectionnement	913	401	1314
Formation intégration & professionnalisation	378	149	527
Formation personnelle	2	1	3
Préparations Concours & Examens	21	5	26
Total A	**1314**	**556**	**1870**
Formation de perfectionnement	531	348	879
Formation intégration & professionnalisation	237	135	372
Formation personnelle	4	2	6
Formation Statuts Particuliers	1	2	3
Préparations Concours & Examens	45	50	95
Total B	**818**	**537**	**1355**
Formation de perfectionnement	902	1114	2016
Formation intégration & professionnalisation	569	434	1003
Formation personnelle	4	2	6
Formation Statuts Particuliers	21	35	56
Préparations Concours & Examens	47	86	133
Total C	**1543**	**1671**	**3214**
Total Général	**3675**	**2764**	**6439**

5.2.3.2 Agent·es parti·es en formation depuis 2016

L'agent·e n'est comptabilisé·e qu'une fois quel que soit le type de formation suivie.

	AGENTS PARTIS EN FORMATION			
	A	B	C	Total
2016	958	1 242	2 835	**5 035**
2017	934	1 224	2 985	**5 143**
2018	1 130	861	2 464	**4 455**
2019	1 228	849	2 531	**4 608**
2020	833	623	1 777	**3 233**
2021	1 074	739	2 053	**3 866**
2022	1 084	858	2 134	**4 076**
2023	1 210	940	2 383	**4 533**
2024	1 339	965	2 309	**4 613**
2025	1 432	1 005	2 431	**4 868**

En 2025, 4 868 agent·es sont parti·es au moins une fois en formation, ce qui représente 68,2 % de l'effectif permanent.



5.2.4 Consommation des heures CPF

Une délibération du 5 avril 2019 a posé les règles de l'utilisation du CPF par les agent·es de l'Eurométropole de Strasbourg sur la base des règles et des principes de l'ordonnance n° 2017-53 du 19 janvier 2017 et du décret n° 2017-928 du 6 mai 2017. Le cadre juridique ayant évolué avec la publication de la loi de transformation de la fonction publique, une nouvelle délibération a été adoptée le 25 juin 2021. Le compte est crédité de 25 heures par an jusqu'à l'acquisition de 150 heures.

En 2025 125 heures (soit 17 jours) ont été utilisées par les agent·es dans le cadre de leur projet professionnel.

5.2.5 Demandes formation continue/congés formation

Actions de formation continue en 2025

Nombre de demandes présentées lors de l'élaboration du plan :	*16 446*
Nombre de demandes acceptées lors de l'élaboration du plan :	*13 250*
Demandes refusées lors de l'élaboration du plan :	*1 978*
Nombre de demandes réalisées au cours de l'année :	*14 140*

Les demandes des agent·es au moment de l'élaboration du plan sont acceptées ou refusées. Durant l'année de mise en œuvre, certains agent·es peuvent renoncer à des formations inscrites au plan pour différents motifs : désistement, changement de missions, départ de la collectivité, problème de calendrier, formation considérée comme non adaptée par la Direction ou la DRH.

Au cours de l'année et sur inscription, des formations non acceptées au plan peuvent être réalisées.

Des formations sont aussi annulées ou reportées par les organismes le plus souvent faute de participants.

6 LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

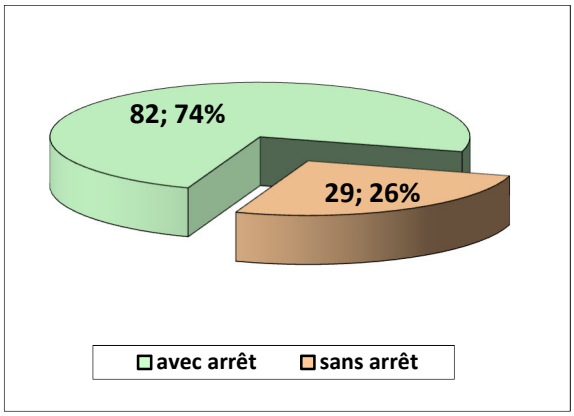
6.1 STATISTIQUES DES ACCIDENTS DE TRAVAIL EN 2025

Ces statistiques sont issues du rapport sur l'évolution des risques professionnels. La saisie des déclarations d'accident du travail a été arrêtée au 31/12/2025.

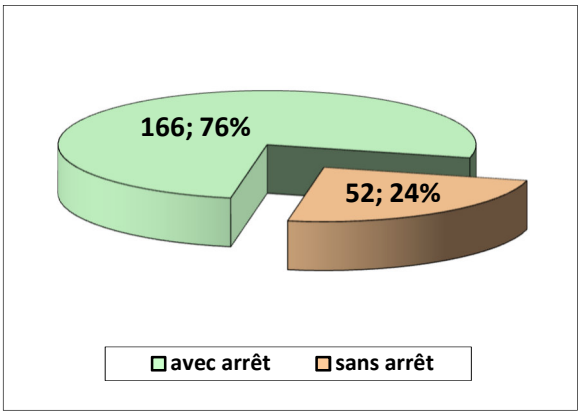
6.1.1 Répartition des accidents

Le nombre total d'accidents de travail et de trajet à l'Eurométropole de Strasbourg en 2025 est de 329

Accidents de trajet : **111**

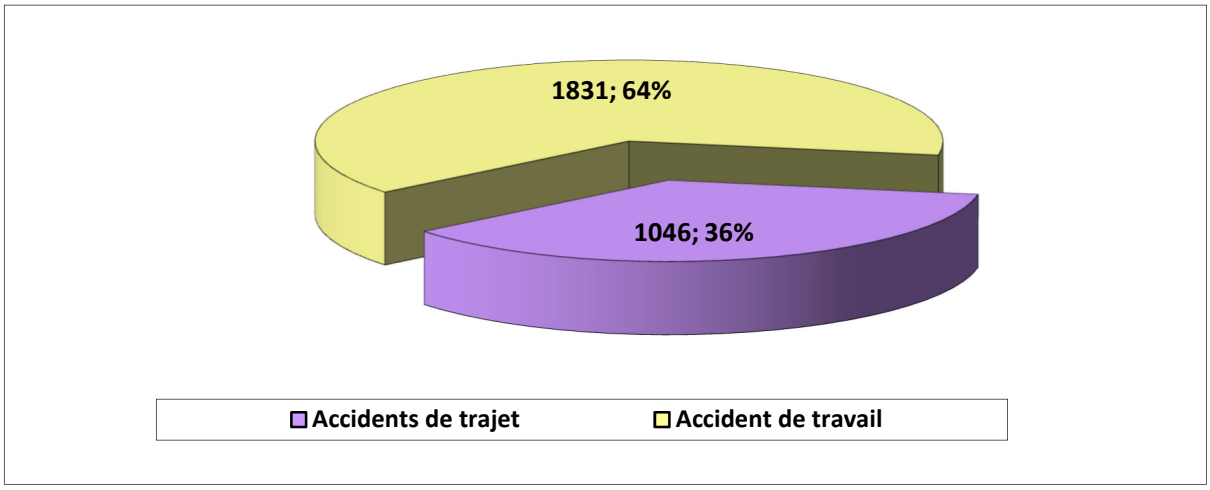


Accident de travail : **218**



6.1.2 Répartition des jours d'arrêts de travail

Le nombre de jours d'arrêt de travail générés par les accidents de 2025 est de 2877 (samedi et dimanche inclus).



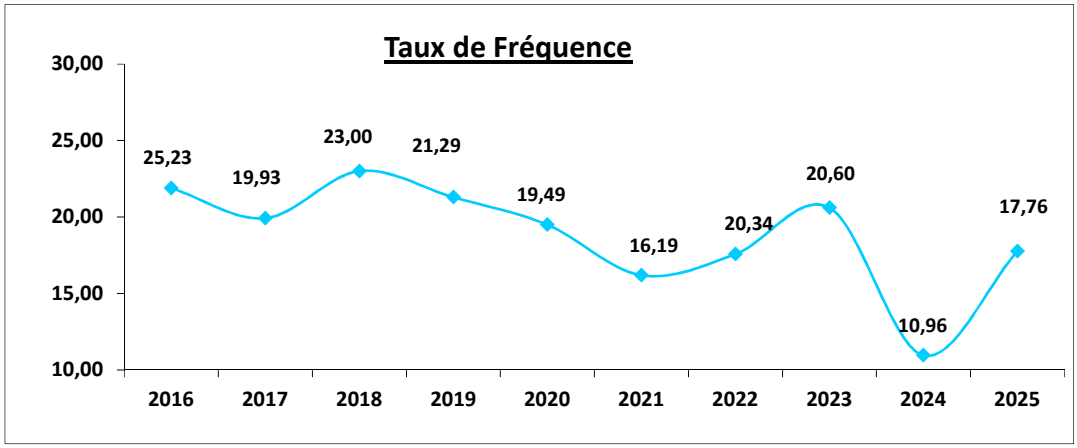
6.1.3 Taux de fréquence et taux de gravité

Le taux de fréquence et le taux de gravité sont deux indicateurs statistiques quantitatifs permettant d'effectuer un suivi d'une année sur l'autre et d'une collectivité à l'autre de la fréquence et de la gravité des accidents du travail.

6.1.3.1 Taux de fréquence (TFRAC)

$$\frac{\text{Nombre d'accidents de travail avec arrêt (hors accidents de trajet) X 1 000 000}}{\text{Nombre total d'heures travaillées dans l'année dans la collectivité}}$$

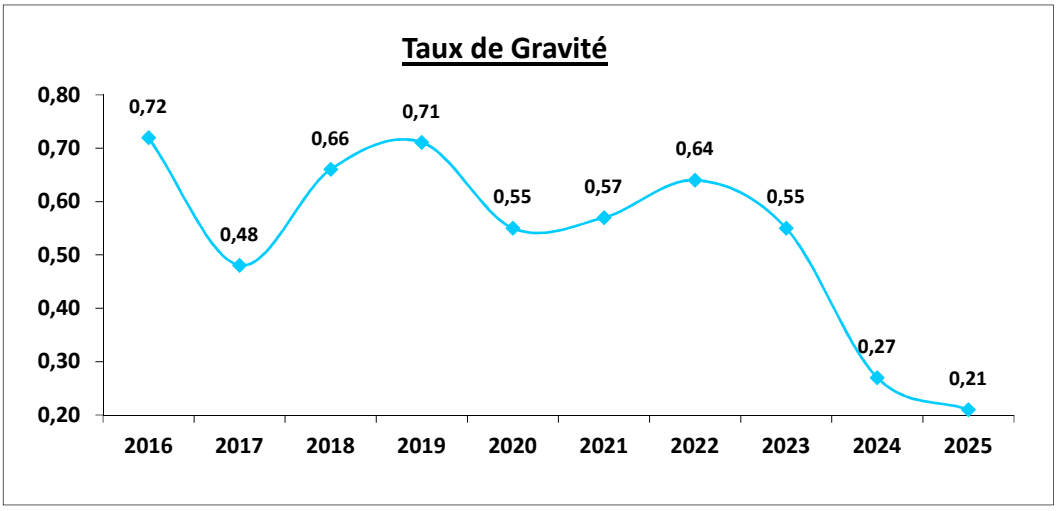
TFRAC = 17,76



6.1.3.2 Taux de gravité (TGRAC)

$$\frac{\text{Nombre de journées d'arrêt de travail (hors arrêt pour accidents de trajet) X 1 000}}{\text{Nombre total d'heures travaillées dans l'année dans la collectivité}}$$

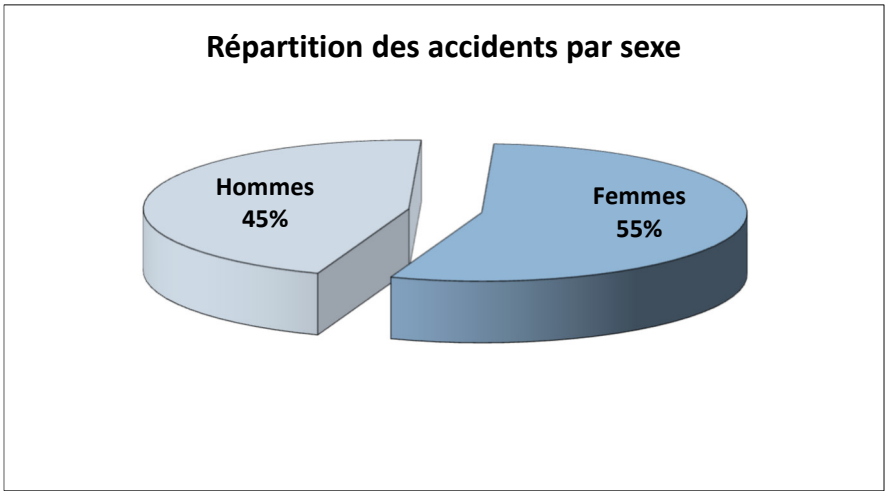
TGRAC = 0,21



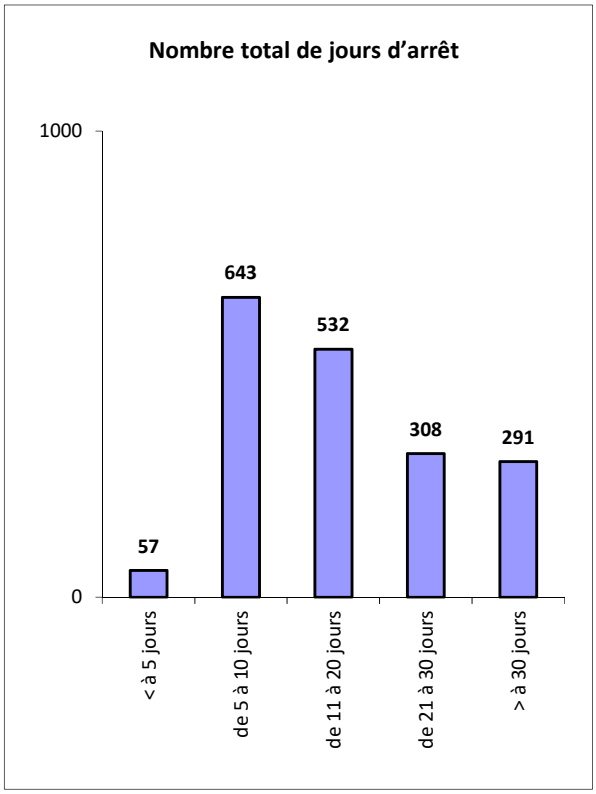
6.1.4 Répartition des accidents selon divers critères

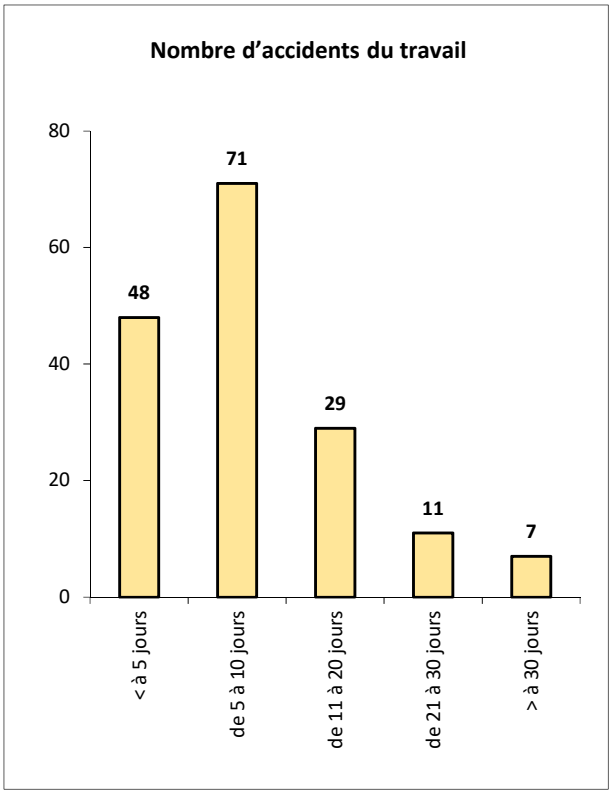
Les tableaux qui suivent présentent la répartition des accidents suivant plusieurs critères. Seuls sont pris en compte les accidents de travail avec arrêt (les accidents de trajet ne sont pas retenus).

6.1.4.1 Répartition des accidents suivant le personnel concerné

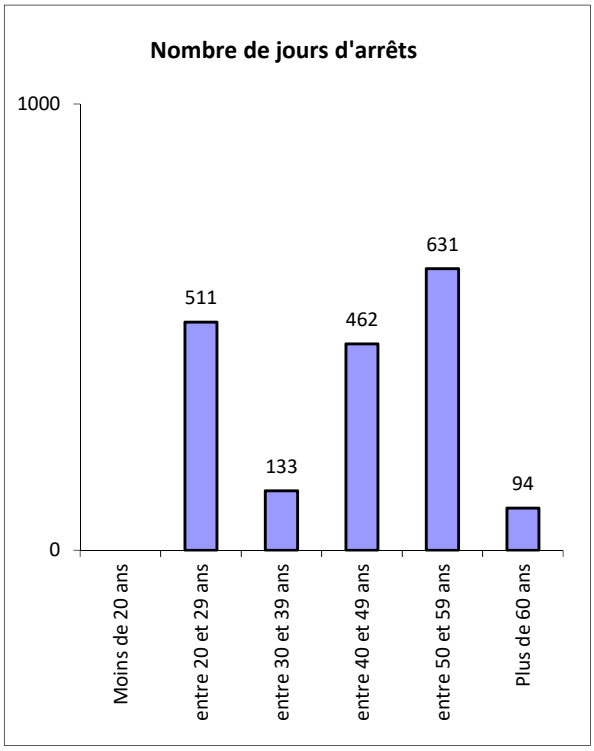


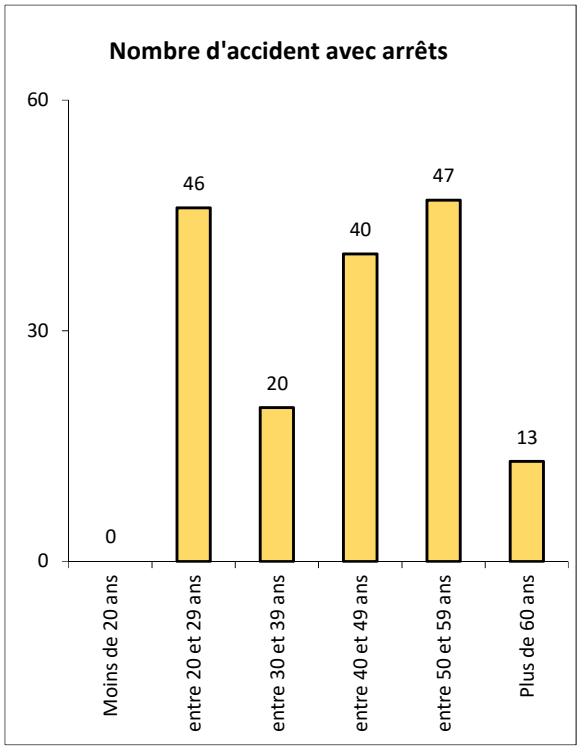
6.1.4.2 Répartition des accidents suivant le nombre de jours d'arrêt

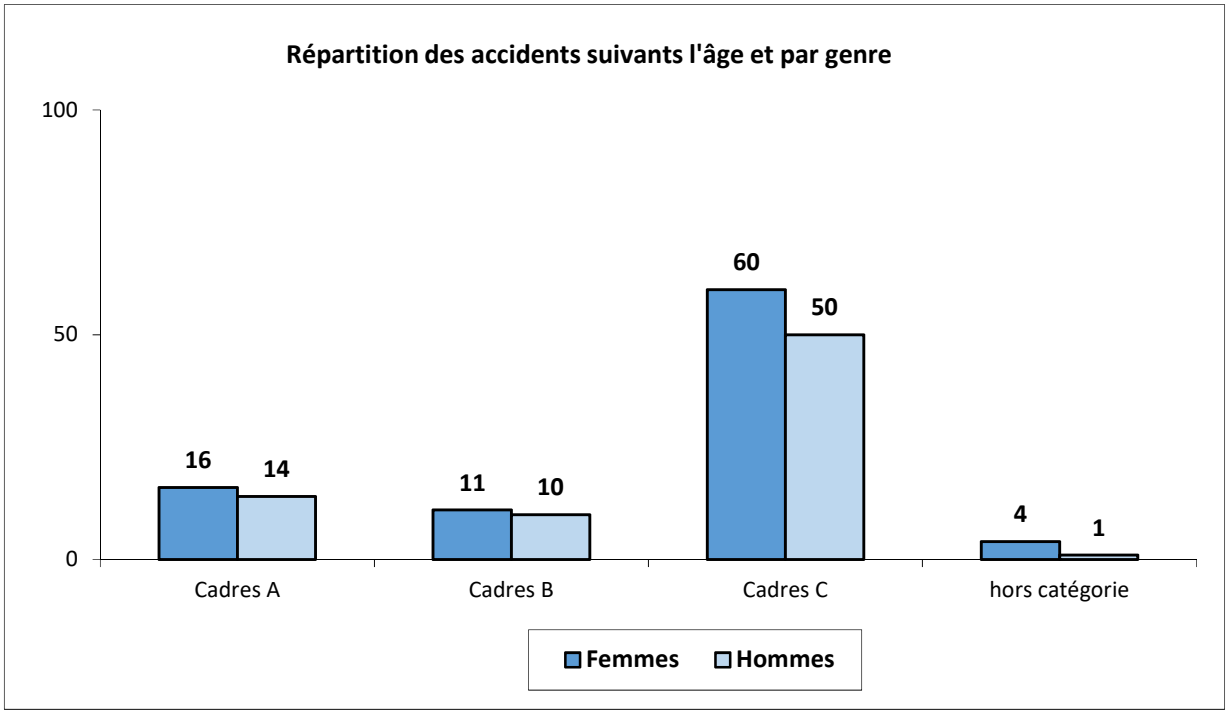


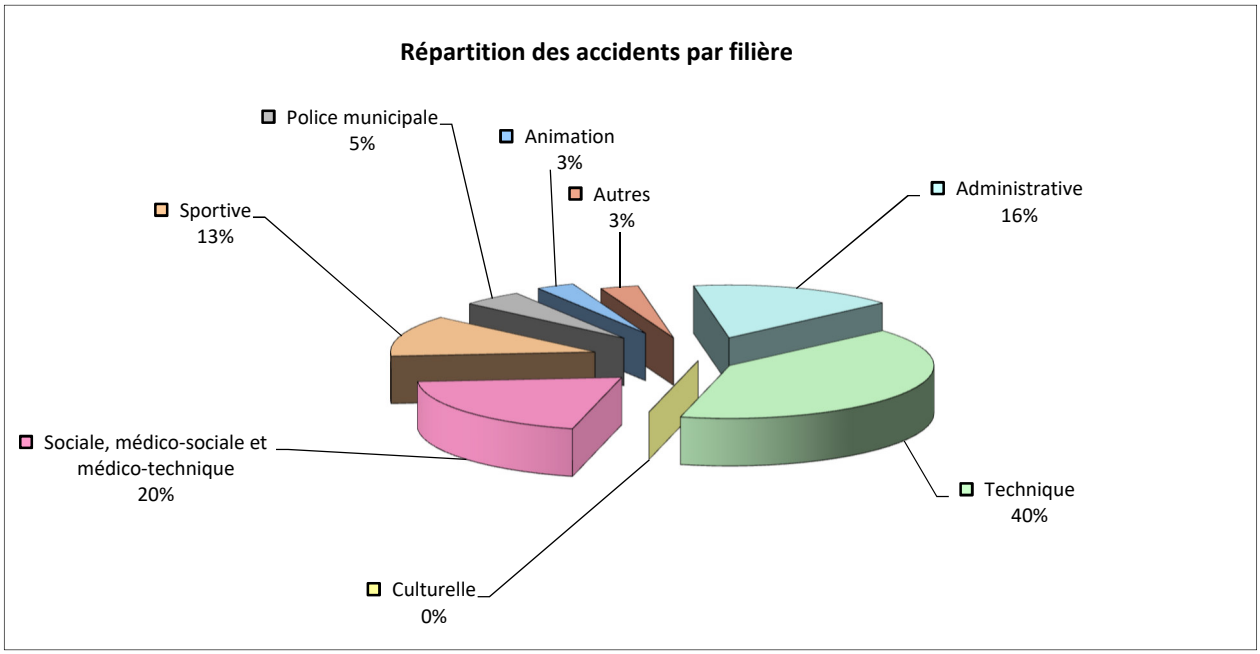


6.1.4.3 Répartition des accidents suivant l'âge









6.1.4.4 Répartition des accidents avec arrêts suivant les causes

Causes	Nombre d'accidents du travail			Jours d'arrêt de travail		
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total
Agression, violence, malade agité	9	6	15	43	75	118
chute	21	8	29	105	152	257
Effort de soulèvement, manutention de charge	0	7	7	0	48	48
Effort intense	9	10	19	133	153	286
glissade	18	2	20	290	210	500
Instruments coupants, piquants, tranchants propres	0		0			0
Instruments coupants, piquants, tranchants souillés	0		0			0
Machine et appareil	0		0			0
Objet ou masse en mouvement	1	9	10	0	129	129
Véhicule ou engin	0	1	1		2	2
Autres	33	32	65	286	415	701
Total	**91**	**75**	**166**	**857**	**1184**	**2041**

Les données peuvent comptabiliser les AT ayant plusieurs causes, ce qui explique les chiffres plus importants.

6.1.4.5 Répartition des accidents avec arrêts suivant les lieux

Lieu de travail	Nombre d'accidents du travail			Jours d'arrêt de travail		
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total
Déplacement professionnel	12	1	13	101		101
Lieu de travail habituel	98	64	162	745	385	1130
Lieu de travail occasionnel	5	12	17	11	153	164
Autre lieu	4	22	26		436	436
Total	**119**	**99**	**218**	**857**	**974**	**1831**

6.1.4.6 Répartition des accidents avec arrêts suivant la nature des lésions

Lésions	Nombre d'accidents du travail			Nombre de jours d'arrêt de travail		
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total
Brûlure			0			0
Contusions	30	25	55	196	339	535
Entorse	6	10	16	29	183	212
Fracture	1	6	7			0
Lésion interne		3	3		51	51
Lésion nerveuse ou neurologique		6	6		102	102
Lésions multiples	1		1	3		3
Lumbago		1	1			0
Malaise avec perte de connaissance			0			0
Plaie	2	1	3	10	3	13
Polytraumatisme	1	2	3			0
Réaction allergique ou inflammatoire, cutanée ou muqueuse			0			0
Sciatique, hernie discale, tassement vertébral			0			0
Tendinite, arthrite	1	1	2		7	7
Troubles psychologiques		2	2		7	7
Autres (à préciser)	49	18	67	619	282	901
Total	**91**	**75**	**166**	**857**	**974**	**1831**

Les données peuvent comptabiliser les AT ayant plusieurs natures de lésions, ce qui explique les chiffres plus importants.

6.1.4.7 Répartition des accidents avec arrêts suivant le siège des lésions

Siège des lésions	Nombre d'accidents du travail			Nombre de jours d'arrêt de travail		
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total
Avant-bras droit		3	3		24	24
Bouche		1	1		7	7
Bras droit	1		1	2		2
Bras gauche	1		1	2		2
Cheville droite	2		2	9		9
Cheville gauche	3	5	8	12	76	88
Colonne vertébrale: cervicales		6	6		102	102
Colonne vertébrale: dorsolombaires	10	4	14	136	44	180
Coude droit	2	2	4	5	7	12
Coude gauche	1		1	5		5
Cuisse droite	1		1	5		5
Cuisse gauche		3	3		51	51
Dos (sauf colonne vertébrale)	3	1	4	20		20
Epaule droite	11	1	12	228		228
Epaule gauche	4	2	6	33	29	62
Genou droit	3		3	2		2
Genou gauche	6		6	24		24
Jambe Gauche	10		10	98		98
Main droite		4	4		24	24
Main gauche		2	2		29	29
Main: autres doigts (droit)	1	2	3		5	5
Main: autres doigts (gauche)		1	1		2	2
Main: index et/ou pouce droits		2	2		19	19
Main : paume et dos droits		5	5		107	107
Multiples	3	9	12		152	152
Pied gauche		1	1		2	2
Poignet droit	7		7	90		90
Poignet gauche	1	1	2			0
Région lombaire (sauf colonne vertébrale)		2	2		29	29
Tête	6	4	10	43	29	72
Thorax		1	1			0
Yeux		1	1		3	3
Autres	15	12	27	143	233	376
Total	**91**	**75**	**166**	**857**	**974**	**1831**

Les données peuvent comptabiliser les AT ayant plusieurs sièges de lésions, ce qui explique les chiffres plus importants.

6.2 ACTIONS DE PRÉVENTION 2025

6.2.1 Actions de formation

Thème de la formation	Nombre d'agents	Nombre de jours
Abattage en Sécurité	5	17
AIPR (préparation + test) Autorisation d'intervention à Proximité des Réseaux - Profil Concepteur	52	52
AIPR (préparation + test) Autorisation d'intervention à Proximité des Réseaux - Profil Encadrant	31	31
AIPR (préparation + test) Autorisation d'intervention à Proximité des Réseaux - Profil Opérateur	35	35
ARI (Appareil Respiratoire Isolant)	31	15,5
Autorisation de conduite sur Tracteur Agricole recyclage	6	6
Autorisation de conduite sur Tracteur Agricole débutant	6	12
CACES Chariot automoteur : plusieurs catégories	4	16
CACES Chariot automoteur de manutention Cat 3 - Débutant	12	48
CACES Chariot automoteur de manutention Cat 3 - Recyclage	17	32,5
CACES Chariot automoteur de manutention Cat 4 - Débutant	1	4
CACES Chariot Automoteur de manutention Cat 7 - Débutant (ex Cat 6)	1	4
CACES Chariot Automoteur de manutention Cat 7 - Recyclage (ex Cat 6)	8	16
CACES Chariot automoteur de manutention et Gerbeur - Débutant/recyclage	7	25
CACES Engins de chantier Cat A - Débutant (ex Cat 1)	7	31
CACES Engins de chantier Cat A - Recyclage (ex Cat 1)	14	28
CACES Engins de chantier Cat B1 - Débutant (ex Cat 2)	2	8
CACES Engins de chantier Cat C1 - Débutant (ex Cat 4)	8	32
CACES Engins de chantier Cat C1 - Recyclage (ex Cat 4)	4	8
CACES Engins de chantier Cat F - Débutant - option Godet	18	78
CACES Engins de chantier Cat F - Débutant (ex Cat 9)	4	16
CACES Engins de chantier Cat F - Recyclage (ex Cat 9)	6	12
CACES Engins de chantier Cat G - Débutant (ex Cat 10)	3	12
CACES Engins de chantier Cat G - Recyclage (ex Cat 10)	4	8
CACES Engins de chantiers - plusieurs catégories	16	69
CACES Gerbeurs à conducteur accompagnant Cat 2 - Débutant	4	10,5
CACES Gerbeurs à conducteur accompagnant Cat 2 - Recyclage	3	6
CACES Grues Auxiliaires de chargement - Débutant	27	81
CACES Grues Auxiliaires de chargement - Recyclage	45	90
CACES PEMP Cat A - Recyclage (ex Cat 1A - 3A - 1A et 3A)	2	4
CACES PEMP Cat A & B - Débutant (ex Cat 1A & 3A + 1B & 3B)	7	26
CACES PEMP Cat A & B - Recyclage (ex Cat 1A & 3A + 1B & 3B)	30	90
CACES PEMP Cat B - Recyclage (ex Cat 1B - 3B - 1B & 3B)	12	24
CACES PEMP Cat B - Débutant (ex Cat 1B - 3B - 1B et 3B)	4	12
CATEC Initial avec prérequis (certificat d'aptitude à travailler en espaces confinés)	6	12
CATEC Initial sans prérequis (certificat d'aptitude à travailler en espaces confinés)	3	3
CATEC Recyclage (certificat d'aptitude à travailler en espaces confinés)	37	37

Code de la route	15	45
Conduite en sécurité des tondeuses autoportées	33	16,5
Conduite en situations difficiles (hivernales routes glissante)	17	17
FCO : Le code de la route : actualisation des connaissances	2	2
FORCO FORMATEUR PS (recyclage PICF – PAE PS)	3	3
FORCO FORMATEUR PSC (recyclage PICF – PAE PSC)	2	2
FORCO PSE 1 (recyclage)	80	80
Formateur : Gestes et postures	2	8
Formation de conducteur ADR	1	3
Gestes qui sauvent	30	9
Gestion des conflits	42	75
Guidage externe de véhicules	53	26,5
Guide d'évacuation	8	2,4
Habilitation électrique : B0 H0 H0V initial et recyclage exécutant et chargé de chantier	26	26
Habilitation électrique : B0 H0 H0V recyclage exécutant et chargé de chantier	9	9
Habilitation électrique : Électricien recyclage B1(V), B2(V)B2V essais, BR, BC, B0, H0, H0V, BE essais, mesure, vérification	26	39
Habilitation électrique : initial B1 B1V B2 B2V B2V essais, BR, BE essais, mesure, vérification, BC, B0, H0, H0V	11	22
Habilitation électrique : initial BS, BE et/ou HE manœuvre, B0-H0-H0V	22	35,5
Habilitation électrique : recyclage B1/H1(V), B2/H2(V), B2/H2(V) essais, BR, BE/HE (essais, mesure, vérification), BC, HC, B0, H0, H0V	4	8
Habilitation électrique : recyclage BS, BE et/ou HE manœuvre B0, H0, H0V	55	55
Habilitation gaz GNV	37	39,8
Habilitation gaz GPL	2	2
Habilitation véhicule électrique	36	39
Journées de la sécurité routière au travail	74	32,8
La formation préalable obligatoire des assistantes et assistants de prévention	1	5
La gestion des conflits et de l'agressivité en situation d'accueil	37	78
La gestion des situations relationnelles difficiles dans son environnement de travail	16	48
La prévention des agressions verbales et physiques	6	15
Lutte contre l'incendie	51	25,5
Maniement tronçonneuse	21	10,5
Manipulation des extincteurs	102	51
Manipuler le chlore en sécurité	10	10
Montage/démontage d'échafaudages	20	41
Permis C – FIMO	6	120
PERMIS C – FCO	67	335
Permis C : sécurité routière et environnementale	9	27
PERMIS BE (Remorque)	7	21
PERMIS C (Poids lourds)	13	130
PERMIS CE (Super lourd)	1	10
PRAP : Prévention des risques liés aux activités physiques	10	20
PSC 1 (secourisme) : initial	170	170
PSC 1 (secourisme) : recyclage	342	171

Risque amiante : Amiante et travaux de maintenance - Formation des opérateurs initial	4	8
Risque amiante : Amiante et travaux de maintenance - Formation des opérateurs recyclage	2	2
Risque amiante : Personnel encadrant technique, de chantier et/ou opérateur initial	3	15
Risque amiante : sensibilisation au risque amiante	84	42
Sauvetage aérien dans les arbres	27	44
Sécurité des spectacles	2	10
Sécurité en eau vive	6	12
Sécurité/sûreté dans les écoles et EAJE	282	282
SSIAP 1 – recyclage	3	6
SSIAP 1 – remise à niveau	2	4
SSIAP 3 Recyclage: Chef de service de sécurité incendie	1	3
SST : Sauveteur Secouriste du Travail initial	45	93
SST : Sauveteur Secouriste du Travail recyclage	93	93
Tests psychotechniques (adjoint technique territorial)	24	3,6
Travail en hauteur	23	16,5
Travaux en hauteur et EPI antichute	28	28
Utilisation en sécurité des engins mécaniques	22	14,5
Total général	**2613**	**3570,6**

Actions de formation : 2018 : 3 154 jours, 2019 : 3 883 jours, 2021 : 4 249 jours, 2022 : 2 458 jours, 2023 : 2 347 jours, 2024 : 787 jours..

6.2.2 Mesures diverses :

6.2.2.1 Mesures techniques

- Gestion de l'habillement et des EPI (choix, test, vérification, formation au port…) ;
- Actions multiples conduites par les services dans le cadre des plans d'actions suite à l'évaluation des risques ;
- Fonctionnement optimisé du réseau des référents Habillement (activité définie par une lettre de mission et renforcée par une formation ‘sensibilisation aux ports des EPI’).

6.2.2.2 Mesures organisationnelles

- Réalisation ou mise à jour de l'évaluation des risques dans les services ;
- Mise en place du Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels pour la DRH ;
- Mise à jour du tableau des expositions aux produits chimiques (cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction).

6.2.2.3 Actions spécifiques conduites par le service médecine professionnelle (voir l’indicateur 9.2.2 dans la partie L’activité Médicale)

6.2.2.4 Autres actions de prévention des risques professionnels internes ou externes

- Animation mensuelle du réseau des préventeurs ;
- Animation mensuelle des séances des commissions thématiques du CST et du F3SCT ;
- Mise à jour du Programme Annuel de Préparation des Risques et d’Améliorations des Conditions de Travail (PAPRIPACT) ;

- Mise à jour des DUERP dans l'outil transversal RISQP (acquisition du logiciel en 2021) ;
- La révision des référentiels habillement et des équipements de protection individuelle ;
- Amélioration du dispositif de nettoyage des vêtements de travail afin d'optimiser la qualité et l'efficacité du service.

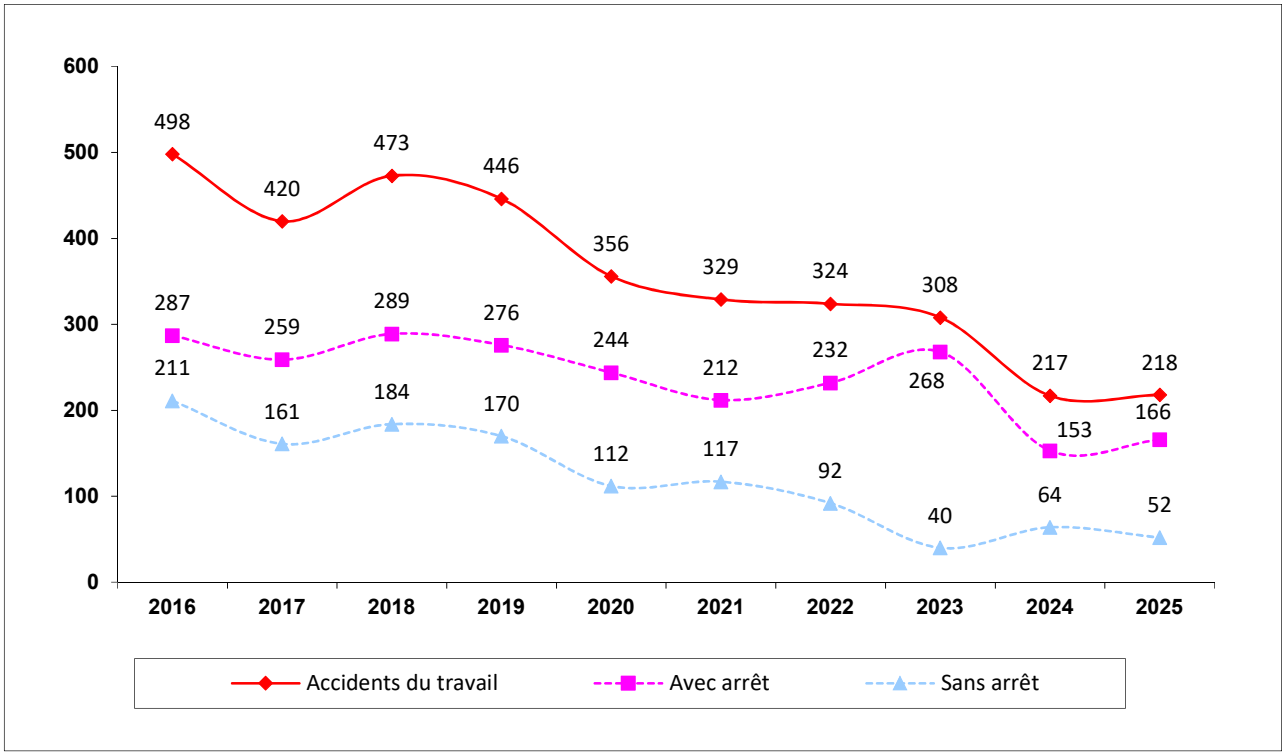
Prévision 2026 :

- Renouvellement d'un nombre important de marché AOO « EPI et effets d'habillement » ;
- Amélioration du plan d'action « Travail par fortes chaleurs et grand froid ».

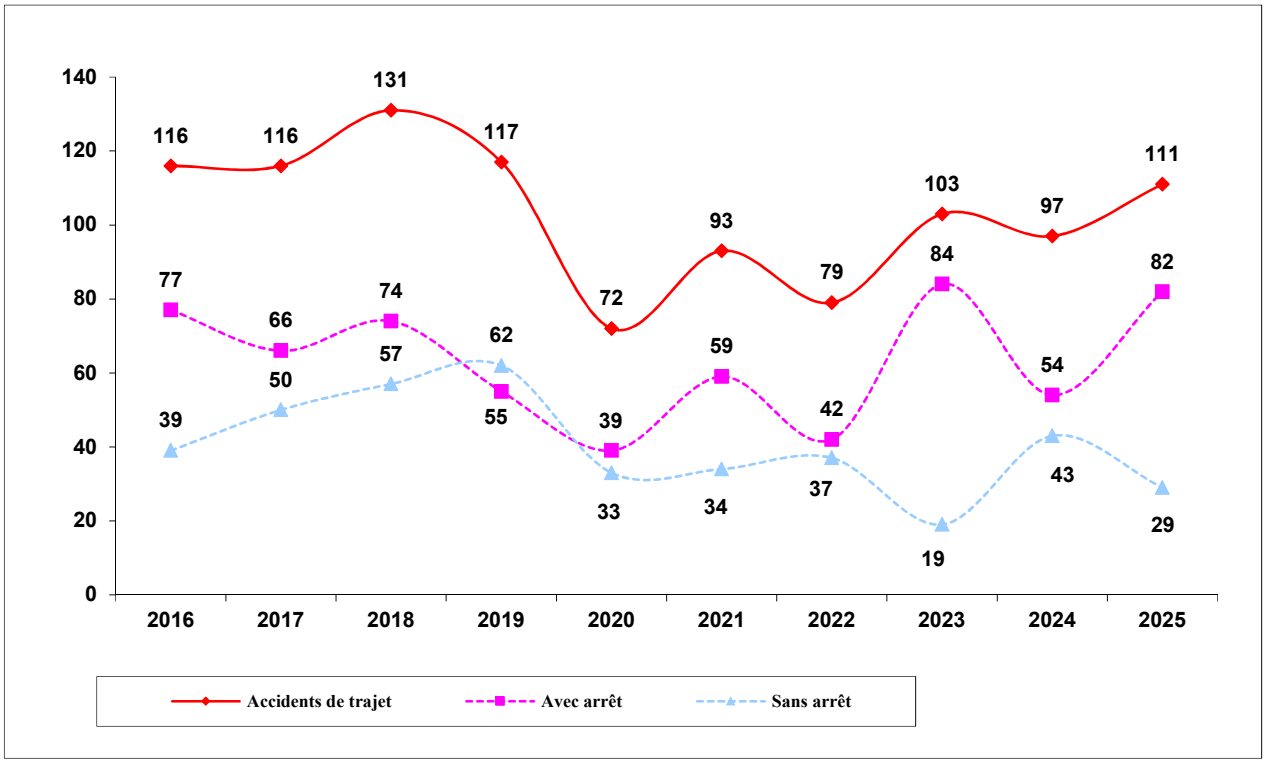
6.3 EVOLUTION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Déclarations	614	536	604	563	428	422	403	411	314	329
Accidents du travail	498	420	473	446	356	329	324	308	217	218
- avec arrêt	287	259	289	278	244	212	232	268	153	166
Accidents de trajet	116	116	131	117	72	93	79	103	97	111
- avec arrêt	77	66	74	55	39	59	42	84	54	82
Total accidents avec arrêt	**364**	**325**	**363**	**331**	**283**	**267**	274	**352**	**207**	**248**
% accidents avec arrêt	**59%**	**61%**	**60%**	**59%**	**66%**	**63%**	68%	**86%**	**66%**	**75%**

6.3.1 Évolution des accidents de travail sur 10 ans



6.3.2 Évolution des accidents de trajet sur 10 ans



7 TRAVAILLEUR·EUSES EN SITUATION DE HANDICAP

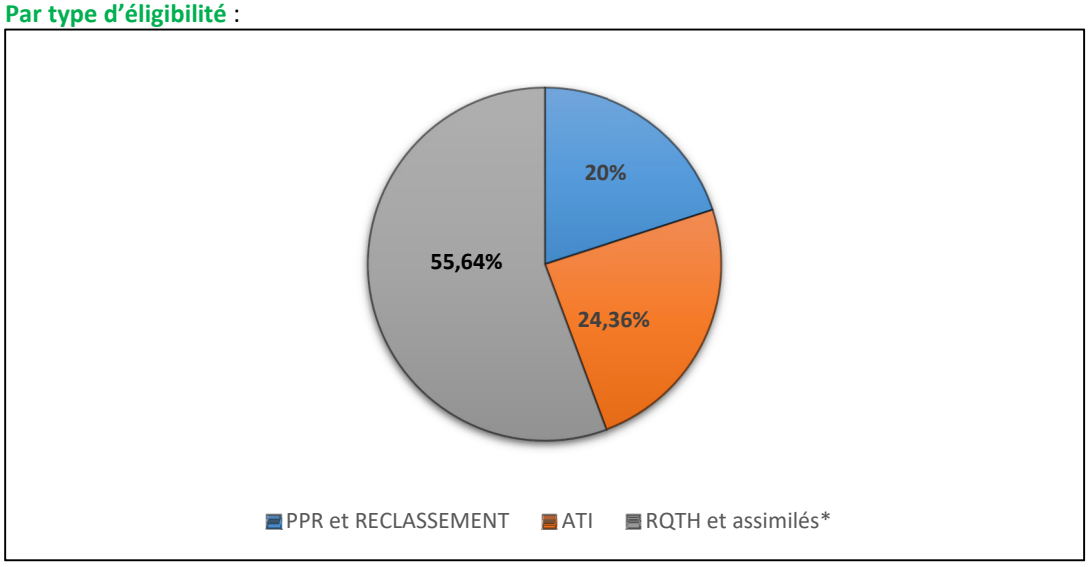
7.1 STOCK ET RÉPARTITION DES TRAVAILLEUR·EUSES EN SITUATION DE HANDICAP

Année	Effectif total rémunéré	Nombre légal de bénéficiaires (6% de l'ETR)	Nombre de bénéficiaires effectifs au 31/12/N-1	Taux d'emploi direct	Taux d'emploi légal suite à valorisation des dépenses effectuées auprès du secteur adapté
2015	6921	415	515	7,44%	8,12%
2016	6871	412	529	7,70%	8,40%
2017	6834	410	547	8%	8,49%
2018	6824	409	571	8,37%	8,64%
2019	6689	401	560	8,37%	8,69%
2020	6623	397	528	7,97%	8,01%
2021	6443	386	510	7,92%	N'existe plus depuis 2021*
2022	7489	449	565	7,54%	
2023	7396	443	575	7,77%	
2024	7409	444	604	8,15%	
2025	7098	426	579	8,04%	
2026	7526	451	550	7,31%	

* les dépenses auprès du secteur adapté ne sont plus converties en unités. Les employeurs qui ne satisfont pas à l'obligation d'emploi de 6% peuvent toutefois les déduire de la contribution exigée mais ce n'est pas le cas pour l'EMS.

7.2 RÉPARTITION DES BÉNÉFICIAIRES DE L'OBLIGATION D'EMPLOI

Par type d'éligibilité :



*Assimilés : Obligation d'emploi, allocation adulte handicapé, carte mobilité inclusion mention « invalidité », emploi réservé
* PPR : période de préparation au reclassement

Par genre	Femmes	Hommes
RQTH et assimilés	199	107
Allocation temporaire d'invalidité	55	79
RECLASSEMENTS et PPR	66	44
	320	**230**

Par âge

Moins de 25 ans	6
De 26 à 40 ans	70
De 41 à 55 ans	264
Plus de 55 ans	210

Par catégorie et genre	Titulaires Cat A	Titulaires Cat B	Titulaires Cat C	Non titulaires	Vacataires	Emplois particuliers (CEC et apprentis)
Femmes	33	42	222	18	1	4
Hommes	6	28	182	4	0	10

7.3 LES ACCOMPAGNEMENTS

97 dispositifs de compensation ont été mis en place par la mission handicap, sur préconisation médicale dans la majorité des cas. Citons par exemple 25 aménagements matériels (matériels adaptés, remboursement du reste à charge suite à l'acquisition de prothèses auditives et verres correcteurs) et 19 aménagements organisationnels (transcriptions braille, interprétariat LSF, transport adapté), 8 formulaires RH transcrits ou actualisés en Facile à Lire et Comprendre (FALC), 7 actions collectives de sensibilisation et 38 accompagnements spécifiques (apprentis en situation de handicap, portabilité des matériels, interventions de prestataires spécialisés, etc…)

81 agents ont bénéficié du supplément handicap en complément de leur Plan épargne chèques vacances du CNAS.

7.4 L'EMPLOYABILITÉ DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

La mobilisation de dispositifs favorisant cette employabilité s'est poursuivie en 2025

Ont ainsi été recrutés :

1 agent titulaire par voie de mutation.

7 agents non permanents (3 apprentis, 2 contrats ATA et 2 contrats CUI).

6 contractuels engagés au titre de l'article 352-4 du Code Général de la Fonction Publique (recrutement dérogatoire offrant une perspective de titularisation si l'aptitude professionnelle est confirmée). Chez les 11 personnes ainsi recrutées en 2024, on note en 2025, **9 titularisations**, 1 prorogation de contrat et 1 démission.

9,46% des 370 agents promus en 2025 sont en situation de handicap (30 avancements de grade et 5 promotions internes).

Par ailleurs**, 7 personnes** ont choisi l'Eurométropole pour réaliser une immersion professionnelle inclusive dans le cadre du Duoday 2025. Organisé lors de la semaine européenne pour l'emploi des personnes handicapées (SEEPH), ce dispositif vise à lever le principal frein à l'emploi des personnes handicapées : les préjugés.

7.5 LES CRÉDITS HANDICAPS 2025

Le financement des actions mises en place par la cellule handicap et travail représente **107 124€.**

En accord avec les termes de la convention EMS-FIPHFP, le cofinancement prévoit une part employeur pour un tiers (35 708€) et une part FIPHFP pour les deux tiers restants (71 416€).

8 LE RECLASSEMENT

8.1 LE DISPOSITIF DE PRÉVENTION DE L'INAPTITUDE ET DE RECLASSEMENT

Les objectifs du dispositif sont de :

- Permettre à un·e agent·e devenu·e inapte d'avoir une deuxième carrière, et ce quel que soit le problème de santé ;
- Prévenir les inaptitudes le plus en amont possible, en mettant l'accent sur les métiers fragilisants ;
- Optimiser les ressources internes.

8.2 LES EFFECTIFS CONCERNÉS

Toujours une majorité de femmes présentes dans le dispositif en 2025 avec une prédominance de la filière technique (63%) et de la filière sanitaire et sociale (17%) relevant de la catégorie C à 87%.

Parmi cet effectif, 31 situations ont une ancienneté de plus de 5 ans en général avec des difficultés de reclassement multifactorielles.

SITUATIONS	31/12/16	31/12/17	31/12/18	31/12/19	31/12/20	31/12/21	31/12/22	31/12/23	31/12/24	31/12/2025
Prévention	4	5	2	6	14	16	20	12	11	13
Repositionnement et/ou sinon reclassement							19	29	22	35
Reclassement	74	69	81	122	128	131	110	101	81	68
Autres (CLM/CLD, DOF, CMO, …)	30	31	25					1	1	
Equipe renfort	20	19	15	14	17	19	13	11	8	11
Régularisation*			-2						3	
TOTAL	128	124	121	142*	159	166	162	154	126	127

** Informations connues l'année en cours avec effet rétroactif sur l'année précédente (retraites pour invalidité, retraites simples, licenciement ...)*

NOUVELLES SITUATIONS	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Prévention	1	2	2	9	14	9	13	4	4	5
Repositionnement et/ou sinon Reclassement							16	13	5	10
Reclassement/PPR	32	20	14	43	39	43	20	18	6	13
Autres			2							
TOTAL	33	22	18	52	53	52	49	35	15	28

Les nouvelles situations relèvent principalement de la filière technique (17) et quasi-exclusivement de la catégorie C (24). On constate une reprise du nombre de situations prises en charge du fait d'effectifs de nouveau au complet pour l'accompagnement et la gestion des situations administratives.

SITUATIONS FINALISEES	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Prévention*	1	0		2	5	4	6	3	2	1
Repositionnement	10	10	11	15	20	22	26	7	10	3
Reclassement avec ou sans PPR				0				8	18	13
Sous-total avec équipe renfort	11	10	11	17	25	26	32	18	30	17
Retraites pour invalidité	6	4	5	1	4	5	2	7	5	4
Retraites	2	4		11	3	6	12	4	6	1
Aptes	3	4	3	0	0	1	1	2		
Aptes avec aménagement de poste	2	1		0	0	2		1		
Autres**		3	2	2	4	5	6	7	2	6
TOTAL	24	26	21	31	36	45	53	39	43	27

** Repositionnement d'agent·es initialement en prévention*

*** en 2025 : 3 disponibilités et 3 radiations dont une rupture conventionnelle.*

17 situations ont pu être finalisées par le biais de 4 repositionnements dans le même cadre d'emplois et 12 reclassements (avec changement de cadres d'emplois) dont 6 finalisées grâce à une PPR. Les reclassements interviennent dans la filière administrative (8) et dans la filière culturelle (5).

8.3 LES FORMATIONS DANS LE CADRE DES PARCOURS DE RECLASSEMENT

En 2025, les actions de professionnalisation se sont poursuivies :

- Des formations dès l'entrée dans le dispositif d'accompagnement pour engager un parcours plus professionnel ;
- Des remises à niveau mobilisables en fonction des besoins ;
- Des formations métier favorisant la professionnalisation des agent·es dans le cadre de leur reconversion ;
- Des immersions laissant la priorité aux formations ci-dessus.

    - 353 inscriptions formations en 2025;
    - 78 agent·es ont participé à au moins une formation (à rapporter aux 154 agent·es accompagné·es sur toute ou partie de l'année 2025).

8.4 LES FORMATIONS DANS LE CADRE DES PARCOURS DE RECLASSEMENT (SUITE)

		Nombre d'agent·es présent·es	Nombre de jours	coût pédagogique
1 Formations pour construire son projet professionnel et s'outiller en vue de sa mobilité	Mobilité : info mob - construire son projet pro en mobilité contrainte - Accompagnement au changement - construire ses CV et LM Réussir son entretien - Bilan de compétences/Bilan professionnel	**31**	**109,5**	**6 304,00 €**
2 Formations pour évoluer	Tests d'orientation concours C et B, info'formation	**1**	**0,3**	**0,00 €**
3 Formations de remise à niveau	Compétences + : tests de positionnement et/ou remises à niveau	**21**	**60**	**0,00 €**
4 Formations métier	Parcours administratif (bureautique, accueil physique et téléphonique, rédaction d'une lettre ou d'un courrier et organisation du classement).	**56**	**316**	**12 450,00 €**
	Formations liées à la sécurité et aux habilitations : Préventions aux risques routiers, PSC1, sensibilisation aux risques professionnels, habilitations électriques, PSC1, Conduite en sécurité, Lutte contre l'incendie, CACES, FC/FCO, risque amiante, Gestes qui sauvent	**8**	**8**	**102,00 €**
	Formations professionnalisantes diverses : management, lutte contre les discrimininations, prévention de la radicalisation, initiation aux marchés publics, logiciel métier, etc...	**35**	**81**	**2 451,00 €**
	total catégorie 4		**405**	**15 003,00 €**
TOTAL			**574,8**	**21 307,00 €**

9 L'ACTIVITE MEDICALE

9.1 L'ACTIVITÉ MÉDICALE CLINIQUE

Les effectifs pris en charge en 2025 s'élèvent à 6 881 agents dont : 6794 agents permanents (5795 agents titulaires 877 agents contractuels et 122 agents en CDI) ainsi que 87 agents non permanents (62 apprentis et 25 contrats aidés).

En 2025 l'activité du service médical est considérablement réduite en raison de la réduction de l'effectif médical. En effet un poste de médecin était déjà vacant fin de l'année 2024, puis le départ d'un deuxième médecin fin janvier 2025, ainsi que le congé puis le départ du troisième médecin courant du mois de mars. Durant quelques mois le suivi médical des agents de la collectivité est assuré par 1 médecin. Une nouvelle consœur a rejoint le service en mai 2025, et actuellement le suivi médical des agents est assuré par 2 médecins assistés de 2 assistantes.

9.1.1 Examens cliniques 2025

Embauche	Embauche et réintégration	171	**171**
Examen de reprise	après maladie	310	**320**
	après maternité	3	
	après accident du travail	7	
Surveillance médicale systématique	annuelle		**420**
	- surveillance médicale non particulière	39	
	- surveillance médicale particulière*	381	
Surveillance médicale occasionnelle	à la demande de l'intéressé	426	**935**
	à la demande du médecin du travail	104	
	à la demande du service de l'agent	367	
	de pré-reprise	38	
		TOTAL	**1 846**

Le logiciel permet d'enregistrer plusieurs motifs de visite en même temps, ce qui explique un nombre de visites enregistré supérieur au nombre d'agents vu en consultation. Durant l'année 2025, nous avons enregistré 1846 types de visites ce qui correspond à 1341 agents vus en consultation. Nombre d'agents, par leur état de santé (agents en situation de handicap, femmes enceintes…) ou par leurs expositions professionnelles (silice, amiante, poussières de bois, bitumes, travail posté …) sont soumis à une surveillance médicale particulière, soit par décret, soit à l'initiative du médecin de prévention.

Commentaires :

1341 agent·es ont passé une visite médicale en 2025. Il s'agit de :

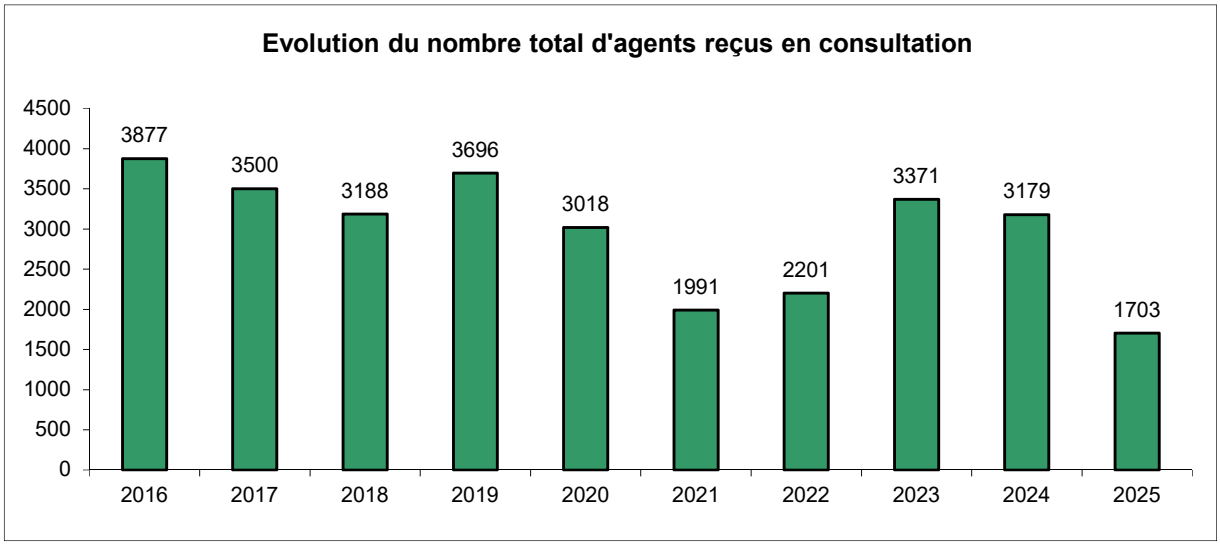
1. Visites de reprise après CMO, CLM, CLD afin d'adapter si nécessaire le poste de travail à l'état de santé de l'agent,
2. Visites occasionnelles :
    - de pré reprise de l'activité afin d'évaluer les aménagements de poste nécessaire au maintien de l' agent sur son poste ;
    - à la demande des services suite à un signalement d'agent en difficultés, pour une réévaluation des restrictions d'aptitude au poste, pour des demandes d'aptitude à la conduite d'engins nécessitant un CACES, au certificat d'aptitude à travailler en milieu confiné … ;
    - à la demande du médecin de prévention dans le cadre d'un suivi rapproché de l'agent ou à la demande du médecin traitant ;
    - à la demande des agent·es. Ces dernières sont les plus fréquentes et peuvent être en lien avec l'apparition de problèmes de santé impactant le travail, avec des difficultés professionnelles (conflits dans l'équipe soit horizontaux, soient verticaux, charge de travail trop importante, accentuation des TMS...). Ces visites ne débouchent pas toujours sur un avis d'aptitude destiné à l'administration.

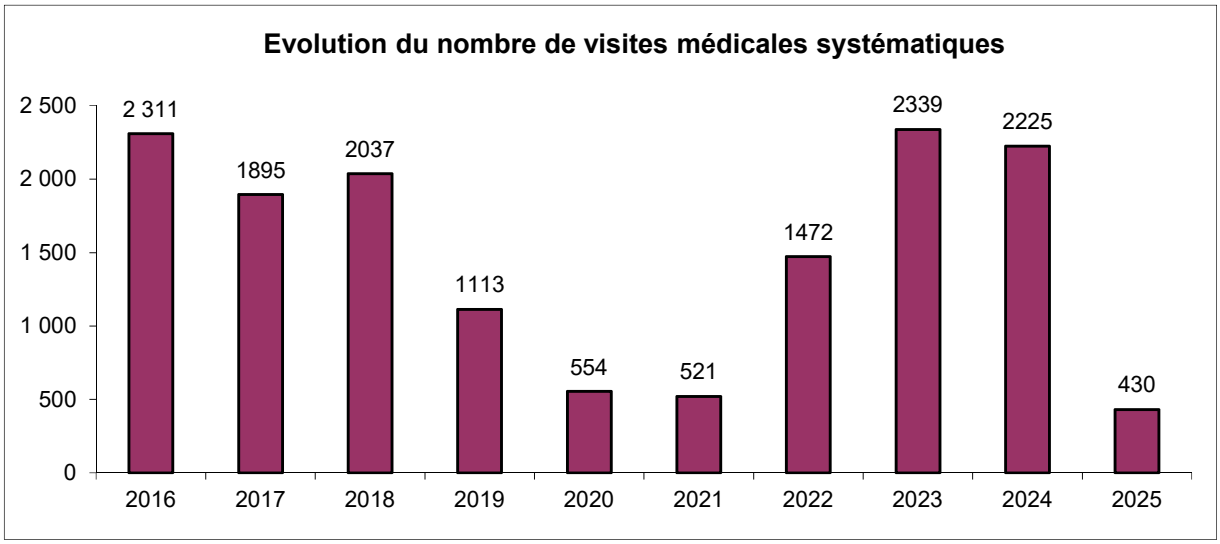
Aptitudes :

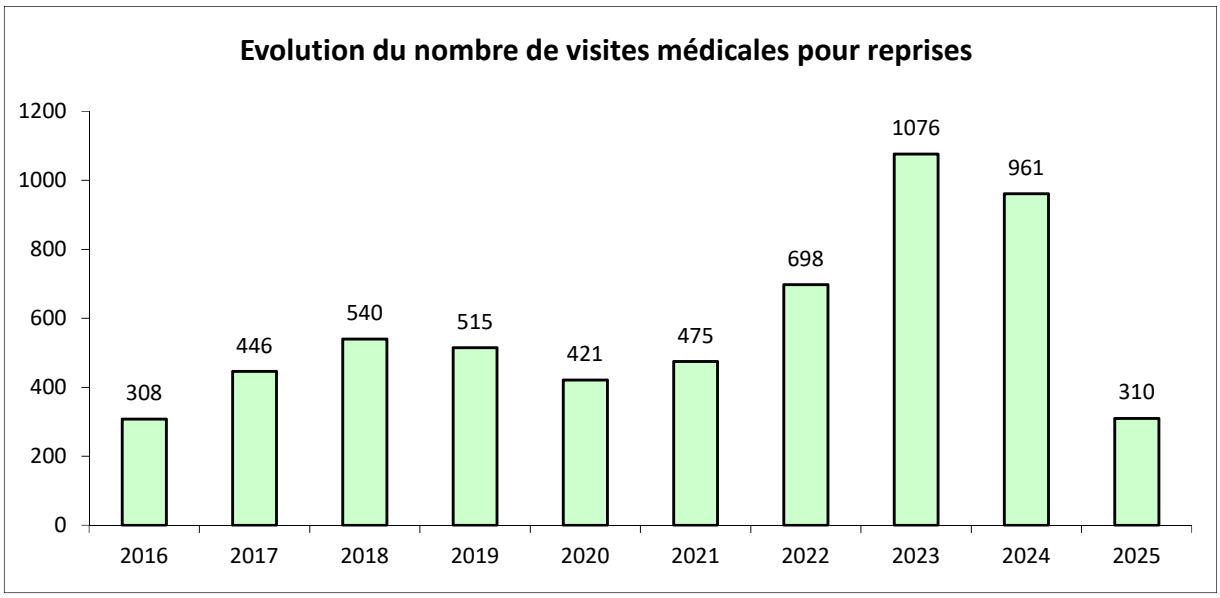
En 2025, 53% des visites n'ont donné lieu à aucune restriction d'aptitude soit 10 % à des restrictions temporaires ou définitives, 2% à une inaptitude au poste, 6 % à un essai sur le poste avec un suivi régulier et 29 % sont restés sans conclusion, en attente de résultats complémentaires. Ces éléments chiffrés sont difficiles à comparer aux valeurs des années précédentes. En effet nous avons privilégié les visites médicales complexes générant des restrictions d'aptitude et/ ou nécessitant des examens complémentaires au détriment des visites systématiques.

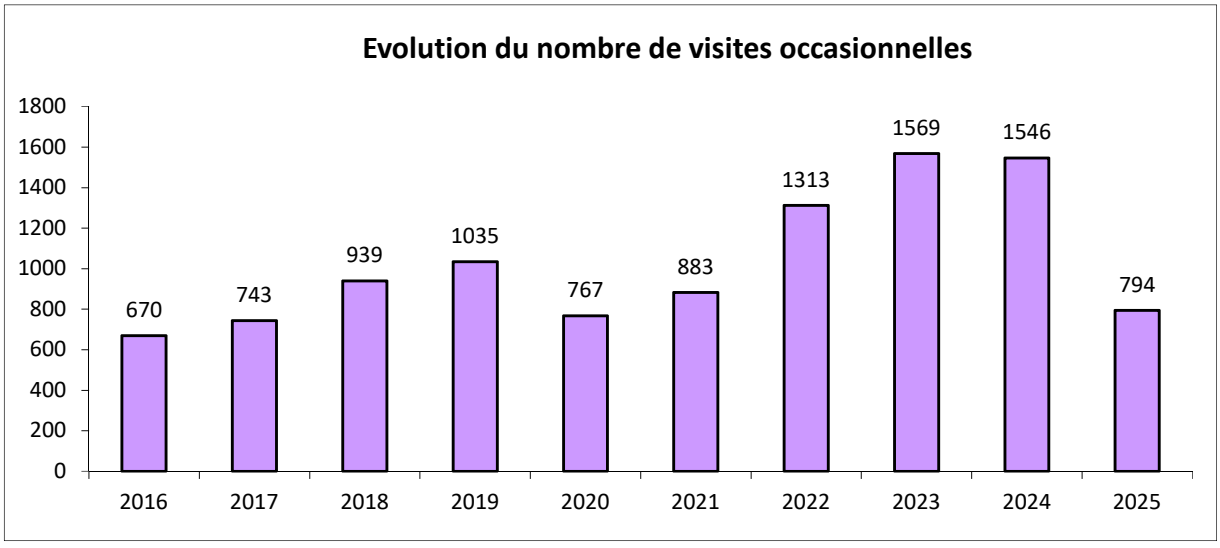
Le nombre d'agent·es occupant un poste aménagé est en augmentation, l'aménagement du poste soit par des moyens matériels (fauteuil de bureau adapté, souris ergonomique, bureau à hauteur variable…), organisationnels (télétravail, changement d'équipe…) ou du temps de travail (temps partiel thérapeutique), permet le plus souvent de maintenir l'agent à son poste de travail. Mais 10% des visites donnent lieu à des restrictions d'aptitude. Dans certains cas, les restrictions permettent difficilement le maintien de l'agent sur son poste de travail et nécessitent un reclassement sur un poste compatible avec l'état de santé de l'agent·e. La présence de plusieurs agent·es ayant des restrictions d'aptitude dans une équipe peut au long cours, fragiliser l'équipe et peser sur le collectif de travail. L'idéal serait de pouvoir redéfinir rapidement un projet professionnel pour un·e agent·e présentant des restrictions définitives.

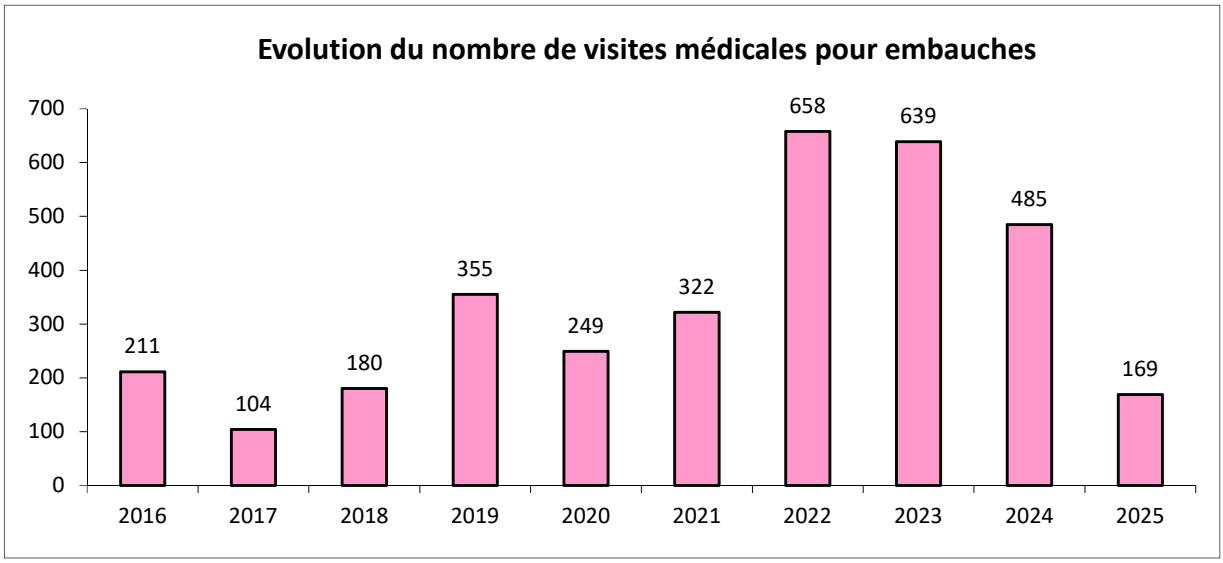
9.1.2 Évolution du nombre de visites médicales depuis 2016




Evolution du nombre de visites médicales systématiques
2 500
2 000
1 500
1 000
500
0
2 311
1895
2037
1113
554
521
1472
2339
2225
430
2016
2017
2018
2019
2020
2021
2022
2023
2024
2025


Evolution du nombre de visites médicales pour reprises
1200
1000
800
600
400
200
0
308
446
540
515
421
475
698
1076
961
310
2016
2017
2018
2019
2020
2021
2022
2023
2024
2025


Evolution du nombre de visites occasionnelles
1800
1600
1400
1200
1000
800
600
400
200
0
670
743
939
1035
767
883
1313
1569
1546
794
2016
2017
2018
2019
2020
2021
2022
2023
2024
2025

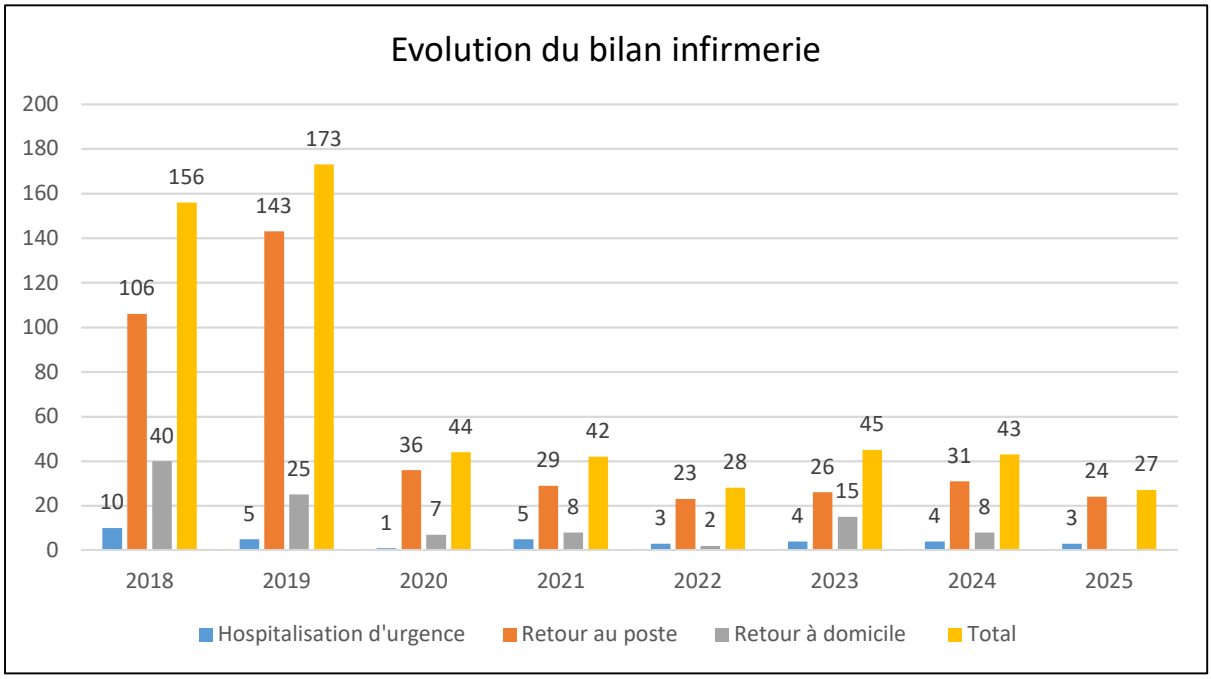


9.2 AUTRES ACTIVITÉS

9.2.1 Bilan infirmier - Urgences

Les médecins effectuent les soins de première nécessité et les orientations pour les agent·es se présentant spontanément à l'infirmerie avec des symptomatologies ne nécessitant pas une évacuation vers une structure médicalisée.

Ainsi pour 2025, 27 passages à l'infirmerie (26 agents de l'EMS et 1 usagers) sont enregistrés et ont permis pour la plupart un retour au service avec une orientation vers le médecin traitant, mais 3 agents ont été évacués (pompiers ou SAMU) vers une structure hospitalière en vue d'un bilan médical complémentaire.



9.2.2 Actions spécifiques

L'action en milieu de travail se décompose en :

- Visite des sites de travail
- Études des possibilités d'aménagement des postes de travail pour des agent·es bénéficiaires de l'obligation d'emploi, ceci en lien avec la chargée de mission handicap (aménagement matériel, aides techniques…).

Pour les aménagements complexes, des études ergonomiques par des prestataires spécialisés peuvent être envisagées.

Les médecins participent régulièrement à des réunions pluridisciplinaires avec les services selon leur disponibilité et le sujet de la réunion :

- Réunions pluridisciplinaires avec les services de la DRH (reclassement des agents en inaptitude, mise au point des nouvelles procédures ex : reprise en temps partiel, organisation du télétravail…)
- Réunions avec les services des agent·es soit pour traiter et solutionner une situation professionnelle complexe, soit pour une synthèse médicale de l'état de santé du service….
- Collaboration avec les assistantes sociales pour les situations nécessitant leurs compétences.
- Participation au suivi de la cellule d'alerte et d'écoute.

10 CELLULE D'ALERTE ET D'ECOUTE

La cellule d'alerte et d'écoute de l'Eurométropole de Strasbourg est mise en œuvre dans le cadre du décret n°2020-256 du 13 mars 2020 et de la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 17 décembre 2021. Ouverte à l'ensemble des agent·es de l'Eurométropole pour les motifs mentionnés dans le décret, elle présente la particularité d'être également ouverte aux signalements liés à des situations de souffrance au travail.

Hormis pour le premier tableau présenté au 1.1 et donné à titre indicatif, le présent RSU ne reprend que les alertes pour les motifs prévus par le décret, à savoir : les actes de violence physique, le harcèlement moral, le harcèlement sexuel, les agissements sexistes, les menaces et les actes de discrimination.

10.1 SAISINES ET ALERTES

Répartition des saisines globales

Nombre de saisines	Saisines non retenues	Alertes irrecevables	Alertes recevables
69	7	3	59

Saisines non retenues : la personne qui alerte ne donne pas suite à l'alerte (notamment pour conserver son anonymat, pour refus de signalement auprès de la DRH ou parce qu'il ou elle ne se sent pas prêt).
Alertes irrecevables : déclarées irrecevables par le comité de suivi car la situation n'entre pas dans le champ de compétence de la cellule.

10.1.1 Répartition des saisines au titre de la recevabilité et de la qualité des alertant-es pour les motifs prévus par le décret

Sur les 59 alertes recevables, 33 alertes concernent les motifs prévus par le décret du 13 mars 2020.

Répartition des saisines

Nombre de saisines	Saisines non retenues	Alertes irrecevables	Alertes recevables
33	0	0	33

Répartition par qualité des alertant·es et genre

	Femme	Homme	Total
Témoin	2	0	**2**
Victime	13	18	**31**
Total	**15**	**18**	**33**

10.1.2 Répartition des alertes recevables pour les motifs prévus par le décret par genre, âge, catégorie d'emploi et statut

Répartition par genre, catégorie d'emploi et statut

	Contractuel·le	**Fonctionnaire**	**Total général**
Femme	**8**	**7**	**15**
A	5	3	8
B	0	1	1
C	3	3	6
Homme	**3**	**15**	**18**
A	1	0	1
B	1	4	5
C	1	11	12
Total général	**11**	**22**	**33**

Répartition par genre, catégorie d'emploi et âge

	25-29 ans	30-34 ans	35-39 ans	40-44 ans	45-49 ans	50-54 ans	55-59 ans	60-64 ans	Total général
Femme									
A	2	3	1	2					8
B							1		1
C			1	1	2		2		6
Homme									
A	1								1
B		1			4				5
C	2		1	3	1	1	4		12
Total général	**5**	**4**	**3**	**6**	**7**	**1**	**7**		**33**

10.2 RÉPARTITION DES ALERTES RECEVABLES PAR MOTIF INVOQUÉ POUR LES MOTIFS PRÉVUS PAR LE DÉCRET

NB : Il s'agit des motifs énoncés par les alertant·es et non de situations juridiquement qualifiées.

Un·e alertant·e peut exprimer plusieurs motifs à l'origine de son alerte (Harcèlement moral et menaces par exemple).

10.2.1 Répartition générale par genre et catégorie d'emploi

Motif invoqué	Femme			Homme			Total général
	A	B	C	A	B	C	
Violence physique	1					2	**3**
Violence verbale	4		1		1	7	**13**
Harcèlement moral	3	1	3	1	3	5	**16**
Harcèlement sexuel	1						**1**
Agissements sexistes	2						**2**
Menaces	1					1	**2**
Discrimination			3		3	5	**11**
Total général	**12**	**1**	**7**	**1**	**7**	**20**	**48**

10.2.2 Répartition des alertes par critères de discrimination

Répartition des alertes par sous-motifs liés à la discrimination

Critère de discrimination	**Nombre d'actes recensés**
Opinions politiques, syndicales, philosophiques ou religieuses	
Origine	4
Orientation sexuelle ou identité de genre	
Age	
Patronyme	
Situation de famille ou de grossesse	
État de santé	3
Apparence physique	1
Handicap	3
Appartenance ou de leur non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie ou une race	
Total	**11**

10.2.3 Répartition des alertes pour discrimination par contexte professionnel

Contexte professionnel	**Nombre d'actes recensés**
Recrutement	
Promotion	2
Rémunération (dont primes)	
Évaluation	
Niveau et périmètre des missions	5
Autres	4

10.3 NOMBRE D'ACTES DE VIOLENCE PHYSIQUE OU SEXUELLE, DISCRIMINATION, HARCÈLEMENT SEXUEL, HARCÈLEMENT MORAL, AGISSEMENT SEXISTE, MENACES OU TOUT AUTRE ACTE D'INTIMIDATION RECENSÉS VENTILÉS PAR TYPE DE SUITE DONNÉE

Type de suites données	**Nombre d'actes recensés**
Accueil	33
Accompagnement de la victime et orientation vers les professionnels compétents	33
Accompagnement de la victime pour dépôt de plainte	
Mesures de mise à l'abri de la victime	
Mise en place d'une enquête	4
Sanctions prises	1
Usage du droit de réponse ou de rectification	
Signalement article 40 code de procédure pénale	
Signalement plateforme PHAROS	
Signalement auprès d'un hébergeur ou d'un fournisseur d'accès	
Autres mesures	22

Six alertes ayant donné lieu à signalements pour des motifs prévus par le décret sont encore en cours et ne sont pas clôturées au 31/12/2025.

11 LES ACTIVITES SOCIALES

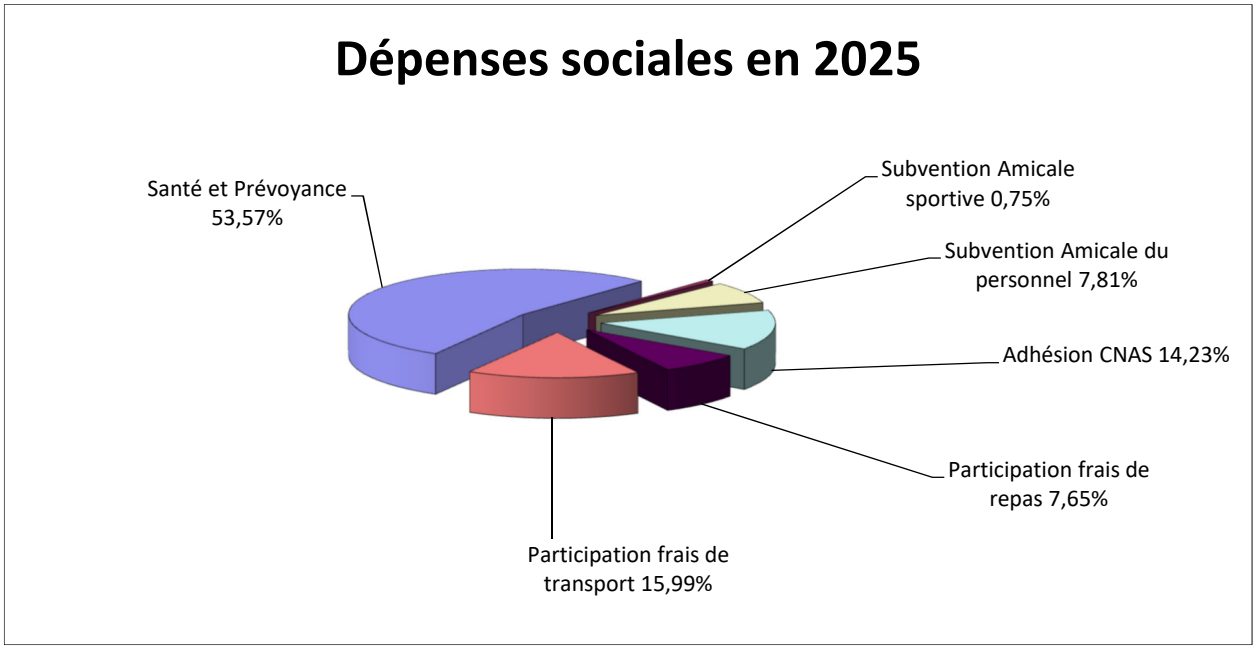
11.1 LES DEPENSES SOCIALES

Notre collectivité adhère au Cnas (Comité national d'action sociale) depuis le 1er janvier 2025. Grâce à cette collaboration, de nombreux et nombreuses collègues ont déjà pu bénéficier des avantages proposés par ce service d'aide à l'action sociale. L'objectif est que chaque collègue puisse bénéficier d'un maximum de prestations.

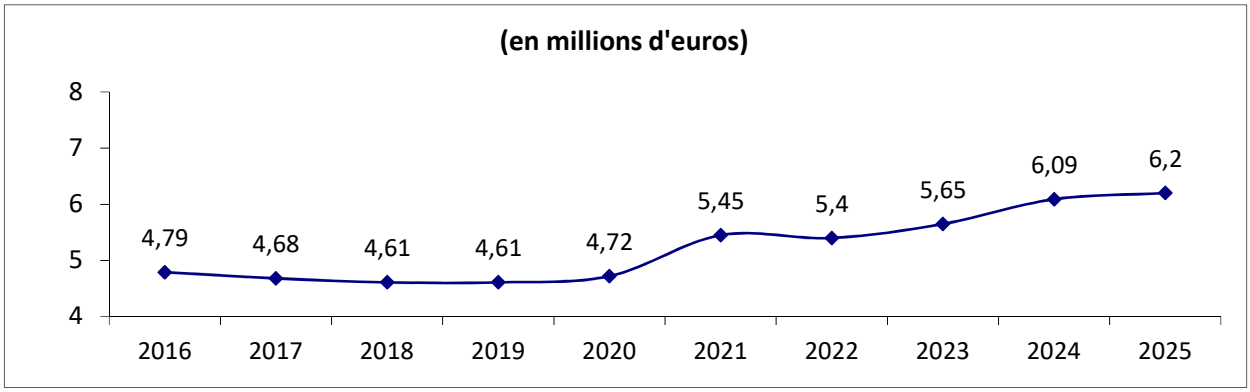
Dépenses sociales 2025

Objet des dépenses	Montant versé	Observations
Participation protection sociale	6 201 646 €	*Participation aux cotisations santé et prévoyance acquittées par les agents*
Subvention Amicale sportive	86 280 €	
Subvention Amicale du personnel	904 400 €	*Subvention Amicale du personnel*
Adhésion 2025 au CNAS	1 647 426 €	
Participation frais de repas	885 657 €	*Participation employeur sur le prix d'admission au restaurant administratif*
Participation frais de transport	1 851 682 €	
TOTAL	**11 577 091 €**	

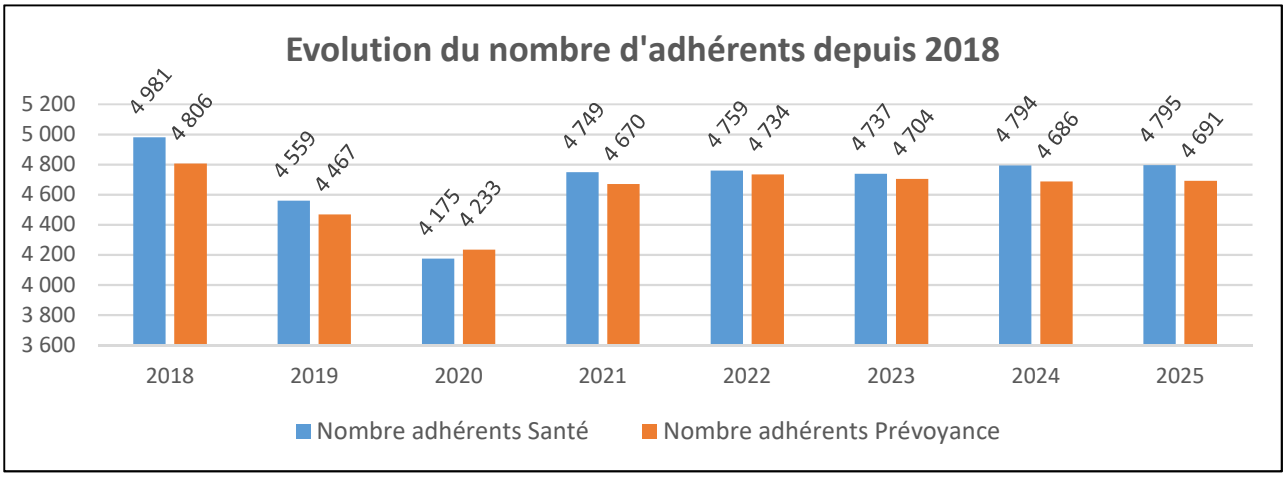
11.2 EVOLUTION DES DÉPENSES SOCIALES

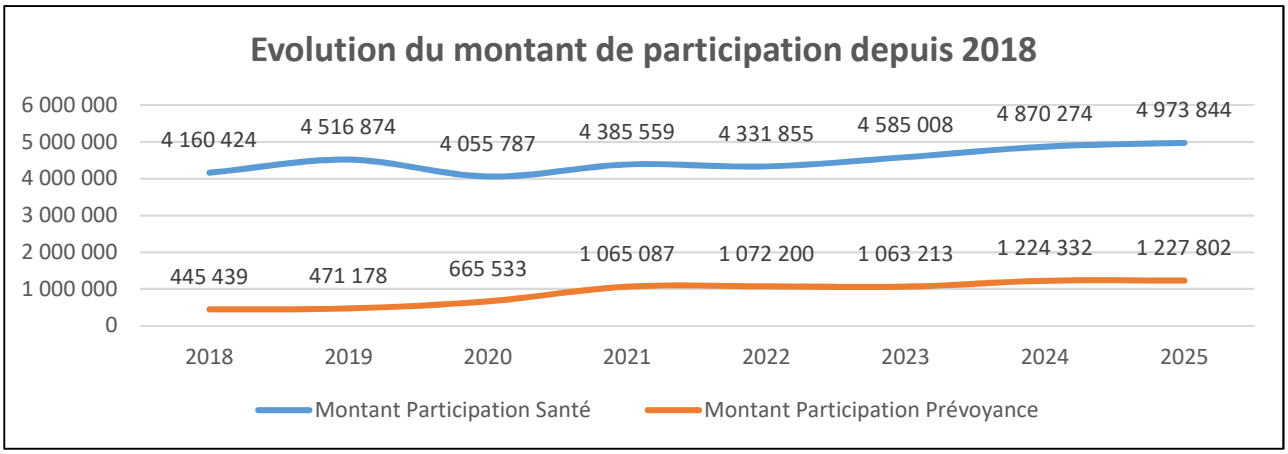


11.2.1 Évolution de la participation financière en faveur des agent·es adhérent·es à la santé et la prévoyance

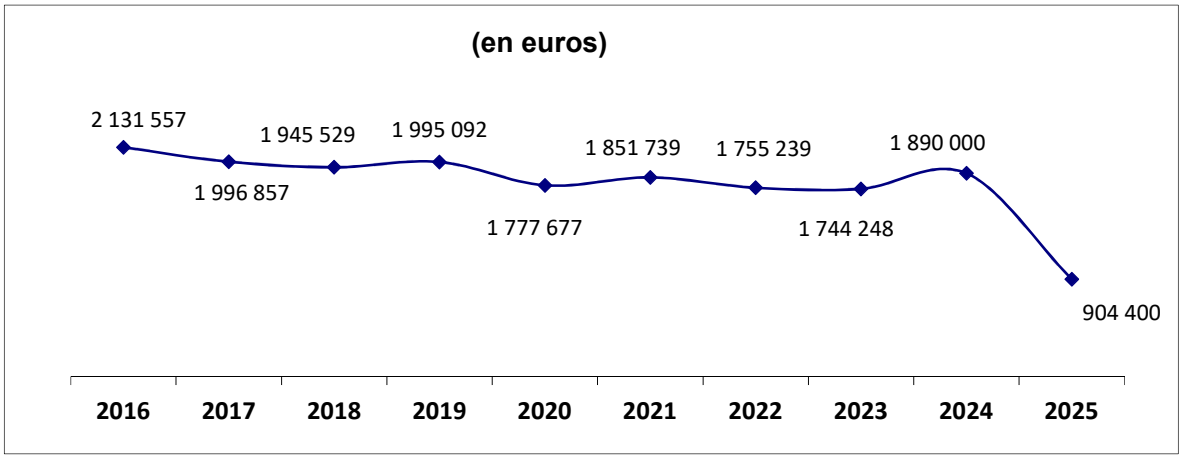


Cette participation financière correspond à l'aide versée par la collectivité aux 4 691 adhérent·es à la prévoyance et aux 4 795 adhérent·es actif·ves à la santé.



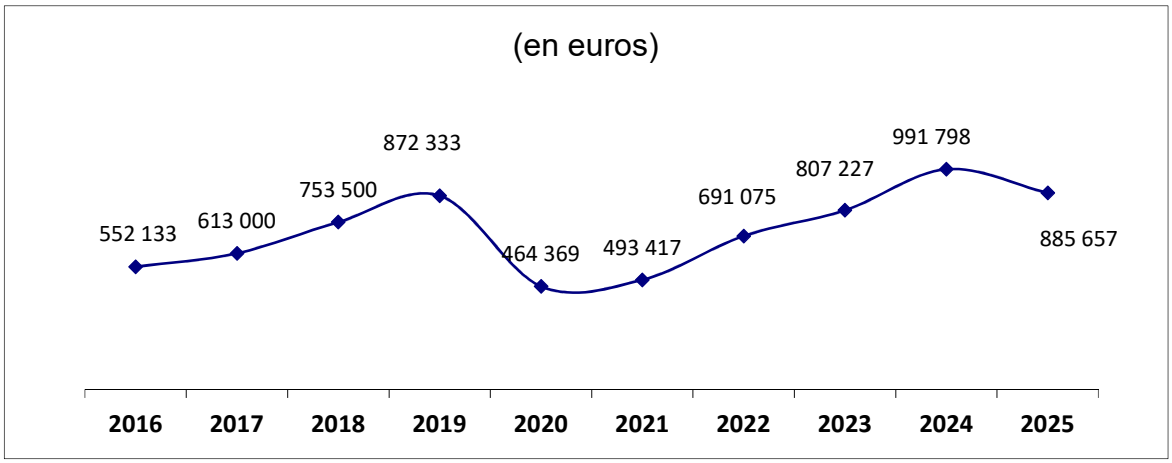


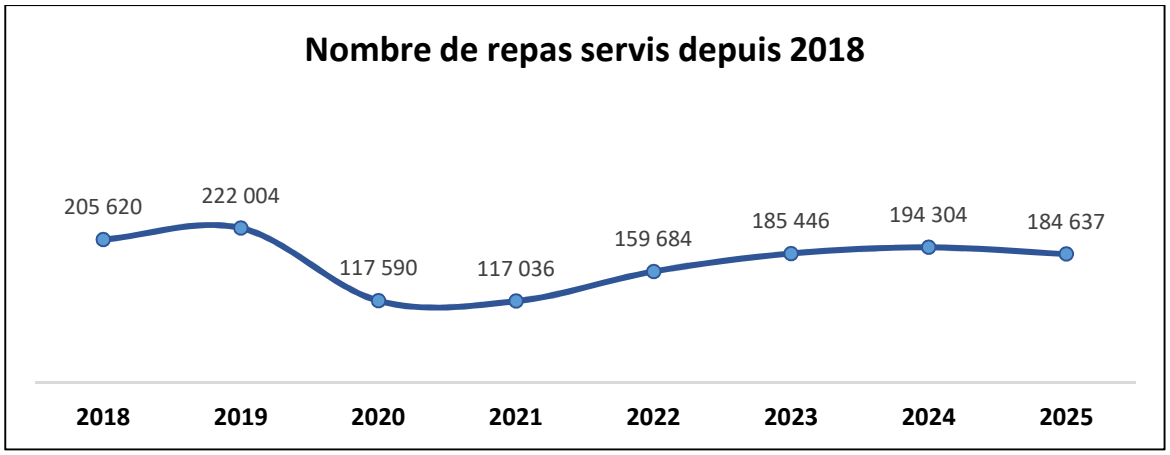
11.2.2 Évolution de la subvention totale versée à l'amicale du personnel



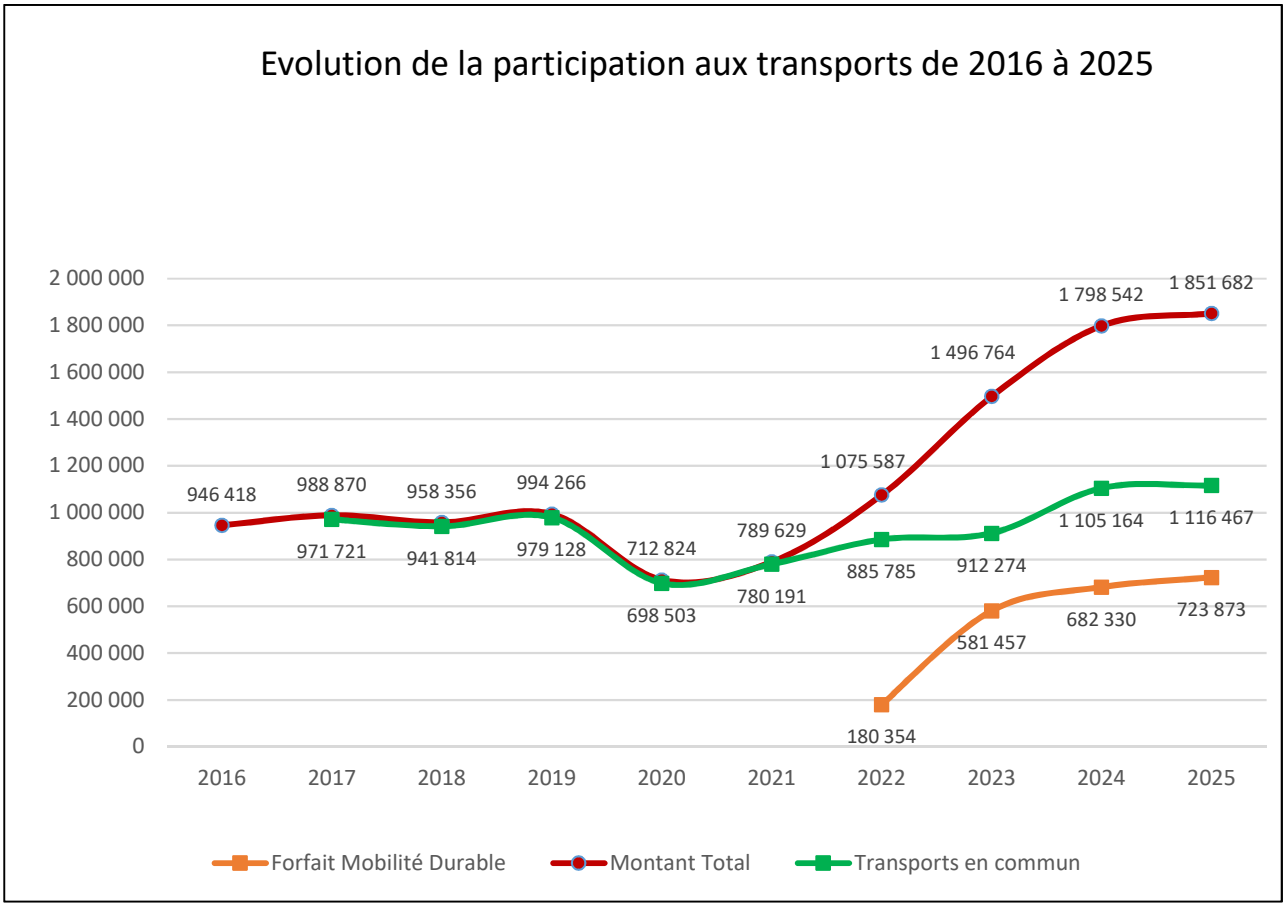
Cette baisse conséquente de la subvention s'explique par l'adhésion au CNAS à compter du 1er janvier 2025. Elle a modifié les missions que l'eurométropole avait confié à l'Amicale du personnel. Un certain nombre de prestations telles que les chèques vacances et d'autres dépenses sociales ne sont plus proposées par l'Amicale mais par le CNAS.

11.2.3 Évolution de la participation aux frais de repas





11.2.4 Évolution du coût annuel du remboursement transport



Les courbes de ce graphique permettent de visualiser l'augmentation du coût des remboursements transport depuis 2016. Cette hausse est imputable à l'augmentation du nombre de bénéficiaires mais également à la majoration des divers tarifs des transports en commun ainsi qu'à la mise en place d'une aide financière que l'Eurométropole verse à ses agents depuis 2022 pour encourager l'utilisation de modes de transport plus écologiques que la voiture : le forfait mobilité durable (FMD).

Nombre d'agent·es ayant demandé au moins une fois la participation transport en commun :

Année	Nombre d'agents	% par rapport à l'effectif total
2018	3282	40,12
2019	3380	40,88
2020	2846	35,24
2021	2778	32,59
2022	2895	34,77
2023	2918	34,54
2024	3131	37,21
2025	3129	37,57

Nombre d’agent·es ayant demandé le versement du FMD :

Année	Nombre d'agents
2022	943
2023	2078
2024	2426
2025	2594

Nombre d’agent·es bénéficiant du Velhop à 1€ :

Année	Nombre d'agents
2018	190
2019	169
2020	158
2021	148
2022	73
2023	31
2024	28
2025	23

12 LES RELATIONS AVEC LES PARTENAIRES SOCIAUX

12.1 COMPOSITION POSSIBLE DES POSTES DE PERMANENT SYNDICAL : PRINCIPE DE FONGIBILITÉ

12.1.1 Les Décharges d'activité à titre syndical des articles en application des articles R.214-24 et R.214-26 du Code général de la fonction publique

En application de l'article R. 214-20 du Code général de la fonction publique, des décharges d'activité de service sont attribuées aux organisations syndicales (OS) qui participent aux élections professionnelles.

Les heures de décharges d'activité de service (DAS) à titre syndical sont des crédits d'heures attribués aux agent·es mandaté·es par une organisation syndicale représentative pour effectuer leurs activités syndicales en lieu et en place de leurs activités professionnelles habituelles.

Le nombre d'heures de décharges d'activité de service (DAS) a été fixé pour une collectivité de la taille de l'Eurométropole de Strasbourg à 18 000 heures pour l'année et pour l'ensemble des OS.

A l'issue des élections professionnelles du 8 décembre 2022, les 18 000 heures de DAS sont réparties comme suit :

2025	CFDT	CFTC	CGT	FA-FPT	FO-SUD-UNSA*	SPT67
Autorisés	5 145	248	6 905	1 886	1 957	1 859

**** ces trois syndicats ont présenté des listes communes aux élections professionnelles du 8/12/2022***

12.1.2 Les Autorisations d'absence de l'article R. 214-43 du Code général de la fonction publique

En application de l'article R. 214-20 et R. 214-21 du Code général de la fonction publique, des autorisations d'absence sont attribuées aux organisations syndicales qui participent aux élections professionnelles.

Ces autorisations d'absence (AA) peuvent être accordées aux représentant·es mandaté·es pour assister aux réunions des organes directeurs des sections syndicales de l'EMS.

En application des dispositions réglementaires, le volume des AA s'élève à 10 922 heures.

2025	CFDT	CFTC	CGT	FA-FPT	FO-SUD-UNSA*	SPT67
Autorisés	3 122	150	4 190	1 144	1 188	1 128

**** ces trois syndicats ont présenté des listes communes aux élections professionnelles du 8/12/2022***

Elles sont réglementairement destinées à permettre aux représentants syndicaux mandatés de participer aux congrès ou autres organismes directeurs locaux des organisations syndicales eurométropolitaines.

Cependant, le protocole d'accord relatif à l'exercice du droit syndical à l'Eurométropole de Strasbourg ouvre la possibilité d'utiliser 50 % d'entre elles à des fins plus larges ("autre utilisation possible") que celles décrites dans l'article R. 214-43 du Code général de la fonction publique.

La moitié de ces heures d'AA sont donc susceptibles d'être utilisées pour compléter des postes de permanent syndical.

12.1.3 Les heures de représentativité, une disposition eurométropolitaine

L'Eurométropole de Strasbourg a souhaité favoriser le dialogue social. Elle fait le choix d'augmenter les droits syndicaux des organisations syndicales les plus représentatives en son sein.

Cela se traduit par l'attribution d'heures syndicales complémentaires, appelées HR.

Celles-ci sont destinées :

- À compléter des postes de permanent ou de demi-permanent, dès lors que cela est possible,
- À permettre une meilleure présence syndicale au sein des services.

Compte-tenu de leur responsabilité particulière en matière de dialogue social, les organisations syndicales membres du Comité Social Territorial se voient attribuer un complément volontariste de 9 000 heures de représentativité annuelles. Ce contingent est réparti en fonction du nombre de sièges qu'elles détiennent au CST local (soit 900 heures complémentaires par siège détenu).

2025	CFDT	CFTC	CGT	FA-FPT	FO-SUD-UNSA*	SPT67
Autorisés	2 700	0	3 600	900	900	900

**** ces trois syndicats ont présenté des listes communes aux élections professionnelles du 8/12/2022***

12.1.4 Nombre possible de postes de permanent syndical

Le protocole d'accord prévoit que lorsqu'après détermination du nombre de postes à temps plein (12.1.1), il subsiste un reste horaire positif de DAS, les organisations syndicales bénéficient de la possibilité de donner un caractère fongible à deux contingents d'heures d'absence syndicale et de prélever par priorité et de façon successives autant que de besoin, sur les AA « autre utilisation possible » (12.1.2), puis les HR (12.1.3), le volume d'heures nécessaires permettant la création d'un poste de permanent syndical.

L'ensemble de ces fongibilités permet de créer jusqu'à 15 postes de permanent syndical. Les syndicats ont choisi d'en utiliser 11.

2025	CFDT	CFTC	CGT	FA-FPT	FO-SUD-UNSA*	SPT67	TOTAL
Autorisés	4	0	5	2	2	2	15
Réalisés	4	0	3	1	2	1	11

**** ces trois syndicats ont présenté des listes communes aux élections professionnelles du 8/12/2022***

12.2 RÉUNIONS DES ORGANES DIRECTEURS LOCAUX

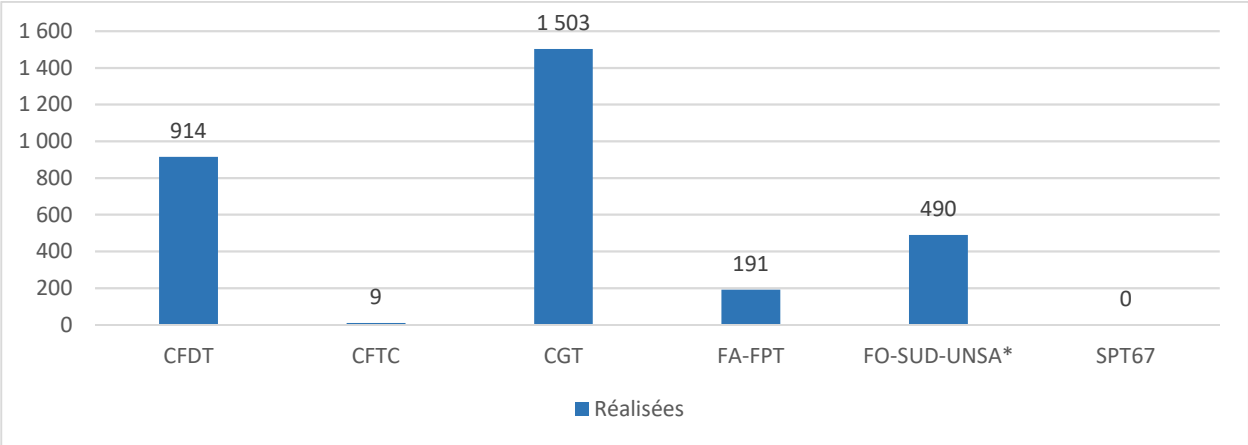
Comme indiqué au 12.1.2, la moitié des autorisations d'absence de l'article R. 214-43 du Code général de la fonction publique peuvent être utilisées à d'autres fins que celles prévues par le décret.

L'autre moitié est utilisée pour permettre aux représentant·es mandaté·es d'assister aux réunions des organes directeurs des sections syndicales de l'EMS.

En application des dispositions réglementaires, la moitié du volume des AA s'élève à 5461 heures.

Ces autorisations ont représenté 3 107 heures d'absence en 2025.

2025	CFDT	CFTC	CGT	FA-FPT	FO-SUD-UNSA*	SPT67	TOTAL
Autorisés	1 561	75	2 095	572	594	564	5 461
Réalisés	914	9	1 503	191	490	0	3 107



12.3 LES HEURES DITES DE TERRAIN

Toutes les heures de DAS (12.1.1), d'AA "autre utilisation possible" (12.1.2) ou d'HR (12.1.3) constituent une enveloppe qui permet aux organisations syndicales de réaliser du travail dit "de terrain".

L'année 2025 a ainsi permis aux différentes organisations syndicales de consacrer plus de 10 697 heures cumulées à libérer des agent·es pour réaliser du travail syndical.

2025	CFDT	CGT	FA-FPT	FO-SUD-UNSA*	SPT67	CFTC	TOTAL
Autorisés	3 804	7 863	1 779	293	1 744	323	15 806
Réalisés	3 400	5 619	747	288	459	185	10 697

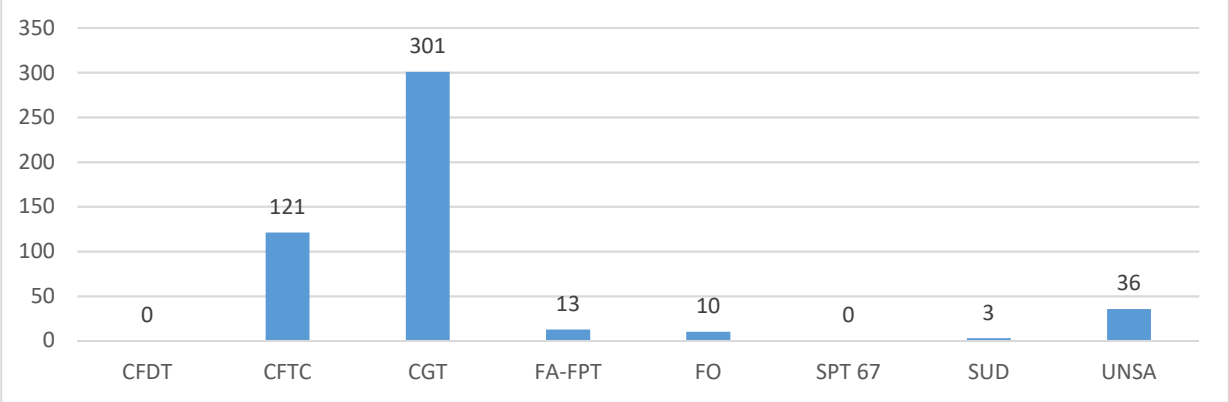
12.4 AUTORISATIONS SPÉCIALES D'ABSENCE

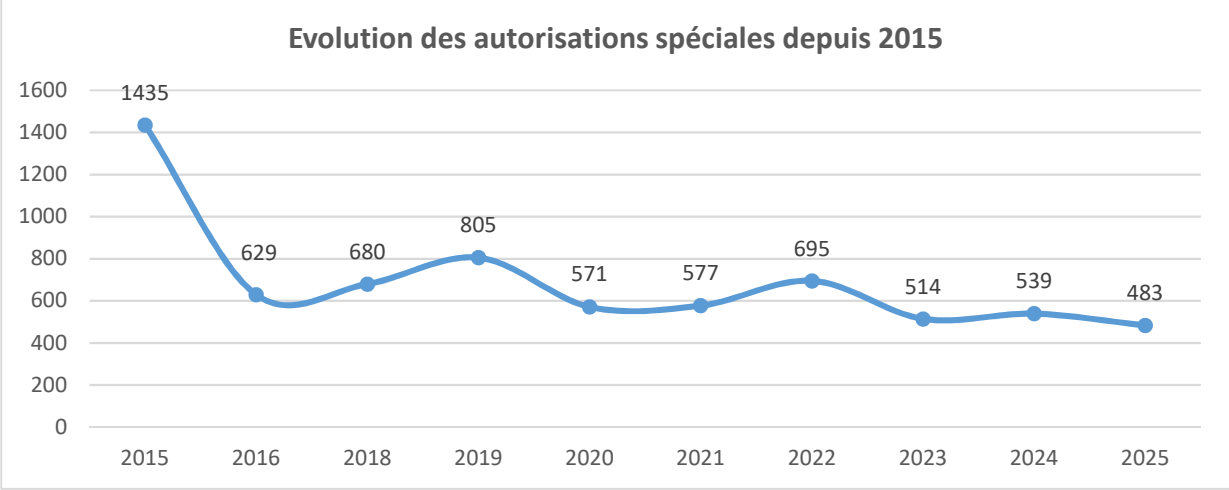
En application des dispositions des articles R.214-38 à R.214-40 du Code général de la fonction publique, des autorisations spéciales d'absence (ASA) sont attribuées aux représentants syndicaux pour participer aux instances syndicales, hors Eurométropole, dont ils sont membres.

Les représentants dûment mandatés peuvent bénéficier d'un nombre maximal de 20 jours par an, pour les représentants des syndicats représentés au Conseil commun de la fonction publique, de 10 jours pour les autres.

Elles ont représenté 483 jours en 2025 :

CFDT	CFTC	CGT	FA-FPT	FO	SPT 67	SUD	UNSA	TOTAL
0	121	301	12,5	10	0	3	35,5	**483**

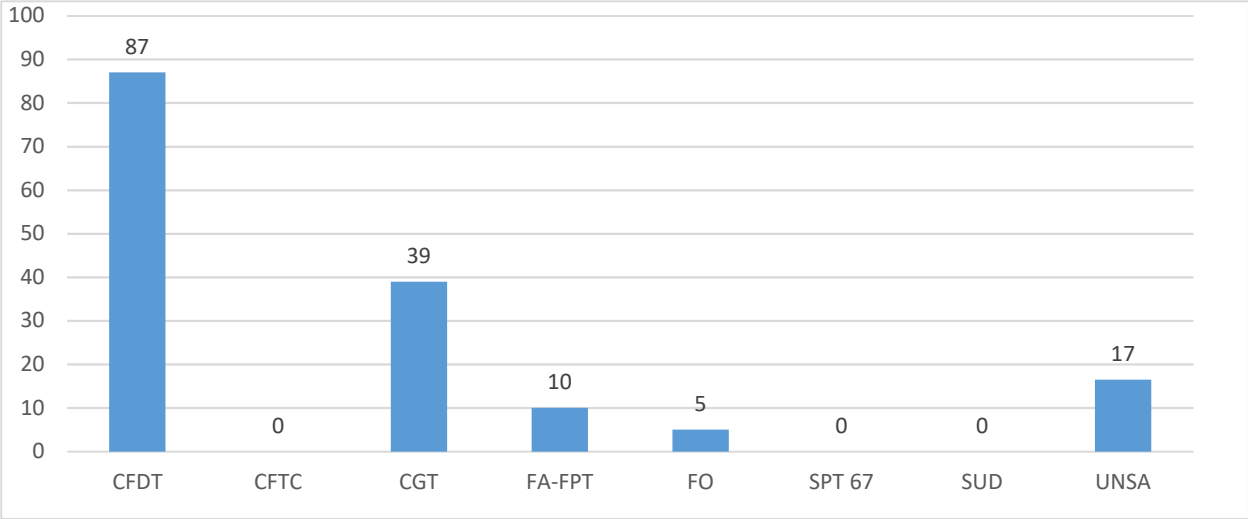


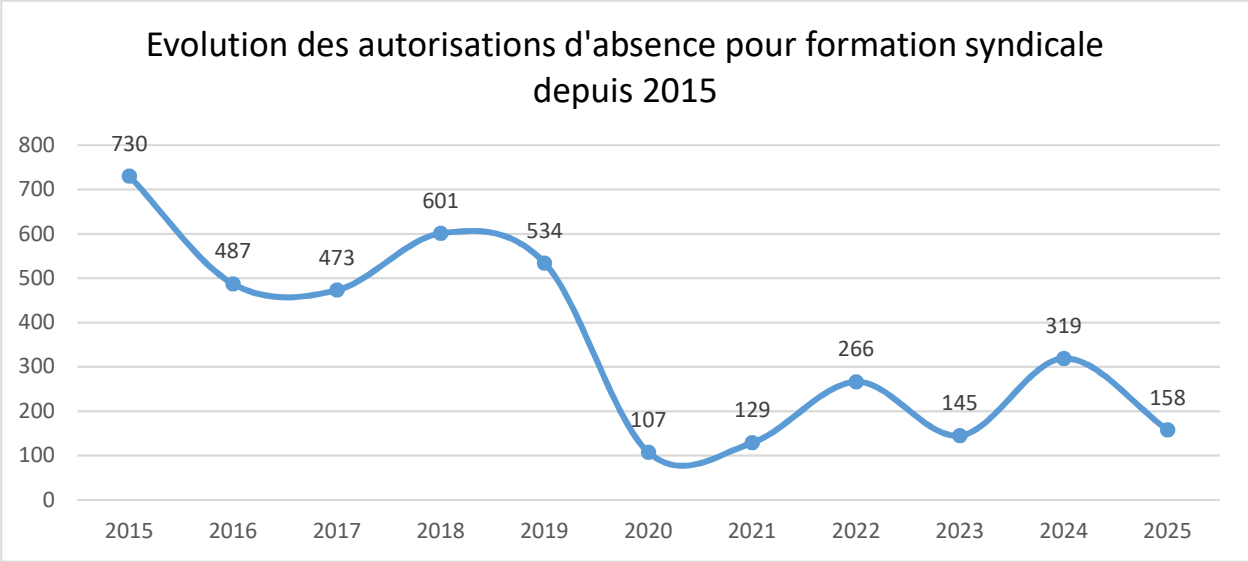


12.5 FORMATION SYNDICALE

Par ailleurs, en application des articles L.215-1 et R215-1 à R215-5 du Code général de la fonction publique, des autorisations d'absence pour formation syndicale peuvent être accordées, dans la limite de 12 jours par an et par agent·e. Elles ont représenté 158 jours en 2025.

CFDT	CFTC	CGT	FA-FPT	FO	SPT 67	SUD	UNSA	TOTAL
87	0	39	10	5	0	0	17	**158**





12.6 CONFLITS DU TRAVAIL

Au cours de l'année 2025, il y a eu 12 mouvements de grève :

- 10 de portée nationale*

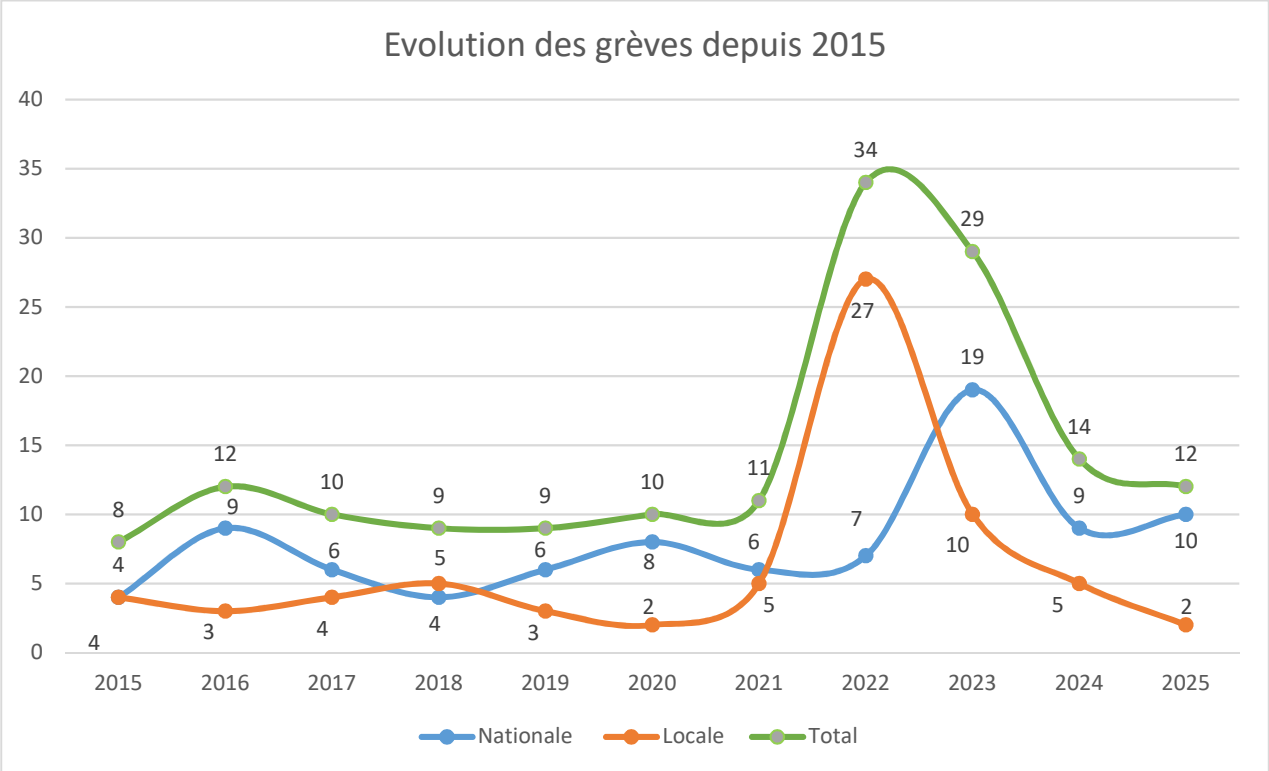
- 2 de portée locale

Par ailleurs, 3 préavis locaux ont été levés suite à l'aboutissement de négociations.

Évolution du nombre de grèves depuis 2015 :

	Nationale	Locale	Total
2015	4	4	**8**
2016	9	3	**12**
2017	6	4	**10**
2018	4	5	**9**
2019	6	3	**9**
2020	8	2	**10**
2021	6	5	**11**
2022	7	27	**34**
2023	19	10	**29**
2024	10	5	**15**
2025	10	2	**12**

**La grève nationale pour le "maintien du service public, dégel du point d'indice...", reconduite tous les mois entre le 1er janvier et le 31 décembre 2025 est comptée comme 1 unité*



12.7 RÉUNIONS AVEC LES REPRÉSENTANT·ES DU PERSONNEL ET LES ORGANISATIONS SYNDICALES

12.7.1 Nombre de réunions en 2025

- Commissions Administratives Paritaires (C.A.P.) : 4 séances
- Commissions consultatives paritaires (C.C.P.) : 1 séance
- Comité Social Territorial (C.S.T.) : 7 séances
- Formation spécialisée en matière de santé, sécurité et conditions de travail (F.3.S.C.T) : 7 séances

Par ailleurs, de nombreuses réunions sectorielles ou thématiques se sont tenues au sein même de l'Eurométropole de Strasbourg avec les directions opérationnelles et les organisations syndicales.

12.7.1.1 Commissions administratives paritaires

Ces organes paritaires consultatifs ont été saisis pour avis sur les situations individuelles des agents, à savoir :

Fin de stage :	**6**
Titularisation (agent en situation de handicap) :	**1**
Autre :	**1**

12.7.1.2 Commissions consultatives paritaires

Ces organes paritaires consultatifs ont été saisis pour avis sur les situations individuelles des agents, à savoir :

Licenciement pour refus de modification d'un élément substantiel du contrat : **1**

12.7.1.3 Comité social territorial

En 2025, le comité social territorial a été convoqué à 7 reprises.

Cet organe a été sollicité à 40 reprises pour exprimer un avis sur des projets portés par 15 directions différentes.

Les directions à avoir porté ces projets sont les suivantes :

CULTURE	3
COMMANDE PUBLIQUE	1
DAP	1
DAPIE	1
DEE	3
DEPN	2
DERE	1
AGR DERE / DPGD	1
DNSI	3
DRH	17
DRL	1
DSSJ	1
DTEC	1
DUT	3
Sécurité	1
Total	40

12.7.1.4 Formation spécialisée en matière de santé, sécurité et conditions de travail

En 2025, la F3SCT a été convoquée à 7 reprises (3 fois pour information, 22 fois pour avis) sur des sujets portés par 16 directions différentes. *Une délégation de la formation spécialisée a également réalisé 7 visites sur différents sites de l'Eurométropole de Strasbourg.

Les directions à avoir porté ces projets sont les suivantes :

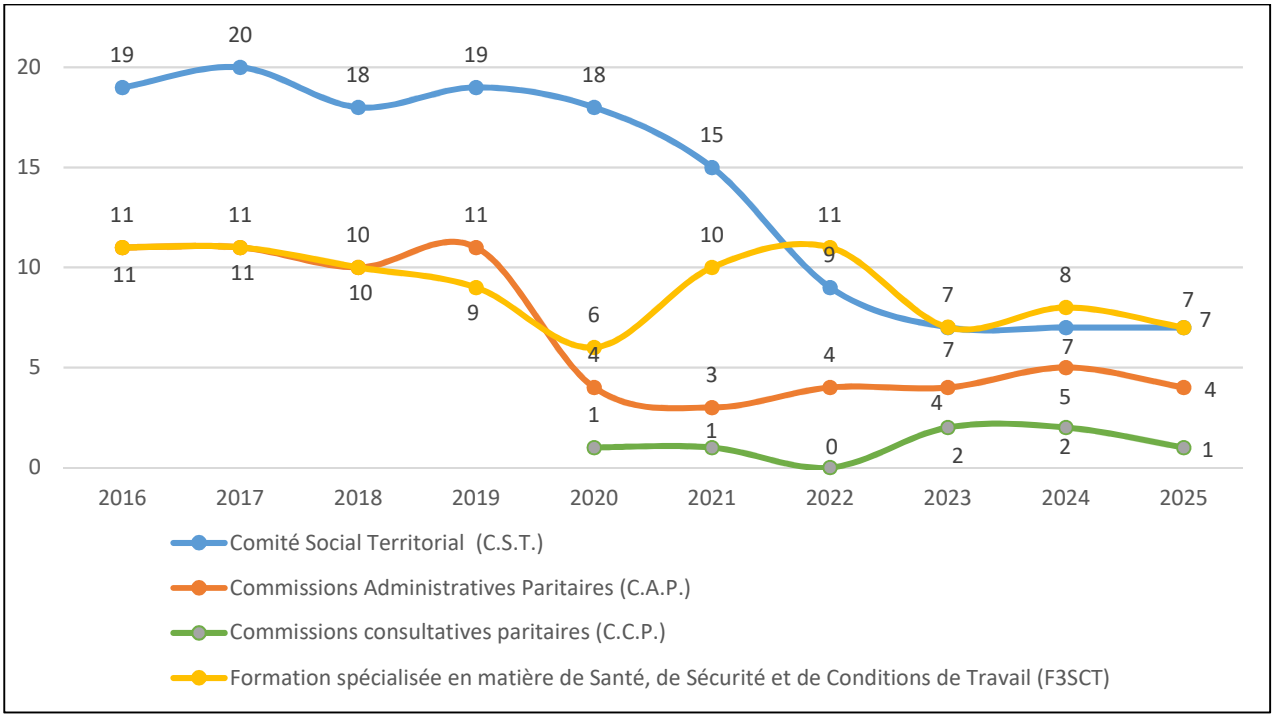
Direction	Avis	Information	Visite
Culture	3		1
DEE	6		2
DEPN			1
DGS	1		
DPGD		1	1
DREIT	1		
DRH	5	2	
DSSJ	1		
SPORTS			1
DGS/DAPIE/DRH	1		
DAP/DERE/DEPN/DRL	1		
DSSJ/DPEC/DAPIE	1		
DAP/DSSJ	1		
DDEA			1
DEVA	1		
Total général	**22**	**3**	**7**

12.7.2 Comparaison depuis 2016

La comparaison porte sur le nombre de réunions, au cours de l'année considérée, de chacune des instances paritaires.

	Comité Social Territorial (C.S.T)	Commissions Administratives Paritaires (C.A.P.)	Commissions consultatives paritaires (C.C.P.)	Formation spécialisée en matière de Santé, de Sécurité et de Conditions de Travail (F3SCT)	**TOTAL**
2016	19	11		29	59
2017	20	11		33	64
2018	18	10		27	55
2019	19	11		26	56
2020	18	4	1	30*	53
2021	15	3	1	41*	60
2022	9	4	0	26*	39
2023	7	4	2	7	20
2024	7	5	2	8	22
2025	7	4	1	7	19

**cumul des séances plénières et des séances en commissions*



12.8 RÉUNIONS INTERSYNDICALES 2025

En complément des réunions sectorielles entre les directions de la collectivité et les organisations syndicales, la DRH a organisé 9 réunions - dites OS-DRH- plusieurs intersyndicales sur des sujets dédiés, des bilatérales, 5 rencontres faisant suite à des préavis de grèves locales ainsi que 3 réunions dans le cadre de la préparation des élections professionnelles de décembre 2026. Aussi, 3 réunions ont été organisées dans le cadre des négociations relatives à la protection sociale complémentaire pour laquelle un nouveau marché devra être conclu en 2026.

Par ailleurs, l'Exécutif a rencontré l'Intersyndicale en janvier et en septembre pour échanger sur les sujets en cours de négociation.
Ces sujets, travaillés dans le cadre d'un Agenda social, ont porté sur deux points principaux :

- L'amélioration des dispositions générales du RIFSEEP dans le cadre de ce qui est convenu d'appeler, au sein de la collectivité, "la prime d'avril" ;

- les mesures d'économies à réaliser en lien avec les incertitudes relatives au futur PLF 2026 et aux conséquences du décret sur le taux de cotisation à la CNRACL ; ces discussions ont été menées tout au long de l'année.

13.Sanctions disciplinaires

Nombre de sanctions disciplinaires prononcées dans l'année :

Fonctionnaires titulaires	Nombre de sanctions prononcées concernant les fonctionnaires titulaires (art. 89 de la loi du 26 janvier 1984) en 2025	
	Hommes	Femmes
Sanctions du 1er groupe :	5	2
Avertissement	3	
Blâme	3	2
Exclusion temporaire de fonctions pour une durée maximale de 3 jours	1	
Sanctions du 2ème groupe :		
Radiation du tableau d'avancement		
Abaissement d'échelon		
Exclusion temporaire de fonctions pour une durée de 4 à 15 jours		
Sanctions du 3ème groupe :	4	1
Rétrogradation		
Exclusion temporaire de fonctions pour une durée de 16 jours à 2 ans	4	1
Sanctions du 4ème groupe :	2	
Mise à la retraite d'office		
Révocation	2	

Fonctionnaires stagiaires	Nombre de sanctions prononcées concernant les fonctionnaires stagiaires (art. 6 du décret n° 92-1194 du 4 novembre 1992) en 2025	
	Hommes	Femmes
Avertissement		
Blâme		
Exclusion temporaire de fonctions pour une durée maximale de 3 jours		
Exclusion temporaire de fonctions pour une durée de 4 à 15 jours		
Exclusion définitive du service		

Contractuel·les	Nombre de sanctions prononcées concernant les agent·es contractuel·les (art. 36-1 du décret n° 88-145 du 15 février 1988) en 2025	
	Hommes	Femmes
Avertissement		
Blâme		
Exclusion temporaire de fonctions		
Licenciement		

Précision : *compter un motif par sanction*	**Principal motif des sanctions prononcées concernant les agent·es fonctionnaires, stagiaires et contractuel·les en 2025**	
	Hommes	**Femmes**
Probité, intégrité (détournement, conservation de fonds, malversation, vol, dégradation, dettes, chèque sans provision)	1	
Qualité de service (manquement aux sujétions du service, négligence, désobéissance hiérarchique, absence irrégulière, abandon de poste)	4	1
Atteinte à la discrétion professionnelle, au secret professionnel, au secret des correspondances, à la vie privée, à la liberté individuelle		
Incorrections, violences, insultes, harcèlement moral	5	1
Ivresse		
Mœurs (dont harcèlement sexuel)	1	
Manquement à l'obligation de laïcité, atteinte au principe de neutralité, discrimination, manquement à l'obligation de réserve		
Conflit d'intérêt, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts	1	
Exercice d'une activité privée rémunérée sans autorisation		
Comportement privé affectant le renom du service, condamnation pénale (pour manquements non mentionnés dans les colonnes précédentes)	1	
Autres		

Strasbourg.eu
eurométropole

9

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

Créances irrécouvrables.

Numéro E-2026-505

Dans le cadre de l'apurement périodique des comptes entre l'ordonnateur et le comptable, la comptable publique de l'Eurométropole de Strasbourg a montré l'irrécouvrabilité de certaines créances détenues par l'Eurométropole de Strasbourg sur des débiteurs dont l'insolvabilité ou la disparition sont établies.

La constatation de créances irrécouvrables entre dans la catégorie des actes de renonciation et de libéralités des communes qui, en vertu de l'article L 2541-12-9° du Code Général des Collectivités Territoriales, sont soumis à la décision du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg, car elles constituent une charge pour le budget métropolitain.

Les créances irrécouvrables sont récapitulées dans le relevé joint en annexe et concernent le budget principal et les budgets annexes. Elles se montent à **49 917,20 €** et sont décomposées comme suit :

I- Créances à admettre en non-valeur

A l'appui de ses demandes et avec le concours des services ordonnateurs, la Trésorière fournit les justificatifs qui permettent de proposer l'admission en non-valeur de créances, qui se montent à **37 805,20 €** pour le budget principal.

II- Créances éteintes

L'irrécouvrabilité de ces créances fait suite à une décision juridique s'opposant à toute action en recouvrement. Leur montant est de **12 112,00 €** pour le budget principal.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *les admissions en non-valeur au titre de l'exercice 2025 pour une somme de **37 805,20 €** au titre du budget principal imputée sur la ligne budgétaire 65 / 6541 / 01,*
- *les créances éteintes pour une somme de **12 112,00 €** au titre du budget principal imputée sur la ligne budgétaire 65 / 6542 / 01.*

Le relevé détaillé est annexé à la présente délibération.

CREANCES IRRECOUVRABLES
BUDGET PRINCIPAL - EMS 1/2026

Admissions en non-valeur	Montant
7090340711	15 186,11
6629940311	22 619,09
	37 805,20

Créances éteintes	Montant
6997300411	12 112,00

Admissions en non-valeur	**37 805,20**
Créances éteintes	**12 112,00**
TOTAL	**49 917,20**

Strasbourg.eu
eurométropole

10

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

Emprunts souscrits auprès de l'Agence France Locale - octroi annuel de garantie.

Numéro E-2026-417

La Communauté urbaine de Strasbourg devenue l'Eurométropole de Strasbourg a adhéré au Groupe Agence France Locale le 28 novembre 2014. Le but de cette adhésion était de pouvoir diversifier ses sources de financent en bénéficiant de ses prêts tout en devenant actionnaire. Ainsi l'Agence France Locale est devenue un partenaire bancaire important qui est systématiquement mis en concurrence avec l'ensemble des autres établissements prêteurs.

Le Groupe Agence France Locale a pour objet de participer au financement de ses membres, collectivités territoriales, leurs groupements et les établissements publics locaux (EPL) (ci-après les *Membres*).
Il a été institué par les dispositions de l'article L.1611-3-2 du CGCT tel que modifié par l'article 67 de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique :

« Les collectivités territoriales, leurs groupements et les établissements publics locaux peuvent créer une société publique revêtant la forme de société anonyme régie par le livre II du Code de commerce dont ils détiennent la totalité du capital et dont l'objet est de contribuer, par l'intermédiaire d'une filiale, à leur financement.

Cette société et sa filiale exercent leur activité exclusivement pour le compte des collectivités territoriales, de leurs groupements et des établissements publics locaux. Cette activité de financement est effectuée par la filiale à partir de ressources provenant principalement d'émissions de titres financiers, à l'exclusion de ressources directes de l'Etat ou de ressources garanties par l'Etat.

Par dérogation aux dispositions des articles L.2252-1 à L.2252-5, L.3231-4, L.3231-5, L.4253-1, L.4253-2 et L.5111-4, les collectivités territoriales, leurs groupements et les établissements publics locaux sont autorisés à garantir l'intégralité des engagements de la filiale dans la limite de leur encours de dette auprès de cette filiale. Les modalités de mise en œuvre de cette garantie sont précisées dans les statuts des deux sociétés. »

Le Groupe Agence France Locale est composé de deux sociétés :

- l'Agence France Locale, société anonyme à directoire et conseil de surveillance ;
- l'Agence France Locale – Société Territoriale (la *Société Territoriale*), société anonyme à conseil d'administration.

Conformément aux statuts de la Société Territoriale, aux statuts de l'Agence France Locale et au pacte d'actionnaires conclu entre ces deux sociétés et l'ensemble des Membres (le *Pacte*), la possibilité pour un membre de bénéficier de prêts de l'Agence France Locale est conditionnée à l'octroi, par ledit membre, d'une garantie autonome à première demande au bénéfice de certains créanciers de l'Agence France Locale (la *Garantie*).

L'objet de la présente délibération est, conformément aux dispositions précitées, de garantir les engagements de l'Agence France Locale dans les conditions et limites décrites ci-après, afin de sécuriser une source de financement pérenne et dédiée aux membres.

Présentation des modalités générales de fonctionnement de la Garantie, dont le modèle est en annexe à la présente délibération

Objet
La Garantie a pour objet de garantir certains engagements de l'Agence France Locale (des emprunts obligataires principalement) à la hauteur de l'encours de dette du Membre auprès de l'Agence France Locale.

Bénéficiaires
La Garantie est consentie au profit des titulaires (les *Bénéficiaires*) de documents ou titres émis par l'Agence France Locale déclarés éligibles à la Garantie (les *Titres Éligibles*).

Montant
Le montant de la Garantie correspond, à tout moment, et ce quel que soit le nombre et/ou le volume d'emprunts détenus par le Membre auprès de l'Agence France Locale, au montant de son encours de dette (principal, intérêts courus et non payés et éventuels accessoires, le tout, dans la limite du montant principal emprunté au titre de l'ensemble des crédits consentis par l'Agence France Locale à l'Eurométropole de Strasbourg qui n'ont pas été totalement amortis).
Ainsi, si le Membre souscrit plusieurs emprunts auprès de l'Agence France Locale, chaque emprunt s'accompagne de l'émission d'un engagement de Garantie, telle que, directement conclu auprès de l'AFL.

Durée
La durée maximale de la Garantie correspond à la durée du plus long des emprunts détenus par le Membre auprès de l'Agence France Locale, et ce quelle que soit l'origine des prêts détenus, augmentée de 45 jours.

Conditions de mise en œuvre de la Garantie
Le mécanisme de Garantie mis en œuvre crée un lien de solidarité entre l'Agence France Locale et chacun des Membres, dans la mesure où chaque Membre peut être appelé en paiement de la dette de l'Agence France Locale, en l'absence de tout défaut

de la part dudit Membre au titre des emprunts qu'il a souscrits vis-à-vis de l'Agence France Locale.

La Garantie peut être appelée par trois catégories de personnes : (i) un Bénéficiaire, (ii) un représentant habilité d'un ou de plusieurs Bénéficiaires et (iii) la Société Territoriale. Les circonstances d'appel de la présente Garantie sont détaillées dans le modèle figurant en annexe à la présente délibération.

Nature de la Garantie
La Garantie est une garantie autonome au sens de l'article 2321 du Code civil. En conséquence, son appel par un Bénéficiaire n'est pas subordonné à la démonstration d'un défaut de paiement réel par l'Agence France Locale.

Date de paiement des sommes appelées au titre de la Garantie
Si la Garantie est appelée, le Membre concerné doit s'acquitter des sommes dont le paiement lui est demandé dans un délai de 5 jours ouvrés.

Telles sont les principales caractéristiques de la Garantie objet de la présente délibération et dont les stipulations complètes figurent en annexe.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.1611-3-2,
vu la délibération n°6 en date du 10 avril 2026 ayant confié à la Présidente la compétence en matière d'emprunts
vu la délibération n°5 en date du 28 novembre 2014 ayant approuvé l'adhésion à l'Agence France Locale de la Communauté urbaine de Strasbourg
vu les statuts des deux sociétés du Groupe Agence France Locale et considérant la nécessité d'octroyer à l'Agence France Locale, une garantie autonome à première demande, au bénéfice de certains créanciers de l'Agence France Locale, à hauteur de l'encours de dette de l'Eurométropole de Strasbourg, afin que l'Eurométropole de Strasbourg puisse bénéficier de prêts auprès de l'Agence France Locale
vu le document décrivant le mécanisme de la Garantie, soit le Modèle 2016-1 en vigueur à la date des présentes
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

que la Garantie de l'Eurométropole de Strasbourg est octroyée dans les conditions suivantes aux titulaires de documents ou titres émis par l'Agence France Locale (les Bénéficiaires) :

- *le montant maximal de la Garantie pouvant être consenti pour l'année 2026 est égal au montant maximal des emprunts que l'Eurométropole de Strasbourg est autorisée à souscrire pendant l'année 2026,*

- *la durée maximale de la Garantie correspond à la durée du plus long des emprunts détenu par l'Eurométropole de Strasbourg pendant l'année 2026 auprès de l'Agence France Locale augmentée de 45 jours,*
- *la Garantie peut être appelée par chaque Bénéficiaire, par un représentant habilité d'un ou de plusieurs Bénéficiaires ou par la Société Territoriale ; et*
- *si la Garantie est appelée, l'Eurométropole de Strasbourg s'engage à s'acquitter des sommes dont le paiement lui est demandé, dans un délai de 5 jours ouvrés,*
- *le nombre de Garanties octroyées par la Présidente au titre de l'année 2026 sera égal au nombre de prêts souscrits auprès de l'Agence France Locale, dans la limite des sommes inscrites au budget primitif de référence, et que le montant maximal de chaque Garantie sera égal au montant tel qu'il figure dans l'acte d'engagement,*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante :

- *à signer, pendant l'année 2026, le ou les engagements de Garantie pris par l'Eurométropole de Strasbourg, dans les conditions définies ci-dessus, conformément aux modèles présentant l'ensemble des caractéristiques de la Garantie et figurant en annexes,*
- *à prendre toutes les mesures et à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.*

GARANTIE À PREMIÈRE DEMANDE
MEMBRES

Version 2016.1



TABLE DES MATIERES

TITRE I DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION 2

1. Définitions 2

2. Règles d'interprétation 3

TITRE II MODALITÉS DE LA GARANTIE 5

3. Objet de la Garantie 5

4. Bénéficiaires de la Garantie 5

5. Plafond de la Garantie 5

6. Nature juridique de l'obligation du Garant 6

TITRE III APPEL DE LA GARANTIE 7

7. Personnes habilitées à appeler la Garantie 7

8. Conditions de l'appel en Garantie 7

9. Modalités d'appel 7

TITRE IV PAIEMENT AU TITRE DE LA GARANTIE 11

10. Date de paiement 11

11. Modalités de paiements 11

TITRE V DURÉE DE LA GARANTIE 12

12. Date d'effet 12

13. Terme 12

14. Résiliation anticipée 12

TITRE VI RECOURS 13

15. Subrogation 13

16. Recours entre les Membres 13

TITRE VII COMMUNICATION 14

17. Information des Bénéficiaires 14

18. Publicité 14

19. Notifications 14

TITRE VIII STIPULATIONS FINALES 15

20. Impôts et taxes 15

21. Droit applicable et tribunaux compétents 15

LISTE DES ANNEXES 16

GARANTIE AUTONOME A PREMIERE DEMANDE

ENTRE

(1) La Collectivité ayant signé un Engagement de Garantie (le ***Garant***);

ET

(2) **AGENCE FRANCE LOCALE**, société anonyme à directoire et conseil de surveillance, dont le siège social est situé au 112 Rue Garibaldi, 69455 Lyon cedex 06, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Lyon sous le numéro 799 379 649 (l'***Agence France Locale***) ;

EN PRÉSENCE DE :

(3) **AGENCE FRANCE LOCALE – SOCIÉTÉ TERRITORIALE**, société anonyme à conseil d'administration, dont le siège social est situé 41, quai d'Orsay, 75007 Paris, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 799 055 629 (la ***Société Territoriale***) ;

EN FAVEUR DE :

(4) de tout titulaire de tout Titre Garanti décrit à l'Article 4.1 (le ***Bénéficiaire***) à titre de stipulation pour autrui, conformément aux dispositions de l'article 1121 du Code civil.

IL EST TOUT D'ABORD EXPOSÉ CE QUI SUIT

(A) La Société Territoriale et l'Agence France Locale ont été constituées respectivement les 3 et 17 décembre 2013 dans le but de contribuer au financement des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre français, conformément aux dispositions de l'article 35 de la loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 *de séparation et de régulation des activités bancaires*, codifié à l'article L. 1611-3-2 du Code général des collectivités territoriales.

(B) Le Garant est Membre du Groupe Agence France Locale et a vocation à bénéficier de financements consentis par l'Agence France Locale.

(C) Conformément aux dispositions légales, aux statuts de la Société Territoriale et au pacte d'actionnaires conclu entre les Membres du Groupe Agence France Locale, la Société Territoriale et l'Agence France Locale (le ***Pacte***), la qualité de Membre de plein d'exercice du Groupe Agence France Locale et le bénéfice de financements consentis par l'Agence France Locale sont conditionnés à l'octroi par chacun des Membres d'une garantie conforme au modèle arrêté par le Conseil d'administration de la Société Territoriale.

CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT

TITRE I
DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

1. DÉFINITIONS

Les termes utilisés avec une majuscule dans la présente Garantie auront la signification qui leur est donnée ci-dessous :

Agence France Locale a le sens qui lui est donné en comparution du présent Modèle de Garantie ;

Annexe signifie une annexe à la présente Garantie ;

Appel en Garantie signifie tout appel au titre de la présente Garantie réalisé conformément aux stipulations de la présente Garantie ;

Article signifie un article du présent Modèle de Garantie ;

Bénéficiaire a le sens qui lui est donné en comparution du présent Modèle de Garantie ;

Collectivité signifie les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre français ainsi que toute entité qui serait légalement autoriséeà participer au mécanisme mis en œuvre par le Groupe Agence France Locale;

Date d'Expiration a le sens qui lui est donné à l'Article 13.1 ;

Demande d'Appel a le sens qui lui est donné à l'Article 8.3 ;

Demande de Remboursement signifie la somme de toute demande de remboursement effectuée auprès du Garant par ou au nom d'un ou plusieurs autres Membres dans le cadre du mécanisme décrit à l'Article 16 ;

Encours de Crédit signifie la somme de tout montant dû, à tout instant, par le Garant, en principal, intérêts et accessoires à l'Agence France Locale, à l'exclusion des montants dus par le Garant, en principal, intérêts et accessoires à l'Agence France Locale au titre des encours de crédits initialement consentis pour une période maximale de 364 jours ;

Engagement de Garantie signifie l'engagement de garantie conforme au modèle figurant en Annexe A au présent Modèle de Garantie qui a été signé par le Garant ;

Garant a le sens qui lui est donné en comparution du présent Modèle de Garantie ;

Garantie signifie la garantie autonome à première demande consentie par le Garant en application des termes de sa ou de ses Engagement(s) de Garanties et du présent Modèle de Garantie ;

Garantie Société Territoriale signifie toute garantie consentie par la Société Territoriale en considération des obligations financières de l'Agence France Locale ;

Groupe Agence France Locale désigne collectivement la Société Territoriale et l'Agence France Locale ;

Jour Ouvré signifie tout jour autre que le samedi, le dimanche, un jour férié ou un jour durant lequel les banques sont tenues par la loi d'être fermées en France ou autorisées par la loi à être fermées en France ;

Membre signifie le Garant ainsi que toute Collectivité ayant adhéré au Groupe Agence France Locale conformément aux statuts de la Société Territoriale ainsi qu'au Pacte ;

Modèle de Garantie signifie le présent document régissant les modalités de la Garantie donnée par le Garant au titre d'un ou plusieurs Engagements de Garantie;

Pacte a le sens qui lui est donné au paragraphe (C) du préambule du présent Modèle de Garantie ;

Partie signifie le Garant, l'Agence France Locale ainsi que tout Bénéficiaire ayant accepté de devenir une partie à la présente Garantie ;

Plafond de la Garantie a le sens qui lui est donné à l'Article 5 ;

Plafond Initial a le sens qui lui est donné à l'Article 5 ;

Remboursement Effectif signifie la somme de tout montant effectivement payé au Garant en lien avec la présente Garantie par d'autres Membres, l'Agence France Locale, la Société Territoriale ou une personne ayant bénéficié d'un paiement indu au titre de la présente Garantie ;

Représentant a le sens qui lui est donné à l'Article 7 ;

Site a le sens qui lui est donné à l'Article 5.2(c) ;

Société Opérationnelle a le sens qui lui est donné en comparution du présent Modèle de Garantie ;

Société Territoriale a le sens qui lui est donné en comparution du présent Modèle de Garantie ;

Titres Garantis a le sens qui lui est donné à l'Article 4.1.

2. RÈGLES D'INTERPRÉTATION

2.1. Principes Généraux

2.1.1 La signification des termes définis s'applique indifféremment au singulier et au pluriel de ces termes et, le cas échéant, au masculin ou au féminin.

2.1.2 Les titres utilisés dans le présent Modèle de Garantie ont été insérés uniquement pour la commodité de lecture et n'affectent ni le sens ni l'interprétation du présent Modèle de Garantie.

2.1.3 A moins que le contexte nécessite qu'il en soit autrement, toute référence à une disposition légale s'entend de la disposition telle qu'elle aura été modifiée, remplacée ou codifiée dans la mesure où cette modification, ce remplacement ou cette codification est applicable ou est susceptible de s'appliquer aux opérations stipulées par le présent Modèle de Garantie.

2.1.4 Toute référence à un autre document s'entend de ce document tel qu'il pourra être modifié ou remplacé.

2.1.5 Les exemples suivant les termes « inclure », « incluant », « notamment », « en particulier » et autres termes ayant le même sens ne sont pas limitatifs.

2.2. Modèle de Garantie et Engagements de Garantie

2.2.1 La présente Garantie est basée sur le Modèle de Garantie dans sa version 2016.1 qui a été arrêté par le Conseil d'Administration de la Société Territoriale le 26 novembre 2015.

2.2.2 Lors de la conclusion de tout contrat ou acte emportant augmentation de l'Encours de Crédit d'un Membre, ce dernier est invité à signer un Engagement de Garantie au titre duquel il s'engage à consentir une garantie, en application et conformément aux stipulations du présent Modèle de Garantie, dans la limite de la somme des Plafonds Initiaux stipulés dans ledit Engagement de Garantie et les Engagements de Garanties préalables et non expirés.

2.2.3 Bien que chaque Engagement de Garantie soit signé à l'occasion de la conclusion d'un contrat ou d'un acte emportant augmentation de l'Encours de Crédit du Garant, l'engagement dudit Garant n'est conditionné qu'à la réalité de l'Encours de Crédit et non à la validité des contrats ou actes ayant conduit à saconclusion.

2.2.4 Chaque Engagement de Garantie fait l'objet d'une approbation par l'organe compétent du Garant, le cas échéant de façon groupée, de façon à garantir la validité de l'engagement dudit Garant.

2.3. Pluralité de Modèles de Garantie

2.3.1 Chaque Engagement de Garantie et le Modèle de Garantie constituent ensemble un tout indivisible et le Garant ne peut pas se voir opposer un Modèle de Garantie qu'il n'aurait pas expressément accepté dans un Engagement de Garantie.

2.3.2 En cas de conclusion d'un Engagement de Garantie par le Garant faisant référence à un Modèle de Garantie différent de la version 2016.1, les Encours de Crédit dudit Garant feront l'objet d'une individualisation.

2.3.3 Les titulaires de Titres Garantis émis jusqu'à la date de signature de l'Engagement de Garantie faisant référence à un Modèle de Garantie donné, pourront se prévaloir, pour la totalité de l'Encours de Garantie dudit Garant au choix, soit du dernier Modèle de Garantie accepté par le Garant dans un Engagement de Garantie à la date d'émission desdits Titres Garantis, soit des Modèles de Garantie postérieurs également acceptés par le Garant dans un Engagement de Garantie subséquent, étant néanmoins précisé que tout Appel en Garantie devra faire référence à un seul Modèle de Garantie.

2.3.4 Les titulaires de Titres Garantis émis postérieurement à la date de signature de l'Engagement de Garantie faisant référence à un Modèle de Garantie postérieur à la version 2016.1 ne pourront se prévaloir que des Modèles de Garantie postérieurs acceptés par le Garant.

TITRE II
MODALITÉS DE LA GARANTIE

3. OBJET DE LA GARANTIE

Le Garant s'engage inconditionnellement et irrévocablement à payer à tout Bénéficiaire, à première demande, toute somme indiquée dans l'Appel en Garantie dans la limite du Plafond de Garantie visé à l'Article 5. L'Appel en Garantie devra être strictement conforme aux exigences du TITRE III de la présente Garantie.

4. BÉNÉFICIAIRES DE LA GARANTIE

4.1. La Garantie est conférée au bénéfice de toute personne titulaire d'un titre éligible, la détention d'un titre éligible résultant de:

(a) l'inscription en compte, dans les registres de l'Agence France Locale ou d'un intermédiaire financier, comme titulaire d'un titre financier dont les modalités indiquent qu'il est éligible au bénéfice de la Garantie;

(b) la détention d'un document signé par l'Agence France Locale indiquant que ce document est éligible au bénéfice de la Garantie ;

(ci-après un ***Titre Garanti***).

4.2. La Garantie concerne les Titres Garantis existants ainsi que les Titres Garantis futurs ou à émettre.

5. PLAFOND DE LA GARANTIE

5.1. Le plafond de la Garantie (le ***Plafond de la Garantie*)** consentie par le Garant est égal à tout instant au montant total de son Encours de Crédit auprès de l'Agence France Locale :

(a) diminué de tout Appel en Garantie, à l'exception de l'Appel en Garantie pour les besoins duquel doit être calculé le Plafond de la Garantie;

(b) augmenté de tout paiement reçu par ce Membre en application d'un Remboursement Effectif ;

(c) diminué de toute Demande de Remboursement.

5.2. Il est par ailleurs précisé que :

(a) les éléments conduisant à une réduction du Plafond de la Garantie ne sont plus opposables aux Bénéficiaires à compter de la date à laquelle ils ont appelé la Garantie ;

(b) en cas d'Appel en Garantie et/ou de Demandes de Remboursement multiples,

(i) il sera tenu compte, pour la détermination du Plafond de la Garantie, des demandes reçues le Jour Ouvré précédant la date de calcul ;

(ii) il ne sera pas tenu compte des demandes reçues postérieurement au Jour Ouvré précédant la date de calcul et, dans l'hypothèse où le Plafond de la Garantie serait inférieur au total desdites demandes, l'obligation de paiement du Garant bénéficiera aux Bénéficiaires au prorata de leur demandes ;

(c) tout Bénéficiaire peut à tout moment se prévaloir dans un Appel en Garantie du montant de l'Encours de Crédit estimé au dixième (10ème) Jour Ouvré suivant la date d'Appel en Garantie, tel que publié par l'Agence France

Locale sur son site internet (le ***Site***) pour chaque Membre conformément à l'Article 17.1, ce montant étant réputé faire foi jusqu'à ce qu'une Partie apporte la preuve contraire.

5.3. Afin d'éviter toute ambigüité, le Plafond de la Garantie ne peut en aucun cas excéder la somme de chaque Plafond Initial stipulé dans chaque Engagement de Garanties dont la Date d'Expiration n'est pas intervenue.

6. NATURE JURIDIQUE DE L'OBLIGATION DU GARANT

6.1. La présente Garantie constitue une garantie autonome au sens de l'article 2321 du Code civil.

6.2. En conséquence, le Garant ne peut opposer ou faire valoir aucune exception ou objection de quelque nature que ce soit (à l'exception de celles figurant à l'article 2321 du Code civil), et notamment toute exception ou objection que l'Agence France Locale pourrait avoir à l'encontre du Bénéficiaire, sous réserve néanmoins du respect des stipulations de la présente Garantie.

6.3. Sous réserve des stipulations de l'Article 14, toutes les stipulations de la présente Garantie conserveront leur plein effet quelle que soit l'évolution de la situation financière, juridique ou autre de l'Agence France Locale ou du Garant. En particulier, la Garantie conservera son plein effet vis-à-vis des Bénéficiaires au cas où l'Agence France Locale demanderait la nomination d'un mandataire *ad hoc* ou d'un conciliateur (ou ferait l'objet d'une telle demande), conclurait un accord amiable avec ses créanciers ou ferait l'objet de l'une des procédures du Livre VI du Code de commerce.

TITRE III
APPEL DE LA GARANTIE

7. PERSONNES HABILITÉES À APPELER LA GARANTIE

La présente Garantie pourra être appelée par les personnes suivantes :

(a) chaque Bénéficiaire, pour ce qui le concerne ;

(b) le représentant de la masse ou toute personne habilitée à exercer des sûretés ou garanties pour le compte des Bénéficiaires conformément au droit applicable ou aux stipulations des Titres Garantis (le ***Représentant***), pour le compte des personnes qu'il est habilité à représenter ; ou

(c) la Société Territoriale, pour le compte de tout Bénéficiaire.

8. CONDITIONS DE L'APPEL EN GARANTIE

8.1. Appel par les Bénéficiaires

L'Appel en Garantie par les Bénéficiaires n'est soumis à aucune condition.

8.2. Appel par les Représentants

L'Appel en Garantie par les Représentants n'est soumis à aucune condition.

8.3. Appel par la Société Territoriale

La Société Territoriale peut décider d'appeler la Garantie dans les cas limitativement énumérés ci-dessous :

(a) en cas d'appel de la Garantie Société Territoriale ;

(b) en cas de demande de l'Agence France Locale de procéder à un Appel en Garantie (une ***Demande d'Appel***).

9. MODALITÉS D'APPEL

9.1. Principe

9.1.1 Une demande de paiement qui remplit, en substance et formellement, les exigences stipulées par le présent acte (en ce compris les modèles d'Appels en Garantie figurant en Annexe) constitue un appel en garantie pour les besoins de la présente Garantie (un ***Appel en Garantie***). La Garantie peut-être appelée en une ou plusieurs fois.

9.1.2 Un Appel en Garantie effectué pour un montant supérieur au Plafond de la Garantie sera réputé avoir été fait pour un montant égal au Plafond de la Garantie sans que cela remette en cause sa validité.

9.1.3 Un Appel en Garantie doit nécessairement être libellé en euros (EUR) ou toute autre devise ayant cours légal en France.

9.1.4 Un Appel en Garantie doit nécessairement indiquer sur quel Modèle de Garantie il est basé. Néanmoins, et conformément aux stipulations de l'Article 2.2, un Appel en Garantie peut bénéficier de la totalité du Plafond de la Garantie, y compris lorsque le Plafond de la Garantie résulte de la conclusion de plusieurs Engagements de Garantie par le Garant.

9.1.5 Un Appel en Garantie doit nécessairement être rédigé en français.

9.1.6 Une demande de paiement non conforme à ces exigences ne sera pas considérée comme valable et sera réputée ne jamais avoir été émise.

9.2. Appel par les Bénéficiaires

9.2.1 Tout Appel en Garantie par un Bénéficiaire devra être formulé au moyen d'une demande écrite strictement conforme au modèle figurant en Annexe B, laquelle devra être signée par une personne dûment autorisée par le Bénéficiaire concerné et être notifiée au Garant avec copie à la Société Territoriale.

9.2.2 Tout Appel en Garantie par un Bénéficiaire devra être accompagné, à peine de nullité, des documents suivants :

(a) la copie des documents juridiques relatifs aux Titres Garantis, avec indication de la clause stipulant que lesdits titres bénéficient de la Garantie ;

(b) pour les Titres Garantis émis sous forme de titres financiers, l'attestation d'inscription en compte ;

(c) la déclaration sur l'honneur du Bénéficiaire indiquant

(i) l'existence d'un défaut de paiement, sans que cette déclaration ne puisse remettre en cause le caractère autonome de la Garantie;

(ii) qu'il n'a pas réalisé d'appel en garantie au titre de la Garantie Société Territoriale en vue du recouvrement de la même somme (ou que cet appel n'a pas été honoré conformément aux termes de ladite Garantie Société Territoriale), en tout hypothèse sans que cette déclaration ne préjudicie au droit du Bénéficiaire de diviser son appel ;

(iii) qu'il n'a pas réalisé d'appel en garantie au titre de garanties consenties par d'autres Membres en vue du recouvrement de la même somme (ou que ces appels n'ont pas été honorés conformément aux termes desdites garanties), en tout hypothèse sans que cette déclaration ne préjudicie au droit du Bénéficiaire de diviser son appel ;

(d) le relevé d'identité bancaire sur lequel les sommes appelées doivent être virées dans l'hypothèse où les modalités des Titres Garantis concernés ne rendent pas obligatoire le paiement par l'intermédiaire d'un système de compensation ou de règlement-livraison de titres.

9.3. Appel par un Représentant

9.3.1 Tout Appel en Garantie par un Représentant devra être formulé au moyen d'une demande écrite strictement conforme au modèle figurant en Annexe C, laquelle devra être signée par le Représentant ou une personne dûment habilitée par ce dernier conformément aux dispositions légales applicables et être notifiée au Garant avec copie à la Société Territoriale.

9.3.2 Tout Appel en Garantie par un Représentant devra être accompagné, à peine de nullité, des documents suivants :

(a) la copie des documents juridiques relatifs aux Titres Garantis, avec indication de la clause stipulant que lesdits titres bénéficient de la Garantie ;

(b) la liste des titulaires de Titres Garantis concernés par l'appel et l'allocation du montant appelé entre lesdits Titulaires ou, le cas échéant, les modalités d'allocation et de paiement si les Titres Garantis sont admis dans un système de compensation ou de règlement-livraison ;

(c) la déclaration sur l'honneur du Représentant indiquant

(i) l'existence d'un défaut de paiement, sans que cette déclaration ne puisse remettre en cause le caractère autonome de la Garantie;

(ii) qu'il n'a pas réalisé d'appel en garantie au titre de la Garantie Société Territoriale en vue du paiement de la même somme (ou que cet appel n'a pas été honoré conformément aux termes de ladite Garantie Société Territoriale), en toute hypothèse, sans que cette déclaration ne préjudicie au droit du demandeur de diviser son appel ;

(iii) qu'il n'a pas réalisé d'appel en garantie au titre de garanties consenties par d'autres Membres en vue du paiement de la même somme (ou que ces appels n'ont pas été honorés conformément aux termes desdites garanties), en toute hypothèse, sans que cette déclaration ne préjudicie au droit du Bénéficiaire de diviser son appel ;

(d) le relevé d'identité bancaire sur lequel les sommes appelées doivent être virées dans l'hypothèse où les modalités des Titres Garantis concernés ne rendent pas obligatoire le paiement par l'intermédiaire d'un système de compensation ou de règlement-livraison de titres ;

(e) une copie du document en vertu duquel le Représentant a été nommé ou a le droit d'agir au nom des Bénéficiaires.

9.4. Appel par la Société Territoriale

9.4.1 Tout Appel en Garantie par la Société Territoriale devra être formulé au moyen d'une demande écrite strictement conforme au modèle figurant en Annexe D, laquelle devra être signée par le Directeur Général de la Société Territoriale ou par toute personne dûment habilitée à cet effet conformément aux dispositions légales applicables.

9.4.2 Tout Appel en Garantie par la Société Territoriale résultant d'un appel de la GarantieSociété Territoriale devra être accompagné, à peine de nullité, des documents suivants
:

(a) la copie de l'appel reçu au titre de la Garantie Société Territoriale, y compris ses annexes ou la copie de la Demande d'Appel émise par l'Agence France Locale, à l'exclusion de ses annexes ;

(b) la déclaration sur l'honneur du demandeur confirmant l'appel de la Garantie Société Territoriale ou l'existence d'une Demande d'Appel;

(c) la liste des titulaires de Titres Garantis concernés par l'appel et l'allocation du montant appelé entre lesdits titulaires ou, le cas échéant, les modalités d'allocation et de paiement si les Titres Garantis sont admis dans un système de compensation ou de règlement-livraison ;

(d) le relevé d'identité bancaire du compte ouvert dans les livres de la Caisse des dépôts et consignations pour le compte des titulaires de Titres Garantis visés au paragraphe (c) ci-dessus, sur lequel les sommes appelées doivent être virées accompagné de la copie de l'instruction de paiement visée à l'Article 9.4.3.

9.4.3 En cas d'Appel en Garantie, la Société Territoriale instruit, simultanément à l'émission de l'Appel en Garantie, la Caisse des dépôts et consignations de payer les titulaires de Titres Garantis visés à l'Article 9.4.2(c) à la date à laquelle les sommes appelées leur seraient dues par l'Agence France Locale.

9.4.4 La notification d'appel devra également indiquer la date à laquelle le versement des fonds appelés devra avoir été effectué.

9.4.5 La forme et les modalités des Demandes d'Appels sont arrêtées par le Conseil d'Administration et ne sont pas une condition de validité de l'Appel en Garantie effectué par la Société Territoriale.

TITRE IV
PAIEMENT AU TITRE DE LA GARANTIE

10. DATE DE PAIEMENT

10.1. Libération en cas d'appel par les Bénéficiaires ou leurs Représentants

En cas d'Appel en Garantie par les Bénéficiaires ou leurs Représentants, le Garant devra payer le montant appelé au plus tard cinq (5) Jours Ouvrés après la date de réception de l'Appel en Garantie.

10.2. Libération en cas d'appel par la Société Territoriale

En cas d'Appel en Garantie par la Société Territoriale, le Garant devra payer le montant appelé au plus tard cinq (5) Jours Ouvrés après la date de réception de l'Appel en Garantie ou à toute date ultérieure stipulée dans l'Appel en Garantie.

11. MODALITÉS DE PAIEMENTS

11.1. Compte et mode de paiement

Les fonds doivent être versés par virement bancaire sur le compte indiqué dans l'Appel en Garantie.

11.2. Devise de paiement

Les fonds doivent être versés en euros (EUR) ou toute autre devise ayant cours légal en France.

TITRE V
DURÉE DE LA GARANTIE

12. DATE D'EFFET

La présente Garantie entre en vigueur à la date de signature par le Membre d'un Engagement de Garantie.

13. TERME

13.1. Date d'Expiration

La Garantie prend fin à la date d'échéance stipulée dans l'Engagement de Garantie (la ***Date d'Expiration***).

13.2. Effet du terme

La Garantie ne peut plus faire l'objet d'aucun d'Appel en Garantie à l'issue de la Date d'Expiration.

14. RÉSILIATION ANTICIPÉE

14.1. Cas de résiliation anticipée

Nonobstant les stipulations de l'Article 13, la Garantie peut être résiliée par anticipation :

(a) à tout moment avec l'accord du Garant, de la Société Territoriale et de l'Agence France Locale ; ou

(b) en cas d'ouverture d'une procédure du Livre VI du Code de commerce à l'encontre de l'Agence France Locale, à la demande du Garant ; ou

(c) de façon automatique, en cas de signature par le Garant d'un Engagement de Garantie visant une version ultérieure de Modèle de Garantie.

14.2. Effet de la résiliation anticipée

14.2.1 La résiliation de la Garantie ne limite pas les capacités d'appel des titulaires de Titres Garantis dont les Titres Garantis sont antérieurs à la date de résiliation.

14.2.2 Aucune personne ne pourra en revanche se prévaloir de la Garantie à raison d'un titre financier ou d'un document postérieur à la date de résiliation.

TITRE VI
RECOURS

15. SUBROGATION

En cas de paiement de toute somme au titre d'un Appel en Garantie, le Garant est subrogé dans les droits du Bénéficiaire à hauteur du montant payé et sur la base du Titre Garanti ayant servi de fondement à l'Appel en Garantie.

16. RECOURS ENTRE LES MEMBRES

En cas de paiement de toute somme au titre d'un Appel en Garantie, le Garant bénéfice d'un recours personnel contre les autres Membres dont les modalités sont stipulées dans le Pacte.

TITRE VII
COMMUNICATION

17. INFORMATION DES BÉNÉFICIAIRES

17.1. L'Agence France Locale s'engage à rendre publiques, sur son Site, à tout moment, les informations suivantes :

(a) l'Encours de Crédit de chaque Membre le premier (1er) Jour Ouvré précédant la date de mise à jour du Site ou à toute date ultérieure ;

(b) l'Encours de Crédit estimé de chaque Membre, en l'absence de remboursement anticipé de tout ou partie de l'encours consenti le dixième (10ème) Jour Ouvré suivant la date de mise à jour du Site;

(c) l'allocation des Encours de Crédit susvisés par version des Modèles de Garantie ;

(d) l'adresse et la personne à qui doit être envoyé un Appel en Garantie pour chaque Garant ;

(e) le montant des Appels en Garantie dont elle a connaissance.

17.2. L'Agence France Locale s'engage à mettre à jour le Site chaque Jour Ouvré.

17.3. L'Agence France Locale s'engage à souscrire un contrat avec un prestataire de service informatique externe qui sera en mesure et aura l'obligation de publier les informations susvisées sur un site internet de secours en cas de défaillance du Site. En cas de défaillance financière de l'Agence France Locale, ce dernier aura l'obligation de maintenir l'information accessible pendant une période minimale de six (6) mois à compter de l'ouverture d'une procédure de règlement ou de liquidation judicaire à l'encontre de l'Agence France Locale.

18. PUBLICITÉ

L'Agence France Locale est autorisée à porter à la connaissance de tout Bénéficiaire par tout moyen de son choix, l'existence et les termes de la présente Garantie.

19. NOTIFICATIONS

19.1. Toute notification ou communication au titre de la présente Garantie, y compris tout Appel en Garantie, devra être effectuée par écrit et adressée, au choix de l'émetteur de la notification :

(a) par lettre recommandée avec demande d'avis de réception;

(b) par remise en main propre contre décharge, que ce soit par l'émetteur de la notification lui-même ou par porteur ou service de courrier rapide ; ou

(c) par huissier de justice.

19.2. Toute communication faite ou tout document envoyé par une personne à une autre au titre de la Garantie ou concernant celle-ci produira ses effets à compter de:

(a) sa réception attestée par l'avis de réception, la décharge ou l'huissier de justice ;

(b) du Jour Ouvré suivant la présentation de la notification attestée par l'avis de dépôts, un tiers ou l'huissier de justice.

19.3. Toute notification ou communication au Garant, à l'Agence France Locale ou à la Société Territoriale devra être adressée à l'adresse indiquée sur le Site.

TITRE VIII
STIPULATIONS FINALES

20. IMPÔTS ET TAXES

20.1. Tout paiement dû par le Garant sera effectué sans aucune retenue à la source ou prélèvement au titre de tout impôt ou taxe de toute nature, imposé, levé ou recouvré par ou pour le compte de l'Etat, ou l'une de ses autorités ayant le pouvoir de lever l'impôt, à moins que cette retenue à la source ou ce prélèvement ne soit prévu par la loi ou toute convention internationale applicable.

20.2. Si en vertu de la législation française, les paiements dus par le Garant au titre de la Garantie devaient être soumis à un prélèvement ou à une retenue au titre de tout impôt ou taxe, présent ou futur, le Garant ne procédera à aucune majoration des paiements.

21. DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAUX COMPÉTENTS

21.1. La présente Garantie est régie par le droit français.

21.2. Tout litige relatif à la présente Garantie sera de la compétence exclusive du Tribunal de grande instance compétent.

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE A MODÈLE D'ENGAGEMENT DE GARANTIE.....17
ANNEXE B MODÈLE D'APPEL EN GARANTIE APPEL PAR UN BÉNÉFICIAIRE.....18
ANNEXE C MODÈLE D'APPEL EN GARANTIE APPEL PAR UN REPRÉSENTANT.....20
ANNEXE D MODÈLE D'APPEL EN GARANTIE APPEL PAR LA SOCIÉTÉ TERRITORIALE.....22

ANNEXE A
MODÈLE D'ENGAGEMENT DE GARANTIE

ENGAGEMENT DE GARANTIE

[Désignation du Garant**]**, représenté[e] par **[●]** en sa qualité de **[●]**

- consent une garantie autonome à première demande dont les modalités sont régies par le Modèle de Garantie Version 2016.1 dont une copie est annexée au présent Engagement de Garantie ;
- le montant initial de la garantie consentie en application du présent Engagement de Garantie est de_____(_____) euros[1] (le ***Plafond Initial***) ;
- le présent Engagement de Garantie expirera le_____(la ***Date d'Expiration***)[2] ;
- déclare que le présent Engagement de Garantie a été approuvé par son organe délibérant conformément aux dispositions légales et réglementaires et, le cas échéant, ses documents constitutifs ;
- déclare accepter sans réserve les stipulations du Modèle de Garantie.

Le présent Engagement de Garantie est régi par le droit français et sera interprété conformément à celui-ci.

Tout litige relatif notamment à la validité, l'interprétation ou l'exécution du présent Engagement de Garantie relèvera de la compétence exclusive du Tribunal de grande instance compétent.

Fait à **[●]**

Le **[●]**

Pour le Garant[3] Pour l'Agence France Locale

En présence de la Société Territoriale[4]

1 Indication du montant en chiffres et en lettres

2 obligatoire.

2 La date d'expiration doit être au plus tôt quarante-cinq (45) Jours Ouvrés après la date d'échéance contractuelle de l'acte ou du contrat ayant conduit à la signature de l'Engagement de Garantie.

3 Signature précédée de la mention manuscrite « bon pour garantie autonome à première demande d'un montant plafond de [Plafond Initial, en chiffres et en lettres] euros ».

4 Un pouvoir général de contresigner les Engagements de Garantie pourrait être consenti par la Société Territoriale à l'Agence France Locale.

ANNEXE B
MODÈLE D'APPEL EN GARANTIE
APPEL PAR UN BÉNÉFICIAIRE

A : [Coordonnées du Garant figurant sur le Site]

avec copie à Agence France Locale – Société Territoriale
A l'attention de Monsieur le Directeur Général
[Coordonnées de la Société Territoriale figurant sur le Site]

Date : [***insérer la date***]

Lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou Courrier remis en main propre contre décharge

Demande de paiement au titre de la Garantie Autonome à Première Demande version 2016.1

Madame, Monsieur,

1. Nous faisons référence à la garantie à première demande que vous avez consentie conformément au Modèle de Garantie version 2016.1 arrêté par le Conseil d'Administration de la société Agence France Locale – Société Territoriale (la ***Garantie***) dont nous déclarons accepter le bénéfice et l'ensemble des stipulations.

2. A moins qu'ils ne soient autrement définis dans le présent Appel en Garantie, les termes ou expressions commençant par une majuscule utilisés ci-après ont le sens qui leur est attribué dans la Garantie.

3. Nous constatons qu'à la date de la présente, l'Agence France Locale ne nous a pas payé la somme de [*indiquer le montant*] euros (le ***Montant Réclamé***). Le détail du Montant Réclamé ainsi que des Titres Garantis figure ci-dessous:

ISIN*	**Common Code***	**Date du Titre Garanti**	**Date d'échéance du Titre Garanti**	**Montant impayé (principal)**	**Montant impayé (intérêts)**	**Autres montants dus impayés (intérêts de retard, frais, etc.)**	**Montant total impayé**

** si applicable*

4. Nous certifions qu'à la date des présentes, et sans que cela puisse remettre en cause le caractère autonome de la Garantie :

(a) le Montant Réclamé est dû et exigible conformément à (aux) (l')article(s) [insérer le(s) numéro(s) de (l')article] des modalités des Titres Garantis [en cas de Titres Garantis émis dans le cadre de différents programmes d'émission, préciser ces programmes et leurs modalités] [et qu'il n'a pas été payé pendant une période de plus de [ ] Jours Ouvrés après sa date

d'exigibilité (après expiration des périodes de grâce applicables et des périodes de règlement amiable prévues par les Modalités des Titres Garantis)] ; et

(b) le Montant Réclamé n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au titre de la Garantie Société Territoriale (ou cette demande de paiement n'a pas été honorée conformément aux termes de ladite Garantie Société Territoriale);

(c) le Montant Réclamé n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au titre de garanties consenties par d'autres Membres (ou ces demandes de paiement n'ont pas été honorées conformément aux termes desdites garanties).

5. Conformément à l'Article 9.2 de la Garantie, vous trouverez ci-joint:

(a) la copie des documents juridiques relatifs aux Titres Garantis, avec indication de la clause indiquant que lesdits titres bénéficient de la Garantie ;

(b) pour les Titres Garantis émis sous forme de titres financiers, l'attestation d'inscription en compte ;

(c) la déclaration sur l'honneur du Bénéficiaire indiquant l'existence d'un défaut de paiement ;

(d) le relevé d'identité bancaire sur lequel les sommes appelées doivent être virées.

6. Conformément aux termes du TITRE III de la Garantie, nous vous demandons, en votre qualité de Garant au titre de la Garantie, de nous payer le Montant Réclamé.

7. Conformément aux termes de l'Article 10.1 de la Garantie, le Montant Réclamé doit être payé dans le délai de cinq (5) Jours Ouvrés suivant la date de réception du présent Appel en Garantie.

8. [Le Montant Réclamé devra être payé sur le compte bancaire ayant les références suivantes : [***insérer le numéro IBAN du compte***], ouvert dans les livres de [***insérer le nom de l'établissement teneur de compte***].][5]

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Pour [*Insérer le nom du Bénéficiaire*]
en qualité de Bénéficiaire
Par : **[*Insérer le nom du signataire*]**
Titre : **[*Insérer le titre du signataire*]**

[5] Dans l'hypothèse où les modalités des Titres Garantis concernés ne rendent pas obligatoire le paiement par l'intermédiaire d'un système de compensation ou derèglement-livraison.

ANNEXE C
MODÈLE D'APPEL EN GARANTIE
APPEL PAR UN REPRÉSENTANT

A : [Coordonnées du Garant figurant sur le Site]

avec copie à Agence France Locale – Société Territoriale
A l'attention de Monsieur le Directeur Général
[Coordonnées de la Société Territoriale figurant sur le Site]

Date : [***insérer la date***]

Lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou Courrier remis en main propre contre décharge

Demande de paiement au titre de la Garantie Autonome à Première Demande version 2016.1

Madame, Monsieur,

1. Nous faisons référence à la garantie à première demande que vous avez consentie conformément au Modèle de Garantie version 2016.1 arrêté par le Conseil d'Administration de la société Agence France Locale – Société Territoriale (la ***Garantie***) dont nous déclarons au nom et pour le compte des titulaires de Titres Garantis que nous représentons accepter le bénéfice et l'ensemble des stipulations.

2. A moins qu'ils ne soient autrement définis dans le présent Appel en Garantie, les termes ou expressions commençant par une majuscule utilisés ci-après ont le sens qui leur est attribué dans la Garantie.

3. Nous constatons qu'à la date de la présente, l'Agence France Locale n'a pas payé la somme de [*indiquer le montant*] euros (le ***Montant Réclamé***) aux titulaires de Titres Garantis dont nous sommes les Représentants. Le détail du Montant Réclamé ainsi que des Titres Garantis figure ci-dessous :

ISIN*	**Common Code***	**Date du Titre Garanti**	**Date d'échéance du Titre Garanti**	**Montant impayé (principal)**	**Montant impayé (intérêts)**	**Autres montants dus impayés (intérêts de retard, frais, etc.)**	**Montant total impayé**

** si applicable*

4. Nous certifions qu'à la date des présentes, et sans que cela puisse remettre en cause le caractère autonome de la Garantie :

(a) le Montant Réclamé est dû et exigible conformément à (aux) (l')article(s) [*insérer le(s) numéro(s) de (l')article*] des modalités des Titres Garantis [*en cas de Titres Garantis émis dans le cadre de différents programmes d'émission, préciser ces programmes et leurs modalités*] [et qu'il n'a pas été payé pendant une période de plus de [ ] Jours Ouvrés après sa date

d'exigibilité (après expiration des périodes de grâce applicables et des périodes de règlement amiable prévues par les Modalités des Titres Garantis) ;] et

(b) le Montant Réclamé n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au titre de la Garantie Société Territoriale (ou cette demande de paiement n'a pas été honorée conformément aux termes de ladite Garantie Société Territoriale);

(c) le Montant Réclamé n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au titre de garanties consenties par d'autres Membres (ou ces demandes de paiement n'ont pas été honorées conformément aux termes desdites garanties).

5. Conformément à l'Article 9.3 de la Garantie, vous trouverez ci-joint:

(a) la copie des documents juridiques relatifs aux Titres Garantis, avec indication de la clause indiquant que lesdits titres bénéficient de la Garantie ;

(b) la liste des titulaires de Titres Garantis concernés par l'appel et l'allocation du montant appelé entre lesdits Titulaires ;

(c) la déclaration sur l'honneur du Représentant indiquant l'existence d'un défaut de paiement ;

(d) le relevé d'identité bancaire sur lequel les sommes appelées doivent être virées ;

(e) une copie du document en vertu duquel le Représentant a été nommé ou a le droit d'agir au nom des Bénéficiaires.

6. Conformément aux termes du TITRE III de la Garantie, nous vous demandons, en votre qualité de Garant au titre de la Garantie, de payer le Montant Réclamé.

7. Conformément aux termes de l'Article 10.1 de la Garantie, le Montant Réclamé doit être payé dans le délai de cinq (5) Jours Ouvrés suivant la date de réception du présent Appel en Garantie.

8. [Le Montant Réclamé devra être payé sur le compte bancaire ayant les références suivantes : [***insérer le numéro IBAN du compte***], ouvert dans les livres de [***insérer le nom de l'établissement teneur de compte***].][6]

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

_____

Pour [*Insérer le nom du Représentant*]
en qualité de [préciser la qualité du Représentant l'autorisant à agir]
Par : **[*Insérer le nom du signataire*]**
Titre : **[*Insérer le titre du signataire*]**

[6] Dans l'hypothèse où les modalités des Titres Garantis concernés ne rendent pas obligatoire le paiement par l'intermédiaire d'un système de compensation ou derèglement-livraison.

ANNEXE D
MODÈLE D'APPEL EN GARANTIE
APPEL PAR LA SOCIÉTÉ TERRITORIALE

A : [Coordonnées du Garant figurant sur le Site]

Date : [*insérer la date*]

Lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou Courrier remis en main propre contre décharge

Demande de paiement au titre de la Garantie Autonome à Première Demande version 2016.1

Madame, Monsieur,

1. Nous faisons référence à la garantie à première demande que vous avez consentie conformément au Modèle de Garantie version 2016.1 arrêté par le Conseil d'Administration de la société Agence France Locale – Société Territoriale (la ***Garantie***).

2. A moins qu'ils ne soient autrement définis dans le présent Appel en Garantie, les termes ou expressions commençant par une majuscule utilisés ci-après ont le sens qui leur est attribué dans la Garantie.

3. Nous vous informons que la Société Territoriale vient de recevoir [un appel en garantie au titre de la Garantie Société Territoriale / une Demande d'Appel en Garantie] pour un montant total de [*indiquer le montant*] euros (le ***Montant Réclamé***).

4. En conséquence, nous vous demandons de payer le Montant Réclamé aux titulaires de Titres Garantis conformément au détail figurant ci-dessous:

ISIN*	Common Code*	Date du Titre Garanti	Date d'échéance du Titre Garanti	Montant (principal)	Montant (intérêts)	Autres montants dus (intérêts de retard, frais, etc.)	Montant total

** si applicable*

5. Conformément à l'Article 9.4 de la Garantie, vous trouverez ci-joint:

(a) la copie de l'appel reçu au titre de la Garantie Société Territoriale, y compris ses annexes ou la copie de la Demande d'Appel émise par l'Agence France Locale, à l'exclusion de ses annexes ;

(b) la déclaration sur l'honneur de la Société Territoriale confirmant l'appel de la Garantie Société Territoriale ou l'existence d'une Demande en Paiement ;

(c) la liste des titulaires de Titres Garantis concernés par l'appel et l'allocation du montant appelé entre lesdits Titulaires ;

(d) le relevé d'identité bancaire du compte ouvert dans les livres **[**de l'Agence France Locale / la Caisse des dépôts et consignations**]** au nom de la Société Territoriale et pour le compte des titulaires de Titres Garantis visés au paragraphe 9.4.2(c) ci-dessus, sur lequel les sommes appelées doivent être virées accompagné de la copie de l'instruction de paiement visée à l'Article 9.4.3.

6. Conformément aux termes du TITRE III de la Garantie, nous vous demandons, en votre qualité de Garant au titre de la Garantie, de payer le Montant Réclamé.

7. Conformément aux termes de l'Article 10.2 de la Garantie, le Montant Réclamé doit être payé **[**dans le délai de cinq (5) Jours Ouvrés suivant la date de réception du présent Appel en Garantie / le_____**]**.

8. Le Montant Réclamé devra être payé sur le compte bancaire ayant les références suivantes : [***insérer le numéro IBAN du compte***], ouvert dans les livres de la Caisse des dépôts et consignations.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

_____
Pour la Société Territoriale
Par : **[*Insérer le nom du signataire*]**
Titre : **[*Insérer le titre du signataire*]**

Strasbourg.eu
eurométropole

11

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

Approbation de la méthode et des modalités d'élaboration des remboursements calculés par la Commission mixte paritaire régissant les remboursements de la Ville à l'Eurométropole de Strasbourg pour l'exercice 2025.

Numéro E-2026-310

Suite à la tenue de la réunion annuelle de la Commission mixte paritaire (CMP) validant les remboursements de la Ville et des organismes partenaires à l'Eurométropole de Strasbourg pour l'exercice 2025, il convient de rendre compte de l'issue de ces travaux à l'assemblée délibérante.

Cette délibération doit permettre aux élu·es de mieux appréhender la méthodologie employée, en s'appuyant sur le rapport de cette Commission, joint en annexe de la présente délibération.

La tenue de la Commission mixte paritaire s'appuie sur la convention de 1972 dans laquelle la ville de Strasbourg charge la CUS (devenue Eurométropole de Strasbourg) des activités de la gestion relevant des compétences municipales. En contrepartie, dans l'article 5, la Ville *« indemnisera la Communauté urbaine de Strasbourg sur la base d'un décompte annuel dûment justifié »*.

S'agissant de l'évolution de la masse salariale entre 2024 et 2025, le taux de masse salariale pour la Ville est passé de 58,64 % en 2024 à 57,73 % en 2025.

La masse salariale globale à répartir évolue de 368,2 M€ à 374,2 M€, soit +**6 M€** de 2024 à 2025. Le recul de la part Ville s'explique principalement par la plus forte évolution de la masse salariale de la Direction générale adjointe Transformation écologique et économique (14,39 % de part Ville) à +3,8 M€, à comparer à celle de la DGA transformation sociale et sociétale (85,5 % de part ville) à +1,5 M€.

La masse salariale une fois répartie, il convient de subdiviser les dépenses annexes des ressources humaines (frais de formation, déplacements professionnels, de subvention à l'Amicale et de paiement du CNAS notamment) en fonction des taux de la masse salariale Ville/EMS. Il s'ensuit un montant de dépenses de personnel affecté à chaque entité.

Sont par ailleurs aussi remboursés :

- les frais d'administration générale avancés par le budget de l'Eurométropole de Strasbourg, principalement les charges informatiques,
- les dépenses d'investissement informatiques,
- les travaux d'investissement courants pour le Site Etoile,
- les dépenses de mobilier,
- les travaux sur AP pour le Site Etoile,
- le renouvellement du parc machine.

Il en ressort les résultats pour l'exercice 2025 suivants, que la Commission mixte paritaire, réunie le 29 janvier 2026, a approuvés.

I. Pour les dépenses de personnel :

- au sein du groupe Ville (composé de la ville de Strasbourg, de la HEAR – Haute école des arts du Rhin –, de l'Œuvre Notre-Dame, de l'Orchestre et de la Caisse des écoles), les montants suivants, pour un total de **222 389 144,72 €** :

VILLE	219 251 794,50
EPCC HEAR	574 630,58
CAISSE DES ECOLES	513 451,74
ORCHESTRE	258 544,68
OND	1 790 723,22
TOTAL	**222 389 144,72**

- Au sein du groupe de l'Eurométropole de Strasbourg (budget principal, budgets annexes de l'Eurométropole de Strasbourg et CCAS), les montants suivants pour un total de 162 826 848,51 € :

EMS	139 639 650,20
CCAS	4 508 245,47
EAU	8 422 749,79
ASSAINISSEMENT	7 853 119,72
MOBILITES ACTIVES	2 403 083,34
TOTAL	**162 826 848,51**

Soit un taux Ville à 57,73% et un taux Eurométropole de Strasbourg à 42,27 %.

II. Pour les frais d'administration générale :

a. un montant de **13 962 881,97 €** à rembourser par la ville de Strasbourg, détaillé comme suit :

	2025
Remboursement des frais généraux	12 074 864,35

Fournitures Administratives	85 807,50
Remboursement des pièces détachées	405 572,53
Remboursement du carburant et location de véhicules	421 617,66
SITE ETOILE Fluides - Eaux - Gardiennage - Maintenance SE et Restaurants	865 220,79
SITE FEDERATION Chauffage - Eau - Électricité	109 799,15
Total	**13 962 881,97**

b. un montant de **7 985 279,31 €** à rembourser par les budgets annexes de l'Eurométropole de Strasbourg, détaillé comme suit :

	Budget annexe de l'eau	**Budget annexe de l'assainissement**	**Budget annexe des mobilités actives**
Montant par budget CMP 2025	**3 600 737,69**	**3 357 220,02**	**1 027 321,60**

III. Pour les dépenses d'investissement informatiques :
Un montant de **6 447 311,78 €** à rembourser par la ville de Strasbourg ;

IV. Pour les travaux d'investissement courants du Site Etoile et les travaux aux restaurants administratifs :
Un montant de **425 087,05 €** à rembourser par la ville de Strasbourg ;

V. Pour le mobilier :
Un montant de **127 892,30 €** à rembourser par la ville de Strasbourg ;

VI. Pour les travaux sur AP sur le Site Etoile :
1 209 247,78 € à rembourser par la ville pour les travaux du centre administratif, **739 624,99 €** pour ceux spécifiques à la réhabilitation thermique du centre administratif et **85 002,45 €** à rembourser par l'Eurométropole de Strasbourg pour les travaux à l'immeuble de la Bourse, pour 2025 ;

VII. Pour le renouvellement du parc machines :
121 869,66 € à rembourser par la ville de Strasbourg pour l'exercice 2025 ;

VIII. Pour les dépenses diverses :
35 989,21 € à rembourser par la ville de Strasbourg pour le site internet.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

Approuve

la répartition des charges de personnel à 57,73 % pour le groupe Ville (Ville de Strasbourg, Caisse des écoles, Œuvre Notre-Dame, Haute école des arts du Rhin, Orchestre philharmonique) et à 42,27 % pour le groupe Eurométropole de Strasbourg (budget principal de l'Eurométropole de Strasbourg, les budgets annexes de l'eau, de l'assainissement, des mobilités actives et du budget du CCAS) pour l'exercice 2025, dont le détail est expliqué dans le rapport joint en annexe,

donne mandat

- *à la Commission mixte paritaire pour valider les répartitions Ville/Eurométropole de Strasbourg pour l'exercice 2026,*
- *à la Commission mixte paritaire pour travailler sur de nouvelles répartitions pouvant notamment être issues d'évolutions d'organigramme.*

Strasbourg.eu
eurométropole

Capitale européenne

RAPPORT A LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

VILLE/EMS

Exercice 2025

SOMMAIRE

Rapport à la Commission Mixte paritaire 2025 5

Annexe 1 – Répartition de la Masse Salariale 2025 21

Annexe 2 – Fiches détaillées des proratas calculés 33

Fiche 1 Direction de la communication 34
Fiche 2 Moyens Généraux – Frais Postaux 35
Fiche 3 Service des médiathèques 36
Fiche 4 Service de la commande publique..... 38
Fiche 5 Direction de l'architecture et du patrimoine 39
Fiche 6 Direction du développement économique et de l'attractivité..... 41
Fiche 7 Direction des espaces publics et naturels 42
Fiche 8 Service comptabilité..... 49
Fiche 9 Direction des relations européennes, internationals et transfrontalières..... 50
Fiche 10 Service imprimerie – reprographie..... 51
Fiche 11 Service Parc des Véhicules et Ateliers..... 54
Fiche 12 Direction Urbanisme et Territoire..... 56
Fiche 13 Direction des sports..... 62
Fiche 14 Protocole 64
Fiche 15 Service Développement culturel et artistique 65

Annexe 3 – Etat des dépenses et des recettes de personnel 67

Annexe 4 – Répartition des frais de fonctionnement communs..... 81

Annexe 5 – Etat de répartition des frais d'équipement informatique 93

Annexe 6 – Etat de répartition pour le mobilier et les travaux - Site Etoile 97

La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg sont gérées par une administration commune depuis 1972.

Par conséquent, chaque collectivité peut être amenée à porter des dépenses pour le compte de l'autre, avec remboursement équivalent.

L'Eurométropole de Strasbourg emploie l'ensemble des agents et refacture à la Ville de Strasbourg la partie des coûts de personnel correspondant aux compétences de cette dernière, ainsi que les frais généraux y afférents. A contrario, c'est la Ville qui verse les pensions de droit local, l'Eurométropole de Strasbourg remboursant celles relatives aux agents de sa compétence.

De la même façon, l'Eurométropole porte les budgets relatifs aux frais d'administration générale et aux dépenses d'investissement informatique qui donnent lieu à un remboursement de la Ville de Strasbourg, pour la part qui lui est imputable. La Ville rembourse le mobilier et les travaux effectués sur le Site Etoile pour la part la concernant.

Pour les dépenses sur autorisations de programme concernant le Site Etoile, la Ville et l'Eurométropole effectuent des remboursements croisés des travaux en fonction de la propriété des bâtiments.

Enfin, la Ville rembourse sa part liée au renouvellement du parc machine.

Ces dépenses sont ventilées entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg selon la méthode suivante :

- détermination des clés de répartition (I)
- ventilation des frais de personnel (II)
  - calcul de la masse salariale Ville/Eurométropole par application des clés de répartition à la masse salariale de chaque service/sous-service (II-1)
  - détermination du taux global de répartition Ville/Eurométropole (II-1)
  - application de ce taux global de répartition à l'ensemble des dépenses de personnel (II-2 et II-3)
- ventilation des frais d'administration générale (III)
- ventilation des dépenses d'investissement informatique (IV)
- ventilation des dépenses pour le mobilier et les travaux – Site Etoile (V)
- ventilation des travaux sur autorisations de programme (AP) - Site Etoile (VI)
- ventilation des dépenses de renouvellement du parc machine (VII)
- ventilation des dépenses diverses (VIII)

I - DETERMINATION DES CLES DE REPARTITION

Ces clés de répartition, exprimées en pourcentage Ville/Eurométropole sont basées :

- ❖ sur la compétence générale du service/sous-service,
- ❖ ou sur l'application de proratas forfaitaires,
- ❖ ou sur l'application de proratas calculés soit sur des critères d'activité, soit sur une estimation du temps de travail des agents.

Ces clés de répartition sont revues et modifiées chaque année si nécessaire.

Ainsi, 64,3 % de la masse salariale est ventilée selon les **compétences** respectives de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg :

- sont à 100 % Ville : les services à compétence exclusivement municipale, soit la quasi-totalité de la direction de la Culture (hors réseau médiathèques métropolitaines 100 % Eurométropole, archives (au taux global de regroupement) et service développement culturel et artistique qui est calculé), la quasi-totalité de la direction des Solidarités et de la Santé sauf les Gens du Voyage (100 % Eurométropole), le service Soutien à l'autonomie (90 % Ville) et la part dédiée au FSL/FAJ et prévention spécialisée de la direction, la direction de la Réglementation Urbaine (hormis le service Hygiène et Santé Environnementale à 90 % Ville), la direction de la sécurité, le service Évènements, la direction de l'Enfance et de l'Éducation et le service État Civil et Élections.

- sont à 100 % Eurométropole : les services à compétence exclusivement métropolitaine, soit le service Habitat, la direction de l'eau et des risques environnementaux, le direction de la propreté et des déchets, la mission Intercommunalité, le service aménagement tramway, le SIRAC, le réseau des Médiathèques métropolitaines.

6 % de la masse salariale concerne une partie des services « supports » qui travaillent pour les deux collectivités et se voient appliquer un **prorata forfaitaire** selon les principes suivants :

- pour 3 % de la masse salariale : on considère que l'activité des services de la direction des Finances (hors comptabilité), du service des Moyens Généraux (hors sous-service Courrier), de la direction accompagnements des projets, des innovations et des équipes, de l'administration générale du Cabinet et de la direction Générale (hormis les missions) se répartit à 50/50 entre les deux collectivités ;

- pour 3 % de la masse salariale : l'activité de la direction des Ressources Humaines, de la Médecine du Travail, du service des Archives, de la Communication Interne, de la Veille Stratégique et Documentaire, est répartie entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg selon le taux global de répartition de la masse salariale.

Le reste de la masse salariale, soit 29,7 %, est réparti par application de **proratas calculés. Ces proratas sont retracés dans des fiches spécifiques, au nombre de 15 (voir annexe 2).**

Les proratas sont calculés :

- soit sur des **critères d'activités** :

  - ✓ le service des Achats et de la Commande Publique, s'agissant du nombre de marchés passés dans l'année (33,86 % Ville en 2025),

  - ✓ le service de la Politique Foncière et Immobilière avec le nombre de transactions, contrats et baux gérés dans l'année (19,05 % Ville en 2025),

  - ✓ le service Comptabilité avec le nombre de titres et mandats (52,12 % Ville en 2025),

  - ✓ le service Parc des Véhicules et Ateliers, avec le nombre d'interventions enregistrées sur les véhicules appartenant à la Ville et à l'Eurométropole (25,76 % Ville en 2025),

  - ✓ l'imprimerie-Reprographie, sur la base de la masse salariale mobilisée pour les prestations de chaque service à laquelle est affecté le taux de répartition des crédits (56,48 % Ville en 2025),

  - ✓ la direction du Numérique et systèmes d'information, en fonction du parc informatique des services et de leur taux Ville/Eurométropole (57,54 % Ville en 2025),

  - ✓ la direction des Sports, sur la base de proratas fixes par service et sous service (42,78 % Ville en 2025),

  - ✓ la direction des Territoires, sur la base du prorata d'activité fixé à 75 % Ville en 2025,

  - ✓ la direction de la Participation Citoyenne, sur la base du prorata d'activité fixé à 75 % Ville en 2025.

  - ✓ Le service Développement culturel et artistique, sur la base de proratas fixes par département (61,90 % Ville en 2025).

- soit sur le **prorata des dépenses réalisées par collectivité** :

  - ✓ la direction de l'Architecture et du Patrimoine, hormis les services Maintenance Bâtiment et Gestion de l'Inventaire du Patrimoine Bâti, avec la moyenne des dépenses d'investissement réalisées par collectivité sur les trois derniers exercices (61,41 % Ville en 2025),

  - ✓ la direction de la Communication, hors Communication Interne, au prorata des dépenses de fonctionnement réalisées par collectivité (50,92 % Ville en 2025),

  - ✓ le Protocole, au prorata des dépenses de fonctionnement réalisées par collectivité (63,86 % Ville en 2025).

L'annexe 1 récapitule les clés de répartition par services/sous-services pour 2025.
L'annexe 2 est composée des fiches détaillant la méthode de détermination des proratas calculés service par service.

II – REMBOURSEMENT DES FRAIS DE PERSONNEL

1) Calcul de la masse salariale Ville/Eurométropole

Ces clés de répartition sont appliquées à la masse salariale de chaque service.

Il en résulte la masse salariale globale de la Ville et de l'Eurométropole et donc le taux global de répartition.

Le remboursement de la Ville est calculé par l'application de ce taux global de répartition aux frais de personnel dans leur ensemble.

Ces clés de répartition sont appliquées à la masse salariale[1] de chaque service ou sous-service.

Une fois la masse salariale Ville/Eurométropole des services et/ou sous-services définie selon la méthode ci-dessus, le pourcentage de l'administration générale de chaque direction est la moyenne pondérée des masses salariales Ville/Eurométropole de chacun des services qui la compose.

La masse salariale Ville/Eurométropole de chaque direction, service et/ou sous-service étant connue, en résulte la masse salariale globale de la Ville et de l'Eurométropole et donc le taux global de répartition.

La part Ville nécessite ensuite les retraitements suivants, qui font l'objet de remboursements spécifiques :

Retraitements		Commentaires
Cabinet Ville-part EMS (30%)	226 795,55	Déduction du remboursement de la ville de la part EMS des agent·es du cabinet payés par la ville
Décompte accompagnateurs restauration scolaire de l'école européenne et activité des services pour le compte du budget annexe	104 436,60	Remboursement spécifique
Décompte enseignement supérieur du Conservatoire	413 000,00	Pris en charge par l'EPCC HEAR
TOTAL :	**744 232,15**	

[1] *Ensemble des éléments de rémunération (traitement des agents, primes, heures supplémentaires, charges…)*

En 2025, il en découle après retraitements la répartition suivante :

MASSE SALARIALE GLOBALE **374 174 416,83 €**	
VILLE	EUROMETRPOLE
216 008 081,58	158 166 335,25
TAUX APRÈS RETRAITEMENT	
57,73%	42,27%

2) Périmètre des frais de personnel à rembourser

Les frais de personnel faisant l'objet d'un remboursement de la Ville à l'Eurométropole de Strasbourg sont composés de l'ensemble des dépenses de la DRH *(qui inclut notamment la masse salariale globale à 374,2 M€)* à savoir pour les réalisations 2025:

CHAPITRE	**RÉALISÉ**
011 – Charges de gestion générale	2 399 170,22
012 – Charges de personnel	383 077 190,51
65 – Autres charges de gestion courante	4 451 435,43
6586 – Frais de fonctionnement des groupes d'élus	243 060,88
MONTANT DES DEPENSES BRUTES	**390 170 857,04**

Il y a lieu, ensuite, de déduire de ce montant l'ensemble des dépenses suivantes, d'un montant total de **4 129 129,53 €** à savoir :

- le remboursement à la Ville de Strasbourg des pensions de droit local des personnels autrefois employés sur les compétences métropolitaines *(RH01B - 6215 –* **265 784,17 €***) ;*

- les indemnités des élus métropolitains de l'Eurométropole (la Ville de Strasbourg prenant elle aussi directement en charge ses propres dépenses), (*dépenses figurant sous les activités RH01F, G, I ,L et RH02H* soit **2 804 841,71 €**) ;

- la rémunération des intermittents du spectacle *(RH01K –* **628 051,32 €***),* quasi exclusivement remboursée par la Ville ;

- la part de subvention versée à l'Amicale pour couvrir ses dépenses de personnel, mis à disposition par l'Eurométropole (et donc intégré dans la masse salariale), d'un montant de **430 452,33 €** ;

Il faut enfin déduire là aussi les recettes encaissées par l'Eurométropole de Strasbourg, en sa qualité d'employeur, d'un montant de **1 360 567,31 €** (hors emplois aidés).

Il en résulte le tableau suivant :

DEPENSES TOTALES		**390 170 857,04**
A DEDUIRE	PENSIONS	265 784,17
	FRAIS ELU.ES	2 804 841,71
	INTERMITTENTS DU SPECTACLE	628 051,32
	AMICALE	430 452,33
	RECETTES	**1 360 567,31**
A REPARTIR		***384 681 160,20***

4 129 129,53

L'annexe 3 détaille les lignes budgétaires entrant dans le périmètre de calcul du remboursement Ville/Eurométropole.

3) Calcul du remboursement

La masse salariale fait l'objet d'une ventilation Ville/Eurométropole par service, selon la méthode énoncée plus haut.
Les dépenses de personnel nettes sont ventilées entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg par application du taux après retraitements résultant de la ventilation de la masse salariale.

Il y a lieu ensuite :

- pour la Ville, de réintégrer les intermittents la concernant et de déduire sa part des remboursements concernant les emplois aidés.

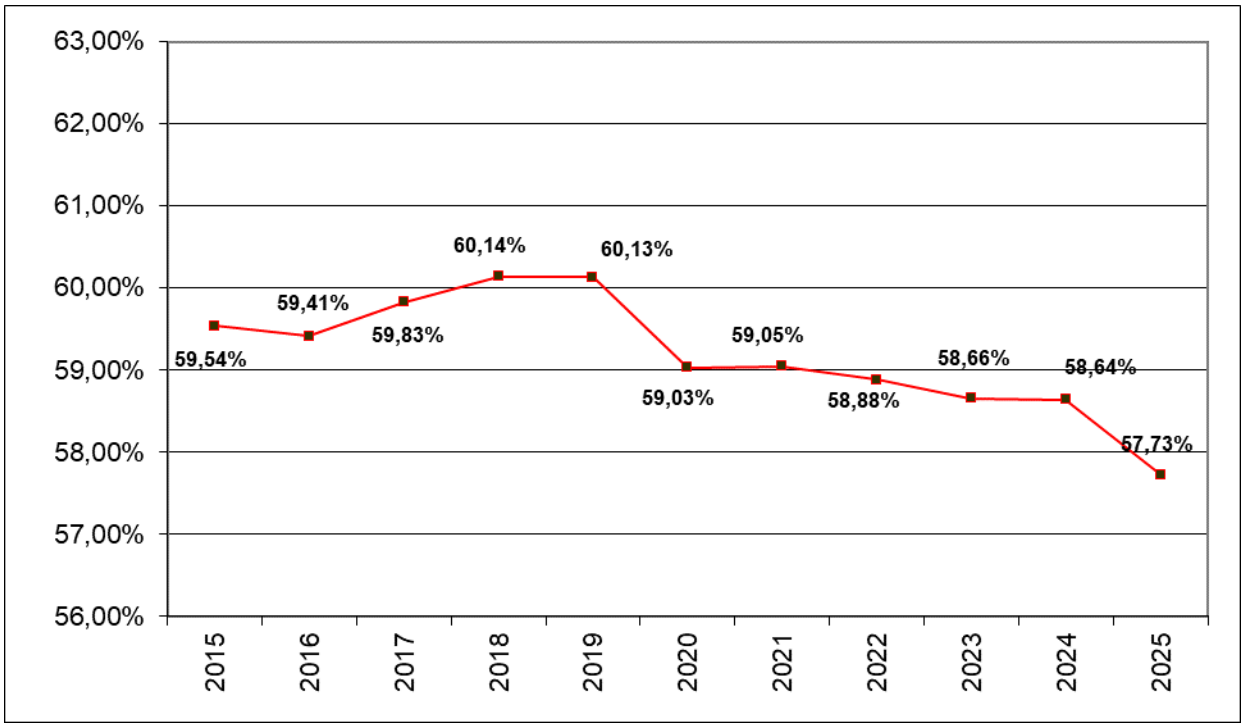
- pour l'Eurométropole, de réintégrer les pensions de droit local et de déduire sa part des remboursements concernant les emplois aidés.

A REPARTIR	% VILLE	TOTAL VILLE*	% EMS	TOTAL EMS**
384 681 160,20	**57,73%**	**222 073 545,65**	**42,27%**	**162 607 614,55**
	INTERMITTENTS VILLE	619 972,59	**PENSIONS DROIT LOCAL**	265 784,17
	PART EMPLOIS AIDES (99,85%)	-304 373,52	**PART EMPLOIS AIDES (0,15%)**	-46 550,21
	TOTAL	**222 389 144,72**	**TOTAL**	**162 826 848,51**

*groupe Ville soit Ville + ORCHESTRE + CE + OND + EPCC HEAR
**groupe Eurométropole soit EUROMETROPOLE + CCAS+ EAU + ASSAINISSEMENT + MOBILITES ACTIVES

L'évolution du pourcentage de répartition Ville/Eurométropole est retracée dans le tableau ci-dessous pour les exercices 2015 à 2025.

EVOLUTION DU POURCENTAGE DE REMBOURSEMENT DE LA VILLE DE STRASBOURG



1190

4) Répartition entre l'Eurométropole, le C.C.A.S., les budgets annexes de l'eau, de l'assainissement et des mobilités actives

En 1998 a été mis en place le **Centre Communal d'Action Sociale** de la Ville de Strasbourg (CCAS), avec un dispositif de conventionnement pour la mise à disposition de personnel, identique à celui en vigueur pour la Ville de Strasbourg. Les compétences exercées par le CCAS sur la période 1998-2006 ressortissant en totalité de la Ville, le CCAS était intégré dans le "groupe Ville" pour le partage Ville-Eurométropole.
À partir de l'exercice 2007, ses compétences étant partagées entre Ville et Eurométropole, le calcul du remboursement des frais de personnel le concernant se fait de façon indépendante.

La part de dépenses de personnel imputable en 2025 au CCAS s'élève à **4 271 964,41 €**. Elle est conventionnellement majorée des frais de 2,51 % mis à sa charge, qui prennent en compte les frais de structure d'utilisation des services et directions fonctionnels (hors RH) de la collectivité, tels que la direction du Numérique et une partie du service des Moyens Généraux. Le montant total à rembourser par le CCAS s'élève donc pour 2025 à **4 508 245,47 €.**

Les autres remboursements du groupe de l'Eurométropole concernent les budgets annexes.

Pour **les budgets de l'eau et de l'assainissement**, le calcul des remboursements repose :

- sur les parts respectives de masse salariale des sous-services eau et assainissement (hormis les cellules du sous-service de l'eau gestion des abonnés et RH, répartis à 50/50 entre l'eau et l' assainissement),
- sur les parts respectives des agents de la direction de la mobilité et des espaces publics et naturels travaillant sur ces budgets annexes.

Ce montant est majoré du taux de charges RH indirectes de l'Eurométropole (total des charges RH Eurométropole/total de la masse salariale Eurométropole), de 2,9 %.

Le budget annexe de l'eau doit ainsi rembourser au budget principal **8 422 749,79 €** en 2025, et celui de l'assainissement **7 853 119,72 €**.

Pour rappel le budget annexe des mobilités actives a changé de périmètre depuis le 1er janvier 2021. Il inclut désormais les compétences suivantes, telles que définies dans la loi 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités (dite loi LOM) :
- services réguliers de transport public de personnes *(déjà intégrés au BAMA)* ;
- services à la demande de transport public de personnes *(déjà intégrés au BAMA)* ;
- services de transport scolaire *(déjà intégrés au BAMA*) ;
- services relatifs aux mobilités actives (ou contribution à leur développement) ;
- services relatifs aux usages partagés des véhicules terrestres à moteur (ou contribution à leur développement) ;
- services de mobilité solidaire.

Cette évolution de périmètre sur ce budget entraîne une évolution du remboursement de masse salariale selon les éléments actés lors de la Commission Mixte Paritaire Méthodologique du 7 décembre 2021.

Le remboursement de masse salariale du budget annexe des mobilités actives s'établit ainsi pour 2025 à **2 403 083,84 €**.

En conclusion, les montants des dépenses de personnel remboursés par le groupe Eurométropole sont les suivants :

EMS	139 639 650,20
CCAS	4 508 245,47
EAU	8 422 749,79
ASSAINISSEMENT	7 853 119,72
MOBILITES ACTIVES	2 403 083,34
TOTAL	**162 826 848,51**

5) Répartition entre la Ville, l'Œuvre Notre-Dame, la Caisse des écoles et la HEAR

En 2006, a été créée la **Caisse des Ecoles** de la Ville de Strasbourg, avec un schéma de fonctionnement conventionnel similaire à celui régissant les liens entre Ville et CCAS. Les dépenses de personnel de la Caisse des écoles, portant sur l'exercice 2025, se sont élevées à **513 451,74 €.** À noter que le montant remboursé prend en compte les charges d'administration générale (11 649,70 € en 2025).

L'Œuvre Notre Dame rembourse à l'Eurométropole pour ce qui la concerne **1 790 723,22 €** s'agissant du personnel.

La HEAR (Haute Ecole des Arts du Rhin) est un établissement public de coopération culturelle (EPCC) regroupant les écoles d'arts de Strasbourg (ex ESAD) et de Mulhouse (Le Quai), ainsi que l'enseignement supérieur de musique du Conservatoire de Strasbourg. Le personnel titulaire est pour partie mis à disposition par l'Eurométropole. Par conséquent, la HEAR doit rembourser l'Eurométropole de Strasbourg pour la part du personnel mis à disposition pour l'exercice 2025, soit **574 630,58 €**.

L'Orchestre est un établissement public depuis le 1er janvier 2020. La majorité du personnel, est désormais payée par la nouvelle entité. Il subsiste une partie du personnel encore mis à disposition pour lequel l'orchestre doit rembourser l'Eurométropole de Strasbourg à hauteur de **258 544,68 €** en 2025.

En conclusion, les montants des dépenses de personnel remboursés par le groupe Ville sont les suivants :

VILLE	219 251 794,50
EPCC HEAR	574 630,58
CAISSE DES ECOLES	513 451,74
ORCHESTRE	258 544,68
OND	1 790 723,22
TOTAL	**222 389 144,72**

III - REPARTITION DES FRAIS D'ADMINISTRATION GENERALE

1) Répartition entre la Ville de Strasbourg et le budget principal de l'Eurométropole de Strasbourg

Comme pour les dépenses de personnel, la Ville de Strasbourg rembourse à l'Eurométropole de Strasbourg la quote-part correspondant à l'utilisation qu'elle fait de ces services communs.
Cette quote-part est calculée en fonction de la clé de répartition du service concerné, telle qu'elle a été déterminée pour la ventilation des frais de personnel.

Outre le personnel, la Ville et l'Eurométropole partagent les ressources logistiques d'un certain nombre de services communs aux deux collectivités. Il s'agit des dépenses de fonctionnement engagées par certains services supports pour le compte des deux collectivités, mais qui sont centralisées sur le budget de l'Eurométropole de Strasbourg pour des raisons pratiques.

Elles peuvent cependant faire l'objet de dépenses sur les deux collectivités (pour les fournitures administratives), et dans ce cas, un décompte du montant dû par collectivité est proposé.

Pour les remboursements, il y a lieu de prendre en compte le périmètre des services suivants :

- Achat et Commande Publique,
- Veille Stratégique et Documentaire,
- Prévention et Qualité de Vie au Travail,
- Imprimerie-Reprographie,
- Direction du Numérique,
- Communication Interne, Tribune.

Il convient d'y ajouter :

- le Parc des Véhicules et Ateliers, service principalement Eurométropole qui fait en majeure partie l'objet d'un remboursement spécifique,
- les dépenses des Moyens Généraux dont une petite partie concerne la Ville,
- les dépenses de fluides et de maintenance du Site Etoile (à répartir selon les taux de RH de chaque service locataire),
- les dépenses des fournitures administratives (dont les crédits sont inscrits sur les deux collectivités et pour lesquelles une proposition de répartition est effectuée en fonction du pourcentage Ville/Eurométropole des services bénéficiaires, aboutissant à un solde à payer).

La répartition des charges ainsi calculée fait apparaître pour 2025 pour la Ville une participation de **12 074 864,35 € au titre des frais généraux** *(Détails en annexe 4)*, auxquels il y a lieu d'ajouter un complément de **85 807,50 €** de fournitures administratives.

Sont également pris en compte dans le remboursement des frais d'administration générale, **les frais de carburant et l'achat des pièces détachées** de valeur inférieure à 500 €. Ces dépenses sont centralisées sur le budget de l'Eurométropole de Strasbourg pour des raisons d'efficacité de la gestion des stocks.

Les données de facturation sont extraites du logiciel GESCAR qui assure la gestion de l'activité du service Parc Véhicules Ateliers (PVA). Sur cette base, la Ville rembourse à l'Eurométropole **421 617,66 €** pour les dépenses de carburant et de locations de véhicules et **405 572,53 €** pour les dépenses de pièces détachées.

S'ajoutent à ces montants **les remboursements des dépenses du Site Etoile** (énergie, eau, gardiennage et maintenance), le montant à prendre en compte pour 2025 est de **865 220,79 €.**

Les fluides du site de la Fédération sont quant à eux à rembourser à hauteur de **109 799,15 €** pour 2025.

Le remboursement des frais de fonctionnement de la Ville à l'Eurométropole pour 2025 s'élève en conséquence à **13 962 881,97 €.**

L'annexe 4 détaille la répartition des frais de fonctionnement communs entre la Ville et l'Eurométropole.

2) Répartition entre l'Eurométropole, et les budgets annexes de l'eau, de l'assainissement, des mobilités actives.

A l'instar de la ville, un remboursement des frais d'administration générale est calculé pour les budgets annexes eau, assainissement et mobilités actives de l'Eurométropole. Chacun de ces budgets rembourse une quote-part des dépenses de fonctionnement engagées pour leur compte au budget principal de l'Eurométropole par certains services support.

La méthode de calcul est déterminée ainsi :

⇨ Une part personnel correspondant à la masse salariale des services travaillant comme support aux budgets annexes eau, assainissement et mobilités actives.

Il s'agit des directions/services suivants :

- Direction Générale des Services,
- Direction de la Commande Publique Responsable,
- Direction de la Communication,
- Direction des Finances,
- Direction des Ressources Humaines,
- Direction des Ressources Logistiques,
- Direction numérique et systèmes d'information,
- Direction Accompagnement des Projets, des Innovations et des Équipes,
- Direction de l'Architecture et du Patrimoine,
- Veille stratégique et documentaire,
- Archives.

La part personnel est de 29 759 463,36 € en 2025

⇨ Une part d'administration générale correspondant aux dépenses de fonctionnement du chapitre 011 « Charges à caractère générale » de la fonction 020 « Administration générale » (hors Direction des ressources humaines), auxquels il y a lieu de déduire le montant du remboursement de la Ville de Strasbourg.

La part d'administration générale est de 39 849 249,44 € en 2025.

A ce périmètre est appliqué **le taux de masse salariale de chaque budget annexe** sur l'ensemble de la masse salariale du groupe Eurométropole de Strasbourg (Budget principal + Budgets annexes + Centre Communal d'Action Sociale).

En 2025, les taux sont les suivants :

	Montant	**Taux**
EAU	8 422 749,79	5,17%
ASSAINISSEMENT	7 853 119,72	4,82%
MOBILITES ACTIVES	2 403 083,34	1,48%
TOTAL MASSE SALARIALE Groupe EUROMETROPOLE	162 826 848,51	

Ainsi, au titre de l'exercice 2025, le remboursement des frais d'administration générale des budgets annexes s'élève donc à :

	Budget annexe de l'eau	**Budget annexe de l'assainissement**	**Budget annexe des mobilités actives**
Part personnel	29 759 463,36		
Part frais d'administration	39 849 249,44		
Total du Périmètre	69 608 712,79		
Taux RH 2025	5,17%	4,82%	1,48%
Montant par budget CMP 2025	**3 600 737,69**	**3 357 220,02**	**1 027 321,60**

IV - REPARTITION DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT INFORMATIQUE

Les dépenses d'investissement informatiques sont composées de :
- charges communes (hors téléphonie) et dépenses bureautiques (achats de PC, imprimante…), ventilées en fonction du parc informatique de chaque service,
- dépenses de téléphonie ventilées au taux global de répartition,
- acquisitions de logiciels métiers, ventilées par service et réparties entre les deux collectivités sur la base des proratas définis par service.

La Ville de Strasbourg a, par délibération du 19 décembre 1994, décidé la prise en charge des dépenses d'investissement informatique par l'Eurométropole de Strasbourg, qui procède à l'acquisition des équipements et logiciels nécessaires à l'ensemble de l'administration.
La Ville de Strasbourg a confié le contrôle de la répartition à la Commission Mixte Paritaire et procède sur cette base à un remboursement à l'Eurométropole.

Les charges communes (hors téléphonie) sont ventilées selon la répartition du parc informatique de chaque service en fonction du taux Ville/Eurométropole de cette direction, à savoir 57,62 % pour la Ville en 2025. Le montant à répartir est de 6 540 567,75 €. Par conséquent, le montant à rembourser par la Ville de Strasbourg est de **3 768 675,14 €**.

La téléphonie est quant à elle remboursée sur la base du taux global Ville/Eurométropole (avant régularisations), à savoir 57,93 % pour la Ville. Le montant à répartir est de 609 671,67 €, soit un remboursement de **353, 182,80 €.**

Les dépenses d'acquisition de logiciels métier sont ventilées par service et réparties entre les deux collectivités sur la base des proratas RH par collectivité. Elles s'élèvent en 2025 à 5 823 054,17 €. Le remboursement à effectuer pour ce type de dépense est de **3 590 606,51 €**.

A noter que le reversement de la quote-part des dépenses d'équipement informatique de la Ville s'effectue sous forme de subvention d'équipement, inscrite en section d'investissement de son budget, et calculée à partir des montants TTC, déduction faite du FCTVA.

Le montant remboursable avant correction du FCTVA est de **7 712 464,45 €**.

Après correction, la subvention à verser par la Ville de Strasbourg à l'Eurométropole s'élève à **6 447 311,78 €** tel que ce montant ressort du tableau *en annexe 5 du document*.

V - REPARTITION DU MOBILIER ET DES TRAVAUX COURANTS DU SITE ETOILE

1) Remboursements croisés des travaux d'investissement courants sur les bâtiments administratifs du site Etoile

Le Site Etoile comprend les immeubles suivants :

Inscription des crédits de travaux	Bâtiments concernés
Ville de Strasbourg	Immeuble rue de la Bourse Immeuble rue Fustel Immeuble 38 RH
Eurométropole de Strasbourg	Centre administratif Immeuble rue de Soleure

Pour ces travaux, le principe est le suivant :

La collectivité propriétaire du bâtiment réalise les travaux.
La collectivité locataire rembourse la part des travaux en fonction des métrages d'utilisation des bureaux, couplés aux clés de répartition RH de chaque service locataire du bâtiment.

2) Remboursement des travaux d'investissement courants des restaurants administratifs (au centre administratif et du site de la fédération)

Le principe est le suivant :

La Ville de Strasbourg rembourse les travaux d'investissement courants des restaurants administratifs payés préalablement par l'Eurométropole, en fonction du taux global de répartition RH des services.

3) Remboursements de la Ville de Strasbourg à l'Eurométropole de Strasbourg pour l'acquisition du matériel et du mobilier de bureau

Le principe est le suivant :

La Ville de Strasbourg rembourse le mobilier et le matériel payé préalablement par l'Eurométropole en fonction des clés de répartition RH de chaque service.

Ainsi, pour **les travaux d'investissement courant du Site Etoile**, le montant remboursable avant correction du FCTVA est de 508 501,66 €**.** Le montant à rembourser s'élève par conséquent à **425 087,05 €, déduction faite du FCTVA.**

S'agissant du **mobilier**, le remboursement de la Ville à l'Eurométropole pour l'exercice 2025, avant correction du FCTVA est de 152 988,55 €. Le montant à rembourser s'élève par conséquent à **127 892,30 €**.

Les calculs sont détaillés en annexe 6 du document.

VI – REPARTITION DES TRAVAUX SUR AUTORISATIONS DE PROGRAMME (AP) POUR LE SITE ETOILE

Les travaux sur AP effectués sur le Site Etoile font l'objet d'un remboursement spécifique lié aux consommations 2025 effectuées par les collectivités propriétaires des bâtiments.

La collectivité locataire rembourse la part des travaux en fonction des métrages d'utilisation des bureaux couplés aux clés de répartition RH de chaque service locataire du bâtiment.

	Propriétaire	EMS - locataire % rapporté à la superficie totale	DEPENSES 2025 EFFECTUEES PAR LA VILLE A REPARTIR ENTRE LA VILLE ET L'EMS	Remboursement par l'EMS à la VILLE Budget EMS 2018/AP0305 Programme 1288
Immeuble de la Bourse VDS 2009/AP0134 Programme 962	Ville	**43,45%**	234 009,77	**101 682,44**
	CORRECTION FCTVA	*0,16404*	*38 386,96*	*16 679,99*
				85 002,45

	Propriétaire	VILLE - locataire % rapporté à la superficie totale	DEPENSES 2025 EFFECTUEES PAR L'EMS A REPARTIR ENTRE LA VILLE ET L'EMS	Remboursement par la VILLE à l'EMS Budget VILLE 2019/AP0232 Programme 1252 LO01
Centre Administratif EMS 2016/AP0262 Prog 1125 1126	EMS	**52,58%**	2 751 294,02	**1 446 537,85**
	CORRECTION FCTVA	*0,16404*	*451 322,27*	*237* 290,07
				1 209 247,78
			Sur exercice 2025	**1 155 505,82**
			Sur exercice 2026	**53 741,97**

	Propriétaire	VILLE / EMS (CMP -	DEPENSES 2025 EFFECTUEES PAR L'EMS	Remboursement par la VILLE à l'EMS
Centre Administratif EMS 2016/AP0262 Prog 1216 Rénovation Thermique	EMS	**50,00%**	1 769 522,43	**884 761,22**
	CORRECTION FCTVA	*0,16404*	*290 272,46*	*145 136,23*
			Sur exercice 2025	**739 624,99**

VII – REPARTITION DES DEPENSES DE RENOUVELLEMENT DU PARC MACHINES

L'Eurométropole de Strasbourg s'est engagée à renouveler le parc machines du service Imprimerie-Reprographie.

La Ville s'engage à rembourser à l'Eurométropole sa part, basée sur le pourcentage de la masse salariale du service Imprimerie-reprographie, qui est fonction des taux de ventilation Ville/Eurométropole des services utilisateurs. Le taux du service s'élève en 2025 à 56,59 %.

Les dépenses mandatées pour le renouvellement du parc machines en 2025 s'élèvent, après correction du FCTVA à 215 038,82 € soit un remboursement à effectuer par la Ville de Strasbourg de

215 038,82 € * 56,59 % = **121 689,66 €**

VIII - REPARTITION DES DEPENSES DIVERSES

Remboursement par la ville de dépenses engagées par l'Eurométropole pour le Site Internet.

Les dépenses du site internet de la ville et de l'Eurométropole de Strasbourg sont pris en charge budgétairement par l'Eurométropole. Il est proposé que la Ville paye sa part, sur la base du taux de la direction de la communication (hors communication interne), à savoir 50,92%.

Le montant dépensé en 2025 était de 84 547,05 € (70 677,95 € corrigé du FCTVA de 0,16404), soit un remboursement à effectuer par la Ville de Strasbourg de

70 677,95 € * 50,92 % = **35 989,21 €**

RAPPORT A LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

VILLE/EMS

Exercice 2025

Annexe 1

Répartition de la masse salariale pour 2025

Direction	Service	Unité comptable (L)	Montant	Taux ville	Rembt Ville	Mode de Calcul	N° fiche
Direction communication	Direction communication	Service communication interne	141 387,75	57,93%	81 903,31	TGR	
Direction culture	Archives	Archives	1 408 946,61	57,93%	816 176,69	TGR	
Direction générale des services	Direction générale des services	Amicale	430 452,23	57,93%	249 353,01	TGR	
Direction générale des services	Direction générale des services	Syndicats	651 484,19	57,93%	377 392,73	TGR	
Direction ressources humaines	Administration des ressources humaines	Administration des Ressources Humaines	440 548,05	57,93%	255 201,33	TGR	
Direction ressources humaines	Administration des ressources humaines	Cellule fonctionnelle de PVA	10 652,92	57,93%	6 171,04	TGR	
Direction ressources humaines	Administration des ressources humaines	Cellule GARSA	274 443,43	57,93%	158 980,00	TGR	
Direction ressources humaines	Administration des ressources humaines	Cellule Retraite	233 460,97	57,93%	135 239,62	TGR	
Direction ressources humaines	Administration des ressources humaines	Département Gestion des Contractuels-les	567 082,80	57,93%	328 500,57	TGR	
Direction ressources humaines	Administration des ressources humaines	Département Gestion des Titulaires	1 025 355,59	57,93%	593 969,51	TGR	
Direction ressources humaines	Administration des ressources humaines	Département logistique, courrier et secrétariat	194 843,63	57,93%	112 869,31	TGR	
Direction ressources humaines	Direction ressources humaines	Département Juridique	215 586,45	57,93%	124 885,24	TGR	
Direction ressources humaines	Direction ressources humaines	Direction Ressources Humaines	214 477,04	57,93%	124 242,58	TGR	
Direction ressources humaines	Emploi et développement des compétences	Cellule administration assistant	345 670,71	57,93%	200 240,64	TGR	
Direction ressources humaines	Emploi et développement des compétences	Cellule gestion prospective métiers et compétences	27 556,97	57,93%	15 963,24	TGR	
Direction ressources humaines	Emploi et développement des compétences	Département maintien développement des compétences	632 089,75	57,93%	366 157,89	TGR	
Direction ressources humaines	Emploi et développement des compétences	Département Pilotage de l'Emploi	586 686,05	57,93%	339 856,37	TGR	
Direction ressources humaines	Emploi et développement des compétences	Département SIRH finances ressources	23 131,37	57,93%	13 399,57	TGR	
Direction ressources humaines	Emploi et développement des compétences	Département Transitions et Parcours Professionnels	590 815,93	57,93%	342 248,73	TGR	
Direction ressources humaines	Emploi et développement des compétences	Emploi et Développement des Compétences	244 333,90	57,93%	141 538,11	TGR	
Direction ressources humaines	Médecine du travail	Médecine du Travail	575 655,46	57,93%	333 466,55	TGR	
Direction ressources humaines	Mission dialogue social	Mission Dialogue Social	191 892,92	57,93%	111 160,02	TGR	
Direction ressources humaines	Pilotage ressources humaines	Affectations périphériques DRH	40 583,01	57,93%	23 508,99	TGR	
Direction ressources humaines	Pilotage ressources humaines	Département SIRH finances ressources	885 372,35	57,93%	512 879,81	TGR	
Direction ressources humaines	Pilotage ressources humaines	Pilotage ressources humaines	515 638,25	57,93%	298 699,69	TGR	
Direction ressources humaines	Prévention et qualité de vie au travail	Cellule action sociale	53 162,80	57,93%	30 796,23	TGR	
Direction ressources humaines	Prévention et qualité de vie au travail	Prévention et qualité de vie au travail	438 944,51	57,93%	254 272,43	TGR	
Direction ressources humaines	Service social du travail	Service Social du Travail	396 891,76	57,93%	229 912,05	TGR	
Secrétariat général	Secrétariat général	Administration direction générale	74 117,87	50,00%	37 058,94	Taux partagé	
Secrétariat général	Secrétariat général	DGA Finances Partenariats Patrimoine Logistique Du	58 064,99	50,00%	29 032,50	Taux partagé	
Secrétariat général	Secrétariat général	DGA Transformation Ecologique et Economique	81 002,14	50,00%	40 501,07	Taux partagé	
Secrétariat général	Secrétariat général	Secrétariat Général	171 521,81	50,00%	85 760,91	Taux partagé	
Secrétariat général	Service des assemblées	Service des assemblées	386 330,18	50,00%	193 165,09	Taux partagé	
Secrétariat général	Service juridique	Service juridique	752 610,95	50,00%	376 305,48	Taux partagé	
Direction générale des services	Service protocole	Cellule équipe opérationnel	270 124,16	63,86%	172 501,29	Taux calculé	14
Direction générale des services	Service protocole	Département événements protocolaires	320 429,60	63,86%	204 626,34	Taux calculé	14
Direction générale des services	Service protocole	Département Opérationnel	398 557,01	63,86%	254 518,51	Taux calculé	14
Direction générale des services	Service protocole	Service protocole	275 360,24	63,86%	175 845,05	Taux calculé	14
Direction générale des services	Administration direction générale	Administration direction générale	211 720,76	50,00%	105 860,38	Taux partagé	
Direction générale des services	Direction générale des services	Direction Générale des Services	214 673,76	50,00%	107 336,88	Taux partagé	
DGA Accompagnement Humain Ressources et Patrimoine	DGA Accompagnement Humain Ressources et Patrimoine	DGA Accompagnement Humain Ressources et Patrimoine	377 103,84	51,07%	192 570,44	Taux DGA	
Direction architecture patrimoine	Direction architecture patrimoine	Département études de programmation architecturale	11 689,49	61,41%	7 178,16	Taux direction	5
Direction architecture patrimoine	Direction architecture patrimoine	Direction Architecture Patrimoine	320 505,88	61,41%	196 812,85	Taux direction	5
Direction architecture patrimoine	Direction architecture patrimoine	Informatique et gestion de la donnée	59 230,22	61,41%	36 371,47	Taux direction	5
Direction architecture patrimoine	Direction architecture patrimoine	Ressources et méthodes	188 604,15	61,41%	115 816,04	Taux direction	5
Direction architecture patrimoine	SAGR DAP	Département Budget et Comptabilité	460 084,45	61,41%	282 523,78	Taux direction	5
Direction architecture patrimoine	SAGR DAP	Département Marchés Publics	426 865,29	61,41%	262 124,91	Taux direction	5
Direction architecture patrimoine	SAGR DAP	Département ressources humaines	100 199,02	61,41%	61 529,15	Taux direction	5
Direction architecture patrimoine	SAGR DAP	SAGR DAP	222 915,36	61,41%	136 885,50	Taux direction	5
Direction architecture patrimoine	Ingénierie de la construction	Affectations périphériques DRH	48 092,37	47,03%	22 617,84	Taux calculé	5

Direction	Service	Unité comptable (L)	Montant	Taux ville	Rembt Ville	Mode de Calcul	N° fiche
Direction architecture patrimoine	Ingénierie de la construction	Département économie et techniques de la construct	847 726,90	47,03%	398 685,96	Taux calculé	5
Direction architecture patrimoine	Ingénierie de la construction	Département études de programmation architecturale	489 655,03	47,03%	230 284,76	Taux calculé	5
Direction architecture patrimoine	Ingénierie de la construction	Ingénierie de la construction	118 036,35	47,03%	55 512,50	Taux calculé	5
Direction architecture patrimoine	Ingénierie de la construction	Ressources graphiques	277 116,52	47,03%	130 327,90	Taux calculé	5
Direction architecture patrimoine	Constructions cultures sociales et administratives	Constructions cultures, sociales et administratives	921 624,92	47,03%	433 440,20	Taux calculé	5
Direction architecture patrimoine	Constructions enfance, éducation et sport	Constructions enfance, éducation et sport	1 219 297,70	47,03%	573 435,71	Taux calculé	5
Direction architecture patrimoine	Constructions tactiques	Constructions tactiques	100 180,08	47,03%	47 114,69	Taux calculé	5
Direction architecture patrimoine	Energie et patrimoine	Cellule GTBC / énergie	247 638,51	65,00%	160 965,03	Taux calculé	5
Direction architecture patrimoine	Energie et patrimoine	Département maitrise de l'énergie	186 476,49	65,00%	121 209,72	Taux calculé	5
Direction architecture patrimoine	Energie et patrimoine	Département rénovation énergétique	463 844,63	65,00%	301 499,01	Taux calculé	5
Direction architecture patrimoine	Energie et patrimoine	Energie et patrimoine	173 187,47	65,00%	112 571,86	Taux calculé	5
Direction architecture patrimoine	Gestion et inventaire du patrimoine bâti	Gestion et inventaire du patrimoine bâti	280 942,20	46,22%	129 853,09	Taux calculé	5
Direction architecture patrimoine	Gestion et inventaire du patrimoine bâti	Gestion patrimoniale	475 174,14	46,22%	219 628,20	Taux calculé	5
Direction architecture patrimoine	Gestion et inventaire du patrimoine bâti	Gestion technique et études patrimoniales	287 370,79	46,22%	132 824,42	Taux calculé	5
Direction architecture patrimoine	Maintenance bâtiment	Maintenance bâtiment	3 761 139,29	79,97%	3 007 783,09	Taux calculé	5
Direction numérique systèmes informations	Direction numérique systèmes informations	Direction numérique systèmes informations	6 086 195,63	57,54%	3 502 252,64	Taux calculé	
SAGR AHTI	SAGR AHTI	Département finances	420 736,27	50,60%	212 885,56	Taux AGR	
SAGR AHTI	SAGR AHTI	Département marchés	128 985,31	50,60%	65 264,42	Taux AGR	
SAGR AHTI	SAGR AHTI	Département ressources humaines	258 080,42	50,60%	130 584,40	Taux AGR	
SAGR AHTI	SAGR AHTI	Direction Communication	24 987,43	50,60%	12 643,22	Taux AGR	
SAGR AHTI	SAGR AHTI	SAGR AHTI	426 176,66	50,60%	215 638,30	Taux AGR	
Direction communication	Direction communication	Communication externe	746 129,87	50,92%	379 929,33	Taux calculé	1
Direction communication	Direction communication	Direction Communication	268 882,29	50,92%	136 914,86	Taux calculé	1
Direction communication	Direction communication	Service actualités	563 662,25	50,92%	287 016,82	Taux calculé	1
Direction communication	Direction communication	Service presse	317 352,09	50,92%	161 595,68	Taux calculé	1
Direction communication	Direction communication	Service projets de communication numériques	298 108,21	50,92%	151 796,70	Taux calculé	1
Direction accompagnement projets innovation équipe	Direction accompagnement projets innovation équipe	Accompagnement Humain et au Changement	76 520,40	50,00%	38 260,20	Taux partagé	
Direction accompagnement projets innovation équipe	Direction accompagnement projets innovation équipe	Conseil en Organisation et Management	178 310,96	50,00%	89 155,48	Taux partagé	
Direction accompagnement projets innovation équipe	Direction accompagnement projets innovation équipe	Conservatoire	76 033,54	50,00%	38 016,77	Taux partagé	
Direction accompagnement projets innovation équipe	Direction accompagnement projets innovation équipe	Contrôle Interne et Management des Risques	226 448,78	50,00%	113 224,39	Taux partagé	
Direction accompagnement projets innovation équipe	Direction accompagnement projets innovation équipe	Direction accompagnement projets innovation équipe	359 937,70	50,00%	179 968,85	Taux partagé	
Direction accompagnement projets innovation équipe	Direction accompagnement projets innovation équipe	Evaluation	137 606,27	50,00%	68 803,14	Taux partagé	
Direction accompagnement projets innovation équipe	Direction accompagnement projets innovation équipe	Qualité	37 273,42	50,00%	18 636,71	Taux partagé	
Direction accompagnement projets innovation équipe	Direction accompagnement projets innovation équipe	Temps et Services Innovants	87 425,49	50,00%	43 712,75	Taux partagé	
SAGR mutualisé DRL DF DCPR	SAGR mutualisé DRL DF DCPR	Cellule prévention	126 236,40	42,16%	53 218,94	Taux AGR	
SAGR mutualisé DRL DF DCPR	SAGR mutualisé DRL DF DCPR	Département finances et contrôle de gestion	350 535,75	42,16%	147 779,40	Taux AGR	
SAGR mutualisé DRL DF DCPR	SAGR mutualisé DRL DF DCPR	Département marchés	122 711,37	42,16%	51 732,85	Taux AGR	
SAGR mutualisé DRL DF DCPR	SAGR mutualisé DRL DF DCPR	Département ressources humaines	162 568,27	42,16%	68 535,78	Taux AGR	
SAGR mutualisé DRL DF DCPR	SAGR mutualisé DRL DF DCPR	SAGR mutualisé DRL DF DCPR	93 429,86	42,16%	39 388,30	Taux AGR	
Direction finances	Direction finances	Direction finances	244 969,57	51,15%	125 306,00	Taux direction	
Direction finances	Budget et programmation	Budget et programmation	352 708,73	50,00%	176 354,37	Taux partagé	
Direction finances	Comptabilité	Cellule recettes	203 775,45	52,12%	106 207,76	Taux calculé	8
Direction finances	Comptabilité	Comptabilité	315 884,17	52,12%	164 638,83	Taux calculé	8
Direction finances	Comptabilité	Conseil et contrôle de la dépense	259 525,42	52,12%	135 264,65	Taux calculé	8
Direction finances	Comptabilité	Relations avec les tiers	182 265,40	52,12%	94 996,73	Taux calculé	8
Direction finances	Direction finances	Cellule d'assistance et de formation	98 190,26	50,00%	49 095,13	Taux partagé	

1202

Direction	Service	Unité comptable (L)	Montant	Taux ville	Rembt Ville	Mode de Calcul	N° fiche
Direction finances	Etudes financières et fiscales	Etudes financières et fiscales	216 508,03	50,00%	108 254,02	Taux partagé	
Direction finances	Financement et trésorerie	Financement et trésorerie	141 000,86	50,00%	70 500,43	Taux partagé	
Direction commande publique responsable	Direction commande publique responsable	Direction Commande Publique Responsable	175 347,75	38,10%	66 809,14	Taux direction	
Direction commande publique responsable	Achats et commande publique	Achats et Commande Publique	118 870,16	33,86%	40 249,44	Taux calculé	4
Direction commande publique responsable	Achats et commande publique	Département achats	195 305,08	33,86%	66 130,30	Taux calculé	4
Direction commande publique responsable	Achats et commande publique	Département Juridique	80 946,70	33,86%	27 408,55	Taux calculé	4
Direction commande publique responsable	Achats et commande publique	Département Marchés Publics	400 904,96	33,86%	135 746,42	Taux calculé	4
Direction commande publique responsable	Achats et commande publique	Département systèmes d'information communications	199 002,43	33,86%	67 382,22	Taux calculé	4
Direction commande publique responsable	Partenariats	Partenariats	354 637,85	50,00%	177 318,93	Taux partagé	
Direction ressources logistiques	Direction ressources logistiques	Direction Ressources Logistiques	189 321,93	41,26%	78 123,27	Taux direction	
Direction ressources logistiques	Imprimerie	Imprimerie	343 193,41	56,48%	193 825,66	Taux calculé	10
Direction ressources logistiques	Imprimerie	Atelier accueil et logistique	184 296,23	56,48%	104 085,15	Taux calculé	10
Direction ressources logistiques	Imprimerie	Atelier de Reliure	353 137,07	56,48%	199 441,55	Taux calculé	10
Direction ressources logistiques	Imprimerie	Atelier d'Impression Numérique	250 603,96	56,48%	141 533,83	Taux calculé	10
Direction ressources logistiques	Imprimerie	Atelier d'Impression Offset	241 221,29	56,48%	136 234,77	Taux calculé	10
Direction ressources logistiques	Imprimerie	Atelier prépresse et imposition	240 572,32	56,48%	135 868,25	Taux calculé	10
Direction ressources logistiques	Imprimerie	Cellule ressources	21 013,49	56,48%	11 867,81	Taux calculé	10
Direction ressources logistiques	Moyens généraux	Moyens généraux	455 737,92	54,43%	248 077,89	Taux service	
Direction ressources logistiques	Moyens généraux	Affranchissement	111 464,11	70,37%	78 437,15	Taux calculé	2
Direction ressources logistiques	Moyens généraux	Courrier	357 774,72	70,37%	251 765,62	Taux calculé	2
Direction ressources logistiques	Moyens généraux	Département prestations d'accueil et courrier	447 093,35	70,37%	314 619,03	Taux calculé	2
Direction ressources logistiques	Moyens généraux	Départ. aménagement et exploitation du pôle Etoile	173 411,33	50,00%	86 705,67	Taux partagé	
Direction ressources logistiques	Moyens généraux	Département missions transverses	147 689,91	50,00%	73 844,96	Taux partagé	
Direction ressources logistiques	Moyens généraux	Département qualité et prestations d'entretien	50 285,78	50,00%	25 142,89	Taux partagé	
Direction ressources logistiques	Moyens généraux	Département ressources	165 455,79	50,00%	82 727,89	Taux partagé	
Direction ressources logistiques	Moyens généraux	Nettoyage courant	541 491,53	50,00%	270 745,77	Taux partagé	
Direction ressources logistiques	Moyens généraux	Nettoyage courant et spécialisé	492 220,97	50,00%	246 110,49	Taux partagé	
Direction ressources logistiques	Moyens généraux	Prestations d'accueil	590 851,79	50,00%	295 425,90	Taux partagé	
Direction ressources logistiques	Moyens généraux	Section aménagement et patrimoniale	434 435,69	50,00%	217 217,85	Taux partagé	
Direction ressources logistiques	Moyens généraux	Section exploitation	697 156,93	50,00%	348 578,47	Taux partagé	
Direction ressources logistiques	Parc véhicules et ateliers	Accueil assistance de PVA	101 785,88	25,76%	26 220,04	Taux calculé	11
Direction ressources logistiques	Parc véhicules et ateliers	Achats bureau technique	320 641,41	25,76%	82 597,23	Taux calculé	11
Direction ressources logistiques	Parc véhicules et ateliers	Atelier carrosserie-peinture	338 927,82	25,76%	87 307,81	Taux calculé	11
Direction ressources logistiques	Parc véhicules et ateliers	Atelier électricité-auto	169 459,27	25,76%	43 652,71	Taux calculé	11
Direction ressources logistiques	Parc véhicules et ateliers	Atelier Engins	497 129,85	25,76%	128 060,65	Taux calculé	11
Direction ressources logistiques	Parc véhicules et ateliers	Atelier Hydraulique	193 866,31	25,76%	49 939,96	Taux calculé	11
Direction ressources logistiques	Parc véhicules et ateliers	Atelier Mécanique	457 107,26	25,76%	117 750,83	Taux calculé	11
Direction ressources logistiques	Parc véhicules et ateliers	Atelier Métallerie	265 107,70	25,76%	68 291,74	Taux calculé	11
Direction ressources logistiques	Parc véhicules et ateliers	Atelier Minute 1	327 157,10	25,76%	84 275,67	Taux calculé	11
Direction ressources logistiques	Parc véhicules et ateliers	Atelier Minute 2	183 912,04	25,76%	47 375,74	Taux calculé	11
Direction ressources logistiques	Parc véhicules et ateliers	Atelier station-service	206 238,95	25,76%	53 127,15	Taux calculé	11
Direction ressources logistiques	Parc véhicules et ateliers	Bureau des contrôles de véhicule	90 641,92	25,76%	23 349,36	Taux calculé	11
Direction ressources logistiques	Parc véhicules et ateliers	Cellule fonctionnelle de PVA	393 679,91	25,76%	101 411,94	Taux calculé	11
Direction ressources logistiques	Parc véhicules et ateliers	Département gestion de parc	63 581,45	25,76%	16 378,58	Taux calculé	11
Direction ressources logistiques	Parc véhicules et ateliers	Département logistique	133 381,09	25,76%	34 358,97	Taux calculé	11
Direction ressources logistiques	Parc véhicules et ateliers	Département maintenance de PVA	128 331,59	25,76%	33 058,22	Taux calculé	11
Direction ressources logistiques	Parc véhicules et ateliers	Département ressources de PVA	70 688,14	25,76%	18 209,26	Taux calculé	11
Direction ressources logistiques	Parc véhicules et ateliers	Eboueurs CDM	10 003,67	25,76%	2 576,95	Taux calculé	11
Direction ressources logistiques	Parc véhicules et ateliers	Equipements outillage	157 017,35	25,76%	40 447,67	Taux calculé	11
Direction ressources logistiques	Parc véhicules et ateliers	Magasin exploitation	394 061,72	25,76%	101 510,30	Taux calculé	11

Direction	Service	Unité comptable (L)	Montant	Taux ville	Rembt Ville	Mode de Calcul	N° fiche
Direction ressources logistiques	Parc véhicules et ateliers	Magasin méthodes	239 038,33	25,76%	61 576,27	Taux calculé	11
Direction ressources logistiques	Parc véhicules et ateliers	Magasins de PVA	67 596,08	25,76%	17 412,75	Taux calculé	11
Direction ressources logistiques	Parc véhicules et ateliers	Parc véhicules et ateliers	242 596,87	25,76%	62 492,95	Taux calculé	11
Direction ressources logistiques	Parc véhicules et ateliers	Prestations aux services	94 561,32	25,76%	24 359,00	Taux calculé	11
Direction ressources logistiques	Parc véhicules et ateliers	Réception de PVA	301 504,93	25,76%	77 667,67	Taux calculé	11
Direction ressources logistiques	Parc véhicules et ateliers	Ressources humaines PVA	112 292,02	25,76%	28 926,42	Taux calculé	11
Direction ressources logistiques	Parc véhicules et ateliers	Transport et manutention	223 837,11	25,76%	57 660,44	Taux calculé	11
Direction ressources logistiques	Parc véhicules et ateliers	Vél'auto	251 111,26	25,76%	64 686,26	Taux calculé	11
Direction ressources logistiques	Service approvisionnement énergie et qualité	Cellule approvisionnement généraux	277 227,55	50,00%	138 613,78	Taux partagé	
Direction ressources logistiques	Service approvisionnement énergie et qualité	Cellule énergies et fluides	74 516,26	50,00%	37 258,13	Taux partagé	
Direction ressources logistiques	Service approvisionnement énergie et qualité	Département approvisionnement et énergies	20 301,73	50,00%	10 150,87	Taux partagé	
Direction ressources logistiques	Service approvisionnement énergie et qualité	Département contrôle qualité des services extern	289 301,43	50,00%	144 650,72	Taux partagé	
Direction ressources logistiques	Service approvisionnement énergie et qualité	Service approvisionnement énergie et qualité	172 165,68	50,00%	86 082,84	Taux partagé	
DGA Transformation Démocratique Europe TerritoireP	DGA Transformation Démocratique Europe TerritoireP	DGA Transformation Démocratique Europe TerritoireP	375 570,49	71,21%	267 432,58	Taux DGA	
DGA Transformation Démocratique Europe TerritoireP	SAGR TDETP	Département finances	11 451,49	71,21%	8 154,27	Taux AGR	
DGA Transformation Démocratique Europe TerritoireP	SAGR TDETP	Finances comptabilité	221 872,82	71,21%	157 989,04	Taux AGR	
DGA Transformation Démocratique Europe TerritoireP	SAGR TDETP	Logistique	48 455,23	71,21%	34 503,53	Taux AGR	
DGA Transformation Démocratique Europe TerritoireP	SAGR TDETP	Ressources humaines	11 205,71	71,21%	7 979,25	Taux AGR	
DGA Transformation Démocratique Europe TerritoireP	SAGR TDETP	RH Europe et Prévention	160 670,69	71,21%	114 408,82	Taux AGR	
DGA Transformation Démocratique Europe TerritoireP	SAGR TDETP	RH Sécurité	233 191,33	71,21%	166 048,62	Taux AGR	
DGA Transformation Démocratique Europe TerritoireP	SAGR TDETP	RH Transformation démocratique et territoires	149 012,48	71,21%	106 107,36	Taux AGR	
DGA Transformation Démocratique Europe TerritoireP	SAGR TDETP	SAGR TDETP	283 877,47	71,21%	202 140,71	Taux AGR	
Direction intercommunalité	Direction intercommunalité	Direction Intercommunalité	275 371,70	0,00%	0,00	Compétence	
Direction participation citoyenne	Direction participation citoyenne	Direction Participation Citoyenne	775 090,22	75,00%	581 317,67	Taux calculé	
Direction réglementation urbaine	Direction réglementation urbaine	Direction Réglementation Urbaine	279 267,42	95,41%	266 437,93	Taux direction	
Direction réglementation urbaine	Domaine public	Département des Marchés d'Approvisionnement	557 983,25	100,00%	557 983,25	Compétence	
Direction réglementation urbaine	Domaine public	Département Domaine Public et Vie Nocturne	309 228,33	100,00%	309 228,33	Compétence	
Direction réglementation urbaine	Domaine public	Département Fêtes et Foires	51 021,99	100,00%	51 021,99	Compétence	
Direction réglementation urbaine	Domaine public	Domaine Public	70 401,83	100,00%	70 401,83	Compétence	
Direction réglementation urbaine	Hygiène et santé environnementale	Département Lutte Antivectorielle	234 130,94	90,00%	210 717,85	Taux calculé	
Direction réglementation urbaine	Hygiène et santé environnementale	Département Santé Environnementale	584 127,83	90,00%	525 715,05	Taux calculé	
Direction réglementation urbaine	Hygiène et santé environnementale	Hygiène et Santé Environnementale	481 683,23	90,00%	433 514,91	Taux calculé	
Direction réglementation urbaine	Réglementation de la circulation	Dossiers spécifiques	110 427,64	100,00%	110 427,64	Compétence	
Direction réglementation urbaine	Réglementation de la circulation	Expertise contrôles opérationnels	106 829,60	100,00%	106 829,60	Compétence	
Direction réglementation urbaine	Réglementation de la circulation	Réglementation de la Circulation	323 830,15	100,00%	323 830,15	Compétence	
Direction relations européennes internationales	Direction relations européennes internationales	Direction relations européennes internationales	1 796 349,89	76,69%	1 377 620,73	Taux calculé	9
Direction sécurités prévention	Direction sécurités prévention	Direction sécurités prévention	356 110,37	66,16%	235 587,01	Taux direction	
Direction sécurités prévention	Information régulation autom circulation	Information régulation autom circulation	3 083 751,88	0,00%	0,00	Compétence	
Direction sécurités prévention	Mission sécurité civile	Mission Sécurité Civile	212 644,89	65,00%	138 219,18	Taux calculé	
Direction sécurités prévention	Police municipale	Police Municipale	8 751 794,09	100,00%	8 751 794,09	Compétence	
Direction sécurités prévention	Prévention urbaine	Prévention urbaine	2 363 709,53	5,00%	118 185,48	Taux calculé	
Direction sécurités prévention	Surveillance voie publique	Surveillance voie publique	1 554 417,25	100,00%	1 554 417,25	Compétence	
Direction territoires	Direction territoires	Direction Territoires	3 700 904,39	75,00%	2 775 678,29	Taux calculé	
DGA Transformation Ecologique et Economique	DGA Transformation Ecologique et Economique	Administration direction générale	306 030,39	14,39%	44 033,79	Taux DGA	

Direction	Service	Unité comptable (L)	Montant	Taux ville	Rembt Ville	Mode de Calcul	N° fiche
SAGR mutualisé DEPN DM	SAGR mutualisé DEPN DM	Cellule administration/finances DM	171 775,68	36,28%	62 323,34	Taux AGR	7
SAGR mutualisé DEPN DM	SAGR mutualisé DEPN DM	Cellule administration/finances EVN	217 982,29	36,28%	79 087,93	Taux AGR	7
SAGR mutualisé DEPN DM	SAGR mutualisé DEPN DM	Cellule administrative	30 431,32	36,28%	11 041,04	Taux AGR	7
SAGR mutualisé DEPN DM	SAGR mutualisé DEPN DM	Cellule ressources humaines EVN	195 903,31	36,28%	71 077,28	Taux AGR	7
SAGR mutualisé DEPN DM	SAGR mutualisé DEPN DM	Cellule ressources humaines VP	198 451,45	36,28%	72 001,79	Taux AGR	7
SAGR mutualisé DEPN DM	SAGR mutualisé DEPN DM	Département Concertation Communication	156 742,56	36,28%	56 869,05	Taux AGR	7
SAGR mutualisé DEPN DM	SAGR mutualisé DEPN DM	Département finances	380 156,16	36,28%	137 927,56	Taux AGR	7
SAGR mutualisé DEPN DM	SAGR mutualisé DEPN DM	Département Marchés Publics	376 706,56	36,28%	136 675,98	Taux AGR	7
SAGR mutualisé DEPN DM	SAGR mutualisé DEPN DM	Département Qualité Organisation	135 000,05	36,28%	48 980,47	Taux AGR	7
SAGR mutualisé DEPN DM	SAGR mutualisé DEPN DM	Département ressources humaines	186 984,89	36,28%	67 841,51	Taux AGR	7
SAGR mutualisé DEPN DM	SAGR mutualisé DEPN DM	Mission prévention et sécurité	84 161,02	36,28%	30 535,15	Taux AGR	7
SAGR mutualisé DEPN DM	SAGR mutualisé DEPN DM	SAGR Mutualisé DEPN DM	280 859,57	36,28%	101 900,95	Taux AGR	7
Direction espaces publics naturels	Direction espaces publics naturels	Direction Espaces Publics Naturels	324 729,52	38,71%	125 693,44	Taux direction	7
Direction espaces publics naturels	Initialisation, suivi et aménagements spécifiques	Département pilotage d'aménagements spécifiques	411 444,61	38,71%	159 258,35	Taux direction	7
Direction espaces publics naturels	Initialisation, suivi et aménagements spécifiques	Département pilotage études pré opérationnelles	298 028,07	38,71%	115 358,07	Taux direction	7
Direction espaces publics naturels	Initialisation, suivi et aménagements spécifiques	Département programmation accompagnement évaluatio	421 558,27	38,71%	163 173,05	Taux direction	7
Direction espaces publics naturels	Initialisation, suivi et aménagements spécifiques	Initialisation, suivi et aménagements spécifiques	115 970,93	38,71%	44 889,00	Taux direction	7
Direction espaces publics naturels	Aménagement de l'espace public	Aménagement de l'espace public	249 429,41	4,97%	12 395,85	Taux service	7
Direction espaces publics naturels	Aménagement de l'espace public	Cellule technique	13 588,20	4,97%	675,29	Taux service	7
Direction espaces publics naturels	Aménagement de l'espace public	Département Aménagement Communes Nord	315 481,17	0,00%	0,00	Compétence	7
Direction espaces publics naturels	Aménagement de l'espace public	Département Aménagement Communes Sud	326 490,01	0,00%	0,00	Compétence	7
Direction espaces publics naturels	Aménagement de l'espace public	Département Aménagement Strasbourg Centre Nord Est	353 163,71	9,88%	34 884,09	Taux calculé	7
Direction espaces publics naturels	Aménagement de l'espace public	Département Aménagement Strasbourg Sud Ouest	296 887,17	9,88%	29 325,32	Taux calculé	7
Direction espaces publics naturels	Aménagements structurants et hydrauliques	Aménagements structurants et hydrauliques	199 453,07	3,94%	7 865,60	Taux service	7
Direction espaces publics naturels	Aménagements structurants et hydrauliques	Département Aménagements Urbains	387 629,65	8,25%	31 972,43	Taux calculé	7
Direction espaces publics naturels	Aménagements structurants et hydrauliques	Département Grands Projets	504 124,03	8,25%	41 581,10	Taux calculé	7
Direction espaces publics naturels	Aménagements structurants et hydrauliques	Département Réseau Eau Assainissement - Cellule technique	161 506,09	0,00%	0,00	Compétence	7
Direction espaces publics naturels	Aménagements structurants et hydrauliques	Département Réseau Eau Assainissement	424 998,14	0,00%	0,00	Compétence	7
Direction espaces publics naturels	Aménagements structurants et hydrauliques	Département Schéma Directeur d'Assainissement	386 885,51	0,00%	0,00	Compétence	7
Direction espaces publics naturels	Ingénierie urbaine	Ingénierie Urbaine	297 431,00	7,46%	22 190,24	Taux service	7
Direction espaces publics naturels	Ingénierie urbaine	Département maîtrise d'œuvre aménagement de proxim	502 125,34	7,46%	37 461,73	Taux service	7
Direction espaces publics naturels	Ingénierie urbaine	Cellule topographie géoréférencement des réseaux	226 350,08	9,88%	22 357,95	Taux calculé	7
Direction espaces publics naturels	Ingénierie urbaine	Département espaces publics et paysage	678 141,80	9,88%	66 984,11	Taux calculé	7
Direction espaces publics naturels	Ingénierie urbaine	Département infrastructures et projets paysage	928 230,66	9,88%	91 686,88	Taux calculé	7
Direction espaces publics naturels	Ingénierie urbaine	Département maîtrise d'œuvre eau et assainissement	735 003,25	0,00%	0,00	Compétence	7
Direction espaces publics naturels	Ingénierie urbaine	Département MOE éclairage signalisation nvlle tech	436 071,14	9,88%	43 073,35	Taux calculé	7
Direction espaces publics naturels	Espaces verts et de nature	Espaces verts et de nature	328 921,63	81,59%	268 373,39	Taux service	7
Direction espaces publics naturels	Espaces verts et de nature	Département bureau appui logistique BGTAL	1 235 695,45	81,59%	1 008 227,34	Taux service	7
Direction espaces publics naturels	Espaces verts et de nature	Département bureau études stratégies géoinformatiq	311 515,90	81,59%	254 171,73	Taux service	7
Direction espaces publics naturels	Espaces verts et de nature	Département espaces naturels	1 611 219,93	81,59%	1 314 624,88	Taux service	7
Direction espaces publics naturels	Espaces verts et de nature	Département arbres	1 360 366,12	40,00%	544 146,45	Taux calculé	7
Direction espaces publics naturels	Espaces verts et de nature	Département espaces verts urbains	5 452 558,26	90,00%	4 907 302,43	Taux calculé	7
Direction espaces publics naturels	Espaces verts et de nature	Département jardins familiaux	583 141,24	100,00%	583 141,24	Taux calculé	7
Direction espaces publics naturels	Voies publiques	Voies publiques	285 689,97	13,53%	38 659,62	Taux service	7
Direction espaces publics naturels	Voies publiques	Département éclairage public	1 163 526,61	100,00%	1 163 526,61	Compétence	7
Direction espaces publics naturels	Voies publiques	Département équipement de la rue	878 294,31	0,00%	0,00	Compétence	7
Direction espaces publics naturels	Voies publiques	Département exploit et interventions interurbaines	2 316 036,97	0,00%	0,00	Compétence	7
Direction espaces publics naturels	Voies publiques	Département ingénierie et gestion du patrimoine	816 171,19	0,00%	0,00	Compétence	7

Direction	Service	Unité comptable (L)	Montant	Taux ville	Rembt Ville	Mode de Calcul	N° fiche
Direction espaces publics naturels	Voies publiques	Département laboratoire voirie	529 228,87	0,00%	0,00	Compétence	7
Direction espaces publics naturels	Voies publiques	Département ouvrages d'art	648 914,85	0,00%	0,00	Compétence	7
Direction espaces publics naturels	Voies publiques	Département voirie urbaine	2 246 149,12	0,00%	0,00	Compétence	7
Direction mobilités	Direction mobilités	Direction Mobilités	305 219,92	17,53%	53 499,43	Taux direction	7
Direction mobilités	Direction de projet stratégie	Direction de projet stratégie	173 164,26	0,00%	0,00	Compétence	7
Direction mobilités	Direction de projet stratégie	ZFE	97 643,91	0,00%	0,00	Compétence	7
Direction mobilités	Service aménagement tramway	Service Aménagement Tramway	721 437,85	0,00%	0,00	Compétence	7
Direction mobilités	Service autorité organisatrice des transports coll	Service Autorité Organisatrice des Transports Coll	629 827,14	0,00%	0,00	Compétence	7
Direction mobilités	Service planification organisation des mobilités	Département études	412 811,48	0,00%	0,00	Compétence	7
Direction mobilités	Service planification organisation des mobilités	Département Organisation des Mobilités	343 697,16	0,00%	0,00	Compétence	7
Direction mobilités	Service planification organisation des mobilités	Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation	43 502,41	0,00%	0,00	Compétence	7
Direction mobilités	Service planification organisation des mobilités	Service planification organisation des mobilités	143 847,31	0,00%	0,00	Compétence	7
Direction mobilités	Service stratégie et gestion du stationnement	Service Stratégie et Gestion du Stationnement	239 915,93	70,54%	169 225,61	Taux service	7
Direction mobilités	Service stratégie et gestion du stationnement	Département Gestion des Résidents	309 716,94	100,00%	309 716,94	Taux calculé	7
Direction mobilités	Service stratégie et gestion du stationnement	Département Stratégie du Stationnement	298 856,39	40,00%	119 542,56	Taux calculé	7
SAGR mutualisé DPGD DERE	SAGR mutualisé DPGD DERE	Communication éducation à l environnement DESPU	127 687,53	0,00%	0,00	Compétence	
SAGR mutualisé DPGD DERE	SAGR mutualisé DPGD DERE	Finances marchés et contrôle de gestion DESPU	442 698,73	0,00%	0,00	Compétence	
SAGR mutualisé DPGD DERE	SAGR mutualisé DPGD DERE	Prévention qualité	184 501,30	0,00%	0,00	Compétence	
SAGR mutualisé DPGD DERE	SAGR mutualisé DPGD DERE	Ressources humaines	205 312,06	0,00%	0,00	Compétence	
SAGR mutualisé DPGD DERE	SAGR mutualisé DPGD DERE	SAGR DESPU	171 801,08	0,00%	0,00	Compétence	
SAGR mutualisé DPGD DERE	SAGR mutualisé DPGD DERE	SAGR mutualisé DPGD DERE	257 270,99	0,00%	0,00	Compétence	
Direction eau et risques environnementaux	Direction eau et risques environnementaux	Direction Eau et Risques Environnementaux	41 222,91	0,00%	0,00	Compétence	
Direction eau et risques environnementaux	Direction eau et risques environnementaux	Gestion et prévention des risques environnementaux	174 116,79	0,00%	0,00	Compétence	
Direction eau et risques environnementaux	Eau et assainissement	Achat et stock - Assainissement	13 544 070,99	0,00%	0,00	Compétence	
Direction eau et risques environnementaux	Gestion et prévention des risques environnementaux	Gestion des cours d'eaux et risques associés	439 342,02	0,00%	0,00	Compétence	
Direction eau et risques environnementaux	Gestion et prévention des risques environnementaux	Gestion et prévention des risques environnementaux	237 087,00	0,00%	0,00	Compétence	
Direction eau et risques environnementaux	Gestion et prévention des risques environnementaux	Prévention de l'Exposition aux Pollutions et aux R	217 005,87	0,00%	0,00	Compétence	
Direction propreté et gestion des déchets	Collecte et valorisation des déchets	Collecte et valorisation des déchets	24 628 770,82	0,00%	0,00	Compétence	
Direction propreté et gestion des déchets	Direction propreté et gestion des déchets	Direction propreté et gestion des déchets	1 065 458,34	0,00%	0,00	Compétence	
Direction propreté et gestion des déchets	Direction propreté et gestion des déchets	Relations Usagers et Qualité	95 207,43	0,00%	0,00	Compétence	
Direction propreté et gestion des déchets	Propreté urbaine	Cellule renfort	15 171 393,67	0,00%	0,00	Compétence	
SAGR mutualisé DUT DDEA DTEC	SAGR mutualisé DUT DDEA DTEC	Comptable budget DDEA	108 279,97	17,29%	18 716,25	Taux AGR	
SAGR mutualisé DUT DDEA DTEC	SAGR mutualisé DUT DDEA DTEC	Comptable budget DUT	319 236,54	17,29%	55 180,20	Taux AGR	
SAGR mutualisé DUT DDEA DTEC	SAGR mutualisé DUT DDEA DTEC	Département finances et contrôle de gestion	125 591,08	17,29%	21 708,48	Taux AGR	
SAGR mutualisé DUT DDEA DTEC	SAGR mutualisé DUT DDEA DTEC	Département ressources humaines	302 264,28	17,29%	52 246,54	Taux AGR	
SAGR mutualisé DUT DDEA DTEC	SAGR mutualisé DUT DDEA DTEC	SAGR Mutualisé DUT DDEA DTEC	384 995,18	17,29%	66 546,62	Taux AGR	
Direction développement économique et attractivité	Direction développement économique et attractivité	Direction développement économique et attractivité	1 177 593,57	14,37%	169 262,48	Taux direction	6
Direction développement économique et attractivité	Economie résidentielle et productive	Economie Résidentielle et Productive	842 417,17	0,00%	0,00	Compétence	6
Direction développement économique et attractivité	Emploi et économie solidaire	Emploi et économie solidaire	765 516,29	42,00%	321 516,84	Taux calculé	6
Direction développement économique et attractivité	Enseignement supérieur, recherche et innovation	Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation	1 079 573,48	6,00%	64 774,41	Taux calculé	6
Direction transitions énergie climat	Direction transitions énergie climat	Direction transitions énergie climat	321 658,13	23,00%	73 967,53	Taux direction	
Direction transitions énergie climat	Coopération et animation des transitions	Coopération et animation des transitions	823 216,82	40,00%	329 286,73	Taux calculé	
Direction transitions énergie climat	Energie et territoire	Département énergies renouvelables	156 627,33	0,00%	0,00	Compétence	
Direction transitions énergie climat	Energie et territoire	Département réseaux de chaleur et de froid	273 814,32	0,00%	0,00	Compétence	
Direction transitions énergie climat	Energie et territoire	Direction transitions énergie climat	41 422,73	0,00%	0,00	Compétence	
Direction transitions énergie climat	Energie et territoire	Energie et territoire	313 182,44	0,00%	0,00	Compétence	
Direction transitions énergie climat	Pilotage climat air	Pilotage climat air	578 854,80	30,00%	173 656,44	Taux calculé	

1206

Direction	Service	Unité comptable (L)	Montant	Taux ville	Rembt Ville	Mode de Calcul	N° fiche
Direction urbanisme territoires	Direction urbanisme territoires	Direction Urbanisme Territoires	616 529,12	17,02%	104 959,80	Taux direction	12
Direction urbanisme territoires	Aménagement du territoire et projets urbains	Aménagement du Territoire et Projets Urbains	390 141,99	31,59%	123 232,57	Taux service	12
Direction urbanisme territoires	Aménagement du territoire et projets urbains	Conception et Ingénierie	383 745,41	0,00%	0,00	Compétence	12
Direction urbanisme territoires	Aménagement du territoire et projets urbains	Département écologie des territoires	393 365,17	100,00%	393 365,17	Compétence	12
Direction urbanisme territoires	Aménagement du territoire et projets urbains	Département Planification Territoriale	468 244,19	0,00%	0,00	Compétence	12
Direction urbanisme territoires	Conduite des projets d'aménagement	Conduite des Projets d'Aménagement	937 040,54	35,13%	329 151,99	Taux calculé	12
Direction urbanisme territoires	Géomatique et connaissance du territoire	Géomatique et connaissance du territoire	1 893 934,31	3,00%	56 818,03	Taux calculé	12
Direction urbanisme territoires	Habitat	Habitat	1 800 203,10	0,00%	0,00	Taux calculé	12
Direction urbanisme territoires	Police du bâtiment	Police du Bâtiment	844 402,03	28,23%	238 370,96	Taux service	12
Direction urbanisme territoires	Police du bâtiment	Département droit des sols	1 158 119,04	0,00%	0,00	Compétence	12
Direction urbanisme territoires	Police du bâtiment	Département patrimoine-enseigne	204 236,85	100,00%	204 236,85	Compétence	12
Direction urbanisme territoires	Police du bâtiment	Département sécurité	251 287,57	100,00%	251 287,57	Compétence	12
Direction urbanisme territoires	Politique de la ville	Politique de la ville	668 392,40	0,00%	0,00	Compétence	12
Direction urbanisme territoires	Politique de la ville	Projet quartier Ouest	174 862,05	0,00%	0,00	Compétence	12
Direction urbanisme territoires	Politique foncière et immobilière	Politique Foncière et Immobilière	481 551,99	19,05%	91 717,25	Taux service	12
Direction urbanisme territoires	Politique foncière et immobilière	Département Domanialité Publique	226 799,72	0,00%	0,00	compétence	12
Direction urbanisme territoires	Politique foncière et immobilière	Département Immobilier Territorialisé	656 850,65	12,62%	82 903,48	Taux calculé	12
Direction urbanisme territoires	Politique foncière et immobilière	Département Stratégie Foncière	238 171,18	54,90%	130 760,65	Taux calculé	12
DGA Transformation Sociale et Sociétale	DGA Transformation Sociale et Sociétale	Administration direction générale	104 918,79	85,50%	89 707,36	Taux DGA	
DGA Transformation Sociale et Sociétale	DGA Transformation Sociale et Sociétale	DGA Finances Partenariats Patrimoine Logistique Du	149 096,43	85,50%	127 480,00	Taux DGA	
DGA Transformation Sociale et Sociétale	DGA Transformation Sociale et Sociétale	DGA Transformation Sociale et Sociétale	216 925,78	85,50%	185 475,26	Taux DGA	
DGA Transformation Sociale et Sociétale	Mission droits des femmes égalité de genres	Mission droits des femmes égalité de genres	95 522,22	100,00%	95 522,22	Compétence	
Direction culture	Direction culture	Cellule Communication	218 150,89	80,72%	176 080,70	Taux direction	
Direction culture	Direction culture	Département ressources	64 195,53	80,72%	51 815,48	Taux direction	
Direction culture	Direction culture	Direction Culture	652 896,25	80,72%	526 985,85	Taux direction	
Direction culture	Direction culture	Mission culture et transitions	276 952,49	80,72%	223 542,47	Taux direction	
Direction culture	Direction culture	Différence OPS HEAR	31 902,04	100,00%	31 902,04	Compétence	
Direction culture	SAGR culture	Cellule finances et marchés publics	595 906,50	80,72%	480 986,51	Taux direction	
Direction culture	SAGR culture	Cellule ressources humaines	249 705,63	80,72%	201 550,14	Taux direction	
Direction culture	SAGR culture	Cellule Sécurité et Prévention au Travail	64 336,54	80,72%	51 929,30	Taux direction	
Direction culture	SAGR culture	SAGR Culture	47 177,10	80,72%	38 079,04	Taux direction	
Direction culture	SAGR culture	SAGR Culture	439 494,19	80,72%	354 738,16	Taux direction	
Direction culture	Orchestre philharmonique de Strasbourg	Département administratif et financier	258 544,68	100,00%	258 544,68	Compétence	
Direction culture	Haute école des arts du Rhin	Haute école des arts du Rhin	574 630,58	100,00%	574 630,58	Compétence	
Direction culture	Développement culturel et artistique	Développement culturel et artistique	481 573,93	61,90%	298 107,85	Taux service	
Direction culture	Développement culturel et artistique	Département ressources	132 365,05	61,90%	81 937,70	Taux service	
Direction culture	Développement culturel et artistique	5ème lieu	266 301,16	55,00%	146 465,64	Taux calculé	
Direction culture	Développement culturel et artistique	Boutique culture	208 468,77	65,00%	135 504,70	Taux calculé	
Direction culture	Développement culturel et artistique	Département arts visuels illustration vie littérai	195 920,65	90,00%	176 328,59	Taux calculé	
Direction culture	Développement culturel et artistique	Département audiovisuel et cinéma	275 488,85	15,00%	41 323,33	Taux calculé	
Direction culture	Développement culturel et artistique	Département du spectacle du vivant	260 111,35	95,00%	247 105,78	Taux calculé	
Direction culture	Conservatoire	Conservatoire	9 521 450,26	100,00%	9 521 450,26	Compétence	
Direction culture	Médiathèques	Accueil, information, actualités	850 850,10	47,49%	404 066,60	Taux service	3
Direction culture	Médiathèques	Action culturelle	251 164,57	47,49%	119 277,43	Taux service	3
Direction culture	Médiathèques	Administration finances	95 744,99	47,49%	45 469,06	Taux service	3
Direction culture	Médiathèques	Communication	158 809,69	47,49%	75 418,33	Taux service	3
Direction culture	Médiathèques	Informatique	119 059,93	47,49%	56 541,27	Taux service	3
Direction culture	Médiathèques	Pôle patrimoine et illustrations	476 671,63	47,49%	226 370,18	Taux service	3
Direction culture	Médiathèques	Médiathèques	508 291,40	47,49%	241 386,33	Taux service	3
Direction culture	Médiathèques	Ressources humaines	125 956,21	47,49%	59 816,29	Taux service	3
Direction culture	Médiathèques	Pôle mobile	42 751,16	47,49%	20 302,42	Taux service	3
Direction culture	Médiathèques	Conservation préventive et curative	164 061,97	47,49%	77 912,62	Taux service	3
Direction culture	Médiathèques	Coordination bibliographique	63 122,36	47,49%	29 976,65	Taux service	3
Direction culture	Médiathèques	Département médiation et communication	60 908,52	47,49%	28 925,31	Taux service	3
Direction culture	Médiathèques	Département ressources	76 585,49	47,49%	36 370,26	Taux service	3
Direction culture	Médiathèques	Département système d'information et évaluation	137 445,53	47,49%	65 272,54	Taux service	3
Direction culture	Médiathèques	Bibliobus	102 225,53	100,00%	102 225,53	Compétence	3
Direction culture	Médiathèques	Bibliothèque - multimédia	432 093,02	100,00%	432 093,02	Compétence	3
Direction culture	Médiathèques	Bibliothèque - secteur adultes	741 180,45	100,00%	741 180,45	Compétence	3
Direction culture	Médiathèques	Bibliothèque - secteur jeunes	420 769,37	100,00%	420 769,37	Compétence	3
Direction culture	Médiathèques	Cronenbourg	345 622,95	100,00%	345 622,95	Compétence	3
Direction culture	Médiathèques	Elsau	183 069,09	100,00%	183 069,09	Compétence	3

1207

Direction	Service	Unité comptable (L)	Montant	Taux ville	Rembt Ville	Mode de Calcul	N° fiche
Direction culture	Médiathèques	Hautepierre	393 254,56	100,00%	393 254,56	Compétence	3
Direction culture	Médiathèques	Meinau	463 945,87	100,00%	463 945,87	Compétence	3
Direction culture	Médiathèques	Mélanie de Pourtalès	380 759,71	100,00%	380 759,71	Compétence	3
Direction culture	Médiathèques	Neudorf	872 172,56	100,00%	872 172,56	Compétence	3
Direction culture	Médiathèques	Neuhof	324 454,01	100,00%	324 454,01	Compétence	3
Direction culture	Médiathèques	Olympe de Gouges	250 475,16	100,00%	250 475,16	Compétence	3
Direction culture	Médiathèques	Territoire Centre	50 509,56	0,00%	0,00	Compétence	3
Direction culture	Médiathèques	Territoire Nord	82 646,28	0,00%	0,00	Compétence	3
Direction culture	Médiathèques	Territoire Sud/Ouest	65 451,23	0,00%	0,00	Compétence	3
Direction culture	Médiathèques	Simone Veil	751 282,67	0,00%	0,00	Compétence	3
Direction culture	Médiathèques	Frida Kahlo	787 549,01	0,00%	0,00	Compétence	3
Direction culture	Médiathèques	Gisèle Halimi	726 941,59	0,00%	0,00	Compétence	3
Direction culture	Médiathèques	Département collections	118 869,88	0,00%	0,00	Compétence	3
Direction culture	Médiathèques	Arts	619 717,30	0,00%	0,00	Compétence	3
Direction culture	Médiathèques	André Malraux	80 683,62	0,00%	0,00	Compétence	3
Direction culture	Médiathèques	Monde et société	396 447,13	0,00%	0,00	Compétence	3
Direction culture	Médiathèques	Jeunesse	538 904,55	0,00%	0,00	Compétence	3
Direction culture	Médiathèques	Langues et littérature	509 449,95	0,00%	0,00	Compétence	3
Direction culture	Médiathèques	Médiation numérique	47 658,31	0,00%	0,00	Compétence	3
Direction culture	Médiathèques	Sciences et loisirs	325 037,77	0,00%	0,00	Compétence	3
Direction culture	Médiathèques	Bâtiments	327 948,51	0,00%	0,00	Compétence	3
Direction culture	Musées	Musées	12 719 676,68	100,00%	12 719 676,68	Compétence	
Direction culture	Œuvre notre dame	Œuvre notre dame	1 741 813,11	100,00%	1 741 813,11	Compétence	
Direction culture	Théâtre actuel et public de Strasbourg	Cellule administrative et technique	242 314,03	100,00%	242 314,03	Compétence	
Direction culture	Théâtre actuel et public de Strasbourg	Théâtre Actuel et Public de Strasbourg	327 258,90	100,00%	327 258,90	Compétence	
Direction culture	Théâtre opéra du Rhin	Agents d'entretien	389 223,15	100,00%	389 223,15	Compétence	
Direction culture	Théâtre opéra du Rhin	Maintenance	41 855,17	100,00%	41 855,17	Compétence	
Direction enfance éducation	Direction enfance éducation	Direction enfance éducation	801 589,47	100,00%	801 589,47	Compétence	
Direction enfance éducation	SAGR enfance éducation	Cellule comptable et budgétaire	278 891,11	100,00%	278 891,11	Compétence	
Direction enfance éducation	SAGR enfance éducation	Cellule facturation	201 064,80	100,00%	201 064,80	Compétence	
Direction enfance éducation	SAGR enfance éducation	Cellule marchés publics	114 634,04	100,00%	114 634,04	Compétence	
Direction enfance éducation	SAGR enfance éducation	Cellule prévention	234 765,84	100,00%	234 765,84	Compétence	
Direction enfance éducation	SAGR enfance éducation	Département finances	93 625,39	100,00%	93 625,39	Compétence	
Direction enfance éducation	SAGR enfance éducation	Département informatique	172 941,79	100,00%	172 941,79	Compétence	
Direction enfance éducation	SAGR enfance éducation	Département ressources humaines	265 400,63	100,00%	265 400,63	Compétence	
Direction enfance éducation	SAGR enfance éducation	Famille et petite enfance	888,71	100,00%	888,71	Compétence	
Direction enfance éducation	SAGR enfance éducation	SAGR enfance éducation	560 962,21	100,00%	560 962,21	Compétence	
Direction enfance éducation	SAGR enfance éducation	Vauban	6 504,59	100,00%	6 504,59	Compétence	
Direction enfance éducation	Caisse des écoles	Caisse des écoles	501 802,04	100,00%	501 802,04	Compétence	
Direction enfance éducation	Famille et petite enfance	Famille et petite enfance	12 854 071,45	100,00%	12 854 071,45	Compétence	
Direction enfance éducation	Inscriptions et scolarité	Inscriptions et scolarité	755 933,87	100,00%	755 933,87	Compétence	
Direction enfance éducation	Patrimoine pour l'enfance et l'éducation	Patrimoine pour l'enfance et l'éducation	17 712 577,93	100,00%	17 712 577,93	Compétence	
Direction enfance éducation	Périscolaire et éducatif	Périscolaire et éducatif	36 324 392,58	100,00%	36 324 392,58	Compétence	
Direction solidarités santé jeunesse	Direction solidarités santé jeunesse	Direction solidarités santé jeunesse	911 330,06	78,43%	714 780,11	Taux direction	
Direction solidarités santé jeunesse	SAGR DSSJ	Communication	54 165,15	78,43%	42 483,15	Taux direction	
Direction solidarités santé jeunesse	SAGR DSSJ	Comptabilité finances	244 549,48	78,43%	191 806,58	Taux direction	
Direction solidarités santé jeunesse	SAGR DSSJ	Gestion du Patrimoine et des Marchés Publics	211 957,67	78,43%	166 243,97	Taux direction	
Direction solidarités santé jeunesse	SAGR DSSJ	GIP	559,35	78,43%	438,71	Taux direction	
Direction solidarités santé jeunesse	SAGR DSSJ	Observation évaluation	65 739,13	78,43%	51 560,93	Taux direction	
Direction solidarités santé jeunesse	SAGR DSSJ	Ressources humaines prévention documentation	315 018,74	78,43%	247 077,47	Taux direction	
Direction solidarités santé jeunesse	SAGR DSSJ	SAGR DSSJ	726 241,38	78,43%	569 610,20	Taux direction	
Direction solidarités santé jeunesse	SAGR DSSJ	Subventions	146 520,19	78,43%	114 919,63	Taux direction	
Direction solidarités santé jeunesse	SAGR DSSJ	Systèmes d'Information	155 745,06	78,43%	122 154,94	Taux direction	
Direction solidarités santé jeunesse	Gens du Voyage	Département nouveaux modes d'habitats aménag et ma	337 259,90	0,00%	0,00	Compétence	
Direction solidarités santé jeunesse	Gens du Voyage	Gens du Voyage	257 857,11	0,00%	0,00	Compétence	
Direction solidarités santé jeunesse	Gens du Voyage	Gestion du dispositif d'accueil des gens du voyage	54 283,17	0,00%	0,00	Compétence	
Direction solidarités santé jeunesse	Gens du Voyage	Relations aux usagers	495 213,73	0,00%	0,00	Compétence	
Direction solidarités santé jeunesse	GIP	GIP	366 262,92	100,00%	366 262,92	Compétence	
Direction solidarités santé jeunesse	Investigation accompag millieu ouvert	AEMO AED_équipe 1	3 917,79	100,00%	3 917,79	Compétence	
Direction solidarités santé jeunesse	Investigation accompag millieu ouvert	AEMO AED_équipe 2	24 406,27	100,00%	24 406,27	Compétence	
Direction solidarités santé jeunesse	Investigation accompag millieu ouvert	AEMO AED_équipe 3	30 063,15	100,00%	30 063,15	Compétence	
Direction solidarités santé jeunesse	Investigation accompag millieu ouvert	Equipe MJIE	259 470,77	100,00%	259 470,77	Compétence	

Direction	Service	Unité comptable (L)	Montant	Taux ville	Rembt Ville	Mode de Calcul	N° fiche
Direction solidarités santé jeunesse	Investigation accompag millieu ouvert	Equipes AEMO AED	1 646 404,77	100,00%	1 646 404,77	Compétence	
Direction solidarités santé jeunesse	Investigation accompag millieu ouvert	Investigation accompag millieu ouvert	724 082,40	100,00%	724 082,40	Compétence	
Direction solidarités santé jeunesse	Jeunesse, éducation populaire et vie associative	Administration	83 741,04	76,99%	64 474,47	Taux service	
Direction solidarités santé jeunesse	Jeunesse, éducation populaire et vie associative	Animation de la vie sociale et éducation populaire	120 832,99	100,00%	120 832,99	Compétence	
Direction solidarités santé jeunesse	Jeunesse, éducation populaire et vie associative	Emancipation et engagement de la jeunesse	197 407,27	100,00%	197 407,27	Compétence	
Direction solidarités santé jeunesse	Jeunesse, éducation populaire et vie associative	Jeunesse, éducation populaire et vie associative	195 933,26	100,00%	195 933,26	Compétence	
Direction solidarités santé jeunesse	Jeunesse, éducation populaire et vie associative	Solidarités Jeunesses intercommunales	192 220,91	0,00%	0,00	Compétence	
Direction solidarités santé jeunesse	Jeunesse, éducation populaire et vie associative	Vie Associative	129 082,89	100,00%	129 082,89	Compétence	
Direction solidarités santé jeunesse	Lutte Contre l'Exclusion CCAS	Lutte Contre l'Exclusion CCAS	532 534,78	100,00%	532 534,78	Compétence	
Direction solidarités santé jeunesse	CCAS	CCAS	4 271 964,41	0,00%	0,00	Compétence	
Direction solidarités santé jeunesse	PIDS Action sociale de proximité	PIDS Action sociale de proximité	11 547 604,80	100,00%	11 547 604,80	Compétence	
Direction solidarités santé jeunesse	PIDS Département développement des politiques soci	PIDS Département développement des politiques soci	271 849,26	100,00%	271 849,26	Compétence	
Direction solidarités santé jeunesse	PIDS Département logement FSL	PIDS Département logement FSL	493 889,15	0,00%	0,00	Compétence	
Direction solidarités santé jeunesse	Santé Autonomie	Santé Autonomie	355 293,83	99,09%	352 049,69	Taux service	
Direction solidarités santé jeunesse	Santé Autonomie	Unité ressources	340 122,85	99,09%	337 017,24	Taux service	
Direction solidarités santé jeunesse	Santé Autonomie	Centre de Santé Dentaire	403 989,97	100,00%	403 989,97	Compétence	
Direction solidarités santé jeunesse	Santé Autonomie	Département projet autonomie	522 777,78	90,00%	470 500,00	Taux calculé	
Direction solidarités santé jeunesse	Santé Autonomie	Département projet santé	311 493,44	100,00%	311 493,44	Compétence	
Direction solidarités santé jeunesse	Santé Autonomie	Département santé de la personne	93 998,09	100,00%	93 998,09	Compétence	
Direction solidarités santé jeunesse	Santé Autonomie	Equipe Psychologues	350 112,12	100,00%	350 112,12	Compétence	
Direction solidarités santé jeunesse	Santé Autonomie	Protection Maternelle et Infantile	2 685 874,78	100,00%	2 685 874,78	Compétence	
Direction solidarités santé jeunesse	Santé Autonomie	Publics Vulnérables et Vaccinations	224 969,55	100,00%	224 969,55	Compétence	
Direction solidarités santé jeunesse	Santé Autonomie	Santé Scolaire	1 132 179,87	100,00%	1 132 179,87	Compétence	
Direction sports	SAGR mutualisé DS DEVA DPEC	Département ressources financières DS DEVA DPEC	498 744,02	64,61%	322 246,29	Taux AGR	
Direction sports	SAGR mutualisé DS DEVA DPEC	Département ressources humaines DS DEVA	329 860,35	64,61%	213 127,92	Taux AGR	
Direction sports	SAGR mutualisé DS DEVA DPEC	SAGR Mutualisé DS DEVA DPEC	436 366,39	64,61%	281 943,13	Taux AGR	
Direction évènements vie associative	Direction évènements vie associative	Direction évènements vie associative	2 268 586,08	100,00%	2 268 586,08	Compétence	
Direction population élections cultes	Direction population élections cultes	Direction population élections cultes	547 000,37	97,63%	534 015,17	Taux direction	
Direction population élections cultes	Direction population élections cultes	Mission Relations avec les Cultes et Mémoire	239 012,67	97,63%	233 338,77	Taux direction	
Direction population élections cultes	Direction population élections cultes	UCS A	15 697,90	97,63%	15 325,25	Taux direction	
Direction population élections cultes	Accueil de la population	Accueil de la Population	106 254,60	96,00%	102 004,42	Taux calculé	
Direction population élections cultes	Accueil de la population	Cellule assistance aux prestations	202 218,10	96,00%	194 129,38	Taux calculé	
Direction population élections cultes	Accueil de la population	Cellule Fonctionnelle et Logistique	171 650,52	96,00%	164 784,50	Taux calculé	
Direction population élections cultes	Accueil de la population	Primaire Schoepflin	10 464,39	96,00%	10 045,81	Taux calculé	
Direction population élections cultes	Accueil de la population	Secteur 1 Centre	1 123 430,37	96,00%	1 078 493,16	Taux calculé	
Direction population élections cultes	Accueil de la population	Secteur 2 Nord Est	903 401,55	96,00%	867 265,49	Taux calculé	
Direction population élections cultes	Accueil de la population	Secteur 3 Ouest	1 010 710,33	96,00%	970 281,92	Taux calculé	
Direction population élections cultes	Etat civil et élections	Etat civil et élections	2 028 530,52	100,00%	2 028 530,52	Compétence	
Direction population élections cultes	Funéraire	Funéraire	2 464 911,32	98,00%	2 415 613,09	Taux calculé	
Direction sports	Direction sports	Direction Sports	129 063,92	42,78%	55 214,46	Taux direction	13
Direction sports	Mistral : Missions transversales	Mistral : Missions transversales	599 802,05	42,78%	256 599,59	Taux direction	13
Direction sports	Aqua-Glisse	Aqua-Glisse	1 210 935,01	0,00%	0,00	Compétence	13
Direction sports	Aqua-Glisse	Aqua-Glisse - CNS Robertsau - CNS	1 133 635,19	0,00%	0,00	Compétence	13
Direction sports	Aqua-Glisse	Aqua-Glisse - CNS Robertsau - Robertsau	486 557,55	0,00%	0,00	Compétence	13
Direction sports	Aqua-Glisse	Aqua-Glisse - Ostwald Hardt Plans d'Eau - Hardt	254 534,36	0,00%	0,00	Compétence	13
Direction sports	Aqua-Glisse	Aqua-Glisse - Ostwald Hardt Plans d'Eau - Ostwald	460 134,76	0,00%	0,00	Compétence	13
Direction sports	Aqua-Glisse	Aqua-Glisse - Wacken	1 007 268,42	0,00%	0,00	Compétence	13
Direction sports	Aqua-Glisse	CNS Robertsau	68 482,59	0,00%	0,00	Compétence	13
Direction sports	Aqua-Glisse	Hautepierre	1 054 054,34	0,00%	0,00	Compétence	13
Direction sports	Aqua-Glisse	Kibitzenau	990 989,95	0,00%	0,00	Compétence	13
Direction sports	Aqua-Glisse	Lingolsheim	530 735,48	0,00%	0,00	Compétence	13
Direction sports	Aqua-Glisse	Oberlin et Louvois	20 407,53	0,00%	0,00	Compétence	13
Direction sports	Aqua-Glisse	Ostwald Hardt Plans d'Eau	65 546,55	0,00%	0,00	Compétence	13
Direction sports	Aqua-Glisse	Patinoire	119 323,21	0,00%	0,00	Compétence	13
Direction sports	Aqua-Glisse	Secteur 1	282 622,14	0,00%	0,00	Compétence	13

Direction	Service	Unité comptable (L)	Montant	Taux ville	Rembt Ville	Mode de Calcul	N° fiche
Direction sports	Aqua-Glisse	Secteur 2	291 384,65	0,00%	0,00	Compétence	13
Direction sports	Aqua-Glisse	Section aménagement et patrimoniale	25 376,12	0,00%	0,00	Compétence	13
Direction sports	Patrimoine Sportif	Patrimoine Sportif	296 768,94	75,67%	224 572,27	Taux service	13
Direction sports	Patrimoine Sportif	Base technique Nord	440 537,68	90,00%	396 483,91	Taux calculé	13
Direction sports	Patrimoine Sportif	Base technique Ouest	631 352,63	90,00%	568 217,37	Taux calculé	13
Direction sports	Patrimoine Sportif	Base technique Sud	482 169,09	90,00%	433 952,18	Taux calculé	13
Direction sports	Patrimoine Sportif	Manifestations	198 802,25	90,00%	178 922,03	Taux calculé	13
Direction sports	Patrimoine Sportif	Département espaces extérieur	133 950,66	90,00%	120 555,59	Taux calculé	13
Direction sports	Patrimoine Sportif	Département logistique manifestation et transports	187 232,22	90,00%	168 509,00	Taux calculé	13
Direction sports	Patrimoine Sportif	Département gestion du patrimoine	53 966,37	65,00%	35 078,14	Taux calculé	13
Direction sports	Patrimoine Sportif	Secteur Nord expertise	102 486,90	65,00%	66 616,49	Taux calculé	13
Direction sports	Patrimoine Sportif	Secteur Ouest fluides et agrès	437 788,74	65,00%	284 562,68	Taux calculé	13
Direction sports	Patrimoine Sportif	Secteur Sud nettoyage et conciergerie	1 017 486,69	65,00%	661 366,35	Taux calculé	13
Direction sports	Patrimoine Sportif	Transports	224 461,92	65,00%	145 900,25	Taux calculé	13
Direction sports	Patrimoine Sportif	Wacken	168 746,72	65,00%	109 685,37	Taux calculé	13
Direction sports	Patrimoine Sportif	Centre nautique Schiltigheim	157 336,80	65,00%	102 268,92	Taux calculé	13
Direction sports	Patrimoine Sportif	Département technique piscine	169 719,82	65,00%	110 317,88	Taux calculé	13
Direction sports	Patrimoine Sportif	Hautepierre	116 167,71	65,00%	75 509,01	Taux calculé	13
Direction sports	Patrimoine Sportif	Kibitzenau	154 982,73	65,00%	100 738,77	Taux calculé	13
Direction sports	Patrimoine Sportif	Lingolsheim Ostwald Robertsau et Hardt	181 227,82	65,00%	117 798,08	Taux calculé	13
Direction sports	Vie Sportive	Vie Sportive	388 602,45	97,89%	380 419,86	Taux service	13
Direction sports	Vie Sportive	Manifestations de proximité/Rel étabt scolaires	15 981,73	100,00%	15 981,73	Compétence	13
Direction sports	Vie Sportive	Sport éducatif/ Sport durable	277 407,25	100,00%	277 407,25	Compétence	13
Direction sports	Vie Sportive	Sport Performance/Grandes manifestations	289 121,24	80,00%	231 296,99	Taux calculé	13
Direction sports	Vie Sportive	Sport solidaire/ Sport Citoyen	117 279,55	100,00%	117 279,55	Compétence	13
Direction sports	Vie Sportive	Territoire Centre/Nord	527 120,86	100,00%	527 120,86	Compétence	13
Direction sports	Vie Sportive	Territoire Ouest	638 312,84	100,00%	638 312,84	Compétence	13
Direction sports	Vie Sportive	Territoire Sud	788 141,33	100,00%	788 141,33	Compétence	13
Direction sports	Vie Sportive	Territoires	92 788,67	100,00%	92 788,67	Compétence	13
Cabinet eurométropole	Administration cabinet	Administration cabinet	331 961,91	50,00%	165 980,96	Taux partagé	
Cabinet eurométropole	Administration générale cabinet	Administration générale cabinet	695 690,06	50,00%	347 845,03	Taux partagé	
Cabinet eurométropole	Cabinet eurométropole	Cabinet eurométropole	861 507,64	20,00%	172 301,53	Taux calculé	
Cabinet eurométropole	Chauffeurs et voitures officielles	Chauffeurs et voitures officielles	132 266,81	50,00%	66 133,41	Taux partagé	
Cabinet eurométropole	SDE Territoire	SDE Territoire	403 048,90	50,00%	201 524,45	Taux partagé	
Cabinet eurométropole	SDE Transition Ecologique	SDE Transition Ecologique	382 151,37	50,00%	191 075,69	Taux partagé	
Cabinet eurométropole	SDE Vice-présidents / Santé	SDE Vice-présidents / Santé	496 751,79	50,00%	248 375,90	Taux partagé	
Cabinet eurométropole	Secrétariat particulier Maire Présidente	Secrétariat particulier Maire Présidente	278 982,59	50,00%	139 491,30	Taux partagé	
Elus eurométropole	Elus eurométropole	Secrétariat des groupes politiques	340 563,06	0,00%	0,00	Compétence	
			374 174 416,83	**57,93%**	**216 752 313,73**		

Retraitements		**-744 232,15**
374 174 416,83	**57,73%**	**216 008 081,58**

RAPPORT A LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

VILLE/EMS

Exercice 2025

Annexe 2

Fiches détaillées des Proratas calculés

Fiche de calcul n° 1

DIRECTION DE LA COMMUNICATION (hors Communication interne)

- **TAUX 2025 VILLE** 51,25%
- **DATE MISE À JOUR** Janvier 2026
- **SOURCE DES DONNEES** EGF/Direction des finances
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** *Fiche de calcul, requête BO*

MODE DE CALCUL

La direction de la communication gère les budgets de communication des deux administrations. Ceux-ci sont cependant individualisés en comptabilité. L'activité de la direction est donc évaluée en fonction du poids de chacune des deux collectivités, comme suit :

2025

Code Collectivité	Direction	Réalisé (*)	%
CUS	COMMUNICATION	1 044 442,45	48,75%
VDS	COMMUNICATION	1 097 925,37	51,25%
	Total	2 142 367,82	100,00%

(*) chiffres au 14/01/2026

- **HISTORIQUE**

année	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
taux Ville	56,97%	61,21%	63,28%	59,99%	58,69%	48,65%	50,65%	50,64%	53,01%	50,91%	51,25%

Fiche de calcul n° 2
Service Courrier

- **TAUX 2025 VILLE** 70,37%
- **DATE MISE À JOUR** Janvier 2026
- **SOURCE DE DONNÉES** *Extraction Logiciel Meternet*
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** *Direction des Ressources Logistiques*

Depuis la commission mixte paritaire du 14/12/2018, la répartition se fait en fonction des dépenses liées à l'affranchissement et à l'envoi de courriers, pondérées du taux Ville-EMS de chaque direction.

MODE DE CALCUL

DIRECTION	Dépenses	% VILLE	REMBT	Remarque
ACCOMPAGNEMENT DES PROJETS, DES INNOVATIONS ET DES	345,07	50,00%	172,54	
ARCHITECTURE ET PATRIMOINE	2 566,15	61,41%	1 575,79	
AUTRES	82,44	58,84%	48,51	TGR 2024
CABINET - ELU	4 482,24	50,00%	2 241,12	
COMMANDE PUBLIQUE RESPONSABLE	334,44	38,10%	127,42	
COMMUNICATION	10 243,01	50,92%	5 215,74	
CULTURE	23 840,03	80,72%	19 242,50	hors archives
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET ATTRACTIVITE	1 425,38	14,37%	204,88	
DIRECTION GENERALE DES SERVICES	1 870,08	50,00%	935,04	
EAU ET RISQUES ENVIRONNEMENTAUX	15 747,33	0,00%	0,00	
ENFANCE ET EDUCATION	17 914,49	100,00%	17 914,49	
ESPACES PUBLICS ET NATURELS	12 625,65	38,71%	4 887,03	
EVENEMENT ET VIE ASSOCIATIVE	62,05	100,00%	62,05	
FINANCES	69,91	51,15%	35,76	
MISSIONS TRANSFO. DEMOCRATIQUE EUROPE TERRITOIRES ET PREV	650,83	71,21%	463,44	
MISSIONS TRANSFORMATION ECOLOGIQUE ET ECONOMIQUE	162,81	14,39%	23,43	
MOBILITES	2 127,21	17,53%	372,86	
NUMERIQUE - SYSTEMES D'INFORMATION	218,81	58,11%	127,15	taux direction 2024
PARTICIPATION CITOYENNE	93,19	75,00%	69,89	
POPULATION, ELECTIONS ET CULTES	137 484,72	97,63%	134 220,98	
PROPRETE ET GESTION DES DECHETS	8 106,40	0,00%	0,00	
REGLEMENTATION URBAINE	6 985,71	95,41%	6 664,79	
RELATIONS EUROPEENNES, INTERNATIONALES ET	607,03	76,69%	465,53	
RESSOURCES HUMAINES	68 783,11	58,84%	40 472,71	TGR 2024
RESSOURCES LOGISTIQUES	2 418,07	39,52%	955,61	taux direction 2024
SECURITE	621,87	66,16%	411,40	
SOLIDARITE SANTE JEUNESSE	58 305,46	78,43%	45 730,50	
SPORTS	1 504,18	42,78%	643,50	
TERRITOIRES	80,43	75,00%	60,32	
TRANSITION ENERGIE CLIMAT	331,84	23,00%	76,31	
URBANISME ET TERRITOIRES	29 904,06	17,02%	5 090,96	
TOTAL	**409 994,00**	**70,37%**	**288 512,26**	

- **HISTORIQUE**

année	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
taux Ville	50%	50%	50%	66,99%	72,15%	71,06%	71,69%	71,86%	69,46%	71,20%	70,37%

Fiche de calcul n° 3
Service des Médiathèques

- **TAUX 2025 VILLE** 47,49 %
- **DATE MISE À JOUR** Janvier 2026
- **SOURCE DE DONNÉES** Direction des Ressources Humaines
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** *Net RH*

MODE DE CALCUL

La répartition s'effectue en fonction des compétences municipales et métropolitaines :
- le réseau des médiathèques de la Ville est 100% Ville ;
- le réseau des médiathèques de l'Eurométropole est 100% EMS ;
- les services support (administration générale du service, communication, ressources, etc.) sont répartis en fonction du prorata de la masse salariale des médiathèques municipales/métropolitaines.

Pour 2025, le taux Ville du service des médiathèques est ainsi de :

Structure 5 (L)	Unité comptable (L)	Somme de Montant salarial et employeur	Taux ville	Rembt Ville
Médiathèques	Accueil, information, actualités	850 850,10	47,49%	404 066,60
Médiathèques	Action culturelle	251 164,57	47,49%	119 277,43
Médiathèques	Administration finances	95 744,99	47,49%	45 469,06
Médiathèques	Communication	158 809,69	47,49%	75 418,33
Médiathèques	Informatique	119 059,93	47,49%	56 541,27
Médiathèques	Pôle patrimoine et illustrations	476 671,63	47,49%	226 370,18
Médiathèques	Médiathèques	508 291,40	47,49%	241 386,33
Médiathèques	Ressources humaines	125 956,21	47,49%	59 816,29
Médiathèques	Pôle mobile	42 751,16	47,49%	20 302,42
Médiathèques	Conservation préventive et curative	164 061,97	47,49%	77 912,62
Médiathèques	Coordination bibliographique	63 122,36	47,49%	29 976,65
Médiathèques	Département médiation et communication	60 908,52	47,49%	28 925,31
Médiathèques	Département ressources	76 585,49	47,49%	36 370,26
Médiathèques	Département système d'information et évaluation	137 445,53	47,49%	65 272,54
Médiathèques	Bibliobus	102 225,53	100,00%	102 225,53
Médiathèques	Bibliothèque - multimédia	432 093,02	100,00%	432 093,02
Médiathèques	Bibliothèque - secteur adultes	741 180,45	100,00%	741 180,45
Médiathèques	Bibliothèque - secteur jeunes	420 769,37	100,00%	420 769,37
Médiathèques	Cronenbourg	345 622,95	100,00%	345 622,95
Médiathèques	Elsau	183 069,09	100,00%	183 069,09
Médiathèques	Hautepierre	393 254,56	100,00%	393 254,56
Médiathèques	Meinau	463 945,87	100,00%	463 945,87
Médiathèques	Mélanie de Pourtalès	380 759,71	100,00%	380 759,71
Médiathèques	Neudorf	872 172,56	100,00%	872 172,56

Médiathèques	Neuhof	324 454,01	100,00%	324 454,01
Médiathèques	Olympe de Gouges	250 475,16	100,00%	250 475,16
Médiathèques	Territoire Centre	50 509,56	0,00%	0,00
Médiathèques	Territoire Nord	82 646,28	0,00%	0,00
Médiathèques	Territoire Sud/Ouest	65 451,23	0,00%	0,00
Médiathèques	Simone Veil	751 282,67	0,00%	0,00
Médiathèques	Frida Kahlo	787 549,01	0,00%	0,00
Médiathèques	Gisèle Halimi	726 941,59	0,00%	0,00
Médiathèques	Département collections	118 869,88	0,00%	0,00
Médiathèques	Arts	619 717,30	0,00%	0,00
Médiathèques	André Malraux	80 683,62	0,00%	0,00
Médiathèques	Monde et société	396 447,13	0,00%	0,00
Médiathèques	Jeunesse	538 904,55	0,00%	0,00
Médiathèques	Langues et littérature	509 449,95	0,00%	0,00
Médiathèques	Médiation numérique	47 658,31	0,00%	0,00
Médiathèques	Sciences et loisirs	325 037,77	0,00%	0,00
Médiathèques	Bâtiments	327 948,51	0,00%	0,00
		13 470 543,19	**47,49%**	**6 397 127,56**

- **HISTORIQUE**

année	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
taux Ville	50,48%	49,92%	51,36%	50,83%	49,86%	48,36%	46,63%	47,56%	46,52%	47,18%	47,49%

Fiche de calcul n° 4
SERVICE DES ACHATS ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE

- **TAUX 2025 VILLE** 33,86 %
- **DATE MISE À JOUR** Janvier 2026
- **SOURCE DE DONNÉES** Service des Achats et de la Commande Publique
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** *Extraction application Marco*

MODE DE CALCUL

Le service des achats et de la commande publique est un service support qui instruit les marchés des deux collectivités. La répartition de l'activité du service pour le compte de chaque collectivité s'évalue à partir du nombre de procédures publiées sur l'année. Les données sont extraites du logiciel Marco, dans lequel sont saisis l'ensemble des marchés traités par le SACP (MAPA 3, MAPA 4 et procédures formalisées) et hors DAP et DEPN* :

	EMS	Ville	
janvier	15	8	
février	16	4	
mars	14	12	
avril	7	2	
mai	9	3	
juin	10	4	
juillet	9	6	
août	10	5	
septembre	9	5	
octobre	11	6	
novembre	9	7	
décembre	6	2	
Total	125	64	189
%	66,1375661	33,8624339	

* à l'exception des services Voies publiques, Espaces verts et de nature, Mobilités dont les procédures sont également gérées par le SACP.

Année	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2023	2024	2025
Taux Ville	47,38 %	38,89 %	34,64 %	30,93 %	30,92 %	25 %	37,17 %	37,17 %	28,50 %	33,86 %

Fiche de calcul n° 5

DIRECTION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

- **Constructions**

➢ **TAUX 2025 VILLE**	61,41%
➢ **DATE MISE À JOUR**	Janvier 2026
➢ **SOURCE DE DONNÉES**	e-GF / Direction des Finances
➢ **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS**	*Fiche de calcul, requête BO*

MODE DE CALCUL

La direction de la Construction et du Patrimoine bâti assure la construction, la rénovation et l'entretien des bâtiments publics appartenant à la Ville et à l'Eurométropole.

La méthode de calcul retenue depuis 2010 repose sur les poids des investissements respectifs de cette direction par collectivité sur trois années glissantes.
Il en découle le tableau suivant* :

Direction de la construction (CP%) hors Maintenant Bâtiment (CP72) et hors projet Wacken (AP0174 en VDS et AP0175/AP0301 en EMS)

Code collectivité	Consommé net dépenses	% VDS / EMS
CUS	214 492 424,81	52,97%
VDS	190 442 170,98	47,03%
	404 934 595,79	**100,00%**

* chiffres au 15/01/20266

Ce pourcentage est pris en compte pour les service de la direction, hormis les services Maintenance bâtiment, Gestion et inventaire du patrimoine bâti et Énergie et patrimoine.

➢ **HISTORIQUE**

année	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
taux Ville	54,65%	50,08%	47,08%	46,71%	52,08%	57,69%	68,57%	70,01%	61,41%	63,05%	61,41%

- **Maintenance bâtiment**

En 2025, SMB a enregistré un total de 7 564 interventions de maintenance et de dépannage réparties de la façon suivante :

- **20,03%** pour le compte de l'**EMS**
- **79,97%** pour la **Ville**

- **Gestion et inventaire du patrimoine bâti**

Ce service, rattaché à la Direction de la Construction et du Patrimoine bâti en 2016, s'occupe de l'entretien et de la location des immeubles du patrimoine privé de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg.

compétence	Nombre de UL	
Eurométropole de Strasbourg	**434**	53,78%
Ville de Strasbourg	**373**	46,22%
Total général	**863**	

Répartition effectuée hors HM et hors comptabilisation des logements de fonction et des locaux mis à disposition d'associations ou d'instituteurs dans le patrimoine scolaire.

- **Service énergie patrimoine**

La réunion de la commission mixte paritaire méthodologique du 15 mai 2023 a validé une répartition de ce nouveau service à 65% Ville et 35% EMS, lié au métrage de propriété de chaque collectivité.

SHON (m2)		
EMS	579 291	35%
Ville	1 081 417	65%
TOTAL	1 660 708	

Fiche de calcul n° 6

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET DE L'ATTRACTIVITE

- **TAUX 2025 VILLE** 14,08%
- **DATE MISE À JOUR** Janvier 2026
- **SOURCE DES DONNEES** Direction du développement économique et de l'attractivité
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** *Net RH - Répartition de la charge de travail par service et sous-service*

MODE DE CALCUL

La commission mixte paritaire qui s'est réunie le 17 octobre 2013 a décidé des éléments suivants :
Service Enseignement supérieur, recherche et innovation : **94% EMS – 6 % Ville**. Soit 100% EMS sauf pour la partie vie étudiante.
Service Emploi et Économie solidaire : **58% EMS et 42% Ville**.
Service Économie résidentielle et productive : **100% EMS**.
Direction : la masse salariale de la direction qui n'est pas rattachée à un service est répartie en fonction du prorata des services.

Soit :

Unité comptable (L)	Masse salariale	Taux ville	Rembt Ville
Direction développement économique et attractivité	1 177 593,57	14,37%	169 262,48
Economie Résidentielle et Productive	842 417,17	0,00%	0,00
Emploi et économie solidaire	765 516,29	42,00%	321 516,84
Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation	1 079 573,48	6,00%	64 774,41
	3 865 100,51	**14,37%**	**555 553,73**

- **HISTORIQUE**

année	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
taux Ville	15,34%	15,14%	14,02%	17,47%	17,78%	15,42%	15,90%	15,55%	15,68%	14,08%	14,37%

Fiche de calcul n° 7
MOBILITE/ ESPACES PUBLICS ET NATURELS

- **Services Administration générale et ressources**

  - **TAUX 2025 VILLE** 36,28%
  - **DATE DE MISE À JOUR** Janvier 2026
  - **DOCUMENTS DE REFERENCE** Détail par secteurs

MODE DE CALCUL

Suite à la réunion de la commission mixte paritaire méthodologique du 22 juin 2018, le taux du service dépend de la moyenne des taux des autres services des deux directions (voir ci-dessous).

Le taux 2025 Ville est de 36,28%.

HISTORIQUE

année	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
taux Ville				45,80%	46,47%	47,31%	44,86%	42,93%	41,11%	39,00%	36,28%

- **Initialisation, suivi et aménagements spécifiques**

  - **TAUX 2025 VILLE** 38,71%
  - **DATE DE MISE À JOUR** Janvier 2026
  - **DOCUMENTS DE REFERENCE** Détail par secteurs

MODE DE CALCUL

Suite à la réunion de la commission mixte paritaire méthodologique du 22 juin 2018, le taux du service dépend de la moyenne des taux des autres services de la direction des espaces publics et naturels.

Le taux 2025 Ville est de 38,71%.

HISTORIQUE

année	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
taux Ville				45,80%	46,47%	47,31%	44,86%	42,93%	44,34%	41,90%	38,71%

- **Services Aménagement de l'espace public**

  - **TAUX 2025 VILLE** 4,97%
  - **DATE DE MISE À JOUR** Janvier 2026
  - **DOCUMENTS DE REFERENCE** Détail par secteurs

MODE DE CALCUL

Suite à la réunion de la commission mixte paritaire méthodologique du 22 juin 2018, le service est réparti de la manière suivante :

***Communes Nord et Communes Sud* :** 100% EMS

Communes Sud-ouest et Communes Centre Nord-est : affectation Ville-EMS en fonction du réalisé e-GF (par programmes prédéfinis). La part ville correspond aux espaces verts et à l'éclairage public sur la Ville de Strasbourg. Celle-ci s'élève à 9,88 % en 2025.

La ***cellule de gestion administrative et technique*** ainsi que le reste du service sont répartis au taux du service.

Il en résulte les éléments chiffrés suivants :

Unité comptable	Masse salariale	Taux Ville	Rembt Ville
Aménagement de l'espace public	249 429,41	4,97%	12 395,85
Cellule technique	13 588,20	4,97%	675,29
Département Aménagement Communes Nord	315 481,17	0,00%	0,00
Département Aménagement Communes Sud	326 490,01	0,00%	0,00
Département Aménagement Strasbourg Centre Nord Est	353 163,71	9,88%	34 884,09
Département Aménagement Strasbourg Sud Ouest	296 887,17	9,88%	29 325,32
	1 555 039,67	**4,97%**	**77 280,55**

HISTORIQUE

année	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
taux Ville			4,10%	6,89%	10,26%	14,15%	11,76%	8,14%	5,96%	9,00%	4,97%

- **Services aménagements structurants et hydraulique**

  - **TAUX 2025 VILLE** 3,94%
  - **DATE DE MISE À JOUR** Janvier 2026
  - **DOCUMENTS DE REFERENCE** Détail par secteurs

MODE DE CALCUL

Le service, qui est une création de 2023, reprend les sous-services déjà existants et analysés en 2018. Il est réparti de la manière suivante :

Réseau Eau & Assainissement : 100% EMS avec affectation EAU/ASS identique à celle des réseaux AEP.
Schéma directeur assainissement : 100% EMS et 100% affecté à l'assainissement.
Les **autres sous-services** sont répartis au prorata du réalisé e-GF par collectivités selon des programmes prédéfinis. En 2025, cette répartition s'est élevée à 8,25 % pour la ville.
Le reste du service est réparti au taux du service.

Il en résulte les éléments chiffrés suivants :

Unité comptable	Masse salariale	Taux Ville	Rembt Ville
Aménagements structurants et hydrauliques	199 453,07	3,94%	7 865,60
Département Aménagements Urbains	387 629,65	8,25%	31 972,43
Département Grands Projets	504 124,03	8,25%	41 581,10
Département Réseau Eau Assainissement - Cellule technique	161 506,09	0,00%	0,00
Département Réseau Eau Assainissement	424 998,14	0,00%	0,00
Département Schéma Directeur d'Assainissement	386 885,51	0,00%	0,00
	2 064 596,49	**3,94%**	**81 419,13**

HISTORIQUE

année	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
taux Ville									5,72%	3,02%	3,94%

- **Services Ingénierie urbaine**

  - **TAUX 2025 VILLE** 7,46%
  - **DATE DE MISE À JOUR** Janvier 2026
  - **DOCUMENTS DE REFERENCE** Détail par secteurs

MODE DE CALCUL

Suite à la réunion de la commission mixte paritaire méthodologique du 22 juin 2018, le service est réparti de la manière suivante :

Maîtrise d'œuvre Eau & Assainissement : 100% EMS avec affectation EAU/ASS identique à celle des réseaux AEP.
Les **autres départements** sont répartis au même prorata que les réalisés e-GF par collectivités, au même titre que certains sous-services AEP (9,88 % ville).
Le département ***Maîtrise d'œuvre Aménagement de proximité*** et le reste du service sont répartis au taux du service.

Il en résulte les éléments chiffrés suivants :

Unité comptable	Masse salariale	Taux Ville	Rembt Ville
Ingénierie Urbaine	297 431,00	7,46%	22 190,24
Département maîtrise d'œuvre aménagement de proxim	502 125,34	7,46%	37 461,73
Cellule topographie géoréférencement des réseaux	226 350,08	9,88%	22 357,95
Département espaces publics et paysage	678 141,80	9,88%	66 984,11
Département infrastructures et projets paysage	928 230,66	9,88%	91 686,88
Département maîtrise d'œuvre eau et assainissement	735 003,25	0,00%	0,00
Département MOE éclairage signalisation nvlle tech	436 071,14	9,88%	43 073,35
	3 803 353,27	**7,46%**	**283 754,26**

HISTORIQUE

année	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
taux Ville			19,54%	27,05%	28,65%	28,65%	24,98%	19,63%	10,41%	14,91%	7,46%

Espaces verts et de nature

- **TAUX 2025 VILLE** 81,59%
- **DATE DE MISE À JOUR** Janvier 2026
- **DOCUMENTS DE REFERENCE** Répartition Ville/EMS des postes du Service Espaces verts

MODE DE CALCUL

Suite à la réunion de la commission mixte paritaire méthodologique du 22 juin 2018, le service est réparti de la manière suivante :

Jardins familiaux : 100% Ville
Espaces verts urbains : il s'occupe entre autre de l'élagage des arbres, qui est de compétence EMS. Le temps de travail de cette compétence est estimé à 10%. Il était beaucoup plus élevé il y a quelques années, mais cette compétence fait l'objet d'une externalisation forte. La répartition proposée est 90% Ville/10% EMS.
Arbres : estimé à 50% Ville et 50% EMS, hormis le secteur arbres d'alignement, de compétence EMS. Par conséquent, il est proposé de retenir un taux de 40% pour la Ville.
Les autres départements relèvent des fonctions support du service et sont répartis au taux du service.

Il en résulte les éléments chiffrés suivants :

Unité comptable	Masse salariale	Taux Ville	Rembt Ville
Espaces verts et de nature	328 921,63	81,59%	268 373,39
Département bureau appui logistique BGTAL	1 235 695,45	81,59%	1 008 227,34
Département bureau études stratégies géoinformatiq	311 515,90	81,59%	254 171,73
Département espaces naturels	1 611 219,93	81,59%	1 314 624,88
Département arbres	1 360 366,12	40,00%	544 146,45
Département espaces verts urbains	5 452 558,26	90,00%	4 907 302,43
Département jardins familiaux	583 141,24	100,00%	583 141,24
	10 883 418,53	**81,59%**	**8 879 987,46**

- **HISTORIQUE**

année	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
taux Ville	84,19%	84,14%	83,33%	84,41%	84,42%	84,44%	84,81%	85,18%	85,41%	82,19%	81,59%

- **Voies publiques**

➢ **TAUX 2025 VILLE**	13,53%
➢ **DATE DE MISE À JOUR**	Janvier 2026
➢ **DOCUMENTS DE REFERENCE**	Suivi de l'activité du service

MODE DE CALCUL

Le service voies publiques réalise l'entretien et l'exploitation du réseau de la voirie métropolitaine, des équipements et de la signalisation statique, du jalonnement et du mobilier urbain métropolitain et du réseau de l'éclairage public et des illuminations de la Ville de Strasbourg. Il intervient donc au titre de compétences métropolitaines, à l'exception de l'éclairage public qui est une compétence municipale :

Unité comptable	Masse salariale	Taux Ville	Rembt Ville
Voies publiques	285 689,97	13,53%	38 659,62
Département éclairage public	1 163 526,61	100,00%	1 163 526,61
Département équipement de la rue	878 294,31	0,00%	0,00
Département exploit et interventions interurbaines	2 316 036,97	0,00%	0,00
Département ingénierie et gestion du patrimoine	816 171,19	0,00%	0,00
Département laboratoire voirie	529 228,87	0,00%	0,00
Département ouvrages d'art	648 914,85	0,00%	0,00
Département voirie urbaine	2 246 149,12	0,00%	0,00
	8 884 011,89	**13,53%**	**1 202 186,23**

➢ **HISTORIQUE**

année	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
taux Ville	26,12%	25,07%	22,51%	22,47%	21,81%	21,55%	19,19%	17,30%	16,17%	14,61%	13,53%

Stratégie et gestion du stationnement

- **TAUX 2025 VILLE** 70,54%
- **DATE DE MISE À JOUR** Janvier 2026
- **DOCUMENTS DE REFERENCE** Suivi de l'activité du service

MODE DE CALCUL

Suite à la réunion de la commission mixte paritaire méthodologique du 22 juin 2018, il a été décidé de revoir les critères de répartition de ce service.
Le service Stratégie et gestion du stationnement est réparti entre la gestion des résidents (à 100% Ville) et la stratégie du stationnement. Cette dernière englobe une cellule ressources qui s'occupe notamment du versement transport (de compétence métropolitaine). Le reste du sous-service est réparti à parts égales entre la Ville et l'EMS. La répartition finale est donc à **60% EMS et 40% Ville**.

Il en résulte les éléments chiffrés suivants :

Unité comptable	Masse salariale	Taux Ville	Rembt Ville
Service Stratégie et Gestion du Stationnement	239 915,93	70,54%	169 225,61
Département Gestion des Résidents	309 716,94	100,00%	309 716,94
Département Stratégie du Stationnement	298 856,39	40,00%	119 542,56
	848 489,26	**70,54%**	**598 485,10**

- **HISTORIQUE**

année	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
taux Ville	100%	100%	100%	72,90%	71,20%	77,77%	57,61%	74,98%	70,96%	70,31%	70,54%

- ## Planification et organisation des mobilités, aménagement tramway et autorité organisatrice des transports collectifs

- **TAUX 2025 VILLE** 0%
- **DATE DE MISE À JOUR** Janvier 2026
- **DOCUMENTS DE REFERENCE** Suivi de l'activité du service

Les trois services restants de la direction des mobilités relèvent de compétences exclusivement métropolitaines.

Fiche de calcul n° 8

SERVICE COMPTABILITE

- **TAUX 2025 VILLE** 52,12%
- **DATE MISE À JOUR** Janvier 2026
- **SOURCE DES DONNEES** e-GF
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** *Fiche de calcul, requête BO*

MODE DE CALCUL

L'activité du service de la comptabilité est répartie en fonction du nombre total de mandats et de titres émis sur l'exercice comptable concerné* :

Exercice Budgetaire ConsoN
2025

Code Collectivité C	Nombre Titre et Mandat	%
CUS	55 697	47,88%
VDS	60 626	52,12%
Somme :	116 323	100,00%

*chiffres au 15/01/2025

- **HISTORIQUE**

année	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
taux Ville	46,81%	47,32%	46,85%	47,48%	47,79%	50,09%	50,74%	49,58%	49,74%	52,85%	52,85%	52,12%

Fiche de calcul n° 9

DIRECTION RELATIONS EUROPEENNES, INTERNATIONALES ET TRANSFRONTALIERES

- **TAUX 2025 VILLE** 76,69%
- **DATE MISE À JOUR** Janvier 2026
- **SOURCE DES DONNÉES** Direction relations européennes, internationales et transfrontalières
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** Fiche de calcul, requête BO

MODE DE CALCUL

La répartition avant 2013 de la masse salariale Ville de Strasbourg / EMS résultait d'une ventilation approximative par agents, en fonction de leur temps de travail estimé, pour le compte de l'EMS ou de la Ville.

Suite à la réunion de la Commission Mixte paritaire le 17 octobre 2013, il a été décidé que désormais la masse salariale de la DREI se calculerait au prorata des dépenses effectuées pour le compte de la Ville et de l'EMS (hors contribution versée au GECT sur le budget EMS).

Il en résulte le taux suivant :

Code collectivité	Consommation 2025 (*)	%
CUS	428 030,15	23,31%
VDS	1 407 982,7	76,69%
TOTAL	1 836 012,85	100,00%

(*) au 15/01/2026

- **HISTORIQUE**

année	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
taux Ville	85,23%	86,18%	85,99%	86,43%	88,14%	83,48%	83,54%	76,42%	84,79%	76,25%	76,69%

Fiche de calcul n° 10

SERVICE IMPRIMERIE REPROGRAPHIE

- **TAUX 2025 VILLE** 56,48%
- **DATE MISE À JOUR** Janvier 2026
- **SOURCE DES DONNEES** Service Imprimerie-reprographie
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** *Logiciel de suivi de la reprographie*

Le service est réparti en fonction des dépenses de reprographie des différentes directions et au prorata de leur taux Ville-EMS.

Délégation / direction	Enveloppe 2025	Conso réelle 2025	%VILLE	Rembt Ville
1. Direction générales des services				
Assemblées	91 000,00 €	81 465,54 €	50,00%	40 732,77 €
Direction Admin. de la DGS	4 500,00 €	3 932,23 €	50,00%	1966,115
Protocole	27 400,00 €	18 305,19 €	63,85%	11687,8638
Juridique	0,00 €	3 035,12 €	50,00%	1517,56
2. Accompagnement humain, ressources et patrimoine				
Achat et commande publique	0,00 €	13,00 €	33,86%	4,40
Administration des ressources humaines	7 000,00 €	3 913,19 €	58,64%	2 294,69
Administration générale et ressources de la DAP	0,00 €	51,63 €	61,41%	31,70
Approvisionnements, énergies et qualité	500,00 €	344,35 €	50,00%	172,18
Budget et programmation	5 500,00 €	8 731,67 €	50,00%	4 365,84
Constructions culturelles sociales et administrati	3 000,00 €	2 772,33 €	47,03%	1 303,83
Constructions enfance - éducation - sport	7 000,00 €	18 878,94 €	47,03%	8 878,77
Direction Admin. de la DAP	0,00 €	3 732,97 €	61,41%	2 292,30
Direction Admin. de la DAPIE	0,00 €	2 800,27 €	50,00%	1 400,14
Direction Admin. de la DF	0,00 €	2 189,11 €	51,15%	1 119,73
Direction Admin. de la DRH	0,00 €	18,36 €	58,64%	10,77
Direction Admin. de la DRL	1 000,00 €	4 795,41 €	39,52%	1 895,15
Direction de la communication	250 000,00 €	195 899,24 €	51,26%	100 417,95
Direction du numérique et des systèmes d'informati	875,00 €	687,72 €	58,11%	399,64
Emploi et développement des compétences	8 000,00 €	14 025,67 €	58,64%	8 224,65
Gestion et inventaire du patrimoine bâti	0,00 €	14,60 €	46,22%	6,75
Imprimerie	0,00 €	4 080,44 €	45,93%	1 874,15
Ingénierie de la construction	4 000,00 €	849,24 €	47,03%	399,40
Maintenance bâtiment	0,00 €	632,66 €	79,97%	505,94
Médecine du travail	0,00 €	205,36 €	58,64%	120,42
Moyens généraux	5 500,00 €	12 268,11 €	57,77%	7 087,29
Parc véhicules et ateliers	500,00 €	1 768,84 €	23,59%	417,27
Partenariats	0,00 €	4 756,90 €	50,00%	2 378,45
Pilotage RH	15 000,00 €	16 377,93 €	58,64%	9 604,02
Service social du travail	0,00 €	125,31 €	58,64%	73,48
Prévention au travail	0,00 €	812,31 €	58,64%	476,34
Innovation et transformation numérique	0,00 €	3 651,27 €	58,11%	2 121,80
Relations aux utilisateurs de la DNSI	875,00 €	49,58 €	58,11%	28,81
Système d'information métiers	875,00 €	101,10 €	58,11%	58,75
Infrastructures des usages du système d'informatio	875,00 €	117,88 €	58,11%	68,50

3. Transformation démocratique, Europe, territoires et prévention				
Dir. territoire - Conseil des XV, Bourse, Esplanad	10 200,00 €	7 528,51 €	75,00%	5 646,38 €
Dir. territoire - Cronenbourg, Hautepierre, Poteri	18 300,00 €	7 217,05 €	75,00%	5 412,79 €
Dir. territoire - Gare, Kléber, Centre	3 400,00 €	2 558,49 €	75,00%	1 918,87 €
Dir. territoire - Koenigshoffen, Montagne Verte, E	5 400,00 €	4 017,34 €	75,00%	3 013,01 €
Dir. territoire - Neudorf, Port du Rhin	5 300,00 €	2 996,49 €	75,00%	2 247,37 €
Dir. territoire - Neuhof, Meinau	7 000,00 €	7 781,56 €	75,00%	5 836,17 €
Dir. territoire - Robertsau	4 000,00 €	1 714,50 €	75,00%	1 285,88 €
Direction Admin. de la DI	3 000,00 €	729,00 €	75,00%	546,75 €
Direction Admin. de la DPC	6 600,00 €	11 677,77 €	75,00%	8 758,33 €
Direction Admin. de la DREI	30 000,00 €	17 928,12 €	75,00%	13 446,09 €
Direction Admin. de la DTE	1 400,00 €	496,22 €	75,00%	372,17 €
Domaine public	2 500,00 €	2 008,08 €	100,00%	2 008,08 €
Hygiène et santé environnementale	3 000,00 €	5 744,83 €	90,00%	5 170,35 €
Police municipale	3 300,00 €	1 668,71 €	100,00%	1 668,71 €
Prévention urbaine	5 000,00 €	2 993,13 €	5,00%	149,66 €
SIRAC	4 200,00 €	7 207,64 €	0,00%	0,00 €
Surveillance de la voie publique	0,00 €	5,45 €	100,00%	5,45 €
4. Transformation écologique et économique				
Administration générale et ressources de la DEPN	184 000,00 €	193 352,41 €	38,71%	74 846,72
Administration générale et ressources de la DPGD	5 050,00 €	65 815,32 €	0,00%	0,00
Aménagement de l'espace public	1 500,00 €	1 740,63 €	4,97%	86,52
Aménagement du territoire et Projets urbains	48 200,00 €	42 417,22 €	31,59%	13 398,16
Aménagements Structurants et Hydrauliques	2 500,00 €	2 983,13 €	3,94%	117,67
Aménagements tramway	20 700,00 €	4 100,77 €	0,00%	0,00
Collecte et valorisation des déchets	10 500,00 €	4 287,58 €	0,00%	0,00
Conduite des projets d'aménagement	4 560,00 €	7 099,48 €	35,10%	2 491,92
Coopérations et animation des transitions	14 900,00 €	6 810,17 €	40,00%	2 724,07
Développt industrie Commerce Artisanat & zones d'a	24 400,00 €	1 171,70 €	0,00%	0,00
Direction Admin. de la DDEA	5 142,00 €	13 037,04 €	4,26%	555,67
Direction Admin. de la DERE	0,00 €	205,49 €	0,00%	0,00
Direction Admin. de la DM	0,00 €	440,00 €	17,53%	77,12
Direction Admin. de la DPGD	0,00 €	1 163,99 €	0,00%	0,00
Direction Admin. de la DUT	25 700,00 €	31 922,85 €	17,02%	5 433,93
Eau et assainissement	0,00 €	6 723,08 €	0,00%	0,00
Emploi et économie solidaire	4 000,00 €	2 102,54 €	42,00%	883,07
Energie et territoire	600,00 €	3 643,25 €	0,00%	0,00
Enseignement supérieur recherche et innovation	4 300,00 €	5 777,02 €	6,00%	346,62
Espaces verts et de nature	13 000,00 €	11 324,46 €	81,59%	9 239,63
Géomatique et connaissance du territoire	590,00 €	353,23 €	0,00%	0,00
Gestion et prévention des risques environnementaux	550,00 €	1 279,28 €	0,00%	0,00
Habitat	10 000,00 €	3 778,61 €	0,00%	0,00
Ingénierie urbaine	700,00 €	416,80 €	7,46%	31,09
Initialisation, suivi et aménagements spécifiques	5 500,00 €	4 226,85 €	7,46%	315,32
Pilotage Climat Air	13 500,00 €	17 686,78 €	30,00%	5 306,03
Planification et organisation des mobilités	0,00 €	2 619,73 €	0,00%	0,00
Police du bâtiment	12 200,00 €	1 599,50 €	28,23%	451,53
Politique foncière et immobilière	750,00 €	838,92 €	19,05%	159,78
Propreté urbaine	3 000,00 €	1 800,92 €	0,00%	0,00
Stratégie et Gestion du Stationnement	2 000,00 €	1 158,50 €	70,54%	817,15
Voies publiques	2 800,00 €	888,26 €	13,53%	120,20

5. Transformation sociale et sociétale				
Accueil de la population	5 500,00 €	2 384,29 €	100,00%	2 384,29 €
Action sociale de proximité	3 000,00 €	4 936,35 €	100,00%	4 936,35 €
Administration générale et ressources de la DEE	500,00 €	1 175,97 €	100,00%	1 175,97 €
Administration générale et ressources de la DSSJ	6 500,00 €	13 934,12 €	79,17%	11 031,73 €
Aqua-glisse	9 650,00 €	7 423,10 €	0,00%	0,00 €
Archives	4 200,00 €	7 459,42 €	58,64%	4 374,20 €
Conservatoire	6 700,00 €	11 852,06 €	100,00%	11 852,06 €
Cultes	1 800,00 €	16,09 €	100,00%	16,09 €
Direction Admin. de la DC	62 300,00 €	67 923,60 €	80,72%	54 824,60 €
Direction Admin. de la DEE	14 420,00 €	24 031,18 €	100,00%	24 031,18 €
Direction Admin. de la DPEC	0,00 €	522,60 €	97,63%	510,19 €
Direction Admin. de la DS (sports)	0,00 €	8 542,81 €	42,78%	3 654,67 €
Direction Admin. de la DSSJ	8 000,00 €	12 412,63 €	79,17%	9 827,16 €
Etat civil et élections	50 000,00 €	19 694,16 €	100,00%	19 694,16 €
Evènements	2 900,00 €	12 358,53 €	100,00%	12 358,53 €
Famille et petite enfance	3 200,00 €	11 456,08 €	100,00%	11 456,08 €
Funéraire	700,00 €	1 116,97 €	100,00%	1 116,97 €
Gens du voyage	0,00 €	145,40 €	0,00%	0,00 €
Inscriptions et scolarité	4 600,00 €	5 392,93 €	100,00%	5 392,93 €
Investigation et accompagnement en milieu ouvert	0,00 €	437,90 €	100,00%	437,90 €
Jeunesse, éducation populaire et vie associative	3 600,00 €	9 498,37 €	100,00%	9 498,37 €
Lutte contre l'exclusion - CCAS	7 500,00 €	16 043,49 €	11,09%	1 779,22 €
Médiathèques	47 600,00 €	45 198,93 €	47,49%	21 464,86 €
Musées	113 000,00 €	107 898,29 €	100,00%	107 898,29 €
Oeuvre Notre-Dame	11 000,00 €	1 797,31 €	100,00%	1 797,31 €
Patrimoine enfance et éducation	1 980,00 €	6 938,59 €	100,00%	6 938,59 €
Patrimoine sportif	0,00 €	493,18 €	75,67%	373,20 €
Périscolaire et éducatif	16 300,00 €	21 309,96 €	100,00%	21 309,96 €
Santé Autonomie	24 400,00 €	36 473,14 €	99,09%	36 140,11 €
TAPS	3 200,00 €	17 162,20 €	100,00%	17 162,20 €
Vie sportive	9 650,00 €	17 300,59 €	97,89%	16 936,30 €
CABINET	4 000,00 €	936,79 €	50,00%	468,40 €
GROUPE POLITIQUE	2 500,00 €	912,19 €	0,00%	0,00 €
Enveloppe 2025 / réalisé 2025	**1 560 000**	**1 433 621**	56,48%	809 667,50 €

- **HISTORIQUE**

année	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
taux Ville	63,90%	57,71%	59,10%	65,24%	60,54%	62,23%	57,14%	57,83%	57,83%	57,83%	45,93%	56,48%

Fiche de calcul n°11
PVA

- **TAUX 2025 VILLE** 25,76%
- **DATE MISE À JOUR** Janvier 2026
- **SOURCE DES DONNÉES** SiRH et Logiciel Gescar
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** Tableau PVA

MODE DE CALCUL

Les agents du service PVA interviennent pour le compte de la Ville et de l'Eurométropole. L'activité principale du service concerne les achats et la maintenance du parc des véhicules et matériels des deux collectivités.

Il assure également un certain nombre de prestations aux services, tels la location de matériels, cycles, berlines ou utilitaires avec ou sans chauffeur, la manutention de biens, le gardiennage et la gestion du site de la Fédération.

La répartition de l'activité des différentes sections entre la Ville et l'EMS aboutit aux résultats suivants :

RELEVE DE L'ACTIVITE

Activités	TOTAL	% Ville	Ville	% EMS	EMS
Achats	6 006 916,01	53,71%	3 226 307,23	46,29%	2 780 608,78
Magasin	1 398 838,16	24,47%	342 344,52	75,53%	1 056 493,64
Ateliers	39 511,00	22,61%	8 935,00	77,39%	30 576,00
Transport	391 198,02	1,45%	5 677,59	98,55%	385 520,43
GP admin	75 716 900,00	20,26%	15 343 645,00	79,74%	60 373 255,00
VEL'AUTO + CITIZ	344 906,92	74,87%	83 105,00	8,09%	27 894,00
Cellule fonctionnelle	83 898 270,11	22,61%		77,39%	

REPARTITION DES MASSES SALARIALES

	Taux de répartition applicable aux activités et Répartition VILLE / EMS de la masse salariale PVA.				
Catégories PVA 2025	**Total masse salariale 2025**	**% Ville**	**Ville**	**% EMS**	**EMS**
ADMINISTRATION	510 555	25,76%	131 529	74,24%	379 026
GP ADMIN	533 646	1,45%	108 141	98,55%	425 506
ACHATS	251 420	53,71%	135 037	46,29%	116 383
VEL'AUTO	269 585	20,26%	201 838	79,74%	67 747
TRANSPORTS + PASS	241 818	22,61%	3 510	77,39%	238 309
ATELIERS	2 941 660	22,61%	665 226	77,39%	2 276 434
CELLULE FONCTIONNELLE	430 377	74,87%	97 325	8,09%	333 052
MAGASIN	650 376	24,47%	159 170	75,53%	491 206
TOTAL	**5 829 438**	**25,76%**	**1 501 775**	**74,24%**	**4 327 662**

➢ **HISTORIQUE**

année	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
taux Ville	32,95%	31,76%	29,81%	30,30%	29,79%	28,20%	27.22%	27.22%	25,03%	23,59%	25,76%

Fiche de calcul n°12

Direction Urbanisme et territoires

Administration générale et ressources

- **TAUX 2025 VILLE** 17,02%
- **DATE MISE À JOUR** Janvier 2026
- **SOURCE DES DONNÉES** Direction urbanisme et territoires
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** Activité du service

MODE DE CALCUL

Ce service est lié au taux de l'ensemble de la direction, soit 17,02% en 2025. Le taux ville était historiquement plus important mais la direction des territoires a été détachée de la DUT en 2021.

- **HISTORIQUE**

année	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
taux Ville	-	33,82%	33,96%	35,79%	36,73%	38,46%	18,98%	18,30%	16,58%	19,51%	17,02%

Conduite des projets d'aménagement

- **TAUX 2025 VILLE** 35,13%
- **DATE MISE À JOUR** Janvier 2026
- **SOURCE DES DONNÉES** Service conduite des projets d'aménagement
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** Activité du service

MODE DE CALCUL

Le service de conduite des projets d'aménagement était jusqu'à la réunion méthodologique de 2019 considéré à 100% Eurométropole. Cette répartition est désormais fonction de l'activité des chefs de projet selon que les opérations dont ils ont la charge sont de compétence Ville ou EMS.

La répartition 2025 des projets du service est à 35,13% pour la ville et 64,87% pour l'EMS.

- **HISTORIQUE**

année	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
taux Ville	0%	0%	0%	0%	22,6%	22,17%	20%	28,64%	30,50%	36,30%	35,13%

Police du bâtiment

- **TAUX 2025 VILLE** 28,23%
- **DATE MISE À JOUR** Janvier 2026
- **SOURCE DES DONNÉES** Service police du bâtiment
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** Activité du service

MODE DE CALCUL

Le service Police du bâtiment est un service support des deux collectivités.

Ses activités sont :

- l'autorisation d'occupation des sols, qui est une compétence municipale, mais que l'Eurométropole propose gratuitement pour toutes les collectivités, par convention (hors Schiltigheim). Par conséquent le personnel de ce sous-service doit être considéré comme 100% EMS même si la compétence est municipale.
- Les enseignes et la sécurité des ERP qui sont à 100% Ville.

Unité comptable	Masse salariale	Taux Ville	Rembt Ville
Police du Bâtiment	844 402,03	28,23%	238 370,96
Département droit des sols	1 158 119,04	0,00%	0,00
Département patrimoine-enseigne	204 236,85	100,00%	204 236,85
Département sécurité	251 287,57	100,00%	251 287,57
	2 458 045,49	**28,23%**	**693 895,38**

- **HISTORIQUE**

année	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
taux Ville	30,28%	34,30%	34,71%	39,98%	21,07%	33,05%	34,68%	32,11%	30,18%	31,37%	28,23%

Politique foncière et immobilière

- **TAUX 2025 VILLE** 19,05%
- **DATE MISE À JOUR** Janvier 2026
- **SOURCE DES DONNÉES** Service politique foncière et immobilière
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** Activité du service

MODE DE CALCUL

Le service Politique Foncière et Immobilière achète et vend des biens immobiliers et gère le patrimoine bâti et non bâti de la Ville et de l'EMS. Suite à la réunion méthodologique de juin 2019, la répartition suivante a été proposée :

- Département Immobilier territorialisé : en fonction des actes signés.
- Département Stratégie foncière : en fonction des conventions passées.
- Département Domanialité publique : il s'agit de la compétence du droit de préemption qui est 100% Eurométropole.
- Le reste du service est réparti en fonction du taux du service.

Unité comptable	Masse salariale	Taux Ville	Rembt Ville
Politique Foncière et Immobilière	481 551,99	19,05%	91 717,25
Département Domanialité Publique	226 799,72	0,00%	0,00
Département Immobilier Territorialisé	656 850,65	12,62%	82 903,48
Département Stratégie Foncière	238 171,18	54,90%	130 760,65
	1 603 373,54	**19,05%**	**305 381,38**

- **HISTORIQUE**

année	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
taux Ville	34,16%	32,00%	26,83%	25,50%	33,25%	40,32%	31,21%	31,24%	27,78%	27,39%	19,05%

Géomatique et connaissance du territoire

- **TAUX 2025 VILLE** 3%
- **DATE MISE À JOUR** Janvier 2026
- **SOURCE DES DONNÉES** Service géomatique et connaissance du territoire
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** Temps de travail

MODE DE CALCUL

Etat des lieux :

Le service travaille majoritairement pour l'EMS et très occasionellement pour la Ville. Un travail a été effectué par le service pour déterminer quels sont les travaux effectués pour le compte de la Ville de Strasbourg et qui ne sont pas proposés aux autres communes.

Il s'agit de la compétence de police du maire (loi royale) : la commune a en charge l'attribution des numéros de voie pour les maisons et les immeubles. Un agent est affecté à cette tâche, soit 3% de la masse salariale du service.

Cette nouvelle répartition a été adoptée lors de la réunion de la commission mixte paritaire du 4/12/2015 sur les changements méthodologiques.

- **HISTORIQUE**

année	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
taux Ville	3%	3%	3%	3%	3%	3%	3%	3%	3%	3%	3%

Politique de la Ville

- **TAUX 2025 VILLE** 0%
- **DATE MISE À JOUR** Janvier 2026
- **SOURCE DES DONNÉES** Politique de la Ville
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** Temps de travail

MODE DE CALCUL

Suite à l'arrêté préfectoral de 2018, la politique de la ville est considéré de compétence de l'Eurométropole. Auparavant, une approche par territoire déterminait la répartition Ville/Eurométropole.

- **HISTORIQUE**

année	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
taux Ville	36,92%	33,88%	30,30%	35,41%	0%	0%	0%	0%	0%	0%

Aménagement du territoire et projets urbains

- **TAUX 2025 VILLE** 31,59 %
- **DATE MISE À JOUR** Janvier 2026
- **SOURCE DES DONNÉES** Service aménagement du territoire et projets urbains
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** Temps de travail

MODE DE CALCUL

Ce service est 100% EMS à l'exception du département Ecologie du territoire 100% Ville.

Il en résulte le taux suivant :

Unité comptable	Masse salariale	Taux Ville	Rembt Ville
Aménagement du Territoire et Projets Urbains	390 141,99	31,59%	123 232,57
Conception et Ingénierie	383 745,41	0,00%	0,00
Département écologie des territoires	393 365,17	100,00%	393 365,17
Département Planification Territoriale	468 244,19	0,00%	0,00
	1 635 496,76	**31,59%**	**516 597,74**

- **HISTORIQUE**

année	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
taux Ville	0%	0%	0%	0%	17,02%	27,14%	31,82%	25,95%	25,72%	33,88%	31,59%

Habitat

Le service de l'habitat est 100% EMS.

Fiche de calcul n°13
Direction des sports

- **TAUX 2025 VILLE** 44,26%
- **DATE MISE À JOUR** Janvier 2026
- **SOURCE DES DONNÉES** Net RH
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** Activité des services

MODE DE CALCUL

La Commission Mixte Paritaire réunie le 7/03/2021 a validé les principes de répartition suivants :

1 – Service Aqua-Glisse :

Le service est **100% EMS** (Compétence EMS).

2 – Service Vie sportive :

Les départements *Sport Citoyen*, *Sport Vivre Ensemble* et *Sport Vivre Mieux* relèvent à **100% du budget Ville** car les interventions concernent les activités périscolaires dans les écoles primaires de la ville de Strasbourg.

Le département *Sport Performance* est réparti à **80% pour la Ville et 20% pour la EMS.**

3 – Service Patrimoine Sportif :

Le *patrimoine bâti* est réparti **à 65% pour la Ville et à 35% pour l'EMS.**

Le *patrimoine de plein air* est réparti à **90% pour la Ville (au lieu de 60% auparavant) et à 10% pour l'EMS**.

4 – Direction et missions transversales :

La masse salariale de ces agent·es est calculée selon une clé de répartition calculée sur la masse salariale pondérée de l'ensemble des services qui composent la direction (hors ces agent·es).

Soit, rapporté à la masse salariale :

Structure 5 (L)	Unité comptable (L)	Somme de Montant salarial et employeur	Taux ville	Rembt Ville
SAGR mutualisé DS DEVA DPEC	Département ressources financières DS DEVA DPEC	498 744,02	64,61%	322 246,29
SAGR mutualisé DS DEVA DPEC	Département ressources humaines DS DEVA	329 860,35	64,61%	213 127,92
SAGR mutualisé DS DEVA DPEC	SAGR Mutualisé DS DEVA DPEC	436 366,39	64,61%	281 943,13
Direction sports	Direction Sports	129 063,92	42,78%	55 214,46
Mistral : Missions transversales	Mistral : Missions transversales	599 802,05	42,78%	256 599,59
Aqua-Glisse	Aqua-Glisse	1 210 935,01	0,00%	0,00
Aqua-Glisse	Aqua-Glisse - CNS Robertsau - CNS	1 133 635,19	0,00%	0,00
Aqua-Glisse	Aqua-Glisse - CNS Robertsau - Robertsau	486 557,55	0,00%	0,00
Aqua-Glisse	Aqua-Glisse - Ostwald Hardt Plans d'Eau - Hardt	254 534,36	0,00%	0,00
Aqua-Glisse	Aqua-Glisse - Ostwald Hardt Plans d'Eau - Ostwald	460 134,76	0,00%	0,00
Aqua-Glisse	Aqua-Glisse - Wacken	1 007 268,42	0,00%	0,00
Aqua-Glisse	CNS Robertsau	68 482,59	0,00%	0,00
Aqua-Glisse	Hautepierre	1 054 054,34	0,00%	0,00
Aqua-Glisse	Kibitzenau	990 989,95	0,00%	0,00
Aqua-Glisse	Lingolsheim	530 735,48	0,00%	0,00
Aqua-Glisse	Oberlin et Louvois	20 407,53	0,00%	0,00

Aqua-Glisse	Ostwald Hardt Plans d'Eau	65 546,55	0,00%	0,00
Aqua-Glisse	Patinoire	119 323,21	0,00%	0,00
Aqua-Glisse	Secteur 1	282 622,14	0,00%	0,00
Aqua-Glisse	Secteur 2	291 384,65	0,00%	0,00
Aqua-Glisse	Section aménagement et patrimoniale	25 376,12	0,00%	0,00
Patrimoine Sportif	Patrimoine Sportif	296 768,94	75,67%	224 572,27
Patrimoine Sportif	Base technique Nord	440 537,68	90,00%	396 483,91
Patrimoine Sportif	Base technique Ouest	631 352,63	90,00%	568 217,37
Patrimoine Sportif	Base technique Sud	482 169,09	90,00%	433 952,18
Patrimoine Sportif	Manifestations	198 802,25	90,00%	178 922,03
Patrimoine Sportif	Département espaces extérieur	133 950,66	90,00%	120 555,59
Patrimoine Sportif	Département logistique manifestation et transports	187 232,22	90,00%	168 509,00
Patrimoine Sportif	Département gestion du patrimoine	53 966,37	65,00%	35 078,14
Patrimoine Sportif	Secteur Nord expertise	102 486,90	65,00%	66 616,49
Patrimoine Sportif	Secteur Ouest fluides et agrès	437 788,74	65,00%	284 562,68
Patrimoine Sportif	Secteur Sud nettoyage et conciergerie	1 017 486,69	65,00%	661 366,35
Patrimoine Sportif	Transports	224 461,92	65,00%	145 900,25
Patrimoine Sportif	Wacken	168 746,72	65,00%	109 685,37
Patrimoine Sportif	Centre nautique Schiltigheim	157 336,80	65,00%	102 268,92
Patrimoine Sportif	Département technique piscine	169 719,82	65,00%	110 317,88
Patrimoine Sportif	Hautepierre	116 167,71	65,00%	75 509,01
Patrimoine Sportif	Kibitzenau	154 982,73	65,00%	100 738,77
Patrimoine Sportif	Lingolsheim Ostwald Robertsau et Hardt	181 227,82	65,00%	117 798,08
Vie Sportive	Vie Sportive	388 602,45	97,89%	380 419,86
Vie Sportive	Manifestations de proximité/Rel établ scolaires	15 981,73	100,00%	15 981,73
Vie Sportive	Sport éducatif/ Sport durable	277 407,25	100,00%	277 407,25
Vie Sportive	Sport Performance/Grandes manifestations	289 121,24	80,00%	231 296,99
Vie Sportive	Sport solidaire/ Sport Citoyen	117 279,55	100,00%	117 279,55
Vie Sportive	Territoire Centre/Nord	527 120,86	100,00%	527 120,86
Vie Sportive	Territoire Ouest	638 312,84	100,00%	638 312,84
Vie Sportive	Territoire Sud	788 141,33	100,00%	788 141,33
Vie Sportive	Territoires	92 788,67	100,00%	92 788,67
		18 285 766,19	**44,29%**	**8 098 934,77**

- **HISTORIQUE**

année	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
taux Ville	39,57%	38,89%	48,91%	44,36%	39,56%	38,85%	44,75%	43,99%	42,76%	43,31%	44,29%

Fiche de calcul n°14
Service du Protocole

- **TAUX 2025 VILLE** 63,86%
- **DATE MISE À JOUR** Janvier 2026
- **SOURCE DES DONNÉES** EGF
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** Réalisé Ville/EMS de l'exercice

MODE DE CALCUL

Jusqu'à la répartition 2011, la masse salariale du service du protocole était répartie à 65% pour la Ville de Strasbourg et à 35% pour l'EMS. Elle reposait sur un organigramme qui a évolué depuis.

La Commission Mixte Paritaire réunie le 29/03/2012 a validé le nouveau principe de répartition qui est fonction du réalisé du service sur chacune des collectivités :

2025

Code collectivité	Consommation 2025	%
CUS	255 855,67	36,14%
VDS	452 102,55	63,86%
TOTAL	707 958,22	100,00%

Données au 15/01/2026

- **HISTORIQUE**

année	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
taux Ville	61,25%	66,19%	59,86%	57,90%	62,80%	51,16%	55,76%	61,58%	56,88%	67,16%	63,86%

Fiche de calcul n°15
Service développement culturel et artistique

- **TAUX 2025 VILLE** 61,90%
- **DATE MISE À JOUR** Janvier 2026
- **SOURCE DES DONNÉES** Net RH
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** Activité des services

MODE DE CALCUL

Ce service a connu une réorganisation en 2025 avec notamment le rattachement du centre chorégraphique de Strasbourg (100 ville) au service du Conservatoire. L'occasion en a été de mettre à jour la répartition ville/EMS des différents départements.

La Commission Mixte Paritaire réunie le 11 décembre 2025 a validé les principes de répartition suivants :

1 – Département spectacle vivant :
Le département est réparti à **95% Ville** dans la mesure où la principale activité consiste en l'accompagnement et au soutien des acteurs culturels strasbourgeois et de leurs projets (ex : Maillon, Laiterie, *etc.*).
La **part EMS de 5 %** correspond à l'animation du réseau des salles de spectacles de l'EMS et à la gestion des fonds de concours (salles de spectacles et écoles de musique de l'EMS).

2 – Département arts visuels :
Le département est réparti à **90% Ville** en raison de l'accompagnement et du soutien d'acteurs culturels strasbourgeois.
La **part EMS de 10 %** correspond à la restauration d'œuvres dans l'espace public sur le territoire de l'EMS (œuvres sur les lignes de tram)
.

3 – Département audiovisuel et cinéma :
Le département est réparti à **85 % EMS** du fait de son activité concernant la gestion du fonds de soutien à la production audiovisuelle, le bureau d'accueil des tournages et l'organisation du forum Alentours.
La **part Ville de 15 %** correspond à l'accompagnement de la DSP du cinéma municipal Le Cosmos et des acteurs associatifs.

4 – 5e Lieu :
Le 5e Lieu est réparti à **55 % Ville** en raison de la labellisation UNESCO de la Grande Île et de la Neustadt et du portage de la dénomination des rues.
La **part EMS de 45 %** correspond à l'animation du réseau d'acteurs et la coordination de la programmation culturelle et éducative dans le cadre du label « Pays d'art et d'histoire ».

5 - Boutique culture :
La boutique culture est répartie à **65 % Ville** au titre de la tenue de la billetterie de spectacles sur le territoire strasbourgeois.
La **part EMS de 35 %** correspond à la promotion de la programmation culturelle de l'ensemble du territoire métropolitain.

6 - Service et département ressources :
La masse salariale des agent·es du département ressources ou non affecté·es à un département est répartie selon une clé de répartition calculée sur la masse salariale pondérée de l'ensemble des départements qui composent le service (hors ces agent·es).

Soit, rapporté à la masse salariale :

Unité comptable	Masse salariale	Taux Ville	Rembt Ville
Développement culturel et artistique	481 573,93	61,90%	298 107,85
Département ressources	132 365,05	61,90%	81 937,70
5ème lieu	266 301,16	55,00%	146 465,64
Boutique culture	208 468,77	65,00%	135 504,70
Département arts visuels illustration	195 920,65	90,00%	176 328,59
Département audiovisuel et cinéma	275 488,85	15,00%	41 323,33
Département du spectacle du vivant	260 111,35	95,00%	247 105,78
	1 820 229,76	**61,90%**	**1 126 773,59**

- **HISTORIQUE**

année	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
taux Ville	81,74%	81,35%	79,86%	79,09%	88,94%	89,71%	88,88%	87,67%	86,08%	61,90%

RAPPORT A LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

VILLE/EMS

Exercice 2025

Annexe 3

Etat des dépenses et des recettes de personnel

Chapitre	Réalisé
011	2 399 170,22
012	383 077 190,51
65	4 451 435,43
6586	243 060,88
Somme :	**390 170 857,04**

II. RETRAITEMENTS DEPENS		
1. Dépenses ventilées à part	628 051,32	intermittents (RH01K)
2. Dépenses spécifiques Eurométropole	265 784,17	Natures 6215 (Pensions de droit local)
3. indemnités des élu.es + formation élu.es + frais de groupes	2 804 841,71	Indemnités des élu.es EMS et des groupes politiques que la ville n'a pas à rembourser
4. Amicale	430 452,33	Subvention à l'Amicale (part masse salariale)
Total	**4 129 129,53**	

III. RETRAITEMENTS RECETTES	**1 360 567,31**

MONTANT A REPARTIR	**384 681 160,20**

POURCENTAGE VILLE	**57,73%**

REMBOURSEMENT VILLE	**222 073 545,65**

I. MONTANT DES DEPENSES BRUT

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
011	RH01A	Pilotage RH	60632	Fournitures de petit équipement	1 675,7
	RH01A	Pilotage RH	6064	Fournitures administratives	59,28
	RH01A	Pilotage RH	611	Contrats de prestations de services	27 451,42
	RH01A	Pilotage RH	6156	Maintenance	437,56
	RH01A	Pilotage RH	6182	Documentation générale et technique	272,27
	RH01A	Pilotage RH	6188	Autres frais divers	1 710
	RH01A	Pilotage RH	62268	Autres honoraires, conseils...	63 512,8
	RH01A	Pilotage RH	6227	Frais d'actes et de contentieux	37 366,13
	RH01A	Pilotage RH	6228	Divers	63 247,15
	RH01A	Pilotage RH	6231	Annonces et insertions	349,92
	RH01A	Pilotage RH	6234	Réceptions	2 070,15
	RH01A	Pilotage RH	6236	Catalogues et imprimes	1 672,15
	RH01A	Pilotage RH	6251	Voyages, déplacements et missions	9 054,49
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6228	Divers	35 454,89
	RH01I	Cabinet	6251	Voyages, déplacements et missions	10 471,46
	RH01K	Rémunération d'intervenants ponctuels culture	6231	Annonces et insertions	372
	RH01K	Rémunération d'intervenants ponctuels culture	6251	Voyages, déplacements et missions	8 620,38
	RH01O	Administration ressources humaines	60632	Fournitures de petit équipement	3 244,62
	RH01O	Administration ressources humaines	6064	Fournitures administratives	6 174
	RH01O	Administration ressources humaines	6231	Annonces et insertions	1 248,96
	RH01O	Administration ressources humaines	6247	Transports collectifs du personnel	535
	RH02A	AG EDC	61358	Autres	4 200
	RH02A	AG EDC	6228	Divers	10 738,74
	RH02B	Maintien et développement des compétences	6068	Autres matières et fournitures	936,92
	RH02B	Maintien et développement des compétences	6132	Locations immobilières	44 450
	RH02B	Maintien et développement des compétences	61358	Autres	12 708,18

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
011	RH02B	Maintien et développement des compétences	6184	Versements à des organismes de formation	1 107 107,6
	RH02B	Maintien et développement des compétences	6184.C	Versements à des organismes de formation - Cabinet	7 702
	RH02B	Maintien et développement des compétences	6234	Réceptions	9 009,48
	RH02C	Gestion et formation des CAE - CAV	6184	Versements à des organismes de formation	9 758,9
	RH02E	Recrutements externes	6231	Annonces et insertions	66 139,2
	RH02F	Organisation des concours	6228	Divers	9 497,01
	RH02I	Gestion et formation des apprentis	6184	Versements à des organismes de formation	158 609,1
	RH02J	Gestion et formation des services civiques	6184	Versements à des organismes de formation	2 178,75
	RH03A	AG des relations sociales	611	Contrats de prestations de services	2 107,1
	RH03A	AG des relations sociales	6247	Transports collectifs du personnel	498,3
	RH04A	AG Médecine du Travail	60628	Autres fournitures non stockées	3 992,4
	RH04A	AG Médecine du Travail	60631	Fournitures d'entretien	689,58
	RH04A	AG Médecine du Travail	60632	Fournitures de petit équipement	1 130,48
	RH04A	AG Médecine du Travail	61358	Autres	114,4
	RH04A	AG Médecine du Travail	61558	Autres biens mobiliers	261,48
	RH04A	AG Médecine du Travail	62268	Autres honoraires, conseils...	22 936
	RH05A	AG de la prévention qualité de vie au travail	611	Contrats de prestations de services	58 404,6
	RH05A	AG de la prévention qualité de vie au travail	62268	Autres honoraires, conseils...	7 628
	RH05A	AG de la prévention qualité de vie au travail	6228	Divers	26 058
	RH05A	AG de la prévention qualité de vie au travail	6234	Réceptions	630
	RH05G	Fonds d'insertion des personnes handicapées de la FP	60632	Fournitures de petit équipement	3 014,28
	RH05G	Fonds d'insertion des personnes handicapées de la FP	6228	Divers	24 104,74
	RH05G	Fonds d'insertion des personnes handicapées de la FP	6251	Voyages, déplacements et missions	8 346,8
	RH05G	Fonds d'insertion des personnes handicapées de la FP	6288	Autres	15 901,2
	RH10B	Frais de déplacement - Transition énergie climat	6234	Réceptions	728,2

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
011	RH10B	Frais de déplacement - Transition énergie climat	6251	Voyages, déplacements et missions	18 702,5
	RH10C	Frais déplacement et convivialité - DERE	6251	Voyages, déplacements et missions	1 182,95
	RH10D	Frais déplacement et convivialité - Finances	6234	Réceptions	277,49
	RH10D	Frais déplacement et convivialité - Finances	6251	Voyages, déplacements et missions	620,2
	RH10E	Frais de déplacement - Architecture et patrimoine	6234	Réceptions	12 438,94
	RH10E	Frais de déplacement - Architecture et patrimoine	6251	Voyages, déplacements et missions	10 631,39
	RH10F	Frais déplacement et convivialité - Urbanisme et territoires	6234	Réceptions	1 456,4
	RH10F	Frais déplacement et convivialité - Urbanisme et territoires	6251	Voyages, déplacements et missions	19 975,5
	RH10G	Frais de déplacement - Commande publique responsable	6234	Réceptions	1 099,58
	RH10G	Frais de déplacement - Commande publique responsable	6251	Voyages, déplacements et missions	653,5
	RH10H	Frais déplacement et convivialité - Mobilités	6251	Voyages, déplacements et missions	8 085,04
	RH10I	Frais de déplacement - Population élection cultes	6234	Réceptions	2 299
	RH10I	Frais de déplacement - Population élection cultes	6251	Voyages, déplacements et missions	12 065,07
	RH10J	Frais déplacement et convivialité - Communication	6234	Réceptions	3 973,55
	RH10J	Frais déplacement et convivialité - Communication	6251	Voyages, déplacements et missions	15 637,76
	RH10K	Frais déplacement et convivialité - Sports	6234	Réceptions	8 736,2
	RH10K	Frais déplacement et convivialité - Sports	6247	Transports collectifs du personnel	19,1
	RH10K	Frais déplacement et convivialité - Sports	6251	Voyages, déplacements et missions	6 952,29
	RH10L	Frais déplacement et convivialité - Culture	6234	Réceptions	10 321,91
	RH10L	Frais déplacement et convivialité - Culture	6251	Voyages, déplacements et missions	68 496,06
	RH10M	Frais de déplacement - Solidarités, santé et jeunesse	60623	Alimentation	1 325,58
	RH10M	Frais de déplacement - Solidarités, santé et jeunesse	60632	Fournitures de petit équipement	12,07

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
011	RH10M	Frais de déplacement - Solidarités, santé et jeunesse	62268	Autres honoraires, conseils...	200
	RH10M	Frais de déplacement - Solidarités, santé et jeunesse	6234	Réceptions	4 561,2
	RH10M	Frais de déplacement - Solidarités, santé et jeunesse	6247	Transports collectifs du personnel	3 141
	RH10M	Frais de déplacement - Solidarités, santé et jeunesse	6251	Voyages, déplacements et missions	34 987,56
	RH10O	Frais déplacement et convivialité - Ressources logistiques	6234	Réceptions	8 905,14
	RH10O	Frais déplacement et convivialité - Ressources logistiques	6251	Voyages, déplacements et missions	7 787,56
	RH10P	Frais de déplacement - Numérique - systèmes d'information	6234	Réceptions	2 546
	RH10P	Frais de déplacement - Numérique - systèmes d'information	6251	Voyages, déplacements et missions	13 888,07
	RH10Q	Frais de déplacement - Sécurité, prévention et réglem.	6234	Réceptions	3 639,7
	RH10Q	Frais de déplacement - Sécurité, prévention et réglem.	6251	Voyages, déplacements et missions	62 361,66
	RH10S	Frais déplacement et convivialité - Propreté, déchets	6234	Réceptions	14 623,39
	RH10S	Frais déplacement et convivialité - Propreté, déchets	6251	Voyages, déplacements et missions	13 723,91
	RH10T	Frais de déplacement - Espaces publics et naturels	6234	Réceptions	4 793,36
	RH10T	Frais de déplacement - Espaces publics et naturels	6251	Voyages, déplacements et missions	18 849,69
	RH10U	Frais déplacement et convivialité - Enfance et éducation	60623	Alimentation	13 529,98
	RH10U	Frais déplacement et convivialité - Enfance et éducation	6234	Réceptions	7 295,65
	RH10U	Frais déplacement et convivialité - Enfance et éducation	6251	Voyages, déplacements et missions	8 279,87
	RH10V	Frais dévelop. profession. - Enfance et éducation	60623	Alimentation	1 345,86
	RH10V	Frais dévelop. profession. - Enfance et éducation	6132	Locations immobilières	4 500
	RH10V	Frais dévelop. profession. - Enfance et éducation	6184	Versements à des organismes de formation	12 692,45
	RH10V	Frais dévelop. profession. - Enfance et éducation	6228	Divers	3 330

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
011	RH10V	Frais dévelop. profession. - Enfance et éducation	6234	Réceptions	4 245,95
	RH10X	Frais déplacement et convivialité - Service évènements	6234	Réceptions	2 265
	RH10X	Frais déplacement et convivialité - Service évènements	6251	Voyages, déplacements et missions	3 198,17
	RH10Y	Frais de déplacement - Développement éco. et attractivité	6234	Réceptions	75
	RH10Y	Frais de déplacement - Développement éco. et attractivité	6251	Voyages, déplacements et missions	28 552,38
	RH10Z	Frais de déplacement - Direction générale - missions	6234	Réceptions	997,17
	RH10Z	Frais de déplacement - Direction générale - missions	6251	Voyages, déplacements et missions	15 310,65
011				Somme :	**2 399 170,22**

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
012	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6215	Personnel affecté par la commune membre du GFP	265 784,17
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6218	Autre personnel extérieur	386 641,5
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64111	Rémunération principale	20 013,49
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64118	Autres indemnités	34 128,4
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64131	Rémunération	11 191,76
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6414	Personnel rémunéré à la vacation	11 529,36
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6417	Rémunérations des apprentis	4 583,7
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	126
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6453	Cotisations aux caisses de retraite	41 394,72
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6456	Versement au F.N.C du supplément familial	286 029
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6458	Cotisations aux autres organismes sociaux	19 845,99
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64731	Versées directement	5 450

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
012	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6475	Médecine du travail, pharmacie	43 256,25
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6488	Autres	129 794,16
	RH01D	Action Sociale	6478	Autres charges sociales diverses	-12 947,72
	RH01E	Missions et déplacements	6488	Autres	1 046,98
	RH01K	Rémunération d'intervenants ponctuels culture	631	Impôts taxes et vers. assimilés s. rémunérations (adm impôt)	1 473,3
	RH01K	Rémunération d'intervenants ponctuels culture	64131	Rémunération	271 782,44
	RH01K	Rémunération d'intervenants ponctuels culture	6458	Cotisations aux autres organismes sociaux	345 803,2
	RH01O	Administration ressources humaines	6475	Médecine du travail, pharmacie	312 297,67
	RH01Z	Mandatement de la paie	6218	Autre personnel extérieur	99 911,21
	RH01Z	Mandatement de la paie	6331	Versement mobilité	4 069 100
	RH01Z	Mandatement de la paie	6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 017 278
	RH01Z	Mandatement de la paie	6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la F.P.T.	2 032 841
	RH01Z	Mandatement de la paie	64111	Rémunération principale	156 428 063,01
	RH01Z	Mandatement de la paie	64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	3 385 830,02
	RH01Z	Mandatement de la paie	64113	NBI	2 036 776,45
	RH01Z	Mandatement de la paie	64118	Autres indemnités	53 813 473,95
	RH01Z	Mandatement de la paie	64131	Rémunération	30 476 930,16
	RH01Z	Mandatement de la paie	64132	Supplément familial de traitement et indemnité de residence	682 313,01
	RH01Z	Mandatement de la paie	64136	Indemnités liées à la perte d'emploi	249 772,85
	RH01Z	Mandatement de la paie	64138	Primes et autres indemnités	9 564 807,86
	RH01Z	Mandatement de la paie	6414	Personnel rémunéré à la vacation	7 042 695,99
	RH01Z	Mandatement de la paie	64168	Autres emplois aides	480 003,84
	RH01Z	Mandatement de la paie	6417	Rémunérations des apprentis	1 060 668,4
	RH01Z	Mandatement de la paie	6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	38 613 647
	RH01Z	Mandatement de la paie	6453	Cotisations aux caisses de retraite	57 751 999,18
	RH01Z	Mandatement de la paie	6455	Cotisations pour assurance du personnel	514 170,4

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
012	RH01Z	Mandatement de la paie	6458	Cotisations aux autres organismes sociaux	6 387 629,79
	RH01Z	Mandatement de la paie	64731	Versées directement	683 958,82
	RH01Z	Mandatement de la paie	64732	Versées aux A.S.S.E.D.I.C.	1 926 548
	RH04A	AG Médecine du Travail	6475	Médecine du travail, pharmacie	4 909,31
	RH05F	Accidents du travail	6475	Médecine du travail, pharmacie	27 078,31
	RH05G	Fonds d'insertion des personnes handicapées de la FP	6478	Autres charges sociales diverses	3 502,83
	RH05H	Action Sociale	6474	Versements aux œuvres sociales	1 647 426
	RH05H	Action Sociale	6478	Autres charges sociales diverses	896 630,75
012				Somme :	**383 077 190,51**

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
65	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6577	Remises gracieuses	14 755,97
	RH01F	Indemnités des élus	653172	Cotisations au fonds de financ. de l'alloc. de fin de mandat	1 573,51
	RH01G	Missions et déplacements des Elus	65312	Frais de mission et de déplacement	37 261,2
	RH01Z	Mandatement de la paie	65133	Secours d'urgence	837 221,45
	RH01Z	Mandatement de la paie	65311	Indemnités de fonction	1 856 895,28
	RH01Z	Mandatement de la paie	65313	Cotisations de retraite	202 037,6
	RH01Z	Mandatement de la paie	65314	Cotisations de sécurité sociale - part patronale	467 555
	RH01Z	Mandatement de la paie	65888	Autres	1,42
	RH02H	Formation des élus	65315	Formation	27 454
	RH03B	Exercice du droit syndical	65748	Autres personnes de droit privé	16 000
	RH05H	Action Sociale	65748	Autres personnes de droit privé	990 680
65				Somme :	**4 451 435,43**

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
6586	RH01L	Frais de fonctionnement groupes d¿élus	65861	Frais de personnel	390
	RH01Z	Mandatement de la paie	65861	Frais de personnel	242 670,88
6586				Somme :	**243 060,88**

				Somme :	**390 170 857,04**

II. RETRAITEMENT DES DEPENSES

1. Dépenses ventilées à part

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
011	RH01K	Rémunération d'intervenants ponctuels culture	6231	Annonces et insertions	372
	RH01K	Rémunération d'intervenants ponctuels culture	6251	Voyages, déplacements et missions	8 620,38
011				Somme :	**8 992,38**

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
012	RH01K	Rémunération d'intervenants ponctuels culture	631	Impôts taxes et vers. assimilés s. rémunérations (adm impôt)	1 473,3
	RH01K	Rémunération d'intervenants ponctuels culture	64131	Rémunération	271 782,44
	RH01K	Rémunération d'intervenants ponctuels culture	6458	Cotisations aux autres organismes sociaux	345 803,2
012				Somme :	**619 058,94**

TOTAL	**628 051,32**

2. Dépenses spécifiques Eurométropole

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
012	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6215	Personnel affecté par la commune membre du GFP	265 784,17
012				Somme :	**265 784,17**

TOTAL	**265 784,17**

3. INDEMNITES DES ELUS, FORMATION DES ELUS, GROUPES D'ELUS

Chap.	Code service	Libellé du servic	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
011	RH01I	Cabinet	6251	Voyages, déplacements et missions	10 471,46
011				Somme :	**10 471,46**

Chap.	Code service	Libellé du servic	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
65	RH01F	Indemnités des élus	653172	Cotisations au fonds de financ. de l'alloc. de fin de mandat	1 573,51
	RH01G	Missions et déplacements des Elus	65312	Frais de mission et de déplacement	37 261,2
	RH02H	Formation des élus	65315	Formation	27 454
65				Somme :	**66 288,71**

Chap.	Code service	Libellé du servic	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
6586	RH01L	Frais de fonctionnement groupes d ¿élus	65861	Frais de personnel	390
6586				Somme :	**390**

Frais de fonctionnement des groupes d'élus					**243 060,88**
Indemnités des élu.es de l'Eurométropole/frais de groupes politiques					**2 484 630,66**
TOTAL					**2 804 841,71**

4. AMICALE	**430 452,33**

II. RETRAITEMENT DES RECETTES

Chap.	Code service	Libellé du service	Code article / natu	Lib. article / nature	Conso. net (ss pro
013	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	767 976,89
013	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6459	Rembt s/ charges de Sécu Sociale et de prév	414 833,99
74	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	74718	Autres	46 900,01
75	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	75888	Autres	46 066,57
75	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	75888.CH	Produits divers - refacturation charges locatives	80 733,46
75	RH01Z	Mandatement de la paie	75888	Autres	1,89
76	RH05H	Action Sociale	7621	Produits des autres immobilis. financ.? encaissés à échéance	4 054,5
TOTAL					**1 360 567,31**

RAPPORT A LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

VILLE/EMS

Exercice 2025

Annexe 4

Répartition des frais de fonctionnement communs

MONTANT DES REMBOURSEMENTS A EFFECTUER

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Remboursement des frais généraux	8 318 705,93	9 388 185,23	10 010 434,77	10 450 876,74	10 658 790,52	12 074 864,35
Fournitures Administratives	29 965,78	9 829,67	151 496,67	130 998,20	105 813,77	85 807,50
Remboursement des pièces détachées	358 257,44	354 756,29	338 439,11	419 896,32	374 403,39	405 572,53
Remboursement du carburant et locations véhicules	271 180,29	287 887,62	337 141,86	302 028,24	367 981,31	421 617,66
SITE ETOILE Fluides - Eaux - Gardiennage - Maintenance SE et Restaurants	651 988,60	754 069,55	747 419,87	1 047 553,25	645 736,68	865 220,79
SITE FEDERATION Chauffage - Eau - Electricité	122 143,25	143 056,27	136 355,58	126 544,28	100 731,78	109 799,15
Total	**9 813 985,47**	**10 937 784,64**	**11 721 287,86**	**12 477 897,02**	**12 253 457,46**	**13 962 881,97**
Pm Taux MS VILLE (hors ajustements)	*59,21%*	*59,24%*	*59,07%*	*58,84%*	*58,84%*	*57,93%*

Code service	Libellé du service	Imputation	Lib. article / nature	EMS DEPENSES	EMS RECETTES	A REPARTIR	% VILLE	Remboursement Ville à l'EMS
JG05B	Service Conseil, Accompagnement & Pilotage	- 020 - 62268 - 0 - JG05B	Autres honoraires, conseils...	210 299,18		210 299,18	50,00%	105 149,59
JG05B	Service Conseil, Accompagnement & Pilotage	- 020 - 6228 - 0 - JG05B	Divers	6 000,00		6 000,00	50,00%	3 000,00
JG03B	Etablissement et suivi des marchés publics	- 020 - 61358 - 0 - JG03B	Autres	2 011,50		2 011,50	33,86%	681,09
JG03B	Etablissement et suivi des marchés publics	- 020 - 6231 - 0 - JG03B	Annonces et insertions	175 436,08		175 436,08	33,86%	59 402,66
JG03B	Etablissement et suivi des marchés publics	- 65 - 6228 - 0 - JG03B	Divers	41 916,00		41 916,00	33,86%	14 192,76
EP04B	Documentation générale	- 020 - 6182 - 0 - EP04B	Documentation générale et technique	256 180,32		256 180,32	57,93%	148 405,26
PC01H	Percussion	- 020 - 62268 - 0 - PC01H	Autres honoraires, conseils...	5 275,00		5 275,00	57,93%	3 055,81
PC01I	Autres actions de communication interne	- 020 - 61358 - 0 - PC01I	Autres	10 350,00		10 350,00	57,93%	5 995,76
PC01I	Autres actions de communication interne	- 020 - 62268 - 0 - PC01I	Autres honoraires, conseils...	16 089,00		16 089,00	57,93%	9 320,36
PC01I	Autres actions de communication interne	- 020 - 6234 - 0 - PC01I	Réceptions	36 307,20		36 307,20	57,93%	21 032,76
PC01I	Autres actions de communication interne	- 020 - 6247 - 0 - PC01I	Transports collectifs du personnel	1 070,00		1 070,00	57,93%	619,85
PC01I	Autres actions de communication interne	- 020 - 6288 - 0 - PC01I	Autres	2 172,00		2 172,00	57,93%	1 258,24
RH08A	AG Numérique - systèmes d'information	- 020 - 611 - 0 - RH08A	Contrats de prestations de services	698 205,60		698 205,60	57,62%	402 306,07
RH08A	AG Numérique - systèmes d'information	- 020 - 6188 - 0 - RH08A	Autres frais divers	2 268,32		2 268,32	57,62%	1 307,01
RH08A	AG Numérique - systèmes d'information	- 020 - 6234 - 0 - RH08A	Réceptions	211,64		211,64	57,62%	121,95
RH08A	AG Numérique - systèmes d'information	- 020 - 6238 - 0 - RH08A	Divers	1 200,00		1 200,00	57,62%	691,44
RH08A	AG Numérique - systèmes d'information	- 020 - 6284 - 0 - RH08A	Redevance pour services rendus	20 556,44		20 556,44	57,62%	11 844,62
RH08A	AG Numérique - systèmes d'information	- 020 - 6288 - 0 - RH08A	Autres	106 483,55		106 483,55	57,62%	61 355,82
RH08A	AG Numérique - systèmes d'information	- 020 - 70875 - 0 - RH08A	Par les communes membres du GFP		109 369,70	-109 369,70	57,62%	-63 018,82
RH08A	AG Numérique - systèmes d'information	- 020 - 70878 - 0 - RH08A	Par des tiers		164 987,48	-164 987,48	57,62%	-95 065,79
RH08B	Prestations informatiques et applicatifs	- 020 - 611 - 0 - RH08B	Contrats de prestations de services	1 682 965,80		1 682 965,80	57,62%	969 724,89
RH08B	Prestations informatiques et applicatifs	- 020 - 6156 - 0 - RH08B	Maintenance	1 783 044,87		1 783 044,87	57,62%	1 027 390,45
RH08B	Prestations informatiques et applicatifs	- 020 - 6184 - 0 - RH08B	Versements à des organismes de formation	4 720,56		4 720,56	57,62%	2 719,99
RH08B	Prestations informatiques et applicatifs	- 020 - 6288 - 0 - RH08B	Autres	532 976,02		532 976,02	57,62%	307 100,78
RH08B	Prestations informatiques et applicatifs	- 020 - 755 - 0 - RH08B	Dédits et pénalités perçus		6 009,61	-6 009,61	57,62%	-3 462,74
RH08C	Prestations informatiques d'infrastructures	- 020 - 60612 - 0 - RH08C	Energie - électricité	497 664,00		497 664,00	57,62%	286 754,00
RH08C	Prestations informatiques d'infrastructures	- 020 - 60632 - 0 - RH08C	Fournitures de petit équipement	17 010,80		17 010,80	57,62%	9 801,62
RH08C	Prestations informatiques d'infrastructures	- 020 - 611 - 0 - RH08C	Contrats de prestations de services	5 926 946,34		5 926 946,34	57,62%	3 415 106,48
RH08C	Prestations informatiques d'infrastructures	- 020 - 6132 - 0 - RH08C	Locations immobilières	43 137,05		43 137,05	57,62%	24 855,57

Code service	Libellé du service	Imputation	Lib. article / nature	EMS DEPENSES	EMS RECETTES	A REPARTIR	% VILLE	Remboursement Ville à l'EMS
RH08C	Prestations informatiques d'infrastructures	- 020 - 614 - 0 - RH08C	Charges locatives et de copropriété	2 028,32		2 028,32	57,62%	1 168,72
RH08C	Prestations informatiques d'infrastructures	- 020 - 6156 - 0 - RH08C	Maintenance	3 097 225,30		3 097 225,30	57,62%	1 784 621,22
RH08C	Prestations informatiques d'infrastructures	- 020 - 6262 - 0 - RH08C	Frais de télécommunications	1 009 355,14		1 009 355,14	57,62%	581 590,43
RH08C	Prestations informatiques d'infrastructures	- 020 - 6288 - 0 - RH08C	Autres	332 236,31		332 236,31	57,62%	191 434,56
RH08E	Prestations informatiques des postes clients	- 020 - 60632 - 0 - RH08E	Fournitures de petit équipement	52 274,42		52 274,42	57,62%	30 120,52
RH08E	Prestations informatiques des postes clients	- 020 - 611 - 0 - RH08E	Contrats de prestations de services	1 580 288,00		1 580 288,00	57,62%	910 561,95
RH08E	Prestations informatiques des postes clients	- 020 - 61558 - 0 - RH08E	Autres biens mobiliers	4 114,89		4 114,89	57,62%	2 371,00
RH08E	Prestations informatiques des postes clients	- 020 - 6156 - 0 - RH08E	Maintenance	781 211,54		781 211,54	57,62%	450 134,09
RH08E	Prestations informatiques des postes clients	- 020 - 6241 - 0 - RH08E	Transports de biens	1 620,00		1 620,00	57,62%	933,44
RH08E	Prestations informatiques des postes clients	- 020 - 6262 - 0 - RH08E	Frais de télécommunications	193 000,02		193 000,02	57,62%	111 206,61
RH08E	Prestations informatiques des postes clients	- 020 - 6288 - 0 - RH08E	Autres	40 618,00		40 618,00	57,62%	23 404,09
LO01A	AG des moyens généraux	- 020 - 60623 - 0 - LO01A	Alimentation	1 470,80		1 470,80	50,00%	735,40
LO01A	AG des moyens généraux	- 020 - 60632 - 0 - LO01A	Fournitures de petit équipement	9 553,34		9 553,34	50,00%	4 776,67
LO01A	AG des moyens généraux	- 020 - 61358 - 0 - LO01A	Autres	2 618,18		2 618,18	50,00%	1 309,09
LO01A	AG des moyens généraux	- 020 - 6156 - 0 - LO01A	Maintenance	3 958,79		3 958,79	50,00%	1 979,40
LO01A	AG des moyens généraux	- 020 - 617 - 0 - LO01A	Etudes et recherches	4 872,00		4 872,00	50,00%	2 436,00
LO01A	AG des moyens généraux	- 020 - 6228 - 0 - LO01A	Divers	19 843,94		19 843,94	50,00%	9 921,97
LO01A	AG des moyens généraux	- 020 - 6234 - 0 - LO01A	Réceptions	7 288,30		7 288,30	50,00%	3 644,15
LO01A	AG des moyens généraux	- 020 - 6241 - 0 - LO01A	Transports de biens	5 869,97		5 869,97	50,00%	2 934,99
LO01A	AG des moyens généraux	- 020 - 6247 - 0 - LO01A	Transports collectifs du personnel	74 749,50		74 749,50	50,00%	37 374,75
LO01A	AG des moyens généraux	- 020 - 6261 - 0 - LO01A	Frais d'affranchissement	359 656,88		359 656,88	70,39%	253 162,48
LO01A	AG des moyens généraux	- 020 - 62878 - 0 - LO01A	A des tiers	1 242,18		1 242,18	54,44%	676,24
LO01A	AG des moyens généraux	- 020 - 75888 - 0 - LO01A	Autres		16 571,59	-16 571,59	50,00%	-8 285,80
LO01G	Entretien des restaurants	- 020 - 61521 - 0 - LO01G	Terrains	2 796,72		2 796,72	50,00%	1 398,36
LO01G	Entretien des restaurants	- 020 - 615221 - 0 - LO01G	Bâtiments publics	2 038,45		2 038,45	50,00%	1 019,23
LO01G	Entretien des restaurants	- 020 - 75813 - 0 - LO01G	Redevances versées par les fermiers et concessionnaires		28 653,62	-28 653,62	50,00%	-14 326,81
LO01G	Entretien des restaurants	- 020 - 75888 - 0 - LO01G	Autres		210 225,06	-210 225,06	50,00%	-105 112,53
LO03A	AG de l'imprimerie - reprographie	- 020 - 60623 - 0 - LO03A	Alimentation	44,00		44,00	56,59%	24,90
LO03A	AG de l'imprimerie - reprographie	- 020 - 62268 - 0 - LO03A	Autres honoraires, conseils...	10 388,05		10 388,05	56,59%	5 878,60
LO03A	AG de l'imprimerie - reprographie	- 020 - 6228 - 0 - LO03A	Divers	31 605,49		31 605,49	56,59%	17 885,55
LO03A	AG de l'imprimerie - reprographie	- 020 - 7088 - 0 - LO03A	Autres prod. activités annexes (abonnem. et vente ouvrages)		58 330,05	-58 330,05	56,59%	-33 008,98
LO03B	Impression et façonnage	- 020 - 60632 - 0 - LO03B	Fournitures de petit équipement	12 238,01		12 238,01	56,59%	6 925,49
LO03B	Impression et façonnage	- 020 - 6068 - 0 - LO03B	Autres matières et fournitures	277 727,10		277 727,10	56,59%	157 165,77
LO03B	Impression et façonnage	- 020 - 61358 - 0 - LO03B	Autres	5 228,63		5 228,63	56,59%	2 958,88
LO03B	Impression et façonnage	- 020 - 61558 - 0 - LO03B	Autres biens mobiliers	35 715,94		35 715,94	56,59%	20 211,65
LO03B	Impression et façonnage	- 020 - 6156 - 0 - LO03B	Maintenance	110 194,73		110 194,73	56,59%	62 359,20

Code service	Libellé du service	Imputation	Lib. article / nature	EMS DEPENSES	EMS RECETTES	A REPARTIR	% VILLE	Remboursement Ville à l'EMS
LO03B	Impression et façonnage	- 020 - 6236 - 0 - LO03B	Catalogues et imprimes	172 390,57		172 390,57	56,59%	97 555,82
LO03B	Impression et façonnage	- 020 - 6288 - 0 - LO03B	Autres	5 853,13		5 853,13	56,59%	3 312,29
LO03C	Reliure d'art et création	- 020 - 6068 - 0 - LO03C	Autres matières et fournitures	8 930,12		8 930,12	56,59%	5 053,55
LO03D	Reproduction de documents	- 020 - 6068 - 0 - LO03D	Autres matières et fournitures	200 065,10		200 065,10	56,59%	113 216,84
LO03D	Reproduction de documents	- 020 - 6156 - 0 - LO03D	Maintenance	113 993,50		113 993,50	56,59%	64 508,92
LO04A	AG du parc véhicules et ateliers	- 020 - 60623 - 0 - LO04A	Alimentation	1 560,38		1 560,38	25,76%	401,95
LO04A	AG du parc véhicules et ateliers	- 020 - 60632 - 0 - LO04A	Fournitures de petit équipement	7 134,07		7 134,07	25,76%	1 837,74
LO04A	AG du parc véhicules et ateliers	- 020 - 61358 - 0 - LO04A	Autres	13 917,81		13 917,81	25,76%	3 585,23
LO04A	AG du parc véhicules et ateliers	- 020 - 615221 - 0 - LO04A	Bâtiments publics	44 657,31		44 657,31	25,76%	11 503,72
LO04A	AG du parc véhicules et ateliers	- 020 - 6156 - 0 - LO04A	Maintenance	103 103,96		103 103,96	25,76%	26 559,58
LO04A	AG du parc véhicules et ateliers	- 020 - 6185 - 0 - LO04A	Frais de colloques et séminaires	180,00		180,00	25,76%	46,37
LO04A	AG du parc véhicules et ateliers	- 020 - 6251 - 0 - LO04A	Voyages, déplacements et missions	164,00		164,00	25,76%	42,25
LO04A	AG du parc véhicules et ateliers	- 020 - 6288 - 0 - LO04A	Autres	28 504,15		28 504,15	25,76%	7 342,67
LO04A	AG du parc véhicules et ateliers	- 020 - 6584 - 0 - LO04A	Amendes fiscales et pénales	2 510,60		2 510,60	25,76%	646,73
RL01H	Habillement	- 020 - 60636 - 0 - RL01H	Habillement et vêtements de travail	882 109,53		882 109,53	50,00%	441 054,77
RL01H	Habillement	- 020 - 6288 - 0 - RL01H	Autres	89 914,37		89 914,37	50,00%	44 957,19
TOTAL				**21 828 558,81**	**594 147,11**	**21 234 411,70**		**12 074 864,35**

Remboursement **Fournitures Administratives**

Imputation	Lib. article / nature	EMS DEPENSES	VILLE DEPENSES	A répartir	% Ville	Remboursement Ville à l'EMS
Nature 6064	Fournitures administratives	207 867,00		207 867,00	41,28%	**85 807,50**

Le tableau ci-dessous indique les montants TTC (fonctionnement) des pièces et des huiles directement affectés aux véhicules dans le logiciel de gestion du parc : GESCAR

Les pourcentages de répartition Huile et Pièce sont déterminés à partir de ces chiffres.

SS Budget	Huiles ou pièces	Outillage	Magasin	Total	% répartition huile 6068 LO04C	% répartition pièces 60632 LO04C
ASS	Huile		5 912,33	5 912,33	**4,22%**	
	Pièce	182,94	31 183,65	31 366,59		**2,21%**
EMS	Huile	276,46	110 427,93	110 704,38	**79,02%**	
	Pièce	68 930,23	950 485,70	1 019 415,92		**71,71%**
VILLE	Huile		23 476,33	23 476,33	**16,76%**	
	Pièce	2 568,84	368 150,25	***370 719,09***		**26,08%**
Total Huiles		276,46	139 816,60	140 093,05		
Total Pièces		71 682,01	1 349 819,59	1 421 501,60		
Total général		71 958,46	1 489 636,19	1 561 594,65		

Compte 60632 LO04C - Pièces

Budget	Pièces	Virements 60632
Assainissement	31 366,59	**31 366,59**
EMS	1 019 415,92	1 019 415,92
Ville	370 719,09	**370 719,09**
Totaux	1 421 501,60	1 421 501,60

Compte 6068 LO04C - Huile, graisse

Budget	Huiles magasin	Huiles outillage	Virements 6068
Assainissement	7 560,99	99,20	**7 660,19**
EMS	141 574,36	1 857,38	143 431,74
Ville	30 022,72	393,88	**30 416,60**
Totaux	179 158,07	2 350,46	181 508,53
	Mt SDG 5039	*Mt SDG 5038*	

Les montants des huiles à répartir sont les montants dépensés sur les SDG magasin et outillage.
Les pourcentages de répartition sont ceux calculés pour les huiles affectées aux véhicules.

Compte 61351 LO04D - Location Véhicules

	Virements 61351
EMS	27 894,00
Ville	**83 105,00**

Compte 60622 LO04E - Carburant

	Virements 60622
Assainissement	141 278,38
Ville	**338 512,66**

Compte 611 LO04C - Déchets de garage

	Virements 6288	Collecte et retraitement des déchets de garage
Assainissement	**375,40**	% de répartition Pièces
EMS	12 200,56	
Ville	**4 436,84**	
Dépensé en 2025	17 012,80	

ENERGIE HORS EAU				
	Site	PAIEMENTS 2025 EFFECTUES PAR LA VILLE **A REPARTIR ENTRE LA VILLE ET L'EMS**	**% EMS (locataire)**	**Remboursement par l'EMS à la VILLE**
Ville	Fustel	28 565	**96,25%**	27 494,78
	Bourse	159 236	**43,45%**	69 191,65
	rue de Berne	67 565	**67,11%**	45 341,78
	38 RH	163 327	**35,74%**	58 379,60
	Fonderie	78 290	**38,59%**	30 214,52
	24 rue du 22 novembre	2 226	**33,93%**	755,42
TOTAL		**499 210,20**		**200 407,81**

	Site	PAIEMENTS 2025 EFFECTUES PAR L'EMS **A REPARTIR ENTRE LA VILLE ET L'EMS**	**% Ville (locataire)**	**Remboursement par la VILLE à l'EMS**
EMS	CA	1 251 382,08	**52,58%**	657 934,61
	Soleure	78 207,06	**39,10%**	30 576,69
TOTAL		**1 329 589,14**		**688 511,30**

Remboursement de la VILLE à l'EMS	**488 103,49**

		EAU		
	Site	PAIEMENTS 2025 EFFECTUES PAR LA VILLE **A REPARTIR ENTRE LA VILLE ET L'EMS**	**% EMS (locataire)**	**Remboursement par l'EMS à la VILLE**
Ville	Fustel	2 497,13	**96,25%**	2 403,55
	Bourse	11 126,33	**43,45%**	4 834,64
	rue de Berne	1 939,77	**67,11%**	1 301,75
	38 RH	10 590,62	**35,74%**	3 785,50
	Fonderie	3 845,58	**38,59%**	1 484,13
TOTAL		**29 999,43**		**12 325,44**

	Site	PAIEMENTS 2025 EFFECTUES PAR L'EMS **A REPARTIR ENTRE LA VILLE ET L'EMS**	**% Ville (locataire)**	**Remboursement par la VILLE à l'EMS**
EMS	CA	80 069,65	**52,58%**	42 097,93
	Soleure	7 848,35	**39,10%**	3 068,48
TOTAL		**87 918,00**		**45 166,41**

Remboursement de la VILLE à l'EMS	**32 840,97**

MAINTENANCE BATIMENTS SITE ETOILE + LOCATIONS

	Site	PAIEMENTS 2025 EFFECTUES PAR LA VILLE **A REPARTIR ENTRE LA VILLE ET L'EMS**	**% EMS (locataire)**	**Remboursement par l'EMS à la VILLE**
Propriétés de la Ville	Fustel	2 677,29	**96,25%**	2 576,96
	Bourse	27 574,97	**43,45%**	11 981,94
	38 RH	45 195,40	**35,74%**	16 154,60
Location	9 rue de Genève	4 807,02	**21,77%**	1 046,49
Régularisations		27 358,92		27 358,92
TOTAL		**107 613,60**		**59 118,91**

	Site	PAIEMENTS 2025 EFFECTUES PAR L'EMS **A REPARTIR ENTRE LA VILLE ET L'EMS**	**% Ville (locataire)**	**Remboursement par la VILLE à l'EMS**
Propriétés de l'EMS	CA	411 286,57	**52,58%**	216 240,64
	Soleure	17 319,72	**39,10%**	6 771,51
Location	28 avenue du Rhin	82,32	**21,48%**	17,68
Régularisations		18 391,27		18 391,27
TOTAL		**447 079,88**		**241 421,10**

	DEPENSES 2025 **EFFECTUEES PAR L'EMS A REPARTIR ENTRE LA VILLE ET L'EMS SUR LA BASE DU TGR**	**TGR**	**Remboursement VILLE à l'EMS**
Restaurants Administratifs Site Etoile et Fédération	4 078,12	**57,99%**	**2 364,90**

Remboursement de la VILLE à l'EMS	**184 667,10**

GARDIENNAGE 38RH - PROPRIETE VDS				
	Site	PAIEMENTS 2025 EFFECTUES PAR LA VILLE **A REPARTIR ENTRE LA VILLE ET L'EMS**	**% EMS (locataire)**	**Remboursement par l'EMS à la VILLE**
Propriété Ville	38 RH	51 987,76	**35,74%**	18 582,46

GARDIENNAGE CA - PROPRIETE EMS				
	Site	PAIEMENTS 2025 EFFECTUES PAR L'EMS **A REPARTIR ENTRE LA VILLE ET L'EMS**	**% VILLE (locataire)**	**Remboursement par la VILLE à l'EMS**
Propriété EMS	CA	338 918,01	**52,58%**	178 191,69

Remboursement de la VILLE à l'EMS	**159 609,23**

SITE DE LA FEDERATION
Chauffage - Eau - Electricité

PAIEMENTS 2025 EFFECTUES PAR L'EMS

	Bâtiment	Direction	Service	Surface Service SHON	Ratio RH Ville	Surface Service Ville	PAIEMENTS 2025 EFFECTUES PAR l'EMS	A REMBOURSER PAR LA VILLE
CHAUFFAGE	Ateliers Serv. PVA-SMB Bât.1 et Bât. 2	DRL	Parc Véhicules-Ateliers	7 735,60	25,76%	2 305,98	208 764,86	**66 809,24**
	Ateliers Serv. PVA-SMB Bât.1 et Bât. 2	DCPB	Maintenance Bâtiment	586,00	79,97%	357,11		
				8 321,60	**32,00%**	**2 663,09**		
	Bureaux Serv. Propreté/Collecte Déchets/Gens Voyage 44 rte Fédération	DESPU	Propreté Urbaine	1 451,60	0,00%	0,00	23 949,47	**0,00**
				1 451,60	**0,00%**	**0,00**		
	Bureaux et Dépôt Voirie	DEPN	Voies Publiques	1 205,38	0,00%	0,00	47 717,00	**0,00**
				1 205,38	**0,00%**	**0,00**		
	Centre Tech. Et garages Serv. Asst	DESPU	Assainissement	2 857,23	0,00%	0,00	50 482,27	**0,00**
				2 857,23	**0,00%**	**0,00**		
EAU								
	Ateliers Serv. PVA-SMB Bât.1 et Bât. 3	DRL	Parc Véhicules-Ateliers	7 735,60	25,76%	1 992,69	5 659,00	**1 668,77**
	Ateliers Serv. PVA-SMB Bât.1 et Bât. 3	DCPB	Maintenance Bâtiment	586,00	79,97%	468,62		
	Bureaux Serv. Propreté PC Déneigement 44 rte Fédération	DESPU	Propreté Urbaine	25,00	0,00%	0,00		
				8 346,60	**29,49%**	**2 461,31**		
	Bureaux Serv. Gens Voyage 44 rte Fédération	DSS	Gens du Voyage	127,42	0,00%	0,00	1 421,00	**0,00**
	Bureaux Serv. Propreté 44 rte Fédération	DESPU	Propreté Urbaine	25,00	0,00%	0,00		
	Bureaux Serv. Propreté/Collecte Déchets/Gens	DESPU	Propreté Urbaine	1 451,60	0,00%	0,00		
				1 604,02	**0,00%**	**0,00**		
	Bureaux et Dépôt Voirie	DEPN	Voies Publiques	1 205,38	13,53%	163,11	1 012,00	**136,94**
				1 205,38	**13,53%**	**163,11**		
ELECTRICITE	Atel. Serv. Circ.-Sign.-Ecl.-SIRAC	DEPN	Sirac	1 404,75	0,00%	0,00	218 727,00	**65 277,28**
	Atel. Serv. Maintenance Bât.-Eau	DCPB	Maintenance Bâtiment	1 220,00	79,97%	975,63		
	Atel. Serv. Maintenance Bât.-Eau	DESPU	Eau	2 340,00	0,00%	0,00		
	Atel. Serv. Maintenance Bât.-Eau	DRH	Habillement	200,00	57,99%	115,98		
	Atel. Serv. Maintenance Bât.-Eau	DRL	Achats opérationnels	650,00	50%	325,00		
	Atel. Serv. Maintenance Bât.-Eau	DEPN	Eclairage public	500,00	100%	500,00		
	Ateliers Serv. PVA-SMB Bât.1 et Bât. 4	DRL	Parc Véhicules-Ateliers	7 735,60	25,76%	1 992,69		
	Ateliers Serv. PVA-SMB Bât.1 et Bât. 4	DCPB	Maintenance Bâtiment	586,00	79,97%	468,62		
	Bureaux Serv. Propreté PC Déneigement 44 rte Fédération	DESPU	Propreté Urbaine	25,00	0,00%	0,00		
	Tour Entrée et Guérites S ite 44 rte Fédération	DRL	Parc Véhicules-Ateliers	58,00	25,76%	14,94		
				14 719,35	**29,84%**	**4 392,87**		
	Bureaux et Dépôt Voirie	DEPN	Voies Publiques	1 205,38	13,53%	163,11	21 348,00	**2 888,82**
				1 205,38	**13,53%**	**163,11**		
								136 781,05

PAIEMENTS 2025 EFFECTUES PAR LA VILLE

	Bâtiment	Direction	Service	Surface Service SHON	Ratio RH Ville	Surface Service Ville	PAIEMENTS 2025 EFFECTUES PAR LA VILLE	A REMBOURSER PAR l'EMS
CHAUFFAGE	Atel. Serv. Théâtre-Opéra - SMB	DC	Opéra	6 816,21	100%	6 816,21	117 926,39	**1 701,15**
	Atel. Serv. Théâtre-Opéra - SMB	DC	Maintenance Bâtiment	529,00	79,97%	423,04		
				7 345,21	**98,56%**	**7 239,25**		
EAU	Atel. Serv. Théâtre-Opéra - SMB	DC	Opéra	6 816,21	100%	6 816,21	1 691,00	**24,39**
	Atel. Serv. Théâtre-Opéra - SMB	DCPB	Maintenance Bâtiment	529,00	79,97%	423,04		
				7 345,21	**98,56%**	**7 239,25**		
ELECTRICITE	Atel. Serv. Théâtre-Opéra - SMB	DC	Opéra	6 816,21	100%	6 816,21	132 180,00	**25 256,36**
	Atel. Serv. Théâtre-Opéra - SMB	DCPB	Maintenance Bâtiment	529,00	79,97%	423,04		
	Bureaux Serv. Gens Voyage 44 rte Fédération	DSS	Gens du Voyage	127,42	0%	0,00		
	Bureaux Serv. Propreté 44 rte Fédération	DESPU	Propreté Urbaine	25,00	0%	0,00		
	Bureaux Serv. Propreté/Collecte Déchets/Gens Voyage 44 rte Fédération	DESPU	Propreté Urbaine	1 451,60	0%	0,00		
				8 949,23	**80,89%**	**7 239,25**		
								26 981,91

Remboursement de la VILLE à l'EMS	**109 799,15**

RAPPORT A LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

VILLE/EMS

Exercice 2025

Annexe 5

Etat de répartition des dépenses d'équipement informatique

Etat de répartition des dépenses
d'équipement informatique
Exercice 2025

Objet	CRB	Equipements Projets	% Ville	Participation Ville
I. CHARGES COMMUNES				
Charge communes informatique		6 540 567,75 €	57,62%	3 768 675,14 €
Charges communes téléphonie		609 671,67 €	57,93%	353 182,80 €
SOUS-TOTAL CHARGES COMMUNES		***7 150 239,42 €***		***4 121 857,94 €***
II DEPENSES IMPUTEES AUX SERVICES				
Direction de la population, des élections et des cultes				
Etat civil et élections	AU05	7 329,60 €	100,00%	
Accueil, population, mairies de quartiers	AU03	22 789,69 €	96,00%	21 878,10 €
Accueil, population, mairies de quartiers - Crédits DC	CP43	1 287,31 €	96,00%	1 235,82 €
Direction de la culture				
Médiathèques	AU14	179 386,10 €	47,49%	85 190,46 €
Musées	AU12	14 844,28 €	100,00%	14 844,28 €
Direction des espaces publics et naturels				
Direction	PE00	2 295,26 €	39,44%	905,25 €
Ingénerie et conception d'espaces publics	PE30	10 192,80 €	7,46%	760,38 €
Direction de l'enfance et de l'éducation				
Direction	AU01	464 779,53 €	100,00%	464 779,53 €
Famille et petite enfance	DE04	41 880,00 €	100,00%	41 880,00 €
Périscolaire et éducatif	DE02	8 280,00 €	100,00%	8 280,00 €
Direction des sports				
Direction	AU02	10 408,82 €	42,78%	4 452,89 €
Vie sportive	SJ03	35 165,13 €	97,89%	34 423,15 €
Aquaglisse	SJ04	8 208,00 €	0,00%	- €
Direction de l'urbanisme et des territoires				
Direction	AD01	3 474,00 €	17,02%	591,27 €
Police du bâtiment	AD02	22 440,00 €	28,23%	6 334,81 €
Direction des mobilités				
Stratégie et gestion du stationnement	TC06	5 553,26 €	70,54%	3 917,27 €
Direction de l'architecture et du patrimoine				
Direction	**CP00**	87 048,16 €	61,41%	53 456,28 €
Gestion et inventaire du patrimoine bâti	CP71	77 905,43 €	46,22%	36 007,89 €
Secrétariat général				
Service des assemblées	SG03	1 188,00 €	50,00%	594,00 €
Direction des ressources humaines				
Direction	**RH00**	17 910,00 €	57,93%	10 375,26 €
Emploi, formation, insertion	RH02	57 590,45 €	57,93%	33 362,15 €
Gestion du personnel	RH01	91 581,58 €	57,93%	53 053,21 €
Direction des finances				
Direction	FP00	35 705,18 €	51,15%	18 263,20 €
Comptabilité	FP05	50 940,00 €	52,12%	26 549,93 €
Financement et trésorerie	FP02	5 280,00 €	50,00%	
Direction des ressources logistiques				
Parc véhicules et ateliers	LO04	158 440,92 €	25,76%	40 814,38 €
Mission des achats opérationnels	RL01			
Direction de la propreté et gestion des déchets				
Hygiène et santé	EN05	5 712,00 €	90,00%	5 140,80 €
Direction de la communication				
Communication externe	PC01	318 891,69 €	57,93%	184 733,96 €
Direction de la règlementation urbaine				
Règlementation de la circulation	RC00	145 997,26 €	100,00%	145 997,26 €
Domaine public	HP04	13 500,00 €	100,00%	13 500,00 €
Direction de la commande publique responsable				
Achat et commande publique	JG03	144 150,11 €	33,86%	48 809,23 €
Direction des sécurités et prévention				
Police municipale	PM00	20 218,45 €	100,00%	20 218,45 €
Direction des solidarités, santé et jeunesse				
Direction	AS00	317 945,44 €	78,43%	249 364,61 €
Direction générale des services	SG00	174 687,86 €	50,00%	87 343,93 €

Objet	CRB	Equipements Projets	% Ville	Participation Ville
Cabinet	CB00	51 232,80 €	50,00%	25 616,40 €
Accompagnement des projets, des innovations et des équipes				
Conseil, accompagnement et pilotage	JG05	32 963,70 €	50,00%	16 481,85 €
Direction du numérique et des systèmes d'information				
Direction	RH08	3 167 077,12 €	57,62%	1 824 869,84 €
Direction de la participation citoyenne				
Direction	DL01	8 774,24 €	75,00%	6 580,68 €
SOUS-TOTAL DEPENSES IMPUTEES AU SERVICE		***5 823 054,17 €***		***3 590 606,51 €***

TOTAL GENERAL I + II	**12 973 293,59 €**	**59,45%**	**7 712 464,45 €**
CORRECTION DE L'ATTRIBUTION DU FCTVA	**10 845 154,51 €**	**59,45%**	**6 447 311,78**

RAPPORT A LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

VILLE/EMS

Exercice 2025

Annexe 6

Etat de répartition du mobilier et des travaux Site Etoile

MONTANT DES REMBOURSEMENTS A EFFECTUER

Programmes Annuels	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**
Travaux courants courants Site Etoile et Restaurants	329 839,24	220 737,47	277 410,82	367 593,97	262 260,78	315 280,75	238 194,33	425 087,05
Matériel et Mobilier de bureau	48 920,13	51 957,04	27 349,46	34 946,43	394 488,31	307 250,50	238 122,76	127 892,30
Renouvellement du parc machines - Imprimerie	76 848,29	194 175,11	52 306,83	18 139,75	84 121,29	5 032,45	86 485,09	121 689,66
Total	**455 607,66**	**466 869,62**	**357 067,10**	**420 680,16**	**740 870,38**	**627 563,70**	**562 802,17**	**674 669,01**

Programmes sur Autorisation de programme		**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**	
Propriété VILLE - Immeuble de la Bourse	A rembourser par l'EMS	37 280,27	132 688,16	148 150,30	721 534,56	351 195,61	144 537,60	**85 002,45**	
Propriété EMS - Centre Administratif Rénovation Thermique	A rembourser par la Ville					493 183,58	396 644,23	**739 624,99**	
Propriété EMS - Centre Administratif		89 463,92	271 062,36	643 738,10	2 407 544,58	1 406 634,59	1 557 774,43	*1 155 505,82*	*sur l'exercice 2025*
								53 741,97	*sur l'exercice 2026*
								1 209 247,78	

	Propriétaire	EMS - locataire % rapporté à la superficie totale	DEPENSES 2025 EFFECTUEES PAR LA VILLE A REPARTIR ENTRE LA VILLE ET L'EMS	Remboursement par l'EMS à la VILLE Budget EMS 2018/AP0305 Programme 1288
Immeuble de la Bourse VDS 2009/AP0134 Programme 962	Ville	**43,45%**	234 009,77	**101 682,44**
	CORRECTION FCTVA	*0,16404*	*38 386,96*	*16 679,99*
				85 002,45

	Propriétaire	VILLE - locataire % rapporté à la superficie totale	DEPENSES 2025 EFFECTUEES PAR L'EMS A REPARTIR ENTRE LA VILLE ET L'EMS	Remboursement par la VILLE à l'EMS Budget VILLE 2019/AP0232 Programme 1252 LO01
Centre Administratif EMS 2016/AP0262 Prog 1125 1126	EMS	**52,58%**	2 751 294,02	**1 446 537,85**
	CORRECTION FCTVA	*0,16404*	*451 322,27*	*237 290,07*
				1 209 247,78
			Sur exercice 2025	**1 155 505,82**
			Sur exercice 2026	**53 741,97**

	Propriétaire	VILLE / EMS (CMP -	DEPENSES 2025 EFFECTUEES PAR L'EMS	Remboursement par la VILLE à l'EMS
Centre Administratif EMS 2016/AP0262 Prog 1216 Rénovation Thermique	EMS	**50,00%**	1 769 522,43	**884 761,22**
	CORRECTION FCTVA	*0,16404*	*290 272,46*	*145 136,23*
			Sur exercice 2025	**739 624,99**

	site	Superficie en m2	EMS - locataire % rapporté à la superficie totale	Dépenses 2025 effectuées par la Ville A répartir entre la ville et l'EMS	**REMBOURSEMENT EMS**
Propriété de la Ville	Fustel	2049	96,25%	6 931,60	6 671,83
	Bourse	1771	43,45%	2 233,13	970,34
	38RH	4464	35,74%	51 903,50	18 552,34
	TOTAL			61 068,23	***26 194,52***

	site	Superficie en m2	VILLE - locataire % rapporté à la superficie totale	Dépenses 2025 effectuées par l'EMS A répartir entre la ville et l'EMS	**REMBOURSEMENT VDS**
Propriété de l'EMS	CA	20210	52,58%	899 085,14	472 708,72
	Soleure	2105	39,10%	10 051,53	3 929,86
Location	28 Avenue du RHIN	1642	20,85%	8 967,07	1 869,67
	24 rue du 22 Novembre	588	66,07%	1 380,83	912,33
	1 Avenue du RHIN CE - loc	1531	56,04%	17 595,73	9 860,38
	Régularisations			39 849,03	39 849,03
	TOTAL			976 929,33	**529 130,01**

	site	TGR	Dépenses 2025 effectuées par l'EMS A répartir entre la ville et l'EMS sur la base du TGR	**Remboursement par la VILLE à l'EMS RESTAURANTS**
Restaurants Administratifs	Restaurant Fédération	**57,99%**	9 598,50	5 566,17
	TOTAL		**9 598,50**	**5 566,17**

Total TTC du remboursement	*508 501,66*

Remboursement de la Ville à l'EMS	**508 501,66**
Correction FCTVA 0,16404	- ***83 414,61***
TOTAL	***425 087,05***

SUIVI DEPENSES MOBILIERS 2025			
ENTITES	**Programme 57**	**%VILLE**	**REMBOURSEMENT**
CABINET	1 193,13	50,00%	596,57 €
CULTURE	1 508,77	80,72%	1 217,81 €
ENFANCE ET EDUCATION	25 328,32	100,00%	25 328,32 €
DIRECTION ACCOMPAGNEMENT DES PROJETS	5 860,08	50,00%	2 930,04 €
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET ATTRACTIVITE	805,09	14,37%	115,72 €
EAUX ET RISQUES ENVIRONNEMENTAUX	24,30	0,00%	0,00 €
EVENEMENTS ET VIE ASSOCIATIVE	2 212,46	100,00%	2 212,46 €
DIRECTION GENERALE DES SERVICES	8 440,77	50,00%	4 220,39 €
POPULATION ELECTION ET CULTES	25 997,97	97,63%	25 380,81 €
RESSOURCES HUMAINES	1 508,77	57,93%	874,03 €
RESSOURCES LOGISTIQUES	111 165,73	41,28%	45 889,76 €
REGLEMENTATION URBAINE	7 914,55	95,41%	7 550,96 €
SECURITE	21 034,41	100,00%	21 034,41 €
SOLIDARITE SANTE JEUNNESSE	10 719,78	78,43%	8 407,81 €
TERRITOIRES	1 425,94	75,00%	1 069,46 €
TRANSITION ENERGIE ET CLIMAT	703,68	23,00%	161,85 €
URBANISME ET TERRITOIRE	35 241,93	17,02%	5 998,18 €
	261 085,68 €		**152 988,55 €**

0,16404	*-42 828,49 €*		*-25 096,24 €*
MONTANT TOTAL REMBOURSEMENT PAR LA VILLE	**218 257,19 €**		**127 892,30 €**

Strasbourg.eu
eurométropole

12

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

Attribution d'une subvention à la Maison européenne de l'Architecture en faveur des Journées de l'Architecture 2026.

Numéro E-2026-410

L'association « Maison européenne de l'architecture - Rhin supérieur/Europäisches architekturhaus-Oberrhein » organise chaque année les journées de l'architecture qui totalisent près de 200 manifestations sur tout le territoire du Rhin supérieur (Alsace, Bade-Wurtemberg, canton de Bâle) dont la moitié sont localisées au sein de l'Eurométropole de Strasbourg.

L'objectif de ce festival est de promouvoir l'architecture contemporaine auprès du grand public (amateurs, familles, scolaires) et des professionnels (architectes, étudiants) mais aussi de favoriser les échanges transfrontaliers. Chaque année, l'événement attire plus de 25 000 visiteurs.

Cette année le festival se déroulera du mercredi 1er octobre au dimanche 25 octobre 2026 avec une programmation riche et variée mettant en lumière l'architecture à travers différentes manifestations : expositions, visites, parcours à vélo, projections cinématographiques, conférences, colloques, ateliers enfant, etc.

Dans le cadre de l'édition 2026, trois temps forts sont prévus dans chaque pays du Rhin supérieur : une conférence à Karlsruhe le lundi 5 octobre, une conférence à Bâle le jeudi 22 octobre et une à Strasbourg. Il s'agit de grandes conférences avec des architectes invité·es de renommée internationale. La conférence temps fort à Strasbourg aura lieu au Maillon le 7, le 9 ou le 10 octobre. Un quatrième temps fort se tiendra également à Mulhouse le 15 octobre.

Comme chaque année, cet évènement est l'occasion pour l'Eurométropole de Strasbourg de valoriser son patrimoine architectural aux yeux d'un large public et de participer pleinement à l'émergence d'un espace rhénan commun de l'architecture.

Étant donné l'ampleur géographique et médiatique de l'évènement, tant en France qu'en Allemagne et en Suisse, il est proposé au Conseil de reconduire le soutien de l'Eurométropole de Strasbourg à cette manifestation à hauteur de 10 000 € pour l'édition 2026.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

l'attribution de la subvention suivante :

	2026
Maison européenne de l'architecture - Rhin supérieur *26ème édition des Journées de l'architecture sur le thème «Architecture & paysage | Architektur & Landschaft» du 1er au 25 octobre 2026*	*10 000 €*
TOTAL	***10 000 €***

décide

d'imputer la somme de 10 000 € sur la ligne budgétaire 23-65748-8079-CP00A,

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer les conventions financières et arrêtés afférents.

⌦ : **DAP** Conseil EMS 26/06/2026

	montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**	dossiers
TOTAL DAP	10 000 €	10 000 €	**10 000 €**	1

Référence	**Association**	type d'aide	montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**		commentaires
00024749	**MAISON EUROPÉENNE DE L'ARCHITECTURE RHIN SUPÉRIEUR**	Projet - Manifestation	10 000 €	10 000 €	**10 000 €**		

13

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

Désignations de représentant·es de l'Eurométropole de Strasbourg au sein de divers organismes.

Numéro E-2026-552

L'article L.2121-33 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) dispose que « Le Conseil municipal procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du présent Code et des textes régissant ces organismes. La fixation par les dispositions précitées de la durée des fonctions assignées à ces membres ou délégués ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes. »

En application de cet article et des statuts de chaque organisme, le Conseil est appelé à désigner ses représentant·es.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu les articles L.1524-5, L.2121-21 et L.2121-33
du Code Général des Collectivités Territoriales,
vu l'article L.1211-2 du CGCT prévoyant la possibilité pour l'assemblée délibérante de désigner un remplaçant au membre titulaire au comité des finances locales,
vu la candidature acceptée de la Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg en tant que membre titulaire du comité des finances locales à compter de 2026,
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

désigne

pour le représenter au sein des organismes ci-dessous énumérés les conseiller·ères suivant·es :

Comité des finances locales (CFL)
- M. / Mme……. , suppléant·e

Syndicat des eaux et de l'assainissement Alsace Moselle (SDEA)
Au conseil d'administration (en remplacement) :
- M. / Mme.……
- M. / Mme.……
- M. / Mme.……

Le Maillon
Au conseil d'administration :
- M. / Mme….. , titulaire

Faculté de droit, de sciences politiques et de gestion
- M. / Mme…. , titulaire *- M. / Mme….. , suppléant·e*

Institut national des sciences appliquées (INSA) de Strasbourg
- Mme…. , titulaire *- Mme….. , suppléante*

Euro-institut (Groupement local de coopération transfrontalière – GLCT) en remplacement
- M. / Mme…. , titulaire *- M. / Mme….. , suppléant·e*

CDC Habitat
Le représentant de l'Eurométropole de Strasbourg désigné le 29 mai 2026 siège en sa qualité de membre du Conseil de surveillance.

Commission Strasbourg-Kehl
- Mme Catherine TRAUTMANN, en tant que Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg, titulaire.

Strasbourg.eu
eurométropole

14

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

Attribution de subventions au titre du Contrat Local de Santé de troisième génération.

Numéro E-2026-498

La troisième génération du Contrat Local de Santé (CLS III) de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole a été signée en juillet 2023 et engage la collectivité, en lien étroit avec les partenaires, dans la poursuite des dynamiques de santé publique et environnementale visant la réduction des inégalités sociales et territoriales de santé. La présente délibération propose d'allouer les subventions suivantes dont le montant total s'élève à 130 000 €.

ORS Grand Est	**20 000 €**

Fonctionnement général dans le cadre de la Convention Pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens

L'ORS Grand Est est un bureau d'étude associatif en santé publique qui fournit une aide précieuse pour l'élaboration et l'évaluation des politiques sanitaires, sociales, médico-sociales et de santé environnementale de notre collectivité, en particulier les Contrats Locaux de Santé (CLS) et le Contrat Local de Santé Mentale (CLSM).

L'Eurométropole de Strasbourg soutient l'association depuis 2009 à travers une subvention annuelle de 20 000 euros et des conventions pluriannuelles d'objectifs et de moyens (CPOM) successives ont permis de formaliser notre partenariat avec l'ORS Grand Est. En 2025 a été renouvelée la Convention Pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens (CPOM) pour la période 2025-2027 afin de couvrir la seconde partie de mise en œuvre du CLS III. Cette CPOM fixe les objectifs partagés sur la période entre l'ORS Grand Est et l'Eurométropole de Strasbourg : mettre en évidence les inégalités sociales et territoriales de santé et orienter les décisions techniques et politiques en matière de politique publique. Elle précise également les modalités de suivi des programmes annuels de travail et de versement de la subvention.

Ce partenariat permet la production de nombreuses données d'observation en santé publique et environnementale à l'échelle des territoires de l'Eurométropole de Strasbourg avec une attention toute particulière à l'approche infra communale et l'analyse des inégalités : mortalité prématurée, état de santé global des habitant.es, consommation de soins, offre de soins libérale, état de santé des enfants scolarisés, santé des femmes

enceintes et des nouveaux nés, etc.

Il est donc proposé de soutenir la structure pour l'année en cours conformément aux termes de la convention, à hauteur de 20 000 €.

Maison Sport Santé de Strasbourg	**60 000 €**

Accompagnement méthodologique pour le déploiement du dispositif Sport santé sur ordonnance dans les communes de l'Eurométropole de Strasbourg

La Maison Sport Santé (MSS) de Strasbourg dispose d'une expertise et d'un savoir-faire légués par la ville de Strasbourg, pionnière dans l'installation du dispositif de santé publique Sport Santé sur Ordonnance (SSSO). Depuis 2021, l'Eurométropole de Strasbourg a souhaité mandater la MSS de Strasbourg pour faire bénéficier de cette expertise l'ensemble des communes souhaitant s'engager dans le déploiement du dispositif de Sport Santé sur Ordonnance sur leur territoire, en particulier par l'accompagnement méthodologique des communes volontaires dans la mise en place du dispositif.

Ces travaux ont été engagés par la MSS et ont permis de mobiliser les partenaires institutionnels et communes intéressées. Des avancées significatives ont été réalisées sur les communes de Bischheim, Schiltigheim et Illkirch-Graffenstaden où le dispositif SSSO a été lancé officiellement dès la fin de l'année 2023 : labellisation des structures sportives s'y engageant, démarrage des inclusions et identification de plusieurs créneaux hebdomadaires d'activité physique adaptée financés par les collectivités. Un enrichissement de l'offre est d'ores et déjà prévu sur la commune de Schiltigheim avec des projets concrets de labelliser de nouvelles structures sportives. Des travaux sont également menés sur les communes d'Ostwald, Vendenheim, Holtzheim et Lipsheim et des perspectives de développement du dispositif sur les territoires se dégagent progressivement. Enfin, la MSS accompagne le développement de la formation à l'activité physique adaptée des éducateurs sportifs de l'Eurométropole de Strasbourg et renforce la sensibilisation des publics et communes à travers des campagnes d'information.

Il est proposé de renouveler pour 2026 la subvention de 60 000 € à la MSS au titre de ses missions d'ingénierie, de conseil et de mise en lien des acteurs ainsi que d'animation territoriale du dispositif Sport Santé sur Ordonnance à l'échelle des communes.

Maison de la santé mentale de l'Eurométropole de Strasbourg	**50 000 €**

Fonctionnement général

Inscrit dans la troisième génération du CLS, le projet innovant de Maison de la santé mentale de l'Eurométropole de Strasbourg a été initié dans le cadre du Conseil Local de Santé Mentale (CLSM). Aujourd'hui porté par l'association du même nom, créée en septembre 2022, le projet fait écho aux constats d'un état en santé mentale de la population particulièrement dégradé ainsi que la nécessaire destigmatisation et inclusion dans la cité des personnes souffrant de troubles de santé psychique.

Dans ses locaux au centre-ville de Strasbourg, la Maison de la Santé mentale développe des projets de prévention en santé mentale et porte à la connaissance du grand public les

enjeux liés à l'inclusion des personnes dans la cité. La Maison de la Santé Mentale est un lieu ressources où habitantes et habitants peuvent trouver informations et relais vers des dispositifs et offres existantes. Tiers lieu et laboratoire d'innovation, la Maison de la santé mentale propose des permanences d'associations de pair-aidance, accueille des ateliers d'éducation à la santé, des conférences et débats, des démarches innovantes, notamment la première Université populaire en santé mentale en lien étroit avec l'Unistra.
Afin d'accompagner le développement de l'activité de l'association, il est proposé une subvention de fonctionnement de 50 000 euros.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *d'allouer les subventions suivantes :*

1. ORS Grand Est	*20 000 €*
2. Maison sport santé de Strasbourg	*60 000 €*
3. Maison de la santé mentale de l'Eurométropole de Strasbourg	*50 000 €*
TOTAL	***130 000 €***

- *d'imputer les subventions pour un montant total de 130 000 € sur la ligne AS05A - 65748 - 410 - prog. 8004 dont le disponible avant le présent Conseil est de 332 500 €,*

autorise

- *la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer les conventions financières afférentes aux subventions allouées.*

⌦ : **DSSJ** Conseil EMS 26/06/2026

	montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**	dossiers
TOTAL Santé	130 000 €	130 000 €	130 000 €	3

Référence	**Association**	type d'aide	montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**	commentaires
3			***130 000 €***	**130 000 €**	***130 000 €***	***délibération Santé***
00027216	**OBSERVATOIRE RÉGIONAL DE LA SANTÉ GRAND EST**	Projet - Manifestation	20 000 €	20 000 €	**20 000 €**	
00025952	**GROUPEMENT D'INTÉRÊT PUBLIC MAISON SPORT SANTÉ DE STRASBOURG**	Fonctionnement	60 000 €	60 000 €	**60 000 €**	
00026953	**MAISON DE LA SANTE MENTALE DE L´EUROMETROPOLE DE STRASBOURG**	Fonctionnement	50 000 €	50 000 €	**50 000 €**	

Strasbourg.eu
eurométropole

15

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

Soutien de l'Eurométropole de Strasbourg aux associations intervenant dans le champ de l'insertion sociale et socio-professionnelle.

Numéro E-2026-446

Dans le contexte de l'accroissement de la précarité sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, et de ses conséquences sociales (isolement social, perte de confiance en soi, sentiment d'inutilité sociale, absence de recherche dynamique d'emploi ou d'activités), l'Eurométropole porte une politique d'insertion sociale et/ou socio- professionnelle et de lutte contre les inégalités sociales.

Dans ce cadre, l'Eurométropole soutient des partenaires associatifs dans leurs projets et actions de (re)mobilisation permettant aux personnes de s'inscrire progressivement et durablement dans des parcours d'insertion.

Le réseau des ateliers « passerelles » intervient dans le dispositif d'insertion de l'Eurométropole. Ils sont un relais important pour les professionnels du champ social et permettent à des personnes en difficulté, éloignés de l'activité et de l'emploi, de redevenir actives en participant de manière collective à des activités supports.

Ces activités sont différentes selon les structures et tiennent compte des caractéristiques des publics accueillis (santé, isolement, rythme). Les ateliers passerelles constituent une première étape dans un parcours d'insertion professionnelle pour ces personnes.

Ces ateliers ont des caractéristiques communes :
- l'alternance entre accompagnement collectif en atelier et accompagnement socio-professionnel individuel,
- les essais en milieu de travail,
- le travail réalisé pour améliorer son savoir-être,
- la reprise d'une activité manuelle au sein de l'atelier,
- la mise en place des conditions d'une employabilité ou d'une activation des compétences sociales des personnes orientées (implication citoyenne dans son quartier ou bénévolat).

Le financement de ces ateliers par l'Eurométropole concerne les publics éloignés de l'activité et de l'emploi, bénéficiaires de minimas sociaux, celui de la Collectivité

Européenne d'Alsace concernant les publics bénéficiaires du RSA.

Dans ce cadre, il est proposé d'allouer des subventions pour un montant total de 58 300 €.

Entraide le Relais	**18 000 €**

Ateliers « Passerelle »
L'association propose des ateliers pour construire les conditions diversifiées d'une employabilité et d'une implication citoyenne à travers le bénévolat associatif : ateliers collectifs variés, axés sur les savoir-faire comme levier de valorisation et d'estime de soi : jardin et espaces verts, petites réparations et peinture, atelier cuisine, atelier numérique, associés à des ateliers basés sur le développement des compétences transférables.
Le cadre collectif redynamisant permet aux personnes accueillies et accompagnées d'entreprendre les démarches utiles à une reprise d'activité professionnelle.

Association Antenne mouvement d'accueil, d'information et de soutien	**8 000 €**

Parcours Inform'action
L'association Antenne accueille des publics sans domicile fixe ou domiciliés en CHRS ou sous-main de justice. Elle propose des sessions collectives mensuelles dans lesquelles sont abordées différents thèmes autour de l'emploi, du numérique, et de l'estime de soi, qui permettent de donner des outils pour booster la recherche d'emploi et favoriser la réinsertion dans le monde professionnel.
L'atelier passerelle *Inform'action* permet à des personnes en situation de grande précarité ou en situation d'isolement de s'inscrire dans une dynamique collective favorisant la resocialisation et l'accès à l'activité professionnelle.

Association l'Atelier	**8 000 €**

Atelier de redynamisation, PADEP
Le *PADEP Atelier* accueille un public en grand isolement, en situation de souffrance psychique et/ou physique, ayant des parcours à rupture multiple.
Il permet à travers l'activité de différents ateliers et un accompagnement individualisé de favoriser le lien et la reprise de confiance en soi, la montée en compétences transférables dans le monde associatif ou de l'entreprise (menuiserie, arts plastiques, numérique, actions citoyennes), ainsi que l'inscription des personnes dans une dynamique collective leur permettant de s'inscrire dans un projet de vie.

Plurielles	**10 300 €**

L'association a pour objet l'accompagnement de femmes migrantes dans leur parcours d'inclusion socioprofessionnelle. Dans ce cadre, la structure a développé des ateliers Passerelle, organisés autour de deux parcours : parcours axé sur le social (besoin d'améliorer les compétences langagières, communicationnelles et compréhension de la société d'accueil) - parcours axé sur le professionnel (projet professionnel avec nécessité de fluidifier les compétences langagières et communicationnelles, compréhension du monde du travail, formation). En renforçant son accompagnement socio-professionnel, elle favorise l'engagement des femmes dans une démarche active d'intégration citoyenne et d'accès à l'emploi.

Association bas-rhinoise des chômeurs et demandeurs d'emploi - ABCDE	**14 000 €**

Fonctionnement général
L'association organise des comités locaux de chômeur·ses et précaires qui se rencontrent mensuellement (une vingtaine par session). La démarche d'accompagnement est essentiellement collective mais peut également dans certains cas nécessiter un accompagnement individuel et de la médiation avec les institutions. Elle a également pour ambition de construire des revendications collectives à partir des problèmes rencontrés par les demandeurs et demandeuses d'emploi et les précaires qu'elle relaye auprès des institutions. Elle organise des activités culturelles. Trois comités locaux se réunissent mensuellement sur l'Eurométropole.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *d'allouer les subventions suivantes :*

Entraide le Relais	*18 000 €*
Association Antenne mouvement d'accueil, d'information et de soutien	*8 000 €*
Association l'Atelier	*8 000 €*
Plurielles	*10 300 €*
Association bas-rhinoise des chômeurs et demandeurs d'emploi - A.B.C.D.E.	*14 000 €*
TOTAL	***58 300€***

- *d'imputer ces subventions d'un montant de 58 300 € sur la ligne AS01B – 424 – 8002 – 65748,*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer les conventions financières y afférentes.

⌦ : **DSSJ** Conseil EMS 26/06/2026

TOTAL Développement des politiques sociales

montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**	dossiers
58 300 €	65 300 €	58 300 €	5

Référence	**Association**	type d'aide	montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**	commentaires
5			***58 300 €***	**65 300 €**	***58 300 €***	***délibération Développement des politiques sociales***
00027260	**ENTRAIDE LE RELAIS**	Fonctionnement	18 000 €	22 000 €	**18 000 €**	
00026839	**ASSOCIATION ANTENNE**	Projet - Manifestation	8 000 €	11 000 €	**8 000 €**	
00025161	**L'ATELIER**	Fonctionnement	8 000 €	8 000 €	**8 000 €**	
00026005	**PLURIELLES**	Projet - Manifestation	10 300 €	10 300 €	**10 300 €**	
00025794	**A.B.C.D.E. (ASSOCIATION BAS-RHINOISE DES CHÔMEURS ET DEMANDEURS D'EMPLOI)**	Fonctionnement	14 000 €	14 000 €	**14 000 €**	

16

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

Soutien en faveur de l'autonomie des personnes âgées et en situation de handicap.

Numéro E-2026-500

L'Eurométropole de Strasbourg, comme de nombreux territoires au niveau national, est confrontée à une évolution démographique marquée par le vieillissement de sa population : 85 939 personnes sont aujourd'hui âgées de 65 ans et plus, soit une augmentation de 25 % depuis 2010. Parmi elles, près de 30 000, soit près de 35 % vivent seules à domicile.

Ces enjeux ont fait l'objet d'une réflexion approfondie par le Conseil de Développement qui, saisi par la Présidence de l'Eurométropole de Strasbourg de la précédente mandature, a conduit durant une année un travail consacré à ces transformations sociétales à l'échelle du territoire. Cette démarche a abouti à la publication d'un rapport intitulé « Bien vieillir dans l'Eurométropole de Strasbourg », mettant notamment en exergue les enjeux liés au maintien à domicile, à travers l'adaptation des logements, ainsi qu'au maintien d'une vie sociale active, en lien avec des solutions de mobilité adaptées.

Dans ce contexte, il est proposé que l'Eurométropole de Strasbourg apporte son soutien à trois associations dont les actions répondent directement à ces priorités, en proposant des solutions concrètes et innovantes visant à favoriser l'autonomie et la pleine participation des personnes âgées et des personnes en situation de handicap à la vie du territoire.

CEP-CICAT	**35 000 €**

Fonctionnement général pour le point d'accueil et d'information
Cette association gère un centre d'exposition permanent ainsi qu'un centre d'information et de conseil en aides techniques. Sa mission essentielle est d'informer et d'orienter les personnes en perte d'autonomie vers les solutions techniques adaptées à leurs besoins.
Ces aides techniques, comprenant divers équipements et logiciels, constituent des ressources précieuses permettant aux personnes âgées ou en situation de handicap de surmonter les obstacles du quotidien et de préserver leur indépendance.

ARASC	**22 000 €**

Fonctionnement général pour l'accompagnement véhiculé
L'ARASC propose un service d'accompagnement véhiculé, individuel ou collectif,

spécifiquement conçu pour les personnes âgées ou en situation de handicap. Ce dispositif vient enrichir l'offre de service Mobistras et répond à des besoins essentiels comme l'assistance pour les courses, les activités de loisirs et autres déplacements du quotidien.
Cette initiative contribue, en synergie avec les politiques municipales, à relever le double défi de la lutte contre l'isolement social et du maintien à domicile des personnes vulnérables.

Groupement pour l'Insertion des personnes Handicapées Physiques – GIHP ALSACE	**5 500 €**

Fonctionnement général
Le GIHP Alsace assure un service de location de véhicules adaptés à destination des personnes en situation de handicap, leur permettant d'accéder aux soins, aux activités et à la vie sociale sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg.
Ce service, financé par l'Eurométropole de Strasbourg, répond à un besoin essentiel de mobilité inclusive pour les personnes dont le handicap ne permet pas le recours aux transports en commun ordinaires, et vient ainsi compléter l'offre du dispositif Mobistras et de l'ARASC.
Par ailleurs, au-delà du maintien à domicile et de la mobilité, l'Eurométropole de Strasbourg soutient également une association dont l'action est centrée sur l'inclusion des personnes en situation de handicap par le sport et les loisirs.

Nouvel Envol	**3 000 €**

Subvention projet
Depuis 2003, l'association Nouvel Envol organise, avec l'appui des étudiants du DEUST Sport Adapté de l'Université de Strasbourg, la journée Nouvel Envol, qui a pour objectif la promotion du sport adapté à travers la découverte d'activités physiques et sportives accessibles aux personnes en situation de handicap et à leurs éducateurs.
Cet événement se déroule chaque année au plan d'eau de la Hardt, lac Achard, à Illkirch-Graffenstaden et rassemble près de 800 participants autour d'une vingtaine d'ateliers sportifs et ludiques, démontrant que la pratique sportive peut être accessible à tous en étant adaptée aux capacités de chacun.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *d'allouer les subventions suivantes :*

1	CEP - CICAT	35 000,00
2	ARASC	22 000,00
3	GIHP ALSACE	5 500,00
4	NOUVEL ENVOL	3 000,00
	Total	**65 500,00**

- *d'imputer les subventions d'un montant total de 65 500 € au compte AS05L- 4238 – 8103-65748, dont le disponible avant le présent Conseil est de 93 000 €,*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer les conventions y afférentes.

⌦ : **DSSJ** Conseil EMS 26/06/2026

	montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**	dossiers
TOTAL Autonomie	57 000 €	68 000 €	**65 500 €**	4

Référence	**Association**	type d'aide	montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**	commentaires
4			***57 000 €***	**68 000 €**	***65 500 €***	***délibération Autonomie***
00024120	**CEP CICAT**	Fonctionnement	35 000 €	35 000 €	**35 000 €**	
00025846	**ARASC**	Fonctionnement	22 000 €	22 000 €	**22 000 €**	
00026777	**GIHP ALSACE**	Fonctionnement		7 000 €	**5 500 €**	
00024031	**NOUVEL ENVOL**	Projet - Manifestation		4 000 €	**3 000 €**	

Strasbourg.eu
eurométropole

17

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

Subventions au titre des solidarités intercommunales.

Numéro E-2026-486

L'Eurométropole de Strasbourg, investie dans le champ des solidarités eurométropolitaines et intercommunales, de l'hébergement d'urgence et en cohérence avec l'extension de la compétence logement social dont elle s'est saisie en 2006, soutient des actions portées par des partenaires œuvrant dans ce domaine.
Ce soutien à l'hébergement d'urgence et plus largement des personnes en situation de précarité qui n'ont pas accès aux dispositifs d'hébergement de droit commun se fait au travers de différents dispositifs. L'Eurométropole, en coopération avec la Ville de Strasbourg, a ainsi développé le programme d'hébergement de 600 places, dispositif qui fonctionne actuellement à la totalité de sa capacité.

L'Eurométropole intervient également en soutenant des associations qui proposent d'autres modalités d'hébergement, afin d'offrir des solutions au plus près des besoins spécifiques des populations concernées.

Les associations concernées par la présente délibération proposent ainsi des solutions d'hébergement pour des personnes en errance, des dispositifs d'aide à la recherche de logement ou d'hébergement citoyen pour des personnes en situation de migration ou encore des hébergements spécifiquement destinés à des personnes à la rue avec des animaux.
Il est proposé pour l'ensemble de ces dispositifs d'attribuer des subventions à hauteur de 449 800 €, soit la reconduction des montants versés en 2025.

Horizon Amitié	**114 700€**

Accueil des Deux rives : 62 700 €
Accueil Koenigshoffen : 52 000 €
Le site d'hébergement des Deux Rives propose un hébergement dans la durée pour une quinzaine de personnes sans domicile fixe, fortement précarisés par une longue vie à la rue. Ce service s'adresse à un public très éloigné de l'autonomie. Il nécessite une présence 24 h/24, une aide à la vie quotidienne, l'intervention d'un·e travailleur·se social·e et d'un·e infirmier·ère.
La structure d'hébergement de stabilisation de Koenigshoffen accueille et accompagne des personnes en difficulté sociale, hommes, femmes et couples sans enfant. Les

hébergements se font en appartements diffus, en cohabitation le plus souvent et disposent de 45 places.
L'orientation vers ces dispositifs se fait par le SIAO, mais également par les signalements faits par les équipes du pôle « Aller vers » de la Ville de Strasbourg, pour la prise en charge des personnes rencontrées lors des maraudes.

ADOMA	**115 000 €**

Dispositif Berges de l'Ain : 115 000 €
L'association Adoma est présente sur l'ensemble du territoire national et loge/héberge sur le territoire national plus de 88 000 personnes en difficultés qui ne peuvent avoir un logement de droit commun. Sur Strasbourg, elle assure la gestion d'un centre d'hébergement de 30 places en stabilisation dans 17 chalets individuels ou partagés (Berges de l'Ain). Le dispositif permet à des personnes en grande précarité avec addictions de trouver une solution d'hébergement ou de relogement. La structure s'adresse à des personnes majeures isolées et à des couples sans enfants à la rue avec leurs animaux. Une équipe pluridisciplinaire assure l'accueil, l'accompagnement et le suivi social des personnes hébergées ainsi que l'entretien du site.

L'Etage Club de Jeunes	**120 000 €**

Espace Joséphine Baker : 120 000 €
Financé au départ dans le cadre de la Stratégie Pauvreté de l'Etat puis dans le Pacte des Solidarité, ce dispositif vise à accueillir et accompagner des personnes à la rue et leurs chiens.
La participation de l'Etat s'inscrit désormais dans le droit commun avec un financement direct de la DDETS auprès de l'association, pour la moitié du coût de fonctionnement du dispositif. La participation de l'Eurométropole, sur ses fonds propres, est donc de 120 000 €, comme en 2025.
L'hébergement se fait dans des caravanes (22) et le terrain dispose d'installations sanitaires, de machines à laver, d'un chenil, de salles de réunion et de lieux de convivialité.
Le dispositif a accueilli plus de 40 personnes depuis son ouverture, l'accompagnement est assuré par une équipe de deux travailleurs sociaux, d'une intervenante sociale avec un encadrement relevant d'un chef de service. Par ailleurs, deux consultations infirmières sont assurées chaque semaine et la Banque Alimentaire intervient pour livrer des colis alimentaires et des produits d'hygiène.

Association l'Ilot	**64 500€**

Fonctionnement 64 500 €
L'association « L'Ilôt » a été créée en 2017. Elle s'est fixée comme objectif de trouver une solution de logement adaptée et pérenne pour des personnes en errance et/ou « hors circuit » désireuses de s'inscrire et de vivre dans un habitat copartagé et participatif.
L'association dispose de locaux mis à disposition par la collectivité, structure qui permettaient d'accueillir une dizaine de personne, éventuellement en couple, dans un bâtiment rue de Lübeck. Une équipe médico-sociale assure l'accompagnement, le suivi social et l'animation du lieu.
L'association a récupéré en 2024 l'usage du rez-de-chaussée de ce bâtiment, ce qui lui a permis d'accueillir 5 personnes supplémentaires.
À ce titre, il est proposé de maintenir le montant de la subvention versée en 2025, soit 64 500 €.

Association régionale spécialisée d'action sociale d'éducation et d'animation (ARSEA) - établissement Gala	**35 600 €**

Fonctionnement du service logements d'insertion : 35 600 €
L'établissement GALA assure une mission d'insertion par le logement de familles en situation d'exclusion. La participation de l'Eurométropole de Strasbourg est destinée à financer la logique de parcours de l'hébergement vers le logement pour des personnes défavorisées dans le cadre des actions suivantes :

- le service logement insertion qui offre aux personnes la possibilité de tester leur capacité à occuper un logement autonome. L'espace relais propose des places en appartements de coordination thérapeutique,
- le service des délégations Fonds Solidarité Logement,
- les résidences sociales « Lausanne » et « Couronne », dispositif des « baux glissants ».

Depuis 1993, Gala a négocié plus de 150 logements dans ce cadre avec des bailleurs sociaux et des propriétaires privés. Cette démarche, inscrite dans la programmation du plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées, a montré sa pertinence, tant pour les populations fragiles à qui elle offre un réel moyen d'accéder à un logement que pour les bailleurs sociaux soucieux de la capacité effective des personnes à occuper un logement avec le soutien d'un accompagnement social.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *d'allouer les subventions suivantes :*

1.Horizon amitié	*114 700 €*
2. ADOMA	*115 000 €*
3.L'Etage Club de Jeunes	*120 000 €*
4. L'Ilot	*64 500 €*
5.. ARSEA GALA	*35 600 €*

- *d'imputer ces subventions pour un montant total de 449 800 € au AS10A - 424 - 65748 - prog. 8000,*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer les conventions afférentes.

⌦ : **DSSJ** Conseil EMS 26/06/2026

	montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**	dossiers
TOTAL LCE	449 800 €	457 650 €	449 800 €	6

Référence	**Association**	type d'aide	montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**	commentaires
6			***449 800 €***	***457 650 €***	***449 800 €***	***délibération LCE***
00027253	**ASSOCIATION HORIZON AMITIÉ**	Fonctionnement	62 700 €	65 150 €	**62 700 €**	
00027277	**ASSOCIATION HORIZON AMITIÉ**	Fonctionnement	52 000 €	52 000 €	**52 000 €**	
00027230	**SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE ADOMA**	Fonctionnement	115 000 €	115 000 €	**115 000 €**	
00025762	**L'ETAGE - CLUB DE JEUNES**	Fonctionnement	120 000 €	122 400 €	**120 000 €**	
00025891	**ASSOCIATION L'ÎLOT**	Projet - Manifestation	64 500 €	64 500 €	**64 500 €**	
00027072	**ARSEA GALA**	Fonctionnement	35 600 €	35 600 €	**35 600 €**	

Strasbourg.eu
eurométropole

18

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

Programmation du Contrat de ville : deuxième étape de soutien aux projets pour l'année 2026.

Numéro E-2026-471

Le Contrat de ville « Quartiers 2030 » de l'Eurométropole de Strasbourg porte, pour la période 2024-2030, un projet global d'équité urbaine et de cohésion sociale pour les habitant·es du territoire de la métropole, caractérisé par de très grandes inégalités socio-spatiales. Le Contrat de ville vise à mettre en œuvre une stratégie partagée de développement social, urbain et économique pour les 21 QPV de l'agglomération.

La convention cadre du Contrat de ville, adoptée par l'Eurométropole de Strasbourg au Conseil du 28 mars 2024, engage l'ensemble des signataires autour de trois ambitions partagées pour répondre à des enjeux prioritaires :
1. un territoire inclusif et solidaire,
2. des quartiers où grandir et s'émanciper tout au long de la vie,
3. des rues et des logements où il fait bon vivre.

L'appel à projets annuel constitue l'un des leviers pour répondre aux ambitions et enjeux prioritaires du Contrat de ville. Il s'agit, à travers des projets portés principalement par des associations, de renforcer sur des territoires fragiles, l'action des politiques publiques pour contribuer à réduire les écarts socio-économiques entre les quartiers prioritaires et l'ensemble de la métropole, et d'améliorer les conditions de vie de leurs habitant·es. Les projets soutenus s'inscrivent en complément des actions menées dans le cadre de politiques publiques de droit commun et sont ainsi au service de l'innovation sociale. Ils constituent des réponses aux défis sociaux, démocratiques et environnementaux auxquels font face ces territoires et sont parties prenantes des politiques de réduction des inégalités.

L'appel à projets 2026, joint en annexe de la présente délibération, a été lancé le 1er octobre 2025 par l'Eurométropole de Strasbourg en concertation avec les partenaires co-financeurs (l'État, la Région Grand Est, la Collectivité européenne d'Alsace, la Caisse d'Allocations Familiales du Bas-Rhin, les communes de Strasbourg, Schiltigheim, Bischheim, Illkirch-Graffenstaden et Lingolsheim).

La présente délibération concerne la deuxième étape d'attribution de subventions aux porteurs de projets qui ont répondu à cet appel à projets. **Elle propose de soutenir**

29 projets pour un montant global de subventions de 124 460 €.

Le détail des projets soutenus est présenté par ambition et enjeu structurant la convention-cadre du Contrat de ville 2024-2030. Pour chaque projet est précisé le ou les quartiers d'intervention.

AMBITION 1 : UN TERRITOIRE INCLUSIF ET SOLIDAIRE

Si la Politique de la ville incite à penser le territoire à l'échelle de ses quartiers, la réponse à certains enjeux s'inscrit dans le cadre de stratégies plus globales. Aussi, la première ambition portée par les acteurs du Contrat de ville est d'agir pour développer la solidarité et favoriser l'inclusion sur tout le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg. Il s'agit de percevoir les équilibres du territoire dans leur ensemble et d'accompagner, par les politiques de développement social et urbain, la transformation des quartiers.

Dans le cadre de la programmation de l'appel à projets 2026 du Contrat de ville, cette ambition se décline principalement autour des enjeux suivants :
- l'égalité réelle et la lutte contre les discriminations,
- l'accès et le recours aux services publics, aux droits sociaux et juridiques,
- la mobilité durable et apaisée,
- la prévention, le bien-être et le maintien en bonne santé dès le plus jeune âge,
- l'accès à une alimentation durable et de qualité.

L'égalité réelle et la lutte contre les discriminations

En lien avec cet enjeu, il est proposé l'octroi de subventions pour deux actions portées par 2 porteurs de projets pour un montant global de **4 000 €.** Ces actions, qui concernent 5 QPV, répondent aux orientations suivantes du Contrat de ville :
- prévenir et faire reculer les préjugés et les stéréotypes,
- soutenir et accompagner les acteurs et les initiatives du territoire en faveur de l'égalité femmes-hommes et de la lutte contre les discriminations.

Porteur et projet	QPV	Subvention proposée
LES CHEMINS DE QUERENCIA *Du corps au verbe - Itinéraire d'affirmation de soi*	Wihrel	**1 200 €**
TENNIS CLUB DES ROMAINS *Tennis Respect : Lutte contre les Incivilités et les Discriminations*	Hohberg Koenigshoffen-Est Molkenbronn Murhof	**2 800 €**

L'accès et le recours aux services publics, aux droits sociaux et juridiques

En lien avec cet enjeu, il est proposé l'octroi de subventions pour une action portée par 1 porteur de projets pour un montant global de **20 000 €.** Cette action, qui concerne 1 QPV, répond à l'orientation suivante du Contrat de ville :
- maintenir et renforcer la présence de services publics de proximité, avec un accueil

physique

Porteur et projet	QPV	Subvention proposée
VIADUQ 67 *Espace France Services*	Cronenbourg	**20 000 €**

La mobilité durable et apaisée

En lien avec cet enjeu, il est proposé l'octroi de subventions pour une action portée par 1 porteur de projets pour un montant global de **1 000 €.** Cette action, qui concerne 1 QPV, répond aux orientations suivantes du Contrat de ville :

- développer et valoriser les offres et services de mobilité alternative à la voiture personnelle,
- accompagner les habitant·es aux changements de pratiques.

Porteur et projet	QPV	Subvention proposée
ARSEA *Vélos à tous les étages*	Wihrel	**1 000 €**

La prévention, le bien-être et le maintien en bonne santé dès le plus jeune âge

En lien avec cet enjeu, il est proposé l'octroi de subventions pour une action portée par 1 porteur de projets pour un montant global de **2 000 €.** Cette action, qui concerne 8 QPV, répond à l'orientation suivante du Contrat de ville :

- favoriser la santé mentale, promouvoir le bien-être et soutenir les compétences psycho-sociales.

Porteur et projet	QPV	Subvention proposée
ASS DE LUTTE CONTRE LA TOXICOMANIE *Réseau départemental des PAEJ - Points d'Accueil et d'Ecoute pour les jeunes*	Cité de l'Ill Elsau Guirbaden Hautepierre Libermann Marais Neuhof-Meinau Quartiers Ouest	**2 000 €**

L'accès à une alimentation durable de qualité

En lien avec cet enjeu, il est proposé l'octroi de subventions pour une action portée par 1 porteur de projets pour un montant global de **2 600 €.** Cette action, qui concerne 2 QPV, répond à l'orientation suivante du Contrat de ville :

- accompagner l'évolution des comportements alimentaires

Porteur et projet	QPV	Subvention proposée

LES RETOQUES - CONSERVERIE DE STRASBOURG *Lutter contre le gaspillage alimentaire dans les QPV de Hautepierre et du Hohberg*	Hautepierre Hohberg	**2 600 €**

AMBITION 2 - DES QUARTIERS OU GRANDIR ET S'EMANCIPER TOUT AU LONG DE LA VIE

Au cœur des nombreux défis des quartiers prioritaires, les enjeux relatifs à l'enfance et à la jeunesse s'avèrent être des plus structurants. Ainsi, la réussite éducative s'impose comme une priorité d'action pour l'ensemble des acteurs du Contrat de ville. Plus largement, l'acquisition de compétences, la formation et l'insertion professionnelle sont des leviers essentiels pour permettre aux habitant·es de sortir de situation de précarité ou d'atteindre leurs objectifs personnels. Il s'agit ici de favoriser l'émancipation tout au long de la vie, en mobilisant également les actions culturelles et sportives et en développant des actions encourageant une citoyenneté active à tous les âges.
Dans le cadre de la programmation de l'appel à projets 2026 du Contrat de ville, cette ambition se décline principalement autour des enjeux suivants :
- le soutien à la parentalité,
- la lutte contre les effets des inégalités sociales et territoriales en matière de réussite scolaire et éducative,
- l'accès à la formation et au développement des compétences,
- l'épanouissement et l'accès à la culture, aux sports et aux loisirs,
- la citoyenneté, la participation et l'engagement.

Le soutien à la parentalité

En lien avec cet enjeu, il est proposé l'octroi de subventions pour une action portée par 1 porteur de projets pour un montant global de **1 000 €.** Cette action, qui concerne 1 QPV, répond à l'orientation suivante du Contrat de ville :
- accompagner les parents dans l'exercice de leur rôle éducatif dès l'arrivée de l'enfant

Porteur et projet	QPV	Subvention proposée
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL L'ALBATROS *Construire les liens, ouvrir les horizons : un programme de soutien global pour les familles*	Molkenbronn	**1 000 €**

La lutte contre les effets des inégalités sociales et territoriales en matière de réussite scolaire et éducative

En lien avec cet enjeu, il est proposé l'octroi de subventions pour deux actions portées par 2 porteurs de projets pour un montant global de **11 000 €.** Ces actions, qui concernent 3 QPV, répondent aux orientations suivantes du Contrat de ville :
- améliorer les conditions d'apprentissage et réduire de façon significative les écarts de réussite scolaire,

- prévenir les ruptures sociales et lutter contre le décrochage scolaire

Porteur et projet	**QPV**	**Subvention proposée**
COLLEGE KLEBER *Accompagnons les élèves de Koenigshoffen dans leur scolarité dans une alliance éducative*	Koenigshoffen-Est	**9 000 €**
JEUNES EQUIPES D'EDUCATION POPULAIRE *EUROPACAP 2*	Centre Marais	**2 000 €**

L'accès à la formation et au développement des compétences

En lien avec cet enjeu, il est proposé l'octroi de subventions pour deux actions portées par 2 porteurs de projets pour un montant global de **6 500 €.** Ces actions, qui concernent 2 QPV, répondent aux orientations suivantes du Contrat de ville :
- ouvrir les perspectives d'orientations scolaires et professionnelles des jeunes,
- favoriser l'accès aux formations pour toutes et tous

Porteur et projet	**QPV**	**Subvention proposée**
DIGISTUB *Projet Borne Arcade*	Libermann	**1 500 €**
TESSLAB *L'économie de la débrouille : du système D au business carré*	Hautepierre	**5 000 €**

L'épanouissement et l'accès à la culture, aux sports et aux loisirs

En lien avec cet enjeu, il est proposé l'octroi de subventions pour cinq actions portées par 5 porteurs de projets pour un montant global de **9 400 €.** Ces actions, qui concernent 6 QPV, répondent aux orientations suivantes du Contrat de ville :
- favoriser l'accès à l'offre d'accueil et de loisirs des enfants et des jeunes,
- garantir des vacances pour tous les enfants et les jeunes,
- faciliter l'accès à l'art et à la culture pour toutes et tous et renforcer l'offre culturelle au service du développement des quartiers,
- accompagner les habitant·es vers une activité physique diversifiée, particulièrement les jeunes filles.

Porteur et projet	**QPV**	**Subvention proposée**
AGIR MIEUX ENSEMBLE *Animations de rue et activités culturelles – été 2026*	Centre Marais	**1 000 €**
ARSEA *Fête de la musique*	Wihrel	**1 500 €**
ASSOCIATION DES RESIDENTS DE L'ESPLANADE (STRASBOURG) *Stages de découvertes culturelles et sportives*	Jura - Citadelle	**3 000 €**

enfants QPV Jura-Citadelle 2026-2027		
ASSOCIATION SOLIDARITÉ CULTURELLE *Visite pédagogique et éducative du parc animalier de Karlsruhe*	Hohberg	**900 €**
STRASBOURG ACHENHEIM TRUCHTERSHEIM HANDBALL *Santé, mouvement, plaisir - l'équilibre commence ici*	Cronenbourg Hohberg	**3 000 €**

La citoyenneté, la participation et l'engagement

En lien avec cet enjeu, il est proposé l'octroi de subventions pour trois actions portées par 2 porteurs de projets pour un montant global de **6 500 €.** Ces actions, qui concernent 4 QPV, répondent aux orientations suivantes du Contrat de ville :

- reconnaître et favoriser l'expression, la participation et l'engagement citoyen dès le plus jeune âge,
- contribuer à l'éducation à la citoyenneté et aux valeurs de la République et lutter contre les replis communautaires.

Porteur et projet	**QPV**	**Subvention proposée**
ARSEA *Se familiariser avec la nature, développer ses envies et son engagement*	Hohberg	**3 000 €**
ARSEA *Éducation à la citoyenneté*	Neuhof – Meinau	**2 500 €**
TESSLAB *Les Forces invisibles : pouvoir d'agir - Hautepierre & Cronenbourg*	Cronenbourg Hautepierre	**1 000 €**

AMBITION 3 - DES RUES ET DES LOGEMENTS OU IL FAIT BON VIVRE

La qualité du cadre de vie et le dialogue avec les institutions sont des sujets incontournables pour les habitant·es. Ainsi, la réponse aux enjeux du quotidien s'impose comme une priorité d'action pour l'ensemble des partenaires du Contrat de ville. Il s'agit d'agir sur les logements et les espaces partagés, publics comme privés, et de garantir la sécurité dans toutes les rues, notamment en luttant contre les incivilités et les trafics. Il s'agit aussi de développer les services de proximité et les centralités dans chaque quartier.

Dans le cadre de la programmation de l'appel à projets 2026 du Contrat de ville, cette ambition se décline principalement autour des enjeux suivants :

- l'adaptation au changement climatique et la protection de l'environnement,
- la proximité et la vie de quartier,
- la qualité, la propreté et l'appropriation des espaces communs.

L'adaptation au changement climatique et la protection de l'environnement

En lien avec cet enjeu, il est proposé l'octroi de subventions pour six actions portées par 5 porteurs de projets pour un montant global de **41 060 €.** Ces actions, qui concernent 10 QPV, répondent aux orientations suivantes du Contrat de ville :

- promouvoir une consommation responsable,
- soutenir et amplifier l'éducation à la transformation écologique.

Porteur et projet	**QPV**	**Subvention proposée**
ASSOCIATION CENTRE SOCIO CULTUREL ROBERTSAU L'ESCALE *Éducation à l'environnement et éco-citoyenneté*	Cité de l'Ill	**2 500 €**
ASSOCIATION SOLIDARITÉ CULTURELLE *Favoriser le contact du public avec la nature à travers les ateliers de sensibilisation à l'environnement*	Hohberg	**1 900 €**
ASSOCIATION SOLIDARITÉ CULTURELLE *Les 4 Saisons rythment la vie du quartier*	Hohberg	**2 660 €**
CYBERGRANGE *Accompagner les pratiques de réparation, de création et de bricolage des habitant-es*	Neuhof – Meinau Port du Rhin	**22 000 €**
LYCEE POLYVALENT LE CORBUSIER *Vers un sentier artistique métropolitain*	Elsau Koenigshoffen-Est Molkenbronn Murhof	**2 000 €**
MIGRATION SOLIDARITE ET ECHANGE POUR LE DEVELOPPEMENT *Des «Repairs cafés», levier à l'inclusion des habitants d'Ampère/ Risler*	Ampère Risler	**10 000 €**

La proximité et la vie de quartier

En lien avec cet enjeu, il est proposé l'octroi de subventions pour deux actions portées par 1 porteur de projet pour un montant global de **8 900 €.** Ces actions, qui concernent 2 QPV, répondent à l'orientation suivante du Contrat de ville :

- soutenir les liens sociaux, la solidarité et l'animation d'espaces de convivialité en cœur de quartier

Porteurs et projets	**QPV**	**Subvention proposée**
LA CABANNE DES CRÉATEURS SCIC *La CabAnne des créateurs, tiers-lieu social, créatif et citoyen au cœur du territoire*	Centre Quartiers Ouest	**6 900 €**
LA CABANNE DES CRÉATEURS SCIC *Festival de la CabAnne & Lieu de vie social estival*	Centre Quartiers Ouest	**2 000 €**

La qualité, la propreté et l'appropriation des espaces communs

En lien avec cet enjeu, il est proposé l'octroi de subventions pour deux actions portées par 2 porteurs de projets pour un montant global de **10 500 €.** Ces actions, qui concernent 2 QPV, répond à l'orientation suivante du Contrat de ville :

- traiter les dysfonctionnements sur les espaces communs et améliorer la propreté, la gestion des déchets, encombrants et véhicules épaves

Porteurs et projets	**QPV**	**Subvention proposée**
ASSOCIATION L'APESTE *Sensibilisation aux éco-gestes et reconnexion à la nature des familles à faible revenu dans les quartiers populaires*	Neuhof – Meinau	**8 000 €**
LYCEE POLYVALENT LE CORBUSIER *Faire chantier commun*	Quartiers Ouest	**2 500 €**

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *d'attribuer au titre de la **Direction Urbanisme et territoires – Direction de projet politique de la ville**, les subventions suivantes :*

AGIR MIEUX ENSEMBLE *Animations de rue et activités culturelles - été 2026*	**1 000 €**
ARSEA *Vélos à tous les étages* *Se familiariser avec la nature, développer ses envies et son engagement* *Fête de la musique* *Éducation à la citoyenneté*	**8 000 €** *1 000 €* *3 000 €* *1 500 €* *2 500 €*
ASS DE LUTTE CONTRE LA TOXICOMANIE *Réseau départemental des PAEJ - Points d'Accueil et d'Ecoute pour les jeunes*	**2 000 €**
ASSOCIATION DES RESIDENTS DE L'ESPLANADE (STRASBOURG) *Stages de découvertes culturelles et sportives enfants QPV Jura-Citadelle 2026-2027*	**3 000 €**
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL L'ALBATROS *Construire les liens, ouvrir les horizons : un programme de soutien global pour les familles*	**1 000 €**
COLLEGE KLEBER *Accompagnons les élèves de Koenigshoffen dans leur scolarité dans une alliance éducative*	**9 000 €**

JEUNES EQUIPES D'EDUCATION POPULAIRE *EUROPACAP 2*	**2 000 €**
LA CABANNE DES CRÉATEURS SCIC *La CabAnne des créateurs, tiers-lieu social, créatif et citoyen au cœur du territoire* *Festival de la CabAnne & Lieu de vie social estival*	**8 900 €** *6 900 €* *2 000 €*
LES CHEMINS DE QUERENCIA *Du corps au verbe - Itinéraire d'affirmation de soi*	**1 200 €**
LYCEE POLYVALENT LE CORBUSIER *Faire chantier commun*	**2 500 €**
STRASBOURG ACHENHEIM TRUCHTERSHEIM HANDBALL *Santé, mouvement, plaisir - l'équilibre commence ici*	**3 000 €**
TENNIS CLUB DES ROMAINS *Tennis Respect : Lutte contre les Incivilités et les Discriminations*	**2 800 €**
TESSLAB *Les Forces invisibles : pouvoir d'agir - Hautepierre & Cronenbourg*	**1 000 €**

- *d'imputer les montants ci-dessus qui représentent une somme totale de **45 400 €** comme suit : nature 65748, activité DL04B, programme 8041, fonction 020*

- *d'attribuer au titre de la **Direction Solidarités santé et jeunesse – Département développement des politiques sociales**, les subventions suivantes :*

VIADUQ 67 *Espace France Services*	**20 000 €**

- *d'imputer les montants ci-dessus, qui représentent la somme de **20 000** € comme suit : nature 65748, activité AS00B, programme 8074, fonction 420*

- *d'attribuer au titre de la **Direction Numérique et systèmes d'information – Service Innovation et transformation numérique**, les subventions suivantes :*

DIGISTUB *Projet Borne Arcade*	**1 500 €**

- *d'imputer les montants ci-dessus qui représentent la somme de 1 500 € sur la ligne suivante : nature 65748, activité RH08F, fonction 67*

- *d'attribuer au titre de la **Direction Développement économique et attractivité, Service Emploi et économie solidaire**, les subventions suivantes :*

TESSLAB *L'économie de la débrouille : du système D au business carré*	**5 000 €**

- *d'imputer les montants ci-dessus qui représentent la somme de 5 000 € comme suit : nature 65748, activité DU05D, programme 8146*

- *d'attribuer au titre de la **Direction propreté et gestion des déchets - Service Collecte***

***et valorisation des déchets**, les subventions suivantes :*

ASSOCIATION L'APESTE *Sensibilisation aux éco-gestes et reconnexion à la nature des familles à faible revenu dans les quartiers populaires*	**4 000 €**
CYBERGRANGE *Accompagner les pratiques de réparation, de création et de bricolage des habitant-es*	**22 000 €**
LES RETOQUES - CONSERVERIE DE STRASBOURG *Lutter contre le gaspillage alimentaire dans les QPV de Hautepierre et du Hohberg*	**2 600 €**
MIGRATION SOLIDARITE ET ECHANGE POUR LE DEVELOPPEMENT *Des «Repairs cafés», levier à l'inclusion des habitants d'Ampère/ Risler*	**10 000 €**

- *d'imputer les montants ci-dessus, représentant la somme de **38 600 €**, comme suit : nature 65748, activité CRB EN06D, fonction 7213, programme 8068.*

- *d'attribuer au titre de la **Direction transitions énergie climat – Service Coopérations et animation des transitions**, les subventions suivantes :*

ASSOCIATION CENTRE SOCIO CULTUREL ROBERTSAU L'ESCALE *Éducation à l'environnement et éco-citoyenneté*	**2 500 €**
ASSOCIATION L'APESTE *Sensibilisation aux éco-gestes et reconnexion à la nature des familles à faible revenu dans les quartiers populaires*	**4 000 €**
ASSOCIATION SOLIDARITÉ CULTURELLE *Favoriser le contact du public avec la nature à travers les ateliers de sensibilisation à l'environnement* *Les 4 Saisons rythment la vie du quartier* *Visite pédagogique et éducative du parc animalier de Karlsruhe*	**5 460 €** *1 900 €* *2 660 €* *900 €*
LYCEE POLYVALENT LE CORBUSIER *Vers un sentier artistique métropolitain*	**2 000 €**

- *d'imputer les montants ci-dessus, représentant la somme de **13 960 €**, comme suit : nature 65748, activité PL00B, programme 8114,*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer les conventions financières et arrêtés y afférents.

Enjeu du Contrat de ville	Porteur	Projet	Première demande / renouvellement	QPV	Montant demandé	Montant N-1	Montant proposé	Direction - Service financeur
L'égalité réelle et la lutte contre les discriminations	LES CHEMINS DE QUERENCIA	Du corps au verbe - Itinéraire d'affirmation de soi	PREMIERE	Wihrel	1 200 €		1 200 €	DUT - Politique de la ville
	TENNIS CLUB DES ROMAINS	67 - Strasbourg - Tennis Respect : Lutte contre les Incivilités et les Discriminations	PREMIERE	Hohberg Koenigshoffen-Est Molkenbronn Murhof	2 800 €		2 800 €	DUT - Politique de la ville
L'accès et le recours aux services publics, aux droits sociaux et juridiques	VIADUQ 67	Espace France Services	RENOUVELLEMENT	Cronenbourg	20 000 €	50 000 €	20 000 €	DSSJ - Département développement des politiques sociales
La mobilité durable et apaisée	ARSEA	Vélos à tous les étages	PREMIERE	Wihrel	1 000 €		1 000 €	DUT - Politique de la ville
La prévention, le bien être et le maintien en bonne santé dès le plus jeune âge	ASSOCIATION DE LUTTE CONTRE LA TOXICOMANIE	Réseau départemental des PAEJ - Points d'Accueil et d'Ecoute pour les jeunes	RENOUVELLEMENT	Cité de l'Ill Elsau Guirbaden Hautepierre Libermann Marais Neuhof-Meinau Quartiers Ouest	2 159 €	0 €	2 000 €	DUT - Politique de la ville
L'accès à une alimentation durable et de qualité	LES RETOQUES - CONSERVERIE DE STRASBOURG	Lutter contre le gaspillage alimentaire dans les QPV de Hautepierre et du Hohberg	PREMIERE	Hautepierre Hohberg	5 320 €		2 600 €	Direction propreté et gestion des déchets - Collecte et valorisation des déchets
Le soutien à la parentalité	CENTRE SOCIAL ET CULTUREL L'ALBATROS	Construire les liens, ouvrir les horizons : un programme de soutien global pour les familles.	RENOUVELLEMENT	Molkenbronn	1 000 €	1 000 €	1 000 €	DUT - Politique de la ville
La lutte contre les effets des inégalités sociales et territoriales en matière de réussite scolaire et éducative	COLLEGE KLEBER	Accompagnons les élèves de Koenigshoffen dans leur scolarité dans une alliance éducative	PREMIERE	Koenigshoffen-Est	9 000 €		9 000 €	DUT - Politique de la ville
	JEUNES EQUIPES D'EDUCATION POPULAIRE	EUROPACAP 2	RENOUVELLEMENT	Centre Marais	2 000 €	0 €	2 000 €	DUT - Politique de la ville
L'accès à la formation et au développement des compétences	DIGISTUB	Projet Borne Arcade	PREMIERE	Libermann	1 500 €		1 500 €	DNSI - Mission innovation et transformation
	TESSLAB	L'économie de la débrouille : du système D au business carré	PREMIERE	Hautepierre	5 000 €		5 000 €	DDEA - Emploi et économie solidaire

Enjeu du Contrat de ville	Porteur	Projet	Première demande / renouvellement	QPV	Montant demandé	Montant N-1	Montant proposé	Direction - Service financeur
L'épanouissement et l'accès à la culture, aux sports et aux loisirs	ARSEA	Fête de la musique	PREMIERE	Wihrel	4 000 €		1 500 €	DUT - Politique de la ville
	AGIR MIEUX ENSEMBLE	ANIMATIONS DE RUE ET ACTIVITES CULTURELLES - ETE 2026	RENOUVELLEMENT	Centre Marais	1 500 €	1 500 €	1 000 €	DUT - Politique de la ville
	ASSOCIATION DES RESIDENTS DE L'ESPLANADE (STRASBOURG)	Stages de découvertes culturelles et sportives enfants QPV Jura-Citadelle 2026-2027	PREMIERE	Jura - Citadelle	3 000 €		3 000 €	DUT - Politique de la ville
	ASSOCIATION SOLIDARITÉ CULTURELLE	Visite pédagogique et éducative du parc animalier de Karlsruhe	RENOUVELLEMENT	Hohberg	900 €	800 €	900 €	DTEC - Coopérations et animation des transitions
	STRASBOURG ACHENHEIM TRUCHTERSHEIM HANDBALL	Santé, mouvement, plaisir - l'équilibre commence ici.	PREMIERE	Cronenbourg Hohberg	3 000 €	3 000 €	3 000 €	DUT - Politique de la ville
La citoyenneté, la participation et l'engagement	ARSEA	Se familiariser avec la nature, développer ses envies et son engagement	PREMIERE	Hohberg	3 600 €		3 000 €	DUT - Politique de la ville
	ARSEA	Education à la citoyenneté	RENOUVELLEMENT	Neuhof – Meinau	2 565 €	2 500 €	2 500 €	DUT - Politique de la ville
	TESSLAB	Les Forces invisibles : pouvoir d'agir - Hautepierre & Cronenbourg	PREMIERE	Cronenbourg Hautepierre	4 000 €		1 000 €	DUT - Politique de la ville
L'adaptation au changement climatique et la protection de l'environnement	ASSOCIATION CENTRE SOCIO CULTUREL ROBERTSAU L' ESCALE	Éducation à l'environnement et éco-citoyenneté	PREMIERE	Cité de l'Ill	2 500 €		2 500 €	DTEC - Coopérations et animation des transitions
	ASSOCIATION SOLIDARITÉ CULTURELLE	Favoriser le contact du public avec la nature à travers les ateliers de sensibilisation à l'environnement	RENOUVELLEMENT	Hohberg	1 900 €	1 900 €	1 900 €	DTEC - Coopérations et animation des transitions
	ASSOCIATION SOLIDARITÉ CULTURELLE	Les 4 Saisons rythment la vie du quartier	PREMIERE	Hohberg	2 660 €		2 660 €	DTEC - Coopérations et animation des transitions
	CYBERGRANGE	Accompagner les pratiques de réparation, de création et de bricolage des habitant-es	RENOUVELLEMENT	Neuhof – Meinau Port du Rhin	22 000 €	22 000 €	22 000 €	Direction propreté et gestion des déchets - Collecte et valorisation des déchets
	LYCEE POLYVALENT LE CORBUSIER	Vers un sentier artistique métropolitain	PREMIERE	Elsau Koenigshoffen-Est Molkenbronn Murhof	2 000 €		2 000 €	DTEC - Coopérations et animation des transitions
	MIGRATION SOLIDARITE ET ECHANGE POUR LE DEVELOPPEMENT	Des «Repairs cafés», levier à l'inclusion des habitants d'Ampère/ Risler	RENOUVELLEMENT	Ampère Risler	10 000 €	10 000 €	10 000 €	Direction propreté et gestion des déchets - Collecte et valorisation des déchets

Enjeu du Contrat de ville	Porteur	Projet	Première demande / renouvellement	QPV	Montant demandé	Montant N-1	Montant proposé	Direction - Service financeur
La proximité et la vie de quartier	LA CABANNE DES CRÉATEURS SCIC	La CabAnne des créateurs, tiers-lieu social, créatif et citoyen au cœur du territoire	PREMIERE	Centre Quartiers Ouest	13 500 €		6 900 €	DUT - Politique de la ville
	LA CABANNE DES CRÉATEURS SCIC	Festival de la CabAnne & Lieu de vie social estival	PREMIERE	Centre Quartiers Ouest	3 000 €		2 000 €	DUT - Politique de la ville
La qualité, la propreté et l'appropriation des espaces communs	ASSOCIATION L'APESTE	Sensibilisation aux éco-gestes et reconnexion à la nature des familles à faible revenu dans les quartiers populaires	RENOUVELLEMENT	Neuhof – Meinau	10 000 €	8 000 €	8 000 €	Direction propreté et gestion des déchets - Collecte et valorisation des déchets + DTEC - Coopérations et animation des transitions
	LYCEE POLYVALENT LE CORBUSIER	Faire chantier commun	PREMIERE	Quartiers Ouest	2 500 €		2 500 €	DUT - Politique de la ville

quartiers2030

Appel à projets
du Contrat de ville de l'Eurométropole de Strasbourg

édition 2026

Sommaire

1. CADRE DE L'APPEL À PROJETS 2026 3

2. MODALITÉS DE RÉPONSE 7

3. MODALITÉS DE DÉPÔTS DES DOSSIERS 8

4. L' ARTICULATION AVEC LES AUTRES APPELS À PROJETS 9

5. CONTACTS 10

6. ANNEXES 14

1. Cadre de l'appel à projets 2026

La politique de la ville vise à réduire les écarts de développement au sein des agglomérations, à restaurer l'égalité républicaine dans les quartiers populaires et à améliorer les conditions de vie de leurs habitant·es. Mise en œuvre dans le cadre de la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014, dite « Loi Lamy », elle est pilotée localement par les intercommunalités, en lien avec les Préfectures et les communes, à travers le Contrat de ville.

Le ***Contrat de ville « Quartiers 2030 » de l'Eurométropole de Strasbourg*** est mis en œuvre sur la période 2024-2030 et bénéficie aux 21 quartiers dits « prioritaires de la Politique de la Ville » (QPV) du territoire. Une année de concertation et de consultation avec les habitant·es, les acteurs de terrains et les 43 partenaires signataires a permis l'élaboration d'une convention cadre, validée en mars 2024, dont la déclinaison opérationnelle pour chaque quartier est précisée dans des plans d'actions territoriaux intégrés aux ***Cahiers de quartier***, et, pour certains quartiers, à l'appui du ***Deuxième programme de renouvellement urbain***.

L'appel à projets 2026 du Contrat de ville a pour objectif de soutenir des actions et des initiatives portées dans les territoires de la Politique de la ville au bénéfice de leurs habitant·es, développées en cohérence avec les enjeux prioritaires du Contrat de ville.

☞ Vous pouvez consulter et télécharger les documents cadres du Contrat de ville « Quartiers 2030 » sur le site internet de l'Eurométropole de Strasbourg : **https://www.strasbourg.eu/contrat-ville-quartiers-2030**.

INFORMATIONS PRÉALABLES : DES ÉVOLUTIONS PAR RAPPORT AUX PRÉCÉDENTES ÉDITIONS

- l'ensemble des projets prévus en 2026 sont à déposer dès le lancement de l'appel à projets dans le calendrier de dépôt décrit ci-après ; il n'y aura pas de 2ème phase de dépôt des dossiers ;
- les actions éligibles doivent être réalisées entre le 1er janvier et le 31 décembre 2026 ou sur un calendrier scolaire soit entre le 1er septembre 2026 et le 30 juin 2027 ;
- **le présent appel à projets intègre la mobilisation des fonds « Quartiers d'été » de l'État et des fonds "Ville-Vie-Vacances VVV",** qui ne feront pas l'objet d'un appel à projets distinct. Lors de la saisie des projets sur la plateforme DAUPHIN, il n'est plus nécessaire d'en faire mention dans le nom de l'action.

☞ Vous êtes invité·es à déposer l'ensemble des projets éligibles prévus en 2026 sur la période unique de dépôt de l'appel à projets.

LE CALENDRIER DE L'APPEL À PROJETS 2026 DU CONTRAT DE VILLE

1er octobre 2025	Ouverture du dépôt des dossiers de demande de subventions
15 novembre 2025	Clôture du dépôt des dossiers de demande de subventions
De décembre 2025 à février 2026	Instruction partagée des projets par les financeurs
À partir de mars 2026	Information des décisions de soutien aux porteurs de projets - selon le calendrier des instances décisionnelles propres à chaque financeur

Les ambitions et enjeux du Contrat de ville « Quartiers 2030 »

Les projets déposés dans le cadre du présent appel à projets doivent s'inscrire dans les orientations stratégiques et territoriales du Contrat de ville, définies dans la **Convention cadre** et les **Cahiers de quartier**, et structurées autour de 3 ambitions partagées.

UN TERRITOIRE INCLUSIF ET SOLIDAIRE

- L'égalité réelle et la lutte contre les discriminations
- L'accès et le recours aux services publics, aux droits sociaux et juridiques
- La mixité sociale
- La mobilité durable et apaisée
- La prévention, le bien être et le maintien en bonne santé dès le plus jeune âge
- L'accès à une alimentation durable et de qualité
- La prise en compte du vieillissement de la population

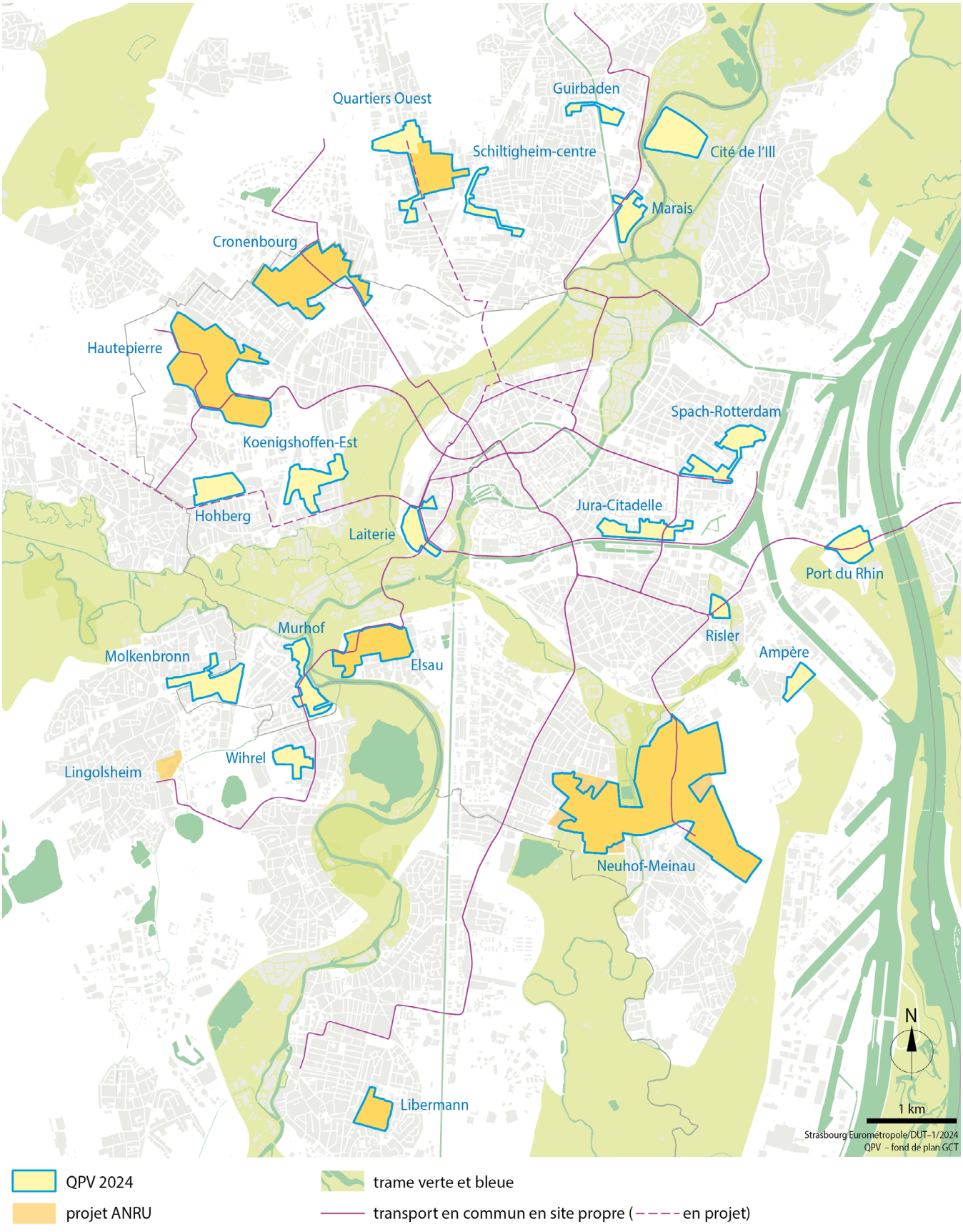
DES QUARTIERS OÙ GRANDIR ET S'ÉMANCIPER TOUT AU LONG DE LA VIE

- Le soutien à la parentalité
- La lutte contre les effets des inégalités sociales et territoriales en matière de réussite scolaire et éducative
- L'accès à la formation et au développement des compétences
- La maîtrise de l'écrit, de la lecture et des usages numériques
- L'accès à l'emploi durable pour toutes et tous
- L'entreprenariat et le développement des activités économiques, notamment d'utilité sociale
- L'épanouissement et l'accès à la culture, aux sports et aux loisirs
- La citoyenneté, la participation et l'engagement

DES RUES ET DES LOGEMENTS OÙ IL FAIT BON VIVRE

- La qualité et la sobriété énergétique de l'habitat
- L'adaptation au changement climatique et la protection de l'environnement
- La proximité et la vie de quartier
- La qualité, la propreté et l'appropriation des espaces communs
- La sécurité et la tranquillité publiques

LES 21 QUARTIERS PRIORITAIRES DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG



LES FINANCEURS

En répondant à l'appel à projets du Contrat de ville, le porteur de projet peut solliciter :

- **les fonds spécifiques « Politique de la ville » de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT)** ; et le cas échéant d'autres fonds de l'État correspondant au domaine dans lequel l'action s'inscrit ;
- **des subventions des collectivités locales**, spécifiquement dédiées à la « Politique de la ville » ou mobilisées dans leurs champs de compétences respectifs au titre du droit commun :
  - les communes : **Strasbourg, Schiltigheim, Bischheim, Illkirch-Graffenstaden, Lingolsheim et Ostwald** ;
  - **l'Eurométropole de Strasbourg** ;
  - **la Collectivité européenne d'Alsace**, partenaire des 6 Contrats de ville signés sur le périmètre du territoire alsacien, comptant un total de 35 QPV, qui mobilise son droit commun et une enveloppe spécifique (cf. priorités de la CeA en annexe) ;
  - **la Région Grand Est** ;
- **des subventions de la Caisse d'allocations familiales (CAF) du Bas-Rhin** pour des actions entrant dans son champ de compétences, en articulation avec les appels à projets de droit commun existants, hors CLAS et Parentalité (cf **règlement intérieur des aides collectives**)

☞ En cas de financement de votre action, vous devrez mentionner la participation de l'ensemble des financeurs à votre projet dans toutes vos communications.

2. Modalités de réponse

LES STRUCTURES ÉLIGIBLES

Toute personne morale, de droit public ou privé, est éligible, quel que soit son lieu d'implantation. Les structures porteuses de projet peuvent ainsi être des associations, des collectivités, des bailleurs sociaux, et à certaines conditions des entreprises œuvrant pour les habitant·es des QPV.

LES CRITÈRES DE RECEVABILITÉ DES PROJETS

La recevabilité des projets sera analysée au regard :

- du public bénéficiaire de l'action qui doit s'adresser aux habitant·es d'un ou plusieurs QPV dans une proportion très significative (supérieure ou égale à 50%), et contribuer à développer l'égalité femmes-hommes et l'inter-générationnel ;
- de l'année de réalisation de l'action : entre le 1er janvier et le 31 décembre 2026 ou sur un calendrier scolaires soit entre le 1er septembre 2026 et le 30 juin 2027 ;
- du respect du calendrier de dépôt du dossier à l'appel à projets ;
- de la complétude du dossier (voir procédure de dépôt page 8) ;
- de la prise de contact avec les correspondant·es du Contrat de ville au préalable du dépôt de dossier, notamment pour les nouveaux projets et les projets modifiés (voir procédure de dépôt page 8) ;
- et pour tout projet ayant déjà été financé dans le cadre de l'appel à projets du Contrat de ville, de l'évaluation de l'action en renouvellement à travers le dépôt d'un bilan financier et quantitatif sur le portail DAUPHIN.

LES CRITÈRES DE SÉLECTION DES PROJETS

La qualité des projets sera analysée au regard :

- de l'adéquation du projet à un besoin local et aux orientations et priorités définies dans la **Convention cadre** et les plans d'actions territoriaux des **Cahiers de quartier** du Contrat de ville ;
- de la contribution du projet à la lutte contre les discriminations, à l'égalité de genre et aux droits des femmes ;
- de la présentation de l'action et de ses objectifs, qui doit être claire et articulée avec l'existant sur le quartier ;
- du travail de co-construction avec la ou les communes concernées, les habitant·es et tout autre acteur ou structure identifiés ;
- du partenariat mobilisé sur les différentes étapes de mise en œuvre du projet ;
- du caractère innovant et/ ou expérimental du projet qui sera regardé avec attention ;
- de l'adéquation des moyens aux objectifs du projet (moyens humains et partenariaux mobilisés, faisabilité financière) ;
- de la mobilisation et la recherche de financement complémentaire et d'une capacité d'autofinancement (bénévolat, fonds propres, mécénat).

☞ Pour vous accompagner dans la mise en avant de l'**égalité femmes-hommes** dans vos projets, un mode d'emploi vous est proposé en annexe.

☞ Une attention particulière sera portée aux projets déployés dans **les nouveaux QPV** : Jura-Citadelle et Risler à Strasbourg ; Centre à Schiltigheim ; Wihrel à Ostwald.

3. Modalités de dépôts des dossiers

LE DIALOGUE PRÉALABLE AU DÉPÔT DE DOSSIER

Chaque porteur de projet est invité à prendre contact, en amont du dépôt de dossier, avec les référent·es Politique de la ville : le·la délégué·e de la Préfète et le·la référent·e municipal·e, ou s'il s'agit d'un projet inter-quartiers, avec la Direction de projet Politique de la ville de l'Eurométropole de Strasbourg et la Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités du Bas-Rhin (voir liste détaillée des contacts en page 10).

LA SAISIE INITIALE DE LA DEMANDE SUR LE PORTAIL DAUPHIN

Les demandes de subvention doivent être saisies sur le portail DAUPHIN jusqu'au **15 novembre 2025 à minuit**, via le lien suivant :

https://usager-dauphin.anct.gouv.fr/

Pour tout dossier, une demande d'un montant minimum de 1€ à l'État sous l'intitulé 67-ETAT-POLITIQUE-VILLE doit être sollicitée.

☞ Vous pouvez télécharger la **notice d'utilisation du portail DAUPHIN** sur le site de l'Eurométropole de Strasbourg.

☞ Pour toute aide concernant la saisie en ligne sur le portail DAUPHIN, vous pouvez contacter la cellule d'assistance technique de l'ANCT par téléphone au 09 70 81 86 94 ou par mail à l'adresse suivante : support.P147@proservia.fr

LA SAISIE COMPLÉMENTAIRE SUR D'AUTRES PORTAILS

Pour solliciter des financements auprès des financeurs suivants, des démarches et calendriers spécifiques sont à prendre en compte **en complément de la saisie sur le portail DAUPHIN** :

- la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) : toute demande pour l'année 2026 est à déposer entre le 15 novembre et le 31 décembre 2025 sur le site dédié **Demandes de subventions à la DRAC Grand Est** ; l'appel à projets « Culture et Contrat de Ville en Grand Est » est plus particulièrement dédié aux actions d'éducation artistique et culturelle à destination des habitant·es des QPV ;
- la Caisse d'Allocation Familiale (CAF) : toute demande auprès de la CAF pour les appels à projets doit se faire sur la **plateforme dédiée ELAN** et selon les critères d'éligibilité propres à chaque dispositif ;
- la Région Grand Est : toute demande est à déposer en ligne et selon les critères d'éligibilité indiqués. Le dispositif de **soutien à la vie associative de proximité « DIVA'P »** (tout au long de l'année, au plus tard 3 mois avant le démarrage de l'action) et le dispositif de **soutien aux associations dans leurs projets d'investissements « Inv'Est Asso »** (tout au long de l'année, avant l'achat) sont particulièrement appropriés pour les projets développés en QPV.

4. Articulation avec d'autres appels à projets

D'autres dispositifs bénéficiant notamment aux habitant·es des QPV font l'objet d'appels à projets distincts. Les actions financées dans le cadre de ces dispositifs sont exclues du soutien financier de l'appel à projets du Contrat de Ville.

- **« Cité éducative Neuhof-Meinau-Elsau-Montagne Verte » et « Cité éducative Cronenbourg-Hautepierre » 2026 (fin novembre 2025)**

  objet : actions visant l'accompagnement des parcours éducatifs des publics 0-25 ans

  contact : ddets-mission-ville@bas-rhin.gouv.fr / rachel.zachary@strasbourg.eu

  plateforme de dépôt : DAUPHIN

☞ Un appel à manifestation d'intérêt pour des projets répondant aux priorités identifiées dans les Cités éducatives sera publié. Si vous souhaitez vous inscrire dans cette démarche, il vous appartient de co-construire votre action avec les équipes projets des Cités éducatives et de déposer votre dossier sur Dauphin dans ce cadre. Le public visé est celui des 0-25 ans et/ou les membres de la communauté éducative dans les quartiers correspondants.

- **Appel à projets « Animations de Fin d'année (AFA) » 2026/2027 (échéance prévisionnelle de publication : printemps 2026)**

  objet : actions concourant à la prévention et à l'amélioration de la tranquillité publique durant les fêtes de fin d'année et se déroulant entre le 1er octobre 2026 et le 15 janvier 2027

  contact : ddets-mission-ville@bas-rhin.gouv.fr

  plateforme de dépôt : DAUPHIN

- **Appel à projets « Intégration et accès à la nationalité française » 2026 (échéance prévisionnelle de publication : printemps 2026)**

  objet : actions concourant à l'intégration et à l'accès à la nationalité française des étrangers primo-arrivants ou bénéficiaires de la protection internationale (BPI)

  contact : ddets-mission-ville@bas-rhin.gouv.fr

  plateforme de dépôt : Démarches simplifiées

- **Appel à projets « Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité (CLAS) » et Appel à projets « Parentalité » 2026 (échéance prévisionnelle de publication : début 2026 pour l"appel à projets "Parentalité" et printemps 2026 pour le CLAS)**

  objet : actions concourant à l'accompagnement à la scolarité et au soutien à la parentalité, éligibles aux dispositifs CLAS et Parentalité

  contact : nadia.gangloff@caf67.caf.fr

  plateforme de dépôt : ELAN

☞ Pour solliciter un co-financement de l'Etat, le dossier est à déposer également sur la plateforme DAUPHIN.

5. Contacts

COMMUNES ET EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG	ÉTAT
SUJETS TRANSVERSAUX / SUPPORTS TECHNIQUES	
EUROMÉTROPOLE **DIRECTION DE PROJET POLITIQUE DE LA VILLE** **Mme Auriane MARTIN** Assistante de projets 03 68 98 82 78 - contratdeville@strasbourg.eu Direction de projet Politique de la ville - DPPV Ville et Eurométropole de Strasbourg Centre Administratif - 1 parc de l'Étoile 4ème étage - bureau 470 67076 Strasbourg Cedex	**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'EMPLOI DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITÉS - MISSION VILLE** ddets-mission-ville@bas-rhin.gouv.fr Direction départementale de l'emploi du travail et des solidarités - DDETS Mission Ville Cité administrative - 14 rue du Maréchal Juin CS 50016 - 67084 Strasbourg Cedex
CORRESPONDANT·ES DANS LES TERRITOIRES	
QPV GUIRBADEN (BISCHHEIM)	
Mme Anne-Laure HAMELIN Responsable service sport - jeunesse - vie associative - Politique de la ville 03 88 18 01 55 al.hamelin@ville-bischheim.fr	**Mme Françoise NASSANY** Déléguée du Préfet 06 76 10 43 26 francoise.nassany@bas-rhin.gouv.fr
QPV QUARTIERS OUEST (BISCHHEIM ET SCHILTIGHEIM)	
Mme Clarisse PHAM Cheffe de projet renouvellement urbain et social 07 87 92 26 42 clarisse.pham@strasbourg.eu	**Mme Françoise NASSANY** Déléguée du Préfet 06 76 10 43 26 francoise.nassany@bas-rhin.gouv.fr
QPV MARAIS (SCHILTIGHEIM)	
Mme Adriana CAVANI-FRANÇOIS Chargée de mission Politique de la ville 06 07 46 49 38 adriana.cavani-francois@ville-schiltigheim.fr	**Mme Françoise NASSANY** Déléguée du Préfet 06 76 10 43 26 francoise.nassany@bas-rhin.gouv.fr
QPV CENTRE (SCHILTIGHEIM)	
Mme Adriana CAVANI-FRANÇOIS Chargée de mission Politique de la ville 06 07 46 49 38 adriana.cavani-francois@ville-schiltigheim.fr	**Mme Françoise NASSANY** Déléguée du Préfet 06 76 10 43 26 francoise.nassany@bas-rhin.gouv.fr
QPV LIBERMANN (ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN)	
Mme Christine CHEVALLAY Directrice des solidarités 03 88 66 80 73 c.chevallay@illkirch.eu	**Mme Asma KILICOGLU** Déléguée du Préfet 06 77 38 19 29 asma.kilicoglu@bas-rhin.gouv.fr

QPV WIHREL (OSTWALD)	
Mme Émilienne BOHN Chargée de mission Politique de la ville 06 82 35 89 53 e.bohn@ostwald.eu	**Mme Mevlüde GÜNDÜZ** Déléguée du Préfet 07 88 72 12 08 mevlude.gunduz@bas-rhin.gouv.fr
QPV CITÉ DE L'ILL (STRASBOURG)	
Mme Karen GEIGER Chargée de mission quartier 03 88 45 88 54 karen.geiger@strasbourg.eu	**Mme Mevlüde GÜNDÜZ** Déléguée du Préfet 07 88 72 12 08 mevlude.gunduz@bas-rhin.gouv.fr
QPV CRONENBOURG (STRASBOURG)	
Mme Véronique JACOB-BOHN Chargée de mission quartier 06 12 79 26 02 veronique.jacob-bohn@strasbourg.eu	**M. Jean-Marc KIEFFER** Délégué du Préfet 06 18 29 48 87 jean-marc.kieffer@bas-rhin.gouv.fr
QPV HAUTEPIERRE (STRASBOURG)	
M. Raphaël AUBOIS-LIOGIER Chargé de mission quartier 06 73 27 62 60 raphael.aubois-liogier@strasbourg.eu	**M. Jean-Marc KIEFFER** Délégué du Préfet 06 18 29 48 87 jean-marc.kieffer@bas-rhin.gouv.fr
QPV HOHBERG (STRASBOURG)	
Mme Véronique JACOB-BOHN Chargée de mission quartier 06 12 79 26 02 veronique.jacob-bohn@strasbourg.eu	**Mme Mevlüde GÜNDÜZ** Déléguée du Préfet 07 88 72 12 08 mevlude.gunduz@bas-rhin.gouv.fr
QPV LAITERIE (STRASBOURG)	
Mme Lauriane MAZE Chargée de mission quartier 03 68 98 72 42 lauriane.maze@strasbourg.eu	**M. Jean-Marc KIEFFER** Délégué de la Préfète 06 18 29 48 87 jean-marc.kieffer@bas-rhin.gouv.fr
QPV KOENIGSHOFFEN-EST (STRASBOURG)	
Mme Elisabeth MEUNIER Chargée de mission quartier 03 68 98 60 56 elisabeth.meunier@strasbourg.eu	**Mme Mevlüde GÜNDÜZ** Déléguée du Préfet 07 88 72 12 08 mevlude.gunduz@bas-rhin.gouv.fr
QPV MURHOF (STRASBOURG)	
Mme Lucile ANTOINE Chargée de mission quartier 06 89 34 70 47 lucile.antoine@strasbourg.eu	**M. Djamel ROUABAA** Délégué du Préfet 07 85 40 41 19 djamel.rouabaa@bas-rhin.gouv.fr

QPV MOLKENBRONN (STRASBOURG ET LINGOLSHEIM)	
Pour la ville de Strasbourg **Mme Lucile ANTOINE** Chargée de mission quartier 06 89 34 70 47 lucile.antoine@strasbourg.eu ***Pour la ville de Lingolsheim*** **M. Nicolas WIESEL** Directeur Général des Services 03 88 78 88 92 wieseln@lingolsheim.fr	**M. Djamel ROUABAA** Délégué du Préfet 07 85 40 41 19 djamel.rouabaa@bas-rhin.gouv.fr
QPV ELSAU (STRASBOURG)	
Mme Lucile ANTOINE Chargée de mission quartier 06 89 34 70 47 lucile.antoine@strasbourg.eu	**M. Djamel ROUABAA** Délégué du Préfet 07 85 40 41 19 djamel.rouabaa@bas-rhin.gouv.fr
QPV MEINAU (STRASBOURG)	
M. Loïk DAMASE Chargé de mission quartier 06 76 32 02 51 loik.damase@strasbourg.eu	**Mme Asma KILICOGLU** Déléguée du Préfet 06 77 38 19 29 asma.kilicoglu@bas-rhin.gouv.fr
QPV NEUHOF (STRASBOURG)	
Mme Flavie HEUILLARD Chargée de mission quartier 06 73 19 92 44 flavie.heuillard@strasbourg.eu ***Pour le secteur Polygone*** **Mme Catherine FRANK** Cheffe de projet développement social et urbain 06 74 67 63 75 catherine.frank@strasbourg.eu	**Mme Asma KILICOGLU** Déléguée du Préfet 06 77 38 19 29 asma.kilicoglu@bas-rhin.gouv.fr
QPV PORT DU RHIN (STRASBOURG)	
Mme Valentine SBERRO Chargée de mission quartier 03 68 98 82 38 valentine.sberro@strasbourg.eu	**M. Djamel ROUABAA** Délégué du Préfet 07 85 40 41 19 djamel.rouabaa@bas-rhin.gouv.fr
QPV AMPÈRE (STRASBOURG)	
Mme Marion OBERLE Chargée de mission quartier 03 68 98 66 64 marion.oberle@strasbourg.eu	**M. Djamel ROUABAA** Délégué du Préfet 07 85 40 41 19 djamel.rouabaa@bas-rhin.gouv.fr

QPV RISLER (STRASBOURG)	
Mme Marion OBERLE Chargée de mission quartier 03 68 98 66 64 marion.oberle@strasbourg.eu	**M. Djamel ROUABAA** Délégué du Préfet 07 85 40 41 19 djamel.rouabaa@bas-rhin.gouv.fr
QPV SPACH - ROTTERDAM (STRASBOURG)	
Mme Elodie SEGURA Chargée de mission quartier 03 68 98 91 33 elodie.segura@strasbourg.eu	**Mme Françoise NASSANY** Déléguée du Préfet 06 76 10 43 26 francoise.nassany@bas-rhin.gouv.fr
QPV JURA - CITADELLE (STRASBOURG)	
Mme Pauline LEVAIN Chargée de mission quartier 03 68 98 91 39 pauline.levain@strasbourg.eu	**Mme Françoise NASSANY** Déléguée du Préfet 06 76 10 43 26 francoise.nassany@bas-rhin.gouv.fr

COLLECTIVITÉ EUROPÉENNE D'ALSACE

DÉLÉGATION TERRITORIALE EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG

M. Mehdi EPLE
Référent de la Politique de la ville
03 69 33 20 97 - 06 15 58 46 76
mehdi.eple@alsace.eu

M. Thibaut PAPIRER
Chargé de mission
03 69 20 75 96
thibaut.papirer@alsace.eu

RÉGION GRAND EST

MAISON DE LA RÉGION DE STRASBOURG

M. Maxime CORMERAIS
Développeur de projet de territoire
03 88 15 38 99
maxime.cormerais@grandest.fr

CAF DU BAS-RHIN

DIRECTION DE L' ACTION TERRITORIALE

Mme Nadia GANGLOFF
Référente dispositifs
03 88 37 76 11
nadia.gangloff@caf67.caf.fr

6. Annexes

ANNEXE 1 : Priorités de la Collectivité européenne d'Alsace (CeA) dans le cadre du Contrat de ville 2024-2030

ANNEXE 2 : Egalité femmes-hommes dans les projets déposés à l'appel à projets du Contrat de ville - Mode d'emploi pour remplir le formulaire de demande de subvention en mettant en avant la prise en compte de l'égalité femmes-hommes

Annexe 1 : Priorités de la Collectivité européenne d'Alsace (CeA) dans le cadre du Contrat de ville 2024-2030

AXE 1 : « GRANDIR ET S'EMANCIPER » - éducation, culture, jeunesse, parentalité

1.1 Favoriser la réussite éducative (dont accompagnement à la scolarité, projets culturels, prévention du décrochage scolaire)

1.2 Accompagner les parents dans leur rôle éducatif et dans les relations à l'école (la responsabilité familiale)

1.3 Soutenir le développement affectif, intellectuel, social de l'enfant et particulièrement les enfants de l'aide sociale à l'enfance

1.4 Favoriser l'émancipation et l'autonomie des jeunes et des femmes (dont l'accès aux activités sportives, sensibilisation à la citoyenneté, gérer un budget)

1.5 Lutter contre toute forme de discrimination pour une meilleure acceptation de la différence (grossophobie, discrimination religieuse, sexuelle, ethnique…)

AXE 2 : « PRENDRE SOIN » de soi et des autres - sport et santé, détresse alimentaire, isolement des ainés

2.1 Faciliter l'accès à une alimentation saine et la promouvoir (manger)

2.2 Lutter contre l'isolement et favoriser la socialisation des personnes âgées

2.3 Développer la pratique sportive (bien bouger)

AXE 3 : « S'INSERER » - apprentissage du français, retour à l'emploi

3.1 Développer les parcours de formation et d'insertion pour les publics fragiles

3.2 Soutenir l'apprentissage et la maitrise de la langue française

ANNEXE 2 : EGALITÉ FEMMES-HOMMES DANS LES PROJETS DÉPOSÉS À L'APPEL À PROJETS DU CONTRAT DE VILLE

MODE D'EMPLOI POUR REMPLIR LE FORMULAIRE DE DEMANDE DE SUBVENTION EN METTANT EN AVANT LA PRISE EN COMPTE DE L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES

Dans les quartiers comme ailleurs, des différences sont observées dans la manière dont les femmes et les hommes (les filles et les garçons) se déplacent, accèdent aux loisirs et à la culture, à la formation, à l'emploi, utilisent les services (transports, crèches) et infrastructures (parcs, bibliothèques ...) ou encore occupent l'espace public. Ces différences sont rarement des préférences. Elles masquent et marquent des inégalités entre les sexes que les politiques publiques doivent identifier, qualifier, mesurer et réduire de manière durable.

Aucun projet déposé à l'appel à projets du Contrat de Ville n'est neutre vis-à-vis de cet enjeu transversal. Cette fiche fournit des suggestions pour aider les porteurs de projets à rendre visible et explicite la manière dont leurs projets contribuent à réduire ou à ne pas renforcer les inégalités femmes-hommes.

Dans la rubrique « Projet - Objet de la demande » du formulaire Cerfa 12156*06 sur la plateforme DAUPHIN, il est proposé à l'ensemble des structures de renseigner la prise en compte de l'égalité femmes-hommes dans au moins une des 5 sous-parties précisées ci-dessous.

OBJECTIFS : Comment établir le lien entre les objectifs principaux du projet et l'égalité de genre ?

1/ PARTAGER DES ÉLÉMENTS DE CONSTAT

S'appuyer sur des données chiffrées spécifiques aux territoires d'action (voir par exemple l'observation territoriale de l'égalité femmes-hommes au sein des QPV de l'EMS, les cahiers de quartier, la base de données du SIG Ville,...) et sur les besoins exprimés par certains groupes de femmes/filles ou de hommes/garçons (par groupe d'âge, situation de handicap, mono-parentalité etc.) selon le thème de l'action.

2/ FORMULER UN SOUS-OBJECTIF D'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES À TRAITER EN TRANSVERSAL

Garantir la mixité des publics, déconstruire des stéréotypes, favoriser un accès équitable des femmes et des hommes aux services rendus, etc ... Si vous estimez que la dimension de l'égalité femmes-hommes (filles-garçons) est peu/pas pertinente pour votre action, précisez clairement les raisons.

Sur la Plateforme Dauphin, vous devez cocher une seule thématique dans le menu déroulant. Si l'égalité femmes-hommes est l'objectif principal de votre action, cochez "lutte contre les discriminations". Si c'est un objectif secondaire ou ne figure pas du tout dans l'objectif, cochez la thématique globale de l'action.

DESCRIPTION : Comment les actions du projet peuvent agir sur l'égalité femmes-hommes ? Voici une liste non-exhaustive d'exemples

1/ AGIR SUR LA COMPOSITION DU GROUPE DE BÉNÉFICIAIRES : MIXITÉ OU NON-MIXITÉ

- Mixité dans des activités ou espaces généralement plus féminins (santé, nutrition, enfance, sorties culturelles, parentalité) ou plus masculins (sports, cultures urbaines)
- Participation des hommes/garçons à des actions sur des sujets qui les concernent mais auxquelles ils participent encore trop peu (coparentalité, articulation des temps de vie, lutte contre les violences)
- Approche stratégique de la non-mixité

2/ AGIR SUR LE NON-RENFORCEMENT DES STÉRÉOTYPES

- Animation des équipements (city-stade, cuisine) pour éviter qu'ils soient majoritairement occupés par un seul public
- Organisation des horaires et modes de garde pour faciliter la participation des femmes tout en agissant sur l'implication des pères dans la garde des enfants
- Choix des lieux de réunions/activités sécurisants pour les femmes tout en agissant sur le phénomène du harcèlement

3/ AGIR TOUT AU LONG DU DÉROULÉ DE L' ACTION

- Stéréotypes de genre à déconstruire (sports, formation, camp vacances etc.)
- Equilibre de la prise de parole et de décisions entre les sexes
- Communication qui ne véhicule pas de stéréotypes
- Prévention des violences sexuelles et sexistes

BÉNÉFICIAIRES : Comment enrichir l'analyse de la typologie des bénéficiaires ? Quand la case "mixité" est cochée, il est possible de préciser les éléments suivants :

- Le nombre ou la proportion de bénéficiaires femmes-hommes
- Le croisement avec d'autres variables (intersectionnalité): âge, situation de handicap, situation familiale, origine, orientation sexuelle…
- La distinction entre les typologies de bénéficiaires à différentes étapes du projet

A NOTER : Mixité / Non-mixité

La mixité ne fait pas l'égalité. Un espace peut être mixte mais sexiste en reproduisant des stéréotypes de genre.

A l'inverse, ce n'est pas parce qu'une action ne cible ou n'attire que des femmes/fille qu'elle est automatiquement en faveur de l'égalité femmes-hommes. Elle peut même reproduire des stéréotypes (ateliers de cuisine, de couture). A contrario, une action destinée aux hommes peut viser la transformation (par ex. un atelier avec des pères pour aborder la co-parentalité et l'équilibre dans le partage des tâches domestiques).

MOYENS MATÉRIELS ET HUMAINS : L'identification des moyens constitue la base du budget. Le formulaire CERFA ne demande rien sur l'égalité femmes-hommes. Une réflexion sur les besoins liés à l'égalité femmes-hommes dans les moyens permet un budget plus adapté.

1/ AGIR SUR LES OUTILS Les moyens se réfléchissent en fonction du sujet : des équipements sportifs adaptés pour faciliter la mixité dans les effectifs, des livres pour enfants sans stéréotypes de genre, des flyers ou un site internet plus inclusif, des outils pour former les équipes à l'égalité etc…

2/ AGIR SUR LA COMPOSITION DE L' ÉQUIPE (de direction, salariée, bénévoles) Pour mieux toucher les public visés, la composition des équipes est-elle appropriée : trop de/pas assez de femmes, hommes ? Quelle est la répartition femmes/hommes, les missions et types de contrat occupés par chaque membre ?

3/ AGIR SUR LES COMPÉTENCES DE L' ÉQUIPE Vos équipes sont-elles compétentes/formées/outillées sur l' égalité femmes-hommes, le genre, la lutte contre les discriminations, la lutte contre les violences sexistes et sexuelles ?

A la question "**est-il envisagé de procéder à un (ou des) recrutement(s) pour la mise en œuvre de l'action/ projet ?",** vous pouvez signaler le recours éventuel à des personnes compétentes sur l'égalité femmes-hommes

ÉVALUATION ET INDICATEURS : Comment déterminer un ou plusieurs indicateurs pour rendre visible les impacts de l'action sur l'égalité femmes-hommes ?

- **La répartition des bénéficiaires** selon le sexe, à croiser si possible avec d'autres variables

- **Les efforts pour intégrer la dimension égalité** : dans le déroulement des activités (horaires, lieux, tarifs, accessibilité et sécurité, modes d'accueil), les formations, la communication, le recrutement, les partenariats avec des associations spécialisées,…

Ville et Eurométropole de Strasbourg
Direction Urbanisme et Territoires - Direction de projet Politique de la ville
+33 (0)3 68 98 82 78 / contratdeville@strasbourg.eu

Strasbourg.eu
eurométropole

19

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

Attribution d'une subvention à l'association Les Films du Spectre.

Numéro E-2026-381

Au titre de sa politique culturelle, l'Eurométropole de Strasbourg intervient dans le domaine du cinéma et de l'audiovisuel à travers des dispositifs de soutien. Dans ce cadre, il est proposé d'attribuer une subvention pour un programme de Résidences d'écriture à l'association Les Films du Spectre. En effet, l'association s'associe à la Scénaristerie et les Résidences d'écriture de Saint Quirin, pour proposer des résidences d'écriture de films de genre destinées à des auteurs de courts et de longs-métrages afin de contribuer au développement de la création française de films de genre.

Grâce à l'expertise de scénaristes expérimentés membres de la Scénaristerie ainsi qu'au rayonnement du Festival Européen du Film Fantastique de Strasbourg (FEFFS) et aux possibilités d'interactions entre les auteurs résidents et les professionnels présents au festival (vendeurs internationaux, distributeurs, diffuseurs, producteurs, studios de VFX), ces résidences permettront de consolider la filière du cinéma de genre en France et au niveau local.

Dans le cadre du budget 2026, il est donc proposé d'attribuer les crédits suivants pour la mise en œuvre de ce programme de résidences de deux semaines pour des auteurs et autrices de courts-métrages et de trois semaines pour des auteurs et autrices de longs-métrages qui participe à la structuration de l'écosystème local Audiovisuel et Cinéma dont l'une des spécificités est le cinéma de genre.

AUDIOVISUEL ET CINEMA

Les Films du Spectre	**10 000 €**

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *d'allouer une subvention de 10 000€ à l'association Les Films du Spectre,*

- *d'imputer la somme de 10 000 € sur les crédits ouverts sous AU10C – fonction 311 – nature 65748 – programme 8082 du budget 2026,*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer les actes et conventions relatifs à ces subventions.

⌦ : Culture Conseil EMS 26/06/2026

	montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**	dossiers
TOTAL Culture	0 €	20 000 €	**10 000 €**	1

Référence	**Association**	type d'aide	montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**	commentaires	
00027353	**LES FILMS DU SPECTRE**	Projet-Manifestation	0 €	20 000 €	**10 000 €**		

Strasbourg.eu
eurométropole

20

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

Attribution de subventions à destination des salles de spectacle eurométropolitaines.

Numéro E-2026-360

Depuis décembre 1997, l'Eurométropole de Strasbourg soutient les salles de spectacle situées sur son territoire et contribue à développer une action culturelle à vocation métropolitaine. Ce soutien s'articule en complémentarité avec le fonds de concours versé aux salles de spectacle gérées en régie par les communes membres de l'Eurométropole, qui a fait l'objet d'une refonte en 2022.

Pour pouvoir bénéficier d'un soutien de l'Eurométropole de Strasbourg, les structures culturelles métropolitaines (régies ou associations) doivent répondre aux conditions d'éligibilité suivantes :
- disposer d'un équipement :
  - dont l'activité principale relève du champ du spectacle vivant professionnel,
  - implanté sur le territoire eurométropolitain,
  - financé au fonctionnement dans le cadre de la politique culturelle de la commune où il est implanté,
  - géré par des équipes professionnelles,
- être en règle avec la règlementation (notamment ERP) et être détenteur de la (des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle,
- participer à la vie culturelle locale et à la dynamique de mise en réseau (partenariats, participation aux évènements, temps d'échange et formations) portée par l'EMS.

Les moyens alloués aux salles de spectacle se déclineront selon 2 principes cumulatifs :
- la détermination d'un montant plafond : le soutien apporté par l'Eurométropole de Strasbourg au travers de la subvention, ne pourra aller au-delà de celui apporté par la commune d'implantation,
- la mise en place de niveaux de soutien, s'appuyant sur un faisceau d'indicateurs, assortis d'objectifs de développement, mais aussi de certains critères chiffrés.

Étant entendu que le niveau d'activité des salles peut induire les montants plafonds présentés ci-après :

1er niveau à 10 000 €, destiné aux petites salles, répondant aux objectifs suivants :
- le développement d'une programmation culturelle ponctuelle et de qualité (a

minima 5 représentations professionnelles par saison, sous forme de cessions ou coréalisations),
- l'accueil d'équipes artistiques eurométropolitaines (nombre de jours de mises à disposition ; nombre d'équipes et modalités d'accueil),
- mise en place d'une politique d'accessibilité des publics (politique tarifaire ; fréquentation ; communication et accueil),
- affectation a minima de 0,75 ETP à l'équipement.

2ème niveau à 30 000 €, destiné aux moyennes salles, répondant aux objectifs suivants :
- développement d'une programmation culturelle de qualité, sous forme de saison (a minima 30 représentations professionnelles par saison, sous forme de cessions ou coréalisations)
- l'accueil d'équipes artistiques eurométropolitaines (a minima 15 jours de résidence ; nombre d'équipes et modalités d'accueil) avec une attention particulière aux artistes du territoire,
- mise en place d'une politique d'accessibilité (politique tarifaire ; fréquentation ; communication et accueil) ainsi que d'actions de médiations ponctuelles (nombre et type d'actions, nombre d'heures d'intervention, publics touchés),
- affectation a minima de 2 ETP à l'établissement.

3ème niveau à 70 000 €, destiné aux grandes salles, répondant aux objectifs suivants :
- développement d'une programmation culturelle régulière et de qualité, sous forme de saison (a minima 60 représentations professionnelles par saison, sous forme de cessions ou coréalisations)
- l'accueil d'équipes artistiques eurométropolitaines (a minima 21 jours de résidence ; nombre d'équipes et modalités d'accueil) avec une attention particulière aux artistes du territoire,
- mise en place d'une politique d'accessibilité (politique tarifaire ; fréquentation ; communication et accueil) et d'actions de médiation régulières (nombre et type d'actions, nombre d'heures d'intervention, publics touchés), avec une attention particulière à la petite enfance et à la jeunesse,
- affectation a minima de 4 ETP à l'établissement.

4ème niveau de soutien à 80 000 €, destiné aux salles structurantes sur le territoire, déployant un projet culturel d'envergure, et disposant d'a minima deux salles de spectacle, répondant aux objectifs suivants :
- développement d'une programmation culturelle régulière et de qualité, sous forme de saison (a minima 80 représentations professionnelles par saison, sous forme de cessions ou coréalisations),
- l'accueil d'équipes artistiques (a minima 21 jours de résidence ; nombre d'équipes et modalités d'accueil), avec une attention particulière aux artistes du territoire (a minima résidence et pré-achat ; apport financier sur la création),
- mise en place d'une politique d'accessibilité (politique tarifaire ; fréquentation ; communication et accueil) et d'action de médiation régulières (nombre et type d'actions, nombre d'heures d'intervention, publics touchés), avec une attention particulière à la petite enfance et à la jeunesse,
- affectation a minima de 7 ETP aux équipements.

Propositions de soutien en 2026

Conformément à ce cadre, il vous est proposé pour l'année 2026 :

Soutien destiné aux salles structurantes	
Le Maillon - Strasbourg	80 000 €
Le TJP – Centre Dramatique National Strasbourg – Grand Est à Strasbourg	80 000 €
Pôle Sud - Centre de développement chorégraphique national à Strasbourg	80 000 €
Artefact PRL (Laiterie) à Strasbourg	80 000 €
Soutien destiné aux grandes salles	
L'Espace Django Strasbourg Neuhof à Strasbourg	70 000 €
Le Kafteur (Espace K) à Strasbourg	70 000 €
L'Association pour la Promotion de la Culture en Alsace - APCA (Choucrouterie) à Strasbourg	70 000 €
Soutien destiné aux moyennes salles	
Dirty 8 (la Maison bleue) à Strasbourg *Application du plafond lié à l'apport de la commune d'implantation*	15 000 €

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

l'attribution des subventions suivantes au titre de l'année 2026 ::
- Dirty 8 : 15 000 €
- L'APCA : 70 000 €
- Le Kafteur : 70 000 €
- L'Espace Django Strasbourg Neuhof : 70 000 €
- Le Maillon : 80 000 €
- Le TJP : 80 000 €
- Pôle Sud : 80 000 €
- Artefact PLR : 80 000 €,

décide

d'imputer les propositions ci-dessus, pour un montant total de 545 000 €, sur les crédits ouverts sous AU10C – fonction 311 – nature 65748 du budget 2026 dont le disponible avant le présent Conseil est de 545 000 €,

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer les conventions relatives à ces subventions.

⌦ : Culture Conseil EMS 26/06/2026

TOTAL Culture - grandes salles de spectacle

montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**	dossiers
545 000 €	550 000 €	**545 000 €**	8

Référence	**Association**	type d'aide	montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**	commentaires	
00026896	**MAILLON**	Fonctionnement	80 000 €	80 000 €	**80 000 €**		
00026880	**TJP CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL STRASBOURG GRAND EST**	Fonctionnement	80 000 €	80 000 €	**80 000 €**		
00026933	**POLE-SUD**	Fonctionnement	80 000 €	80 000 €	**80 000 €**		
00023708	**ARTEFACT PRL**	Fonctionnement	80 000 €	80 000 €	**80 000 €**		
00026829	**ASSOCIATION ESPACE DJANGO STRASBOURG NEUHOF**	Fonctionnement	70 000 €	70 000 €	**70 000 €**		
00026934	**LE KAFTEUR**	Fonctionnement	70 000 €	70 000 €	**70 000 €**		
00025956	**ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DE LA CULTURE EN ALSACE**	Fonctionnement	70 000 €	70 000 €	**70 000 €**		
00025533	**ASSOCIATION DIRTY 8**	Fonctionnement	15 000 €	20 000 €	**15 000 €**		

Annexe n° 1 – Subventions aux salles de spectacle eurométropolitaines

	2024	2025	2026
Soutien destiné aux salles structurantes			
Le Maillon - Strasbourg	80 000 €	80 000 €	80 000 €
Le TJP – Centre Dramatique National Strasbourg – Grand Est à Strasbourg	80 000 €	80 000 €	80 000 €
Pôle Sud - Centre de développement chorégraphique national à Strasbourg	80 000 €	80 000 €	80 000 €
Artefact PRL (Laiterie) à Strasbourg	80 000 €	80 000 €	80 000 €
Soutien destiné aux grandes salles			
L'Espace Django Strasbourg Neuhof à Strasbourg	50 000 €	70 000 €	70 000 €
Le Kafteur (Espace K) à Strasbourg	50 000 €	70 000 €	70 000 €
L'Association pour la Promotion de la Culture en Alsace - APCA (Choucrouterie) à Strasbourg	50 000 €	70 000 €	70 000 €
Soutien destiné aux moyennes salles			
Dirty 8 (la Maison bleue) à Strasbourg *Application du plafond lié à l'apport de la commune d'implantation*	10 000 €	15 000 €	15 000 €
TOTAL	**480 000 €**	**545 000 €**	**545 000 €**

21

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

Fonds de concours pour les grandes salles de spectacle métropolitaines au titre de l'année 2026.

Numéro E-2026-359

Depuis décembre 1997, l'Eurométropole de Strasbourg soutient les communes développant une politique culturelle au travers d'une salle de spectacle à rayonnement métropolitain.
Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, le soutien de l'Eurométropole au travers du fonds de concours ne peut être supérieur à la moitié des dépenses totales d'entretien et de maintenance de la salle considérée, de sorte que la part prise en charge par la commune bénéficiaire ne soit pas inférieure à celle assurée par l'Eurométropole.

Pour pouvoir bénéficier d'un soutien de l'Eurométropole de Strasbourg, les structures culturelles métropolitaines (régies) doivent répondre aux conditions d'éligibilité suivantes permettant de déterminer la vocation culturelle de la salle :
- disposer d'un équipement dont l'activité principale relève du champ du spectacle vivant professionnel,
- être en règle avec la réglementation (notamment ERP) et être détenteur de la (des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle,
- participer à la vie culturelle locale et à la dynamique de mise en réseau (partenariats, participation aux évènements, temps d'échange et formations) portée par l'EMS.

Il est également nécessaire de déterminer des plafonds de soutien liés à l'attribution du fonds de concours et fonctions notamment du niveau d'activité des salles de spectacles – qui conditionnent in fine les charges de fonctionnement afférentes :

*1er niveau de soutien à 10 000 €, destiné aux petites salles, dont l'activité peut être mesurée notamment par :
- le développement d'une programmation culturelle ponctuelle et de qualité (a minima 5 représentations professionnelles par saison, sous forme de cessions),
- l'accueil d'équipes artistiques eurométropolitaines (nombre de jours de mises à disposition ; nombre d'équipes et modalités d'accueil),
- mise en place d'une politique d'accessibilité des publics (politique tarifaire ; fréquentation ; communication et accueil),

- affectation a minima de 0,75 ETP à l'équipement.

*2ème niveau de soutien à 30 000 €, destiné aux moyennes salles :
- développement d'une programmation culturelle de qualité, sous forme de saison (a minima 30 représentations professionnelles par saison, sous forme de cessions),
- l'accueil d'équipes artistiques eurométropolitaines (a minima 15 jours de résidence ; nombre d'équipes et modalités d'accueil) avec une attention particulière aux artistes du territoire,
- mise en place d'une politique d'accessibilité (politique tarifaire ; fréquentation ; communication et accueil) ainsi que d'actions de médiations ponctuelles (nombre et type d'actions, nombre d'heures d'intervention, publics touchés)
- affectation à minima de 2 ETP à l'établissement.

*3ème niveau de soutien à 70 000 €, destiné aux grandes salles :
- développement d'une programmation culturelle régulière et de qualité, sous forme de saison (a minima 60 représentations professionnelles par saison, sous forme de cessions)
- l'accueil d'équipes artistiques eurométropolitaines (a minima 21 jours de résidence ; nombre d'équipes et modalités d'accueil) avec une attention particulière aux artistes du territoire,
- mise en place d'une politique d'accessibilité (politique tarifaire ; fréquentation ; communication et accueil) et d'action de médiation régulières (nombre et type d'actions, nombre d'heures d'intervention, publics touchés) avec une attention particulière à la petite enfance et à la jeunesse
- affectation a minima de 4 ETP à l'établissement.

*4ème niveau de soutien à 80 000 €, destiné aux équipements structurants sur le territoire, disposant d'a minima 2 salles de spectacle et déployant un projet culturel d'envergure :
- développement d'une programmation culturelle régulière et de qualité, sous forme de saison (a minima 80 représentations professionnelles par saison, sous forme de cessions),
- l'accueil d'équipes artistiques (a minima 21 jours de résidence ; nombre d'équipes et modalités d'accueil), avec une attention particulière aux artistes du territoire (a minima résidence et pré-achat ; apport financier sur la création),
- mise en place d'une politique d'accessibilité (politique tarifaire ; fréquentation ; communication et accueil) et d'actions de médiation régulières (nombre et type d'actions, nombre d'heures d'intervention, publics touchés) avec une attention particulière à la petite enfance et à la jeunesse,
- affectation a minima de 7 ETP aux équipements.

Propositions de soutien en 2026

Conformément à ce cadre, il vous est proposé pour l'année 2026 :

Soutien destiné aux salles structurantes	
Le Point d'Eau – commune d'Ostwald	80 000 €
Le TAPS – commune de Strasbourg	80 000 €
L'Illiade – commune d'Illkirch-Graffenstaden	80 000 €
La Briqueterie, le Brassin et le Cheval Blanc – commune de	80 000 €

Schiltigheim	
Soutien destiné aux grandes salles	
Espace Malraux – commune de Geispolsheim	70 000 €
Le PréO – commune d'Oberhausbergen	70 000 €
Le Diapason – commune de Vendenheim	70 000 €
Le Cercle et le Cheval Blanc – commune de Bischheim	70 000 €
Soutien destiné aux moyennes salles	
La Maison des Arts – commune de Lingolsheim *Application du plafond lié aux dépenses de fonctionnement*	26 000 €
Soutien destiné aux petites salles	
Centre culturel – commune de Mundolsheim	10 000 €
Le Caveau – commune de Fegersheim *Application du plafond lié aux dépenses de fonctionnement*	6 000 €
Le Fil d'Eau – commune de La Wantzenau	10 000 €
Le Centre culturel et sportif – commune de Wolfisheim	10 000 €

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

l'attribution des fonds de concours suivants au titre de l'année 2026 :

Ville de La Wantzenau : 10 000 €
Ville de Wolfisheim : 10 000 €
Ville de Mundolsheim : 10 000 €
Ville de Fegersheim : 6 000 €
Ville de Lingolsheim : 26 000 €
Ville de Vendenheim : 70 000 €
Ville de Bischheim : 70 000 €
Ville d'Oberhausbergen : 70 000 €
Ville de Geispolsheim : 70 000 €
Ville de Schiltigheim : 80 000 €
Ville d'Illkirch-Graffenstaden : 80 000 €
Ville de Strasbourg : 80 000 €
Ville d'Ostwald : 80 000 €,

décide

d'imputer les propositions ci-dessus, pour un montant total de 662 000 €, sur les crédits ouverts sous AU10C – fonction 311 – nature 657341 du budget 2026,

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer les conventions relatives à

ces fonds de concours.

Annexe n°1 – Fonds de concours destiné aux salles de spectacles des communes de l'Eurométropole

	2024	2025	2026
Soutien destiné aux salles structurantes			
Le Point d'Eau – commune d'Ostwald	80 000 €	80 000 €	80 000 €
Le TAPS – commune de Strasbourg	80 000 €	80 000 €	80 000 €
L'Illiade – commune d'Illkirch-Graffenstaden	80 000 €	80 000 €	80 000 €
La Briqueterie, le Brassin et le Cheval Blanc – commune de Schiltigheim	80 000 €	80 000 €	80 000 €
Soutien destiné aux grandes salles			
Espace Malraux – commune de Geispolsheim	50 000 €	70 000 €	70 000 €
Le PréO – commune d'Oberhausbergen	70 000 €	70 000 €	70 000 €
Le Diapason – commune de Vendenheim	70 000 €	70 000 €	70 000 €
Le Cercle et le Cheval Blanc – commune de Bischheim	70 000 €	70 000 €	70 000 €
Soutien destiné aux moyennes salles			
La Maison des Arts – commune de Lingolsheim	0 €	27 000 €	26 000 €
Soutien destiné aux petites salles			
Centre culturel – commune de Mundolsheim	0 €	10 000 €	10 000 €
Le Caveau – commune de Fegersheim	0 €	6 000 €	6 000 €
Le Fil d'Eau – commune de La Wantzenau	10 000 €	10 000 €	10 000 €
Le Centre culturel et sportif – commune de Wolfisheim	10 000 €	10 000 €	10 000 €
TOTAL	**600 000 €**	**663 000 €**	**662 000 €**

Strasbourg.eu
eurométropole

22

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

Attribution d'un fonds de concours aux écoles de musique métropolitaines.

Numéro E-2026-358

Afin de rechercher une plus grande cohérence de l'action publique, une plus grande solidarité intercommunale et un meilleur service aux usagers, le Conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg s'est déclaré favorable, lors de la délibération du 18 décembre 1998, à l'instauration, à compter du 1er janvier 1999, d'un fonds de concours communautaire pour les écoles de musique de l'agglomération. Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (art. L5215-26), le soutien de l'Eurométropole au travers du fonds de concours ne peut être supérieur à la moitié des dépenses totales d'entretien et de maintenance de l'école de musique considérée, de sorte que la part prise en charge par la commune bénéficiaire ne soit pas inférieure à celle assurée par l'Eurométropole.

Par ailleurs, la contribution de l'Eurométropole de Strasbourg est calculée sur la base d'un montant forfaitaire de 73,93 € par élève domicilié dans une commune de l'Eurométropole. Le montant de cette contribution ne peut pas dépasser 50 % des dépenses totales d'entretien et de maintenance de l'école de musique considérée afin que celle-ci ne soit pas supérieure aux dépenses assurées par la commune.

Les écoles de musique des communes de l'Eurométropole de Strasbourg accueillent cette année 7 278 élèves domiciliés dans une commune de l'Eurométropole de Strasbourg.

En conséquence, et après vérification pour chaque commune que le montant du fonds n'excède pas la moitié des dépenses effectuées par les communes relatives aux frais d'entretien et de maintenance des équipements, l'Eurométropole de Strasbourg procèdera au versement d'un fonds de concours d'un montant total de 522 876,99 € aux communes disposant d'une école de musique.

Il est proposé la répartition suivante :

Villes	**Effectifs élèves EMS 2025/2026**	**Montant proposé**
ville de Bischheim	324	23 953,32 €

ville de Blaesheim	25	1 848,25 €
ville d'Eckbolsheim	160	11 828,80 €
ville d'Entzheim	127	9 389,11 €
ville d'Eschau	124	9 167,32 €
ville de Fegersheim	174	12 863,82 €
ville de Geispolsheim	154	11 385,22 €
ville de Hœnheim	191	10 432,00 €
ville d'Illkirch-Graffenstaden	463	34 229,59 €
ville de La Wantzenau	249	18 408,57 €
ville de Lingolsheim	264	19 517,52 €
ville de Lipsheim	13	961,09 €
SIVU Ravel		
Vendenheim	119	8 797,67 €
Lampertheim	60	4 435,80 €
Mundolsheim	192	14 194,56 €
ville d'Oberhausbergen	258	19 073,94 €
ville d'Ostwald	124	9 167,32 €
ville de Schiltigheim	450	21 771,58 €
ville de Souffelweyersheim	139	10 276,27 €
ville de Strasbourg	3498	258 607,14 €
ville de Wolfisheim	127	9 389,11 €
GEM des Châteaux		
Achenheim	21	1 552,53 €
Hangenbieten	22	1 626,46 €
TOTAL	**7278**	**522 876,99 €**

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

L'attribution d'un fonds de concours de l'Eurométropole pour :

Villes	*Effectifs élèves EMS 2025/2026*	*Montant proposé*
ville de Bischheim	*324*	*23 953,32 €*
ville de Blaesheim	*25*	*1 848,25 €*
ville d'Eckbolsheim	*160*	*11 828,80 €*
ville d'Entzheim	*127*	*9 389,11 €*
ville d'Eschau	*124*	*9 167,32 €*

ville de Fegersheim	*174*	*12 863,82 €*
ville de Geispolsheim	*154*	*11 385,22 €*
ville de Hoenheim	*191*	*10 432,00 €*
ville d'Illkirch-Graffenstaden	*463*	*34 229,59 €*
ville de La Wantzenau	*249*	*18 408,57 €*
ville de Lingolsheim	*264*	*19 517,52 €*
ville de Lipsheim	*13*	*961,09 €*
SIVU Ravel		
Vendenheim	*119*	*8 797,67 €*
Lampertheim	*60*	*4 435,80 €*
Mundolsheim	*192*	*14 194,56 €*
ville d'Oberhausbergen	*258*	*19 073,94 €*
ville d'Ostwald	*124*	*9 167,32 €*
ville de Schiltigheim	*450*	*21 771,58 €*
ville de Souffelweyersheim	*139*	*10 276,27 €*
ville de Strasbourg	*3498*	*258 607,14 €*
ville de Wolfisheim	*127*	*9 389,11 €*
GEM des Châteaux		
Achenheim	*21*	*1 552,53 €*
Hangenbieten	*22*	*1 626,46 €*
TOTAL	*7278*	*522 876,99 €*

Les crédits nécessaires sont inscrits sous l'imputation AU10E – fonction 311 – Nature 657341 – chapitre 65,

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer toute convention précisant les modalités de versements aux communes.

Strasbourg.eu
eurométropole

23

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

Attribution de bourses à des auteurs du territoire eurométropolitain dans le cadre du dispositif "Aide au concept des œuvres audiovisuelles et cinématographiques".

Numéro E-2026-361

L'« Aide au concept des œuvres audiovisuelles et cinématographiques », est un dispositif qui vise à accompagner les résidentes ou résidents majeurs de l'Eurométropole dans la phase de pré-écriture de leurs projets audiovisuels et cinématographiques, qu'ils ou elles aient déjà une expérience préalable dans ce domaine ou non.

Ce dispositif destiné aux acteurs du territoire eurométropolitain a fait l'objet d'une délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 24 mars 2023 qui a permis de valider son lancement et le principe d'attribution de bourses.

Ce dispositif propose un accompagnement à la création cinématographique des autrices et auteurs qui comprend l'attribution d'une bourse ainsi qu'un accompagnement individualisé par des actions de mentorat. Les bourses allouées sont d'un montant de 2 500 €.

Le comité de sélection du 02 avril 2026 a retenu 10 projets, parmi lesquels 6 projets documentaires, 3 projets de fiction et un projet d'animation pour un montant total de 25 000 € qui se détaille comme suit :

« Bistrotières » **Projet de documentaire porté par Marion BOUQUET** **Synopsis :** Dans l'imaginaire collectif, celui qui tient le bistrot, c'est lui le patron. Mais qu'en est-il des patronnes ? Des jeunes patronnes ? À l'heure où il faut « entreprendre », ce film raconte l'histoire de 6 femmes, entre 25 et 40 ans. Elles ont été serveuses. Elles ouvrent maintenant leur propre établissement de restauration, avec leurs règles, leur énergie, leurs combats et engagements. La pénurie de personnel dans la restauration, tous les établissements y font face. Mais les femmes que j'ai rencontrées prennent ce problème dans l'autre sens : c'est les conditions du métier qui doivent changer, pas le recrutement. En étant responsables, elles ont le pouvoir d'avoir un impact. À travers l'assiette, elles ont le pouvoir.	**2 500 €**

« En corps à la barre » **Projet de documentaire porté par Sabine BRANTUS-LAUFER** **Synopsis :** En corps à la barre explore l'univers de ces femmes et de ces hommes qui, jeunes adultes ou avancés dans l'âge, se tournent vers la danse classique pour la première fois, ou à la suite d'une longue pause au Centre Chorégraphique de Strasbourg. Animés par un amour profond pour cette discipline, ils (re)viennent à la barre comme on (re)vient à une part de soi : pour retrouver l'élan de la jeunesse, s'adonner enfin à sa passion, redresser des corps parfois marqués par la vie. Guidés par Christelle Deaujean, une ancienne soliste du Ballet de l'Opéra National du Rhin, devenue professeure, ces danseuses et danseurs interrogent par leurs corps les stéréotypes sur l'âge, la beauté, la discipline et la performance. Le film propose une immersion poétique et sensorielle au cœur d'un studio de danse où la danse devient un art de vieillir, de se transformer et de faire corps avec les autres.	**2 500 €**
« Faire danser l'ordre » **Projet de documentaire porté par Carla VERNET** **Synopsis :** À Budapest, dans une Hongrie marquée par les politiques répressives du gouvernement de Viktor Orbán, la nuit offre aux personnes queer des espaces où elles peuvent simplement exister. Dans les lieux underground, la fête devient un exutoire puissant et rassemble une communauté que le pouvoir cherche à fragmenter. Au fil des nuits et des rencontres, le film fait voir comment ces lieux fragiles mais essentiels offrent à ces personnes une respiration, un outil de résistance.	**2 500 €**
« Seonmudo, un souffle entre deux mondes » **Projet de documentaire porté par In Soo RYU** **Synopsis :** Seonmudo, un souffle entre deux mondes, suit le parcours croisé de deux maîtres liés par dix-sept ans d'amitié : Théo, maître français de Seonmudo, et Hyeonung, maître coréen formé au monastère de Golgulsa en Corée du Sud. Art martial coréen fondé sur la méditation en mouvement, le souffle et la conscience du corps, le Seonmudo demeure marginal en Corée mais connaît en France un développement inattendu. À travers le dialogue entre ces deux hommes, le film interroge la transformation d'un art martial lorsqu'il change de territoire, de culture et de corps. Entre la France et la Corée, le Seonmudo devient un espace où se redéfinissent le rapport au corps, au temps et à l'équilibre intérieur.	**2 500 €**
« Hors-catégorie » **Projet de documentaire porté par Léo AMIOT** **Synopsis :** Manu voulait être coureur cycliste. La vie en a fait un ouvrier mécanicien en machinerie lourde pour une usine de papier. Licencié à 50 ans, usé par les maladies professionnelles, Manu vit chez sa mère en subsistant avec sa pension d'invalidité. Oui, mais voilà il n'en a pas oublié ses rêves d'enfant. Cette année, il va avoir 60 ans et c'est décidé, il va prouver aux autres que c'est un champion. Manu se lance dans un défi improbable, sans sponsor, sans équipe et sans moyen financier, il va tenter de battre le record du monde de l'heure sur piste des plus de 60	**2 500 €**

ans.	

« L'entrée de la forêt interdite » **Projet de documentaire porté par Kaori KINOSHITA** **Synopsis :** Sur la petite île de Kudaka, dans l'archipel d'Okinawa, le rituel séculaire de l'isaiho (événement sacré qui a pour but d'initier les femmes à devenir chamane) s'est éteint. Sur les vestiges d'un royaume mythique, aboli par la force japonaise en 1879, ce film témoigne de la disparition silencieuse d'un monde où les femmes devenaient déesses.	**2 500 €**

« Coupé-dégradé » **Projet de fiction porté par Ahmed KLEIT** **Synopsis :** Nelson, un coiffeur et Ali, un cuisinier, sont voisins de commerce. Mais ils peinent à survivre de leur activité. Un jour, la routine de Nelson bascule lorsqu'un mafieux lui fait une proposition qu'il ne pourra pas refuser. Nelson entraîne Ali dans cette situation et les deux voisins créent un concept inédit : un Salon-Restaurant. Très vite, leur établissement gagne en notoriété. Mais cette réussite attire l'attention d'une inspectrice de l'hygiène aussi consciencieuse que perspicace. Entre coupes de cheveux, plats savoureux et meurtres parfaitement rodés, Coupé-dégradé déploie une comédie noire où le crime se mêle à la gourmandise.	**2 500 €**

« La main noire » **Projet de fiction porté par Bastien DREYER** **Synopsis :** Juin 1940. Après des mois d'exil forcé dans le sud-ouest de la France, Marcel, 16 ans, rentre à Strasbourg. La ville qu'il retrouve n'est plus la sienne. Les drapeaux ont changé, la langue aussi. L'occupant allemand impose sa loi. Refusant de se laisser faire, Marcel décide d'agir et rassemble autour de lui une poignée d'adolescents. Ensemble, ils forment La Main Noire. Dans l'ombre, le groupe multiplie les actions coup de poing : sabotages, tracts, vols d'armes. La ville devient un terrain de jeu dangereux, où chaque geste peut coûter la vie. Face à eux, le Gauleiter Wagner, maître absolu de la région, lance une traque pour écraser cette résistance naissante. Une nuit d'été, leurs trajectoires se croisent. Deux grenades traversent le pare-brise de la voiture de Wagner. À cet instant précis, le destin de ces adolescents bascule.	**2 500 €**

« ZAD » **Projet de série humoristique porté par Marc HERING** **Synopsis :** Une ZAD vient de se monter sur le tracé d'un projet d'autoroute en Alsace par des militants qui en contestent la nécessité et en dénoncent les impacts écologiques. Malheureusement, comme ils n'avaient pas l'édition abonnés de Rue89 et n'ont donc pas pu lire l'intégralité de l'article qui présentait les différents projets d'implantation : ils ont mis la ZAD au mauvais endroit. Ça arrive.	**2 500 €**

« Madame, est-ce que ce monde est sérieux ? » **Projet d'animation porté par Clément-Milo PHILIPP** **Synopsis :** Le personnage central de ce projet est l'oncle de l'auteur qui est hospitalisé en psychiatrie depuis de nombreuses années. Le film explore une zone fragile où se rencontrent lien familial, perception altérée et construction d'images. En s'appuyant sur des fragments d'espaces réels — reconstruits et transformés par l'animation — le film compose un monde instable, traversé par des failles, où les repères se déforment et se recomposent. À la frontière entre documentaire et animation expérimentale, le projet interroge la monstruosité non comme une altérité radicale, mais comme une fissure au cœur même de l'humanité, révélant nos limites, nos peurs et notre rapport au contrôle.	**2 500 €**

Je vous prie de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

d'attribuer aux lauréats, dans le cadre du dispositif « Aide au concept des œuvres audiovisuelles et cinématographiques » les montants suivants :

Marion BOUQUET	*2 500 €*
Sabine BRANTUS-LAUFER	*2 500 €*
Carla VERNET	*2 500 €*
In Soo RYU	*2 500 €*
Léo AMIOT	*2 500 €*
Kaori KINOSHITA	*2 500 €*
Ahmed KLEIT	*2 500 €*
Bastien DREYER	*2 500 €*
Marc HERING	*2 500 €*
Clément-Milo PHILIPP	*2 500 €*

d'imputer les crédits nécessaires, pour un montant total de 25000€, sur la ligne AU10J – fonction 317 – nature 65131, dont le solde disponible avant le présent Conseil est de 50 000 €,

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer les notifications de bourse et arrêtés correspondants.

Strasbourg.eu
eurométropole

24

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

Attribution de subventions à divers organisateurs de manifestations dans l'Eurométropole de Strasbourg.

Numéro E-2026-515

Il est proposé d'attribuer, pour un montant total de 16 000 €, les subventions suivantes à divers organisateurs de manifestations dans l'Eurométropole de Strasbourg.

Les projets émanent des associations suivantes :

Association Colors Urban Art	**10 000€**

Soutien à l'organisation, par l'association Colors Urban Art de la 7ème édition du Colors Urban Art Festival qui se déroulera du 17 août au 30 septembre dans divers endroits du centre-ville de Strasbourg et sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg.
Il s'agit d'un festival international dédié au Street Art et au Graffiti.
L'objectif du Colors Festival est de mettre à la disposition des artistes un local puis de l'ouvrir au grand public sous forme d'exposition.
Sont également présentées des œuvres " Hors les murs " dans les rues de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg.

Association Maison Ylla	**2 000€**

Soutien à l'organisation, par l'association Maison Ylla du 5ème Fest'Ylla programmé du 22 au 24 juin sur le site du Baggersee.
L'objectif est de mettre en avant le développement humain durable, de promouvoir la solidarité et le vivre ensemble.
Sont programmées des activités promouvant l'artisanat, la mode, la culture et la gastronomie Africaine.

Association Beatburst Events	**4 000€**

Soutien à l'organisation, par l'association Beatburst Events du 13ème festival Start To Play programmé dans la commune d'Ostwald les 12 et 13 septembre.
Les participants peuvent découvrir l'univers des jeux vidéo à travers de nombreuses animations : gaming zone, des jeux retro, des bornes d'arcades, des tournois de e-sport, de la réalité virtuelle, des conférences ainsi qu'un village d'exposants.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission Plénière
après en avoir délibéré

approuve

le versement des subventions suivantes en faveur de :

Association Colors Urban Art	*10 000 €*
Association Maison Ylla	*2 000€*
Association Beatburst Events	*4 000€*

Les crédits nécessaires, soit 16 000 € sont disponibles au budget de l'Eurométropole de Strasbourg sous la ligne fonction 311 – nature 65748 – programme 8042 – service PC02B dont le disponible avant le présent Conseil est de 48 500 €.

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer les arrêtés et conventions relatifs à ces subventions.

⌦ : **DEVA** Conseil EMS 26/06/2026

	montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**	dossiers
TOTAL DEVA	16 000 €	19 000 €	**16 000 €**	3

Référence	**Association**	type d'aide	montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**	commentaires
00024587	**COLORS URBAN ART**	Projet - Manifestation	10 000 €	10 000 €	**10 000 €**	
00025498	**BEATBURST EVENTS**	Projet - Manifestation	4 000 €	4 000 €	**4 000 €**	
00024703	**MAISON YLLA**	Projet - Manifestation	2 000 €	5 000 €	**2 000 €**	

Strasbourg.eu
eurométropole

25

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

Convention d'occupation du domaine public - installation de distributeurs de matériel de natation dans les piscines et matériel hivernal à la patinoire l'Iceberg.

Numéro E-2026-517

L'Eurométropole de Strasbourg met de longue date à la disposition d'un exploitant des espaces au sein de six piscines pour y installer des distributeurs automatiques de matériel de natation (maillots de bain, serviettes, bonnets, lunettes et divers matériels de piscine).

Ces distributeurs contribuent à améliorer l'offre aux usagers et à favoriser les mesures d'hygiène par le port du maillot de bain réglementaire et du bonnet conseillé. Ils sont installés par la société TOPSEC France, qui assure également leur approvisionnement, leur entretien général et leur maintenance.

La convention actuelle d'occupation du domaine public arrivant à échéance au 30 juin 2026, la collectivité a organisé, en vue de son renouvellement, une procédure de publicité et de mise en concurrence préalable permettant aux candidats potentiels de se manifester. Conformément aux dispositions de l'article L.2122-1-1 du Code général de la propriété des personnes publiques relatif aux occupations du domaine public en vue d'une exploitation économique, un appel à manifestation d'intérêt (AMI) a été publié sur le site Internet de l'EMS le 02 avril 2026, pour une remise des offres fixée au plus tard au 04 mai 2026.

Cet AMI intégrait les six piscines concernées (Kibitzenau, Wacken, Hautepierre, Centre Nautique de Schiltigheim, Lingolsheim et Ostwald) ainsi que pour la première fois, à titre optionnel, la patinoire l'Iceberg située à Strasbourg pour la mise en vente de matériel hivernal.

Une offre a été réceptionnée, celle de la société TOPSEC France. Elle a été analysée sur la base de trois critères :

Critères	**Pondération**
Redevance versée à l'Eurométropole de Strasbourg (part variable = % du CA)	50%

Note technique des installations • *délais et fréquence de réapprovisionnement* • *consommation énergétique* • *maintenance en cas de panne*	30% *20%* *5%* *5%*
Variété et prix des produits proposés à la vente	20%

Bien qu'étant la seule société ayant répondu à la mise en concurrence, la société TOPSEC France a proposé une offre de bonne qualité, répondant pleinement aux besoins exprimés par l'Eurométropole de Strasbourg, notamment en termes de produits proposés à la vente. La société intervient depuis plusieurs années sur les différents sites exploités par la collectivité et donne satisfaction. Elle est par ailleurs réactive, les distributeurs sont approvisionnés aussi souvent que nécessaire et le service après-vente est rapide et performant. La nouvelle offre de TOPSEC France couvre également la patinoire l'Iceberg.

Le projet de convention annexé à l'AMI prévoyait le versement d'une redevance annuelle d'occupation du domaine public, décomposée en deux parts : une part fixe déterminée à deux mille euros H.T. et une part variable égale à un pourcentage du chiffre d'affaires H.T. réalisé par les distributeurs automatiques de matériel de natation et de matériel hivernal installés dans les établissements de l'Eurométropole de Strasbourg, pourcentage à proposer par les candidats.

La société TOPSEC France a proposé de verser à l'Eurométropole une part variable égale à 7 % du chiffre d'affaires H.T. susmentionné.

Il est proposé de conclure avec cet exploitant une convention d'occupation du domaine public portant sur la période du 1er juillet 2026 au 30 juin 2027, renouvelable trois fois pour une durée d'un an, soit jusqu'au 30 juin 2030.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'article L.2122-1-1 du Code général de la propriété des personnes publiques
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

la mise à disposition du domaine public en vue d'une exploitation économique par la société TOPSEC France d'un espace spécifique dans six piscines de l'Eurométropole de Strasbourg (Kibitzenau, Wacken, Hautepierre, Centre Nautique de Schiltigheim, Lingolsheim et Ostwald), ainsi qu'à la patinoire l'Iceberg située à Strasbourg, pour l'installation de distributeurs de matériel de natation et de matériel hivernal, selon les termes et conditions du projet de convention annexé à la présente délibération,

décide

l'imputation des recettes relatives au paiement de la redevance annuelle, sur la ligne budgétaire : 323 – 70321 – SJ04L,

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à :

- *signer la convention d'occupation temporaire du domaine public susmentionnée,*
- *adopter tout acte ou document concourant à l'exécution de la présente délibération, notamment d'éventuels avenants.*

CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE DU DOMAINE PUBLIC POUR L'INSTALLATION ET L'EXPLOITATION DE DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES DANS LES PISCINES ET LA PATINOIRE L'ICEBERG

Entre

L'Eurométropole de Strasbourg,
Centre Administratif, 1 parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex,
représentée par Monsieur Jean-Louis HOERLE, Vice-président en charge des sports, dûment habilité par délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2026,
ci-après dénommée « l'EMS » ou « la Collectivité »

d'une part

Et

La Société TOPSEC France
ayant son siège social au 19 rue de la Baignade, 94400 VITRY-SUR-SEINE
représentée par Monsieur Thomas LEFAUCHOUX, en sa qualité de Directeur Général
ci-après dénommée « la Société » ou « l'occupant »

d'autre part

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L.2122-1, L.2122-1-1, L.2122-2, L.2122-3 et L.2125-1

Vu la convention conclue entre l'Eurométropole de Strasbourg et la Société TopSec, prenant effet à compter du 1er juillet 2023 jusqu'au 30 juin 2026

Préambule

L'Eurométropole de Strasbourg est propriétaire de plusieurs piscines ainsi que d'une patinoire, situées sur son territoire.

Afin d'améliorer les prestations offertes au public, elle met de longue date à la disposition d'un exploitant des espaces au sein des piscines pour y installer des distributeurs automatiques de matériel de natation. Elle souhaite poursuivre ce dispositif au sein des six piscines concernées, et y inclure la patinoire l'Iceberg située à Strasbourg pour la mise en vente de matériel hivernal.

Il est exposé ce qui suit

TITRE I : GENERALITES CONCERNANT L'AUTORISATION D'OCCUPATION ET D'EXPLOITATION

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions administratives, financières et matérielles de mise à disposition, par l'Eurométropole de Strasbourg au profit de l'occupant, sous la forme d'une convention autorisant l'occupation d'une dépendance du domaine public, des espaces destinés à l'exploitation de distributeurs automatiques de matériel de natation et de matériel hivernal.

Cette convention est soumise aux dispositions législatives et règlementaires relatives à l'occupation du domaine public susvisées, et est donc précaire et révocable.

L'autorisation conférée par la présente convention est exclusive de l'application du statut des baux commerciaux. Elle ne peut se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou d'une autre règlementation quelconque susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux, à l'occupation et à quelque autre droit, mais seulement d'un droit d'exploitation.

Article 2 : Désignation des espaces mis à disposition

Les espaces mis à la disposition de l'occupant sont décrits ci-après (y compris espaces nécessaires aux branchements électriques et à la ventilation). L'occupant déclare les connaitre, et ne pourra pas prétendre à l'occupation d'autres espaces.

- Piscine d'Ostwald - 8 quai Heydt, 67540 OSTWALD
  - Lieu d'implantation : hall d'entrée, avant le contrôle d'accès
  - Largeur : 73 cm
  - Profondeur : 100 cm
  - Hauteur : 203 cm

- Centre Nautique de Schiltigheim - 9 rue de Turenne, 67300 SCHILTIGHEIM
  - Lieu d'implantation : hall d'entrée, avant le contrôle d'accès
  - Largeur : 110 cm
  - Profondeur : 90 cm
  - Hauteur : 195 cm

- Piscine de Lingolsheim - 15 rue de Normandie, 67380 LINGOLSHEIM
  - Lieu d'implantation : hall d'entrée, avant le contrôle d'accès
  - Largeur : 95 cm
  - Profondeur : 75 cm
  - Hauteur : 230 cm

- Piscine de la Kibitzenau - 1 rue de la Kibitzenau, 67100 STRASBOURG
  - Lieu d'implantation : hall d'entrée, avant le contrôle d'accès
  - Largeur : 115 cm
  - Profondeur : 90 cm

    - Hauteur : 200 cm

- Piscine du Wacken - 8, rue Pierre de Coubertin, 67000 STRASBOURG
    - Lieux d'implantation :
        - hall d'entrée, avant le contrôle d'accès
        - annexe 2, à proximité des cabines de change
    - Largeur : 105 cm
    - Profondeur : 100 cm
    - Hauteur : 185 cm

- Piscine de Hautepierre - Rue Baden Powell, 67200 STRASBOURG
    - Lieu d'implantation : hall d'entrée, avant le contrôle d'accès
    - Largeur : 110 cm
    - Profondeur : 115 cm
    - Hauteur : 205 cm

- Patinoire l'Iceberg - Rue Pierre Nuss, 67000 STRASBOURG
    - Lieu d'implantation : hall d'entrée, avant le contrôle d'accès
    - Largeur : 105 cm
    - Profondeur : 86 cm
    - Hauteur : 183 cm

L'installation et la mise en service des distributeurs sont échelonnées du 1er au 15 juillet 2026 au plus tard, selon les différents équipements.

Article 3 : Durée de la convention

La présente convention d'occupation du domaine public est conclue pour une durée initiale d'un an, à compter du 1er juillet 2026.

Elle est renouvelable tacitement trois fois pour une période d'un an, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre ans, soit jusqu'au 30 juin 2030.

Le renouvellement est considéré comme accepté si aucune décision écrite contraire – par courrier recommandé avec accusé de réception ou tout autre moyen équivalent – n'est prise par l'une des parties au moins cinq mois avant la fin de chaque période annuelle. Dans ce cas, les parties renoncent à toute indemnité en leur faveur.

La présente convention pourra être résiliée selon les modalités énoncées à l'article 16.

Article 4 : Conditions financières

Les distributeurs automatiques font l'objet d'un relevé mensuel par la Société qui collecte les recettes, et qui est communiqué à la Collectivité. Les recettes contenues dans les distributeurs automatiques sont la propriété exclusive, insaisissable et inaliénable de la Société.

En contrepartie de l'utilisation d'occupation et d'exploitation qui lui est attribuée, l'occupant s'engage à verser à la Collectivité une redevance annuelle dont le montant est déterminé par la présente convention.

Elle comporte une part fixe et une part variable et se décompose comme suit :

• Une part fixe annuelle de 2 000 euros H.T.
En toutes lettres : deux mille euros H.T.

• Une part variable annuelle égale à un pourcentage du chiffre d'affaires H.T. réalisé par les distributeurs automatiques de matériel de natation et de matériel hivernal installés dans les établissements de l'EMS
= 7% du chiffre d'affaires H.T. annuel

L'occupant s'engage à transmettre à l'EMS les états comptables nécessaires au calcul de la part variable de la redevance (compte de résultat, journal de ventes ou autre) à la fin de chaque semestre civil, soit au plus tard au 31 juillet et 30 janvier de chaque année.

En cas de retard de transmission de ces éléments, il sera appliqué des pénalités à hauteur de 100 € par jour de retard, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure quelconque.

Les consommations énergétiques des distributeurs sont prises en charge par la Collectivité.

Article 5 : Modification de la convention

La présente convention pourra être modifiée par voie d'avenant, à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, ou si une disposition législative ou réglementaire le nécessitait.

Tout projet d'avenant devra être approuvé par les deux parties, à l'exception des modifications unilatérales émanant de l'Eurométropole de Strasbourg nécessitées par un motif d'intérêt général.

TITRE II : CONDITIONS DE L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

La Société s'engage à occuper elle-même et sans discontinuité les espaces mis à sa disposition (sauf dans les cas prévus par l'article 11). Toute mise à disposition au profit d'un tiers quel qu'il soit, à titre onéreux ou gratuit, est strictement interdite.

Article 6 : Conditions d'installation - Montage

Les coûts d'investissement, d'installation et d'exploitation des distributeurs automatiques aux normes CE, incombent intégralement à la Société.

Les distributeurs automatiques sont installés en dépôt au sein des établissements concernés par la présente convention. A ce titre, ils restent la propriété exclusive de la Société.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage à respecter en toute occasion ce droit de propriété, et s'interdit à titre gracieux ou à titre onéreux de céder, prêter, sous louer, nantir ou donner en gage lesdits appareils.

Pendant la période nécessaire au montage, la Société est responsable des dommages causés aux personnes et/ou matériel appartenant à la Collectivité ou à des tiers, qu'elle est tenue

d’indemniser, le cas échéant.

Article 7 : Conditions d’exploitation

Les distributeurs automatiques sont accessibles durant les horaires d’ouverture des équipements aux différents publics.

L’Eurométropole de Strasbourg s’engage à laisser libre accès à ses locaux au personnel de la Société pendant ces heures d’ouverture détaillés sur le site www.strasbourg.eu.

La Société est tenue d'accepter toute modification d'horaires ou toute décision exceptionnelle de fermeture des piscines ou de la patinoire pour quelque cause que ce soit sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnisation.

La Société assure l’approvisionnement des distributeurs automatiques aussi souvent que nécessaire. Aucun produit ne doit être en rupture de stock durant plus de quarante-huit heures.

De manière générale, pour ne pas perturber l'organisation et le service des établissements où sont installés les distributeurs automatiques, tout dysfonctionnement signalé par un usager devra faire l'objet d'une intervention de la Société dans un délai de quarante-huit heures afin d'apporter la réponse la plus adaptée à la situation.

Un numéro de ligne d’assistance, joignable sur l’ensemble des amplitudes d’ouverture des piscines/patinoire, doit être indiqué sur chaque appareil de manière visible, afin de pouvoir renseigner les consommateurs en cas d’éventuelles réclamations.

La Société est responsable du traitement des réclamations des usagers, relatives à la qualité des produits commercialisés et du service apporté à ses clients. La Collectivité se dégage de toute responsabilité en cas d’incident lié à cette activité.

La Société doit en outre :

- maintenir les distributeurs automatiques en parfait état de fonctionnement. À cette fin, elle effectue à ses frais, pendant toute la durée de la convention, les réparations, travaux d'entretien et nettoyage qui s'avéreraient nécessaires tant sur l’intérieur que l’extérieur des distributeurs ;
- à défaut de pouvoir réparer les distributeurs automatiques, procéder à leur remplacement ;
- répondre de toutes les détériorations et dégradations de l'hygiène sur les zones d'implantation, survenant de son fait.

En cas de carence de l’occupant, la Collectivité se réserve le droit de faire exécuter d’office les travaux et opérations de nettoyage nécessaires et de poursuivre le remboursement des frais ainsi engagés par toutes voies de droit, auprès de l’occupant défaillant.

La Collectivité s’engage à :

- transmettre à la Société le règlement intérieur des piscines et de la patinoire. La Société s’engage à en prendre connaissance et à les faire respecter par son personnel ;
- ne pas empêcher le fonctionnement et l'accès des distributeurs automatiques à ses usagers pendant les heures d'ouverture des établissements ;
- ne pas modifier l'installation des distributeurs automatiques ni les distributeurs automatiques eux-mêmes sans avoir obtenu l'accord préalable de la Société.

Il est précisé que des distributeurs de boissons chaudes, froides et friandises exploités par un autre fournisseur peuvent jouxter les distributeurs de matériel de natation / hivernal. Ces distributeurs de boissons et d'alimentation ne sont pas intégrés à la présente convention, et la Société ne pourra prétendre au versement d'aucune indemnité en contrepartie de la présence de cette offre complémentaire.

Article 8 : Produits proposés à la vente

Les distributeurs doivent pouvoir proposer à la vente la gamme de produits suivants :

- *Pour les piscines :*

- **Catégorie 1 : maillots de bain**
  - Modèles hommes, femmes, garçons, filles, bébés
  - Les tailles variées permettront de couvrir une large amplitude de morphologies
  - Seuls des modèles sportifs « collés à la peau » et conformes au règlement intérieur des piscines de l'Eurométropole de Strasbourg seront disponibles à la vente
- **Catégorie 2 : bonnets de bain**
  - Modèles en tissu, latex, silicone
  - Tailles adulte et enfant
  - La collectivité pourra demander la vente de modèles sérigraphiés comportant son logo
- **Catégorie 3 : lunettes de natation**
  - Modèles compétition adultes
  - Modèles entraînement enfants
- **Catégorie 4 : serviettes microfibre ou équivalent**
- **Catégorie 5 : savons corps et cheveux**
- **Catégorie 6 : couches de piscine pour bébés (2 tailles différentes)**
- **Catégorie 7 : brassards gonflables (modèles bébés, modèles enfants)**
- **Catégorie 8 : accessoires divers (pince-nez, bouchons d'oreilles, etc.)**

- *Pour la patinoire l'Iceberg :*

Sont proposés à la vente des produits à destination de la pratique du patinage : gants, bonnets, chaussettes, etc.

La Société s'engage à ne vendre que des produits de natation / hivernaux de première qualité, conformes à l'ensemble des exigences légales et réglementaires applicables en matière de sécurité, notamment celles de l'Union européenne, et, lorsqu'ils y sont soumis, munis du marquage CE et des notices de sécurité en langue française.

En cas de non-respect des règles d'hygiène et de sécurité, la présente convention pourra être résiliée de plein droit selon les modalités de l'article 16-2 de la présente convention.

Selon l'espace disponible et donc la taille de l'appareil, il est admis que tous les modèles ne puissent pas être proposés à la vente. Des modèles basiques doivent être disponibles pour les produits suivants : maillots de bain, bonnets, couches de piscine pour bébés, savons corps et cheveux.

Les produits doivent pouvoir être achetés en espèces et par carte bancaire.

Article 9 : Prix de vente des produits

Les prix des produits TTC au 1er juillet 2026 sont ceux détaillés dans la proposition commerciale remise par la Société à l'Eurométropole de Strasbourg.

Toute modification, changement de taux, suppression ou création de taxes, impôts ou redevances intervenant postérieurement au 1er juillet 2026 et grevant directement ou indirectement les prix pourra être répercutée sur le tarif des produits, dans le cadre de la règlementation en vigueur.

Les prix sont fixes et non révisables pendant la première année d'exploitation. Les prix de vente peuvent être révisés par la Société à partir de la deuxième année d'exploitation, dans la limite d'une augmentation de deux pourcents par an.

Toute augmentation de tarifs supérieure à deux pourcents par an devra être motivée par la Société. La Collectivité se réserve le droit de ne pas accepter cette augmentation.

La Société informe l'Eurométropole de Strasbourg des nouveaux tarifs qu'elle entend appliquer et de la date de leur application en respectant un préavis minimum de deux mois.

Article 10 : Publicité

Seule la publicité se rapportant aux produits faisant l'objet de la présente convention est autorisée. Toute autre publicité est interdite.

La publicité ne pourra être apposée que sur les appareils de distribution automatique.

Article 11 : Travaux et entretien

La Société accepte, sans pouvoir prétendre à une indemnité quelconque, que la Collectivité effectue pendant l'exécution de la présente convention, dans les espaces mis à disposition, tous travaux, quelles qu'en soient l'importance et la durée, d'entretien, de nécessité, d'amélioration ou de rénovation.

En cas de travaux sur les emplacements des distributeurs automatiques, la Société devra déplacer, à la première demande de l'EMS, lesdits distributeurs automatiques, sans pouvoir se prévaloir d'un préjudice financier ; à charge pour la Collectivité de mettre à disposition de nouveaux emplacements, dans la mesure où l'étendue des travaux n'occupe pas tout le bâtiment.

Toutefois, si la durée de ces travaux excède trois mois et qu'ils perturbent de façon grave l'exploitation des distributeurs automatiques, notamment en ne permettant pas leur installation sur de nouveaux emplacements, les parties conviennent de se rencontrer afin d'évaluer le préjudice subi par la Société du fait de ces travaux.

La Société ne pourra pas se prévaloir d'un préjudice financier relatif aux travaux et aux fermetures liés à l'entretien habituel des piscines et de la patinoire, notamment les deux arrêts techniques annuels.

Article 12 : Observation des lois, règlements et mesures de police

L'occupant est tenu de se conformer :

- aux lois et règlements généraux applicables pour ce qui concerne les conditions d'exercice de sa profession ;
- aux lois et règlements de police, notamment en matière de sécurité dans les établissements recevant du public ;
- aux lois et règlements relatifs aux contrôles fiscaux ;
- à la législation en vigueur sur les dépôts de matières dangereuses ;
- aux lois et règlements relatifs à l'hygiène et à la salubrité, notamment au règlement sanitaire départemental ;
- aux règlements généraux ou particuliers relatifs à l'exploitation des piscines et de la patinoire ainsi qu'à toutes consignes générales ou particulières, permanentes ou temporaires édictées par la Collectivité.

En aucun cas l'occupant ne pourra réclamer à la Collectivité une indemnité ou une réduction de sa redevance pour le motif que son activité commerciale a subi une entrave quelconque du fait des lois et règlements visés au présent article.

Article 13 : Assurances

La Société doit contracter au plus tard à la date d'effet de la présente convention, auprès de compagnies d'assurances notoirement solvables toutes les assurances nécessaires et notamment :

- un contrat portant sur sa responsabilité civile, couvrant les dommages corporels, matériels et immatériels purs et/ou consécutifs ;
- un contrat multirisques incluant notamment les dommages causés par incendie, explosion, dégâts des eaux, vol, etc. sur les aménagements réalisés par elle-même ainsi que sur les biens lui appartenant.

Elle souscrit d'une manière générale toutes assurances de manière que la Collectivité ne soit jamais inquiétée, si sa responsabilité recherchée.

La Société transmet, avant signature de la présente convention, une copie des polices d'assurance couvrant les chefs de responsabilité précités. Les copies des polices ou attestations correspondantes souscrites par la Société doivent être remises à la collectivité chaque année à la date anniversaire de la présente convention, ou dans les trente jours suivant leur renouvellement ou leur modification (notamment changement de compagnies d'assurances et/ou de courtier).

Article 14 : Responsabilité en cas de sinistre

Les dommages ou dégradations survenus aux espaces occupés sont à la charge de l'occupant, à l'exception de ceux qui auraient une cause étrangère à l'exploitation ou à l'occupation des espaces.

La Société sera responsable, ainsi que ses mandataires, de tous dommages causés soit aux personnes, soit aux biens appartenant à la Collectivité ou à des tiers, du fait d'un dysfonctionnement des distributeurs automatiques.

La Collectivité décline toute responsabilité en cas d'accident, de vol, de sinistre ou de détérioration des distributeurs automatiques et du matériel qui y est entreposé. Au cas où celle-ci se trouverait néanmoins mise en cause pour un motif se rapportant à cette exploitation, la Société la relèvera quitte de tout frais ou d'éventuelles condamnations.
La Société ne pourra exercer aucun recours à ce sujet contre la Collectivité.

Article 15 : Frais et taxes

Les frais et taxes de toute nature découlant de la présente autorisation sont à la charge de l'occupant.

TITRE III : FIN DE CONVENTION

Article 16 : Résiliation

16-1 : Résiliation pour motif d'intérêt général

La présente convention est conclue à titre précaire et révocable. La Collectivité peut la résilier à tout moment pour un motif d'intérêt général, par courrier recommandé avec accusé de réception (ou tout autre moyen équivalent) adressé à l'occupant en respectant un préavis minimal de trois mois.

En cas de résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, les parties se réuniront afin de :

- déterminer et fixer les modalités d'indemnisation de l'occupant au regard de la réglementation en vigueur au jour de la survenance de ladite résiliation, étant entendu que l'indemnité devra couvrir le préjudice direct, matériel et certain né de l'éviction anticipée ;
- déterminer le montant ainsi que les modalités de paiement de cette indemnisation.

A défaut d'accord entre elles, ce montant sera déterminé par le juge administratif saisi à cet effet par la partie la plus diligente.

16-2 : Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles

La présente convention peut être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect des lois et règlements ou de l'une quelconque des obligations qu'elle contient, après mise en demeure adressée par courrier recommandé avec accusé de réception (ou tout autre moyen équivalent) restée infructueuse dans un délai d'un mois.

Il est expressément convenu que la réalisation de l'un ou l'autre des évènements, conditions ou situations énoncés ci-après :

- le défaut ou le retard répété de paiement de la redevance et/ou des charges et taxes dues, et de leurs intérêts moratoires ;
- le défaut d'obtention ou la perte des autorisations nécessaires à l'exercice de l'activité dans un délai d'un mois suivant l'installation dans les lieux ;
- le défaut de présence effective de l'occupant dans les lieux pour une durée supérieure à deux mois, consécutifs ou non, en dehors des périodes de fermeture de l'équipement ;

- le défaut de présentation d'une copie de la ou des police(s) d'assurances par l'occupant conforme(s) aux dispositions de l'article 13 de la présente convention au jour de l'entrée dans les lieux ;

sera constitutive d'une faute de l'occupant donnant droit à la résiliation de la présente convention et donnera lieu à l'éviction de l'occupant sans autre délai ou formalité, et sans que ce dernier puisse se prévaloir d'une indemnité quelconque pour un motif quelconque, ceci n'ayant pas pour effet d'exonérer l'occupant des sommes dues au propriétaire ou des obligations contractées à son égard.

16-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant

En cours d'exécution de la présente convention, l'occupant a la faculté de la résilier à tout moment, en notifiant à la Collectivité sa décision par courrier recommandé avec accusé de réception (ou tout autre moyen équivalent), moyennant le respect d'un préavis minimal de trois mois.

La présente convention prendra fin au plus tôt au terme du délai de trois mois à compter de la date de réception du courrier recommandé (ou tout autre moyen équivalent), sous réserve que l'occupant soit à jour de l'ensemble de ses obligations financières vis-à-vis de la Collectivité.

Les redevances, charges et accessoires restent dus jusqu'à l'échéance anticipée de la présente convention.

16-4 : Résiliation de plein droit

La présente convention est résiliée de plein droit, en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité, de dissolution de l'occupant pour quelque cause que ce soit, ou d'impossibilité pour lui d'exécuter sa mission.

De même, la présente convention est résiliée de plein droit en cas de destruction totale ou partielle des lieux par cas fortuit ou de force majeure. En cas de destruction partielle, elle peut être résiliée à la demande de l'une ou l'autre des parties sans préjudice, pour le propriétaire, de ses droits éventuels contre l'occupant si la destruction lui est imputable.

Les redevances, charges et accessoires restent dus jusqu'à l'échéance anticipée de la présente convention.

Dans ce cas de résiliation, l'occupant ne peut prétendre à aucune indemnisation.

Article 17 : Restitution des espaces - Démontage du matériel

A l'échéance de la présente convention (y compris anticipée par résiliation), afin que la Collectivité puisse assurer la continuité du service public, la Société est tenue d'évacuer sans délai les espaces mis à sa disposition.

La Société assume les frais de démontage ainsi que le transport de ses appareils. À défaut et sous réserve de tous autres droits et recours de l'Eurométropole de Strasbourg, la Société sera redevable, par jour de retard, d'une pénalité de 100 €.

En cas de dégradation due au démontage ou à l'évacuation des appareils, les frais liés à la remise en état des espaces et/ou des biens seront à la charge de la Société.

Si la remise en état n'est pas achevée dans le délai fixé par la Collectivité, cette dernière peut faire procéder d'office aux travaux nécessaires par un entrepreneur de son choix et poursuivre le remboursement de frais ainsi engagés par toutes voies de droit, auprès de l'occupant défaillant.

Avant tout enlèvement de matériels ou marchandises, l'occupant doit justifier à la Collectivité des redevances restant éventuellement dues, des contributions et taxes dont il a la charge en raison de son activité dans le cadre de la présente convention.

Article 18 : Litiges

En cas de litige né de l'interprétation, de l'inexécution ou de la rupture de la présente convention, il est convenu qu'avant d'introduire un recours contentieux, les parties s'obligent à rechercher sérieusement une solution amiable, dans un délai raisonnable qu'elles auront préalablement fixé et qui ne pourra pas avoir pour effet de priver l'une ou l'autre des parties de l'exercice des voies de recours juridictionnels.

A défaut de règlement amiable, tout contentieux relatif à l'application et/ou à l'exécution des dispositions de la présente convention sera soumis au Tribunal administratif de Strasbourg.

Article 19 : Élection de domicile

Pour l'exécution de la présente convention, y compris la signification de tous actes, la Collectivité et l'occupant font élection de domicile à leur siège respectif.

Fait à Strasbourg en deux exemplaires originaux, le …….

Pour la Société	Pour l'Eurométropole de Strasbourg
Nom et cachet de la Société	Jean-Louis HOERLE Vice-président en charge des sports

Strasbourg.eu
eurométropole

26

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

Soutien aux associations sportives de l'Eurométropole de Strasbourg et versement de fonds de concours pour l'accompagnement à la gestion des plans d'eau à usage de baignade et l'accompagnement à la création d'aires d'agrès sportifs en accès libre.

Numéro E-2026-497

Dans le cadre de ses compétences dans le domaine du sport (soutien aux initiatives communales pour le sport de haut-niveau amateur, susceptible de favoriser le rayonnement et le développement social et culturel de l'agglomération et présentant un intérêt intercommunal), l'Eurométropole de Strasbourg a la possibilité de soutenir financièrement les associations, athlètes et organisateurs de manifestations de haut niveau. La mise en œuvre de la politique de « Sport pour toutes et tous » nécessite notamment une promotion du sport féminin et du handisport. Celle-ci passe également par le soutien au sport de haut niveau, vecteur de modèles.

1. Soutien à l'organisation de manifestations sportives

Pour le versement de subventions pour l'organisation de manifestations sportives pour les manifestations d'importance accueillies dans des communes de l'Eurométropole de Strasbourg, une répartition de l'accompagnement par bassin de vie et par catégorie (or, argent, bronze) a été mis en place. Ce dispositif permet d'harmoniser le soutien aux initiatives communales en complément de l'apport des communes par une prise en compte de la répartition géographique et du rayonnement de l'évènement :

Bassin de vie Nord	**Club d'Echecs de Bischheim** Soutien à l'organisation des Championnats de France d'Echecs catégorie collège, du 12 au 14 juin 2026 à Bischheim.	**1 000 €**
	Stade Unioniste Schiltigheim Tennis de Table Soutien à l'organisation des Euro Mini Champ's de tennis de table à Schiltigheim du 27 au 29 août 2026	**8 000 €**

	Union Cycliste Vendenheim Soutien à l'organisation de l'Hopfe la Bike Festival, journée cycliste transfrontalière, le 19 septembre 2026	**1 000 €**
Bassin de vie Ouest	**Société de Gymnastique Vogesia de Holtzheim** Soutien à l'organisation du 3X Holtz'Time, évènement dédié à la découverte et à la promotion du basket 3x3 du 2 au 7 juin 2026 à Holtzheim	**1 500 €**
	Sprinters Pistards Eckbolsheim Soutien à l'organisation de Tout Eckbo à vélo-souvenir Charly Grosskost les 20 et 21 juin 2026	**3 000 €**
Bassin de vie Sud	**Comité des Fêtes de Fegersheim-Ohnheim** Soutien à l'organisation des Foulées de Fegersheim le 6 septembre 2026	**4 000 €**
Bassin de vie Centre	**Strasbourg Agglomération Athlétisme** Soutien à l'organisation du meeting d'athlétisme de Strasbourg, le 6 juin 2026 au stade d'athlétisme de Hautepierre	**3 000 €**

Dans le cadre de ses compétences, l'Eurométropole de Strasbourg a la possibilité de soutenir l'évènementiel sportif pour les grands évènements sportifs de masse ou évènements à grand rayonnement national, international ou mondial, utilisant un équipement d'agglomération :

Associations	
Association Cécifoot Schiltigheim Soutien à l'organisation du Crédit Mutuel 2026 IBSA Blind Football European Championship, compétition européenne de cécifoot à Strasbourg en août 2026	**25 000 €**
Ballet Nautique de Strasbourg Soutien à l'organisation des championnats de France Nationaux 1 et Elite Junior Open de natation artistique du 7 au 10 avril 2026 au centre nautique de Schiltigheim	**5 000 €**
Europ'ACup Soutien à l'organisation, du 21 au 23 août 2026 au Rhénus sport, d'un tournoi international de handball masculin et féminin	**20 000 €**

Dans le cadre de l'organisation du tournoi international de handball masculin et féminin susmentionné, l'association Europ'A Cup occupera à titre gracieux les équipements du Rhénus Sport, du 17 au 25 août 2026 (durée incluant les phases de montage et démontage des installations).

Elle bénéficiera dans les mêmes conditions financières des prestations y afférentes (équipements sono du Rhénus, mise en configuration handball, etc.) et de la mise à

disposition des espaces limitrophes entourant le bâtiment qui seront dédiés à des activités sportives d'intérêt général.

En revanche, conformément aux dispositions du Code général de la propriété des personnes publiques, l'Eurométropole de Strasbourg fixe à 1 200 euros par jour la redevance d'occupation du domaine public relative à la parcelle d'assiette cadastrée à Strasbourg section BZ, numéro 438 lui appartenant, qui sera occupée par l'association à des fins d'activités économiques (implantation d'un village de food trucks) les jours de match, soit du 21 au 23 août 2026.

2. Versement de fonds de concours aux communes pour les plans d'eau à usage de baignade

L'intercommunalité participe activement, depuis 1998 au soutien des communes ayant à charge la gestion d'un plan d'eau à usage de baignade surveillée, par voie de fonds de concours.

Afin d'accompagner au mieux les communes, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a acté par délibération du 18 décembre 2020 un taux de participation à 50% du montant HT des travaux de réalisation, d'extension ou de réhabilitation, restant plafonné à 150 000 €, ainsi qu'un fonds de concours en fonctionnement représentant 50 % du budget annuel de fonctionnement du site, restant plafonné à 100 000 €.

a. La commune de Reichstett a déposé pour l'année 2026 un dossier de demande d'attribution de fonds de concours au titre de la gestion du plan d'eau du Neubiltz.

Elle a fourni un budget prévisionnel de fonctionnement de 21 400 € pour lequel il est proposé de verser un fonds de concours de 10 700 €, et un budget d'investissement de 55 000 € HT pour lequel il est proposé de verser un fonds de concours de 27 500 €.

b. La ville de Bischheim a déposé pour l'année 2026 un dossier de demande d'attribution de fonds de concours au titre de la gestion du plan d'eau de la Ballastière.

Elle a présenté un budget prévisionnel de fonctionnement de 158 900 € pour lequel il est proposé de verser un fonds de concours de 79 450 € et un budget d'investissement de 8 500 € HT pour lequel il est proposé de verser un fonds de concours de 4 250 €.

c. La ville de Strasbourg a déposé pour l'année 2026 un dossier de demande d'attribution de fonds de concours au titre de la gestion du plan d'eau du Baggersee

Elle a fourni un budget prévisionnel de fonctionnement de 250 000 € pour lequel il est proposé de verser un fonds de concours d'un montant plafonné à 100 000 € et un budget d'investissement de 10 000 € HT pour lequel il est proposé de verser un fonds de concours de 5 000 €.

Le versement des fonds de concours se fera pour le fonctionnement et pour l'investissement en un versement sur présentation des décomptes définitifs.

3. Versement de fonds de concours aux communes pour la création d'aires d'agrès sportifs en accès libre.

L'Eurométropole de Strasbourg a engagé une politique de « Sport pour toutes et tous ». Afin d'inciter l'ensemble des habitant·es, quel que soit leur niveau, leur résidence, leur genre ou leur milieu social, à profiter des bienfaits de l'activité physique, le dispositif Vitaboucle, parcours et aires d'agrès en accès libre, a été déployé depuis 2016 sur les différentes communes de l'Eurométropole de Strasbourg. Le dispositif est composé de 46 parcours répartis sur 33 communes et comporte plus d'une quarantaine d'aires d'agrès rattachées à des parcours.

Dans le cadre de ses compétences, l'Eurométropole de Strasbourg a la possibilité de soutenir et d'accompagner les initiatives communales. En 2022, un nouveau dispositif de fonds de concours a été mis en place afin d'aider les communes qui le souhaitent à la création d'aires d'agrès en lien avec les parcours Vitaboucle.

Ce dispositif s'adresse aux communes qui sont dotées d'une Vitaboucle et qui souhaitent compléter l'offre d'activité sportive avec la mise à disposition en accès libre d'agrès correspondant à l'usage d'un large panel d'utilisateurs·trices.

Conditions d'éligibilité

La commune souhaitant bénéficier d'un accompagnement par voie de fonds de concours pour la réalisation d'une aire d'agrès doit être dotée d'une Vitaboucle :
- le projet d'aire d'agrès doit être proposé en complément de l'offre d'activité physique en accès libre et doit pouvoir répondre aux besoins d'un large panel d'utilisateurs (agrès de force, agrès de fitness léger, agrès de mobilisation articulaire…),
- ce dispositif d'accompagnement concerne les créations d'aires d'agrès et peut également répondre aux besoins de renouvellements d'agrès déjà présents sur la commune,
- le projet doit être réalisé et les justificatifs de travaux envoyés dans l'année budgétaire en cours,
- le fonds de concours ne pourra être versé qu'une fois les travaux effectués et sur justificatifs de paiement,
- il est rappelé qu'au titre de l'article L 5215-26 du Code Général des Collectivités Territoriales le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours,
- le montant du fonds de concours est plafonné à 7 000 € par aire d'agrès.

La commune de Mittelhausbergen a déposé pour l'année 2026 un dossier de demande d'attribution de fonds de concours au titre de la réalisation d'une aire d'agrès en complément de la Vitaboucle N° 43.

Elle a fourni un budget prévisionnel d'investissement de 45 020,20 HT pour lequel il est proposé de verser un fonds de concours de 7 000 €.

Dépenses HT	Recettes

Fourniture et pose	45 020.20€	Eurométropole	7 000 €
		Commune	38 020.20 €
Total	45 020.20 €	Total	45 0220.20 €

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de communauté du 6 novembre 1998
vu la délibération d'orientations communautaires relatives au sport du 11 juillet 2002
vu la délibération du Conseil de communauté du 20 décembre 2002
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 18 décembre 2020
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

1) l'attribution de subventions, d'un montant total de 71 500 € réparti comme suit :

- 21 500 € sur le compte 30/65748/8051/SJ03C aux associations sportives suivantes :

Bassin de vie Nord	***Club d'Echecs de Bischheim*** *Soutien à l'organisation des Championnats de France d'Echecs catégorie collège, du 12 au 14 juin 2026 à Bischheim.*	***1 000 €***
	Stade Unioniste Schiltigheim Tennis de Table *Soutien à l'organisation des Euro Mini Champ's de tennis de table à Schiltigheim du 27 au 29 août 2026*	***8 000 €***
	Union Cycliste Vendenheim *Soutien à l'organisation de l'Hopfe la Bike Festival, journée cycliste transfrontalière, le 19 septembre 2026*	***1 000 €***
Bassin de vie Ouest	***Société de Gymnastique Vogesia de Holtzheim*** *Soutien à l'organisation du 3X Holtz'Time, évènement dédié à la découverte et à la promotion du basket 3x3 du 2 au 7 juin 2026 à Holtzheim*	***1 500 €***
	Sprinters Pistards Eckbolsheim *Soutien à l'organisation de Tout Eckbo à vélo-souvenir Charly Grosskost les 20 et 21 juin 2026*	***3 000 €***
Bassin de vie Sud	***Comité des Fêtes de Fegersheim-Ohnheim*** *Soutien à l'organisation des Foulées de Fegersheim le 6 septembre 2026*	***4 000 €***

Bassin de vie Centre	***Strasbourg Agglomération Athlétisme*** *Soutien à l'organisation du meeting d'athlétisme de Strasbourg, le 6 juin 2026 au stade d'athlétisme de Hautepierre*	***3 000 €***

- *50 000 € sur le compte 326/65748/8050/SJ03B aux associations sportives suivantes :*

Associations	
Association Cécifoot Schiltigheim *Soutien à l'organisation du Crédit Mutuel 2026 IBSA Blind Football European Championship, compétition européenne de cécifoot à Strasbourg en août 2026*	***25 000 €***
Ballet Nautique de Strasbourg *Soutien à l'organisation des championnats de France Nationaux 1 et Elite Junior Open de natation artistique du 7 au 10 avril 2026 au centre nautique de Schiltigheim*	***5 000 €***
Europ'ACup *Soutien à l'organisation, du 21 au 23 août 2026 au Rhénus sport, d'un tournoi international de handball masculin et féminin*	***20 000 €***

2a) le versement par l'Eurométropole de Strasbourg, au titre de l'exercice 2026, d'un fonds de concours d'un montant total de 38 200 € à la commune de Reichstett pour l'aménagement et le fonctionnement du plan d'eau du Neubiltz, à usage de baignade surveillée, réparti selon la manière suivante :
- *un montant de 10 700 € pour les dépenses de fonctionnement,*
- *un montant de 27 500 € pour les dépenses d'investissement,*

2b) le versement par l'Eurométropole de Strasbourg, au titre de l'exercice 2026, d'un fonds de concours d'un montant total de 83 700 € à la ville de Bischheim pour l'aménagement et le fonctionnement du plan d'eau de la Ballastière, à usage de baignade surveillée, réparti selon la manière suivante :
- *un montant de 79 450 € pour les dépenses de fonctionnement,*
- *un montant de 4 250 € pour les dépenses d'investissement,*

2c) le versement par l'Eurométropole de Strasbourg, au titre de l'exercice 2026, d'un fonds de concours d'un montant total de 105 000 € à la Ville de Strasbourg pour l'aménagement et le fonctionnement du plan d'eau du Baggersee, à usage de baignade surveillée, réparti selon la manière suivante :
- *un montant de 100 000 € pour les dépenses de fonctionnement,*
- *un montant de 5 000 € pour les dépenses d'investissement,*

3) le versement par l'Eurométropole de Strasbourg, au titre de l'exercice 2026, d'un fonds de concours d'un montant total de 7 000 € à la Commune de Mittlhausbergen pour les dépenses d'investissement pour la réalisation d'une aire d'agrès en complément à l'offre sportive de la Vitaboucle N°43,

approuve

- *dans le cadre de l'organisation du tournoi international de handball masculin et féminin susmentionné, la mise à disposition à titre gracieux des équipements du Rhénus Sport (incluant les prestations y afférentes telles que les équipements sono du Rhénus, la mise en configuration handball, etc.) à l'association Europ'A Cup, du 17 au 25 août 2026 (durée incluant les phases de montage et démontage des installations), ainsi que des espaces limitrophes au bâtiment qui seront dédiés à des activités sportives d'intérêt général,*
- *la fixation à 1 200 euros par jour de la redevance d'occupation du domaine public relative à la parcelle d'assiette cadastrée à Strasbourg section BZ, numéro 438 appartenant à l'Eurométropole de Strasbourg, qui sera occupée par l'association à des fins d'activités économiques (implantation d'un village de food trucks) les jours de match, soit du 21 au 23 août 2026,*

décide

l'imputation des dépenses sur les lignes budgétaires :
- *326/65748/8051/SJ03B, dont le montant disponible avant le présent Conseil s'élève à 69 000 €,*
- *326/65748/8050/SJ03B, dont le montant disponible avant le présent Conseil s'élève à 121 800 €,*
- *323/657341/8056/SJ04A dont le montant disponible avant le présent Conseil s'élève à 204 700 €,*
- *323/2041411/7003/SJ00 dont le montant disponible avant le présent Conseil s'élève à 52 000 €,*
- *325/2041412/7040/SJ00 dont le montant disponible avant le présent Conseil s'élève à 30 000 €,*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante,à signer les conventions afférentes ainsi que tous les documents y relatifs.

Conseil de l'Eurométropole du 26 juin 2026

Soutien aux associations sportives de l'Eurométropole

Dénomination de l'Association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant octroyé N-1
Club d'Echecs de Bischheim	Soutien à l'organisation des championnats de France d'échecs catégorie collège du 12 au 14 juin 2026 à Bischheim	2 000 €	1 000 €	1 000 €
Stade Unioniste Schiltigheim Tennis de Table	Soutien à l'organisation des Euro Mini Champ's de tennis de table à Schiltigheim en août 2026	8 000 €	8 000 €	8 000 €
Union Cycliste Vendenheim	Soutien à l'organisation de l'Hopfe la Bike Festival, journée cycliste transfrontalière, le 19 septembre 2026	1 500 €	1 000 €	-
Société de Gymnastique Vogesia de Holtzheim	Soutien à l'organisation du 3X Holtz'Time, évènement dédié à la découverte et à la promotion du basket 3X3 du 2 au 7 juin 2026 à Holtzheim	3 260 €	1 500 €	-
Sprinters Pistards d'Eckbolsheim	Soutien à l'organisation de Tout Eckbo à vélo-souvenir Charly Grosskost, les 20 et 21 juin 2026	3 000 €	3 000 €	3 000 €
Comité des Fêtes de Fegersheim-Ohnheim	Soutien à l'organisation des Foulées de Fegersheim le 6 septembre 2026	4 000 €	4 000 €	4 000 €
Strasbourg Agglomération Athlétisme	Soutien à l'organisation du meeting d'athlétisme de Strasbourg le 6 juin 2026 au stade d'athlétisme de Hautepierre	5 000 €	3 000 €	5 000 €
Association Cécifoot Schiltigheim	Soutien à l'organisation du Crédit Mutuel 2026 IBSA Blind Football European Championship, compétition européenne de cécifoot à Strasbourg en août 2026	35 000 €	25 000 €	-
Ballet Nautique de Strasbourg	Soutien à l'organisation des championnats de France Nationaux A et Elite Junior Open de natation artistique du 7 au 10 avril 2026 au centre nautique de Schiltigheim	20 000 €	5 000 €	-
Europ'A CUP	Soutien à l'organisation, du 21 au 23 août 2026 au Rhénus sport, d'un tournoi international de handball	20 000 €	20 000 €	20 000 €

Versement de fonds de concours aux communes

	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant octroyé N-1
Commune de Reichstett	Fonds de concours pour l'aménagement et le fonctionnement du plan d'eau du Neubiltz à usage de baignade surveillée	38 200 €	38 200 €	146 550 €
Ville de Bischheim	Fonds de concours pour l'aménagement et le fonctionnement du plan d'eau de la Ballastière à usage de baignade surveillée	83 700 €	83 700 €	99 925 €

Ville de Strasbourg	Fonds de concours pour l'aménagement et le fonctionnement du plan d'eau du Baggersee à usage de baignade surveillée	260 000 €	105 000 €	109 000 €
Commune de Mittelhausbergen	Fonds de concours pour l'aménagement d'une aire d'agrès en complément de la Vitaboucle n° 43	7 000 €	7 000 €	-

Strasbourg.eu
eurométropole

27

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

Soutien de l'Eurométropole de Strasbourg aux actions concourant à la Stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance inscrites au Contrat Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la délinquance et de la radicalisation (CISPDR).

Numéro E-2026-501

1- Attribution de subventions dans le cadre de conventions pluriannuelles d'objectifs 2025 - 2027 pour trois associations œuvrant dans les champs de l'aide aux victimes, l'accès aux droits et la prévention de la récidive

Dans le cadre de conventions pluriannuelles d'objectifs, il est proposé de soutenir les financements pour l'année 2026 des associations :
- VIADUQ France Victimes 67,
- SOS France Victimes 67,
- ARSEA.

De par leurs compétences et leurs engagements sur les thématiques de l'aide aux victimes, l'accès au droit et la prévention de la récidive, ces trois associations contribuent depuis de nombreuses années à la réalisation des objectifs du CISPDR.

VIADUQ France Victimes 67	**107 655 €**

« Accès au droit et aide aux victimes » - 33 125 €
L'association dotée de juristes et d'écrivains publics accueille quotidiennement le public à son siège à Cronenbourg et assure également des permanences sur plusieurs sites, notamment la Maison de la Justice et du Droit (MJD), le Tribunal de justice, et cela au bénéfice des 33 communes de l'Eurométropole. L'association développe auprès du grand public une activité d'information et d'accompagnement qui favorise l'exercice et la jouissance des droits et des obligations pour chaque citoyen rapprochant le justiciable de l'institution judiciaire. Cette mission permet la résolution amiable de procédures en précontentieux.
Par ailleurs, VIADUQ 67 accueille, informe, oriente et accompagne toute personne victime et met en œuvre l'ensemble des dispositifs de protection des victimes de violences intrafamiliales (VIF) sur le ressort du tribunal judiciaire de Strasbourg (TJ).
Afin de prévenir l'aggravation de la situation traumatique des victimes et leur désocialisation, l'aide aux victimes d'infractions pénales mobilise des juristes et des

psychologues qui prennent en charge le traumatisme vécu par les victimes et les accompagnent tout au long de leurs démarches et de leur reconstruction.

« Médiation de proximité » - 36 000 €
Cette action contribue au « vivre ensemble » et permet la régulation des conflits de voisinage, par la prise en compte des actes d'incivilités et la mise en place d'accord entre deux parties en conflit. L'association est également l'interlocutrice des bailleurs sociaux, de la police nationale et des forces vives dans les communes et quartiers. L'association couvre 20 communes de l'Eurométropole de Strasbourg et les quartiers ouest de la ville de Strasbourg.

« Permanences et astreintes au Point Accueil Victimes (PAV) à l'Hôtel de police » - 38 530 €
Le PAV est destiné à toute personne se présentant à l'hôtel de Police de Strasbourg, se déclarant victime directe ou indirecte d'une infraction pénale. Des intervenantes sociales de l'association accompagnent les victimes en temps réel et assurent une orientation en fonction des problématiques rencontrées. Lieu d'écoute et d'orientation, ce dispositif permet le suivi des situations préoccupantes notamment celles des victimes de violences intrafamiliales.

SOS France Victimes 67	**100 230 €**

« Accès au droit et aide aux victimes » - 34 000 €
Dans le cadre de ce projet sont inscrites deux missions réalisées par l'association : l'accès aux droits et l'aide aux victimes et concernent les activités menées à son siège, lors de permanences au Tribunal Judiciaire, à la Maison de Justice et du Droit (MJD).
L'association accueille, informe, oriente et accompagne, dans un cadre déontologique, les personnes en demande d'informations juridiques et assure une prise en charge des victimes concernant les problématiques administratives, juridiques et psycho-sociales.

« Sensibilisation aux risques de harcèlement scolaire et violences scolaires » - 4 000 €
Cette action destinée aux jeunes de 6 à 20 ans est menée dans les établissements scolaires par une équipe pluridisciplinaire composée de psychologues, juristes et éducateurs spécialisés et dans les classes signalées par la personne référente de la prévention du harcèlement à l'Éducation Nationale. Ce projet permet d'accompagner individuellement les jeunes victimes, ainsi que leurs parents mais aussi de travailler avec les auteurs et les témoins. Une démarche collective est engagée en lien avec les enseignants des classes concernées complétée par une sensibilisation aux équipes enseignantes démunies face à cette problématique.

« Médiation de proximité » - 40 000 €
Cette action contribue au « vivre ensemble » et permet la régulation des conflits de voisinage, par la prise en compte des actes d'incivilités et la mise en place d'accord entre deux parties en conflit. L'association est également l'interlocutrice des bailleurs sociaux, de la police nationale et des forces vives dans les communes et quartiers. L'association couvre 12 communes de l'Eurométropole de Strasbourg et les quartiers sud, nord et le centre-ville de la ville de Strasbourg.

« Point Rencontre Parents Enfants » (PRPE) - 22 230 €

Le PRPE s'adresse aux familles de l'Eurométropole de Strasbourg. Ouvert du lundi au samedi, cet espace neutre propose aux familles un cadre structurant pour exercer un droit de visite respectueux de l'intérêt de l'enfant dans le cadre d'un mandat ordonné par le Juge aux Affaires Familiales. Destiné à apaiser les relations intrafamiliales par un accompagnement global, il permet la rencontre sereine entre parents et enfants. Ce projet est également financé par la Caisse d'Allocations Familiales au titre de la parentalité, par le Ministère de la Justice et la ville de Strasbourg au titre de la préservation des droits de l'enfant et de la petite enfance.

Association Régionale Spécialisée d'Action Sociale d'Éducation et d'Animation - ARSEA ***« Centre de Prise en Charge des Auteurs (CPCA) »***	**16 500 €**

Le dispositif d'accompagnement des auteurs de violences intrafamiliales s'inscrit plus globalement dans le cadre de la prévention de la récidive et de la protection des femmes victimes. Le service accueille, sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, les personnes placées sous-main de justice et les personnes volontaires souhaitant s'engager dans une démarche de prévention de la récidive. La prise en charge est individualisée en fonction des situations des personnes reçues au centre. Au sein du CPCA, la personne auteure est engagée dans différents modules : socle (stages de responsabilisation) et complémentaires (accompagnement psychothérapeutique, médical et social, ateliers de communication non violente, et contrôle judiciaire socio-éducatif).
Le CPCA travaille en partenariat avec le réseau local et développe des modules thématiques imposés et/ou choisis (santé, insertion professionnelle, groupe de paroles) qui viennent compléter l'accompagnement individuel des personnes.

2- Soutien à d'autres actions concourant à la Stratégie territoriale de prévention de la délinquance et de la radicalisation

Association ITHAQUE ***« Katiminuit - Equipe mobile de prévention des risques en milieu festif »***	**6 500 €**

Cette équipe, constituée de professionnels et de bénévoles associatifs compétents en matière de prévention des conduites à risques, intervient lors d'événements festifs sensibles. Sa coordination est confiée depuis 2021 à Ithaque qui assure la mobilisation des partenaires, la préparation, la mise en œuvre, la coordination et l'évaluation de l'action. L'association a étendu son déploiement sur les bars et boîtes de nuit, sur des nouveaux événements festifs et occupe une place importante dans la prévention lors de la fête de la musique.

ENTRAID'ADDICT du Bas-Rhin ***« Fonctionnement »***	**6 650 €**

L'association Entraid'addict aide les personnes sous emprise addictive et leur entourage à réduire les risques liés à cette emprise et à en sortir. Un soutien est sollicité pour la prise en charge des frais de matériels, de documentation et de déplacements des bénévoles. Une partie du travail mené par l'association se manifeste au travers des actions de prévention en lien avec le dispositif Katiminuit.

Association RU'ELLES ***« Aide au fonctionnement »***	**2 500 €**

L'association Ru'elles souhaite s'inscrire dans une approche locale de la prévention des

violences sexuelles et sexistes dans l'espace public. Elle propose sa contribution et sa compétence aux enjeux de tranquillité publique et de sécurité des femmes avec de la communication vers le public jeune, du recueil de témoignages et des actions de sensibilisation sur l'espace public. Elle participe à des projets inter partenariaux liés à la vie nocturne et à la prévention du harcèlement sexuel et sexiste et des conduites à risques. Ce dossier est cofinancé par la mission Droits des femmes et égalité de genre au titre de la ville de Strasbourg.

Association nationale des visiteurs de prison (ANVDP) ***« Fonctionnement »***	**3 500 €**

L'association propose d'apporter une aide morale et matérielle aux personnes incarcérées et à leurs familles pendant l'incarcération. Rattachée à une structure nationale, vingt-trois bénévoles formés rendent visite à des personnes détenues isolées, gèrent un vestiaire, la bibliothèque de la maison d'arrêt de Strasbourg et soutiennent des personnes détenues indigentes.
La subvention servira à soutenir des formations aux visiteurs de prison mais aussi de personnes sous main de justice afin de garantir une action utile et constructive.

Fédération de charité CARITAS Alsace ***« Lieu d'accueil enfants parents à la Maison d'arrêt de Strasbourg – La mezzanine »***	**4 200 €**

Dans des locaux dédiés au sein de la maison d'arrêt de Strasbourg, l'association assure 3 missions : l'accueil de familles et amis de détenus, l'accueil d'enfants de mères incarcérées en vue de leur socialisation et la préparation à la séparation à venir pour les enfants dont la mère est incarcérée, lorsque la peine dépasse les dix-huit mois autorisés au sein de la prison. L'association participe ainsi à la prévention de la récidive par le maintien des liens familiaux des personnes détenues. Ce projet est cofinancé par la Direction de l'Enfance et de l'Éducation de la ville de Strasbourg.

Association de prévention de l'extrémisme violent (PREVANET) ***« Ateliers Jeunesse et Numérique - AJEN »***	**5 000 €**

L'association propose des ateliers pédagogiques participatifs sur la prévention des risques numériques auprès d'acteurs locaux, professionnels de la jeunesse et des jeunes eux-mêmes, autour des questions de sociabilités et risques numériques, de la radicalisation, du cyber endoctrinement, de l'addiction et du complotisme auprès de classes du collège Le Ried à Bischheim (ateliers de sensibilisation, conte-théâtre, projection de film et débat).

Association de défense des familles et de l'individu victimes de sectes ALSACE (ADFI) ***« Aide au fonctionnement »***	**5 000 €**

L'association réalise une action globale en direction des victimes et des familles concernées par les dérives sectaires et les manipulations mentales. Avec une dizaine de membres actifs bénévoles, elle a accueilli et accompagné une quarantaine de personnes en 2025 sur l'ensemble de l'Alsace. Elle exerce une fonction de veille sur les phénomènes sectaires. Elle travaille en collaboration avec les services de la préfecture, de la gendarmerie et de la police nationale. Elle mène également des actions collectives d'information et de sensibilisation sur les phénomènes sectaires auprès de publics ciblés : intervenants sociaux et de santé, lycéens, entreprises, personnes hospitalisées ou en maison de retraite.

Association des conciliateurs de justice de la Cour d'Appel de Colmar ***« Aide au fonctionnement »***	**1 400 €**

L'association permet aux conciliateurs bénévoles de développer leurs compétences, par le renforcement de la formation continue, des campagnes destinées à davantage faire connaître les Modes Alternatifs de Règlement des Différends (MARD), ainsi que des campagnes de communication. Les formations sont dispensées par des professionnels des métiers de la justice mais aussi d'autres domaines. Les conciliateurs interviennent par exemple dans le cadre de la Maison de Justice et du Droit (MJD).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

dans le cadre du Contrat Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation (CISPDR),l'attribution des subventions suivantes :

VIADUQ 67 France Victimes	***107 655 €***
«Accès au droit et aide aux victimes »	*33 125 €*
« Médiation de proximité »	*36 000 €*
« Permanences et astreintes au Point Accueil Victimes à l'Hôtel de Police »	*38 530 €*
SOS France Victimes 67	***100 230 €***
« Accès au droit et aide aux victimes »	*34 000 €*
« Sensibilisation aux risques de harcèlement scolaire et violences scolaires »	*4 000 €*
« Médiation de proximité »	*40 000 €*
« Point Rencontre Parents Enfants » (PRPE)	*22 230 €*
Association Régionale Spécialisée d'Action Sociale d'Education et d'Animation – ARSEA *« Centre de prise en charge des auteurs (CPCA) »*	***16 500 €***
Association ITHAQUE *« Katiminuit - Equipe mobile de prévention des risques en milieu festif »*	***6 500 €***
ENTRAID'ADDICT du Bas-Rhin *« Fonctionnement »*	***6 650 €***
Association RU'ELLES *« Aide au fonctionnement »*	***2 500 €***
Association Nationale des Visiteurs de Prison - ANVDP	***3 500 €***

« Fonctionnement »	
Fédération de charité CARITAS Alsace *« Lieu d'accueil enfants parents à la Maison d'arrêt de Strasbourg - La Mezzanine »*	***4 200 €***
Association de prévention de l'extrémisme violent – PREVANET *« Ateliers jeunesse et numériques – AJEN »*	***5 000 €***
Association de défense des familles et de l'individu victimes de sectes ALSACE – ADFI *« Aide au fonctionnement »*	***5 000 €***
Association des conciliateurs de justice de la cour d'Appel de Colmar *« Aide au fonctionnement »*	***1 400 €***

décide

d'imputer la dépense correspondante, soit 259 135 € sur l'activité AT02A, fonction 10 - nature 65748 – programme 8058, dont le montant disponible est de 349 865 €,

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer les arrêtés et conventions relatives à ces subventions et à prendre tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

⌦ : DS-SPU Conseil EMS 26/06/2026

TOTAL DS-SPU

montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**	dossiers
259 135 €	272 155 €	**259 135 €**	16

Référence	**Association**	type d'aide	montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**	commentaires
00027246	**VIADUQ FRANCE VICTIMES 67** Accès aux droits	Projet - Manifestation	33 125 €	33 125 €	**33 125 €**	
00027245	**VIADUQ FRANCE VICTIMES 67** MedProx	Projet - Manifestation	36 000 €	36 000 €	**36 000 €**	
00027234	**VIADUQ FRANCE VICTIMES 67** PAV	Projet - Manifestation	38 530 €	38 530 €	**38 530 €**	
D00367807	**SOS FRANCE VICTIMES 67** Accès aux droits	Projet - Manifestation	34 000 €	34 000 €	**34 000 €**	
D00368328	**SOS FRANCE VICTIMES 67** Harcèlement scolaire	Projet - Manifestation	4 000 €	4 258 €	**4 000 €**	
D00369038	**SOS FRANCE VICTIMES 67** Médiation de proximité	Projet - Manifestation	40 000 €	45 792 €	**40 000 €**	
D00369841	**SOS FRANCE VICTIMES 67** Point rencontre parents enfants	Projet - Manifestation	22 230 €	28 000 €	**22 230 €**	
00026778	**ASSOCIATION RÉGIONALE SPÉCIALISÉE D'ACTION SOCIALE ET D'ANIMATION**	Projet - Manifestation	16 500 €	16 500 €	**16 500 €**	
00027187	**ASSOCIATION ITHAQUE** Katiminuit	Projet - Manifestation	6 500 €	6 500 €	**6 500 €**	
00026805	**ENTRAID'ADDICT DU BAS-RHIN**	Fonctionnement	6 650 €	6 650 €	**6 650 €**	
00026908	**RU'ELLES STRASBOURG**	Fonctionnement	2 500 €	3 000 €	**2 500 €**	
00027456	**ASSOCIATION NATIONALE DES VISITEURS DE PERSONNES SOUS MAIN DE JUSTICE**	Fonctionnement	3 500 €	3 800 €	**3 500 €**	
00027362	**FEDERATION DE CHARITE CARITAS ALSACE**	Projet - Manifestation	4 200 €	4 200 €	**4 200 €**	
00026971	**ASSOCIATION DE PREVENTION DE L EXTREMISME VIOLENT**	Projet - Manifestation	5 000 €	5 000 €	**5 000 €**	
00027367	**ASSOCIATION POUR LA DÉFENSE DES FAMILLES ET DE L'INDIVIDU VICTIMES DE SECTES - ALSACE**	Fonctionnement	5 000 €	5 000 €	**5 000 €**	
00026897	**ASSOCIATION DES CONCILIATEURS DE JUSTICE DE LA COUR D'APPEL DE COLMAR LES CONCILIATEURS D'ALSACE**	Fonctionnement	1 400 €	1 800 €	**1 400 €**	

28

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

Attribution d'un cofinancement pour la réalisation du projet "Justice Bridge 2027" du 01 juillet 2026 au 30 juin 2027.

Numéro E-2026-514

Cofinancé par l'Eurométropole de Strasbourg *(53 460 € par an)* dans le cadre d'une convention de financement pluriannuelle (2025-2027), le Centre Européen de la Consommation (CEC) informe et accompagne les consommateurs pour solutionner à l'amiable des litiges transfrontaliers au niveau extrajudiciaire.

Avec plus de 2 500 demandes individuelles répondues et 900 consultations juridiques organisées avec des experts franco-allemands en droit, le projet transfrontalier « Justice sans frontière » (1 février 2023 – 31 décembre 2025), piloté par le CEC et cofinancé par les fonds européens, a été identifié comme un projet exemplaire. En janvier 2026, le projet « Justice Bridge 2026 », financé par le Contrat triennal, lui a succédé en reprenant l'essentiel de son dispositif. Ce projet se terminera au 31 mai 2026.

Devant le succès et la pertinence des services gratuits et bilingues offert par le « Point de contact franco-allemand pour la justice » aux usagers, les cofinanceurs allemands et français de ce projet, dont la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg font parties, se sont prononcés en faveur du maintien du dispositif actuel en région frontalière franco-allemande, dans l'attente de l'extension de son périmètre à venir à l'échelle nationale/fédérale franco-allemande.

Comme ses prédécesseurs, le projet « Justice Bridge 2027 » (01 juillet 2026 au 30 juin 2027) s'emploiera à simplifier l'accès transfrontalier à une justice de proximité grâce :
- au maintien d'une équipe de 3 personnes (1,2 ETP),
- à l'instauration d'une plateforme numérique pour la gestion des demandes,
- aux consultations gratuites proposées avec des experts,
- au renforcement des mesures de communication bilingues à l'attention des justiciables,
- à la collaboration avec des établissements de formation et des multiplicateurs.

Le coût total du projet s'élève à 104 105,10 € avec l'appui financier, aux côtés de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, de la CeA, de la Région Grand Est, du

CDAD du Bas-Rhin, des Ministères de l'Alimentation, de l'Espace rural et de la Protection des consommateurs ainsi que de la Justice et des Affaires migratoires du Bade-Wurtemberg.

Au regard de l'importance stratégique et précurseur de ce projet auprès des justiciables de notre bassin de vie transfrontalier, il est proposé que l'Eurométropole de Strasbourg verse une subvention de 3 000 € en 2026 pour ce projet. Ce montant est déjà inscrit dans le budget de la DREIT (*cf. délibération E-2025-833*).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

le versement d'un cofinancement de 3 000 € au Centre Européen de la Consommation (CEC) pour le cofinancement du projet « Justice Bridge 2027 » en 2026,

décide

d'imputer la dépense de 3 000 € sur les crédits ouverts à la DREIT, ligne budgétaire AD06C fonction 041, nature 657381, programme 8049,

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer la convention financière associée à cette attribution et à prendre tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Strasbourg.eu
eurométropole

27

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 3 octobre 2025

Attribution d'un cofinancement pour la réalisation du projet "Centre européen de la Justice pour la France et l'Allemagne " du 01.06.2026 au 31.05.28.

Numéro E-2025-833

Cofinancé par l'Eurométropole de Strasbourg *(53 460 € par an)* dans le cadre d'une convention de financement pluriannuelle (2025-2027), le Centre européen de la consommation (CEC) informe et accompagne les consommateurs pour solutionner à l'amiable des litiges transfrontaliers au niveau extrajudiciaire.

Avec plus de 1 500 demandes individuelles répondues et 600 consultations juridiques organisées avec des experts franco-allemands en droit, le projet transfrontalier « Justice sans frontière » (1.02.2023 - 31.12.2025), piloté par le CEC et cofinancé par les fonds européens, est identifié comme un projet exemplaire.

Devant le succès et la pertinence des services gratuits et bilingues offert par le « Point de contact franco-allemand pour la justice » aux usagers, les cofinanceurs allemands et français de ce projet, dont la ville et l'Eurométropole de Strasbourg font parties, se sont prononcés en faveur d'une extension du périmètre de ce dispositif à l'échelle nationale/fédérale, tout en maintenant l'existant en région frontalière franco-allemande.

Capitalisant sur cette expérience et ces résultats, le projet « Centre Européen de la Justice pour la France et l'Allemagne » (01.06.2026 au 31.05.2028), soutenu par le programme européen « Justice », permettra de poursuivre et d'élargir :

- les consultations individuelles gratuites et bilingues avec des professionnels du droit,
- l'accompagnement des justiciables lors de l'introduction de procédures judiciaires européennes simplifiées,
- le développement de supports numériques bilingues sur le système judiciaire du pays voisin,
- l'identification d'obstacles récurrents à l'accès transfrontalier à la justice,
- et réaliser une étude de faisabilité pour la création à terme d'un réseau de Centres Européens de la Justice.

Au regard de l'importance stratégique et précurseur de ce projet auprès des justiciables

de notre bassin de vie transfrontalier, il est proposé que l'Eurométropole de Strasbourg verse une subvention annuelle de 3 000 € en 2026 et en 2027 au CEC, soit un soutien financier de 6 000 € sur la totalité du projet.

Le coût total du projet s'élève à 1 063 177,68 € avec un cofinancement européen maximum de 800 000 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

le versement d'un cofinancement de 6 000 € au Centre Européen de la Consommation (CEC) pour le cofinancement du projet « Centre Européen de la Justice pour la France et l'Allemagne »pour les années 2026 (3 000 €) et 2027 (3 000 €),

sous réserve de la disponibilité des crédits à l'adoption du budget primitif et de la validation du projet par le Programme « Justice » de l'Union européenne,

décide

d'imputer la dépense de 6 000 € sur les crédits ouverts à la DREIT, ligne budgétaire AD06C fonction 041, nature 657381, programme 8049,

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante à signer la convention financière associée à cette attribution et à prendre tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

le vendredi 3 octobre 2025 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 13 octobre 2025

(Accusé de réception N°067-246700488-20251003-185175-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 15 octobre 2025

Attribution d'un cofinancement pour la réalisation du projet « Centre Européen de la Justice pour la France et l'Allemagne » du 01.06.2026 au 31.05.2028
Conseil de l'Eurométropole du 3 octobre 2025

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant alloué pour l'année n-1
EUROMETROPOLE				
Centre européen de la consommation	Attribution d'un cofinancement pour la réalisation du projet « Centre Européen de la Justice pour la France et l'Allemagne » du 01.06.2026 au 31.05.2028	6 000 €	6 000 €	-

29

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

Évolution des conditions d'incitation au covoiturage mis en œuvre dans le cadre de la plateforme territoriale Aut'hop : avenant 3.

Numéro E-2026-418

Contexte

En mars 2024, l'Eurométropole de Strasbourg a lancé le service de covoiturage, Aut'hop. La collectivité a ainsi doté le territoire d'une plateforme de mise en relation des covoitureurs et soutient la pratique avec la mise en place d'une incitation financière aux covoitureurs. La plateforme est opérée par Karos, un des principaux acteurs du marché.

La collectivité a fait le choix de soutenir financièrement les trajets domicile / travail en priorité avec une incitation financière accessible sous conditions (critères d'éligibilité des trajets). La campagne d'incitation financière est un outil important car il permet de soutenir un changement de pratique auprès des salariés et d'encourager les entreprises à promouvoir le covoiturage dans leurs actions de mobilité.

La promotion du covoiturage s'est particulièrement concentrée au niveau des zones d'activités à travers une communication ciblée et progressive dans l'objectif de massifier l'offre de covoiturage dès le déploiement du service Aut'hop. Dans ce contexte, la démarche Optimix (promotion des plans de mobilité employeurs) constitue une des principales portes d'entrée pour le lancement d'une dynamique de covoiturage dans les entreprises et un relai essentiel de l'offre de mobilité de la collectivité.

Aujourd'hui, 133 entreprises sont partenaires du dispositif et de nombreuses animations ont été organisées auprès des salariés depuis 2 ans.
Le projet a connu une progression constante au cours de cette première phase d'expérimentation, pour compter près de 19 000 inscrits en avril 2026 et engendrer près de 270 000 trajets passagers depuis son lancement en mars 2024.
La dynamique se poursuit en 2026 avec un nouveau record de plus de 20 300 passagers transportés sur le seul mois de mars.

L'incitation financière

L’incitation financière correspond au soutien financier de la collectivité pour chaque trajet en covoiturage réalisé via l’application Karos. Le montant de cette participation dépend de plusieurs critères rassemblés dans une campagne d’incitation.

L’enveloppe d’incitation financière initiale pour l’année 2026 a été estimée à 350 000 € sur la base des meilleurs mois de l’année 2025.
Néanmoins, la pratique du covoiturage a augmenté très fortement depuis le début de l’année 2026, notamment en raison de la crise énergétique. Cette dynamique est observée au plan national.

Afin d’assurer la continuité de l’offre de covoiturage et de soutenir la pratique sur le territoire, il est proposé un ajustement des critères d’éligibilité de la campagne d’incitation financière à compter du 1er août 2026.
Il est à noter qu’un premier ajustement de la campagne d’incitation avait déjà été opéré par un avenant n°1 à la convention de mandat, délibéré le 27 juin 2025.

L’évolution proposée ci-dessous permet de maintenir le dispositif de soutien à la pratique du covoiturage, en ajustant les critères d’éligibilité des trajets, le périmètre et les montants de l’incitation financière, qui deviendraient les suivants :
- périmètre du dispositif : trajets éligibles jusqu’à 40 km maximum,
- tarification : gratuité du trajet pour le passager entre 5 et 10 km puis 1 € entre 10 et 40 km,
- incitation financière pour le conducteur plafonné à 1,20 €,
- les trajets sont non subventionnés lorsqu’ils sont inférieurs à 5 km ou supérieurs à 40 km ou encore réalisables directement en tram, Chronhop ou en BHNS.

Les changements opérés dans la campagne d’incitation financière au covoiturage devront être actés par avenant à la convention de mandat passée avec l’opérateur Karos (ci-annexée) avec l’objectif d’une mise en œuvre des nouveaux critères de la campagne d’incitation au 1er août 2026.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu les articles L1524-1, L1524-5, L.2121-21 et L.2121-33 du Code général des collectivités territoriales
vu les articles L1231-1-1, L1231-15 et L3132-1 du Code des transports relatifs aux compétences des autorités organisatrices de la mobilité et du covoiturage
vu les délibérations du Conseil de l’Eurométropole n°E-2023-628 du 28 juin 2023, n°E-2024-177 du 28 mars 2024, n°E-2025-571 du 27 juin 2025 et n°E-2025-1175 du 19 décembre 2025, relatives à la stratégie de déploiement du covoiturage et à la mise en place d’une plateforme et d’une campagne d’incitation à covoiturer
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

les termes de l’avenant 3 à la convention relative à l’attribution d’une aide financière

aux covoitureurs,

décide

de réviser la campagne d'incitation financière à compter du 1er août 2026, selon les modalités fixées à l'article 5 de l'avenant n°3, qui comprendra une modifications des modalités d'attribution de l'aide de la collectivité et un changement de tarification comme suit :

- *ajustement du périmètre du dispositif : trajets éligibles jusqu'à 40 km maximum,*
- *tarification : gratuité du trajet pour le passager entre 5 et 10 km puis 1 € entre 10 et 40 km,*
- *incitation financière pour le conducteur plafonné à 1,20 €,*
- *les trajets sont non subventionnés lorsqu'ils sont inférieurs à 5 km ou supérieurs à 40 km ou encore réalisables directement en tram, Chronhop ou en BHNS,*
- *maintien de l'enveloppe financière prévue au budget pour 2026,*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer la convention et tout autre document concourant à l'exécution de la présente délibération.

Avenant n°3 à la Convention de mandat
En application des articles L.1611-7 et suivants du Code général des collectivités territoriales

Covoiturage – Convention relative à l'attribution d'une aide financière aux covoitureurs par Karos France

Entre :

- **L'Eurométropole de Strasbourg** sise 1 parc de l'Etoile 67000 Strasbourg représentée par Madame Catherine TRAUTMANN agissant en application de la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 10 avril 2026.

Ci-après dénommée « l'Eurométropole de Strasbourg », « la collectivité » ou « le Mandant »
D'une part,

Et :

- **La société Karos France** sise 10 rue de la Paix 75002 Paris 2 représentée aux fins ci-après par Monsieur Olivier BINET, SIRET 84978136400021.

Ci-après dénommée « l'Opérateur » ou « le Mandataire »
D'autre part,

Vu la délibération du 28 mars 2024 approuvant les termes de la convention de mandat :

Suite à la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2026, les articles 5 et 6 de la convention initiale sont modifiés, comme suit :

Article 5 TRAJETS ÉLIGIBLES ET CONDITIONS D'ATTRIBUTION DE L'INCITATION

Le 4ème paragraphe est modifié avec la mention suivante :
« Les critères de la campagne de covoiturage sont en vigueur, jusqu'au 31 juillet 2026 »

La date de démarrage de la campagne, indiquée au début du 5ème paragraphe est modifiée :
« À partir du 1er août 2026, les critères de la campagne d'incitation financière sont révisés. »

Le tableau des critères est révisé :

Paramètres	Critères
Éligibilité du trajet	Conducteurs et passagers majeurs Les trajets avec origine et/ou destination sur l'Eurométropole de Strasbourg Effectuer un trajet inférieur à 40 km

Incitation minimale	Forfait de 1€ entre 5 et 10 km
Incitation maximal	Aide plafonnée à 1,20€ entre 10 et 40 km
Incitation km/passager (versée au conducteur)	Forfait de 1€ entre 10 km et 40 km
Nombre de trajets passagers (maximum/conducteur/jour)	6 trajets/jours ou 180 trajets mensuels
Nombre de trajets maximum par passager par mois	60
Longueur minimale du trajet	5 km
Montant limite de rémunération	150€/mois/conducteur
Coût pour le passager	Gratuité entre 5 et 10 km puis 1€ entre 10 et 40 km
Exclusions	Les trajets au-delà de 40 km ne sont pas subventionnés pour les covoitureurs Lignes structurantes de transport en commun de l'Eurométropole de Strasbourg

Article 6 MONTANT DE LA CAMPAGNE ET MODALITES DE SUIVI DES CONSOMMATIONS

Modification de la date de fin du marché dans le 4ème paragraphe :
« Dans l'hypothèse où l'enveloppe de financement de l'Opération venait à être atteint avant la fin du marché, le 12 février 2027, soit cette dernière prend fin [...] ».

Fait en deux exemplaires originaux, à le

Le Mandant Le Mandataire

30

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

Projets sur l'espace public :
- ajustement du programme 2026 : transport, voirie, signalisation statique et dynamique, eau et assainissement et Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU),
- complément du programme 2026,
- lancement, poursuite des études et réalisation des travaux.

Numéro E-2026-456

Par délibération en date du 19 décembre 2025, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg avait approuvé le programme 2026 des projets sur l'espace public dans son domaine de compétence : voirie, signalisation, ouvrages d'art, eau et assainissement.

Cependant, pour certaines opérations, les études de détail ou des aléas de chantier nécessitent de compléter le budget global. La conjoncture actuelle avec les différentes hausses de prix des matériaux et des énergies, nécessite également d'ajuster les montants de certaines opérations.

Par ailleurs, d'autres opérations, particulièrement en eau et assainissement, doivent être ajoutées suite à la dégradation de l'état d'entretien des équipements ou à l'obligation d'accompagner des projets initiés par d'autres maîtres d'ouvrage.

De ce fait, il est proposé, par la présente délibération, d'adopter plusieurs ajustements à ce programme, **sans modification des crédits globaux de paiement y afférents**, car certaines opérations initialement prévues ont été reportées ou même annulées ou encore parce que le coût d'objectif d'autres opérations a été revu à la baisse.

La liste des projets modifiés et nouveaux est jointe en annexes :

Annexe 1 : liste des projets à Strasbourg,
Annexe 2 : liste des projets de renouvellement urbain,
Annexe 3 : liste des projets dans les communes.

Les montants délibérés sont établis en référence aux indices valeur juin 2026.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *l'ajustement du programme 2026 des projets sur l'espace public dans les domaines de compétence de l'Eurométropole de Strasbourg (voirie, signalisation, ouvrages d'art, eau et assainissement), tel que figurant sur les listes ci-annexées :*
  - *annexe 1 : liste des projets à Strasbourg,*
  - *annexe 2 : liste des projets de renouvellement urbain,*
  - *annexe 3 : liste des projets dans les autres communes membres de l'Eurométropole de Strasbourg ;*

décide

- *d'imputer les dépenses et recettes correspondantes sur les crédits de paiement et les autorisations de Programme relatives aux budgets 2026 et suivants de l'Eurométropole de Strasbourg, ainsi que sur les budgets de l'eau et de l'assainissement ou des crédits délégués par d'autres directions de l'Eurométropole de Strasbourg ;*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante :
- *à solliciter pour les projets eau et assainissement :*
  - *l'occupation temporaire du terrain,*
  - *l'instauration de servitudes de passage et d'occupation permanente du sous-sol,*
- *à signer toutes les conventions nécessaires à la gestion des projets, documents d'urbanisme (déclaration préalable, permis de construire, permis de démolir, …), ainsi que tous les actes qui pourraient être nécessaire à la réalisation de ces projets,*
- *à organiser ou à solliciter l'organisation par les services de l'Etat des procédures nécessaires au déroulement des enquêtes préalables et à l'obtention des autorisations administratives ou d'utilité publique,*
- *à solliciter les différents partenaires et à signer tous documents en application des procédures administratives et environnementales réglementaires,*
- *à solliciter toute subvention et à signer les conventions correspondantes pour la réalisation de ces opérations (Europe, Etat, Région, Département, ou autres organismes publics ou privés),*
- *à déposer, pour les opérations concernées, tous les permis d'aménager, permis de construire et permis de démolir qui seraient nécessaires à la réalisation des projets.*

ANNEXE 1 : LISTE DES PROJETS A STRASBOURG

Cronenbourg Sud

Opération	**2026CRS08**	Cronenbourg Sud			Suite études et travaux			**1**
Site projet	RUE D'OTTERSWILLER							
Tronçon / tranche	2/2	*Début*	Complet	*Fin*	Complet			
Mt Total Prévisionnel	150 000 €			*Crédits*	*T12*	*Emprise en m2*	*1 611*	
Descriptif	Ajustement des crédits suite à étude complémentaire.							TTC
Eau	Renouvellement				Travaux tranchée ouverte			**20 000 €**
						Total délibéré EMS		**20 000 €**

Opération	**2024CRS01**	Cronenbourg Sud			Suite études et travaux			**2**
Site projet	ROUTE D'OBERHAUSBERGEN - AMÉLIORATION LIAISON CYCLABLE							
Tronçon / tranche	3/3	*Début*	Avenue Racine	*Fin*	Voie ferrée			
Mt Total Prévisionnel	5 050 000 €			*Crédits*	*T12*	*Emprise en m2*	*30 143*	
Descriptif	Ajustement suite à retour des offres.							TTC
Eau	Renouvellement				Travaux tranchée ouverte			**730 000 €**
						Total délibéré EMS		**730 000 €**

Opération	**2026CRS09**	Cronenbourg Sud			Etudes et Travaux			**3**
Site projet	PONT DES DUCS							
Tronçon / tranche	1/1	*Début*	Localisé	*Fin*	Localisé			
Mt Total Prévisionnel	360 000 €			*Crédits*	*T12*	*Emprise en m2*	*3 753*	
Descriptif	Opération initiée suite à l'aménagement de la M351.							TTC
Eau	Modernisation				Travaux tranchée ouverte			**360 000 €**
						Total délibéré EMS		**360 000 €**

Port du Rhin

Opération	**2025POR02**	Port du Rhin			Suite études et travaux			**4**
Site projet	LIAISON RUE DES CAVALIERS / RUE DU RHIN NAPOLÉON							
Tronçon / tranche	2/2	*Début*	Localisé	*Fin*	Localisé			
Mt Total Prévisionnel	3 000 000 €			*Crédits*	*T13*	*Emprise en m2*	*18 365*	
Descriptif	Collecteurs et regards à renouveller intégralement sans optimisation possible							TTC
Assainissement	Réhabilitation				Travaux tranchée ouverte			**1 050 000 €**
						Total délibéré EMS		**1 050 000 €**

Neudorf - Musau

Opération	**2021NDF04**	Neudorf - Musau			Suite études et travaux			**5**
Site projet	RUE DE WATTWILLER ET RUE DE LA MUSAU							
Tronçon / tranche	4/4	*Début*	Complet	*Fin*	Complet			
Mt Total Prévisionnel	1 235 000 €			*Crédits*	*T2*	*Emprise en m2*	*67 653*	
Descriptif	Prise en compte d'aléas durant le chantier (purges chaussées).							TTC
Voirie & équipements	Réaménagement				Travaux en profondeur			**15 000 €**
						Total délibéré EMS		**15 000 €**

Opération	**2026NDM02**	Neudorf - Musau			Suite études et travaux			**6**
Site projet	RUE DU BALLON							
Tronçon / tranche	2/2	*Début*	Complet	*Fin*	Complet			
Mt Total Prévisionnel	255 000 €			*Crédits*	*T12*	*Emprise en m2*	*1 699*	
Descriptif	Complément de crédits suite à avancement des études (linéaire plus important).							TTC
Eau	Renouvellement				Travaux tranchée ouverte			**40 000 €**
						Total délibéré EMS		**40 000 €**

Neuhof Sud

Opération	**2026NHS06**	Neuhof Sud			Etudes et Travaux			**7**
Site projet	RUE LISA KRUGELL							
Tronçon / tranche	1/1	*Début*	Complet	*Fin*	Complet			
Mt Total Prévisionnel	140 000 €			*Crédits*	*T12 + T13*	*Emprise en m2*	*530*	
Descriptif	Nouvelle opération en lien avec un projet immobilier.							TTC
Eau	Extension				Travaux tranchée ouverte			**70 000 €**
Assainissement	Extension				Travaux tranchée ouverte			**70 000 €**
						Total délibéré EMS		**140 000 €**

Meinau

Opération	**2023MEI02**	Meinau			Suite études et travaux			**8**
Site projet	ROUTE DE LA MEINAU ET RUE DE LORRAINE							
Tronçon / tranche	2/2	*Début*	Complet	*Fin*	Complet			
Mt Total Prévisionnel	1 180 000 €			*Crédits*	*T12*	*Emprise en m2*	*18 878*	
Descriptif	Augmentation du périmètre ; rue de Lorraine comprise.							TTC
Eau	Renouvellement				Travaux tranchée ouverte			**510 000 €**
						Total délibéré EMS		**510 000 €**

Opération	2026MEI02	Meinau		Etudes et Travaux		9
Site projet	IMPASSE DE L'ECLUSE					
Tronçon / tranche	1/1	Début	Complet	Fin	Complet	
Mt Total Prévisionnel	170 000 €			Crédits	T12	Emprise en m2	1 537
Descriptif	Nouvelle opération en lien avec le chauffage urbain.					TTC
Eau	Renouvellement			Travaux tranchée ouverte		170 000 €
					Total délibéré EMS	170 000 €

Opération	2026MEI01	Meinau		Etudes et Travaux		10
Site projet	RUE DE LA PLAINE DES BOUCHERS					
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé	
Mt Total Prévisionnel	510 000 €			Crédits	T13	Emprise en m2	12 035
Descriptif	Opération de réhabilitation des réseaux d'assainissement.					TTC
Assainissement	Réhabilitation			Travaux tranchée ouverte		510 000 €
					Total délibéré EMS	510 000 €

Koenigshoffen

Opération	2024KOE02	Koenigshoffen		Suite études et travaux		11
Site projet	RUE OVIDE - Déminéralisation					
Tronçon / tranche	2/2	Début	Complet	Fin	Complet	
Mt Total Prévisionnel	110 000 €			Crédits	T2 DEMIN	Emprise en m2	3 718
Descriptif	Pose d'une cloture basse en bordure de trottoir pour éviter le piétinement des espaces verts.					TTC
Voirie & équipements	Déminéralisation			Travaux en profondeur		10 000 €
					Total délibéré EMS	10 000 €

Opération	2025KOE05	Koenigshoffen		Etudes et Travaux		12
Site projet	REAMENAGEMENT / ELARGISSEMENT DU CHEMIN ET PLACE DE RETOURNEMENT (RECONVERSION ZA GREMMEL)					
Tronçon / tranche	1/1	Début	Complet	Fin	Complet	
Mt Total Prévisionnel	252 000 €			Crédits	T12 + T13	Emprise en m2	1 472
Descriptif	Accompagnement de projet immobilier. Extension des réseaux.					TTC
Eau	Extension			Travaux tranchée ouverte		108 000 €
Assainissement	Extension			Travaux tranchée ouverte		144 000 €
					Total délibéré EMS	252 000 €

Montagne-Verte

Opération	2023MOV06	Montagne-Verte		Suite études et travaux		13
Site projet	RUE DU PETIT MARAIS					
Tronçon / tranche	2/2	Début	n°11	Fin	n°15	
Mt Total Prévisionnel	280 000 €			Crédits	T12 + T13	Emprise en m2	873
Descriptif	Pose de 165ml de réseau compélmentaire.					TTC
Eau	Renouvellement			Travaux tranchée ouverte		200 000 €
Assainissement	Repose			Travaux tranchée ouverte		20 000 €
					Total délibéré EMS	220 000 €

Opération	2026MOV03	Montagne-Verte		Suite études et travaux		14
Site projet	RUE DE THAL - AIRE DE RETOURNEMENT					
Tronçon / tranche	2/2	Début	Complet	Fin	Complet	
Mt Total Prévisionnel	210 000 €			Crédits	T12	Emprise en m2	1 042
Descriptif	Complément de crédits suite à avancement des études.					TTC
Eau	Renouvellement			Travaux tranchée ouverte		40 000 €
					Total délibéré EMS	40 000 €

Opération	2026MOV04	Montagne-Verte		Etudes et Travaux		15
Site projet	RUE DE LA RIVIERE					
Tronçon / tranche	1/1	Début	Complet	Fin	Complet	
Mt Total Prévisionnel	180 000 €			Crédits	T12	Emprise en m2	1 574
Descriptif	Nouvelle opération lié à la vétusté du réseau.					TTC
Eau	Renouvellement			Travaux tranchée ouverte		180 000 €
					Total délibéré EMS	180 000 €

Opération	2023MOV02	Montagne-Verte		Suite études et travaux		16
Site projet	MANDAT VÉLO - LIAISON CYCLABLE RUE DE LA MONTAGNE VERTE					
Tronçon / tranche	4/4	Début	Rue de la Coudreuse	Fin	Rue de l'Unterelsau	
Mt Total Prévisionnel	1 414 000 €			Crédits	T4 VOIRIE	Emprise en m2	13 481
Descriptif	Compléments de crédits liés à l'étanchéité de l'ouvrage d'art.					TTC
Voirie & équipements	Liaison cyclable			Travaux en profondeur		150 000 €
					Total délibéré EMS	150 000 €

Robertsau - Wacken

Opération	2021ROB03	Robertsau - Wacken		Suite études et travaux		17
Site projet	CHEMIN DE L'ANGUILLE (YC PARKING, ACOMPAGNEMENT DU PROJET IMMOBILIER LANA)					
Tronçon / tranche	4/4	Début	Rue de l'Ill	Fin	Impasse du Huttworth	
Mt Total Prévisionnel	800 000 €			Crédits	PPI Autres Directions	Emprise en m2	3 654
Descriptif	Traitement du chantier en 2 phases suite à développement des projets immobiliers de manière discontinue. Ce montant permet de couvrir l'avenant de Moe et les frais divers en plus lié au redécoupage.					TTC
Voirie & équipements	Coordination autre projet			Travaux en profondeur		50 000 €
					Total délibéré EMS	50 000 €

Opération	2026RBW05	Robertsau - Wacken		Suite études et travaux		18
Site projet	RUE DE LA ROUE					
Tronçon / tranche	2/2	Début	n°3	Fin	Rue des Gardes-Forestiers	
Mt Total Prévisionnel	235 000 €			Crédits	T12	Emprise en m2 257
Descriptif	Complément de crédits suite à avancement des études (linéaire plus important).					TTC
Eau	Renouvellement			Travaux tranchée ouverte		40 000 €
					Total délibéré EMS	40 000 €

Opération	2025RBW06	Robertsau - Wacken		Suite études et travaux		19
Site projet	RUE DE L'EHN ET RUE DE LA LARGUE					
Tronçon / tranche	2/2	Début	Complet	Fin	Complet	
Mt Total Prévisionnel	690 000 €			Crédits	T12	Emprise en m2 2 158
Descriptif	Estimation plus importante en phase étude.					TTC
Eau	Renouvellement			Travaux tranchée ouverte		20 000 €
					Total délibéré EMS	20 000 €

Opération	2026RBW14	Robertsau - Wacken		Etudes et Travaux		20
Site projet	RECUL DE LA DIGUE DU MUHLWASSER					
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé	
Mt Total Prévisionnel	100 000 €			Crédits	PPI DEPN	Emprise en m2 nc
Descriptif	Prévention des crues. Démarrage des études.					TTC
Voirie & équipements	Prévention des crues			Travaux en profondeur		100 000 €
					Total délibéré EMS	100 000 €

Tribunal_Contades

Opération	2023TRI02	Tribunal_Contades		Suite études et travaux		21
Site projet	RUE DES BONNES GENS_intégrant place du fbg de Pierre et rue Clément					
Tronçon / tranche	4/4	Début	Complet	Fin	Complet	
Mt Total Prévisionnel	2 230 000 €			Crédits	T2	Emprise en m2 2 712
Descriptif	Budget du projet revu à la hausse suite aux études pour répondre à l'ensemble des enjeux du projet. (intrégration dans l'environnement et sécurisation école)					TTC
Voirie & équipements	Réaménagement			Travaux en profondeur		200 000 €
					Total délibéré EMS	200 000 €

Opération	2025TRI04	Tribunal_Contades		Suite études et travaux		22
Site projet	PROJET TACTIQUE CYCLABLE - CARREFOUR CLEMENCEAU / VOSGES ET LIAISON DE NIEDERBRONN					
Tronçon / tranche	3/3	Début	Complet	Fin	Complet	
Mt Total Prévisionnel	540 000 €			Crédits	PPI DEPN	Emprise en m2 1 090
Descriptif	Aléa de chantier : découverte de pollution dans la chaussée et d'une dalle béton à démollir sous trottoir.					TTC
Voirie & équipements	Réaménagement			Travaux en profondeur		20 000 €
					Total délibéré EMS	20 000 €

Grande Ile

Opération	2023GRI03	Grande Ile		Suite études et travaux		23
Site projet	RUE DU JEU DES ENFANTS					
Tronçon / tranche	4/4	Début	Complet	Fin	Complet	
Mt Total Prévisionnel	1 140 000 €			Crédits	T2	Emprise en m2 2 794
Descriptif	Prise en compte d'aléas durant le chantier					TTC
Voirie & équipements	Réaménagement			Travaux en profondeur		50 000 €
					Total délibéré EMS	50 000 €

Opération	2023GRI08	Grande Ile		Suite études et travaux		24
Site projet	QUAI SAINT-THOMAS					
Tronçon / tranche	3/3	Début	Pont St Thomas	Fin	Pont St Nicolas	
Mt Total Prévisionnel	250 000 €			Crédits	T12	Emprise en m2 2 805
Descriptif	Ajustement suite à retour des offres.					TTC
Eau	Renouvellement			Travaux tranchée ouverte		50 000 €
					Total délibéré EMS	50 000 €

Opération	2023GRI11	Grande Ile		Suite études et travaux		25
Site projet	QUAI SAINT-NICOLAS					
Tronçon / tranche	3/3	Début	Rue de la 1ère Armée	Fin	Rue des Bouchers	
Mt Total Prévisionnel	750 000 €			Crédits	T13	Emprise en m2 993
Descriptif	Travaux supplémentaires rue de la 1ère Armée: 45ml de coques diam 1500/1300.					TTC
Assainissement	Réhabilitation			Travaux tranchée ouverte		450 000 €
					Total délibéré EMS	450 000 €

Plusieurs quartiers

Opération	2024STG18	Plusieurs quartiers		Suite études et travaux		26
Site projet	BUDGET PROPRE RÉSEAUX EAU ET ASSAINISSEMENT					
Tronçon / tranche	5/5	Début	Localisé	Fin	Localisé	
Mt Total Prévisionnel	5 230 000 €			Crédits	T13	Emprise en m2 nc
Descriptif	Complément de crédits sur rue d'Epinal suite à avancement des études (linéaire plus important).					TTC
Assainissement	Accompagnement projet			Travaux tranchée ouverte		50 000 €
					Total délibéré EMS	50 000 €

ANNEXE 2 : LISTE DES PROJETS RENOUVELLEMENT URBAIN

Cronenbourg Nord

Opération	**2023CRN01**		Cronenbourg Nord			Suite études et travaux		**1**
Site projet	NPNRU_CRONENBOURG_Secteur Keppler Hochfelden							
Tronçon / tranche	3/3	*Début*	Complet	*Fin*	Complet			
Mt Total Prévisionnel	690 000 €			*Crédits*	*NPNRU*	*Emprise en m2*	*1 246*	
Descriptif	Opération initialement envisagée d'un seul tenant et phasée en 3 phases distinctes augmentant le budget. (Délibération complémentaire pour couvrir la phase 2)							TTC
Voirie & équipements	Réaménagement				Travaux en profondeur			**140 000 €**
							Total délibéré EMS	**140 000 €**

Hautepierre

Opération	**2023EMS28**		Hautepierre			Suite études et travaux		**2**
Site projet	RECOUTURAGE RESEAUX - OAE MAILLE BRIGITTE							
Tronçon / tranche	2/2	*Début*	Localisé	*Fin*	Localisé			
Mt Total Prévisionnel	650 000 €			*Crédits*	*NPNRU*	*Emprise en m2*	*nc*	
Descriptif	Reprise des travaux d'espaces publics sur ce secteur entrainant des travaux de recouturage							TTC
Voirie & équipements	Coordination autre projet				Travaux en profondeur			**150 000 €**
							Total délibéré EMS	**150 000 €**

Elsau

Opération	**2024ELS02**		Elsau			Suite études et travaux		**3**
Site projet	PRU ELSAU - RECOUTURAGE RÉSEAUX - OAE SCHONGAUER							
Tronçon / tranche	2/2	*Début*	Localisé	*Fin*	Localisé			
Mt Total Prévisionnel	450 000 €			*Crédits*	*NPNRU*	*Emprise en m2*	*nc*	
Descriptif	Démarrage travaux sur secteur Schongauer notamment dévoiement du RCU.							TTC
Voirie & équipements	Coordination autre projet				Travaux en profondeur			**350 000 €**
							Total délibéré EMS	**350 000 €**

Opération	**2024ELS03**		Elsau			Suite études et travaux		**4**
Site projet	PRU ELSAU - RECOUTURAGE RÉSEAUX - OAE GRUNEWALD WATTEAU							
Tronçon / tranche	2/2	*Début*	Localisé	*Fin*	Localisé			
Mt Total Prévisionnel	500 000 €			*Crédits*	*NPNRU*	*Emprise en m2*	*nc*	
Descriptif	Démarrage travaux espaces publics et recouturages notamment							TTC
Voirie & équipements	Coordination autre projet				Travaux en profondeur			**300 000 €**
							Total délibéré EMS	**300 000 €**

PLUSIEURS SECTEURS

Opération	**2023EMS26**		PLUSIEURS SECTEURS			Suite études et travaux		**5**
Site projet	PRU QUARTIER DES ÉCRIVAINS - RECOUTURAGES RESEAUX - OAE LES ÉCRIVAINS (BISCHHEIM - SCHILTIGHEIM)							
Tronçon / tranche	5/5	*Début*	Localisé	*Fin*	Localisé			
Mt Total Prévisionnel	500 000 €			*Crédits*	*NPNRU*	*Emprise en m2*	*nc*	
Descriptif	Accompagnement des projets immobiliers en cours et à venir							TTC
Voirie & équipements	Coordination autre projet				Travaux en profondeur			**100 000 €**
							Total délibéré EMS	**100 000 €**

ANNEXE 3 : LISTE DES PROJETS DANS LES COMMUNES

ACHENHEIM

Opération	2026ACH02	ACHENHEIM		Suite études et travaux		1
Site projet	RUE DU DOCTEUR CALMETTE					
Tronçon / tranche	2/2	Début	Complet	Fin	Complet	
Mt Total Prévisionnel	155 000 €			Crédits	T13	Emprise en m2	926
Descriptif	Accompagnement des travaux d'entretien, avec la repose du réseau d'assainissement et de 6 branchements en amiante.					TTC
Assainissement	Repose			Travaux sans tranchée		40 000 €
					Total délibéré EMS	40 000 €

Opération	2022ACH03	ACHENHEIM		Suite études et travaux		2
Site projet	AMENAGEMENT D'UNE PISTE CYCLABLE ENTRE ACHENHEIM ET ITTENHEIM					
Tronçon / tranche	4/4	Début	Achenheim	Fin	Ittenheim	
Mt Total Prévisionnel	920 000 €			Crédits	T4 BAMA	Emprise en m2	24 869
Descriptif	Prise en charge des mesures compensatoires.					TTC
Voirie & équipements	Création			Travaux en profondeur		30 000 €
					Total délibéré EMS	30 000 €

Opération	2024ACH01	ACHENHEIM		Suite études et travaux		3
Site projet	RUE MARIE CURIE					
Tronçon / tranche	2/2	Début	Rue du Collège	Fin	n°5	
Mt Total Prévisionnel	470 000 €			Crédits	T12 + T13	Emprise en m2	1 455
Descriptif	Augmentation de l'emprise projet en Eau et prise en compte des renouvellements des branchements Assainissement.					TTC
Eau	Renouvellement			Travaux tranchée ouverte		60 000 €
Assainissement	Repose			Travaux tranchée ouverte		60 000 €
					Total délibéré EMS	120 000 €

BISCHHEIM

Opération	2020BIS01	BISCHHEIM		Suite études et travaux		4
Site projet	RUE LECLERC					
Tronçon / tranche	4/4	Début	Complet	Fin	Complet	
Mt Total Prévisionnel	1 094 000 €			Crédits	T3	Emprise en m2	22 728
Descriptif	Aménagement complémentaire nécessaire au bon achèvement du projet.					TTC
Voirie & équipements	Réaménagement			Travaux en profondeur		30 000 €
					Total délibéré EMS	30 000 €

Opération	2025BIS06	BISCHHEIM		Suite études et travaux		5
Site projet	RUE DE L'AIGLE					
Tronçon / tranche	3/3	Début	Rue des Rossignols	Fin	Rue de la Robertsau	
Mt Total Prévisionnel	1 197 000 €			Crédits	T12 + T13	Emprise en m2	2 855
Descriptif	Travaux supplémentaires pour cohérence entre les 2 réseaux.					TTC
Eau	Renouvellement			Travaux tranchée ouverte		270 000 €
Assainissement	Réhabilitation			Travaux tranchée ouverte		110 000 €
					Total délibéré EMS	380 000 €

Opération	2026BIS06	BISCHHEIM		Etudes et Travaux		6
Site projet	RUE DE LA CONCORDE					
Tronçon / tranche	1/1	Début	Complet	Fin	Complet	
Mt Total Prévisionnel	175 000 €			Crédits	T13	Emprise en m2	717
Descriptif	Nouvelle opération. Travaux d'urgence liés à l'effondremnt d'un collecteur d'assainissement.					TTC
Assainissement	Renouvellement			Travaux tranchée ouverte		175 000 €
					Total délibéré EMS	175 000 €

BREUSCHWICKERSHEIM

Opération	2023BRE01	BREUSCHWICKERSHEIM		Suite études et travaux		7
Site projet	CHEMIN DU SCHWALL - CŒUR DE VIE					
Tronçon / tranche	5/5	Début	Rue Etroite	Fin	Accès déchetterie	
Mt Total Prévisionnel	790 000 €			Crédits	T12	Emprise en m2	3 511
Descriptif	Arrêt DRAC et difficultés techniques.					TTC
Eau	Renouvellement			Travaux tranchée ouverte		50 000 €
					Total délibéré EMS	50 000 €

ECKWERSHEIM

Opération	2026ECW03	ECKWERSHEIM		Etudes et travaux		8
Site projet	CONFORTEMENT DU BARRAGE					
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé	
Mt Total Prévisionnel	100 000 €			Crédits	PPI DEPN	Emprise en m2	nc
Descriptif	Prévention des crues. Démarrage des études.					TTC
Voirie & équipements	Prévention des crues			Travaux en profondeur		100 000 €
					Total délibéré EMS	100 000 €

ENTZHEIM

Opération	2022ENT03	ENTZHEIM		Suite études et travaux		9
Site projet	RUE DU PARC (ACCÈS BA026)					
Tronçon / tranche	3/3	Début	Localisé	Fin	Localisé	
Mt Total Prévisionnel	600 000 €			Crédits	T13	Emprise en m2	715
Descriptif	Coût supérieur suite à études complémentaires.					TTC
Assainissement	Renforcement			Travaux tranchée ouverte		200 000 €
					Total délibéré EMS	200 000 €

FEGERSHEIM

Opération	2024FEG04	FEGERSHEIM		Suite études et travaux		10
Site projet	RUE DES VOSGES - réaménagement devant l'école (71k€ en T2 et 22k€ en T10)					
Tronçon / tranche	4/4	Début	Rue du Donon	Fin	Rue du Grand Ballon	
Mt Total Prévisionnel	338 000 €			Crédits	T2 + PPI DEPN	Emprise en m2	1 429
Descriptif	Budget du projet revu à la hausse suite aux études pour répondre à l'ensemble des enjeux du projet (sécurisation école).					TTC
Voirie & équipements	Amélioration sécurité				Travaux en profondeur	93 000 €
					Total délibéré EMS	93 000 €

GEISPOLSHEIM

Opération	2026GEI04	GEISPOLSHEIM		Etudes et Travaux		11
Site projet	RECUL DE LA DIGUE DE GEISPOLSHEIM					
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé	
Mt Total Prévisionnel	600 000 €			Crédits	PPI DEPN	Emprise en m2	nc
Descriptif	Prévention des crues. Démarrage des études.					TTC
Voirie & équipements	Prévention des crues				Travaux en profondeur	100 000 €
					Total délibéré EMS	100 000 €

HOLTZHEIM

Opération	2025HOL02	HOLTZHEIM		Suite études et travaux		12
Site projet	SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT - Lutte contre les inondations					
Tronçon / tranche	2/2	Début	Selon Schéma Directeur	Fin	Selon Schéma Directeur	
Mt Total Prévisionnel	3 200 000 €			Crédits	T12 + T13	Emprise en m2	9 727
Descriptif	Revalorisation du budget suite à la réception des études d'AVP.					TTC
Eau	Nouvel équipement				Travaux tranchée ouverte	200 000 €
Assainissement	Nouvel équipement				Travaux tranchée ouverte	1 300 000 €
					Total délibéré EMS	1 500 000 €

Opération	2026HOL01	HOLTZHEIM		Suite études et travaux		13
Site projet	RUES DES JEUX ET DE LA CROIX					
Tronçon / tranche	2/2	Début	Complet	Fin	Complet	
Mt Total Prévisionnel	200 000 €			Crédits	T13	Emprise en m2	1 443
Descriptif	Travaux supplémentaires.					TTC
Assainissement	repose				Travaux tranchée ouverte	20 000 €
					Total délibéré EMS	20 000 €

ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN

Opération	2025ILG10	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN		Suite études et travaux		14
Site projet	BORNE RETRACTABLE_rue Kraft et Muhlegel					
Tronçon / tranche	2/2	Début	Localisé	Fin	Localisé	
Mt Total Prévisionnel	45 000 €			Crédits	T2	Emprise en m2	223
Descriptif	Complément de crédits pour aménager un cheminement piéton élargie entre la passerelle et le centre de loisirs.					TTC
Voirie & équipements	Amélioration fonctionnement				Travaux en profondeur	25 000 €
					Total délibéré EMS	25 000 €

Opération	2022ILG08	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN		Suite études et travaux		15
Site projet	RUE DE LA FORGE ET RUE DES ACACIAS					
Tronçon / tranche	3/3	Début	Complet	Fin	Complet	
Mt Total Prévisionnel	790 000 €			Crédits	T13	Emprise en m2	2 149
Descriptif	Complément de crédits à la repose de 170ml et de reprise de 7 branchements.					TTC
Assainissement	repose				Travaux tranchée ouverte	40 000 €
					Total délibéré EMS	40 000 €

Opération	2022ILG01	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN		Suite études et travaux		16
Site projet	RUE DE LA PLAINE					
Tronçon / tranche	6/6	Début	Rue du 16 août	Fin	Fin d'urbanisation	
Mt Total Prévisionnel	1 000 000 €			Crédits	T2	Emprise en m2	12 809
Descriptif	Travaux supplémentaires nécessaires pour accompagner des projets immobiliers.					TTC
Voirie & équipements	Amélioration sécurité				Travaux en profondeur	15 000 €
					Total délibéré EMS	15 000 €

Opération	2024ILG07	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN		Suite études et travaux		17
Site projet	RUE DE LA PLAGE					
Tronçon / tranche	3/3	Début	Complet	Fin	Complet	
Mt Total Prévisionnel	270 000 €			Crédits	T2	Emprise en m2	808
Descriptif	Budget du projet revu à la hausse suite aux études pour répondre à l'ensemble des enjeux du secteur.					TTC
Voirie & équipements	Amélioration fonctionnement				Travaux en profondeur	20 000 €
					Total délibéré EMS	20 000 €

Opération	2026ILG03	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN		Suite études et travaux		18
Site projet	RUE DU GENERAL LECLERC					
Tronçon / tranche	2/2	Début	Complet	Fin	Complet	
Mt Total Prévisionnel	210 000 €			Crédits	T13	Emprise en m2	1 856
Descriptif	Estimations plus élevées.					TTC
Assainissement	repose				Travaux tranchée ouverte	50 000 €
					Total délibéré EMS	50 000 €

Opération	2026ILG10	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN		Etudes et Travaux		19
Site projet	MOULIN DE LA GANZAU					
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé	
Mt Total Prévisionnel	5 000 000 €			Crédits	PPI DEPN	Emprise en m2	nc
Descriptif	Prévention des crues. Démarrage des études.					TTC
Voirie & équipements	Prévention des crues				Travaux en profondeur	200 000 €
					Total délibéré EMS	200 000 €

Opération	2026ILG11	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN		Etudes et Travaux		20
Site projet	RUE DE L'ORME					
Tronçon / tranche	1/1	Début	Rue Libermann	Fin	Rue des Roseaux	
Mt Total Prévisionnel	80 000 €			Crédits	T3 entretien	Emprise en m2	6 888
Descriptif	Entretien de la rue.					TTC
Voirie & équipements	Entretien du réseau				Travaux en faible profondeur	80 000 €
					Total délibéré EMS	80 000 €

LA WANTZENAU

Opération	2023WAN04	LA WANTZENAU		Suite études et travaux		21
Site projet	RUE DES HEROS					
Tronçon / tranche	2/2	Début	Carrefour rue des Héros/rue de l'école	Fin	Jusque devant les anciennes écoles	
Mt Total Prévisionnel	600 000 €			Crédits	T12	Emprise en m2	1 990
Descriptif	Montant plus élevé lors des études.					TTC
Eau	Renouvellement				Travaux tranchée ouverte	290 000 €
					Total délibéré EMS	290 000 €

Opération	2026WAN03	LA WANTZENAU		Suite études et travaux		22
Site projet	RUE DE LA GARE_ Mise en place de ralentisseurs					
Tronçon / tranche	2/2	Début	Complet	Fin	Complet	
Mt Total Prévisionnel	19 000 €			Crédits	T2	Emprise en m2	246
Descriptif	Complément pour de la signalisation et la sécurisation d'une traversée piétonne.					TTC
Voirie & équipements	Amélioration sécurité				Travaux en faible profondeur	2 000 €
					Total délibéré EMS	2 000 €

Opération	2026WAN06	LA WANTZENAU		Etudes et Travaux		23
Site projet	CONFORTEMENT DE LA DIGUE DE L'ILL					
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé	
Mt Total Prévisionnel	2 000 000 €			Crédits	PPI DEPN	Emprise en m2	nc
Descriptif	Prévention des crues. Démarrage des études.					TTC
Voirie & équipements	Prévention des crues				Travaux en profondeur	200 000 €
					Total délibéré EMS	200 000 €

Opération	2026WAN07	LA WANTZENAU		Etudes et Travaux		24
Site projet	PASSAGE PIETON ROUTE DE STRASBOURG_sécurisation secteur Trissermatt					
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé rue du Trissermatt	Fin	Localisé rue du Trissermatt	
Mt Total Prévisionnel	15 000 €			Crédits	T2	Emprise en m2	114
Descriptif	Sécurisation des piétons au droit de la sortie du lotissement Trissermatt.					TTC
Voirie & équipements	Création passage piéton				Travaux en faible profondeur	15 000 €
					Total délibéré EMS	15 000 €

LAMPERTHEIM

Opération	2026LAM02	LAMPERTHEIM		Suite études et travaux		25
Site projet	RUE DE MUNDOLSHEIM - chaussée (63k€ en T1 et 20k€ en T10)					
Tronçon / tranche	2/2	Début	Rue Principale	Fin	Restaurant Steinmuehl	
Mt Total Prévisionnel	83 000 €			Crédits	T1 + PPI DEPN	Emprise en m2	1 493
Descriptif	Travaux d'entretien sur la rue. Accompagnement de l'entretien pour créer un cheminement sécurisé pour les piétons.					TTC
Voirie & équipements	Amélioration sécurité				Travaux en faible profondeur	83 000 €
					Total délibéré EMS	83 000 €

LINGOLSHEIM

Opération	2026LIN06	LINGOLSHEIM		Etudes et Travaux		26
Site projet	RUE DE GRAFFENSTADEN_CREATION D'UN TROTTOIR AU DROIT DU PROJET IMMOBILIER LIE A L'EMPLACEMENT RESERVE LIN22					
Tronçon / tranche	1/1	Début	Rue Victor Hugo	Fin	n°22 rue de Graffenstaden	
Mt Total Prévisionnel	50 000 €			Crédits	PPI Autres Directions	Emprise en m2	400
Descriptif	Création d'un trottoir sur l'emplacement réservé LIN22 au droit du projet immobilier.					TTC
Voirie & équipements	Création trottoir				Travaux en profondeur	50 000 €
					Total délibéré EMS	50 000 €

MITTELHAUSBERGEN

Opération	2023MIT02	MITTELHAUSBERGEN		Suite études et travaux		27
Site projet	RM 63 - RUE PRINCIPALE					
Tronçon / tranche	3/3	Début	Localisé	Fin	Localisé	
Mt Total Prévisionnel	450 000 €			Crédits	T12	Emprise en m2	3 264
Descriptif	Coût supérieur à l'estimatif (+ des frais annexes imprévus).					TTC
Eau	Renouvellement				Travaux tranchée ouverte	60 000 €
					Total délibéré EMS	60 000 €

OBERHAUSBERGEN

Opération	2025OBH03	OBERHAUSBERGEN		Suite études et travaux		28
Site projet	RUE DE LA COURSE_y compris place de retournement					
Tronçon / tranche	2/3	Début	Rue du Donon	Fin	Fin de partie urbanisée	
Mt Total Prévisionnel	405 000 €			Crédits	T2	Emprise en m2	1 278
Descriptif	Aménagement de la rue de la Course.					TTC
Voirie & équipements	Amélioration qualité				Travaux en profondeur	95 000 €
					Total délibéré EMS	95 000 €

OSTWALD

Opération	20260ST03	OSTWALD		Etudes et Travaux		29
Site projet	RUES DU PIC-VERT ET DES ROSSIGNOLS_Zone d'Activité des Tanneries					
Tronçon / tranche	1/1	Début	Rue du Pic-vert	Fin	Rue des Rossignols	
Mt Total Prévisionnel	230 000 €			Crédits	PPI DEPN	Emprise en m2	2 056
Descriptif	Les travaux consistent en un 1er aménagement pour créer un bouclage entre les 2 rues. Avec des trottoirs et des stationnements.					TTC
Voirie & équipements	Création bouclage voirie				Travaux en profondeur	230 000 €
					Total délibéré EMS	230 000 €

PLOBSHEIM

Opération	2024PLO02	PLOBSHEIM		Suite études et travaux		30
Site projet	RUE DE LA RETRAITE					
Tronçon / tranche	2/2	Début	Rue Leclerc	Fin	Rue du Château	
Mt Total Prévisionnel	645 000 €			Crédits	T12	Emprise en m2	3 456
Descriptif	Estimation MOE, rajout de 310 ml d'AEP a renouveler.					TTC
Eau	Renouvellement				Travaux tranchée ouverte	240 000 €
					Total délibéré EMS	240 000 €

Opération	2020PLO01	PLOBSHEIM		Suite études et travaux		31
Site projet	CHEMIN DES SEPT ECLUSES_					
Tronçon / tranche	5/5	Début	Complet	Fin	Complet	
Mt Total Prévisionnel	387 000 €			Crédits	T2	Emprise en m2	3 250
Descriptif	Compléments de crédits communaux pour prolonger la voirie.					TTC
Voirie & équipements	Amélioration qualité				Travaux en profondeur	42 000 €
					Total délibéré EMS	42 000 €

REICHSTETT

Opération	2026REI04	REICHSTETT		Etudes et Travaux		32
Site projet	PASSAGE DU GYMNASE_accompagnement Groupe Scolaire					
Tronçon / tranche	1/1	Début	Parvis Gymnase	Fin	Place des Violettes	
Mt Total Prévisionnel	200 000 €			Crédits	T13	Emprise en m2	6 214
Descriptif	Nouvelle opération apparue en mars 2026 pour accompagner le projet sur le groupe scolaire de REICHSTETT.					TTC
Assainissement	Dévoiement				Travaux tranchée ouverte	200 000 €
					Total délibéré EMS	200 000 €

SCHILTIGHEIM

Opération	2023SCH06	SCHILTIGHEIM		Suite études et travaux		33
Site projet	RUE PASTEUR					
Tronçon / tranche	4/4	Début	Complet	Fin	Complet	
Mt Total Prévisionnel	730 000 €			Crédits	PPI DEPN	Emprise en m2	4 229
Descriptif	Phasage du projet suite à un aléas de chantier consécutif à une intervention antérieur du concessionaire du réseau de chaleur.					TTC
Voirie & équipements	Liaison cyclable				Travaux en profondeur	60 000 €
					Total délibéré EMS	60 000 €

Opération	2022SCH05	SCHILTIGHEIM		Suite études et travaux		34
Site projet	RUE DES PETITS-CHAMPS ET RUE NEUVE (60k€ en T2 et 120k€ en PPI DEPN)					
Tronçon / tranche	5/5	Début	Complet	Fin	Complet	
Mt Total Prévisionnel	1 745 000 €			Crédits	T2 + PPI DEPN	Emprise en m2	5 700
Descriptif	Rue des petits champs : Prise en compte durant le chantier d'une hétérogéénisation de la rue.					TTC
Voirie & équipements	Réaménagement				Travaux en profondeur	180 000 €
					Total délibéré EMS	180 000 €

Opération	2025SCH05	SCHILTIGHEIM		Suite études et travaux		35
Site projet	PROJET TACTIQUE CYCLABLE - ROUTE DE BISCHWILLER					
Tronçon / tranche	3/3	Début	Rue Saint-Charles	Fin	Rue des Vosges	
Mt Total Prévisionnel	770 000 €			Crédits	PPI DEPN	Emprise en m2	13 407
Descriptif	Aléa de chantier : besoin de signalisation complémentaire pour sécuriser l'environnement de chantier, dépose/repose de la déviation lors des travaux en route barrée et report de travaux, initialement prévus en mars et reportés à avril. Travaux supplémentaires suite à demande de la commune de Schiltigheim.					TTC
Voirie & équipements	Liaisons cyclables				Travaux en profondeur	20 000 €
					Total délibéré EMS	20 000 €

Opération	2025SCH06	SCHILTIGHEIM		Suite études et travaux		36
Site projet	PROJET TACTIQUE CYCLABLE - RUE DES CHASSEURS					
Tronçon / tranche	3/3	Début	Complet	Fin	Complet	
Mt Total Prévisionnel	430 000 €			Crédits	PPI DEPN	Emprise en m2	7 628
Descriptif	Aléa de chantier, travaux supplémentaires : charge minérale sur chaussée, modification de signalisation.					TTC
Voirie & équipements	Liaisons cyclables				Travaux en profondeur	30 000 €
					Total délibéré EMS	30 000 €

Opération	2022SCH13	SCHILTIGHEIM		Suite études et travaux		37
Site projet	RUE DE VENDENHEIM					
Tronçon / tranche	3/3	Début	Localisé	Fin	Localisé	
Mt Total Prévisionnel	235 000 €			Crédits	T13	Emprise en m2	1 326
Descriptif	Ovoide à chemiser 900-600.					TTC
Assainissement	Réhabilitation			Travaux sans tranchée		60 000 €
					Total délibéré EMS	60 000 €

SOUFFELWEYERSHEIM

Opération	2025SOU01	SOUFFELWEYERSHEIM		Suite études et travaux		38
Site projet	ACCES AU COLLEGE _ par la rue du Maréchal Leclerc					
Tronçon / tranche	2/2	Début	n°27	Fin	n°29	
Mt Total Prévisionnel	105 000 €			Crédits	T2	Emprise en m2	393
Descriptif	Compléments de crédits suite à intégration travaux de cloture et de signalisation.					TTC
Voirie & équipements	Création voie de desserte			Travaux en profondeur		45 000 €
					Total délibéré EMS	45 000 €

VENDENHEIM

Opération	2025VEN04	VENDENHEIM		Suite études et travaux		39
Site projet	RUE CHATEAUBRIAND					
Tronçon / tranche	2/2	Début	Complet	Fin	Complet	
Mt Total Prévisionnel	265 000 €			Crédits	T2	Emprise en m2	1 200
Descriptif	Compléments de crédits communaux pour accompagner les travaux d'eau potable.					TTC
Voirie & équipements	Entretien voirie			Travaux en profondeur		50 000 €
					Total délibéré EMS	50 000 €

WOLFISHEIM

Opération	2024WOL05	WOLFISHEIM		Suite études et travaux		40
Site projet	PROJET ARC OUEST - ROUTE D'OBERHAUSBERGEN - LIAISONS CYCLABLES					
Tronçon / tranche	3/3	Début	Rue Hans Arp	Fin	Rue Albert Schweitzer	
Mt Total Prévisionnel	750 000 €			Crédits	PPI DEPN	Emprise en m2	2 760
Descriptif	Compléments de crédits pour jonction entre projet secteur nord et sud.					TTC
Voirie & équipements	Liaisons cyclables			Travaux en profondeur		200 000 €
					Total délibéré EMS	200 000 €

PLUSIEURS SECTEURS

Opération	2026EMS14	PLUSIEURS SECTEURS		Etudes et Travaux		41
Site projet	PRISE D'EAU DU THUMENRHEIN					
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé	
Mt Total Prévisionnel	100 000 €			Crédits	PPI DEPN	Emprise en m2	nc
Descriptif	Prévention des crues. Démarrage des études.					TTC
Voirie & équipements	Prévention des crues			Travaux en profondeur		100 000 €
					Total délibéré EMS	100 000 €

Opération	2026EMS15	PLUSIEURS SECTEURS		Etudes		42
Site projet	SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT - REDUCTION IMPACT MILIEU (Montagne verte, Ostwald et Lingolsheim)					
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé	
Mt Total Prévisionnel	300 000 €			Crédits	T13	Emprise en m2	nc
Descriptif	Modification d'ouvrages existants.					TTC
Assainissement	Modification Ouvrages			Travaux tranchée ouverte		300 000 €
					Total délibéré EMS	300 000 €

Strasbourg.eu
eurométropole

31

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

Camping de Strasbourg : renouvellement contrat de concession de service public pour l'exploitation du camping de Strasbourg et approbation du protocole de fin de contrat.

Numéro E-2026-420

1. Lancement d'une procédure de concession relative à l'exploitation du Camping de Strasbourg

Le camping 4* de Strasbourg, situé 9 rue de l'Auberge de jeunesse à la Montagne verte, sur un espace de 3 ha s'inscrivant dans le Parc naturel urbain, a été entièrement rénové et restructuré par les travaux menés en 2014 par la Communauté urbaine.
L'équipement se compose aujourd'hui notamment de 178 emplacements, dont 92 hébergements locatifs constitués par ailleurs de 35 chalets en bois, d'une aire de jeu et d'une piscine chauffée, d'un bar-restaurant. Ouvert toute l'année, la clientèle internationale représente 64.6 %.
Ayant l'avantage d'être situé à côté du Centre de Ressources, d'Expertise et de Performance Sportive (CREPS), il bénéficie également d'un fort impact issu du renforcement des partenariats historiques avec ce dernier mais également avec les ligues sportives du Grand Est et l'Union Nationale du Sport Scolaire (UNSS). À noter également une croissance et consolidation de l'accueil de groupes scolaires et sportifs internationaux.
L'activité du camping se porte très bien et trouve également à satisfaire en période plus creuse à des besoins liés à la vie du territoire en hébergeant notamment des exposants durant les 10 jours de la Foire européenne ou en accueillant des collaborateurs du Parlement européen en période de session. Le marché de Noël offre également un très bon niveau de fréquentation du camping durant le mois de décembre.
Après la période de crise sanitaire, qui a enregistré un creux de la fréquentation, le camping a repris sa courbe ascendante dès 2022 avec un chiffre d'affaires en constante augmentation (en progression homogène de +3,9 % sur l'ensemble des produits : hébergement, restauration et ventes annexes), avec une moyenne de près de 132 000 nuitées par an sur la période de 2022 à 2024 et un résultat positif de 703 000 € en 2024.

La délégation de service public en cours

Depuis le 1er janvier 2014, l'exploitation est assurée par la SARL INDIGO Strasbourg, filiale de la société HUTTOPIA, dans le cadre d'une délégation de service public (DSP), d'une durée de 13 ans et 6 mois, pour une fin au 30 juin 2027.
Suite à une prolongation de 8 mois de la convention, validée en Conseil métropolitain du 19 décembre 2025 afin d'éviter un démarrage de la gestion par un nouveau titulaire au cœur de la haute saison, de mener la réflexion sur le nouveau cahier des charges et notamment les investissements à réaliser pour le nouvel exploitant, le nouveau terme de la délégation a été porté au 29 février 2028.

Le concessionnaire a, dans ce cadre, investi près de 3,12 M€ au total dans l'équipement. Récemment, en 2024, ont été réalisés des travaux de maintenance courante des installations techniques des bâtiments, l'entretien du parc arboré et des plantations, la maintenance des réseaux, la rénovation de la pompe à chaleur de la piscine, et le changement d'une partie du parc toilé.
Il verse annuellement une redevance fixe de 30 000 € HT, révisée selon une formule d'indexation, ainsi qu'une redevance variable selon un pourcentage appliqué par tranche de chiffre d'affaires. Au cours des dernières années, les redevances fixe et variable confondues ont permis à l'Eurométropole de Strasbourg d'enregistrer une recette de près de 140 000 € par an en moyenne.

Dans la perspective de la fin du contrat en cours, la collectivité a mené des réflexions sur l'activité du camping, sur les conditions de son exploitation, sur les évolutions souhaitées pour ses installations bâties nécessaires à l'exploitation, les hébergements proposés, ainsi que sur les travaux à y réaliser, ceci afin de déterminer le meilleur mode de gestion pour le camping, à l'issue dudit contrat. Le rapport sur le choix du mode de gestion, présentant les caractéristiques du service délégué, est joint en annexe à la présente délibération.

Le choix du mode de gestion à venir

Une nécessaire évolution du camping

Afin que le site continue à répondre aux exigences de la collectivité, tant en matière de qualité et positionnement de l'offre de séjour, d'amélioration continue de l'offre de services et des conditions d'accueil des visiteurs, que d'adaptation des installations et moyens dédiés à la gestion de l'activité, le camping de Strasbourg nécessite :
- le remplacement de tous les hébergements, hormis les chalets en Habitation légère de loisirs (HLL) qui devront être remis en état,
- la réalisation de travaux lourds d'amélioration et de rénovation divers des installations, en tenant compte des contraintes environnementales et de sécurité.

Ces travaux comprendront, notamment pour le maintien du classement 4 étoiles, et l'obtention du label « Accueil vélo » :
- la création d'hébergements touristiques neufs, en complément des 35 chalets déjà en place,
- de bornes de recharge de véhicules électriques,
- la réalisation d'aménagement d'espaces propices à l'accueil de petits groupes

(scolaires, sportifs…), de logements pour les saisonniers et gardiens,
- ainsi que la création de locaux techniques dédiés à l'exploitation et la maintenance.

Choix du mode de gestion

Après analyse comparative des modes de gestion possibles (cf. rapport en annexe), il apparaît souhaitable pour l'Eurométropole de Strasbourg de conserver une gestion par délégation de service public, telle que définie par l'article L 1411-1 du Code général des collectivités territoriales et la troisième partie du Code de la commande publique relative aux contrats de concession.

Dans une concession de service public, la gestion du service est externalisée à un opérateur économique tiers qui porte l'ensemble des charges relatives au service et perçoit en retour les recettes d'exploitation de celui-ci.

À ce titre, il exploite le service à ses risques et périls, portant ainsi une attention particulière à la maîtrise de ses charges et à l'optimisation de ses recettes. La mise à disposition, par la collectivité, des 3 hectares du camping et de ses bâtiments, aménagements extérieurs, installations techniques et sanitaires, donne lieu au versement de redevances à la collectivité. La concession permet également de faire porter des investissements par le concessionnaire (ilots concessifs), de la conception au financement en passant par la réalisation. Ces investissements reviennent en principe gratuitement à la Collectivité en fin de contrat, en tant que biens de retour.

Ce mode de gestion permet par conséquent de faire porter par une entreprise professionnelle du secteur, l'ensemble des risques propres à une telle activité, et notamment, le risque commercial lié à l'évolution de l'activité (aléa économique), l'ensemble des risques techniques liés au fonctionnement des équipements, et la prise en charge de l'ensemble des coûts et investissements nécessaires au bon fonctionnement des équipements.

Le programme de travaux, évoqué ci-dessus, sera pris en charge par le futur concessionnaire, ainsi que la maintenance, l'entretien et le renouvellement des équipements, justifiant une durée du contrat qu'il est proposé de fixer à dix ans : cette durée permet au futur concessionnaire d'amortir les investissements réalisés pour l'exploitation de l'équipement et de dégager un retour raisonnable sur les capitaux investis, conformément à l'article R.3114-2 du Code de la commande publique.

Le mode de gestion déléguée du service public permettra donc à la collectivité de bénéficier de l'expérience et de la compétence d'un concessionnaire, contribuant ainsi à garantir un service de qualité et permettant de répondre au mieux aux objectifs de la collectivité. Ainsi, l'opérateur pourra par exemple apporter son expertise et son expérience concernant la flexibilité et complémentarité des types d'hébergements proposés, d'adapter l'offre de service à l'évolution des besoins et des attentes des divers publics accueillis.

La collectivité conservera une maîtrise et un contrôle fort du service à travers, en particulier, la définition des contraintes de service public imposées au concessionnaire (horaires d'ouverture, qualité de l'offre de service et d'accueil) et de la politique

tarifaire.

Le concessionnaire aura l'obligation de reprendre les personnels sous statut de droit privé, employés dans le cadre du contrat d'exploitation actuel.

Conformément à l'article L.1413-1 du Code général des collectivités territoriales, la Commission consultative des services publics locaux a rendu un avis sur le choix du mode de gestion.

Il est proposé au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg de retenir la concession de service public comme mode de gestion du camping de Strasbourg, et d'approuver le lancement de la procédure de concession y relative, conformément aux articles L.1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales.

La délibération du Conseil sera suivie d'un appel public à candidatures et d'une phase de recueil des offres. Les offres seront examinées par la commission de concession.

Le contrat fera ensuite l'objet d'une négociation libre avec une ou plusieurs entreprises admises à négocier. Au terme de cette procédure, il sera proposé au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg d'approuver le choix définitif du candidat et le contenu du contrat.
Une attribution de la nouvelle DSP pourra ainsi intervenir fin 2027 pour un démarrage au 1er mars 2028.

2. Approbation du protocole de fin de contrat

Afin de pouvoir assurer dans les meilleures conditions la continuité du service et de définir les conséquences financières, techniques et juridiques du dénouement des relations contractuelles, les parties ont décidé dans le cadre de l'avenant n°4, au contrat d'affermage pour la gestion et l'exploitation du camping de Strasbourg, de conclure un protocole de fin de contrat.

Il définit, notamment :
- les obligations patrimoniales de fin de contrat,
- les obligations relatives au personnel,
- les obligations relatives à la gestion des données,
- les conséquences financières de la fin du contrat : clôture comptable,
- la période de transition entre le délégataire actuel et le futur délégataire.

Ce projet d'avenant « protocole d'accord », qui a pour objectif unique de définir un mode opératoire de fin de contrat et de solder la délégation de service public actuelle, répond au principe de mutabilité et d'adaptation des contrats de service public et notamment aux articles L.3135-1 et R.3135-7 du Code de la commande publique, qui permettent aux parties de modifier un contrat de concession sans nouvelle procédure de mise en concurrence, lorsque la modification n'est pas substantielle.

Il a été préalablement soumis pour avis à la commission de concession visée aux articles L 1411-5 et L 1411-6 du CGCT.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu les articles L 1411-1 et suivants et R 1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales,
vu la troisième partie du Code de la commande publique relative aux contrats de concession,
vu les articles L 3135-1 et R 3135-7 du Code de la commande publique,
vu l'article L 1413-1 du Code général des collectivités territoriales et l'avis xxx de la commission consultative des services publics locaux du 18 juin 2026,
vu l'avis xxx du Conseil municipal de Strasbourg du 22 juin 2026 sur la base de l'article de L 5211-57 du Code général des collectivités territoriales
vu l'avis xxx de la commission de concession du 4 juin 2026 prévue aux articles L 1411-5 et L 1411-6 du Code général des collectivités territoriales
vu le rapport annexé présentant les caractéristiques du service délégué
vu le projet d'avenant n°4 « protocole de fin de contrat » au contrat d'affermage pour la gestion et l'exploitation du camping de Strasbourg
sur proposition de la Commission plénière,
après en avoir délibéré

approuve

- *le principe d'une concession de service public relative à l'exploitation du camping de Strasbourg pour une durée de dix ans,*
- *les caractéristiques principales des prestations que devra assurer le concessionnaire, telles que définies dans le rapport figurant en annexe,*
- *le lancement de la procédure de concession y relative,*
- *la conclusion de l'avenant n°4 (joint à la présente délibération) au contrat d'affermage pour la gestion et l'exploitation du camping de Strasbourg (protocole de fin de contrat),*

décide

de l'imputation des dépenses/recettes relatives à l'application du présent protocole sur les lignes budgétaires suivantes :

- *en dépenses : au DU05G-65888.016/633 et DU05G-21351/633 PROG 1393 (pour les travaux de remise en état non réalisés par le délégataire et travaux d'investissement),*
- *en recettes : au DU05G-75813.016/633 (redevances versées par les concessionnaires) et DU05G-75888.016/633 (si pénalités à appliquer-autres recettes),*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer :
- *tout acte, à accomplir toutes les formalités nécessaires et à prendre toutes décisions utiles à l'exécution de la présente délibération, en particulier pour le lancement et la mise en œuvre de la procédure de concession de service public,*

- *l’avenant n°4 au contrat d’affermage et tous les documents afférents à la mise en œuvre de la présente délibération, et à faire exécuter tous les actes en découlant.*

RAPPORT SUR LE CHOIX DU MODE DE GESTION

En application de l'article L1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales

Gestion du camping de Strasbourg

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

I. SITUATION ACTUELLE

1. Périmètre du service

Situé à Strasbourg, le camping de la montagne verte fait l'objet d'un classement 4 étoiles depuis son ouverture en 2015. L'équipement est, à ce jour, constitué :

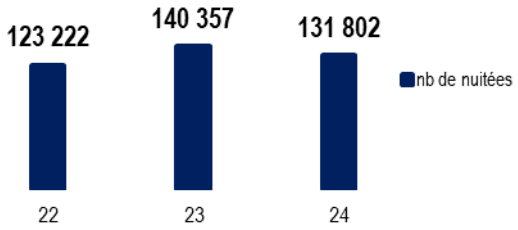
- de 92 hébergements locatifs (35 HLL, 24 mobil-homes, 29 tentes toiles et bois, 4 roulottes), de 86 emplacements libres ainsi que d'un espace camping-cars de 19 emplacements ;
- d'une aire de jeux et d'une piscine chauffée ;
- d'un centre de vie avec accès wifi ;
- de 2 sanitaires et 1 laverie ;
- d'un point de collecte et de tri des ordures ménagères ;
- d'un bar /restaurant ;
- d'une borne pour camping-cars.

Le camping est ouvert toute l'année.

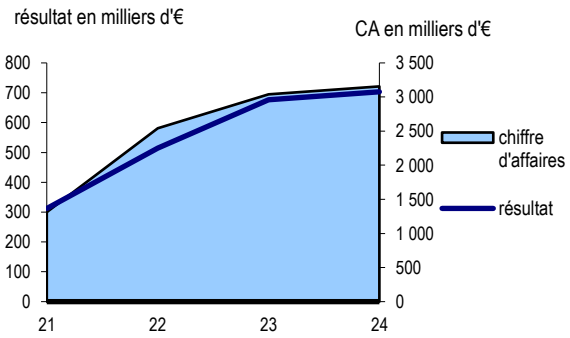
2. Économie du service

Les dernières données de fréquentation disponibles du camping sont celles de l'exercice allant du 1er octobre 2023 au 30 septembre 2024.

Sur cette période, le camping de Strasbourg a enregistré 131 802 nuitées (67 611 en camping, essentiellement du camping-car, et 64 191 en hébergements locatifs)



Évolution du chiffre d'affaires et du résultat



Le chiffre d'affaires et résultat nets connaissent une progression constante sur les dernières années.

Le camping a dégagé un chiffre d'affaires de 3,15 M€ et un résultat positif de 703 K€ en 2024.

II. EVOLUTIONS SOUHAITÉES DU SERVICE

En 2012, afin de répondre à sa vocation touristique et diffuser l'image d'un camping attractif s'inscrivant dans un parc naturel urbain, la collectivité a lancé un projet de modernisation/restructuration de son camping, visant le classement 4 étoiles et une légère augmentation de sa capacité d'accueil.

Dans le cadre du renouvellement du contrat, le projet du futur exploitant doit permettre de relever les défis liés :

- Au changement climatique, avec :
    - Des hébergements et installations tenant compte des périodes de plus en plus fréquentes de fortes chaleurs durant l'été,
    - Des installations permettant d'optimiser la consommation énergétique et la part d'énergie renouvelable.

- À l'amélioration de l'offre de service, avec :
    - Un mix hébergement permettant la flexibilité et la modularité de l'offre selon le besoin,
    - La conservation du classement 4 étoiles,
    - Des prestations de services complémentaires,
    - L'obtention du label « accueil Vélo »,
    - L'installation de bornes de recharges pour véhicules et vélos électriques,
    - Des installations répondant aux besoins de service pour l'accueil de petits groupes,
    - La remise à niveau de certains équipements destinés au public.

- À l'amélioration des installations techniques et outils d'exploitation et gestion de l'activité, grâce à :
    - Des bâtiments techniques adaptés pour l'entretien du site, le stockage sécurisé de matériels divers,
    - Des logements et aménagements pour accueillir et loger des saisonniers et le cas échéant du personnel sur place,
    - Des équipements de restauration fonctionnels et adaptés,
    - Des installations et aménagements extérieurs rénovés et remplacés, si nécessaire, avec une gestion énergétique optimisée.

À noter que l'ensemble du projet, ainsi revu, vient s'inscrire dans le respect du cadre naturel du site et la valorisation de l'environnement proche.

III. LES MODES DE GESTION ENVISAGEABLES

1. Présentation des modes de gestion

L'exploitation du camping revêt la nature d'un **service public industriel et commercial** (SPIC).

Dès lors, pour son exploitation, l'Eurométropole peut recourir :

- à un mode de gestion directe (régie) ;
- à un mode de gestion externalisée (marché public de service ou concession de service public/délégation de service public).

a. La Régie

La régie est une modalité de gestion du service public, à travers laquelle **la collectivité gère directement le service.**

Dans le cadre d'une gestion du service public en régie, la collectivité prend en charge les aspects stratégiques et opérationnels de la gestion du service public.

Dès lors :

- le personnel est directement recruté par la collectivité chargée de la gestion du service public, qu'il s'agisse de fonctionnaires ou d'agents contractuels de droit public ou de droit privé ;
- les biens nécessaires à l'exploitation du service public appartiennent à la collectivité ;
- le financement de la gestion du service public en régie est assuré par le budget de la collectivité.

La Collectivité est entièrement responsable de l'organisation et de la gestion du service.

b. Le marché d'exploitation

Le marché de service fait l'objet d'un **paiement par la collectivité** correspondant au coût de l'ensemble des prestations prises en charge par le prestataire qui agit pour le compte de la collectivité maître d'ouvrage.

Le risque du prestataire est alors limité à la bonne détermination du coût des charges.

Dans ce schéma contractuel, la collectivité a donc bien la maîtrise du budget mais l'essentiel des risques liés à l'exploitation du service restent intégralement à sa charge. Elle porte seule les investissements nécessaires.

c. La gestion concédée

La concession de service public (ou délégation de service public), au sens du Code de la commande publique, est un contrat par lequel une collectivité territoriale confie la gestion d'un service public dont elle a la charge à un concessionnaire, **en transférant à ce dernier le risque lié à l'exploitation du service, en contrepartie soit du droit d'exploiter le service qui fait l'objet du contrat, soit de ce droit assorti d'un prix.**

Dans le cadre d'une concession par laquelle les ouvrages nécessaires à l'exploitation du service sont remis au délégataire par la collectivité, le Titulaire du contrat assure la gestion du service et se rémunère par les recettes qu'il tire de son exploitation. Il reverse à la collectivité une redevance au titre de la mise à disposition des biens et de leur exploitation.

Le Titulaire peut également être chargé de réaliser et financer des investissements, (ilots concessifs). Ces investissements reviennent gratuitement à la collectivité en fin de contrat.

Synthèse

	Régie	Marché de service	Gestion concédée
Portage des risques	Ensemble des risques (financier, commercial, technique, juridique) liés à l'exploitation supportés par la collectivité.	Risques majoritairement portés par la collectivité. Le titulaire porte une partie du risque financier (évaluation de ses charges), et juridiques (dommages causés aux tiers).	Le concessionnaire porte une part significative du risque lié à l'exploitation (financier, commercial, technique et juridique).
Financement des Investissements	A la charge de la collectivité	A la charge de la collectivité	Le concessionnaire peut être chargé de réaliser des investissements (ilots concessifs).
Statut du personnel	Fonction Publique Territoriale / droit privé en fonction du type de régie	Statut de droit privé	Statut de droit privé
Budget / rémunération	Budget annexe de la collectivité	Prix forfaitaire versé à l'exploitant	Rémunération du concessionnaire en fonction du résultat de l'exploitation.
Contrôle	Assemblée délibérante (via le CA de la régie si personnalité morale)	Contrôle de gestion par les services de la collectivité.	Contrôle de gestion par les services de la collectivité. Rapport annuel soumis à l'approbation de l'assemblée délibérante.

2. Analyse des avantages et inconvénients des modes de gestion envisageables pour l'exploitation du camping

a. La régie

Avantages	Inconvénients
Maîtrise complète de tous les aspects du service (de façon indirecte dans le cadre d'une régie avec personnalité morale). **Pas de procédure particulière** à mettre en œuvre : une simple décision de l'assemblée délibérante suffit. Évite à la collectivité de supporter les **charges de structure** ainsi que les **marges des opérateurs**.	**Prise en charge directe et intégrale des coûts du service et des risques associés** à l'exploitation, par le budget de la collectivité, y compris les investissements. **Nécessité de reprise/de recrutement et de prise en charge de l'ensemble des personnels affectés au service**. Nécessité, compte tenu de la nature des activités, de **disposer de compétences spécifiques en interne (« expertise métier »)** ou de passer des marchés de service.

➔ Le mode de gestion en régie semble peu pertinent pour l'exploitation du camping dès lors que l'exploitation d'un tel service nécessite, compte tenu de la nature des activités, des compétences techniques et une expertise métier dont la collectivité ne dispose pas en interne.

b. Le marché de service

Avantages	Inconvénients
La mise en œuvre des procédures de passation est **moins complexe que la mise en œuvre d'une procédure de type concession de service public**. **L'expertise et le savoir-faire de l'entreprise** devrait permettre une optimisation des coûts globaux d'exploitation du service. Certains frais de gestion sont mutualisables, entre d'autres campings, gérés par le concessionnaire, ce qui permet d'en limiter les coûts. **Mise en concurrence des gestionnaires** pour une offre qualitative et financière la plus adaptée aux besoins des usagers. **La collectivité conserve une maitrise et un contrôle forts du service** (obligations concernant les comptes-rendus d'activité, la transmission de tableaux de bord, d'indicateurs, objectifs de qualité, de performance ou en terme d'entretien, observatoire du stationnement, etc.).	La collectivité **conserve l'intégralité du risque commercial et d'exploitation**. La collectivité porte les **investissements**. Ce mode de gestion laisse **peu de possibilité de négociation.**

➔ Le mode de gestion par un marché de service semble peu pertinent pour l'exploitation du camping de Strasbourg car l'Eurométropole conserverait l'ensemble du risque commercial et d'exploitation et devrait assurer le portage technique et financier des investissements.

c. La gestion concédée

Avantages	Inconvénients
Le recours à ce type de montage permet de faire peser sur une entreprise professionnelle du secteur **l'ensemble des risques propres à une telle activité**, et notamment : • l'aléa économique, lié à l'évolution de l'activité et en particulier la fréquentation, • l'aléa technique, lié aux travaux à réaliser et à l'obligation de maintenir les équipements en bon état, • la responsabilité des dommages causés aux usagers et aux tiers dans le cadre de l'exploitation du service.) ; **La prise en charge de l'ensemble des coûts et investissements** nécessaires au bon fonctionnement des équipements (conception réalisation renouvellement financement). **L'expertise et le savoir-faire de l'entreprise** devrait permettre une optimisation des coûts globaux d'exploitation du service. Certains frais de gestion sont mutualisables, entre d'autres campings gérés par le concessionnaire, ce qui permet d'en limiter les coûts. **Mise en concurrence des gestionnaires** pour une offre qualitative et financière la plus adaptée aux besoins des usagers. **La collectivité conserve une maitrise et un contrôle forts du service** (obligations concernant les comptes-rendus d'activité, la transmission de tableaux de bord, d'indicateurs, objectifs de qualité, de performance ou en terme d'entretien, etc.).	Nécessité de bien **définir, en amont, les principaux éléments du service** : • équilibre économique global ; • rémunération du délégataire et éventuel versement de subventions ; • tarification. **Procédure plus lourde et plus longue** qu'une simple procédure de marché public.

➔ Au final, le mode de gestion concessif paraît, compte tenu de ses caractéristiques et des orientations stratégiques prises par l'Eurométropole, le plus adapté pour le service.

En effet, sur le plan technique, la gestion d'équipements de ce type correspond à une exploitation qui requiert des compétences techniques et une expertise métier dont la collectivité ne dispose pas forcément en interne.

En outre, le recours à un mode de gestion concédé permettra de faire peser sur un professionnel du secteur l'ensemble des risques propres à une telle activité.

Enfin, la gestion concédée permet un montage de type affermage (mise à disposition des biens nécessaires à l'exploitation par l'Eurométropole, contre redevance) avec ilots concessifs (portage d'investissements nécessaires à l'exploitation par le concessionnaire). L'Eurométropole peut donc confier la réalisation des investissements de rénovation du camping à un Concessionnaire qui les amortira sur la durée du contrat, tout en versant une redevance basée sur son chiffre d'affaires. À l'expiration du contrat, le camping ainsi rénové pourra revenir gratuitement à l'Eurométropole (biens de retour).

Il convient de noter que Concession ne signifie pas privatisation et l'Eurométropole conservera, tout au long du contrat, la maîtrise et un contrôle forts du service. Ce mode de gestion permet en effet d'imposer au concessionnaire des contraintes fortes de service public tout au long du contrat : horaires d'ouverture, tarifs pratiqués, présence humaine, bornes camping-cars, bornes électriques, nouveaux services aux usagers, etc.

IV. CARACTÉRISTIQUES DU CONTRAT DE CONCESSION ET DES PRESTATIONS CONFIÉES AU TITULAIRE

1. Périmètre du contrat

Le périmètre de la concession de service public sera identique à celui du contrat actuel. Vu sa configuration actuelle et des orientations environnementales et de qualité de service, l'évolution du nombre de places ne pourra se faire qu'à la marge.

Le camping restera ouvert et accessible 24h sur 24, tous les jours, y compris les dimanches et jours fériés.

2. Missions confiées au Concessionnaire

Le projet initié par l'Eurométropole pour l'exploitation du camping de Strasbourg s'inscrit dans le cadre de sa politique touristique visant à faire de Strasbourg une destination plus durable, inclusive et diversifiée. À ce titre, le camping a vocation à être un levier structurant de la stratégie métropolitaine en matière d'hébergement touristique, en proposant une offre accessible, qualitative et intégrée à son environnement naturel et urbain. Il doit contribuer à accompagner l'évolution des pratiques touristiques, marquées par une recherche accrue de sens, de proximité avec la nature, de sobriété et d'authenticité, tout en répondant aux enjeux de transition écologique, notamment à travers la promotion des mobilités douces, la gestion responsable des ressources et l'intégration paysagère du site.

Pensé comme un véritable « camp de base », il participera à renforcer l'attractivité de la destination en s'adressant notamment à des clientèles familiales, itinérantes et européennes, et en favorisant la découverte de l'ensemble de l'Eurométropole au-delà du cœur urbain.

En complémentarité des autres formes d'hébergement, le camping devra participer activement à la diffusion des flux touristiques au-delà du centre-ville, contribuant ainsi à préserver l'équilibre entre attractivité touristique et qualité de vie des habitants. Il s'inscrit pleinement dans l'ambition de faire de Strasbourg une « ville carrefour » et un point de départ privilégié pour la découverte du territoire métropolitain, de l'Alsace et de l'espace rhénan. À ce titre, il devra favoriser les séjours plus longs, encourager l'itinérance (notamment cyclable) et proposer des services adaptés aux clientèles spécifiques telles que les familles, les cyclotouristes ou les camping-caristes.

Enfin, le camping de Strasbourg est appelé à devenir un lieu d'accueil exemplaire, reflétant les valeurs d'hospitalité, de qualité de service et d'innovation portées par l'Eurométropole.

Dans ce cadre, le Concessionnaire sera notamment chargé de :

- assurer la gestion et le bon fonctionnement de l'ensemble des installations ;
- proposer des prestations de services, restauration et d'accueil de qualité ;
- maintenir un classement 4 étoiles au classement officiel des terrains de camping dès l'ouverture ;
- assurer un système de location de vélos et de tout mettre en œuvre pour obtenir le label « accueil vélo » ,
- réaliser les travaux prévus au contrat qui porteront notamment sur :

  L'immobilier :
  - La remise à niveau de l'ancien bâtiment d'accueil et des installations précaires de stockage et d'atelier et la reconstruction de logements pour saisonniers, d'ateliers, de garages et de lieux de stockage sécurisés et fermés, ainsi que d'une salle de séminaire.

  Les équipements :
  - Des installations de bornes de recharges et optimisation de la gestion énergétique.
  - L'aménagement et l'installation d'une cuisine équipée professionnelle, le renouvellement complet du mobilier de restauration.
  - La rénovation et l'entretien des aménagements extérieurs (aires de pique- nique et de jeu…) et aménagement paysagers.
  - L'amélioration des services et l'obtention du label Accueil Vélo (consigne à bagage et local à vélo).

  Les hébergements :
  - Des investissements dans les hébergements à remplacer
  - Des travaux de rénovation/maintenance dans les chalets qui restent.

- assurer la promotion du camping et plus généralement de la destination ;
- poursuivre un objectif environnemental, notamment en encourageant et en menant des actions en faveur du respect de l'environnement et du développement durable ;
- assurer l'entretien, la sécurité et la surveillance de l'équipement ;
- percevoir la taxe de séjour auprès des usagers conformément aux règles en vigueur.

3. Missions à charge de l'Eurométropole de Strasbourg

La Collectivité aura de son côté la charge de :

- définir la politique générale en matière de tourisme ;
- déterminer la consistance et les modalités d'exploitation du service ;
- mettre à disposition les biens immobiliers, les biens matériels et immatériels existants nécessaires à l'exploitation du service ;
- déterminer la structure et le niveau des tarifs ;
- assurer le contrôle du service.

4. Durée prévisionnelle du contrat

Le contrat sera conclu pour une durée 10 ans.

Conformément à l'article R3114-2 du Code de la commande publique, la durée du contrat correspond au temps raisonnablement escompté par le concessionnaire pour qu'il amortisse les investissements réalisés pour l'exploitation du service, y compris le retour des capitaux investis.

La date prévisionnelle de début d'exécution est estimée au 1er mars 2028.

5. Le régime financier du Contrat

Le Concessionnaire tirera sa rémunération de l'exploitation du service. Il percevra ainsi les recettes tarifaires perçues sur les usagers du service.

Le Concessionnaire assumera l'ensemble des charges résultant des missions qui lui sont confiées au titre du contrat.

Le Concessionnaire supportera ainsi intégralement l'aléa de l'exploitation et le risque commercial en découlant, pendant la durée du contrat. Il exploitera donc le service public à ses risques et périls sur la base d'un compte d'exploitation prévisionnel établi pour toute la durée du contrat et annexé au futur contrat.

En outre, en contrepartie de la mise à disposition des ouvrages, le Concessionnaire proposera le montant des redevances, fixe et/ou variable qui sera versé à l'Eurométropole, au titre de la mise à disposition de l'ouvrage et de son exploitation.

Le régime financier du contrat comprendra donc les éléments suivants :

- les produits issus des recettes commerciales perçues sur les usagers du service, sur la base des tarifs définis par délibération de l'autorité délégante, augmenté des recettes issues des éventuelles activités annexes ;
- les charges supportées par le Concessionnaire en fonction des missions qui lui sont confiées au titre du contrat (principalement les charges de personnel, les investissements et les dépenses liées à l'entretien et à la maintenance des équipements) ;
- les redevances versées par le Concessionnaire à l'Eurométropole de Strasbourg.

6. Le sort du personnel

Le personnel affecté au camping sera le personnel du concessionnaire retenu à l'issue de la procédure. Sauf dans le cas où le concessionnaire choisi serait la société actuellement exploitante, le personnel actuellement employé sur le site serait automatiquement repris par le nouveau concessionnaire dans les mêmes conditions, au titre de l'article L1224-1 du Code du travail.

À ce jour, aucun personnel de la collectivité n'est employé ou mis à disposition pour l'exploitation du service ; la mise en place d'un nouveau contrat d'affermage ne modifiera en rien cette situation.

7. Production des comptes

Des comptes rendus annuels techniques et financiers préciseront l'évolution du service rendu. Ils intègreront les indicateurs qualitatifs et quantitatifs définis dans le contrat. Ces indicateurs permettront également à la collectivité d'apprécier annuellement la qualité du service rendu et la performance de la gestion du concessionnaire.

Les comptes d'exploitation et analytiques seront produits annuellement et seront spécifiques au périmètre de la concession.

8. Régime comptable et fiscal

Tous les impôts et taxes liés à l'exploitation du service délégué seront à la charge du concessionnaire qui sera l'exploitant fiscal de la délégation.

9. Fin du contrat

Toute cession du contrat devra être autorisée par la collectivité.

La collectivité pourra prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la continuité du service public en fin de contrat.

À l'expiration de la convention de concession, la collectivité sera subrogée dans les droits du concessionnaire. Par principe, le concessionnaire remettra gratuitement à la collectivité les biens de retour en fin de contrat.

10. Valeur du contrat

La valeur du contrat (sur la base du chiffre d'affaires) est estimée à environ 40 M euros HT.

La concession de service public sera passée en procédure dite « formalisée », telle que prévue à l'article R3121-5 du Code de la commande publique.

Contrat d'affermage pour la gestion et l'exploitation du camping de Strasbourg

AVENANT N° 4 AU CONTRAT : PROTOCOLE DE FIN DE CONTRAT

PROJET

ENTRE :
L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, représentée par Catherine TRAUTMANN, Présidente, autorisée aux fins des présentes par délibération du conseil de l'Eurométropole en date du 26 juin 2026,
ci-après dénommée « le Délégant »

ET :

LA SASU INDIGO STRASBOURG,
Ci-après dénommée « le Délégataire » (anciennement dénommée Indigo X), filiale du groupe Huttopia, dont le siège social est situé rue de Chapoly 69290 Saint-Genis-les-Ollières, représentée par Monsieur Stéphane DUC, Président du Directoire ci-après dénommée « le délégataire »,

Ensemble dénommées « les Parties »

PROJET

SOMMAIRE

Préambule

CHAPITRE I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES 5

ARTICLE 1 OBJET 5

CHAPITRE II. PATRIMOINE 6

ARTICLE 2 INVENTAIRE CONTRADICTOIRE DES BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES DU SERVICE 6
ARTICLE 3 BIENS DE RETOUR 6
ARTICLE 4 BIENS DE REPRISE 7
ARTICLE 5 BIENS PROPRES 8
ARTICLE 6 STOCK ET PETIT MATÉRIEL 8

CHAPITRE III. LES DONNÉES 9

ARTICLE 7 IDENTIFICATION DES DONNÉES DE LA DÉLÉGATION 9
ARTICLE 8 REMISE DES DONNÉES DE LA DÉLÉGATION 9

CHAPITRE IV. LE PERSONNEL 10

ARTICLE 9 PERSONNEL AFFECTÉ À L'EXPLOITATION ACTUELLE DU SERVICE 10
ARTICLE 10 CONTRÔLE DE LA MASSE SALARIALE 11

CHAPITRE V. ÉLÉMENTS LIÉS AUX ENGAGEMENTS CONTRACTUELS ÉVENTUELS DU DÉLÉGATAIRE AU TITRE DU SERVICE 12

ARTICLE 12 APPROVISIONNEMENT EN EAU, GAZ, ÉLECTRICITÉ, ET ABONNEMENTS INTERNET ET TÉLÉPHONIQUE 12
ARTICLE 13 TITRES IMMOBILIERS ET LOCATIONS IMMOBILIÈRES 12
ARTICLE 14 TITRES D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC 12

CHAPITRE VI. ÉLÉMENTS COMPTABLES ET FINANCIERS 14

ARTICLE 15 LES PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE 14
ARTICLE 16 SOLDE ET CLÔTURE DES COMPTES DE LA DÉLÉGATION 14
ARTICLE 17 LIBÉRATION DE LA GARANTIE 15
ARTICLE 18 IMPÔTS ET TAXES 15

CHAPITRE VII. DIVERS 16

ARTICLE 19 CONTINUITÉ DU SERVICE EN FIN DE CONCESSION – PÉRIODE DE TRANSITION 16
ARTICLE 20 TRANSITION AU TERME DU CONTRAT À 23H59 17
ARTICLE 21 MODALITÉS DE CONTRÔLE PAR LE DÉLÉGANT 17
ARTICLE 22 USAGE PAR LE DÉLÉGANT DES INFORMATIONS COMMUNIQUÉES 17
ARTICLE 23 PORTÉE DU PRÉSENT PROTOCOLE ET RÈGLEMENT DES LITIGES 17
ARTICLE 24 ENTRÉE EN VIGUEUR 18

PROJET

PREAMBULE

Le Conseil municipal du 16 décembre 2013 a délégué la gestion et l'exploitation du Camping de Strasbourg à la société Huttopia par un contrat d'affermage. L'exploitation du camping est confiée à la société Indigo Strasbourg (anciennement Indigo X), société dédiée à l'exploitation et filiale de la société Huttopia.

Le 1er janvier 2015, la Communauté urbaine de Strasbourg est devenue l'Eurométropole de Strasbourg et s'est vue confier de plein droit la gestion des zones d'activités, compétence jusqu'alors détenue par la ville de Strasbourg (cf. loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et décret n°2014-1603 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Eurométropole de Strasbourg ») et notamment de la zone d'activité touristique (ZAT) à laquelle appartient le Camping de Strasbourg. De ce fait, le contrat de délégation de service public liant la ville de Strasbourg à la société Indigo Strasbourg a été automatiquement transféré à l'Eurométropole de Strasbourg pour compétence.

La durée initiale du contrat est de 13 ans et 6 mois à compter de sa prise d'effet, soit le 1er janvier 2014.

La convention de DSP a par ailleurs fait l'objet de plusieurs avenants :

- **Avenant n° 1** signé le 22 juillet 2015, ayant pour objet la révision à la baisse du nombre de HLL, leur mise en service en deux phases et la modification des dates d'application de la redevance,

- **Avenant n° 2** signé le 13 décembre 2019, ayant pour objet le versement d'une subvention d'investissement pour la rénovation des emplacements de camping-cars ;

- **Avenant n° 3** signé le 30 janvier 2026, ayant pour objet de prolonger la durée initiale du contrat de 8 mois ce qui porte son échéance au 29 février 2028 ;

Dans la perspective de la fin du présent Contrat et du renouvellement de l'exploitation du service, les Parties se sont rapprochées pour organiser la fin des relations contractuelles entre le Délégant et le Délégataire, établies au titre de la délégation de service public et ce afin de pouvoir assurer dans les meilleures conditions la continuité du service. Il vise également à en régler les conséquences financières.

PROJET

Chapitre I. Dispositions générales

Article 1 Objet

Le présent protocole a pour objet :

- d'organiser la fin des relations contractuelles entre le Délégant et le Délégataire, établies au titre du Contrat dont l'échéance est fixée au 29 février 2028, dans les conditions définies au Titre X du contrat initial et ce afin de pouvoir assurer dans les meilleures conditions la continuité du service ;

- de définir les conséquences financières du dénouement des relations contractuelles au 29 février 2028.

Il définit, notamment :

- les obligations patrimoniales de fin de contrat ;
- les obligations relatives à la gestion des données ;
- les obligations relatives au personnel ;
- les éléments liés aux engagements contractuels du Délégataire ;
- les conséquences financières de la fin du contrat.

PROJET

Chapitre II. Patrimoine

<u>Article 2</u> Inventaire contradictoire des biens meubles et immeubles du service

L'inventaire prévu à l'article 22 du Contrat devra faire l'objet d'une valorisation à la date de fin du contrat.

Il précisera pour chaque bien concerné la nature des biens (meubles et immeubles, matériels et immatériels) et leur qualification (bien de retour, bien de reprise ou d'un bien propre, selon la classification établie à l'article 21 du contrat), le montant des amortissements ainsi que leur localisation, leur valeur et date d'acquisition et de renouvellement.
Pour les biens qui feraient l'objet d'un crédit-bail, l'inventaire précisera le montant restant dû à l'échéance de la délégation.

La remise de l'inventaire s'effectuera en deux étapes :

-Un mois après la transmission de l'inventaire par le délégant, le délégataire a remis un inventaire contradictoire provisoire actualisé et valorisé :
- en date du 30 septembre 2025
- et à la date du 29 février 2028 ;

- Le Délégant et le Délégataire établissent pour le 31 janvier 2028 un inventaire contradictoire à la date de fin de contrat, soit au 29 février 2028, 23h59 qui constituera l'inventaire définitif.

Le Délégataire s'engage à fournir au Délégant ou à tout tiers qu'elle aura désigné pour élaborer ou contrôler cet inventaire, toutes les informations qui lui seront demandées et à lui laisser libre accès pour effectuer tous constats sans délai dans des conditions raisonnables et compatibles avec l'exploitation du site.

<u>Article 3</u> Biens de retour

Il sera fait application de l'article 48 du contrat relatif à la remise des biens de retour tels que définis à l'article 21 du contrat :

Les ouvrages et équipements du service délégué propriété de l'Autorité délégante, y compris leurs accessoires que le délégataire aura été amenés à installer, sont remis gratuitement à l'Autorité délégante en fin de contrat.
Les biens doivent être remis en bon état d'entretien et de fonctionnement. À cette fin, l'Autorité délégante et le délégataire établissent, six mois avant la fin du présent contrat, un état des biens concernés et, s'il y a lieu, une liste des interventions de maintenance que le délégataire devra avoir exécutées au plus tard un mois avant la fin du présent contrat. À défaut, il pourra se voir

PROJET

appliquer la pénalité prévue à l'article 41 du présent contrat, sans préjudice du droit pour l'Autorité délégante d'exécuter à ses frais les opérations de maintenance nécessaires.
A la date de son départ, le délégataire assure le nettoyage des ouvrages, équipements et installations du service affermé, ainsi que l'évacuation de tous les objets inutilisables. À défaut, l'Autorité délégante procède à ces opérations aux frais du délégataire sans préjudice de l'application de la pénalité prévue à l'article 41 du présent contrat.

Il est convenu en outre dans le cadre du présent protocole que :

- Le délégataire mettra à disposition du délégant tous les rapports techniques demandés et nécessaires pour une bonne compréhension de l'état du bien.

- Dans tous les cas, les terrains seront rendus de telle manière que l'on puisse les utiliser de suite sans devoir y prévoir d'interventions (ornières...)

En complément de l'inventaire visé à l'article 2, les Parties établiront contradictoirement, conformément à l'article 48 du Contrat, un état des biens concernés avant la fin du contrat et au plus tard le 31 août 2027.

Le Délégataire fournira une liste de toutes les interventions qu'il a effectuées sur les biens du service dans le cadre des opérations de fin de contrat dans les 15 jours suivants la date d'échéance du contrat.

Article 4 Biens de reprise

Les biens de reprise, visés à l'article 21 du Contrat, peuvent être rachetés par le Délégant au Délégataire, sans que celui-ci ne puisse s'y opposer, moyennant le versement d'un prix fixé par accord entre les Parties.

Une première proposition de prix de rachat des biens de reprise est communiquée par le délégataire en annexe à l'inventaire tel que défini à l'article 2 et remis dans le même délai. Une mise à jour de cette proposition (qui ne pourra excéder +5% du prix initialement proposé) est faite par le délégataire dans le délai prévu à l'article 21 du contrat soit avant le 31 août 2027.

Par dérogation à l'article 21 du Contrat, le Délégant communique au Délégataire au plus tard 29 octobre 2027 la liste des biens qu'il entend reprendre. Il peut librement désigner les seuls biens qu'il demandera à reprendre et le Délégataire prend toute disposition pour y donner suite et, le cas échéant, isoler ces biens de ceux qui ne seraient pas repris.

L'achat sera réalisé par un acte spécifique signé par le Délégant, ou le cas échéant son futur exploitant.

PROJET

Les Parties conviennent que les biens de reprise rachetés par le Délégant, ou le cas échéant son futur exploitant, sont remis à celui-ci en bon état de fonctionnement. À défaut, le Délégataire s'expose à l'application d'une pénalité égale aux dépenses que le Délégant supportera pour réaliser les interventions prévues en lieu et place du Délégataire.

Article 5 Biens propres

Les biens propres sont ceux visés à l'article 21 du contrat. S'ils ont été implantés sur le domaine de la personne publique, cette dernière pourra exiger la démolition aux frais du cocontractant au terme du contrat.

Article 6 Stock et petit matériel

La reprise éventuelle des stocks est réalisée en concertation avec le Délégant, ou le cas échéant son futur exploitant, selon l'utilité du matériel en stock pour la future gestion du service délégué. Parmi les données relatives aux stocks, seules les données relatives à leur gestion prévisionnelle sont susceptibles de faire partie du secret des affaires du Délégataire.

Le compte de stock réalisé et mis à jour par le Délégataire est remis au délégant au plus tard le 31 janvier 2028, dans un format exploitable et interopérable (Excel ou autre).

Les stocks sont valorisés conformément à l'article 78.3 du Contrat (méthode PUMP).

Le Délégant, ou le cas échéant son futur exploitant, dispose jusqu'au 7 février 2028 pour indiquer au Délégataire les stocks qu'il entend reprendre à l'échéance du Contrat.

À l'échéance du Contrat, les stocks repris par le Délégant, ou le cas échéant par son futur exploitant, feront l'objet d'un examen contradictoire entre le Délégant et le Délégataire.

L'achat sera réalisé le cas échéant par le futur exploitant.

Le Délégataire fait son affaire du stock non-repris.

PROJET

Chapitre III. Les données

Article 7 Identification des données de la délégation

Les données de la délégation sont les suivantes :

- Nom de domaine URL à transférer par la communication des codes d'accès au délégant
- Accès au compte Google à transférer par la communication des codes d'accès au délégant
- Contacts des entreprises chargées de la maintenance du site et des équipements
- Factures des biens de retour qui seraient encore sous garantie
- Plan et données techniques de tout bien en reprise

Article 8 Remise des données de la délégation

Les données de la délégation visées à l'article 7 sont remises à titre gratuit par le Délégataire au Délégant, dans un format exploitable et interopérable.

Cette remise aura lieu le 30 novembre 2027.

Les parties conviennent que le Délégataire fournira une version actualisée du rapport annuel du Délégataire au plus tard le 1er juin 2028 qui portera sur l'exercice 2027 et contiendra les éléments d'activité de l'exercice incomplet 2028.

PROJET

Chapitre IV. Le personnel

<u>Article 9</u> Personnel affecté à l'exploitation actuelle du service

Conformément à l'article 23 du contrat, le Délégataire établit une liste exhaustive non nominative du personnel affecté en totalité ou partiellement à l'exécution du Contrat qui précise pour chaque salarié et dans le strict respect de la règlementation RGPD qui vise à renforcer la protection des données à caractère personnel, les informations suivantes :

- Tâche assurée
- Ancienneté professionnelle ;
- Formation et diplôme ;
- Compétences et niveau de qualification professionnelle ;
- Nature du contrat de travail (CDI, CDD, autre…) ;
- Employeur ;
- Lieu d'affectation actuelle ;
- Temps partiel éventuel et modalités ;
- Part de l'affectation au Contrat ;
- Convention collective ou statuts applicables ;
- Salaire brut hors primes ;
- Montant total de la rémunération pour l'année civile précédente (charges comprises) ;
- Avantages particuliers, en espèce et en nature ;
- État du compte épargne-temps ;
- Nombre d'heures acquises au titre du CPF ;
- État des congés et droits acquis ;
- Existence éventuelle dans le contrat ou dans le statut, d'une clause ou d'une disposition pouvant empêcher ou conditionner le transfert du contrat de travail à un autre employeur.

Enfin, cette liste identifie les salariés pouvant faire l'objet d'un transfert de leur contrat de travail au nouvel exploitant du service, conformément à l'article 23.13 du Contrat.

Ce transfert du personnel relève de la seule responsabilité du Délégataire et du nouvel exploitant.

En outre, le Délégataire transmet les données globalisées suivantes :

- volume annuel d'heures supplémentaires ;
- volume annuel d'astreinte ;
- nombre d'accidents de travail (sur les 3 dernières années) ;
- nombre de sanctions disciplinaires (sur les 3 dernières années) ;
- nombre de contentieux de personnel (sur les 3 dernières années).
- l'ensemble des éventuels accords salariaux ;
- garanties apportées par les contrats de prévoyance et de mutuelle et du dispositif de retraite complémentaire

PROJET

L'ensemble des données décrites au présent article, mis à jour au 31 mai 2026, est transmis au plus tard le 30 juin 2026. Une nouvelle version actualisée au 30 novembre 2027 est ensuite transmise au plus tard le 10 janvier 2028.

Article 10 Contrôle de la masse salariale

Conformément à l'article 23.10 du Contrat, le Délégataire est tenu d'obtenir l'autorisation du Délégant avant toute embauche ou mise à disposition de personnel effectuée entre le 1er mars 2027 et le 29 février 2028 à l'exception de CDD dont la date de fin de contrat est au plus tard le 29 février 2028 et qui seraient à embaucher pour assurer la continuité du service (remplacement maladie, maternité, congés parentaux,…) ou permettre des ouvertures 7j/7 lors de la haute saison.

En outre, à partir de la date de signature du présent protocole, le Délégataire informe le Délégant et, en cas de demande, justifie auprès de lui, de :

- toute modification, matérialisée par un avenant, des contrats de travail des salariés affectés au service exploité en vertu du Contrat et notamment :
    - de leur affectation ;
    - de la masse salariale des salariés affectés, à l'exception toutefois des augmentations dues aux salariés conformément aux éventuels accords généraux de groupe ;

- tout mouvement de personnel affecté pour tout ou partie à l'exécution de la convention.

PROJET

Chapitre V. Éléments liés aux engagements contractuels éventuels du Délégataire au titre du service

Article 11 Contrat en cours

Le Délégataire fait son affaire des contrats en cours qui devront prendre fin au plus tard au terme de contrat de délégation.

Article 12 Approvisionnement en eau, gaz, électricité, et abonnements internet et téléphonique

Le 30 novembre 2027 au plus tard, le Délégataire transmet au Délégant les contrats d'approvisionnement en électricité et d'abonnement internet et téléphonique du service.

Le Délégataire informe le Délégant de toute modification dans les termes de ces contrats entre cette date et le terme du Contrat.

Le Délégataire fait ses meilleurs efforts pour que les contrats pour l'approvisionnement en électricité et gaz du service dont l'échéance serait postérieure au 28 février 2028, échéance de la DSP - comportent une clause réservant expressément au futur exploitant la faculté de se substituer au Délégataire à l'échéance du Contrat.

Article 13 Titres immobiliers et locations immobilières

13.1. Titres immobiliers

Le Délégataire a remis pour le 31 mars 2026 un état valorisé des droits réels immobiliers et servitudes existants dont il est titulaire distinguant les droits cessibles, pour lesquels un calendrier de cession sera proposé, et les droits non cessibles.

Cet état valorisé est remis à jour le 30 novembre 2027, sans préjudice de la possibilité pour les Parties de procéder aux opérations de cession dans l'intervalle.

13.2. Locations immobilières

Le Délégataire a remis pour le 31 mars 2026 une liste exhaustive des contrats de locations immobilières qu'il a souscrits pour l'exécution du Contrat avec une copie des contrats de location concernés. Il informe sans délai le Délégant de toute modification intervenant postérieurement à cette date, ainsi que des éventuels litiges nés ou à naitre dans l'exécution de ces contrats.

Cette liste est remise à jour le 10 janvier 2028.

Article 14 Titres d'occupation du domaine public

PROJET

Le Délégataire a remis pour le 31 mars 2026 lorsqu'il est le bénéficiaire contractuel et lorsque les documents existent :

- la liste des autorisations (unilatérales ou conventionnelles) d'occupation du domaine public ;
- la copie des autorisations (unilatérales ou conventionnelles) d'occupation du domaine public ;
- les montants supportés par le Délégataire sur les quatre derniers exercices par autorisation.

Ces documents sont remis à jour le 10 janvier 2028.

PROJET

Chapitre VI. Éléments comptables et financiers

Article 15 Les produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance concernent les réservations faites pour une durée excédant celle du Contrat, ayant fait l'objet d'un règlement intégral ou partiel au Délégataire.

Le Délégataire remet au Délégant, pour information, une liste de ces produits constatés d'avance le 1er mars 28, arrêtée à la date de fin de contrat, soit le 29 février 2028, 23h59, qui comprend :

- l'identification de la réservation ;
- les dates de la réservation ;
- le montant réglé au titre de la réservation.

Le Délégataire s'engage à reverser au nouvel exploitant la fraction des produits constatés d'avance correspondant à la durée de séjour restant à courir entre le 1er mars 2028 et le terme du séjour.

Il garantit le Délégant de toute réclamation, de quelque nature que ce soit, dans la mesure où ces réclamations trouvent leur origine dans la gestion du Délégataire, formée par le nouvel exploitant en lien avec les produits constatés d'avance.

Article 16 Solde et clôture des comptes de la délégation

Afin de clore les comptes de la délégation à la date du 29 février 2028, un solde de tous comptes sera établi entre les Parties.

Ce solde comporte un état des sommes restants dues par le Délégataire au Délégant au titre du contrat et réciproquement et notamment, le cas échéant :

- le montant des redevances dues et non-versées par le Délégataire ;
- le coût des travaux de remise en état des biens non-réalisés par le Délégataire ;
- le montant des pénalités que le Délégant entend appliquer ;
- le montant des investissements engagés autorisés et non amortis hors biens prévus dans le programme contractuel d'investissement et hors travaux de remise en état des biens prévus à l'article 48 du contrat ;
- le montant des sommes dues au titre de la remise des biens.

Un projet de décompte devra être établi par le Délégataire et notifié à la Collectivité dans un délai de 60 jours au plus tard suivant le terme du Contrat.

PROJET

Dans un délai de 60 jours au plus tard suivant la notification du projet de décompte, le Délégant s'engage à le retourner au Délégataire soit avec son accord, soit avec ses observations ou modifications.

En cas d'accord, le projet de décompte devient le décompte de la délégation. Le paiement des sommes ainsi restant dues par l'une ou l'autre des Parties interviendra dans un délai d'un mois.

En cas de désaccord, le Délégataire dispose d'un délai de 15 jours pour notifier au Délégant son accord ou son désaccord sur le solde modifié.

En cas d'accord sur le solde modifié, le projet de décompte devient le décompte de la délégation. Le paiement des sommes ainsi restant dues par l'une ou l'autre des Parties interviendra dans un délai d'un mois.

A défaut d'accord, le litige peut être porté devant le tribunal administratif de Strasbourg par la partie la plus diligente.

Le versement de la somme au titre de ce solde libèrera entièrement et définitivement le Délégant de toutes obligations financières à l'égard du Délégataire ou titre du Contrat échu et réciproquement.

Article 17 Libération de la garantie

La garantie bancaire à première demande prévue à l'article 40 du Contrat est libérée à la fin du contrat.

Article 18 Impôts et taxes

Le Délégataire fera son affaire des impôts ou taxes, quels qu'ils soient, rattachables au *prorata temporis* de la dernière année d'exploitation, quand bien même leur notification interviendrait au-delà de la date d'échéance du Contrat.

Lorsqu'elles seront définitivement connues, la régularisation des taxes et le *prorata temporis* des taxes pour les mois de mars à décembre 2028 seront reversées au Délégataire actuel par le Délégant ou par le futur délégataire désigné par ce dernier.

Le Délégataire fera son affaire des impôts ou taxes, quels qu'ils soient, rattachables à l'ensemble des sommes et indemnités perçues par lui en exécution du présent protocole.

PROJET

Chapitre VII. Divers

<u>Article 19</u> Continuité du service en fin de concession – Période de transition

Conformément aux articles 49 et 50 du Contrat et aux principes figurant à l'article L. 6 du Code de la commande publique, le Délégant a la faculté, sans qu'il en résulte un droit à indemnité pour le Délégataire, de prendre pendant les deux dernières années de l'exploitation toutes mesures pour assurer la continuité du service public, en réduisant autant que possible la gêne qui en résultera pour le Délégataire.

Dans ce but, une période de dialogue et d'information est prévue pour le futur exploitant dans les trois mois précédant le terme du Contrat.

D'une manière générale, le Délégant pourra prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter la mise en place du nouveau contrat de concession, dans le respect des dispositions contractuelles.

Le Délégataire s'oblige à ne pas entraver cette prise en main du service par le nouveau délégataire dans la limite du respect par ce dernier de la propriété intellectuelle et du secret des affaires et dans des conditions normales de coopération et sans porter atteinte aux intérêts légitimes du Délégataire.

Le Délégataire accepte un accès concerté du nouvel exploitant aux installations du service pendant cette période de transition. Ainsi, des membres du futur personnel d'exploitation pourront venir en observateur sur les ouvrages, bâtiments et installations relevant du périmètre du Contrat. Ces interventions s'effectuant en coordination avec le Délégataire et dans le respect du bon fonctionnement du service. Il est convenu que ce personnel devra disposer de toutes les habilitations et protections individuelles nécessaires permettant un accès aux installations.

Le personnel du nouvel exploitant se déplacera en observateur au sein des installations.

Le Délégataire accepte que le nouvel exploitant prenne connaissance des documents et du système d'information non couvert par le secret des affaires dès lors qu'il disposera, le cas échéant, de toutes les autorisations nécessaires. Le Délégant s'engage à lui fournir toutes les explications et compléments éventuellement nécessaires au bon établissement de la fin du contrat et non couvert par le secret des affaires.

Le cas échéant, le Délégataire s'oblige à ne pas entraver toute démarche commerciale que le nouvel exploitant pourrait engager, à compter de la notification de son contrat par le Délégant et avant la prise effective du service.

Au cas exceptionnel où un incident grave se produirait dans les heures précédant le terme du Contrat à minuit, le Délégant pourra demander au Délégataire de remédier à cet incident pour

PROJET

assurer la continuité du service, y compris si l'intervention du Délégataire ne peut être achevée au terme du contrat de délégation à minuit.

Article 20 Transition au terme du Contrat à 23h59

La remise des biens, ouvrages et installations du contrat au Délégant sera achevée au plus tard le 29 février 2028 à 23h59. Ces opérations débuteront avant cette date, dans ce but, le délégataire, l'Eurométropole et le nouvel exploitant se rencontreront dans un délai d'un mois après la désignation du nouvel exploitant pour définir un calendrier de remise des biens, ouvrages et installations et organiser la transition.

Les divers codes, clefs, badges, et matériels restants devront être remis au plus tard le 29 février 2028 à 15h selon une liste qui aura été définie en amont afin de permettre au nouvel exploitant d'anticiper les moyens humains et technique à mettre en œuvre pour le dernier transfert.

La signature des procès-verbaux vaut remise et transfert de responsabilité au Délégant ou au nouveau Délégataire

Article 21 Modalités de contrôle par le Délégant

Les informations dont la transmission est demandée au Délégataire par la présente doivent être communiquées au Délégant au plus tard à la date indiquée.

Après analyse de l'information, le Délégant notifie au Délégataire soit que l'information est complète, soit qu'elle est lacunaire ou qu'elle n'est pas communiquée conformément aux présentes. Dans ce dernier cas, le Délégant fixe un nouveau délai au Délégataire pour communiquer l'information sollicitée.

La pénalité de retard prévue à l'article 41.2 paragraphe 3) du Contrat est applicable à la communication des documents et informations dues au titre du présent protocole.

Article 22 Usage par le Délégant des informations communiquées

Le Délégataire liste toutes les informations pour lesquelles il estime qu'un accord de confidentialité destiné à assurer le respect par le Délégant du secret des affaires et du secret de la vie privée des salariés est nécessaire.

Article 23 Portée du présent protocole et règlement des litiges

PROJET

Toutes les stipulations du Contrat et de ses avenants modificatifs demeurent applicables en tant qu'elles ne sont pas contraires aux stipulations du présent protocole, lesquelles prévalent en cas de contradiction.

Si une stipulation du présent protocole devait être jugée illégale, être invalidée ou ne pouvait être exécutée, en tout ou partie, pour quelque cause que ce soit, cette stipulation serait considérée par les Parties comme étant divisible des autres stipulations du présent protocole, sans que ces autres stipulations n'en soient affectées.

Si un différend survient entre les parties dans le cadre de l'exécution du présent protocole et que ce différend n'a pu être réglé dans les 30 jours calendaires suivant sa notification écrite par l'une des parties, il sera soumis à l'expertise d'un expert indépendant choisi d'un commun accord par les parties.
Les frais de l'expert seront partagés à part égales entre les parties.

L'expert disposera d'un délai de 30 jours calendaires pour examiner le différend, requérir toutes les informations nécessaires et proposer une solution de règlement amiable de leur différend.

A défaut d'entente sur la désignation de l'expert entre les Parties, ou dans l'hypothèse où l'expert ne parviendrait pas à proposer une solution de règlement amiable du différend dans le délai imparti, ou encore, ou la solution du règlement amiable ne rencontrerait pas l'assentiment des deux parties, le différend serait alors soumis au tribunal administratif de Strasbourg à la requête de la partie la plus diligente.

<u>Article 24</u> Entrée en vigueur

Le présent protocole de fin de Contrat prend effet à sa date de notification au Délégataire.

Fait en double exemplaire original

À Strasbourg, le

Pour le Délégataire	Pour le Délégant
Monsieur Stéphane DUC Président du Directoire	Catherine TRAUTMANN Présidente

PROJET

32

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

Attribution de subventions commerce et artisanat.

Numéro E-2026-362

L'Eurométropole de Strasbourg apporte son soutien à l'artisanat, aux commerces de proximité, et aux services aux habitants, afin de conforter et dynamiser les activités locales et durables ; consolider et développer des emplois de qualité ; contribuer à la transition écologique et sociale du territoire.
C'est en ce sens qu'il est proposé de soutenir l'association suivante :

- **Fédération régionale des métiers d'art d'Alsace (Frémaa) : 59 000 €**

La Frémaa a pour vocation la promotion, la valorisation, la sauvegarde, la défense et le développement économique de ses adhérents et du secteur des métiers d'art en Alsace. Cette dernière met en œuvre des actions économiques, culturelles et de formation. Depuis sa création en 1996, l'association se mobilise pour développer et valoriser les métiers d'art autour de plusieurs objectifs : dynamiser et fédérer le secteur ; sensibiliser le public et en particulier les jeunes aux métiers d'art et aux débouchés professionnels qu'ils offrent ; accompagner la transmission et la pérennisation des savoir-faire et des ateliers ; proposer et mettre en œuvre des projets de développement durable autour des métiers d'art dans les territoires. L'Eurométropole de Strasbourg et la Frémaa se sont engagées depuis plusieurs années à développer ensemble et de manière ciblée la promotion et la visibilité des artisans d'art de l'Eurométropole de Strasbourg au travers des salons Résonance[s] et Oz le Noël des Métiers d'art.

Dédié exclusivement à la vente d'objets métiers d'art aux lignes contemporaines, Résonance[s] est considéré par les professionnels comme le salon phare des métiers d'art en France. Plus de 170 créateurs européens d'exception rigoureusement sélectionnés par un jury y dévoilent leurs dernières créations et font du salon le lieu idéal pour découvrir et acquérir des pièces inédites en mobilier, décoration, sculpture, mode, bijoux, luminaires, arts graphiques ou arts de la table. Cette 14ème édition se tiendra cette année du 6 au 9 novembre 2026 au Parc des expositions de Strasbourg.

Avec audace et caractère, Résonance[s] se renouvelle à chaque édition pour afficher le visage contemporain des métiers d'art à travers des œuvres toujours plus originales et créatives. Symbole de l'excellence, du raffinement, de la vitalité et de la créativité des métiers d'art en Europe aujourd'hui, Résonance[s] est un évènement exceptionnel unique

en France, crée par et pour les professionnels et qui, bien au-delà de son rôle de levier économique indéniable, affirme sa position privilégiée au sein du monde de la création. Résonance[s] est désormais un rendez-vous incontournable pour tous les amateurs d'objets sensibles et les prescripteurs en quête de nouveautés.

Aussi, le salon accueille également chaque année des centres de formations métiers d'art, des invités de renom, des collectifs métiers d'art ainsi qu'une programmation pointue (conférences, projections, ateliers et démonstrations de savoir-faire rares) et se positionne également ainsi comme un lieu d'information propice à l'orientation dans le secteur des métiers d'art (plus de 500 visiteurs scolaires, étudiants, missions locales).
Les chiffres clés de l'édition 2025 : 185 exposants ; 9 pays représentés ; 20 000 visiteurs ; 7 620 € de chiffre d'affaires moyen par exposant.

L'édition 2025-OZ rassemble plus d'une cinquantaine de créateurs sélectionnés par la Frémaa dans un concept store métiers d'art inédit qui propose à la fois une exposition-vente (18 créateurs présents) et une boutique éphémère (une quarantaine de créateurs représentés et commercialisés par la Frémaa).
Au cœur du centre-ville de Strasbourg, OZ offre une alternative locale et raisonnée pour ses achats de Noël, permettant au public de privilégier la qualité, l'authenticité et l'originalité et d'emprunter un circuit ultra-court grâce à une multitude de pièces de fabrication artisanale, française et à des prix accessibles (bijoux, céramiques, arts de la table, accessoires textiles, sculptures, etc.). Avec la volonté de surprendre et d'émerveiller les visiteurs de Strasbourg Capitale de Noël (plus de 14 000 visites), les exposants présentent leurs dernières créations, des objets raffinés réalisés exclusivement au sein de leurs ateliers et affichent le potentiel créatif des métiers d'art et la possibilité de faire le choix de cadeaux durables et responsables.

En outre, afin de célébrer la magie de Noël, un sapin des créateurs est installé permettant d'acquérir des décorations à suspendre créées spécialement pour cet événement en quantité très limitées. Enfin, des ateliers pour adultes et enfants sont proposés dans une ambiance chaleureuse et conviviale, offrant l'occasion de s'initier à diverses techniques. Pour sa 14ème édition, la Frémaa a rassemblé 58 artisans locaux à l'Aubette.

Les métiers d'art contribuent à plusieurs titres à une économie durable et porteuse de sens, aussi il est proposé de reconduire le soutien de l'Eurométropole de Strasbourg à hauteur de 59 000 € (50 000 € pour Résonances ; 9 000 € pour Oz le noël des métiers d'art). Le financement prévisionnel de l'association pour ces deux événements inclut une subvention de 12 000 € du Conseil régional.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

le versement suivant :

Frémaa	*59 000 €*

décide

d'imputer la dépense, soit 59 000 € à la Frémaa : 50 000 € sur la ligne budgétaire DU02F-8013-65748-632 et la dépense de 9 000 € sur la ligne budgétaire DU02N-8133-65748-632,

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer la décision d'attribution nécessaire et à accomplir tout acte concourant à la mise en œuvre de la présente délibération.

Strasbourg.eu
eurométropole

33

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

Soutien à l'entrepreneuriat collectif et à l'économie sociale et solidaire (ESS).

Numéro E-2026-506

L'Eurométropole de Strasbourg soutient l'économie sociale et solidaire (ESS) laquelle propose des réponses à des besoins peu ou pas couverts identifiés localement. Les entreprises de l'ESS contribuent au développement économique en intégrant dans leur mode d'entreprendre des considérations liées à l'intérêt général, elles s'appuient par ailleurs sur des dynamiques de coopération territoriales et citoyennes, sur des alliances entre partenaires privés et publics : elles contribuent dès lors, au-delà d'indicateurs strictement financiers, à des objectifs de cohésion sociale, de création d'emplois et de richesses, de qualité de vie, d'innovation sociale et de transition écologique.

Dans le domaine de l'entrepreneuriat, les enjeux sont de sensibiliser aux formes d'entreprises sociales et solidaires, de conseiller, de former, de financer, d'accompagner les entrepreneurs, de tester l'activité, d'héberger les entreprises. L'entrepreneuriat collectif a inventé de nouveaux modèles économiques et de nouveaux rapports au travail, propices à la liberté d'entreprendre et à l'inclusion par l'entrepreneuriat, permettant ainsi l'expression de l'ensemble du potentiel entrepreneurial de l'Eurométropole de Strasbourg.

France Active Alsace	**150 000 €**

L'association France Active Alsace a pour objet de créer et de consolider des emplois, en priorité pour ceux qui en sont exclus : demandeurs d'emploi, bénéficiaires des minimas sociaux… Elle apporte un soutien aux entrepreneurs à travers des modes d'intervention structurés autour de 3 leviers :

- expertiser les projets et mobiliser de l'appui-conseil,
- apporter des solutions de financement,
- créer une dynamique de partenariats et favoriser les synergies à travers les projets de territoire.

Sa vision, « *Agir sur l'économie pour faire société* » pose une ambition pour 2030 : faire de l'économie responsable et inclusive un moteur de développement pour une société plus durable, conciliant viabilité financière et intérêt général. France Active se donne ainsi pour mission de développer des solutions de financement et d'accompagnement qui

visent à renforcer la capacité d'agir des entrepreneurs engagés, leur modèle économique et leur impact territorial.

4 axes stratégiques se déclinent :
- sécuriser le parcours de l'entrepreneur à la création-reprise d'entreprises,
- favoriser la consolidation et le développement des entreprises engagées,
- encourager les transitions et les coopérations territoriales,
- renforcer les compétences de pilotage économique et stratégique.

France Active Alsace et l'Eurométropole de Strasbourg sont convenues d'une convention pluriannuelle d'objectifs (CPO) 2024-2027 organisée autour de 4 grands objectifs :

Lever les freins à l'entrepreneuriat et donner une chance à tous d'entreprendre
- déployer une offre de France Active Garantie ciblée sur les personnes en fragilité (chômage, handicap, femmes QPV…), pour faciliter l'investissement des TPE en création sur le territoire tout en protégeant l'entrepreneur,
- développer des actions d'animation ou contribuer à des actions d'animation autour de l'entrepreneuriat au féminin ou l'entrepreneuriat dans les quartiers de la politique de la ville,
- contribuer à l'animation du Réseau des opérateurs de la création-reprise d'entreprise, y faire connaître l'ESS comme mode d'entreprendre.

Favoriser la création, le développement et le rayonnement des entreprises engagées et socialement responsables
- déployer l'offre de France Active Investissement ciblée sur la création, le développement et le changement d'échelle des entreprises engagées (structures de l'ESS), accompagner les structures dans le cadre de leur stratégie financière,
- mettre en œuvre et accompagner la réalisation des diagnostics et ingénieries du DLA,
- participer à la compréhension des enjeux de la mesure d'impact social et l'acculturation des structures sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg,
- participer aux réflexions et aux actions du réseau du territoire 100 % apprenant.

Faciliter l'émergence de projets en résonance aux besoins des territoires
- mettre en œuvre une diversité d'outils visant à détecter ou accélérer les initiatives ayant un impact positif sur le territoire : financement et connexion d'innovations sociales, émergence de projets à travers l'usage de méthodologies collectives,
- conseiller les structures en émergence sur leur modèle économique,
- participer à l'animation du parcours d'incubation des transitions sur le territoire.

Sensibiliser les entreprises dans les transitions sociétales et environnementales
- animer des événements ciblés sur les entrepreneurs et les acteurs de l'accompagnement visant la sensibilisation à l'engagement dans les transitions à travers l'outil du révélateur d'engagement de France Active et plus globalement des actions du pôle Créa Régénère,
- participer à la démarche Start RSE, visant à favoriser les entreprises du territoire aux transitions.

Intervention dans le champ de l'entrepreneuriat

Financement TPE et PME - Ingénierie financière : 25 000 €

En 2025, l'association a accordé des garanties bancaires à 80 très petites entreprises (TPE) sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, créant ou sauvegardant ainsi 180 emplois, soit 60 % d'augmentation. L'Eurométropole de Strasbourg représente un tiers de l'activité globale de France Active Alsace sur ce créneau. Les 3,3 M€ de garanties engagées ont permis de mobiliser 4,5 M€ de prêts bancaires.

Ces interventions sont prioritairement centrées sur des besoins peu ou pas couverts par le secteur bancaire classique, qui cherche à couvrir plus systématiquement son risque.

France active a renforcé son maillage dans les QPV et les communes de l'Eurométropole de Strasbourg et a également fait plus de promotion de ses outils de garantie auprès des réseaux bancaires de l'Eurométropole de Strasbourg.

Animation de l'écosystème de l'entrepreneuriat : 20 000 €

France Active est partenaire de l'Eurométropole de Strasbourg pour l'animation du Réseau des opérateurs de la création-reprise d'entreprises. Des rencontres régulières, d'une demi-journée, visent à favoriser l'interconnaissance entre les membres, l'échange d'information et la professionnalisation via des interventions ciblées (France Travail, INPI, DGFip, ateliers d'experts (intelligence artificielle, santé mentale du créateur, protection du dirigeant…), afin d'accroître la qualité des accompagnements et de fluidifier le parcours des créateurs. L'aide à France Active permet la coconstruction et la mise en œuvre de ces animations avec la DDEA, ainsi que la prise en charge des frais associés (experts, location de salles, traiteur…) pour une cinquantaine de participants.

Pour l'écosystème et les entrepreneurs des QPV, France active Alsace organisera en 2026 la deuxième édition d'« Élan d'entreprendre». Cet événement cherche à lever les freins à l'entrepreneuriat dans les quartiers prioritaires tout en sensibilisant le Réseau des opérateurs de la création-reprise d'entreprise à la réalité des profils issus des quartiers, afin d'en faciliter l'accompagnement. En 2025, « Élan d'entreprendre » a eu lieu dans le quartier de Hautepierre, rassemblant une cinquantaine de personnes autour de témoignages sur l'esprit d'entreprendre, incarnés par un champion de boxe et par des créateurs/ entrepreneurs confirmés ayant réussi leur lancement. L'événement s'est clôturé par un speed-meeting entre porteurs de projets et opérateurs de l'accompagnement à la création d'entreprise.

<u>Intervention dans le champ de l'ESS et de l'innovation sociale</u>

Financement Entreprises solidaires : 25 000 €

Le financement des projets des acteurs du territoire passe par une expertise approfondie du projet (analyse économique, positionnement, stratégie, gouvernance etc.), ainsi que par la mise en place du financement en lien avec la structure et la banque. France active Alsace met également en relation les structures financées avec un réseau de personnes ressources expertes qui peuvent intervenir en appui. Elle apporte également son expertise sur les acteurs suivis par la DDEA.
Concernant les entreprises solidaires, ce sont 26 projets qui ont été financés en 2025 sur

l'Eurométropole de Strasbourg, pour un montant de prêts ou avances de 1,6 M€, créant ou maintenant néanmoins 742 emplois (du fait de grosses structures accompagnées), ainsi que 266 K€ de garanties accordées.

À noter sur cette activité un ralentissement de l'activité du fait d'une moindre appétence à l'investissement des entreprises et au développement, avec beaucoup de structures dégradées et quelques avis défavorables ou ajournements.

Dispositif local d'accompagnement du Bas-Rhin : 25 000 €

Le Dispositif local d'accompagnement (DLA) permet aux associations et aux entreprises de l'économie sociale et solidaire de bénéficier de la mise à disposition d'un consultant, afin de les accompagner et de les soutenir dans leurs stratégies de développement de projets, de consolidation financière et de développement et pérennisation d'emplois. Positionnement sur un marché, mise en place d'une comptabilité analytique, optimisation de l'organisation interne, communication externe… sont quelques exemples des missions réalisées par le DLA.

En 2025, ce sont 22 nouvelles structures de l'Eurométropole de Strasbourg qui ont été accueillies par le DLA, 17 diagnostiquées, ce qui a occasionné 14 interventions en ingénierie individuelle une ingénierie collective, soit 66 % de l'activité du DLA du Bas-Rhin. Cela correspond à 897 ETP sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg.

Les domaines dans lesquels œuvrent les structures bénéficiaires sont variés : formation, animation sociale, jeunesse, échanges européens, emploi et insertion, éducation populaire, enfance, service à la personne et handicap. Une diversité d'interventions est observée, avec une prédominance sur une volonté d'anticipation des changements, une approche systémique, une diversification des ressources et toujours, le travail sur le projet associatif et la déclinaison en axes stratégiques.

Développement de l'innovation sociale : 15 000 €

France Active Alsace s'implique activement dans la communauté qui s'est créée depuis 2016 sur l'innovation sociale, sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, à la suite du programme européen URBACT « Boost'Inno », soit la démarche « Territoire 100 % apprenant ».

Ce travail prend place dans le cadre de la stratégie de développement de l'innovation sociale « Boost'Inno » qui a été co-écrite et est désormais co-portée par les différentes parties prenantes que sont la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, de nombreux acteurs et réseaux du territoire (CRESS, France active Alsace, Kaleidoscoop, Activ'action, Régie des écrivains, Emmaüs Mundo…). Ces différentes parties prenantes sont réunies au sein du collectif « Territoire 100 % apprenant », labellisé French Impact en 2019 par le Haut-Commissariat à l'ESS et à l'innovation sociale.

Cette stratégie vise à faciliter l'émergence des innovations sociales sur le territoire, par la coopération entre les acteurs, puis leur changement d'échelle à chaque fois que cela est possible.

Cela passe par le développement d'outils manquants sur le territoire, qu'il est proposé de soutenir, dont, pour France active Alsace : animation d'un collectif de partenaires « DémocroiséESS » (5 demi-journées pour accueillir 19 porteurs de projet, en vue de les acculturer à l'écosystème ESS et réaliser de nombreuses mises en contact, la plateforme Okoté (voir ci-dessous).

France active Alsace poursuit l'expérimentation du programme VISES, soit un appui à l'évaluation de l'impact social.

Développement de l'innovation sociale sur le territoire - plateforme Okoté : 40 000 €

Alsace Active a lancé en 2019 une plateforme de financement participatif, Okoté. Outil de co-financement de l'innovation sociale dans le champ de l'économie sociale et solidaire, elle articule trois types de ressources : celles des citoyens, des institutions, des fondations et des entreprises. Conçue comme un lieu de connexion entre porteurs de projets, réseaux d'accompagnateurs, experts, mentors et mécènes, elle agit comme un accélérateur de projets à fort impact social et/ou environnemental.

Le soutien de l'Eurométropole de Strasbourg permet de financer l'animation de la plateforme, l'accompagnement des projets, la communication qui accompagne le lancement des campagnes de financement participatif et l'abondement du fonds de soutien aux projets.

Le fonctionnement de la plateforme repose sur trois mécanismes :

- le site internet de la plateforme agrège les dons des particuliers via un gestionnaire de paiement agréé par l'Autorité de contrôle prudentiel. Ils sont versés directement au porteur de projet si la campagne atteint ses objectifs ;
- un fonds mutualisé permet de consolider les fonds des partenaires publics et privés. Ils sont reversés aux porteurs de projets dont les campagnes ont atteint leur objectif sous forme d'aide financière. La gestion de ce fonds est confiée à France Active Alsace, via une délibération datant de 2019 ;
- France Active Alsace assure la coordination d'un pool de partenaires privés qui versent directement leur soutien financier à un ou plusieurs projet(s) hébergé(s) sur la plateforme. Leur intégration dans le dispositif fait l'objet d'une convention de partenariat avec la plateforme, qui a été délibérée en 2019 par l'Eurométropole de Strasbourg.

Bilan 2025 : les campagnes de financement réalisées sur l'Eurométropole de Strasbourg ont mobilisé plus de 873 citoyens et 41 entreprises engagées. Okoté a permis de récolter plus de 202 047 € pour la mise en œuvre de 15 projets. Le million d'euros de financement sur Okoté a été dépassé en novembre 2025.

L'incubateur « La Lucarne », porté par Semia en lien avec Initiatives durables (voir délibération « Innovation » de la DDEA) a permis le lancement de 9 projets. Le service en charge de l'ESS est partie prenante à hauteur de 10 000 €, versé au budget du service en charge de l'innovation.

Enfin, France Active Alsace participe également aux accompagnements « Start RSE »

avec 9 entreprises accompagnées, dont 4 en approfondissement en 2025 (voir délibération spécifique Start RSE).
Les perspectives pour 2026 de France Active Alsace sont :

- sur le financement et la protection de l'entrepreneur, développement d'une expertise et d'une offre sur l'agriculture durable (bio / filières/ maraîchage …), participation au réseau des opérateurs de la création d'entreprises et organisation d'événements en faveur de l'entrepreneuriat féminin et pour les habitants des quartiers prioritaires,
- sur les entreprises engagées et l'ESS, développement d'un programme d'accompagnement des structures en difficultés avec le DLA et d'un programme d'accompagnement et de financement des structures en difficulté avec la Banque des territoires et la Fondation de France, mise en place d'un DLA collectif spécifiquement sur l'Eurométropole de Strasbourg,
- sur les coopérations territoriales, organiser la nouvelle séquence d'animation territoriale sur Okoté, participer à la nouvelle formule de gouvernance du territoire 100 % apprenant et des réflexions autour des animations associations / entreprises, en lien avec Interfaces et Initiatives durables,
- sur le renforcement des compétences, développement du programme de formation Eureka, sur les techniques du pilotage économique.

La participation de l'Eurométropole de Strasbourg s'élèverait à 150 000 € sur un budget total de 1 738 058 €.

Il est proposé de soutenir France Active Alsace à hauteur de 150 000 € pour l'année 2026 de la manière suivante : 60 % à la signature de la convention et 40 % après la production du rapport d'activités.

URSCOP (CPO - Fonctionnement)	**60 000 €**

Les différentes URSCOP (Union régionale des sociétés coopératives et participatives) de France sont membres de la CGSCOP (Confédération générale des SCOP). Elles sont nos interlocuteurs au quotidien en cas de projets de coopératives, de SCOP (société coopérative et participative) ou de SCIC (société coopérative d'intérêt collectif).
L'Eurométropole de Strasbourg et l'URSCOP sont convenus, en 2025, d'une deuxième convention pluriannuelle d'objectifs, avec les objectifs suivants :

<u>Développer les coopératives existantes sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg</u>
- consolider le réseau des coopératives et renforcer les collaborations notamment en organisant des échanges autour de thématiques prioritaires pour l'Eurométropole de Strasbourg,
- mobiliser les outils financiers de l'URSCOP pour consolider les modèles économiques des coopératives aux différentes étapes de la vie d'une coopérative (création, transmission, reprise, développement et dans le domaine de l'immobilier), notamment en faisant levier auprès des autres financeurs du territoire.

<u>Développer de nouvelles coopératives, notamment via la transmission et reprise d'entreprises</u>
- mettre en place une stratégie pour favoriser la transmission / reprise d'entreprises en

coopérative, en lien avec les chambres consulaires et tous les acteurs liés à cet axe,
- participer ainsi au maintien des savoirs faires sur notre territoire, notamment dans le champ de l'artisanat,
- favoriser la transformation d'associations ou la création ex nihilo en coopératives.

Travailler la culture coopérative au sein des coopératives existantes
- mobiliser les entreprises coopératives existantes vers l'objectif de montée en puissance à travers le Petit journal du mouvement coopératif et un véritable travail sur la culture coopérative,
- favoriser la connaissance de la culture coopérative auprès des « start'up » à potentiel
- participer à différents travaux engagés sur le territoire : Pacte pour une économie locale, durable, PTCE Rénovation énergétique, Territoire 100 % apprenant (ESS, innovation sociale), Conseil de l'ESS.

Forte en 2025 de plus de 215 SCOP et SCIC et de 5 100 salariés (atteignant largement l'objectif fixé lors de leur dernier congrès en 2016 à Strasbourg), l'Union régionale des SCOP Grand Est a connu un développement extrêmement important au cours des dernières années, passant de 13 SCOP en 2 000 à 37 en 2025 : l'Eurométropole de Strasbourg est ainsi le territoire qui concentre le plus de coopératives dans le Grand Est, avec 24 SCOP et 13 SCIC pour près de 1 100 emplois. L'action de l'URSCOP, liée en partie à notre CPO, a permis de faire progresser le nombre de coopératives de 9 % et le nombre d'emplois de 20 %.

En 2025, outre les plaquettes de communication habituelles et la participation, sur notre territoire, au réseau Be Est entreprendre (co-animé par l'Eurométropole de Strasbourg), l'URSCOP a poursuivi la mise en application de la convention :

- engagement d'un travail de fond important en faveur de la pérennisation des emplois et des entreprises sur le territoire, notamment à travers une réflexion approfondie sur l'accompagnement des dirigeants partant à la retraite ainsi que l'accompagnement des nouvelles structures dans leur gouvernance et leur organisation ;
- réalisation d'un travail de fond sur les entreprises en difficulté (on note la disparition en un an de 4 entreprises représentant 11 emplois) ;
- travail approfondi sur la transmission d'entreprises sous forme coopératif sur une cible de dirigeants de plus de 55 ans (3 animations territoriales sur le sujet) ;
- mise en place de groupes de coopérateurs sur des secteurs identifiés, dans une optique de développement d'affaires et dans des opérations de développement des compétences (formations…) ;
- constitution de 3 groupes coopératifs (coopératives regroupant des filiales) ;
- participation au salon Créer sa boîte, présence d'adhérents au marché OFF de Noël ;
- mise en valeurs de nos SCOP et SCIC via des articles, page Facebook, LinkedIn, tweeter, site Internet et club des coopérateurs Grand Est, des articles et un dossier dans le Magazine mensuel Éco Grand Est ;
- création de liens avec l'ADIRA, qui reconnait ses compétences techniques ;
- sensibilisation au statut coopératif et création d'entreprises, près de 40 contacts pris sur la création d'entreprises en coopérative ;
- animation du réseau : annuaire des SCOP et SCIC local, campagne de communication, diverses manifestations, dont un congrès régional à Strasbourg ;
- création d'une foncière (FONCIM) en 2022 pour faciliter l'acquisition immobilière

des SCOP et SCIC du Grand est : la première opération s'est alors réalisée sur notre territoire avec RE.FORM.E (Illkirch Graffenstaden) ;
- Eurométropole de Strasbourg, renouvellement d'une convention avec la fédération SCOP Bâtiment sur 3 ans pour :
  - animer les coopératives du Bâtiment Travaux Publics du Grand Est,
  - être présent dans les réseaux BTP,
  - développer les transmissions / reprises en SCOP dans le domaine du BTP ;
- développement de la marque Employeur des SCOP et SCIC du Grand Est avec notamment une offre de service « adhérents » (recrutements, identité interne, logiciel…) ;
- mobilisation des outils financiers de l'URSCOP pour plus de 900 K€ en 2025 sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg.

La participation de l'Eurométropole de Strasbourg s'élèverait à 60 000 € sur un budget total de 761 000 €.

Nous proposons de soutenir le déploiement de l'URSCOP à hauteur de 60 K€ en 2026, de la manière suivante : 60 % à la signature de la convention et 40 % après la production du rapport d'activités de l'année précédente.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *d'attribuer les subventions suivantes pour l'exercice budgétaire 2026, et d'imputer la somme totale de 210 000€ sur les crédits ouverts de la ligne budgétaire 65748-DU05D-8023 :*

Nom de la structure	**Montant**
France active Alsace (fonctionnement - CPO)	150 000 €
URSCOP (fonctionnement - CPO)	60 000 €
TOTAL	**210 000 €**

- *de procéder au versement des subventions supérieures à 10 000€ en deux temps (60 % - 40 %),*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer les décisions d'attribution nécessaires au versement des subventions : conventions financières, arrêtés et avenants.

Attribution de subventions
Conseil de l'Eurométropole
du 26 juin 2026

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant alloué pour l'année n-1
France Active Alsace	Fonctionnement	150 000 €	150 000 €	165 000 €
URSCOP	CPO Fonctionnement	60 000 €	60 000 €	60 000 €
TOTAL		210 000 €	210 000 €	225 000 €

Strasbourg.eu
eurométropole

34

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

Soutien aux opérateurs de la création-reprise d'entreprise et à des acteurs de l'insertion socio-professionnelle.

Numéro E-2026-458

Avec plus de 8 000 créations d'entreprise en 2025 sur l'Eurométropole de Strasbourg, l'entrepreneuriat est un pilier de notre vitalité économique.

En soutien à l'entrepreneuriat, l'Eurométropole de Strasbourg cofinance, aux côtés de la Région Grand Est et de l'Etat, une offre de services coordonnée, de conseil et de financement, à destination des porteurs de projets de création et reprise d'entreprises.

Les opérateurs de la création d'entreprise interviennent ainsi à chaque étape du projet entrepreneurial, de l'émergence au financement, en passant par le montage de projets et l'accompagnement post-création. Ils sont regroupés au sein du Réseau des opérateurs de la création-reprise d'entreprise, qui est co-animé par l'Eurométropole de Strasbourg et par France Active Alsace. Cette animation garantit la connaissance mutuelle des membres et s'articule autour de 3 objectifs : l'échange d'informations, la professionnalisation des membres du réseau, l'inspiration en lien avec les nouvelles tendances du secteur.

Les opérateurs de la création-reprise d'entreprise développent des actions innovantes, notamment à destination des publics plus éloignés de l'entrepreneuriat, tels que les habitants des quartiers prioritaires, les femmes ou les jeunes. Ils font la richesse de notre écosystème entrepreneurial et se fédèrent chaque année autour du « Salon créer sa boite », pour offrir aux visiteurs une offre complète de services. Ils contribuent ainsi à transmettre l'impulsion nécessaire pour se lancer tout en sécurisant les parcours entrepreneuriaux.

Par ailleurs, l'Eurométropole de Strasbourg, face au taux de pauvreté important de sa population (20 % vivait sous le seuil de pauvreté en 2021), met en œuvre une stratégie de développement de l'insertion professionnelle. Cela vise en particulier les personnes les plus éloignées de l'emploi et repose notamment sur les acteurs associatifs œuvrant sur le territoire. L'objectif consiste à répondre à la fois au besoin de développement de compétences des personnes, et à la fois aux besoins de recrutement des entreprises.

En effet, afin d'appuyer le développement économique du territoire, il est nécessaire de

parvenir à la construction d'une réponse collective et coordonnée aux enjeux de l'évolution des métiers, des compétences.

L'Eurométropole de Strasbourg soutient donc différents opérateurs, et notamment des structures d'insertion par l'activité économique qui participent activement à ces objectifs communs sur la levée des freins au retour à l'emploi.

Les structures de l'insertion par l'activité économique (SIAE) tels que les ateliers chantiers d'insertion (ACI) constituent un dispositif d'insertion sociale et professionnelle conventionné par l'État. Ce dispositif permet à des personnes éloignées de l'emploi de retrouver progressivement le chemin de l'insertion professionnelle durable, à travers des parcours associant activité salariée et accompagnement personnalisé.

Créacité	**30 000 €**

Créacité est une couveuse d'entreprise. Il s'agit d'un espace de transition offrant aux porteurs de projets un cadre juridique, un accompagnement, des formations, et la possibilité de tester la viabilité économique de projets entrepreneuriaux sur une période de 36 mois maximum, avant de créer une entreprise ou de se réorienter. En effet, Créacité permet également aux couvés d'explorer une nouvelle orientation professionnelle et de construire leur avenir professionnel, que ce soit dans l'entrepreneuriat ou à travers une activité salariée.

En 2025, 96 entrepreneurs ont bénéficié d'un suivi, dont 64 % de femmes, et 42 d'entre eux ont créé leur entreprise à l'issue de leur séjour chez Créacité. 48 nouveaux contrats d'appui ont été signés en 2025. Les activités développées sont diverses (services aux particuliers et aux entreprises (60 %), éducation/formation/santé (19 %), artisanat (13 %), commerce (3 %), activités culturelles (1%).
Il est proposé de soutenir la couveuse d'entreprise Créacité pour son fonctionnement en 2026 à hauteur de 30 000 € à raison de 60 % à la signature et 40 % après la production du rapport d'activités de l'année précédente.

Pépite ETENA – Université de Strasbourg	**27 000 €**

Pépite ETENA s'attèle depuis plus de dix ans à promouvoir l'esprit d'entreprendre des étudiants en Alsace à travers des actions de sensibilisation, des modules de formation intégrés aux différents cursus universitaires et un programme d'accompagnement vers la création d'entreprise via le statut national étudiant entrepreneur.

L'action de Pépite ETENA est construite autour d'un consortium d'acteurs qui vise à coordonner et mutualiser les efforts pour favoriser l'entrepreneuriat étudiant. En sont membres les établissements d'enseignement supérieur alsaciens (Université de Strasbourg, Université de Haute Alsace, INSA Strasbourg), des collectivités (Eurométropole de Strasbourg, Mulhouse Alsace Agglomération, Région Grand Est), des chambres consulaires (CCI Alsace Eurométropole de Strasbourg, CMA Alsace), l'incubateur SEMIA, la SATT Conectus et le réseau des Grandes Ecoles Alsace Tech.

Le bilan des actions de Pépite ETENA pour 2025 est très favorable : 276 étudiants entrepreneurs accompagnés, une soixantaine de créations d'entreprises sous statut national étudiant entrepreneurs, la gestion d'un espace de co-working de 400 m², sans compter l'engagement de l'université dans la co-organisation du « Salon créer sa boîte » aux côtés de la CCI et CMA. Sa contribution porte tout particulièrement sur les thématiques de l'innovation et de l'entrepreneuriat à impact.

Il est proposé que l'Eurométropole de Strasbourg reconduise son soutien à l'Université de Strasbourg- Pépite ETENA pour la mise en œuvre de son programme 2026 en faveur de l'entrepreneuriat étudiant à hauteur de 27 000 € à raison de 60 % à la signature et 40 % après la production du rapport d'activités de l'année précédente.

BGE	**6 500 €**

BGE (Boutiques de Gestion) est un réseau associatif à but non lucratif, qui existe depuis 40 ans au niveau national, à travers 43 associations locales. BGE accompagne des porteurs de projets de création d'entreprise, dont notamment les bénéficiaires de l'allocation chômage, les personnes en situation de handicap ou en reconversion professionnelle.

BGE est présente depuis plus de 10 ans en Alsace et a connu un fort développement ces 3 dernières années. Son implantation à Strasbourg est la plus ancienne dans le Grand Est et compte aujourd'hui plus de 10 salariés.

BGE souhaite reconduire une quatrième édition de l'événement de promotion de l'entrepreneuriat féminin « Le Clapping des entrepreneuses », qui a connu un beau succès en lors des éditions précédentes, en attirant plus de 100 participantes au Kaléidoscoop.

En effet, les stéréotypes, préjugés et freins à l'entrepreneuriat féminin sont encore importants dans notre société, particulièrement pour celles issues des quartiers prioritaires. Il convient d'ouvrir les champs du possible et d'encourager les femmes à s'engager dans cette voie, à travers des témoignages et modèles inspirants.
L'événement est conçu en deux temps :

- ateliers l'après-midi, sur Les enjeux de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) et L'optimisation de sa présence sur le Web, à destination de femmes entrepreneures et porteuses de projets,
- témoignages en soirée sur la réalité de l'entrepreneuriat des femmes, particulièrement par des cheffes d'entreprises issues des quartiers prioritaires. Invitation d'un large public pour faire évoluer la perception de l'entrepreneuriat : opérateurs de la création d'entreprise, élus, conseillers France Travail, entrepreneures confirmées au parcours exceptionnel et porteuses de projets (environ 100 participantes et une quinzaine de partenaires de l'écosystème de la création).

À l'image des éditions précédentes, BGE propose de coconstruire l'événement avec les opérateurs de la création-reprise d'entreprise et réseaux de femmes entrepreneures, ainsi qu'avec les financeurs de l'événement. Les médias seront sollicités afin de valoriser des femmes cheffes d'entreprises.

Il est proposé de soutenir BGE pour un montant de 6 500 € pour la mise en œuvre de cette action.

Réseau Entreprendre Alsace	**3 000 €**

Le Réseau Entreprendre Alsace est une association offrant un accompagnement personnalisé et un financement sous forme de prêt d'honneur. Elle est constituée de 200 chefs d'entreprises bénévoles prêts à s'engager dans une démarche sociétale. Le but est de soutenir des créateurs, repreneurs et développeurs d'entreprise avec un accompagnement humain et financier. Membres et lauréats bénéficient également d'une mise en réseau dans la vie locale, régionale et nationale.

La présente subvention est destinée à soutenir l'événement "Booster Camp" sur 24 heures, qui se déroulera à l'automne 2026.

Un Booster Camp est un Hackathon qui vise, en 48 heures, à donner un coup d'accélérateurs à des projets générateurs d'emplois dans des entreprises existantes, à travers la mobilisation du réseau de pairs. L'objectif est d'intégrer ensuite ces « accélérés » dans le programme Booster de Réseau pour leur permettre de bénéficier d'un accompagnement par l'association dans la durée.

L'objectif concret du Booster Camp est d'accompagner 10 entrepreneurs par 140 dirigeants pour créer 50 emplois à 3 ans. 8 de ces entrepreneurs « accélérés » ont intégré, ou sont en cours d'intégration, du programme Booster de Réseau Entreprendre pour leur permettre de bénéficier d'un accompagnement par l'association dans la durée.

Il est proposé de soutenir Réseau Entreprendre Alsace pour la mise en œuvre de l'événement Booster Camp à hauteur de 3 000 €.

Chambre de métiers d'Alsace	**46 200 €**

Il est proposé de soutenir la 15ème édition du salon « Créer sa boîte en Alsace », qui se déroulera le 19 novembre 2026 au Parc des expositions de Strasbourg. L'événement est co-organisé par la Chambre de métiers d'Alsace, la Chambre de commerce et d'industrie et le Pôle Pépite ETENA – Étudiants entreprenants Alsace/Université de Strasbourg. Il a attiré 905 visiteurs en 2025.

Porteurs de projets, créateurs, repreneurs et entrepreneurs en développement pourront s'y renseigner et profiter des conseils du réseau des opérateurs de la création-reprise d'entreprise, mais aussi des experts-comptables, des banques, des professionnels de l'immobilier d'entreprise ou de la protection sociale etc... Ces exposants sont présents sur les stands et interviennent lors d'ateliers et de tables rondes (70 exposants sont attendus et plus de 50 ateliers et mini-conférences organisées).

L'Université de Strasbourg à travers son Pôle Pépite ETENA contribue au salon en y développant une offre attractive pour les entreprises innovantes et startups, ainsi que pour la jeune génération, en quête de sens, de liberté et d'entrepreneuriat à impact. Les start'up

stories, les ateliers thématiques ainsi que l'espace d'exposition destiné aux étudiants entrepreneurs, donnent une vraie visibilité à l'entrepreneuriat étudiant et à l'accompagnement proposé par Pépite ETENA.

Les espaces Numérique, Développement durable et Business meeting ont rencontré un vrai succès lors des éditions précédentes et seront renforcés. Une attention toute particulière sera portée à l'entrepreneuriat féminin afin d'encourager et d'accompagner les femmes à créer leur entreprise.

L'Eurométropole de Strasbourg y animera un stand présentant notre action en matière de création d'entreprises (portes d'entrées des entrepreneurs, cartographie et offre immobilière en pépinière ou hôtel d'entreprises, actions dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, événements économiques…). L'offre de la direction du Développement économique et de l'attractivité dans les champs du commerce, du numérique, des mobilités innovantes et de l'économie circulaire y sera également présentée.

La présente délibération propose d'attribuer une subvention de 46 200 €, à raison de 60 % à la signature et 40 % après la production du rapport d'activités de l'année précédente, à la Chambre de métiers d'Alsace pour la mise en œuvre de l'édition 2026 du salon « Créer sa boîte en Alsace ».

Emmaüs Connect	**20 000 €**

Emmaüs Connect développe des actions de solidarités dans le but de lutter contre les injustices sociales, et les diverses formes d'exclusion, à la fois leurs causes et leurs conséquences, notamment par la création d'activités solidaires pour favoriser l'inclusion numérique partout où il est nécessaire d'agir tant en France qu'à l'international.

Emmaüs Connect sollicite ainsi l'Eurométropole de Strasbourg afin de l'aider à financer les travaux d'un nouveau local d'Emmaüs Connect à Strasbourg pour le programme Triptik visant à accélérer l'intégration socio-professionnelle des primo-arrivants.

Le local, situé au 19 rue Kuhn 67 000 Strasbourg, était un ancien local commercial. Il nécessite des travaux d'aménagement afin d'accueillir le public dans les meilleures conditions. Les travaux à réaliser sont principalement les suivants :

- la dépose du mobilier existant dysfonctionnel et la mise au norme du tableau électrique,
- la pose de 4 cloisons de séparation pour la création de 3 pièces au sein de l'espace principal,
- le rafraîchissement des peinture sur l'ensemble des murs,
- l'ajustement électrique des nouveaux réseaux et la pose de prises électriques au sol,
- la pose d'une kitchenette et de sanitaires.

Tous ces travaux seront réalisés par l'entreprise KS Solutions et en respect des normes ERP type R et d'accessibilité PMR (dossier déposé auprès des services « Police du bâtiment » de la ville de Strasbourg début février 2026). À noter également que, dans un

souci d'économies budgétaires et d'écologie, Emmaüs Connect travaille étroitement avec B2R (structure du réseau Origami spécialisé dans le réemploi de matériau BTP de chantiers de démolition). Il s'agit ainsi de pouvoir donner une seconde vie à des portes, fenêtres, sanitaires, radiateurs de chantier de l'EMS pour équiper leurs nouvelles salles de formation.

Il est proposé de soutenir Emmaüs Connect à travers cette subvention d'investissement d'un montant de 20 000 €, leur permettant d'effectuer les travaux nécessaires et urgents pour la mise en œuvre du projet Triptik par ailleurs soutenu par la Direction des Solidarités, santé, jeunesse.

Libre objet	**10 000 €**

Libre objet est un atelier de fabrication en petite série d'objets conçus par des artistes locaux. Cet Atelier chantier d'Insertion (ACI) accueille des personnes éloignées de l'emploi en grande majorité des bénéficiaires du RSA et les accompagne dans un parcours structuré mêlant activité professionnelle et soutien socioprofessionnel.

L'ACI repose sur deux activités support : un atelier couture et un atelier bois.

Ces ateliers permettent aux salariés en insertion d'apprendre un métier, de reprendre confiance, d'acquérir des compétences concrètes et de retrouver une dynamique de travail. Leur mission est autant technique qu'humaine : remettre des personnes sur le chemin de l'emploi tout en produisant des objets utiles, durables et issus du réemploi.

Libre Objet joue aujourd'hui un rôle important sur le territoire en offrant un lieu d'apprentissage, de stabilité et de reconstruction professionnelle.

L'association a implanté depuis fin 2016, son atelier boutique au 91 route des Romains à Strasbourg. Les différents objets réalisés sont commercialisés à l'occasion de manifestations : les marchés de Noël sur Strasbourg et au sein de divers dépôts-ventes en magasin, et boutiques éphémères (pop-up de créateurs, créative vintage et la maison de Caroline…). Ils font aussi l'objet de ventes pour des commandes partenaires.

En 2024, la structure a développé de nombreux nouveaux partenariats (Manivelle, Vapodil, Grip Poster, DS impression...), cette dynamique s'est poursuivie en 2025.

En 2025 est arrivée une nouvelle directrice, remplaçant ainsi Anne Seyller partie à la retraite. Un travail de structuration de l'activité a été entamé. Ce chantier prévoit, en 2026, 14 équivalents temps plein en insertion.

Libre Objet souhaite se développer notamment à travers un nouvel atelier de retouches permettant de recruter des salariés en insertion à différents niveaux de qualification. Libre Objet sollicite le soutien de l'Eurométropole de Strasbourg à travers cette demande de subventions d'investissement afin de renouveler plusieurs équipements et notamment informatique (ordinateur, logiciel de gestion-comptabilité), mais aussi des machines à coudre professionnelles, et de découpe de bois.

Ainsi afin d'encourager cette restructuration et le déploiement de nouvelles activités, il est proposé de soutenir ce chantier d'insertion à travers une subvention d'investissement à hauteur de 10 000 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *d'attribuer les subventions suivantes pour l'exercice budgétaire 2026 :*

Nom de l'association	**Montant**
Créacité	30 000 €
Université de Strasbourg – Pépite ETENA	27 000 €
BGE	6 500 €
Réseau Entreprendre Alsace	3 000 €
Chambre de métiers d'Alsace	46 200 €
TOTAL	**112 700 €**

- *d'imputer ces montants sur les crédits ouverts de la ligne budgétaire 65748– DU05D programme 8146.*

Nom de l'association	**Montant**
Emmaüs Connect	20 000 €
Libre objet	10 000 €
TOTAL	**30 000 €**

- *d'imputer ces montants sur les crédits ouverts de la ligne budgétaire 20421 – DU05D programme 7053 dont le montant disponible avant le présent Conseil est de 69 500 €.*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante à signer les décisions d'attribution nécessaires au versement des subventions : conventions financières, arrêtés et avenants.

Attribution de subventions
Conseil de l'Eurométropole
du 26 juin 2026

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant alloué pour l'année n-1
Créacité	Fonctionnement	30 000 €	30 000 €	30 000 €
Pépite ETENA – Université de Strasbourg	Fonctionnement	27 000 €	27 000 €	27 000 €
BGE	Projet - Manifestation	8 000 €	6 500 €	6 500 €
Réseau Entreprendre Alsace	Projet - Manifestation	3 000 €	3 000 €	3 000 €
Chambre de Métiers d'Alsace	Projet - Manifestation	46 200 €	46 200 €	46 200 €
Emmaüs Connect	Investissement	30 000 €	20 000 €	
Libre objet	Investissement	10 000 €	10 000 €	
TOTAL		**154 200**	**142 700**	**112 700**

Strasbourg.eu
eurométropole

35

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

Attribution de subventions FEDER et FSE au titre du programme 2021-2027.

Numéro E-2026-468

Le 3 février 2023, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a validé les programmes Fonds européens de développement régional (FEDER) et Fonds social européen plus (FSE+) 2021-2027. Ces deux programmes sont intégrés dans un outil proposé par la Commission européenne : l'Investissement Territorial Intégré (ITI). Ce dispositif permet via une intervention plurifonds de soutenir la stratégie de développement économique de la métropole, l'accès à l'emploi des publics qui en sont éloignés et à conforter la cohésion sociale du territoire.

Il combine une enveloppe de 10 M€ de crédits FEDER, délégués par la Région Grand Est, et une enveloppe de 5,1 M€ de FSE+, délégués par l'Etat. Les subventions FEDER et FSE+ sont attribuées par l'Eurométropole de Strasbourg à des porteurs de projet de toute nature dont les opérations correspondent aux critères de sélection des programmes.

1/ <u>Attribution de subventions FEDER au titre du programme 2021-2027</u>

Trois dossiers (*cf tableau en annexe 1)* ayant fait l'objet d'une demande de subvention FEDER sont soumis au Conseil pour approbation.

Deux projets sont éligibles au titre du soutien à la création et au développement des entreprises, dans le cadre de l'appui au développement économique dans les Quartiers prioritaires de la ville (QPV) :

- le premier projet vise le soutien à la création d'un centre de santé dentaire dans le quartier de l'Elsau, en collaboration avec la maison de santé. Ce projet sera porté par la Sas Gum dental,
- le deuxième projet a pour objet de soutenir la création d'une supérette dans le quartier du Murhof.

Le dernier projet est éligible au titre du soutien au développement de la santé de proximité du territoire, il s'agit du soutien à la construction d'une maison urbaine de santé dans le quartier de Koenigshoffen, porté par la Locusem.

Le coût total de ces opérations s'élève à **1 097 597,24 €** pour un montant global de

subventions FEDER de **426 532,88 €.** Le montant total de subventions FEDER programmé **représente 69,18 %** de l'enveloppe déléguée à l'Eurométropole par la Région Grand Est.

2/ <u>Attribution de subventions FSE+ au titre du programme 2021-2027</u>

17 projets ayant fait l'objet d'une demande de subvention FSE+ sont proposés pour approbation au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg (*cf tableau de programmation annexe 2*). Ils relèvent de l'appel à projets sur la Priorité 1 « Soutien aux actions visant à renforcer l'insertion socio-professionnelle » et Priorité 2 « Favoriser l'accès à l'emploi des jeunes et leur employabilité ».

Sur les 17 projets, 12 projets sont instruits de manière favorable sur la Priorité 1 (*cf critères de sélection en annexe 3*) :
- « DACIP Au féminin », porté par le DACIP,
- « Accompagnement des personnes éloignées de l'emploi par les parcours de remobilisation sur Strasbourg, Bischheim et Schiltigheim », porté par l'Activ'Action,
- « Appropriation des Nouvelles Technologies Informatiques et Numériques dans le cadre de la recherche d'emploi (PANTINE) », porté par l'AMSED,
- « Parrainage et accompagnement pour l'emploi (PAPE) », porté par l'AMSED,
- « Inception / Dans l'esprit d'un employeur », porté par la Maison de l'emploi et de la formation du bassin d'emploi de Strasbourg,
- « Café Contact de l'Emploi », porté par Face Alsace Mulhouse,
- « Numérique vers l'emploi : accompagnements sur-mesure des publics les plus éloignés », porté par Emmaüs Connect,
- « Le Trait de l'Emploi à Strasbourg », porté par l'association Mieux-être et le logement des isolés,
- « Pôle d'insertion et du numérique », porté par le Centre social et culturel de la Robertsau,
- « Accompagnement au retour à l'emploi après liquidation judiciaire », porté par l'association 60 000 REBONDS,
- « Les chemins vers l'emploi », porté par Au-delà des ponts,
- « Des étoiles et des femmes Eurométropole de Strasbourg », porté par les Jardins de la Montagne Verte.

3 projets sont instruits de manière défavorable sur la Priorité 1 (*cf critères de sélection en annexe 3*) :
- « L'accompagnement vers l'emploi au sein du CHRS », porté par Horizon Amitié,
- « Plateforme écomobilité inclusive », porté par WIMOOV,
- « Le Phenix », porté par Skybirds team ULM.

Les 2 projets restants sont à déprogrammer :
- sur la Priorité 1 :
  - « Parcours d'insertion Montagne verte », porté par la Commune de Strasbourg.

- sur la Priorité 2 :
  - « Jeunes en action : cap vers l'avenir professionnel », porté par le RE.FOR.ME (REGROUPEMENT FORMATION EMPLOI).

Le coût total des opérations éligibles s'élève à **2 095 665,36 €.** Le montant total de subvention FSE+ attribuée dans le cadre de cette délibération s'établit à **943 831,59 €.** Le montant des subventions FSE+ programmé représente près de **90 %** de l'enveloppe déléguée.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *les projets suivants portés par deux entreprises au titre de la mesure B du programme « Soutenir la création et la croissance des entreprises pour un développement équilibré du territoire », le projet porté la LOCUSEM au titre de la mesure D du programme « Soutenir le développement de la santé de proximité du territoire », ainsi que le montant des subventions FEDER :*

Intitulé	*Maître d'ouvrage*	*Critère spécifique d'éligibilité*	*Coût total éligible*	*Montant subvention et taux FEDER*
Création d'un centre de santé dentaire au sein du quartier de l'Elsau, en collaboration avec la maison de santé	*SAS GUM DENTAL*	*QPV*	*278 832,20€ HT*	***111 532,88 € HT*** *40 %*
Création d'une supérette dans le quartier du Murhof	*Saint Louis SARL*	*QPV*	*240 570,61€ HT*	***95 000€ HT*** *39,49%*
Rénovation d'un local pour l'installation d'une maison de santé pluridisciplinaire	*LOCUSEM*	*Territoire sous doté en offre de santé*	*578 194,43 € HT*	***220 000€ HT*** *38,05 %*

- *les projets suivants au titre de la Priorité 1 « Soutien aux actions visant à renforcer l'insertion socio-professionnelle » :*

Intitulé du projet	*Structure*	*Coût total éligible*	*Subvention et taux FSE+*

DACIP « Au féminin »	*DACIP*	*312 200 €*	***82 200 €*** *26,33 %*
Accompagnement des personnes éloignées de l'emploi par les parcours de remobilisation sur Strasbourg, Bischheim et Schiltigheim	*Activ'Action*	*359 660 €*	***170 000 €*** *47,27 %*
Appropriation des Nouvelles Technologies Informatiques et Numériques dans le cadre de la recherche d'emploi (PANTINE)	*AMSED*	*152 513,14 €*	***76 000 €*** *49,83 %*
Parrainage et accompagnement pour l'emploi (PAPE)	*AMSED*	*199 987,78 €*	***99 000 €*** *49,50%*
Inception/ Dans l'esprit d'un employeur	*Maison de l'emploi*	*59□537,12 €*	***29□768,56 €*** *50,00 %*
Café Contact de l'Emploi	*Face Alsace Mulhouse*	*103□929 €*	***51□950 €*** *49,99%*
Numérique vers l'emploi : Accompagnements sur-mesure des publics les plus éloignés	*Emmaüs Connect*	*203 834,68 €*	***100 000 €*** *49,06%*
Le Trait de l'emploi à Strasbourg	*Association Mieux-être et le logement des isolés*	*168□000 €*	***84□000 €*** *50,00 %*
Pôle d'insertion et du numérique	*CSC Robertsau*	*193 476,73 €*	***83 000 €*** *42,90%*
Accompagnement au retour à l'emploi après liquidation judiciaire	*60 000 Rebonds*	*103□599,13 €*	***51□090 €*** *49,32 %*
Les Chemins vers l'emploi	*CSC Au-delà des ponts*	*124 482,40 €*	***59□600,40 €*** *47,88 %*
Des étoiles et des femmes	*Les Jardins de la Montagne Verte*	*114□445,38 €*	***57 222,63 €*** *50,00 %*

- *les projets suivants au titre de la Priorité 1 « Soutien aux actions visant à renforcer l'insertion socio-professionnelle » avec avis défavorable :*

Intitulé du projet	*Structure*	*Coût total*	*Subvention FSE+*
Accompagnement vers l'emploi au sein du CHRS Horizon Amitié	*Horizon Amitié*	*33 940 €*	*0 €*
Plateforme écomobilité inclusive	*WIMOOV*	*211□110,41 €*	*0 €*
Le Phenix	*Skybirds team ULM*	*124□000 €*	*0 €*

- *la déprogrammation du projet suivant au titre de la Priorité 1 « Soutien aux actions visant à renforcer l'insertion socio-professionnelle » :*

Intitulé du projet	*Structure*	*Coût total*	*Subvention FSE+*
Parcours d'insertion Montagne verte	*Commune de Strasbourg*	*191 666 €*	*0 €*

- *la déprogrammation du projet suivant au titre de la Priorité 2 « Favoriser l'accès à l'emploi des jeunes et leur employabilité » :*

Intitulé du projet	*Structure*	*Coût total*	*Subvention FSE+*
Jeunes en action : cap vers l'avenir professionnel	*RE.FOR.ME (Regroupement Formation Emploi)*	*28 120,50 €*	*0 €*

décide

- *d'accorder les subventions au titre du Fonds Européen de Développement Régional et du Fonds Social Européen Plus pour les projets cités ci-dessus, sous réserve de la disponibilité effective des crédits communautaires,*
- *d'imputer les paiements FEDER sur les crédits ouverts au BP 2026 des lignes : DU01/ programme 1535 / natures 20421 et 20422,*
- *d'imputer les paiements FSE+ sur les crédits ouverts au BP 2026 des lignes : DU01C/programme 8137/ natures 65748 et 65738.*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer les conventions et les

éventuels avenants relatifs aux projets cités ci-dessus, en sa qualité de représentante de l'organisme intermédiaire gestionnaire de crédits FEDER et FSE+.

ANNEXE 1 – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS FEDER AU TITRE DE L'INVESTISSEMENT TERRITORIAL INTEGRE FEDER 2021-2027

Intitulé du projet	Maître d'ouvrage	Description du projet	Coûts totaux	Cofinancements prévisionnels	Subvention et taux FEDER
MESURE B : SOUTENIR LA CRÉATION ET LA CROISSANCE DES ENTREPRISES POUR UN DÉVELOPPEMENT ÉQUILIBRÉ DU TERRITOIRE					
Création d'un centre de santé dentaire au sein du quartier de l'Elsau, en collaboration avec la maison de santé	SAS GUM DENTAL	L'opération financée par cette subvention concerne le soutien à la création d'un Centre de santé dentaire, fonctionnant en collaboration avec la maison de Santé du quartier prioritaire de la ville de l'Elsau. Le financement porte sur le soutien aux travaux d'aménagement intérieur du local de 200 m² situé au cœur du quartier de l'Elsau. Il y a prioritairement 5 objectifs à l'ouverture de ce centre dentaire : 1. Améliorer l'accès aux soins dentaires 2. Réduire les inégalités d'accès aux soin 3. Offrir une prise en charge 4. Assurer une prise en charge globale des patients 5. Créer des emplois locaux : Le projet prévoit l'embauche de 5 dentistes 2 secrétaires et 4 assistantes dentaires.	**278 832,20€ HT**	**Autofinancement : 167 299,2€**	**111 532,88€ HT 40%**
Création d'une supérette dans le quartier du Muhrof	Saint Louis SARL	Le projet consiste à soutenir l'aménagement et l'équipement d'une supérette et contribuer à l'amélioration du cadre de vie des habitants de la cité du murhof par le développement d'une offre de commerce de proximité accessible, favorisant le lien social et l'animation de quartier. Les objectifs opérationnels : -faciliter l'accès des habitants à des produits alimentaires et de première nécessité -réduire les déplacements contraints vers l'extérieur du quartier-soutenir la revitalisation économique et sociale du territoire -favoriser la mixité sociale et intergénérationnelle-participer au développement de l'emploi local -renforcer le rôle du commerce comme lieu de vie et de sociabilité	**240 570,61€ HT**	**Autofinancement : 145 570,61€**	**95 000€ HT 39,49%**
Total mesure B			**519 402,81 €**	**312 869,81€**	**206 532,88€**

Mesure D : SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT DE LA SANTE DE PROXIMITE					
Création d'une maison urbaine de santé dans le quartier de Koenigshoffen	**LOCUSEM**	L'opération consiste à racheter un ancien local préempté par l'EMS et de le réhabiliter en Maison de santé Pluridisciplinaire. Le local de 580 m² est situé en contrebas de la Route des Romains au RDC d'une copropriété rénovée en 2020. Il dispose d'une cour intérieure, d'un patio, de locaux de stockage au sous-sol et de 15 places de stationnement. Les objectifs recherchés sont de proposer une offre de santé pluridisciplinaire aux habitants du quartier de Koenigshoffen, fortement peuplé et sous-doté actuellement en professionnels de santé. En effet, on constate que dans les quartiers prioritaires de la ville, les besoins en santé sont plus importants et l'offre médicale plus rare.	**578 194,43€ HT**	Ville de Strasbourg : 100 000€ Autofinancement : 258 194,43€	**220 000€ 38,05%**
Total mesure D			**578 194,43€**	**358 194,43€**	**220 000€**
TOTAL GLOBAL			**1 097 597,24€**	**671 064,24€**	**426 532,88€**

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS FSE + AU TITRE DE
L'INVESTISSEMENT TERRITORIAL INTEGRE FSE 2021-2027

Priorité 1 (OS H) : Favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination et la participation active, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les groupes défavorisés					
Intitulé du projet	**Structure**	**Description du projet**	**Coûts totaux**	**Cofinancements prévisionnels**	**Subvention et taux FSE**
DACIP "Au féminin"	DACIP	C'est un dispositif d'accompagnement global destiné aux femmes issues des QPV de l'EMS, avec un ancrage fort sur le QPV Neuhof-Meinau. Initié à la demande de l'État, il vise à favoriser l'inclusion sociale et professionnelle de femmes particulièrement éloignées de l'emploi, en tenant compte de la complexité et de l'imbrication de leurs difficultés sociales, familiales, économiques et personnelles. Fondé sur la méthode DACIP, le projet combine accompagnement individuel intensif et actions collectives de proximité, en mobilisant un large réseau de partenaires issus des champs de l'insertion, de l'emploi, de la culture, du sport, de la santé et de la prévention. L'accompagnement individuel permet un suivi approfondi, adaptable et réactif, capable de s'ajuster aux trajectoires singulières et aux aléas de vie. L'accompagnement collectif, quant à lui, joue un rôle fondamental dans la remobilisation, la socialisation, la reprise de confiance et la projection dans un avenir possible. Le projet accorde une place centrale à la culture, au bien-être et au sport comme leviers d'émancipation, de remobilisation et de reconstruction de l'estime de soi. Le projet aurait comme finalité de favoriser l'insertion socio-professionnelle et de lutter contre l'isolement social. La structure prévoit d'accompagner 100 femmes sur deux ans. Le projet se déroule du 01/01/2026 au 31/12/2027.	312 200 €	État : 230 000 €	**82 200 €** 26,33 %
Accompagnement des personnes éloignées de l'emploi par les parcours de remobilisation sur Strasbourg, Bischheim et Schiltigheim	Activ'Action	Il s'agit d'un parcours de remobilisation des personnes éloignées de l'emploi résidant à Strasbourg, Bischheim et Schiltigheim, particulièrement dans les QPV Quartiers Ouest, Guirbaden, Hautepierre et Cronenbourg. Ce projet vise à accompagner et autonomiser les personnes en recherche d'emploi ou inactives en levant les freins psychosociaux et structurels les empêchant de (ré)intégrer le marché du travail. Pour atteindre cet objectif, le projet prévoit la mise en place des actions suivantes : • Actions d'aller-vers pour établir des liens de confiance avec les demandeurs d'emploi, leur faire connaître les dispositifs existants et favoriser un engagement actif. • Ateliers collectifs de remobilisation visant à aider les participants à	359 660 €	ANCT- État : 24 000 € ARS - Grand Est : 33 596 € Agence de services et paiement :	**170 000 €** 47,27 %

		surmonter leurs freins, développer leurs compétences et savoir-être et se remobiliser dans leur recherche d'emploi. • Implication dans des initiatives citoyennes pour les participants volontaires qui souhaitent s'investir dans la vie collective, permettant ainsi de renforcer leur sentiment d'appartenance et leur capacité à contribuer à la société. Par une démarche collective et de pair-aidance, le projet vise à rompre l'isolement social des participants tout en renforçant leurs compétences transversales et leur capacité d'agir. La structure prévoit d'accompagner 80 demandeurs d'emploi sur deux ans. Le projet se déroule du 01/01/2026 au 31/12/2027.		20 000 € CEA : 6000 € EMS : 20 000 € Ville de Bischheim : 4500 € Ville de Schiltigheim : 4000 € Autofinancement : 77 564 €	
Appropriation des Nouvelles Technologies Informatiques et Numériques dans le cadre de la recherche d'emploi (PANTINE)	AMSED	Il s'agit d'un parcours d'accompagnement visant à améliorer les compétences numériques des demandeurs d'emploi pour faciliter leur insertion professionnelle. Le projet vise à lutter contre la fracture numérique qui représente un véritable frein dans la recherche d'emploi pour les personnes ne maîtrisant pas les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). Le projet combine accompagnement individuel à travers l'organisation de permanences et d'entretiens de suivi réguliers et des ateliers collectifs d'appropriation des techniques de recherche d'emploi par la maîtrise d'outils informatiques et numériques, ainsi que l'organisation de deux forums de recrutement par an. Les actions organisées couvriront de nombreuses thématiques pour rendre les participants plus autonomes et compétences dans leurs démarches de recherche d'emploi (création de CV et de lettre de motivation, utilisation d'une boîte mail, navigation sur Internet…). La structure prévoit d'accompagner 150 demandeurs d'emploi sur deux ans. Le projet se déroule du 01/01/2026 au 31/12/2027.	152 513,14 €	CEA : 4 000 € DDETS : 16 000 € EMS : 18 000 € Autofinancement : 38513,14 €	**76 000 €** 49,83 %
Parrainage et accompagnement pour l'emploi (PAPE)	AMSED	Il s'agit d'un parcours d'accompagnement global vers l'emploi destiné aux personnes éloignées du marché du travail, particulièrement celles qui sont peu qualifiées et/ou résidant dans des quartiers prioritaires de la politique de la ville (notamment Cronenbourg et Koenigshoffen). En se situant à l'intersection de l'insertion professionnelle et sociale, ce projet, qui existe depuis plus de 20 ans, vise à rompre l'isolement des demandeurs d'emploi tout en leur fournissant un soutien personnalisé pour leur parcours d'insertion professionnelle. L'accompagnement vers l'emploi est adapté selon les besoins des bénéficiaires, il peut être ponctuel ou régulier et comprend divers aspects comme la création de CV, la préparation aux entretiens d'embauche, la recherche d'offres d'emploi. Les bénéficiaires les plus éloignés de l'emploi et/ou les plus vulnérables reçoivent un soutien renforcé par des parrains et marraines bénévoles. Ces derniers bénéficient également d'ateliers pour améliorer leurs compétences et leurs connaissances des dispositifs	199 987,78 €	CEA : 4 000 € DDETS : 16 000 € EMS : 18 000 € Autofinancement : 62987,78 €	**99 000 €** 49,50%

		d'insertion professionnelle. La structure prévoit d'accompagner 180 participants sur deux ans. Le projet se déroule du 01/01/2026 au 31/12/2027.			
Inception / Dans l'esprit d'un employeur	Maison de l'emploi	La Maison de l'emploi produit, dans le cadre des « Rendez-vous en entreprise inconnue », des vidéos qui montrent des entreprises du territoire, leurs environnements de travail et leurs pratiques de recrutement et qui offrent une vision concrète du monde professionnel. Dans le même temps, les acteurs de l'insertion et de l'emploi partagent un diagnostic commun : les savoir-être constituent aujourd'hui un enjeu central de l'accès à l'emploi, en particulier pour les publics en insertion. Du point de vue des recruteurs, ils sont souvent déterminants, mais rarement formulés de manière claire. Du côté des candidats, ils sont difficiles à identifier, à nommer et à valoriser. Cette zone floue crée des incompréhensions et peut devenir un frein à l'embauche, même lorsque les compétences techniques sont présentes. Le projet vise donc à créer un pont entre ces deux réalités. Il s'appuie sur les vidéos existantes pour aider les participants à mieux comprendre les attentes implicites des employeurs et à prendre conscience de l'importance des savoir-être dans le recrutement et dans la vie de l'entreprise. L'enjeu est double : permettre aux personnes en recherche d'emploi de décrypter ce que les employeurs recherchent réellement, et les accompagner pour qu'elles puissent identifier leurs propres savoir-être et apprendre à en parler. Pour cela, des entretiens individuels et des ateliers collectifs seront proposés au plus près des habitants, notamment dans les quartiers prioritaires, en lien avec les acteurs locaux. Le travail collectif permettra d'analyser pourquoi ces savoir-être sont importants pour l'entreprise et quel impact ils ont sur l'organisation du travail. À travers ce projet, l'objectif est de transformer des vidéos existantes en un véritable outil d'accompagnement vers l'emploi, en donnant aux publics les moyens de mieux comprendre le monde du travail et de mieux se positionner face aux employeurs, au-delà des seules compétences techniques. Le projet se déroule du 01/01/2026 au 31/12/2027.	59 537,12 €	ETAT BOP 102 : 29 768,56 €	**29 768,56 €** 50,00 %
Café Contact de l'Emploi	Face Alsace Mulhouse	Cette action repose sur l'organisation de rencontres directes entre employeurs ayant des postes à pourvoir et demandeurs d'emploi inscrits auprès du service public. L'objectif est de maximiser l'impact sur l'inclusion professionnelle et la cohésion sociale, tout en répondant aux nouveaux défis générés par la transformation urbaine et les évolutions du marché du travail. Le projet ambitionne de permettre à un nombre croissant de personnes éloignées de l'emploi, notamment bénéficiaires du RSA ou en situation de précarité dans les quartiers prioritaires, de renouer rapidement avec le marché du travail grâce à des rencontres directes et concrètes avec des employeurs disposant d'offres à pourvoir. L'événement s'articule autour de deux espaces complémentaires : · Le « *Café* » : réservé aux employeurs proposant des offres d'emploi immédiates, il permet aux candidats de rencontrer directement des recruteurs et d'échanger sur les opportunités disponibles. · Le « *Village* » : regroupant les acteurs institutionnels et associatifs (ex: France Travail), il propose des solutions concrètes pour lever les freins	103 929 €	DDETS : 18 000 € EMS : 18 000 € Autofinancement : 15 979 €	**51 950 €** 49,99%

		périphériques à l'emploi tels que la formation, la mobilité, le handicap ou la garde d'enfants. Les participants peuvent obtenir des informations personnalisées et être orientés vers des dispositifs adaptés à leur situation. Le projet vise à : • Permettre aux personnes éloignées de l'emploi de renouer avec le monde professionnel dans un cadre convivial et informel • Renforcer la cohésion sociale et accompagner les mutations urbaines en cours dans les quartiers prioritaires • Proposer un accompagnement sur-mesure, adapté aux besoins de chaque public • Impliquer fortement les entreprises et acteurs locaux dans une dynamique de co-construction. Le projet se déroule du 01/01/2026 au 31/12/2027.			
Numérique vers l'emploi : Accompagnements sur-mesure des publics les plus éloignés	Emmaüs Connect	Il s'agit d'un projet d'accompagnement visant à lutter contre les inégalités d'accès à l'emploi pour les personnes qui sont les plus éloignées du marché du travail en levant les freins numériques. Le projet propose une offre d'accompagnement numérique modulable, territorialisée et en lien avec les acteurs locaux de l'insertion socio-professionnelle. Le public bénéficiaire sera repéré et orienté vers les parcours d'accompagnement par des structures partenaires d'Emmaüs Connect. Cela permettra d'atteindre en particulier les personnes en situation de rupture et d'isolement. La structure prévoit d'organiser 15 à 20 parcours collectifs, comprenant un socle commun de compétences numériques de base (prise en main de l'ordinateur, navigation Internet...), ainsi que des modules thématiques adaptés aux besoins des publics (parentalité, handicap, FLE…). Fondé sur une approche pédagogique pratique et collective, le projet favorise l'autonomie des participants dans leurs démarches. La structure prévoit d'accompagner 150 personnes sur deux ans. Le projet se déroule du 01/01/2026 au 31/12/2027.	203 834,68 €	CAF : 30 000 € Caisse des dépôts – Dispositif Conseillers Numériques : 10 400 € CPAM : 28 000 € Mécénat privé : 20 000 € Autofinancement : 15434,68 €	**100 000 €** 49,06%
Le Trait de l'Emploi à Strasbourg	Association Mieux-être et le logement des isolés	Face au constat que les personnes hébergées ou logées sont souvent à distance des dispositifs d'accompagnement vers l'emploi et que les actions existantes demandent des relais de proximité pour atteindre les publics les plus éloignés, la structure propose un projet visant donc à renforcer la coordination des acteurs et à offrir un accompagnement socioprofessionnel intensif spécifiquement adapté à ce public cumulant des freins multiples. La première étape du projet consiste à identifier et mobiliser le public. Il s'agit de publics cumulant plusieurs freins professionnels, sociaux et linguistiques. La structure propose de constituer une cohorte de 15 participants tous les 3 mois, soit 45 personnes accompagnées annuellement. Ensuite, des entretiens de pré-diagnostic pour évaluer les profils des participants seront proposés. L'accompagnement intensif est assuré par un Conseiller en Insertion Socio-Professionnelle (CISP) dédié au projet. Il suit la cohorte à travers un programme structuré d'ateliers collectifs et de suivis individuels, organisé autour des compétences clés nécessaires à une insertion rapide et durable. Les thématiques couvertes par ces ateliers sont l'apprentissage du français	168 000 €	Autofinancement : 84 000 €	**84 000 €** 50,00 %

		professionnel (vocabulaire métier), la mobilité, la ponctualité et la gestion du temps, la garde d'enfants, la découverte des secteurs en tension. En parallèle, la structure organisera des immersions professionnelles qui constituent un volet central du projet, permettant aux participants de découvrir concrètement les métiers et d'expérimenter un environnement professionnel réel. Ces visites guidées permettront de découvrir les locaux, les postes de travail, les conditions réelles d'exercice et les exigences des métiers, ainsi que de rencontrer les responsables RH et les salariés. Les finalités du projet sont la remobilisation des personnes très éloignées de l'emploi, la levée des freins périphériques prioritaires : langue, mobilité, garde d'enfants, confiance, connaissance des droits, le développement des compétences socio-professionnelles essentielles ainsi que l'amélioration de l'accès à l'emploi durable ou à la formation qualifiante. La structure prévoit d'accompagner 90 participants sur deux ans. Le projet se déroule du 01/01/2026 au 31/12/2027.			
Pôle d'insertion et du numérique	CSC Robertsau	Le projet vise à renforcer le Pôle Insertion et Numérique (PIN), un espace ressource central au service des habitants du quartier de la Robertsau et des partenaires du territoire. L'objectif du projet est d'améliorer l'accès aux services numériques et à l'emploi pour tous, tout en consolidant la collaboration entre acteurs institutionnels et associatifs en mettant en place et renforçant une plateforme partenariale rassemblant les acteurs de l'insertion socio-professionnelle et ceux du numérique. La structure propose d'accompagner individuellement les habitants dans leurs démarches professionnelles (CV, lettres de motivation, simulations d'entretien d'embauche…) et dans leurs démarches numériques essentielles (France Travail, CAF…). Des formations spécifiques seront également proposées aux femmes isolées aux seniors ainsi qu'aux jeunes. La structure prévoit d'accompagner 35 personnes sur deux ans. Le projet se déroule du 01/01/2026 au 31/12/2027.	193 476,73 €	État - Contrat de Ville : 4 000 € État - Sylae : 93 067,20 € Ville - Contrat de Ville : 4 000 € Adulte Relais : 6 700 € Autofinancement : 2 709,53 €	**83 000 €** 42,90%
Accompagnement au retour à l'emploi après liquidation judiciaire	60 000 Rebonds	Il s'agit d'un projet d'accompagnement spécifiquement adapté au public contraint de cesser son activité à la suite d'une liquidation judiciaire. Son objectif principal est de permettre à ces personnes de sortir de l'isolement, de retrouver confiance en eux et de rebondir vers un emploi salarié durable. Le contenu du projet s'appuie sur un accompagnement structuré, coordonné par une salariée permanente qui assure le repérage des bénéficiaires, la coordination des bénévoles et la mise en œuvre du parcours d'accompagnement. Grâce à un réseau de partenaires institutionnels et économiques, l'association identifie les personnes concernées, les accueille et leur propose un suivi adapté à leur situation. L'accompagnement proposé combine des temps individuels et collectifs. Chaque bénéficiaire est suivi par un coach professionnel, qui l'aide à surmonter les conséquences personnelles de la cessation d'activité et à reconstruire la confiance nécessaire pour envisager un nouveau projet	103 599,13 €	Autofinancement : 52 509,13 €	**51 090 €** 49,32 %

		professionnel. En parallèle, un parrain ou une marraine issu(e) du monde de l'entreprise accompagne le bénéficiaire dans sa démarche de retour à l'emploi salarié, en l'aidant à comprendre les codes du recrutement, à valoriser son expérience de dirigeant et à adopter une posture adaptée au salariat. Des temps collectifs réguliers permettent aux bénéficiaires de se rencontrer, d'échanger et de partager leurs expériences. Selon les besoins, des experts (juridiques, RH, financiers) peuvent également intervenir pour lever les freins liés à la liquidation ou à la recherche d'emploi. Les finalités du projet sont à la fois d'aider les bénéficiaires à accepter la perte de leur entreprise et à dépasser l'épreuve vécue, ainsi que de réduire le temps de retour à l'emploi en sécurisant le parcours vers un poste salarié, en CDI ou en CDD long. Ce projet contribue à une réinsertion professionnelle plus rapide et plus durable de ces demandeurs d'emploi, tout en valorisant leurs compétences et leur expérience au service des entreprises du territoire. La structure prévoit d'accompagner 60 participants sur deux ans. Le projet se déroule du 01/01/2026 au 31/12/2027.			
Les Chemins vers l'emploi	CSC Au-delà des ponts	Le projet vise à répondre aux défis socioéconomiques du quartier Port du Rhin, marqué par un taux de chômage élevé et un accès limité à l'information et aux dispositifs d'insertion. Le projet cible en particulier les publics très éloignés, qui ne fréquentent pas les structures d'insertion traditionnelles (France Travail, Missions locales…). En mettant en place des actions de repérage et d'accompagnement personnalisé permettant de lever les freins des participants, la médiatrice sociale joue un rôle essentiel dans la création de liens sociaux, atténuant ainsi l'isolement et les inégalités. En partenariat étroit avec le réseau local (professionnels de l'insertion, associations spécialisées, acteurs sociaux…), l'accompagnement offert est global et adapté aux réalités de terrain et du public cible. La médiatrice identifie les besoins et freins des participants pour leur proposer un soutien approprié, qui visera à lever les freins administratifs, sociaux, psychologiques ou encore linguistiques. En plus des actions de repérage et d'aller vers, la médiatrice sociale affectée au projet organisera des ateliers collectifs, des forums de l'emploi (les Mardis de l'emploi) et des sorties culturelles. L'objectif global du projet est de lever les barrières psychologiques et sociales entravant l'insertion des personnes les plus éloignées, en les aidant à découvrir et à exploiter leur potentiel dans un environnement de soutien et de bienveillance. La structure prévoit d'accompagner 30 participants sur deux ans. Le projet se déroule du 01/01/2026 au 31/12/2027.	124 482,40 €	CEA : 6 000 € État : 6 000 € Adulte Relais : 46 532 € EMS : 6 350 €	**59 600,40 €** 47,88 %
		Le projet est créé face au constat que les femmes issues des quartiers prioritaires sont particulièrement exposées au chômage et à l'exclusion professionnelle. Cette situation s'explique par une accumulation de freins, tels que la méconnaissance du monde du travail, l'isolement social, les difficultés de mobilité, l'absence de solutions de garde adaptées ou encore une faible confiance en soi. Parallèlement, le secteur de la restauration, et			

Des étoiles et des femmes	Les Jardins de la Montagne Verte	plus particulièrement celui de la gastronomie, fait face à des difficultés de recrutement durables, alors même qu'il reste largement masculinisé, avec une sous-représentation marquée des femmes dans les métiers de la cuisine. Le projet vise à créer un pont entre des femmes éloignées de l'emploi et un secteur en tension, en utilisant la cuisine comme levier d'insertion, d'émancipation et d'égalité professionnelle et repose sur un partenariat solide associant des chefs engagés, des établissements de formation reconnus et des acteurs de l'accompagnement socio-professionnel. Chaque promotion permet à un groupe de femmes motivées d'accéder à des stages au sein de restaurants gastronomiques du territoire, dans une logique de transmission, de mentorat et de professionnalisation. La création de duos entre cheffes ou chefs et participantes constitue un élément central du dispositif, favorisant à la fois l'apprentissage du métier et l'intégration dans les réseaux professionnels. La finalité première du projet est l'accès à l'emploi durable. L'objectif est que la majorité des participantes puissent, à l'issue du parcours, s'insérer professionnellement dans la restauration ou poursuivre un parcours qualifiant, avec un taux de retour à l'emploi significatif à moyen terme. Au-delà de cet objectif chiffré, le projet cherche à renforcer l'autonomie des femmes, leur confiance en elles et leur capacité à se projeter dans un environnement professionnel exigeant, souvent perçu comme inaccessible. Pour atteindre ces résultats, l'accompagnement socio-professionnel joue un rôle déterminant. Les participantes bénéficient d'un suivi individualisé, d'un appui dans leurs démarches administratives, d'aides à la mobilité, d'un soutien dans la recherche de solutions de garde d'enfants et d'actions ciblées sur la confiance en soi, la santé et l'autonomisation numérique. La structure prévoit d'accompagner 36 femmes sur deux ans. Le projet se déroule du 01/01/2026 au 31/12/2027.	114 445,38 €	DREETS FIT : 16 000 € Association Festin : 10 000 € Autofinancement : 31 222,75 €	**57 222,63 €** 50,00 %
		TOTAL PRIORITE 1	**2 095 665,36 €**		**943 831,59 €**

AVIS DEFAVORABLES

Priorité 1 (OS H) : Favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination et la participation active, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les groupes défavorisés					
Intitulé du projet	**Structure**	**Description du projet**	**Coûts totaux**	**Cofinancements prévisionnels**	**Subvention et taux FSE**
L'accompagnement vers l'emploi au sein du CHRS Horizon Amitié	Horizon Amitié	Le projet a vocation à accompagner vers l'emploi des personnes réfugiées statutaires, allophones hébergées par le CHRS. La structure propose un accompagnement via des entretiens individuels, ponctuels ou réguliers des personnes, dans le cadre de leur recherche de formation et/ou d'emploi. La demande est inéligible à l'appel à projets pour les motifs suivants: 1. Le taux de cofinancement est supérieur au seuil maximal prévu par l'appel à projets 2. Les dépenses de prestations ne sont pas éligibles pour les acteurs privés 3. Le statut des bénéficiaires indiqué dans la demande (les réfugiés) n'entre pas dans le champ d'éligibilité du programme FSE+ de l'Eurométropole de Strasbourg Le service gestionnaire instruit la demande avec avis défavorable.	33 940 €		0 €
Plateforme écomobilité inclusive	WIMOOV	Il s'agit d'un projet d'accompagnement vers une insertion socio-professionnelle par la levée des freins à la mobilité. Le projet s'adresse prioritairement à des demandeurs d'emploi et inactifs, de tout âge, et des bénéficiaires du RSA, avec une attention particulière portée aux habitants des Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV). Le projet repose sur un parcours mobilité personnalisé, d'une durée moyenne de trois mois. La demande est inéligible à l'appel à projets pour les motifs suivants : 1. La structure fait partie d'un groupe associatif national à but lucratif (Groupe SOS). Le financement de ces structures par les fonds européens est déconseillé. 2. Absence d'ancrage territorial de la structure Le service gestionnaire instruit la demande avec avis défavorable.	211 110,41 €		0 €

Le Phenix	Skybirds team ULM	L'objectif du projet est d'accompagner tous les jeunes désireux de se former au pilotage d'un aéronef, et de mettre à leur disposition du matériel permettant leur perfectionnement. La demande est inéligible à l'appel à projets pour les motifs suivants : 1. La demande ne concerne pas le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg 2. Les dépenses de prestations ne sont pas éligibles pour les acteurs privés. Le service gestionnaire instruit la demande avec avis défavorable.	124 000 €		0 €
		TOTAL PRIORITE 1 / projets inéligibles	369 050,41 €		0 €

DEPROGRAMMATIONS

Priorité 1 (OS H) : Favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination et la participation active, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les groupes défavorisés					
Intitulé du projet	**Structure**	**Description du projet**	**Coûts totaux**	**Cofinancements prévisionnels**	**Subvention et taux FSE**
Parcours d'insertion Montagne verte	Commune de Strasbourg	Ce projet se propose de répondre à la problématique du déficit de solutions d'hébergement pour les familles sans domicile, notamment celles en capacité d'intégration durable, en associant hébergement et accompagnement socio-professionnel. L'objectif central est d'offrir une solution temporaire avec un centre d'hébergement à la fois sécurisant et propice à l'insertion, pour une durée de 6 à 12 mois. Il s'agit de créer un parcours vers l'autonomie, en s'appuyant sur l'accès à l'emploi, la maîtrise de la langue, et le soutien global dans les démarches d'insertion. Le projet aurait dû se dérouler du 01/06/2025 au 31/12/2025 Le calendrier prévisionnel du projet ayant été décalé, l'accompagnement vers une insertion sociale et professionnelle n'a pas pu être réalisé. Aucune avance n'a été versée. Le service gestionnaire procède à la déprogrammation de l'opération.	191666 €		115000 € 60 %
		TOTAL PRIORITE 1 / projets déprogrammés	191666 €		115000 €

Priorité 2 (OS A) : Améliorer l'accès à l'emploi et aux mesures d'activation de tous les demandeurs d'emploi, notamment des jeunes, en particulier par la mise en œuvre de la garantie pour la jeunesse, des chômeurs de longue durée et des groupes défavorisés sur le marché du travail, et des personnes inactives, ainsi que par la promotion de l'emploi indépendant et de l'économie sociale					
Intitulé du projet	**Structure**	**Description du projet**	**Coûts totaux**	**Cofinancements**	**Subvention et taux FSE**
Jeunes en action : cap vers l'avenir professionnel	RE.FOR.ME (Regroupement Formation Emploi)	Ce projet propose une approche inclusive pour aider les jeunes à intégrer durablement le monde professionnel, s'appuyant sur la force du collectif et sur les ressources locales pour lever les obstacles sociaux et personnels des participants. Il s'agit d'un accompagnement vers l'insertion socio-professionnelle des demandeurs d'emploi, notamment ceux éloignés du marché du travail, en leur offrant un soutien personnalisé et collectif axé sur la levée des freins à l'emploi, la valorisation des compétences et l'accès aux ressources locales.	28120,50 €		16872,47 € 60%

		Le projet aurait dû se dérouler du 01/08/2024 au 31/07/2025. La structure n'ayant pas trouvé les cofinancements nécessaires à la réalisation du projet, l'accompagnement n'a pas pu être réalisé. Une avance de 15% (2 530,80 €) a été versée au moment du conventionnement. Le service gestionnaire a pu récupérer le montant versée. Le service gestionnaire procède à la déprogrammation de l'opération.			
		TOTAL PRIORITE 2 / projets déprogrammés	28 120,50 €		16 872,47 €
		TOTAL projets déprogrammés	219 786,50 €		131 872,47 €

UNION EUROPÉENNE

Grille d'analyse des critères de sélection des dossiers FSE+ / FTJ

Intitulé de l'Appel à projets :	Priorité 1 OS H
Région administrative :	Grand Est
Service gestionnaire :	Eurométropole de Strasbourg
Prénom et nom de l'instructeur :	Ana TRUDOV et Claire LIEBERHERR
Date de finalisation de la grille :	mars-26

Légende		
	Non	La demande de subvention ne respecte pas ce critère
	Insuffisant	La manière dont la demande de subvention prévoit de respecter ce critère est insuffisante
	Partiel	La demande de subvention prévoit de respecter ce critère partiellement
	Optimal	La demande de subvention prévoit de respecter ce critère de manière optimale

		202505041	202505037	202504942	202504930	202504924	202504908	202504850	202504788	202504721	202504652	202504553	202504503	202504476	202504408	202504389
		DACIP	**Horizon Amitié**	**Activ'Action**	**WIMOOV**	**AMSED**	**AMSED**	**Maison de l'emploi**	**Face Alsace Mulhouse**	**Emmaüs Connect**	**Association Mieux-être et le logement des isolés**	**Centre social et culturel de la Robertsau**	**60000 Rebonds**	**Au-delà des ponts**	**Les Jardins de la Montagne Verte**	**Skybirds Team Ulm**
		DACIP "Au féminin"	**L'accompagnement vers l'emploi au sein du CHRS Horizon Amitié**	**Accompagnement des personnes éloignées de l'emploi par les parcours de remobilisation sur Strasbourg, Bischheim et Schiltigheim**	**Plateforme écomobilité inclusive Wimoov Eurométropole de Strasbourg**	**Appropriation des Nouvelles Technologies Informatiques et Numériques dans le cadre de la recherche d'emploi (PANTINE)**	**Parrainage et accompagnement pour l'emploi (PAPE)**	**Inception/Dans l'esprit d'un employeur**	**Café Contact de l'Emploi - CCE 2026-2027**	**Numérique vers l'emploi : Accompagnements sur-mesure des publics les plus éloignés**	**Le Trait de l'Emploi à Strasbourg**	**Pôle d'insertion et du numérique**	**Accompagnement au retour à l'emploi après liquidation judiciaire**	**Les chemins vers l'emploi**	**Des étoiles et des femmes de l'Eurométropole de Strasbourg**	**Le Phénix**
A. Eligibilité de l'opération																
	Eligibilité des actions de l'opération à l'Appel à projets	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON
	Respect des règles d'éligibilité nationales et spécifiques	OUI	NON	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
B. Respect des principes horizontaux																
	Prise en compte de l'égalité femmes-hommes	OPTIMAL		OPTIMAL		OPTIMAL	OPTIMAL	PARTIEL	PARTIEL	OPTIMAL	PARTIEL	OPTIMAL	PARTIEL	PARTIEL	OPTIMAL	
	Prise en compte de la lutte contre les discriminations	OPTIMAL		OPTIMAL		OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	PARTIEL	PARTIEL	OPTIMAL	
	Prise en compte de l'accessibilité des personnes handicapées	OPTIMAL		PARTIEL		OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	PARTIEL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	
C. Critères de priorisation																
c.1. Critères nationaux	Les actions prévues sont pertinentes au regard des objectifs de l'opération FSE+/ FTJ	OPTIMAL		OPTIMAL		OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	
	Les résultats prévus sont adaptés aux objectifs de l'opération FSE+/ FTJ	OPTIMAL		OPTIMAL		OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	
	Les modalités de mise en œuvre (calendrier, moyens humains et financiers, etc) sont pertinentes au regard des objectifs de l'opération FSE+/ FTJ	OPTIMAL		OPTIMAL		OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	
	Le coût du projet est-il réaliste par-rapport à la dimension de l'opération FSE+/ FTJ (par ex : coût moyen par participant)	OPTIMAL		PARTIEL		OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	PARTIEL	OPTIMAL	PARTIEL	OPTIMAL	
	L'opération FSE+/ FTJ contribue à l'atteinte des cibles participants (cadre de performance) de l'objectif spécifique	OPTIMAL		OPTIMAL		OPTIMAL	OPTIMAL	NON	NON	OPTIMAL	OPTIMAL	PARTIEL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	
	Le projet répond à une stratégie globale de politique publique	OPTIMAL		OPTIMAL		OPTIMAL	OPTIMAL	PARTIEL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	
	Le projet s'inscrit-il dans une démarche partenariale	OPTIMAL		OPTIMAL	NON	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	
	Le soutien FSE+/ FTJ représente un effet levier pour le projet	OPTIMAL		OPTIMAL	NON	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	
c.2. Critères locaux (à adapter en fonction de l'AAP)	L'impact du projet sur l'objectif poursuivi, le public accompagné et le territoire	OPTIMAL		OPTIMAL		OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	
	L'effet levier pour l'emploi (accès à l'emploi, réduction ou suppression des freins périphériques à l'emploi, etc.) ;	OPTIMAL		OPTIMAL		OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	
	La cohérence avec d'autres programmes ou dispositifs mis en œuvre sur le territoire (ex : Contrat de Ville, programme Départemental d'Insertion, programme Politique de la Ville de l'Etat)	OPTIMAL		OPTIMAL	NON	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	INSUFFISANT	OPTIMAL	INSUFFISANT	OPTIMAL	OPTIMAL	
Nombre de non respect :		0	0	0	3	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0
Nombre de respect insuffisant :		0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1	0	0	0
Nombre de respect partiel :		0	0	2	0	0	0	1	1	0	0	2	0	1	0	0
Nombre de respect optimal :		11	0	10	0	11	11	9	10	11	10	9	10	10	11	0
Conclusion de l'instruction (favorable / défavorable)		Favorable	Défavorable	Favorable	Défavorable	Favorable	Favorable	Favorable	Favorable	Favorable	Favorable	Favorable	Favorable	Favorable	Favorable	Défavorable
Justification			Les dépenses de prestations ne sont pas éligibles pour les porteurs privés. Le statut des participants réfugiés est inéligible. Le taux de cofinancement FSE+ est supérieur au seuil de l'appel à projets.		La structure, intégrée à un groupe associatif de dimension nationale, suscite des réserves quant à la pertinence de son intervention au regard du tissu associatif local. À l'issue de plusieurs consultations, le service gestionnaire a conclu à un manque d'ancrage territorial malgré son implantation depuis plusieurs années, caractérisé par l'absence de démarches partenariales avec les directions concernées de l'Eurométropole de Strasbourg ainsi qu'avec les acteurs locaux.										Le projet ne se déploie pas sur le territoire de l'EMS
Avis du comité (favorable / défavorable / ajourné)																

MINISTÈRE
DU TRAVAIL
DE LA SANTÉ
ET DES SOLIDARITÉS
Liberté
Égalité
Fraternité

Délégation générale
à l'emploi et à la
formation professionnelle

DECLARATION D'ABSENCE DE CONFLIT D'INTERETS

Je, soussigné(e) ……..……..….[*nom et prénom*]……..……déclare n'avoir aucun lien ou aucune affiliation, qu'elle soit de nature personnelle ou professionnelle, qui pourrait avoir une influence réelle, potentielle ou apparente sur mon jugement ou mes actions en tant que……..….[*fonction*] au sein de l'organisme……. [nom du service et de la structure].

En tant que …….. [fonction], je dois faire connaitre toute obligation, tout engagement, toute relation ou tout intérêt qui pourrait constituer un conflit d'intérêts, ou qui pourrait être perçu comme tel, dans le cadre de mes activités.
Je m'engage à signaler sans délai toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts, et ce à tous les stades de la procédure.

Si, après la signature de la présente déclaration d'absence de conflit d'intérêts, un changement survient dans les renseignements fournis, je m'engage à :
- faire connaître ce changement immédiatement auprès de mon responsable hiérarchique
- remplir un formulaire de déclaration d'apparition d'une situation potentielle de conflit d'intérêts
- remplir le formulaire prévu dès lors qu'un changement dans ma situation est de nature à mettre fin à une situation potentielle de conflit d'intérêts
- ne pas prendre part aux débats d'une instance lorsqu'elle se prononce sur l'attribution d'un cofinancement par par le FSE+ / FTJ pour la programmation 2021-2027 m'exposant à un conflit d'intérêts potentiel.

Signature requise	**Date :**
	Le

DISPOSITIONS RELATIVES A LA PREVENTION DES CONFLITS D'INTERETS

Rappel des textes applicables

L'article 61 § 1 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 prévoit que « les acteurs financiers au sens du chapitre 4 du présent titre et les autres personnes, y compris les autorités nationales à tout niveau, intervenant dans l'exécution budgétaire en gestion directe, indirecte ou partagée, y compris les actes préparatoires à celle-ci, ainsi que dans l'audit ou le contrôle, ne prennent aucune mesure à l'occasion de laquelle leurs propres intérêts pourraient être en conflit avec ceux de l'Union. Ils prennent en outre les mesures appropriées pour éviter un conflit d'intérêts dans les fonctions relevant de leur responsabilité et pour remédier aux situations qui peuvent, objectivement, être perçues comme un conflit d'intérêts ».

L'article 61 § 3 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 définit la situation de conflits d'intérêts comme suit : « il y a conflit d'intérêts lorsque l'exercice impartial et objectif des fonctions d'un acteur financier ou d'une autre personne, visés au paragraphe 1 de l'article 61 du règlement (UE,Euratom) 2018/1046, est compromis pour des motifs familiaux, affectifs, d'affinité politique ou nationale, d'intérêt économique ou pour tout autre intérêt personnel direct ou indirect.»

Par ailleurs, l'article 432-12 du code pénal modifié par l'article 15 de la loi n° 2021-1729 du 22 décembre 2021 dispose que « le fait, par une personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public ou par une personne investie d'un mandat électif public, de prendre, recevoir ou conserver, directement ou indirectement, un intérêt de nature à compromettre son impartialité, son indépendance ou son objectivité dans une entreprise ou dans une opération dont elle a, au moment de l'acte, en tout ou partie, la charge d'assurer la surveillance, l'administration, la liquidation ou le paiement, est puni de cinq ans d'emprisonnement et d'une amende de 500 000 €, dont le montant peut être porté au double du produit tiré de l'infraction ».

En conséquence, toute personne participant aux travaux du Comité de Programmation FSE+ est dans l'obligation de s'abstenir de prendre part aux discussions et au vote sur les dossiers pour lesquels celle-ci rencontre un conflit d'intérêts.
Lorsque la personne visée est une personne morale, cette obligation d'abstention s'applique également aux personnes physiques qui participent aux travaux pour le compte de la personne morale en question[1].

La déclaration de conflits d'intérêts, et l'obligation d'abstention qui en découle, est demandée aux membres du Comité de Programmation FSE+ afin de clarifier et d'exposer aux participants les liens qui pourraient influencer d'une manière ou d'une autre leur décision.

[1] Hors dérogation (cf. la note « Prévention des conflits d'intérêt dans les comités de programmation – dérogation à l'obligation d'abstention » consultable sur la base documentaire Confluence)

MINISTÈRE
DU TRAVAIL
DE LA SANTÉ
ET DES SOLIDARITÉS
Liberté
Égalité
Fraternité

Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle

Formulaire d'abstention

Comité de pilotage de programmation FSE+ EMS

Si consultation écrite, préciser **: Consultation écrite du ……(*date*)**

Je soussigné(e) …… (*nom et prénom*) …… déclare avoir un lien ou une affiliation, qu'elle soit de nature personnelle ou professionnelle, qui pourrait avoir une influence réelle, potentielle ou apparente sur mon jugement ou mes actions en tant que …… (*fonction et organisme*)…… dans le cadre du Comité de pilotage de programmation FSE+ en date du …….. et relatif à l'opération N°…….. portée par ……(*nom de l'organisme porteur de projet*). Je m'abstiens donc de donner un avis et de participer au vote sur cette opération.

Fait à

Le

Signature :

DECLARATION D'ABSENCE DE CONFLIT D'INTERÊTS

Membres/participants des comités de sélection du programme ITI FEDER/FSE+ de l'Eurométropole

Je soussigné(e)……, (qualité du représentant de l'association/ collectivité/entreprise) …… ……, membre/participant des comités de sélection du programme ITI FEDER/FSE+ de l'Eurométropole, **déclare ne pas être en situation de conflits d'intérêts.**

Au sens de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et de la loi n°2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations, *constitue un conflit d'intérêts toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction.*

Dans l'hypothèse où un intérêt personnel ou professionnel pourrait à l'avenir influencer ou paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif de mes fonctions en tant que membre/participant des comités de sélection du programme ITI FEDER/FSE+, je m'engage à :

- Signaler tout conflit d'intérêt à l'égard d'un ou plusieurs dossiers présentés à l'ordre du jour au moyen du formulaire de déclaration de conflit d'intérêt prévu à cet effet ;

- M'abstenir de prendre part aux échanges ou d'émettre un avis ou un vote, de quelque manière que ce soit, sur les affaires ou les dossiers visés par le conflit d'intérêts.

Je m'engage, en cas d'évolution de ma situation ou des intérêts mentionnés précédemment, à actualiser la présente déclaration.

Fait à ……, le …….

Signature

DECLARATION DE CONFLIT D'INTERÊTS

Au sens de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et de la loi n°2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations, *constitue un conflit d'intérêts toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction.*

Informations personnelles

Déclaration sur l'honneur (Nom / prénom) : ……

Intervenant au titre de (Fonction) : ……
……

Pour l'opération : ……

Sur le programme : ITI FEDER/FSE+ de l'Eurométropole de Strasbourg

Déclaration sur l'honneur

Par la présente, je déclare me trouver dans une situation de conflit d'intérêts telle que décrite ci-après :

Préciser les intérêts détenus directement *(ex : membre d'une association sollicitant une subvention régionale, …)* ***ou indirectement*** *(compte tenu des liens familiaux ; ex : conjoint, frère / sœur de l'agent membre d'une association, salarié d'une entreprise sollicitant une subvention régionale dont l'agent a la charge d'instruire la demande, …)* ***et les dossiers ou affaires qui ne peuvent être traités en raison du conflit :***

……
……
……
……
……
……

Engagements

Je m'engage à respecter l'obligation d'abstention qui m'interdit de prendre part aux échanges ou d'émettre un avis ou un vote, de quelque manière que ce soit, sur les affaires ou les dossiers visés par le conflit d'intérêts.

Je m'engage, en cas d'évolution de ma situation ou des intérêts mentionnés précédemment, à actualiser la présente déclaration.

Fait à ……, le ……

Signature

Strasbourg.eu
eurométropole

36

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

Conclusion de conventions de partenariat au titre du Programme ACTEE+.

Numéro E-2026-480

L'Eurométropole de Strasbourg est engagée dans la mise en œuvre d'une politique ambitieuse de transition écologique et énergétique de son territoire. Elle porte à ce titre des actions de déclinaison du Schéma Directeur des Énergies, visant à renforcer la production d'énergies renouvelables, la sobriété et l'efficacité énergétique.

Dans cette perspective, la collectivité a répondu à l'appel à projet (AAP) du programme CEE ACTEE + porté par la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et des Régies (FNCCR), qui offre aux lauréats des financements pour les accompagner dans la maîtrise des flux énergétiques et les travaux de rénovation.

Le programme CEE ACTEE +, référencé PRO-INNO-66, apporte un financement aux collectivités lauréates pour déployer un réseau d'économes de flux, accompagner la réalisation d'études technico-économiques, le financement de la maîtrise d'œuvre, ainsi que l'achat d'équipements de suivi de travaux de rénovation énergétique.

Le programme ACTEE + vise à aider les collectivités à mutualiser leurs actions, à agir à long terme et ainsi à planifier les travaux de rénovation énergétique tout en réduisant leurs factures d'énergie. Le déploiement de ce programme dans tout le territoire national repose sur une implication forte des collectivités territoriales volontaires.

Déjà lauréates d'un précédant appel à projet (AAP) dans le cadre de ce programme, l'Eurométropole de Strasbourg, ses 33 communes membres et l'agence du climat ont déposé des candidatures communes, portées par l'Eurométropole de Strasbourg, coordinatrice du groupement pour le nouvel AAP ACTEE +, Chêne 6.

La candidature ACTEE + Chêne 6 a été déposée le 09 janvier 2026 et retenue par le jury du programme le 26 février 2026.

Les actions (détaillées dans les annexes) concernent les lots suivants :
- outils de mesures et de suivi,
- études énergétiques,
- missions de maitrise d'œuvre,

- prestations d’assistance à maîtrise d’ouvrage (AMO) et sensibilisation.

En outre, les membres du groupement pourront bénéficier d’un accompagnement méthodologique et de financements pour mettre en œuvre des actions en matière d’efficacité énergétique validées par le jury de l’appel à projet (AAP) ACTEE +, Chêne 6.

Ces actions s’inscrivent dans une démarche globale de réduction des consommations d’énergie en application des exigences imposées par le décret tertiaire.

Les dépenses et aides prévisionnelles retenues dans les candidatures sont détaillées dans les annexes financières ci-jointes.
Pour l’ensemble des lots, tous membres confondus, le montant total des aides demandées s’élève à 132 616,05 € TTC sur une enveloppe totale d’actions de 376 308,30 € TTC soit une contribution de l’ordre de 35 % de l’investissement.

Suite à la sélection par le jury des candidatures du groupement ACTEE porté par l’Eurométropole de Strasbourg, coordinatrice et membre à part entière, des conventions de partenariat liant la SASU FNCCR et les membres du groupement dans le cadre de la mise en œuvre du programme CEE ACTEE+ Chêne 6, sont soumises à l’approbation de l’assemblée délibérante, à savoir :

- la convention de partenariat multipartite entre la SASU FNCCR, l’Eurométropole de Strasbourg, l’agence du climat ainsi que les communes d’Eckbolsheim, Fegersheim, Geispolsheim, Hangenbieten, Hœnheim et Schiltigheim (annexe 1),
- la convention de partenariat bipartite entre la SASU FNCCR et l’Eurométropole de Strasbourg (annexe 2),
- les conventions de partenariat tripartite entre la SASU FNCCR, l’Eurométropole de Strasbourg, l’agence du climat et les communes suivantes :
  - agence du climat (annexe 3),
  - Eckbolsheim (annexe 4),
  - Fegersheim (annexe 5),
  - Geispolsheim (annexe 6),
  - Hangenbieten (annexe 7),
  - Hœnheim (annexe 8),
  - Schiltigheim (annexe 9).

En outre, l’annexe financière est également soumise à l’approbation du Conseil ; elle détaille les aides financières sollicitées par les membres du groupement pour les différentes actions éligibles au titre des programmes CEE ACTE+ Chêne 6 (annexe 10).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu le Code général des collectivités territoriales
vu la loi du 18 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte
vu l’arrêté du 10 mars 2019 portant validation du programme ACTEE
vu le décret n° 2019-771 du 23 juillet 2019 relatif aux obligations d'actions de réduction de la consommation d'énergie finale dans des bâtiments à usage tertiaire

sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *la mise en œuvre du dossier de candidature retenu par le jury ACTEE pour l'AAP ACTEE +, Chêne 6,*
- *le montage financier présenté à l'annexe 10, ainsi que le fonctionnement du groupement porté par l'Eurométropole de Strasbourg,*
- *la signature des conventions de partenariat (annexes 1 à 9) dans le cadre de la mise en œuvre du programme CEE ACTEE + Chêne 6,*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer toutes pièces ou documents afférents à la présente délibération.

Convention de partenariat dans le cadre de la mise en œuvre du Programme CEE ACTEE+

(PRO-INNO-66)

ACTEE | FNCCR

Action des Collectivités Territoriales pour l'Efficacité Énergétique

CHÊNE 6

ENTRE

La **SASU FNCCR** sise 20, boulevard de la Tour-Maubourg à Paris 7e, représentée par Monsieur Xavier PINTAT, son Président,

Désignée ci-après par « la SASU FNCCR » ou « le Porteur », d'une part,

ET,

L'**Eurométropole de Strasbourg** , représenté par Madame Catherine TRAUTMANN, en qualité de Présidente, habilitée aux fins des présentes par délibération, ou par décision du
10/04/2026.

Désigné ci-après par « Eurométropole de Strasbourg » ou « le Bénéficiaire », d'autre part,

ET,

La **COMMUNE DE HANGENBIETEN** , représentée par Monsieur Laurent ULRICH, en qualité de Maire, habilité aux fins des présentes par délibération, ou par décision du
27/04/2026.

Désignée ci-après par « COMMUNE DE HANGENBIETEN » ou « le Bénéficiaire », d'autre part,

ET,

La **COMMUNE DE SCHILTIGHEIM** , représentée par Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, en qualité de Maire, habilitée aux fins des présentes par délibération, ou par décision du
28/03/2026.

Désignée ci-après par « COMMUNE DE SCHILTIGHEIM » ou « le Bénéficiaire », d'autre part,

ET,

L'**L'Agence du climat, le guichet des solutions**, représenté par Monsieur Piero CALVISI, en qualité de trésorier, habilité aux fins des présentes par délibération, ou par décision du
21/04/2021.

Désigné ci-après par « L'Agence du climat, le guichet des solutions » ou « le Bénéficiaire », d'autre part,

ET,

La **Ville de Hœnheim**, représentée par Monsieur Vincent DEBES, en qualité de Maire, habilité aux fins des présentes par délibération, ou par décision du
05/06/2026.

Désignée ci-après par « Ville de Hœnheim » ou « le Bénéficiaire », d'autre part,

ET,

La **commune d'Eckbolsheim** , représentée par Madame Isabelle HALB, en qualité de Maire, habilitée aux fins des présentes par délibération, ou par décision du
24/09/2024.

Désignée ci-après par « commune d'Eckbolsheim » ou « le Bénéficiaire », d'autre part,

ET,

La **Commune de Fegersheim** , représentée par Monsieur Schaal Thierry, en qualité de Maire, habilité aux fins des présentes par délibération, ou par décision du
11/05/2026.

Désignée ci-après par « Commune de Fegersheim » ou « le Bénéficiaire », d'autre part,

ET,

La **COMMUNE DE GEISPOLSHEIM** , représentée par Monsieur Jean-Michel SCHAEFFER, en qualité de Maire, habilité aux fins des présentes par délibération, ou par décision du
10/04/2026.

Désignée ci-après par « COMMUNE DE GEISPOLSHEIM » ou « le Bénéficiaire », d'autre part,

Désignés ci-après individuellement par « la Partie » et collectivement par « les Parties ».

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Le Programme CEE ACTEE +, référencé PRO-INNO-66, est porté par la FNCCR et la SASU FNCCR.

Le programme ACTEE + (Action des collectivités Territoriales pour l'Efficacité énergétique), porté par la SASU FNCCR, dans la continuité et l'amplification du programme ACTEE 2 vise à développer les projets d'efficacité énergétique pour les bâtiments publics.

Le programme porte ainsi :

- Une aide technique et organisationnelle à destination de collectivités incluant une cellule d'accompagnement composée d'experts, un centre de ressources avec des cahiers des charges-type directement utilisables par les collectivités, des guides, des formations, des MOOC et outils numériques d'analyse. Dans ce cadre, des animations dédiées aux réseaux de lauréats et au réseau des économes de flux sont mises en place ;

- Le cofinancement de l'accompagnement et de la maîtrise d'œuvre pour la rénovation des bâtiments publics des collectivités et de l'éclairage public via des appels à projets ouverts favorisant le recours à des solutions mutualisées, intégrant l'efficacité énergétique et s'inscrivant dans le long terme.

Il s'appuie notamment sur les méthodes et outils déjà développés dans le cadre du programme ACTEE 2 et poursuivra leur déploiement.

Le volume de certificats d'économies d'énergie délivré dans le cadre de ce programme n'excède pas 31,5 TWh Cumac sur la période 2023-2026.

Suite à la réponse au Fonds CHÊNE lancé à destination des bâtiments publics tertiaires des collectivités, le jury a décidé de sélectionner le projet du groupement constitué de :

- Eurométropole de Strasbourg
- COMMUNE DE HANGENBIETEN
- COMMUNE DE SCHILTIGHEIM
- L'Agence du climat, le guichet des solutions
- Ville de Hœnheim
- commune d'Eckbolsheim
- Commune de Fegersheim
- COMMUNE DE GEISPOLSHEIM

L’objectif premier de ce Fonds est d’apporter un financement sur les coûts organisationnels liés aux actions d’efficacité énergétique des bâtiments publics tertiaires des collectivités, pour les acteurs publics proposant une mutualisation des projets de territoire permettant de massifier les actions de réduction des consommations énergétiques des collectivités. Il est attendu que les subventions attribuées via ce Fonds génèrent des actions concrètes permettant la réduction de la consommation énergétique avant la fin du programme ou a minima la mise en place de plans de travaux avec une faisabilité avérée (passage des marchés notamment). La faisabilité des actions et des travaux par suite des études financées par le programme ACTEE sera un élément déterminant dans le choix des lauréats. Le second objectif de ce Fonds est de créer des coopérations entre établissements publics agrégateurs d’actions d’efficacité énergétique, idéalement à la maille interdépartementale, mais également infra-départementale.

DEFINITIONS

Au sens de la présente convention, les termes suivants s’entendent comme suit :

Bénéficiaire : est entendu comme « bénéficiaire » du Programme ACTEE toute structure membre du groupement lauréat. Le cas échéant, le bénéficiaire peut également être bénéficiaire final.

Bénéficiaire final: est entendu comme « bénéficiaire final » du Programme ACTEE toute structure qui bénéficie in fine des fonds et/ou actions du Programme, par l’intermédiaire d’un bénéficiaire et du coordinateur du groupement.

Convention multipartite : est entendu comme « Convention multipartite », la convention passée entre l’intégralité des Bénéficiaires membres du groupement lauréat, le coordinateur et la SASU FNCCR établissant les règles générales du présent partenariat pour la mise en œuvre du fonds CHÊNE dans le cadre du Programme ACTEE+.

Convention tripartite: est entendu comme « Convention tripartite », la convention passée entre un Bénéficiaire, le coordinateur du groupement lauréat et la SASU FNCCR établissant les règles particulières du présent partenariat pour la mise en œuvre de chaque saison du fonds CHÊNE dans le cadre du Programme ACTEE+.

Coordinateur du groupement : est entendu comme « coordinateur du groupement », la structure membre du groupement lauréat désignée parmi les membres dudit groupement agissant comme interlocuteur privilégié de la SASU FNCCR et notamment chargé, en cas de carence ou sur volonté du/des Bénéficiaire(s), de centraliser et de lui transmettre tous les justificatifs nécessaires à la bonne mise en œuvre du Programme.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente Convention a pour objet de définir entre les Parties, les règles générales du présent partenariat pour le déroulement du fonds CHÊNE dans le respect de la convention de mise en œuvre du Programme ACTEE + PRO-INNO-66 conclue entre l’Etat, l’ADEME, la FNCCR, la SASU FNCCR, l’AMF et les co-financeurs du Programme – ci-après désignée « Convention multipartite ».

Les règles particulières, et notamment celles liées aux actions et aux engagements financiers passés (i.e. budget alloué pour chaque membre du groupement), pour chaque saison du fonds CHÊNE, dans le cadre du Partenariat entre les Parties pour le déroulement opérationnel du Programme figurent dans une convention accessoire à la présente Convention, dite « Convention tripartite ».

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DES PARTIES

2.1 ENGAGEMENTS DU PORTEUR

Dans le cadre du programme et conformément à la présente Convention multipartite, la SASU FNCCR s’engage à initier ou à poursuivre les chantiers ci-dessous pendant toute la durée de la convention. La SASU FNCCR s’engage, en tant que porteur du programme, au titre de la présente convention à :

- Mettre en œuvre les actions du Programme ;

- Piloter la partie communication du Programme en collaboration avec les partenaires de celui-ci et sous contrôle des instructeurs de la SASU FNCCR ;

- Procéder aux appels de fonds vers les co-financeurs, après validation du comité de pilotage ;

- Recevoir les fonds des co-financeurs destinés au financement du programme et établir les attestations de versement des fonds comportant les informations indispensables pour l'obtention des certificats d'économie d'énergie ;

- Se coordonner avec les autres programmes CEE en lien avec la rénovation énergétique des bâtiments publics ;

- Se coordonner avec les autres programmes CEE en lien avec la rénovation énergétique des bâtiments publics ;

- Faire certifier les comptes du programme par un commissaire aux comptes ;

La SASU FNCCR s'engage également à :

- Inscrire les fonds collectés et destinés au financement des actions dans un compte de tiers, et justifier de leurs versements aux Bénéficiaires, à l'euro ;

- Ne pas utiliser les fonds collectés pour d'autres opérations que celles mentionnées dans le cadre de la présente convention.

En effet, la SASU FNCCR opère dans le cadre du programme en qualité d'intermédiaire transparent et sans frais ; elle agit sous la supervision du Ministère De La Transition Écologique Et De La Cohésion Des Territoires et conformément aux règles de gestion énoncées dans la Convention ACTEE+ et la doctrine de programme CEE.

2.2 ENGAGEMENTS DES BENEFICIAIRES

Article 2.2.1 Désignation et missions du coordinateur de groupement

Afin de faciliter les échanges et les flux entre la SASU FNCCR et les Bénéficiaires, ces derniers ont désigné parmi eux un membre coordinateur de leur groupement.

Coordinateur du groupement : Eurométropole de Strasbourg

Ce membre coordinateur sera l'interlocuteur privilégié de la SASU FNCCR tout au long de la mise en œuvre du programme.

Les missions du coordinateur sont les suivantes :

- Centraliser les échanges ;
- Faire remonter les demandes des Bénéficiaires ;
- Faire suivre tout échange descendant communiqué par la SASU FNCCR.

Le coordinateur fournira, en coopération avec l'ensemble des membres du groupement, un rapport d'activité selon le modèle fourni par la SASU FNCCR, un suivi financier, les livrables associés, le cas échéant et des remontées d'indicateurs à jour à la SASU FNCCR, pour chaque demande d'appel de fonds et a minima tous les 6 mois, ainsi que, le cas échéant, sur demande expresse de la SASU FNCCR.

Le coordinateur sera également chargé de superviser la réception des fonds par les membres du groupement.

Article 2.2.2 Respect de la Charte du réseau Econome de flux ACTEE par les Bénéficiaires signataires

Les Bénéficiaires ayant obtenu une aide relative à l'embauche d'un économe de flux ou bénéficiant du réseau Econome de flux ACTEE, des actions d'animation et de formation effectuées par la SASU FNCCR, s'engagent à signer et à appliquer la charte des économes de flux ACTEE ainsi que les dispositions liées à la communication mentionnées à l'article 4 de la présente Convention.

2.3 SIGNATURE ELECTRONIQUE

La signature électronique est un mécanisme permettant de garantir l'intégrité d'un document électronique et l'authentification de l'auteur pour s'assurer que l'acte ne puisse être remis en cause, par analogie avec la signature manuscrite d'un document papier.

Afin de permettre la progression optimale du programme, les Parties sont fortement encouragées à recourir au processus de signature électronique dans l'exercice de leurs relations contractuelles.

ARTICLE 3 : EVALUATION DU PROGRAMME

Une évaluation du dispositif des CEE peut être menée par le Ministère De La Transition Écologique Et De La Cohésion Des Territoires afin de déterminer si cet instrument permet d'obtenir les effets attendus. Dans cette logique, la SASU FNCCR pourra être amenée à faire évaluer par un bureau d'étude indépendant, la bonne utilisation par les lauréats des fonds alloués dans le cadre du Programme.

Les Bénéficiaires s'engagent à participer à toute sollicitation dans le cadre de l'évaluation du dispositif des CEE, intervenant en cours, ou postérieurement à celui-ci. Dans ce cadre, ils s'engagent à participer à des enquêtes d'évaluation du programme ACTEE sur l'utilisation des fonds versés aux Bénéficiaires, et plus généralement, à répondre à des enquêtes par questionnaire (en ligne) et à participer à des entretiens qualitatifs (en face-à-face ou par téléphone) abordant la conduite du Programme et ses résultats. Il s'engage en particulier à fournir tous les éléments quantitatifs ainsi que tout document nécessaire à l'évaluation des effets en termes d'efficacité énergétique, d'économies d'énergie, d'émissions de GES, de bénéfices techniques, économiques, sociaux et environnementaux du Programme.

ARTICLE 4 : COMMUNICATION

4.1 COMMUNICATION DES BENEFICIAIRES

Chaque Partie pourra communiquer individuellement sur le Programme à condition de ne pas porter atteinte aux droits des autres Parties ni à leur image.

Chaque Bénéficiaire s'engage à apposer, de façon systématique sur tous les supports en rapport avec le Programme ACTEE, les logos de la SASU FNCCR, de Territoire d'énergie et d'ACTEE (annexe).

La SASU FNCCR demeure pleinement propriétaire des droits de propriété intellectuelle attachés au logo ACTEE ainsi qu'au site internet du Programme.

Par ailleurs, chaque bénéficiaire s'engage à utiliser le logo CEE dans les actions liées au Programme, sur tous supports. L'usage du logo CEE est limité au cadre légal du Programme, notamment temporel. Les Bénéficiaires s'engagent à ne pas exploiter le logo CEE à des fins politiques, polémiques, contraires à l'ordre public ou aux bonnes mœurs ou susceptibles de porter atteinte à des droits reconnus par la loi et, de manière générale, à ne pas associer le logo CEE à des actions ou activités susceptibles de porter atteinte à l'Etat français ou lui être préjudiciable.

Chaque bénéficiaire fait parvenir son logo à la SASU FNCCR et l'autorise à en faire l'utilisation dans ses actions de communications relatives au Programme.

Toute représentation des logos et marques des Parties sera conforme à leur charte graphique respective (annexe). Aucune Partie ne pourra se prévaloir, du fait de la présente Convention, d'un droit quelconque sur les marques et logos de l'autre Partie.

Chaque Bénéficiaire s'engage à informer la SASU FNCCR de ses évènements ou toute autre manifestation en lien avec le Programme, et notamment à inviter la SASU FNCCR à chaque comité de pilotage, et l'informer des signatures de conventions relatives à la rénovation énergétique des bâtiments, des conférences, etc...

En amont de toute campagne d'envergure nationale ou de communiqué de presse à l'initiative du bénéficiaire, une information de la SASU FNCCR sera nécessaire.

Les Bénéficiaires concernés par la signature de la Charte du réseau Econome de flux ACTEE s'engagent, le cas échéant, à apposer systématiquement le logo du réseau sur les productions et actions de communication issues ou liées aux travaux du réseau des économes de flux, que ces réalisations soient communiquées par l'équipe ACTEE, par un membre du réseau ou par un tiers. Les membres du réseau des économes de flux s'engagent également, au sein de leur signature de courrier électronique, à utiliser le logo du réseau des économes de flux ainsi que l'appellation « économe de flux », associée à un titre complémentaire au besoin, au sein de leur signature de courrier électronique.

4.2 COMMUNICATION DES BENEFICIAIRES FINAUX

Chaque Bénéficiaire du Programme ACTEE doit systématiquement apposer le logo CEE et le logo du Programme ACTEE (annexe) sur les supports de communication en lien avec des opérations ou travaux (plaquette, panneau de chantier, article, réseaux sociaux…) bénéficiant de financements versés par un bénéficiaire lauréat. Les Bénéficiaires Finaux peut également intégrer le logo SASU FNCCR (annexe).

Les Bénéficiaires devront s'assurer que les Bénéficiaires Finaux disposent des logos nécessaires, en fassent usage, et qu'ils citent le Programme ACTEE lors de toute action de communication en lien avec le dispositif.

Dans le respect du Règlement général sur la protection des données, dit RGPD, n°2016/679 et des dispositions de l'article 7 de la présente Convention, la SASU FNCCR pourra disposer de la liste des contacts des Bénéficiaires Finaux fournie par les Bénéficiaires et se réserve la possibilité de leur adresser des outils de communication dédiés au Programme.

Les Bénéficiaires finaux concernés par la signature de la Charte du réseau Econome de flux ACTEE s'engagent à apposer systématiquement le logo du réseau sur les productions et actions de communication issues ou liées aux travaux du réseau des économes de flux, que ces réalisations soient communiquées par l'équipe ACTEE, par un membre du réseau ou par un tiers. Les membres du réseau des économes de flux s'engagent également, au sein de leur signature de courrier électronique, à utiliser le logo du réseau des économes de flux ainsi que l'appellation « économe de flux », associée à un titre complémentaire au besoin, au sein de leur signature de courrier électronique.

ARTICLE 5 : CONFIDENTIALITE

Les documents et toutes informations appartenant au(x) Bénéficiaire(s) communiqués à la SASU FNCCR, sur quelque support que ce soit, ainsi que les résultats décrits dans le rapport final et obtenus en application de l'exécution de la décision de financement ou de la présente convention, ne sont pas considérés comme confidentiels.

ARTICLE 6 : RESILIATION

La présente Convention pourra être résiliée par une Partie en cas de manquement par l'autre Partie à l'une de ses obligations contractuelles, après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à la Partie défaillante et restée sans effet pendant un délai d'un (1) mois à compter de la réception de ladite lettre. La résiliation par l'une des Parties ne résilie pas de plein droit la Convention. Les instructeurs de la SASU FNCCR se réuniront alors pour définir les modalités de poursuite ou d'arrêt de tout ou partie du Programme du bénéficiaire concerné.

Les Parties conviennent également de manière expresse qu'en cas de modification des textes législatifs ou réglementaires relatifs aux économies d'énergie ou aux CEE rendant inapplicables les dispositions de la Convention, elles se rencontreront à l'initiative de la Partie la plus diligente pour en étudier les adaptations nécessaires. A défaut d'accord ou en cas d'impossibilité d'adapter la Convention dans un délai d'un (1) mois à compter de la 1ère réunion des Parties, cette dernière sera résiliée de plein droit. Le Comité de pilotage se réunira alors pour déterminer les modalités de clôture du Programme et notamment la répartition des fonds restants.

ARTICLE 7 : DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Dans le cadre de l'exécution de la Convention, les Parties s'engagent à respecter et à faire respecter par leurs sous-traitants éventuels l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires, internationales, européennes et nationales, relatives à la protection des données à caractère personnel et en particulier au Règlement général sur la protection des données, dit RGPD, n°2016/679.

Dans l'objectif d'améliorer la performance du Programme et pour les besoins de l'exécution de la présente Convention, le Porteur sera amené à utiliser les données à caractère personnel des Bénéficiaires et Bénéficiaires finaux après avoir procédé à leur anonymisation.

ARTICLE 8 : LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LE TRAVAIL DISSIMULE

Dans le cadre de l'exécution de la Convention, chaque Partie s'engage à respecter et à faire respecter par ses sous-contractants et sous-traitants éventuels l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires, internationales, européennes et nationales, relatives à la lutte contre la corruption, au droit du travail et à la protection sociale ainsi qu'à la lutte contre le travail dissimulé.

ARTICLE 9 : DUREE ET MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente Convention entre en vigueur à sa signature par les Parties et prendra fin au 31/12/2026.

En cas de besoin, la présente Convention pourra faire l'objet d'un avenant si une modification significative ou structurelle devait avoir lieu sur les actions, la composition du groupement (i.e. ajout d'un bénéficiaire, mutualisation et/ou changement de coordinateur du groupement) ou la durée du Programme. Il est précisé qu'en cas de candidature à une nouvelle saison du fonds CHÊNE, la présente Convention demeurera inchangée et seule la Convention tripartite devra faire l'objet d'un avenant.

Ces évolutions seront argumentées et discutées en Comité de pilotage du Programme, et, le cas échéant, les objectifs seront alors revus pour intégrer les évolutions.

ARTICLE 10 : LITIGES

Tout différend relatif à l'interprétation, à la validité et/ou à l'exécution de la Convention devra, en premier lieu, et dans la mesure du possible, être réglé au moyen de négociations amiables entre les Parties.

À défaut, un (1) mois après l'envoi d'une lettre en recommandé avec accusé de réception par une Partie à l'autre Partie mentionnant le différend, le différend sera soumis aux tribunaux français compétents.

Fait en 9 exemplaires originaux

Pour la SASU FNCCR,
Le Président Xavier PINTAT

Pour L' Eurométropole de Strasbourg,
Présidente,
Madame Catherine TRAUTMANN

Pour La COMMUNE DE HANGENBIETEN,
Maire,
Monsieur Laurent ULRICH

Pour La COMMUNE DE SCHILTIGHEIM,
Maire,
Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND

Pour L' L'Agence du climat, le guichet des solutions,
trésorier,
Monsieur Piero CALVISI

Pour La Ville de Hœnheim,
Maire,
Monsieur Vincent DEBES

Pour La commune d'Eckbolsheim,
Maire,
Madame Isabelle HALB

Pour La Commune de Fegersheim,
Maire,
Monsieur Schaal Thierry

Pour La COMMUNE DE GEISPOLSHEIM,
Maire,
Monsieur Jean-Michel SCHAEFFER

ANNEXE : LOGOS

ACT'EE | FNCCR

Action des Collectivités Territoriales pour l'Efficacité Énergétique

CEE Les certificats D'ÉCONOMIES D'ÉNERGIE

Convention de partenariat dans le cadre de la mise en œuvre du Programme CEE ACTEE+

(PRO-INNO-66)

Action des Collectivités Territoriales pour l'Efficacité Énergétique

CHÊNE 6

Entre

La **SASU FNCCR** sise 20, boulevard de la Tour-Maubourg à Paris 7e, représentée par Monsieur Xavier PINTAT, son Président,

Désignée ci-après par « la SASU FNCCR » ou « le Porteur », d'une part,

ET,

L'**Eurométropole de Strasbourg** , représenté par Madame Catherine TRAUTMANN, en qualité de Présidente, habilitée aux fins des présentes par délibération, ou par décision du
10/04/2026.

Désigné ci-après par « Eurométropole de Strasbourg » ou « le Bénéficiaire coordinateur », d'autre part,

Désignés ci-après individuellement par « la Partie » et collectivement par « les Parties ».

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Le Programme CEE ACTEE +, référencé PRO-INNO-66, est porté par la FNCCR et la SASU FNCCR.

Le programme ACTEE + (Action des collectivités Territoriales pour l'Efficacité énergétique), porté par la SASU FNCCR, dans la continuité et l'amplification du programme ACTEE 2 vise à développer les projets d'efficacité énergétique pour les bâtiments publics.

Le programme permettra ainsi :

- une aide technique et organisationnelle à destination de collectivités incluant une cellule d'accompagnement composée d'experts, un centre de ressources avec des cahiers des charges-type directement utilisables par les collectivités, des guides, des formations, des MOOC et outils numériques d'analyse ;

- le cofinancement de l'accompagnement et de la maîtrise d'œuvre pour la rénovation des bâtiments publics des collectivités et de l'éclairage public via des appels à projets ouverts favorisant le recours à des solutions mutualisées, intégrant l'efficacité énergétique et s'inscrivant dans le long terme.

Il s'appuiera sur les méthodes et outils déjà développés dans le cadre du programme ACTEE 2.
Le volume de certificats d'économies d'énergie délivré dans le cadre de ce programme n'excède pas 31,5 TWh cumac sur la période 2023-2026.

Suite à la candidature à la saison 6 du Fonds « CHÊNE » lancée le 12/11/2025 à destination des bâtiments publics tertiaires des collectivités, le jury a décidé de sélectionner le projet de Eurométropole de Strasbourg.

L'objectif premier de ce fonds est d'apporter un financement sur les coûts organisationnels liés aux actions d'efficacité énergétique des bâtiments publics tertiaires des collectivités, pour les acteurs publics proposant une mutualisation des projets de territoire permettant de massifier les actions de réduction des consommations énergétiques des collectivités. Il est attendu que les fonds attribués via CHÊNE génèrent des actions concrètes permettant la réduction de la consommation énergétique avant la fin de CHÊNE et du programme ou a minima la mise en place de plans de travaux avec une faisabilité avérée (passage des marchés notamment). La faisabilité des actions et des travaux par suite des études financées par le programme ACTEE sera un élément déterminant dans le choix des lauréats. Le second objectif du Fonds CHÊNE est de créer des coopérations entre établissements publics agrégateurs d'actions d'efficacité énergétique, idéalement à la maille interdépartementale, mais également infra-départementale.

DEFINITIONS

Au sens de la présente convention, les termes suivants s'entendent comme suit :

Bénéficiaire : est entendu comme « bénéficiaire » du Programme ACTEE toute structure membre du groupement lauréat. Le cas échéant, le bénéficiaire peut également être bénéficiaire final.

Bénéficiaire final: est entendu comme « bénéficiaire final » du Programme ACTEE toute structure qui bénéficie in fine des fonds et/ou actions du Programme, par l'intermédiaire d'un bénéficiaire et du coordinateur du groupement.

Convention bipartite : est entendu comme « Convention bipartite », la convention passée entre le Bénéficiaire coordinateur et la SASU FNCCR établissant les règles particulières du présent partenariat pour la mise en œuvre de chaque saison du Fonds Chêne dans le cadre du Programme ACTEE+.

Convention multipartite : est entendu comme « Convention multipartite », la convention passée entre l'intégralité des Bénéficiaires membres du groupement lauréat, le coordinateur et la SASU FNCCR établissant les règles générales du présent partenariat pour la mise en œuvre du Fonds Chêne dans le cadre du Programme ACTEE+.

Coordinateur du groupement : est entendu comme « coordinateur du groupement », la structure membre du groupement lauréat désignée parmi les membres dudit groupement agissant comme interlocuteur privilégié de la SASU FNCCR et notamment chargé, en cas de carence ou sur volonté du Bénéficiaire, de centraliser et de lui transmettre tous les justificatifs nécessaires à la bonne mise en œuvre du Programme.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention s'inscrit dans le cadre d'une chaîne de conventions et se présente comme l'accessoire de la Convention multipartite passée entre la SASU FNCCR, tous les membres du groupement et le Bénéficiaire. En cas d'achèvement, de résiliation ou de résolution de la Convention multipartite précitée pour tout motif, la présente Convention tripartite prendra également fin.

En parallèle de la Convention multipartite contenant des dispositions générales applicables à l'ensemble des rapports contractuels entre la SASU FNCCR et l'intégralité des membres du groupements, la présente Convention a pour objet de définir les actions et les engagements financiers **(i.e. budget alloué pour chaque membre du groupement)** passés dans le cadre du Partenariat entre les Parties pour le déroulement opérationnel du Programme, dans le respect de la convention de mise en œuvre du Programme ACTEE + PRO-INNO-66 conclue entre l'Etat, l'ADEME, la FNCCR, la SASU FNCCR, l'AMF et les co-financeurs du Programme – ci-après désignée « Convention bipartite ».

ARTICLE 2 : DEFINITION DES ACTIONS

Le Bénéficiaire coordinateur prévoit les actions suivantes dont le contenu est détaillé en annexe.

Le Bénéficiaire coordinateur utilisera les moyens d'actions suivants :

Le budget prévisionnel de ces actions s'établit à 0,00 euros HT.

Le détail du budget est décrit en annexe. A noter que pour cette saison 6, les dates d'éligibilité des actions aux fonds Chêne diffèrent en fonction des lots, de la manière suivante :

Lot 1 / Économes de flux, éligibilité au 28/02/2025

Lot 2 / Outils, éligibilité au 21/09/2024

Lot 3 / Études, éligibilité au 21/09/2024

Lot 4 / MOE, éligibilité au 28/02/2025

Lot 5 / AMO, éligibilité au 21/09/2024

Il est précisé que l'éligibilité d'une action s'apprécie au regard de la date à laquelle le Bénéficiaire procède à son engagement juridique (signature d'un devis, passation de marché, signature d'un contrat de travail,...).

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DES PARTIES

3.1 ENGAGEMENTS DU PORTEUR

Dans le cadre du programme et conformément à la convention multipartite, la SASU FNCCR s'engage à initier ou à poursuivre les chantiers ci-dessous pendant toute la durée de la convention. La SASU FNCCR s'engage, en tant que porteur du programme, au titre de la présente convention à :

- Mettre en œuvre les actions du Programme ;

- Piloter la partie communication du Programme en collaboration avec les partenaires de celui-ci et sous contrôle du comité de pilotage ;

- Procéder aux appels de fonds vers les co-financeurs, après validation du comité de pilotage ;

- Recevoir les fonds des co-financeurs destinés au financement du programme et établir les attestations de versement des fonds comportant les informations indispensables pour l'obtention des certificats d'économie d'énergie ;

- Se coordonner avec les autres programmes CEE en lien avec la rénovation énergétique des bâtiments publics ;

- Faire certifier les comptes du programme par un commissaire aux comptes ;

La SASU FNCCR s'engage également à :

- Inscrire les fonds collectés et destinés au financement des actions dans un compte de tiers, et justifier de leurs versements au Bénéficiaire ;

- Ne pas utiliser les fonds collectés pour d'autres opérations que celles mentionnées dans le cadre de la présente convention.

En effet, la SASU FNCCR opère dans le cadre du programme en qualité d'intermédiaire transparent et agit sous la supervision du Ministère de la Transition écologique et solidaire (MTES).

3.2 ENGAGEMENT DU BENEFICIAIRE

Le Bénéficiaire coordinateur s'est engagé lors de la candidature à la saison 6 du Fonds CHÊNE à mettre en œuvre les actions telles que décrites en annexe. Celles-ci doivent être mises en œuvre et facturées au plus tard le 30/09/2026.

Le Bénéficiaire s'engage à mettre en place les actions adéquates en perspective de la rénovation du patrimoine public des collectivités tel que décrit à l'article 2 de la présente Convention.

Le Bénéficiaire coordinateur ayant obtenu des fonds relatifs à l'embauche d'un économe de flux, s'engage à signer et à appliquer la charte des économes de flux ACTEE qui sera transmise avec la présente convention.

Le Bénéficiaire coordinateur sera financé sur justificatif de dépenses, en conformité avec le prévisionnel financier et les objectifs définis.

La réalisation des actions objet de la Convention et le paiement des dépenses correspondantes devront être effectifs dans les délais du Programme ACTEE+. En conséquence, le Bénéficiaire devra déposer sur la plateforme prévue à cet effet l'ensemble des appels de fonds accompagnés des pièces justificatives requises au plus tard le 31/10/2026 afin de permettre le traitement et les paiements par le Porteur avant la clôture du Programme. La capacité à réaliser les actions à court terme, ainsi que la faisabilité générale du projet sont des éléments importants pour l'attribution des fonds.

Un point d'étape entre le Bénéficiaire et les instructeurs de la SASU FNCCR sera réalisé régulièrement pour vérifier l'avancement de la consommation des fonds demandés. Dans le cas où les fonds demandés auraient été insuffisamment consommés, ils pourront faire l'objet d'une réduction selon les modalités prévues à l'article 4.1.

Le Bénéficiaire coordinateur s'engage à transmettre à la SASU FNCCR, dans le cadre des missions qui lui sont confiées au titre du Programme s'agissant notamment de l'élaboration des guides et documents contractuels types, tous les éléments nécessaires à la bonne réalisation de ses missions (cahiers des charges, marchés publics, guides, fiches conseils, plaquettes, comptes-rendus d'études…). Il s'engage à participer aux animations proposées par la SASU FNCCR et permettant les partages d'expériences et la co-construction entre lauréats. Enfin, le Bénéficiaire coordinateur s'engage à transmettre à la SASU FNCCR les indicateurs qui lui seront demandés lors des remontées de fonds.

Le Bénéficiaire coordinateur s'engage également à inviter la SASU FNCCR aux différents Comités de pilotage, en tant qu'invité permanent. Il est également suggéré d'y inviter, lorsque cela s'y prête, la direction régionale de l'ADEME, la DDT/DREAL, ainsi qu'un représentant de la Banque des Territoires.

ARTICLE 4 : FINANCEMENT

A l'exception du lot 4, le montant global des fonds demandés ne fait l'objet d'aucun plafonnement. Il est déterminé par application du taux de financement propre à chaque action au montant des dépenses remontées par le Bénéficiaire.

Pour le lot 4, le montant des subventions est déterminé par application des taux prévus par action, dans la limite d'un plafond selon les modalités précisées au cahier des charge de l'appel à projets.

A noter que pour cette saison 6, les dates d'éligibilité des factures diffèrent en fonction des lots, de la manière suivante :

Lot 1 / Économes de flux, éligibilité des factures au 01/01/2026

Lot 2 / Outils, éligibilité des factures au 28/02/2025

Lot 3 / Études, éligibilité des factures au 28/02/2025

Lot 4 / MOE, éligibilité des factures au 28/02/2025

Lot 5 / AMO, éligibilité des factures au 28/02/2025

Les fonds seront versés après envoi des justificatifs de dépenses et des livrables associés puis validation par les instructeurs de la SASU FNCCR, dans la limite de l'enveloppe attribuée par le jury pour chaque action, et ne pourront être versés avant signature de la Convention par tous les membres du groupement.

Les fonds dus au titre de la présente Convention sont versés aux services financiers du Bénéficiaire coordinateur.

Le cas échéant, le Bénéficiaire coordinateur s'engage à reverser les fonds perçus aux Bénéficiaires finaux.

Bénéficiaire coordinateur : Eurométropole de Strasbourg

Coordonnées bancaires :
RIB : 3000100806C672000000056
IBAN : FR3530001008O6C672000000056
BIC : BDFEFRPPCCT

Les versements seront effectués après, et sous réserve de l'encaissement de l'appel de fonds des co-financeurs, par la SASU FNCCR.

En cas de non-versement des contributions par les financeurs obligés du Programme, et ce, pour quelque motif que ce soit, la SASU FNCCR ne saurait être tenue responsable du retard ou du non-versement des fonds dus au Bénéficiaire coordinateur.

4.1 DESENGAGEMENT DES FONDS A L'INITIATIVE DU PORTEUR DU PROGRAMME

Dans le cas où tout ou partie des fonds alloués au titre du Programme n'auraient pas été dépensés par le Bénéficiaire, le Porteur se réserve la faculté de procéder à leur désengagement total ou partiel dans les hypothèses suivantes :

- Dans le cas où un minimum de 50 % des fonds demandés n'auraient pas été consommés au 10/07/2026 ;

- Dans le cas où 100 % des fonds demandés n'auraient pas été consommés au 30/09/2026.

Dans les cas ci-dessus indiqués, la SASU FNCCR procède unilatéralement au désengagement des fonds, par décision motivée. Cette décision peut être soumise à l'avis du jury à l'initiative de la SASU FNCCR. La décision précise le montant des fonds désengagés. Le Bénéficiaire concerné recevra notification de la décision dans le délai d'un (1) mois, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie électronique, sous réserve d'en justifier la réception par le destinataire.

La SASU FNCCR se réserve la même faculté de désengager unilatéralement les fonds dans le cas où les actions réalisées ne correspondent pas à celles pour lesquelles la candidature du Bénéficiaire a été sélectionnée par le jury. La même faculté s'applique dans l'hypothèse où la qualité des livrables présentés par le Bénéficiaire au titre de la justification des dépenses est manifestement inférieure à celle qu'on peut raisonnablement attendre d'un prestataire diligent dans le cadre de marchés de même nature. Il en va de même lorsqu'il s'avère que les actions pour lesquelles les fonds sont demandés ne sont pas éligibles aux financements objet de l'appel à projet ayant donné lieu à la conclusion de la présente Convention. Dans ce cas, et quel que soit le motif d'inéligibilité, le Lauréat ne pourra élever aucune réclamation à l'encontre du Porteur.

4.2 DESENGAGEMENT DES FONDS SUR DEMANDE DU BENEFICIAIRE

Le Porteur peut également procéder au désengagement des fonds sur demande du Bénéficiaire, reçue par tout moyen susceptible d'en justifier la réalité et en assurer la traçabilité. Dans ce cas, la procédure prévue à l'article 4.1 ci-dessus s'applique.

ARTICLE 5 : JUSTIFICATION DES DEPENSES PAR LE COORDINATEUR

La justification de réalisation des actions mises en œuvre par le Bénéficiaire coordinateur et par les Bénéficiaires finaux du Programme devra être effectuée au moyen de rapports techniques et de justifications de dépenses selon les modèles fournis par la SASU FNCCR.

Les justificatifs de dépenses du Bénéficiaire coordinateur devront être dument signés à la fois par son représentant légal et un comptable public. Le Bénéficiaire coordinateur aura la charge de les communiquer à la SASU FNCCR.

Toutes les dépenses affectées au projet et les activités correspondantes devront être justifiées dans le cadre du Programme et faire mention explicite à celui-ci (« ACTEE – PRO-INNO-66 »). Les justificatifs détaillés des dépenses et des activités (compte rendu, feuilles de présence…) devront être conservés par le Bénéficiaire coordinateur et par la SASU FNCCR pour un contrôle éventuel et aléatoire du MTES pour une durée de 6 ans.

La SASU FNCCR se réserve le droit de demander au Bénéficiaire coordinateur de faire réaliser, avant la fin du Programme, un audit sur la situation du Programme les concernant.

ARTICLE 6 : GARANTIE D'AFFECTATION DES FONDS

Le Bénéficiaire coordinateur s'engage à utiliser les fonds versés par la SASU FNCCR uniquement dans le cadre et aux bonnes fins d'exécution du Programme.

A ce titre, le Bénéficiaire coordinateur garantit la SASU FNCCR contre toute revendication ou action en responsabilité de quelque nature que ce soit en cas d'utilisation des fonds versés non conforme aux stipulations de la Convention et à d'autres fins que celles du Programme.

ARTICLE 7 : RESILIATION

La présente Convention pourra être résiliée par une Partie en cas de manquement par l'autre Partie à l'une de ses obligations contractuelles, après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à la Partie défaillante et restée sans effet pendant un délai d'un (1) mois à compter de la réception de ladite lettre. La résiliation par l'une des Parties ne résilie pas de plein droit la Convention. Le Comité de pilotage se réunira alors pour définir les modalités de poursuite ou d'arrêt de tout ou partie du Programme du bénéficiaire concerné.

Les Parties conviennent également de manière expresse qu'en cas de modification des textes législatifs ou réglementaires relatifs aux économies d'énergie ou aux CEE rendant inapplicables les dispositions de la Convention, elles se rencontreront à l'initiative de la Partie la plus diligente pour en étudier les adaptations nécessaires. A défaut d'accord ou en cas d'impossibilité d'adapter la Convention dans un délai d'un (1) mois à compter de la 1ère réunion des Parties, cette dernière sera résiliée de plein droit. Le Comité de pilotage se réunira alors pour déterminer les modalités de clôture du Programme et notamment la répartition des fonds restants.

ARTICLE 8 : DUREE ET MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente Convention entre en vigueur à sa signature par les Parties et prendra fin au 31/12/2026. Le dernier appel de fonds du Programme interviendra au cours du mois de novembre de l'année 2026. En cas d'achèvement de la Convention multipartite, la présente Convention sera résiliée de plein droit.

En cas de besoin, la présente Convention pourra faire l'objet d'un avenant si une modification significative devait avoir lieu sur les actions, les budgets associés ou la durée du Programme.

Ces évolutions seront argumentées et discutées par le service instructeur de la SASU FNCCR et, le cas échéant, les objectifs seront alors revus pour intégrer les évolutions.

Néanmoins, les modifications suivantes ne sont pas soumises à l'obligation de formaliser un avenant :

- Pour les lots 2, 5 et le lot 3 en ce qui concerne les actions SDIE, les modifications de la liste des bâtiments sont exemptées de l'obligation de formaliser un avenant ;
- Pour le lot 3, hors SDIE, et le lot 4, les modifications de la liste des bâtiments sont exemptées de l'obligation de formaliser un avenant dans la limite des 25% du nombre total de bâtiments initialement renseignés à l'annexe pour la même typologie d'actions. Lorsque plusieurs modifications successives sont effectuées pendant toute la durée de la présente convention, le nombre cumulé de bâtiments concernés par lesdites modifications est pris en compte.

Les stipulations de l'alinéa ci-dessus ne s'appliquent pas lorsque le nombre de bâtiments concernés par le même type d'actions est inférieur ou égal à 3. Dans ce cas, les modifications peuvent être apportées à la liste sans recourir à un avenant.

Dans tous les cas où une modification ne requiert pas la signature d'un avenant, elle est prise en compte et produit ses effets à compter de sa déclaration par le Bénéficiaire au Porteur et son inscription sur la plateforme numérique dédiée au Programme, après l'envoi par la SASU FNCCR d'une lettre unilatérale de modification. Les Bénéficiaires doivent en informer le Porteur par tous moyens adéquats.

ARTICLE 9 : SIGNATURE ELECTRONIQUE

La signature électronique est un mécanisme permettant de garantir l'intégrité d'un document électronique et l'authentification de l'auteur pour s'assurer que l'acte ne puisse être remis en cause, par analogie avec la signature manuscrite d'un document papier.

Afin de permettre la progression optimale du programme, les Parties sont fortement encouragées à recourir au processus de signature électronique dans l'exercice de leurs relations contractuelles.

ARTICLE 10 : LITIGES

Tout différend relatif à l'interprétation, à la validité et/ou à l'exécution de la Convention devra, en premier lieu, et dans la mesure du possible, être réglé au moyen de négociations amiables entre les Parties.

À défaut, un (1) mois après l'envoi d'une lettre en recommandé avec accusé de réception par une Partie à l'autre Partie mentionnant le différend, le différend sera soumis aux tribunaux français compétents.

Fait en 2 exemplaires originaux

Pour la SASU FNCCR,
Le Président Xavier PINTAT

Pour L' Eurométropole de Strasbourg,
Présidente,
Madame Catherine TRAUTMANN

Convention de partenariat dans le cadre de la mise en œuvre du Programme CEE ACTEE+

(PRO-INNO-66)

Action des Collectivités Territoriales pour l'Efficacité Énergétique

CHÊNE 6

ANNEXE : ACTIONS ET BUDGET ASSOCIE

Lot 1 - Ressources Humaines / Économes de flux
Aucun économe de flux.

Lot 2 - Outils de mesure et de suivi
Aucun outil.

Lot 3 - Études énergétiques
Aucune étude.

Lot 4 - Maitrise d'Oeuvre
Aucune MOE.

Lot 5 - AMO & API
Aucune AMO.

Coût global du dossier : **0,00 €**
Aide sollicitée : **0,00 €**

Convention de partenariat dans le cadre de la mise en œuvre du Programme CEE ACTEE+

(PRO-INNO-66)

Action des Collectivités Territoriales pour l'Efficacité Énergétique

CHÊNE 6

Entre

La **SASU FNCCR** sise 20, boulevard de la Tour-Maubourg à Paris 7e, représentée par Monsieur Xavier PINTAT, son Président,

Désignée ci-après par « la SASU FNCCR » ou « le Porteur », d'une part,

ET,

L'**L'Agence du climat, le guichet des solutions** représenté par Monsieur Piero CALVISI, en qualité de trésorier, habilité aux fins des présentes par délibération, ou par décision du
21/04/2021.

Désigné ci-après par « L'Agence du climat, le guichet des solutions » ou « le Bénéficiaire », d'autre part,

ET,

L'**Eurométropole de Strasbourg** , représenté par Madame Catherine TRAUTMANN, en qualité de Présidente, habilitée aux fins des présentes par délibération, ou par décision du
10/04/2026.

Désigné ci-après par « Eurométropole de Strasbourg » ou « le Coordinateur », d'autre part,

Désignés ci-après individuellement par « la Partie » et collectivement par « les Parties ».

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Le Programme CEE ACTEE +, référencé PRO-INNO-66, est porté par la FNCCR et la SASU FNCCR.

Le programme ACTEE + (Action des collectivités Territoriales pour l'Efficacité énergétique), porté par la SASU FNCCR, dans la continuité et l'amplification du programme ACTEE 2 vise à développer les projets d'efficacité énergétique pour les bâtiments publics.

Le programme permettra ainsi :

- une aide technique et organisationnelle à destination de collectivités incluant une cellule d'accompagnement composée d'experts, un centre de ressources avec des cahiers des charges-type directement utilisables par les collectivités, des guides, des formations, des MOOC et outils numériques d'analyse ;

- le cofinancement de l'accompagnement et de la maîtrise d'œuvre pour la rénovation des bâtiments publics des collectivités et de l'éclairage public via des appels à projets ouverts favorisant le recours à des solutions mutualisées, intégrant l'efficacité énergétique et s'inscrivant dans le long terme.

Il s'appuiera sur les méthodes et outils déjà développés dans le cadre du programme ACTEE 2.
Le volume de certificats d'économies d'énergie délivré dans le cadre de ce programme n'excède pas 31,5 TWh cumac sur la période 2023-2026.

Suite à la candidature à la saison 6 du Fonds « CHÊNE » lancée le 12/11/2025 à destination des bâtiments publics tertiaires des collectivités, le jury a décidé de sélectionner le projet de L'Agence du climat, le guichet des solutions.

L'objectif premier de ce fonds est d'apporter un financement sur les coûts organisationnels liés aux actions d'efficacité énergétique des bâtiments publics tertiaires des collectivités, pour les acteurs publics proposant une mutualisation des projets de territoire permettant de massifier les actions de réduction des consommations énergétiques des collectivités. Il est attendu que les fonds attribués via CHÊNE génèrent des actions concrètes permettant la réduction de la consommation énergétique avant la fin de CHÊNE et du programme ou a minima la mise en place de plans de travaux avec une faisabilité avérée (passage des marchés notamment). La faisabilité des actions et des travaux par suite des études financées par le programme ACTEE sera un élément déterminant dans le choix des lauréats. Le second objectif du Fonds CHÊNE est de créer des coopérations entre établissements publics agrégateurs d'actions d'efficacité énergétique, idéalement à la maille interdépartementale, mais également infra-départementale.

DEFINITIONS

Au sens de la présente convention, les termes suivants s'entendent comme suit :

Bénéficiaire : est entendu comme « bénéficiaire » du Programme ACTEE toute structure membre du groupement lauréat. Le cas échéant, le bénéficiaire peut également être bénéficiaire final.

Bénéficiaire final: est entendu comme « bénéficiaire final » du Programme ACTEE toute structure qui bénéficie in fine des fonds et/ou actions du Programme, par l'intermédiaire d'un bénéficiaire et du coordinateur du groupement.

Convention multipartite : est entendu comme « Convention multipartite », la convention passée entre l'intégralité des Bénéficiaires membres du groupement lauréat, le coordinateur et la SASU FNCCR établissant les règles générales du présent partenariat pour la mise en œuvre du fonds CHÊNE dans le cadre du Programme ACTEE+.

Convention tripartite: est entendu comme « Convention tripartite », la convention passée entre un Bénéficiaire, le coordinateur du groupement lauréat et la SASU FNCCR établissant les règles particulières du présent partenariat la mise en œuvre de chaque saison du fonds CHÊNE dans le cadre du Programme ACTEE+.

Coordinateur du groupement : est entendu comme « coordinateur du groupement », la structure membre du groupement lauréat désignée parmi les membres dudit groupement agissant comme interlocuteur privilégié de la SASU FNCCR et notamment chargé, en cas de carence ou sur volonté du Bénéficiaire, de centraliser et de lui transmettre tous les justificatifs nécessaires à la bonne mise en œuvre du Programme.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention s'inscrit dans le cadre d'une chaîne de conventions et se présente comme l'accessoire de la Convention multipartite passée entre la SASU FNCCR, tous les membres du groupement et le Bénéficiaire. En cas d'achèvement, de résiliation ou de résolution de la Convention multipartite précitée pour tout motif, la présente Convention tripartite prendra également fin.

En parallèle de la Convention multipartite contenant des dispositions générales applicables à l'ensemble des rapports contractuels entre la SASU FNCCR et l'intégralité des membres du groupements, la présente Convention a pour objet de définir les actions et les engagements financiers (i.e. budget alloué pour chaque membre du groupement) passés dans le cadre du Partenariat entre les Parties pour le déroulement opérationnel du Programme, dans le respect de la convention de mise en œuvre du Programme ACTEE + PRO-INNO-66 conclue entre l'État, l'ADEME, la FNCCR, la SASU FNCCR, l'AMF et les co-financeurs du Programme – ci-après désignée « Convention tripartite ».

ARTICLE 2 : DEFINITION DES ACTIONS

Le Bénéficiaire prévoit les actions suivantes dont le contenu est détaillé en annexe.

Le Bénéficiaire utilisera les moyens d'actions suivants :

Lot 2 - Outils de mesure et de suivi
Nombre d'outils financés : 1
Coût global (€ HT) : 7 200,00 €
Aide sollicitée (€ HT) : 3 600,00 €

Le budget prévisionnel de ces actions s'établit à 7 200,00 euros HT.

Le détail du budget est décrit en annexe. A noter que pour cette saison 6, les dates d'éligibilité des actions aux fonds Chêne diffèrent en fonction des lots, de la manière suivante :

Lot 1 / Économes de flux, éligibilité au 28/02/2025

Lot 2 / Outils, éligibilité au 21/09/2024

Lot 3 / Études, éligibilité au 21/09/2024

Lot 4 / MOE, éligibilité au 28/02/2025

Lot 5 / AMO, éligibilité au 21/09/2024

Il est précisé que l'éligibilité d'une action s'apprécie au regard de la date à laquelle le Bénéficiaire procède à son engagement juridique (signature d'un devis, passation de marché, signature d'un contrat de travail,...).

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DES PARTIES

3.1 ENGAGEMENTS DU PORTEUR

Dans le cadre du programme et conformément à la convention multipartite, la SASU FNCCR s'engage à initier ou à poursuivre les chantiers ci-dessous pendant toute la durée de la convention. La SASU FNCCR s'engage, en tant que porteur du programme, au titre de la présente convention à :

- Mettre en œuvre les actions du Programme ;

- Piloter la partie communication du Programme en collaboration avec les partenaires de celui-ci et sous contrôle du comité de pilotage ;

- Procéder aux appels de fonds vers les co-financeurs, après validation du comité de pilotage ;

- Recevoir les fonds des co-financeurs destinés au financement du programme et établir les attestations de versement des fonds comportant les informations indispensables pour l'obtention des certificats d'économie d'énergie ;

- Se coordonner avec les autres programmes CEE en lien avec la rénovation énergétique des bâtiments publics ;

- Faire certifier les comptes du programme par un commissaire aux comptes ;

La SASU FNCCR s'engage également à :

- Inscrire les fonds collectés et destinés au financement des actions dans un compte de tiers, et justifier de leurs versements aux Bénéficiaires ;

- Ne pas utiliser les fonds collectés pour d'autres opérations que celles mentionnées dans le cadre de la présente convention.

En effet, la SASU FNCCR opère dans le cadre du programme en qualité d'intermédiaire transparent et agit sous la supervision du Ministère de la Transition écologique et solidaire (MTES).

3.2 ENGAGEMENT DU BENEFICIAIRE

Le Bénéficiaire s'est engagé lors de la candidature à la saison 6 du Fonds CHÊNE à mettre en œuvre les actions telles que décrites en annexe. Celles-ci doivent être mises en œuvre et facturées au plus tard le 30/09/2026.

Le Bénéficiaire s'engage à mettre en place les actions adéquates en perspective de la rénovation du patrimoine public des collectivités tel que décrit à l'article 2 de la présente Convention.

Le Bénéficiaire ayant obtenu des fonds relatifs à l'embauche d'un économe de flux, s'engage, le cas échéant, à signer et à appliquer la charte des économes de flux ACTEE notamment en termes de communication.

Le Bénéficiaire sera financé sur justificatif de dépenses, en conformité avec le prévisionnel financier et les objectifs définis.

La réalisation des actions objet de la Convention et le paiement des dépenses correspondantes devront être effectifs dans les délais du Programme ACTEE+. En conséquence, le Bénéficiaire devra déposer sur la plateforme prévue à cet effet l'ensemble des appels de fonds accompagnés des pièces justificatives requises au plus tard le 31/10/2026 afin de permettre le traitement et les paiements par le Porteur avant la clôture du Programme. La capacité à réaliser les actions à court terme, ainsi que la faisabilité générale du projet sont des éléments importants pour l'attribution des fonds.

Un point d'étape entre le Bénéficiaire et les instructeurs de la SASU sera réalisé régulièrement pour vérifier l'avancement de la consommation des fonds demandés. Dans le cas où les fonds demandés auraient été insuffisamment consommés, ils pourront faire l'objet d'une réduction selon les modalités prévues à l'article 4.1.

Le Bénéficiaire s'engage à transmettre à la SASU FNCCR, dans le cadre des missions qui lui sont confiées au titre du Programme s'agissant notamment de l'élaboration des guides et documents contractuels types, tous les éléments nécessaires à la bonne réalisation de ses missions (cahiers des charges, marchés publics, guides, fiches conseils, plaquettes, comptes-rendus d'études…). Il s'engage à participer aux animations proposées par la SASU FNCCR et permettant les partages d'expériences et la co-construction entre lauréats. Enfin, le Bénéficiaire s'engage à transmettre à la SASU FNCCR les indicateurs qui lui seront demandés lors des remontées de fonds.

Le Bénéficiaire s'engage également à inviter la SASU FNCCR aux différents Comités de pilotage, en tant qu'invité permanent. Il est également suggéré d'y inviter, lorsque cela s'y prête, la direction régionale de l'ADEME, la DDT/DREAL, ainsi qu'un représentant de la Banque des Territoires.

Le Bénéficiaire s'engage à transmettre à la SASU FNCCR l'adresse e-mail des Bénéficiaires finaux dans un but de diffusion d'informations de la part du Porteur. Le coordinateur veille au respect de cette obligation de transmission.

ARTICLE 4 : FINANCEMENT

A l'exception du lot 4, le montant global des fonds demandés ne fait l'objet d'aucun plafonnement. Il est déterminé par application du taux de financement propre à chaque action au montant des dépenses remontées par le Bénéficiaire.

Pour le lot 4, le montant des subventions est déterminé par application des taux prévus par action, dans la limite d'un plafond selon les modalités précisées au cahier des charge de l'appel à projets.

A noter que pour cette saison 6, les dates d'éligibilité des factures diffèrent en fonction des lots, de la manière suivante :

Lot 1 / Économes de flux, éligibilité des factures au 01/01/2026

Lot 2 / Outils, éligibilité des factures au 28/02/2025

Lot 3 / Études, éligibilité des factures au 28/02/2025

Lot 4 / MOE, éligibilité des factures au 28/02/2025

Lot 5 / AMO, éligibilité des factures au 28/02/2025

Les fonds seront versés après envoi des justificatifs de dépenses et des livrables associés puis validation par les instructeurs de la SASU FNCCR, dans la limite de l'enveloppe attribuée par le jury pour chaque action, et ne pourront être versés avant signature de la Convention par tous les membres du groupement.

Les fonds dus au titre de la présente Convention sont versés aux services financiers du Bénéficiaire.

Le cas échéant, le Bénéficiaire s'engage à reverser les fonds perçus aux Bénéficiaires finaux.

Bénéficiaire : L'Agence du climat, le guichet des solutions

Coordonnées bancaires :
RIB : 40031006700000471582N64
IBAN : FR6440031006700000471582N64
BIC : CDCGFRPPXXX

A défaut, et avec l'accord du Bénéficiaire, les sommes dues au titre de la présente Convention pourront être versées aux services financiers du Coordinateur du groupement qui aura la charge de restituer les sommes dues au Bénéficiaire.

Coordinateur du groupement : Eurométropole de Strasbourg

Coordonnées bancaires :
RIB : 3000100806C672000000056
IBAN : FR3530001008O6C672000000056
BIC : BDFEFRPPCCT

Les versements seront effectués après, et sous réserve de l'encaissement de l'appel de fonds des co-financeurs, par la SASU FNCCR.

En cas de non-versement des contributions par les financeurs obligés du Programme, et ce, pour quelque motif que ce soit, la SASU FNCCR ne saurait être tenue responsable du retard ou du non-versement des fonds dus au Bénéficiaire.

4.1 DESENGAGEMENT DES FONDS A L'INITIATIVE DU PORTEUR DU PROGRAMME

Dans le cas où tout ou partie des fonds alloués au titre du Programme n'auraient pas été dépensés par le Bénéficiaire, le Porteur se réserve la faculté de procéder à leur désengagement total ou partiel dans les hypothèses suivantes :

- Dans le cas où un minimum de 50 % des fonds demandés n'auraient pas été consommés au 10/07/2026 ;

- Dans le cas où 100 % des fonds demandés n'auraient pas été consommés au 30/09/2026.

Dans les cas ci-dessus indiqués, la SASU FNCCR procède unilatéralement au désengagement des fonds, par décision motivée. Cette décision peut être soumise à l'avis du jury à l'initiative de la SASU FNCCR. La décision précise le montant des fonds désengagés. Le Bénéficiaire concerné recevra notification de la décision dans le délai d'un (1) mois, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie électronique, sous réserve d'en justifier la réception par le destinataire.

La SASU FNCCR se réserve la même faculté de désengager unilatéralement les fonds dans le cas où les actions réalisées ne correspondent pas à celles pour lesquelles la candidature du Bénéficiaire a été sélectionnée par le jury. La même faculté s'applique dans l'hypothèse où la qualité des livrables présentés par le Bénéficiaire au titre de la justification des dépenses est manifestement inférieure à celle qu'on peut raisonnablement attendre d'un prestataire diligent dans le cadre de marchés de même nature. Il en va de même lorsqu'il s'avère que les actions pour lesquelles les fonds sont demandés ne sont pas éligibles aux financements objet de l'appel à projet ayant donné lieu à la conclusion de la présente Convention. Dans ce cas, et quel que soit le motif d'inéligibilité, le Lauréat ne pourra élever aucune réclamation à l'encontre du Porteur.

4.2 DESENGAGEMENT DES FONDS SUR DEMANDE DU BENEFICIAIRE

Le Porteur peut également procéder au désengagement des fonds sur demande du Bénéficiaire, reçue par tout moyen susceptible d'en justifier la réalité et en assurer la traçabilité. Dans ce cas, la procédure prévue à l'article 4.1 ci-dessus s'applique.

ARTICLE 5 : JUSTIFICATION DES DEPENSES PAR LE BENEFICIAIRE

La justification de réalisation des actions mises en œuvre par le Bénéficiaire et par les Bénéficiaires finaux du Programme devra être effectuée au moyen de rapports techniques et de justifications de dépenses selon les modèles fournis par la SASU FNCCR.

Les justificatifs de dépenses de chaque bénéficiaire devront être dument signés à la fois par le représentant légal du bénéficiaire et un comptable public. Conformément à l'article 2.2.1 de la Convention multipartite, les justificatifs de dépenses pourront être centralisés auprès du coordinateur du groupement, qui en contrôlera la bonne signature, et les communiquera à la SASU FNCCR.

Toutes les dépenses affectées au projet et les activités correspondantes devront être justifiées dans le cadre du Programme et faire mention explicite à celui-ci (« ACTEE – PRO-INNO-66 »). Les justificatifs détaillés des dépenses et des activités (compte rendu, feuilles de présence…) devront être conservés par le bénéficiaire et par la SASU FNCCR pour un contrôle éventuel et aléatoire du MTES pour une durée de 6 ans.

La SASU FNCCR se réserve le droit de demander au Bénéficiaire de faire réaliser, avant la fin du Programme, un audit sur la situation du Programme les concernant.

ARTICLE 6 : GARANTIE D'AFFECTATION DES FONDS

Le Bénéficiaire s'engage à utiliser les fonds versés par la SASU FNCCR uniquement dans le cadre et aux bonnes fins d'exécution du Programme.

A ce titre, le Bénéficiaire garantit la SASU FNCCR contre toute revendication ou action en responsabilité de quelque nature que ce soit en cas d'utilisation des fonds versés non conforme aux stipulations de la Convention et à d'autres fins que celles du Programme.

ARTICLE 7 : RESILIATION

La présente Convention pourra être résiliée par une Partie en cas de manquement par l'autre Partie à l'une de ses obligations contractuelles, après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à la Partie défaillante et restée sans effet pendant un délai d'un (1) mois à compter de la réception de ladite lettre. La résiliation par l'une des Parties ne résilie pas de plein droit la Convention. Le Comité de pilotage se réunira alors pour définir les modalités de poursuite ou d'arrêt de tout ou partie du Programme du bénéficiaire concerné.

Les Parties conviennent également de manière expresse qu'en cas de modification des textes législatifs ou réglementaires relatifs aux économies d'énergie ou aux CEE rendant inapplicables les dispositions de la Convention, elles se rencontreront à l'initiative de la Partie la plus diligente pour en étudier les adaptations nécessaires. A défaut d'accord ou en cas d'impossibilité d'adapter la Convention dans un délai d'un (1) mois à compter de la 1ère réunion des Parties, cette dernière sera résiliée de plein droit. Le Comité de pilotage se réunira alors pour déterminer les modalités de clôture du Programme et notamment la répartition des fonds restants.

ARTICLE 8 : DUREE ET MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente Convention entre en vigueur à sa signature par les Parties et prendra fin au 31/12/2026. Le dernier appel de fonds du Programme interviendra au cours du mois de novembre de l'année 2026. En cas d'achèvement de la Convention multipartite, la présente Convention sera résiliée de plein droit.

Le dernier appel de fonds du Programme interviendra au cours du mois de novembre de l'année 2026. En cas d'achèvement de la Convention multipartite, la présente Convention sera résiliée de plein droit.

En cas de besoin, la présente Convention pourra faire l'objet d'un avenant si une modification significative devait avoir lieu sur les actions, les budgets associés ou la durée du Programme.

Ces évolutions seront argumentées et discutées par le service instructeur de la SASU FNCCR et, le cas échéant, les objectifs seront alors revus pour intégrer les évolutions.

Néanmoins, les modifications suivantes ne sont pas soumises à l'obligation de formaliser un avenant :

- Pour les lots 2, 5 et le lot 3 en ce qui concerne les actions SDIE, les modifications de la liste des bâtiments sont exemptées de l'obligation de formaliser un avenant ;
- Pour le lot 3, hors SDIE, et le lot 4, les modifications de la liste des bâtiments sont exemptées de l'obligation de formaliser un avenant dans la limite des 25% du nombre total de bâtiments initialement renseignés à l'annexe pour la même typologie d'actions. Lorsque plusieurs modifications successives sont effectuées pendant toute la durée de la présente convention, le nombre cumulé de bâtiments concernés par lesdites modifications est pris en compte.

Les stipulations de l'alinéa ci-dessus ne s'appliquent pas lorsque le nombre de bâtiments concernés par le même type d'actions est inférieur ou égal à 3. Dans ce cas, les modifications peuvent être apportées à la liste sans recourir à un avenant.

Dans tous les cas où une modification ne requiert pas la signature d'un avenant, elle est prise en compte et produit ses effets à compter de sa déclaration par le Bénéficiaire au Porteur et son inscription sur la plateforme numérique dédiée au Programme, après l'envoi par la SASU FNCCR d'une lettre unilatérale de modification. Les Bénéficiaires doivent en informer le Porteur par tous moyens adéquats.

ARTICLE 9 : SIGNATURE ELECTRONIQUE

La signature électronique est un mécanisme permettant de garantir l'intégrité d'un document électronique et l'authentification de l'auteur pour s'assurer que l'acte ne puisse être remis en cause, par analogie avec la signature manuscrite d'un document papier.

Afin de permettre la progression optimale du programme, les Parties sont fortement encouragées à recourir au processus de signature électronique dans l'exercice de leurs relations contractuelles.

ARTICLE 10 : LITIGES

Tout différend relatif à l'interprétation, à la validité et/ou à l'exécution de la Convention devra, en premier lieu, et dans la mesure du possible, être réglé au moyen de négociations amiables entre les Parties.

À défaut, un (1) mois après l'envoi d'une lettre en recommandé avec accusé de réception par une Partie à l'autre Partie mentionnant le différend, le différend sera soumis aux tribunaux français compétents.

Fait en 3 exemplaires originaux

Pour la SASU FNCCR,
Le Président Xavier PINTAT

Pour L' Eurométropole de Strasbourg,
Présidente,
Madame Catherine TRAUTMANN

Pour L' L'Agence du climat, le guichet des solutions,
trésorier,
Monsieur Piero CALVISI

Convention de partenariat dans le cadre de la mise en œuvre du Programme CEE ACTEE+

(PRO-INNO-66)

Action des Collectivités Territoriales pour l'Efficacité Énergétique

CHÊNE 6

ANNEXE : ACTIONS ET BUDGET ASSOCIE

Lot 1 - Ressources Humaines / Économes de flux
Aucun économe de flux.

Lot 2 - Outils de mesure et de suivi
Outil de mesure et de suivi n°1
Catégorie de l'outil : Outils logiciels
Nombre : 1
Bâtiment(s) visé(s) : Je ne connais pas encore mes bâtiments
Coût global (€ HT) : 7 200,00 €
Aide sollicitée (€ HT) : 3 600,00 €

Total Coût global (€ HT) : 7 200,00 €
Total Aide sollicitée (€ HT) : 3 600,00 €

Lot 3 - Études énergétiques
Aucune étude.

Lot 4 - Maitrise d'Oeuvre
Aucune MOE.

Lot 5 - AMO & API
Aucune AMO.

Coût global du dossier : **7 200,00 €**
Aide sollicitée : **3 600,00 €**

Convention de partenariat dans le cadre de la mise en œuvre du Programme CEE ACTEE+

(PRO-INNO-66)

Action des Collectivités Territoriales pour l'Efficacité Énergétique

CHÊNE 6

Entre

La **SASU FNCCR** sise 20, boulevard de la Tour-Maubourg à Paris 7e, représentée par Monsieur Xavier PINTAT, son Président,

Désignée ci-après par « la SASU FNCCR » ou « le Porteur », d'une part,

ET,

La **commune d'Eckbolsheim** , représentée par Madame Isabelle HALB, en qualité de Maire, habilitée aux fins des présentes par délibération, ou par décision du
24/09/2024.

Désignée ci-après par « commune d'Eckbolsheim » ou « le Bénéficiaire », d'autre part,

ET,

L'**Eurométropole de Strasbourg** , représenté par Madame Catherine TRAUTMANN, en qualité de Présidente, habilitée aux fins des présentes par délibération, ou par décision du
10/04/2026.

Désigné ci-après par « Eurométropole de Strasbourg » ou « le Coordinateur », d'autre part,

Désignés ci-après individuellement par « la Partie » et collectivement par « les Parties ».

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Le Programme CEE ACTEE +, référencé PRO-INNO-66, est porté par la FNCCR et la SASU FNCCR.

Le programme ACTEE + (Action des collectivités Territoriales pour l'Efficacité énergétique), porté par la SASU FNCCR, dans la continuité et l'amplification du programme ACTEE 2 vise à développer les projets d'efficacité énergétique pour les bâtiments publics.

Le programme permettra ainsi :

- une aide technique et organisationnelle à destination de collectivités incluant une cellule d'accompagnement composée d'experts, un centre de ressources avec des cahiers des charges-type directement utilisables par les collectivités, des guides, des formations, des MOOC et outils numériques d'analyse ;

- le cofinancement de l'accompagnement et de la maîtrise d'œuvre pour la rénovation des bâtiments publics des collectivités et de l'éclairage public via des appels à projets ouverts favorisant le recours à des solutions mutualisées, intégrant l'efficacité énergétique et s'inscrivant dans le long terme.

Il s'appuiera sur les méthodes et outils déjà développés dans le cadre du programme ACTEE 2.
Le volume de certificats d'économies d'énergie délivré dans le cadre de ce programme n'excède pas 31,5 TWh cumac sur la période 2023-2026.

Suite à la candidature à la saison 6 du Fonds « CHÊNE » lancée le 12/11/2025 à destination des bâtiments publics tertiaires des collectivités, le jury a décidé de sélectionner le projet de commune d'Eckbolsheim.

L'objectif premier de ce fonds est d'apporter un financement sur les coûts organisationnels liés aux actions d'efficacité énergétique des bâtiments publics tertiaires des collectivités, pour les acteurs publics proposant une mutualisation des projets de territoire permettant de massifier les actions de réduction des consommations énergétiques des collectivités. Il est attendu que les fonds attribués via CHÊNE génèrent des actions concrètes permettant la réduction de la consommation énergétique avant la fin de CHÊNE et du programme ou a minima la mise en place de plans de travaux avec une faisabilité avérée (passage des marchés notamment). La faisabilité des actions et des travaux par suite des études financées par le programme ACTEE sera un élément déterminant dans le choix des lauréats. Le second objectif du Fonds CHÊNE est de créer des coopérations entre établissements publics agrégateurs d'actions d'efficacité énergétique, idéalement à la maille interdépartementale, mais également infra-départementale.

DEFINITIONS

Au sens de la présente convention, les termes suivants s'entendent comme suit :

Bénéficiaire : est entendu comme « bénéficiaire » du Programme ACTEE toute structure membre du groupement lauréat. Le cas échéant, le bénéficiaire peut également être bénéficiaire final.

Bénéficiaire final: est entendu comme « bénéficiaire final » du Programme ACTEE toute structure qui bénéficie in fine des fonds et/ou actions du Programme, par l'intermédiaire d'un bénéficiaire et du coordinateur du groupement.

Convention multipartite : est entendu comme « Convention multipartite », la convention passée entre l'intégralité des Bénéficiaires membres du groupement lauréat, le coordinateur et la SASU FNCCR établissant les règles générales du présent partenariat pour la mise en œuvre du fonds CHÊNE dans le cadre du Programme ACTEE+.

Convention tripartite: est entendu comme « Convention tripartite », la convention passée entre un Bénéficiaire, le coordinateur du groupement lauréat et la SASU FNCCR établissant les règles particulières du présent partenariat la mise en œuvre de chaque saison du fonds CHÊNE dans le cadre du Programme ACTEE+.

Coordinateur du groupement : est entendu comme « coordinateur du groupement », la structure membre du groupement lauréat désignée parmi les membres dudit groupement agissant comme interlocuteur privilégié de la SASU FNCCR et notamment chargé, en cas de carence ou sur volonté du Bénéficiaire, de centraliser et de lui transmettre tous les justificatifs nécessaires à la bonne mise en œuvre du Programme.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention s'inscrit dans le cadre d'une chaîne de conventions et se présente comme l'accessoire de la Convention multipartite passée entre la SASU FNCCR, tous les membres du groupement et le Bénéficiaire. En cas d'achèvement, de résiliation ou de résolution de la Convention multipartite précitée pour tout motif, la présente Convention tripartite prendra également fin.

En parallèle de la Convention multipartite contenant des dispositions générales applicables à l'ensemble des rapports contractuels entre la SASU FNCCR et l'intégralité des membres du groupements, la présente Convention a pour objet de définir les actions et les engagements financiers (i.e. budget alloué pour chaque membre du groupement) passés dans le cadre du Partenariat entre les Parties pour le déroulement opérationnel du Programme, dans le respect de la convention de mise en œuvre du Programme ACTEE + PRO-INNO-66 conclue entre l'État, l'ADEME, la FNCCR, la SASU FNCCR, l'AMF et les co-financeurs du Programme – ci-après désignée « Convention tripartite ».

ARTICLE 2 : DEFINITION DES ACTIONS

Le Bénéficiaire prévoit les actions suivantes dont le contenu est détaillé en annexe.

Le Bénéficiaire utilisera les moyens d'actions suivants :

Lot 4 - Maitrise d'Oeuvre
Nombre de site visé : 1
Coût global (€ HT) : 104 469,00 €
Aide sollicitée (€ HT) : 62 681,40 €

Le budget prévisionnel de ces actions s'établit à 104 469,00 euros HT.

Le détail du budget est décrit en annexe. A noter que pour cette saison 6, les dates d'éligibilité des actions aux fonds Chêne diffèrent en fonction des lots, de la manière suivante :

Lot 1 / Économes de flux, éligibilité au 28/02/2025

Lot 2 / Outils, éligibilité au 21/09/2024

Lot 3 / Études, éligibilité au 21/09/2024

Lot 4 / MOE, éligibilité au 28/02/2025

Lot 5 / AMO, éligibilité au 21/09/2024

Il est précisé que l'éligibilité d'une action s'apprécie au regard de la date à laquelle le Bénéficiaire procède à son engagement juridique (signature d'un devis, passation de marché, signature d'un contrat de travail,...).

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DES PARTIES

3.1 ENGAGEMENTS DU PORTEUR

Dans le cadre du programme et conformément à la convention multipartite, la SASU FNCCR s'engage à initier ou à poursuivre les chantiers ci-dessous pendant toute la durée de la convention. La SASU FNCCR s'engage, en tant que porteur du programme, au titre de la présente convention à :

- Mettre en œuvre les actions du Programme ;

- Piloter la partie communication du Programme en collaboration avec les partenaires de celui-ci et sous contrôle du comité de pilotage ;

- Procéder aux appels de fonds vers les co-financeurs, après validation du comité de pilotage ;

- Recevoir les fonds des co-financeurs destinés au financement du programme et établir les attestations de versement des fonds comportant les informations indispensables pour l'obtention des certificats d'économie d'énergie ;

- Se coordonner avec les autres programmes CEE en lien avec la rénovation énergétique des bâtiments publics ;

- Faire certifier les comptes du programme par un commissaire aux comptes ;

La SASU FNCCR s'engage également à :

- Inscrire les fonds collectés et destinés au financement des actions dans un compte de tiers, et justifier de leurs versements aux Bénéficiaires ;

- Ne pas utiliser les fonds collectés pour d'autres opérations que celles mentionnées dans le cadre de la présente convention.

En effet, la SASU FNCCR opère dans le cadre du programme en qualité d'intermédiaire transparent et agit sous la supervision du Ministère de la Transition écologique et solidaire (MTES).

3.2 ENGAGEMENT DU BENEFICIAIRE

Le Bénéficiaire s'est engagé lors de la candidature à la saison 6 du Fonds CHÊNE à mettre en œuvre les actions telles que décrites en annexe. Celles-ci doivent être mises en œuvre et facturées au plus tard le 30/09/2026.

Le Bénéficiaire s'engage à mettre en place les actions adéquates en perspective de la rénovation du patrimoine public des collectivités tel que décrit à l'article 2 de la présente Convention.

Le Bénéficiaire ayant obtenu des fonds relatifs à l'embauche d'un économe de flux, s'engage, le cas échéant, à signer et à appliquer la charte des économes de flux ACTEE notamment en termes de communication.

Le Bénéficiaire sera financé sur justificatif de dépenses, en conformité avec le prévisionnel financier et les objectifs définis.

La réalisation des actions objet de la Convention et le paiement des dépenses correspondantes devront être effectifs dans les délais du Programme ACTEE+. En conséquence, le Bénéficiaire devra déposer sur la plateforme prévue à cet effet l'ensemble des appels de fonds accompagnés des pièces justificatives requises au plus tard le 31/10/2026 afin de permettre le traitement et les paiements par le Porteur avant la clôture du Programme. La capacité à réaliser les actions à court terme, ainsi que la faisabilité générale du projet sont des éléments importants pour l'attribution des fonds.

Un point d'étape entre le Bénéficiaire et les instructeurs de la SASU sera réalisé régulièrement pour vérifier l'avancement de la consommation des fonds demandés. Dans le cas où les fonds demandés auraient été insuffisamment consommés, ils pourront faire l'objet d'une réduction selon les modalités prévues à l'article 4.1.

Le Bénéficiaire s'engage à transmettre à la SASU FNCCR, dans le cadre des missions qui lui sont confiées au titre du Programme s'agissant notamment de l'élaboration des guides et documents contractuels types, tous les éléments nécessaires à la bonne réalisation de ses missions (cahiers des charges, marchés publics, guides, fiches conseils, plaquettes, comptes-rendus d'études…). Il s'engage à participer aux animations proposées par la SASU FNCCR et permettant les partages d'expériences et la co-construction entre lauréats. Enfin, le Bénéficiaire s'engage à transmettre à la SASU FNCCR les indicateurs qui lui seront demandés lors des remontées de fonds.

Le Bénéficiaire s'engage également à inviter la SASU FNCCR aux différents Comités de pilotage, en tant qu'invité permanent. Il est également suggéré d'y inviter, lorsque cela s'y prête, la direction régionale de l'ADEME, la DDT/DREAL, ainsi qu'un représentant de la Banque des Territoires.

Le Bénéficiaire s'engage à transmettre à la SASU FNCCR l'adresse e-mail des Bénéficiaires finaux dans un but de diffusion d'informations de la part du Porteur. Le coordinateur veille au respect de cette obligation de transmission.

ARTICLE 4 : FINANCEMENT

A l'exception du lot 4, le montant global des fonds demandés ne fait l'objet d'aucun plafonnement. Il est déterminé par application du taux de financement propre à chaque action au montant des dépenses remontées par le Bénéficiaire.

Pour le lot 4, le montant des subventions est déterminé par application des taux prévus par action, dans la limite d'un plafond selon les modalités précisées au cahier des charge de l'appel à projets.

A noter que pour cette saison 6, les dates d'éligibilité des factures diffèrent en fonction des lots, de la manière suivante :

Lot 1 / Économes de flux, éligibilité des factures au 01/01/2026

Lot 2 / Outils, éligibilité des factures au 28/02/2025

Lot 3 / Études, éligibilité des factures au 28/02/2025

Lot 4 / MOE, éligibilité des factures au 28/02/2025

Lot 5 / AMO, éligibilité des factures au 28/02/2025

Les fonds seront versés après envoi des justificatifs de dépenses et des livrables associés puis validation par les instructeurs de la SASU FNCCR, dans la limite de l'enveloppe attribuée par le jury pour chaque action, et ne pourront être versés avant signature de la Convention par tous les membres du groupement.

Les fonds dus au titre de la présente Convention sont versés aux services financiers du Bénéficiaire.

Le cas échéant, le Bénéficiaire s'engage à reverser les fonds perçus aux Bénéficiaires finaux.

Bénéficiaire : commune d'Eckbolsheim

Coordonnées bancaires :
RIB : 3000100806D675000000001
IBAN : FR3530001008O6D675000000001
BIC : BDFEFRPPCCT

A défaut, et avec l'accord du Bénéficiaire, les sommes dues au titre de la présente Convention pourront être versées aux services financiers du Coordinateur du groupement qui aura la charge de restituer les sommes dues au Bénéficiaire.

Coordinateur du groupement : Eurométropole de Strasbourg

Coordonnées bancaires :
RIB : 3000100806C672000000056
IBAN : FR3530001008O6C672000000056
BIC : BDFEFRPPCCT

Les versements seront effectués après, et sous réserve de l'encaissement de l'appel de fonds des co-financeurs, par la SASU FNCCR.

En cas de non-versement des contributions par les financeurs obligés du Programme, et ce, pour quelque motif que ce soit, la SASU FNCCR ne saurait être tenue responsable du retard ou du non-versement des fonds dus au Bénéficiaire.

4.1 DESENGAGEMENT DES FONDS A L'INITIATIVE DU PORTEUR DU PROGRAMME

Dans le cas où tout ou partie des fonds alloués au titre du Programme n'auraient pas été dépensés par le Bénéficiaire, le Porteur se réserve la faculté de procéder à leur désengagement total ou partiel dans les hypothèses suivantes :

- Dans le cas où un minimum de 50 % des fonds demandés n'auraient pas été consommés au 10/07/2026 ;

- Dans le cas où 100 % des fonds demandés n'auraient pas été consommés au 30/09/2026.

Dans les cas ci-dessus indiqués, la SASU FNCCR procède unilatéralement au désengagement des fonds, par décision motivée. Cette décision peut être soumise à l'avis du jury à l'initiative de la SASU FNCCR. La décision précise le montant des fonds désengagés. Le Bénéficiaire concerné recevra notification de la décision dans le délai d'un (1) mois, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie électronique, sous réserve d'en justifier la réception par le destinataire.

La SASU FNCCR se réserve la même faculté de désengager unilatéralement les fonds dans le cas où les actions réalisées ne correspondent pas à celles pour lesquelles la candidature du Bénéficiaire a été sélectionnée par le jury. La même faculté s'applique dans l'hypothèse où la qualité des livrables présentés par le Bénéficiaire au titre de la justification des dépenses est manifestement inférieure à celle qu'on peut raisonnablement attendre d'un prestataire diligent dans le cadre de marchés de même nature. Il en va de même lorsqu'il s'avère que les actions pour lesquelles les fonds sont demandés ne sont pas éligibles aux financements objet de l'appel à projet ayant donné lieu à la conclusion de la présente Convention. Dans ce cas, et quel que soit le motif d'inéligibilité, le Lauréat ne pourra élever aucune réclamation à l'encontre du Porteur.

4.2 DESENGAGEMENT DES FONDS SUR DEMANDE DU BENEFICIAIRE

Le Porteur peut également procéder au désengagement des fonds sur demande du Bénéficiaire, reçue par tout moyen susceptible d'en justifier la réalité et en assurer la traçabilité. Dans ce cas, la procédure prévue à l'article 4.1 ci-dessus s'applique.

ARTICLE 5 : JUSTIFICATION DES DEPENSES PAR LE BENEFICIAIRE

La justification de réalisation des actions mises en œuvre par le Bénéficiaire et par les Bénéficiaires finaux du Programme devra être effectuée au moyen de rapports techniques et de justifications de dépenses selon les modèles fournis par la SASU FNCCR.

Les justificatifs de dépenses de chaque bénéficiaire devront être dument signés à la fois par le représentant légal du bénéficiaire et un comptable public. Conformément à l'article 2.2.1 de la Convention multipartite, les justificatifs de dépenses pourront être centralisés auprès du coordinateur du groupement, qui en contrôlera la bonne signature, et les communiquera à la SASU FNCCR.

Toutes les dépenses affectées au projet et les activités correspondantes devront être justifiées dans le cadre du Programme et faire mention explicite à celui-ci (« ACTEE – PRO-INNO-66 »). Les justificatifs détaillés des dépenses et des activités (compte rendu, feuilles de présence…) devront être conservés par le bénéficiaire et par la SASU FNCCR pour un contrôle éventuel et aléatoire du MTES pour une durée de 6 ans.

La SASU FNCCR se réserve le droit de demander au Bénéficiaire de faire réaliser, avant la fin du Programme, un audit sur la situation du Programme les concernant.

ARTICLE 6 : GARANTIE D'AFFECTATION DES FONDS

Le Bénéficiaire s'engage à utiliser les fonds versés par la SASU FNCCR uniquement dans le cadre et aux bonnes fins d'exécution du Programme.

A ce titre, le Bénéficiaire garantit la SASU FNCCR contre toute revendication ou action en responsabilité de quelque nature que ce soit en cas d'utilisation des fonds versés non conforme aux stipulations de la Convention et à d'autres fins que celles du Programme.

ARTICLE 7 : RESILIATION

La présente Convention pourra être résiliée par une Partie en cas de manquement par l'autre Partie à l'une de ses obligations contractuelles, après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à la Partie défaillante et restée sans effet pendant un délai d'un (1) mois à compter de la réception de ladite lettre. La résiliation par l'une des Parties ne résilie pas de plein droit la Convention. Le Comité de pilotage se réunira alors pour définir les modalités de poursuite ou d'arrêt de tout ou partie du Programme du bénéficiaire concerné.

Les Parties conviennent également de manière expresse qu'en cas de modification des textes législatifs ou réglementaires relatifs aux économies d'énergie ou aux CEE rendant inapplicables les dispositions de la Convention, elles se rencontreront à l'initiative de la Partie la plus diligente pour en étudier les adaptations nécessaires. A défaut d'accord ou en cas d'impossibilité d'adapter la Convention dans un délai d'un (1) mois à compter de la 1ère réunion des Parties, cette dernière sera résiliée de plein droit. Le Comité de pilotage se réunira alors pour déterminer les modalités de clôture du Programme et notamment la répartition des fonds restants.

ARTICLE 8 : DUREE ET MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente Convention entre en vigueur à sa signature par les Parties et prendra fin au 31/12/2026. Le dernier appel de fonds du Programme interviendra au cours du mois de novembre de l'année 2026. En cas d'achèvement de la Convention multipartite, la présente Convention sera résiliée de plein droit.

Le dernier appel de fonds du Programme interviendra au cours du mois de novembre de l'année 2026. En cas d'achèvement de la Convention multipartite, la présente Convention sera résiliée de plein droit.

En cas de besoin, la présente Convention pourra faire l'objet d'un avenant si une modification significative devait avoir lieu sur les actions, les budgets associés ou la durée du Programme.

Ces évolutions seront argumentées et discutées par le service instructeur de la SASU FNCCR et, le cas échéant, les objectifs seront alors revus pour intégrer les évolutions.

Néanmoins, les modifications suivantes ne sont pas soumises à l'obligation de formaliser un avenant :

- Pour les lots 2, 5 et le lot 3 en ce qui concerne les actions SDIE, les modifications de la liste des bâtiments sont exemptées de l'obligation de formaliser un avenant ;
- Pour le lot 3, hors SDIE, et le lot 4, les modifications de la liste des bâtiments sont exemptées de l'obligation de formaliser un avenant dans la limite des 25% du nombre total de bâtiments initialement renseignés à l'annexe pour la même typologie d'actions. Lorsque plusieurs modifications successives sont effectuées pendant toute la durée de la présente convention, le nombre cumulé de bâtiments concernés par lesdites modifications est pris en compte.

Les stipulations de l'alinéa ci-dessus ne s'appliquent pas lorsque le nombre de bâtiments concernés par le même type d'actions est inférieur ou égal à 3. Dans ce cas, les modifications peuvent être apportées à la liste sans recourir à un avenant.

Dans tous les cas où une modification ne requiert pas la signature d'un avenant, elle est prise en compte et produit ses effets à compter de sa déclaration par le Bénéficiaire au Porteur et son inscription sur la plateforme numérique dédiée au Programme, après l'envoi par la SASU FNCCR d'une lettre unilatérale de modification. Les Bénéficiaires doivent en informer le Porteur par tous moyens adéquats.

ARTICLE 9 : SIGNATURE ELECTRONIQUE

La signature électronique est un mécanisme permettant de garantir l'intégrité d'un document électronique et l'authentification de l'auteur pour s'assurer que l'acte ne puisse être remis en cause, par analogie avec la signature manuscrite d'un document papier.

Afin de permettre la progression optimale du programme, les Parties sont fortement encouragées à recourir au processus de signature électronique dans l'exercice de leurs relations contractuelles.

ARTICLE 10 : LITIGES

Tout différend relatif à l'interprétation, à la validité et/ou à l'exécution de la Convention devra, en premier lieu, et dans la mesure du possible, être réglé au moyen de négociations amiables entre les Parties.

À défaut, un (1) mois après l'envoi d'une lettre en recommandé avec accusé de réception par une Partie à l'autre Partie mentionnant le différend, le différend sera soumis aux tribunaux français compétents.

Fait en 3 exemplaires originaux

Pour la SASU FNCCR,
Le Président Xavier PINTAT

Pour L' Eurométropole de Strasbourg,
Présidente,
Madame Catherine TRAUTMANN

Pour La commune d'Eckbolsheim,
Maire,
Madame Isabelle HALB

Convention de partenariat dans le cadre de la mise en œuvre du Programme CEE ACTEE+

(PRO-INNO-66)

Action des Collectivités Territoriales pour l'Efficacité Énergétique

CHÊNE 6

ANNEXE : ACTIONS ET BUDGET ASSOCIE

Lot 1 - Ressources Humaines / Économes de flux
Aucun économe de flux.

Lot 2 - Outils de mesure et de suivi
Aucun outil.

Lot 3 - Études énergétiques
Aucune étude.

Lot 4 - Maitrise d'Oeuvre
MOE n°1
Typologie de l'opération : +3500 habitants / Bâtiments non scolaires
Type d'opération : MOE Rénovation ambitieuse et performante
Bâtiment(s) visé(s) : Complexe sportif Pierre Sammel (67201 Eckbolsheim)
Coût global (€ HT) : 104 469,00 €
Aide sollicitée (€ HT) : 62 681,40 €

Total Coût global (€ HT) : 104 469,00 €
Total Aide sollicitée (€ HT) : 62 681,40 €

Lot 5 - AMO & API
Aucune AMO.

Coût global du dossier : **104 469,00 €**
Aide sollicitée : **62 681,40 €**

Convention de partenariat dans le cadre de la mise en œuvre du Programme CEE ACTEE+

(PRO-INNO-66)

Action des Collectivités Territoriales pour l'Efficacité Énergétique

CHÊNE 6

Entre

La **SASU FNCCR** sise 20, boulevard de la Tour-Maubourg à Paris 7e, représentée par Monsieur Xavier PINTAT, son Président,

Désignée ci-après par « la SASU FNCCR » ou « le Porteur », d'une part,

ET,

La **Commune de Fegersheim** , représentée par Monsieur Schaal Thierry, en qualité de Maire, habilité aux fins des présentes par délibération, ou par décision du
11/05/2026.

Désignée ci-après par « Commune de Fegersheim » ou « le Bénéficiaire », d'autre part,

ET,

L'**Eurométropole de Strasbourg** , représenté par Madame Catherine TRAUTMANN, en qualité de Présidente, habilitée aux fins des présentes par délibération, ou par décision du
10/04/2026.

Désigné ci-après par « Eurométropole de Strasbourg » ou « le Coordinateur », d'autre part,

Désignés ci-après individuellement par « la Partie » et collectivement par « les Parties ».

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Le Programme CEE ACTEE +, référencé PRO-INNO-66, est porté par la FNCCR et la SASU FNCCR.

Le programme ACTEE + (Action des collectivités Territoriales pour l'Efficacité énergétique), porté par la SASU FNCCR, dans la continuité et l'amplification du programme ACTEE 2 vise à développer les projets d'efficacité énergétique pour les bâtiments publics.

Le programme permettra ainsi :

- une aide technique et organisationnelle à destination de collectivités incluant une cellule d'accompagnement composée d'experts, un centre de ressources avec des cahiers des charges-type directement utilisables par les collectivités, des guides, des formations, des MOOC et outils numériques d'analyse ;

- le cofinancement de l'accompagnement et de la maîtrise d'œuvre pour la rénovation des bâtiments publics des collectivités et de l'éclairage public via des appels à projets ouverts favorisant le recours à des solutions mutualisées, intégrant l'efficacité énergétique et s'inscrivant dans le long terme.

Il s'appuiera sur les méthodes et outils déjà développés dans le cadre du programme ACTEE 2.
Le volume de certificats d'économies d'énergie délivré dans le cadre de ce programme n'excède pas 31,5 TWh cumac sur la période 2023-2026.

Suite à la candidature à la saison 6 du Fonds « CHÊNE » lancée le 12/11/2025 à destination des bâtiments publics tertiaires des collectivités, le jury a décidé de sélectionner le projet de Commune de Fegersheim.

L'objectif premier de ce fonds est d'apporter un financement sur les coûts organisationnels liés aux actions d'efficacité énergétique des bâtiments publics tertiaires des collectivités, pour les acteurs publics proposant une mutualisation des projets de territoire permettant de massifier les actions de réduction des consommations énergétiques des collectivités. Il est attendu que les fonds attribués via CHÊNE génèrent des actions concrètes permettant la réduction de la consommation énergétique avant la fin de CHÊNE et du programme ou a minima la mise en place de plans de travaux avec une faisabilité avérée (passage des marchés notamment). La faisabilité des actions et des travaux par suite des études financées par le programme ACTEE sera un élément déterminant dans le choix des lauréats. Le second objectif du Fonds CHÊNE est de créer des coopérations entre établissements publics agrégateurs d'actions d'efficacité énergétique, idéalement à la maille interdépartementale, mais également infra-départementale.

DEFINITIONS

Au sens de la présente convention, les termes suivants s'entendent comme suit :

Bénéficiaire : est entendu comme « bénéficiaire » du Programme ACTEE toute structure membre du groupement lauréat. Le cas échéant, le bénéficiaire peut également être bénéficiaire final.

Bénéficiaire final: est entendu comme « bénéficiaire final » du Programme ACTEE toute structure qui bénéficie in fine des fonds et/ou actions du Programme, par l'intermédiaire d'un bénéficiaire et du coordinateur du groupement.

Convention multipartite : est entendu comme « Convention multipartite », la convention passée entre l'intégralité des Bénéficiaires membres du groupement lauréat, le coordinateur et la SASU FNCCR établissant les règles générales du présent partenariat pour la mise en œuvre du fonds CHÊNE dans le cadre du Programme ACTEE+.

Convention tripartite: est entendu comme « Convention tripartite », la convention passée entre un Bénéficiaire, le coordinateur du groupement lauréat et la SASU FNCCR établissant les règles particulières du présent partenariat la mise en œuvre de chaque saison du fonds CHÊNE dans le cadre du Programme ACTEE+.

Coordinateur du groupement : est entendu comme « coordinateur du groupement », la structure membre du groupement lauréat désignée parmi les membres dudit groupement agissant comme interlocuteur privilégié de la SASU FNCCR et notamment chargé, en cas de carence ou sur volonté du Bénéficiaire, de centraliser et de lui transmettre tous les justificatifs nécessaires à la bonne mise en œuvre du Programme.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention s'inscrit dans le cadre d'une chaîne de conventions et se présente comme l'accessoire de la Convention multipartite passée entre la SASU FNCCR, tous les membres du groupement et le Bénéficiaire. En cas d'achèvement, de résiliation ou de résolution de la Convention multipartite précitée pour tout motif, la présente Convention tripartite prendra également fin.

En parallèle de la Convention multipartite contenant des dispositions générales applicables à l'ensemble des rapports contractuels entre la SASU FNCCR et l'intégralité des membres du groupements, la présente Convention a pour objet de définir les actions et les engagements financiers (i.e. budget alloué pour chaque membre du groupement) passés dans le cadre du Partenariat entre les Parties pour le déroulement opérationnel du Programme, dans le respect de la convention de mise en œuvre du Programme ACTEE + PRO-INNO-66 conclue entre l'État, l'ADEME, la FNCCR, la SASU FNCCR, l'AMF et les co-financeurs du Programme – ci-après désignée « Convention tripartite ».

ARTICLE 2 : DEFINITION DES ACTIONS

Le Bénéficiaire prévoit les actions suivantes dont le contenu est détaillé en annexe.

Le Bénéficiaire utilisera les moyens d'actions suivants :

Lot 3 - Études énergétiques
Nombre : 1
Coût global (€ HT) : 8 000,00 €
Aide sollicitée (€ HT) : 6 400,00 €

Le budget prévisionnel de ces actions s'établit à 8 000,00 euros HT.

Le détail du budget est décrit en annexe. A noter que pour cette saison 6, les dates d'éligibilité des actions aux fonds Chêne diffèrent en fonction des lots, de la manière suivante :

Lot 1 / Économes de flux, éligibilité au 28/02/2025

Lot 2 / Outils, éligibilité au 21/09/2024

Lot 3 / Études, éligibilité au 21/09/2024

Lot 4 / MOE, éligibilité au 28/02/2025

Lot 5 / AMO, éligibilité au 21/09/2024

Il est précisé que l'éligibilité d'une action s'apprécie au regard de la date à laquelle le Bénéficiaire procède à son engagement juridique (signature d'un devis, passation de marché, signature d'un contrat de travail,...).

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DES PARTIES

3.1 ENGAGEMENTS DU PORTEUR

Dans le cadre du programme et conformément à la convention multipartite, la SASU FNCCR s'engage à initier ou à poursuivre les chantiers ci-dessous pendant toute la durée de la convention. La SASU FNCCR s'engage, en tant que porteur du programme, au titre de la présente convention à :

- Mettre en œuvre les actions du Programme ;

- Piloter la partie communication du Programme en collaboration avec les partenaires de celui-ci et sous contrôle du comité de pilotage ;

- Procéder aux appels de fonds vers les co-financeurs, après validation du comité de pilotage ;

- Recevoir les fonds des co-financeurs destinés au financement du programme et établir les attestations de versement des fonds comportant les informations indispensables pour l'obtention des certificats d'économie d'énergie ;

- Se coordonner avec les autres programmes CEE en lien avec la rénovation énergétique des bâtiments publics ;

- Faire certifier les comptes du programme par un commissaire aux comptes ;

La SASU FNCCR s'engage également à :

- Inscrire les fonds collectés et destinés au financement des actions dans un compte de tiers, et justifier de leurs versements aux Bénéficiaires ;

- Ne pas utiliser les fonds collectés pour d'autres opérations que celles mentionnées dans le cadre de la présente convention.

En effet, la SASU FNCCR opère dans le cadre du programme en qualité d'intermédiaire transparent et agit sous la supervision du Ministère de la Transition écologique et solidaire (MTES).

3.2 ENGAGEMENT DU BENEFICIAIRE

Le Bénéficiaire s'est engagé lors de la candidature à la saison 6 du Fonds CHÊNE à mettre en œuvre les actions telles que décrites en annexe. Celles-ci doivent être mises en œuvre et facturées au plus tard le 30/09/2026.

Le Bénéficiaire s'engage à mettre en place les actions adéquates en perspective de la rénovation du patrimoine public des collectivités tel que décrit à l'article 2 de la présente Convention.

Le Bénéficiaire ayant obtenu des fonds relatifs à l'embauche d'un économe de flux, s'engage, le cas échéant, à signer et à appliquer la charte des économes de flux ACTEE notamment en termes de communication.

Le Bénéficiaire sera financé sur justificatif de dépenses, en conformité avec le prévisionnel financier et les objectifs définis.

La réalisation des actions objet de la Convention et le paiement des dépenses correspondantes devront être effectifs dans les délais du Programme ACTEE+. En conséquence, le Bénéficiaire devra déposer sur la plateforme prévue à cet effet l'ensemble des appels de fonds accompagnés des pièces justificatives requises au plus tard le 31/10/2026 afin de permettre le traitement et les paiements par le Porteur avant la clôture du Programme. La capacité à réaliser les actions à court terme, ainsi que la faisabilité générale du projet sont des éléments importants pour l'attribution des fonds.

Un point d'étape entre le Bénéficiaire et les instructeurs de la SASU sera réalisé régulièrement pour vérifier l'avancement de la consommation des fonds demandés. Dans le cas où les fonds demandés auraient été insuffisamment consommés, ils pourront faire l'objet d'une réduction selon les modalités prévues à l'article 4.1.

Le Bénéficiaire s'engage à transmettre à la SASU FNCCR, dans le cadre des missions qui lui sont confiées au titre du Programme s'agissant notamment de l'élaboration des guides et documents contractuels types, tous les éléments nécessaires à la bonne réalisation de ses missions (cahiers des charges, marchés publics, guides, fiches conseils, plaquettes, comptes-rendus d'études…). Il s'engage à participer aux animations proposées par la SASU FNCCR et permettant les partages d'expériences et la co-construction entre lauréats. Enfin, le Bénéficiaire s'engage à transmettre à la SASU FNCCR les indicateurs qui lui seront demandés lors des remontées de fonds.

Le Bénéficiaire s'engage également à inviter la SASU FNCCR aux différents Comités de pilotage, en tant qu'invité permanent. Il est également suggéré d'y inviter, lorsque cela s'y prête, la direction régionale de l'ADEME, la DDT/DREAL, ainsi qu'un représentant de la Banque des Territoires.

Le Bénéficiaire s'engage à transmettre à la SASU FNCCR l'adresse e-mail des Bénéficiaires finaux dans un but de diffusion d'informations de la part du Porteur. Le coordinateur veille au respect de cette obligation de transmission.

ARTICLE 4 : FINANCEMENT

A l'exception du lot 4, le montant global des fonds demandés ne fait l'objet d'aucun plafonnement. Il est déterminé par application du taux de financement propre à chaque action au montant des dépenses remontées par le Bénéficiaire.

Pour le lot 4, le montant des subventions est déterminé par application des taux prévus par action, dans la limite d'un plafond selon les modalités précisées au cahier des charge de l'appel à projets.

A noter que pour cette saison 6, les dates d'éligibilité des factures diffèrent en fonction des lots, de la manière suivante :

Lot 1 / Économes de flux, éligibilité des factures au 01/01/2026

Lot 2 / Outils, éligibilité des factures au 28/02/2025

Lot 3 / Études, éligibilité des factures au 28/02/2025

Lot 4 / MOE, éligibilité des factures au 28/02/2025

Lot 5 / AMO, éligibilité des factures au 28/02/2025

Les fonds seront versés après envoi des justificatifs de dépenses et des livrables associés puis validation par les instructeurs de la SASU FNCCR, dans la limite de l'enveloppe attribuée par le jury pour chaque action, et ne pourront être versés avant signature de la Convention par tous les membres du groupement.

Les fonds dus au titre de la présente Convention sont versés aux services financiers du Bénéficiaire.

Le cas échéant, le Bénéficiaire s'engage à reverser les fonds perçus aux Bénéficiaires finaux.

Bénéficiaire : Commune de Fegersheim

Coordonnées bancaires :
RIB : 3000100806D675000000001
IBAN : FR3530001008O6D675000000001
BIC : BDFEFRPPCCT

A défaut, et avec l'accord du Bénéficiaire, les sommes dues au titre de la présente Convention pourront être versées aux services financiers du Coordinateur du groupement qui aura la charge de restituer les sommes dues au Bénéficiaire.

Coordinateur du groupement : Eurométropole de Strasbourg

Coordonnées bancaires :
RIB : 3000100806C672000000056
IBAN : FR3530001008O6C672000000056
BIC : BDFEFRPPCCT

Les versements seront effectués après, et sous réserve de l'encaissement de l'appel de fonds des co-financeurs, par la SASU FNCCR.

En cas de non-versement des contributions par les financeurs obligés du Programme, et ce, pour quelque motif que ce soit, la SASU FNCCR ne saurait être tenue responsable du retard ou du non-versement des fonds dus au Bénéficiaire.

4.1 DESENGAGEMENT DES FONDS A L'INITIATIVE DU PORTEUR DU PROGRAMME

Dans le cas où tout ou partie des fonds alloués au titre du Programme n'auraient pas été dépensés par le Bénéficiaire, le Porteur se réserve la faculté de procéder à leur désengagement total ou partiel dans les hypothèses suivantes :

- Dans le cas où un minimum de 50 % des fonds demandés n'auraient pas été consommés au 10/07/2026 ;

- Dans le cas où 100 % des fonds demandés n'auraient pas été consommés au 30/09/2026.

Dans les cas ci-dessus indiqués, la SASU FNCCR procède unilatéralement au désengagement des fonds, par décision motivée. Cette décision peut être soumise à l'avis du jury à l'initiative de la SASU FNCCR. La décision précise le montant des fonds désengagés. Le Bénéficiaire concerné recevra notification de la décision dans le délai d'un (1) mois, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie électronique, sous réserve d'en justifier la réception par le destinataire.

La SASU FNCCR se réserve la même faculté de désengager unilatéralement les fonds dans le cas où les actions réalisées ne correspondent pas à celles pour lesquelles la candidature du Bénéficiaire a été sélectionnée par le jury. La même faculté s'applique dans l'hypothèse où la qualité des livrables présentés par le Bénéficiaire au titre de la justification des dépenses est manifestement inférieure à celle qu'on peut raisonnablement attendre d'un prestataire diligent dans le cadre de marchés de même nature. Il en va de même lorsqu'il s'avère que les actions pour lesquelles les fonds sont demandés ne sont pas éligibles aux financements objet de l'appel à projet ayant donné lieu à la conclusion de la présente Convention. Dans ce cas, et quel que soit le motif d'inéligibilité, le Lauréat ne pourra élever aucune réclamation à l'encontre du Porteur.

4.2 DESENGAGEMENT DES FONDS SUR DEMANDE DU BENEFICIAIRE

Le Porteur peut également procéder au désengagement des fonds sur demande du Bénéficiaire, reçue par tout moyen susceptible d'en justifier la réalité et en assurer la traçabilité. Dans ce cas, la procédure prévue à l'article 4.1 ci-dessus s'applique.

ARTICLE 5 : JUSTIFICATION DES DEPENSES PAR LE BENEFICIAIRE

La justification de réalisation des actions mises en œuvre par le Bénéficiaire et par les Bénéficiaires finaux du Programme devra être effectuée au moyen de rapports techniques et de justifications de dépenses selon les modèles fournis par la SASU FNCCR.

Les justificatifs de dépenses de chaque bénéficiaire devront être dument signés à la fois par le représentant légal du bénéficiaire et un comptable public. Conformément à l'article 2.2.1 de la Convention multipartite, les justificatifs de dépenses pourront être centralisés auprès du coordinateur du groupement, qui en contrôlera la bonne signature, et les communiquera à la SASU FNCCR.

Toutes les dépenses affectées au projet et les activités correspondantes devront être justifiées dans le cadre du Programme et faire mention explicite à celui-ci (« ACTEE – PRO-INNO-66 »). Les justificatifs détaillés des dépenses et des activités (compte rendu, feuilles de présence…) devront être conservés par le bénéficiaire et par la SASU FNCCR pour un contrôle éventuel et aléatoire du MTES pour une durée de 6 ans.

La SASU FNCCR se réserve le droit de demander au Bénéficiaire de faire réaliser, avant la fin du Programme, un audit sur la situation du Programme les concernant.

ARTICLE 6 : GARANTIE D'AFFECTATION DES FONDS

Le Bénéficiaire s'engage à utiliser les fonds versés par la SASU FNCCR uniquement dans le cadre et aux bonnes fins d'exécution du Programme.

A ce titre, le Bénéficiaire garantit la SASU FNCCR contre toute revendication ou action en responsabilité de quelque nature que ce soit en cas d'utilisation des fonds versés non conforme aux stipulations de la Convention et à d'autres fins que celles du Programme.

ARTICLE 7 : RESILIATION

La présente Convention pourra être résiliée par une Partie en cas de manquement par l'autre Partie à l'une de ses obligations contractuelles, après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à la Partie défaillante et restée sans effet pendant un délai d'un (1) mois à compter de la réception de ladite lettre. La résiliation par l'une des Parties ne résilie pas de plein droit la Convention. Le Comité de pilotage se réunira alors pour définir les modalités de poursuite ou d'arrêt de tout ou partie du Programme du bénéficiaire concerné.

Les Parties conviennent également de manière expresse qu'en cas de modification des textes législatifs ou réglementaires relatifs aux économies d'énergie ou aux CEE rendant inapplicables les dispositions de la Convention, elles se rencontreront à l'initiative de la Partie la plus diligente pour en étudier les adaptations nécessaires. A défaut d'accord ou en cas d'impossibilité d'adapter la Convention dans un délai d'un (1) mois à compter de la 1ère réunion des Parties, cette dernière sera résiliée de plein droit. Le Comité de pilotage se réunira alors pour déterminer les modalités de clôture du Programme et notamment la répartition des fonds restants.

ARTICLE 8 : DUREE ET MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente Convention entre en vigueur à sa signature par les Parties et prendra fin au 31/12/2026. Le dernier appel de fonds du Programme interviendra au cours du mois de novembre de l'année 2026. En cas d'achèvement de la Convention multipartite, la présente Convention sera résiliée de plein droit.

Le dernier appel de fonds du Programme interviendra au cours du mois de novembre de l'année 2026. En cas d'achèvement de la Convention multipartite, la présente Convention sera résiliée de plein droit.

En cas de besoin, la présente Convention pourra faire l'objet d'un avenant si une modification significative devait avoir lieu sur les actions, les budgets associés ou la durée du Programme.

Ces évolutions seront argumentées et discutées par le service instructeur de la SASU FNCCR et, le cas échéant, les objectifs seront alors revus pour intégrer les évolutions.

Néanmoins, les modifications suivantes ne sont pas soumises à l'obligation de formaliser un avenant :

- Pour les lots 2, 5 et le lot 3 en ce qui concerne les actions SDIE, les modifications de la liste des bâtiments sont exemptées de l'obligation de formaliser un avenant ;
- Pour le lot 3, hors SDIE, et le lot 4, les modifications de la liste des bâtiments sont exemptées de l'obligation de formaliser un avenant dans la limite des 25% du nombre total de bâtiments initialement renseignés à l'annexe pour la même typologie d'actions. Lorsque plusieurs modifications successives sont effectuées pendant toute la durée de la présente convention, le nombre cumulé de bâtiments concernés par lesdites modifications est pris en compte.

Les stipulations de l'alinéa ci-dessus ne s'appliquent pas lorsque le nombre de bâtiments concernés par le même type d'actions est inférieur ou égal à 3. Dans ce cas, les modifications peuvent être apportées à la liste sans recourir à un avenant.

Dans tous les cas où une modification ne requiert pas la signature d'un avenant, elle est prise en compte et produit ses effets à compter de sa déclaration par le Bénéficiaire au Porteur et son inscription sur la plateforme numérique dédiée au Programme, après l'envoi par la SASU FNCCR d'une lettre unilatérale de modification. Les Bénéficiaires doivent en informer le Porteur par tous moyens adéquats.

ARTICLE 9 : SIGNATURE ELECTRONIQUE

La signature électronique est un mécanisme permettant de garantir l'intégrité d'un document électronique et l'authentification de l'auteur pour s'assurer que l'acte ne puisse être remis en cause, par analogie avec la signature manuscrite d'un document papier.

Afin de permettre la progression optimale du programme, les Parties sont fortement encouragées à recourir au processus de signature électronique dans l'exercice de leurs relations contractuelles.

ARTICLE 10 : LITIGES

Tout différend relatif à l'interprétation, à la validité et/ou à l'exécution de la Convention devra, en premier lieu, et dans la mesure du possible, être réglé au moyen de négociations amiables entre les Parties.

À défaut, un (1) mois après l'envoi d'une lettre en recommandé avec accusé de réception par une Partie à l'autre Partie mentionnant le différend, le différend sera soumis aux tribunaux français compétents.

Fait en 3 exemplaires originaux

Pour la SASU FNCCR,
Le Président Xavier PINTAT

Pour L' Eurométropole de Strasbourg,
Présidente,
Madame Catherine TRAUTMANN

Pour La Commune de Fegersheim,
Maire,
Monsieur Schaal Thierry

Convention de partenariat dans le cadre de la mise en œuvre du Programme CEE ACTEE+

(PRO-INNO-66)

Action des Collectivités Territoriales pour l'Efficacité Énergétique

CHÊNE 6

ANNEXE : ACTIONS ET BUDGET ASSOCIE

Lot 1 - Ressources Humaines / Économes de flux
Aucun économe de flux.

Lot 2 - Outils de mesure et de suivi
Aucun outil.

Lot 3 - Études énergétiques
Étude énergétique n°1
Typologie de l'étude : +3500 habitants / Bâtiments scolaires
Type d'étude : Audit énergétique
Bâtiment(s) visé(s) : espace jeunes (67640 Fegersheim)
Nombre : 1
Coût global (€ HT) : 8 000,00 €
Aide sollicitée (€ HT) : 6 400,00 €

Total Coût global (€ HT) : 8 000,00 €
Total Aide sollicitée (€ HT) : 6 400,00 €

Lot 4 - Maitrise d'Oeuvre
Aucune MOE.

Lot 5 - AMO & API
Aucune AMO.

Coût global du dossier : **8 000,00 €**
Aide sollicitée : **6 400,00 €**

Convention de partenariat dans le cadre de la mise en œuvre du Programme CEE ACTEE+

(PRO-INNO-66)

Action des Collectivités Territoriales pour l'Efficacité Énergétique

CHÊNE 6

Entre

La **SASU FNCCR** sise 20, boulevard de la Tour-Maubourg à Paris 7e, représentée par Monsieur Xavier PINTAT, son Président,

Désignée ci-après par « la SASU FNCCR » ou « le Porteur », d'une part,

ET,

La **COMMUNE DE GEISPOLSHEIM** , représentée par Monsieur Jean-Michel SCHAEFFER, en qualité de Maire, habilité aux fins des présentes par délibération, ou par décision du
10/04/2026.

Désignée ci-après par « COMMUNE DE GEISPOLSHEIM » ou « le Bénéficiaire », d'autre part,

ET,

L'**Eurométropole de Strasbourg** , représenté par Madame Catherine TRAUTMANN, en qualité de Présidente, habilitée aux fins des présentes par délibération, ou par décision du
10/04/2026.

Désigné ci-après par « Eurométropole de Strasbourg » ou « le Coordinateur », d'autre part,

Désignés ci-après individuellement par « la Partie » et collectivement par « les Parties ».

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Le Programme CEE ACTEE +, référencé PRO-INNO-66, est porté par la FNCCR et la SASU FNCCR.

Le programme ACTEE + (Action des collectivités Territoriales pour l'Efficacité énergétique), porté par la SASU FNCCR, dans la continuité et l'amplification du programme ACTEE 2 vise à développer les projets d'efficacité énergétique pour les bâtiments publics.

Le programme permettra ainsi :

- une aide technique et organisationnelle à destination de collectivités incluant une cellule d'accompagnement composée d'experts, un centre de ressources avec des cahiers des charges-type directement utilisables par les collectivités, des guides, des formations, des MOOC et outils numériques d'analyse ;

- le cofinancement de l'accompagnement et de la maîtrise d'œuvre pour la rénovation des bâtiments publics des collectivités et de l'éclairage public via des appels à projets ouverts favorisant le recours à des solutions mutualisées, intégrant l'efficacité énergétique et s'inscrivant dans le long terme.

Il s'appuiera sur les méthodes et outils déjà développés dans le cadre du programme ACTEE 2.
Le volume de certificats d'économies d'énergie délivré dans le cadre de ce programme n'excède pas 31,5 TWh cumac sur la période 2023-2026.

Suite à la candidature à la saison 6 du Fonds « CHÊNE » lancée le 12/11/2025 à destination des bâtiments publics tertiaires des collectivités, le jury a décidé de sélectionner le projet de COMMUNE DE GEISPOLSHEIM.

L'objectif premier de ce fonds est d'apporter un financement sur les coûts organisationnels liés aux actions d'efficacité énergétique des bâtiments publics tertiaires des collectivités, pour les acteurs publics proposant une mutualisation des projets de territoire permettant de massifier les actions de réduction des consommations énergétiques des collectivités. Il est attendu que les fonds attribués via CHÊNE génèrent des actions concrètes permettant la réduction de la consommation énergétique avant la fin de CHÊNE et du programme ou a minima la mise en place de plans de travaux avec une faisabilité avérée (passage des marchés notamment). La faisabilité des actions et des travaux par suite des études financées par le programme ACTEE sera un élément déterminant dans le choix des lauréats. Le second objectif du Fonds CHÊNE est de créer des coopérations entre établissements publics agrégateurs d'actions d'efficacité énergétique, idéalement à la maille interdépartementale, mais également infra-départementale.

DEFINITIONS

Au sens de la présente convention, les termes suivants s'entendent comme suit :

Bénéficiaire : est entendu comme « bénéficiaire » du Programme ACTEE toute structure membre du groupement lauréat. Le cas échéant, le bénéficiaire peut également être bénéficiaire final.

Bénéficiaire final: est entendu comme « bénéficiaire final » du Programme ACTEE toute structure qui bénéficie in fine des fonds et/ou actions du Programme, par l'intermédiaire d'un bénéficiaire et du coordinateur du groupement.

Convention multipartite : est entendu comme « Convention multipartite », la convention passée entre l'intégralité des Bénéficiaires membres du groupement lauréat, le coordinateur et la SASU FNCCR établissant les règles générales du présent partenariat pour la mise en œuvre du fonds CHÊNE dans le cadre du Programme ACTEE+.

Convention tripartite: est entendu comme « Convention tripartite », la convention passée entre un Bénéficiaire, le coordinateur du groupement lauréat et la SASU FNCCR établissant les règles particulières du présent partenariat la mise en œuvre de chaque saison du fonds CHÊNE dans le cadre du Programme ACTEE+.

Coordinateur du groupement : est entendu comme « coordinateur du groupement », la structure membre du groupement lauréat désignée parmi les membres dudit groupement agissant comme interlocuteur privilégié de la SASU FNCCR et notamment chargé, en cas de carence ou sur volonté du Bénéficiaire, de centraliser et de lui transmettre tous les justificatifs nécessaires à la bonne mise en œuvre du Programme.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention s'inscrit dans le cadre d'une chaîne de conventions et se présente comme l'accessoire de la Convention multipartite passée entre la SASU FNCCR, tous les membres du groupement et le Bénéficiaire. En cas d'achèvement, de résiliation ou de résolution de la Convention multipartite précitée pour tout motif, la présente Convention tripartite prendra également fin.

En parallèle de la Convention multipartite contenant des dispositions générales applicables à l'ensemble des rapports contractuels entre la SASU FNCCR et l'intégralité des membres du groupements, la présente Convention a pour objet de définir les actions et les engagements financiers (i.e. budget alloué pour chaque membre du groupement) passés dans le cadre du Partenariat entre les Parties pour le déroulement opérationnel du Programme, dans le respect de la convention de mise en œuvre du Programme ACTEE + PRO-INNO-66 conclue entre l'État, l'ADEME, la FNCCR, la SASU FNCCR, l'AMF et les co-financeurs du Programme – ci-après désignée « Convention tripartite ».

ARTICLE 2 : DEFINITION DES ACTIONS

Le Bénéficiaire prévoit les actions suivantes dont le contenu est détaillé en annexe.

Le Bénéficiaire utilisera les moyens d'actions suivants :

Lot 3 - Études énergétiques
Nombre : 2
Coût global (€ HT) : 14 882,50 €
Aide sollicitée (€ HT) : 7 441,25 €

Lot 5 - AMO & API
Nombre : 1
Coût global (€ HT) : 6 486,80 €
Aide sollicitée (€ HT) : 3 243,40 €

Le budget prévisionnel de ces actions s'établit à 21 369,30 euros HT.

Le détail du budget est décrit en annexe. A noter que pour cette saison 6, les dates d'éligibilité des actions aux fonds Chêne diffèrent en fonction des lots, de la manière suivante :

Lot 1 / Économes de flux, éligibilité au 28/02/2025

Lot 2 / Outils, éligibilité au 21/09/2024

Lot 3 / Études, éligibilité au 21/09/2024

Lot 4 / MOE, éligibilité au 28/02/2025

Lot 5 / AMO, éligibilité au 21/09/2024

Il est précisé que l'éligibilité d'une action s'apprécie au regard de la date à laquelle le Bénéficiaire procède à son engagement juridique (signature d'un devis, passation de marché, signature d'un contrat de travail,...).

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DES PARTIES

3.1 ENGAGEMENTS DU PORTEUR

Dans le cadre du programme et conformément à la convention multipartite, la SASU FNCCR s'engage à initier ou à poursuivre les chantiers ci-dessous pendant toute la durée de la convention. La SASU FNCCR s'engage, en tant que porteur du programme, au titre de la présente convention à :

- Mettre en œuvre les actions du Programme ;

- Piloter la partie communication du Programme en collaboration avec les partenaires de celui-ci et sous contrôle du comité de pilotage ;

- Procéder aux appels de fonds vers les co-financeurs, après validation du comité de pilotage ;

- Recevoir les fonds des co-financeurs destinés au financement du programme et établir les attestations de versement des fonds comportant les informations indispensables pour l'obtention des certificats d'économie d'énergie ;

- Se coordonner avec les autres programmes CEE en lien avec la rénovation énergétique des bâtiments publics ;

- Faire certifier les comptes du programme par un commissaire aux comptes ;

La SASU FNCCR s'engage également à :

- Inscrire les fonds collectés et destinés au financement des actions dans un compte de tiers, et justifier de leurs versements aux Bénéficiaires ;

- Ne pas utiliser les fonds collectés pour d'autres opérations que celles mentionnées dans le cadre de la présente convention.

En effet, la SASU FNCCR opère dans le cadre du programme en qualité d'intermédiaire transparent et agit sous la supervision du Ministère de la Transition écologique et solidaire (MTES).

3.2 ENGAGEMENT DU BENEFICIAIRE

Le Bénéficiaire s'est engagé lors de la candidature à la saison 6 du Fonds CHÊNE à mettre en œuvre les actions telles que décrites en annexe. Celles-ci doivent être mises en œuvre et facturées au plus tard le 30/09/2026.

Le Bénéficiaire s'engage à mettre en place les actions adéquates en perspective de la rénovation du patrimoine public des collectivités tel que décrit à l'article 2 de la présente Convention.

Le Bénéficiaire ayant obtenu des fonds relatifs à l'embauche d'un économe de flux, s'engage, le cas échéant, à signer et à appliquer la charte des économes de flux ACTEE notamment en termes de communication.

Le Bénéficiaire sera financé sur justificatif de dépenses, en conformité avec le prévisionnel financier et les objectifs définis.

La réalisation des actions objet de la Convention et le paiement des dépenses correspondantes devront être effectifs dans les délais du Programme ACTEE+. En conséquence, le Bénéficiaire devra déposer sur la plateforme prévue à cet effet l'ensemble des appels de fonds accompagnés des pièces justificatives requises au plus tard le 31/10/2026 afin de permettre le traitement et les paiements par le Porteur avant la clôture du Programme. La capacité à réaliser les actions à court terme, ainsi que la faisabilité générale du projet sont des éléments importants pour l'attribution des fonds.

Un point d'étape entre le Bénéficiaire et les instructeurs de la SASU sera réalisé régulièrement pour vérifier l'avancement de la consommation des fonds demandés. Dans le cas où les fonds demandés auraient été insuffisamment consommés, ils pourront faire l'objet d'une réduction selon les modalités prévues à l'article 4.1.

Le Bénéficiaire s'engage à transmettre à la SASU FNCCR, dans le cadre des missions qui lui sont confiées au titre du Programme s'agissant notamment de l'élaboration des guides et documents contractuels types, tous les éléments nécessaires à la bonne réalisation de ses missions (cahiers des charges, marchés publics, guides, fiches conseils, plaquettes, comptes-rendus d'études…). Il s'engage à participer aux animations proposées par la SASU FNCCR et permettant les partages d'expériences et la co-construction entre lauréats. Enfin, le Bénéficiaire s'engage à transmettre à la SASU FNCCR les indicateurs qui lui seront demandés lors des remontées de fonds.

Le Bénéficiaire s'engage également à inviter la SASU FNCCR aux différents Comités de pilotage, en tant qu'invité permanent. Il est également suggéré d'y inviter, lorsque cela s'y prête, la direction régionale de l'ADEME, la DDT/DREAL, ainsi qu'un représentant de la Banque des Territoires.

Le Bénéficiaire s'engage à transmettre à la SASU FNCCR l'adresse e-mail des Bénéficiaires finaux dans un but de diffusion d'informations de la part du Porteur. Le coordinateur veille au respect de cette obligation de transmission.

ARTICLE 4 : FINANCEMENT

A l'exception du lot 4, le montant global des fonds demandés ne fait l'objet d'aucun plafonnement. Il est déterminé par application du taux de financement propre à chaque action au montant des dépenses remontées par le Bénéficiaire.

Pour le lot 4, le montant des subventions est déterminé par application des taux prévus par action, dans la limite d'un plafond selon les modalités précisées au cahier des charge de l'appel à projets.

A noter que pour cette saison 6, les dates d'éligibilité des factures diffèrent en fonction des lots, de la manière suivante :

Lot 1 / Économes de flux, éligibilité des factures au 01/01/2026

Lot 2 / Outils, éligibilité des factures au 28/02/2025

Lot 3 / Études, éligibilité des factures au 28/02/2025

Lot 4 / MOE, éligibilité des factures au 28/02/2025

Lot 5 / AMO, éligibilité des factures au 28/02/2025

Les fonds seront versés après envoi des justificatifs de dépenses et des livrables associés puis validation par les instructeurs de la SASU FNCCR, dans la limite de l'enveloppe attribuée par le jury pour chaque action, et ne pourront être versés avant signature de la Convention par tous les membres du groupement.

Les fonds dus au titre de la présente Convention sont versés aux services financiers du Bénéficiaire.

Le cas échéant, le Bénéficiaire s'engage à reverser les fonds perçus aux Bénéficiaires finaux.

Bénéficiaire : COMMUNE DE GEISPOLSHEIM

Coordonnées bancaires :
RIB : 30001 00806 D6750000000 01
IBAN : FR35 3000 1008 06D6 7500 0000 001
BIC : BDFEFRPPCCT

A défaut, et avec l'accord du Bénéficiaire, les sommes dues au titre de la présente Convention pourront être versées aux services financiers du Coordinateur du groupement qui aura la charge de restituer les sommes dues au Bénéficiaire.

Coordinateur du groupement : Eurométropole de Strasbourg

Coordonnées bancaires :
RIB : 3000100806C672000000056
IBAN : FR3530001008O6C672000000056
BIC : BDFEFRPPCCT

Les versements seront effectués après, et sous réserve de l'encaissement de l'appel de fonds des co-financeurs, par la SASU FNCCR.

En cas de non-versement des contributions par les financeurs obligés du Programme, et ce, pour quelque motif que ce soit, la SASU FNCCR ne saurait être tenue responsable du retard ou du non-versement des fonds dus au Bénéficiaire.

4.1 DESENGAGEMENT DES FONDS A L'INITIATIVE DU PORTEUR DU PROGRAMME

Dans le cas où tout ou partie des fonds alloués au titre du Programme n'auraient pas été dépensés par le Bénéficiaire, le Porteur se réserve la faculté de procéder à leur désengagement total ou partiel dans les hypothèses suivantes :

- Dans le cas où un minimum de 50 % des fonds demandés n'auraient pas été consommés au 10/07/2026 ;

- Dans le cas où 100 % des fonds demandés n'auraient pas été consommés au 30/09/2026.

Dans les cas ci-dessus indiqués, la SASU FNCCR procède unilatéralement au désengagement des fonds, par décision motivée. Cette décision peut être soumise à l'avis du jury à l'initiative de la SASU FNCCR. La décision précise le montant des fonds désengagés. Le Bénéficiaire concerné recevra notification de la décision dans le délai d'un (1) mois, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie électronique, sous réserve d'en justifier la réception par le destinataire.

La SASU FNCCR se réserve la même faculté de désengager unilatéralement les fonds dans le cas où les actions réalisées ne correspondent pas à celles pour lesquelles la candidature du Bénéficiaire a été sélectionnée par le jury. La même faculté s'applique dans l'hypothèse où la qualité des livrables présentés par le Bénéficiaire au titre de la justification des dépenses est manifestement inférieure à celle qu'on peut raisonnablement attendre d'un prestataire diligent dans le cadre de marchés de même nature. Il en va de même lorsqu'il s'avère que les actions pour lesquelles les fonds sont demandés ne sont pas éligibles aux financements objet de l'appel à projet ayant donné lieu à la conclusion de la présente Convention. Dans ce cas, et quel que soit le motif d'inéligibilité, le Lauréat ne pourra élever aucune réclamation à l'encontre du Porteur.

4.2 DESENGAGEMENT DES FONDS SUR DEMANDE DU BENEFICIAIRE

Le Porteur peut également procéder au désengagement des fonds sur demande du Bénéficiaire, reçue par tout moyen susceptible d'en justifier la réalité et en assurer la traçabilité. Dans ce cas, la procédure prévue à l'article 4.1 ci-dessus s'applique.

ARTICLE 5 : JUSTIFICATION DES DEPENSES PAR LE BENEFICIAIRE

La justification de réalisation des actions mises en œuvre par le Bénéficiaire et par les Bénéficiaires finaux du Programme devra être effectuée au moyen de rapports techniques et de justifications de dépenses selon les modèles fournis par la SASU FNCCR.

Les justificatifs de dépenses de chaque bénéficiaire devront être dument signés à la fois par le représentant légal du bénéficiaire et un comptable public. Conformément à l'article 2.2.1 de la Convention multipartite, les justificatifs de dépenses pourront être centralisés auprès du coordinateur du groupement, qui en contrôlera la bonne signature, et les communiquera à la SASU FNCCR.

Toutes les dépenses affectées au projet et les activités correspondantes devront être justifiées dans le cadre du Programme et faire mention explicite à celui-ci (« ACTEE – PRO-INNO-66 »). Les justificatifs détaillés des dépenses et des activités (compte rendu, feuilles de présence…) devront être conservés par le bénéficiaire et par la SASU FNCCR pour un contrôle éventuel et aléatoire du MTES pour une durée de 6 ans.

La SASU FNCCR se réserve le droit de demander au Bénéficiaire de faire réaliser, avant la fin du Programme, un audit sur la situation du Programme les concernant.

ARTICLE 6 : GARANTIE D'AFFECTATION DES FONDS

Le Bénéficiaire s'engage à utiliser les fonds versés par la SASU FNCCR uniquement dans le cadre et aux bonnes fins d'exécution du Programme.

A ce titre, le Bénéficiaire garantit la SASU FNCCR contre toute revendication ou action en responsabilité de quelque nature que ce soit en cas d'utilisation des fonds versés non conforme aux stipulations de la Convention et à d'autres fins que celles du Programme.

ARTICLE 7 : RESILIATION

La présente Convention pourra être résiliée par une Partie en cas de manquement par l'autre Partie à l'une de ses obligations contractuelles, après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à la Partie défaillante et restée sans effet pendant un délai d'un (1) mois à compter de la réception de ladite lettre. La résiliation par l'une des Parties ne résilie pas de plein droit la Convention. Le Comité de pilotage se réunira alors pour définir les modalités de poursuite ou d'arrêt de tout ou partie du Programme du bénéficiaire concerné.

Les Parties conviennent également de manière expresse qu'en cas de modification des textes législatifs ou réglementaires relatifs aux économies d'énergie ou aux CEE rendant inapplicables les dispositions de la Convention, elles se rencontreront à l'initiative de la Partie la plus diligente pour en étudier les adaptations nécessaires. A défaut d'accord ou en cas d'impossibilité d'adapter la Convention dans un délai d'un (1) mois à compter de la 1ère réunion des Parties, cette dernière sera résiliée de plein droit. Le Comité de pilotage se réunira alors pour déterminer les modalités de clôture du Programme et notamment la répartition des fonds restants.

ARTICLE 8 : DUREE ET MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente Convention entre en vigueur à sa signature par les Parties et prendra fin au 31/12/2026. Le dernier appel de fonds du Programme interviendra au cours du mois de novembre de l'année 2026. En cas d'achèvement de la Convention multipartite, la présente Convention sera résiliée de plein droit.

Le dernier appel de fonds du Programme interviendra au cours du mois de novembre de l'année 2026. En cas d'achèvement de la Convention multipartite, la présente Convention sera résiliée de plein droit.

En cas de besoin, la présente Convention pourra faire l'objet d'un avenant si une modification significative devait avoir lieu sur les actions, les budgets associés ou la durée du Programme.

Ces évolutions seront argumentées et discutées par le service instructeur de la SASU FNCCR et, le cas échéant, les objectifs seront alors revus pour intégrer les évolutions.

Néanmoins, les modifications suivantes ne sont pas soumises à l'obligation de formaliser un avenant :

- Pour les lots 2, 5 et le lot 3 en ce qui concerne les actions SDIE, les modifications de la liste des bâtiments sont exemptées de l'obligation de formaliser un avenant ;
- Pour le lot 3, hors SDIE, et le lot 4, les modifications de la liste des bâtiments sont exemptées de l'obligation de formaliser un avenant dans la limite des 25% du nombre total de bâtiments initialement renseignés à l'annexe pour la même typologie d'actions. Lorsque plusieurs modifications successives sont effectuées pendant toute la durée de la présente convention, le nombre cumulé de bâtiments concernés par lesdites modifications est pris en compte.

Les stipulations de l'alinéa ci-dessus ne s'appliquent pas lorsque le nombre de bâtiments concernés par le même type d'actions est inférieur ou égal à 3. Dans ce cas, les modifications peuvent être apportées à la liste sans recourir à un avenant.

Dans tous les cas où une modification ne requiert pas la signature d'un avenant, elle est prise en compte et produit ses effets à compter de sa déclaration par le Bénéficiaire au Porteur et son inscription sur la plateforme numérique dédiée au Programme, après l'envoi par la SASU FNCCR d'une lettre unilatérale de modification. Les Bénéficiaires doivent en informer le Porteur par tous moyens adéquats.

ARTICLE 9 : SIGNATURE ELECTRONIQUE

La signature électronique est un mécanisme permettant de garantir l'intégrité d'un document électronique et l'authentification de l'auteur pour s'assurer que l'acte ne puisse être remis en cause, par analogie avec la signature manuscrite d'un document papier.

Afin de permettre la progression optimale du programme, les Parties sont fortement encouragées à recourir au processus de signature électronique dans l'exercice de leurs relations contractuelles.

ARTICLE 10 : LITIGES

Tout différend relatif à l'interprétation, à la validité et/ou à l'exécution de la Convention devra, en premier lieu, et dans la mesure du possible, être réglé au moyen de négociations amiables entre les Parties.

À défaut, un (1) mois après l'envoi d'une lettre en recommandé avec accusé de réception par une Partie à l'autre Partie mentionnant le différend, le différend sera soumis aux tribunaux français compétents.

Fait en 3 exemplaires originaux

Pour la SASU FNCCR,
Le Président Xavier PINTAT

Pour L' Eurométropole de Strasbourg,
Présidente,
Madame Catherine TRAUTMANN

Pour La COMMUNE DE GEISPOLSHEIM,
Maire,
Monsieur Jean-Michel SCHAEFFER

Convention de partenariat dans le cadre de la mise en œuvre du Programme CEE ACTEE+

(PRO-INNO-66)

Action des Collectivités Territoriales pour l'Efficacité Énergétique

CHÊNE 6

ANNEXE : ACTIONS ET BUDGET ASSOCIE

Lot 1 - Ressources Humaines / Économes de flux
Aucun économe de flux.

Lot 2 - Outils de mesure et de suivi
Aucun outil.

Lot 3 - Études énergétiques
Étude énergétique n°1
Typologie de l'étude : +3500 habitants / Bâtiments non scolaires
Type d'étude : Audit énergétique
Bâtiment(s) visé(s) : Espace Malraux (67118 GEISPOLSHEIM), Maison des Associations (67118 GEISPOLSHEIM), Tribune du football (67118 GEISPOLSHEIM)
Nombre : 2
Coût global (€ HT) : 14 882,50 €
Aide sollicitée (€ HT) : 7 441,25 €

Total Coût global (€ HT) : 14 882,50 €
Total Aide sollicitée (€ HT) : 7 441,25 €

Lot 4 - Maitrise d'Oeuvre
Aucune MOE.

Lot 5 - AMO & API

AMO n°1
Typologie du groupement : +3500 habitants
Type de prestation : AMO mise en place d'outils (déploiement de capteurs ou déploiement de GTB ou déploiement d'un logiciel de suivi de conso)
Bâtiment(s) visé(s) : Espace Malraux (67118 GEISPOLSHEIM)
Nombre : 1
Coût global (€ HT) : 6 486,80 €
Aide sollicitée (€ HT) : 3 243,40 €

Total Coût global (€ HT) : 6 486,80 €
Total Aide sollicitée (€ HT) : 3 243,40 €

Coût global du dossier : **21 369,30 €**
Aide sollicitée : **10 684,65 €**

Convention de partenariat dans le cadre de la mise en œuvre du Programme CEE ACTEE+

(PRO-INNO-66)

Action des Collectivités Territoriales pour l'Efficacité Énergétique

CHÊNE 6

Entre

La **SASU FNCCR** sise 20, boulevard de la Tour-Maubourg à Paris 7e, représentée par Monsieur Xavier PINTAT, son Président,

Désignée ci-après par « la SASU FNCCR » ou « le Porteur », d'une part,

ET,

La **COMMUNE DE HANGENBIETEN** , représentée par Monsieur Laurent ULRICH, en qualité de Maire, habilité aux fins des présentes par délibération, ou par décision du 27/04/2026.

Désignée ci-après par « COMMUNE DE HANGENBIETEN » ou « le Bénéficiaire », d'autre part,

ET,

L'**Eurométropole de Strasbourg** , représenté par Madame Catherine TRAUTMANN, en qualité de Présidente, habilitée aux fins des présentes par délibération, ou par décision du 10/04/2026.

Désigné ci-après par « Eurométropole de Strasbourg » ou « le Coordinateur », d'autre part,

Désignés ci-après individuellement par « la Partie » et collectivement par « les Parties ».

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Le Programme CEE ACTEE +, référencé PRO-INNO-66, est porté par la FNCCR et la SASU FNCCR.

Le programme ACTEE + (Action des collectivités Territoriales pour l'Efficacité énergétique), porté par la SASU FNCCR, dans la continuité et l'amplification du programme ACTEE 2 vise à développer les projets d'efficacité énergétique pour les bâtiments publics.

Le programme permettra ainsi :

- une aide technique et organisationnelle à destination de collectivités incluant une cellule d'accompagnement composée d'experts, un centre de ressources avec des cahiers des charges-type directement utilisables par les collectivités, des guides, des formations, des MOOC et outils numériques d'analyse ;

- le cofinancement de l'accompagnement et de la maîtrise d'œuvre pour la rénovation des bâtiments publics des collectivités et de l'éclairage public via des appels à projets ouverts favorisant le recours à des solutions mutualisées, intégrant l'efficacité énergétique et s'inscrivant dans le long terme.

Il s'appuiera sur les méthodes et outils déjà développés dans le cadre du programme ACTEE 2.
Le volume de certificats d'économies d'énergie délivré dans le cadre de ce programme n'excède pas 31,5 TWh cumac sur la période 2023-2026.

Suite à la candidature à la saison 6 du Fonds « CHÊNE » lancée le 12/11/2025 à destination des bâtiments publics tertiaires des collectivités, le jury a décidé de sélectionner le projet de COMMUNE DE HANGENBIETEN.

L'objectif premier de ce fonds est d'apporter un financement sur les coûts organisationnels liés aux actions d'efficacité énergétique des bâtiments publics tertiaires des collectivités, pour les acteurs publics proposant une mutualisation des projets de territoire permettant de massifier les actions de réduction des consommations énergétiques des collectivités. Il est attendu que les fonds attribués via CHÊNE génèrent des actions concrètes permettant la réduction de la consommation énergétique avant la fin de CHÊNE et du programme ou a minima la mise en place de plans de travaux avec une faisabilité avérée (passage des marchés notamment). La faisabilité des actions et des travaux par suite des études financées par le programme ACTEE sera un élément déterminant dans le choix des lauréats. Le second objectif du Fonds CHÊNE est de créer des coopérations entre établissements publics agrégateurs d'actions d'efficacité énergétique, idéalement à la maille interdépartementale, mais également infra-départementale.

DEFINITIONS

Au sens de la présente convention, les termes suivants s'entendent comme suit :

Bénéficiaire : est entendu comme « bénéficiaire » du Programme ACTEE toute structure membre du groupement lauréat. Le cas échéant, le bénéficiaire peut également être bénéficiaire final.

Bénéficiaire final: est entendu comme « bénéficiaire final » du Programme ACTEE toute structure qui bénéficie in fine des fonds et/ou actions du Programme, par l'intermédiaire d'un bénéficiaire et du coordinateur du groupement.

Convention multipartite : est entendu comme « Convention multipartite », la convention passée entre l'intégralité des Bénéficiaires membres du groupement lauréat, le coordinateur et la SASU FNCCR établissant les règles générales du présent partenariat pour la mise en œuvre du fonds CHÊNE dans le cadre du Programme ACTEE+.

Convention tripartite: est entendu comme « Convention tripartite », la convention passée entre un Bénéficiaire, le coordinateur du groupement lauréat et la SASU FNCCR établissant les règles particulières du présent partenariat la mise en œuvre de chaque saison du fonds CHÊNE dans le cadre du Programme ACTEE+.

Coordinateur du groupement : est entendu comme « coordinateur du groupement », la structure membre du groupement lauréat désignée parmi les membres dudit groupement agissant comme interlocuteur privilégié de la SASU FNCCR et notamment chargé, en cas de carence ou sur volonté du Bénéficiaire, de centraliser et de lui transmettre tous les justificatifs nécessaires à la bonne mise en œuvre du Programme.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention s'inscrit dans le cadre d'une chaîne de conventions et se présente comme l'accessoire de la Convention multipartite passée entre la SASU FNCCR, tous les membres du groupement et le Bénéficiaire. En cas d'achèvement, de résiliation ou de résolution de la Convention multipartite précitée pour tout motif, la présente Convention tripartite prendra également fin.

En parallèle de la Convention multipartite contenant des dispositions générales applicables à l'ensemble des rapports contractuels entre la SASU FNCCR et l'intégralité des membres du groupements, la présente Convention a pour objet de définir les actions et les engagements financiers (i.e. budget alloué pour chaque membre du groupement) passés dans le cadre du Partenariat entre les Parties pour le déroulement opérationnel du Programme, dans le respect de la convention de mise en œuvre du Programme ACTEE + PRO-INNO-66 conclue entre l'État, l'ADEME, la FNCCR, la SASU FNCCR, l'AMF et les co-financeurs du Programme – ci-après désignée « Convention tripartite ».

ARTICLE 2 : DEFINITION DES ACTIONS

Le Bénéficiaire prévoit les actions suivantes dont le contenu est détaillé en annexe.

Le Bénéficiaire utilisera les moyens d'actions suivants :

Lot 3 - Études énergétiques
Nombre : 2
Coût global (€ HT) : 15 000,00 €
Aide sollicitée (€ HT) : 9 750,00 €

Le budget prévisionnel de ces actions s'établit à 15 000,00 euros HT.

Le détail du budget est décrit en annexe. A noter que pour cette saison 6, les dates d'éligibilité des actions aux fonds Chêne diffèrent en fonction des lots, de la manière suivante :

Lot 1 / Économes de flux, éligibilité au 28/02/2025

Lot 2 / Outils, éligibilité au 21/09/2024

Lot 3 / Études, éligibilité au 21/09/2024

Lot 4 / MOE, éligibilité au 28/02/2025

Lot 5 / AMO, éligibilité au 21/09/2024

Il est précisé que l'éligibilité d'une action s'apprécie au regard de la date à laquelle le Bénéficiaire procède à son engagement juridique (signature d'un devis, passation de marché, signature d'un contrat de travail,...).

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DES PARTIES

3.1 ENGAGEMENTS DU PORTEUR

Dans le cadre du programme et conformément à la convention multipartite, la SASU FNCCR s'engage à initier ou à poursuivre les chantiers ci-dessous pendant toute la durée de la convention. La SASU FNCCR s'engage, en tant que porteur du programme, au titre de la présente convention à :

- Mettre en œuvre les actions du Programme ;

- Piloter la partie communication du Programme en collaboration avec les partenaires de celui-ci et sous contrôle du comité de pilotage ;

- Procéder aux appels de fonds vers les co-financeurs, après validation du comité de pilotage ;

- Recevoir les fonds des co-financeurs destinés au financement du programme et établir les attestations de versement des fonds comportant les informations indispensables pour l'obtention des certificats d'économie d'énergie ;

- Se coordonner avec les autres programmes CEE en lien avec la rénovation énergétique des bâtiments publics ;

- Faire certifier les comptes du programme par un commissaire aux comptes ;

La SASU FNCCR s'engage également à :

- Inscrire les fonds collectés et destinés au financement des actions dans un compte de tiers, et justifier de leurs versements aux Bénéficiaires ;

- Ne pas utiliser les fonds collectés pour d'autres opérations que celles mentionnées dans le cadre de la présente convention.

En effet, la SASU FNCCR opère dans le cadre du programme en qualité d'intermédiaire transparent et agit sous la supervision du Ministère de la Transition écologique et solidaire (MTES).

3.2 ENGAGEMENT DU BENEFICIAIRE

Le Bénéficiaire s'est engagé lors de la candidature à la saison 6 du Fonds CHÊNE à mettre en œuvre les actions telles que décrites en annexe. Celles-ci doivent être mises en œuvre et facturées au plus tard le 30/09/2026.

Le Bénéficiaire s'engage à mettre en place les actions adéquates en perspective de la rénovation du patrimoine public des collectivités tel que décrit à l'article 2 de la présente Convention.

Le Bénéficiaire ayant obtenu des fonds relatifs à l'embauche d'un économe de flux, s'engage, le cas échéant, à signer et à appliquer la charte des économes de flux ACTEE notamment en termes de communication.

Le Bénéficiaire sera financé sur justificatif de dépenses, en conformité avec le prévisionnel financier et les objectifs définis.

La réalisation des actions objet de la Convention et le paiement des dépenses correspondantes devront être effectifs dans les délais du Programme ACTEE+. En conséquence, le Bénéficiaire devra déposer sur la plateforme prévue à cet effet l'ensemble des appels de fonds accompagnés des pièces justificatives requises au plus tard le 31/10/2026 afin de permettre le traitement et les paiements par le Porteur avant la clôture du Programme. La capacité à réaliser les actions à court terme, ainsi que la faisabilité générale du projet sont des éléments importants pour l'attribution des fonds.

Un point d'étape entre le Bénéficiaire et les instructeurs de la SASU sera réalisé régulièrement pour vérifier l'avancement de la consommation des fonds demandés. Dans le cas où les fonds demandés auraient été insuffisamment consommés, ils pourront faire l'objet d'une réduction selon les modalités prévues à l'article 4.1.

Le Bénéficiaire s'engage à transmettre à la SASU FNCCR, dans le cadre des missions qui lui sont confiées au titre du Programme s'agissant notamment de l'élaboration des guides et documents contractuels types, tous les éléments nécessaires à la bonne réalisation de ses missions (cahiers des charges, marchés publics, guides, fiches conseils, plaquettes, comptes-rendus d'études…). Il s'engage à participer aux animations proposées par la SASU FNCCR et permettant les partages d'expériences et la co-construction entre lauréats. Enfin, le Bénéficiaire s'engage à transmettre à la SASU FNCCR les indicateurs qui lui seront demandés lors des remontées de fonds.

Le Bénéficiaire s'engage également à inviter la SASU FNCCR aux différents Comités de pilotage, en tant qu'invité permanent. Il est également suggéré d'y inviter, lorsque cela s'y prête, la direction régionale de l'ADEME, la DDT/DREAL, ainsi qu'un représentant de la Banque des Territoires.

Le Bénéficiaire s'engage à transmettre à la SASU FNCCR l'adresse e-mail des Bénéficiaires finaux dans un but de diffusion d'informations de la part du Porteur. Le coordinateur veille au respect de cette obligation de transmission.

ARTICLE 4 : FINANCEMENT

A l'exception du lot 4, le montant global des fonds demandés ne fait l'objet d'aucun plafonnement. Il est déterminé par application du taux de financement propre à chaque action au montant des dépenses remontées par le Bénéficiaire.

Pour le lot 4, le montant des subventions est déterminé par application des taux prévus par action, dans la limite d'un plafond selon les modalités précisées au cahier des charge de l'appel à projets.

A noter que pour cette saison 6, les dates d'éligibilité des factures diffèrent en fonction des lots, de la manière suivante :

Lot 1 / Économes de flux, éligibilité des factures au 01/01/2026

Lot 2 / Outils, éligibilité des factures au 28/02/2025

Lot 3 / Études, éligibilité des factures au 28/02/2025

Lot 4 / MOE, éligibilité des factures au 28/02/2025

Lot 5 / AMO, éligibilité des factures au 28/02/2025

Les fonds seront versés après envoi des justificatifs de dépenses et des livrables associés puis validation par les instructeurs de la SASU FNCCR, dans la limite de l'enveloppe attribuée par le jury pour chaque action, et ne pourront être versés avant signature de la Convention par tous les membres du groupement.

Les fonds dus au titre de la présente Convention sont versés aux services financiers du Bénéficiaire.

Le cas échéant, le Bénéficiaire s'engage à reverser les fonds perçus aux Bénéficiaires finaux.

Bénéficiaire : COMMUNE DE HANGENBIETEN

Coordonnées bancaires :
RIB : 30001 00806 D6750000000 01
IBAN : FR35 3000 1008 06D6 7500 0000 001
BIC : BDFEFRPPCCT

A défaut, et avec l'accord du Bénéficiaire, les sommes dues au titre de la présente Convention pourront être versées aux services financiers du Coordinateur du groupement qui aura la charge de restituer les sommes dues au Bénéficiaire.

Coordinateur du groupement : Eurométropole de Strasbourg

Coordonnées bancaires :
RIB : 3000100806C672000000056
IBAN : FR3530001008 06C672000000056
BIC : BDFEFRPPCCT

Les versements seront effectués après, et sous réserve de l'encaissement de l'appel de fonds des co-financeurs, par la SASU FNCCR.

En cas de non-versement des contributions par les financeurs obligés du Programme, et ce, pour quelque motif que ce soit, la SASU FNCCR ne saurait être tenue responsable du retard ou du non-versement des fonds dus au Bénéficiaire.

4.1 DESENGAGEMENT DES FONDS A L'INITIATIVE DU PORTEUR DU PROGRAMME

Dans le cas où tout ou partie des fonds alloués au titre du Programme n'auraient pas été dépensés par le Bénéficiaire, le Porteur se réserve la faculté de procéder à leur désengagement total ou partiel dans les hypothèses suivantes :

- Dans le cas où un minimum de 50 % des fonds demandés n'auraient pas été consommés au 10/07/2026 ;

- Dans le cas où 100 % des fonds demandés n'auraient pas été consommés au 30/09/2026.

Dans les cas ci-dessus indiqués, la SASU FNCCR procède unilatéralement au désengagement des fonds, par décision motivée. Cette décision peut être soumise à l'avis du jury à l'initiative de la SASU FNCCR. La décision précise le montant des fonds désengagés. Le Bénéficiaire concerné recevra notification de la décision dans le délai d'un (1) mois, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie électronique, sous réserve d'en justifier la réception par le destinataire.

La SASU FNCCR se réserve la même faculté de désengager unilatéralement les fonds dans le cas où les actions réalisées ne correspondent pas à celles pour lesquelles la candidature du Bénéficiaire a été sélectionnée par le jury. La même faculté s'applique dans l'hypothèse où la qualité des livrables présentés par le Bénéficiaire au titre de la justification des dépenses est manifestement inférieure à celle qu'on peut raisonnablement attendre d'un prestataire diligent dans le cadre de marchés de même nature. Il en va de même lorsqu'il s'avère que les actions pour lesquelles les fonds sont demandés ne sont pas éligibles aux financements objet de l'appel à projet ayant donné lieu à la conclusion de la présente Convention. Dans ce cas, et quel que soit le motif d'inéligibilité, le Lauréat ne pourra élever aucune réclamation à l'encontre du Porteur.

4.2 DESENGAGEMENT DES FONDS SUR DEMANDE DU BENEFICIAIRE

Le Porteur peut également procéder au désengagement des fonds sur demande du Bénéficiaire, reçue par tout moyen susceptible d'en justifier la réalité et en assurer la traçabilité. Dans ce cas, la procédure prévue à l'article 4.1 ci-dessus s'applique.

ARTICLE 5 : JUSTIFICATION DES DEPENSES PAR LE BENEFICIAIRE

La justification de réalisation des actions mises en œuvre par le Bénéficiaire et par les Bénéficiaires finaux du Programme devra être effectuée au moyen de rapports techniques et de justifications de dépenses selon les modèles fournis par la SASU FNCCR.

Les justificatifs de dépenses de chaque bénéficiaire devront être dument signés à la fois par le représentant légal du bénéficiaire et un comptable public. Conformément à l'article 2.2.1 de la Convention multipartite, les justificatifs de dépenses pourront être centralisés auprès du coordinateur du groupement, qui en contrôlera la bonne signature, et les communiquera à la SASU FNCCR.

Toutes les dépenses affectées au projet et les activités correspondantes devront être justifiées dans le cadre du Programme et faire mention explicite à celui-ci (« ACTEE – PRO-INNO-66 »). Les justificatifs détaillés des dépenses et des activités (compte rendu, feuilles de présence…) devront être conservés par le bénéficiaire et par la SASU FNCCR pour un contrôle éventuel et aléatoire du MTES pour une durée de 6 ans.

La SASU FNCCR se réserve le droit de demander au Bénéficiaire de faire réaliser, avant la fin du Programme, un audit sur la situation du Programme les concernant.

ARTICLE 6 : GARANTIE D'AFFECTATION DES FONDS

Le Bénéficiaire s'engage à utiliser les fonds versés par la SASU FNCCR uniquement dans le cadre et aux bonnes fins d'exécution du Programme.

A ce titre, le Bénéficiaire garantit la SASU FNCCR contre toute revendication ou action en responsabilité de quelque nature que ce soit en cas d'utilisation des fonds versés non conforme aux stipulations de la Convention et à d'autres fins que celles du Programme.

ARTICLE 7 : RESILIATION

La présente Convention pourra être résiliée par une Partie en cas de manquement par l'autre Partie à l'une de ses obligations contractuelles, après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à la Partie défaillante et restée sans effet pendant un délai d'un (1) mois à compter de la réception de ladite lettre. La résiliation par l'une des Parties ne résilie pas de plein droit la Convention. Le Comité de pilotage se réunira alors pour définir les modalités de poursuite ou d'arrêt de tout ou partie du Programme du bénéficiaire concerné.

Les Parties conviennent également de manière expresse qu'en cas de modification des textes législatifs ou réglementaires relatifs aux économies d'énergie ou aux CEE rendant inapplicables les dispositions de la Convention, elles se rencontreront à l'initiative de la Partie la plus diligente pour en étudier les adaptations nécessaires. A défaut d'accord ou en cas d'impossibilité d'adapter la Convention dans un délai d'un (1) mois à compter de la 1ère réunion des Parties, cette dernière sera résiliée de plein droit. Le Comité de pilotage se réunira alors pour déterminer les modalités de clôture du Programme et notamment la répartition des fonds restants.

ARTICLE 8 : DUREE ET MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente Convention entre en vigueur à sa signature par les Parties et prendra fin au 31/12/2026. Le dernier appel de fonds du Programme interviendra au cours du mois de novembre de l'année 2026. En cas d'achèvement de la Convention multipartite, la présente Convention sera résiliée de plein droit.

Le dernier appel de fonds du Programme interviendra au cours du mois de novembre de l'année 2026. En cas d'achèvement de la Convention multipartite, la présente Convention sera résiliée de plein droit.

En cas de besoin, la présente Convention pourra faire l'objet d'un avenant si une modification significative devait avoir lieu sur les actions, les budgets associés ou la durée du Programme.

Ces évolutions seront argumentées et discutées par le service instructeur de la SASU FNCCR et, le cas échéant, les objectifs seront alors revus pour intégrer les évolutions.

Néanmoins, les modifications suivantes ne sont pas soumises à l'obligation de formaliser un avenant :

- Pour les lots 2, 5 et le lot 3 en ce qui concerne les actions SDIE, les modifications de la liste des bâtiments sont exemptées de l'obligation de formaliser un avenant ;
- Pour le lot 3, hors SDIE, et le lot 4, les modifications de la liste des bâtiments sont exemptées de l'obligation de formaliser un avenant dans la limite des 25% du nombre total de bâtiments initialement renseignés à l'annexe pour la même typologie d'actions. Lorsque plusieurs modifications successives sont effectuées pendant toute la durée de la présente convention, le nombre cumulé de bâtiments concernés par lesdites modifications est pris en compte.

Les stipulations de l'alinéa ci-dessus ne s'appliquent pas lorsque le nombre de bâtiments concernés par le même type d'actions est inférieur ou égal à 3. Dans ce cas, les modifications peuvent être apportées à la liste sans recourir à un avenant.

Dans tous les cas où une modification ne requiert pas la signature d'un avenant, elle est prise en compte et produit ses effets à compter de sa déclaration par le Bénéficiaire au Porteur et son inscription sur la plateforme numérique dédiée au Programme, après l'envoi par la SASU FNCCR d'une lettre unilatérale de modification. Les Bénéficiaires doivent en informer le Porteur par tous moyens adéquats.

ARTICLE 9 : SIGNATURE ELECTRONIQUE

La signature électronique est un mécanisme permettant de garantir l'intégrité d'un document électronique et l'authentification de l'auteur pour s'assurer que l'acte ne puisse être remis en cause, par analogie avec la signature manuscrite d'un document papier.

Afin de permettre la progression optimale du programme, les Parties sont fortement encouragées à recourir au processus de signature électronique dans l'exercice de leurs relations contractuelles.

ARTICLE 10 : LITIGES

Tout différend relatif à l'interprétation, à la validité et/ou à l'exécution de la Convention devra, en premier lieu, et dans la mesure du possible, être réglé au moyen de négociations amiables entre les Parties.

À défaut, un (1) mois après l'envoi d'une lettre en recommandé avec accusé de réception par une Partie à l'autre Partie mentionnant le différend, le différend sera soumis aux tribunaux français compétents.

Fait en 3 exemplaires originaux

Pour la SASU FNCCR,
Le Président Xavier PINTAT

Pour L' Eurométropole de Strasbourg,
Présidente,
Madame Catherine TRAUTMANN

Pour La COMMUNE DE HANGENBIETEN,
Maire,
Monsieur Laurent ULRICH

Convention de partenariat dans le cadre de la mise en œuvre du Programme CEE ACTEE+

(PRO-INNO-66)

Action des Collectivités Territoriales pour l'Efficacité Énergétique

CHÊNE 6

ANNEXE : ACTIONS ET BUDGET ASSOCIE

Lot 1 - Ressources Humaines / Économes de flux
Aucun économe de flux.

Lot 2 - Outils de mesure et de suivi
Aucun outil.

Lot 3 - Études énergétiques
Étude énergétique n°1
Typologie de l'étude : -3500 habitants / Bâtiments non scolaires
Type d'étude : Audit énergétique
Bâtiment(s) visé(s) : Hall des sports (67980 Hangenbieten)
Nombre : 1
Coût global (€ HT) : 10 000,00 €
Aide sollicitée (€ HT) : 6 500,00 €

Étude énergétique n°2
Typologie de l'étude : -3500 habitants / Bâtiments non scolaires
Type d'étude : Autre étude énergétique
Bâtiment(s) visé(s) : Hall des sports (67980 Hangenbieten)
Nombre : 1
Coût global (€ HT) : 5 000,00 €
Aide sollicitée (€ HT) : 3 250,00 €

Total Coût global (€ HT) : 15 000,00 €
Total Aide sollicitée (€ HT) : 9 750,00 €

Lot 4 - Maitrise d'Oeuvre
Aucune MOE.

Lot 5 - AMO & API
Aucune AMO.

Coût global du dossier : **15 000,00 €**
Aide sollicitée : **9 750,00 €**

Convention de partenariat dans le cadre de la mise en œuvre du Programme CEE ACTEE+

(PRO-INNO-66)

Action des Collectivités Territoriales pour l'Efficacité Énergétique

CHÊNE 6

Entre

La **SASU FNCCR** sise 20, boulevard de la Tour-Maubourg à Paris 7e, représentée par Monsieur Xavier PINTAT, son Président,

Désignée ci-après par « la SASU FNCCR » ou « le Porteur », d'une part,

ET,

La **Ville de Hœnheim**, représentée par Monsieur Vincent DEBES, en qualité de Maire, habilité aux fins des présentes par délibération, ou par décision du
05/06/2026.

Désignée ci-après par « Ville de Hœnheim » ou « le Bénéficiaire », d'autre part,

ET,

L'**Eurométropole de Strasbourg** , représenté par Madame Catherine TRAUTMANN, en qualité de Présidente, habilitée aux fins des présentes par délibération, ou par décision du
10/04/2026.

Désigné ci-après par « Eurométropole de Strasbourg » ou « le Coordinateur », d'autre part,

Désignés ci-après individuellement par « la Partie » et collectivement par « les Parties ».

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Le Programme CEE ACTEE +, référencé PRO-INNO-66, est porté par la FNCCR et la SASU FNCCR.

Le programme ACTEE + (Action des collectivités Territoriales pour l'Efficacité énergétique), porté par la SASU FNCCR, dans la continuité et l'amplification du programme ACTEE 2 vise à développer les projets d'efficacité énergétique pour les bâtiments publics.

Le programme permettra ainsi :

- une aide technique et organisationnelle à destination de collectivités incluant une cellule d'accompagnement composée d'experts, un centre de ressources avec des cahiers des charges-type directement utilisables par les collectivités, des guides, des formations, des MOOC et outils numériques d'analyse ;

- le cofinancement de l'accompagnement et de la maîtrise d'œuvre pour la rénovation des bâtiments publics des collectivités et de l'éclairage public via des appels à projets ouverts favorisant le recours à des solutions mutualisées, intégrant l'efficacité énergétique et s'inscrivant dans le long terme.

Il s'appuiera sur les méthodes et outils déjà développés dans le cadre du programme ACTEE 2.
Le volume de certificats d'économies d'énergie délivré dans le cadre de ce programme n'excède pas 31,5 TWh cumac sur la période 2023-2026.

Suite à la candidature à la saison 6 du Fonds « CHÊNE » lancée le 12/11/2025 à destination des bâtiments publics tertiaires des collectivités, le jury a décidé de sélectionner le projet de Ville de Hœnheim.

L'objectif premier de ce fonds est d'apporter un financement sur les coûts organisationnels liés aux actions d'efficacité énergétique des bâtiments publics tertiaires des collectivités, pour les acteurs publics proposant une mutualisation des projets de territoire permettant de massifier les actions de réduction des consommations énergétiques des collectivités. Il est attendu que les fonds attribués via CHÊNE génèrent des actions concrètes permettant la réduction de la consommation énergétique avant la fin de CHÊNE et du programme ou a minima la mise en place de plans de travaux avec une faisabilité avérée (passage des marchés notamment). La faisabilité des actions et des travaux par suite des études financées par le programme ACTEE sera un élément déterminant dans le choix des lauréats. Le second objectif du Fonds CHÊNE est de créer des coopérations entre établissements publics agrégateurs d'actions d'efficacité énergétique, idéalement à la maille interdépartementale, mais également infra-départementale.

DEFINITIONS

Au sens de la présente convention, les termes suivants s'entendent comme suit :

Bénéficiaire : est entendu comme « bénéficiaire » du Programme ACTEE toute structure membre du groupement lauréat. Le cas échéant, le bénéficiaire peut également être bénéficiaire final.

Bénéficiaire final: est entendu comme « bénéficiaire final » du Programme ACTEE toute structure qui bénéficie in fine des fonds et/ou actions du Programme, par l'intermédiaire d'un bénéficiaire et du coordinateur du groupement.

Convention multipartite : est entendu comme « Convention multipartite », la convention passée entre l'intégralité des Bénéficiaires membres du groupement lauréat, le coordinateur et la SASU FNCCR établissant les règles générales du présent partenariat pour la mise en œuvre du fonds CHÊNE dans le cadre du Programme ACTEE+.

Convention tripartite: est entendu comme « Convention tripartite », la convention passée entre un Bénéficiaire, le coordinateur du groupement lauréat et la SASU FNCCR établissant les règles particulières du présent partenariat la mise en œuvre de chaque saison du fonds CHÊNE dans le cadre du Programme ACTEE+.

Coordinateur du groupement : est entendu comme « coordinateur du groupement », la structure membre du groupement lauréat désignée parmi les membres dudit groupement agissant comme interlocuteur privilégié de la SASU FNCCR et notamment chargé, en cas de carence ou sur volonté du Bénéficiaire, de centraliser et de lui transmettre tous les justificatifs nécessaires à la bonne mise en œuvre du Programme.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention s'inscrit dans le cadre d'une chaîne de conventions et se présente comme l'accessoire de la Convention multipartite passée entre la SASU FNCCR, tous les membres du groupement et le Bénéficiaire. En cas d'achèvement, de résiliation ou de résolution de la Convention multipartite précitée pour tout motif, la présente Convention tripartite prendra également fin.

En parallèle de la Convention multipartite contenant des dispositions générales applicables à l'ensemble des rapports contractuels entre la SASU FNCCR et l'intégralité des membres du groupements, la présente Convention a pour objet de définir les actions et les engagements financiers (i.e. budget alloué pour chaque membre du groupement) passés dans le cadre du Partenariat entre les Parties pour le déroulement opérationnel du Programme, dans le respect de la convention de mise en œuvre du Programme ACTEE + PRO-INNO-66 conclue entre l'État, l'ADEME, la FNCCR, la SASU FNCCR, l'AMF et les co-financeurs du Programme – ci-après désignée « Convention tripartite ».

ARTICLE 2 : DEFINITION DES ACTIONS

Le Bénéficiaire prévoit les actions suivantes dont le contenu est détaillé en annexe.

Le Bénéficiaire utilisera les moyens d'actions suivants :

Lot 4 - Maitrise d'Oeuvre
Nombre de site visé : 1
Coût global (€ HT) : 216 270,00 €
Aide sollicitée (€ HT) : 37 500,00 €

Le budget prévisionnel de ces actions s'établit à 216 270,00 euros HT.

Le détail du budget est décrit en annexe. A noter que pour cette saison 6, les dates d'éligibilité des actions aux fonds Chêne diffèrent en fonction des lots, de la manière suivante :

Lot 1 / Économes de flux, éligibilité au 28/02/2025

Lot 2 / Outils, éligibilité au 21/09/2024

Lot 3 / Études, éligibilité au 21/09/2024

Lot 4 / MOE, éligibilité au 28/02/2025

Lot 5 / AMO, éligibilité au 21/09/2024

Il est précisé que l'éligibilité d'une action s'apprécie au regard de la date à laquelle le Bénéficiaire procède à son engagement juridique (signature d'un devis, passation de marché, signature d'un contrat de travail,...).

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DES PARTIES

3.1 ENGAGEMENTS DU PORTEUR

Dans le cadre du programme et conformément à la convention multipartite, la SASU FNCCR s'engage à initier ou à poursuivre les chantiers ci-dessous pendant toute la durée de la convention. La SASU FNCCR s'engage, en tant que porteur du programme, au titre de la présente convention à :

- Mettre en œuvre les actions du Programme ;

- Piloter la partie communication du Programme en collaboration avec les partenaires de celui-ci et sous contrôle du comité de pilotage ;

- Procéder aux appels de fonds vers les co-financeurs, après validation du comité de pilotage ;

- Recevoir les fonds des co-financeurs destinés au financement du programme et établir les attestations de versement des fonds comportant les informations indispensables pour l'obtention des certificats d'économie d'énergie ;

- Se coordonner avec les autres programmes CEE en lien avec la rénovation énergétique des bâtiments publics ;

- Faire certifier les comptes du programme par un commissaire aux comptes ;

La SASU FNCCR s'engage également à :

- Inscrire les fonds collectés et destinés au financement des actions dans un compte de tiers, et justifier de leurs versements aux Bénéficiaires ;

- Ne pas utiliser les fonds collectés pour d'autres opérations que celles mentionnées dans le cadre de la présente convention.

En effet, la SASU FNCCR opère dans le cadre du programme en qualité d'intermédiaire transparent et agit sous la supervision du Ministère de la Transition écologique et solidaire (MTES).

3.2 ENGAGEMENT DU BENEFICIAIRE

Le Bénéficiaire s'est engagé lors de la candidature à la saison 6 du Fonds CHÊNE à mettre en œuvre les actions telles que décrites en annexe. Celles-ci doivent être mises en œuvre et facturées au plus tard le 30/09/2026.

Le Bénéficiaire s'engage à mettre en place les actions adéquates en perspective de la rénovation du patrimoine public des collectivités tel que décrit à l'article 2 de la présente Convention.

Le Bénéficiaire ayant obtenu des fonds relatifs à l'embauche d'un économe de flux, s'engage, le cas échéant, à signer et à appliquer la charte des économes de flux ACTEE notamment en termes de communication.

Le Bénéficiaire sera financé sur justificatif de dépenses, en conformité avec le prévisionnel financier et les objectifs définis.

La réalisation des actions objet de la Convention et le paiement des dépenses correspondantes devront être effectifs dans les délais du Programme ACTEE+. En conséquence, le Bénéficiaire devra déposer sur la plateforme prévue à cet effet l'ensemble des appels de fonds accompagnés des pièces justificatives requises au plus tard le 31/10/2026 afin de permettre le traitement et les paiements par le Porteur avant la clôture du Programme. La capacité à réaliser les actions à court terme, ainsi que la faisabilité générale du projet sont des éléments importants pour l'attribution des fonds.

Un point d'étape entre le Bénéficiaire et les instructeurs de la SASU sera réalisé régulièrement pour vérifier l'avancement de la consommation des fonds demandés. Dans le cas où les fonds demandés auraient été insuffisamment consommés, ils pourront faire l'objet d'une réduction selon les modalités prévues à l'article 4.1.

Le Bénéficiaire s'engage à transmettre à la SASU FNCCR, dans le cadre des missions qui lui sont confiées au titre du Programme s'agissant notamment de l'élaboration des guides et documents contractuels types, tous les éléments nécessaires à la bonne réalisation de ses missions (cahiers des charges, marchés publics, guides, fiches conseils, plaquettes, comptes-rendus d'études…). Il s'engage à participer aux animations proposées par la SASU FNCCR et permettant les partages d'expériences et la co-construction entre lauréats. Enfin, le Bénéficiaire s'engage à transmettre à la SASU FNCCR les indicateurs qui lui seront demandés lors des remontées de fonds.

Le Bénéficiaire s'engage également à inviter la SASU FNCCR aux différents Comités de pilotage, en tant qu'invité permanent. Il est également suggéré d'y inviter, lorsque cela s'y prête, la direction régionale de l'ADEME, la DDT/DREAL, ainsi qu'un représentant de la Banque des Territoires.

Le Bénéficiaire s'engage à transmettre à la SASU FNCCR l'adresse e-mail des Bénéficiaires finaux dans un but de diffusion d'informations de la part du Porteur. Le coordinateur veille au respect de cette obligation de transmission.

ARTICLE 4 : FINANCEMENT

A l'exception du lot 4, le montant global des fonds demandés ne fait l'objet d'aucun plafonnement. Il est déterminé par application du taux de financement propre à chaque action au montant des dépenses remontées par le Bénéficiaire.

Pour le lot 4, le montant des subventions est déterminé par application des taux prévus par action, dans la limite d'un plafond selon les modalités précisées au cahier des charge de l'appel à projets.

A noter que pour cette saison 6, les dates d'éligibilité des factures diffèrent en fonction des lots, de la manière suivante :

Lot 1 / Économes de flux, éligibilité des factures au 01/01/2026

Lot 2 / Outils, éligibilité des factures au 28/02/2025

Lot 3 / Études, éligibilité des factures au 28/02/2025

Lot 4 / MOE, éligibilité des factures au 28/02/2025

Lot 5 / AMO, éligibilité des factures au 28/02/2025

Les fonds seront versés après envoi des justificatifs de dépenses et des livrables associés puis validation par les instructeurs de la SASU FNCCR, dans la limite de l'enveloppe attribuée par le jury pour chaque action, et ne pourront être versés avant signature de la Convention par tous les membres du groupement.

Les fonds dus au titre de la présente Convention sont versés aux services financiers du Bénéficiaire.

Le cas échéant, le Bénéficiaire s'engage à reverser les fonds perçus aux Bénéficiaires finaux.

Bénéficiaire : Ville de Hœnheim

Coordonnées bancaires :
RIB : 30001 00806 F6780000000 90
IBAN : FR35 3000 1008 06F6 7800 0000 090
BIC : BDFEFRPPCCT

A défaut, et avec l'accord du Bénéficiaire, les sommes dues au titre de la présente Convention pourront être versées aux services financiers du Coordinateur du groupement qui aura la charge de restituer les sommes dues au Bénéficiaire.

Coordinateur du groupement : Eurométropole de Strasbourg

Coordonnées bancaires :
RIB : 3000100806C672000000056
IBAN : FR3530001008 06C672000000056
BIC : BDFEFRPPCCT

Les versements seront effectués après, et sous réserve de l'encaissement de l'appel de fonds des co-financeurs, par la SASU FNCCR.

En cas de non-versement des contributions par les financeurs obligés du Programme, et ce, pour quelque motif que ce soit, la SASU FNCCR ne saurait être tenue responsable du retard ou du non-versement des fonds dus au Bénéficiaire.

4.1 DESENGAGEMENT DES FONDS A L'INITIATIVE DU PORTEUR DU PROGRAMME

Dans le cas où tout ou partie des fonds alloués au titre du Programme n'auraient pas été dépensés par le Bénéficiaire, le Porteur se réserve la faculté de procéder à leur désengagement total ou partiel dans les hypothèses suivantes :

- Dans le cas où un minimum de 50 % des fonds demandés n'auraient pas été consommés au 10/07/2026 ;

- Dans le cas où 100 % des fonds demandés n'auraient pas été consommés au 30/09/2026.

Dans les cas ci-dessus indiqués, la SASU FNCCR procède unilatéralement au désengagement des fonds, par décision motivée. Cette décision peut être soumise à l'avis du jury à l'initiative de la SASU FNCCR. La décision précise le montant des fonds désengagés. Le Bénéficiaire concerné recevra notification de la décision dans le délai d'un (1) mois, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie électronique, sous réserve d'en justifier la réception par le destinataire.

La SASU FNCCR se réserve la même faculté de désengager unilatéralement les fonds dans le cas où les actions réalisées ne correspondent pas à celles pour lesquelles la candidature du Bénéficiaire a été sélectionnée par le jury. La même faculté s'applique dans l'hypothèse où la qualité des livrables présentés par le Bénéficiaire au titre de la justification des dépenses est manifestement inférieure à celle qu'on peut raisonnablement attendre d'un prestataire diligent dans le cadre de marchés de même nature. Il en va de même lorsqu'il s'avère que les actions pour lesquelles les fonds sont demandés ne sont pas éligibles aux financements objet de l'appel à projet ayant donné lieu à la conclusion de la présente Convention. Dans ce cas, et quel que soit le motif d'inéligibilité, le Lauréat ne pourra élever aucune réclamation à l'encontre du Porteur.

4.2 DESENGAGEMENT DES FONDS SUR DEMANDE DU BENEFICIAIRE

Le Porteur peut également procéder au désengagement des fonds sur demande du Bénéficiaire, reçue par tout moyen susceptible d'en justifier la réalité et en assurer la traçabilité. Dans ce cas, la procédure prévue à l'article 4.1 ci-dessus s'applique.

ARTICLE 5 : JUSTIFICATION DES DEPENSES PAR LE BENEFICIAIRE

La justification de réalisation des actions mises en œuvre par le Bénéficiaire et par les Bénéficiaires finaux du Programme devra être effectuée au moyen de rapports techniques et de justifications de dépenses selon les modèles fournis par la SASU FNCCR.

Les justificatifs de dépenses de chaque bénéficiaire devront être dument signés à la fois par le représentant légal du bénéficiaire et un comptable public. Conformément à l'article 2.2.1 de la Convention multipartite, les justificatifs de dépenses pourront être centralisés auprès du coordinateur du groupement, qui en contrôlera la bonne signature, et les communiquera à la SASU FNCCR.

Toutes les dépenses affectées au projet et les activités correspondantes devront être justifiées dans le cadre du Programme et faire mention explicite à celui-ci (« ACTEE – PRO-INNO-66 »). Les justificatifs détaillés des dépenses et des activités (compte rendu, feuilles de présence…) devront être conservés par le bénéficiaire et par la SASU FNCCR pour un contrôle éventuel et aléatoire du MTES pour une durée de 6 ans.

La SASU FNCCR se réserve le droit de demander au Bénéficiaire de faire réaliser, avant la fin du Programme, un audit sur la situation du Programme les concernant.

ARTICLE 6 : GARANTIE D'AFFECTATION DES FONDS

Le Bénéficiaire s'engage à utiliser les fonds versés par la SASU FNCCR uniquement dans le cadre et aux bonnes fins d'exécution du Programme.

A ce titre, le Bénéficiaire garantit la SASU FNCCR contre toute revendication ou action en responsabilité de quelque nature que ce soit en cas d'utilisation des fonds versés non conforme aux stipulations de la Convention et à d'autres fins que celles du Programme.

ARTICLE 7 : RESILIATION

La présente Convention pourra être résiliée par une Partie en cas de manquement par l'autre Partie à l'une de ses obligations contractuelles, après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à la Partie défaillante et restée sans effet pendant un délai d'un (1) mois à compter de la réception de ladite lettre. La résiliation par l'une des Parties ne résilie pas de plein droit la Convention. Le Comité de pilotage se réunira alors pour définir les modalités de poursuite ou d'arrêt de tout ou partie du Programme du bénéficiaire concerné.

Les Parties conviennent également de manière expresse qu'en cas de modification des textes législatifs ou réglementaires relatifs aux économies d'énergie ou aux CEE rendant inapplicables les dispositions de la Convention, elles se rencontreront à l'initiative de la Partie la plus diligente pour en étudier les adaptations nécessaires. A défaut d'accord ou en cas d'impossibilité d'adapter la Convention dans un délai d'un (1) mois à compter de la 1ère réunion des Parties, cette dernière sera résiliée de plein droit. Le Comité de pilotage se réunira alors pour déterminer les modalités de clôture du Programme et notamment la répartition des fonds restants.

ARTICLE 8 : DUREE ET MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente Convention entre en vigueur à sa signature par les Parties et prendra fin au 31/12/2026. Le dernier appel de fonds du Programme interviendra au cours du mois de novembre de l'année 2026. En cas d'achèvement de la Convention multipartite, la présente Convention sera résiliée de plein droit.

Le dernier appel de fonds du Programme interviendra au cours du mois de novembre de l'année 2026. En cas d'achèvement de la Convention multipartite, la présente Convention sera résiliée de plein droit.

En cas de besoin, la présente Convention pourra faire l'objet d'un avenant si une modification significative devait avoir lieu sur les actions, les budgets associés ou la durée du Programme.

Ces évolutions seront argumentées et discutées par le service instructeur de la SASU FNCCR et, le cas échéant, les objectifs seront alors revus pour intégrer les évolutions.

Néanmoins, les modifications suivantes ne sont pas soumises à l'obligation de formaliser un avenant :

- Pour les lots 2, 5 et le lot 3 en ce qui concerne les actions SDIE, les modifications de la liste des bâtiments sont exemptées de l'obligation de formaliser un avenant ;
- Pour le lot 3, hors SDIE, et le lot 4, les modifications de la liste des bâtiments sont exemptées de l'obligation de formaliser un avenant dans la limite des 25% du nombre total de bâtiments initialement renseignés à l'annexe pour la même typologie d'actions. Lorsque plusieurs modifications successives sont effectuées pendant toute la durée de la présente convention, le nombre cumulé de bâtiments concernés par lesdites modifications est pris en compte.

Les stipulations de l'alinéa ci-dessus ne s'appliquent pas lorsque le nombre de bâtiments concernés par le même type d'actions est inférieur ou égal à 3. Dans ce cas, les modifications peuvent être apportées à la liste sans recourir à un avenant.

Dans tous les cas où une modification ne requiert pas la signature d'un avenant, elle est prise en compte et produit ses effets à compter de sa déclaration par le Bénéficiaire au Porteur et son inscription sur la plateforme numérique dédiée au Programme, après l'envoi par la SASU FNCCR d'une lettre unilatérale de modification. Les Bénéficiaires doivent en informer le Porteur par tous moyens adéquats.

ARTICLE 9 : SIGNATURE ELECTRONIQUE

La signature électronique est un mécanisme permettant de garantir l'intégrité d'un document électronique et l'authentification de l'auteur pour s'assurer que l'acte ne puisse être remis en cause, par analogie avec la signature manuscrite d'un document papier.

Afin de permettre la progression optimale du programme, les Parties sont fortement encouragées à recourir au processus de signature électronique dans l'exercice de leurs relations contractuelles.

ARTICLE 10 : LITIGES

Tout différend relatif à l'interprétation, à la validité et/ou à l'exécution de la Convention devra, en premier lieu, et dans la mesure du possible, être réglé au moyen de négociations amiables entre les Parties.

À défaut, un (1) mois après l'envoi d'une lettre en recommandé avec accusé de réception par une Partie à l'autre Partie mentionnant le différend, le différend sera soumis aux tribunaux français compétents.

Fait en 3 exemplaires originaux

Pour la SASU FNCCR,
Le Président Xavier PINTAT

Pour L' Eurométropole de Strasbourg,
Présidente,
Madame Catherine TRAUTMANN

Pour La Ville de Hœnheim,
Maire,
Monsieur Vincent DEBES

Convention de partenariat dans le cadre de la mise en œuvre du Programme CEE ACTEE+

(PRO-INNO-66)

Action des Collectivités Territoriales pour l'Efficacité Énergétique

CHÊNE 6

ANNEXE : ACTIONS ET BUDGET ASSOCIE

Lot 1 - Ressources Humaines / Économes de flux
Aucun économe de flux.

Lot 2 - Outils de mesure et de suivi
Aucun outil.

Lot 3 - Études énergétiques
Aucune étude.

Lot 4 - Maitrise d'Oeuvre
MOE n°1
Typologie de l'opération : +3500 habitants / Bâtiments scolaires
Type d'opération : MOE Rénovation ambitieuse et performante
Bâtiment(s) visé(s) : Garderie périscolaire de l'école maternelle du Ried (67800 HOENHEIM)
Coût global (€ HT) : 216 270,00 €
Aide sollicitée (€ HT) : 37 500,00 €

Total Coût global (€ HT) : 216 270,00 €
Total Aide sollicitée (€ HT) : 37 500,00 €

Lot 5 - AMO & API
Aucune AMO.

Coût global du dossier : **216 270,00 €**
Aide sollicitée : **37 500,00 €**

Convention de partenariat dans le cadre de la mise en œuvre du Programme CEE ACTEE+

(PRO-INNO-66)

Action des Collectivités Territoriales pour l'Efficacité Énergétique

CHÊNE 6

Entre

La **SASU FNCCR** sise 20, boulevard de la Tour-Maubourg à Paris 7e, représentée par Monsieur Xavier PINTAT, son Président,

Désignée ci-après par « la SASU FNCCR » ou « le Porteur », d'une part,

ET,

La **COMMUNE DE SCHILTIGHEIM** , représentée par Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND, en qualité de Maire, habilitée aux fins des présentes par délibération, ou par décision du
28/03/2026.

Désignée ci-après par « COMMUNE DE SCHILTIGHEIM » ou « le Bénéficiaire », d'autre part,

ET,

L'**Eurométropole de Strasbourg** , représenté par Madame Catherine TRAUTMANN, en qualité de Présidente, habilitée aux fins des présentes par délibération, ou par décision du
10/04/2026.

Désigné ci-après par « Eurométropole de Strasbourg » ou « le Coordinateur », d'autre part,

Désignés ci-après individuellement par « la Partie » et collectivement par « les Parties ».

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Le Programme CEE ACTEE +, référencé PRO-INNO-66, est porté par la FNCCR et la SASU FNCCR.

Le programme ACTEE + (Action des collectivités Territoriales pour l'Efficacité énergétique), porté par la SASU FNCCR, dans la continuité et l'amplification du programme ACTEE 2 vise à développer les projets d'efficacité énergétique pour les bâtiments publics.

Le programme permettra ainsi :

- une aide technique et organisationnelle à destination de collectivités incluant une cellule d'accompagnement composée d'experts, un centre de ressources avec des cahiers des charges-type directement utilisables par les collectivités, des guides, des formations, des MOOC et outils numériques d'analyse ;

- le cofinancement de l'accompagnement et de la maîtrise d'œuvre pour la rénovation des bâtiments publics des collectivités et de l'éclairage public via des appels à projets ouverts favorisant le recours à des solutions mutualisées, intégrant l'efficacité énergétique et s'inscrivant dans le long terme.

Il s'appuiera sur les méthodes et outils déjà développés dans le cadre du programme ACTEE 2.
Le volume de certificats d'économies d'énergie délivré dans le cadre de ce programme n'excède pas 31,5 TWh cumac sur la période 2023-2026.

Suite à la candidature à la saison 6 du Fonds « CHÊNE » lancée le 12/11/2025 à destination des bâtiments publics tertiaires des collectivités, le jury a décidé de sélectionner le projet de COMMUNE DE SCHILTIGHEIM.

L'objectif premier de ce fonds est d'apporter un financement sur les coûts organisationnels liés aux actions d'efficacité énergétique des bâtiments publics tertiaires des collectivités, pour les acteurs publics proposant une mutualisation des projets de territoire permettant de massifier les actions de réduction des consommations énergétiques des collectivités. Il est attendu que les fonds attribués via CHÊNE génèrent des actions concrètes permettant la réduction de la consommation énergétique avant la fin de CHÊNE et du programme ou a minima la mise en place de plans de travaux avec une faisabilité avérée (passage des marchés notamment). La faisabilité des actions et des travaux par suite des études financées par le programme ACTEE sera un élément déterminant dans le choix des lauréats. Le second objectif du Fonds CHÊNE est de créer des coopérations entre établissements publics agrégateurs d'actions d'efficacité énergétique, idéalement à la maille interdépartementale, mais également infra-départementale.

DEFINITIONS

Au sens de la présente convention, les termes suivants s'entendent comme suit :

Bénéficiaire : est entendu comme « bénéficiaire » du Programme ACTEE toute structure membre du groupement lauréat. Le cas échéant, le bénéficiaire peut également être bénéficiaire final.

Bénéficiaire final: est entendu comme « bénéficiaire final » du Programme ACTEE toute structure qui bénéficie in fine des fonds et/ou actions du Programme, par l'intermédiaire d'un bénéficiaire et du coordinateur du groupement.

Convention multipartite : est entendu comme « Convention multipartite », la convention passée entre l'intégralité des Bénéficiaires membres du groupement lauréat, le coordinateur et la SASU FNCCR établissant les règles générales du présent partenariat pour la mise en œuvre du fonds CHÊNE dans le cadre du Programme ACTEE+.

Convention tripartite: est entendu comme « Convention tripartite », la convention passée entre un Bénéficiaire, le coordinateur du groupement lauréat et la SASU FNCCR établissant les règles particulières du présent partenariat la mise en œuvre de chaque saison du fonds CHÊNE dans le cadre du Programme ACTEE+.

Coordinateur du groupement : est entendu comme « coordinateur du groupement », la structure membre du groupement lauréat désignée parmi les membres dudit groupement agissant comme interlocuteur privilégié de la SASU FNCCR et notamment chargé, en cas de carence ou sur volonté du Bénéficiaire, de centraliser et de lui transmettre tous les justificatifs nécessaires à la bonne mise en œuvre du Programme.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention s'inscrit dans le cadre d'une chaîne de conventions et se présente comme l'accessoire de la Convention multipartite passée entre la SASU FNCCR, tous les membres du groupement et le Bénéficiaire. En cas d'achèvement, de résiliation ou de résolution de la Convention multipartite précitée pour tout motif, la présente Convention tripartite prendra également fin.

En parallèle de la Convention multipartite contenant des dispositions générales applicables à l'ensemble des rapports contractuels entre la SASU FNCCR et l'intégralité des membres du groupements, la présente Convention a pour objet de définir les actions et les engagements financiers (i.e. budget alloué pour chaque membre du groupement) passés dans le cadre du Partenariat entre les Parties pour le déroulement opérationnel du Programme, dans le respect de la convention de mise en œuvre du Programme ACTEE + PRO-INNO-66 conclue entre l'État, l'ADEME, la FNCCR, la SASU FNCCR, l'AMF et les co-financeurs du Programme – ci-après désignée « Convention tripartite ».

ARTICLE 2 : DEFINITION DES ACTIONS

Le Bénéficiaire prévoit les actions suivantes dont le contenu est détaillé en annexe.

Le Bénéficiaire utilisera les moyens d'actions suivants :

Lot 3 - Études énergétiques
Nombre : 3
Coût global (€ HT) : 4 000,00 €
Aide sollicitée (€ HT) : 2 000,00 €

Le budget prévisionnel de ces actions s'établit à 4 000,00 euros HT.

Le détail du budget est décrit en annexe. A noter que pour cette saison 6, les dates d'éligibilité des actions aux fonds Chêne diffèrent en fonction des lots, de la manière suivante :

Lot 1 / Économes de flux, éligibilité au 28/02/2025

Lot 2 / Outils, éligibilité au 21/09/2024

Lot 3 / Études, éligibilité au 21/09/2024

Lot 4 / MOE, éligibilité au 28/02/2025

Lot 5 / AMO, éligibilité au 21/09/2024

Il est précisé que l'éligibilité d'une action s'apprécie au regard de la date à laquelle le Bénéficiaire procède à son engagement juridique (signature d'un devis, passation de marché, signature d'un contrat de travail,...).

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DES PARTIES

3.1 ENGAGEMENTS DU PORTEUR

Dans le cadre du programme et conformément à la convention multipartite, la SASU FNCCR s'engage à initier ou à poursuivre les chantiers ci-dessous pendant toute la durée de la convention. La SASU FNCCR s'engage, en tant que porteur du programme, au titre de la présente convention à :

- Mettre en œuvre les actions du Programme ;

- Piloter la partie communication du Programme en collaboration avec les partenaires de celui-ci et sous contrôle du comité de pilotage ;

- Procéder aux appels de fonds vers les co-financeurs, après validation du comité de pilotage ;

- Recevoir les fonds des co-financeurs destinés au financement du programme et établir les attestations de versement des fonds comportant les informations indispensables pour l'obtention des certificats d'économie d'énergie ;

- Se coordonner avec les autres programmes CEE en lien avec la rénovation énergétique des bâtiments publics ;

- Faire certifier les comptes du programme par un commissaire aux comptes ;

La SASU FNCCR s'engage également à :

- Inscrire les fonds collectés et destinés au financement des actions dans un compte de tiers, et justifier de leurs versements aux Bénéficiaires ;

- Ne pas utiliser les fonds collectés pour d'autres opérations que celles mentionnées dans le cadre de la présente convention.

En effet, la SASU FNCCR opère dans le cadre du programme en qualité d'intermédiaire transparent et agit sous la supervision du Ministère de la Transition écologique et solidaire (MTES).

3.2 ENGAGEMENT DU BENEFICIAIRE

Le Bénéficiaire s'est engagé lors de la candidature à la saison 6 du Fonds CHÊNE à mettre en œuvre les actions telles que décrites en annexe. Celles-ci doivent être mises en œuvre et facturées au plus tard le 30/09/2026.

Le Bénéficiaire s'engage à mettre en place les actions adéquates en perspective de la rénovation du patrimoine public des collectivités tel que décrit à l'article 2 de la présente Convention.

Le Bénéficiaire ayant obtenu des fonds relatifs à l'embauche d'un économe de flux, s'engage, le cas échéant, à signer et à appliquer la charte des économes de flux ACTEE notamment en termes de communication.

Le Bénéficiaire sera financé sur justificatif de dépenses, en conformité avec le prévisionnel financier et les objectifs définis.

La réalisation des actions objet de la Convention et le paiement des dépenses correspondantes devront être effectifs dans les délais du Programme ACTEE+. En conséquence, le Bénéficiaire devra déposer sur la plateforme prévue à cet effet l'ensemble des appels de fonds accompagnés des pièces justificatives requises au plus tard le 31/10/2026 afin de permettre le traitement et les paiements par le Porteur avant la clôture du Programme. La capacité à réaliser les actions à court terme, ainsi que la faisabilité générale du projet sont des éléments importants pour l'attribution des fonds.

Un point d'étape entre le Bénéficiaire et les instructeurs de la SASU sera réalisé régulièrement pour vérifier l'avancement de la consommation des fonds demandés. Dans le cas où les fonds demandés auraient été insuffisamment consommés, ils pourront faire l'objet d'une réduction selon les modalités prévues à l'article 4.1.

Le Bénéficiaire s'engage à transmettre à la SASU FNCCR, dans le cadre des missions qui lui sont confiées au titre du Programme s'agissant notamment de l'élaboration des guides et documents contractuels types, tous les éléments nécessaires à la bonne réalisation de ses missions (cahiers des charges, marchés publics, guides, fiches conseils, plaquettes, comptes-rendus d'études…). Il s'engage à participer aux animations proposées par la SASU FNCCR et permettant les partages d'expériences et la co-construction entre lauréats. Enfin, le Bénéficiaire s'engage à transmettre à la SASU FNCCR les indicateurs qui lui seront demandés lors des remontées de fonds.

Le Bénéficiaire s'engage également à inviter la SASU FNCCR aux différents Comités de pilotage, en tant qu'invité permanent. Il est également suggéré d'y inviter, lorsque cela s'y prête, la direction régionale de l'ADEME, la DDT/DREAL, ainsi qu'un représentant de la Banque des Territoires.

Le Bénéficiaire s'engage à transmettre à la SASU FNCCR l'adresse e-mail des Bénéficiaires finaux dans un but de diffusion d'informations de la part du Porteur. Le coordinateur veille au respect de cette obligation de transmission.

ARTICLE 4 : FINANCEMENT

A l'exception du lot 4, le montant global des fonds demandés ne fait l'objet d'aucun plafonnement. Il est déterminé par application du taux de financement propre à chaque action au montant des dépenses remontées par le Bénéficiaire.

Pour le lot 4, le montant des subventions est déterminé par application des taux prévus par action, dans la limite d'un plafond selon les modalités précisées au cahier des charge de l'appel à projets.

A noter que pour cette saison 6, les dates d'éligibilité des factures diffèrent en fonction des lots, de la manière suivante :

Lot 1 / Économes de flux, éligibilité des factures au 01/01/2026

Lot 2 / Outils, éligibilité des factures au 28/02/2025

Lot 3 / Études, éligibilité des factures au 28/02/2025

Lot 4 / MOE, éligibilité des factures au 28/02/2025

Lot 5 / AMO, éligibilité des factures au 28/02/2025

Les fonds seront versés après envoi des justificatifs de dépenses et des livrables associés puis validation par les instructeurs de la SASU FNCCR, dans la limite de l'enveloppe attribuée par le jury pour chaque action, et ne pourront être versés avant signature de la Convention par tous les membres du groupement.

Les fonds dus au titre de la présente Convention sont versés aux services financiers du Bénéficiaire.

Le cas échéant, le Bénéficiaire s'engage à reverser les fonds perçus aux Bénéficiaires finaux.

Bénéficiaire : COMMUNE DE SCHILTIGHEIM

Coordonnées bancaires :
RIB : 3000100806F678000000090
IBAN : FR3530001008O6F678000000090
BIC : BDFEFRPPCCT

A défaut, et avec l'accord du Bénéficiaire, les sommes dues au titre de la présente Convention pourront être versées aux services financiers du Coordinateur du groupement qui aura la charge de restituer les sommes dues au Bénéficiaire.

Coordinateur du groupement : Eurométropole de Strasbourg

Coordonnées bancaires :
RIB : 3000100806C672000000056
IBAN : FR3530001008O6C672000000056
BIC : BDFEFRPPCCT

Les versements seront effectués après, et sous réserve de l'encaissement de l'appel de fonds des co-financeurs, par la SASU FNCCR.

En cas de non-versement des contributions par les financeurs obligés du Programme, et ce, pour quelque motif que ce soit, la SASU FNCCR ne saurait être tenue responsable du retard ou du non-versement des fonds dus au Bénéficiaire.

4.1 DESENGAGEMENT DES FONDS A L'INITIATIVE DU PORTEUR DU PROGRAMME

Dans le cas où tout ou partie des fonds alloués au titre du Programme n'auraient pas été dépensés par le Bénéficiaire, le Porteur se réserve la faculté de procéder à leur désengagement total ou partiel dans les hypothèses suivantes :

- Dans le cas où un minimum de 50 % des fonds demandés n'auraient pas été consommés au 10/07/2026 ;

- Dans le cas où 100 % des fonds demandés n'auraient pas été consommés au 30/09/2026.

Dans les cas ci-dessus indiqués, la SASU FNCCR procède unilatéralement au désengagement des fonds, par décision motivée. Cette décision peut être soumise à l'avis du jury à l'initiative de la SASU FNCCR. La décision précise le montant des fonds désengagés. Le Bénéficiaire concerné recevra notification de la décision dans le délai d'un (1) mois, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie électronique, sous réserve d'en justifier la réception par le destinataire.

La SASU FNCCR se réserve la même faculté de désengager unilatéralement les fonds dans le cas où les actions réalisées ne correspondent pas à celles pour lesquelles la candidature du Bénéficiaire a été sélectionnée par le jury. La même faculté s'applique dans l'hypothèse où la qualité des livrables présentés par le Bénéficiaire au titre de la justification des dépenses est manifestement inférieure à celle qu'on peut raisonnablement attendre d'un prestataire diligent dans le cadre de marchés de même nature. Il en va de même lorsqu'il s'avère que les actions pour lesquelles les fonds sont demandés ne sont pas éligibles aux financements objet de l'appel à projet ayant donné lieu à la conclusion de la présente Convention. Dans ce cas, et quel que soit le motif d'inéligibilité, le Lauréat ne pourra élever aucune réclamation à l'encontre du Porteur.

4.2 DESENGAGEMENT DES FONDS SUR DEMANDE DU BENEFICIAIRE

Le Porteur peut également procéder au désengagement des fonds sur demande du Bénéficiaire, reçue par tout moyen susceptible d'en justifier la réalité et en assurer la traçabilité. Dans ce cas, la procédure prévue à l'article 4.1 ci-dessus s'applique.

ARTICLE 5 : JUSTIFICATION DES DEPENSES PAR LE BENEFICIAIRE

La justification de réalisation des actions mises en œuvre par le Bénéficiaire et par les Bénéficiaires finaux du Programme devra être effectuée au moyen de rapports techniques et de justifications de dépenses selon les modèles fournis par la SASU FNCCR.

Les justificatifs de dépenses de chaque bénéficiaire devront être dument signés à la fois par le représentant légal du bénéficiaire et un comptable public. Conformément à l'article 2.2.1 de la Convention multipartite, les justificatifs de dépenses pourront être centralisés auprès du coordinateur du groupement, qui en contrôlera la bonne signature, et les communiquera à la SASU FNCCR.

Toutes les dépenses affectées au projet et les activités correspondantes devront être justifiées dans le cadre du Programme et faire mention explicite à celui-ci (« ACTEE – PRO-INNO-66 »). Les justificatifs détaillés des dépenses et des activités (compte rendu, feuilles de présence…) devront être conservés par le bénéficiaire et par la SASU FNCCR pour un contrôle éventuel et aléatoire du MTES pour une durée de 6 ans.

La SASU FNCCR se réserve le droit de demander au Bénéficiaire de faire réaliser, avant la fin du Programme, un audit sur la situation du Programme les concernant.

ARTICLE 6 : GARANTIE D'AFFECTATION DES FONDS

Le Bénéficiaire s'engage à utiliser les fonds versés par la SASU FNCCR uniquement dans le cadre et aux bonnes fins d'exécution du Programme.

A ce titre, le Bénéficiaire garantit la SASU FNCCR contre toute revendication ou action en responsabilité de quelque nature que ce soit en cas d'utilisation des fonds versés non conforme aux stipulations de la Convention et à d'autres fins que celles du Programme.

ARTICLE 7 : RESILIATION

La présente Convention pourra être résiliée par une Partie en cas de manquement par l'autre Partie à l'une de ses obligations contractuelles, après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à la Partie défaillante et restée sans effet pendant un délai d'un (1) mois à compter de la réception de ladite lettre. La résiliation par l'une des Parties ne résilie pas de plein droit la Convention. Le Comité de pilotage se réunira alors pour définir les modalités de poursuite ou d'arrêt de tout ou partie du Programme du bénéficiaire concerné.

Les Parties conviennent également de manière expresse qu'en cas de modification des textes législatifs ou réglementaires relatifs aux économies d'énergie ou aux CEE rendant inapplicables les dispositions de la Convention, elles se rencontreront à l'initiative de la Partie la plus diligente pour en étudier les adaptations nécessaires. A défaut d'accord ou en cas d'impossibilité d'adapter la Convention dans un délai d'un (1) mois à compter de la 1ère réunion des Parties, cette dernière sera résiliée de plein droit. Le Comité de pilotage se réunira alors pour déterminer les modalités de clôture du Programme et notamment la répartition des fonds restants.

ARTICLE 8 : DUREE ET MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente Convention entre en vigueur à sa signature par les Parties et prendra fin au 31/12/2026. Le dernier appel de fonds du Programme interviendra au cours du mois de novembre de l'année 2026. En cas d'achèvement de la Convention multipartite, la présente Convention sera résiliée de plein droit.

Le dernier appel de fonds du Programme interviendra au cours du mois de novembre de l'année 2026. En cas d'achèvement de la Convention multipartite, la présente Convention sera résiliée de plein droit.

En cas de besoin, la présente Convention pourra faire l'objet d'un avenant si une modification significative devait avoir lieu sur les actions, les budgets associés ou la durée du Programme.

Ces évolutions seront argumentées et discutées par le service instructeur de la SASU FNCCR et, le cas échéant, les objectifs seront alors revus pour intégrer les évolutions.

Néanmoins, les modifications suivantes ne sont pas soumises à l'obligation de formaliser un avenant :

- Pour les lots 2, 5 et le lot 3 en ce qui concerne les actions SDIE, les modifications de la liste des bâtiments sont exemptées de l'obligation de formaliser un avenant ;
- Pour le lot 3, hors SDIE, et le lot 4, les modifications de la liste des bâtiments sont exemptées de l'obligation de formaliser un avenant dans la limite des 25% du nombre total de bâtiments initialement renseignés à l'annexe pour la même typologie d'actions. Lorsque plusieurs modifications successives sont effectuées pendant toute la durée de la présente convention, le nombre cumulé de bâtiments concernés par lesdites modifications est pris en compte.

Les stipulations de l'alinéa ci-dessus ne s'appliquent pas lorsque le nombre de bâtiments concernés par le même type d'actions est inférieur ou égal à 3. Dans ce cas, les modifications peuvent être apportées à la liste sans recourir à un avenant.

Dans tous les cas où une modification ne requiert pas la signature d'un avenant, elle est prise en compte et produit ses effets à compter de sa déclaration par le Bénéficiaire au Porteur et son inscription sur la plateforme numérique dédiée au Programme, après l'envoi par la SASU FNCCR d'une lettre unilatérale de modification. Les Bénéficiaires doivent en informer le Porteur par tous moyens adéquats.

ARTICLE 9 : SIGNATURE ELECTRONIQUE

La signature électronique est un mécanisme permettant de garantir l'intégrité d'un document électronique et l'authentification de l'auteur pour s'assurer que l'acte ne puisse être remis en cause, par analogie avec la signature manuscrite d'un document papier.

Afin de permettre la progression optimale du programme, les Parties sont fortement encouragées à recourir au processus de signature électronique dans l'exercice de leurs relations contractuelles.

ARTICLE 10 : LITIGES

Tout différend relatif à l'interprétation, à la validité et/ou à l'exécution de la Convention devra, en premier lieu, et dans la mesure du possible, être réglé au moyen de négociations amiables entre les Parties.

À défaut, un (1) mois après l'envoi d'une lettre en recommandé avec accusé de réception par une Partie à l'autre Partie mentionnant le différend, le différend sera soumis aux tribunaux français compétents.

Fait en 3 exemplaires originaux

Pour la SASU FNCCR,
Le Président Xavier PINTAT

Pour L' Eurométropole de Strasbourg,
Présidente,
Madame Catherine TRAUTMANN

Pour La COMMUNE DE SCHILTIGHEIM,
Maire,
Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND

Convention de partenariat dans le cadre de la mise en œuvre du Programme CEE ACTEE+

(PRO-INNO-66)

Action des Collectivités Territoriales pour l'Efficacité Énergétique

CHÊNE 6

ANNEXE : ACTIONS ET BUDGET ASSOCIE

Lot 1 - Ressources Humaines / Économes de flux
Aucun économe de flux.

Lot 2 - Outils de mesure et de suivi
Aucun outil.

Lot 3 - Études énergétiques
Étude énergétique n°1
Typologie de l'étude : +3500 habitants / Bâtiments scolaires
Type d'étude : Autre étude énergétique
Bâtiment(s) visé(s) : Crèche Les Moussaillons (67300 SCHILTIGHEIM), Pôle petite enfance (67300 SCHILTIGHEIM)
Nombre : 2
Coût global (€ HT) : 2 000,00 €
Aide sollicitée (€ HT) : 1 000,00 €

Étude énergétique n°2
Typologie de l'étude : +3500 habitants / Bâtiments non scolaires
Type d'étude : Autre étude énergétique
Bâtiment(s) visé(s) : Centre social et familial Victor Hugo (67300 SCHILTIGHEIM)
Nombre : 1
Coût global (€ HT) : 2 000,00 €
Aide sollicitée (€ HT) : 1 000,00 €

Total Coût global (€ HT) : 4 000,00 €
Total Aide sollicitée (€ HT) : 2 000,00 €

Lot 4 - Maitrise d'Oeuvre
Aucune MOE.

Lot 5 - AMO & API
Aucune AMO.

Coût global du dossier : **4 000,00 €**
Aide sollicitée : **2 000,00 €**

Chêne 6		Membre - Agence du Climat	Membre - COMMUNE DE ECKBOLSHEIM	Membre - COMMUNE DE FEGERSHEIM	Membre - COMMUNE DE GEISPOLSHEIM	Membre - COMMUNE DE HANGENBIETEN	Membre - COMMUNE DE HOENHEIM	Membre - COMMUNE DE SCHILTIGHEIM
Lot 2 - Outils de mesure et de suivi								
Coût global (€ HT)	7 200,00	7 200,00						
Aide sollicitée (€ HT)	3 600,00	3 600,00						
Lot 3 - Etudes énergétiques								
Coût global (€ HT)	41 882,50			8 000,00	14 882,50	15 000,00		4 000,00
Aide sollicitée (€ HT)	25 591,25			6 400,00	7 441,25	9 750,00		2 000,00
Lot 4 - Maitrise d'Oeuvre								
Coût global (€ HT)	320 739,00		104 469,00				216 270,00	
Aide sollicitée (€ HT)	100 181,40		62 681,40				37 500,00	
Lot 5 - AMO & API								
Nombre	1,00				1,00			
Coût global (€ HT)	6 486,80				6 486,80			
Aide sollicitée (€ HT)	3 243,40				3 243,40			
Tous les lots								
Coût global (€ HT)	**376 308,30**	7 200,00	104 469,00	8 000,00	21 369,30	15 000,00	216 270,00	4 000,00
Aide sollicitée (€ HT)	**132 616,05**	3 600,00	62 681,40	6 400,00	10 684,65	9 750,00	37 500,00	2 000,00

Strasbourg.eu
eurométropole

37

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

Attribution de subventions en faveur d'associations structurantes pour l'économie créative.

Numéro E-2026-330

L'économie créative se définit comme la rencontre entre arts, sciences, technologies et industrie. Elle favorise la transversalité entre secteurs d'activité dans le but de stimuler l'innovation et la compétitivité des entreprises. Elle s'appuie de manière privilégiée sur les entreprises créatives qui regroupent des activités très diverses liées par le rôle déterminant que jouent artistes et créatifs dans la conception des œuvres, produits et services proposés aux spectateurs, consommateurs et usagers :

- arts, spectacles, patrimoine : arts visuels, arts du spectacle, patrimoine, musées, métiers d'arts,
- industries culturelles (production et diffusion de produits culturels) : cinéma, presse, édition, média, disque, audiovisuel, jeux vidéos,
- industries créatives : architecture, design, publicité, mode,
- activités connexes, économiquement liées : TIC, sports et loisirs, tourisme.

L'Eurométropole de Strasbourg vise la structuration de filières positionnées en priorité sur les savoir-faire et les technologies du print, de la 3D, de l'illustration et de l'audiovisuel ainsi que leurs applications, notamment dans les secteurs du design, du jeu vidéo, du cinéma et des nouvelles images.

S'articulant avec l'action des autres acteurs économiques et culturels du territoire dans le champ des industries culturelles et créatives/ICC (DRAC, Région Grand Est, établissements d'enseignement supérieur et Université, associations d'entrepreneurs…), l'Eurométropole de Strasbourg soutient activement le développement de l'économie créative et des entreprises créatives sur son territoire en veillant à respecter la diversité des expressions culturelles sur l'ensemble du territoire, en adéquation avec le Pacte de gouvernance.

A l'échelle de l'Alsace, 50 % des emplois culturels sont localisés au sein de l'Eurométropole. L'Eurométropole de Strasbourg compte 3 478 établissements dans les industries culturelles et créatives, dont 9 établissements sur 10 ne comptent aucun salarié (un secteur qui repose principalement sur de très petits établissements et des travailleurs indépendants) : **il apparaît donc essentiel de soutenir les têtes de réseau associatives**

du territoire qui fédèrent les acteurs de chaque filière et les accompagnent vers davantage de professionnalisation par leurs actions, dispositifs et évènements fédérateurs.

1. Association Colors Urban Art : subvention de projet de 5 000 €

Le Colors Urban Art Festival est une célébration annuelle de l'art urbain sous toutes ses formes, rassemblant des artistes locaux, nationaux et internationaux. L'association souhaite renouveler le dispositif Creative Sessions, un cycle de conférences, tables-rondes et masterclasses sur l'art urbain. Artistes, professionnels et décideurs échangeront sur inclusion sociale, aménagement, droit, marché, écologie et innovation, avec un temps fort lors du festival, renforçant le rayonnement culturel et européen de Strasbourg.

Il est proposé au Conseil d'approuver le versement d'une subvention de projet de 5 000 € à l'association.

2. Association APACS : subvention de projet de 5 000 €

L'Association des producteurs d'audiovisuel et de cinéma de Strasbourg a pour vocation de favoriser le développement de la filière audiovisuelle, cinéma, images animées et nouveaux médias sur le territoire et de valoriser l'activité de ses membres. Elle organise de nouvelles rencontres dans le cadre de ses journées professionnelles (3ème édition) autour des thèmes suivants :

- thème 1 : chaîne des droits et contrats équipe créative et accord transparence,
- thème 2 : amortissement et immobilisations des œuvres,
- thème 3 : distribution des œuvres / utilisation d'œuvres annexes et autres matériaux audiovisuel (archives, extraits, IA …).

Il est proposé au Conseil d'approuver le versement d'une subvention de projet de 5 000 € à l'association.

3. Association East Games : subvention de fonctionnement de 15 000 €

L'association East Games contribue à la structuration professionnelle de la filière jeu vidéo sur le territoire. Elle représente la filière dans les instances officielles et anime le réseau en proposant des manifestations en lien étroit avec d'autres acteurs des industries culturelles et créatives.

L'association se charge de diagnostiquer la production de jeux vidéo, par les studios ou les indépendants, leurs besoins sur le territoire, les acquis locaux et se propose de mettre en place des actions afin de soutenir leur production.

Le nouveau CA élu en 2025 a comme stratégie une orientation accrue des actions vers les adhérents, la Région et l'Eurométropole de Strasbourg (rapprochement avec les autres acteurs des ICC locales : Grabuge, Central Vapeur, Plan d'Est, Livre'Est ou encore la SAFIRE, mais également l'UNISTRA) :

- soutien accru aux adhérents grâce à l'évolution du format Game Stub, qui prendra la forme d'entretiens avec les adhérents plusieurs fois par an afin d'identifier leurs besoins immédiats et organiser des temps d'échanges avec des experts reconnus au niveau national,
- l'Indie Game Contest va évoluer afin de valoriser les productions locales tout en restant une exposition ouverte au grand public. L'exposition se conclura sur les Rencontres Professionnelles, le rendez-vous annuel des acteurs de la Région,
- après avoir réalisé le premier baromètre du secteur en 2024, l'association compte renouveler cette action afin de cartographier toujours plus précisément les acteurs de la Région et partager ses données avec l'Eurométropole de Strasbourg,
- de plus, l'association mène le projet des Chimérides (Contrat triennal) qui promeut le jeu vidéo et ouvre des perspectives aux acteurs du secteur en explorant les ponts qui existent entre les métiers du secteur et ceux d'autres domaines artistiques ou artisanaux. Ce programme propose un accompagnement, alliant réflexion artistique, accompagnement professionnel et expérimentation collective avant une restitution au grand public prévue pour le mois de juillet 2026.

Il est proposé au Conseil d'approuver le versement d'une subvention de fonctionnement de 15 000 € à l'association.

Le versement de la subvention annuelle se fera en 2 temps :
- un acompte de 60 % à la réception de la convention signée (9 000 €),
- le solde sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses réalisées et certifié conforme par le représentant légal de la structure (6 000 €).

4. Association IDeE - Innovation design et expériences : subvention de fonctionnement de 15 000 €

L'association IDeE, pour Innovation design et expériences, regroupe une quinzaine de designers professionnels du territoire et se donne pour mission depuis plus de 20 ans d'assurer la promotion et la diffusion du design en direction du grand public et des entreprises. Un ouvrage réalisé en 2025 présente les productions des workshops menés depuis la création de l'association et vise à ouvrir le champ théorique de la discipline à travers des interviews de designers, artisans et partenaires ayant collaboré avec IDeE.

L'association IDeE souhaite poursuivre et enrichir ses actions en faveur de la création, de la transmission des savoir-faire et du développement des pratiques contemporaines :
- programme structuré de workshops, conçus comme des espaces d'expérimentation et de recherche. Ces temps de travail permettent aux designers de développer des projets innovants tout en valorisant des savoir-faire, notamment artisanaux. Ils constituent un levier concret pour démontrer la pertinence de la démarche design, en articulant réflexion, usage et production,
- actions de valorisation et de diffusion du design auprès de publics variés, à travers l'organisation d'expositions, d'événements et de conférences. Ces actions visent à rendre le design accessible, à encourager le dialogue entre disciplines et à sensibiliser aux enjeux contemporains de la création.

L'association s'inscrit pleinement dans une dynamique partenariale, en collaborant avec

des acteurs culturels et institutionnels du territoire tels qu'accro (d'ailleurs, le nombre de collaborations avec des designers sur l'appel à projets créatif Tango&Scan concerne presque la moitié des projets présentés chaque année), le Festival européen du film fantastique de Strasbourg (FEFFS), le Musée alsacien et les établissements d'enseignement. Elle développe également des liens avec les acteurs des industries culturelles et créatives (ICC), contribuant ainsi au rayonnement du design à l'échelle locale. Enfin, IDeE s'intègre dans des réseaux nationaux, notamment à travers sa participation à France Design Week, renforçant ainsi la visibilité de ses actions et son inscription dans une dynamique plus large de promotion du design.

Il est proposé au Conseil d'approuver le versement d'une subvention de fonctionnement de 15 000 € à l'association.

Le versement de la subvention annuelle se fera en 2 temps :
- un acompte de 60 % à la réception de la convention signée (9 000 €),
- le solde sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses réalisées et certifié conforme par le représentant légal de la structure (6 000 €).

5. Association Central Vapeur : subvention de fonctionnement de 27 000 €

Créée en 2011, l'association Central Vapeur a pour objet la promotion, le développement, la structuration et la diffusion des arts graphiques et narratifs en général (illustration jeunesse, bande-dessinée, littérature, édition, graphisme et communication…).

L'Eurométropole de Strasbourg soutient l'association depuis 2015 au titre de ses actions d'accompagnement économique des entreprises de la filière de l'illustration et des arts graphiques. Cette filière est particulièrement importante sur le territoire avec près de 214 illustrateurs·trices installé·es en Alsace (à plus de 90 % dans le Bas-Rhin) puisque rapporté à la population régionale, l'Alsace se place au deuxième rang juste derrière l'Ile-de-France (données issues de l'étude 2017 de la Confédération de l'illustration et du livre).

L'intervention de l'association en faveur des professionnels de l'image (fixe et animée) se matérialise par un dispositif d'appui intitulé Central Vapeur Pro, unique en France. L'objectif de ce dispositif, élaboré et développé en lien avec les professionnel·les, est d'apporter une réponse spécifique à leurs besoins juridiques, financiers, techniques par des sessions de conseil avec des expert·es (avocat, comptable, informaticien), une plateforme de ressources en ligne (sites honoraires, sites de calcul des droits d'auteur, forums), la publication d'ouvrages ainsi que l'organisation de sessions d'information et/ou de formations thématiques à destination d'étudiants et/ou des professionnels soumis au régime artiste-auteur et/ou leur commanditaire, et l'accompagnement professionnel des jeunes diplômés de 6 mois.

Les bénéficiaires de ce dispositif tarifé sont en majorité des illustrateurs indépendants et confirmés résidant sur l'Eurométropole. Des graphistes, artistes plasticiens, designers, professionnels du monde de l'édition et du web sont également accompagnés.

L'Association Central Vapeur a été certifiée organisme de formation Qualiopi pour ses actions de formation continue.

L’association poursuit l’organisation du salon du design graphique de Strasbourg, Format[s], contribuant au rayonnement de la filière avec 2 000 visiteurs en moyenne par biennale. La 4ème édition montrera pendant un mois l’activité du design graphique sur un plan local, national et européen à travers :

- plusieurs expositions (une d'affiches proposée par le Signe) en partenariat avec l'Université de Strasbourg, avec le Consulat suisse de Strasbourg, le Shadok pour une approche artistique du médium numérique,
- des conférences de figures locales et nationales et des interventions professionnelles sur des projets concrets en partenariat avec la HEAR (tant autour de la création typographique, que les réalités d'impression, la réflexion autour de l'éco-conception dans le métier),
- un salon de 20 exposants (affiches, éditions, livres, typographie et fonderies) à Strasbourg,
- des ateliers participatifs pour le public sont aussi prévus, en partenariat avec l'Espace européen Gutenberg et les écoles de design (HEAR, la filière design de l'Université de Strasbourg, le Corbusier, MJM, e-artsup, etc...) ainsi que des actions de médiation auprès du public.

Il est proposé au Conseil d’approuver le versement d’une subvention de projet de 27 000 € à l’association.

Le versement de la subvention annuelle se fera en 2 temps :

- un acompte de 60 % à la réception de la convention signée (16 200 €),
- le solde sur présentation d’un état récapitulatif des dépenses réalisées et certifié conforme par le représentant légal de la structure (10 800 €).

6. Association Ateliers Éclairés : subvention de fonctionnement de 45 000 €

L’association Les Ateliers Éclairés a pour objet la gestion du tiers-lieu à la Coop et des actions de démocratisation des pratiques artistiques numériques et artisanales, l’organisation d’événements et d’ateliers de sensibilisation, et l’accompagnement à la vie de quartier du Port du Rhin.

Afin de continuer à concevoir, produire et diffuser des contenus immersifs, les Ateliers Éclairés programment des résidences, expérimentations et workshops. L’animation de leurs espaces joue un rôle majeur en matière de création et favorise la diffusion et la dynamique culturelle territoriale. L’espace de coworking favorise les synergies des acteurs et artistes du secteur des arts numériques.

Le programme Immersion, un projet porté par Les Ateliers Éclairés et AV Extended, consiste à promouvoir les acteurs de l’art visuel immersif, proposer un environnement d’expérimentation, de transmission à une nouvelle génération d’artistes, tout en faisant rayonner le territoire. Le projet s’appuie sur différents outils : dôme 3D incliné, équipement immersif 180° et appui des résidents des Ateliers Éclairés. Il fait la part belle à l’expérience immersive, à la communauté VJ (vidéo jockey) et aux cultures numériques.

L’événement veut proposer des travaux de qualité autour de l’immersion, permettre des

échanges d'informations sur le secteur artistique numérique et mettre en valeur les talents locaux, européens et internationaux, offrant à la région Grand Est une plateforme de mise en réseau et de diffusion artistique reconnue

Il est proposé au Conseil d'approuver le versement d'une subvention de fonctionnement de 45 000 € à l'association.

Le versement de la subvention annuelle se fera en 2 temps :
- un acompte de 60 % à la réception de la convention signée (27 000 €),
- le solde sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses réalisées et certifié conforme par le représentant légal de la structure (18 000 €).

7. Association Espace européen Gutenberg : subvention de fonctionnement de 65 000 €

L'association Espace européen Gutenberg, créée en 2004, s'est donnée comme mission la promotion des métiers de l'imprimerie et de l'héritage de Gutenberg. À ce titre, l'association a réuni un fonds important de machines d'imprimerie et organise depuis 2013 la fête des Imprimeurs.

Ses activités ont pris de l'ampleur du fait de son implication remarquée comme organisation coordinatrice de l'année Gutenberg en 2018, à l'occasion du 550ème anniversaire de la mort de Gutenberg. A l'occasion de cet événement, l'Espace européen Gutenberg a consolidé ses relations avec un écosystème local et frontalier dynamique constitué d'établissements d'enseignement supérieur et de recherche (HEAR, Lycée Gutenberg, UNISTRA, Association nationale de la recherche et de la technologie/ANRT), d'associations (Imprimerie nationale, Confrérie des compagnons Gutenberg, Fauteuil vapeur, Papier gâchette, Association française de l'électronique imprimée) et d'entreprises (Dalim Software à Kehl, Intergraphic, Caldera, Lana papiers, BBfil, Nun…).

Depuis sa création, l'association Espace européen Gutenberg s'est engagée dans la mise en œuvre d'une stratégie de développement du projet de Centre Gutenberg (formalisée dans son projet scientifique et culturel) et la création d'une programmation culturelle autour de la valorisation des arts graphiques et de l'imprimerie :
- inscription dans la programmation saisonnière locale,
- ateliers culturels,
- actions de développement des publics,
- la mise en place d'une programmation propre.

L'association est impliquée dans le développement du projet Agoratrium, pôle territorial et campus créatif, un nouveau lieu qui aura pour vocation de mutualiser des initiatives pour structurer un écosystème au service du print et des arts graphiques (candidature Appel à projets France 2030 Pôles territoriaux des Industries culturelles et créatives) au cœur du quartier du Port du Rhin.

Il est proposé au Conseil de l'Eurométropole d'approuver le versement d'une subvention de fonctionnement de 65 000 € à l'association.

Le versement de la subvention annuelle se fera en 2 temps :
- un acompte de 60 % à la réception de la convention signée (39 000 €),
- le solde sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses réalisées et certifié conforme par le représentant légal de la structure (26 000 €).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *dans le cadre de la politique de l'Eurométropole de Strasbourg de soutien aux entreprises créatives et à l'économie créative d'attribuer les subventions suivantes :*

	2026
1. Association Colors Urban Art	*5 000 €*
2. Association APACS	*5 000 €*
3. Association East Games	*15 000 €*
4. Association IDeE	*15 000 €*
5. Association Central Vapeur	*27 000 €*
6. Association Les Ateliers Eclairés	*45 000 €*
7. Association Espace européen Gutenberg	*65 000 €*
TOTAL	*177 000 €*

- *d'imputer la dépense en résultant sur la ligne budgétaire 633-65748-DU03D-programme 8151,*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer les documents y afférents.

Attribution de subventions

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant alloué pour l'année n-1
1. Colors Urban Art	Projet - Manifestation	15 000 €	5 000 €	4 000 €
2. APACS	Projet - Manifestation	6 500 €	5 000 €	5 000 €
3. East Games	Fonctionnement	15 000 €	15 000 €	7 500 €
4. IDeE	Fonctionnement	15 000 €	15 000 €	15 000 €
5. Central Vapeur	Projet - Manifestation	27 000 €	27 000 €	27 000 €
6. Les Ateliers Eclairés	Fonctionnement	45 000 €	45 000 €	45 000 €
7. Espace Européen Gutenberg	Fonctionnement	80 000 €	65 000 €	65 000 €

Strasbourg.eu
eurométropole

38

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

Soutien à la recherche, l'enseignement supérieur et la vie étudiante

Numéro E-2026-327

Forum Bio&Chem 2026 organisé par la Société de biologie de Strasbourg (SBS) : 3 000 €

La Société de biologie de Strasbourg (SBS) est une société savante créée en 1919 sur le modèle de sa consœur parisienne dont elle est une filiale. Elle a pour objet la diffusion et la promotion du savoir scientifique en biologie. Elle constitue une plateforme active de dialogue et de collaboration entre les différentes composantes de la recherche en biologie et la société civile. Le forum organisé annuellement par la SBS rassemble en moyenne plus de 200 personnes dans des locaux mis à disposition par l'Université. Le public est issu des milieux académiques, industriels et institutionnels. Le forum 2026 aura lieu sur 2 jours entre le 18 et le 20 novembre 2026.

Les recherches en biologie et en chimie sont de plus en plus interconnectées autour d'axes clés et de grands défis sociétaux tels que la santé, la sécurité alimentaire, les nouvelles sources d'énergie, l'environnement ou encore les systèmes adaptatifs. Cette convergence se retrouve aussi bien dans le cadre des approches fondamentales que de l'innovation vers de nouvelles plateformes technologiques et scientifiques et des applications industrielles.

Strasbourg, la Région Grand Est, et plus largement la région tri-rhénane ont une longue tradition d'excellence dans les disciplines de la chimie et de la biologie avec de nombreux acteurs impliqués à leurs interfaces.

Il est essentiel pour tous ces acteurs de trouver les moyens de se rencontrer pour favoriser le dialogue et les échanges d'idées, pour mieux appréhender les objectifs de leurs partenaires potentiels et pour renforcer l'établissement de collaborations, dans le but de construire des projets nationaux et européens et de favoriser l'emploi au niveau de la Région Grand Est.

Le Forum Bio&Chem répond à ces attentes en facilitant les échanges entre les chercheurs, les partenaires industriels et les étudiants. Il est organisé en partenariat entre la SBS, la Société chimique de France, le réseau Alsatech à travers les écoles

d’ingénieurs ECPM et ESBS, l’incubateur SEMIA et l’Université de Strasbourg (via ses Facultés de Chimie, de Pharmacie et des Sciences de la vie, ses Ecoles doctorales de Chimie, de Physique et Chimie-physique, et des Sciences de la vie et de la santé), ainsi que les sociétés Transgene et Novalix. L’édition 2026 se distingue des précédentes en prenant fortement en compte les aspects de durabilité et les échanges avec les laboratoires transfrontaliers

Il vous est proposé d’attribuer une subvention de 3 000 € à l’association « Société de biologie de Strasbourg (SBS) » pour l’organisation de l’édition 2026 du forum Bio&Chem.

Conférence IMAV 2026 - International Micro Air Vehicle conference and competition : 1 000 €

Il s’agit de soutenir la conférence annuelle de la communauté internationale autour des micro véhicules aériens (International Micro-Air Vehicles).

Après l’édition 2025 qui a eu lieu au Mexique, le laboratoire ICube accueillera du 21 au 26 septembre 2026, la 22ème édition dans les locaux de l'INSA pour la partie conférence et sur des sites des partenaires pour les compétitions. Durant une semaine sont réunis des équipes universitaires, des chercheurs et des industriels du domaine. L’événement s’articule autour de conférences scientifiques internationales et de 2 compétitions de drones autonomes. L'organisation est assurée conjointement par une équipe d'enseignants-chercheurs d'ICube et par la cellule congrès de l'Université. Le thème des compétitions sera cette année dédié à la gestion d’opérations de secours des sapeurs-pompiers.

L’événement devrait pour la première fois être ouvert au grand public pour les compétitions et la journée de préparation si les autorisations de sécurité des partenaires sont obtenues. Le programme est accessible sur le site internet : https://2026.imavs.org/programme/

Par sa nature internationale, il contribue au rayonnement de Strasbourg dans ce domaine.

Il vous est proposé d’attribuer une subvention de 1 000 € à l’Université de Strasbourg pour l’organisation de cet événement.

Fondation de l’Université de Strasbourg et des Hôpitaux universitaires de Strasbourg (HUS) : 50 000 €

L’objet de la Fondation est de soutenir ses fondateurs, l’Université et les HUS ainsi que les structures partenaires qui portent des projets dans lesquels l’Université ou les HUS sont impliqués. Elle contribue à l’excellence de leur formation et de leur recherche, leur pluridisciplinarité, leur attractivité, leur rayonnement, et plus généralement à toute initiative ou projet qui entre dans les missions du service public de l’ESR ou dans les missions de soins, d’enseignement et de recherche que poursuivent les HUS, au service

de l’innovation en santé pour tous.

En outre, la Fondation collabore avec la Fondation Jean-Marie Lehn (anciennement Fondation pour la Recherche en Chimie renommée en 2022), structure au service de la recherche strasbourgeoise en chimie.

En 2024, plus de 2 M€ ont été collectés pour l’Université (dont environ 60 % sur des projets de recherche et environ 30 % sur des projets de formation) et environ 830 K€ pour les HUS.

Dans la majorité des cas, chaque don est affecté à un projet précis, garantissant une utilisation conforme aux engagements pris auprès des donateurs.

En 2024, la Fondation est devenue la structure de collecte de dons officielle de quatre nouveaux partenaires: l’Association amicale des étudiants en médecine de Strasbourg (AAEMS), l’Association des amis de la Fondation pour Strasbourg, l’Ecole nationale du génie de l'eau et de l'environnement de Strasbourg (ENGEES) et l’IHU de Strasbourg.

L’Eurométropole soutient l’activité de la fondation depuis 2009. Par définition il s’agit d’une subvention forfaitaire non corrélée à un projet particulier.

Il vous est proposé d’attribuer une subvention de 50 000 € à la Fondation de l’Université et des HUS.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *d’octroyer une subvention de fonctionnement de 3 000 € à l’association « Société de biologie de Strasbourg (SBS) » pour l’organisation de l’édition 2026 du forum Bio&Chem et d’imputer la dépense en résultant sur la ligne DU3C – programme 8160-65748,*
- *d’octroyer une subvention de fonctionnement de 1 000 € à l’Université de Strasbourg et d’imputer la dépense en résultant sur la ligne DU3C – programme 8160-65748,*
- *d’octroyer une subvention de fonctionnement de 50 000 € à la Fondation de l’Université et des Hôpitaux universitaires de Strasbourg et d’imputer la dépense en résultant sur la ligne DU3C – programme 8160-65748,*
- *de verser les montants correspondants, en une seule fois, au titre de l’exercice budgétaire 2026,*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer les documents y afférents.

Attribution de subventions

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant alloué pour l'année n-1
SOCIETE DE BIOLOGIE DE STRASBOURG (SBS)	Projet - Manifestation	3 000 €	3 000 €	-
UNIVERSITE DE STRASBOURG	Projet - Manifestation	1 000 €	1 000 €	-
FONDATION DE L'UNIVERSITE ET DES HOPITAUX UNIVERSITAIRES DE STRASBOURG	Fonctionnement	50 000 €	50 000 €	50 000 €

Strasbourg.eu
eurométropole

39

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

Association Industrie et Territoires: attribution d'une subvention pour l'événement "Industrie magnifique".

Numéro E-2026-454

Dans le cadre de sa stratégie de soutien au développement économique local et à la valorisation du tissu industriel du territoire, l'Eurométropole de Strasbourg accompagne des initiatives favorisant le dialogue entre industrie, culture et citoyens. Le renforcement des liens entre l'industrie (qui représente 7,7 % de l'emploi direct du territoire) et les filières d'avenir est un enjeu clairement identifié comme moyen d'accompagner la transition et la modernisation de l'industrie.

À ce titre, l'association Industrie et Territoires organise l'événement Industrie Magnifique, qui vise à mettre en lumière le savoir-faire industriel à travers des œuvres artistiques implantées dans l'espace public, contribuant ainsi à renforcer l'attractivité et l'image du territoire. La 3ème édition se tiendra à Strasbourg du 3 au 13 juin 2027.

Cette action s'inscrit dans le cadre du Pacte de gouvernance qui réaffirme la volonté de construire une relation renouvelée entre les communes et l'intercommunalité, fondée sur la confiance, la proximité et la reconnaissance des initiatives locales. Ce pacte souligne l'importance d'un accompagnement équilibré et concerté des projets associatifs, en veillant à respecter la diversité des expressions culturelles sur l'ensemble du territoire.

Ambition et objectifs de l'Industrie Magnifique (LIM)

L'Industrie Magnifique a pour objet la promotion et le développement de la création artistique, de la culture de l'invention et du patrimoine industriel dans les territoires, en favorisant la coopération entre les artistes, les entreprises et les collectivités publiques.

Cet événement, depuis sa 1ère édition en 2018, associe industriels alsaciens, artistes et collectivités territoriales. Les places publiques exposent des œuvres d'art symbolisant les entreprises alsaciennes et créées par des artistes en collaboration avec ces entreprises.

Les objectifs sont les suivants :

1. Valoriser l'ancrage territorial et le rayonnement métropolitain
Associer activement les communes de l'Eurométropole de Strasbourg au Parcours des Magnifiques, en favorisant l'implantation d'œuvres dans plusieurs lieux du territoire. Renforcer l'identité métropolitaine à travers une programmation artistique partagée, accessible et gratuite pour tous les publics.

2. Stimuler la coopération entre entreprises et collectivités
Positionner l'Industrie Magnifique comme un outil de dialogue et de co-production entre les acteurs économiques et les institutions publiques. Encourager les entreprises mécènes à s'engager dans des démarches de mécénat territorial, en lien avec les politiques locales de développement culturel et économique.

3. Soutenir l'emploi et les dynamiques locales
Mettre en relation les structures de l'emploi (Maison de l'Emploi, Pôle Emploi, Missions Locales) avec les entreprises partenaires du projet. Favoriser l'insertion professionnelle via des stages, des missions de médiation ou des collaborations techniques autour des œuvres.

4. Accompagner la transition écologique et sociétale
Mettre en lumière les engagements environnementaux des entreprises et artistes participants : réemploi de matériaux, écoconception, mobilité douce. Sensibiliser le public aux enjeux de durabilité à travers des actions pédagogiques et des dispositifs de médiation innovants.

5. Renforcer le maillage culturel et la médiation sur le territoire
Collaborer avec les structures culturelles métropolitaines pour concevoir des outils de médiation partagés (guides, ateliers, visites commentées). Impliquer les associations œuvrant auprès des publics éloignés ou empêchés pour garantir une accessibilité inclusive à l'événement.

L'association Industrie et Territoire

En mai 2016, l'Association Industrie & Territoires a été constituée pour porter le mouvement de l'Industrie Magnifique et réaliser un premier événement à Strasbourg. L'association est dirigée par son Président Jean HANSMAENNEL (Vice-présidents : Vincent FROEHLICHER, Michel BEDEZ). Elle compte à ce jour 194 membres individuels ou collectifs, issus des 3 secteurs (entreprises, culture, collectivités). L'association a son siège dans les bureaux strasbourgeois de l'ADIRA, agence de développement d'Alsace, et a déployé de nouvelles éditions à Lyon/St-Etienne, Orléans et Lausanne.

Il est proposé au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg d'approuver le versement d'une subvention de projet de 25 000 € à l'association.

Le versement de la subvention annuelle se fera en deux temps :
- un acompte de 60 % à la réception de la convention signée,
- le solde sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses réalisées et certifié conforme par le représentant légal de la structure.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *d'attribuer la subvention suivante :*

	2026
Association Industrie et Territoires	*25 000 €*

- *d'imputer la dépense en résultant sur la ligne budgétaire 633-65748-DU03D-programme 8151,*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer les documents y afférents.

Attribution de subvention

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant alloué pour l'année n-1
Industrie & Territoires	Projet - Manifestation	25 000 €	25 000 €	/

40

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

Association accro: attribution d'une subvention pour l'événement "Rencontres européennes de l'économie créative".

Numéro E-2026-457

Dans le cadre de sa stratégie de développement et de rayonnement des industries culturelles et créatives, l'Eurométropole de Strasbourg soutient des initiatives favorisant les coopérations européennes, l'innovation et la mise en réseau des acteurs du territoire.

À ce titre, l'association accro sollicite le soutien de la collectivité pour l'organisation de l'édition des Rencontres européennes de l'économie créative, un événement structurant pour l'écosystème local et ses partenaires internationaux, dont la 1ère édition se tiendra à Strasbourg du 8 au 14 juin 2026.

Programmation des Rencontres de l'économie créative

Organisé sur une semaine, ces Rencontres se déclinent en trois séquences complémentaires :
- un volet transfrontalier (8 et 9 juin), soutenu dans le cadre du Contrat triennal EMS/Région à hauteur de 19 750 €,
- un volet européen (10 au 12 juin), objet de la présente délibération (le budget prévisionnel s'élève à 40 000 €, intégralement couvert par la subvention sollicitée),
- un volet grand public (12 au 14 juin), financé par les fonds propres de l'association à hauteur de 40 355 €.

Le volet européen de l'événement réunira, du 10 au 12 juin, une délégation d'environ 30 professionnels issus de structures françaises reconnues (Centquatre à Paris, SAMOA à Nantes, Plaine Images à Tourcoing, Friche de la Belle de Mai à Marseille) ainsi que leurs homologues européens (Pays-Bas, Belgique, Autriche, Luxembourg, Suisse et Allemagne).

Ces trois journées, structurées autour de groupes de travail thématiques, de visites de lieux d'innovation strasbourgeois, de rencontres professionnelles et d'un temps institutionnel, ont pour ambition de faire émerger des projets communs, notamment dans le cadre de programmes européens tels que Creative Europe, Interreg ou Horizon Europe.

L’association accro

L'association accro a pour objet de dynamiser l'écosystème des industries créatives et culturelles (ICC) de l'Eurométropole de Strasbourg et plus largement de la Région Grand Est. Elle œuvre en faveur du développement des actions de promotion, de sensibilisation et d'accompagnement entre les acteurs créatifs et autres acteurs économiques, afin d'initier des collaborations et contribuer au développement économique territorial.

Depuis plusieurs années, Accro développe des coopérations étroites avec des structures de référence de l’économie créative en France et à l’international, notamment à Montréal, Boston, Berlin, Madrid, Luxembourg, Karlsruhe, Nantes, Paris, Lille et Marseille. Ces relations, construites dans la durée à travers des échanges de pratiques, des visites et des projets communs, ont permis l’émergence d’une connaissance approfondie des écosystèmes partenaires.

Ces Rencontres visent à transformer cette connaissance en opportunités concrètes de coopération et de développement.

Il est proposé au Conseil de l’Eurométropole de Strasbourg d’approuver le versement d’une subvention de 40 000 € à l’association.

Le versement de la subvention se fera en deux temps :
- un acompte de 60 % à la réception de la convention signée (24 000 €),
- le solde sur présentation d’un état récapitulatif des dépenses réalisées et certifié conforme par le représentant légal de la structure (16 000 €).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *d’attribuer la subvention suivante :*

	2026
Association accro	*40 000 €*

- *d’imputer la dépense en résultant sur la ligne budgétaire DU03D Programme 8151 Nature 65748 633,*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer les documents y afférents.

CONVENTION FINANCIERE
exercice 2026

Entre :

- l'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Catherine TRAUTMANN, et
- la structure dénommée ACCRO inscrite sous le numéro de SIRET 804 291 524 00028, représentée par Madame Anne COREAU, Présidente, dont le siège est localisé 7 rue des Cigarières, 67000 STRASBOURG

Vu,
- l'article L1611-4 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la demande présentée le 19 avril 2026 sous la référence 00027523,
- la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2026,

Préambule :
L'association a pour objet de dynamiser l'écosystème des industries créatives et culturelles (ICC) de l'Eurométropole de Strasbourg et plus largement de la région Grand Est. Elle œuvre en faveur du développement des actions de promotion, de sensibilisation et d'accompagnement entre les acteurs créatifs et autres acteurs économiques, afin d'initier des collaborations et contribuer au développement économique territorial. ACCRO vise à appuyer l'insertion professionnelle durable des jeunes créatifs, faciliter la mise en place de projets collectifs d'innovation, créer et gérer une plateforme de services pour les ICC, et animer un réseau d'acteurs à l'échelle du Rhin supérieur et de l'espace européen.
REC! Rencontres de l'économie créative est un événement porté conjointement par accro et l'Eurométropole de Strasbourg, du 8 au 14 juin 2026. Il réunit en une semaine trois séquences complémentaires : un volet transfrontalier, un volet européen (10-12 juin, objet de la présente demande) et un volet grand public (12-14 juin). La présente subvention porte exclusivement sur le volet européen.
Compte tenu de l'importance qu'accorde l'Eurométropole de Strasbourg au domaine dans lequel l'association intervient, elle s'engage à soutenir financièrement la structure par une subvention.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1er : Objet de la convention
La présente convention a pour objet de fixer les modalités du partenariat entre l'Eurométropole de Strasbourg et la structure.

Article 2 : Budget prévisionnel
Le budget présenté par la structure au titre de sa demande de subvention s'élève à 80 355,00 €.

Le cas échéant, l'association s'engage à informer immédiatement la collectivité, des modifications apportées au budget prévisionnel présenté par l'association à l'appui de sa demande de subvention, et des solutions de remplacement proposées pour assurer sa viabilité financière. Le non-respect de cet engagement est susceptible d'entraîner les sanctions prévues à l'article 5 de la présente convention.

Article 3 : Versement de la subvention

Pour 2026, l'aide de l'Eurométropole de Strasbourg s'élève au total à la somme de 40 000 €.

La subvention sera créditée en deux versements :

- ✓ un acompte de 60 % à la réception de la convention signée (24 000 €)
- ✓ le solde (16 000 €) sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses réalisées et certifié conforme par le représentant légal de la structure
- ✓ sur le compte bancaire n° 08001134421 domicilié à la Caisse d'épargne Grand Est Europe.

Article 4 : Engagements de l'association

En signant la présente convention, l'association s'engage à :

- ✓ Utiliser les fonds octroyés conformément à la demande présentée le 19 avril 2026
- ✓ Fournir à l'Eurométropole de Strasbourg, avant le 1er mai de l'année suivant l'exercice de la présente subvention (ou, lorsque l'exercice comptable est clos en cours d'année civile, dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice), le rapport annuel approuvé en assemblée générale, comprenant notamment un bilan, un compte de résultat et l'annexe conformes au plan comptable associatif[1], certifiés conformes par le-la président-e ou, le cas échéant, par le-la commissaire aux comptes[2] (en ce cas, joindre également le rapport du commissaire aux comptes) ; un modèle simplifié de présentation des comptes est disponible sous l'adresse internet : https://www.strasbourg.eu/communication-annuelle-comptes
- ✓ Fournir également, si la subvention est affectée au financement d'une action spécifique ou d'un investissement, un compte rendu d'exécution (d'activité et financier) dans les quatre mois suivants la fin de l'opération / la réalisation de l'investissement
- ✓ Le cas échéant, informer la collectivité du nom du commissaire aux comptes dans les trois mois suivant sa désignation
- ✓ Ne pas solliciter de subvention de fonctionnement destinée à couvrir l'amortissement de biens acquis par des subventions publiques
- ✓ De manière générale, faciliter le contrôle par les services de la collectivité de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables
- ✓ Informer l'Eurométropole de Strasbourg sous un mois à compter de la survenance de tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et lui transmettre ses statuts actualisés
- ✓ Le cas échéant, signaler à la collectivité toute situation de conflits d'intérêts et veiller à la faire cesser, au besoin en concertation avec la collectivité
- ✓ Faire état du soutien de la collectivité dans sa communication
- ✓ Si la subvention est affectée au financement d'une manifestation dont le budget atteint 150 000 €), souscrire une assurance couvrant les risques d'annulation de la manifestation ; une copie du contrat devra être produite à l'appui de la présente.

[1] Règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif applicable au plus tard aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020 (et préalablement à cette échéance, règlement du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des associations et fondations).

[2] la nomination d'un commissaire aux comptes est obligatoire pour les associations ayant perçu des subventions publiques dont le montant total, toutes subventions confondues, est supérieur à 153 000 €.

Article 5 : Non-respect des engagements de l'association

Le non-respect total ou partiel par l'association de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner :

- ✓ l'interruption de l'aide financière de de l'Eurométropole
- ✓ la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués
- ✓ la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'association.

En cas de survenance d'évènements mettant en péril la poursuite de l'activité de l'association, et en cas de non-réalisation ou de report du projet subventionné (si la subvention est affectée au financement d'une opération spécifique), la collectivité se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 6 : Durée

La présente convention est établie pour la durée de l'exercice budgétaire. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par l'Eurométropole de Strasbourg d'un exemplaire signé par le-la président-e de l'association. Pour être susceptible de bénéficier à nouveau d'une subvention, l'association devra adresser une demande en bonne et due forme à l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 7 : Modification

Toute modification substantielle des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Article 8 : Exécution

Le Directeur général des services est chargé de l'exécution de la présente convention, l'Administrateur des Finances du service de Gestion comptable (SGC) de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg est chargé du paiement de la subvention.

Fait à Strasbourg, le

Pour l'Eurométropole de Strasbourg	**Pour l'association**
La Présidente	La Présidente
Catherine TRAUTMANN	Anne COREAU

Attribution de subvention

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant alloué pour l'année n-1
accro	Fonctionnement	40 000 €	40 000 €	/

Strasbourg.eu
eurométropole

41

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

Soutien à la promotion de l'économie numérique.

Numéro E-2026-387

L'Eurométropole de Strasbourg invite l'ensemble de ses partenaires dans le domaine de l'économie numérique à travailler de manière cohérente et collaborative sur son territoire. Dans ce domaine, le soutien aux structures et la valorisation des actions et évènements s'inscrivent dans le cadre du Pacte pour une économie locale durable et des objectifs ambitieux de la collectivité visant à en faire une métropole innovante répondant ainsi aux enjeux environnementaux, climatiques et de santé.

Au titre de l'innovation, l'Eurométropole de Strasbourg s'implique particulièrement dans plusieurs domaines d'innovation et de recherche du territoire : la santé et les technologies médicales, les industries culturelles et créatives, le numérique, les mobilités innovantes, le spatial, l'économie verte et l'économie circulaire. L'économie numérique intervient à plusieurs niveaux dans chacun de ses domaines, la plaçant de fait en socle technologique indispensable au développement.

<u>Alsace Digitale : subvention de fonctionnement</u> : 70 000 €

L'association Alsace Digitale, créée en 2010 à l'initiative d'entrepreneurs de la filière numérique, a pour ambition de stimuler l'émergence de projets et d'entreprises innovantes à Strasbourg et en Alsace.

Dans la continuité des précédentes conventions d'objectifs, l'Eurométropole de Strasbourg et Alsace Digitale développent ainsi des stratégies distinctes mais fortement complémentaires, au croisement de l'économie numérique, l'innovation et l'entrepreneuriat.

L'association concourt à la stratégie digitale de l'Eurométropole de Strasbourg : elle anime et organise des événements autour des différents objectifs de la feuille de route digitale de l'Eurométropole de Strasbourg, notamment sur l'inclusion numérique, dans les quartiers, les écoles ainsi que sur la place des femmes dans l'écosystème numérique ; elle contribue à la diffusion de la culture numérique au sein de la collectivité ; elle favorise les mises en relations et le développement de collaborations entre l'écosystème de ses

partenaires et les directions et services de la collectivité en vue de stimuler la créativité, l'innovation et l'expérimentation.

Dans un contexte marqué par des évolutions rapides et profondes, Alsace Digitale souhaite s'adapter et évoluer pour répondre aux enjeux contemporains du numérique. L'intelligence artificielle, la sécurité des données, l'émergence de nouvelles technologies, les impératifs de durabilité et la révolution des médias numériques constituent des axes majeurs guidant nos actions et réflexions.

Face à ces défis, Alsace Digitale entend :
- explorer et promouvoir une utilisation éthique de l'IA, en veillant à la formation continue de notre communauté aux compétences nécessaires pour une maîtrise adéquate de ces technologies,
- renforcer les initiatives en matière de cybersécurité et de protection de la vie privée, en partenariat avec les acteurs locaux et régionaux,
- rester à l'avant-garde de l'innovation technologique en intégrant et expérimentant avec de nouvelles plateformes et technologies comme la blockchain, l'IoT, et la réalité augmentée,
- promouvoir des pratiques de numérique responsable et durable, alignées sur les stratégies de l'Eurométropole de Strasbourg pour un impact environnemental réduit,
- s'engager pour un numérique inclusif et responsable.

Alsace Digitale vise à :
- intensifier les actions en faveur d'un numérique éthique et accessible à tous, notamment à travers des programmes d'éducation et d'inclusion numérique,
- soutenir et développer l'innovation au sein de l'écosystème régional, en facilitant l'émergence et la croissance de projets innovants dans le numérique,
- renforcer les partenariats avec les acteurs locaux et régionaux pour une synergie accrue en faveur d'un développement technologique harmonieux et responsable.

Il est proposé au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg de reconduire le soutien à Alsace Digitale pour l'année 2026 qui concourt à l'animation numérique du territoire et la création d'entreprises tout en diversifiant ses actions de stimulation de l'économie numérique et d'approuver le versement d'une subvention de 70 000 €.

<u>La Plage Digitale – subvention de fonctionnement</u> : 9 000 €

La Plage Digitale est un tiers-lieux auto-géré, porté et géré par ses utilisateurs et utilisatrices. Le conseil d'administration est composé de neuf personnes représentant les coworkeurs et coworkeuses et de trois personnes représentant les communautés organisant des événements.

Elle a principalement deux activités : la mise à disposition de bureaux dans un espace de coworking et l'accueil d'événements non commerciaux. L'espace de coworking dispose de 60 bureaux mis à disposition de petites entreprises, d'indépendants ou d'associations, pour des formules au mois ou des formules flexibles à la demi-journée. Cette activité commerciale est faite dans le respect de la règle des 4P1 afin d'être une association à but non lucratif.

L’association souhaite développer l’activité événementielle à la Plage Digitale. Pour cela, elle souhaite d’une part disposer d’un budget permettant de proposer aux communautés qu’elle accueille des éléments de convivialité (boissons, snacks) et d’autre part -et surtout- organiser des événements au-delà de ceux qu’elle accueille déjà.

Les événements que l’association compte organiser seront aussi bien des événements à destination des acteurs et actrices de l’entrepreneuriat et du numérique (objet de la présente demande) que des événements ayant pour vocation de faire vivre le quartier (objet d’une demande de subvention à la ville de Strasbourg). Les thématiques envisagées sont l’entrepreneuriat, la création d’entreprise, un « fail club », l’entrepreneuriat féminin en partenariat avec d’autres acteurs du territoire (French Tech Est notamment).

Il est proposé au conseil de l’Eurométropole de Strasbourg d’attribuer à la Plage Digitale une subvention de 9 000 € pour cette nouvelle activité en phase avec la stratégie de l’Eurométropole de Strasbourg sur le volet entrepreneuriat et numérique.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *d’attribuer, pour l’année 2026, une subvention de fonctionnement d’un montant de 70 000 € à l’association Alsace Digitale,*
- *d’attribuer, pour l’année 2026, une subvention de fonctionnement d’un montant de 9 000 € à l’association La Plage Digitale,*
- *d’imputer les dépenses en résultant sur la ligne budgétaire DU03D-65748 programme 8155,*
- *et d’effectuer, pour Alsace Digitale, le versement en 2 temps :*
  - *un premier versement de 60 % à la réception de la convention signée,*
  - *le solde sur présentation d’un état récapitulatif des dépenses réalisées certifié conforme par le représentant légal de la structure,*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer les documents y afférents.

Attribution de subventions

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant alloué pour l'année n-1
ALSACE DIGITALE	Subvention annuelle de fonctionnement	95 000 €	70 000 €	70 000 €
LA PLAGE DIGITALE	Subvention annuelle de fonctionnement	71 791 €	9 000 €	9 000 €

Strasbourg.eu
eurométropole

42

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

Attribution de la subvention annuelle 2026 aux associations de protection de la nature partenaires de la collectivité dans le cadre de conventions pluriannuelles d'objectifs : Alsace Nature, LPO-Alsace, ODONAT, GORNA, CEN-Alsace, Haies vives d'Alsace, GEPMA et Bufo.

Numéro E-2026-512

Plusieurs associations sont subventionnées par l'Eurométropole de Strasbourg pour leur fonctionnement ou sur des projets au titre de la connaissance et de la protection du patrimoine naturel, ainsi que de la sensibilisation et de la formation des habitants en faveur de la préservation de la nature.

Ces partenariats matérialisés par des conventions pluriannuelles d'objectifs (CPO) pour une durée de quatre ans existent depuis de nombreuses années dont l'actuelle est en vigueur de 2025 à 2028.

Il est proposé d'attribuer les subventions annuelles prévues dans le cadre de ces conventions d'objectifs pour l'année 2026.

1. Alsace Nature

Alsace Nature est une association fédérative régionale qui regroupe environ 3 000 membres individuels et 150 associations fédérées. L'association œuvre pour la protection de la nature et de l'environnement et la sensibilisation des publics à la nature et à sa préservation.
Le partenariat repose sur des actions en faveur de :
- la préservation de la biodiversité,
- le développement de la participation citoyenne,
- l'éducation à la nature et à l'environnement - Animations auprès du public scolaire.

Bilan 2025 :
Différentes sorties guidées, conférences, expositions, animations, notamment sur la nature en ville ont été réalisées sur l'Eurométropole de Strasbourg dont 40 animations scolaires et 10 animations grand-public.
L'association a par ailleurs accompagné la collectivité, les communes et les acteurs du territoire pour une meilleure prise en compte des enjeux environnementaux (démarche

TVB, Pacte, ENR'Scope, Atlas, …).

Il est proposé d'attribuer à Alsace Nature, conformément à la CPO 2025-2028, **55 675€** pour l'année 2026.

2. LPO-Alsace (Ligue de Protection des Oiseaux – Alsace)

La LPO Alsace a pour objet d'agir ou de favoriser les actions en faveur de la nature et de la biodiversité, essentiellement sur son territoire propre, à savoir l'Alsace.
Le partenariat repose sur des actions en faveur de :
- la médiation faune sauvage (MFS),
- le soutien du centre de soins,
- l'animation des opérations de ramassage d'amphibiens,
- les actions de sensibilisation des scolaires.

Bilan 2025 :
Le pôle MFS a traité plus de 5 000 demandes au cours de l'année 2025, toutes catégories confondues. Les sollicitations, en provenance des communes de l'Eurométropole de Strasbourg, sont de plus en plus nombreuses et représentent quasiment 50 % des demandes reçues par la LPO à l'échelle de l'Alsace.
En 2025, le centre de soins de la LPO Alsace a enregistré l'accueil de plus de 5 000 animaux dont 1/3 de l'Eurométropole de Strasbourg.
Les 7 sites pour les amphibiens le long des routes métropolitaines ont été équipés et suivis sur la saison nuptiale (plus de 3 000 amphibiens ont été acheminés auprès de leur mare).
Les 40 classes ont été accompagnées dans le cadre de sorties pédagogiques.
La LPO a par ailleurs accompagné les services et les acteurs du territoire pour une meilleure prise en compte de la faune dans le patrimoine arboré et le bâti.

Il est proposé d'attribuer à la LPO-Alsace, conformément à la CPO 2025-2028, **38 450€** pour l'année 2026.

3. ODONAT (Office des Données Naturalistes d'Alsace)

ODONAT Grand Est est la fédération régionale des associations de protection de l'environnement détentrices de données naturalistes. Par son rôle fédérateur et de soutien à ses associations membres, ODONAT favorise la collecte et le traitement des données naturalistes par les spécialistes professionnels ou bénévoles, afin de faciliter leur diffusion et d'optimiser leur utilisation.
Le partenariat repose sur des actions en faveur de :
- l'amélioration de la connaissance sur la biodiversité,
- la mise à disposition d'informations environnementales, outils d'aide à la décision sur la biodiversité faunistique et floristique,
- le partage de cette connaissance pour informer et sensibiliser les acteurs du territoire et particulièrement le grand public.

L'association souhaite poursuivre sa mobilisation sur le sujet aux côtés de la collectivité à travers la réflexion sur un futur Observatoire de la biodiversité accompagné par des indicateurs de suivi.

Bilan 2025 :

L’ensemble des bases de données faunistiques du réseau OODNAT Grand Est rassemble plus de 12 millions de données grâce notamment à plus de 5 000 observateurs en 2025 à l’échelle du Grand Est. Le territoire de l’Eurométropole de Strasbourg est très largement couvert par ces observations. La proportion de données ornithologiques reste majoritaire à 85 %.
L’association met à disposition les données nécessaires dans le cadre des démarches en faveur de la biodiversité portée par la collectivité.

Il est proposé d’attribuer à ODONAT, conformément à la CPO 2025-2028, **19 200€** pour l’année 2026.

4. GORNA (Groupement ornithologique du Refuge Nord Alsace)

Une partie des animaux blessés recueillis par les particuliers ou les collectivités sur le territoire de l’Eurométropole de Strasbourg est prise en charge par le Groupement ornithologique du Refuge Nord-Alsace (GORNA). Le GORNA a mis en place une collaboration avec la SPA et gère le Centre de sauvegarde implanté à Neuwiller-lès-Saverne où les animaux blessés peuvent être apportés ou y sont acheminés par navette depuis la SPA.

Bilan 2025 :
Le nombre d’animaux accueillis reste stable autour de 2 000 animaux (dont 25 % de l’Eurométropole de Strasbourg) mais on constate une augmentation du nombre de mammifères et principalement du hérisson. Le taux de relâcher dans le milieu naturel reste bon (autour de 50 %).

Il est proposé d’attribuer au GORNA, conformément à la CPO 2025-2028, **17 250€** pour l’année 2026.

5. Conservatoire des Espaces Naturels d’Alsace (CEN-A / ex-CSA)

L’association est partenaire de l’Eurométropole de Strasbourg depuis 2008 pour la renaturation au Nord de l’étang du Bohrie à Ostwald. Le CEN-A, en tant qu’association environnementale et en sa qualité de Conservatoire régional d’espaces naturels agréé, a souhaité pérenniser et étendre son action sur le site et avoir une vision à long terme adaptée aux cycles de la nature. Dans ce cadre, le CEN-A a proposé à l’Eurométropole de Strasbourg la gestion environnementale et écologique du site de renaturation du périmètre de la ZAC des Rives du Bohrie. Un plan de gestion a été réalisé en 2020 et s'étend sur la période 2020-2029 : entretien, suivi scientifique, expérimentation sur l’évolution naturelle des milieux, actions pédagogiques. Les actions prévues sont notamment la gestion des espèces exotiques envahissantes (Solidage géant, Robinier faux acacia, ...), l'entretien de la roselière, le rajeunissement de la mare ou encore la plantation de plants racines dans la friche.

Bilan 2025 :
Le Plan de gestion du site court sur la période 2020-2029. Conformément à ce plan, l’entretien de la roselière, la gestion des exotiques envahissantes, le rajeunissement de mares, des actions de plantations et des animations pédagogiques ont été réalisés sur le site.

Il est proposé d'attribuer au CEN-Alsace, conformément à la CPO 2025-2028, **12 375€** pour l'année 2026.

6. GEPMA (Groupement d'études et de protection des mammifères d'Alsace)

Le GEPMA est une association qui a pour objet de promouvoir la connaissance et la protection des mammifères sauvages et de leurs habitats en Alsace.
Cette association accompagne la collectivité depuis 2013 sur l'expérimentation et le montage de la Charte pour la prise en compte des chiroptères et des oiseaux nicheurs présents dans le patrimoine arboré et le bâti de la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg. Elle réalise également des actions de sensibilisation grand public comme des conférences dans le cadre du cycle des « Mardis Nature » par exemple.

Bilan 2025 :
L'association effectue les suivis des populations de mammifères patrimoniaux (Castors, Chauves-souris, Muscardins, …), accompagne la collectivité sur une meilleure prise en compte des chauves-souris dans le patrimoine arboré et le bâti et poursuit ses actions de sensibilisation dont les mardis Nature du GEPMA (9 conférences grand public mensuelles réalisées).

Il est proposé d'attribuer au GEPMA, conformément à la CPO 2025-2028, **11 300 €** pour l'année 2026.

7. Haies vives d'Alsace (HVA)

L'association Haies vives d'Alsace a pour objet la promotion de la haie et de l'arbre champêtres sur la région Alsace. Elle travaille ainsi depuis 2013 à créer une filière de production d'arbres et d'arbustes génétiquement locaux et adaptés à l'Alsace.
L'association décline le dispositif national de signe de qualité « végétal local » initié par la Fédération des Conservatoires Botaniques Nationaux sur le bassin rhénan. Haies vives d'Alsace contribue à la matérialisation de la Trame verte et bleue en organisant des chantiers participatifs de plantations de haies, d'installation de clôtures végétales ou d'aires de jeux avec les habitants.

Le partenariat repose sur des actions en faveur de :
- le soutien et promotion de la filière de production d'arbres et d'arbustes issus de plants locaux,
- l'organisation et pilotage de chantiers participatifs de plantations et d'aménagement d'espaces verts,
- la matérialisation de la Trame verte et bleue en milieu agricole,
- la sensibilisation du grand public et formations sur les plantations de haies et de clôtures végétales.

Bilan 2025 :
Haies vives d'Alsace a accompagné la collectivité dans un chantier de plantation de haies en milieu agricole (conseil technique, plan de plantation et sensibilisation de l'agriculteur). Les guides de conseil à la plantation et à la gestion des haies ont été diffusés et une campagne d'achat groupés de plants locaux a été organisée.

Il est proposé d'attribuer à Haies vives d'Alsace, conformément à la CPO 2025-2028, **5 300€** pour l'année 2026.

8. Bufo

L'association a pour objet d'œuvrer à la connaissance et à la protection des reptiles et amphibiens en Alsace par l'étude de toutes les espèces de reptiles et amphibiens dans leur milieu respectif, la protection des reptiles et amphibiens dans leurs biotopes respectifs, la protection des biotopes ou les amphibiens et les reptiles sont menacés, l'intervention légale en cas de non-respect de la législation en vigueur, l'information du public et l'initiation et la formation à la connaissance des amphibiens et des reptiles et à leur protection.
Le partenariat repose sur des actions en faveur de :
- mettre en œuvre des actions d'amélioration des connaissances et de protection en faveur des reptiles et amphibiens et de leurs habitats sur le territoire,
- apporter de l'expertise et du conseil aux services,
- sensibiliser sous forme de formation à destination des agents technique, d'animation grand public ou tenu de stand.

Bilan 2025 :
Les suivis des espèces patrimoniales rares dans les secteurs sous documentés ont permis d'observer des nouveaux sites de présence. Bufo a produit comme tous les ans une monographie, celle sur le Crapaud vert élaborée en 2025 sortira en 2026. L'association a aussi contribué au livret taxonomique sur les amphibiens reptiles de l'Eurométropole de Strasbourg.

Il est proposé d'attribuer à Bufo, conformément à la CPO 2025-2028, **5 300€** pour l'année 2026.

Tableau récapitulatif des subventions versées N-2, N-1 et N aux associations naturalistes :

	2024	**2025**	**2026**
Alsace Nature	34 500 + 16 000 (Educ Env) = **50 500**	39 675 + 16 000 (Educ Env) = **55 675**	39 675 + 16 000 (Educ Env) = **55 675**
LPO-Alsace	27 000 + 6 400 (Educ Env) = **33 400**	31 050 + 7 400 (Educ Env) = **38 450**	31 050 + 7 400 (Educ Env) = **38 450**
ODONAT	16 700	**19 200**	**19 200**
GORNA	15 000	**17 250**	**17 250**
CEN-Alsace	10 761	**12 375**	**12 375**
GEPMA	4 600 + 5 750 (Educ Env) = **10 350**	5 300 + 6 000 (Educ Env) = **11 300**	5 300 + 6 000 (Educ Env) = **11 300**

Haies vives d'Alsace	4 600	**5 300**	**5 300**
Bufo	x	**5 300**	**5 300**
Total	**141 311**	**164 850**	**164 850**

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *l'allocation annuelle de subventions de fonctionnement et de projets, conformes aux objectifs de gestion de la collectivité, aux associations suivantes :*

Alsace Nature	*55 675 €*
Ligue de Protection des oiseaux d'Alsace (LPO-Alsace)	*38 450 €*
Office des Données Naturalistes d'Alsace (ODONAT)	*19 200 €*
Groupement Ornithologique du Refuge Nord Alsace (GORNA)	*17 250 €*
Haies vives d'Alsace (HVA)	*5 300 €*
Groupement d'études et de Protection des Mammifères d'Alsace (GEPMA)	*11 300 €*
Conservatoire des Espaces Naturels d'Alsace(CEN-Alsace)	*12 375 €*
Bufo	*5 300 €*
TOTAL	***164 850 €***

les propositions ci-dessus représentent une somme de 164 850 € à imputer à hauteur de 135 450 € sur les crédits ouverts sous la fonction 70, nature 65748, programme 8039, activité AD01J « Subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé » et 29 400 € sur les crédits ouverts sous la fonction 7211, nature 65748, programme 8038, activité PL02B « Subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé ».

- *les conventions financières et arrêtés pour l'année 2026 pour chacune des associations,*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer les conventions financières et arrêtés, ainsi que tout avenant nécessaire à la bonne réalisation des objectifs de ce programme dans le respect des enveloppes précitées.

CONVENTION FINANCIERE
exercice 2026

Entre :

- L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Catherine TRAUTMANN, et
- La structure dénommée ALSACE NATURE sous le numéro de Siret 30904581300073 représentée par Madame Michèle GROSJEAN, Présidente dont le siège est localisé 67000 STRASBOURG

Vu,
- l'article L1611-4 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la demande présentée le 5 novembre 2025 sous la référence 00025016,
- la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 26 juin 2026,

Préambule :
L'association a pour objet la protection de la nature et de l'environnement. Une de ses missions est la sensibilisation des publics à la nature et à sa préservation. Pour cela des sorties guidées, des conférences, des expositions, des animations, notamment sur la nature en ville, mais aussi des rencontres avec des auteurs et des ateliers de lecture publique ou d'écriture sont organisés.

Compte tenu de l'importance qu'accorde l'Eurométropole de Strasbourg au domaine dans lequel l'association intervient, elle s'engage à soutenir financièrement la structure par une subvention.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1er : Objet de la convention
La présente convention a pour objet de fixer les modalités du partenariat entre l'Eurométropole de Strasbourg et la structure.

Article 2 : Budget prévisionnel
Le budget présenté par la structure au titre de sa demande de subvention s'élève à 729 555,00 €.
Le cas échéant, l'association s'engage à informer immédiatement la collectivité, des modifications apportées au budget prévisionnel présenté par l'association à l'appui de sa demande de subvention, et des solutions de remplacement proposées pour assurer sa viabilité financière. Le non-respect de cet engagement est susceptible d'entraîner les sanctions prévues à l'article 5 de la présente convention.

Article 3 : Versement de la subvention
Pour 2026, l'aide de l'Eurométropole de Strasbourg s'élève au total à la somme de 55 675,00 €.

La subvention sera créditée :
- ✓ la subvention sera créditée en 2 versements,
- ✓ sur le compte bancaire mentionné par la structure dans la demande de subvention.

Article 4 : Engagements de l'association
En signant la présente convention, l'association s'engage à :

- ✓ Utiliser les fonds octroyés conformément à la demande présentée le 5 novembre 2025 ;

- ✓ Fournir à l'Eurométropole de Strasbourg, avant le 1er mai de l'année suivant l'exercice de la présente subvention (ou, lorsque l'exercice comptable est clos en cours d'année civile, dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice), le rapport annuel approuvé en assemblée générale, comprenant notamment un bilan, un compte de résultat et l'annexe conformes au plan comptable associatif[1], certifiés conformes par la présidente ou, le cas échéant, par le-la commissaire aux comptes[2] (en ce cas, joindre également le rapport du commissaire aux comptes) ; un modèle simplifié de présentation des comptes est disponible sous l'adresse internet : https://www.strasbourg.eu/communication-annuelle-comptes ;

- ✓ Fournir également, si la subvention est affectée au financement d'une action spécifique ou d'un investissement, un compte rendu d'exécution (d'activité et financier) dans les quatre mois suivants la fin de l'opération / la réalisation de l'investissement ;

- ✓ Le cas échéant, informer la collectivité du nom du commissaire aux comptes dans les trois mois suivant sa désignation ;

- ✓ Ne pas solliciter de subvention de fonctionnement destinée à couvrir l'amortissement de biens acquis par des subventions publiques ;

- ✓ De manière générale, faciliter le contrôle par les services de la collectivité de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables ;

- ✓ Informer l'Eurométropole de Strasbourg sous un mois à compter de la survenance de tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et lui transmettre ses statuts actualisés ;

- ✓ Le cas échéant, signaler à la collectivité toute situation de conflits d'intérêts et veiller à la faire cesser, au besoin en concertation avec la collectivité ;

- ✓ Faire état du soutien de la collectivité dans sa communication ;

- ✓ Si la subvention est affectée au financement d'une manifestation dont le budget atteint 150 000 €) Souscrire une assurance couvrant les risques d'annulation de la manifestation ; une copie du contrat devra être produite à l'appui de la présente

Article 5 : Non-respect des engagements de l'association
Le non respect total ou partiel par l'association de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner :
- ✓ l'interruption de l'aide financière de de l'Eurométropole,
- ✓ la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,

---

[1] Règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif applicable au plus tard aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020 (et préalablement à cette échéance, règlement du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des associations et fondations).

[2] la nomination d'un commissaire aux comptes est obligatoire pour les associations ayant perçu des subventions publiques dont le montant total, toutes subventions confondues, est supérieur à 153 000 €.

✓ la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'association.

En cas de survenance d'évènements mettant en péril la poursuite de l'activité de l'association,/ et en cas de non-réalisation ou de report du projet subventionné (si la subvention est affectée au financement d'une opération spécifique)/, la collectivité se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 6 : Durée

La présente convention est établie pour la durée de l'exercice budgétaire. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par l'Eurométropole de Strasbourg d'un exemplaire signé par la présidente de l'association.
Pour être susceptible de bénéficier à nouveau d'une subvention, l'association devra adresser une demande en bonne et due forme à l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 7 : Modification

Toute modification substantielle des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Article 8 : Exécution

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente convention, l'Administrateur des Finances du Service de Gestion Comptable (SGC) de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg est chargé du paiement de la subvention.

Fait à Strasbourg, le

Pour l'Eurométropole de Strasbourg	**Pour l'association**
La Présidente	La Présidente
Catherine TRAUTMANN	Michèle GROSJEAN

CONVENTION FINANCIERE
exercice 2026

Entre :

- L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Catherine TRAUTMANN, et
- La structure dénommée « LIGUE PROTECTION DES OISEAUX ALSACE » sous le numéro de Siret 38532015500059 représentée par Monsieur Yves MULLER, Président dont le siège est localisé 1 Rue du Wisch 67560 ROSENWILLER

Vu,
- l'article L1611-4 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la demande présentée le 25 novembre 2025 sous la référence 00025286,
- la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2026,

Préambule :

La LPO Alsace a pour objet d'agir ou de favoriser les actions en faveur de la nature et de la biodiversité, essentiellement sur son territoire propre, à savoir l'Alsace.

Compte tenu de l'importance qu'accorde l'Eurométropole de Strasbourg au domaine dans lequel l'association intervient, elle s'engage à soutenir financièrement la structure par une subvention.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1er : Objet de la convention
La présente convention a pour objet de fixer les modalités du partenariat entre l'Eurométropole de Strasbourg et la structure.

Article 2 : Budget prévisionnel
Le budget présenté par la structure au titre de sa demande de subvention s'élève à 1 540 750,00 €.
Le cas échéant, l'association s'engage à informer immédiatement la collectivité, des modifications apportées au budget prévisionnel présenté par l'association à l'appui de sa demande de subvention, et des solutions de remplacement proposées pour assurer sa viabilité financière. Le non-respect de cet engagement est susceptible d'entraîner les sanctions prévues à l'article 5 de la présente convention.

Article 3 : Versement de la subvention
Pour 2026, l'aide de l'Eurométropole de Strasbourg s'élève au total à la somme de 38 450,00 €.

La subvention sera créditée :
- ✓ la subvention sera créditée en 2 versements,
- ✓ sur le compte bancaire mentionné par la structure dans la demande de subvention.

Article 4 : Engagements de l'association
En signant la présente convention, l'association s'engage à :

- ✓ Utiliser les fonds octroyés conformément à la demande présentée le 25 novembre 2025 ;

- ✓ Fournir à l'Eurométropole de Strasbourg, avant le 1er mai de l'année suivant l'exercice de la présente subvention (ou, lorsque l'exercice comptable est clos en cours d'année civile, dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice), le rapport annuel approuvé en assemblée générale, comprenant notamment un bilan, un compte de résultat et l'annexe conformes au plan comptable associatif[1], certifiés conformes par le président ou, le cas échéant, par le-la commissaire aux comptes[2] (en ce cas, joindre également le rapport du commissaire aux comptes) ; un modèle simplifié de présentation des comptes est disponible sous l'adresse internet : https://www.strasbourg.eu/communication-annuelle-comptes ;

- ✓ Fournir également, si la subvention est affectée au financement d'une action spécifique ou d'un investissement, un compte rendu d'exécution (d'activité et financier) dans les quatre mois suivants la fin de l'opération / la réalisation de l'investissement ;

- ✓ Le cas échéant, informer la collectivité du nom du commissaire aux comptes dans les trois mois suivant sa désignation ;

- ✓ Ne pas solliciter de subvention de fonctionnement destinée à couvrir l'amortissement de biens acquis par des subventions publiques ;

- ✓ De manière générale, faciliter le contrôle par les services de la collectivité de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables ;

- ✓ Informer l'Eurométropole de Strasbourg sous un mois à compter de la survenance de tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et lui transmettre ses statuts actualisés ;

- ✓ Le cas échéant, signaler à la collectivité toute situation de conflits d'intérêts et veiller à la faire cesser, au besoin en concertation avec la collectivité ;

- ✓ Faire état du soutien de la collectivité dans sa communication ;

- ✓ Si la subvention est affectée au financement d'une manifestation dont le budget atteint 150 000 €) Souscrire une assurance couvrant les risques d'annulation de la manifestation ; une copie du contrat devra être produite à l'appui de la présente

Article 5 : Non-respect des engagements de l'association
Le non respect total ou partiel par l'association de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner :
- ✓ l'interruption de l'aide financière de de l'Eurométropole,
- ✓ la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,

[1] Règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif applicable au plus tard aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020 (et préalablement à cette échéance, règlement du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des associations et fondations).

[2] la nomination d'un commissaire aux comptes est obligatoire pour les associations ayant perçu des subventions publiques dont le montant total, toutes subventions confondues, est supérieur à 153 000 €.

✓ la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'association.

En cas de survenance d'évènements mettant en péril la poursuite de l'activité de l'association,/ et en cas de non-réalisation ou de report du projet subventionné (si la subvention est affectée au financement d'une opération spécifique)/, la collectivité se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 6 : Durée

La présente convention est établie pour la durée de l'exercice budgétaire 2026. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par l'Eurométropole de Strasbourg d'un exemplaire signé par le président de l'association.
Pour être susceptible de bénéficier à nouveau d'une subvention, l'association devra adresser une demande en bonne et due forme à l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 7 : Modification

Toute modification substantielle des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Article 8 : Exécution

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente convention, l'Administrateur des Finances du Service de Gestion Comptable (SGC) de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg est chargé du paiement de la subvention.

Fait à Strasbourg, le

Pour l'Eurométropole de Strasbourg	**Pour l'association**
La Présidente	Le Président
Catherine TRAUTMANN	Yves MULLER

CONVENTION FINANCIERE
exercice 2026

Entre :

- L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Catherine TRAUTMANN, et
- La structure dénommée OFFICE DES DONNEES NATURALISTES DU GRAND EST sous le numéro de Siret 41756692400037 représentée par Monsieur Yves MULLER, Président dont le siège est localisé 67000 STRASBOURG

Vu,
- l'article L1611-4 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la demande présentée le 2 mars 2026 sous la référence 00026873,
- la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2026,

Préambule :
ODONAT Grand Est est la fédération régionale des associations de protection de l'environnement détentrices de données naturalistes.
Compte tenu de l'importance qu'accorde l'Eurométropole de Strasbourg au domaine dans lequel l'association intervient, elle s'engage à soutenir financièrement la structure par une subvention.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1er : Objet de la convention
La présente convention a pour objet de fixer les modalités du partenariat entre l'Eurométropole de Strasbourg et la structure.

Article 2 : Budget prévisionnel
Le budget présenté par la structure au titre de sa demande de subvention s'élève à 1 272 300,00 €.
Le cas échéant, l'association s'engage à informer immédiatement la collectivité, des modifications apportées au budget prévisionnel présenté par l'association à l'appui de sa demande de subvention, et des solutions de remplacement proposées pour assurer sa viabilité financière.
Le non-respect de cet engagement est susceptible d'entraîner les sanctions prévues à l'article 5 de la présente convention.

Article 3 : Versement de la subvention
Pour 2026, l'aide de l'Eurométropole de Strasbourg s'élève au total à la somme de 19 200,00 €.

La subvention sera créditée :
- ✓ la subvention sera créditée en 2 versements ;
- ✓ sur le compte bancaire mentionné par la structure dans la demande de subvention.

Article 4 : Engagements de l'association

En signant la présente convention, l'association s'engage à :

- ✓ Utiliser les fonds octroyés conformément à la demande présentée le 2 mars 2026 ;

- ✓ Fournir à l'Eurométropole de Strasbourg, avant le 1er mai de l'année suivant l'exercice de la présente subvention (ou, lorsque l'exercice comptable est clos en cours d'année civile, dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice), le rapport annuel approuvé en assemblée générale, comprenant notamment un bilan, un compte de résultat et l'annexe conformes au plan comptable associatif[1], certifiés conformes par le président ou, le cas échéant, par le-la commissaire aux comptes[2] (en ce cas, joindre également le rapport du commissaire aux comptes) ; un modèle simplifié de présentation des comptes est disponible sous l'adresse internet : https://www.strasbourg.eu/communication-annuelle-comptes ;

- ✓ Fournir également, si la subvention est affectée au financement d'une action spécifique ou d'un investissement, un compte rendu d'exécution (d'activité et financier) dans les quatre mois suivants la fin de l'opération / la réalisation de l'investissement ;

- ✓ Le cas échéant, informer la collectivité du nom du commissaire aux comptes dans les trois mois suivant sa désignation ;

- ✓ Ne pas solliciter de subvention de fonctionnement destinée à couvrir l'amortissement de biens acquis par des subventions publiques ;

- ✓ De manière générale, faciliter le contrôle par les services de la collectivité de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables ;

- ✓ Informer l'Eurométropole de Strasbourg sous un mois à compter de la survenance de tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et lui transmettre ses statuts actualisés ;

- ✓ Le cas échéant, signaler à la collectivité toute situation de conflits d'intérêts et veiller à la faire cesser, au besoin en concertation avec la collectivité ;

- ✓ Faire état du soutien de la collectivité dans sa communication ;

- ✓ Si la subvention est affectée au financement d'une manifestation dont le budget atteint 150 000 €) Souscrire une assurance couvrant les risques d'annulation de la manifestation ; une copie du contrat devra être produite à l'appui de la présente

Article 5 : Non-respect des engagements de l'association

Le non respect total ou partiel par l'association de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner :

✓ l'interruption de l'aide financière de de l'Eurométropole,
✓ la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
✓ la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'association.

---

[1] Règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif applicable au plus tard aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020 (et préalablement à cette échéance, règlement du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des associations et fondations).

[2] la nomination d'un commissaire aux comptes est obligatoire pour les associations ayant perçu des subventions publiques dont le montant total, toutes subventions confondues, est supérieur à 153 000 €.

En cas de survenance d'évènements mettant en péril la poursuite de l'activité de l'association,/ et en cas de non-réalisation ou de report du projet subventionné (si la subvention est affectée au financement d'une opération spécifique)/, la collectivité se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 6 : Durée

La présente convention est établie pour la durée de l'exercice budgétaire . Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par l'Eurométropole de Strasbourg d'un exemplaire signé par le président de l'association.
Pour être susceptible de bénéficier à nouveau d'une subvention, l'association devra adresser une demande en bonne et due forme à l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 7 : Modification

Toute modification substantielle des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Article 8 : Exécution

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente convention, l'Administrateur des Finances du Service de Gestion Comptable (SGC) de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg est chargé du paiement de la subvention.

Fait à Strasbourg, le 23 avril 2026

Pour l'Eurométropole de Strasbourg	**Pour l'association**
La Présidente	Le Président
Catherine TRAUTMANN	Yves MULLER

CONVENTION FINANCIERE
exercice 2026

Entre :

- L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Catherine TRAUTMANN, et
- La structure dénommée GROUPEMENT ORNITHOLOGIQUE DU REFUGE NORD ALSACE sous le numéro de Siret 39242467700020 représentée par Madame Anne BENDER, Présidente dont le siège est localisé RD 134 67330 NEUWILLER LES SAVERNE

Vu,
- l'article L1611-4 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la demande présentée le 10 février 2026 sous la référence 00026700,
- la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2026,

Préambule :
Le GORNA est un centre de soins pour la faune sauvage locale (oiseaux et mammifères). L'association prend en charge les animaux sauvages blessés, malade ou en détresse à des fins de soins pour ensuite les remettre dans le milieu naturel. Le GORNA intervient sur le Bas-Rhin et l'Est de la Moselle.

Compte tenu de l'importance qu'accorde l'Eurométropole de Strasbourg au domaine dans lequel l'association intervient, elle s'engage à soutenir financièrement la structure par une subvention.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1er : Objet de la convention
La présente convention a pour objet de fixer les modalités du partenariat entre l'Eurométropole de Strasbourg et la structure.

Article 2 : Budget prévisionnel
Le budget présenté par la structure au titre de sa demande de subvention s'élève à 168 150,00 €.
Le cas échéant, l'association s'engage à informer immédiatement la collectivité, des modifications apportées au budget prévisionnel présenté par l'association à l'appui de sa demande de subvention, et des solutions de remplacement proposées pour assurer sa viabilité financière. Le non-respect de cet engagement est susceptible d'entraîner les sanctions prévues à l'article 5 de la présente convention.

Article 3 : Versement de la subvention
Pour 2026, l'aide de l'Eurométropole de Strasbourg s'élève au total à la somme de 12 750,00 €.

La subvention sera créditée :
- ✓ la subvention sera créditée en 2 versements ;
- ✓ sur le compte bancaire mentionné par la structure dans la demande de subvention.

Article 4 : Engagements de l'association
En signant la présente convention, l'association s'engage à :

- ✓ Utiliser les fonds octroyés conformément à la demande présentée le 10 février 2026 ;

- ✓ Fournir à l'Eurométropole de Strasbourg, avant le 1er mai de l'année suivant l'exercice de la présente subvention (ou, lorsque l'exercice comptable est clos en cours d'année civile, dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice), le rapport annuel approuvé en assemblée générale, comprenant notamment un bilan, un compte de résultat et l'annexe conformes au plan comptable associatif[1], certifiés conformes par la présidente ou, le cas échéant, par le-la commissaire aux comptes[2] (en ce cas, joindre également le rapport du commissaire aux comptes) ; un modèle simplifié de présentation des comptes est disponible sous l'adresse internet : https://www.strasbourg.eu/communication-annuelle-comptes ;

- ✓ Fournir également, si la subvention est affectée au financement d'une action spécifique ou d'un investissement, un compte rendu d'exécution (d'activité et financier) dans les quatre mois suivants la fin de l'opération / la réalisation de l'investissement ;

- ✓ Le cas échéant, informer la collectivité du nom du commissaire aux comptes dans les trois mois suivant sa désignation ;

- ✓ Ne pas solliciter de subvention de fonctionnement destinée à couvrir l'amortissement de biens acquis par des subventions publiques ;

- ✓ De manière générale, faciliter le contrôle par les services de la collectivité de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables ;

- ✓ Informer l'Eurométropole de Strasbourg sous un mois à compter de la survenance de tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et lui transmettre ses statuts actualisés ;

- ✓ Le cas échéant, signaler à la collectivité toute situation de conflits d'intérêts et veiller à la faire cesser, au besoin en concertation avec la collectivité ;

- ✓ Faire état du soutien de la collectivité dans sa communication ;

- ✓ Si la subvention est affectée au financement d'une manifestation dont le budget atteint 150 000 €) Souscrire une assurance couvrant les risques d'annulation de la manifestation ; une copie du contrat devra être produite à l'appui de la présente

Article 5 : Non-respect des engagements de l'association
Le non-respect total ou partiel par l'association de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner :
- ✓ l'interruption de l'aide financière de de l'Eurométropole,
- ✓ la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,

[1] Règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif applicable au plus tard aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020 (et préalablement à cette échéance, règlement du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des associations et fondations).

[2] la nomination d'un commissaire aux comptes est obligatoire pour les associations ayant perçu des subventions publiques dont le montant total, toutes subventions confondues, est supérieur à 153 000 €.

✓ la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'association.

En cas de survenance d'évènements mettant en péril la poursuite de l'activité de l'association,/ et en cas de non-réalisation ou de report du projet subventionné (si la subvention est affectée au financement d'une opération spécifique)/, la collectivité se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 6 : Durée

La présente convention est établie pour la durée de l'exercice budgétaire . Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par l'Eurométropole de Strasbourg d'un exemplaire signé par la présidente de l'association.
Pour être susceptible de bénéficier à nouveau d'une subvention, l'association devra adresser une demande en bonne et due forme à l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 7 : Modification

Toute modification substantielle des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Article 8 : Exécution

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente convention, l'Administrateur des Finances du Service de Gestion Comptable (SGC) de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg est chargé du paiement de la subvention.

Fait à Strasbourg, le

Pour l'Eurométropole de Strasbourg	**Pour l'association**
La Présidente	La Présidente
Catherine TRAUTMANN	Anne BENDER

CONVENTION FINANCIERE
exercice 2026

Entre :

- L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Catherine TRAUTMANN, et
- La structure dénommée CONSERVATOIRE DES SITES ALSACIENS sous le numéro de Siret 33060680700031 représentée par Monsieur Frédéric DECK, Président dont le siège est localisé 3 rue de Soultz 68700 CERNAY

Vu,
- l'article L1611-4 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la demande présentée le 18 septembre 2025 sous la référence 00024218,
- la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 26 juin 2026 ,

Préambule :

Créé en 1976, le CEN-Alsace est une association reconnue d'utilité publique qui œuvre pour la protection de la nature en Alsace. Il agit à travers l'acquisition, la location ou la gestion d'espaces naturels pour la conservation de la biodiversité, des paysages et du patrimoine : zones humides, landes, vergers hautes tiges, pelouses sèches, forêts… S'appuyant sur une dynamique bénévole importante, le CEN-Alsace protège et gère ainsi 3 700 ha de milieux naturels sur 380 sites, dont 13 réserves naturelles. Il accompagne également les collectivités dans la mise en œuvre des politiques publiques environnementales.

Compte tenu de l'importance qu'accorde l'Eurométropole de Strasbourg au domaine dans lequel le CEN-Alsace intervient, elle s'engage à soutenir financièrement la structure par une subvention.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1er : Objet de la convention
Dans le cadre d'un partenariat pour la protection et la gestion durable du patrimoine naturel ellorhénan d'Ostwald, l'Eurométropole et le CEN-Alsace ont conclu une convention pluriannuelle d'objectifs pour la période 2025-2028.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de l'intervention financière de l'Eurométropole pour l'exercice 2026.

Article 2 : Budget prévisionnel
Le budget présenté par le CEN-Alsace au titre de sa demande de subvention s'élève à 3 037 408€. Le cas échéant, l'association s'engage à informer immédiatement la collectivité, des modifications apportées au budget prévisionnel présenté par l'association à l'appui de sa demande de subvention, et des solutions de remplacement proposées pour assurer sa viabilité financière. Le non-respect de cet engagement est susceptible d'entraîner les sanctions prévues à l'article 5 de la présente convention.

Article 3 : Versement de la subvention
Pour 2026, l'aide de l'Eurométropole de Strasbourg s'élève au total à la somme de 12 375,00 €.

La subvention sera créditée :
- ✓ la subvention sera créditée en 2 fois ,
- ✓ sur le compte bancaire mentionné par la structure dans la demande de subvention.

Article 4 : Engagements de l'association
En signant la présente convention, l'association s'engage à :

- ✓ Utiliser les fonds octroyés conformément à la demande présentée le 18 septembre 2025 ;

- ✓ Fournir à l'Eurométropole de Strasbourg, avant le 1er mai de l'année suivant l'exercice de la présente subvention (ou, lorsque l'exercice comptable est clos en cours d'année civile, dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice), le rapport annuel approuvé en assemblée générale, comprenant notamment un bilan, un compte de résultat et l'annexe conformes au plan comptable associatif[1], certifiés conformes par le président ou, le cas échéant, par le-la commissaire aux comptes[2] (en ce cas, joindre également le rapport du commissaire aux comptes) ; un modèle simplifié de présentation des comptes est disponible sous l'adresse internet : https://www.strasbourg.eu/communication-annuelle-comptes ;

- ✓ Fournir également, si la subvention est affectée au financement d'une action spécifique ou d'un investissement, un compte rendu d'exécution (d'activité et financier) dans les quatre mois suivants la fin de l'opération / la réalisation de l'investissement ;

- ✓ Le cas échéant, informer la collectivité du nom du commissaire aux comptes dans les trois mois suivant sa désignation ;

- ✓ Ne pas solliciter de subvention de fonctionnement destinée à couvrir l'amortissement de biens acquis par des subventions publiques ;

- ✓ De manière générale, faciliter le contrôle par les services de la collectivité de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables ;

- ✓ Informer l'Eurométropole de Strasbourg sous un mois à compter de la survenance de tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et lui transmettre ses statuts actualisés ;

- ✓ Le cas échéant, signaler à la collectivité toute situation de conflits d'intérêts et veiller à la faire cesser, au besoin en concertation avec la collectivité ;

- ✓ Faire état du soutien de la collectivité dans sa communication ;

- ✓ Si la subvention est affectée au financement d'une manifestation dont le budget atteint 150 000 €) Souscrire une assurance couvrant les risques d'annulation de la manifestation ; une copie du contrat devra être produite à l'appui de la présente

[1] Règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif applicable au plus tard aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020 (et préalablement à cette échéance, règlement du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des associations et fondations).

[2] la nomination d'un commissaire aux comptes est obligatoire pour les associations ayant perçu des subventions publiques dont le montant total, toutes subventions confondues, est supérieur à 153 000 €.

Article 5 : Non-respect des engagements de l'association
Le non respect total ou partiel par l'association de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner :
✓ l'interruption de l'aide financière de de l'Eurométropole,
✓ la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
✓ la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'association.

En cas de survenance d'évènements mettant en péril la poursuite de l'activité de l'association,/ et en cas de non-réalisation ou de report du projet subventionné (si la subvention est affectée au financement d'une opération spécifique)/, la collectivité se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 6 : Durée
La présente convention est établie pour la durée de l'exercice budgétaire 2026. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par l'Eurométropole de Strasbourg d'un exemplaire signé par le président de l'association.
Pour être susceptible de bénéficier à nouveau d'une subvention, l'association devra adresser une demande en bonne et due forme à l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 7 : Modification
Toute modification substantielle des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Article 8 : Exécution
Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente convention, l'Administrateur des Finances du Service de Gestion Comptable (SGC) de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg est chargé du paiement de la subvention.

Fait à Strasbourg, le

Pour l'Eurométropole de Strasbourg	**Pour l'association**
La Présidente	Le Président
Catherine TRAUTMANN	Frédéric DECK

CONVENTION FINANCIERE
exercice 2026

Entre :

- L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Catherine TRAUTMANN, et
- La structure dénommée GROUPE D'ETUDE ET DE PROTECTION DES MAMMIFERES D'ALSACE (GEPMA) sous le numéro de Siret 41871664300022 représentée par Madame Christelle BRAND, Présidente dont le siège est localisé 8 67000 STRASBOURG

Vu,
- l'article L1611-4 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la demande présentée le 15 janvier 2026 sous la référence 00025831,
- la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2026,

Préambule :
L'Association dénommée « Groupe d'Étude et de Protection des Mammifères d'Alsace » (GEPMA) régie par les articles 21 à 79 du Code Civil Local, maintenu en vigueur dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle par la loi d'introduction de la législation française du 1er juin 1924, ainsi que par les présents statuts. Elle est inscrite au Registre des Associations du Tribunal d'Instance de Strasbourg.

Le Groupe d'Étude et de Protection des Mammifères d'Alsace est une association a but non lucratif qui a pour objet de promouvoir la connaissance et la protection des mammifères sauvages et de leurs habitats en Alsace.
Créé en 1993 à l'initiative de chiroptérologues alsaciens, le GEPMA développe son action selon trois grands axes :
- La connaissance, par la mise en place de groupes de travail thématiques, la gestion d'une banque de données, la publication d'articles et d'ouvrages scientifiques, l'expertise dans le domaine des mammifères, etc.
- La protection, par l'élaboration de programmes d'actions pour la protection d'une espèce (Grand Hamster ou Castor par exemple) ou de groupes d'espèces (Chiroptères, etc.), le soutien aux grands dossiers liés à la préservation des habitats en Alsace (Natura 2000 etc.), la participation à diverses commissions administratives liées à des problématiques mammalogiques, la préservation, l'aménagement et la gestion de sites sensibles, etc.
- La sensibilisation, par la mise en place d'animations et la création de supports pédagogiques sur les mammifères (expositions, montages audiovisuels, stages, visites guidées, plaquettes d'information, etc.) pour répondre aux sollicitations des scolaires ou du grand public.

Le GEPMA regroupe environ 200 membres. Il est agréé au titre de la protection de la nature et de l'environnement dans le cadre régional. Il est le Coordinateur Chiroptères Alsace pour le compte de la Société Française d'Etude et de Protection des Mammifères (SFEPM). Il est membre actif d'Alsace Nature, la Fédération régionale des associations de protection de la nature.
Compte tenu de l'importance qu'accorde l'Eurométropole de Strasbourg au domaine dans lequel l'association intervient, elle s'engage à soutenir financièrement la structure par une subvention.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1er : Objet de la convention
La présente convention a pour objet de fixer les modalités du partenariat entre l'Eurométropole de Strasbourg et la structure.

Article 2 : Budget prévisionnel
Le budget présenté par la structure au titre de sa demande de subvention s'élève à 285 403,62 €.
Le cas échéant, l'association s'engage à informer immédiatement la collectivité, des modifications apportées au budget prévisionnel présenté par l'association à l'appui de sa demande de subvention, et des solutions de remplacement proposées pour assurer sa viabilité financière. Le non-respect de cet engagement est susceptible d'entraîner les sanctions prévues à l'article 5 de la présente convention.

Article 3 : Versement de la subvention
Pour 2026, l'aide de l'Eurométropole de Strasbourg s'élève au total à la somme de 11 300,00 €.

La subvention sera créditée :
- ✓ la subvention sera créditée en Versement en plusieurs fois,
- ✓ sur le compte bancaire mentionné par la structure dans la demande de subvention.

Article 4 : Engagements de l'association
En signant la présente convention, l'association s'engage à :

- ✓ Utiliser les fonds octroyés conformément à la demande présentée le 15 janvier 2026 ;

- ✓ Fournir à l'Eurométropole de Strasbourg, avant le 1er mai de l'année suivant l'exercice de la présente subvention (ou, lorsque l'exercice comptable est clos en cours d'année civile, dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice), le rapport annuel approuvé en assemblée générale, comprenant notamment un bilan, un compte de résultat et l'annexe conformes au plan comptable associatif[1], certifiés conformes par la présidente ou, le cas échéant, par le-la commissaire aux comptes[2] (en ce cas, joindre également le rapport du commissaire aux comptes) ; un modèle simplifié de présentation des comptes est disponible sous l'adresse internet : https://www.strasbourg.eu/communication-annuelle-comptes ;

- ✓ Fournir également, si la subvention est affectée au financement d'une action spécifique ou d'un investissement, un compte rendu d'exécution (d'activité et financier) dans les quatre mois suivants la fin de l'opération / la réalisation de l'investissement ;

- ✓ Le cas échéant, informer la collectivité du nom du commissaire aux comptes dans les trois mois suivant sa désignation ;

[1] Règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif applicable au plus tard aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020 (et préalablement à cette échéance, règlement du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des associations et fondations).

[2] la nomination d'un commissaire aux comptes est obligatoire pour les associations ayant perçu des subventions publiques dont le montant total, toutes subventions confondues, est supérieur à 153 000 €.

- ✓ Ne pas solliciter de subvention de fonctionnement destinée à couvrir l'amortissement de biens acquis par des subventions publiques ;

- ✓ De manière générale, faciliter le contrôle par les services de la collectivité de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables ;

- ✓ Informer l'Eurométropole de Strasbourg sous un mois à compter de la survenance de tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et lui transmettre ses statuts actualisés ;

- ✓ Le cas échéant, signaler à la collectivité toute situation de conflits d'intérêts et veiller à la faire cesser, au besoin en concertation avec la collectivité ;

- ✓ Faire état du soutien de la collectivité dans sa communication ;

- ✓ Si la subvention est affectée au financement d'une manifestation dont le budget atteint 150 000 €) Souscrire une assurance couvrant les risques d'annulation de la manifestation ; une copie du contrat devra être produite à l'appui de la présente

Article 5 : Non-respect des engagements de l'association

Le non-respect total ou partiel par l'association de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner :

✓ l'interruption de l'aide financière de de l'Eurométropole,
✓ la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
✓ la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'association.

En cas de survenance d'évènements mettant en péril la poursuite de l'activité de l'association,/ et en cas de non-réalisation ou de report du projet subventionné (si la subvention est affectée au financement d'une opération spécifique)/, la collectivité se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 6 : Durée

La présente convention est établie pour la durée de l'exercice budgétaire . Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par l'Eurométropole de Strasbourg d'un exemplaire signé par la présidente de l'association.
Pour être susceptible de bénéficier à nouveau d'une subvention, l'association devra adresser une demande en bonne et due forme à l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 7 : Modification

Toute modification substantielle des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Article 8 : Exécution

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente convention, l'Administrateur des Finances du Service de Gestion Comptable (SGC) de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg est chargé du paiement de la subvention.

Fait à Strasbourg, le 23 avril 2026

Pour l'Eurométropole de Strasbourg	**Pour l'association**
La Présidente	La Présidente
Catherine TRAUTMANN	Christelle BRAND

ARRÊTÉ

La Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg,

Vu les articles L.1611-4 et L.2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2026
Vu la demande présentée le 13 avril 2026 sous la référence 00027436
par la structure dénommée HAIES VIVES D'ALSACE sous le numéro de Siret 79278230200030
représentée par Monsieur Thomas DOUTRE, Président
dont le siège est localisé 37 Rue de Herrlisheim 68000 COLMAR
et tendant à l'octroi d'une subvention,

Considérant qu'il y a lieu d'accorder une subvention à l'association précitée, eu égard à la nature de l'activité exercée par celle-ci et à l'importance que la collectivité accorde au domaine dans lequel elle intervient : L'association a pour objet la création, la restauration et l'entretien de continuités écologiques et d'habitats propices à la faune locale et à la flore locale.

arrête

Article 1er :
Une subvention d'un montant de 5 300,00 € est accordée à l'association au titre de l'année 2026.

Article 2 :
La subvention sera créditée en un versement en une seule fois sur le compte bancaire mentionné dans le dossier de demande de subvention.

Article 3 :
L'association est tenue de respecter les points suivants :
- ✓ Utiliser les fonds octroyés conformément à la demande présentée
- ✓ Transmettre à la collectivité un compte rendu d'exécution (d'activité et financier) dans les quatre mois suivant la fin de l'opération *(pour une subvention générale de fonctionnement)*
- ✓ Fournir à la collectivité, avant le 1er mai de l'année suivant l'exercice de la présente subvention (ou, lorsque l'exercice comptable est clos en cours d'année civile, dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice), le rapport annuel approuvé en assemblée générale, comprenant notamment un bilan, un compte de résultat et l'annexe conformes au plan comptable associatif[1], certifiés conformes par le président ou, le cas échéant, par le

[1] Règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif applicable au plus tard aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020 (et préalablement à cette échéance, règlement du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des associations et fondations).

commissaire aux comptes[2] (en ce cas, joindre également le rapport du commissaire aux comptes) ; un modèle simplifié de présentation des comptes est disponible sous l'adresse internet : https://www.strasbourg.eu/communication-annuelle-comptes;

- ✓ Le cas échéant, informer la collectivité du nom du-de la commissaire aux comptes dans les trois mois suivant sa désignation ;
- ✓ De manière générale, faciliter le contrôle par les services de la collectivité de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables ;
- ✓ Informer la collectivité sous un mois à compter de leur survenance de tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et lui transmettre ses statuts actualisés ;
- ✓ Signaler à la collectivité toute situation de conflits d'intérêts et veiller à la faire cesser, au besoin en concertation avec la collectivité ;
- ✓ Faire état du soutien de la collectivité dans sa communication.

Article 4 :
L'absence totale ou partielle du respect des exigences énumérées à l'article 3 du présent arrêté d'attribution est susceptible d'entraîner :

- ✓ l'interruption de l'aide financière de la collectivité,
- ✓ la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
- ✓ la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'association.

En cas de survenance d'évènements mettant en péril la poursuite de l'activité de l'association, la collectivité se réserve le droit de ne pas verser la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 5 :
Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté, l'Administrateur des Finances du Service de Gestion Comptable (SGC) de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg est chargé du paiement de la subvention.

Strasbourg, le

Catherine TRAUTMANN

[2] la nomination d'un commissaire aux comptes est obligatoire pour les associations ayant perçu des subventions publiques dont le montant total, toutes subventions confondues, est supérieur à 153 000 €.

ARRÊTÉ

La Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg,

Vu les articles L.1611-4 et L.2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2026
Vu la demande présentée le 13 janvier 2026 sous la référence 00025816
par la structure dénommée BUFO sous le numéro de Siret 43922264700026
représentée par Monsieur Vincent NOËL, Président
dont le siège est localisé 8 rue Adèle Riton 67000 67000 STRASBOURG
et tendant à l'octroi d'une subvention,

Considérant qu'il y a lieu d'accorder une subvention à l'association précitée, eu égard à la nature de l'activité exercée par celle-ci et à l'importance que la collectivité accorde au domaine dans lequel elle intervient :

arrête

Article 1er :
Une subvention d'un montant de 5 300,00 € est accordée à l'association au titre de l'année 2026

Article 2 :
La subvention sera créditée en un versement en une seule fois sur le compte bancaire mentionné dans le dossier de demande de subvention.

Article 3 :
L'association est tenue de respecter les points suivants :
- ✓ Utiliser les fonds octroyés conformément à la demande présentée
- ✓ Transmettre à la collectivité un compte rendu d'exécution (d'activité et financier) dans les quatre mois suivant la fin de l'opération *(pour une subvention générale de fonctionnement)*
- ✓ Fournir à la collectivité, avant le 1er mai de l'année suivant l'exercice de la présente subvention (ou, lorsque l'exercice comptable est clos en cours d'année civile, dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice), le rapport annuel approuvé en assemblée générale, comprenant notamment un bilan, un compte de résultat et l'annexe conformes au plan comptable associatif[1], certifiés conformes par le président ou, le cas échéant, par le

[1] Règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif applicable au plus tard aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020 (et préalablement à cette échéance, règlement du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des associations et fondations).

commissaire aux comptes[2] (en ce cas, joindre également le rapport du commissaire aux comptes) ; un modèle simplifié de présentation des comptes est disponible sous l'adresse internet : https://www.strasbourg.eu/communication-annuelle-comptes;

- ✓ Le cas échéant, informer la collectivité du nom du-de la commissaire aux comptes dans les trois mois suivant sa désignation ;
- ✓ De manière générale, faciliter le contrôle par les services de la collectivité de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables ;
- ✓ Informer la collectivité sous un mois à compter de leur survenance de tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et lui transmettre ses statuts actualisés ;
- ✓ Signaler à la collectivité toute situation de conflits d'intérêts et veiller à la faire cesser, au besoin en concertation avec la collectivité ;
- ✓ Faire état du soutien de la collectivité dans sa communication.

Article 4 :
L'absence totale ou partielle du respect des exigences énumérées à l'article 3 du présent arrêté d'attribution est susceptible d'entraîner :

- ✓ l'interruption de l'aide financière de la collectivité,
- ✓ la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
- ✓ la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'association.

En cas de survenance d'évènements mettant en péril la poursuite de l'activité de l'association, la collectivité se réserve le droit de ne pas verser la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 5 :
Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté, l'Administrateur des Finances du Service de Gestion Comptable (SGC) de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg est chargé du paiement de la subvention.

Strasbourg, le

Catherine TRAUTMANN

[2] la nomination d'un commissaire aux comptes est obligatoire pour les associations ayant perçu des subventions publiques dont le montant total, toutes subventions confondues, est supérieur à 153 000 €.

43

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

Coopération de l'Eurométropole de Strasbourg à la Zone Atelier Environnementale Urbaine (ZAEU) : participation 2026.

Numéro E-2026-513

L'objet de la présente délibération est d'attribuer la subvention 2026 à la Zone Atelier Environnementale Urbaine (ZAEU) – partenariat entre l'Eurométropole de Strasbourg, le CNRS et l'Université de Strasbourg en vigueur depuis 2011.

Rappel du contexte et des objectifs de la ZAEU

Une « zone atelier » est un dispositif de recherche transdisciplinaire et interdisciplinaire sur les socio-écosystèmes à dimension régionale. Elle se focalise sur une unité fonctionnelle, ici sur un environnement urbain : l'Eurométropole de Strasbourg (EMS). Elle a pour objet l'étude et la compréhension des relations entre une société et son environnement, en lien avec les questions sociétales.

La ZAEU a été créée en 2011, labellisée par l'Institut écologie et environnement (INEE) du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS). Elle est membre du Réseau des Zones Ateliers (RZA).

Elle est composée de laboratoires de recherche et de services de l'Eurométropole de Strasbourg (EMS) qui travaillent en synergie pour élaborer une compréhension commune du milieu urbain et des solutions nécessaires à un développement durable (document de gouvernance).

Les groupes thématiques de la ZAEU sont les suivants :
- nature en ville,
- énergie, pollution de l'air, climat,
- occupation des sols et des espaces,
- mobilité et santé,
- eau et durabilité,
- alimentation et déchets.

Et deux axes transversaux :
- la transformation du territoire et la santé commune,
- les données et la science ouverte.

Ce financement a pour objectif d'assurer la tenue de projets dont les thèmes de recherche sont corrélés avec les thématiques environnementales que l'Eurométropole de Strasbourg aborde et gère à travers les missions de ses directions et de ses services. Les défis environnementaux abordés à travers les recherches coconstruites ont des répercussions sur la société et le fonctionnement de la démocratie : les démarches pluridisciplinaires (sociologie, sciences politiques et économie sont mobilisées sur les thématiques des transitions) et interinstitutionnelles déployées au sein de la ZAEU favorisent les regards politiques et sociaux des questions environnementales traitées. Les citadins et associations locales sont aussi parties prenantes de divers projets recherches (à travers les dispositifs de sciences participatives/citoyennes par exemple).

Principaux projets co-portés depuis le début du partenariat :

- le suivi du site de l'Ostwaldergraben : gestion des eaux pluviales via des filtres plantés,
- la mise en place d'un observatoire des sites herbacés « Evolville » : évaluation de l'impact du gradient d'urbanisation et des pratiques de gestion sur la biodiversité floristique et faunistique des sites,
- le projet « LORAZ » : vers un réseau de stations météorologiques à l'échelle de l'Eurométropole de Strasbourg,
- la renaturation des cours d'école : un levier pour expérimenter à l'échelle locale les actions de lutte contre les grands changements environnementaux avec les citadins,
- la Trame nocturne : étude sociologique « qu'en pensent les citadins ? », analyse de la photographie nocturne et mesure de luminosité,
- l'étude sociologique du nourrissage des animaux en ville, étude sur les rats, inventaire des tortues exotiques dans les parcs de la ville, …,
- au niveau mobilité, quel potentiel de l'art à favoriser la mobilité active dans l'espace public et le développement d'un modèle de mobilité urbaine : méthodologie d'évaluation des choix d'itinéraires de déplacements des strasbourgeois,
- Solenville : explorer et investiguer les sols urbains strasbourgeois avec le grand public.

8 projets ont été retenus par le conseil de la ZAEU du 13 novembre 2025 pour réalisation en 2026 :

- Projet BUGSCAN : suivi des insectes pollinisateurs à l'aide de l'ADN environnemental,
- Projet CAPPCLIM : analyse des perceptions et pratiques des habitants face au changement climatique,
- Projet JESPPAIR : étude du jardinage sur sols pollués,
- Projet KDP : déploiement d'une solution automatique de surveillance des débris plastiques au sein des rivières urbaines,
- Projet KRIMMERI : déploiement des sciences participatives au niveau du Rhin tortu,
- Projet PALEOELLIPSE : géoarchéologie de la ville de Strasbourg : « Une ville vue du sous-sol »,
- Projet PIERNA : évaluation du potentiel d'infiltration des eaux de piscines et

impact sur les sols,
- Projet PHENOVILLE : effet de la gestion sur la reproduction des plantes en contexte urbain.

Budget prévisionnel :

Le budget total envisagé pour 2026 est de 84 000 €.

La participation annuelle de l'Eurométropole de Strasbourg proposée pour 2025-2028 dans le cadre de la convention pluriannuelle d'objectifs (CPO) est de 40 000 € en vue de poursuivre ce partenariat fructueux et de multiplier les travaux communs qui vont permettre d'apporter une aide à la décision sur les thématiques environnementales et sociétales des objectifs de la collectivité.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

la convention financière 2026,

décide

d'accorder une subvention annuelle de 40 000 € pour 2026 à la ZAEU, inscrit sur la ligne AD01J, fonction 70, nature 65748, programme 8039, subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé,

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer la convention financière ainsi que tout avenant nécessaire à la bonne réalisation des objectifs de ce programme dans le respect des enveloppes précitées.

CONVENTION FINANCIERE
exercice 2026

Entre :

- L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Catherine TRAUTMANN, et
- Le Centre national de la recherche scientifique (CNRS), Établissement Public National à Caractère Scientifique et Technologique, ci-après dénommé CNRS, situé 23, Rue du Lœss, 67037 Strasbourg cedex 2, numéro SIRET 180 089 013 00023, et dont le siège est 3 rue Michel Ange 75 794 Paris Cedex 16, représenté par son Président directeur général, Monsieur Antoine PETIT, lequel a délégué sa signature pour la présente convention à Monsieur Géraud DELORME, Délégué régional de la Délégation Alsace du CNRS ;
- L'UNIVERSITÉ DE STRASBOURG, Établissement Public à caractère scientifique, culturel et professionnel, ci-après dénommée UNISTRA située 4 rue Blaise Pascal, CS90032 - 67081 Strasbourg Cedex, numéro SIRET 13000545700010, Code APE 8542.Z, représentée par sa Présidente, Madame Frédérique BERROD ;
- Le CNRS et l'UNISTRA étant ci-après conjointement désignés par « ETABLISSEMENTS » .

Vu,
- l'article L1611-4 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la demande présentée le 10 mars 2026 sous la référence 00026963,
- la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2026,

Préambule :

Les ETABLISSEMENTS et l'Eurométropole de Strasbourg ont conclu une convention d'objectifs en date du « 23 mai 2025 », ci-après désignée par la « Convention d'objectifs ». Dans ce cadre et pour l'année en cours, la présente convention, ci-après désignée par la « Convention financière », définit les modalités de l'intervention financière de l'EMS.

Conformément à la Convention d'objectifs et pendant toute la durée de celle-ci, une convention financière spécifique sera établie annuellement, sous réserve de l'approbation annuelle des crédits par l'Eurométropole de Strasbourg.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1er : Objet de la convention financière
Le CNRS a pour mission identifier, effectuer ou faire effectuer toutes les recherches présentant un intérêt pour la science ainsi que pour le progrès technologique, social et culturel du pays.

L'UNISTRA place au cœur de ses missions la diffusion de la culture scientifique et technique, et, participe de son ouverture vers la ville et le monde socio-économique, par le transfert de technologie et la valorisation.

Compte tenu de l'importance qu'accorde l'EMS au domaine dans lequel les ETABLISSEMENTS interviennent, elle s'engage à soutenir financièrement l'action Zone Atelier Environnement Urbaine (ZAEU). Ce financement aura pour objectif d'assurer la tenue de projets dont les thèmes de recherche sont corrélés avec les thématiques environnementales que l'Eurométropole de Strasbourg aborde et gère à travers les missions de ses directions et de ses services, ci-après désignée par l'« Objet ».

Article 2 : Budget prévisionnel
Le budget nécessaire à la réalisation de l'Objet s'élève à 40 000 € (quarante mille euros) annuels, pour une durée de 4 ans (2025-2028).

Le cas échéant, les ETABLISSEMENTS s'engagent à informer immédiatement l'EMS, par lettre recommandée avec accusé de réception, des modifications apportées au budget prévisionnel présenté par les ETABLISSEMENTS à l'appui de sa demande de subvention, et des solutions de remplacement proposées pour assurer la viabilité financière du projet.

Le non-respect de cet engagement est susceptible d'entraîner les sanctions prévues à l'article 5 de la présente Convention financière.

Article 3 : Versement de la subvention
Pour 2026, l'aide de l'Eurométropole de Strasbourg à la réalisation de l'Objet s'élève au total à la somme de 40 000 € (quarante mille euros). Ce montant n'est pas soumis à la TVA.

La subvention sera créditée :
- ✓ en 1 (un) versement à la date d'entrée en vigueur de la présente convention ;
- ✓ sur le compte bancaire du CNRS au nom de :

L'Agent Comptable secondaire du CNRS – DELEGATION ALSACE
Banque : Trésor public (T. G. BAS-RHIN
Domiciliation : TPSTRASBOURG
Code Banque : 100071
Code Guichet : 67000
Nà de compte : 00001006058
Clé RIB : 56

Article 4 : Engagements des ETABLISSEMENTS
En signant la présente convention, les ETABLISSEMENTS s'engagent à :

- Utiliser les fonds octroyés conformément à leur mission et à la Convention d'objectifs ;

- Transmettre à l'Eurométropole de Strasbourg un compte rendu d'exécution (d'activité et financier) ;

- Ne pas solliciter de subvention de fonctionnement destinée à couvrir l'amortissement de biens acquis par des subventions publiques ;

- De manière générale, faciliter le contrôle par les services de l'EMS de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables ;

- Informer l'Eurométropole de Strasbourg sous un mois à compter de la survenance de tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et lui transmettre ses statuts actualisés ;

- Le cas échéant, signaler à l'Eurométropole de Strasbourg toute situation de conflits d'intérêts et veiller à la faire cesser, au besoin en concertation avec l'Eurométropole de Strasbourg;

- Faire état du soutien de l'Eurométropole de Strasbourg dans sa communication.

Article 5 : Non-respect des engagements des ETABLISSEMENTS
Le non-respect total ou partiel par le CNRS de l'un des engagements prévus dans la présente Convention financière est susceptible d'entraîner :
✓ l'interruption de l'aide financière de l'EMS,
✓ la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
✓ la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par les ETABLISSEMENTS.

En cas de non-réalisation ou de report du projet subventionné, l'EMS se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 6 : Durée
La présente Convention financière est établie pour la durée de l'exercice budgétaire 2026 de l'EMS. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par l'Eurométropole de Strasbourg d'un exemplaire signé par le Délégué régional de la délégation Alsace du CNRS et par la Présidente de l'UNISTRA, Madame Frédérique BERROD.

La période d'exécution des dépenses de la Convention Financière pourra être prolongée. Toute prolongation de la période d'exécution des dépenses devra faire l'objet d'une demande écrite adressé par les ETABLISSEMENTS à l'EMS. La prolongation de la période d'exécution des dépenses prendra forme de décision unilatérale de l'EMS et sera communiqué aux ETABLISSEMENTS via communication écrite signé par les référents-es de la direction et/ou du service de l'EMS pour la ZAEU, et ne fera pas l'objet d'un avenant.

Pour être susceptible de bénéficier à nouveau d'une subvention, les ETABLISSEMENTS devront adresser une demande en bonne et due forme à l'EMS.

Article 7 : Règlement des litiges
L'Eurométropole de Strasbourg et les ETABLISSEMENTS s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la Convention financière, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette Convention d'objectifs devra être porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Article 8 : Exécution
Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des finances de Strasbourg et de l'EMS – CS 71022 – 67076 Strasbourg cedex.

Fait à Strasbourg, le

Pour l'UNISTRA

La Présidente

Frédéric BERROD

Pour le CNRS

Le Délégué régional

Géraud DELORME

Pour l'Eurométropole de Strasbourg

La Présidente

Catherine TRAUTMANN

Strasbourg.eu
eurométropole

44

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

Soutien aux associations d'éducation à l'environnement.

Numéro E-2026-234

La présente délibération concerne les soutiens apportés aux associations favorisant la sensibilisation et l'éducation aux enjeux environnementaux, climatiques[1], à la réduction des déchets et à l'économie circulaire[2], pour accompagner au changement de comportement de différents publics.

Il est soumis au vote du Conseil les projets suivants dans le cadre de l'exercice 2026 :

1- CONVENTIONS PLURIANNUELLES DOBJECTIFS – SOUTIEN 2026

A- Chambre de consommation d'Alsace et Grand-Est (CCA-GE) : 102 000 €

L'objectif de cette association est de promouvoir des modes de consommation plus responsables et d'informer et soutenir juridiquement les consommateurs et consommatrices. Elle a également un rôle de facilitateur et d'appui technique et juridique auprès des associations adhérentes.

La convention pluriannuelle d'objectifs 2026-2028 votée en Conseil du 3 octobre 2025 s'est construite autour des axes de travail suivants:

- l'éco-consommation et la préservation des ressources avec trois thématiques majeures : la réduction des déchets et du gaspillage alimentaire, la diffusion de connaissances sur l'eau du robinet, la maîtrise des consommations d'énergie,
- la promotion de l'économie sociale et solidaire : connaissance du réseau via un événement vitrine et des actions de proximité, développement d'achats responsables locaux,

[1] Le Conseil métropolitain a voté le 3 octobre 2025 le versement d'acomptes au titre de l'année 2026 pour permettre aux associations d'engager leurs actions au plus tôt sur l'année scolaire 2025-2026. Sans versement des différents soldes dus, les associations seraient mises en difficulté de trésorerie pour continuer leurs actions

[2] Suite des délibérations du 6 février 2026 relatives au soutien aux associations agissant en faveur de l'éducation à l'environnement, en faveur de la réduction des déchets et de l'économie circulaire et dans la continuité des appels à projets existants ou de CPO.

- le volet juridique : la protection des consommateurs contre les abus et la prévention des litiges en rénovation énergétique (achats / travaux).

Bilan 2025 : (cf détail en annexe)
Le comité annuel de suivi qui s'est tenu le 11 février 2026 a permis de constater que la CCA-GE a renforcé ses actions de sensibilisation à la consommation responsable. Elle a diversifié ses formats d'intervention, en complément des ateliers classiques. De nouveaux formats ludiques (ex. discosoup, boule d'énergie) ont été testés avec succès. Ces dispositifs, faciles à déployer, ont reçu des retours positifs des partenaires. L'objectif reste d'informer et d'inciter les habitants à passer à l'action. L'accompagnement juridique a représenté une part importante de l'activité soit 50 sollicitations traitées, dont 28 litiges nécessitant un suivi approfondi. Les principaux problèmes concernent les contrats, les devis et les installations énergétiques (notamment photovoltaïques). Le renforcement de ce volet juridique sur les litiges est salué par les partenaires du Pacte territorial pour la rénovation énergétique pour lesquels cet appui est indispensable. La CCA s'appuie sur des partenariats solides avec des acteurs locaux de l'énergie et de l'habitat. Elle confirme son rôle central dans l'information, la protection des consommateurs et la promotion d'une consommation durable. Au total 172 interventions tous thèmes confondus ont permis de sensibiliser près de 1 800 personnes et de renforcer les relations entre associations.

Subvention proposée :
Dans le cadre de la convention pluriannuelle d'objectifs 2026-2028, le montant annuel du soutien est fixé à 118 000 € qui correspond aux financements des services : Économie Sociale et Solidaire pour 45 000 €, Coopération animation des transitions à hauteur de 61 000 € qui coordonne et fédère le partenariat et 12 000 € sur le budget annexe de l'eau pour les actions portées en lien avec la Direction de l'eau et des risques environnementaux.
Dans le cadre de la convention financière 2026, il est proposé d'attribuer le solde de 102 000 € pour l'année 2026 complétant ainsi l'acompte de 16 000 € versé fin 2025.

B- Association Eco-Conseil : 78 000€

Fondée à Strasbourg en 1987, composée de sept salarié.es, l'association Eco-Conseil, Institut européen pour le conseil en environnement, œuvre en partenariat avec la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, depuis 2005, sur l'ensemble des quartiers strasbourgeois et des communes de l'Eurométropole de Strasbourg.

L'association participe à :
- l'organisation d'une formation d'éco-conseillers en collaboration avec l'INSA Strasbourg,
- la conduite de projets de transition écologique sur différentes thématiques, auprès de divers types de publics et avec des approches telles que la sensibilisation, l'accompagnement au changement, l'animation d'ateliers participatifs, la coordination d'événements, la formation-action,
- l'animation et/ou la participation à plusieurs réseaux (jardins pédagogiques, jardins partagés, éco-conseillers, réseau en éco-conseil à l'international ; et d'autres réseaux dans le champ de l'éducation à l'environnement et de la nature en ville (ARIENA, HORTIS, AFAUP, etc.)

La convention pluriannuelle d'objectifs tripartite 2025-2028 votée en Conseil municipal du 30 septembre 2024 et en Conseil métropolitain du 4 octobre 2024 s'est construite autour des axes de travail suivants :

- accompagner les membres de la communauté d'apprentissage constituée autour de l'enfant, dans l'intégration des enjeux de la transition écologique et la réappropriation des espaces collectifs,
- accompagner les usagers d'espaces publics partagés dans l'intégration des enjeux de la transition écologique, de la création des collectifs à leur autonomisation,
- contribuer à la compréhension et l'intégration des enjeux de la transition socio-écologique par les citoyens de la ville de Strasbourg et de l'Eurométropole,
- en fonction des possibilités d'accueil et des sujets retenus de 0 à 2 chantiers d'éco-conseillers par an.

Bilan 2025 : (cf détail en annexe)
Le 17 décembre 2025, l'association a présenté le bilan de l'année écoulée en comité annuel de suivi tripartite Ville et Eurométropole de Strasbourg. En voici la synthèse :
Axe 1 – Communauté d'apprentissage :

- « Petites mains dans le jardin » : 16 structures accompagnées en 2025 ; amélioration qualitative réelle mais autonomie encore limitée des structures.
- « Écosphère » (pilote 2025) : 2 écoles, 17 adultes, 40 enfants ; satisfaction 3/4 et montée en compétences notable.,
- la dynamique réseau est active grâce à un événement annuel.

Axe 2 – Usagers d'espaces partagés

- « Quinzaine des jardins partagés » : 26 jardins sur 40, 65 participants en préparation, 23 animations, environ 250 participants,
- public surtout de proximité ; la fréquentation est inégale.

Axe 3 – Citoyens du territoire

- « 48h agriculture urbaine » : 52 actions ; bonne dynamique mais pas de fréquentation chiffrée,
- sensibilisation éco-citoyenne : 24 structures contactées, 8 engagées, 8 thématiques, 16 ateliers réalisés ou programmés, 5 projets en construction,
- logique de cycles (minimum 3 ateliers) pour renforcer l'impact,
- plusieurs centaines de bénéficiaires directs (250 + enfants/ateliers),
- une montée en charge réelle mais encore partielle (8/24 structures engagées).

La tendance globale pointe moins de volume brut, mais davantage de structuration, d'impact qualitatif et de progression mesurable.

Axes 4 : 2 chantiers d'éco-conseillers l'un portant sur la définition d'indicateurs pertinents pour inscrire la démarche OneHealth dans le projet des cours Oasis et l'autre sur l'économie circulaire avec la réalisation d'un état des lieux, la proposition de supports pour les communes et des préconisations pour la mise en synergie entre les EPCI limitrophes et l'EMS.

Subvention proposée :
Le montant socle annuel de la subvention prévue dans la Convention Pluriannuelle d'Objectifs est fixé à 90 000 € sur le budget de l'Eurométropole de Strasbourg et

correspond aux financements des services Coopération animation des transitions à hauteur de 80 000 € et Collecte et valorisation des déchets à hauteur de 10 000 €. A ce montant s'ajoute le montant relatif à deux chantiers d'éco-conseillers (2 x 6 000 €) à conduire dans l'année et à verser après remise des livrables.

Pour information, la contribution de la ville de Strasbourg au soutien de l'association est de 55 000 € par an.
Dans le cadre de la convention financière 2026, il est proposé d'attribuer le solde de 78 000 € pour l'année 2026 complétant ainsi l'acompte de 24 000 € versé fin 2025.

C- **Eco-Manifestations d'Alsace : 20 000 €**

L'association Eco-Manifestations Alsace promeut la culture écoresponsable dans le cadre général du développement durable auprès des organisateurs de manifestations. Elle vise à réduire les impacts environnementaux d'événements en ciblant le transport, les déchets, la consommation de ressources (alimentation, eau, énergie…). Elle contribue, de par son rôle, à l'atteinte des objectifs fixés par la collectivité en termes de réduction d'impact carbone et d'émission de gaz à effet de serre.

La convention pluriannuelle d'objectifs 2025-2028 votée en Conseil du 4 octobre 2024 est construite autour des axes de travail suivant :
- sensibiliser les organisateurs d'événements (associations, communes, services de la collectivité) pour limiter l'impact environnemental de leurs manifestations,
- accompagner et conseiller les organisateurs d'événements par l'élaboration d'un diagnostic et d'un plan d'actions et proposer des solutions techniques aux problématiques soulevées,
- réduire l'impact environnemental des manifestations organisées sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg via une démarche de labélisation,
- cerner les problématiques auxquelles font face les salles événementielles et proposer des solutions.

La convention priorise la formation des organisateurs d'événements, l'accompagnement approfondi en amont de deux événements de la collectivité par an, le développement des labellisations et l'accompagnement de 2 à 3 salles événementielles par an.

Bilan 2025 : (cf détail en annexe)
Le bilan présenté lors du comité de suivi du 7 janvier 2026 met en évidence des avancées significatives dans la mise en œuvre des actions en faveur des éco-manifestations.
L'axe 1, consacré à la formation, a permis de sensibiliser environ 50 agents et équipes aux enjeux spécifiques des événements durables. Ces formations ont favorisé une montée en compétences progressive et une meilleure compréhension des prérequis.

L'axe 2 confirme la poursuite d'un accompagnement approfondi de plusieurs événements, avec des actions concrètes sur les pratiques écoresponsables. (Stras'Culture, En voiture Simone, Marché de Noel d'Ostwald). Ces interventions sont perçues positivement, comme facilitantes et structurantes pour les organisateurs. Une reconduction est prévue en 2026 afin d'atteindre un niveau supérieur de labellisation.

L'axe 3 souligne un travail important de promotion de la charte (15 événements pris en

charge, 7 communes rencontrées), avec une dynamique de labellisation en hausse de 12 événements labellisés en 2018 à 36 en 2025.
Toutefois, des efforts de relance auprès des communes et associations restent nécessaires pour amplifier cette dynamique.

L'axe 4 met en lumière les difficultés d'accompagnement des salles, notamment au-delà de la phase d'audit.
Parallèlement, le contexte climatique impose de nouveaux défis, avec des événements de plus en plus exposés aux aléas extrêmes. Face à ces enjeux, des pistes d'adaptation émergent, notamment sur la planification, la gestion des risques et l'évolution des formats événementiels préconisés par l'association auprès des initiateurs d'événements.

Subvention proposée :
Dans le cadre de la convention pluriannuelle d'objectifs 2025-2028, le montant annuel du soutien est fixé à 50 000 € qui correspond aux financements des services Coopération animation des transitions à hauteur de 39 000 € et Collecte et valorisation des déchets à hauteur de 11 000 €.
Dans le cadre de la convention financière 2026, il est proposé d'attribuer le solde de 20 000 € pour l'année 2026 complétant ainsi l'acompte de 30 000 € versé fin 2025.

D- FACE-Alsace : 44 000 €

L'association FACE Alsace travaille en partenariat avec toutes les parties prenantes du territoire au bénéfice des populations en risque d'exclusion, de discrimination et de toutes formes de précarité. L'association assure de nombreuses actions de sensibilisation au sein des appartements pédagogiques ou encore à l'occasion de projets spécifiques menés avec des acteurs sociaux ou associatifs du territoire.

La convention pluriannuelle d'objectifs 2023-2026 s'est construite autour des axes de travail suivants :
- assurer une meilleure information et promouvoir la consommation et la protection de nos ressources en eau,
- promouvoir la sobriété énergétique et les éco-gestes afférents en accompagnant les publics vers des changements de comportement plus respectueux de l'environnement,
- assurer une meilleure information sur les déchets, le gaspillage alimentaire et promouvoir la réduction quantitative des déchets des particuliers,
- co-construire les réflexions stratégiques sur les thématiques de tri et réduction des déchets, gaspillage alimentaire, consommation et protection de la ressource en eau et sobriété énergétique.

Bilan 2025 : (cf détail en annexe)
Le bilan présenté en comité de suivi le 3 décembre 2025 a pointé le travail d'ampleur auprès des publics populaires ainsi FACE a sensibilisé près de 1 900 bénéficiaires grâce à ses ateliers et visites de l'appartement pédagogique. Le déploiement d'un appartement mobile a permis de toucher plus de 1 200 personnes supplémentaires dans divers lieux de proximité.

Les actions ont été adaptées aux publics, avec un accent sur l'« aller vers » et la sensibilisation des familles, notamment sur les économies d'énergie. La distribution de

kits énergétiques dans le quartier du Lizé a atteint 80 % des ménages, grâce à une forte mobilisation des partenaires et une communication efficace.

Enfin, le recrutement d'une médiatrice socio-énergétique fin 2025 vise à renforcer l'accompagnement des ménages en précarité, avec un objectif de 100 à 150 visites à domicile par an.

Subvention proposée :
Dans le cadre de la convention pluriannuelle d'objectifs 2023-2026, le montant annuel du soutien notamment pour l'année 2026 est de 60 000 € dont 30 000 € sont financés par l'État dans le cadre du Pacte des Solidarités.
12 500 € sont fléchés sur le budget annexe de l'assainissement pour les actions portées en lien avec la Direction de l'eau et des risques environnementaux, le reste soit 47 500 € est porté par le service Coopération animation des transitions qui coordonne et fédère le partenariat.
Dans le cadre de la convention financière 2026, il est proposé d'attribuer le solde de 44 000 € pour l'année 2026 complétant ainsi l'acompte de 16 000 € versé fin 2025.

E- Zéro Déchet Strasbourg : 14 500 €

Créée en 2016, l'association Zéro Déchet Strasbourg est un acteur dynamique sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg qui anime des ateliers de sensibilisation et des stands d'information pour différents publics et structures, organise des évènements, et mène des projets thématiques : stickers pour les commerces qui acceptent que les clients apportent leurs contenants, accompagnements d'écoles dans le cadre du défi kermesse, promotion de la consigne, de contenants réutilisables, ... Porteuse de solutions, elle met en lumière des initiatives locales sur le territoire (vidéos, articles, cartographie de bonnes adresses, mises en lien…).

La convention pluriannuelle d'objectifs 2025-2028 votée en Conseil du 4 octobre 2024 est construite autour des axes de travail suivant :
- participer à la réduction des déchets ménagers et assimilés produits sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg,
- sensibiliser, mobiliser et accompagner les différents publics vers des changements de comportement plus respectueux de l'environnement,
- assurer une meilleure information sur les déchets et promouvoir la réduction des déchets et les actes d'achats écoresponsables / l'éco-consommation pour les développer.

Bilan 2025 : (cf détail en annexe)
Présenté en comité de suivi le 7 janvier 2026, le bilan 2025 met en exergue les actions à destination du grand public avec 19 animations réalisées, touchant plusieurs centaines de personnes sur 8 communes. Les stands et ateliers ont été les formats les plus appréciés tandis que les conférences sont en recul. La communication a été nettement améliorée, favorisant une meilleure fréquentation et une hausse des sollicitations.
La Semaine Européenne de la Réduction des Déchets (SERD) a évolué vers un format multi-événements, jugé plus pertinent, avec des actions variées (ateliers, repair'café, visites industrielles) autour des DEEE touchant 165 personnes.

En milieu scolaire, 20 interventions ont sensibilisé environ 500 élèves (Geispolsheim, Hœnheim, Illkirch, Schiltigheim et Strasbourg), avec de nouveaux modules pédagogiques et des projets multi-partenariaux. Malgré une baisse de participation au défi « Kermesse Zéro Déchet », les écoles engagées montrent une forte implication.
Enfin, les actions auprès des commerçants se sont développées avec des projets expérimentaux (bocaux consignés, sacs à pain réutilisables) et la valorisation des pratiques via une cartographie et des outils de visibilité. Ces initiatives sont prometteuses, bien qu'exigeantes en ressources.

Subvention proposée :
Dans le cadre de la convention pluriannuelle d'objectifs 2025-2028, le montant annuel du soutien est fixé à 30 500 € qui correspond aux financements des services Coopération animation des transitions à hauteur de 14 500 € et Collecte et valorisation des déchets à hauteur de 16 000 €.
Dans le cadre de la convention financière 2026, il est proposé d'attribuer le solde de 14 500 € pour l'année 2026 complétant ainsi l'acompte de 16 000 € versé fin 2025.

F- Strasbourg Initiation Nature Environnement (SINE) : 15 000€

Créée en 2000, l'association SINE a pour mission de coordonner, promouvoir et développer des actions d'éducation à la nature et à l'environnement auprès de tous les publics du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg. Elle fédère des associations engagées dans ce domaine et met son expertise pédagogique au service de projets de sensibilisation du citoyen.

Dans le cadre de la convention pluriannuelle d'objectifs 2026-2029, le SINE met en œuvre depuis trois ans le parcours pédagogique « Nos vies sans déchets », permettant de sensibiliser chaque année 4 classes de janvier à juin. La subvention sollicitée vise à étendre ce dispositif à 6 classes supplémentaires en 2026. Le SINE assure la coordination du projet réunissant plusieurs associations aux expertises complémentaires. Ce parcours aborde la réduction des déchets, le réemploi, la valorisation et le tri à travers des approches diversifiées. Il comprend également des visites du centre de tri par l'entreprise Schroll, permettant aux élèves de découvrir concrètement le parcours des déchets et d'améliorer les gestes de tri.

Subvention proposée :
Dans le cadre de la convention pluriannuelle d'objectifs 2026-2029, le montant annuel du soutien est fixé à 173 000 €. Il est proposé d'attribuer à l'association SINE un complément de subvention de 15 000 € pour l'exercice 2026 pour ainsi renforcer son action de sensibilisation sur la question des déchets auprès du public scolaire.

2- <u>APPEL À PROJETS</u>

A- Appel à projets Objectif Zéro Déchet et Économie circulaire

L'Eurométropole de Strasbourg poursuit depuis 2018 le soutien aux initiatives locales via son appel à projets annuel dédié à la prévention des déchets. Anciennement nommé « Objectif Zéro Déchet Zéro Gaspillage », cet appel à projets a été rebaptisé en 2025

« Objectif Zéro Déchet et Économie circulaire » afin de mieux refléter l'intégration des actions liées à l'économie circulaire dans son périmètre d'intervention.

L'appel à projets vise à susciter l'émergence de nouvelles initiatives, à encourager l'innovation et à expérimenter des solutions inédites sur le territoire. Il a pour objectif d'accompagner les associations et structures coopératives dans la mise en œuvre de projets contribuant à l'économie circulaire et à la réduction des déchets produits par les habitant·es et les professionnel·les du territoire.

En 2026, en plus des 106 776 € accordés à 17 structures lors du Conseil du 6 février 2026, il est proposé pour cet appel à projets d'accorder la subvention à une structure pour 3 000 €. Le versement à cette structure se fera en une seule fois par voie d'arrêté, le montant étant inférieur à 10 000 €.

Appel à projets Objectif Zéro déchet et Économie circulaire 2026		
Nom de la structure bénéficiaire et statut	**Intitulé du projet**	**Montant de la subvention 2026**
VRAC STRASBOURG EUROMETROPOLE	Ateliers anti-gaspi de valorisation de fruits et légumes locaux et de saison	3 000€
	Total : 1 structure	**3 000 €**

La liste des structures soutenues et la synthèse des projets figurent dans le tableau annexé à la présente délibération.

B- Appel à projets Éducation à l'Environnement et Écocitoyenneté

Cet appel à projets encourage depuis 2010, l'innovation et l'incubation de projets permettant d'approcher de nouveaux publics ou territoires, mettant en œuvre des modalités d'intervention inspirantes ou ludiques visant à rendre l'écologie populaire, enthousiasmante et non moralisante. Ce soutien ne peut être accordé sur un même projet plus de trois ans. Le règlement de cet appel à projets qui fixe les priorités en lien avec les objectifs des politiques publiques contribuant au plan climat ainsi qu'aux enjeux d'ancrage territorial et de mobilisation citoyenne.

En 2026, en plus des 96 000 € accordés à 27 structures lors du conseil du 6 février 2026, il est proposé pour cet appel à projets les subventions ci-dessous à 2 structures pour 14 000 €. Le versement à chacune des structures se fera en une seule fois par voie d'arrêté, les montants étant inférieurs à 10 000 €.

Appel à projets Éducation à l'environnement et éco-citoyenneté 2026		
Nom de la structure bénéficiaire et statut	**Intitulé du projet**	**Montant de la subvention 2026**
CYBERGRANGE	Des repair cafés à destination du public étudiant en partenariat avec le CROUS de Strasbourg	5 000 €

VRAC STRASBOURG EUROMETROPOLE	Des ateliers de sensibilisation sur l'alimentation saine et durable pour public en situation de précarité et étudiants	9 000€
	Total : 2 structures	**14 000 €**

La liste des structures soutenues et la synthèse des projets figurent dans le tableau annexé à la présente délibération.

3- PARTENARIATS 2026 POUR RÉDUIRE ET MIEUX VALORISER LES DÉCHETS

Il est proposé d'apporter un soutien à 2 structures (3 projets) représentant un soutien total de 5 450€ et décrit dans le tableau ci-dessous :

A- Trésors fertiles : 2 000€

Trésors fertiles est une association qui œuvre à la mise en place d'une filière de valorisation des effluents humains à destination de l'agriculture, accompagnée d'actions de sensibilisation visant à lever les freins culturels et réglementaires liés à l'utilisation de ces ressources.
Dans ce cadre, l'association propose, en 2026, l'organisation d'un ciné-débat inscrit dans les Rendez-vous de l'alimentation (du 3 au 14 juin), consacré à la valorisation des urines humaines en agriculture. Cet événement comprendra la projection d'un documentaire présentant une expérimentation menée sur la métropole de Lyon, suivie d'échanges avec des acteurs de l'Eurométropole de Strasbourg et le chercheur-réalisateur.
Il est proposé d'attribuer à l'association Trésors fertiles une subvention de 2 000 € pour l'exercice 2026.

B- Regards solidaires : 3 450€

Regards solidaires est une association qui mène des actions solidaires auprès de personnes en situation de précarité, tout en développant un réseau d'entraide citoyen et des initiatives en faveur du développement durable.

D'une part, l'association propose des ateliers de recyclage, de réemploi et de customisation d'objets à destination d'étudiants, avec l'intervention de créateurs-artistes locaux. Ces ateliers portent sur la création artistique à partir de déchets, la transformation d'objets (électroménager, vêtements, objets du quotidien) afin de leur donner une seconde vie, ainsi que sur la sensibilisation aux enjeux environnementaux et à l'adoption de pratiques plus durables.

D'autre part, l'association met en place une distribution gratuite de culottes menstruelles lavables, biologiques et solidaires à destination d'étudiantes en situation de précarité, en complément des paniers alimentaires déjà proposés. Développé en partenariat avec l'entreprise Super Kwetsch (Meurthe-et-Moselle), ce projet vise à répondre aux besoins

en matière d'hygiène menstruelle tout en promouvant des alternatives durables et en sensibilisant à des pratiques plus responsables. Les distributions sont organisées lors de permanences hebdomadaires.

Il est proposé d'attribuer à l'association Regards Solidaires deux subventions, d'un montant respectif de 1 250 € et 2 200 €, pour l'exercice 2026 au titre des deux projets présentés.

Le versement à chacune des structures se fera en une seule fois par voie d'arrêté, les montants étant inférieurs à 10 000 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *de verser les soldes de subvention conformément aux conventions financières 2026 et au budget primitif voté le 19 décembre 2025 en faveur des associations Chambre de Consommation d'Alsace Grand Est, Eco-Conseil, Eco-Manifestations Alsace, FACE-Alsace et Zéro Déchet Strasbourg,*

- *d'imputer les crédits nécessaires déjà inscrits au budget 2026, soit :*

168 000 € CRB PL02B fonction 7211 nature 65748, programme 8038 pour les subventions allouées à :

CHAMBRE DE CONSOMMATION D'ALSACE GRAND EST	*45 000 €*
ECO CONSEIL	*68 000 €*
ECOMANIFESTATIONS D'ALSACE	*9 000 €*
FACE-ALSACE	*31 500 €*
ZERO DECHET STRASBOURG	*14 500 €*

21 000 € CRB EN06D fonction 7213 nature 65748, programme 8068 pour les subventions allouées à :

ECO CONSEIL	*10 000 €*
ECOMANIFESTATIONS D'ALSACE	*11 000 €*

pour la Chambre de Consommation d'Alsace :
- *25 000 € fonction 632 nature 65748 CRB DU02F programme 8013,*
- *20 000 € fonction 65 nature 65748 CRB DU05D programme 8023,*
- *12 000 € fonction 811 nature 6743 CRB EN10A du budget annexe de l'eau,*

- *12 500 € pour FACE Alsace fonction 811 nature 6743 CRB EN20A du budget annexe de l'assainissement.*

- *d'attribuer au titre de la Direction Propreté et gestion des déchets, Service Collecte et valorisation des déchets les subventions suivantes :*

VRAC STRASBOURG – Association	*3 000 €*
TRESORS FERTILES – Association	*2 000 €*
STRASBOURG INITIATION NATURE ENVIRONNEMENT – Association	*15 000 €*
REGARDS SOLIDAIRES – Association	*1 250 €*
REGARDS SOLIDAIRES – Association	*2 200 €*

- *d'imputer les montants ci-dessus, pour un total de 23 450 €, au budget 2026 sur la ligne : EN06D, fonction 7213, nature 65748, programme 8068,*

- *d'attribuer au titre du service Coopération animation des transitions les subventions suivantes :*

CYBERGRANGE – Association	*5 000 €*
VRAC STRASBOURG – Association	*9 000 €*

- *d'imputer les montants ci-dessus, pour un total de 14 000 €, au budget 2026, activité : CRB PL00B, fonction 7211 nature 65748 programme 8114.*

⌦ : **DTEC** Conseil EMS 26/06/2026

	montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**	dossiers
TOTAL DTEC	283 000 €	392 000 €	**258 500 €**	5

Référence	**Association**	type d'aide	montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**	commentaires
00022474	**CHAMBRE DE CONSOMMATION D'ALSACE ET DU GRAND EST**	Fonctionnement	117 500 €	118 000 €	**102 000 €**	
00022469	**ECO-CONSEIL, INSTITUT EUROPÉEN POUR LE CONSEIL EN ENVIRONNEMENT**	Fonctionnement	90 000 €	132 000 €	**78 000 €**	
00022579	**ECO-MANIFESTATIONS ALSACE**	Projet - Manifestation	50 000 €	50 000 €	**20 000 €**	
00022513	**FACE ALSACE MULHOUSE**	Projet - Manifestation		60 000 €	**44 000 €**	
00022372	**ZÉRO DÉCHET STRASBOURG**	Projet - Manifestation	25 500 €	32 000 €	**14 500 €**	

Chambre de Consommation d'Alsace et du Grand Est
Actions territoire EMS

Indicateurs 2025

- ***88 Interventions publiques auprès d'adultes***
- ***38 Animations jeunes publics***
- ***+ 2400 Personnes directement impliquées***

Thématiques traitées

- ***Réduction déchets & gaspillage alimentaire***
- ***Economies et qualités de l'eau***
- ***Ecogestes & Prévention des litiges en rénovation***
- ***Achats responsables locaux***

Types d'interventions

- ***Ateliers pratiques***
- ***Rencontres-débats***
- ***Visites et actions collectives***
- ***Formations de relais d'informations***

Equipe mobilisée

- ***Amandine Dallest - Oriane Babin***
- ***Louise Frank - Lucas Meyer***
- ***Agnès Foull - Virginie Goblet***
- ***Fritz Fernandez***



CHAMBRE DE CONSOMMATION d'ALSACE & du GRAND EST

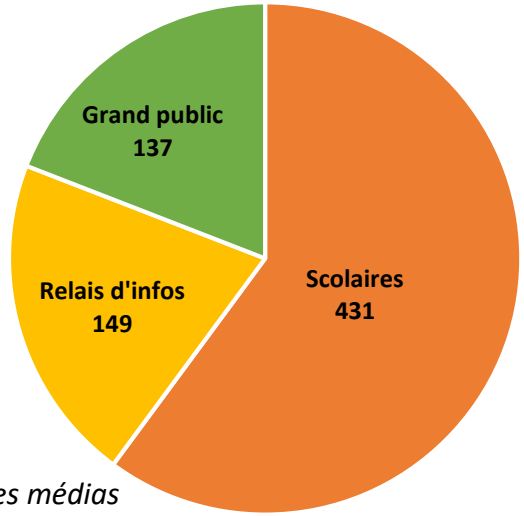
Ecoconsommation – réduction des déchets & alimentation durable

CHAMBRE DE CONSOMMATION d'ALSACE & du GRAND EST

28 *interventions auprès d'adultes*

16 *animations jeunes publics*

+ 700 *personnes impliquées directement*



** Hors audiences médias*

1647








Ecoconsommation – quantités et qualités d'Eau

CHAMBRE DE CONSOMMATION d'ALSACE & du GRAND EST

18 *interventions auprès d'adultes*

15 *animations jeunes publics*

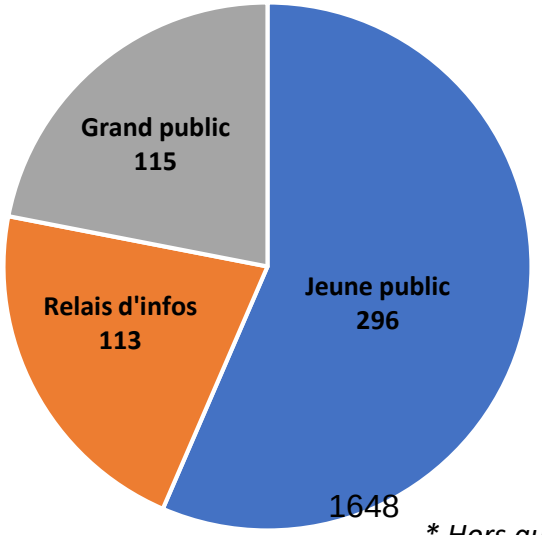
+ 500 *personnes impliquées*











1648

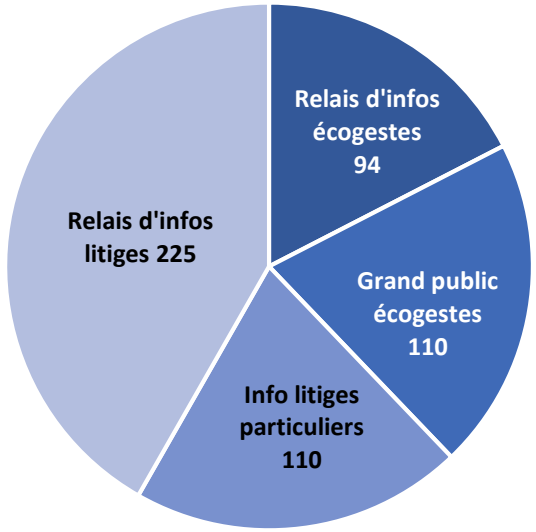
** Hors audiences médias*

Ecogestes – Energie & Prévention litiges rénovation

18 interventions programme écogestes

27 Mobilisations prévention litiges rénovation

+500 personnes informées & impliquées









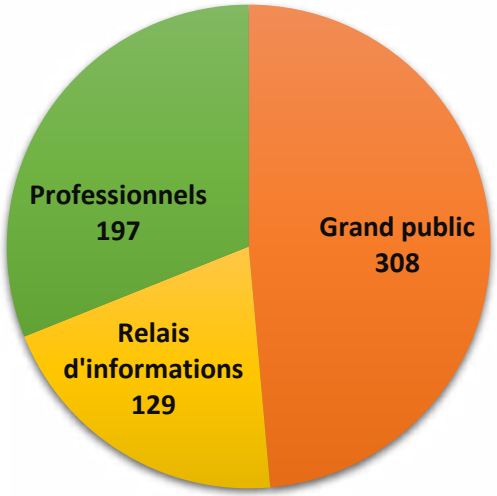
** Hors audiences médias*

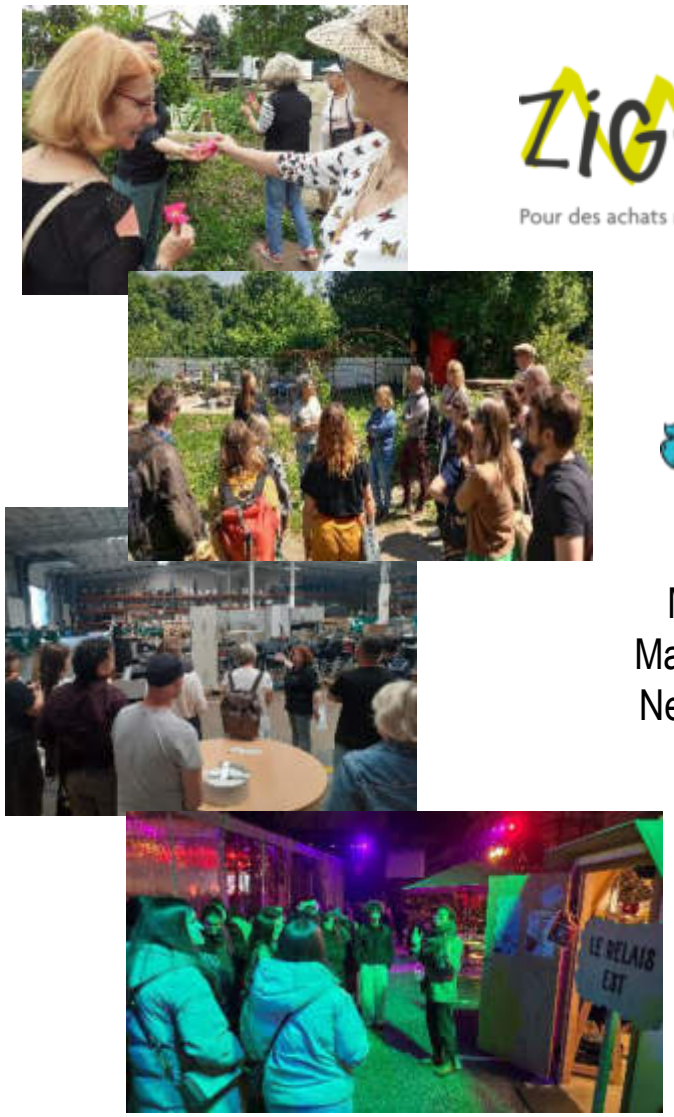
Ecoconsommation - Achats Responsables

23 *interventions Grand public**

53 *mobilisations Relais d'informations*

+ 600 *personnes impliquées**





Marché OFF & Marché Solidaire Neuhof-Meinau : fréquentation estimée à **125 000 visiteuses et visiteurs** en 2025

* Hors fréquentations Marché Off & Marché Solidaire Neuhof-Meinau 2025

Perspectives 2026 sur le territoire EMS

Prévention des litiges en rénovation énergétique	Renforcer l'articulation avec les acteurs du territoire	Maintenir l'information et la protection des particuliers
Consolidation des interventions écoconsommation	Recherche, développement et poursuite des mesures d'impacts	Renforcer les passages à l'acte au profit des habitant.e.s
Valorisation concrète des transitions locales	Elargir l'information, la médiatisation et les actions locales	Contribuer à un pouvoir d'agir partagé







Suivi des interventions écoconsommation CCA-GE réalisées - Territoire Eurométropole de Strasbourg - Année 2025

Mis à jour le : 30/01/2026

Interventions Réduction des déchets - du gaspillage alimentaire - éco-gestes consommation EMS 2025

Nb interv.	Date	Type d'intervention / titre	Lieux d'interventions	Communes - Quartiers	Publics	Nb pers. touchées	Total tps Prép. Réal. Éval. (en j)
2	16/01/2025	Ateliers réduction des déchets	Ecole élémentaire Les Vergers	Illkirch-Graffenstaden	Scolaires	56	2
2	23/01/2025	Coordination actions stop gaspillage alimentaire	Centre Socioculturel du Neuhof	Strasbourg Neuhof	Relais d'informations	6	3
2	28/01/2025	Ateliers réduction des déchets	École élémentaire Reuss 2	Strasbourg Neuhof	Scolaires	26	2
2	07/02/2025	Ateliers stop gaspillage alimentaire	Ecole élémentaire Josué Hoffet	Oberhausbergen	Scolaires	53	2
2	19/02/2025	Ateliers parents-enfants anti-gaspillage alimentaire	Centre Socioculturel du Neuhof	Strasbourg Neuhof	Familles - Grand Public	23	5
1	18/03/2025	Concertation actions réduction des déchets étudiants	Foyer Jeunes travailleurs Amitel	Strasbourg Krutenau	Relais d'informations	7	1
1	23/04/2025	Concertation déchets associations locales EMS	Associations Trans'versants	Strasbourg Centre	Relais d'informations	8	2
2	20/05/2025	Atelier & visite : réduction des déchets textiles	Club Féminin AGF	Vendenheim	Relais d'informations	7	3
1	02/06/2025	Formation réduction déchets associations conso EMS	Association Générale des Familles	Strasbourg Meinau	Relais d'informations	27	3
1	03/06/2025	Ateliers anti gaspillage alimentaire - Matchs de Pestos	Centre Socioculturel V. Schoelcher	Strasbourg Cronenbourg	Relais d'informations	9	3
1	11/06/2025	Ateliers anti gaspillage alimentaire - Matchs de Pestos	Associations Vrac & Les Cols Verts	Strasbourg - Hohberg	Relais d'informations	12	3
1	08/07/2025	Coordination actions réduction des déchets	Confédération Nationale du Logement	Strasbourg Centre	Relais d'informations	7	1
1	11/07/2025	Atelier réduction déchets alimentaires	Chambre de Consommation d'Alsace	Strasbourg Krutenau	Relais d'informations	8	1
1	02/09/2025	Coordination action réduction des déchets	Locaux association Vrac	Strasbourg Centre	Relais d'informations	7	1
1	10/09/2025	Formation réduction déchets associations conso EMS	Association Générale des Familles	Strasbourg Meinau	Grand public Familles	9	2
1	25/09/2025	Atelier réduction déchets alimentaires	Chambre de Consommation d'Alsace	Strasbourg Krutenau	Relais d'informations	8	1
3	13/10/2025	Ateliers réduction des déchets et gaspillage alimentaire	Ecole élémentaire L'Ile aux Frênes	Eschau	Scolaires	78	1
3	16/10/2025	Ateliers réduction des déchets et gaspillage alimentaire	Ecole élémentaire Jean Mermoz	Schiltigheim	Scolaires	72	1
2	04/11/2025	Atelier Encombrants : quelles solutions ?	CNL Cité de l'Ill	Strasbourg Robertsau	Relais d'informations	5	5
1	12/11/2025	Atelier Encombrants : quelles solutions ?	CNL Cité de l'Ill	Strasbourg Robertsau	Relais d'informations	17	1
2	13/11/2025	Ateliers réduction des déchets	Ecole élémentaire Ampère	Strasbourg Musau	Scolaires	48	1
2	14/11/2025	Ateliers réduction des déchets	Ecole élémentaire Mentelin	Strasbourg Koenigshoffen	Scolaires	45	1
2	20/11/2025	Ateliers tri et réduction des déchets	Ecole élémentaire Jean Mermoz	Schiltigheim	Scolaires	53	1
2	27/11/2025	Formation réduction déchets Volontaires Service Civique Unis-Cité	Locaux Emi Créno	Strasbourg Port du Rhin	Relais d'informations	21	2
1	09/12/2025	Ateliers réduction du gaspillage alimentaire	CSC le Phare de l'Ill	Illkirch-Graffenstaden	Familles - Grand Public	15	1
1	11/12/2025	Intervention Radio réduction gaspillage alimentaire & pendant les fêtes	Studio ICI Alsace (ex France Bleu)	Strasbourg Centre	Grand public	*Estimé 272 342*	1
3	13/12/2025	Ateliers réduction des déchets et gaspillage alimentaire	CSC de la Meinau	Strasbourg Meinau	Familles -Grand public	90	5
44	***Interventions CCA-GE réduction déchets au 31/12/2025***			***Total personnes directement touchées (hors audiences radio)***		**717**	**55**

Rappel Objectifs Prévisionnels 2025 : 38 à 45 interventions (dont 3 à 5 événements)

Interventions Eau territoire EMS 2025

Nb interv.	Date	Type d'intervention / titre	Lieux d'intervention	Communes - Quartiers	Publics	Nb pers. touchées	Total tps Prép. Réal. Éval. (en j)
2	09/01/2025	Ateliers Eau du robinet - Quantités - Qualités	École élémentaire	Lampertheim	Scolaires	48	2
1	18/03/2025	Ateliers Eau du robinet - Quantités - Qualités	Association Plurielles	Strasbourg Gare	Adultes primo-arrivantes	6	1
1	20/03/2025	Ateliers Eau du robinet - Quantités - Qualités	Association Plurielles	Strasbourg Gare	Adultes primo-arrivantes	15	1
1	02/04/2025	Ateliers Eau du robinet & produits ménagers	Centre Socioculturel Par enchantement	Strasbourg Koenigshoffen	Relais d'informations	16	1
1	04/04/2025	Ateliers Eau du robinet & produits ménagers	Centre Socioculturel Par enchantement	Strasbourg Montagne Verte	Relais d'informations	16	1
1	24/04/2025	Atelier Eau-nologues	Médiathèque municipale	Strasbourg Robertsau	Grand public	5	1
1	15/05/2025	Atelier Eau-nologues	Centre Socioculturel du Neuhof	Strasbourg Neuhof	Relais d'informations	14	1
6	27/05/2025	Ateliers Eau du robinet - Quantités - Qualités (6 classes)	Collège St Etienne	Strasbourg Centre	Scolaires	132	7
1	28/05/2025	Interview radio Eau qualités et quantités matinale ICI Alsace	Studio ICI Alsace (ex France Bleu)	Strasbourg Centre	Grand public	*Estimé 202060*	1
1	06/06/2025	Atelier Eau-nologues	Médiathèque municipale	Fegersheim	Grand public	18	2
2	10/06/2025	Ateliers eau du robinet & produits ménagers	Club Féminin AGF	Vendenheim	Relais d'informations	10	2
1	20/06/2025	Ateliers Eau-nologues	Centre Socioculturel Ares	Strasbourg Esplanade	Relais d'informations	23	1
1	10/07/2025	Ateliers Eau-nologues	Tournée d'été CSC Le Galet	Strasbourg Hautepierre	Enfants & Familles	29	2
1	17/07/2025	Ateliers Eau-nologues	Tournée d'été CSC Le Galet	Strasbourg Hautepierre	Enfants & Familles	24	1
1	10/10/2025	Ateliers Eau-nologues	CSC Joie & Santé Koenigshoffen	Strasbourg Koenigshoffen	Grand public	9	2
2	23/10/2025	Ateliers Eau-nologues	CSC l'Albatros	Lingolsheim	Enfants & Familles	63	2
2	24/10/2025	Atelier eau du robinet & produits ménagers	CSC Joie & Santé Koenigshoffen	Strasbourg Koenigshoffen	Familles	9	1
3	06/11/2025	Ateliers Eau du Robinet - Provenance - Quantités - Qualité	Ecole élémentaire Jean Racine	Ostwald	Scolaires	53	1
1	21/11/2025	Formations Enjeux Eau bénévoles associations EMS	Locaux CCA-GE	Strasbourg	Relais d'informations	8	2
2	28/11/2025	Formations Enjeux Eau volontaires SC Unis-Cité	Siège Unis Cité	Schiltigheim	Relais d'informations	21	2
1	16/12/2025	Concertation visites station d'épuration Strasbourg La Wantzenau	Locaux CCA-GE	Strasbourg	Relais d'informations	5	1
33	***Interventions Eau CCA-GE au 31/12/2025***			***Total personnes directement touchées (hors audiences radio)***		**524**	**35**

Rappel des Objectifs Prévisionnels 2025 : 28 à 34 interventions (dont 3 à 4 événements)

Interventions Eco-gestes Energie EMS 2025

Nb interv.	Date	Type d'intervention / titre	Lieux d'intervention	Communes Quartiers	Publics	Nb pers. touchées	Total tps Prép. Réal. Éval. (en j)
2	10/01/2025	Ateliers écogestes énergie associations consommateurs EMS	Locaux CCA-GE	Strasbourg Centre	Relais d'informations	7	3
2	11/03/2025	Ateliers écogestes & low tech.	Centre Socioculturel V Schoelcher	Strasbourg Cronenbourg	Relais d'informations	12	3
2	21/03/2025	Ateliers & conférence débat écogestes énergie & mobilités	Ateliers Biclou	Strasbourg Centre	Relais d'informations	25	3
2	23/03/2025	Concertations actions éco-gestes énergie	Centre Socioculturel du Neuhof	Strasbourg Neuhof	Relais d'informations	15	2
2	01/04/2025	Ateliers écogestes énergie et alimentation	Club féminin AGF	Vendenheim	Relais d'informations	12	2
1	05/05/2025	Concertation démonstrateur Ville durable	Centre Administratif EMS	Strasbourg - Citadelle	Relais d'informations	6	1
2	08/09/2025	Ateliers économie d'énergies en famille	Association Génerale de Familles	Strasbourg Meinau	Relais d'informations	8	2
1	12/09/2025	Ateliers écogestes énergie associations consommateurs EMS	Locaux CNL	Strasbourg Centre	Relais d'informations	9	2
2	29/11/2025	Ateliers écogestes énergie lancement programme spécifique	Marché Off - place Grimmeissen	Strasbourg Centre	Grand public	75	2
2	14/12/2025	Ateliers économies d'énergie et low tech.	Centre Socioculturel de la Meinau	Strasbourg Meinau	Grand public	35	2
18	***Interventions Ecogestes Energie CCA-GE au 31/12/2025***			***Total personnes directement touchées***		**204**	**22**

Rappel des Objectifs Prévisionnels 2025 : 15 à 20 interventions

Interventions Prévention pièges Rénovation Energétique EMS 2025

Nb interv.	Date	Type d'intervention / titre	Lieux d'intervention	Communes Quartiers	Publics	Nb pers. touchées	Total tps Prép. Réal. Éval. (en j)
1	21/01/2025	Participation lancement plateforme Loutre	Digital Village - La Manufacture	Strasbourg Krutenau	Professionnels	71	1
1	31/01/2025	Coordination actions prévention pièges rénovation énergétique	Agence du Climat	Strasbourg Centre	Professionnels	4	1
1	05/03/2025	1er Comité Technique plateforme Loutre	Kaléidoscoop	Strasbourg Coop	Professionnels	13	2
1	07/03/2025	Coordination services aide rénovation énergétique EMS	Centre Administratif EMS	Strasbourg Centre	Professionnels	5	2
2	04/04/2025	Conférence "Eviter les pièges en rénovation énergétique"	Salon de l'Habitat	Strasbourg Wacken	Grand public	35	3
2	24/04/2025	Formation instructeurs dossiers d'aides Anah EMS	Centre Administratif EMS	Strasbourg Centre	Professionnels	6	4
1	05/05/2025	Groupe de Travail Fraude Rénovation Energétique DREAL	DREAL	Strasbourg Cronenbourg	Professionnels	25	2
1	20/05/2025	Groupe de Travail Loutre - Gestion des Doléances	Agence du Climat	Strasbourg Centre	Professionnels	6	1
2	21/05/2025	Comités techniques Pacte Territorial EMS & Loutre	EMS Bourse	Strasbourg Centre	Professionnels	15	2
1	16/06/2025	Interview "Fraudes en rénovation énergétique" France 3	France 3 Alsace	Strasbourg Centre	Grand public	*Estimé 140 000*	1
1	24/06/2025	Publication article "Rénovation Energétique : éviter les fraudes"	Dernière Nouvelles d'Alsace (DNA)	Strasbourg & EMS	Grand public	*Estimé 100 000*	3
2	04/07/2025	Formation conseillers France Rénov' Agence du Climat	Agence du Climat	Strasbourg Centre	Professionnels	10	3
1	18/07/2025	Groupe de Travail Loutre - Gestion des Doléances	Agence du Climat	Strasbourg Centre	Professionnels	8	1
1	11/09/2025	Groupe de Travail Fraudes Rénovation Energétique DREAL	DREAL	Strasbourg Cronenbourg	Professionnels	15	1
2	01/10/2025	Comités techniques Pacte Territorial EMS & Loutre	EMS Bourse	Strasbourg Centre	Professionnels	14	2
2	17&18/10/25	Participation animation Tournée France Rénov' 2025	Place Alfred Muller	Schiltigheim	Grand public	15	2
1	21/10/2025	Coordination services aide rénovation énergétique EMS	Centre Administratif EMS	Strasbourg	Professionnels	9	1
1	25/11/2025	Formation Eviter les pièges en rénovation énergétique	Locaux CCA-GE	Strasbourg	Relais d'informations	14	4
1	02/12/2025	Formation Eviter les pièges en rénovation énergétique	Locaux CCA-GE	Strasbourg	Relais d'informations	14	4
1	10/12/2025	Comité technique Pacte Territorial Energie EMS	EMS Bourse	Strasbourg Centre	Professionnels	13	1
1	10/12/2028	Comité technique Plateforme Loutre Agence du Climat	EMS Bourse	Strasbourg Centre	Professionnels	15	1
50	Du 01/01/2025 au 31/12/2025	Accueils et traitements de dossiers / litiges soumis par des particuliers	Locaux CCA-GE	Communes EMS	Particuliers	28	60
77	***Interventions Prévention litiges rénovation énergétique CCA-GE au 31/12/2025***			***Total personnes directement touchées (hors audiences médias)***		**335**	**102**

Actions Développement des Achats Responsables EMS 2025

Nb interv.	Date	Type d'intervention / titre	Lieux d'intervention	Communes Quartiers	Publics	Nb pers. touchées	Total tps Prép. Réal. Éval. (en j)
1	17/01/2025	Coordination actions achats responsables EMS 2025	Bureau DDEA	Strasbourg Neudorf	Professionnels ESS	9	2
1	22/01/2025	Bilan opérationnel Marché Off	Cress GE Kaléidoscoop	Strasbourg Coop	Professionnels ESS	8	3
1	24/01/2025	Coordination actions achats responsables EMS & OFF 2025	Bureau DDEA	Strasbourg Neudorf	Professionnels ESS	8	2
1	27/01/2025	Concertation élu quartier Centre Ville Marché Off & Foire Europ.	Boma	Strasbourg Centre	Relais d'info et élu	7	1
1	30/01/2025	Comité de Pilotage Marché Off - Bilan 2024	Confluence Formation	Strasbourg Centre	Professionnels ESS	23	3
1	31/01/2025	Groupe de travail PAT Relevé de prix AB / Conventionnel	Visioconférence PAT	Strasbourg	Professionnels ESS	6	1
1	20/02/2025	Groupe de travail préparatoire Foire Européenne	Cress GE Kaléidoscoop	Strasbourg Coop	Professionnels ESS	5	1
1	20/02/2025	Concertation animations Kooma	Kooma	Strasbourg Krutenau	Relais d'informations	6	1
1	28/02/2025	Groupe de travail préparatoire Foire Européenne	Palais de la Musique et des Congrés	Strasbourg Wacken	Professionnels	8	1
1	07/03/2025	Bilan opérationnel Marchés Noel dans les Quartiers	Direction des territoires VdS	Strasbourg Centre	Relais d'informations	7	1
1	24/03/2025	Comité de Pilotage Plateforme Achats Responsables ZZ	Locaux Ursiea	Strasbourg Centre	Relais d'informations	9	3
1	01/04/2025	Préparation visites tourist'éthiques réseau européen	Visioconférence Cress	Strasbourg Centre	Professionnels ESS	7	2
1	02/04/2025	Visite Tourist'éthique EMI Créno	Locaux EMI Créno Port du Rhin	Strasbourg Port du Rhin	Professionnels ESS et GP	19	2
1	09/04/2025	Groupe de travail Off 2025 & Foire Européenne	Boma	Strasbourg Centre	Professionnels ESS	7	2
1	10/04/2025	Groupe de travail PAT Relevé de prix AB / Conventionnel	Visioconférence PAT	Strasbourg Centre	Professionnels	5	1
1	10/04/2025	Concertation acteurs ESS - Envie Strasbourg	Envie Strasbourg	Strasbourg Koenigshoffen	Professionnels ESS	7	1
1	22/04/2025	Concertation animations Kooma - suite	Kooma	Strasbourg Krutenau	Professionnels ESS	6	1
1	23/04/2025	Préparation visites tourist'éthiques réseau européen	Cress GE Kaléidoscoop	Strasbourg Coop	Relais d'informations	7	3
1	30/04/2025	Comité sélection candidatures marché Off	Locaux Ursiea	Strasbourg Centre	Professionnels ESS	9	2
1	07/05/2025	Groupe de travail préparatoire Foire Européenne & ESS	Palais de la Musique et des Congrés	Strasbourg Wacken	Professionnels ESS	5	1
2	14/05/2025	2 Visites Tourist'éthiques réseau européen ESS simultanées	EMI-Créno - JMV - Kooma	Koenigshoffen & Port du Rhin	Professionnels ESS et GP	33	3
1	15/05/2025	Groupe de travail préparatoire Foire Européenne	Cress GE Kaléidoscoop	Strasbourg Coop	Professionnels ESS	12	2
1	15/05/2025	Coordination Marché de Noël Solidaire Neuhof Meinau	Centre Socioculturel de la Meinau	Strasbourg Meinau	Relais d'informations	20	2
1	16/05/2025	Visite Tourist'éthique étudiants ESEIS	Carijour Plaine de Boucher	Strasbourg Meinau	Etudiants	25	2
1	20/05/2025	Visite Tourist'éthique association AGF	Label Fripe Vendenheim	Vendenheim	Relais d'informations et GP	9	1
2	04/06/2025	Coordinations Marché Off & Foire Européenne	Cress GE Kaléidoscoop	Strasbourg Coop	Relais d'informations	9	2
1	27/06/2025	Comité de Pilotage Marché Off 2025	La Catenaire	Strasbourg Gare	Professionnels ESS	27	3
1	11/07/2025	Groupe de travail Alimentation Marché Off 2025	Locaux CCA-GE	Strasbourg Krutenau	Professionnels ESS	9	2
1	28/08/2025	Concertation Economie locale engagée	Locaux le Stück	Strasbourg Neudorf	Relais d'informations	12	1
2	05/09/2025	Rencontres production alimentation responsables locale F-All	Les Jardin de la Montagne Verte	Strasbourg Koenigshoffen	Professionnels & GP	15	3
2	06/09/2025	Ateliers alimentation responsable labels & logo	Foire Européenne de Strasbourg	Strasbourg Wacken	Grand public	11	2
2	09/10/2025	Mobilisation Marché de Noël Solidaire Neuhof Meinau	CSC de la Meinau	Strasbourg Meinau	Relais d'information	15	2
2	16/10/2025	Comité de Pilotage opérationnel Marché Off 2025	La Catenaire	Strasbourg Gare	Professionnels ESS	26	3
1	28/10/2025	Concertation associations d'habitants et riverains Marché Off	Direction des territoires VdS	Strasbourg Centre	Pro & Grand public	13	2
1	06/11/2025	Concertation structures alimentation locale responsable Marché Off	CCA-GE	Strasbourg Centre	Professionnels ESS	10	1
1	06/11/2025	Coordination animation structures Marché Solidaire Neuhof - Meinau	CSC de la Meinau	Strasbourg Meinau	Relais d'informations	25	1
1	09/11/2025	VisiteTourist'éthique association Plurielles	Boutique Vétis & Carijou	Strasbourg Koenigshoffen	Adultes primo-arrivantes	7	1
1	11/12/2025	VisiteTourist'éthique association Plurielles	Boutique Vétis & Carijou	Strasbourg Koenigshoffen	Adultes primo-arrivantes	6	1
2	19/11/2025	Mobilisation professionnel hôtelerie visites Marché Off	Hôtels Strasbourg	Strasbourg	Relais d'informations	12	2
36	Du 26/11/25 au 24/12/25 inclus	Astreintes coordination & réalisation Marché Off de Noël	Place Grimmeissen	Strasbourg Centre	Grand public	*estimé 130 000*	60
9	du 29/11 au 19/12/2025	Visites Tourist'éthiques Marché Off de Noël	Place Grimmeissen	Strasbourg Centre	Scolaires, lycéens étudiants et grand public	*170*	6
5	Du 12/12/25 au 14/12/25 inclus	Coordination structures & animations Marché de Noël Solidaire Neuhof - Meinau	Parvis CSC Meinau - Rue de Bourgogne - Place de l'Ile de France	Strasbourg - Meinau	Grand public	*estimé 500*	12
96	***Interventions Achats Responsables CCA-GE - EMS réalisées au 31/12/2025***		***Total personnes directement touchées (hors grand public Manifestations)***			***634***	***148***

Convention Pluriannuelle d'Objectifs EMS/VdS

Bilan à 1 an

17 décembre 2025

1654

Mission d'ECO-Conseil

Notre vision est un monde où l'ensemble des acteurs de la société ont adopté une vision systémique des enjeux socio-environnementaux et agissent de manière collaborative et sobre pour préserver le vivant.

Pour ce faire, notre mission est d'accompagner l'ensemble des **acteurs de la société** dans leur **transition socio-écologique** par **la conduite du changement**, via :



la **formation**,

la **co-construction**,

l'**expérimentation**,

et la **mise en réseau**

afin de leur donner les clefs pour un **passage à l'action** en **autonomie.**

ECO Conseil

1655

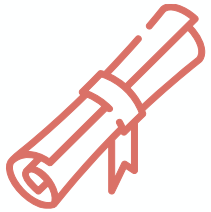
Une association qui facilite la transition écologique

Créé en 1987, l'institut ECO-Conseil œuvre depuis plus de 35 ans, à **faciliter la transition socio-écologique** des entreprises, collectivités, institutions publiques et des citoyens. Pour ce faire, nous disposons de trois pôles d'activité.



PÔLE PROJETS

Études de terrain, pilotage de projet, conception de démarche participative…



PÔLE FORMATION

Un Mastère Spécialisé® Éco-conseiller (un an)
Des formations courtes (de 1 à 5 jours)



PÔLE ACTIONS GRAND PUBLIC

Actions de sensibilisation et de formation, événements destinées au grand public



ECO-Conseil s'appuie également sur un **réseau pluridisciplinaire** constitué de :

- **partenaires terrains** tels que des animateurs, spécialistes en mobilité, énergie, déchets, santé, biodiversité , etc. **;**
- **un réseau de 900 éco-conseiller•es, expert•es thématiques,** travaillant sur tout le territoire au sein d'entreprises et de collectivités.

ECO Conseil

AFAUP Association Française d'Agriculture Urbaine Professionnelle

envie

Un Demain Vert

le labo PERSPECTIVES ET PARTENARIATS D'AVENIR

1656

FONDATION Terra Symbiosis La nature au cœur du développement humain

atelier CIRCULR Réinventons la matière

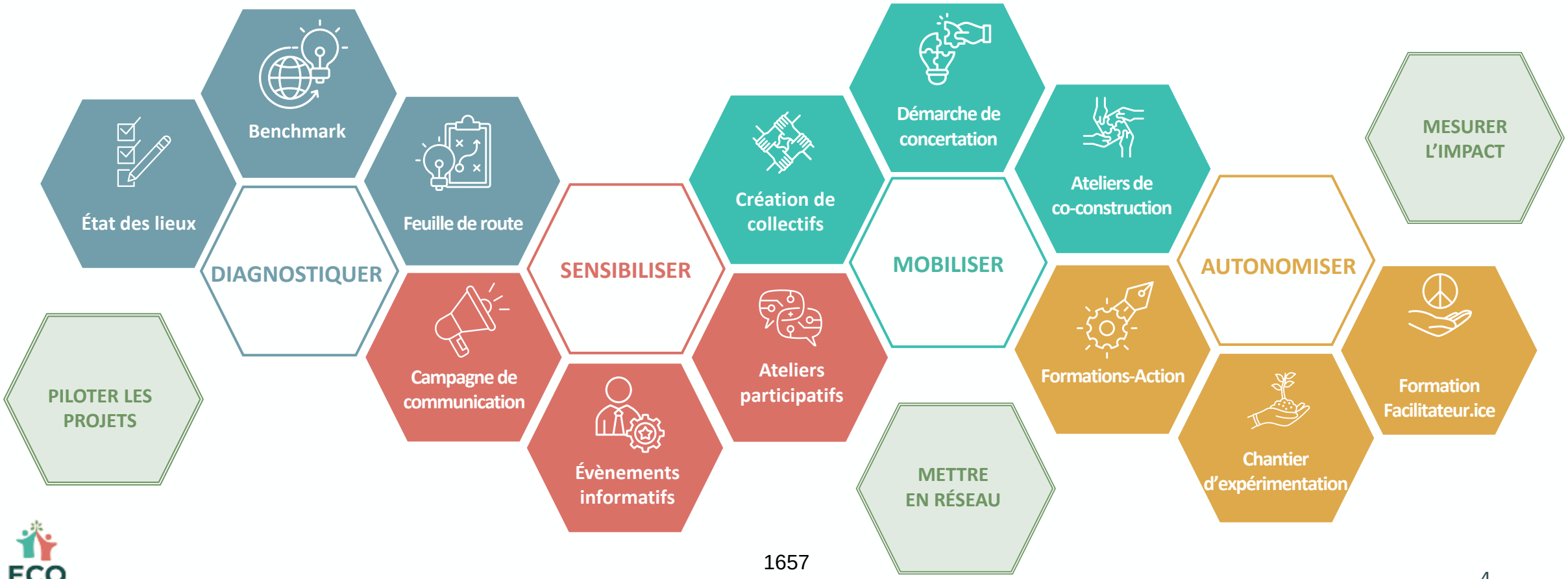
LA VIGOTTE LAB LA VALLÉE APPRENANTE

…

Notre démarche : accompagner la transition par l'humain

Un **changement durable** requiert l'approbation et l'engagement du collectif. ECO-Conseil est pionnier d'une **vision systémique de la transition socio-écologique** depuis 35 ans. De l'étude de terrain à l'expérimentation, notre démarche d'accompagnement sur-mesure œuvre à la mise en action et l'autonomisation de vos parties prenantes.

Quel que soit votre besoin, à chaque étape, nos équipes facilitent la conduite du changement en **alliant transmission de savoirs** et **intelligence collective**.



1657

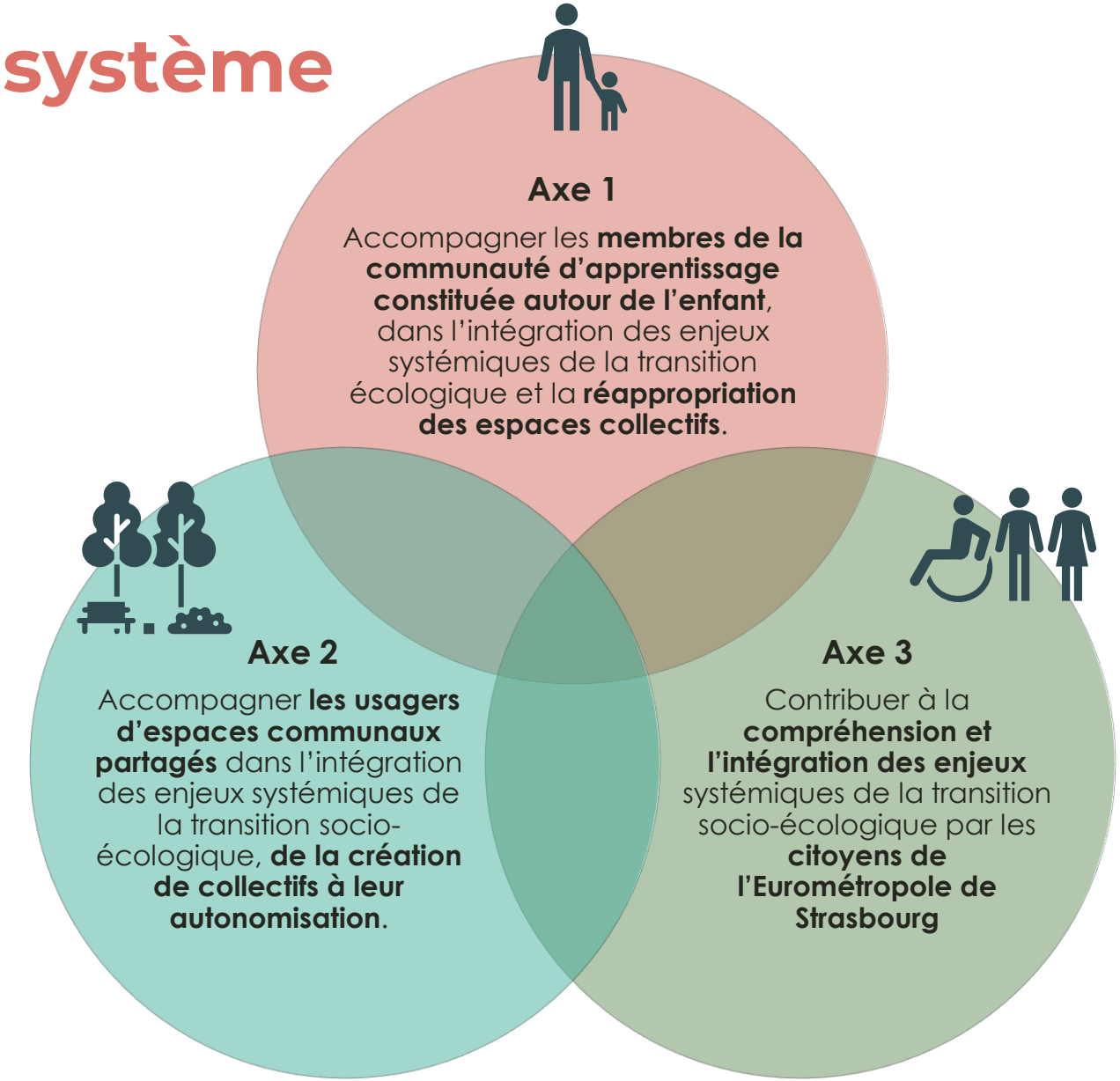
Ce document et son contenu sont la propriété intellectuelle d'ECO-Conseil

Trois axes, un seul éco-système

Les intentions d'ECO-Conseil au cœur de cette CPO

- Partir de la **réalité du terrain**, des actions menées, des besoins identifiés, sans présumer avoir les réponses d'emblée.
- Porter une démarche privilégiant le **qualitatif** au quantitatif.
- **S'intégrer** aux éco-systèmes existants dans le respect et œuvrer à leur déploiement via la **coopération**.
- S'inscrire dans une **approche à long-terme** permettant une conduite du changement **progressive** et favorable à un **engagement pérenne**.
- Adopter une posture souple afin de permettre l'**amélioration continue** de nos démarches*.

**Les programmes d'actions proposés initialement pour chaque axe pourraient donc évoluer selon les analyses et observations réalisées aux diverses étapes de nos démarches.*



ECO Conseil

1658

Sommaire

Les petites mains dans le jardin
Session de conseil, formation, ateliers enfants « à la carte » sur le jardinage pédagogique

Périsc'au Dehors
Co-construction d'activités en plein air et en lien avec la nature avec des équipes périscolaires

Quinzaine des Jardins Partagés
Événement multisite de mise en valeur des jardins partagés auprès du grand public

Sensibilisation éco-citoyenne via les acteurs locaux
Formation et co-construction avec les acteurs locaux pour atteindre le grand public

EcoSphère
Programme d'accompagnement progressif sur la transition écologique via le jardin, pour des écoles pilotes

Face aux écrans, un véritable défi éducatif
Travail de diagnostic

48h Agriculture Urbaine 2025
Événement de sensibilisation du grand public à l'agriculture urbaine

ECO Conseil

1659



Axe 1
la communauté d’apprentissage autour de l’enfant



Les petites mains dans le jardin

Actions à la carte

Depuis 2018, l'association ECO-Conseil accompagne les **équipes scolaires et périscolaires des écoles maternelles et élémentaires** et **CSC de l'EMS** afin qu'elles **développent, s'approprient, utilisent et entretiennent leur jardin pédagogique.**

Les petites mains dans le jardin est un programme « à la carte » qui permet à ces publics de bénéficier de conseils et de formations techniques et pédagogiques sur le jardinage.

1661

Les petites mains dans le jardin

Présentation des actions d'accompagnement

Le programme « à la carte » *Les petites mains dans le jardin* permet aux écoles et CSC de bénéficier de trois types d'accompagnements distincts (outre l'événement). ECO-Conseil leur préconise une assistance conseil avant tout atelier enfant.

Assistances conseil

Bénéficier des conseils sur-mesure d'un expert jardinage sur site

10

Assistances Conseil

Formations-action

Apprendre des techniques de jardinage selon les saisons (théorie et pratique)

3

Formations-actions

Ateliers enfants

Expérimenter une activité de jardinage pédagogique avec les enfants, avec l'appui d'un expert

9

Ateliers enfants

Événement annuel

Obtenir de nouvelles connaissances via des interventions d'experts et retrouver d'autres acteurs des écoles et CSC investis

1

Le 15/10/2025

Supports didactiques

Pouvoir s'appuyer sur des supports didactiques pour continuer d'expérimenter et les transmettre à d'autres membres des équipes



ECO Conseil

Les petites mains dans le jardin

Chiffres clés

16

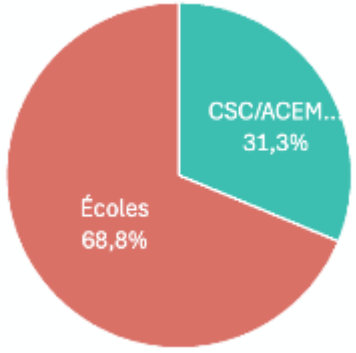
Structures accompagnées

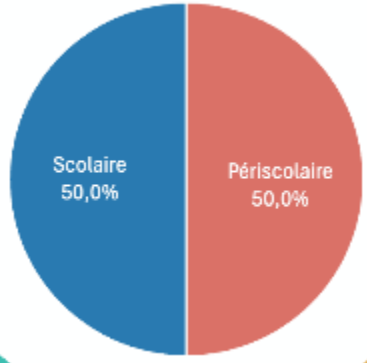
180

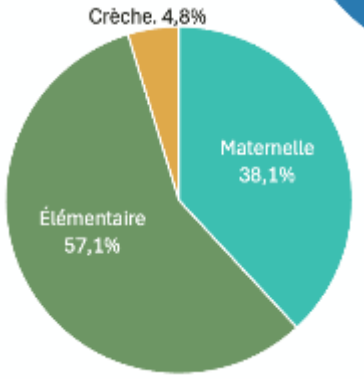
Enfants sensibilisés

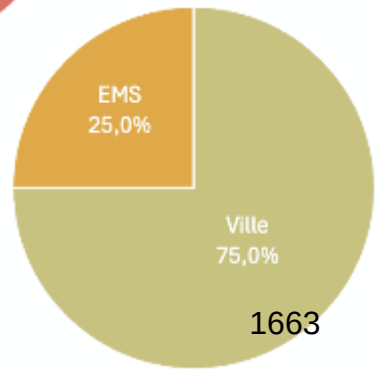
23

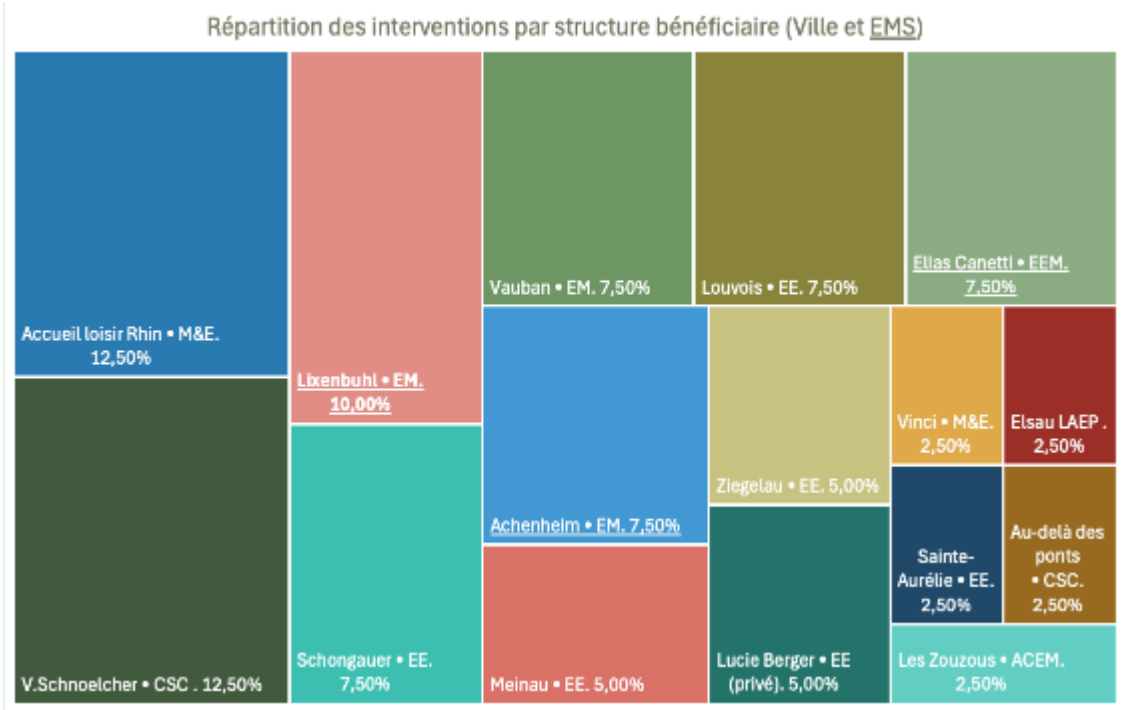
Participant·es au total pour les 3 formations menées











Quelques photos des temps d'accompagnements



Atelier enfant • EE Ziegelau

« Merci c'est toujours un plaisir de participer aux différents temps d'échanges et de pratiques. C'est très enrichissant. »
RPS



Assistance Conseil • EM Achenheim EM



Formation-action « Été au jardin »



Atelier enfant • EE Sainte-Aurélie



Atelier enfant • CSC V. Schoelcher



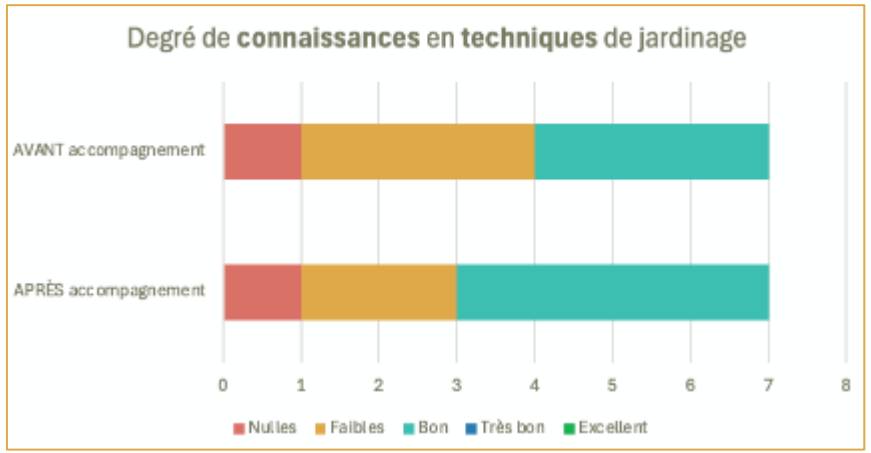
Formation-action « Hiver »

« Merci à vous pour ces formations !! Surtout à Simon qui est vraiment super chouette, autant avec les adultes qu'avec les enfants :) »
Enseignante

Les petites mains dans le jardin

Mesure d'impact

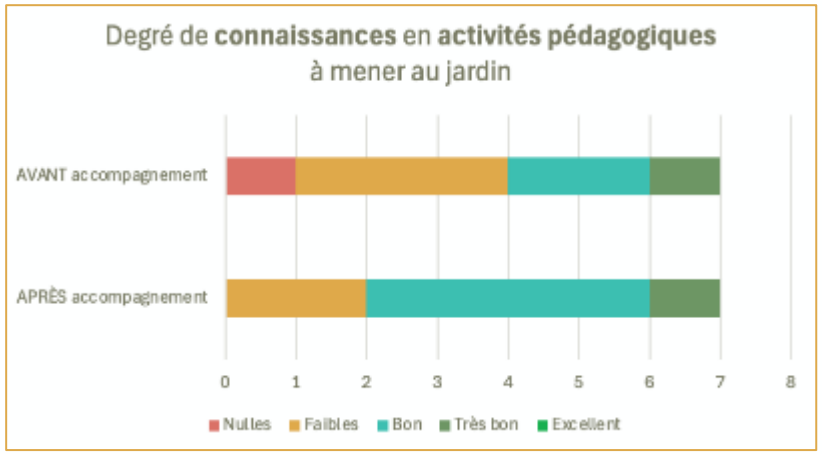
Sept bénéficiaires ont répondu à l'enquête AVANT et APRÈS accompagnement, permettant une comparaison et donc une mesure d'impact qualitative. Les résultats ci-dessous présentent le cumul des réponses, sachant que certaines personnes ont bénéficié d'un seul temps (ex: atelier enfant) tandis que d'autres ont profité de tous les types d'accompagnement (assistance conseil, formations et atelier enfant).



Evolution légère

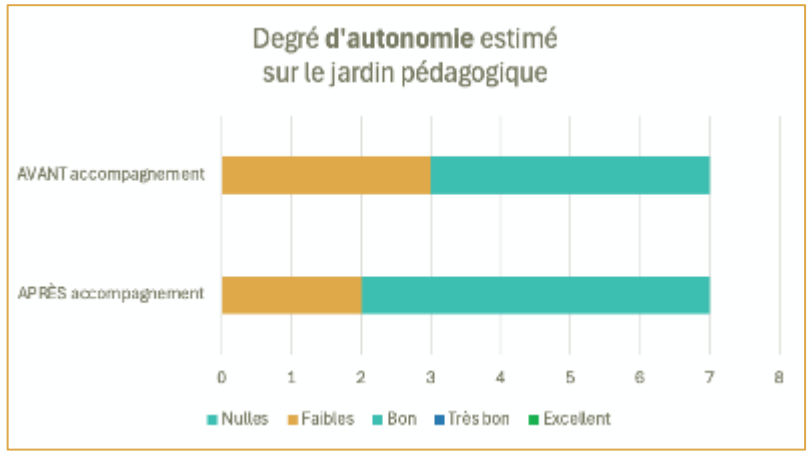
1 personne passe de faible à bon

Le reste est stable



Evolution plus marquée

- Plus personne n'estime ses connaissances nulles
- Un plus grand nombre estiment son degré bon



Evolution légère

- 1 personne de plus estime son autonomie bonne

1665

Les petites mains dans le jardin

Bilan des demandes 2025…

et Perspectives 2026

Bénéficier de formations au printemps et avant l'été pour préparer l'automne	En 2026, 4 formations : **1 pour chaque saison** pour qu'elles soient toutes abordées
Des formations sur les « petites bêtes »	Une 5e **formation sur la biodiversité** sera aussi proposée
Réaliser des formations dans une plus grande diversité de jardins partagés	ECO-Conseil œuvrera à identifier de **nouveaux jardins partagés** pouvant héberger les formations
Plusieurs ateliers enfants/structure pour pouvoir optimiser de l'un à l'autre	**Retravail du format de l'atelier enfant** avec l'animateur pour bien inclure un temps bilan/préco après
Un accompagnement au long court sur le terrain pour bien lancer le jardin	**Proposition du programme EcoSphère** plus largement pour la rentrée 2026, avec des phases spécifiques au jardin
Deux demandes d'assistance conseil et d'atelier enfant qui ont du être mises en liste d'attente	**Augmentation du nombre d'accompagnements** en 2026 : 11 assistances conseil, 11 ateliers enfants

ECO Conseil

1666



Programme EcoSphère

Avec des écoles pilotes

Du fait de son expérience sur les jardins pédagogiques, l'association ECO-Conseil a pu constater que les acteurs 'moteurs' au sein des écoles et CSC étaient souvent isolés, avaient des difficultés à devenir autonomes et se limitaient souvent au jardinage.

Le programme *EcoSphère* requiert de **réunir scolaires, périscolaires et parents, voire l'équipe technique** au sein d'un comité. Il aborde **divers axes de la transition écologique** et offre une **démarche progressive** visant une montée en autonomie des parties prenantes.

1667

Programme *EcoSphère*

Identification des écoles/CSC à privilégier comme structures pilotes

Au premier trimestre 2025, ECO-Conseil a mené un travail de diagnostic afin d'identifier des écoles et CSC dont les équipes étaient déjà dynamiques sur le sujet des jardin pédagogiques, et donc davantage susceptibles d'adhérer au programme *EcoSphère* en tant que structures pilotes. Pour ce faire, des critères ont été établis et croisés (localisation niveau, Cour oasis ou non, volume et variété des accompagnements, nombre et profil des personnes actives.

12 écoles et 5 CSC présélectionnés avec l'objectif d'en accompagner maximum 7 sur 2025.

Souffelweyersheim
École maternelle Les Coquelicots

Schiltigheim
École élémentaire Exen Pire
École élémentaire Simone Veil

Cronenbourg
École élémentaire Camille Hirtz

Robertsau
École élémentaire Niedereau

Gare
École élémentaire Sainte-Aurélie

Hautepierre
CSC Le Gallet élémentaire

Port du Rhin
École maternelle Solange Fernex

Centre Ville
École maternelle Finkwiller
Centre de loisirs maternelle Schoepflin

Elsau
École élémentaire Vinci

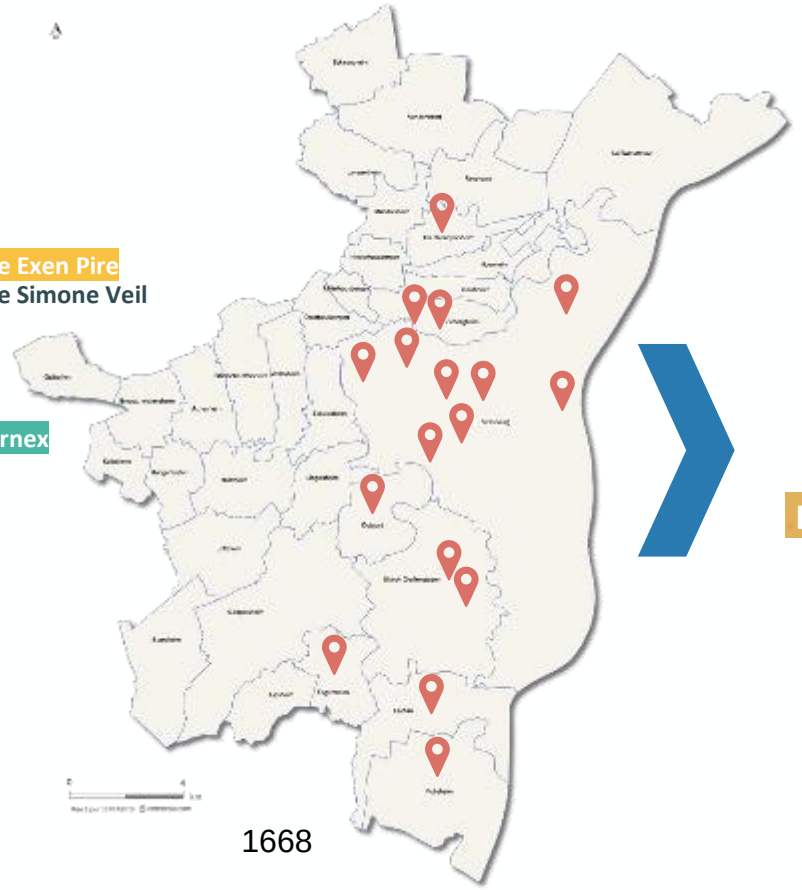
Otswald
CSC maternelle Oasis Bohrie

Illkirch
École élémentaire Nord
École maternelle Lixenbuhl

Fegersheim
CSC élémentaire Pot'City

Eschau
CSC élémentaire Les Petits Loups

Plobsheim
École maternelle Centre



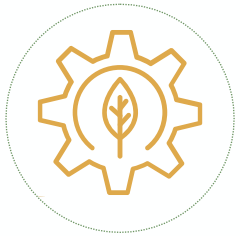
2 écoles maternelles ont accepté de se lancer dès mai 2024

Plusieurs structures avaient alors indiqué être intéressées plutôt l'année scolaire suivante

Programme *EcoSphère*

Présentation des composantes clés du programme EcoSphère

Les écoles souhaitant bénéficier du programme *EcoSphère* doivent d'abord constituer un comité réunissant a minima scolaires, périscolaires et parents, voire l'équipe technique (selon sa disponibilité). Elles s'engagent ensuite à suivre les diverses étapes du programme, présentées ci-dessous.



Rencontre diagnostic

Identifier les forces et difficultés des équipes

2

Rencontres



Webinaire TSE*

Présenter des notions clés de la transition écologique et des pistes de sensibilisation des enfants

1

Webinaire



Formation-action

Fournir des notions fondamentales sur 2 thématiques privilégiées de la TSE et initier la mise en pratique

1

Formation-action



Ateliers de co-construction

A) Concevoir une charte du comité.
B) Ébaucher un programme d'activités
C) Concevoir une activité à mener avec les enfants.

5

Ateliers de co-construction



Ateliers enfants

Permettre aux équipes d'expérimenter avec les enfants l'activité conçue en atelier de co-construction

2

Ateliers enfants



Événement annuel

Réunir les acteurs des écoles/CSC du programme EcoSphère et des Petites mains dans le jardin

1

Événement

ECO Conseil

** TSE : transition socio-écologique*

Programme *EcoSphère*

Chiffres clés

17

Participant.es au programme en cumulé

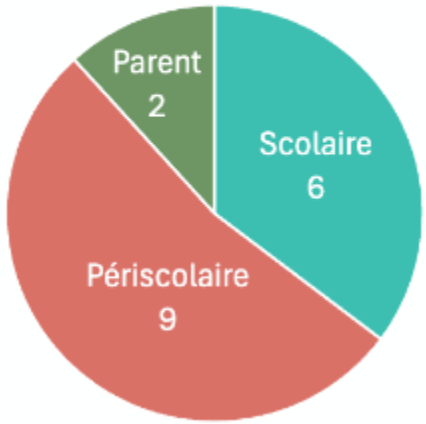
40

Enfants sensibilisés lors des 2 ateliers organisés

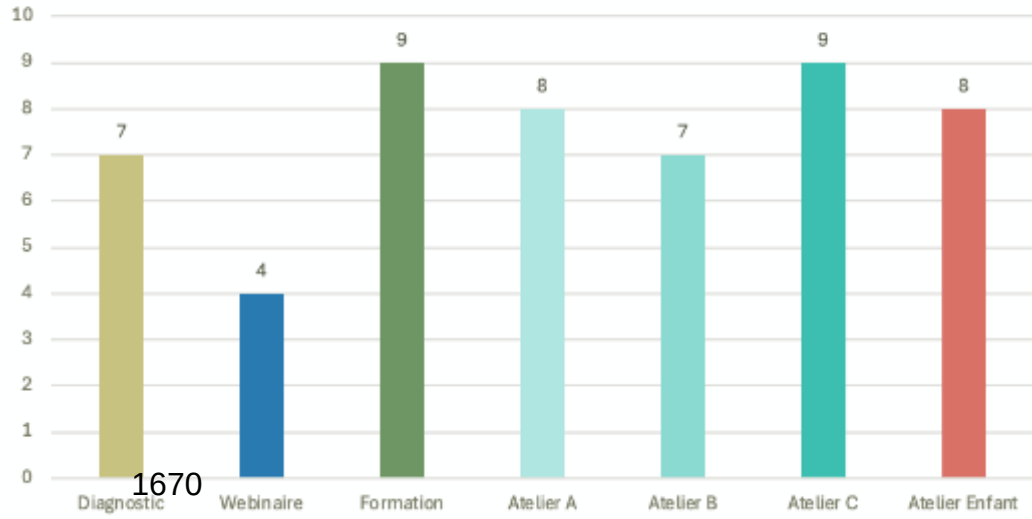
3/4

Note globale attribuée au programme EcoSphère

Programme EcoSphère Série 1
Profils des participant.es • (EM Fernex & EM Finkwiller)



Programme EcoSphere Série 1
Participation aux divers temps • (EM Fernex & EM Finkwiller)



1670

Quelques photos de la formation et des ateliers



Formation Alimentation & biodiversité





Atelier A • Finkwiller maternelle



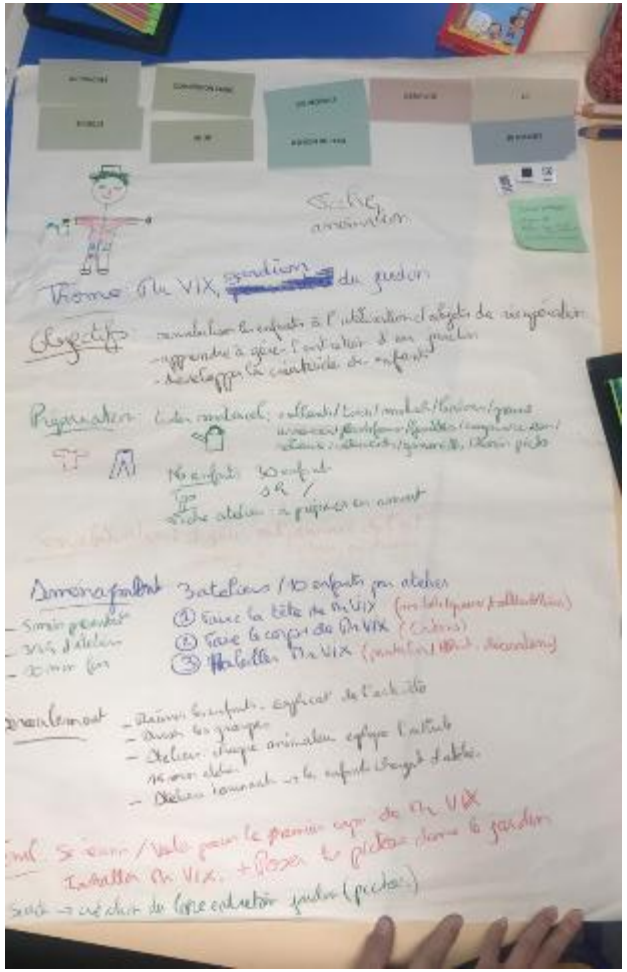
Atelier B • Inter-écoles



Atelier A • Fernex maternelle



Atelier C • Fernex maternelle



Atelier C • Finkwiller maternelle

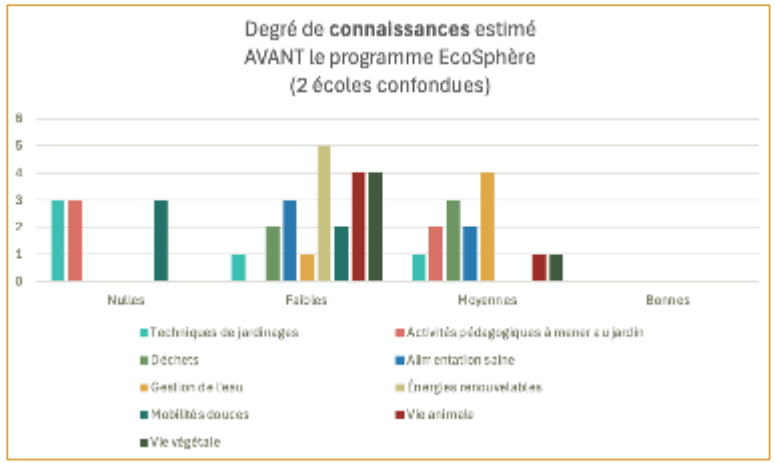
ECO Conseil

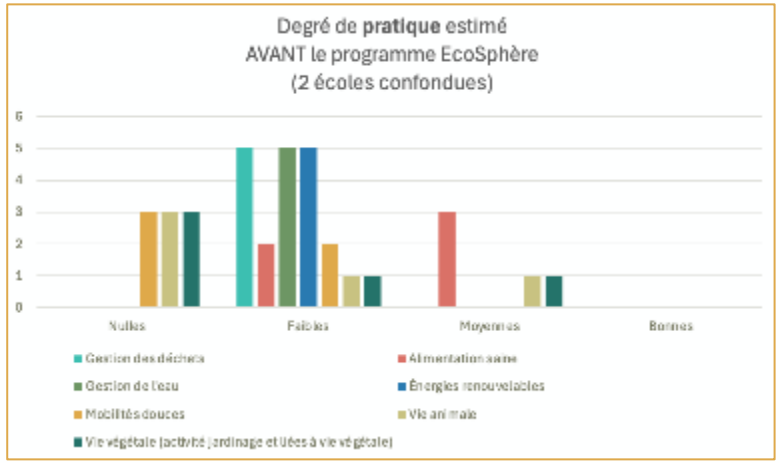
Programme *EcoSphère*

Mesure d'impact

5 bénéficiaires ont répondu à l'enquête AVANT et APRÈS programme, permettant une comparaison et donc une mesure d'impact qualitative. Deux sont des périscolaires de l'école maternelle Finkwiller, Trois sont des enseignantes de l'école maternelle Fernex. Les résultats ci-dessous présentent le cumul des réponses, sachant que certaines personnes ont suivi presque toutes les étapes du programme tandis que d'autres ont manqué certaines étapes.

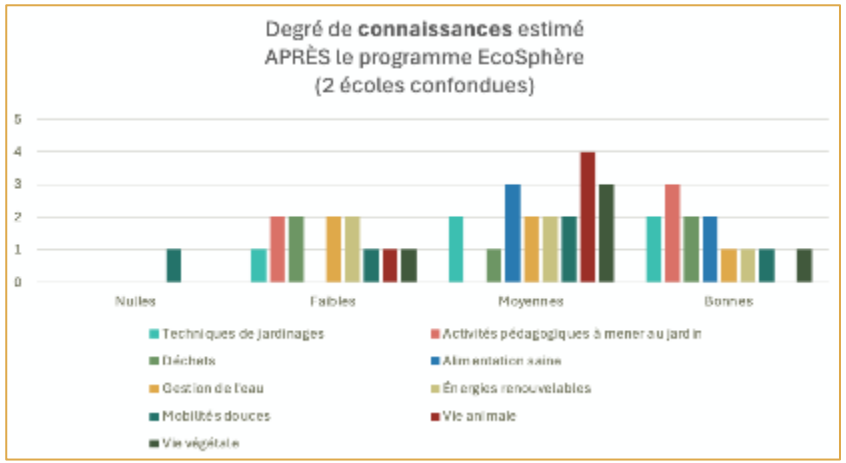
AVANT PROGRAMME

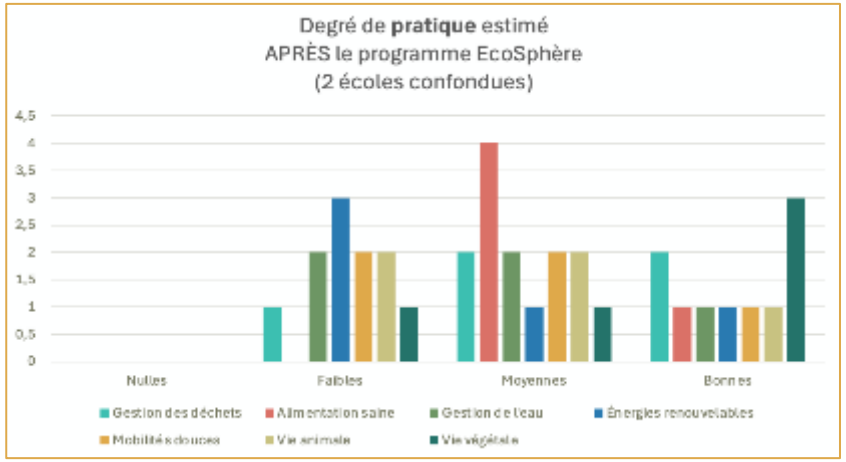




1672

APRÈS PROGRAMME





Quelques photos des ateliers enfants



Fernex maternelle





Fernew maternelle : Land Art



Fernew maternelle : désherbage



Finkwiller maternelle : tête du gardien



Finkwiller maternelle : décoration des vêtements



Finkwiller maternelle : l'équipe et le gardien du jardin



Le gardien du jardin et le RTS qui l'a inspiré

Quelques photos de l'événement



Une visite guidée des jardins St-Gall

« Merci pour cette matinée très enrichissante. Positif d'avoir invité ces intervenants. »
RPS



Une matinée à la Tour du Schloessel



Une conférence sur les déchets



Une table ronde sur l'alimentation saine



Une matinée très appréciée des participantes

« BRAVO. De belles idées à exploiter dans des activités »

« Beaucoup d'infos très utiles à mettre en pratique dès demain »



Un dossier de supports pratiques fourni

+++ pour les intervenants, très complet ! Plein d'idées à travailler avec les enfants ! Rien de ne perd, tout se transforme »

Programme *EcoSphère*

Bilan 2025…	…et…	Perspectives 2026
Débuter en mai-juin est délicat, les structures ont déjà un planning chargé.		**Lancer** l'intégration au programme **à la rentrée** (sept-oct) et débuter en nov-décembre.
Difficulté à créer un comité associant scolaires et périscolaires		Donner plus de **temps pour constituer les comités** et développer un **atelier A plus efficace pour renforcer la cohésion**.
Des écarts d'impact selon si les équipes sont déjà formées au jardin pédagogique ou non		**Combiner les formations jardinage** *Petites mains* **au programme** *EcoSphère* et y ajouter une séance d'Assistance Conseil/école
Des ateliers B, C appréciés. Mais un travail de co-construction davantage centré sur une pratique sur le long court		Revoir le **format de l'atelier B** afin d'aboutir à un **programme d'activités annuel plus abouti** pour chaque structure
La mise en pratique avec l'atelier enfant appréciée et souhaitée plus nombreuse		**Ajouter un 2e atelier enfant** par structure et **fournir davantage d'outils de conception** pour favoriser l'expérimentation
Une demande d'un accompagnement complémentaire post-programme pour faire perdurer la dynamique		Compléter le programme avec un **accompagnement « boost » l'année suivante** avec des défis trimestriels à relever.
Un programme évalué via l'enquête mesure d'impact mais seulement 5 répondant.es		Une **réunion bilan à ajouter** après l'atelier enfant pour recueillir davantage d'avis de visu

ECO Conseil

1675



Périsc'au Dehors

2025

Depuis 2023, des **sites périscolaires maternelles municipaux e la Ville de Strasbourg** sont accompagnés par ECO-Conseil pour étudier les possibilités qu'offre la cour de l'école et les espaces extérieurs du site de l'école.

La démarche Périsc'au dehors a pour objectifs de questionner les équipes en place autour d'**activités en extérieur**, pour mettre en place des activités **sportives, artistiques, ludiques et en lien avec les éléments naturels** des espaces de cours. La **question de rituel**, qui vise à mettre en mouvement les enfants, est aussi abordée, visant à la déconnexion avec le vécu précédent pour mieux se concentrer sur les activités à venir.

Périsc'Au Dehors

Programme d'accompagnement pour explorer des pistes d'actions en lien avec le dehors

Le programme « à la carte » *Les petites mains dans le jardin* permet aux écoles et CSC de bénéficier de trois types d'accompagnements distincts (outre l'événement). ECO-Conseil leur préconise une assistance conseil avant tout atelier enfant.

Réétudier les usages des cours

Visites organisées avec les équipes périscolaires et inventaire

2

Ateliers sur l'année

Réaliser un planning-type

Réaliser un planning par petits groupes selon une trame définie et par entrée thématique

6

Plannings-type
créés par les équipes

Tester et expérimenter

Ateliers pratiques avec des matériaux naturels et prélevés dans la nature.

6

Activités proposées
inspirantes

Réaliser le bilan et pérenniser la démarche

Faire le point sur les évènements vécus

2

Supports diaporama à réaliser par les équipes
Pour restituer leurs moments vécus



ECO Conseil

1677

Périsc'Au Dehors en quelques photos



Visite du site Schluthfeld avec l'équipe



Atelier de co-construction Schluthfeld



Atelier de co-construction St-Jean



Support créé par une animatrice – automne 2025 (Memory)



Site Schluthfeld





Atelier pratique Schluthfeld



Atelier de co-construction St-Jean



Atelier 3 - St Jean maternelle

1678

Activités périscolaires dehors

Chiffres-clés

2

sites périscolaires Schluthfeld et St-Jean maternelle

4 temps de rencontres/ site,
soit 8 séances sur l'année

Schluthfeld :
- 90 enfants le midi
- 50 enfants le soir

St-Jean :
- 90 enfants le midi et 65 enfants en accueil du soir

16

animateur·rices et ATSEM

Des équipes mobilisées tout au long du projet

Une série de documents-ressources mis à jour au fil des séances
Et partagés avec les équipes périscolaires

2

Semaines-test

Une période de 2 semaines pour tester des activités en lien avec le dehors

4

Documents-ressource

· 1 tableur multi-entrées
· des listes de commande de matériel possible
· le catalogue périscolaire dehors



ECO Conseil

1679



Face aux écrans, un véritable défi éducatif !

Omniprésents, **les écrans**, dans un usage excessif et inadapté peut avoir des **impacts sur les enfants**, dont le développement cognitif, émotionnel et social est particulièrement sensible. En lien avec la Direction de l'Enfance et de l'Éducation (DEE) de la Ville de Strasbourg et ECO-Conseil, un travail a été réalisé sur ces enjeux.

Les objectifs du projet étaient de réaliser une **synthèse documentaire** sur les effets des écrans par âge et les solutions préconisées, un **livret d'animation avec des activités alternatives** et une conférence sur les impacts des écrans sur la santé et les relations sociales.

ECO Conseil

Face aux écrans, un véritable défi éducatif !

L'objectif était de réaliser un diagnostic et d'identifier les pistes d'action possibles pour sensibiliser et soutenir les équipes municipales, ainsi que les parents, à la nécessité de lever le pied sur notre addiction aux écrans en tout genre.

Diagnostic

Réunions avec des structures Petite Enfance, des agents de la Direction de l'Enfance et de l'Éducation et des Services de prévention santé des établissements scolaires pour identifier leur niveau de connaissance et d'action concernant l'impact des écrans.

Questionnaire diffusé plus largement auprès des structures de la Ville.

Identification de pistes d'action

Analyse des résultats du diagnostic, renforcée par des recherches documentaires et des retours d'expérience.

Formulation de préconisations concrètes et pragmatiques visant à faciliter l'appropriation des enjeux liés au danger des écrans et l'engagement des équipes pour relayer le message auprès des parents.

1681

Création de supports

De nombreux supports ont été créés pour permettre aux équipes des crèches, lieux parents-enfants, sites périscolaires de travailler de s'approprier le sujet et de puiser sur des outils clé-en-main pour lever le pied sur notre addiction aux écrans.

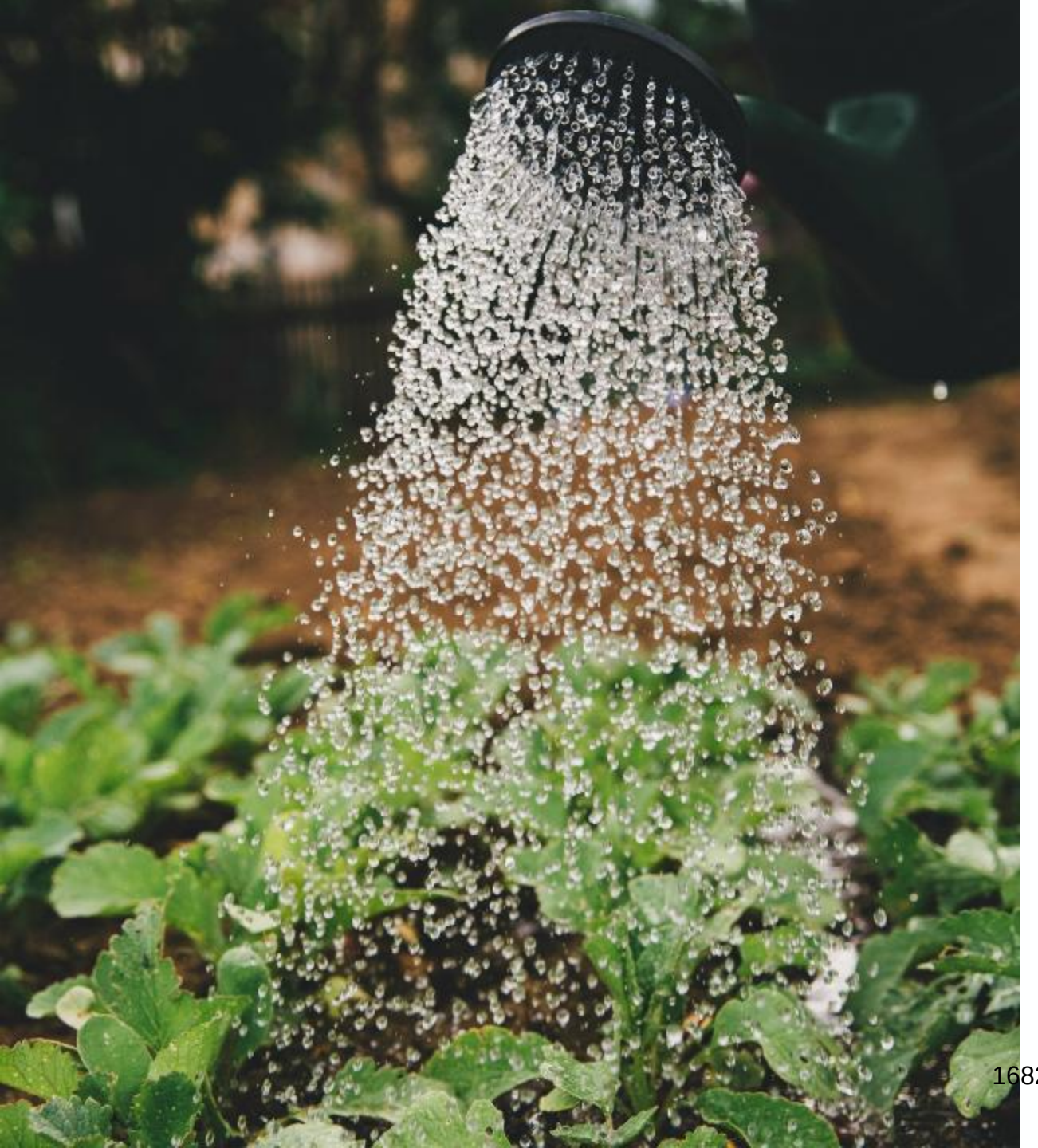
- Fiches-animation et idées pour « se







ECO Conseil



Axe 2
Usagers d’espaces communaux partagés



Quinzaine des Jardins Partagés

2025

La Quinzaine des Jardins partagés a été créée dans la continuité de l'accompagnement de ces jardins réalisé par ECO-Conseil pendant plusieurs années.

La 4e édition de cet événement s'est déroulée **du 27 septembre au 12 octobre**, avec pour objectifs de :

- faire découvrir les jardins partagés de Strasbourg au grand public,
- favoriser les échanges de bonnes pratiques entre les membres des divers jardins partagés.

Un accent particulier a été mis cette année sur la préparation de l'événement, dès le printemps, avec les collectifs de jardiniers.ères.

Quinzaine des jardins partagés 2025

Un événement construit en partenariat avec les référents des jardins

Le bilan de la Quinzaine 2024 mettait en évidence un essoufflement des collectifs et une difficulté à trouver la recette de la mobilisation du public pour un événement pouvant leur donner satisfaction dans un temps de préparation très court. Les référents des jardins partagés de Strasbourg ont donc été contactés dès le mois de février, afin de lancer la nouvelle édition de la Quinzaine des Jardins Partagés de manière anticipée.



5 secteurs identifiés

- **Ouest**
- **Nord-Ouest**
- **Nord**
- **Centre**
- **Sud**



Réunions secteurs

Mars-avril

➢ **Amorcer la conception des événements** dans chaque jardin



Rencontres inter-jardins

Mai-juin

➢ **Concevoir ensemble la « journée phare »**



Construction de la programmation

Août-début septembre

➢ **Construction de la programmation** complète



Événement *Quinzaine*

27 septembre au 12 octobre

➢ **4e édition de la Quinzaine des Jardins partagés**

ECO Conseil

1684

Quinzaine des jardins partagés 2025

Actions menées – préparation de l'événement

5

Secteurs géographiques

1- Robertsau 2- Centre 3- Neudorf-Meinau-Neuhof

4- Koenigshoffen- Montagne Verte

5- Cronenbourg-Hautepierre-Poteries



9

Réunions « Secteurs »

26 jardins impliqués
65 participants



3

Rencontres « inter-jardins »

14 jardins impliqués
30 participants



Quinzaine des jardins partagés 2025

Actions menées – réalisation de l'événement

23

Animations réalisées dans les jardins

Environ 250 participants

Habitants du quartier, proches des membres du jardin, Jardiniers d'autres jardins



1

Temps de lancement

Environ 40 participants

Vendredi 26 septembre 12h-13h30

En présence des élus (Mme la Maire excusée)

Jardin du Parc Potager Saint Gall (Koenigshoffen)



1

Journée-phare

Environ 60 participants

Dimanche 28 septembre 10h30-18h

Jardin Partagé du Petit Prince (Neuhof)



Quinzaine des jardins partagés 2025

Retours des membres des jardins

17 **jardins répondants au questionnaire**

Temps de préparation

Satisfaction quant aux temps de préparation

3,75/5

Temps de lancement

11 jardins participants

Satisfaction à l'égard de la journée de lancement

3,4/3

Ce qui a le plus plu

La rencontre avec :

1- les autres membres des jardins

2- les agentes

3- les élu.e.s

Journée-phare

8 jardins participants

Ce qui a le plus plu :

1- Temps festifs

2- Ateliers collectifs

Appréciation globale

de la Quinzaine **: 3,56/5**

De l'organisation par ECO-Conseil **: unanime**

1687



Quinzaine des jardins partagés 2025

Perspectives 2026

Orientations

- Se recentrer sur l'objectif **de mise en relation des membres des jardins et le partage d'expériences et de bonnes pratiques,** tout en ouvrant au grand public
- **Resserrer la durée de l'événement et le nombre d'animations** dans les jardins
- **Soutenir un nombre réduit de jardins,** mais de manière plus **continue**

Calendrier

- **Première réunion « plénière »** en mars 2026 **: bilan** Quinzaine 2025 + **idéation 2026** (lieu journée-phare - calendrier - thématiques)
- Validation du jardin destiné à accueillir **la journée-phare** dès avril
- **Co-construction** avec ce collectif de la programmation de la journée-phare fin mai-juin
- Bouclage de la **programmation complète** fin juin/début juillet



ECO Conseil

1688



Axe 3 Citoyens de l’EMS



48h Agriculture Urbaine

Édition 2025

Les 48h des l'Agriculture Urbaine est un événement fédérateur qui célèbre la saison de jardinage à l'occasion du printemps. Organisé en synergie dans d'autres villes de France et Europe, l'édition locale s'appuie sur un comité d'organisation coordonné par ECO-Conseil.

Un programme fourni pour petits et grands : jardinage collectif & compostage de proximité, ateliers d'initiation ou de perfectionnement, découvertes des lieux de l'agriculture urbaine, projections ciné-débat, expositions et concerts.

Des axes liés à la thématique 2025 « Culture(s) du monde » :

- (re)découvrir l'origine de nos productions alimentaires
- Se relier à une alimentation saine, locale et de saison
- S'adapter au changement climatique

Un programme en 2 temps :

- une programmation générale **sur plusieurs jours**, proposée en s'appuyant sur les idées des structures qui portent des projets d'agriculture urbaine ;
- le festival du jardinage et de la nature en Ville, qui s'est déroulé le **samedi 17 mai**, sur la terrasse du Palais Rohan/ Place du Marché-aux-poissons.

ECO Conseil

Les 48H de l'agriculture urbaine 2025

Un événement conçu en partenariat avec les acteurs locaux

Organisé à l'occasion du printemps, *les 48H de l'agriculture urbaine* ont pour objectif de valoriser toutes les initiatives de jardinage, de compostage et de nature en ville. Une manifestation qui propose différents formats d'intervention : ciné-débats, ateliers pratiques, visites de sites, conférences table-ronde, stands d'animation, jeux plein air… Pour petits et grands !



Mobilisation des acteurs « nature en ville »

Sensibiliser et valoriser les expériences de nature en ville par les habitants



Mobilisation des acteurs TSE

Sollicitation des partenaires autour **d'une thématique phare** « Culture(s) du Monde

- Diversité des plantes alimentaires
- Alimentation saine et durable
- Adaptation au changement climatique]



Formations-action

Des ateliers pratiques organisés en amont de l'événement



Événement annuel

Réunir les structures qui réalisent des actions **en lien avec l'agriculture urbaine** sur le territoire

ECO Conseil

1691

Les 48H de l'agriculture urbaine 2025

Un programme riche et variés

6

Jours de programme



Un week-end (16-17-18 MAI)
+ temps « Off »

16 lieux investis

7 formats d'intervention

52

Propositions d'activités



Un festival avec **14** stands de partenaires

Un spectacle sur la transition écologique et l'inclusion

Une exposition sur les légumes d'ici et d'ailleurs et plaidoyer sur l'agriculture urbaine, enjeu des territoires

1 200

Participant·es



800 flyers distribués
90 affiches abri-bus
40 Affiches et 30 panneaux pour signaler l'événement
Près de 900 personnes qui sont venues le jour du festival (samedi 17 MAI)

ECO Conseil

Les 48H de l'agriculture urbaine 2025

Quelques moments forts

Un événement convivial et animé et relayé par les structures partenaires



2 ciné-débats



2 inaugurations :
Ferme du Hohberg et Verger Melanie



1 festival
sur la terrasse
du Palais Rohan



40 villes
en synergie



Escape game
culinaire | Stam'tish



Visite des Serres
municipales



1693



Une pergola végétale | École Stoskopf





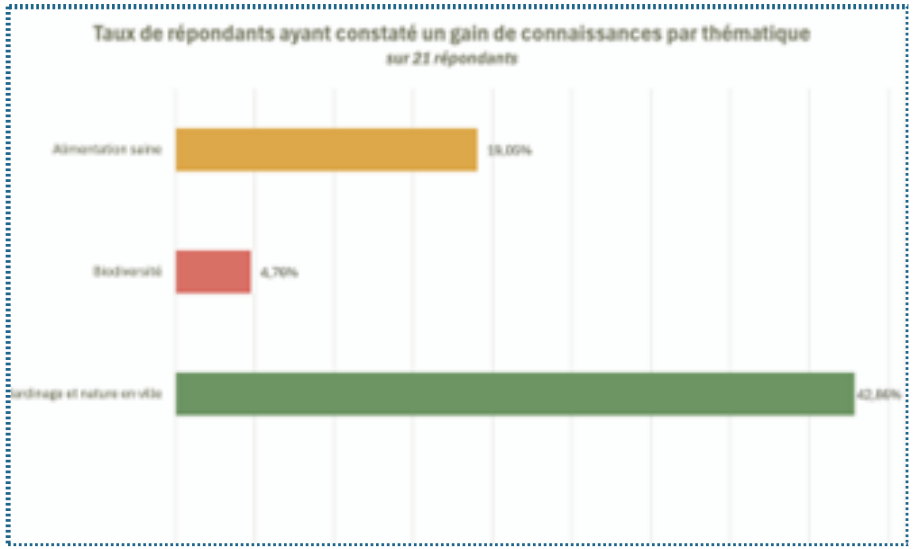


ECO Conseil

Les 48H de l'agriculture urbaine 2025

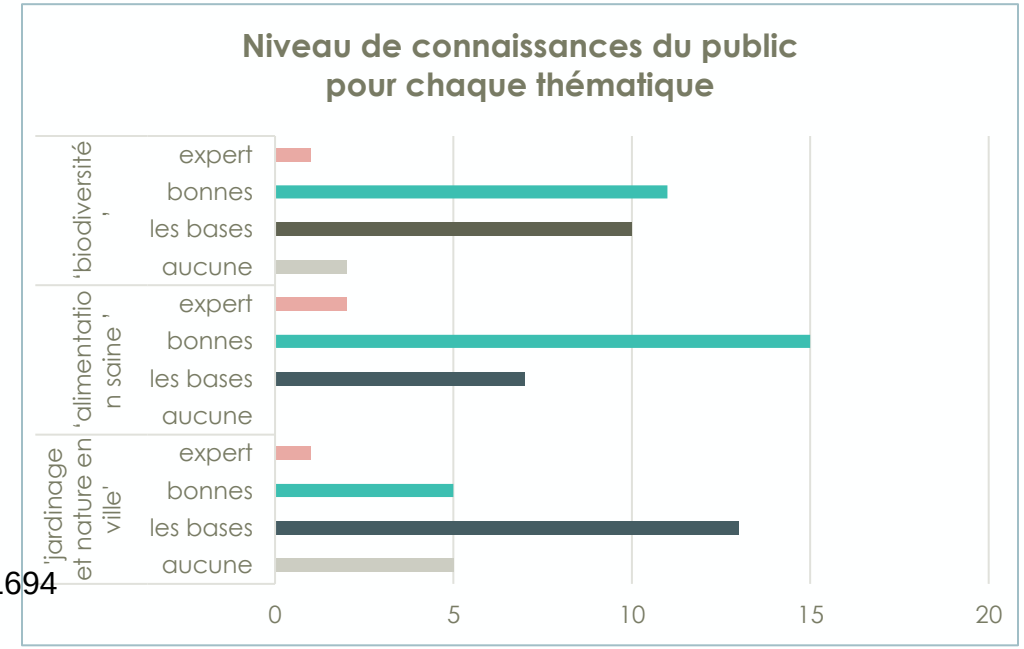
Mesure d'impact





Effets visés

- Susciter la prise de conscience
- Contribuer à l'acquisition de connaissances



1694







Sensibilisation éco-citoyenne

Des structures relais aux citoyens

Le projet *Sensibilisation éco-citoyenne, des structures relais aux citoyens,* vise à toucher le public en s'appuyant sur des structures locales déjà implantées et en relation avec les habitants.

Il vise à co-construire avec ces structures des programmes de sensibilisation au moyen d'un cycle d'ateliers, adaptés aux publics concernés, pour permettre :

- une prise de conscience par les citoyens des enjeux environnementaux
- un passage à l'action par une modification des comportements
- un engagement des citoyens sensibilisés à transmettre à leur tour par la mise en œuvre d'un projet défini et conçu avec eux (événement, animation, défis…)

Sensibilisation écocitoyenne via les structures relais

Les étapes réalisées à ce jour

2025



1

Prise de contact et présentation du projet à

- **7 centres socio-culturels**
- **7 communes**
- **10 associations**

(familiales, d'insertion, de jeunesse)



2

Collaboration engagée avec

- **2 centres socio-culturels**
- **3 communes**
- **3 associations**



3

Ateliers réalisés, programmés ou en construction

Sur la base d'une proposition de 8 ateliers conçus avec nos partenaires



4

Réflexion en Parallèle avec les structures-relais

- **Objectifs communs**
- **Outils à concevoir pour leur public**
- **Perspectives envisageables**

2026 - 2027



5

Concertation avec les collectifs de citoyens identifiés

Conception des projets sur mesure



6

Formation Expérimentation

Accompagnement en coordination avec la structure

ECO Conseil

1696

Sensibilisation éco-citoyenne

Un premier programme d'animations pour démarrer

Un programme de 8 ateliers

- Logement sans polluants
- Cosmétiques naturels
- Alimentation saine et équilibrée
- Habillement éthique
- Biodiversité au jardin
- Mobilités responsables
- Alimentation et biodiversité
- Energie/climat

Les lignes forces de nos animations

Des thématiques…

- transversales à la transition écologique
- alliant la protection de la santé et celle de l'environnement
- ancrées dans le quotidien

Des formats…

- alliant apport de connaissances, jeux pédagogiques, expérimentations pratiques
- conviviaux (temps d'apéro, goûter…)







Nos partenaires

Sylvain CHEVREUX — Un Demain Vert

Isabelle DELHON — l'avis en vert

Barbara GEHIN — B.a.BA 1697

Christian MOREL — enodia accompagnement

Hélène PERUSET — *Chemins de transitions*

ECO Conseil

Sensibilisation écocitoyenne via les structures relais

Etat des lieux à fin 2025 et perspectives

24

Structures contactées

8

Structures engagées

16

Ateliers réalisés ou programmés à ce jour

5

Projets en cours de construction avec les structures

1698



Cosmétiques 19.11.25
Hautepierre



Mobilités 4.12.25
Mittelhausbergen

ECO Conseil

Sensibilisation éco-citoyenne via les les structures relais

Illustration de projets en cours

Commune de LIPSHEIM

Levier :

- **Collectifs diversifiés sur la commune et d'un Espace de Vie Sociale (AFL)**

Projet en construction autour de **l'alimentation/biodiversité** sur le **1er semestre 2026 :**

1- Conférence généraliste ouverte à tous les habitants

2- Atelier avec le personnel périscolaire

3- Atelier avec l'association des jardins familiaux

4- Co-construction d'un **événement festif** de restitution et de partage lors des **Rendez-vous de l'Alimentation** au mois de juin 2026

CSC Port du Rhin

Levier :

- **Programme « mieux manger pour tous » animé par une salariée du CSC**

Cycle d'ateliers en cours venant renforcer les actions de sensibilisation auprès des habitants du quartier

1- Atelier « manger en prenant soin de sa santé, son budget et la planète » tenu le **19.11.25**

2- Atelier « mettre de la diversité dans nos champs et nos assiettes » prévu le **26.02.26**

3- Atelier « découvrir la biodiversité au jardin » prévu en **avril 2026**

Confédération Syndicale des Familles

Levier :

- **Partenariats avec des collectifs constitués**

1- CSC Le Galet (Hautepierre) Intégration de 2 ateliers sur la santé environnementale (12 et 19.11.25) dans un **« défi »- cycle de 9 ateliers** proposé à **3 familles** (mères accompagnées de leurs enfants)

2- **Collectif de locataires - Jardin partagé Tarade** (quai des Belges)

17 familles déjà engagées dans la création et l'animation d'un nouveau jardin partagé

1er trimestre 2026 : co-construction proposée au collectif d'un **cycle d'animations** autour de la santé environnementale/biodiversité à réaliser au courant de l'année 2026.



Chantiers éco-conseillers



Cour Oasis *One Health*

Appliquée sur les projets de cours Oasis

Commandité par la Ville de Strasbourg, ce chantier « Cour Oasis – One Health » visait à appliquer l'approche *One Health – Une seule santé* portée par le groupe de travail URBACT au projet des Cours Oasis, comme outil de transition écologique et sociale.

L'équipe, composée de 4 apprenants du Mastère Spécialisé® éco-conseiller, a travaillé sur les moyens de mieux impliquer les parties prenantes de la cour grâce à l'approche *One Health*, sur la définition d'indicateurs pertinents pour inscrire la démarche *One Health* dans le projet des cours Oasis et sur la réalisation de préconisations tout au long de la démarche Oasis.

Cour Oasis – *One Health*

Mené durant six semaines, le chantier a été suivi par le Service Hygiène et Santé Environnementale (Eliabel SEYS) et le Service de l'Enfance et de l'Education (Jean-Charles GUIMARD). Il avait pour objectif de revisiter les étapes du projet et les aménagements des cours Oasis à travers l'approche "One Health - Une seule santé" qui considère la santé dans une perspective globale, incluant l'ensemble de l'écosystème d'une cour d'école.

Etats des lieux

- **Analyse bibliographique** des expériences existantes (biodiversité, environnement)
- **Entretiens qualitatifs** auprès de divers profils de 6 « écoles-test », de la maitrise d'ouvrage et des membres du groupe local URBACT
- **Enquête via 2 questionnaires** :
  - adressé aux comités de cours d'un large panel d'écoles bénéficiaires du programme Oasis
  - adressé à la maitrise d'œuvre

Outils de sensibilisation

- Recommandations **d'outils et de ressources** existants à destination de toutes les parties prenantes
- Création de **supports de sensibilisation pour les écoles** (« la cour Oasis un espace pour la santé des enfants », « la cour Oasis un espace pour l'environnement)
- **Catalogue des espèces végétales locales** pour les cours Oasis
- **Outil d'évaluation des cours d'écol**e avant et après végétalisation

1702

Livret de préconisations

Préconisations visant à mieux intégrer l'approche « One Health – Une seule santé » tout au long du projet cours Oasis. Ce livret s'adresse aux comités de cour, maîtres d'œuvre et maîtres d'ouvrage, et porte sur :

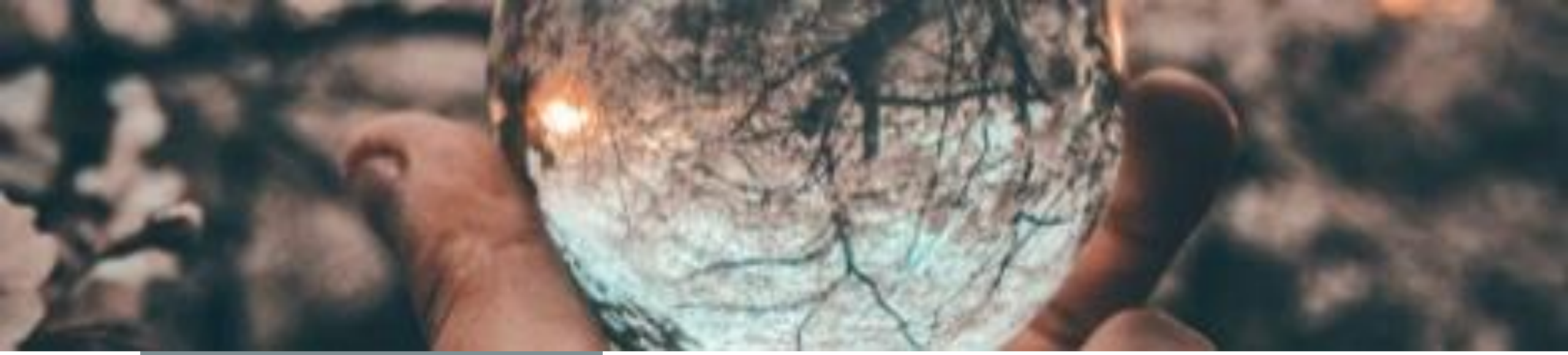
- **la concertation** menée auprès des comités de cour (avant, pendant et après),
- **l'aménagement** de la cour (phase de travaux et réception à l'issue du chantier)
- **L'appropriation** de la cour par ses usagers et sa **pérennisation**







ECO Conseil



Économie circulaire

Au sein de l'EMS

Commandité par l'EMS, ce chantier vise à produire des recommandations stratégiques et opérationnelles pour accroître le nombre d'actions d'économie circulaire sur le territoire et établir des partages d'informations entre les collectivités.

L'équipe, composée de 4 apprenants du Mastère Spécialisé® éco-conseiller, a travaillé sur le référencement de l'ensemble des actions d'économie circulaire menées actuellement et par le passé au sein des communes de l'EMS. Ils ont également envisagé les synergies possibles dans ce domaine avec les autres EPCI du territoire.

1703

ECO Conseil

L’économie circulaire au sein de l’EMS

Après un état des lieux, l’équipe chantier a pu proposer des supports pour les communes et des préconisations pour la mise en synergie entre les EPCI limitrophes et l’EMS.



Extrait du benchmark des communes

Etats des lieux

- Questionnaire pour les 32 communes de l’EMS pour connaître les actions déjà mises en place.
- Entretiens qualitatifs avec les EPCI de plusieurs communes de l’EMS
- Benchmark des actions sur d’autres communes en France

Supports pour les communes

- Benchmark des actions des EPCI et des communes de l’EMS
- Catalogue d’actions d’économie circulaire déployées dans l’EMS
- Fiches actions des “actions phares” pour les diffuser auprès des EPCI

Recommandations

Des recommandations générales sur les modalités de coopération entre les communes et l’EMS et entre les EPCI ont été formulées à partir des données du benchmark et des entretiens effectués.
L’EMS pourrait devenir leader régional en matière d’EC par exemple sur des actions : d'information, de partage de fiches action, de diffusion de retours d’expériences, d’aide au démarrage pour les autres EPCI dans le domaine de l’économie circulaire.



Catalogue d’actions EC



Exemple de fiche actions

1704

Merci de votre attention



Qui est ECO-Conseil ?

ECO Conseil

Ensemble, concrétisons vos projets de transition écologique

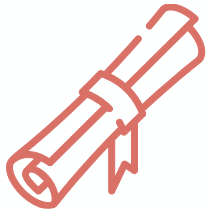
Une association qui facilite la transition écologique

Créé en 1987, l'institut ECO-Conseil œuvre depuis plus de 35 ans, à **faciliter la transition socio-écologique** des entreprises, collectivités, institutions publiques et des citoyens. Pour ce faire, nous disposons de trois pôles d'activité.



PÔLE PROJETS

Études de terrain, pilotage de projet, conception de démarche participative…



PÔLE FORMATION

Un Mastère Spécialisé® Éco-conseiller (un an)
Des formations courtes (de 1 à 5 jours)



PÔLE ACTIONS GRAND PUBLIC

Actions de sensibilisation et de formation, événements destinées au grand public



ECO-Conseil s'appuie également sur un **réseau pluridisciplinaire** constitué de :

- **partenaires terrains** tels que des animateurs, spécialistes en mobilité, énergie, déchets, santé, biodiversité , etc. **;**
- **un réseau de 900 éco-conseiller•es, expert•es thématiques,** travaillant sur tout le territoire au sein d'entreprises et de collectivités.

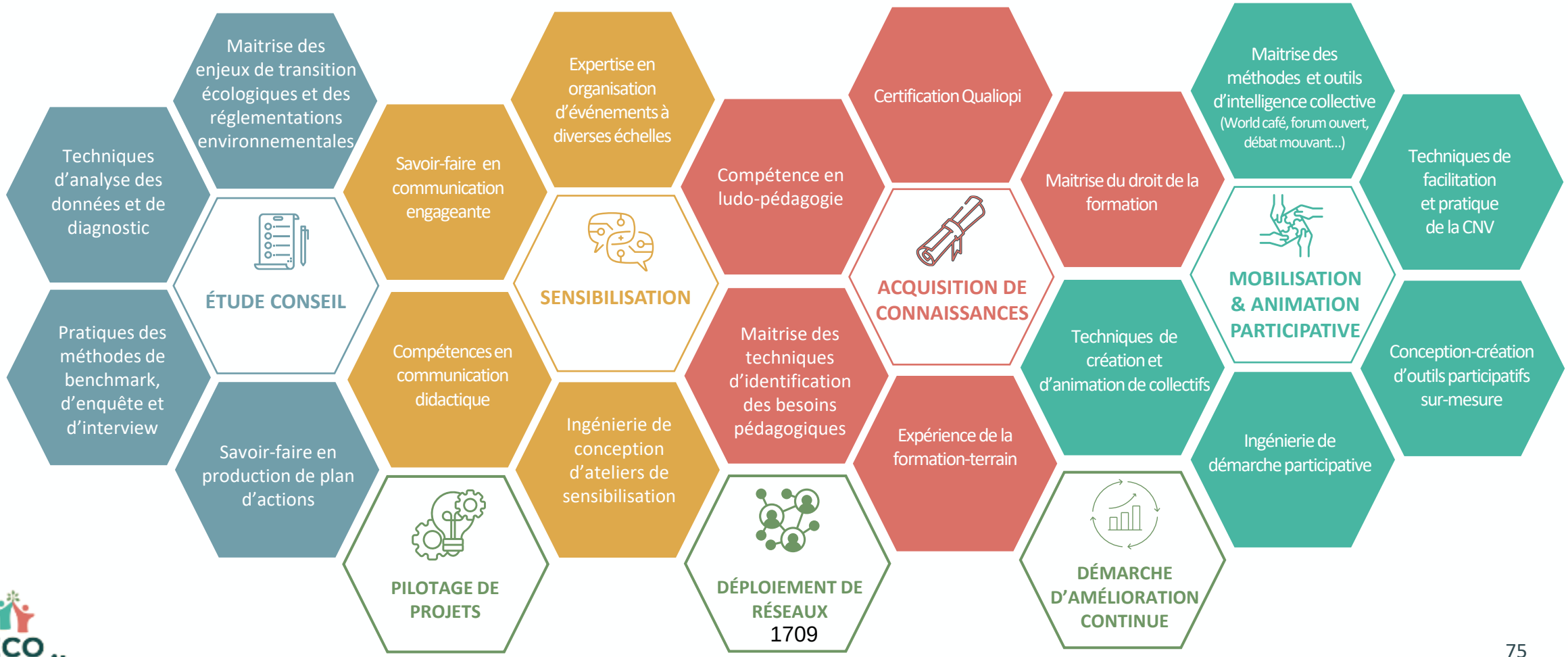
envie
SCHROLL
le labo PERSPECTIVES ET PARTENARIATS D'AVENIR
hop'la TRANSITION
atelier CIRCULR Réinventons la matière
…

ECO Conseil

1708

Nos domaines d'expertise

Fort de notre expérience de plus de 35 ans et des compétences de nos équipes, nous disposons des expertises pertinentes pour vous accompagner dans votre transition

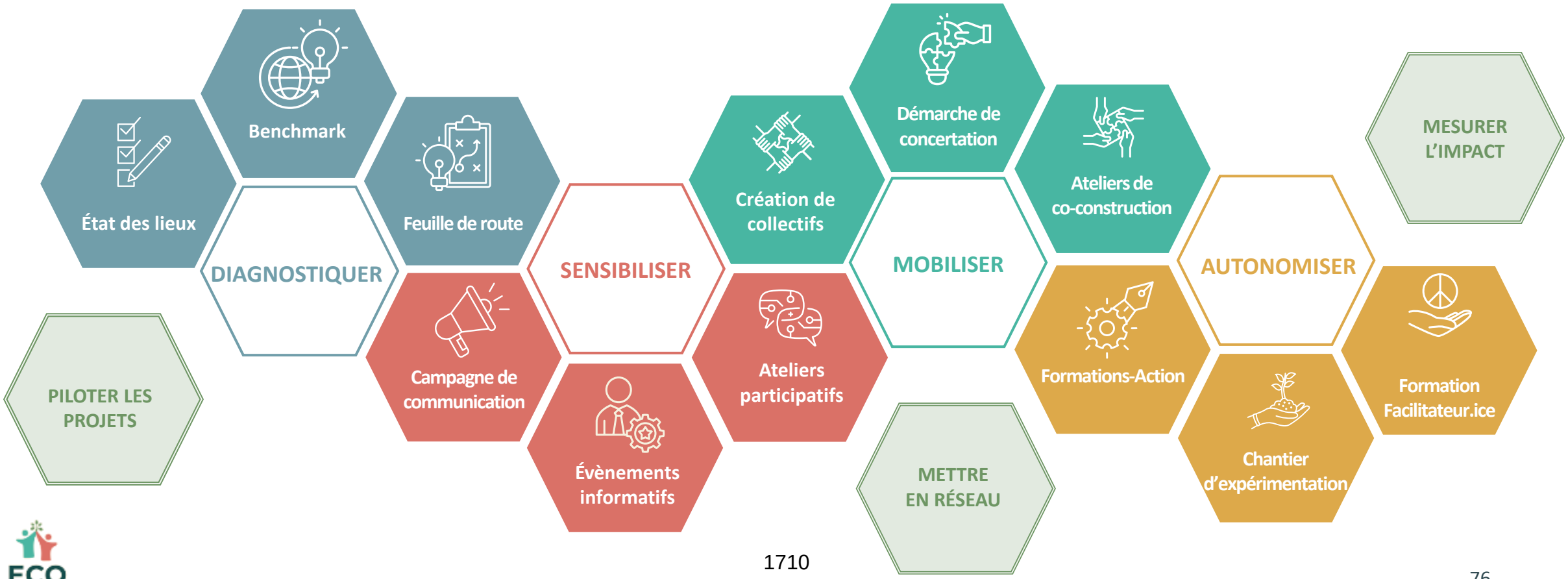


1709

Notre offre : accompagner la transition par l'humain

Un **changement durable** requiert l'approbation et l'engagement du collectif. ECO-Conseil est pionnier d'une **vision systémique de la transition socio-écologique** depuis 35 ans. De l'étude de terrain à l'expérimentation, notre démarche d'accompagnement sur-mesure œuvre à la mise en action et l'autonomisation de vos parties prenantes.

Quel que soit votre besoin, à chaque étape, nos équipes facilitent la conduite du changement en **alliant transmission de savoirs** et **intelligence collective**.



1710

Ce document et son contenu sont la propriété intellectuelle d'ECO-Conseil

Mastère Spécialisé® Éco-conseiller

Former des professionnel.les qui garantissent une vision systémique des enjeux écologiques et accompagnent collectivités, entreprises, institutions publiques dans leur démarche de transition écologique.

Mastère Spécialisé®
Éco-conseiller

6 mois
en centre de formation

6 mois
de mission professionnelle

UNE SOLUTION POUR REPONDRE A VOS ENJEUX ?
Les chantiers d'application, un travail de groupe sur 25 jours pour répondre à une commande réelle d'une organisation publique ou privé



AXE 1
Connaître et comprendre les fondamentaux

AXE 2
Développer l'analyse transversale et la recherche de solutions

AXE 3
Maîtriser les outils de communication et d'accompagnement

En partenariat avec
l'INSA Strasbourg

INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES APPLIQUÉES STRASBOURG







ECO Conseil

1711

Notre équipe



Olivier MOREUIL
Chargé de projets



Séverine MESSELIS
Chargée de projets



Christelle DE ANGELIS
Coordinatrice du Mastère Spécialisé®
& Chargée de projets



Miranda PORT
Chargée du Mastère Spécialisé®
& Chargée de projets



Véronique PELISSOU
Facilitatrice administrative



Elodie CORDIER
Directrice générale
et chargée de projets



Ludovic GRASSL
Directeur opérationnel
et formateur



Shalina NI NEIGHILL MÉNARD
Chargée de communication

1712

Ce document et son contenu sont la propriété intellectuelle d'ECO-Conseil

NOUS CONTACTER

Elodie Cordier

Directrice Générale

06.77.65.58.88

elodie.cordier@ecoconseil.org

Ludovic Grassl

Directeur Opérationnel

06.77.39.32.00

ludovic.grassl@ecoconseil.org

ECO Conseil

éco manifestationsalsace

Antenne du réseau EMeRGE

ÉCO-MANIFESTATIONS
RÉSEAU GRAND EST

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

Bilan 2025 et perspectives 2026 de la convention entre Éco-Manifestations Alsace et l'Eurométropole de Strasbourg

Mercredi 7 janvier 2026

Sommaire

1. Présentation de l'association
2. Rappel des objectifs de la CPO
3. Axe 1 : formation des agents
4. Axe 2 : accompagnement approfondi d'événements
5. Axe 3 : promotion de la charte des éco-manifestations
6. Axe 4 : accompagner des salles vers l'écoresponsabilité
7. Autres activités en lien sur le territoire
8. Synthèse des perspectives 2026

1. Présentation d'EMA

EMA : en action depuis 2011 !

- Accompagnement & labellisation d'événements
- Actions de sensibilisation
- Missions d'expertise, formations
- Projets spécifiques



Les missions d'EMA

Centre de ressources en ligne :

- Site internet ecomanifestations-alsace.fr
- Annuaire des prestataires ressources
- Page facebook, newsletter...



Animation du réseau

Journées de rencontre et d'échange

Le Rendez-vous EMERGE des éco-manifestations

Mardi 4 novembre 2025
au siège du Conseil Régional à Strasbourg
Plénière – Ateliers – Remise de diplôme



Visite des IS de Strasbourg



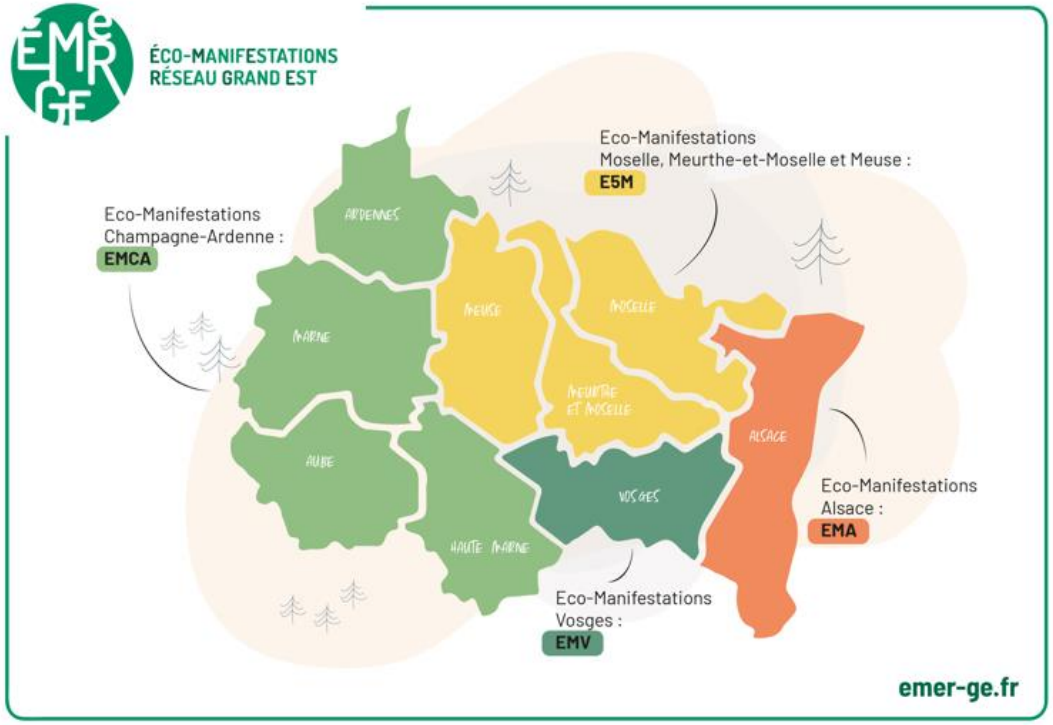
Visite du salon Biobernai

éco manifestationsalsace

Strasbourg.eu & COMMUNAUTÉ URBAINE

Création du réseau Grand Est

Un programme en partenariat avec l'ADEME et la région Grand Est



ÉCO-MANIFESTATIONS
RÉSEAU GRAND EST

1720

Charte des éco-manifestations

Un accompagnement récompensé par un label pour les événements engagés

La charte d'engagement des éco-manifestations est devenue le premier outil d'actions d'EMA.

L'accompagnement proposé permet à tout événement d'initier ou poursuivre une démarche d'écoresponsabilité.

Lancée fin 2017, la charte a vu son intérêt se confirmer année après année.

Avec la création du réseau EMeRGE, la charte est devenue un outil de référence dans le Grand Est.





- **8 domaines**
- **100 actions**
- **Un accompagnement complet**

1722

Charte des éco-manifestations

Plus de 500 événements labellisés dans le Grand-Est



SCHILICK ON CARNET
10e SALON de L'ILLUSTRATION & du LIVRE JEUNESSE

FEFFS
FESTIVAL EUROPÉEN DU FILM FANTASTIQUE DE STRASBOURG

Biobernai
By Alsace Bio

HOP HOP HOP

le forum

BELFORTRAIL

IS

OFF

FOIRE DE CHÂLONS

JARDINS DE VI(LL)E

Marathon du VIGNOBLE D'ALSACE

SCÈNES DE RUE
Festival des arts de la rue
14 → 17 juillet 2022

STREET BOUCHE Festival

fêtes de la mirabelle
2022

LA MOSHÉMIENNE

BASSE-ZORN

PELPASS FESTIVAL

LA FÊTE DES possibles
ENSEMBLE POUR DES TERRITOIRES JUSTES ET DURABLES

1723

Schmidt GROUPE

FORUM DU LIVRE SAINT-LOUIS

2. Rappel des objectifs de la CPO

Objectifs de la CPO

L'objectif général de la CPO est de promouvoir l'écoresponsabilité des événements et des salles sur le territoire de l'EMS.

La convention est articulée autour de 4 axes :

- Axe 1 : former les agents de l'EMS et de la Ville de Strasbourg.
- Axe 2 : accompagner et conseiller l'EMS et la Ville de Strasbourg dans l'organisation de deux événements.
- Axe 3 : amener les partenaires de la collectivité à orienter leurs événements vers l'écoresponsabilité (à travers le processus d'accompagnement et de labellisation proposé par EMA).
- Axe 4 : accompagner des salles vers l'écoresponsabilité.

3. Formation des agents (Axe 1)

Objectifs de la CPO

Axe 1 : former les agents de l'EMS et de la Ville de Strasbourg

Objectifs opérationnels	Actions	Résultats attendus
Former les agents de l'EMS et de la Ville de Strasbourg	Produire et animer des formations pour les agents en intra sur l'ensemble des thématiques liées à l'écoresponsabilité des événements (organisation logistique, communication, mobilité…) Répondre aux besoins pratiques : boites à outils, conseils pour les partenaires associatifs…	• Amener les agents à prendre conscience des enjeux environnementaux et sociétaux des événements. Obtenir leur adhésion au projet écoresponsable. • Amener les agents à connaître les principales pistes d'action pour améliorer l'écoresponsabilité des événements. • Apporter les outils et retours d'expérience utiles pour agir concrètement sur les événements dans lesquels les agents sont impliqués.

Axe 1 : former les agents de l'EMS et de la Ville de Strasbourg

Plus de 50 agents formés en 2025

Rencontre systématique avec les responsables de service

Définition des attendus, organisation des formations

- Service DT : 2 demi-journées (23 avril et 21 mai, une douzaine de personnes)
- Service événements : 1 journée (24 avril, une quinzaine de personnes)
- Classe climat : 1 demi-journée (7 mai, une quinzaine de personnes)
- Semaine de la TE : 1 demi-journée (3 avril, une dizaine de personnes)

Axe 1 : former les agents de l'EMS et de la Ville de Strasbourg

Aperçu du contenu des formations

- Rappel sur les enjeux environnementaux
- Pourquoi l'écoresponsabilité dans l'événementiel
- La comptabilisation carbone
- L'écoresponsabilité des événements à travers les actions de la charte des éco-manifestations
- Les outils ressources
- Ateliers

Axe 1 : former les agents de l'EMS et de la Ville de Strasbourg

En synthèse :

Bilan des formations 2025

De (très) bons retours, quelques suggestions intéressantes.

De bons contacts (2 événements à accompagner ont été identifiés lors de ces sessions.)

Pour 2026 :

- proposer de nouvelles dates (une ou deux sessions par an) pour maintenir l'offre aux mêmes services et toucher davantage d'agents.
- Elargir l'offre à davantage de service ? (des échanges ont mis en évidence des attentes dans ce sens).

4. Accompagnement approfondi d'événements (Axe 2)

Objectifs de la CPO

Axe 2 : accompagner et conseiller l'EMS et la Ville de Strasbourg dans l'organisation de deux événements

Objectifs opérationnels	Actions	Résultats attendus
Accompagner et conseiller l'EMS et la Ville de Strasbourg dans l'organisation de deux événements	Accompagner de manière approfondie deux événements signifiants organisés respectivement par l'EMS et la Ville de Strasbourg : • Sensibiliser/former les parties prenantes pertinentes de l'organisation. • Accompagner les organisateurs dans le processus d'organisation des événements. • Apporter les outils nécessaires à l'écoresponsabilité des événements. • Participer activement aux actions écoresponsables lors des événements.	• Obtenir l'adhésion des personnes en charge de l'organisation. • Amener les principales parties prenantes à prendre conscience des enjeux environnementaux et sociétaux des événements. • Inscrire les événements dans une démarche d'écoresponsabilité ambitieuse, pérenne et clairement définie dans le temps. • Être en capacité de mesurer les progrès réalisés à travers divers indicateurs (déchets, mobilité, communication, etc.)

Axe 2 : accompagnement approfondi d'événements

Strasculture (samedi 6 septembre 2025)

Retour global

- Collaboration avec le service culture et l'agence « Pour de vrai »
- Bonne préparation amont
- Une réussite



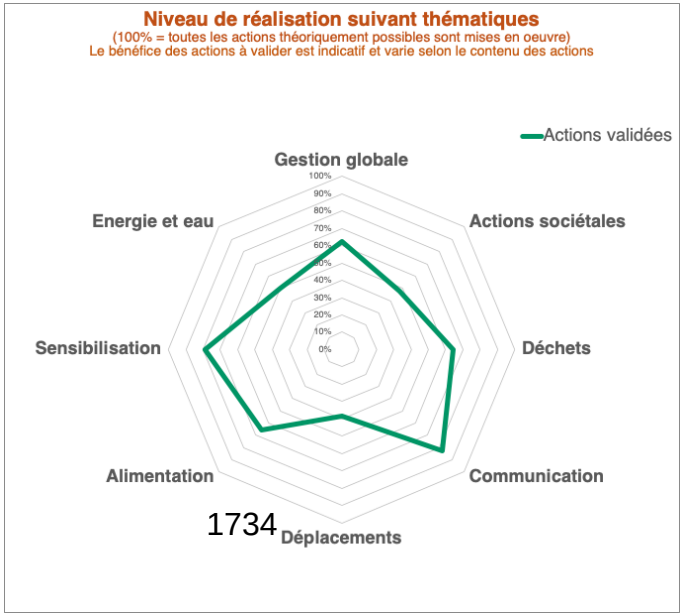
Axe 2 : accompagnement approfondi d'événements

Strasculture (samedi 6 septembre 2025)

Pratiques écoresponsables

- Un bon niveau 1
- Gestion des déchets par EMA en collaboration avec des agentes du service, un très bon tri avec un rapport de 7 pour 1 entre recyclable et OMR
- Des pistes d'amélioration identifiées pour l'obtention d'un niveau 2 en 2026
- Un très bon retour des agents impliqués dans la démarche

charte d'engagement éco niveau 1 manifestations 2025





éco manifestationsalsace

Strasbourg.eu & COMMUNAUTÉ URBAINE

Axe 2 : accompagnement approfondi d'événements

Sans voiture Simone (dimanche 28 septembre 2025)

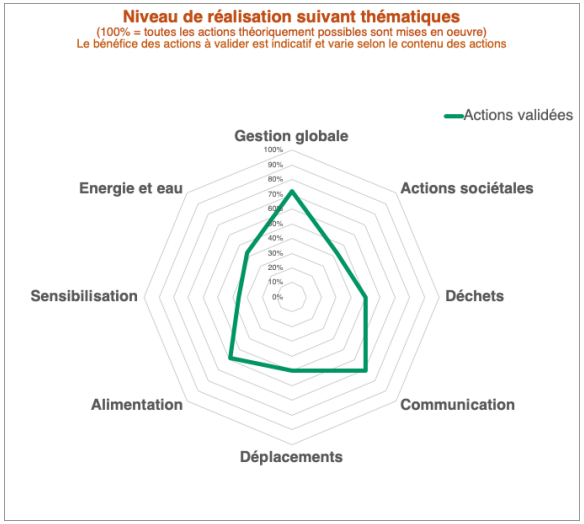
Retour global

- Une préparation amont avec le service événements
- Un événement plus compliqué à gérer de part sa forme
- Un souci de santé de dernière minute pour les 2 personnes organisatrices (remplacées dans les derniers jours.)
- Une bonne expérience malgré tout !



Axe 2 : accompagnement approfondi d'événements

Sans voiture Simone (dimanche 28 septembre 2025)



Pratiques écoresponsables

- Un bon niveau 1
- Gestion des déchets par EMA (très bon tri mais qté d'OMR améliorable)
- Divers points d'amélioration relevés lors de l'événement (signalétique, invendus, démontage, imprimés…)
- Enquête mobilité menée aux l'entrées de l'événement
- Bilan prévu le 16 décembre 2025



Axe 2 : accompagnement approfondi d'événements

Marché de Noël d'Ostwald (les 5,6 et 7 décembre 2025)

Retour global

- Une préparation amont avec la commune d'Ostwald et les associations partenaires de l'événement
- Mise en œuvre de nouvelles actions (dont le passage aux gobelets réutilisables)
- Une opération bien menée et appréciée
- Les réunions de préparation ont permis d'identifier le club de foot pour un accompagnement d'EMA
- Une réussite !



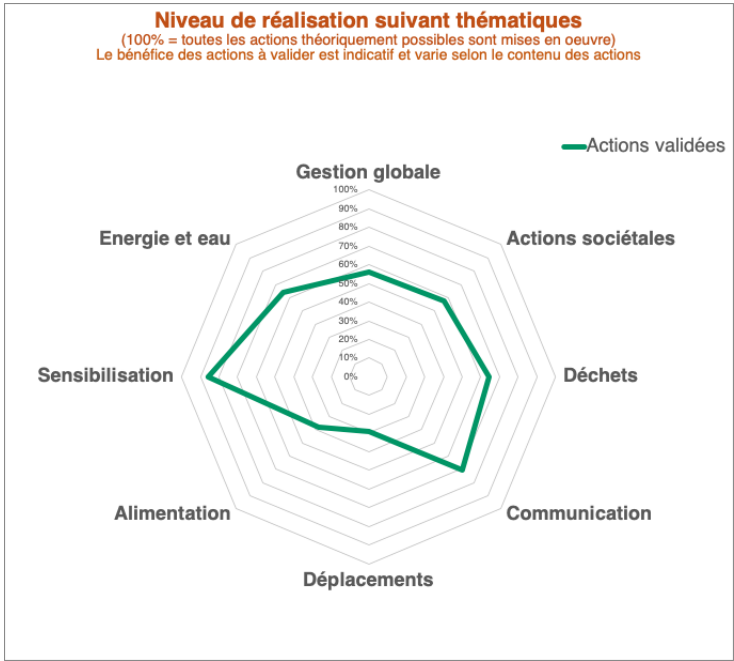
Axe 2 : accompagnement approfondi d'événements

Marché de Noël d'Ostwald (les 5,6 et 7 décembre 2025)

Pratiques écoresponsables

- Un bon niveau 1
- Gestion des déchets par EMA (peu de déchets mais le ratio est de 1,3 pour 1 entre recyclage et OMR)
- Des pistes d'amélioration relevées avec les organisateurs (étendre le réutilisable aux autres contenants, mieux cadrer les pratiques de la buvette du FCO)
- Petite enquête mobilité (public local et plutôt piéton)
- Bilan prévu en janvier





Axe 2 : accompagnement approfondi d'événements

En synthèse :

Bilan des accompagnements 2025

Une première appréciée par les organisateurs des 3 événements

De bonnes ambitions pour obtenir le niveau 2 pour Strasculture et Ostwald

Une démarche adaptée pour un meilleur passage à l'action des événements

Pour 2026 :

- Maintenir un accompagnement d'EMA une 2ème année pour bien installer l'écoresponsabilité dans l'organisation des événements
- Identifier d'autres événements à accompagner

5. promotion de la charte des éco-manifestations (Axe 3)

Objectifs de la CPO

Axe 3 : amener les partenaires de la collectivité à orienter leurs événements vers l'écoresponsabilité

Objectifs opérationnels	Actions	Résultats attendus
Amener les partenaires de la collectivité à orienter leurs événements vers l'écoresponsabilité	Accompagner les associations et les communes de l'EMS organisatrices d'événements vers une démarche d'écoresponsabilité à travers la charte des éco-manifestations. • Toucher le plus grand nombre d'associations du territoire à travers diverses actions de sensibilisation (réunions régulières, communications via les réseaux…) • Informer systématiquement l'ensemble des communes de l'EMS de la possibilité de bénéficier de l'accompagnement d'EMA. • Accompagner et labelliser annuellement un nombre substantiel d'événements.	• Accompagner et labelliser de 8 à 12 événements portés par des communes • Accompagner et labelliser de 7 à 10 événements portés par des associations). • Amener les organisateurs à prendre conscience des enjeux environnementaux et sociétaux des événements. Obtenir leur adhésion au projet écoresponsable. • Inscrire les événements dans une démarche d'écoresponsabilité progressive et pérenne. • Être en capacité de mesurer les progrès réalisés à travers divers indicateurs (déchets, mobilité, communication, etc.)

Axe 3 : promotion de la charte des éco-manifestations

Deux cibles pour un même objectif d'écoresponsabilité :

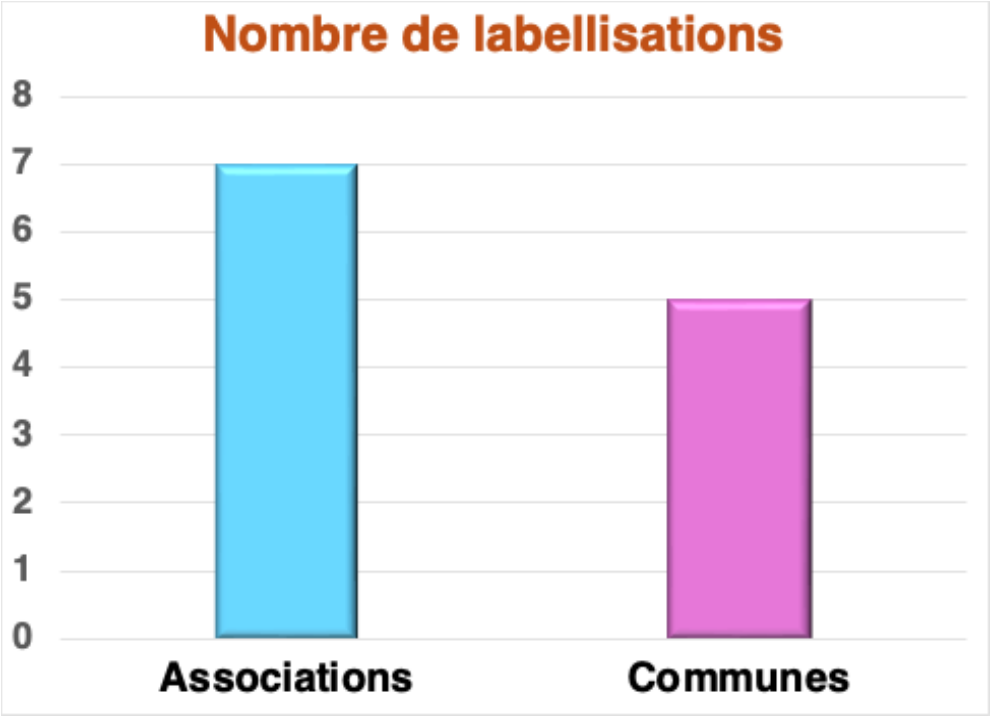
Amener les événements à se lancer dans une démarche d'écoresponsabilité à travers le processus d'accompagnement et de labellisation proposé par EMA.

- Accompagner et labelliser 7 à 10 événements portés par des associations.
- Accompagner et labelliser 8 à 12 événements portés par des collectivités avec un travail systématique de prospection active sur l'ensemble des communes de l'EMS.

Axe 3 : promotion de la charte des éco-manifestations

Résultats globaux

Labellisations dans le cadre de la CPO : un résultat satisfaisant mais améliorable pour les communes



Axe 3 : promotion de la charte des éco-manifestations

Résultats globaux

13 événements accompagnés avec prise en charge dans le cadre de la CPO

Festival Strasbourg reçoit l'Acroyoga, du 9 au 11 mai 2025 au Jardin des Deux Rives
Journée écocitoyenne de la commune de Breuschwickersheim, le 18 mai 2025 (collectivité)
Fêtes anniversaires de l'ARAHM - Association Régionale "l'Aide aux Handicapés Moteurs", le 13 juin
Summer Geis, le 14 juin 2025 à Geispolsheim
Concours des meilleurs apprentis de France, du 26 au 29 juin 2025
Soirée de clôture la Lucarne, le 4 juillet 2025
Campus alternatif, le 4 septembre 2025
Strasculture, le 6 septembre 2025 (collectivité, accompagnement approfondi)
Street bouche festival, du 19 au 21 septembre 2025
Sans voiture Simone, le 28 septembre 2025 (collectivité, accompagnement approfondi)
Forum écocitoyen de la commune de Fegersheim, le 4 octobre 2025 (collectivité)
Festival Jazzdor Strasbourg, du 7 au 21 novembre 2025
Marché de Noël d'Oswald, du 5 au 7 décembre 2025 (collectivité, accompagnement approfondi)

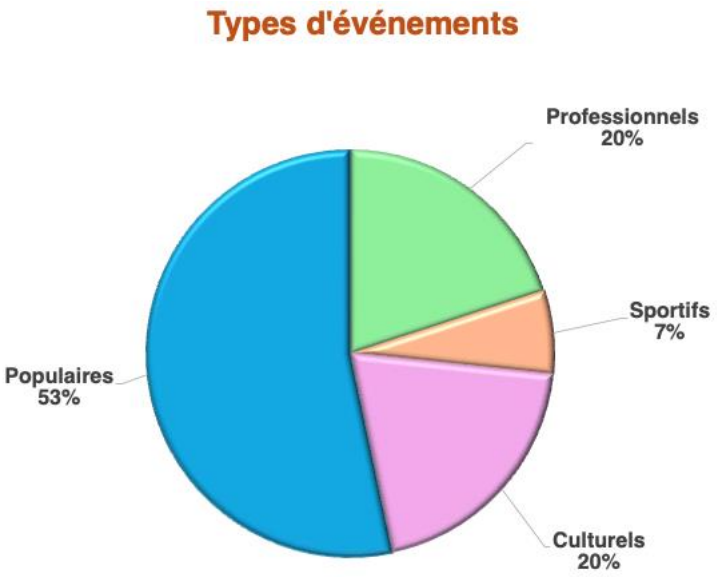
2 accompagnements entamés en 2025 pour des événements 2026 :

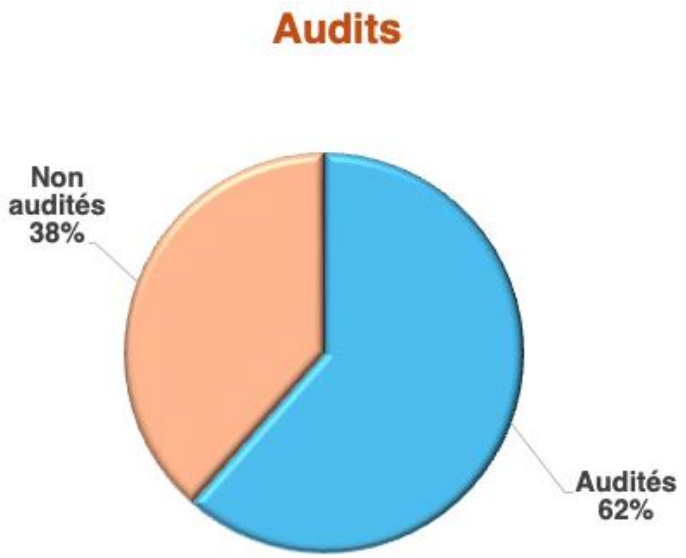
Festival Strasbourg Music Week du 5 au 8 mai 2026
Au Boulot à Vélo du 1er au 30 juin 2026

Axe 3 : promotion de la charte des éco-manifestations

Résultats globaux

Typologie des événements / Audits





Axe 3 : promotion de la charte des éco-manifestations

Un important travail mené auprès des communes

Intégralité des communes de l'EMS approchées = 33 communes
Nombres de coups de fil : 85
Nombre de mails : 61
RDV obtenus auprès de 7 communes :

- **Breuschwickersheim :** Sylvie Arbogast, adjointe >> événement identifié : Journée écocitoyenne
- **Fegersheim** : Alexis Ehrhart, Responsable Aménagement du territoire + Olivier Ragot, Adjoint environnement et citoyenneté >> événement identifié : Forum écocitoyen
- **Geispolsheim** : Mme Pignon Héléne Marie >> événement identifié : Fête du printemps
- **Lipsheim** : René Schall (maire de Lipsheim), Armando Cutone (2e adjoint en charge des associations) >> association identifiée : AFL (contacté, non concluant)
- **Ostwald** : Tatiana Leopold-Zilliox + Guy Buttighoffer >> événements identifiés : marché de Noël + club de foot + poursuivre accompagnement Point d'eau
- **Plobsheim** : Anne Déborah Humilier, Communication >> événements identifiés : Nature en fête ou Course octobre rose
- **Wolfisheim** : MULLER Magali Evènementiel et communication >> événement identifié : Wolfijazz (contacté, pas de réponse)

4 communes avec des événements labellisés : Strasbourg, Breuschwickersheim, Fegersheim, Ostwald
Prospects 2026, contacts en cours :

- Fête du printemps en avril 2026 à Geispolsheim
- Journée festive du 30 mai 2026, à Fegersheim

Axe 3 : promotion de la charte des éco-manifestations

Un important travail mené auprès des communes

Des difficultés à entraîner les communes :

- L'environnement n'est pas une priorité en période pré-électorale
- Un constat observé depuis des années…

Mais le constat reste encourageant :

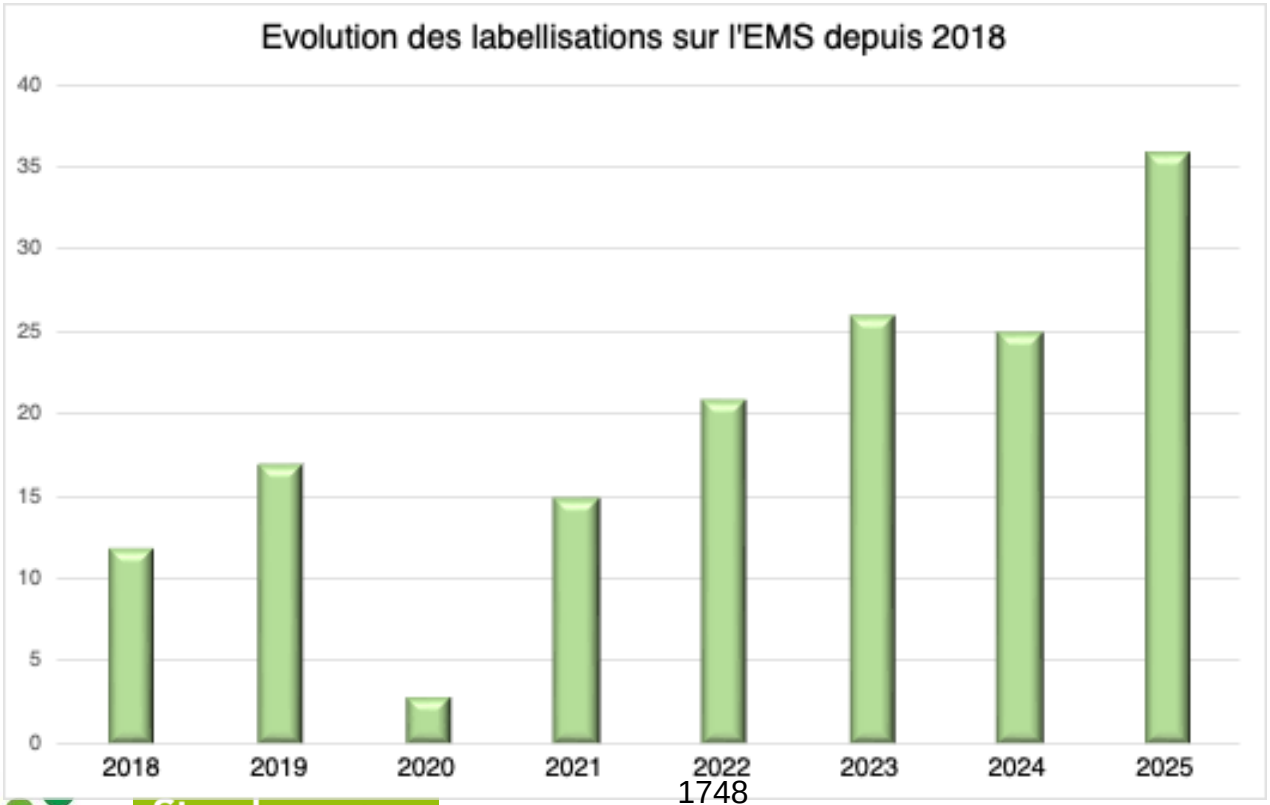
- Les communes engagées renouvellent leur démarche
- Des « prospects chauds » sont identifiés pour 2026

Les actions porteront leurs fruits dans le moyen terme

Axe 3 : promotion de la charte des éco-manifestations

Les labellisations globalement sur l'EMS

L'ensemble des labellisations (dans le cadre de la CPO ou hors CPO) est en progrès avec 36 événements labellisés en 2025



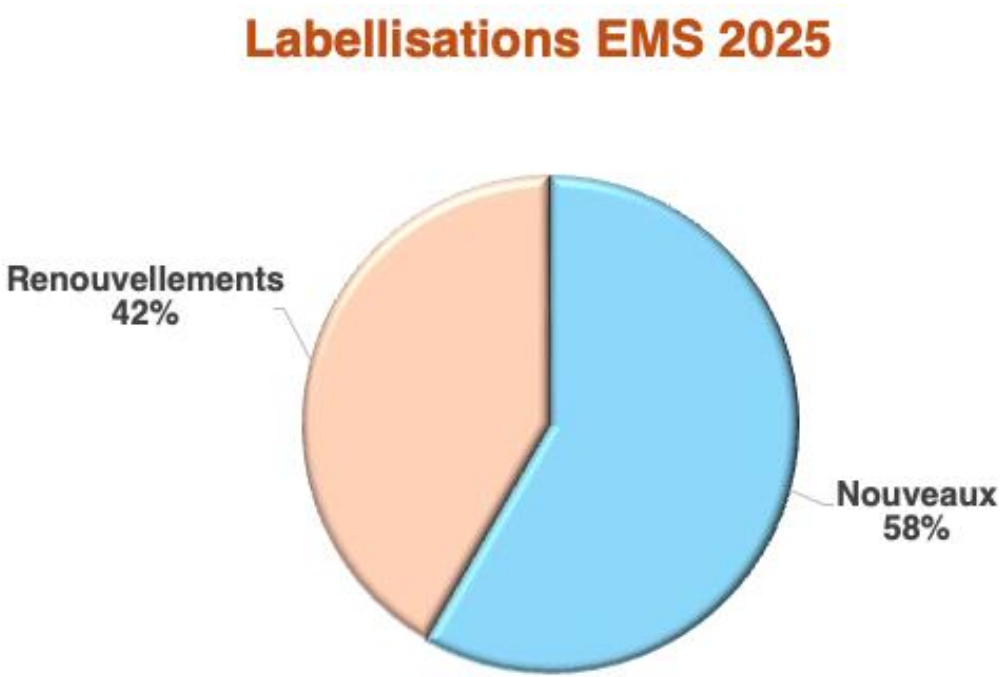
éco manifestationsalsace

Strasbourg.eu & COMMUNAUTÉ URBAINE

Axe 3 : promotion de la charte des éco-manifestations

Les labellisations globalement sur l'EMS

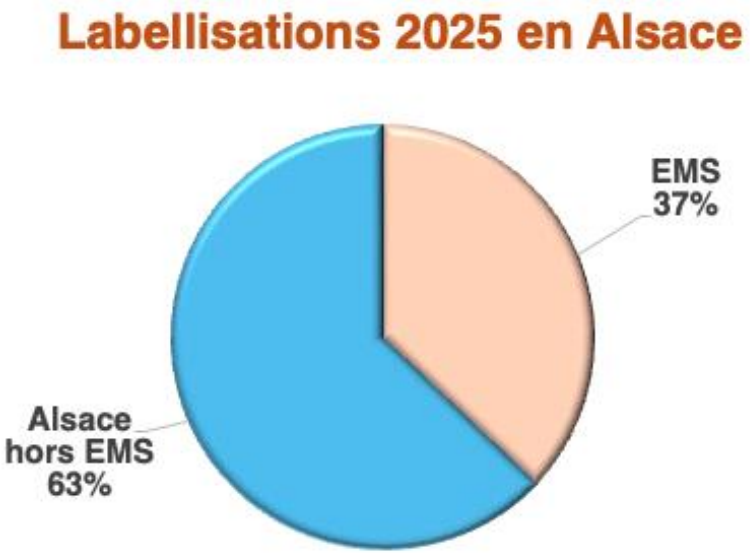
Sur les 36 événements labellisés en 2025 il y a 21 dont c'était la 1ère labellisation



Axe 3 : promotion de la charte des éco-manifestations

Les labellisations globalement sur l'EMS

L'EMS reste largement le territoire le plus dynamique d'Alsace



→ Un territoire dynamique qui profite des politiques d'écoresponsabilité portées par les instances de l'EMS

Axe 3 : promotion de la charte des éco-manifestations

En synthèse :

Bilan des actions 2025

Un bilan plutôt positif : le nombre global de labellisations reste important et en croissance sur l'EMS

Mais, les efforts importants menés auprès des communes peinent à produire les effets espérés

Pour 2026 :

- Maintenir le principe des prises en charge
- Maintenir les relances systématiques auprès des collectivités

L'année électorale ne facilitera pas la tâche mais nous restons confiants !

6. accompagner des salles vers l'écoresponsabilité (Axe 4)

Objectifs de la CPO

Axe 4 : accompagner des salles vers l'écoresponsabilité

Objectifs opérationnels	Actions	Résultats attendus
Accompagner des salles vers l'écoresponsabilité	Proposer un accompagnement simple et opérationnel à des salles de petite et moyenne taille (salles de spectacle, concert, gymnase, cosec…) • Informer les salles susceptibles de suivre la démarche. Recruter les salles intéressées. • Réaliser un diagnostic des lieux à travers la visite des lieux et un audit des pratiques (gestion des fluides, mobilité, déchets, achats, etc.) • Construire un plan d'actions progressif mais ambitieux avec les responsables des lieux. • Contribuer à la sensibilisation du personnel et des parties prenantes. • Accompagner les responsables dans la mise en œuvre du plan d'actions.	• Accompagner annuellement 2 à 3 salles. • Inscrire les actions dans le fonctionnement des lieux de façon pérenne. • Être en capacité de mesurer les progrès réalisés à travers divers indicateurs (déchets, mobilité, achats, etc.)

Axe 4 : accompagnement des salles

Des résultats en demi-teinte

- Un diagnostic entamé en décembre avec le Football Club d'Ostwald (FCO)
- Le diagnostic du centre culturel Marcel Marceau est prévu le 13 janvier 2026 avec le service « Direction Evènements et Vie Associative / Département Missions opérationnelles » (Prise de fonction récente du chef de service, difficulté à lancer la démarche mais 2026 devrait permettre le suivi de plusieurs salles).
- Le point d'eau d'Ostwald poursuivra peut-être sa démarche en 2026 : pression d'une responsable de service de la commune, résultats attendus prochainement.



Axe 4 : accompagnement des salles

L'accompagnement du FCO

- Constat de quelques pratiques intéressantes
- Une présidence qu'il faudra convaincre
- Mais quelques personnes convaincues dans l'équipe sur lesquelles EMA s'appuiera pour créer un groupe de travail et la mise en œuvre d'un plan d'action





Axe 4 : accompagnement des salles

Bilan des actions 2025

Identifier des salles volontaires pour se lancer dans une démarche d'écoresponsabilité reste difficile

Le contexte au sein du service en charge des salles n'a pas aidé

La fin d'année a permis de lancer le processus

Pour 2026 :

- La démarche devrait porter ses fruits et permettra d'accompagner un nombre intéressant de salles

7. Autres activités en lien sur le territoire

Autres activités d'EMA sur le territoire de l'EMS

Les actions pour l'écoresponsabilité des événements ne se limitent pas aux labellisations et autres axes de la CPO. EMA intervient à de multiples occasions comme le montre la liste ci-dessous :

- Tenue d'un stand de sensibilisation (10 ans du Stück, journées d'été des écologistes, forum à Schiltigheim…)
- Présence lors de rencontres (inauguration de la Ressourcerie, remise de prix lors des Hopl'Awards
- Formations (HEAR, Médiaschool…)
- Organisation du premier RDV régional des écomanifestations à l'hôtel de la Région, de la rencontre nationale du réseau R2D2 (réseau des structures accompagnatrices des événements en France).
- Accompagnement des événements EYE et des Assises de la Transition Énergétique.
- Mise à jour et renforcement de l'annuaire des prestataires ressources.
- Etc.

8. Synthèse des perspectives 2026

Synthèse

- **La première année de la CPO montre des résultats encourageants.**
- **Si certains points ne sont pas tout à fait au RDV, c'est avant tout les éléments contextuels qui l'expliquent.**
- **La démarche gagnera en amplitude avec la répétition des actions les années à venir.**

éco manifestationsalsace

Pierre Muller,
Directeur
p.muller@ecomanifestations-alsace.fr

Auriane Lagas
Chargée de mission
auriane@ecomanifestations-alsace.fr

Mathilda Wingert
Chargée de mission
mathilda@ecomanifestations-alsace.fr

1 place Saint-Georges
67600 Sélestat

FACE Alsace pour l'inclusion

Comité annuel de suivi CPO FACE'ILE@VIVRE

3 décembre 2025

Strasbourg.eu eurometropole

L'appartement FACE ile @vivre

Sommaire

I. *Contextualisation des actions Face'ile@vivre*

II. *Présentation de l'équipe Face'ile@vivre*

III. *Bilan – année 2025*

IV. *La démarche « aller-vers » Face'ile@vivre*

V. *Perspectives d'évolution*

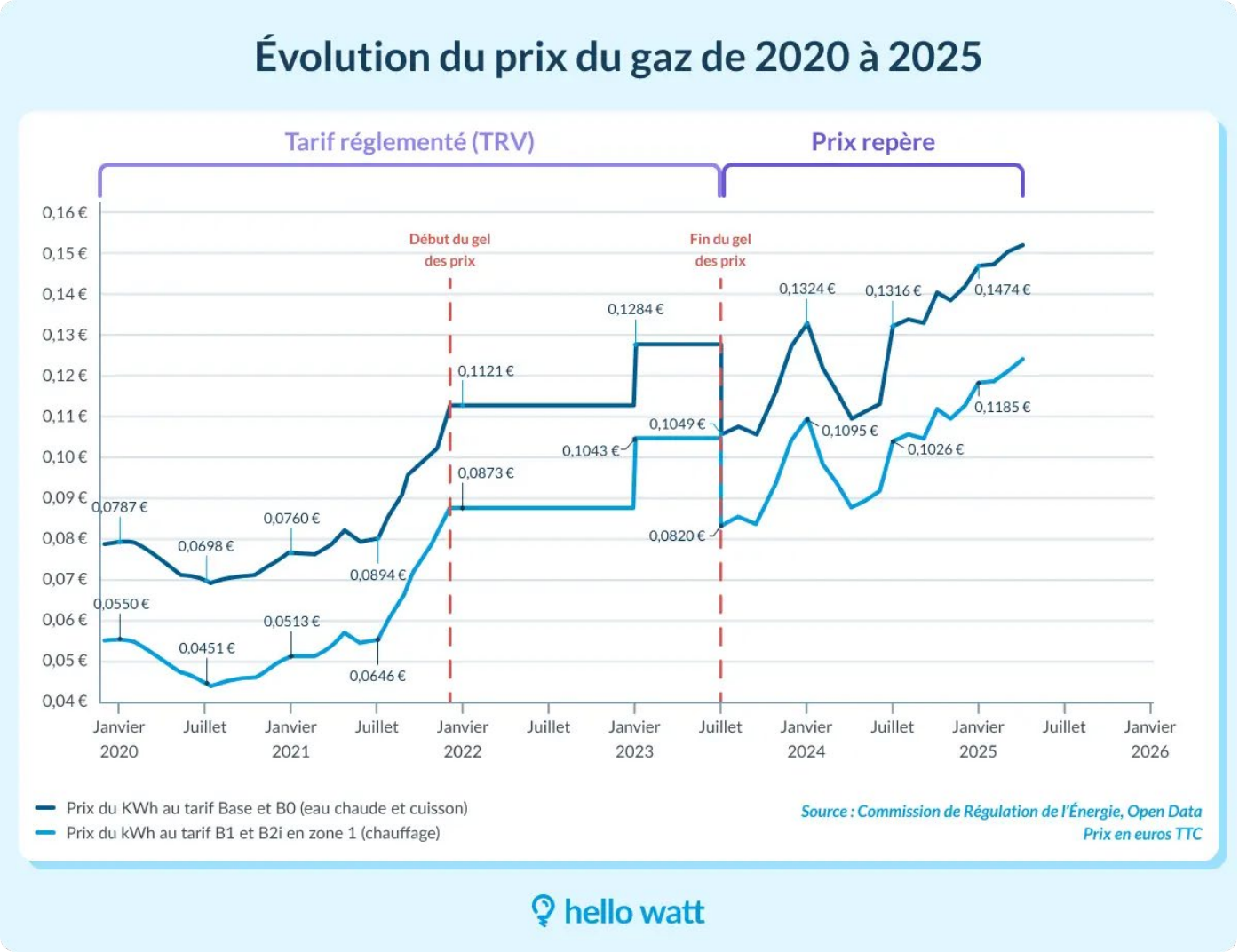
VI. *Budget prévisionnel*



Strasbourg.eu eurometropole

FACE Alsace pour l'inclusion

Contexte des actions

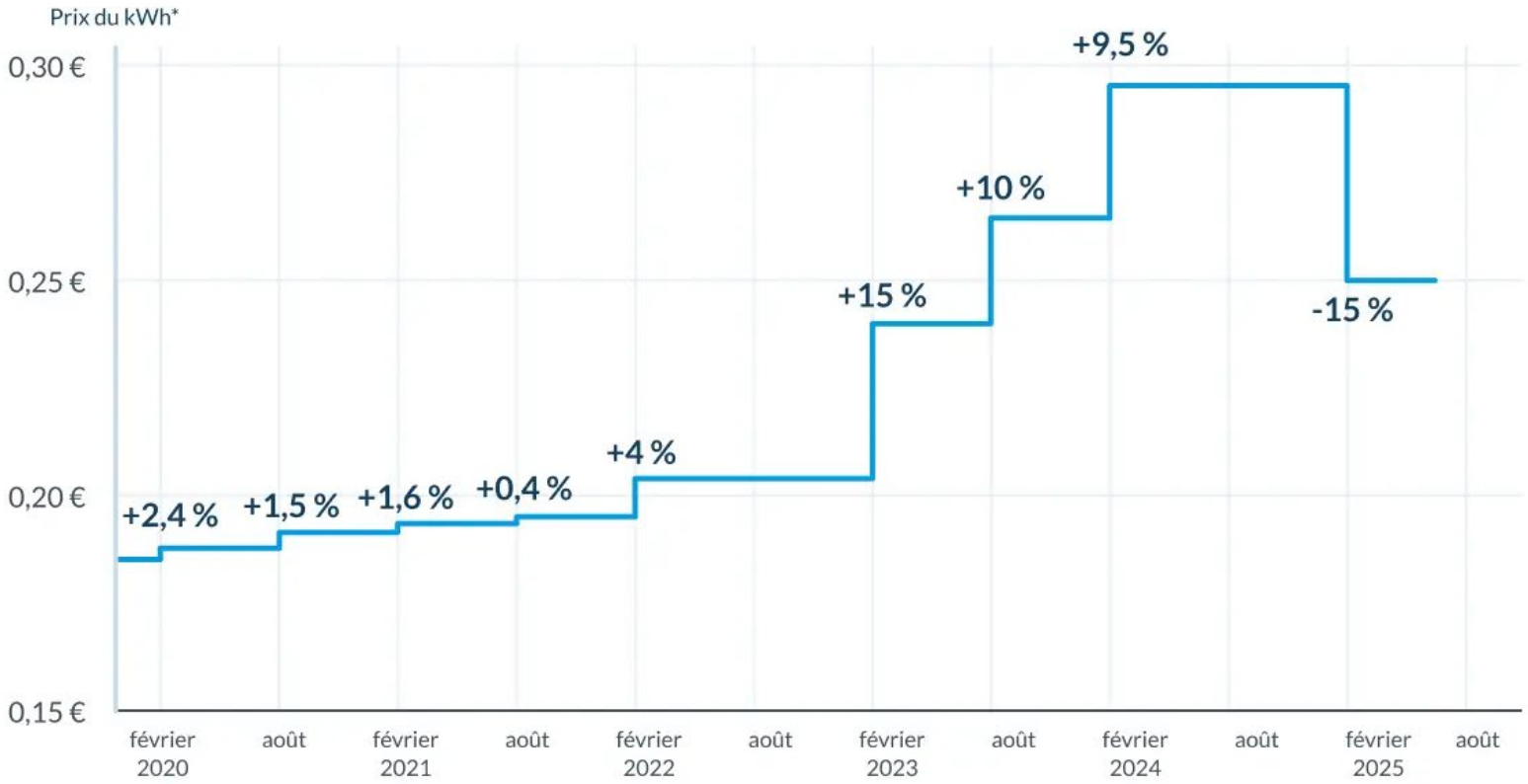


Des tarifs en constante évolution :

+4,5% en janvier 2025
+0,9% en février 2025
+2% en mars 2025
+ 2,17% en avril 2025

→ Une augmentation de presque **10%** du prix au kWh du gaz entre janvier et avril 2025

Évolution du prix moyen de l'électricité pour un particulier en France de 2020 à 2025



*Les prix affichés ci-dessus tiennent compte du prix du kWh mais aussi du prix de l'abonnement, ramenés à un prix moyen/kWh pour un client particulier consommant 3 500 kWh/an.

Source : Hello Watt, à partir des données de la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE) pour les consommateurs d'électricité résidentiels

hello watt

20,7%

Le taux de précarité énergétique dans l'EMS

→ 26% dans Strasbourg-ville

→ 10 points de plus que la moyenne française

→ 5500 aides FSL ***accordées*** en 2024 sur l'EMS … le nombre de demandes sont d'autant plus important et grandissant

→ Réel besoin d'accompagnement des ménages sur le territoire

→ Accentuée par la forte augmentation du prix de l'énergie depuis 2022

Présentation de l'équipe

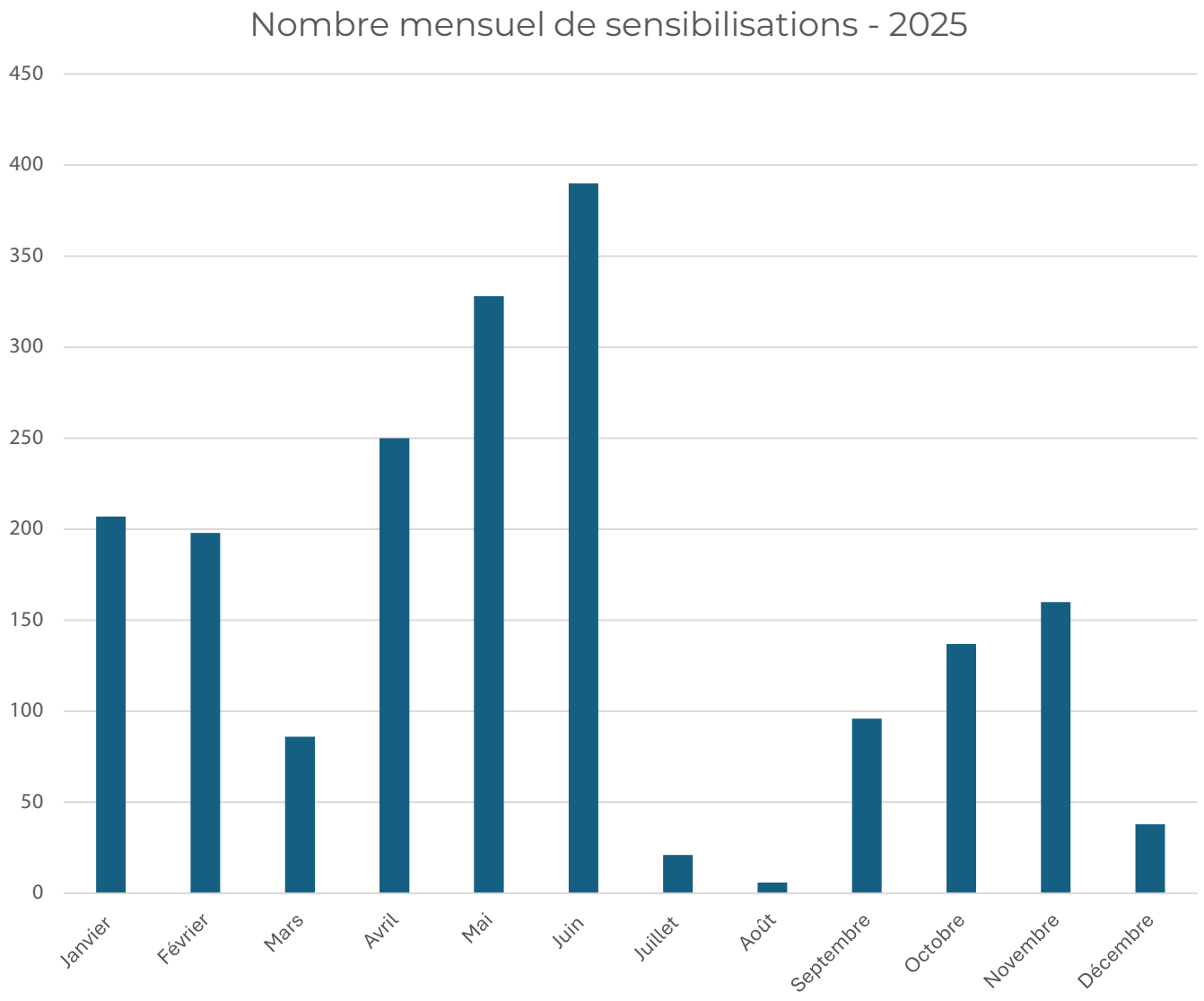
L'équipe salariée Energie et Logement :

- Perrine Daab, Cheffe de projet Transition Ecologique solidaire.
- Christelle Remy, Conseillère en Economie Sociale et Familiale diplômée, depuis le 3 novembre.
- Emeline Renaud, Coordinatrice de projets en alternance, fin de contrat depuis le 31 août.

L'équipe de volontaires en Service Civique Energie et Logement :

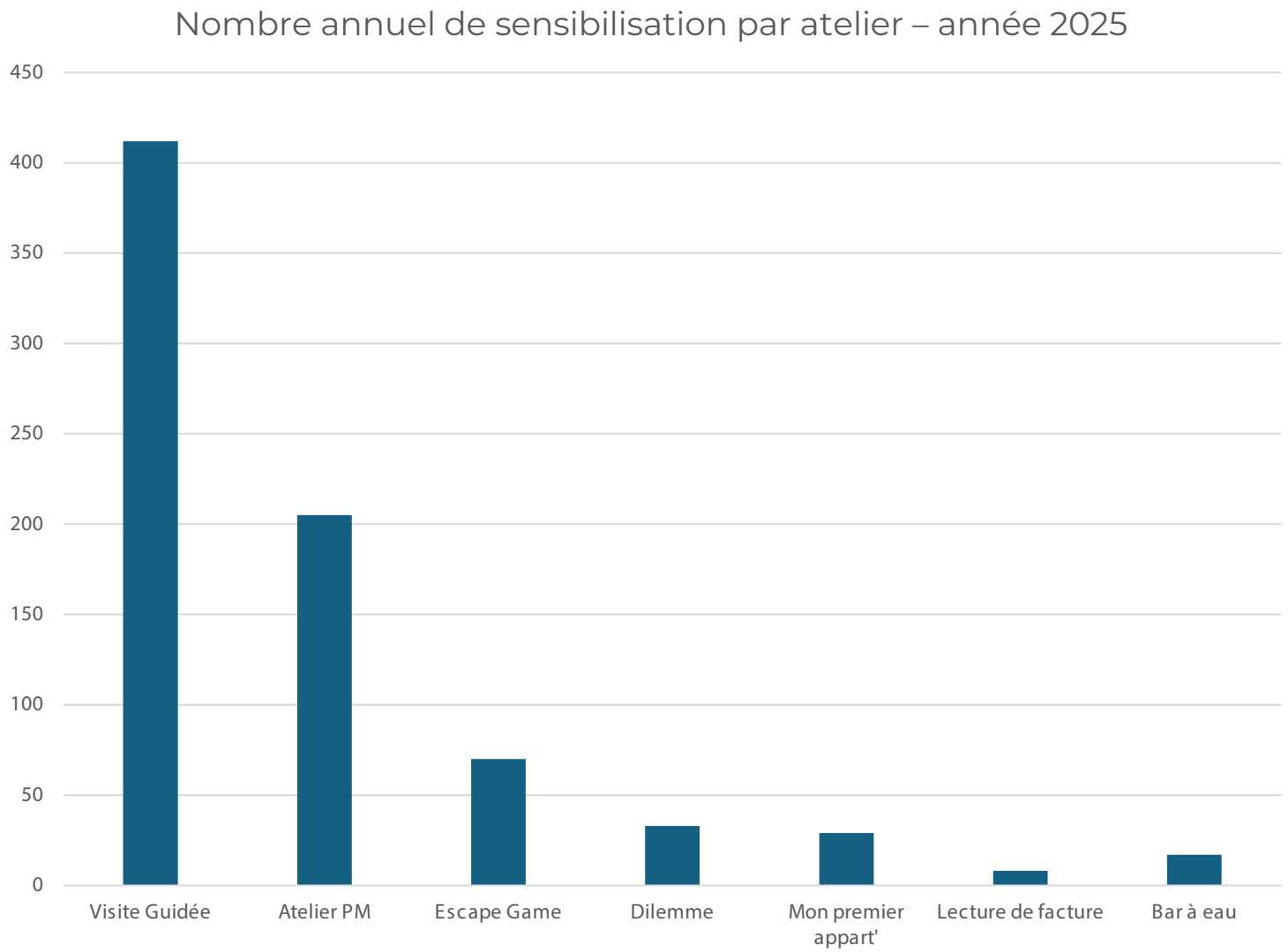
- 6 volontaires, actuellement en poste dans le Bas-Rhin, formés à ***la maîtrise des usages de son logement*** : Dunia, Godwin, Marion, Caroline, Ora et Amélia (total de 13 volontaires sur l'année 2025)
- Mission de 8 mois, 28h par semaine (24h pour les étudiants)
- Formation Maitrise Des Energie (MDE), formations Civique et Citoyenne (FCC) et la formation Prévention et Secours Civique (PSC)

Bilan – année 2025



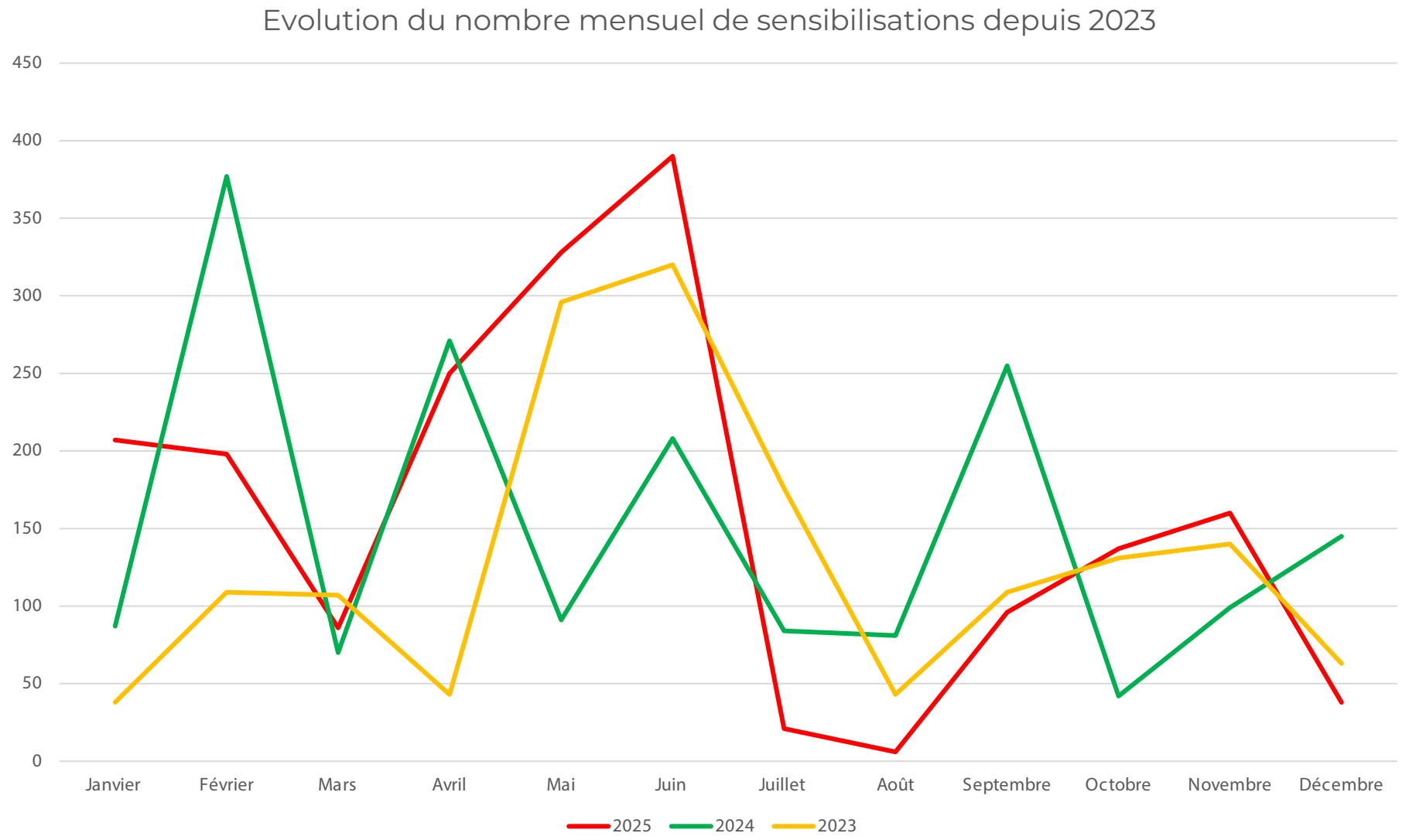
1900 bénéficiaires sensibilisés
depuis le début de l'année 2025

1771



+ 1200 sensibilisations
grâce à
l'appartement mobile

1772

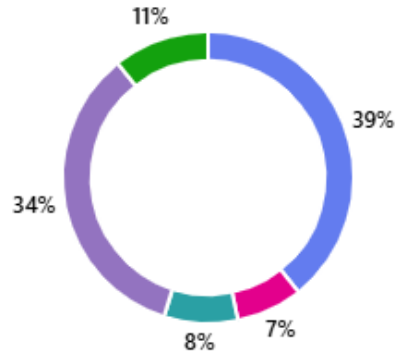

Evolution du nombre mensuel de sensibilisations depuis 2023
450
400
350
300
250
200
150
100
50
0
Janvier
Février
Mars
Avril
Mai
Juin
Juillet
Août
Septembre
Octobre
Novembre
Décembre
2025
2024
2023

1773

La typologie des publics accueillis à l'appartement pédagogique en 2025

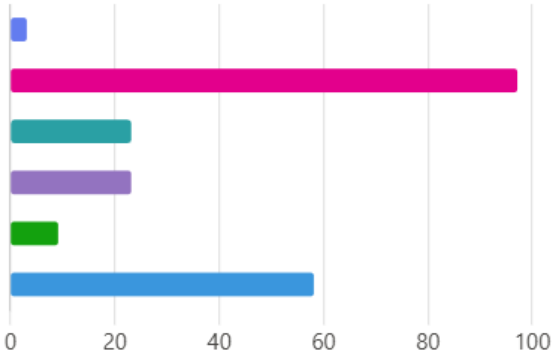
4. Vous êtes :

Locataire	48
Propriétaire	9
Locataire en logement social	10
Hébergé à titre gratuit	42
Autre	13



5. Dans quelle tranche d'âge vous situez-vous ?

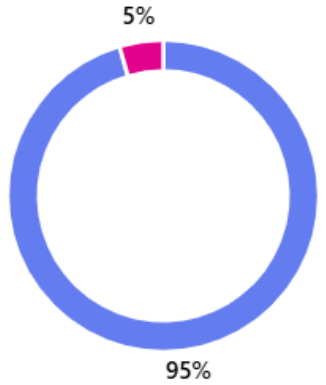
Moins de 16 ans	3
16 – 25 ans	97
26 – 35 ans	23
36 – 50 ans	23
50 ans et plus	9
Autre	58



Perception des ateliers – satisfaction et attentes des bénéficiaires

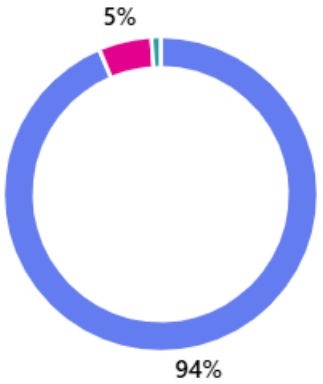
12. Ces ateliers ont-t-ils répondu à vos attentes ?

Oui	210
Non	10



17. Le niveau de l'atelier

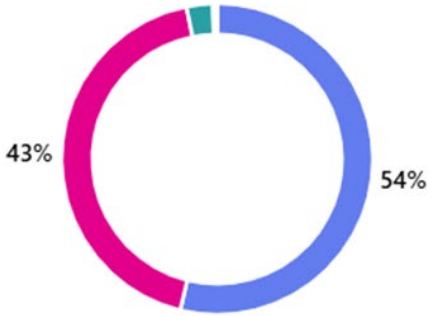
Adapté	205
Trop faible, je connaissais déjà la majorité des points abordés	12
Trop élevé, j'ai eu du mal à suivre	2



Perception des ateliers – satisfaction et attentes des bénéficiaires

14. Supports présentés :

Très utiles	119
Utiles	95
Moyennement utiles	6
Pas utiles	1



15. Explications données

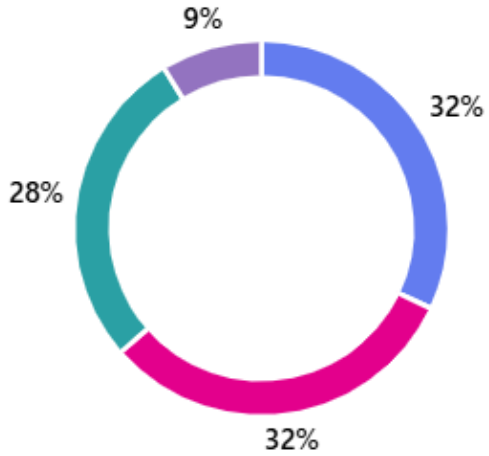
Très utiles	132
Utiles	80
Moyennement utiles	7
Pas utiles	1



Perception des ateliers – Possibilités d'économies identifiées par les bénéficiaires

19. Sur quoi pensez-vous pouvoir économiser au quotidien ?

l'électricité	129
le chauffage	127
l'eau	112
autre	35



La démarche « aller-vers » Face'ile@vivre



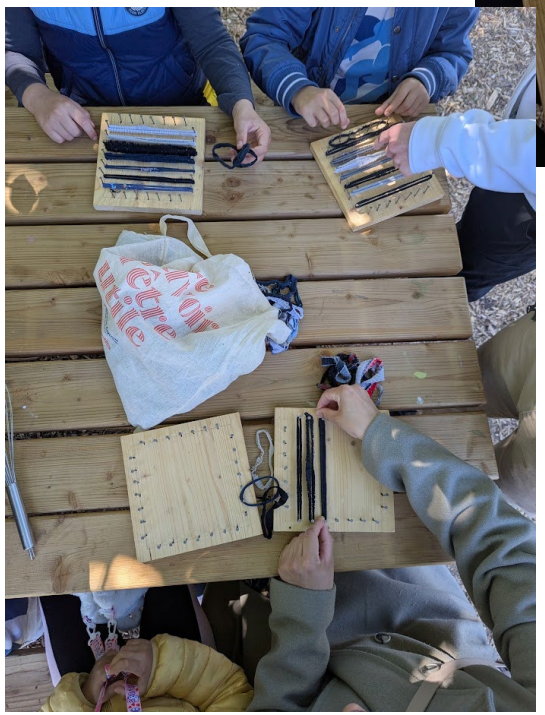
Animation de l’appartement pédagogique mobile – Marché de Koennigshoffen

Animation aux Internationaux de Strasbourg – 21 mai 2025



Animation à la ferme du Hohberg – 48 heures de l'agriculture urbaine





Distribution de kits énergie en porte-à-porte







Séminaire Pavillon Joséphine



Assemblée de quartier - Poteries

Fête du parc Schulmeister





Assises Européennes de la Transition Energétique



Le groupe Panier – CMS Hautepierre







L’épicerie sociale de Bischheim

La Journée éco-citoyenne et le Festival Radio de la Meinau







Le Forum des Jeunes - CeA

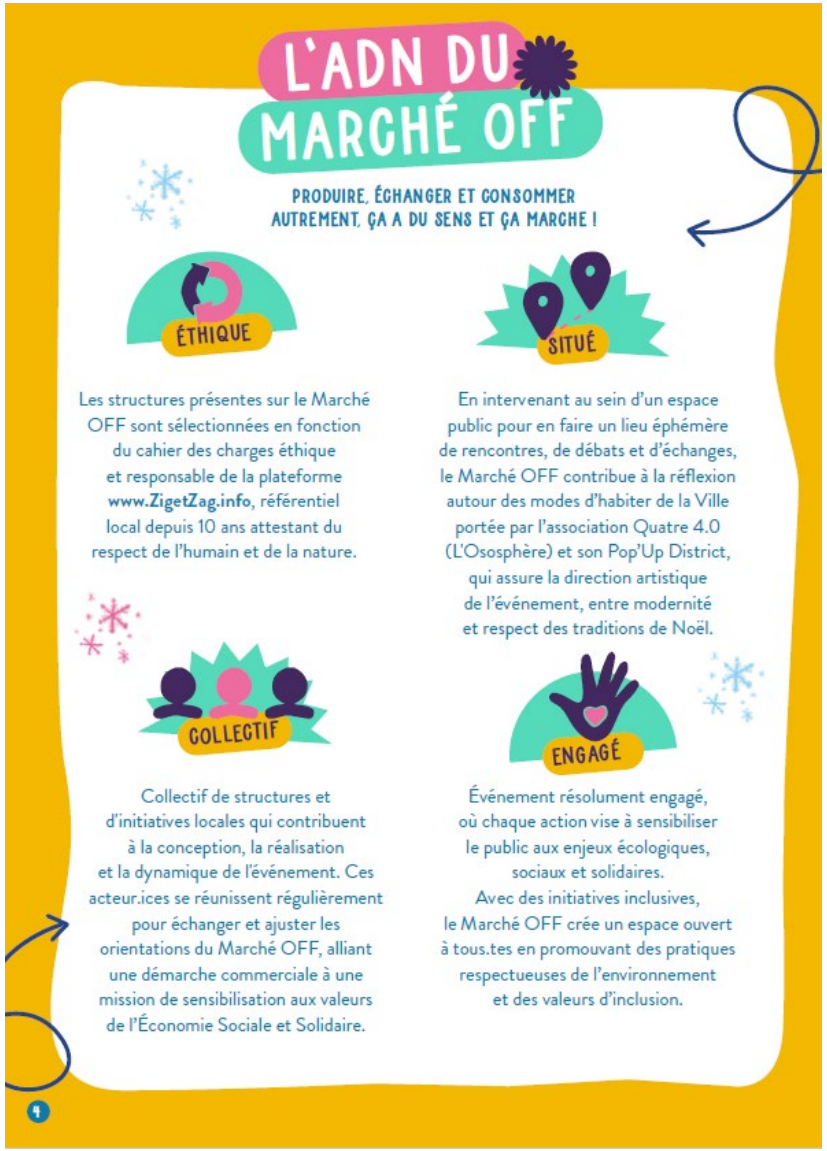
La Semaine Européenne de la Réduction des Déchets





1785





Marché OFF

L'APPARTEMENT MOBILE

par Face Alsace

DE 13H À 16H DEVANT LA HALLE

Outil pédagogique d'éducation et de sensibilisation aux écogestes et aux bons usages du logement.

Perspectives d'évolution

La médiatrice Socio-énergétique

La médiatrice socio-énergétique, diplômée CESF, assure un **suivi global des besoins des publics précaires** en matière d'énergie. Elle a pour mission :

- **Accompagner** les ménages en difficulté dans la gestion de leurs dépenses énergétiques ;
- **Faciliter** l'accès aux aides et dispositifs de soutien financier ;
- **Sensibiliser** et **informer** sur les pratiques de réduction de consommation ;
- **Agir** comme **intermédiaire** entre fournisseurs et consommateurs vulnérables ;
- **Suivre** de manière continue les besoins énergétiques des publics précaires.

Dans une démarche écoresponsable, elle s'engage également à :

- **Promouvoir** les énergies renouvelables pour réduire l'impact environnemental et les factures ;
- **Encourager** les comportements durables (recyclage, isolation écologique) ;
- **Collaborer** avec des acteurs de la transition écologique pour offrir des services adaptés ;
- **Organiser** des actions de sensibilisation à la préservation de l'environnement et aux pratiques responsables.

La médiatrice Socio-énergétique

Les objectifs :

→ La ***professionnalisation des actions*** menées par les équipes Face'ile@vivre, en proposant des suivis sociotechniques aux publics précaire.

→ ***100 à 150 visites-à-domicile***.

→ Moyenne de ***3 rendez-vous par ménages*** suivis.

→ Lien partenarial étroit avec les institutions strasbourgeoises, les prescripteurs et travailleurs sociaux du territoire.

→ Orientation initiale des ménages par identification des dossiers de demande FSL(e), les impayés, repérage par les prescripteurs.

→ Diagnostic sociotechnique, avec rédaction d'un rapport de visite et remise de préconisations.

→ Redirection des bénéficiaires vers les travailleurs sociaux référents pour mise en place de demandes d'aides, au besoin.

Intégration

Début du contrat de la médiatrice socio-énergétique, Christelle Remy, CESF diplômée

nov. 2025

Mise en place

Identification des objectifs, création des outils nécessaires à la médiation et prise de contact avec les partenaires.

nov. - dec. 2025

Formation

Formation aux besoins techniques de la médiation - utilisation du matériel technique - et immersion dans le dispositif SLIME de la CeA.

jan. 2026

Déploiement

Identification et orientation des ménages précaires, visites-à-domicile, établissement du diagnostique et rédaction d'un rapport sociotechnique.

fev. - oct. 2026

Bilan

Etablissement du bilan de l'année - objectifs, conclusions, retour d'expériences et corrections pour la seconde année.

nov. 2026

Comité annuel

Partage d'expérience avec les équipes de l'EMS - bilan quantitatif et qualitatif.

dec. 2026

Médiateur socio-énergétique



1. **Identification** des ménages en situation précaire - sur base de : *dépôt de dossiers FSL, impayés, repérage et orientation via des prescripteurs.*
2. **Prise de contact** avec le ménages précaires et **démarrage** de l'accompagnement personnalisé.
3. **Prise de rendez-vous** pour les visites à domicile et **suivi** des dossiers - minimum de trois visites à domicile.
4. **Remise d'un dossier** complet ***- rapport socio-énergétique*** *et* ***préconisations -*** et accompagnement des ménages dans leurs démarches d'accès au droit par mise en relation avec les travailleurs sociaux.

Strasbourg.eu eurometropole — FACE Alsace pour l'inclusion

Fiche d'orientation MSE

Ce document est destiné à faciliter l'orientation des ménages de l'Eurométropole de Strasbourg vers le service de médiation socio-énergétique de Face Alsace. Il permet aux travailleurs sociaux ou tout référent de transmettre les informations nécessaires pour organiser rapidement une prise de contact.

MENAGE

NOM :	Prénom :
Adresse :	
Code postal :	Ville :
Téléphone :	Mail :

Nombre de personne dans le foyer
Adultes :
Enfants :

Statut d'occupation :
☐ Propriétaire ☐ Locataire parc social ☐ Locataire parc privé
☐ Autre (précisez) :

LOGEMENT

Type de logement :
☐ Maison individuelle
☐ Appartement en petit collectif (2 à 5 logts)
☐ Appartement en grand collectif (immeuble)

Typologie :
☐ T1 ☐ T2 ☐T3 ☐T4 ☐T5 et +

Mode de chauffage utilisé :
☐ Commun
☐ Individuel

Type(s) d'énergie(s) utilisé :
☐ Electricité
☐ Gaz
☐ Fioul
☐ Bois
☐ Autre : ...

Si connu, dépenses annuelles énergétiques
Quantité (kWh) :
Montant (par mois/par an) :
Prestataire(s) :

Strasbourg.eu eurometropole — FACE Alsace pour l'inclusion

L'appartement FACE ile @vivre

Le Cycle Solidaire

Les chiffres clés de la précarité menstruelle :

→ **1,5 à 2 millions de femmes** concernées en France.
→ En 2023, en France, 2,6 millions de femmes ont dû renoncer à l'achat de protection menstruelles pour des raisons financières.
→ Au cours de sa vie, une femme dépense entre **8 000 et 23 000 €** pour gérer ses menstruations – protections menstruelles, soins médicaux et remplacement de vêtements.
→ **5,3 kg de CO_2-eq** générées en moyenne chaque année par personne menstruée – l'équivalent de **245 000 tonnes de CO_2** émises chaque année en UE – produisant des déchets non recyclables, contenant souvent des produits chimiques.

La précarité menstruelle a des **implications sociales** – taux important d'absentéisme au travail et durant les études -, **environnementales** – utilisation de protections hygiéniques à usage unique et non recyclables -, et **sanitaires** – risque de choc toxique sans renouvellement régulier des protections et présences de produits toxiques.

Le Cycle Solidaire

Les 3 objectifs du projet :

1. **Eduquer et sensibiliser** les femmes en situation de précarité menstruelle au cycle biologique féminin et des alternatives réutilisables, par la création d'un atelier participatif conçu sous forme de jeu.

2. **Réduire les déchets** générés par les menstruations en présentant des alternatives réutilisables.

3. **Diffuser et démultiplier** l'action auprès des professionnels en lien avec les publics concernés, prenant la forme d'une formation afin qu'ils puissent à leur tour accompagner les publics.

4. **Elargir le champ d'action** du projet, en proposant un « Guide de la Précarité menstruelle » à destination de l'entourage des personnes menstruées.

L'identification de situations sociales spécifiques permet l'orientation de ces publics vers des interlocuteurs compétents : travailleurs sociaux, structures médicales, ou autres associations.

La refonte des ateliers

1. **Renforcement de nos ateliers** par les ressources d'ateliers ***Transition Juste*** mise à disposition par l'association *Makesense*.

2. **Intégration d'éléments de langage** dans les ateliers pour une meilleure compréhension des enjeux environnementaux pour les bénéficiaires
   - Le triangle de l'inaction entre les Etats
   - Le bien commun
   - Justice inter- et intragénérationnelle

   → Expliquer aux bénéficiaires que chaque geste compte dans la lutte contre le changement climatique, même à notre échelle.

3. **Refonte globale des ateliers** et **reconfiguration de l'appartement pédagogique**
   - Ajout de matériels présentés dans la visite guidée : les rideaux thermiques, un tapis dans le salon, …
   - Centralisation des infographies pour une meilleure lisibilité des informations
   - Rendre le lieu pour chaleureux et vivant.

Budget prévisionnel 2026

DEPENSES			RESSOURCES		
Frais de personnel	6 Volontaires en Services Civiques	11 160,00 €		Point conseil Budget	7 300,00 €
	Direction 0,1 ETP	8 160,00 €		R-GDS	60 000,00 €
	CESF 1 ETP	44 400,00 €		CPO EMS	55 042,86 €
	Cheffe de projets 0,8 ETP	38 400,00 €		Pacte des solidarités	25 714,29 €
	Frais de salariés et des VSC	10 400,00 €		Cycle solidaire	3 500,00 €
	Infographie et communication	2 500,00 €			
	Kits énergie	7 500,00 €			
	Consommables projets	4 600,00 €			
	déplacements	3 000,00 €			
	Consommables, charges et fluides	11 400,00 €			
	Assurances	700,00 €			
	Matériel pédagogique et de VàD	4 900,00 €			
	Frais de structure 3%	4 437,14 €			
	TOTAL DEPENSES	151 557,14 €		TOTAL RESSOURCES	151 557,14 €

CPO
Eurométropole de Strasbourg

Bilan de l'année 2025

LE MEILLEUR DÉCHET EST CELUI

QU'ON NE PRODUIT PAS

1797

CC BY

Bilan par cible:

01

GRAND PUBLIC

- Animations
- SERD

02

SCOLAIRES

- Animations
- Kermesses

03

COMMERCES

- Cartographie
- Sacs à pain
- Bocal
- Stickers

01 GRAND PUBLIC

Animations

Tous les crédits pour les animations sont honorés

Environ **450** personnes touchées par nos actions grand public !

- Ateliers cuisine : 3
- Ateliers DIY : 5
- Stand avec fabrications : 3
- Stand d'animation et d'information : 6 (dont certains thématiques)
- Table ronde sur la consigne: 1
- Animation d'un atelier collectif sur la consigne : 1

Total : 19

Communes concernées :
Eschau, Oberhausbergen, Strasbourg Montagne Verte – Meinau-Polygone-Rotterdam, Souffelweyersheim, Breuschwickersheim, Plobsheim, Illkirch, Lingolsheim.



Atelier DIY baume à lèvres pour la Semaine Bleue



Stand alimentation durable : jeu autour de l'impact de la fabrication d'un pot de yaourt à la poire

Animations grand public

Date	Avril	Avril	Avril	Mai	Mai	Juin
Quoi	**DIY produits ménagers**	**Cuisine anti-gaspi**	**Cuisine anti-gaspi**	**Stand (alimentation durable)**	**Stand (empreinte eau)**	**Cuisine anti-gaspi**
Où	Eschau	Oberhausbergen	CSC Montagne verte	Souffelweyersheim (évènement)	Breuschwickersheim (évènement)	Orée85 (RDV de l'alimentation
Participants	7	6	8	40	20	10

Animations grand public

Date	Juin	Juin	Septembre	Septembre	Septembre	Octobre
Quoi	**Stand fabrication produits ménagers**	**Stand d'animations**	**Stand d'animations scolaires**	**Stand DIY savons**	**DIY hydratation sur une demi-journée**	**Animations avec des scolaires**
Où	Neuhof semaine de l'environnement	Francas	Festival Défricheurs	Plobsheim (toute la journée). Evènement	ARES (évènement)	Festival les Défricheurs
Participants	15	30	70	50	30	70

Animations grand public

Date	Octobre	Octobre	Novembre	Novembre	Novembre	Novembre	Décembre
Quoi	**Table ronde sur la consigne**	**DIY savons**	**DIY produits d'hydratation**	**Stand d'info**	**Animation atelier sur la consigne +stand**	**Stand DIY produits d'hydratation**	**DIY produits d'hydratation**
Où	UP Shifté	Bischheim (durant un repair cafe)	CSC Rotterdam	EMS	Rencontres de l'Economie Locale Engagée	Illkirch (évènement)	Lingolsheim
Participants	30	15	30	20	20	30	15

01 GRAND PUBLIC

SERD

1804

Plusieurs actions et plusieurs cibles

Grand public

Environ **30 personnes**

Après-midi d'ateliers DIY pour les jeunes à Horizome Hautepierre : mercredi 26/11

- **Fabrication de portes-clés en chambre à air** : Creative Vintage
- **Pancake party anti-gaspi** : les Retoqués
- **Baume à lèvres** : ZDS
- **Exposition** d'affiches d'Halte à l'Obsolescence Programmée et l'Ademe sur les DEEE : ZDS



1805

Plusieurs actions et plusieurs cibles

Grand public

Environ **20 personnes**

Repair cafe : petit électroménager et matériel informatique/téléphonie, à Horizome, Hautepierre : jeudi 27/11



- **Réparateurs :** Horizome et la Cybergrange

- **Stand et exposition :** Zéro Déchet Strasbourg



Plusieurs actions et plusieurs cibles

Grand public — **30 personnes (maximum de participants)**

Visite du site industriel Envie2 Alsace

- **2 visites le vendredi 28/11 :** complètes
- **Gestion des inscriptions par nos soins** (Hello Asso/échanges et rappels mails)



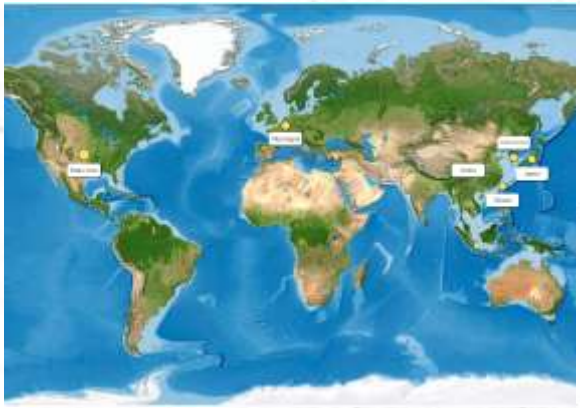
Plusieurs actions et plusieurs cibles

Scolaires et personnel de l'EMS

Environ **85 personnes**

- **2 ateliers spécial DEEE** pour des élèves de maternelles (2 classes) et élémentaire : lundi 24 et jeudi 27/11

- **Stand d'information** pour le personnel de l'EMS, au Centre Administratif : mardi 25/11



ÉCRAN	COQUE	CARTE MÈRE
		
Je viens du pays du soleil levant et des mangas.	Mon pays se trouve sur une île à droite de la Chine.	Dans mon pays, il y a Hollywood et la statue de la Liberté.

Bilan

- **Calendrier de mise en oeuvre :**

Juin : prise de contacts avec plusieurs structures de l'ESS qui œuvrent dans les DEEE :

1. Emmaüs Connect : pas de retour
2. Commown : pas de retour
3. Acro'ciation
4. Cybergrange
5. Envie
6. Alsace Réseau Neutre
7. Desclick : pas de retour
8. Humanis : pas de retour

Réunion collective pour faire connaissance et envisager un début de programmation (asso en vert présentes).

Juillet :

– Rencontre avec la direction de Carijou, visite du lieu
– Réunion visio avec Acro'ciation
– Contact de l'INSA pour organiser une projection/débat (contact de l'Agence du Climat et Alter Alsace Energie pour le débat).

Bilan

Septembre : organisation des actions

- Prise de contact avec Horizome qui se propose de nous accueillir
- Acro'ciation ne souhaite pas participer avec nous et organisent un repair café fermé au public pour réparer des jouets de Carijou,
- L'association d'étudiants de l'INSA ne donnent plus de nouvelles juqu'à novembre, ce qui est trop court pour l'organisation, d'autant qu'Alter Alsace Energie ne nous a pas répondu.

Fin septembre : le programme est fixé.

Canaux de communication :

- De multiples supports créés : affiches générales, affiches individuelles pour les structures, visuels ciblés..
- Réseaux sociaux de ZDS et des structures partenaires,
- Site internet de ZDS (page créée)
- Mailing à nos sympathisants et les structures partenaires
- Sites en ligne : jds, Sorties Natures, Coze, site de la SERD (labellisation)
- Communiqué de presse
- EMS : envoi du programme, du communiqué de presse
- Stands et ateliers : affiche, information du public...

02 Scolaires

Animations

1811

22 classes



Ecoles :

- Hohberg
- Jean Mermoz
- Jacqueline
- St Jean
- Sud Illkirch (élémentaire et maternelle)
- Centre Hoenheim
- Bouchesèche Hoenheim
- Petit Prince
- Neufeld
- Sud Illkich

3 écoles : partenariat avec le CINE "nos vies sans déchet" (en violet)

Format : 1 intervention "sensibilisation aux problématiques des déchets"
+ 1 intervention mise en application (goûter, tri, exposition, kermesse)

Autres formats :

Cycle de l'eau, empreinte eau, frise "destination des déchets", DEEE, autopsie de poubelle, sensibilisation des ATSEM
Majoritairement 2 interventions/classe

Questionnaires des besoins :

- Liste des fournitures éco-responsables : fiche action : X2+ 1 intervention
- Kermesse/fête d'école : fiche action X2
- Goûter : 1 intervention + 1 fiche action

1812



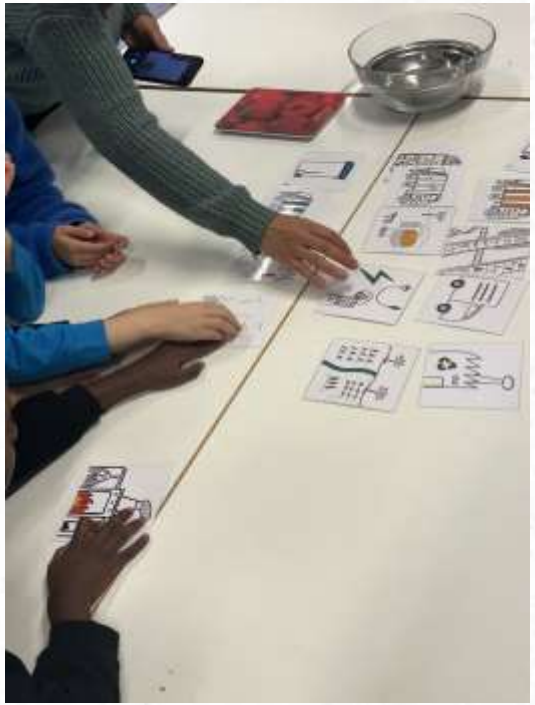
20 interventions

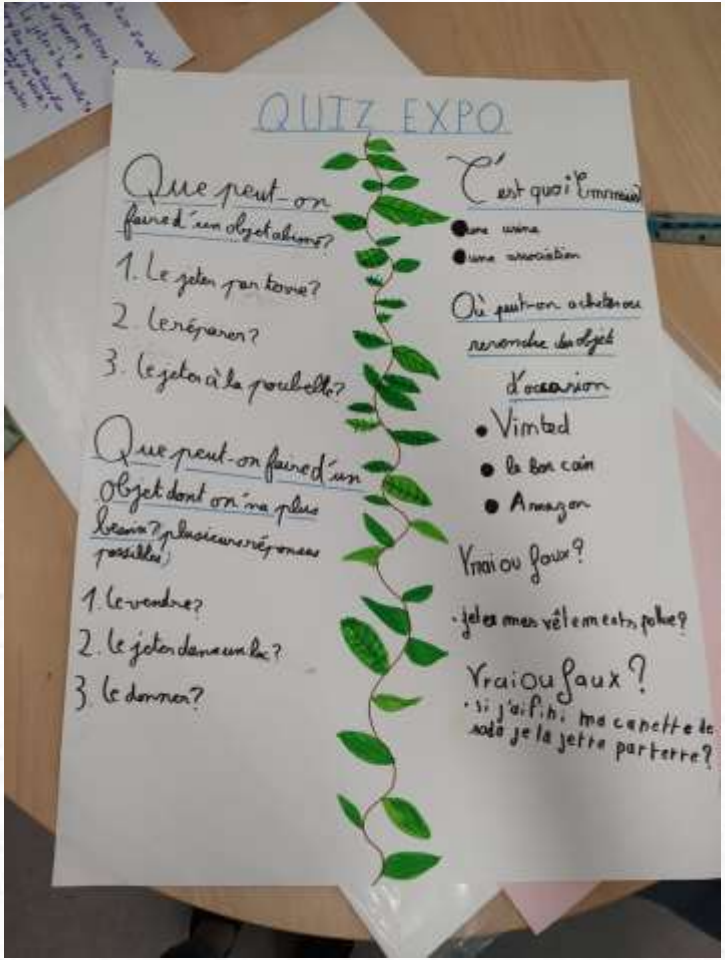
Entre 1 et 3 animatrices par séance

Environ 500 élèves **sensibilisés**

Thématiques d'animations:

- Problématiques et impacts des déchets : 9
- Goûter zéro déchet : 1
- Cycle de l'eau : 3
- Frise « où vont nos déchets » : 3
- Discussion/échange avec la direction et les ATSEM : 1
- DEEE : 3




QUIZ EXPO
Que peut-on faire d'un objet abîmé?
1. Le jeter par terre?
2. Le réparer?
3. Le jeter à la poubelle?
Que peut-on faire d'un objet dont on n'a plus besoin? (plusieurs réponses possibles)
1. Le vendre?
2. Le jeter dans un lac?
3. Le donner?
C'est quoi Emmaüs?
une usine
une association
Où peut-on acheter ou rechercher des objets d'occasion
Vinted
le bon coin
Amazon
Vrai ou faux?
Vrai ou faux?


RÉPARER CE N'EST PAS COMPLIQUÉ!
EMMAÜS
ALORS

1814

02 Scolaires

Kermesses

1815

Ecoles inscrites :

Ecoles maternelles :

1. Petit Prince Geispolsheim
2. Nord Illkirch
3. Sud Illkirch
4. Groupe Exen-Pire Schiltigheim

Ecoles élémentaires :

5. Bouchesèche Hoenheim
6. Nord Illkirch
7. Sud Illkirch
8. Saint-Jean Strasbourg
9. Groupe Exen-Pire Schiltigheim

- 2 réunions/formations collectives organisées : en présentiel et en visio
- 4 écoles : interventions dans 1 ou 2 classes
- 1 réunion bilan de 2h en visio.

Objectifs fixés par les écoles, suite à une réunion/formation collective de 2 heures : Ici

Bilan:

BOISSONS :
- Ont toutes proposé des boissons consignées : YSE, le Fourgon, achat en Allemagne
- Cruches de sirop

ALIMENTATION :
- Généralisation des précommandes
- Alternatives végétariennes
- Affichage des ingrédients pour éviter le gaspillage
- Redistribution des restes

TRI :
- Respecté en partie, malgré plusieurs actions menées pour la visibilité et la compréhension des consignes
- On retrouve surtout : cartons de tartes flambées, emballages de mister freeze pour une école

VAISSELLE :
- Ont toutes demandées aux parents d'apporter leur vaisselle/serviette : a assez bien fonctionné, à poursuivre les années suivantes pour intégrer ce changeemtn d'habitude,
- Aucun gobelet jetable,
- Surtout des cartonnettes pour snack et tartes flambées

DÉCORATION / ANIMATION :
- Table de troc pour échanger des lots de la tombola, lots éthiques, déco récup' avec des déchets.

Bilan global du projet :

POSITIF

- Les écoles inscrites ont rapidement intégré la suppression des gobelets jetables, canettes et petites bouteilles,
- Recours systématique aux boissons consignées et carafes de sirop,
- Grande fierté pour les écoles participantes et sentiment d'appartenance à un groupe de personnes engagées dans une démarche similaire (échanges d'expériences déterminants pour agir)

NÉGATIF

- La pratique du tri est partiellement respectée: gros besoin de sensibilisation des familles et parfois des enseignants
- Des inscriptions en baisse : plan vigipirate en 2024, des écoles ont supprimé les kermesses ou les ont remplacées par de simples après-midi de jeux avec les élèves, découragement d'équipes organisatrices qui ne se sentent pas assez soutenues (par les parents / enseignants /direction /collectivité)

Pour que le projet perdure, nous avons besoin d'un soutien des municipalités : pour l'inscription des écoles, la reconnaissance de l'engagement des écoles par une communication institutionnelle

03 Commerçants

Cartographie

1819

Mises à jour régulières et communication :

- Posts sur les réseaux sociaux
- Sur nos stands via un QR code
- Sur un flyer de présentation de l'asso que nous distribuons
- Sur notre site internet
- Ajouts : rapprochement avec la carte de l'Ademe, intégration des partenaires des projets commerçants



03 Commerçants

Le bocal fait son nid

1821

Les contenants et les premiers commerçants engagés :



Harmonie Bowl - Secteur cathédrale
Restaurant sur place et à emporter



Kooma - Secteur Krutenau





La Boul'Ange : boulangerie, propose aussi des pizzas, quiches, salades... à emporter



Chez Vég'Anne : food truck
Burgers et desserts

1822

Plaidoyer : faire connaitre le projet et la démarche de réemploi de contenants :

- **Participation à 1 table ronde sur la consigne :** UP-shifté (Shift Project)
- **Participation aux rencontres locales de l'Economie Engagée** (Stück) : animation d'un atelier autour de la consigne puis stand de présentation de nos projets commerçants,
- **Rencontre de la coordination du marché de noël de Strasbourg** pour appuyer une réflexion sur de la vaisselle consignée : un compte-rendu leur a été envoyé suite à la réunion, ainsi qu'à l'élu concerné,
- **Travail avec le marché de noël off** : mise en lien avec la plateforme de lavage Uzaje (réunion commune), celle-ci entame une réflexion pour l'an prochain. En attendant, le marché a affiché nos stickers pour inciter à apporter son contenant,
- **Rencontres avec** « En boîte le plat », Start Up de Territoire, le Stück, Paloma, échange avec Initiatives Durables (start RSE) pour initier un réseau de partenaires, porter une communication, un plaidoyer commun et faire connaître notre projet.
- **Envoi d'un communiqué de presse** en décembre 2025.

LE BOCAL FAIT SON NID

Ce projet a grand besoin d'un soutien institutionnel pour nous faire connaître et encourager les commerçants à se lancer

03 Commerçants

Dégaine ton sac à pain !

1824



200 sacs à pain en tissu récup' marqués du logo de l'association, munie d'une longue corde permettant de le fermer et le transporter sur l'épaule ou en bandouillère (facturés 2040€ TTC par le Relais Grand-Est)

1825



Kit transmis au commerçant : affiche explicative du projet pour les clients, convention de mise à disposition, tirelire pour dons, autorisation de droit à l'image

Communication

- Plusieurs visites de boulangeries,
- Réseaux sociaux, newsletter de ZDS, demande de relai auprès de partenaires,
- Communiqué de presse,
- Stands et animations de l'association,
- Contact des fédérations de commerçants (sans succès)

Besoin d'un relai communication institutionnel



https://youtu.be/a_fdcrzrKss



Les 8 boulangeries sont répertoriées sur une page dédiée de notre site internet et sur la cartographie.

1826

Projet très bien accueilli par les boulangeries !

Bilan et perspectives: le projet « dégaine ton sac à pain »

- Même si les sacs sont bien partis, les boulangeries n'ont pas souhaité commander des sacs elles-mêmes, le tarif indiqué par le Relais étant trop cher pour elles (environ 9€, les boulangeries souhaitant plutôt 3€). Le Relais mène une réflexion à ce sujet,

- Partenariat avec le Stück pour inclure ces projets dans leur catalogue et communication transmises aux commerçants,

- Réception de 300 sacs en 2026 : recherche de nouveaux partenaires,

- Poursuivre et intensifier la communication, recherche de partenaires pour faire connaitre davantage la démarche,



03 Commerçants

Les stickers

1828

En 2026 : relance du sticker commerces

- **Nouveau sticker** (sera imprimé en 2026) : pour les commerces qui proposent des boissons à emporter et les évènements qui proposent de la restauration,
- Prospection pour ce nouveau sticker (prise de contact avec EMA...)



- **Sticker « classique »** : mise à jour de la liste, recherche de nouveaux commerces,
- Communication multi-canaux,
- Création d'une page « boutique » sur notre site internet, pour les commander directement en ligne



⌦ : **DPGD** Conseil EMS 26/06/2026

	montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**	dossiers
TOTAL DPGD	8 900 €	40 717 €	**37 450 €**	7

Référence	**Association**	type d'aide	montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**	commentaires
00024641	**VRAC STRASBOURG EUROMETROPOLE**	*AAP*	*2 800 €*	*3 017 €*	**3 000 €**	
00024614	**CYBERGRANGE**	*AAP*		*7 000 €*	**5 000 €**	
00024642	**VRAC STRASBOURG EUROMETROPOLE**	AAP	6 100 €	9 000 €	**9 000 €**	
00027614	**TRESORS FERTILES**	Projet - Manifestation		2 000 €	**2 000 €**	
00027581	**STRASBOURG INITIATION NATURE ENVIRONNEMENT**	Projet - Manifestation		15 000 €	**15 000 €**	
00026007	***REGARDS SOLIDAIRES***	Fonctionnement		2 500 €	**1 250 €**	
00027617	**REGARDS SOLIDAIRES**	Projet - Manifestation		*2 200 €*	**2 200 €**	

Appel à projets Objectif zéro déchet et économie circulaire

Structure et statut	Titre du projet	Description succincte du projet	Montant demandé AAP ZD-EC 2026 (€)	Montant proposé AAP ZD-EC 2026 (€)	Montant obtenu N-1 AAP ZD 2025 (€)
VRAC STRASBOURG EUROMETROPOLE Association	Ateliers anti-gaspi de valorisation de fruits et légumes locaux et de saison	Le projet propose des ateliers de valorisation des fruits et légumes au sein de l'épicerie solidaire La Caravelle à Cronenbourg (Caritas Alsace). Ces ateliers visent à transformer les invendus et surplus issus de VRAC et de Caritas-Alsace (lactofermentation, confitures, pickles, sauces, soupes…), dans une logique de lutte contre le gaspillage alimentaire. Comme en 2025, ils seront proposés gratuitement aux adhérent·es de VRAC ainsi qu'au public des structures partenaires, afin de favoriser la mixité sociale et intergénérationnelle. La demande de subvention porte sur l'animation des ateliers, l'achat de denrées alimentaires, l'acquisition et l'entretien du matériel, ainsi que la production de supports pédagogiques.	3017,00	3000,00	2800,00
		Total : 1 structure soutenue	3 017,00 €	3 000,00 €	

Appel à projets Objectif Éducation à l'environnement et éco-citoyenneté

Structure et statut	Titre du projet	Description succincte du projet	Montant demandé AAP ZD-EC 2026 (€)	Montant proposé AAP ZD-EC 2026 (€)	Montant obtenu N-1 AAP ZD 2025 (€)
CYBERGRANGE Association	Repair cafés pour les éttudiants en partenariat avec le CROUS de Strasbourg	6 repair cafés à destination du public étudiant répartis sur un semestre, en cohérence avec le calendrier universitaire. Action menée en partenariat avec le CROUS de Strasbourg.	7000,00	5000,00	
VRAC STRASBOURG EUROMETROPOLE Association	Animations autour de l'alimentation durable auprès d'un public étudiant et en précarité	Ateliers de sensibilisation sur l'alimentation saine et durable, les liens entre santé, environnement et alimentation: - Ateliers culinaire, couture, repas partagés, visites chez le producteurs ou encore ateliers pédagogiques pour enfants et/ou adultes sur les 8 territoires où l'association anime des groupements d'achat, et auprès d'un public en situation de précarité. - Ateliers cuisine et débats mensuels en direction d'un public étudiant, en lien avec le groupement d'achat dédié aux étdiant.e.s de Strasbourg.	9000,00	9000,00	6100,00
		Total : 2 structures soutenues	16 000,00 €	14 000,00 €	

45

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

Convention de partenariat ENGEES- EMS: prolongation de la mise à disposition de site pour une étude sur le traitement des eaux usées à la station d'épuration de Plobsheim.

Numéro E-2026-444

Dans le cadre de la convention de partenariat signée le 17 juillet 2018 entre l'Eurométropole de Strasbourg et l'ENGEES, le Service de l'Eau et de l'assainissement a mis à disposition de l'ENGEES une partie du site de traitement des eaux usées de Plobsheim pour l'étude d'un chenal à haut rendement algal pour le traitement des eaux usées.
Le principe est de mettre en œuvre un consortium d'algues et de bactéries, qui grâce à la photosynthèse et à l'oxydation bactérienne, traitent les eaux usées.
La mise à disposition d'une partie du site a été approuvée par délibération du 30 septembre 2022, pour une durée pouvant aller jusqu'au 14 octobre 2026. Le décalage du projet nécessite de renouveler cette autorisation au-delà de ce délai, jusqu'en 2028. La mise à disposition est donc prolongée de 2 ans, renouvelable 1 fois.

En raison des risques présents sur le site et de l'impact potentiel des installations de l'ENGEES sur le traitement (rejet d'une faible part d'effluent par le pilote – coactivité avec l'exploitant et ses sous-traitants), une convention, annexe à la fiche projet, encadre les conditions d'occupation temporaire du site.

Cette mise à disposition se fera à titre gracieux, dans le cadre du partenariat entre l'ENGEES et l'Eurométropole de Strasbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu la délibération métropolitaine du 30 septembre 2022, et notamment la fiche projet et son annexe pour la mise à disposition d'une partie de la station d'épuration de Plobsheim au profit de l'École Nationale du Génie de l'Eau et de l'Environnement de Strasbourg,
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

la convention en annexe pour la mise à disposition d'une partie de la station d'épuration de Plobsheim au profit de l'École Nationale du Génie de l'Eau et de l'Environnement de Strasbourg,

décide

la mise à disposition d'une partie du domaine de l'Eurométropole de Strasbourg au profit de l'ENGEES à titre gracieux, pendant 2 ans à compter du 15 octobre 2026, durée pouvant être prolongée par avenant,

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer la convention de mise à disposition d'une partie de la station d'épuration de Plobsheim au profit de l'École Nationale du Génie de l'Eau et de l'Environnement de Strasbourg dans le cadre de la convention de partenariat, un éventuel avenant, ainsi que tout document nécessaire à la mise en œuvre du projet.

ANNEXE AU PROJET DE RECHERCHE-INTERVENTION – Etude d'un chenal à haut rendement algal pour le traitement des eaux usées

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - MISE A DISPOSITION D'UNE PARTIE DE LA STATION D'EPURATION DE PLOBSHEIM

entre

L'Eurométropole de Strasbourg, établissement public dont le siège est 1 parc de l'Etoile Strasbourg, numéro SIRET 246 700 488 000 17/ RCS
Représentée par Madame Michèle KANNENGIESSER, vice-présidente, agissant en application de la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 10 avril 2026, de l'arrêté de délégation de fonction par arrêté du ……. et de la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2026 ;

Ci-après dénommée « EUROMETROPOLE »

Et

L'École Nationale du Génie de l'Eau et de l'Environnement de Strasbourg, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège social est situé 1 quai Koch, 67000 Strasbourg, numéro SIRET 196 701 890 00010
Représentée par Jean-Marc WILLER ;

Ci-après dénommée « ENGEES »

Préambule

En date du 17 juillet 2018, l'ENGEES et l'EUROMETROPOLE de Strasbourg ont signé une convention de partenariat via un contrat cadre, dans lequel s'inscrivent différentes actions susceptibles d'être conclues entre les deux parties. En particulier, les actions de recherches et de développement font l'objet de fiches projet établies entre les 2 parties, qui sont ensuite annexées à la convention.

La station d'épuration de Plobsheim mise en service en 1980 et recevant les eaux de la commune, est une station à boue activée capable de traiter une pollution de 3 300 EH. Elle est située sur les abords de Plobsheim (Route du Rhin) et se rejette dans le Petergiessen qui alimente le Rhin Tortu. La station est gérée en régie par l'EUROMETROPOLE de Strasbourg.

Dans le cadre de la convention de partenariat, l'EUROMETROPOLE a mis à disposition de l'ENGEES une partie du site de traitement des eaux usées de Plobsheim pour l'étude d'un chenal à haut rendement algal pour le traitement des eaux usées, via une convention signée. Cette mise à disposition étant prévue jusqu'au 14 octobre 2026, l'ENGEES a sollicité la prolongation de la mise à disposition car l'étude n'a pas pu être finalisée.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de rappeler les conditions de mise à disposition fixées par la convention précédente ayant pris fin le 14 octobre 2026.
Elle rappellera notamment les modalités techniques et administratives pour permettre à l'étude de se poursuivre dans les meilleures conditions, pour une nouvelle période définie ci-après.

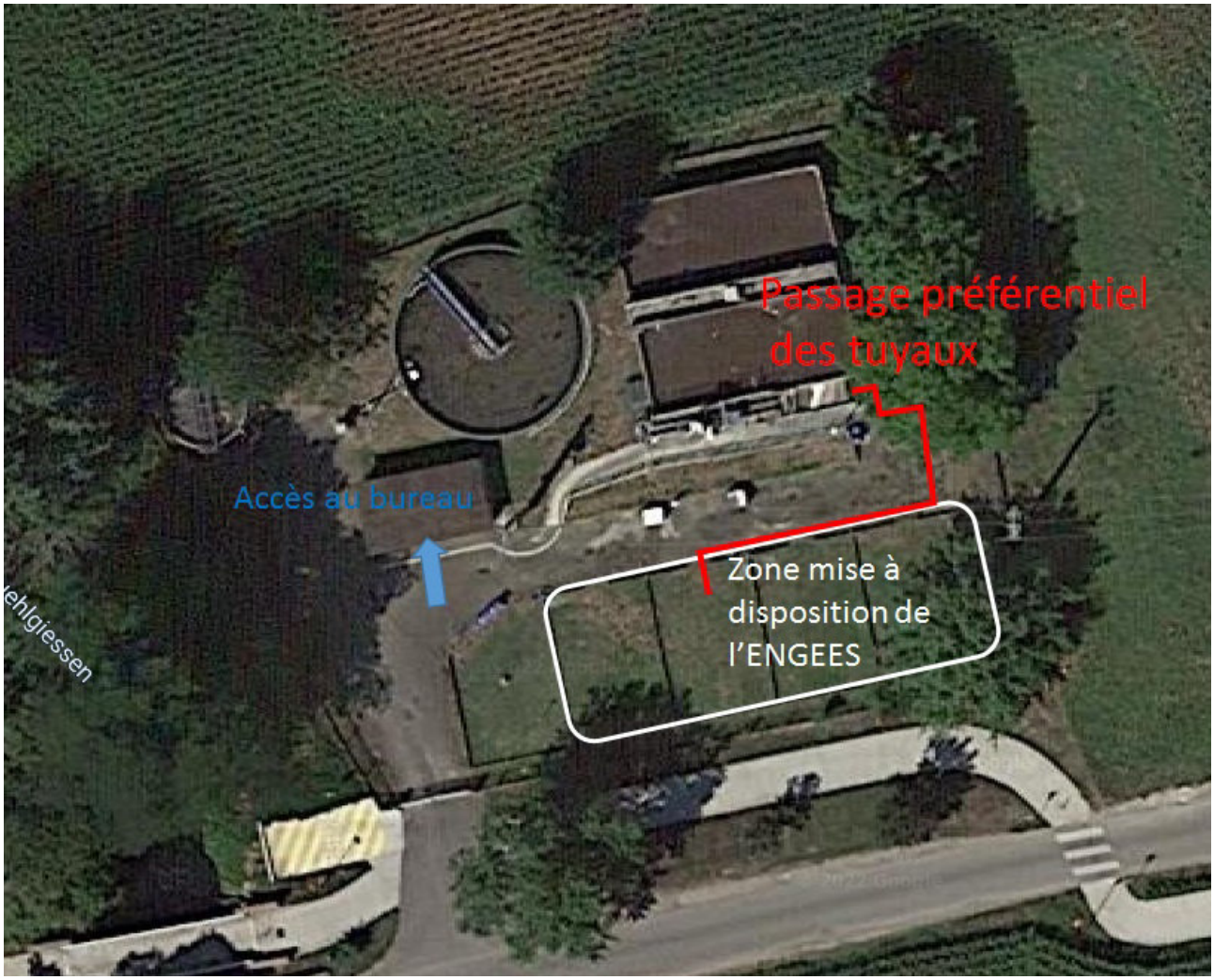
ARTICLE 2 : DESCRIPTION DE L'ETUDE

Une installation semi-industrielle de chenal à haut rendement algal a été construite sur le site de la station d'épuration de Plobsheim. Cette installation est dimensionnée pour traiter les eaux usées de 3 à 14 équivalents-habitants selon les configurations (temps de séjour hydraulique variant de 4 à 8j) soit 0,4 à 2 $m^3.j^{-1}$. La surface utile du chenal prévu est de 20 m^2. Un décanteur de 0,15 m^2 permettra une séparation des eaux usées traitées et de la biomasse produite. L'ensemble de l'installation a été installé sous une serre afin d'optimiser et réguler les variations de température.

ARTICLE 3 : CARACTERISTIQUES DE L'OCCUPATION

L'EUROMETROPOLE s'engage à maintenir à disposition gratuitement une partie des effluents d'eaux brutes de la station d'épuration et à permettre à titre temporaire, précaire, révocable et gracieux l'occupation des anciens lits de séchage mis hors service. L'EUROMETROPOLE s'engage à maintenir à disposition l'emplacement nécessaire pour l'ENGEES de leur système de pompage des eaux prétraitées permettant l'alimentation en eaux de son prototype de bassin d'épuration.

ARTICLE 4 : DESIGNATION DES ACCES AUTORISES ET DE LA ZONE MISE à DISPOSITION



L'ENGEES conservera les accès aux zones/bâtiments suivants :

- local administratif avec locaux sanitaires ;
- anciens lits de séchage pour l'installation du pilote (emprise du pilote de 20 m²).

L'accès au reste du site est formellement interdit sauf autorisation préalable, expresse et écrite de l'EUROMETROPOLE.

L'EUROMETROPOLE s'engage à permettre l'accès 24h/24 aux zones identifiées au personnel dûment désigné par l'ENGEES.

ARTICLE 5 : DELAI ET DUREE DE LA CONVENTION

La convention prendra effet le 15 octobre 2026. Sauf résiliation prévue à l'article 17 la convention aura une durée de 2 (deux) ans.
La prolongation de la durée sera possible une fois pour la même durée, par voie d'avenant. La demande de prolongation devra être adressée par l'ENGEES à l'EUROMETROPOLE, dans un délai de 6 mois avant la date de fin de la convention. L'EUROMETROPOLE se réserve le droit de refuser cette prolongation.
Le non-renouvellement de la convention n'ouvre pas droit à indemnité.

ARTICLE 6 : ENGAGEMENTS DE L'ENGEES

L'ENGEES s'engage à utiliser la zone mise à disposition uniquement pour l'étude décrite à l'article 1 et à n'y exercer aucune autre activité.
L'autorisation d'occupation qui est accordée à l'ENGEES est consentie à titre personnel. Toute forme de cession de droit, de transfert ou de mise à disposition au profit d'un tiers est nulle, si l'ENGEES n'a pas au préalable et par écrit recueilli l'accord exprès de l'EUROMETROPOLE, qui peut refuser, et si la cession ou la mise à disposition au profit d'un tiers n'est pas formalisée par écrit, y compris pour les partenaires de l'ENGEES.

Une clé d'accès au site a été remise au démarrage de l'étude en 2023, contre bordereau.
Le signataire du bordereau s'engage à ne pas reproduire la clé, à ne pas la prêter à un tiers autre que ceux autorisé. L'ENGEES s'engage à fermer le site à clé dès qu'il quitte les lieux. La clé sera à remettre **en main propre** à l'EUROMETROPOLE en fin d'étude, contre bordereau.
En cas de perte ou de vol de la clé, l'ENGEES informe sans délai l'EUROMETROPOLE.

L'ENGEES fera son affaire de toutes les autorisations éventuellement nécessaires pour son projet.

ARTICLE 7 : DESCRIPTION DES INFRASTRUCTURES

Les installations respecteront les normes techniques et les règles de l'art, de manière à ne pas générer de risque et d'impact sur le site, sur le plan de la sécurité et de l'environnement.
Les modifications majeures sur l'installation feront l'objet d'une validation préalable par l'EUROMETROPOLE, qui s'assurera que les modifications ne causeront pas d'impact au site.

L'ENGEES s'engage à maintenir l'emplacement mis à disposition dans un état propre.

ARTICLE 8 : RESPONSABILITES ET ASSURANCES

Conformément à l'article 11 de la convention du 17 juillet 2018, chaque partenaire est responsable de tout dommage que lui-même, son personnel, ses fournisseurs et/ou prestataires de service, pourraient causer à un partenaire, à un tiers ou aux installations. Chaque partenaire devra en tant que de besoin souscrire et maintenir en cours de validité les polices d'assurance nécessaires pour garantir les éventuels dommages aux biens ou aux personnes qui pourraient survenir dans le cadre du présent partenariat.
Tous les dommages qui pourraient être causés sur le site tant aux personnes qu'aux biens du fait de l'exploitation ou de la simple présence des installations sur le site, seront entièrement de la responsabilité de l'ENGEES. L'ENGEES garantira l'EUROMETROPOLE de tout recours introduit à son encontre de ce chef.
L'ENGEES ne pourra se retourner contre l'EUROMETROPOLE, sauf en cas de faute de celle-ci, pour les dommages de toute nature qui pourraient être causés à ses biens ou à des tiers.

L'ENGEES est responsable de la sécurité des interventions qu'il effectue sur le site dans le cadre de la présente convention et souscrira à une police d'assurance de son choix pour les risques associés à ce type d'interventions (responsabilité dommages aux tiers et dommages aux locaux à proximité).

L'ENGEES déclare être titulaire d'une ou plusieurs polices d'assurance souscrites auprès d'une ou plusieurs compagnies d'assurances et garantissant les risques d'incendie, explosion, dégât des eaux, responsabilité civile en général, atteintes à l'environnement et tous risques spéciaux liés à son activité.
Ces polices seront communiquées à l'EUROMETROPOLE chaque année.

ARTICLE 9 : ETAT DES LIEUX CONTRADICTOIRE

A la prise d'effet de la convention, et à l'expiration de celle-ci, un état des lieux contradictoire est réalisé au moyen de photos du site et de la zone mise à disposition, qui seront annexées à la présente convention.

ARTICLE 10 : DISPOSITIONS FINANCIERES et UTILITES

Aucune transaction financière n'aura lieu entre l'EUROMETROPOLE et l'ENGEES.
La mise à disposition du site se fera à titre gracieux. L'EUROMETROPOLE fournira à titre gracieux les utilités suivantes :

- eaux usées ;
- accès au bâtiment administratif et aux sanitaires.

Tous les frais associés au pilote et autres que ceux mentionnés ci-dessus seront à la charge de l'ENGEES, notamment les frais de construction, de maintenance et d'entretien.
L'ENGEES entretiendra son installation dans les règles de l'art, à ses frais et sous sa seule responsabilité, de manière à ce qu'aucune perturbation ne survienne dans l'exploitation notamment de la station d'épuration, ni n'affecte l'usage du domaine où sont situés les équipements du laboratoire.
Aucune mise à disposition de personnel n'est prévue par l'EUROMETROPOLE envers l'ENGEES.
Aucun prêt de matériel n'est prévu par l'EUROMETROPOLE envers l'ENGEES.

ARTICLE 11 : CONDITIONS D'ACCES ET CONSIGNES DE SECURITE

L'accès au SITE est autorisé exclusivement aux personnes autorisées par l'Eurométropole dans le plan de prévention.
En aucun cas, l'ENGEES ne doit faire pénétrer d'autres personnes sur le site pour des raisons autres que son activité.

ARTICLE 12 : SECURITE DU SITE

Un plan de prévention est signé annuellement entre les parties. Il recense tous les risques présents sur le site et les mesures de sécurité à respecter, résultants des installations de l'EUROMETROPOLE et de l'ENGEES. Les risques de co-activités sont particulièrement pris en compte.
Le site ne comprend pas de zone ATEX. Les travaux nécessitants un permis de feu feront l'objet d'une demande à l'EUROMETROPOLE une semaine avant leur réalisation.
Il est interdit de fumer ou de vapoter sur le site.
Aucun produit dangereux ne devra être stocké ou utilisé sur le site, sauf les réactifs pour des microméthodes d'analyse. Aucun déchet ne pourra être stocké sur site.

- **Co-activité**

Les risques liés à la co-activité sont identifiés dans le plan de prévention.
Les accès et chemins de passage devront rester libres.
Du fait de la co-activité, l'encombrement du matériel et des véhicules de l'ENGEES devra être minimisé. Les règles de circulation et de stationnement seront définies dans le plan de prévention.

- **Nuisances sonores**

L'installation et les activités de l'ENGEES ne génèreront pas de nuisances sonores et respecteront les dispositions réglementaires.
De manière à assurer le respect des valeurs d'émergence admissible, les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser, en limites de propriété du site, les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PÉRIODES	**PÉRIODE DE JOUR** allant de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	**PÉRIODE DE NUIT** allant de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	60 dB(A)	58 dB(A)

- **Vol, effractions et agressions**

L'EUROMETROPOLE ne pourra pas être tenue pour responsable en cas de vols, d'effractions, de dégradations sur le matériel ou d'agressions sur le personnel de l'ENGEES par un tiers.

ARTICLE 13 : REJETS AQUEUX DU PILOTE

Caractéristiques du rejet :
Quantité: < 3 m^3/j (max 0,6 m^3/h)
Qualité maximale: DCO < 100 mg/L ; NTK < 15 mg/L, NGL < 80 mg/L, MES < 600 mg/L
Pas de particules (lentilles, algues…)
Point du rejet : fosse des exhaures

ARTICLE 14 : IMPACT DU PILOTE SUR LE TRAITEMENT

L'ENGEES est tenu de n'engager aucun acte pouvant corrompre la qualité du traitement des effluents ainsi que la continuité de service. Par ce biais, l'ENGEES s'engage à :

- ne pas rejeter de produit chimique, de résidus d'analyse, de substances pouvant compromettre le traitement. L'EUROMETROPOLE mettra à disposition pour le rejet du pilote un accès à la bâche des exhaures remontant en tête de traitement. Ainsi, **aucune substance dangereuse** ne sera introduite dans le circuit.
  Une liste des produits éventuellement utilisés durant l'essai pilote sera demandée et les FDS/fiches techniques correspondantes devront être obligatoirement disponibles sur site. Les produits utilisés seront au préalable validés par l'EUROMETROPOLE et devront être compatibles avec le traitement des eaux usées.

- en cas de défaillance sur le pompage (environ 0,6m^3/h) et/ou rupture de la structure (environ 20 m^3), les déversements seront dirigés vers la bâche des exhaures. L'ENGEES sera responsable du nettoyage associé.

Les modifications ou le déplacement des ouvrages de l'ENGEES rendues nécessaires par la réalisation d'aménagements sur le site, en planimétrie ou altimétrie, seront réalisées à sa charge, par l'ENGEES, conformément aux indications de l'EUROMETROPOLE.

L'EUROMETROPOLE pourra demander le déplacement ou la modification des installations appartenant à l'ENGEES si des interventions pour l'exploitation de la station d'épuration le requièrent, après concertation entre les parties, sans que l'ENGEES ne puisse s'y opposer ni obtenir une indemnité.
En cas d'intervention urgente, l'EUROMETROPOLE se réserve le droit de stopper momentanément le pilote en retirant des installations considérées comme gênantes (tuyauterie, câblage, pompage…), après en avoir informé l'ENGEES.

ARTICLE 15 : SECURITE DE L'INSTALLATION PILOTE

L'ENGEES sera tenue :

- de limiter tous les risques dus à ses installations (chute suite à un encombrement du passage, postures de travail, manipulation de charges lourdes, …) ;
- de prévoir une trousse de secours pour son personnel ;
- de contrôler l'impact des conditions météorologiques sur ses installations et canalisations (mise hors gel de l'installation en cas de gel pour éviter des ruptures de canalisation et des déversements, pluie) ;
- de signaliser/protéger correctement les passages de câbles afin d'éviter tout risques (chute, entretien des espaces verts…) ;
- de réduire l'encombrement dû au stockage éventuel. Celui-ci ne pourra se faire que sur les lits de séchage mis à disposition ;
- de prendre toutes les dispositions pour éviter les dégradations, telles que bouchons, casse, sur les conduites, pouvant entrainer un débordement de l'eau usée ou traitée. Si ce cas se produit malgré toutes les précautions prises, la remise en état (pompage, nettoyage par exemple) sera aux frais de l'ENGEES ;
- de prévenir les conducteurs de la station d'épuration (astreinte) en cas de problème, doute, d'essai ou de toutes autres activités pouvant présenter des risques pour la station et son personnel.

ARTICLE 16 : CONTACT

Pour tout problème rencontré pouvant présenter un impact sur l'installation pilote ou sur la station d'épuration, chaque partie s'engage à prévenir l'autre partie dans les plus brefs délais, et ce 24h/24 et 7j/7 en proportion du risque encouru.
Les contacts suivants sont joignables 24h/24 :
Contact pour la station d'épuration : 06.72.65.04.95 (astreinte station d'épuration)
Contact pour l'ENGEES : 06.23.86.40.12 (Pr Julien LAURENT)

ARTICLE 17 : RESILIATION

- à l'initiative de l'ENGEES : l'ENGEES peut demander à tout moment la résiliation de la convention, à condition de notifier sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant un préavis de 3 (trois) mois ;

- à l'initiative de l'EUROMETROPOLE : en cas de non-respect par l'ENGEES, partiel ou total, des engagements et des dispositions de la convention, l'EUROMETROPOLE se réserve le droit de résilier à tout moment la convention par lettre recommandée avec accusé de réception, à la suite d'une mise en demeure adressée en la même forme et restée sans effet.

L'EUROMETROPOLE peut résilier à tout moment, par lettre recommandé avec avis de réception, la présente convention pour un motif d'intérêt général.

Si les besoins de l'exploitation de la station d'épuration requièrent la suppression de la mise à disposition au profit du laboratoire de recherche, les deux parties étudieront la possibilité de poursuivre la convention avec le déplacement de l'installation sur un autre site de l'EUROMETROPOLE :

- si un autre site peut être mis à disposition, un avenant à la présente convention sera pris, et le site de Plosbheim sera remis en état au frais du laboratoire. L'ENGEES ne pourra prétendre à aucun frais ou indemnité ;
- si la mise à disposition d'un autre site n'est pas possible, la convention sera résiliée.

La résiliation de la convention n'ouvre droit à aucune indemnité. L'ENGEES ne pourra invoquer un quelconque droit au maintien dans les lieux.

ARTICLE 18 : REMISE EN ETAT

A la date d'expiration ou de résiliation de la convention, et pour quelque motif que ce soit, l'ENGEES est tenu d'avoir évacué le site et de le restituer conformément à son état initial avant occupation, et à ses frais. La remise en état consistera à retirer l'ensemble des installations ajoutées par l'ENGEES, remettre en état le sol s'il est dégradé, procéder au nettoyage éventuel. La remise des lieux est effectuée au terme d'un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 19 : LITIGE

A défaut d'accord amiable dans les trois (3) mois, toute contestation de quelque nature que ce soit concernant les présentes pourra être portée devant la juridiction administrative territorialement compétente.
L'ENGEES, en apposant sa signature, approuve tous les articles ci-dessus et s'engage à parfaitement les respecter.

Fait en deux exemplaires originaux.
Le …….. à ……..

Signatures :

Pour l'ENGEES,	**Pour l'EUROMETROPOLE de Strasbourg,**
Jean-Marc WILLER	Michèle KANNENGIESER
Directeur	Vice-Présidente

Strasbourg.eu
eurométropole

46

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

Forum d'information sur les risques majeurs (FIRM) - Approbation d'une convention de partenariat et de financement avec IdealCO.

Numéro E-2026-440

L'Eurométropole de Strasbourg souhaite accueillir et soutenir l'organisation du 18ème Forum d'information sur les risques majeurs les 18 et 19 novembre 2026, en partenariat avec la Ville, la Collectivité européenne d'Alsace, la Région Grand Est et le Syndicat Des Eaux et de l'Assainissement Alsace-Moselle (SDEA).

Les collectivités, responsables de la gestion des risques majeurs sur leur territoire, ont l'obligation de mettre en œuvre des mesures de prévention afin d'anticiper ces risques, de protéger les populations et de renforcer la résilience des territoires. Pour les accompagner, idealCO, plateforme collaborative de la sphère publique a créé en 2006 avec le soutien de la Direction Générale de la Prévention des Risques (DGPR) le « Réseau Risques Majeurs », communauté professionnelle qui fédère à ce jour, plus de 300 collectivités, dont l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg.

Un forum annuel itinérant soutenu par la DGPR est organisé dans ce cadre depuis 2007, en partenariat et avec le soutien technique et financier des collectivités d'accueil. Il s'est tenu successivement à Aix-en-Provence en 2007 puis à Dunkerque, Le Havre, Saint-Etienne, Lyon, Albertville, Marseille, Avignon, Nantes, Paris, Le Havre, La Rochelle, Troyes, Montpellier, Bordeaux, Paris (Assemblée Nationale) et Arras en 2024.

Cet évènement vise à sensibiliser les acteurs locaux à la culture du risque et à favoriser le partage de pratiques et d'expérimentations menées sur les territoires, avec un focus sur les spécificités et les risques propres à la région d'accueil. Il aborde ainsi des thématiques variées : risques naturels et technologiques, sécurité civile, résilience territoriale et développement de la culture du risque.

Pour l'édition 2026, la DGPR, la Ville, l'Eurométropole de Strasbourg, la Collectivité européenne d'Alsace, la Région Grand Est, le SDEA et idealCO ont retenu la proposition d'accueillir la manifestation les 18 et 19 novembre 2026 à Strasbourg, dans les espaces événementiels du stade de la Meinau. Cet espace sera mis à disposition par le Racing dans le cadre de la convention conclue avec l'Eurométropole de Strasbourg. À ce titre, une convention spécifique entre la structure organisatrice idealCO et

l'Eurométropole de Strasbourg sera établie afin d'encadrer l'occupation partielle du stade.

Le budget prévisionnel total de l'opération, communiqué par l'organisateur, est estimé à 120 000 € TTC :

- 20 000 € provenant de financements privés et des inscriptions ;
- 40 000 € financés par l'État (DGPR) ;
- 50 000 € issus de la participation des établissements publics et collectivités locales co-organisatrices (Région Grand Est, CeA, SDEA, Ville de Strasbourg, Eurométropole de Strasbourg), à hauteur de 10 000 € chacune ;
- 10 000 € en cours de sollicitation auprès d'autres partenaires locaux.

À ce stade, la DGPR, la Région Grand Est et le SDEA ont déjà confirmé leur engagement financier.

La convention de participation financière entre l'Eurométropole de Strasbourg et idealCO formalise les engagements de chaque partie, notamment :

- **pour l'Eurométropole de Strasbourg :** une participation active à la définition et à l'orientation du programme, une implication dans la manifestation (prises de parole, stands sur l'espace d'exposition, invitations, etc.), une visibilité institutionnelle sur l'ensemble des supports de communication, ainsi qu'une contribution financière à hauteur de 10 000 € TTC ;
- **pour idealCO :** l'organisation générale de la manifestation (coordination des partenaires, élaboration du programme, mobilisation et suivi des intervenants), la gestion logistique et opérationnelle, ainsi que la communication, la promotion et le suivi des participants.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu le Code général des collectivités territoriales
vu le projet de convention de partenariat entre l'Eurométropole de Strasbourg et idealCO pour l'organisation du 18^{éme} forum d'information sur les risques majeurs
vu la délibération E-2024-669 du 28 juin 2024 relative à la mise à disposition du stade de la Meinau rénové au bénéfice du Racing club de Strasbourg Alsace et redevances
vu la convention d'occupation temporaire du domaine public entre l'Eurométropole de Strasbourg et du Racing club de Strasbourg Alsace du 7 juillet 2025
considérant que l'accueil du Forum d'information sur les risques majeurs à Strasbourg contribue à renforcer la culture du risque, à sensibiliser les acteurs du territoire et à favoriser le partage de bonnes pratiques en matière de prévention et de gestion des risques majeurs
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

la convention de financement et de partenariat pour l'organisation du 18ème Forum d'information sur les risques majeurs.

décide

- *de mettre à disposition les espaces événementiels du stade de la Meinau les 18 et 19 novembre 2026, au profit d'idealCO, pour l'organisation du Forum,*
- *d'accorder à idealCO la participation financière de 10 000 € TTC pour l'organisation du Forum d'information sur les risques majeurs à Strasbourg,*
- *d'imputer les dépenses pour l'exécution de la présente convention sur la ligne EN02B 70 65748 / prg 8039 du budget principal 2026 de la Direction de l'Eau et des risques environnementaux,*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante :

- *à signer ladite convention ainsi que tous actes, documents et les éventuels avenants à venir concourant à l'exécution de la présente délibération,*
- *à verser la contribution financière de 10 000 € TTC à idealCO.*

Convention de partenariat

18e Forum d'Information sur les Risques Majeurs

Stade de la Meinau, Strasbourg
les 18 et 19 novembre 2026

L'organisateur :

La SAS IDEAL Connaissances, *ci-après dénommée « idealCO » ;*

Domiciliée : 93 avenue de Fontainebleau, 94276 LE KREMLIN-BICETRE

Représentant de l'organisateur : Monsieur Philippe BOYER, Président, dûment habilité à cet effet.

ET

La personne morale contractante :

L'Eurométropole de Strasbourg, *ci-après dénommée « Eurométropole* »,

Domiciliée : Centre administratif, 1 parc de l'Étoile, 67076 STRASBOURG CEDEX

Représentée par : Madame Catherine TRAUTMANN, Présidente.

Contexte de la mission

Il incombe aux collectivités territoriales, au premier rang desquelles les communes, responsables de la gestion des risques majeurs sur leur territoire, de mettre en place des mesures d'anticipation pour protéger les populations et rendre nos territoires plus résilients. Pour les accompagner, idealCO a créé en 2006 le « Réseau Risques Majeurs », communauté professionnelle qui fédère à ce jour plus de 15 000 professionnels des risques majeurs. Thèmes traités : réglementation, information préventive et communication, préparation et gestion de crise, prévention des risques, réduction de la vulnérabilité et résilience, urbanisme et aménagement du territoire.

En 2007, le Réseau Risques Majeurs d'idealCO et le Ministère de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche (Direction Générale de la Prévention des Risques - DGPR) ont initié le Forum d'Information sur les Risques Majeurs, pour permettre aux acteurs de la prévention des risques d'échanger sur les bonnes pratiques et de sensibiliser les acteurs locaux aux enjeux des risques naturels et technologique sur leur territoire. Thématiques traitées : la résilience territoriale, la mobilisation des populations face aux risques majeurs, le développement de la culture du risque, l'anticipation face aux effets du changement climatique, la gestion de crises…

IdealCO organise chaque année ce Forum, promu par la DGPR, en partenariat et avec le soutien technique et financier des collectivités d'accueil. Il s'est tenu successivement à Aix-en-Provence (2007), Dunkerque (2008), Le Havre (2009), Saint-Etienne (2010), Lyon (2011), Albertville (2013), Marseille (2014), Avignon (2015), Nantes (2016), Paris (2017), Le Havre (2018), La Rochelle (2019), Troyes (2020 - édition 100 % digitale en raison de la crise et sanitaire), Montpellier (2022), Bordeaux (2022), Paris (2023) et Arras (2024). A cette occasion également, sont remis des trophées qui récompensent chaque année les projets et initiatives les plus exemplaires portés par les acteurs qui font chaque jour la résilience de nos territoires.

L'Eurométropole de Strasbourg, qui a répondu à l'appel à candidatures lancé par idealCO conjointement avec la Mairie de Strasbourg, la Collectivité Européenne d'Alsace, le SDEA et la Région Grand Est, co-organise avec idealCO et ces derniers la 18e édition du Forum d'Information sur les Risques Majeurs les 18 et 19 novembre 2026 au Stade de la Meinau à Strasbourg.

La présente convention définit les modalités de partenariat entre idealCO et l'Eurométropole pour organiser cette 18ème édition à Strasbourg.

1. Définition du partenariat

En qualité de partenaire, l'Eurométropole dispose d'une visibilité préférentielle et d'un droit d'orientation sur la manifestation :

- Droit d'orientation : ce droit s'exerce notamment sur l'orientation des thèmes du programme de la manifestation en accord avec le Comité de Pilotage ;
- Prises de parole durant la manifestation ;
- Affichage du logo sur l'ensemble des documents d'édition dans la rubrique « co-organisé avec » et relai de l'édito de la Présidente ;
- Invitations gratuites illimitées via un code d'inscription dédié (hors déjeuner) ;
- Présence de l'Eurométropole sur l'espace exposition.

RCS Créteil 497 914 556 – SAS au capital de 465 203,40 € - N° Siret 49791455600020 - TVA Intracommunautaire FR37497914556 - APE : 8230Z

2. Descriptif du partenariat

2.1. Droit d'orientation et construction du contenu

- Pour l'Eurométropole : participation au Comité de Pilotage en visioconférence, contribution à la définition des axes stratégiques de l'édition 2026 avec l'ensemble des partenaires et idealCO : thématiques, choix des intervenants à solliciter, partenaires à associer, parties prenantes et écosystèmes à mobiliser.

- Pour idealCO : préparation des documents de travail, temps de rédaction des comptes rendus et bilans des échanges, coordination avec les acteurs, élaboration du contenu, contact et suivi des intervenants, gestion des inscriptions, de la promotion, invitations et suivi des participants, logistique.

2.2. Affichage de l'Eurométropole de Strasbourg sur l'ensemble de la manifestation

L'Eurométropole bénéficie d'un affichage sur l'ensemble de la manifestation :

- **Edito de la Maire-Présidente**

  - sur le site web de l'évènement
  - dans une des newsletters d'information diffusées au plan national
  - dans le guide du participant

- **Prises de parole**

  - des élus et/ou représentants des services à l'occasion des séances plénières et/ou ateliers *(à définir en coordination avec les membres du comité de pilotage)*

- **Affichage du logo de l'Eurométropole sur l'ensemble des supports de promotion avec la mention « co-organisé avec »**

  - en couverture du guide du participant
  - sur le site web de l'évènement
  - en footer des newsletters d'information et de relance diffusées pour la promotion des Rencontres : « Retenez la date », ouverture des inscriptions, présentation du programme, actualité des partenaires…

2.3. Présence de l'Eurométropole de Strasbourg sur le Forum

RCS Créteil 497 914 556 – SAS au capital de 465 203,40 € - N° Siret 49791455600020 - TVA Intracommunautaire FR37497914556 - APE : 8230Z

- L'Eurométropole dispose d'un stand sur l'espace exposition (environ 4m² doté d'1 table, 2 chaises, 1 arrivée électrique et 1 enseigne nominative A3) pour installer ses supports de communication et diffuser sa documentation *(réservation du stand à confirmer le 23 septembre au plus tard).*

2.4. Promotion du Forum et invitations

- idealCO réalise la diffusion des invitations et du programme en ligne
- L'Eurométropole dispose d'un code invitation gratuite (hors déjeuner) à diffuser sans limite pour inscription préalable en ligne sur le site dédié et remise d'un badge nominatif le jour J
- L'Eurométropole dispose de 5 accès par jour au cocktail déjeunatoire (hors intervenants, sous forme de tickets à distribuer à vos invités)

2.5. Bilan et rendu de l'événement

A l'issue du Forum d'Information sur les Risques Majeurs, idealCO réalise :

- **Une enquête de satisfaction post événement auprès des participants**

- **Une présentation du bilan quantitatif et qualitatif au 2ème trimestre 2027**
  - Nombre, fonction, secteur d'activité, type d'organisme et répartition géographique des participants

  - Appréciation des participants concernant :
    - la manifestation
    - les thèmes des conférences
    - le choix des intervenants
    - les locaux
    - l'accueil
    - le déjeuner
    - les informations remises sur place
    - le site internet de l'événement

- Actions de communication et marketing

3. Rétroplanning indicatif

Les modalités de mise en œuvre sont réalisées selon le planning indicatif suivant :

- Février / mars 2026 : mobilisation des partenaires institutionnels, décision de lancement
- Avril / septembre 2026 : réunions du comité de pilotage chargé de construire le programme, envoi du « save the date », mobilisation des intervenants, mise en ligne du site, campagne de communication, newsletters, ouverture des inscriptions, envoi des conventions aux partenaires…

idealCO.fr
RCS Créteil 497 914 556 – SAS au capital de 465 203,40 € - N° Siret 49791455600020 - TVA Intracommunautaire FR37497914556 - APE : 8230Z

- Octobre / début novembre 2026 : dernières relances, bouclage du programme, finalisation du guide du participant
- **18 et 19 novembre 2026 : 18e édition du Forum d'Information sur les Risques Majeurs, Stade de la Meinau, Strasbourg**
- 2ème trimestre 2027 : présentation du bilan aux partenaires

4. Modalités financières

Le financement forfaitaire de l'Eurométropole de Strasbourg s'élève à 10 000 Euros TTC pour l'organisation du 18e Forum d'Information sur les Risques Majeurs à Strasbourg :

- **Total HT** **8 333,33 Euros**
- **TVA (20%)** **1 666,67 Euros**
- **Total TTC** **10 000,00 Euros**

Les modalités de versement sont les suivantes :

- versement de 50 % à la signature de la convention ;
- le solde au plus tard le 31 décembre 2026.

Par ailleurs, l'Eurométropole de Strasbourg met à disposition d'idealCO les espaces nécessaires au Stade de la Meinau, pour une valeur locative estimée à 16 000 euros HT.

5. Durée

La présente convention prend effet à la date de signature des deux parties jusqu'à la production du bilan de l'évènement, soit le 30 juin 2027 au plus tard.

6. Résiliation

La présente Convention pourra être résiliée de plein droit et sans indemnité par l'une des Parties en cas d'inexécution par l'autre Partie d'une ou plusieurs obligations prévues à la présente Convention. La résiliation pourra intervenir au bout d'un mois après réception de la sollicitation par lettre recommandée avec accusé de réception et motivée.

7. Règlement des litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou l'application de la présente Convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend auprès d'une instance juridictionnelle. En cas d'échec de résolution amiable, tout contentieux devra être porté devant le Tribunal compétent du ressort de Strasbourg.

RCS Créteil 497 914 556 – SAS au capital de 465 203,40 € - N° Siret 49791455600020 - TVA Intracommunautaire FR37497914556 - APE : 8230Z

Fait au Kremlin-Bicêtre, le 20 avril 2026

Philippe BOYER

Président d'IDEAL Connaissances

Catherine TRAUTMANN

Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg

IDEAL Connaissances
93 avenue de Fontainebleau
94276 Le Kremlin-Bicêtre Cedex
Tél: 01.45.15.09.09
Télécopie: 01.45.15.09.00
Siret: 497 914 556 00020 APE 8230 Z

RCS Créteil 497 914 556 – SAS au capital de 465 203,40 € - N° Siret 49791455600020 - TVA Intracommunautaire FR37497914556 - APE : 8230Z

Strasbourg.eu
eurométropole

47

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

Délégation des aides à la pierre de l'Anah - Programme d'action 2026

Numéro E-2026-301

Le Programme d'action (PA) est actualisé chaque année, en fonction des orientations et des priorités d'action de l'Agence nationale de l'habitat (Anah) en matière d'aide aux travaux sur le parc privé des logements.

Le Programme d'action est de ce fait lié aux dispositifs opérationnels suivants :
- le Programme d'intérêt général « Habiter l'Eurométropole » (PIG HE), conclu pour la période allant du 10 mars 2023 au 31 décembre 2026 (cf. délibération du Conseil en date du 16 décembre 2022) ;
- l'Opération programmée d'amélioration de l'Habitat – Copropriétés dégradées (OPAH CD) pour la période 2025-2027 (cf. délibération du Conseil en date du 18 décembre 2024) ;
- l'OPAH – Renouvellement urbain sur Koenigshoffen (dispositif « Habiter Koenigshoffen ») conclu pour la période 2023-2028 (cf. délibération du Conseil en date du 28 juin 2022) ;
- le Pacte territorial conclu pour la période 2025-2029 qui investit de manière appuyée le volet information, conseil et orientation des ménages et le volet dynamique territoriale – mobilisation des partenaires de la rénovation de l'habitat privé (cf. délibération du Conseil en date du 18 décembre 2024).

En sa qualité de délégataire des aides à la pierre de l'État et suite à la parution par l'Anah de la circulaire C 2026/01, l'Eurométropole de Strasbourg, intègre dans le Programme d'action 2026 les évolutions réglementaires sur les aides octroyées par l'Anah aux propriétaires de logements privés (propriétaires occupants, propriétaires bailleurs, copropriétés).

1. Rappel des objectifs

L'ensemble des dispositifs opérationnels listés plus haut contribuent à l'atteinte des objectifs fixés au volet Habitat du Plan local de l'urbanisme, aux objectifs du Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD), aux objectifs du Plan Climat et au plan quinquennal « Logement d'abord ».

Via l'octroi de subventions et un accompagnement spécifique des ménages, les objectifs visent à :
- l'amélioration énergétique des logements et les économies d'énergie ;
- la rénovation des logements dégradés et la lutte contre l'habitat indigne ;
- la rénovation des copropriétés fragiles ou en difficulté ;
- l'accès au logement et l'ouverture du parc privé aux ménages modestes ;
- la lutte contre les logements vacants ;
- le repérage des logements énergivores et/ou dégradés et la prospection active des ménages dans les communes le nécessitant ;
- l'adaptation des logements au handicap et à la perte d'autonomie.

2. Bilan de l'activité 2025 – synthèse (cf. Programme d'action joint en annexe)

Les résultats 2025 confortent la montée en charge observée depuis 2020, avec une atteinte des objectifs fixés par l'Anah, voire le dépassement des objectifs en matière de dossiers en copropriétés.

Au total, 2 068 logements ont bénéficié d'un accompagnement et d'une aide financière aux travaux (contre 1 800 en 2024).

Le volume des travaux subventionnables a atteint 50,4 millions d'euros en 2025 (45,4 en 2024).

Bilan des dossiers ayant bénéficié de subvention en 2025

	Objectif initial (en logement)	**Réalisés**
Propriétaires bailleurs	57	55
Travaux rénovation énergétique en Copropriétés dites « fragiles »	310	287
Travaux rénovation énergétique en Copropriétés dites « saines »	973	1034
OPAH Copropriétés dégradées	-	335
Propriétaires occupant	355	357
dont Logements indignes et très dégradés	18	32
dont Logements énergies	201	171
dont Logements autonomies	136	154

L'enveloppe des crédits Anah mobilisée s'est élevée à 28,2 millions d'euros, au-delà des objectifs et prévisions posés en début d'exercice (cette élévation de la dotation de l'Anah s'explique à la fois par l'augmentation du nombre de dossiers, mais aussi l'augmentation du coût global des travaux et des matières premières).

L'Eurométropole de Strasbourg a engagé **7 millions d'euros sur ses fonds propres**, en complément des aides de l'Anah au soutien des travaux réalisés sur le parc privé (dont 5,1 millions d'euros sur la nouvelle aide à la rénovation énergétique lancée en 2024).

3. Le Programme d'action 2026

Le Programme d'action constitue le support opérationnel pour l'attribution des aides de l'Anah et préside à l'attribution de subventions aux propriétaires sur les crédits de l'Eurométropole de Strasbourg (fonds propres).

Il indique :
- la dotation pour l'année 2026 ;
- les priorités d'octroi de subventions (objectifs de logements à rénover) ;
- les taux de subventions ;
- les travaux subventionnables ;
- les plafonds de ressources des propriétaires ;
- l'adaptation locale des loyers conventionnés ;
- l'ingénierie des programmes et les actions de communication pour l'année ;
- nouveauté 2026 : l'obligation de passer par un Espace conseil France Rénov pour bénéficier des aides de l'Anah, conformément à la circulaire de programmation 2026 de l'Anah.

3.1 Les priorités de l'Anah en 2026 – dans la continuité des priorités 2025

Les priorités de l'Anah au niveau national sont définies chaque année par circulaire, et sont reprises dans le Programme d'actions à titre d'information dès publication de la circulaire :
- développement et coordination du service France Rénov' pour conseiller, accompagner et orienter les particuliers - en lien avec l'Agence du climat - qui constitue et porte le Guichet unique d'orientation des demandeurs sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg ;
- aide au syndicat des copropriétés fragiles ;
- travaux de lutte contre la précarité énergétique ;
- travaux de lutte contre l'habitat indigne, dégradé et/ou vacant ;
- travaux liés au handicap et à la perte d'autonomie ;
- travaux liés aux autres thématiques.

3.2 Les priorités d'intervention et les objectifs 2026 adaptés au territoire de l'Eurométropole de Strasbourg (inchangées par rapport à 2025)

En tant que délégataire, l'Eurométropole de Strasbourg a la possibilité de définir au niveau local ses propres priorités – en cohérence avec la dynamique nationale. Toutes thématiques confondues, les champs d'interventions pour l'octroi des subventions sont les suivants :
- l'aide au syndicat des copropriétés ;
- les travaux de lutte contre la précarité énergétique ;
- les travaux de lutte contre l'habitat indigne, dégradé et/ou vacant ;
- les travaux liés au handicap et à la perte d'autonomie ;
- les travaux liés aux autres thématiques.

2026	Objectifs Eurométropole de Strasbourg en logements

Logements loyers maîtrisés (propriétaires bailleurs)	37
Ma Prime Rénov Copropriétés « fragiles »	0
Ma Prime Rénov Copropriétés « autres »	827
Copropriétés dégradées (OPAH CD)	pas d'objectif – voir clés de lecture
Logements occupants	235
dont Logements indignes	18
dont Logements très dégradés	
dont Logements Énergie	63
dont Logements Autonomie	154

Clés de lecture :

Copropriétés **:**

- aucun objectif OPAH CD n'a été ventilé dans la mesure où la DREAL Grand Est a choisi de garder la gestion de l'enveloppe « au fil de l'eau », afin d'éviter que certains territoires ne bloquent trop de crédits sans les utiliser, au final.
- Une tension importante est à relever sur les copropriétés éligibles à Ma Prime Rénov' copropriétés puisque l'objet de 827 ne couvre qu'un tiers des besoin remontés (près de 2 400 logements en cours de montage).

Propriétaires occupants – travaux énergie : le faible objectif de départ résulte de la priorisation fixée par l'Anah aux territoires en matière de résorption des stocks de dossiers en attente.
La Métropole est très peu concernée par le phénomène et des objectifs complémentaires pourront être débloqués dès que les objectifs initiaux auront été atteints.

3.3 Évolutions du Programme d'action 2026

Il n'y a pas de modification des règles d'attributions ou des modalités de financement (taux, plafond de travaux) par rapport à 2025.

Lutte contre la fraude et l'augmentation des dossiers :
Le passage obligatoire par l'Espace conseil France Rénov' (ECFR) de l'Eurométropole de Strasbourg a été ajouté au document afin de correspondre aux orientations nationales qui imposent désormais aux ménages de prendre attache avec un Espace conseil France Rénov' avant de pouvoir déposer un dossier Anah – via une attestation de passage.
Pour mémoire, c'est l'Agence du climat qui pilote et coordonne cet ECFR.

Un arrêté de l'Eurométropole de Strasbourg a également été pris sur ce sujet, conformément aux orientations de l'État et de la circulaire d'orientation (voir arrêté en annexe).

3.4 Les modalités financières 2026

La dotation Anah pour le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg a été établie en 2026 à 13 611 832 €, dont une enveloppe d'ingénierie de 1 449 331 €.

Au titre de sa politique volontariste et en tant que délégataire des aides à la pierre de l'Anah, l'Eurométropole de Strasbourg engage des crédits complémentaires sur son budget propre.
Sur 2026, il est prévu :

- PIG Habiter l'Eurométropole : une enveloppe d'engagement prévisionnel de 2 000 000 € pour le programme 1644 Fonction 551, Nature 20422 HP01;
- OPAH Copropriétés dégradées : une enveloppe d'engagement prévisionnel de 171 000 € pour le programme 1314 Fonction 551, Nature 20422 HP01;
- OPAH - Habiter Koenigshoffen : une enveloppe d'engagement prévisionnel de 330 000 € pour le programme 1646 Fonction 551, Nature 20422 HP01.

Conformément au règlement général de l'Anah, la rédaction et le contenu du Programme d'action 2026 ont été approuvés par les membres de Commission locale de l'amélioration de l'habitat (CLAH) qui s'est réunie le 9 mars 2026.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil métropolitain du 17 décembre 2021 validant le renouvellement de la délégation de compétence des aides à la pierre de l'État et la convention des aides à l'habitat privé couvrant la période 2022-2027
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 16 décembre 2022 validant la signature de la nouvelle convention du programme d'intérêt général « Habiter l'Eurométropole » pour la période 2023-2026
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 28 juin 2022 validant la signature de convention du programme d'Opération d'amélioration de l'habitat – renouvellement urbain sur le quartier de Koenigshoffen pour la période 2022-2027
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 18 décembre 2024 validant la signature de convention du programme d'Opération d'amélioration de l'habitat – copropriétés dégradées pour la période 2025-2027
vu l'approbation du Programme d'action 2026 par la Commission locale d'amélioration de l'habitat qui s'est réunie le 9 mars 2026
vu le Programme d'action 2026 joint en annexe
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

le Programme d'action 2026,

décide

l'imputation de la participation financière de l'Eurométropole de Strasbourg pour les

subventions aux travaux engagées sur :

- *la ligne budgétaire fonction 551, nature 20422 HP0, AP0392, programme 1644,*
- *la ligne budgétaire, fonction 551, nature 20422, HP01, AP0294, programme 1314,*
- *la ligne budgétaire, fonction 551, nature 20422, HP01, AP0392, programme 1646,*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer l'ensemble des documents afférents au déploiement du Programme d'action 2026.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

Strasbourg.eu eurometropole

Agence nationale de l'habitat Anah

Arrêté portant modification du Programme d'actions approuvé le 9 mars 2026

La Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg – Pia IMBS, en sa qualité de délégataire de l'Agence nationale de l'habitat sur le fondement de l'article L. 321-1-1 du code de la construction et de l'habitation - représentée par la Vice-présidente en charge de l'Habitat et de la politique foncière et immobilière – Suzanne BROLLY

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L. 303-1, L. 321-1, L. 321-1-1, R. 321-10, R. 321-10-1, R. 321-11, R. 321-12, R. 321-18 et R. 327-1 ;

Vu le code de l'énergie, notamment ses articles L. 232-2 et L. 232-3 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment son article L. 221-4 ;

Vu l'arrêté du 22 mai 2023 modifié portant approbation du règlement général de l'Agence nationale de l'habitat, notamment son chapitre 1er relatif aux dispositions applicables au programme d'actions et au règlement intérieur des commissions locales d'amélioration de l'habitat ;

Vu la délibération n° 2024-06 modifiée du Conseil d'administration de l'Agence nationale de l'habitat en date du 13 mars 2024 relative à la mise en œuvre du Pacte territorial France Rénov' ;

Vu la délibération n° 2025-20 modifiée du Conseil d'administration de l'Agence nationale de l'habitat en date du 5 septembre 2025 relative au régime d'aide applicable aux propriétaires occupants ;

Vu la délibération n° 2025-21 modifiée du Conseil d'administration de l'Agence nationale de l'habitat en date du 5 septembre 2025 relative au régime d'aide applicable aux propriétaires bailleurs ;

Vu la délibération n° 2025-28 du Conseil d'administration de l'Agence nationale de l'habitat en date du 16 décembre 2025 relative aux orientations pour la programmation des interventions de l'Agence et répartition régionale des crédits en faveur de l'amélioration de l'habitat privé et des structures d'hébergement pour 2026 ;

Vu la circulaire C 2026/01 du 16 février 2026 du ministre de la Ville et du Logement sur la programmation des actions et des crédits d'intervention de l'Agence nationale de l'habitat en matière de rénovation de l'habitat privé – Orientations pour la gestion 2026 ;

Vu l'avis de la Commission locale d'amélioration de l'habitat du 9 mars 2026, ayant approuvé le Programme d'action 2026 en conformité avec les priorités et les orientations de la circulaire d'orientation C 2026/01 du 16 février 2026 ;

Considérant le contexte budgétaire contraint et l'impératif tenant à la résorption du stock de dossiers déposés en 2025 fixé comme « première priorité » par le Conseil d'administration de l'Agence nationale de l'habitat le 16 décembre 2025 (délibération n° 2025-28) ;

Considérant en conséquence le renforcement des exigences de sélection des dossiers subventionnés au titre du budget adopté pour l'année 2026 dans l'esprit de responsabilité mentionné par le ministre de la Ville et du Logement dans la circulaire C 2026/01 du 16 février 2026 susvisée ;

Considérant le rôle confié par le législateur aux guichets d'information, de conseil et d'accompagnement au titre du service public de la performance énergétique de l'habitat inscrit à l'article L. 232-2 du code de l'énergie, ces derniers accompagnant de manière neutre et gratuite les ménages dans la construction de leur projet de travaux notamment en leur fournissant des informations sur l'ensemble des aides mobilisables en vue de la construction d'un projet de travaux le plus ambitieux possible et en les sensibilisant sur les risques de fraude et sur les pratiques abusives, et ce sans préjudice de la mission d'accompagnement dévolue aux opérateurs d'assistance à maîtrise d'ouvrage agréés qui *« est réalisée en lien avec les guichets mentionnés au I de l'article L. 232-2 »* ; que le passage des ménages par ces guichets constitue dès lors un gage de qualité des dossiers déposés ;

Considérant, en matière de rénovation énergétique, la priorité fixée par le Conseil d'administration de l'Agence nationale de l'habitat le 16 décembre 2025 (délibération n°2025-28) de subventionner des projets de rénovation ambitieux, en particulier le traitement des passoires énergétiques ;

Considérant, au regard de l'ensemble de ces exigences, que la circulaire C 2026/01 du 16 février 2026 du ministre de la Ville et du Logement susvisée préconise d'imposer dans les programmes d'actions territoriaux, en tenant notamment compte du maillage des Pactes territoriaux au sens de la délibération n° 2024-06 susvisée, le passage par un guichet (Espace Conseil France Rénov' ») avant le dépôt d'une demande « MaPrimeRénov' Parcours Accompagné » (voir pour d'autres dispositifs en fonction des réalités locales) pour renforcer la qualité des dossiers déposés, en particulier en matière de rénovation énergétique ;

En conformité avec les orientations nationales du Gouvernement du Conseil d'administration de l'Agence nationale de l'habitat, et compte tenu du contexte local,

Considérant sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg les enjeux d'accompagnement renforcé des ménages et les enjeux de lutte contre la fraude en matière de rénovation énergétique mais aussi en matière de lutte contre l'habitat indigne et dégradé

Considérant que le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg est servi par un Espace Conseil France Rénov, financé dans le cadre du pacte territorial France Rénov « Programme d'intérêt général » pour l'Eurométropole de Strasbourg ;.

Considérant l'attribution ou le rejet des demandes de subventions aux bénéficiaires mentionnés aux I et II de l'article R. 321-12 du code de la construction et de l'habitation en application du programme d'actions conformément à l'article R. 321-10-1 du même code ;

ARRÊTE :

Article 1er

Le Programme d'action approuvé le 9 mars 2026 est ainsi modifié :

Compte tenu de l'impératif de traitement des stocks de dossiers déjà déposés qui est la première priorité pour l'année 2026, des exigences accrues tenant à une plus grande sélectivité des dossiers de demande d'aide dans le contexte susmentionné, en particulier en matière de rénovation énergétique, ainsi que de l'enjeu tenant au respect d'un délai raisonnable d'instruction des dossiers pour permettre aux ménages ayant monté un projet répondant pleinement aux objectifs de politique publique fixés par le Gouvernement de réaliser rapidement leur projet de travaux, il est ajouté, conformément au chapitre 1er du règlement général de l'Agence nationale de l'habitat, une condition de recevabilité supplémentaire des dossiers tenant au passage préalable des ménages auprès du guichet « Espace Conseil France Rénov' » (ECFR') du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg.

Cette condition est applicable aux dossiers relevant des dispositifs suivants :

Dispositifs visés par la délibération n°2025-20 du 5 septembre 2025 relative au régime d'aides applicables aux propriétaires occupants et assimilés :

- Ma Prime Rénov' Parcours accompagné pour les propriétaires occupants modestes et très modestes ;
- Ma Prime Logement Décent (projet de travaux de lutte contre l'habitat indigne ou dégradé) ;

Dispositifs visés par la délibération n°2025-21 du 5 septembre 2025 relative au régime d'aides applicables aux propriétaires bailleurs et assimilés :

- Ma Prime Rénov' Parcours accompagné pour les propriétaires bailleurs modestes et très modestes ;
- Habiter Mieux ;
- Ma Prime Logement Décent (projet de travaux de lutte contre l'habitat indigne ou dégradé) ;

Ce passage en ECFR visera à faire bénéficier au ménage d'un conseil personnalisé, à savoir :

- La présentation du projet de travaux par le ménage ;
- La vérification de l'éligibilité aux aides sollicitées ;
- Une information sur les dispositifs complémentaires mobilisables ;
- Le cas échéant l'orientation vers un opérateur agréé ;
- Une sensibilisation sur les risques de fraude et pratiques abusives.

L'ECFR établira, à l'issue de ce conseil, une attestation annexée au présent arrêté et au programme d'actions qui devra être jointe au dossier de demande d'aide. Cette attestation précise les modalités de contact au sein de l'ECFR'.

En l'absence de transmission d'une attestation dûment signée par l'ECFR' du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, le dossier de demande d'aide sera alors considéré comme

irrecevable s'il n'est pas régularisé dans le délai indiqué par le service instructeur. Le dossier sera alors rejeté sans ouverture de la phase d'instruction du dossier.

Article 2

Au regard des garanties présentées, notamment en termes de qualité des projets, et de la priorisation des dossiers présentés dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat mentionnées à l'article L. 303-1 du code de la construction et de l'habitation et des programmes d'intérêt national mentionnés à l'article R. 327-1 du même code, les opérateurs retenus par la collectivité pour les prestations de suivi-animation peuvent réaliser les mission et délivrer l'attestations définies à l'article 1er du présent arrêté.

Quand le volet « accompagnement des ménages » complètera, par voie d'avenant, les deux volets actuels du pacte territorial France Rénov' « Programme d'intérêt général », l'opérateur sélectionné pourra également assurer les missions de délivrer les attestations tels que définies à l'article 1 du présent arrêté.

Article 3

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux dossiers déposés à compter du 23 février 2026 - date de réouverture des guichets.

Article 4

Le présent arrêté est publié sous la forme électronique sur le site de la collectivité.

Article 5

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg dans les deux mois suivant sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux, auprès du tribunal administratif compétent, dans le même délai. Ce dernier peut s'effectuer via la plateforme de télérecours.

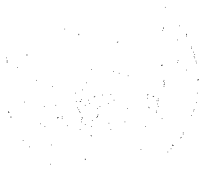
Article 6

Pour l'Eurométropole de Strasbourg, délégataire des aides à la pierre de l'Anah – type 3, le Directeur général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait le 30 mars 2026 à Strasbourg

La Présidente de l'Eurométropole
de Strasbourg
par délégation,

Suzanne BROLLY
Vice-Présidente





Programme d'actions pour l'amélioration de l'habitat privé

2026

Sommaire

LEXIQUE 4

AVANT-PROPOS 7

1. LES ORIENTATIONS 2025 8

1.1 Obligation d'un passage en ECFR' 9

1.2 Les priorités d'intervention 2025 adaptées au territoire de l'EMS 9

1.3 Aide à la Rénovation Énergétique de l'EMS 11

1.4 POPAC 12

1.5 OPAH CD 12

1.6 Les objectifs et enveloppes budgétaires 12

1.6.1 Objectifs et crédits Anah 12

1.7 PIG - PACTE 13

1.8 OPAH RU 13

1.9 Lutte contre la fraude et les manquements 14

2. LES RÉGIMES DES AIDES DE L'ANAH ET DE L'EMS EN 2026 15

2.1 Dispositions applicables aux propriétaires occupants et assimilés 15

2.1.1 Les plafonds de ressources 15

2.1.2 Les aides 15

2.1.3 Dispositions applicables aux travaux réalisés en auto-réhabilitation 16

2.1.4 Règles locales en cas de rupture d'engagements 16

2.2 Dispositions applicables aux propriétaires bailleurs 16

2.2.1 Les modalités financières 17

2.2.2 Dispositions applicables aux Opérations Importantes de Réhabilitation (OIR) 18

2.2.3 Les dispositions applicables aux opérations de maîtrise d'ouvrage d'insertion (MOI) 18

2.2.4 Les modalités du conventionnement Anah 19

2.2.5 Adaptations concernant le calcul des primes de l'Eurométropole de Strasbourg 19

2.3 Dispositions applicables aux locataires 19

2.4 Dispositions applicables aux syndicats des copropriétaires 20

2.4.1 Les aides 20

3. CONDITIONS DE SUIVI, D'ÉVALUATION ET DE RESTITUTION ANNUELLE DES ACTIONS MISES EN ŒUVRE 22

4. ACTIONS DE REPÉRAGE 23

5. BILAN 2025 DES ACTIONS SUR L'HABITAT PRIVÉ 24

5.1 Rappel des objectifs 24

5.2 Les résultats de la délégation Anah 25

5.2.1 L'amélioration énergétique des logements 25
5.2.2 La lutte contre l'habitat indigne 25
5.2.3 Le développement d'une offre à loyers maîtrisés 25
5.2.4 L'adaptation à l'autonomie et au handicap 25
5.2.5 Les décisions de rejets et la lutte contre la fraude et les manquements MAR 26
5.2.6 L'instruction des paiements des subventions 26

5.3 Les résultats du PIG « Habiter l'Eurométropole » 35

5.4 Les résultats de l'OPAH RU (quartier Koenigshoffen) 35

5.4.1 Les volets urbain et foncier 35
5.4.2 Les volets immobilier et lutte contre l'habitat indigne 36
5.4.3 Volet copropriété (en difficulté) 36
5.4.4 Volet rénovation énergétique et lutte contre la précarité énergétique 36
5.4.5 Volet social 37
5.4.6 Volets patrimonial et environnemental 37
5.4.7 Volets économique et développement territorial (OPAH RU) 37
5.4.8 La communication et le repérage 37

5.5 Troisième OPAH Copropriétés Dégradées 2025-2027 38

5.6 La lutte contre les logements vacants 40

5.7 L'accompagnement des copropriétés (POPAC) 42

5.8 Bilan de l'aide MaPrimeRénov' 2024 - instruction nationale 43

5.9 Les résultats de l'Aide à la Rénovation Énergétique 44

5.10 Le bilan des contrôles 2025 45

5.11 La lutte contre les manœuvres frauduleuses et les manquements MAR 47

ANNEXES 50

LEXIQUE

AAE	Alter Alsace Énergies
ADEME	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie
ADEUS	Agence de développement et d'urbanisme de l'agglomération strasbourgeoise
ADIL	Agence départementale d'information sur le logement
AEEH	Allocation d'éducation de l'enfant handicapé
AIVS	Agence immobilière à vocation sociale
AMO	Assistance à maîtrise d'ouvrage
ANAH	Agence nationale de l'habitat
APAGL	Association pour l'accès aux garanties locatives
ARS	Agence régionale de santé
BBC	Bâtiment basse consommation
BOFIP	Bulletin officiel des finances publiques
CA	Conseil d'administration (de l'Anah)
CAF	Caisse d'allocations familiales
CARSAT	Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail
CAT	Conventionnement avec travaux
CCAGE	Chambre de consommation d'Alsace et du Grand Est
CCAS	Centre communal d'action sociale
CCH	Code de la construction et de l'habitation
CeA	Collectivité européenne d'Alsace
CERC	Cellule économique régionale de la construction
CIL	Comité interprofessionnel du logement
CLAH	Commission locale d'amélioration de l'habitat
CMSA	Caisse de mutualité sociale agricole
CRAM	Caisse régionale d'assurance maladie
CREP	Constat de risque d'exposition au plomb
CSP	Code de la santé publique
CST	Conventionnement sans travaux
DALO	Droit d'accès au logement opposable

DDCS	Direction départementale de la cohésion sociale
DDELIND	Dispositif départemental d'éradication du logement indigne et non décent
DDT	Direction départementale du territoire
DHUP	Direction de l'Habitat, de l'Urbanisme et des Paysages
DLC 2 3	Délégation locale de compétence de type 2 (dossiers instruits par la DDT) de type 3 (dossiers instruits par l'Eurométropole de Strasbourg)
DDETS	Direction départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités
DREAL	Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
ECFR'	Espace Conseil France Rénov'
EmS	Eurométropole de Strasbourg
EQS	Eco quartier Strasbourg
GIR	Groupe iso-ressource
GRL	Garantie des risques locatifs
HHGA	Habitat et humanisme gestion Alsace
IML	Intermédiation locative
IRL	Indice de référence des loyers
LC	(conventionnement à) Loyer social
LCTS	(conventionnement à) Loyer très social
LHI	Lutte contre l'habitat indigne
LI	(conventionnement à) Loyer intermédiaire
LL	Loyer libre
MAR	Mon Accompagnateur Rénov'
MDPH	Maison départementale des personnes handicapées
MOUS	Maîtrise d'œuvre urbaine et sociale
MPR MPRPA	Ma Prime Rénov' Ma Prime Rénov' Parcours Accompagné
MMS	Montants moyens de subventions
NPRU	Nouveau programme de renouvellement urbain
OIR	Opération importante de réhabilitation
OLL	Observatoire local des loyers
OPAH CD RU	Opération programmée d'amélioration de l'habitat Copropriétés dégradées Renouvellement urbain
ORQAD	Opération de requalification de quartiers anciens dégradés

PA	Programme d'actions
PB	Propriétaire(s) bailleur(s)
PCH	Prestation de compensation du handicap
PDALHPD	Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées
PIG HM HE	Programme d'intérêt général Habiter mieux Habiter l'Eurométropole
PIL	Prime d'intermédiation locative
PLUi	Plan local de l'urbanisme intercommunal
PO M TM	Propriétaire occupant Modeste Très modeste
POPAC	Programme opérationnel de prévention et d'accompagnement en copropriétés
PPRT	Plan de prévention des risques technologiques
PREH	Plan de rénovation énergétique de l'habitat
PRIN	Projet de renouvellement d'intérêt national
PRIR	Projet de renouvellement d'intérêt régional
PRIS	Point rénovation info-service
PRU	Projet de rénovation urbaine
PTZ	Prêt à taux zéro
QPV	Quartiers prioritaires de la politique de la ville
RAA	Recueil des actes administratifs
RFR	Revenu fiscal de référence
RGA	Règlement général de l'Anah
RSD	Règlement sanitaire départemental
SHF	Surface habitable fiscale
SHSE	Service hygiène et santé environnementale
SIRE	Service intégré de rénovation énergétique
SRU	Solidarité et renouvellement urbain
SSPE	Service santé publique et environnementale
UESL	Union des entreprises et des salariés pour le logement
VOC	Veille et observation des copropriétés

AVANT-PROPOS

Le programme d'actions (PA) décline localement la mise en œuvre des priorités nationales de l'Agence nationale de l'habitat (Anah). Il permet de fixer des priorités locales et si nécessaire, des règles d'intervention plus fines. Il est le support réglementaire principal pour l'attribution et la gestion des aides de l'Anah. Il est opposable aux tiers et publié au Recueil des actes administratifs.

Le PA s'articule en cohérence avec les orientations définies par le Plan Climat, le volet Habitat du PLUi, le Plan départemental d'actions pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées, le Nouveau programme national de renouvellement urbain et le Pacte territorial qui a pris la suite du SARE, au 1er janvier 2025.

Le présent document établit les critères de sélectivité des projets, les priorités d'intervention, les modalités financières, les actions de communication et les partenariats propres au territoire de l'Eurométropole de Strasbourg.

Ces dernières années sont marquées par un contexte de réforme très dense à l'échelle nationale avec des impacts opérationnels concrets concernant l'animation de la délégation des aides à la pierre portée par l'Eurométropole de Strasbourg et le suivi-animation des différentes opérations programmées liées :

- mise en place de Mon Accompagnateur Rénov' ;
- mise en place du nouveau Pacte territorial qui est le nouveau cadre de contractualisation avec l'Anah (hors OPAH CD et OPAH RU) ;
- politique propriétaire bailleur à remobiliser au niveau national ;
- interfaces numériques en transition ;
- lutte contre les fraudes et rehaussement des contrôles (avec le projet d'un passage obligatoire via un ECFR' avant le dépôt d'un dossier à partir de 2026) ;
- travail de pédagogie renforcé auprès des ménages et de l'ensemble des acteurs concernés pour améliorer la compréhension des aides, les règles à respecter et lutter contre la défiance et l'agressivité des demandeurs mais aussi des professionnels (AMO, entreprises, MAR).

Sauf mention contraire, les dispositions du présent programme d'actions s'appliquent aux décisions prises à compter du 1er janvier 2026.

1. Les orientations 2025

Depuis 2024, la refonte des régimes d'aides aux propriétaires occupants et aux syndicats de copropriété introduit de nombreux changements, notamment sur les modalités d'accompagnement des ménages et d'instruction des dossiers.

Le régime d'aides aux propriétaires bailleurs introduit l'aide Ma Prime Rénov' Parcours Accompagné en complément des aides existantes. Cette aide se distingue par son volet social ; contrairement aux autres subventions PB qui sont soumises à l'encadrement des loyers et au respect de plafonds de ressources des locataires, Ma Prime Rénov' Parcours Accompagné se base sur les ressources des propriétaires bailleurs.

Ces évolutions s'inscrivent dans une volonté de renforcer la dynamique de la rénovation énergétique tout en consolidant les orientations et priorités portées par l'Agence depuis maintenant plusieurs années.

Le budget adopté en Conseil d'administration de l'Anah s'élève en 2026 à 4,3 milliards d'euros.

Ainsi, conformément à la circulaire C 2026/01, les priorités d'intervention de l'Anah identifiées au niveau national sont :

- **Finaliser le déploiement du service public de la rénovation de l'habitat, France Rénov'**, à travers la mise en œuvre et le suivi des conventions de coopération et de coordination régionales et des pactes territoriaux.

- **Conforter les conditions d'atteinte des objectifs de rénovation - dans un contexte de relèvement du niveau de qualité des dossiers et des projets de travaux déposés.**

  Dans ce contexte, la lutte contre la fraude demeure une priorité partagée afin de conserver la confiance des ménages. Compte tenu de l'augmentation des montants d'aides à la rénovation de l'habitat, une vigilance accrue est attendue notamment pour les contrôles sur place dans une logique de prévention et de lutte contre la fraude. Par ailleurs, la politique de contrôles doit continuer de s'appliquer et se renforcer dans le respect des objectifs fixés en matière de contrôle de premier niveau, de contrôles hiérarchiques et de contrôles sur place.

- **Mettre en place les modalités de mise en œuvre nécessaire au passage obligatoire des ménages par un ECFR, préalablement au dépôt de leurs dossiers de demande d'aide Anah.**

- **Veiller à une gestion budgétaire rigoureuse et continue des crédits délégués de façon continue et resserrée** avec l'ensemble des interlocuteurs (DDT, DREAL, Collectivités, délégataires…).

1.1 Obligation d'un passage en ECFR'

Conformément aux orientations fixées par la circulaire de programmation C 2026/01, **le service public France Rénov' devient un point de passage obligatoire du parcours des ménages** pour garantir la qualité des dossiers déposés. À ce titre, les Préfets, en lien avec les collectivités délégataires et les maîtres d'ouvrage des pactes territoriaux, ont été invités à prendre un arrêté pour mettre en œuvre ces orientations nationales **tout en tenant compte des particularités locales.**

Les modalités d'application de ces dispositions sur la délégation de l'Eurométropole de Strasbourg ont été définies en concertation avec la DDT et sont jointes en annexes au présent Programme d'Actions.

Ces modalités de fonctionnement et d'application concrète seront diffusées à l'ensemble des partenaires.

Le modèle d'attestation adapté au territoire de l'Eurométropole de Strasbourg est joint en annexe.

1.2 Les priorités d'intervention 2025 adaptées au territoire de l'EMS

Toutes thématiques confondues, les champs d'intervention sont les suivants -- inchangés par rapport à ceux de 2025 :

- Développement et coordination du service France Rénov' pour conseiller, accompagner et orienter les particuliers - en lien avec l'Agence du Climat - qui constitue et porte le Guichet unique d'orientation des demandeurs sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg ;
- Aide au syndicat des copropriétés fragiles ;
- Travaux de lutte contre la précarité énergétique ;
- Travaux de lutte contre l'habitat indigne, dégradé et/ou vacant ;
- Travaux liés au handicap et à la perte d'autonomie ;
- Travaux liés aux autres thématiques.

À noter que la CLAH peut décider de rejeter ou de moduler à la baisse les taux de subvention de certains dossiers jugés non prioritaires ou de les basculer dans le stock 2027 :

- Selon l'intérêt du projet sur le plan économique, social, environnemental et technique,
- Et/ou selon les consignes de gestion de l'Anah,
- Et/ou en fonction de la consommation des enveloppes budgétaires disponibles.

C'est pourquoi **une priorisation des demandes sera réalisée** sur les champs d'interventions ci-dessus **en fonction des critères cumulatifs suivants.**

Définition des dossiers considérés comme **prioritaires :**

- **Priorisation définie par l'Anah dans sa *circulaire de programmation 2026* :**
  - **Les dossiers déposés par les opérateurs missionnés par l'Eurométropole de Strasbourg dans les opérations suivantes :**
    - OPAH (opérateur : URBANIS) ;

    Puis :
    - PIG / Pacte territorial (opérateur : URBANIS) ;

- TZEE (opérateurs : URBANIS – OKTAVE – AGENCE DU CLIMAT).

- **Les dossiers complets et de qualité, ne présentant pas de suspicion de fraude ou de manquements manifestes.**

Dans ce contexte, au niveau local, les priorités se déclinent de la manière suivante :

- **Dispositif Ma Prime Rénov' Parcours Accompagné :**

- Les rénovations énergétiques en maison individuelle.

- **Pour les propriétaires bailleurs :**

- Les projets intégrant le conventionnement Loc'Avantages en LOC 2 ou LOC 3, en particulier lorsqu'ils sont situés dans des communes déficitaires au titre de l'article 55 de la loi SRU.
- Le conventionnement en LOC 1, lorsqu'il s'inscrit dans l'un des critères suivants :
  - Logement situé dans les quartiers QPV ou dans leur bande de 300 mètres, dans un but de mixité sociale ;
  - Logement situé dans l'ellipse insulaire afin de permettre l'émergence d'une offre conventionnée dans ce secteur et limiter l'augmentation massive des meublés de tourisme ;
  - Logement occupé par un ménage dont les ressources sont supérieures aux plafonds du LOC 2 ou LOC 3 ;
  - Projet global présentant un fort intérêt économique et social en articulation avec des conventionnements LOC 2 et LOC 3 ;
  - Logement rénové dans le cadre du dispositif Ma Prime Rénov' Parcours Accompagné par un propriétaire bailleur modeste ou très modeste.
- Dispositif Transformation d'Usage : les projets respectant les conditions cumulatives suivantes :
  - Ils s'intègrent dans un projet global de réhabilitation d'un ensemble vacant comportant déjà un ou plusieurs logements (ex : commerce situé en rez-de-chaussée d'un immeuble vacant qui va être remis en location après travaux) ;
  - Ils permettent la création de logements conventionnés en LOC 2 ou en LOC 3.

- **Pour les copropriétés :**

- Copropriétés fragiles ;
- Copropriétés prises en compte dans le cadre d'un éventuel stock de dossiers non engagés, par date de dépôt – N-1 ;
- Copropriétés saines situées en QPV ou dans la bande des 300 mètres du QPV ;
- Copropriétés saines avec une majorité de PO éligibles aux aides de l'Anah.

- **Au regard des entreprises et artisans intervenant dans la mise en œuvre des travaux :**

- Les demandes de subventions intégrant l'intervention d'une entreprise ou d'un artisan dont la domiciliation est située à moins de 100 km du logement concerné (sauf justifications appuyées en liens directs avec la nature des travaux réalisés), afin de favoriser les circuits courts et l'économie locale.
  En effet, le Bas-Rhin est doté d'un grand nombre d'entreprises et d'artisans disposant du label RGE, requis pour la réalisation des travaux de rénovation énergétique. Début 2026, plus de 3 300 mentions RGE sont recensées dans le département, pour l'ensemble des corps de métier.

Définition des dossiers considérés comme **non prioritaires :**

Les dossiers présentant les caractéristiques suivantes sont considérés comme non prioritaires. À ce titre, ils peuvent faire l'objet d'une décision de rejet en application des dispositions prévues par le RGA[1].

- Tout dossier ne répondant pas aux critères de priorités énoncés précédemment.
- Demande Ma Prime Rénov' Parcours Accompagné relative à des travaux en parties privatives d'un logement situé en bâtiment d'habitation collectif.
- Demande Ma Prime Rénov' Parcours Accompagné déposée par un propriétaire bailleur, qui n'intègre pas le conventionnement Loc'Avantages.
- Demande comprenant un ou plusieurs devis établis par un maître d'œuvre en lieu et place de devis présentés par des entreprises inscrites au registre du commerce ou au répertoire des métiers. Il est en effet considéré que cela témoigne d'un signe d'immaturité du projet. Cela contraste avec les dossiers plus aboutis comportant des devis d'entreprises prêtes à intervenir. Une décision d'agrément pourrait également nuire au porteur de projet en ce qui concerne ses engagements en matière de délais de démarrage et de réalisation des travaux (1 an et 3 ans respectivement, à compter de la décision d'attribution de la subvention). En conséquence, seules les demandes accompagnées de devis de sociétés qualifiées seront prioritaires.
- Demande déposée incomplète au regard de la liste des pièces obligatoires mentionnées dans les annexes du présent PA.
- Demandeur redéposant un dossier suite à une décision de rejet prise en application des dispositions du présent PA et de ses annexes.

Concernant les projets de rénovation d'immeuble impliquant une vente à la découpe :

La CLAH pourra se prononcer sur l'opportunité d'accorder et de moduler l'ensemble des aides de l'Anah et de l'Eurométropole de Strasbourg en fonction des objectifs et de l'intérêt environnemental, social, économique et technique des projets présentés.

1.3 Aide à la Rénovation Énergétique de l'EMS

L'instabilité des dispositifs d'aides nationaux marquée par des évolutions des règles d'éligibilité, a eu pour effet de fragiliser l'articulation avec les dispositifs locaux. Afin de ne pas apporter encore plus d'instabilité, aucune modification des règles n'est prévue en 2026.

Cependant, dans une volonté de prendre en compte tous les enjeux du dérèglement climatique (surchauffe d'été, inondation, biodiversité, …) dans les dispositifs d'aide à la rénovation énergétique, des groupes de travail se réuniront au premier semestre 2026 afin de proposer des adaptations des règlements des aides.

De plus, dans la perspective d'une prolongation du dispositif, au-delà du 31 décembre 2026, des temps d'échange avec les partenaires seront organisés pour proposer des évolutions afin d'augmenter l'effet levier.

[1] Chapitre 1er et article 11 du Règlement Général de l'Agence

1.4 POPAC

La prolongation du POPAC d'une année supplémentaire a permis d'accompagner les copropriétés jusqu'à fin aout 2025. L'opérateur avait pour mission de terminer l'accompagnement en cours avec les copropriétés qui été déjà dans le dispositif.

Sur les quatre années du POPAC, 80 copropriétés ont été accompagnées à la résolution de leur fragilité représentant 1581 logements.

Sur 2026, l'Eurométropole de Strasbourg a lancé un nouveau POPAC (2026-2028) orienté vers les copropriétés de 20 lots et moins sous syndic bénévole afin de permettre l'accompagnement de copropriétés qui sont les plus fragiles. L'objectif est d'accompagner 40 nouvelles copropriétés par an. En lien avec l'Anah, la DDT67 et la DREAL Grand Est, ce nouveau programme rentre dans sa phase opérationnelle en janvier 2026. L'opérateur du marché de suivi-animation retenu par l'Eurométropole de Strasbourg est Urbanis, il est chargé de travailler avec l'ensemble des partenaires dont l'ADIL67 sur le volet juridique.

1.5 OPAH CD

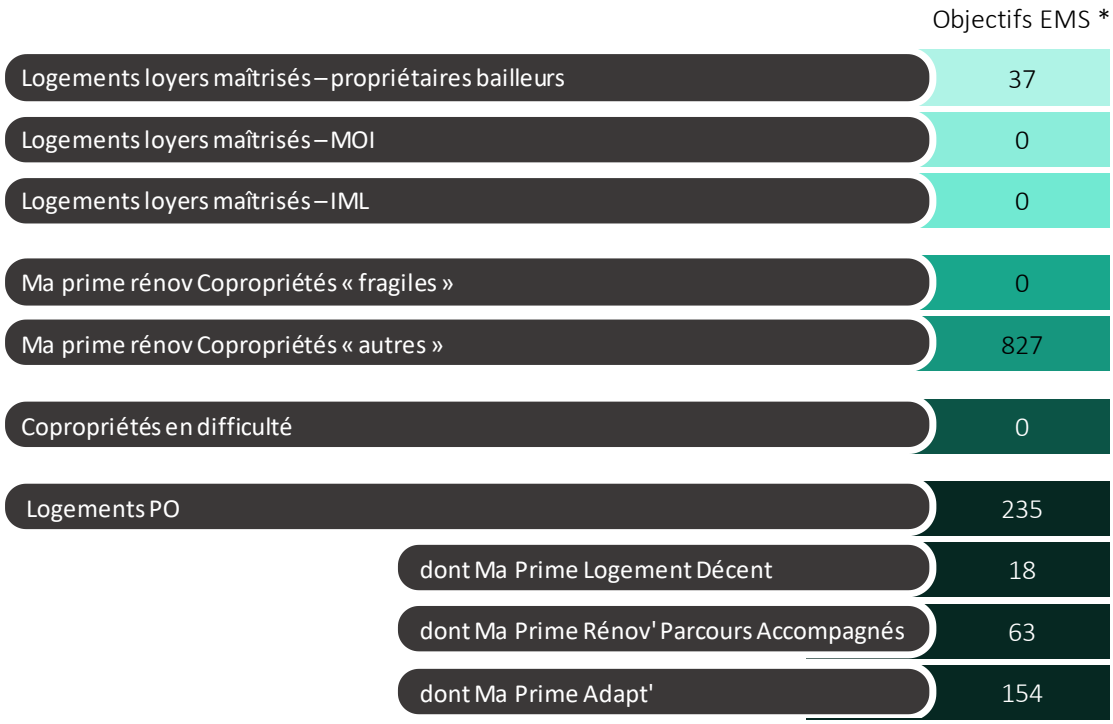
Nouvelle OPAH CD 2025-2027 afin d'achever le redressement des copropriétés. Le marché de suivi-animation a été confié au groupement Urbanis/ Copro +/ Bruno Waltzer.

Certains travaux seront néanmoins menés hors temporalité OPAH (travaux de résidentialisation de Léonard de Vinci, travaux de réhabilitation d'Eléonore 1 et des Canardières, travaux de réhabilitation du Parc d'Ober).

Poursuite de la phase d'élaboration du Plan de sauvegarde sur la copropriété du Parc d'Ober afin de définir les contours et les moyens humains et financiers à mobiliser dans le cadre d'un plan de sauvegarde.

1.6 Les objectifs et enveloppes budgétaires

1.6.1 Objectifs et crédits Anah



L'enveloppe nationale de l'Anah pour l'amélioration de l'habitat en 2025 est de 4.3 milliards d'euros, pour permettre la réhabilitation de 120 000 logements (dont 83 000 dossiers en stock, à instruire prioritairement).

Pour l'année 2026, la dotation est de 307 903 323 € à l'échelle de la région Grand Est.

La dotation Anah pour le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg a été établie à 13 611 832 €, dont 12 159 508 € pour l'enveloppe de subventions aux travaux.

L'enveloppe ingénierie de 1 452 324 € correspond pour 726 000 € à l'ingénierie classique (suivi-animation des opérations programmées, aides au redressement de la gestion, gestion urbaine de proximité, …), pour 393 967 € au financement des prestations MAR, et 332 357 € au financement du Pacte territorial (volets 1 et 2).

Au titre de sa politique volontariste, l'Eurométropole de Strasbourg engage des crédits sur son budget propre, dont les montants prévisionnels sont les suivants (en cours de consolidation dans le cadre du dialogue budgétaire interne en cours) :

- une enveloppe d'engagement travaux de 2 000 000 € (PIG) ;
- une enveloppe d'engagement travaux de 330 000 € (OPAH RU - Koenigshoffen) ;
- une enveloppe d'engagement travaux de 171 000 € (OPAH Copropriétés dégradées) ;
- une enveloppe d'engagement de 6 400 000 € (aide à la rénovation énergétique).

1.7 PIG - PACTE

Au-delà du suivi de l'instruction des demandes d'aides et de la coordination resserrée avec l'ensemble des acteurs sur ce programme « guichet et multithématique » (opérateur Urbanis, DDT/DREAL, ECFR…), il s'agira de veiller :

- à la préparation du passage dans le volet III du Pacte territorial (arbitrages),
- à l'harmonisation de l'accompagnement des ménages – en privilégiant l'opérateur de suivi-animation choisi par l'Eurométropole de Strasbourg (URBANIS – dont la qualité et la réactivité dans l'accompagnement ne faiblit pas malgré les bouleversements réglementaires et les instabilités au niveau national),
- au dégagement des moyens budgétaires nécessaires au niveau national (crédits Anah) pour répondre aux besoins constatés sur le territoire, en particulier en ce qui concerne les copropriétés.

1.8 OPAH RU

Dépôts des dossiers de demande de subventions propriétaires bailleurs et occupants : Poursuite de la dynamique malgré un contexte national très chamboulé depuis juin 2025. Pour 2026, sont déjà identifiés : 27 projets de visite dont 6 dossiers en cours de montage (3 propriétaires occupants et 3 bailleurs).

Rénovation énergétique des copropriétés : En 2026, les travaux de rénovation énergétique pourront démarrer pour 2 copropriétés dont les travaux ont été votés en AG en 2025 et concernant une vingtaine de logements en tout. Les études de maîtrise d'œuvre se poursuivent pour 9 copropriétés accompagnées par l'OPAH RU (148 logements en tout).

Copropriétés fragiles : L'opérateur de l'OPAH RU poursuit l'accompagnement de la copropriété identifiée comme dégradée au 44 route des Romains. Il poursuivra également l'accompagnement des copropriétés qui le souhaitent pour leur gestion et au besoin leur immatriculation.

Lutte contre l'habitat indigne : Le comité de lutte contre l'habitat indigne poursuivra son travail partenarial de repérage et de traitement des situations identifiées lors de 4 prochaines instances de 2026. L'accompagnement

des immeubles en DUP ORI va pouvoir se poursuivre de manière resserrée, suite à la prise de l'arrêté préfectoral de DUP en décembre 2025. Il est prévu de poursuivre la procédure sur 7 des immeubles de la DUP ORI par une première enquête parcellaire mi 2026. Une aide exceptionnelle de l'Eurométropole pour les immeubles de la DUP ORI pourrait être mise en place en 2026 (aide pour la démolition d'annexes, la construction de locaux communs, le ravalement de façade).

Accompagnement des commerces et de la dynamique commerciale : L'opérateur de l'OPAH RU poursuit l'accompagnement proposé en 2025 : nouveaux portraits de commerçants dans le Koenig's Mag, lien avec l'association, communication sur l'aide de la Ville à l'investissement, étude des potentiels suite à l'arrivée du tramway. La préemption d'un local commercial a été notifiée au propriétaire fin février 2026.Un projet d'évènement autour des portraits des commerçants est à l'étude pour 2026.

Interventions sur les îlots prioritaires : En particulier au niveau de l'îlot des Abeilles, l'étude urbaine débutée en 2024 sera finalisée début 2026 et des arbitrages devront orienter les actions à venir sur ce secteur.

Communication : La communication sur l'opération est toujours un enjeu fort : en 2026 il est prévu de poursuivre cette communication en diversifiant les types de supports et de publics : courriers ciblés aux propriétaires de logements énergivores, aux propriétaires de logements vacants, actions de sensibilisation au patrimoine bâti et naturel, publication du Koenig's Mag, lien avec les associations, …

1.9 Lutte contre la fraude et les manquements

Dans la continuité des actions menées pour lutter contre les manœuvres frauduleuses et les manquements MAR (voir données de bilan 2025 au chapitre 5.11), l'instruction poursuivra la mise en œuvre des procédures déjà engagées :

- Actualisation du référentiel des coûts de la rénovation énergétique ;
- Contrôle des autorisations d'urbanisme ;
- Vérification, à chaque étape de l'instruction, du consentement éclairé des demandeurs ;
- Vérification de la validité des audits énergétiques ;
- Collaboration étroite avec les services centraux et déconcentrés de l'Anah ;
- Renforcement des contrôles sur place avant et après travaux.

Les contrôles sur place pourront être renforcés par la présence d'un conseiller de l'Espace conseil France Rénov' (Agence du Climat).

2. Les régimes des aides de l'Anah et de l'EMS en 2026

2.1 Dispositions applicables aux propriétaires occupants et assimilés

Les dispositions générales applicables aux propriétaires occupants et demandeurs assimilés sont définies dans la délibération n°2025-20 du Conseil d'administration de l'Anah du 5 septembre 2025 relative au régime d'aides applicable aux propriétaires occupants (article R. 321-12, I, 2° du CCH), aux personnes assurant la charge effective des travaux pour leurs ascendants ou descendants propriétaires occupants (article R. 321-12, I, 3° du CCH) et aux bénéficiaires mentionnés au II de l'article R. 321-12 du CCH.

2.1.1 Les plafonds de ressources

L'octroi des aides de l'Anah est conditionné à des plafonds de ressources[2], dont les modalités de calcul et de révision sont fixées nationalement par arrêté[3].

Les plafonds de ressources pour bénéficier des aides de l'Anah et de l'Eurométropole de Strasbourg figurent en annexe.

2.1.2 Les aides

En sa qualité de délégataire, l'Eurométropole de Strasbourg a la possibilité de majorer ou de minorer les plafonds de travaux subventionnables, les taux de subvention de l'Anah[4], d'adapter les conditions d'octroi des aides ou la liste des pièces justificatives composant les demandes[5]. Elle participe également sur ses fonds propres au financement des travaux.

À partir de 2026, une adaptation locale au régime d'aide Ma Prime Logement Décent est introduite afin d'harmoniser les modalités d'instruction avec les nouvelles dispositions de Ma Prime Rénov' Parcours Accompagné. Le Conseil d'Administration de l'Anah du 5 septembre a décidé de réduire le plafond des travaux subventionnables pour Ma Prime Rénov' Parcours Accompagné à un maximum de 40 000 € HT maximum. En conséquence, l'instruction appliquera un plafond similaire de 40 000 € HT – voire 30 000 € HT dans certains cas – aux travaux de rénovation énergétique dans les dossiers MPLD.

[2] En application du dernier alinéa du II de l'article R. 321-12 du CCH.
[3] Arrêté du 24 mai 2013 relatif aux plafonds de ressources applicables à certains bénéficiaires des subventions de l'Anah.
[4] Les taux de subvention et les plafonds de travaux subventionnables sont déterminés en application de l'article R.321-17 du CCH. Les modalités de modulation de ces taux et plafonds sont encadrées par l'article R.321-1-1 du CCH.
[5] Articles A, 9 et 11 du RGA

Les plafonds et taux de subventions maximums figurent en **annexe**.

2.1.3 Dispositions applicables aux travaux réalisés en auto-réhabilitation

Il est possible de subventionner les dépenses exposées aux travaux réalisés en auto-réhabilitation dans les conditions prévues par la délibération n° 2019-44 du 4 décembre 2019 du Conseil d'administration de l'Anah.

Les propriétaires souhaitant réaliser des travaux en auto-réhabilitation doivent signer un contrat avec un organisme d'auto-réhabilitation qui porte la prestation d'accompagnement et d'encadrement technique. L'organisme doit signer une charte d'engagement qui sera contresignée par la collectivité.

Les dépenses prises en compte au titre des travaux réalisés en auto-réhabilitation sont :

- Le coût HT d'achat des matériaux et de petits matériels ;
- Le coût facturé par l'organisme au titre de sa prestation pour l'accompagnement et l'encadrement technique des travaux en auto-réhabilitation, plafonné à 300 € HT par jour d'intervention, dans la limite de 40 jours dans le cas d'un projet de travaux lourds pour réhabiliter un logement indigne et très dégradé, et de 15 jours dans le cas d'un projet de travaux d'amélioration ;
- Le coût HT de location du matériel pour le chantier ;
- Le coût HT associé à la souscription par le propriétaire d'assurances et garanties complémentaires (si nécessaire).

Ces dépenses, ainsi que celles correspondant à l'intervention des professionnels du bâtiment, sont soumises au plafond de travaux applicable et financées, au taux de l'opération, dans le cadre du régime des aides aux propriétaires occupants.

2.1.4 Règles locales en cas de rupture d'engagements

En cas de rupture de son engagement d'occupation du logement, le ménage PO qui conservera la propriété du logement sera invité à mettre en place un conventionnement :

- de niveau LOC 1, si le logement se situe dans l'ellipse insulaire ou en QPV ou dans la bande des 300 mètres entourant le QPV ;
- de niveau LOC 2 ou LOC 3 (IML), si le logement se situe dans un autre secteur.

En cas de refus de la proposition de conventionnement, ou en cas de vente du logement, les suites données seront celles prévues par la réglementation de l'Anah et en **annexe**.

Des dispositions sont également prévues en annexe pour la gestion de nouvelles demandes de subventions déposées par des propriétaires ayant rompu leur engagement d'occupation.

2.2 Dispositions applicables aux propriétaires bailleurs

Les dispositions générales applicables aux propriétaires bailleurs sont définies dans la délibération n° 2025-21 du 5 septembre 2025 du Conseil d'administration de l'Anah relative au régime d'aides applicable aux propriétaires bailleurs mentionnés au 1° du I et au II de l'article R. 321-12 du CCH ainsi qu'aux organismes agréés mentionnés au 6° du I de l'article R. 321-12 du CCH.

2.2.1 Les modalités financières

2.2.1.1 Les plafonds de ressources

L'octroi des aides de l'Anah est conditionné à des plafonds de ressources dont les modalités de calcul et de révisions sont fixées nationalement [6] :

- Concernant Ma Prime Rénov' Parcours Accompagné : les ressources des propriétaires bailleurs,
- Concernant les autres aides : les ressources des ménages locataires.

Les plafonds de ressources figurent en **annexe**.

2.2.1.2 Les aides

En sa qualité de délégataire, l'Eurométropole de Strasbourg a la possibilité de majorer ou de minorer les plafonds de travaux subventionnables, les taux de subvention de l'Anah[7], d'adapter les conditions d'octroi des aides ou la liste des pièces justificatives composant les demandes[8]. Elle participe également sur ses fonds propres au financement des travaux.

Afin d'accompagner les propriétaires d'immeubles sous DUP ORI à Koenigshoffen, les plafonds des aides de l'Anah pour les propriétaires bailleurs ont été relevé en cas de conventionnement en LOC 2 et LOC 3 uniquement pour les 11 immeubles de la DUP ORI. Cette modification concerne les aides MPLD, les travaux lourds, les travaux de mise en sécurité, de salubrité, les travaux liés à un contrôle de décence ou de manquement au RSD. Le plafond des travaux subventionnables est relevé à 1 250 €/m².

Les plafonds et taux de subventions maximums figurent en **annexe**.

Rappel : pour la détermination du plafond de travaux, la surface prise en compte est la surface habitable dite fiscale[9], dans la limite de 80 m² par logement. Dans le cas où le projet porterait sur plusieurs logements, les dépenses font l'objet, avant plafonnement, d'une répartition logement par logement. Les plafonds de travaux ne sont pas fongibles d'un logement à l'autre.

Depuis 2022, le dispositif de conventionnement est le Loc'Avantages : le propriétaire bailleur privé s'engage, dans une convention avec l'Anah, à pratiquer un loyer inférieur au loyer de marché, au profit de locataires modestes.

3 niveaux de loyer sont prévus :

- LOC 1, correspondant au loyer intermédiaire ;
- LOC 2, correspondant au loyer social ;
- LOC 3, correspondant au loyer très social, mobilisable uniquement en IML.

Les propriétaires bailleurs s'engageant dans Loc'Avantages, réalisant ou non des travaux, peuvent bénéficier de primes détaillées en **annexe**.

L'ensemble de ces primes est mobilisable sous réserve d'envoyer une copie des justificatifs au service de l'Habitat de l'Eurométropole de Strasbourg.

À partir de 2026 et **pour le dispositif Ma Prime Rénov' Parcours Accompagné**, l'Eurométropole de Strasbourg **priorisera les demandes intégrant le dispositif Loc'Avantages**. Compte tenu des taux de subvention élevés

[6] En application du dernier alinéa du II de l'article R. 321-12 du CCH.
[7] Les taux de subvention et les plafonds de travaux subventionnables sont déterminés en application de l'article R.321-17 du CCH. Les modalités de modulation de ces taux et plafonds sont encadrées par l'article R.321-1-1 du CCH.
[8] Articles A, 9 et 11 du RGA
[9] Telle que définie à l'article R. 321-27 du CCH.
Voir notamment le BOFIP : http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/3882-PGP I-B-1 § 100 à 160.

(jusqu'à 90% du montant HT des travaux), les primes de l'Eurométropole de Strasbourg pour le Loc'Avantages ne sont pas mobilisables dans ce cadre.

La liste des justificatifs figure en annexe.

2.2.2 Dispositions applicables aux Opérations Importantes de Réhabilitation (OIR)

Tout projet concernant un immeuble ou un ensemble d'immeubles appartenant à un même propriétaire et dont le montant de travaux subventionnables dépasse 750 000 € HT est considéré comme une OIR[10].

Afin de garantir l'intégration de ces projets aux objectifs et enveloppes budgétaires, le porteur de projet (ou son opérateur) devra informer l'Eurométropole de Strasbourg de son projet le plus en amont possible. La CLAH pourra être consultée pour évaluer l'opportunité de financement selon l'intérêt environnemental, social, économique et technique de l'opération, ainsi que les objectifs poursuivis. Les subventions de l'Anah et de l'Eurométropole de Strasbourg seront adaptées en fonction de cette évaluation.

L'attribution d'une subvention est conditionnée à une garantie financière, sous forme d'hypothèque conventionnelle ou de caution bancaire.

2.2.3 Les dispositions applicables aux opérations de maîtrise d'ouvrage d'insertion (MOI)

Les dispositions applicables aux opérations de maitrise d'ouvrage d'insertion (MOI) sont définies dans la délibération du CA n° 2024-02 du 13 mars 2024 paragraphe 6.1°.

Les organismes MOI, agréés au titre de l'article L.365-2 du code de la construction et de l'habitation (CCH)[11], peuvent effectuer l'ensemble des opérations concourant au développement ou à l'amélioration de l'offre de logement ou d'hébergement des personnes défavorisées.

La maîtrise d'ouvrage d'insertion est une réponse pertinente à la croisée des enjeux d'insertion sociale des ménages les plus démunis et de requalification du parc privé :

- lutte contre l'habitat indigne et dégradé tout en recyclant une offre de logements privés ;
- lutte contre la précarité énergétique ;
- requalification des logements, notamment en centres anciens.

Les logements réhabilités grâce aux aides de l'ANAH seront :

- conventionnés, en loyer très social - LOC 3 - pendant une durée minimale de 15 ans avec un loyer-plafond au niveau du PLA-I auquel est appliqué un coefficient de structure, pour une durée de 15 ans minimum d'après les conditions définies en annexe ;
- ou mis à disposition à titre gratuit dans le cadre de la signature d'un commodat.

De plus, ces logements sont comptabilisés au titre de l'article 55 de la loi SRU - Article L.302-5 CCH.

Les organismes MOI ne peuvent pas bénéficier d'une avance de subvention. En revanche, ils peuvent demander un acompte de subvention en fonction de l'avancée des travaux et si au moins 25% des travaux sont réalisés. Le total des sommes versées sous forme d'acomptes ne peut excéder 70% du montant prévisionnel de la subvention.

[10] Délibération n° 2023-52 du Conseil d'administration de l'Anah ; article 7-B du RGA.
[11] Le maitre d'ouvrage dédié aux opérations MOI doit être à la fois :
- Propriétaire ou titulaire d'un droit réel immobilier au moyen d'un bail à réhabilitation ou d'un bail emphytéotique ;
- Agréé pour l'exercice d'activités de maîtrise d'ouvrage au titre de l'article L. 365-2 du CCH1.

2.2.4 Les modalités du conventionnement Anah

Les modalités du conventionnement sont définies par le Bulletin Officiel des Impôts[12].

À partir du 1er janvier 2022, avec la mise en œuvre du dispositif Loc'Avantages, les plafonds de loyers conventionnés sont fixés, par commune, par l'État sans marge de manœuvre du délégataire.

Les loyers plafonds Loc'Avantages sont calculés à partir de l'estimation du loyer de marché dans le parc locatif privé, à laquelle il est appliqué une décote :

- LOC 1 (décote de 15% par rapport au loyer de marché),
- LOC 2 (décote de 30%),
- LOC 3 (décote de 45%, mobilisable uniquement en Intermédiation Locative).

Les loyers réglementaires des baux conclus ou renouvelés en 2026 dans le cadre du dispositif Loc'Avantages ont été fixés par l'arrêté ministériel du 6 janvier 2026[13].

Pour définir le loyer plafond applicable à un logement, le loyer plafond communal au m² est multiplié par la surface fiscale du logement et par un coefficient de surface :

0,7 + 19 / S (Surface fiscale du logement)
Le coefficient est plafonné à 1,2.

Le conventionnement est soumis à des conditions de performance énergétique : les logements en conventionnement avec travaux doivent respecter l'étiquette énergétique D a minima, et en conventionnement sans travaux l'étiquette énergétique E à minima.

Les propriétaires peuvent s'informer sur les plafonds des loyers conventionnés sur le site de l'Anah : https://monprojet.anah.gouv.fr/.

2.2.5 Adaptations concernant le calcul des primes de l'Eurométropole de Strasbourg

En cas de passage d'un conventionnement sans travaux à un conventionnement avec travaux dans les trois ans qui suivent la date de validation de la convention sans travaux, le montant des primes de l'Eurométropole de Strasbourg qui auront pu être octroyées sera déduit du montant des subventions de l'Eurométropole de Strasbourg qui seront calculées pour le nouveau dossier.

2.3 Dispositions applicables aux locataires

Pour pouvoir bénéficier d'une aide, les locataires doivent satisfaire les mêmes conditions de ressources que celles fixées pour les propriétaires occupants.

Seuls les travaux suivants peuvent faire l'objet d'une demande de subvention par un locataire :

- pour la mise en décence du logement ;
- pour l'autonomie de la personne, travaux réalisés avec l'accord du bailleur.

[12] Arrêté du 21 décembre 2022 pris en application de l'article 2 terdecies H de l'annexe III au code général des impôts
[13] Arrêté du 6 janvier 2026 pris en application de l'article 2 terdecies H de l'annexe III au code général des impôts

Toutes les dispositions et les précisions d'applications des aides aux locataires sont définies dans la délibération n° 2023-46 du conseil d'administration de l'Anah.

2.4 Dispositions applicables aux syndicats des copropriétaires

Les dispositions générales applicables aux copropriétés sont définies dans les délibération n°2023-49, 2024-44 et 2024-45 du Conseil d'administration de l'Anah respectivement relatives aux régimes d'aides applicables aux petites copropriétés, aux copropriétés en difficulté et aux copropriétés.

Les aides à la rénovation énergétique en copropriété ont été renforcées avec la mise en œuvre en 2021 du dispositif MaPrimeRénov' Copropriétés (MPR Copropriétés) qui s'appuie sur une extension du dispositif Habiter Mieux Copropriétés. Ce dispositif a été renforcé en 2022 puis en 2023, pour améliorer les conditions de financement des travaux de rénovation énergétique.

Ce dispositif MPR Copropriétés s'étend ainsi à toutes les copropriétés, saines, fragiles et en difficultés répondant aux conditions d'ancienneté et d'occupation fixées par l'article R.321-14 du code de la construction et de l'habitation jusque- là non couvertes par un régime d'aides aux travaux de rénovation énergétique globale.

Il pérennise :

- La territorialisation de l'aide, sous forme d'une aide à la pierre instruite localement par les délégations locales ;
- L'obligation pour les bénéficiaires de faire appel à une assistance à maîtrise d'ouvrage ;
- L'obligation d'un gain énergétique minimum de 35% après travaux.

Il évolue :

- La possibilité d'augmenter le taux d'aide en cas d'atteinte d'un gain de performance énergétique de 50% ;
- La possibilité, via une expérimentation mise en place par l'ANAH, pour les petites copropriétés d'atteindre un gain énergétique de 15% en cas de contrainte techniques et/ou architecturales.

2.4.1 Les aides

Les plafonds de travaux subventionnables et les taux de subventions maximum figurent en **annexe**.

Le dispositif MPR Copropriétés s'articule autour :

- D'une aide « socle » cumulable avec un financement CEE, versée au syndicat de copropriétaires jusqu'à 30% du montant de travaux subventionnables, plafonnés à 25 000€ par logement ;
- D'une aide « performance » cumulable avec un financement CEE, versée au syndicat de copropriétaires jusqu'à 45% du montant de travaux subventionnables, plafonnées à 25 000€ par logement si le gain énergétique est de 50% ;
- D'une bonification de 20% pour les copropriétés fragiles (taux d'impayés > 8%) ou les copropriétés en difficulté, sous réserve d'une valorisation des CEE par l'Anah ;
- D'une bonification de 10% en cas de sortie de passoire énergétique pour les immeubles en classe F ou G et qui atteignent une classe D à minima ;
- De primes individuelles attribuées aux POM (1 500 €) et POTM (3 000 €) ;

- D’une aide à la prestation d’accompagnement d’un taux maximum :

  - de 50% du prix de la prestation avec un plafond de 300€ HT par logement pour les copropriétés de plus de 20 logements ;
  - de 50% du prix de la prestation avec un plafond de 500€ HT par logement pour les copropriétés de moins de 20 logements ;
  - L’aide ne peut être inférieure à 3 000 € par copropriété, dans la limite d’un plafond de 80% du coût TTC de la prestation[14].

L’aide MPR Copropriétés n’est pas cumulable avec les aides individuelles de l’Anah prévues pour des travaux identiques. Par dérogation à ce principe, les copropriétés visées par le 7° du I de l’article R.321-12 du CCH l’aide au syndicat des copropriétaires peut être cumulée, pour les mêmes travaux, avec des aides individuelles versées directement aux copropriétaires dans les conditions prévues par l’article 15-H du RGA.

[14] Délibération 2024-45 du CA de l’Anah et article 30 du RGA

3. Conditions de suivi, d'évaluation et de restitution annuelle des actions mises en œuvre

Le programme d'actions et l'ensemble des programmes opérationnels liés font l'objet d'un bilan annuel qui est présenté en amont de l'approbation du nouveau programme d'action – à l'ensemble des membres de la CLAH.

Ces éléments de bilan relèvent d'un exercice de synthèse, en fonction de ce qui est présenté lors des comités de pilotage des dispositifs programmés.

4. Actions de repérage

En dehors de l'OPAH CD et de l'OPAH RU qui bénéficient d'un volet repérage et communication particulier, les actions de repérages et d'aller-vers sont désormais reprises dans les objectifs du Pacte territorial - volets Dynamique territoriale et Information/conseil/orientation.

La coordination des actions de repérage et la communication est confiée à l'Agence du Climat - Coordinatrice du guichet unique ECFR'.

5. Bilan 2025 des actions sur l'habitat privé

5.1 Rappel des objectifs

Les objectifs du programme d'actions 2026 sont repris dans le volet Habitat du PLUi :

- répondre aux besoins en logements aux différentes étapes du parcours résidentiel, en favorisant le développement de logements locatifs conventionnés à loyers maîtrisés dans le parc privé ;
- contribuer à un aménagement innovant et un habitat durable, en encourageant la performance énergétique des logements existants et l'adaptation du parc aux besoins de l'âge et du handicap ;
- prendre en compte les problématiques de santé dans l'habitat, par le traitement de l'habitat indigne et dégradé et par différentes actions de sensibilisation ;
- remettre sur le marché locatif les logements vacants à des niveaux de loyers abordables, par le croisement de mesures incitatives et coercitives.

Pour atteindre ces objectifs, l'Eurométropole de Strasbourg s'est appuyée sur :

- son Programme d'intérêt général « Habiter l'Eurométropole » lancé en janvier 2023 pour une durée de 5 ans ;
- sur le Programme opérationnel de prévention et d'accompagnement en copropriétés renouvelé en août 2025 pour 3 ans ;
- sur l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat - Copropriété dégradée (2025 - 2027)
- sur l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat - Renouvellement urbain sur le quartier de Koenigshoffen à Strasbourg (2023 - 2027)
- sur le Plan Climat 2030 afin de créer l'Agence du Climat, plate-forme territoriale d'accompagnement de la transition énergétique.
- sur les actions lancées dans le cadre de sa politique volontariste (des aides aux handicaps et à la perte d'autonomie, étude sur les copropriétés en difficultés, lutte contre la vacance des logements, promotion de l'intermédiation locative, aide à la rénovation énergétique – depuis janvier 2024).

5.2 Les résultats de la délégation Anah

Attention : en raison des évolutions réglementaires successives des dernières années et de l'utilisation d'outils d'instruction et de suivi vieillissants (Op@l et Infocentre), des écarts peuvent apparaître entre les différentes données déclinées ci-dessous.

En 2025, les aides à la pierre ont permis de rénover 2 068 logements, dont 55 appartenant à des propriétaires bailleurs, 357 appartenant à des propriétaires occupants et 1 656 concernant des copropriétés.

La dotation initiale 2025 de l'Anah pour l'Eurométropole de Strasbourg a été fixée à 22 429 231 € (21 329 164 € en 2024). Grâce à une forte dynamique de dépôts de dossiers et au travail remarquable de l'instruction en dépit des difficultés rencontrées (suspension du dépôt des demandes, renforcement des contrôles et de la lutte contre la fraude, …), la qualité du dialogue de gestion avec les équipes de la DREAL Grand-Est a permis d'obtenir des crédits supplémentaires et l'engagement de subventions à hauteur de 28 188 930 €. L'Eurométropole de Strasbourg a consommé 126 % de sa dotation initiale.

Le soutien à la rénovation énergétique, à la lutte contre l'habitat indigne et dégradé, à l'adaptation à la perte d'autonomie et au handicap, a généré 50 486 780 € HT de travaux (contre 45 370 567 € HT en 2024).

5.2.1 L'amélioration énergétique des logements

171 logements PO ont bénéficié de l'aide MPR Parcours Accompagné, ce qui correspond à une hausse de 29% par rapport aux résultats de 2023 et la fin du dispositif Habiter Mieux (133 logements subventionnés), cela en dépit de la suspension du dispositif à la fin du 1er semestre.

Grâce à des règles d'éco conditionnalité incitatives et à la prise en charge des évaluations énergétiques pour les propriétaires occupants en opérations programmées, les aides à la pierre ont permis d'inciter les propriétaires à réaliser des travaux d'économie d'énergie sur 1 579 logements pour un gain moyen de 68 %, tous types de demandeurs confondus :

- PO : 73 %
- PB : 65 %
- Copropriétés : 55 %

5.2.2 La lutte contre l'habitat indigne

32 logements PO ont bénéficié du dispositif Ma Prime Logement Décent, soit plus du triple des résultats sur 2023 et 2024 (10 logements subventionnés chaque année).
Ce développement important a été rendu possible principalement grâce à l'assouplissement de la notation de grille de dégradation (abaissement de la note « seuil » à 0.35 – contre 0.55 auparavant) – ce qui rend le délégataire particulièrement attentif aux effets d'aubaine en terme de plan de financement (cf. chapitre 2.1.2).

5.2.3 Le développement d'une offre à loyers maîtrisés

En conventionnement avec travaux ou sans travaux, le niveau de loyer « social » a été privilégié puisque l'on compte 81 loyers « social » (LOC 2), 31 loyers « intermédiaires » (LOC 1) et 2 loyers « très social » (LOC 3). Contrairement à la dynamique d'amplification observée pour les ménages PO, ce niveau reste faible et se situe en régression par rapport aux années précédentes.

5.2.4 L'adaptation à l'autonomie et au handicap

154 logements ont bénéficié des aides à l'adaptation à l'autonomie et au handicap. C'est un niveau important qui montre que l'élargissement des critères d'éligibilité avec la mise en place de Ma Prime Adapt' permet à plus de ménages de bénéficier d'un accompagnement dans leurs projets d'adaptation. En effet, les agréments liés à

ce dispositif sont en hausse de 95% en comparaison avec les résultats de l'exercice 2023 (79 logements subventionnés) – dernière année qui précède la mise en place de MPA'.

5.2.5 Les décisions de rejets et la lutte contre la fraude et les manquements MAR

La dynamique impulsée par le déploiement du dispositif Ma Prime Rénov' a entrainé l'apparition d'acteurs malveillants ou ne maitrisant pas pleinement le cadre réglementaire complexe des dispositifs déployés par l'Anah. Il est important de rappeler à ce titre que **l'instruction veille à ne pas faire d'amalgame entre les suspicions de manœuvres frauduleuses et les erreurs liées à un manque d'expérience et une méconnaissance de l'écosystème réglementaire.**

Ces situations ont néanmoins des conséquences similaires sur **l'alourdissement de l'instruction et la hausse exponentielle des décisions de rejets. En 2025, 83 décisions de rejet ont été prises** - 4 fois plus qu'en 2024 et 17 fois plus qu'en 2022. Les procédures de contrôle mises en place ont permis de relever **81 suspicions de fraudes ou de manquements de la part des MAR – dont 37 attribués à un unique Accompagnateur Rénov -** ayant conduit à un signalement auprès du référent fraudes et manquements de l'Anah. À titre de comparaison, seuls 18 signalements ont été réalisés en 2024 qui est considérée comme une année de prise en main de la thématique et de montée en compétence sur la lutte contre les manœuvres frauduleuses et les manquements MAR. Certains de ces signalements ont été activement suivis par le référent fraudes avec la mise en œuvre de mesures concrètes de suspension d'agrément et de consignes de contrôle renforcé diffusées à l'ensemble des délégataires.

Le volume financier sauvegardé sur les dossiers rejetés au titre de la lutte contre les manœuvres frauduleuses est estimé à **plus de 2,5 millions d'euros** (tous financements Anah, Eurométropole complémentaire et Eurométropole ARE confondus). 8 ménages ont été identifiés comme ayant été réorientés avec succès vers un opérateur de confiance (URBANIS et SOLIHA).

Un focus sur la lutte contre la fraude et les manquements MAR est détaillé au **chapitre 5.11.**

5.2.6 L'instruction des paiements des subventions

La hausse du nombre de demandes de subventions se répercute mécaniquement sur l'instruction des demandes de paiements. Ainsi, **536 paiements ont été validés, en hausse de 43%** par rapport à l'instruction 2024 (375 paiements).

Tout comme pour les décisions d'agréments, cette augmentation du volume de mises en paiement effectives ne reflète que partiellement la hausse de l'activité de l'instruction sur les paiements. En effet **l'arrivée d'Accompagnateurs Rénov' ne maîtrisant pas les procédures administratives ou d'acteurs malveillants multipliant les manœuvres frauduleuses a entrainé une forte hausse du nombre de contrôles sur place et du volume de paiements rejetés**. Sur l'exercice 2025, **122 paiements ont été rejetés par l'instruction, soit un taux de rejet de 19%**.

BILAN - CONSOMMATION DES ENVELOPPES

		2020	2021	2022	2023	2024	2025
ANAH	Dotation initiale	6 319 800 €	7 485 664 €	6 627 507 €	10 811 976 €	21 329 164 €	22 429 231 €
	Dotation finale	6 489 696 €	5 425 307 €	9 780 513 €	15 700 325 €	27 133 552 €	28 189 440 €
	Engagements travaux (dont MAR)	5 267 087 €	4 616 835 €	8 920 612 €	14 265 167 €	26 055 859 €	26 417 773 €
	Engagements ingénierie	528 471 €	534 993 €	733 806 €	952 013 €	1 077 693 €	1 771 157 €
	% consommation de la dotation initiale	92 %	69 %	146 %	141 %	127 %	126 %
Eurométropole de Strasbourg	Autorisation d'engagement EmS	665 000 €	730 297 €	1 160 000 €	2 324 367 €	2 500 000 €	2 000 000 €
	Engagements travaux	644 601 €	590 968 €	1 159 392 €	2 117 428 €	2 374 633 €	1 937 288 €
	% consommation	97%	81%	100%	91%	95%	97%

Source Infocentre

BILAN - SUIVI DES ENVELOPPES DE SUIVI - ANIMATION DES OPÉRATIONS PROGRAMMÉES

	2020		2021		2022		2023		2024	
	Coût suivi-animation	Montant pris en charge par l'Anah	Coût suivi-animation	Montant pris en charge par l'Anah	Coût suivi-animation	Montant pris en charge par l'Anah	Coût suivi-animation	Montant pris en charge par l'Anah	Coût suivi-animation	Montant pris en charge par l'Anah
PIG	186 864 €	149 491 €	223 998 €	179 198 €	233 079 €	186 463 €	210 657 €	168 526 €	240 039 €	192 031 €
OPAH CD	479 113 €	199 630 €	447 591 €	172 742 €	462 914 €	183 121 €	506 101 €	210 876 €	505 468 €	213 012 €
OPAH RU	90 672 €*	37 780 €	-	-	-	-	214 836 €	87 230 €	250 557 €	120 563 €
POPAC	127 000 €	50 000 €	81 755 €	37 981 €	139 020 €	50 000 €	139 020 €	50 000 €	139 020 €	50 000 €

* étude pré-opérationnelle

Note : les données N-1 ne seront connues qu'au 2e semestre.

BILAN - RÉALISATION DES OBJECTIFS PAR TYPE D'INTERVENTION

		2020		2021		2022		2023		2024		2025	
		Objectifs finaux	Réalisés	Objectifs finaux	Réalisés	Objectifs finaux	Réalisés	Objectifs finaux	Réalisés	Objectifs finaux	Réalisés	Objectifs finaux	Réalisés
PB		48	20	29	26	34	114	74	59	62	106	57	55
PO	MP LD	24	9	5	8	18	16	16	10	12	10	18	32
	MPR PA	182	155	159	156	162	164	160	133	211	165	201	171
	MPA'	19	62	71	76	74	88	71	79	118	109	136	154
MRP Copro	Copropriétés fragiles	458	446	263	44	194	239	54	91	215	289	310	287
	Copropriétés saines	-	-	349	223	347	351	419	435	1559	950	973	1034
	Copropriétés en difficultés	0	86	8	9	336	38	846	780	0	171	0	335
Total		**731**	**778**	**884**	**542**	**1165**	**1010**	**1640**	**1587**	**2177**	**1800**	**1695**	**2068**

Source Infocentre

BILAN - RÉALISATION DES OBJECTIFS ET DES CONSOMMATIONS PAR OPÉRATION PROGRAMMÉE

	PB	PO - MP LD	PO - MPR PA	PO - MPA'	MPR copro. fragiles	MPR copro. saines	Copro. en difficulté / dégradée	Total	Travaux éligibles	Aides Anah	Aides EmS
PIG	39	24	66	138	0	0	11	278	10 085 052 €	5 946 332 €	927 880 €
OPAH RU	6	5	3	6	6	0	0	20	1 246 147 €	543 488 €	113 216 €
OPAH CD	0	0	0	1	0	0	324	325	2 376 178 €	1 254 145 €	247 099 €
DIFFUS	10	3	102	9	281	1034	0	1445	33 379 231 €	18 141 510 €	560 593 €
TOTAL	55	32	171	154	287	1034	335	2068	33 379 231 €	18 141 510 €	1 848 788 €

Source Infocentre

Concernant les données Aides EmS : un décalage budgétaire existe entre les montants ci-dessus et la date d'engagement réel. Les agréments de fin d'année sont engagés budgétairement en N+1

BILAN DU NOMBRE DE DEMANDES DE SUBVENTION PO/PB

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
NOMBRE DE DECISIONS D'AGREMENT	246	266	382	281	390	412
NOMBRE DE DECISIONS DE REJET	13	7	5	16	19	83

Source Infocentre

Note :

En 2020, les décisions de rejets sont essentiellement motivées par l'intervention d'un commercial réalisant du démarchage agressif et déposant des dossiers présentant des tarifs élevés, calibrés sur les plafonds de subventions.

En 2023, les décisions de rejets sont essentiellement motivées par le changement de catégorie de ressources des ménages pour les dossiers déposés après le 1er octobre (obligation de baser l'instruction sur le dernier avis d'imposition).

À partir de 2024, la dynamique de rejets s'intensifie dans le cadre de la lutte contre les manœuvres frauduleuses et les manquements de MAR.

Lecture : en 2025, 495 demandes de subventions PO/PB ont fait l'objet d'une décision, dont 83 décisions de rejet, soit un taux de rejet de 17%.
En secteur diffus (dossiers déposés par des MAR autres qu'Urbanis), le taux de rejet monte à 39%.
Le taux de rejet des dossiers en secteur programmé est de 0,007% (2 dossiers rejetés sur un total de 290).

BILAN DU NOMBRE DE PAIEMENTS

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
AVANCES	25	42	42	30	83	101
ACOMPTES	38	47	42	53	37	81
SOLDES	281	279	274	302	255	354
TOTAL	344	368	358	385	375	536
REJETS	-	-	-	-	-	122

Source Infocentre

Note : l'indicateur du nombre de rejet n'existait pas auparavant et a été créé à la demande de l'Eurométropole de Strasbourg

Lecture : en 2025, 658 demandes de paiements ont été déposées dont 122 ont fait l'objet d'une décision de rejet, soit un taux de rejet de 19%.
En secteur diffus (dossiers déposés par des MAR autres qu'Urbanis), le taux de rejet monte à 35%

BILAN DES PRIMES EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG ENGAGÉES

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	TOTAL
TOTAL PRIMES SANS TRAVAUX	50 500 €	33 500 €	39 500 €	27 000 €	86 000 €	152 000 €	388 500 €
TOTAL PRIMES AVEC TRAVAUX	3 000 €	0 €	13 500 €	38 500 €	30 500 €	305 000 €	390 500 €
TOTAL PRIMES "SORTIE DE VACANCE"	16 500 €	9 000 €	4 500 €	16 500 €	9 000 €	14 000 €	69 500 €
TOTAL	70 000 €	42 500 €	57 500 €	82 000 €	125 500 €	471 000 €	848 500 €
TOTAL DU NOMBRE DE PRIMES	60	39	52	62	69	176	458

Source Eurométropole de Strasbourg

BILAN DU NOMBRE DE LOGEMENTS LOCATIFS CONVENTIONNÉS

(statut « validées »[15], source INFOCENTRE)

	2020		2021		2022		2023		2024		2025	
	CAT	CST	CAT	CST	CAT	CST	CAT	CST	CAT	CST	CAT	CST
Loyer intermédiaire	2	21	0	22	4	24	3	14	1	28	0	31
Loyer social	25	47	21	57	107	38	48	29	95	47	43	38
Loyer très social	0	0	5	0	3	4	5	2	0	1	1	1
Total loyers maîtrisés	27	68	26	79	114	66	56	45	96	76	44	70

Source Infocentre

Mise à jour du 02/03/2026

[15] Une convention est « accordée » lorsque le délégataire donne son accord pour la mise en place d'un conventionnement (au moment de l'agrément de la demande de subvention pour le CAT, au moment de la réception d'une demande de conventionnement complète pour le CST) ; la convention ne prendra effet – statut « validée » – qu'au moment de la signature du bail, et le cas échéant à l'issue des travaux.

5.3 Les résultats du PIG « Habiter l'Eurométropole »

En 2025, le PIG a permis de rénover 278 logements dont 39 locatifs, 228 appartenant à des propriétaires occupants et 11 concernant des lots de copropriétés sous arrêté.

Le PIG « Habiter l'Eurométropole » repose sur six axes :

1. l'amélioration énergétique des logements et les économies d'énergie ;
2. le développement d'une offre à loyers maîtrisés pour les ménages modestes ;
3. la lutte contre l'habitat indigne ;
4. l'adaptation à l'autonomie et au handicap ;
5. l'aide aux copropriétés ;
6. la lutte contre la vacance des logements.

Le marché du suivi animation du PIG a été attribué à URBANIS jusqu'au 31 décembre 2026. Celui-ci investit mieux le volet LHI en adoptant une posture plus agile permettant d'accompagner mieux les propriétaires concernés (médiation, accompagnement à la vente…).

5.4 Les résultats de l'OPAH RU (quartier Koenigshoffen)

Depuis le 2 janvier 2023, l'Eurométropole de Strasbourg en lien avec l'Anah et ses partenaires, mène une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain « Habiter Koenigshoffen » au sein du quartier de Koenigshoffen pour une période de 5 ans.

Le marché de suivi-animation a été attribué au groupement constitué des bureaux d'études : Urbanis, StratEco, Aonaba, Lestoux et Associés et au cabinet SJM Avocats.

Les enjeux et objectifs de l'OPAH RU « Habiter Koenigshoffen » sont inscrits à la convention de programme de l'opération et repose sur les volets d'action suivants :

1. Volet urbain et volet foncier ;
2. Volet immobilier et lutte contre l'habitat indigne et très dégradé ;
3. Volet copropriété en difficulté ;
4. Volet rénovation énergétique et lutte contre la précarité énergétique ;
5. Volet travaux pour l'autonomie de la personne dans l'habitat ;
6. Volet social ;
7. Volet patrimonial et environnemental ;
8. Volet économique et développement territorial.

5.4.1 Les volets urbain et foncier

Repérés lors de l'étude pré-opérationnelle de l'OPAH RU, 6 îlots prioritaires d'intervention font l'objet d'une attention et d'une veille particulière.

Une étude urbaine est menée depuis juillet 2024 au niveau de l'îlot des Abeilles. Elle est confiée à la SPL locale chargée de réaliser : un diagnostic complet du site (urbain, architectural, foncier…), des propositions d'aménagement à moyen et long termes et d'établir un bilan d'aménagement et un calendrier d'intervention. Les habitants et riverains ont été associés à cette démarche via 5 ateliers de projet avec la SPL et la collectivité en 2024 et 2025. La dernière phase de l'étude sera menée au premier semestre 2026 afin de stabiliser à une stratégie de requalification globale pour ce secteur.

5.4.2 Les volets immobilier et lutte contre l'habitat indigne

La préfecture du Bas-Rhin a pris le 23 décembre 2025, un arrêté préfectoral portant déclaration d'utilité publique (DUP) des travaux et acquisitions nécessaires au projet d'opération de restauration immobilière (ORI) à Strasbourg Koenigshoffen.

Cette procédure fait suite à la délibération du conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 18 décembre 2024 et concerne 11 immeubles du périmètre de l'OPAH RU, soit au total 64 logements dont environ 14 logements vacants.

L'ensemble des propriétaires concernés seront rencontrés par l'opérateur de l'OPAH RU et la collectivité afin d'engager, ou de poursuivre selon les cas, un projet de travaux conforme et qualitatif.

Pour 7 des 11 immeubles concernés, où des situations de blocages importants sont identifiées, le conseil de l'Eurométropole délibérera en février 2026 sur la poursuite de la procédure par la mise en place d'une enquête parcellaire.

En cas de recyclage d'une de ces adresses par la collectivité ou ses partenaires, une convention est en cours de finalisation entre la collectivité et l'Établissement public foncier d'Alsace (délibération du conseil de l'Eurométropole du 28 mars 2025).

Afin de traiter de manière partenariale et coordonnée les situations d'habitats indignes et dégradés repérées au sein de l'OPAH RU, la tenue des Comités de Lutte contre l'Habitat Indigne (CLHI) s'est poursuivie en 2025 :

- 4 comités tenus en 2025 (1 fois par trimestre)
- partenaires présents : Urbanis, services de la collectivité (Habitat, Hygiène et Santé Environnementale, Police du Bâtiment, Centre Médico-Social, Direction de Territoire), Caf 67, DDT67, associations de locataires (CNL, CSF), Habitat & Humanisme.
- **48 adresses suivies depuis 2023 : dont 20 en cours de traitement ou en veille, et 11 immeubles faisant l'objet d'un arrêté préfectoral de DUP ORI depuis le décembre 2025.** Réalisation de 6 contre-visites de décence CAF conformes, poursuite de la veille, etc...

5.4.3 Volet copropriété (en difficulté)

Parmi les copropriétés accompagnées par l'opérateur en 2025 :

- 8 copropriétés ont été accompagnées pour une aide à l'immatriculation, 1 copropriété pour une formation du syndic bénévole.
- 4 copropriétés sont accompagnées, ou ont été accompagnées, par Urbanis au titre de la résolution de leurs difficultés, préalable indispensable à tout projet de rénovation, soit 35 logements en tout (diagnostic multi-critères, accompagnement social), dont une copropriété dégradée (ajout d'un volet copropriété dégradée à la convention de programme par l'avenant n°1).

5.4.4 Volet rénovation énergétique et lutte contre la précarité énergétique

Pour les propriétaires bailleurs et occupants, sur les 54 nouveaux contacts en 2025, 30 projets portaient sur la rénovation énergétique des logements. (en augmentation par rapport à 2024 : 53 nouveaux contacts et 17 projets sur la rénovation énergétique).
Concernant les dossiers déposés pour les propriétaires bailleurs et occupants, **le gain énergétique moyen des projets est passé de 81% en 2024 à 47% en 2025. Cette baisse s'explique par la baisse des taux de subventions et l'ajustement de projets vers des dépenses moins ambitieuses.**

Parmi les copropriétés accompagnées pour des projets de rénovations énergétiques par l'opérateur de l'OPAH RU, **2 copropriétés ont votés les travaux en 2025 (19 logements)** et 9 copropriétés (148 logements) ont voté le lancement des études de maîtrise d'œuvre en 2024/2025.

5.4.5 Volet social

Il n'y a pas eu de nouveau projet de conventionnement avec travaux au niveau de l'OPAH RU en 2025. 2 dossiers de conventionnement sans travaux ont été approuvés.

En fonction des besoins et situations repérées pour les adresses traitées, l'opérateur a accompagné les locataires identifiés, dans l'information de leurs droits et leur demande de relogement notamment :

- au 22 rue de la Tour (adresse ORI) dans le cadre de la procédure d'arrêté d'insalubrité remédiable sur l'immeuble et de l'interdiction d'habiter sur 3 logements,
- au 24 rue des Capucins dans le cadre de la procédure d'interdiction d'habiter et suite à la défaillance du propriétaire, aide au relogement d'un ménage
- au 164 route des Romains, médiation entre la locataire et le propriétaire suite à un contrôle de décence CAF
- au 36 route des Romains, suite à l'incendie de l'immeuble : accompagnement en cours pour le relogement d'une famille, suivi partenarial des locataires avec le CCAS et la Police du Bâtiment

5.4.6 Volets patrimonial et environnemental

Au besoin, les projets inclus dans les périmètres de covisibilité sont présentés dans le cadre des revues de projet entre l'ABF et la Police du bâtiment. Par exemple : dialogue engagé pour la rénovation de la copropriété au 63 route des Romains dont la mise en place d'un Sarking : projet de travaux voté en AG en décembre 2025.

5.4.7 Volets économique et développement territorial (OPAH RU)

D'après l'étude annuelle de suivi des dynamiques commerciales, mise à jour par le cabinet Lestoux et Associés en septembre 2025 : bien que la dynamique collective soit fragilisée par la période travaux, le taux de vacance commerciale se stabilise et la fonction convivialité s'affirme encore et représente désormais 28% des activités à l'échelle du quartier. Lestoux et Associés recommande notamment le renforcement de la fonction médicale à organiser en lien avec l'offre commerciale. De fait, un projet de maison médicale est en cours de réalisation 100 route des Romains portés par la Locusem (SAEM).

Afin de poursuivre la mise en visibilité des commerçants en période de chantier travaux du tramway, 10 nouveaux portraits de commerçants ont été publiés dans les Koenig's Mag de 2025, à l'ensemble du quartier.

Le cabinet Lestoux et Associés a poursuivi en 2025 les échanges avec les nouvelles présidentes de l'association des commerçants. En 2024 et 2025, l'association était plutôt orientée sur le soutien des commerçants en période de travaux (réclamations, accès aux aides, ...). En 2025, l'association déclarait une vingtaine d'adhésions sans que des projets collectifs d'animation ou de dynamisation ne soient encore en projet.

5.4.8 La communication et le repérage

La communication mise en place en 2025 a permis la captation de 54 contacts (sur un total de 231 contacts depuis le début de l'OPAH RU).
Ces contacts ont été repérés suite aux actions de communication sur le territoire :

- Publipostages à destination des propriétaires : de passoires thermiques, de logements vacants depuis plus de 2 ans, des copropriétés non-immatriculées, ayant acquis nouvellement dans le quartier ;
- Sensibilisation à l'architecture et au patrimoine du quartier lors de la fête du Parc Naturel urbain en avril 2025 avec l'agence du Climat
- Présentation des aides Ma Prim Adapt' lors du Club Sénior du quartier en janvier 2025

- Permanence hebdomadaire ouverte aux habitants, tenue par Urbanis, à la Direction de territoire et ponctuellement lors du marché hebdomadaire du jeudi après-midi rue Lothaire
- Mise en place d'une gazette de quartier 3 fois par an : Koenig's Mag (3 numéros en 2025).
- Site internet dédié à l'opération et page sur le site Strasbourg.eu.

Parmi les contacts établis :

- 32 sont des propriétaires occupants ;
- 19 sont des propriétaires bailleurs ;
- 3 sont locataires ;

Ces chiffres sont très similaires à ceux observés en 2024. Les 54 contacts établis en 2025 ont donné lieu à 21 visites (38% des contacts passent en visite contre 50% en 2024).

5.5 Troisième OPAH Copropriétés Dégradées 2025-2027

L'Eurométropole de Strasbourg a lancé, par délibération du 18 décembre 2024, une nouvelle OPAH copropriétés dégradées, dont le périmètre reste inchangé par rapport à la précédente OPAH CD (10 copropriétés, soit près de-1 300 logements). En lançant cette nouvelle OPAH CD, l'Eurométropole de Strasbourg réaffirme son engagement envers ces copropriétés et sa volonté de créer des conditions propices à leur redressement et à l'amélioration durable du cadre de vie des habitants. Ce dispositif se placera la continuité et l'achèvement des objectifs initiaux définis lors de l'OPAH CD 2019-2024.

La nouvelle OPAH-CD couvre une période de 3 ans (2025-2027). Le marché de suivi-animation de ce dispositif a été confié au groupement Urbanis / Copro +/ Bruno Waltzer.

À fin 2025, sur les 10 copropriétés suivies au sein du dispositif : 9 copropriétés ont voté leurs travaux : Marguerites, Canardière A et B, Parc d'Ober (phase résidentialisation), Spender, Éléonore 2, Cronenbourg C et F et Léonard de Vinci (travaux de réhabilitation).

Les travaux sont en cours de finalisation sur Marguerites, Spender et Parc d'Ober (travaux de résidentialisation) et devraient se terminer à la fin du 1er trimestre 2026.

Les travaux qui devaient démarrer sur Canardière A et B sont à l'arrêt suite au contentieux en cours sur ces 2 copropriétés. Une requête sollicitant la mise sous administration provisoire de ces deux copropriétés va être déposée par la Collectivité.

Au cours de cette nouvelle OPAH CD, l'enjeu est de faire voter :

- les travaux de résidentialisation d'Eléonore 1 qui n'ont pas pu être votés du fait des difficultés liées à la reprise des comptes par le nouveau syndic mais dont la résolution est en cours ;
- les travaux de résidentialisation de Léonard de Vinci, dont le programme doit être défini avec Domial et la copropriété privée ;
- les travaux de réhabilitation du Parc d'Ober. Concernant la situation particulière de la copropriété du Parc d'Ober : la copropriété a été placée sous dispositif d'élaboration de Plan de sauvegarde lancée par arrêté préfectoral du 6 juillet 2023.

Il est d'ores et déjà identifié qu'une prolongation de 2 ans de l'OPAH-CD, devra être mise en œuvre afin de permettre à l'ensemble des copropriétés d'achever leurs travaux.

BILAN DU NOMBRE DE LOGEMENTS RÉHABILITÉS DANS LE CADRE DE L'OPAH-CD

Année d'engagement	2022	2023				2024			2025
Copropriété	Marguerites	Canardière A	Canardière B	Parc d'Ober (résidentialisation)	Spender	LDV (réhabilitation)	Cronenbourg C	Cronenbourg F	Eleonore 2
Nombre de bâtiments	1	1	1	6	8	1	1	1	15
Nombre de logements	19	30	96	270	253	36	80	40	324
Travaux subventionnés (H.T)	538 005 €	1 743 816 €	2 994 913 €	534 302 €	1 933 829 €	2 227 226 €	3 054 300 €	1 578 160 €	2 231 728 €
Montant Région	87 000 €	99 000 €	120 000 €			107 500 €	200 000 €	110 000 €	
Montant ANAH	922 966 €	976 537 €	1 347 711 €	320 581 €	966 872 €	1 447 697 €	2 473 983 €	1 199 400 €	1 157 263 €
Montant prime HM	66 000 €	121 500 €	334 500 €			27 000 €	45 000 €	28 500 €	
Montant EmS	153 842 €	174 382 €	299 491 €	53 430 €	193 374 €	222 723 €	305 430 €	157 816 €	231 453 €
Montant ville de Strasbourg					96 687 €				115 726 €
Montant CeA	76 900 €	85 000 €	70 000 €			88 000 €	70 000 €	90 000 €	
Montant ville de Schiltigheim	76 900 €								
Total subventions	1 383 608 €	1 456 419 €	2 171 702 €	374 011 €	1 256 933 €	1 892 920 €	3 094 413 €	1 585 716 €	1 504 442 €

5.6 La lutte contre les logements vacants

Le cœur de la politique de lutte contre le logement vacant de l'EMS est **d'accompagner les propriétaires à la remise sur le marché** de leur logement vacant, **en locatif de qualité et abordable.**

Le dispositif Mieux relouer mon logement vacant consiste à lever les blocages qui créent la vacance tout en instaurant une relation « gagnant-gagnant » entre le propriétaire et les politiques publiques déployées :

Accompagner les propriétaires pour développer une offre locative de qualité et abordable :

- Contacts des propriétaires de logement vacant via des publipostages en utilisant l'outil Zéro Logement Vacant ;
- Conseils et accompagnement technique et administratif des propriétaires par l'opérateur du Programme d'Intérêt Général Habiter l'Eurométropole ;
- Engagement de conventionnement Loc'Avantages, en contrepartie de la mobilisation des subventions nationales (Agence nationale de l'habitat), de l'EMS, et des financements de différents partenaires ;
- Depuis 2016, 501 logements vacants ont été remis en location et loués à des ménages modestes (conventionnés en loyer social Loc'2 ou très social Loc'3).

Primes EmS	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Conventionnement sans travaux	43	33	33	19	43 (dont 9 LI)	70 (dont 33 LI)
Conventionnement avec travaux	6	0	16	35	20	99
Sortie de vacance	11	6	3	11	6	7
Prime d'Intermédiation Locative	19	32	28	17	11	26

À noter : Les évolutions nationales et les incertitudes régulières sur la pérennité du dispositif Loc'Avantages ne jouent pas en sa faveur, alors qu'il est l'outil socle pour développer le parc social privé, notamment dans les communes soumises à la loi SRU.

En effet, l'augmentation des CST est à relativiser au regard des évolutions nationales récentes (Loi de Finances pour 2024).

Sur les 70 conventions sans travaux conclues en 2025, seules 21 concernent des nouvelles conventions, traduisant donc une baisse (depuis 2020, moyenne de 33 CST par an).

Pour mémoire : depuis le 1er janvier 2024, les conventions Borloo et Cosse ne peuvent plus être prorogées quand elles arrivent à échéance. Le maintien de ce parc locatif abordable repose donc sur un reconventionnement en Loc'Avantages.

En 2024, 76 (dont 29 à loyer social) conventions Borloo ou Cosse sont arrivées à échéance, et en 2025, 84 (dont 54 à loyer social).

Malgré les efforts déployés en termes de communication et de conseils des propriétaires, le nombre de reconventionnement des anciens Borloo et Cosse est donc faible : seules 30% des conventions échues restent des logements conventionnés.

Sécuriser la relation locative grâce à l'intermédiation locative

Développer une nouvelle offre locative très sociale

- Depuis 2020, mise en place d'une plateforme d'intermédiation locative, FAC'il, financée dans le cadre de la démarche Logement d'Abord.
- 1er octobre 2024 : lancement du nouveau marché d'animation de la plateforme, en groupement de commande avec la Collectivité européenne d'Alsace pour 3 ans.
- Mission de guichet en vue de la captation de logements à des fins d'intermédiation locative :
  - Objectif : 70 logements captés par an sur l'Eurométropole de Strasbourg (+ 40 sur le Bas-Rhin).
  - Résultats 2025 : 26 logements confiés en intermédiation locative par des propriétaires solidaires sur l'EmS, 45 sur le Bas-Rhin;
  - Depuis 2020 : 214 logements confiés en intermédiation locative par des propriétaires solidaires.
- Mission d'Aller vers les propriétaires en vue du montage d'opérations très sociales, nouvelle mission de la plateforme FAC 'il :
  - Objectifs : 50 logements étudiés par an sur l'Eurométropole de Strasbourg, la moitié devant aboutir à des projets lancés (+ 25 logements étudiés sur le Bas-Rhin).
  - Résultats 2025 : 1 logement livré sur l'EMS, 4 sur le Bas-Rhin ; 11 logements livrés depuis 2024, perspectives de 26 nouveaux logements très sociaux (+94 sur le Bas-Rhin).

Accompagnement des communes soumises à la loi SRU.

- La démarche lancée en 2024 avec 6 communes déficitaires vis-à-vis de l'article 57 de la loi SRU s'est poursuivie en 2025, notamment au moment de l'inventaire annuel SRU.
- L'effet de ladite démarche et du plan de communication déployée en 2024 sur le volume de conventionnement de 2025 est malheureusement peu probant.
- Un rapprochement s'est établi avec l'Établissement Public Foncier d'Alsace pour accompagner les communes à développer une stratégie foncière, dans la démarche d'identification des potentiels fonciers réalisée par le service en charge du Plan Local d'Urbanisme.

Présidence de l'association Agir contre le logement vacant

- D'autre part et depuis sa création en 2022, l'Eurométropole de Strasbourg est Présidente de l'association nationale *Agir contre le logement vacant*.
- Après 3 ans d'existence, l'association compte 25 membres et représente 16 % de la population française, avec une grande diversité de contextes (marché immobilier tendu, atone ou en déprise) et de tailles de territoires (commune, EPCI, métropole, département, région).
- La feuille de route de l'association s'articule autour de 5 axes, visant à peser dans le débat public et porter la voix des collectivités en étant force de propositions pour faire évoluer le cadre législatif et réglementaire en faveur de la lutte contre le logement vacant.



Les Rencontres pour Agir contre le logement vacant ont rassemblé plus de 150 personnes à Lyon en juin 2025 : parlementaires, partenaires nationaux et locaux, chercheurs, membres de l'association ont débattu des leviers existants contre la vacance des logements, et de leur efficacité.

5.7 L'accompagnement des copropriétés (POPAC)

Le POPAC, initialement prévu pour une période de 3 ans (2021-2024 délibération du Conseil de l'Eurométropole du 18 décembre 2019) a été prolongé, par avenant, d'une année supplémentaire jusqu'au 24 août 2025.

L'objectif de cette prolongation a été de permettre, la fin de l'accompagnement des copropriétés engagées dans le programme et préparer la mise en place d'un nouveau POPAC. C'est la société Urbanis, en charge du suivi-animation qui a finalisé les missions du programme : la résolution des premières difficultés avant travaux qu'elles soient juridiques, financières, de gestion. L'opérateur a également accompagné les copropriétés à syndic bénévole sur des projets de travaux en tant qu'Assistant à Maitrise d'Ouvrage (AMO).

En 2025, sur les 49 copropriétés accompagnés, l'opérateur a :

- clôturé l'accompagnement de 34 copropriétés ;
- 8 copropriétés n'ont plus donné de nouvelles ;
- 5 copropriétés ont été orientées vers des AMO pour les accompagner dans des projets de travaux.

2 copropriétés restent fragiles et devront être intégrées dans le nouveau POPAC. Sur les quatre années du POPAC, 75 copropriétés ont été accompagnées à la résolution de leur fragilité représentant 1581 logements :

- 491 logements en copropriétés en phase de diagnostic multicritères ;
- 1339 logements en copropriétés en résolution de fragilités ;
- 55 logements en copropriétés en accompagnement AMO.

Parmi ces logements en copropriétés, 91 logements étaient dans des copropriétés sous procédure de mise en sécurité.

BILAN DU POPAC AU 31 DÉCEMBRE 2025

	2021-2022 Nb de copro	2022-2023 Nb de copro	2023-2024 Nb de copro	2024-2025 Nb de copro
Accompagnement à la sortie de fragilité	40	49	54	49
Accompagnement AMO	6	6	2	5
Sortie du dispositif	10	10	13	34

5.8 Bilan de l'aide MaPrimeRénov' 2024 - instruction nationale

Ces éléments de bilan concernent des dossiers instruits au niveau national - hors délégation de compétence locale.

Depuis 2024, MaPrimeRénov' permet de déposer des demandes de subvention pour des travaux par gestes, pour tous les publics, mais également dans le cadre du Parcours Accompagné pour les ménages intermédiaires et supérieurs.

On note à travers le bilan une forte chute du nombre de dossiers déposés sur la plateforme nationale depuis 2024. Cela s'explique par l'orientation des projets vers des rénovations d'ampleurs, qui mettent plus de temps à se mettre en place, et aussi par une baisse ou une suppression de prise en charge de certains types de travaux.

Sur 2025, même si le dispositif par geste n'a pas été directement impacté par la suspension de MPR PA, il a subi, sur le deuxième semestre, le ralentissement général et le report des projets de rénovation.

BILAN DOSSIERS MAPRIMERÉNOV'
INSTRUCTION NATIONALE

	2021		2022		2023		2024		2025	
	PO	PB	PO	PB	PO	PB	PO	PB	PO	PB
Très modeste	703	30	637	58	646	62	279	20	202	19
Modeste	343	7	305	12	313	12	162	15	117	3
Intermédiaire	623	12	600	31	609	33	283	25	239	10
Supérieur	183	6	127	10	131	10	84	6	94	3
Total	1852	55	1669	111	1699	117	808	66	652	35

5.9 Les résultats de l'Aide à la Rénovation Énergétique

L'Eurométropole de Strasbourg a mis en place, en 2024, un nouveau dispositif d'aide pour accompagner la rénovation énergétique du parc privé (délibération du 18 décembre 2023), destiné aux copropriétés, aux maisons individuelles ainsi qu'aux monopropriétés de son territoire.

Ce dispositif se décline aux différentes étapes d'un projet de rénovation énergétique :

- aides pour les missions d'Assistance d'Ouvrage (AMO) ;
- aides pour les missions de Maitrise d'Œuvre ;
- aides pour les travaux.

Le montant de ces aides est progressif en fonction du niveau des ressources, pour mieux accompagner les ménages les plus fragiles et du niveau d'ambition du projet. Pour les subventions aux copropriétés, l'EmS a mis en place un partenariat inédit avec la Région Grand Est dans le cadre son programme Climaxion. En effet l'Eurométropole de Strasbourg, via une convention, devient délégataire des aides de la Région Grand Est, sur son territoire et l'instruction des dossiers sera mutualisée :

- Instruction technique réalisé par la Région Grand Est ;
- Instruction administrative et financière réalisée par l'Eurométropole de Strasbourg.

Après une année 2024 de démarrage, une forte dynamique de demande de subvention s'est engagée en 2025. Les ménages et copropriétés, par le biais des leurs AMO/MAR, ont pu réduire leur reste à charge et engager des projets plus performants

Nombre de logements ayant bénéficié des aides AMO - MOE - Travaux

		2024	2025	TOTAL
AMO	Copropriétés	247	315	**562**
	Maison Indiv.	41	119	**160**
	Monopropriété	0	0	**0**
MOE	Copropriétés	476	902	**1378**
	Maison Indiv.	8	41	**49**
	Monopropriété	0	5	**5**
Travaux	Copropriétés	38	617	**655**
	Maison Indiv.	82	233	**315**
	Monopropriété	0	14	**14**

Bilan des engagements en maisons individuelles et monopropriétés

	PRESTATION AMO	PRESTATION MOE	TRAVAUX	TOTAL
2024	25 000 €	10 500 €	354 750 €	390 250 €
2025	76 100 €	64 500 €	1 015 500 €	1 156 100 €
Total	101 100 €	75 000 €	1 370 250 €	1 546 350 €

Bilan des engagements en copropriétés

	EMS				REGION GRAND EST		
Date de délibération	PRESTATION AMO	PRESTATION MOE	TRAVAUX	TOTAL	PRESTATION AMO	TRAVAUX	TOTAL
2024	15 400,00 €	110 110,27 €	78 450,00 €	203 960,27 €	54 510,40 €	207 900,00 €	262 410,40 €
2025	30 100,00 €	238 417,62 €	2 673 700,00 €	2 942 217,62 €	48 513,60 €	3 276 500,00 €	3 325 013,60 €
Total	45 500,00 €	348 527,89 €	2 752 150,00 €	3 146 177,89 €	103 024,00 €	3 484 400,00 €	3 587 424,00 €

L'aide à la rénovation énergique étant cumulable avec les autres dispositifs d'aides, les demandes d'aides en maison individuelle ont fortement été impactées par la suspension de MaPrimeRénov' Parcours Accompagné sur le deuxième trimestre.

On note cependant une montée en puissance de demandes en copropriété qui va se poursuivre en 2026 au regard du nombre de dossiers déposés fin d'année 2025, qui seront instruits en 2026, et des prévisions des AMO Copropriétés du territoire.

À noter que, pour les maisons individuelles, le gain énergétique moyen est de 71% pour les projets ayants bénéficiés de l'aide à la Rénovation Énergétique en plus de MaPrimeRénov' Parcours Accompagné, et de 53% pour les projets en copropriété.

5.10 Le bilan des contrôles 2025

Tous les dossiers complexes ont été soumis à un examen approfondi et collégial.

Le tableau ci-dessous fait état des contrôles saisis dans le logiciel d'instruction OP@L.

TABLEAU DE BORD DU CONTRÔLE 2025 PAR SERVICE

67. ME STRASBOURG

Infocentre Anah, édité le 11/02/2025 sur les données du 10/02/2025

Contrôle de 1er niveau			
	objectif	réalisé	à faire
PO. Propriétaires occupants	10,00%	10,40%	-1 dossiers
PB. Propriétaires bailleurs	10,00%	11,10%	0 dossiers
CST. Conventionnement sans travaux	10,00%	0,00%	5 dossiers

Contrôle sur place avant paiement d'une subvention ou validation d'une convention sans travaux			
	objectif	réalisé	à faire
PO. Propriétaires occupants	10,00%	26,90%	-56 logements
PB. Propriétaires bailleurs	10,00%	264,50%	-193 logements
CST. Conventionnement sans travaux	10,00%	10,00%	0 logements

Contrôle hiérarchique		
	objectif	réalisé
Nb de dossiers	7	0

Infocentre Anah, édité le 07/01/2026 sur les données du 06/01/2026 Le "cube des contrôles" : nombre de contrôles effectués	Nombre de dossiers	Nombre de logements
	167	**357**
Contrôle de 1er niveau	40	40
PO. Propriétaires occupants	37	37
Résultat Favorable	37	37
PB. Propriétaires bailleurs	3	3
Résultat Favorable	3	3
Contrôle hiérarchique	3	3
PB. Propriétaires bailleurs	2	2
Résultat Favorable	2	2
IM. Dossiers à l'immeuble (aides aux syndicats de copro)	1	1
Résultat Favorable	1	1
Contrôle sur place	124	314
PO. Propriétaires occupants	87	93
Résultat Défavorable	19	20
Résultat Favorable	68	73
PB. Propriétaires bailleurs	19	200
Résultat Défavorable	6	6
Résultat Favorable	13	194
IM. Dossiers à l'immeuble (aides aux syndicats de copro)	12	15
Résultat Favorable	12	15
CST. Conventionnement sans travaux	6	6
Résultat Favorable	6	6

Cet outil ne reflète pas le contrôle sur pièces réalisé quotidiennement pour chaque dossier. Avec l'arrivée du dispositif Ma Prime Rénov' Parcours Accompagné en 2024, ce volet s'est renforcé pour préserver les ménages et les enveloppes budgétaires de pratiques frauduleuses de la part de MAR ou des entreprises.

5.11 La lutte contre les manœuvres frauduleuses et les manquements MAR

Les aides à la pierre, instruites localement, étaient historiquement peu concernées par les schémas de fraude à la rénovation énergétique.

Avec la refonte des régimes d'aides et le déploiement de Ma Prime Rénov' Parcours Accompagné, les financements des aides Anah ont été largement accrus à partir de 2024 et ont attiré des acteurs peu scrupuleux. Ce contexte impose une vigilance particulière vis-à-vis des acteurs intervenant dans le schéma de distribution des aides : entreprises de travaux, Accompagnateur Rénov' et AMO Ma Prime Adapt', mandataires administratifs et financiers.

Après une première année 2024 de montée en compétences sur les schémas de fraude et de manquements MAR, l'instruction s'est organisée en 2025 pour adapter ses procédures internes et prévenir le plus en amont possible ces mécanismes et pour contribuer aux réflexions portées par l'Anah.

Sur les procédures internes, il a été mis en œuvre :

- La création, au premier trimestre, d'un référentiel des coûts de la rénovation énergétique. Ce référentiel a été construit sur la base de l'Observatoire des coûts de la rénovation mis en œuvre par la DREAL et le CERC. Grâce à cet outil, l'instruction dispose d'une indication de prix cohérents par geste de travaux de rénovation énergétique qui lui permet de plafonner les montants de travaux subventionnables au regard des tarifs pratiqués par les entreprises et de la complexité des projets.
  Dans une logique de partage des ressources et de collaboration, le référentiel a été diffusé au service instructeur de la CeA, ainsi qu'à toute délégation locale en ayant formulé la demande.
  À noter que par la suite, l'Anah a également mis en place un référentiel national au deuxième trimestre. La mise en place de ce référentiel, basé sur de multiples sources nationales et locales, a permis de confirmer la cohérence de l'initiative de l'Eurométropole de Strasbourg et d'affiner les données du référentiel local.
- Le contrôle des autorisations d'urbanisme : avant et après les travaux, l'instruction s'assure du respect des démarches obligatoires en matière d'urbanisme, ainsi que des éventuelles prescriptions.
- La vérification, à chaque étape de l'instruction avant engagement, du consentement des demandeurs. Selon des modalités variées, l'instruction s'assure du consentement éclairé du demandeur sur la définition du projet de travaux et sur sa capacité à financer le reste à charge après calcul des aides en application du référentiel des coûts de la rénovation énergétique. À cette occasion, il est rappelé au demandeur ses droits en matière de négociation et de recours à des entreprises différentes de celles présentées au dossier, sous réserve du respect des conditions réglementaires.
- La vérification de la validité des audits énergétiques. Les données modélisées par les Accompagnateurs Rénov' sont étudiées grâce à l'Observatoire DPE – Audit de l'ADEME. Le cas échéant, ces contrôles peuvent s'appuyer sur des DPE existants ou sur une visite de l'immeuble en présence d'un conseiller France Rénov' qualifié.
- Un renforcement des contrôles sur place après travaux. Pour les dossiers faisant l'objet d'une vigilance renforcée, un contrôle sur place est systématiquement réalisé afin de vérifier la réalisation conforme des travaux financés. En cas de besoin, une contre-visite peut être réalisée avec l'appui d'un conseiller France Rénov'.

L'instruction a également renforcé sa collaboration avec les services centraux et déconcentrés de l'Anah. Plusieurs initiatives ont été mises en œuvre :

- Partage du référentiel des coûts de la rénovation énergétique et des modalités d'instruction avec le siège de l'Anah, afin d'alimenter la réflexion ayant conduit à l'élaboration du référentiel national.
- Remontées régulières des signalements concernant les acteurs malveillants, accompagnée de réunions dédiées avec les services compétents de l'Anah.
- Participation active aux groupes de travail pilotés par la DREAL.
- Participation à l'atelier consacré à la lutte contre les manœuvres frauduleuses et les manquements MAR lors des Rencontres nationales de l'habitat à Strasbourg.

AVIS FAVORABLE DE LA COMMISSION LOCALE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT LE 9 MARS 2026

ANNEXES

Annexe 1a : Règles locales d'instruction

Annexe 1b : Arrêté de la DDT 67 relatif à la mise en œuvre de l'obligation de passage par un ECFR en amont du dépôt de demande de subvention dans le département du Bas-Rhin

Annexe 1c : Arrêté de l'Eurométropole de Strasbourg relatif à la mise en œuvre de l'obligation de passage par un ECFR en amont du dépôt de demande de subvention sur le territoire eurométropolitain

Annexe 1d : Modèle d'attestation de passage en ECFR

Annexe 2a : Plafonds de loyers et de ressources applicables aux dossiers Loc'Avantages

Annexe 2b : Régimes d'aides applicables aux propriétaires bailleurs

Annexe 2c : Régimes d'aides applicables à la Maitrise d'ouvrage d'insertion

Annexe 2d : Pièces justificatives pour les primes de l'EmS à destination des propriétaires bailleurs

Annexe 3a : Plafonds de ressources applicables aux propriétaires occupants et bailleurs MPR PA

Annexe 3b : Régimes d'aides aux applicables aux propriétaires occupants et assimilés

Annexe 4 : Régimes d'aides applicables aux copropriétés

Annexe 5a : Pièces justificatives applicables aux dossiers MPLD – propriétaires occupants

Annexe 5b : Pièces justificatives applicables aux dossiers MPR PA – propriétaires occupants

Annexe 5c : Pièces justificatives applicables aux dossiers MP Adapt' – propriétaires occupants

Annexe 5d : Pièces justificatives applicables aux dossiers autres travaux – propriétaires occupants

Annexe 5e : Pièces justificatives applicables aux dossiers MPR PA – propriétaires bailleurs

Annexe 5f : Pièces justificatives applicables aux dossiers Loc'Avantages – propriétaires bailleurs

Annexe 5g : Pièces justificatives applicables aux dossiers MPR Copropriétés

Annexe 5g : Modèle de plan de financement applicable aux dossiers MPR Copropriétés

Annexe 5g : Fiches complémentaires à l'enquête sociale et aux primes individuelles pour les copropriétés composées de plusieurs bâtiments – MPR Copropriétés

Annexe 5h : Pièces justificatives applicables aux dossiers MPR Petites Copropriétés

Annexe 5i : Pièces justificatives applicables aux dossiers Aide au redressement de la gestion

Annexe 6 : Modèle de fiche de calcul applicable aux dossiers propriétaires occupants

Annexe 7 : Liste des autres bénéficiaires

Annexe 8 : Tableau de condition d'octroi des aides de l'Anah

Annexe 9a : Règlement d'attribution de l'ARE – maisons individuelle et monopropriété

Annexe 9b : Règlement d'attribution de l'ARE – Copropriété

Annexe 10a : Fiche synthétique de l'ARE applicable aux propriétaires occupants

Annexe 10b : Fiche synthétique de l'ARE applicable aux propriétaires bailleurs

Annexe 10c : Fiche synthétique de l'ARE applicable aux copropriétés

Annexe 1a ANAH : Règles locales d'instruction

Le Règlement général de l'Anah prévoit la possibilité pour les délégations locales de mettre en place des adaptations aux règles d'instruction, notamment au chapitre 1er, à l'article 9 et à l'article 11.

Chapitre 1er : « [Le] programme d'actions hiérarchise les priorités d'intervention. Il peut également préciser des critères d'éligibilité et de hiérarchisation d'attribution des aides de l'agence […]. L'application des priorités et des critères ainsi définis peut conduire à fixer des conditions de recevabilité, d'éligibilité ou de calcul de l'aide plus restrictives que celles fixées par conseil d'administration. »

Article 9 : « Le service en charge [de l'instruction] pourra exiger la production de pièces nécessaires à la compréhension du dossier ou à la vérification des renseignements fournis, lorsque celles-ci s'avèrent indispensables au traitement du dossier. »

Article 11 : « La décision d'attribution de la subvention ou de rejet de la demande d'aide est prise dans la limite des autorisations d'engagement annuelles par le délégué de l'agence dans le département ou par le délégataire en application des programmes d'actions […] La décision est prise au regard de l'intérêt du projet sur le plan économique, social, environnemental et technique. Cet intérêt est évalué en fonction notamment des dispositions et des priorités du programme d'actions. »

À ce titre l'Eurométropole de Strasbourg fixe, à travers les priorités définies au chapitre 1 du Programme d'Actions et les modalités détaillées ci-dessous, des critères d'éligibilité et de hiérarchisation d'attribution des aides dans le respect des orientations générales fixées par le conseil d'administration de l'agence et des enjeux locaux.

Ces dispositions ne sont pas exhaustives et peuvent être complétées par toute pièce nécessaire à la compréhension du dossier ou à la vérification des renseignements fournis permettant d'apprécier l'intérêt du projet ou les modalités de calcul des aides.

TABLE DES MATIÈRES

1 Modalités d'instruction : complétude des dossiers, demandes de pièces complémentaires, modalités de rejets 2
2 Référentiel des coûts de la rénovation énergétique 3
3 Rénovation énergétique dans les aides Ma Prime Logement Décent 3
4 Entreprises réalisant les travaux 4
5 Autorisations d'urbanisme 4
6 Droit de propriété et nature du bien immobilier 5
7 Réfection de toiture 5
8 Remplacement des chaudières au fioul 5
9 Versements d'avances ou d'acomptes 6
10 Nouvelle demande d'aide sur un logement déjà subventionné 6
11 Retrait et reversement des aides de l'Eurométropole de Strasbourg 7
12 Rupture d'engagements et demande d'aide sur une nouvelle adresse 7
13 Instruction des demandes d'engagements rectificatifs 7
14 Instruction des travaux de rénovation énergétiques en parties privatives de copropriété 8
15 Examen des devis et factures 8

1 Modalités d'instruction : complétude des dossiers, demandes de pièces complémentaires, modalités de rejets

Dans la poursuite des objectifs de relèvement du niveau de qualité des dossiers et des projets de travaux déposés, de lutte contre les manquements ou les manœuvres frauduleuses, et de gestion budgétaire rigoureuse, les modalités suivantes sont appliquées pour l'examen des demandes de subventions.

A) Au dépôt du dossier : vérification de la présence des pièces obligatoires – complétude du dossier

En l'absence de la transmission des pièces mentionnées aux annexes 5 du Programme d'Actions, le dossier de demande d'aide sera considéré comme irrecevable s'il n'est pas complété dans le délai indiqué par le service instructeur. **Le dossier sera alors rejeté sans ouverture de la phase d'instruction du dossier.**

Conformément aux dispositions fixées par l'Anah dans la circulaire de programmation C 2026/01, **le délai de réponse accordé aux ménages est de 15 jours ouvrés.**

Sur recommandations de l'Anah, le service instructeur se réserve la possibilité d'adresser la demande de régularisation à l'attention seule du demandeur ou de son mandataire, par voie postale ou électronique.

B) À l'ouverture de la phase d'instruction du dossier : vérification de la cohérence de la demande – en vue de l'engagement des subventions

La phase d'instruction démarre à la réception du dossier complet ou à l'échéance de la demande de régularisation.

Afin d'assurer la fiabilité de l'instruction, **le service instructeur peut solliciter la production de documents complémentaires destinés à éclairer le projet ou à valider les informations fournies**. En application stricte de l'article 9 du RGA, une seule et unique demande de pièces complémentaires est adressée pour finaliser le dossier. Le service instructeur veille à ce que celle-ci soit la plus circonstanciée, détaillée et claire possible.

Exceptionnellement dans les cas où les pièces et informations soumises en réponse apportent des éléments nouveaux de nature à nécessiter des approfondissements, une seconde demande de pièces complémentaires peut être formulée.

Conformément aux dispositions fixées par l'Anah dans la circulaire de programmation C 2026/01, **le délai de réponse accordé aux ménages est de 15 jours ouvrés.**

Sur recommandations de l'Anah, le service instructeur se réserve la possibilité d'adresser la demande de pièces complémentaires à l'attention seule du demandeur ou de son mandataire, par voie postale ou électronique.

C) À l'issue de l'instruction – proposition de décision à la Commission

Une fois l'instruction terminée, le dossier est soumis à la CLAH pour décision **au regard des priorités locales et de son intérêt sur le plan économique, social, environnemental et technique**. En cas de réponse incomplète aux sollicitations du service instructeur ou d'éléments non conformes, le dossier est soumis en l'état à la CLAH et se trouve susceptible de faire l'objet d'une décision de rejet.

L'Eurométropole de Strasbourg est fondée à rejeter toute demande de subvention en application des dispositions du RGA, du présent Programme d'Actions, ou lorsque l'état des pièces produites ne permet pas une instruction fiable et sécurisée.

Ces dispositions visent les situations suivantes, sans que la liste soit exhaustive et uniquement communiquée à titre d'exemple :

- Incohérences dans la modélisation des immeubles dans les audits énergétiques ;
- Méconnaissance par les MAR des règles locales et nationales ;
- Suspicion de pratiques frauduleuses ou de manquements délibérés ;
- Allers-retours incessants sur les pièces fondamentales d'un dossier – témoignant d'un défaut de maturité du projet ou compromettant la transparence et la sincérité du projet.

Cette démarche vise à **garantir l'intégrité du processus d'instruction** tout en offrant aux demandeurs l'opportunité de rectifier les insuffisances de leur dossier. Elle assure **l'équité de traitement entre les usagers et le maintien d'un haut niveau de sécurité dans l'attribution des fonds publics.**

À la suite d'une décision de rejet, un dialogue peut être instauré à la demande du porteur de projet afin d'en expliciter les motifs et d'envisager une solution opérationnelle. Le cas échéant, le dépôt d'un nouveau dossier (conforme aux exigences de fond et de forme) ne pourra prétendre au caractère prioritaire ; il sera instruit selon l'ordre d'arrivée et sous réserve de la disponibilité des crédits à la date de sa complétude.

2 Référentiel des coûts de la rénovation énergétique

Afin de contrôler l'impact de la hausse des prix dans le secteur de la rénovation énergétique, L'Eurométropole de Strasbourg a développé un référentiel des coûts de la rénovation énergétique en synthétisant différentes sources locales et nationales.

Grâce à cet outil, l'instruction dispose d'une indication de prix cohérents – par gestes de travaux de rénovation énergétique – qui lui permet de plafonner les montants de travaux subventionnables **au regard des tarifs pratiqués par les entreprises et de la complexité des projets**.

Cette modalité de calcul permet également d'alerter les ménages sur les tarifs et de leurs rappeler leurs droits en matière de négociation et de recours à des entreprises différentes de celles présentées au dossier, sous réserve du respect des conditions réglementaires.

L'utilisation de ce référentiel est saluée par l'Anah central et l'ensemble des partenaires – d'autres territoires se penchent sur la mise ne place d'un tel outil ou l'appliquent déjà (ex. la délégation des aides à la pierre voisine de la CeA).

3 Rénovation énergétique dans les aides Ma Prime Logement Décent

Le Conseil d'Administration de l'Anah du 5 septembre 2025 a adopté une baisse du plafond de travaux subventionnables pour le régime d'aide Ma Prime Rénov' Parcours Accompagné, à hauteur de 40 000 € HT maximum.

En cohérence avec cette évolution, **l'instruction appliquera un plafonnement du montant des travaux de rénovation énergétique dans les dossiers MPLD à hauteur du montant maximum applicable aux dossiers MPR PA – soit 40 000 € HT selon les régimes d'aides actuellement en vigueur.** Pour les dossiers ne permettant pas l'atteinte de la classe « E » après travaux, le plafonnement appliqué sera de **30 000 € HT.**

Il est également rappelé qu'en application des dispositions de l'article 11 du Règlement général de l'Anah, **la commission a la possibilité de refuser ou de minorer l'aide** et peut être amenée à appliquer des plafonds inférieurs **en cas d'absence ou d'insuffisance d'intérêt du projet.**

4 Entreprises réalisant les travaux

Le Bas-Rhin est doté d'un grand nombre d'entreprises et d'artisans disposant du label RGE, requis pour la réalisation des travaux de rénovation énergétique. Début 2026, plus de 3 300 mentions RGE sont recensées dans le département, pour l'ensemble des corps de métier.

Les demandes de subventions qui intègrent l'intervention d'une entreprise ou d'un artisan dont la domiciliation est située à plus de 100 km du logement concerné sont susceptibles d'être considérées comme non prioritaires (sauf justifications appuyées en liens directs avec la nature des travaux réalisés).

Ces dispositions s'appliquent également aux missions de maitrise d'œuvre et d'assistance à maitrise d'ouvrage – dont MAR.

5 Autorisations d'urbanisme

Pour les projets composés de travaux modifiant l'aspect extérieur du bâtiment, certaines démarches de **demande d'autorisation d'urbanisme peuvent être obligatoires**.

La liste des travaux concernés peut être consultée sur le site service-public.fr :
https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F17578 dans la partie « Vérifier si les travaux sont concernés par une DP ».

Afin de veiller au respect des règles d'urbanisme, **les porteurs de projets concernés par ces dispositions devront obtenir les autorisations d'urbanismes avant toute décision en commission**. Ils veilleront, avec l'aide de leur Accompagnateur Rénov' ou AMO, à présenter les autorisations nécessaires et des projets de travaux conformes aux éventuelles prescriptions **dès le dépôt de la demande de subvention**.

Le non-respect des éventuelles prescriptions est susceptible d'entrainer le retrait des subventions accordées.

À titre transitoire, pour les dossiers déposés jusqu'au 30 juin 2026 inclus, les dispositions suivantes s'appliquent :

Dans l'éventualité où une demande de subvention est déposée sans autorisation d'urbanisme, un délai ne dépassant pas 2 mois pourra être accordé pour réaliser les démarches administratives et mettre le dossier en conformité avec les éventuelles prescriptions. Cette possibilité est ouverte afin de permettre au porteur de projet en attente d'une décision d'urbanisme de déposer une demande de subvention sans être pénalisé par les délais d'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme.

Un délai supplémentaire de 4 mois pourra être accordé au demandeur pour lui permettre d'adapter son projet lorsque :

- Des prescriptions de nature à modifier le projet présenté sont formulées ;
- L'arrêté porte opposition aux travaux visés par la demande de subvention.

Ce nouveau projet devra à nouveau faire l'objet d'une autorisation d'urbanisme.

La demande de subvention sera rejetée si l'arrêté pris dans le cadre de la deuxième demande d'autorisation d'urbanisme n'est pas compatible avec le projet ou porte opposition au projet.

6 Droit de propriété et nature du bien immobilier

Dans le cadre de ses prérogatives, le service instructeur dispose d'un accès aux données cadastrales. À ce titre, **il vérifie l'identité du titulaire du droit réel immobilier et la nature du bien immobilier** faisant l'objet de la demande de subvention et **peut être amené à solliciter des compléments d'information** au demandeur.

Dans les situations où les informations cadastrales font état de la présence de plusieurs logements sur un bien immobilier présenté par son propriétaire comme étant une maison individuelle : le propriétaire doit apporter la preuve d'avoir procédé à la fusion effective des logements auprès de l'administration fiscale selon la démarche indiquée dans **le document mis à disposition sur le site impots.gouv.fr** (page 6 « *Pourquoi je visualise 2 appartements à la même adresse alors que je suis propriétaire d'un seul appartement à cette adresse* ? »).

7 Réfection de toiture

Les travaux de réfection de la toiture sont financés selon les modalités suivantes :

- **Dans le cadre d'une aide « Ma Prime Logement Décent » ou assimilée** : la réfection de toiture peut être subventionnée en intégralité dès lors qu'elle est justifiée par l'une des pièces mentionnées dans le régime d'aide (rapport de dégradation de l'opérateur, arrêté de péril ou d'insalubrité, …).
- **Dans les autres cas :** si des désordres dans la toiture étaient démontrés par l'opérateur (photos, rapport de visite), les travaux d'étanchéité d'une partie de toiture fuyarde peuvent être financés au titre des travaux induits par un projet d'isolation des rampants de toiture ou de plancher de combles perdus. Le montant de ces travaux induits sera pris en compte dans le calcul des subventions, avec un plafonnement à :
    - 5 000 € pour les dossiers déposés par les propriétaires occupants ou bailleurs et assimilés, dans la limite du montant de la fourniture et pose de l'isolant mis en œuvre ;
    - 50 % du coût de la fourniture et pose de l'isolant mis en œuvre sous toiture pour les copropriétés.

En dehors de ces situations, le remplacement des éléments de toiture n'est pas financé (fourniture de nouvelles tuiles par exemple) ; seules la dépose et la pose sont intégrées à l'assiette de calcul.

8 Remplacement des chaudières au fioul

Conformément aux dispositions de l'article 28 de l'arrêté du 1er juillet 2004[1], l'abandon définitif ou provisoire d'un réservoir doit faire l'objet de mesures de sécurité spécifiques telles que :

[1] **Arrêté du 1er juillet 2004 fixant les règles techniques et de sécurité applicables au stockage de produits pétroliers dans les lieux non visés par la législation des installations classées ni la réglementation des établissements recevant du public - Légifrance**

- La vidange, le dégazage et le nettoyage du réservoir ;
- Le comblement du réservoir avec un produit garantissant la neutralisation complète de la surface de la paroi interne ;
- Ou le retrait du réservoir.

En application de ces dispositions, il sera exigé, au paiement des subventions, la production des pièces justificatives attestant la bonne application de ces mesures.

Pour mémoire, l'article susvisé prévoit que « si l'abandon est consécutif à la modification de l'installation de chauffage, il appartient à l'entreprise intervenante de respecter ces dispositions. »

9 Versements d'avances ou d'acomptes

Les règles relatives aux avances et aux acomptes sont fixées par les délibérations 2024-30, 2024-31 et 2022-15 du CA de l'Anah ainsi que par l'instruction relative aux modalités de gestion des avances sur subvention à compter du 1er janvier 2025.

En complément à ces dispositions, les modalités locales suivantes sont appliquées :

- **Le montant minimum** nécessaire à l'instruction des demandes de versement d'avance ou d'acompte est de **500 €** ;
- Comme pour les versements d'avances, **les paiements d'acomptes sont faits uniquement aux seuls bénéficiaires des aides de l'Anah ;**
- **Les demandes d'acompte doivent être accompagnées de photographies** permettant de constater la bonne réalisation des prestations facturées.

10 Nouvelle demande d'aide sur un logement déjà subventionné

Conformément aux dispositions réglementaires, un demandeur peut déposer plusieurs demandes de subventions successives pour l'amélioration d'un même logement.

Afin de garantir une cohérence technique et environnementale ainsi que le bon usage des fonds publics, **le remplacement d'équipements précédemment financés n'est pas subventionnable** lorsque ceux-ci ne sont pas en fin de vie.

Par conséquent, les projets de travaux et les simulations énergétiques devront exclure le remplacement des éléments suivants :

- Isolation des parois opaques (ITE, isolation des planchers bas, isolation des planchers hauts, …) mise en œuvre il y a moins de 20 ans ;
- Menuiseries extérieures mises en œuvre il y a moins de 15 ans ;
- Système de chauffage ou de production d'eau chaude sanitaire mis en œuvre il y a moins de 10 ans. En cas de panne du système de chauffage, les ménages sont orientés vers la procédure d'urgence du dispositif MPR par geste.

11 Retrait et reversement des aides de l'Eurométropole de Strasbourg

Toute décision de retrait et le cas échéant, de reversement de l'aide de l'Anah en application de l'article R. 321-21 du code de la construction et de l'habitation et du règlement général de l'Anah, **entraine une décision semblable de l'aide de l'Eurométropole de Strasbourg qui lui est rattachée**. Les conditions de retrait et de reversement de l'aide de l'Eurométropole de Strasbourg sont identiques aux conditions prévues pour les aides de l'Anah en application de l'article R. 321-21 du code de la construction et de l'habitation et des articles 21 et 22 du règlement général de l'Anah.

12 Rupture d'engagements et demande d'aide sur une nouvelle adresse

Lorsqu'une rupture des engagements d'occupation est relevée, un signalement est effectué au service compétent de l'Anah pour engagement de la procédure de retrait et de reversement.

Les demandes de subventions déposées par les ménages concernés par une rupture d'engagement d'occupation font l'objet d'une décision de rejet. Une demande de subvention à une nouvelle adresse ne peut être déposée et instruite qu'à l'issue de la procédure de retrait et de reversement et, le cas échéant, à l'issue du reversement effectif des aides nationales et locales.

13 Instruction des demandes d'engagements rectificatifs

Les modalités de gestion des demandes d'engagements rectificatifs sont encadrées par l'article 3 du RGA relatif à la modification du projet initial et par la délibération 2022-29 du conseil d'administration de l'Anah déterminant ses conditions d'application.

Il est rappelé que les travaux faisant l'objet d'une décision de subvention doivent commencer dans le **délai maximum d'un an** à compter de la décision attributive de subvention[2]. Dans un souci de gestion budgétaire et de cohérence avec cette réglementation, **les demandes d'engagement rectificatif formulées en dehors de ce délai ne pourront pas faire l'objet d'une décision favorable.**

Toutefois, sur demande motivée du bénéficiaire, un engagement rectificatif peut être accordé par le délégataire dans un **délai supplémentaire d'un an maximum**, notamment lorsque des circonstances extérieures à la volonté du demandeur ont fait obstacle au commencement des travaux, telles que :

- Un motif d'ordre familial ou de santé ;
- L'indisponibilité ou la défaillance de l'entreprise attestée par l'entreprise elle-même, un maître d'œuvre ou un organisme chargé de l'assistance à maîtrise d'ouvrage ;
- Des difficultés rencontrées dans la gestion du projet de travaux indépendantes de la volonté du demandeur lors de travaux réalisés en parties communes de copropriété.

[2] Article 14 du RGA ; article R321-19 du CCH.

Par ailleurs, ces demandes ne sont pas considérées comme prioritaires. À ce titre, elles font l'objet d'une présentation à la dernière commission de l'année et sont engagées au regard des crédits disponibles. Par dérogation à ce principe :

- Les demandes d'engagement rectificatifs déposés après la dernière commission de l'année font l'objet d'une présentation à la première commission de l'année suivante ;
- Lorsque la demande de solde de la subvention intervient en cours d'année, la demande d'engagement rectificatif est présentée à la prochaine commission.

14 Instruction des travaux de rénovation énergétiques en parties privatives de copropriété

Privilégier la rénovation à l'échelle du bâtiment permet d'optimiser les gains énergétiques et de maximiser les économies d'énergie, tout en limitant les coûts et les nuisances pour l'ensemble des copropriétaires. En effet, les démarches individuelles, bien que compréhensibles, peuvent parfois constituer un frein à une réflexion collective et engendrer des travaux moins efficients.

C'est pourquoi, afin d'encourager une approche globale et performante de la rénovation énergétique en copropriété, l'attribution de subventions individuelles pour des travaux en parties privatives ne figure pas dans les priorités d'intervention de l'Eurométropole de Strasbourg.

Il sera par ailleurs exigé de produire l'un des éléments suivants pour les demandes de subventions individuelles relatives à des travaux de rénovation énergétiques sur des appartements et autres parties privatives **situés dans une copropriété éligible au régime d'aides Ma Prime Rénov' Copropriété** :

- En cas d'impossibilité de réaliser des travaux collectifs en raison de contraintes architecturales ou patrimoniales :
  Avis négatif de l'ABF ou refus d'autorisation d'urbanisme ;
- En cas de volonté de la copropriété de ne pas s'engager dans des travaux de rénovation énergétique :
  Procès-verbal de l'assemblée générale de la copropriété faisant état du vote négatif concernant les travaux de rénovation énergétique dans les 5 ans qui précèdent le dépôt de la demande.

Cette liste est limitative ; tout autre document n'est pas recevable.

15 Examen des devis et factures

L'analyse des devis et factures s'appuie notamment sur le **Guide des bonnes pratiques des professionnels – devis et factures** édité par l'Anah. Par conséquent, les professionnels et accompagnateurs veilleront au respect des mentions obligatoires.

Le service instructeur peut également être amené à demander des **précisions complémentaires** en cas de besoin (e.g distinguer la fourniture et la pose des matériaux mis en œuvre, mentionner les dates d'intervention des entreprises, …).

Arrêté portant modification du Programme d'actions approuvé le 9 mars 2026

La Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg – Pia IMBS, en sa qualité de délégataire de l'Agence nationale de l'habitat sur le fondement de l'article L. 321-1-1 du code de la construction et de l'habitation - représentée par la Vice-présidente en charge de l'Habitat et de la politique foncière et immobilière – Suzanne BROLLY

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L. 303-1, L. 321-1, L. 321-1-1, R. 321-10, R. 321-10-1, R. 321-11, R. 321-12, R. 321-18 et R. 327-1 ;

Vu le code de l'énergie, notamment ses articles L. 232-2 et L. 232-3 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment son article L. 221-4 ;

Vu l'arrêté du 22 mai 2023 modifié portant approbation du règlement général de l'Agence nationale de l'habitat, notamment son chapitre 1er relatif aux dispositions applicables au programme d'actions et au règlement intérieur des commissions locales d'amélioration de l'habitat ;

Vu la délibération n° 2024-06 modifiée du Conseil d'administration de l'Agence nationale de l'habitat en date du 13 mars 2024 relative à la mise en œuvre du Pacte territorial France Rénov' ;

Vu la délibération n° 2025-20 modifiée du Conseil d'administration de l'Agence nationale de l'habitat en date du 5 septembre 2025 relative au régime d'aide applicable aux propriétaires occupants ;

Vu la délibération n° 2025-21 modifiée du Conseil d'administration de l'Agence nationale de l'habitat en date du 5 septembre 2025 relative au régime d'aide applicable aux propriétaires bailleurs ;

Vu la délibération n° 2025-28 du Conseil d'administration de l'Agence nationale de l'habitat en date du 16 décembre 2025 relative aux orientations pour la programmation des interventions de l'Agence et répartition régionale des crédits en faveur de l'amélioration de l'habitat privé et des structures d'hébergement pour 2026 ;

Vu la circulaire C 2026/01 du 16 février 2026 du ministre de la Ville et du Logement sur la programmation des actions et des crédits d'intervention de l'Agence nationale de l'habitat en matière de rénovation de l'habitat privé – Orientations pour la gestion 2026 ;

Vu le communiqué de presse du ministre de la Ville et du Logement du 6 février 2026 « MaPrimeRénov' : réouverture du guichet à la promulgation de la loi de finances » ;

Vu l'avis de la Commission locale d'amélioration de l'habitat du 9 mars 2026, ayant approuvé le Programme d'action 2026 en conformité avec les priorités et les orientations de la circulaire d'orientation C 2026/01 du 16 février 2026 ;

Considérant le contexte budgétaire contraint et l'impératif tenant à la résorption du stock de dossiers déposés en 2025 fixé comme « première priorité » par le Conseil d'administration de l'Agence nationale de l'habitat le 16 décembre 2025 (délibération n° 2025-28) ;

Considérant en conséquence le renforcement des exigences de sélection des dossiers subventionnés au titre du budget adopté pour l'année 2026 dans l'esprit de responsabilité mentionné par le ministre de la Ville et du Logement dans la circulaire C 2026/01 du 16 février 2026 susvisée ;

Considérant le rôle confié par le législateur aux guichets d'information, de conseil et d'accompagnement au titre du service public de la performance énergétique de l'habitat inscrit à l'article L. 232-2 du code de l'énergie, ces derniers accompagnant de manière neutre et gratuite les ménages dans la construction de leur projet de travaux notamment en leur fournissant des informations sur l'ensemble des aides mobilisables en vue de la construction d'un projet de travaux le plus ambitieux possible et en les sensibilisant sur les risques de fraude et sur les pratiques abusives, et ce sans préjudice de la mission d'accompagnement dévolue aux opérateurs d'assistance à maîtrise d'ouvrage agréés qui *« est réalisée en lien avec les guichets mentionnés au I de l'article L. 232-2 »* ; que le passage des ménages par ces guichets constitue dès lors un gage de qualité des dossiers déposés ;

Considérant, en matière de rénovation énergétique, la priorité fixée par le Conseil d'administration de l'Agence nationale de l'habitat le 16 décembre 2025 (délibération n°2025-28) de subventionner des projets de rénovation ambitieux, en particulier le traitement des passoires énergétiques ;

Considérant, au regard de l'ensemble de ces exigences, que la circulaire C 2026/01 du 16 février 2026 du ministre de la Ville et du Logement susvisée préconise d'imposer dans les programmes d'actions territoriaux, en tenant notamment compte du maillage des Pactes territoriaux au sens de la délibération n° 2024-06 susvisée, le passage par un guichet (Espace Conseil France Rénov' ») avant le dépôt d'une demande « MaPrimeRénov' Parcours Accompagné » (voir pour d'autres dispositifs en fonction des réalités locales) pour renforcer la qualité des dossiers déposés, en particulier en matière de rénovation énergétique ;

En conformité avec les orientations nationales du Gouvernement du Conseil d'administration de l'Agence nationale de l'habitat, et compte tenu du contexte local,

Considérant sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg les enjeux d'accompagnement renforcé des ménages et les enjeux de lutte contre la fraude en matière de rénovation énergétique mais aussi en matière de lutte contre l'habitat indigne et dégradé

Considérant que le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg est servi par un Espace Conseil France Rénov, financé dans le cadre du pacte territorial France Rénov « Programme d'intérêt général » pour l'Eurométropole de Strasbourg ;.

Considérant l'attribution ou le rejet des demandes de subventions aux bénéficiaires mentionnés aux I et II de l'article R. 321-12 du code de la construction et de l'habitation en application du programme d'actions conformément à l'article R. 321-10-1 du même code ;

ARRÊTE :

Article 1er

Le Programme d'action approuvé le 9 mars 2026 est ainsi modifié :

Compte tenu de l'impératif de traitement des stocks de dossiers déjà déposés qui est la première priorité pour l'année 2026, des exigences accrues tenant à une plus grande sélectivité des dossiers de demande d'aide dans le contexte susmentionné, en particulier en matière de rénovation énergétique, ainsi que de l'enjeu tenant au respect d'un délai raisonnable d'instruction des dossiers pour permettre aux ménages ayant monté un projet répondant pleinement aux objectifs de politique publique fixés par le Gouvernement de réaliser rapidement leur projet de travaux, il est ajouté, conformément au chapitre 1er du règlement général de l'Agence nationale de l'habitat, une condition de recevabilité supplémentaire des dossiers tenant au passage préalable des ménages auprès du guichet « Espace Conseil France Rénov' » (ECFR') du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg.

Cette condition est applicable aux dossiers relevant des dispositifs suivants :

- Dispositifs visés par la délibération n°2025-20 du 5 septembre 2025 relative au régime d'aides applicables aux propriétaires occupants et assimilés :
  - Ma Prime Rénov' Parcours accompagné pour les propriétaires occupants modestes et très modestes ;
  - Ma Prime Logement Décent (projet de travaux de lutte contre l'habitat indigne ou dégradé) ;

- Dispositifs visés par la délibération n°2025-21 du 5 septembre 2025 relative au régime d'aides applicables aux propriétaires bailleurs et assimilés :
  - Ma Prime Rénov' Parcours accompagné pour les propriétaires bailleurs modestes et très modestes ;
  - Habiter Mieux ;
  - Ma Prime Logement Décent (projet de travaux de lutte contre l'habitat indigne ou dégradé) ;

Ce passage en ECFR visera à faire bénéficier au ménage d'un conseil personnalisé, à savoir :

- La présentation du projet de travaux par le ménage ;

- La vérification de l'éligibilité aux aides sollicitées ;

- Une information sur les dispositifs complémentaires mobilisables ;

- Le cas échéant l'orientation vers un opérateur agréé ;

- Une sensibilisation sur les risques de fraude et pratiques abusives.

L'ECFR établira, à l'issue de ce conseil, une attestation annexée au présent arrêté et au programme d'actions qui devra être jointe au dossier de demande d'aide. Cette attestation précise les modalités de contact au sein de l'ECFR'.

En l'absence de transmission d'une attestation dûment signée par l'ECFR' du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, le dossier de demande d'aide sera alors considéré comme irrecevable s'il n'est pas régularisé dans le délai indiqué par le service instructeur. Le dossier sera alors rejeté sans ouverture de la phase d'instruction du dossier.

Article 2

Au regard des garanties présentées, notamment en termes de qualité des projets, et de la priorisation des dossiers présentés dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat mentionnées à l'article L. 303-1 du code de la construction et de l'habitation et des programmes d'intérêt national mentionnés à l'article R. 327-1 du même code, les opérateurs retenus par la collectivité pour les prestations de suivi-animation peuvent réaliser les mission et délivrer l'attestations définies à l'article 1er du présent arrêté.

Quand le volet « accompagnement des ménages » complètera, par voie d'avenant, les deux volets actuels du pacte territorial France Rénov' « Programme d'intérêt général », l'opérateur sélectionné pourra également assurer les missions de délivrer les attestations tels que définies à l'article 1 du présent arrêté.

Article 3

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux dossiers déposés à compter du 23 février 2026 - date de réouverture des guichets.

Article 4

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs.

Article 5

Pour l'Eurométropole de Strasbourg, délégataire des aides à la pierre de l'Anah – type 3, le Directeur général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait le 30 mars 2026 à Strasbourg

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence nationale de l'habitat Anah

ATTESTATION DE PASSAGE EN ESPACE CONSEIL FRANCE RENOV' ou AUPRES DE L'OPERATEUR OPAH/PIG

Février 2026

1. Informations sur le ménage demandeur

Nom / Prénom du demandeur principal : .....

Adresse du demandeur : ……..... .....

Commune : ..... Code postal : .....

Adresse du logement concerné par les travaux : ……..... .....

Commune : ..... Code postal : .....

Contact (téléphone / mail) : ....

2. Informations relatives au passage en Espace Conseil France Rénov' ou chez l'opérateur OPAH/PIG

ECFR' ou opérateur OPAH/PIG ayant réalisé l'entretien : .....

Conseiller référent : ....

Date et lieu de l'entretien : ....

Référence LOUTRE ou Oslo : ....

Modalité : ☐ Présentiel ☐ Visio-conférence

3. Objet de l'entretien

- Présentation du projet de travaux par le ménage
- Vérification de l'éligibilité aux aides sollicitées
- Information sur les dispositifs complémentaires mobilisables
- Orientation vers un opérateur agréé le cas échéant
- Sensibilisation sur les risques de fraude et pratiques abusives

Strasbourg.eu eurometropole avec France Rénov' Le service public pour mieux rénover mon habitat

AGENCE DU CLIMAT le guichet des solutions Eurométropole de Strasbourg

Urbanis Agir pour un habitat digne et durable

4. Attestation

Je soussigné(e), conseiller(ère) de l'Espace Conseil France Rénov' ou opérateur OPAH/PIG désigné ci-dessus, atteste que le ménage mentionné a bénéficié, en date du ....., d'un conseil personnalisé et gratuit dans le cadre de son projet de rénovation/adaptation de logement.

Cette démarche doit être réalisée directement par le demandeur. Elle ne peut en aucun cas être effectuée par un tiers ou par un mandataire.

Cette attestation doit être jointe au dossier de demande d'aide déposé auprès de l'Anah.

L'Agence du climat, le guichet des solutions, Espace Conseil France Rénov', intervient exclusivement dans le cadre d'une mission d'information et de conseil. À ce titre, elle décline toute responsabilité quant à l'accompagnement assuré par un MAR (Mon Accompagnateur Rénov') ou par toute entreprise intervenante. Elle ne saurait en aucun cas être tenue responsable des décisions, modalités d'instruction, d'attribution, de refus ou de versement des aides financières, notamment celles relevant du dispositif MaPrimeRénov' ou de tout autre dispositif d'aide publique ou privée, ces décisions relevant exclusivement des organismes compétents.

Fait à ....., le .....

Signature et cachet de l'ECFR' ou de l'opérateur OPAH/PIG

Annexe 2a ANAH : Logements conventionnés : plafonds de loyers et plafonds de ressources des locataires[1]

Conformément à l'article R. 321-26 du CCH, les logements faisant l'objet d'une convention avec l'agence sont loués à des personnes dont les ressources annuelles n'excèdent pas le plafond déterminé dans les conventions prises en application des articles L. 321-4 et L. 321-8 du même code.

Pour apprécier la situation de chaque ménage, le montant des ressources à prendre en considération est égal à la somme des revenus fiscaux de référence au titre de l'avant-dernière année précédant celle de la demande de subvention. L'ensemble des personnes destinées à occuper le bien constitue un ménage.

Les modalités de fixation des plafonds de loyers et des plafonds de ressources des locataires sont déterminées par l'article 2 terdecies H de l'annexe III au code général des impôts[2].

Les plafonds de loyer hors charges par mètre carré de surface habitable à respecter sont définis par commune dans l'annexe à l'arrêté du **6 janvier 2026** pris en application de l'article 2 terdecies H de l'annexe III au code général des impôts[3]. Ces plafonds sont pondérés par un coefficient multiplicateur, conformément aux dispositions prévues par **l'article 2 terdecies H de l'annexe III au code général des impôts précités.**

L'Anah met à disposition un simulateur[4] pour permettre aux propriétaire bailleurs de connaître les plafonds applicables en fonction de la localisation et des caractéristiques de leurs biens.

Pour les baux conclus ou renouvelés en 2026, les plafonds annuels de ressources sont les suivants[5] :

Loc' Avantages : Plafonds de ressources des locataires pour 2026 en LOYER INTERMEDIAIRE (Loc1)

Zones	A bis	A	B1	B2 et C
Personne seule	44 344 €	44 344 €	36 144 €	32 530 €
Couple	66 276 €	66 276 €	48 268 €	43 439 €
Personne seule ou couple ayant une personne à charge	86 878 €	79 666 €	58 043 €	52 239 €
Personne seule ou couple ayant deux personnes à charge	103 727 €	95 427 €	70 073 €	63 066 €
Personne seule ou couple ayant trois personnes à charge	123 415 €	112 968 €	82 432 €	74 189 €
Personne seule ou couple ayant quatre personnes à charge	138 874 €	127 122 €	92 900 €	83 611 €
Majoration par personne à charge à partir de la cinquième	15 471 €	14 164 €	10 364 €	9 325 €

[1] http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/10130-PGP
[2] https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000045458906
[3] https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000046847924
[4] https://www.service-public.gouv.fr/particuliers/vosdroits/R61610
[5] https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/10130-PGP.html/identifiant=BOI-BAREME-000017-20260310

Loc'Avantages : Plafonds de ressources des locataires pour 2026 en LOYER SOCIAL (Loc2)

A noter : La liste des communes comprises dans les zones A bis, A, B1, B2 et C est fixée par l'annexe I de l'arrêté du 1er août 2014 modifié, tel que résultant de l'arrêté du 2 octobre 2023. Les communes de Guadeloupe, La Réunion, Martinique, Guyane et Mayotte sont classées en zone A - Outre-Mer ou B1 – Outre-Mer

Zones	A bis	A Métropole	A Outre-Mer	B1 Métropole	B1 Outre-Mer	B2 et C
Personne seule	32 463 €	32 463 €	32 807 €	26 460 €	26 739 €	23 814 €
Couple	48 521 €	48 521 €	49 035 €	35 338 €	35 711 €	31 804 €
Personne seule ou couple ayant une personne à charge	63 604 €	58 324 €	58 940 €	42 494 €	42 943 €	38 244 €
Personne seule ou couple ayant deux personnes à charge	75 940 €	69 863 €	70 600 €	51 302 €	51 843 €	46 171 €
Personne seule ou couple ayant trois personnes à charge	90 352 €	82 705 €	83 577 €	60 349 €	60 987 €	54 315 €
Personne seule ou couple ayant quatre personnes à charge	101 674 €	93 072 €	94 052 €	68 016 €	68 734 €	61 214 €
Majoration par personne à charge à partir de la cinquième	11 330 €	10 371 €	10 482 €	7 588 €	7 670 €	6 828 €

Loc'Avantages : Plafonds de ressources des locataires pour 2026 en LOYER TRES SOCIAL (Loc3)

A noter : La liste des communes comprises dans les zones A bis, A, B1, B2 et C est fixée par l'annexe I de l'arrêté du 1er août 2014 modifié, tel que résultant de l'arrêté du 2 octobre 2023. Les communes de Guadeloupe, La Réunion, Martinique, Guyane et Mayotte sont classées en zone A - Outre-Mer ou B1 – Outre-Mer

Zones	A bis	A Métropole	A Outre-Mer	B1 Métropole	B1 Outre-Mer	B2 et C
Personne seule	17 855 €	17 855 €	18 044 €	14 553 €	14 708 €	13 097 €
Couple	29 114 €	29 114 €	29 422 €	21 204 €	21 429 €	19 082 €
Personne seule ou couple ayant une personne à charge	38 164 €	34 995 €	35 365 €	25 497 €	25 768 €	22 946 €
Personne seule ou couple ayant deux personnes à charge	41 995 €	38 635 €	39 043 €	28 369 €	28 670 €	25 533 €
Personne seule ou couple ayant trois personnes à charge	49 695 €	45 490 €	45 971 €	33 195 €	33 546 €	29 875 €
Personne seule ou couple ayant quatre personnes à charge	55 921 €	51 190 €	51 731 €	37 408 €	37 804 €	33 668 €
Majoration par personne à charge à partir de la cinquième	6 230 €	5 703 €	5 766 €	4 172 €	4 220 €	3 754 €

Borloo ancien ou Cosse : Plafonds de ressources des locataires pour 2026 en conventionné INTERMEDIAIRE

CAS 1 : Conventions conclues avant le 1er janvier 2015

Zones	A	B1 et B2	C
Personne seule	56 142 €	43 390 €	37 967 €
Couple	83 906 €	57 943 €	51 031 €
Personne seule ou couple ayant une personne à charge	100 859 €	69 677 €	61 095 €
Personne seule ou couple ayant deux personnes à charge	120 812 €	84 112 €	73 939 €
Personne seule ou couple ayant trois personnes à charge	143 021 €	98 947 €	86 779 €
Personne seule ou couple ayant quatre personnes à charge	160 936 €	111 512 €	97 889 €
Majoration par personne à charge à partir de la cinquième	17 938 €	12 436 €	11 119 €

CAS 2 : Conventions conclues après le 1er janvier 2015

Zones	A bis	A	B1	B2 et C
Personne seule	44 344 €	44 344 €	36 144 €	32 530 €
Couple	66 276 €	66 276 €	48 268 €	43 439 €
Personne seule ou couple ayant une personne à charge	86 878 €	79 666 €	58 043 €	52 239 €
Personne seule ou couple ayant deux personnes à charge	103 727 €	95 427 €	70 073 €	63 066 €
Personne seule ou couple ayant trois personnes à charge	123 415 €	112 968 €	82 432 €	74 189 €
Personne seule ou couple ayant quatre personnes à charge	138 874 €	127 122 €	92 900 €	83 611 €
Majoration par personne à charge à partir de la cinquième	15 471 €	14 164 €	10 364 €	9 325 €

Borloo ancien ou Cosse : Plafonds de ressources 2026 des locataires en conventionné SOCIAL

Zones	Paris et communes limitrophes	Île-de-France hors Paris et communes limitrophes	Autres régions
Personne seule	26 920 €	26 920 €	23 403 €
Couple (à l'exclusion des jeunes ménages) ou Personne seule en situation de handicap	40 233 €	40 233 €	31 254 €
Personne seule ou couple ayant une personne à charge ou Jeune ménage sans personne à charge ou Couple dont au moins un des membres est en situation de handicap	52 740 €	48 362 €	37 584 €
Personne seule ou couple ayant deux personnes à charge ou Couple ayant une personne à charge dont au moins un des trois membres est en situation de handicap	62 968 €	57 930 €	45 374 €
Personne seule ou couple ayant trois personnes à charge ou Couple ayant deux personnes à charge dont au moins un des quatre membres est en situation de handicap	74 919 €	68 577 €	53 376 €
Personne seule ou couple ayant quatre personnes à charge ou Couple ayant trois personnes à charge dont au moins un des cinq membres est en situation de handicap	84 304 €	77 171 €	60 156 €
Majoration par personne à charge à partir de la cinquième	9 394 €	8 598 €	6 710 €

Borloo ancien ou Cosse : Plafonds de ressources 2026 des locataires en conventionné TRES SOCIAL

Zones	Paris et communes limitrophes	Île-de-France hors Paris et communes limitrophes	Autres régions
Personne seule	14 811 €	14 811 €	12 870 €
Couple (à l'exclusion des jeunes ménages) ou Personne seule en situation de handicap	24 140 €	24 140 €	18 753 €
Personne seule ou couple ayant une personne à charge ou Jeune ménage sans personne à charge ou Couple dont au moins un des membres est en situation de handicap	31 643 €	29 018 €	22 551 €
Personne seule ou couple ayant deux personnes à charge ou Couple ayant une personne à charge dont au moins un des trois membres est en situation de handicap	34 637 €	31 860 €	25 092 €
Personne seule ou couple ayant trois personnes à charge ou Couple ayant deux deux personnes à charges dont au moins un des quatre membres est en situation de handicap(3)	41 203 €	37 719 €	29 359 €
Personne seule ou couple ayant quatre personnes à charge ou Couple ayant trois personnes à charge dont au moins un des cinq membres est en situation de handicap	46 369 €	42 444 €	33 086 €
Majoration par personne à charge à partir de la cinquième	5 166 €	4 727 €	3 689 €

Remarque 1 : Pour le classement des communes par zones, il convient de se reporter au **II-B-3 § 270 du BOI-RFPI-SPEC-20-40-20-30**.

Remarque 2 : Le jeune ménage s'entend des personnes mariées, pacsées ou vivant en concubinage dont la somme des âges révolus est au plus égale à cinquante-cinq ans.

Remarque 3 : Une personne en situation de handicap s'entend de celle titulaire de la carte « mobilité inclusion » portant la mention « invalidité » prévue à l'**article L. 241-3 du CASF**.

Annexe 2b ANAH : Propriétaires bailleurs : plafonds de travaux subventionnables, taux de subventions maximums et primes[1]

Aides à la rénovation énergétique :

<table>
<tr><th rowspan="4">Dispositif</th><th colspan="3" rowspan="2">Aides aux travaux</th><th rowspan="2">Primes[2]</th><th rowspan="4">Condition particulières d'octroi de l'aide</th></tr>
<tr><th colspan="2">Taux max. de la subvention</th></tr>
<tr><th colspan="2" rowspan="2">Plafond des travaux subventionnables</th><th>Ménages aux ressources " très modestes "</th><th>Ménages aux ressources " modestes "</th><th>Prime Habiter Mieux</th></tr>
<tr><td>MAPRIME RENOV' PARCOURS ACCOMPAGNE (personnes physiques dans la limite de 3 logements aidés sur 5 ans à partir du 1er juillet 2024) Ressources PB Modestes et Très Modestes</td><td>Gain de deux classes</td><td>30 000 € HT</td><td rowspan="2">80% Anah
10% EmS</td><td rowspan="2">60% Anah
5% EmS</td><td rowspan="2"></td><td rowspan="2">- Logement en classe « E », « F » ou « G » avant travaux
- Production d'un audit énergétique
- Logement en classe « E » minimum après travaux
- Recours à une entreprise RGE</td></tr>
<tr><td>Gain de trois classes ou plus</td><td>40 000 € HT</td></tr>
<tr><td>HABITER MIEUX (tout PB : personne physique et morale, indépendamment du nombre de logements aidés et des ressources du PB)</td><td colspan="2">Dans la limite de 80m² SHF / logement :

LOC1 : 750 € HT/m²
LOC2 : 750 € HT/m²
LOC3 : 937 € HT/m²</td><td colspan="2">Anah :
LOC1 : 25%
LOC2 : 35%
LOC3 : 35%

EmS :
LOC1 : 0%
LOC2 : 10%
LOC3 : 20%</td><td>Par logement :
1 500 €
ou
2 000 € si sortie de passoire thermique (classe « F » ou « G » avant travaux et au moins « D » après travaux)</td><td>- Obligation de conventionnement
- Production d'un audit énergétique
- Logement en classe « D » minimum après travaux
- Recours à une entreprise RGE</td></tr>
</table>

[1] Délibération n° 2025-21 du Conseil d'administration de l'Anah.

[2] Possible éligibilité aux primes non dédiées aux travaux de rénovation énergétique, voir tableau page suivante.

Aides hors rénovation énergétique (tout propriétaire bailleur éligible : personnes physiques et personnes morales) :

Projet de travaux subventionné		Aide aux travaux			Prime Habiter Mieux	Primes conventionnement	Conditions particulières d'octroi	
		Plafond des travaux subventionnables (dans la limite de 80m² SHF par logement)	Taux max. de la subvention Anah	Taux max. de la subvention EmS			Conventionnement	Audit énergétique & éco-conditionnalité (dérogations possibles)
LUTTE CONTRE L'HABITAT INDIGNE OU DEGRADE	Travaux lourds pour réhabiliter un logement indigne ou très dégradé	LOC1 : 750€/m² LOC2[3] : 1000€/m² LOC3 : 1250€/m²	LOC1 : 35% LOC2 : 45% LOC3 : 45%	LOC1 : 0% LOC2 : 10% LOC3 : 20%	Prime de 1500€ par logement 2000€ si sortie de passoire thermique	Voir tableau des primes ci-dessous	Engagement de conclure une convention en application des articles L. 321-4 et L. 321-8 du CCH, saufs exceptions visées dans la délibération	- Production d'un audit énergétique - Règle d'éco-conditionnalité : logement en classe « D » après travaux (classe « E » possible dans des cas particuliers)
	Travaux pour la sécurité et la salubrité de l'habitat	LOC1 : 750€/m² LOC2[3] : 750€/m² LOC3 : 937€/m²	LOC1 : 35% LOC2 : 45% LOC3 : 45%	LOC1 : 0% LOC2 : 10% LOC3 : 20%				

[3] En ORI (= 12 adresses ciblées dans l'OPAH-RU) les plafonds de travaux subventionnables en LOC2 sont majorés de 25% (voir annexe 8).

Projet de travaux subventionné		Aide aux travaux			Prime Habiter Mieux	Primes conventionnement	Conditions particulières d'octroi	
		Plafond des travaux subventionnables (dans la limite de 80m² SHF par logement)	Taux max. de la subvention Anah	Taux max. de la subvention EmS			Conventionnement	Audit énergétique & éco-conditionnalité (dérogations possibles)
LUTTE CONTRE L'HABITAT INDIGNE OU DEGRADE	Travaux pour réhabiliter un logement moyennement dégradé	LOC1 : 750€/m² LOC2[4] : 750€/m² LOC3 : 937€/m²	LOC1 : 25% LOC2 : 35% LOC3 : 35%	LOC1 : 0% LOC2 : 10% LOC3 : 20%	Prime de 1500€ par logement 2000€ si sortie de passoire thermique	Voir tableau des primes ci-dessous	Engagement de conclure une convention en application des articles L. 321-4 et L. 321-8 du CCH, saufs exceptions visées dans la délibération	- Production d'un audit énergétique - Règle d'éco-conditionnalité : logement en classe " D " après travaux (classe " E " possible dans des cas particuliers)
	Travaux réalisés à la suite d'une procédure RSD ou d'un contrôle de non-décence		LOC1 : 25% LOC2 : 35% LOC3 : 35%	LOC1 : 0% LOC2 : 10% LOC3 : 20%				

[4] En ORI (=12 adresses ciblées dans l'OPAH-RU) les plafonds de travaux subventionnables en LOC2 sont majorés de 25% (voir annexe 8).

Projet de travaux subventionné	Aide aux travaux			Prime Habiter Mieux	Primes conventionnement	Conditions particulières d'octroi	
	Plafond des travaux subventionnables (dans la limite de 80m² SHF par logement)	Taux max. de la subvention Anah	Taux max. de la subvention EmS			Conventionnement	Audit énergétique & éco-conditionnalité (dérogations possibles)
AUTONOMIE DE LA PERSONNE	LOC1 : 750€/m² LOC2 : 750€/m² LOC3 : 937€/m²	LOC1 : 35% LOC2 : 45% LOC3 : 45%	LOC1 : 0% LOC2 : 10% LOC3 : 20%		Voir tableau des primes ci-dessous	Engagement de conclure une convention en application des articles L. 321-4 et L. 321-8 du CCH, saufs exceptions visées dans la délibération	- Production d'un audit énergétique - Règle d'éco-conditionnalité : logement en classe " D " après travaux (classe " E " possible dans des cas particuliers)
TRANSFORMATION D'USAGE		LOC1 : 25% LOC2 : 35% LOC3 : 35%	LOC1 : 0% LOC2 : 10% LOC3 : 20%	Prime de 1500€ par logement 2000€ si sortie de passoire thermique			

Primes relatives au conventionnement :

Primes		Type de conventionnement	Montant des primes Anah	Montant des primes EmS
SOCLE	Conventionnement avec travaux (CAT)	LOC1 LOC2 LOC3	-	3 000 € + 500 € en LOC2 et LOC3 dans les communes déficitaires au titre de la loi SRU
	Conventionnement sans travaux (CST)	LOC1 LOC2 LOC3	-	2 000 € + 500 € en LOC2 et LOC3 dans les communes déficitaires au titre de la loi SRU
+	Prime de réduction de loyer (CAT)	LOC2	150 € / m² de SHF, dans la limite de 80 m²	50 € / m² de SHF, dans la limite de 80 m²
		LOC3	187,50 € / m² de SHF, dans la limite de 80 m²	62,50 € / m² de SHF, dans la limite de 80 m²
+	Prime de réservation (CAT)	LOC3	2 000 € ou 4 000 € en secteur tendu	-
+	Intermédiation locative (CAT ou CST)	LOC1	-	500 €
		LOC2 LOC3	PIL 1 000 € + 1 000 € si mandat de gestion + 1 000 € si surface du logement < 40 m²	500 €
+	Prime de remise sur le marché d'un logement vacant	LOC1 LOC2 LOC3	5 000 €*	2 000 €
OU	Prime de remise sur le marché d'un logement vacant	Aucun conventionnement (MPR PA)	5 000 €*	

Les primes EmS ne s'appliquent pas aux conventions conclues dans le cadre d'une demande de subvention Ma Prime Rénov' Parcours Accompagné

* voir Erreur ! Source du renvoi introuvable. **:** limité aux communes de Blaesheim, Entzheim, Geispolsheim et Osthoffen

Annexe 2c ANAH : Logements financés sous le régime de la Maîtrise d'Ouvrage d'Insertion[1]

Ce régime d'aides spécifique applicable aux propriétaires bailleurs est limité aux aides détaillées ci-dessous. Les modalités, taux, primes, … détaillées en annexe 2b ne sont pas applicables.

Maîtrise d'Ouvrage d'Insertion – Plafonds de travaux subventionnables et taux de subventions maximums par logement									
							Conditions particulières liées à l'attribution de l'aide		
Bénéficiaire	**Nature des travaux subventionnés**	**Plafond de travaux subventionnables**	**Taux maximum de subvention**	**Prime Habiter Mieux si gain de 35%**	**Prime de l'Anah liée à un dispositif de réservation au profit de public prioritaire**	**Primes EmS par logement**	**Production de l'audit énergétique & éco-conditionnalité**	**Nature de l'engagement particulier**	**Durée d'engagement particulière**
Organisme agréé au titre de l'article L. 365-2 du CCH	Tous les travaux subventionnables	1 250 € HT / m² dans la limite de 120 m² par logement (SHF)	60 % Anah 10 % EmS	1 500 € par logement 2 000 € par logement si sortie de passoire énergétique	Uniquement en secteur tendu : 4 000 € par logement	Prime socle CAT 3000 € Intermédiation Locative 500 € Prime de remise sur le marché d'un logement vacant 2000 €	- Production obligatoire d'un audit énergétique - niveau minimal de performance exigé après travaux : étiquette "D"	Soit engagement d'hébergement Soit engagement de louer et conclusion d'une convention à loyer très social (LOC 3) en application de l'article L. 321-8 du CCH avec loyer plafond au niveau du PLA-I	15 ans minimum

[1] Délibération n° 2025-21 du Conseil d'administration de l'Anah

Calcul des niveaux de loyers conventionnés en MOI

a. Définition du loyer plafond à la date d'accord de la convention très sociale (LOC3)
Définir le zonage PLAI de la commune (LMzone) où se situe le logement à rénover : https://www.service-public.fr/simulateur/calcul/zones

Déterminer loyer mensuel en € par m² de surface utile pour les logements fiancé en PLA d'intégration 2023 : https://www.bulletin-officiel.developpement-durable.gouv.fr/documents/Bulletinofficiel-0032364/TREL2200329V_annexes%202022VF.pdf

Le coefficient de structure est défini à l'article 2 de l'arrêté du 5 mai 1995 relatif aux subventions de l'État et aux prêts pour la construction, l'acquisition et l'amélioration des logements locatifs aidés
https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000000736663/

Formule du coefficient de structure :
CS = 0,777 x (1 +(N x 20 m²)/SU)
dans laquelle :
N est le nombre de logements de l'opération ;
SU est la surface utile de l'ensemble des logements définie à l'article R. 331-10 du code de la construction et de l'habitation.

Le loyer de sortie au m² ne peut être supérieur au loyer LCTS (LOC3) fixé localement pour la zone A, B1, B2 ou C du territoire. S'il dépasse, il doit être ramené au loyer plafond LCTS (LOC3).

b. Calculer le loyer mensuel hors charge
Le loyer mensuel hors charges se calcule à partir du loyer plafond au m² (loyer PLAI après application du coefficient de structure) multiplié par la surface habitable fiscale.

***Exemple** : Un organisme MOI est propriétaire d'un immeuble situé dans une commune en zone II PLAI. Le projet consiste à réhabiliter un immeuble de 5 logements très dégradés. Chaque logement a une superficie de 50 m².*
Pour une convention conclue au 1er juin 20233 le loyer plafond de la convention doit être fixé de la manière suivante :
1-La circulaire annuelle des loyers PLAI prévoit un plafond maximal de 5,3434€/m² pour la zone II
2- Le coefficient de structure se calcule de la manière suivante :°
0.777(1+(5*20)/250)= 1,0878*
3-Loyer-plafond avec application du coefficient de structure est de 5.34x34 1,0878= 5,808852808852
*Le loyer plafond de la convention est donc de 5.8080*50m²=29090 €*

c. La révision annuelle du loyer plafond de la convention
Chaque année au 1er janvier le loyer plafond fixé dans la convention est actualisé en fonction de l'indice de référence des loyers (IRL) du deuxième trimestre de l'année précédente.

Annexe 2d ANAH : Pièces justificatives pour les primes de l'Eurométropole de Strasbourg à destination des propriétaires bailleurs.

Pour la prime logement vacant (à partir de 24 mois de vacance consécutive au dépôt du dossier) :

L'une des pièces suivantes :

- copie de l'avis d'imposition à la Taxe sur les logements vacants ;
- copie de l'avis de non-imposition à la Taxe sur les logements vacants (dégrèvement) ;
- copie d'un courrier justificatif d'un fournisseur d'énergie qui atteste de la coupure des fluides (pas de mails acceptés) ;
- copie des dernières factures d'énergie qui attestent de l'absence ou de la très faible consommation sur 24 mois minimum ;
- rapport d'huissier ;
- copie de l'arrêté de péril avec interdiction d'habiter ;
- un ensemble de pièces permettant d'attester au cas par cas et à partir d'un faisceau d'indices de la vacance du logement (ex : rapport de la grille de dégradation de l'opérateur de suivi-animation , transmission des consommations énergétiques, acte de vente mentionnant une vacance, copie du dernier bail, état des lieux…).

Le justificatif est à fournir au service instructeur dans un délai de 3 mois suivant le dépôt du dossier.

Annexe 3a ANAH : Propriétaires occupants et bailleurs MPR' PA : plafonds de ressources pour bénéficier des aides de l'Anah et de l'Eurométropole de Strasbourg[1]

	Revenu fiscal de référence			
Nombre de personnes composant le foyer	BLEU (revenus très modestes)	JAUNE (revenus modestes)	VIOLET (revenus intermédiaires)	ROSE (revenus supérieurs)
1	Jusqu'à 17 363 €	Jusqu'à 22 259 €	Jusqu'à 31 185 €	À partir de 31 186 €
2	Jusqu'à 25 393 €	Jusqu'à 32 553 €	Jusqu'à 45 842 €	À partir de 45 843 €
3	Jusqu'à 30 540 €	Jusqu'à 39 148 €	Jusqu'à 55 196 €	À partir de 55 197 €
4	Jusqu'à 35 676 €	Jusqu'à 45 735 €	Jusqu'à 64 550 €	À partir de 64 551 €
5	Jusqu'à 40 835 €	Jusqu'à 52 348 €	Jusqu'à 73 907 €	À partir de 73 908 €
Par personne supplémentaire	+ 5 151 €	+ 6 598 €	+ 9 357 €	+ 9 357 €

[1] https://www.bulletin-officiel.developpement-durable.gouv.fr/ et https://france-renov.gouv.fr/bareme

Annexe 3b ANAH : Propriétaires occupants et assimilés : plafonds de travaux subventionnables, taux de subventions maximums et primes [1]

Ma Prime Logement Décent Pour un logement digne et durable	Atteinte de la classe « E » minimum après travaux		Non-atteinte de la classe « E » minimum après travaux	
Ressources ménages	**Très modeste**	**Modeste**	**Très modeste**	**Modeste**
Plafond des dépenses éligibles	**70 000€ HT** (dont rénovation énergétique : 40 000€ HT)	**70 000€ HT** (dont rénovation énergétique : 40 000€ HT)	**50 000€ HT** (dont rénovation énergétique : 30 000€ HT)	**50 000€ HT** (dont rénovation énergétique : 30 000€ HT)
Taux maximal de subvention Anah	**80%**	**60%**	**50%**	**50%**
Bonification Anah « sortie de passoire énergétique » (Étiquette « F » ou « G » avant travaux et au moins « D » après travaux)	**10%**	**10%**	**-**	**-**
Taux maximal de subvention EmS	**10%**	**5%**	**10%**	**5%**
Taux d'écrêtement	**100% TTC**	**90% TTC**	**100% TTC**	**90% TTC**

Ma Prime Logement Décent remplace Habiter Sain et Habiter Serein. Relèvent de ce type de travaux, les travaux concernant le traitement d'un risque avéré pour la santé ou sécurité (péril, insalubrité, sécurité, risque d'exposition au plomb) ou d'un logement dégradé (existence d'une situation de dégradation importante, constatée sur la base d'un rapport d'analyse réalisé par un professionnel qualifié)

[1] Délibération n° 2025-20 du Conseil d'administration de l'Anah

MaPrimeRénov' Mieux chez moi, mieux pour la planète	Plafond des dépenses éligibles	Taux de subvention en fonction du niveau de revenu			
		Revenus très modestes		Revenus modestes	
		Anah	EmS	Anah	EmS
Gain de 2 classes énergétiques	**30 000€ HT**	**80%**	**10%**	**60%**	**5%**
Gain de 3 classes énergétiques	**40 000€ HT**				
Taux d'écrêtement		**100% TTC**		**90% TTC**	

MaPrimeRénov' évolue vers un « Parcours accompagné » avec accompagnement obligatoire par Mon Accompagnateur Rénov' pour des travaux de rénovation énergétique permettant un gain minimal de classes de performance énergétique.
Les rénovations des logements « G », « F » et « E » peuvent être effectuées en 2 étapes dans un délai maximal de 5 ans

MaPrimeAdapt' Ma vie change, mon logement s'adapte	Ressources	
	Revenus très modestes	**Revenus modestes**
Plafond des dépenses éligibles	**22 000€ HT**	
Taux de financement Anah	**70%**	**50%**
Taux de financement EmS	**15%**	**10%**
Taux d'écrêtement	**100% TTC**	**100% TTC**

MaPrimeAdapt' remplace 4 aides (Habiter Facile de l'Anah, aides de la CNAV, LBU en Outre-mer et crédit d'impôts « autonomie »)

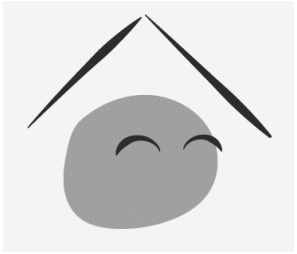
Condition d'éligibilité :

Dès 70 ans, sans condition de GIR

60-69 ans avec condition de GIR

AMO obligatoire par un opérateur habilité ou agréé

Personnes en situation de handicap (taux d'incapacité 50% ou bénéficiaire d'une prestation de compensation du handicap (PCH))

 **Autres travaux**	**Ressources**	
	Revenus très modestes	**Revenus modestes**
Plafond des dépenses éligibles	**20 000€ HT**	
Taux de financement Anah	**35%**	**25%**
Taux de financement EmS	**10%**	**5%**
Taux d'écrêtement	**100% TTC**	**90% TTC**

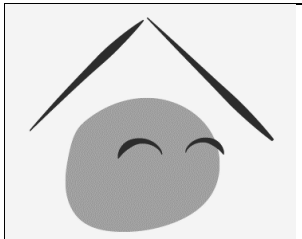
Les autres travaux sont finançables s'ils figurent sur la liste des travaux recevables.
Pour les ménages aux ressources modestes, l'immeuble ou le logement doit faire l'objet d'un Plan de sauvegarde ou être situé dans le périmètre d'une OPAH « copropriété » ou du volet « copropriété » d'une OPAH.

Annexe 4 ANAH : Syndicats de copropriétaires : plafonds de travaux subventionnables et taux de subventions maximums[1]

MaPrimeAdapt' Copropriété	Plafond des dépenses éligibles (hors copropriété en difficulté)	Taux maximal de l'aide
Travaux tendant à permettre l'accessibilité de l'immeuble	**20 000€ HT par accès de l'immeuble modifié et adapté**	**50%**
Taux d'écrêtement	**100% TTC**	

[1] Délibérations n° 2023-49, n° 2024-44 et n° 2024-45 du Conseil d'administration de l'Anah

MaPrimeRénov' Copropriété	Plafond des dépenses éligibles (hors copropriété en difficulté)	Taux maximal de l'aide « socle »		
		Aide dérogatoire copropriété de 20 logements ou moins (gain énergétique de 15%)	Aide de premier niveau (gain énergétique de 35%)	Aide de second niveau (gain énergétique de 50%)
Travaux d'amélioration de la performance énergétique	25 000€ HT par logement	30%		45%
Bonification sortie de passoire énergétique (atteinte étiquette D a minima)		10%		
Prime individuelle		PO très modeste : 3 000€ par PO éligible PO modeste : 1 500 € par PO éligible		
Bonification copropriété fragile		+ 20% (valorisation obligatoire des CEE par l'Anah)		
Taux d'écrêtement	80% TTC			
AMO	1 000€ HT par logement (copropriété de 20 logements ou moins) 600€ HT par logement (copropriété de plus de 20 logements)	50% avec montant plancher de subvention de 3 000€ par copropriété		
Taux d'écrêtement	80% TTC			

 **Copropriété en difficulté**	**Plafond des dépenses éligibles**	**Taux maximal de subvention**	**Majoration du taux maximal de subvention**
Travaux réalisés sur un immeuble situé dans le périmètre d'une OPAH-CD, d'un volet « copropriété dégradée » d'une OPAH ou d'un ORCOD	**Pas de plafond**	**35%** **+ 10% EmS**	**Majoration à 50% sous conditions (<u>uniquement OPAH ou ORCOD</u>)** **Majoration à 100% en cas de travaux d'urgence** **Majoration en cas de participation d'au moins 5% d'une CT / d'un EPCI (*dispositif dit du « X+X »)***
Travaux réalisés dans le cadre d'un PDS, y compris travaux à réaliser en urgence en phase d'élaboration du PDS	**Pas de plafond**	**50%**	
Mesures prescrites au titre de la lutte contre l'habitat indigne (insalubrité, saturnisme, péril, sécurité des équipements communs)	**Pas de plafond** **Travaux limités à ceux nécessaires pour lever la procédure ou mettre fin à la situation d'habitat indigne**		
Administration provisoire et administration renforcée (art. 29-1 et 29-11 de la loi du 10 juillet 1965) : travaux nécessaires au fonctionnement normal de la copropriété	**Pas de plafond** **Travaux limités à ceux nécessaires au fonctionnement normal de la copropriété**		
Bonification et prime **Pour les travaux d'amélioration de la performance énergétique** **si 35% de gain énergétique**	**Bonification copropriété en difficulté (valorisation obligatoire des CEE par l'Anah)**	**+ 20%**	
	Bonification sortie de passoire énergétique (atteinte étiquette D a minima)	**+ 10%**	
	Prime individuelle	**3 000€ POTM** **1 500€ POM**	
Taux d'écrêtement	**100% TTC**		

Annexe 5a – ANAH – MA PRIME LOGEMENT DÉCENT – PROPRIÉTAIRES OCCUPANTS – Pièces justificatives à fournir à l'appui des demandes de subventions et de paiement

Note : les pièces apparaissant en ***gras italique*** correspondent à des spécificités locales.
En complément aux pièces obligatoires listées ci-après, il est rappelé que l'instruction est en droit d'exiger la production de pièces nécessaires à la compréhension du dossier ou à la vérification des renseignements fournis, lorsque celles-ci s'avèrent indispensables au traitement du dossier[1].

1- Pièces à joindre à l'appui d'une demande d'aide

Dans le cadre de sa demande d'aide, le demandeur transmet à l'Anah les pièces suivantes :

- ☐ L'attestation de passage en Espace conseil France Rénov' ;
- ☐ Un dossier technique comprenant :
  - ☐ Les devis détaillés descriptifs et estimatifs des travaux, présentés par une ou plusieurs entreprises inscrites au registre du commerce ou au répertoire des métiers ou par un maître d'œuvre ;
  - ☐ Le cas échéant, le devis d'honoraires de maîtrise d'œuvre ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage. Lorsque l'intervention d'une maîtrise d'œuvre est rendue obligatoire par la réglementation de l'Anah[2], le demandeur joint également la copie du contrat de maîtrise d'œuvre complète comprenant le montant des honoraires ;
  - ☐ Le (ou les) plan(s) et croquis si nécessaire(s) à la compréhension du dossier et la justification des quantités prévues aux devis ;
  - ☐ Le cas échéant, les études techniques et les diagnostics préalables aux travaux et les devis correspondants.
- ☐ L'une des pièces suivantes :
  - ☐ La grille de dégradation ou d'insalubrité, ainsi que le rapport d'analyse qui l'accompagne ;
  - ☐ L'arrêté de mise en sécurité ou de traitement de l'insalubrité ;
  - ☐ Une notification de travaux pour suppression du risque saturnin ;
  - ☐ Un constat de risque d'exposition au plomb (CREP) ;
- ☐ Le rapport de l'audit énergétique ;
- ☐ Le contrat ou la convention conclu avec l'opérateur agréé Mon Accompagnateur Rénov', détaillant les prestations réalisées par cet opérateur et le montant TTC de la prestation (sauf exception) ;
- ☐ La synthèse de la grille d'analyse du logement renseignée par l'opérateur agréé Mon Accompagnateur Rénov' ;
- ☐ ***Le relevé d'identité bancaire (RIB) du compte bancaire sur lequel devra être effectué le virement correspondant ;***
- ☐ ***La fiche de calcul au dépôt dont le modèle est joint en annexe, renseignée par l'opérateur agréé Mon Accompagnateur Rénov' et versée au dossier au format xlsx ;***
- ☐ ***L'autorisation d'urbanisme pour chaque poste de travaux modifiant l'aspect extérieur de l'immeuble.***
  À titre transitoire jusqu'au 30/06/2026, un justificatif de demande d'autorisation peut être accepté au dépôt de la demande de subvention. La délivrance de l'autorisation conditionne la présentation du dossier en commission.

[1] Article 9 du Règlement Général de l'Agence
[2] Délibération n° 2023-52 du conseil d'administration de l'Anah : Travaux subventionnables supérieurs à 100 000 € HT et/ou arrêté d'injonction de travaux.

☐ Dans les cas particuliers suivants, les pièces complémentaires listées ci-après :

Cas particuliers	Pièces demandées
☐ Demande d'aide présentée sous format papier	☐ Cerfa n° 12 711 ; ☐ Justificatifs de ressources du demandeur : dernier avis d'imposition disponible ou, en cas de non-imposition, dernier avis de situation déclarative à l'impôt sur le revenu disponible
☐ Demandeur ne détenant pas la pleine propriété du logement à rénover	☐ Justificatif(s) des droits détenus sur le logement
☐ Demandeur placé sous tutelle	☐ Copie de la décision judiciaire et coordonnées complètes du tuteur
☐ Demandeur assurant la charge effective des travaux pour un ascendant ou descendant	☐ Justificatifs de ressources du propriétaire occupant
☐ Demandeur associé d'une SCI	☐ Justificatifs de ressources des associés non occupants ; ☐ ***Statuts de la société ;*** ☐ ***K-bis de moins de 3 mois, mentionnant l'ensemble des membres de la société***
☐ Recours à un mandataire pour le dépôt de la demande	☐ Cerfa n° 15 923 (dossier en ligne) ; ☐ Cerfa n° 13 462 (dossier papier)
☐ Adresse du logement à rénover différente de celle figurant sur l'avis d'imposition ou de non-imposition du demandeur	☐ Justificatif(s) de propriété ou des droits détenus sur le logement ☐ ***DPE d'achat du logement, le cas échéant***
☐ Montant des travaux subventionnables > 100 000 € HT	☐ Plan de financement prévisionnel signé Cerfa 13 460
☐ Evolution de situation familiale intervenue dans l'année	☐ Justificatifs permettant de prendre en compte une situation particulière pour l'appréciation des revenus (justificatif de séparation ou de divorce, attestation de garde des enfants, acte de décès, certificat de naissance ou de grossesse, placement de longue durée en établissement de soins, etc.)
☐ Travaux réalisés en auto- réhabilitation accompagnée par un opérateur spécialisé	☐ Copie de la convention conclue avec l'opérateur et la charte spécifique signée
☐ Logement inclus dans un bail commercial	☐ Copie de l'état des lieux annexé au bail commercial et tout document permettant de constater l'occupation effective du logement
☐ Revenus perçus à l'étranger ou dans une organisation internationale	☐ Les revenus pris en compte sont reconstitués à partir de documents fiscaux établis par les administrations étrangères ou internationales ou tout autre document probant

2- Pièces à joindre à l'appui d'une demande d'avance ou d'acompte

Dans le cadre de ses demandes d'avance/d'acompte, le demandeur transmet à l'Anah les pièces suivantes :

Demande d'avance	Demande d'acompte
☐ Demande d'avance (Cerfa n° 13 934) ☐ Au moins un devis d'entreprise participant à la réalisation des travaux subventionnés, daté et signé par l'entreprise et par le bénéficiaire ou son mandataire et faisant mention d'une demande d'acompte à l'acceptation du devis ou pour le commencement des travaux ☐ Relevé d'identité bancaire (RIB) du compte bancaire sur lequel devra être effectué le virement correspondant	☐ Demande d'acompte (Cerfa n° 13 467) ☐ Factures détaillées correspondant à l'état d'avancement des travaux ou, le cas échéant, un état d'avancement délivré par le maître d'œuvre. ***En cas de recours à un maître d'œuvre, les factures de travaux doivent être visées par le maître d'œuvre.*** En cas d'impossibilité de fournir des factures, justifiée par la défaillance d'une entreprise, le demandeur transmet un rapport d'expertise judiciaire ou un constat d'huissier attestant des travaux réalisés, de leur paiement ☐ ***Photographies des prestations mises en œuvres correspondant aux facturations*** ☐ Relevé d'identité bancaire (RIB) du compte bancaire sur lequel devra être effectué le virement correspondant

3- Pièces à joindre à l'appui d'une demande de paiement du solde

Dans le cadre de sa demande de paiement du solde, le demandeur transmet à l'Anah les pièces suivantes :

- ☐ Les factures des entreprises ayant réalisé les travaux ainsi que, le cas échéant, les notes d'honoraires. ***En cas de recours à un maître d'œuvre, les factures de travaux doivent être visées par le maître d'œuvre.***
  En cas d'impossibilité de fournir des factures, justifiée par la défaillance d'une entreprise, le demandeur transmet un rapport d'expertise judiciaire ou un constat d'huissier attestant des travaux réalisés, de leur montant et de leur paiement ;
- ☐ ***En cas de recours à une maîtrise d'œuvre : procès-verbaux de réception des travaux lorsque les factures de travaux ne sont pas visées par le maître d'œuvre ;***
- ☐ La facture de la prestation d'accompagnement de l'opérateur agréé Mon Accompagnateur Rénov' ;
- ☐ Le rapport de fin de prestation d'accompagnement ;
- ☐ L'attestation de travaux (factures) ;
- ☐ Le cas échéant, l'attestation de valorisation des CEE par l'Anah ;
- ☐ Un relevé d'identité bancaire (RIB) du compte bancaire sur lequel devra être effectué le virement correspondant ;
- ☐ Le plan de financement complété et signé Cerfa 13 460 ;
- ☐ ***En cas de changement du montant des travaux par rapport aux devis : la fiche de calcul au solde dont le modèle est joint en annexe, renseignée par l'opérateur agréé Mon Accompagnateur Rénov' et versée au dossier au format Excel ;***
- ☐ Dans les cas particuliers suivants, les pièces complémentaires particulières listées ci-après :

Cas particuliers	Pièces demandées
☐ Demande d'aide présentée sous format papier	☐ Courrier de demande de paiement du solde
☐ Si un mandataire est nécessaire ou désigné par le bénéficiaire pour percevoir les fonds	☐ Cerfa n° 13 463
☐ Logement appartenant à une société	☐ K-bis ***de moins de 3 mois, mentionnant l'ensemble des membres de la société***
☐ En cas d'évolution du projet depuis la demande d'aide	☐ Rapport d'audit énergétique actualisé
☐ ***En cas de dépose ou de neutralisation d'une cuve à fioul***	☐ ***Certificat de conformité ou d'inertage*** ☐ ***Si dépose : bordereau de suivi des déchets***[3]

[3] Article 28 de l'arrêté du 1er juillet 2004 fixant les règles techniques et de sécurité applicables au stockage de produits pétroliers dans les lieux non visés par la législation des installations classées ni la réglementation des établissements recevant du public

Annexe 5b – ANAH – MPR PARCOURS ACCOMPAGNÉ – PROPRIÉTAIRES OCCUPANTS – Pièces justificatives à fournir à l'appui des demandes de subventions et de paiement

Note : les pièces apparaissant en ***gras italique*** correspondent à des spécificités locales.
En complément aux pièces obligatoires listées ci-après, il est rappelé que l'instruction est en droit d'exiger la production de pièces nécessaires à la compréhension du dossier ou à la vérification des renseignements fournis, lorsque celles-ci s'avèrent indispensables au traitement du dossier[1].

1- Pièces à joindre à l'appui d'une demande d'aide

Dans le cadre de sa demande d'aide, le demandeur transmet à l'Anah les pièces suivantes :

- ☐ L'attestation de passage en Espace conseil France Rénov' ;
- ☐ Un dossier technique comprenant :
  - ☐ Les devis détaillés descriptifs et estimatifs des travaux, présentés par une ou plusieurs entreprises inscrites au registre du commerce ou au répertoire des métiers ou par un maître d'œuvre ;
  - ☐ Le cas échéant, le devis d'honoraires de maîtrise d'œuvre ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage. Lorsque l'intervention d'une maîtrise d'œuvre est rendue obligatoire par la réglementation de l'Anah[2], le demandeur joint également la copie du contrat de maîtrise d'œuvre complète comprenant le montant des honoraires ;
  - ☐ Le (ou les) plan(s) et croquis si nécessaire(s) à la compréhension du dossier et la justification des quantités prévues aux devis ;
  - ☐ Le cas échéant, les études techniques et les diagnostics préalables aux travaux et les devis correspondants.
- ☐ Le rapport de l'audit énergétique ;
- ☐ Le contrat ou la convention conclu avec l'opérateur agréé Mon Accompagnateur Rénov', détaillant les prestations réalisées par cet opérateur et le montant TTC de la prestation (sauf exception) ;
- ☐ La synthèse de la grille d'analyse du logement renseignée par l'opérateur agréé Mon Accompagnateur Rénov' ;
- ☐ ***Le relevé d'identité bancaire (RIB) du compte bancaire sur lequel devra être effectué le virement correspondant ;***
- ☐ ***La fiche de calcul au dépôt dont le modèle est joint en annexe, renseignée par l'opérateur agréé Mon Accompagnateur Rénov' et versée au dossier au format xlsx ;***
- ☐ ***L'autorisation d'urbanisme pour chaque poste de travaux modifiant l'aspect extérieur de l'immeuble.***
  À titre transitoire jusqu'au 30/06/2026, un justificatif de demande d'autorisation peut être accepté au dépôt de la demande de subvention. La délivrance de l'autorisation conditionne la présentation du dossier en commission.
- ☐ Dans les cas particuliers suivants, les pièces complémentaires listées ci-après :

Cas particuliers	Pièces demandées
☐ Demande d'aide présentée sous format papier	☐ Cerfa n° 12 711 ☐ Justificatifs de ressources du demandeur : dernier avis d'imposition disponible ou, en cas de non-imposition, dernier avis de situation déclarative à l'impôt sur le revenu disponible
☐ Demandeur ne détenant pas la pleine propriété du logement à rénover	☐ Justificatif(s) des droits détenus sur le logement

[1] Article 9 du Règlement Général de l'Agence
[2] Délibération n° 2023-52 du conseil d'administration de l'Anah : Travaux subventionnables supérieurs à 100 000 € HT et/ou arrêté d'injonction de travaux.

Cas particuliers	Pièces demandées
☐ Demandeur placé sous tutelle	☐ Copie de la décision judiciaire et coordonnées complètes du tuteur
☐ Demandeur assurant la charge effective des travaux pour un ascendant ou descendant	☐ Justificatifs de ressources du propriétaire occupant
☐ Demandeur associé d'une SCI	☐ Justificatifs de ressources des associés non occupants ☐ ***Statuts de la société*** ☐ ***K-bis de moins de 3 mois, mentionnant l'ensemble des membres de la société***
☐ Recours à un mandataire pour le dépôt de la demande	☐ Cerfa n° 15 923 (dossier en ligne) ☐ Cerfa n° 13 462 (dossier papier)
☐ Adresse du logement à rénover différente de celle figurant sur l'avis d'imposition ou de non-imposition du demandeur	☐ Justificatif(s) de propriété ou des droits détenus sur le logement ☐ ***DPE d'achat du logement, le cas échéant***
☐ Montant des travaux subventionnables > 100 000 € HT	☐ Plan de financement prévisionnel signé Cerfa 13 460
☐ Evolution de situation familiale intervenue dans l'année	☐ Justificatifs permettant de prendre en compte une situation particulière pour l'appréciation des revenus (justificatif de séparation ou de divorce, attestation de garde des enfants, acte de décès, certificat de naissance ou de grossesse, placement de longue durée en établissement de soins, etc.)
☐ Travaux réalisés en auto-réhabilitation accompagnée par un opérateur spécialisé	☐ Copie de la convention conclue avec l'opérateur et la charte spécifique signée
☐ Logement inclus dans un bail commercial	☐ Copie de l'état des lieux annexé au bail commercial et tout document permettant de constater l'occupation effective du logement
☐ Revenus perçus à l'étranger ou dans une organisation internationale	☐ Les revenus pris en compte sont reconstitués à partir de documents fiscaux établis par les administrations étrangères ou internationales ou tout autre document probant
☐ ***Travaux réalisés en parties privatives d'une copropriété éligible à MaPrimeRénov' Copropriété***	☐ ***En cas d'impossibilité de réaliser des travaux collectifs en raison de contraintes architecturales ou patrimoniales : Avis négatif de l'ABF ou refus d'autorisation d'urbanisme*** ☐ ***En cas de volonté de la copropriété de ne pas s'engager dans des travaux de rénovation énergétique : Procès-verbal de l'assemblée générale de la copropriété faisant état du vote négatif concernant les travaux de rénovation énergétique dans les 5 ans qui précèdent le dépôt de la demande.***

2- Pièces à joindre à l'appui d'une demande d'avance ou d'acompte

Dans le cadre de ses demandes d'avance/d'acompte, le demandeur transmet à l'Anah les pièces suivantes :

Demande d'avance	Demande d'acompte
☐ Demande d'avance (Cerfa n° 13 934) ☐ Au moins un devis d'entreprise participant à la réalisation des travaux subventionnés, daté et signé par l'entreprise et par le bénéficiaire ou son mandataire et faisant mention d'une demande d'acompte à l'acceptation du devis ou pour le commencement des travaux ☐ Relevé d'identité bancaire (RIB) du compte bancaire sur lequel devra être effectué le virement correspondant	☐ Demande d'acompte (Cerfa n° 13 467) ☐ Factures détaillées correspondant à l'état d'avancement des travaux ou, le cas échéant, un état d'avancement délivré par le maître d'œuvre. ***En cas de recours à un maître d'œuvre, les factures de travaux doivent être visées par le maître d'œuvre.*** En cas d'impossibilité de fournir des factures, justifiée par la défaillance d'une entreprise, le demandeur transmet un rapport d'expertise judiciaire ou un constat d'huissier attestant des travaux réalisés, de leur paiement ☐ ***Photographies des prestations mises en œuvres correspondant aux facturations*** ☐ Relevé d'identité bancaire (RIB) du compte bancaire sur lequel devra être effectué le virement correspondant

3- Pièces à joindre à l'appui d'une demande de paiement du solde

Dans le cadre de sa demande de paiement du solde, le demandeur transmet à l'Anah les pièces suivantes :

- ☐ Les factures des entreprises ayant réalisé les travaux ainsi que, le cas échéant, les notes d'honoraires. ***En cas de recours à un maître d'œuvre, les factures de travaux doivent être visées par le maître d'œuvre.***
  En cas d'impossibilité de fournir des factures, justifiée par la défaillance d'une entreprise, le demandeur transmet un rapport d'expertise judiciaire ou un constat d'huissier attestant des travaux réalisés, de leur montant et de leur paiement ;
- ☐ ***En cas de recours à une maîtrise d'œuvre : procès-verbaux de réception des travaux lorsque les factures de travaux ne sont pas visées par le maître d'œuvre ;***
- ☐ La facture de la prestation d'accompagnement de l'opérateur agréé Mon Accompagnateur Rénov' ;
- ☐ Le rapport de fin de prestation d'accompagnement ;
- ☐ L'attestation de travaux (factures) ;
- ☐ L'attestation de valorisation des CEE par l'Anah ;
- ☐ Un relevé d'identité bancaire (RIB) du compte bancaire sur lequel devra être effectué le virement correspondant ;
- ☐ Le plan de financement complété et signé Cerfa 13 460 ;
- ☐ ***En cas de changement du montant des travaux par rapport aux devis : la fiche de calcul au solde dont le modèle est joint en annexe, renseignée par l'opérateur agréé Mon Accompagnateur Rénov' et versée au dossier au format Excel ;***
- ☐ Dans les cas particuliers suivants, les pièces complémentaires particulières listées ci-après :

Cas particuliers	Pièces demandées
☐ Demande d'aide présentée sous format papier	☐ Courrier de demande de paiement du solde
☐ Si un mandataire est nécessaire ou désigné par le bénéficiaire pour percevoir les fonds	☐ Cerfa n° 13 463
☐ Logement appartenant à une société	☐ K-bis ***de moins de 3 mois, mentionnant l'ensemble des membres de la société***
☐ En cas d'évolution du projet depuis la demande d'aide	☐ Rapport d'audit énergétique actualisé
☐ ***En cas de dépose ou de neutralisation d'une cuve à fioul***	☐ ***Certificat de conformité ou d'inertage*** ☐ ***Si dépose : bordereau de suivi des déchets***[3]

[3] Article 28 de l'arrêté du 1er juillet 2004 fixant les règles techniques et de sécurité applicables au stockage de produits pétroliers dans les lieux non visés par la législation des installations classées ni la réglementation des établissements recevant du public

Annexe 5c – ANAH – MA PRIME ADAPT' – PROPRIÉTAIRES OCCUPANTS – Pièces justificatives à fournir à l'appui des demandes de subventions et de paiement

Note : les pièces apparaissant en ***gras italique*** correspondent à des spécificités locales.
En complément aux pièces obligatoires listées ci-après, il est rappelé que l'instruction est en droit d'exiger la production de pièces nécessaires à la compréhension du dossier ou à la vérification des renseignements fournis, lorsque celles-ci s'avèrent indispensables au traitement du dossier[1].

1-Pièces à joindre à l'appui d'une demande d'aide

Dans le cadre de sa demande d'aide, le demandeur transmet à l'Anah les pièces suivantes :

- ☐ Un dossier technique comprenant :
  - ☐ Les devis détaillés descriptifs et estimatifs des travaux, présentés par une ou plusieurs entreprises inscrites au registre du commerce ou au répertoire des métiers ou par un maître d'œuvre ;
  - ☐ Le cas échéant, le devis d'honoraires de maîtrise d'œuvre ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage. Lorsque l'intervention d'une maîtrise d'œuvre est rendue obligatoire par la réglementation de l'Anah[2], le demandeur joint également la copie du contrat de maîtrise d'œuvre complète comprenant le montant des honoraires ;
  - ☐ Le (ou les) plan(s) et croquis si nécessaire(s) à la compréhension du dossier et la justification des quantités prévues aux devis ;
  - ☐ Le cas échéant, les études techniques et les diagnostics préalables aux travaux et les devis correspondants.
- ☐ Si le demandeur est âgé de moins de 70 ans, l'une des pièces suivantes :
  - ☐ Un justificatif de handicap (CDAPH ou PCH) ;
  - ☐ Un justificatif de perte d'autonomie (GIR 1 à 6) ;
- ☐ Un diagnostic établissant l'adéquation des travaux aux besoins de la personne (rapport ergothérapeute, diagnostic autonomie, évaluation APA, évaluation PCH) ;
- ☐ Le cas échéant, le contrat d'AMO ;
- ☐ ***Le relevé d'identité bancaire (RIB) du compte bancaire sur lequel devra être effectué le virement correspondant ;***
- ☐ ***La fiche de calcul au dépôt dont le modèle est joint en annexe, renseignée par l'opérateur agréé AMO et versée au dossier au format xlsx ;***
- ☐ ***L'autorisation d'urbanisme pour chaque poste de travaux modifiant l'aspect extérieur de l'immeuble.***
  À titre transitoire jusqu'au 30/06/2026, un justificatif de demande d'autorisation peut être accepté au dépôt de la demande de subvention. La délivrance de l'autorisation conditionne la présentation du dossier en commission.
- ☐ Dans les cas particuliers suivants, les pièces complémentaires listées ci-après :

Cas particuliers	Pièces demandées
☐ Demande d'aide présentée sous format papier	☐ Cerfa n° 12 711 ☐ Justificatifs de ressources du demandeur : dernier avis d'imposition disponible ou, en cas de non-imposition, dernier avis de situation déclarative à l'impôt sur le revenu disponible

[1] Article 9 du Règlement Général de l'Agence
[2] Délibération n° 2023-52 du conseil d'administration de l'Anah : Travaux subventionnables supérieurs à 100 000 € HT et/ou arrêté d'injonction de travaux.

Cas particuliers	Pièces demandées
☐ Demandeur ne détenant pas la pleine propriété du logement à rénover	☐ Justificatif(s) des droits détenus sur le logement
☐ Demandeur placé sous tutelle	☐ Copie de la décision judiciaire et coordonnées complètes du tuteur
☐ Demandeur assurant la charge effective des travaux pour un ascendant ou descendant	☐ Justificatifs de ressources du propriétaire occupant
☐ Demandeur associé d'une SCI	☐ Justificatifs de ressources des associés non occupants ☐ ***Statuts de la société*** ☐ ***K-bis de moins de 3 mois, mentionnant l'ensemble des membres de la société***
☐ Recours à un mandataire pour le dépôt de la demande	☐ Cerfa n° 15 923 (dossier en ligne) ☐ Cerfa n° 13 462 (dossier papier)
☐ Adresse du logement à rénover différente de celle figurant sur l'avis d'imposition ou de non-imposition du demandeur	☐ Justificatif(s) de propriété ou des droits détenus sur le logement
☐ Montant des travaux subventionnables > 100 000 € HT	☐ Plan de financement prévisionnel signé Cerfa 13 460
☐ Evolution de situation familiale intervenue dans l'année	☐ Justificatifs permettant de prendre en compte une situation particulière pour l'appréciation des revenus (justificatif de séparation ou de divorce, attestation de garde des enfants, acte de décès, certificat de naissance ou de grossesse, placement de longue durée en établissement de soins, etc.)
☐ Logement inclus dans un bail commercial	☐ Copie de l'état des lieux annexé au bail commercial et tout document permettant de constater l'occupation effective du logement
☐ Revenus perçus à l'étranger ou dans une organisation internationale	☐ Les revenus pris en compte sont reconstitués à partir de documents fiscaux établis par les administrations étrangères ou internationales ou tout autre document probant

2-Pièces à joindre à l'appui d'une demande d'avance ou d'acompte

Dans le cadre de ses demandes d'avance/d'acompte, le demandeur transmet à l'Anah les pièces suivantes :

Demande d'avance	Demande d'acompte
☐ Demande d'avance (Cerfa n° 13 934) ☐ Au moins un devis d'entreprise participant à la réalisation des travaux subventionnés, daté et signé par l'entreprise et par le bénéficiaire ou son mandataire et faisant mention d'une demande d'acompte à l'acceptation du devis ou pour le commencement des travaux ☐ Relevé d'identité bancaire (RIB) du compte bancaire sur lequel devra être effectué le virement correspondant	☐ Demande d'acompte (Cerfa n° 13 467) ☐ Factures détaillées correspondant à l'état d'avancement des travaux ou, le cas échéant, un état d'avancement délivré par le maître d'œuvre. ***En cas de recours à un maître d'œuvre, les factures de travaux doivent être visées par le maître d'œuvre.*** En cas d'impossibilité de fournir des factures, justifiée par la défaillance d'une entreprise, le demandeur transmet un rapport d'expertise judiciaire ou un constat d'huissier attestant des travaux réalisés, de leur paiement ☐ ***Photographies des prestations mises en œuvres correspondant aux facturations*** ☐ Relevé d'identité bancaire (RIB) du compte bancaire sur lequel devra être effectué le virement correspondant

3-Pièces à joindre à l'appui d'une demande de paiement du solde

Dans le cadre de sa demande de paiement du solde, le demandeur transmet à l'Anah les pièces suivantes :

- ☐ Les factures des entreprises ayant réalisé les travaux ainsi que, le cas échéant, les notes d'honoraires. ***En cas de recours à un maître d'œuvre, les factures de travaux doivent être visées par le maître d'œuvre.***
  En cas d'impossibilité de fournir des factures, justifiée par la défaillance d'une entreprise, le demandeur transmet un rapport d'expertise judiciaire ou un constat d'huissier attestant des travaux réalisés, de leur paiement ;
- ☐ ***En cas de recours à une maîtrise d'œuvre : procès-verbaux de réception des travaux lorsque les factures de travaux ne sont pas visées par le maître d'œuvre ;***
- ☐ Un relevé d'identité bancaire (RIB) du compte bancaire sur lequel devra être effectué le virement correspondant ;
- ☐ Le plan de financement complété et signé Cerfa 13 460 ;
- ☐ ***En cas de changement du montant des travaux par rapport aux devis : la fiche de calcul au solde dont le modèle est joint en annexe, renseignée par l'opérateur agréé Mon Accompagnateur Rénov' et versée au dossier au format Excel ;***
- ☐ Dans les cas particuliers suivants, les pièces complémentaires listées ci-après :

Cas particuliers	Pièces demandées
☐ Demande d'aide présentée sous format papier	☐ Courrier de demande de paiement du solde
☐ Si un mandataire est nécessaire ou désigné par le bénéficiaire pour percevoir les fonds	☐ Cerfa n° 13 463
☐ Logement appartenant à une société	☐ K-bis ***de moins de 3 mois, mentionnant l'ensemble des membres de la société***

Annexe 5d – ANAH – AUTRES TRAVAUX – PROPRIÉTAIRES OCCUPANTS – Pièces justificatives à fournir à l'appui des demandes de subventions et de paiement

Note : les pièces apparaissant en ***gras italique*** correspondent à des spécificités locales.
En complément aux pièces obligatoires listées ci-après, il est rappelé que l'instruction est en droit d'exiger la production de pièces nécessaires à la compréhension du dossier ou à la vérification des renseignements fournis, lorsque celles-ci s'avèrent indispensables au traitement du dossier[1].

1- Pièces à joindre à l'appui d'une demande d'aide

Dans le cadre de sa demande d'aide, le demandeur transmet à l'Anah les pièces suivantes :

- ☐ L'attestation de passage en Espace conseil France Rénov' ;
- ☐ Un dossier technique comprenant :
  - ☐ Les devis détaillés descriptifs et estimatifs des travaux, présentés par une ou plusieurs entreprises inscrites au registre du commerce ou au répertoire des métiers ou par un maître d'œuvre ;
  - ☐ Le cas échéant, le devis d'honoraires de maîtrise d'œuvre ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage. Lorsque l'intervention d'une maîtrise d'œuvre est rendue obligatoire par la réglementation de l'Anah[2], le demandeur joint également la copie du contrat de maîtrise d'œuvre complète comprenant le montant des honoraires ;
  - ☐ Le (ou les) plan(s) et croquis si nécessaire(s) à la compréhension du dossier et la justification des quantités prévues aux devis ;
  - ☐ Le cas échéant, les études techniques et les diagnostics préalables aux travaux et les devis correspondants.
- ☐ Le cas échéant, le contrat d'AMO ;
- ☐ ***Le relevé d'identité bancaire (RIB) du compte bancaire sur lequel devra être effectué le virement correspondant ;***
- ☐ ***La fiche de calcul au dépôt dont le modèle est joint en annexe, renseignée par l'opérateur et versée au dossier au format xlsx ;***
- ☐ ***L'autorisation d'urbanisme pour chaque poste de travaux modifiant l'aspect extérieur de l'immeuble.***
  À titre transitoire jusqu'au 30/06/2026, un justificatif de demande d'autorisation peut être accepté au dépôt de la demande de subvention. La délivrance de l'autorisation conditionne la présentation du dossier en commission.
- ☐ Dans les cas particuliers suivants, les pièces complémentaires listées ci-après :

Cas particuliers	Pièces demandées
☐ Demande d'aide présentée sous format papier	☐ Cerfa n° 12 711 ☐ Justificatifs de ressources du demandeur : dernier avis d'imposition disponible ou, en cas de non-imposition, dernier avis de situation déclarative à l'impôt sur le revenu disponible
☐ Demandeur ne détenant pas la pleine propriété du logement à rénover	☐ Justificatif(s) des droits détenus sur le logement
☐ Demandeur placé sous tutelle	☐ Copie de la décision judiciaire et coordonnées complètes du tuteur
☐ Demandeur assurant la charge effective des travaux pour un ascendant ou descendant	☐ Justificatifs de ressources du propriétaire occupant

[1] Article 9 du Règlement Général de l'Agence
[2] Délibération n° 2023-52 du conseil d'administration de l'Anah : Travaux subventionnables supérieurs à 100 000 € HT et/ou arrêté d'injonction de travaux.

Cas particuliers	Pièces demandées
☐ Demandeur associé d'une SCI	☐ Justificatifs de ressources des associés non occupants ☐ ***Statuts de la société*** ☐ ***K-bis de moins de 3 mois, mentionnant l'ensemble des membres de la société***
☐ Recours à un mandataire pour le dépôt de la demande	☐ Cerfa n° 15 923 (dossier en ligne) ☐ Cerfa n° 13 462 (dossier papier)
☐ Adresse du logement à rénover différente de celle figurant sur l'avis d'imposition ou de non-imposition du demandeur	☐ Justificatif(s) de propriété ou des droits détenus sur le logement
☐ Montant des travaux subventionnables > 100 000 € HT	☐ Plan de financement prévisionnel signé Cerfa 13 460
☐ Evolution de situation familiale intervenue dans l'année	☐ Justificatifs permettant de prendre en compte une situation particulière pour l'appréciation des revenus (justificatif de séparation ou de divorce, attestation de garde des enfants, acte de décès, certificat de naissance ou de grossesse, placement de longue durée en établissement de soins, etc.)
☐ Travaux réalisés en auto-réhabilitation accompagnée par un opérateur spécialisé	☐ Copie de la convention conclue avec l'opérateur et la charte spécifique signée
☐ Réalisation de travaux en parties communes de copropriété	☐ PV de l'assemblée générale de la copropriété autorisant la réalisation des travaux ☐ Répartition des quotes-parts de travaux par tantièmes ou par lots
☐ Logement inclus dans un bail commercial	☐ Copie de l'état des lieux annexé au bail commercial et tout document permettant de constater l'occupation effective du logement
☐ Revenus perçus à l'étranger ou dans une organisation internationale	☐ Les revenus pris en compte sont reconstitués à partir de documents fiscaux établis par les administrations étrangères ou internationales ou tout autre document probant
☐ Réalisation de travaux d'assainissement non collectif	☐ Copie de notification de l'aide de l'Agence de l'eau ou d'une collectivité locale ☐ Justificatif du SPANC

2-Pièces à joindre à l'appui d'une demande d'avance ou d'acompte

Dans le cadre de ses demandes d'avance/d'acompte, le demandeur transmet à l'Anah les pièces suivantes :

Demande d'avance	Demande d'acompte
☐ Demande d'avance (Cerfa 13 934) ☐ Au moins un devis d'entreprise participant à la réalisation des travaux subventionnés, daté et signé par l'entreprise et par le bénéficiaire ou son mandataire et faisant mention d'une demande d'acompte à l'acceptation du devis ou pour le commencement des travaux ☐ Relevé d'identité bancaire (RIB) du compte bancaire sur lequel devra être effectué le virement correspondant	☐ Demande d'acompte (Cerfa 13 467) ☐ Factures détaillées correspondant à l'état d'avancement des travaux ou, le cas échéant, un état d'avancement délivré par le maître d'œuvre. ***En cas de recours à un maître d'œuvre, les factures de travaux doivent être visées par le maître d'œuvre.*** En cas d'impossibilité de fournir des factures, justifiée par la défaillance d'une entreprise, le demandeur transmet un rapport d'expertise judiciaire ou un constat d'huissier attestant des travaux réalisés, de leur paiement ☐ ***Photographies des prestations mises en œuvres correspondant aux facturations*** ☐ Relevé d'identité bancaire (RIB) du compte bancaire sur lequel devra être effectué le virement correspondant

3- Pièces à joindre à l'appui d'une demande de paiement du solde

Dans le cadre de sa demande de paiement du solde, le demandeur transmet à l'Anah les pièces suivantes :

- ☐ Les factures des entreprises ayant réalisé les travaux ainsi que, le cas échéant, les notes d'honoraires. ***En cas de recours à un maître d'œuvre, les factures de travaux doivent être visées par le maître d'œuvre.***
  En cas d'impossibilité de fournir des factures, justifiée par la défaillance d'une entreprise, le demandeur transmet un rapport d'expertise judiciaire ou un constat d'huissier attestant des travaux réalisés, de leur montant et de leur paiement ;
- ☐ ***En cas de recours à une maîtrise d'œuvre : procès-verbaux de réception des travaux lorsque les factures de travaux ne sont pas visées par le maître d'œuvre ;***
- ☐ Un relevé d'identité bancaire (RIB) du compte bancaire sur lequel devra être effectué le virement correspondant ;
- ☐ Le plan de financement complété et signé Cerfa 13 460 ;
- ☐ ***En cas de changement du montant des travaux par rapport aux devis : la fiche de calcul au solde dont le modèle est joint en annexe, renseignée par l'opérateur agréé Mon Accompagnateur Rénov' et versée au dossier au format Excel ;***
- ☐ Dans les cas particuliers suivants, les pièces complémentaires particulières listées ci-après :

Cas particuliers	Pièces demandées
☐ Demande d'aide présentée sous format papier	☐ Courrier de demande de paiement du solde
☐ Si un mandataire est nécessaire ou désigné par le bénéficiaire pour percevoir les fonds	☐ Cerfa n° 13 463
☐ Logement appartenant à une société	☐ K-bis ***de moins de 3 mois, mentionnant l'ensemble des membres de la société***

Annexe 5e – ANAH – MPR PARCOURS ACCOMPAGNÉ – PROPRIÉTAIRES BAILLEURS – Pièces justificatives à fournir à l'appui des demandes de subventions et de paiement

Note : les pièces apparaissant en ***gras italique*** correspondent à des spécificités locales.
En complément aux pièces obligatoires listées ci-après, il est rappelé que l'instruction est en droit d'exiger la production de pièces nécessaires à la compréhension du dossier ou à la vérification des renseignements fournis, lorsque celles-ci s'avèrent indispensables au traitement du dossier[1].

1- Pièces à joindre à l'appui d'une demande d'aide

Dans le cadre de sa demande d'aide, le demandeur transmet à l'Anah les pièces suivantes :

- ☐ L'attestation de passage en Espace conseil France Rénov' ;
- ☐ La copie du dernier avertissement de taxe foncière concernant l'immeuble à rénover lorsque le demandeur est une personne physique et que le montant des travaux est inférieur à 50.000 € HT de travaux subventionnables.
  OU, dans les autres cas :
  - ☐ Soit une copie de la fiche d'immeuble du bien subventionné délivrée par la conservation des hypothèques depuis moins de trois mois, ou une fiche individuelle de propriétaire ;
  - ☐ Soit une attestation notariée justifiant, à la date du dépôt de la demande, de la propriété de l'immeuble objet des travaux de réhabilitation ;
  - ☐ Soit une copie du titre de propriété pour les immeubles acquis depuis moins de trois mois ;
  - ☐ Soit une copie du bail emphytéotique, du bail à construction, du bail à réhabilitation du logement à réhabiliter.
- ☐ Un dossier technique comprenant :
  - ☐ Les devis détaillés descriptifs et estimatifs des travaux, présentés par une ou plusieurs entreprises inscrites au registre du commerce ou au répertoire des métiers ou par un maître d'œuvre ;
  - ☐ Le cas échéant, le devis d'honoraires de maîtrise d'œuvre ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage. Lorsque l'intervention d'une maîtrise d'œuvre est rendue obligatoire par la réglementation de l'Anah2, le demandeur joint également la copie du contrat de maîtrise d'œuvre complète comprenant le montant des honoraires ;
  - ☐ Le (ou les) plan(s) et croquis si nécessaire(s) à la compréhension du dossier et la justification des quantités prévues aux devis ;
  - ☐ Le cas échéant, les études techniques et les diagnostics préalables aux travaux et les devis correspondants.
- ☐ Le rapport de l'audit énergétique ;
- ☐ Le contrat ou la convention conclu avec l'opérateur agréé Mon Accompagnateur Rénov', détaillant les prestations réalisées par cet opérateur et le montant TTC de la prestation ;
- ☐ La synthèse de la grille d'analyse du logement renseignée par l'opérateur agréé Mon Accompagnateur Rénov' ;
- ☐ ***Le relevé d'identité bancaire (RIB) du compte bancaire sur lequel devra être effectué le virement correspondant ;***
- ☐ ***La fiche de calcul au dépôt dont le modèle est joint en annexe, renseignée par l'opérateur agréé Mon Accompagnateur Rénov' et versée au dossier au format xlsx ;***
- ☐ ***L'autorisation d'urbanisme pour chaque poste de travaux modifiant l'aspect extérieur de l'immeuble.***
  À titre transitoire jusqu'au 30/06/2026, un justificatif de demande d'autorisation peut être accepté au dépôt de la demande de subvention. La délivrance de l'autorisation conditionne la présentation du dossier en commission.
- ☐ Dans les cas particuliers suivants, les pièces complémentaires listées ci-après :

[1] Article 9 du Règlement Général de l'Agence
[2] Délibération n° 2023-52 du conseil d'administration de l'Anah : Travaux subventionnables supérieurs à 100 000 € HT et/ou arrêté d'injonction de travaux.

Cas particuliers	Pièces demandées
☐ Demande d'aide présentée sous format papier	☐ Cerfa n° 12 711 ; ☐ Justificatifs de ressources du demandeur : dernier avis d'imposition disponible ou, en cas de non-imposition, dernier avis de situation déclarative à l'impôt sur le revenu disponible
☐ Demandeur ne détenant pas la pleine propriété du logement à rénover	☐ Justificatif(s) des droits détenus sur le logement
☐ Demandeur placé sous tutelle	☐ Copie de la décision judiciaire et coordonnées complètes du tuteur
☐ Pour les logements mis à disposition gratuitement	Selon le cas : ☐ Justificatif de handicap d'au moins un occupant ☐ Convention avec l'organisme IML et copie de l'agrément IML ☐ Justificatif de ressources des occupants et commodat
☐ Montant des travaux subventionnables > 100 000 € HT	☐ Plan de financement prévisionnel signé Cerfa 13 461
☐ Evolution de situation familiale intervenue dans l'année	☐ Justificatifs permettant de prendre en compte une situation particulière pour l'appréciation des revenus (justificatif de séparation ou de divorce, attestation de garde des enfants, acte de décès, certificat de naissance ou de grossesse, placement de longue durée en établissement de soins, etc.)
☐ Logement inclus dans un bail commercial ou un bail à ferme	☐ Copie de l'état des lieux annexé au bail commercial et tout document permettant de constater l'occupation effective du logement
☐ Recours à un mandataire pour le dépôt de la demande	☐ Cerfa n° 15 923 (dossier en ligne) ; ☐ Cerfa n° 13 462 (dossier papier)
☐ Revenus perçus à l'étranger ou dans une organisation internationale	☐ Les revenus pris en compte sont reconstitués à partir de documents fiscaux établis par les administrations étrangères ou internationales ou tout autre document probant
☐ ***Travaux réalisés en parties privatives d'une copropriété éligible à MaPrimeRénov' Copropriété***	☐ ***En cas d'impossibilité de réaliser des travaux collectifs en raison de contraintes architecturales ou patrimoniales : Avis négatif de l'ABF ou refus d'autorisation d'urbanisme*** ☐ ***En cas de volonté de la copropriété de ne pas s'engager dans des travaux de rénovation énergétique : Procès-verbal de l'assemblée générale de la copropriété faisant état du vote négatif concernant les travaux de rénovation énergétique dans les 5 ans qui précèdent le dépôt de la demande***
☐ ***En cas de conventionnement***	☐ ***Le projet de convention avec travaux complété et signé (formulaire Cerfa 14 039) ;*** ☐ ***Si locataire en place : avis d'imposition N-2 et copie du bail en cours*** ☐ ***L'attestation de surfaces du logement, telles que définies dans la notice Cerfa 51 413***

2- Pièces à joindre à l'appui d'une demande d'acompte

Dans le cadre de ses demandes d'acompte, le demandeur transmet à l'Anah les pièces suivantes :

- ☐ Demande d'acompte Cerfa n° 13 466 ;
- ☐ Factures détaillées correspondant à l'état d'avancement des travaux ou, le cas échéant, un état d'avancement délivré par le maître d'œuvre. ***En cas de recours à un maître d'œuvre, les factures de travaux doivent être visées par le maître d'œuvre.***

  En cas d'impossibilité de fournir des factures, justifiée par la défaillance d'une entreprise, le demandeur transmet un rapport d'expertise judiciaire ou un constat d'huissier attestant des travaux réalisés, de leur paiement ;
- ☐ ***Photographies des prestations mises en œuvres correspondant aux facturations ;***
- ☐ Relevé d'identité bancaire (RIB) du compte bancaire sur lequel devra être effectué le virement correspondant ;
- ☐ Si un mandataire est nécessaire ou désigné par le bénéficiaire pour percevoir les fonds : Cerfa n° 13 463 ;

3- Pièces à joindre à l'appui d'une demande de paiement du solde

Dans le cadre de sa demande de paiement du solde, le demandeur transmet à l'Anah les pièces suivantes :

- ☐ Les factures des entreprises ayant réalisé les travaux ainsi que, le cas échéant, les notes d'honoraires. ***En cas de recours à un maître d'œuvre, les factures de travaux doivent être visées par le maître d'œuvre.***
  En cas d'impossibilité de fournir des factures, justifiée par la défaillance d'une entreprise, le demandeur transmet un rapport d'expertise judiciaire ou un constat d'huissier attestant des travaux réalisés, de leur montant et de leur paiement ;
- ☐ ***En cas de recours à une maîtrise d'œuvre : procès-verbaux de réception des travaux lorsque les factures de travaux ne sont pas visées par le maître d'œuvre ;***
- ☐ La facture de la prestation d'accompagnement de l'opérateur agréé Mon Accompagnateur Rénov' ;
- ☐ Le rapport de fin de prestation d'accompagnement ;
- ☐ L'attestation de travaux (factures) ;
- ☐ L'attestation de valorisation des CEE par l'Anah ;
- ☐ Un relevé d'identité bancaire (RIB) du compte bancaire sur lequel devra être effectué le virement correspondant ;
- ☐ Le plan de financement complété et signé Cerfa 13 461 ;
- ☐ ***En cas de changement du montant des travaux par rapport aux devis : la fiche de calcul au solde dont le modèle est joint en annexe, renseignée par l'opérateur agréé Mon Accompagnateur Rénov' et versée au dossier au format Excel ;***
- ☐ Dans les cas particuliers suivants, les pièces complémentaires particulières listées ci-après :

Cas particuliers	Pièces demandées
☐ Demande d'aide présentée sous format papier	☐ Courrier de demande de paiement du solde
☐ Si un mandataire est nécessaire ou désigné par le bénéficiaire pour percevoir les fonds	☐ Cerfa n° 13 463
☐ En cas d'évolution du projet depuis la demande d'aide	☐ Rapport d'audit énergétique ou évaluation énergétique actualisés
☐ ***En cas de dépose ou de neutralisation d'une cuve à fioul***	☐ ***Certificat de conformité ou d'inertage*** ☐ ***Si dépose : bordereau de suivi des déchets[3]***
☐ ***En cas de conventionnement***	☐ ***Le projet de convention avec travaux actualisé, complété et signé (formulaire Cerfa 14 039)*** ☐ ***Les justificatifs de location (bail, contrat de location, etc.) au nom du (des) locataire(s) du (des) logement(s)*** ☐ ***Les justificatifs de ressources au nom du (des) locataire(s) du (des) logement(s) – avis d'imposition N-2***

[3] Article 28 de l'arrêté du 1er juillet 2004 fixant les règles techniques et de sécurité applicables au stockage de produits pétroliers dans les lieux non visés par la législation des installations classées ni la réglementation des établissements recevant du public

Annexe 5f – ANAH – LOC'AVANTAGES – PROPRIÉTAIRES BAILLEURS – Pièces justificatives à fournir à l'appui des demandes de subventions et de paiement

Note : les pièces apparaissant en ***gras italique*** correspondent à des spécificités locales.
En complément aux pièces obligatoires listées ci-après, il est rappelé que l'instruction est en droit d'exiger la production de pièces nécessaires à la compréhension du dossier ou à la vérification des renseignements fournis, lorsque celles-ci s'avèrent indispensables au traitement du dossier[1].

1- Pièces à joindre à l'appui d'une demande d'aide

Dans le cadre de sa demande d'aide, le demandeur transmet à l'Anah les pièces suivantes :

- ☐ L'attestation de passage en Espace conseil France Rénov' ;
- ☐ La copie du dernier avertissement de taxe foncière concernant l'immeuble à rénover lorsque le demandeur est une personne physique et que le montant des travaux est inférieur à 50.000 € HT de travaux subventionnables.
  OU, dans les autres cas :
  - ☐ Soit une copie de la fiche d'immeuble du bien subventionné délivrée par la conservation des hypothèques depuis moins de trois mois, ou une fiche individuelle de propriétaire ;
  - ☐ Soit une attestation notariée justifiant, à la date du dépôt de la demande, de la propriété de l'immeuble objet des travaux de réhabilitation ;
  - ☐ Soit une copie du titre de propriété pour les immeubles acquis depuis moins de trois mois ;
  - ☐ Soit une copie du bail emphytéotique, du bail à construction, du bail à réhabilitation du logement à réhabiliter.
- ☐ Le ou les document(s) requis pour qualifier la situation à laquelle le projet de travaux permet de remédier, ceci afin d'instruire le dossier au regard des conditions d'octroi et de calcul de l'aide. Suivant le cas :
  - ☐ Documents notifiés par l'autorité administrative dans le cadre d'une procédure d'injonction : arrêtés, notifications ou prescriptions de travaux en matière de mise en sécurité, de traitement de l'insalubrité ou de suppression du risque saturnin, prescription des actions utiles à la disparition des causes de non-conformité au règlement sanitaire départemental ;
  - ☐ Rapport d'analyse réalisé par un professionnel qualifié comportant la grille d'évaluation de l'insalubrité de l'habitat ;
  - ☐ Rapport d'analyse réalisé par un professionnel qualifié comportant la grille d'évaluation de la dégradation de l'habitat (y compris dans le cas d'un projet de travaux d'amélioration des performances énergétiques réalisés dans un logement ou un bâtiment peu ou pas dégradé) ;
  - ☐ Constat de risque d'exposition au plomb (CREP) ;
  - ☐ Éléments de diagnostic et de préconisation de travaux notifiés par la CAF ou la CMSA dans le cadre d'un contrôle de décence ;
  - ☐ En cas de « travaux pour l'autonomie de la personne » permettant d'adapter le logement et les accès au logement aux besoins spécifiques d'une personne en situation de handicap ou de perte d'autonomie liée à la vieillesse, joindre obligatoirement, d'une part, le justificatif de handicap ou de perte d'autonomie de la personne concernée et, d'autre part, un diagnostic établissant l'adéquation des travaux aux besoins de cette personne ;
  - ☐ En cas de demande d'aide pour des travaux de rénovation énergétique (dispositif « Habiter Mieux »), la synthèse de la grille d'analyse du logement renseignée par l'opérateur agréé AMO.
- ☐ Un dossier technique comprenant :
  - ☐ Les devis détaillés descriptifs et estimatifs des travaux, présentés par une ou plusieurs entreprises inscrites au registre du commerce ou au répertoire des métiers ou par un maître d'œuvre ;
  - ☐ Le cas échéant, le devis d'honoraires de maîtrise d'œuvre ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage. Lorsque l'intervention d'une maîtrise d'œuvre est rendue obligatoire par la réglementation de l'Anah [2], le demandeur joint également la copie du contrat de maîtrise d'œuvre complète comprenant le montant des honoraires ;

[1] Article 9 du Règlement Général de l'Agence
[2] Délibération n° 2023-52 du Conseil d'Administration de l'Anah
Actuellement : Travaux subventionnables supérieurs à 100 000 € HT et/ou arrêté d'injonction de travaux.

- ☐ Le (ou les) plan(s) et croquis si nécessaire(s) à la compréhension du dossier et la justification des quantités prévues aux devis ;
- ☐ Le cas échéant, les études techniques et les diagnostics préalables aux travaux et les devis correspondants.

☐ Le rapport de l'audit énergétique ;

☐ Le contrat ou la convention conclu avec l'opérateur agréé AMO, détaillant les prestations réalisées par cet opérateur et le montant TTC de la prestation (sauf exception) ;

☐ Le projet de convention avec travaux complété et signé (formulaire Cerfa 14 039 et notice Cerfa 51 413) ;

☐ ***L'attestation de surfaces du ou des logements, telles que définies dans la notice Cerfa 51 413 ;***

☐ ***Le relevé d'identité bancaire (RIB) du compte bancaire sur lequel devra être effectué le virement correspondant ;***

☐ ***La fiche de calcul au dépôt dont le modèle est joint en annexe, renseignée par l'opérateur agréé AMO et versée au dossier au format xlsx ;***

☐ ***L'autorisation d'urbanisme pour chaque poste de travaux modifiant l'aspect extérieur de l'immeuble.***
À titre transitoire jusqu'au 30/06/2026, un justificatif de demande d'autorisation peut être accepté au dépôt de la demande de subvention. La délivrance de l'autorisation conditionne la présentation du dossier en commission.

☐ Dans les cas particuliers suivants, les pièces complémentaires listées ci-après :

Cas particuliers	Pièces demandées
☐ Demande d'aide présentée sous format papier	☐ Cerfa n° 12 711
☐ Recours à un mandataire pour le dépôt de la demande	☐ Cerfa n° 15 923 (dossier en ligne) ☐ Cerfa n° 13 462 (dossier papier)
☐ Demandeur placé sous tutelle	☐ Copie de la décision judiciaire et coordonnées complètes du tuteur
☐ Demandeur SCI ou autre personne morale	☐ Statuts de la société ☐ K-bis de moins de 3 mois, mentionnant l'ensemble des membres de la société ☐ Copie de la décision désignant la personne ayant reçu un mandat pour la représenter, quand elle n'est pas celle indiquée dans les statuts
☐ Demandeur organisme visé au 6° du I de l'art. R. 321-12 du CCH	☐ Copie de l'agrément du demandeur
☐ Montant des travaux subventionnables > 100 000 € HT	☐ Plan de financement prévisionnel signé Cerfa 13 461
☐ En cas de locataire en place dans le logement	☐ Justificatifs de ressources du locataire : avis d'imposition N-2 ☐ Copie du bail en cours
☐ En cas de prime « Habiter Mieux »	☐ Cerfa n° 14 566
☐ En cas de prime « Intermédiation Locative »	☐ Formulaire relatif à l'engagement spécifique du bailleur, accompagné des pièces justificatives mentionnées dans ce formulaire
☐ ***En cas de prime « Sortie de la vacance »***	☐ ***Justificatif de la vacance de plus de deux ans (voir Annexe dédiée)***

2- Pièces à joindre à l'appui d'une demande d'acompte

Dans le cadre de ses demandes d'acompte, le demandeur transmet à l'Anah les pièces suivantes :

- ☐ Demande d'acompte Cerfa n° 13 466 ;
- ☐ Factures détaillées correspondant à l'état d'avancement des travaux ou, le cas échéant, un état d'avancement délivré par le maître d'œuvre. ***En cas de recours à un maître d'œuvre, les factures de travaux doivent être visées par le maître d'œuvre.***

  En cas d'impossibilité de fournir des factures, justifiée par la défaillance d'une entreprise, le demandeur transmet un rapport d'expertise judiciaire ou un constat d'huissier attestant des travaux réalisés, de leur paiement ;
- ☐ ***Photographies des prestations mises en œuvres correspondant aux facturations ;***
- ☐ Relevé d'identité bancaire (RIB) du compte bancaire sur lequel devra être effectué le virement correspondant ;
- ☐ Si un mandataire est nécessaire ou désigné par le bénéficiaire pour percevoir les fonds : Cerfa n° 13 463 ;

3- Pièces à joindre à l'appui d'une demande de paiement du solde

Dans le cadre de sa demande de paiement du solde, le demandeur transmet à l'Anah les pièces suivantes :

- ☐ Les factures des entreprises ayant réalisé les travaux ainsi que, le cas échéant, les notes d'honoraires. ***En cas de recours à un maître d'œuvre, les factures de travaux doivent être visées par le maître d'œuvre.***
  En cas d'impossibilité de fournir des factures, justifiée par la défaillance d'une entreprise, le demandeur transmet un rapport d'expertise judiciaire ou un constat d'huissier attestant des travaux réalisés, de leur paiement ;
- ☐ ***En cas de recours à une maîtrise d'œuvre : procès-verbaux de réception des travaux lorsque les factures de travaux ne sont pas visées par le maître d'œuvre ;***
- ☐ L'attestation d'exclusivité du professionnel Cerfa 15 347 ;
- ☐ Le projet de convention avec travaux actualisé, complété et signé (formulaire Cerfa 14 039 et notice Cerfa 51 413) ;
- ☐ Les justificatifs de location (bail, contrat de location, etc.) au nom du (des) locataire(s) du (des) logement(s) ;
- ☐ Les justificatifs de ressources au nom du (des) locataire(s) du (des) logement(s) – avis d'imposition N-2 ;
- ☐ Un relevé d'identité bancaire (RIB) du compte bancaire sur lequel devra être effectué le virement correspondant ;
- ☐ Le plan de financement complété et signé Cerfa 13 461 ;
- ☐ ***En cas de changement du montant des travaux par rapport aux devis : la fiche de calcul au solde dont le modèle est joint en annexe, renseignée par l'opérateur agréé Mon Accompagnateur Rénov' et versée au dossier au format Excel ;***
- ☐ ***L'attestation de surfaces du (des) logement(s), telles que définies dans la notice Cerfa 51 413***
- ☐ Dans les cas particuliers suivants, les pièces complémentaires particulières listées ci-après :

Cas particuliers	Pièces demandées
☐ Demande d'aide présentée sous format papier	☐ Courrier de demande de paiement du solde
☐ Si un mandataire est nécessaire ou désigné par le bénéficiaire pour percevoir les fonds	☐ Cerfa n° 13 463
☐ En cas d'évolution du projet depuis la demande d'aide	☐ Rapport d'audit énergétique actualisé
☐ ***En cas de dépose ou de neutralisation d'une cuve à fioul***	☐ ***Certificat de conformité ou d'inertage*** ☐ ***Si dépose : bordereau de suivi des déchets[3]***

[3] Article 28 de l'arrêté du 1er juillet 2004 fixant les règles techniques et de sécurité applicables au stockage de produits pétroliers dans les lieux non visés par la législation des installations classées ni la réglementation des établissements recevant du public

Annexe 5g – ANAH – MPR COPROPRIETES – Pièces justificatives à fournir à l'appui des demandes de subventions pour les prestations d'AMO et pour les travaux et à l'appui des demandes de paiement

Note : les pièces apparaissant en ***gras italique*** correspondent à des spécificités locales.
En complément aux pièces obligatoires listées ci-après, il est rappelé que l'instruction est en droit d'exiger la production de pièces nécessaires à la compréhension du dossier ou à la vérification des renseignements fournis, lorsque celles-ci s'avèrent indispensables au traitement du dossier[1].

SUBVENTION INGÉNIERIE (AMO)

1-Pièces justificatives à fournir à la demande de subvention

- ☐ Si demande d'aide présentée sous format papier : Lettre de demande de subvention (modèle joint en annexe n°3 à l'instruction MPR Copropriétés du 3 mai 2024) comportant le plan de financement prévisionnel, cosignée par le syndic et le président du conseil syndical.
- ☐ Projet de contrat ou contrat signé d'assistance à maîtrise d'ouvrage comprenant le montant estimatif de la dépense[2].
- ☐ Fiche « Etat de la copropriété » renseignée et signée (modèle joint en annexe n°2 à l'instruction MPR Copropriétés du 3 mai 2024).
- ☐ Attestation de mise à jour annuelle de l'immatriculation de la copropriété au registre national des copropriétés (RNC).

2-Pièces justificatives à fournir à la demande de paiement du solde de la subvention

- ☐ Si demande d'aide présentée sous format papier : Demande de paiement (modèle joint en annexe n°5 à l'instruction MPR Copropriétés du 3 mai 2024).
- ☐ Plan de financement définitif signé.
- ☐ RIB (du compte séparé au nom du syndicat de copropriétaires).
- ☐ Factures d'AMO.
- ☐ Contrat d'assistance à maîtrise d'ouvrage signé, le cas échéant.

[1] Article 9 du Règlement Général de l'Agence

[2] Dans le cas où la demande de financement auprès de l'Anah concerne des missions d'AMO partielles, le demandeur doit joindre les pièces attestant de la réalisation de l'ensemble de ces missions pour justifier de l'accompagnement complet de la copropriété.

SUBVENTION TRAVAUX

1-Pièces justificatives à fournir à la demande de subvention

- ☐ Si demande d'aide présentée sous format papier : la demande de subvention présentée sur le formulaire spécifique (Cerfa n° 16 236).
- ☐ Le formulaire d'engagement spécifique « Habiter Mieux » / CEE engagements complémentaires dans le cas où la copropriété bénéficie de la prime « copropriété fragile » ou "copropriété en difficulté" (Cerfa n° 14 566).
- ☐ Une copie de la délibération de l'assemblée générale ayant décidé de la réalisation des travaux, autorisant le syndic à représenter la copropriété devant l'Anah.
- ☐ La fiche « Etat de la copropriété » actualisée et signée (modèle joint en annexe n°2 à l'instruction MPR Copropriétés du 3 mai 2024).
- ☐ L'attestation de mise à jour annuelle de l'immatriculation de la copropriété au registre national des copropriétés (RNC).
- ☐ Le rapport de l'audit énergétique.
- ☐ Un dossier technique comprenant : devis détaillés descriptifs et estimatifs des travaux (de la ou des entreprises ou du maître d'œuvre) ; devis d'honoraires de maîtrise d'œuvre complète lorsqu'elle est rendue obligatoire par la réglementation de l'Anah[3] ; plan et croquis si nécessaires à la compréhension du dossier et la justification des quantités prévues aux devis ; le cas échéant, études techniques et diagnostics préalables aux travaux et les devis correspondants.
- ☐ Le rapport d'enquête sociale établi par le prestataire de la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage.
- ☐ En cas de demandes de primes individuelles, la liste nominative des bénéficiaires indiquant leur statut « modeste » ou « très modeste », le montant indicatif de la prime, ainsi que les informations relatives à la composition familiale et au revenu fiscal, le numéro fiscal du ménage et la référence de l'avis d'imposition faisant foi pour le statut « modeste » ou « très modeste ».
- ☐ ***Lorsque la demande porte sur plusieurs bâtiments : les tableaux joints à la présente annexe, qui détaillent les conditions d'occupation par bâtiment.***
- ☐ La preuve de l'ouverture d'un compte bancaire spécifique pour les travaux si la subvention est supérieure à 30 000 € ou d'un compte séparé ouvert au nom du syndicat de copropriétaires dans les autres cas.
- ☐ Le plan de financement prévisionnel (si travaux supérieurs à 100 000 € HT).
- ☐ ***La fiche de calcul détaillée par poste de travaux au format Excel, renseignée par l'AMO.***
- ☐ Lorsque le syndicat de copropriétaires n'a pas sollicité de subventions pour les prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage : la justification de l'exercice de ces missions (copie du contrat d'AMO ou/et autre pièce justificative).
- ☐ ***L'autorisation d'urbanisme pour chaque poste de travaux modifiant l'aspect extérieur de l'immeuble.***
  À titre transitoire jusqu'au 30/06/2026, un justificatif de demande d'autorisation peut être accepté au dépôt de la demande de subvention. La délivrance de l'autorisation conditionne la présentation du dossier en commission.

[3] Délibération n° 2023-52 du conseil d'administration de l'Anah : Travaux subventionnables supérieurs à 100 000 € HT et/ou arrêté d'injonction de travaux.

2-Pièces justificatives à fournir à la demande de paiement d'acompte

- ☐ Demande de versement d'acompte (utiliser le Cerfa 13 466 destiné aux propriétaires bailleurs).
- ☐ Factures détaillées correspondant à l'état d'avancement des travaux ou, le cas échéant, un état d'avancement délivré par le maître d'œuvre. ***En cas de recours à un maître d'œuvre, les factures de travaux doivent être visées par le maître d'œuvre.***
  En cas d'impossibilité de fournir des factures, justifiée par la défaillance d'une entreprise, le demandeur transmet un rapport d'expertise judiciaire ou un constat d'huissier attestant des travaux réalisés, de leur paiement ;
- ☐ ***Photographies des prestations mises en œuvres correspondant aux facturations.***
- ☐ RIB du compte séparé au nom du syndicat de copropriétaires ou du compte spécifique travaux si subvention supérieure à 30 000 €.

3-Pièces justificatives à fournir à la demande de paiement du solde

- ☐ Si demande d'aide présentée sous format papier : Demande de paiement.
- ☐ Factures (visées par le maître d'œuvre en cas de maîtrise d'œuvre).
- ☐ ***En cas de recours à une maîtrise d'œuvre : procès-verbaux de réception des travaux lorsque les factures de travaux ne sont pas visées par le maître d'œuvre ;***
- ☐ RIB du compte séparé au nom du syndicat de copropriétaires ou du compte spécifique travaux si subvention supérieure à 30 000 €.
- ☐ Plan de financement définitif signé.
- ☐ ***En cas de changement du montant des travaux par rapport aux devis : la fiche de calcul au solde, renseignée par l'AMO et versée au dossier au format Excel ;***
- ☐ Attestations d'exclusivité du (des) professionnels (Cerfa n° 15 347) pour les copropriétés fragiles et les copropriétés en difficultés.
- ☐ Liste actualisée des bénéficiaires de primes individuelles.
- ☐ ***En cas de dépose ou de neutralisation d'une cuve à fioul : Certificat de conformité ou d'inertage et bordereau de suivi des déchets le cas échéant.***[4]

[4] Article 28 de l'arrêté du 1er juillet 2004 fixant les règles techniques et de sécurité applicables au stockage de produits pétroliers dans les lieux non visés par la législation des installations classées ni la réglementation des établissements recevant du public

N° de dossier : ……. Date du dépôt : …….

Réservé à l'Anah

PLAN DE FINANCEMENT

☐ **au dépôt** ☐ **au solde**

SYNDICAT DE COPROPRIÉTAIRES

IDENTITÉ DU DEMANDEUR DE LA SUBVENTION

- Nom de la copropriété : ……

  ……

- Adresse principale : ……

  ……

- Code postal : ……. Commune : ……

FINANCEMENT DE L'AMO

Dépenses :

- Montant total de l'AMO HT : ……. ……. € HT
- Montant total de l'AMO TTC : ……. ……. € TTC

Ressources : *détailler la ventilation du financement de la dépense TTC*

- Prêt bancaire : ……. ……. €
- Apport de fonds personnels : ……. ……. €
- **Aides pour le financement :**
  - Aide de l'Anah : ……. ……. €
  - Eurométropole de Strasbourg : ……. ……. €
  - Région : ……. ……. €
  - Autre aide publique (précisez l'organisme) : ……

    ……. ……. €

    Total des aides publiques :……. ……. €
  - Autre aide (précisez l'organisme) : ……

    ……. ……. €

Total des ressources : ……. ……. €

Le total des ressources doit correspondre au montant de la dépense TTC

FINANCEMENT DES TRAVAUX

Dépenses :

- Coût total des travaux subventionnables HT :..... ..... € HT
- Honoraires subventionnables (Moe, …) HT : .... € HT

- **Montant total des dépenses HT :** .... € HT
- **Montant total des dépenses TTC :**..... ..... € TTC

Ressources : *détailler la ventilation du financement de la dépense TTC*

- Prêt bancaire : .... €
- Apport de fonds personnels :..... ..... €
- **Aides pour le financement :**
  - Aide de l'Anah - travaux :..... ..... €
  - Aide de l'Anah – primes individuelles :..... ..... €
  - Eurométropole de Strasbourg : .... €
  - Région : .... €
  - Autre aide publique (précisez l'organisme) :.....

    .... €

    Total des aides publiques :..... ..... €
  - Autre aide (précisez l'organisme : CEE, …) :.....

    .... €

Total des ressources :..... ..... €

Le total des ressources doit correspondre au montant de la dépense TTC

Je soussigné(e), mandataire du syndicat des copropriétaires

Raison sociale : ……

Nom et prénom : ……

Adresse : ……

……

Code postal : …… Commune : ……

certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus.

Fait à …… le ……

Signature du mandataire

fiche complémentaire à l'enquête sociale en cas de demande portant sur plusieurs bâtiments

Réponses à l'enquête sociale des occupants (locataires et propriétaires occupants) par bâtiments

NOM COPROPRIETE

Préciser le nom de la copropriété pour chaque projet

Adresse/référence du bâtiment 1

champ à modifier pour chaque projet (exemple : 1 parc de l'Etoile / Batiment A, …)

Nombre de répondants à l'enquête	Nombre d'occupants à revenus modestes	Nombre d'occupants à revenus très modestes
…. répondants occupants sur …. logements occupés au moment de l'enquête soit …... %	…	…
…. propriétaires occupants sur …. ont répondu à l'enquête	Nombre de propriétaires occupants à revenus modestes	Nombre de propriétaires occupants à revenus très modestes
	…	…

Adresse/référence du bâtiment 2

champ à modifier pour chaque projet (exemple : 1 parc de l'Etoile / Batiment A, …)

Nombre de répondants à l'enquête	Nombre d'occupants à revenus modestes	Nombre d'occupants à revenus très modestes
…. répondants occupants sur …. logements occupés au moment de l'enquête soit …... %	…	…
…. propriétaires occupants sur …. ont répondu à l'enquête	Nombre de propriétaires occupants à revenus modestes	Nombre de propriétaires occupants à revenus très modestes
	…	…

Adresse/référence du bâtiment 3

champ à modifier pour chaque projet (exemple : 1 parc de l'Etoile / Batiment A, …)

Nombre de répondants à l'enquête	Nombre d'occupants à revenus modestes	Nombre d'occupants à revenus très modestes
…. répondants occupants sur …. logements occupés au moment de l'enquête soit …... %	…	…
…. propriétaires occupants sur …. ont répondu à l'enquête	Nombre de propriétaires occupants à revenus modestes	Nombre de propriétaires occupants à revenus très modestes
	…	…

fiche complémentaire à l'enquête sociale en cas de demande portant sur plusieurs bâtiments

Répartition des logements de propriétaires occupants et bailleurs par bâtiment

NOM COPROPRIETE

Préciser le nom de la copropriété pour chaque projet

Adresse/référence du bâtiment 1

champ à modifier pour chaque projet (exemple : 1 parc de l'Etoile / Batiment A, …)

Nombre total de logements	logements occupés par des propriétaires occupants	logements occupés par des locataires
…	…	…

Adresse/référence du bâtiment 2

champ à modifier pour chaque projet (exemple : 1 parc de l'Etoile / Batiment A, …)

Nombre total de logements	logements occupés par des propriétaires occupants	logements occupés par des locataires
…	…	…

Adresse/référence du bâtiment 3

champ à modifier pour chaque projet (exemple : 1 parc de l'Etoile / Batiment A, …)

Nombre total de logements	logements occupés par des propriétaires occupants	logements occupés par des locataires
…	…	…

TOTAL COPROPRIETE

Nombre total de logements	logements occupés par des propriétaires occupants	logements occupés par des locataires
…	…	…

Annexe 5h – ANAH – MPR PETITES COPROPRIETES – Pièces justificatives à fournir à l'appui des demandes de subventions pour les prestations d'AMO et pour les travaux et à l'appui des demandes de paiement au titre du régime d'aides expérimental (rénovation énergétique des copropriétés de vingt lots d'habitation ou moins)

Note : les pièces apparaissant en ***gras italique*** correspondent à des spécificités locales.
En complément aux pièces obligatoires listées ci-après, il est rappelé que l'instruction est en droit d'exiger la production de pièces nécessaires à la compréhension du dossier ou à la vérification des renseignements fournis, lorsque celles-ci s'avèrent indispensables au traitement du dossier[1].

SUBVENTION INGÉNIERIE (AMO)

1-Pièces justificatives à fournir à la demande de subvention

- ☐ Si demande d'aide présentée sous format papier : Lettre de demande de subvention (modèle joint en annexe n°4 à l'instruction Petites Copropriétés du 3 mai 2024) comportant le plan de financement prévisionnel, cosignée par le syndic et le président du conseil syndical.
- ☐ Projet de contrat ou contrat signé d'assistance à maîtrise d'ouvrage comprenant le montant estimatif de la dépense[2].
- ☐ Fiche « Etat de la copropriété » renseignée et signée (modèle joint en annexe n°3 à l'instruction Petites Copropriétés du 3 mai 2024).
- ☐ Attestation de mise à jour annuelle de l'immatriculation de la copropriété au registre national des copropriétés (RNC).

2-Pièces justificatives à fournir à la demande de paiement du solde de la subvention

- ☐ Si demande d'aide présentée sous format papier : Demande de paiement (modèle joint en annexe n°6 à l'instruction Petites Copropriétés du 3 mai 2024).
- ☐ Plan de financement définitif signé.
- ☐ RIB (du compte séparé au nom du syndicat de copropriétaires).
- ☐ Factures d'AMO.
- ☐ Contrat d'assistance à maîtrise d'ouvrage signé, le cas échéant.

[1] Article 9 du Règlement Général de l'Agence
[2] Dans le cas où la demande de financement auprès de l'Anah concerne des missions d'AMO partielles, le demandeur doit joindre les pièces attestant de la réalisation de l'ensemble de ces missions pour justifier de l'accompagnement complet de la copropriété.

SUBVENTION TRAVAUX

1-Pièces justificatives à fournir à la demande de subvention

- ☐ Si demande d'aide présentée sous format papier : la demande de subvention présentée sur le formulaire spécifique (Cerfa en cours de rédaction).
- ☐ Le formulaire d'engagement spécifique « Habiter Mieux » / CEE engagements complémentaires dans le cas où la copropriété bénéficie de la prime « copropriété fragile » ou « copropriété en difficulté » (Cerfa n° 14 566).
- ☐ Une copie de la délibération de l'assemblée générale ayant décidé de la réalisation des travaux, autorisant le syndic à représenter la copropriété devant l'Anah.
- ☐ La fiche « Etat de la copropriété » actualisée et signée (modèle joint en annexe n°3 à l'instruction Petites Copropriétés du 3 mai 2024).
- ☐ L'attestation de mise à jour annuelle de l'immatriculation de la copropriété au registre national des copropriétés (RNC).
- ☐ L'audit ou le diagnostic technique global de la copropriété (DTG).
- ☐ Un dossier technique comprenant : devis détaillés descriptifs et estimatifs des travaux (de la ou des entreprises ou du maître d'œuvre) ; plan et croquis si nécessaires à la compréhension du dossier et la justification des quantités prévues aux devis ; le cas échéant, études techniques et diagnostics préalables aux travaux et les devis correspondants.
- ☐ Le devis d'honoraires de maîtrise d'œuvre complète.
- ☐ Le rapport d'enquête sociale établi par le prestataire de la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage.
- ☐ En cas de demandes de primes individuelles, la liste nominative des bénéficiaires indiquant leur statut « modeste » ou « très modeste », le montant indicatif de la prime, ainsi que les informations relatives à la composition familiale, au revenu fiscal, le numéro fiscal du ménage et la référence de l'avis d'imposition faisant foi pour le statut « modeste » ou « très modeste ».
- ☐ La preuve de l'ouverture d'un compte bancaire spécifique pour les travaux si la subvention est supérieure à 30 000 € ou d'un compte séparé ouvert au nom du syndicat des copropriétaires dans les autres cas.
- ☐ Le plan de financement prévisionnel (si travaux supérieurs à 100 000 € HT).
- ☐ ***La fiche de calcul détaillée par poste de travaux au format Excel, renseignée par l'AMO.***
- ☐ Lorsque le syndicat de copropriétaires n'a pas sollicité de subventions pour les prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage : la justification de l'exercice de ces missions (copie du contrat d'AMO ou/et autre pièce justificative).
- ☐ ***L'autorisation d'urbanisme pour chaque poste de travaux modifiant l'aspect extérieur de l'immeuble.***
  À titre transitoire jusqu'au 30/06/2026, un justificatif de demande d'autorisation peut être accepté au dépôt de la demande de subvention. La délivrance de l'autorisation conditionne la présentation du dossier en commission.

2-Pièces justificatives à fournir à la demande de paiement d'acompte

- ☐ Demande de versement d'acompte (utiliser le Cerfa 13 466 destiné aux propriétaires bailleurs).
- ☐ Factures détaillées correspondant à l'état d'avancement des travaux ou, le cas échéant, un état d'avancement délivré par le maître d'œuvre. ***En cas de recours à un maître d'œuvre, les factures de travaux doivent être visées par le maître d'œuvre.***
  En cas d'impossibilité de fournir des factures, justifiée par la défaillance d'une entreprise, le demandeur transmet un rapport d'expertise judiciaire ou un constat d'huissier attestant des travaux réalisés, de leur paiement ;
- ☐ ***Photographies des prestations mises en œuvres correspondant aux facturations.***
- ☐ RIB du compte séparé au nom du syndicat de copropriétaires ou du compte spécifique travaux si subvention supérieure à 30 000 €.

3-Pièces justificatives à fournir à la demande de paiement du solde

- ☐ Si demande d'aide présentée sous format papier : Demande de paiement.
- ☐ Factures (visées par le maître d'œuvre en cas de maîtrise d'œuvre).
- ☐ ***En cas de recours à une maîtrise d'œuvre : procès-verbaux de réception des travaux lorsque les factures de travaux ne sont pas visées par le maître d'œuvre ;***
- ☐ RIB du compte séparé au nom du syndicat de copropriétaires ou du compte spécifique travaux si subvention supérieure à 30 000 €.
- ☐ Plan de financement définitif signé.
- ☐ ***En cas de changement du montant des travaux par rapport aux devis : la fiche de calcul au solde, renseignée par l'AMO et versée au dossier au format Excel ;***
- ☐ Attestations d'exclusivité du (des) professionnels (Cerfa n° 15 347) pour les copropriétés fragiles et les copropriétés en difficultés.
- ☐ Liste actualisée des bénéficiaires de primes individuelles.
- ☐ ***En cas de dépose ou de neutralisation d'une cuve à fioul : Certificat de conformité ou d'inertage et bordereau de suivi des déchets le cas échéant[3].***

[3] Article 28 de l'arrêté du 1er juillet 2004 fixant les règles techniques et de sécurité applicables au stockage de produits pétroliers dans les lieux non visés par la législation des installations classées ni la réglementation des établissements recevant du public

Annexe 5i – ANAH – AIDE AU REDRESSEMENT DE LA GESTION – Pièces justificatives à fournir à l'appui des demandes de subventions et de paiement

Note : les pièces apparaissant en ***gras italique*** correspondent à des spécificités locales.
En complément aux pièces obligatoires listées ci-après, il est rappelé que l'instruction est en droit d'exiger la production de pièces nécessaires à la compréhension du dossier ou à la vérification des renseignements fournis, lorsque celles-ci s'avèrent indispensables au traitement du dossier[1].

1-Pièces justificatives à fournir à la demande de subvention

- ☐ Un courrier de demande d'aide du représentant légal du syndicat des copropriétaires précisant :
  - ☐ Le numéro d'immatriculation au registre national des copropriétés ;
  - ☐ Le nombre de bâtiments (unités bâties) et de lots d'habitation principale par copropriété (tous bâtiments confondus) ;
  - ☐ L'estimation des dépenses et le plan de financement prévisionnel ;
  - ☐ L'indication selon laquelle les prestations concernées n'ont pas commencé avant le dépôt de la demande d'aide.
  - ☐ ***L'indication de la période d'1 an maximum sur laquelle seront réalisées les prestations.***
- ☐ Une note explicative justifiant la demande d'aide et précisant, le cas échéant, l'état d'avancement de demande(s) déposée(s) antérieurement ;
- ☐ Un PV d'Assemblée générale ou, le cas échéant, un courrier/une décision de l'administrateur provisoire :
  - ☐ Autorisant le représentant légal du syndicat des copropriétaires à déposer une demande d'aide ;
  - ☐ Indiquant une estimation des dépenses et le plan de financement prévisionnel :
  - ☐ Listant les actions à mener et les moyens mis en œuvre.
- ☐ Le diagnostic multicritères afin de vérifier l'adéquation des actions envisagées avec la stratégie de redressement (en particulier au regard des volets gestion, gouvernance et impayés).

2-Pièces justificatives à fournir à la demande de paiement du solde de la subvention

- ☐ Un courrier de demande de paiement du solde ;
- ☐ Le plan de financement définitif signé ;
- ☐ Les factures correspondantes avec un état des dépenses.
  Étant entendu que l'aide vise les prestations réalisées sur une période donnée, c'est bien la date de réalisation des prestations qui ouvre droit à l'aide. Les factures ne précisant pas de date de réalisation des prestations ne seront plus retenues dans le calcul du paiement. En cas de facture présentant de multiples dates, l'opérateur veillera à calculer le montant du paiement sur les seules prestations exécutées sur la période donnée.
- ☐ Le PV d'AG avec une résolution spécifique (ou un courrier de l'administrateur provisoire le cas échéant) auquel sont annexés :
  - ☐ Le plan de financement définitif ;
  - ☐ Le bilan des actions menées,
- ☐ Le RIB au nom du syndicat des copropriétaires.

[1] Article 9 du Règlement Général de l'Agence

Annexe 6 Anah : Modèle de fiche de calcul PO

Ce modèle de fiche de calcul est mis à disposition des MAR et AMO par le service Habitat de l'Eurométropole de Strasbourg en charge de l'instruction des aides à la pierre de l'Anah.
=> Les aides aux ménages dont les ressources correspondent aux niveaux "Modeste" ou "Très Modeste"

En déposant un dossier de demande de subvention de l'Anah auprès du service instructeur, les MAR/AMO s'engagent à compléter cette fiche de calcul (onglet "Dépôt") ; à la mise en paiement des subventions, le MAR/AMO actualise la fiche de calcul (onglet "Solde").

Les informations qui figurent dans les onglets "Dépôt" et "Solde" sont données à titre indicatif et ne présument pas du calcul définitif des aides par le service instructeur.

Seule une notification officielle mentionnant le montant des aides vaut engagement financier.

Ce modèle est susceptible de comporter des erreurs : merci de signaler toute incohérence en envoyant la fiche de calcul complétée faisant apparaitre l'erreur constatée et une explication du problème à delegation.anah@strasbourg.eu

Version : 20250930

Préciser l'identité et coordonnées du MAR (personne chargée du dossier)

Préciser le niveau de ressources : Modeste
Préciser l'aide demandée : Ma Prime Rénov' Parcours Accompagné
Classe énergétique avant travaux G
Classe énergétique après travaux D
Si énergie : nombre de saut de classe 3
Taux d'écrêtement : 80%

Identité du demandeur :	
Adresse des travaux :	

les cases oranges se complètent automatiquement
=> ne pas les modifier

Dans l'en-tête:
en B1 : Saisir les coordonnées du MAR/AMO. Si possible donner les coordonnées de contact directes de la personne en charge du dossier

B3 à B6 : saisir les informations (liste déroulante de choix)
ces informations sont nécessaires pour le calcul des aides

B7 et B8 se complètent automatiquement, les cellules sont verrouillées

Si sous-traitant, utiliser les colonnes H et I pour compléter les informations

Travaux	Montant HT	Montant HT retenu	Montant HT non retenu	Commentaire	Total TTC	Entreprise	RGE oui/non	Sous traitant	RGE oui/non
PAC Air/Eau				*préciser le cas échéant le*					
Isolation des Combles Perdus				*détail des travaux non*					
Isolation des murs par l'exterieur				*retenus ou toute autre*					
Isolation des rampants de toiture				*information utile*					
TOTAL	- €	- €	- €		- €				

Travaux HT subventionnables :	- €
Plafond de travaux (€ HT) :	**55 000 €**

Dans le tableau de détail des travaux :
En colonne A, saisir le poste de travaux. Il est possible de rajouter des lignes si besoin.
Compléter les colonnes B à J pour permettre le calcul des aides.
Possibilité de rajouter des lignes : clic droit sur le n° de ligne (ex. 17) puis "Insertion"

Prestations intellectuelles	Montant HT	Montant HT retenu	Montant TTC
Maitrise d'œuvre		- €	
Autres honoraires (donner le détail par ligne)		- €	
TOTAL	- €	- €	- €

Dans le tableau de prestations intellectuelles:
saisir le montant HT et TTC des honoraires et prestations subventionnables (voir délib. Anah / FAQ Extrarenov)

AMO / Accompagnateur Rénov'	Montant HT	Montant TTC

Dans le tableau AMO/Accompagnateur Rénov':
Saisir le montant HT et TTC de la mission

Si dossier

MA PRIME RÉNOV' PARCOURS ACCOMPAGNÉ REVENU MODESTE		Dépôt
Financeurs	**Taux/Forfait**	**Montant**
ANAH (Etat) - Travaux	0%	- €
ANAH (Etat) - AMO	- €	- €
ANAH (EmS) - Travaux	0%	- €
TOTAL MA PRIME RÉNOV' PARCOURS ACCOMPAGNÉ		**- €**

Taux éventuellement écrêté -%

Les subventions de l'Anah et de l'Eurométropole (**associées à l'Anah**) sont **automatiquement calculées. Si le cumul des aides entraine le dépassement du taux d'écrêtement, la subvention Anah est automatiquement plafonnée**

FINANCEMENTS COMPLÉMENTAIRES	Dépôt
Financeur	**Montant**
EmS - Aide à la Rénovation Énergétique - Travaux	
EmS - Aide à la Rénovation Énergétique - AMO	
EmS - Aide à la Rénovation Énergétique - Moe	
CLIMAXION	
Collectivité Européenne d'Alsace	
Caisse de retraite principale	
Caisse de retraite complémentaire	
CEE	
TOTAL FINANCEMENTS COMPLÉMENTAIRES	**- €**

Démarche séparée à effectuer sur https://aides.strasbourg.eu

Indiquer ici les autres subventions mobilisables pour le projet.
Les modalités de calcul de l'Aide à la Rénovation Énergétique de l'EmS **non associées à l'Anah** sont détaillées dans l'onglet *Aide Réno. Energétique EmS*.

	Dépôt
	Montant
Total des aides	- €
Reste à charge	- €
Taux de sub. :	0%

Donne le récapitulatif du montant total des aides ainsi que le montant du reste à charge et le taux de subvention appliqué au coût global de

Préciser l'identité et coordonnées du MAR
(personne chargée du dossier)

les cases oranges se complètent automatiquement
=> ne pas les modifier

Préciser le niveau de ressources :	Modeste
Préciser l'aide demandée :	Ma Prime Logement Décent
Classe énergétique avant travaux	F
Classe énergétique après travaux	B
Si énergie : nombre de saut de classe	4
Taux d'écrêtement :	80%

Si aide demandée = Ma Prime Adapt' : préciser le niveau d'accompagnement
Socle

Si aide demandée = Ma Prime Logement Décent : le projet cumule -t-il des travaux de rénovation énergétique et de lutte contre l'habitat indigne ou dégradé ?
Oui

Identité du demandeur :	
Adresse des travaux :	

Si sous-traitant, utiliser les colonnes
H et I pour compléter les informations

Travaux	Montant HT	Montant HT retenu	Montant HT non retenu	Commentaire	Total TTC	Entreprise	RGE oui/non	Sous traitant	RGE oui/non
TOTAL	**- €**	**- €**	**- €**		**- €**				

Travaux HT subventionnables :	**- €**
Plafond de travaux (€ HT) :	**70 000 €**

Prestations intellectuelles	Montant HT	Montant HT retenu	Montant TTC
Maitrise d'œuvre		- €	
Autres honoraires (donner le détail par ligne)		- €	
TOTAL	**- €**	**- €**	**- €**

Le logiciel d'instruction applique un ratio honoraires/travaux qu'il arrondi à l'euro inférieur.
Le montant HT retenu correspond au produit de ce ratio

AMO / Accompagnateur Rénov'	Montant HT	Montant TTC

MA PRIME LOGEMENT DÉCENT REVENU MODESTE		Dépôt	
Financeurs	**Taux/Forfait**	**Montant**	*Taux éventuellement écrêté*
ANAH (Etat) - Travaux	0%	- €	*0,00%*
ANAH (Etat) - AMO	- €	- €	
ANAH (EmS) - Travaux	0%	- €	
TOTAL MA PRIME LOGEMENT DÉCENT		**- €**	

FINANCEMENTS COMPLÉMENTAIRES	Dépôt	
Financeur	**Montant**	
EmS - Aide à la Rénovation Énergétique - Travaux		**Démarche séparée à effectuer sur https://aides.strasbourg.eu**
EmS - Aide à la Rénovation Énergétique - AMO		
EmS - Aide à la Rénovation Énergétique - Moe		
CLIMAXION		
Collectivité Européenne d'Alsace		
Caisse de retraite principale		
Caisse de retraite complémentaire		
CEE		
TOTAL FINANCEMENTS COMPLÉMENTAIRES	**- €**	

	Dépôt
	Montant
Total projet TTC	- €
Total des aides	- €
Reste à charge	- €
Taux de sub. :	0,00%

Préciser l'identité et coordonnées du MAR
(personne chargée du dossier)

les cases oranges se complètent automatiquement
=> ne pas les modifier

Préciser le niveau de ressources :	Modeste	Si aide demandée = Ma Prime Adapt' : préciser le niveau d'accompagnement
Préciser l'aide demandée :	Ma Prime Rénov' Parcours Accompagné	Socle
Classe énergétique avant travaux	F	
Classe énergétique après travaux	B	Si aide demandée = Ma Prime Logement Décent : le projet cumule -t-il des travaux de rénovation énergétique et de lutte contre l'habitat indigne ou dégradé ?
Si énergie : nombre de saut de classe	4	Oui
Taux d'écrêtement :	90%	

Identité du demandeur :	
Adresse des travaux :	

Si sous-traitant, utiliser les colonnes
H et I pour compléter les informations

Travaux	Montant HT	Montant HT retenu	Montant HT non retenu	Commentaire	Total TTC	Entreprise	RGE oui/non	Sous traitant	RGE oui/non
TOTAL	**- €**	**- €**	**- €**		**- €**				

Travaux HT subventionnables :	**- €**
Plafond de travaux (€ HT) :	**40 000 €**

Prestations intellectuelles	Montant HT	Montant HT retenu	Montant TTC
Maitrise d'œuvre		- €	
Autres honoraires (donner le détail par ligne)		- €	
TOTAL	**- €**	**- €**	**- €**

Le logiciel d'instruction applique un ratio honoraires/travaux qu'il arrondi à l'euro inférieur.
Le montant HT retenu correspond au produit de ce ratio

AMO / Accompagnateur Rénov'	Montant HT	Montant TTC

MA PRIME RÉNOV' PARCOURS ACCOMPAGNÉ REVENU MODESTE		Dépôt	
Financeurs	**Taux/Forfait**	**Montant**	*Taux éventuellement écrêté*
ANAH (Etat) - Travaux	0%	- €	*0,00%*
ANAH (Etat) - AMO	- €	- €	
ANAH (EmS) - Travaux	0%	- €	
TOTAL MA PRIME RÉNOV' PARCOURS ACCOMPAGNÉ		**- €**	

FINANCEMENTS COMPLÉMENTAIRES	Solde	
Financeur	**Montant**	
EmS - Aide à la Rénovation Énergétique - Travaux		
EmS - Aide à la Rénovation Énergétique - AMO		**Démarche séparée à effectuer sur https://aides.strasbourg.eu**
EmS - Aide à la Rénovation Énergétique - Moe		
CLIMAXION		
Collectivité Européenne d'Alsace		
Caisse de retraite principale		
Caisse de retraite complémentaire		
CEE		
TOTAL FINANCEMENTS COMPLÉMENTAIRES	**- €**	

	Solde
	Montant
Total projet TTC	- €
Total des aides	- €
Reste à charge	- €
Taux de sub. :	0,00%

Informations synthétiques : consulter la réglementation complète pour les modalités d'instruction
voir la MALETTE MAR de l'EmS

	Ménages aux revenus Très modestes	Ménages aux revenus Modestes	Ménages aux revenus Intermédiaires	Ménages aux revenus Supérieurs
Aide à l'Assistance à la maitrise d'Ouvrage	**PRISE EN CHARGE PAR L'ANAH**	**400€**	**800€**	**600€**
Aide à la Maîtrise d'Œuvre	**1 500€**	**1 500€**	**1 500€**	**1 000€**

Aide aux Travaux

Bouquets de travaux

Mur-Toiture-Plancher	**1 000€**
Mur-Toiture	**900€**
Mur-Plancher	**750€**
Toiture-Plancher	**600€**

OU

BBC Rénovation

Coût de travaux < ou = à 40 000€	**3 000€**
Coût de travaux > à 40 000€	**4 000€**

Bonus isolants biosourcés

ITE sous enduit	**1 500€**
ITE sous bardage	**2 000€**
ITI	**600€**
Isolation toiture	**400€**

Bonus menuiseries Remplacement 100%

Menuiseries Bois
1 000€
Menuiseries Bois/Alu
1 500€

Bonus confort d'été

Pose de protection solaire extérieure sur les parois vitrées
200€/menuiseries avec un plafond à 1 000€ par logement

Bonus Individuel

Ménages très modestes	**600€**
Ménages modestes	**500€**
Ménages Intermédiaires	**400€**

Exemple en maisons individuelles

Un couple avec 2 enfants fait une rénovation performante. Revenus annuels de 55 000€ (ménage aux revenus intermédiaires). Propriétaire d'une maison classée **E** de 153m2

Objectif : rénover le logement afin d'atteindre l'étiquette B du DPE (saut de 3 classes)

Quel coût pour les travaux ?

Mon Accompagnateur Rénov (MAR) : 2 200€

Isolation des murs par l'extérieur (sous enduit) en fibre de bois : 28 000€

Changement des fenêtres en bois : 8 900€

Pompe à chaleur air/eau : 14 700€ Coût Total : **58 300€ TTC**

Ventilation double flux : 4 500€

Aide Rénovation Énergétique
Eurométropole de Strasbourg

Aide à l'Assistance à la Maitrise d'Ouvrage : **800€**

Aide BBC Rénovation (> 40 000€) : **4 000€**

Bonus isolation des murs en biosourcés : **1 500€**

Bonus Menuiseries en bois : **1 000€**

Bonus Individuel : **400€**

Annexe 7 ANAH : Les bénéficiaires

À titre exceptionnel, sont également éligibles aux aides de l'Anah les autres bénéficiaires prévus par l'article R. 321-12 du CCH, dans les conditions prévues par le RGA :

- les communes ou leurs groupements, pour des travaux d'office de sortie d'insalubrité ou de péril (4° du I de l'article) ;
- les locataires (5° du I de l'article) ;
- les maîtres d'ouvrage, pour la participation au financement des prestations prévues à l'article R. 321-16 (9° du I de l'article) ;
- les établissements publics d'aménagement mentionnés à l'article L. 321-1 du code de l'urbanisme (10° du I de l'article) ;
- les organismes d'habitation à loyer modéré mentionnés à l'article L. 411-2 du code de la construction et de l'habitation et aux sociétés d'économie mixte ayant pour objet statutaire la construction ou la gestion de logements ou la restructuration urbaine (11° du I de l'article) ;
- les travaux réalisés dans des locaux à usage d'habitation inclus dans un bail commercial (II de l'article) ;
- les organismes visés à l'article R. 331-14 et aux centres communaux et intercommunaux d'action sociale (III de l'article) ;
- les collectivités territoriales, leurs groupements, les sociétés de construction dans lesquelles l'Etat détient la majorité du capital, et tout organisme ayant vocation à être bénéficiaire de l'expropriation ainsi que les concessionnaires des opérations d'aménagement mentionnées à l'article L. 300-4 du code de l'urbanisme (IV et V de l'article).

Annexe 8 ANAH : Règles particulières de recevabilité et conditions d'octroi des aides de l'Anah et des aides attribuées sur budget propre du délégataire gérées par l'Anah

Ces tableaux compilent les aides aux propriétaires occupants et aux propriétaires bailleurs. Ils sont destinés aux services de l'Anah en charge du paramétrage des outils métiers.

Des tableaux synthétiques plus accessibles, à destination des particuliers, des MAR et des AMO, sont mis à dispositions aux annexes 2 à 4.

1 – Aides sur crédits délégués Anah (règles particulières prévues à l'article R. 321-21-1 du CCH)

Propriétaires Occupants									
		Plafond national (HT)	**Plafond adapté** (max +25 %)	**Taux national**	**Taux adapté** (max +10 pts)	**Aide propre adossée**	**Aide propre indépendante**	**Ecrêtement**	**Commentaire**
Travaux de lutte contre l'habitat indigne ou dégradé (Ma Prime logement décent) - Travaux lourds	Atteinte de la classe « E » minimale après travaux	70 000 €	-	80 % TMO +10 % pour les sorties de passoires pour les aides Anah	-	10 % TMO	Aide à la rénovation énergétique (ARE) Fond Air Bois	100% TMO	ARE : règlements disponibles en annexe au Programme d'Actions et sur https://maison-habitat.strasbourg.eu/aides-renovation-energetique-maison-individuelle Fond Air Bois : règlement disponible sur https://chauffageaubois.strasbourg.eu/
				60 % MO +10% pour les sorties de passoires pour les aides Anah	-	5 % MO		90% MO*	
	Non-atteinte de la classe « E » minimale après travaux	50 000 €	-	50 % TMO et MO	-	10 % TMO Et 5 % MO		100 % TMO et 90 % MO*	
Travaux de rénovation énergétique MaPrimeRénov' Parcours Accompagné	Gain de 2 classes	30 000 €	-	80 % TMO et 60 % MO	-	10 % TMO Et 5 % MO		100 % TMO et 90 % MO	
	Gain de 3 classes	40 000 €	-						
Travaux d'accessibilité ou d'adaptation		22 000 €		70 % TMO		15 % TMO	-	100 % TMO	-
				50 % MO		10 % MO	-	100 % MO	-
Autres travaux		20 000 €	-	35 % TMO	-	10 % TMO	-	100% TMO	-
				20 % MO (en OPAH-CD uniquement)	-	5 % TMO	-	90 % MO*	

Propriétaires bailleurs												
		Plafond national (max 80m²)	**Plafond Adapté** (max +25 %)			**Taux national**	**Taux adapté** (max +10 pts)			**Aide propre adossée**	**Aide propre indépendante**	**Ecrêtement**	**Commentaire**
			LOC 1	**LOC 2**	**LOC 3**		**LOC 1**	**LOC 2**	**LOC 3**				
			LI	**LC**	**LCTS**		**LI**	**LC**	**LCTS**				
Projet de travaux lourds pour réhabiliter un logement indigne ou très dégradé		1 000 € HT/m²	750 € HT/m²	-	1 250 € HT/m²	35%	-	45 %	45 %	LOC1 : 0% LOC2 : 10% LOC3 : 20%	Aide à la rénovation énergétique (ARE) Fond Air Bois	80%	Des primes complémentaires de l'Anah et de l'EmS figurent dans le tableau ci-dessous ARE : règlements disponibles en annexe au Programme d'Actions et sur https://maison-habitat.strasbourg.eu/aides-renovation-energetique-maison-individuelle Fond Air Bois : règlement disponible sur https://chauffageaubois.strasbourg.eu/
Travaux pour la sécurité et la salubrité de l'Habitat		750 € HT/m²	-	-	937 € HT/m²	35%	-	45 %	45 %				
Travaux pour l'autonomie de la personne			-	-	937 € HT/m²	35%	-	45 %	45 %				
Travaux pour réhabiliter un logement moyennement dégradé			-	-	937 € HT/m²	25%	-	35 %	35 %				
Travaux de rénovation énergétique visant à améliorer la performance globale du logement (Habiter mieux)			-	-	937 € HT/m²	25%	-	35 %	35 %				
Travaux suite à une procédure RSD ou un contrôle de décence			-	-	937 € HT/m²	25%	-	35 %	35 %				
Travaux de transformation d'usage			-	-	937 € HT/m²	25%	-	35 %	35 %				
Travaux de rénovation énergétique MaPrimeRénov' Parcours Accompagné	Gain de 2 classes	30 000 €	-			80 % TMO et 60 % MO	-			10 % TMO et 5 % MO		100% TMO et 90% MO	
	Gain de 3 classes	40 000 €	-				-						
Organismes bénéficiant de l'agrément relatif à la maitrise d'ouvrage prévu à l'article L. 365-2 du CCH		1 250 € HT/m² (max 120 m²)	-			60%	-			10 %		100%	-

Pour les organismes bénéficiant de l'agrément relatif à la maitrise d'ouvrage prévu à l'article L 365-2 du code de la construction et de l'habitation, le taux maximum de subvention peut être majoré dans la limite maximale de 70 %.

Propriétaires bailleurs UNIQUEMENT POUR LES IMMEUBLES DE LA DUP ORI (12 adresses de l'OPAH-RU à Koenigshoffen)												
		Plafond national (max 80m²)	**Plafond Adapté** (max +25 %)			**Taux national**	**Taux adapté** (max +10 pts)			**Aide propre adossée**	**Aide propre indépendante**	**Ecrêtement**	**Commentaire**
			LOC 1	**LOC 2**	**LOC 3**		**LOC 1**	**LOC 2**	**LOC 3**				
			LI	**LC**	**LCTS**		**LI**	**LC**	**LCTS**				
Projet de travaux lourds pour réhabiliter un logement indigne ou très dégradé		1 000 € HT/m²	750 € HT/m²	1 250 € HT/m²	1 250 € HT/m²	35%	-	45 %	45 %	LOC1 : 0% LOC2 : 10% LOC3 : 20%	Aide à la rénovation énergétique (ARE) Fond Air Bois	80%	Ce tableau concerne uniquement les 11 adresses de la DUP ORI se situant dans le périmètre de l'OPAH-RU. Les plafonds de travaux en LOC 2 sont majorés pour les projets de travaux de lutte contre l'habitat indigne ou dégradé. Les adresses sont : 12 rue de la Charmille 22 rue de la Tour 17 route des Romains 28 route des Romains 34 route des Romains 43 route des Romains 113 - 115 route des Romains 136 route des Romains 164 route des Romains 167 route des Romains 12 rue des Brasseurs 67200 STRASBOURG
Travaux pour la sécurité et la salubrité de l'Habitat		750 € HT/m²	-	937 € HT/m²	937 € HT/m²	35%	-	45 %	45 %				
Travaux pour l'autonomie de la personne			-	-	937 € HT/m²	35%	-	45 %	45 %				
Travaux pour réhabiliter un logement moyennement dégradé			-	937 € HT/m²	937 € HT/m²	25%	-	35 %	35 %				
Travaux de rénovation énergétique visant à améliorer la performance globale du logement (Habiter mieux)			-	-	937 € HT/m²	25%	-	35 %	35 %				
Travaux suite à une procédure RSD ou un contrôle de décence			-	937 € HT/m²	937 € HT/m²	25%	-	35 %	35 %				
Travaux de transformation d'usage			-	-	937 € HT/m²	25%	-	35 %	35 %				
Travaux de rénovation énergétique MaPrimeRénov' Parcours Accompagné	Gain de 2 classes	30 000 €	-			80 % TMO et 60 % MO	-			10 % TMO et 5 % MO		100% TMO et 90% MO*	
	Gain de 3 classes	40 000 €	-				-						
Organismes bénéficiant de l'agrément relatif à la maitrise d'ouvrage prévu à l'article L. 365-2 du CCH		1 250 € HT/m² (max 120 m²)	-			60%	-			10 %		100%	-

Primes relatives au conventionnement :				
Primes		Type de conventionnement	Montant des primes Anah	Montant des primes EMS
SOCLE	Conventionnement avec travaux (CAT)	LOC1 LOC2 LOC3	-	3 000 € + 500 € en LOC2 et LOC3 dans les communes déficitaires au titre de la loi SRU
	Conventionnement sans travaux (CST)	LOC1 LOC2 LOC3	-	2 000 € + 500 € en LOC2 et LOC3 dans les communes déficitaires au titre de la loi SRU
+	Prime de réduction de loyer (CAT)	LOC2	150 € / m² de SHF, dans la limite de 80 m²	50 € / m² de SHF, dans la limite de 80 m²
		LOC3	187,50 € / m² de SHF, dans la limite de 80 m²	62,50 € / m² de SHF, dans la limite de 80 m²
+	Prime de réservation (CAT)	LOC3	2 000 € ou 4 000 € en secteur tendu	-
+	Intermédiation locative (CAT ou CST)	LOC1	-	500 €
		LOC2 LOC3	PIL 1 000 € + 1 000 € si mandat de gestion + 1 000 € si surface du logement < 40 m²	500 €
+	Prime de remise sur le marché d'un logement vacant	LOC1 LOC2 LOC3	5 000 €* ⚠	2 000 €* ⚠
OU	Prime de remise sur le marché d'un logement vacant	Aucun conventionnement (MPR PA)	5 000 €*	

* ⚠ Prime Anah limitée aux communes de Blaesheim, Entzheim, Geispolsheim et Osthoffen.
La prime EmS est mobilisable dans toutes les communes.

⇨ **Il est nécessaire de paramétrer 2 primes différentes**

2 – Aides attribuées sur budget propre du délégataire

Type de bénéficiaire	Critères de recevabilité Conditions de ressources Critères spécifiques...	Nature de l'intervention *(particulière ou spécifique)*	Éléments de calcul de l'aide *(taux, plafond, subvention, forfait, prime...)*	Observations (*Suivi budgétaire particulier...)*
Bailleurs – Conventionnement sans travaux	Concerne les dossiers de conventionnement sans travaux	Primes	Primes	Voir tableau des primes ci-dessus, il est nécessaire de paramétrer OP@L pour permettre l'instruction des primes du délégataire liées au conventionnement, y compris pour le conventionnement sans travaux, et qui ne sont pas liées aux primes de l'Anah / ImL / …

Annexe 9a ARE : Règlement des aides à la rénovation énergétique – maisons individuelles et monopropriétés

REGLEMENT DES AIDES À LA RENOVATION ENERGETIQUE POUR LES **MAISONS INDIVIDUELLES ET LES MONOPROPRIETES** SUR LE TERRITOIRE DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

01 janvier 2025

Table des matières

ARTICLE 1 : OBJET DU PRESENT REGLEMENT 4
ARTICLE 2 : BÉNÉFICIAIRES 5
ARTICLE 3 : NATURE ET MONTANT DES AIDES 6
A) Aide pour l'Assistance à Maitrise d'Ouvrage (AMO) 6
1) Contenu de la prestation 6
2) Qualification des intervenants 7
3) Montant de l'aide 7
B) Aide à la Maitrise d'œuvre (Moe) 8
1) Contenu de la prestation 8
2) Qualification des intervenants 9
3) Montant de l'aide 9
C) Aide aux travaux de rénovation énergétique 10
2) Contenu de la prestation 10
3) Qualification des intervenants 11
4) Nature et montant de l'aide 11
ARTICLE 4 : ATTRIBUTAIRE DE LA SUBVENTION 14
ARTICLE 5 : DEPOT DU DOSSIER DE DEMANDE D'AIDES 14
A) Demande d'aide AMO 15
1) Éléments Administratifs 15
2) Éléments Techniques 15
B) Demande d'aide MOE 15
1) Éléments Administratifs 15
2) Éléments Techniques 15
C) Demande d'aide Travaux 16
1) Éléments Administratifs 16
2) Éléments Techniques 16
ARTICLE 6 : MODALITES DE VERSEMENT D'UNE AVANCE 17
A) Demande d'avance Maitrise d'Œuvre (MOE) 17
B) Demande d'avance Travaux 17
ARTICLE 7 : MODALITES DE VERSEMENT DE L'AIDE 17
A) Demande de paiement AMO 18
B) Demande de paiement MOE 18
C) Demande de paiement des aides aux Travaux 18

D) Cumul d'aides et écrêtement 18
E) Évolution du projet de travaux entre l'attribution de la subvention et son paiement 18
ARTICLE 8 : PROCESSUS D'INSTRUCTION 19
ARTICLE 9 : ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE 19
ARTICLE 10 : MODALITES DE RETRAIT ET DE REVERSERMENT EVENTUEL DE L'AIDE 20
ARTICLE 11 : TRAITEMENT INFORMATIQUE ET ACCES AUX DONNEES 20
ARTICLE 12 : ENTREE EN VIGUEUR, DUREE D'APPLICATION ET RENOUVELLEMENT DU DISPOSITIF 20
ANNEXES 21
Annexe 1 : Attestation sur l'honneur 21
Annexe 2 : Conditions de ressources 24
Annexe 3 : Procuration attributaire 25
Annexe 4 : Contact de l'interlocuteur de l'Eurométropole de Strasbourg 26

PRÉAMBULE

L'Eurométropole de Strasbourg a un rôle majeur pour accompagner la transformation écologique au niveau local et lutter contre le changement climatique. Pesant plus de la moitié des consommations énergétiques du territoire, le secteur du bâtiment constitue un enjeu prioritaire des politiques publiques. La délibération-cadre prise le 17 décembre 2021 a présenté la stratégie de la collectivité pour accélérer l'engagement de tous les acteurs dans la rénovation énergétique du parc bâti.

Le 2eme axe de cette stratégie vise à augmenter le nombre de logements privés rénovés par an[1], et emmener les projets vers un niveau d'ambition plus élevé qualitativement, pour tendre vers le niveau BBC rénovation.

Avec un parc résidentiel de 200 000 logements privés, composé d'environ 130 000 logements en copropriété, 42 000 en maisons individuelles[2] et le reste en mono-propriétés, le défi est de taille.

Parmi les actions identifiées pour répondre à cet enjeu, la collectivité a souhaité créer un nouveau dispositif d'aides pour soutenir les travaux d'économie d'énergie réalisés par les propriétaires privés, que ce soit en copropriété, mono propriété, ou maison individuelle.

La mise en place de ce dispositif témoigne de la volonté de l'Eurométropole de Strasbourg de répondre aux enjeux de lutte contre le réchauffement climatique et de réduction des émissions de gaz à effet de serre, ainsi qu'aux enjeux sociaux et de lutte contre la précarité énergétique, par la rénovation thermique de l'habitat. Il s'agit d'une démarche permettant de couvrir l'ensemble des segments du parc de logements privés du territoire.

ARTICLE 1 : OBJET DU PRESENT REGLEMENT

Le présent règlement a pour objet de préciser les conditions et modalités d'attribution des aides financières de L'Eurométropole de Strasbourg en faveur de la rénovation énergétique des **Maisons Individuelles et des Monopropriétés**, telles que défini dans sa politique de l'habitat.
Une monopropriété est un immeuble comportant plusieurs logements et appartenant à un même propriétaire.

[1] Fiche action n°2,1,2 au sein de l'axe 2 du PCAET « un territoire 100% ENR », objectifs de :
- Réduire la consommation d'énergie primaire fossile finale des logements du parc privé de 30% en 2030 et 50% en 2050 ;
- Tendre vers le rythme de 6 000 logements rénovés thermiquement par an au sein du parc privé, au niveau BBC rénovation (104 kWh / m² /an).

[2] Mais qui consomment en moyenne 2,2 fois plus qu'un logement en collectif.

ARTICLE 2 : BÉNÉFICIAIRES

Les opérations soutenues financièrement par l'Eurométropole de Strasbourg doivent être réalisées dans l'une de ses 33 communes membres.
Afin de prétendre à la subvention de l'Eurométropole de Strasbourg, le logement concerné par l'opération doit remplir les caractéristiques suivantes :

- Être occupé à titre de résidence principale. Les résidences secondaires et les meublés de tourisme ne sont pas éligibles,
- Être construit depuis au moins 15 ans à la date de dépôt de la demande.

Si lors de la rénovation du logement, une extension ou une surélévation de la construction est réalisée, les travaux éligibles concerneront uniquement la partie existante.

Sont éligibles :

A) Propriétaire Occupant

Vous êtes éligible si vous êtes dans l'une des situations suivantes :

- propriétaire occupant d'une maison,
- occupant d'un logement dont vous avez l'usufruit,
- nus propriétaires occupants si l'usufruitier renonce à son droit d'usufruit (acte express) (prises en compte des ressources de l'ensemble des personnes occupant le logement),
- occupant d'un logement en indivision dont vous êtes l'un des indivisaires, si l'ensemble des propriétaires indivisaires ont signé l'attestation sur l'honneur (Annexe 1) qui désigne le demandeur pour porter les travaux au nom de l'indivision. Prise en compte des ressources de l'ensemble des occupants,
- occupant d'un logement dont vous êtes titulaire du droit d'usage et d'habitation,
- SCI dont un associé occupe le logement à titre de résidence principale (prise en compte des ressources de l'ensemble des personnes associées. Les avis d'imposition et le Kbis devront être fournis),
- SCI dont un des associés n'est pas occupant (Les ressources de tous les associés doivent respecter les plafonds de ressources. Les pièces justifiant de la propriété devront être au nom de la SCI (statuts de la SCI et Kbis),
- personne qui assure la charge des travaux dans un logement dont un ascendant ou un descendant est propriétaire,
- occupant dans le cadre d'un logement en viager,
- propriétaire d'un logement mis à disposition, à titre gratuit, dans le cadre d'un commodat,
- occupant titulaire d'un droit réel immobilier,
- preneurs (occupants) d'un bail emphytéotique ou d'un bail à construction,
- propriétaire occupant à titre de résidence principale d'un des logements de l'immeuble dans lequel vous avez mis en location, à titre de résidence principale, les autres logements.

B) Propriétaire Bailleur

Vous êtes éligible si vous êtes dans l'une des situations suivantes :

- propriétaires et usufruitiers qui louent leur logement ou le mettent à disposition d'autrui,
- titulaires (bailleurs) d'un droit réel conférant l'usage du bien,
- preneurs (bailleurs) d'un bail emphytéotique ou d'un bail à construction,
- associations ayant un droit réel immobilier sur présentation des statuts (gestion de biens immobiliers),
- société, qu'elle soit civile (SCI, SCPI..) ou commerciale (SA, SAS, SARL EURL...),
- propriétaire d'un bien immobilier affecté à un usage locatif d'habitation à titre de résidence principale. Sous condition que l'objet social mentionne expressément ses activités de gestion immobilière.

Ne sont pas éligibles :
- sociétés HLM,
- établissements publics et sociétés avec participation de fonds publics (type SEM, EPA etc).

Tout autre situation qui ne serait pas couverte par le présent règlement sera étudiée en comité d'instruction des aides de l'Eurométropole de Strasbourg.

ARTICLE 3 : NATURE ET MONTANT DES AIDES

A) Aide pour l'Assistance à Maitrise d'Ouvrage (AMO)

Les dépenses éligibles au dispositif de l'Eurométropole de Strasbourg sont les dépenses d'assistance à maitrise d'ouvrage (AMO) constituant la prestation de MonAccompagnateurRénov' pour l'accompagnement du Maitre d'Ouvrage dans l'ensemble des étapes du projet de rénovation énergétique visant le BBC Rénovation ou un bouquet de travaux « BBC compatible » de la réflexion à la décision, tel que prévu dans le décret n° 2022-1035 du 22 juillet 2022 et l'arrêté du 21 décembre 2022. (https://www.ecologie.gouv.fr/mon-accompagnateur-renov)

L'accompagnement par un AMO est obligatoire pour pouvoir bénéficier des aides à la Maitrise d'œuvre et des aides aux travaux.

1) Contenu de la prestation

La mission doit comprendre a minima un accompagnement technique, social et financier à destination du Maître d'Ouvrage pour favoriser l'émergence de projets de rénovation qui permettront une réduction significative des consommations énergétiques, et d'apporter un confort thermique en hiver et en été tout en s'adaptant aux caractéristiques du bâti existant.
Cet accompagnement pourra être réalisé par un prestataire unique ou par deux prestataires distincts.

Le **volet technique** de l'accompagnement doit permettre au propriétaire de déterminer un programme de travaux cohérent et d'assurer une bonne qualité de réalisation des travaux afin de mener à bien une rénovation énergétique performante. Ce volet technique devra inclure à minima :

- une 1ère visite sur site,
- le diagnostic de situation initiale,
- un audit énergétique du logement, selon la méthode 3CL, comprenant des scénarii de travaux dont un scénario permettant d'atteindre le niveau « BBC rénovation résidentiel 2024 » (minimum étiquette B),
- l'élaboration d'un projet de travaux,
- un plan de financement,
- une assistance pour la consultation et la sélection des entreprises, la relecture des devis et la planification, le suivi et la réception des travaux,
- le suivi et l'accompagnement du ménage tout au long de la réalisation des travaux,
- une 2ème visite sur site pour confirmer la fin des travaux.

Le **volet financier** de l'accompagnement doit permettre au Maître d'Ouvrage d'obtenir les aides financières disponibles au niveau national, régional et local mais également d'optimiser le financement de sa rénovation énergétique. La prestation devra inclure :

- le montage du plan de financement des travaux,
- l'aide au montage des dossiers de subvention et de financement.

2) Qualification des intervenants

La mission doit être assurée par MonAccompagnateurRénov' disposant de l'agréement de l'ANAH.
Le prestataire doit être en mesure de démontrer qu'il a souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle répondant aux obligations légales.

Toutefois, après évaluation du contenu du contrat d'AMO et du profil de l'opérateur, le service instructeur de l'Eurométropole de Strasbourg se réserve le droit d'exclure le projet s'il constate un conflit d'intérêt entre l'opérateur et les entreprises participant directement à la réalisation des travaux subventionnés.

Le prestataire doit être indépendant de tout fournisseur de matériau, d'énergie ou d'équipement.

3) Montant de l'aide

Le montant de l'aide à l'AMO pour les propriétaires de maisons individuelles et de monopropriétés est forfaitaire et fonction du niveau de revenu du ménage du propriétaire. Le montant de l'aide de l'Eurométropole de Strasbourg tient compte des dispositifs d'aides existants et des taux de prise en charge en fonction des niveaux de revenu.

Les montants d'aide de la collectivité sont :

	MÉNAGES AUX REVENUS TRÈS MODESTES	MÉNAGES AUX REVENUS MODESTES	MÉNAGES AUX REVENUS INTERMÉDIAIRES	MÉNAGES AUX REVENUS SUPÉRIEURS
MONTANT DE L'AIDE TTC DANS LE CADRE DU FORFAIT MAR DE L'ANAH	**2000€**	**1600€**	**800€**	**400€**
MONTANT DE L'AIDE DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG *	**PRISE EN CHARGE À 100% PAR L'ANAH**	**400€ ****	**800€**	**600€**

** Montants pouvant évoluer en fonction de la règlementation en vigueur*
*** Soit prise en charge à 100% dans la limite du forfait de l'ANAH (MAR)*

La subvention de l'Eurométropole de Strasbourg est allouée dans la limite des crédits annuels disponibles, leur programmation étant effectuée par ordre de réception des dossiers complets.

B) Aide à la Maitrise d'œuvre (Moe)

1) Contenu de la prestation

La mission de Maitrise d'œuvre doit comprendre un programme global d'intervention de niveau « BBC Rénovation » chiffré, ou à défaut respectant un bouquet de travaux BBC-compatibles correspondant à minima à deux gestes d'isolation et au traitement de la ventilation[3].

La prestation de Maitrise d'œuvre comporte plusieurs étapes :

<u>En amont des travaux :</u>
- prendre connaissance de l'audit énergétique du logement réalisé dans le cadre de la prestation d'AMO et des scénarii de travaux. La durée de validité de l'audit énergétique est de 5 ans,
- après analyse architecturale du projet, prendre contact avec le service de l'urbanisme de la commune où est situé le projet et, si celui-ci est situé dans un périmètre protégé, se rapprocher de l'Architecte des Bâtiments de France,
- consultation des entreprises, analyse et validation des devis,
- validation du projet avec le Maître d'Ouvrage et signature du contrat de maitrise d'œuvre.

<u>Pendant la phase chantier :</u>
- planification, pilotage et coordination du chantier,
- organisation et direction des réunions de chantier,

[3] Deux gestes de travaux parmi les lots suivants : Isolation de la toiture et/ou des combles ; Isolation des murs ; Isolation du plancher bas ; Menuiseries ; Ventilation (entretien, révision, remplacement, ou mise en place) ; Chauffage.

- réception des travaux et suivi des levées de réserves.

2) Qualification des intervenants

L'équipe de maitrise d'œuvre devra intégrer des compétences pluridisciplinaires et intervenir dans plusieurs domaines :

- l'architecture,
- l'ingénierie thermique, acoustique, structure et fluides,
- l'économie de la construction,
- le pilotage et la coordination de chantier.

L'ensemble des prestataires intervenant sur les différentes phases du projet devra respecter les conditions d'exercice professionnel notamment en ce qui concerne les assurances et garanties règlementaires[4].

3) Montant de l'aide

a. Pour les maisons individuelles

Le montant de l'aide à la Moe pour les propriétaires de **maisons individuelles** est forfaitaire et fonction du revenu fiscal du propriétaire (Annexe 2) :

	MÉNAGES AUX REVENUS TRÈS MODESTES	MÉNAGES AUX REVENUS MODESTES	MÉNAGES AUX REVENUS INTERMÉDIAIRES	MÉNAGES AUX REVENUS SUPÉRIEURS
MONTANT DE L'AIDE DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	**1500€**	**1500€**	**1500€**	**1 000€**

b. Pour les monopropriétés

L'aide à la maitrise d'œuvre de conception s'élève à :

50% de la phase étude HT (diagnostic et avant-projet) d'un projet BBC Rénovation ou BBC compatible, subvention plafonnée à 3 000 € par monopropriété.

L'aide pour la Moe de l'Eurométropole de Strasbourg est cumulable avec les dispositifs d'aides existants au niveau national et régional dans la limite d'un subventionnement total de 80 % (aides publiques et privées cumulées).
La subvention de l'Eurométropole de Strasbourg est allouée dans la limite des crédits annuels disponibles, leur programmation étant effectuée par ordre de réception des dossiers complets.

[4] Responsabilité civile décennale, Responsabilité civile professionnelle. Pour les architectes : responsabilité civile de droit commun pendant les travaux et après leur achèvement, responsabilité décennale, garantie de bon fonctionnement, responsabilité civile à l'égard des tiers.(cf. Guide de l'AQC les responsabilité de la maîtrise d'œuvre).

C) Aide aux travaux de rénovation énergétique

1) Contenu de la prestation

L'aide aux travaux de rénovation énergétique de l'Eurométropole de Strasbourg peut être obtenue soit en réalisant un bouquet de travaux, soit en atteignant un niveau BBC rénovation comme précisé ci-dessous.

c. Bouquet de travaux

Les travaux de rénovation énergétique doivent engager à minima un bouquet de deux travaux sur l'enveloppe thermique du bâtiment parmi les trois suivants :

- isolation des murs,
- isolation de la toiture,
- isolation du plancher.

Les niveaux de performance doivent respecter les préconisations de l'Audit pour atteindre le niveau BBC compatible et à minima les critères de performance tels que prévus dans le dispositif MaPrimRenov'.

Les travaux devront également respecter les prescriptions des autorités compétentes en matière de protection et de conservation du patrimoine classé et/ou protégé du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg et les règlements d'urbanisme. Site : https://strasbourg.ads.strasbourg.eu/gnau/#/Si le projet est éligible en application de ces critères, les aides forfaitaires par logement de l'Eurométropole de Strasbourg seront mobilisables en soutien au financement des travaux, et cumulables avec les autres aides publiques.

d. Atteinte du niveau BBC rénovation

Les travaux de rénovation énergétique doivent permettre d'atteindre à minima le niveau BBC rénovation résidentiel 2024 (minimum étiquette B selon la méthode de calcul 3CL) après travaux soit le niveau BBC rénovation sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg.

Les services instructeurs se baseront sur les résultats et les scénarii de l'audit énergétique pour valider l'atteinte du niveau de performance BBC rénovation du projet de travaux.

Une dérogation est possible pour les propriétaires de maisons individuelles et de monopropriétés dont le niveau de performance « BBC rénovation » n'est pas atteignable dès lors que :

- le chauffage et/ou l'Eau Chaude Sanitaire (ECS) utilisent l'énergie électrique,
- l'isolation thermique par l'extérieur n'est pas possible (techniquement ou réglementairement),
- les règles prévues dans le PLU de la commune où se situe le logement rénové ne permettent pas d'intervenir sur les éléments extérieurs du bâtiment.

Cette dérogation sera étudiée en comité d'instruction des aides de l'Eurométropole de Strasbourg.

2) Qualification des intervenants

Les travaux d'amélioration de la performance énergétique doivent être réalisés par des entreprises bénéficiant de la qualification RGE (Reconnu Garant de l'Environnement) et correspondant aux travaux réalisés lorsqu'une telle qualification existe.

3) Nature et montant de l'aide

L'aide aux travaux est composée d'un montant forfaitaire par logement et variable en fonction du bouquet de travaux réalisés ou l'atteinte du niveau BBC rénovation. Ce montant peut se cumuler avec des bonus pour l'utilisation d'isolants biosourcés, et pour le remplacement des menuiseries. Une aide complémentaire en fonction de la situation fiscale du foyer est également mobilisable.

- **L'aide aux travaux** :

Bouquets de travaux		**Montant de l'aide par logement**
Bouquet 3 travaux	Mur-Toiture-Plancher	1 000€
Bouquet 2 travaux	Mur-Toiture	900€
	Mur-Plancher	750€
	Toiture-Plancher	600€

Niveau de rénovation BBC résidentiel 2024 Minimum étiquette B	**Montant de l'aide par logement**
Coût des travaux éligibles < ou = à 40 000€	3 000€
Coût des travaux éligibles > à 40 000€	4 000€

Les deux aides, Bouquets de travaux et Rénovation BBC, ne sont pas cumulables pour le même logement.

Les deux aides, Bouquets de travaux et Rénovation BBC, ne sont pas cumulables pour les mêmes travaux et pour le même logement
Cependant tout demandeur ayant déposé un dossier de subvention "bouquet de travaux" peut déposer un second dossier de travaux de rénovation énergétique lui permettant d'atteindre à minima l'étiquette B.
Aucune nouvelle demande de subvention ne peut être déposée tant que la première subvention octroyée n'a pas été soldée.
Dans ce cas pour ce second dossier, le demandeur bénéficie d'une aide égale à la différence entre :

- le montant de l'aide lié au bouquet de travaux réalisé

et

- le montant de l'aide lié à l'atteinte de l'étiquette B.

L'obtention des bonus lors de cette nouvelle demande sera appréciée par le service instructeur.

- **Bonus** :

  - **Bonus Isolants biosourcés**

L'Eurométropole de Strasbourg souhaite encourager l'utilisation de matériaux biosourcés. En cas de recours à ces matériaux, le porteur de projet peut bénéficier des bonus suivants :

Types de travaux	Montant de l'aide par logement
Isolation des murs par l'extérieur – Sous enduit	1 500€
Isolation des murs par l'extérieur – Sous bardage	2 000€
Isolation des murs par l'intérieur – Si isolation par l'extérieur impossible	600€
Isolation de la toiture	400€

Un isolant biosourcé est un isolant issu de matières renouvelables telles que la biomasse végétale ou animale (bois, chanvre, lin, laine, …) ou de matériaux recyclés (coton, ouate, cellulose, …)

Du fait de leurs caractéristiques, les isolants biosourcés sont recommandés pour la rénovation des bâtiments anciens où une attention particulière doit être prise en compte dans la gestion de la migration de la vapeur d'eau. Ils sont également recommandés pour améliorer le confort d'été dans les logements.

Lorsque plusieurs techniques de pose sont réalisées en même temps, c'est la technique de pose qui concerne la plus grande surface qui détermine le montant de l'aide.

Lorsqu'une paroi est isolée en associant deux isolants, l'un biosourcés et l'autre non biosourcés, le bonus s'applique uniquement si la résistance thermique de la partie biosourcée correspond à minima à la moitié de la résistance thermique des isolants posés.
Dans le cas où une l'isolation d'une paroi est réalisée pour partie, le bonus peut être comptabilisé seulement si l'autre partie est déjà isolée et que cela est justifié par un audit énergétique ou étude thermique ou par l'étude de maîtrise d'œuvre.

  - **Bonus Remplacement des menuiseries en partie privative**

Travaux		Montant de l'aide par logement
Remplacement 100% des menuiseries du logement	Menuiserie en Bois	1 000€
	Menuiserie en Bois/Alu	1 500€

Pour bénéficier de ce bonus, il est nécessaire de remplacer l'ensemble des menuiseries existantes par des menuiseries en bois ou hybride en bois et aluminium. Les fenêtres de toit sont éligibles.

Les menuiseries posées doivent respecter les critères techniques de l'aide MaPrimeRénov'.

- **Bonus confort d'été**

L'Eurométropole de Strasbourg souhaite encourager les projets dont les travaux de rénovation énergétique sur le bâti prennent en compte l'intégration de la thématique du confort d'été et de l'adaptation au changement climatique. Les solutions subventionnables devront être de type «passif» (la climatisation ne donne pas droit à ce bonus confort d'été).

Travaux	Montant de l'aide
Pose de protection solaire extérieure sur les parois vitrées	200 € / menuiserie avec un plafond à 1 000 € par logement

Critères techniques d'éligibilité au bonus « protection solaire » :

- **Les travaux de pose (et non de remplacement)** de volets roulants à projection, persiennes, brise-soleils orientables, uniquement en bois et aluminium.
- Ces équipements doivent être posés à l'extérieur des logements. Lorsque les protections solaires sont utilisées, elles protègent du soleil mais permettent de profiter de la lumière du jour.

- **Bonus individuel pour les propriétaires de maisons individuelles**

Afin de lutter contre la précarité énergétique et pour tenir compte de la nécessité de réduire le reste à charge pour les ménages, un bonus variable en fonction des ressources est proposé.

Ce bonus, qui vient en complément des aides individuelles de Maprimrenov' et des CEE, tient compte du revenu fiscal de référence des ménages selon les plafonds de ressources définis au niveau national par l'ANAH pour déterminer les catégories de niveau de revenus des ménages (Annexe 2).

Les plafonds de ressources sont mis à jour au 1er janvier de chaque année.

Montant du bonus de l'Eurométropole de Strasbourg :

	MÉNAGES AUX REVENUS TRÈS MODESTES	MÉNAGES AUX REVENUS MODESTES	MÉNAGES AUX REVENUS INTERMÉDIAIRES
MONTANT DE L'AIDE PAR LOGEMENT	**600€**	**500€**	**400€**

Les propriétaires occupants ou bailleurs identifiés dans l'Article 2 du présent règlement souhaitant bénéficier de ce bonus devront transmettre leur avis d'imposition justifiant de leur situation fiscale. C'est la situation fiscale au moment du dépôt de la demande qui est prise en compte.

ARTICLE 4 : ATTRIBUTAIRE DE LA SUBVENTION

L'ensemble des aides de l'Eurométropole de Strasbourg pour la rénovation énergétique des logements des propriétaires de maisons individuelles et de monopropriété du territoire est attribué au demandeur.

Il est cependant possible de déposer une procuration pour que le tiers qui paye les travaux pour le compte du demandeur puisse obtenir le versement de l'aide (Annexe 3).

Les dossiers de demande d'aides devront être déposés par MonAccompagnateurRénov'.

ARTICLE 5 : DEPOT DU DOSSIER DE DEMANDE D'AIDES

Le régime d'aides applicable est celui en vigueur au moment du dépôt du dossier.

Les porteurs de projets, par l'intermédiaire de l'AMO (MonAccompagnateurRénov'), sont invités à prendre contact le plus en amont possible des projets avec l'interlocuteur de l'Eurometropole de Strasbourg (Annexe 4).

Les dossiers de demande d'aides de l'Eurométropole de Strasbourg devront être déposés sur le portail des aides de l'Eurométropole de Strasbourg : le lien d'accès au portail sera transmis par le service instructeur sur demande de l'AMO (Annexe 4).

À chaque dépôt de dossier complet, un accusé de réception est envoyé au demandeur. La date de réception du dossier complet constitue le point de départ de la recevabilité des pièces justificatives nécessaires au versement de l'aide : **tout projet dont les travaux ont démarré avant la date de réception du dossier complet n'est pas éligible aux aides.**

Les dossiers incomplets ne seront pas instruits par le service instructeur de l'Eurométropole de Strasbourg. Sur demande de celui-ci, le maître d'ouvrage adressera dans le délai de quatre mois à partir de la notification les pièces demandées pour compléter le dossier.
Si ces pièces n'ont pas été produites dans le délai imparti, le service instructeur notifiera au demandeur le rejet du dossier.

Au cours de l'instruction, le service en charge de celle-ci pourra exiger la production de pièces nécessaires à la compréhension du dossier ou à la vérification des renseignements fournis, lorsque celles-ci s'avèrent indispensables au traitement du dossier. Dans ce cas, le dossier ne sera réputé complet qu'à réception des pièces demandées.

A) Demande d'aide AMO

L'aide de l'Eurometropole de Strasbourg est subordonnée à la transmission des pièces justificatives suivantes :

1) Éléments Administratifs

- un relevé d'identité bancaire ou postal du bénéficiaire,
- une copie du dernier avis de non-imposition, d'imposition sur le revenu ou une copie d'Avis de situation déclarative à l'Impôt sur le Revenu (ASDIR) de l'année précédant le dépôt du dossier (exemple : pour un dossier déposé en 2022, fournir l'avis d'imposition de 2021 sur les revenus de 2020). Toutes les pages de l'avis doivent être transmises.

Pour les propriétaires bailleurs

- un justificatif de propriété (acte notarié, Taxe Foncière)

2) Éléments Techniques

- l'audit énergétique du logement ainsi que la copie de l'attestation RGE (Reconnu Garant de l'Environnement) du prestataire,
- le plan de financement prévisionnel,
- copie du contrat de prestations d'accompagnement mentionnant :
  - Le nom du propriétaire sollicitant l'aide,
  - L'adresse du bien concerné par la rénovation,
  - Le détail et le prix des prestations d'accompagnement.

B) Demande d'aide MOE

1) Éléments Administratifs

Les éléments administratifs à transmettre pour la demande d'aide à la MOE sont les même que ceux de la demande de subvention AMO.

2) Éléments Techniques

- la copie des devis non-signés des entreprises intervenants sur la rénovation et leur attestation RGE,
- tableau synthétique des scénarii de travaux avec le détail des coût prévisionnels,
- le plan de financement du projet de rénovation
- copie du contrat de prestations de maitrise d'œuvre mentionnant :
  - Le nom du propriétaire sollicitant l'aide,
  - L'adresse du bien concerné par la rénovation,

- Le détail et le prix des prestations,
- toute pièce (photos, plans, …) nécessaire à la bonne compréhension du projet.

Dans le cadre du Plan Climat de l'Eurométropole de Strasbourg, une attention particulière sera donnée à la prise en compte des principes du développement durable.

C) Demande d'aide Travaux

1) Éléments Administratifs

Les éléments administratifs à transmettre pour la demande d'aide aux travaux sont les même que ceux de la demande de subvention AMO.
Le dossier de demande de subvention complet doit être déposé avant la réalisation des travaux. Tout justificatif manquant entrainera un retard dans le traitement de la demande par le service instructeur de l'Eurométropole de Strasbourg.

2) Éléments Techniques

L'attribution de l'aide aux travaux et les bonus de l'Eurométropole de Strasbourg sont soumis à l'accompagnement des travaux par un opérateur assurant l'AMO,

- la copie des devis non-signés, objet de la demande d'aide, détaillant la prestation selon les conditions d'éligibilité,
- justificatif de dépôt de demande d'autorisation d'urbanisme délivré par les services communaux dans la mesure où celle-ci est rendue obligatoire pour les travaux modifiant l'aspect extérieur (toiture, façade, protections solaires, menuiseries extérieures),
- attestation RGE (Reconnu Garant de l'Environnement) des entreprises intervenants sur les lots de travaux concernés.

La prise en compte du dossier s'effectue à réception de la demande. Elle est effective à la date de réception de la demande complète par le service instructeur de l'Eurométropole de Strasbourg via le site aides.strasbourg.eu.

Le bénéficiaire du soutien, ou son représentant légal, est dans tous les cas l'ordonnateur des travaux.

ARTICLE 6 : MODALITES DE VERSEMENT D'UNE AVANCE

Les avances versées par l'Eurométropole de Strasbourg ne sont disponibles que pour l'aide à la Maitrise d'Œuvre et les aides aux travaux.

A) Demande d'avance Maitrise d'Œuvre (MOE)

Les bénéficiaires ont la possibilité de demander une avance pour la prestation de Maitrise d'Œuvre **de maximum 60% du montant de l'aide calculée** au démarrage de la prestation. Les 40% seront versés au solde.

La demande doit se faire sur le portail des aides de l'Eurométropole de Strasbourg (Annexe 4) et les éléments suivants devront être déposés :

- le contrat de maitrise d'œuvre signé,
- un RIB (si modifié depuis le dépôt de la demande d'aide).

B) Demande d'avance Travaux

Les bénéficiaires ont la possibilité de demander une **avance d'aide de 60% au démarrage des travaux**. Le dossier de demande d'avance sera composé des éléments suivants :

- devis signés correspondants aux travaux subventionnés,
- autorisation d'urbanisme ou attestation de décision tacite,
- attestation RGE (Reconnu Garant de l'Environnement) des entreprises intervenants sur les lots de travaux concernés (si modifiée depuis le dépôt de la demande),
- RIB du bénéficiaire (si modifié depuis le dépôt de la demande d'aide).

ARTICLE 7 : MODALITES DE VERSEMENT DE L'AIDE

Le paiement de l'aide de l'Eurométropole de Strasbourg est conditionné par le respect des engagements du bénéficiaire.

Le dossier de demande de paiement est à transmettre au plus tard 36 mois après la notification de la décision de financement de l'aide de l'Eurométropole de Strasbourg.
Si les justificatifs à produire pour le versement de l'aide ne sont pas transmis dans ce délai au service instructeur de l'Eurométropole de Strasbourg, la subvention sera réputée caduque et annulée.
Il peut être prorogé d'une année supplémentaire, sur la base d'une demande dûment justifiée, déposée au moins trois mois avant expiration de ce délai de trois ans. Au-delà de ce délai, la subvention attribuée sera caduque. Il pourra être accordé, à titre dérogatoire, un report de 24 mois sur justification (perte d'emploi, décès d'un conjoint…).

L'aide de l'Eurométropole de Strasbourg est subordonnée à la transmission des pièces justificatives suivantes :

A) Demande de paiement AMO

- facture de la prestation d'accompagnement (AMO),
- attestation de la seconde visite post-travaux pour confirmer la fin des travaux,
- RIB du bénéficiaire (si modifié depuis le dépôt de la demande d'aide).

B) Demande de paiement MOE

- plan de financement définitif de l'opération,
- facture de la prestation de maitrise d'œuvre.

C) Demande de paiement des aides aux Travaux

Le dossier de demande de solde de l'aide sera composé des éléments suivants :

- factures pour chacun des postes de dépenses relatifs au projet (travaux et frais connexes),
- attestation RGE (Reconnu Garant de l'Environnement) des entreprises intervenants sur les lots de travaux concernés (si modifiée depuis le dépôt de la demande),
- autorisation d'urbanisme ou attestation de décision tacite (si pas transmis lors de la demande d'avance),
- plan de financement définitif de l'opération.

D) Cumul d'aides et écrêtement

L'Eurométropole de Strasbourg se réserve le droit d'écrêter la subvention à verser pour ne pas dépasser les plafonds de subventionnement en vigueur.

E) Évolution du projet de travaux entre l'attribution de la subvention et son paiement

En cas d'évolution vers un projet plus ambitieux entre l'attribution de la subvention et son paiement, passage d'un bouquet de 2 à 3 travaux ou passage d'un bouquet vers une rénovation BBC, une subvention complémentaire peut être octroyée par l'Eurométropole de Strasbourg si les conditions précisées dans l'article 3 sont respectées.

En cas d'évolution vers un projet moins ambitieux entre l'attribution de la subvention et son paiement, passage d'un bouquet de 3 à 2 travaux ou passage d'une rénovation BBC vers un bouquet de travaux, le montant de la subvention octroyée par l'Eurométropole de Strasbourg sera recalculé, au moment de la demande de paiement, en tenant compte de cette évolution.

ARTICLE 8 : PROCESSUS D'INSTRUCTION

Les étapes du processus d'instruction se décomposent de la façon suivante :

- dépôt de la demande auprès de l'Eurométropole de Strasbourg par l'AMO sur la portail des aides de l'Eurométropole de Strasbourg : le lien d'accès au portail sera transmis par le service instructeur sur demande de l'AMO (Annexe 4).
- instruction de la demande par les services compétents,
- décision d'attribution par l'Eurométropole de Strasbourg au bénéficiaire par courrier. Cette décision reste assujettie à la production des pièces justificatives indiquées dans le présent dispositif.

Pour le versement de l'aide :

- demande de versement de l'aide par le bénéficiaire ou son représentant mandaté à l'appui des pièces requises,
- vérification des pièces justificatives par le service instructeur,
- versement de l'aide de l'Eurométropole de Strasbourg.

Le bénéficiaire s'engage à ne pas commencer les travaux avant d'avoir déposé son dossier d'aide sauf dérogation accordée par l'ordonnateur.

ARTICLE 9 : ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à :

- faire réaliser les travaux par des entreprises qualifiées RGE (Reconnue Garant de l'Environnement),
- transmettre les montants et les décisions prises par les organismes pour les autres aides accordées,
- obtenir les autorisations administratives nécessaires : Déclaration Préalable de travaux, permis de construire, avis des bâtiments de France,
- commencer les travaux dans les 12 mois suivant la réception du courrier des services de l'Eurométropole de Strasbourg, notifiant l'octroi de la subvention,
- présenter à l'Eurométropole de Strasbourg les factures, justifiant de la réalisation des prestations, dans le délai de 36 mois après la notification d'octroi de la subvention,
- autoriser l'Eurométropole de Strasbourg à mentionner son soutien au projet de rénovation subventionné à travers tous ses supports, et l'utilisation publique des données par l'Eurométropole de Strasbourg à des fins de communication, de statistiques et de retour d'expérience,
- permettre la visite des lieux pour l'exercice du contrôle des travaux,
- le propriétaire s'engage à transmettre à la demande de l'Eurométropole de Strasbourg l'ensemble des données de consommation énergétique sur les 3 ans suite aux travaux, couvrant au moins 3 saisons de chauffe et les consommations des 3 saisons de chauffe avant travaux.

En cas de non-exécution de ces obligations, le bénéficiaire perdra le bénéfice de la subvention.

ARTICLE 10 : MODALITES DE RETRAIT ET DE REVERSERMENT EVENTUEL DE L'AIDE

En application du I de l'article R. 321-21 du CCH et dans les conditions fixées au présent article :

- le retrait total de l'aide versée par l'Eurométropole et le reversement des sommes perçues sont prononcés en cas de fausses déclarations ou de manœuvres frauduleuses,

- le retrait total de l'aide versée par l'Eurométropole et le reversement des sommes perçues peuvent être prononcés en cas de non-respect des prescriptions relatives aux aides (articles R. 321-12 à R. 321-21 du CCH, engagements conventionnels, présent règlement général, etc.),

- le retrait de l'aide et le reversement des sommes perçues peuvent être partiels dans les cas où les prescriptions relatives aux aides ont été respectées mais que l'opération n'a pas été réalisée intégralement sans que son intérêt global soit dénaturé.

ARTICLE 11 : TRAITEMENT INFORMATIQUE ET ACCES AUX DONNEES

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à faciliter le recueil, le traitement, le suivi et l'évaluation des demandes d'aides.
Conformément à la loi informatique et liberté du 6 juin 1978 et au RGPD, les bénéficiaires disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'opposition aux informations. Ils peuvent exercer ce droit et obtenir communication des informations les concernant, sur demande adressée à l'Eurométropole de Strasbourg par lettre recommandée**.**

ARTICLE 12 : ENTREE EN VIGUEUR, DUREE D'APPLICATION ET RENOUVELLEMENT DU DISPOSITIF

Ce dispositif adopté par les délibérations n° du, entre en vigueur à la date de l'adoption pour la période 2024-2026.
Il peut être renouvelé en fonction des objectifs, des crédits disponibles et des changements de règlementation. Ce dispositif est susceptible d'être actualisé par voie d'avenant.

ANNEXES

Annexe 1 : Attestation sur l'honneur

DÉSIGNATION D'UN REPRESENTANT UNIQUE
DANS LE CADRE D'UNE DEMANDE DE PRIME DE TRANSITION ENERGETIQUE PORTANT SUR UN BIEN EN INDIVISION

Nous soussignés [Renseigner ci-après les noms, prénoms, date de naissance et lieu de résidence principale (adresse complète) de l'ensemble des indivisaires. Si la propriété comporte plus de 4 indivisaires, merci de compléter les mêmes informations en fin d'attestation] :

NOM PRENOM
……

DATE DE NAISSANCE.……

DEMEURANT AU
……

NOM PRENOM
……...

DATE DE NAISSANCE.……

DEMEURANT AU
……

NOM PRENOM
……...

DATE DE NAISSANCE.……

DEMEURANT AU
……

NOM PRENOM
……...

DATE DE NAISSANCE.……

DEMEURANT AU
……

Attestons sur l'honneur être propriétaire en indivision du bien situé au
……

……
…….. (mentionner l'adresse du bien appartenant à l'indivision)

Nous avons décidé d'un **commun accord** :

1. d'effectuer des travaux de rénovation énergétique dans ce logement et de faire

financer ces travaux par l'aide de l'Eurométropole de Strasbourg,

2. de désigner [compléter avec le nom et prénom du demandeur, qui doit être un des indivisaires] aux fins de déposer en notre nom à tous une demande de prime et de percevoir le bénéfice de cette même prime.

Nous nous engageons collectivement à respecter les engagements liés au bénéfice de la prime, à savoir [cochez la case appropriée] :

☐ **Si la demande de prime a été déposée en tant que propriétaire occupant**, à ce qu'au moins un des indivisaires occupe le logement dans un délai maximum d'un an suivant la date de demande du solde de la prime de l'Eurométropole de Strasbourg.

☐ **Si la demande de prime a été déposée en tant que propriétaire bailleur**, à :

- louer à titre de résidence principale le logement rénové pendant une durée minimale de 5 ans à partir de la demande de paiement de la prime ;
- avoir un locataire dans ce logement dans un délai maximum d'un an suivant la date de demande du solde de la prime de l'Eurométropole de Strasbourg ;
- informer mon locataire de la réalisation de travaux financés par la prime ;
- dans le cas d'une éventuelle réévaluation du montant du loyer, déduire le montant de la prime du montant des travaux d'amélioration ou de mise en conformité justifiant cette réévaluation du montant du loyer.

Nous reconnaissons n'avoir déposé qu'une seule demande de prime pour le bien indivis et qu'aucune autre demande n'est en cours.

Nous sommes informé(e)s que :

- tout ou partie du montant de la prime pourra nous être retiré en cas de non-respect de ces engagements et de la réglementation en vigueur;
- nous nous exposons à une sanction financière pouvant aller jusqu'à la moitié du montant de la prime et à l'interdiction de déposer un dossier auprès de l'Eurométropole de Strasbourg pour une durée maximale de cinq ans, en application du II de l'article 15 modifié de la loi n° 1479 du 28 décembre 2019, ainsi qu'à des poursuites judiciaires en cas de fausse déclaration, de fraude ou de tentative de fraude.

Nous certifions l'exactitude des renseignements portés sur la présente attestation.

Fait à ,

le

Nom, prénom, signature*

.....

Nom, prénom, signature*

.....

Nom, prénom, signature*

.....

Nom, prénom, signature*

.....

Nom, prénom, signature*

.....

Nom, prénom, signature*

.....

Le cas échéant, liste complétée des membres de l'indivision (nom, prénom, date de naissance et adresse)

Annexe 2 : Conditions de ressources

Ce dispositif s'appuie sur les plafonds de ressources identifiés au niveau national pour déterminer les catégories de niveau de revenu des ménages.

PLAFONDS DE RESSOURCES POUR LES AUTRES RÉGIONS AU 1ER JANVIER 2023

NOMBRE DE PERSONNES COMPOSANT LE MÉNAGE	MÉNAGES AUX REVENUS TRÈS MODESTES	MÉNAGES AUX REVENUS MODESTES	MÉNAGES AUX REVENUS INTERMÉDIAIRES	MÉNAGES AUX REVENUS SUPÉRIEURS
1	16 229 €	20 805 €	29 148 €	supérieur à 29 148 €
2	23 734 €	30 427 €	42 848 €	supérieur à 42 848 €
3	28 545 €	36 591 €	51 592 €	supérieur à 51 592 €
4	33 346 €	42 748 €	60 336 €	supérieur à 60 336 €
5	38 168 €	48 930 €	69 081 €	supérieur à 69 081 €
par personne supplémentaire	+ 4 813 €	+ 6 165 €	+ 8 744 €	+ 8 744 €

Annexe 3 : Procuration attributaire

PROCURATION SOUS SEING PRIVE POUR
LA PERCEPTION DES FONDS

Je soussigné(e)……

Nom :……
Prénom :……
Adresse :……
Code Postal :……Commune :……

Le cas échéant, représentant légal de la personne…….
……
dont le siège se trouve……
……
Propriétaire ou locataire de l'immeuble sis à (adresse complète de l'immeuble, désignation, le cas échéant, du bâtiment, de l'étage et de l'appartement) : …….
……

donne mandat

à (Nom, Prénom, qualité et adresse du mandataire désigné) :
……

……
pour recevoir en mon nom et pour mon compte le montant de la subvention accordée par l'Eurométropole de Strasbourg, et à présenter en mon nom, les pièces justifiant l'exécution des travaux ainsi que tout document nécessaire au calcul et au versement de la subvention et à recevoir en mon nom toute correspondance relative au paiement*.

Fait à :……..	Fait à :……..
Le ……	Le ……
Signature du mandataire Précédée de la mention manuscrite : « bon pour acceptation de mandat »	Signature du ou des mandants Précédée de la mention manuscrite : « bon pour pouvoir »

*Le RIB (original) doit être établi au nom du mandataire

Vu la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés : les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre demande de subvention ainsi qu'à des exploitations statistiques. Les destinataires des données sont : les services de l'Eurométropole et les organismes. Conformément à la loi susvisée, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations vous concernant, veuillez vous adresser à l'Eurométropole de Strasbourg. Vous pouvez, également, pour des motifs légitimes vous opposer au traitement des données vous concernant.

Annexe 4 : Contact de l'interlocuteur de l'Eurométropole de Strasbourg

Eurométropole de Strasbourg :

Service Instructeur

Adresse : Centre Administratif
1 Parc de l'Etoile
67076 Strasbourg Cedex

Courriel : Habitat-RenovationEnergetique@strasbourg.eu

le lien d'accès au portail : https://aides.strasbourg.eu/

Annexe 9b ARE : Règlement des aides à la rénovation énergétique – copropriétés

RÈGLEMENT DES AIDES À LA RÉNOVATION ÉNERGETIQUE DES **COPROPRIÉTÉS** SUR LE TERRITOIRE DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG

Mise à jour 1er janvier 2026

2023

Table des matières

ARTICLE 1 : OBJET DU PRESENT REGLEMENT 5
ARTICLE 2 : BENEFICIAIRES 6
ARTICLE 3 : CRITERES D'ATTRIBUTION 6
ARTICLE 4 : NATURE ET MONTANT DES AIDES 7
A) Aide pour l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) 7
1) Contenu de la prestation 7
2) Qualification des intervenants 7
3) Montant de l'aide 8
B) Aide à la Maîtrise d'œuvre (MOE) 8
1) Contenu de la prestation 8
2) Qualification des intervenants 8
3) Montant de l'aide 9
C) Aide aux travaux de rénovation énergétique 9
1) Contenu de la prestation : 9
2) Qualification des intervenants : 10
3) Nature et montant de l'aide : 10
4) Conditions d'attribution 12
ARTICLE 5 : DEROGATION POUR TRAVAUX EN PARTIE PRIVATIVE 13
A) Aide pour l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) 13
1) Contenu de la prestation 13
2) Qualification des intervenants 14
3) Montant de l'aide 14
B) Aide à la Maîtrise d'œuvre (MOE) 14
1) Contenu de la prestation 14
2) Qualification des intervenants 15
3) Montant de l'aide 15
ARTICLE 6 : ATTRIBUTAIRE DE LA SUBVENTION 16
ARTICLE 7 : DEPOT DU DOSSIER DE DEMANDE D'AIDES 16
A) Demande d'aide à l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) 17
1) Pour les copropriétés 17
2) Pour les parties privatives dans le cadre de la dérogation 17
B) Demande d'aide Maîtrise d'Œuvre (MOE) 18
1) Pour les copropriétés 18
2) Pour les parties privatives dans le cadre de la dérogation 19
C) Demande d'aide Travaux 19
ARTICLE 8 : MODALITES DE VERSEMENT D'AVANCE ET D'ACOMPTE 20
A) Demande d'avance Maîtrise d'Œuvre (MOE) 20

B) Demande d'avance et d'acompte Travaux 20
1) Demande d'avance Travaux 20
2) Demande d'acompte Travaux 21
ARTICLE 9 : MODALITES DE VERSEMENT DES AIDES 21
A) Demande de paiement de l'aide à l'AMO 21
1) Pour les copropriétés 21
2) Pour les parties privatives dans le cadre de la dérogation 21
B) Demande de paiement de l'aide à la MOE 22
1) Pour les copropriétés 22
2) Pour les parties privatives dans le cadre de la dérogation 22
C) Demande de paiement des aides aux Travaux 22
D) Cumul d'aides et écrêtement 23
E) Evolution du projet de travaux entre l'attribution de la subvention et son paiement 23
ARTICLE 10 : PROCESSUS D'INSTRUCTION 23
ARTICLE 11 : ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE 24
ARTICLE 12 : MODALITES DE REMBOURSEMENT EVENTUEL DE L'AIDE 24
ARTICLE 13 : TRAITEMENT INFORMATIQUE ET ACCES AUX DONNEES 24
ARTICLE 14 : ENTREE EN VIGUEUR, DUREE D'APPLICATION ET RENOUVELLEMENT DU DISPOSITIF 25
ANNEXES 25
Annexe 1 : Dispositif Climaxion 25
Annexe 2 : Contact de l'interlocuteur de l'Eurométropole de Strasbourg et de la Région Grand Est 25
Annexe 3 : Conditions de ressources 26
Annexe 4 : Support panneau réalisation de travaux énergétiques 26
Annexe 5 : Attestation de composition de la copropriété 26
Annexe 6 : Procuration attributaire 27

PRÉAMBULE

L'Eurométropole de Strasbourg a un rôle majeur à jouer pour accompagner la transformation écologique au niveau local et lutter contre le changement climatique. Pesant plus de la moitié des consommations énergétiques du territoire, le secteur du bâtiment constitue un enjeu prioritaire des politiques publiques.

La délibération-cadre prise le 17 décembre 2021 a présenté la stratégie de la collectivité pour accélérer l'engagement de tous les acteurs dans la rénovation énergétique du parc bâti. Le 2eme axe de cette stratégie vise à augmenter le nombre de logements privés rénovés par an[1], et emmener les projets vers un niveau d'ambition plus élevé qualitativement, pour tendre vers le niveau BBC Rénovation.

Avec un parc résidentiel de 200 000 logements privés, composé d'environ 130 000 logements en copropriété, 42 000 en maisons individuelles[2] et le reste en monopropriétés, le défi est de taille.

Parmi les actions identifiées pour répondre à cet enjeu, la collectivité a souhaité créer un nouveau dispositif d'aides pour soutenir les travaux d'économie d'énergie réalisés par les propriétaires privés, que ce soit en copropriété, monopropriété, ou maison individuelle.

Pour s'inscrire dans les préconisations du rapport SICHEL, l'Eurométropole de Strasbourg a fait le choix de rechercher l'articulation et la complémentarité de son dispositif incitatif, avec les autres dispositifs d'aides publiques existants. Ainsi pour faire monter les projets en ambitions, l'aide de l'Eurométropole de Strasbourg à destination des copropriétés reprendra les critères du dispositif Climaxion.

De plus dans une volonté de simplifier le montage des demandes d'aide à la rénovation énergétique des copropriétés, la Région Grand Est et l'Eurométropole de Strasbourg mutualiseront l'instruction en permettant à la copropriété de déposer une demande unique pour bénéficier des aides. L'Eurométropole de Strasbourg, en accord avec la Région Grand Est, est en charge du versement de l'ensemble des aides aux copropriétaires.

La mise en place de ce dispositif témoigne de la volonté de l'Eurométropole de Strasbourg de répondre aux enjeux de lutte contre le réchauffement climatique et de réduction des émissions de gaz à effet de serre, ainsi qu'aux enjeux sociaux et de lutte contre la précarité énergétique, par la rénovation thermique de l'habitat. Il s'agit d'une démarche permettant de couvrir l'ensemble des segments du parc de logements privés du territoire.

ARTICLE 1 : OBJET DU PRESENT REGLEMENT

Le présent règlement a pour objet de préciser les conditions et modalités d'attribution des aides financières de L'Eurométropole de Strasbourg en faveur de la rénovation énergétique des **Copropriétés**, telles que définies dans sa politique de l'habitat.

Les conditions et modalités d'attribution des aides financières de la Région Grand Est, dans le cadre de son programme Climaxion, en faveur de la rénovation énergétique des Copropriétés sont définies dans son propre règlement.

[1] Fiche action n°2,1,2 au sein de l'axe 2 du PCAET « un territoire 100% ENR », objectifs de :
- Réduire la consommation d'énergie primaire fossile finale des logements du parc privé de 30% en 2030 et 50% en 2050 ;
- Tendre vers le rythme de 6 000 logements rénovés thermiquement par an au sein du parc privé, au niveau BBC Rénovation (104 kWh / m² /an).

[2] Mais qui consomment en moyenne 2,2 fois plus qu'un logement en collectif.

ARTICLE 2 : BENEFICIAIRES

Sont considérés comme bénéficiaires : les syndicats de copropriétaires représentés par un syndic qu'ils soient professionnels ou bénévoles, situés dans l'une des 33 communes de l'Eurométropole de Strasbourg.

Les demandeurs doivent :

- Être accompagnés par un assistant à maîtrise d'ouvrage.
- S'engager à réaliser des travaux de performance énergétique.

Les copropriétés doivent disposer d'un compte bancaire séparé de celui de leur syndic pour le versement de l'aide de l'Eurométropole de Strasbourg conformément au Décret n° 2020-834 du 2 juillet 2020 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2019-1101 du 30 octobre 2019 portant réforme du droit de la copropriété des immeubles bâtis et relatif à diverses mesures concernant le fonctionnement de la copropriété.

Dérogation

Si un propriétaire occupant ou bailleur décide de réaliser des travaux sur sa partie privative, une aide pour l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) et pour la Maîtrise d'œuvre (MOE) pourra lui être attribuée si :

- La rénovation sur les parties communes n'est pas possible (contrainte architecturale, patrimoniale…) : avis négatif de l'ABF ou refus d'autorisation d'urbanisme,
- La copropriété ne veut pas s'engager dans des travaux de rénovation énergétique (Décision en AG), sur les parties communes (travaux non votés en Assemblée Générale de copropriété).

Les bénéficiaires d'une aide dans le cadre de cette dérogation sont les mêmes que ceux indiqués dans l'Article 2 du « Règlement d'attribution des aides Maison Individuelle – Monopropriété »

La nature et le montant des aides dans le cadre de cette dérogation sont précisés dans l'Article 5.

ARTICLE 3 : CRITERES D'ATTRIBUTION

Afin de prétendre à la subvention de l'Eurométropole, la copropriété concernée par l'opération doit remplir les caractéristiques suivantes :

- être construit depuis au moins 15 ans à la date de dépôt de la demande,
- affectée de manière prépondérante à l'usage d'habitat selon les règles en vigueur établies dans la délibération de l'ANAH à la date du dépôt du dossier,
- être immatriculée au registre national des copropriétés et faire l'objet d'unemise à jour annuelle réalisée,
- ne pas présenter de difficultés financières, sociales ou juridiques importantes (POPAC[3]) ni être sous arrêté de péril ou d'insalubrité sur parties communes non levé ou sous administration provisoire ou sous constat de carence.

[3] POPAC : Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés. Le POPAC est un dispositif qui permet d'accompagner les copropriétés pour éviter l'accentuation de leurs difficultés. L'accompagnement permet en général de résorber les dettes avant qu'elles ne deviennent trop importantes. Il intervient aussi sur la gouvernance de la copropriété afin que les décisions nécessaires au redressement puissent être prises.

Afin de prétendre à la subvention de l'Eurométropole dans le cadre de la dérogation, le logement concerné par l'opération doit remplir les caractéristiques suivantes :

- être occupé à titre de résidence principale. Les résidences secondaires et les meublés de tourisme ne sont pas éligibles,
- être construit depuis au moins 15 ans à la date de dépôt de la demande,
- être hors périmètre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Copro Dégradée,
- la copropriété dans laquelle se situe le logement ne doit pas présenter de difficultés financières, sociales ou juridiques importantes (POPAC[4]) ni être sous arrêté de péril ou d'insalubrité sur parties communes non levé ou sous administration provisoire ou sous constat de carence.

ARTICLE 4 : NATURE ET MONTANT DES AIDES

A) Aide pour l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO)

Les dépenses éligibles au dispositif de l'Eurométropole de Strasbourg sont les dépenses d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO). L'AMO correspond à la prestation d'accompagnement du syndicat de copropriété dans l'ensemble des étapes du projet de rénovation énergétique visant le BBC Rénovation ou un bouquet de travaux « BBC compatible » de la réflexion à la décision.

Les dossiers éligibles sont ceux des copropriétés répondant au cahier des charges retenues par Climaxion (Annexe 1).

1) Contenu de la prestation

La mission d'AMO doit comprendre un accompagnement technique, social et financier à destination des copropriétés pour favoriser l'émergence de projets de rénovation en copropriété conformément au cahier des charges Climaxion.

La prestation devra être conforme au cahier des charges Climaxion de l'AMO copropriété (Annexe 1).

2) Qualification des intervenants

La mission doit être assurée par un prestataire disposant de compétences techniques, spécialisé en ingénierie financière et en accompagnement social.
Le prestataire doit être en mesure de démontrer qu'il a souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle répondant aux obligations légales.

Toutefois, après évaluation du contenu du contrat d'AMO et du profil de l'opérateur, le service instructeur de l'Eurométropole de Strasbourg se réserve le droit d'exclure le projet s'il constate un conflit d'intérêt entre l'opérateur et les entreprises participant directement à la réalisation des travaux subventionnés.

Le prestataire doit être indépendant de tout fournisseur de matériaux, d'énergie ou d'équipement, de tout prestataire en charge de l'exploitation et de la maintenance des bâtiments de la copropriété concernée.

[4] POPAC : Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés. Le POPAC est un dispositif qui permet d'accompagner les copropriétés pour éviter l'accentuation de leurs difficultés. L'accompagnement permet en général de résorber les dettes avant qu'elles ne deviennent trop importantes. Il intervient aussi sur la gouvernance de la copropriété afin que les décisions nécessaires au redressement puissent être prises.

3) Montant de l'aide

Le montant de l'aide est forfaitaire et est fonction du nombre de lots constituant la copropriété :

- de 10 à 30 lots : 1 500€ d'aide par copropriété
- de 31 à 100 lots : 3 000€ d'aide par copropriété
- de 101 à 150 lots : 6 000€ d'aide par copropriété
- de 151 à 200 lots : 9 000€ d'aide par copropriété
- de 201 à 250 lots : 12 000€ d'aide par copropriété
- de 251 à 300 lots ou plus : 15 000€ d'aide par copropriété

La subvention de l'Eurométropole de Strasbourg est allouée dans la limite des crédits annuels disponibles, leur programmation étant effectuée par ordre de réception des dossiers complets.

L'aide pour l'AMO de l'Eurométropole de Strasbourg est cumulable avec MaPrimeRénov' Copropriétés et l'aide Climaxion pour les copropriétés dans la limite d'un subventionnement total de 80% du coût global de l'opération TTC (aides publiques et privées cumulées).

Le versement de l'aide se fera lors d'un versement unique, au prorata de la réalisation de chaque phase définie dans le cahier des charges Climaxion, sur présentation de la facture acquittée.

B) Aide à la Maîtrise d'œuvre (MOE)

1) Contenu de la prestation

La mission de Maîtrise d'œuvre doit comprendre un programme global d'intervention de niveau « BBC Rénovation » chiffré, ou à défaut respectant un bouquet de travaux BBC-compatibles appelés solutions techniques de référence.
Le prestataire devra en phase étude rédiger le mémoire technique Climaxion en lien avec le bureau d'études thermique de l'opération.

2) Qualification des intervenants

L'équipe de maîtrise d'œuvre devra intégrer des compétences pluridisciplinaires et intervenir dans plusieurs domaines :

- l'architecture,
- l'ingénierie thermique, acoustique, structure et fluides,
- l'économie de la construction,
- le pilotage et la coordination de chantier.

L'ensemble des prestataires intervenant sur les différentes phases du projet devront respecter les conditions d'exercice professionnel notamment en ce qui concerne les assurances règlementaires[5].

[5] Responsabilité civile décennale, Responsabilité civile professionnelle. Pour les architectes : responsabilité civile de droit commun pendant les travaux et après leur achèvement, responsabilité décennale, garantie de bon fonctionnement, responsabilité civile à l'égard des tiers. (cf. Guide de l'AQC les responsabilité de la maîtrise d'œuvre).

3) Montant de l'aide

L'aide à la maîtrise d'œuvre de conception s'élève à :

75% de la phase étude HT (diagnostic et avant-projet) d'un projet BBC Rénovation ou BBC compatible, subvention plafonnée à 15 000€ par copropriété.

La subvention de l'Eurométropole de Strasbourg est allouée dans la limite des crédits annuels disponibles, leur programmation étant effectuée par ordre de réception des dossiers complets.
L'aide pour la MOE de l'Eurométropole de Strasbourg est cumulable avec les autres dispositifs d'aides publiques et privées pour les copropriétés dans la limite d'un subventionnement total de 80% (aides publiques et privées cumulées).

C) Aide aux travaux de rénovation énergétique

1) Contenu de la prestation :

Les travaux de rénovation énergétique doivent engager à minima deux travaux sur l'enveloppe thermique du bâtiment parmi les trois suivants :

- isolation des murs,
- isolation de la toiture,
- isolation du plancher.

Les critères d'éligibilité à respecter, sont ceux définis par la Région Grand Est dans le cadre du programme Climaxion pour la rénovation des copropriétés :

- isolation de la totalité des murs avec une résistance thermique R ≥5 m²/W.°K
- isolation de la totalité de la toiture avec une résistance thermique R ≥7,5 m²/W.°K
- isolation de la totalité de la dalle basse avec une résistance thermique R ≥3,5 m²/W.°K.

Les exigences complémentaires de la Région Grand Est pour obtenir les aides financières telles que prévues dans le dispositif Climaxion doivent également être respectées.

Les travaux devront respecter les prescriptions des autorités compétentes en matière de protection et de conservation du patrimoine classé et/ou protégé du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg et les règlements d'urbanisme.

Si un copropriétaire réalise des travaux d'intérêt collectif dans une partie privative, l'aide de l'Eurométropole de Strasbourg peut être attribuée sous réserve de respecter les autres conditions du présent règlement. Les autres travaux en partie privative, y compris les travaux sur des systèmes de chauffage individuel, ne sont pas finançables par cette aide de l'Eurométropole de Strasbourg. Ces travaux peuvent néanmoins être financés dans le cadre d'aides « individuelles » versées directement au propriétaire (MaPrimeRénov', Certificats d'Economie d'Energie …).

Si le projet est éligible en application de ces critères, les aides forfaitaires par logement de l'Eurométropole de Strasbourg seront mobilisables en soutien au financement des travaux, et cumulables avec les autres aides publiques.

2) Qualification des intervenants :

Les travaux d'amélioration de la performance énergétique doivent être réalisés par des entreprises bénéficiant de la qualification RGE (Reconnu Garant de l'Environnement) et correspondant aux travaux réalisés lorsqu'une telle qualification existe.

3) Nature et montant de l'aide :

L'aide aux travaux est composée d'un montant forfaitaire par logement, variable en fonction du bouquet de travaux réalisés. Ce montant peut se cumuler avec des bonus comme pour l'utilisation d'isolants biosourcés, et pour le remplacement des menuiseries. Une aide complémentaire en fonction de la situation fiscale du foyer est également mobilisable.

- **Les aides aux travaux** :

Bouquets de travaux		**Montant de l'aide par logement**	
		Jusqu'à 80 logements	**À partir du 81ème logement**[6]
Bouquet 3 travaux	Mur-Toiture-Plancher	1 000€	3 500€
Bouquet 2 travaux	Mur-Toiture	900€	2 500€
	Mur-Plancher	750€	1 700€

Si la copropriété est composée de plusieurs bâtiments et que le bouquet de travaux est différent entre les bâtiments c'est le montant du bouquet correspondant au plus grand nombre de logement qui s'applique.
Ex : Exemple copro de 3 bâtiments : 2 bâtiments (2 x 30 lots) font un bouquet de 3 travaux et 1 bâtiment (1x40 lots) fait un bouquet de 2 travaux. Aide EMS = 80 x 1000 + 20 x 3500 = 150 000€.

Cas particuliers des locaux professionnels ou commerciaux : Lorsque la copropriété dispose de locaux avec une activité de prestations ou de services, le montant de la subvention sera calculé en équivalent logement par tranche de 75 m² de surface de plancher.

- **Bonus** :

L'Eurométropole de Strasbourg propose également des bonus afin d'inciter les projets les plus innovants énergétiquement.

- **Bonus Isolants biosourcés**

L'Eurométropole de Strasbourg souhaite encourager l'utilisation de matériaux biosourcés. En cas de recours à ces matériaux, le porteur de projet peut bénéficier des bonus suivants :

Travaux	**Montant de l'aide par logement**
Isolation des murs par l'extérieur – Sous enduit	1 500€
Isolation des murs par l'extérieur – Sous bardage	2 000€
Isolation des murs par l'intérieur – Si isolation par l'extérieur impossible	600€
Isolation de la toiture	200€

[6] Exemple : Pour une copropriété composée de 85 logements, le montant de l'aide est le suivant : 1000€ pour les 80 premiers logements et 3500€ pour les 5 derniers à 1000x80+3500x5= 97 500€

Un isolant biosourcé est un isolant issu de matières renouvelables telles que la biomasse végétale ou animale (bois, chanvre, lin, laine, …) ou de matériaux recyclés (coton, ouate, cellulose, …)
Du fait de leurs caractéristiques, les isolants biosourcés sont recommandés pour la rénovation des bâtiments anciens où une attention particulière doit être prise en compte dans la gestion de la migration de la vapeur d'eau. Ils sont également recommandés pour améliorer le confort d'été dans les logements.

Le bonus pour l'isolation par l'intérieur n'est possible que si tous les logements sont concernés et s'il n'est pas possible de réaliser une isolation par l'extérieur.

Lorsque plusieurs techniques de pose sont réalisées en même temps, c'est la technique de pose qui concerne la plus grande surface qui détermine le montant de l'aide.
Lorsqu'une paroi est isolée en associant deux isolants, l'un biosourcés et l'autre non biosourcés, le bonus s'applique uniquement si la résistance thermique de la partie biosourcée correspond à minima à la moitié de la résistance thermique des isolants posés.

- **Bonus Remplacement des menuiseries en partie privative**

Travaux		Montant de l'aide par logement
Remplacement 100% des menuiseries du logement	Menuiserie en Bois	1 000€
	Menuiserie en Bois/Alu	1 500€

Pour bénéficier de ce bonus, il est nécessaire de respecter les critères de performance prévu dans le dispositif Climaxion et de remplacer les menuiseries existantes par des menuiseries en bois ou hybride en bois et aluminium.

- **Bonus BBC Rénovation**

Travaux	Montant de l'aide par logement
BBC Rénovation (minimum étiquette B)*	500€

Sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg la consommation énergétique pour atteindre le niveau BBC Rénovation doit être au maximum de 104 kWhEp/m²/an d'énergie primaire selon la méthode de calcul TH-C-E ex ou de 110kWhEp/m2/an (étiquette B) selon la méthode 3CL-2021.

Une dérogation est possible pour les copropriétés dont le niveau de performance « BBC Rénovation » n'est pas atteignable car le chauffage et/ou l'Eau Chaude Sanitaire (ECS) utilisent l'énergie électrique et/ou l'isolation thermique par l'extérieur n'est pas possible (techniquement ou réglementairement).
Cette dérogation sera validée en comité d'instruction des aides de l'Eurométropole de Strasbourg. Les travaux réalisés devront alors répondre au niveau « Haute Performance Énergétique Rénovation » ou équivalent (CEP inférieur à 150 kwhEp/m².an).

Le comité d'instruction se basera sur l'audit énergétique réalisé avant les travaux.

- **Bonus individuel pour les copropriétaires**

Afin de lutter contre la précarité énergétique et pour tenir compte de la nécessité de réduire le reste à charge pour les ménages, l'Eurométropole de Strasbourg met en place un bonus variable en fonction des ressources.

Ce bonus, qui vient en complément des aides individuelles de MaPrimeRenov' Copropriété, tiendra compte du revenu fiscal de référence des ménages selon la grille de plafonds de ressources définie au niveau national par l'ANAH (Annexe 3) :

Montant du bonus de l'Eurométropole de Strasbourg :

	MÉNAGES AUX REVENUS TRÈS MODESTES	MÉNAGES AUX REVENUS MODESTES	MÉNAGES AUX REVENUS INTERMÉDIAIRES
MONTANT DE L'AIDE PAR LOGEMENT	**500€**	**500€**	**400€**

Les copropriétaires occupants ou bailleurs souhaitant bénéficier de ce bonus devront transmettre leur avis d'imposition justifiant de leur situation fiscale dans le cadre de l'enquête sociale réalisée par l'AMO. C'est la situation fiscale au moment du vote des travaux en Assemblée Générale qui est prise en compte.

- **Bonus confort d'été**

L'Eurométropole de Strasbourg souhaite encourager les projets dont les travaux de rénovation énergétique sur le bâti prennent en compte l'intégration de la thématique du confort d'été et de l'adaptation au changement climatique. Les solutions subventionnables devront être de type « passif » (la climatisation ne donne pas droit à ce bonus confort d'été).

Travaux	Montant de l'aide
Pose de protection solaire extérieure sur les parois vitrées	200 € / menuiserie avec un plafond à 1 000 € par logement

Critères techniques d'éligibilité au bonus « protection solaire » :

- **Les travaux de pose (et non de remplacement)** de volets roulants à projection, persiennes, brise-soleils orientables, uniquement en bois et aluminium.
- Ces équipements doivent être posés à l'extérieur des logements. Lorsque les protections solaires sont utilisées, elles protègent du soleil mais permettent de profiter de la lumière du jour.

4) Conditions d'attribution

L'attribution de l'aide aux travaux et des bonus de l'Eurométropole de Strasbourg est conditionnée à l'accompagnement de la copropriété par des opérateurs assurant l'AMO et la Moe.

ARTICLE 5 : DEROGATION POUR TRAVAUX EN PARTIE PRIVATIVE

Selon la dérogation précisée dans l'Article 2, un propriétaire occupant ou bailleurs décidant de réaliser des travaux sur sa partie privative peut se voir attribuer un financement.

Si l'ensemble des conditions sont réunis, le propriétaire peut bénéficier des aides pour l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage et pour la Maîtrise d'œuvre.

A) Aide pour l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO)

Les dépenses éligibles au dispositif de l'Eurométropole de Strasbourg sont les dépenses d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) constituant la prestation de MonAccompagnateurRénov' pour l'accompagnement du Maitre d'Ouvrage dans l'ensemble des étapes du projet de rénovation énergétique visant le BBC Rénovation ou un bouquet de travaux « BBC compatible » de la réflexion à la décision, tel que prévu dans le décret n° 2022-1035 du 22 juillet 2022 et l'arrêté du 21 décembre 2022. (https://www.ecologie.gouv.fr/mon-accompagnateur-renov)

L'accompagnement par un AMO est obligatoire pour pouvoir bénéficier de l'aides à la Maîtrise d'œuvre.

1) Contenu de la prestation

La mission doit comprendre a minima un accompagnement technique, social et financier à destination du Maître d'Ouvrage pour favoriser l'émergence de projets de rénovation qui permettront une réduction significative des consommations énergétiques, et d'apporter un confort thermique en hiver et en été tout en s'adaptant aux caractéristiques du bâti existant.
Cet accompagnement pourra être réalisé par un prestataire unique ou par deux prestataires distincts.

Le **volet technique** de l'accompagnement doit permettre au propriétaire de déterminer un programme de travaux cohérent et d'assurer une bonne qualité de réalisation des travaux afin de mener à bien une rénovation énergétique performante. Ce volet technique devra inclure à minima :

- Une 1ère visite sur site,
- Le diagnostic de situation initiale,
- Un audit énergétique du logement, selon la méthode 3CL, comprenant des scénarii de travaux dont un scénario permettant d'atteindre le niveau « BBC Rénovation résidentiel 2024 » (minimum étiquette B),
- L'élaboration d'un projet de travaux,
- Un plan de financement,
- Une assistance pour la consultation et la sélection des entreprises, la relecture des devis et la planification, le suivi et la réception des travaux,
- Le suivi et l'accompagnement du ménage tout au long de la réalisation des travaux,
- Une 2ème visite sur site pour confirmer la fin des travaux.

Le **volet financier** de l'accompagnement doit permettre au Maître d'Ouvrage d'obtenir les aides financières disponibles au niveau national, régional et local mais également d'optimiser le financement de sa rénovation énergétique. La prestation devra inclure :

- Le montage du plan de financement des travaux,
- L'aide au montage des dossiers de subvention et de financement.

2) Qualification des intervenants

La mission doit être assurée par MonAccompagnateurRénov' disposant de l'agrément de l'ANAH.
Le prestataire doit être en mesure de démontrer qu'il a souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle répondant aux obligations légales.

Toutefois, après évaluation du contenu du contrat d'AMO et du profil de l'opérateur, le service instructeur de l'Eurométropole de Strasbourg se réserve le droit d'exclure le projet s'il constate un conflit d'intérêt entre l'opérateur et les entreprises participant directement à la réalisation des travaux subventionnés.

Le prestataire doit être indépendant de tout fournisseur de matériau, d'énergie ou d'équipement.

3) Montant de l'aide

Le montant de l'aide à l'AMO pour les propriétaires est forfaitaire et en fonction de leur niveau de revenu. Le montant de l'aide de l'Eurométropole de Strasbourg tient compte des dispositifs d'aides existants et des taux de prise en charge en fonction des niveaux de revenu (Annexe 3).
Les montants d'aide de la collectivité sont :

	MÉNAGES AUX REVENUS TRÈS MODESTES	MÉNAGES AUX REVENUS MODESTES	MÉNAGES AUX REVENUS INTERMÉDIAIRES	MÉNAGES AUX REVENUS SUPÉRIEURS
MONTANT DE L'AIDE TTC DANS LE CADRE DU FORFAIT MAR DE L'ANAH	**2000€**	**1600€**	**800€**	**400€**
MONTANT DE L'AIDE DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG *	**PRISE EN CHARGE À 100% PAR L'ANAH**	**400€ ****	**800€**	**600€**

** Montants pouvant évoluer en fonction de la réglementation en vigueur*
*** Soit prise en charge à 100% dans la limite du forfait de l'ANAH (MAR)*

La subvention de l'Eurométropole de Strasbourg est allouée dans la limite des crédits annuels disponibles, leur programmation étant effectuée par ordre de réception des dossiers complets.

B) Aide à la Maîtrise d'œuvre (MOE)

1) Contenu de la prestation

La mission de Maîtrise d'œuvre doit comprendre un programme global d'intervention de niveau « BBC Rénovation » chiffré, ou à défaut respectant un bouquet de travaux BBC-compatibles.

La prestation de Maîtrise d'œuvre comporte plusieurs étapes :

<u>En amont des travaux :</u>

- prendre connaissance de l'audit énergétique du logement réalisé dans le cadre de la prestation d'AMO et des scénarii de travaux. La durée de validité de l'audit énergétique est de 5 ans,

- après analyse architecturale du projet, prendre contact avec le service de l'urbanisme de la commune où est situé le projet et, si celui-ci est situé dans un périmètre protégé, se rapprocher de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF),
- consultation des entreprises, analyse et validation des devis,
- validation du projet avec le Maître d'Ouvrage et signature du contrat de maîtrise d'œuvre.

Pendant la phase chantier :

- planification, pilotage et coordination du chantier,
- organisation et direction des réunions de chantier,
- réception des travaux et suivi des levées de réserves.

2) Qualification des intervenants

L'équipe de maîtrise d'œuvre devra intégrer des compétences pluridisciplinaires et intervenir dans plusieurs domaines :

- l'architecture,
- l'ingénierie thermique, acoustique, structure et fluides
- l'économie de la construction,
- le pilotage et la coordination de chantier.

L'ensemble des prestataires intervenant sur les différentes phases du projet devra respecter les conditions d'exercice professionnel notamment en ce qui concerne les assurances et garanties règlementaires[7].

3) Montant de l'aide

Le montant de l'aide à la Moe pour les propriétaires est forfaitaire et fonction du revenu fiscal du propriétaire (Annexe 3) :

	MÉNAGES AUX REVENUS TRÈS MODESTES	MÉNAGES AUX REVENUS MODESTES	MÉNAGES AUX REVENUS INTERMÉDIAIRES	MÉNAGES AUX REVENUS SUPÉRIEURS
MONTANT DE L'AIDE DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	**1 500€**	**1 500€**	**1 000€**	**1 000€**

L'aide pour la Moe de l'Eurométropole de Strasbourg est cumulable avec les dispositifs d'aides existants au niveau national et régional dans la limite d'un subventionnement total de 80 % (aides publiques et privées cumulées).
La subvention de l'Eurométropole de Strasbourg est allouée dans la limite des crédits annuels disponibles, leur programmation étant effectuée par ordre de réception des dossiers complets.

[7] Responsabilité civile décennale, Responsabilité civile professionnelle. Pour les architectes : responsabilité civile de droit commun pendant les travaux et après leur achèvement, responsabilité décennale, garantie de bon fonctionnement, responsabilité civile à l'égard des tiers.(cf. Guide de l'AQC les responsabilité de la maîtrise d'œuvre).

ARTICLE 6 : ATTRIBUTAIRE DE LA SUBVENTION

L'ensemble des aides de l'Eurométropole de Strasbourg pour la rénovation énergétique des copropriétés du territoire est attribué au syndicat des copropriétaires. Le syndic assurera la répartition de ces aides selon la quote-part travaux de chaque copropriétaire.

Pour la rénovation énergétique en partie privative des logements en copropriété, dans le cadre de la dérogation, l'ensemble des aides est attribué au demandeur.
Il est cependant possible de déposer une procuration pour que le tiers qui paye les prestations pour le compte du demandeur puisse obtenir le versement de l'aide (Annexe 6).
Les dossiers de demande d'aides devront être déposés par MonAccompagnateurRénov'.

ARTICLE 7 : DEPOT DU DOSSIER DE DEMANDE D'AIDES

Le régime d'aides applicable est celui en vigueur au moment du dépôt du dossier.

Les porteurs de projets, par l'intermédiaire de l'AMO, sont invités à prendre contact le plus en amont possible des projets avec les interlocuteurs de l'Eurométropole de Strasbourg et de la Région Grand Est. (Information des contacts disponible en Annexe 2).

Les dossiers de demande d'aides de l'Eurométropole de Strasbourg et de Climaxion doivent être déposés sur le portail des aides de l'Eurométropole de Strasbourg via le lien d'accès suivant : Portail des Aides

Le dossier de demande d'aide peut être déposé par l'un des demandeurs suivants, conformément aux modalités d'organisation du projet et aux mandats éventuellement établis :

- **le syndic bénévole**, agissant au nom et pour le compte du syndicat des copropriétaires (SDC). À ce titre, il assure la représentation du SDC dans le cadre de la demande d'aide, procède au dépôt du dossier et est habilité à recevoir les notifications relatives à l'instruction de celui-ci ;
- **le syndic professionnel**, agissant en tant que représentant légal du syndicat des copropriétaires (SDC) dans le cadre du mandat qui lui a été confié. Il est habilité à déposer le dossier de demande d'aide, à recevoir l'ensemble des notifications liées à son instruction ;
- **l'Assistant à maitrise d'ouvrage (AMO)**, agissant en qualité de mandataire administratif pour le compte du SDC, chargé du dépôt du dossier de demande d'aide, du suivi de son instruction et de la réception des éventuelles demandes de pièces complémentaires. Dans ce cas, le dépôt est subordonné à la production d'un mandat administratif autorisant expressément l'AMO à déposer la demande d'aide de l'Eurométropole de Strasbourg et de Climaxion pour le compte du syndicat des copropriétaires. Le mandat administratif est disponible en annexe au dossier de demande d'aide en annexe 7.

À chaque dépôt de dossier complet, un accusé de réception est envoyé au demandeur. La date de réception du dossier complet constitue le point de départ de la recevabilité des pièces justificatives nécessaires au versement de l'aide : tout projet dont les travaux ont démarré avant la date de réception du dossier complet n'est pas éligible aux aides.
Les dossiers incomplets ne seront pas instruits par le service instructeur. Sur demande de celui-ci, le maître d'ouvrage adressera dans le délai de quatre mois à partir de la notification les pièces demandées pour compléter le dossier.
Si ces pièces n'ont pas été produites dans le délai imparti, le service instructeur notifiera au demandeur le rejet du dossier.

Au cours de l'instruction, le service en charge de celle-ci pourra exiger la production de pièces nécessaires à la compréhension du dossier ou à la vérification des renseignements fournis, lorsque celles-ci s'avèrent

indispensables au traitement du dossier. Dans ce cas, le dossier ne sera réputé complet qu'à réception des pièces demandées.

A) Demande d'aide à l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO)

1) Pour les copropriétés

L'aide de l'Eurométropole de Strasbourg est subordonnée à la justification du respect du cahier des charges de Climaxion.
Dans le cadre du Plan Climat de l'Eurométropole de Strasbourg, une attention particulière sera donnée à la prise en compte des principes du développement durable.

Les copropriétés ne rentrant pas dans les conditions d'attribution de l'aide à l'AMO de l'Eurométropole de Strasbourg, mais pouvant bénéficier de l'aide Climaxion devront déposer leur demande sur le portail des aides de l'Eurométropole de Strasbourg en respectant les conditions ci-dessous.

Les demandes devront impérativement comprendre :

- un courrier d'intention dans lequel apparaît par écrit la volonté de mener une rénovation globale et performante type Climaxion, datée et signée par le maître d'ouvrage de l'opération,
- le RIB au nom du syndicat des copropriétaires,
- la fiche synthétique de la copropriété et l'attestation de mise à jour annuelle, comprenant le numéro de SIRET (obligatoire même pour les syndics bénévoles) et le numéro d'immatriculation dans le registre des copropriétés,
- une copie du procès-verbal de l'assemblée générale validant le lancement de l'assistance à maîtrise d'ouvrage dans sa globalité et indiquant clairement le rôle du conseil syndical comme étant le seul décideur apte à poursuivre ou non l'étude après chaque phase (des copropriétaires volontaires pourront être également désignés pour aider le conseil syndical dans sa tâche),
- une attestation de composition de la copropriété signée par le syndic de copropriété (Annexe 5),
- une copie de l'offre du prestataire,
- le règlement de copropriété.

La date de réception de la lettre d'intention doit être antérieure à la date de démarrage de l'opération.
Toutefois, sur demande écrite et justifiée de l'opérateur, une autorisation de commencement anticipé des prestations considérées comme éligibles au dispositif pourra être acceptée par l'Eurométropole de Strasbourg dès le dépôt du dossier. Elle ne préjugera pas de la décision prise par le Conseil.

2) Pour les parties privatives dans le cadre de la dérogation

a. Éléments Administratifs

- une copie du procès-verbal de l'assemblée générale présentant le programme de travaux de la copropriété et indiquant le vote négatif pour engager la copropriété dans un projet de rénovation sur les parties communes,
- décision de refus d'autorisation d'urbanisme d'intervention sur les parties communes ou avis négatif de l'ABF,
- un relevé d'identité bancaire ou postal du bénéficiaire,
- une copie du dernier avis de non-imposition, d'imposition sur le revenu ou une copie d'Avis de situation déclarative à l'Impôt sur le Revenu (ASDIR) de l'année précédant le dépôt du dossier

(exemple : pour un dossier déposé en 2022, fournir l'avis d'imposition de 2021 sur les revenus de 2020). Toutes les pages de l'avis doivent être transmises.

Pour les propriétaires bailleurs

- un justificatif de propriété (acte notarié, Taxe Foncière)

b. Éléments Techniques

- l'audit énergétique du logement ainsi que la copie de l'attestation RGE (Reconnu Garant de l'Environnement) du prestataire,
- le plan de financement prévisionnel,
- le contrat d'AMO,
- copie du contrat de prestations d'accompagnement mentionnant :
  - Le nom du propriétaire sollicitant l'aide,
  - L'adresse du bien concerné par la rénovation,
  - Le détail et le prix des prestations d'accompagnement.

B) Demande d'aide Maîtrise d'Œuvre (MOE)

1) Pour les copropriétés

L'aide de l'Eurométropole de Strasbourg est subordonnée à :

- la réalisation d'une étude thermique qui propose plusieurs scénarii de travaux dont un projet BBC Rénovation,
- l'accompagnement par un opérateur assurant l'AMO.

Dans le cadre du Plan Climat de l'Eurométropole de Strasbourg, une attention particulière sera donnée à la prise en compte des principes du développement durable.

La date de réception du dossier complet doit être antérieure à la date de démarrage de l'opération pour être éligible au dispositif d'aide.
Toutefois, sur demande écrite et justifiée de l'opérateur, une autorisation de commencement anticipé des prestations considérées comme éligibles au dispositif pourra être acceptée par l'Eurométropole de Strasbourg dès le dépôt du dossier. Elle ne préjugera pas de la décision prise par le Conseil.

Les demandes devront impérativement comprendre :

- une copie du procès-verbal de l'assemblée générale validant le lancement de la phase études de la Maîtrise d'Œuvre et indiquant clairement le rôle du conseil syndical comme étant le seul décideur apte à poursuivre ou non l'étude après chaque phase (des copropriétaires volontaires pourront être également désignés pour aider le conseil syndical dans sa tâche),
- le RIB au nom du syndicat des copropriétaires,
- la fiche synthétique de la copropriété et l'attestation de mise à jour annuelle, comprenant le numéro de SIRET (obligatoire même pour les syndics bénévoles) et le numéro d'immatriculation dans le registre des copropriétés,
- le devis détaillé des honoraires de Moe,
- l'étude thermique,
- le contrat d'AMO,
- le plan de financement du projet de rénovation.

2) Pour les parties privatives dans le cadre de la dérogation

a. Éléments Administratifs

Les éléments administratifs à transmettre pour la demande d'aide à la MOE sont les mêmes que ceux de la demande de subvention AMO.

b. Éléments Techniques

- la copie des devis non-signés des entreprises intervenant sur la rénovation et leur attestation RGE,
- tableau synthétique des scénarii de travaux avec le détail des coûts prévisionnels,
- le plan de financement du projet de rénovation
- copie du contrat de prestations de maîtrise d'œuvre mentionnant :
  - Le nom du propriétaire sollicitant l'aide,
  - L'adresse du bien concerné par la rénovation,
  - Le détail et le prix des prestations,
- toute pièce (photos, plans, …) nécessaire à la bonne compréhension du projet.

Dans le cadre du Plan Climat de l'Eurométropole de Strasbourg, une attention particulière sera donnée à la prise en compte des principes du développement durable.

C) Demande d'aide Travaux

Lors de l'ouverture de la demande d'aide et avant validation du dossier de consultation des entreprises (DCE), il vous sera demandé de déposer les pièces suivantes :

- un courrier d'intention dans lequel apparaît par écrit la volonté de mener une rénovation globale et performante type Climaxion, datée et signée par le maître d'ouvrage de l'opération,
- le RIB au nom du syndicat des copropriétaires,
- la fiche synthétique de la copropriété et l'attestation de mise à jour annuelle, comprenant le numéro de SIRET (obligatoire même pour les syndics bénévoles) et le numéro d'immatriculation dans le registre des copropriétés,
- le règlement de copropriété,
- la fiche synthétique de la copropriété et l'attestation de mise à jour annuelle,
- l'attestation de composition de la copropriété signée par le syndic de copropriété (Annexe 5),
- rapport de l'enquête sociale,
- copie du dernier avis de non-imposition, d'imposition sur le revenu ou une copie d'Avis de situation déclarative à l'Impôt sur le Revenu (ASDIR) de l'année précédant le dépôt du dossier (exemple : pour un dossier déposé en 2022, fournir l'avis d'imposition de 2021 sur les revenus de 2020) pour l'obtention du bonus individuel. Toutes les pages de l'avis doivent être transmises,
- rapport complet du mémoire technique (réalisé conformément au cahier des charges défini),
- rapport du test d'étanchéité à l'air préalable,
- étude thermique Th C E ex conforme aux travaux proposés dans le mémoire technique,
- plans, coupe et photos du ou des bâtiments,
- plans de ventilation (en cas de recours à une ventilation double flux).

À ce stade et après analyse des pièces, la validation du mémoire technique et l'autorisation de démarrer la consultation des entreprises sera apportée par le service instructeur.

Dépôt des pièces complémentaires après notification des marchés de travaux et avant la réception des travaux:

- attestation et rapport de conformité des offres,
- devis ou CCTP et DPGF notifiés aux entreprises pour les lots de travaux énergétiques,
- fiches techniques des isolants biosourcés mis en œuvre (en cas de sollicitation du bonus biosourcés),
- planning prévisionnel de l'opération,
- plan de financement de l'opération,
- procès-verbal de l'Assemblée générale de copropriété validant les travaux énergétiques de la copropriété.

ARTICLE 8 : MODALITES DE VERSEMENT D'AVANCE ET D'ACOMPTE

A) Demande d'avance Maîtrise d'Œuvre (MOE)

Les copropriétés ont la possibilité de demander une avance pour la prestation de Maîtrise d'Œuvre de **maximum 60% du montant de l'aide calculée** au démarrage de la prestation.

La demande doit se faire sur le portail des aides de l'Eurométropole de Strasbourg et les éléments suivants devront être déposés :

- le contrat de maîtrise d'œuvre signé,
- le RIB au nom du syndicat des copropriétaires (si modification depuis le dépôt de la demande d'aide).

B) Demande d'avance et d'acompte Travaux

Les avances et acomptes de l'aide de l'Eurométropole de Strasbourg seront attribués selon les mêmes conditions que l'aide Climaxion.

1) Demande d'avance Travaux

Les copropriétés ont la possibilité de demander une **avance d'aide de 30% au démarrage des travaux**. Le dossier de demande d'avance sera composé des éléments suivants :

- document justifiant le démarrage des travaux (ex : premier ordre de service émis par le maître d'ouvrage),
- RIB au nom du syndicat des copropriétaires (si modifié depuis le dépôt de la demande d'aide),
- autorisation d'urbanisme ou attestation de décision tacite.

2) Demande d'acompte Travaux

Lorsque 70% du budget prévisionnel est acquitté, la copropriété peut obtenir le versement d'un **acompte de 40% du montant de l'aide pour les travaux** en déposant sur le portail des aides :

- Un état récapitulatif des dépenses justifiant une dépense de 70% minimum du budget prévisionnel.

ARTICLE 9 : MODALITES DE VERSEMENT DES AIDES

A) Demande de paiement de l'aide à l'AMO

1) Pour les copropriétés

Les versements de l'aide seront réalisés sur un compte séparé au nom du syndicat des copropriétaires. Ils sont conditionnés au respect des engagements.

Pour le versement de la subvention, seront à déposer sur le portail des aides les éléments suivants :

- RIB au nom du syndicat des copropriétaires (si modifié depuis le dépôt de la demande d'aide),
- l'état récapitulatif des dépenses correspondant aux phases réalisées suivantes:
  - phase conseil : Supports de présentation utilisés lors des réunions (a minima concernant la projection financière sommaire)
  - phase Etude :
    - plan de financement détaillé des travaux de rénovation comprenant les simulations financières collectives, les quotes-parts de reste à charge pour chaque copropriétaire, et les éventuelles primes individuelles (MaPrimeRénov' Copropriétés par exemple),
    - support de présentation de la réunion d'information précédent l'Assemblée générale de copropriété,
    - rapport d'enquête sociale.
  - phase Travaux :
    - notification des subventions collectives et des prêts collectifs,
- nouveau contrat d'exploitation le cas échéant.

2) Pour les parties privatives dans le cadre de la dérogation

Le paiement de l'aide de l'Eurométropole de Strasbourg est conditionné par le respect des engagements du bénéficiaire.
Le dossier de demande de paiement est à transmettre au plus tard 36 mois après la notification de la décision de financement de l'aide de l'Eurométropole de Strasbourg.
Si les justificatifs à produire pour le versement de l'aide ne sont pas transmis dans ce délai au service instructeur de l'Eurométropole de Strasbourg, la subvention sera réputée caduque et annulée.

Il peut être prorogé d'une année supplémentaire, sur la base d'une demande dûment justifiée, déposée au moins trois mois avant expiration de ce délai de trois ans. Au-delà de ce délai, la subvention attribuée sera caduque. Il pourra être accordé, à titre dérogatoire, un report de 24 mois sur justification (perte d'emploi, décès d'un conjoint…).

L'aide de l'Eurométropole de Strasbourg est subordonnée à la transmission des pièces justificatives suivantes :

- facture de la prestation d'accompagnement (AMO),
- attestation de la seconde visite post-travaux pour confirmer la fin des travaux,
- RIB du bénéficiaire (si modifié depuis le dépôt de la demande d'aide).

B) Demande de paiement de l'aide à la MOE

1) Pour les copropriétés

La demande de versement de l'aide ou la demande de versement du solde, soit minimum 40% du montant total de la prestation, doit se faire dans les 3 ans à compter de la demande de subvention.
Le délai peut être prorogé d'une année supplémentaire sur la base d'une demande justifiée, déposée au moins trois mois avant l'expiration du délai de 3 ans**.**
Le versement du solde s'effectuera sur la base de :

- la facture d'honoraire de Maîtrise d'œuvre acquittée,
- la déclaration d'achèvement et de conformité des travaux éligibles Climaxion avec indication du nombre de logements rénovés,
- plan de financement définitif de l'opération,
- L'étude thermique.

2) Pour les parties privatives dans le cadre de la dérogation

L'aide de l'Eurométropole de Strasbourg est subordonnée à la transmission des pièces justificatives suivantes :

- plan de financement définitif de l'opération,
- facture de la prestation de maîtrise d'œuvre.

C) Demande de paiement des aides aux Travaux

La demande de solde est à transmettre après la réalisation des travaux de rénovation énergétiques et le paiement des factures dans un délai de 3 ans après la notification de la décision de financement de l'aide.
Ce délai peut être prorogé d'une année supplémentaire, sur demande justifiée, déposée au moins trois mois avant expiration de ce délai de trois ans.
Au-delà de ce délai, la subvention attribuée sera caduque et l'Eurométropole de Strasbourg se réserve le droit de demander le remboursement de l'avance versée.

Le dossier de demande de solde de l'aide sera composé des éléments suivants :

- déclaration d'achèvement et de conformité des travaux éligibles Climaxion avec indication du nombre de logements rénovés,
- état récapitulatif final des dépenses, avec les factures pour chacun des postes de dépenses relatifs au projet (travaux et frais connexes) avec qualifications des entreprises si elles ont changé,
- plan de financement définitif de l'opération,

- factures des lots énergétiques et fiches techniques des isolants biosourcés (sur demande de l'interlocuteur de l'Eurométropole de Strasbourg),
- rapport du test d'étanchéité final,
- rapport DIAGVENT 2 (ou DIAGVENT 3 ou test d'étanchéité à l'air des réseaux aérauliques),
- rapport d'équilibrage des réseaux hydrauliques de chauffage,
- bon de commande du panneau Climaxion (Annexe 4),
- autorisation d'urbanisme ou attestation de décision tacite (sauf si déjà fournie lors de l'avance),

L'instruction ne pourra débuter que si le dossier est complet.
Le paiement de l'aide de l'Eurométropole de Strasbourg est conditionné au respect des engagements du bénéficiaire.

D) Cumul d'aides et écrêtement

L'Eurométropole de Strasbourg se réserve le droit d'écrêter la subvention à verser pour ne pas dépasser les plafonds de subventionnement en vigueur.

E) Évolution du projet de travaux entre l'attribution de la subvention et son paiement

En cas d'évolution vers un projet plus ambitieux entre l'attribution de la subvention et son paiement, passage d'un bouquet de 2 à 3 travaux, une subvention complémentaire peut être octroyée par l'Eurométropole de Strasbourg si les conditions précisées dans l'Article 4 sont respectées.

En cas d'évolution vers un projet moins ambitieux entre l'attribution de la subvention et son paiement, passage d'un bouquet de 3 à 2 travaux, constaté à l'occasion de la demande de paiement, le montant de la subvention octroyée par l'Eurométropole de Strasbourg sera recalculé en tenant compte de cette évolution.

ARTICLE 10 : PROCESSUS D'INSTRUCTION

Les étapes du processus d'instruction se décomposent de la façon suivante :

- dépôt de la demande auprès de l'Eurométropole de Strasbourg par l'AMO sur le portail des aides de l'Eurométropole de Strasbourg : le lien d'accès au portail sera transmis par le service instructeur sur demande de l'AMO (Annexe 2),
- instruction de la demande par les services compétents,
- décision d'attribution par l'Eurométropole de Strasbourg au bénéficiaire par courrier ou par mail. Cette décision reste assujettie à la production des pièces justificatives indiquées dans le présent dispositif.

Pour le versement de l'aide :

- demande de versement de l'aide par le bénéficiaire ou son représentant mandaté à l'appui des pièces requises,
- vérification des pièces justificatives par le service instructeur,
- versement de l'aide de l'Eurométropole de Strasbourg.

Le bénéficiaire s'engage à ne pas commencer les travaux avant d'avoir déposé son dossier d'aide sauf dérogation accordée par l'ordonnateur.

ARTICLE 11 : ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à :

- mentionner le soutien de l'Eurométropole de Strasbourg dans tout support de communication et le logo de l'Eurométropole,
- autoriser l'Eurométropole de Strasbourg à mentionner son soutien au projet de rénovation subventionné à travers tous ses supports, et l'utilisation publique des données de la copropriété par l'Eurométropole de Strasbourg à des fins de communication, de statistiques et de retour d'expérience,
- permettre la visite des lieux pour l'exercice du contrôle des travaux,
- obtenir les autorisations administratives nécessaires : Déclaration Préalable de travaux, Permis de construire, avis des bâtiments de France,
- commencer les travaux dans les 24 mois suivant la réception du courrier des services de l'Eurométropole de Strasbourg accusant réception de tous les éléments,
- présenter à l'Eurométropole de Strasbourg les factures acquittées dans le délai de 36 mois après la notification d'octroi de la subvention, et dans les 6 mois suivant la fin des travaux,
- le syndicat de copropriétaires s'engage à transmettre à la demande de l'Eurométropole de Strasbourg l'ensemble des données de consommation énergétique sur les 3 ans suite aux travaux, couvrant au moins 3 saisons de chauffe et les consommations des 3 saisons de chauffe avant travaux,
- faire réaliser les travaux par des entreprises qualifiées RGE (Reconnu Garant de l'Environnement),
- autoriser l'utilisation des données liées au programme de travaux par l'Eurométropole de Strasbourg et ses partenaires à des fins de communication, de statistiques et de retours d'expériences.

En cas de non-exécution de ces obligations, le bénéficiaire perdra le bénéfice de la subvention.

ARTICLE 12 : MODALITES DE REMBOURSEMENT EVENTUEL DE L'AIDE

En application du I de l'article R. 321-21 du CCH et dans les conditions fixées au présent article :

- le retrait total de l'aide versée par l'Eurométropole et le reversement des sommes perçues sont prononcés en cas de fausses déclarations ou de manœuvres frauduleuses,

- le retrait total de l'aide versée par l'Eurométropole et le reversement des sommes perçues peuvent être prononcés en cas de non-respect des prescriptions relatives aux aides (articles R. 321-12 à R. 321-21 du CCH, engagements conventionnels, présent règlement général, etc.),

- le retrait de l'aide et le reversement des sommes perçues peuvent être partiels dans les cas où les prescriptions relatives aux aides ont été respectées mais que l'opération n'a pas été réalisée intégralement sans que son intérêt global soit dénaturé.

ARTICLE 13 : TRAITEMENT INFORMATIQUE ET ACCES AUX DONNÉES

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à faciliter le recueil, le traitement, le suivi et l'évaluation des demandes d'aides métropolitaines.
Conformément à la loi informatique et liberté du 6 juin 1978 et au RGPD, les bénéficiaires disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'opposition aux informations. Ils peuvent exercer ce droit et obtenir communication

des informations les concernant, sur demande adressée à l'Eurométropole de Strasbourg par lettre recommandée.

ARTICLE 14 : ENTRÉE EN VIGUEUR, DUREE D'APPLICATION ET RENOUVELLEMENT DU DISPOSITIF

Ce dispositif adopté par les délibérations n° du, entre en vigueur à la date de l'adoption pour la période 2024-2026.
Il peut être renouvelé en fonction des objectifs, des crédits disponibles et des changements de règlementation. Ce dispositif est susceptible d'être actualisé par voie d'avenant.

ANNEXES

Annexe 1 : Dispositif Climaxion

Le détail du dispositif Climaxion et les critères à respecter se trouvent sur le lien suivant :
https://www.climaxion.fr/sites/climaxion/files/docutheque/02.03_dispositif_reno_coproprietes-2023_vf-version_mail_0.pdf

Ensemble des documents nécessaires au dossier de demande d'aides :

https://www.climaxion.fr/docutheque/soutien-renovation-energetique-coproprietes

Annexe 2 : Contact de l'interlocuteur de l'Eurométropole de Strasbourg et de la Région Grand Est

Eurométropole de Strasbourg :

Service Instructeur

Adresse : Centre Administratif
1 Parc de l'Etoile
67076 Strasbourg Cedex

Courriel : Habitat-RenovationEnergetique@strasbourg.eu

le lien d'accès au portail : https://aides.strasbourg.eu/

Région Grand Est :

Frédéric Teixeira - Chargé de mission transition énergétique

Adresse : Maison de la Région de Strasbourg
26 b avenue de la Paix
67070 Strasbourg

Courriel : frederic.teixeira@grandest.fr

Téléphone : 03 88 15 65 12

Annexe 3 : Conditions de ressources

PLAFONDS DE RESSOURCES POUR LES AUTRES RÉGIONS AU 1ER JANVIER 2023

NOMBRE DE PERSONNES COMPOSANT LE MÉNAGE	MÉNAGES AUX REVENUS TRÈS MODESTES	MÉNAGES AUX REVENUS MODESTES	MÉNAGES AUX REVENUS INTERMÉDIAIRES	MÉNAGES AUX REVENUS SUPÉRIEURS
1	16 229 €	20 805 €	29 148 €	supérieur à 29 148 €
2	23 734 €	30 427 €	42 848 €	supérieur à 42 848 €
3	28 545 €	36 591 €	51 592 €	supérieur à 51 592 €
4	33 346 €	42 748 €	60 336 €	supérieur à 60 336 €
5	38 168 €	48 930 €	69 081 €	supérieur à 69 081 €
par personne supplémentaire	+ 4 813 €	+ 6 165 €	+ 8 744 €	+ 8 744 €

La grille de plafonds de ressources est revue chaque année par l'Anah : la grille applicable au projet est celle de l'année en cours à la date de l'AG de vote des travaux.

Annexe 4 : Support panneau réalisation de travaux énergétiques

fiche_de_commande.pdf (climaxion.fr)

Annexe 5 : Attestation de composition de la copropriété

https://partage.strasbourg.eu/share-access/sharings/c5mxLnLf.tllllL0N

Annexe 6 : Procuration attributaire

PROCURATION SOUS SEING PRIVE POUR
LA PERCEPTION DES FONDS

Je soussigné(e)……

Nom :……
Prénom :……
Adresse :……
Code Postal :……Commune :……

Le cas échéant, représentant légal de la personne……
……
dont le siège se trouve……
……
Propriétaire ou locataire de l'immeuble sis à (adresse complète de l'immeuble, désignation, le cas échéant, du bâtiment, de l'étage et de l'appartement) : ……
……

donne mandat

à (Nom, Prénom, qualité et adresse du mandataire désigné) :
……

……
pour recevoir en mon nom et pour mon compte le montant de la subvention accordée par l'Eurométropole de Strasbourg, et à présenter en mon nom, les pièces justifiant l'exécution des travaux ainsi que tout document nécessaire au calcul et au versement de la subvention et à recevoir en mon nom toute correspondance relative au paiement*.

Fait à :……..

Le ……

Signature du mandataire
Précédée de la mention manuscrite :
« bon pour acceptation de mandat »

Fait à :……..

Le ……

Signature du ou des mandants
Précédée de la mention manuscrite :
« bon pour pouvoir »

*Le RIB (original) doit être établi au nom du mandataire

Vu la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés : les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre demande de subvention ainsi qu'à des exploitations statistiques. Les destinataires des données sont : les services de l'Eurométropole et les organismes. Conformément à la loi susvisée, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations vous concernant, veuillez vous adresser à l'Eurométropole de Strasbourg. Vous pouvez, également, pour des motifs légitimes vous opposer au traitement des données vous concernant.

Annexe 7

MANDAT ADMINISTRATIF

Autorisant un Assistant à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) à déposer la demande d'aide de l'Eurométropole de Strasbourg et de la Région Grand Est (dispositif Climaxion) d'un Syndicat de copropriétaire pour :

LA RENOVATION ENERGETIQUE DES COPROPRIETES

<u>Ce mandat est à transmettre à l'Eurométropole de Strasbourg au moment du dépôt de la demande d'aide.</u>
Aucun mandat administratif ne sera accepté après dépôt de la demande d'aide.

Pour être valable, ce mandat doit être daté et signé par le syndic de copropriété (=le mandant) (qu'il s'agisse d'un syndic bénévole ou professionnel) et par l'AMO désigné (=le mandataire).
Ce mandat reste valide tant que sa révocation à l'initiative du mandant ou du mandataire n'a pas été notifiée à l'Eurométropole de Strasbourg.

Je soussigné(e) *(le mandant)* :

À titre de :

☐ Syndic bénévole ☐ Syndic professionnel

Raison social : .....

SIRET : .....

Adresse : .....

.....

Représenté par :

NOM – Prénom : .....

Mail : .....

Tél : .....

Représentant le syndicat des copropriétaires de la copropriété :

Nom de la copropriété : .....

Adresse de la copropriété : .....

.....

Numéro d'immatriculation : .....

SIRET du Syndicat des copropriétaires : .....

Donne mandat à *(le mandataire)* :

Raison social de l'AMO : .....

Numéro de Siret : .....

Adresse de l'AMO :.....

.....

Mail : .....

Tél : .....

Représenté par :

Nom – Prénom : .....

Pour constituer et déposer en ligne mon dossier de demande d'aide de l'Eurométropole de Strasbourg et de la Région Grand Est (dispositif Climaxion) et de paiement à ma place au titre de la rénovation énergétique des copropriétés.

Si une aide de l'Eurométropole de Strasbourg et de la Région Grand Est (dispositif Climaxion) est effectivement attribuée, le syndicat des copropriétaires que je représente restera **le seul bénéficiaire de cette aide**. Ainsi, en cas de contrôle de l'Eurométropole de Strasbourg, de la Région Grand Est ou de tout autre organisme après versement de l'aide, s'il s'avère que les conditions pour le bénéfice de l'aide sollicitée n'étaient pas remplies, le syndicat des copropriétaires que je représente sera tenu au reversement des aides indûment payées, même si la constitution de la demande d'aide a fait l'objet de ce mandat administratif.

Informations complémentaires :

Le mandant conserve l'original du présent mandat et devra transmettre une copie de ce mandat dans le cadre de sa demande d'aide à l'Eurométropole de Strasbourg.

Condition de révocation du mandat : ce mandat peut être révoqué par le mandant ou le mandataire, à tout moment. Pour cela, le parti souhaitant la révocation du mandat devra notifier au préalable cette décision à l'Eurométropole de Strasbourg par voie postale ou par courriel à l'adresse RenovationEnergetique@strasbourg.eu .
En cas de révocation du présent mandat, l'ensemble des intervenants de votre dossier (mandant et mandataire) sera informé.
Il ne peut y avoir qu'un seul mandataire actif à la fois pour intervenir sur le dossier.
L'Eurométropole de Strasbourg et la Région Grand Est déclinent toute responsabilité en cas de mauvaise exécution du présent mandat par votre mandataire.

Fait à : ....., le .....

Signature du **MANDANT**,	Signature du **MANDATAIRE**,
représentant le syndicat des copropriétaires sollicitant l'aide de l'Eurométropole de Strasbourg et de la Région Grand Est (dispositif Climaxion) :	*qui s'engage à communiquer au mandant tous les éléments d'information concernant ses démarches auprès de l'Eurométropole de Strasbourg et qui accepte de se soumettre au contrôle de l'Eurométropole de Strasbourg ou de la Région Grand Est :*

Aide à la Rénovation Énergétique - Propriétaires occupants

Principes applicables :

- Les montants d'aides varient en fonction du niveau de revenus du ménage - https://france-renov.gouv.fr/bareme
- L'aide aux travaux peut être obtenue soit en réalisant un bouquet de travaux soit en atteignant le niveau BBC (étiquette B minimum) ;
- Déclaration préalable de travaux obligatoire : aucune demande d'aide ne sera instruite sans l'autorisation d'urbanisme des services communaux ; le versement de la subvention AMO, MOE et Travaux est conditionnée à l'obtention de cette autorisation d'urbanisme.
- Les ménages aux revenus très modestes, modestes et intermédiaires peuvent bénéficier du bonus individuel.

	Ménages aux revenus Très modestes	Ménages aux revenus Modestes	Ménages aux revenus Intermédiaires	Ménages aux revenus Supérieurs
Aide à l'Assistance à la maitrise d'Ouvrage	**PRISE EN CHARGE PAR L'ANAH**	**400€**	**800€**	**600€**
Aide à la Maîtrise d'Œuvre* **Avance de 60% de l'aide calculée au démarrage de la prestation*	**1 500€**	**1 500€**	**1 500€**	**1 000€**

Aide aux Travaux*
Avance de 60% au démarrage des travaux

Bouquets de travaux

Mur-Toiture-Plancher	**1 000€**
Mur-Toiture	**900€**
Mur-Plancher	**750€**
Toiture-Plancher	**600€**

OU

BBC Rénovation

Coût de travaux < ou = à 40 000€	**3 000€**
Coût de travaux > à 40 000€	**4 000€**

Bonus isolants biosourcés

ITE sous enduit	**1 500€**
ITE sous bardage	**2 000€**
ITI	**600€**
Isolation toiture	**400€**

Bonus menuiseries Remplacement 100%

Menuiseries Bois **1 000€**
Menuiseries Bois/Alu **1 500€**

Bonus confort d'été

Pose de protection solaire extérieure sur les parois vitrées **200€/menuiserie avec un plafond à 1 000€ par logement**

Bonus Individuel

Ménages très modestes	**600€**
Ménages modestes	**500€**
Ménages Intermédiaires	**400€**

Exemple en maison individuelle

Un couple avec 2 enfants fait une rénovation performante. Revenus annuels de 55 000€ (ménage aux revenus intermédiaires). Propriétaire d'une maison classée **E** de 153m2

Objectif : rénover le logement afin d'atteindre l'étiquette B du DPE (saut de 3 classes)

Quel coût pour les travaux ?

Mon Accompagnateur Rénov (MAR) : 2 200€

Isolation des murs par l'extérieur (sous enduit) en fibre de bois : 28 000€

Changement des fenêtres en bois : 8 900€

Pompe à chaleur air/eau : 14 700€ Coût Total : **58 300€ TTC**

Ventilation double flux : 4 500€

Aide Rénovation Énergétique
Eurométropole de Strasbourg

Aide à l'Assistance à la Maitrise d'Ouvrage : **800€**

Aide BBC Rénovation (> 40 000€) : **4 000€**

Bonus isolation des murs en biosourcés : **1 500€**

Bonus Menuiseries en bois : **1 000€**

Bonus Individuel : **400€**

Total Aides : 7 700€

La présente fiche mentionne des données partielles à titre d'information générale et ne se substitue pas au règlement d'attribution - Règlement d'attribution MI et MONO 2025.pdf

Aide à la Rénovation Énergétique - Propriétaires bailleurs

Principes applicables :

- Les montants d'aides varient en fonction du niveau de revenus du ménage : https://france-renov.gouv.fr/bareme
- L'aide aux travaux peut être obtenue soit en réalisant un bouquet de travaux soit en atteignant le niveau BBC (étiquette B minimum) ;
- Déclaration préalable de travaux obligatoire : aucune demande d'aide ne sera instruite sans l'autorisation d'urbanisme des services communaux ; le versement de la subvention AMO, MOE et Travaux est conditionnée à l'obtention de cette autorisation d'urbanisme.

	Ménages aux revenus Très modestes	Ménages aux revenus Modestes	Ménages aux revenus Intermédiaires	Ménages aux revenus Supérieurs
Aide à l'Assistance à la maitrise d'Ouvrage	**PRISE EN CHARGE PAR L'ANAH**	**400€**	**800€**	**600€**
Aide à la Maîtrise d'Œuvre* **Avance de 60% au démarrage de la prestation*	**50% de la phase étude HT (diagnostic et avant-projet) d'un projet BBC Rénovation ou BBC compatible, subvention plafonnée à 3000€ par monopropriété.**			

Aide aux Travaux*

**Avance de 60% au démarrage des travaux*

Bouquets de travaux

Mur-Toiture-Plancher	**1 000€**
Mur-Toiture	**900€**
Mur-Plancher	**750€**
Toiture-Plancher	**600€**

OU

BBC Rénovation

Coût de travaux < ou = à 40 000€	**3 000€**
Coût de travaux > à 40 000€	**4 000€**

Bonus isolants biosourcés

ITE sous enduit	**1 500€**
ITE sous bardage	**2 000€**
ITI	**600€**
Isolation toiture	**400€**

Bonus menuiseries Remplacement 100%

Menuiseries Bois **1 000€ par logement**

Menuiseries Bois/Alu **1 500€ par logement**

Bonus confort d'été

Pose de protection solaire extérieure sur les parois vitrées **200€/menuiserie avec un plafond à 1 000€ par logement**

Bonus Individuel hors Monopropriété

Ménages très modestes	**600€**
Ménages modestes	**500€**
Ménages Intermédiaires	**400€**

Exemple d'un Propriétaire Bailleur en Monopropriété

Un couple fait une rénovation performante. Revenus annuels de 71 000€ (ménage aux revenus supérieurs)

Propriétaire de trois logements en monopropriété classée **F**.

Objectif : rénover 3 logements afin d'atteindre l'étiquette D du DPE (saut de 2 classes)

Quel coût pour les travaux ? Coût Total : **310 500€ TTC**

Aide Rénovation Énergétique
Eurométropole de Strasbourg

Aide à la Maitrise d'Ouvrage : **1 800€**

Aide à la Maitrise d'œuvre : **3 000€**

Aide Bouquet Mur-Toiture-Plancher: **3 000€**

Bonus ITE sous enduit : **4 500€**

Menuiseries en bois : **3 000€**

Total Aides : 15 300€

La présente fiche mentionne des données partielles à titre d'information générale et ne se substitue pas au règlement d'attribution - Règlement d'attribution MI et MONO 2025.pdf

Aide à la Rénovation Énergétique - Copropriétés

Principes applicables :

- Conditions de recevabilité : la copropriété doit être affectée de manière prépondérante à l'usage d'habitat conformément aux règles en vigueur de l'ANAH ; ne pas présenter de difficultés financières, sociales ou juridiques (POPAC)…
- Tous les ménages aux revenus très modestes, modestes et intermédiaires peuvent bénéficier du bonus individuel – les plafonds de ressources https://france-renov.gouv.fr/bareme

Aide à l'Assistance à la maitrise d'Ouvrage	Aide à la Maîtrise d'Œuvre*
- de 10 à 30 lots : **1 500€** d'aide par copropriété - de 31 à 100 lots : **3 000€** d'aide par copropriété - de 101 à 150 lots : **6 000€** d'aide par copropriété - de 151 à 200 lots : **9 000€** d'aide par copropriété - de 201 à 250 lots : **12 000€** d'aide par copropriété - de 251 à 300 lots ou plus : **15 000€** d'aide par copropriété	**75% de la phase étude HT (diagnostic et avant-projet) d'un projet BBC Rénovation ou BBC compatible, subvention plafonnée à 15 000€ par copropriété.** ***Avance possible de 60% de l'aide calculée au démarrage de la prestation***

Aide aux Travaux*par logement

Bouquets de travaux

	Jusqu'à 80 logements	À partir du 81ème logement
Mur-Toiture-Plancher	**1 000€**	**3 500€**
Mur-Toiture	**900€**	**2 500€**
Mur-Plancher	**750€**	**1 700€**

Avance de 30% au démarrage des travaux
Acompte de 40% lorsque 70% du budget prévisionnel est acquitté

Bonus isolants biosourcés	Bonus menuiseries Remplacement 100%	Bonus confort d'été	Bonus Individuel	Bonus BBC Rénovation
ITE sous enduit **1 500€** ITE sous bardage **2 000€** ITI **600€** Isolation toiture **200€**	Menuiseries Bois **1 000€ par logement** Menuiseries Bois/Alu **1 500€** par **logement**	Pose de protection solaire extérieure sur les parois vitrées **200€/menuiserie avec un plafond à 1 000€ par logement**	Ménages très modestes **500€** Ménages modestes **500€** Ménages Intermédiaires **400€**	Minimum étiquette **B** **500€** par logement

Exemple en Copropriété

Une copropriété de 218 lots d'habitation.

Objectif : rénover la copropriété afin d'atteindre l'étiquette C du DPE après travaux

Quel coût pour les travaux ? 5 564 433€

Maîtrise d'Œuvre : 48 000€ ; Maitrise d'Ouvrage : 55 800€

Isolation des murs par l'extérieur (sous enduit) : 2 873 284€

Isolation toiture/combles : 685 029€

Isolation plancher bas : 250 976€ Coût Total : **5 564 433€ TTC**

Menuiseries PVC : 106 137€

Aide Rénovation Énergétique
Eurométropole de Strasbourg

Aide à la Maitrise d'Ouvrage : **12 000€**

Aide à la Maîtrise d'Œuvre **: 15 000€**

Aide Travaux : **563 000€**

Les bonus Individuels : **48 200€**

Aide CLIMAXION

Aide Travaux : **220 000€**

Aide à la Maitrise d'Ouvrage : **4 500€**

Total Aides : 849 500€

La présente fiche mentionne des données partielles à titre d'information générale et ne se substitue pas au règlement d'attribution - Règlement d'attribution COPRO 2025.pdf

Strasbourg.eu
eurométropole

48

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

Octroi des aides de la collectivité aux opérations menées par les bailleurs sociaux dans le cadre du NPNRU.

Numéro E-2026-401

Afin de poursuivre la dynamique de transformation menée depuis 2005 sur cinq quartiers, l'Eurométropole de Strasbourg s'est engagée avec ses partenaires depuis 2016 dans la mise en œuvre du Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) sur son territoire, à travers l'élaboration des projets urbains (études et concertation) et d'une convention pluriannuelle avec l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU).

Le NPNRU constitue le plus grand projet urbain porté par la collectivité par son ampleur territoriale[1], la population touchée (près de 53 200 habitants soit 10 % de la population de l'agglomération), et les moyens mobilisés. Ce projet a été approuvé au Conseil du 28 juin 2019 et du 27 septembre 2019 s'agissant des aides de la collectivité apportées sur le volet Habitat. L'ensemble a été traduit dans le cadre d'une convention générale 2019-2030, signée avec l'ANRU et les partenaires.

Pour mémoire, les projets urbains de chaque quartier prioritaire de la ville (QPV) prévoient des interventions multiples grâce à la réalisation programmée d'opérations de démolition, de requalification massive du parc existant, de résidentialisation des pieds d'immeubles et de reconstitution, conformément au règlement général de l'ANRU, qui précise que les projets de renouvellement urbain doivent garantir une reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux démolis, de manière à répondre aux besoins structurels en logements locatifs sociaux du territoire.

Sur le volet Habitat, l'Eurométropole de Strasbourg a mis en place des aides spécifiques au soutien de ces opérations (cf. délibération du 27 septembre 2019). En application de cette délibération cadre, la liste des opérations jointes en annexe a fait l'objet d'une demande de subvention de la part des opérateurs maitres d'ouvrage.

De plus, la présente délibération complète la délibération du 27 septembre 2019 relative

[1] 7 quartiers prioritaires de la ville (QPV) répartis sur 5 communes : les Hirondelles à Lingolsheim, la cité des Ecrivains à Bischheim/Schiltigheim, la cité Libermann à Illkirch, Neuhof/ Meinau, Hautepierre, l'Elsau, et Cronenbourg à Strasbourg.

aux aides relevant du volet Habitat dans le cadre du NPNRU.
En effet, parmi les 24 opérations soutenues dans la présente délibération**, une opération de reconstitution de l'offre** de 3 logements locatifs sociaux situés sur la commune de **Brumath**, donc en dehors de l'Eurométropole de Strasbourg, est à signaler. Pour cette opération portée par le bailleur Alsace Habitat, les services de la Préfecture ont autorisé **à titre dérogatoire** qu'elle puisse émarger à la **reconstitution due par l'Eurométropole de Strasbourg au titre de son offre démolie** dans le cadre du projet de renouvellement urbain tel que contractualisé avec l'ANRU, compte tenu de la difficulté rencontrée par les organismes à reconstituer l'intégralité de leur offre sur le territoire de l'Eurométropole, en raison de la pression foncière. La convention de renouvellement urbain prévoyait une aide de la collectivité à hauteur de 9 000 € par logement reconstitué. Compte tenu de la dérogation accordée qui permet à cette opération d'émarger à la reconstitution de l'offre démolie et de l'enjeu d'une répartition équilibrée de l'offre de logements locatifs sociaux à l'échelle du Bas-Rhin, il est proposé de maintenir une part de la subvention initialement prévue à la convention, par l'octroi d'une subvention de 6 000 euros au total, soit 2 000 € par logement. Cette subvention vise à compléter le financement prévu par la Collectivité européenne d'Alsace à 7 000 euros par logement et ainsi à préserver l'équilibre économique de l'opération pour le bailleur.

Il est donc proposé au Conseil de bien vouloir valider l'attribution de ces aides pour un montant global de **2 267 227,50 €** (deux millions deux cent soixante-sept mille deux cent vingt-sept euros et cinquante centimes) répartis sur 24 opérations, correspondant à l'application du dispositif d'aide mis en place dans le cadre du NPNRU.

Il est précisé que l'ajustement des aides de la collectivité en application de la délibération cadre, se fera au stade du versement du solde, sur la base en particulier des plans de financement définitifs.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 29 janvier 2021 validant le dispositif d'aide à la réhabilitation thermique applicable au NPNRU
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 28 juin 2019 relative au projet de convention du NPNRU
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 27 septembre 2019 relative au volet Habitat du NPNRU
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

l'octroi des aides directes décrites dans le tableau joint en annexe pour l'accompagnement financier par l'Eurométropole de Strasbourg du projet de rénovation urbaine porté dans le cadre de la convention partenariale du NPNRU 2019-2030, au bénéfice des opérations réalisées par les bailleurs sociaux telles qu'identifiées

dans le tableau joint en annexe,

décide

que le montant définitif des aides ainsi accordées, sera ajusté lors du versement du solde, notamment au vu du plan de financement définitif et conformément aux délibérations cadre en vigueur,

autorise

l'imputation de la dépense globale d'un montant de 2 267 227,50 € sur les crédits disponibles au budget 2026 et suivant (fonction 518 – nature 204182 – CRB HP01-prog 1342 – AP 0294).

Tableau annexe à la délibération NPNRU

Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2026

Date de la demande	N° du dossier	Type d'opération (Démolition, requalification, résidentialisation, reconstitution, minoration de loyer)	Commune	Adresse	Bailleur bénéficiaire	Nbre de logements (sauf résid)	Montant travaux (sauf minoration de loyer)	Montant de l'aide ANRU	Montant de l'aide Eurométropole de Strasbourg	Commentaires
28/11/2025	2025-116	RECONSTITUTION	STRASBOURG	Rue du Maréchal Lefèbvre	OPHEA	18 PLAI	2 501 730,42 €	154 440,00 €	162 000,00 €	
16/01/2026	2026-002	RECONSTITUTION	OSTWALD	rue Ettore Bugatti	OPHEA	9 PLAI	1 604 309,78 €	77 220,00 €	81 000,00 €	
16/01/2026	2026-003	RECONSTITUTION	VENDENHEIM	rue des Faisans	OPHEA	2 PLAI	417 685,25 €	17 160,00 €	28 000,00 €	
16/01/2026	2026-004	RECONSTITUTION	BISCHHEIM	rue de la Robertsau	OPHEA	5 PLAI	755 939,63 €	42 900,00 €	45 000,00 €	
16/01/2026	2026-005	RECONSTITUTION	ECKBOLSHEIM	15 rue de Wolfisheim	OPHEA	4 PLUS + 3 PLAI	1 627 953,95 €	25 740,00 €	27 000,00 €	
16/01/2026	2026-006	RECONSTITUTION	STRASBOURG	31 avenue de Colmar	OPHEA	5 PLUS + 4 PLAI	1 398 133,77 €	34 320,00 €	36 000,00 €	
16/01/2026	2026-008	RECONSTITUTION	STRASBOURG	Citadelle 8B	OPHEA	4 PLAI	789 468,72 €	34 320,00 €	36 000,00 €	
16/01/2026	2026-009	RECONSTITUTION	STRASBOURG	Citadelle 10B	OPHEA	5 PLAI	1 119 156,37 €	42 900,00 €	45 000,00 €	
16/01/2026	2026-010	RECONSTITUTION	STRASBOURG	rue des Bonnes Gens	OPHEA	5 PLAI	1 047 558,81 €	42 900,00 €	45 000,00 €	
16/01/2026	2026-012	RECONSTITUTION	STRASBOURG	6 rue Marguerite Yourcenar	OPHEA	2 PLUS + 1 PLAI	222 999,98 €	6 300,00 €	9 000,00 €	
16/01/2026	2026-013	RECONSTITUTION	STRASBOURG	rue Marguerite Perey	OPHEA	18 PLAI	3 154 739,60 €	154 440,00 €	162 000,00 €	
16/01/2026	2026-014	RECONSTITUTION	STRASBOURG	rue Cerf Berr	OPHEA	28 PLAI	4 243 073,27 €	240 240,00 €	252 000,00 €	
16/01/2026	2026-015	RECONSTITUTION	STRASBOURG	21 rue de Berne	OPHEA	12 PLAI	2 642 228,63 €	102 960,00 €	108 000,00 €	
16/01/2026	2026-016	RECONSTITUTION	STRASBOURG	Cour des Douanes	OPHEA	10 PLAI	1 399 588,86 €	85 800,00 €	90 000,00 €	
16/01/2026	2026-017	RECONSTITUTION	STRASBOURG	rue de la Klebsau	OPHEA	5 PLAI	781 437,63 €	42 900,00 €	45 000,00 €	
16/01/2026	2026-018	RECONSTITUTION	HOENHEIM	rue du Chêne - rue Mauriac	OPHEA	5 PLUS + 8 PLAI	2 291 060,63 €	68 640,00 €	72 000,00 €	
16/01/2026	2026-019	RECONSTITUTION	MITTELHAUSBERGEN	Jardin des Sources	OPHEA	15 PLAI	2 466 984,79 €	128 700,00 €	135 000,00 €	
16/01/2026	2026-020	RECONSTITUTION	STRASBOURG	rue de la Musau - rue de Wattwiller	OPHEA	12 PLAI	2 379 641,73 €	102 960,00 €	108 000,00 €	

Tableau annexe à la délibération NPNRU

Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2026

Date de la demande	**N° du dossier**	**Type d'opération** (Démolition, requalification, résidentialisation, reconstitution, minoration de loyer)	**Commune**	**Adresse**	**Bailleur bénéficiaire**	**Nbre de logements** (sauf résid)	**Montant travaux** (sauf minoration de loyer)	**Montant de l'aide ANRU**	**Montant de l'aide Eurométropole de Strasbourg**	**Commentaires**
19/01/2026	2026-021	RECONSTITUTION	STRASBOURG	rue Jean Monnet	OPHEA	15 PLAI	2 768 832,68 €	128 700,00 €	135 000,00 €	
21/01/2026	2026-022	RECONSTITUTION	STRASBOURG	128 Rue d'Oberhausbergen	ALSACE HABITAT	12 PLAI	1 739 488,00 €	102 960,00 €	108 000,00 €	
08/12/2025	2026-023	DEMOLITION	SCHILTIGHEIM	1, 3, 5 et 7 rue Victor Hugo	ALSACE HABITAT	72 LLS	2 418 525,35 €	1 889 861,59 €	243 472,09 €	
29/01/2026	2026-025	RECONSTITUTION	BRUMATH	23 rue du Général Duport	ALSACE HABITAT	3 PLAI	457 853,00 €	20 790,00 €	6 000,00 €	Reconstitution hors Eurométropole de Strasbourg
16/02/2026	2026-026	DEMOLITION	STRASBOURG	87, rue Martin Schongauer	HABITATION MODERNE	75 LLS	2 570 674,19 €	1 873 883,35 €	234 235,42 €	
19/03/2026	2026-028	RESIDENTIALISATION	BISCHHEIM	11 rue Lamartine	ALSACE HABITAT		448 000,00 €	218 080,00 €	54 520,00 €	
							TOTAL	**5 639 114,94 €**	**2 267 227,51 €**	

49

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

Dispositif d'aide à la rénovation énergétique - attributions de subventions aux ménages du parc privé.

Numéro E-2026-217

Il est proposé au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg d'approuver le versement de subventions aux particuliers ou aux syndicats de copropriétaires dont les listes figurent en annexes de la présente délibération, pour une enveloppe globale de **1 707 127 €**.

Par délibération du 20 décembre 2023, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a approuvé ce dispositif d'aides sur le territoire eurométropolitain pour la période allant du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2026.

Ce dispositif d'aides volontaristes, mis en place pour accompagner la rénovation énergétique du parc privé, est destiné aux copropriétés, aux maisons individuelles ainsi qu'aux monopropriétés de son territoire.
Il finance les différentes étapes d'un projet de rénovation énergétique :
- aides pour les missions d'assistance d'ouvrage (AMO),
- aides pour les missions de maitrise d'œuvre (MOE),
- aides pour les travaux.

Le montant des aides disponible est calculé en fonction de l'ambition du projet et du niveau des ressources, pour mieux accompagner les ménages les plus fragiles.

À noter : pour l'accompagnement des copropriétés, l'Eurométropole de Strasbourg a mis en place un partenariat inédit avec la Région Grand Est via son programme Climaxion. Au titre de ce partenariat, l'Eurométropole de Strasbourg verse les subventions sur ses fonds propres, mais également, les subventions sur les fonds de la Région Grand-Est, qui lui sont délégués (convention de mandat).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil

vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 17 décembre 2021 validant la stratégie de sobriété et de

rénovation énergétique du parc bâti sur l'Eurométropole de Strasbourg
vu la convention de gestion des aides à la pierre du parc privé conclue avec l'Anah pour la période 2022-2027, validée par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 17 décembre 2021
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 28 juin 2023 validant le Programme d'action 2023
vu la convention de mandat confiant le paiement des dépenses du Conseil régional de la Région Grand-Est à l'Eurométropole de Strasbourg pour le financement des aides à la rénovation énergétique des copropriétés pour la période 2024-2026,validée par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 20 décembre 2023
vu la délibération de l'Eurométropole de Strasbourg du 20 décembre 2023 approuvant le dispositif d'aide aux travaux de rénovation énergétique du parc privé sur la période 2024-2026
vu la délibération modificative de l'Eurométropole de Strasbourg du 07 février 2025 approuvant le dispositif d'aide aux travaux de rénovation énergétique du parc privé sur la période 2024-2026
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *le versement des subventions pour la rénovation énergétique des copropriétés d'un montant de **875 500 €** au titre des fonds régionaux et d'un montant de **555 177 €** sur les fonds de l'Eurométropole de Strasbourg, pour un total de 851 logements (dossiers listés sur le tableau « Aides aux copropriétés » joint en annexe),*
- *le versement des subventions pour la rénovation énergétique des maisons individuelles et des monopropriétés, d'un montant total de **276 450 €** sur les fonds de l'Eurométropole de Strasbourg, pour un total de 86 logements (dossiers listés sur le tableau « Aides aux maisons individuelles et aux monopropriétés » joint en annexe),*

décide

- *l'imputation des subventions régionales, sur la ligne budgétaire, fonction 551, nature 4541130, HP01, AP0393 , programme 1650, sur les budgets 2026 et suivants et sous réserve du vote des crédits correspondants,*
- *l'imputation des subventions eurométropolitaines, sur la ligne budgétaire, fonction 551, nature 20422, HP01, AP0392 , programme 1647, sur les budgets 2026 et suivants et sous réserve du vote des crédits correspondants.*

Annexe - Soutien financier à la Rénovation Energétique de l'Eurométropole de Strasbourg - Maison Individuelle ou Monopropriété

Annexe du Conseil du 26/06/2026 Finalisée le 20/04/2026

N° dossier	Commune	Type de propriétaire	Nombre de logements	Montant prévisionnel de la dépense subventionnée HT	Prestation AMO	Prestation MOE	Prestation TRAVAUX	Eurométropole de Strasbourg Montant prévisionnel
00025090	STRASBOURG	Propriétaire Occupant	1	32 945,00 €	600,00 €	1 000,00 €	2 800,00 €	4 400,00 €
00025100	ECKBOLSHEIM	Propriétaire Occupant Usufruit	1	78 669,92 €			1 500,00 €	1 500,00 €
00025053	HOLTZHEIM	Propriétaire Occupant	1	91 234,61 €			4 600,00 €	4 600,00 €
00021330	STRASBOURG	Propriétaire Occupant	1	63 303,00 €	600,00 €		4 000,00 €	4 600,00 €
00025534	STRASBOURG	Propriétaire Occupant	1	145 006,00 €	600,00 €		5 900,00 €	6 500,00 €
00025560	SCHILTIGHEIM	Propriétaire Occupant	1	125 529,00 €		1 500,00 €	5 000,00 €	6 500,00 €
00023864	ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	Propriétaire Occupant	1	80 434,07 €			4 900,00 €	4 900,00 €
00025200	STRASBOURG	Propriétaire Occupant	1	25 439,79 €	800,00 €		1 150,00 €	1 950,00 €
00025470	OSTWALD	Propriétaire Occupant	1	61 655,00 €	400,00 €		4 500,00 €	4 900,00 €
0022816	ENTZHEIM	Propriétaire Occupant	1	70 264,00 €	800,00 €		4 400,00 €	5 200,00 €
00025713	FEGERSHEIM	Propriétaire Occupant	1	29 775,00 €			1 200,00 €	1 200,00 €
00022236	OSTWALD	Propriétaire Occupant	1	79 600,00 €	600,00 €		4 400,00 €	5 000,00 €
00025527	ESCHAU	Propriétaire Bailleur	1	82 466,33 €	600,00 €		4 400,00 €	5 000,00 €
00025734	STRASBOURG	Propriétaire Occupant	1	128 655,00 €	600,00 €	1 000,00 €	5 000,00 €	6 600,00 €
00024287	MITTELHAUSBERGEN	Propriétaire Occupant	1	84 946,80 €			4 400,00 €	4 400,00 €
00021997	STRASBOURG	Propriétaire Occupant	1	39 565,00 €	600,00 €		3 000,00 €	3 600,00 €
00026604	HOENHEIM	Propriétaire Occupant	1	83 078,00 €			1 500,00 €	1 500,00 €
00023826	HOENHEIM	Propriétaire Occupant	1	41 484,00 €			4 600,00 €	4 600,00 €
00024858	MUNDOLSHEIM	Propriétaire Occupant	1	86 197,55 €	800,00 €		5 400,00 €	6 200,00 €
00026741	STRASBOURG	Propriétaire Occupant	1	65 237,00 €	800,00 €	1 500,00 €	2 300,00 €	4 600,00 €
00024995	HOENHEIM	Propriétaire Occupant	1	47 110,00 €	600,00 €		4 000,00 €	4 600,00 €
00022381	ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	Propriétaire Occupant	1	58 495,00 €	800,00 €		4 400,00 €	5 200,00 €
00018985	BISCHHEIM	Propriétaire Occupant	1	51 937,00 €			3 300,00 €	3 300,00 €
00025051	ECKBOLSHEIM	Propriétaire Occupant	1	70 834,00 €			5 000,00 €	5 000,00 €
00024803	STRASBOURG	Propriétaire Occupant	1	73 797,00 €	600,00 €		4 000,00 €	4 600,00 €
00019910	OSTWALD	Propriétaire Occupant	1	2 000,00 €	300,00 €			300,00 €
00026721	STRASBOURG	Propriétaire Occupant	1	54 978,00 €	400,00 €	1 500,00 €	6 500,00 €	8 400,00 €
00025898	LINGOLSHEIM	Propriétaire Occupant	1	44 065,30 €	600,00 €	1 000,00 €	5 900,00 €	7 500,00 €
00023572	ECKWERSHEIM	Propriétaire Occupant	1	69 360,00 €	600,00 €	1 000,00 €	4 000,00 €	5 600,00 €
00026775	STRASBOURG	Propriétaire Bailleur	31	658 414,00 €	600,00 €	3 000,00 €	23 250,00 €	26 850,00 €
00025914	SCHILTIGHEIM	Propriétaire Bailleur	1	25 794,00 €			3 000,00 €	3 000,00 €
00025199	STRASBOURG	Propriétaire Occupant	1	82 518,30 €			4 600,00 €	4 600,00 €
00027283	ECKBOLSHEIM	Propriétaire Occupant	1	75 589,32 €			2 500,00 €	2 500,00 €
00026924	ECKBOLSHEIM	Propriétaire Occupant	1	56 866,03 €		1 000,00 €	5 000,00 €	6 000,00 €
00023586	ENTZHEIM	Propriétaire Occupant	1	63 418,86 €			1 350,00 €	1 350,00 €

N° dossier	Commune	Type de propriétaire	Nombre de logements	Montant prévisionnel de la dépense subventionnée HT	Prestation AMO	Prestation MOE	Prestation TRAVAUX	Eurométropole de Strasbourg Montant prévisionnel
00023936	PLOBSHEIM	Propriétaire Occupant	1	75 463,65 €	600,00 €		4 400,00 €	5 000,00 €
00026976	GEISPOLSHEIM	Propriétaire Occupant	1	83 167,00 €			6 100,00 €	6 100,00 €
00027071	STRASBOURG	Propriétaire Occupant	1	196 647,00 €	800,00 €	1 500,00 €	6 900,00 €	9 200,00 €
00024796	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	Propriétaire Occupant	1	72 107,15 €	600,00 €	1 000,00 €	4 000,00 €	5 600,00 €
00024970	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	Propriétaire Occupant	1	125 337,33 €	800,00 €		4 400,00 €	5 200,00 €
00024518	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	Propriétaire Occupant	1	73 084,00 €			4 600,00 €	4 600,00 €
00024762	BISCHHEIM	Propriétaire Occupant	1	65 617,00 €			4 600,00 €	4 600,00 €
00022645	FEGERSHEIM	Propriétaire Occupant Indivision	1	87 539,01 €	800,00 €		4 400,00 €	5 200,00 €
00026071	STRASBOURG	Propriétaire Occupant	1	127 953,13 €	600,00 €	1 000,00 €	4 000,00 €	5 600,00 €
00022524	MUNDOLSHEIM	Propriétaire Occupant	1	80 413,00 €	800,00 €		0,00 €	800,00 €
00022969	HOLTZHEIM	Propriétaire Occupant	1	85 399,00 €	600,00 €		4 000,00 €	4 600,00 €
00022575	LINGOLSHEIM	Propriétaire Occupant	1	68 098,00 €	800,00 €			800,00 €
00025640	SCHILTIGHEIM	Propriétaire Bailleur	4	153 274,00 €		3 000,00 €	10 000,00 €	13 000,00 €
00027462	LINGOLSHEIM	Propriétaire Occupant	1	69 109,80 €			4 600,00 €	4 600,00 €
00022673	STRASBOURG	Propriétaire Occupant	1	76 240,00 €		1 500,00 €	4 600,00 €	6 100,00 €
00022444	LAMPERTHEIM	Propriétaire Occupant	1	70 771,00 €	800,00 €		4 400,00 €	5 200,00 €
00024857	STRASBOURG	Propriétaire Occupant	1	104 148,44 €	800,00 €	1 500,00 €	6 800,00 €	9 100,00 €
00023113	VENDENHEIM	Propriétaire Occupant	1	67 050,00 €			4 600,00 €	4 600,00 €
			86		**20 300,00 €**	**22 000,00 €**	**234 150,00 €**	
TOTAL Aide Eurométropole de Strasbourg								**276 450,00 €**

N° dossier	Commune	Type de demandeur	Nombre de lots	Nombre de bâtiments	Montant prévisionnel de la dépense subventionnée HT	Montant AMO Eurométropole de Strasbourg	Montant MOE Eurométropole de Strasbourg	Montant TRAVAUX Eurométropole de Strasbourg	Montant AMO Région Grand-Est	Montant TRAVAUX Région Grand-Est
00020913	STRASBOURG	Syndicat de copropriété	40	1	15 000,00 €	3 000,00 €				
00023430	STRASBOURG	Syndicat de copropriété	2	1	60 442,12 €			3 000,00 €		22 000,00 €
00023915	STRASBOURG	Syndicat de copropriété	32	2	634 567,00 €			56 100,00 €		96 400,00 €
00025173	STRASBOURG	Syndicat de copropriété	82	1	120 758,00 €	3 000,00 €	15 000,00 €			
00018903	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	Syndicat de copropriété	56	2	791 286,00 €	3 000,00 €		60 100,00 €	4 500,00 €	150 000,00 €
00015543	LINGOLSHEIM	Syndicat de copropriété	60	10	39 600,00 €		15 000,00 €			
00025526	STRASBOURG	Syndicat de copropriété	36	1	43 575,00 €	3 000,00 €	15 000,00 €			
00025521	STRASBOURG	Syndicat de copropriété	21	1	34 225,00 €	1 500,00 €	15 000,00 €			
00025544	STRASBOURG	Syndicat de copropriété	80	4	90 000,00 €	3 000,00 €	15 000,00 €			
00025494	LINGOLSHEIM	Syndicat de copropriété	35	1	30 677,00 €	3 000,00 €	15 000,00 €			
00025548	OSTWALD	Syndicat de copropriété	12	1	27 160,00 €	1 500,00 €	15 000,00 €			
00025597	STRASBOURG	Syndic bénévole	5	1	4 560,00 €		3 420,00 €			
00025601	SCHILTIGHEIM	Syndicat de copropriété	30	1	41 545,00 €	1 500,00 €	15 000,00 €			
00024849	OSTWALD	Syndicat de copropriété	31	4	6 500,00 €		4 875,00 €			
00025687	STRASBOURG	Syndicat de copropriété	3	2	10 500,00 €		7 875,00 €			
00022391	SCHILTIGHEIM	Syndicat de copropriété	1	1	10 500,00 €		1 500,00 €			
00025576	STRASBOURG	Syndicat de copropriété	30	3	9 156,00 €	1 500,00 €	0,00 €			
00026070	LINGOLSHEIM	Syndicat de copropriété	36	1	15 000,00 €	3 000,00 €	11 250,00 €			
00026563	BISCHHEIM	Syndicat de copropriété	4	1	4 200,00 €		3 150,00 €			
00026614	STRASBOURG	Syndicat de copropriété	8	1	16 150,00 €		12 113,00 €			
00015179	STRASBOURG	Syndicat de copropriété	31	1	875 592,00 €			31 500,00 €		111 500,00 €
00024914	STRASBOURG	Syndicat de copropriété	48	6	1 244 148,00 €			39 000,00 €		67 600,00 €
00024682	STRASBOURG	Syndicat de copropriété	12	1	339 667,00 €			12 000,00 €		40 000,00 €
00020048	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	Syndicat de copropriété	12	1	498 428,00 €			11 300,00 €		28 000,00 €
00026838	STRASBOURG	Syndicat de copropriété	5	1	6 125,00 €		4 594,00 €			
00024491	STRASBOURG	Syndicat de copropriété	76	1	1 891 874,00 €			81 300,00 €		213 000,00 €
00024285	SCHILTIGHEIM	Habitat privé collectif	1	1	6 292,00 €	600,00 €	1 000,00 €			
00025449	HOENHEIM	Habitat privé collectif	1	0	5 750,00 €	400,00 €	1 500,00 €			
00025802	LINGOLSHEIM	Syndicat de copropriété	30	4	965 055,00 €			30 000,00 €		85 000,00 €
00024849	OSTWALD	Syndicat de copropriété	31	4	1 202 653,00 €			31 600,00 €		57 500,00 €
			851	60		28 000,00 €	171 277,00 €	355 900,00 €	4 500,00 €	871 000,00 €
TOTAL Aide Eurométropole de Strasbourg et Région Grand-Est							**555 177,00 €**			**875 500,00 €**
								1 430 677,00 €		

Strasbourg.eu
eurométropole

50

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

Opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) Copropriétés Dégradées - attributions de subventions à divers bénéficiaires.

Numéro E-2026-369

Il est proposé au Conseil d'approuver le versement - au titre de l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) « Copropriétés dégradées » - de subventions aux propriétaires privés ou aux syndicats de copropriétaires dont la liste figure ci-jointe, pour une enveloppe globale de **3 248 €**.

Par délibération du 28 décembre 2024, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a en effet approuvé la prorogation de cette opération pour les copropriétés en difficultés suivantes : Les Marguerites à Schiltigheim, Les Canardières (A et B) et Léonard De Vinci à Strasbourg Meinau, le Parc d'Ober et Eléonore (1 et 2) à Strasbourg Hautepierre, les Bâtiments C et F de Cronenbourg à Strasbourg Cronenbourg, et Spender à Strasbourg Koenigshoffen - sur la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2027.

Pour mémoire, l'OPAH « Copropriétés dégradées » a pour objectif d'inciter les copropriétaires à réaliser des travaux, tant sur les parties communes que privatives, afin d'améliorer la performance énergétique des bâtiments et, le cas échéant, de revaloriser les espaces publics ou privés et d'accompagner les copropriétés dans le traitement global des difficultés identifiées (sociales, environnementales, financières, juridiques, …) et de les rendre, à terme, autonomes dans leur gestion.

Dans le cadre de son objectif d'inciter à la réalisation de travaux, elle porte sur des travaux en parties communes et en parties privatives d'amélioration et de transformation des logements favorisant la maîtrise des loyers, les économies d'énergies et la lutte contre l'habitat indigne.

Les propriétaires privés ou les syndicats des copropriétaires, pour les travaux de réhabilitation de ces logements, peuvent bénéficier à ce titre de subventions par l'Agence nationale de l'habitat (Anah) sous certaines conditions (ressources, nature des travaux, loyer encadré).

Au titre de sa politique volontariste, l'Eurométropole de Strasbourg accorde des

subventions complémentaires selon les règles de recevabilité et les conditions d'octroi en vigueur prévues à la convention d'OPAH « Copropriétés dégradées ». Les dossiers qui font l'objet de la présente délibération sont examinés préalablement lors des Commissions locales d'amélioration de l'habitat.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 25 janvier 2019 validant le lancement de l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) « Copropriétés dégradées » 2019-2023 liée au NPNRU
vu la convention d'OPAH « Copropriétés dégradées » et ses annexes
vu la délibération de l'Eurométropole de Strasbourg du 23 octobre 2020 relative aux modalités d'attribution des avances de subvention de l'Eurométropole de Strasbourg aux copropriétés intégrées dans l'OPAH « Copropriétés dégradées »
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 24 mars 2021 validant l'avenant n°1 à la convention d'OPAH « Copropriétés dégradées » 2019-2024
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 17 décembre 2021 validant le renouvellement de la convention de délégation de compétence des aides à la pierre de l'Etat couvrant la période 2022-2027
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 16 décembre 2022 validant l'avenant n°2 à la convention d'OPAH « Copropriétés dégradées » 2019-2024
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 28 décembre 2024 validant le lancement d'une seconde Opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) « Copropriétés dégradées » 2025-2027
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

le versement de subventions pour un montant total de 3 248 €, au titre de l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) « Copropriétés dégradées », aux bénéficiaires mentionnés sur le tableau joint en annexe,

décide

l'imputation des subventions sur la ligne budgétaire, fonction 551, nature 20422, HP01, AP0392, programme 1314, sur les budgets 2026 et suivants sous réserve du vote des crédits correspondants.

N° dossier	Type de dossier	Commune	Nom de la copropriété	Type de propriétaire	Nombre de logements	Type de loyer	Type de travaux	Montant prévisionnel de la dépense subventionnée	ANAH Montant prévisionnel y compris les primes complémentaires	Taux	Montant total prévitionnel y compris les primes complémentaires
67023494	avec travaux	Strasbourg	LEONARD DE VINCI	Occupant(TS)	1		Autonomie de la personne	8 321 €	**5 824 €**	15%	**1 248 €**
067-S-LS-202603-0031	sans travaux	Strasbourg	ELEONORE 2	Bailleur	1	loyer social		0 €	**0 €**	0%	**2 000 €**
					2			**8 321 €**	**5 824 €**		**3 248 €**

Strasbourg.eu
eurométropole

51

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

Programme d'intérêt général (PIG) Habiter l'Eurométropole - attributions de subventions à divers bénéficiaires.

Numéro E-2026-365

Il est proposé au Conseil d'approuver le versement - au titre du Programme d'intérêt général (PIG) « Habiter l'Eurométropole » - de subventions aux particuliers dont la liste figure ci-jointe, pour une enveloppe globale de **262 598 €**.

Par délibération en date du 16 décembre 2022, le Conseil de l'Eurométropole a approuvé le renouvellement de ce programme sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg pour la période allant du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2027.

Pour mémoire, le PIG « Habiter l'Eurométropole » porte sur des travaux d'amélioration et de transformation des logements favorisant la maîtrise des loyers, les économies d'énergies, la lutte contre l'habitat indigne et le maintien à domicile.
Les propriétaires occupants ou bailleurs particuliers ou institutionnels qui réhabilitent des logements de plus de 15 ans peuvent bénéficier à ce titre de subventions par l'Agence nationale de l'habitat (Anah) sous certaines conditions (ressources, nature des travaux, loyer encadré).

Au titre de sa politique volontariste, l'Eurométropole de Strasbourg accorde des subventions complémentaires selon les règles de recevabilité et les conditions d'octroi en vigueur. Les dossiers qui font l'objet de la présente délibération sont examinés préalablement lors des Commissions locales d'amélioration de l'habitat.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil

vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 30 juin 2016
validant la convention de délégation de compétence des
aides à la pierre de l'Etat couvrant la période 2016-2021
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 17 décembre 2021
validant le renouvellement de la délégation de compétence des
aides à la pierre de l'Etat couvrant la période 2022-2027

vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 29 juin 2018
relative aux modalités financières du PIG Habiter l'Eurométropole
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 16 décembre 2022
validant le renouvellement du PIG Habiter l'Eurométropole
pour la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2027
sur proposition de la Commission plénière,
après en avoir délibéré

approuve

le versement de subventions pour un montant total de 262 598 €, au titre du Programme d'intérêt général Habiter l'Eurométropole sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, aux dossiers listés sur le tableau joint en annexe, pour un total de 98 logements concernés,

décide

l'imputation des subventions sur la ligne budgétaire, fonction 551, nature 20422, HP01, AP0392, programme 1644, sur les budgets 2026 et suivants sous réserve du vote des crédits correspondants.

N° dossier ou N° de convention (pour les dossiers sans travaux)	Type de dossier - avec ou sans travaux	Commune	Type de dossier (propriétaire)	Nombre de logements	Type de loyer	Type de travaux	Montant prévisionnel de la dépense subventionnée	ANAH Montant prévisionnel y compris les primes complémentaires	Taux	Eurométropole de Strasbourg Montant prévisionnel y compris les primes complémentaires
67021280	avec travaux	Strasbourg	Occupant(TS)	1	/	Autonomie de la personne	364 €	254 €	15%	**55 €**
67021320	avec travaux	Lingolsheim	Occupant(TS)	1	/	Sortie de Précarité énergétique	1 091 €	873 €	10%	**109 €**
67022182	avec travaux	Holtzheim	Occupant(TS)	1	/	Sortie de Précarité énergétique	1 428 €	1 285 €	10%	**143 €**
67022384	avec travaux	Reichstett	Occupant(TS)	1	/	Sortie de Précarité énergétique	53 031 €	49 727 €	10%	**5 303 €**
67022386	avec travaux	Illkirch-Graffenstaden	Occupant(TS)	1	/	Sortie de Précarité énergétique	41 400 €	39 260 €	10%	**4 140 €**
67022401	avec travaux	Lingolsheim	Occupant(TS)	1	/	Sortie de Précarité énergétique	61 200 €	57 080 €	10%	**6 120 €**
67022411	avec travaux	Strasbourg	Occupant	1	/	Sortie de Précarité énergétique	55 060 €	40 142 €	5%	**2 753 €**
67022472	avec travaux	Strasbourg	Bailleur	1	loyer social	Amélioration énergétique	7 401 €	2 590 €	10%	**740 €**
67022480	avec travaux	Schiltigheim	Occupant(TS)	1	/	Sortie de Précarité énergétique	44 085 €	41 677 €	10%	**4 409 €**
67022506	avec travaux	Ostwald	Occupant	1	/	Sortie de Précarité énergétique	62 063 €	45 044 €	5%	**3 103 €**
67022691	avec travaux	Eckbolsheim	Occupant(TS)	1	/	Autonomie de la personne	155 €	109 €	15%	**23 €**
67022714	avec travaux	Strasbourg	Occupant(TS)	1	/	Autonomie de la personne	3 499 €	2 450 €	15%	**525 €**
67022830	avec travaux	Lingolsheim	Occupant(TS)	1	/	Autonomie de la personne	4 936 €	4 055 €	15%	**740 €**
67022947	avec travaux	Strasbourg	Occupant	1	/	Autonomie de la personne	6 127 €	3 664 €	10%	**613 €**
67023043	avec travaux	La Wantzenau	Occupant(TS)	1	/	Lourds avec sortie de Précarité énergétique	60 278 €	54 250 €	10%	**6 028 €**
67023096	avec travaux	Mundolsheim	Occupant	1	/	Autonomie de la personne	1 800 €	900 €	10%	**180 €**
67023101	avec travaux	Strasbourg	Occupant(TS)	1	/	Autonomie de la personne	16 032 €	11 222 €	15%	**2 405 €**
67023108	avec travaux	Eckbolsheim	Occupant(TS)	1	/	Autonomie de la personne	11 129 €	7 790 €	15%	**1 669 €**
67023127	avec travaux	Eschau	Occupant(TS)	1	/	Autonomie de la personne	6 086 €	4 260 €	15%	**913 €**
67023144	avec travaux	Eckbolsheim	Occupant	1	/	Autonomie de la personne	16 295 €	8 148 €	10%	**1 630 €**
67023176	avec travaux	Schiltigheim	Occupant(TS)	1	/	Sortie de Précarité énergétique	35 868 €	28 694 €	10%	**3 587 €**
67023221	avec travaux	Souffelweyersheim	Occupant	1	/	Autonomie de la personne	13 714 €	6 857 €	10%	**1 371 €**
67023255	avec travaux	Schiltigheim	Bailleur	1	loyer social	Lourds avec sortie de Précarité énergétique	67 593 €	32 417 €	10%	**9 759 €**
67023257	avec travaux	Strasbourg	Occupant	1	/	Autonomie de la personne	5 585 €	2 793 €	10%	**559 €**
67023262	avec travaux	Strasbourg	Occupant	1	/	Autonomie de la personne	7 329 €	5 130 €	15%	**1 099 €**
67023273	avec travaux	Ostwald	Occupant(TS)	1	/	Autonomie de la personne	3 358 €	2 351 €	15%	**504 €**
67023287	avec travaux	Lingolsheim	Occupant	1	/	Autonomie de la personne	10 688 €	7 482 €	15%	**1 603 €**
67023296	avec travaux	Strasbourg	Occupant(TS)	1	/	Autonomie de la personne	10 791 €	7 554 €	15%	**1 619 €**
67023309	avec travaux	Schiltigheim	Occupant	1	/	Autonomie de la personne	12 124 €	6 062 €	10%	**1 212 €**
67023310	avec travaux	Strasbourg	Occupant(TS)	1	/	Autonomie de la personne	8 231 €	5 762 €	15%	**1 235 €**
67023313	avec travaux	Strasbourg	Occupant(TS)	1	/	Autonomie de la personne	7 392 €	5 174 €	15%	**1 109 €**
67023324	avec travaux	Schiltigheim	Bailleur	3	loyer social	Amélioration énergétique	122 315 €	47 810 €	10%	**21 232 €**
67023324	avec travaux	Schiltigheim	Bailleur	1	loyer social	Transformation d'usage	20 669 €	9 234 €	10%	**5 067 €**
67023325	avec travaux	Strasbourg	Bailleur	5	loyer social	Lourds avec sortie de Précarité énergétique	245 331 €	120 399 €	10%	**49 533 €**
67023326	avec travaux	Strasbourg	Occupant(TS)	1	/	Autonomie de la personne	13 958 €	9 771 €	15%	**2 094 €**

N° dossier ou N° de convention (pour les dossiers sans travaux)	Type de dossier - avec ou sans travaux	Commune	Type de dossier (propriétaire)	Nombre de logements	Type de loyer	Type de travaux	Montant prévisionnel de la dépense subventionnée	ANAH Montant prévisionnel y compris les primes complémentaires	Taux	Eurométropole de Strasbourg Montant prévisionnel y compris les primes complémentaires
67023327	avec travaux	Schiltigheim	Occupant(TS)	1	/	Lourds avec sortie de Précarité énergétique	76 167 €	68 550 €	10%	**7 617 €**
67023328	avec travaux	Fegersheim	Occupant	1	/	Autonomie de la personne	14 260 €	7 130 €	10%	**1 426 €**
67023330	avec travaux	Strasbourg	Occupant(TS)	1	/	Autonomie de la personne	17 086 €	11 960 €	15%	**2 563 €**
67023332	avec travaux	Schiltigheim	Occupant	1	/	Autonomie de la personne	5 224 €	3 657 €	15%	**784 €**
67023347	avec travaux	Strasbourg	Occupant	1	/	Autonomie de la personne	6 318 €	3 159 €	10%	**632 €**
67023360	avec travaux	Holtzheim	Occupant	1	/	Autonomie de la personne	12 868 €	6 434 €	10%	**1 287 €**
67023368	avec travaux	Strasbourg	Occupant(TS)	1	/	Autonomie de la personne	9 253 €	6 477 €	15%	**1 388 €**
67023370	avec travaux	Blaesheim	Occupant	1	/	Autonomie de la personne	17 277 €	8 638 €	10%	**1 728 €**
67023381	avec travaux	Reichstett	Occupant	1	/	Autonomie de la personne	14 576 €	7 288 €	10%	**1 458 €**
67023384	avec travaux	Lingolsheim	Occupant(TS)	1	/	Lourds avec gain énergétique	39 922 €	19 961 €	10%	**3 992 €**
67023385	avec travaux	Oberhausbergen	Occupant	1	/	Autonomie de la personne	4 909 €	3 055 €	10%	**491 €**
67023386	avec travaux	Mundolsheim	Occupant(TS)	1	/	Autonomie de la personne	13 896 €	9 727 €	15%	**2 084 €**
67023479	avec travaux	Strasbourg	Occupant	1	/	Autonomie de la personne	7 178 €	3 589 €	10%	**718 €**
67023482	avec travaux	Geispolsheim	Occupant	1	/	Autonomie de la personne	3 700 €	1 850 €	10%	**370 €**
67023485	avec travaux	Schiltigheim	Occupant(TS)	1	/	Autonomie de la personne	13 343 €	7 940 €	15%	**1 701 €**
67023487	avec travaux	Vendenheim	Occupant	1	/	Autonomie de la personne	3 877 €	1 938 €	10%	**388 €**
67023488	avec travaux	Bischheim	Occupant	1	/	Autonomie de la personne	18 183 €	9 091 €	10%	**1 818 €**
67023489	avec travaux	Bischheim	Occupant(TS)	1	/	Autonomie de la personne	6 360 €	4 452 €	15%	**954 €**
67023498	avec travaux	Strasbourg	Occupant	1	/	Autonomie de la personne	5 273 €	2 636 €	10%	**527 €**
67023501	avec travaux	Strasbourg	Occupant	1	/	Autonomie de la personne	3 063 €	1 532 €	10%	**306 €**
67023506	avec travaux	Geispolsheim	Occupant	1	/	Autonomie de la personne	4 712 €	2 356 €	10%	**471 €**
67023509	avec travaux	Strasbourg	Occupant	1	/	Autonomie de la personne	6 262 €	3 131 €	10%	**626 €**
67023519	avec travaux	Hoenheim	Occupant(TS)	1	/	Autonomie de la personne	10 960 €	7 672 €	15%	**1 644 €**
67023520	avec travaux	Souffelweyersheim	Occupant	1	/	Autonomie de la personne	20 431 €	10 216 €	10%	**2 043 €**
67023523	avec travaux	Mittelhausbergen	Occupant(TS)	1	/	Sortie de Précarité énergétique	40 000 €	32 000 €	10%	**4 000 €**
67023530	avec travaux	Strasbourg	Occupant(TS)	1	/	Sortie de Précarité énergétique	35 891 €	28 713 €	10%	**3 589 €**
67023531	avec travaux	Eckwersheim	Occupant(TS)	1	/	Sortie de Précarité énergétique	33 489 €	26 791 €	10%	**3 349 €**
67023537	avec travaux	Illkirch-Graffenstaden	Occupant(TS)	1	/	Sortie de Précarité énergétique	40 000 €	32 000 €	10%	**4 000 €**
67023543	avec travaux	Hoenheim	Occupant(TS)	1	/	Lourds avec sortie de Précarité énergétique	70 000 €	63 000 €	10%	**7 000 €**
67023548	avec travaux	Holtzheim	Occupant(TS)	1	/	Autonomie de la personne	6 818 €	4 773 €	15%	**1 023 €**
67023551	avec travaux	Geispolsheim	Occupant(TS)	1	/	Lourds avec sortie de Précarité énergétique	70 000 €	63 000 €	10%	**7 000 €**
67023552	avec travaux	Illkirch-Graffenstaden	Occupant	1	/	Sortie de Précarité énergétique	30 000 €	24 000 €	10%	**3 000 €**
67023557	avec travaux	Oberschaeffolsheim	Occupant(TS)	1	/	Sortie de Précarité énergétique	37 537 €	30 029 €	10%	**3 754 €**
67023570	avec travaux	Ostwald	Occupant(TS)	1	/	Autonomie de la personne	6 009 €	4 206 €	15%	**901 €**
67023580	avec travaux	Strasbourg	Occupant(TS)	1	/	Autonomie de la personne	11 538 €	8 077 €	15%	**1 731 €**

N° dossier ou N° de convention (pour les dossiers sans travaux)	Type de dossier - avec ou sans travaux	Commune	Type de dossier (propriétaire)	Nombre de logements	Type de loyer	Type de travaux	Montant prévisionnel de la dépense subventionnée	ANAH Montant prévisionnel y compris les primes complémentaires	Taux	Eurométropole de Strasbourg Montant prévisionnel y compris les primes complémentaires
67023601	avec travaux	Holtzheim	Occupant	1	/	Autonomie de la personne	5 989 €	2 995 €	10%	**599 €**
67023619	avec travaux	Lipsheim	Occupant	1	/	Autonomie de la personne	8 547 €	4 273 €	10%	**855 €**
67023626	avec travaux	Eckbolsheim	Occupant(TS)	1	/	Autonomie de la personne	12 960 €	9 072 €	15%	**1 944 €**
67023627	avec travaux	Strasbourg	Occupant	1	/	Autonomie de la personne	8 164 €	4 082 €	10%	**816 €**
67023632	avec travaux	Lingolsheim	Occupant(TS)	1	/	Autonomie de la personne	12 249 €	8 574 €	15%	**1 837 €**
067-S-LI-202512-0241	sans travaux	Illkirch-Graffenstaden	Bailleur	1	loyer intermédiaire	/	0 €	0 €	0%	**2 000 €**
067-S-LI-202512-0262	sans travaux	Strasbourg	Bailleur	1	loyer intermédiaire	/	0 €	0 €	0%	**2 000 €**
067-S-LI-202512-0263	sans travaux	Bischheim	Bailleur	1	loyer intermédiaire	/	0 €	0 €	0%	**2 000 €**
067-S-LI-202603-0029	sans travaux	Strasbourg	Bailleur	1	loyer intermédiaire	/	0 €	0 €	0%	**2 000 €**
067-S-LS-202512-0242	sans travaux	Strasbourg	Bailleur	1	loyer social	/	0 €	0 €	0%	**2 000 €**
067-S-LS-202512-0264	sans travaux	Bischheim	Bailleur	1	loyer social	/	0 €	0 €	0%	**2 000 €**
067-S-LS-202512-0265	sans travaux	Strasbourg	Bailleur	1	loyer social	/	0 €	2 000 €	0%	**2 500 €**
067-S-LS-202601-0010	sans travaux	Strasbourg	Bailleur	1	loyer social	/	0 €	0 €	0%	**2 000 €**
067-S-LS-202603-0015	sans travaux	Strasbourg	Bailleur	1	loyer social	/	0 €	2 000 €	0%	**2 500 €**
067-S-LS-202603-0016	sans travaux	Schiltigheim	Bailleur	1	loyer social	/	0 €	2 000 €	0%	**2 500 €**
067-S-LS-202603-0017	sans travaux	Strasbourg	Bailleur	1	loyer social	/	0 €	0 €	0%	**2 000 €**
067-S-LS-202603-0018	sans travaux	Strasbourg	Bailleur	1	loyer social	/	0 €	0 €	0%	**2 000 €**
067-S-LS-202603-0019	sans travaux	Strasbourg	Bailleur	1	loyer social	/	0 €	2 000 €	0%	**2 500 €**
067-S-LS-202603-0023	sans travaux	Schiltigheim	Bailleur	1	loyer social	/	0 €	1 000 €	0%	**2 500 €**
067-S-LS-202603-0025	sans travaux	Strasbourg	Bailleur	1	loyer social	/	0 €	0 €	0%	**2 000 €**
067-S-LS-202603-0030	sans travaux	Strasbourg	Bailleur	1	loyer social	/	0 €	0 €	0%	**2 000 €**
067-S-TS-202603-0026	sans travaux	Strasbourg	Bailleur	1	loyer très social	/	0 €	1 000 €	0%	**2 500 €**
Total				**98**			1 802 697 €	1 240 294 €		**262 598 €**

Concernant l'aide de l'ANAH de 1 000 € sur les dossiers sans travaux il s'agit de la Prime d'Intermédiation Locative (IML) lorsque le propriétaire passe par l'Agence immobilière à vocation sociale (AIVS) ou une association d'intermédiation locative agréée par l'Etat.
Cette aide peut être majorée de 1 000 € lorsque le propriétaire signe un mandat de gestion avec l'AIVS.
De plus, si le logement est d'une surface habitatble < à 40m², une autre mojaration de 1 000 € est ajoutée.
Aides complémentaires sur les dossiers 67021280, 67021320, 67022182, 67022472, 67022691, 67022714 et 67023096 qui s'ajoutent à celles déjà notifiées.

Strasbourg.eu
eurométropole

52

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

ALSACE HABITAT - Droit commun. Attribution d'une subvention pour une opération de réhabilitation et de rénovation thermique de 118 logements locatifs sociaux située à 2-4-6-8-10-12-14 rue de l'Abbé Wetterlé, 3 rue Léon Boll et 5-7 rue Lauth.

Numéro E-2026-316

ALSACE HABITAT a décidé d'effectuer des travaux de réhabilitation et de rénovation thermique des 118 logements de son patrimoine situé à STRASBOURG 2-4-6-8-10-12-14 rue de l'Abbé Wetterlé, 3 rue Léon Boll et 5-7 rue Lauth.

Cet ensemble immobilier a été construit en 1957 et la convention APL a été signée le 03 mars 1988.

Le chauffage est actuellement assuré par la chaudière au gaz.
La consommation énergétique avant travaux était de 344 kWhep/m².an, étiquette F.
L'objectif est d'atteindre la performance « B.B.C. Rénovation » avec une étiquette C, avec une consommation de 105 kWhep/m².an.
Le gain énergétique est estimé à 239 kWhep/m².an soit 1 907 459 kWh par an pour l'ensemble de l'opération.

Cette opération sera certifiée NF Habitat, HPE Rénovation.

Programme des travaux :
- suppression de la chaufferie gaz existante et raccordement sur le réseau chaleur,
- remplacement des menuiseries extérieures,
- mise en œuvre d'une isolation thermique extérieure,
- remplacement de la VMC simple flux existante par une VMC hygroréglable,
- suppression de la production d'ECS électrique et mise en place d'une production d'ECS par des MTA.

Les locataires n'auront pas de contribution aux économies d'énergies après travaux, dite 3ème ligne sur la quittance mensuelle après travaux.

La déclaration préalable de travaux a été déposée le 27 décembre 2021 et délivrée le 18 janvier 2022 (DP 67482 21 V1598).

La réunion de concertation avec les locataires a eu lieu le 07 juin 2023.

Cette opération s'inscrit dans le dispositif d'aide à la réhabilitation thermique des logements locatifs sociaux alsaciens contractualisé avec la Caisse des dépôts et consignations, conformément à la délibération cadre du 20 décembre 2013 et prolongé notamment par la délibération du 6 février 2026.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe 1.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'attribution de l'aide financière d'un montant de 378 308 €, allouée au titre de la réhabilitation thermique pour les 118 logements.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du 20 décembre 2023 décidant la revalorisation des aides eurométropolitaines pour tenir compte de l'évolution des caractéristiques de l'éco-prêt
vu la délibération du 23 mai 2025 renouvelant l'engagement de la collectivité pour l'année 2025
vu la délibération du 6 février 2026 portant sur le renouvellement de la convention (de financement de la réhabilitation thermique des logements sociaux) pour la période 2026-2027 ;
vu les articles du Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2254-1 et L 5217-2 et suivants ;
vu les articles 2298 et 2305 du Code civil
vu la décision d'agrément délivrée par l'État le 29 décembre 2023;
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

pour l'opération de réhabilitation et de rénovation thermique de 118 logements située à STRASBOURG - 2-4-6-8-10-12-14 rue de l'Abbé Wetterlé, 3 rue Léon Boll et-5-7 rue Lauth :

- *le versement d'une participation eurométropolitaine à ALSACE HABITAT d'un montant total de 378 308 € :*

  ** subvention évolutive en fonction du gain énergétique théorique par logement soit :*

Adresse	*Nombre de logements*	*Gain (kWh/m²/an)*	*Montant subvention EmS/logement*	***Total***
	118	*229*	*3 206*	***378 308 €***
TOTAL	***118***			***378 308 €***

Décide

pour l'opération de réhabilitation et de rénovation thermique de 118 logements située à STRASBOURG - 2-4-6-8-10-12-14 rue de l'Abbé Wetterlé, 3 rue Léon Boll et-5-7 rue Lauth :

des modalités suivantes de versement de la subvention de 378 308 € :

- *50 % à l'ouverture du chantier sur production d'une attestation de démarrage des travaux,*
- *30 % par appels de fonds en fonction de l'avancement des travaux,*
- *le solde à la clôture du chantier sur production : d'une attestation d'achèvement des travaux; des pièces justificatives de la réalisation des travaux préconisés par l'audit initial et la justification de la performance énergétique atteinte et du coût de revient définitif de l'opération,*

précise

que le montant définitif des aides ainsi accordées sera ajusté lors du versement du solde, notamment au vu du plan de financement définitif et conformément aux délibérations cadre en vigueur,

confirme

l'imputation de la dépense globale sur les crédits disponibles au budget 2026 et suivant (fonction 552 – nature 20422 – activité HP01- prog 1643 – AP 2026 n°0392).

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : ALSACE HABITAT — **Numéro de référence** **2023-043**

	Nombre de Logements
Logements ordinaires	**118**

Opération:

Intitulé	
Adresse	2 Rue de l'Abbé Wetterlé, Wacken
Commune	Strasbourg

Financement — **Droit commun**

Demande de subvention ■ — Garantie d'emprunt ☐

Organisme prêteur: CDC

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: Collectif — type: **Chauffage urbain**

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SC moyenne(m²)	Charges avant travaux	3ème ligne de charge	Charges prévisionnelles	Loyer mensuel moyen		
PALULOS	T3	42	102,71	122,98 €	- €	147,05 €	4 696,10 €		
PALULOS	T4	50	117,08	139,08 €	- €	179,26 €	6 406,62 €		
PALULOS	T5	26	134,12	165,79 €	- €	202,25 €	6 131,76 €		
Total		**118**	**13 654,94**						

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de petits logements	0

Loyer mensuel au m²:

Avant travaux	**41,24 €**	
Après travaux	**45,72 €**	

Détail des postes de charges:

électricité partie commune, lavage désinfection poubelles, entretien VMC, entretien ascenseur, entretien parties communes, entretien voies/espaces verts, taxes enlèvement ordures ménagères, Entretien porte automatique, Chauffage collectif, Location/relève et entretien des compteurs individuels d'eau

Ratios

Cout des travaux	39 145,85 €	/ logement	prix au m² de SC	377,31 €
Prestations intellectuelles	1 881,61 €	/ logement		
Montant de la TVA	2 634,73 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Cout des travaux	**4 619 210,58 €**	89,66%	**Subventions**	***1 381 308,00 €***	***26,81%***
			ETAT	**472 000,00 €**	**9,16%**
Prestations intellectuelles	**222 029,88 €**	4,31%			
			Eurométropole	**378 308,00 €**	**7,34%**
Montant de la TVA	**310 897,62 €**	6,03%	PALULOS	378 308,00 €	7,34%
			Autre	**531 000,00 €**	**10,31%**
			Emprunts	***2 919 000,00 €***	***56,66%***
			Eco-prêt réhabilitation	2 773 000,00 €	53,82%
			Prêt PAM	146 000,00 €	2,83%
			Fonds propres	***851 830,08 €***	***16,53%***
Total	**5 152 138,08 €**	**100,00%**	**Total**	**5 152 138,08 €**	**100,00%**

Strasbourg.eu
eurométropole

53

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

Opération programmée d'amélioration de l'habitat renouvellement urbain (OPAH RU) ' Koenigshoffen ' - attributions de subventions à divers bénéficiaires.

Numéro E-2026-366

Il est proposé au Conseil d'approuver le versement - au titre de l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat renouvellement urbain (OPAH RU) « Koenigshoffen » - de subventions aux propriétaires privés ou aux syndicats de copropriétaires dont la liste figure ci-jointe, pour une enveloppe globale de **7 958 €**.

Par délibération du 28 juin 2022, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a approuvé cette opération pour une partie du quartier de Koenigshoffen - pour la période allant du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2027.

Pour mémoire, l'OPAH RU a pour objectif dans le domaine de l'habitat, la lutte contre l'habitat indigne, l'amélioration des logements dégradé et très dégradé, la lutte contre la précarité énergétique, l'autonomie de la personne, le traitement des copropriétés fragiles et/ou en difficulté, et la lutte contre le logement vacant.

Dans le cadre de cet objectif, elle porte sur la réalisation de travaux d'amélioration et de transformation des logements favorisant la maîtrise des loyers, les économies d'énergies, la lutte contre l'habitat indigne et le maintien à domicile.

Les propriétaires privés (occupants ou bailleurs particuliers ou institutionnel) ou les syndicats des copropriétaires peuvent, pour les travaux de réhabilitation de ces logements, bénéficier à ce titre de subventions par l'Agence nationale de l'habitat (Anah) sous certaines conditions (ressources, nature des travaux, loyer encadré).

Au titre de sa politique volontariste, l'Eurométropole de Strasbourg accorde des subventions complémentaires selon les règles de recevabilité et les conditions d'octroi en vigueur prévues à la convention d'OPAH RU. Les dossiers qui font l'objet de la présente délibération sont examinés préalablement lors des Commissions locales d'amélioration de l'habitat.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil

vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 28 juin 2022 validant le lancement de l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat-renouvellement urbain (OPAH-RU) « Koenigshoffen »
vu la convention d'OPAH-RU 2023 - 2027 et ses annexes
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 17 décembre 2021 validant le renouvellement de la convention de délégation de compétence des aides à la pierre de l'Etat couvrant la période 2022-2027
sur proposition de la Commission plénière,
après en avoir délibéré

approuve

le versement de subventions pour un montant total de 7 958 €, au titre de l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat–renouvellement urbain (OPAH-RU) « Koenigshoffen », aux bénéficiaires mentionnés sur le tableau joint en annexe,

décide

l'imputation des subventions sur la ligne budgétaire, fonction 551, nature 20422, HP01, AP0392, programme 1646, sur les budgets 2026 et suivants sous réserve du vote des crédits correspondants.

N° dossier	Commune	Type de propriétaire	Nombre de logements	Type de travaux	Montant prévisionnel de la dépense subventionnée	ANAH Montant prévisionnel y compris les primes complémentaires	Taux	Montant total prévitionnel y compris les primes complémentaires
67023484	Strasbourg	Occupant(TS)	1	Autonomie de la personne	11 740 €	8 218 €	15%	**1 761 €**
67023510	Strasbourg	Occupant	1	Autonomie de la personne	6 611 €	3 306 €	10%	**661 €**
67023559	Strasbourg	Occupant(TS)	1	Lourds avec sortie de Précarité énergétique	55 364 €	49 828 €	10%	**5 536 €**
			3		73 715 €	61 352 €		**7 958 €**

Strasbourg.eu
eurométropole

54

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

Attributions de subventions aux bailleurs sociaux pour des opérations d'offre nouvelle réalisées en droit commun.

Numéro E-2026-399

Un des objectifs du volet Habitat du PLUI de l'Eurométropole de Strasbourg est le développement de l'offre de logements locatifs sociaux, avec le maintien d'une production annuelle pour répondre à l'ensemble des besoins, de 1100 logements par an.

L'orientation de cette production doit être destinée aux ménages les plus modestes, en intégrant une part significative de logements financés en Prêts locatifs aidés d'intégration (PLAI) et en Prêts locatifs à usage social (PLUS).

Afin de soutenir cette production, l'Eurométropole de Strasbourg, dans le cadre de sa politique volontariste en droit commun, a décidé la mise en place d'aides spécifiques (cf. délibération du 20 mars 2009 modifiée le 24 mars 2016 et le 3 mars 2017).

En application de ces délibérations cadres, les opérations d'offre nouvelle dont la liste est jointe en annexe, ont fait l'objet d'un agrément et d'une demande de subvention de la part des bailleurs sociaux.

Il est donc proposé au Conseil de bien vouloir valider l'**attribution** de ces aides pour un montant global de **851 000 €** (huit cent cinquante-et-un mille euros) allouées sur la base des Prêts locatifs à usage social et des Prêts locatifs aidés d'intégration répartis sur 11 opérations, correspondant à l'application du dispositif d'aide mis en place dans le cadre du droit commun et d'**annuler** les subventions d'un montant total de **351 600 €** (trois cent cinquante et un mille six cents euros) répartis sur 4 opérations, octroyées par les délibérations :

- du 28 mars 2024 et du 04 octobre 2024 à HABITAT DE L'ILL :
  l'opération à ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN, 20 rue le Corbusier,
  Décision n° 20231219058, signée le 19 décembre 2023 a été annulée ;
- du 04 février 2022 à DOMIAL :
  les opérations à MUNDOLSHEIM, 7 rue Général de Gaulle,
  Décisions n°20216748200060, 20216748200059 et 20216748200061, signées le 23 septembre 2021 ont été annulées.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil CUS du 20 mars 2009, modifiée le 24 mars 2016 et 3 mars 2017, concernant les modalités financières des aides à la pierre au titre du Plan de Cohésion Sociale ;
vu les articles L 2254-1 et L 5217-2 et suivants du Code général des collectivités territoriales
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *l'octroi par l'Eurométropole de Strasbourg des aides directes présentées dans le tableau joint en annexe, pour l'accompagnement financier de la production de logements locatifs sociaux, au bénéfice des opérations réalisées par les bailleurs sociaux telles qu'identifiées dans le tableau joint en annexe,*

- *les modalités de versement de la subvention :*
  - *le 1er acompte de 50 % avec la demande de paiement signée par la Direction ou le comptable de l'organisme ou autre personne dûment habilitée, la déclaration d'ouverture de chantier (CERFA) ou l'attestation du maître d'œuvre, le permis de construire,*
  - *le 2ème acompte attestant l'avancement des travaux jusqu'à 50 % avec la demande de paiement signée par la Direction ou le comptable de l'organisme ou autre personne dûment habilitée, un état récapitulatif des factures payées justifiant l'avancement des travaux et signé par une personne habilitée,*
  - *le solde à la clôture du chantier avec demande de paiement signée par la Direction ou le comptable de l'organisme ou autre personne dûment habilitée, la déclaration d'achèvement de travaux signée, le plan de financement définitif ainsi que le prix de revient remis à jour signés par la Direction ou le comptable de l'organisme ou autre personne dûment habilitée, la certification complète de type Habitat et Environnement Cerqual pour les opérations initiées par la collectivité (maitrise du foncier) et au minimum la labellisation énergétique établie par un organisme agrée pour toute autre opération afin de justifier les marges locales de loyers,*

autorise

l'imputation de la dépense globale sur les crédits disponibles au budget 2026 et suivant (fonction 552 – nature 20422 – activité HP01- prog 1642 – AP 2026 n°0392)

Tableau des aides pour les opérations en droit commun des bailleurs sociaux

Date du Conseil de l'Eurométropole : 26 juin 2026

Référence	Bailleur	Commune	Numéro	Adresse	Nature opération	Nature logements	Date agrément	Numéro agrément	Nombre de PLUS	Nombre de PLAI	Montant Subvention attribuée	Observation
2025-073	AXENTIA	STRASBOURG	4	Rue Monseigneur Hoch	Acquisition-Amélioration	EHPAD	9-déc.-25	20251209085	21		**63 000,00 €**	
2025-074	AXENTIA	STRASBOURG	4	Rue Monseigneur Hoch	Acquisition-Amélioration	Résidence autonomie	10-déc.-25	20251114063	60		**180 000,00 €**	
2025-065	NEOLIA	OBERHAUSBERGEN	11 et 13	Rue Voltaire	Acquisition-Amélioration	Logements ordinaires	10-déc.-25	20251210133	12	9	**135 000,00 €**	
2025-066	ALSACE HABITAT	VENDENHEIM	1	Chemain du Ruisseau	Construction neuve	Logements ordinaires pour personnes agées	4-déc.-25	20251204125	6		**18 000,00 €**	
2025-068	ALSACE HABITAT	STRASBOURG	1	rue du Klingenhal	Construction neuve	Logements ordinaires	16-déc.-25	20251204125	6		**18 000,00 €**	
2025-071	NEOLIA	STRASBOURG	39	route d'Oberhausbergen	Acquisition-Amélioration	Logements ordinaires	19-déc.-25	20251219135	2	3	**39 000,00 €**	
2023-030	HABITAT DE L'ILL	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	20	rue le Corbusier	Vente en l'état futur d'achèvement	Logements ordinaires	19-déc.-23	20231219058	15	2	- **165 600,00 €**	Annulation de l'agrément, de la subvention octroyée le 28/03/2024 et de l'aide exceptionnelle octroyée le 04/10/2024
2025-110	AXENTIA	STRASBOURG	4	Rue Monseigneur Hoch	Acquisition-Amélioration	Résidence autonomie	22-déc.-25	20251222058	10		**30 000,00 €**	
2025-092	HABITAT ET HUMANISME	STRASBOURG		Allée de la Croix du Sud	Vente en l'état futur d'achèvement	Logements ordinaires	29-déc.-25	20251229055		4	**44 000,00 €**	
2025-091	HABITAT ET HUMANISME	STRASBOURG		Allée de la Croix du Sud	Vente en l'état futur d'achèvement	Logements ordinaires	29-déc.-25	20251229057		3	**33 000,00 €**	
2021-101	DOMIAL	MUNDOLSHEIM	7	rue du Général de Gaulle	Acquisition-Amélioration	Logements ordinaires	23-sept.-21	20216748200060	10	5	- **75 000,00 €**	Annulation de l'agrément et de la subvention octroyée le 04/02/2022
2021-100	DOMIAL	MUNDOLSHEIM	7	rue du Général de Gaulle	Acquisition-Amélioration	Logements ordinaires	23-sept.-21	20216748200059	0	7	- **63 000,00 €**	Annulation de l'agrément et de la subvention octroyée le 04/02/2022
2021-102	DOMIAL	MUNDOLSHEIM	7	rue du Général de Gaulle	Construction neuve	Logements ordinaires	23-sept.-21	20216748200061	7	3	- **48 000,00 €**	Annulation de l'agrément et de la subvention octroyée le 04/02/2022
2025-027	HABITAT ET HUMANISME	BISCHHEIM	19	rue du Marais	Acquisition-Amélioration	Logements ordinaires	13-nov.-25	20251113082		6	**66 000,00 €**	
2019-148	BATIGERE HABITATS SOLIDAIRES	SCHILTIGHEIM	10	rue de Sélestat	Acquisition-Amélioration	Pension de famille	31/12/2019	20196748200159	0	25	**225 000,00 €**	
Total									**149**	**67**	**851 000,00 €**	

Strasbourg.eu
eurométropole

55

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

DOMIAL - Droit commun. Prise en garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération de rachat de patrimoine de de 42 logements conventionnés à STRASBOURG - 17, 18 et 19 place Nicolas Poussin.

Numéro E-2026-124

DOMIAL s'est portée acquéreur auprès d'HABITATION MODERNE, par acte de vente en date du 30 juin 2025, d'un ensemble d'immeubles composé de 42 logements financés en 1987 en Prêt locatif à usage social, situé à STRASBOURG – 17, 18 et 19 place Nicolas Poussin.

Le bailleur DOMIAL souhaite bénéficier d'un prêt d'un montant de 4 647 725 € (quatre millions six-cent-quarante-sept mille sept-cent-vingt-cinq euros) pour finaliser cette opération.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe (annexe 1).

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'octroi de sa garantie pour le Prêt Transfert de Patrimoine (PTP) qui sera contracté pour la réalisation de l'opération.

La réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve).

Ce droit de réservation n'est en aucun cas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

Il est proposé au Conseil d'accéder à cette demande.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015 concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées

par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux
vu les articles L 2252-1, L 5217-2 et suivants
du Code général des collectivités territoriales
vu l'article 2298 et 2305 du Code civil
vu la décision de subvention de l'État au titre
du droit commun en date du 8 avril 2024
vu le contrat de prêt n°179919 figurant en annexe, signé entre DOMIAL
ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

pour l'opération de rachat de patrimoine de 42 logements financés en Prêt locatif à usage social, située à STRASBOURG – 17, 18 et 19 place Nicolas Poussin, l'octroi de la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 4 647 725 € (quatre millions six-cent-quarante-sept mille sept-cent-vingt-cinq euros) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°179919 constitué d'une ligne du prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 4 647 725 € (quatre millions six-cent-quarante-sept mille sept-cent-vingt-cinq euros) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

décide

le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2026,

Cette disposition n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer toute convention avec DOMIAL, en application de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : DOMIAL

Numéro de référence **2025-113**

Logements ordinaires	Nombre de Logements
	42

Opération:

Intitulé	
Adresse	19 Place Nicolas Poussin, Elsau
Commune	Strasbourg

Financement **Droit commun**

Demande de subvention ☐ Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur:
CDC

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: type:

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SC moyenne(m²)	Charges prévisionnelles					
PLUS	T2	15	93,07	163,01 €					
PLUS	T3	10	116,20	488,72 €					
PLUS	T4	15	129,87	267,52 €					
PLUS	T5	2	145,00	262,98 €					
Total		**42**	**4 796,10**	**295,56**					

Loyer mensuel au m²:

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de petits logements	0

Détail des postes de charges:

consommation eau froide et eau chaude

Ratios

Charges immobilières	119 002,98 €	/ logement	prix au m² de SC	1 072,71 €
Prestations intellectuelles	2 857,14 €	/ logement		
Montant de la TVA	633,33 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Charges immobilières	**4 998 125,00 €**	97,15%	**Subventions**	***0,00 €***	***0,00%***
			ETAT	**0,00 €**	**0,00%**
Prestations intellectuelles	**120 000,00 €**	2,33%			
			Eurométropole	**- €**	**0,00%**
Montant de la TVA	**26 600,00 €**	0,52%			
			Autre	**- €**	**0,00%**
			Emprunts	***4 647 725,00 €***	***90,34%***
			Prêt Transfert de Patrimoine (PTP)	4 647 725,00 €	90,34%
			Fonds propres	***497 000,00 €***	***9,66%***
Total	**5 144 725,00 €**	**100,00%**	**Total**	**5 144 725,00 €**	**100,00%**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Stephane ACQUETTE
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 29/10/2025 11:36:58

Damien TOURNEUR
DIRECTEUR GENERAL
DOMIAL
Signé électroniquement le 04/11/2025 17 45 :31

CONTRAT DE PRÊT

N° 179919

Entre

DOMIAL - n° 000211719

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V3.64.1 page 1/25
Contrat de prêt n° 179919 Emprunteur n° 000211719

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

DOMIAL, SIREN n°: 945651149, sis(e) 25 PLACE DU CAPITAINE DREYFUS 68000 COLMAR,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « DOMIAL » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « les Parties » ou « la Partie »

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

PR0090-PR0068 V3.64.1 page 3/25
Contrat de prêt n° 179919 Emprunteur n° 000211719

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.19
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.24
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.24
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.24
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération , Parc social public, Transfert de patrimoine de 42 logements situés 17-18-19 rue Nicolas Poussin 67200 STRASBOURG.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de quatre millions six-cent-quarante-sept mille sept-cent-vingt-cinq euros (4 647 725,00 euros) constitué de 1 Ligne du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt » et selon l'affectation suivante :

- PTP, d'un montant de quatre millions six-cent-quarante-sept mille sept-cent-vingt-cinq euros (4 647 725,00 euros) ;

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garanties ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « Autorisations » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le « Contrat » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « Courbe de Taux de Swap Euribor » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Courbe de Taux de Swap Inflation » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Date de Début de la Phase d'Amortissement » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « Dates d'Echéances » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « Date d'Effet » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » a (ont) été remplie(s).

La « Date Limite de Mobilisation » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « Durée de la Ligne du Prêt » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Durée totale du Prêt » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « Garantie » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « Garantie publique » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« Index » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« Index Livret A » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « Jour ouvré » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « Ligne du Prêt » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « Livret A » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « Normes en matière de lutte contre la corruption » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Le « Pays Sanctionné » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase de Différé d'Amortissement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période durant laquelle l'Emprunteur ne règle que des échéances en intérêts. Son début coincide avec le début de la Phase d'Amortissement.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Transfert de Patrimoine » (PTP) est un prêt destiné à financer l'acquisition d'un patrimoine social ou privé conventionné, en couvrant soit la totalité du prix d'achat soit la soulte résultant de la différence entre le prix d'achat et le capital des prêts éventuellement transférés.

La « Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Réglementation Sanctions » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisabilité » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « Taux de Swap Euribor » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 31/12/2025 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :

  - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PTP			
Enveloppe	-			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5691495			
Montant de la Ligne du Prêt	4 647 725 €			
Commission d'instruction	2 780 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	2,3 %			
TEG de la Ligne du Prêt	2,3 %			
Phase d'amortissement				
Durée du différé d'amortissement	24 mois			
Durée	35 ans			
Index[1]	Livret A			
Marge fixe sur index	0,6 %			
Taux d'intérêt[2]	2,3 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)			
Modalité de révision	DR			
Taux de progressivité de l'échéance	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,7 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément

(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

L'Emprunteur sera redevable, sauf exonération accordée par le Prêteur, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt. Cette commission ne pourra excéder vingt mille euros (20 000 euros) et correspond au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.

Selon la typologie du dossier, elle viendra minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur ou fera l'objet d'une mise en recouvrement dans le mois suivant la prise d'effet du Contrat. Elle restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il disposera de toutes les Autorisations nécessaires au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt », et notamment les autorisations d'urbanisme, les justificatifs d'autorisations administratives purgées de tous recours et de tout retrait, les titres conférant les droits réels immobiliers (droits de propriété par exemple) nécessaires à la réalisation de l'opération financée, ainsi que, le cas échéant si l'objet de financement l'exige, les agréments ou décisions attributives de subventions (DAS) émanant de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) ou les titres conférant des droits pour les baux et l'usufruit locatif social (ULS). A défaut de disposer de tels documents justificatifs, l'Emprunteur s'expose aux conséquences d'une déchéance du terme du crédit octroyé par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article 17.2.1 du présent Contrat ;

- que les informations communiquées à la CDC sont exactes, sincères et exhaustives, et s'engage à informer immédiatement la CDC de toute évolution ou événement susceptible de remettre en cause les déclarations effectuées ou d'affecter l'exécution du présent Contrat.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de garantie ou sûreté de toute nature portant sur et/ou en lien avec le bien financé, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception des garanties hypothécaires sur le foncier et/ou les immeubles financés qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « Garanties » du Contrat ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que ceux-ci nécessaires ou requis pour réaliser l'opération sont délivrés et maintenus en vigueur ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, le titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « Objet du Prêt », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «Objet du Prêt» du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et/ou obligations découlant du présent contrat.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions, pénalités et indemnités ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

56

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg
du vendredi 26 juin 2026

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG (OPHEA) - Droit commun. Octroi de subvention et prise en garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération de réhabilitation de 138 logements sociaux à STRASBOURG - 71-81 route du Rhin et 14-22 route de l'Ile des Epis.

Numéro E-2026-184

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG (OPHEA) a décidé d'effectuer des travaux de réhabilitation et de rénovation thermique des 138 logements de son patrimoine situé à STRASBOURG – 71 à 81 route du Rhin et 14 à 22 rue de l'Ile des Epis.

Cet ensemble immobilier a été construit en 1920 et acquis en 2005 par le bailleur.

La consommation énergétique actuelle est en moyenne de 235 kWhep/m².an, étiquette E.

L'objectif est d'atteindre la performance « B.B.C. Rénovation » avec une étiquette B, avec une consommation de 104 kWhep/m².an.

Le gain énergétique est estimé à 134 kWhep/m².an soit 2 889 598 kWh par an pour l'ensemble de l'opération.

Programme des travaux :
- isolation des bâtiments par l'extérieur,
- remplacement des menuiseries,
- raccordement au réseau de chauffage urbain,
- déploiement d'une VMC,
- amélioration des halls d'entrées d'immeubles,
- travaux propriétaires dans les locaux d'activités,
- résidentialisation des espaces extérieurs.

Les travaux sont éligibles à la Prime à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale (PALULOS).

Une contribution des locataires aux économies d'énergies après travaux, dite 3ème ligne

sur la quittance mensuelle après travaux, sera de 10 € pour les T1, 15 € pour les T2 et T3 et de 20 € pour les T4 et T5. Cette participation sera payable mensuellement, en même temps que le loyer, pendant une durée de 15 ans.

La déclaration préalable de travaux a été délivrée le 31 octobre 2024.
La réunion de concertation avec les locataires a eu lieu le 16 avril 2024.

Cette opération s'inscrit dans le dispositif d'aide à la réhabilitation thermique des logements locatifs sociaux alsaciens contractualisé avec la Caisse des dépôts et consignations, conformément à la délibération cadre du 20 décembre 2023.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe 1.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'attribution de l'aide financière d'un montant de 265 374 € (deux cent soixante-cinq mille trois-cents-soixante-quatorze euros), allouée au titre de la réhabilitation thermique pour les 138 logements, ainsi que pour sa garantie au prêt d'un montant total de 2 912 000 € (deux millions neuf-cent-douze mille euros), contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération.

Conformément à la délibération du 26 juin 2015, la réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (5 % du nombre de logements pour les opérations de réhabilitation).

Ce droit de réservation n'est en aucun cas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 20 décembre 2023 concernant le renouvellement du dispositif d'aides pour la réhabilitation thermique du parc locatif social existant
vu la délibération du 26 juin 2015 concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux
vu les articles du Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2252-1, L 2254-1 et L 5217-2 et suivants
vu les articles 2298 et 2305 du Code civil
vu la décision d'agrément délivrée par l'État le 31 décembre 2024
vu le contrat de prêt n°182808 figurant en annexe signé entre OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG (OPHEA)
ci-après l'Emprunteur et la Caisse des dépôts et consignations
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

pour l'opération de réhabilitation et de rénovation thermique de 138 logements située à

STRASBOURG – 71-81 route du Rhin et 14-22 route de l'Ile des Épis.

- *le versement d'une participation eurométropolitaine à OPHEA d'un montant total de 265 374 € (deux cent soixante-cinq mille trois-cents-soixante-quatorze euros):*
  ** subvention évolutive en fonction du gain énergétique théorique par logement soit :*

Adresse	*Nombre de logements*	*Gain (kWh/m²/an)*	*Montant subvention EmS/logement*	***Total***
3,71,73,75 77,79,81 rue Kentzinger/route du Rhin	*74*	*134*	*1923 €*	142 302 **€**
1,14,16,18 20 et 22 rue Kentzinger/route de l'Ile des Epis	*64*	*134*	*1923 €*	123 072 **€**
TOTAL	***138***			***265 374 €***

- *l'octroi de la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 912 000 € (deux millions neuf-cent-douze mille euros) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°182808, constitué de 2 lignes du prêt.*

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 2 912 000 € (deux millions neuf-cent-douze mille euros) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

décide

pour l'opération de réhabilitation et de rénovation thermique de 138 logements située à STRASBOURG – 71-81 route du Rhin et 14-22 route de l'Ile des Épis.

a) des modalités de versement de la subvention de 265 374 € :
- *50 % à l'ouverture du chantier sur production d'une attestation de démarrage des travaux,*
- *30 % par appels de fonds en fonction de l'avancement des travaux,*
- *le solde à la clôture du chantier sur production : d'une attestation d'achèvement des travaux; des pièces justificatives de la réalisation des travaux préconisés par l'audit initial et la justification de la performance énergétique atteinte et du coût de revient définitif de l'opération,*

b) l'imputation de la dépense globale de 265 374 € sur les crédits disponibles au budget 2026 et suivants (fonction 552 – nature 20422 – activité HP01- prog 1643 – AP 2026 n°0392),

c) le droit de réservation de 5 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2026,

Cette disposition n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer toute convention avec OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG (OPHEA) en exécution de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : OPHEA — **Numéro de référence** **2024-043**

	Nombre de Logements
Logements ordinaires	**395**

Opération:

Intitulé	
Adresse	67 Route du Rhin, Port du Rhin
Commune	Strasbourg

Financement — **Droit commun**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ☐

Organisme prêteur:
CDC
ARKEA

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: Collectif type: **Chauffage urbain**

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SC moyenne(m²)		Charges avant travaux	3ème ligne de charge	Charges prévisionnelles	Loyer mensuel moyen	
RENO	T1	11	68,64	-	- €	- €		- €	
RENO	T2	158	87,53	-	- €	- €		- €	
RENO	T3	165	100,82	-	- €	- €		- €	
RENO	T4	58	116,00	-	- €	- €		- €	
RENO	T5	1	187,00	-	- €	- €		- €	
RENO	T6+	2	167,50	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
Total		**395**	**38 470,08**	**-**					

Loyer mensuel au m²:

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de petits logements	0

Détail des postes de charges:

Ratios

Cout des travaux	40 381,34 €	/ logement	prix au m² de SC	461,73 €
Prestations intellectuelles	1 629,32 €	/ logement		
Montant de la TVA	2 958,19 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Cout des travaux	**15 950 628,94 €**	89,80%	**Subventions**	***4 090 001,00 €***	***23,03%***
			ETAT	**2 047 127,00 €**	**11,52%**
Prestations intellectuelles	**643 582,15 €**	3,62%			
			Eurométropole	**265 374,00 €**	**1,49%**
Montant de la TVA	**1 168 485,72 €**	6,58%	Réhab.	265 374,00 €	1,49%
			Autre	**1 777 500,00 €**	**10,01%**
			Emprunts	***5 912 000,00 €***	***33,28%***
			Prêt PAM	635 000,00 €	3,57%
			Eco-prêt réhabilitation	2 277 000,00 €	12,82%
			Autre	3 000 000,00 €	16,89%
			Fonds propres	***7 760 695,81 €***	***43,69%***
Total	**17 762 696,81 €**	**100,00%**	**Total**	**17 762 696,81 €**	**100,00%**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Alexandre SCHNELL
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 16/12/2025 19:25:57

Julien MATTEI

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Signé électroniquement le 26/12/2025 10 53 :25

CONTRAT DE PRÊT

N° 182808

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG - n° 000107788

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, SIREN n°: 276700028, sis(e) 24 ROUTE DE L HOPITAL CS 70128 67028 STRASBOURG CEDEX 1,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

PR0090-PR0068 V3.66 page 3/25
Contrat de prêt n° 182808 Emprunteur n° 000107788

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.19
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.23
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.23
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.25
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.25
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.25
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération CITE LOUCHEUR 138 logts, Parc social public, Réhabilitation de 138 logements situés sur plusieurs adresses à STRASBOURG.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de deux millions neuf-cent-douze mille euros (2 912 000,00 euros) constitué de 2 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »** et selon l'affectation suivante :

- PAM Eco-prêt, d'un montant de deux millions deux-cent-soixante-dix-sept mille euros (2 277 000,00 euros) ;
- PAM, d'un montant de six-cent-trente-cinq mille euros (635 000,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article **« Garanties »**.

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les **« Autorisations »** désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le **« Contrat »** désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La **« Date de Début de la Phase d'Amortissement »** correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les **« Dates d'Echéances »** correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La **« Date d'Effet »** du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** a (ont) été remplie(s).

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La **« Date Limite de Mobilisation »** correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La **« Durée de la Ligne du Prêt »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La **« Durée totale du Prêt »** désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La **« Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt »** désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La **« Garantie »** est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La **« Garantie publique »** désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'**« Index »** désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'**« Index Livret A »** désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La **« Ligne du Prêt »** désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le **« Livret A »** désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Les « **Normes en matière de lutte contre la corruption** » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le **« Pays Sanctionné »** signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La **« Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article **« Règlement des Echéances »**, et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La **« Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement »** désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le **« Prêt »** désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article **« Prêt »**.

Le « **Prêt Amélioration / Réhabilitation** » **(PAM)** est destiné à financer l'amélioration ou la réhabilitation des logements à usage locatif social et intermédiaire sociaux.

Le « **Prêt Amélioration / Réhabilitation Eco-Prêt » (PAM Eco-Prêt)** est destiné au financement d'opérations de réhabilitation énergétique de logements sociaux situés en métropole et dans les départements de l'Outre-Mer, et ayant fait l'objet d'un audit énergétique selon la méthode 3CL-DPE 2021. Par dérogation, pour les opérations de réhabilitation thermique de logements sociaux situés dans les départements de l'Outre-Mer, une combinaison de travaux d'économie d'énergie doit être réalisée dans les bâtiments.

La **« Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) »** signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La **« Réglementation Sanctions »** signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La **« Révision »** consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La **« Double Révisabilité » (DR)** signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap Euribor** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La **« Valeur de Marché de la Ligne du Prêt »** désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le **« Versement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **16/03/2026** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »** ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »**, ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article **« Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt »** ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :

  - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PAM	PAM		
Enveloppe	Eco-prêt	-		
Identifiant de la Ligne du Prêt	5706498	5706497		
Montant de la Ligne du Prêt	2 277 000 €	635 000 €		
Commission d'instruction	0 €	0 €		
Durée de la période	Annuelle	Annuelle		
Taux de période	1,45 %	2,3 %		
TEG de la Ligne du Prêt	1,45 %	2,3 %		
Phase d'amortissement				
Durée	25 ans	25 ans		
Index[1]	Livret A	Livret A		
Marge fixe sur index	- 0,25 %	0,6 %		
Taux d'intérêt[2]	1,45 %	2,3 %		
Périodicité	Annuelle	Annuelle		
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)		
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)		
Modalité de révision	DR	DR		
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %		
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent		
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360		

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,7 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement (en l'existence d'une Phase de Préfinancement) puis à chaque Date d'Echéance suivante de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément

(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et **« Détermination des Taux »**.

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il disposera de toutes les Autorisations nécessaires au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »**, et notamment les autorisations d'urbanisme, les justificatifs d'autorisations administratives purgées de tous recours et de tout retrait, les titres conférant les droits réels immobiliers (droits de propriété par exemple) nécessaires à la réalisation de l'opération financée, ainsi que, le cas échéant si l'objet de financement l'exige, les agréments ou décisions attributives de subventions (DAS) émanant de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) ou les titres conférant des droits pour les baux et l'usufruit locatif social (ULS). A défaut de disposer de tels documents justificatifs, l'Emprunteur s'expose aux conséquences d'une déchéance du terme du crédit octroyé par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article 17.2.1 du présent Contrat ;

- que les informations communiquées à la CDC sont exactes, sincères et exhaustives, et s'engage à informer immédiatement la CDC de toute évolution ou événement susceptible de remettre en cause les déclarations effectuées ou d'affecter l'exécution du présent Contrat.

- autoriser expressément le Prêteur à transmettre à l'Etat les informations communiquées par l'Emprunteur au titre de sa demande de Prêt, ainsi que les caractéristiques financières dudit Prêt, et ce, afin que l'Etat puisse suivre la réalisation des objectifs pour le Parc locatif social et ses progrès sur le plan énergétique.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article **« Objet du Prêt »** du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de garantie ou sûreté de toute nature portant sur et/ou en lien avec le bien financé, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception des garanties hypothécaires sur le foncier et/ou les immeubles financés qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article **« Garanties »** du Contrat ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que ceux-ci nécessaires ou requis pour réaliser l'opération sont délivrés et maintenus en vigueur ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, le titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- réaliser au moyen des fonds octroyés, les travaux préconisés par l'audit énergétique méthode 3CL-DPE 2021 pour dégager le gain énergétique et carbone renseigné lors de la demande de PAM éco-prêt en ligne ou dans la fiche « Engagement de performance globale ».

Par dérogation, les travaux réalisés dans les départements de l'Outre-Mer seront spécifiés dans l'« Agrément - formulaire de demande d'éco-prêt logement social » validé par la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DEAL) ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- Fournir dans un délai de 3 mois suivant la demande du Prêteur tout document permettant de vérifier le contenu et la réalisation des travaux préconisés par l'audit initial ;

- Fournir dans un délai de 3 mois suivant la demande du Prêteur tout document prouvant que la maison individuelle réhabilitée ne fait pas l'objet de l'installation d'une nouvelle chaudière à gaz ni d'un système de chauffage hybride pour lequel la nouvelle chaudière à gaz a un taux de couverture des besoins annuels en chauffage supérieur ou égal à 30 % ;

- communiquer dans un délai de 3 mois suivant la demande du Prêteur copie des factures correspondant aux travaux de rénovation réalisés et copie des relevés de consommation d'énergie (chauffage et eau chaude sanitaire en collectif) des bâtiments pour les trois années précédant la réhabilitation et les trois années suivantes.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »**, ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

La somme des montants correspondant à la majoration octroyée à chaque ligne du prêt PAM Eco-Prêt sera immédiatement exigible et une pénalité égale à 7% de la somme exigible sera due dans le cas où les documents suivants n'auront pas été communiqués dans les trois mois suivants la demande du Prêteur :

- copie du label réglementaire de performance énergétique obtenu ou, dans les départements d'Outre-Mer, du justificatif de la demarche de qualité environnementale à l'issue de l'achèvement des travaux ;

- rapport de Repérage Amiante avant travaux ;

- tout document prouvant que le bâtiment n'est pas chauffé au gaz ;

- l'attestation d'exposition aux zones de bruit des réseaux routier et ferroviaire, l'étude acoustique et tout document prouvant la réalisation de travaux acoustiques.

Dans l'hypothèse où les travaux de rénovation réalisés n'ont pas permis d'atteindre la performance énergétique et carbone rendant l'Objet du Prêt éligible au PAM Eco-prêt, et ce conformément aux stipulations prévues dans la demande de prêt en ligne ou dans les pièces justificatives « Engagement de performance globale », ou « Agrément formulaire de demande d'éco-prêt logement social », le PAM Eco-prêt sera de fait requalifié en PAM et aux conditions de taux de celui-ci, soit un taux d'intérêt égal à TLA + 0.60 % (60 points de base).
En outre, cette requalification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un avenant au présent contrat mais un nouvel acte de garantie sera exigé par le Prêteur.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et/ou obligations découlant du présent contrat.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions, pénalités et indemnités** ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents de Paris.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE
L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
24 ROUTE DE L HOPITAL
CS 70128
67028 STRASBOURG CEDEX 1

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U142380, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Objet : Contrat de Prêt n° 182808, Ligne du Prêt n° 5706498
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR2040031000010000173748F67 en vertu du mandat n° ??DPH2013319001876 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE
L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
24 ROUTE DE L HOPITAL
CS 70128
67028 STRASBOURG CEDEX 1

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U142380, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Objet : Contrat de Prêt n° 182808, Ligne du Prêt n° 5706497
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR2040031000010000173748F67 en vertu du mandat n° ??DPH2013319001876 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 16/12/2025

Emprunteur : 0107788 - OPHEA
N° du Contrat de Prêt : 182808 / N° de la Ligne du Prêt : 5706498
Opération : Réhabilitation
Produit : PAM - Eco-prêt

Capital prêté : 2 277 000 €
Taux actuariel théorique : 1,45 %
Taux effectif global : 1,45 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	16/12/2026	1,45	109 235,08	76 218,58	33 016,50	0,00	2 200 781,42	0,00
2	16/12/2027	1,45	109 235,08	77 323,75	31 911,33	0,00	2 123 457,67	0,00
3	16/12/2028	1,45	109 235,08	78 444,94	30 790,14	0,00	2 045 012,73	0,00
4	16/12/2029	1,45	109 235,08	79 582,40	29 652,68	0,00	1 965 430,33	0,00
5	16/12/2030	1,45	109 235,08	80 736,34	28 498,74	0,00	1 884 693,99	0,00
6	16/12/2031	1,45	109 235,08	81 907,02	27 328,06	0,00	1 802 786,97	0,00
7	16/12/2032	1,45	109 235,08	83 094,67	26 140,41	0,00	1 719 692,30	0,00
8	16/12/2033	1,45	109 235,08	84 299,54	24 935,54	0,00	1 635 392,76	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 182808 Emprunteur n° 0107788

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 16/12/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	16/12/2034	1,45	109 235,08	85 521,88	23 713,20	0,00	1 549 870,88	0,00
10	16/12/2035	1,45	109 235,08	86 761,95	22 473,13	0,00	1 463 108,93	0,00
11	16/12/2036	1,45	109 235,08	88 020,00	21 215,08	0,00	1 375 088,93	0,00
12	16/12/2037	1,45	109 235,08	89 296,29	19 938,79	0,00	1 285 792,64	0,00
13	16/12/2038	1,45	109 235,08	90 591,09	18 643,99	0,00	1 195 201,55	0,00
14	16/12/2039	1,45	109 235,08	91 904,66	17 330,42	0,00	1 103 296,89	0,00
15	16/12/2040	1,45	109 235,08	93 237,28	15 997,80	0,00	1 010 059,61	0,00
16	16/12/2041	1,45	109 235,08	94 589,22	14 645,86	0,00	915 470,39	0,00
17	16/12/2042	1,45	109 235,08	95 960,76	13 274,32	0,00	819 509,63	0,00
18	16/12/2043	1,45	109 235,08	97 352,19	11 882,89	0,00	722 157,44	0,00
19	16/12/2044	1,45	109 235,08	98 763,80	10 471,28	0,00	623 393,64	0,00
20	16/12/2045	1,45	109 235,08	100 195,87	9 039,21	0,00	523 197,77	0,00
21	16/12/2046	1,45	109 235,08	101 648,71	7 586,37	0,00	421 549,06	0,00
22	16/12/2047	1,45	109 235,08	103 122,62	6 112,46	0,00	318 426,44	0,00
23	16/12/2048	1,45	109 235,08	104 617,90	4 617,18	0,00	213 808,54	0,00
24	16/12/2049	1,45	109 235,08	106 134,86	3 100,22	0,00	107 673,68	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 182808 Emprunteur n° 000107788

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanquesDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 16/12/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	16/12/2050	1,45	109 234,95	107 673,68	1 561,27	0,00	0,00	0,00
Total			**2 730 876,87**	**2 277 000,00**	**453 876,87**	**0,00**		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 1,70 % (Livret A).

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 16/12/2025

Emprunteur : 0107788 - OPHEA
N° du Contrat de Prêt : 182808 / N° de la Ligne du Prêt : 5706497
Opération : Réhabilitation
Produit : PAM

Capital prêté : 635 000 €
Taux actuariel théorique : 2,30 %
Taux effectif global : 2,30 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	16/12/2026	2,30	33 681,69	19 076,69	14 605,00	0,00	615 923,31	0,00
2	16/12/2027	2,30	33 681,69	19 515,45	14 166,24	0,00	596 407,86	0,00
3	16/12/2028	2,30	33 681,69	19 964,31	13 717,38	0,00	576 443,55	0,00
4	16/12/2029	2,30	33 681,69	20 423,49	13 258,20	0,00	556 020,06	0,00
5	16/12/2030	2,30	33 681,69	20 893,23	12 788,46	0,00	535 126,83	0,00
6	16/12/2031	2,30	33 681,69	21 373,77	12 307,92	0,00	513 753,06	0,00
7	16/12/2032	2,30	33 681,69	21 865,37	11 816,32	0,00	491 887,69	0,00
8	16/12/2033	2,30	33 681,69	22 368,27	11 313,42	0,00	469 519,42	0,00
9	16/12/2034	2,30	33 681,69	22 882,74	10 798,95	0,00	446 636,68	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 182808 Emprunteur n° 0107788

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 16/12/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	16/12/2035	2,30	33 681,69	23 409,05	10 272,64	0,00	423 227,63	0,00
11	16/12/2036	2,30	33 681,69	23 947,45	9 734,24	0,00	399 280,18	0,00
12	16/12/2037	2,30	33 681,69	24 498,25	9 183,44	0,00	374 781,93	0,00
13	16/12/2038	2,30	33 681,69	25 061,71	8 619,98	0,00	349 720,22	0,00
14	16/12/2039	2,30	33 681,69	25 638,12	8 043,57	0,00	324 082,10	0,00
15	16/12/2040	2,30	33 681,69	26 227,80	7 453,89	0,00	297 854,30	0,00
16	16/12/2041	2,30	33 681,69	26 831,04	6 850,65	0,00	271 023,26	0,00
17	16/12/2042	2,30	33 681,69	27 448,16	6 233,53	0,00	243 575,10	0,00
18	16/12/2043	2,30	33 681,69	28 079,46	5 602,23	0,00	215 495,64	0,00
19	16/12/2044	2,30	33 681,69	28 725,29	4 956,40	0,00	186 770,35	0,00
20	16/12/2045	2,30	33 681,69	29 385,97	4 295,72	0,00	157 384,38	0,00
21	16/12/2046	2,30	33 681,69	30 061,85	3 619,84	0,00	127 322,53	0,00
22	16/12/2047	2,30	33 681,69	30 753,27	2 928,42	0,00	96 569,26	0,00
23	16/12/2048	2,30	33 681,69	31 460,60	2 221,09	0,00	65 108,66	0,00
24	16/12/2049	2,30	33 681,69	32 184,19	1 497,50	0,00	32 924,47	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanquesDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 16/12/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	16/12/2050	2,30	33 681,73	32 924,47	757,26	0,00	0,00	0,00
Total			**842 042,29**	**635 000,00**	**207 042,29**	**0,00**		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 1,70 % (Livret A).

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 182808 Emprunteur n° 000107788

Strasbourg.eu
eurométropole

57

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG (OPHEA) - NPNRU. Prise en garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération de VEFA de 12 logements sociaux dont 7 logements financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) et 5 financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI), située à FEGERSHEIM - 10 rue du Bourg.

Numéro E-2026-183

Afin de poursuivre la dynamique de transformation menée depuis 2005 sur sept quartiers, l'Eurométropole de Strasbourg s'est engagée avec ses partenaires depuis 2016 dans la mise en œuvre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) sur son territoire, à travers l'élaboration des projets urbains (études et concertation) et d'une convention pluriannuelle avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU).

Le NPNRU constitue le plus grand projet urbain porté par la collectivité par son ampleur territoriale[1], la population touchée (près de 53 200 habitants soit 10 % de la population de l'agglomération), et les moyens mobilisés. Ce projet a été approuvé aux Conseils du 28 juin 2019 et du 27 septembre 2019 s'agissant des aides de la collectivité, apportées sur le volet Habitat. L'ensemble a été traduit dans le cadre d'une convention générale 2019-2030, signée avec l'ANRU et les partenaires.

Pour mémoire, les projets urbains de chaque quartier prioritaire de la Ville (QPV) prévoient des interventions multiples grâce à la réalisation programmée d'opérations de démolition, de requalification massive du parc existant, de résidentialisation des pieds d'immeubles et de reconstitution, conformément au règlement général de l'ANRU, qui précise que les projets de renouvellement urbain doivent garantir une reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux démolis, de manière à répondre aux besoins structurels en logements locatifs sociaux du territoire.

Afin de confirmer ces projets, l'emprunt constitue le mode de financement principal des investissements locatifs sociaux. La capacité des bailleurs sociaux à proposer des loyers

[1] 7 quartiers prioritaires de la ville (QPV) répartis sur 5 communes : les Hirondelles à Lingolsheim, la cité des Ecrivains à Bischheim/Schiltigheim, la cité Libermann à Illkirch, Neuhof/ Meinau, Hautepierre, l'Elsau, et Cronenbourg à Strasbourg.

bas pour des logements de qualité repose sur l'utilisation de sources de financement qui limitent le coût de l'emprunt.

Le premier financeur du logement social est donc la Caisse des dépôts et consignations, habilitée à prêter aux bailleurs sociaux sur la ressource des fonds d'épargne pour financer la construction des logements sociaux.

En complément des prêts de la Caisse des dépôts et consignations, l'Eurométropole de Strasbourg vient en appui des actions menées par les bailleurs sociaux en garantissant les emprunts qu'ils contractent auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

Ainsi, en accordant sa caution aux bailleurs sociaux dans un but d'intérêt public local, la Collectivité facilite les emprunts, leur évite des surcoûts financiers et assure à l'organisme prêteur le remboursement des sommes empruntées en cas de défaillance du bailleur social.

Dans ce cadre, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG (OPHEA) souhaite réaliser une opération de reconstitution de 12 logements locatifs sociaux dont 7 logements financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) et 5 financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI), située à FEGERSHEIM – 10 rue du Bourg.

OPHEA souhaite bénéficier d'un prêt d'un montant de 1 005 000€ (un million cinq mille euros) pour finaliser cette opération.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'octroi de sa garantie à l'emprunt d'un montant total de 1 005 000€ (un million cinq mille euros) contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour la réalisation de l'opération.

La réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve).

Ce droit de réservation n'est en aucun cas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

Il est proposé au Conseil d'accéder à cette demande.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du 26 juin 2015 concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 28 juin 2019 relative au projet de convention du NPNRU
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 27 septembre 2019 relative au volet Habitat du NPNRU
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du

14 février 2020 relative au volet Habitat du NPNRU
vu les articles du Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2252-1, L 5217-2 et suivants
vu les articles 2298 et 2305 du Code civil
vu la décision de financement initiale délivrée par l'État le 14 novembre 2024
vu le contrat de prêt n°183006 figurant en annexe signé entre OPHEA
ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

pour l'opération de reconstitution de 12 logements dont 7 financés en Prêts locatifs à usage social (PLUS) et 5 financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) située à FEGERSHEIM – 10 rue du Bourg, l'octroi de la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 1 005 000€ (un million cinq mille euros) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°183006 constitué de 4 lignes du prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 1 005 000€ (un million cinq mille euros) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

décide

le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2026,

Cette disposition n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer toute convention OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG (OPHEA) en exécution de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : OPHEA

Numéro de référence **2025-016**

	Nombre de Logements
Logements ordinaires	**12**

Opération:

Intitulé	
Adresse	10a Rue du Bourg
Commune	Fegersheim

Financement **NPNRU**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ☐

Organisme prêteur:
CDC
Autre

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: type:

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne(m²)	SU moyenne(m²)	Charges avant travaux	3ème ligne de charge	Charges prévisionnelles	Loyer mensuel moyen	
PLAI	T2	3	43,10	47,94	- €	- €		- €	
PLAI	T3	1	62,90	68,48	- €	- €		- €	
PLAI	T4	1	64,60	69,10	- €	- €		- €	
PLUS	T2	3	42,73	47,25	- €	- €		- €	
PLUS	T3	3	63,47	70,02	- €	- €		- €	
PLUS	T4	1	72,25	78,93	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
Total		**12**	**647,65**	**712,14**					

Loyer mensuel au m²:

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de petits logements	0

Détail des postes de charges:

Ratios

Charges immobilières	42 004,33 €	/ logement	prix au m² de SH	2 537,46 €
Cout des travaux	94 310,50 €	/ logement	prix au m² de SU	2 307,72 €
Prestations intellectuelles	634,00 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Charges immobilières	**504 052,00 €**	30,67%	**Subventions**	***173 850,00 €***	***10,58%***
			ETAT	**44 850,00 €**	**2,73%**
Cout des travaux	**1 131 726,00 €**	68,87%			
			Eurométropole	**129 000,00 €**	**7,85%**
Prestations intellectuelles	**7 608,00 €**	0,46%	NPNRU	45 000,00 €	2,74%
			Aides exceptionnelles	84 000,00 €	5,11%
			Autre	**- €**	**0,00%**
			Emprunts	***1 140 100,00 €***	***69,38%***
			Prêt PLAI Foncier	174 000,00 €	10,59%
			Prêt PLAI Construction	171 000,00 €	10,41%
			Prêt PLUS Construction	394 000,00 €	23,97%
			Prêt PLUS Foncier	266 000,00 €	16,19%
			ACTION LOGEMENT	135 100,00 €	8,22%
			Fonds propres	***329 436,00 €***	***20,05%***
Total	**1 643 386,00 €**	**100,00%**	**Total**	**1 643 386,00 €**	**100,00%**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Stephane ACQUETTE
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 18/12/2025 13:43:08

Julien MATTEI

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Signé électroniquement le 26/12/2025 10 53 :34

CONTRAT DE PRÊT

N° 183006

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG - n° 000107788

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, SIREN n°: 276700028, sis(e) 24 ROUTE DE L HOPITAL CS 70128 67028 STRASBOURG CEDEX 1,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « les Parties » ou « la Partie »

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

PR0090-PR0068 V3.66 page 3/25
Contrat de prêt n° 183006 Emprunteur n° 0001107788

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.19
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.24
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.24
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.24
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération , Parc social public, Acquisition en VEFA de 12 logements situés 10, rue du bourg 67640 FEGERSHEIM.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum d'un million cinq mille euros (1 005 000,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt » et selon l'affectation suivante :

- PLAI RO ANRU, d'un montant de cent-soixante-et-onze mille euros (171 000,00 euros) ;
- PLAI foncier RO ANRU, d'un montant de cent-soixante-quatorze mille euros (174 000,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de trois-cent-quatre-vingt-quatorze mille euros (394 000,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de deux-cent-soixante-six mille euros (266 000,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garanties ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « Autorisations » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le « Contrat » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « Courbe de Taux de Swap Euribor » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Courbe de Taux de Swap Inflation » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Date de Début de la Phase d'Amortissement » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « Dates d'Echéances » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Date d'Effet » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » a (ont) été remplie(s).

La « Date Limite de Mobilisation » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « Durée de la Ligne du Prêt » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée totale du Prêt » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « Garantie » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « Garantie publique » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« Index » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« Index Livret A » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « Jour ouvré » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « Ligne du Prêt » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le « Livret A » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « Normes en matière de lutte contre la corruption » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le « Pays Sanctionné » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Locatif à Usage Social » (PLUS) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « PLAI RO ANRU » est un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) tel que défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation, destiné aux opérations de reconstitution de l'offre de logements locatifs à usage très social dans le cadre d'un programme NPNRU conventionné avec l'ANRU.

La « Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Réglementation Sanctions » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisabilité » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « Taux de Swap Euribor » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 28/01/2026 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :

  - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	RO ANRU	RO ANRU	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5708135	5708134	5707332	5707331
Montant de la Ligne du Prêt	171 000 €	174 000 €	394 000 €	266 000 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	1,3 %	1,9 %	2,3 %	1,9 %
TEG de la Ligne du Prêt	1,3 %	1,9 %	2,3 %	1,9 %
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,4 %	0,2 %	0,6 %	0,2 %
Taux d'intérêt[2]	1,3 %	1,9 %	2,3 %	1,9 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)
Modalité de révision	DR	DR	DR	DR
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,7 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Les Lignes du Prêt finançant le foncier, indiquées ci-dessus, s'inscrivent dans le cadre de la politique d'accélération de la production de logement social. A cet effet, la marge fixe sur Index qui leur est appliquée correspond à la moyenne des marges de ces Lignes du Prêt pondérée par le montant de la part foncière financée par lesdites lignes.

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement (en l'existence d'une Phase de Préfinancement) puis à chaque Date d'Echéance suivante de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,
- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément
(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il disposera de toutes les Autorisations nécessaires au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt », et notamment les autorisations d'urbanisme, les justificatifs d'autorisations administratives purgées de tous recours et de tout retrait, les titres conférant les droits réels immobiliers (droits de propriété par exemple) nécessaires à la réalisation de l'opération financée, ainsi que, le cas échéant si l'objet de financement l'exige, les agréments ou décisions attributives de subventions (DAS) émanant de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) ou les titres conférant des droits pour les baux et l'usufruit locatif social (ULS). A défaut de disposer de tels documents justificatifs, l'Emprunteur s'expose aux conséquences d'une déchéance du terme du crédit octroyé par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article 17.2.1 du présent Contrat ;

- que les informations communiquées à la CDC sont exactes, sincères et exhaustives, et s'engage à informer immédiatement la CDC de toute évolution ou événement susceptible de remettre en cause les déclarations effectuées ou d'affecter l'exécution du présent Contrat.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de garantie ou sûreté de toute nature portant sur et/ou en lien avec le bien financé, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception des garanties hypothécaires sur le foncier et/ou les immeubles financés qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « Garanties » du Contrat ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que ceux-ci nécessaires ou requis pour réaliser l'opération sont délivrés et maintenus en vigueur ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, le titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « Objet du Prêt », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- informer le Prêteur à tout moment dès qu'il en a connaissance que toute ou une partie de l'opération n'est plus comptabilisée dans les objectifs de reconstitution de l'offre ANRU. Dans l'hypothèse où les fonds du Contrat sont versés, le PLAI RO ANRU sera de fait requalifié en PLAI de droit commun et aux conditions de taux de celui-ci en vigueur au moment de la requalification. En outre, cette requalification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un avenant au présent contrat. Néanmoins un nouvel acte de garantie sera exigé par le Prêteur.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «Objet du Prêt» du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et/ou obligations découlant du présent contrat.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions, pénalités et indemnités ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents de Paris.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE
L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
24 ROUTE DE L HOPITAL
CS 70128
67028 STRASBOURG CEDEX 1

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U161055, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Objet : Contrat de Prêt n° 183006, Ligne du Prêt n° 5708135
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR2040031000010000173748F67 en vertu du mandat n° ??DPH2013319001876 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE
L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
24 ROUTE DE L HOPITAL
CS 70128
67028 STRASBOURG CEDEX 1

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U161055, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Objet : Contrat de Prêt n° 183006, Ligne du Prêt n° 5708134
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR2040031000010000173748F67 en vertu du mandat n° ??DPH2013319001876 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE
L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
24 ROUTE DE L HOPITAL
CS 70128
67028 STRASBOURG CEDEX 1

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U161055, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Objet : Contrat de Prêt n° 183006, Ligne du Prêt n° 5707332
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR2040031000010000173748F67 en vertu du mandat n° ??DPH2013319001876 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE
L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
24 ROUTE DE L HOPITAL
CS 70128
67028 STRASBOURG CEDEX 1

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U161055, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Objet : Contrat de Prêt n° 183006, Ligne du Prêt n° 5707331
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR2040031000010000173748F67 en vertu du mandat n° ??DPH2013319001876 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 18/12/2025

Emprunteur : 0107788 - OPHEA
N° du Contrat de Prêt : 183006 / N° de la Ligne du Prêt : 5708135
Opération : Acquisition en VEFA
Produit : PLAI - RO ANRU

Capital prêté : 171 000 €
Taux actuariel théorique : 1,30 %
Taux effectif global : 1,30 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	18/12/2026	1,30	5 509,51	3 286,51	2 223,00	0,00	167 713,49	0,00
2	18/12/2027	1,30	5 509,51	3 329,23	2 180,28	0,00	164 384,26	0,00
3	18/12/2028	1,30	5 509,51	3 372,51	2 137,00	0,00	161 011,75	0,00
4	18/12/2029	1,30	5 509,51	3 416,36	2 093,15	0,00	157 595,39	0,00
5	18/12/2030	1,30	5 509,51	3 460,77	2 048,74	0,00	154 134,62	0,00
6	18/12/2031	1,30	5 509,51	3 505,76	2 003,75	0,00	150 628,86	0,00
7	18/12/2032	1,30	5 509,51	3 551,33	1 958,18	0,00	147 077,53	0,00
8	18/12/2033	1,30	5 509,51	3 597,50	1 912,01	0,00	143 480,03	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 183006 Emprunteur n° 000107788

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 18/12/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	18/12/2034	1,30	5 509,51	3 644,27	1 865,24	0,00	139 835,76	0,00
10	18/12/2035	1,30	5 509,51	3 691,65	1 817,86	0,00	136 144,11	0,00
11	18/12/2036	1,30	5 509,51	3 739,64	1 769,87	0,00	132 404,47	0,00
12	18/12/2037	1,30	5 509,51	3 788,25	1 721,26	0,00	128 616,22	0,00
13	18/12/2038	1,30	5 509,51	3 837,50	1 672,01	0,00	124 778,72	0,00
14	18/12/2039	1,30	5 509,51	3 887,39	1 622,12	0,00	120 891,33	0,00
15	18/12/2040	1,30	5 509,51	3 937,92	1 571,59	0,00	116 953,41	0,00
16	18/12/2041	1,30	5 509,51	3 989,12	1 520,39	0,00	112 964,29	0,00
17	18/12/2042	1,30	5 509,51	4 040,97	1 468,54	0,00	108 923,32	0,00
18	18/12/2043	1,30	5 509,51	4 093,51	1 416,00	0,00	104 829,81	0,00
19	18/12/2044	1,30	5 509,51	4 146,72	1 362,79	0,00	100 683,09	0,00
20	18/12/2045	1,30	5 509,51	4 200,63	1 308,88	0,00	96 482,46	0,00
21	18/12/2046	1,30	5 509,51	4 255,24	1 254,27	0,00	92 227,22	0,00
22	18/12/2047	1,30	5 509,51	4 310,56	1 198,95	0,00	87 916,66	0,00
23	18/12/2048	1,30	5 509,51	4 366,59	1 142,92	0,00	83 550,07	0,00
24	18/12/2049	1,30	5 509,51	4 423,36	1 086,15	0,00	79 126,71	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 183006 Emprunteur n° 000107788

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 18/12/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	18/12/2050	1,30	5 509,51	4 480,86	1 028,65	0,00	74 645,85	0,00
26	18/12/2051	1,30	5 509,51	4 539,11	970,40	0,00	70 106,74	0,00
27	18/12/2052	1,30	5 509,51	4 598,12	911,39	0,00	65 508,62	0,00
28	18/12/2053	1,30	5 509,51	4 657,90	851,61	0,00	60 850,72	0,00
29	18/12/2054	1,30	5 509,51	4 718,45	791,06	0,00	56 132,27	0,00
30	18/12/2055	1,30	5 509,51	4 779,79	729,72	0,00	51 352,48	0,00
31	18/12/2056	1,30	5 509,51	4 841,93	667,58	0,00	46 510,55	0,00
32	18/12/2057	1,30	5 509,51	4 904,87	604,64	0,00	41 605,68	0,00
33	18/12/2058	1,30	5 509,51	4 968,64	540,87	0,00	36 637,04	0,00
34	18/12/2059	1,30	5 509,51	5 033,23	476,28	0,00	31 603,81	0,00
35	18/12/2060	1,30	5 509,51	5 098,66	410,85	0,00	26 505,15	0,00
36	18/12/2061	1,30	5 509,51	5 164,94	344,57	0,00	21 340,21	0,00
37	18/12/2062	1,30	5 509,51	5 232,09	277,42	0,00	16 108,12	0,00
38	18/12/2063	1,30	5 509,51	5 300,10	209,41	0,00	10 808,02	0,00
39	18/12/2064	1,30	5 509,51	5 369,01	140,50	0,00	5 439,01	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 183006 Emprunteur n° 000107788

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 18/12/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	18/12/2065	1,30	5 509,72	5 439,01	70,71	0,00	0,00	0,00
Total			220 380,61	171 000,00	49 380,61	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 1,70 % (Livret A).

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 183006 Emprunteur n° 000107788

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 18/12/2025

Emprunteur : 0107788 - OPHEA
N° du Contrat de Prêt : 183006 / N° de la Ligne du Prêt : 5708134
Opération : Acquisition en VEFA
Produit : PLAI foncier - RO ANRU

Capital prêté : 174 000 €
Taux actuariel théorique : 1,90 %
Taux effectif global : 1,90 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	18/12/2026	1,90	4 885,17	1 579,17	3 306,00	0,00	172 420,83	0,00
2	18/12/2027	1,90	4 885,17	1 609,17	3 276,00	0,00	170 811,66	0,00
3	18/12/2028	1,90	4 885,17	1 639,75	3 245,42	0,00	169 171,91	0,00
4	18/12/2029	1,90	4 885,17	1 670,90	3 214,27	0,00	167 501,01	0,00
5	18/12/2030	1,90	4 885,17	1 702,65	3 182,52	0,00	165 798,36	0,00
6	18/12/2031	1,90	4 885,17	1 735,00	3 150,17	0,00	164 063,36	0,00
7	18/12/2032	1,90	4 885,17	1 767,97	3 117,20	0,00	162 295,39	0,00
8	18/12/2033	1,90	4 885,17	1 801,56	3 083,61	0,00	160 493,83	0,00
9	18/12/2034	1,90	4 885,17	1 835,79	3 049,38	0,00	158 658,04	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 183006 Emprunteur n° 000107788

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 18/12/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	18/12/2035	1,90	4 885,17	1 870,67	3 014,50	0,00	156 787,37	0,00
11	18/12/2036	1,90	4 885,17	1 906,21	2 978,96	0,00	154 881,16	0,00
12	18/12/2037	1,90	4 885,17	1 942,43	2 942,74	0,00	152 938,73	0,00
13	18/12/2038	1,90	4 885,17	1 979,33	2 905,84	0,00	150 959,40	0,00
14	18/12/2039	1,90	4 885,17	2 016,94	2 868,23	0,00	148 942,46	0,00
15	18/12/2040	1,90	4 885,17	2 055,26	2 829,91	0,00	146 887,20	0,00
16	18/12/2041	1,90	4 885,17	2 094,31	2 790,86	0,00	144 792,89	0,00
17	18/12/2042	1,90	4 885,17	2 134,11	2 751,06	0,00	142 658,78	0,00
18	18/12/2043	1,90	4 885,17	2 174,65	2 710,52	0,00	140 484,13	0,00
19	18/12/2044	1,90	4 885,17	2 215,97	2 669,20	0,00	138 268,16	0,00
20	18/12/2045	1,90	4 885,17	2 258,07	2 627,10	0,00	136 010,09	0,00
21	18/12/2046	1,90	4 885,17	2 300,98	2 584,19	0,00	133 709,11	0,00
22	18/12/2047	1,90	4 885,17	2 344,70	2 540,47	0,00	131 364,41	0,00
23	18/12/2048	1,90	4 885,17	2 389,25	2 495,92	0,00	128 975,16	0,00
24	18/12/2049	1,90	4 885,17	2 434,64	2 450,53	0,00	126 540,52	0,00
25	18/12/2050	1,90	4 885,17	2 480,90	2 404,27	0,00	124 059,62	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 18/12/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	18/12/2051	1,90	4 885,17	2 528,04	2 357,13	0,00	121 531,58	0,00
27	18/12/2052	1,90	4 885,17	2 576,07	2 309,10	0,00	118 955,51	0,00
28	18/12/2053	1,90	4 885,17	2 625,02	2 260,15	0,00	116 330,49	0,00
29	18/12/2054	1,90	4 885,17	2 674,89	2 210,28	0,00	113 655,60	0,00
30	18/12/2055	1,90	4 885,17	2 725,71	2 159,46	0,00	110 929,89	0,00
31	18/12/2056	1,90	4 885,17	2 777,50	2 107,67	0,00	108 152,39	0,00
32	18/12/2057	1,90	4 885,17	2 830,27	2 054,90	0,00	105 322,12	0,00
33	18/12/2058	1,90	4 885,17	2 884,05	2 001,12	0,00	102 438,07	0,00
34	18/12/2059	1,90	4 885,17	2 938,85	1 946,32	0,00	99 499,22	0,00
35	18/12/2060	1,90	4 885,17	2 994,68	1 890,49	0,00	96 504,54	0,00
36	18/12/2061	1,90	4 885,17	3 051,58	1 833,59	0,00	93 452,96	0,00
37	18/12/2062	1,90	4 885,17	3 109,56	1 775,61	0,00	90 343,40	0,00
38	18/12/2063	1,90	4 885,17	3 168,65	1 716,52	0,00	87 174,75	0,00
39	18/12/2064	1,90	4 885,17	3 228,85	1 656,32	0,00	83 945,90	0,00
40	18/12/2065	1,90	4 885,17	3 290,20	1 594,97	0,00	80 655,70	0,00
41	18/12/2066	1,90	4 885,17	3 352,71	1 532,46	0,00	77 302,99	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 18/12/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
42	18/12/2067	1,90	4 885,17	3 416,41	1 468,76	0,00	73 886,58	0,00
43	18/12/2068	1,90	4 885,17	3 481,32	1 403,85	0,00	70 405,26	0,00
44	18/12/2069	1,90	4 885,17	3 547,47	1 337,70	0,00	66 857,79	0,00
45	18/12/2070	1,90	4 885,17	3 614,87	1 270,30	0,00	63 242,92	0,00
46	18/12/2071	1,90	4 885,17	3 683,55	1 201,62	0,00	59 559,37	0,00
47	18/12/2072	1,90	4 885,17	3 753,54	1 131,63	0,00	55 805,83	0,00
48	18/12/2073	1,90	4 885,17	3 824,86	1 060,31	0,00	51 980,97	0,00
49	18/12/2074	1,90	4 885,17	3 897,53	987,64	0,00	48 083,44	0,00
50	18/12/2075	1,90	4 885,17	3 971,58	913,59	0,00	44 111,86	0,00
51	18/12/2076	1,90	4 885,17	4 047,04	838,13	0,00	40 064,82	0,00
52	18/12/2077	1,90	4 885,17	4 123,94	761,23	0,00	35 940,88	0,00
53	18/12/2078	1,90	4 885,17	4 202,29	682,88	0,00	31 738,59	0,00
54	18/12/2079	1,90	4 885,17	4 282,14	603,03	0,00	27 456,45	0,00
55	18/12/2080	1,90	4 885,17	4 363,50	521,67	0,00	23 092,95	0,00
56	18/12/2081	1,90	4 885,17	4 446,40	438,77	0,00	18 646,55	0,00
57	18/12/2082	1,90	4 885,17	4 530,89	354,28	0,00	14 115,66	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 18/12/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
58	18/12/2083	1,90	4 885,17	4 616,97	268,20	0,00	9 498,69	0,00
59	18/12/2084	1,90	4 885,17	4 704,69	180,48	0,00	4 794,00	0,00
60	18/12/2085	1,90	4 885,09	4 794,00	91,09	0,00	0,00	0,00
Total			293 110,12	174 000,00	119 110,12	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 1,70 % (Livret A).

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 18/12/2025

Emprunteur : 0107788 - OPHEA
N° du Contrat de Prêt : 183006 / N° de la Ligne du Prêt : 5707332
Opération : Acquisition en VEFA
Produit : PLUS

Capital prêté : 394 000 €
Taux actuariel théorique : 2,30 %
Taux effectif global : 2,30 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	18/12/2026	2,30	15 171,44	6 109,44	9 062,00	0,00	387 890,56	0,00
2	18/12/2027	2,30	15 171,44	6 249,96	8 921,48	0,00	381 640,60	0,00
3	18/12/2028	2,30	15 171,44	6 393,71	8 777,73	0,00	375 246,89	0,00
4	18/12/2029	2,30	15 171,44	6 540,76	8 630,68	0,00	368 706,13	0,00
5	18/12/2030	2,30	15 171,44	6 691,20	8 480,24	0,00	362 014,93	0,00
6	18/12/2031	2,30	15 171,44	6 845,10	8 326,34	0,00	355 169,83	0,00
7	18/12/2032	2,30	15 171,44	7 002,53	8 168,91	0,00	348 167,30	0,00
8	18/12/2033	2,30	15 171,44	7 163,59	8 007,85	0,00	341 003,71	0,00
9	18/12/2034	2,30	15 171,44	7 328,35	7 843,09	0,00	333 675,36	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 183006 Emprunteur n° 000107788

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 18/12/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	18/12/2035	2,30	15 171,44	7 496,91	7 674,53	0,00	326 178,45	0,00
11	18/12/2036	2,30	15 171,44	7 669,34	7 502,10	0,00	318 509,11	0,00
12	18/12/2037	2,30	15 171,44	7 845,73	7 325,71	0,00	310 663,38	0,00
13	18/12/2038	2,30	15 171,44	8 026,18	7 145,26	0,00	302 637,20	0,00
14	18/12/2039	2,30	15 171,44	8 210,78	6 960,66	0,00	294 426,42	0,00
15	18/12/2040	2,30	15 171,44	8 399,63	6 771,81	0,00	286 026,79	0,00
16	18/12/2041	2,30	15 171,44	8 592,82	6 578,62	0,00	277 433,97	0,00
17	18/12/2042	2,30	15 171,44	8 790,46	6 380,98	0,00	268 643,51	0,00
18	18/12/2043	2,30	15 171,44	8 992,64	6 178,80	0,00	259 650,87	0,00
19	18/12/2044	2,30	15 171,44	9 199,47	5 971,97	0,00	250 451,40	0,00
20	18/12/2045	2,30	15 171,44	9 411,06	5 760,38	0,00	241 040,34	0,00
21	18/12/2046	2,30	15 171,44	9 627,51	5 543,93	0,00	231 412,83	0,00
22	18/12/2047	2,30	15 171,44	9 848,94	5 322,50	0,00	221 563,89	0,00
23	18/12/2048	2,30	15 171,44	10 075,47	5 095,97	0,00	211 488,42	0,00
24	18/12/2049	2,30	15 171,44	10 307,21	4 864,23	0,00	201 181,21	0,00
25	18/12/2050	2,30	15 171,44	10 544,27	4 627,17	0,00	190 636,94	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 18/12/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	18/12/2051	2,30	15 171,44	10 786,79	4 384,65	0,00	179 850,15	0,00
27	18/12/2052	2,30	15 171,44	11 034,89	4 136,55	0,00	168 815,26	0,00
28	18/12/2053	2,30	15 171,44	11 288,69	3 882,75	0,00	157 526,57	0,00
29	18/12/2054	2,30	15 171,44	11 548,33	3 623,11	0,00	145 978,24	0,00
30	18/12/2055	2,30	15 171,44	11 813,94	3 357,50	0,00	134 164,30	0,00
31	18/12/2056	2,30	15 171,44	12 085,66	3 085,78	0,00	122 078,64	0,00
32	18/12/2057	2,30	15 171,44	12 363,63	2 807,81	0,00	109 715,01	0,00
33	18/12/2058	2,30	15 171,44	12 647,99	2 523,45	0,00	97 067,02	0,00
34	18/12/2059	2,30	15 171,44	12 938,90	2 232,54	0,00	84 128,12	0,00
35	18/12/2060	2,30	15 171,44	13 236,49	1 934,95	0,00	70 891,63	0,00
36	18/12/2061	2,30	15 171,44	13 540,93	1 630,51	0,00	57 350,70	0,00
37	18/12/2062	2,30	15 171,44	13 852,37	1 319,07	0,00	43 498,33	0,00
38	18/12/2063	2,30	15 171,44	14 170,98	1 000,46	0,00	29 327,35	0,00
39	18/12/2064	2,30	15 171,44	14 496,91	674,53	0,00	14 830,44	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 18/12/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	18/12/2065	2,30	15 171,54	14 830,44	341,10	0,00	0,00	0,00
Total			606 857,70	394 000,00	212 857,70	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 1,70 % (Livret A).

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 18/12/2025

Emprunteur : 0107788 - OPHEA
N° du Contrat de Prêt : 183006 / N° de la Ligne du Prêt : 5707331
Opération : Acquisition en VEFA
Produit : PLUS foncier

Capital prêté : 266 000 €
Taux actuariel théorique : 1,90 %
Taux effectif global : 1,90 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	18/12/2026	1,90	7 468,13	2 414,13	5 054,00	0,00	263 585,87	0,00
2	18/12/2027	1,90	7 468,13	2 460,00	5 008,13	0,00	261 125,87	0,00
3	18/12/2028	1,90	7 468,13	2 506,74	4 961,39	0,00	258 619,13	0,00
4	18/12/2029	1,90	7 468,13	2 554,37	4 913,76	0,00	256 064,76	0,00
5	18/12/2030	1,90	7 468,13	2 602,90	4 865,23	0,00	253 461,86	0,00
6	18/12/2031	1,90	7 468,13	2 652,35	4 815,78	0,00	250 809,51	0,00
7	18/12/2032	1,90	7 468,13	2 702,75	4 765,38	0,00	248 106,76	0,00
8	18/12/2033	1,90	7 468,13	2 754,10	4 714,03	0,00	245 352,66	0,00
9	18/12/2034	1,90	7 468,13	2 806,43	4 661,70	0,00	242 546,23	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 183006 Emprunteur n° 000107788

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 18/12/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	18/12/2035	1,90	7 468,13	2 859,75	4 608,38	0,00	239 686,48	0,00
11	18/12/2036	1,90	7 468,13	2 914,09	4 554,04	0,00	236 772,39	0,00
12	18/12/2037	1,90	7 468,13	2 969,45	4 498,68	0,00	233 802,94	0,00
13	18/12/2038	1,90	7 468,13	3 025,87	4 442,26	0,00	230 777,07	0,00
14	18/12/2039	1,90	7 468,13	3 083,37	4 384,76	0,00	227 693,70	0,00
15	18/12/2040	1,90	7 468,13	3 141,95	4 326,18	0,00	224 551,75	0,00
16	18/12/2041	1,90	7 468,13	3 201,65	4 266,48	0,00	221 350,10	0,00
17	18/12/2042	1,90	7 468,13	3 262,48	4 205,65	0,00	218 087,62	0,00
18	18/12/2043	1,90	7 468,13	3 324,47	4 143,66	0,00	214 763,15	0,00
19	18/12/2044	1,90	7 468,13	3 387,63	4 080,50	0,00	211 375,52	0,00
20	18/12/2045	1,90	7 468,13	3 452,00	4 016,13	0,00	207 923,52	0,00
21	18/12/2046	1,90	7 468,13	3 517,58	3 950,55	0,00	204 405,94	0,00
22	18/12/2047	1,90	7 468,13	3 584,42	3 883,71	0,00	200 821,52	0,00
23	18/12/2048	1,90	7 468,13	3 652,52	3 815,61	0,00	197 169,00	0,00
24	18/12/2049	1,90	7 468,13	3 721,92	3 746,21	0,00	193 447,08	0,00
25	18/12/2050	1,90	7 468,13	3 792,64	3 675,49	0,00	189 654,44	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 18/12/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	18/12/2051	1,90	7 468,13	3 864,70	3 603,43	0,00	185 789,74	0,00
27	18/12/2052	1,90	7 468,13	3 938,12	3 530,01	0,00	181 851,62	0,00
28	18/12/2053	1,90	7 468,13	4 012,95	3 455,18	0,00	177 838,67	0,00
29	18/12/2054	1,90	7 468,13	4 089,20	3 378,93	0,00	173 749,47	0,00
30	18/12/2055	1,90	7 468,13	4 166,89	3 301,24	0,00	169 582,58	0,00
31	18/12/2056	1,90	7 468,13	4 246,06	3 222,07	0,00	165 336,52	0,00
32	18/12/2057	1,90	7 468,13	4 326,74	3 141,39	0,00	161 009,78	0,00
33	18/12/2058	1,90	7 468,13	4 408,94	3 059,19	0,00	156 600,84	0,00
34	18/12/2059	1,90	7 468,13	4 492,71	2 975,42	0,00	152 108,13	0,00
35	18/12/2060	1,90	7 468,13	4 578,08	2 890,05	0,00	147 530,05	0,00
36	18/12/2061	1,90	7 468,13	4 665,06	2 803,07	0,00	142 864,99	0,00
37	18/12/2062	1,90	7 468,13	4 753,70	2 714,43	0,00	138 111,29	0,00
38	18/12/2063	1,90	7 468,13	4 844,02	2 624,11	0,00	133 267,27	0,00
39	18/12/2064	1,90	7 468,13	4 936,05	2 532,08	0,00	128 331,22	0,00
40	18/12/2065	1,90	7 468,13	5 029,84	2 438,29	0,00	123 301,38	0,00
41	18/12/2066	1,90	7 468,13	5 125,40	2 342,73	0,00	118 175,98	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 18/12/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
42	18/12/2067	1,90	7 468,13	5 222,79	2 245,34	0,00	112 953,19	0,00
43	18/12/2068	1,90	7 468,13	5 322,02	2 146,11	0,00	107 631,17	0,00
44	18/12/2069	1,90	7 468,13	5 423,14	2 044,99	0,00	102 208,03	0,00
45	18/12/2070	1,90	7 468,13	5 526,18	1 941,95	0,00	96 681,85	0,00
46	18/12/2071	1,90	7 468,13	5 631,17	1 836,96	0,00	91 050,68	0,00
47	18/12/2072	1,90	7 468,13	5 738,17	1 729,96	0,00	85 312,51	0,00
48	18/12/2073	1,90	7 468,13	5 847,19	1 620,94	0,00	79 465,32	0,00
49	18/12/2074	1,90	7 468,13	5 958,29	1 509,84	0,00	73 507,03	0,00
50	18/12/2075	1,90	7 468,13	6 071,50	1 396,63	0,00	67 435,53	0,00
51	18/12/2076	1,90	7 468,13	6 186,85	1 281,28	0,00	61 248,68	0,00
52	18/12/2077	1,90	7 468,13	6 304,41	1 163,72	0,00	54 944,27	0,00
53	18/12/2078	1,90	7 468,13	6 424,19	1 043,94	0,00	48 520,08	0,00
54	18/12/2079	1,90	7 468,13	6 546,25	921,88	0,00	41 973,83	0,00
55	18/12/2080	1,90	7 468,13	6 670,63	797,50	0,00	35 303,20	0,00
56	18/12/2081	1,90	7 468,13	6 797,37	670,76	0,00	28 505,83	0,00
57	18/12/2082	1,90	7 468,13	6 926,52	541,61	0,00	21 579,31	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 18/12/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
58	18/12/2083	1,90	7 468,13	7 058,12	410,01	0,00	14 521,19	0,00
59	18/12/2084	1,90	7 468,13	7 192,23	275,90	0,00	7 328,96	0,00
60	18/12/2085	1,90	7 468,21	7 328,96	139,25	0,00	0,00	0,00
Total			448 087,88	266 000,00	182 087,88	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 1,70 % (Livret A).

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

58

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG (OPHEA) - Droit commun. Prise en garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération de rachat de patrimoine de de 73 logements conventionnés à STRASBOURG - 2 à 26 rue Newton et 25 à 44 rue Galilée.

Numéro E-2026-185

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG (OPHEA) s'est porté acquéreur auprès de l'Eurométropole de Strasbourg pour l'opération de rachat de patrimoine de de 73 logements conventionnés à STRASBOURG – 2 à 26 rue Newton et 25 à 44 rue Galilée.

Le bailleur OPHEA souhaite bénéficier d'un prêt d'un montant de 3 523 500 € (trois millions cinq-cent-vingt-trois mille cinq-cents euros).

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe 1.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'octroi de sa garantie pour le Prêt Transfert de Patrimoine (PTP) qui sera contracté pour la réalisation de l'opération.

La réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve).

Ce droit de réservation n'est en aucun cas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015
concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées
par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux
vu les articles L 2252-1, L 5217-2 et suivants du Code général des collectivités

territoriales
vu l'article 2298 et 2305 du Code civil
vu le contrat de prêt n° 181829 figurant en annexe signé entre OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG (OPHEA), ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations ;
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

pour l'opération de rachat de patrimoine de 73 logements conventionnés située à STRASBOURG – 2 à 26 rue Newton et 25 à 44 rue Galilée, l'octroi de la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 3 523 500 € (trois millions cinq-cent-vingt-trois mille cinq-cents euros) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°181829 constitué de 1 ligne du prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 3 523 500 € (trois millions cinq-cent-vingt-trois mille cinq-cents euros) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt,

décide

le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année année 2026,

Cette disposition n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer toute convention avec OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG (OPHEA), en application de la présente délibération (la convention de réservation de

logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : OPHEA

Numéro de référence **2026-024**

	Nombre de Logements
Logements ordinaires	**73**

Opération:

Intitulé	
Adresse	2 Rue Newton, Cronenbourg - Cité Nucléaire
Commune	

Financement **Droit commun**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt □

Organisme prêteur:
CDC

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne(m²)	SU moyenne(m²)	Charges avant travaux	3ème ligne de charge	Charges prévisionnelles	Loyer mensuel moyen	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
Total		**0**	**-**	**-**					

Loyer mensuel au m²:

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de petits logements	0

Détail des postes de charges:

Ratios

Cout des travaux	6 437 071,00 €	/ logement	prix au m² de SH	
Charges immobilières	3 776 239,00 €	/ logement	prix au m² de SU	
Prestations intellectuelles	454 014,00 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Cout des travaux	**6 437 071,00 €**	60,34%	**Subventions**	***128 693,00 €***	***1,21%***
			ETAT	**0,00 €**	**0,00%**
Charges immobilières	**3 776 239,00 €**	35,40%			
			Eurométropole	**92 415,00 €**	**0,87%**
Prestations intellectuelles	**454 014,00 €**	4,26%	Autre	92 415,00 €	0,87%
			Autre	**36 278,00 €**	**0,34%**
			Emprunts	***8 401 000,00 €***	***78,75%***
			Prêt Transfert de Patrimoine (PTP)	3 523 500,00 €	33,03%
			Prêt PAM	4 190 000,00 €	39,28%
			Prêt Amiante	687 500,00 €	6,44%
			Fonds propres	***2 137 631,00 €***	***20,04%***
Total	**10 667 324,00 €**	**100,00%**	**Total**	**10 667 324,00 €**	**100,00%**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Alexandre SCHNELL
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 02/12/2025 18:26:49

Julien MATTEI

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Signé électroniquement le 04/12/2025 10 24 :08

CONTRAT DE PRÊT

N° 181829

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG - n° 000107788

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V3.65.1 page 1/25
Contrat de prêt n° 181829 Emprunteur n° 000107788

CONTRAT DE PRÊT

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, SIREN n°: 276700028, sis(e) 24 ROUTE DE L HOPITAL CS 70128 67028 STRASBOURG CEDEX 1,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « les Parties » ou « la Partie »

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

PR0090-PR0068 V3.65.1 page 3/25
Contrat de prêt n° 181829 Emprunteur n° 000107788

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.19
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.24
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.24
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.24
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération , Parc social public, Transfert de patrimoine de 73 logements situés rue Newton et Galilée 67200 STRASBOURG.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de trois millions cinq-cent-vingt-trois mille cinq-cents euros (3 523 500,00 euros) constitué de 1 Ligne du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt » et selon l'affectation suivante :

- PTP, d'un montant de trois millions cinq-cent-vingt-trois mille cinq-cents euros (3 523 500,00 euros) ;

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garanties ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « Autorisations » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le « Contrat » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « Courbe de Taux de Swap Euribor » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Courbe de Taux de Swap Inflation » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Date de Début de la Phase d'Amortissement » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « Dates d'Echéances » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « Date d'Effet » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » a (ont) été remplie(s).

La « Date Limite de Mobilisation » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « Durée de la Ligne du Prêt » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Durée totale du Prêt » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « Garantie » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « Garantie publique » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« Index » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« Index Livret A » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « Jour ouvré » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « Ligne du Prêt » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « Livret A » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « Normes en matière de lutte contre la corruption » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le « Pays Sanctionné » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Transfert de Patrimoine » (PTP) est un prêt destiné à financer l'acquisition d'un patrimoine social ou privé conventionné, en couvrant soit la totalité du prix d'achat soit la soulte résultant de la différence entre le prix d'achat et le capital des prêts éventuellement transférés.

La « Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Réglementation Sanctions » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisabilité » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « Taux de Swap Euribor » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 02/03/2026 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :

  - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PTP			
Enveloppe	-			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5696305			
Montant de la Ligne du Prêt	3 523 500 €			
Commission d'instruction	2 110 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	2,3 %			
TEG de la Ligne du Prêt	2,3 %			
Phase d'amortissement				
Durée	35 ans			
Index[1]	Livret A			
Marge fixe sur index	0,6 %			
Taux d'intérêt[2]	2,3 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)			
Modalité de révision	DR			
Taux de progressivité de l'échéance	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,7 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément

(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

L'Emprunteur sera redevable, sauf exonération accordée par le Prêteur, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt. Cette commission ne pourra excéder vingt mille euros (20 000 euros) et correspond au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.

Selon la typologie du dossier, elle viendra minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur ou fera l'objet d'une mise en recouvrement dans le mois suivant la prise d'effet du Contrat. Elle restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il disposera de toutes les Autorisations nécessaires au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt », et notamment les autorisations d'urbanisme, les justificatifs d'autorisations administratives purgées de tous recours et de tout retrait, les titres conférant les droits réels immobiliers (droits de propriété par exemple) nécessaires à la réalisation de l'opération financée, ainsi que, le cas échéant si l'objet de financement l'exige, les agréments ou décisions attributives de subventions (DAS) émanant de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) ou les titres conférant des droits pour les baux et l'usufruit locatif social (ULS). A défaut de disposer de tels documents justificatifs, l'Emprunteur s'expose aux conséquences d'une déchéance du terme du crédit octroyé par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article 17.2.1 du présent Contrat ;

- que les informations communiquées à la CDC sont exactes, sincères et exhaustives, et s'engage à informer immédiatement la CDC de toute évolution ou événement susceptible de remettre en cause les déclarations effectuées ou d'affecter l'exécution du présent Contrat.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de garantie ou sûreté de toute nature portant sur et/ou en lien avec le bien financé, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception des garanties hypothécaires sur le foncier et/ou les immeubles financés qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « Garanties » du Contrat ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que ceux-ci nécessaires ou requis pour réaliser l'opération sont délivrés et maintenus en vigueur ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, le titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « Objet du Prêt », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «Objet du Prêt» du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et/ou obligations découlant du présent contrat.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions, pénalités et indemnités ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents de Paris.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de STRASBOURG

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE
L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
24 ROUTE DE L HOPITAL
CS 70128
67028 STRASBOURG CEDEX 1

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U158170, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Objet : Contrat de Prêt n° 181829, Ligne du Prêt n° 5696305
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR2040031000010000173748F67 en vertu du mandat n° ??DPH2013319001876 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de STRASBOURG

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 02/12/2025

Emprunteur : 0107788 - OPHEA
N° du Contrat de Prêt : 181829 / N° de la Ligne du Prêt : 5696305
Opération : Transfert de patrimoine
Produit : PTP

Capital prêté : 3 523 500 €
Taux actuariel théorique : 2,30 %
Taux effectif global : 2,30 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	02/12/2026	2,30	147 664,00	66 623,50	81 040,50	0,00	3 456 876,50	0,00
2	02/12/2027	2,30	147 664,00	68 155,84	79 508,16	0,00	3 388 720,66	0,00
3	02/12/2028	2,30	147 664,00	69 723,42	77 940,58	0,00	3 318 997,24	0,00
4	02/12/2029	2,30	147 664,00	71 327,06	76 336,94	0,00	3 247 670,18	0,00
5	02/12/2030	2,30	147 664,00	72 967,59	74 696,41	0,00	3 174 702,59	0,00
6	02/12/2031	2,30	147 664,00	74 645,84	73 018,16	0,00	3 100 056,75	0,00
7	02/12/2032	2,30	147 664,00	76 362,69	71 301,31	0,00	3 023 694,06	0,00
8	02/12/2033	2,30	147 664,00	78 119,04	69 544,96	0,00	2 945 575,02	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de STRASBOURG

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 02/12/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	02/12/2034	2,30	147 664,00	79 915,77	67 748,23	0,00	2 865 659,25	0,00
10	02/12/2035	2,30	147 664,00	81 753,84	65 910,16	0,00	2 783 905,41	0,00
11	02/12/2036	2,30	147 664,00	83 634,18	64 029,82	0,00	2 700 271,23	0,00
12	02/12/2037	2,30	147 664,00	85 557,76	62 106,24	0,00	2 614 713,47	0,00
13	02/12/2038	2,30	147 664,00	87 525,59	60 138,41	0,00	2 527 187,88	0,00
14	02/12/2039	2,30	147 664,00	89 538,68	58 125,32	0,00	2 437 649,20	0,00
15	02/12/2040	2,30	147 664,00	91 598,07	56 065,93	0,00	2 346 051,13	0,00
16	02/12/2041	2,30	147 664,00	93 704,82	53 959,18	0,00	2 252 346,31	0,00
17	02/12/2042	2,30	147 664,00	95 860,03	51 803,97	0,00	2 156 486,28	0,00
18	02/12/2043	2,30	147 664,00	98 064,82	49 599,18	0,00	2 058 421,46	0,00
19	02/12/2044	2,30	147 664,00	100 320,31	47 343,69	0,00	1 958 101,15	0,00
20	02/12/2045	2,30	147 664,00	102 627,67	45 036,33	0,00	1 855 473,48	0,00
21	02/12/2046	2,30	147 664,00	104 988,11	42 675,89	0,00	1 750 485,37	0,00
22	02/12/2047	2,30	147 664,00	107 402,84	40 261,16	0,00	1 643 082,53	0,00
23	02/12/2048	2,30	147 664,00	109 873,10	37 790,90	0,00	1 533 209,43	0,00
24	02/12/2049	2,30	147 664,00	112 400,18	35 263,82	0,00	1 420 809,25	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de STRASBOURG

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 02/12/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	02/12/2050	2,30	147 664,00	114 985,39	32 678,61	0,00	1 305 823,86	0,00
26	02/12/2051	2,30	147 664,00	117 630,05	30 033,95	0,00	1 188 193,81	0,00
27	02/12/2052	2,30	147 664,00	120 335,54	27 328,46	0,00	1 067 858,27	0,00
28	02/12/2053	2,30	147 664,00	123 103,26	24 560,74	0,00	944 755,01	0,00
29	02/12/2054	2,30	147 664,00	125 934,63	21 729,37	0,00	818 820,38	0,00
30	02/12/2055	2,30	147 664,00	128 831,13	18 832,87	0,00	689 989,25	0,00
31	02/12/2056	2,30	147 664,00	131 794,25	15 869,75	0,00	558 195,00	0,00
32	02/12/2057	2,30	147 664,00	134 825,52	12 838,48	0,00	423 369,48	0,00
33	02/12/2058	2,30	147 664,00	137 926,50	9 737,50	0,00	285 442,98	0,00
34	02/12/2059	2,30	147 664,00	141 098,81	6 565,19	0,00	144 344,17	0,00
35	02/12/2060	2,30	147 664,09	144 344,17	3 319,92	0,00	0,00	0,00
Total			5 168 240,09	3 523 500,00	1 644 740,09	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 1,70 % (Livret A).

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Strasbourg.eu
eurométropole

59

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG (OPHEA) - NPNRU. Prise en garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération de réhabilitation de 90 logements sociaux, située à STRASBOURG - 2 rue Mathias Grünewald.

Numéro E-2026-170

Un des objectifs du volet Habitat du PLUI de l'Eurométropole de Strasbourg, approuvé en décembre 2016, est le développement de l'offre de logements locatifs sociaux sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, avec le maintien d'une production annuelle pour répondre à l'ensemble des besoins, de 1 100 logements par an.

Afin de maintenir cette production, l'emprunt constitue le mode de financement principal des investissements locatifs sociaux. La capacité des bailleurs sociaux à proposer des loyers bas pour des logements de qualité repose sur l'utilisation de sources de financement qui limitent le coût de l'emprunt.

Le premier financeur du logement social est donc la Caisse des dépôts et consignations, habilitée à prêter aux bailleurs sociaux sur la ressource des fonds d'épargne pour financer la construction des logements sociaux.

En complément des prêts de la Caisse des dépôts et consignations, l'Eurométropole de Strasbourg vient en appui des actions menées par les bailleurs sociaux en garantissant les emprunts qu'ils contractent auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

Ainsi, en accordant sa caution aux bailleurs sociaux dans un but d'intérêt public local, la Collectivité facilite les emprunts, leur évite des surcoûts financiers et assure à l'organisme prêteur le remboursement des sommes empruntées en cas de défaillance du bailleur social.

Dans ce cadre, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG (OPHEA) souhaite réaliser une opération de réhabilitation en NPNRU de 90 logements locatifs sociaux située à STRASBOURG – 2 rue Mathias Grünewald.

OPHEA souhaite bénéficier d'un prêt PAM d'un montant de 960 000 € (neuf-cent-soixante mille euros) pour finaliser cette opération.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'octroi de sa garantie à l'emprunt d'un montant total de 960 000 € (neuf-cent-soixante mille euros) contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour la réalisation de l'opération.

La réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (5 % du nombre de logements pour les opérations de réhabilitation).

Ce droit de réservation n'est en aucun cas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015
concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées
par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux
vu les articles du Code général des collectivités territoriales
et notamment les articles L 2252-1, L 5217-2 et suivants
vu les articles 2298 et 2305 du Code civil
vu le contrat de prêt n°181273 en annexe signé entre OPHEA ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

pour l'opération de réhabilitation de 90 logements conventionnés située à STRASBOURG – 2 rue Mathias Grünewald, l'octroi de la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 960 000€ (neuf-cent-soixante mille euros) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°181273 constitué d'une ligne du prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de la garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 960 000€ (neuf-cent-soixante mille euros) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et

consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci,

décide

le droit de réservation de 5 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2026,

Cette disposition n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer toute convention avec OPHEA, en application de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : OPHEA

Numéro de référence **2022-094**

	Nombre de Logements
Logements ordinaires	**90**

Opération:

Intitulé	
Adresse	2 Rue Mathias Grünewald, Elsau
Commune	Strasbourg

Financement **NPNRU**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur:
CDC
Collecteur

Description de l'opération

Performance energétique: Rénovation BBC (<104kWh/m

Chauffage: Collectif type:

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SC moyenne(m²)		Charges avant travaux	3ème ligne de charge	Charges prévisionnelles	Loyer mensuel moyen	
PALULOS	T1	15	76,13	-	117,24 €	- €		274,84 €	
PALULOS	T2	45	90,33	-	139,11 €	- €		326,10 €	
PALULOS	T3	30	109,43	-	168,52 €	- €		395,05 €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
Total		**90**	**8 489,70**	**-**					

Loyer mensuel au m²:

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de petits logements	0

Détail des postes de charges:

Ratios

Cout des travaux	72 695,79 €	/ logement	prix au m² de SC	870,18 €
Prestations intellectuelles	9 390,82 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Cout des travaux	**6 542 621,00 €**	88,56%	**Subventions**	***1 596 227,00 €***	***21,61%***
			ETAT	**642 227,00 €**	**8,69%**
Prestations intellectuelles	**845 174,00 €**	11,44%			
			Eurométropole	**549 000,00 €**	**7,43%**
			NPNRU	549 000,00 €	7,43%
			Autre	**405 000,00 €**	**5,48%**
			Emprunts	***4 315 159,00 €***	***58,41%***
			Prêt PAM	1 530 000,00 €	20,71%
			ACTION LOGEMENT	1 825 159,00 €	24,71%
			Prêt PAM complémentaire	960 000,00 €	12,99%
			Fonds propres	***1 476 409,00 €***	***19,98%***
Total	**7 387 795,00 €**	**100,00%**	**Total**	**7 387 795,00 €**	**100,00%**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Alexandre SCHNELL
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 25/11/2025 12:18:33

Julien MATTEI

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Signé électroniquement le 28/11/2025 16 08 :49

CONTRAT DE PRÊT

N° 181273

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG - n° 000107788

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

CONTRAT DE PRÊT

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, SIREN n°: 276700028, sis(e) 24 ROUTE DE L HOPITAL CS 70128 67028 STRASBOURG CEDEX 1,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « les Parties » ou « la Partie »

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

PR0090-PR0068 V3.65.1 page 3/25
Contrat de prêt n° 181273 Emprunteur n° 000107788

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.19
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.24
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.24
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.24
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération REHA 2 M GRUNEWALD ELSAU, Parc social public, Réhabilitation de 90 logements situés 2 rue Mathias Grünewald 67200 STRASBOURG.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de neuf-cent-soixante mille euros (960 000,00 euros) constitué de 1 Ligne du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt » et selon l'affectation suivante :

- PAM, d'un montant de neuf-cent-soixante mille euros (960 000,00 euros) ;

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garanties ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « Autorisations » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le « Contrat » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « Courbe de Taux de Swap Euribor » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Courbe de Taux de Swap Inflation » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Date de Début de la Phase d'Amortissement » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « Dates d'Echéances » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « Date d'Effet » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » a (ont) été remplie(s).

La « Date Limite de Mobilisation » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « Durée de la Ligne du Prêt » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Durée totale du Prêt » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « Garantie » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « Garantie publique » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« Index » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« Index Livret A » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « Jour ouvré » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « Ligne du Prêt » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « Livret A » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « Normes en matière de lutte contre la corruption » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le « Pays Sanctionné » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Amélioration / Réhabilitation » (PAM) est destiné à financer l'amélioration ou la réhabilitation des logements à usage locatif social et intermédiaire sociaux.

La « Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Réglementation Sanctions » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisabilité » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « Taux de Swap Euribor » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 30/11/2025 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :

  - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PAM			
Enveloppe	-			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5698800			
Montant de la Ligne du Prêt	960 000 €			
Commission d'instruction	0 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	2,3 %			
TEG de la Ligne du Prêt	2,3 %			
Phase d'amortissement				
Durée	25 ans			
Index[1]	Livret A			
Marge fixe sur index	0,6 %			
Taux d'intérêt[2]	2,3 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)			
Modalité de révision	DR			
Taux de progressivité de l'échéance	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,7 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément

(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il disposera de toutes les Autorisations nécessaires au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt », et notamment les autorisations d'urbanisme, les justificatifs d'autorisations administratives purgées de tous recours et de tout retrait, les titres conférant les droits réels immobiliers (droits de propriété par exemple) nécessaires à la réalisation de l'opération financée, ainsi que, le cas échéant si l'objet de financement l'exige, les agréments ou décisions attributives de subventions (DAS) émanant de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) ou les titres conférant des droits pour les baux et l'usufruit locatif social (ULS). A défaut de disposer de tels documents justificatifs, l'Emprunteur s'expose aux conséquences d'une déchéance du terme du crédit octroyé par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article 17.2.1 du présent Contrat ;

- que les informations communiquées à la CDC sont exactes, sincères et exhaustives, et s'engage à informer immédiatement la CDC de toute évolution ou événement susceptible de remettre en cause les déclarations effectuées ou d'affecter l'exécution du présent Contrat.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de garantie ou sûreté de toute nature portant sur et/ou en lien avec le bien financé, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception des garanties hypothécaires sur le foncier et/ou les immeubles financés qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « Garanties » du Contrat ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que ceux-ci nécessaires ou requis pour réaliser l'opération sont délivrés et maintenus en vigueur ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, le titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « Objet du Prêt », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «Objet du Prêt» du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et/ou obligations découlant du présent contrat.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions, pénalités et indemnités ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents de Paris.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE
L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
24 ROUTE DE L HOPITAL
CS 70128
67028 STRASBOURG CEDEX 1

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U158803, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Objet : Contrat de Prêt n° 181273, Ligne du Prêt n° 5698800
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR2040031000010000173748F67 en vertu du mandat n° ??DPH2013319001876 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 24/11/2025

Emprunteur : 0107788 - OPHEA
N° du Contrat de Prêt : 181273 / N° de la Ligne du Prêt : 5698800
Opération : Réhabilitation
Produit : PAM

Capital prêté : 960 000 €
Taux actuariel théorique : 2,30 %
Taux effectif global : 2,30 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	24/11/2026	2,30	50 920,35	28 840,35	22 080,00	0,00	931 159,65	0,00
2	24/11/2027	2,30	50 920,35	29 503,68	21 416,67	0,00	901 655,97	0,00
3	24/11/2028	2,30	50 920,35	30 182,26	20 738,09	0,00	871 473,71	0,00
4	24/11/2029	2,30	50 920,35	30 876,45	20 043,90	0,00	840 597,26	0,00
5	24/11/2030	2,30	50 920,35	31 586,61	19 333,74	0,00	809 010,65	0,00
6	24/11/2031	2,30	50 920,35	32 313,11	18 607,24	0,00	776 697,54	0,00
7	24/11/2032	2,30	50 920,35	33 056,31	17 864,04	0,00	743 641,23	0,00
8	24/11/2033	2,30	50 920,35	33 816,60	17 103,75	0,00	709 824,63	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 181273 Emprunteur n° 000107788

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 24/11/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	24/11/2034	2,30	50 920,35	34 594,38	16 325,97	0,00	675 230,25	0,00
10	24/11/2035	2,30	50 920,35	35 390,05	15 530,30	0,00	639 840,20	0,00
11	24/11/2036	2,30	50 920,35	36 204,03	14 716,32	0,00	603 636,17	0,00
12	24/11/2037	2,30	50 920,35	37 036,72	13 883,63	0,00	566 599,45	0,00
13	24/11/2038	2,30	50 920,35	37 888,56	13 031,79	0,00	528 710,89	0,00
14	24/11/2039	2,30	50 920,35	38 760,00	12 160,35	0,00	489 950,89	0,00
15	24/11/2040	2,30	50 920,35	39 651,48	11 268,87	0,00	450 299,41	0,00
16	24/11/2041	2,30	50 920,35	40 563,46	10 356,89	0,00	409 735,95	0,00
17	24/11/2042	2,30	50 920,35	41 496,42	9 423,93	0,00	368 239,53	0,00
18	24/11/2043	2,30	50 920,35	42 450,84	8 469,51	0,00	325 788,69	0,00
19	24/11/2044	2,30	50 920,35	43 427,21	7 493,14	0,00	282 361,48	0,00
20	24/11/2045	2,30	50 920,35	44 426,04	6 494,31	0,00	237 935,44	0,00
21	24/11/2046	2,30	50 920,35	45 447,83	5 472,52	0,00	192 487,61	0,00
22	24/11/2047	2,30	50 920,35	46 493,13	4 427,22	0,00	145 994,48	0,00
23	24/11/2048	2,30	50 920,35	47 562,48	3 357,87	0,00	98 432,00	0,00
24	24/11/2049	2,30	50 920,35	48 656,41	2 263,94	0,00	49 775,59	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 24/11/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	24/11/2050	2,30	50 920,43	49 775,59	1 144,84	0,00	0,00	0,00
Total			1 273 008,83	960 000,00	313 008,83	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 1,70 % (Livret A).

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 181273 Emprunteur n° 000107788

Strasbourg.eu
eurométropole

60

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG (OPHEA) - NPNRU. Prise en garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération d'acquisition en VEFA (Vente en l'état futur d'achèvement) de 9 logements sociaux dont 5 logements financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) et 4 financés en Prêt locatif à usage social (PLUS), située à STRASBOURG - 143-145 route de Mittelhausbergen.

Numéro E-2026-196

Afin de poursuivre la dynamique de transformation menée depuis 2005 sur sept quartiers, l'Eurométropole de Strasbourg s'est engagée avec ses partenaires depuis 2016 dans la mise en œuvre du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) sur son territoire, à travers l'élaboration des projets urbains (études et concertation) et d'une convention pluriannuelle avec l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU).

Le NPNRU constitue le plus grand projet urbain porté par la collectivité par son ampleur territoriale[1], la population touchée (près de 53 200 habitants soit 10 % de la population de l'agglomération), et les moyens mobilisés. Ce projet a été approuvé au Conseil du 28 juin 2019 et du 27 septembre 2019 s'agissant des aides de la collectivité apportées sur le volet Habitat. L'ensemble a été traduit dans le cadre d'une convention générale 2019-2030, signée avec l'ANRU et les partenaires.

Pour mémoire, les projets urbains de chaque quartier prioritaire de la ville (QPV) prévoient des interventions multiples grâce à la réalisation programmée d'opérations de démolition, de requalification massive du parc existant, de résidentialisation des pieds d'immeubles et de reconstitution, conformément au règlement général de l'ANRU, qui précise que les projets de renouvellement urbain doivent garantir une reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux démolis, de manière à répondre aux besoins structurels en logements locatifs sociaux du territoire.

Afin de confirmer ces projets, l'emprunt constitue le mode de financement principal des

[1] 7 quartiers prioritaires de la ville (QPV) répartis sur 5 communes : les Hirondelles à Lingolsheim, la cité des Ecrivains à Bischheim/Schiltigheim, la cité Libermann à Illkirch, Neuhof/ Meinau, Hautepierre, l'Elsau, et Cronenbourg à Strasbourg.

investissements locatifs sociaux. La capacité des bailleurs sociaux à proposer des loyers bas pour des logements de qualité repose sur l'utilisation de sources de financement qui limitent le coût de l'emprunt.

Le premier financeur du logement social est donc la Caisse des dépôts et consignations, habilitée à prêter aux bailleurs sociaux sur la ressource des fonds d'épargne pour financer la construction des logements sociaux.

En complément des prêts de la Caisse des dépôts et consignations, l'Eurométropole de Strasbourg vient en appui des actions menées par les bailleurs sociaux en garantissant les emprunts qu'ils contractent auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

Ainsi, en accordant sa caution aux bailleurs sociaux dans un but d'intérêt public local, la Collectivité facilite les emprunts, leur évite des surcoûts financiers et assure à l'organisme prêteur le remboursement des sommes empruntées en cas de défaillance du bailleur social.

Dans ce cadre, l'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG (OPHEA) souhaite réaliser une opération de reconstitution de 9 logements locatifs sociaux dont 5 logements financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) et 4 financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) située à STRASBOURG – 143-145 route de Mittelhausbergen.

OPHEA souhaite bénéficier d'un prêt d'un montant de 788 100 € (sept-cent-quatre-vingt-huit mille cent euros) pour finaliser cette opération.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'octroi de sa garantie à l'emprunt d'un montant total de 788 100 € (sept-cent-quatre-vingt-huit mille cent euros) contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour la réalisation de l'opération.

La réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve).

Ce droit de réservation n'est en aucun cas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du 26 juin 2015 concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux ;
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 28 juin 2019 relative au projet de convention du NPNRU
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 27 septembre 2019 relative au volet Habitat du NPNRU
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 14 février 2020 relative au volet Habitat du NPNRU

vu les articles du Code général des collectivités territoriales et notamment les article L 2252-1, L 5217-2 et suivants
vu les articles 2298 et 2305 du Code civil
vu la décision de financement initiale délivrée par l'État le 14 novembre 2024
vu le contrat de prêt n°184250 figurant en annexe signé entre L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG (OPHEA),
ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations,
sur proposition de la Commission plénière ;
après en avoir délibéré

approuve

pour l'opération de reconstitution de 9 logements dont 4 financés en Prêts locatifs à usage social (PLUS) et 5 financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) située à STRASBOURG – 143-145 route de Mittelhausbergen, l'octroi de la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 788 100 € (sept-cent-quatre-vingt-huit mille cent euros) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°184250 constitué de 4 lignes du prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 788 100 € (sept-cent-quatre-vingt-huit mille cent euros) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci ;

décide

le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2026,

Cette disposition n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer toute convention avec L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG (OPHEA) en exécution de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : OPHEA

Numéro de référence **2025-018**

	Nombre de Logements
Logements ordinaires	**9**

Opération:

Intitulé	
Adresse	143-145 Route de Mittelhausbergen, Vieux-Cronenbourg
Commune	Strasbourg

Financement **NPNRU**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur:

CDC

Autre

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: type:

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne(m²)	SU moyenne(m²)	Charges avant travaux	3ème ligne de charge	Charges prévisionnelles	Loyer mensuel moyen	
PLAI	T1	1	27,52	27,52	- €	- €		- €	
PLAI	T2	2	40,35	40,35	- €	- €		- €	
PLAI	T3	2	62,77	62,77	- €	- €		- €	
PLUS	T4	2	80,37	82,62	- €	- €		- €	
PLUS	T2	1	47,45	49,94	- €	- €		- €	
PLUS	T3	1	70,12	73,19	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
Total		**9**	**512,07**	**522,13**					

Loyer mensuel au m²:

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de petits logements	0

Détail des postes de charges:

Ratios

Charges immobilières	51 273,67 €	/ logement	prix au m² de SH	2 536,85 €
Cout des travaux	92 393,22 €	/ logement	prix au m² de SU	2 488,02 €
Prestations intellectuelles	668,56 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Charges immobilières	**461 463,00 €**	35,52%	**Subventions**	***152 850,00 €***	***11,77%***
			ETAT	**44 850,00 €**	**3,45%**
Cout des travaux	**831 539,00 €**	64,01%			
			Eurométropole	**108 000,00 €**	**8,31%**
Prestations intellectuelles	**6 017,00 €**	0,46%	Aides exceptionnelles	63 000,00 €	4,85%
			NPNRU	45 000,00 €	3,46%
			Autre	**- €**	**0,00%**
			Emprunts	***886 300,00 €***	***68,23%***
			Prêt PLUS Construction	275 200,00 €	21,19%
			Prêt PLUS Foncier	221 500,00 €	17,05%
			Prêt PLAI Foncier	179 600,00 €	13,83%
			Prêt PLAI Construction	111 800,00 €	8,61%
			ACTION LOGEMENT	98 200,00 €	7,56%
			Fonds propres	***259 869,00 €***	***20,01%***
Total	**1 299 019,00 €**	**100,00%**	**Total**	**1 299 019,00 €**	**100,00%**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Stephane ACQUETTE
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 22/01/2026 16:08:32

Julien MATTEI

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Signé électroniquement le 26/01/2026 19 33 :41

CONTRAT DE PRÊT

N° 184250

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG - n° 000107788

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, SIREN n°: 276700028, sis(e) 24 Route de l Hopital CS 70128 67028 STRASBOURG CEDEX 1,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « les Parties » ou « la Partie »

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

PR0090-PR0068 V3.66 page 3/25
Contrat de prêt n° 184250 Emprunteur n° 000107788

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.19
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.24
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.24
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.24
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération , Parc social public, Acquisition en VEFA de 9 logements situés 143 Route de Mittelhausbergen 67200 STRASBOURG.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de sept-cent-quatre-vingt-huit mille cent euros (788 100,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt » et selon l'affectation suivante :

- PLAI RO ANRU, d'un montant de cent-onze mille huit-cents euros (111 800,00 euros) ;
- PLAI foncier RO ANRU, d'un montant de cent-soixante-dix-neuf mille six-cents euros (179 600,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de deux-cent-soixante-quinze mille deux-cents euros (275 200,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de deux-cent-vingt-et-un mille cinq-cents euros (221 500,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garanties ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « Autorisations » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le « Contrat » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « Courbe de Taux de Swap Euribor » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Courbe de Taux de Swap Inflation » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Date de Début de la Phase d'Amortissement » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « Dates d'Echéances » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Date d'Effet » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » a (ont) été remplie(s).

La « Date Limite de Mobilisation » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « Durée de la Ligne du Prêt » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée totale du Prêt » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « Garantie » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « Garantie publique » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« Index » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« Index Livret A » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « Jour ouvré » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « Ligne du Prêt » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Le « Livret A » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « Normes en matière de lutte contre la corruption » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le « Pays Sanctionné » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Locatif à Usage Social » (PLUS) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « PLAI RO ANRU » est un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) tel que défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation, destiné aux opérations de reconstitution de l'offre de logements locatifs à usage très social dans le cadre d'un programme NPNRU conventionné avec l'ANRU.

La « Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Réglementation Sanctions » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisabilité » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « Taux de Swap Euribor » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 27/02/2026 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :

  - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

En cas de mobilisation des fonds du Prêt après la date d'achèvement des travaux « DAT », par dérogation aux dispositions ci-dessus, les fonds de chaque Ligne de Prêt seront versés par le Prêteur en une seule fois sous la forme d'un unique Versement et sous réserve du respect des dispositions de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne de Prêt » ainsi que de la conformité et de l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s).

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	RO ANRU	RO ANRU	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5712848	5712849	5712847	5712846
Montant de la Ligne du Prêt	111 800 €	179 600 €	275 200 €	221 500 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	1,3 %	1,85 %	2,3 %	1,85 %
TEG de la Ligne du Prêt	1,3 %	1,85 %	2,3 %	1,85 %
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,4 %	0,15 %	0,6 %	0,15 %
Taux d'intérêt[2]	1,3 %	1,85 %	2,3 %	1,85 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)
Modalité de révision	DR	DR	DR	DR
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,7 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Les Lignes du Prêt finançant le foncier, indiquées ci-dessus, s'inscrivent dans le cadre de la politique d'accélération de la production de logement social. A cet effet, la marge fixe sur Index qui leur est appliquée correspond à la moyenne des marges de ces Lignes du Prêt pondérée par le montant de la part foncière financée par lesdites lignes.

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement (en l'existence d'une Phase de Préfinancement) puis à chaque Date d'Echéance suivante de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,
- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément
(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il disposera de toutes les Autorisations nécessaires au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt », et notamment les autorisations d'urbanisme, les justificatifs d'autorisations administratives purgées de tous recours et de tout retrait, les titres conférant les droits réels immobiliers (droits de propriété par exemple) nécessaires à la réalisation de l'opération financée, ainsi que, le cas échéant si l'objet de financement l'exige, les agréments ou décisions attributives de subventions (DAS) émanant de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) ou les titres conférant des droits pour les baux et l'usufruit locatif social (ULS). A défaut de disposer de tels documents justificatifs, l'Emprunteur s'expose aux conséquences d'une déchéance du terme du crédit octroyé par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article 17.2.1 du présent Contrat ;

- que les informations communiquées à la CDC sont exactes, sincères et exhaustives, et s'engage à informer immédiatement la CDC de toute évolution ou événement susceptible de remettre en cause les déclarations effectuées ou d'affecter l'exécution du présent Contrat.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de garantie ou sûreté de toute nature portant sur et/ou en lien avec le bien financé, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception des garanties hypothécaires sur le foncier et/ou les immeubles financés qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « Garanties » du Contrat ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que ceux-ci nécessaires ou requis pour réaliser l'opération sont délivrés et maintenus en vigueur ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, le titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « Objet du Prêt », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- informer le Prêteur à tout moment dès qu'il en a connaissance que toute ou une partie de l'opération n'est plus comptabilisée dans les objectifs de reconstitution de l'offre ANRU. Dans l'hypothèse où les fonds du Contrat sont versés, le PLAI RO ANRU sera de fait requalifié en PLAI de droit commun et aux conditions de taux de celui-ci en vigueur au moment de la requalification. En outre, cette requalification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un avenant au présent contrat. Néanmoins un nouvel acte de garantie sera exigé par le Prêteur.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «Objet du Prêt» du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et/ou obligations découlant du présent contrat.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions, pénalités et indemnités ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents de Paris.

PR0090-PR0068 V3.66 page 25/25
Contrat de prêt n° 184250 Emprunteur n° 000107788

Strasbourg.eu
eurométropole

61

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG (OPHEA) - NPNRU. Prise en garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération en construction neuve de 25 logements sociaux financés dont 8 logements financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) et 17 financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) et située à STRASBOURG - 71 avenue Molière.

Numéro E-2026-412

Afin de poursuivre la dynamique de transformation menée depuis 2005 sur sept quartiers, l'Eurométropole de Strasbourg s'est engagée avec ses partenaires depuis 2016 dans la mise en œuvre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) sur son territoire, à travers l'élaboration des projets urbains (études et concertation) et d'une convention pluriannuelle avec l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU).

Le NPNRU constitue le plus grand projet urbain porté par la collectivité par son ampleur territoriale[1], la population touchée (près de 53 200 habitants soit 10 % de la population de l'agglomération), et les moyens mobilisés. Ce projet a été approuvé au Conseil du 28 juin 2019 et du 27 septembre 2019 s'agissant des aides de la collectivité apportées sur le volet Habitat. L'ensemble a été traduit dans le cadre d'une convention générale 2019-2030, signée avec l'ANRU et les partenaires.

Pour mémoire, les projets urbains de chaque quartier prioritaire de la ville (QPV) prévoient des interventions multiples grâce à la réalisation programmée d'opérations de démolition, de requalification massive du parc existant, de résidentialisation des pieds d'immeubles et de reconstitution, conformément au règlement général de l'ANRU, qui précise que les projets de renouvellement urbain doivent garantir une reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux démolis, de manière à répondre aux besoins structurels en logements locatifs sociaux du territoire.

Afin de confirmer ces projets, l'emprunt constitue le mode de financement principal des investissements locatifs sociaux. La capacité des bailleurs sociaux à proposer des loyers

[1] 7 quartiers prioritaires de la ville (QPV) répartis sur 5 communes : les Hirondelles à Lingolsheim, la cité des Ecrivains à Bischheim/Schiltigheim, la cité Libermann à Illkirch, Neuhof/ Meinau, Hautepierre, l'Elsau, et Cronenbourg à Strasbourg.

bas pour des logements de qualité repose sur l'utilisation de sources de financement qui limitent le coût de l'emprunt.

Le premier financeur du logement social est donc la Caisse des dépôts et consignations, habilitée à prêter aux bailleurs sociaux sur la ressource des fonds d'épargne pour financer la construction des logements sociaux.

En complément des prêts de la Caisse des dépôts et consignations, l'Eurométropole de Strasbourg vient en appui des actions menées par les bailleurs sociaux en garantissant les emprunts qu'ils contractent auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

Ainsi, en accordant sa caution aux bailleurs sociaux dans un but d'intérêt public local, la Collectivité facilite les emprunts, leur évite des surcoûts financiers et assure à l'organisme prêteur le remboursement des sommes empruntées en cas de défaillance du bailleur social.

Dans ce cadre, l'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG (OPHEA) souhaite réaliser une opération de reconstitution de 25 logements locatifs sociaux dont 8 logements financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) et 17 financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) située à STRASBOURG – 71 avenue Molière.

OPHEA souhaite bénéficier d'un prêt d'un montant de 3 307 000 € (trois millions trois-cent-sept mille euros) pour finaliser cette opération.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'octroi de sa garantie à l'emprunt d'un montant total de 3 307 000 € (trois millions trois-cent-sept mille euros) contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour la réalisation de l'opération.

La réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve).

Ce droit de réservation n'est en aucun cas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du 26 juin 2015 concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 28 juin 2019 relative au projet de convention du NPNRU
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 27 septembre 2019 relative au volet Habitat du NPNRU
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 14 février 2020 relative au volet Habitat du NPNRU
vu les articles du Code général des collectivités territoriales

et notamment les articles L 2252-1, L 5217-2 et suivants
vu les articles 2298 et 2305 du Code civil
vu la décision de financement initiale délivrée par l'État le 08 avril 2022;
vu le contrat de prêt n°185387 en annexe signé entre OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG (OPHEA)
ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations,
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

pour l'opération de reconstitution de 25 logements dont 17 financés en Prêts locatifs à usage social (PLUS) et 8 financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) située à STRASBOURG – 71 avenue Molière, l'octroi de la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 3 307 000 € (trois millions trois-cent-sept mille euros) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°185387 constitué de 4 lignes du prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 3 307 000 € (trois millions trois-cent-sept mille euros) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci

décide

le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2026,

Cette disposition n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer toute convention avec l'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG (OPHEA) en exécution de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : OPHEA — **Numéro de référence** **2022-030**

Logements ordinaires	Nombre de Logements
	25

Opération:

Intitulé	
Adresse	71 Avenue Molière, Hautepierre
Commune	Strasbourg

Financement **NPNRU**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur:
CDC
Collecteur

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: type:

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne(m²)	SU moyenne(m²)					
PLUS	T2	13	53,00	56,00					
PLUS	T3	4	67,00	70,00					
PLAI	T2	6	53,00	56,00					
PLAI	T3	2	67,00	70,00					
			-	-					
Total		**25**	**1 409,00**	**1 484,00**					

Loyer mensuel au m²:

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de petits logements	0

Détail des postes de charges:

Ratios

Charges immobilières	23 108,16 €	/ logement	prix au m² de SH	3 413,61 €
Cout des travaux	158 013,76 €	/ logement	prix au m² de SU	3 241,09 €
Prestations intellectuelles	1 847,32 €	/ logement		
Montant de la TVA	9 421,60 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Charges immobilières	**577 704,00 €**	12,01%	**Subventions**	***122 400,00 €***	***2,54%***
			ETAT	**50 400,00 €**	**1,05%**
Cout des travaux	**3 950 344,00 €**	82,13%			
			Eurométropole	**72 000,00 €**	**1,50%**
Prestations intellectuelles	**46 183,00 €**	0,96%	NPNRU	72 000,00 €	1,50%
Montant de la TVA	**235 540,00 €**	4,90%			
			Autre	**- €**	**0,00%**
			Emprunts	***3 484 100,00 €***	***72,44%***
			Prêt PLAI Construction	799 000,00 €	16,61%
			ACTION LOGEMENT	177 100,00 €	3,68%
			Prêt PLAI Foncier	182 000,00 €	3,78%
			Prêt PLUS Construction	1 946 000,00 €	40,46%
			Prêt PLUS Foncier	380 000,00 €	7,90%
			Fonds propres	***1 203 271,00 €***	***25,02%***
Total	**4 809 771,00 €**	**100,00%**	**Total**	**4 809 771,00 €**	**100,00%**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Stephane ACQUETTE
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 23/02/2026 20:50:21

Julien MATTEI

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Signé électroniquement le 24/02/2026 08 43 :52

CONTRAT DE PRÊT

N° 185387

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG - n° 000107788

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V3.69.1 page 1/25
Contrat de prêt n° 185387 Emprunteur n° 000107788

CONTRAT DE PRÊT

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, SIREN n°: 276700028, sis(e) 24 Route de l Hopital CS 70128 67028 STRASBOURG CEDEX 1,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « les Parties » ou « la Partie »

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

PR0090-PR0068 V3.69.1 page 3/25
Contrat de prêt n° 185387 Emprunteur n° 000107788

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.19
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.24
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.24
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.24
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération CN TOLSTOI, Parc social public, Construction de 25 logements situés 71 rue Molière 67200 STRASBOURG.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de trois millions trois-cent-sept mille euros (3 307 000,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de sept-cent-quatre-vingt-dix-neuf mille euros (799 000,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de cent-quatre-vingt-deux mille euros (182 000,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant d'un million neuf-cent-quarante-six mille euros (1 946 000,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de trois-cent-quatre-vingts mille euros (380 000,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garanties ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « Autorisations » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le « Contrat » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « Courbe de Taux de Swap Euribor » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Courbe de Taux de Swap Inflation » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Date de Début de la Phase d'Amortissement » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « Dates d'Echéances » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Date d'Effet » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » a (ont) été remplie(s).

La « Date Limite de Mobilisation » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « Durée de la Ligne du Prêt » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée totale du Prêt » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « Garantie » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « Garantie publique » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« Index » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« Index Livret A » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « Jour ouvré » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « Ligne du Prêt » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le « Livret A » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « Normes en matière de lutte contre la corruption » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le « Pays Sanctionné » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Locatif à Usage Social » (PLUS) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « Prêt Locatif Aidé d'Intégration » (PLAI) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Réglementation Sanctions » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisabilité » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « Taux de Swap Euribor » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 01/03/2026 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :

  - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5719403	5719402	5719405	5719404
Montant de la Ligne du Prêt	799 000 €	182 000 €	1 946 000 €	380 000 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	1,3 %	1,84 %	2,1 %	1,84 %
TEG de la Ligne du Prêt	1,3 %	1,84 %	2,1 %	1,84 %
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,2 %	0,34 %	0,6 %	0,34 %
Taux d'intérêt[2]	1,3 %	1,84 %	2,1 %	1,84 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)
Modalité de révision	DR	DR	DR	DR
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,5 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement (en l'existence d'une Phase de Préfinancement) puis à chaque Date d'Echéance suivante de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément

(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il disposera de toutes les Autorisations nécessaires au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt », et notamment les autorisations d'urbanisme, les justificatifs d'autorisations administratives purgées de tous recours et de tout retrait, les titres conférant les droits réels immobiliers (droits de propriété par exemple) nécessaires à la réalisation de l'opération financée, ainsi que, le cas échéant si l'objet de financement l'exige, les agréments ou décisions attributives de subventions (DAS) émanant de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) ou les titres conférant des droits pour les baux et l'usufruit locatif social (ULS). A défaut de disposer de tels documents justificatifs, l'Emprunteur s'expose aux conséquences d'une déchéance du terme du crédit octroyé par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article 17.2.1 du présent Contrat ;

- que les informations communiquées à la CDC sont exactes, sincères et exhaustives, et s'engage à informer immédiatement la CDC de toute évolution ou événement susceptible de remettre en cause les déclarations effectuées ou d'affecter l'exécution du présent Contrat.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de garantie ou sûreté de toute nature portant sur et/ou en lien avec le bien financé, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception des garanties hypothécaires sur le foncier et/ou les immeubles financés qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « Garanties » du Contrat ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que ceux-ci nécessaires ou requis pour réaliser l'opération sont délivrés et maintenus en vigueur ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, le titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « Objet du Prêt », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «Objet du Prêt» du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et/ou obligations découlant du présent contrat.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions, pénalités et indemnités ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents de Paris.

PR0090-PR0068 V3.69.1 page 25/25
Contrat de prêt n° 185387 Emprunteur n° 000107788

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE
L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
24 Route de l Hopital
CS 70128
67028 STRASBOURG CEDEX 1

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U163943, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Objet : Contrat de Prêt n° 185387, Ligne du Prêt n° 5719403
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR2040031000010000173748F67 en vertu du mandat n° ??DPH2013319001876 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE
L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
24 Route de l Hopital
CS 70128
67028 STRASBOURG CEDEX 1

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U163943, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Objet : Contrat de Prêt n° 185387, Ligne du Prêt n° 5719402
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR2040031000010000173748F67 en vertu du mandat n° ??DPH2013319001876 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE
L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
24 Route de l Hopital
CS 70128
67028 STRASBOURG CEDEX 1

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U163943, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Objet : Contrat de Prêt n° 185387, Ligne du Prêt n° 5719405
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR2040031000010000173748F67 en vertu du mandat n° ??DPH2013319001876 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE
L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
24 Route de l Hopital
CS 70128
67028 STRASBOURG CEDEX 1

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U163943, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Objet : Contrat de Prêt n° 185387, Ligne du Prêt n° 5719404
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR2040031000010000173748F67 en vertu du mandat n° ??DPH2013319001876 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Strasbourg.eu
eurométropole

62

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG (OPHEA) - NPNRU. Prise en garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération d'acquisition en VEFA (Vente en l'état futur d'achèvement) de 41 logements sociaux dont 28 financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) et 13 financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI), située à STRASBOURG - Chemin de Doernelbruck.

Numéro E-2026-168

Afin de poursuivre la dynamique de transformation menée depuis 2005 sur sept quartiers, l'Eurométropole de Strasbourg s'est engagée avec ses partenaires depuis 2016 dans la mise en œuvre du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) sur son territoire, à travers l'élaboration des projets urbains (études et concertation) et d'une convention pluriannuelle avec l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU).

Le NPNRU constitue le plus grand projet urbain porté par la collectivité par son ampleur territoriale[1], la population touchée (près de 53 200 habitants soit 10 % de la population de l'agglomération), et les moyens mobilisés. Ce projet a été approuvé aux Conseils du 28 juin 2019 et du 27 septembre 2019, s'agissant des aides de la collectivité, apportées sur le volet Habitat. L'ensemble a été traduit dans le cadre d'une convention générale 2019-2030, signée avec l'ANRU et les partenaires.

Pour mémoire, les projets urbains de chaque quartier prioritaire de la Ville (QPV) prévoient des interventions multiples grâce à la réalisation programmée d'opérations de démolition, de requalification massive du parc existant, de résidentialisation des pieds d'immeubles et de reconstitution, conformément au règlement général de l'ANRU, qui précise que les projets de renouvellement urbain doivent garantir une reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux démolis, de manière à répondre aux besoins structurels en logements locatifs sociaux du territoire.

Afin de confirmer ces projets, l'emprunt constitue le mode de financement principal des investissements locatifs sociaux. La capacité des bailleurs sociaux à proposer des loyers

[1] 7 quartiers prioritaires de la ville (QPV) répartis sur 5 communes : les Hirondelles à Lingolsheim, la cité des Ecrivains à Bischheim/Schiltigheim, la cité Libermann à Illkirch, Neuhof/ Meinau, Hautepierre, l'Elsau, et Cronenbourg à Strasbourg.

bas pour des logements de qualité repose sur l'utilisation de sources de financement qui limitent le coût de l'emprunt.

Le premier financeur du logement social est donc la Caisse des dépôts et consignations, habilitée à prêter aux bailleurs sociaux sur la ressource des fonds d'épargne pour financer la construction des logements sociaux.

En complément des prêts de la Caisse des dépôts et consignations, l'Eurométropole de Strasbourg vient en appui des actions menées par les bailleurs sociaux en garantissant les emprunts qu'ils contractent auprès de la Caisse des dépôts et consignations.
Ainsi, en accordant sa caution aux bailleurs sociaux dans un but d'intérêt public local, la Collectivité facilite les emprunts, leur évite des surcoûts financiers et assure à l'organisme prêteur le remboursement des sommes empruntées en cas de défaillance du bailleur social.

Dans ce cadre, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG (OPHEA) souhaite réaliser une opération de reconstitution de 41 logements locatifs sociaux dont 28 logements financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) et 13 financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI), située à STRASBOURG – Chemin de Doernelbruck.

OPHEA souhaite bénéficier d'un prêt d'un montant de 3 540 500€ (trois millions cinq-cent-quarante mille cinq-cents euros) pour finaliser cette opération.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'octroi de sa garantie à l'emprunt d'un montant total de 3 540 500€ (trois millions cinq-cent-quarante mille cinq-cents euros) contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour la réalisation de l'opération.

La réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve).

Ce droit de réservation n'est en aucun cas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du 26 juin 2015 concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 28 juin 2019 relative au projet de convention du NPNRU
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 27 septembre 2019 relative au volet Habitat du NPNRU
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 14 février 2020 relative au volet Habitat du NPNRU
vu les articles du Code général des collectivités territoriales

et notamment les articles L 2252-1, L 5217-2 et suivants
vu les articles 2298 et 2305 du Code civil
vu la décision de financement initiale délivrée par l'État le 8 mars 2024
vu le contrat de prêt n°181847 figurant en annexe, signé entre OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG (OPHEA) ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

pour l'opération de reconstitution de 41 logements dont 28 financés en Prêts locatifs à usage social (PLUS) et 13 financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) située à STRASBOURG – Chemin de Doernelbruck, l'octroi de la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 3 540 500€ (trois millions cinq-cent-quarante mille cinq-cents euros) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°181847 constitué de 5 lignes du prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 3 540 500€ (trois millions cinq-cent-quarante mille cinq-cents euros) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

décide

le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2026,

Cette disposition n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer toute convention avec OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG (OPHEA) en exécution de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : OPHEA

Numéro de référence **2025-013**

	Nombre de Logements
Logements ordinaires	**41**

Opération:

Intitulé	AERIS Pères Oblats
Adresse	1 Chemin du Doernelbruck, Robertsau
Commune	Strasbourg

Financement **NPNRU**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ☐

Organisme prêteur:
CDC
Autre

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: type:

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne(m²)	SU moyenne(m²)	Charges avant travaux	3ème ligne de charge	Charges prévisionnelles	Loyer mensuel moyen
PLAI	T2	9	43,17	47,73	- €	- €		- €
PLAI	T4	2	85,31	89,72	- €	- €		- €
PLAI	T3	2	59,99	64,45	- €	- €		- €
PLUS	T2	16	47,41	53,68	- €	- €		- €
PLUS	T4	7	85,83	92,00	- €	- €		- €
PLUS	T3	5	65,81	72,59	- €	- €		- €
			-	-	- €	- €		- €
			-	-	- €	- €		- €
			-	-	- €	- €		- €
			-	-	- €	- €		- €
Total		**41**	**2 367,55**	**2 603,74**				

Loyer mensuel au m²:

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de petits logements	0

Détail des postes de charges:

Ratios

Charges immobilières	48 812,71 €	/ logement	prix au m² de SH	2 411,30 €
Cout des travaux	89 779,44 €	/ logement	prix au m² de SU	2 192,56 €
Prestations intellectuelles	649,61 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Charges immobilières	**2 001 321,00 €**	35,06%	**Subventions**	***607 900,00 €***	***10,65%***
			ETAT	**101 400,00 €**	**1,78%**
Cout des travaux	**3 680 957,00 €**	64,48%			
			Eurométropole	**404 000,00 €**	**7,08%**
Prestations intellectuelles	**26 634,00 €**	0,47%	NPNRU	117 000,00 €	2,05%
			Aides exceptionnelles	287 000,00 €	5,03%
			Autre	**102 500,00 €**	**1,80%**
			Emprunts	***3 956 300,00 €***	***69,30%***
			Prêt PLAI Foncier	506 000,00 €	8,86%
			Prêt PLAI Construction	234 000,00 €	4,10%
			Prêt PLUS Construction	1 255 000,00 €	21,98%
			Prêt PLUS Foncier	1 279 000,00 €	22,40%
			ACTION LOGEMENT	127 400,00 €	2,23%
			PHB 2.0	266 500,00 €	4,67%
			ACTION LOGEMENT	288 400,00 €	5,05%
			Fonds propres	***1 144 712,00 €***	***20,05%***
Total	**5 708 912,00 €**	**100,00%**	**Total**	**5 708 912,00 €**	**100,00%**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Stephane ACQUETTE
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 03/12/2025 14:48:42

Julien MATTEI

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Signé électroniquement le 04/12/2025 10 24 :01

CONTRAT DE PRÊT

N° 181847

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG - n° 000107788

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, SIREN n°: 276700028, sis(e) 24 ROUTE DE L HOPITAL CS 70128 67028 STRASBOURG CEDEX 1,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « les Parties » ou « la Partie »

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

PR0090-PR0068 V3.65.1 page 3/29
Contrat de prêt n° 181847 Emprunteur n° 000107788

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.10
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.15
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.17
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.17
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.18
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.19
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.19
ARTICLE 16	GARANTIES	P.22
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.22
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.26
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.26
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.28
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.29
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.29
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération VEFA PERES OBLATS, Parc social public, Acquisition en VEFA de 41 logements situés Chemin de Doernelbruck 67000 STRASBOURG.

Dans le cadre de leur accompagnement du secteur du logement social, la Caisse des Dépôts et Action Logement apportent leur soutien à l'investissement de la présente opération, via la mise en place d'un Prêt à taux d'intérêt très avantageux.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de trois millions cinq-cent-quarante mille cinq-cents euros (3 540 500,00 euros) constitué de 5 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de deux-cent-trente-quatre mille euros (234 000,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de cinq-cent-six mille euros (506 000,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant d'un million deux-cent-cinquante-cinq mille euros (1 255 000,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant d'un million deux-cent-soixante-dix-neuf mille euros (1 279 000,00 euros) ;
- PHB 2.0 tranche 2018, d'un montant de deux-cent-soixante-six mille cinq-cents euros (266 500,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garanties ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « Autorisations » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le « Contrat » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « Courbe de Taux de Swap Euribor » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Courbe de Taux de Swap Inflation » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Date de Début de la Phase d'Amortissement » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « Dates d'Echéances » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « Date d'Effet » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » a (ont) été remplie(s).

La « Date Limite de Mobilisation » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « Durée de la Ligne du Prêt » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée totale du Prêt » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « Garantie » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « Garantie publique » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« Index » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« Index Livret A » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « Jour ouvré » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Ligne du Prêt » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « Livret A » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « Normes en matière de lutte contre la corruption » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le « Pays Sanctionné » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase de Différé d'Amortissement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période durant laquelle l'Emprunteur ne règle que des échéances en intérêts. Son début coincide avec le début de la Phase d'Amortissement.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Locatif à Usage Social » (PLUS) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « Prêt Locatif Aidé d'Intégration » (PLAI) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

Le « Prêt Haut de Bilan Bonifié de deuxième génération » (PHB2.0) est destiné à soutenir l'effort d'investissement des bailleurs dans leurs projets de construction et de rénovation de logements locatifs sociaux. Ce Prêt bonifié concerne les projets de construction ayant bénéficié d'un agrément PLUS, PLAI, PLS. Ce Prêt PHB2.0 relève de la catégorie comptable des emprunts et dettes assimilées (compte / classe 16).

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Réglementation Sanctions » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisabilité » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

La « Simple Révisabilité » (SR) signifie que pour une Ligne du Prêt seul le taux d'intérêt actuariel annuel est révisé en cas de variation de l'Index.

Le « Taux Fixe » désigne le taux ni variable, ni révisable appliqué à une Ligne du Prêt.

Le « Taux de Swap Euribor » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 31/12/2025 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
    - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5701256	5701255	5701258	5701257
Montant de la Ligne du Prêt	234 000 €	506 000 €	1 255 000 €	1 279 000 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	1,5 %	2,07 %	2,3 %	2,07 %
TEG de la Ligne du Prêt	1,5 %	2,07 %	2,3 %	2,07 %
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,2 %	0,37 %	0,6 %	0,37 %
Taux d'intérêt[2]	1,5 %	2,07 %	2,3 %	2,07 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)
Modalité de révision	DR	DR	DR	DR
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,7 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Offre CDC (multi-périodes)				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PHB			
Enveloppe	2.0 tranche 2018			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5701254			
Durée d'amortissement de la Ligne du Prêt	40 ans			
Montant de la Ligne du Prêt	266 500 €			
Commission d'instruction	150 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	0,73 %			
TEG de la Ligne du Prêt	0,73 %			
Phase d'amortissement 1				
Durée du différé d'amortissement	240 mois			
Durée	20 ans			
Index	Taux fixe			
Marge fixe sur index	-			
Taux d'intérêt	0 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Sans indemnité			
Modalité de révision	Sans objet			
Taux de progression de l'amortissement	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Offre CDC (multi-périodes)				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PHB			
Enveloppe	2.0 tranche 2018			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5701254			
Durée d'amortissement de la Ligne du Prêt	40 ans			
Montant de la Ligne du Prêt	266 500 €			
Commission d'instruction	150 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	0,73 %			
TEG de la Ligne du Prêt	0,73 %			
Phase d'amortissement 2				
Durée	20 ans			
Index[1]	Livret A			
Marge fixe sur index	0,6 %			
Taux d'intérêt[2]	2,3 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Sans indemnité			
Modalité de révision	SR			
Taux de progression de l'amortissement	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,7 % (Livret A) .

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Les Lignes du Prêt finançant le foncier, indiquées ci-dessus, s'inscrivent dans le cadre de la politique d'accélération de la production de logement social. A cet effet, la marge fixe sur Index qui leur est appliquée correspond à la moyenne des marges de ces Lignes du Prêt pondérée par le montant de la part foncière financée par lesdites lignes.

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS DE DÉTERMINATION DU TAUX FIXE

Le Taux Fixe est déterminé par le Prêteur, pour chaque Ligne du Prêt. Sa valeur est définie à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Simple Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) indiqué à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

Le taux révisé s'applique au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,
- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément
(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Au titre d'une Ligne du Prêt mono-période

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement prioritaire », les intérêts et l'amortissement sont prioritaires sur l'échéance. L'échéance est donc déduite et son montant correspond à la somme entre le montant de l'amortissement et celui des intérêts.

La séquence d'amortissement est fonction du taux de progressivité de l'amortissement mentionné à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement prioritaire », les intérêts et l'amortissement sont prioritaires sur l'échéance. L'échéance est donc déduite et son montant correspond à la somme entre le montant de l'amortissement et celui des intérêts.

La séquence d'amortissement est fonction du taux de progressivité de l'amortissement mentionné à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

L'Emprunteur sera redevable, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt correspondant au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.

Selon la typologie du dossier, elle viendra minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur ou fera l'objet d'une mise en recouvrement dans le mois suivant la prise d'effet du Contrat. Elle restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- qu'il disposera de toutes les Autorisations nécessaires au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt », et notamment les autorisations d'urbanisme, les justificatifs d'autorisations administratives purgées de tous recours et de tout retrait, les titres conférant les droits réels immobiliers (droits de propriété par exemple) nécessaires à la réalisation de l'opération financée, ainsi que, le cas échéant si l'objet de financement l'exige, les agréments ou décisions attributives de subventions (DAS) émanant de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) ou les titres conférant des droits pour les baux et l'usufruit locatif social (ULS). A défaut de disposer de tels documents justificatifs, l'Emprunteur s'expose aux conséquences d'une déchéance du terme du crédit octroyé par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article 17.2.1 du présent Contrat ;

- que les informations communiquées à la CDC sont exactes, sincères et exhaustives, et s'engage à informer immédiatement la CDC de toute évolution ou événement susceptible de remettre en cause les déclarations effectuées ou d'affecter l'exécution du présent Contrat.

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de garantie ou sûreté de toute nature portant sur et/ou en lien avec le bien financé, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception des garanties hypothécaires sur le foncier et/ou les immeubles financés qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « Garanties » du Contrat ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que ceux-ci nécessaires ou requis pour réaliser l'opération sont délivrés et maintenus en vigueur ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, le titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « Objet du Prêt », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- affecter tout remboursement anticipé volontaire prioritairement à une Ligne du Prêt sur les dispositifs prêts de haut de bilan mobilisés par l'Emprunteur et ce, avant toute affectation à une ou plusieurs autres lignes de prêt de l'encours de l'Emprunteur auprès de la CDC.
  Si tout ou partie des fonds d'un de ces dispositifs de prêts de haut de bilan bonifiés n'étaient pas versés à l'Emprunteur au moment du remboursement anticipé volontaire, le Prêteur aura la faculté de réduire à due concurrence le montant des prêts haut de bilan non versés.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité forfaitaire, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'Amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas d'indemnité de remboursement anticipé volontaire, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'Amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Au titre d'une Ligne du Prêt mono-période

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires ne donneront lieu à la perception, par le Prêteur, d'aucune indemnité sur les montants remboursés par anticipation.

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires ne donneront lieu à la perception, par le Prêteur, d'aucune indemnité sur les montants remboursés par anticipation.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «Objet du Prêt» du Contrat ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Au titre d'une Ligne du Prêt mono-période

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Taux Fixe non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux de la Ligne du Prêt majoré de 5 % (500 points de base).

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et/ou obligations découlant du présent contrat.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions, pénalités et indemnités ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents de Paris.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE
L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
24 ROUTE DE L HOPITAL
CS 70128
67028 STRASBOURG CEDEX 1

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U159431, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Objet : Contrat de Prêt n° 181847, Ligne du Prêt n° 5701254
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR2040031000010000173748F67 en vertu du mandat n° ??DPH2013319001876 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE
L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
24 ROUTE DE L HOPITAL
CS 70128
67028 STRASBOURG CEDEX 1

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U159431, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Objet : Contrat de Prêt n° 181847, Ligne du Prêt n° 5701256
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR2040031000010000173748F67 en vertu du mandat n° ??DPH2013319001876 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE
L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
24 ROUTE DE L HOPITAL
CS 70128
67028 STRASBOURG CEDEX 1

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U159431, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Objet : Contrat de Prêt n° 181847, Ligne du Prêt n° 5701255
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR2040031000010000173748F67 en vertu du mandat n° ??DPH2013319001876 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE
L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
24 ROUTE DE L HOPITAL
CS 70128
67028 STRASBOURG CEDEX 1

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U159431, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Objet : Contrat de Prêt n° 181847, Ligne du Prêt n° 5701258
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR2040031000010000173748F67 en vertu du mandat n° ??DPH2013319001876 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE
L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
24 ROUTE DE L HOPITAL
CS 70128
67028 STRASBOURG CEDEX 1

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U159431, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Objet : Contrat de Prêt n° 181847, Ligne du Prêt n° 5701257
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR2040031000010000173748F67 en vertu du mandat n° ??DPH2013319001876 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 03/12/2025

Emprunteur : 0107788 - OPHEA
N° du Contrat de Prêt : 181847 / N° de la Ligne du Prêt : 5701254
Opération : Acquisition en VEFA
Produit : PHB - 2.0 tranche 2018

Capital prêté : 266 500 €
Taux effectif global : 0,73 %
Taux théorique par période :
1ère Période : 0,00 %
2ème Période : 2,30 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	03/12/2026	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	266 500,00	0,00
2	03/12/2027	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	266 500,00	0,00
3	03/12/2028	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	266 500,00	0,00
4	03/12/2029	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	266 500,00	0,00
5	03/12/2030	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	266 500,00	0,00
6	03/12/2031	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	266 500,00	0,00
7	03/12/2032	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	266 500,00	0,00
8	03/12/2033	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	266 500,00	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 181847 Emprunteur n° 000107788

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 03/12/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	03/12/2034	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	266 500,00	0,00
10	03/12/2035	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	266 500,00	0,00
11	03/12/2036	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	266 500,00	0,00
12	03/12/2037	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	266 500,00	0,00
13	03/12/2038	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	266 500,00	0,00
14	03/12/2039	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	266 500,00	0,00
15	03/12/2040	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	266 500,00	0,00
16	03/12/2041	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	266 500,00	0,00
17	03/12/2042	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	266 500,00	0,00
18	03/12/2043	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	266 500,00	0,00
19	03/12/2044	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	266 500,00	0,00
20	03/12/2045	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	266 500,00	0,00
21	03/12/2046	2,30	19 454,50	13 325,00	6 129,50	0,00	253 175,00	0,00
22	03/12/2047	2,30	19 148,02	13 325,00	5 823,02	0,00	239 850,00	0,00
23	03/12/2048	2,30	18 841,55	13 325,00	5 516,55	0,00	226 525,00	0,00
24	03/12/2049	2,30	18 535,07	13 325,00	5 210,07	0,00	213 200,00	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 181847 Emprunteur n° 000107788

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 03/12/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	03/12/2050	2,30	18 228,60	13 325,00	4 903,60	0,00	199 875,00	0,00
26	03/12/2051	2,30	17 922,12	13 325,00	4 597,12	0,00	186 550,00	0,00
27	03/12/2052	2,30	17 615,65	13 325,00	4 290,65	0,00	173 225,00	0,00
28	03/12/2053	2,30	17 309,17	13 325,00	3 984,17	0,00	159 900,00	0,00
29	03/12/2054	2,30	17 002,70	13 325,00	3 677,70	0,00	146 575,00	0,00
30	03/12/2055	2,30	16 696,22	13 325,00	3 371,22	0,00	133 250,00	0,00
31	03/12/2056	2,30	16 389,75	13 325,00	3 064,75	0,00	119 925,00	0,00
32	03/12/2057	2,30	16 083,27	13 325,00	2 758,27	0,00	106 600,00	0,00
33	03/12/2058	2,30	15 776,80	13 325,00	2 451,80	0,00	93 275,00	0,00
34	03/12/2059	2,30	15 470,32	13 325,00	2 145,32	0,00	79 950,00	0,00
35	03/12/2060	2,30	15 163,85	13 325,00	1 838,85	0,00	66 625,00	0,00
36	03/12/2061	2,30	14 857,37	13 325,00	1 532,37	0,00	53 300,00	0,00
37	03/12/2062	2,30	14 550,90	13 325,00	1 225,90	0,00	39 975,00	0,00
38	03/12/2063	2,30	14 244,42	13 325,00	919,42	0,00	26 650,00	0,00
39	03/12/2064	2,30	13 937,95	13 325,00	612,95	0,00	13 325,00	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 181847 Emprunteur n° 000107788

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 03/12/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	03/12/2065	2,30	13 631,47	13 325,00	306,47	0,00	0,00	0,00
Total			330 859,70	266 500,00	64 359,70	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 181847 Emprunteur n° 000107788

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 03/12/2025

Emprunteur : 0107788 - OPHEA
N° du Contrat de Prêt : 181847 / N° de la Ligne du Prêt : 5701256
Opération : Acquisition en VEFA
Produit : PLAI

Capital prêté : 234 000 €
Taux actuariel théorique : 1,50 %
Taux effectif global : 1,50 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	03/12/2026	1,50	7 821,94	4 311,94	3 510,00	0,00	229 688,06	0,00
2	03/12/2027	1,50	7 821,94	4 376,62	3 445,32	0,00	225 311,44	0,00
3	03/12/2028	1,50	7 821,94	4 442,27	3 379,67	0,00	220 869,17	0,00
4	03/12/2029	1,50	7 821,94	4 508,90	3 313,04	0,00	216 360,27	0,00
5	03/12/2030	1,50	7 821,94	4 576,54	3 245,40	0,00	211 783,73	0,00
6	03/12/2031	1,50	7 821,94	4 645,18	3 176,76	0,00	207 138,55	0,00
7	03/12/2032	1,50	7 821,94	4 714,86	3 107,08	0,00	202 423,69	0,00
8	03/12/2033	1,50	7 821,94	4 785,58	3 036,36	0,00	197 638,11	0,00
9	03/12/2034	1,50	7 821,94	4 857,37	2 964,57	0,00	192 780,74	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 181847 Emprunteur n° 000107788

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 03/12/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	03/12/2035	1,50	7 821,94	4 930,23	2 891,71	0,00	187 850,51	0,00
11	03/12/2036	1,50	7 821,94	5 004,18	2 817,76	0,00	182 846,33	0,00
12	03/12/2037	1,50	7 821,94	5 079,25	2 742,69	0,00	177 767,08	0,00
13	03/12/2038	1,50	7 821,94	5 155,43	2 666,51	0,00	172 611,65	0,00
14	03/12/2039	1,50	7 821,94	5 232,77	2 589,17	0,00	167 378,88	0,00
15	03/12/2040	1,50	7 821,94	5 311,26	2 510,68	0,00	162 067,62	0,00
16	03/12/2041	1,50	7 821,94	5 390,93	2 431,01	0,00	156 676,69	0,00
17	03/12/2042	1,50	7 821,94	5 471,79	2 350,15	0,00	151 204,90	0,00
18	03/12/2043	1,50	7 821,94	5 553,87	2 268,07	0,00	145 651,03	0,00
19	03/12/2044	1,50	7 821,94	5 637,17	2 184,77	0,00	140 013,86	0,00
20	03/12/2045	1,50	7 821,94	5 721,73	2 100,21	0,00	134 292,13	0,00
21	03/12/2046	1,50	7 821,94	5 807,56	2 014,38	0,00	128 484,57	0,00
22	03/12/2047	1,50	7 821,94	5 894,67	1 927,27	0,00	122 589,90	0,00
23	03/12/2048	1,50	7 821,94	5 983,09	1 838,85	0,00	116 606,81	0,00
24	03/12/2049	1,50	7 821,94	6 072,84	1 749,10	0,00	110 533,97	0,00
25	03/12/2050	1,50	7 821,94	6 163,93	1 658,01	0,00	104 370,04	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 181847 Emprunteur n° 000107788

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 03/12/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	03/12/2051	1,50	7 821,94	6 256,39	1 565,55	0,00	98 113,65	0,00
27	03/12/2052	1,50	7 821,94	6 350,24	1 471,70	0,00	91 763,41	0,00
28	03/12/2053	1,50	7 821,94	6 445,49	1 376,45	0,00	85 317,92	0,00
29	03/12/2054	1,50	7 821,94	6 542,17	1 279,77	0,00	78 775,75	0,00
30	03/12/2055	1,50	7 821,94	6 640,30	1 181,64	0,00	72 135,45	0,00
31	03/12/2056	1,50	7 821,94	6 739,91	1 082,03	0,00	65 395,54	0,00
32	03/12/2057	1,50	7 821,94	6 841,01	980,93	0,00	58 554,53	0,00
33	03/12/2058	1,50	7 821,94	6 943,62	878,32	0,00	51 610,91	0,00
34	03/12/2059	1,50	7 821,94	7 047,78	774,16	0,00	44 563,13	0,00
35	03/12/2060	1,50	7 821,94	7 153,49	668,45	0,00	37 409,64	0,00
36	03/12/2061	1,50	7 821,94	7 260,80	561,14	0,00	30 148,84	0,00
37	03/12/2062	1,50	7 821,94	7 369,71	452,23	0,00	22 779,13	0,00
38	03/12/2063	1,50	7 821,94	7 480,25	341,69	0,00	15 298,88	0,00
39	03/12/2064	1,50	7 821,94	7 592,46	229,48	0,00	7 706,42	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 181847 Emprunteur n° 000107788

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 03/12/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	03/12/2065	1,50	7 822,02	7 706,42	115,60	0,00	0,00	0,00
Total			312 877,68	234 000,00	78 877,68	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 1,70 % (Livret A).

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 03/12/2025

Emprunteur : 0107788 - OPHEA
N° du Contrat de Prêt : 181847 / N° de la Ligne du Prêt : 5701255
Opération : Acquisition en VEFA
Produit : PLAI foncier

Capital prêté : 506 000 €
Taux actuariel théorique : 2,07 %
Taux effectif global : 2,07 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	03/12/2026	2,07	14 804,34	4 330,14	10 474,20	0,00	501 669,86	0,00
2	03/12/2027	2,07	14 804,34	4 419,77	10 384,57	0,00	497 250,09	0,00
3	03/12/2028	2,07	14 804,34	4 511,26	10 293,08	0,00	492 738,83	0,00
4	03/12/2029	2,07	14 804,34	4 604,65	10 199,69	0,00	488 134,18	0,00
5	03/12/2030	2,07	14 804,34	4 699,96	10 104,38	0,00	483 434,22	0,00
6	03/12/2031	2,07	14 804,34	4 797,25	10 007,09	0,00	478 636,97	0,00
7	03/12/2032	2,07	14 804,34	4 896,55	9 907,79	0,00	473 740,42	0,00
8	03/12/2033	2,07	14 804,34	4 997,91	9 806,43	0,00	468 742,51	0,00
9	03/12/2034	2,07	14 804,34	5 101,37	9 702,97	0,00	463 641,14	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 03/12/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	03/12/2035	2,07	14 804,34	5 206,97	9 597,37	0,00	458 434,17	0,00
11	03/12/2036	2,07	14 804,34	5 314,75	9 489,59	0,00	453 119,42	0,00
12	03/12/2037	2,07	14 804,34	5 424,77	9 379,57	0,00	447 694,65	0,00
13	03/12/2038	2,07	14 804,34	5 537,06	9 267,28	0,00	442 157,59	0,00
14	03/12/2039	2,07	14 804,34	5 651,68	9 152,66	0,00	436 505,91	0,00
15	03/12/2040	2,07	14 804,34	5 768,67	9 035,67	0,00	430 737,24	0,00
16	03/12/2041	2,07	14 804,34	5 888,08	8 916,26	0,00	424 849,16	0,00
17	03/12/2042	2,07	14 804,34	6 009,96	8 794,38	0,00	418 839,20	0,00
18	03/12/2043	2,07	14 804,34	6 134,37	8 669,97	0,00	412 704,83	0,00
19	03/12/2044	2,07	14 804,34	6 261,35	8 542,99	0,00	406 443,48	0,00
20	03/12/2045	2,07	14 804,34	6 390,96	8 413,38	0,00	400 052,52	0,00
21	03/12/2046	2,07	14 804,34	6 523,25	8 281,09	0,00	393 529,27	0,00
22	03/12/2047	2,07	14 804,34	6 658,28	8 146,06	0,00	386 870,99	0,00
23	03/12/2048	2,07	14 804,34	6 796,11	8 008,23	0,00	380 074,88	0,00
24	03/12/2049	2,07	14 804,34	6 936,79	7 867,55	0,00	373 138,09	0,00
25	03/12/2050	2,07	14 804,34	7 080,38	7 723,96	0,00	366 057,71	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 03/12/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	03/12/2051	2,07	14 804,34	7 226,95	7 577,39	0,00	358 830,76	0,00
27	03/12/2052	2,07	14 804,34	7 376,54	7 427,80	0,00	351 454,22	0,00
28	03/12/2053	2,07	14 804,34	7 529,24	7 275,10	0,00	343 924,98	0,00
29	03/12/2054	2,07	14 804,34	7 685,09	7 119,25	0,00	336 239,89	0,00
30	03/12/2055	2,07	14 804,34	7 844,17	6 960,17	0,00	328 395,72	0,00
31	03/12/2056	2,07	14 804,34	8 006,55	6 797,79	0,00	320 389,17	0,00
32	03/12/2057	2,07	14 804,34	8 172,28	6 632,06	0,00	312 216,89	0,00
33	03/12/2058	2,07	14 804,34	8 341,45	6 462,89	0,00	303 875,44	0,00
34	03/12/2059	2,07	14 804,34	8 514,12	6 290,22	0,00	295 361,32	0,00
35	03/12/2060	2,07	14 804,34	8 690,36	6 113,98	0,00	286 670,96	0,00
36	03/12/2061	2,07	14 804,34	8 870,25	5 934,09	0,00	277 800,71	0,00
37	03/12/2062	2,07	14 804,34	9 053,87	5 750,47	0,00	268 746,84	0,00
38	03/12/2063	2,07	14 804,34	9 241,28	5 563,06	0,00	259 505,56	0,00
39	03/12/2064	2,07	14 804,34	9 432,57	5 371,77	0,00	250 072,99	0,00
40	03/12/2065	2,07	14 804,34	9 627,83	5 176,51	0,00	240 445,16	0,00
41	03/12/2066	2,07	14 804,34	9 827,13	4 977,21	0,00	230 618,03	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 03/12/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
42	03/12/2067	2,07	14 804,34	10 030,55	4 773,79	0,00	220 587,48	0,00
43	03/12/2068	2,07	14 804,34	10 238,18	4 566,16	0,00	210 349,30	0,00
44	03/12/2069	2,07	14 804,34	10 450,11	4 354,23	0,00	199 899,19	0,00
45	03/12/2070	2,07	14 804,34	10 666,43	4 137,91	0,00	189 232,76	0,00
46	03/12/2071	2,07	14 804,34	10 887,22	3 917,12	0,00	178 345,54	0,00
47	03/12/2072	2,07	14 804,34	11 112,59	3 691,75	0,00	167 232,95	0,00
48	03/12/2073	2,07	14 804,34	11 342,62	3 461,72	0,00	155 890,33	0,00
49	03/12/2074	2,07	14 804,34	11 577,41	3 226,93	0,00	144 312,92	0,00
50	03/12/2075	2,07	14 804,34	11 817,06	2 987,28	0,00	132 495,86	0,00
51	03/12/2076	2,07	14 804,34	12 061,68	2 742,66	0,00	120 434,18	0,00
52	03/12/2077	2,07	14 804,34	12 311,35	2 492,99	0,00	108 122,83	0,00
53	03/12/2078	2,07	14 804,34	12 566,20	2 238,14	0,00	95 556,63	0,00
54	03/12/2079	2,07	14 804,34	12 826,32	1 978,02	0,00	82 730,31	0,00
55	03/12/2080	2,07	14 804,34	13 091,82	1 712,52	0,00	69 638,49	0,00
56	03/12/2081	2,07	14 804,34	13 362,82	1 441,52	0,00	56 275,67	0,00
57	03/12/2082	2,07	14 804,34	13 639,43	1 164,91	0,00	42 636,24	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 03/12/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
58	03/12/2083	2,07	14 804,34	13 921,77	882,57	0,00	28 714,47	0,00
59	03/12/2084	2,07	14 804,34	14 209,95	594,39	0,00	14 504,52	0,00
60	03/12/2085	2,07	14 804,76	14 504,52	300,24	0,00	0,00	0,00
Total			888 260,82	506 000,00	382 260,82	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 1,70 % (Livret A).

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 181847 Emprunteur n° 000107788

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 03/12/2025

Emprunteur : 0107788 - OPHEA
N° du Contrat de Prêt : 181847 / N° de la Ligne du Prêt : 5701258
Opération : Acquisition en VEFA
Produit : PLUS

Capital prêté : 1 255 000 €
Taux actuariel théorique : 2,30 %
Taux effectif global : 2,30 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	03/12/2026	2,30	48 325,28	19 460,28	28 865,00	0,00	1 235 539,72	0,00
2	03/12/2027	2,30	48 325,28	19 907,87	28 417,41	0,00	1 215 631,85	0,00
3	03/12/2028	2,30	48 325,28	20 365,75	27 959,53	0,00	1 195 266,10	0,00
4	03/12/2029	2,30	48 325,28	20 834,16	27 491,12	0,00	1 174 431,94	0,00
5	03/12/2030	2,30	48 325,28	21 313,35	27 011,93	0,00	1 153 118,59	0,00
6	03/12/2031	2,30	48 325,28	21 803,55	26 521,73	0,00	1 131 315,04	0,00
7	03/12/2032	2,30	48 325,28	22 305,03	26 020,25	0,00	1 109 010,01	0,00
8	03/12/2033	2,30	48 325,28	22 818,05	25 507,23	0,00	1 086 191,96	0,00
9	03/12/2034	2,30	48 325,28	23 342,86	24 982,42	0,00	1 062 849,10	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 181847 Emprunteur n° 0107788

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 03/12/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	03/12/2035	2,30	48 325,28	23 879,75	24 445,53	0,00	1 038 969,35	0,00
11	03/12/2036	2,30	48 325,28	24 428,98	23 896,30	0,00	1 014 540,37	0,00
12	03/12/2037	2,30	48 325,28	24 990,85	23 334,43	0,00	989 549,52	0,00
13	03/12/2038	2,30	48 325,28	25 565,64	22 759,64	0,00	963 983,88	0,00
14	03/12/2039	2,30	48 325,28	26 153,65	22 171,63	0,00	937 830,23	0,00
15	03/12/2040	2,30	48 325,28	26 755,18	21 570,10	0,00	911 075,05	0,00
16	03/12/2041	2,30	48 325,28	27 370,55	20 954,73	0,00	883 704,50	0,00
17	03/12/2042	2,30	48 325,28	28 000,08	20 325,20	0,00	855 704,42	0,00
18	03/12/2043	2,30	48 325,28	28 644,08	19 681,20	0,00	827 060,34	0,00
19	03/12/2044	2,30	48 325,28	29 302,89	19 022,39	0,00	797 757,45	0,00
20	03/12/2045	2,30	48 325,28	29 976,86	18 348,42	0,00	767 780,59	0,00
21	03/12/2046	2,30	48 325,28	30 666,33	17 658,95	0,00	737 114,26	0,00
22	03/12/2047	2,30	48 325,28	31 371,65	16 953,63	0,00	705 742,61	0,00
23	03/12/2048	2,30	48 325,28	32 093,20	16 232,08	0,00	673 649,41	0,00
24	03/12/2049	2,30	48 325,28	32 831,34	15 493,94	0,00	640 818,07	0,00
25	03/12/2050	2,30	48 325,28	33 586,46	14 738,82	0,00	607 231,61	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 181847 Emprunteur n° 000107788

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 03/12/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	03/12/2051	2,30	48 325,28	34 358,95	13 966,33	0,00	572 872,66	0,00
27	03/12/2052	2,30	48 325,28	35 149,21	13 176,07	0,00	537 723,45	0,00
28	03/12/2053	2,30	48 325,28	35 957,64	12 367,64	0,00	501 765,81	0,00
29	03/12/2054	2,30	48 325,28	36 784,67	11 540,61	0,00	464 981,14	0,00
30	03/12/2055	2,30	48 325,28	37 630,71	10 694,57	0,00	427 350,43	0,00
31	03/12/2056	2,30	48 325,28	38 496,22	9 829,06	0,00	388 854,21	0,00
32	03/12/2057	2,30	48 325,28	39 381,63	8 943,65	0,00	349 472,58	0,00
33	03/12/2058	2,30	48 325,28	40 287,41	8 037,87	0,00	309 185,17	0,00
34	03/12/2059	2,30	48 325,28	41 214,02	7 111,26	0,00	267 971,15	0,00
35	03/12/2060	2,30	48 325,28	42 161,94	6 163,34	0,00	225 809,21	0,00
36	03/12/2061	2,30	48 325,28	43 131,67	5 193,61	0,00	182 677,54	0,00
37	03/12/2062	2,30	48 325,28	44 123,70	4 201,58	0,00	138 553,84	0,00
38	03/12/2063	2,30	48 325,28	45 138,54	3 186,74	0,00	93 415,30	0,00
39	03/12/2064	2,30	48 325,28	46 176,73	2 148,55	0,00	47 238,57	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 03/12/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	03/12/2065	2,30	48 325,06	47 238,57	1 086,49	0,00	0,00	0,00
Total			1 933 010,98	1 255 000,00	678 010,98	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 1,70 % (Livret A).

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 03/12/2025

Emprunteur : 0107788 - OPHEA
N° du Contrat de Prêt : 181847 / N° de la Ligne du Prêt : 5701257
Opération : Acquisition en VEFA
Produit : PLUS foncier

Capital prêté : 1 279 000 €
Taux actuariel théorique : 2,07 %
Taux effectif global : 2,07 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	03/12/2026	2,07	37 420,46	10 945,16	26 475,30	0,00	1 268 054,84	0,00
2	03/12/2027	2,07	37 420,46	11 171,72	26 248,74	0,00	1 256 883,12	0,00
3	03/12/2028	2,07	37 420,46	11 402,98	26 017,48	0,00	1 245 480,14	0,00
4	03/12/2029	2,07	37 420,46	11 639,02	25 781,44	0,00	1 233 841,12	0,00
5	03/12/2030	2,07	37 420,46	11 879,95	25 540,51	0,00	1 221 961,17	0,00
6	03/12/2031	2,07	37 420,46	12 125,86	25 294,60	0,00	1 209 835,31	0,00
7	03/12/2032	2,07	37 420,46	12 376,87	25 043,59	0,00	1 197 458,44	0,00
8	03/12/2033	2,07	37 420,46	12 633,07	24 787,39	0,00	1 184 825,37	0,00
9	03/12/2034	2,07	37 420,46	12 894,57	24 525,89	0,00	1 171 930,80	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 181847 Emprunteur n° 0107788

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 03/12/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	03/12/2035	2,07	37 420,46	13 161,49	24 258,97	0,00	1 158 769,31	0,00
11	03/12/2036	2,07	37 420,46	13 433,94	23 986,52	0,00	1 145 335,37	0,00
12	03/12/2037	2,07	37 420,46	13 712,02	23 708,44	0,00	1 131 623,35	0,00
13	03/12/2038	2,07	37 420,46	13 995,86	23 424,60	0,00	1 117 627,49	0,00
14	03/12/2039	2,07	37 420,46	14 285,57	23 134,89	0,00	1 103 341,92	0,00
15	03/12/2040	2,07	37 420,46	14 581,28	22 839,18	0,00	1 088 760,64	0,00
16	03/12/2041	2,07	37 420,46	14 883,11	22 537,35	0,00	1 073 877,53	0,00
17	03/12/2042	2,07	37 420,46	15 191,20	22 229,26	0,00	1 058 686,33	0,00
18	03/12/2043	2,07	37 420,46	15 505,65	21 914,81	0,00	1 043 180,68	0,00
19	03/12/2044	2,07	37 420,46	15 826,62	21 593,84	0,00	1 027 354,06	0,00
20	03/12/2045	2,07	37 420,46	16 154,23	21 266,23	0,00	1 011 199,83	0,00
21	03/12/2046	2,07	37 420,46	16 488,62	20 931,84	0,00	994 711,21	0,00
22	03/12/2047	2,07	37 420,46	16 829,94	20 590,52	0,00	977 881,27	0,00
23	03/12/2048	2,07	37 420,46	17 178,32	20 242,14	0,00	960 702,95	0,00
24	03/12/2049	2,07	37 420,46	17 533,91	19 886,55	0,00	943 169,04	0,00
25	03/12/2050	2,07	37 420,46	17 896,86	19 523,60	0,00	925 272,18	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 181847 Emprunteur n° 000107788

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 03/12/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	03/12/2051	2,07	37 420,46	18 267,33	19 153,13	0,00	907 004,85	0,00
27	03/12/2052	2,07	37 420,46	18 645,46	18 775,00	0,00	888 359,39	0,00
28	03/12/2053	2,07	37 420,46	19 031,42	18 389,04	0,00	869 327,97	0,00
29	03/12/2054	2,07	37 420,46	19 425,37	17 995,09	0,00	849 902,60	0,00
30	03/12/2055	2,07	37 420,46	19 827,48	17 592,98	0,00	830 075,12	0,00
31	03/12/2056	2,07	37 420,46	20 237,91	17 182,55	0,00	809 837,21	0,00
32	03/12/2057	2,07	37 420,46	20 656,83	16 763,63	0,00	789 180,38	0,00
33	03/12/2058	2,07	37 420,46	21 084,43	16 336,03	0,00	768 095,95	0,00
34	03/12/2059	2,07	37 420,46	21 520,87	15 899,59	0,00	746 575,08	0,00
35	03/12/2060	2,07	37 420,46	21 966,36	15 454,10	0,00	724 608,72	0,00
36	03/12/2061	2,07	37 420,46	22 421,06	14 999,40	0,00	702 187,66	0,00
37	03/12/2062	2,07	37 420,46	22 885,18	14 535,28	0,00	679 302,48	0,00
38	03/12/2063	2,07	37 420,46	23 358,90	14 061,56	0,00	655 943,58	0,00
39	03/12/2064	2,07	37 420,46	23 842,43	13 578,03	0,00	632 101,15	0,00
40	03/12/2065	2,07	37 420,46	24 335,97	13 084,49	0,00	607 765,18	0,00
41	03/12/2066	2,07	37 420,46	24 839,72	12 580,74	0,00	582 925,46	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 03/12/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
42	03/12/2067	2,07	37 420,46	25 353,90	12 066,56	0,00	557 571,56	0,00
43	03/12/2068	2,07	37 420,46	25 878,73	11 541,73	0,00	531 692,83	0,00
44	03/12/2069	2,07	37 420,46	26 414,42	11 006,04	0,00	505 278,41	0,00
45	03/12/2070	2,07	37 420,46	26 961,20	10 459,26	0,00	478 317,21	0,00
46	03/12/2071	2,07	37 420,46	27 519,29	9 901,17	0,00	450 797,92	0,00
47	03/12/2072	2,07	37 420,46	28 088,94	9 331,52	0,00	422 708,98	0,00
48	03/12/2073	2,07	37 420,46	28 670,38	8 750,08	0,00	394 038,60	0,00
49	03/12/2074	2,07	37 420,46	29 263,86	8 156,60	0,00	364 774,74	0,00
50	03/12/2075	2,07	37 420,46	29 869,62	7 550,84	0,00	334 905,12	0,00
51	03/12/2076	2,07	37 420,46	30 487,92	6 932,54	0,00	304 417,20	0,00
52	03/12/2077	2,07	37 420,46	31 119,02	6 301,44	0,00	273 298,18	0,00
53	03/12/2078	2,07	37 420,46	31 763,19	5 657,27	0,00	241 534,99	0,00
54	03/12/2079	2,07	37 420,46	32 420,69	4 999,77	0,00	209 114,30	0,00
55	03/12/2080	2,07	37 420,46	33 091,79	4 328,67	0,00	176 022,51	0,00
56	03/12/2081	2,07	37 420,46	33 776,79	3 643,67	0,00	142 245,72	0,00
57	03/12/2082	2,07	37 420,46	34 475,97	2 944,49	0,00	107 769,75	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 03/12/2025

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
58	03/12/2083	2,07	37 420,46	35 189,63	2 230,83	0,00	72 580,12	0,00
59	03/12/2084	2,07	37 420,46	35 918,05	1 502,41	0,00	36 662,07	0,00
60	03/12/2085	2,07	37 420,97	36 662,07	758,90	0,00	0,00	0,00
Total			2 245 228,11	1 279 000,00	966 228,11	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 1,70 % (Livret A).

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 181847 Emprunteur n° 000107788

Strasbourg.eu
eurométropole

63

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM - Droit commun. Prise en garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération d'acquisition en VEFA (Vente en l'état futur d'achèvement) de 8 logements sociaux dont 4 financés en Prêt locatif social (PLS), 2 financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) et 2 financés en Prêt locatif à usage social (PLUS), située à BLAESHEIM - rue du Maréchal Foch.

Numéro E-2026-194

Un des objectifs du volet Habitat du PLUI de l'Eurométropole de Strasbourg est le développement de l'offre de logements locatifs sociaux, avec le maintien d'une production annuelle pour répondre à l'ensemble des besoins, de 1 100 logements par an.

Afin de maintenir cette production, l'emprunt constitue le mode de financement principal des investissements locatifs sociaux. La capacité des bailleurs sociaux à proposer des loyers bas pour des logements de qualité repose sur l'utilisation de sources de financement qui limitent le coût de l'emprunt.

Le premier financeur du logement social est donc la Caisse des dépôts et consignations, habilitée à prêter aux bailleurs sociaux sur la ressource des fonds d'épargne pour financer la construction des logements sociaux.

En complément des prêts de la Caisse des dépôts et consignations, l'Eurométropole de Strasbourg vient en appui des actions menées par les bailleurs sociaux en garantissant les emprunts qu'ils contractent auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

Ainsi, en accordant sa caution aux bailleurs sociaux dans un but d'intérêt public local, la Collectivité facilite les emprunts, leur évite des surcoûts financiers et assure à l'organisme prêteur le remboursement des sommes empruntées en cas de défaillance du bailleur social.

Dans ce cadre, VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM souhaite réaliser une opération d'acquisition en vente en l'état de futur achèvement (VEFA) de 8 logements sociaux située à BLAESHEIM – rue du Maréchal Foch, dont 4 financés en Prêt locatif social (PLS), 2 financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) et 2 financés en Prêt locatif à usage social (PLUS).

Le bailleur, VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM, souhaite bénéficier d'un prêt d'un montant de 1 696 286 € (un million six-cent-quatre-vingt-seize mille deux-cent-quatre-vingt-six euros) pour finaliser cette opération.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe 1.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'octroi de sa garantie à l'emprunt d'un montant total de 1 696 286 € (un million six-cent-quatre-vingt-seize mille deux-cent-quatre-vingt-six euros) contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour la réalisation de l'opération.

La réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve).

Ce droit de réservation n'est en aucun cas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015
concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées
par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux
vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles
L 2252-1, L 5217-2 et suivants
vu les articles 2298 et 2305 du Code civil
vu la décision d'agrément l'État au titre du droit commun en date du 29 décembre 2023
vu le contrat de prêt n°183142 figurant en annexe, signé entre la VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM ci-après l'Emprunteur
et la Caisse des dépôts et consignations
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

pour l'opération d'acquisition en vente en l'état de futur achèvement (VEFA) de 8 logements dont 4 financés en Prêt locatif social (PLS), 2 financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) et 2 financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) située à BLAESHEIM – rue du Maréchal Foch, l'octroi de la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 696 286 € (un million six-cent-quatre-vingt-seize mille deux-cent-quatre-vingt-six euros) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°183142 constitué de 7 lignes du prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal

1 696 286 € (un million six-cent-quatre-vingt-seize mille deux-cent-quatre-vingt-six euros) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt ;

décide

le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2026,

Cette disposition n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer toute convention avec la VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM, en application de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : VILOGIA

Numéro de référence **2023-018**

	Nombre de Logements
Logements ordinaires	**8**

Opération:

Intitulé	
Adresse	1 Rue du Maréchal Foch
Commune	Blaesheim

Financement **Droit commun**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur:
CDC
Autre

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: Individuel type: **Pompe à chaleur**

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne(m²)	SU moyenne(m²)	Charges avant travaux	3ème ligne de charge	Charges prévisionnelles	Loyer mensuel moyen	
PLUS	T4	2	103,19	103,19	- €	- €	103,74 €	644,91 €	
PLAI	T3	2	71,12	71,12	- €	- €	76,95 €	395,43 €	
PLS	T3	2	71,12	71,12	- €	- €	76,95 €	606,65 €	
PLS	T4	2	103,19	103,19	- €	- €	103,74 €	880,17 €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
Total		**8**	**697,24**	**697,24**					

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de petits logements	0

Détail des postes de charges:

électricité partie commune, entretien VMC, entretien parties communes, taxes enlèvement ordures ménagères, Eau partie commune, Entretien plomberie

Loyer mensuel au m²:

PLS	**Collectif**	8,53 €
PLUS	**Collectif**	6,25 €
PLAI	**Collectif**	5,56 €

Ratios

Charges immobilières	80 676,38 €	/ logement	prix au m² de SH	2 977,41 €
Cout des travaux	126 277,88 €	/ logement	prix au m² de SU	2 977,41 €
Prestations intellectuelles	31 450,38 €	/ logement		
Montant de la TVA	21 084,00 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Charges immobilières	**645 411,00 €**	31,09%	**Subventions**	***44 032,00 €***	***2,12%***
			ETAT	**16 032,00 €**	**0,77%**
Cout des travaux	**1 010 223,00 €**	48,66%			
			Eurométropole	**28 000,00 €**	**1,35%**
Prestations intellectuelles	**251 603,00 €**	12,12%	PLAI	22 000,00 €	1,06%
			PLUS	6 000,00 €	0,29%
Montant de la TVA	**168 672,00 €**	8,13%			
			Autre	**- €**	**0,00%**
			Emprunts	***1 824 286,00 €***	***87,88%***
			Prêt PLAI Construction	183 556,00 €	8,84%
			Prêt PLAI Foncier	103 458,00 €	4,98%
			Prêt PLUS Construction	316 057,00 €	15,22%
			Prêt PLUS Foncier	150 527,00 €	7,25%
			Prêt PLS Construction	321 581,00 €	15,49%
			Prêt PLS Foncier	253 985,00 €	12,23%
			Prêt PLS Complémentaire	367 122,00 €	17,68%
			ACTION LOGEMENT	128 000,00 €	6,17%
			Fonds propres	***207 591,00 €***	***10,00%***
Total	**2 075 909,00 €**	**100,00%**	**Total**	**2 075 909,00 €**	**100,00%**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Alexandre SCHNELL
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 29/12/2025 16:57:46

Loïc ARKAM
RESPONSABLE
VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM
Signé électroniquement le 07/01/2026 10 59 :42

CONTRAT DE PRÊT

N° 183142

Entre

VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM - n° 000206519

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CONTRAT DE PRÊT

Entre

VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM, SIREN n°: 475680815, sis(e) 271 BOULEVARD DE TOURNAI 59650 VILLENEUVE D ASCQ,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « les Parties » ou « la Partie »

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

PR0090-PR0068 V3.66 page 3/29
Contrat de prêt n° 183142 Emprunteur n° 000206519

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.10
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.13
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.16
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.18
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.19
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.19
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.20
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.20
ARTICLE 16	GARANTIES	P.23
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.23
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.27
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.27
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.29
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.29
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.29
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération BLAESHEIM rue du Maréchal Foch, Parc social public, Acquisition en VEFA de 8 logements situés Rue du Marechal Foch 67113 BLAESHEIM.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum d'un million six-cent-quatre-vingt-seize mille deux-cent-quatre-vingt-six euros (1 696 286,00 euros) constitué de 7 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt » et selon l'affectation suivante :

- CPLS Complémentaire au PLS 2025, d'un montant de trois-cent-soixante-sept mille cent-vingt-deux euros (367 122,00 euros) ;
- PLAI, d'un montant de cent-quatre-vingt-trois mille cinq-cent-cinquante-six euros (183 556,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de cent-trois mille quatre-cent-cinquante-huit euros (103 458,00 euros) ;
- PLS PLSDD 2025, d'un montant de trois-cent-vingt-et-un mille cinq-cent-quatre-vingt-un euros (321 581,00 euros) ;
- PLS foncier PLSDD 2025, d'un montant de deux-cent-cinquante-trois mille neuf-cent-quatre-vingt-cinq euros (253 985,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de trois-cent-seize mille cinquante-sept euros (316 057,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de cent-cinquante mille cinq-cent-vingt-sept euros (150 527,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garanties ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « Autorisations » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

La « Consolidation de la Ligne du Prêt » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « Contrat » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « Courbe de Taux de Swap Euribor » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Courbe de Taux de Swap Inflation » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Date de Début de la Phase d'Amortissement » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « Dates d'Echéances » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « Date d'Effet » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » a (ont) été remplie(s).

La « Date Limite de Mobilisation » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « Durée de la Ligne du Prêt » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase de Préfinancement » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « Durée totale du Prêt » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « Garantie » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « Garantie publique » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« Index » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« Index Livret A » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

L'« Index de la Phase de Préfinancement » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué sur la phase de mobilisation en vue de déterminer le taux d'intérêt applicable sur cette phase.

Le « Jour ouvré » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « Ligne du Prêt » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « Livret A » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « Normes en matière de lutte contre la corruption » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le « Pays Sanctionné » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « Phase de Préfinancement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le « Prêt Locatif à Usage Social » (PLUS) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « Prêt Locatif Aidé d'Intégration » (PLAI) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

Le « Prêt Locatif Social » (PLS) est destiné, selon les conditions prévues à l'article R. 331-17 du Code de la construction et de l'habitation, à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs sociaux.

Le « Complémentaire au Prêt Locatif Social » (CPLS) est un Prêt permettant de compléter le financement d'un Prêt Locatif Social (PLS) pour finaliser une opération, dans la limite de 49 % du coût total (minoré des fonds propres, subventions et Prêts divers).

La « Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Réglementation Sanctions » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisabilité » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « Taux de Swap Euribor » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 19/03/2026 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :

  - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale) - L'Eurométropole de Strasbourg

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	CPLS	PLAI	PLAI foncier	PLS
Enveloppe	Complémentaire au PLS 2025	-	-	PLSDD 2025
Identifiant de la Ligne du Prêt	5683114	5683111	5683110	5683109
Montant de la Ligne du Prêt	367 122 €	183 556 €	103 458 €	321 581 €
Commission d'instruction	220 €	0 €	0 €	190 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	2,81 %	1,5 %	2,39 %	2,81 %
TEG de la Ligne du Prêt	2,81 %	1,5 %	2,39 %	2,81 %
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
Index de préfinancement	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index de préfinancement	1,11 %	- 0,2 %	0,69 %	1,11 %
Taux d'intérêt du préfinancement	2,81 %	1,5 %	2,39 %	2,81 %
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation
Mode de calcul des intérêts de préfinancement	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts de préfinancement	Exact / 365	Exact / 365	Exact / 365	Exact / 365
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	40 ans	80 ans	40 ans
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	1,11 %	- 0,2 %	0,69 %	1,11 %
Taux d'intérêt[2]	2,81 %	1,5 %	2,39 %	2,81 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)
Modalité de révision	DR	DR	DR	DR
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Phase d'amortissement (suite)				
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,7 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Selon les modalités de l'Article « Détermination des taux », un plancher est appliqué à l'index de préfinancement d'une Ligne du Prêt. Aussi, si la valeur de l'Index était inférieure au taux plancher d'Index de préfinancement, alors elle serait ramenée audit taux plancher.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLS foncier	PLUS	PLUS foncier	
Enveloppe	PLSDD 2025	-	-	
Identifiant de la Ligne du Prêt	5683108	5683113	5683112	
Montant de la Ligne du Prêt	253 985 €	316 057 €	150 527 €	
Commission d'instruction	150 €	0 €	0 €	
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	
Taux de période	2,39 %	2,3 %	2,39 %	
TEG de la Ligne du Prêt	2,39 %	2,3 %	2,39 %	
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois	24 mois	
Index de préfinancement	Livret A	Livret A	Livret A	
Marge fixe sur index de préfinancement	0,69 %	0,6 %	0,69 %	
Taux d'intérêt du préfinancement	2,39 %	2,3 %	2,39 %	
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation	
Mode de calcul des intérêts de préfinancement	Equivalent	Equivalent	Equivalent	
Base de calcul des intérêts de préfinancement	Exact / 365	Exact / 365	Exact / 365	
Phase d'amortissement				
Durée	80 ans	40 ans	80 ans	
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	
Marge fixe sur index	0,69 %	0,6 %	0,69 %	
Taux d'intérêt[2]	2,39 %	2,3 %	2,39 %	
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	
Modalité de révision	DR	DR	DR	
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	0 %	
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,7 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Selon les modalités de l'Article « Détermination des taux », un plancher est appliqué à l'index de préfinancement d'une Ligne du Prêt. Aussi, si la valeur de l'Index était inférieure au taux plancher d'Index de préfinancement, alors elle serait ramenée audit taux plancher.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

A l'exception des Lignes du Prêt dont la Phase de Préfinancement est indexée sur Euribor, l'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « Commissions ».

Les Lignes du Prêt finançant le foncier, indiquées ci-dessus, s'inscrivent dans le cadre de la politique d'accélération de la production de logement social. A cet effet, la marge fixe sur Index qui leur est appliquée correspond à la moyenne des marges de ces Lignes du Prêt pondérée par le montant de la part foncière financée par lesdites lignes.

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le taux de l'Index retenu sera celui en vigueur deux (2) Jours ouvrés précédant la date de la Révision pour l'Index Euribor et à la date de la Révision pour les autres Index.

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : IP' = TP + MP

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

où TP désigne le taux de l'Index de préfinancement retenu à la date de Révision et MP la marge fixe sur Index de préfinancement prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

En tout état de cause, la valeur de l'Index appliqué à chaque Ligne du Prêt ne saurait être négative, le cas échéant elle sera ramenée à 0 %.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement (en l'existence d'une Phase de Préfinancement) puis à chaque Date d'Echéance suivante de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,
- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément
(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « exact / 365 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « exact / 365 » suppose que l'on prenne en compte le nombre exact de jours écoulés sur la période et que l'on considère que l'année comporte 365 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « Commissions ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

L'Emprunteur sera redevable, sauf exonération accordée par le Prêteur, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt. Cette commission ne pourra excéder vingt mille euros (20 000 euros) et correspond au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.

Selon la typologie du dossier, elle viendra minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur ou fera l'objet d'une mise en recouvrement dans le mois suivant la prise d'effet du Contrat. Elle restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « Calcul et Paiement des intérêts », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il disposera de toutes les Autorisations nécessaires au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt », et notamment les autorisations d'urbanisme, les justificatifs d'autorisations administratives purgées de tous recours et de tout retrait, les titres conférant les droits réels immobiliers (droits de propriété par exemple) nécessaires à la réalisation de l'opération financée, ainsi que, le cas échéant si l'objet de financement l'exige, les agréments ou décisions attributives de subventions (DAS) émanant de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) ou les titres conférant des droits pour les baux et l'usufruit locatif social (ULS). A défaut de disposer de tels documents justificatifs, l'Emprunteur s'expose aux conséquences d'une déchéance du terme du crédit octroyé par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article 17.2.1 du présent Contrat ;

- que les informations communiquées à la CDC sont exactes, sincères et exhaustives, et s'engage à informer immédiatement la CDC de toute évolution ou événement susceptible de remettre en cause les déclarations effectuées ou d'affecter l'exécution du présent Contrat.

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de garantie ou sûreté de toute nature portant sur et/ou en lien avec le bien financé, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception des garanties hypothécaires sur le foncier et/ou les immeubles financés qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « Garanties » du Contrat ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que ceux-ci nécessaires ou requis pour réaliser l'opération sont délivrés et maintenus en vigueur ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, le titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « Objet du Prêt », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- rembourser la Ligne du Prêt CPLS octroyée par le Prêteur, en complément du financement de l'opération objet du présent Prêt, dans le cas où la Ligne du Prêt PLS ferait l'objet d'un remboursement anticipé, total ou partiel, volontaire ou obligatoire.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «Objet du Prêt» du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et/ou obligations découlant du présent contrat.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions, pénalités et indemnités ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents de Paris.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Strasbourg.eu
eurométropole

64

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

3F GRAND EST - Droit commun. Prise en garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération de réhabilitation et de rénovation thermique de 33 logements sociaux située à STRASBOURG - 1 rue Déserte et 5 rue du Maire Kuss.

Numéro E-2026-331

3F GRAND EST a décidé d'effectuer des travaux de réhabilitation et de rénovation thermique des 33 logements de son patrimoine situé à STRASBOURG - 1 rue Déserte et 5 rue du Maire Kuss.

Cet ensemble immobilier a été construit en 1952 et acquis en 2008 par le bailleur.

Le chauffage est actuellement assuré par deux chaudières à gaz.
La consommation énergétique actuelle est de 259 kWhep/m².an, étiquette E.
L'objectif est d'atteindre une étiquette C, avec une consommation de 142 kWhep/m².an.
Le gain énergétique est estimé à 117 kWhep/m².an soit 282 931.74 kWh par an pour l'ensemble de l'opération.

Programme des travaux :
- pose d'une isolation extérieure en laine de bois sur les façades de la cour intérieure : un enduit perspirant mat sera posé en finition ;
- ravalement de la façade sur rue ;
- isolation du plancher des combles ;
- isolation de la toiture de la cour intérieure et reprise de son étanchéité. La nouvelle étanchéité sera de type bicouche auto-protégé ;
- démolition des balcons sur cour et mise en place d'une étanchéité des balcons sur rue ;
- remplacement des chaudières collectives et des réseaux de distribution de chauffage en sous-sol ;
- remplacement des têtes thermostatiques anciennes (environ 30%) ;
- passage en VMC HygroB (pose entrées air, extracteurs en toiture et bouches) dans les logements ;
- remplacements des volets roulants mécaniques par des volets roulants mécaniques isolés ;
- remplacement de tous les joints des châssis PVC ;

- remplacement de toutes les fenêtres des cages d'escalier pour mise aux normes incendie PF 1/2h ;
- création d'un désenfumage des cages d'escalier ;
- reprise de zinguerie / maçonnerie en toiture ;
- mise en place d'une VMC dans le local coiffeur (et le faux-plafond ensuite) ;
- remise en peinture des murs, plafonds et mains courantes métalliques des communs et réfection de la porte du hall du 1 rue Déserte ;
- remplacement des deux vitrines avec porte de l'imprimeur (entrée et entrée secondaire) de deux cellules commerciales (salon de coiffure et philatéliste) ;
- remise en peinture des boiseries des lucarnes et volets des persiennes en toiture ;
- remise en peinture des garde-corps existants des balcons sur rue ;
- traitement anti-tag du sous-bassement sur rue ;
- remplacement des couvertures zinc des lucarnes ;
- ajout d'une ventilation basse dans la porte de garage du sous-sol ;
- remplacement des systèmes de manœuvre des fenêtres du premier ;
- calfeutrement autour d'une fenêtre du premier mal posée ;
- remplacement d'une fenêtre PVC non fonctionnelle au 1er étage ;
- dépose de certaines enseignes drapeaux des commerces en façade.

Les travaux sont éligibles à la Prime à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale (PALULOS).

La réunion de concertation avec les locataires a eu lieu le 26 novembre 2024.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe 1.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour sa garantie au Prêt d'un montant total de 1 000 000 € (un million d'euros), contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération.

Conformément à la délibération du 26 juin 2015, la réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (5 % du nombre de logements pour les opérations de réhabilitation).

Ce droit de réservation n'est en aucun cas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 20 décembre 2023 concernant le renouvellement du dispositif d'aides pour la réhabilitation thermique du parc locatif social existant ;
vu la délibération du 26 juin 2015 concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux
vu les articles du Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2252-1, L 5217-2 et suivants

vu les articles 2298 et 2305 du Code civil
vu le contrat de prêt n°184201 en annexe signé entre 3F GRAND EST, ci-après l'Emprunteur
et la Caisse des dépôts et consignations
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

pour l'opération de réhabilitation et de rénovation thermique de 33 logements située à STRASBOURG - 1 rue Déserte et 5 rue du Maire Kuss :

l'octroi de la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 000 000 € (un million d'euros) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°184201, constitué de 2 lignes du prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 1 000 000 € (un million d'euros) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci ;

décide

le droit de réservation de 5 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2026,

Cette disposition n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

autorise

la Présidente, ou son représentant, ou sa représentante à signer toute convention avec 3F GRAND EST en exécution de la présente délibération (la convention de réservation

de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : 3F GRAND EST — **Numéro de référence** **2026-011**

	Nombre de Logements
Logements ordinaires	**33**

Opération:

Intitulé	
Adresse	1 Rue Déserte, Gare
Commune	Strasbourg

Financement — **Droit commun**

Demande de subvention ☐ Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur: CDC

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: Collectif type: **Gaz**

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne(m²)	SU moyenne(m²)	Charges avant travaux	3ème ligne de charge	Charges prévisionnelles	Loyer mensuel moyen	
Eco-prêt	T2	16	51,36	51,94	115,76 €	- €	64,78 €	- €	
Eco-prêt	T3	8	77,60	77,93	174,89 €	- €	97,87 €	- €	
Eco-prêt	T4	9	99,68	102,06	224,66 €	- €	125,72 €	- €	
			-	-	- €	- €		- €	
Total		**33**	**2 339,68**	**2 373,02**					

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de petits logements	0

Détail des postes de charges:

électricité partie commune, entretien VMC, chauffage + eau chaude gaz, Contrat Multiservices

Loyer mensuel au m²:

PLUS	**6,19 €**
PLAI	**5,50 €**
PALULOS	**à définir**

Ratios

Cout des travaux	24 621,71 €	/ logement	prix au m² de SH	472,49 €
Prestations intellectuelles	5 529,46 €	/ logement	prix au m² de SU	465,84 €
Autres	602,72 €	/ logement		
Montant de la TVA	2 744,53 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Cout des travaux	**812 516,51 €**	73,50%	**Subventions**	***0,00 €***	***0,00%***
			ETAT	**0,00 €**	**0,00%**
Prestations intellectuelles	**182 472,17 €**	16,51%			
			Eurométropole	**- €**	**0,00%**
Autres	**19 889,77 €**	1,80%			
Montant de la TVA	**90 569,55 €**	8,19%			
			Autre	**- €**	**0,00%**
			Emprunts	***1 000 000,00 €***	***90,46%***
			Prêt PAM	653 500,00 €	59,12%
			Eco-prêt réhabilitation	346 500,00 €	31,34%
			Fonds propres	***105 448,00 €***	***9,54%***
Total	**1 105 448,00 €**	**100,00%**	**Total**	**1 105 448,00 €**	**100,00%**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Alexandre SCHNELL
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 22/01/2026 14:39:42

CONTRAT DE PRÊT

N° 184201

Entre

3F GRAND EST - n° 000372507

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V3.66 page 1/25
Contrat de prêt n° 184201 Emprunteur n° 000372507

CONTRAT DE PRÊT

Entre

3F GRAND EST, SIREN n°: 498273556, sis(e) 8 Rue Adolphe Seyboth 67000 STRASBOURG,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « 3F GRAND EST » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « les Parties » ou « la Partie »

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

PR0090-PR0068 V3.66 page 3/25
Contrat de prêt n° 184201 Emprunteur n° 000372507

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.19
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.23
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.23
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.25
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.25
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.25
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération Rénovation au 1 rue Déserte 5 rue du Maire Kuss à Strasbourg , Parc social public, Réhabilitation de 33 logements situés sur plusieurs adresses à STRASBOURG.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum d'un million d'euros (1 000 000,00 euros) constitué de 2 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt » et selon l'affectation suivante :

- PAM, d'un montant de six-cent-cinquante-trois mille cinq-cents euros (653 500,00 euros) ;
- PAM Eco-prêt, d'un montant de trois-cent-quarante-six mille cinq-cents euros (346 500,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garanties ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « Autorisations » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le « Contrat » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « Courbe de Taux de Swap Euribor » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Courbe de Taux de Swap Inflation » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Date de Début de la Phase d'Amortissement » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « Dates d'Echéances » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « Date d'Effet » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » a (ont) été remplie(s).

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

La « Date Limite de Mobilisation » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « Durée de la Ligne du Prêt » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée totale du Prêt » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « Garantie » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « Garantie publique » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« Index » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« Index Livret A » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « Jour ouvré » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « Ligne du Prêt » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « Livret A » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Les « Normes en matière de lutte contre la corruption » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le « Pays Sanctionné » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Amélioration / Réhabilitation » (PAM) est destiné à financer l'amélioration ou la réhabilitation des logements à usage locatif social et intermédiaire sociaux.

Le « Prêt Amélioration / Réhabilitation Eco-Prêt » (PAM Eco-Prêt) est destiné au financement d'opérations de réhabilitation énergétique de logements sociaux situés en métropole et dans les départements de l'Outre-Mer, et ayant fait l'objet d'un audit énergétique selon la méthode 3CL-DPE 2021. Par dérogation, pour les opérations de réhabilitation thermique de logements sociaux situés dans les départements de l'Outre-Mer, une combinaison de travaux d'économie d'énergie doit être réalisée dans les bâtiments.

La « Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Réglementation Sanctions » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisabilité » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « Taux de Swap Euribor » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 22/04/2026 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :

  - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PAM	PAM		
Enveloppe	-	Eco-prêt		
Identifiant de la Ligne du Prêt	5710743	5710742		
Montant de la Ligne du Prêt	653 500 €	346 500 €		
Commission d'instruction	0 €	0 €		
Durée de la période	Annuelle	Annuelle		
Taux de période	2,3 %	1,45 %		
TEG de la Ligne du Prêt	2,3 %	1,45 %		
Phase d'amortissement				
Durée	30 ans	30 ans		
Index[1]	Livret A	Livret A		
Marge fixe sur index	0,6 %	- 0,25 %		
Taux d'intérêt[2]	2,3 %	1,45 %		
Périodicité	Annuelle	Annuelle		
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)		
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)		
Modalité de révision	DR	DR		
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %		
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent		
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360		

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,7 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement (en l'existence d'une Phase de Préfinancement) puis à chaque Date d'Echéance suivante de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément

(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il disposera de toutes les Autorisations nécessaires au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt », et notamment les autorisations d'urbanisme, les justificatifs d'autorisations administratives purgées de tous recours et de tout retrait, les titres conférant les droits réels immobiliers (droits de propriété par exemple) nécessaires à la réalisation de l'opération financée, ainsi que, le cas échéant si l'objet de financement l'exige, les agréments ou décisions attributives de subventions (DAS) émanant de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) ou les titres conférant des droits pour les baux et l'usufruit locatif social (ULS). A défaut de disposer de tels documents justificatifs, l'Emprunteur s'expose aux conséquences d'une déchéance du terme du crédit octroyé par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article 17.2.1 du présent Contrat ;

- que les informations communiquées à la CDC sont exactes, sincères et exhaustives, et s'engage à informer immédiatement la CDC de toute évolution ou événement susceptible de remettre en cause les déclarations effectuées ou d'affecter l'exécution du présent Contrat.

- autoriser expressément le Prêteur à transmettre à l'Etat les informations communiquées par l'Emprunteur au titre de sa demande de Prêt, ainsi que les caractéristiques financières dudit Prêt, et ce, afin que l'Etat puisse suivre la réalisation des objectifs pour le Parc locatif social et ses progrès sur le plan énergétique.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de garantie ou sûreté de toute nature portant sur et/ou en lien avec le bien financé, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception des garanties hypothécaires sur le foncier et/ou les immeubles financés qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « Garanties » du Contrat ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que ceux-ci nécessaires ou requis pour réaliser l'opération sont délivrés et maintenus en vigueur ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, le titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « Objet du Prêt », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- réaliser au moyen des fonds octroyés, les travaux préconisés par l'audit énergétique méthode 3CL-DPE 2021 pour dégager le gain énergétique et carbone renseigné lors de la demande de PAM éco-prêt en ligne ou dans la fiche « Engagement de performance globale ».

Par dérogation, les travaux réalisés dans les départements de l'Outre-Mer seront spécifiés dans l'« Agrément - formulaire de demande d'éco-prêt logement social » validé par la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DEAL) ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- Fournir dans un délai de 3 mois suivant la demande du Prêteur tout document permettant de vérifier le contenu et la réalisation des travaux préconisés par l'audit initial ;

- Fournir dans un délai de 3 mois suivant la demande du Prêteur tout document prouvant que la maison individuelle réhabilitée ne fait pas l'objet de l'installation d'une nouvelle chaudière à gaz ni d'un système de chauffage hybride pour lequel la nouvelle chaudière à gaz a un taux de couverture des besoins annuels en chauffage supérieur ou égal à 30 % ;

- communiquer dans un délai de 3 mois suivant la demande du Prêteur copie des factures correspondant aux travaux de rénovation réalisés et copie des relevés de consommation d'énergie (chauffage et eau chaude sanitaire en collectif) des bâtiments pour les trois années précédant la réhabilitation et les trois années suivantes.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «Objet du Prêt» du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

La somme des montants correspondant à la majoration octroyée à chaque ligne du prêt PAM Eco-Prêt sera immédiatement exigible et une pénalité égale à 7% de la somme exigible sera due dans le cas où les documents suivants n'auront pas été communiqués dans les trois mois suivants la demande du Prêteur :

- copie du label réglementaire de performance énergétique obtenu ou, dans les départements d'Outre-Mer, du justificatif de la demarche de qualité environnementale à l'issue de l'achèvement des travaux ;

- rapport de Repérage Amiante avant travaux ;

- tout document prouvant que le bâtiment n'est pas chauffé au gaz ;

- l'attestation d'exposition aux zones de bruit des réseaux routier et ferroviaire, l'étude acoustique et tout document prouvant la réalisation de travaux acoustiques.

Dans l'hypothèse où les travaux de rénovation réalisés n'ont pas permis d'atteindre la performance énergétique et carbone rendant l'Objet du Prêt éligible au PAM Eco-prêt, et ce conformément aux stipulations prévues dans la demande de prêt en ligne ou dans les pièces justificatives « Engagement de performance globale », ou « Agrément formulaire de demande d'éco-prêt logement social », le PAM Eco-prêt sera de fait requalifié en PAM et aux conditions de taux de celui-ci, soit un taux d'intérêt égal à TLA + 0.60 % (60 points de base).
En outre, cette requalification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un avenant au présent contrat mais un nouvel acte de garantie sera exigé par le Prêteur.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et/ou obligations découlant du présent contrat.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions, pénalités et indemnités ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents de Paris.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

3F GRAND EST
8 Rue Adolphe Seyboth
67000 STRASBOURG

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U160722, 3F GRAND EST

Objet : Contrat de Prêt n° 184201, Ligne du Prêt n° 5710743
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP751/FR7617515900000808669751515 en vertu du mandat n° ??DPH2013319007779 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

3F GRAND EST
8 Rue Adolphe Seyboth
67000 STRASBOURG

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U160722, 3F GRAND EST

Objet : Contrat de Prêt n° 184201, Ligne du Prêt n° 5710742
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP751/FR7617515900000808669751515 en vertu du mandat n° ??DPH2013319007779 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Strasbourg.eu
eurométropole

65

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

LA FONCIÈRE D'HABITAT ET HUMANISME - Droit commun. Prise en garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération d'acquisition amélioration d'un logement social financé en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) situé à STRASBOURG - 2 rue de Fréland.

Numéro E-2026-324

Un des objectifs du volet Habitat du PLUI de l'Eurométropole de Strasbourg est le développement de l'offre de logements locatifs sociaux, avec le maintien d'une production annuelle pour répondre à l'ensemble des besoins, de 1 100 logements par an.

Afin de maintenir cette production, l'emprunt constitue le mode de financement principal des investissements locatifs sociaux. La capacité des bailleurs sociaux à proposer des loyers bas pour des logements de qualité repose sur l'utilisation de sources de financement qui limitent le coût de l'emprunt.

Le premier financeur du logement social est donc la Caisse des dépôts et consignations, habilitée à prêter aux bailleurs sociaux sur la ressource des fonds d'épargne pour financer la construction des logements sociaux.

En complément des prêts de la Caisse des dépôts et consignations, l'Eurométropole de Strasbourg vient en appui des actions menées par les bailleurs sociaux en garantissant les emprunts qu'ils contractent auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

Ainsi, en accordant sa caution aux bailleurs sociaux dans un but d'intérêt public local, la Collectivité facilite les emprunts, leur évite des surcoûts financiers et assure à l'organisme prêteur le remboursement des sommes empruntées en cas de défaillance du bailleur social.

Dans ce cadre, la FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME, souhaite réaliser une opération d'acquisition amélioration d'un logement social financé en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) située à STRASBOURG - 2 rue de Fréland.

La FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME souhaite bénéficier d'un prêt d'un montant de 26 575 € (vingt-six mille cinq-cent-soixante-quinze euros) pour finaliser cette opération.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe 1.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'octroi de sa garantie à l'emprunt d'un montant total de 26 575 € (vingt-six mille cinq-cent-soixante-quinze euros) contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour la réalisation de l'opération.

La réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve).

Ce droit de réservation n'est en aucun cas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015
concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées
par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux
vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L 2252-1,
L 5217-2 et suivants
vu les articles 2298 et 2305 du Code civil
vu la décision d'agrément l'État au titre du droit commun
en date du 23 décembre 2023;
vu le contrat de prêt n°179172 figurant en annexe, signé entre la FONCIERE
D'HABITAT ET HUMANISME ci-après l'Emprunteur
et la Caisse des dépôts et consignations
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

pour l'opération d'acquisition amélioration d'un logement financé en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) située à STRASBOURG - 2 rue de Fréland, l'octroi de la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 26 575 € (vingt-six mille cinq-cent-soixante-quinze euros) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°179172 constitué d'une ligne du prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 26 575 € (vingt-six mille cinq-cent-soixante-quinze euros) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et

jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt ;

décide

le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2026,

Cette disposition n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

autorise

la Présidente, son représentant, ou sa représentante, à signer toute convention avec la FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME, en application de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : HABITAT ET HUMANISME — **Numéro de référence** **2023-014**

	Nombre de Logements
Logements ordinaires	1

Opération:

Intitulé	
Adresse	2 Rue de Fréland, Neudorf
Commune	Strasbourg

Financement — **Droit commun**

Demande de subvention ■ — Garantie d'emprunt ☐

Organisme prêteur: CDC

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: Collectif — type: **Gaz**

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne(m²)	SU moyenne(m²)	Charges prévisionnelles	Loyer mensuel moyen
PLAIa	T1	1	25,38	26,62		207,10 €
			-	-		- €
Total		**1**	**25,38**	**26,62**		

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de petits logements	0

Détail des postes de charges:

Loyer mensuel au m²:

PLAIa	**Collectif**	7,78 €

Ratios

Charges immobilières	66 143,00 €	/ logement	prix au m² de SH	2 881,91 €
Prestations intellectuelles	7 000,00 €	/ logement	prix au m² de SU	2 747,67 €

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Charges immobilières	**66 143,00 €**	90,43%	**Subventions**	***32 996,00 €***	***45,11%***
			ETAT	**21 996,00 €**	**30,07%**
Prestations intellectuelles	**7 000,00 €**	9,57%			
			Eurométropole	**11 000,00 €**	**15,04%**
			PLAI	11 000,00 €	15,04%
			Autre	**- €**	**0,00%**
			Emprunts	***26 575,00 €***	***36,33%***
			Prêt PLAI Construction	26 575,00 €	36,33%
			Fonds propres	***13 572,00 €***	***18,56%***
Total	**73 143,00 €**	**100,00%**	**Total**	**73 143,00 €**	**100,00%**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Alexandre SCHNELL
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 17/10/2025 18:46:48

Julien JEAN
COMPTABLE
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME
Signé électroniquement le 14/11/2025 13 33 :44

CONTRAT DE PRÊT

N° 179172

Entre

FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME - n° 000290978

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME, SIREN n°: 339804858, sis(e) 69 CHEMIN DE VASSIEUX 69300 CALUIRE ET CUIRE,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « les Parties » ou « la Partie »

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

PR0090-PR0068 V3.64.1 page 3/25
Contrat de prêt n° 179172 Emprunteur n° 000290978

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.19
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.24
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.24
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.24
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération FRELAND, Parc social public, Acquisition seule de 1 logement situé 2 Rue de Freland 67100 STRASBOURG.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de vingt-six mille cinq-cent-soixante-quinze euros (26 575,00 euros) constitué de 1 Ligne du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de vingt-six mille cinq-cent-soixante-quinze euros (26 575,00 euros) ;

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garanties ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « Autorisations » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le « Contrat » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « Courbe de Taux de Swap Euribor » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Courbe de Taux de Swap Inflation » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Date de Début de la Phase d'Amortissement » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « Dates d'Echéances » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « Date d'Effet » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » a (ont) été remplie(s).

La « Date Limite de Mobilisation » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « Durée de la Ligne du Prêt » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Durée totale du Prêt » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « Garantie » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « Garantie publique » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« Index » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« Index Livret A » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « Jour ouvré » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « Ligne du Prêt » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « Livret A » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « Normes en matière de lutte contre la corruption » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le « Pays Sanctionné » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Locatif Aidé d'Intégration » (PLAI) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Réglementation Sanctions » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisabilité Limitée » (DL) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le « Taux de Swap Euribor » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 14/01/2026 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :

  - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI			
Enveloppe	-			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5685790			
Montant de la Ligne du Prêt	26 575 €			
Commission d'instruction	0 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	1,5 %			
TEG de la Ligne du Prêt	1,5 %			
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans			
Index[1]	Livret A			
Marge fixe sur index	- 0,2 %			
Taux d'intérêt[2]	1,5 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)			
Modalité de révision	DL			
Taux de progressivité de l'échéance	0 %			
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,7 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1
Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

En particulier,
- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément
(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il disposera de toutes les Autorisations nécessaires au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt », et notamment les autorisations d'urbanisme, les justificatifs d'autorisations administratives purgées de tous recours et de tout retrait, les titres conférant les droits réels immobiliers (droits de propriété par exemple) nécessaires à la réalisation de l'opération financée, ainsi que, le cas échéant si l'objet de financement l'exige, les agréments ou décisions attributives de subventions (DAS) émanant de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) ou les titres conférant des droits pour les baux et l'usufruit locatif social (ULS). A défaut de disposer de tels documents justificatifs, l'Emprunteur s'expose aux conséquences d'une déchéance du terme du crédit octroyé par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article 17.2.1 du présent Contrat ;

- que les informations communiquées à la CDC sont exactes, sincères et exhaustives, et s'engage à informer immédiatement la CDC de toute évolution ou événement susceptible de remettre en cause les déclarations effectuées ou d'affecter l'exécution du présent Contrat.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de garantie ou sûreté de toute nature portant sur et/ou en lien avec le bien financé, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception des garanties hypothécaires sur le foncier et/ou les immeubles financés qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « Garanties » du Contrat ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que ceux-ci nécessaires ou requis pour réaliser l'opération sont délivrés et maintenus en vigueur ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, le titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « Objet du Prêt », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «Objet du Prêt» du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et/ou obligations découlant du présent contrat.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions, pénalités et indemnités ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME
69 CHEMIN DE VASSIEUX
69300 CALUIRE ET CUIRE

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U155584, FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME

Objet : Contrat de Prêt n° 179172, Ligne du Prêt n° 5685790
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR9640031000010000348859U69 en vertu du mandat n° AADPH2013338000012 en date du 4 décembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Strasbourg.eu
eurométropole

66

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

HABITATION MODERNE - NPNRU. Prise en garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération de construction neuve de 9 logements sociaux dont 3 logements financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) et 6 financés en Prêt locatif à usage social (PLUS), située à VENDENHEIM - 10 route de Strasbourg.

Numéro E-2026-197

Afin de poursuivre la dynamique de transformation menée depuis 2005 sur sept quartiers, l'Eurométropole de Strasbourg s'est engagée avec ses partenaires depuis 2016 dans la mise en œuvre du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) sur son territoire, à travers l'élaboration des projets urbains (études et concertation) et d'une convention pluriannuelle avec l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU).

Le NPNRU constitue le plus grand projet urbain porté par la collectivité par son ampleur territoriale[1], la population touchée (près de 53 200 habitants soit 10 % de la population de l'agglomération), et les moyens mobilisés. Ce projet a été approuvé au Conseil du 28 juin 2019 et du 27 septembre 2019 s'agissant des aides de la collectivité apportées sur le volet Habitat. L'ensemble a été traduit dans le cadre d'une convention générale 2019-2030, signée avec l'ANRU et les partenaires.

Pour mémoire, les projets urbains de chaque quartier prioritaire de la ville (QPV) prévoient des interventions multiples grâce à la réalisation programmée d'opérations de démolition, de requalification massive du parc existant, de résidentialisation des pieds d'immeubles et de reconstitution, conformément au règlement général de l'ANRU, qui précise que les projets de renouvellement urbain doivent garantir une reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux démolis, de manière à répondre aux besoins structurels en logements locatifs sociaux du territoire.

Afin de confirmer ces projets, l'emprunt constitue le mode de financement principal des investissements locatifs sociaux. La capacité des bailleurs sociaux à proposer des loyers bas pour des logements de qualité repose sur l'utilisation de sources de financement qui

[1] 7 quartiers prioritaires de la ville (QPV) répartis sur 5 communes : les Hirondelles à Lingolsheim, la cité des Ecrivains à Bischheim/Schiltigheim, la cité Libermann à Illkirch, Neuhof/ Meinau, Hautepierre, l'Elsau, et Cronenbourg à Strasbourg.

limitent le coût de l'emprunt.

Le premier financeur du logement social est donc la Caisse des dépôts et consignations, habilitée à prêter aux bailleurs sociaux sur la ressource des fonds d'épargne pour financer la construction des logements sociaux.

En complément des prêts de la Caisse des dépôts et consignations, l'Eurométropole de Strasbourg vient en appui des actions menées par les bailleurs sociaux en garantissant les emprunts qu'ils contractent auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

Ainsi, en accordant sa caution aux bailleurs sociaux dans un but d'intérêt public local, la Collectivité facilite les emprunts, leur évite des surcoûts financiers et assure à l'organisme prêteur le remboursement des sommes empruntées en cas de défaillance du bailleur social.

Dans ce cadre, HABITATION MODERNE souhaite réaliser une opération de reconstitution de 9 logements locatifs sociaux dont 3 logements financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) et 6 financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) située à VENDENHEIM – 10 route de Strasbourg.

HABITATION MODERNE souhaite bénéficier d'un prêt d'un montant de 1 606 400 € (un million six-cent-six mille quatre-cent euros) pour finaliser cette opération.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'octroi de sa garantie à l'emprunt d'un montant total de 1 606 400 € (un million six-cent-six mille quatre-cent euros) contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour la réalisation de l'opération.

La réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve).

Ce droit de réservation n'est en aucun cas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du 26 juin 2015 concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 28 juin 2019 relative au projet de convention du NPNRU
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 27 septembre 2019 relative au volet Habitat du NPNRU
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 14 février 2020 relative au volet Habitat du NPNRU
vu les articles du Code général des collectivité territoriales et notamment les articles L 2252-1, L 5217-2 et suivants

vu les articles 2298 et 2305 du Code civil
vu la décision de financement initiale délivrée par l'État le 25 mai 2022
vu le contrat de prêt n°181363 figurant en annexe, signé entre HABITATION MODERNE ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations,
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

pour l'opération de reconstitution de 9 logements dont 6 financés en Prêts locatifs à usage social (PLUS) et 3 financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) située à VENDENHEIM – 10 route de Strasbourg, l'octroi de la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 1 606 400 € (un million six-cent-six mille quatre-cent euros) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°181363 constitué de 4 lignes du prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 1 606 400 € (un million six-cent-six mille quatre-cent euros) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci ;

décide

le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2026,

Cette disposition n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer toute convention avec

HABITATION MODERNE en exécution de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat Annexe n°1

Bailleur : HABITATION MODERNE **Numéro de référence** **2022-090**

	Nombre de Logements
Logements ordinaires	**9**

Opération:

Intitulé	
Adresse	10 Route de Strasbourg
Commune	Vendenheim

Financement **NPNRU**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur:
Collecteur
CDC

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: type:

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne(m²)	SU moyenne(m²)	Charges avant travaux	3ème ligne de charge	Charges prévisionnelles	Loyer mensuel moyen
PLUS	T2	2	45,99	49,15	- €	- €	62,03 €	- €
PLUS	T3	1	70,40	72,32	- €	- €	88,06 €	- €
PLUS	T4	2	94,12	99,82	- €	- €	117,73 €	- €
PLUS	T5	1	105,28	111,35	- €	- €	131,69 €	- €
PLAI	T2	1	53,61	54,73	- €	- €	67,06 €	- €
PLAI	T4	1	110,62	116,73	- €	- €	131,70 €	- €
PLAI	T5	1	105,29	111,20	- €	- €	138,37 €	- €
			-	-	- €	- €		- €
			-	-	- €	- €		- €
			-	-	- €	- €		- €
Total		**9**	**620,13**	**764,27**				

Loyer mensuel au m²:

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de petits logements	0

Détail des postes de charges:

Ratios

Charges immobilières	46 992,11 €	/ logement	prix au m² de SH	3 362,13 €
Cout des travaux	180 953,78 €	/ logement	prix au m² de SU	3 191,20 €
Prestations intellectuelles	29 172,33 €	/ logement		
Montant de la TVA	13 873,11 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Charges immobilières	**422 929,00 €**	17,34%	**Subventions**	***241 400,00 €***	***9,90%***
			ETAT	**23 400,00 €**	**0,96%**
Cout des travaux	**1 628 584,00 €**	66,77%			
			Eurométropole	**107 000,00 €**	**4,39%**
Prestations intellectuelles	**262 551,00 €**	10,77%	NPNRU	27 000,00 €	1,11%
			Autre	80 000,00 €	3,28%
Montant de la TVA	**124 858,00 €**	5,12%			
			Autre	**111 000,00 €**	**4,55%**
			Emprunts	***1 709 600,00 €***	***70,10%***
			ACTION LOGEMENT	103 200,00 €	4,23%
			Prêt PLAI Foncier	148 800,00 €	6,10%
			Prêt PLAI Construction	409 300,00 €	16,78%
			Prêt PLUS Foncier	253 200,00 €	10,38%
			Prêt PLUS Construction	795 100,00 €	32,60%
			Fonds propres	***487 922,00 €***	***20,01%***
Total	**2 438 922,00 €**	**100,00%**	**Total**	**2 438 922,00 €**	**100,00%**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Alexandre SCHNELL
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 02/12/2025 14:34:31

Virginie JACOB
DIRECTEUR GENERAL
HABITATION MODERNE
Signé électroniquement le 16/12/2025 13 23 :37

CONTRAT DE PRÊT

N° 181363

Entre

HABITATION MODERNE - n° 000211604

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V3.65.1 page 1/25
Contrat de prêt n° 181363 Emprunteur n° 000211604

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

HABITATION MODERNE, SIREN n°: 568501415, sis(e) 24 ROUTE DE L HOPITAL 67100 STRASBOURG,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « HABITATION MODERNE » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « les Parties » ou « la Partie »

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

PR0090-PR0068 V3.65.1 page 3/25
Contrat de prêt n° 181363 Emprunteur n° 000211604

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.19
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.24
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.24
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.24
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération 10 route de Strasbourg - VENDENHEIM, Parc social public, Construction de 9 logements situés 10 Route de Strasbourg 67550 VENDENHEIM.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum d'un million six-cent-six mille quatre-cents euros (1 606 400,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de quatre-cent-neuf mille trois-cents euros (409 300,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de cent-quarante-huit mille huit-cents euros (148 800,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de sept-cent-quatre-vingt-quinze mille cent euros (795 100,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de deux-cent-cinquante-trois mille deux-cents euros (253 200,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garanties ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « Autorisations » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le « Contrat » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « Courbe de Taux de Swap Euribor » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Courbe de Taux de Swap Inflation » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Date de Début de la Phase d'Amortissement » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « Dates d'Echéances » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Date d'Effet » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » a (ont) été remplie(s).

La « Date Limite de Mobilisation » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « Durée de la Ligne du Prêt » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée totale du Prêt » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « Garantie » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « Garantie publique » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« Index » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« Index Livret A » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « Jour ouvré » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « Ligne du Prêt » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Le « Livret A » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « Normes en matière de lutte contre la corruption » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le « Pays Sanctionné » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Locatif à Usage Social » (PLUS) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « Prêt Locatif Aidé d'Intégration » (PLAI) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Réglementation Sanctions » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisabilité » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « Taux de Swap Euribor » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 25/02/2026 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :

  - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5701685	5701684	5701687	5701686
Montant de la Ligne du Prêt	409 300 €	148 800 €	795 100 €	253 200 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	1,5 %	2 %	2,3 %	2 %
TEG de la Ligne du Prêt	1,5 %	2 %	2,3 %	2 %
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,2 %	0,3 %	0,6 %	0,3 %
Taux d'intérêt[2]	1,5 %	2 %	2,3 %	2 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)
Modalité de révision	DR	DR	DR	DR
Taux de progressivité de l'échéance	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,7 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Les Lignes du Prêt finançant le foncier, indiquées ci-dessus, s'inscrivent dans le cadre de la politique d'accélération de la production de logement social. A cet effet, la marge fixe sur Index qui leur est appliquée correspond à la moyenne des marges de ces Lignes du Prêt pondérée par le montant de la part foncière financée par lesdites lignes.

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,
- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément
(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

  $I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il disposera de toutes les Autorisations nécessaires au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt », et notamment les autorisations d'urbanisme, les justificatifs d'autorisations administratives purgées de tous recours et de tout retrait, les titres conférant les droits réels immobiliers (droits de propriété par exemple) nécessaires à la réalisation de l'opération financée, ainsi que, le cas échéant si l'objet de financement l'exige, les agréments ou décisions attributives de subventions (DAS) émanant de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) ou les titres conférant des droits pour les baux et l'usufruit locatif social (ULS). A défaut de disposer de tels documents justificatifs, l'Emprunteur s'expose aux conséquences d'une déchéance du terme du crédit octroyé par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article 17.2.1 du présent Contrat ;

- que les informations communiquées à la CDC sont exactes, sincères et exhaustives, et s'engage à informer immédiatement la CDC de toute évolution ou événement susceptible de remettre en cause les déclarations effectuées ou d'affecter l'exécution du présent Contrat.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de garantie ou sûreté de toute nature portant sur et/ou en lien avec le bien financé, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception des garanties hypothécaires sur le foncier et/ou les immeubles financés qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « Garanties » du Contrat ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que ceux-ci nécessaires ou requis pour réaliser l'opération sont délivrés et maintenus en vigueur ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, le titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « Objet du Prêt », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «Objet du Prêt» du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et/ou obligations découlant du présent contrat.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions, pénalités et indemnités ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents de Paris.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Strasbourg.eu
eurométropole

67

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

SOCIÉTÉ MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIÈRES - Droit commun. Prise en garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération de construction neuve de 16 logements sociaux dont 11 financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) et 5 financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI), située à ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN - 12b rue Lixenbuhl.

Numéro E-2026-167

Un des objectifs du volet Habitat du PLUI de l'Eurométropole de Strasbourg est le développement de l'offre de logements locatifs sociaux, avec le maintien d'une production annuelle pour répondre à l'ensemble des besoins de 1 100 logements par an.

Afin de maintenir cette production, l'emprunt constitue le mode de financement principal des investissements locatifs sociaux. La capacité des bailleurs sociaux à proposer des loyers bas pour des logements de qualité repose sur l'utilisation de sources de financement qui limitent le coût de l'emprunt.

Le premier financeur du logement social est donc la Caisse des dépôts et consignations, habilitée à prêter aux bailleurs sociaux sur la ressource des fonds d'épargne pour financer la construction des logements sociaux.

En complément des prêts de la Caisse des dépôts et consignations, l'Eurométropole de Strasbourg vient en appui des actions menées par les bailleurs sociaux en garantissant les emprunts qu'ils contractent auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

Ainsi, en accordant sa caution aux bailleurs sociaux dans un but d'intérêt public local, la Collectivité facilite les emprunts, leur évite des surcoûts financiers et assure à l'organisme prêteur le remboursement des sommes empruntées en cas de défaillance du bailleur social.

Dans ce cadre, la SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES, souhaite réaliser une opération de construction neuve de 16 logements sociaux située à ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN - 12b rue Lixenbuhl, dont 11 logements financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) et 5 financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI). Le bailleur SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES souhaite bénéficier d'un prêt d'un montant de 2 144 402 € (deux millions cent-quarante-quatre

mille quatre-cent-deux euros) pour finaliser cette opération.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe 1.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'octroi de sa garantie à l'emprunt d'un montant total de 2 144 402 € (deux millions cent-quarante-quatre mille quatre-cent-deux euros) contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour la réalisation de l'opération.

La réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve).

Ce droit de réservation n'est en aucun cas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015
concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées
par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux
vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L 2252-1,
L 5217-2 et suivants
vu les articles 2298 et 2305 du Code civil
vu la décision d'agrément l'État au titre du droit commun en date du 23 juillet 2021
vu le contrat de prêt n°179903 figurant en annexe signé entre la SOCIETE
MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES ci-après l'Emprunteur
et la Caisse des dépôts et consignations
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

pour l'opération de construction neuve de 16 logements dont 11 financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) et 5 financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) située à ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN - 12b rue Lixenbuhl, l'octroi de la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 2 144 402 € (deux millions cent-quarante-quatre mille quatre-cent-deux euros) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°179903 constitué de 4 lignes de prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 2 144 402 € (deux millions cent-quarante-quatre mille quatre-cent-deux euros) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt,

décide

le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2026,

Cette disposition n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer toute convention avec la SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES, en application de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : SOMCO

Numéro de référence **2021-018**

	Nombre de Logements
Logements ordinaires	**16**

Opération:

Intitulé	
Adresse	12b Rue Lixenbuhl
Commune	Illkirch-Graffenstaden

Financement **Droit commun**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt □

Organisme prêteur:
CDC

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: Collectif type: **Gaz**

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne(m²)	SU moyenne(m²)	Charges avant travaux	3ème ligne de charge	Charges prévisionnelles	Loyer mensuel moyen	
PLUS	T3	5	86,40	103,85	- €	- €		562,86 €	
PLAI	T2	5	43,39	57,42	- €	- €		253,81 €	
PLUS	T4	6	101,37	124,21	- €	- €		673,21 €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
Total		**16**	**1 257,17**	**1 551,61**					

Loyer mensuel au m²:

PLUS	**Collectif**	5,42 €
PLAI	**Collectif**	4,42 €

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de petits logements	0

Détail des postes de charges:

Ratios

Cout des travaux	160 939,57 €	/ logement	prix au m² de SH	2 515,51 €
Prestations intellectuelles	20 112,52 €	/ logement	prix au m² de SU	2 038,14 €
Montant de la TVA	16 598,02 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Cout des travaux	**2 575 033,08 €**	81,43%	**Subventions**	***118 000,00 €***	***3,73%***
			ETAT	**40 000,00 €**	**1,26%**
Prestations intellectuelles	**321 800,31 €**	10,18%			
			Eurométropole	**78 000,00 €**	**2,47%**
Montant de la TVA	**265 568,29 €**	8,40%	PLAI	45 000,00 €	1,42%
			PLUS	33 000,00 €	1,04%
			Autre	**- €**	**0,00%**
			Emprunts	***2 144 402,00 €***	***67,81%***
			Prêt PLAI Construction	284 755,00 €	9,00%
			Prêt PLAI Foncier	48 770,00 €	1,54%
			Prêt PLUS Construction	1 596 007,00 €	50,47%
			Prêt PLUS Foncier	214 870,00 €	6,79%
			Fonds propres	***899 999,68 €***	***28,46%***
Total	**3 162 401,68 €**	**100,00%**	**Total**	**3 162 401,68 €**	**100,00%**

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Stephane ACQUETTE
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 29/10/2025 10:56:47

André GIRONA
DIRECTEUR GENERAL
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES
Signé électroniquement le 29/10/2025 11 35 :06

CONTRAT DE PRÊT

N° 179903

Entre

SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES - n° 000107611

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V3.64.1 page 1/25
Contrat de prêt n° 179903 Emprunteur n° 000107611

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES, SIREN n°: 945753531, sis(e) 20 PORTE DU MIROIR BP 1271 68055 MULHOUSE CEDEX 1,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIETE MULHOUSIENNE DES CITES OUVRIERES** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | **@BanqueDesTerr**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

PR0090-PR0068 V3.64.1 page 3/25
Contrat de prêt n° 179903 Emprunteur n° 0001107611

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.19
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.24
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.24
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.24
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération ILLKIRCH_Rue Scotto_Lixenbuhl, Parc social public, Construction de 16 logements situés 12B Rue Lixenbuhl rue Scotto 67400 ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de deux millions cent-quarante-quatre mille quatre-cent-deux euros (2 144 402,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »** et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de deux-cent-quatre-vingt-quatre mille sept-cent-cinquante-cinq euros (284 755,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de quarante-huit mille sept-cent-soixante-dix euros (48 770,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant d'un million cinq-cent-quatre-vingt-seize mille sept euros (1 596 007,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de deux-cent-quatorze mille huit-cent-soixante-dix euros (214 870,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garanties** ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « **Autorisations** » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « **Normes en matière de lutte contre la corruption** » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le « **Pays Sanctionné** » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » **(PLUS)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » **(PLAI)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « **Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT)** » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « **Réglementation Sanctions** » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisabilité Limitée** » **(DL)** signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le « **Taux de Swap Euribor** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex 2 Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **31/12/2025** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »** ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »**, ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article **« Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt »** ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
    - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5654799	5654798	5654801	5654800
Montant de la Ligne du Prêt	284 755 €	48 770 €	1 596 007 €	214 870 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	1,3 %	2,12 %	2,3 %	2,12 %
TEG de la Ligne du Prêt	1,3 %	2,12 %	2,3 %	2,12 %
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	80 ans	40 ans	80 ans
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,4 %	0,42 %	0,6 %	0,42 %
Taux d'intérêt[2]	1,3 %	2,12 %	2,3 %	2,12 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)
Modalité de révision	DL	DL	DL	DL
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	0 %	0 %
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,7 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1
Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

En particulier,
- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément
(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et **« Détermination des Taux »**.

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il disposera de toutes les Autorisations nécessaires au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** », et notamment les autorisations d'urbanisme, les justificatifs d'autorisations administratives purgées de tous recours et de tout retrait, les titres conférant les droits réels immobiliers (droits de propriété par exemple) nécessaires à la réalisation de l'opération financée, ainsi que, le cas échéant si l'objet de financement l'exige, les agréments ou décisions attributives de subventions (DAS) émanant de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) ou les titres conférant des droits pour les baux et l'usufruit locatif social (ULS). A défaut de disposer de tels documents justificatifs, l'Emprunteur s'expose aux conséquences d'une déchéance du terme du crédit octroyé par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article 17.2.1 du présent Contrat ;

- que les informations communiquées à la CDC sont exactes, sincères et exhaustives, et s'engage à informer immédiatement la CDC de toute évolution ou événement susceptible de remettre en cause les déclarations effectuées ou d'affecter l'exécution du présent Contrat.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de garantie ou sûreté de toute nature portant sur et/ou en lien avec le bien financé, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception des garanties hypothécaires sur le foncier et/ou les immeubles financés qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que ceux-ci nécessaires ou requis pour réaliser l'opération sont délivrés et maintenus en vigueur ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, le titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »**, ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et/ou obligations découlant du présent contrat.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions, pénalités et indemnités** ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

PR0090-PR0068 V3.64.1 page 25/25
Contrat de prêt n° 179903 Emprunteur n° 000107611

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Strasbourg.eu
eurométropole

68

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

NEOLIA - Droit commun. Prise en garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération en construction neuve de 12 logements sociaux financés dont 7 financés en Prêt locatif à usage social (PLUS), 3 logements financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) et 2 financés en Prêt locatif social (PLS), située à OBERHAUSBERGEN - 26 route de Saverne.

Numéro E-2026-400

Un des objectifs du volet Habitat du PLUI de l'Eurométropole de Strasbourg est le développement de l'offre de logements locatifs sociaux, avec le maintien d'une production annuelle pour répondre à l'ensemble des besoins, de 1 100 logements par an.

Afin de maintenir cette production, l'emprunt constitue le mode de financement principal des investissements locatifs sociaux. La capacité des bailleurs sociaux à proposer des loyers bas pour des logements de qualité repose sur l'utilisation de sources de financement qui limitent le coût de l'emprunt.

Le premier financeur du logement social est donc la Caisse des dépôts et consignations, habilitée à prêter aux bailleurs sociaux sur la ressource des fonds d'épargne pour financer la construction des logements sociaux.

En complément des prêts de la Caisse des dépôts et consignations, l'Eurométropole de Strasbourg vient en appui des actions menées par les bailleurs sociaux en garantissant les emprunts qu'ils contractent auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

Ainsi, en accordant sa caution aux bailleurs sociaux dans un but d'intérêt public local, la Collectivité facilite les emprunts, leur évite des surcoûts financiers et assure à l'organisme prêteur le remboursement des sommes empruntées en cas de défaillance du bailleur social.

Dans ce cadre, NEOLIA, souhaite réaliser une opération de construction neuve de 12 logements sociaux située à OBERHAUSBERGEN – 26 route de Saverne dont 7 financés en Prêt locatif à usage social (PLUS), 3 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) et 2 financés en Prêt Locatif Social (PLS).

Le bailleur NEOLIA souhaite bénéficier d'un prêt d'un montant de 1 960 060 €

(un million neuf-cent-soixante mille soixante euros) pour finaliser cette opération.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe 1.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'octroi de sa garantie à l'emprunt d'un montant total de 1 960 060 € (un million neuf-cent-soixante mille soixante euros) contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour la réalisation de l'opération.

La réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve).

Ce droit de réservation n'est en aucun cas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 26 juin 2015
concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées
par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux
vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles
L 2252-1, L 5217-2 et suivants ;
vu les articles 2298 et 2305 du Code civil
vu les décisions d'agrément l'État au titre
du droit commun en date des 15 et 21 décembre 2023
vu le contrat de prêt n°183274 en annexe signé entre NEOLIA ci-après l'Emprunteur
et la Caisse des dépôts et consignations
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

pour l'opération de construction neuve de 12 logements dont 7 financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS), 3 financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) et 2 financés en Prêt locatif social (PLS), située à OBERHAUSBERGEN – 26 route de Saverne, l'octroi de la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 960 060 € (un million neuf-cent-soixante mille soixante euros) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°183274 constitué de 8 lignes du prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 1 960 060 € (un million neuf-cent-soixante mille soixante euros) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt ;

décide

le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2026,

Cette disposition n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer toute convention avec NEOLIA, en application de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Celine COCHE-DEQUEANT
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 23/12/2025 12:02:59

Florence GROSJEAN
DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER
NEOLIA
Signé électroniquement le 29/12/2025 14 06 :41

CONTRAT DE PRÊT

N° 183274

Entre

NEOLIA - n° 000208306

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V3.66 page 1/35
Contrat de prêt n° 183274 Emprunteur n° 000208306

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

NEOLIA, SIREN n°: 305918732, sis(e) 34 RUE DE LA COMBE AUX BICHES CS 75267 25205 MONTBELIARD CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « NEOLIA » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « les Parties » ou « la Partie »

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

PR0090-PR0068 V3.66 page 3/35
Contrat de prêt n° 183274 Emprunteur n° 000208306

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.6
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.11
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.13
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.18
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.21
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.22
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.23
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.23
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.24
ARTICLE 16	GARANTIES	P.27
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.28
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.32
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.32
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.34
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.34
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.35
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération OBERHAUSBERGEN 26 A ROUTE DE SAVERNE, Parc social public, Construction de 12 logements situés 26 A route de Saverne 67205 OBERHAUSBERGEN.

Dans le cadre de leur accompagnement du secteur du logement social, la Caisse des Dépôts et Action Logement apportent leur soutien à l'investissement de la présente opération, via la mise en place d'un Prêt à taux d'intérêt très avantageux.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum d'un million neuf-cent-soixante mille soixante euros (1 960 060,00 euros) constitué de 8 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt » et selon l'affectation suivante :

- CPLS Complémentaire au PLS 2025, d'un montant de cent-un mille neuf-cent-vingt-cinq euros (101 925,00 euros) ;
- PLAI, d'un montant de cent-soixante-et-onze mille deux-cent-vingt-et-un euros (171 221,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de cent-quatre-vingt-quatre mille neuf-cent-quatre-vingt-quatre euros (184 984,00 euros) ;
- PLS PLSDD 2025, d'un montant de quatre-vingt-dix-neuf mille cinquante-six euros (99 056,00 euros) ;
- PLS foncier PLSDD 2025, d'un montant de cent-quarante-quatre mille trente-neuf euros (144 039,00 euros) ;
- PLUS PLUS constructions vertes, d'un montant de six-cent-dix-neuf mille neuf-cent-soixante-six euros (619 966,00 euros) ;
- PLUS foncier PLUS constructions vertes, d'un montant de quatre-cent-quatre-vingt-quatorze mille huit-cent-soixante-neuf euros (494 869,00 euros) ;
- PHB 2.0 constructions vertes, d'un montant de cent-quarante-quatre mille euros (144 000,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garanties ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « Autorisations » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

La « Consolidation de la Ligne du Prêt » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « Contrat » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « Courbe de Taux de Swap Euribor » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Courbe de Taux de Swap Inflation » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Date de Début de la Phase d'Amortissement » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « Dates d'Echéances » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « Date d'Effet » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » a (ont) été remplie(s).

La « Date Limite de Mobilisation » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « Durée de la Ligne du Prêt » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase de Préfinancement » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « Durée totale du Prêt » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « Garantie » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « Garantie publique » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« Index » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'« Index Livret A » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

L'« Index de la Phase de Préfinancement » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué sur la phase de mobilisation en vue de déterminer le taux d'intérêt applicable sur cette phase.

Le « Jour ouvré » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « Ligne du Prêt » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « Livret A » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « Normes en matière de lutte contre la corruption » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le « Pays Sanctionné » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Phase de Différé d'Amortissement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période durant laquelle l'Emprunteur ne règle que des échéances en intérêts. Son début coincide avec le début de la Phase d'Amortissement.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « Phase de Préfinancement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « PLUS constructions vertes » est un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation, destiné à la production de l'habitat social particulièrement ambitieux au regard des critères de la règlementation environnementale applicable à l'opération financée.

Le « Prêt Locatif Aidé d'Intégration » (PLAI) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

Le « Prêt Locatif Social » (PLS) est destiné, selon les conditions prévues à l'article R. 331-17 du Code de la construction et de l'habitation, à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs sociaux.

Le « Complémentaire au Prêt Locatif Social » (CPLS) est un Prêt permettant de compléter le financement d'un Prêt Locatif Social (PLS) pour finaliser une opération, dans la limite de 49 % du coût total (minoré des fonds propres, subventions et Prêts divers).

Le « Prêt de Haut de Bilan Bonifié de deuxième génération constructions vertes » est destiné à accompagner la production de l'habitat social particulièrement ambitieux au regard des critères de la nouvelle règlementation environnementale « RE 2020 ». Il concerne les projets de construction ayant bénéficié d'un agrément PLUS, PLAI, PLS ou d'un conventionnement de l'ANAH. Ce prêt relève de la catégorie comptable des emprunts et dettes assimilées (compte / classe 16).

La « Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Réglementation Sanctions » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisabilité » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

La « Simple Révisabilité » (SR) signifie que pour une Ligne du Prêt seul le taux d'intérêt actuariel annuel est révisé en cas de variation de l'Index.

Le « Taux Fixe » désigne le taux ni variable, ni révisable appliqué à une Ligne du Prêt.

Le « Taux de Swap Euribor » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 31/12/2025 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :

  - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	CPLS	PLAI	PLAI foncier	PLS
Enveloppe	Complémentaire au PLS 2025	-	-	PLSDD 2025
Identifiant de la Ligne du Prêt	5708827	5708823	5708822	5708828
Montant de la Ligne du Prêt	101 925 €	171 221 €	184 984 €	99 056 €
Commission d'instruction	60 €	0 €	0 €	50 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	2,81 %	1,3 %	1,92 %	2,81 %
TEG de la Ligne du Prêt	2,81 %	1,3 %	1,92 %	2,81 %
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
Index de préfinancement	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index de préfinancement	1,11 %	- 0,4 %	0,22 %	1,11 %
Taux d'intérêt du préfinancement	2,81 %	1,3 %	1,92 %	2,81 %
Règlement des intérêts de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement
Mode de calcul des intérêts de préfinancement	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts de préfinancement	Exact / 365	Exact / 365	Exact / 365	Exact / 365
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	40 ans	80 ans	40 ans
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	1,11 %	- 0,4 %	0,22 %	1,11 %
Taux d'intérêt[2]	2,81 %	1,3 %	1,92 %	2,81 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)
Modalité de révision	DR	DR	DR	DR
Taux de progressivité de l'échéance	- 3 %	0,5 %	0,5 %	- 3 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent

PR0090-PR0068 V3.66 page 13/35
Contrat de prêt n° 183274 Emprunteur n° 000208306

Phase d'amortissement (suite)				
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,7 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Selon les modalités de l'Article « Détermination des taux », un plancher est appliqué à l'index de préfinancement d'une Ligne du Prêt. Aussi, si la valeur de l'Index était inférieure au taux plancher d'Index de préfinancement, alors elle serait ramenée audit taux plancher.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLS foncier	PLUS	PLUS foncier	
Enveloppe	PLSDD 2025	PLUS constructions vertes	PLUS constructions vertes	
Identifiant de la Ligne du Prêt	5708829	5708825	5708824	
Montant de la Ligne du Prêt	144 039 €	619 966 €	494 869 €	
Commission d'instruction	80 €	0 €	0 €	
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	
Taux de période	1,92 %	1,9 %	1,92 %	
TEG de la Ligne du Prêt	1,92 %	1,9 %	1,92 %	
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois	24 mois	
Index de préfinancement	Livret A	Livret A	Livret A	
Marge fixe sur index de préfinancement	0,22 %	0,2 %	0,22 %	
Taux d'intérêt du préfinancement	1,92 %	1,9 %	1,92 %	
Règlement des intérêts de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	
Mode de calcul des intérêts de préfinancement	Equivalent	Equivalent	Equivalent	
Base de calcul des intérêts de préfinancement	Exact / 365	Exact / 365	Exact / 365	
Phase d'amortissement				
Durée	80 ans	40 ans	80 ans	
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	
Marge fixe sur index	0,22 %	0,2 %	0,22 %	
Taux d'intérêt[2]	1,92 %	1,9 %	1,92 %	
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	
Modalité de révision	DR	DR	DR	
Taux de progressivité de l'échéance	- 3 %	0 %	0 %	
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,7 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Selon les modalités de l'Article « Détermination des taux », un plancher est appliqué à l'index de préfinancement d'une Ligne du Prêt. Aussi, si la valeur de l'Index était inférieure au taux plancher d'Index de préfinancement, alors elle serait ramenée audit taux plancher.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Offre CDC (multi-périodes)				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PHB			
Enveloppe	2.0 constructions vertes			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5708826			
Durée d'amortissement de la Ligne du Prêt	40 ans			
Montant de la Ligne du Prêt	144 000 €			
Commission d'instruction	80 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	0,73 %			
TEG de la Ligne du Prêt	0,73 %			
Phase d'amortissement 1				
Durée du différé d'amortissement	240 mois			
Durée	20 ans			
Index	Taux fixe			
Marge fixe sur index	-			
Taux d'intérêt	0 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Sans indemnité			
Modalité de révision	Sans objet			
Taux de progression de l'amortissement	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Offre CDC (multi-périodes)				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PHB			
Enveloppe	2.0 constructions vertes			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5708826			
Durée d'amortissement de la Ligne du Prêt	40 ans			
Montant de la Ligne du Prêt	144 000 €			
Commission d'instruction	80 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	0,73 %			
TEG de la Ligne du Prêt	0,73 %			
Phase d'amortissement 2				
Durée	20 ans			
Index[1]	Livret A			
Marge fixe sur index	0,6 %			
Taux d'intérêt[2]	2,3 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Sans indemnité			
Modalité de révision	SR			
Taux de progression de l'amortissement	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,7 % (Livret A) .

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

A l'exception des Lignes du Prêt dont la Phase de Préfinancement est indexée sur Euribor, l'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « Commissions ».

Les Lignes du Prêt finançant le foncier, indiquées ci-dessus, s'inscrivent dans le cadre de la politique d'accélération de la production de logement social. A cet effet, la marge fixe sur Index qui leur est appliquée correspond à la moyenne des marges de ces Lignes du Prêt pondérée par le montant de la part foncière financée par lesdites lignes.

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS DE DÉTERMINATION DU TAUX FIXE

Le Taux Fixe est déterminé par le Prêteur, pour chaque Ligne du Prêt. Sa valeur est définie à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le taux de l'Index retenu sera celui en vigueur deux (2) Jours ouvrés précédant la date de la Révision pour l'Index Euribor et à la date de la Révision pour les autres Index.

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : IP' = TP + MP

où TP désigne le taux de l'Index de préfinancement retenu à la date de Révision et MP la marge fixe sur Index de préfinancement prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

En tout état de cause, la valeur de l'Index appliqué à chaque Ligne du Prêt ne saurait être négative, le cas échéant elle sera ramenée à 0 %.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Simple Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) indiqué à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à la Date de Début de la Phase d'Amortissement (en l'existence d'une Phase de Préfinancement) puis à chaque Date d'Echéance suivante de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

Le taux révisé s'applique au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement (en l'existence d'une Phase de Préfinancement) puis à chaque Date d'Echéance suivante de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,
- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément
(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

  $I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « exact / 365 » :

  $I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$

La base de calcul « exact / 365 » suppose que l'on prenne en compte le nombre exact de jours écoulés sur la période et que l'on considère que l'année comporte 365 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « Commissions ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Au titre d'une Ligne du Prêt mono-période

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement prioritaire », les intérêts et l'amortissement sont prioritaires sur l'échéance. L'échéance est donc déduite et son montant correspond à la somme entre le montant de l'amortissement et celui des intérêts.

La séquence d'amortissement est fonction du taux de progressivité de l'amortissement mentionné à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

PR0090-PR0068 V3.66 page 22/35
Contrat de prêt n° 183274 Emprunteur n° 000208306

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement prioritaire », les intérêts et l'amortissement sont prioritaires sur l'échéance. L'échéance est donc déduite et son montant correspond à la somme entre le montant de l'amortissement et celui des intérêts.

La séquence d'amortissement est fonction du taux de progressivité de l'amortissement mentionné à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

L'Emprunteur sera redevable, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt correspondant au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.

Selon la typologie du dossier, elle viendra minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur ou fera l'objet d'une mise en recouvrement dans le mois suivant la prise d'effet du Contrat. Elle restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

L'Emprunteur sera redevable, sauf exonération accordée par le Prêteur, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt. Cette commission ne pourra excéder vingt mille euros (20 000 euros) et correspond au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.

Selon la typologie du dossier, elle viendra minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur ou fera l'objet d'une mise en recouvrement dans le mois suivant la prise d'effet du Contrat. Elle restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « Calcul et Paiement des intérêts », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- qu'il disposera de toutes les Autorisations nécessaires au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt », et notamment les autorisations d'urbanisme, les justificatifs d'autorisations administratives purgées de tous recours et de tout retrait, les titres conférant les droits réels immobiliers (droits de propriété par exemple) nécessaires à la réalisation de l'opération financée, ainsi que, le cas échéant si l'objet de financement l'exige, les agréments ou décisions attributives de subventions (DAS) émanant de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) ou les titres conférant des droits pour les baux et l'usufruit locatif social (ULS). A défaut de disposer de tels documents justificatifs, l'Emprunteur s'expose aux conséquences d'une déchéance du terme du crédit octroyé par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article 17.2.1 du présent Contrat ;

- que les informations communiquées à la CDC sont exactes, sincères et exhaustives, et s'engage à informer immédiatement la CDC de toute évolution ou événement susceptible de remettre en cause les déclarations effectuées ou d'affecter l'exécution du présent Contrat.

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de garantie ou sûreté de toute nature portant sur et/ou en lien avec le bien financé, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception des garanties hypothécaires sur le foncier et/ou les immeubles financés qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « Garanties » du Contrat ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que ceux-ci nécessaires ou requis pour réaliser l'opération sont délivrés et maintenus en vigueur ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, le titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « Objet du Prêt », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- fournir au Prêteur, dans l'année suivant la date de déclaration d'achèvement des travaux, une copie de la certification ou du label délivré par un organisme certificateur agréé, attestant de l'atteinte du ou des seuils 2025 de la RE2020 justifiant de l'obtention du Prêt PHB 2.0 constructions vertes, et le cas échéant de l'atteinte d'un Bbio inférieur d'au-moins 15% au Bbio max justifiant du montant majoré des sommes prêtées.

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- fournir au Prêteur, dans l'année suivant la date de déclaration d'achèvement des travaux, une copie de la certification ou du label délivré par un organisme certificateur agréé, attestant de l'atteinte de la performance environnementale justifiant la bonification de taux du Prêt PLUS constructions vertes. A défaut de réception par le Prêteur de cette attestation, ou dans l'hypothèse de la non atteinte de la performance environnementale visée, le PLUS constructions vertes sera de fait requalifié en PLUS de droit commun et aux conditions de taux de celui-ci, soit un taux d'intérêt égal à TLA + 0.60 % (60 points de base). En outre, cette requalification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un avenant au présent contrat. Néanmoins un nouvel acte de garantie sera exigé par le Prêteur.

- rembourser la Ligne du Prêt CPLS octroyée par le Prêteur, en complément du financement de l'opération objet du présent Prêt, dans le cas où la Ligne du Prêt PLS ferait l'objet d'un remboursement anticipé, total ou partiel, volontaire ou obligatoire.

- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

- affecter tout remboursement anticipé volontaire prioritairement à une Ligne du Prêt sur les dispositifs prêts de haut de bilan mobilisés par l'Emprunteur et ce, avant toute affectation à une ou plusieurs autres lignes de prêt de l'encours de l'Emprunteur auprès de la CDC.
  Si tout ou partie des fonds d'un de ces dispositifs de prêts de haut de bilan bonifiés n'étaient pas versés à l'Emprunteur au moment du remboursement anticipé volontaire, le Prêteur aura la faculté de réduire à due concurrence le montant des prêts haut de bilan non versés.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité forfaitaire, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'Amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas d'indemnité de remboursement anticipé volontaire, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'Amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Au titre d'une Ligne du Prêt mono-période

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires ne donneront lieu à la perception, par le Prêteur, d'aucune indemnité sur les montants remboursés par anticipation.

PR0090-PR0068 V3.66 page 29/35
Contrat de prêt n° 183274 Emprunteur n° 000208306

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires ne donneront lieu à la perception, par le Prêteur, d'aucune indemnité sur les montants remboursés par anticipation.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «Objet du Prêt» du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Au titre d'une Ligne du Prêt mono-période

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Taux Fixe non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux de la Ligne du Prêt majoré de 5 % (500 points de base).

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et/ou obligations découlant du présent contrat.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions, pénalités et indemnités ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents de Paris.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : NEOLIA

Numéro de référence **2023-052**

	Nombre de Logements
Logements ordinaires	**10**

Opération:

Intitulé	
Adresse	26 Route de Saverne
Commune	Oberhausbergen

Financement **Droit commun**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur:

CDC

Autre

Description de l'opération

Performance energétique: NF Habitat HQE

Chauffage: Collectif type: **Pompe à chaleur**

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne(m²)	SU moyenne(m²)	Charges prévisionnelles	Loyer mensuel moyen
PLUS	T2	2	49,14	53,64	173,21 €	362,09 €
PLUS	T3	5	66,25	71,07	256,35 €	479,70 €
PLAI	T2	2	43,68	47,83	173,21 €	286,98 €
PLAI	T4	1	74,59	79,09	274,17 €	474,54 €
			-	-	- €	- €
			-	-	- €	- €
			-	-	- €	- €
			-	-	- €	- €
			-	-	- €	- €
			-	-	- €	- €
Total		**10**	**591,48**	**637,38**		

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de petits logements	0

Loyer mensuel au m²:

PLAI	**Collectif**	6,00 €
PLUS	**Collectif**	6,75 €

Détail des postes de charges:

eau froide, électricité partie commune, entretien VMC, entretien ascenseur, entretien parties communes, entretien production ECS, Contrat Multiservices, relève des compteurs, consommation eau froide et eau chaude

Ratios

Charges immobilières	50 106,08 €	/ logement	prix au m² de SH	3 756,22 €
Cout des travaux	131 115,17 €	/ logement	prix au m² de SU	3 485,77 €
Prestations intellectuelles	23 158,33 €	/ logement		
Montant de la TVA	17 793,25 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Charges immobilières	**501 060,83 €**	22,55%	**Subventions**	***95 548,00 €***	***4,30%***
			ETAT	**24 048,00 €**	**1,08%**
Cout des travaux	**1 311 151,67 €**	59,01%			
			Eurométropole	**54 000,00 €**	**2,43%**
Prestations intellectuelles	**231 583,33 €**	10,42%	PLAI	33 000,00 €	1,49%
			PLUS	21 000,00 €	0,95%
Montant de la TVA	**177 932,50 €**	8,01%			
			Autre	**17 500,00 €**	**0,79%**
			Emprunts	***1 663 040,00 €***	***74,85%***
			Prêt PLAI Construction	171 221,00 €	7,71%
			ACTION LOGEMENT	72 000,00 €	3,24%
			Prêt PLUS Construction	619 966,00 €	27,90%
			Prêt PLAI Foncier	184 984,00 €	8,33%
			Prêt PLUS Foncier	494 869,00 €	22,27%
			PHB 2.0	120 000,00 €	5,40%
			Fonds propres	***463 140,33 €***	***20,85%***
Total	**2 221 728,33 €**	**100,00%**	**Total**	**2 221 728,33 €**	**100,00%**

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : NEOLIA

Numéro de référence **2023-053**

	Nombre de Logements
Logements ordinaires	**2**

Opération:

Intitulé	
Adresse	26 Route de Saverne
Commune	Oberhausbergen

Financement **Droit commun**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur:
CDC

Description de l'opération

Performance energétique: NF Habitat HQE

Chauffage: Collectif type: **Pompe à chaleur**

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne(m²)	SU moyenne(m²)	Charges prévisionnelles	Loyer mensuel moyen			
PLS	T2	1	47,54	52,04	173,21 €	491,26 €			
PLS	T3	1	75,90	80,40	256,35 €	758,98 €			
			-	-	- €	- €			
			-	-	- €	- €			
			-	-	- €	- €			
			-	-	- €	- €			
			-	-	- €	- €			
			-	-	- €	- €			
			-	-	- €	- €			
			-	-	- €	- €			
Total		**2**	**123,44**	**132,44**					

Loyer mensuel au m²:

PLS	Collectif	
		9,44 €

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de petits logements	0

Détail des postes de charges:

eau froide, électricité partie commune, entretien VMC, entretien ascenseur, entretien parties communes, entretien production ECS, Contrat Multiservices, relève des compteurs, consommation eau froide et eau chaude

Ratios

Charges immobilières	50 106,09 €	/ logement	prix au m² de SH	3 599,69 €
Cout des travaux	131 115,17 €	/ logement	prix au m² de SU	3 355,07 €
Prestations intellectuelles	23 158,34 €	/ logement		
Montant de la TVA	17 793,25 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Charges immobilières	**100 212,17 €**	22,55%	**Subventions**	***5 250,00 €***	***1,18%***
			ETAT	**0,00 €**	**0,00%**
Cout des travaux	**262 230,33 €**	59,01%			
			Eurométropole	**- €**	**0,00%**
Prestations intellectuelles	**46 316,67 €**	10,42%			
Montant de la TVA	**35 586,50 €**	8,01%			
			Autre	**5 250,00 €**	**1,18%**
			Emprunts	***369 020,00 €***	***83,05%***
			Prêt PLS Construction	99 056,00 €	22,29%
			Prêt PLS Foncier	144 039,00 €	32,42%
			Prêt PLS Complémentaire	101 925,00 €	22,94%
			PHB 2.0	24 000,00 €	5,40%
			Fonds propres	***70 075,67 €***	***15,77%***
Total	**444 345,67 €**	**100,00%**	**Total**	**444 345,67 €**	**100,00%**

Strasbourg.eu
eurométropole

69

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

PIERRES & TERRITOIRES - Prise en garantie de l'emprunt souscrit auprès du Crédit Coopératif pour une opération de 4 logements en accession sociale sécurisée financée en Prêt social locatif accession située à HOLTZHEIM - 2 rue de l'Ecole.

Numéro E-2026-313

Le Programme local de l'habitat (PLH) de l'Eurométropole de Strasbourg, intégré au Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI) prévoit dans le cadre du développement du parcours résidentiel des ménages un objectif de développement de l'accession sociale à la propriété de 100 logements par an.

Les opérations immobilières en financement Prêt social location accession (PSLA) entrent dans le champ des opérations d'accession sociale sécurisée.

Le financement PSLA est un prêt conventionné qui peut être consenti à des personnes morales (organismes HLM, SEM, promoteurs privés…) pour financer des opérations de construction ou d'acquisition de logements neufs après obtention d'un agrément délivré par l'Eurométropole de Strasbourg sur son territoire et signature d'une convention.

Le promoteur Pierres & Territoires de France - Alsace réalise une opération en financement PSLA sise 2 rue de l'École à HOLTZHEIM qui concerne 4 logements, commercialisés à hauteur de 100 %.

Cette opération est financée par un PSLA contracté auprès du Crédit Coopératif d'un montant de 750 000 euros (sept-cents-cinquante mille euros).
Pierres & Territoires de France - Alsace sollicite l'Eurométropole de Strasbourg pour obtenir une garantie d'emprunt relative au Prêt social location accession de cette opération.

La validation de cette garantie d'emprunt permettra la mise en place du PSLA contracté auprès du Crédit Coopératif et donc la réalisation de cette opération.

Les caractéristiques de ce prêt sont précisées dans le contrat de prêt annexé à la présente délibération.

La durée de la garantie ne peut excéder la durée totale du prêt. Toutefois, à chaque

levée d'option d'un locataire acquéreur, Pierres & Territoires de France - Alsace doit rembourser la part intégrale du financement Prêt social location accession concerné par anticipation.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'article R 221-19 du Code monétaire et financier
vu l'article 2298 du Code civil
vu les articles L 2252-1 et 2252-2 du Code général des collectivités territoriales
vu la décision d'agrément de l'État du 24 novembre 2025
vu le contrat de prêt n° A9226008 en annexe signé entre Pierres & Territoires de France – Alsace, ci-après l'Emprunteur et le Crédit Coopératif
sur proposition de la Commission Plénière
après en avoir délibéré

approuve

l'octroi de la garantie à hauteur de 100 % par l'Eurométropole du prêt social location accession (PSLA) contracté par Pierres & Territoires de France – Alsace auprès du Crédit Coopératif pour la réalisation de 4 logements en financement de prêt social location-accession (PSLA) au sein de l'opération sise 2 rue de l'École à HOLTZHEIM, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°A9226008 joint et qui fait partie intégrante de la présente délibération.

Engagements de l'Eurométropole de Strasbourg :

- *au cas où Pierres & Territoires de France – Alsace pour quelque motif que ce soit - ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires encourus sur le prêt, l'Eurométropole de Strasbourg s'engage à en effectuer le paiement en ses lieux et place, sur simple notification de la Crédit Coopératif par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements,*
- *l'Eurométropole de Strasbourg s'engage pour ce faire - pendant toute la durée du prêt - à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des emprunts.*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à intervenir au contrat de prêt social location accession (PSLA) qui sera passé entre le Crédit Coopératif et Pierres & Territoires de France – Alsace, ainsi qu'à signer toute convention ou tout document y afférent en application de la présente délibération.

18 juillet 2025

PIERRES & TERRITOIRES
GROUPE PROCIVIS ALSACE

Note de présentation
Idéo à HOLTZHEIM - HOLTZHEIM
4 Maisons en PSLA

Le terrain est cadastré section 1 n°387 & section 1 n°321 d'une contenance totale de 719 m² situé 2 rue de l'école à HOLTZHEIM (67 810),
Il a été acquis par la Sté OIKOS le 3 juin 2021. La société OIKOS a fusionné le 28/06/2024 avec la société Pierre et Territoires de France Alsace.



Un permis de construire a été accordé le 10 octobre 2024 pour la construction de 4 maisons de type 4 pièces d'une surface de plancher de 350 m².

Les maisons seront soumises au régime de la copropriété horizontale et comprendront chacune un jardin privatif, une place de parking et un garage.

Il a été souhaité de développer une offre d'habitat individuel abordable en accession sociale sécurisée, au travers du dispositif PSLA pour 4 maisons.

Cela permet notamment de répondre aux besoins des jeunes actifs sur la commune, et des familles avec enfants aux revenus modestes.

La garantie de rachat est assurée par PROCIVIS ALSACE, et la garantie de relogement sera assurée par un de nos partenaire bailleur.

Le financement est assuré par le crédit coopératif.

Construction de 4 maisons d'habitation
2 rue de l'école - 67 810 HOLTZHEIM

		M 1				M 2				M3				M4				M5				M6				M7				M8				M9				M10				M11				M12			
		1				5				9				14				18				22				27				31				36				40				44				49			
1	TERRASSEMENT-VOIRIE																																															
2	GROS-OEUVRE																																															
3	CHARPENTE BOIS																																															
5	COUVERTURE ZINGUERIE																																															
7	MENUISERIE EXT PVC																																															
8	ECHAFAUDAGE																																															
9	ENDUIT EXTERIEUR																																															
10	SANITAIRE PLOMBERIE																																															
11	CHAUFFAGE PAC																																	chauffe															
11B	ISOLATION SOL																																															
12	VMC																																															
13	PANNEAU PHOTOVOLTAIQUE																																															
20	PLATRERIE ISOLATION																																															
20 BIS	ISOLATION COMBLES																																															
21	MENUISERIE INTERIEURE																																															
21 BIS	ESCALIER BOIS																																															
22	CHAPES																																															
23	CARRELAGE FAIENCE																																															
24	REVETEMENTS SOLS																																															
25	PEINTURE INTERIEURE																																															
26	PORTES GARAGES																																															
27	SERRURERIE																																															
28	NETTOYAGE																																															
30	AMENAGEMENT EXT VOIRIE																																															
31	ASSAINISSEMENT RESEAUX EXT																																															
32	ESPACES VERTS																																															
	OPR																																															
	RECEPTION																																															

séchage

idéo
L'Esprit Maison

GRILLE DE PRIX AGREMENT

DECOMPOSITION DE LA SURFACE UTILE ET TYPOLOGIE - HOLTZHEIM

Orientation	Type	Niv	N° Lot	Acquéreurs	Surf. Hab.	Surface utile	PRIX TOTAL HT	PRIX TOTAL TVA 5,5 %
S-E	4	RDC + R+1	1	SCHALL SAUGET	84,76	90,76	313 649 €	330 900 €
E	4	RDC + R+1	2	MAJOR	84,76	90,76	313 649 €	330 900 €
E	4	RDC + R+1	3	HIFI	84,76	90,76	318 957 €	336 500 €
E	4	RDC + R+1	4	AKCAKAYA	84,76	90,76	323 128 €	340 900 €
TOTAL :					**339,04**	**363,04**	**1 269 383 €**	**1 339 200 €**

CREDIT COOPERATIF
SOCIETE COOPERATIVE ANONYME DE BANQUE
POPULAIRE A CAPITAL VARIABLE
RCS : NANTERRE 349 974 931
DEPT DES PRODUITS DE CREDITS
12 BOULEVARD PESARO – CS 10002
92024 NANTERRE CEDEX

CREDIT COOPERATIF

REFERENCES
Dossier : **A9226008**
N° Personne : **904436446**
Resp. : **MO PM / CVR**
Tél. : **0988906216**
Mail : **rea@credit-cooperatif.coop**

PRÊT

Entre :

Le CREDIT COOPERATIF, SOCIETE COOPERATIVE ANONYME DE BANQUE POPULAIRE A CAPITAL VARIABLE, dont le siège est au **12 BOULEVARD PESARO – CS 10002 – 92024 NANTERRE CEDEX**, immatriculée au RCS de **NANTERRE 349 974 931** représentée par son Directeur général ou par ses délégués, ci-après dénommée "le Prêteur"

d'une part,

et :

Le ou les Emprunteurs conjoints et solidaires, plus amplement désignés au chapitre II "Conditions particulières", ci-après dénommés "L'Emprunteur" sans que cette appellation nuise à la solidarité stipulée entre eux

d'autre part,

En présence des personnes qui se sont portées cautions de l'Emprunteur également désignées au chapitre II "Conditions particulières".

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Le Prêteur consent et/ou ouvre à l'Emprunteur, un crédit dont les conditions générales figurent au Chapitre I.

Les conditions particulières précisant l'objet, le montant, la durée, les modalités et garanties, figurent au Chapitre II.

Il est précisé que les conditions « particulières » priment les conditions « générales »

Chapitre I - Conditions Générales

Le présent contrat, ci-après dénommé le « Contrat », comprend des conditions particulières, des conditions générales et, le cas échéant, des conditions spécifiques et/ou annexes.
Les conditions particulières prévalent, dans tous les cas, sur les conditions générales et sur les conditions spécifiques et/ou les annexes dès lors qu'elles viennent soit les compléter soit les modifier. En outre, les conditions spécifiques priment les conditions générales lorsqu'elles traitent du même objet.

Définitions
Les termes « Crédit » et « Prêt » s'appliquent aussi bien à un seul qu'à plusieurs prêts composant l'opération de financement, et sont indifféremment utilisés dans le cadre du Contrat.

Le terme « Emprunteur » s'applique aussi bien à un seul emprunteur qu'à des co-emprunteurs. En cas de pluralité d'emprunteurs, ceux-ci sont tenus solidairement entre eux des obligations résultant du Contrat et de ses suites.

Le terme « Caution » s'applique aussi bien à une seule qu'à plusieurs caution(s), personne(s) physique(s) et/ou morale(s).

I – CONCLUSION DU CONTRAT

Formation du Contrat
Le Contrat sera valablement formé par la signature de ce dernier par le Prêteur et l'Emprunteur.
Sauf indication contraire, la date de signature du Contrat par le Prêteur correspond à la date d'édition ou d'émission du Contrat.
La signature par l'Emprunteur devra intervenir au plus tard dans les trente (30) jours calendaires à compter de la date d'édition ou d'émission indiquée en début de Contrat. A défaut, l'offre de Contrat faite par le Prêteur sera nulle.

Objet du Contrat
L'objet du Contrat est le financement du Crédit dont les modalités sont mentionnées aux conditions particulières du Contrat.
L'Emprunteur s'engage à n'employer les fonds prêtés qu'au financement de l'objet défini aux conditions particulières du Contrat et à réaliser cet objet.
L'utilisation du Crédit à un objet autre que celui contractuellement prévu ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur, ni lui être opposée le cas échéant par l'Emprunteur, la Caution et/ou le(s) garant(s).
L'Emprunteur s'engage à justifier de l'utilisation des fonds à première demande du Prêteur.

II – EXECUTION DU CONTRAT

Conditions et modalités de versement des fonds

Conditions de versement des fonds
Le versement des fonds est subordonné :
- à la fourniture au Prêteur d'un exemplaire dûment signé du Contrat ;
- au paiement des frais et commissions dues et exigibles au titre du Contrat ;
- à la constitution et à la régularisation des garanties prévues au du Contrat et au paiement des frais afférents à ces dernières ;
- à l'accomplissement des formalités et conditions/clauses particulières, spécifiques, préalables ou suspensives, prévues au Contrat ;
- à l'adhésion à l'assurance emprunteur lorsque cette assurance est exigée par le Prêteur.

Le Contrat pourra être caduc en cas de non-réalisation de de l'une quelconque des conditions susvisées. Le cas échéant, l'ensemble des frais de toute nature relatifs au Contrat déjà versés par l'Emprunteur au Prêteur ou à tout tiers resteront en leur acquit.

Modalités de versement des fonds
Sauf indication contraire aux conditions particulières ou spécifiques du Crédit, la phase pendant laquelle intervient le versement des fonds, dénommée la phase de préfinancement, indiquée aux conditions particulières du Contrat, prend fin à la date de point de départ d'amortissement du Crédit telle que prévue ci-dessous.

Tout versement du Crédit a lieu sur demande de l'Emprunteur, en une ou plusieurs fois pour un montant qui ne pourra être inférieur à dix (10) % du montant du Crédit.
Le premier versement de fonds devra intervenir dans le délai de 5 mois à compter de la signature par le Prêteur du Contrat. A défaut, et sauf accord contraire du Prêteur formalisé par tout moyen, le Contrat sera réputé caduc. Le Contrat caduc ne pourra plus donner lieu à un quelconque versement et l'ensemble des frais de toute nature relatifs au Contrat, déjà versés par l'Emprunteur au Prêteur ou à tout tiers, resteront en leur acquit.

Les fonds devront être entièrement versés durant la phase de préfinancement décrite aux conditions particulières du Contrat ou, à défaut, dans le délai indiqué aux conditions spécifiques du Contrat ou, à défaut, dans le délai maximum de **24 mois** à compter de la signature du Contrat par le Prêteur.
Passé ce délai, et sauf accord contraire du Prêteur formalisé par tout moyen, l'Emprunteur ne pourra plus procéder à une quelconque nouvelle demande de versement et le montant du Crédit sera réduit à hauteur des sommes déjà versées.

Les demandes de versement de fonds devront toujours parvenir par écrit au Prêteur, au plus tard trois (3) jours ouvrés avant la date de versement souhaitée. Le Prêteur ne sera pas tenu responsable de tout retard indépendant de sa volonté pour quelque motif que ce soit, tant à l'égard de l'Emprunteur qu'à l'égard de tout tiers.
A la convenance du Prêteur, les fonds pourront être versés soit sur le compte désigné par l'Emprunteur dans les conditions particulières du Contrat, soit directement au notaire ou à l'avocat, aux vendeurs, entrepreneurs, promoteurs ou fournisseurs, en une seule fois ou par versements fractionnés.
La preuve du versement du Crédit résultera suffisamment des écritures passées par le Prêteur.
Les documents relatifs au(x) versement(s) des fonds seront constitués, pour les besoins des présentes, par les factures en bonne et due forme, les situations de travaux et/ou tout autre justificatif que le Prêteur jugera nécessaire.

Différé ou franchise d'amortissement
Lorsque les conditions particulières du Contrat le prévoient, la phase d'amortissement du Crédit est précédée d'une phase de différé ou franchise d'amortissement.
Les termes « différé » ou « franchise » sont indifféremment utilisés dans le cadre du Contrat et signifient que le règlement du capital et/ou des intérêts est reporté totalement ou partiellement à une date ultérieure selon les modalités prévues au Contrat. L'existence d'une phase de différé total ou partiel reporte la date d'entrée en amortissement du Crédit.

Différé total ou franchise totale (franchise d'amortissement du capital et des intérêts)
Pendant la phase de différé total, les intérêts du Crédit sont calculés au taux mentionné aux conditions particulières du Contrat sur le montant total des fonds versés et sont, conformément au tableau d'amortissement fourni à l'Emprunteur :
-soit capitalisés et viennent augmenter le capital à rembourser par l'Emprunteur ;
-soit prélevés en une seule fois, à la date du point de départ de l'amortissement ou avec la première échéance ;
-soit exigibles en même temps que le capital, à la date de fin du Crédit.
Durant cette phase, les primes de l'assurance emprunteur (en cas d'adhésion au contrat d'assurance emprunteur souscrit auprès du Prêteur) ainsi que les commissions périodiques de toute nature, s'il y a lieu, sont prélevées aux dates et selon la périodicité définie aux conditions particulières du Contrat.

Différé partiel ou franchise partielle (franchise d'amortissement du capital)
Pendant la période de différé partiel, les échéances comprennent les intérêts au taux du Crédit, calculés sur le montant total des fonds versés, ainsi que les primes de l'assurance emprunteur (en cas d'adhésion au contrat d'assurance emprunteur souscrit auprès du Prêteur) et les éventuelles commissions périodiques de toute nature.

Remboursement du Crédit – Amortissement
Le point de départ d'amortissement intervient à la première date d'échéance suivant le versement total des fonds ou à la fin de la phase de préfinancement ou, le cas échéant, à la fin de la phase de différé selon les modalités prévues aux conditions particulières du Contrat.

Conformément au tableau d'amortissement qui sera fourni à l'Emprunteur, le remboursement du capital prêté se fera à terme échu, suivant les modalités prévues aux conditions particulières du Contrat, notamment :
- Soit de manière constante, auquel cas la part de capital de chaque échéance de remboursement sera égale au montant total du Crédit divisé par le nombre d'échéances ;
- Soit de manière progressive sur la base du taux indiqué aux conditions particulières du Contrat.
Dans les deux cas susvisés, les échéances comprennent l'amortissement en capital, le paiement des intérêts, les primes de l'assurance emprunteur (en cas d'adhésion au contrat d'assurance emprunteur souscrit auprès du Prêteur) et les éventuelles commissions périodiques de toute nature payables à terme échu.
- Soit « in fine », auquel cas le remboursement du capital interviendra en une seule fois, au terme de la durée du Crédit mentionnée aux conditions particulières du Contrat.

Calcul et paiement des intérêts

Intérêts Intercalaires
Il sera perçu des intérêts intercalaires sur les fonds versés avant l'entrée en amortissement du Crédit.
Ces intérêts intercalaires sont calculés au taux d'intérêt mentionné aux conditions particulières du Contrat sur la base des sommes effectivement versées jusqu'à la date de point de départ d'amortissement ou la date de première échéance (en phase de différé ou franchise).

Le paiement de ces intérêts se fait, conformément aux modalités prévues aux conditions particulières du Contrat, soit en une seule fois, lors de la première échéance qui suit la date de point de départ d'amortissement du Crédit, soit de manière échelonnée, soit le montant de ces intérêts est capitalisé et augmente le capital à rembourser par l'Emprunteur.

Intérêts pendant la période d'amortissement
Pendant la période d'amortissement, les intérêts sont calculés sur le montant du capital restant dû, au taux fixé aux conditions particulières du Contrat. Un tableau d'amortissement, comprenant notamment la part en intérêts, est fourni par le Prêteur à l'Emprunteur.

Intérêts en cas de crédit in fine
En cas de crédit in fine, les intérêts sont calculés sur le montant du capital restant dû au taux précisé aux conditions particulières du Contrat. Toute échéance d'intérêts est payable à terme échu selon les modalités mentionnées aux conditions particulières du Contrat.

Intérêts de retard
Toute somme exigible et non payée à bonne date ainsi que tous frais et débours qui seraient avancés par le Prêteur au titre du Contrat supporteront de plein droit des intérêts de retard au taux du Crédit majoré de trois (3) points sans qu'aucune mise en demeure soit nécessaire. Les intérêts se capitaliseront de plein droit lorsqu'ils seront dus pour une année entière, conformément aux dispositions légales en vigueur.

Mode de paiement – Prélèvement - Compensation
L'Emprunteur autorise le Prêteur à prélever sur le compte ouvert à son nom et désigné aux conditions particulières du Contrat, le montant des frais, des intérêts intercalaires, des primes d'assurance (en cas d'adhésion au contrat d'assurance emprunteur souscrit auprès du Prêteur), des échéances de remboursement et plus généralement de toutes sommes exigibles au titre du Contrat, et ce, dès la conclusion du Contrat et pendant toute sa durée.

En cas de prélèvements SEPA, lorsque le compte de prélèvement n'est pas ouvert dans les livres du Prêteur, le tableau d'amortissement fera office de notification des prélèvements. En tout état de cause, l'Emprunteur accepte de recevoir la notification de prélèvement, par tous moyens appropriés, le cas échéant sous forme électronique (tableau d'amortissement, échéancier, lettres, avis d'échéances, factures...), trois (3) jours au plus tard avant la date du (des) prélèvement(s).
Toute modification affectant le montant à prélever donnera lieu à une nouvelle notification dans les mêmes conditions.

L'Emprunteur s'engage à ce que son compte de prélèvement présente un solde suffisant. A défaut de provision suffisante, le prélèvement pourra s'opérer sur tout autre compte ou sous compte ouvert dans les livres du Prêteur au nom de l'Emprunteur.
De plus, l'Emprunteur autorise le Prêteur à compenser de plein droit les sommes dont il serait redevable, à un titre quelconque, au titre du contrat, avec toutes celles que le Prêteur pourrait lui devoir, et ce, en raison de la nécessaire connexité qui existe entre toutes les conventions conclues entre le Prêteur et l'Emprunteur.

Evénements affectant les taux ou indices de référence
a) Les parties conviennent qu'en cas de modification de la définition, de la méthodologie, de la formule de calcul ou des modalités de publication du taux ou de l'indice de référence ainsi qu'en cas de modification affectant l'organisme le fournissant ou le calculant, que celles-ci soient permanentes ou ponctuelles, tout taux ou indice issu de cette modification s'appliquera de plein droit dans les mêmes conditions que celles prévues dans le Contrat. Toute référence dans le Contrat à l'indice de référence est réputée être une référence à l'indice de référence tel que modifié.

b) En cas de cessation temporaire de la publication du taux ou de l'indice de référence utilisé ou tout autre indice qui y serait substitué en application des dispositions « Evénements affectant les taux ou indices de référence » résultant d'une erreur ou d'un dysfonctionnement de nature administrative ou opérationnelle, la valeur du taux ou de l'indice sera réputée être la valeur de l'indice publiée le dernier jour ouvré TARGET pour lequel l'indice a été publié. Si la cessation temporaire de publication se prolonge au-delà de huit [8] jours ouvrés TARGET, le paragraphe c) sera réputé applicable comme si une Cessation Définitive du taux ou de l'indice de référence était survenue.
Pour les besoins du paragraphe « Evénements affectant les taux ou indices de référence », la "Cessation
Définitive" signifie (i) la publication d'une information par (x) l'administrateur de l'indice ou (y) par une autorité de régulation, une autorité de résolution, une banque centrale ou une juridiction ayant compétence sur l'administrateur de l'indice, indiquant que l'administrateur a cessé ou va cesser, de manière permanente ou pour une durée indéfinie, de fournir l'indice concerné et (ii) qu'aucun administrateur ne succède à l'administrateur initial pour fournir cet indice.

c) En cas de Cessation Définitive du taux ou de l'indice de référence ou d'impossibilité pour le Prêteur en vertu de la réglementation qui lui est applicable d'utiliser le taux ou l'indice de référence, le Prêteur substituera au taux ou à l'indice de référence concerné (l'« Indice Affecté ») l'Indice de Substitution.
L'Indice de Substitution sera tout taux ou indice de référence officiellement désigné, déterminé ou recommandé, par ordre de priorité, (1) par l'administrateur de l'Indice Affecté, (2) par toute autorité compétente, ou (3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus (ensemble les "Organismes Compétents")

comme étant le taux ou l'indice de référence de substitution de l'Indice de référence concerné (l'"Indice de Substitution"). Si aucun Indice de Substitution n'a été désigné, le Prêteur agissant de bonne foi désignera comme Indice de Substitution un taux ou un indice présentant les caractéristiques les plus proches de l'Indice Affecté, en tenant compte de la pratique de marché observée à la date de la substitution. L'Indice de Substitution s'appliquera de plein droit dans les mêmes conditions que celles prévues dans le Contrat.
Le Prêteur agissant de bonne foi pourra procéder à certains ajustements des modalités contractuelles dudit Contrat afin de permettre l'utilisation de l'Indice de Substitution dans des conditions de nature à préserver les caractéristiques économiques du Contrat. Ces ajustements pourront notamment consister en un ajustement, à la hausse ou à la baisse, de la marge applicable afin de réduire ou d'éliminer, dans la mesure du possible dans de telles circonstances, tout préjudice ou avantage économique (le cas échéant) pour chacune des parties résultant de la substitution de l'Indice de Substitution à l'Indice Affecté. Dans la détermination de ces ajustements, le Prêteur tiendra compte dans la mesure du possible de tout ajustement préconisé par un Organisme Compétent.
Le Prêteur informera dans les meilleurs délais l'Emprunteur de la survenance d'un événement visé au point c) ci-dessus et lui communiquera l'Indice de Substitution par tout moyen, et notamment par lettre simple ou sous forme électronique dans l'espace banque à distance de l'Emprunteur.
L'absence de contestation de l'Emprunteur dans un délai d'un mois à compter de la date d'envoi de l'information vaudra acceptation par l'Emprunteur du remplacement de l'Indice Affecté par l'Indice de Substitution et le cas échéant, des ajustements qui lui auront été communiqués. L'Indice de Substitution s'appliquera aux intérêts dus par l'Emprunteur, dans les mêmes conditions que celles prévues au Contrat à compter de la première suivant la disparition ou l'impossibilité d'utiliser le taux ou indice de référence initial.
S'il s'oppose à la substitution de l'Indice Affecté par l'Indice de Substitution ou aux ajustements ci-dessus mentionnés, l'Emprunteur devra en informer le Prêteur par écrit dans **un délai d'un mois** à compter de la date de l'envoi de l'information.
Dès réception de la notification du refus de l'Emprunteur, le Prêteur se mettra en rapport avec l'Emprunteur afin d'organiser le remboursement par anticipation du capital restant dû. L'Emprunteur devra rembourser le capital restant dû du Prêt majoré des intérêts courus entre la date de la dernière échéance et la date de remboursement anticipé, dans un délai maximum de 10 jours calendaires suivant la date à laquelle les montants à rembourser lui auront été notifiés par le Prêteur. Afin de calculer le montant des intérêts courus entre la date de la dernière échéance et la date de remboursement anticipé applicable, il sera fait application de l'Indice Affecté comme si aucune substitution n'était intervenue, tant que l'Indice Affecté est publié et que le Prêteur est en mesure de l'utiliser, et postérieurement à cette date, il sera fait application de l'Indice Affecté à la date de sa dernière publication.
Les stipulations qui précèdent sont sans préjudice des stipulations relatives aux obligations de l'Emprunteur en cas de remboursement anticipé relatives au paiement d'éventuelles indemnités de remboursement anticipé.

Taux effectif global (TEG)
Le taux effectif global du Crédit est déterminé conformément aux dispositions légales et règlementaires en vigueur. Le TEG indiqué aux conditions particulières du Contrat est calculé sur la base d'un versement total, immédiat et en une seule fois du montant du Crédit.

Si le taux d'intérêt du Crédit est variable ou révisable, le TEG est calculé sur la base de ce taux, qui demeurerait inchangé sur toute la durée du Crédit, composé de l'indice ou du taux de référence majoré de la marge, tels qu'indiqués aux conditions particulières.
Le TEG indiqué aux conditions particulières du Contrat peut correspondre, le cas échéant, à des chiffres arrondis selon la règle suivante :
- lorsque la 3ème décimale est inférieure ou égale à 4, la valeur de la deuxième décimale est conservée,
-lorsque la 3ème décimale est supérieure ou égale à 5, la valeur de la deuxième décimale est augmentée de 1.

Remboursement anticipé
L'Emprunteur pourra rembourser le Crédit par anticipation en partie ou en totalité, à une date normale d'échéance, moyennant un préavis d'un (1) mois par lettre envoyée en recommandé avec accusé de réception adressée au Prêteur, et sous réserve que le remboursement représente au minimum 10 % du capital emprunté, sauf s'il s'agit de son solde.

Dans l'hypothèse où le Prêt est un prêt à taux d'intérêt variable et/ou révisable et tant que l'Indice de Substitution » défini au paragraphe « Evénements affectant les taux ou indices de référence » ne sera pas déterminé, tout remboursement par anticipation n'interviendra qu'à titre provisionnel, le montant du remboursement définitif étant établi qu'après détermination du taux ou de l'Indice de Substitution.

Le remboursement anticipé du Crédit donne lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités sont précisées dans les conditions particulières et/ou spécifiques du Contrat.
Sauf prêt à remboursement In Fine, tel que mentionné aux conditions particulières, pour lequel la durée demeure inchangée, le remboursement anticipé partiel, au choix de l'Emprunteur, donne lieu :
- soit à un maintien de la durée du Crédit avec réduction du montant des échéances ;
- soit à une réduction de la durée du Crédit sans modification du montant des échéances.

Déclarations de l'Emprunteur
A la date des présentes, l'Emprunteur déclare et garantit expressément :

- qu'il est régulièrement constitué, qu'il peut valablement conclure le Crédit et remplir toutes les obligations qui en découlent pour lui, et notamment que sa signature, et s'il y a lieu, la signature des actes de garanties, ont été dûment autorisés dans les formes légales et/ou statutaires requises ;
- que les engagements découlant du Contrat, et le cas échéant des garanties y afférentes, ne contreviennent en aucune manière à un quelconque engagement, une quelconque disposition contractuelle, réglementaire ou légale qui pourrait le lier ou lui être applicable ;
- que les documents et informations fournis au Prêteur pour les besoins du Contrat sont exacts et que les documents financiers ont été établis selon les principes comptables généralement appliqués en France et donnent une image fidèle de son actif, de son passif et de ses résultats pour chaque exercice ;
- qu'il n'existe ou n'est survenu aucun événement (y compris réclamation ou procédure judiciaire, arbitrale ou administrative) relatif à son activité, son patrimoine, sa situation économique, juridique ou financière, susceptible d'empêcher la signature et/ou l'exécution du Contrat ou d'avoir un effet défavorable sur sa capacité à rembourser le Crédit ;
- qu'il n'existe pas de fait ou d'évènement susceptible de constituer l'un quelconque des cas mentionnés à l'article « Déchéance du terme et exigibilité anticipée du Crédit » du Contrat ;
- qu'il est à jour de ses paiements vis-à-vis de ses salariés, des administrations fiscales et des organismes de sécurité sociale.

Engagements de l'Emprunteur

L'Emprunteur s'engage pendant toute la durée du Crédit, sous peine de se voir appliquer les dispositions de l'article « Déchéance du terme et exigibilité anticipée du Crédit » :

- à fournir au Prêteur, annuellement et au plus tard dans les six (6) mois de la clôture de chaque exercice les documents suivants, s'il y a lieu certifiés par les commissaires aux comptes et accompagnés des rapports de ces derniers : (i) ses comptes sociaux annuels (comprenant notamment un bilan, un compte de résultat, un tableau de financement et leurs annexes), et le cas échéant (ii), ses comptes consolidés annuels (comprenant notamment un bilan, un compte de résultat, un tableau de financement et leurs annexes) ;
- à communiquer au Prêteur, sur première demande, tout élément justificatif sur sa situation juridique, financière, fiscale, comptable et patrimoniale ;
- à justifier, sur simple demande, être à jour de ses impôts, taxes et cotisations sociales ;
- à informer le Prêteur, dans un délai de huit (8) jours de l'acte ou de la décision concerné(e), de tout fait susceptible de remettre en cause sa capacité de remboursement du Crédit, ainsi que de toute modification concernant sa situation juridique ou la structure de son entreprise, notamment toute modification statutaire ou tout changement de mandataires sociaux ;
- à prévenir ou informer le Prêteur de toute procédure de mandat ad hoc, de conciliation, de sauvegarde (quelle qu'elle soit), de redressement ou liquidation judiciaire, ou de toute mesure similaire ou équivalente ;
- à ne pas démembrer, vendre ou transférer, à quelque titre que ce soit, le(s) bien(s) objet(s) du Crédit ou affecté(s) en garantie, ou procéder à un changement de sa (leur) nature ou destination, le(s) donner en location ou en gérance, à moins d'en avoir obtenu l'accord préalable et écrit du Prêteur ;
- à entretenir convenablement le(s) bien(s) objet(s) du Crédit ou donné(s) en garantie au titre du Crédit ;
- à informer sans délai, par lettre recommandée adressée avec accusé de réception, le Prêteur en cas de déclaration d'un patrimoine d'affectation, en tant qu'entrepreneur individuel à responsabilité limitée, ainsi qu'en cas de renonciation audit patrimoine, cession, donation ou apport dudit patrimoine d'affectation, intervenant postérieurement à la signature du Contrat ;
- à signaler dans les quinze (15) jours le décès de toute Caution ou de tout garant afin de permettre le remplacement de la garantie si nécessaire ;
- à notifier au Prêteur toute procédure civile d'exécution et expropriation sur l'(les) immeuble(s) objet(s) du Crédit ou donné(s) en garantie. En cas d'expropriation d'un immeuble financé ou remis en garantie au Prêteur, l'Emprunteur s'engage à céder ou déléguer au Prêteur ses droits et actions contre le débiteur au titre de toute indemnité d'éviction à laquelle l'Emprunteur aurait droit sans que cette cession ou délégation puisse faire obstacle au recouvrement de la créance du Prêteur par toutes autres voies de droit ;
- à informer immédiatement le Prêteur de tout(e) fait, évènement ou circonstance susceptible de constituer l'un quelconque des cas mentionnés à l'article « Déchéance du terme et exigibilité anticipée du Crédit » du Contrat.

Déchéance du terme et exigibilité anticipée du Crédit

Le Crédit sera résilié et les sommes prêtées deviendront immédiatement exigibles en capital, intérêts, commissions, indemnités, frais et accessoires, quinze (15) jours après l'envoi d'une mise en demeure de régler les sommes dues restée infructueuse et aucun autre versement de fonds ne pourra être sollicité par l'Emprunteur, dans l'un quelconque des cas suivants :

- non-paiement à bonne date d'une somme quelconque exigible au titre du Contrat ;
- non-paiement à bonne date d'une somme quelconque exigible au titre d'un quelconque autre concours consenti par le Prêteur ou tout autre établissement de crédit en cas de cofinancement ;
- incident de paiement de l'Emprunteur déclaré à la Banque de France, interdiction bancaire ou judiciaire d'émettre des chèques ;
- non-paiement à bonne date de toute prime d'assurance relative au Crédit et/ou au(x) bien(s) objet(s) du Crédit et/ou affecté(s) en garantie ;
- affectation du Crédit à un objet autre que celui prévu au Contrat ;
- défaut de production imputable à l'Emprunteur, dans un délai d'un (1) mois suivant la demande du Prêteur qui en sera faite, des justifications relatives à l'affectation des fonds aux dépenses de l'opération objet du Crédit ;
- non constitution effective de l'une quelconque des garanties prévues au Contrat ;
- non-respect de la réglementation spécifique applicable à chaque type de prêt consenti par le Prêteur et conditionnant l'octroi et le maintien de ces prêts ;

- vente ou transfert à quelque titre que ce soit, et sans l'accord préalable et écrit du Prêteur, du (des) bien(s) objet(s) du Crédit ou affecté(s) en garantie, altération de sa (leur) valeur par la faute ou négligence du constituant, ou changement de nature ou de destination du (des) bien(s) financé(s) ou affecté(s) en garantie ;
- déplacement, vente, apport en société du fonds de commerce ou artisanal exploité, cessation, non renouvellement, résiliation du bail des locaux servant à l'exploitation du fonds de commerce ou artisanal de l'Emprunteur ou affectés en garantie, comme en cas de non-paiement d'échéances de loyer lorsque le fonds est nanti ;
- démembrement ou apport du (des) bien(s) objet(s) du Crédit ou donné(s) en garantie sans l'accord écrit préalable et écrit du Prêteur ;
- vente, apport ou retrait de bien(s) nécessaire(s) à l'exploitation sans avoir préalablement recueilli l'accord écrit du Prêteur, lorsque l'Emprunteur est un entrepreneur individuel à responsabilité limitée, sauf en cas de remplacement par un bien de même nature et de même valeur ;
- modification de la répartition du capital social de l'Emprunteur et/ou des droits de vote qui y sont attachés, ayant pour conséquence de faire perdre le contrôle, directement ou indirectement, à l'associé majoritaire existant à la date de signature du Contrat, sauf accord préalable et écrit du Prêteur ;
- modification de la situation juridique et/ou patrimoniale de l'Emprunteur, notamment en cas de fusion, scission, absorption, apport partiel d'actif, réduction de capital, cession de l'entreprise de l'Emprunteur, sauf accord préalable et écrit du Prêteur ;
- modification de l'objet social de l'Emprunteur ou transfert de son siège social hors de France Métropolitaine sans accord préalable et écrit du Prêteur ;
- cessation ou changement de l'activité de l'Emprunteur déclarée lors de la demande du Crédit ;
- retrait d'agrément ou d'autorisation d'exercice ou radiation de l'Emprunteur en cas d'exercice par l'Emprunteur d'une activité réglementée ;
- décès de tout obligé ou co-obligé ;
- liquidation judiciaire de l'Emprunteur, sauf maintien de l'activité tel que prévu par les dispositions légales en vigueur ;
- procédure civile d'exécution prononcée à l'encontre de l'Emprunteur ou du tiers garant portant sur le(s) bien(s) objet(s) du Crédit ou affecté(s) en garantie ;
- rapport général des commissaires aux comptes faisant apparaître un refus de certification des comptes, une certification des comptes assortie de réserves ou une révélation de faits délictueux imputables à l'Emprunteur ;
- inexactitude de l'une quelconque des déclarations effectuées par l'Emprunteur sur des éléments essentiels ayant déterminé l'octroi du Crédit par le Prêteur ou pouvant compromettre le remboursement du Crédit ;
- fausse déclaration de la Caution ou du tiers garant dans les questionnaires remis à l'appui de la demande de Crédit et dans les documents justificatifs prévus dans le Contrat ;
- non-respect de l'un quelconque des engagements souscrits par l'Emprunteur au titre du Contrat.

Le Crédit sera résilié et les sommes prêtées deviendront exigibles en capital, intérêts, commissions, indemnités, frais et accessoires, immédiatement et de plein droit, après l'envoi d'une mise en demeure, et aucun autre versement de fonds ne pourra être sollicité par l'Emprunteur, en cas de comportement gravement répréhensible de l'Emprunteur, comme dans le cas où sa situation s'avérerait irrémédiablement compromise au sens des dispositions légales en vigueur.

Lorsque l'Emprunteur est un entrepreneur individuel à responsabilité limitée, il est convenu qu'il n'y aura pas, sauf accord préalable et écrit du Prêteur, transfert du Crédit et des sûretés y attachées, au cessionnaire ou au donataire du patrimoine affecté, au bénéficiaire de l'apport du patrimoine affecté en cas d'apport à une société, ou encore à un héritier en cas de reprise du patrimoine affecté. Le Prêteur pourra prononcer l'exigibilité anticipée de plein droit du Crédit à l'encontre de l'Emprunteur.

En cas d'exigibilité du Crédit consécutive à la résiliation du Contrat dans les cas prévus ci-dessus, l'Emprunteur devra verser au Prêteur une indemnité égale à cinq (5) % de l'ensemble des sommes dues au jour du prononcé de l'exigibilité anticipée.
Jusqu'à la date de règlement effectif, les sommes restant dues au titre du Crédit produisent des intérêts de retard selon les modalités prévues à l'article « Calcul et paiement des intérêts » à « Intérêts de retard ».

Assurance décès-invalidité et/ou incapacité de travail

En cas d'adhésion à une assurance « décès invalidité et/ou incapacité de travail » proposée par le Prêteur, l'assurance prend effet dans les conditions indiquées dans la notice d'assurance fournie à l'assuré.

Lorsque l'Emprunteur et/ou la Caution éventuelle adhère(nt) au contrat d'assurance proposé par le Prêteur, les modalités de prise d'effet de l'assurance et de calcul de la prime sont indiquées dans la notice d'information fournie à l'Emprunteur et /ou à la Caution éventuelle.

Dans l'hypothèse où l'Emprunteur ne souscrirait pas à une telle assurance, le Prêteur attire son attention sur les conséquences pouvant exister pour lui à raison de ce défaut d'assurance.
De convention expresse, l'admission définitive à l'assurance proposée par le Prêteur ne sera effective qu'après acceptation de l'assureur, acceptation constatée par la remise ou l'envoi d'un certificat individuel d'affiliation à l'assurance.
Dans l'éventualité du non-paiement des primes d'assurance pour quelque cause que ce soit, l'assuré fait son affaire personnelle des risques encourus consécutifs à l'absence de couverture.
En cas d'adhésion auprès d'une entreprise d'assurance autre que celle proposée par le Prêteur, l'assuré devra se reporter aux conditions générales du contrat souscrit auprès de cette entreprise d'assurance.

Assurances dommages
Dans les cas où une assurance n'est pas rendue obligatoire par la réglementation en vigueur, le Prêteur recommande à l'Emprunteur de souscrire auprès d'une entreprise d'assurance une assurance garantissant de tous dommages le(s) bien(s) objet(s) du Crédit et/ou affecté(s) en garantie. Dans l'hypothèse où l'Emprunteur souscrirait une telle assurance, le Prêteur sera subrogé dans les droits de l'Emprunteur au titre de l'indemnité d'assurance. Dans l'hypothèse où l'Emprunteur ne souscrirait pas à une telle assurance, le Prêteur attire l'attention de l'Emprunteur sur les conséquences pouvant exister pour lui à raison de ce défaut d'assurance.
L'Emprunteur s'engage à déclarer au Prêteur dans les meilleurs délais par lettre recommandée tout sinistre survenu sur le(s) bien(s) objet(s) du Crédit et/ou affecté(s) en garantie.
L'Emprunteur s'engage, pendant toute la durée du Crédit, à fournir, sur demande du Prêteur, tous les justificatifs relatifs à l'assurance du (des) bien(s) objet(s) du Crédit et/ou affecté(s) en garantie.

III- STIPULATIONS DIVERSES

Solidarité et indivisibilité entre emprunteurs et successeurs
En cas de pluralité d'emprunteurs, toute demande ou pièce relative à l'exécution du Contrat, notamment tous reçus, ordres de virement, appels de fonds, pourront être signés par l'un quelconque des emprunteurs, qui se confèrent réciproquement tous pouvoirs et consentements à cet effet, de sorte que la signature de l'un d'entre eux les engagera solidairement et indivisiblement.

Le Crédit étant réputé indivisible, il y aura solidarité et indivisibilité entre les successeurs de l'Emprunteur (notamment les héritiers ou ayants droit). Cette solidarité et cette indivisibilité auront effet sur le paiement de la dette, tant en principal qu'en intérêts, commissions, indemnités, frais et accessoires. Ainsi, la créance de paiement et de remboursement résultant du Crédit pourra être réclamée à chacun des successeurs de l'Emprunteur.

Les stipulations susmentionnées ne s'appliquent pas aux sociétés de capitaux et associations.

Imputation des paiements
De convention expresse entre les parties, il est convenu et accepté par l'Emprunteur que tout paiement partiel sera imputé dans l'ordre suivant : sur les frais et accessoires, puis sur les indemnités, puis sur les intérêts de retard, puis sur les commissions, puis sur les intérêts conventionnels et enfin sur le principal.

Impôts, frais et droits divers à la charge de l'Emprunteur
L'Emprunteur s'oblige à payer tous les impôts, taxes, commissions, frais, accessoires, droits et honoraires, présents et futurs, afférents au Contrat ou qui en seraient la suite ou la conséquence, notamment ceux exposés pour la constitution, le renouvellement, la conservation ou la réévaluation des garanties, ainsi que ceux liés à l'information de la Caution s'il y a lieu, ceux susceptibles d'être dus au titre de toutes modifications qui seraient apportées au Contrat, et ceux qu'entraînera l'exécution du Crédit .

L'Emprunteur autorise que ces sommes soient débitées du compte de prélèvement du Crédit.

Exercice des droits – Non renonciation
Tous les droits conférés au Prêteur ou à l'Emprunteur, par le Contrat ou par tout autre document délivré en exécution ou au titre du Contrat, comme les droits découlant de la loi, seront cumulatifs et pourront être exercés à tout moment.
Le fait pour le Prêteur ou l'Emprunteur de ne pas exercer un droit, ou le retard à l'exercer ne pourra jamais être considéré comme une renonciation à ce droit, et l'exercice d'un seul droit ou son exercice partiel n'empêchera pas le Prêteur ou l'Emprunteur de l'exercer à nouveau ou dans l'avenir ou d'exercer tout autre droit.

Lutte anti-corruption
L'Emprunteur s'engage (pour lui et le cas échéant les sociétés de son groupe) à ne pas utiliser les fonds empruntés dans l'objectif, partiel ou total, de commettre ou de favoriser, directement ou indirectement, un fait de corruption ou de trafic d'influence, de concussion, de prise illégale d'intérêt, de détournement de fonds publics ou de favoritisme en France ou dans toute autre juridiction.

Mobilisation – Transfert - Cession - Transfert des droits
Le Prêteur se réserve la faculté de mobiliser, apporter ou céder, notamment à un organisme de titrisation, la créance résultant du Crédit selon toutes modalités légales ou réglementaires en vigueur, et d'en sous-traiter le recouvrement.
L'Emprunteur ne pourra céder aucun droit ni obligation résultant du Contrat sans l'accord préalable et écrit du Prêteur.
Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations au titre du Crédit à toutes banques ou établissements de crédit de son choix.

Il est convenu entre les parties que la transmission du patrimoine du Prêteur à une société nouvelle ou déjà existante par l'effet d'une fusion, scission ou d'un apport partiel d'actifs, entraînera transmission à la société nouvelle ou déjà existante des droits et obligations au titre du Contrat et des sûretés attachées qui garantiront les obligations nées antérieurement et le cas échéant, postérieurement.

Circonstances nouvelles

La survenance de circonstances nouvelles à caractère monétaire, financier, bancaire ou fiscal résultant de dispositions légales ou réglementaires ou de directives, recommandations, interprétations émanant d'une autorité officielle ou d'une organisation professionnelle, entraînant pour le Prêteur une obligation nouvelle génératrice de charges supplémentaires, ou de manque à gagner, liés directement ou indirectement aux opérations du Contrat, telles par exemple la constitution de réserves ou dépôts obligatoires, une réglementation quantitative du crédit, l'instauration ou l'augmentation de coefficients de liquidités, entraînera les dispositions suivantes :
a) le Prêteur en informera l'Emprunteur par écrit dans les meilleurs délais. Le cas échéant, cette notification contiendra le montant estimatif de l'augmentation du coût et de l'indemnisation nécessaire ;
b) les parties au Contrat, dans le respect de la réglementation en vigueur, se concerteront en vue de parvenir à une solution amiable permettant de poursuivre l'exécution du Contrat ;
c) si aucune solution ne peut être trouvée dans un délai de trente (30) jours suivant la réception par l'Emprunteur de la notification susmentionnée, celui-ci devra :
- soit demander au Prêteur de maintenir le Crédit en acceptant expressément de supporter la totalité des éventuels coûts additionnels,
- soit rembourser immédiatement toutes les sommes dues au titre du Crédit en principal, intérêts, commissions, indemnités, frais et accessoires, ainsi que tous les éventuels coûts additionnels qui, jusqu'à la date de remboursement, pourraient résulter pour le Prêteur des circonstances nouvelles.

Refinancement par la Banque de Développement du Conseil en Europe (CEB)

Dans l'hypothèse d'un refinancement du présent prêt, partiellement obtenu auprès de la BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE (CEB), l'Emprunteur déclare, pour toute la durée dudit prêt et pendant un délai maximum de 6 ans après le remboursement du prêt à la CEB :
. Autoriser le Crédit Coopératif à communiquer à la CEB toutes les informations concernant l'Emprunteur, le présent prêt et les conditions de son remboursement, en ce compris la survenance de tout incident, et
. Autoriser la CEB et le Crédit Coopératif, agissant conjointement ou séparément, le cas échéant par l'exercice d'un droit de visite, notamment dans les locaux de l'Emprunteur, à effectuer ou faire effectuer toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles concernant l'utilisation des fonds prêtés, en particulier quant à leur conformité avec l'objet du prêt stipulé aux présentes, l'Emprunteur s'engageant dans cette perspective à leur donner toutes facilités à cet effet

Secret professionnel

Le Prêteur est tenu au secret professionnel conformément à la réglementation en vigueur.
Cependant, le secret doit être levé en vertu de dispositions légales, notamment à l'égard de l'administration fiscale, douanière, de la Banque de France (Fichier Central des Chèques...), des organismes de sécurité sociale et de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution.
Le secret ne peut être opposé à l'autorité judiciaire agissant :
- dans le cadre d'une procédure pénale ;
- ainsi que dans le cadre d'une procédure civile lorsqu'un texte spécifique le prévoit expressément.
Conformément à la réglementation en vigueur, le Prêteur peut partager des informations confidentielles concernant l'Emprunteur, les payeurs, les Cautions et/ou garant(s) éventuels, notamment dans le cadre des opérations énoncées ci-après :
- avec les entreprises qui assurent ou garantissent les crédits (entreprises d'assurances, sociétés de caution mutuelle, par exemple),
- avec des entreprises de recouvrement,
- avec des tiers (prestataires, sous-traitants, ...) en vue de leur confier des fonctions opérationnelles, dans le strict cadre des prestations confiées par le Prêteur,
- lors de l'étude ou de l'élaboration de tous types de contrats ou d'opérations concernant ses clients, dès lors que ces entités appartiennent au même groupe que le Prêteur (BPCE, Banques Populaires, Caisses d'Epargne, ...),
-des entreprises tierces en cas de cessions de créance.

Les personnes recevant des informations couvertes par le secret professionnel, qui leur ont été fournies pour les besoins d'une des opérations ci-dessus énoncées, doivent les conserver confidentielles, que l'opération susvisée aboutisse ou non. Toutefois, dans l'hypothèse où l'opération susvisée aboutit, ces personnes peuvent à leur tour communiquer les informations couvertes par le secret professionnel dans les mêmes conditions que celles visées au présent article aux personnes avec lesquelles elles négocient, concluent ou exécutent les opérations énoncées ci-dessus.

L'Emprunteur peut aussi indiquer par écrit les tiers auxquels le Prêteur sera autorisé à fournir les informations le concernant qu'il mentionnera expressément.

Obligations déclaratives DAC 6

YR

Tout intermédiaire intervenant dans le cadre d'un dispositif transfrontière au titre de DAC 6 (« DAC 6 » désignant (i) la Directive (UE) 2018/822 du Conseil du 25 mai 2018 modifiant la Directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal en rapport avec les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, (ii) l'Ordonnance N° 2019-1068 du 21 octobre 2019 relative à l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal en rapport avec les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, (iii) les dispositions des articles 1649 AD, 1649 AE et 1649 AH du Code général des impôts (sans que cette liste soit limitative) et (iv) tout(e) loi, décret, instruction ou réglementation qui viendrait préciser la mise en œuvre ou modifier les dits textes) impliquant l'Emprunteur se conformera aux obligations déclaratives auxquelles il est soumis, sous réserve de l'obtention préalable de l'accord exprès de l'Emprunteur.
A défaut d'accord écrit de l'Emprunteur autorisant l'intermédiaire concerné à remplir ses obligations déclaratives au titre de DAC 6, l'Emprunteur est informé que chaque intermédiaire concerné devra notifier, si la situation l'exige, à tout autre intermédiaire connu et participant à ce même dispositif, de l'obligation déclarative qui lui incombe. En l'absence d'autre intermédiaire, l'intermédiaire concerné devra adresser à l'Emprunteur la notification d'obligation déclarative lui incombant et lui transmettra les informations nécessaires et connues par lui pour lui permettre de respecter ses obligations déclaratives. Dans ce dernier cas, l'obligation déclarative DAC 6 incombe alors uniquement à l'Emprunteur.

Protection des données à caractère personnel
Dans le cadre de la signature et de l'exécution du Contrat et plus généralement de leur relation, le Prêteur recueille et traite des données à caractère personnel concernant l'Emprunteur et les personnes physiques intervenant dans le cadre de cette relation.
Les informations expliquant pourquoi et comment ces données sont utilisées, combien de temps elles seront conservées ainsi que les droits dont les personnes concernées disposent sur leurs données figurent dans la Notice d'information du Prêteur sur le traitement des données à caractère personnel. Cette notice est portée à la connaissance des personnes concernées lors de la première collecte de leurs données. Elles peuvent y accéder à tout moment, sur le site internet du Prêteur https://www.credit-cooperatif.coop/Protection-des-données-a-caractere-Personnel ou en obtenir un exemplaire auprès de leur agence.

Le Prêteur communiquera en temps utile les évolutions apportées à ces informations.

Démarchage
Si l'Emprunteur a été démarché en vue de la souscription du Contrat dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, et même si son exécution a commencé avant l'expiration du délai de rétractation, l'Emprunteur est informé de la possibilité de revenir sur son engagement.
Ce droit de rétractation peut être exercé dans un délai de quatorze (14) jours calendaires révolus à compter de la conclusion du Contrat en adressant un courrier au Prêteur.
Conformément aux dispositions légales en vigueur, l'emprunteur personne physique est informé qu'il peut s'inscrire sur une liste d'opposition au démarchage téléphonique. Toutefois, malgré cette inscription, l'emprunteur personne physique peut être démarché par téléphone par le Prêteur dès lors qu'il existe des relations contractuelles antérieures.

Imprévision
Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, les parties conviennent d'exclure l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil au Contrat.

Nullité partielle
Au cas où une stipulation du Contrat deviendrait illégale, nulle ou inopposable, ceci ne portera pas atteinte à la licéité, à la validité ou à l'opposabilité des autres stipulations du Contrat.

Langue et droit applicables
Les parties choisissent d'un commun accord d'utiliser la langue française durant leurs relations précontractuelles et contractuelles et de rédiger les présentes dispositions contractuelles en langue française.
La loi applicable au Contrat est la loi française.

Election de domicile – Attribution de compétence
Pour l'exécution du Contrat, les parties déclarent élire domicile en son siège social pour le Prêteur, et pour l'Emprunteur, en son siège social ou au lieu de son exploitation principale.
Pour toute contestation pouvant naître du Contrat, il est expressément fait attribution de compétence au Tribunal dans le ressort duquel est situé le siège social du Prêteur. La présente clause n'est applicable que si l'Emprunteur a la qualité de commerçant.

Jour ouvré
Le terme « jour ouvré » utilisé dans le Contrat s'entend comme un jour ouvré TARGET où les Banques sont ouverte, en France, pour le règlement d'opérations interbancaires.
Par jour ouvré TARGET, il faut entendre tout jour entier où fonctionne le système TARGET -Trans-European Automated Real-Time Gross Settlement Express Transfer) ou tout autre système de paiement qui s'y substituerait.

CREDIT COOPERATIF
SOCIETE COOPERATIVE ANONYME DE BANQUE
POPULAIRE A CAPITAL VARIABLE
RCS : NANTERRE 349 974 931
DEPT DES PRODUITS DE CREDITS
12 BOULEVARD PESARO – CS 10002
92024 NANTERRE CEDEX

CREDIT COOPERATIF

REFERENCES
Dossier : **A9226008**
N° Personne : **904436446**
Resp. : **MO PM / CVR**
Tél. : **0988906216**
Mail : **rea@credit-cooperatif.coop**

Chapitre II - Conditions Particulières

DATE DE NOTIFICATION : 15/01/2026

EXPOSE PREALABLE

Le présent prêt est consenti dans le cadre du Code de la construction et de l'habitation et notamment des articles R 331-76-5-1 à R 331-76-5-4 relatifs aux prêts sociaux de location - accession et des textes subséquents ainsi qu'en exécution de la décision favorable d'agrément prise par Le Représentant de l'Etat dans l'Eurométropole de Strasbourg en date du 24/11/2025 délivrée à l'Emprunteur.

I - IDENTIFICATION DE L'EMPRUNTEUR

N° Personne	:	**904436446**
NOM	:	**PIERRES & TERRITOIRES DE FRANCE - ALSACE SAS**
FORME JURIDIQUE	:	**SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE**
ADRESSE	:	**11 RUE DU MARAIS VERT** **67000 STRASBOURG**
RCS N°	:	**510 475 437 de STRASBOURG**

II - OBJET DU CONCOURS

Financement de 4 logements sis à 2 Rue de l'Ecole 67810 HOLTZHEIM, dont le détail figure en annexe.

III – DECLARATION DE L'EMPRUNTEUR

L'Emprunteur reconnait avoir pris connaissance, lu et compris la « Notice d'information sur le traitement des données à caractère personnel ».

IV – CARACTERISTIQUES FINANCIERES DU CONCOURS

NATURE DU CONCOURS	:	**Prêt Social de Location Accession (PSLA)**
MONTANT DU CONCOURS	:	**750 000,00 €uros (sept cent cinquante mille €uros)**
DUREE TOTALE	:	**6 ans dont 24 mois maximum de préfinancement**

Il se décompose en 2 périodes successives : une période dite "Période de préfinancement" décrite au paragraphe "Période de préfinancement" ci-après, suivie d'une période de remboursement des fonds mobilisés décrite au paragraphe "Période d'amortissement du capital consolidé".

1 - PERIODE DE PREFINANCEMENT

1.1 DUREE :

La Période de préfinancement est celle pendant laquelle doit intervenir le versement des fonds qu'ils soient versés en une ou plusieurs fois. Elle aura une durée maximale de **24 mois** qui commencera à courir à compter de la signature du contrat par le Prêteur, l'Emprunteur et ses Garants et après régularisation des garanties et levée des conditions suspensives éventuelles.

La Période de préfinancement prendra fin :
- A la date de point de départ d'amortissement du prêt
- Ou le cas échéant, à la date du point de départ de la période de différé d'amortissement du prêt.

1.2 VERSEMENT DES FONDS

Toute demande de versement des fonds, en tout point conforme au modèle fourni en Annexe 1, devra être adressée par l'Emprunteur soit par télécopie, soit par courrier à son agence régionale, au minimum 15 jours calendaires avant la date de versement.
Le montant minimum de chaque tirage sera de **75 000,00 €uros**, étant précisé que le dernier versement devra intervenir **au plus tard à la fin de la Période de préfinancement telle que définie au paragraphe 1.1** ; de ce fait, l'imprimé de la demande de versement des fonds devra être adressé au Prêteur **au plus tard 15 jours calendaires avant la fin de ladite Période**.

Le nombre maximum de tirages dans un mois calendaire donné ne pourra être supérieur à 2.

1.3 TAUX D'INTERET DE LA PERIODE DE PREFINANCEMENT

Le taux d'intérêt est **variable**. Il est indexé sur l'EURIBOR à **3** mois auquel s'ajoute une marge fixe de **1,04**.

Par suite, à titre indicatif, au jour de la notification, et exprimé en taux annuel, le taux d'intérêt du présent prêt (indice + marge) est de **3,056** % l'an.

Le taux déterminé dans les conditions ci-après s'applique à la période à venir : seuls les intérêts échus au titre de ladite période sont calculés sur la base dudit taux.

Le taux d'intérêt applicable est le taux EURIBOR, assorti de la marge, tel qu'indiqué ci-dessus.
« EURIBOR » 3 mois désigne, pour chaque jour ouvré TARGET, le taux de référence égal au taux en euro pour une période égale à 3 (trois) mois fourni par l'European Money Markets Institute (EMMI) en qualité d'administrateur de l'indice (ou par tout autre administrateur qui s'y substituerait), tel que publié sur l'écran Reuters, page EURIBOR01 (ou en cas de cessation de publication sur cette page ou sur le service Reuters, sur toute autre page ou service s'y substituant) L'EURIBOR 3 (trois) mois reflète le coût de financement des établissements de crédit de l'Union Européenne et des pays de l'Association européenne de libre échange sur le marché monétaire interbancaire non garanti pour une période égale à 3 (trois) mois, en application de la méthodologie en vigueur à la date de calcul concernée. L'EURIBOR appliqué à des jours qui ne sont pas des jours ouvrés TARGET sera l'EURIBOR du dernier jour ouvré TARGET précédent.
Dans le cas où l'EURIBOR serait inférieur à zéro pourcent (0%), il sera réputé égal à zéro pourcent (0%).

Par jour TARGET, il faut entendre tout jour entier où fonctionne le système TARGET (Trans-European Automated Real-Time Gross Settlement Express Transfer) ou tout autre système de paiement qui s'y substituerait.

1.4 CALCUL ET PAIEMENT DES INTERETS ET COMMISSIONS PENDANT LA PERIODE DE PREFINANCEMENT

Durant cette période, l'Emprunteur payera des intérêts, par échéances **trimestrielles**, à terme échu.

FACTURATION ET BASE DE CALCUL DES INTERETS

La première échéance est calculée prorata temporis pour tenir compte de l'écart entre la date de mise à disposition des fonds et la première échéance.
Pour les échéances suivantes, les intérêts sont décomptés sur la base d'un mois de 30 jours, d'un trimestre de 90 jours, d'un semestre de 180 jours et d'une année de 360 jours.

1.5 MODALITES DE CONSOLIDATION DES FONDS MOBILISES

Les sommes mobilisées seront consolidées en un prêt long terme dont les caractéristiques sont définies au paragraphe "Période d'amortissement du capital consolidé".

Cette consolidation interviendra à la date de versement intégral des fonds ou au plus tard au terme de la Période de préfinancement, telle qu'indiquée à l'Article **1.1 « DUREE ».**

Si au plus tard à la fin de la Période de préfinancement, le montant total du prêt n'est pas entièrement versé, le prêt sera réduit au montant des sommes effectivement utilisées à cette date, sauf prorogation de cette période expressément accordée par le Prêteur.

L'Emprunteur sera alors redevable d'une commission de dédit égale à 3,50 **%** du montant non mobilisé et non consolidé.
Cette commission sera exigible à la fin de la Période de préfinancement. Elle sera prélevée sur le compte mentionné au paragraphe "Paiement des échéances.

Au terme de la Période de préfinancement aucun nouveau versement de fonds ne pourra plus intervenir, sauf accord exprès du Prêteur pour prolonger la Période de préfinancement.

En cas de versement intégral des fonds avant la fin de la Période de préfinancement, l'Emprunteur aura la faculté en accord avec le Prêteur, de différer le point de départ de l'amortissement du capital consolidé dans une période comprise entre la date qui suit le versement de la totalité des fonds et le terme la Période de préfinancement mentionné à l'article 1.1 DUREE.

Cette demande sera formalisée par l'Emprunteur sur le formulaire « demande de versement des fonds » relatif au dernier versement du prêt.

2 - PERIODE D'AMORTISSEMENT DU CAPITAL CONSOLIDE

DUREE : 4 ans à compter de la date de versement intégral des fonds ou de la fin de la Période de préfinancement, telle que définie au paragraphe 1.1. « DUREE ».

TAUX ANNUEL D'INTERET : 3,19 %

Ce taux d'intérêt est garanti sous réserve que le prêt soit consolidé au plus tard à l'expiration de la Période de préfinancement définie à l'article 1.1 « DUREE ».
Si pour une raison exceptionnelle, le prêt était consolidé à une date ultérieure, le taux fixe sera réactualisé sur la base du taux Emprunteur du taux fixe de swap in fine contre EURIBOR 6 mois d'une durée de 20 ans, tels que publiés sur la page Reuters ISDAFIX2 2 jours ouvrés avant la date effective de consolidation des fonds, majoré d'une marge de 0,33.

ECHEANCIER

L'amortissement s'opérera au moyen de 16 échéances trimestrielles, alculé au taux en vigueur pour la première période trimestrielle sur la base d'un amortissement d'un prêt d'une durée de 30 ans. Le capital restant dû, soit les 26 ans, sera réglé en intégralité sur la dernière échéance.

15 échéances trimestrielles constantes (capital + intérêt) chacune de **9 733,59 €uros**, hors assurances.

1 échéance trimestrielle constante (capital + intérêt) de **695 968,09 €uros**, hors assurances.

Le tableau d'amortissement sera adressé à l'Emprunteur après le versement total du prêt.

3 - FRAIS DE DOSSIER

Frais d'étude et de réalisation : **1 875,00 €uros**
* L'intégralité des frais de dossier sera prélevée lors de la mise en place du concours.

4 - TAUX EFFECTIF GLOBAL

Les parties reconnaissent expressément que, du fait du particularisme des dispositions de ce prêt, il n'est pas possible de déterminer le TEG, qui dépend notamment d'options qui seront choisies par l'Emprunteur en cours de remboursement du prêt.

Toutefois, conformément aux dispositions, notamment, des articles L314-1 et suivants et R314-1 et suivant du Code de la consommation, compte tenu des conditions financières énoncées dans la présente, le TEG calculé sur la durée totale du prêt :

- En tenant compte d'un déblocage en une seule fois de la totalité du montant du prêt
- En retenant, à chaque fois qu'un taux stipulé dans le présent contrat est dépendant d'un indice, le dernier indice publié à la date de signature du présent prêt.
- En considérant que la durée de la période est : 3 mois que le taux de la période est : 0,82%

Le Taux Effectif Global qui est proportionnel au taux de période ressort à : 3,26 %

Le TEG est calculé sur l'année civile et est donné à titre purement indicatif.

5- PAIEMENT DES ECHEANCES

Le paiement des échéances sera effectué pendant toute la durée du prêt au moyen de prélèvements sur le compte n° 42559 10000 08002252042 42 ouvert dans les livres du CREDIT COOPERATIF de l'agence de STRASBOURG et dont le nombre, le montant et la date d'échéance sont indiqués dans les conditions particulières et sur le tableau d'amortissement qui sera adressé à l'Emprunteur. Si l'Emprunteur met fin à cette autorisation sans permettre au Prêteur d'effectuer les prélèvements sur un autre compte, le prêteur pourra, prononcer l'exigibilité de la totalité du prêt.

Le présent concours est exclu de toute convention de compte courant.

6 - CLAUSE SPECIFIQUE RELATIVE AUX REMBOURSEMENTS ANTICIPES

Par dérogation aux dispositions prévues à l'article 4 des Conditions Générales, il est précisé que les remboursements anticipés pourront être soit :

➢ VOLONTAIRES

L'Emprunteur aura la faculté de rembourser par anticipation, tout ou partie du prêt, moyennant un préavis d'un mois avant l'échéance donné par lettre recommandé avec accusé de réception adressée au Prêteur.

➢ OBLIGATOIRES

La survenance de l'un ou l'autre des évènements mentionnés ci-dessous donneront obligatoirement lieu à un remboursement anticipé. Dans ces cas, les remboursements anticipés ne donneront lieu à la perception au profit du Prêteur d'aucune indemnité :

- Lorsqu'ils résultent de l'exercice, par les locataires accédants, de leurs options telles que prévues par les termes des PSLA ainsi que par la réglementation applicable à ces prêts; dans ce cas le remboursement doit intervenir au moment de la vente effective du logement ; le montant du remboursement correspondra au capital restant dû au titre du logement concerné.

- En cas de non obtention de l'agrément définitif du Représentant de l'Etat dans le Département au titre du PSLA au plus tard 12 mois après l'achèvement des travaux ; le montant du remboursement en capital correspondra au capital restant dû au titre des logements non agrées en PSLA.

7 - CLAUSE SPECIFIQUE RELATIVE A L'EXIGIBILITE ANTICIPEE-DECHEANCE DU TERME

Outre les causes de déchéance du terme et d'exigibilité anticipée prévues à l'Article 9 des Conditions Générales, le montant des capitaux restant dus sur le présent prêt sera immédiatement exigible en cas :

- de non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du prêt tel que défini au présent contrat, Il est convenu que la présente clause est stipulée dans l'intérêt exclusif du Prêteur et n'emporte aucune obligation pour le Prêteur de contrôler l'utilisation effective des fonds par l'Emprunteur.

- de non-respect par l'Emprunteur des dispositions réglementaires applicables aux opérations de location-accession, telles que définies par les articles R 331-76-1 à R 331-76-5-4 du Code de la Construction et de l'Habitation.

V – GARANTIES ET CONDITIONS

GARANTIES

GARANTIE DE LA METROPOLE EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, à hauteur de 100 % pour le remboursement de toutes sommes dues en principal, intérêts, intérêts de retard, indemnités, frais et accessoires, au titre du prêt et conformément aux conditions générales du contrat, SANS renonciation aux bénéfices de division et de discussion.

Durée : jusqu'à remboursement du présent concours dont les modalités et notamment la durée figurent ci-dessus.
Formalisation : celle-ci résulte des présentes

La collectivité ci-dessus est ci-après dénommée sous le vocable "le garant".

En fonction de la nature de l'opération garantie et conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, la mise en jeu de la garantie du garant pourra porter au choix de celui-ci soit sur la totalité du concours ou de la fraction de concours garanti soit sur les annuités y afférent, déterminées par l'échéancier.

Le garant déclare avoir connaissance des dispositions législatives et réglementaires du Code Général des Collectivités Territoriales régissant les garanties d'emprunts délivrées par les collectivités territoriales pour les emprunts contractés par des personnes morales de droit privé, et plus particulièrement des articles L3231-4 et suivants, R3231-1, D3231-2 et D1511-30 et suivants dudit code.

Le garant atteste que le présent engagement répond à l'ensemble des dites dispositions et s'engage au cas où l'emprunteur ne s'acquitterait pas de ses obligations :

- à verser au prêteur, de la manière exprimée dans le contrat ou dans leur totalité, les montants dus par l'emprunteur, tant en capital qu'en intérêts et charges, sans jamais pouvoir opposer le défaut de recouvrement des impositions affectées au cautionnement.
- à voter les impositions directes nécessaires pendant toute la durée du concours ; ces impositions seront mises en plein droit en recouvrement en cas de besoin, et affectées à la couverture de la charge du concours.

En cas de mise en jeu du garant, celui-ci sera subrogé dans les droits du prêteur, à concurrence de ses paiements et sans que cela puisse porter préjudice aux droits du prêteur.

De ce fait, le garant renonce à se prévaloir de toutes subrogations, de toutes actions personnelles ou autres qui auraient pour résultat de le faire venir en concours avec le prêteur tant que ce dernier n'aura pas été désintéressé de la totalité des sommes en principal, intérêts commissions, frais et accessoires qui lui seront dues.
Par ailleurs, le garant renonce à tout recours et à toute action réelle, contre toute personne physique ou morale ou tout groupement de quelque nature que ce soit qui se serait porté caution personnelle ou réelle au bénéfice de l'établissement prêteur.

PIECES DEVANT ETRE PRODUITES AU PRETEUR PAR LE DEPARTEMENT - SIGNATURES

A - ENUMERATION DES PIECES EN QUESTION ET DE CE QU'ELLES DOIVENT PRINCIPALEMENT CONTENIR :
1/ a) L'ORGANE DE DECISION D'OCTROI DE LA GARANTIE EST DIRECTEMENT LE CONSEIL METROPOLITAIN :
la DELIBERATION du Conseil Métropolitain garant décidant de l'octroi de la garantie et habilitant son Président du Conseil ou l'un de ses vice-présidents ou conseillers à signer à ce titre le présent contrat.

b) L'ORGANE DE DECISION D'OCTROI DE LA GARANTIE EST UNE COMMISSION PERMANENTE :
La DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE de la Métropole garante décidant de l'octroi de la garantie et habilitant le Président du Conseil ou l'un de ses vice-présidents ou conseillers à signer à ce titre le présent contrat.
AINSI que la DELIBERATION DU CONSEIL METROPOLITAIN de la Métropole garante ayant délégué de manière générale ses compétences en matière d'octroi de garantie à ladite commission permanente.

2/ Au cas où le présent contrat ne serait pas signé par le Président du Conseil, il devra en sus être produit au Prêteur l'arrêté de délégation, émanant du Président du Conseil habilitant l'un de ses vice-présidents ou conseillers à signer le contrat.

La délibération de garantie devra impérativement comprendre dans le corps de son texte : l'identification de l'établissement prêteur et de l'emprunteur, l'objet exact de l'emprunt, les conditions de l'emprunt (montant, taux, index, durée, marge, type d'amortissement, franchise, etc.) ainsi que la quotité garantie et les conditions de mise en œuvre de la garantie.

Au titre du contrôle de légalité ; l'ENSEMBLE DE CES PIECES DEVRA ETRE CERTIFIE EXECUTOIRE c'est-à-dire revêtu de la mention ou du cachet de la date de transmission aux services Préfectoraux (ou cachet de dépôt émanant de la Préfecture) et de la date de publication ou d'affichage accompagné de la signature du Président du Conseil ou de son représentant dûment habilité.

B - PARAPHE - MENTION MANUSCRITE - SIGNATURE DU PRESENT CONTRAT PAR LE GARANT

Il est demandé au représentant habilité de la Collectivité garante de :

- parapher la dernière page des conditions générales, et chacune des pages des conditions particulières ainsi que les annexes du présent contrat (si celui-ci en contient),
- faire précéder sa signature sur la dernière page des conditions particulières de ses nom et qualité, et en cas de représentation de la mention « Par délégation » ou « Par suppléance », du cachet de la Collectivité qu'il représente et de la mention manuscrite suivante :

"Bon pour cautionnement à hauteur d'un montant en principal de 750 000,00 €uros (sept cent cinquante mille €uros) auquel s'ajoutent les intérêts, intérêts de retard, indemnités, frais et accessoires, au titre du prêt et conformément aux conditions générales du présent contrat, sans renonciation aux bénéfices de division et de discussion."

CONDITION PREALABLE AU VERSEMENT DES FONDS

- Production de l'agrément PSLA délivré par la DDTM.
- Production du permis de construire ou de lotir purgé du recours des tiers.

CONDITIONS NON PREALABLES AU VERSEMENT DES FONDS

- Agrément définitif du Représentant de l'Etat dans le Département à produire au plus tard 12 mois après l'achèvement des travaux.

MODALITE PARTICULIERE

L'Emprunteur s'engage, aux termes des présentes, à domicilier sur le compte ouvert dans les livres du Prêteur les produits locatifs durant la phase locative et à affecter le produit des cessions en cas de levée d'option des locataires / accédants au remboursement par anticipation du prêt.

Fait à , le en 3 exemplaire(s)

Le Crédit Coopératif

DELMOTTE Grégory
Directeur de Clientèle

L'Emprunteur : **PIERRES & TERRITOIRES DE FRANCE – ALSACE SAS**
(Nom Prénom et qualité du signataire + mention manuscrite + signature)
« Bon pour la somme de 750 000,00 (sept cent cinquante mille) Euros en principal plus tous intérêts, frais, accessoires et indemnité de résiliation dans les conditions mentionnées ci-dessus »

Robert Guillemine Bon pour la somme de 750 000 (sept cent cinquante mille) Euros en principal plus tous intérêts, frais, accessoires et indemnité de résiliation dans les conditions mentionnées ci-dessus.

PIERRES & TERRITOIRES de FRANCE
ALSACE S.A.S - IDEO
11, rue du Marais Vert
67084 STRASBOURG CEDEX
RCS 510 476 437

Le Garant : EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
(Nom Prénom et qualité du signataire + mention manuscrite + signature)
"Bon pour cautionnement à hauteur d'un montant en principal de 750 000,00 €uros (sept cent cinquante mille €uros) auquel s'ajoutent les intérêts, intérêts de retard, indemnités, frais et accessoires, au titre du prêt et conformément aux conditions générales du présent contrat, sans renonciation aux bénéfices de division et de discussion."

Annexe au contrat de prêt n° A9226008
EMPRUNTEUR : PIERRES & TERRITOIRES DE France – ALSACE SAS
OBJET DU PROGRAMME : **Financement de 4 logements sis à 2 Rue de l'Ecole 67810 HOLTZHEIM**

TYPE D'APPARTEMENTS	SUPERFICIE	N° DE LOTS	MONTANT DU PRET AFFECTE PAR APPARTEMENT	MONTANT TOTAL DU PRET AFFECTE A CE TYPE D'APPARTEMENTS
MAISON T4	84,76	1	187 500	187 500
MAISON T4	84,76	2	187 500	187 500
MAISON T4	84,76	3	187 500	187 500
MAISON T4	84,76	4	187 500	187 500

Annexe 1

CREDIT COOPERATIF
12 BOULEVARD PESARO
CS 10002
92024 NANTERRE CEDEX

SERVICE REA

REA / CVR
N° Personne : 904436446
PRET N° A9226008
MONTANT : 750 000,00 €uros

Messieurs,

Nous faisons référence au contrat de prêt mentionné sous rubrique.

❒ Nous vous demandons un versement selon les modalités suivantes :

- Montant du versement (*) :
- Date de versement :
- Coordonnées du compte bancaire à créditer :
  (joindre RIB)

❒ Ce versement entrainant le versement de l'intégralité des fonds avant la fin de la Période de préfinancement, nous sollicitons votre accord exprès afin de différer le point de départ de la Période d'amortissement à la fin de la Période de préfinancement.

Recevez, Messieurs, nos salutations distinguées.

A , le

Nom et qualité du signataire
Cachet et signature

(*) Minimum : 75 000,00 €uros

NB : à adresser au Prêteur au minimum 15 jours calendaires avant la date de versement

Cn

CREDIT COOPERATIF
SOCIETE COOPERATIVE ANONYME DE BANQUE
POPULAIRE A CAPITAL VARIABLE
RCS : NANTERRE 349 974 931
DEPT DES PRODUITS DE CREDITS
12 BOULEVARD PESARO – CS 10002
92024 NANTERRE CEDEX

CREDIT COOPERATIF

REFERENCES
Dossier : **A9226008**
N° Personne : **904436446**
Resp. : **MO PM / CVR**
Tél. : **0988906216**
Mail : **rea@credit-cooperatif.coop**

PRÊT

Entre :

Le CREDIT COOPERATIF, SOCIETE COOPERATIVE ANONYME DE BANQUE POPULAIRE A CAPITAL VARIABLE, dont le siège est au **12 BOULEVARD PESARO – CS 10002 – 92024 NANTERRE CEDEX**, immatriculée au RCS de **NANTERRE 349 974 931** représentée par son Directeur général ou par ses délégués, ci-après dénommée "le Prêteur"

d'une part,

et :

Le ou les Emprunteurs conjoints et solidaires, plus amplement désignés au chapitre II "Conditions particulières", ci-après dénommés "L'Emprunteur" sans que cette appellation nuise à la solidarité stipulée entre eux

d'autre part,

En présence des personnes qui se sont portées cautions de l'Emprunteur également désignées au chapitre II "Conditions particulières".

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Le Prêteur consent et/ou ouvre à l'Emprunteur, un crédit dont les conditions générales figurent au Chapitre I.

Les conditions particulières précisant l'objet, le montant, la durée, les modalités et garanties, figurent au Chapitre II.

Il est précisé que les conditions « particulières » priment les conditions « générales »

Chapitre I - Conditions Générales

Le présent contrat, ci-après dénommé le « Contrat », comprend des conditions particulières, des conditions générales et, le cas échéant, des conditions spécifiques et/ou annexes.
Les conditions particulières prévalent, dans tous les cas, sur les conditions générales et sur les conditions spécifiques et/ou les annexes dès lors qu'elles viennent soit les compléter soit les modifier. En outre, les conditions spécifiques priment les conditions générales lorsqu'elles traitent du même objet.

Définitions
Les termes « Crédit » et « Prêt » s'appliquent aussi bien à un seul qu'à plusieurs prêts composant l'opération de financement, et sont indifféremment utilisés dans le cadre du Contrat.

Le terme « Emprunteur » s'applique aussi bien à un seul emprunteur qu'à des co-emprunteurs. En cas de pluralité d'emprunteurs, ceux-ci sont tenus solidairement entre eux des obligations résultant du Contrat et de ses suites.

Le terme « Caution » s'applique aussi bien à une seule qu'à plusieurs caution(s), personne(s) physique(s) et/ou morale(s).

I – CONCLUSION DU CONTRAT

Formation du Contrat
Le Contrat sera valablement formé par la signature de ce dernier par le Prêteur et l'Emprunteur.
Sauf indication contraire, la date de signature du Contrat par le Prêteur correspond à la date d'édition ou d'émission du Contrat.
La signature par l'Emprunteur devra intervenir au plus tard dans les trente (30) jours calendaires à compter de la date d'édition ou d'émission indiquée en début de Contrat. A défaut, l'offre de Contrat faite par le Prêteur sera nulle.

Objet du Contrat
L'objet du Contrat est le financement du Crédit dont les modalités sont mentionnées aux conditions particulières du Contrat.
L'Emprunteur s'engage à n'employer les fonds prêtés qu'au financement de l'objet défini aux conditions particulières du Contrat et à réaliser cet objet.
L'utilisation du Crédit à un objet autre que celui contractuellement prévu ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur, ni lui être opposée le cas échéant par l'Emprunteur, la Caution et/ou le(s) garant(s).
L'Emprunteur s'engage à justifier de l'utilisation des fonds à première demande du Prêteur.

II – EXECUTION DU CONTRAT

Conditions et modalités de versement des fonds

Conditions de versement des fonds
Le versement des fonds est subordonné :
- à la fourniture au Prêteur d'un exemplaire dûment signé du Contrat ;
- au paiement des frais et commissions dues et exigibles au titre du Contrat ;
- à la constitution et à la régularisation des garanties prévues au du Contrat et au paiement des frais afférents à ces dernières ;
- à l'accomplissement des formalités et conditions/clauses particulières, spécifiques, préalables ou suspensives, prévues au Contrat ;
- à l'adhésion à l'assurance emprunteur lorsque cette assurance est exigée par le Prêteur.

Le Contrat pourra être caduc en cas de non-réalisation de de l'une quelconque des conditions susvisées. Le cas échéant, l'ensemble des frais de toute nature relatifs au Contrat déjà versés par l'Emprunteur au Prêteur ou à tout tiers resteront en leur acquit.

Modalités de versement des fonds
Sauf indication contraire aux conditions particulières ou spécifiques du Crédit, la phase pendant laquelle intervient le versement des fonds, dénommée la phase de préfinancement, indiquée aux conditions particulières du Contrat, prend fin à la date de point de départ d'amortissement du Crédit telle que prévue ci-dessous.

Tout versement du Crédit a lieu sur demande de l'Emprunteur, en une ou plusieurs fois pour un montant qui ne pourra être inférieur à dix (10) % du montant du Crédit.
Le premier versement de fonds devra intervenir dans le délai de 5 mois à compter de la signature par le Prêteur du Contrat. A défaut, et sauf accord contraire du Prêteur formalisé par tout moyen, le Contrat sera réputé caduc. Le Contrat caduc ne pourra plus donner lieu à un quelconque versement et l'ensemble des frais de toute nature relatifs au Contrat, déjà versés par l'Emprunteur au Prêteur ou à tout tiers, resteront en leur acquit.

Les fonds devront être entièrement versés durant la phase de préfinancement décrite aux conditions particulières du Contrat ou, à défaut, dans le délai indiqué aux conditions spécifiques du Contrat ou, à défaut, dans le délai maximum de **24 mois** à compter de la signature du Contrat par le Prêteur.
Passé ce délai, et sauf accord contraire du Prêteur formalisé par tout moyen, l'Emprunteur ne pourra plus procéder à une quelconque nouvelle demande de versement et le montant du Crédit sera réduit à hauteur des sommes déjà versées.

Les demandes de versement de fonds devront toujours parvenir par écrit au Prêteur, au plus tard trois (3) jours ouvrés avant la date de versement souhaitée. Le Prêteur ne sera pas tenu responsable de tout retard indépendant de sa volonté pour quelque motif que ce soit, tant à l'égard de l'Emprunteur qu'à l'égard de tout tiers.
A la convenance du Prêteur, les fonds pourront être versés soit sur le compte désigné par l'Emprunteur dans les conditions particulières du Contrat, soit directement au notaire ou à l'avocat, aux vendeurs, entrepreneurs, promoteurs ou fournisseurs, en une seule fois ou par versements fractionnés.
La preuve du versement du Crédit résultera suffisamment des écritures passées par le Prêteur.
Les documents relatifs au(x) versement(s) des fonds seront constitués, pour les besoins des présentes, par les factures en bonne et due forme, les situations de travaux et/ou tout autre justificatif que le Prêteur jugera nécessaire.

Différé ou franchise d'amortissement
Lorsque les conditions particulières du Contrat le prévoient, la phase d'amortissement du Crédit est précédée d'une phase de différé ou franchise d'amortissement.
Les termes « différé » ou « franchise » sont indifféremment utilisés dans le cadre du Contrat et signifient que le règlement du capital et/ou des intérêts est reporté totalement ou partiellement à une date ultérieure selon les modalités prévues au Contrat. L'existence d'une phase de différé total ou partiel reporte la date d'entrée en amortissement du Crédit.

Différé total ou franchise totale (franchise d'amortissement du capital et des intérêts)
Pendant la phase de différé total, les intérêts du Crédit sont calculés au taux mentionné aux conditions particulières du Contrat sur le montant total des fonds versés et sont, conformément au tableau d'amortissement fourni à l'Emprunteur :
-soit capitalisés et viennent augmenter le capital à rembourser par l'Emprunteur ;
-soit prélevés en une seule fois, à la date du point de départ de l'amortissement ou avec la première échéance ;
-soit exigibles en même temps que le capital, à la date de fin du Crédit.
Durant cette phase, les primes de l'assurance emprunteur (en cas d'adhésion au contrat d'assurance emprunteur souscrit auprès du Prêteur) ainsi que les commissions périodiques de toute nature, s'il y a lieu, sont prélevées aux dates et selon la périodicité définie aux conditions particulières du Contrat.

Différé partiel ou franchise partielle (franchise d'amortissement du capital)
Pendant la période de différé partiel, les échéances comprennent les intérêts au taux du Crédit, calculés sur le montant total des fonds versés, ainsi que les primes de l'assurance emprunteur (en cas d'adhésion au contrat d'assurance emprunteur souscrit auprès du Prêteur) et les éventuelles commissions périodiques de toute nature.

Remboursement du Crédit – Amortissement
Le point de départ d'amortissement intervient à la première date d'échéance suivant le versement total des fonds ou à la fin de la phase de préfinancement ou, le cas échéant, à la fin de la phase de différé selon les modalités prévues aux conditions particulières du Contrat.

Conformément au tableau d'amortissement qui sera fourni à l'Emprunteur, le remboursement du capital prêté se fera à terme échu, suivant les modalités prévues aux conditions particulières du Contrat, notamment :
- Soit de manière constante, auquel cas la part de capital de chaque échéance de remboursement sera égale au montant total du Crédit divisé par le nombre d'échéances ;
- Soit de manière progressive sur la base du taux indiqué aux conditions particulières du Contrat.
Dans les deux cas susvisés, les échéances comprennent l'amortissement en capital, le paiement des intérêts, les primes de l'assurance emprunteur (en cas d'adhésion au contrat d'assurance emprunteur souscrit auprès du Prêteur) et les éventuelles commissions périodiques de toute nature payables à terme échu.
- Soit « in fine », auquel cas le remboursement du capital interviendra en une seule fois, au terme de la durée du Crédit mentionnée aux conditions particulières du Contrat.

Calcul et paiement des intérêts

Intérêts Intercalaires
Il sera perçu des intérêts intercalaires sur les fonds versés avant l'entrée en amortissement du Crédit.
Ces intérêts intercalaires sont calculés au taux d'intérêt mentionné aux conditions particulières du Contrat sur la base des sommes effectivement versées jusqu'à la date de point de départ d'amortissement ou la date de première échéance (en phase de différé ou franchise).

Le paiement de ces intérêts se fait, conformément aux modalités prévues aux conditions particulières du Contrat, soit en une seule fois, lors de la première échéance qui suit la date de point de départ d'amortissement du Crédit, soit de manière échelonnée, soit le montant de ces intérêts est capitalisé et augmente le capital à rembourser par l'Emprunteur.

Intérêts pendant la période d'amortissement
Pendant la période d'amortissement, les intérêts sont calculés sur le montant du capital restant dû, au taux fixé aux conditions particulières du Contrat. Un tableau d'amortissement, comprenant notamment la part en intérêts, est fourni par le Prêteur à l'Emprunteur.

Intérêts en cas de crédit in fine
En cas de crédit in fine, les intérêts sont calculés sur le montant du capital restant dû au taux précisé aux conditions particulières du Contrat. Toute échéance d'intérêts est payable à terme échu selon les modalités mentionnées aux conditions particulières du Contrat.

Intérêts de retard
Toute somme exigible et non payée à bonne date ainsi que tous frais et débours qui seraient avancés par le Prêteur au titre du Contrat supporteront de plein droit des intérêts de retard au taux du Crédit majoré de trois (3) points sans qu'aucune mise en demeure soit nécessaire. Les intérêts se capitaliseront de plein droit lorsqu'ils seront dus pour une année entière, conformément aux dispositions légales en vigueur.

Mode de paiement – Prélèvement - Compensation
L'Emprunteur autorise le Prêteur à prélever sur le compte ouvert à son nom et désigné aux conditions particulières du Contrat, le montant des frais, des intérêts intercalaires, des primes d'assurance (en cas d'adhésion au contrat d'assurance emprunteur souscrit auprès du Prêteur), des échéances de remboursement et plus généralement de toutes sommes exigibles au titre du Contrat, et ce, dès la conclusion du Contrat et pendant toute sa durée.

En cas de prélèvements SEPA, lorsque le compte de prélèvement n'est pas ouvert dans les livres du Prêteur, le tableau d'amortissement fera office de notification des prélèvements. En tout état de cause, l'Emprunteur accepte de recevoir la notification de prélèvement, par tous moyens appropriés, le cas échéant sous forme électronique (tableau d'amortissement, échéancier, lettres, avis d'échéances, factures...), trois (3) jours au plus tard avant la date du (des) prélèvement(s).
Toute modification affectant le montant à prélever donnera lieu à une nouvelle notification dans les mêmes conditions.

L'Emprunteur s'engage à ce que son compte de prélèvement présente un solde suffisant. A défaut de provision suffisante, le prélèvement pourra s'opérer sur tout autre compte ou sous compte ouvert dans les livres du Prêteur au nom de l'Emprunteur.
De plus, l'Emprunteur autorise le Prêteur à compenser de plein droit les sommes dont il serait redevable, à un titre quelconque, au titre du contrat, avec toutes celles que le Prêteur pourrait lui devoir, et ce, en raison de la nécessaire connexité qui existe entre toutes les conventions conclues entre le Prêteur et l'Emprunteur.

Evénements affectant les taux ou indices de référence
a) Les parties conviennent qu'en cas de modification de la définition, de la méthodologie, de la formule de calcul ou des modalités de publication du taux ou de l'indice de référence ainsi qu'en cas de modification affectant l'organisme le fournissant ou le calculant, que celles-ci soient permanentes ou ponctuelles, tout taux ou indice issu de cette modification s'appliquera de plein droit dans les mêmes conditions que celles prévues dans le Contrat. Toute référence dans le Contrat à l'indice de référence est réputée être une référence à l'indice de référence tel que modifié.

b) En cas de cessation temporaire de la publication du taux ou de l'indice de référence utilisé ou tout autre indice qui y serait substitué en application des dispositions « Evénements affectant les taux ou indices de référence » résultant d'une erreur ou d'un dysfonctionnement de nature administrative ou opérationnelle, la valeur du taux ou de l'indice sera réputée être la valeur de l'indice publiée le dernier jour ouvré TARGET pour lequel l'indice a été publié. Si la cessation temporaire de publication se prolonge au-delà de huit [8] jours ouvrés TARGET, le paragraphe c) sera réputé applicable comme si une Cessation Définitive du taux ou de l'indice de référence était survenue.
Pour les besoins du paragraphe « Evénements affectant les taux ou indices de référence », la "Cessation Définitive" signifie (i) la publication d'une information par (x) l'administrateur de l'indice ou (y) par une autorité de régulation, une autorité de résolution, une banque centrale ou une juridiction ayant compétence sur l'administrateur de l'indice, indiquant que l'administrateur a cessé ou va cesser, de manière permanente ou pour une durée indéfinie, de fournir l'indice concerné et (ii) qu'aucun administrateur ne succède à l'administrateur initial pour fournir cet indice.

c) En cas de Cessation Définitive du taux ou de l'indice de référence ou d'impossibilité pour le Prêteur en vertu de la réglementation qui lui est applicable d'utiliser le taux ou l'indice de référence, le Prêteur substituera au taux ou à l'indice de référence concerné (l'« Indice Affecté ») l'Indice de Substitution.
L'Indice de Substitution sera tout taux ou indice de référence officiellement désigné, déterminé ou recommandé, par ordre de priorité, (1) par l'administrateur de l'Indice Affecté, (2) par toute autorité compétente, ou (3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus (ensemble les "Organismes Compétents")

comme étant le taux ou l'indice de référence de substitution de l'indice de référence concerné (l'"Indice de Substitution"). Si aucun Indice de Substitution n'a été désigné, le Prêteur agissant de bonne foi désignera comme Indice de Substitution un taux ou un indice présentant les caractéristiques les plus proches de l'Indice Affecté, en tenant compte de la pratique de marché observée à la date de la substitution. L'Indice de Substitution s'appliquera de plein droit dans les mêmes conditions que celles prévues dans le Contrat.
Le Prêteur agissant de bonne foi pourra procéder à certains ajustements des modalités contractuelles dudit Contrat afin de permettre l'utilisation de l'Indice de Substitution dans des conditions de nature à préserver les caractéristiques économiques du Contrat. Ces ajustements pourront notamment consister en un ajustement, à la hausse ou à la baisse, de la marge applicable afin de réduire ou d'éliminer, dans la mesure du possible dans de telles circonstances, tout préjudice ou avantage économique (le cas échéant) pour chacune des parties résultant de la substitution de l'Indice de Substitution à l'Indice Affecté. Dans la détermination de ces ajustements, le Prêteur tiendra compte dans la mesure du possible de tout ajustement préconisé par un Organisme Compétent.
Le Prêteur informera dans les meilleurs délais l'Emprunteur de la survenance d'un événement visé au point c) ci-dessus et lui communiquera l'Indice de Substitution par tout moyen, et notamment par lettre simple ou sous forme électronique dans l'espace banque à distance de l'Emprunteur.
L'absence de contestation de l'Emprunteur dans un délai d'un mois à compter de la date d'envoi de l'information vaudra acceptation par l'Emprunteur du remplacement de l'Indice Affecté par l'Indice de Substitution et le cas échéant, des ajustements qui lui auront été communiqués. L'Indice de Substitution s'appliquera aux intérêts dus par l'Emprunteur, dans les mêmes conditions que celles prévues au Contrat à compter de la première suivant la disparition ou l'impossibilité d'utiliser le taux ou indice de référence initial.
S'il s'oppose à la substitution de l'Indice Affecté par l'Indice de Substitution ou aux ajustements ci-dessus mentionnés, l'Emprunteur devra en informer le Prêteur par écrit dans **un délai d'un mois** à compter de la date de l'envoi de l'information.
Dès réception de la notification du refus de l'Emprunteur, le Prêteur se mettra en rapport avec l'Emprunteur afin d'organiser le remboursement par anticipation du capital restant dû. L'Emprunteur devra rembourser le capital restant dû du Prêt majoré des intérêts courus entre la date de la dernière échéance et la date de remboursement anticipé, dans un délai maximum de 10 jours calendaires suivant la date à laquelle les montants à rembourser lui auront été notifiés par le Prêteur. Afin de calculer le montant des intérêts courus entre la date de la dernière échéance et la date de remboursement anticipé applicable, il sera fait application de l'Indice Affecté comme si aucune substitution n'était intervenue, tant que l'Indice Affecté est publié et que le Prêteur est en mesure de l'utiliser, et postérieurement à cette date, il sera fait application de l'Indice Affecté à la date de sa dernière publication.
Les stipulations qui précèdent sont sans préjudice des stipulations relatives aux obligations de l'Emprunteur en cas de remboursement anticipé relatives au paiement d'éventuelles indemnités de remboursement anticipé.

Taux effectif global (TEG)
Le taux effectif global du Crédit est déterminé conformément aux dispositions légales et règlementaires en vigueur. Le TEG indiqué aux conditions particulières du Contrat est calculé sur la base d'un versement total, immédiat et en une seule fois du montant du Crédit.

Si le taux d'intérêt du Crédit est variable ou révisable, le TEG est calculé sur la base de ce taux, qui demeurerait inchangé sur toute la durée du Crédit, composé de l'indice ou du taux de référence majoré de la marge, tels qu'indiqués aux conditions particulières.
Le TEG indiqué aux conditions particulières du Contrat peut correspondre, le cas échéant, à des chiffres arrondis selon la règle suivante :
- lorsque la 3ème décimale est inférieure ou égale à 4, la valeur de la deuxième décimale est conservée,
-lorsque la 3ème décimale est supérieure ou égale à 5, la valeur de la deuxième décimale est augmentée de 1.

Remboursement anticipé
L'Emprunteur pourra rembourser le Crédit par anticipation en partie ou en totalité, à une date normale d'échéance, moyennant un préavis d'un (1) mois par lettre envoyée en recommandé avec accusé de réception adressée au Prêteur, et sous réserve que le remboursement représente au minimum 10 % du capital emprunté, sauf s'il s'agit de son solde.

Dans l'hypothèse où le Prêt est un prêt à taux d'intérêt variable et/ou révisable et tant que l'Indice de Substitution » défini au paragraphe « Evénements affectant les taux ou indices de référence » ne sera pas déterminé, tout remboursement par anticipation n'interviendra qu'à titre provisionnel, le montant du remboursement définitif étant établi qu'après détermination du taux ou de l'Indice de Substitution.

Le remboursement anticipé du Crédit donne lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités sont précisées dans les conditions particulières et/ou spécifiques du Contrat.
Sauf prêt à remboursement In Fine, tel que mentionné aux conditions particulières, pour lequel la durée demeure inchangée, le remboursement anticipé partiel, au choix de l'Emprunteur, donne lieu :
- soit à un maintien de la durée du Crédit avec réduction du montant des échéances ;
- soit à une réduction de la durée du Crédit sans modification du montant des échéances.

Déclarations de l'Emprunteur
A la date des présentes, l'Emprunteur déclare et garantit expressément :

- qu'il est régulièrement constitué, qu'il peut valablement conclure le Crédit et remplir toutes les obligations qui en découlent pour lui, et notamment que sa signature, et s'il y a lieu, la signature des actes de garanties, ont été dûment autorisés dans les formes légales et/ou statutaires requises ;
- que les engagements découlant du Contrat, et le cas échéant des garanties y afférentes, ne contreviennent en aucune manière à un quelconque engagement, une quelconque disposition contractuelle, réglementaire ou légale qui pourrait le lier ou lui être applicable ;
- que les documents et informations fournis au Prêteur pour les besoins du Contrat sont exacts et que les documents financiers ont été établis selon les principes comptables généralement appliqués en France et donnent une image fidèle de son actif, de son passif et de ses résultats pour chaque exercice ;
- qu'il n'existe ou n'est survenu aucun événement (y compris réclamation ou procédure judiciaire, arbitrale ou administrative) relatif à son activité, son patrimoine, sa situation économique, juridique ou financière, susceptible d'empêcher la signature et/ou l'exécution du Contrat ou d'avoir un effet défavorable sur sa capacité à rembourser le Crédit ;
- qu'il n'existe pas de fait ou d'évènement susceptible de constituer l'un quelconque des cas mentionnés à l'article « Déchéance du terme et exigibilité anticipée du Crédit » du Contrat ;
- qu'il est à jour de ses paiements vis-à-vis de ses salariés, des administrations fiscales et des organismes de sécurité sociale.

Engagements de l'Emprunteur

L'Emprunteur s'engage pendant toute la durée du Crédit, sous peine de se voir appliquer les dispositions de l'article « Déchéance du terme et exigibilité anticipée du Crédit » :

- à fournir au Prêteur, annuellement et au plus tard dans les six (6) mois de la clôture de chaque exercice les documents suivants, s'il y a lieu certifiés par les commissaires aux comptes et accompagnés des rapports de ces derniers : (i) ses comptes sociaux annuels (comprenant notamment un bilan, un compte de résultat, un tableau de financement et leurs annexes), et le cas échéant (ii), ses comptes consolidés annuels (comprenant notamment un bilan, un compte de résultat, un tableau de financement et leurs annexes) ;
- à communiquer au Prêteur, sur première demande, tout élément justificatif sur sa situation juridique, financière, fiscale, comptable et patrimoniale ;
- à justifier, sur simple demande, être à jour de ses impôts, taxes et cotisations sociales ;
- à informer le Prêteur, dans un délai de huit (8) jours de l'acte ou de la décision concerné(e), de tout fait susceptible de remettre en cause sa capacité de remboursement du Crédit, ainsi que de toute modification concernant sa situation juridique ou la structure de son entreprise, notamment toute modification statutaire ou tout changement de mandataires sociaux ;
- à prévenir ou informer le Prêteur de toute procédure de mandat ad hoc, de conciliation, de sauvegarde (quelle qu'elle soit), de redressement ou liquidation judiciaire, ou de toute mesure similaire ou équivalente ;
- à ne pas démembrer, vendre ou transférer, à quelque titre que ce soit, le(s) bien(s) objet(s) du Crédit ou affecté(s) en garantie, ou procéder à un changement de sa (leur) nature ou destination, le(s) donner en location ou en gérance, à moins d'en avoir obtenu l'accord préalable et écrit du Prêteur ;
- à entretenir convenablement le(s) bien(s) objet(s) du Crédit ou donné(s) en garantie au titre du Crédit ;
- à informer sans délai, par lettre recommandée adressée avec accusé de réception, le Prêteur en cas de déclaration d'un patrimoine d'affectation, en tant qu'entrepreneur individuel à responsabilité limitée, ainsi qu'en cas de renonciation audit patrimoine, cession, donation ou apport dudit patrimoine d'affectation, intervenant postérieurement à la signature du Contrat ;
- à signaler dans les quinze (15) jours le décès de toute Caution ou de tout garant afin de permettre le remplacement de la garantie si nécessaire ;
- à notifier au Prêteur toute procédure civile d'exécution et expropriation sur l'(les) immeuble(s) objet(s) du Crédit ou donné(s) en garantie. En cas d'expropriation d'un immeuble financé ou remis en garantie au Prêteur, l'Emprunteur s'engage à céder ou déléguer au Prêteur ses droits et actions contre le débiteur au titre de toute indemnité d'éviction à laquelle l'Emprunteur aurait droit sans que cette cession ou délégation puisse faire obstacle au recouvrement de la créance du Prêteur par toutes autres voies de droit ;
- à informer immédiatement le Prêteur de tout(e) fait, évènement ou circonstance susceptible de constituer l'un quelconque des cas mentionnés à l'article « Déchéance du terme et exigibilité anticipée du Crédit » du Contrat.

Déchéance du terme et exigibilité anticipée du Crédit

Le Crédit sera résilié et les sommes prêtées deviendront immédiatement exigibles en capital, intérêts, commissions, indemnités, frais et accessoires, quinze (15) jours après l'envoi d'une mise en demeure de régler les sommes dues restée infructueuse et aucun autre versement de fonds ne pourra être sollicité par l'Emprunteur, dans l'un quelconque des cas suivants :

- non-paiement à bonne date d'une somme quelconque exigible au titre du Contrat ;
- non-paiement à bonne date d'une somme quelconque exigible au titre d'un quelconque autre concours consenti par le Prêteur ou tout autre établissement de crédit en cas de cofinancement ;
- incident de paiement de l'Emprunteur déclaré à la Banque de France, interdiction bancaire ou judiciaire d'émettre des chèques ;
- non-paiement à bonne date de toute prime d'assurance relative au Crédit et/ou au(x) bien(s) objet(s) du Crédit et/ou affecté(s) en garantie ;
- affectation du Crédit à un objet autre que celui prévu au Contrat ;
- défaut de production imputable à l'Emprunteur, dans un délai d'un (1) mois suivant la demande du Prêteur qui en sera faite, des justifications relatives à l'affectation des fonds aux dépenses de l'opération objet du Crédit ;
- non constitution effective de l'une quelconque des garanties prévues au Contrat ;
- non-respect de la réglementation spécifique applicable à chaque type de prêt consenti par le Prêteur et conditionnant l'octroi et le maintien de ces prêts ;

- vente ou transfert à quelque titre que ce soit, et sans l'accord préalable et écrit du Prêteur, du (des) bien(s) objet(s) du Crédit ou affecté(s) en garantie, altération de sa (leur) valeur par la faute ou négligence du constituant, ou changement de nature ou de destination du (des) bien(s) financé(s) ou affecté(s) en garantie ;
- déplacement, vente, apport en société du fonds de commerce ou artisanal exploité, cessation, non renouvellement, résiliation du bail des locaux servant à l'exploitation du fonds de commerce ou artisanal de l'Emprunteur ou affectés en garantie, comme en cas de non-paiement d'échéances de loyer lorsque le fonds est nanti ;
- démembrement ou apport du (des) bien(s) objet(s) du Crédit ou donné(s) en garantie sans l'accord écrit préalable et écrit du Prêteur ;
- vente, apport ou retrait de bien(s) nécessaire(s) à l'exploitation sans avoir préalablement recueilli l'accord écrit du Prêteur, lorsque l'Emprunteur est un entrepreneur individuel à responsabilité limitée, sauf en cas de remplacement par un bien de même nature et de même valeur ;
- modification de la répartition du capital social de l'Emprunteur et/ou des droits de vote qui y sont attachés, ayant pour conséquence de faire perdre le contrôle, directement ou indirectement, à l'associé majoritaire existant à la date de signature du Contrat, sauf accord préalable et écrit du Prêteur ;
- modification de la situation juridique et/ou patrimoniale de l'Emprunteur, notamment en cas de fusion, scission, absorption, apport partiel d'actif, réduction de capital, cession de l'entreprise de l'Emprunteur, sauf accord préalable et écrit du Prêteur ;
- modification de l'objet social de l'Emprunteur ou transfert de son siège social hors de France Métropolitaine sans accord préalable et écrit du Prêteur ;
- cessation ou changement de l'activité de l'Emprunteur déclarée lors de la demande du Crédit ;
- retrait d'agrément ou d'autorisation d'exercice ou radiation de l'Emprunteur en cas d'exercice par l'Emprunteur d'une activité réglementée ;
- décès de tout obligé ou co-obligé ;
- liquidation judiciaire de l'Emprunteur, sauf maintien de l'activité tel que prévu par les dispositions légales en vigueur ;
- procédure civile d'exécution prononcée à l'encontre de l'Emprunteur ou du tiers garant portant sur le(s) bien(s) objet(s) du Crédit ou affecté(s) en garantie ;
- rapport général des commissaires aux comptes faisant apparaître un refus de certification des comptes, une certification des comptes assortie de réserves ou une révélation de faits délictueux imputables à l'Emprunteur ;
- inexactitude de l'une quelconque des déclarations effectuées par l'Emprunteur sur des éléments essentiels ayant déterminé l'octroi du Crédit par le Prêteur ou pouvant compromettre le remboursement du Crédit ;
- fausse déclaration de la Caution ou du tiers garant dans les questionnaires remis à l'appui de la demande de Crédit et dans les documents justificatifs prévus dans le Contrat ;
- non-respect de l'un quelconque des engagements souscrits par l'Emprunteur au titre du Contrat.

Le Crédit sera résilié et les sommes prêtées deviendront exigibles en capital, intérêts, commissions, indemnités, frais et accessoires, immédiatement et de plein droit, après l'envoi d'une mise en demeure, et aucun autre versement de fonds ne pourra être sollicité par l'Emprunteur, en cas de comportement gravement répréhensible de l'Emprunteur, comme dans le cas où sa situation s'avérerait irrémédiablement compromise au sens des dispositions légales en vigueur.

Lorsque l'Emprunteur est un entrepreneur individuel à responsabilité limitée, il est convenu qu'il n'y aura pas, sauf accord préalable et écrit du Prêteur, transfert du Crédit et des sûretés y attachées, au cessionnaire ou au donataire du patrimoine affecté, au bénéficiaire de l'apport du patrimoine affecté en cas d'apport à une société, ou encore à un héritier en cas de reprise du patrimoine affecté. Le Prêteur pourra prononcer l'exigibilité anticipée de plein droit du Crédit à l'encontre de l'Emprunteur.

En cas d'exigibilité du Crédit consécutive à la résiliation du Contrat dans les cas prévus ci-dessus, l'Emprunteur devra verser au Prêteur une indemnité égale à cinq (5) % de l'ensemble des sommes dues au jour du prononcé de l'exigibilité anticipée.
Jusqu'à la date de règlement effectif, les sommes restant dues au titre du Crédit produisent des intérêts de retard selon les modalités prévues à l'article « Calcul et paiement des intérêts » à « Intérêts de retard ».

Assurance décès-invalidité et/ou incapacité de travail

En cas d'adhésion à une assurance « décès invalidité et/ou incapacité de travail » proposée par le Prêteur, l'assurance prend effet dans les conditions indiquées dans la notice d'assurance fournie à l'assuré.

Lorsque l'Emprunteur et/ou la Caution éventuelle adhère(nt) au contrat d'assurance proposé par le Prêteur, les modalités de prise d'effet de l'assurance et de calcul de la prime sont indiquées dans la notice d'information fournie à l'Emprunteur et /ou à la Caution éventuelle.

Dans l'hypothèse où l'Emprunteur ne souscrirait pas à une telle assurance, le Prêteur attire son attention sur les conséquences pouvant exister pour lui à raison de ce défaut d'assurance.
De convention expresse, l'admission définitive à l'assurance proposée par le Prêteur ne sera effective qu'après acceptation de l'assureur, acceptation constatée par la remise ou l'envoi d'un certificat individuel d'affiliation à l'assurance.
Dans l'éventualité du non-paiement des primes d'assurance pour quelque cause que ce soit, l'assuré fait son affaire personnelle des risques encourus consécutifs à l'absence de couverture.
En cas d'adhésion auprès d'une entreprise d'assurance autre que celle proposée par le Prêteur, l'assuré devra se reporter aux conditions générales du contrat souscrit auprès de cette entreprise d'assurance.

Assurances dommages
Dans les cas où une assurance n'est pas rendue obligatoire par la réglementation en vigueur, le Prêteur recommande à l'Emprunteur de souscrire auprès d'une entreprise d'assurance une assurance garantissant de tous dommages le(s) bien(s) objet(s) du Crédit et/ou affecté(s) en garantie. Dans l'hypothèse où l'Emprunteur souscrirait une telle assurance, le Prêteur sera subrogé dans les droits de l'Emprunteur au titre de l'indemnité d'assurance. Dans l'hypothèse où l'Emprunteur ne souscrirait pas à une telle assurance, le Prêteur attire l'attention de l'Emprunteur sur les conséquences pouvant exister pour lui à raison de ce défaut d'assurance.
L'Emprunteur s'engage à déclarer au Prêteur dans les meilleurs délais par lettre recommandée tout sinistre survenu sur le(s) bien(s) objet(s) du Crédit et/ou affecté(s) en garantie.
L'Emprunteur s'engage, pendant toute la durée du Crédit, à fournir, sur demande du Prêteur, tous les justificatifs relatifs à l'assurance du (des) bien(s) objet(s) du Crédit et/ou affecté(s) en garantie.

III- STIPULATIONS DIVERSES

Solidarité et indivisibilité entre emprunteurs et successeurs
En cas de pluralité d'emprunteurs, toute demande ou pièce relative à l'exécution du Contrat, notamment tous reçus, ordres de virement, appels de fonds, pourront être signés par l'un quelconque des emprunteurs, qui se confèrent réciproquement tous pouvoirs et consentements à cet effet, de sorte que la signature de l'un d'entre eux les engagera solidairement et indivisiblement.

Le Crédit étant réputé indivisible, il y aura solidarité et indivisibilité entre les successeurs de l'Emprunteur (notamment les héritiers ou ayants droit). Cette solidarité et cette indivisibilité auront effet sur le paiement de la dette, tant en principal qu'en intérêts, commissions, indemnités, frais et accessoires. Ainsi, la créance de paiement et de remboursement résultant du Crédit pourra être réclamée à chacun des successeurs de l'Emprunteur.

Les stipulations susmentionnées ne s'appliquent pas aux sociétés de capitaux et associations.

Imputation des paiements
De convention expresse entre les parties, il est convenu et accepté par l'Emprunteur que tout paiement partiel sera imputé dans l'ordre suivant : sur les frais et accessoires, puis sur les indemnités, puis sur les intérêts de retard, puis sur les commissions, puis sur les intérêts conventionnels et enfin sur le principal.

Impôts, frais et droits divers à la charge de l'Emprunteur
L'Emprunteur s'oblige à payer tous les impôts, taxes, commissions, frais, accessoires, droits et honoraires, présents et futurs, afférents au Contrat ou qui en seraient la suite ou la conséquence, notamment ceux exposés pour la constitution, le renouvellement, la conservation ou la réévaluation des garanties, ainsi que ceux liés à l'information de la Caution s'il y a lieu, ceux susceptibles d'être dus au titre de toutes modifications qui seraient apportées au Contrat, et ceux qu'entraînera l'exécution du Crédit .

L'Emprunteur autorise que ces sommes soient débitées du compte de prélèvement du Crédit.

Exercice des droits – Non renonciation
Tous les droits conférés au Prêteur ou à l'Emprunteur, par le Contrat ou par tout autre document délivré en exécution ou au titre du Contrat, comme les droits découlant de la loi, seront cumulatifs et pourront être exercés à tout moment.
Le fait pour le Prêteur ou l'Emprunteur de ne pas exercer un droit, ou le retard à l'exercer ne pourra jamais être considéré comme une renonciation à ce droit, et l'exercice d'un seul droit ou son exercice partiel n'empêchera pas le Prêteur ou l'Emprunteur de l'exercer à nouveau ou dans l'avenir ou d'exercer tout autre droit.

Lutte anti-corruption
L'Emprunteur s'engage (pour lui et le cas échéant les sociétés de son groupe) à ne pas utiliser les fonds empruntés dans l'objectif, partiel ou total, de commettre ou de favoriser, directement ou indirectement, un fait de corruption ou de trafic d'influence, de concussion, de prise illégale d'intérêt, de détournement de fonds publics ou de favoritisme en France ou dans toute autre juridiction.

Mobilisation – Transfert - Cession - Transfert des droits
Le Prêteur se réserve la faculté de mobiliser, apporter ou céder, notamment à un organisme de titrisation, la créance résultant du Crédit selon toutes modalités légales ou réglementaires en vigueur, et d'en sous-traiter le recouvrement.
L'Emprunteur ne pourra céder aucun droit ni obligation résultant du Contrat sans l'accord préalable et écrit du Prêteur.
Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations au titre du Crédit à toutes banques ou établissements de crédit de son choix.

Il est convenu entre les parties que la transmission du patrimoine du Prêteur à une société nouvelle ou déjà existante par l'effet d'une fusion, scission ou d'un apport partiel d'actifs, entraînera transmission à la société nouvelle ou déjà existante des droits et obligations au titre du Contrat et des sûretés attachées qui garantiront les obligations nées antérieurement et le cas échéant, postérieurement.

Circonstances nouvelles

La survenance de circonstances nouvelles à caractère monétaire, financier, bancaire ou fiscal résultant de dispositions légales ou réglementaires ou de directives, recommandations, interprétations émanant d'une autorité officielle ou d'une organisation professionnelle, entraînant pour le Prêteur une obligation nouvelle génératrice de charges supplémentaires, ou de manque à gagner, liés directement ou indirectement aux opérations du Contrat, telles par exemple la constitution de réserves ou dépôts obligatoires, une réglementation quantitative du crédit, l'instauration ou l'augmentation de coefficients de liquidités, entraînera les dispositions suivantes :
a) le Prêteur en informera l'Emprunteur par écrit dans les meilleurs délais. Le cas échéant, cette notification contiendra le montant estimatif de l'augmentation du coût et de l'indemnisation nécessaire ;
b) les parties au Contrat, dans le respect de la réglementation en vigueur, se concerteront en vue de parvenir à une solution amiable permettant de poursuivre l'exécution du Contrat ;
c) si aucune solution ne peut être trouvée dans un délai de trente (30) jours suivant la réception par l'Emprunteur de la notification susmentionnée, celui-ci devra :
- soit demander au Prêteur de maintenir le Crédit en acceptant expressément de supporter la totalité des éventuels coûts additionnels,
- soit rembourser immédiatement toutes les sommes dues au titre du Crédit en principal, intérêts, commissions, indemnités, frais et accessoires, ainsi que tous les éventuels coûts additionnels qui, jusqu'à la date de remboursement, pourraient résulter pour le Prêteur des circonstances nouvelles.

Refinancement par la Banque de Développement du Conseil en Europe (CEB)

Dans l'hypothèse d'un refinancement du présent prêt, partiellement obtenu auprès de la BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE (CEB), l'Emprunteur déclare, pour toute la durée dudit prêt et pendant un délai maximum de 6 ans après le remboursement du prêt à la CEB :
. Autoriser le Crédit Coopératif à communiquer à la CEB toutes les informations concernant l'Emprunteur, le présent prêt et les conditions de son remboursement, en ce compris la survenance de tout incident, et
. Autoriser la CEB et le Crédit Coopératif, agissant conjointement ou séparément, le cas échéant par l'exercice d'un droit de visite, notamment dans les locaux de l'Emprunteur, à effectuer ou faire effectuer toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles concernant l'utilisation des fonds prêtés, en particulier quant à leur conformité avec l'objet du prêt stipulé aux présentes, l'Emprunteur s'engageant dans cette perspective à leur donner toutes facilités à cet effet

Secret professionnel

Le Prêteur est tenu au secret professionnel conformément à la réglementation en vigueur.
Cependant, le secret doit être levé en vertu de dispositions légales, notamment à l'égard de l'administration fiscale, douanière, de la Banque de France (Fichier Central des Chèques...), des organismes de sécurité sociale et de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution.
Le secret ne peut être opposé à l'autorité judiciaire agissant :
- dans le cadre d'une procédure pénale ;
- ainsi que dans le cadre d'une procédure civile lorsqu'un texte spécifique le prévoit expressément.
Conformément à la réglementation en vigueur, le Prêteur peut partager des informations confidentielles concernant l'Emprunteur, les payeurs, les Cautions et/ou garant(s) éventuels, notamment dans le cadre des opérations énoncées ci-après :
- avec les entreprises qui assurent ou garantissent les crédits (entreprises d'assurances, sociétés de caution mutuelle, par exemple),
- avec des entreprises de recouvrement,
- avec des tiers (prestataires, sous-traitants, ...) en vue de leur confier des fonctions opérationnelles, dans le strict cadre des prestations confiées par le Prêteur,
- lors de l'étude ou de l'élaboration de tous types de contrats ou d'opérations concernant ses clients, dès lors que ces entités appartiennent au même groupe que le Prêteur (BPCE, Banques Populaires, Caisses d'Epargne, ...),
-des entreprises tierces en cas de cessions de créance.

Les personnes recevant des informations couvertes par le secret professionnel, qui leur ont été fournies pour les besoins d'une des opérations ci-dessus énoncées, doivent les conserver confidentielles, que l'opération susvisée aboutisse ou non. Toutefois, dans l'hypothèse où l'opération susvisée aboutit, ces personnes peuvent à leur tour communiquer les informations couvertes par le secret professionnel dans les mêmes conditions que celles visées au présent article aux personnes avec lesquelles elles négocient, concluent ou exécutent les opérations énoncées ci-dessus.

L'Emprunteur peut aussi indiquer par écrit les tiers auxquels le Prêteur sera autorisé à fournir les informations le concernant qu'il mentionnera expressément.

Obligations déclaratives DAC 6

Tout intermédiaire intervenant dans le cadre d'un dispositif transfrontière au titre de DAC 6 (« DAC 6 » désignant (i) la Directive (UE) 2018/822 du Conseil du 25 mai 2018 modifiant la Directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal en rapport avec les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, (ii) l'Ordonnance N° 2019-1068 du 21 octobre 2019 relative à l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal en rapport avec les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, (iii) les dispositions des articles 1649 AD, 1649 AE et 1649 AH du Code général des impôts (sans que cette liste soit limitative) et (iv) tout(e) loi, décret, instruction ou réglementation qui viendrait préciser la mise en œuvre ou modifier les dits textes) impliquant l'Emprunteur se conformera aux obligations déclaratives auxquelles il est soumis, sous réserve de l'obtention préalable de l'accord exprès de l'Emprunteur.
A défaut d'accord écrit de l'Emprunteur autorisant l'intermédiaire concerné à remplir ses obligations déclaratives au titre de DAC 6, l'Emprunteur est informé que chaque intermédiaire concerné devra notifier, si la situation l'exige, à tout autre intermédiaire connu et participant à ce même dispositif, de l'obligation déclarative qui lui incombe. En l'absence d'autre intermédiaire, l'intermédiaire concerné devra adresser à l'Emprunteur la notification d'obligation déclarative lui incombant et lui transmettra les informations nécessaires et connues par lui pour lui permettre de respecter ses obligations déclaratives. Dans ce dernier cas, l'obligation déclarative DAC 6 incombe alors uniquement à l'Emprunteur.

Protection des données à caractère personnel
Dans le cadre de la signature et de l'exécution du Contrat et plus généralement de leur relation, le Prêteur recueille et traite des données à caractère personnel concernant l'Emprunteur et les personnes physiques intervenant dans le cadre de cette relation.
Les informations expliquant pourquoi et comment ces données sont utilisées, combien de temps elles seront conservées ainsi que les droits dont les personnes concernées disposent sur leurs données figurent dans la Notice d'information du Prêteur sur le traitement des données à caractère personnel. Cette notice est portée à la connaissance des personnes concernées lors de la première collecte de leurs données. Elles peuvent y accéder à tout moment, sur le site internet du Prêteur https://www.credit-cooperatif.coop/Protection-des-données-a-caractere-Personnel ou en obtenir un exemplaire auprès de leur agence.

Le Prêteur communiquera en temps utile les évolutions apportées à ces informations.

Démarchage
Si l'Emprunteur a été démarché en vue de la souscription du Contrat dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, et même si son exécution a commencé avant l'expiration du délai de rétractation, l'Emprunteur est informé de la possibilité de revenir sur son engagement.
Ce droit de rétractation peut être exercé dans un délai de quatorze (14) jours calendaires révolus à compter de la conclusion du Contrat en adressant un courrier au Prêteur.
Conformément aux dispositions légales en vigueur, l'emprunteur personne physique est informé qu'il peut s'inscrire sur une liste d'opposition au démarchage téléphonique. Toutefois, malgré cette inscription, l'emprunteur personne physique peut être démarché par téléphone par le Prêteur dès lors qu'il existe des relations contractuelles antérieures.

Imprévision
Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, les parties conviennent d'exclure l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil au Contrat.

Nullité partielle
Au cas où une stipulation du Contrat deviendrait illégale, nulle ou inopposable, ceci ne portera pas atteinte à la licéité, à la validité ou à l'opposabilité des autres stipulations du Contrat.

Langue et droit applicables
Les parties choisissent d'un commun accord d'utiliser la langue française durant leurs relations précontractuelles et contractuelles et de rédiger les présentes dispositions contractuelles en langue française.
La loi applicable au Contrat est la loi française.

Election de domicile – Attribution de compétence
Pour l'exécution du Contrat, les parties déclarent élire domicile en son siège social pour le Prêteur, et pour l'Emprunteur, en son siège social ou au lieu de son exploitation principale.
Pour toute contestation pouvant naître du Contrat, il est expressément fait attribution de compétence au Tribunal dans le ressort duquel est situé le siège social du Prêteur. La présente clause n'est applicable que si l'Emprunteur a la qualité de commerçant.

Jour ouvré
Le terme « jour ouvré » utilisé dans le Contrat s'entend comme un jour ouvré TARGET où les Banques sont ouverte, en France, pour le règlement d'opérations interbancaires.
Par jour ouvré TARGET, il faut entendre tout jour entier où fonctionne le système TARGET -Trans-European Automated Real-Time Gross Settlement Express Transfer) ou tout autre système de paiement qui s'y substituerait.

CREDIT COOPERATIF
SOCIETE COOPERATIVE ANONYME DE BANQUE
POPULAIRE A CAPITAL VARIABLE
RCS : NANTERRE 349 974 931
DEPT DES PRODUITS DE CREDITS
12 BOULEVARD PESARO – CS 10002
92024 NANTERRE CEDEX

CREDIT COOPERATIF

REFERENCES
Dossier : **A9226008**
N° Personne : **904436446**
Resp. : **MO PM / CVR**
Tél. : **0988906216**
Mail : **rea@credit-cooperatif.coop**

Chapitre II - Conditions Particulières

DATE DE NOTIFICATION : 15/01/2026

EXPOSE PREALABLE

Le présent prêt est consenti dans le cadre du Code de la construction et de l'habitation et notamment des articles R 331-76-5-1 à R 331-76-5-4 relatifs aux prêts sociaux de location - accession et des textes subséquents ainsi qu'en exécution de la décision favorable d'agrément prise par Le Représentant de l'Etat dans l'Eurométropole de Strasbourg en date du 24/11/2025 délivrée à l'Emprunteur.

I - IDENTIFICATION DE L'EMPRUNTEUR

N° Personne	:	**904436446**
NOM	:	**PIERRES & TERRITOIRES DE FRANCE - ALSACE SAS**
FORME JURIDIQUE	:	**SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE**
ADRESSE	:	**11 RUE DU MARAIS VERT** **67000 STRASBOURG**
RCS N°	:	**510 475 437 de STRASBOURG**

II - OBJET DU CONCOURS

Financement de 4 logements sis à 2 Rue de l'Ecole 67810 HOLTZHEIM, dont le détail figure en annexe.

III – DECLARATION DE L'EMPRUNTEUR

L'Emprunteur reconnait avoir pris connaissance, lu et compris la « Notice d'information sur le traitement des données à caractère personnel ».

IV – CARACTERISTIQUES FINANCIERES DU CONCOURS

NATURE DU CONCOURS : **Prêt Social de Location Accession (PSLA)**

MONTANT DU CONCOURS : **750 000,00 €uros (sept cent cinquante mille €uros)**

DUREE TOTALE : **6 ans dont 24 mois maximum de préfinancement**

Il se décompose en 2 périodes successives : une période dite "Période de préfinancement" décrite au paragraphe "Période de préfinancement" ci-après, suivie d'une période de remboursement des fonds mobilisés décrite au paragraphe "Période d'amortissement du capital consolidé".

1 - PERIODE DE PREFINANCEMENT

1.1 DUREE :

La Période de préfinancement est celle pendant laquelle doit intervenir le versement des fonds qu'ils soient versés en une ou plusieurs fois. Elle aura une durée maximale de **24 mois** qui commencera à courir à compter de la signature du contrat par le Prêteur, l'Emprunteur et ses Garants et après régularisation des garanties et levée des conditions suspensives éventuelles.

La Période de préfinancement prendra fin :
- A la date de point de départ d'amortissement du prêt
- Ou le cas échéant, à la date du point de départ de la période de différé d'amortissement du prêt.

1.2 VERSEMENT DES FONDS

Toute demande de versement des fonds, en tout point conforme au modèle fourni en Annexe 1, devra être adressée par l'Emprunteur soit par télécopie, soit par courrier à son agence régionale, au minimum 15 jours calendaires avant la date de versement.
Le montant minimum de chaque tirage sera de **75 000,00 €uros**, étant précisé que le dernier versement devra intervenir **au plus tard à la fin de la Période de préfinancement telle que définie au paragraphe 1.1** ; de ce fait, l'imprimé de la demande de versement des fonds devra être adressé au Prêteur **au plus tard 15 jours calendaires avant la fin de ladite Période.**

Le nombre maximum de tirages dans un mois calendaire donné ne pourra être supérieur à 2.

1.3 TAUX D'INTERET DE LA PERIODE DE PREFINANCEMENT

Le taux d'intérêt est **variable**. Il est indexé sur l'EURIBOR à **3** mois auquel s'ajoute une marge fixe de **1,04**.

Par suite, à titre indicatif, au jour de la notification, et exprimé en taux annuel, le taux d'intérêt du présent prêt (indice + marge) est de **3,056** % l'an.

Le taux déterminé dans les conditions ci-après s'applique à la période à venir : seuls les intérêts échus au titre de ladite période sont calculés sur la base dudit taux.

Le taux d'intérêt applicable est le taux EURIBOR, assorti de la marge, tel qu'indiqué ci-dessus.
« EURIBOR » 3 mois désigne, pour chaque jour ouvré TARGET, le taux de référence égal au taux en euro pour une période égale à 3 (trois) mois fourni par l'European Money Markets Institute (EMMI) en qualité d'administrateur de l'indice (ou par tout autre administrateur qui s'y substituerait), tel que publié sur l'écran Reuters, page EURIBOR01 (ou en cas de cessation de publication sur cette page ou sur le service Reuters, sur toute autre page ou service s'y substituant) L'EURIBOR 3 (trois) mois reflète le coût de financement des établissements de crédit de l'Union Européenne et des pays de l'Association européenne de libre échange sur le marché monétaire interbancaire non garanti pour une période égale à 3 (trois) mois, en application de la méthodologie en vigueur à la date de calcul concernée. L'EURIBOR appliqué à des jours qui ne sont pas des jours ouvrés TARGET sera l'EURIBOR du dernier jour ouvré TARGET précédent.
Dans le cas où l'EURIBOR serait inférieur à zéro pourcent (0%), il sera réputé égal à zéro pourcent (0%).

Par jour TARGET, il faut entendre tout jour entier où fonctionne le système TARGET (Trans-European Automated Real-Time Gross Settlement Express Transfer) ou tout autre système de paiement qui s'y substituerait.

1.4 CALCUL ET PAIEMENT DES INTERETS ET COMMISSIONS PENDANT LA PERIODE DE PREFINANCEMENT

Durant cette période, l'Emprunteur payera des intérêts, par échéances **trimestrielles**, à terme échu.

FACTURATION ET BASE DE CALCUL DES INTERETS

La première échéance est calculée prorata temporis pour tenir compte de l'écart entre la date de mise à disposition des fonds et la première échéance.
Pour les échéances suivantes, les intérêts sont décomptés sur la base d'un mois de 30 jours, d'un trimestre de 90 jours, d'un semestre de 180 jours et d'une année de 360 jours.

1.5 MODALITES DE CONSOLIDATION DES FONDS MOBILISES

Les sommes mobilisées seront consolidées en un prêt long terme dont les caractéristiques sont définies au paragraphe "Période d'amortissement du capital consolidé".

Cette consolidation interviendra à la date de versement intégral des fonds ou au plus tard au terme de la Période de préfinancement, telle qu'indiquée à l'Article **1.1 « DUREE ».**

Si au plus tard à la fin de la Période de préfinancement, le montant total du prêt n'est pas entièrement versé, le prêt sera réduit au montant des sommes effectivement utilisées à cette date, sauf prorogation de cette période expressément accordée par le Prêteur.

L'Emprunteur sera alors redevable d'une commission de dédit égale à 3,50 **%** du montant non mobilisé et non consolidé.
Cette commission sera exigible à la fin de la Période de préfinancement. Elle sera prélevée sur le compte mentionné au paragraphe "Paiement des échéances.

Au terme de la Période de préfinancement aucun nouveau versement de fonds ne pourra plus intervenir, sauf accord exprès du Prêteur pour prolonger la Période de préfinancement.

En cas de versement intégral des fonds avant la fin de la Période de préfinancement, l'Emprunteur aura la faculté en accord avec le Prêteur, de différer le point de départ de l'amortissement du capital consolidé dans une période comprise entre la date qui suit le versement de la totalité des fonds et le terme la Période de préfinancement mentionné à l'article 1.1 DUREE.

Cette demande sera formalisée par l'Emprunteur sur le formulaire « demande de versement des fonds » relatif au dernier versement du prêt.

2 - PERIODE D'AMORTISSEMENT DU CAPITAL CONSOLIDE

DUREE : 4 ans à compter de la date de versement intégral des fonds ou de la fin de la Période de préfinancement, telle que définie au paragraphe 1.1. « DUREE ».

TAUX ANNUEL D'INTERET : 3,19 %

Ce taux d'intérêt est garanti sous réserve que le prêt soit consolidé au plus tard à l'expiration de la Période de préfinancement définie à l'article 1.1 « DUREE ».
Si pour une raison exceptionnelle, le prêt était consolidé à une date ultérieure, le taux fixe sera réactualisé sur la base du taux Emprunteur du taux fixe de swap in fine contre EURIBOR 6 mois d'une durée de 20 ans, tels que publiés sur la page Reuters ISDAFIX2 2 jours ouvrés avant la date effective de consolidation des fonds, majoré d'une marge de 0,33.

ECHEANCIER

L'amortissement s'opérera au moyen de 16 échéances trimestrielles, alculé au taux en vigueur pour la première période trimestrielle sur la base d'un amortissement d'un prêt d'une durée de 30 ans. Le capital restant dû, soit les 26 ans, sera réglé en intégralité sur la dernière échéance.

15 échéances trimestrielles constantes (capital + intérêt) chacune de **9 733,59 €uros**, hors assurances.

1 échéance trimestrielle constante (capital + intérêt) de **695 968,09 €uros**, hors assurances.

Le tableau d'amortissement sera adressé à l'Emprunteur après le versement total du prêt.

3 - FRAIS DE DOSSIER

Frais d'étude et de réalisation : **1 875,00 €uros**
* L'intégralité des frais de dossier sera prélevée lors de la mise en place du concours.

4 - TAUX EFFECTIF GLOBAL

Les parties reconnaissent expressément que, du fait du particularisme des dispositions de ce prêt, il n'est pas possible de déterminer le TEG, qui dépend notamment d'options qui seront choisies par l'Emprunteur en cours de remboursement du prêt.

Toutefois, conformément aux dispositions, notamment, des articles L314-1 et suivants et R314-1 et suivant du Code de la consommation, compte tenu des conditions financières énoncées dans la présente, le TEG calculé sur la durée totale du prêt :

- En tenant compte d'un déblocage en une seule fois de la totalité du montant du prêt
- En retenant, à chaque fois qu'un taux stipulé dans le présent contrat est dépendant d'un indice, le dernier indice publié à la date de signature du présent prêt.
- En considérant que la durée de la période est : 3 mois que le taux de la période est : 0,82%

Le Taux Effectif Global qui est proportionnel au taux de période ressort à : 3,26 %

Le TEG est calculé sur l'année civile et est donné à titre purement indicatif.

5- PAIEMENT DES ECHEANCES

Le paiement des échéances sera effectué pendant toute la durée du prêt au moyen de prélèvements sur le compte n° 42559 10000 08002252042 42 ouvert dans les livres du CREDIT COOPERATIF de l'agence de STRASBOURG et dont le nombre, le montant et la date d'échéance sont indiqués dans les conditions particulières et sur le tableau d'amortissement qui sera adressé à l'Emprunteur. Si l'Emprunteur met fin à cette autorisation sans permettre au Prêteur d'effectuer les prélèvements sur un autre compte, le prêteur pourra, prononcer l'exigibilité de la totalité du prêt.

Le présent concours est exclu de toute convention de compte courant.

6 - CLAUSE SPECIFIQUE RELATIVE AUX REMBOURSEMENTS ANTICIPES

Par dérogation aux dispositions prévues à l'article 4 des Conditions Générales, il est précisé que les remboursements anticipés pourront être soit :

➢ VOLONTAIRES

L'Emprunteur aura la faculté de rembourser par anticipation, tout ou partie du prêt, moyennant un préavis d'un mois avant l'échéance donné par lettre recommandé avec accusé de réception adressée au Prêteur.

➢ OBLIGATOIRES

La survenance de l'un ou l'autre des évènements mentionnés ci-dessous donneront obligatoirement lieu à un remboursement anticipé. Dans ces cas, les remboursements anticipés ne donneront lieu à la perception au profit du Prêteur d'aucune indemnité :

- Lorsqu'ils résultent de l'exercice, par les locataires accédants, de leurs options telles que prévues par les termes des PSLA ainsi que par la réglementation applicable à ces prêts; dans ce cas le remboursement doit intervenir au moment de la vente effective du logement ; le montant du remboursement correspondra au capital restant dû au titre du logement concerné.

- En cas de non obtention de l'agrément définitif du Représentant de l'Etat dans le Département au titre du PSLA au plus tard 12 mois après l'achèvement des travaux ; le montant du remboursement en capital correspondra au capital restant dû au titre des logements non agrées en PSLA.

7 - CLAUSE SPECIFIQUE RELATIVE A L'EXIGIBILITE ANTICIPEE-DECHEANCE DU TERME

Outre les causes de déchéance du terme et d'exigibilité anticipée prévues à l'Article 9 des Conditions Générales, le montant des capitaux restant dus sur le présent prêt sera immédiatement exigible en cas :

- de non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du prêt tel que défini au présent contrat, Il est convenu que la présente clause est stipulée dans l'intérêt exclusif du Prêteur et n'emporte aucune obligation pour le Prêteur de contrôler l'utilisation effective des fonds par l'Emprunteur.

- de non-respect par l'Emprunteur des dispositions réglementaires applicables aux opérations de location-accession, telles que définies par les articles R 331-76-1 à R 331-76-5-4 du Code de la Construction et de l'Habitation.

V - GARANTIES ET CONDITIONS

GARANTIES

GARANTIE DE LA METROPOLE EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, à hauteur de 100 % pour le remboursement de toutes sommes dues en principal, intérêts, intérêts de retard, indemnités, frais et accessoires, au titre du prêt et conformément aux conditions générales du contrat, SANS renonciation aux bénéfices de division et de discussion.

Durée : jusqu'à remboursement du présent concours dont les modalités et notamment la durée figurent ci-dessus.
Formalisation : celle-ci résulte des présentes

La collectivité ci-dessus est ci-après dénommée sous le vocable "le garant".

En fonction de la nature de l'opération garantie et conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, la mise en jeu de la garantie du garant pourra porter au choix de celui-ci soit sur la totalité du concours ou de la fraction de concours garanti soit sur les annuités y afférent, déterminées par l'échéancier.

Le garant déclare avoir connaissance des dispositions législatives et réglementaires du Code Général des Collectivités Territoriales régissant les garanties d'emprunts délivrées par les collectivités territoriales pour les emprunts contractés par des personnes morales de droit privé, et plus particulièrement des articles L3231-4 et suivants, R3231-1, D3231-2 et D1511-30 et suivants dudit code.

Le garant atteste que le présent engagement répond à l'ensemble des dites dispositions et s'engage au cas où l'emprunteur ne s'acquitterait pas de ses obligations :

- à verser au prêteur, de la manière exprimée dans le contrat ou dans leur totalité, les montants dus par l'emprunteur, tant en capital qu'en intérêts et charges, sans jamais pouvoir opposer le défaut de recouvrement des impositions affectées au cautionnement.
- à voter les impositions directes nécessaires pendant toute la durée du concours ; ces impositions seront mises en plein droit en recouvrement en cas de besoin, et affectées à la couverture de la charge du concours.

En cas de mise en jeu du garant, celui-ci sera subrogé dans les droits du prêteur, à concurrence de ses paiements et sans que cela puisse porter préjudice aux droits du prêteur.

De ce fait, le garant renonce à se prévaloir de toutes subrogations, de toutes actions personnelles ou autres qui auraient pour résultat de le faire venir en concours avec le prêteur tant que ce dernier n'aura pas été désintéressé de la totalité des sommes en principal, intérêts commissions, frais et accessoires qui lui seront dues.
Par ailleurs, le garant renonce à tout recours et à toute action réelle, contre toute personne physique ou morale ou tout groupement de quelque nature que ce soit qui se serait porté caution personnelle ou réelle au bénéfice de l'établissement prêteur.

PIECES DEVANT ETRE PRODUITES AU PRETEUR PAR LE DEPARTEMENT - SIGNATURES

A - ENUMERATION DES PIECES EN QUESTION ET DE CE QU'ELLES DOIVENT PRINCIPALEMENT CONTENIR :
1/ a) L'ORGANE DE DECISION D'OCTROI DE LA GARANTIE EST DIRECTEMENT LE CONSEIL METROPOLITAIN :
la DELIBERATION du Conseil Métropolitain garant décidant de l'octroi de la garantie et habilitant son Président du Conseil ou l'un de ses vice-présidents ou conseillers à signer à ce titre le présent contrat.

b) L'ORGANE DE DECISION D'OCTROI DE LA GARANTIE EST UNE COMMISSION PERMANENTE :
La DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE de la Métropole garante décidant de l'octroi de la garantie et habilitant le Président du Conseil ou l'un de ses vice-présidents ou conseillers à signer à ce titre le présent contrat.
AINSI que la DELIBERATION DU CONSEIL METROPOLITAIN de la Métropole garante ayant délégué de manière générale ses compétences en matière d'octroi de garantie à ladite commission permanente.

2/ Au cas où le présent contrat ne serait pas signé par le Président du Conseil, il devra en sus être produit au Prêteur l'arrêté de délégation, émanant du Président du Conseil habilitant l'un de ses vice-présidents ou conseillers à signer le contrat.

La délibération de garantie devra impérativement comprendre dans le corps de son texte : l'identification de l'établissement prêteur et de l'emprunteur, l'objet exact de l'emprunt, les conditions de l'emprunt (montant, taux, index, durée, marge, type d'amortissement, franchise, etc.) ainsi que la quotité garantie et les conditions de mise en œuvre de la garantie.

Au titre du contrôle de légalité ; l'ENSEMBLE DE CES PIECES DEVRA ETRE CERTIFIE EXECUTOIRE c'est-à-dire revêtu de la mention ou du cachet de la date de transmission aux services Préfectoraux (ou cachet de dépôt émanant de la Préfecture) et de la date de publication ou d'affichage accompagné de la signature du Président du Conseil ou de son représentant dûment habilité.

B - PARAPHE - MENTION MANUSCRITE - SIGNATURE DU PRESENT CONTRAT PAR LE GARANT

Il est demandé au représentant habilité de la Collectivité garante de :

- parapher la dernière page des conditions générales, et chacune des pages des conditions particulières ainsi que les annexes du présent contrat (si celui-ci en contient),
- faire précéder sa signature sur la dernière page des conditions particulières de ses nom et qualité, et en cas de représentation de la mention « Par délégation » ou « Par suppléance », du cachet de la Collectivité qu'il représente et de la mention manuscrite suivante :

"Bon pour cautionnement à hauteur d'un montant en principal de 750 000,00 €uros (sept cent cinquante mille €uros) auquel s'ajoutent les intérêts, intérêts de retard, indemnités, frais et accessoires, au titre du prêt et conformément aux conditions générales du présent contrat, sans renonciation aux bénéfices de division et de discussion."

CONDITION PREALABLE AU VERSEMENT DES FONDS

- Production de l'agrément PSLA délivré par la DDTM.
- Production du permis de construire ou de lotir purgé du recours des tiers.

CONDITIONS NON PREALABLES AU VERSEMENT DES FONDS

- Agrément définitif du Représentant de l'Etat dans le Département à produire au plus tard 12 mois après l'achèvement des travaux.

MODALITE PARTICULIERE

L'Emprunteur s'engage, aux termes des présentes, à domicilier sur le compte ouvert dans les livres du Prêteur les produits locatifs durant la phase locative et à affecter le produit des cessions en cas de levée d'option des locataires / accédants au remboursement par anticipation du prêt.

Fait à , le en 3 exemplaire(s)

Le Crédit Coopératif

DELAGOTTE Grégory
Directeur des Crédits

L'Emprunteur : **PIERRES & TERRITOIRES DE FRANCE – ALSACE SAS**
(Nom Prénom et qualité du signataire + mention manuscrite + signature)
« Bon pour la somme de 750 000,00 (sept cent cinquante mille) Euros en principal plus tous intérêts, frais, accessoires et indemnité de résiliation dans les conditions mentionnées ci-dessus »

ROBEIN Guillemine DG.
Bon pour la somme de 750 000 (sept cent cinquante mille) Euros en principal.
plus tous intérêts, frais, accessoires et indemnité de résiliation dans les conditions mentionnées ci-dessus.

PIERRES & TERRITOIRES de FRANCE
ALSACE S.A.S - IDEO
11 rue du Marais Vert
67064 STRASBOURG CEDEX
RCS 510 475 437

Le Garant : EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
(Nom Prénom et qualité du signataire + mention manuscrite + signature)
"Bon pour cautionnement à hauteur d'un montant en principal de 750 000,00 €uros (sept cent cinquante mille €uros) auquel s'ajoutent les intérêts, intérêts de retard, indemnités, frais et accessoires, au titre du prêt et conformément aux conditions générales du présent contrat, sans renonciation aux bénéfices de division et de discussion."

Annexe au contrat de prêt n° A9226008
EMPRUNTEUR : PIERRES & TERRITOIRES DE France – ALSACE SAS
OBJET DU PROGRAMME : **Financement de 4 logements sis à 2 Rue de l'Ecole 67810 HOLTZHEIM**

TYPE D'APPARTEMENTS	SUPERFICIE	N° DE LOTS	MONTANT DU PRET AFFECTE PAR APPARTEMENT	MONTANT TOTAL DU PRET AFFECTE A CE TYPE D'APPARTEMENTS
MAISON T4	84,76	1	187 500	187 500
MAISON T4	84,76	2	187 500	187 500
MAISON T4	84,76	3	187 500	187 500
MAISON T4	84,76	4	187 500	187 500

Annexe 1

CREDIT COOPERATIF
12 BOULEVARD PESARO
CS 10002
92024 NANTERRE CEDEX

SERVICE REA

REA / CVR
N° Personne : 904436446
PRET N° A9226008
MONTANT : 750 000,00 €uros

Messieurs,

Nous faisons référence au contrat de prêt mentionné sous rubrique.

❒ Nous vous demandons un versement selon les modalités suivantes :

- Montant du versement (*) :
- Date de versement :
- Coordonnées du compte bancaire à créditer :
  (joindre RIB)

❒ Ce versement entrainant le versement de l'intégralité des fonds avant la fin de la Période de préfinancement, nous sollicitons votre accord exprès afin de différer le point de départ de la Période d'amortissement à la fin de la Période de préfinancement.

Recevez, Messieurs, nos salutations distinguées.

A , le

Nom et qualité du signataire
Cachet et signature

(*) Minimum : 75 000,00 €uros

NB : à adresser au Prêteur au minimum 15 jours calendaires avant la date de versement

70

Interpellation au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

Interpellation présentée par Mme Irène WEISS et M. Jean-Philippe MAURER - Un plan pour les piscines ou un plan Piscine.

Numéro E-2026-567

Madame la Présidente,

Depuis le mois de mai, l'Eurométropole expérimente à la piscine du Wacken un système d'horaires coupés lors des week-ends, avec une évacuation des usagers à 13h30 pour une réouverture à 14 h.

De nombreux usagers ont exprimé leur incompréhension et leurs difficultés face à ce dispositif : longues attentes à l'extérieur, parfois en plein soleil, interruption de leur journée à la piscine, ou encore obligation de payer une seconde entrée pour profiter des deux créneaux.

La piscine de Hautepierre a enchaîné les défaillances qui se sont propagées de bassin en bassin, jusqu'à les vider et à noyer les salles des machines.

A cela, il faut rajouter la piscine de la Hardt, à Illkirch-Graffenstaden, fermée depuis 2024 au grand public, réservée aux seuls usages associatifs, scolaires et à la rééducation médicale.

Piscines défectueuses, usures des équipements, flux croissants de baigneurs mais contraints par des restrictions d'accès, le constat est là, et d'autant plus pénible que la chaleur, elle, ne faiblit pas. Le besoin de piscines, accessibles à nos concitoyens, est permanent d'autant plus face aux épisodes de chaleur qui se multiplient.

Madame la présidente, comptez-vous mettre en place une stratégie publique pour remédier aux dysfonctionnements de ces différents équipements publics et relancer un plan piscine ?

Quels premiers enseignements tirez-vous aujourd'hui des horaires expérimentaux de la piscine du Wacken ? Disposez-vous d'éléments attestant d'une amélioration effective de la sécurité, de la fréquentation ou de la qualité d'accueil ?

Envisagez-vous de pérenniser ce dispositif, voire de l’étendre à d’autres équipements métropolitains ?

Je vous remercie.

Strasbourg.eu
eurométropole

71

Interpellation au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 26 juin 2026

Interpellation présentée par le groupe "Pour une métropole en commun”- Gratuité des transports pour les 65 ans et plus : les engagements de campagne seront-ils tenus ?

Numéro E-2026-568

Madame la Présidente,

Lors de la campagne des municipales à Strasbourg, vous avez pris un engagement fort devant les électrices et les électeurs: instaurer la gratuité des transports pour les plus de 65 ans.

Cette proposition répond à une aspiration grandissante dans notre métropole portée notamment depuis plusieurs années par l'association ASTRAGRAT qui milite avec constance la gratuité totale des transports.

Sa pétition en faveur de la gratuité totale des transports a déjà recueilli plus de 3 000 signatures en 2025.

Chers collègues, la gratuité des transports ne signifie ni l'absence de coût, ni la disparition du financement.

Elle signifie simplement que le coût n'est plus payé par l’usager mais qu'il est pris en charge par la société.

Et oui, chers collègues, les usagers ne financent aujourd'hui qu'une part minoritaire de leur tickets ou abonnements.

Près des deux tiers du coût des transports sont couverts par le versement mobilité acquitté par les entreprises de plus de 9 salarié·es, auquel s'ajoute la contribution de l'Eurométropole.

La gratuité n'est donc pas une utopie financière. C'est un choix politique.

Le choix de considérer que la mobilité est un droit fondamental, et non une marchandise réservée à celles et ceux qui peuvent en payer le prix.

C'est un choix de justice sociale, un choix écologique et un choix en faveur du pouvoir d'achat.

C'est précisément parce qu'il s'agissait d'un choix politique fort que votre engagement de campagne a suscité beaucoup d'attentes.

Or aujourd'hui, une inquiétude grandit.

Le pacte de gouvernance conclu après votre élection à la tête de l'Eurométropole, ne reprend plus cet engagement.

Cette inquiétude est d'autant plus légitime puisque votre nouvelle majorité s'appuie désormais sur des différentes nuances de droite qui ont toujours exprimé leur opposition au principe même de la gratuité des transports.

Lors d'un débat associatif consacré aux transports gratuits qui s'est déroulé en février dernier, plusieurs de vos collègues aujourd'hui membres de votre majorité ont clairement fait connaître leur hostilité idéologique à cette orientation, au nom de leur conception libérale des politiques publiques.

De plus, dans le même temps, vous voulez engager un audit financier de notre collectivité.

Je veux croire que cet audit n'a pas vocation à préparer les renoncements de demain. Mais beaucoup de nos concitoyennes et concitoyens s'interrogent.

L'objectif de cet audit est-il de dégager les moyens nécessaires pour tenir vos engagements... ou de construire le récit qui permettra d'expliquer pourquoi ils ne pourraient finalement pas être tenus ?

Madame la Présidente, je vous pose donc quatre questions.

- Confirmez-vous aujourd'hui votre engagement en faveur de la gratuité des transports pour les plus de 65 ans ?

- Quel est le coût annuel estimé de cette mesure ?

- Selon quel calendrier entendez-vous la mettre en œuvre ?

- Et puisque vous défendiez également, en 2020, la gratuité des transports pour les moins de 25 ans, êtes-vous toujours favorable à une extension progressive de la gratuité dans notre métropole pour la jeunesse ?

Ayons de l'audace !

Montpellier, dirigée par une majorité de gauche à direction socialiste, a démontré qu'une grande métropole pouvait franchir ce cap de la gratuité totale. Pourquoi Strasbourg ne pourrait-elle pas être la prochaine ?

Pour notre part, notre groupe continuera à défendre une autre conception des transports publics : un service public accessible à toutes et à tous, avec notamment le tram Nord et des extensions des tranches de gratuité.

La mobilité est un droit, nous sommes disponibles pour avancer avec vous sur la base de cette conception pour renforcer le droit à la mobilité durable.

Je vous remercie.